

# DROIT aérien et spatial

Par **Vincent GRELLIÈRE**

Vendredi XXII. III. MMXXIV

Professeur émérite de l'Université de Toulouse Capitole

Centre : IDETCOM

Élève du lycée de Cahors (1956-1963)

Étudiant de la Faculté de Droit de Toulouse (depuis octobre 1963)

Docteur en droit de l'Université de Toulouse (1973)

Ancien étudiant, ancien assistant, ancien chargé de cours, ancien maître-assistant, ancien maître de conférences, ancien professeur de la Faculté de Droit de l'Université de Toulouse

Chargé de cours à la Faculté de Droit du Mans (1974-1975)

Professeur à l'Université de Grenoble (1988-1991)

L'auteur réserve ses droits de propriété intellectuelle sur ces notes élémentaires de droit aérien et plus encore de droit spatial, issues d'un cours professé jadis en amphithéâtre et depuis amplifiées.

La forme y est brute, le fond sommaire.

Les explications sont souvent incomplètes, parfois décousues.

Le lecteur est invité, pour une information substantielle de qualité, à se référer aux ouvrages spécialisés.

L'auteur est de formation privatiste, il n'en est rien spécialiste de droit public ou de droit européen. Il a enseigné, outre le droit aérien et spatial, l'introduction à l'étude du droit, le droit des obligations, le droit des biens, le droit des successions et des régimes matrimoniaux, le droit

commercial général, le droit de la distribution, le droit des sociétés, le droit pénal des affaires, le droit maritime, le droit international privé.

Il n'est guère versé, sauf en matière aérienne, en droit des transports.

Des amis bienveillants avaient suggéré à l'auteur de faire éditer son texte sur support-papier. Il a décliné l'honneur. Outre le travail considérable que ceci exigerait et sous la condition de trouver un éditeur téméraire, il estime qu'un ouvrage imprimé devient en matière aérienne et spatiale rapidement obsolète, sitôt publié il serait déjà, sur certains points, dépassé. Ces notes sont mises à la disposition du public de langue française, elles sont destinées à être pour celui-ci une source d'information, espérons-le, pas trop lacunaire, inexacte ou tendancieuse.

On peut toujours s'adresser à l'auteur pour lui demander l'envoi de la dernière version de son opus.

Courriel : [vincent.grelliere@orange.fr](mailto:vincent.grelliere@orange.fr)

# LE PLAN

## Introduction (page 51)

La volonté de l'homme d'évoluer et de se déplacer dans l'espace proche ou lointain et le désir séculaire de percer les secrets de l'univers

Les caractères du droit aérien et spatial (page 54)

Le droit de l'aéronef et de l'objet spatial

Un droit tributaire de l'évolution des techniques

Approche mondialiste et internationaliste

Prédominance du modèle anglo-américain

Les sources du droit en matière aérienne et spatiale (page 55)

### A. La règle écrite (page 55)

#### 1. Le droit mondial (page 55)

Droit aérien

Droit public aérien

La convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale et ses 19 annexes

Droit civil aérien

La convention de Genève du 19 juin 1948 relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs

La convention du Cap relative aux garanties portant sur les matériels d'équipement mobile et son protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques du 16 novembre 2001

La convention de Varsovie (12 octobre 1929) et la convention de Montréal (28 mai 1999) pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international

Droit pénal aérien

Droit spatial

Les cinq conventions conclues sous l'égide des Nations-Unies

Traité sur l'espace extra atmosphérique (27 janvier 1967)

Accord sur le sauvetage des astronautes (22 avril 1968)

Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (29 mars 1972)

Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'EEA (14 janvier 1975)

Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes (18 décembre 1979)

Le protocole de Berlin du 9 mars 2012 portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux, protocole à la convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties portant sur des matériels d'équipement mobile (non entré en vigueur)

Les instruments juridiques non contraignants

Les lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique

Les lignes directrices du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales

2. L'échelon continental (page 63)

Le droit de l'Union européenne

3. L'échelon des États : Les droits internes (page 67)

La France

Aviation (page 67)

Le code des transports (2010 (CT) et les très rares reliquats du code de l'aviation civile

Spatial (page 67)

La loi du 3 juin 2008 sur les opérations spatiales

B. La coutume (page 69)

C. La jurisprudence (page 69)

D. La doctrine (page 73)

**Première partie. Le milieu : l'air et l'espace (page 78)**

**Titre I. L'espace (page 78)**

Chapitre I. L'espace aérien : l'atmosphère (page 78)

Droit public



La délimitation de l'espace aérien : absence de consensus

La souveraineté de l'espace aérien : l'Etat sous-jacent

Droit privé

L'espace, res communis

Chapitre II. L'espace extra-atmosphérique (page 81)

Le cosmos : les corps célestes et le vide sidéral

Le refus de toute souveraineté étatique et de toute propriété sur l'espace et les corps célestes (page 82)

L'affectation de l'exploitation et de l'utilisation de l'espace à toute l'humanité (page 84)

[Titre II. La circulation et la navigation dans l'air et dans l'espace \(page 85\)](#)

Chapitre I. La circulation aérienne (page 85)

Section I. La liberté du survol (page 85)

§ I. La situation française (page 85)

A. Le survol de la France par les appareils civils (page 85)

α) Les appareils français (page 85)

La libre circulation

Les zones interdites de survol

La hauteur minimale de survol

β) Les aéronefs civils étrangers (page 88)

L'accord de transit (7 décembre 1944)

B. Le survol de la France par les aéronefs d'État et les aéronefs militaires  
(page 90)

Aéronefs de l'État français (page 90)

Aéronefs d'États étrangers (page 90)

§ II. La situation à l'étranger (page 90)

L'interdiction par un État de survoler son territoire

La violation de l'espace aérien national par un aéronef civil étranger

Les erreurs de tir sur un avion civil

La contrainte à l'atterrissage

Section II. La sûreté de la navigation aérienne (page 94)

A. La prévention (page 95)

1°) La formation du personnel aérien (page 96)

2°) Le filtrage des objets montés à bord (page 96)

3°) La transmission par les transporteurs aux autorités policières des données relatives aux passagers (page 97)

Les PNR : Passenger Name Record

B. La répression pénale des atteintes à la liberté de la circulation aérienne  
(page 102)

Le détournement d'aéronef

L'entrave à la navigation et circulation aérienne

L'alerte infondée à la bombe

Chapitre II. La navigation dans l'espace (page 105)

### Titre III. Les infrastructures au sol (page 108)

#### Chapitre I. Les lieux d'envol ou de séjour (page 108)

##### Section I. Les aérodromes (page 108)

###### Sous-section I. L'aménagement des infrastructures aéroportuaires (page 110)

###### A. La propriété de l'aérodrome (page 110)

Domanialité publique ou propriété privée

###### B. Le processus de construction et d'aménagement des infrastructures (page 113)

###### C. Le financement (page 120)

###### D. Les servitudes aéronautiques (page 127)

Droit européen (page 127)

Droit français (page 127)

###### a. Servitudes de dégagement (page 127)

###### b. La situation à l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement (page 131) Les éoliennes

###### c. Servitudes de balisage (135)

###### Sous-Section II. La fonction des aérodromes (page 138)

###### § I. L'aérodrome, voie obligatoire des mouvements d'aéronefs (page 138)

Altiports et altisurfaces

Hélistations et hélisurfaces

###### § II. La spécialisation des aérodromes (page 141)

###### a. Les distinctions du droit européen (page 142)

###### b. Les classifications du droit français (page 142)

###### 1. Le caractère international ou non de l'aérodrome : L'aérodrome international (page 142)

###### 2. L'ouverture ou non de l'aérodrome à la circulation aérienne publique (page 143)

###### α) Les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique (page 143)

β) Les aérodromes fermés à la circulation aérienne publique (page 146)

Les aérodromes réservés à l'usage d'administrations de l'État (page 146)

Les aérodromes à usage restreint (page 147)

Les aérodromes à usage privé (page 148)

§ III. La répartition du trafic aéroportuaire (page 149)

A. La répartition du trafic dans l'espace : entre les différents aérodromes d'une même mégapole (page 149)

B. La répartition du trafic dans le temps : les créneaux horaires (page 151)

Sous-Section III. L'exploitation des aéroports (page 156)

§ I. Les attributs régaliens et les exigences du service public (page 157)

A. La sûreté : la hantise de l'attentat terroriste (page 157)

B. La sécurité (page 166)

C. La lutte contre l'immigration clandestine (page 170)

D. La douane (page 180)

E. Le financement des fonctions régaliennes (page 182)

F. Les responsabilités de l'aéroport (page 186)

§ II. La gestion commerciale de l'aéroport envisagé comme un prestataire de services (page 1)

A. L'exploitant d'aérodrome (page 188)

i. Les Aéroports de Paris, ADP (page 188)

ii. Les grands aéroports régionaux (page 191)

iii. Les aérodromes d'importance moyenne (page 199)

iv. Les petits aérodromes (page 200)

B. Le financement du fonctionnement des plates-formes aéroportuaires (page 203)

1. Les aides publiques (page 204)

Les aides illicites

Les aides justifiées

Les aéroports régionaux (page 206)

Les lignes directrices de 2014, modifiées en 2023

L'exploitation d'un service d'intérêt économique général, SIEG

Les aéroports de moins de 200 000 passagers : aides admises si respect du paquet Almunia (page 207)

Les aéroports de moins de 700 000 passagers : aides admises sous conditions jusqu'au 3 avril 2027 (page 208)

Les aéroports entre 700 000 et 3 millions de passagers : interdiction des aides à l'expiration de la période transitoire de 13 ans, sauf SIEG (page 208)

Les aéroports de plus de 3 millions de passagers : interdiction de toute aide publique (page 210)

2. Les redevances (page 211)

a) Les redevances aéronautiques pour services rendus (page 211)

α) La légalité de l'imposition aux usagers de redevances (page 212)

1° étape. Les règles de principe (page 200)

Les règles de base : l'exploitant de l'aérodrome qui a fait des investissements a droit à une juste rémunération compte tenu des services rendus aux usagers

Le droit spécial

Les aérodromes ayant un trafic supérieur à 100 000 passagers

ADP et aérodromes de la compétence de l'État

Aérodromes soumis à la directive 2009/12 du 11 mars 2009 : l'aérodrome de la capitale et les aérodromes ayant plus de 5 millions de passagers par an : le montant des redevances est établi pour chaque aérodrome

2° étape. Le processus de détermination du montant des redevances (page 216)

Éviter les hausses excessives. Consultation des usagers

Règles applicables aux aérodromes, autres qu'ADP ou que les aérodromes appartenant à l'État

Règles propres aux ADP et aérodromes appartenant à l'État

Le contrat pluriannuel (5 ans maximum) conclu entre l'État et l'exploitant, avec des périodes tarifaires d'un an.

Absence de contrat : des tarifs établis sur une base annuelle

L'homologation du montant des redevances, soit par le ministre, soit par l'Autorité de régulation des transports (aérodromes de plus de 5 millions de passagers)

β) La contestation par les usagers du montant des redevances (page 222)

b) les redevances domaniales (page 230)

C. L'assistance en escale (page 235)

D. Les responsabilités des exploitants d'aérodrome (page 243)

Section II. Les bases spatiales (page 248)

Sous-Section I. Les bases de lancement d'objets spatiaux : les ports spatiaux (page 248)

Sous-Section II . Les bases sur la Lune et les autres corps célestes (page 250)

§ I. Les bases affectées à la recherche scientifique

§ II. Les bases affectées à l'exploitation des ressources naturelles des corps célestes

§ III. Les stations militaires

§ IV. L'utopie : Les colonies humaines sur la Lune ou sur Mars

Chapitre II. Les aides à la navigation (page 251)

Sous Chapitre I. Les règles de l'air (page 251)

Introduction

Les aéronefs avec pilote à bord (page 251)

Le vol à vue, VFR. Le vol aux instruments, IFR. Le plan de vol.

La gestion du trafic aérien, GTA.

Le contrôle de route. Le contrôle d'approche. Le contrôle d'aérodrome.

Les aéronefs circulant sans équipage à bord (page 257)

Section I. Les espaces aériens (page 268)

Situation historique en Europe : des espaces aériens morcelés (page 268)

L'objectif : Le ciel unique européen (page 269)

Section II. Les intervenants (page 270)

§ I. Les autorités publiques (page 270)

L'organisation internationale Eurocontrol

L'agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne

La DGAC : la direction de la Sûreté

§ II. Les prestataires de services de navigation aérienne (page 272)

A. La DSNA, direction des services de navigation aérienne (page 272)

B. Les personnels : les contrôleurs aériens (page 274)

Section III. Les installations et le matériel (page 279)

Section IV. L'utilisation de l'espace aérien (page 282)

Section V. Le financement du contrôle aérien (page 289)

Section VI. Les responsabilités des opérateurs en cas d'accident : répression et indemnisation (page 292)

Sous Chapitre II. La gestion du trafic spatial (page 294)

**Deuxième partie. Les biens** (page 296)

Titre I. Les objets affectés à la navigation aérienne et spatiale (page 29)

Chapitre I. L'aéronef (page 296)

Les définitions (page 297)

La distinction entre les aérostats (ballons et dirigeables) et les aérodynes (planeurs, avions, hélicoptères) (page 298)

Les aéronefs avec ou sans équipage à bord (page 301)

Section I. L'identification de l'aéronef (page 304)

§ I. Individualisation de l'aéronef (page 304)

A. Aéronefs civils (page 304)

1°)

L'identification des aéronefs (page 304)

Le droit commun : Les aéronefs soumis à immatriculation (page 304)

L'immatriculation de l'aéronef sur le registre

. L'immatriculation en France de l'aéronef (page 304)

Les conditions de l'immatriculation sur le registre français (page 305)

. Le demandeur doit détenir la propriété de l'aéronef (page 305)

. Le demandeur doit posséder la nationalité française ou celle d'un État européen (page 306)

. L'aéronef doit être titulaire d'un certificat de navigabilité (page 306)

Les effets de l'immatriculation : L'aéronef détient la nationalité de l'État sur le registre national sur lequel l'aéronef est immatriculé (page 309)

. L'immatriculation en droit international (page 309)

Les aéronefs non soumis à immatriculation (page 311)

Les aéronefs sans équipage à bord ne faisant pas de transport de personnes (moins de 25 kg)

Les ULM

2°) La propriété de l'aéronef (page 312)

B. Aéronefs militaires et aéronefs d'État (page 317)

§ II. Documents de bord (page 318)

Section II. Les contrats sur aéronef (page 319)

Sous-Section I. Les actes translatifs de la propriété d'un aéronef (page 319)

§ I. La vente-achat d'aéronef (page 319)

La vente internationale d'aéronef (page 320)

La solution du conflit de lois (page 320)

Les solutions du droit national français (page 320)

1° temps : La relation contractuelle vendeur-acheteur (page 320)

2° temps : La phase publique (page 323)

La publication du nom de l'acquéreur sur le registre d'immatriculation



§ II. Le crédit tiré de l'aéronef (page 328)

Sous-Paragraphe I. Le droit interne français (page 328)

Crédit-bail (page 328)

Hypothèque sur aéronef (page 328)

Privilèges sur aéronef (page 329)

Les privilèges du droit aérien

Les privilèges du droit commun : comme les privilèges du fisc

Sous-Paragraphe II. Le droit international (page 331)

La convention de Genève du 19 juin 1948

La convention du Cap et le protocole aéronautique du 16 novembre 2001 (non ratifiés par la France)

§ III. Les voies d'exécution et les saisies d'aéronef (page 335)

A. La saisie conservatoire d'aéronef (page 339)

1°) La saisie conservatoire de droit commun (page 339)

2°) La saisie conservatoire pour le recouvrement des redevances et des amendes (page 344)

B. La saisie vente (page 349)

C. La saisie revendication et la saisie appréhension (page 353)

D. Les saisies douanières (page 354)

Sous-Section II. Les contrats conférant la jouissance d'un aéronef (page 355)

§ I. Location d'aéronef (Dry Lease) : une location coque nue sans équipage (page 355)

§ II. Crédit-bail (page 361)

§ III. Affrètement d'aéronef (page 363)

Le fréteur met, à la disposition de l'affréteur, un aéronef avec un équipage, celui-ci demeurant en principe sous les ordres du fréteur

§ IV. Prêt d'aéronef (page 372)

§ V. Dépôt d'aéronef (page 373)

Chapitre II. **L'objet spatial** (page 374)

Section I. La définition de l'objet spatial (page 375)

Section II. L'individualisation de l'objet spatial (page 376)

§ I. La juridiction étatique sur l'objet spatial (page 376)

A. L'immatriculation de l'objet spatial (page 376)

Le traité cadre du 27 janvier 1967 et la convention de New York du 14 janvier 1975

1°) L'immatriculation sur un registre tenu par l'autorité publique (page 376)

a) L'immatriculation par un État (page 377)

b) L'immatriculation par une organisation inter-gouvernementale (page 378)

2°) Le registre central tenu à Vienne par le secrétaire général de l'ONU (page 378)

B. Les effets de l'immatriculation (page 378)

La station spatiale internationale

La station spatiale chinoise

§ II. Les droits de propriété sur les biens spatiaux (page 380)

Section III. Les opérations juridiques portant sur le bien spatial (page 380)

§ I. La vente de l'objet spatial (page 380)

§II. La location de l'objet spatial (page 381)

§ III. Les garanties susceptibles de grever un objet spatial (page 382)

A. Les sûretés du droit interne (page 382)

B. L'hypothétique entrée en vigueur du protocole à la convention du Cap, signé à Berlin le 9 mars 2012, créant une sûreté à vocation mondiale (page 382)

**Titre II. Les risques de l'air et de l'espace** (page 385)

Chapitre I. Les responsabilités encourues entre participants à l'aventure aérienne et spatiale (page 386)

## Section I. Les dommages subis au sein d'un milieu homogène (page 386)

### § I. La localisation du dommage survenant au sol ou dans l'espace atmosphérique (page 387)

L'aéronef endommagé au sol ou dans l'espace aérien par un autre aéronef :  
la collision ou l'abordage entre aéronefs, en vol ou sur la piste

Le responsable en cas de dommage causé par un aéronef en évolution à un autre aéronef en évolution : le renvoi, par l'article L. 6131-1 CT, aux dispositions du code civil : la responsabilité pour faute (articles 1240 et 1241) et la responsabilité du gardien du fait des choses qu'il a sous sa garde (article 1242)

### § II. La localisation du dommage subi dans l'espace extra-atmosphérique (page 392)

L'objet spatial endommagé dans l'espace extra atmosphérique par un autre objet spatial  
La collision entre objets spatiaux  
Les risques de destruction résultant des débris spatiaux

#### A. Les perspectives de droit public (page 395)

1°) Droit interne

2°) Droit international public

Le dommage causé par un objet spatial à un autre objet spatial, les deux objets relevant de deux États de lancement distincts : la responsabilité internationale de l'État de lancement envers l'État victime, prévue à l'article III de la convention du 27 mars 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux

#### B. Les perspectives de droit privé (page 396)

1. Les solutions du droit international privé (page 396)

2. Les solutions du droit français interne (page 397)

La loi du 3 juin 2008 prévoit uniquement la responsabilité à base de faute de l'opérateur spatial

## Section II. Les dommages hétérogènes survenant dans l'atmosphère (page 398)

Un objet spatial entre en collision et détruit un aéronef

Le heurt dans l'atmosphère entre objets spatiaux

## Chapitre II. Les dommages subis par les tiers à la surface de la Terre (page 399)

Sous-Chapitre I. Le régime de droit commun : la responsabilité de plein droit de l'exploitant (page 399)

Section I. L'aérien. La responsabilité de plein droit de l'exploitant d'aéronef en mouvement (page 399)

Sous-Section I. Le droit commun (page 399)

§ I. Le droit uniforme (page 399)

Les conventions de Rome (1933 et 1952) et de Montréal (2009)

La France y est demeurée étrangère

§ II. Le droit interne français (page 401)

La responsabilité de plein droit de l'exploitant d'aéronef causant des dommages à la surface, article L. 6131-2 CT

Sous-Section II. Le jet volontaire (page 406)

Section II. Le spatial. La responsabilité du fait des dommages causés à terre par les engins spatiaux (page 409)

Un objet spatial ou des débris spatiaux s'écrasent au sol

§ I. Les aspects de droit international public : la responsabilité internationale entre États (page 409)

§ II. Les perspectives de droit privé français (page 411)

La responsabilité de plein droit de l'opérateur spatial pour les dommages au sol causés aux tiers

La garantie apportée par l'État lorsque le dommage excède un certain plafond

Sous-Chapitre II. Les régimes spéciaux en matière d'environnement (page 415)

Section I. Les nuisances acoustiques (page 415)

§ I. La prévention (page 419)

A. L'action au niveau de la source de la nuisance (page 419)

1° Les mesures destinées à réduire les émissions sonores (page 419)

a) Le retrait des appareils les plus bruyants

b) La fabrication de moteurs plus silencieux

c) L'action sur la trajectoire de départ et sur celle d'arrivée

d) Les restrictions locales d'exploitation

2° La fiscalité anti-bruit : la taxe sur les nuisances sonores aériennes (page 429)

B. L'aménagement du territoire et l'urbanisme aéroportuaire (page 430)

La limitation des nouvelles constructions à proximité des aéroports :  
le plan d'exposition au bruit

L'aide aux riverains pour l'insonorisation des bâtiments : le plan de gêne sonore (page 434)

§ II. Les sanctions (page 436)

A. La répression (page 436)

Sanctions administratives prononcées tant par le ministre que par  
l'ACNUSA (page 436)

Sanctions pénales (page 440)

B. La réparation du dommage (page 440)

1. Responsabilité civile : responsabilité des exploitants  
(page 440)

2. Responsabilité administrative (page 441)

Responsabilité de l'État : la détonation balistique

Responsabilité de l'entité concessionnaire de l'ouvrage public

Section II. La lutte contre la pollution de l'atmosphère et le dérèglement  
climatique (page 443)

Sous-Section I. L'inventaire des sources du droit (page 444)

§ I. La planète (page 444)

a) Les instruments diplomatiques de portée générale (page 444)

b) Les règles propres à l'aviation civile (page 446)

§ II. L'Europe (page 450)

Le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

§ III. La France (page 462)

Sous-Section II. La présentation des solutions de fond (page 464)

§ I. Le système SEQUE de l'Union européenne (page 464)

L'attribution de quotas aux exploitants au départ ou à l'arrivée d'un aéroport européen  
Attribution à titre gratuit (en extinction) ou à titre onéreux

§ II. Le système CORSIA de compensation de l'OACI (page 468)

**Troisième partie. Les acteurs des activités aériennes et spatiales** (page 476)

**Titre I. Les autorités publiques** (page 476)

Chapitre I. Les organismes internationaux œuvrant dans le sillage de l'ONU (page 476)

Section I. L'aérien (page 476)

L'OACI, ayant son siège à Montréal

Section II. Le spatial (page 477)

Les activités civiles (page 477)

Le CUPEEA/COPUOS, émanation de l'Assemblée générale des Nations Unies,  
Le Bureau des affaires spatiales (UNOOSA), sous la dépendance du Secrétaire général,  
ayant tous les deux leur siège à Vienne (page 477)

Les activités militaires : les conférences sur le désarmement (page 479)

Chapitre II. L'Europe (page 479)

§ I. Aviation civile (page 479)

La CEAC, Eurocontrol, l'UE

§ II. Activités spatiales (page 483)

L'UE et l'agence de l'UE pour le programme spatial

L'agence spatiale européenne, ESA

Chapitre III. Les instances étatiques (page 486)

a) La situation française (page 486)

La Direction Générale de l'Aviation Civile, DGAC, une direction du ministère de la  
transition écologique

L'agence spatiale française : le Centre National d'Études Spatiales (CNES)

b) La situation à l'étranger (page 500)

**Titre II. L'industrie aéronautique et spatiale** (page 502)

La présentation des industriels aéronautiques

Airbus et Boeing sont pour le moment les principaux fabricants mondiaux

L'aviation civile

La fabrication des avions

Gros porteurs et longs courriers

Moyens courriers

Les avions régionaux

L'aviation d'affaires et de tourisme

La fabrication des hélicoptères

La fabrication des aéronefs sans équipage à bord

Le militaire

Les motoristes

Les équipementiers

Les aérostructures

L'avionique

Le spatial

Chapitre I. Les aspects de droit public (page 513)

Section I. Les mécanismes de régulation de la libre concurrence (page 513)

§ I. Le partenariat entre les industriels et les pouvoirs publics (page 513)

§ II. Les aides d'État en faveur de l'industrie aéronautique (page 515)

Dans le cadre de l'UE

Dans le cadre de l'OMC

La contestation des aides d'État accordées à Boeing et à Airbus

§ III. Les pratiques anti-concurrentielles : les ententes sur les prix entre constructeurs (page 519)

§ IV. Le contrôle des structures : le contrôle des concentrations entre fabricants (page 519)

Section II. L'impératif de sécurité des matériels (page 521)

Sous-Section I. Les normes de sécurité (page 521)

§ I. Le contrôle du processus industriel (page 526)

Les aéronefs avec équipage à bord (page 526)

Les aéronefs sans équipage à bord (page 528)

§ II. Les exigences en matière de navigabilité (page 535)

Les certificats de navigabilité (page 536)

A. Certificat de type (page 536)

B. Certificat de navigabilité individuel (page 541)

§ III. Les exigences concernant l'entretien, la maintenance et la réparation des aéronefs (page 545)

A. Les règles de droit (page 546)

B. Les acteurs (page 547)

1° Les organismes de maintenance (page 548)

2° Le personnel (page 549)

La formation

La licence de maintenance d'aéronef

3° L'autorité publique (page 551)

L'Agence européenne pour la sécurité aérienne

La France : La direction de la Sécurité de l'aviation civile

C. L'activité de maintenance (page 553)

D. La post-maintenance (page 556)

Sous-Section II. La sanction des manquements (page 556)

§ I. Les responsabilités des organismes de contrôle de la sécurité des aéronefs (page 556)



La certification

La classification

§ II. La mise sous surveillance des exploitants d'appareils défectueux (page 560)

a) La prévention (page 560)

Le programme USOAP de l'OACI

Le programme SAFA de l'UE

Les inspections au sol

b) La répression (page 561)

L'interdiction d'exploitation en Europe des compagnies étrangères en défaut (page 561)

La responsabilité des exploitants, encourant sanctions administratives et sanctions pénales (page 562)

Section III. Les impératifs de sûreté (page 565)

Chapitre II. Les aspects de droit privé (page 568)

Section I. La fabrication de l'aéronef et de l'objet spatial au travers du prisme contractuel (page 568)

Sous-Section I. La conception, fabrication, construction, vente de matériel aéronautique et d'aéronefs (page 569)

I. Les relations de l'avionneur avec ses équipementiers (page 569)

II. La relation entre l'avionneur et l'acquéreur de l'aéronef (page 571)

Sous-Section II. La fabrication des lanceurs, satellites et navettes spatiales (page 572)

Section II. Les obligations du fabricant d'engins aériens et spatiaux (page 574)

Sous-Section I. La responsabilité pénale de l'avionneur et des équipementiers ainsi que celle de leurs ingénieurs et techniciens (page 574)

Sous-Section II. La responsabilité civile du fabricant et de l'équipementier (page 580)

§ I. Les aspects de droit aérien (page 580)

Sous-Paragraphe I. Le contentieux devant les juridictions civiles (page 580)

A) Éléments de droit international privé (page 580)

1°) Le conflit de juridictions (page 580)

- a) La tentation de porter l'affaire devant les juridictions américaines : le risque pour le demandeur européen de se voir opposer aux États-Unis l'exception de forum non conveniens (page 581)

- b) L'affaire portée en France (page 583)

La compétence des juridictions françaises est subordonnée à la présence d'un lien entre la France et le litige

2°) Le conflit de lois (page 586)

- a) Les solutions françaises (page 586)

Responsabilité contractuelle de fabricant : application du règlement Rome I de 2008

Responsabilité délictuelle du fabricant : application de la convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits

- b) Les solutions étrangères (page 588)

B) Le litige jugé au fond (page 588)

1°) Les solutions françaises (page 588)

1° hypothèse : la compétence normative de la loi française (page 588)

L'obtention des preuves (page 588)

Le débat au fond (page 589)

- a. Le droit commun (page 589)

- i. L'action de l'acquéreur contre le vendeur (page 589)

Le droit de la vente

L'obligation de délivrance, art. 1604 du code civil : L'obligation, incombant au vendeur,

de livrer un produit conforme (page 590)

La garantie des vices cachés, article 1641 du code civil (page 590)

ii. L'action de tiers au contrat de vente contre le fabricant (page 594)

L'action des victimes d'un accident aérien contre le fabricant

La responsabilité délictuelle du fabricant

La responsabilité à base de faute

b. La responsabilité des fabricants de produits défectueux à l'égard d'autrui (page 595)

2° hypothèse : La désignation d'une loi étrangère (page 600)

2°) Les solutions étrangères (page 600)

Sous-Paragraphe II. La constitution de partie civile devant les juridictions répressives (page 602)

§ II. Les solutions du droit spatial (page 605)

Le contrat (page 609)

La responsabilité du constructeur vis-à-vis de ses partenaires (page 610)

La pratique contractuelle inclut dans les contrats des clauses systématiques de non-responsabilité, de renonciation à recours et d'interdiction de recours. La loi française du 3 juin 2008 en fait une règle légale.

Le constructeur et les tiers (page 614)

Section III. La maintenance et l'entretien des aéronefs (page 615)

Le contrat de maintenance

Les responsabilités (page 616)

§ I. La responsabilité pénale de l'entreprise et de celle de ses techniciens (page 616)

§ II. La responsabilité civile de l'entreprise de maintenance (page 618)

**Titre III. Les exploitants d'aéronef et d'objet spatial (page 623)**

Sous-Titre I. L'exploitation à caractère économique (page 623)

Chapitre I. Les transporteurs aériens commerciaux (page 623)

- i. Les compagnies classiques (page 625)
- ii. Les compagnies à bas coût (page 632)

Sous-Chapitre I. Les conditions requises pour effectuer des transports aériens à titre onéreux (page 633)

§ I. Le certificat de transporteur aérien (page 636)

Sous-Paragraphe I. L'exploitation d'aéronef avec un équipage à bord (page 636)

I. Les exploitants européens (page 636)

A. La norme (page 636)

1°) Caractère obligatoire du CTA pour tout transporteur agissant à titre onéreux ou contre rémunération (page 636)

2°) Les exceptions (page 639)

Non exigence du CTA pour certains exploitants agissant pourtant à titre onéreux ou contre rémunération

a) Dispositions générales concernant l'exploitations d'avions ou d'hélicoptères à motorisation non complexe (page 639)

Le vol à frais partagés : le coavionnage (page 641)

Le vol de découverte (page 645)

b) Dispositions spécifiques pour les exploitants de ballons et de planeurs (page 645)

B. Les conditions requises pour obtenir le certificat (page 647)

Attestation par l'impétrant de la sécurité de l'exploitation et du maintien de la navigabilité des appareils

C. La délivrance du CTA par l'autorité publique (page 647)

II. Les exploitants non européens voulant faire du transport aérien en Europe (page 648)

Sous-Paragraphe II. L'exploitation d'aéronef sans équipage à bord (page 650)

§ II. La licence d'exploitation (page 655)

A. La norme : le caractère obligatoire de la licence d'exploitation (page 655)

I. Le principe

II. Les tempéraments

B. Les conditions de délivrance de la licence (page 656)

La détention du CTA

Une entreprise spécialisée dans le transport aérien

Capitaux majoritairement européens et contrôle de l'opérateur par des européens

La détention d'au moins un aéronef en pleine propriété ou d'un aéronef pris en location coque nue

Immatriculation des aéronefs sur le registre français

La condition d'honorabilité des dirigeants

Capacités financières

C. La délivrance de la licence (page 658)

D. Le suivi de la licence d'exploitation (page 658)

E. Le retrait des licences (page 659)

§ III. Les droits de trafic : L'autorisation d'exploiter des services de transport aérien (page 662)

Sous-Paragraphe I. La libéralisation des transports intra européens (page 662)

A. Le principe de liberté offert à l'ensemble des transporteurs européens (page 663)

B. Les restrictions (page 664)

1. L'imposition, sur certaines lignes, d'obligations de service public, OSP (page 664)

2. Les problèmes graves en matière d'environnement (page 670)

Le décret du 22 mai 2023 prononce en France l'interdiction, au nom de la sauvegarde de l'environnement, de liaisons aériennes sur des relations également

desservies par le train avec un trajet de moins de deux heures trente,  
art. R. 6412-21 CT.

3. Les circonstances imprévisibles (page 673)

Sous-Paragraphe II. Les liaisons internationales (page 674)

L'évolution historique : le système bermudien (page 675)

Le système actuel : un bilatéralisme renouvelé (page 676)

A. Les transports réguliers (page 676)

i. Les accords internationaux en matière d'exploitation de  
services aériens (page 676)

1° formule : l'accord aérien conclu entre un État membre de l'UE et un État  
tiers (page 677)

2° formule : l'accord aérien conclu à l'échelon européen (page 679)

Les accords horizontaux (page 679)

Les accords aériens globaux conclus entre l'UE, ses États membres et  
un État tiers (page 680)

ii. L'attribution des droits de trafic en matière  
internationale : la désignation opérée par l'État du  
transporteur et l'autorisation donnée par l'autre État  
(page 685)

B. Les transports non réguliers : les transports à la demande (page 688)

§ IV. Les capacités (page 690)

§ V. Les tarifs (page 690)

§ VI. Le financement public des entreprises de transport aérien et les atteintes à la libre  
concurrence (page 694)

Le carburant

Sous-Paragraphe I. Le droit européen des aides d'État (page 697)

A. Les règles de fond (page 698)

a) L'interdiction des aides publiques anti concurrentielles (page 698)

b) La justification de certaines catégories d'aides (page 698)

- i. Les aides accordées pour compenser les effets de la menace terroriste (page 699)
- ii. Les circonstances extraordinaires : Les aides attribuées aux compagnies en difficulté du fait de l'effondrement, en période de pandémie, du trafic aérien (page 699)
- iii. La recapitalisation des transporteurs en difficulté (page 705)
- iv. Les aides à finalité régionale (page 708)
- v. La mise à disposition d'infrastructures aéroportuaires à certains transporteurs (page 721)
- vi. Les aides à finalité écologique (page 722)

B. Les dispositions procédurales (page 722)

- 1. Les sanctions administratives prononcées par la Commission (page 722)
- 2. Le contentieux civil, commercial, administratif, disciplinaire, pénal, devant les instances nationales (page 726)

Sous-Paragraphe II. Les pratiques anticoncurrentielles des États tiers : les avantages accordés aux transporteurs étrangers par des États tiers lésant ainsi les intérêts des transporteurs de l'Union (page 730)

Sous-Chapitre II. Les coopérations entre entreprises de transport (page 733)

Section I. Les coordinations entre transporteurs (page 733)

Section II. Les associations et les ententes entre transporteurs (page 737)

Sous-Section I. Les franchises (page 737)

Sous-Section II. Les alliances (page 737)

Les principales alliances entre compagnies : Sky Team, Star Alliance, one World Alliance

Sous-Section III. Les concentrations et fusions entre entreprises de transport aérien (page 740)

Chapitre II. Les opérateurs du spatial (page 747)

Section I. Les entreprises de lancement (page 747)

Section II. Les exploitants d'objets spatiaux (page 752)

Section III. Les entreprises exploitant les ressources des corps célestes (page 754)

Sous-Titre II. L'aviation d'affaires (page 755)

Sous-Titre III. L'aviation légère et sportive (page 756)

Chapitre I. La pratique de l'aviation légère et sportive (page 756)

Sous-Chapitre I. Les acteurs (page 756)

Les associations aéronautiques, les pilotes instructeurs, les adhérents

Les pilotes privés, pilotant pour leurs besoins personnels ou pour le plaisir

Sous-Chapitre II. Les autorisations requises (page 762)

§ I. Au regard de la réglementation des activités sportives (page 762)

§ II. Au regard de la réglementation des déplacements aériens (page 764)

Sous-Paragraphe I. L'exploitation avec un équipage à bord (page 764)

A. La promenade aérienne offerte à titre gratuit (page 764)

B. Les vols à frais partagés (page 765)

C. Les vols organisés à titre onéreux (page 765)

Les vols locaux et les vols de découverte

Sous-Paragraphe II. L'exploitation sans équipage à bord (page 768)

Chapitre II. Les accidents en matière d'aviation légère (page 769)



Section I. La responsabilité pénale pour homicide involontaire (page 769)

Section II. La responsabilité civile pour compenser le préjudice subi par les victimes (page 769)

Sous-Section I. La leçon de pilotage (page 769)

Sous-Section II. Le baptême de l'air et la promenade aérienne (page 770)

1° Les partenaires (page 770)

Le dispensateur de la promenade (page 770)

Un agent de l'aéroclub ou un pilote indépendant

Le passager (page 771)

2° La nature juridique de l'opération (page 771)

La qualification du déplacement

En droit public économique

En droit civil : un transport

3° Le régime de la responsabilité civile (page 772)

a) Les sources du droit (page 772)

. Le déplacement international

. Le déplacement interne à la France

i. Les accidents survenus avant 2004 (page 773)

Renvoi par le CAC à la CV ou à toute convention la modifiant

ii. Les accidents survenus entre 2004 et 2021 (page 773)

Maintien de l'application de la CV modifiée à La Haye, inapplication de la CM, qui ne modifie pas la CV, mais qui la remplace

iii. La réforme opérée par la loi du 8 octobre 2021 : application de la CM (page 774)

b) La responsabilité de l'auteur du déplacement (page 775)

Le droit positif

i. La solution de droit commun (page 775)

Application de la CM, art. L. 6421-4, al. 1°, CT

ii. Le droit spécial : Le transport effectué à titre gratuit (page 775)

La notion de transport gratuit

La responsabilité du transporteur à titre gratuit :  
une responsabilité à base de faute causale et prouvée,  
article L. 6421-4 al. 2 CT

c) Le montant de la réparation (page 778)

Droit commun : renvoi au système de la convention de Montréal de 1999

Transport gratuit

réparation plafonnée

réparation intégrale, si faute inexcusable, article L. 6421-4 al. 2 CT

d) La prescription biennale (page 781)

e) La compétence judiciaire (page 781)

Incompétence des juridictions répressives pour attribuer des dommages-intérêts à la victime

Sous-Section III. La responsabilité de l'aéroclub (page 782)

**Titre IV. Les pilotes, navigants et membres d'équipage** (page 784)

Chapitre I. Pilote et navigant aérien (page 784)

Le pilote à distance (page 784)

Les personnels navigants (page 789)

Section I. La condition des navigants (page 789)

Sous-Section I. Le personnel navigant technique, PNT (page 789)

§ I. L'équipage de conduite (page 790)

A. Les pilotes (page 790)

La formation (page 790)

L'attestation de la compétence professionnelle : brevet, licence, qualifications (page 792)

L'attestation de bonne santé physique et psychique : le certificat médical (page 798)

L'inscription sur le registre (page 805)

B. Le commandant de bord (page 805)

§ II. Les mécaniciens, motoristes et machinistes (page 807)

§ III. Les membres de l'équipage technique (page 807)

Sous-Section II. Le personnel navigant commercial, PNC (page 808)

L'équipage de cabine : hôtesses de l'air et stewards

Section II. Le droit du travail aérien (page 810)

. Le pilote indépendant (page 810)

. Le pilote salarié (page 811)

Sous-Section I. La relation de travail à caractère international (page 812)

§ I. La compétence judiciaire internationale en cas de litige entre le navigant aérien et le transporteur (page 814)

Application du règlement Bruxelles I révisé n° 1215/2012 du 12 décembre 2012

Les options de compétence offertes au salarié

§ II. La compétence législative : la loi étatique gouvernant le contrat de travail (page 818)

α) Le salarié travaillant habituellement en France, mais effectuant des vols internationaux : application du règlement de Rome I (page 818)

Deux possibilités

Le contrat peut ne pas avoir opéré le choix de la loi gouvernant le contrat de travail

Les contractants peuvent user de la faculté de l'electio Juris et opérer le choix de la loi nationale gouvernant le contrat de travail

β) Le pilote détaché en France : la directive 96/71 modifiée en 2018 (page 820)

. Le débat pour savoir si une compagnie aérienne peut détacher en France un membre d'équipage embauché dans un autre État membre de l'UE et si oui à quelles conditions

Les solutions sous l'empire des anciens textes (page 821)

Le recours au détachement en droit positif (page 824)

Deux thèses

Hostilité à la possibilité du détachement (page 824)

Les obstacles en provenance du droit français

En faveur de la possibilité du détachement (page 825)

Les conditions du détachement

Maintien de l'activité substantielle de l'employeur dans l'État d'origine

Le navigant effectuait son travail habituel dans l'État d'origine avant d'être détaché temporairement par l'employeur dans l'État d'envoi

Les effets du détachement (si le recours au détachement était admis) (page 827) :

La détermination de la loi applicable à la relation de travail durant la période de détachement : maintien du contrat sous l'empire du droit du travail de l'État d'origine, mais application partielle de nombreuses dispositions du droit de l'État d'exécution du travail

γ) Le portage salarial (page 827)

Sous-Section II. La soumission du contrat de travail au droit français (page 828)

§ I. L'exercice de l'activité professionnelle (page 833)

- i. La durée du temps de service
- ii. La carrière, la rémunération et l'avancement du navigant
- iii. La santé du personnel navigant
- iv. Les congés payés
- v. La langue de travail : l'anglais
- vi. La grève et les conflits du travail (page 837)
- vii. Le droit syndical (page 838)

§ II. Les modifications des conditions de travail (page 839)

Le changement d'affectation

Le recours au travail à temps partiel

Le transfert d'entreprise

§ III. La cessation de la relation de travail (page 840)

A. Le licenciement (page 840)

Le licenciement individuel pour faute

Le licenciement collectif

B. La déclaration d'inaptitude (page 843)

C. La limite d'âge des navigants (page 845)

Les pilotes : 60/65 ans

Les hôtesses de l'air : 55 ans

Section III. Le droit social (page 850)

Paragraphe I. La détermination de la loi nationale gouvernant le régime de prévoyance sociale des personnels navigants (page 851)

. Le pilote navigant uniquement en interne (page 851)

. Le pilote navigant à l'international (page 851)

Les solutions du droit européen dérivé

Le règlement de base n° 883/2004 du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

Le règlement d'application n° 987/2009 du 16 septembre 2009

Sous-Paragraphe I. Les règles de fond (page 853)

A. Les salariés (page 853)

1°) Les membres d'équipage effectuant des transports internes et internationaux (page 853)

Le salarié d'une seule compagnie

Le navigant uniquement affecté à des liaisons internes : soumission au régime de sécurité sociale de l'État de la base d'affectation

Le navigant occupé sur le territoire de deux ou plusieurs États membres de l'Union européenne

. Avant 2010

Soumission du salarié au régime de sécurité sociale de l'État de la résidence de

l'employeur, article 14, a)

Deux exceptions

L'occupation par une succursale : soumission à la loi de l'État de situation de la succursale

La situation de l'employeur ne disposant ni de son siège ni d'une succursale dans l'État où le navigant travaille de façon prépondérante : soumission à la loi de l'État où le navigant réside et exerce de façon prépondérante

. Entre 2010

Absence de règle propre au personnel navigant

. Depuis 2012

Soumission du personnel navigant au régime de sécurité sociale de l'État de situation de la base d'affectation désignée par l'exploitant

Le salarié travaillant pour plusieurs compagnies (page 858)

2°) Le détachement du navigant (page 858)

a) Les solutions acquises sous l'empire des textes antérieurs (page 859)

L'arrêt Vueling du 2 avril 2020 de la CJUE ne contredit pas l'argument de l'avocat général selon lequel une compagnie aérienne employeur ne pouvait pas faire appel, quant à la détermination de la loi applicable au régime de sécurité sociale du navigant à l'international, aux règles propres au détachement. Il y avait lieu d'appliquer, selon l'avocat général, les règles de conflit de lois concernant le travailleur effectuant son activité dans deux ou plusieurs États membres de l'UE

b) Le droit actuel (page 859)

Contra : exclusivité de la loi de la base d'affectation

Pro : le détachement est pour l'employeur une faculté de droit commun

B. La couverture sociale des membres d'équipage indépendants (page 862)

C. La pluriactivité, salariée et non salariée (page 863)

Sous-Paragraphe II. L'aspect procédural (page 863)

L'immatriculation du navigant sous un unique régime de sécurité sociale

- A. Le principe : L' autorité absolue du document portable A 1 (page 865)
- B. L'exception : La mise à l'écart du document portable A1 obtenu par fraude (page 870)

Paragraphe II. Les sanctions encourues par les transporteurs aériens agissant en méconnaissance des législations européenne et nationale (page 884)

- A. Les sanction pénales (page 884)

L'infraction de travail dissimulé

- B. Les sanctions administratives (page 891)

- C. Les sanctions civiles (page 891)

La condamnation du transporteur au paiement des charges sociales éludées

Les dommages-intérêts alloués aux salariés et aux organisations professionnelles

§ III. L'assiette du calcul des cotisations sociales (page 893)

§ IV. Les accidents du travail (page 893)

§ V. Les pensions de retraite du personnel navigant (page 895)

Section IV. La condition des navigants en droit public (page 896)

L'imposition fiscale des revenus

Section V. Les responsabilités du commandant de bord et des pilotes en cas d'accident ou d'incident (page 896)

§ I. Responsabilité professionnelle : le retrait des licences (page 896)

§ II. Responsabilité pénale (page 897)

§ III. Responsabilité civile (page 898)

[Annexe : Les déclarations et les enquêtes en cas d'accident ou d'incident \(page 900\)](#)

Chapitre I. Les comptes rendus d'événements (page 900)

Chapitre II. L'accident ou l'incident grave (page 904)

Section I. L'enquête de sécurité (page 905)

Section II. L'enquête de justice (page 912)

Chapitre II. L'astronaute (page 916)

Titre V. Les entreprises et le personnel au sol (page 918)

**Quatrième partie. Les activités aériennes et spatiales** (page 931)

Titre I. Les déplacements des personnes et des biens (page 928)

Sous-Titre I. Les déplacements par aéronef (page 928)

Chapitre I. Les transports aériens (page 928)

Discours préliminaire. Les sources du droit du transport aérien (page 930)

Section I. Les normes émanant des autorités publiques (page 930)

Des normes principalement à caractère matériel ou substantiel

Des dispositions concernant la compétence juridictionnelle

§ I. Le droit uniforme (page 931)

Les règles de droit uniforme à vocation mondiale applicables aux transports aériens internationaux

- La succession de conventions internationales (page 932)

La convention de Varsovie du 12 octobre 1929 (152 HPC)

La convention de Varsovie amendée par le protocole de La Haye du 28 septembre 1955 (137 HPC)

La convention de Guadalajara du 18 septembre 1961 relative au transport effectué en fait par une autre personne que le transporteur contractuel (86 HPC)

La convention de Montréal du 28 mai 1999 (139 HPC)

- Le conflit de conventions (page 936)

- Droit uniforme et droit international privé (page 938)

- L'interprétation des conventions de droit aérien uniforme (page 940)

La juridiction suprême interprétant la convention portant droit uniforme, la CJ dans l'UE, et le vœu utopique de création d'une juridiction mondiale (page 943)

- L'exclusivisme montréalais (page 945)

§ II. Les règles émanant de l'Union européenne (page 946)



A. Le règlement n° 2027/97 du 9 octobre 1997 (dans la rédaction opérée par le règlement n° 889/2002 du 13 mai 2002) : soumission à la convention de Montréal de tout transport de passagers et de bagages effectué par un transporteur aérien communautaire (page 946)

B. Le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 prévoyant des dispositions en matière de refus d'embarquement, d'annulation de vol et de retard (page 947)

Le domaine d'application du règlement n° 261/2004 (page 948)

1° point. Le débiteur des obligations d'assistance et d'indemnisation

Le débiteur immédiat : Le transporteur aérien effectif (page 948)

a. Les situations les plus simples (page 949)

b. Les situations plus complexes (page 950)

i. Les vols directs (page 950)

Le vol en partage de code (page 950)

Le vol réalisé par un avion affrété (page 951)

Le voyage à forfait (page 952)

ii. Les vols avec correspondances (page 955)

L'incidence de la réservation unique (page 955)

Le responsable de seconde ligne : Le transporteur contractuel européen, responsable du fait du transporteur devant ou ayant effectué le vol (page 958)

2° point. Les paramètres des vols relevant du règlement n° 261/2004 (page 961)

1° cas. Le départ d'un aéroport européen : le règlement est applicable à tous les transporteurs (page 962)

2° cas. Le départ d'un aéroport extra-européen en direction d'un aéroport européen (page 965)

α) Le transporteur aérien est européen (page 965)

Le principe : application du règlement

L'exception : exclusion du règlement européen si le droit local confère au passager des garanties analogues à celles prévues par le droit européen

β) Le transporteur aérien n'est pas européen : inapplication du règlement n° 261/2004 (page 968)

3° point. Le passager bénéficiaire de l'assistance et de l'indemnisation (page 969)

Les exclusions : les passagers bénéficiaires de transport gratuit et de certains tarifs réduits (page 969)

Hors exclusion

1° cas. Le passager ayant réservé et s'étant présenté à l'enregistrement (page 970)

Les conditions préalables imposées au passager - sauf en cas d'annulation de vol - pour pouvoir se prévaloir du règlement n° 261/2004

1° condition. Prouver qu'il disposait d'une réservation confirmée (page 970)

2° condition. Prouver s'être présenté dans les temps à l'enregistrement (page 972)

Le refus d'embarquement (page 972)

Le retard (page 974)

Le retard au départ

Le retard à l'arrivée

2° cas. Le passager ayant fait l'objet d'un transfert par le transporteur sur un autre vol (page 984)

C. Le règlement n° 1107/2006 du 5 juillet 2006 sur les droits des personnes handicapées (page 986)

§ III. Le droit national (page 987)

a) Le contrat de transport aérien interne (page 987)

La France

Le transport interne de passagers : soumission par le CT à la convention de Montréal

Le transport interne de marchandises : soumission par le CT à la convention de Montréal

b) Le contrat de transport aérien international (page 989)

La détermination de la loi nationale compétente : la solution du conflit de lois apportée par le règlement de Rome I

Transport de personnes et de bagages. Si la règle de conflit désigne la loi française,

l'article L. 6421-3 CT se réfère au règlement modifié n° 2027/97 opérant lui-même renvoi à la CM

Transport de fret. Si la règle de conflit désigne la loi française, l'art. L. 6422-2 CT opère renvoi à la CM

La loi nationale désignée par la règle de conflit détient la compétence de principe, même si elle cède la prééminence en premier à la convention de droit uniforme et en second au droit de l'UE

Section II. Les règles contractuelles et les conditions générales de transport (page 993)

x0x0x0x

Sous-Chapitre I. La conclusion du contrat de transport aérien (page 996)

Section I. La qualification du contrat (page 996)

Contrat de transport et contrats voisins

Section II. Les parties au contrat de transport (page 1006)

Sous-Section I. Les contractants dans le transport de passagers (page 1006)

Introduction

Gagner ou quitter l'aéroport

i. Les transports publics collectifs (page 1006)

Les transports réguliers

Les services occasionnels

ii. Les transports publics particuliers (page 1009)

Les 4 roues

Les taxis

Les voitures de transport avec chauffeur, VTC

Les exploitants

Les conducteurs

Les 2 et 3 roues

iii. Le transport privé routier de personnes (page 1014)

iv. Les activités de mise en relation (page 1015)

La réglementation générale (page 1019)

Les centrales de réservation (page 1020)

Les opérateurs de plateforme d'intermédiation numérique de transport public routier collectif de personnes (page 1020)

Le conducteur, un entrepreneur indépendant

Le risque de disqualification avec la directive européenne :  
le conducteur, un salarié de la plateforme

#### § I. Le transporteur aérien (page 1026)

A. Le transporteur contractuel unique assurant la totalité du déplacement aérien (page 1026)

B. Les transporteurs successifs et les transporteurs assurant un déplacement aérien composé de plusieurs segments de vol considéré comme un ensemble indivisible (page 1027)

C. Le transporteur de fait (sous-transporteur) (page 1027)

D. La détermination du transporteur dans le cadre d'une location d'aéronef (page 1028)

E. La détermination du transporteur effectif dans le cadre d'un contrat d'affrètement d'aéronef (page 1028)

F. L'incidence de la présence d'un voyageur (page 1028)

1. L'activité de billetterie : la vente de vols secs (page 1028)

2. Les prestations de voyages liées (page 1036)

3. Les voyages à forfait effectués par l'organisateur de voyages (page 1037)

Directive 2015/2302 du 25 novembre 2015 transposée dans le code du tourisme

Le forfait : Des prestations hôtelières et de transport aérien

L'organisateur de voyages informe le voyageur des formalités d'entrée dans le pays de destination, passeport, visa, vaccinations ...

Le principe : la non révision du prix forfaitaire

La résiliation du forfait à l'initiative du voyageur ou de l'organisateur :

L'organisateur de voyages rembourse le prix du forfait et donc du billet d'avion

Le risque de l'insolvabilité de l'organisateur de voyages : une garantie obligatoire prise auprès d'un garant

Le voyageur ne dispose pas d'une action en remboursement du prix du billet d'avion contre le transporteur aérien

L'exécution du contrat de forfait :

L'organisateur de voyages doit faire en sorte que le voyageur bénéficie des prestations convenues, il est astreint à une obligation de résultat

L'obligation de remédier à la non-conformité

La responsabilité civile professionnelle de l'organisateur de voyages

Il est exonéré en cas de force majeure

L'information sur le nom du transporteur aérien devant exécuter le vol

§ II. Le cocontractant du transporteur (page 1062)

Le passager individuel et les déplacements familiaux

Le passager professionnel

Sous-Section II. Les contractants dans le transport de bagages (page 1065)

Sous-Section III. Les contractants dans le transport de marchandises (page 1070)

§ I. L'expéditeur (page 1070)

§ 2. La présence d'intermédiaires : le courtier, le transitaire, le commissionnaire de transport (page 1070)

§ 3. Le transporteur : contractuel, successif, de fait (page 1078)

§ 4. Le destinataire (page 1078)

Section III. Les titres de transport (page 1080)

§ I. Le billet de passage (page 1080)

§ II. Le bulletin de bagages (page 1081)

§ III. La lettre de transport aérien ou le récépissé de marchandises (page 1081)

Sous-Chapitre II. Les obligations des parties contractantes (page 1082)

Section I. Les obligations incombant aux contractants dans le transport de passagers et de leurs bagages (page 1082)

§ I. Les obligations du passager (page 1082)

a) Le paiement du prix (page 1082)

b) La présentation à l'aéroport dans les délais et une conduite correcte à bord (page 1091)

c) Le désistement du passager (page 1095)

§ II. Les obligations du transporteur de personnes (page 1100)

A. L'obligation d'acheminer le passager à destination (page 1100)

B. L'obligation de sécurité et d'assistance (page 1101)

C. L'obligation d'exactitude, de célérité et de ponctualité (page 1102)

1°) Le contenu de l'obligation d'exactitude (page 1102)

2°) Les manquements (page 1104)

a) Le refus d'embarquement (page 1105)

### 1. Le droit commun

Le refus d'embarquement à des passagers ayant dument réservé constitue une inexécution du contrat imputable au transporteur aérien

Les refus d'embarquement justifiés : passager dépourvu de billet, de carte d'embarquement, de visa, passager violent, contagieux ...

2. Le traitement par le règlement n° 261/2004 des refus d'embarquement opposés à des passagers se présentant à l'embarquement

La notion de refus d'embarquement

La surréservation

Les obligations incombant au transporteur auteur du refus

L'appel à des volontaires acceptant de renoncer au vol et de rester à terre

L'échec du volontariat : Le transporteur doit proposer au passager refusé le remboursement immédiat du billet ou un réacheminement sur un vol ultérieur

b) L'annulation de vol (page 1115)

Les prévisions du règlement n° 261/2004

i. La notion d'annulation de vol (page 1115)

Le vol programmé est abandonné

Cas disputés

Le retour de l'avion à l'aéroport de départ pour des raisons de force majeure : le vol est annulé

Les modifications d'horaire décidées par le transporteur

L'avancement de l'heure de départ : annulation du vol s'il est avancé de plus d'une heure

Le recul de l'heure de départ : annulation du vol si le recul excède trois heures

ii. Les obligations du transporteur en présence d'une annulation de vol (page 1122)

L'information de la clientèle

L'assistance

Le transporteur offre au choix du passager :

Soit le remboursement de billet dans les 7 jours (page 1088)

Soit le réacheminement par un vol de remplacement vers la destination finale (page 1129)

L'incidence du changement de l'aéroport de destination (page 1131)

c) Le retard (page 1135)

La notion de vol retardé au sens du règlement n° 261/2004 : le vol programmé n'est pas annulé, il sera effectué, mais l'horaire de départ sera décalé, de quelques heures, d'un ou de plusieurs jours...

Le traitement du retard au départ

Le retard significatif : obligation de restauration et d'hébergement

Retard d'au moins 5 h : le transporteur propose au passager le remboursement du billet

D. L'obligation de transporter les bagages du passager (page 1139)

Section II. Les obligations des parties dans le transport du fret (page 1140)

§ I. Les obligations de l'expéditeur (page 1140)

§ II. Les obligations du transporteur de fret (page 1140)

§ III. Les obligations du destinataire (page 1142)

Sous-Chapitre III. La responsabilité du transporteur aérien en cas de dommage causé aux personnes et aux biens (page 1143)

La pénalisation des catastrophes aériennes (page 1143)

Le contentieux civil de la réparation du dommage (page 1147)

Section I. Le principe de responsabilité du transporteur (page 1148)

Le débat portant sur l'étendue de l'exclusivisme montréalais (page 1148)

L'exclusivisme relatif retenu en France : la CM n'a une portée exclusive qu'en ce qui



concerne les préjudices visés par la convention portant droit uniforme, mort, lésion corporelle, retard du passager ; perte, avaries ou retard des bagages ou des marchandises. Si le transporteur est l'auteur d'un manquement d'ordre contractuel ou délictuel, ayant causé un préjudice au passager (ou à l'expéditeur), préjudice autre que ceux visés par la CM, le juge statue sur le fondement du droit national. Les États HPC à la CM ont conservé leur compétence normative sur les points sur lesquels la CM n'a pas légiféré.

L'exclusivisme absolu des anglo-saxons, excluant toute condamnation prononcée contre le transporteur aérien, même convaincu d'un manquement d'ordre contractuel ou délictuel envers le passager ou l'expéditeur, du moment que celui-ci n'exerce pas une action pour demander réparation d'un préjudice corporel, d'un retard dans le transport, de la perte ou du retard des bagages ou des marchandises.

Sous-Section I. Le dommage corporel des passagers (page 1154)

§ I. La mort ou une lésion corporelle (page 1155)

§ II. L'origine accidentelle du dommage (page 1157)

§ III. La survenance du dommage accidentel à bord de l'aéronef ou lors des opérations d'embarquement ou de débarquement (page 1167)

Sous-Section II. La perte et les avaries des bagages (page 1168)

Sous-Section III. La destruction, la perte et les avaries des marchandises (page 1169)

Sous-Section IV. Le dommage résultant du refus d'embarquement, de l'annulation de vol ou du retard (page 1174)

§ I. Le dispositif européen (page 1175)

Sous-Paragraphe I. Les perturbations et retards dans le transport de personnes (page 1175)

La dette d'indemnisation incombant au transporteur aérien effectif en faveur du voyageur refusé à l'embarquement, victime d'un vol annulé ou retardé

A. La sanction du refus d'embarquement (page 1178)

B. La sanction de l'annulation de vol (page 1181)

C. La sanction du retard de plus de 3 heures à l'aéroport de destination prévue par les arrêts Sturgeon et Nelson de la CJUE (page 1191)

Sous-Paragraphe II. Les retards dans le transport des bagages (page 1213)

§ II. Les solutions de la convention de Montréal face au retard (page 1214)

§ III. Les solutions du droit national en cas de refus d'embarquement, d'annulation du vol ou de retard (page 1220)

Section II. Les causes d'exonération de responsabilité (page 1222)

Sous-Section I. Les causes générales d'exonération (page 1222)

§ I. Le fait contributif de la victime (page 1222)

§ II. Le vice des bagages ou des marchandises (page 1224)

Sous-Section II. Les causes d'exonération en recul : les séquelles de la force majeure (page 1225)

§ I. Le système à double détente fondé sur l'étendue du dommage en cas de mort ou de lésion corporelle, article 21 § 2 CM (page 1225)

Une catastrophe aérienne : nécessité d'évaluer, par passager, le montant du dommage frappant la victime directe et/ou les proches de la victime

En-deçà du seuil de 128 821 DTS, règne le système de la garantie : le transporteur doit indemniser (sauf fait / faute de la victime) dans la limite du préjudice souffert

Pour la fraction du dommage supérieure au seuil de 128 821 DTS, le transporteur a la possibilité de s'exonérer au titre de la rupture de la causalité en administrant la preuve, soit celle suivant laquelle le dommage n'est pas dû à un acte du transporteur ou de ses préposés ou mandataires, soit celle suivant laquelle le dommage procède du fait exclusif d'un tiers

§ II. L'exonération en cas de dommage aux marchandises au titre d'un fait de guerre ou d'un acte de l'autorité publique, art. 18 CM (page 1227)

§ III. L'exonération en cas de retard des passagers (page 1227)

A. Le dispositif consumériste européen (page 1227)

Deux conditions exigées pour que le transporteur obtienne l'exonération

1° condition de l'exonération : Le transporteur ne peut obtenir d'être dispensé du paiement de l'indemnisation forfaitaire que s'il établit que l'annulation du vol ou que le retard de plus de 3 heures à l'arrivée résulte de circonstances extraordinaires et inévitables, article 5, § 3, du règlement du 11 février 2004 (page 1228)

Essai de typologie des circonstances extraordinaires et inévitables (page 1229)

Cause immédiate (page 1251)

La présence de circonstances extraordinaires (page 1250)

Les facteurs humains, comme la grève du personnel d'entreprises tierces, l'obligation de respecter le temps de repos du personnel

Les caprices de la nature, comme la neige, la foudre, l'éruption volcanique conduisant à la fermeture de l'espace aérien, le péril aviaire

Les faits externes, comme l'endommagement des pneumatiques par des débris gisant sur la piste ou la fermeture temporaire de la piste souillée par une flaque d'essence

L'absence de circonstances extraordinaires : les causes internes au transporteur, comme la grève ou la maladie du personnel du transporteur ou les incidents mécaniques internes des avions du transporteur (page 1243)

Cause lointaine

2° condition de l'exonération : La prise par le transporteur de mesures raisonnables pour surmonter l'incident et faciliter l'acheminement du passager (page 1253)

Les justes efforts (page 1254)

L'exception : le transporteur n'est cependant pas tenu à des efforts humains, matériels, financiers, disproportionnés, compte tenu des forces de son entreprise

B. Le système de la convention de Montréal en matière de retard (page 1259)

Le transporteur se libère s'il fait preuve de sa due diligence ou s'il établit le cas de force majeure, article 19 CM

Section III. Le principe de réparation (page 1262)

Comme le transporteur n'est pas parvenu à s'exonérer, il est pleinement responsable, il doit réparer le dommage

Le concept de préjudice et de dommage (page 1262)

Réparation plafonnée ou réparation intégrale (page 1264)

Sous-Section I. Le retour à la réparation intégrale en cas d'accident corporel (page 1265)

Sous-Section II. Le maintien de la limite de réparation en cas de dommage aux bagages et aux marchandises, ainsi qu'en cas de retard (page 1266)

§ I. Le principe : le plafonnement (page 1266)

La limite de réparation

A. Le retard des passagers (page 1266)

1. Le forfait du droit consommériste européen  
(250/400/600 euros)

## 2. Le plafond de 5346 DTS de la CM

Le débat autour du dommage prévisible (page 1267)

Le cumul de demandes et d'indemnités (page 1269)

Le cumul des indemnités allouées, en cas de refus d'embarquement, sur le fondement du règlement européen et sur celui du droit commun (page 1269)

Le cumul des indemnités, allouées en cas d'annulation de vol, par le règlement européen et par le droit commun (page 1271)

Le cumul des indemnités allouées, en cas de retard, sur le fondement de la convention de Montréal et de l'indemnisation accordée au passager par le droit consommériste européen prétorien (page 1272)

B. La perte ou le retard des bagages, enregistrés ou non : 1288 DTS (page 1273)

C. La perte ou le retard des marchandises : 22 DTS par kg (page 1275)

§ II. L'éviction du plafond et le retour à la réparation intégrale (page 1276)

A. Le retard des passagers : réparation intégrale en cas de dol ou de faute inexcusable du transporteur ou de ses agents et préposés (page 1276)

B. La perte et le retard des bagages, idem (page 1276)

C. Le retard, la perte et l'avarie des marchandises : caractère infranchissable de la limite de réparation (page 1276)

Sous-Section III. La réparation dans le cadre d'une demande d'indemnisation complémentaire en cas de refus d'embarquement ou de l'annulation du vol (page 1278)

Section IV. L'obtention de la réparation (page 1279)

Sous-Section I. La phase extra- pré-, ou para-contentieuse (page 1279)

§ I. La recherche d'une indemnisation sans avoir recours aux tribunaux étatiques (page 1279)

A. La protection, par les ONA, des passagers, victimes d'un refus d'embarquement, d'une annulation de vol ou d'un retard (page 1279)

B. La résolution, par le droit commun, des conflits sans recours aux tribunaux étatiques (page 1287)

1°) La transaction (page 1287)

2°) La médiation (page 1287)

3°) La conciliation (page 1289)

4°) L'arbitrage (page 1291)

§ II. Le préalable à l'action en justice : les protestations (page 1293)

Les protestations à adresser au transporteur en cas d'avarie ou de retard des bagages ou des marchandises

§ III . L'obtention d'une réparation totale ou partielle indépendamment des mécanismes du droit commun de la responsabilité civile (page 1296)

A. L'indemnisation des victimes d'infractions par le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (page 1296)

B . Les avances et paiements anticipés en cas de mort ou de lésion (page 1297)

Sous-Section II. Le contentieux porté en justice (page 1300)

§ I. Les titulaires du pouvoir d'action (page 1300)

A. Les demandeurs (page 1300)

B. Les défendeurs (page 1306)

Les transporteurs

Les actions en responsabilité à l'encontre des préposés et mandataires du transporteur (page 1309)

§ II. La compétence juridictionnelle (page 1309)

Sous-Paragraphe I. La compétence internationale directe et la compétence territoriale (page 1309)

A. Le contentieux ne relevant pas de la convention de Montréal (page 1310)

Contentieux principalement fondé sur le règlement n° 261/2004 (refus d'embarquement, annulation de vol et retard)

I. Le contentieux relevant du seul droit interne français (page 1310)

L'application des dispositions du code de procédure civile et de celles du code de la consommation

II. La compétence conférée par le règlement Bruxelles I révisé n° 1205/2012 (page 1312)

1°) Le contentieux en matière de [voyages à forfait](#) (page 1312)

La portée de la section 4 du règlement Bruxelles I bis concernant les contrats de consommation

a. Demande formée contre l'organisateur de voyages

- i. Organisateur de voyages et voyageur résident dans le même État membre, avec un transport aérien dans un État tiers (page 1313)

Un arrêt de la CJUE imminent, l'avocat général est favorable à l'octroi du forum actoris, si la cause présente un élément d'extranéité, à savoir un voyage dans un État tiers

- ii. Organisateur de voyages et voyageur résident dans deux États membres distincts

Le passager consommateur, victime d'un retard, bénéficie, conformément au règlement de Bruxelles I bis, d'une option de compétence, il peut agir contre l'organisateur de voyages devant le tribunal de son propre domicile (forum actoris) (page 1315)

b. Demande formée contre le transporteur aérien (page 1316)

Le droit d'action contre le transporteur est reconnu au passager retardé, mais la faveur du forum actoris lui est déniée en l'absence de contrat conclu entre le transporteur et lui-même

2°) Le contentieux en matière de vente de vols secs à l'encontre du transporteur aérien effectif (page 1318)

a) La résidence en France du demandeur et du défendeur (page 1318)

- i. Absence de tout élément d'extranéité dans le transport : application des règles procédurales françaises (page 1318)

- ii. Présence d'un élément d'extranéité : un transport aérien à l'étranger (page 1319)

Compétence du droit procédural interne ou application du règlement de Bruxelles I bis (page 1319)

Refus au consommateur de l'option du forum actoris, par une interprétation a contrario du règlement, Cour de cassation, 22 février 2017 (page 1321)

Application, pour le surplus, des dispositions du code de procédure civile (page 1323)

b) La résidence du demandeur et du défendeur dans deux États membres de l'UE distincts (page 1324)

1°) Compétence de principe des tribunaux de l'État du siège du transporteur défendeur (page 1325)

2°) Les compétences spéciales offertes au passager par le règlement de Bruxelles I bis (page 1326)

L'inapplication en matière de vols secs de la section 4 du règlement de Bruxelles I offrant au consommateur l'option du forum actoris (page 1325)

Les compétences spéciales (page 1326)

1° option : La compétence offerte « en matière contractuelle » (page 1326)

i. La notion procédurale de matière contractuelle (page 1326)

1° cas : L'action dirigée contre le transporteur aérien effectif, qui est transporteur contractuel (page 1327)

La demande se trouve " en matière contractuelle "

Première hypothèse. Le défendeur, transporteur contractuel, a exécuté la totalité du transport (page 1327)

Deuxième hypothèse. L'incidence du transport avec correspondance, avec réservation unique, composé de deux ou plusieurs vols, n'étant pas tous été assurés par le transporteur contractuel (page 1328)

2° cas : L'action dirigée contre le transporteur aérien effectif, qui n'est pas transporteur contractuel (page 1328)

Le litige se trouve également "en matière contractuelle ", même lorsque le passager au vol annulé ou retardé agit contre le transporteur aérien effectif qui n'est pas son transporteur contractuel (arrêt Flightright du 7 mars 2018)

ii. Les options de compétence offertes au voyageur (page 1330)

Compétence du tribunal de l'aérodrome du point de départ (page 1331)

Compétence du tribunal de l'aérodrome de la destination finale (page 1352)

L'incompétence, sauf circonstances très particulières, des tribunaux des aérodromes des lieux de correspondance lors d'un déplacement ayant donné lieu à une réservation unique (page 1333)

2° option. L'option de compétence permettant au demandeur de saisir le tribunal du ressort de l'agence ou de la succursale du transporteur ayant délivré le titre de transport (page 1335)

3°) La prorogation de compétence (page 1336)

α) L'élection de for (page 1336)

β) La comparution volontaire (page 1340)

c) La résidence du transporteur défendeur en dehors de l'UE (page 1341)

L'application des règles de compétence du droit processuel national du juge saisi : appel en France en matière contractuelle à l'article 46 CPC

B. Le contentieux relevant de la convention portant droit uniforme (page 1346)

I. Les règles ordinaires de compétence (page 1347)

Article 33, § 1 et § 2, de la convention de Montréal

L'incidence perturbatrice de l'admission aux États-Unis de l'exception de forum non conveniens (page 1348)

a. Le tribunal du domicile du transporteur (page 1300)

b. Le tribunal du siège principal de l'exploitation du transporteur (page 1349)

c. Le tribunal du lieu où le transporteur possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu (page 1353)

d. Le tribunal du lieu de destination (page 1354)

e. La 5° juridiction en cas de mort ou de lésion : la compétence des tribunaux de l'État de la résidence principale et permanente du passager (page



1355)

En droit international

En droit interne

Le contentieux mixte : le passager retardé fondant sa demande indemnitaire simultanément sur le règlement européen et la CM (page 1358)

II. La compétence dans le cadre des procédures complexes (page 1361)

A. La pluralité de demandeurs (page 1361)

a. La pluralité de demandes individuelles (page 1361)

b. Les demandes collectives (page 1362)

Le recours à l'action de groupe

La directive européenne de 2020

B. La pluralité de défendeurs (page 1365)

L'appel en intervention et les actions en garantie (page 1368)

Le commettant plaidant contre le commissionnaire, ce dernier appelant le transporteur à l'instance (page 1368)

Les relations conflictuelles entre transporteurs et avionneurs à raison d'un accident aérien (page 1369)

Le transporteur appelant le fabricant en garantie (page 1369)

Le fabricant appelant le transporteur en garantie (page 1369)

Les actions récursoires (page 1372)

La litispendance (page 1373)

Sous-Paragraphe II. La compétence d'attribution (page 1374)

I. Les juridictions civiles et commerciales de l'ordre judiciaire (page 1376)

a. Le référé provision (page 1375)

b. Le débat au fond (page 1376)

## 1. Juridictions de première instance (page 1376)

### α) Compétence juridictionnelle (page 1376)

. Le tribunal judiciaire (page 1376)

. Le tribunal de commerce (page 1377)

### β) Procédure, longue ou brève (page 1378)

. La procédure ordinaire (page 1378)

. Les procédures simplifiées (page 1380)

- L'injonction de payer (page 1380)

France : Le créancier doit détenir une créance contractuelle d'un montant déterminé

L'Europe : la PEI

- Les petits litiges (page 1383)

Droit français interne (page 1383)

Droit européen : les litiges transfrontières : la procédure européenne de règlement des petits litiges (page 1383)

## 2. L'instance d'appel (page 1384)

## 3. Le pourvoi porté devant la Cour de cassation (page 1385)

## 4. La fonction interprétative de la CJUE (page 1385)

II. L'incompétence des juridictions répressives, saisies de l'action publique et à titre accessoire de l'action civile, pour accorder réparation aux passagers dans le cadre d'une demande soumise à la CV ou à la CM (page 1385)

## § III. Le délai de l'action en réparation (page 1390)

Sous-Paragraphe I. Le délai biennal de déchéance de l'action en responsabilité relevant de l'article 35 de la CM (page 1390)

Les solutions de la jurisprudence française : un délai biennal de prescription, modulable, susceptible d'interruption et de suspension (page 1391)

L'attente de l'arrêt interprétatif de la CJUE quant à la nature et au régime

juridique du délai biennal (page 1394)

Les solutions de plusieurs jurisprudences étrangères : un délai biennal inflexible (page 1395)

Sous-Paragraphe II. Le délai de l'action en indemnisation fondée sur le règlement n° 261/2004 (page 1396)

Soumission au droit étatique national

§ IV. Les frais de justice (page 1398)

§ V. Le post procès (page 1349)

L'exécution de la décision de condamnation (page 1349)

L'aggravation du préjudice (page 1399)

Chapitre II. Les ventes aériennes (page 1402)

Chapitre III. Les assurances aériennes (page 1404)

Section I. Les assurances de dommages (page 1407)

Sous-Section I. Les assurances de responsabilité (page 1407)

§ I. Le contrat d'assurance responsabilité des fabricants et des équipementiers (page 1408)

§ II. Le contrat d'assurance responsabilité des exploitants professionnels d'aéronef (page 1410)

A. Le contrat d'assurance responsabilité civile accident d'aéronef à l'égard des personnes non transportées (page 1410)

Les tiers à la surface peuvent s'en prévaloir

B. Le contrat d'assurance responsabilité contractuelle envers les passagers et les expéditeurs (page 1410)

1°) Responsabilité civile accident à l'égard des occupants, membres d'équipage et passagers (page 1411)

a. Police contrat d'assurance aéronef responsabilité civile accident à l'égard des occupants (page 1411)

b. Assurance responsabilité civile " admise " à l'égard des passagers (page 1414)

2°) Assurance responsabilité civile du transporteur aérien marchandises et bagages

(page 1414)

§ III. La responsabilité des aéro-clubs (page 1414)

§ IV. La responsabilité des pilotes et des instructeurs (page 1416)

§ V. la responsabilité civile des organisateurs de manifestations aériennes (page 1419)

§ VI. Le contrat d'assurance responsabilité civile des exploitants d'aérodrome (page 1420)

Sous-Section II. Les assurances de choses (page 1420)

§ I. Le risque de la perte ou de la destruction de l'aéronef (page 1420)

Assurance « corps » des aéronefs risques ordinaires (page 1420)

Assurance « corps » des aéronefs contre les risques de guerre et les actes terroristes (page 1424)

§ II. L'assurance des marchandises (page 1426)

Section II. Les assurances de personnes (page 1427)

Sous-Titre II. Les lancements et les évolutions dans l'espace extra-atmosphérique (page 1431)

Chapitre I. Le contrat de lancement de satellite (page 1431)

Chapitre II. Le transport spatial (page 1437)

Section I. Le voyage spatial des êtres humains (page 1437)

§ I. Les vols suborbitaux (page 1437)

§ II. Les vols spatiaux (page 1439)

Section II. L'acheminement du fret depuis la Terre (page 1441)

Chapitre III. Les assurances spatiales (page 1442)

Section I. Les assurances de dommages (page 1442)

§ I. Les assurances de choses (page 1442)

i. Garantie pré-lancement

ii.

L'assurance lancement

§ II. Les assurances responsabilité civile spatiale (page 1445)

Section II. Les assurances de personnes (page 1448)

Titre II. Le travail aérien et spatial (page 1449)

Sous-Titre I. Le travail aérien (page 1449)

Photographie aérienne

Vols d'observation

Parachutisme

Agriculture

Sous-Titre II. Les activités menées dans l'espace (page 1460)

Section I. Les activités de la défense nationale (page 1460)

1. Les satellites d'observation militaire
2. L'interdiction des installations militaires sur la Lune et les autres corps célestes
3. La menace de guerre spatiale

L'interdiction du recours à la force

La réserve de la légitime défense

Section II. La recherche scientifique (page 1465)

Sous-Section I. La recherche pure (page 1465)

Sous-Section II. L'observation de la Terre (page 1469)

Copernicus

Sous-Section III. La recherche susceptible d'application industrielle et l'exploitation des ressources de la Lune et des autres corps célestes (page 1473)

Section III. Les télécommunications spatiales (page 1475)

Section IV. La radio navigation (page 1484)

GPS et Galileo

# Introduction

La planète Terre est un point minuscule de l'Univers

Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie (Blaise Pascal, Les Pensées, transition n° 7/8)

La Terre est une planète du système solaire, lui-même faisant partie d'une galaxie, la voie lactée.

La formation de la Terre

L'apparition de la vie sur la Terre

L'homo sapiens, un ζῶον πολιτικόν, un animal raisonnable, un être intelligent, une poussière d'étoiles, dont on relève l'apparition sur la planète Terre il y a 200 000 ans au terme d'une très longue évolution propre aux organismes vivants.

Car enfin qu'est-ce que l'homme dans la nature ? Un néant à l'égard de l'infini, un tout à l'égard du néant, Pensées, XV, transitions, 199-72 H.

La motivation des activités humaines dans l'atmosphère et dans le cosmos : il s'agit d'évoluer dans les airs et jusqu'aux planètes du soleil et aux astres et de découvrir l'origine et le fonctionnement de l'Univers.

L'utilité et l'ouverture au débat sur les mystères du cosmos, à déceler et à déchiffrer.

Les activités aériennes et spatiales contribuent au progrès des sciences.

Grâce à elles, l'homme progresse dans sa connaissance des lois de l'univers.

. Voler dans l'air et dans l'espace

L'homme antique pouvait marcher, nager, naviguer par voie de mer, il souhaitait depuis l'Antiquité pouvoir faire naviguer des engins dans l'air et dans l'espace. Il voulait pouvoir voler et faire voler des engins dans les airs.

L'humanité ira plus haut encore ; après avoir conquis les mers et la terre, elle s'élèvera vers les hauteurs de l'espace ... l'humanité ira loger un jour à l'enseigne des étoiles (Rabelais).

On connaît le mythe de Dédale et d'Icare : Dédale est l'architecte qui a, en Crète, à Cnossos, construit le labyrinthe ; il y est enfermé en compagnie d'Icare, son fils, par le roi Minos ; il s'évade pour regagner Athènes en se fabricant des ailes de plumes et de cire. Icare est plein d'Hybris, il n'écoute pas les recommandations de son père, il se brûle les ailes et la cire qui les retient à son corps avec les rayons du soleil qu'il a approché de trop près, il échoue et perd la vie.

Les romans de Lucien de Samosate - Vera Historia et Icaro-Menippus - retracent des voyages interplanétaires. On attribue des ébauches d'oiseau volant à Léonard.

Ce rêve est devenu réalité.

L'homme depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle a appris à naviguer dans l'air.

Il a été en mesure dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle de lancer des satellites artificiels tournant autour de la terre, d'envoyer des astronautes sur la lune, de faire des découvertes scientifiques concernant les planètes du système solaire (et des exo planètes) ou d'envoyer des sondes à des milliers de kilomètres.

L'homme mène des activités dans l'air et dans l'espace.

Les États et les entités qui mènent ces activités à titre de recherches scientifiques ou pour satisfaire des intérêts de domination politique, militaire ou économique ne peuvent agir durablement isolément de manière anarchique, une exigence minimale de réglementation apparaît, c'est la naissance au début du XX<sup>e</sup> siècle du droit aérien et à la fin du XX<sup>e</sup> siècle du droit spatial.

Les activités spatiales favorisent la présence d'emplois hautement qualifiés, elles favorisent le développement de la recherche et de l'industrie.

### L'appétit de savoir : Connaître les mystères de l'univers

Le comment et le pourquoi ? Tout homme se demande un jour ou l'autre ce qu'il fait en ce monde, et quelle est son origine, quelle est sa destinée.

Virgile, dans le vers 490 du livre II des Géorgiques, écrivait déjà Felix qui potuit rerum cognoscere causas, Heureux celui qui a pu des choses connaître les causes.

C'est Aristote qui disait que ce qui est commun à tous les hommes est que tous désirent naturellement savoir.

L'homme se pose plusieurs questions concernant le monde dans lequel il vit :

L'univers a-t-il eu un commencement, une évolution, une expansion, une histoire ? Aura-t-il une fin ?

Ce questionnement est-il légitime ou repose-t-il sur du sable ?

Les hommes de science, les savants, les mathématiciens, les astronomes, depuis les temps reculés de l'Antiquité égyptienne, perse, grecque, chinoise, s'efforcent de discerner les secrets de l'Univers. Son origine, son état, son devenir.

Les moyens d'investigation scientifique de l'époque contemporaine sont sans commune mesure avec les instruments utilisés par Archimède, Galilée, Kepler ou Newton.

La cosmologie est consacrée à l'étude de l'univers : ses origines, son évolution, sa structure, son futur.

C'est en astronomie qu'on étudie les composants de l'univers, galaxies, étoiles, planètes, comètes, astéroïdes.

C'est avec l'astrophysique qu'on étudie, compte tenu des lois de la physique, l'origine, l'évolution des corps célestes et des astres.

Les grandes théories de la relativité et de la mécanique quantique.

L'homme veut savoir et étendre son champ de connaissance.

On attribue à de savants mathématiciens et astrophysiciens, comme le prêtre belge Georges Lemaître et d'autres, la théorie de l'atome primitif, l'état initial où toute la densité de l'univers aurait été concentrée dans un noyau atomique de rayon théoriquement nul, c'est l'énergie de sa désagrégation qui aurait amorcé l'expansion de l'univers. Le terme de Big Bang a été créé par dérision par Fred Hoyle qui était critique de cette hypothèse.

L'univers observable serait en expansion à un rythme qui s'accélère ; le "big-bang" marquerait, selon l'opinion la plus répandue, la naissance hypothétique de l'(actuel) univers qui remonterait à 13,7 milliards d'années. Cette accélération résulte d'une force appelée l'énergie du vide qui constitue 75 % de l'univers et équilibre la force de gravité. Le restant du cosmos est formé de 5 % de matière visible (étoiles, galaxies, quasars i.e. source d'émission radio quasi stellaire) et de 20 % de matière sombre (matière interstellaire, nébuleuses, trous noirs).

Le prix Nobel de physique a été attribué en octobre 2020 à trois savants, dont l'anglais Roger Penrose, qui a établi que la formation d'un trou noir confirmait la théorie de la relativité générale d'Einstein.

Les trous noirs dévorent à une vitesse folle les gaz émis par les galaxies qui les entourent. Des étoiles manquant de carburant nucléaire s'effondrent sur elles-mêmes.

L'hydrogène est le composant prédominant de l'univers.

Le prix Nobel de physique a été décerné en 2011 à trois astrophysiciens américains pour leurs travaux concernant l'expansion accélérée de l'univers, celui-ci est en expansion à une vitesse qui ne cesse de s'accroître. Étude effectuée à partir de l'étude de 50 supernovæ éloignées dont la lumière était plus faible que prévu.

En mars 2013, on a fait état d'investigations menées par le satellite Planck, financé à plus de 50 % par le CNRS et le

CNES. L'univers actuel daterait de 13,82 milliards d'années, l'univers serait plat et en expansion. La matière « ordinaire » formerait 4,9 % de la masse totale de l'univers. La matière noire en constituerait 26,8 %.

Les 68,3 % restant consisteraient en une énergie noire, qui serait à l'origine de l'expansion de l'univers.

Certains scientifiques soutiennent que l'énergie produite par 200 000 galaxies était deux fois moins moindre que

celle existant il y a 2 milliards d'années. L'énergie qui existe dans l'univers a été créée après le big-bang, de l'énergie nouvelle apparaît du fait de la fusion thermonucléaire dans les étoiles. Le rythme de la création des étoiles serait moins intense que jadis. L'univers serait en déclin.

Physique et métaphysique

Le comment et le pourquoi

Les adeptes du théisme ou du déisme croient que Dieu est le créateur de l'univers, c'est l'affirmation des grandes religions monothéistes,

Du judaïsme.

Du christianisme (Jean-Michel Maldamé, *Le Christ et le cosmos*, Desclée). Dieu, la cause première.

De l'islam.

D'autres, comme Spinoza, identifient Dieu et la nature, Deus sive Natura.

D'autres pensent que l'univers est soumis au hasard, au fatum, dans son origine comme dans son fonctionnement.

D'autres, comme Lucrèce, croient en l'éternité du monde.

Jean Christophe Roda, (direction), *Droit et surnaturel*, Lextenso, Grands colloques, 2015, compte rendu à la Revue trimestrielle de droit civil par Irina Parachkevova, 2015.727

Etienne Klein, *Discours sur l'origine de l'univers*

Dans un ouvrage publié durant l'été 2010, *Le Grand Dessein*, écrit avec le concours d'un auteur américain, l'astrophysicien Hawking, décédé en 2018, soutient l'idée suivant laquelle l'univers a pu se créer de lui-même, à partir de rien, en raison de la loi de la gravité. Le débat rebondit : quelle est la cause de la loi de la gravité ?

D'autres indiquent que la question de la situation antérieure au big-bang est à raison de la théorie de la relativité générale sans objet, le temps et l'espace ont été créés lors du Big Bang, il n'y avait rien avant cet instant.

Selon la théorie des cordes, l'univers a toujours existé, au moins à l'état latent.

Certains évoquent l'hypothèse, selon laquelle l'univers aurait connu une phase de contraction, l'univers aurait ensuite rebondi pour entrer en expansion. Ce serait le retour au mythe du phénix qui renaît de ses cendres.

D'autres affirment que les mathématiques nouveaux demiurges existaient avant le big-bang.

Max Tegmark (suédois d'origine, professeur au MIT) soutient que l'univers est un objet mathématique. Cette idée aurait déjà été celle d'Euclide et plus près de nous de Galilée. Tout est fait de molécules, de particules, qui sont définies par des nombres. C'est en ayant recours aux mathématiques qu'on a affirmé l'existence d'une particule, un boson, donnant sa masse à toutes les autres. Découverte en 2012 par le collisionneur de particules qui avait été construit à Genève.

Il a émis l'hypothèse de multiples univers, notre univers ne serait qu'une minuscule partie de plusieurs niveaux d'univers.

Le droit aérien et le droit spatial ne relèvent ni de l'astronomie, ni de l'astrologie, ni de la physique, ni de la philosophie, ni de la métaphysique, ni de la théologie.

Ces deux branches jumelles du droit, droit aérien et droit spatial, peuvent être définies comme les disciplines académiques faisant l'étude et la synthèse des règles juridiques régissant les activités exercées par les hommes dans l'atmosphère terrestre, ainsi que dans le cosmos et sur les corps célestes, comme la lune ou les planètes du soleil.

[Un ouvrage collectif prend pour objet d'étude : Qu'est-ce qu'une discipline juridique ? Fondation et recomposition des disciplines dans les facultés de droit, sous la direction de F. Audren et S. Barbou des Places, LGDJ, 218, compte rendu par Dominique Bureau à la Revue critique de droit international privé, 2019 p. 917. L'usage, la tradition, la pratique voyaient - et continuent à voir - dans le droit maritime une discipline juridique à part entière, avec ses maîtres, leurs enseignements, leurs traités, ses praticiens. Ce qui est dit du droit maritime doit par identité de raison pouvoir être transposé en ce qui concerne le droit aérien et le droit spatial, disciplines certes mineures en comparaison avec le droit civil ou le droit commercial, mais sans complexe d'inutilité.]

Le droit aérien et le droit spatial ont pour objet l'étude de règles et de normes forgées par l'Homme, ces règles ne donnent pas principalement des normes de comportement pour l'homme qui vit à terre. Elles ont un domaine extra-terrestre : les tenants du pouvoir terrestre ont établi des règles de conduite à l'intention des humains qui se hasardent dans l'espace et dans l'atmosphère ou qui envoient des engins dans un monde hostile dans lequel les êtres humains ne sauraient normalement vivre et évoluer durablement.



## LES CARACTERES DU DROIT AÉRIEN ET SPATIAL

Le droit aérien a subi l'influence intellectuelle de son grand ancêtre qu'est le droit maritime. Quand on a fixé le statut et le régime de l'aéronef, l'attraction des dispositions concernant le navire est évidente. Le droit spatial s'est en partie placé à la suite de son devancier qu'est le droit aérien. Jean Bastier, *Le temps des machines volantes. Une histoire du droit aérien français des origines à 1914*, ADMA, Nantes, t. VIII, 1985, p. 267, et t. IX, 1987, p. 307. Du même auteur, *Les débuts de l'aéronautique en France et le droit de propriété*, *Revue histoire du droit français et étranger*, 1986, volume 64, p. 43. Alors que le droit maritime est le droit du navire, le droit aérien est le droit de l'aéronef, le droit spatial est le droit de l'objet spatial. C'est l'engin qui sert à l'homme pour naviguer dans les espaces, mer et océan, air, cosmos, qui sert d'élément discriminant entre les disciplines. En droit maritime, on sent l'odeur de la mer et les mouvements des vagues. En droit aérien on sent les odeurs de mazout ou de kérosène et on est bercé par le bruit des réacteurs ou les récits de Saint Exupéry, les récits de catastrophes aériennes nourrissent la chronique judiciaire et les grimoires des thésards. Le droit spatial évoque Kourou, la sonde Rosetta ou la station spatiale internationale.

Droit tributaire de l'évolution des techniques, droit d'ingénieurs, composantes de droit public et de droit privé, fort caractère internationaliste ou mondialiste, droit particulariste distinct du droit terrestre, une prédominance du monde anglo-américain ne serait-ce que par sa langue. C'est un droit tributaire des événements politiques, on ne dira jamais assez les conséquences produites en matière aérienne par les attentats meurtriers de New York du 11 septembre 2001 imputés à Ben Laden et à ses séides. Les dispositions écrites sont souvent d'ordre technique et le profane apprécierait qu'elles soient rédigées dans des termes moins abscons. Les textes que nous avons en français ne sont souvent qu'une traduction de l'anglais ou de l'américain.

Voir le discours de réception à l'académie de l'air et de l'espace publié in ZLW 2014.365

Voir l'hommage rendu par les Annales de droit aérien et spatial au professeur Stephan Hobe, 2019, volume XLIV, McGill, p. XXI.

Armel Kerrest, *Droit de l'espace. Droit des activités spatiales. Quelques définitions et remarques sur une approche pluridisciplinaire*, in IISL-ECSL Symposium on Capacity building in Space Law. UNCOPUOS, Legal Subcommittee, Vienne, 26 et 27 mars 2007

Le droit spatial ne s'applique pas à l'espace en tant que tel, il tend uniquement à réguler les activités que les humains mènent dans l'espace. Ces activités sont périlleuses. Elles sont conduites par les États eux-mêmes ou sous leur surveillance et contrôle.

Le juriste qui entend s'illustrer en matière aérienne et spatiale doit adopter le comportement d'un généraliste ou plus prosaïquement d'un touche-à-tout. Il devrait connaître le droit international public des espaces, le droit des organisations internationales, le droit de la guerre, le droit humanitaire, le droit de la construction et de la fabrication des engins aériens et spatiaux, le droit des brevets et des marques, le droit de la vente des aéronefs et des objets spatiaux, le droit des déplacements et des transports. Il devrait connaître le droit du travail et le régime social applicable aux pilotes, le droit des assurances, le droit pénal tant aérien que spatial, le droit de l'arbitrage international. Ce qui constitue bien évidemment une gageure.

## LES SOURCES DU DROIT EN MATIERE AÉRIENNE ET SPATIALE

La norme est ordinairement en droit aérien et en droit spatial une règle écrite édictée par l'autorité publique, même s'il s'agit de disciplines qui sont toujours demeurés étrangères au seul modèle étatique.

Cf. les débats menés autour du concept de globalisation et de droit global. Voir le compte rendu par Horatia Muir Watt d'un ouvrage anglais de Neil Walker, *Revue critique de DIP* 2013.516.

On peut lire les sages réflexions de Jacques Krynen, *La simplification du droit ou l'agonie des suprêmes idéaux*, concernant le désir illusoire de simplification de la règle de droit, publiées p. 539 dans les *Mélanges offerts à Serge Regourd, Culture Société Territoires*, Institut Universitaire Varenne, 2019.

Il convient d'être attentif à l'interprétation qui en est donnée par les tribunaux et qui forme la jurisprudence.

### A. La règle écrite

La règle écrite est édictée par les puissants, à l'échelon mondial, à l'échelon européen, à l'échelon national.

#### 1. Le droit mondial

Il lie la totalité ou la grande majorité des États.

Un certain nombre de principes généraux sont tributaires du droit international écrit ou coutumier.

Il faut noter l'importance des traités et des conventions internationales, s'imposant aux États signataires et susceptibles d'être invoqués en justice, sous certaines conditions, par les simples particuliers.

## DROIT AÉRIEN

### DROIT PUBLIC AÉRIEN

## Droit international

Histoire. La convention de Paris du 13 octobre 1919.

La convention de Paris admettait la souveraineté de chaque État sur son espace aérien, prévoyait que les aéronefs ont une nationalité et sont astreints à immatriculation sur un registre et créait la CINA, commission internationale de la navigation aérienne

La **convention de Chicago** du 7 décembre 1944 est entrée en vigueur le 4 avril 1947.

Pascal Dupont, Droit aérien, n° 16 et suivants.

Les normes contenues dans la convention proprement dite.

La révision de la convention de Chicago

Des protocoles sont adoptés périodiquement pour compléter et moderniser le texte de la convention de Chicago. L'OACI se plaint de la lenteur des ratifications.

Le droit dérivé

### Les annexes

L'article 37 de la convention de Chicago prévoit que l'OACI adopte des *normes*, des pratiques recommandées et des procédures internationales dans le domaine de l'aviation civile.

Ces données sont d'une grande importance pratique, elles ont une vocation mondiale, les États s'y réfèrent communément et les adoptent, elles régulent sous l'angle technique tous les éléments de la navigation aérienne et du transport par la voie des airs.

#### . L'élaboration des annexes

Complexité de la procédure d'adoption.

Phase préliminaire. Les propositions. La commission de navigation aérienne (qui s'appuie sur des panels d'experts) examine et recommande au Conseil, pour adoption, des modifications aux annexes à la convention, art. 57.

Le Conseil doit examiner ces recommandations et prendre toutes mesures utiles, cf. article 54, lettre M.

C'est le Conseil qui représente 36 gouvernements (et non l'Assemblée composée de tous les États membres) qui adopte les normes et les pratiques recommandées internationales, art. 54 lettre l.

Ces normes prennent le nom d'annexes à la convention de Chicago.

Article 90 : le Conseil adopte les annexes à la majorité des deux tiers des voix.

#### G. Rolin, La portée juridique des annexes à la convention de Chicago. Un désaccord entre les jurisprudences française et belge, RBDI, 1973, 403-410

J. Ducrest, Une nouvelle dynamique des fonctions législatives et quasi législatives de l'Organisation de l'aviation civile internationale, McGill, 1995

Jean François Dobelle, Le droit dérivé de l'OACI et le contrôle du respect de son application, AFDI 2003.453

Fayçal Hatri, Action normative de l'OACI. Le chapitre manquant, RFDA 2014.387

Béatrice Trigeaud, Les règles techniques dérivées de l'OACI et de l'OMI, thèse, Paris II, décembre 2013

Les annexes comportent des définitions des expressions utilisées dans les SARP, Standards and Recommended Practices.

L'UE, n'étant pas un État, n'est pas membre de l'OACI, mais elle y dispose d'un statut d'observateur ; ce sont les États membres de l'UE qui sont membres de l'OACI. L'UE pèse cependant sur les opinions et les votes qu'expriment les États membres.

C'est ainsi que l'OACI dans ses différents organes mène des travaux concernant la collecte et le traitement des PNR, les données des dossiers passagers. De nouvelles SARP sont en projet. L'OACI a tenu sa 40<sup>e</sup> session entre le 24 septembre et le 4 octobre 2019. La Finlande au nom de l'UE et de ses États membres y a soumis un document d'information, que le conseil (organe de l'UE) avait approuvé. L'OACI est incitée à inclure les principes contenus dans ce document dans les normes à venir, chapitre 9 de l'annexe 9, facilitation. Les États européens membres du Conseil de l'OACI doivent, au nom du devoir de coopération loyale, soutenir la position adoptée au sein de l'UE.

. Le caractère obligatoire des normes ou standards figurant dans les annexes.

Les destinataires des normes : ce sont les États membres de l'OACI.

Les particuliers ne sont pas directement obligés ou soumis aux annexes, ils n'en sont pas destinataires.

Le caractère obligatoire des normes s'imposant, sauf opposition de leur part, aux États

Les normes, une fois adoptées, figurant dans les annexes s'imposent en principe aux États.

Elles font partie du droit international public, elles régulent le fonctionnement de la navigation aérienne.

Des dérogations, des dissentiments et des exceptions sont cependant envisageables.

Annexe 1 : les licences du personnel

Annexe 2 : les règles de l'air

Annexe 3 : la météorologie

Annexe 4 : les cartes aéronautiques

Annexe 5 : les unités de mesure dans les communications air-sol

Annexe 6 : l'exploitation technique des aéronefs

Partie I, transport aérien commercial international-avions

Partie III, opérations de transport international-hélicoptères

Annexe 7 : les marques de nationalité et d'immatriculation

Annexe 8 : les certificats de navigabilité

Annexe 9 : la facilitation du transport aérien international

Annexe 10 : les télécommunications aéronautiques

Annexe 11 : les services de navigation aérienne

Annexe 12 : les recherches et sauvetage

Annexe 13 : les enquêtes sur les accidents d'aviation

Annexe 14 : les aérodromes

Annexe 15 : les services d'information aéronautique

Annexe 16 : le bruit des aéronefs

Annexe 17 : sûreté - protection contre les actes d'intervention illicite

Annexe 18 : le transport de marchandises dangereuses

Annexe 19 : la gestion de la sécurité

Une 20<sup>e</sup> annexe consacrée au transport aérien est en préparation

Les annexes sont soumises par le Conseil à chaque État contractant.

L'annexe prend en principe effet dans les 3 mois qui suivent sa communication aux États membres de l'organisation.

Le droit d'**opposition** de la majorité des États.

Une sorte de droit de veto est reconnue à la majorité des États.

L'annexe n'entre pas en vigueur si la majorité des États membres a fait entre temps connaître au Conseil sa désapprobation. Article 90.

Ce qui n'arrive pratiquement jamais.

Le Conseil notifie immédiatement à tous les États contractants l'entrée en vigueur de toute annexe (ou de tout amendement à une annexe)

Le dissentiment formulé par un État : les **différences** entre la norme mondiale et la norme étatique

Un État peut estimer ne pas pouvoir se conformer à l'une des normes ou procédures internationales, ou de ne pas pouvoir mettre ses règlements ou pratiques en complet accord avec une norme ou une procédure amendée.

L'État doit alors manifester son dissentiment, il a l'obligation d'informer l'OACI.

Ce que les États ne feraient pas toujours.

Article 38. Tout État qui estime ne pouvoir se conformer en tous points à l'une quelconque de ces normes ou qui juge nécessaire d'adopter des règles ou des pratiques **différent** sur un point quelconque de celles qui sont établies par une norme internationale *notifie* immédiatement à l'Organisation de l'aviation civile internationale les **différences** entre ses propres pratiques et celles qui sont établies par la norme internationale.

La convention admet ainsi une possibilité de divergence entre la norme internationale et la pratique nationale.

Le délai. Dans le cas d'amendements aux normes internationales, l'État qui n'adopte pas les amendements appropriés en avise le Conseil de l'OACI dans les **60 jours** à compter de l'adoption de l'amendement à la norme internationale ou indique les mesures qu'il se propose de prendre.

Le Conseil notifie aux autres États la différence existant entre les points de la norme internationale et la pratique nationale correspondante de l'État en question.

La situation des États membres de l'UE est particulière, ils sont certes membres de l'OACI, mais en vertu des traités européens ils sont tenus de conformer leur attitude vis-à-vis des normes contenues dans les annexes à celle adoptée collectivement au sein de l'Union.

Si l'Union décide, dans son domaine de compétence, de fixer des règles s'écartant en partie du contenu des annexes, les États membres ont l'obligation de notifier ces différences à l'OACI.

Une décision du Conseil 2021 / 1092 du 11 juin 2021 établissait la procédure de notification des différences par rapport aux normes internationales adoptées par l'OACI dans le domaine de la sécurité aérienne.

La décision avait ainsi une portée limitée, d'autant qu'elle n'était applicable, sauf prorogation, que jusqu'au 30 novembre 2022.

Cette décision du Conseil considère qu'il est difficile pour le Conseil de prendre dans les délais une décision. Elle souligne d'ailleurs que la plupart des questions en matière de sécurité aérienne relèvent de la compétence exclusive des États.

Cette décision du Conseil n'entend statuer qu'à propos des positions à prendre dans les domaines relevant de la compétence exclusive de l'Union.

La décision opère une distinction entre les différences, par rapport à la norme de l'OACI, relevant du droit européen et celles du droit national.

1° situation : le droit de l'Union diffère des normes adoptées par l'OACI

La notification des différences à l'OACI est requise, art. 38 de la convention de Chicago.

La Commission présente au Conseil dans un délai bref un document exposant le détail des différences devant être notifiées à l'OACI.

2° situation : un État membre de l'UE entend mettre en œuvre des mesures dérogatoires nationales

Si la durée de ces mesures n'excède pas 8 mois, c'est l'État concerné qui effectue la notification et qui en informe la Commission.

Si les dérogations ont une portée générale et que leur durée dépasse 8 mois, la Commission présente au Conseil, après que l'État membre lui ait notifié ces dérogations, un document qui expose le détail des différences à notifier à l'OACI.

La question est reprise avec la décision 2023/746 du Conseil du 28 mars 2023, valant jusqu'au 31 décembre 2025.

Cette décision ne porte que sur la sécurité de l'aviation civile, la navigation aérienne et la gestion du trafic aérien.

La décision envisage la situation suivant laquelle le Conseil de l'OACI doit adopter de nouvelles SARP ou des amendements aux SARP portant sur des questions relevant de la compétence exclusive de l'Union.

Certains États européens sont membres du Conseil de l'OACI. Ils agissent conjointement dans l'intérêt de l'Union.

Les projets.

La Commission, au moins un mois avant la session du Conseil de l'OACI, présente au Conseil (UE) pour examen et approbation un document indiquant le projet de position à prendre au nom de l'Union.

Adoption de SARP par le Conseil de l'OACI.

La Commission présente au Conseil un document contenant le projet de position à prendre pour que les États expriment leur désapprobation.

La notification des différences.

C'est la situation où le droit de l'Union diffère des normes internationales adoptées au sein de l'OACI.

La Commission soumet au Conseil un document exposant les différences à notifier à l'OACI.

**Le statut et l'autorité des annexes**

Le débat consiste à savoir si les normes figurant dans les annexes constituent de véritables règles de droit s'imposant aux États.

Le principe de droit international public.

Le destinataire des normes ou des standards est chaque État membre de l'organisation internationale.

L'opposabilité et l'impérativité des normes à l'égard de chaque État membre de l'OACI.

La conception exprimée par l'OACI

Les normes sont en principe obligatoires, elles s'imposent aux États. Elles sont contraignantes pour les États.

Article 37 alinéa 1 de la convention de Chicago : Chaque État contractant s'engage à prêter son concours pour atteindre le plus haut degré réalisable d'uniformité dans les règlements, les normes, les procédures et l'organisation relatifs aux aéronefs, au personnel, aux voies aériennes et aux services auxiliaires, dans toutes les matières pour lesquelles une telle uniformité facilite et améliore la navigation aérienne.

Chaque État contracte une obligation de moyen d'insérer dans sa législation interne les dispositions élaborées au sein de l'organisation internationale.

Chaque État devrait normalement incorporer les normes figurant dans les annexes dans son droit interne.

Leur application dans le monde entier est estimée nécessaire.

La jurisprudence française dénie le caractère de norme juridique obligatoire des dispositions contenues dans les annexes.

C'est ainsi qu'on lit dans un arrêt du Conseil d'État du 23 novembre 2001, repris infra : il ressort des stipulations de la convention de Chicago, en particulier de ses articles 37 et 38 concernant les normes et pratiques recommandées internationales, que, compte tenu de leur nature et notamment des possibilités de dérogations qu'elles comportent, les normes adoptées par l'OACI constituent seulement des recommandations s'adressant aux États.

Cette affirmation minimise la portée des normes figurant aux annexes, les standards ont pour chaque État membre de l'OACI, nous semble-t-il, une force supérieure à une simple recommandation.

. L'absence d'impérativité des normes figurant dans les annexes à l'égard des personnes privées.

Les simples particuliers peuvent-ils invoquer les normes contenues dans les annexes ?

Peuvent-ils se les voir opposer ?

Il faut distinguer selon que le contenu des annexes a été ou n'a pas été transposé dans le droit interne.

. L'hypothèse de la transposition de la norme en droit interne ou par le droit européen :

La norme qui a été élaborée à l'échelon de l'OACI s'impose, si elle a été francisée ou bien désormais européanisée.

C'est ainsi que le règlement d'exécution n° 448/2014 du 2 mai 2014, JOUE du 3 mai 2014, relève que l'OACI a récemment amendé plusieurs annexes de la convention de Chicago, il est indiqué qu'en attendant la transposition totale des normes de l'OACI dans le droit de l'Union, les prestataires de services de navigation aérienne doivent exercer leurs activités conformément aux normes pertinentes de l'OACI.

Le règlement d'exécution 2016/1185 du 20 juillet 2016 intervenu en matière de règles de l'air se présente comme transposant les dispositions de l'annexe 10 de la convention de Chicago.

Le règlement 2016/2345 du 14 décembre 2016 tient compte de modifications apportées par l'OACI, le règlement effectue les mises à jour pour « permettre aux États membres de se conformer à leurs obligations légales internationales ».

Le règlement 2017/2159 du 20 novembre 2017, JOUE du 21 novembre 2017, est de la même veine : un règlement européen opère un renvoi à l'annexe 11 de la convention de Chicago, l'OACI a modifié l'annexe 11, il convient de mettre à jour les références afin de prendre en considération les amendements et permette aux États membres de se conformer à leurs obligations légales internationales et de garantir la cohérence avec le cadre réglementaire international de l'OACI. Le règlement européen concernant la gestion des courants de trafic aérien est modifié.

. L'hypothèse de l'absence de transposition

La France

C'est le cas où la norme contenue dans les annexes n'a pas été incorporée dans le droit français ou dans le droit européen.

L'invocabilité des normes contenues dans les annexes par les simples particuliers.

La jurisprudence ne reconnaît aucun effet direct aux normes en question.

Ces normes ne sont publiées ni au JORF ni au JOUE, elles sont rédigées en anglais, il faut payer pour les acquérir, elles ne sont pas toujours facilement accessibles en français dans leur ultime version. Elles ne s'adressent pas aux simples particuliers. Les particuliers n'en sont pas les destinataires, les normes sont adressées seulement aux États. Ce sont des règles dépourvues d'effet direct.

La jurisprudence administrative

Le Conseil d'État considère que les normes constituent de simples recommandations à l'intention des États, C.E., 7 octobre 1998, n° 185657, un particulier demande l'annulation d'un arrêté ministériel ayant créé une zone au camp de Canjuers, il ressort de la convention de Chicago que les normes adoptées par l'OACI compte tenu de leur nature et notamment des possibilités de dérogations qu'elles comportent constituent des recommandations s'adressant aux États et ne peuvent être invoquées utilement à l'appui d'un recours pour excès de pouvoir. C.E., 23 novembre 2001, n° 19550, Air France a débarqué en France un étranger dépourvu de document de voyage et a fait l'objet d'une amende, les normes adoptées par l'OACI constituent seulement des recommandations s'adressant aux États, Air France ne saurait utilement soutenir que certaines dispositions françaises seraient incompatibles avec certaines des normes adoptées par le Conseil de l'OACI et désignées comme annexes. Reprenant CAA Paris, 10 février 1998, n° 96PA02799.

Air France ne saurait utilement soutenir que des dispositions françaises seraient incompatibles avec certaines des normes adoptées par le conseil de l'OACI et désignées pour des raisons de commodité comme annexes à la convention de Chicago.

La jurisprudence judiciaire

On ne peut pas reprocher à un haut fonctionnaire de la DGAC de ne pas avoir fait transposer, en droit français interne, par l'autorité ministérielle, les normes contenues dans les annexes.

Cour d'appel de Colmar, 14 mars 2008 : les normes n'ont pas un caractère impératif  
Chambre criminelle, 22 septembre 2009

Les États-Unis

Le tribunal du district Est du Texas dans une décision du 27 janvier 2021, Earl et alii c. The Boeing Company et alii - commentée le 1<sup>er</sup> février 2021 sur le site Condon & Forsyth - refuse à Boeing la possibilité de se prévaloir de certaines dispositions contenues dans l'annexe 13 sur les enquêtes après accident. L'avionneur entendait ne pas produire au procès civil certains documents échangés lors de l'enquête technique. Il ne produisait que des documents expurgés. Boeing avait été désigné comme conseiller technique par le NTSB, National Transportation Safety Board, dans les enquêtes menées dans le cadre des accidents survenus en Indonésie et en Éthiopie dans lesquels les victimes mettaient en cause les défauts du 737 Max. L'industriel en tant que tel prétendait avoir instruction du NTSB de ne pas divulguer les informations obtenues dans le cadre de ces deux enquêtes. La juridiction fédérale considère, qu'à défaut d'approbation par le Sénat américain, ces dispositions de l'annexe 13 n'avaient pas de caractère self executing. Le Congrès a interdit au NTSB de fournir des informations, mais cette interdiction ne concerne pas les parties privées ayant participé à l'accident. Le tribunal a ordonné à Boeing de produire les documents en question.

À côté des normes ou standards, l'OACI élabore des recommandations qui par définition n'ont pas de caractère impératif, ce sont de simples conseils, mais qui souvent suivis.

Leur application uniforme est jugée souhaitable.

Les procédures pour les services de navigation aérienne, PANS, sont approuvées par la commission de navigation aérienne selon une procédure simplifiée. Il s'agit d'un dispositif qu'on ne peut encore mettre au nombre des normes. Ce sont des directives qui donnent des orientations.

Les PANS - ATM concernent la gestion du trafic aérien.

Les PANS - OPS sont relatives à l'exploitation technique des aéronefs, Procedures for Air Navigation Services-Aircraft Operations.

Le secrétariat général assure la publication d'autres documents, comme les manuels techniques, les plans de navigation aérienne ou des circulaires

L'OACI diligente des audits pour vérifier l'application par les États des règles qu'elle édicte.

(La France a conclu en date du 10 mai 2012 un accord avec l'OACI concernant le programme USOAP d'audits de supervision de la sécurité, des équipes peuvent relever les carences et les problèmes graves de sécurité).

Ce qui fortifie indirectement la thèse voyant dans la norme une règle obligatoire et non une simple recommandation. L'UE invoque le manquement aux normes figurant dans les annexes pour infliger à certaines compagnies l'interdiction d'exploitation dans l'Union.

Certains États manifestent des carences graves, ces carences peuvent être justifiées par la minceur des ressources ou imputées à l'absence de volonté politique. Une certaine amélioration est constatée si ces compagnies veulent être autorisées à desservir les aéroports européens. L'Europe est disposée à leur accorder aide et conseil.

L'OACI mène une campagne illustrée par le slogan Aucun pays ne doit être laissé de côté, elle constate une forte disparité entre États quant à l'application des SARP, elle entend aider les États à mettre en œuvre les SARP, en particulier auprès des États ayant un taux élevé d'accidents et d'atteinte à la sûreté. Elle souhaite résoudre les problèmes de sécurité, aider à la sûreté et favoriser la réduction des émissions. Elle demande aux États développés d'apporter leur aide et leur assistance à ceux qui le sont moins.

L'article 84 de la convention de Chicago envisage l'hypothèse d'un différend entre deux ou plusieurs États quant à l'interprétation ou l'application de la convention internationale et de ses Annexes.

Tout État impliqué peut saisir le Conseil de l'OACI de ce désaccord.

Le Conseil statue.

Tout État peut faire appel de cette décision du Conseil devant un tribunal d'arbitrage ou la cour permanente de justice internationale (à laquelle a succédé la cour internationale de justice). Ces instances juridictionnelles rendent des décisions définitives et obligatoires.

S'il est constaté qu'un transporteur n'applique pas une décision définitive, il est menacé d'être privé de la possibilité de continuer son exploitation. Tout État s'engage à interdire cette exploitation dans son espace aérien, i.e. l'espace qui surplombe son territoire, art. 87.

Quant à l'État qui ne respecterait pas la réglementation relative à la procédure en matière de différends ainsi que les décisions obligatoires, il encourt la sanction de la privation de son droit de vote à l'Assemblée et au Conseil de l'OACI. L'article 88 parle de l'État en infraction aux dispositions du chapitre XVIII sur les manquements et différends, art. 84 et suivants.

## DROIT PRIVÉ AÉRIEN

La convention de Genève du 19 juin 1948 relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs

La convention de Montréal du 28 mai 1999, relative à la responsabilité du transporteur aérien international en matière de mort ou de lésion corporelle des passagers, de perte ou de dommage subi par les bagages et les marchandises, ainsi qu'en cas de retard, succède progressivement, au rythme des ratifications, à la convention de Varsovie du 12 octobre 1929, qui perd ainsi régulièrement de son empire.

La convention du Cap portant sur les garanties sur les matériels d'équipement mobile et son protocole aéronautique du 16 novembre 2001, concernant les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques

## DROIT PÉNAL AÉRIEN

Les États ont conclu un certain nombre de conventions internationales, d'ailleurs souvent modifiées et amendées par des protocoles. Ces conventions ont pour visée de construire un embryon de droit pénal aérien, les États s'engagent à créer dans leurs systèmes répressifs un certain nombre d'infractions à l'encontre des auteurs de trouble, qu'ils soient des désaxés, des illuminés, des sans gêne, voire des agents terroristes détruisant des aéronefs ou tuant dans des aéroports. Elles prévoient un minimum de règles procédurales pour faciliter la répression, elles multiplient les fors compétents pour statuer et réprimer. Il s'agit également de faciliter l'extradition. Cf infra.

## DROIT SPATIAL



Un profane pourrait se demander à quel titre les États détenteurs de la souveraineté terrestre se sont-ils accordés pour élaborer un corpus de règles juridiques concernant la lune, les corps célestes et le vide sidéral du cosmos. Ces règles ont pour destinataires les gouvernements, les entreprises, les humains qui entendent mener une action dans l'espace.

Les autorités publiques fixent des règles et des normes de comportement à l'adresse des terrestres, simples individus, sociétés commerciales, structures étatiques, qui s'aventurent dans le cosmos et qui y font évoluer des engins.

Les rédacteurs de ces conventions se sont en partie inspirés des solutions propres à la haute mer ou au statut de l'antarctique.

Les précédents : déclarations et résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les cinq traités des Nations Unies relatifs à l'espace sont les suivants.

. Le traité du 27 janvier 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique y compris la lune et les autres corps célestes. 111 États parties.

. L'accord sur le sauvetage des astronautes du 22 avril 1968. 98 États parties. Trois organisations internationales ont déclaré accepter les droits et obligations prévus par cet accord, ESA, EUMETSAT, Inter Sputnik.

. La convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux du 29 mars 1972. 98 États y sont parties. Quatre organisations inter-gouvernementales internationales ont déclaré accepter les droits et obligations prévus dans cette convention, ESA, EUMETSAT, EUTELSAT et Inter Sputnik.

. La convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique du 14 janvier 1975. 70 États sont hautes parties contractantes à cette convention. Ont fait la déclaration quatre organisations inter-gouvernementales, ESA, EUTELSAT, EUMETSAT et Inter Sputnik International.

. L'accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes du 18 décembre 1979. Cet accord a une autorité limitée, puisque n'y sont HPC que 18 États, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Chili, Kazakhstan, Koweït, Liban, Maroc, Mexique, Pakistan, Pays Bas, Pérou, Philippines, Turquie, Uruguay, Venezuela.

La France en est signataire mais ne l'a pas ratifié.

Les Grands, les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie ne l'ont pas signé.

Cet accord concerne la lune ainsi que les autres corps célestes à l'intérieur du système solaire, excepté la terre.

La rédaction de ces conventions est tributaire de l'époque de la guerre froide et de la forte rivalité politique et militaire existant entre les États-Unis et l'URSS.

Certains qualifient ces traités de surannés, mais leur révision est délicate. L'accord sur la lune n'a été ratifié, nous venons de le dire, que par un petit nombre d'États. Certains gouvernements préfèrent le maintien du statu quo. Il n'y a pas de consensus entre États pour conclure de nouveaux traités correspondant à l'état actuel des techniques.

Un colloque organisé par l'HSL et le centre européen de droit spatial, ECSL, a été tenu le 1<sup>o</sup> avril 2019 sur le thème Repenser l'accord sur la lune.

Le faible nombre d'adhésions à l'Accord sur la Lune serait dû au fait qu'il énonce que la Lune et ses ressources naturelles sont le patrimoine commun de l'humanité et qu'il propose un régime garantissant que l'exploitation de ces ressources se fera pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays.

Certains soutiennent que certains éléments figurant dans les cinq traités des Nations Unies relèveraient du droit international coutumier et s'imposeraient ainsi aux États ne les ayant pas ratifiés.

Il convient de faire état des déclarations de l'Assemblée générale des Nations-Unies en matière de télévision directe, de principes sur la télédétection, de principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace, sur la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace au profit de tous les États.

On peut citer la résolution 68/50 du 5 décembre 2013, Mesures de transparence et de confiance relatives aux

activités spatiales.

Le protocole de Berlin à la convention du Cap du 9 mars 2012

Le droit mou, règles non contraignantes.

Le développement des activités spatiales est mis en danger par différents facteurs, un nombre croissant d'États, d'organisations internationales et d'entités non étatiques entendent accéder aux ressources de l'orbite, les débris spatiaux prolifèrent, arrivent de vastes constellations, les risques de collision croissent. Les États doivent coopérer pour assurer la sécurité des opérations spatiales et protéger l'environnement.

Lesley Jane Smith, L'espace, un nouveau champ pour la soft law, in Colloque de Toulouse de la SFDI, L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Pedone, 2021, p. 171

On peut citer.

Lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique

Lignes directrices du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales  
(annexe II, rapport du comité, 62<sup>e</sup> session, juin 2019)  
à caractère facultatif et non contraignant  
(dites en sigle anglais LTSG)

L'UE a proposé un projet de code de conduite international pour les activités spatiales  
Certains organismes inter gouvernementaux publient des codes de conduite, des normes techniques, qui tendent de façon indirecte à lier les gouvernements et les entreprises privées.  
Cf. Lucien Rapp, From Space to Spac', in Colloque de Toulouse tenu en 2021 par la SFDI, Pedone, p. 67

On peut s'interroger sur l'effectivité pratique de toutes ces règles et recommandations et sur leur respect par les grandes puissances, comme les États-Unis, la Russie ou la Chine.  
Elles peuvent exercer une certaine influence quant aux questions techniques sur les activités des entreprises industrielles soucieuses de respectabilité.

Stephan Hobe, L'avenir du droit de l'espace au troisième millénaire, ZLW 2014 p. 365

Compte rendu d'un ouvrage d'A. Froehlich consacré au 50<sup>e</sup> anniversaire du traité sur l'espace de 1967, RFDA 2018.44

L'AFDI de 2020, p. 954, fait la recension d'un ouvrage publié sous la direction de Philippe Achilleas et de Stephan Hobe, Fifty years of space law / Cinquante ans de droit de l'espace, Leiden, Brill Nijhoff, 2020, XL + 890 p.

Le droit de l'espace des années 1960 / 70 a laissé la place au New Space.

Le même Annuaire de 2020, p. 955, référence l'ouvrage d'Olivier Dongar, L'évolution de la finalité des activités spatiales. Un défi pour le droit de l'espace, Pedone, 294 p.  
Cet auteur s'intéresse, entre thèmes, à la mesure dans laquelle le droit de l'environnement concerne les activités dans l'espace.

On peut lire les conclusions, SFDI, Éditions Pedone, p. 455, de M. Mathias Audit aux travaux du colloque de Toulouse de 2021 consacré à "L'espace extra atmosphérique et le droit international". M. Audit préfère d'ailleurs parler de l'espace et du droit. Il parle de droit inter étatique pour désigner les règles qui nous occupent présentement dans ce développement. Le droit inter étatique est concurrencé par les initiatives législatives unilatérales des États, ainsi que par les entreprises privées ou semi privées ayant le dessein de mener des activités économiques dans l'espace.

Madame Clémentine Bories, dans sa communication, Le droit international au défi de l'espace extra atmosphérique, note, p. 50, p. 56, l'essoufflement ou les pannes du multilatéralisme.

## 2.L'échelon continental

### Le droit de l'Union européenne

Le droit européen émanant de l'Union européenne est désormais très abondant en matière aérienne, en renouvellement permanent, il n'est pas codifié, il n'est pas toujours facile de déterminer quelles sont les règles en vigueur, principalement à raison de modifications fréquentes des règlements européens. On ne dispose pas toujours d'une version consolidée fiable des textes en vigueur.

Le législateur européen est plus discret en matière spatiale.

Les traités, TUE et TFUE, sont les textes fondateurs européens, héritiers du traité de Rome du 25 mars 1957 plusieurs fois modifié ou amendé.

Dans les **RUP**, " régions ultra périphériques ", comme la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, la Réunion, Saint Martin ; les Canaries ; les Açores, le droit européen est applicable avec certaines adaptations spécifiques.

Si les "pays et territoires d'outre-mer", **PTOM**, relèvent de la souveraineté d'États membres de l'UE comme la France, les Pays-Bas et le Danemark, ils n'entrent pas dans le territoire du marché intérieur, ils ne sont donc pas soumis au droit européen et, par voie de conséquence, au droit aérien élaboré dans le cadre de l'UE.

Ces pays et territoires sont considérés comme dans un rapport d'association avec l'Union européenne.

Voir la décision 2021/1764 du 5 octobre 2021 du Conseil de l'UE. Les art. 28 et 29 traitent du transport aérien.

Les pays et territoires d'outre-mer sous souveraineté française relèvent du droit français propre à l'outre-mer, qui, à l'occasion, incorpore et adopte le dispositif européen.

On considère comme PTOM, la Nouvelle Calédonie, la Polynésie française, Saint Barthélemy, Saint Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna.

On peut citer d'autres pays et territoires d'outre-mer, comme le Groenland, au statut particulier, ainsi qu'Aruba et autres.

α)

### Le droit dérivé

Directives et règlements.

Certains règlements de portée générale édictés par le Conseil et le Parlement européen sont complétés et précisés par des actes délégués et des actes d'exécution émanant de la Commission européenne.

Les compétences internes : L'Union dispose des compétences que les traités lui attribuent.

Le droit de la concurrence relève des compétences exclusives de l'Union.

L'aviation commerciale et le droit antitrust, par Romain Papy, Presses universitaires d'Aix Marseille, 2013

Les transports relèvent de la compétence partagée. Art. 4 § 2 g TFUE.

L'Union a légiféré en matière de responsabilité du transporteur aérien de passagers et en matière d'assurances obligatoires du transporteur aérien de telle sorte que les États ne peuvent plus désormais, en vertu de la théorie dite de la préemption, exercer leur compétence normative en ce domaine du moment que l'Union a exercé la sienne.

La Suisse adhère au dispositif normatif de l'Union européenne en matière aérienne, voir la décision n° 2/2023 du 23 novembre 2023 du comité mixte des transports aériens UE / Suisse (qui récapitule les textes de droit de l'UE intéressant le monde de l'air et qui s'appliquent à la Suisse), JOUE du 11 décembre 2023.

L'accord multilatéral EACE conclu entre l'UE et plusieurs États européens extérieurs à l'UE a créé un espace aérien commun. Les États qui y adhèrent - Albanie, Macédoine du Nord, Bosnie Herzégovine, Islande, Monténégro, Norvège, Serbie, Kosovo - appliquent le droit aérien de l'UE. Voir la décision n° 1/2019 du comité mixte de l'accord EACE du 31 juillet 2019, JOUE du 12 août 2019. Nous avons là une manifestation de l'impérialisme normatif de l'UE. Les États mentionnés sont presque tous désireux d'entrer dans l'Union. Napoléon imposait, *ratione imperii*, son code dans les contrées annexées et dans ses États vassaux. L'UE a la même exigence.

Les relations entre l'UE et la Grande Bretagne

On lisait dans la déclaration politique fixant le cadre des relations futures entre l'UE et le Royaume Uni, publiée au JOUE du 31 janvier 2020 :

X. Transports. A. Aviation.

58. Les parties devraient assurer la connectivité aérienne pour les passagers et le fret au moyen d'un accord global sur le transport aérien. Cet accord devrait porter sur l'accès au marché et l'investissement, sur la sécurité et la sûreté aériennes ainsi que sur la gestion du trafic aérien, et devrait comporter des dispositions visant à garantir une concurrence ouverte et loyale, notamment des normes sociales et des exigences en matière de protection des consommateurs appropriées et pertinentes.

59. Les parties devraient prévoir de nouveaux arrangements pour permettre la coopération en vue d'assurer des normes élevées dans les domaines de la sécurité et de la sûreté aériennes, y compris par une coopération étroite entre l'AESA et la Civil Aviation Authority CAA du Royaume Uni.

104.

Le Centre satellitaire de l'Union européenne (CSUE) et le Royaume Uni devraient coopérer dans le domaine de l'imagerie spatiale.

F. Espace.

105. Les parties devraient envisager des arrangements appropriés pour la coopération dans le domaine spatial.

Les relations Anglo-européennes sont fondées sur l'accord de commerce et de coopération conclu entre l'Union et le Royaume-Uni du 30 décembre 2020, entré en vigueur le 1<sup>o</sup> mai 2021. Cf. l'avis publié au JOUE du 30 avril 2021.

β)

L'UE et le monde extérieur

Les relations entre le droit international et le droit européen.

L'Union européenne doit exercer ses compétences dans le respect du droit international.

L'étendue de la compétence externe de l'Union dépend de la projection de sa compétence interne sur la compétence externe.

Le droit conventionnel

L'UE est habilitée par l'article 216 TFUE à conclure des accords internationaux.

L'UE a conclu en matière aérienne un certain nombre de traités ou de conventions avec un ou plusieurs États tiers.

Les négociations diplomatiques tendant à la conclusion d'un accord international entre l'UE et un État tiers.

Il faut se référer à l'article 218 TFUE qui indique le processus de négociation.

Le Conseil autorise l'ouverture des négociations, il arrête les directives de négociation.

La majorité qualifiée est requise.

On relève parfois l'existence de querelles et de conflits de pouvoirs et de compétence entre la Commission, qui a la représentation de l'Union, d'une part, le Conseil de l'UE et les États membres d'autre part. On est ici plus en matière de droit institutionnel européen qu'en droit aérien, même si le spécialiste de droit aérien peut porter intérêt à la question de savoir comment sont élaborées les conventions internationales liant l'Union et relevant de la matière aérienne.

On peut citer le contentieux opposant le Conseil à la Commission, concernant la conduite des négociations entre l'UE et l'Australie en matière de lutte contre les gaz à effet de serre. Affaire C-425/13.

L'Australie a en 2011 affirmé sa disponibilité pour entamer des négociations bilatérales avec l'Union dans l'intention de conclure un accord.

La Commission avait recommandé l'ouverture des négociations. C'est la Commission européenne qui apprécie en effet l'opportunité qu'il y a pour l'Union de conclure avec un ou plusieurs États un accord dans un domaine

particulier.

Le Conseil a accepté la recommandation, mais il a adopté une décision le 13 mai 2013 par laquelle le Conseil entendait peser étroitement sur la conduite des négociations (obligation pour la Commission d'informer le Conseil par écrit sur le résultat des négociations après chaque session de négociation et au moins par trimestre ...)

La Commission européenne a saisi la CJUE pour contester certaines dispositions contenues dans la décision prise par le Conseil.

C'est la Commission qui mène les négociations avec l'État étranger, mais le Conseil arrête les « directives de négociation » (lignes directrices présentant les objectifs généraux de tenter d'atteindre dans la négociation de l'accord) (directives sur le contenu du texte à négocier). Le Conseil peut adresser des directives au négociateur, il peut désigner un comité spécial, les négociations devant être conduites en ce cas en consultation avec ce comité. Article 218 TFUE.

C'est au Conseil qu'il appartient in fine de conclure l'accord.

L'avocat général Melchior Wathelet, dans ses conclusions déposées le 17 mars 2015, estimait que le Conseil ne peut pas imposer à la Commission des directives de négociation d'ordre procédural, c'est à dire une procédure détaillée dans la conduite d'une négociation. Le Conseil ne peut se présenter comme un véritable acteur dans les négociations. Ce serait contraire à l'équilibre institutionnel et à la répartition des compétences.

La Commission admet toutefois qu'elle a l'obligation de consulter le comité spécial et d'avoir avec lui des contacts réguliers.

L'arrêt de la CJUE a été rendu en grand 'chambre le 16 juillet 2015, RTD Européen 2016 p.116 obs. Isabelle Bosse-Platière, il ménage la compétence de la Commission tout en accordant au Conseil des moyens pour peser sur la conduite des négociations ouvertes avec le gouvernement étranger.

La CJUE a validé l'art. 1° de la décision du Conseil prévoyant que la Commission conduit les négociations conformément aux directives de négociation établies en annexe.

Elle a validé l'article 2 de la décision du Conseil indiquant que la Commission informe le Conseil par écrit de l'issue des négociations après chaque session de négociation. La commission en demandait la nullité. L'arrêt indique que la commission doit fournir au comité spécial (s'il a été constitué) toutes les informations nécessaires au suivi du déroulement des négociations. La Commission doit conduire les négociations en consultation avec le comité spécial, elle doit l'informer de tous les aspects des négociations pour qu'il puisse être utilement consulté. Le conseil peut établir dans les directives de négociation des modalités procédurales régissant le processus d'information, de communication et de consultation entre le comité spécial et la commission.

En revanche la CJUE censure certaines dispositions figurant dans l'annexe à la décision du Conseil.

Est annulée la disposition prévoyant que les "positions de négociation détaillées" sont établies au sein du comité spécial ou du Conseil. Parce qu'elles visent à lier le négociateur.

Est également annulé, pour la même raison, le membre de phrase prévoyant la possibilité pour le comité spécial d'établir, avant chaque session de négociation, des positions de négociation.

C'est le Conseil qui autorise la signature.

Le Parlement européen a également son mot à dire, son approbation ou sa consultation peut être requise par les traités.

Le Parlement est d'abord informé à toutes les étapes de la procédure, art. 218 § 10 TFE.

C'est l'art. 218 § 6 a) qui indique les cas où l'approbation du Parlement européen est requise.

Le Conseil conclut ensuite l'accord avec l'État étranger.

La conclusion par l'Union européenne d'accords internationaux

L'Union a conclu en matière aérienne maints accords bilatéraux avec des États tiers comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Maroc, ainsi que des accords multilatéraux comme l'adhésion à la convention de Montréal de 1999.

L'UE n'est pas partie à la convention de Chicago. Comme elle n'est pas un État, elle n'est pas membre de l'OACI, mais elle a conclu des accords de coopération avec l'OACI. Une décision du Conseil UE du 31 mars 2011 prévoit la signature d'un protocole de coopération entre l'UE et l'OACI établissant un cadre de coopération renforcée, en matière de sécurité et de sûreté de l'aviation, de gestion du trafic aérien et de protection de l'environnement. Ce protocole signé le 4 mai 2011 instaure un comité mixte, le Conseil UE a adopté le 16 juin 2011 un projet d'annexe sur la sécurité aérienne, une décision du Conseil de l'UE du 8 mars 2012 approuve au

nom de l'union le protocole de coopération entre l'UE et l'OACI fournissant un cadre de coopération renforcée. Dans son arrêt Air Transport Association of America du 21 décembre 2011, la CJUE déclare que l'Union n'est pas liée par la convention de Chicago. L'Union européenne ne s'est pas vu transférer l'intégralité des compétences exercées par les États membres et relevant de la convention de Chicago. Les États membres de l'Union sont tous liés par la convention, l'UE qui est une association de ces États ne l'est pas.

Certaines de ces conventions conclues par l'UE avec des États étrangers sont des accords dits mixtes : certains éléments relèvent en effet de la compétence de l'Union, alors que d'autres points continuent de dépendre de celle des États membres : on peut donner l'exemple de la convention de Montréal en ce qui concerne la responsabilité du transporteur aérien international : l'Union détient la compétence pour les transports de passagers, chaque État membre conservant en revanche la sienne pour les transports de marchandises. C'est ce qui explique que la convention de Montréal ait été signée aussi bien par l'Union que par chacun des États membres de l'Union européenne.

Le même constat peut être dressé concernant les accords aériens bilatéraux par lesquels les États échangent, au profit de leurs transporteurs, les libertés de l'air. La compétence est partagée pour la conclusion de ces accords aériens bilatéraux entre les États et l'UE.

Les accords conclus par l'Union lient les institutions de l'Union et les États membres, art. 216 § 2 TFUE.  
Les accords internationaux conclus par l'Union priment les actes de l'Union.

### 3. L'échelon des États : les droits internes

L'aviation

La plupart des États possèdent leur propre législation aérienne, même si celle-ci subit l'influence du droit mondial.

La France

Le droit français interne n'est plus désormais, au moins au regard du droit légiféré ou droit écrit, en matière aérienne et spatiale, qu'un prolongement du droit international universel et du droit européen. Son autonomie n'est plus qu'un leurre.

Le ministère abroge d'ailleurs parfois nombre de dispositions devenues obsolètes.

Si le législateur français intervient, c'est seulement parfois pour étendre les règles européennes aux territoires d'outre-mer, qui échappent à la compétence du droit de l'UE.

La partie législative du code de l'aviation civile a été abrogée et remplacée par **le code des transports (CT)** publié par l'ordonnance du 28 octobre 2010 : il s'agit d'une codification administrative théoriquement à droit constant. Une modification a été opérée par une ordonnance du 24 février 2011.

Les deux ordonnances ont été ratifiées par la loi du 19 mars 2012, le code des transports a ainsi acquis valeur législative

Le plan :

Il y a une première partie consacrée aux Dispositions communes.

Le code des transports, CT, comporte une sixième partie, propre à l'aviation civile, divisée en 7 livres : l'aéronef, la circulation aérienne, les aérodromes, le transport aérien, le personnel navigant, formation aéronautique amateur, dispositions relatives à l'outre-mer.

Un décret du 22 mai 2014 avait déjà publié plusieurs dispositions relevant de la partie réglementaire du code des transports. Le décret n° 2023-1008 du 31 octobre 2023, s'il abroge la quasi-totalité de la partie réglementaire du code de l'aviation civile, publie la partie réglementaire du code des transports concernant l'aviation civile, 6° partie. Les textes devaient se trouver depuis longtemps dans les cartons, puisque les nouvelles dispositions font état traitant des saisies d'aéronef de l'intervention de l'huissier de justice, modèle d'officier public aujourd'hui disparu remplacé par le commissaire de justice.

Quelques rarissimes dispositions - à valeur législative ou réglementaire - du CAC demeurent encore en vigueur.

Nombreuses dispositions réglementaires à caractère très technique ou d'intérêt subalterne intéressant la matière aérienne ne seront probablement jamais incorporées dans le code des transports.

La DGAC publie moyennant finance des publications d'information aéronautique, des manuels, des cartes, de la réglementation, voir arrêté du 4 décembre 2015, JO du 23 décembre 2015 p. 23813.

Le code des transports ne fait pas la théorie du contrat de transport, qu'il faut rechercher dans les dispositions vieilles du code de commerce.

On retrouve les travers de la codification à droit constant : il s'agit d'une occasion manquée de réécrire des dispositions vieilles ou obscures qui sont ainsi maintenues et ainsi rigidifiées. Il aurait été plus opportun de faire un code aérien et spatial, ainsi qu'un code maritime. Le domaine du droit aérien est plus vaste que le transport aérien proprement dit. La méthodologie adoptée est contestable, d'autant, en nous répétant, que cette codification française ne peut pas se présenter, comme c'est l'objet d'une codification digne de ce nom, du fait de l'importance croissante du droit mondial et de celui élaboré dans le cadre de l'UE, comme la somme du droit aérien. Ce serait plutôt d'une codification à l'échelon de l'Union que le besoin se ferait ressentir.

### La législation spatiale

Les lignes directrices aux fins de viabilité à long terme des activités spatiales (du comité des utilisations pacifiques de l'espace) demandent aux États, comme États de lancement et liés par les traités des Nations Unies relatifs à l'espace, d'adopter un cadre réglementaire national pour régir les activités spatiales. Les États assument la responsabilité internationale des activités spatiales menées par les entités non gouvernementales. Ils doivent prendre en considération la résolution 68/74 de l'Assemblée générale sur les recommandations concernant les législations nationales. Ils doivent respecter ce que décide l'article VI du traité sur l'espace. Il convient que le législateur national envisage d'améliorer la viabilité à long terme des activités spatiales. Les États doivent respecter les obligations internationales, qui découlent des traités des Nations-Unies relatifs à l'espace auxquels ils sont parties contractantes. Ils doivent examiner les dispositions de la résolution 68/74 de l'Assemblée générale sur les recommandations concernant les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra atmosphérique.

Les États développés se sont dotés progressivement d'une législation spatiale.

Le comité de droit spatial de l'association de droit international a proposé en 2012 un modèle très succinct de législation spatiale.

### La France

La loi du 3 juin 2008 est relative aux opérations spatiales, LOS, et les décrets du 9 juin 2009  
Il s'est agi pour la France de mettre en œuvre les engagements internationaux qu'elle avait pris.

Cette législation exige des opérateurs spatiaux l'obtention d'une autorisation administrative pour effectuer un lancement ou exercer la maîtrise d'un objet spatial une fois lancé dans l'espace.

Cette législation ne vaut pas pour le CNES lorsqu'il effectue des opérations dans le cadre d'une mission publique qui lui été confiée par l'administration.

La solution est identique pour les opérations de lancement, de maîtrise, de transfert de maîtrise, de retour sur terre d'un objet spatial, conduites par l'État dans l'intérêt de la défense nationale. La réglementation technique prévue à l'article 4 de la loi est cependant applicable, même si l'administration peut y déroger.

Emmanuel Bourdoncle, La révision de la loi sur les opérations spatiales et le droit international, in Colloque de Toulouse, SFDI, L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Pedone, 2021, p. 155

La législation spatiale française a été réformée par plusieurs textes des 23 et 24 février 2022.

L'ordonnance du 23 février 2022 modifie la loi du 3 juin 2008. Elle est relative à la protection de intérêts de la défense nationale dans la conduite des opérations spatiales et à l'exploitation de données d'origine spatiale.

Cette ordonnance est suivie de trois décrets du 24 février 2022 modifiant les décrets du 9 juin 2009. Ainsi que dans la foulée de deux arrêtés du 23 février 2022 concernant le dossier de demande d'autorisation à remplir et la

réglementation technique concernant les autorisations d'opérations spatiales.

## Les autres États

Un assez grand nombre d'États - 36 au sens large - se sont désormais dotés, à l'instar de la France, d'une législation en matière spatiale.

M. Lucien Rapp dans sa communication au Colloque de Toulouse organisé en 2021 par la SFDI consacre, p. 83, un développement aux législations nationales en matière spatiale

Lukas Rass-Masson, *Stratégies étatiques et lois nationales dans le droit international de l'espace*, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 139

Cet auteur voit dans ces lois nationales le manifeste par ces États de leur projet politique et économique à l'égard de l'espace.

Ces législations nationales sont plus ou moins fidèles aux dispositions contenues dans les conventions conclues sous l'égide des Nations Unies

On cite toujours le Space Act de 2015 du 114<sup>e</sup> congrès américain ou la loi luxembourgeoise du 20 juillet 2017 sur l'utilisation et l'exploitation des ressources de l'espace.

La loi américaine envisage une propriété privée sur les ressources situées au-delà de l'atmosphère.

La loi du Luxembourg déclare que les ressources spatiales sont susceptibles d'appropriation.

On cite également une loi des Émirats arabes unis.

Le grand traité de janvier 1967 déclare au contraire que l'espace ne peut pas faire l'objet d'appropriation nationale par voie d'utilisation ou d'occupation.

M. Rass-Masson consacre, op. cit., p. 145, un développement aux lois nationales en rupture avec le droit international de l'espace.

(Dans l'hypothèse où un litige concernant un contrat d'exploitation de matières issues de corps céleste serait porté devant une juridiction éprise d'esprit international, on peut imaginer que celle-ci s'autorisera à annuler le contrat conclu entre personnes privées à raison de sa contradiction avec le droit international. Ou à écarter pour le même motif une licence d'exploitation dont l'octroi serait contesté par une entreprise rivale.)

M. Audit, dans sa conclusion aux travaux du colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 459, note un déclin de l'universalisme des années 60 / 70.

Les dispositions étatiques subissent elles-mêmes la concurrence en provenance du privé, qui voudrait se doter de règles qu'il aurait élaborées. On cite comme porteuse de cette prétention la société SpaceX qui a le projet d'installer une station sur la planète

Mars, et qui émet la revendication d'en régler elle-même l'organisation.

M. Audit évoque la possibilité que les activités spatiales soient régies dans le futur par des robots ou l'intelligence artificielle.

À côté du droit spécial, on a recours en matière aérienne et spatiale au droit commun : droit des contrats, droit de la responsabilité tant contractuelle que délictuelle, droit de la consommation et du tourisme, droit du travail, droit administratif, lois de finances, droit fiscal, droit de la concurrence, droit pénal et procédure pénale, droit comparé, droit international privé, droit de l'arbitrage ...

## B. La coutume internationale

Plus qu'à de véritables coutumes, il faut attacher de l'importance aux pratiques des différents acteurs de l'aventure aérienne et spatiale, qu'il s'agisse de la bureaucratie étatique, des fabricants, des opérateurs, des assureurs ou des praticiens rédacteurs des contrats d'affaires.

Certains auteurs font en matière spatiale place à la *lex mercatoria spatiorum*.

## C. La jurisprudence

Le juriste, universitaire ou praticien, ne s'en tient pas au seul droit écrit. L'objet de son étude, c'est le droit écrit tel qu'il est interprété par la jurisprudence (et tel qu'il est appliqué dans la pratique quotidienne ...). La jurisprudence est en droit aérien abondante dans certains domaines, quasi inexistante dans d'autres ; elle est en matière spatiale extrêmement ténue. Les tribunaux sont plus ou moins fidèles à la lettre et à l'esprit des



conventions, lois et règlements, ils ont tendance à instaurer des interprétations allant au-delà des textes et parfois contraires aux textes, praeter et contra legem. Ce comportement est inéluctable, même si cette pratique est contraire au principe moderne de la séparation des pouvoirs conférant au seul pouvoir législatif élu par le peuple l'édition de la norme juridique. Le juge ne devrait être que le législateur des cas particuliers.

La jurisprudence de la Cour internationale de justice, CIJ, qui siège à La Haye aux Pays Bas

La jurisprudence des cours suprêmes des États

La situation française

La jurisprudence judiciaire

Cour de cassation

La 1<sup>o</sup> chambre civile connaît du contentieux relatif aux transports de passagers.

La chambre commerciale de celui du transport de marchandises.

La jurisprudence administrative, celle du Conseil d'État, des CAA et des TA, est assez abondante en matière aérienne.

Les juridictions allemandes

L'Amtsgericht connaît des petits procès civils.

Das Landgericht connaît des procès civils (autres que des petits). Ainsi que de l'appel formé à l'encontre des décisions de l'Amtsgericht.

Das Oberlandesgericht est l'équivalent de notre cour d'appel.

Der Bundesgerichtshof, qui siège à Karlsruhe, est la juridiction suprême allemande en matière de droit civil et pénal.

Cour suprême du Royaume-Uni

USA.

Les juridictions de chacun des États fédérés

Les juridictions fédérales : les cours fédérales de district, les cours d'appel fédérales et la Cour suprême des États-Unis

Les juridictions suprêmes des unions et des associations d'États.

La Cour de Justice de l'Union Européenne est le bras judiciaire du fédéralisme européen et de l'idéologie européiste, qui fragilise les droits internes et n'a parfois qu'un respect très formel du droit mondial.

On distingue en son sein la Cour de Justice proprement dite et le Tribunal.

La Cour de justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel, sur l'interprétation des actes pris par les institutions, organes ou organismes de l'Union. Cf. art. 267 TFUE.

Un homme du sérail explique que, pour la CJUE, ce sont les traités européens qui sont placés au sommet de la pyramide des normes. Viennent ensuite les principes généraux du droit ainsi que les traités auxquels l'Union a adhéré. Viennent ensuite les règlements et les directives relevant du droit dérivé. Le droit national occupe la dernière place, les conventions internationales conclues par les États y occupent ce rang modeste. Le droit international, en dehors des conventions liant l'Union, occupe la place du droit national. Les juges de la CJUE de formation internationaliste contesteraient en interne cette conception réductrice. Voir les débats suivant la communication de M. Olivier Cachard faite le 23 novembre 2012 auprès du comité français de droit international privé, Travaux du comité, 2012-2014, Éditions Pedone. Il a été répliqué qu'il était incompréhensible qu'on ne fasse pas entrer dans l'acquis communautaire les règles d'ordre public international liant l'ensemble des États membres.

Voir la savante étude de Madame Muriel Ubéda-Saillard, L'articulation du règlement n° 261/2004 et des conventions internationales sur le transport aérien, in travaux d'un colloque tenu à Valenciennes, Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004 relatif à l'indemnisation et à l'assistance des passagers du transport aérien, p. 13, LexisNexis, 2019, qui au-delà de ce texte particulier évoque la position de la CJUE quant aux relations entre le droit international et le droit européen, la cour faisant de la résistance pour donner toute sa force aux dispositions en provenance du jus gentium.

La CJUE fait du nationalisme européen, sa jurisprudence n'a pas grande saveur internationaliste.

## Deux dispositifs

. Toute juridiction, même inférieure, peut saisir d'un renvoi préjudiciel la CJUE concernant l'interprétation des règles européennes. Il s'agit d'une faculté, dont certaines juridictions abusent.

« Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de statuer sur cette question. »

(Les juridictions allemandes ne se lassent pas d'interroger la CJUE sur les moindres difficultés d'interprétation du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 sur le retard et l'annulation de vol. La CJUE est également saisie pour déterminer la compétence des juridictions en présence d'un incident de vol. La CJUE est plus rarement saisie de l'interprétation de dispositions de la convention de Montréal. Elle a donné, en droit de la sécurité sociale, son interprétation en matière de détachement, réel ou fictif, du personnel navigant.)

. Les juridictions qui statuent en dernier ressort ont l'obligation de saisir la CJ des difficultés d'interprétation des règles émanant de l'Union européenne, qu'il s'agisse des traités ou du droit dérivé.

La CJUE a encadré cette obligation du renvoi préjudiciel.

Le principe : La cour suprême nationale - plus exactement toute juridiction statuant en dernier ressort - a l'obligation de saisir la CJUE de toute difficulté d'interprétation du droit de l'Union.

« Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour. »

Article 267, 3<sup>o</sup> alinéa, du TFUE

L'objectif est d'obtenir des juridictions nationales une interprétation uniforme du droit européen.

L'exception : Cette obligation, selon la jurisprudence de la CJUE, cède si la question n'est pas pertinente, si la disposition a déjà reçu une interprétation de la part de la Cour de Justice ou si l'application du droit européen s'impose avec une évidence ne laissant place à aucun doute raisonnable.

C'est ce qui ressort de l'arrêt Cilfit du 6 octobre 1982.

L'avocat général, d'origine tchèque, Michal Bobek, face à la multiplicité des renvois préjudiciels, préconisait, dans des conclusions présentées le 15 avril 2021, un abandon de la jurisprudence Cilfit.

Voir le communiqué de presse n° 65/21 du 15 avril 2021, faisant état des conclusions de ce magistrat dans l'affaire, sur renvoi du Conseil d'État italien, C-561/19, Consortio Italian Management et Catania Multiservizi c. Rete Ferroviaria Italiana.

Le magistrat se livre à un réquisitoire en règle contre cette jurisprudence, qui ne serait d'ailleurs guère dans les faits appliquée, ni par la CJUE elle-même, ni par les hautes juridictions nationales.

Il préconise implicitement une limitation du nombre des renvois préjudiciels ; il estime la situation actuelle incohérente, il cite à l'appui de sa philippique les interprétations casuistiques par la CJUE de la notion de circonstances extraordinaires permettant aux transporteurs aériens de ne pas indemniser les passagers victimes d'annulation de vol ou des retards à destination.

Il propose que la cour statuant en dernier ressort ne soit obligée de procéder au renvoi préjudiciel que si les trois conditions suivantes sont réunies

Que le litige soulève une question générale d'interprétation du droit de l'Union,

Que cette question puisse raisonnablement faire l'objet de deux ou plusieurs interprétations,

Qu'à cette question aucune réponse ne peut se déduire ni de la jurisprudence existante de la CJUE, ni d'un arrêt d'espèce qui serait suffisamment clair.

Si l'une de ces conditions faisait défaut, la juridiction statuant sans recours interne ne serait pas obligée d'effectuer le renvoi préjudiciel. Mais elle en conserve la faculté.

Remarquons l'importance de la 1<sup>o</sup> condition, une question générale d'interprétation du droit de l'Union.

L'avocat général est hostile à l'intervention obligatoire de la Cour de justice pour donner des réponses détaillées à des questions très précises. Il n'y aurait obligation au renvoi préjudiciel que si la juridiction statuant en dernier ressort se heurte à une question d'interprétation du droit de l'Union formulée à un degré d'abstraction raisonnable et approprié. La Cour de justice a pour fonction d'interpréter les notions juridiques indéterminées de droit de l'Union. Leur application à des faits spécifiques ne relèverait pas de la CJUE. L'avocat général s'en tient à l'idée suivant laquelle le renvoi préjudiciel obligatoire vise à assurer une interprétation uniforme du droit de l'Union et non à son application correcte. Les règles de droit doivent être interprétées de façon uniforme, les

solutions au cas par cas varient nécessairement.

L'arrêt de la CJ, statuant en grand 'chambre, a été rendu le 6 octobre 2021. Il constitue une légère évolution par rapport à l'arrêt de 1982, les conditions du renvoi demeurent confirmées en substance.

Voici les exceptions à l'obligation de renvoi

La question posée n'est pas pertinente

La disposition du droit de l'Union a déjà été interprétée par la Cour de Justice

Il n'y a pas de doute raisonnable quant à l'interprétation d'une règle du droit de l'UE

Une ordonnance du 15 décembre 2022, affaire C-144/22, sur renvoi du Conseil d'État italien, réexpose la doctrine de la Cour de Justice.

L'article 267 TFUE doit être interprété en ce sens qu'une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles de recours juridictionnel peut s'abstenir de soumettre à la Cour une question d'interprétation du droit de l'Union et la résoudre sous sa propre responsabilité

lorsque l'interprétation correcte du droit de l'Union s'impose avec une telle évidence qu'elle ne laisse place à aucun doute raisonnable.

L'existence d'une telle éventualité doit être évaluée en fonction des caractéristiques propres au droit de l'Union, des difficultés particulières que présente son interprétation et du risque de divergences de jurisprudence au sein de l'Union européenne.

Cette juridiction nationale n'est pas tenue de prouver de manière circonstanciée que les autres juridictions de dernier ressort des États membres et la Cour effectueraient la même interprétation, mais doit avoir acquis, aux termes d'une appréciation qui tient compte de ces éléments, la conviction que la même évidence

s'imposerait également à ces autres juridictions nationales et à la Cour.

Idem avec deux ordonnances de la Cour du 27 avril 2023, C-482/22 et C-495/22.

Quid en cas de carence de la haute juridiction nationale ?

Si la Cour de cassation, pour prendre l'exemple français, estime à tort que la difficulté ne mérite pas d'être envoyée devant la Cour de justice de l'UE, le justiciable est privé du bénéfice d'une interprétation hautement autorisée en provenance de la cour siégeant à Luxembourg.

L'interprétation qui a été finalement retenue par la cour suprême nationale n'aurait peut-être pas celle qui aurait été adoptée par la CJUE si elle avait été saisie.

La Commission peut saisir la Cour de justice, par une action en manquement, pour faire condamner l'État dont les juridictions suprêmes s'obstineraient, à tort, à ne pas procéder au renvoi préjudiciel.

Voir CJUE, 9 septembre 2015, C-160/14 (rendu à propos de la notion de transfert d'établissement : présence de difficultés d'interprétation, courants jurisprudentiels contradictoires : le tribunal suprême de justice du Portugal avait méconnu l'obligation de saisine de la CJUE).

Le justiciable peut, en droit pur, engager la responsabilité de l'État dont les tribunaux méconnaîtraient l'obligation de saisine de la Cour de Justice.

La Cour européenne des droits de l'homme condamne la France, dans un arrêt Sanofi Pasteur du 13 février 2020, requête n° 25137/16, dans une affaire où la Cour de cassation avait refusé de poser plusieurs questions préjudicielles à la Cour de justice de l'UE. Il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la convention européenne (droit à un procès équitable), la haute juridiction n'avait pas motivé sa décision de rejet. Le justiciable ne dispose pas d'un droit absolu à ce qu'une question soit renvoyée devant la Cour de Justice, mais la cour suprême nationale doit motiver son refus. Le refus n'est admis qu'à titre d'exception.

L'autorité des arrêts de la CJUE rendus en matière de renvoi préjudiciel

Les arrêts de la CJUE ont, en droit aérien et spatial comme ailleurs, une autorité supérieure aux décisions de la Cour de cassation ou du Conseil d'État. Les interprétations de la règle européenne données par la CJUE dans le cadre du renvoi préjudiciel ont valeur normative, elles participent de l'autorité de la chose interprétée.

[On a noté en matière financière et de défense de l'euro la résistance de la cour constitutionnelle allemande. Voir guère européiste, la chronique de Vincent Heuzé, publiée au Dalloz 2020.1534, L'arrêt de la cour constitutionnelle d'Allemagne du 5 mai 2020 : un revanche de l'État de droit sur le complexe du Gros Coco. La juridiction allemande s'est refusée à se considérer liée par l'arrêt préjudiciel de la CJUE, qu'elle avait

pourtant sollicité.]

Les arrêts laissent parfois une certaine latitude dans l'interprétation, la juridiction nationale auteur du renvoi disposant alors d'une certaine liberté dans l'appréciation des faits face à la règle de droit dite à Luxembourg.

On ne cite guère de jurisprudence rendue par la Cour européenne des droits de l'homme, siégeant à Strasbourg, en matière aérienne ou spatiale.

On peut citer un jugement du 8 mars 2018, RS v. Latvia, n° 44154/14, dans une affaire où la victime d'un accident d'avion n'ayant pas obtenu réparation de la part des juridictions lettones n'obtient pas de la cour satisfaction.

La cour européenne sanctionne l'État dont la cour suprême nationale rend des décisions divergentes de jurisprudence non conformes à la jurisprudence constante de celle-ci, voir l'arrêt Ferreira Santos Pardal contre Portugal du 30 juillet 2015, requête n° 30123/10. Les cours suprêmes doivent avoir une jurisprudence cohérente, même si les revirements de jurisprudence ne leur sont pas interdits.

Pascale Deumier, La réception de la conception européenne de la jurisprudence, RTD Civil 2015.575

Les décisions arbitrales : ainsi dans les litiges entre fabricants et acquéreurs de produits satellitaires.

Un règlement facultatif de la cour permanente d'arbitrage de La Haye a été adopté en 2011 pour l'arbitrage des différends relatifs aux activités liées à l'espace extra atmosphérique. Cet arbitrage concerne les États, il peut également intéresser les opérateurs privés.

Le contenu des sentences arbitrales demeure ordinairement confidentiel.

#### D. La doctrine

La présentation, la systématisation, l'appréciation critique des règles propres à la navigation dans l'air et dans le cosmos, figurent parmi les fonctions de la doctrine, universitaire ou non. La doctrine n'est pas une source directe et immédiate du droit. L'une de ses missions consiste à présenter d'une façon ordonnée les solutions du droit positif. C'est une autorité qui opère un rôle de médiation pour faire connaître au public, et en particulier aux étudiants en droit, aux universitaires, à la communauté des juristes, aux magistrats, aux avocats, aux hommes de loi, les solutions du droit positif, légiféré et prétorien, quitte à en faire une appréciation critique et à en proposer une réforme ou une amélioration.

L'OACI encourage la pratique de l'enseignement du droit aérien dans les différents États.

Quels sont les juristes universitaires qui s'intéressent au droit aérien et au droit spatial, qui assurent un enseignement oral ou qui écrivent en ce domaine ?

Ce sont non seulement les spécialistes de ces deux disciplines, relativement peu nombreux, mais également les internationalistes tant de droit international public que de droit international privé - sans compter les européens - ainsi que les spécialistes du droit du commerce international, du droit des transports, du droit des télécommunications, du droit de l'environnement, du droit de la consommation, du droit de la responsabilité civile et pénale ainsi que du droit des catastrophes et du droit du tourisme.

Le magistère oral

Il s'agit des enseignements de droit aérien et de droit spatial dispensés, en France, dans les Facultés de Droit, comme à Aix Marseille, Bordeaux, Brest, Dijon, Lyon, Paris, Sceaux, Toulouse et dans le reste du monde, ainsi à Montréal, Chicago, Texas, Mississippi, Lincoln dans le Nebraska, Cologne, Leyde, Lausanne, Séville, Luxembourg ...

Le bureau des affaires spatiales publie un annuaire, incomplet, des universités ayant des enseignements de droit spatial.

L'écrit

Les manuels, les précis et les traités

Le droit aérien et le droit spatial évoluent constamment si bien que la littérature ancienne prend assez rapidement, au moins en partie, un caractère historique, même si on peut toujours y trouver matière à réflexion.

- Philippe Achilleas (direction), de Paris Sud, Droit de l'espace, Larcier, 2009
- Philippe Achilleas et Willy Mikalef (sous la direction de), Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, juin 2014
- Philippe Achilleas et Stephan Hobe (sous la direction de), Cinquante ans de droit de l'espace, Académie de droit international de La Haye, 2020 (des chapitres en français ou en anglais)
- Maurice Bernadet, Isabelle Bon-Garcin et Philippe Delebecque, Droit des transports, Dalloz, 2<sup>e</sup> édition, mai 2018
- Isabelle Bon-Garcin (sous la direction d'), Droit du transport de passagers. Droits français et l'Union européenne, Collection Paradigme, Larcier, 2016 : les pages 173 à 256 sont consacrées au transport par air.
- Mireille Couston, Droit spatial économique, SIDES, 1994
- Mireille Couston, Droit spatial, Ellipses, 2014
- Philippe Delebecque (direction), Droit des transports, Dalloz action, 2022-2023
- Pascal M. Dupont, Droit aérien, Souveraineté et libertés dans la troisième dimension, Pedone, 418 pages, novembre 2015
- Loïc Gard, Droit aérien, Que sais-je ? 1995
- B. Guyot, Droit spatial européen, Bâle, Bruxelles, Dossiers de droit européen, 2011
- Michel de Juglart, Traité de droit aérien, 2<sup>e</sup> édition, par Emmanuel du Pontavice, Jacqueline Dutheil de la Rochère et Georgette Miller, LGDJ, 2 tomes, 1989 et 1992
- Philippe Kahn (direction d'un ouvrage collectif), L'exploitation commerciale de l'espace, 1992, Credimi, Dijon
- Armel Kerrest, de Brest
- Michel Marie Martin, Les textes du droit de l'espace, Que sais-je ?
- Idem, Le droit de l'espace, PUF, 1991
- Idem, Droit des activités spatiales, Masson 1992
- Jacques Naveau, Michel Godefroid & Pierre Frühling, Précis de droit aérien, 2<sup>e</sup> édition, Bruylant, Bruxelles, 2006
- Léopold Peyrefitte, Droit spatial, Dalloz
- Stéphane Piédelièvre et Dominique Gency-Tandonnet, Droit des transports, LexisNexis, 2019
- Laurence Ravillon, Droit des activités spatiales, Adaptation aux phénomènes de commercialisation et de privatisation, Litec, Credimi, 2004
- Laurence Ravillon (sous la direction de), Le droit des activités spatiales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, LexisNexis, Litec, Credimi, 2005
- Laurence Ravillon (sous la direction), Gestion et partage des risques dans les projets spatiaux, Colloque, 3 octobre 2007, Credimi, Pedone, 2008
- Francis Schubert, Le droit aérien, Quid Juris ? Schulthess, 2018
- Frans Von der Dunk (sous la direction), Handbook of Space Law, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 1136 pages, 2015

#### Les revues

Leur rythme de publication est mensuel, trimestriel ou annuel.

À côté des revues de support écrit, commencent à poindre, en particulier consacrées au droit des transports, des publications uniquement accessibles sur internet.

L'intérêt des études est variable, du génial au banal.

Les universitaires sont désormais contraints de publier, ils doivent beaucoup publier, ne serait-ce que pour assurer le déroulement de leur carrière et le renom des centres de recherche auxquels ils sont rattachés. Certains rédigent alors des études ou des commentaires d'arrêt de circonstance, souvent écrits dans des délais brefs, n'apportant pas grand-chose à la science juridique. Il y a de l'information, c'est parfois du journalisme juridique des dernières nouvelles du monde de l'air. La quantité l'emporte parfois sur la qualité.

Il faut également remarquer qu'en raison du travail à distance les auteurs rédigeant rapidement ne tiennent compte désormais que des publications accessibles sur internet, ils négligent ainsi parfois les traités et ouvrages fondamentaux, parfois anciens, ainsi que les thèses de doctorat qu'il faudrait aller consulter en bibliothèque.

Il faut également tenir compte, tout le monde n'étant pas polyglotte, de l'obstacle linguistique dans une matière à dimension mondiale.

Ne soyons cependant pas critique, les travaux de grande qualité ne font pas défaut et ces notes sont tributaires des écrits des meilleurs auteurs.

(Nous n'attachons aucune valeur intellectuelle au classement des revues que certains voudraient voir s'instaurer. Voir l'article d'Hervé Croze, Faut-il ouvrir la boîte de Pandore ? Semaine juridique G, 8 février 2016, 143. Certes, certaines revues sont plus célèbres que d'autres, cela ne signifie en rien que les articles qu'elles publient soient systématiquement de meilleure qualité que ceux que l'on trouve sur des publications plus obscures. Ces revues sont ordinairement publiées par des éditeurs privés, qui sont des commerçants, ce qui ne constitue pas un crime, mais ne permet pas d'émettre forcément un jugement impartial et pondéré. Certaines revues ont parfois pratiqué la censure pour ne pas déplaire aux puissants, certains auteurs refusent de citer les publications de ceux qui ne pensent comme eux ou qui n'appartiennent pas au cercle des prétendus meilleurs, les revues limitent de plus en plus la dimension et la longueur des articles, de telle sorte que des travaux de valeur trouvent plus difficilement preneurs. Nous ajoutons la concurrence que le support papier reçoit désormais des publications en ligne. Combien de revues ne reçoivent rapidement dans les bibliothèques que de la poussière et ne sont plus jamais consultées, une fois que le temps a rapidement fait son œuvre. Les apprentis censeurs devraient utiliser leurs talents ailleurs plutôt que d'avoir la prétention de juger de simples supports. On ne peut pas empêcher les hommes à porter des jugements sur les travaux de leurs semblables, à distinguer les œuvres des meilleurs de celles des tacherons, à opposer le magistère des *αριστοι* aux écrits de ceux dont l'opinion ne compte pas. Les jugements humains sont faillibles, il convient de ne pas attacher trop d'importance à la doxa.)

Air & Space Law, Pays-Bas  
Annales de droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal  
Bulletin de l'association suisse de droit aérien et spatial  
Bulletin des transports et de la logistique, Lamy  
CCH Aviation Cases, États-Unis  
Europe  
Journal of air law and commerce, Dallas  
Journal of Space Law, Mississippi [Oxford, État du Mississippi]  
Juris Tourisme (Dalloz)  
Reiserecht Aktuell, Allemagne  
Revue de droit des contrats  
Revue de droit des transports, (qui cesse de paraître fin 2014)  
Revue de droit uniforme, Unidroit, la plupart des articles sont en anglais  
Revue européenne de droit de la consommation, Larcier  
Revue française de droit aérien et spatial, Pedone  
Revue trimestrielle de droit européen  
Revista Brasileira de Direito Aeronautico e espacial  
Revista de Derecho del Transporte, Marcial Pons, Espagne, Pays basque et Madrid, Seccion de transporte aereo y multimodal  
Space Policy, Elsevier, Science direct  
The Aviation Quaterly, Royaume-Uni  
Transportrecht, Allemagne  
Zeitschrift für Luft-und Weltraumrecht, Köln (articles en allemand, en anglais, très exceptionnellement en français)

Les répertoires et les encyclopédies

Répertoire de droit civil, Dalloz, mot Aviation, par V.G.  
Répertoire de droit commercial, Dalloz, mots affrètement aérien, assurances aériennes, aviation, contrat de maintenance, navigation aérienne ...

Les Jurisclasseurs

Juris Classeur Transport fascicules 905 s.  
Juris Classeur International

Code des transports, Dalloz, 2015, commentaire et annotations par Philippe Delebecque et autres

Mélanges en l'honneur de Simone Courteix, L'adaptation du droit de l'espace à ses nouveaux défis, Pedone, 2007

Mélanges en l'honneur de Christian Scapel, PUM, 2013

Les thèses et les mémoires : IFURTA

La littérature des sites internet en provenance de certains cabinets d'avocats américains, d'associations de consommateurs, des pouvoirs publics, de la Commission européenne, du ministère des transports ou du monde universitaire est désormais une source d'information non négligeable.

Il existe des cercles d'études ou d'académies qui participent à la recherche en droit spatial.

L'Association de droit international, ADI, fondée en 1873, a son siège à Londres. L'ADI a mis en place en 1958 le Comité du droit de l'espace.

L'institut international de droit spatial, IISL

Le centre européen de droit spatial, ECSL, a été créé en 1989 à l'initiative de l'ESA, agence spatiale européenne.

L'institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale

Le professeur Lucien Rapp dirige à Toulouse la chaire Sirius, Space, Business Law, de recherche en droit et management de l'industrie spatiale, en partenariat entre l'Université Toulouse Capitole, la Toulouse Business School, le CNES, Airbus Defence and Space et Thales Alenia. On peut consulter sur la toile le rapport d'activité de 2017 à 2020.

L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, 6-7 mai 2021, Société française pour le droit international, Pedone, 2021

La pratique du droit aérien et du droit spatial

À côté des universitaires, juristes théoriciens, le droit aérien et le droit spatial sont des disciplines cultivées ou mises en pratique par les quelques magistrats spécialisés en ces disciplines, certains cabinets d'avocats spécialisés en catastrophes aériennes ou ayant les assureurs et les transporteurs aériens dans leur clientèle. Les cabinets d'assurances, les diplomates, les fonctionnaires de l'OACI ou de la Commission européenne, les fonctionnaires de la direction générale de l'aviation civile au ministère chargé des transports ou du CNES, les services juridiques des constructeurs et avionneurs et des transporteurs, les cadres des banques et des établissements financiers dispensateurs de crédit, pratiquent le droit aérien ou le droit spatial, sans compter les associations de consommateurs défenseurs des intérêts des usagers des transports et les associations de défense de l'environnement.

Certains économistes ont pour objet d'étude d'économie des transports. Les travaux, les recommandations qu'ils émettent peuvent être pris en considération par les pouvoirs publics.

## **L'annonce du plan**

### **Quatre parties**

- I. Le milieu aérien : l'air et l'espace
- II. Les biens : l'aéronef et l'objet spatial
- III. Les acteurs du jeu aérien et spatial : les États et les organisations internationales, les fabricants et les avionneurs, les transporteurs, l'aviation légère et sportive, les navigants, le personnel au sol



- IV. Les activités aériennes et spatiales : le transport aérien ; l'aviation générale ; les activités spatiales : la recherche scientifique, l'observation de la terre et des astres, la météorologie, les télécommunications spatiales, la radio navigation

## PREMIÈRE PARTIE. LE MILIEU : L'AIR ET L'ESPACE

L'atmosphère terrestre et le cosmos sont les milieux où naviguent les engins relevant du droit aérien et du droit spatial.

Ces engins ne peuvent évoluer dans l'espace sans une aide demeurant à Terre.

Les espaces aérien et extra-atmosphérique, titre I

La navigation aérienne et spatiale, titre II

Les infrastructures au sol, titre III : les aéroports et centres spatiaux & les aides à la navigation aérienne ainsi que les services du contrôle de la navigation aérienne

### TITRE I. L'ESPACE

L'air et le cosmos

#### Chapitre I. L'espace aérien : l'atmosphère

Il s'agit, avec l'atmosphère, de la couche d'air entourant la Terre.

L'espace aérien, dirait M. de la Palice, désigne la zone entourant la Terre et où on relève la présence de l'air.

L'air se raréfie dès qu'on grimpe en altitude.

La troposphère correspond à la partie de l'atmosphère entre la surface de la terre et une altitude entre 8 et 15 km, selon la latitude et la saison. On y trouve l'air que nous respirons. Le cycle de l'eau s'y développe.

A 15 km, il n'y a plus d'oxygène.

La frontière est constituée par la tropopause, qui est la limite entre la troposphère et la stratosphère.

La stratosphère est la couche de l'atmosphère entre la tropopause (8,5 / 20 km) et l'altitude de 40/60 km.

A 45 / 50 km, n'exerce plus la protection contre les rayons ultraviolets.

La mésosphère est mal connue : entre 50 et 80 km. Météorites et satellites s'échauffent contre les rares particules d'air qu'ils rencontrent et s'y consomment. Les navettes spatiales lors des retours sur terre doivent être protégées

pour franchir cette couche.

La ligne de Karman fixée à 100 km correspond à l'altitude à partir laquelle l'atmosphère devient trop ténue pour des approches aéronautiques.

Au-delà on entre dans l'espace avec la thermosphère (qui commence à l'altitude de 95 km) et l'exosphère (entre 600 et 100 000 km) (qui offre aux satellites une longue durée de vie)

On peut consulter le traité de Droit international public de Nguyen Quoc Dinh, publié à la LGDJ, continué par P. Daillier, Mathias Forteau et Alain Pellet, 8<sup>e</sup> édition, n° 721 et suivants

Jean-Paul Pancraccio, Droit international des espaces, Armand Colin, 1997

Du même, contribution à l'ouvrage collectif, L'espace. Un enjeu terrestre, numéro 67 de Questions internationales, La documentation française, avril 2014

Pascal Dupont, L'espace aérien, une frontière invisible ? RFDA 2015.127-153

## Section I. Le droit public de l'espace aérien

### . La délimitation de l'espace aérien

Il y a controverse quant à la délimitation entre espace aérien et espace extra - atmosphérique.

Existe-t-il une frontière entre l'atmosphère et le cosmos ?

Certains estiment cette question importante, d'autres la réputent purement théorique ou rejettent même l'idée de frontière physique.

Mireille Couston, Droit spatial, p. 110

Voir, mais peu disant du droit aérien et du droit spatial, Pierre-Marie Martin, Quand les frontières sont inopérantes, in Mélanges Serge Regourd, 2019, p. 1251

Première école. La nécessité d'une délimitation.

Le juriste internationaliste est familier de la frontière, qu'il s'agisse de la frontière terrestre entre États ou de la délimitation entre la mer territoriale et la haute mer. Il est naturel que ce penchant se manifeste à propos de l'atmosphère terrestre par opposition aux espaces cosmiques, d'autant que le statut de l'espace atmosphérique se distingue du statut de l'espace extra atmosphérique.

On pourrait soutenir que parler d'EA et d'EEA, c'est faire référence à des notions relevant de la physique. Ce serait aux sciences dites exactes qu'il appartiendrait de déterminer ce qu'est l'atmosphère et de fixer quel est l'espace qui ne relève plus de l'atmosphère terrestre.

Les tenants d'une approche conceptuelle préconisent donc la reconnaissance d'une limite et d'une séparation entre l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique.

Certains soutiennent que l'espace situé à plus de 100 km au-dessus du niveau de la mer relève de l'espace extra-atmosphérique.

D'autres indiquent qu'on se trouverait encore dans la zone atmosphérique, éventuellement soumise à la souveraineté étatique, dans la zone où un aéronef peut circuler grâce à la force portante de l'air (critère aérodynamique).

On se trouverait en revanche dans l'espace cosmique, échappant à toute souveraineté étatique, en ayant recours au critère de la gravitation dans le périhélie le plus bas où un satellite peut tourner en orbite autour de la terre.

D'autres ont évoqué l'établissement d'une ligne frontière qui pourrait se situer à 118 km d'altitude : à des vents calmes atmosphériques succèdent des vents violents chargés de particules d'origine spatiale. Il y aurait l'atmosphère terrestre et l'ionosphère mue par des courants de particules spatiales. Ces deux zones glisseraient l'une sur l'autre.

Mireille Couston, Du nouveau dans la délimitation de l'air et de l'espace, RFDA 2009.133

Certains États - comme l'Australie, le Danemark ou le Kazakhstan - ont inscrit dans leurs législations une limite de 100 km en ce qui concerne l'espace aérien.

Deuxième école. La thèse fonctionnelle.

Nombre d'auteurs et d'États rejettent toute délimitation : ils sont partisans d'un raisonnement de type fonctionnel (attribué à Eugène Pépin) tenant compte de la nature de l'activité exercée et non du lieu où elle est exercée. Le droit est appelé à réglementer des activités, et non les zones où elles s'exercent. Avec cette conception, un objet en orbite même basse relève du droit spatial, alors qu'un avion opérant dans les couches hautes de l'atmosphère et volant grâce à la force portante de l'air conserve son statut d'aéronef. La navette spatiale rentrant sur terre,

habité ou non, conserve sa nature d'objet spatial, même si les grands principes gouvernant la circulation aérienne s'imposent à elle (comme les navires remontant l'estuaire de la Gironde ou de la Seine demeurent des engins de mer, même si les règles de navigation fluviale les obligent).  
(voir la communication de M. Bourdoncle lors du colloque de Toulouse de 2021, p. 165, envisageant le retour des engins sur Terre et donc le transit de l'objet spatial dans l'espace aérien ; la coutume y verrait des vols d'État autorisés par des arrangements diplomatiques.)

M. V. Correia dans sa communication au colloque de Toulouse indique, p. 122, que les États qui soutiennent l'approche spatialiste (et donc l'existence d'une frontière entre les deux espaces, même si la ligne frontière est pour le moment introuvable) sont des États qui entendent pouvoir exercer un contrôle sur les activités et les vols au surplomb de leur territoire, alors que les États partisans de la ligne fonctionnaliste sont en général des États ayant une activité spatiale notable et qui veulent opérer assez librement dans l'espace sans qu'on leur oppose trop facilement l'argument de la souveraineté de chaque État sur son espace aérien.

Certains souhaitent l'adoption d'une approche mixte.

Nous voyons mal comment peut-on concilier et faire la synthèse entre ces deux conceptions opposées.

Un groupe de travail sur la définition et la délimitation de l'espace extra atmosphérique fonctionne au sein du sous-comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique, émanation de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les deux tendances se retrouvent dans les opinions exprimées durant les travaux du sous-comité juridique, voir Rapport, 54<sup>e</sup> session, avril 2015. La première tendance fait valoir que la définition et la délimitation de l'espace extra atmosphérique apporterait une plus grande clarté dans l'application du droit de l'espace et du droit aérien. Les tenants du second courant indiquent : il serait préférable de se concentrer sur la fonction et la finalité de l'objet, plutôt que sur sa localisation pour déterminer si, et à partir de quel moment, ses activités seraient régies par le droit de l'espace.

D'autres estiment que le débat est purement théorique et qu'il conviendrait plutôt de s'intéresser aux questions d'actualité, comme celle des vols suborbitaux ou des lancements à partir d'objets volants.

#### . La souveraineté sur l'espace aérien

Le débat doctrinal au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Les Anglais se prononçaient en faveur de la souveraineté de l'État sur l'espace aérien surplombant le territoire étatique.

Le juriste Faucille préconisait la pleine liberté de l'air.

Une convention du 13 octobre 1919 porta réglementation de la navigation aérienne.

Vint ensuite la convention de Chicago du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale.

Chaque État détient la souveraineté complète et exclusive sur l'espace aérien au-dessus de son territoire, territoire terrestre et mer territoriale.

La solution figure à l'art. 1<sup>o</sup> de la convention de Chicago, solution reprise de la convention de Paris de 1919.

On retrouve des dispositions semblables dans la convention de Montego Bay de 1982.

Ainsi que dans l'ordonnance n<sup>o</sup> 2016-1687 du 8 décembre 2016.

La souveraineté de la République française s'étend à l'espace aérien sur jacent le territoire terrestre, les eaux intérieures, la mer territoriale.

L'espace maritime - pouvant s'étendre jusqu'à une distance de 12 milles marins au-delà des lignes de base définies à l'article 2 de l'ordonnance - constitue la mer territoriale.

Le décret n<sup>o</sup> 2018-681 du 30 juillet 2018 établit la limite extérieure de la mer territoriale au large du territoire métropolitain de la France. La limite extérieure de la mer territoriale est constituée par la ligne située à une distance de 12 milles marins mesurés à partir des lignes de base.

Les aéronefs disposent d'un droit de libre passage en transit au-dessus des détroits mettant en communication deux espaces maritimes dans lesquels la navigation est libre, art. 37 de la convention. Article 9 de l'ordonnance. L'art. 38 de la convention prévoit des dispositions différentes pour les détroits formés par le territoire continental d'un État et une île appartenant à cet État, les auteurs citant le détroit de Messine et celui de Corfou.

L'espace aérien au-dessus de la haute mer (y compris au-dessus du plateau continental et au-dessus de la zone économique exclusive) échappe à toute souveraineté étatique.

Même si les aéronefs civils doivent respecter les dispositions édictées par l'OACI en ce qui concerne les manœuvres des aéronefs.

L'article 29 de l'ordonnance du 8 décembre 2016 envisage la situation des îles artificielles et installations sur le plateau continental ou dans la zone économique exclusive, des restrictions peuvent être apportées à leur survol. Sous sanction pénale édictée par l'art. 44 de l'ordonnance.

Certains États, comme les États-Unis ont instauré sur des espaces situés à proximité de leurs côtes des zones d'identification aérienne, ADIZ en anglais, pour tenter de prévenir des attaques aériennes surprises sur leurs sols et imposant aux aéronefs en entrant dans ces zones situées au-dessus de la haute mer de se faire identifier. La Chine a récemment émis des prétentions similaires imposant aux aéronefs volant au-dessus de sa zone économique exclusive de respecter certaines dispositions. De telles prétentions unilatérales ne correspondent ni aux prévisions de la convention de Chicago ni à celles de la convention sur le droit de la mer.

En revanche, le Conseil de sécurité peut instaurer pour le maintien de la sécurité internationale des zones d'exclusion aérienne, ZEA. De telles mesures ont été prises dans le passé concernant l'Irak, la Yougoslavie, la Libye, pouvant aller jusqu'à l'interdiction de tous les vols dans l'espace aérien considéré. Voir les travaux du colloque tenu à Nice en juin 2012, publiés in Guerre aérienne et le droit international humanitaire, sous la direction d'Anne Sophie Millet Devalle, avril 2015, Éditions Pedone.

(Le Front Polisario forme un recours contre une décision du Conseil du 28 janvier 2019 relative à un accord conclu entre l'UE et le Maroc. L'accord, en particulier, créerait une violation de l'espace aérien du Sahara occidental. L'accord UE - Maroc inclurait dans l'accord l'espace aérien sahraoui. Le front Polisario conteste la politique d'annexion du Maroc et se considère comme le représentant de ce territoire. Recours du 27 avril 2019, affaire T-279/19, JO de l'UE du 1<sup>er</sup> juillet 2019.)

Les auteurs se demandent si l'État de lancement d'un objet spatial dispose, lors du lancement et lors de l'éventuel retour sur terre, d'un droit de transit au travers de l'espace aérien d'un État tiers, ou s'il convient qu'il demande et obtienne l'autorisation de l'État concerné.

## Section II. Le droit privé de l'espace aérien

À qui appartient l'atmosphère ? il semble s'agir, non d'une res nullius (chose n'appartenant à personne, mais qui serait alors appropriable par usucapion, ce qui est très douteux) mais plutôt d'une res communis (à l'usage de tous, sous l'égide de la puissance publique) ?

Fabienne Quillere Mahjoub, À qui appartiennent les nuages ? Essai de définition d'un statut des nuages en droit international public. AFDI 2004

## CHAPITRE II. L'espace extra atmosphérique

Les espaces cosmiques englobent aussi bien les corps célestes qui se trouvent dans le cosmos que le vide sidéral. Le droit de l'espace extra atmosphérique est né parce que les hommes ont acquis la possibilité de faire évoluer des engins, habités ou non, dans le cosmos, lieu immense qui leur était jusqu'alors fermé. Ex facto jus oritur. Le 4 octobre 1957, s'opèrent le lancement et la mise sur orbite par l'Union soviétique du premier objet spatial Sputnik I.

Les États-Unis sont en retard de quelques mois sur l'URSS, ils ne parviennent à lancer un satellite artificiel que le 31 janvier 1958.

Le 12 avril 1961 marque le premier vol habité par Gagarine dans Vostok I

Les États-Unis font le 5 mai 1961 leur premier lancement avec un engin habité, la capsule Mercury, avec Alan Shepard à bord.

Premier atterrissage, dans le cadre de la mission Apollo 11, le 20 juillet 1969 sur la lune par deux astronautes, Neil Armstrong et Edwin Aldrin.

Le droit de l'espace transpose en partie les principes appliqués aux grands fonds marins ou à l'Antarctique.

Les maîtres mots sont paix, liberté, coopération.

Comme l'indique Mme Mireille Couston, Droit spatial, p. 51, les espaces internationaux sont des espaces libres et non appropriables.

Olivier Dongar, thèse, Bordeaux IV, Le statut juridique de l'espace extra atmosphérique, 2008

Questions internationales, mai-juin 2014, L'espace, un enjeu terrestre, La documentation française, 2014

L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, mai 2021, Société française pour le droit international, Pedone, 2021, 468 p.

Clémentine Bories, Le droit international au défi de l'espace extra-atmosphérique, Colloque de Toulouse, p. 17-66

Nous reprenons le débat quant à l'absence d'une délimitation incontestable entre l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique.

Une littérature savante préconise ces dernières années une nouvelle approche des espaces aérien et extra-atmosphérique.

Stephan Hobe, La délimitation entre l'espace aérien et l'espace extra atmosphérique, in L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Société française pour le droit international, Pedone, 2021, p. 101

Que propose ce savant professeur de l'université de Cologne, reprenant les travaux de Paul Stephen Dempsey ? Il part du constat que les conventions conclues sous l'égide des Nations Unies n'ont pas défini ce qu'il fallait entendre par l'espace.

La convention de Chicago de 1944 relative à l'aviation civile internationale ne définit pas non plus l'espace aérien.

Il propose, p. 106, une division tripartite de l'espace surplombant la terre.

L'espace aérien irait jusqu'à 27 km, qui est la limite pouvant être atteinte par un vol. Le droit aérien y serait applicable. Les services de vols commerciaux étant soumis aux accords aériens bilatéraux entre États.

Il y aurait ensuite un *mezzo space*, un espace intermédiaire jusqu'à 84 km, les vols des avions n'y sont pas possibles, la mise en orbite d'un satellite non plus. On ferait application de la méthode fonctionnaliste, appliquant tantôt le droit aérien, tantôt le droit spatial, compte tenu de l'objectif de l'activité visée.

Au-delà de 84 km, l'espace commencerait, un satellite peut s'y trouver mis en orbite. Le droit spatial s'y appliquerait seul.

Vincent Correia, Découper les espaces aérien et extra-atmosphérique sur le modèle du droit de la mer ? Plaidoyer pour une réunification du droit international des espaces, in Colloque de Toulouse, SFDI, 2021, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Pedone, p. 109

Cet auteur constate l'absence de consensus quant à l'existence d'une frontière entre l'espace aérien et l'espace extra atmosphérique. Il propose d'abandonner une analyse binaire (aérien, extra atmosphérique) pour, s'inspirant des solutions du droit de la mer, que l'espace soit envisagé comme un continuum comportant diverses zones, où les droits des États sous-jacents feraient l'objet de modulations.

Les États exerceraient la souveraineté pleine et entière sur l' "air intérieur", qui devrait pouvoir atteindre l'altitude de 50 km.

On pourrait songer à envisager ensuite - à l'instar de la mer territoriale – un "espace aérien territorial" entre 50 et 85 km d'altitude. On y prévoirait un droit de passage inoffensif, donnant accès à l'espace.

Il y aurait une "zone spatiale contiguë" entre 8 et 110 km. Les États sous-jacents auraient des pouvoirs pour y assurer la sécurité.

La proposition tend à combattre la prétention de certains États d'exercer leur souveraineté jusqu'à l'altitude de 100 km.

[Ces propositions doctrinales sont intellectuellement séduisantes, même si dans les circonstances actuelles on voit mal les États-Unis, la Russie, la Chine et les États d'Europe occidentale conclure une convention pour les faire leurs.]

Section I. Le refus de toute souveraineté étatique et de toute propriété sur l'espace et sur les corps célestes

. La souveraineté

Les corps célestes ainsi que l'espace hors atmosphère terrestre ne relèvent d'aucune souveraineté étatique. Toute appropriation nationale y est prohibée.

Les États-Unis en faisant débarquer des astronautes américains sur la Lune ne pouvaient s'en déclarer souverains.

L'époque de Christophe Colomb et des conquistadors qui plantaient le pavillon de la Castille et de l'Aragon sur

le rivage américain et qui en prenaient symboliquement possession au nom des rois catholiques Ferdinand et Isabelle est révolue.

L'espace n'est pas soumis à la souveraineté de l'État sous-jacent.

L'espace extra atmosphérique échappe à la souveraineté étatique.

C'est ce que préconisait dès 1932 dans sa thèse soutenue à Erlangen le juriste tchèque Vladimir Mandl, natif de Pilsen, mort en 1941 à 41 ans, qui est ainsi un pionnier du droit de l'espace (Voir Mireille Couston, Droit spatial, p. 20)

#### . La propriété

On affirmait jadis avec une certaine naïveté que le propriétaire du sol est non seulement propriétaire du sous-sol, mais également propriétaire de la partie du ciel qui surplombe son fonds. On le disait dans une maxime latine : *cujus est solum, ejus est usque ad caelum*. Le propriétaire du fonds de terre était censé de façon rhétorique titulaire d'une propriété jusqu'aux astres, *ad sidera*.

L'adage n'est plus d'actualité, à supposer qu'il ne l'ait jamais été : le propriétaire du fonds de terre, s'il n'est pas propriétaire de la couche d'atmosphère surplombant son fonds, l'est encore moins du vide sidéral. Ses facultés sont plus limitées. Il a seulement la possibilité de planter des arbres et de construire, tout en respectant désormais les règles de l'urbanisme, sur son terrain et le droit d'exiger une limitation des nuisances acoustiques et de défendre son intimité contre les regards des engins volant au-dessus de son fonds.

La propriété des corps célestes

La propriété des roches issues des corps célestes

L'espace, la lune, les planètes, les corps célestes ne peuvent relever de la propriété privée : c'est le principe de non-appropriation.

Un particulier ne peut pas acquérir des arpents de lune.

Perrine Delville, *Réflexions sur le principe de non-appropriation de l'espace extra atmosphérique et des corps célestes*, RFDA 2009.137.

Certains auteurs estiment cependant que c'est seulement l'appropriation nationale c'est-à-dire étatique, des corps célestes qui se trouverait prohibée, ce qui permettrait l'admission d'une appropriation privée.

Voir Mireille Couston, *op.cit.*, p. 69.

Les États-Unis partagent cette interprétation. : Le traité de 1967 n'interdit pas l'exploitation des ressources pouvant être tirées de l'espace.

Certains auteurs, rejoints par quelques décisions judiciaires éparses, préconisent d'accorder la personnalité juridique à la Lune ou à Mars, comme ils le font pour notre Terre nourricière, les fleuves, les lacs, les arbres, les animaux, les végétaux, les robots. Ces prétentions ne nous semblent pas très raisonnables et relèvent de la fiction, ces entités ne peuvent s'exprimer étant dépourvues de moyens incontestables de communiquer leur volonté, elles n'ont pas de représentants attitrés, elles peuvent avoir cependant le mérite d'exiger des humains qu'ils respectent la nature et la beauté de la Création.

Voir l'article d'Alain Pousson publié dans les *Mélanges offerts à Serge Regourd*.

Les météorites

Pierre-Jérôme Delage, *La condition juridique des météorites*, RFDA 2014.265

L'accord sur la lune ne s'applique pas aux matières extra-terrestres qui atteignent la surface de la terre par des moyens naturels, article premier, § 3.

Tant que les météoroïdes évoluent dans l'espace extra atmosphérique, on semble leur reconnaître, même si la solution est disputée, la nature de corps céleste.

Quelle est la condition des météorites une fois tombées sur terre ?

Qui en est propriétaire ? L'État, le propriétaire du fonds, le découvreur ?

Il s'agit de débris pierreux.

On semble admettre que les pierres célestes, res nullius à l'origine, une fois tombées à terre, ne relèvent plus du droit spatial et sont susceptibles d'appropriation.

[Certains voient dans ces météorites des res communes. Il nous semble excessif de considérer que des roches célestes sont le bien de tous les humains, elles n'appartiennent à personne.]

Pour certains, c'est l'État qui devrait en recueillir la maîtrise.

On peut se fonder par analogie sur les articles L. 531-1 et suivants du code du patrimoine relatifs aux fouilles archéologiques.

En faveur du propriétaire du fonds

L'accession naturelle

Du fait de l'impact, la météorite s'enfonce plus ou moins profondément dans le sol et se trouve enterrée dans le sous-sol.

Il est admis que si la pierre céleste tombe sur un champ et s'enfonce, le propriétaire du champ devient propriétaire de la météorite par voie d'accession, on peut consulter en ce sens un jugement du tribunal civil d'Aix du 17 janvier 1898, D.P. 1898.II.507.

La solution peut être fondée sur l'article 551 du code civil : Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui seront ci-après établies.

Quant à l'article 552, qui figure dans la section intitulée Du droit d'accession relativement aux choses immobilières, il dispose : La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous... Le propriétaire peut faire au-dessous toutes les fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir...

En faveur du découvreur, devenu propriétaire par occupation.

Plusieurs soutiennent que la météorite est une res nullius susceptible d'être appropriée par occupation.

C'est celui qui appréhende la météorite et la veut sienne qui est considéré comme propriétaire.

Un jugement du tribunal civil de Bourbon-Vendée du 17 août 1842 avait décidé que le propriétaire de la météorite non enfouie mais demeurée à la surface du sol était celui qui le premier s'en emparait, même s'il n'était pas le propriétaire du terrain. L'inventeur était entré dans le champ non clos d'autrui.

On savait depuis 1994 qu'une météorite, vieille de plus de 4 milliards d'années, était tombée depuis des lustres dans la forêt domaniale de Mont-Dieu, près de Sedan. On en avait trouvé plusieurs fragments. Un orpailleur du Gard, autorisé à opérer, fait en juin 2010 la découverte, grâce à un détecteur de métaux, d'un fragment de 364 kg enfoui dans le sol.

Un conflit s'élève entre l'orpailleur et la préfecture des Ardennes.

Le tribunal de grande instance de Charleville-Mézières, le 18 avril 2014, déboute l'État de toutes ses prétentions, le chasseur de météorite est reconnu propriétaire de la totalité de l'objet métallifère.

Le tribunal n'a pas appliqué les règles contenues à l'article 716, concernant l'invention d'un trésor.

La découverte n'avait pas été faite par pur hasard. Or le trésor est une chose découverte par le pur effet du hasard.

L'inventeur n'a en principe droit qu'à la moitié. Le propriétaire du fonds l'autre moitié.

Si le tribunal a attribué à l'orpailleur l'entière propriété de l'objet, il semble que ce le soit au titre de l'occupation d'un bien sans maître.

Une contestation s'élève en 2019 entre l'inventeur et un agriculteur et un garde forestier l'ayant aidé dans sa recherche. Les auxiliaires veulent figurer parmi les ayants droit du bien et entendent probablement obtenir leur part dans le produit de la vente de l'objet.

La météorite en effet a fait l'objet fin octobre 2019 d'une mise aux enchères chez Drouot ayant tourné court, l'initiateur ayant renoncé à l'opération, jugeant le prix atteint insuffisant, 51 000 euros.

## Section II. L'affectation de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à toute l'humanité

L'exploration et l'utilisation de l'espace ultra terrestre incombent à toute l'humanité, déclare la version espagnole du traité. Discours largement spéculatif. De l'exploration à l'exploitation.

Liberté : liberté d'exploration, liberté d'utilisation et liberté de recherche scientifique. Cf. Thomas Leclerc, Regard sur la position spatiale française de défense, note 14.

Liberté finalisée. L'utilisation pacifique de l'espace

Certains relèvent une certaine saturation de l'espace spatial du fait de la multiplication des engins y opérant, de telle sorte qu'un risque de conflit existe. Les États aux moyens financiers limités se plaignent de ne recevoir que la portion congrue.

On relève une Déclaration de l'assemblée générale des Nations Unies en date du 13 décembre 1996 sur la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace au profit et dans l'intérêt de tous les États, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement.

L'exploration, la découverte, la recherche scientifique. Les États doivent explorer et utiliser pacifiquement l'EEA. Les États bénéficient de la liberté spatiale. Ils doivent favoriser la coopération internationale en matière

de recherche scientifique et d'accès à l'espace. Aucun État ne dispose d'exclusivité sur l'espace.

La possibilité d'installer une base permanente sur la lune. Possibilité de prélever des échantillons de minéraux lunaires qui restent à la disposition des États. Liberté d'accès. Les États procèdent entre eux à des consultations et échangent de l'information, ceci pour éviter des perturbations ou des désagréments entre des missions lunaires concurrentes.

L'exploitation de la lune dépend d'un régime qui reste à élaborer.

Certains proposent de s'inspirer des règles concernant l'exploitation des grands fonds marins.

Certains pensent à élaborer un régime juridique applicable aux entreprises d'exploitation minière qui travaillent dans le cadre de missions sur des astéroïdes.

Le sous-comité scientifique et technique a élaboré 21 lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, reprises dans les Lignes directrices du comité des utilisations pacifiques de l'espace, juin 2019.

## Titre II. La circulation et la navigation dans l'air et dans l'espace

### Chapitre I. La circulation aérienne

La circulation aérienne désigne l'ensemble des mouvements des aéronefs, art. L 6200-1 du code des transports  
L'homme a depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle acquis la possibilité de voler dans l'air.

Le 4 juin 1783 s'élève dans les airs un aérostat inhabité des frères Montgolfier. Le 19 septembre 1783, une démonstration est organisée à Versailles devant le roi, un ballon avait tracté un panier en osier avec un mouton, un canard et un coq. Dans la même année, commencent les premiers voyages en ballon, le premier vol habité a lieu le 21 novembre 1783 entre les jardins de la Muette et la Butte aux Cailles avec à bord de la montgolfière Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes, dès septembre 1784 une distance de 200 km est franchie.

J.P. Blanchard et John Jeffries traversent la Manche en ballon le 7 janvier 1785 depuis Douvres jusqu'à Guînes. Pilâtre de Rozier et Pierre-Ange Romain perdent la vie, près de Boulogne sur Mer, voulant traverser la Manche, le 15 juin 1785, leur ballon s'écrasant au sol, à proximité du rivage.

L'aéronautique est utilisée, durant la période révolutionnaire, dès 1794, lors des batailles de Maubeuge, de Charleroi et de Fleurus.

Renard et Krebs font voler en 1884 un dirigeable avec un moteur électrique.

Clément Ader construisit le premier avion et établit en 1890 qu'un tel engin pouvait décoller avec un pilote du fait de sa force motrice.

Le 1<sup>o</sup> vol international entre la France et l'Angleterre est effectué par Blériot en 1909 au-dessus de la Manche.

L'aviation militaire se distingua durant la première guerre mondiale, aviation d'observation et de reconnaissance, aviation de chasse et de bombardement.

Un ministère de l'Air fut constitué en 1928.

L'année 1933 voyait la création d'Air France et de l'armée de l'air.

Concorde devait beaucoup au Mirage, lui-même débiteur des progrès du moteur Messerschmitt.

#### Section I. La liberté du survol

Tout aéronef peut survoler librement la haute mer, il peut survoler la zone économique exclusive, cf. art. 58 de la convention des Nations Unies de Montego Bay sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, il n'en est pas forcément de même si le survol concerne un espace aérien national, sur lequel l'État sous-jacent exerce sa souveraineté.

#### § I. La situation française

##### A. Le survol de la France par les appareils civils

Tout aéronef en circulation se soumet aux injonctions des services de police et de douane, ainsi que des aéronefs



militaires, intervenant, sur demande de ces services au ministre de la Défense, art. R. 6221-35 CT.

#### α) Les appareils civils français

Tout aéronef civil français peut circuler librement au-dessus du territoire français, cf. art. L. 6211-1 du code des transports.

La loi réserve toutefois les droits du propriétaire du sol : le droit pour un aéronef de survoler les propriétés privées ne peut s'exercer dans des conditions telles qu'il entraverait l'exercice du droit du propriétaire, art. L. 6211-3 CT.

On rappellera l'arrêt Clément Bayard du 3 août 1915 mettant en lumière l'idée d'abus du droit de propriété de la part du propriétaire d'un terrain, Coquerel, voulant porter obstacle par un procédé discutable (installation de pieux de 10 mètres surmontés de piques en fer de 3 mètres !) à la navigation des dirigeables évoluant sur un terrain voisin du sien. Un dirigeable avait subi le 31 août 1912 une déchirure de son enveloppe. L'affaire avait été plaidée en première instance devant le tribunal de Compiègne, qui avait rendu son jugement le 19 février 1913 sanctionnant l'abus de droit du propriétaire ayant élevé les engins sur son terrain. Le droit de l'environnement et de la lutte contre les nuisances n'était pas encore né !

L'exploitant de l'aéronef doit respecter les prérogatives du propriétaire du sol.

Celui-ci doit faire place à la navigation aérienne. Il doit également désormais respecter la législation de droit public en matière d'urbanisme et de construction.

#### Les zones interdites de survol

La convention de Chicago et son annexe 15 en admettent le principe.

Le survol de certaines zones du territoire français peut être interdit pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique. C'est l'autorité administrative qui définit l'emplacement et l'étendue des zones interdites de survol. Art. L. 6211-4 al. 1° du code des transports, art. R. 6211-7 et s. Des dispositions voisines figurent à l'article L. 4123.12-1 du code de la défense.

Si un organisme militaire observe qu'un aéronef (civil ou supposé civil) s'approche d'une zone dans laquelle une interception serait nécessaire ou est entré dans cette zone, les prestataires de services de la circulation aérienne reçoivent une notification. Le prestataire de services, en collaboration avec l'organisme militaire, confirme l'identité de l'aéronef et lui fournit l'aide à la navigation pour éviter une interception, article 3 ter du règlement 2017/373.

L'aéronef en infraction peut être contraint à atterrir sur l'aérodrome qui lui sera indiqué par l'autorité.

La puissance publique peut prendre des mesures pour neutraliser les évolutions d'un aéronef circulant sans personne à bord, afin de prévenir le survol d'une zone en violation d'une interdiction prononcée dans les conditions du 1° alinéa de l'article L. 6211-4 CT. Les services de l'État peuvent user, en cas de menace imminente, de dispositifs destinés à rendre inopérant l'équipement radioélectrique de cet appareil. La mesure doit être nécessaire et proportionnée. Elle est prise pour les besoins de l'ordre public, de la défense et de la sécurité nationales, ou du service public de la justice, art. L. 33-3-1 du code des postes et des communications électroniques, loi du 30 juillet 2021.

Le télépilote qui fait survoler par un drone, aéronef circulant sans personne à bord, une zone en violation d'une interdiction, commet une infraction pénale, art. L. 6232-12 CT. Il encourt la confiscation de l'appareil, art. L. 6232-13 CT

Il existe des règles plus sévères lorsque le territoire est déclaré en état de siège, art. L. 6211-4 al. 2 CT.

Le survol de Paris est limité, arrêté du 20 janvier 1948.

L'article L. 213-2 du code de la sécurité interne permet à l'État pour des raisons impérieuses d'effectuer la neutralisation d'un aéronef circulant sans personne à bord

Le décret n° 2023-204 du 27 mars 2023 autorise, en cas de menace, le brouillage des aéronefs circulant sans personne à bord.

Les services de l'État concourant la défense nationale peuvent utiliser des dispositifs destinés à rendre inopérant l'équipement radioélectrique d'un aéronef circulant sans personne à bord, en cas de menace imminente, pour les besoins de la défense nationale ou afin de prévenir le survol d'une zone mentionnée à l'article L. 6211-4 du code des transports placée sous l'autorité du ministre de la Défense. Article R. 2364-1 du code de la défense.

Une disposition semblable figure à l'article R. 213-2 du code de la sécurité intérieure. Le brouillage peut être utilisé pour les besoins de l'ordre public, de la sécurité nationale ou du service public de la justice.

Un arrêté du 28 juin 2023 est relatif au brouillage des aéronefs circulant sans personne à bord

Un arrêté du 31 juillet 2023 indique que les dispositifs mentionnés à l'article L. 213-2 CSI sont les matériels de brouillage relevant du 16° de la rubrique 2 de la catégorie A de l'article R. 311-2 CSI.

#### La hauteur minimale du survol

Les aéronefs immatriculés en France circulent librement dans l'espace aérien français, à la condition de respecter les règles de l'air et le dispositif encadrant la circulation aérienne.

Des dispositions de droit interne et désormais de droit européen interdisent aux aéronefs, pilotés ou sans pilote à bord, de naviguer à trop basse altitude. Art. R. 6211-3 et 4.

Les aéronefs, sauf pour les besoins du décollage ou de l'atterrissage, doivent se tenir à une hauteur minimale du sol.

Le survol de Paris est, depuis un arrêté du 20 janvier 1948, étroitement réglementé.

Le survol des agglomérations et des rassemblements de personnes et d'animaux est réglementé par un arrêté du 10 octobre 1957. Les aéronefs sont soumis à des hauteurs minimales de vol, qui varient selon l'importance des agglomérations et les types d'aéronefs.

Un particulier demandait l'abrogation de l'arrêté du 10 octobre 1957 imposant aux aéronefs moto propulsés survolant les agglomérations une altitude minimale de 1500 mètres.

L'arrêté du Conseil d'État du 11 juillet 2016, n° 393590, donne de la documentation. La hauteur minimale de survol de 1500 mètres déterminée dans un but d'intérêt général et de protection des populations survolées ne porte pas une atteinte excessive à la liberté de circulation dans l'espace aérien. Les autorités ont le pouvoir de réglementer la circulation aérienne. Le survol d'une agglomération ne peut se faire qu'à une altitude rendant l'atterrissage toujours possible, article R. 131-1 CAC.

Une société se livre dans la baie de Cannes à une activité commerciale en remorquant des banderoles publicitaires. Le service local a adopté des consignes opérationnelles, en conditionnant un deuxième survol à une autorisation du contrôleur aérien en fonction sur l'aéroport de Cannes Mandelieu.

La société fait état d'un préjudice et demande une indemnité à l'État. Elle est déboutée.

La cour administrative d'appel de Marseille, dans un arrêt du 21 décembre 2020, n° 19MA01857, motive sa décision en se fondant sur les dispositions du droit européen réglementant les hauteurs minimales d'évolution des aéronefs.

La décision invoque l'annexe du règlement n° 923/2012 du 28 septembre 2012, SERA.3105, hauteurs minimales : sauf pour les besoins du décollage et de l'atterrissage, *et sauf autorisation des autorités compétentes*, les aéronefs ne volent pas au-dessus des zones à forte densité, des villes ou autres agglomérations, ou de rassemblements de personnes en plein air, à moins qu'ils restent à une hauteur suffisante pour leur permettre en cas d'urgence d'atterrir sans mettre en danger les personnes ou les biens à la surface.

SERA.5015. Aucun vol à vue, VFR, n'est effectué au-dessus des zones à forte densité, des villes ou autres agglomérations à moins de 300 m au-dessus de l'obstacle le plus élevé situé dans un rayon de 600 m autour de l'aéronef.

L'arrêté ministériel du 11 juin 2014 a mis en œuvre le règlement européen : les autorisations visées par le règlement sont délivrées par le préfet, après avis technique des services de l'aviation civile.

L'arrêt conclut à l'absence de faute de la part de l'État. Le trafic aérien est dense en période estivale autour de l'aéroport de Cannes, ce qui engendre une charge de travail pour les contrôleurs aériens. Il y a l'impératif de sécurité aérienne eu égard de ces vols de banderoles publicitaires, en termes d'altitude, de vitesse et de manœuvrabilité. Les restrictions de circulation dont fait état la société requérante ne porte pas une atteinte disproportionnée au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, la mesure de police repose sur un motif d'intérêt général.

La responsabilité sans faute de l'État n'est pas non plus engagée. La dérogation pour un vol à basse altitude n'est pas un droit.

#### Les sanctions

Le non-respect des dispositions concernant les hauteurs minimales de survol est sanctionné, il s'agit d'une contravention de 5° classe, art. R. 6232-4 CT.

La constatation de l'infraction est parfois malaisée, les jumelles télémétriques permettent de déterminer cependant la hauteur du survol et la position des aéronefs. Les personnels chargés de verbaliser sont en effectif

réduit ou affectés à d'autres tâches

Un pilote d'un Cessna survolant en avril 2010 un pétrolier à très basse altitude est condamné pour mise en danger d'autrui, par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence et manquement à une obligation pour assurer la sécurité publique. Criminelle, 2 mars 2016, n° 15-82312, RFDA 2016.88. Le pilote n'était pas autorisé à descendre plus bas que 1000 pieds. Le pilote volait à quelques mètres d'un pétrolier, entrant dans un port de la Guyane. Il évoluait en effet à une distance de moins de 150 mètres par rapport à un navire évoluant dans une zone dangereuse et chargé de matières inflammables. Il avait à bord des passagers pour observer des mammifères marins. Risque de collision. Le pilote avait volé en dessous de l'altitude autorisée dans des conditions pouvant exposer autrui à un risque de mort en cas de collision avec le navire.

Un arrêt de la cour administrative de Paris du 4 avril 2017, n° 16PA03825, fait état de la réaction singulière d'un élève pilote d'un aéro-club de Chavenay dans les Yvelines, effectuant, seul, un dimanche d'octobre 2015, un vol à vue entre Argentan, Dreux et au retour Chavenay. Il avait bénéficié de 50 h de vol avec un instructeur. Il s'écarte de son plan de vol de plus de 200 km et atterrit dans un champ près de Troyes. L'aide pilote pour se justifier indique qu'il était dans un état de panique. L'intéressé avait pénétré dans deux espaces aériens interdits au survol pendant 15 minutes à une altitude de 500 mètres. Il avait survolé plusieurs maisons d'arrêt et une centrale nucléaire. On était en état d'urgence. L'intéressé conteste, en vain, la perquisition administrative de son appartement ...

Les spectacles publics d'évolution d'aéronefs donnent lieu à autorisation préfectorale. Article R. 6211-6. Un arrêté du 10 novembre 2021 réglemente avec force détails l'organisation des manifestations aériennes. Art. R. 6232-4 pour l'amende.

La réglementation européenne évoque le « vol de parade », qui est une activité de navigation aérienne consistant expressément à faire une démonstration ou donner un spectacle lors d'une manifestation ouverte au public (ainsi qu'à utiliser un aéronef pour s'y exercer et pour rallier ou quitter le lieu de la manifestation). Règlement n° 965/2012 modifié. Article 2, 1° alinéa, chiffre 11.

Il existe une réglementation spécifique relative à la conception des aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord, arrêté du 11 avril 2012. Elle concerne les aéromodèles et les aéronefs télépilotes.

Un autre arrêté portant la même date concerne l'utilisation de l'espace aérien par ces aéronefs circulant sans personne à bord.

La navigation des drones dans l'air suscite des difficultés, il faut éviter toute collision avec les engins classiques. La Commission européenne a favorisé l'adoption de règles pour réglementer l'usage des drones civils, il s'agit de veiller à la sécurité et à la sécurité ainsi qu'au respect de la vie privée. L'UE a déjà publié en ce domaine un certain nombre de règlements régulant la fabrication des appareils sans pilote à bord et leur navigation dans les airs. Obs. Loïc Gard, RTD Eur. 2020 p. 414

Le contrôleur européen de la protection des données donne en date du 26 novembre 2014 son avis sur l'évolution des RPAS, aéronefs télé pilotés, Remoteley Piloted Aircraft Systems, JOUE du 11 février 2015, C 48/3. Il met l'accent sur l'idée que ces appareils, s'ils sont porteurs de caméras ou de capteurs, peuvent être un moyen d'atteinte à la vie privée.

#### β) Les aéronefs civils étrangers

L'aéronef de nationalité étrangère ne peut circuler au-dessus du territoire français que si ce droit lui est accordé par une *convention diplomatique* ou que s'il reçoit une *autorisation*, art. L. 6211-1 CT, art. R. 6211-1 et 2.

La solution vaut aussi bien pour les aéronefs exploitant des services aériens réguliers, pour les aéronefs n'assurant pas de service régulier que pour les aéronefs sans pilote, art. 5, 6 et 8 de la convention de Chicago. D'après la convention de Chicago, art. 68, chaque État contractant peut, sous réserve des dispositions de cette convention de Chicago, désigner l'itinéraire que doit suivre tout service aérien international à l'intérieur de son territoire.

L'accord de transit du 7 décembre 1944, entré en vigueur le 30 juin 1945, est relatif à la première liberté de l'air : les États signataires s'accordent réciproquement cette liberté donnant aux services internationaux réguliers le droit de traverser le territoire de chaque État sans atterrir. 131 États, dont la France, sont liés par cet accord.

On peut cependant citer l'Arabie saoudite, le Brésil, la Russie, États fort étendus qui ne sont pas liés par l'accord de 1944, ainsi que le Canada qui l'a dénoncé en 1987. La Chine n'est liée qu'en ce qui concerne Hong Kong et Macao. La France n'est donc pas liée à leur égard sur le fondement de ce texte.

Un arrêté du 7 janvier 2015, JORF du 17 janvier 2015, autorise les ULM européens à circuler au-dessus du territoire français pour effectuer des vols non commerciaux, à la condition de disposer d'une autorisation de vol délivrée par un état européen et que le pilote dispose d'un titre ou d'une licence. Le postulant doit détenir des marques d'identification.

Cette disposition bénéficie aux ULM immatriculés dans un État partie à l'accord sur l'espace économique européen, en Suisse ou au Royaume-Uni, a. du 9 juin 2021.

Un arrêté du 7 janvier 2015, JORF du 17 janvier 2015 p. 796, concerne la participation de pilotes étrangers et d'ultralégers motorisés étrangers à des rassemblements ou des compétitions et manifestations sportives organisés par ou sous l'égide de la Fédération française de planeur ultraléger motorisé. L'ULM étranger doit disposer d'une autorisation de vol.

Le décret du 8 janvier 2018 autorise sous certaines conditions certains aéronefs étrangers à voler en France sans l'accord préalable des services français.

Ce décret donne la nouvelle rédaction de l'article D. 133-20 CAC.

Certains aéronefs de nationalité étrangère - définis par arrêtés – dont le certificat de navigabilité n'est pas reconnu valable pour la circulation au-dessus du territoire français par convention internationale peuvent être autorisés à survoler temporairement le territoire français sans accord préalable délivré par les services de navigabilité français.

Un premier arrêté du 8 janvier 2018 concerne les aéronefs étrangers de constructeur amateur.

Il doit s'agir d'aéronefs porteurs d'un document de navigabilité spécifique à la construction amateur répondant aux critères du § I, point c de l'annexe I au règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, et immatriculés dans un État de l'EEE, en Suisse et au Royaume-Uni. Ils sont, sous conditions, autorisés à survoler temporairement le territoire français sans accord préalable délivré par les services de navigabilité français.

Les dirigeables sont exclus.

Les appareils doivent avoir effectué un minimum d'heures de vol et un minimum d'atterrissages.

Le pilote respecte les règles, de jour, du vol à vue.

Le pilote ne doit pas faire de transport aérien public, c'est à dire à titre onéreux ou contre rémunération.

L'autorisation vaut pour un maximum de 90 jours, idem qu'infra.

L'aéronef est doté d'un carnet de route, idem qu'infra.

Un second arrêté du 8 janvier 2018 est relatif à certains aéronefs anciens étrangers.

Ces appareils étrangers sont immatriculés en Europe (UE, EEE, Suisse, Royaume Uni), ils détiennent un document de navigabilité. Ils ont au décollage une masse maximale n'excédant pas 5 700 kg. Ils répondent aux critères de paragraphe I, point a (i) de l'annexe I au règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018. Ils peuvent survoler temporairement le territoire français. Le pilote ne peut pas faire du transport à titre onéreux, il peut faire du transport à titre gratuit, 5 occupants maximum, l'équipage compris. Cette entrée dans l'espace aérien français est limitée à 90 jours, cumulés dans les 12 derniers mois. Tous les jours depuis l'entrée dans l'espace aérien français jusqu'à sa sortie de l'espace aérien français sont pris en compte, qu'ils aient donné lieu à la réalisation effective de vols ou non. L'aéronef est doté d'un carnet de route, tenu à jour, rempli au plus tard en fin de journée, indiquant le nom des membres d'équipage, la destination du vol, l'heure de départ et d'arrivée, le temps de vol, la nature du vol.

Ces deux arrêtés ont été modifiés par un arrêté du 1<sup>o</sup> avril 2021 pour accorder ces facilités à des petits aéronefs immatriculés au Royaume-Uni.

L'armée de l'air serait, semble-t-il, habilitée, sur ordre du gouvernement, à abattre un avion civil dont des terroristes prendraient le contrôle et dont on aurait tout lieu de croire qu'ils auraient l'intention d'en faire un instrument de destruction d'immeubles habités ou d'une centrale nucléaire. D'autant qu'en ce domaine les réactions doivent être immédiates.

On peut présumer que les directives gouvernementales sont codifiées, mais demeurent secrètes.

Anne de Luca, L'emploi de la force aérienne contre les aéronefs civils. Du terrorisme aérien à la légitime défense, ASPJ Afrique et Francophonie, 3<sup>o</sup> trimestre 2012

Le principe de protection des avions civils n'est pas une règle absolue.

A un acte d'agression consommé, correspond le droit de légitime défense. L'incertitude risque cependant d'exister quant aux intentions réelles des personnes ayant illicitement pris le contrôle de l'aéronef. Certains parlent pour l'approuver ou la condamner de légitime défense préventive.

Les pilotes ayant abattu l'appareil, alors qu'on découvrirait a posteriori que les intentions des auteurs du détournement n'étaient pas homicides, risquent d'être poursuivis pour assassinat. Le personnel politique

également. La défense ne manquerait pas alors de se prévaloir des faits justificatifs, comme l'état de nécessité ou l'ordre de la loi et de l'autorité légitime.

Fabien Vallée, RFDA 2015.44 et la note.

Accord franco-allemand du 9 mars 2009 instaurant une coopération dans le domaine de la sûreté aérienne en cas de menaces émanant d'aéronefs civils

Un accord a été conclu à Tours le 6 juillet 2005 entre la France et la Belgique concernant la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, décret de publication du 10 novembre 2015, JO du 14 novembre 2015.

Il existe un accord conclu le 16 février 2017 à Bruxelles entre la Belgique, le Luxembourg, la France et les Pays-Bas concernant la coopération en matière de défense aérienne contre les menaces aériennes non militaires, JO du 24 août 2018 contenant le décret du 22 août 2018 portant publication de l'accord.

#### B. Le survol opéré par les aéronefs d'État et les aéronefs militaires, avec équipage ou sans équipage

On entend par " aéronefs d'État " les aéronefs utilisés dans des services militaires, de douane ou de police.

. Les aéronefs de l'État français

Ces aéronefs évoluent dans l'espace aérien national, compte tenu des instructions reçues des autorités constituées.

Un arrêté du 24 mars 2023 fixe les conditions d'utilisation des aéronefs militaires et des aéronefs appartenant à l'État et utilisés par les services des douanes, de sécurité publique et de sécurité civile qui circulent sans équipage à bord, JORF du 30 mars 2023.

. Les aéronefs d'État étrangers

Aucun aéronef d'État d'un État contractant (à la convention de Chicago) ne peut survoler le territoire d'un autre État ou y atterrir, sauf autorisation (art. 3 c).

Il existe une instruction interministérielle n° 111 (approuvée par un arrêté du premier ministre du 20 janvier 2017) concernant les règles de survol du territoire français par les aéronefs d'État étrangers, qu'ils fassent escale en France ou qu'ils se contentent de la survoler. Une autorisation est nécessaire, à caractère permanent ou occasionnel. L'appareil peut avoir à son bord des hautes personnalités. On indique dans la demande le titre, le grade, le nom de tous les VIP à bord. L'ambassade étrangère en France effectue la demande d'autorisation diplomatique de survol (DIC, Diplomatic Clearance). C'est le ministère des affaires étrangères, après consultation du ministère de la défense et de la DGAC, qui est compétent pour délivrer l'autorisation.

Les avions militaires étrangers n'ont pas a priori à survoler la France (ou y atterrir) sans autorisation.

Les appareils américains qui voudraient survoler la France pour aller bombarder des territoires ennemis doivent obtenir l'accord du gouvernement français. L'autorisation ministérielle, si elle est donnée, est considérée comme un acte de gouvernement, les relations de la France avec les États étrangers étant en cause.

Accords concernant les appareils dépendant d'États membres de l'OTAN

Le traité sur le régime Ciel ouvert.

## § II. La situation à l'étranger

On retrouve des principes semblables.

Chaque État a la maîtrise de son espace aérien, il peut interdire, sauf convention internationale le liant, à tout aéronef étranger de pénétrer dans son espace aérien.

L'accord de transit du 7 décembre 1944 est important en ce domaine, même si certains États, comme la Russie, la Chine, le Canada, le Brésil, l'Arabie saoudite, n'y adhèrent pas.

Le survol de la Sibérie par les avions se rendant d'Europe occidentale au Japon. Un accord franco-russe, dont la validité au regard du droit européen est contestée par certains. Survol à titre onéreux, les redevances étant versées à Aeroflot. Un accord du 1<sup>o</sup> décembre 2011 entre Bruxelles et Moscou prévoit que les redevances pour survoler le territoire russe seront transparentes et liées aux coûts. L. Grard, *Revue droit transports*, janv. 2012, Chr. 1.

L'interdiction par un État du survol de son territoire

Le contentieux entre certains États du golfe et Bahreïn

La Cour internationale de justice a été appelée à connaître d'un contentieux entre le Qatar d'une part, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Égypte d'autre part. Ces derniers ont rompu le 5 juin 2017 leurs relations diplomatiques avec le Qatar, qui passerait pour avoir de la complaisance envers l'Iran et ne respecterait pas des accords secrets conclus à Riyad destinés à lutter contre le terrorisme. Ces États ont pris des contre-mesures, ils ont interdit aux avions immatriculés au Qatar de desservir leurs aéroports et de survoler leurs territoires. Les avions non immatriculés au Qatar et voulant y atterrir sont soumis à certaines restrictions pour survoler l'espace aérien de ces États hostiles au Qatar, une autorisation préalable est requise. Le Qatar se dit victime d'un blocus aérien. Les parties à l'accord de transit se reconnaissent mutuellement le droit de traverser, dans le cadre de services aériens réguliers, leur territoire sans atterrir.

Le Conseil de l'OACI avait rejeté les exceptions préliminaires soulevées par les États opposés au Qatar : le conflit ne relevait pas de l'aviation civile, mais de la lutte contre le terrorisme ; le Qatar n'avait pas observé la condition préalable de négociation avant de saisir le Conseil de l'OACI. Le Conseil n'est pas un organe juridictionnel, c'est un organe politico-diplomatique. Quand il statue sur un différend, ce qui est assez peu fréquent, il se conforme cependant à une procédure de type contentieux prévue par un règlement de l'OACI. Les adversaires du Qatar ont saisi, comme l'autorise la convention de Chicago à son article 84, la Cour internationale de Justice d'un appel.

Cette faculté d'appel est très rarement exercée.

La Cour internationale de justice a rendu deux décisions dans ce conflit le 14 juillet 2020, précisant ainsi la compétence du Conseil de l'OACI en présence d'un différend entre États parties à la convention de Chicago ou à l'accord de transit, elle n'a pas statué sur le fond du litige, uniquement sur des préliminaires :

Clunet, janvier 2021, chr. 1, n<sup>o</sup> 15, par Kerbrat et Le Floch,

*Annuaire français de droit international*, 2020, p. 333, Les arrêts de la Cour internationale de Justice du 14 juillet 2020 dans l'affaire relative à l'appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI, par Thomas Leclerc

1<sup>o</sup> arrêt, n<sup>o</sup> 173 : Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale.

Le Qatar a introduit le 30 octobre 2017 devant l'OACI une instance contre les États sus nommés en vertu de l'article 84.

Le Qatar considère que les États en cause ont méconnu les obligations qui leur incombent en vertu de la convention de Chicago.

Le Conseil de l'OACI a statué, le 29 juin 2018, rejetant les exceptions préliminaires que l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis avaient soulevées. Ces États avaient prétendu que le Conseil n'était pas compétent pour statuer sur les plaintes émanant du Qatar.

Les États mentionnés ont fait appel, le 4 juillet 2018, de la décision du Conseil de l'OACI devant la CIJ, qu'ils considéraient comme nulle.

L'article 84 est relatif au règlement des différends entre États en cas de désaccord à propos de l'application de la convention de Chicago. C'est le Conseil de l'OACI qui statue, il a pour mission de statuer sur tout désaccord entre deux ou plusieurs États à propos de l'interprétation ou de l'application de la convention de Chicago et de ses annexes. Il est possible de faire appel de la décision du Conseil à la CIJ.

La compétence de l'OACI s'étend, décide l'arrêt, aux questions liées au survol des territoires des États contractants.

Il n'a pas été statué à ce stade sur le fond.

2<sup>o</sup> arrêt, n<sup>o</sup> 174 : Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 11, section 2, de l'accord de 1944 relatif au transit des services aériens internationaux.

On retrouve une problématique identique à celle de l'arrêt précédent.

L'Arabie saoudite n'est pas en cause, puisqu'elle n'est pas liée par l'accord de transit.  
Instance introduite par le Qatar le 30 octobre 2017 contre Bahreïn, l'Égypte et les Émirats arabes unis.  
Le Qatar prétend que ces États en prenant des contre-mesures (représailles) contre lui ont violé les dispositions contenues dans l'accord de transit, les avions immatriculés au Qatar sont privés de la possibilité de naviguer dans l'espace aérien des trois États en question.  
Une décision du Conseil de l'OACI du 29 juin 2018 rejette l'exception préliminaire par laquelle les trois États ont contesté la compétence du Conseil pour connaître de la requête du Qatar.  
Les trois États font appel de cette décision le 4 juillet 2018 devant la CIJ.  
Le Conseil de l'OACI était compétent, selon la CIJ, pour statuer sur la requête du Qatar pour statuer sur ce différend entre États quant à l'application de l'accord de transit. La demande du Qatar n'était pas irrecevable. L'accord de transit impose une condition préalable de négociation avant de saisir le Conseil, condition remplie en l'espèce. Les procédures menées par le Conseil n'ont pas porté atteinte de manière fondamentale aux exigences d'une procédure équitable.

Ces États du Proche ou du Moyen Orient ont levé leurs interdictions de survol en janvier 2021.

#### La violation de l'espace aérien national par un aéronef civil étranger

L'équipage prend des risques s'il entre sans autorisation, par erreur ou consciemment, dans un espace national étranger, l'avion peut être contraint à atterrir, il peut éventuellement être détruit par l'aviation militaire de l'État survolé.

L'histoire récente avait donné un exemple désastreux.

Un avion civil sud-coréen venant d'Alaska en direction de Séoul suit théoriquement un vol au-dessus de la haute mer, cet appareil s'écrase de nuit, entre le 30 août et le 1<sup>er</sup> septembre 1983, nous étions à l'époque d'Andropov, l'appareil avait été abattu par la chasse soviétique, l'appareil avait survolé, apparemment accidentellement, le sud de la presqu'île du Kamtchatka et ensuite le sud de l'île de Sakhaline. Certains accusent l'équipage coréen d'espionnage au profit des États-Unis. On ignore si l'avion se trouvait ou non dans l'espace aérien soviétique quand il a été abattu. L'avion tombe en mer près de l'île Moneron, au sud de Sakhaline, dans les eaux soviétiques ou internationales.

Cet accident suscite une grande émotion dans le monde, exploitée par les États-Unis alors gouvernés par le président Reagan.

Le protocole de Montréal du 10 mai 1984 proclame l'interdiction de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol et d'utiliser les avions civils à des fins d'espionnage ou d'observation. Article 3 bis de la convention de Chicago.

#### L'observation à fin militaire.

Des avions de reconnaissance des E.U. effectuaient régulièrement à l'époque de la guerre froide à très haute altitude le survol du territoire de l'URSS. Les photos prises sont désormais publiées. L'aviation soviétique a abattu le 1<sup>er</sup> mai 1960 un avion américain U2 et fait prisonnier le pilote Gary Powers, alors qu'une conférence réunissait autour de De Gaulle, deux semaines plus tard à Paris, Eisenhower, Khrouchtchev et Macmillan. Le sommet échoua.

Le traité sur le régime Ciel ouvert signé à Helsinki le 24 mars 1992 est applicable à l'observation aérienne.

Un ballon sonde chinois, survolant les États-Unis, est détruit en février 2013 par l'aviation américaine. Pékin parlait d'un égarement involontaire. D'autres sont sceptiques et voient dans cet aéronef un engin d'observation.

Le ballon se trouvait, semble-t-il, à 18 km du sol.

A priori, il évoluait dans l'espace aérien américain. Selon l'article 8 de la convention de Chicago, aucun aéronef pouvant voler sans pilote ne peut survoler sans pilote le territoire d'un État contractant, sauf autorisation spatiale dudit État et conformément aux conditions de celle-ci.

Chaque État a certes la souveraineté sur l'espace aérien au-dessus de son territoire, art. 1<sup>er</sup>, mais certains soutiendront que le ballon n'évoluait pas dans l'espace aérien. Le ballon, qui était apparemment un aéronef d'État, n'évoluait certainement pas dans l'espace extra atmosphérique.

Cet incident va certainement être l'occasion de la publication de savants travaux visant à caractériser ce qu'il faut entendre par espace aérien. A 18 km d'altitude, l'air se fait plus rare, mais il n'est pas inexistant.

## Les erreurs de tir

L'appareil civil étranger, évoluant licitement dans un espace national, abattu par un missile de provenance incertaine.

La catastrophe aérienne de l'appareil de la compagnie Malaysian Airlines en provenance des Pays-Bas en direction de Kuala Lumpur survolant l'espace aérien ukrainien abattu le 17 juillet 2014 par un missile qui aurait été lancé, vraisemblablement par erreur, par des milices pro russes opérant sur cette zone, par les forces ukrainiennes ou par d'autres combattants. 196 des 296 victimes étaient néerlandaises.

Une double procédure a été lancée contre la Russie par 380 membres des familles des victimes devant la cour européenne des droits de l'homme. Requête Ayley et alii et requête Angline et alii c. Russie, introduites en mai 2016 et novembre 2018.

Les requérants invoquent l'article 2 (droit à la vie). Ils allèguent que la Russie est responsable de la mort de leurs proches de façon directe ou indirecte. Sous l'angle de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) ils se plaignent d'un défaut de coopération de la fédération russe avec l'équipe d'enquête internationale.

Les requérants de la seconde requête formulent des griefs sur le terrain des articles 6 (droit à un procès équitable), 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et 13 (droit à un recours effectif)

Procédure communiquée à la Russie le 3 avril 2019.

## L'instance pénale aux Pays-Bas

Le bureau néerlandais pour la sécurité avait conclu que l'avion avait été touché par un missile lancé à partir d'un système de missile sol-air Bouk depuis un endroit situé dans l'est de l'Ukraine.

Une enquête pénale a été ouverte.

Des constatations préliminaires ont été présentées en 2016 et 2018. Le groupe d'enquête conjoint a indiqué que l'avion avait été abattu par un missile tiré depuis un champ situé dans le secteur de Pervomaïski, alors sous contrôle de séparatistes pro-russes. Ce missile avait été lancé à partir d'un dispositif apporté de Russie et renvoyé ensuite dans ce pays. Ce dispositif provenait d'une unité des forces armées de Russie.

En mai 2018, s'appuyant sur les conclusions du groupe d'enquête conjoint, les gouvernements néerlandais et australien déclarèrent qu'ils tenaient la fédération de Russie pour responsable de la destruction de l'avion.

Des écoutes téléphoniques confirment l'implication de la Russie.

La Russie a démenti toute implication dans la catastrophe et en a imputé la responsabilité à l'Ukraine.

Le parquet néerlandais poursuit pour meurtre trois russes et un Ukrainien, le procès se tient à Schiphol à partir du mars 2020. L'un, membre des services secrets russes, s'était proclamé ministre de la Défense des séparatistes.

Un second est membre du GRU, le service secret militaire russe, il dirigeait les services secrets des séparatistes.

Le troisième était l'adjoint du second. Quant au dernier, il a aidé à l'évacuation après le tir contre l'appareil qui a été détruit en vol.

Le procès a commencé aux Pays-Bas en mars 2020.

Les accusés ne comparaissent pas.

Le procès reprend le 7 juin 2021. Des audiences sont prévues jusqu'au 9 juillet. Les parents des victimes sont entendus en septembre. Les procureurs néerlandais ont en décembre 2021 présenté leurs accusations. Les accusés se sont probablement trompés de cible, croyant abattre un avion ukrainien.

Le tribunal condamne le 17 novembre 2022 à la prison à vie trois accusés, l'un est acquitté.

La décision est largement symbolique, les accusés n'ayant pas comparu.

## L'aéronef civil mitraillé par la DCA locale ou abattu par un missile

L'avion civil ukrainien, décollant de Téhéran en direction de Kiev, abattu par erreur le 8 janvier 2020 par deux missiles lancés par l'armée iranienne. La mort des 176 occupants, dont 146 iraniens. L'Iran a reconnu dans les trois jours sa responsabilité.

Un article publié par Mojtaba Eshraghi Arani, aux Annales de droit aérien et spatial, 2020, volume XLV, McGill, p. 105, *The Downing of Ukraine International Airlines Flight 752 in Iran : A Legal Analysis of the Compensation that Iran Should Pay to the Victims' Relatives*, étudie l'incidence de l'indemnisation due par l'Iran aux familles des victimes.

## La contrainte à l'atterrissage



Le gouvernement biélorusse contraignant un aéronef civil survolant l'espace aérien biélorusse à atterrir afin de s'emparer d'un passager opposant politique

Arnaud de Nanteuil, Un cas d'école pour le droit international : le détournement d'un vol commercial par le Belarus et les réactions européennes, *Journal du droit international Clunet*, n° 3, juillet 2021, var. 5.

Les faits se sont déroulés le 23 mai 2021. Un avion commercial exploité par une filiale polonaise de Ryanair se rendait d'Athènes à Vilnius. Il est amené à survoler la Biélorussie. Un avion militaire contraint l'équipage à atterrir à Minsk. Il ne semble pas que le commandant de bord ait opposé de la résistance. L'avion peut décoller après sept heures avec ses passagers, la police avait cependant entretemps arrêté un opposant au régime en place à Minsk qui se trouvait à bord.

Le régime biélorusse a tenté de défendre son geste en invoquant la nécessité de mettre fin à une alerte à la bombe. Si cet élément était établi, l'action biélorusse aurait pu être justifiée. L'article 3 bis de la convention de Chicago, modifiée par un protocole de 1984, énonce : Les États contractants reconnaissent que l'État, dans l'exercice de sa souveraineté, est en droit d'exiger l'atterrissage à un aéroport désigné d'un aéronef civil ... s'il a des motifs raisonnables de conclure qu'il est utilisé à des fins incompatibles avec les buts de la présente Convention.

En ce cas, l'opposant aurait dû être autorisé à reprendre le vol interrompu. Tel n'a pas été le cas.

A moins de penser qu'il était le terroriste, candidat au suicide, porteur d'un engin explosif.

L'atterrissage forcé semble en l'espèce dépourvu de tout fondement.

Certains ont vu dans l'agissement des autorités de la Russie blanche un acte de piraterie.

L'acte commis semble contraire à l'article 3 bis de la convention de Montréal, interdisant à tout État de recourir à l'emploi des armes contre les aéronefs civils en vol. L'État de Biélorussie a eu recours à la dissuasion par l'intermédiaire d'un avion militaire pour forcer l'équipage à atterrir à Minsk et à arrêter un opposant au pouvoir en place.

L'OACI parle d'acte d'ingérence illégale. L'alerte à la bombe est un pur prétexte.

L'Union européenne interdit le survol de l'espace européen par les appareils civils biélorusses. Elle demande aux compagnies aériennes européennes de ne pas survoler la Biélorussie.

Quant au jeune opposant, il serait, après des aveux, en résidence surveillée. Les sanctions infligées par l'UE à la Biélorussie, ayant contraint à l'atterrissage un avion de Ryanair se rendant d'Athènes à Vilnius pour arrêter un opposant se trouvant à bord

(Pour la vérité historique, il faut rappeler que la France avait en 1956 intercepté l'avion transportant Ben Bella entre le Maroc et la Tunisie, Ben Bella ayant été ensuite incarcéré en France plusieurs années, et que les États-Unis ont fait de même en 2013 à l'égard d'un avion transportant le président bolivien Morales.)

## Section II. La sûreté de la navigation aérienne

La sécurité et la sûreté des transports aériens, ouvrage collectif sous la direction de Xavier Latour, colloque tenu le 18 janvier 2015 à la faculté de Paris V, Le Harmattan.

Fabien Vallée, Le concept de sûreté dans le domaine aérien, *RFDA* 2015, pages 5-53

Fabien Vallée, La politique de sûreté du transport aérien en France, in *Transport et sécurité*, ouvrage collectif, 2019, direction L. Sigouirt, LexisNexis, 2019, p. 81

La malice des hommes est telle que certains individus, animés des plus noirs desseins, n'hésitent pas à mettre en péril la sûreté de la navigation aérienne. Un appareil aérien peut être détruit si des explosifs ont été installés à bord et détonnent. Un appareil aérien détourné peut s'écraser sur une cible pour y semer la mort.

Les États et les organisations internationales adoptent des mesures de prévention pour empêcher par anticipation la production de telles atteintes à la sûreté. Si ces mesures n'étaient pas prises et que l'attentat survenait, les pouvoirs publics seraient voués à la vindicte.

Si la prévention a manqué son effet et que le dommage survient, la puissance publique s'est dotée d'armes de répression.

Une décision du comité mixte UE - OACI du 18 mars 2013, JOUE du 25 juin 2013, a adopté une annexe relative à la sécurité aérienne : coopération entre les deux organisations, échange d'informations, formations dans le domaine de la sécurité.

La France a conclu à Paris le 25 août 2020 un accord avec l'OACI concernant la méthode de surveillance continue du Programme universel d'audits de sûreté de l'aviation.

Cet accord est publié au JO du 26 février 2021.

L'OACI a créé un programme universel OACI d'audits de supervision de la sûreté, USAP.

Il a été demandé aux États d'accepter la tenue d'audits à l'initiative de l'OACI en signant un accord bilatéral.

La France participe à l'USAP-CMA. Elle maintient à jour le programme national de sûreté de l'aviation civile, conformément à l'annexe 17. Le coordonnateur national est le facilitateur, il entretient le contact avec l'OACI.

L'OACI peut demander à la France de lui communiquer un certain nombre de renseignements portant sur la sûreté dans les aéroports. L'OACI peut mener des audits. Elle vérifie si la France applique les dispositions contenues dans les Annexes. Un rapport est dressé. La France corrige les éventuelles carences relevées.

#### A. La prévention

Le corpus législatif, mondial, européen et national, relatif à la prévention de la menace terroriste et des autres actes illicites portant atteinte à la liberté de la navigation aérienne est fort abondant et soumis à des réformes et révisions fréquentes.

L'annexe 17 à la convention de Chicago contient des dispositions concernant la protection de l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite. Comme la capture d'aéronef, la destruction d'un aéronef, la séquestration de personnes à bord d'un aéronef ou dans un aéroport, l'intrusion à bord par la force dans la cabine d'un aéronef, l'introduction d'armes ou d'explosifs à bord d'un aéronef, la prise de possession d'un aéronef à des fins criminelles pour causer la mort, la communication de fausses informations de nature à compromettre la sécurité des vols...

L'OACI déconseille aux exploitants d'aéronefs de survoler les zones de conflit.

Ce sont les suites de la destruction le 17 juillet 2014 par un missile Buk de fabrication russe de l'appareil malais MH17 effectuant un vol d'Amsterdam à Kuala Lumpur et survolant l'Est de l'Ukraine.

La Russie a contesté les conclusions de la commission d'enquête néerlandaise publiées en octobre 2015.

L'OACI a publié un communiqué le 19 octobre 2015 pour préciser certains points et se dédouaner.

Ce sont les États qui exercent à titre exclusif la souveraineté sur leur espace aérien. Cette souveraineté leur confère la responsabilité d'émettre des alertes en cas de menaces, conflits armés, nuages de cendre, tirs de missiles et de roquettes. Les États ont le pouvoir de fermer leur espace aérien si les menaces contre la sécurité l'exigent.

Il appartient aux compagnies d'évaluer les risques avant de décider des itinéraires, sur la base des communications des États et des tiers.

L'OACI n'a pas le pouvoir de dérouter le trafic ou de fermer l'espace aérien.

L'OACI a mis en place un répertoire accessible à tous sur les risques.

Des proches des victimes entendent assigner en justice aussi bien l'État ukrainien que la compagnie de Malaisie.

Le règlement n° 300/2008 du 11 mars 2008 instaure des règles communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.

Ce règlement est complété par un règlement d'exécution 2015/1998 du 5 novembre 2015, JOUE du 14 novembre 2015, L 299/1, modifié par un règlement 2017/815 du 12 mai 2017, par un règlement 2019/103 du 23 janvier 2019 et le règlement 2021 / 255 du 18 février 2021.

La Commission européenne forme un recours le 10 septembre 2015, C-481/15, JOUE du 9 novembre 2015, C371/16, à l'encontre de l'Allemagne, pour avoir omis d'assurer les contrôles en matière de sûreté de l'aviation et de recourir à un nombre insuffisant d'auditeurs pour assurer les contrôles de qualité. Elle demande à la CJUE de constater le manquement.

Le JORF du 21 juillet 2015, p. 12311, publie une longue annexe relatant les mesures de sûreté de l'aviation civile, arrêté du 2 avril 2015 modifiant l'arrêté du 11 septembre 2013. Un arrêté du 20 novembre 2015 prend des mesures plus strictes en période d'état d'urgence pour le filtrage des personnels et la vérification des bagages de soute devant concorder avec les noms des passagers montant à bord.

L'Europe est reliée aux autres aéroports existant à travers le monde, des passagers y embarquent à destination des aéroports européens, du fret est embarqué hors Europe pour être débarqué en Europe. L'UE reconnaît que certains pays tiers, comme les États-Unis, appliquent de normes de sécurité équivalentes aux de base commune existant en Europe, voir le règlement d'exécution 2015/2426 du 18 décembre 2015, modifiant le règlement

2015/1998.

Il existe une convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, ainsi qu'un protocole additionnel, l'UE y adhère.

#### 1°) La formation du personnel aérien

Les textes européens - point 11.2.3.11 de l'annexe du règlement d'exécution 2015/1998 - exigent que les membres d'équipage commerciaux et techniques mettant en œuvre des mesures de sûreté en vol acquièrent des compétences.

Ils doivent avoir connaissances des actes d'intervention illicites perpétrés dans l'aviation civile, des attentats terroristes et des menaces actuelles.

Ils doivent posséder une culture de sûreté, connaître la menace interne et la radicalisation.

Ils doivent connaître la marche à suivre pour protéger les aéronefs et prévenir les accès non autorisés aux aéronefs. Connaître les procédures pour sceller les aéronefs. Apprendre à identifier les articles prohibés.

Connaître les moyens de dissimulation des articles prohibés. Avoir la capacité d'effectuer des fouilles de sécurité de l'aéronef et détecter les articles prohibés dissimulés. Protéger le poste de pilotage durant le vol. Comment procéder à l'égard des passagers causant des troubles à bord. La situation des personnes autorisées à porter des armes à feu à bord. Être apte à réagir de façon appropriée face à des incidents liés à la sécurité.

#### 2°) Le filtrage des objets montés à bord

Il est interdit aux passagers de monter à bord avec des produits ou objets dangereux.

La réglementation est soumise à de fréquentes modifications. Elle est minutieuse.

Cf. infra, 4° partie, le développement concernant le transport des bagages.

Le texte de référence est actuellement, avec son annexe, le règlement d'exécution 2015/1998 du 5 novembre 2015.

En ce qui concerne la France, l'arrêté du 11 septembre 2013 – modifié en particulier par un arrêté du 14 mai 2018 - concerne les mesures de sûreté de l'aviation civile.

#### Annexe

- i. Inspection/filtrage des passagers. Avant l'inspection/filtrage, les passagers doivent retirer leurs manteaux et vestes. L'inspection/filtrage doit être réalisée selon une des méthodes suivantes, palpation/fouille manuelle, franchissement d'un portique de détection des métaux, chiens détecteurs d'explosifs, équipement de détection de traces d'explosifs, scanners de sûreté n'utilisant pas de rayonnements ionisants ...
  - ii. Inspection/filtrage des bagages de cabine. Manteaux et vestes sont inspectés comme des bagages de cabine. Les ordinateurs portables sont en principe inspectés séparément.
  - iii. Les LAG sont les liquides, aérosols et gels : pâtes, lotions, mélanges liquides/solides, le contenu des récipients sous pression tel que pâte dentifrice, gel capillaire, boissons, soupes, sirops, parfum, mousse à raser, transportés par les passagers. Ils sont inspectés. Ou bien ils sont soumis à des appareils de détection d'explosifs liquides, s'ils ont été achetés dans la partie côté piste de l'aéroport et placés scellés au moment de l'achat, ou s'ils sont placés dans des contenants individuels, 4.1.3.1.
  - iv. Il y a place pour une réglementation plus sévère ainsi que de certaines exemptions, 4.1.3.3.
- b.

- c. Articles prohibés. Les passagers ne sont pas autorisés à transporter les articles énumérés dans l'appendice 4-C. Revolvers, armes à feu, frondes, lance-pierres, fusils assommoirs, aérosols neutralisants, lames de rasoir, haches, piolets, cutters, équipements d'arts martiaux, épées et sabres, perceuses électriques, scies, bâtons, gourdins et matraques, engins explosifs ou incendiaires, mines, grenades, dynamite, poudre et explosif plastique.... Des dérogations ou exemptions sont possibles dans certains cas.
- d. Les passagers doivent être informés des articles prohibés. 5.4.3.

Inspection /filtrage des bagages de soute.

On peut nourrir la crainte légitime qu'un passager - qui utiliserait éventuellement d'un subterfuge pour rester à terre - introduise des explosifs dans les objets mis dans la soute.

Identification des bagages de soute. Le transporteur doit veiller, lors de l'embarquement, à ce que chaque passager présente une carte valable d'embarquement.

L'arrêté du 11 septembre 2013 est relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile. Il a été modifié plusieurs fois, dernièrement par un arrêté du 14 mai 2018.

Lorsqu'un passager remet à l'entreprise de transport aérien un bagage de soute pour le vol sur lequel ce passager est enregistré, cette dernière vérifie la concordance pour le vol considéré entre les 3 éléments suivants, le document attestant de l'identité du passager, le titre de transport et la carte d'embarquement valable. Le transporteur doit s'assurer que chaque bagage de soute du passager comporte la mention du titulaire du titre de transport.

Il faut identifier les bagages de soute de passagers qui n'ont pas embarqué ou qui ont quitté l'aéronef avant le départ. On appelle bagages de soute non accompagnés les bagages alors que le passager ne se trouve pas à bord. Ils sont soumis à un contrôle spécial de sécurité.

Il est possible que des bagages de cabine soient retirés à l'embarquement et placés en soute. Il faut que ces bagages comportent une mention permettant d'identifier leur propriétaire.

Certains objets ne sont pas admis (sauf exemption) à être transportés comme bagages de soute, articles prohibés, 5.4., appendice 5-B. Substances et engins explosifs ou incendiaires susceptibles d'être utilisés pour occasionner des blessures graves ou pour menacer la sécurité de l'aéronef, munitions, détonateurs, mines grenades, feux d'artifice, bombes fumigènes, dynamite, poudre, explosifs plastiques.

Les bagages de soute sont soumis à inspection / filtrage.

Sous certaines conditions, un bagage de soute peut être ouvert et faire l'objet d'une fouille manuelle en l'absence du passager.

Les services de l'État sont informés en cas de découverte d'un article prohibé dans un bagage remis à la soute. En cas de débarquement de passager, ses bagages de cabine placés en soute sont débarqués.

Une fouille de sûreté des parties critiques qui pourraient avoir été contaminées doit être réalisée afin d'obtenir l'assurance raisonnable qu'elles ne contiennent pas d'articles prohibés, chaque fois qu'ont eu accès à des parties critiques : des personnes qui n'ont pas été soumises à une inspection filtrage ; des passagers et des membres d'équipage en provenance de pays tiers ne figurant pas sur la liste 4-B ; ou des passagers et des membres d'équipage en provenance d'aéroports de l'Union, lorsque l'État membre a dérogé aux normes de base communes, à moins qu'ils ne soient accueillis dès leur arrivée et accompagnés jusqu'à la sortie des zones, règlement 2015/1998, annexe, point 1.1.3.4

La lutte contre le trafic illicite d'armes par la voie aérienne, décision du Conseil de l'UE du 2 décembre 2010, action de l'UE contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre par voie aérienne.

3°) La communication aux autorités de police des données relatives à l'identité des passagers

On se souvient peut-être de l'affaire des fiches au début du XX<sup>e</sup> siècle, où on accusait le ministre de la Guerre de

faire noter les officiers compte tenu de leurs opinions politiques et religieuses et de déterminer ainsi leur avancement.

Il existe les données API, Advance Passenger Information, obtenues par la consultation des passeports lors du contrôle aux frontières.

Face aux risques de terrorisme et de montée de la criminalité, les autorités étatiques entendent avec les données PNR disposer des informations générales qu'obtiennent les transporteurs aériens lorsque leurs passagers s'enregistrent. Ces données stockées par le transporteurs dans leurs systèmes de réservation et de contrôle des départs concernent les noms des passagers, leur état matrimonial, leurs goûts alimentaires, les itinéraires, la fréquence des déplacements, les modalités de paiement des billets ... Les services de police et de renseignement avides d'informations demandent que les compagnies leur transmettent ces renseignements, qui pourront éventuellement servir à repérer, surveiller, arrêter d'hypothétiques criminels en acte ou en puissance. Ces renseignements sont stockés, ils ne sont supprimés ou effacés que tardivement, ils sont éventuellement transmis à des États tiers.

Il y a là une atteinte certaine à l'intimité de la vie privée, justifiée par la nécessité de la lutte contre la grande criminalité, le terrorisme et le trafic de stupéfiants.

Les sceptiques indiquent que les services de police détiennent par ailleurs des renseignements sur des millions de personnes ; de façon licite ou non, les services écoutent les conversations téléphoniques, on lit les messages échangés sur la toile, on peut déterminer les sites fréquemment consultés par les intéressés. Les services de renseignement peuvent ainsi facilement subodorer les opinions et le mode de vie des suspects.

#### Dans l'ordre interne français

Il est fait obligation aux transporteurs aériens de communiquer les données à caractère personnel concernant les passagers au ministère de l'intérieur. Art. R. 1631-1 du code des transports renvoyant au code de sécurité intérieure, art. L. 232-1 et suivants.

Le décret n° 2014-989 du 29 août 2014 porte application de l'article L. 232-4 du code de la sécurité intérieure et fixe les modalités de transmission au ministère de l'intérieur des données relatives aux passagers par les transporteurs aériens. Art. R. 232-1 : les données à caractère personnel sont transmises au ministère de l'intérieur par les transporteurs aériens, dès la clôture du vol, par envoi électronique sécurisé.

Les articles R. 232-12 et suivants du code de la sécurité intérieure concernent le traitement informatique des données API-PNR France.

Le code de la sécurité intérieure envisage dans son article L. 235-1 la transmission des données à des services de police étrangers.

L'Agence nationale des données de voyage, rattachée au directeur général de la police, est créée par le décret n° 2022-752 du 29 avril 2022. Elle collecte et exploite les données de voyage : données de réservation, d'enregistrement et d'embarquement des personnes présentes à bord ; pour les besoins de la prévention, de la répression des infractions pénales. Cette agence exerce la fonction d'Unité Information Passagers au sens de la directive européenne.

#### Dans l'ordre européen

Plusieurs dispositions ont été prises dans le cadre de l'UE concernant le traitement des données.

Un règlement 2016/679 du 27 avril 2016 est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. C'est un texte général.

Une directive 2016/680 du 27 avril 2016 concerne également la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données par les autorités à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites. C'est un texte de procédure pénale.

Enfin, une directive 2016/681 du 27 avril 2016 est relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention et la détection des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, ainsi que pour les enquêtes et les poursuites. La directive est propre au transport aérien.

Les passagers communiquent aux compagnies un certain nombre de données les concernant lors de la réservation des vols et des formalités d'enregistrement.

La directive remarque que les transporteurs aériens traitent déjà des données PNR pour leur usage commercial.

La directive prévoit que les transporteurs effectuant des vols entre l'Europe et des pays tiers doivent transférer à une UIP, "unité d'information passagers", les données PNR qu'ils recueillent, y compris les données API.

La liste des « unités d'information passagers » instituées par les États a donné lieu à publicité, JOUE du 2 juillet 2018, C 230/6. Ces unités ont pour responsabilité la collecte des données PNR auprès des transporteurs aériens. Ces informations de réservation peuvent être échangées entre États membres. La décision d'exécution 2017/759 du 28 avril 2017 concerne les protocoles communs et les formats de données devant être utilisés lors du transfert des données des dossiers passagers, PNR, aux unités d'information passagers des États membres. La Commission en dresse la liste par cette décision.

Ce transfert de données et d'informations concernant les passagers est mis au service de la prévention et de la répression des infractions de terrorisme et d'infractions graves punies d'une peine d'au moins 3 ans de privation de liberté.

Voir l'annexe II pour une liste d'infractions, comme le détournement d'avion ou la participation à une organisation criminelle.

On contrôle ainsi les passagers, suspectés d'infractions graves, aussi bien ceux en provenance de l'étranger et qui vont atterrir en Europe, que ceux qui sont au départ d'un aéroport européen.

Les données sont conservées 5 ans, elles sont dépersonnalisées au bout de 6 mois.

Les États peuvent décider d'appliquer la directive PNR aux vols intra-UE. L'État qui prend cette décision effectue une notification écrite auprès de la Commission. C'est le cas par ex. de la République tchèque, des Pays Bas, de la Finlande, JOUE du 6 août 2019.

La Cour constitutionnelle de Belgique du 31 octobre 2019 a formé une demande d'interprétation, JOUE du 3 février 2020, affaire C-817/19, Ligue des droits humains, quant à la compatibilité entre la charte des droits fondamentaux de l'UE, le règlement 2016/679, la directive 2016/681 et la loi belge la transposant.

Selon les conclusions de l'avocat général Giovanni Pitruzzella du 27 janvier 2022, certains éléments seraient invalides ou posent problème. Le législateur (et le juge chargé d'apprécier la conformité des règlements à l'aune de la Charte) doivent assurer un équilibre délicat à cerner entre l'intérêt général défenseur des intérêts de la Société et les intérêts légitimes des particuliers.

La Cour de Justice, statuant en grand 'chambre, a rendu son arrêt le 21 juin 2022.

La CJ confirme la validité de la directive PNR, mais elle adopte des critères d'interprétation afin d'en assurer la conformité avec la Charte des droits fondamentaux.

Le système doit être limité aux infractions terroristes et aux seules formes graves de criminalité présentant un lien objectif, à tout le moins indirect, avec le transport aérien des passagers.

En cas d'extension de la directive à certains vols intra UE, celle-ci doit être limitée au strict nécessaire.

L'application de la directive doit pouvoir faire l'objet d'un contrôle par une juridiction ou par une entité administrative indépendante rendant une décision contraignante.

Le JOUE du 24 août 2020 publie un assez grand nombre de demandes d'interprétation émanant de juridictions allemandes. Il est demandé à la CJUE si la directive 2016 / 681 du 27 avril 2016 concernant l'utilisation des données des dossiers passagers pour la prévention et les poursuites des infractions terroristes et d'autres formes graves de criminalité est compatible avec certaines dispositions de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Affaires C-149/20, C-148/20, C-215/20, C-222/20 ...

Il est demandé si la directive assure suffisamment de protection des droits fondamentaux lors de la transmission des données PNR aux autorités d'États tiers.

Christophe Maubernard, Les accords PNR (Passenger Name Record) : vols à haut risque pour les droits fondamentaux des passagers aériens, in Transport et sécurité, 2019, p. 151

#### Dans les relations entre États membres de l'UE et États tiers

L'Union européenne a conclu ou mène des négociations pour conclure avec des États étrangers des accords par lesquels les États se communiquent et échangent entre eux des renseignements concernant les passagers.

Ces données ainsi communiquées peuvent donner des indices quant au caractère dangereux de certains candidats au voyage.

#### Europe - États-Unis

Les États-Unis exigent que des informations sensibles concernant les passagers se rendant dans l'union nord-américaine leur soient transmises par les transporteurs.

Les États européens se sont inclinés, sans contrepartie, en concluant une succession d'accords avec les USA, devant cette exigence américaine.

Les États-Unis exigent que les transporteurs qui desservent les aéroports américains transmettent aux autorités policières américaines les données concernant les passagers se rendant ou quittant le territoire américain. Cette prétention est susceptible de porter atteinte aux libertés publiques et au respect de la vie privée. Les défenseurs des droits de l'homme et des libertés publiques critiquent âprement ces mesures d'atteintes à la Privacy justifiées par la Realpolitik.

Parcours sinueux

L'accord de 2004 et son annulation par un arrêt de la Cour de justice du 30 mai 2006

L'accord entre l'Union européenne et les États - Unis sur le transfert par les transporteurs aériens de données - données PNR, Passenger Name Record - contenues dans les dossiers des passagers au ministère américain de la sécurité intérieure (DHS, Department of Homeland Security), 16 et 19 octobre 2006.

PNR = dossier contenant les données personnelles d'un voyageur que recueillent les entreprises de transport lors de la délivrance de billet.

L'accord PNR 2007, 23 et 26 juillet 2007. Réticence du parlement européen.

La préparation d'un nouvel accord en 2011 : voir l'avis du contrôleur européen de la protection des données, JOUE du 9 février 2012. Voir la résolution du Parlement européen du jeudi 11 novembre 2010, JOUE du 13.3.2012, C 74 E/8.

Accord entre les États -Unis d'Amérique et l'Union européenne sur l'utilisation des données des dossiers passagers (données PNR) et leur transfert au ministère américain de la sécurité intérieure, Bruxelles, 14 décembre 2011. Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Les transporteurs fournissent au DHS (Department of Homeland Security) les dossiers passagers figurant dans leurs systèmes de réservation, en principe, 96 heures avant le départ du vol puis en temps réel.

Les États-Unis utilisent ces dossiers à des fins de prévention et de détection d'infractions en matière de terrorisme et d'infractions punies de 3 ans d'emprisonnement.

Ces dossiers sont conservés 5 ans en période active et 10 ans en période dormante.

Les données peuvent être transmises sous certaines conditions à des États tiers.

Un nouvel accord a été conclu le 2 juin 2016 à Amsterdam entre les États-Unis et l'Union européenne sur la protection des informations à caractère personnel traitées à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière. Une décision 2016/2220 du Conseil du 2 décembre 2016 approuve la conclusion de cet accord. Le JO de l'UE du 10 décembre 2016 publie cet accord, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2017. Des informations à caractère personnel sont transférées des États de l'UE en direction des États-Unis. L'accord a pour objet la protection de ces données.

(Voir dans un domaine différent l'arrêt Schrems rendu par la CJUE le 6 octobre 2015, C-362-14, conclusions Yves Bot du 23 septembre 2015, Gazette du Palais des 28-29 octobre 2015, n° 301 et 302, note Jean Luc Sauron : les utilisateurs de Facebook résidant dans l'Union voient leurs données à caractère personnel être transférées vers des serveurs Facebook USA situés aux États-Unis, auxquels les autorités américaines de renseignement, NSA, FBI, peuvent accéder. Le commissaire irlandais à la protection des données avait refusé d'instruire la plainte du sujet autrichien considérée comme futile ou vexatoire. L'arrêt affirme le rôle des autorités nationales de contrôle, celles-ci ont à examiner la demande d'une personne prétendant que les pratiques dans cet État tiers n'assurent pas un niveau de protection adéquat. Il invalide la décision de la Commission estimant le système américain offrant un niveau adéquat de protection. Le commissaire pourrait ainsi interdire ou suspendre le flux de données en direction des États-Unis)

(En droit aérien, le débat se pose principalement en termes de droit public, c'est l'État américain qui exige des États européens la communication des données concernant les passagers, sous la menace implicite d'interdire en cas de refus de la part de l'UE l'atterrissage des avions des transporteurs européens sur le territoire américain.) (Avec le débat relatif à l'affaire Schrems, il existe en premier la relation contractuelle entre l'abonné de Facebook et la société filiale irlandaise qui transmet dans un second temps les données de ses clients à sa société mère ; l'État américain n'intervient pas si ce n'est que les services de renseignement américains ont accès s'ils le souhaitent sur le fondement du droit américain au serveur américain de Facebook. L'ordre public européen - la charte des droits fondamentaux - intervient alors pour assurer le respect de la vie privée des ressortissants européens, d'où la fonction dévolue au Data Protection Commissioner)

(Un autre arrêt Schrems de la CJUE du 25 janvier 2018, C-498/16, traite de la compétence juridictionnelle à apprécier dans les termes du règlement de Bruxelles I, dans un contentieux où un consommateur autrichien utilisant un compte F. agissait contre Facebook Irlande. Un utilisateur d'un compte Facebook privé ne perd pas la qualité de consommateur, lorsqu'il publie des livres, donne des conférences, exploite des sites internet, collecte des dons et se fait céder les droits de nombreux consommateurs afin de faire valoir ces droits en justice. Le consommateur ne peut en revanche se prévaloir du for du consommateur, à savoir le tribunal de son domicile, pour faire valoir les droits que d'autres consommateurs lui ont cédés.)

Sylvie Peyrou, De l'accord PNR à PRISM, bilan et perspectives sur les malentendus transatlantiques : lutte anti-terroriste versus protection des données personnelles, 11 septembre 2013, CDRE.

L'accord conclu 2 juin 2016 entre les États-Unis et l'UE est considéré comme un accord-cadre, l'article 19 accorde aux citoyens de l'Union le droit à des recours juridictionnels. Les transferts effectués sur le fondement de l'accord UE-EU sur les dossiers passagers ne sont pas exclus du bénéfice à un recours juridictionnel conféré par la législation américaine, voir la déclaration de la Commission européenne, JOUE du 31 janvier 2017, L 25/2.

#### Europe-Australie

Un accord semblable avait été conclu avec l'Australie en 2008.

Un nouvel accord a été fait à Bruxelles le 29 septembre 2011 et il est entré en vigueur le 1<sup>o</sup> juin 2012.

#### Europe - Canada

Un accord de 2006 était venu à expiration.

Un nouvel accord a été signé en 2014 entre le Canada et l'Union européenne prévoyant la transmission aux autorités canadiennes, par les transporteurs aériens effectuant des vols à partir de l'UE et en direction du Canada, des données des dossiers passagers, accord PNR.

Comme le Conseil a demandé au Parlement de l'approuver, celui-ci a saisi la Cour de Justice pour savoir si l'accord garantissait le respect de la vie privée et s'il était compatible avec la charte des droits fondamentaux.

C'est l'avocat général Mengozzi qui, le 8 septembre 2016, a rendu ses conclusions dans cette demande d'avis 1/15. Les conclusions sont nuancées, elles contiennent des conditions et des réserves, certaines dispositions de l'accord UE - Canada sont jugées contraires à la charte. L'avocat général se fonde sur les précédents constitués par les arrêts Digital Rights Ireland et Schrems.

La CJUE a publié, le 26 juillet 2017, son avis 1/15. Un argumentaire de 232 paragraphes.

L'avis commence par statuer sur la procédure législative à mener pour adopter la décision du Conseil d'approuver l'accord. La CJUE estime que la conclusion de l'accord doit être fondée, en application de la procédure législative ordinaire (vote à la majorité qualifiée du Conseil et approbation du Parlement), conjointement sur l'article 16 § 2 [assurer la sécurité publique] et l'article 87 § 2 a) [assurer la protection des données PNR] du TFUE.

Les données transférées par les transporteurs aux autorités canadiennes sont destinées à être analysées automatiquement avant l'arrivée de l'aéronef au Canada. Les passagers qui apparaîtraient suspects sont ainsi exposés en arrivant au Canada à des vérifications approfondies à la frontière, voire au pire à leur arrestation. Certains éléments jouent en faveur de la conformité de l'accord.

L'utilisation des données PNR a fait progresser la lutte contre le trafic de drogue, la traite des êtres humains et le terrorisme.

Les autorités canadiennes soutiennent que les données PNR ont contribué à l'identification de suspects d'actes de terrorisme. Des saisies de produits stupéfiants et de matériel pédopornographique ont ainsi été rendues possibles.

L'entrée en vigueur de l'accord est subordonnée, selon l'avis rendu par la CJUE, au respect de certaines conditions.

La communication de données à caractère personnel à l'autorité canadienne constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans la protection des données à caractère personnel. Les droits conférés par la charte ne sont pas cependant des prérogatives absolues. Des limitations peuvent être apportées aux droits et libertés si elles sont nécessaires. L'accord en cause tend à garantir la sécurité publique, ce qui est un objectif d'intérêt général. Toute personne a droit à la liberté, mais également à la sûreté.



L'accord entre le Canada et l'UE devra être amendé pour se trouver en conformité avec la Charte des droits fondamentaux. Certains éléments méritent d'être clarifiés et précisés. La communication des données sensibles (origine ethnique, opinions politiques, religieuses, philosophiques, syndicales, sexe, état de santé) est prohibée. Des observations critiques concernent la conservation des données et leur éventuelle transmission à des États tiers (comme les USA), voire à des particuliers. Les passagers aériens doivent avoir accès aux données les concernant et doivent pouvoir en demander en cas d'erreur la rectification.

Des négociations sont à l'étude entre l'UE et le Japon, voir au JOUE du 12 décembre 2019, C 419/8, l'avis du contrôleur européen de la protection des données

L'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'UE et le Royaume Uni contient une annexe Law-2 : Données des dossiers passagers. Cette annexe donne les données des dossiers passagers recueillis par les transporteurs aériens. Code repère du dossier passager ; date de réservation et émission du billet ; date du voyage ; nom ; adresse numéro de téléphone coordonnées électroniques du passager, des personnes ayant réservé le vol pour le passager, personnes à informer en cas d'urgence ; informations concernant les modes de paiement et la facturation du billet d'avion ; itinéraire complet pour le PNR concerné ; informations grands voyageurs ; agence de voyages ; statut du voyageur : confirmations, enregistrement, non présentation, passager de dernière minute sans réservation ; scission division du PNR ; données OSI, données SSI services spécifiques, données SSR ; numéro du billet, date d'émission, allers simples, champs de billets informatisés relatifs à leur prix ; numéro du siège ; partage de codes ; bagages ; autres passagers mentionnés dans le PNR ; données API, document d'identité, pays de délivrance, nationalité, nom de famille, sexe, date de naissance, compagnie aérienne, numéro de vol, date de départ, d'arrivée, aéroport de départ, d'arrivée, heure de départ, d'arrivée.

#### Le droit mondial

Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a décidé le 21 décembre 2017 que les États membres de l'ONU devaient renforcer la capacité à collecter, traiter et analyser, dans le cadre des SARP de l'OACI, les PNR, données des dossiers passagers. Les SARP concernant les PNR se trouvent dans la section D du chapitre 9 de l'annexe 9 de la convention de Chicago, elles sont complétées par des orientations supplémentaires, comme le document 9944 de l'OACI.

Le Conseil de l'OACI, le 23 juin 2020, a adopté un amendement, n° 28, à la section D, concernant les vols à destination ou en provenance des États membres.

S'il existe une divergence entre les dispositions de l'OACI et les dispositions nationales, l'État en cause doit notifier cette différence.

L'Union a adopté un certain nombre de règles en matière de PNR. Les exigences du droit de l'Union en ce qui concerne le transfert et le traitement des données PNR sont plus strictes que les SARP révisées par l'amendement n° 28.

Les États ont la possibilité de maintenir ou d'imposer des niveaux de protection plus élevés avec les autres États. Les États membres de l'UE doivent notifier cette différence quant à la norme 9.34 de la section D du chapitre 9 de l'annexe 9, décision du Conseil de l'UE 2021/121 du 28 janvier 2021.

#### B. La répression pénale des atteintes à la liberté de la circulation aérienne

Les atteintes à la libre circulation aérienne peuvent prendre des formes diverses.

Elles n'ont pas toutes un caractère d'extrême gravité comme le détournement aux États-Unis d'avions civils le 11 septembre 2001 par des criminels homicides, fanatisés au point d'accepter de perdre la vie, en faisant fracasser ces avions sur des immeubles de cent étages à New York et sur le bâtiment du Pentagone près de Washington.

Des manifestations syndicales ou politiques visent parfois à interdire le décollage ou l'atterrissage des avions. Le phénomène du détournement d'aéronef opéré par des déséquilibrés ou par des militants politiques est déjà ancien.

On parle de piraterie aérienne.

Certaines atteintes à la circulation aérienne bénéficient ou bénéficiaient parfois de la faveur de certains secteurs de l'opinion.

Que fait-on lorsque les mesures de prévention ont échoué ?

## La compétence pour réprimer la criminalité aérienne

### La France

Les règles de procédure pénale.

Le débat concerne la détermination de la compétence des juridictions concernant les infractions commises à bord ou à l'encontre d'un aéronef.

La compétence des juridictions répressives françaises.

Les victimes de l'infraction ont été les personnes se trouvant à bord d'un aéronef : compétence de la juridiction du lieu du décollage, de destination ou de l'atterrissage, art. 693 du code de procédure pénale.

Les règles de fond

Les juridictions françaises compétentes, si elles sont saisies, font application du droit pénal français : la compétence des juridictions pénales françaises induit la compétence du droit pénal français. Le juge pénal français applique la loi pénale française.

Le corpus infractionnel

La compétence normative

De nombreuses conventions internationales, parfois déjà amendées par un protocole, créent des infractions ou imposent aux États signataires d'insérer dans leur arsenal répressif des infractions permettant de réprimer les agissements les plus nocifs.

(Naveau, Godfroid et Frühling, n°147 et suivants)

La Convention de Tokyo du 14 septembre 1963 est relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, 187 parties.

Le Protocole de Montréal du 4 avril 2014 porte amendement à la convention de Tokyo. On compte 18 ratifications, 3 acceptations, 22 adhésions. Il en fallait 22 pour que le protocole entrât en vigueur : ce qui s'est produit le 1<sup>er</sup> janvier 2020. La France a signé le protocole le 30 mai 2016, le protocole est entré en vigueur pour la France le 1<sup>er</sup> mai 2021.

La Convention de La Haye du 16 décembre 1970 porte sur la répression de la capture illicite d'aéronefs. 185 parties.

Le protocole complémentaire, fait à Pékin, le 10 septembre 2010, à la convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs amende la convention de La Haye de 1970, il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

43 États liés, dont la France : 21 ratifications, 22 adhésions, une acceptation, une approbation.

La Convention de Montréal du 23 septembre 1971 porte sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 188 parties.

Le Protocole de Montréal du 24 février 1988 est complémentaire de la convention de Montréal de 1971, il concerne la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, 176 parties.

La Convention de Montréal du 1<sup>er</sup> mars 1991 est sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, 152 parties.

La Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale faite à Pékin le 10 septembre 2010 vise à criminaliser l'utilisation d'aéronefs civils comme armes et l'emploi de matières dangereuses pour attaquer des aéronefs ou d'autres cibles au sol.

La convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

23 ratifications, 21 adhésions, une acceptation, une approbation, ont été obtenues, dont celle de la France.

Elle a été publiée au JORF du 4 novembre 2018 par un décret du 30 octobre 2018.  
Chaque État s'engage à réprimer de peines sévères les infractions visées à l'article 1° de la convention.

Le code pénal et le code des transports incriminent en conséquence, en France, un certain nombre de comportements, d'actes et de pratiques.

Certains relèvent du terrorisme, ce qui se traduit par une aggravation de la répression. L'UE est, dans son domaine de compétence, partie à la convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, signée à Varsovie le 16 mai 2005. La convention est dotée d'un protocole additionnel signé à Riga le 22 octobre 2015.

Le fait de s'emparer ou de prendre le contrôle d'un aéronef avec des personnes à bord, par violence ou menace de violence, constitue un crime puni par l'article 224-7 du code pénal.

Criminelle, 2 décembre 2015, n° 13-80751, détenu s'évadant en 1990 de la prison de Lannemezan en hélicoptère. Il s'enfuit en Espagne, où il est condamné pour détournement d'aéronef.

L'Espagne le livre ultérieurement en 2011 à la France, où il est condamné pour évasion et séquestration d'un surveillant.

Le détournement d'aéronef constitue un acte de terrorisme lorsque l'infraction est intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, cf. art. 421-1 CP.

L'entrave à la navigation ou à la circulation d'un aéronef constitue un délit correctionnel puni par l'article L. 6372-4, 4° du code des transports. Qui devient un crime si des blessures ou mort s'ensuivent.

Criminelle, 22 juin 2010, n° 09-86658 : condamnation par la cour de Nouméa de plusieurs personnes pour entrave à la circulation d'aéronefs : occupation du terrain d'aviation de Nouméa le 28 mai 2009, la circulation des aéronefs avait été entravée, action orchestrée au terme de l'assemblée d'un syndicat de travailleurs canaques, empêcher le décollage d'avions pour l'ouverture de négociations avec Air Calédonie, monter dans les avions pour les empêcher de décoller.

Paris, 26 février 2013, Revue de droit des transports avril 2013, commentaire 34 par Ph. Delebecque (condamnation d'une passagère qui ameute les passagers pour empêcher la reconduite à l'étranger d'une personne éloignée de France)

L'alerte (infondée) à la bombe constitue un délit correctionnel : l'auteur compromet sciemment la sécurité d'un aéronef en vol en communiquant une fausse information, art. 224-8 du code pénal.

#### La coopération entre États

La délinquance en matière d'atteinte à la liberté de la navigation aérienne prend souvent une coloration transfrontière. L'infraction peut être commise en vol, l'appareil aérien atterrit dans un État étranger avec le suspect à bord si on est parvenu à le neutraliser.

Que faire du suspect qui se trouve entre les mains de l'autorité locale ? On applique l'adage " Aut dedere aut punire", l'État d'arrestation livre le suspect, ou il le punit s'il le juge coupable.

## Chapitre II. La navigation dans l'espace

L'espace n'est pas en principe une zone de non droit, c'est une zone de **liberté**, la liberté n'est pas la licence.

La liberté de circulation dans l'EEA est consacrée.

Une liberté fonctionnelle : L'espace extra-atmosphérique peut être exploré et utilisé librement par tous les États.

L'espace atmosphérique offert à la navigation des aéronefs et des objets spatiaux

Chaque État accède à l'espace extra atmosphérique en opérant depuis son territoire un lancement permettant à l'objet spatial de transiter dans un premier temps dans son espace aérien national,

Soit il fait transiter l'engin spatial au travers d'un espace aérien relevant d'un État tiers mais avec l'autorisation de ce dernier,

Soit il fait lancer l'engin depuis la haute mer et il fait transiter l'objet spatial au travers d'un espace aérien échappant à toute souveraineté.

Cf. sur cette difficulté de l'accès à l'espace, Mireille Couston, Droit spatial, p. 61.

Un symposium organisé par l'OACI et le bureau des affaires spatiales des Nations-Unies s'est tenu le 20 mars 2015 à Montréal entre experts de l'aérospatial. Pour aller dans l'espace et en revenir, il faut traverser le même espace aérien que les aéronefs. Il convient donc d'assurer la sécurité de la navigation des engins spatiaux dans l'atmosphère.

L'Assemblée de l'OACI d'octobre 2022, DOC 10184, présente une résolution A40-26, p. I-65, relative au transport spatial commercial. Le transport spatial commercial est à l'intersection avec l'aviation. L'OACI revendique sa compétence en ce qui concerne la prise en charge des vols de transport spatial international dans l'espace aérien, en coordination avec le Bureau des affaires spatiales de l'Organisation des Nations Unies.

La France dispose du radar Graves pouvant signaler la présence de satellites survolant le territoire français et garder la trace de leurs trajectoires. L'armée dispose des radars Satam pouvant signaler les objets pouvant être à l'origine de collisions ou pouvant retomber dans l'atmosphère. Le centre de surveillance militaire opère dans la région de Lyon. Voir Valentin Degrange, SFDI, Colloque de Toulouse, 2021, p. 444, note 23.

On préconise l'établissement d'un régime de **gestion du trafic spatial**, en particulier afin de surmonter le risque de collision entre les satellites opérationnels ou non et les débris spatiaux.

Le sous-comité juridique du comité des utilisations pacifiques de l'espace a en avril 2019 mené un débat concernant la gestion du trafic spatial. A/AC.105/C.2/L.309/Add.1. Les États communiquent ou sont invités à communiquer leurs plans annuels de lancement ou à notifier au préalable leurs lancements. On préconise de prendre des mesures concernant les rentrées dans l'atmosphère des objets spatiaux. Certains États communiqueraient volontairement des informations inexactes.

Les Lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales consacrent des dispositions à la météorologie de l'espace. L'origine tient à la variabilité solaire. Le profane relèvera le danger présenté par les rayonnements cosmiques pour les vols habités et les systèmes spatiaux. Les États devraient promouvoir la collecte des données critiques de météorologie de l'espace. Ligne B.6. Le partage de données devrait s'opérer en temps réel.

La ligne directrice B.10 concerne les mesures de précaution à prendre lors de l'utilisation de sources de faisceaux laser traversant l'espace. Il y a le risque d'illumination accidentelle d'objets spatiaux de passage par des faisceaux laser. Des objets spatiaux courent le risque d'être endommagés, voire désintégrés.

L'espace désigne non seulement le vide inter sidéral mais également la lune et les planètes du soleil : les régions des corps célestes devant être librement accessibles, les recherches scientifiques sont libres dans l'espace extra atmosphérique, les activités des États doivent s'effectuer conformément au droit international, toutes les stations

se trouvant sur la lune seront accessibles ...

Toutes ces libertés ont une finalité commune, elles doivent être exercées pour le bien et pour l'intérêt de l'humanité. Le bien de l'humanité en est le critère de légitimité.

Chaque État est responsable des activités spatiales menées par ses sujets et nationaux, art. VI du traité de 1967, il les surveille et il les autorise. Les individus, les groupements n'agissent pas de façon autonome dans l'exploration spatiale, ils sont sous la responsabilité et le contrôle de l'État dont ils dépendent.

Les orbites à basse altitude - entre 200 et 2 000 km - servent à l'observation de la terre.

L'orbite supérieure - autour de 20 000 km - est utilisée pour la navigation des satellites affectés au fonctionnement des services type GPS ou Galileo.

L'orbite géostationnaire

35 786 km au-dessus de l'équateur

Le satellite qui y est positionné connaît la même rotation que la Terre, il semble immobile. Il tourne autour de la terre, et la terre tourne sur elle-même. Des corrections d'orbite sont cependant nécessaires.

Cette orbite reçoit les satellites de télécommunication.

Il est admis qu'il s'agit d'une ressource naturelle limitée en risque de saturation, faisant partie intégrante de l'espace, qui ne devrait pas faire l'objet d'appropriation par voie d'utilisation répétée.

Les prétentions de certains États équatoriaux sur leurs ressources naturelles et donc sur l'orbite géostationnaire, contenues dans la déclaration de Bogota du 3 décembre 1976, n'ont pas recueilli l'adhésion des autres États.

De facto se produit une appropriation des positions orbitales au profit du premier arrivant ou occupant. Premier arrivé, premier servi. L'actuelle omniprésence des intérêts des pays les plus développés sur l'arc synchrone s'apparente, même s'il faut le regretter, à une appropriation par voie d'occupation, il n'y a certes pas titre, mais le droit ne peut faire acception des faits.

Mireille Couston, *Le droit spatial*, p. 67

Les États moins développés contestent toute appropriation d'un emplacement sur l'orbite géostationnaire, même par voie d'une utilisation répétée, ils souhaitent l'adoption de mesures juridiques et techniques pour promouvoir l'accès à l'orbite géostationnaire dans des conditions d'égalité et réduire la fracture numérique.

L'article 44, § 196.2, de la constitution de l'UIT aborde cette question de l'utilisation de l'orbite circumterrestre par les satellites géostationnaires. Une conférence mondiale des radiocommunications devait se tenir en 2019, elle devrait assurer un accès équitable au spectre et à l'orbite géostationnaire aux États intéressés.

La ligne directrice A.4 (des lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, du comité des utilisations pacifiques de l'espace, juin 2019) concerne l'utilisation équitable, rationnelle et efficace du spectre des fréquences radioélectriques. Les États doivent faciliter la résolution des problèmes de brouillage radioélectrique. Les fréquences radioélectriques et l'orbite des satellites géostationnaires sont des ressources naturelles limitées, qui doivent être utilisées de manière rationnelle, efficace et économique, afin de permettre un accès équitable des différents pays à ces orbites.

On pratique la prise de brevets sur orbites, principalement aux États Unis et dans une moindre mesure en Europe.

La répartition des fréquences, ressources naturelles limitées.

On relève le risque d'interférences, volontaires ou non.

Mireille Couston, *op.cit.*, p. 71

Philippe Achilleas, *Vers une gestion commune renforcée de l'utilisation de ressources naturelles partagées : l'accès à la ressource "spectre-orbite"*, in *Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale*, Pedone, 2014, p. 37

La répartition des fréquences s'opère dans un premier temps entre États dans le cadre de l'UIT.

Le refus de la politique du fait accompli et l'intervention de mécanismes de droit public pour attribuer à chacun son dû. L'entité demanderesse obtient une autorisation de son gouvernement, chaque État fait enregistrer les assignations de fréquences qu'il délivre auprès de l'UIT.

Comment procède-t-on en France à l'assignation de fréquence au profit d'un système satellitaire ?

Il y a une demande déposée auprès de l'Agence nationale des fréquences, qui accorde l'autorisation et qui déclare au nom de la France l'assignation de fréquence à l'UIT.

L'exploitation d'une assignation de fréquence est soumise à autorisation ministérielle.

Un arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2015 du ministre de l'Économie autorise la société Eutelsat SA à exploiter des assignations de fréquence pour un système satellitaire à la position orbitale 9° Est.

Le JO du 8 avril 2023 publie un arrêté du ministre de l'Économie du 27 février 2023 autorisant la SAS Airbus

Defence and Space à exploiter les assignations de fréquence déclarées par la France à l'Union internationale des télécommunications pour un système satellitaire utilisant des satellites non géostationnaires, l'autorisation étant délivrée pour une durée de 20 ans.

Une décision n°243/2012 du 14 mars 2012 établit un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique. Le spectre est qualifié de ressource publique clé pour la radiodiffusion sonore et télévisuelle, pour les communications mobiles à large bande sans fil et par satellite ...

Madame Ravillon signale un contentieux, RFDA 2015.292, ayant opposé Eutelsat à Deutsche Telekom, concernant le droit d'usage de certaines fréquences à la position orbitale 28,5 Est. Une transaction est intervenue. En revanche le tribunal arbitral s'est déclaré incompétent pour connaître du litige avec Mediabroadcast à laquelle les activités de Deutsche Telekom avaient été transmises.

La militarisation de l'espace. Le traité de 1967 n'interdit pas formellement d'utiliser l'espace à des fins de défense militaire, il interdit seulement d'y installer des armes de destruction massive. La guerre des étoiles. Certains prétendent que certains États, comme les États-Unis, la Russie, la Chine, ont installé des armes offensives en orbite : ... Le système anti-missiles. Des satellites peuvent être utilisés pour communiquer de l'information à des systèmes d'armes de précision et pour les guider. La destruction ou la neutralisation des satellites de l'adversaire, les systèmes de brouillage. Les systèmes d'écoute et d'observation. Les Nations Unies font périodiquement des déclarations pour déplorer la course aux armements et souhaitent l'adoption d'instruments diplomatiques contraignants. Elles entendent favoriser la conférence du désarmement. Cf. quatrième partie.

L'Union européenne propose l'adoption d'un code de conduite international pour les activités menées dans l'espace extra-atmosphérique. Le projet vise à améliorer la sécurité dans l'espace. La mise en œuvre de ces projets se faisant sous l'égide de l'UNIDIR, institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Décision du Conseil de l'UE du 29 mai 2012, JOUE du 30 mai 2012. Modification par une décision 2014/42/PESC du 28 janvier 2014, JOUE du 29 janvier 2014 pour permettre une 4<sup>e</sup> réunion d'experts pour discuter de la proposition de code de conduite. Consulter le plus grand nombre d'États, actifs ou non encore actifs dans le domaine spatial.

L'Union européenne entend piloter le processus multilatéral relatif à la proposition du code de conduite international pour les activités menées dans l'espace extra atmosphérique, en vue de son adoption par la communauté internationale, décision PESC 2015/203 du 9 février 2015.

## TITRE III. LES INFRASTRUCTURES AU SOL

D'où les engins aériens et spatiaux partent-ils et où arrivent-ils ? Ils proviennent de lieux affectés à cette finalité d'envol, que sont les aérodromes, les héliports, les centres spatiaux.

L'autorité publique édicte une réglementation minutieuse pour éviter les collisions et les abordages entre engins volants, elle fournit les prévisions météo, les services du contrôle aérien jouent une fonction déterminante. On parle des aides à la navigation aérienne, qui sont normalement fournies depuis la Terre.

### Chapitre I. Les lieux d'envol ou de séjour

Pour les aéronefs, on parle d'aérodromes, qui sont les lieux où les aéronefs décollent et atterrissent.

Pour les objets spatiaux, on parle de centres spatiaux ou de bases de lancement où les fusées lanceurs procèdent au lancement des satellites et des navettes spatiales. Celles-ci font retour sur Terre avec leur équipage une fois la mission spatiale terminée.

Les humains peuvent songer à s'installer brièvement ou plus durablement sur la Lune ou sur Mars.

### SECTION I. LES AÉRODROMES

Sans les aérodromes, il n'y aurait pas de navigation aérienne envisageable.

Ο δρομος désigne en grec la piste pour courir.

L'aérodrome est la piste où courent pour décoller ou atterrir ces oiseaux artificiels fabriqués par l'homme que sont les aéronefs.

La France s'était dotée dès avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale d'un grand nombre de pistes d'atterrissage à l'aménagement plus ou moins sommaire. Certaines étaient utilisées pour le trafic commercial ou se trouvaient à l'usage de l'armée de l'air, d'autres étaient au service de l'aviation légère et sportive.

Les textes français ou européens donnent plusieurs définitions plus ou moins semblables de l'aérodrome.

R. n° 1108/2009. Une zone à terre, sur l'eau, une structure en mer fixe ou flottante, zone destinée à être utilisée pour l'arrivée, le départ des aéronefs et la circulation en surface.

Règlement n° 923/1012 du 26 septembre 2012 établissant les règles de l'air communes, article 2, chiffre 6 : une surface sur terre, sur l'eau, sur une structure fixe, sur une structure off-shore fixe ou sur une structure flottante, destinée à être utilisée en tout ou en partie pour l'arrivée, le départ ou les évolutions des aéronefs à la surface ; la surface peut comprendre éventuellement des bâtiments, des installations et du matériel.

Règlement n° 139/2014 du 12 février 2014 : un aérodrome est une surface définie (comprenant tout bâtiment, installation et matériel), sur terre ou sur l'eau, ou sur une structure fixe, en mer fixe ou flottante, destinée à être utilisée, en totalité ou en partie, pour l'arrivée, le départ et les évolutions en surface des aéronefs.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 établissant des règles communes en matière d'aviation civile définit l'aérodrome aux fins de ce règlement comme une surface définie, sur terre ou sur l'eau, sur une structure fixe, une structure en mer fixe ou flottante, y compris tous bâtiments, toutes installations et leurs équipements, destinée à être utilisée en totalité ou en partie pour l'arrivée, le départ et les évolutions en surface des aéronefs, article 3, chiffre 16.

Art. L. 6300-1 c. transports. Un terrain (ou un plan d'eau) aménagé pour l'atterrissage, décollage et manœuvres des aéronefs

Les pistes de l'aérodrome sont spécialisées et reçoivent différentes affectations.

aire de manœuvre ----- aire d'atterrissage  
Aire de mouvement  
aire de trafic

L'**aire de mouvement** est l'expression la plus large.

On distingue entre l'aire de manœuvre et l'aire de trafic.

L'aire de mouvement comprend en premier lieu l'**aire de manœuvre**, destinée à être utilisée pour les décollages, atterrissages et circulation des aéronefs à la surface

On appelle *aire d'atterrissage* la partie de l'aire de mouvement destinée à l'atterrissage et au décollage des aéronefs, c'est la piste où les appareils décollent et atterrissent, piste à vue et piste aux instruments.

L'aire de mouvement comprend en second lieu l'**aire de trafic**.

Avec l'aire de trafic, il s'agit d'une zone définie d'un aérodrome, destinée aux aéronefs pendant l'embarquement ou le débarquement des passagers, le chargement ou le déchargement des bagages, du courrier ou du fret, l'avitaillement, le stationnement ou la maintenance, chiffre 18 de l'article 3 du règlement 2018/1139.

L'exploitant s'assure qu'un avion n'effectue une opération de roulage sur l'aire de mouvement d'un aérodrome que si la personne aux commandes est un pilote ou une personne formée à faire rouler l'aéronef au sol et a reçu une formation concernant le plan de l'aérodrome, les routes, les marques, le balisage lumineux, la signalisation et les instructions du contrôle de la circulation aérienne. CAT.GEN.MPA.125.

On parle de seuil pour désigner le début de la partie de la piste utilisable pour l'atterrissage.

(La CJUE admet sous certaines conditions que bénéficie des aides l'agriculteur qui exploite une surface agricole constituée des bandes de piste entourant dans un aérodrome les pistes d'atterrissage, les voies de circulation et les prolongements d'arrêt, 2 juillet 2015, C-684/13, Johannes Demmer)

Le nombre de personnes et de véhicules circulant sur l'aire de manœuvre d'un aérodrome est limité au minimum indispensable, annexe I, point SERA.3210, règlement n° 923/2012.23/2012.

Les véhicules, y compris les véhicules remorquant un aéronef, cèdent le passage aux aéronefs qui atterrissent, décollent ou circulent en surface, point SERA.3210, annexe I, règlement n° 9

Lorsque l'avion a atterri, l'équipage effectue la manœuvre d'accostage pour faire parvenir l'appareil à son poste de stationnement où il s'arrête. On parle de guidage pour que l'appareil se positionne correctement dans ses déplacements au sol. C'est le signaleur/placeur/placier qui guide l'aéronef sur l'aire de trafic en faisant les signaux de guidage à l'intention du pilote. Arrêté du 8 août 2011 concernant les règles de guidage et de stationnement des aéronefs.

Le règlement délégué 2020/1234 du 9 juin 2020, JOUE du 34 août 2020, concerne les entités assurant la gestion des aires de trafic. Il modifie le règlement n° 139/2014.

Le règlement délégué 2020/2148 du 8 octobre 2020 concerne la sécurité des pistes et les données aéronautiques. Il modifie le règlement n°139/2014.

L'aérogare : les bâtiments recevant les passagers et le fret. On parle de terminal. L'exploitant de l'aéroport cherche à dégager des recettes, on installe des magasins et des restaurants. Des hôtels à proximité. Des parkings.



L'aéroport : l'ensemble des pistes, des bâtiments et des infrastructures indispensables aux mouvements aériens

Les plus grands aéroports mondiaux, en ce qui concerne le nombre de passagers, étaient en 2022 : Atlanta, Pékin, Dubaï, Tokyo, Los Angeles, Chicago, Londres Heathrow, Hong Kong, Shanghai, Paris CDG, Amsterdam, Delhi, Canton, Francfort, Dallas.

On classe également les aéroports compte tenu de l'importance du trafic de fret.

Memphis, Hong Kong, Shanghai, Anchorage, Louisville, Incheon, Taipei, Los Angeles, Doha, Miami, Dubaï, Narita, Singapour, Francfort, Paris CDG, Pékin, Canton, Chicago, Heathrow, Amsterdam, Bangkok, New York JK, Tokyo Haneda, sont en tête du palmarès.

Il existe des associations d'aéroports, comme l'ACI, Airports Council International, qui tient des conférences en concertation avec l'OACI et qui siège à Montréal.

Examinons dans un premier temps comment s'opère la construction des aérodromes.

Nous verrons ensuite quelles sont l'utilité et la finalité des plates-formes aéroportuaires.

Sous-Section I. L'aménagement des infrastructures aéroportuaires

Dans la conception en honneur au XX<sup>e</sup> siècle, l'implantation des aérodromes dépendait des nécessités locales ou nationales. On tenait compte également des impératifs de la défense nationale et des nécessités de l'aménagement du territoire. C'est la puissance publique qui décidait de leur création et de leur exploitation. Plus récemment, on tend à considérer, en particulier en droit européen, qu'un aérodrome est une structure relevant de l'économie qui rend un service commercial aux usagers de la navigation aérienne.

Rapport sur le maillage aéroportuaire français, janvier 2017, CGET, demandé par le conseil supérieur de l'aviation civile

#### A. La propriété de l'aérodrome

Le foncier, le sol, les bâtiments dépendent en général en France de la puissance publique, ils relèvent du dominium étatique.

Certains aérodromes, au rare trafic, relèvent cependant de la propriété.

Nous avons là la distinction entre la domanialité publique et la propriété privée.

##### 1. Secteur public

Les aérodromes les plus importants continuent à relever en France de la propriété publique.

Le domaine public aéronautique est constitué de biens immobiliers appartenant à une personne publique et affectés aux besoins de la circulation aérienne publique ; il comprend non seulement les emprises des aérodromes mais également les installations nécessaires pour les besoins de la sécurité aérienne situées en dehors de ces emprises, art. L. 2111-16 du code général de la propriété des personnes publiques.

#### La société Aéroports de Paris

L'établissement public ADP a été transformé en 2005 en société anonyme, cotée en bourse.

Cette société publique obéit à un statut très spécial et déroge au droit commun. Article L. 6323-1 CT.

L'État détient pour le moment la majorité du capital social. Une partie minoritaire du capital a été placée auprès des investisseurs et du public. Certaines actions ont été réservées pour les salariés.

Cette société est propriétaire d'un important domaine foncier.

Les terrains appartenant à l'établissement public ADP avaient été dévolus en pleine propriété à la société.

Ces terrains et ouvrages sont situés dans le domaine aéroportuaire, ou ailleurs.

Les ouvrages appartenant à la société Aéroports de Paris et qui sont affectés au service public aéroportuaire sont des ouvrages publics.

Certains terrains et ouvrages demeurent cependant propriété de l'État : c'est le cas des biens nécessaires à l'exercice par l'État de ses missions de service public.

La société ADP peut détenir des participations dans des sociétés gérant des aérodromes en France ou dans le monde. Elle contrôle un certain nombre de sociétés.

[La loi Pacte du 22 mai 2019 autorise la privatisation de l'ADP.

Le gouvernement choisira le ou les repreneurs ... quand la conjoncture le permettra.

Le foncier d'Ile de France doit être rétrocédé à l'État 70 ans après la privatisation. Ce qui nous amène bien au-delà des années 2100.

La société ADP conserve entre temps la jouissance et l'exploitation du foncier lui appartenant avant privatisation.]

L'État a vocation à créer et à aménager les aérodromes d'intérêt national ou international, ainsi que les aérodromes nécessaires à l'exercice des missions de l'État, militaires en particulier.

L'État a conservé dans son domaine, avec la loi du 13 août 2004 et le décret du 24 août 2005, une dizaine de grands aérodromes régionaux d'intérêt national ou international : Bordeaux, Lyon, Marseille Provence, Marignane-Berre (qui est un hydro-aérodrome, utilisé par les canadiens de la sécurité civile et des ULM), Aix-les Milles, Montpellier, Nantes, Saint Nazaire, Nice, Cannes, Strasbourg, Toulouse ; Cayenne, Fort de France, Pointe à Pitre, Saint Denis de la Réunion.

Une association ayant pour objet la défense de la population du bassin d'Aix les Milles contre les nuisances n'obtient pas la censure de la décision gouvernementale maintenant cet aérodrome sur la liste des aérodromes appartenant à l'État et n'opérant pas son transfert aux collectivités territoriales. Conseil d'État, 7 mars 2018, n° 402350. L'inscription sur la liste des aérodromes exclus du transfert aux collectivités territoriales n'emporte par elle-même aucune conséquence sur l'utilisation de l'aérodrome et sur les nuisances susceptibles d'en résulter pour la population alentour. Absence d'intérêt à agir. Requête irrecevable.

L'aéroport de Bâle Mulhouse, art. L. 6311-1, est régi par une convention de Berne conclue entre la France et la Suisse le 4 juillet 1949. Il est mis en partie au service de la confédération. Cet aéroport est entièrement situé sur le territoire français, sur quatre communes françaises dont Saint Louis et Blotzheim. La convention prévoit un secteur douanier suisse spécifique dans une zone située dans l'enceinte de l'aéroport, les autorités suisses y ont le droit de contrôler les marchandises et les voyageurs en provenance ou à destination de la suisse.

La fiscalité. Un décret n° 2018-35 du 22 janvier 2018 publie l'accord du 23 mars 2017 entre la France et la Suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle Mulhouse. Il est souhaitable d'éviter un double assujettissement des entreprises exerçant une activité dans le secteur suisse de l'aéroport. L'imposition des revenus de l'établissement public aéroport de Bâle Mulhouse- situé en France - est déterminé compte tenu de la législation française. Un prélèvement est effectué au profit des collectivités territoriales. La France verse à la Suisse la moitié de l'impôt sur les sociétés acquitté par l'établissement public. Les entreprises suisses de transport sont exonérées de la taxe de l'aviation civile. Les impôts perçus sur le revenu des entreprises qui exercent une activité dans le secteur suisse de l'aéroport sont établis conformément au droit français. Les opérations effectuées par les entreprises exerçant une activité dans le secteur suisse sont soumises au régime suisse de TVA.

Voir l'arrêté du 13 juin 2022, JO du 19 juin 2022.

Le Conseil de l'UE avait dans une décision 2017/320 du 21 février 2017 autorisé la France à conclure cet accord.

Voir pour l'application de la législation sociale : Nicolas Nord, L'aéroport de Bâle-Mulhouse et le contrat de travail international, Journal du droit international Clunet, juillet 2018, var. 3. Des salariés, français ou suisses, travaillent au service d'entreprises françaises ou suisses. Le débat consiste à savoir si ces contrats de travail sont soumis au droit français ou au droit suisse. Le droit français semble primer. Un accord a été conclu entre la France et la Suisse pour permettre le maintien de l'application du droit suisse en ce qui concerne les contrats des salariés travaillant au sol et embauchés par des employeurs implantés en Suisse. M. Nord exprime son scepticisme sur la valeur de ces accords et fait des propositions.

L'aérodrome de Genève-Cointrin est cogéré par la France et la Suisse à raison d'une convention du 25 avril 1956. Un accord franco-suisse de 2021 concerne la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés, décret du 11 juillet 2022, JO du 13 juillet 2022.

L'État est également propriétaire d'un certain nombre d'aérodromes nécessaires aux missions de l'État, en particulier pour les besoins de la défense nationale. Certains peuvent être à usage mixte. Il n'entend pas céder aux collectivités territoriales un aérodrome comme celui de Franczal, décret du 24 août 2005, art. 1°, 3° alinéa, rédaction du décret n° 2021-986 du 27 juillet 2021.

## Les collectivités territoriales

L'État dans le cadre de la politique de décentralisation a transféré aux collectivités la propriété de la plupart des aérodromes qu'il détenait ou qu'il continue à détenir (151). Deviennent ainsi propriétaires d'aérodromes des régions, des départements, des communes ou des communautés de collectivités territoriales.

Ainsi l'aérodrome de Beauvais - Tillé est la propriété du SMABT, qui est un syndicat mixte composé de la ci devant région de Picardie, du département de l'Oise et de la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Les articles R. 6313-1 et suivants du code des transports prévoient une procédure pour permettre le transfert de certains aérodromes civils appartenant à l'État aux collectivités territoriales.

Sont visés les aérodromes qui ont été retirés de la liste de aérodromes d'intérêt national ou international, ainsi que les aérodromes n'ayant plus comme affectataire principal ou unique le ministère de la défense.

Une collectivité territoriale (ou un groupement de collectivités territoriales) peut notifier son intérêt au préfet de région. Un dossier d'information est établi. Des dossiers de candidatures sont présentés. S'il n'y a qu'une seule candidature, le préfet de région désigne le candidat comme bénéficiaire du transfert. En présence d'une pluralité de candidatures, le préfet sollicite la formation d'une candidature unique. C'est le préfet de région qui in fine désigne le bénéficiaire du transfert.

Une convention est établie entre l'État et le bénéficiaire du transfert, une compensation financière est prévue.

[Ce dispositif de la loi du 13 août 2004 sur les responsabilités locales ne concerne pas la Polynésie, l'État ayant conservé la propriété de l'aérodrome de Tahiti, CE 18 novembre 2015, n° 373336. La commune de Faa'a ne peut pas demander l'annulation de la décision du secrétaire d'État aux transports de signer un protocole d'accord de partenariat stratégique entre l'État et la Polynésie sur l'avenir de l'aéroport de Tahiti.]

(L'article 6 de la loi du 26 juillet 2019 relative à la Polynésie française prévoit la concession de l'aérodrome appartenant à l'État au profit, comme opérateur, d'une société ayant la Polynésie au nombre de ses associés.)

L'État conserve cependant la propriété des emprises et des installations nécessaires pour les besoins de la défense nationale, de la sécurité de la circulation aérienne, de la météorologie et de la sécurité civile.

Certaines collectivités envisagent déjà la fermeture, l'exploitation de certains de ces aérodromes n'étant pas rentable. L'article 74 de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, relatif à la fermeture de l'aérodrome transféré impose de consulter les détenteurs de droits et prévoir un dossier de relocalisation des activités actuelles. Certains aérodromes n'offrent pas de trafic commercial, ils servent à l'aviation légère et sportive, aux vols de montgolfières, aux avions taxi. Ou bien l'aérodrome est fermé et les terrains sont vendus et affectés à une autre activité.

## Les chambres de commerce

La Rochelle

### 2. Secteur privé

Les aérodromes privés

B. Le processus de construction (en cas de création ex nihilo), d'aménagement, d'entretien ou d'agrandissement (création de nouvelles pistes ou d'infrastructures : maximiser la capacité des pistes) des aéroports

i. La fondation d'un aéroport

Exemple de création d'aéroport (avortée) : la création de l'aéroport de Notre Dame des Landes, près de Nantes, avait été fortement contestée. Projet abandonné par le gouvernement Philippe le 17 janvier 2018.

L'État, les personnes de droit public et celles de droit privé peuvent créer, aménager et exploiter des aéroports, art. L. 6311-2 CT.

Il existe des normes concernant la conception et l'aménagement des aéroports et des hélicoptères.

La création ou l'extension des aéroports fait l'objet systématique de controverses : les uns sont favorables, comme les pouvoirs publics, les milieux économiques, les entreprises du bâtiment, d'autres contestent, ainsi les riverains, les amis de la nature et du calme, les écologistes.

Le projet de création ou d'extension d'aéroport : les études préliminaires

Le point de départ est une décision prise par l'autorité publique de mettre en route le processus devant mener à la création d'un nouvel aéroport ou celui de l'agrandissement d'un aéroport existant.

Le service technique de l'aviation civile, dépend, au sein de la DGAC, de la direction du transport aérien. Il a succédé en 2005 au service technique des bases aériennes. Il accomplit une mission d'expertise.

Il existe également le service national d'ingénierie aéroportuaire, SNIA, créé par un arrêté du 27 avril 2007, service divisé en plusieurs départements. Il accomplit des études relatives à la planification et à l'aménagement des aéroports civils et militaires. Un département est chargé de l'ingénierie des infrastructures, piste, chaussée, équipement, balisage. Un autre département est chargé du pilotage des équipes spécialisées des bases aériennes, ESBA.

La création d'un aéroport s'inscrit dans la durée, elle suppose un processus long, complexe et multiple. Elle relève de dispositions relevant du droit de l'urbanisme, du droit de l'environnement, du droit des travaux publics. Les exigences légales ne sont pas identiques pour n'importe quel aéroport, entrent en jeu des critères comme la longueur des pistes ou le montant financier de l'investissement.

Les adversaires du projet risquent de mener la guerre judiciaire si les exigences légales ne sont pas satisfaites. Aux yeux des personnes favorables au projet, ils apparaissent comme des grincheux au comportement néfaste.

Arrêté du 11 octobre 1960 relatif à la composition du dossier à joindre à une demande d'autorisation de créer un aéroport ou d'ouvrir à la circulation aérienne publique un aéroport existant.

Nous nous proposons de présenter les exigences susceptibles d'être imposées, compte tenu de l'importance du projet. Si le projet est de faible ampleur, tous les points que nous allons indiquer n'ont pas lieu d'être observés. Avant d'entamer les travaux de construction de l'aéroport, nombre d'obstacles administratifs doivent être franchis.

La réglementation relève moins du droit aérien que du droit de l'urbanisme et de l'environnement.

a. Le foncier

Il faut désigner un périmètre. Il faut prévoir, parfois très longtemps à l'avance, la réserve des terrains, avec éventuellement la création de servitudes aéronautiques de dégagement. Art. L. 6353-1, R. 6353-2, 6353-4 CT.

Les propriétaires riverains peuvent contraindre l'État, sous certaines conditions, d'acheter leurs terrains, art. L.6353-2 CT.

En prévision de la construction de l'aérodrome de Notre Dame des Landes, un décret du 19 janvier 2007 offrait aux propriétaires la possibilité de mettre l'État en demeure d'acquérir des immeubles situés à l'intérieur d'un certain périmètre.

Un décret du 24 septembre 2019 abroge ce décret de 2007.

Le projet de Notre Dame des Landes étant abandonné, le trafic aérien demeure à l'aéroport de Nantes Atlantique. Les riverains peuvent y subir des nuisances, leurs biens peuvent connaître une moins-value.

Le décret n° 2021-470 du 19 avril 2021 permet aux propriétaires d'immeubles bâtis de mettre en demeure l'État, en application de l'article L. 6353-3 du code des transports, d'acquérir leurs immeubles d'habitation situés dans un périmètre des communes de Saint Aignan Grandlieu et de Bouguenais.

Le décret n° 2021-471 du 19 avril 2021 crée un dispositif d'aide à la revente aux propriétaires d'immeubles d'habitation riverains de certains aérodromes appartenant à l'État, à la suite de l'abandon de leur transfert sur un autre site.

La situation concerne les propriétaires qui ont vendu leur logement, alors que l'État a annoncé le maintien de l'aérodrome existant, alors qu'il avait envisagé de le fermer.

Ces propriétaires vendeurs ont éventuellement subi une dévalorisation.

Le décret instaure un mécanisme d'aide.

L'arrêté du 19 avril 2021 précise les conditions d'octroi de cette aide concernant des biens situés sur les communes de Bouguenais, Rezé et Saint Aignan Grandlieu.

#### b. La défense et la protection de l'environnement

Il y a une réglementation européenne à respecter, le droit français doit être conforme à la législation européenne. Il faut débattre, il faut mener le débat écologique.

La puissance publique ne peut décider toute seule, il lui faut consulter le peuple, ou ce qui en tient lieu.

Évaluation des grands projets d'infrastructure.

Il existe une réglementation d'origine européenne portant sur l'évaluation des incidences sur l'environnement, la directive 85/337/CEE 27 juin 1985 - modifiée par la directive 97/11/CE du 3 mars 1997 - concernait les projets de construction.

Cette procédure d'évaluation environnementale est obligatoire d'après l'annexe I s'il s'agit de la construction d'une piste de plus de 2100 mètres,

Un certain pouvoir d'appréciation des États existe en dessous d'après l'annexe II. Mais la procédure d'évaluation peut se révéler obligatoire pour des extensions de projets s'il y a des incidences négatives importantes sur l'environnement à raison de leur localisation.

Débat public : la démocratie participative

La charte de l'environnement établit le principe de participation du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement, voir l'article 7.

Il existe une Commission nationale du débat public.

C'est ainsi qu'une décision du 23 janvier 2019, au visa des articles L. 121-1 et s. et R. 121-8 du code de l'environnement, de cette commission ouvre une concertation préalable concernant le projet de réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique et désigne une dame comme garante du processus de concertation préalable du projet. La décision n° 2019/35 du 4 septembre 2019 de la commission nationale du débat public prend acte du bilan des garantes relatif à la concertation préalable sur le projet de réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique.

Une autre décision du 2 octobre 2019 concerne le projet de construction d'un nouveau terminal passagers (Terminal 4) à l'aéroport de Paris CDG, JO du 6 octobre 2019.

Le débat a été parfois porté en justice pour déterminer si le projet entre ou non dans le domaine de la réglementation européenne.

Le débat en Belgique.

CJUE, 18 octobre 2011, association des riverains des communes proches de l'aéroport Bruxelles Sud Charleroi c. Région wallonne, la procédure n'est pas identique selon que l'approbation du projet résulte ou non d'une loi. CJUE, 16 février 2012, C-182-10 : des défenseurs de l'environnement combattent des projets approuvés par le parlement wallon autorisant des travaux à l'aéroport de Liège Bierset et Charleroi Bruxelles Sud. Les autorités

ont-elles respecté les procédures prévues par la convention d'Aarhus et certaines directives communautaires ? Le projet doit pouvoir être contesté en justice. L'autorité doit communiquer les motifs de la décision. Respect de l'intégrité de certains sites : conservation des habitats naturels.

Le débat à Salzbourg : la piste dépasse les 2100 mètres.

Demande de décision préjudicielle du 21 mai 2012, C-244/12, compatibilité ou non du droit autrichien avec la directive 85/337 modifiée, les travaux envisagés consistent dans la construction d'un terminal, de hangars, d'entrepôts et aires de stationnement, de tels travaux sont-ils soumis à évaluation des incidences sur l'environnement ? Il y a divergence entre l'aéroport de Salzbourg et la chambre compétente en matière d'environnement.

La CJUE a rendu son arrêt le 21 mars 2013.

La réglementation autrichienne est contraire sur certains points aux solutions édictées par la directive.

Un immeuble voit sa valeur diminuer du fait de nuisances sonores dues à la proximité d'un aéroport. Plusieurs extensions de l'aéroport ont été réalisées sans évaluation environnementale. En principe l'État doit réparer tout préjudice causé par l'omission d'une évaluation des incidences sur l'environnement. La haute juridiction autrichienne demande si cette omission inclut l'indemnisation de la dépréciation de la maison. L'avocat général Juliane Kokott répond par la négative, affaire C-420/11, conclusions du 9 novembre 2012. La directive ne contient aucune règle sur l'indemnisation. Pour qu'il y ait indemnisation, il faudrait que le public n'ait pas été suffisamment informé des incidences sur l'environnement à attendre.

La directive 85/337 a été remplacée par la directive 2011/92 du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, JO 2012 L 26 p. 1

La loi du 22 août 2021 de lutte contre le dérèglement climatique entend, pour limiter les émissions liées au transport aérien, limiter les créations et les extensions de piste, voir l'article L. 122-2-1 du code de l'expropriation. L'aérodrome ainsi freiné dans son essor ne verra pas son trafic augmenter.

#### c. L'évaluation des grands projets d'infrastructures de transport

Cette évaluation concerne la création d'aérodromes de catégorie A, art. R. 1511-1,1°, et les projets dont le coût est égal ou supérieur à 83 millions d'euros, 3°.

Idem pour la création d'aérodromes autorisés par l'État, si l'étude d'impact s'impose, art. R. 1511-2

En ce qui concerne les aérodromes appartenant à l'État et concédés, tout projet d'investissement, soumis à approbation du ministre, doit faire l'objet d'une consultation des usagers, art. R. 224-3 CAC.

d. L'élaboration d'étude d'impact, préalable à l'enquête. Protection de la nature. Impact sur l'eau. L'article R. 211-3 CAC opère un renvoi à l'art. R. 122-8 du code de l'environnement. Art. R. 211-4 CAC.

e. L'avant-projet de plan de masse, APPM, a la valeur d'une étude préliminaire interne à l'administration.

f. Plan de composition générale, PCG

g. Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique. Le dossier d'enquête publique. Avis du commissaire-enquêteur. Conclusions de l'enquête technique. Art. L. 6353-1, R. 6353-1.

Le code des relations entre le public et l'administration, publié par une ordonnance du 23 octobre 2015, comporte des dispositions relatives aux enquêtes publiques, article L. 134-1, art. R. 134-3. Les dispositions contenues dans le code de l'environnement sont cependant réservées.

Des expropriations de terrains seront réalisées.

CAA Paris, 4 juillet 2019, n° 17PA20307 : l'indivisaire (pour un quart) de deux parcelles situées à Saint Barthélémy conteste en vain leur acquisition par la collectivité de Saint Barthélémy. Un arrêté du 6 mai

2014 avait prescrit l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et désigné le commissaire enquêteur. Le représentant de l'État dans cette collectivité avait par un arrêté du 28 octobre 2014 déclarée d'utilité publique cette acquisition par voie d'expropriation. Un arrêté du 16 juin 2015 avait déclaré ces parcelles cessibles. Il s'agissait d'aménager un accès à l'aéroport de Saint Barthélémy (pérenniser l'implantation de la station météo) et de créer une aire de dégagement en cas de sortie d'avions en bout de piste. Les autres indivisaires – à l'exception d'une tante oubliée détenant 1/64 ° de la propriété des parcelles – avaient consenti à la cession.

Les projets de travaux et d'ouvrages visant à créer ou à étendre une aérogare ou une piste pour augmenter les capacités d'accueil des avions, des passagers ou du fret d'un aéroport ouvert à la circulation aérienne publique ne peuvent être déclarés d'utilité publique en vue d'une expropriation s'ils ont pour effet d'entraîner une augmentation nette, après compensation, des émissions de gaz à effet de serre générées par l'activité aéroportuaire par rapport à l'année 2019.

Art. L. 122-2-1, I, du code de l'expropriation.

Cette disposition restrictive, limitant l'extension des aéroports, n'est pas applicable à l'aéroport de Nantes (jusqu'à la fin de 2036), à l'aéroport de Bâle-Mulhouse et aux hélistations.

Ne sont pas non plus concernés les projets de travaux et d'ouvrages rendus nécessaires par des raisons sanitaires, de sécurité, de défense nationale ou de mise aux normes réglementaires.

Le décret du 22 juin 2022 crée de nouvelles dispositions réglementaires insérées dans le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'art. R. 122-8 envisage la situation d'une entité qui veut procéder à une expropriation, elle a un projet pour créer ou étendre une piste ou pour créer une aérogare, en faisant l'acquisition d'un terrain, elle entend faire déclarer d'utilité publique ce projet. Elle doit joindre à sa demande une étude pour déterminer si ce projet a pour effet d'augmenter les capacités d'accueil de l'aéroport. Si tel est le cas, l'expropriant doit fournir, selon l'art. R. 122-10, une étude complémentaire pour déterminer si l'opération a pour effet d'entraîner une augmentation nette des émissions de gaz à effet de serre générée par l'activité aéroportuaire par rapport à l'année 2019.

h. Décret de déclaration d'utilité publique (DUP) des travaux nécessaires à la réalisation du projet d'aéroport

L'exemple de la création (avortée) de l'aéroport de Nantes - Notre Dame des Landes

Un arrêté du 11 janvier 1974 du préfet de la Loire Atlantique avait créé une zone d'aménagement différé aéroportuaire Ouest Atlantique.

L'arrêté ministériel du 9 octobre 2003 était relatif au principe et aux conditions de la poursuite du projet d'aéroport pour le Grand Ouest sur le site de Notre Dame des Landes (pris après débat public)

Le décret du 9 février 2008 avait fait la déclaration d'utilité publique

Un arrêt du Conseil d'État rendu le 31 juillet 2009, n° 314955, avait rejeté les requêtes tendant à l'annulation du décret du 9 février 2008 déclarant d'utilité publique les travaux pour réaliser le projet d'aéroport du grand ouest. La création de l'aéroport est justifiée par la saturation des capacités de l'actuel aéroport de Nantes Atlantique, par la nécessité de répondre à la croissance du trafic aérien, il s'inscrit dans le cadre général du développement du grand Ouest, améliorer l'aménagement du territoire, développer les lignes aériennes nationales et internationales. L'opération présente un caractère d'utilité publique.

Un arrêt du Conseil d'État du 17 octobre 2013, n° 358633, avait rejeté la requête émanant d'un collectif d'élus locaux tendant, pour changement des circonstances de droit et de fait, à l'abrogation du décret du 9 février 2008 qui avait déclaré d'utilité publique les travaux destinés à réaliser l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Le gouvernement avait organisé un référendum auprès des habitants du département de la Loire-Atlantique, les consultés s'étaient prononcés, à 55,17 % contre 44,83 %, en faveur de la création de l'aéroport.

Nomination de trois médiateurs

Le gouvernement abandonne, le 17 janvier 2018, le projet.  
Les réactions hostiles sont limitées.

Lorsque les obstacles de fait et de droit sont levés, on peut procéder à la construction de l'aéroport : création et aménagement des pistes par des entreprises de BTP, construction des bâtiments de l'aérogare.

[Les malfaçons, tant de travaux initiaux qu'ultérieurs, ne sont pas exceptionnelles. Les autorités aéroportuaires n'hésitent pas alors à engager la responsabilité des entreprises en défaut.

Le litige relève-t-il de la compétence des juridictions administratives ou des juridictions judiciaires ?

La plupart des décisions ne contestent pas la compétence des juridictions de l'ordre administratif pour statuer sur la responsabilité des entrepreneurs. Une décision du TC du 4 juillet 2022 contredit, semble-t-il, cette solution.

CAA Bordeaux, 6 octobre 2015, n° 15BX00110 : 207 177 euros mis à la charge des constructeurs du dallage de l'aérogare de Fort de France atteint de désordres apparus après la réception des travaux.

CAA Versailles, 8 octobre 2015, n° 14VE00722 : désordres d'infiltrations au travers de la voûte en béton (et des verrières) du satellite A du terminal 2 de l'aéroport CDG, la société ADP maître de l'ouvrage fait condamner les constructeurs en faisant jouer la garantie décennale. 25 % de la responsabilité des désordres sont imputés à un défaut de surveillance d'ADP come maître d'œuvre. ADP obtient 320 989 euros + 134 785 euros. Sans compter les frais d'investigation et d'expertise.

CAA Bordeaux, 15 décembre 2015, n° 13BX01029 : la CCI de Pointe à Pitre a attribué en 2006 à la société Colas un marché de travaux pour le renforcement de la raquette n° 11 et le taxiway fox des pistes de l'aéroport Pôle Caraïbes (en vue de la réception du nouvel appareil Boeing d'Air France). Une couche de roulement en béton bitumeux a été appliquée sur ces deux zones. Des désordres ont été constatés dans l'année : fissures paraboliques, déformations, arrachage de graviers, fragmentation de la couche de roulement, remontées d'eau. Réparation en juin 2012, nécessitant une fermeture du trafic. Condamnation de Colas en première instance. Garantie décennale du constructeur, qui est engagée. Défaut d'exécution : mise en œuvre d'un béton bitumeux ne correspondant pas à celui convenu dans le cahier des charges, sous dosé en bitume et surchauffé lors de sa préparation, défaut de collage de la couche de roulement. Inexécution des travaux dans les règles de l'art. L'entrepreneur est condamné à payer 396 329 euros à la CCI des îles de la Guadeloupe et 54 914 euros de frais d'expertise. L'État est condamné à garantir l'entrepreneur à concurrence de 25 % : le service des bases aériennes, service d'État, en tant que maître d'œuvre, n'a procédé à aucun contrôle lors de l'exécution et de la réception des travaux, il a contribué à la réalisation du dommage subi par la CCI.

CAA Marseille, 26 février 2018, n° 17MA00263 : la société Aéroport Marseille Provence demande la condamnation d'une société de construction métallique à des dommages intérêts, elle met en cause des désordres et des défauts d'étanchéité dans la construction d'immeubles de parkings, la demande est contractuellement irrecevable, l'article 22 du cahier des clauses administratives particulières imposait la recherche d'une solution amiable pendant un mois avant la saisine du tribunal administratif. La demande de la société de construction reçoit le même sort.

On peut cependant citer une espèce où le TC a dénié la compétence des juridictions administratives dans un litige mettant en cause des entreprises, qui auraient commis des fautes dans le programme de travaux de balisage sur pistes.

Des travaux de rénovation des approches des pistes et du balisage lumineux à Blagnac.

L'avion de Corsair est endommagé en octobre 2010 au décollage en heurtant une balisage temporaire d'une piste.

Corsair se retourne contre l'aéroport.

Corsair, la victime, est indemnisée, dans le cadre d'une transaction conclue entre l'assureur de l'aéroport et la compagnie aérienne.

L'assureur de l'aéroport, Allianz, est subrogé dans les droits de Corsair, ainsi que dans les droits de son assuré contre les entreprises.



L'assureur de l'aéroport de Blagnac agit, par subrogation, contre les entreprises ayant mené les travaux malencontreux.

Le tribunal adm. de Toulouse condamne en mai 2018 les deux sociétés à verser la somme de 171 273,13 euros à l'assureur Allianz.

En appel. CAA Bordeaux, 17 décembre 2020, n° 18BX02944 : le point de départ concerne la conclusion en 2009 et 2010 de contrats de marché de travaux par la société exploitant l'aérodrome de Toulouse Blagnac avec des entreprises, l'une pour la rénovation des approches des pistes, l'autre pour des travaux de rénovation du balisage lumineux de l'approche des pistes. Deux balises provisoires avaient été fixées au sol pendant l'exécution des travaux. Ces feux d'identification de piste étaient installés verticalement et non horizontalement.

Un sinistre survient le 26 octobre 2010. Un avion de la compagnie Corsair allait décoller, il roulait sur la ligne jaune du taxiway de l'aéroport, il a heurté une balise temporaire, a été endommagée l'entrée d'air du réacteur numéro 3 situé à l'intérieur de l'aile gauche. Les feux étaient positionnés à une hauteur ne permettant pas le passage des réacteurs de l'appareil lors du roulage.

Une transaction a été conclue entre l'assureur de l'aéroport, Allianz, et Corsair à la hauteur de 191 515 dollars. L'assureur de la société Aéroport Toulouse Blagnac, subrogé dans les droits de ce dernier, a ensuite engagé la responsabilité des deux entrepreneurs, Spie industrie et Ingérop, pour fautes contractuelles dans l'exécution du marché de travaux et porté l'affaire devant la juridiction administrative.

L'arrêt considère que les marchés en cause ne constituent pas des contrats administratifs par détermination de la loi.

La société Aéroport de Toulouse Blagnac, en sa qualité de concessionnaire, assure l'exploitation de l'aérodrome, elle assure l'aménagement et le développement de l'aérodrome, elle fait les investissements correspondants, elle assure l'aménagement des aires de manœuvre, elle assure la maintenance du balisage lumineux. Cette société n'agissait pas comme mandataire de l'État.

Le juge administratif n'est pas compétent pour connaître de l'action d'Allianz subrogée dans les droits de son assurée contre les deux entreprises à raison de fautes commises dans l'exécution de travaux réalisés dans le cadre de contrats de droit privé qui relèvent des juridictions de l'ordre judiciaire.

Le Conseil d'État dans un arrêt du 28 mars 2022, n° 449860, renvoie l'affaire au tribunal des conflits pour déterminer l'ordre de juridiction compétent pour connaître de ce contentieux.

Les services de la circulation aérienne doivent être tenus au courant de l'état opérationnel des aides visuelles, balisage d'approche, balisage de la piste, balisage de la circulation à la surface y compris barres d'arrêt et panneaux de signalisation, balisage d'obstacles indispensables pour l'exécution d'une procédure de départ ...lorsque l'approche est localisée sur l'aérodrome. En cas de travaux sur les aires de mouvement, le concessionnaire organise les chantiers de manière à perturber le moins possible la circulation au sol des aéronefs. Le concessionnaire et le prestataire de services de la navigation aérienne organisent une concertation régulière sur leurs projets de travaux et de la compatibilité de ces travaux avec les contraintes de l'exploitation aéroportuaire. Tous travaux de réfection des pistes doivent être compatibles avec les surfaces libres d'obstacles ou avec les surfaces d'évaluation d'obstacles relatives aux approches de précision.

La cour administrative d'appel a considéré que la juridiction administrative n'était pas compétente pour connaître de l'action de l'assureur, subrogé dans les droits de son assurée, la société Aéroport Toulouse Blagnac contre Ingérop et Spie, à raison des fautes commises par ces sociétés dans l'exécution des travaux réalisés dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre et du marché de travaux en litige. La société Aéroport Toulouse Blagnac ne pouvait pas être regardée comme agissant pour le compte de l'État lorsqu'elle a conclu les marchés avec les deux sociétés, personnes de droit privé.

L'assureur de l'aéroport et l'aéroport soutiennent que les marchés en cause en vue de la réalisation de travaux de sécurité sur un ouvrage public l'ont été pour le compte de l'État et sont des contrats administratifs relevant de la compétence de la juridiction administrative.

Le CE voit là une difficulté sérieuse pour statuer sur la responsabilité contractuelle des deux sociétés du fait des dommages causés à un aéronef par les travaux de rénovation du balisage lumineux d'une piste d'aérodrome.

Les services publics aéroportuaires donnent lieu à la perception e redevances à l'occasion de l'usage des infrastructures dans la mesure où cet usage est directement nécessaire à l'exploitation des aéronefs.

La cour de Bordeaux a estimé que la juridiction administrative n'était pas compétente pour connaître de l'action de l'assureur subrogé dans les droits de la victime tendant à la réparation des dommages causés à l'aéronef de Corsair du fait de l'installation de balises lumineuses provisoires sur les pistes par les deux sociétés. Ces dommages ont été subis par un usager d'un service industriel et commercial fourni par l'aéroport, le litige relevant des juridictions judiciaires.

L'assureur et l'aéroport soutiennent que le service public en cause, qui comprend la balisage lumineux de l'approche des pistes, est un service public administratif. Le ministre peut prescrire le balisage des obstacles dangereux pour la navigation aérienne.

L'affaire est renvoyée au TC.

La décision du Tribunal des conflits a été lue le 4 juillet 2022, requête n° 4247, Juris tourisme 2022, n° 255, p.12, obs. Xavier Delpech. Le TC statue en faveur de la compétence de la juridiction judiciaire.

Sur l'action en responsabilité contractuelle (appartenant à l'aéroport contre les entreprises de travaux sur pistes). La société concessionnaire n'agissait pas en l'espèce comme mandataire de l'État. Les contrats conclus par la société concessionnaire pour la rénovation du balisage sont des contrats de droit privé, les litiges y afférents relèvent de la compétence de la juridiction judiciaire.

Sur l'action en responsabilité extracontractuelle de Corsair contre les entreprises de travaux. Corsair est usager du service industriel et commercial géré par l'aéroport, consistant dans la mise à disposition des compagnies aérienne moyennant le paiement de redevances d'une infrastructure de transport permettant le décollage l'atterrissage et le stationnement des aéronefs. Les litiges relatifs à la réparation des dommages subis par un aéronef circulant sur une piste à raison d'une balise temporaire installée sur celle-ci relèvent de la compétence de la juridiction judiciaire, alors même qu'ils seraient imputables à des travaux publics ou à un ouvrage public.

Lorsque le projet de construction est mené à son terme, tout est prêt pour que s'opère l'ouverture de l'aérodrome à la circulation aérienne.

#### iv. La création de l'aérodrome par décision de l'autorité publique.

La création d'un aérodrome d'État suppose une décision prise par arrêté ministériel, art. R. 6311-1 CT.

La création d'un aérodrome par une personne autre que l'État est subordonnée à une autorisation administrative, art. R. 6311-2.

C'est ainsi qu'un arrêté du 4 juillet 2018 autorise la création par la commune de Port Joinville d'une hélistation à l'île d'Yeu destinée à être agréée à usage restreint.

Une convention entre l'État et la personne publique est conclue.

La conclusion d'une convention, le décret déclaratif d'utilité publique pour autoriser les expropriations, le décret de classement, tiennent lieu d'autorisation, art. R. 6311-3

### C. Le financement de la construction et de l'équipement des infrastructures aéroportuaires

Construire et équiper un aéroport comme Orly, Roissy, ou agrandir ou moderniser celui de Nantes, exigent des capitaux considérables. Il n'y a souvent pas d'autres moyens que de tirer parti de financements publics. La législation européenne sur les aides d'État limite cependant le recours au financement public en ce qui concerne les aéroports servant à l'aviation commerciale.

Le financement de la construction de l'aéroport - dépenses d'équipement et d'infrastructures - est normalement à la charge du propriétaire. Même si parfois il y a dissociation entre le propriétaire et l'exploitant et que le concessionnaire assure la construction de l'aéroport (ce qui avait été prévu pour Notre Dame des Landes).

Le financement des infrastructures aéroportuaires en provenance des autorités publiques porte en premier sur les dépenses d'investissement.

[On traitera infra des aides accordées pour le financement des dépenses de fonctionnement qui sont normalement à la charge de l'entité ayant la gestion de l'aéroport.]

Il existait une communication de la Commission fixant des lignes directrices communautaires sur le financement des aéroports ..., 2005/C 312/01. Ces lignes ont connu une révision.

La Commission avait ouvert en avril 2011 une consultation, elle envisageait une révision des lignes directrices concernant le financement des aéroports et les aides au démarrage attribuées aux compagnies au départ d'aéroports régionaux.

Ces lignes directrices sur les aides publiques ont été publiées par la commission européenne le 20 février 2014. La Commission européenne a incontestablement le dessein d'éviter les capacités aéroportuaires excédentaires et le trop grand nombre d'aéroports non rentables.

La Cour des comptes européenne se joint à ce chœur d'hostilité non dissimulée en publiant un rapport spécial n° 21/2014 intitulé Infrastructures aéroportuaires financées par l'Union européenne : des investissements peu rentables.

On retrouve ces idées dans l'avis du comité économique et social européen sur les capacités aéroportuaires, JOUE du 14 juillet 2015 : cet avis oppose les aéroports indispensables aux aéroports superflus. L'UE devrait limiter le financement aux projets qui sont financièrement viables.

L'UE en réalité ne finance guère, ce sont les États ou les collectivités territoriales qui aident le secteur.

Chaque ville d'une certaine importance entend être dotée d'un aéroport ouvert au trafic commercial. Sans aéroport elle se croit dégradée au rang de bourgade. Le service public ne saurait être rentable.

L'exercice des prérogatives de l'État en tant que puissance publique assurant la sûreté (la lutte contre le terrorisme et la criminalité), le contrôle du trafic aérien, la police, la douane, le service des pompiers relève des missions de l'État et est financé par l'impôt. On ne saurait parler d'aides d'État à propos des dépenses engagées par la puissance publique pour les financer.

La puissance publique a injecté du capital dans la société de l'aéroport de Leipzig/Halle : dans la mesure où ces injections de capital couvrent les coûts qui relèvent d'une mission de puissance publique (l'exploitant détient un droit à un remboursement), elles ne constituent pas une aide d'État. Il s'agit d'assurer le financement du bâtiment du service d'incendie, de l'équipement de lutte contre l'incendie et de l'héliport. Voir la décision de la Commission 2015/1469 du 23 juillet 2014, cf. infra.

L'aéroport est envisagé dans la conception moderne comme une entreprise assurant une activité économique qui est la fourniture de services aéroportuaires à la clientèle constituée par les compagnies et autres exploitants qui y font décoller et qui y font atterrir leurs aéronefs.

Cette conception de la jurisprudence européenne remonte aux décisions Aéroports de Paris du Tribunal du 12 décembre 2000 et de la Cour de justice du 24 octobre 2002, C-82/01.

La jurisprudence européenne considère que l'exploitant d'aéroport exerce en principe une activité économique et doit prendre à sa charge les coûts d'infrastructure. Le hic, c'est que la construction de l'ensemble de la plateforme ou la création d'une nouvelle piste nécessite souvent un financement public et que l'UE ne peut pas interdire tout soutien financier.

## L'interdiction des aides faussant le jeu de la concurrence

Certaines sources de financement public risquent d'être réputées comme constituant des aides d'État faussant le jeu de la concurrence et, à ce titre, interdites.

L'article 107 § 1 du TFUE décide en effet que les aides étatiques qui faussent la concurrence en favorisant certaines entreprises sont incompatibles avec le marché intérieur.

Les autorités européennes ont souvent une approche très économiste de la question et voit des aides d'État, là où nous verrions seulement des investissements à la charge de la puissance publique pour financer des infrastructures d'intérêt général, comme des routes, des ports ou des voies ferrées.

On considère également que les aéroports, entités et entreprises à objet économique, sont en concurrence les uns envers les autres. Cela est peut-être vrai dans certaines hypothèses : si un transporteur aérien veut établir une ligne entre Paris et le Sud-Ouest pyrénéen, il y a probablement un concours entre l'aéroport de Tarbes, celui de Pau ou celui de Biarritz, la compagnie choisira selon les atouts de l'un ou de l'autre. La concurrence entre Roissy et Blagnac, ou entre Blagnac et Nantes ne relève pas de l'évidence. Pour un transporteur extrême-oriental, peut-être, voulant établir une ligne entre l'Orient lointain et un aéroport français. Voudra-t-il desservir Lyon, Toulouse, Nice ou Paris ? Il faut compter en matière de transport international avec les règles sur l'octroi ou le refus des droits de trafic.

L'avenir des aéroports a fait l'objet, à la suite de différentes communications de la Commission, d'une résolution du Parlement européen le 10 mai 2012. Cette résolution ne concerne pas les aéroports des capitales, mais les aéroports régionaux dépourvus de plate-forme de correspondance. Les petits et moyens aéroports sont souvent desservis par une seule compagnie. Certains n'ont qu'un trafic saisonnier. La résolution se dit hostile à la prolifération des aéroports régionaux. Un aéroport ne serait rentable qu'avec un trafic de plus 500 000 passagers par an. La résolution souhaite que les aéroports soient reliés au réseau ferroviaire grande vitesse.

## La justification de certaines sources de financement public

Il existe certaines hypothèses où les financements publics sont admis ou justifiés et ne constituent pas des aides publiques prohibées.

Certains financements publics accordés à des entreprises sont admis en ce qu'ils constituent des compensations de *service public*.

L'article 106 paragraphe 2 TFUE vise les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, SIEG. Ces entreprises sont certes soumises aux règles du traité, notamment aux règles en matière de concurrence. Cette soumission ne vaut cependant que dans les limites où l'application de ces règles (du traité) ne fait pas échec à l'accomplissement de la mission particulière qui leur a été impartie.

Cette disposition propre aux SIEG est applicable en matière aérienne. Si les conditions fixées par le traité sont remplies, les facilités financières accordées par l'État (et ses démembrements) aux aéroports ne seront pas réputées aides d'État prohibées.

Certaines activités conduites par les aéroports - voire exceptionnellement la gestion d'un aéroport dans son ensemble - peuvent représenter des services d'intérêt économique général SIEG. L'autorité publique impose à l'opérateur de l'aéroport certaines obligations de service public, l'aéroport peut être dédommagé pour les coûts supplémentaires résultant de l'exécution de cette obligation.

C'est le célèbre arrêt Altmark du 24 juillet 2003, C-280/00, qui a fixé 4 conditions pour que la compensation accordée pour SIEG par la puissance publique ne constitue pas un avantage au sens de l'article 107 TFUE.

L'entreprise doit avoir été chargée de l'exécution d'obligations de service public, il faut des obligations clairement définies. Il faut un mandat de service public conféré par l'autorité publique.

Les paramètres sur la base desquels est calculée la compensation doivent avoir été établis de façon objective et transparente.

Pour qu'une compensation ne constitue pas une aide d'État, son niveau doit se limiter au minimum nécessaire. Quatrième critère.

Le bénéficiaire de la compensation a été sélectionné dans le cadre d'une procédure de marché public.

Si ce n'est pas le cas, il faut que le niveau de la compensation soit déterminé sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise bien gérée et bien équipée devrait satisfaire pour accomplir ses obligations de service public.

La décision 2012/11 de la Commission du 20 décembre 2011 concerne l'application de l'article 106 § 2 TFUE et les aides d'État sous forme de compensations de service public.

Pour que la décision SIEG de 2005 soit applicable dans un cas donné, il faut que les services en question aient été qualifiés de services réels d'intérêt économique général et clairement définis en tant que tels par l'État.

Certains financements en faveur d'aéroports roumains ont été effectués conformément à la décision SIEG, voir décision 2017/1149 du 27 septembre 2016, citée infra, n° 10. D'autres, non.

Le Conseil d'État dans son arrêt du 13 juillet 2012 a admis en se fondant sur la jurisprudence Altmark que la subvention accordée au concessionnaire de l'aérodrome de Notre Dame des Landes ne constituait pas une aide d'État au sens de l'article 107 du TFUE. Le cahier des charges de la concession prévoit le versement d'une subvention d'aide à la construction de 165 millions d'euros, 90 à la charge de l'État, 75 pour les collectivités territoriales. La subvention compense des obligations de service public, les candidats à la délégation ont disposé de toutes les informations, la subvention ne dépasse pas ce qui est nécessaire, trois offres ont été présentées et la société retenue est celle qui avait demandé la subvention la moins importante.

Certaines aides sont licites, parce qu'elles sont déclarées *compatibles avec le marché intérieur*.

L'article 107 § 3 TFUE déclare que certaines aides " peuvent " être déclarées compatibles avec le marché intérieur.

C'est le cas des aides destinées à favoriser le développement de certaines régions défavorisées. Lettre a.

C'est le cas des aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun. Lettre b.

C'est le cas des aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges et de la concurrence dans l'Union dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Lettre c.

C'est le cas des autres catégories d'aides déterminées par décision du Conseil sur proposition de la Commission. Lettre e.

La qualification d'aide d'État est alors reconnue, mais l'aide est justifiée.

L'exonération cas par cas

Les lignes directrices émanant de la Commission admettent que les pouvoirs publics accordent, en particulier en ce qui concerne les aérodromes régionaux, des financements pour la construction des plates-formes aéroportuaires.

(Quel est le statut juridique des lignes directrices ? Du droit mou, une sorte de circulaire administrative par laquelle la Commission indique quels sont les financements publics qu'elle sanctionnera et ceux qu'elle admettra ou tolérera. Les juridictions ne sont pas formellement liées par ces écrits émanant de la Commission, même si de facto elles ne s'en éloignent guère.)

Les lignes directrices de 2005, point 61, admettaient sous certaines conditions les aides au financement des infrastructures aéroportuaires : un objectif d'intérêt général, infrastructure nécessaire, des perspectives d'utilisation à moyen terme, l'ouverture de l'infrastructure aux utilisateurs sans discrimination, la non affectation du développement des échanges contrairement à l'intérêt commun.

Les lignes directrices adoptées le 20 février 2014 autorisent sous conditions les aides d'État en faveur des investissements dans les infrastructures aéroportuaires.

Des aides à l'investissement sont autorisées s'il existe un besoin en matière de transport.

Il y a un plafond en ce qui concerne le montant de ces aides.

Vincent Correia, Les nouvelles lignes directrices de la Commission européenne sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes, ZLW 3/2014 p. 411.

Loïc Grard, Aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes : publication de lignes directrices nouvelles, RTD

Européen, 2015.417

Même si en théorie les dépenses d'infrastructures devraient être financées par les ressources propres et non par les concours publics, les lignes directrices admettent les aides en tenant compte du trafic assuré par l'aéroport. Pour les aéroports de moins d'un million de passagers, les aides à l'investissement sont admises jusqu'à 75 % de la dépense.

Pour les aéroports entre 1 million et 3 millions de passagers annuels, le concours public peut aller jusqu'à 50 %.

Pour les aéroports ayant entre 3 et 5 millions de passagers, l'aide peut aller jusqu'à 25 %.

Pour les aéroports ayant un trafic de plus de 5 millions de passagers, les aides ne seront admises qu'à titre exceptionnel.

Les autorités européennes ont statué assez fréquemment en matière d'aides d'État octroyées pour financer les infrastructures aéroportuaires.

Un contentieux déjà ancien, tranché sous l'empire des anciens textes et ensuite sur le fondement des nouvelles lignes directrices de 2014, a concerné les aides octroyées par la Wallonie à l'aérodrome de Charleroi, BSCA. La région wallonne avait constitué la Sowaer pour développer et mettre les infrastructures aéroportuaires de Wallonie à la disposition des sociétés gestionnaires des aéroports.

Le transporteur irlandais Ryanair, qui assure l'essentiel du trafic à Charleroi, était également mis en cause.

Une première décision du 12 février 2004 avait été annulée le 17 décembre 2008 par le Tribunal.

La Commission, tenace, a repris la procédure, reprochant, dans une lettre du 21 mars 2012, JOUE du 17 août 2012, à la Wallonie de subventionner l'aéroport de Charleroi et d'accorder des aides à Ryanair.

La Commission a statué par une décision du 1<sup>o</sup> octobre 2014, publiée au JOUE du 30 novembre 2016.

Depuis la décision Aéroports de Paris du 12 décembre 2000 du Tribunal, l'exploitation d'un aéroport et considérée comme une activité économique.

La région wallonne avait pris à partir de 2002 un acte contraignant d'octroi d'un concours financier.

Ne relèvent pas d'une aide d'état les subventions liées aux services de sûreté et de lutte contre l'incendie.

En revanche, la décision considérait que les services d'entretien et de sécurité du trafic étaient de nature économique.

La commission a estimé que les aides avaient aidé au développement régional, mais qu'elles pouvaient favoriser la multiplication d'aéroports non rentables. Les aides accordées avant 2014 ont été déclarées compatibles, mais incompatibles avec le marché intérieur à partir du 4 avril 2014, date de parution des lignes directrices.

Ont été en particulier condamnées comme mesures illégales la convention de sous concession et une décision d'investissement.

Ryanair a été mis hors de cause, l'aide a contribué au développement de la région déprimée de Charleroi.

La Wallonie (le royaume de Belgique, en droit strict) s'est vu ordonner de récupérer certaines aides accordées à l'aéroport.

L'aéroport de Charleroi a formé un recours en annulation à l'encontre de certains articles de la décision de 2014.

Les aides n'avaient jamais été notifiées.

Le Tribunal a rejeté le recours le 25 janvier 2018, T-818/14.

L'action de la Commission n'était pas prescrite.

L'ILS est un système permettant aux avions l'approche de la piste par temps, il ne participe pas de l'exercice des prérogatives de puissance publique, c'est un système de nature économique ; assurer la sécurité des atterrissages fait partie intégrante de l'exploitation commerciale de l'aéroport.

La décision du Tribunal rejette le moyen contestant la répartition, quant au nouveau terminal, entre les locaux à utilisation économique et non économique. Le Tribunal ne peut substituer son appréciation économique à celle de la Commission.

La décision de la Commission avait relevé que les aides avaient provoqué des distorsions de concurrence affectant la croissance du nombre de passagers de l'aéroport de Bruxelles National.

C'est aux autorités nationales qu'il appartient, compte tenu des indications fournies par la Commission, de calculer le montant précis des aides à restituer.

La légalité des aides accordées par l'Allemagne à l'aéroport de Leipzig/Halle a donné lieu à un contentieux à rebondissements multiples.

La décision de la Commission du 23 juillet 2008 avait estimé qu'une aide de 350 millions accordée par l'Allemagne à l'aéroport pour la construction d'une piste était compatible avec le marché commun.

Deux arrêts rendus par le tribunal entre des parties distinctes.

. Arrêt du jeudi 7 octobre 2010, T-452/08, le recours est rejeté par le Tribunal.

. Arrêt du Tribunal en date du 24 mars 2011, T-443/08 T-455/08, rejet des recours, annulation cependant du

calcul du montant de l'aide d'État fixé à 350 millions d'euros. Pourvoi formé contre l'arrêt du 24 mars 2011. Arrêt de la CJUE du 19 décembre 2012, C-288/11 P : le pourvoi est rejeté. Une société dont sont actionnaires la Saxe et la Saxe-Anhalt décide en 2004 de construire une nouvelle piste de décollage, devant être financée par un apport en capital de 350 millions d'euros en provenance des actionnaires publics au profit de cette société ou d'une filiale gérant l'aérodrome de Leipzig-Halle ; en 2005 est intervenu un accord entre DHL qui fait la distribution de colis express et les 2 sociétés sus nommées, le gestionnaire de l'aérodrome s'engage à construire une piste sud. La Commission a estimé que l'apport en capital constituait une aide d'État compatible avec le marché commun. Les sociétés ont contesté devant le tribunal que l'on qualifie l'apport en capital d'aide d'État, ainsi que son montant. Le tribunal avait annulé la décision fixant l'aide d'État à un montant de 350 millions d'euros. La cour affirme entre autres : la société (à capitaux publics) qui exploite l'aéroport exerce une activité économique, elle offre des services aéroportuaires contre une rémunération (taxes aéroportuaires) sur le marché des services aéroportuaires régionaux. Leipzig était en concurrence avec d'autres aéroports régionaux pour l'implantation de la plate-forme européenne de DHL. Il y a aide d'État – sous déduction de frais liés à l'exécution de missions publiques, sécurité, police, protection contre l'incendie, météo, contrôle du trafic aérien. La construction d'une piste ne pouvait être dissociée de l'exploitation.

Ouverture d'une nouvelle procédure par la Commission concernant le financement d'infrastructure à l'aéroport de Leipzig/Halle, lettre du 15 juin 2011, JOUE 28 sept. 2011. Cet aéroport allemand est essentiellement fréquenté par des transporteurs de fret. Les actionnaires sont des personnes publiques, elles font des prêts destinés à être transformés en apport en capital. L'exploitation d'un aéroport constitue une activité économique, la construction d'infrastructures aéroportuaires en est indissociable. Critères de nécessité et de proportionnalité à respecter.

La Commission, dans une décision du 23 juillet 2014, 2015/1469, JOUE du 4 septembre 2015, L 232/1, opère des distinctions selon la cause des financements.

Les prêts d'actionnaire octroyés à Flughafen Leipzig/Halle ne constituent pas une aide d'État. Elles ont été octroyées aux conditions du marché.

Les injections de capital, dans la mesure où elles sont limitées au déficit du financement du projet d'investissement, constituent une aide d'État compatible avec le marché commun au sens de l'art. 107 § 3, point c, TFUE.

En revanche les autres injections de capital constituent une aide d'État incompatible avec le marché commun.

L'aide publique roumaine en faveur de petits aéroports régionaux.

Demande d'information formulée par la Commission, 24 mai 2011. La Commission a clôturé en partie la procédure par une décision du 31 octobre 2011. La Roumanie a décidé de financer les petits aéroports régionaux conformément aux dispositions des lignes directrices communautaires sur le financement des aéroports et en respectant la décision SIEG sur les services d'intérêt économique général.

Ces aéroports sont en perte, les pertes ont été couvertes par les fonds publics.

La procédure formelle d'examen est demeurée ouverte en ce qui concerne le financement public accordé aux aéroports roumains pour la période 2007/2009.

La suite de la procédure réside dans la décision 2017/1149 de la Commission du 27 septembre 2016, concernant l'aide d'État mise à exécution par la Roumanie pour les aéroports régionaux roumains, décision publiée au JOUE du 29 juin 2017, L 166/36.

La décision de la Commission européenne s'ordonne en deux temps.

Le financement public accordé par la Roumanie dans la période 2007/2009 dans 10 aéroports roumains constitue une aide d'État au sens de l'article 107 § 1 du TFUE. Aide mise à exécution en violation de l'article 108 § 3 TFUE.

Cette aide d'État est déclarée compatible avec le marché intérieur au sens de l'article 107 § 3, point c), du TFUE.

On retrouve cette solution à propos de l'aide fournie par la Roumanie en faveur de l'aérodrome international de Timisoara, voir la décision de la Commission du 24 février 2020, JOUE du 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Une procédure avait été ouverte par la Commission européenne contre la France, lettre du 13 juillet 2011, relative à des aides d'État accordées à l'aéroport de Marseille.

La Chambre de commerce de Marseille, concessionnaire à l'époque de l'aéroport, a reçu un financement de 7 millions ½ d'euros en provenance du conseil général du département des Bouches du Rhône pour l'aménagement de l'aérogare à bas coût Marseille-Provence 2 (MP2). Cette aérogare est destinée aux services de point à point, Ryanair en a été le principal utilisateur. Les redevances exigées des utilisateurs sont moindres que celles exigées des transporteurs comme Air France utilisant l'aérogare voisine de plus haute gamme, mp1.

La société Air France a porté plainte en 2007 auprès de la Commission européenne, estimant que le conseil général avait accordé à l'aéroport de Marseille une aide illégale. Les redevances aéroportuaires auraient été réduites pour encourager les vols à partir de l'aérogare mp2.

La décision de la Commission du 20 février 2014, JOUE du 27 septembre 2016, considère, en ce qui concerne les mesures en faveur de l'aéroport, que la France a illégalement mis à exécution des aides à l'investissement en violation de l'article 108 § 3 TFUE (non-notification de l'octroi des aides à la Commission). Ces aides d'État sont cependant déclarées compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107 § 3, point c).

Ces aides à l'investissement correspondent à un objectif d'intérêt général, elles facilitent le développement économique de la région.

La décision 2016/1698 rendue par la Commission le 20 février 2014 a fait l'objet d'un recours introduit le 19 décembre 2016 par la société Air France, JOUE du 13 février 2017.

Le Tribunal, dans un jugement du 11 juillet 2019, T-894/16, a déclaré le recours de la société Air France irrecevable. Air France n'avait pas qualité pour agir. Elle n'était pas directement et individuellement concernée par les mesures en cause. La République française était l'unique destinataire de la décision de la Commission. La bénéficiaire de l'aide était la chambre de commerce, qui n'est pas en situation de concurrence avec le transporteur Air France.

La décision 2015/1824 du 23 juillet 2015 relative à l'aéroport de Weeze, JOUE du 15 octobre 2015, L 269/1, amène la Commission à connaître d'aides à l'investissement et d'aides au fonctionnement, qui sont déclarées admissibles.

La décision 2015/1071 du 1<sup>o</sup> octobre 2014, JOUE du 8 juillet 2015, admet que l'aide accordée par l'Allemagne pour éponger les pertes de l'aéroport de Sarrebruck est compatible avec le marché commun. Il n'y a pas d'aide en faveur d'Air Berlin.

La décision 2016/789 du 1<sup>o</sup> octobre 2014, JOUE du 24 mai 2016, L 134/46, concerne le financement de l'aéroport de Francfort-Hahn, situé entre Trèves et Mayence, dans le Land de Rhénanie-Palatinat, dans la région montagneuse de l'Hunsrück. Ancienne base militaire alliée. Douze mesures sont soumises à examen, accord sur compensation de résultat, augmentation de capital, compensation pour les contrôles de sécurité, subvention directe du Land. Plusieurs mesures valent aide d'État au sens de l'art. 107 § 1 du traité. Non comportement d'un investisseur privé avisé. Les aides sont admises sur le fondement de l'art. 107 § 3. Aides à l'investissement, appréciées à l'aune des lignes directrices de 2005. Elles aident au développement de cette région et peuvent contribuer à désengorger l'aérodrome de Francfort sur le Main, où les vols de nuit sont interdits, alors qu'ils sont autorisés à Hahn.

#### Les exemptions par catégories

Plus largement, un certain nombre d'aides en faveur de l'investissement des aéroports régionaux bénéficient du règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 (modifiant le règlement n° 651/2014 qui déclare certaines aides compatibles avec le marché intérieur et les exempte de l'obligation de notification à la Commission préalable à leur octroi). À côté des exonérations cas par cas, nécessitant une décision de la Commission, il y a donc des exonérations par catégories, en l'occurrence celle concernant les infrastructures aéroportuaires régionales. Ce qui allège d'autant le travail des services de la Commission et permet de faire trancher les éventuelles contestations par les autorités nationales.

La Commission admet que les aides à l'investissement en faveur des aéroports régionaux sont couvertes, sous certaines conditions, par l'exemption.

Le règlement n° 651/2014 s'applique aux aides en faveur des aéroports régionaux, art. 1<sup>o</sup>, m).

Le texte entend par aéroport régional un aéroport au trafic ne dépassant pas 3 millions de passagers, voir article 2, point 153.

C'est l'article 56 bis qui concerne les aides en faveur des aéroports régionaux.

On distingue aides à l'investissement et aides au fonctionnement.

On tient compte du nombre de passagers transportés et du montant du trafic du fret.

L'article 56 bis détermine les conditions concernant les aéroports dont le trafic passager n'excède pas par an 3 millions de passagers.

Pour admettre l'aide à l'investissement, les exigences suivantes sont requises.

L'aéroport est ouvert à tous les usagers potentiels.

L'aide n'est pas octroyée pour la délocalisation d'aéroports existants ou pour la création d'un nouvel aéroport

L'investissement doit être d'un montant raisonnable, il ne doit pas excéder ce qui est nécessaire pour accueillir le trafic attendu à moyen terme sur la base de prévisions de trafic raisonnables.

L'aide n'est pas admise s'il existe déjà un aéroport à proximité : dans un rayon de 100 km ou à 60 minutes en voiture, bus, train, train à grande vitesse. Le § 8 édicte une disposition spéciale s'il y a nécessité de prendre un



transport maritime ou un service aérien.

Le régime est plus bienveillant en ce qui concerne les aéroports qui ont enregistré un trafic de passagers annuel n'excédant pas 200 000 passagers.

L'art. 56 bis, § 7, n'oblige pas à la condition limitant l'aide au nécessaire, il n'oblige pas à la condition relative à l'absence d'un aéroport à proximité.

L'article 56 bis, § 9, indique que l'aide à l'investissement n'est pas octroyée aux aéroports ayant enregistré un trafic de passagers de plus de 3 millions de passagers.

L'aide n'est pas donc plus octroyée aux aéroports ayant enregistré un trafic de fret annuel de plus de 200 000 tonnes, art. 56 bis, § 10.

L'article 56 bis donne des directives concernant le montant de l'aide à l'investissement.

Le montant de l'aide à l'investissement n'excède pas la différence entre les coûts admissibles et la marge d'exploitation de l'investissement, § 11.

Le § 13 plafonne le montant de l'aide, en distinguant les aéroports ayant un trafic entre un et trois millions de passagers, et les aéroports n'excédant pas un million de passagers. Les aéroports ayant un trafic de moins de 200 000 passagers obéissent à un statut plus favorable, § 7.

- La collectivité publique intervenant comme *investisseur privé avisé en économie de marché* : l'État ou les collectivités territoriales peuvent prendre des participations dans le capital des entreprises. On n'est pas alors en présence d'une aide d'État si l'autorité publique en apportant un financement et en attendant une contrepartie financière se comporte comme un acteur économique privé et comme un investisseur avisé.

La procédure

L'article 108 TFUE fixe les conditions dans lesquelles la Commission européenne est appelée à faire observer les principes fixés par les traités.

La Commission est informée du projet d'instituer des aides. Elles lui sont en principe notifiées.

Si la Commission estime qu'une aide n'est pas compatible avec le marché intérieur, elle ouvre la procédure, au terme de laquelle la Commission décide si l'aide doit être supprimée.

La décision de la Commission peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal et sur pourvoi devant la CJUE.

## D. Les servitudes aéronautiques et les règles d'urbanisme concernant les abords d'aéroport

### I. DROIT EUROPÉEN

L'article 38 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 pose - sous l'intitulé Protection des abords des aérodromes - des principes généraux destinés à assurer la sécurité aérienne.

§ 1°. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que les aérodromes situés sur leur territoire sont protégés contre les activités et les aménagements de leurs abords qui peuvent entraîner des risques inacceptables pour les aéronefs utilisant l'aérodrome.

(La disposition laisse ainsi une certaine latitude aux États, destinataires d'une obligation de moyens. On peut penser que la France y satisfait.)

§ 2. Les organismes visés à l'article 37 § 1 (i.e. les exploitants de plateformes aéroportuaires) surveillent les activités et les aménagements qui peuvent entraîner des risques inacceptables pour la sécurité de l'aviation aux abords de l'aérodrome dont ils sont responsables de l'exploitation. Ils prennent les mesures nécessaires pour atténuer ces risques dans la mesure où ils ont prise sur eux et, dans le cas contraire, signalent ces risques aux autorités compétentes de l'État membre où se situe l'aérodrome.

§ 3. Afin de veiller à l'application uniforme du présent article, la Commission adopte, sur la base des principes énoncés à l'article 4 et en vue d'atteindre les objectifs fixés à l'article 1°, des actes d'exécution établissant des dispositions détaillées. Ces actes d'exécution sont adoptés conformément à la procédure d'examen visée à l'article 127, § 3.

(Une réglementation détaillée uniforme est donc à attendre dans les années à venir.)

### II. DROIT FRANÇAIS

#### a) Servitudes de dégagement

Les principes

La législation vise, à proximité des aérodromes, à la suppression des obstacles (arbres, forêts, constructions) constituant un danger pour la circulation aérienne, elle tend également à interdire dans l'avenir l'édification d'obstacles à la navigation aérienne.

C'est une charge qui est imposée par l'État aux propriétaires d'immeubles bâtis et de terrains à proximité des aérodromes.

La 3<sup>e</sup> chambre civile a refusé, le 17 octobre 2019, n° 19.18.995, Bulletin, de renvoyer au Conseil constitutionnel la question de la constitutionnalité des dispositions légales permettant à l'État d'instaurer des servitudes de dégagement. Elle considère que les servitudes aériennes de dégagement poursuivent un objectif d'intérêt général, assurant la sécurité et la fluidité du trafic aérien, avec des restrictions au droit de propriété qui sont graduelles et proportionnées au but poursuivi. Les garanties mises en œuvre sont ainsi diversifiées et adaptées à la nature et aux caractères de l'obstacle au dégagement. L'accès au juge est garanti pour obtenir une indemnisation des préjudices occasionnés par les mesures individuelles prises en exécution des plans de servitudes

Art. L. 6351-1, R. 6351-1 et s. CT.

L'élaboration

Art. R. 6351-3

Études préliminaires  
Implantation de signaux, bornes et repères  
Enquête publique  
Le plan déterminant les zones à frapper de servitudes aéronautiques  
La liste des obstacles  
Déclaration d'utilité publique

Aéroport d'intérêt national ou international. L'approbation par décret, ou par arrêté si les conclusions du rapport d'enquête et les avis des collectivités publiques sont favorables  
Autres aérodromes. Le plan de servitudes aéronautiques est approuvé par arrêté ministériel.

Des exemples

Un arrêté du 24 juillet 2017 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Cahors-Lalbenque : c'est sur le fondement de l'article L. 6351-1 CT que l'arrêté approuve la création de servitudes au bénéfice de l'aérodrome et ce sur le territoire de communes nommément désignées, c'est en application de l'article R. 242-1 CAC que le plan des servitudes est approuvé.

On retrouve le même processus concernant l'aérodrome de Bastia-Poretta, un décret du 21 février 2018 approuve l'établissement de servitudes aéronautiques de dégagement au bénéfice de l'aérodrome en application de l'article L. 6351-1 CT. Le plan de servitudes est approuvé en application de l'article R. 242-1 CAC, avec en annexe un plan d'ensemble, un plan de détails, un plan d'adaptation en ce qui concerne une église San Parteo, un plan applicable aux aides visuelles, un plan de la zone dégagée d'obstacles, une liste des obstacles dépassant les cotes limites et un état des bornes de repérage d'axe et de calage. JO du 23 février 2018.

Un arrêté du 25 avril 2018 approuve des servitudes aéronautiques de dégagement au bénéfice de l'aérodrome de Saint Sulpice des Landes (Ile et Vilaine) et en approuve le plan, JO du 4 mai 2018.

Un autre arrêté de la même date concerne l'aérodrome de Chalon-Champforgeuil (Saône et Loire).

Un arrêté du 25 avril 2018 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement, dans le département du Rhône, de l'aérodrome de Villefranche -Tarare, JO du 19 mai 2018.

Un décret du 28 juin 2018 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Paris-Le Bourget, JO du 30 juin 2018. C'est l'article L. 6351-1 CT qui est invoqué pour justifier l'instauration des servitudes. Quant à l'article R.242-1 CAC, il est invoqué pour l'approbation du plan des servitudes aéronautiques de dégagement.

Un arrêté du 15 janvier 2019 procède de même en ce qui concerne l'aérodrome de Bar le Duc - Les Hauts de Chée.

Un arrêté du 10 avril 2019 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Cazères-Palaminy (H.G.)

Un arrêté du 9 mai 2019 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Grenoble Alpes Isère.

Un arrêté du 17 septembre 2019 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Nîmes-Garons.

Un arrêté du 28 août 2020 modifie, au visa de l'art. L. 6351-2 CT, un a. du 6 juin 1973 instituant des servitudes aéronautiques pour la protection des dégagements de l'aérodrome de Nancy-Essey.

Un arrêté du 15 septembre 2020 concerne les servitudes aéronautiques pour la protection des dégagements de l'aérodrome de Bergerac

Un arrêté du 6 janvier 2021 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Rochefort.

Un arrêté du 28 octobre 2021 approuve - en application des articles L. 6351-1 à 5 CT et R. 241-3 et R. 242-1 CAC - le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome du Puy -Loudes.

Un arrêté du 29 décembre 2022 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Bar sur Seine.

Un arrêté du 18 juillet 2023 concerne l'aéroport d'Annemasse.

Un arrêté du 28 novembre 2023 approuve, en application des dispositions des articles L. 6351-1 à L. 6351-5 et R. 6351-1 à D. 6351-10 CT, le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Vitry le François.

Un arrêté du 15 janvier 2024 approuve le plan de servitudes aéronautiques de dégagement de l'hélistation de Grimaud (Var).

Le futur.

Si on envisage des constructions, des plantations ou l'installation d'obstacles, il convient qu'elles soient conformes au plan de servitudes aéronautiques de dégagement, art. R. 6351-11 CT.

Des dérogations sont envisageables, art. R. 6351-12.

L'état existant.

Le plan risque d'imposer des suppressions ou des modifications de bâtiment, ou une modification de l'état des lieux. Les mesures correspondantes supposent une décision du ministre. Les propriétaires reçoivent une notification officielle relative aux travaux à effectuer.

Si les propriétaires consentent à exécuter les travaux qui sont imposés, ils concluent avec l'administration une convention, art. R. 6351-17CT.

Cette convention indique l'indemnité représentant le coût des travaux ; elle prévoit une indemnité pour les frais de déménagement, détérioration d'objets mobiliers, dommages causés par l'exécution des travaux ; elle indique l'indemnité compensatrice des autres éléments du dommage résultant de la modification de la situation des lieux. Il peut être prévu que c'est l'administration qui effectuera les travaux.

Si les propriétaires sont en désaccord sur le montant de la somme qui présente le caractère d'une créance domaniale, le montant est déterminé en application des règles sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. L'art. R. 6351-25 CT concerne les indemnités dues lorsque le plan est relatif à un aérodrome à usage restreint, elles sont dues par la personne qui crée l'aérodrome.

Le contentieux

Les propriétaires concernés tentent parfois de faire annuler les dispositions réglementaires instaurant ou faisant appliquer les servitudes aéronautiques de dégagement.

Le contentieux est porté aussi bien devant les juridictions administratives que les juridictions judiciaires.

On peut citer le très long contentieux concernant la décision préfectorale de raccourcir certains arbres d'un parc situé à proximité de l'aérodrome de La Rochelle.

CAA Bordeaux, 14 mars 2018, n° 18BX0700 : les propriétaires d'un château et du parc de La Faucherie de 11 hectares demandent en référé la suspension d'un arrêté préfectoral mettant en application les servitudes de dégagement de l'aérodrome de La Rochelle - île de Ré. L'arrêté imposerait l'abattage des arbres du parc. La requête est rejetée. Le préfet de la Charente maritime avait seulement ordonné aux requérants la suppression d'obstacles (arbres) dépassant les cotes limites fixées par le plan de servitudes de dégagement. La décision préfectorale concernait l'éêtage de 43 arbres du parc, ceux ayant 32 et 54 mètres, certains étant morts, beaucoup en mauvais état. La condition d'urgence n'est pas remplie.

CAA Bordeaux, 1° avril 2021, n° 18BX00699, les propriétaires du parc de la Faucherie demandent l'annulation de l'arrêté préfectoral du 21 août 2017 ordonnant la suppression d'arbres considérés comme des obstacles. Le TA de Poitiers du 20 décembre 2017 avait rejeté leur demande. Les propriétaires du domaine sont déboutés en appel, le préfet était compétent pour prendre l'arrêté, le plan des servitudes aéronautiques de dégagement était légal, la mesure ne concerne pas la totalité du domaine mais seulement la partie Ouest, il n'y a pas lieu à l'abattage de milliers d'arbres, mais à leur éêtage et écimage, le versement d'une indemnité est envisageable en application de l'art. D. 242612 CAC.

Les mêmes châtelains subissent un échec dans la procédure menée devant les juridictions civiles contre la CCI de La Rochelle.

Poitiers, 21 juin 2018, n° de RG : 18/000452. Les intéressés avaient refusé de tailler leurs arbres. La CCI avait demandé en référé d'être autorisée à effectuer les travaux prescrits par l'arrêté préfectoral. Le juge des référés de La Rochelle avait ordonné aux propriétaires du bois centenaire de laisser pendant six mois la CCI procéder à ses frais aux travaux d'écimage, éêtage, élagage des arbres dépassant les cotes fixées par le plan de servitudes de dégagement. L'exécution provisoire assortissait l'intégralité de l'ordonnance de référé. Le délégué du premier président de la cour poitevine refuse d'ordonner l'arrêt de l'exécution provisoire de l'ordonnance de référé. Le premier président ne peut arrêter l'exécution provisoire qu'en cas de violation manifeste du principe du contradictoire et lorsque l'exécution risque d'entraîner des conséquences manifestement excessives, art. 524 CPC. Aucune violation manifeste du principe du contradictoire n'est en l'espèce rapportée, la demande des propriétaires est rejetée.

Poitiers, 14 mai 2019, qui constate la présence d'obstacles dans les zones de dégagement de l'aéroport et sursoit à statuer dans l'attente de la production de divers documents techniques. La cour s'est estimée insuffisamment éclairée sur la localisation des arbres concernés et la hauteur de coupe à pratiquer – sans ordonner une mesure d'élagage ou d'abattage.

La 3<sup>e</sup> chambre civile dans un arrêt du 12 mars 2020, n° 19-18995, rejette le pourvoi.

La CCI a été remplacée pour gérer la plateforme par le syndicat mixte des aéroports de La Rochelle Ile de Ré et de Rochefort Charente Maritime, SYMA.

Un arrêt de la cour de Poitiers du 21 janvier 2020 ordonne aux propriétaires de la futaie de laisser libre accès aux parcelles situées à La Rochelle pendant trois mois. (Nous présumons pour permettre à la société gérant l'aéroport de réduire la végétation).

Les propriétaires subissent un nouvel échec avec l'arrêt de la 3<sup>e</sup> chambre civile du 21 janvier 2021, n° 20-11.120.

La cour d'appel avait retenu la présence sur les parcelles d'obstacles perçant les surfaces de dégagement de l'aéroport contrevenant au plan de servitudes aéronautiques de dégagement, ne permettant pas de garantir le respect des exigences réglementaires européennes et portant atteinte à la sécurité de la circulation des aéronefs. L'exploitation de l'aéroport pouvait être réduite ou interdite par l'autorité administrative. L'application du plan devait affecter la végétation du domaine de la Faucherie, l'atteinte au droit de propriété demeurait limitée. Le pourvoi est rejeté.

La cour d'appel a déduit l'existence d'un dommage imminent et la nécessité d'en prévenir la réalisation, elle a prescrit les mesures de remis en état, il n'est pas précisé (par les parties ?) en quoi elles porteraient une atteinte grave au droit de propriété, constitutive d'une violation de l'article 1<sup>o</sup> du premier protocole additionnel à la convention de sauvegarde des droits de l'homme.

La cour d'appel par ces seuls motifs a justifié sa décision.

L'indemnisation des propriétaires

Cf. 3<sup>e</sup> civile, 17 octobre 2019, précité

(La CAA de Marseille, 10 juillet 2020, n° 18MA00946, a connu d'une espèce empruntant pour sa solution au droit public de la sécurité aérienne ainsi qu'au droit public des biens.

L'aérodrome de Fayence -Tourettes, ouvert à la circulation aérienne publique, est doté d'un centre de vol à voile.

L'État a cédé en 2006 cet aérodrome à un établissement public, le syndicat mixte pour l'aménagement et l'exploitation du centre de vol à voile de Fayence Tourettes.

Le conflit oppose une société qui avait édifié en 1965 un hangar aéronautique en limite de l'aérodrome (hangar où une SARL exerce une activité de fabrication de cellules d'aéronefs, une activité d'exploitation d'aéronefs, ULM, et une école de pilotage d'ULM agréée depuis 30 ans –

à une autre société qui entend bâtir à proximité six villas.

Le syndicat mixte dans une délibération de 2014 avait autorisé l'établissement d'un acte administratif tendant à l'instauration de servitudes de passage et de tréfonds (pour l'installation de canalisations d'eau) sur le chemin nord-est de l'aérodrome, propriété du syndicat mixte, ces servitudes étant destinées à bénéficier aux parcelles où les villas devaient être implantées.

Le TA de Toulon avait annulé cette délibération. Les opposants avaient soutenu en 1<sup>o</sup> instance que les servitudes en litige étaient de nature à générer une atteinte à la sécurité publique.

L'affaire vient en appel.

Le domaine public aéronautique est constitué de biens immobiliers appartenant à une personne publique et affectés à la circulation aérienne publique. Il comprend les emprises des aérodromes et les installations nécessaires pour les besoins de la sécurité de la circulation aérienne situées en dehors de ces emprises.

Les terrains en cause sont compris dans le domaine public aéronautique.

La servitude en litige porte sur le domaine public.

Des servitudes peuvent grever des biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public, cf. art. L. 2122-4 du code général de la propriété des personnes publiques.

La convention conclue entre le syndicat mixte et la personne bénéficiaire de la servitude porte sur des terrains situés dans l'emprise de l'aérodrome. La personne bénéficiaire ne participe pas à l'exécution d'un service public, il s'agit d'un contrat de droit privé. La décision de la conclure constitue cependant un acte détachable du contrat de droit privé, elle est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir.

Les aéronefs sortant du hangar doivent pour accéder aux pistes de l'aérodrome ou en revenir traverser le chemin grevé de la servitude. Ils peuvent croiser les véhicules des bénéficiaires de la servitude de passage. Au regard du

risque de nature à porter atteinte à la sécurité publique, la servitude de passage en cause est incompatible avec l'affectation de l'aérodrome. La délibération est illégale, le TA est approuvé de l'avoir annulée.)

#### Les sanctions

CAA de Bordeaux (?), 21 mai 2013, n° 10BX01152, un avion Robin appartenant à l'aéro-club de Millau atterrit en 2004 sur la piste de l'aérodrome du Larzac, il quitte la piste et heurte une clôture grillagée à 35 mètres du bord de la piste. L'avion est endommagé. Les compagnies d'assurance, subrogées dans les droits de l'aéro-club, obtiennent la condamnation de la chambre de commerce chargée de l'entretien des pistes et des bandes d'envol, des voies de circulation et de leurs accotements. Les servitudes de dégagement des aérodromes classés en catégorie D ont une largeur de 150 mètres. La clôture grillagée était trop proche de la piste, elle se trouvait à 50 mètres du milieu de la piste d'atterrissage. Non-respect par la CCI de la réglementation sur les servitudes aériennes de dégagement.

#### b) La situation à l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement

##### La multiplicité des sources du droit

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement, l'établissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à l'autorisation spéciale de l'autorité administrative. Article L. 6352-1 CT.

L'article R.6352- 2 du code des transports prévoit que

Les installations qui, en raison de leur hauteur ou leur localisation, sont susceptibles de constituer un danger pour la navigation aérienne, sont soumises à l' autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la Défense.

Les critères de hauteur et localisation sont définis par arrêté.

Un arrêté du 25 juillet 1990 est relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aériennes de dégagement est soumis à autorisation. L'autorisation ministérielle est requise pour les installations de plus 50 mètres (en dehors des agglomérations) ou 100 mètres (à l'intérieur des agglomérations) Les lignes électriques sont soumises à un droit particulier.

L'article R. 111-2 du code de l'urbanisme prévoit que le projet d'implantation de constructions peut être refusé s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

L'article R. 425-9 du code de l'urbanisme dispose : Lorsque le projet porte sur une construction susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne, le permis de construire ou le permis d'aménager tient lieu de l'autorisation prévue par l'article R. 244-1 CAC dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la Défense. L'article mériterait d'être mis à jour quant à sa référence à une disposition abrogée.

Ces dispositions sont invoquées lorsque des entreprises font demande d'une autorisation de construction d'éoliennes.

Les adversaires des éoliennes peuvent trouver un allié en la personne du ministre de la défense lorsque celui-ci se déclare hostile au projet risquant de mettre en danger l'évolution des aéronefs militaires.

#### Éoliennes contre navigation aérienne

Le législateur contemporain se montre dans l'ensemble favorable à l'implantation dans le paysage de gigantesques éoliennes. Il manifeste sa faveur envers les énergies renouvelables. Cette faveur est éclatante avec la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 d'accélération de la production d'énergies renouvelables, qui incite à l'installation d'éoliennes sur l'ensemble du territoire ainsi qu'en mer.

Le droit européen fait la promotion de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, voir la directive 2023/2413 du 18 octobre 2023, modifiant des dispositions antérieures.

La présence d'un aérodrome peut cependant être dans certains cas un motif pour interdire à proximité l'implantation d'éoliennes.

La solution dépend souvent de l'attitude prise par le ministre de la Défense, favorable, indifférent ou hostile au projet.

On est en matière d'autorisation environnementale.

Un avis du Conseil d'État du 9 juillet 2021 porte sur le point de savoir si l'autorité administrative, saisie d'un dossier d'implantation d'éoliennes, peut opposer, en cas d'élaboration d'un plan local d'urbanisme, au demandeur un sursis à statuer. L'avis opère des distinctions.

Les projets autorisés sont soumis à autorisation environnementale, ils sont dispensés de permis de construire. Si la commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme, il convient d'assurer la cohérence entre le projet d'éoliennes et le document d'urbanisme en cours d'élaboration. Il faudra recueillir l'avis favorable du conseil municipal avant toute implantation d'éoliennes qui apparaîtrait incompatible avec le voisinage des zones habitées.

Un arrêté du ministre de l'Écologie du 30 juin 2020, JO du 29 juillet 2020 texte n° 6, pose des règles en ce qui concerne l'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique.

L'installation est implantée de façon à préserver la sécurité des vols d'aéronefs et à ne pas perturber de manière significative le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisée en support de la navigation aérienne civile.

Les aérogénérateurs sont implantés dans le respect des distances minimales d'éloignement fixées dans un tableau : radar primaire, 30 km, radar secondaire, 16 km, radiophares omnidirectionnels très haute fréquence VOR, 15 km.

La hauteur est réglementée.

Cette problématique est inscrite en législation, avec l'article L.515-45-1 du code de l'environnement, créé par la loi du 10 mars 2023.

Le représentant de l'État dans le département peut subordonner la construction ou la mise en service de nouvelles installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumises à autorisation environnementale

à la prise en charge par l'exploitant

de l'acquisition, de l'installation, de la mise en service et de la maintenance

d'équipements destinés à compenser la gêne résultant de cette installation

pour le fonctionnement des moyens de détection militaires

ou pour le fonctionnement des radars et des aides à la navigation utilisés en support de la navigation aérienne civile.

Cette prise en charge est définie par une convention conclue par l'exploitant avec l'autorité militaire ou le ministre de l'Aviation civile.

De même le représentant de l'État peut subordonner la construction ou la mise en service de nouvelles installations à la fourniture d'observation

afin de compenser la gêne résultant de cette installation

pour le fonctionnement des installations de l'établissement public chargés des missions de l'État en matière de sécurité météorologique des personnes et des biens.

L'article R. 181-32 du code de l'environnement décrit le rôle du préfet lorsque la demande porte sur un projet d'installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Le préfet doit en particulier saisir pour avis conforme :

. le ministre chargé de l'aviation civile, pour ce qui concerne les radars primaires, les radars secondaires et les radiophares omnidirectionnels très haute fréquence (VOR) sur la base de critères de distance aux aérogénérateurs, ainsi que pour les autres aspects de la circulation aérienne sur tout le territoire et sur la base de critère de hauteur des aérogénérateurs

. le ministre de la Défense, y compris pour ce qui concerne les radars et les radiophares omnidirectionnels très haute fréquence (VOR) relevant de sa compétence

. l'architecte des bâtiments de France ...

. l'établissement public chargé des missions de l'État en matière de sécurité météorologique ...

Le préfet, selon l'art. R. 181-34 du code de l'environnement, est tenu de rejeter la demande d'autorisation environnementale lorsque l'avis de l'une des autorités consultées auquel il est fait obligation au préfet de se conformer est défavorable.

Le contentieux est porté régulièrement devant la juridiction administrative, soit par les sociétés se voyant opposer un refus d'autorisation par l'autorité publique, soit par des particuliers n'appréciant guère l'autorisation d'installation d'éoliennes éventuellement nocives, disgracieuses et bruyantes à proximité de leurs propriétés.

Le contentieux relève en premier et dernier ressort de la compétence de la cour administrative d'appel. Article R. 311-5 du code de justice administrative : ces dispositions ont été prises pour réduire le délai de traitement des recours pouvant retarder la réalisation de projets d'éoliennes terrestres.

Conseil d'État, 9 octobre 2019, n° 432722, la compétence de la CAA s'applique au contentieux des mesures de police, qui sont la conséquence directe du refus (de la part du préfet de la Haute Marne) de modifier l'autorisation dont bénéficie une société pour l'installation de trois éoliennes.

### Contre les éoliennes

CAA Nantes, 13 février 2015, n° 13NT00977 : refus, par le préfet du Loiret, de délivrer un permis de construire un parc éolien de 6 aérogénérateurs d'une hauteur de 145 mètres avec un rotor d'un diamètre de 90 mètres à Aulnay la Rivière. Refus du ministre de la Défense de donner son autorisation, le projet étant localisé dans la zone dangereuse du groupement d'hélicoptères de la région d'Étampes, les hélicoptères ont besoin de s'entraîner jour et nuit dans des vols à basse altitude, entraînement pour la lutte anti terroristes.

Conseil d'État, 11 décembre 2015, n° 371567 : installation d'éoliennes à Locmelar, près de la base de Landivisiau. Le préfet a autorisé en 2007 l'installation de 7 éoliennes. La Compagnie du Vent a demandé en 2010 la prorogation du permis de construire et l'allongement des pâles des éoliennes. Avis défavorable du ministre de la Défense. Refus du permis modificatif. Cassation. Affaire renvoyée à la CAA de Nantes.

CAA Nantes, 19 février 2018, n° 16NT03835 : Un projet en 2013 d'implantation d'une ferme éolienne. Le ministre de la Défense a refusé en 2013 de donner son accord. Le préfet de la Mayenne a refusé le permis de l'implantation de 4 aérogénérateurs de 150 mètres de hauteur. Le préfet est lié par la décision négative du ministre de la Défense dans l'hypothèse d'un projet susceptible en raison de sa hauteur de constituer un obstacle à la navigation aérienne. La zone d'implantation des éoliennes est située dans un secteur d'entraînement au vol en très basse altitude (moins de 150 mètres). Pas question de dégrader la capacité des forces aériennes à réaliser ce type d'entraînement et de préserver la sécurité des aéronefs dans ce secteur.

Conseil d'État, 9 juillet 2018 n° 414419 : la MSE Les Dunes a sollicité 17 permis de construire pour l'implantation de 14 éoliennes et de 3 postes de livraison pour constituer le parc éolien La voie du moulin Jérôme dans la région de Cambrai. Si le projet est susceptible par son emplacement et sa hauteur (50 mètres au-dessus du sol) de constituer un obstacle à la navigation aérienne, le permis de construire tient lieu d'autorisation si la décision a fait l'objet d'un accord du ministre de l'aviation civile et du ministre de la défense. Le ministre de la Défense avait refusé en 2011 son autorisation (proximité de la base aérienne de Cambrai). Le préfet était tenu en l'espèce de refuser les permis de construire.

Conseil d'État, 27 juillet 2016, n° 388564 : refus du préfet de délivrer un permis de construire pour l'édification de 9 éoliennes à Maisons (Eure et Loire). Le ministre de la Défense avait refusé de donner son accord, ces installations projetées se trouvaient dans la zone de manœuvres de l'unité d'hélicoptères antiterroriste de la base de Villacoublay.

CAA Nantes, 20 décembre 2019, n° 18NT03366 : le préfet de région a refusé de donner son autorisation en vue de l'implantation d'un parc éolien de 11 aérogénérateurs à Epieds en Beauce. Le ministre de la Défense a refusé de donner son accord, l'implantation risquant de gêner le fonctionnement des radars d'Orléans et de Châteaudun, ayant pour vocation la détection des aéronefs par le seul effet de la réflexion de l'onde électromagnétique sur leurs structures métalliques.

CAA Lyon, 6 février 2020, n° 18LY00015 : le préfet de la Haute Loire a refusé en 2015 le permis de construire six éoliennes sur le territoire de Bas en Basset et de Valprivas. Le refus est validé. L'autorité administrative doit, lorsque la construction peut constituer un obstacle à la navigation aérienne en raison d'une hauteur supérieure à 50 mètres, saisir de la demande de permis de construire le ministre de l'aviation civile et celui de la défense pour



recueillir leur accord. Ce double accord, s'il est donné, tient lieu de l'autorisation prévue aux articles L. 6352-1 CT et R. 244-1 CAC. Si l'un des ministres refuse son accord, le préfet doit refuser le permis de construire. Le ministre de la Défense avait en l'espèce donné en 2015 un avis défavorable. Les éoliennes auraient eu 170 mètres de hauteur. Des exercices aériens à très basse altitude, à moins de 150 mètres de hauteur, devaient être accomplis dans cette zone. La présence des éoliennes comportait un risque d'atteinte à la sécurité des équipages, des biens et des personnes survolées...

CAA Bordeaux, 18 février 2020, n° 18BX01447 : refus par le préfet de la région Centre d'autoriser d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur le territoire de la commune de Montlevicq (Indre). Annulation de l'arrêté préfectoral par le tribunal administratif de Limoges. Annulation du jugement par la cour d'appel. La demande de la société auteur du projet est rejetée. Le projet - cinq éoliennes de 149 mètres de hauteur - dans le secteur d'entraînement à très basse altitude de(s) Combrailles portait atteinte à la sécurité des aéronefs et de leurs occupants.

CAA Douai, 26 janvier 2021, n° 19DA01180 : le préfet de l'Eure avait rejeté une demande de réalisation et exploitation d'un parc éolien sur le territoire de la commune de Marbois, située à plus de 20 km de l'aéroport militaire d'Évreux. Le ministre de la Défense s'était opposé au projet. La cour considère que le demandeur pouvait se prévaloir de l'illégalité des avis défavorables du ministre de la Défense. Le ministre avait fait valoir qu'il s'agissait de protéger les arrivées en basse altitude de patrouille Transall. La cour conclut que le ministre n'a pas commis d'erreur d'appréciation en considérant le projet comme un obstacle à la navigation aérienne.

Conseil d'État, 6 août 2021, n° 432947 : refus du préfet de la Meuse de délivrer 4 permis de construire pour la réalisation de 17 éoliennes et 7 postes de livraison. Long contentieux. Caractère divisible du projet. Existence de parcs éoliens importants dans le secteur. Opposition du ministre de la Défense, le projet serait de nature à empêcher le transit aux aéronefs volant à vue. Le préfet était tenu de rejeter l'ensemble des demandes.

#### En faveur de l'implantation des éoliennes

CAA Nantes, 1<sup>o</sup> février 2017, n° 15NTO2832. Le ministre de la Défense avait donné son accord au projet de parc éolien à Commer (Mayenne). M. et Mme du Pontavice, propriétaires du château de Thuré, n'obtiennent pas l'annulation du permis de construire d'éoliennes de 150 mètres de hauteur à quelques km de leur propriété.

CAA Nancy, 18 janvier 2018, n° 17NC00176 : le préfet du Doubs avait refusé en invoquant l'article R.111-2 c. urbanisme le permis de construire d'éoliennes. Il soutenait que les installations pouvaient porter atteinte à la sécurité publique, leur hauteur dépassant l'altitude minimale de sécurité radar fixée pour la base aérienne de Luxeuil- Saint Sauveur, située à 30 km, dont le ministre de la Défense est l'affectataire. Le tribunal administratif a annulé les arrêtés préfectoraux. La cour rejette la requête en annulation du jugement. Le risque d'atteinte à la sécurité n'existait pas en l'espèce

CAA Bordeaux, 3 avril 2018, n° 16BX02547, intérêt procédural. La société a demandé une autorisation, autorisation censée donnée du fait du silence de l'administration. La société ayant ainsi obtenu satisfaction, sa demande d'annulation du refus était irrecevable.

CAA Nantes, 23 octobre 2020, n° 19NT02748 : autorisation en 2018 par le préfet de Vendée de l'installation de 8 éoliennes sur un terrain à Saint Cyr en Talmondais. Délivrance du permis de construire. Le projet avait reçu l'accord du ministre de l'Aviation civile et de celui de la défense. Rejet de la requête de particuliers hostiles au projet. Respect des seuils acoustiques réglementaires. Absence de saturation du paysage.

CAA Nantes, 29 janvier 2021, n° 20NT01197 : le préfet de la Manche a refusé de délivrer à la société Ferme éolienne de Ger une autorisation environnementale quant à l'exploitation d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent – composée de trois aérogénérateurs d'une hauteur de 164,30 mètres.

Le ministre des Armées s'était opposé au projet, car situé au sein du centre d'entraînement à très basse altitude Selune.

La cour d'appel contredit le ministre, le projet n'est pas situé dans une zone d'entraînement, les trois générateurs ne gêneraient pas le déroulement des exercices tactiques. C'est à tort que le préfet a rejeté la demande d'autorisation.

Les règles d'urbanisme aux alentours des aéroports :

Le *plan d'exposition au bruit - PEB* -, prévu par l'art. L. 147-3 du code de l'urbanisme, définit des zones diversement exposées au bruit engendré par les aéronefs.

Ce plan est pris par arrêté préfectoral.

Ce plan induit des restrictions au droit de construire : cf. infra, nuisances acoustiques

CE 28 mars 2011, rejet de la demande du groupement des usagers de l'aérodrome de Saint Cyr l'École qui demandait l'annulation de délibérations de la commune tendant à la création d'une ZAC.

### c) Servitudes de balisage

Les pistes de l'aérodrome sont équipées de systèmes de balisage afin d'assurer un décollage et un atterrissage des aéronefs dans de bonnes conditions de sécurité. Il n'y a alors aucune création de servitudes administratives proprement dites. L'aérodrome est impérativement doté d'éléments techniques nécessaires à son fonctionnement. L'arrêté du 3 septembre 2007 (JO du 6 octobre) est relatif à l'implantation et à la structure des aides pour la navigation aérienne installées à proximité des pistes et des voies de circulation d'aérodromes. L'aérodrome est équipé de feux d'approche et de feux de piste. L'arrêté du 23 avril 2018 peut concerner des obstacles situés sur une aire destinée à la circulation des aéronefs à la surface. Cet arrêté du 23 avril 2018 précise cependant, dans son article 1<sup>o</sup>, que le balisage des obstacles situés dans l'emprise des aérodromes disposant d'un certificat européen est conforme aux règlements européens et aux spécifications communautaires.

Il faut aller au-delà de l'emprise de l'aérodrome, envisager le balisage dans les alentours de l'aérodrome et même sur une plus longue étendue. Les servitudes de balisage sont imposées par le législateur au nom de l'intérêt général pour faciliter la bonne navigation aérienne. Les particuliers sont obligés de supporter sur leurs biens immeubles l'implantation de systèmes facilitant l'évolution des aéronefs.

L'objectif est de signaler aux navigateurs aériens la présence d'obstacles, - comme des châteaux d'eau, des grands bâtiments, des tours, des éoliennes - par des dispositifs visuels ou radioélectriques. Cf. art. L. 6351-1 CT. Le balisage est également un dispositif des aides à la navigation aérienne. Il permet de suivre l'évolution des aéronefs aux différents points de passage.

C'est l'autorité publique qui impose le balisage, cf. art. L. 6351-6 CT.

L'administration peut imposer ce balisage aux particuliers, art. R. 6351-30 et s.

L'administration (ou la personne déléguée par elle) a le droit d'établir des supports et ancrages pour dispositifs de balisage, elle peut faire passer les conducteurs d'électricité, elle peut couper les arbres et les branches d'arbres qui gênent la pose ou le fonctionnement des conducteurs et dispositifs de balisage, elle peut effectuer sur les murs extérieurs et les toitures les travaux de signalisation.

L'administration disposant d'un droit d'accès et de passage pour installer des dispositifs sur les murs extérieurs et les toitures, L. 6351-8 CT, le propriétaire est tenu d'assurer le droit de passage nécessaire aux agents chargé de l'entretien des installations, art. R. 6351-32 dernier alinéa.

Une notification est adressée aux intéressés avant l'exécution des travaux. À défaut d'accord amiable, une enquête spéciale dans chaque commune doit être organisée, art. R. 6351-34.

Les frais d'installation, d'entretien et de fonctionnement du balisage incombent à l'État. Art. L. 6351-7 CT.

(L'arrêté du 23 avril 2018 semble disposer de règles différentes au regard de l'entretien, cf. infra).

En ce qui concerne le balisage des lignes électriques, il relève en principe de l'exploitant (EDF). Article L. 6351-7 CT.

Si l'exploitant de la ligne électrique conteste la nécessité du balisage, l'affaire est portée devant un comité mixte, art. R. 6351-37.

Le JO du 4 mai 2018 publie un arrêté du 23 avril 2018 concernant la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

L'arrêté présente à l'article 6 des dispositions concernant l'entretien du balisage à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement. Cet entretien incombe au propriétaire de l'obstacle non éolien et à l'exploitant d'éolienne.

À l'intérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement, l'entretien du balisage incombe à la

personne aux frais de laquelle le balisage a été effectué.

La personne responsable de l'entretien surveille le balisage lumineux.

Des dérogations à la réglementation sont possibles, art. 7 de l'arrêté.

L'annexe I de l'arrêté concerne les obstacles, à l'exception des éoliennes. Les obstacles sont le relief, les bâtiments, les forêts, les pylônes, les cheminées, les lignes électriques, les câbles de téléphériques ... Le balisage de jour peut être constitué par des marques ou de couleurs. En ce qui concerne les obstacles temporaires (grues), on peut utiliser des fanions pour le balisage. Il y a le balisage lumineux.

L'annexe II concerne les installations d'éoliennes (un pylône ou un fût, une nacelle contenant les génératrices électriques et les pales rotatives). Le balisage lumineux est obligatoire. L'annexe distingue les champs éoliens terrestres et maritimes.

L'arrêté du 23 avril 2020, JO du 29 avril, porte dérogation aux règles de réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne dans le cadre d'évaluations opérationnelles temporaires réalisées à l'initiative du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile. Il permet de déroger aux dispositions de l'arrêté du 23 avril 2018.

Des parcs éoliens nommément désignés bénéficient quant à leur balisage de dispositions dérogatoires. Il est cependant prévu un délai au terme duquel le balisage doit être rétabli en conformité avec l'arrêté du 23 avril 2018.

#### L'indemnisation

Les frais et indemnités qui pourraient résulter de l'établissement des servitudes instituées dans l'intérêt de la navigation aérienne incombent à l'État (mais la convention conclue avec l'État peut en disposer différemment). Les frais et indemnités qui résulteraient de l'établissement des servitudes aéronautiques seront supportés par la personne qui crée l'aérodrome à usage restreint, art. R. 6351-38.

Les indemnités qui pourraient être dues à raison des servitudes aéronautiques de balisage seront, à défaut d'accord amiable, réglées en premier ressort par le tribunal administratif du lieu de situation des biens grevés, art. R. 6351-36.

Les articles L. 6372-8 et s. CT prévoient des sanctions à l'encontre des contrevenants et des opposants, amende et astreintes.

#### La fermeture de l'aérodrome

Nous avons traité de l'ouverture d'un aérodrome. Rien n'est perpétuel en ce monde.

Un aérodrome peut encourir la fermeture.

On en fera, proche d'une ville, éventuellement du terrain à bâtir.

La fermeture de l'aérodrome nécessite un acte de l'autorité publique, nous citons quelques exemples récents,

Un arrêté du 2 février 2004 prononce la fermeture et la suppression de l'aérodrome de Toulouse Montaudran.

Un arrêté du 17 avril 2014 porte fermeture de l'aérodrome de Pézenas-Nizas.

Un arrêté du 20 juin 2016 porte fermeture de l'aérodrome de Cambrai-Épinoy, JORF du 5 juillet 2016.

Un arrêté du 4 juillet 2019 porte fermeture de l'hélistation de Renneville (près de Villefranche de Lauragais) : cet aérodrome ne remplit plus les conditions techniques et juridiques ayant permis d'accorder son ouverture en usage restreint.

Un arrêté du 24 juillet 2020 porte fermeture de l'aérodrome de Sallanches - Mont Blanc, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2020, il est fermé à toute circulation aérienne.

Un arrêté du 2 juin 2021 prononce la fermeture de l'aérodrome de Creil.

Un arrêté du 8 décembre 2021 ferme l'aérodrome de Saint Christol, près d'Apt et à proximité du plateau d'Albion, à toute circulation aérienne, il était jadis réservé à l'armée de l'air.

Un arrêté du 8 décembre 2021 prononce la fermeture de l'hélistation de Toulon - Saint Mandrier.

L'article R. 6311-16 CT indique les motifs variés pouvant amener au retrait des autorisations administratives en vertu desquelles l'aérodrome avait été créé :

L'aérodrome ne remplit plus les conditions techniques et juridiques ayant permis d'accorder l'autorisation ;

L'aérodrome a cessé d'être utilisé par des aéronefs depuis plus de deux ans ;

L'aérodrome s'est révélé dangereux pour la circulation aérienne ;

L'utilisation de l'aérodrome est devenue incompatible avec l'existence d'un autre aérodrome ... ;

Il a été fait de l'aérodrome un usage abusif ;

En cas d'infractions aux lois et règlements d'ordre public, en particulier en matière douanière, ainsi que pour motifs intéressant la sûreté de l'État ;

En cas de manquement grave aux dispositions du code des transports.

Le CT exige en principe, en ce qui concerne les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique ou les aérodromes à usage restreint, un arrêté du ministre pour suspendre, restreindre, retirer l'autorisation d'ouverture, voir l'article R. 6311-18.

La décision de fermeture peut donner lieu à contestation par les usagers.

Les recours ne semblent pas prospérer.

C'est ainsi que l'aéro-club de la Basse Moselle est débouté de son recours tenant à l'annulation de la décision de fermeture de l'aérodrome de Thionville-Yutz, CE 2 avril 2014 n° 366724.

Le juge des référés dans une ordonnance du 4 septembre 2020, n° 443529, rejette la requête d'une personne ayant demandé la suspension de l'arrêté de fermeture de l'aérodrome de Sallanches Mont Blanc. Le demandeur n'avait pas introduit une requête distincte en annulation, en l'absence de recours sur le fond la requête est déclarée manifestement irrecevable.

La fermeture de l'aérodrome de Sallanches est contestée devant le Conseil d'État par le conseil national des fédérations aéronautiques et sportives, la fédération française d'ULM, le comité de sauvegarde et de défense de l'aérodrome de Sallanches, l'aéroclub de Sallanches. Le juge des référés du Conseil d'État rejette la requête dans une ordonnance du 23 novembre 2020, n° 445580. La décision de fermeture avait été prise à la demande du maire de la commune. Le magistrat considère que la condition d'urgence n'est pas remplie. L'aérodrome n'était agréé que pour un usage restreint réservé aux pilotes qualifiés, aux ULM et aux hélicoptères. Ses capacités opérationnelles étaient limitées. Il n'accueillait qu'un aéronef et six ULM qui ont pu être déplacés.

L'aérodrome a été mis hors d'usage, les hangars démolis. Les parcelles ont été déclassées du domaine public communal, le site est destiné à être réaménagé en espace naturel sensible. L'état de la piste était dégradé, il existe d'autres plateformes à proximité, à Albertville et à Annemasse. Les ULM disposent en cas d'urgence de l'hélistation de l'hôpital du lieu.

Le Conseil d'État, statuant au fond, rejette, n° 445598, le 30 décembre 2021 la requête formée par le CNFAS et d'autres.

Les autorisations administratives en vertu desquelles les aérodromes sont créés par d'autres personnes que l'État peuvent être retirées.

Si l'autorisation concernait un aérodrome à usage restreint, la décision est prise par un arrêté ministériel motivé.

Une enquête technique préalable avait été réalisée par la direction de la sécurité de l'aviation civile.

L'aérodrome présentait des capacités limitées, il n'accueillait que 6 ULM et un aéronef.

La commune a demandé la fermeture de l'aérodrome pour aménager le site des Ilettes (espace naturel sensible).

Il existe d'autres plateformes à proximité, à Albertville et à Annemasse, ainsi qu'une hélistation à l'hôpital de Sallanches. Le ministre a pu faire droit à la demande de la commune et prononcer la fermeture de l'aérodrome.

## Sous - Section II. La fonction des aérodromes

La fonction première d'un aérodrome est de permettre dans les meilleures conditions de sécurité le décollage et l'atterrissage des appareils aériens.

### § I. L'aérodrome, voie obligatoire des mouvements aériens

L'aérodrome est en principe - sauf dérogations - la voie obligatoire de l'atterrissage et du décollage des aéronefs.

La règle est justifiée pour des motifs de sécurité - un avion doit en principe utiliser une piste pour décoller et atterrir. Il convient également de tenir compte de la nécessité d'opérer les contrôles de police et de douane.

Il arrive que dans certaines circonstances pressé par la nécessité et l'urgence, un aéronef atterrisse sur un champ ou une autoroute, voire une étendue d'eau. Tout atterrissage en cas de force majeure d'un aéronef civil hors d'un aérodrome régulièrement établi doit être notifié à l'autorité locale civile ou militaire la plus proche. On suit les dispositions prévues en cas d'incident aérien. Art. D. 6212-1.

Le décollage sera autorisé par le préfet, art. D. 6212-2.

L'art. R. 6212-3 envisage un atterrissage de fortune sur une propriété privée, le propriétaire du terrain ne peut pas s'opposer au départ ou à l'enlèvement de l'appareil dont la saisie conservatoire n'a pas été ordonnée.

#### Dérogations ou exceptions

L'art. R. 6212-6 CT envisage 8 cas où des atterrissages, amerrissages, décollages sur des emplacements hors aérodrome peuvent être envisagés.

(Les hélicoptères effectuant des missions sanitaires et humanitaires échappent à cette réglementation, art. R. 6212-5. Ils peuvent donc se poser là où il y a nécessité.)

#### Zones montagneuses

La loi du 22 août 2021 de lutte contre le dérèglement climatique régit les atterrissages dans les zones de montagne, art. L. 363-1 du code de l'environnement.

Il y a des pratiques autorisées, d'autres sont interdites.

Art. R. 6212-14 CT : Dans les zones montagneuses où la topographie ne permet pas l'établissement d'aérodromes, certains avions effectuant du travail aérien, du transport à la demande ou des opérations aériennes non commerciales

peuvent atterrir ou décoller sur des emplacements autres que des aérodromes, sous réserve que soient respectées les mesures de sécurité et autres conditions définies par arrêté.

Art. R. 6212-15 : L'arrêté fixe les conditions d'agrément des emplacements choisis ; les qualifications spéciales dont les pilotes commandants de bord doivent être titulaires et les règles particulières aux vols et à l'utilisation des emplacements agréés ; les conditions particulières relatives aux avions et à leur emploi ainsi que les équipements spéciaux à emporter.

Il est ainsi envisageable dans les zones de montagne de faire atterrir des aéronefs motorisés à des fins de loisir sur des aérodromes ainsi que sur des emplacements autorisés par l'autorité administrative.

Il est permis dans les mêmes conditions d'y déposer des passagers à des fins de loisir.

En revanche il est interdit dans les zones de montagne de faire atterrir des aéronefs motorisés à des fins de loisir (à l'exception des aéronefs sans personne à bord) et de déposer des passagers, en dehors des aérodromes ou des emplacements autorisés par l'administration.

Sous sanction pénale, art. L. 363-1 c. environnement.

#### Les altiports

Ces sont des aérodromes à régime spécial, l'accès n'y est pas libre, mais soumis à des conditions d'accès.

C'est un arrêté du 21 juin 2019, JO du 28 juin 2019, n° 35, qui concerne les autorisations d'accès aux altiports. Modifié par un arrêté du 7 juillet 2023, JO du 25 juillet 2023.

Cet arrêté fixe, pour les avions et les motoplaneurs (TMG), les conditions de formation et de délivrance des autorisations d'accès aux aérodromes à usage restreint lorsque ceux-ci ont été qualifiés d'altiport dans leur arrêté d'agrément ou de création.

Une autorisation d'accès est requise et délivrée pour chaque altiport pour les pilotes ne détenant pas la qualification de vol en montagne « roues » ou « skis » mentionnée aux points FLC.815 (a) (i) et FLC. 815 (a) (2) du règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 (à contrario ces derniers détenant la qualification échappent à cette exigence.)

Pour obtenir une autorisation d'accès à un altiport donné, le pilote d'avion ou de motoplaneur, titulaire d'une licence d'avion conforme aux dispositions de l'annexe I de la convention de Chicago de 1944 ou d'une licence de pilote d'aéronef léger avion en état de validité, doit effectuer une formation théorique et pratique pour le vol en montagne dispensée par un instructeur.

La formation roues est obligatoire pour utiliser un altiport non enneigé.

La formation skis est obligatoire pour accéder à un altiport enneigé.

L'annexe fixe les conditions de formation et de délivrance d'accès à un altiport.

L'altiport de Méribel, agréé à usage restreint, n'est pas utilisable par les avions effectuant des vols de transport aérien

commercial, à l'exception des vols de découverte, cf. A. du 23 décembre 2019 et du 30 janvier 2020.

L'aérodrome de La Motte Chalancon (dans le Diois, département de la Drôme) est radié en qualité d'aérodrome, mais un arrêté préfectoral l'avait converti en altisurface. Avec un arrêté du 19 juin 2023, l'aéroclub local obtient la création d'un aérodrome de type altiport, agréé à usage restreint, altiport de la Motte Chalancon. L'activité des aéroplanes ultralégers motorisés et des hélicoptères y est autorisée.

### Les altisurfaces

L'altisurface n'est pas un aérodrome. C'est un emplacement.

Les altisurfaces sont des emplacements situés en montagne, réservés à certains aéronefs ne faisant pas du transport commercial, ils sont agréés par arrêtés préfectoraux.

Le pilote d'avion ou de moto planeur doit être titulaire de la qualification de vol en montagne s'il veut effectuer des atterrissages ou des décollages sur des emplacements dans les zones montagneuses où la topographie ne permet pas l'établissement d'aérodromes, voir l'arrêté du 21 juin 2019 faisant application du paragraphe FCL.815 de l'annexe I, partie FCL du règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011, JO du 28 juin 2019, texte n° 34. Si la surface est couverte de neige, c'est la qualification skis. Si la surface n'est pas couverte de neige, c'est la qualification roues.

Sauf opérations d'assistance ou de sauvetage, l'atterrissage ou le décollage hors aérodrome nécessite l'accord de la personne ayant la jouissance du terrain, art. R. 6212-4.

### Hélistations et Hélisturfaces

Les hélicoptères peuvent tout d'abord décoller et atterrir sur les aérodromes ordinaires voués principalement aux aéronefs à voilure fixe, éventuellement à des emplacements réservés.

Ils peuvent également décoller et atterrir sur des aérodromes spécialisés affectés à l'usage exclusif des hélicoptères, nommés "hélistations".

Les hélistations sont des aérodromes pour hélicoptères, art. R. 6311-6 CT.

Il est tenu compte, lors de leur création, de l'impact sur l'environnement en matière de nuisances sonores.

C'est ainsi que l'hélistation du centre hospitalier d'Ajaccio est agréée à usage restreint, A. du 17 mars 2023, JO du 4 mai 2023. Elle relève de l'A. du 23 novembre 1962 relatif au classement des aérodromes.

Idem pour Strasbourg.

Un arrêté du 12 juin 2023 autorise une société à créer une hélistation sur le territoire de la commune de Morzine : nommée hélistation de Morzine - Le Rocher Devant. Agréée à usage restreint, utilisable uniquement

en vol à vue de jour. JO du 1<sup>o</sup> juillet 2023.

L'État crée l'hélistation de Came, près de Bidache, en Navarre, arrêté du 4 juillet 2023. Elle est réservée à l'usage des administrations de l'État, affectée à l'armée de terre pour la formation en vol des élèves pilotes d'hélicoptères.

Les hélicoptères peuvent aussi décoller ou atterrir sur des emplacements n'ayant pas la qualité d'aérodrome, ces emplacements étant nommés "hélisturfaces".

Les hélisturfaces ne sont donc pas des aérodromes.

Les hélicoptères peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome. Ces emplacements sont dénommés "hélisturfaces". Article R. 6212-7.

Cette même disposition spécifie que les hélisturfaces ne peuvent être utilisées qu'à titre occasionnel.

Les hélisturfaces sont utilisées, disait-on, pour les baptêmes de l'air et le transport public à la demande, pour le travail aérien et pour les vols privés.

Les hélisturfaces sont interdites

dans les agglomérations (sauf autorisation spéciale préfectorale, pour certaines opérations de transport public ou de travail aérien)(le préfet impose alors pour chaque hélisturface des limitations, comme le nombre des mouvements, les plages horaires, les manœuvres d'approche, décollage, atterrissage, les caractéristiques acoustiques des appareils, les essais moteurs)

dans des zones situées aux abords des aérodromes

dans les secteurs de sécurité des installations prioritaires de défense (sauf dérogation préfectorale et avis conforme du ministre chargé de la défense)

Article R. 6212-9 CT.

Le préfet peut interdire une hélisturface, lorsque son utilisation est susceptible de porter atteinte à la tranquillité publique, à la sécurité publique, à la protection de l'environnement, à la défense nationale, à la sécurité nationale. Article R. 6212-8 CT.

Une double disposition propre aux hélisturfaces hors agglomération est prévue à l'article R. 6212-10.

Le préfet peut soumettre à déclaration préalable l'utilisation d'hélisturfaces sur le territoire d'une commune, lorsque cette utilisation est susceptible de porter atteinte à la tranquillité publique ou à la protection de l'environnement.

Le préfet peut réglementer l'utilisation des hélisturfaces. Ainsi il peut édicter une réglementation portant le nombre et la nature des mouvements, les plages horaires, les manœuvres d'approche, décollage, atterrissage.

Les pilotes ne peuvent atterrir ou décoller sur une hélisturface que s'ils détiennent une habilitation délivrée par le préfet de leur domicile. Sauf cas de force majeure ou opérations d'assistance ou de sauvetage. Articles R. 6212-11 et 12. L'article R. 6212-13 renvoie à un arrêté pour déterminer les prescriptions imposées aux pilotes et exploitants pour l'utilisation des hélisturfaces, caractère occasionnel, conditions de délivrance de l'habilitation, utilisation d'hélisturfaces en mer.

Les pouvoirs de sanction attribués au préfet

Ces pouvoirs sont attribués au préfet, en cas de méconnaissance des obligations résultant des dispositions des articles R. 6212-8 à R. 6212-11, par l'art. R. 6231-29 CT. L'exploitant d'hélicoptère contrevenant encourt une amende administrative, 750 euros pour une personne physique, 3 750 euros pour une personne morale. Prescription de deux ans.

Un contentieux sous l'empire des textes antérieurs à 2022

La commune de Ramatuelle avait modifié le plan local d'urbanisme en interdisant la création d'hélistations sur l'ensemble de son territoire.

La ville de Ramatuelle entendait lutter contre les nuisances sonores. Il n'y avait d'ailleurs aucune hélistation sur le territoire communal. La création d'hélisturface n'est pas en revanche interdite.

Le préfet du Var obtient de la cour administrative de Marseille, 30 septembre 2021, n° 20MA03016, l'annulation

de cette délibération du conseil municipal modifiant le PLU.

Les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le document d'orientation et d'objectifs du schéma de cohérence territoriale.

Les schémas de cohérence territoriale fixent des orientations et des objectifs.

Les PLU n'ont qu'une obligation de compatibilité, et non de conformité, avec ces schémas.

Le juge est amené à vérifier si le PLU ne contrarie pas les objectifs qu'impose le schéma.

Le SCOT, schéma de cohérence territoriale, des cantons de Grimaud et Saint Tropez prévoit cinq orientations générales. À propos des transports, ce schéma indique que la présence d'hélistations correspond aux exigences d'une clientèle désireuse de réduire ses temps de transfert depuis les aéroports, il affirme la nécessité de créer trois hélistations à Gassin, Ramatuelle et Saint Tropez, pour limiter le développement des hélistations.

Le PLU de Ramatuelle est en contrariété avec cet objectif.

Annulation de la délibération en ce qu'elle interdit les hélistations sur l'ensemble du territoire

Les bandes d'envol occasionnelles, art. R. 6212-16.

Les avions effectuant des vols comportant certaines opérations de travail aérien entrant dans la catégorie des traitements aériens ou les vols de mise en place correspondants, peuvent atterrir ou décoller sur des bandes d'envol occasionnelles, en dehors des aérodromes,

sous réserve de respecter les mesures de sécurité et autres conditions définies par arrêté.

Un arrêté fixe les conditions d'utilisation et d'agrément des emplacements choisis.

## Ballons

Le commandant de bord utilise des sites d'exploitation qui sont adaptés aux types de ballons et d'exploitations concernés, règlement 2018/395 du 13 mars 2018, annexe II, BOP.BAS.100.

Les ballons peuvent décoller ailleurs que d'un aérodrome ...

Art. R. 6212-19

## ULM

Les aéronefs monoplaces ou biplaces faiblement motorisés dits ULM peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome,

sous réserve que soient respectées les mesures de sécurité et autres conditions définies par arrêté,

article R. 6212-17.

## Planeurs

Les aéroplanes non motorisés à performances limitées, dits planeurs ultra légers ou PUL, peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome ...

Art. R. 6212-18.

Les planeurs lancés par treuil peuvent atterrir ou décoller ailleurs que sur un aérodrome, à condition de respecter les mesures de sécurité, art. R. 6212-20.

## Hydravions et avions amphibies

Ils peuvent atterrir ou décoller sur un plan d'eau autre qu'une hydrobase, art. R. 6212-21 CT.

Un aérodrome est dit « contrôlé » s'il est un aérodrome où les aéronefs bénéficient du service du contrôle de la circulation aérienne. Il n'y existe pas forcément une zone de contrôle. On parle de vol contrôlé si le vol est exécuté conformément à l'autorisation du contrôle de la circulation aérienne. Il y a alors une communication entre le pilote et le contrôleur.

## § II. La spécialisation et l'importance des aérodromes

Les aérodromes appartiennent quant à l'importance et à la spécialisation du trafic aérien à des mondes différents.



Il existe à travers le monde de très grands aérodromes au trafic intense, d'autres sont des aérodromes régionaux au trafic moyen, d'autres sont extrêmement modestes et servent de piste d'aéro-club.  
La France possède environ 165 aérodromes commerciaux.

a. Les distinctions opérées par le droit européen

Décision n° 661/2010 du Parlement et du Conseil du 7 juillet 2010 sur les orientations pour le développement du réseau transeuropéen de transport : le réseau aéroportuaire transeuropéen est constitué des aéroports sur le territoire de l'Union ouverts à la circulation aérienne commerciale

Les aéroports d'intérêt commun

Plusieurs critères

Les composantes internationales

Les composantes régionales

Les projets d'intérêt commun : l'amélioration de la capacité, la protection contre les nuisances, les accès à l'aéroport

b. Les classifications opérées par le droit français interne

Le législateur prend en considération le type de trafic effectué par l'intermédiaire de l'aéroport.

1. *L'aéroport international*

L'aéroport était dit jadis affecté au trafic interne ou ouvert au trafic international.

Le législateur oppose désormais l'aéroport international à celui qui ne l'est pas.

Cette distinction ne figure pas dans le CT lorsqu'il établit la typologie des aérodromes, mais lorsqu'il traite de la circulation des aéronefs, ainsi que de l'atterrissage et du décollage.

L'aéronef qui effectue un vol international est tenu d'utiliser au départ et à l'arrivée un aéroport international, article L. 6212-2 du code des transports, al. 1°.

(Des dispenses sont envisageables pour certaines catégories d'aéronef, al. 2).

L'autorisation d'atterrir hors d'un aérodrome international accordée en application de l'art. L. 6212-2 CT fixe, dans ce cas, l'aérodrome d'arrivée et de départ, la route aérienne à suivre et les signaux à donner au passage de la frontière, art. R. 6212-22.

Les formalités de contrôle policier ou douanier s'opèrent sur ces aérodromes internationaux, soit en permanence, soit durant certaines périodes, soit à la demande.

Tout atterrissage, hors d'un aéroport international, d'un aéronef effectuant un parcours international doit être signalé aux services des douanes et de police les plus proches, art. R. 6211-9.

Une distinction est apparue plus tardivement, celle des aérodromes relevant ou non de l'espace Schengen.

On peut consulter ce point la décision en référé du Conseil d'État, 5 janvier 2017, n° 405990, relative à l'aéroport de la Môle-Saint Tropez. Avec la législation relative à l'espace Schengen, il existe des frontières extérieures à celui-ci, le franchissement de ces frontières s'effectue aux points de passage frontaliers. Les frontières extérieures ne peuvent être franchies qu'aux points de passage frontaliers. Chaque État communique à la Commission la liste de ses points de passage frontaliers. La commission publie cette liste. Cette liste ne mentionne pas en 2016 l'aéroport en cause. En clair, les sujets britanniques, le Royaume Uni étant étranger à l'espace Schengen, ne peuvent pas atterrir dans cet aérodrome pour entrer en France. L'aéroport de la Môle, craignant de perdre près du tiers de son trafic, agit en référé, demandant au Conseil d'état de suspendre la décision française d'exclure Saint Tropez de la liste des points de passage frontaliers. Le juge des référés en l'absence d'urgence s'y refuse, la décision collégiale du Conseil d'État pouvant être prise avant l'été. Le débat

concerne principalement l'arrivée en été d'avions privés. Le gouvernement durant les débats a déclaré ne pas s'opposer à ce qu'une ouverture saisonnière permanente au trafic international soit mise en place, ce que l'aéroport en cause pourrait demander dès maintenant.

Le Conseil d'État a rendu le 17 mai 2017 une décision en cette affaire, il a annulé la décision de retirer La Môle de la liste des passages frontaliers et a enjoint aux autorités de transmettre à la Commission une liste rectifiée en ajoutant l'aérodrome de La Môle. Le ministre chargé de l'immigration a pris le 2 novembre 2017 une nouvelle liste incluant La Môle entre le 15 juin et le 30 septembre.

Le recours formé par l'aéroport en exécution de l'arrêt du 17 mai est sans objet, Conseil d'État, 7 mars 2018, n° 414980.

Ce contentieux a probablement suggéré une réforme des textes avec un décret du 24 octobre 2017.

Les dispositions légales distinguent selon que le contrôle concerne des passagers (en provenance ou non de la zone Schengen) ou les marchandises.

On tient compte également des relations avec l'outre-mer.

L'article R. 6312-14 CT indique, en se référant aux règlements européens, ce qu'est un « aérodrome international » pour l'application de l'article L. 6212-2 CT.

Un aéroport international est

Un point de passage frontalier (PPF) au sens du règlement n° 2016/399 pour les aéronefs en provenance ou à destination d'un pays n'appartenant pas à l'espace Schengen.

Un point de passage contrôlé listé par les arrêtés relatifs aux documents et visas exigés pour l'entrée des étrangers sur le territoire des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la constitution (française) ou sur le territoire de la Nouvelle Calédonie.

Un aéroport international de l'Union (européenne) au sens du règlement n° 2015/2447, lorsque l'aéronef transporte des marchandises de ou vers un pays tiers à l'UE.

Cf. infra, en ce qui concerne les formalités de police et de douane.

## 2. L'ouverture ou non de l'aérodrome à la *circulation aérienne publique*

On trouve sur la toile, en application des dispositions de l'article D. 211-3 du code de l'aviation civile, les listes des aérodromes dont la création et la mise en service ont été autorisées.

L'arrêté du 23 novembre 1962, maintes fois modifié, est relatif au classement des aérodromes suivant leur usage aéronautique et les conditions de leur utilisation.

La liste n° 1 concerne les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique.

La liste n° 2 concerne les aérodromes réservés à l'usage d'administration de l'État.

La liste n° 3 concerne les aérodromes à usage restreint.

Avant d'utiliser un aérodrome le commandant de bord devra s'assurer de sa praticabilité conformément aux dispositions des règles de l'air ..., art. 7 de l'arrêté du 23 novembre 1962.

### α) Les aérodromes *ouverts* à la *circulation aérienne publique*, CAP

art. L. 6312-1 CT, art. R. 6312-1 et s. CT.

Cette ouverture, précédée d'une demande, résulte d'un arrêté ministériel, précédé d'une enquête technique, art. 6312-7.

L'arrêté d'ouverture vaut autorisation de mise en service de l'aérodrome, art. R. 6312-8.

À titre d'exemple, un arrêté du 28 octobre 2013, après enquête technique, ouvre à la circulation aérienne publique l'aérodrome d'Eu-Mers-Le Tréport.

Un arrêté du 27 janvier 2021 ouvre en Guyane à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Camopi.

Un arrêté du 27 février 2023 ouvre à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Ribérac (en Dordogne), qui

était antérieurement agréé à usage restreint.

La classification des aérodromes

Art. R. 6321-30 et s. CT

Ces aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, qui seraient au nombre de 335, sont classés, compte tenu de l'importance et de la nature du trafic et de la longueur de l'étape au départ de l'aérodrome, en cinq catégories d'aérodromes terrestres, catégories A B C D E.

Art. R. 6321-36.

Catégorie A :

aérodromes destinés aux services à grande distance assurés normalement en toute circonstance.

Bâle Mulhouse

Bastia

Bordeaux

Châteauroux

Lille

Lyon

Marseille

Metz Nancy

Nantes figure dans la liste depuis un décret du 4 octobre 2018.

(La commune de Saint Aignan de Grand Lieu a contesté en vain ce classement en catégorie A.

Sa requête a été rejetée par le Conseil d'État dans un arrêt du 22 juillet 2020, n° 429508.

Les décrets de classement ne sont pas forcément motivés.

L'aérodrome de Nantes assure des vols long-courriers directs à destination des Caraïbes et du Canada.)

Nice

Paris-Le Bourget

Paris Orly

Paris CDG

Pointe à Pitre

Martinique

Cayenne

Mayotte

Catégorie B :

il s'agit d'aérodromes destinés

soit aux services, à moyenne distance, assurés normalement en toutes circonstances,

soit à certains services à grande distance assurés dans les mêmes conditions mais qui ne comportent pas d'étape

longue au départ de ces aérodromes

Beauvais

Biarritz

Grenoble

Montpellier

Perpignan

Tarbes

Toulouse

.....

Catégorie C : aérodromes destinés

aux services à courte distance

et à certains services à moyenne et même à longue distance qui ne comportent que des étapes courtes au départ de ces aérodromes

au grand tourisme

Agen

Albi

Auch

Béziers

Cahors Lalbenque

Cannes

Carcassonne

Le Mans

Pamiers

Rodez

Valence

.....

Catégorie D :

aérodromes destinés à la formation aéronautique, aux sports aériens et au tourisme et à certains services à courte distance

Castelnaudary

Figeac Livernon

Luchon

Muret Lherm

Revel Montgey

Saint Gaudens Montréjeau

Saint Girons

Toulouse Bourg Saint Bernard

Toulouse Lasbordes

...

Catégorie E : aérodromes destinés aux giravions et aux aéronefs à décollage vertical

Trois catégories d'hydrobases, A B C

Art. R. 6321-37

Une convention est en principe conclue pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de l'aérodrome, art. L. 6321-3, R. 6312-6.

L'aérodrome reçoit une affectation.

Les aérodromes - autres que les aérodromes à usage privé - sont affectés à titre principal soit au ministre chargé de l'aviation civile, soit au ministre de la Défense, en fonction des activités aéronautiques auxquelles est voué l'aérodrome, art. R. 6311-9 CT.

Certains aérodromes comportent plusieurs affectataires, ils sont alors qualifiés d'aérodromes à affectation aéronautique mixte, art. R. 6311-10. Il y a alors un affectataire principal et des affectataires secondaires, art. R. 6311-11.

C'est ainsi que l'aérodrome de Tours est affecté à titre principal au ministère de l'aviation civile pour les besoins du transport aérien et de l'aviation générale, et à titre secondaire au ministère de l'intérieur pour les besoins de la gendarmerie nationale, arrêté du 28 juillet 2021.

β) Les aérodromes *non ouverts* à la circulation aérienne publique

Art. L. 6312-2 du code des transports.

On aurait pu parler d'aérodromes fermés à la circulation aérienne publique.

Le CT prend en considération l'usage auquel l'aérodrome est affecté.

On sous-distingue, compte tenu de l'*usage* auquel l'aérodrome est affecté.

On distingue l'usage des administrations, l'usage restreint, l'usage privé.

L'usage initialement déterminé n'est pas inscrit sur le marbre ou l'airain, des changements de classe ou de catégorie peuvent intervenir.

. Les aérodromes *réservés* à l'*usage* d'*Administrations* de l'État.

Ces aérodromes sont en principe réservés, comme leur nom l'indique, à l'usage d'administration de l'État.

L'usage peut être civil ou militaire, voire mixte.

La règle n'est cependant pas absolue.

Ces aérodromes peuvent être utilisés à titre temporaire ou dans des circonstances particulières par des aéronefs qui n'appartiennent pas aux administrations désignées affectataires sur autorisation du ministre dont relève l'administration désignée comme affectataire principal.

Le ministre délivrant l'autorisation s'assure que les caractéristiques des aérodromes concernés permettent l'exploitation en toute sécurité des aéronefs susmentionnés.

Article 2 alinéa 2 de l'arrêté du 23 novembre 1962 dans la rédaction de l'arrêté du 20 mai 2019.

L'affectataire principal désigne le directeur qui assure le fonctionnement de l'aérodrome. Art. R.6311-15. Il peut y avoir des affectataires secondaires.

L'arrêté du 28 août 2014, JORF du 31 août 2014, modifiant l'affectation de l'aérodrome de Dijon-Longvic, affecté à titre principal au ministère chargé de l'aviation civile pour les besoins du transport aérien et l'aviation générale, à titre secondaire au ministère de l'intérieur pour les besoins de la gendarmerie nationale. Un arrêté de la même date transfère la gestion d'une partie de la base aérienne au syndicat mixte de l'aéroport de Dijon-Longvic. Cet aéroport ne semble pas desservi par des compagnies effectuant du transport commercial régulier.

L'aérodrome du Luc, dans le Var, est affecté à titre principal, au ministère des armées, à titre secondaire au ministère de l'aviation civile, pour les besoins de l'aviation légère et sportive. Arrêté du 24 juillet 2018.

Une décision ministérielle du 11 juin 2019 autorise deux hélicoptères de la société Icare à utiliser l'aérodrome de la base aérienne 120 de Cazaux. Ces hélicoptères font l'objet d'acquisition d'heures de vol sans équipage, ils sont affectés à des vols d'entraînement à l'intention des équipages de l'armée de l'air.

(Un accord signé à Berlin le 10 avril 2020 concerne la coopération entre la France et l'Allemagne en matière de transport tactique aérien. L'accord vise la base aérienne d'Évreux et aménage un centre de formation et d'entraînement commun. L'accord traite du financement en commun des infrastructures. Décret de publication du 5 août 2020, JO du 8 août 2020).

. Les aérodromes *agréés à usage restreint*, art. L. 6312-2 CT, D. 6312-17 et s.

Ces aérodromes agréés à usage restreint sont des aérodromes destinés à des activités répondant à des besoins collectifs techniques ou commerciaux. Ils seraient au nombre de 240.

La liste n° 3 indique, pour chaque aérodrome agréé à usage restreint, les restrictions auxquelles l'usage est subordonné.

Ces activités sont limitées dans leur objet, ou réservées à certaines catégories d'aéronefs, ou exclusivement exercées par certaines personnes spécialement désignées à cet effet.

Ces activités peuvent comprendre notamment les opérations de travail aérien.

Le travail aérien se définit : toute opération aérienne rémunérée qui utilise un aéronef à d'autres fins que le transport ou les essais et réceptions.

Il comprend notamment l'instruction aérienne, les vols de démonstration ou de propagande, la photographie, le parachutage, la publicité, et les opérations agricoles aériennes.

Certains aérodromes à usage restreint sont qualifiés d'altiport.

L'activité commerciale de parachutage est autorisée sur un aérodrome à usage restreint.

Il faut un arrêté d'agrément pour que le ministre autorise la mise en service de tels aérodromes.

Cet agrément est rendu sur le fondement d'une enquête technique effectué sur la base des articles L. 123-1 et R. 123-1 du code de l'environnement. Art. D. 6312-26 CT.

À titre d'exemple, A. du 11 septembre 2014, concernant l'aérodrome à usage restreint d'Albertville, en Savoie : l'activité des avions et des planeurs est autorisée sur l'aérodrome pour les pilotes ayant été reconnus aptes par un instructeur ou détenant la qualification montagne. L'activité des aéroplanes ultralégers motorisés et des hélicoptères est autorisé sur l'aérodrome.

L'aérodrome de Salon de Provence a été retiré de la liste des aérodromes réservés à l'usage des administrations de l'État, pour être désormais inscrit dans la liste des aérodromes agréés à usage restreint. Il est réservé en priorité au trafic de l'État et au trafic aérien militaire, arrêté du 16 février 2017.

L'aérodrome de Saint Barthélémy est classé parmi les aérodromes à usage restreint.

La piste est dangereuse à l'atterrissage. L'avion doit survoler une montagne, puis piquer pour atterrir sur une piste de 650 mètres. L'arrêté du 11 avril 2017 réserve l'aérodrome aux pilotes ayant une aptitude reconnue. Les transporteurs aériens publics soumettent, au préalable à l'autorisation de la sécurité de l'aviation civile Antilles-Guyane, un dossier de démonstration de performances à l'atterrissage.

(L'aérodrome international de Saint Martin est également dangereux, mais il est situé sur la partie néerlandaise de l'île.)

L'aérodrome de Villacoublay-Vélizy devient un aérodrome agréé à usage restreint, arrêté du 8 septembre 2017.

Idem en ce qui concerne l'aérodrome du Luc-Le Cannet, A. du 8 septembre 2017.

Idem en ce qui concerne les aérodromes de Saint Dizier, Romorantin, Évreux, Phalsbourg, Istres. A. du 12 juin 2018.

Idem en ce qui concerne l'aérodrome d'Étain-Rouvres, dans la Meuse (trafic militaire en priorité), A. du 12 juin 2018.

Idem en ce qui concerne l'aérodrome de Cognac-Châteaubernard (réservé aux aéronefs d'État et aux aéronefs légers), A. du 27 juillet 2018.

Idem en ce qui concerne l'aérodrome de Saintes-Thénac, arrêté du 6 décembre 2018.

L'aérodrome de La Môle, dans le Var, est agréé à usage restreint. Les procédures de décollage et d'atterrissage sont déterminées par l'arrêté du 25 juillet 2019. Le commandant de bord est soumis à un certain nombre d'exigences. L'aérodrome est interdit par forte pluie. JO du 31 juillet 2019, texte n° 15. Arrêté modifié par un A. du 23 juillet 2020, JO du 31 juillet 2020.

L'aérodrome de Dax Seyresse est transféré dans la catégorie des aérodromes agréés à usage restreint. Il est réservé en priorité à l'accueil du trafic militaire et de l'État, arrêté du 20 mai 2019, JO du 8 juin 2019.

L'héliport de l'Ermitage, à la Réunion, est agréé à usage restreint, JO du 30 juillet 2020.

L'héliport, à La Réunion, de Mafate - La Nouvelle – Cirque de Mafate est agréé à usage restreint, A. du 30 mai 2022

L'aérodrome de Revel - Montgey est agréé à usage restreint.

Il est réservé aux aéronefs qui y sont basés et à ceux qui sont basés sur les aérodromes voisins. Seuls les aéronefs basés sont autorisés à faire des tours de piste d'entraînement. L'aérodrome est utilisable par les hélicoptères dans des conditions définies par la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud. A. du 2 août 2022.

L'aérodrome de Châteaudun est agréé à usage restreint, a. du 9 septembre 2022.

L'aérodrome de Luxeuil Saint Sauveur devient un aérodrome agréé à usage restreint. Réservé aux aéronefs qui y sont basés ou aux pilotes autorisés par le directeur d'aérodrome, arrêté du 9 mai 2023.

Les aérodromes à usage restreint doivent être pourvus de signaux au sol et d'un balisage de jour, art. D. 6312-23.

L'État peut être propriétaire d'aérodromes à usage restreint pouvant accueillir une activité civile ou commerciale, l'exploitation peut être concédée, art. R. 6312-31 CT.

. Les aérodromes à *usage privé*

Ils seraient au nombre de 390

Un aérodrome à usage privé est créé par une personne physique ou par une personne morale de droit privé pour son usage personnel ou celui de ses employés et invités, art. D.6312-32 .

Une autorisation est requise, art. D. 6312-33.

On ne peut pas y exercer l'activité commerciale de parachutisme.

On peut y faire des évolutions d'aéronefs dans le cadre d'une manifestation publique. Utilisation exceptionnelle. Art. D. 6312-42.

L'aérodrome peut être à usage saisonnier, art. D. 6312-37.

Celui qui a créé un aérodrome à usage privé ne peut pas percevoir une rémunération de la part des personnes qu'il admet en faire usage, art. D. 6312-41 CT.

Un aéroport peut passer d'une catégorie à une autre, cf. supra, une contestation peut alors être élevée à l'encontre de la décision administrative ayant opéré la mutation. Le voisinage craint par exemple une montée des nuisances si les mouvements d'aéronef risquent de progresser.

C'est ainsi que le Conseil d'État a rejeté le 31 mai 2012, n° 326937, la requête d'une association demandant l'annulation d'un arrêté ministériel portant agrément à usage restreint de l'aéroport de Lasclaveries (situé au Nord de Pau), jusqu'alors à usage privé. Le changement de catégorie doit faire l'objet d'une enquête publique. L'aéroport a été réservé aux activités d'une école de parachutisme et aux aéronefs de servitude associés. Le détournement de pouvoir n'a pas été établi.

On retrouve une problématique semblable dans un autre arrêt du Conseil d'État du 28 avril 2014, n° 373193 : L'aéroport d'Yvetot-Baons le Comte était, en Normandie, un aéroport privé. Le propriétaire de l'aéroport a demandé un changement de catégorie pour favoriser l'écologie. Le ministre chargé de l'aviation civile, en date du 5 octobre 2011, a pris deux arrêtés, l'un pour autoriser la création de l'aéroport d'Yvetot comme étant destiné à être agréé à usage restreint, l'autre pour délivrer l'agrément à usage restreint.

La commune de Baons le Comte a demandé en vain l'annulation de ces deux arrêtés.

Les riverains se plaignaient du bruit des avions faisant de la voltige.

Une enquête technique a été menée, elle n'était en l'espèce pas nécessaire, car il n'y avait pas de travaux à réaliser dans le cadre de ce changement de catégorie. Le commissaire enquêteur a entendu des dizaines d'observations.

La commune est déboutée.

### § III. La répartition du trafic aéroportuaire

La commission a publié le 1<sup>o</sup> décembre 2011 une communication, COM (2011) 823 final, sur la politique aéroportuaire de l'Union européenne : comment résoudre les problèmes de capacité et de qualité.

#### A. La répartition du trafic dans l'espace

La répartition du trafic entre les différents aéroports d'une mégapole

L'exploitant aérien, qui souhaite desservir Paris, va-t-il décoller du Bourget, d'Orly ou de Roissy ? Dans quel aéroport va-t-il atterrir ?

A-t-il une possibilité de choix ?

La législation, tant européenne que française, permet à l'autorité publique de procéder à une répartition du trafic aérien entre les différents aéroports de la capitale ou de la métropole.

#### Droit européen

L'art. 19, § 2, du règlement n° 1008/2008 autorise, sans discrimination, la répartition, par chaque État membre, du trafic entre aéroports de la même conurbation. Ce sont des critères objectifs qui doivent fonder la décision de répartition. Les principes de proportionnalité et de transparence sont à observer.

Les parties intéressées sont consultées.

. Notification.

La Commission est, dans un premier temps, informée du projet de répartition émanant de l'État membre.

C'est ainsi que la France avait notifié le 28 septembre 2015 en application de l'article 19 § 3 le projet de modification des règles de répartition du trafic, arrêté du 15 novembre 1994, pour les trois grands aéroports de Paris, Orly, Charles de Gaulle et le Bourget, JOUE du 2 décembre 2015.

Les Pays Bas le 12 juillet 2018 notifient à la Commission le projet de décret tendant à la répartition du trafic entre l'aéroport de Schiphol et l'aéroport de Lelystad.

L'État néerlandais notifie à la Commission le 29 mars 2019 un projet de décret de répartition du trafic entre



l'aéroport de Schiphol et celui de Lelystad, JOUE du 12 avril 2019.

. La décision de la Commission

La Commission examine le projet et décide si l'État peut appliquer les mesures. Elle approuve ou désapprouve.

. L'approbation de la Commission est donc requise.

La Commission européenne, dans une décision du 10 mai 2016, JOUE L 122/53 du 12 mai 2016, a approuvé les modifications envisagées des règles de répartition du trafic au sein du système aéroportuaire parisien. Ces règles concernent le trafic intra EEE. Le projet étend certaines règles de répartition aux services extra EEE. L'aéroport du Bourget est spécialisé dans l'aviation d'affaires et l'aviation générale.

Le système aéroportuaire parisien est doté de plusieurs infrastructures de transport aérien. On se réfère au cahier des charges. La société Aéroports de Paris, par des décisions constituant des actes administratifs, assure la répartition des transporteurs aériens entre les différents aérodromes ainsi qu'entre les aérogares d'un même aérodrome, art. L. 6323-4 CT.

Depuis un arrêté du 15 novembre 1994, l'aéroport du Bourget est réservé à l'exploitation de services aériens non réguliers, les sièges n'étant pas commercialisés séparément auprès du public, les aéronefs ayant une capacité maximum de 25 sièges. Des dérogations sont possibles. Le Conseil d'État a eu à connaître d'un contentieux dans lequel le syndicat des compagnies aériennes autonomes avait demandé au ministre de permettre l'utilisation de l'aéroport du Bourget à des aéronefs d'une capacité allant jusqu'à 72 sièges. L'argument était que les appareils de plus grande capacité permettent de limiter les nuisances sonores causées aux riverains. Le ministre refuse de procéder à la modification de l'art. 6 de l'arrêté de 1994 relatif à la répartition du trafic intracommunautaire au sein du système aéroportuaire parisien. Le Conseil d'État a rejeté, dans une décision du 30 décembre 2011, n° 347993, la requête tendant à l'annulation de la décision ministérielle.

On retrouve ces dispositions, munies du nihil obstat de la Commission, dans l'arrêté du 31 mai 2016 concernant la répartition du trafic aérien entre les trois grands aérodromes parisiens, JORF du 8 juin 2016. Orly et Roissy accueillent les services aériens réguliers, les services non réguliers avec des aéronefs de plus de 25 sièges, les services non réguliers assurés par des aéronefs de 25 sièges ou moins, les sièges étant commercialisés individuellement auprès du public directement par le transporteur ou indirectement. Des dérogations sont possibles dans ce dernier cas pour les passagers en correspondance. L'aéroport du Bourget reçoit les services aériens non réguliers, pour les aéronefs de 25 sièges ou moins, les sièges n'étant pas commercialisés individuellement auprès du public. Il peut y avoir des dérogations pour la limite de 25 sièges.

La Commission européenne, dans une décision d'exécution 2019/1585 du 24 septembre 2019, approuve les mesures projetées par le gouvernement néerlandais concernant la répartition du trafic aérien de l'aéroport de Lelystad (dans les nouveaux polders) (dont l'ouverture aux opérations commerciales est prévue fin 2020) et de l'aéroport de Schiphol (situé au sud-ouest d'Amsterdam). Une ordonnance du Tribunal rendue le 12 juillet 2021, affaire T-866/19, Ryanair et Laudamotion c. Commission, rejette les recours formé contre la décision de cette dernière. Les deux compagnies forment un pourvoi contre la décision du Tribunal, C-581/21 P.

. La désapprobation de la Commission

La Commission indique les motifs de son désaccord. L'État est alors obligé de refaire sa copie.

Les aéroports de l'agglomération milanaise : Linate, Malpensa et Orio

C'est ainsi que la Commission, dans une décision d'exécution 2015/2415 du 17 décembre 2015, JOUE du 19 décembre 2015, avait refusé d'approuver le décret ministériel Lupi de 2014 modifiant les règles de répartition du trafic aérien au sein du système aéroportuaire de Milan, qui comprend les aéroports de Linate, très proche de Milan, de Malpensa (situé dans la province de Varèse, à 50 km de Milan), et d'Orio al Serio (proche de

Bergame). Le refus d'approbation ne portait pas sur le fond, mais sur l'absence de consultation préalable des parties intéressées avant que le gouvernement italien ne modifie les règles de répartition du trafic.

La Commission a reçu une nouvelle notification de la part de l'Italie, un nouveau projet de décret a été présenté. Ce projet supprime toute restriction à l'aéroport de Linate, sur la base du trafic voyageur, quant au nombre de vols aller-retour quotidiens vers les aéroports de l'UE. Demeurent en place à Linate les limitations applicables à l'utilisation d'avions à fuselage étroit, couloir unique, ainsi que les limitations à l'exploitation de liaisons régulières de point à point. JOUE du 8 juin 2016, C 2017/7.

Les intéressés ont été consultés, compagnies ayant des créneaux horaires à Linate, associations représentant les compagnies, Ibar et Assareo, comité de coordination de l'aéroport. Trois réunions.

La Commission européenne dans une décision d'exécution 2016/2019 du 16 novembre 2016 a approuvé, au titre de l'art. 19 du règlement n° 1008/2008, les règles de répartition du trafic pour les aéroports de Milan Malpensa, Milan Linate et Orio al Serio.

Il s'agit d'optimiser l'utilisation de l'aéroport de Milan Linate qui doit recevoir les vols intra UE, avec des appareils à fuselage étroit et sur la base de liaisons de point à point.

Malpensa doit accueillir les vols intercontinentaux et extra UE.

Le gouvernement italien le 22 février 2022 informe la Commission de son intention de modifier à nouveau les règles de répartition du trafic entre les trois aéroports. C'est le projet de décret Giovannini.

Les parties intéressées - les comités des usagers de Linate et de Malpensa composés de transporteurs, d'entreprises d'assistance en escale, de l'entité gestionnaire de l'aéroport et du coordonnateur de créneaux horaires - avaient participé le 8 septembre 2021 à une consultation.

La Commission a mené une consultation.

Linate doit rester un aéroport urbain desservant des liaisons court-courrier avec l'Europe.

Malpensa est désignée comme la plateforme internationale.

La Commission approuve dans sa décision d'exécution 2022/1415 du 18 août 2022 la modification des règles de répartition du trafic. Il s'agit d'autoriser, dans les limites de capacité d'exploitation de Linate, 18 mouvements horaires, des liaisons de point à point effectuées par des aéronefs à fuselage étroit entre Linate et d'autres aéroports situés dans l'UE, ou avec des aéroports d'un État ayant conclu avec l'Union un accord vertical et situés dans un rayon de 1500 km. Comme le Maroc ou le Royaume Uni.

En revanche, elle refuse son approbation aux mesures prévoyant l'interdiction de vendre des billets sur des liaisons autres avec Linate. La Commission fait état de problèmes de proportionnalité et de transparence.

[Voir l'ordonnance de la CJUE du 23 octobre 2014, l'Ente Nazionale per l'Aviazione civile a concédé à une société la gestion de l'aéroport de Bergame-Orio al Serio, une étude de faisabilité a été menée pour apprécier le caractère intermodal de l'aéroport, la Commission a apporté un concours de 800 000 euros ; les règles sur les marchés publics n'ayant pas été respectés, l'INEA, agence exécutive pour l'innovation et les réseaux, a demandé le remboursement de 158 000 euros. L'Ente Nazionale conteste auprès de la Commission, comme l'INEA était l'auteur des lettres ordonnant le remboursement, le recours dirigé contre la Commission est rejeté ou déclaré irrecevable.]

Droit français

Art. R. 6312-12 CT.

## B. La répartition du trafic dans le temps : les créneaux horaires

La congestion menace les aéroports internationaux les plus fréquentés, comme Francfort, Heathrow et Gatwick, Düsseldorf, Roissy et Orly ... alors que d'autres, obscurs, ne bénéficient que d'un trafic limité. L'essentiel du trafic est en France concentré dans les aéroports parisiens ainsi dans deux ou trois autres aéroports des grandes métropoles. Il est naturel qu'ils se trouvent à la limite de la saturation.

Pour des raisons de sécurité les avions ne peuvent pas décoller et atterrir simultanément sur les mêmes pistes, les mouvements d'aéronefs doivent être régulés et étalés dans le temps. Le trafic aérien peut être plus intense à certains moments de la journée, comme en début de matinée ou en fin d'après-midi ; l'importance du trafic est également tributaire des données saisonnières : les stations alpestres sont plus fréquentées en hiver ou en été qu'à l'automne ou au printemps, les stations balnéaires reçoivent une clientèle plus importante à la belle saison. Il existe un observatoire européen des capacités aéroportuaires.

Nathalie Lenoir, Congestion et créneaux aéroportuaires (en ligne).

Du même auteur, une thèse en science économique intitulée "Une approche économique de la congestion aérienne", 1995, soutenue à Toulouse I.

- Les accords entre compagnies

La Commission a proposé en décembre 2011 de permettre aux compagnies de vendre à d'autres compagnies les créneaux qu'elles ne peuvent utiliser.

Certains proposent d'attribuer les créneaux horaires dans le cadre d'enchères.

Lors de la formation des Alliances entre transporteurs et lors des projets de concentration et de fusion entre compagnies, la Commission subordonne fréquemment son autorisation à l'abandon de créneaux horaires sur certaines liaisons. Cf. infra le développement concernant les transporteurs, les alliances et les concentrations entre compagnies.

Le Tribunal a été appelé à rendre une décision le 20 octobre 2021, dans l'affaire T-240/18, où l'on voit la société Air Berlin, en liquidation, céder, sans que la Commission ou le Tribunal y trouve malice, à la compagnie esasyJet certains actifs, dont des créneaux horaires à Berlin.

- L'attribution des créneaux horaires par l'autorité publique

Le texte de référence de matrice européenne est le règlement n° 95/93 du 18 janvier 1993, modifié à plusieurs reprises, ainsi par le règlement n° 793/2004 du 21 avril 2004, par le règlement 2022/2038 du 19 octobre 2022.

Il faut également tenir compte d'autres instruments européens, comme le règlement d'exécution 2019/123 du 24 janvier 2019 sur les fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien, qui contient des dispositions concernant les créneaux et les coordonnateurs.

Le coordonnateur prend les mesures pour assurer la concordance entre les plans de vol et les créneaux horaires.

Les créneaux d'aéroport

Le régime est plus ou moins impératif, la saturation plus ou moins prononcée.

On distingue l'aérodrome "à facilitation d'horaires" et l'aérodrome « coordonné », art. R. 6321-14 CT.

La réglementation européenne s'inspire de propositions émanant de l'IATA.

Elle est favorable aux compagnies en place, qui conservent leurs droits acquis, et donc peu accueillante pour les compagnies voulant entrer sur le marché de la desserte d'un grand aérodrome à fort trafic.

## 1. Aéroport à facilitation d'horaires

Il s'agit d'un aérodrome où il n'y a risque de saturation qu'à certains moments.

Le facilitateur d'horaires conseille et recommande aux usagers des heures d'atterrissage et de décollage. Art. 4 § 4 du règlement modifié. Il recommande des heures d'arrivée et/ou de départ de rechange en cas de risque de saturation.

Cette situation concerne les aéroports de Chambéry, d'Annecy, de Nantes (A. du 1<sup>o</sup> oct. 2019), de Lyon Saint Exupéry, arrêté du 3 mai 2021.

Cohor est désigné comme facilitateur d'horaires sur chacun de ces aérodromes.

## 2. Aéroport coordonné

Un aérodrome est qualifié de coordonné lorsque de graves insuffisances de capacité sont relevées.

L'aérodrome est saturé, sa capacité est insuffisante, des retards importants ne peuvent être évités.

C'est la situation en France des aéroports de Paris-CDG, de Paris Orly et de Nice / Cannes-Mandelieu.

L'aéroport de Figari - Sud Corse est qualifié, pour les saisons d'été, d'aéroport coordonné de 6 h 45 à 22 h 59, a. du 29 septembre 2022.

L'aéroport de Beauvais-Tillé est qualifié d'aéroport coordonné pour la période du 9 janvier au 30 mars 2024, JO du 29 avril 2023.

Certains aérodromes sont qualifiés d'aéroports coordonnés durant tout ou partie de la période des jeux olympiques devant se tenir à Paris durant l'été 2024 : Le Bourget, Beauvais, Marseille, Lille, arrêté du 31 janvier 2024.

L'UE serait dotée de 93 aérodromes coordonnés.

Tout atterrissage ou décollage d'un aéronef civil sur un aéroport coordonné est - sauf force majeure - subordonné

à l'attribution préalable par le coordonnateur, désigné sur cet aéroport, du créneau horaire correspondant, art. R. 6321-21.

Ces dispositions ne concernent pas les atterrissages d'urgence, les atterrissages et décollages des vols d'État et des vols humanitaires.

L'attribution des créneaux horaires est alors effectuée sur chacun de ces aérodromes par le **coordonnateur**. C'est le coordonnateur qui, par un acte qui participe de l'autorité publique, donne l'autorisation de décoller ou d'atterrir à une date donnée et une heure donnée, aux compagnies et autres exploitants d'aéronef.

Le coordonnateur est en France l'association COHOR, arrêté du 22 février 2017, texte 8, qui parmi ses sociétaires regroupe des transporteurs et des aéroports, et qui a son siège à Wissoux, près d'Orly. Il existe un coordonnateur délégué, personne physique, qui agit au nom de l'association, personne morale. Le coordonnateur est soumis à un cahier des charges, arrêté du 22 février 2017, JO du 26 février 2017, texte n° 7. Cette association reçoit une redevance pour service rendu, décret du 23 janvier 2017, articles R. 6321-22 s.. Arrêté du 22 février 2017, JO du 26 février 2017. La redevance est payée pour chaque atterrissage à parts égales par l'exploitant d'aérodrome et l'exploitant d'aéronef. Le tarif est proposé au ministre par le facilitateur ou le coordonnateur, le comité de coordination est consulté, le ministre homologue le tarif. Les tarifs sont rendus publics.

L'association européenne des coordonnateurs d'aéroports se voit attribuer une mission d'information et de coordination. Les coordonnateurs doivent pouvoir mener une action commune afin de garantir des conditions de concurrence équitables dans l'ensemble de l'union.

L'indépendance requise du coordonnateur

Cette indépendance est requise par le droit européen.

Cette question a été évoquée devant la Cour de justice à propos de la situation portugaise.

Les aérodromes de Lisbonne, Porto et de Madère sont, au Portugal, réputés coordonnés, ainsi que celui de Faro durant la haute saison. L'État portugais a désigné comme coordonnateur l'ANA, l'entreprise gestionnaire des aéroports portugais, privatisée en 2013 et contrôlée par Vinci. La Commission prétend que le coordonnateur ne serait pas indépendant. L'État ne garantirait pas l'indépendance fonctionnelle et financière du coordonnateur. L'ANA a créé en son sein une division, la Divisão de Coordenação de slots, chargée de la coordination.

Le règlement prévoit que le coordonnateur doit être séparé fonctionnellement de toute partie intéressée.

Les conclusions de l'avocat général Paolo Mengozzi présentées le 17 septembre 2015, dans l'affaire Commission c. République portugaise, C-205/14 étaient en demi-teinte.

L'avocat général estimait que l'ANA est une partie intéressée dans l'attribution des créneaux horaires. Il estimait que la séparation fonctionnelle doit s'entendre d'une séparation des fonctions et donc des activités. Le règlement n'exige pas que le coordonnateur soit une personne morale distincte des parties intéressées. La DCNS dispose de son personnel, l'ANA ne donne pas d'instruction à la division chargée de la coordination, la division tient une comptabilité séparée. L'avocat général concluait au rejet du recours formé par la Commission.

La CJUE, au contraire, dans son arrêt du 2 juin 2016, Europe, n° 8-9, août 2016, commentaire 291 par Élise Daniel, a estimé que dans cette affaire la République portugaise avait manqué aux obligations que lui impose l'article 4 du règlement n° 95/93.

Le rappel des textes. Il appartient à l'État responsable de l'aéroport coordonné de veiller à désigner un coordonnateur dont la neutralité soit incontestée. L'État veille à l'indépendance du coordonnateur en le séparant fonctionnellement de toute partie intéressée. Le système de financement des activités des coordonnateurs est propre à garantir leur indépendance.

Le coordonnateur agit d'une manière neutre, non discriminatoire et transparente.

La législation portugaise n'a pas prévu de règles suffisamment concrètes pour assurer l'indépendance du coordonnateur en le séparant fonctionnellement de toute partie intéressée (ce que serait l'organisme de gestion des aéroports portugais).

Le service ne bénéficie pas de ressources propres.

Le coordonnateur participe aux conférences internationales de planification horaire, ainsi qu'aux réunions contribuant à la définition et à l'harmonisation des méthodes du secteur.

Le facilitateur et le coordonnateur établissent avec l'exploitant de l'aérodrome une convention précisant les obligations réciproques des parties.

Le coordonnateur fournit de l'information au ministre de l'Aviation civile : sur les créneaux transférés ou échangés, sur le nombre des atterrissages et des décollages au cours de la saison aéronautique, sur les prévisions

d'évolution du trafic ...

Il est prévu un « comité de coordination des aéroports français », regroupant, sous la présidence du directeur de la DGAC, les transporteurs usagers réguliers, les associations ou groupements de transporteurs, l'entité gestionnaire de l'aéroport, les autorités du contrôle du trafic aérien, les représentants de l'aviation générale.

Ce comité fait des propositions, dispense des conseils. Il donne des orientations pour l'attribution des créneaux horaires compte tenu des conditions locales. Il rend un avis sur le tarif de la redevance rémunérant le service rendu par le coordonnateur. Il assure une fonction de médiation. Art. 5.

C'est un arrêté du 28 septembre 2004 qui a créé le comité de coordination des aéroports français.

Ce comité est doté de comités exécutifs pour chacun des aéroports, un arrêté du 5 mars 2018 en fixe la composition, pour les aéroports parisiens, pour les aéroports de Lyon Chambéry et Annecy, pour les aéroports de Nice et de Cannes, pour l'aéroport de Figari. JO du 17 mars 2018, texte 31.

Art. R. 6321-18 CT.

Il convient d'assurer la cohérence entre les plans de vol et les créneaux d'aéroports.

Le règlement n° 255/2010 du 25 mars 2010 préconise pour optimiser la capacité du réseau européen de gestion du trafic aérien de coordonner les créneaux horaires et les plans de vol. L'attribution des créneaux de départ donne en principe priorité aux vols, art. 3 § 3. Les vols doivent respecter les créneaux de départ, les vols ne respectant pas l'heure de départ de l'aire de stationnement s'exposent à une interdiction de décollage, art. 6 § 6. L'art. 9 prône la cohérence entre plans de vol et créneaux d'aéroport : le coordonnateur peut obtenir communication du plan de vol, l'exploitant fournit aux aéroports de départ et d'arrivée les informations pour que soit mis en correspondance l'indicatif de vol contenu dans le plan de vol et celui communiqué pour le créneau d'aéroport, une information réciproque est donnée lorsque les services aériens sont exploités à des horaires très différents des créneaux horaires qui avaient été attribués. L'art. 11 envisage la communication d'une information en cas de non-respect des créneaux départ.

Le règlement 2019/123 du 24 janvier 2019, annexe II, partie B, point 14, contient des dispositions d'esprit analogue.

Avant le départ, le plan de vol est communiqué au coordonnateur qui le demande.

Avant tout vol, les exploitants fournissent aux aéroports de départ et d'arrivée les informations pour mettre en correspondance l'indicatif de vol contenu dans le plan de vol et celui notifié pour le créneau d'aéroport.

Le coordonnateur est informé des services aériens accomplis en méconnaissance des créneaux attribués.

L'attribution aux candidats des créneaux horaires (Slots en anglais) ?

Il y a plusieurs phases. Une phase nationale, une phase locale.

Les paramètres de coordination

Le ministre chargé de l'aviation civile, sur avis du comité exécutif, publie lors de chaque saison aéronautique été / hiver, la capacité globale de l'aéroport et la capacité des terminaux.

L'arrêté du 29 septembre 2022 fixe, dans son annexe I, la capacité horaire de l'aéroport d'Orly, en nombre de créneaux horaires attribuables ; aucun créneau horaire ne sera attribuée sur la plage horaire 23 h 30 à 6 h 19 pour les arrivées et sur la plage horaire 23 h 20 à 5 h 59 pour les départs. Quant à l'annexe II, elle détermine la capacité de l'aéroport de Paris - Charles De Gaulle ; des mouvements de nuit sont envisagés mais réglementés. Un autre arrêté du 29 septembre 2022 concerne la capacité disponible de l'aéroport de Figari, situé dans le Sud de la Corse, pour la saison haute et pour la saison basse ; 5 aéronefs au maximum stationnent simultanément sur l'aire de trafic ; il doit y avoir 45 minimum entre deux vols internationaux au départ.

Le coordonnateur, selon l'art. 5 du cahier de charges, est tenu de fournir une information.

Il doit donner aux intéressés l'information sur les créneaux horaires à caractère historique, ventilés par transporteur et classés dans l'ordre chronologique.

Informé sur les créneaux horaires demandés à l'origine.

Informé sur les demandes en suspens.

Informé sur les créneaux encore disponibles

Informé sur les critères retenus pour attribuer les créneaux horaires.

Le coordonnateur procède ensuite à l'attribution des créneaux horaires, dans la limite des capacités de l'aéroport. Art. 4 § 5 du règlement.

Le cas échéant, ses décisions relatives à l'attribution des créneaux horaires sont motivées (articles L. 211-1 à 7 et L. 232-4 du livre II du code des relations entre le public et l'administration)

(Un arrêté du 2 octobre 2020 concerne le rôle du coordonnateur à l'aéroport de Nice Côte d'Azur, la règle spécifique est propre aux postes de stationnement : Pour toute rotation (arrivée puis départ) d'aéronef dont le temps d'escale est supérieur à 4 heures, le coordonnateur attribue les créneaux horaires correspondants en fonction de la disponibilité des postes de stationnement utilisables par le type d'aéronef concerné.)

Une partie des créneaux existants n'est pas, en fait, disponible. Ils sont réservés et conservés au profit des exploitants déjà en place. Une plus grande liberté d'attribution existe pour la partie disponible. Il s'agit de répartir, en particulier en périodes de pointe, une ressource rare.

Le privilège des droits historiques.

Les droits acquis (Granny Rights) des transporteurs installés sur le site sont sauvegardés : les créneaux détenus donnent lieu à reprogrammation lors de la saison suivante.

Cette situation avantageuse profite au transporteur aérien régulier qui détenait antérieurement une série de créneaux horaires et qu'il a (au moins à 80 %) exploités, art. 8 § 2.

[Cette disposition avait été assouplie à titre provisoire à raison de l'épidémie du coronavirus, règlement délégué 2021/1889 du 23 juillet 2021, suivi du règlement délégué 2022/255 du 15 décembre 2021.

Nombre de transporteurs n'utilisent en fait les créneaux que parcimonieusement, le trafic aérien s'étant effondré, il reprend lentement, certains transporteurs opéraient des vols à vide pour observer le seuil des 80 % et conserver les créneaux horaires correspondants. C'est le chiffre de 50 % qui est retenu pour les 1<sup>o</sup> périodes, puis celui de 64 %. Article 10 bis du règlement n° 95/93. On devrait retrouver fin 2023 les niveaux de trafic de 2019.]

[Le règlement 2022/2038 du 19 octobre 2022 allège temporairement les règles d'utilisation des créneaux horaires à raison d'une situation d'épidémie ou d'une agression militaire. Il modifie sur de nombreux points le règlement n° 95/93.

Il y a en théorie un retour à la règle des 80 % pour la période de planification de l'été 2023. Des règles spécifiques sont prévues pour la période du 30 octobre 2022 au 28 octobre 2023]

Cette série de créneaux horaires donne au dit transporteur aérien, s'il en fait la demande, droit à la même série lors de la série suivante de planification horaire équivalente.

Art. 10 § 2.

Les exploitants installés de longue date bénéficient ainsi de fait d'une rente de situation, de telle sorte que les candidats de fraîche date risquent d'être réduits à la portion congrue. Les préinstallés barrent ainsi l'accès au marché des dessertes aériennes.

On relève ainsi une tendance à une patrimonialisation de fait de la détention des créneaux : elle constitue souvent la seule richesse d'une entreprise de transport aérien en faillite.

Les créneaux horaires peuvent déjà être transférés d'une liaison à une autre liaison, ou à un autre type de service. Ils peuvent être échangés entre transporteurs. La Cour des comptes dans sa communication de septembre 2016 fait état de transactions financières sur les aéroports londoniens.

Cette législation ne favorise guère l'essor de la concurrence, elle freine l'arrivée des nouveaux entrants et favorise l'accaparement des créneaux par des compagnies parfois peu dynamiques et pratiquant des tarifs élevés.

Les transporteurs desservant des lignes frappées d'obligations de service public peuvent se voir réserver les créneaux horaires utiles pour desservir la liaison. Art. 9.

L'autorisation ministérielle est requise pour toute demande de modification, art. 16 du cahier des charges. La réattribution des créneaux réservés s'opère si le ministre a donné son accord, art. 17 du cahier des charges.

Les créneaux disponibles.

Le reste.

Le pool de créneaux horaires.

Art. 10. On met théoriquement dans un pot commun les créneaux disponibles. Les créneaux horaires disponibles sont attribués aux demandeurs par le coordonnateur en puisant dans ce pool. Art. 10 § 6. Les nouveaux arrivants ont théoriquement droit à 50 % de ces créneaux disponibles. Les actuels, l'autre moitié.

(Le règlement n° 95/93 connaît une définition du nouvel arrivant en période de pandémie, art. 2 , b bis. Ce règlement entend faciliter pendant la période de pandémie l'attribution de créneaux horaires à de nouveaux entrants. Certains transporteurs feront abandon des créneaux qu'ils n'ont pas l'intention d'utiliser. Si un

transporteur cesse ses opérations sur un aéroport, le coordonnateur lui retire ses créneaux, qui seront placés dans le pool.)

Pour les vols d'affaires et les vols d'aviation générale, l'exploitant demande l'attribution du créneau horaire au coordonnateur, par lui-même ou par l'assistant en escale et dépose son plan de vol en conséquence.

L'accord de commerce entre l'UE et le Royaume-Uni comporte une disposition concernant l'attribution des créneaux horaires, les règlements de chaque Partie doivent être appliqués de manière transparente, efficace, non discriminatoire et en temps utile, art. AIRTRN.13, § 4.

L'article 11 envisage la possibilité de réclamations et des voies de recours dont l'efficacité reste à démontrer.

Le système actuel est insatisfaisant, mais il n'y a pas de consensus pour un système de remplacement.

Les sanctions encourues en cas de vols effectués sans créneaux.

Eurocontrol pourrait suspendre le plan de vol détecté sans créneau.

Le coordonnateur transmet au ministre la liste des vols réalisés sans créneaux horaires de manière répétée et intentionnelle à des horaires significativement différents des créneaux attribués.

Une amende administrative peut être prononcée par le ministre, art. R. 6231-1 CT, à l'encontre de l'exploitant qui atterrit ou décolle, sans respecter de manière répétée et intentionnelle les dispositions du règlement n° 95/93 du 18 janvier 1993 fixant des règles en matière d'attribution des créneaux horaires dans les aéroports européens ou les dispositions de l'art. R.6321-21.

Idem en ce qui concerne le transporteur qui dépose un plan de vol mentionnant une exemption de créneau de départ de gestion des courants de trafic aérien pour un motif abusif, art. R. 6231-1, 4°.

Le ministre statue sur l'avis du collège spécialisé de la commission administrative de l'aviation civile, formation aéronefs.

CAA Paris, 20 juin 2017, n° 16PA01679, annulation de 4 décisions ministérielles condamnant EasyJet à payer un total d'amendes de 127 500 euros.

L'ACNUSA possède également un pouvoir de sanction, cf. infra, le développement sur les aéronefs concernant la lutte contre les nuisances sonores nocturnes.

### Sous - Section III. L'exploitation des aéroports

Celui qui est le maître du foncier n'en est pas forcément l'exploitant ou le gestionnaire de l'aérodrome.

Le droit national continue à réguler les petits aéroports, tandis que le droit européen imprime sa marque en ce qui concerne les aéroports plus importants., qui rassemblent l'essentiel du trafic commercial.

Les petits aérodromes.

La réglementation européenne issue du règlement 2018/1139 ne concerne pas les aérodromes qui ne sont pas ouverts au public.

Elle ne concerne pas les aérodromes sur lesquels ne sont pas offerts des services de transport aérien commercial. Elle ne s'applique pas aux aérodromes qui ne sont pas équipés de pistes aux instruments revêtues de plus de 800 mètres.

Elle ne s'applique pas aux aérodromes placés sous le contrôle de l'armée, art. 2 § 3, lettre b).

Considérents 7, 8, 9.

Chaque État peut également décider de ne pas soumettre au règlement européen les aérodromes à faible trafic, art. 2, paragraphe 7 : c'est-à-dire les aérodromes n'ayant pas plus de 10 000 passagers par an en vols commerciaux, ou pas plus de 850 mouvements d'aéronefs transportant du fret.

Il peut être en effet inopportun de soumettre ces aérodromes à faible trafic aux mesures émanant du règlement, il

est inutile de les soumettre à des charges administratives et financières disproportionnées. Ces aérodromes sont cependant soumis par l'État à la surveillance correspondant à leur trafic.

C'est l'arrêté du 2 juillet 2019, JO du 11 juillet 2019, texte 38, qui établit les conditions aux termes desquelles certains aérodromes sont exemptés du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Ce sont les aérodromes qui reçoivent moins de 10 000 passagers de vols commerciaux par an et moins de 850 mouvements d'aéronefs liés à des opérations de fret chaque année, au cours de l'une des 3 dernières années civiles écoulées.

Ces aérodromes, s'ils échappent au règlement européen, sont soumis à la législation nationale. Ils doivent respecter les impératifs de sécurité.

Ils doivent se mettre en conformité avec les exigences essentielles mentionnées à l'article 33 du règlement.

Le directeur de la sécurité de l'aviation civile publie la liste de ces aérodromes.

Les moyens et grands aéroports

Un certain nombre de règles étaient posées par le règlement n° 216/2008, qui a été remplacé par le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Ces dispositions européennes concernent principalement les aérodromes d'une certaine taille.

Ce règlement de 2018 s'applique à la conception, à la maintenance et l'exploitation des aérodromes,

Qui sont ouverts au public,

Sur lesquels sont offerts des services de transport aérien commercial,

Et qui sont équipés de pistes aux instruments revêtues de 800 mètres au moins, ou qui sont exclusivement utilisés par des hélicoptères utilisant des procédures d'approche ou de départ aux instruments,

Article 2, § 1, point e).

L'exploitation de l'aéroport participe de deux finalités distinctes : c'est un service public rendu au public ; c'est également une exploitation à caractère économique pour permettre le décollage et l'atterrissage des aéronefs de l'aviation commerciale, c'est un prestataire de services : les compagnies aériennes sont les clientes de l'aéroport.

§ I. Les attributs régaliens et les principes du service public

Il doit y avoir, dans chaque État membre de l'UE, une, voire plusieurs autorités investies de responsabilités et de compétences pour la certification et la surveillance des aéroports, du personnel et des organismes qui y participent, art. 3 du règlement n° 139/2014 du 12 février 2014.

Cette autorité doit être indépendante des exploitants d'aérodrome ainsi que des prestataires des services de gestion des aires de trafic.

A. La sûreté

La hantise des actes terroristes

Les pouvoirs publics craignent que des individus mal intentionnés s'infiltrer dans les aéroports pour commettre des crimes : attentats contre les personnes, destruction des bâtiments, destruction des aéronefs par explosif ... L'accès aux différents lieux des aéroports est étroitement réglementé. Des zones sont réservées, dans lesquelles le public ne pénètre pas. Ceux qui y entrent doivent être dotés d'un laissez-passer. Cette réglementation de prudence et de méfiance vise tant que les passagers que le personnel travaillant dans les aéroports.

On peut envisager successivement le droit substantiel sécuritaire ; les autorités appliquant et faisant exécuter les mesures de sécurité (ministre de l'Intérieur, le préfet du département et le préfet de police à Paris) ; les lieux géographiques : les zones réservées et le côté piste en particulier ; les personnels et agents de sécurité ; les pratiques sécuritaires.

1. Les règles de sûreté

On est en présence, comme souvent en matière aérienne, d'une législation abondante et répétitive, les textes s'empilant les uns sur les autres.

Le financement des mesures de sûreté ne saurait être considéré comme aide d'État.



## Droit européen

Le règlement n°300/2008 du 11 mars 2008 instaure des règles dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile. Le règlement (modifié) d'exécution 2015/1998 fixe des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, points 1.1 et suivants, en ce qui concerne les exigences en matière de planification aéroportuaire : zones de sûreté à accès réglementé, contrôle des accès, accès au côté piste, les titres de circulation aéroportuaires, l'inspection des personnes, la fouille et la protection des aéronefs, les rondes de surveillance...

Les États peuvent déroger sur certains points aux normes européennes en matière de sûreté de l'aviation civile, voir le règlement n° 1254/2009 du 18 décembre 2009 modifié par le règlement 2016/2096 du 30 novembre 2016. L'État fixe alors des mesures de sûreté procurant une protection adéquate. Ces dérogations concernent en particulier les vols d'aéronef de moins de 45 500 kg, l'aéronef étant affecté au transport du personnel de l'entreprise propriétaire de l'aéronef ou de passagers non payants. La dérogation est ouverte dans des cas exceptionnels si l'aéronef détient un poids supérieur, l'État destinataire pouvant exiger une notification préalable.

## Droit français

L'art. L. 262-1 du code de la sécurité intérieure opère un renvoi aux dispositions du code des transports.

Le code des transports comporte, au livre III Les aéroports, un titre IV Sûreté aéroportuaire, articles L. 6141-1 à 6342-4.

Art R. 6341-1 et s. CT.

L'arrêté du 11 septembre 2013 - modifié par l'arrêté du 14 mai 2018, par celui du 13 octobre 2022, par celui du 8 décembre 2023 - est relatif aux mesures de sûreté de l'aviation civile.

L'arrêté est complété par une très longue annexe.

Voir l'annexe de l'arrêté du 14 mai 2018, article A-1 I-T, ces mesures de sûreté adaptées sont précisées par arrêté préfectoral

## 2. Les autorités

Les aéroports sont soumis au contrôle technique et administratif de l'État, art. L. 6331-1 CT.

(Le conseil national de la sûreté de l'aviation civile, présidé par M. Jean-Michel Aubas, produit en France des études et des recommandations, art. D. 213-2 CAC, JO du 2 mai 2015)

Chaque exploitant élabore et applique un programme de sûreté aéroportuaire

Arrêté du 14 mai 2018, annexe, articles B-1 I-T et suivants

(cf. Com. 4 novembre 2020, n° 18-20.205 : modernisation et agrandissement de l'aéroport de la Martinique. Le gestionnaire lance une consultation pour l'attribution d'un marché d'équipements technique et mise aux normes des systèmes de contrôle des bagages. Lot n° 1 de ce marché : les systèmes de détection d'explosifs contenus dans les bagages de soute. Trois candidats pour ce marché public. La société Visiom propose le modèle de détection automatique d'explosifs solides. L'autorité adjudicatrice demandent aux soumissionnaires de présenter un certificat du service technique de l'aviation civile attestant la conformité des équipements aux dernières spécifications. Un délai est prévu. La STAC informe l'un des soumissionnaires, une nouvelle certification devait être introduite s'agissant de la qualité d'imagerie. Le gestionnaire écarte cette candidature, la société n'ayant pas dans les délais fait la démonstration de la conformité – qu'elle a obtenue entre temps. La société écartée agit en référé précontractuel pour demander l'annulation de la décision de rejet de son offre. Le président du TGI de Fort de France rend une ordonnance rejetant la demande, la transmission du nouveau certificat était tardive. La cassation est prononcée sans renvoi, le juge n'a pas recherché, comme cela était demandé, si la société adjudicatrice avait fixé un délai pour la production du certificat que la société écartée n'aurait pas respecté. Le marché ayant été conclu, il n'y a plus lieu à référé précontractuel.)

Les autorités de police et les personnels de surveillance et de contrôle

La police des aéroports et des installations aéronautiques est en France confiée au préfet, art. L. 6332-1 et -2 , art. R. 6332-2, R. 6341-5 et s. CT

Cette police est, à Paris, attribuée au préfet de police sur les emprises des aéroports de Paris Charles De Gaulle, du Bourget et de Paris Orly, loi du 28 février 2017, décret n° 2017-567 du 19 avril 2017 et décret n° 2018-583 du 6 juillet 2018, art. R. 6332-3 CT ; le préfet de police y a la charge de l'ordre public, il y dirige l'action des forces de police et des unités de gendarmerie, il coordonne l'ensemble du dispositif de sécurité intérieure ; il est assisté d'un préfet délégué pour la sécurité et la sûreté des plates-formes de Paris CDG, du Bourget et de Paris Orly (M. Jérôme Harnois, nommé préfet délégué pour la sécurité et la sûreté, D. du 20 juillet 2022), ainsi que du commandant du groupement de la gendarmerie des transports aériens Nord.

Ces pouvoirs de police du préfet comprennent tout ce qui concerne la sûreté et la sécurité de l'aviation civile, le bon ordre et la salubrité. Art. R. 6332-6.

Le maire n'a pas compétence pour réglementer l'évolution des aéronefs au-dessus du territoire de sa commune, cette fonction relève de la compétence ministérielle, cf. Conseil d'État, 20 avril 2002, n° 23821 (rendu à propos des évolutions des élèves pilotes de l'aéroport de Lasbordes).

On note depuis une trentaine d'années la montée en puissance des entreprises de sécurité privées.

Les mesures de sûreté

Les délinquants, les criminels, les fanatiques, les malades mentaux hantent les lieux stratégiques et sont susceptibles d'hourdir les plus noirs desseins afin de faire valoir une cause politique ou autre, réelle ou imaginaire.

L'exploitant d'aéroport doit établir, dans le cadre de son système de gestion, un système de gestion de la sûreté, afin de garantir la sûreté des données opérationnelles qu'il reçoit ou utilise, annexe III, ADR.OR.D.007, du règlement n° 139/2014

### 3. Les espaces

Le préfet fixe les zones accessibles au stationnement et à la circulation des aéronefs ; les aires de stationnement des aéronefs ; la lutte contre l'incendie ; les prescriptions sanitaires ; la garde des aéronefs ; la circulation des véhicules ; le stockage des bagages et du fret.

Le préfet fixe les limites de la zone côté ville de l'aéroport de la zone côté piste ; les accès à la zone côté piste ; les accès dans la zone côté piste. Article R. 6341-9 CT.

Les zones réservées

Le public n'a pas accès aux zones réservées. Art. R. 6332-5.

Cet accès est autorisé à un petit nombre de personnes, jugées idoines et a priori insoupçonnables.

Zones délimitées des aéroports

Surveillance, rondes, patrouilles, fouilles de sécurité. Arrêté du 11 septembre 2013 modifié, annexe, article 1-5-1.

Le contrôle des pistes et des zones adjacentes.

Le contrôle des accès.

Il faut une autorisation délivrée par le préfet pour accéder à la zone côté piste de l'aéroport, art. L.6342-14, art. R. 6342-14 CT.

Il faut une habilitation pour accéder en zone de sûreté à accès réglementé d'un aéroport, art. R.6342-15 à 17.

Le titre de circulation, art. R. 6342-23 CT

Les transporteurs établissent des certificats de membre d'équipage pour que les navigants puissent accéder dans les zones de sûreté à accès réglementé : pour les besoins d'un vol.

[Les navigants étrangers en transit ou en repos échappent largement aux normes ordinaires pour pouvoir embarquer ou débarquer dans un aéroport de l'UE relevant de la zone Schengen.]

Annexe au règlement 2019/103, point 1.2.3. Exigences applicables aux cartes d'identification de membre d'équipage. La personne doit en avoir un besoin opérationnel et avoir passé avec succès une vérification renforcée de ses antécédents. Les cartes ne doivent pas être délivrées pour une durée de plus de 5 ans.

Le décret n° 2019-189 du 13 mars 2019 concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel pour la production des « certificats de membre d'équipage sécurisés biométriques ». L'imprimerie nationale produit

ces certificats qui valent cartes d'identification de membre d'équipage. Ce sont les entreprises de transport aérien qui délivrent ces certificats à leur personnel navigant.

Un arrêté du 12 avril 2019 est relatif aux cartes d'identification de membres d'équipage.

L'article 1° vise les personnels navigants employés ou utilisés par une entreprise de transport aérien, titulaire d'une licence d'exploitation délivrée par la France ou disposant d'une base d'exploitation située sur le territoire national.

Pour accéder à la zone de sûreté à accès réglementé (ZSAR) d'un aérodrome, ces personnels doivent être titulaires d'une carte d'identification de membre d'équipage :

Soit un certificat de membre d'équipage sécurisé biométrique,

Soit un certificat de membre d'équipage non biométrique.

L'exploitant d'aérodrome équipe l'accès d'un lecteur permettant de lire les certificats.

L'exploitant d'aérodrome tient la liste des personnes morales qu'il autorise à occuper ou à utiliser le côté piste.

Le préfet peut délivrer sous certaines conditions le statut d'occupant de lieu à usage exclusif à une personne morale, arrêté du 14 mai 2018, annexe, article A-7 I-T.

Un arrêté du 16 septembre 2016 crée un système Stitch, système de traitement automatisé des titres et des habilitations permettant à certaines personnes de circuler dans les différentes zones de l'aéroport

Il est interdit d'accéder dans ces zones avec certains produits et articles interdits, revolvers, armes à feu, pistolets à air comprimé, appareils à effet paralysant, engins explosifs. Des dérogations sont envisagées.

Il faut établir des parties critiques dans les aéroports où plus de 60 personnes détiennent une carte d'identification aéroportuaire, titre de circulation aéroportuaire, donnant accès aux zones de sûreté à accès réglementé, point 1.1.3.1., annexe au règlement d'exécution 2015/1998.

#### 4. Les personnels de sécurité

Les missions de sûreté relèvent des autorités de police. La police aux frontières exerce dans les aérodromes. Mais, dans la pratique, l'État, s'il conserve le pouvoir de direction et de contrôle, s'est en partie désengagé, nombre de missions de sûreté sont déléguées dans les aérodromes à des entreprises privées. Le port de l'uniforme, art. R. 6341-32.

La sélection et le contrôle des personnels opérant dans les aéroports, en particulier de ceux remplissant une mission de sûreté

Fabien Vallée, La politique de sûreté du transport aérien en France, in Transport et sécurité, 2019, spéc. p. 92 et s.

Florence Nicoud, L'externalisation de la sûreté des transports : le cas de la sûreté aéroportuaire ..., in Transport et sécurité, 2019, p. 167.

Le choix du personnel de ces entreprises de sécurité privée est particulièrement sensible. Il faut éviter l'entrée du loup dans la bergerie. On parle de 150 000 agents de ces entreprises en France.

La surveillance du personnel travaillant dans l'aéroport

Le CT a créé l'agrément de sûreté, art. R. 6342-1 et s.

Le règlement n° 2015/1998, modifié par le règlement 2019/103 du 23 janvier 2019, annexe, 11.1, concerne le recrutement des personnes affectées aux inspections filtrages et aux contrôles d'accès dans les zones à accès réglementé : vérification de leurs antécédents, prise en considération des informations données par les services de renseignement.

Le personnel doit avoir connaissance d'une culture de sûreté, en particulier de la menace interne et de la radicalisation.

Les personnels qui opèrent les inspections et le filtrage des personnes, des bagages, du matériel, des approvisionnements de bord doivent être certifiés, article 11-3-1 de l'annexe.

L'art. R. 6342-29 CT parle du dossier constitué par l'employeur pour obtenir l'agrément de ses agents pour

l'exercice des inspections-filtrages et fouilles de sûreté.

Leurs antécédents sont vérifiés, art. R. 6342-31.

Doivent être habilités par l'autorité administrative compétente :

Les personnes ayant accès aux zones de sûreté à accès réglementé des aérodromes

Les personnes ayant accès aux approvisionnements de bord sécurisés, ainsi que celles ayant accès au fret, aux colis postaux ou au courrier postal sécurisés par un agent habilité ou ayant fait l'objet de contrôles de sûreté par un chargeur connu et identifiés comme devant être acheminés par voie aérienne

Les instructeurs en sûreté de l'aviation civile

Les personnes qui ont des droits d'administrateur ou un accès non surveillé et illimité aux données et aux systèmes de technologies de l'information et de la communication critique utilisés aux fins de sûreté de l'aviation civile ...

Art. L. 6342-3 du code des transports, R. 6342-18.

Annexe à l'arrêté du 11 septembre 2013 modifié par l'arrêté du 14 mai 2018 et celui du 8 décembre 2023, article 11-1-1 et suivants

L'habilitation est donnée pour trois ans maximum.

Le personnel reçoit une formation. Art. R. 6342-34. Voir A. du 26 août 2019. A. du 8 juillet 2021. Des organismes délivrent une formation, initiale ou périodique, en sûreté de l'aviation civile. Ils utilisent, pour chaque objectif pédagogique, de modules de compétence émanant de la DGAC. On prévoit un dossier de formation. On délivre des attestations individuelles de formation.

L'ENAC peut être sollicitée.

Les exploitants d'aérodromes sont appelés à réaliser des tests secrets et inopinés, art. R. 6341-33 et 34.

On simule un acte d'intervention illicite pour tester l'efficacité des mesures de sûreté existantes.

On pratique des tests ouverts : on fait passer aux rayons X des bagages de cabine, contenant ou non des objets test, on demande à un agent de sécurité aéroportuaire d'analyser les images de ces bagages.

Il arrive que l'autorité préfectorale refuse de délivrer ou de renouveler à un agent l'habilitation nécessaire pour accéder à la zone réservée. Le préfet mène une enquête administrative et vérifie les antécédents du demandeur pour statuer.

Des refus donnent matière à contentieux.

Refus préfectoral de délivrer au demandeur une habilitation pour permettre l'accès aux zones réservées des aérodromes.

CAA Versailles, 8 janvier 2019, n° 16VE00874 : le demandeur est titulaire d'un bac pro aéronautique. Il entend effectuer un stage en aérodrome pour la poursuite de ses études. Il a demandé au préfet des Yvelines une habilitation pour accéder aux sites sécurisés. Refus, le demandeur est connu pour usage illicite de cannabis. Le préfet accorde l'habilitation dans un second temps.

Refus de renouvellement. Voir CAA de Versailles du 23 janvier 2019, n° 18VE01850 : refus du préfet de Seine Saint Denis en 2011 de renouveler une habilitation d'un employé de FEDEX pour accéder à la zone réservée des plates-formes aéroportuaires de Roissy et du Bourget. Licenciement par l'employeur. Le tribunal administratif de Montreuil annule la décision préfectorale. L'agent réclame à l'État une indemnisation. Rejet par le TA.

Annulation du jugement en appel.

Annulation de l'arrêt de la CAA par le Conseil d'État. Renvoi devant la CAA.

Refus de renouveler l'habilitation nécessaire à la délivrance d'un titre d'accès en zone réservée d'un aéroport prononcé par le préfet délégué. CAA de Lyon, 4 juillet 2019, n° 17LY03267. L'intéressé - chauffeur chargeur, au sein d'une société air traiteur opérant à l'aéroport Saint Exupéry - réclame 112 962 euros à l'État, il avait été condamné pénalement pour tentative d'incendie en réunion après avoir fabriqué pour son frère un cocktail Molotov et arrosé d'essence un véhicule. Le comportement de l'intéressé n'était pas compatible avec l'exercice d'une activité dans la zone réservée de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry.

Refus du renouvellement d'habilitation d'accès à la zone de sûreté à accès réglementé des plates-formes aéroportuaires de Roissy et du Bourget. Demande émanant d'Air France en faveur d'un agent technicien logistique. Refus par le préfet de la Seine-Saint Denis. Rejet de la demande formée par l'agent victime du refus. CAA Versailles, 3 décembre 2019, n° 16VE03652. La décision de refus du préfet était soumise à motivation. Le préfet avait indiqué que l'intéressé était connu pour son appartenance à des mouvances dont la pratique doit être

estimée comme dangereuse, que sa situation était incompatible avec l'exercice des fonctions en zone de sûreté, qu'elle était susceptible de porter atteinte à la sûreté et à la sécurité de l'État.

La requête est rejetée par la cour d'appel.

Le préfet s'était fondé sur l'avis défavorable rendu par le directeur de la police aux frontières. Le préfet avait versé une note blanche, selon laquelle l'intéressé, qui s'était converti à l'islam, était suivi par la police à la suite de sa radicalisation, qu'il était en relation avec des individus promouvant le djihad, et qu'il serait susceptible de se rendre sur les zones de combat syriennes. Absence d'erreur de droit et d'appréciation de la part du préfet.

CAA Paris, 17 janvier 2020, n° 18PA011965 : le préfet du Val de Marne a refusé en 2016 de délivrer à E.D. une habilitation d'accès aux zones de sécurité à accès réglementé de l'aéroport d'Orly. Le tribunal administratif de Melun a rejeté la demande d'annulation. L'intéressé relève appel. La requête est rejetée. Le préfet avait mentionné les faits l'ayant conduit à rejeter la demande. Il y avait à l'encontre du requérant une procédure pour fait de violences sur une personne chargée d'un service public. Une altercation s'était produite en 2015 entre l'intéressé et des agents de la SNCF sur le quai du RER. L'intéressé était monté dans le train sans titre de transport. Les agents avaient voulu verbaliser. Un agent avait porté plainte pour violences volontaires. La décision du préfet est validée.

La CAA de Paris, 31 juillet 2020, n° 18PA02654, concerne le refus par le procureur de Créteil de délivrer à une dame un agrément pour participer aux visites de sûreté dans les aérodromes, fouilles des voyageurs et de leurs effets. L'intéressée conteste sans succès ce refus à Melun en 1<sup>o</sup> instance et en appel. L'employeur, Securitas, avait fait la demande pour Orly. La salariée avait commis un vol dans un magasin en 2013, elle sortait sans payer. Mango avait porté plainte, classement sans suite. La dame avait signé un document, la cour y voit la preuve du larcin.

La CAA de Bordeaux, dans une décision du 28 décembre 2023, n° 21BX03553, connaît du recours formé par CB, auquel le préfet de la Guyane avait refusé de délivrer un agrément d'agent de sûreté aéroportuaire. L'intéressé avait eu le 31 octobre 2018 un comportement déplacé à l'égard d'un agent du service de la police aux frontières qui lui faisait remarquer, en sa qualité d'inspectrice ciblée locale (?), qu'il ne respectait pas les règles relatives au positionnement par rapport au point d'inspection filtrage. Il n'avait pas modifié son erreur après l'intervention de son chef d'équipe. Il s'était montré agressif lors de son audition et pour présenter ses observations préalables à l'édiction de la décision en litige. Attitude agressive et déplacée à l'égard des agents de la police aux frontières : comportement incompatible avec l'exercice de ses missions. La requête de B est rejetée.

Le juge donne parfois tort à l'administration.

Annulation du refus de renouvellement d'habilitation. La décision préfectorale n'était pas motivée, CAA Versailles, 19 décembre 2019, n°17VE00481. Demande d'habilitation de l'entreprise Reiner en faveur d'un agent d'exploitation. Doivent être motivées les décisions qui refusent une autorisation. La motivation doit être écrite et comporter l'énoncé des considérations de droit et de fait qui constituent le fondement de la décision.

La décision indiquait dans le contexte des attentats de janvier 2015 et l'activation du plan Vigipirate : il ressort des informations communiquées par les services de police que X ne remplit pas les conditions nécessaires pour continuer à bénéficier d'une habilitation en zone de sûreté

La décision de rejet de la demande ne précisait aucun des éléments de faits ayant servi de fondement à la décision.

Refus, dans un premier temps, par le préfet d'Indre et Loire, en 2016, de renouveler l'habilitation pour accéder à la zone réservée de l'aéroport de Tours d'un opérateur qualifié de sûreté aéroportuaire.[ Refus levé en 2017.]

L'intéressé - qui avait été licencié par son employeur - engage avec succès la responsabilité de l'État. Il obtient 4670,59 euros.

CAA Nantes, 12 juin 2020, n° 19NT02112.

Une enquête administrative avait été menée, avec consultation de fichiers de police, fichiers STIC des données à caractère personnel des procédures judiciaires en cours, traitement des antécédents judiciaires. La consultation était irrégulière, car faite par un agent non habilité. Décision de refus irrégulière.

Le préfet s'était fondé grâce aux données consultées pour justifier le refus de renouvellement sur des faits de violence exercés par l'intéressé sur une compagne et dans le cadre d'un conflit de voisinage.

Absence de poursuite pénale. Retrait de la plainte et relaxe.

L'agent de sûreté auquel l'autorisation d'accès aux zones réservées n'est pas délivrée ou renouvelée risque de

faire l'objet d'une mesure de licenciement, tant que l'habilitation initialement refusée n'est pas explicitement accordée.

Chambre sociale, 25 mai 2022, n° J 21-11.178 : un homme avait été engagé en 2011 par la chambre de commerce du pays d'Auge comme « maintenicien » sur un aéroport. Le préfet du Calvados lui refuse en 2016 l'habilitation pour accéder en zone de sûreté à accès réglementé des aéroports. Il est licencié. La cour de Caen dit que le licenciement était justifié par une cause réelle et sérieuse. La juridiction administrative avait pourtant annulé les décisions du préfet. La Cour de cassation rejette le pourvoi : L'annulation par le juge administratif de la décision de refus de l'habilitation implique que cette décision de refus est réputée n'être jamais intervenue. Mais elle n'a pas pour effet de rendre le salarié titulaire de l'habilitation dont le renouvellement lui a été refusé.

Les cahiers des charges d'ADP et des sociétés concessionnaires d'aéroports appartenant à l'État leur imposent de faire respecter, en particulier auprès de leurs personnels, les principes dits de laïcité et de neutralité du service public. Les membres de ces personnels doivent, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstenir de manifester leurs opinions politiques ou religieuses. Voir le décret n° 2022-938 du 24 juin 2022.

## 5. Les pratiques sécuritaires

L'optimum est de faire régner une pleine et entière sécurité dans l'aéroport, qu'il s'agisse des pistes ou des locaux, bâtiments, aéroports et installations

Les agents, gendarmes, policiers, agents de l'exploitant de l'aéroport, agents d'entreprises privées veillant à la sûreté s'informent, contrôlent, surveillent, inspectent.

L'autorité publique est informée des faits suspects et elle peut ainsi adopter des mesures de riposte.

Des mesures de sûreté concernant l'inspection des personnes autres que les passagers sont prévues. Voir l'art. 1-3-6 I-T de l'arrêté du 11 septembre 2013, modifié par l'arrêté du 26 février 2016 et celui du 14 mai 2018.

Il s'agit de la situation des personnes (autres que les passagers) accédant dans les zones de sûreté à accès réglementé

Le contrôle des passagers aux frontières

Les passagers qui débarquent en France sont astreints à présenter des documents d'identité.

S'ils sont ressortissants d'États européens ou d'États amis, ils peuvent, porteurs de certains documents, faire l'objet d'un contrôle simplifié.

Le décret n° 2020-1735 du 29 décembre 2020 concerne le traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé PARAFE. Ce décret concerne les majeurs et les mineurs de plus de 12 ans, citoyens de l'UE, ressortissants d'un État partie à l'EEE, suisses, américains, andorrans, australiens, britanniques, canadiens, sud-coréens, japonais, monégasques, néo-zélandais, saint-marinais, singapouriens. Pour bénéficier du traitement Parafe, les intéressés doivent détenir un document de voyage comportant des données biométriques et doté d'une zone de lecture automatique au sens du document 9303 de l'OACI ou conforme au règlement n° 2252/2004, en cours de validité. Le passage dans le sas fait l'objet d'un dispositif de vidéosurveillance. Le visage du porteur du document fait l'objet d'une image numérisée prise lors du passage dans le sas.

[Le Royaume-Uni se fait condamner le 28 février 2019 par la Cour européenne des droits de l'homme, dans un arrêt *Beghal c. Royaume-Uni*, pour avoir édicté dans le cadre de la politique antiterroriste des règles, qui ont été ultérieurement amendées. La législation alors en vigueur autorisait les agents des services de police et d'immigration d'interpeller, de fouiller et d'interroger les passagers aux frontières dans les ports, les aéroports et les gares. Le soupçon de participation à des activités terroristes n'était pas requis. La durée d'interrogatoire pouvait aller jusqu'à 9 heures, les intéressés étant contraints de répondre aux questions sans l'assistance d'un avocat. La police usait très rarement de ces pouvoirs.

Les contours de la législation de 2000 n'étaient pas suffisamment définis. Les garanties étaient insuffisantes. Il y a eu ingérence dans l'exercice du passager au respect de la vie privée et familiale, article 8 de la convention européenne. La demanderesse retenue reçoit uniquement 25000 euros pour ses frais et dépens.

La législation modifiée en 2014 impose à la police de placer la personne en détention si l'interrogatoire doit dépasser une heure. Il faut attendre l'arrivée d'un solliciteur pour commencer l'interrogatoire. Il faut remettre la personne en liberté après 6 heures d'interrogatoire.]

Les agents d'évaluation du comportement évaluent le comportement des gens lors des opérations d'enregistrement, lors des opérations d'inspection filtrage, lors des opérations d'embarquement. Il s'agit d'observer les gens, entretenir éventuellement avec eux une conversation, pour détecter les personnes susceptibles de présenter un risque pour la sûreté de l'aviation civile. Voir les articles R. 6341-29 et s. CT. En cas de doute, les personnes en cause sont soumises à une opération d'inspection-filtrage.

L'observation peut être faite par un système de vidéoprotection.

Un arrêté du 20 juillet 2020, JO du 6 août 2020, texte n° 4, concerne la formation des agents d'évaluation du comportement.

Ces agents sont astreints à suivre une formation initiale et une formation périodique, art. R. 6341-31.

Les candidats à cette fonction déposent un dossier transmis à l'ENAC, qui émet un avis sur chaque candidature.

L'employeur conduit un inventaire de personnalité : gestion du stress, curiosité d'esprit, ténacité, sens de l'observation, discernement, prise de décision rapide, écoute active, empathie cognitive, travail en équipe, investigation.

Un entretien est organisé avec un psychologue.

Intervient ensuite la sélection des candidats, qui vont être soumis à des épreuves.

Les candidats retenus suivent la formation initiale.

Ils doivent disposer de la certification afin d'effectuer l'inspection filtrage des personnes et des bagages de cabine.

La formation initiale est l'œuvre de l'ENAC. Elle donne lieu à la délivrance de la qualification d'agent d'évaluation du comportement, si l'intéressé subit certaines épreuves avec succès. Cette qualification est accordée pour 3 ans. Elle peut être maintenue au bout de 3 ans dans le cadre d'une évaluation de maintien des compétences opérée par l'ENAC.

Les agents d'évaluation sont tenus à une formation périodique, 12 h par an.

Les équipements et systèmes de sûreté sont soumis à agrément, art. R. 6342-12.

On peut utiliser des chiens détecteurs d'explosifs comme moyens complémentaires d'inspection / filtrage.

L'agent de sûreté peut procéder à des palpations La fouille des passagers

Le contrôle des bagages de cabine

La détection des explosifs : les équipements de détection d'explosifs

Les équipements de sûreté doivent être estampillés.

Portique de détection des métaux

Détecteur de métaux portatif

Équipement de radioscopie / équipement d'imagerie radioscopique. L'équipement enregistre les images complètes des bagages inspectés/filtrés. On ajoute la date et l'heure de l'inspection. Enregistrements conservés 5 jours.

Équipement de détection d'explosifs. On enregistre les images des bagages ayant provoqué une alarme.

Bibliothèque d'images fictives ou d'images de menace

Équipement de détection de traces d'explosifs. Enregistre les données brutes de chaque prélèvement ayant provoqué une alarme.

Scanners de sûreté. Équipements d'imagerie radioscopique ou de détection d'explosifs. Dispositif d'imagerie utilisant les ondes millimétriques autorisé à Lyon, Nice, Paris CDG, Orly, Blagnac, Cayenne. Fouille et recours à un dispositif d'imagerie utilisant des ondes millimétriques. Scanner corporel. Des scanners de sûreté n'utilisant pas de rayonnements ionisants et munis d'un dispositif de détection automatique d'objets dangereux peuvent être installés dans les aéroports de l'UE, article L. 6342-4 du code des transports

Les équipes cynotechniques utilisent des chiens comme détecteurs d'explosifs.

On utilise des détecteurs d'explosifs pour chaussures et des détecteurs de métaux pour chaussures.

Idem en ce qui concerne les détecteurs de vapeurs d'explosifs.

Les vols sensibles en provenance ou à destination de certaines destinations peuvent faire l'objet de mesures particulières, arrêté du 14 mai 2018, annexe, article A-4.

Le contrôle des marchandises embarquées à bord des aéronefs

La surveillance et la protection des aéronefs

Il est procédé à la fouille de sûreté de l'aéronef en partance.

La fouille ne peut commencer que lorsque l'aéronef a atteint son poste de stationnement définitif.

On conserve pendant un certain temps les informations relatives à cette fouille, numéro du vol, date et heure de

la fouille, signature de l'agent responsable de la fouille.

Il est prévu d'installer des caméras de vidéo-surveillance sur les aéronefs durant la tenue à Paris des JO.

Le règlement d'exécution 2019/1583 du 25 septembre 2019 concerne, dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, les mesures de cybersécurité. Il s'agit de transposer l'amendement 16 de l'annexe 17 de la convention de Chicago.

Le texte modifie l'annexe du règlement 2015/1998.

L'autorité partage des informations avec les exploitants d'aéroport pour qu'ils effectuent des évaluations des risques.

Les exploitants d'aéroport protègent leurs données contre les cyberattaques pouvant affecter la sûreté de l'aviation civile

Une commission de sûreté est instituée auprès de chaque aéroport important, cf. art. R. 6341-45 et s. CT.

## 6. Les sanctions

### Sanctions administratives

Le préfet peut, sur avis de la commission locale de sûreté, prononcer dans certaines hypothèses des amendes administratives contre les contrevenants ne respectant pas la réglementation. Art. R. 6341-35 CT.

Cf. D. n° 2018-58 du 31 janvier 2018 relatif à la sûreté de l'aviation civile.

CAA Versailles, 5 décembre 2013, n° 12VE00438, préfet sanctionnant en 2005 la société Aéroports de Paris pour des manquements à ses obligations en matière de sûreté aéroportuaire, absence de palpations à certains moments à l'un des postes de contrôle, art. R. 217-1 et suivants CAC.

CAA de Versailles, 1<sup>o</sup> juillet 2014, n° 12VE02785 : le préfet de Seine-Saint Denis a prononcé en août 2011 une amende administrative de 2500 euros à l'encontre de la société Inter Pistes, entreprise de transport terrestre chargée d'amener du fret à l'aéroport de Roissy pour le compte de compagnies aériennes. Cette entreprise en janvier 2010 avait commis un manquement aux règles de sûreté pour avoir déposé deux colis sur le tarmac, à proximité d'aéronefs où ils devaient être embarqués, en l'absence du représentant de l'entreprise de transport aérien : donc sans surveillance ; le manquement avait été relevé par le groupement Nord de gendarmerie des transports aériens.

CAA Paris, 31 décembre 2019, n° 18PA03264 : un procès-verbal de manquement relatif à un défaut de maintien d'intégrité d'un circuit d'embarquement est dressé par la police aux frontières de l'aéroport d'Orly à l'encontre de la société AOT, Alyzia Orly Traffic. Amende de 6000 euros infligée à la société par le préfet. Rejet de la demande d'annulation par le TA de Melun. Rejet de la requête par la CAA. Les compagnies et les entreprises agissant pour leur compte doivent maintenir l'intégrité du circuit d'acheminement des passagers vers les aéronefs.

### Sanctions pénales

Les actes de violence commis dans l'enceinte de l'aérodrome constituent des infractions pénales.

La convention de Pékin du 10 septembre 2010 concerne la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale.

Commets une infraction pénale celui qui, à l'aide d'un dispositif substance ou arme, accomplit, à l'encontre d'une personne, dans un aéroport servant l'aviation civile internationale, un acte de violence qui cause des blessures graves ou la mort.

Commets une infraction pénale celui qui détruit ou endommage gravement les installations d'un aéroport servant à l'aviation civile internationale – ou des aéronefs qui ne sont pas en services qui se trouvent dans l'aéroport - ou



qui perturbe les services de l'aéroport si cet acte compromet la sécurité dans cet aéroport.

On passe insensiblement de la sûreté, qui évoque la lutte contre la criminalité, à la sécurité, qui évoque la protection des personnes et des biens contre les accidents de la vie. Sûreté et sécurité sont des mots ayant la même étymologie, Securitas. Le public doit être exempt d'inquiétude.

## B . Les normes sur la sécurité

Le règlement n° 216/2008 du 20 février 2008 tendait à établir un niveau uniforme et élevé de sécurité dans l'aviation civile. Il est abrogé et remplacé par le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Ce règlement du Parlement et du Conseil est un règlement cadre destiné à être précisé par des actes délégués et des actes d'exécution pris par la Commission.

Les États membres peuvent décider d'exempter de ce règlement de 2018 la conception, la maintenance et l'exploitation d'un aérodrome à faible trafic, article 2 § 7. L'État notifie sa décision à la commission et à l'agence de l'UE.

L'exploitant de l'aérodrome met en œuvre toutes les mesures de sécurité, y compris les consignes de sécurité prises par l'autorité compétente ..., ADR.OR.C.025, annexe III, règlement modifié n° 139/2014.

Code des transports, art. L. 6331-2

Le **certificat d'aérodrome** a été créé à l'échelon européen, sa détention est exigée par l'article 34 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Un certificat est exigé pour chaque aérodrome.

L'aérodrome ne doit pas présenter de particularité ou de caractéristique compromettant la sécurité de l'exploitation.

Les États ont en effet la possibilité d'exempter des dispositions du règlement (en particulier des dispositions sur le certificat de sécurité aéroportuaire) les aérodromes qui ne reçoivent pas plus de 10 000 passagers par an et qui ne reçoivent pas plus de 850 mouvements d'aéronefs liés à des opérations de fret chaque année.

L'autorité nationale fixe alors des règles de sécurité.

Art. D. 6331-1 et s.

L'arrêté du 2 avril 2012 dispense du certificat de sécurité aéroportuaire l'exploitant d'aérodrome dont le trafic annuel a été inférieur à 10 000 passagers sur des vols commerciaux au cours de l'une des trois dernières années écoulées.

L'arrêté du 22 mai 2014, JORF 31 mai 2014 p. 9060, donnait une liste de petits aérodromes ouverts au public qui étaient exemptés sur le fondement des dispositions de l'article 4 § 3 bis du règlement n° 216/2008, comme Albi, Cahors, Calais, Cannes Mandelieu, Le Mans, Le Touquet, Périgueux, Valence Chabeuil.

Article L. 6331-3 CT.

### *Le certificat d'exploitant d'aérodrome*

Les organismes chargés de l'exploitation d'aérodromes sont soumis à certification, article 37 du règlement 2018/1139.

C'est l'autorité nationale qui est responsable des tâches liées au certificat d'aérodrome et au certificat d'exploitant d'aérodrome, art. 62 § 4 du règlement 2018/1139.

Donnent lieu à certification les équipements d'aérodrome liés à la sécurité, article 35 du règlement 2018/1139.

L'Agence est responsable des tâches liées à la certification en ce qui concerne les équipements liés à la sécurité, art. 79.

Art. L. 6332-3 CT. Le sauvetage et la lutte contre les incendies d'aéronefs et la prévention du péril aviaire se trouvent à la charge des exploitants d'aérodrome civil (et des gestionnaires des zones civiles des aérodromes ouverts au trafic aérien commercial dont le ministère de la défense est affectataire principal).

Articles D. 6332-9 et s.

Le SSLIA est le service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs, service à caractère administratif.

L'arrêté du 18 janvier 2007 concerne les normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre

l'incendie des aéronefs sur les aérodromes.

Le nombre de véhicules et de pompiers d'aérodrome est spécifié.

L'exploitant d'aérodrome s'assure que les produits extincteurs, que les véhicules et que les équipements affectés au SSLIA sont entretenus, conformément au carnet d'entretien des constructeurs et fabricants...

Les hélistations en terrasse doivent être dotés de moyens d'extinction...

Possibilité de confier l'exécution de ces missions au service départemental d'incendie, à l'autorité militaire ou à un autre organisme.

Sur les emprises parisiennes, le général, commandant la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, met en œuvre les moyens de secours contre l'incendie.

[Un pompier affecté à la sécurité d'un aéroport ayant interrompu sa mission pour faire une sieste commet une faute grave, Bordeaux, 17 février 2016, n° 13/05556]

Les articles D. 6332-17 et suivants CT concernent les dispositions applicables aux aérodromes ne disposant pas du certificat de droit européen

Le plan type de manuel d'aérodrome, mentionné à l'art. R. , a. du 25 janvier 2011

L'autorité compétente vérifie et surveille si la base de certification est respectée. Des audits et des inspections sont prévus. Art. R. 6331-14 et s.

L'exploitant d'aérodrome rédige un manuel de l'aérodrome, qui reflète la base de certification et les exigences pour une exploitation en toute sécurité.

Il faut prévoir un plan d'urgence de l'aérodrome.

Les pistes

Les accidents en piste ne sont pas exceptionnels, ils sont dus au mauvais état des pistes, à la présence d'objets intrus sur les aires de manœuvre et sur l'aire de trafic, aux incursions sur piste, aux confusions de piste, aux collisions au sol, aux sorties de piste ...

L'OACI a relevé que la plupart des accidents graves avaient lieu au décollage et à l'atterrissage, elle travaille au problème de la sécurité des pistes, symposium en mai 2012 à Montréal.

Le règlement d'exécution 2020/1159 du 5 août 2020 comporte des dispositions en ce sens.

Annexe I (partie 26) du règlement modifié 2015/640.

Point 26.205. les exploitants d'avions de grande capacité utilisés dans le transport aérien commercial veillent à ce que tout avion dont le premier certificat de navigabilité individuel a été délivré le 1<sup>er</sup> janvier 2025 ou après soit équipé d'un système de vigilance et d'alerte en cas de dépassement de piste.

Ce système est conçu de manière à réduire le risque d'une sortie de piste longitudinale pendant l'atterrissage en alertant l'équipage de conduite, en vol et au sol, lorsque l'avion risque de ne pas pouvoir s'arrêter dans les limites de la distance

disponible jusqu'à l'extrémité de la piste.

Il doit y avoir un programme d'entretien. L'exploitant inspecte les surfaces des aires de mouvement, pistes, voies de circulation, aires de trafic. Il faut éviter et éliminer tout objet/débris mobile pouvant endommager un aéronef.

On entend par objet intrus, FOD, un objet inanimé présent sur l'aire de mouvement, qui n'a aucune fonction opérationnelle ou aéronautique et qui peut constituer un danger pour l'exploitations d'aéronefs, point 19 bis de l'annexe I du règlement n° 139/2014. Il faut assurer le maintien de la qualité des pistes face au frottement.

L'arrêté du 20 juillet 2021 prévoit, parmi des règles diverses, des dispositions concernant les comptes rendus d'efficacité de freinage. Certaines conditions à la surface de la piste peuvent en effet compromettre le freinage.

Le règlement donne des définitions.

La « piste contaminée » est définie comme celle dont une partie importante de la surface est couverte d'une ou de plusieurs substances énumérées dans la liste des descripteurs d'état de surface des pistes (neige compactée, neige sèche, gelée, glace, neige fondante, eau stagnante, glace mouillée, neige mouillée), cf. point 15 bis de l'annexe I du règlement modifié n° 139/2014.

La « piste sèche » est une piste dont la surface est sèche, exempte d'humidité visible et non contaminée dans la zone destinée à être utilisée, cf. point 18 bis de l'annexe I du règlement n° 139/2014.

La « piste spécialement préparée en conditions hivernales » est une piste avec une surface sèche gelée de neige compactée ou de glace qui a été traitée avec du sable ou du gravier ou qui a subi un traitement mécanique pour améliorer le frottement sur la piste, point 41 quater de l'annexe I du règlement n° 139/2014.

Une « piste mouillée » est une piste dont la surface est couverte d'humidité visible ou d'une pellicule d'eau d'une épaisseur allant jusqu'à 3 mm dans la zone destinée à être utilisée, point 49 de l'annexe I du règlement n° 139/2014.

La « piste mouillée glissante » est une piste mouillée, une partie importante de la surface présente des caractéristiques de frottement dégradées.

L'exploitant de l'aérodrome fournit une information par NOTAM lorsque la piste présente des anomalies. Il informe sur les contaminants de surface, sur l'état des pistes.

L'exploitant met en œuvre en hiver le plan neige, paragraphe ADR.OPS.B.035.

Les inspections de l'aire de mouvement : présence de débris

L'exploitant d'aérodrome établit un programme de contrôle des objets intrus, FOD. Il faut détecter les FOD, inspecter l'aire de mouvement, paragraphe ADR.OPS.B.016, annexe III, règlement n° 139/2014.

Les points 38 bis, 38 ter, 38 quater, 38 quinquies, 38 sexies, 38 septies, 38 octies, 38 nonies de l'annexe I du règlement n° 139/2014 donnent des définitions :

La matrice d'évaluation de l'état des pistes : un tableau permettant de déterminer le code d'état de piste

Le code d'état de piste : un chiffre à utiliser dans le rapport pour décrire l'effet de l'état de surface des pistes sur les performances de décélération et le contrôle latéral des avions

Le rapport sur l'état des pistes : un rapport relatif à l'état de la surface des pistes et à son effet sur les performances de décollage et d'atterrissage des avions

L'aire de sécurité d'extrémité de piste : une aire symétrique par rapport au prolongement de l'axe de la piste et adjacente à l'extrémité de la bande de piste, qui est destinée principalement à réduire les risques de dommages causés à un avion qui atterrirait trop court ou dépasserait l'extrémité de piste

Le point d'attente avant piste : un point désigné en vue de protéger une piste, une surface de limitation d'obstacles ou une zone critique ou sensible de système d'atterrissage aux instruments (ILS) ou de système d'atterrissage hyperfréquences, auquel les aéronefs et véhicules circulant à la surface doivent s'arrêter et attendre, sauf autorisation contraire de la tour de contrôle d'aérodrome

La bande de piste : une aire dans laquelle sont compris la piste et le prolongement d'arrêt et qui est destinée à réduire le risque de dommages causés aux aéronefs qui sortiraient de la piste, et à protéger les aéronefs qui survolent cette aire au cours des opérations de décollage ou d'atterrissage.

Les surfaces des aires et des chaussées sont inspectées, elles sont entretenues.

Le règlement d'exécution 2022/938 du 26 juillet 2022 modifie le règlement d'exécution 2017/373 en ce qui concerne les exigences applicables au catalogue de données aéronautiques et à la publication d'information aéronautique. L'OACI a introduit le 8 juin 2020 de nouvelles dispositions concernant la publication de l'information aéronautique, AIP. En particulier en ce qui concerne les mesures de flottement. En ce qui concerne l'état de surface des pistes pour signaler des conditions dangereuses, neige, glace, neige fondante, gelée, eau stagnante ... Il convient de les introduire dans la réglementation européenne.

L'aérodrome est pourvu de feux et d'aides visuelles.

L'encombrement des pistes : l'enlèvement des aéronefs

Il existe des dispositions pour faire enlever les aéronefs, les véhicules, les animaux et les objets qui encombrement une piste, une bande, une voie de circulation, une aire ou leurs dégagements, art. R. 6371-1.

Si un aéronef encombre une piste, une bande, une voie de circulation, une aire, il doit être enlevé et déplacé, art. L. 6371-2 et 3, R. 6371-2 CT.

La limitation des personnes et des véhicules circulant sur les pistes

Le nombre de personnes et de véhicules circulant sur l'aire de manœuvre d'un aérodrome est limité au minimum indispensable

Le conducteur d'un véhicule doit posséder une autorisation pour conduire un véhicule sur une partie de l'aire de mouvement, paragraphe ADR.OPS.B.024, annexe III, règlement n° 139/2014.

La circulation d'un véhicule requiert une autorisation, paragraphe ADR.OPS.B.026, annexe III, règlement n° 139/2014.

Les véhicules sont porteurs de marques et pourvus de feux.

Ils sont correctement entretenus.

Les véhicules, y compris les véhicules remorquant un aéronef, cèdent le passage aux aéronefs qui atterrissent, décollent ou circulent à la surface

(paragraphe ADR.OPS.B.027, annexe III, règlement n° 139/2014.)

Il existe des dispositions concernant le remorquage d'aéronefs, paragraphe ADR.OPS.B.028.

L'aérodrome doit être équipé d'un système de guidage et de contrôle de la circulation de surface, paragraphe ADR.OPS.B.030.

La circulation des piétons est contrôlée, paragraphe ADR.OPS.B.033.

La personne qui s'introduit, sans autorisation, dans la zone côté piste d'un aéroport commet une infraction pénale, article L. 6372-11 CT.

La sanction administrative, art. R. 6332-47 et s.

La réglementation consacre des dispositions aux services de gestion des aires de trafic, voir annexe III du règlement n° 139/2014, modifiée par le règlement 2020/1234 du 9 juin 2020. Voir le règlement délégué 2020/2148 du 8 octobre 2020 concernant la sécurité des pistes, modifiant le règlement n° 139/2014.

L'organisme chargé de la prestation de services de gestion des aires de trafic fait une déclaration.

Il faut que des accords formels soient conclus avec l'exploitant d'aérodrome et le prestataire de services de la circulation aérienne.

L'autorité compétente peut imposer, en cas de constat, des actions correctives.

L'organisme chargé de la prestation de services de gestion des aires de trafic met en œuvre les mesures de sécurité.

Il signale toute défaillance.

L'exploitant d'aérodrome régule les mouvements pour prévenir les collisions entre aéronefs.

Il régule l'entrée des aéronefs dans les aires de trafic et coordonne leur sortie avec la tour de contrôle

Il réglemente les postes d'attribution des postes de stationnement d'aéronef, le stationnement et le départ du poste de stationnement, la protection contre souffle des réacteurs et essais des moteurs.

L'exploitant d'aérodrome définit les limites des aires de trafic.

Les aéronefs doivent disposer d'instructions sur l'itinéraire à suivre sur les aires de trafic.

Le guidage des aéronefs est effectué au moyen de signaux de guidage.

Les distances de dégagement doivent être maintenues pendant la manœuvre de stationnement.

Les aéronefs doivent pouvoir se garer en toute sécurité.

Les personnes – autres que celles requises pour la procédure de stationnement – ne sont pas autorisées à s'approcher de l'aéronef lorsque les feux anti collisions sont allumés et que les moteurs fonctionnent.

Des règles concernent le départ de l'aéronef du poste de stationnement.

L'exploitant d'aérodrome informe les utilisateurs des aires de trafic des dangers dus au souffle des réacteurs.

Des dispositions concernent l'avitaillement des aéronefs : interdiction des flammes, interdiction de faire démarrer tout matériel d'alimentation électrique au sol lors de l'avitaillement

Le personnel travaillant à pied dans l'aire de mouvement porte des vêtements à haute visibilité.

Les signaleurs et les conducteurs follow me doivent suivre un programme de formation.

Les personnes fournissant des instructions de roulage aux aéronefs sur les aires de trafic par radiotéléphonie doivent suivre un programme de formation. Des compétences linguistiques sont exigées.

Une non-conformité vient à être détectée par rapport à la base de certification, elle est susceptible de réduire voire compromettre la sécurité. L'autorité compétente doit alors émettre un constat de niveau 2. Annexe II, paragraphe ADR.AR. C.055, point c) du règlement n° 139/2014.

La menace d'amende administrative, art. R. 6331-17 et s.

L'exploitant d'aérodrome établit et applique un programme de formation pour le personnel des services de sauvetage et de lutte contre l'incendie, annexe IV, paragraphe ADR.OPS. B.010, point b) du règlement n° 139/2014.

Plus largement, l'exploitant d'aérodrome établit un programme de formation pour le personnel associé à l'exploitation, à l'entretien et à la gestion de l'aérodrome. Annexe III, paragraphe ADR.OR.D017, du règlement n° 139/2014.

Un arrêté ministériel du 8 janvier 2018, pris au visa du CAC et plus particulièrement de l'art. R. 221-3, pose une règle propre aux aéronefs à destination de l'aérodrome de Nice évoluant en circulation aérienne générale selon les règles de vol aux instruments. Ces aéronefs doivent être équipés - sauf dérogation - d'un système de navigation de surface conforme à la spécification de navigation RNP APCH définie par le document 9613 de l'OACI - Manuel de navigation fondée sur les performances.

Un arrêté du 25 juillet 2019 porte agrément de l'aérodrome de la Môle. Il est modifié par un A. du 25 mai 2022.

Une entreprise peut être chargée d'une mission de sécurité dans l'aérodrome.

C'est ainsi qu'à l'aéroport de Marseille, la société ICTS Marseille Provence a la charge de la sécurité.

Si ses salariés entendent faire grève (ou reprendre le travail), on fait application de la loi Diard du 19 mars 2012. Le salarié qui participe à la grève et qui décide de reprendre son service en informe son employeur au plus tard 24 heures avant l'heure de sa reprise afin que celui-ci puisse l'affecter. Article L. 1114-3 du code des transports. Cette formalité d'information n'est soumise à aucune règle de forme du moment qu'elle permet à l'exploitant d'être informé de la volonté de reprise des salariés en temps utile pour les affecter. La présentation par la CGT d'une liste collective non signée par les salariés ni accompagnée des déclarations individuelles signées par ces derniers ne satisfait pas à cette exigence, Sociale, 28 février 2018, n° 16-21109.

Contraventions de grande voirie. Art. L. 2132-13 du code général de la propriété des personnes publiques.

L'UE prévoit, dans un autre domaine, des dispositions destinées à assurer la confidentialité des communications. Il s'agit d'éviter des failles qui pourraient être exploitées par des personnes malveillantes.

Les systèmes actuels sont de plus en plus interconnectés et ciblés par des acteurs malveillants.

Ces dispositions concernent aussi bien les exploitants d'aérodrome et les prestataires de services de gestion d'aire de trafic que les industriels, organismes de conception et de production d'aéronefs.

Le règlement délégué 2022/1645 du 14 juillet 2022 concerne les exigences relatives à la gestion des risques liés à la sécurité de l'information susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité aérienne.

### C. La lutte contre l'immigration clandestine

Un grand nombre de personnes plus ou moins déshéritées, originaires des autres continents, principalement de l'Afrique du Nord, de l'Afrique sub-saharienne ou de l'Orient, proche ou lointain, nourrissent l'espoir de venir vivre en Europe, présentée comme un havre de paix, de prospérité et de bien-être. Certains viennent par la voie maritime, d'autres peuvent songer à utiliser la voie des airs. Les États européens leur tendent inégalement le bras. Un étranger pour entrer en France doit en principe détenir, outre un passeport émanant de son autorité nationale, un visa délivré par l'État français. L'autorité administrative vérifie les documents d'identité des voyageurs. Police et gendarmerie sont présentes pour refouler les personnes ne présentant pas les conditions légales d'accès au territoire national.

Les gardes-frontières ont pour mission de faire respecter la législation européenne sur l'espace Schengen.

Le règlement 2019/1896 du 13 novembre 2019 concerne le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes. Ce corps européen comprend un contingent permanent, pouvant aller jusqu'à 10 000 personnes.

Il existe une agence européenne de garde-frontières et de garde côtes, qui surveille les flux migratoires et qui supervise le contrôle des frontières extérieures, y compris des frontières aériennes. Il s'agit de détecter et de contrôler les vols suspects.

Eurosur est utilisé pour la surveillance des frontières aériennes.

Un arrêté du 24 octobre 2017 est relatif au franchissement des frontières par les personnes et les marchandises sur les aérodromes, JO du 25 octobre 2017, texte 29.

Les vols extra Schengen ne peuvent être reçus que sur les aérodromes ayant la qualité de point de passage frontalier. Article 2 de l'arrêté.

Une décision du ministre de l'Intérieur du 2 novembre 2017 donnait la liste d'aérodromes déclarés comme "points de passage frontaliers aériens français". Elle est modifiée par une décision du 25 mai 2021, 78 aérodromes sont concernés, comme Toulouse Blagnac, Toulouse Franczal, Brive Souillac, Grenoble Alpes Isère, Rodez Aveyron, Tarbes Lourdes Pyrénées ou Valence Chabeuil.

Le pilote d'un aéronef en provenance ou à destination d'un État n'appartenant pas à l'espace Schengen et qui n'utilise pas un aérodrome ayant la qualité de point de passage frontalier au départ et à l'arrivée est passible de la sanction prévue par l'article L. 6232-3 du code des transports.

En revanche, les aérodromes n'ayant pas la qualité de point de passage frontalier peuvent recevoir des vols directs en provenance ou à destination de pays appartenant à l'espace Schengen, sans formalité au contrôle des frontières. Sauf rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures. Article 9 de l'arrêté.

Les aérodromes n'étant, ni point de passage frontalier, ni aéroport international de l'Union peuvent recevoir des vols en provenance ou à destination d'États appartenant à la fois à l'espace Schengen, et à l'Union européenne, au territoire douanier ou au territoire fiscal spécial, article 20 de l'arrêté.

L'exploitant et le pilote d'hélicoptère doivent déclarer à la police aux frontières les mouvements concernant l'usage des hélisurfaces.

Cf. Criminelle, 8 décembre 2020, n° 20-80429, rejetant le pourvoi formé par un pilote ayant écopé d'une amende de 38 euros prononcée par le tribunal de police de Draguignan pour violation d'un arrêté préfectoral du 26 avril 2017. Cet arrêté propre à l'utilisation des hélisurfaces dans la presqu'île de Saint Tropez précisait les modalités d'un arrêté ministériel du 6 mai 1995.

Le franchissement des frontières des collectivités d'outre-mer est régi par le droit français interne. Les vols, en provenance de la métropole, doivent être effectués sur des aérodromes ayant la qualité de point de passage contrôlé.

L'obligation des transporteurs aériens

Il ressort de l'article 13 de la convention de Chicago que les lois d'un État contractant (à la Convention de Chicago) concernant l'entrée ou la sortie de son territoire des passagers doivent être observées à l'entrée, à la sortie ou à l'intérieur du territoire de cet État par les passagers.

L'accord de Schengen du 14 juin 1985 prévoit la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. Avec Schengen, les déplacements sont en principe sans entrave entre États relevant de cet espace. Le débat concerne principalement l'hypothèse où un étranger venant de l'extérieur entend entrer dans l'espace Schengen.

La France est liée par la convention d'application de l'accord de Schengen, article 26.  
La CAAS, convention d'application de l'accord de Schengen du 19 juin 1990, article 26.  
Le transporteur aérien est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que l'étranger transporté est en possession des documents de voyages requis pour l'entrée sur les territoires des parties contractantes. Sous réserve des engagements découlant de la convention de Genève de 1951 sur le statut des réfugiés. Les parties contractantes s'engagent – sous la même réserve concernant les réfugiés – à instaurer des sanctions à l'encontre des transporteurs qui acheminent par voie aérienne d'un État tiers vers leur territoire des étrangers qui ne sont pas en possession des documents de voyage requis.  
Ces dispositions ont été intégrées dans le droit de l'Union, elles trouvent leur base juridique dans l'article 79 du TFUE.

L'État français entend ainsi interdire le débarquement en France d'étrangers dépourvus des documents nécessaires pour séjourner sur le sol français (passeport, visa) ayant embarqué à l'étranger. Le transporteur aérien ne doit pas laisser embarquer à l'étranger, un étranger dépourvu des documents requis, sur un vol à destination d'un aéroport français.  
Il est interdit à un transporteur d'embarquer à l'étranger un étranger, devant atterrir en France, et dépourvu d'un visa.

Art. L. 6421-2 du code des transports. Le transporteur ne peut embarquer les passagers pour un transport international qu'après justification qu'ils sont régulièrement autorisés à atterrir au point d'arrivée et aux escales prévues.

Ces dispositions font obligation aux transporteurs aériens de s'assurer, au moment des formalités d'embarquement, que les voyageurs non ressortissants d'un État membre de l'UE soient en possession de documents de voyage leur appartenant, le cas échéant revêtus des visas exigés, non falsifiés et valides. Ces dispositions ne confèrent pas au transporteur un pouvoir de police à la place de la puissance publique. Elles lui imposent de vérifier que l'étranger est muni des documents de voyage et des visas éventuellement requis et que ceux-ci ne comportent pas d'éléments d'irrégularité manifeste, décelables par un examen normalement attentif des agents de l'entreprise de transport.

Ces dispositions ne concernent pas, provenant d'un État partie à la convention de Schengen du 19 juin 1990, les ressortissants d'un État membre de l'UE, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Suisse.

Le Conseil d'État dans une décision du 31 juillet 2019, n° 427744, avait renvoyé, à la demande d'Air France, au Conseil constitutionnel l'examen de la conformité à la constitution des articles L. 625-1 et 625-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Le Conseil constitutionnel a rendu sa décision le 25 octobre 2019, décision n° 2019-810 QPC. Le 2° de l'article L. 625-5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans la rédaction de l'ordonnance du 24 novembre 2004, est déclaré conforme à la Constitution.

Il résulte de l'article de la déclaration de 1789 qu'il est interdit de déléguer à des personnes privées des compétences de police administrative générale inhérentes à l'exercice de la force publique nécessaire à la garantie des droits.

Les irrégularités manifestes qu'il appartient au transporteur de déceler sous peine d'amende, lors, au moment de l'embarquement, du contrôle des documents requis, sont celles susceptible d'apparaître à l'occasion d'un examen normalement attentif de ces documents par un agent du transporteur.

En instaurant cette obligation, le législateur n'a pas entendu associer les transporteurs aériens au contrôle de la régularité de ces documents effectué par les agents de l'État en vue de leur délivrance et lors de l'entrée de l'étranger sur le territoire national.

Le grief tiré de la méconnaissance des exigences résultant de l'article 12 de la déclaration de 1789 doit être écarté.

Le fait que le transporteur puisse être sanctionné alors même que l'irrégularité n'a pas été détectée par les autorités publiques compétentes pour délivrer ce document n'a pas pour effet de rendre le transporteur responsable du manquement imputable à ces autorités.

Une juridiction chypriote formule une demande de décision préjudicielle le 19 septembre 2018, dans l'affaire D.Z. c. Blue Air, C-584/18.

La question porte sur l'attitude du transporteur aérien (enregistré à Chypre) qui, à l'aéroport de départ (Larnaka, Chypre), avait refusé l'embarquement à un passager possédant la nationalité du Kazakhstan en invoquant le refus d'entrée opposé par les autorités de l'État de destination (Bucarest, Roumanie) à raison d'une absence de visa d'entrée.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 30 avril 2020.

L'accord de Schengen du 14 juin 1985 tendait à la suppression des contrôles aux frontières communes.

L'article 26 de la convention d'application de l'accord de Schengen imposait aux États parties certaines obligations.

Si sur le territoire d'un des États contractants l'entrée est refusée à un étranger, le transporteur qui l'a amené doit le reprendre en charge et doit le ramener dans l'État tiers.

Le transporteur aérien doit prendre toutes les mesures pour s'assurer que le passager est en possession des documents de voyage requis pour l'entrée sur le territoire des États contractants.

Les États contractants s'engagent à instaurer des sanctions contre les transporteurs acheminant des étrangers n'étant pas en possession des documents requis.

La directive 2001/51 du 28 juin 2001 complète l'article 26.

Il fallait tenir compte du code frontières Schengen.

Il y avait une disposition concernant un séjour sur le territoire des États membres pour une durée n'excédant pas 90 jours. L'étranger devait être en possession d'un visa en cours de validité requis pour les ressortissants des pays tiers. Le Kazakhstan y figurait.

Le refus d'entrée supposait une décision motivée.

La décision, n° 565/2014 tient compte de l'entrée dans l'union de Chypre et de la Roumanie.

La Roumanie a mis en œuvre un régime simplifié, elle reconnaît certains documents émis par les États membres. Chypre et la Roumanie peuvent reconnaître unilatéralement comme équivalents à leurs visas nationaux les documents délivrés à des ressortissants de pays tiers.

La Roumanie reconnaissait les visas nationaux et les titres de séjour délivrés par Chypre.

D.Z., ressortissant du Kazakhstan, entendait le 6 septembre 2015 embarquer à Larnaka (Chypre) pour se rendre à Bucarest, pour participer à des examens organisés par une association de comptables, grâce à un vol organisé par le transporteur aérien roumain Blue Air.

Il s'est présenté à l'aéroport aux agents de la société mandataire du transporteur roumain, il a fait état de son passeport et de son titre de séjour délivré par Chypre.

Il avait introduit antérieurement une demande de visa d'entrée en Roumanie, le ministère roumain des affaires

étrangères lui avait répondu que le visa n'était pas nécessaire pour un séjour n'excédant pas 90 jours, étant donné qu'il disposait déjà d'un titre de séjour délivré par Chypre.

Les employés de la société mandataire du transporteur roumain ont alors fait du zèle intempestif, ils ont contacté le personnel au sol du transporteur roumain à Bucarest, qui a répondu que le ressortissant kazakh ne pouvait entrer en Roumanie, car il était dépourvu d'un visa d'entrée en Roumanie.

On a refusé de lui donner par écrit les raisons du refus d'embarquement.

Le ressortissant kazakh a lancé une procédure à Larnaka contre le transporteur roumain.

Le tribunal de Larnaka interroge la CJUE.

La Roumanie s'était engagée à reconnaître les visas et les titres de séjour délivrés par l'État de Chypre.

Le voyageur pouvait invoquer l'obligation qu'avait prise la Roumanie.

(Dans l'hypothèse où le refus d'entrée aurait été le fait des autorités roumaines : ce sont les gardes-frontières qui exercent les contrôles. Les transporteurs peuvent seulement vérifier si les ressortissants étrangers sont en possession des documents de voyage requis. Si un transporteur refuse l'embarquement en invoquant un refus opposé par l'autorité publique de l'État de destination, le passager qui plaide contre le transporteur devant une juridiction de l'état du départ ne peut lui opposer la décision européenne.

Il semble ressortir des faits que l'État roumain ne s'était pas opposé en l'espèce à l'entrée sur son territoire du passager kazakh, c'étaient les services du transporteur à Bucarest qui avaient fait valoir leur refus, ayant entraîné un refus d'embarquement.)

Le refus d'entrée est soumis à des conditions de forme. En l'absence d'une décision de refus d'entrée, écrite et motivée, notifiée à l'intéressé, le droit européen s'oppose à ce qu'un transporteur refuse l'embarquement au ressortissant d'un État tiers.

Une autre affaire a été portée devant la Cour de Justice, Ryanair c. État-major de la police nationale hongroise, C-754-18. Le passager, ressortissant ukrainien, mais proche parent d'un citoyen de l'Union, était détenteur d'une carte de séjour permanent au Royaume-Uni. La police hongroise avait refusé au passager venant de Londres de débarquer à Budapest. La compagnie Ryanair avait été frappée d'une amende pour avoir embarqué au Royaume-Uni le ressortissant étranger. Le transporteur demande l'annulation de la sanction pécuniaire.

L'avocat général Maciej Szpunar propose dans ses conclusions du 27 février 2020 d'aller dans le sens de la compagnie irlandaise et d'écarter l'interprétation étroite de la police hongroise.

L'intéressé était dispensé de l'obligation d'obtenir un visa pour entrer en Hongrie, CJUE, 18 juin 2020.

L'incidence des escales et du transit en France :

Il y a en principe nécessité, pour le voyageur, de la détention d'un passeport et d'un visa de transit. Le transporteur aérien ne peut embarquer pour un transport international un passager que s'il est régulièrement autorisé à atterrir aux escales prévues. Il est interdit à une entreprise de transport aérien de débarquer dans le cadre du transit un étranger démuné du document de voyage ou du visa requis par la loi ou un accord international.

Est punie d'une amende l'entreprise de transport aérien qui débarque, dans le cadre du transit, un étranger non ressortissant d'un État membre de l'UE et démuné du document de voyage ou du visa requis par la loi - ou l'accord international qui lui est applicable - compte tenu de sa nationalité et de sa destination, Cf. art. L. 821-6 al. 2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Les ressortissants de certains États sont dispensés de visa, s'il n'est prévu qu'un transit aéroportuaire. Voir article 1° du règlement n° 539/2001 du 15 mars 2001.

La sanction

Le transporteur encourt une amende administrative, prononcée par le ministre chargé de l'immigration, en l'absence d'une telle vérification. Cf. article R. 821-1.

Une amende administrative d'un montant maximum de 10 000 euros est encourue par l'entreprise de transport défaillante. Art. L. 821-6 CESEDA.

L'amende peut être prononcée autant qu'il y a de passagers concernés, art. L. 821-8.

Les contrôles sont opérés par la police nationale, à défaut par les douanes ou la gendarmerie, art. R. 821-2.

Le manquement est constaté par un procès-verbal établi par un fonctionnaire habilité. Cf. art. L. 821-12 et R. 821-4 s.

Le montant de l'amende est versé au trésor public par l'entreprise de transport, art. L. 821-13.

Si le manquement concerne un mineur sans représentant légal, le montant de l'amende doit être immédiatement consigné. Article L. 821-9 CESEDA. A défaut de consignation, le montant de l'amende est portée à 20 000 euros.



L'amende n'est pas infligée lorsque l'étranger a été admis sur le territoire français au titre d'une demande d'asile qui n'était pas manifestement infondée, art. L. 821-8.

L'amende n'est pas infligée, si l'entreprise de transport établit que les documents requis lui ont été présentés au moment de l'embarquement et qu'ils ne comportaient pas d'élément d'irrégularité manifeste.  
Art. L. 821-8 CESEDA.

La compagnie sanctionnée élève parfois le contentieux.

La décision ministérielle est en général validée.

CAA Paris, 10 juin 2014, n° 13PA02069, à l'encontre d'un transporteur géorgien ayant débarqué à Roissy en provenance de Tiflis des Arméniens porteurs de documents de voyage manifestement falsifiés.

CAA Paris, 30 juin 2015, n° 14PA03291, annulation du jugement ayant annulé une décision du ministre de l'Intérieur ayant infligé une amende de 5000 euros à la compagnie aérienne jordanienne ayant embarqué à Amman en direction de Roissy un mineur de nationalité soudanaise qui détenait un titre de voyage pour réfugiés (qui est l'équivalent d'un passeport) sans avoir de document de circulation pour étranger mineur ou de visa. La compagnie avait manqué à son obligation de vérification documentaire.

La France est certes signataire de la convention de Genève du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés, mais elle peut exiger des mineurs titulaires d'un titre de voyage pour réfugié souhaitant être réadmis en France (le mineur avait quitté la France sans détenir l'un des documents exigés pour sa réadmission) qu'ils justifient d'un document de circulation pour étranger mineur ou à défaut d'un visa.

CAA Versailles, 21 juillet 2015, n° 14VEO1195 : un passager a débarqué à Roissy en provenance de Dakar, porteur d'un passeport provisoire allemand. Les irrégularités étaient décelables à l'œil nu par un examen normalement attentif des agents du transporteur : absence de tréma sur le nom de Düsseldorf, mauvaise qualité du timbre humide, composé d'un mauvais arrondi, d'un inter lettrage irrégulier et d'une mauvaise définition de l'armoirie. Amende de 5000 euros infligée à Air France.

CAA Versailles, 26 janvier 2016, n° 14VE00494 : Air France est condamnée à payer une amende de 5000 euros pour avoir débarqué le 22 janvier 2012 sur le territoire français (Roissy) une Philippine munie d'un document de voyage falsifié. Cette étrangère provenait de Londres, démunie de visa Schengen, mais présentant un titre de séjour danois, le modèle de vignette était périmé depuis plus de 6 ans, la contrefaçon était décelable à l'œil nu par un agent normalement attentif.

Escale. CAA Versailles, 20 février 2018, n° 16VEO2871 : un Libanais a débarqué le 24 juin 2014 à Roissy en provenance de Boston. Il était en possession d'un document de voyage démunie de visa Schengen, il devait embarquer le même jour sur un vol à destination de Rome. Le ministre a infligé à Air France une amende de 5000 euros. Ce défaut de visa constitue un élément d'irrégularité manifeste décelable par un examen normalement attentif.

CAA Versailles, 10 avril 2018, n° 17VEO1154 : le ministre inflige une amende de 5000 euros à la compagnie Air France pour avoir débarqué en France un étranger dépourvu de document de voyage régulier. Transit. Un Sud-africain a débarqué à Roissy en provenance de Nouakchott, muni d'un passeport sud-africain, démunie de visa Schengen, ce passager entendait embarquer ensuite pour Amsterdam. Le passager n'était pas dispensé de présenter un visa Schengen. La requête d'Air France est rejetée.

CAA Versailles, 12 juin 2018, n° 16VEO2495 : le ministre de l'Intérieur a infligé une amende de 5000 euros à la société Air France pour avoir débarqué à Roissy en juillet 2014 une camerounaise dépourvue de visa en provenance de Yaoundé. Le visa présenté était manifestement contrefait. Caractère aisément décelable des irrégularités relevées sur le visa. L'hologramme n'est pas réactif, ses guillochis manquent de netteté, les lettres de sécurité EUR manquent de détail. Éléments visibles à l'examen du visa.

CAA Versailles, 12 juin 2018, n° 16VE02830 : débarque en septembre 2014 à Roissy venant de Singapour un homme porteur d'un passeport grec falsifié. La sécurité en tête de page réalisée en encre optiquement variable ne change pas de couleur et ne passe pas du vert au bleu comme c'est le cas sur un passeport grec authentique. Le fond d'impression manque visiblement de détail. Air France est condamnée à une amende de 5000 euros. La requête est rejetée.

CAA de Versailles, 9 avril 2019, n° 17VE00854 : amende de 5000 euros décernée par le ministre de l'Intérieur à l'encontre d'Air France ayant autorisé l'embarquement à Panama, à direction de Roissy, d'un passager porteur d'un passeport mexicain.

Les dispositions légales font obligation aux transporteurs aériens de s'assurer, au moment des formalités d'embarquement, que les voyageurs ressortissants d'États non-membres de l'UE, sont en possession de documents de voyage, le cas échéant revêtus des visas exigés, non falsifiés et valides. Le passeport mexicain était en l'espèce falsifié. Ces anomalies ont été décelées à l'œil nu et à l'aubette par la police des frontières, elles étaient détectables par les agents d'embarquement lors d'un examen normalement attentif. Rejet.

CAA de Versailles, 19 décembre 2019, n° 17VE01569 : amende de 5000 euros décernée par le ministre de l'Intérieur pour avoir débarqué un individu en provenance de São Paulo, porteur d'un passeport manifestement falsifié. Rejet de la requête d'Air France.

La CAA de Paris donne une solution sévère, le 13 novembre 2020, n° 19PA03568, en ce qui concerne le transit à Orly d'une iranienne, elle provenait d'Istanbul, elle se rendait le lendemain en Martinique (hors Schengen). Cette passagère était dépourvue de document lui permettant le franchissement des frontières de l'espace Schengen. Elle détenait seulement un visa de transit international, valable dans les seules limites de l'enceinte de l'aéroport. L'aéroport d'Orly est fermé de minuit et demi à 4 H 30. L'avion venant de Turquie avait dû atterrir de nuit, la zone de sûreté était fermée, la passagère avait été contrainte de quitter les lieux et franchissant les frontières de l'espace Schengen accéder au territoire métropolitain, elle ne détenait pas le visa correspondant. La compagnie ne pouvait pas ignorer les horaires de fermeture de l'aéroport, elle écope d'une amende de 5000 euros. Dura lex, Sed lex. Le ministère de l'intérieur n'a pas fait preuve d'indulgence.

La CAA de Paris, dans une décision du 26 janvier 2024, n° 22PA05160, rejette le recours formé par Air Maroc qui avait débarqué à Orly le 26 octobre 2020 une passagère mineure de nationalité indéterminée en provenance de Casablanca, munie d'un titre de séjour italien manifestement usurpé. Le ministre de l'Intérieur avait infligé à la compagnie marocaine une amende de 20 000 euros – pour absence de consignation immédiate.

La décision du ministre de l'Intérieur est parfois adoucie, le montant de l'amende administrative étant réévalué dans le sens de la baisse.

Conseil d'État, 11 décembre 2020, n° 427745 : la société Air France a débarqué en France le 6 juillet 2015 un homme en provenance de Ouagadougou, porteur d'un passeport de la république démocratique du Congo qui s'est révélé contrefait. L'irrégularité était cependant passée inaperçue par le service ayant apposé un visa Schengen sur le passeport. La mention date d'expiration du passeport recelait une faute aisément décelable à l'œil nu par le personnel d'embarquement.

Le Conseil d'État considère que la CAA avait retenu, en prononçant la sanction maxima, une solution hors de proportion avec les manquements. L'amende est réduite à 3000 euros.

Il arrive cependant que la décision de sanction ministérielle soit annulée par la juridiction administrative.

L'amende ne doit pas être infligée si l'entreprise de transport établit que les documents présentés à l'embarquement ne comportaient pas d'élément d'irrégularité manifeste, art. L. 821-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Transit. CAA Versailles, 21 juillet 2015, n° 14VEO1194 : le ministre de l'Intérieur a infligé en septembre 2012 à Air France une amende de 5000 euros pour avoir débarqué en janvier 2012 en France une étrangère en provenance de Lomé dépourvue de document de voyage. La dame était en transit pour se rendre à Hong Kong. L'officier de police a dressé PV.

La dame avait présenté à l'embarquement un passeport béninois. Il y avait une dissemblance entre la photo figurant sur le passeport présenté à l'embarquement et la photo prise lors de l'interpellation à Roissy. La décision ministérielle est annulée pour des raisons de procédure. Air France n'a pas eu connaissance avec une précision suffisante des faits à l'origine du fait retenu et n'a pas été en mesure de présenter ses observations. Le ministre avait seulement évoqué l'absence de document de voyage, et non l'élément de dissemblance. La procédure a méconnu le principe du contradictoire.

CAA Versailles, 6 octobre 2015, n° 14VEO2642 : annulation de la décision du ministre de l'Intérieur infligeant une amende de 5000 euros à Air France. Un étranger aurait débarqué le 13 février 2012 à 6 H 10. Le PV n'a été établi par un OPJ que le 17 février suivant. Le ministre n'administre pas la preuve que le passager aurait

emprunté le vol AF 257, il ne prouve pas qu'il aurait débarqué à CDG, le 13 février à 6 H 10, il a commis une erreur d'appréciation.

CAA Paris, 6 février 2018, n°17PA02401 : un homme a débarqué en avril 2015 à Roissy provenant de Dakar porteur d'un passeport malien falsifié. Air France a écopé d'une amende de 2500 euros. Invalidée. La falsification reposait uniquement sur le grattage du 8 de l'année de naissance, qui n'était pas détectable sans recours à du matériel spécialisé. Anomalie très peu visible.

CAA Paris, 6 février 2018, n° 17PA02424 : espèce et solutions voisines. Débarque à Roissy en avril 2015 un passager venant de N'Djamena, avec un passeport guinéen. Amende de 5000 euros. La falsification n'était pas détectable sans un appareil spécialisé. Mauvaise irisation des couleurs sur la page d'identité et autour de la mention passeport n°.

Le passeport avait pourtant servi à la délivrance d'un visa Schengen et d'un visa pour les États-Unis. Amende illégalement infligée à Air France.

Transit. CAA Versailles, 10 avril 2018, n° 17VE00236 : un marin chinois avait débarqué le 20 décembre 2014 à l'aéroport de Roissy en provenance de Lima, en transit, pour rallier Shanghai. Il était muni d'un livret marin Seafarer's Passport délivré par les autorités chinoises en 2012 et valable jusqu'en 2017. La police aux frontières lui a refusé l'entrée en France, ce document n'étant pas reconnu comme un document de voyage même pour un simple transit. Le document présenté comportait toutes les mentions prévues à l'article 3.10.2 de l'annexe à la convention de Londres du 9 avril 1965 lui permettant de passer en transit dans la zone de Roissy pour retourner dans son pays. Le ministre de l'Intérieur réplique en soutenant que la France avait opéré une réserve, cette norme étant incompatible avec le code des frontières Schengen. Le chinois aurait dû présenter un passeport. La cour remarque que la lettre portant réserve ne traitait pas de la question du transit. L'arrêt considère cependant que à supposer que le chinois devait disposer d'un passeport et la pièce présentée était insuffisante, ce fait ne constituait pas une irrégularité manifeste aisément décelable par l'agent d'embarquement. La sanction de 5000 euros infligée à Air France est invalidée.

Transit. Dispense de visa pour le transit aéroportuaire. Vol direct impossible. Vol inter UE. Amende inapplicable. CAA Paris, 1<sup>o</sup> avril 2019, n° 17PA03694 : une passagère libanaise venant de New York en direction de Beyrouth atterrit à Roissy. Elle est dépourvue de visa. Il est prévu que les ressortissants de certains États, dont le Liban, doivent être munis d'un visa lors du franchissement des frontières extérieures des États membres de l'UE, à l'exclusion du transit aéroportuaire. La passagère pouvait ainsi faire escale à Roissy, pour gagner ensuite le Liban. Cette dame aurait dû prendre à Paris un vol Air France à destination de Beyrouth, la passagère avait manqué ce vol. Elle se présente alors à un vol Paris - Rome, pour gagner ensuite Beyrouth. La passagère fait alors l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national, pour défaut de visa. Le ministre inflige une amende à la compagnie aérienne. Amende levée par le tribunal administratif, le recours du ministre est rejeté. Il n'a pas été démontré qu'Air France ait procédé au re routage de la passagère avant son débarquement à Paris CDG et que la billetterie nécessitait, dès son embarquement à New York la présentation d'un visa Schengen. L'infraction n'est pas constituée.

Pour apprécier l'éventuelle responsabilité du transporteur, on se fonde sur la situation lors de l'embarquement initial.

Contentieux hongrois, soumis au droit européen.

Demande de décision préjudicielle posée le 3 décembre 2018 par une juridiction hongroise, affaire Ryanair, C-754/18. L'affaire concerne un Ukrainien, titulaire d'un passeport, dépourvu de visa, proche parent d'un citoyen de l'Union, porteur d'une carte de séjour permanent, comme membre de la famille d'un citoyen d'un État membre de l'UE.

La police hongroise lui interdit le 9 octobre 2017 de débarquer à Budapest et il est renvoyé à Londres. Le passager en cause entendait se déplacer entre deux États membres de l'UE, en notant cependant que le Royaume-Uni ne fait pas partie de l'espace Schengen.

La compagnie est condamnée à une amende de 3000 euros.

Elle forme un recours devant la juridiction hongroise, qui forme, au titre de l'article 267 TFUE, la demande de décision préjudicielle portée devant la CJ.

L'avocat général Szpunar considère dans ses conclusions présentées le 27 février 2020 la décision de la police hongroise sans fondement juridique au regard du droit européen.

Les membres des familles des ressortissants de l'Union peuvent être titulaires successivement de 2 titres de séjour.

Le ressortissant étranger peut se voir délivrer dans un premier temps la carte de séjour délivrée au titre de l'article 10 de la directive 2004/38, qui dispense du visa. Elle donne droit à un séjour de plus de trois mois. Le ressortissant étranger peut dans un second temps se voir délivrer la carte de séjour permanent pour les membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre, prévue à l'article 20 de la directive. Le ressortissant ukrainien qui avait été refoulé à Budapest venant de Londres était titulaire de cette carte conférant le séjour permanent. Elle est délivrée aux membres de la famille ayant séjourné 5 ans sur le territoire de l'État d'accueil, elle a une durée de validité de 10 ans. Le bénéficiaire est sur le chemin de l'intégration. Si le titulaire de la carte de séjour (tout court) peut voyager dans l'UE sans visa, il doit en être de même a fortiori pour celui qui détient la carte de séjour permanent. La dispense de visa doit lui profiter.

La personne qui détient la carte de séjour permanent fait la preuve qu'elle a un droit d'entrée dans l'Union comme membre de la famille d'un citoyen de l'Union.

En ce qui concerne le transporteur aérien, il a l'obligation de vérifier à l'aéroport de départ que le passager, sujet étranger, mais membre de la famille d'un citoyen de l'Union, qui se déplace d'un État à l'autre, détient les documents de voyage requis, à savoir le passeport et la carte de séjour (ou la carte de séjour permanent) en cours de validité.

Le transporteur aérien et ses employés ne sont pas chargés du contrôle aux frontières, ils n'ont pas à contrôler l'authenticité des documents présentés par le passager, sauf s'ils ne sont pas valables ou s'ils sont clairement falsifiés.

Le transporteur n'a pas à vérifier le lien de parenté, même s'il n'a pas la nationalité d'un État membre, entre le passager et un citoyen de l'Union.

La CJUE a rendu son arrêt le 18 juin 2020.

Les citoyens de l'Union ont le droit de circuler et de séjourner sur le territoire des États membres.

Ce droit doit être accordé aux membres de leurs familles, même s'ils n'ont pas la nationalité d'un État de l'Union.

Ils sont soumis à l'obligation de possession d'un visa d'entrée, mais la possession d'une carte de séjour en cours de validité dispense les membres de la famille de l'obligation d'obtenir un visa.

Les citoyens de l'Union ayant séjourné légalement pendant une période ininterrompue de 5 ans sur le territoire d'un État membre d'accueil acquièrent en effet le droit de séjour permanent sur son territoire.

Cette disposition s'applique également aux membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre et qui ont séjourné légalement pendant une période ininterrompue de 5 ans avec le citoyen de l'Union dans l'État membre d'accueil.

D'après l'article 20 de la directive 2004/38, les États membres délivrent, pour manifester ce droit, une carte de séjour permanent aux membres de la famille qui n'ont pas la nationalité d'un État membre et qui bénéficient du droit de séjour permanent. La carte de séjour permanent est renouvelable de plein droit tous les 10 ans.

La CJ décide que la dispense de l'obligation de détenir un visa doit bénéficier aux membres de la famille d'un citoyen de l'union qui ont obtenu une carte de séjour, quelle qu'elle soit.

La carte de séjour permanent ne peut d'ailleurs être délivrée qu'à des personnes qui ont obtenu au préalable une carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union.

La possession de la carte de séjour permanent dispense la personne n'ayant pas la nationalité d'un État membre, mais qui est membre de la famille d'un citoyen de l'Union et qui est titulaire de cette carte, de l'obligation d'obtenir un visa pour entrer sur le territoire des États membres.

La directive s'applique indistinctement à l'ensemble des États membres, qu'ils fassent partie ou non de l'espace Schengen.

La dispense de visa joue, même si la carte de séjour a été délivrée par un État membre, étranger à l'espace Schengen.

Si une personne détient la carte de séjour permanent, cela implique que l'État qui l'a délivrée a vérifié que l'intéressé était membre de la famille d'un citoyen de l'Union. L'intéressé a le droit d'entrer sur le territoire d'un État membre, il n'y a pas lieu de procéder à une vérification ou justification supplémentaire.

La police hongroise, en refusant le droit d'entrée à cet ukrainien, proche parent d'un citoyen de l'Union, en possession d'une carte de séjour permanent délivrée par le Royaume-Uni, a méconnu en l'espèce le droit de l'Union. L'autorité hongroise a infligé une amende contre Ryanair en contradiction avec le droit de l'UE.

Le droit européen incorpore les normes de l'OACI, en particulier les normes figurant sur le document 9303 sur les documents de voyage lisibles à la machine.

Voir l'arrêt de la CJUE du 2 octobre 2014, C-101/13, et la note de M. V. Correia, La présentation des données personnelles dans les passeports : l'appropriation des règles internationales et le droit à la vie privée, Revue des affaires européennes, 2014/4, p. 783.

Cf. en droit européen l'affaire Air Baltic, C-575/12, où ce transporteur avait été sanctionné par les gardes-frontières lettons d'une amende administrative pour avoir embarqué à Moscou en direction de Riga un passager indien, titulaire de deux documents de transport, un passeport valide mais dépourvu de visa Schengen, un passeport indien annulé comportant un visa Schengen à entrées multiples délivré par l'Italie. Le citoyen indien s'était vu refuser, pour absence de visa valide, l'entrée sur le territoire letton.

L'avocat général Paolo Mengozzi estime que ce voyageur remplissait les conditions d'entrée, conclusions du 21 mai 2014.

L'arrêt du 4 septembre 2014 reprend ces conclusions.

L'annulation, par une autorité d'un pays tiers, d'un document de voyage (passeport indien annulé) n'entraîne pas de plein droit l'invalidité d'un visa uniforme apposé sur ce document (le visa délivré par l'Italie).

Le droit européen ne subordonne pas l'entrée de ressortissants de pays tiers sur le territoire des États membres à la condition que, lors de la vérification aux frontières le visa en cours de validité présenté soit nécessairement apposé sur un document de voyage en cours de validité.

Les textes européens s'opposent à une réglementation nationale (ici lettone) qui subordonne l'entrée de ressortissants de pays tiers sur le territoire de cet État (ici la Lettonie) à la condition que lors de la vérification aux frontières le visa en cours de validité présenté soit nécessairement apposé sur un document de voyage (ici passeport) en cours de validité.

Le sort de l'étranger » sans-papiers » parvenu à atterrir en France.

Il demeure dans la zone d'attente.

Pour quelle durée ?

[cf. en ce qui concerne un arrêt de la CEDH concernant la Russie, voir le communiqué de presse du 21 novembre 2019 concernant la décision rendue ce jour, des ressortissants irakien, palestinien, somalien, syrien, sont parvenus à l'aéroport de Moscou Cheremetievo, ils demandèrent en Russie le statut de réfugié qu'ils n'obtinrent pas, ils demeureront plusieurs mois confinés dans la zone de transit de l'aéroport, zone se trouvant sous le contrôle de la police des frontières, ils quitteront ultérieurement le territoire russe. La grande chambre conclut à la violation par la Russie de l'article 5 § 1 (droit à la liberté) et l'article 3 (interdiction des traitements dégradants). Le but d'une zone de transit est de retenir des personnes en attente d'une décision, le candidat à l'entrée a le devoir d'attendre l'issue des procédures durant une brève période. La Russie est condamnée à payer aux requérants des sommes d'argent.]

Le transporteur qui n'observe pas la réglementation risque de devoir à ses frais organiser le vol retour du passager refoulé.

Lorsque l'entrée en France est refusée à un étranger (non ressortissant d'un État membre de l'UE), l'entreprise de transport aérien ... qui l'a acheminé est tenue de ramener sans délai, à la requête des autorités chargées du contrôle des personnes à la frontière, cet étranger au point où il a commencé à utiliser le moyen de transport de cette entreprise, ou, en cas d'impossibilité, dans l'État qui a délivré le document de voyage avec lequel il a voyagé ou en tout autre lieu où il peut être admis.

Idem en cas de transit.

Aux frais du transporteur aérien, articles L. 333-3, -4 et -5 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

L'entreprise de transport aérien qui ne respecte pas les obligations prévues aux articles L. 333-3, -4, -5, encourt une amende de 30 000 euros. Art. L. 821-10 CESEDA.

L'étranger s'oppose parfois par la force ou par ses cris à son départ, les passagers au grand cœur prennent son parti, le commandant de bord le fait débarquer pour assurer la sécurité du vol.

Le commandant de bord a en effet autorité sur toutes les personnes embarquées, il a la faculté de débarquer toute personne parmi l'équipage ou les passagers qui peut présenter un danger pour la sécurité, la santé, la salubrité ou le bon ordre à bord de l'aéronef, cf. art. L. 6522-3 du code des transports.

Le commandant de bord a le droit de refuser de transporter des personnes expulsées ou des personnes en état d'arrestation si leur transport présente un risque quelconque pour la sécurité de l'avion ou de ses occupants, annexe III du règlement n° 859/2008 du 20 août 2008, OPS 1085.

Transport de passagers non admissibles, refoulés ou de personnes en détention. L'exploitant doit établir des procédures pour le transport de passagers non admissibles, refoulés ou de personnes en détention afin d'assurer la sécurité de l'avion et de ses occupants. Le transport d'une de ces personnes doit être notifié au commandant de bord, *ibid.* OPS 1265.

CAA Paris, 5 février 2021, n° 19PA01412 : des sanctions prononcées par le ministre de l'Intérieur contre Air France dans deux affaires distinctes.

1° affaire, le ministre a infligé au transporteur une amende de 15 000 euros pour manquement à l'obligation de réacheminer un passager qu'Air France avait débarqué en France en provenance de Téhéran, alors que ce passager avait fait l'objet de refus d'entrée sur le territoire français. Douze tentatives infructueuses de réacheminement. L'étranger n'a pas été réacheminé, le commandant de bord avait pris la décision de le débarquer compte tenu de son état d'agitation (hurlements) et de son opposition à son départ, et donc de l'impossibilité d'assurer la sécurité du vol et des occupants de l'avion. La cour estime fondé le prononcé de l'amende, les compagnies sont tenues d'établir des procédures internes permettant d'assurer la sécurité des aéronefs et de leurs occupants lors du transport de passagers non admissibles ou refoulés, les difficultés particulières rencontrées par les entreprises de transport ne les délient pas de leurs obligations, mais la compagnie ne dispose pas d'un pouvoir de coercition, la présence d'escorteurs de la compagnie n'aurait pas permis le réacheminement, l'amende est réduite à 5000 euros.

2° affaire, une amende de 20 000 euros prononcée contre Air France pour le non réacheminement d'un algérien qui avait été débarqué en France en provenance d'Alger, le passager ayant fait l'objet d'un refus d'entrée. Deux tentatives antérieures de réacheminement infructueuses. Le commandant de bord a fait débarquer l'intéressé. Le prononcé de l'amende est justifié. L'amende est réduite à 15 000 euros.

CAA Paris, 8 octobre 2021, n° 20PA02687, maintien de l'amende de 20 000 euros infligée à Air France pour ne pas avoir réacheminé un sujet cubain débarqué en France venant de La Havane, alors que ce passager avait fait l'objet d'un refus d'entrée.

Ces dispositions légales issues d'une directive, dans leur rédaction antérieure, sont conformes à la Constitution, C.C. n° 2021-940 du 15 octobre 2021. Le Conseil constitutionnel précise toutefois que le commandant de bord peut débarquer une personne présentant un danger pour le bon ordre de l'aéronef, art. L. 6522-3 CT.

Jérôme Roux, Les principes inhérents à l'identité constitutionnelle de la France existent ! À propos du Conseil constitutionnel, 15 octobre 2021, Société Air France, Dalloz 2022 p. 50.

Cette notion définit la limite constitutionnelle de l'obligation de transposer les directives européennes.

En l'absence de la mise en cause d'une règle ou d'un principe inhérent à l'identité constitutionnelle de la France, le Conseil constitutionnel n'est pas compétent pour contrôler la conformité à la Constitution de dispositions législatives qui se bornent à tirer les conséquences nécessaires de ces actes de droit dérivé.

Il n'appartient, en cette hypothèse, qu'au juge de l'Union européenne de contrôler le respect par cette directive ou règlement des droits fondamentaux garantis par l'article 6 du traité UE.

Les normes constitutionnelles identitaires sont celles qui ne trouvent pas de protection équivalente dans le droit de l'Union.

La Déclaration des Droits de 1789 prononce l'interdiction de déléguer à des personnes privées des compétences de police inhérentes à l'exercice de la force publique.

La décision de mettre en œuvre le réacheminement relève de la compétence exclusive des autorités chargées du contrôle à la frontière.

Le transporteur requis est chargé d'assurer le transport, il n'a pas à surveiller la personne devant être réacheminée ou d'exercer sur elle une contrainte.

Si l'entreprise de transport aérien ou maritime se trouve dans l'impossibilité de réacheminer l'étranger en raison de son comportement récalcitrant, seules les autorités chargées du contrôle des personnes à la frontière sont compétentes pour l'y contraindre, art. L. 333-3, 1° alinéa, du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, rédaction de la loi du 26 janvier 2024.

Le réacheminement s'opère en général dans le cadre d'un vol de ligne, on peut se demander si le ministre de l'Intérieur pourrait imposer au transporteur d'organiser pour le retour un vol spécial, ce qui représenterait alors un coût non négligeable pour la compagnie.

Un tel réacheminement suppose l'accord du pays de retour. Certains États du tiers-monde s'y refusent.

L'ADP exécute des missions de police administrative sous l'autorité des titulaires des pouvoirs de police.

Le tribunal des conflits, 12 février 2018, n° C4110, a eu à connaître de la demande d'un étranger auquel la police avait confisqué ses documents d'identité. Cet étranger demandait réparation à l'agent judiciaire de l'État.

L'intéressé, de nationalité sénégalaise, était arrivé à Roissy en 2001 en provenance de Dakar et en direction de Milan. Il possédait un permis de séjour italien et une carte d'identité italienne. Cette personne a été soupçonnée de fraude, document falsifié, document contrefait. Le sénégalais a été maintenu 48 heures en zone d'attente et

ses documents confisqués par la police des frontières. La preuve de la falsification n'a pas été établie. Le TC considère qu'il n'y avait pas eu voie de fait de la part de l'administration. Le litige relève de la juridiction administrative.

L'étranger quittera peut-être la France pour gagner un autre État de l'Union.  
S'il parvient à rester en France, il sera peut-être à terme « régularisé ».  
Cf. les ouvrages concernant les libertés publiques et la condition des étrangers.

#### D. La douane

L'arrêté du 24 octobre 2017, article 14 et suivants, concerne le franchissement des frontières de l'Union européenne par les marchandises.  
Ces marchandises extérieures au territoire douanier de l'union transitent par les aéroports internationaux de l'union, aussi bien pour les vols en transit, les vols entrants et les vols sortant du territoire douanier.  
Il convient d'effectuer les formalités douanières et fiscales.

Le contrôle des transferts de devises entrant dans l'Union européenne ou en sortant, ou y transitant

Les droits nationaux chevauchent avec la réglementation européenne. Les droits nationaux imposant une déclaration lors de l'entrée ou de la sortie de l'État national subsistent.

La sortie de capitaux de l'UE pour les déplacer dans un État tiers. L'entrée dans l'Union en provenance d'un État tiers.

Le droit européen consistait dans le règlement n° 1889/2005 concernant les contrôles de l'argent liquide entrant dans ou sortant de l'UE, remplacé par le règlement 2018/1672 du 23 octobre 2018.

Si une personne entre ou sort de l'Union, avec de l'argent liquide, 10 000 euros ou plus, elle doit faire une déclaration.

La sanction : l'argent liquide non déclaré peut être retenu par décision administrative.  
Cf. les articles L.152-1 et s. et 721-2 et s. du code monétaire et financier.

La situation des zones de transit

La réglementation européenne sur les transferts de fonds lorsqu'il s'agit d'un passager en transit dans l'UE, en provenance d'un État tiers et se dirigeant en direction d'un autre État tiers s'applique.

Com. 5 janvier 2016, n° 14-17541 : la société de droit béninois Intercontinental SARL avait chargé un libanais de transporter 1 607 650 dollars américains de Cotonou à Beyrouth avec un transit à l'aéroport de Paris CDG. Le libanais, un « passeur de fonds », détenait également 3900 euros. Il s'agissait pour la société, spécialisée dans le commerce de véhicules, de régler un fournisseur. Les agents des douanes procèdent à un contrôle le 9 décembre 2010 lors de l'embarquement de ce voyageur libanais pour Beyrouth. L'intéressé, qui n'avait fait aucune déclaration en France, une uniquement au départ du Bénin, et minorée, 983 000 USD, est placé en retenue douanière, puis mis en examen. Les devises sont consignées puis mises sous scellés.

La chambre d'accusation annule ensuite la procédure et ordonne la restitution des scellés.

L'agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués indique en 2012 qu'elle vire la somme saisie en euros, la contrepartie de celle saisie en dollars et un prorata de remise concédée sur les frais de traitement.

La société Intercontinental et le libanais demandent en justice d'être indemnisés de leur surplus de préjudices. Demande rejetée par les juges du fond, T.I. d'Aulnay-sous-Bois et CA de Paris.

La cour d'appel a considéré que les douaniers avaient pu sans faute saisir les sommes détenues par le voyageur libanais, sommes non déclarées lors du passage en zone de transit international.

Deux thèses.

La thèse de la douane. La personne qui se trouve en zone de transit est entrée dans la Communauté, la zone de transit n'a pas un caractère extra territorial, la personne est soumise à l'obligation de déclaration.

La thèse des auteurs du pourvoi. L'obligation déclarative ne pèse pas sur la personne qui demeure en zone de

transit international.

La chambre commerciale, prudente, renvoie le 12 janvier 2016 l'interprétation à la CJUE.

Affaire C-17/16, Oussama El Dakkak,

Conclusions de l'avocat général Paolo Mengozzi, 21 décembre 2016.

Le débat porte sur l'interprétation de l'article 3 § 1 du règlement n° 1889/2005 relatif aux contrôles d'argent liquide entrant ou sortant de la communauté. Toute personne détenant au moins 10 000 euros en argent liquide et entrant ou sortant de la communauté doit faire une déclaration. La règle s'applique-t-elle aux passagers d'un vol en provenance d'un pays tiers (Bénin), qui demeurent dans la zone internationale de transit de l'aéroport avant de s'embarquer pour un vol à destination d'un autre pays tiers (Liban) ? L'avocat général estime que le passeur était entré dans l'union et devait procéder à la déclaration. Les zones de transit aéroportuaire ne sont pas exclues de l'obligation déclarative. Les zones internationales font partie du territoire dans lequel elles sont situées. Elles ont un statut particulier, mais elles n'échappent pas à l'autorité de l'État. Le passeur se trouvait en territoire français. Cette réglementation entend lutter contre le terrorisme et le blanchiment de fonds.

L'avocat général se demande si l'interprétation large se trouve en conformité avec la convention de Chicago du 7 décembre 1944. L'UE n'y est pas partie, elle n'est pas un État, mais une association d'États. Tous les États membres de l'UE sont cependant liés par elle, la convention doit être prise en compte pour l'interprétation des dispositions issues du droit de l'union. Il en va de même pour les annexes. L'article 22 de la convention de Chicago prévoit que chaque État contractant convient d'adopter toutes mesures en son pouvoir pour faciliter et accélérer la navigation par aéronef entre les territoires des états contractants et éviter de retarder sans nécessité les aéronefs, équipages, passagers ...Particulièrement dans l'application des lois relatives...à la douane... L'article 23 précise que chaque état contractant s'engage dans la mesure où il le juge réalisable à établir des règlements intéressant la navigation aérienne internationale conformément aux pratiques qui pourraient être établies ou recommandées en vertu de la présente convention. L'avocat général se réfère ensuite à l'annexe 9, sous l'intitulé Facilitation, chapitre 3, lettre L, point 3.57. Les États font en sorte, notamment par la création de zones de transit direct, que les passagers et leurs bagages arrivant d'un autre état et poursuivant leur voyage vers un 3<sup>e</sup> État par un vol à partir du même aéroport soient autorisés à séjourner temporairement à l'aéroport d'arrivée sans être soumis aux formalités de contrôle frontalier d'entrée dans l'état de transit. La zone de transit direct est définie, par le chapitre I, sous A, comme une zone spéciale établie sur un aéroport international placée sous la surveillance des pouvoirs publics où les passagers peuvent rester pendant le transit ou la correspondance sans avoir à soumettre de demande d'entrée dans le pays concerné. La norme successive impose aux États de limiter l'exigence pour les passagers demeurant dans la zone de transit direct de se munir d'un visa de transit direct. Le règlement européen établissant un code des visas prévoit l'obligation de se munir d'un tel visa pour les ressortissants d'un certain nombre de pays.

Même si l'annexe neuf tend à réduire les formalités et les contrôles auxquels sont soumis les passagers en transit et s'il est certain qu'une déclaration de possession de devises exige une démarche active, de telles dispositions n'empêchent pas l'application de la législation nationale imposant des contrôles nécessaires, comme la lutte contre le trafic de stupéfiants. L'avocat général en déduit que l'obligation de déclaration imposée par le droit européen ne semble pas incompatible avec les dispositions de l'annexe 9, du moment que le passager subit le moindre désagrément possible et que le trafic aérien ne soit pas retardé indûment. Le passager en transit est soumis à la déclaration, même s'il ne franchit pas un poste de contrôle frontalier pour entrer dans un État membre.

(La Commission propose de supprimer l'obligation de déclaration, les installations manquent, les temps sont courts ...)

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 4 mai 2017.

L'obligation de déclaration s'applique dans la zone internationale de transit d'un aéroport d'un État membre de l'UE.

Une personne qui entre dans l'union est soumise à cette déclaration. Les aéroports font partie du territoire de l'Union. Le règlement n'exclut pas l'applicabilité de l'obligation de déclarer si le passager se trouve dans les zones internationales de transit. Le législateur entend éviter l'introduction du produit d'activités illicites dans le système financier. Les zones internationales de transit des aéroports ne sont pas exclues du champ d'application du règlement.

Les mouvements de capitaux d'un État européen en direction d'un autre État européen

L'argent liquide circulant sans être déclaré est suspecté d'origine douteuse : revenus non déclarés, trafic de drogue, prostitution ...



Les législations nationales subsistent, elles peuvent sanctionner sévèrement les mouvements – sans déclaration – d’argent liquide entre États au sein de l’Union.

La France punit sévèrement les transferts de devises non déclarés, article L. 152-4, I, du code monétaire et financier. Une amende de 50% de la somme non déclarée est encourue en ce qui concerne le transfert de plus de 10 000 euros. La chambre criminelle, dans une décision du 13 février 2019, avait demandé au Conseil constitutionnel si cette sanction était conforme au principe de proportionnalité des peines.

Le Conseil constitutionnel a avalisé, dans une décision QPC du 10 mai 2019, la constitutionnalité de la disposition légale. L’obligation déclarative (dont l’omission est sanctionnée) vise à assurer l’efficacité de la surveillance par l’administration des mouvements financiers internationaux. Le législateur entend lutter contre le blanchiment de capitaux, la fraude fiscale et les mouvements financiers portant sur des sommes d’origine frauduleuse. Le taux de 50 % ne constitue qu’un taux maximum que le juge peut moduler. Le grief tiré de la méconnaissance du principe de proportionnalité des peines est écarté.

La sévérité doit cependant être, décide la CJUE, sans excès. Principe de la libre circulation des capitaux oblige.

Une espèce concerne un chinois transportant dans ses bagages 92000 euros en liquide, il venait des Canaries, il se rendait à Hong Kong via Madrid et Amsterdam. Il est l’objet d’un contrôle à Barajas. Le passager aurait dû, selon le droit espagnol, déclarer l’argent liquide détenu en quittant l’Espagne. L’État espagnol confisque cette somme, laissant 1000 euros à l’étranger pour les besoins de sa subsistance. La loi espagnole permet de condamner le contrevenant à une amende allant jusqu’au double du montant non déclaré. Le tribunal de Madrid interroge la cour. Le droit européen imposait la déclaration aux autorités bataves, à la sortie de l’Union, mais le droit national espagnol peut imposer une déclaration à la sortie de l’Espagne. Une sanction est possible. Les articles 63 et 65 TFUE s’opposent cependant à la réglementation espagnole, ils prévoient la libre circulation des capitaux, la sanction prévue par le droit espagnol n’est pas proportionnée. CJUE, 31 mai 2018, Lu Zheng c. Ministère (espagnol) de l’économie, C-190/17.

Les délinquants et autres contrevenants doivent se méfier des escales et correspondances. Le risque de contrôle augmente.

Il faut préférer les liaisons directes, quand elles existent. Le nombre des contrôles est limité !

Une ordonnance prise par la CJUE le 19 décembre 2019, à la demande d’un tribunal roumain, affaire C-679/19, décide que les articles 63 et 65 du TFUE s’opposent à la législation d’un État membre prévoyant, en cas de violation de l’obligation de déclarer des sommes importantes entrant ou sortant de cet État, l’infliction d’une amende administrative, ainsi que la confiscation au profit de l’État, de la somme non déclarée au-delà de 10 000 euros.

La non-déclaration et l’obtention illicite d’argent sont choses distinctes.

(Une loi du 22 décembre 2017 approuve un accord franco-suisse concernant la fiscalité applicable dans l’enceinte de l’aéroport de Bâle Mulhouse) (L’article 96 de la loi de finances rectificative du 28 décembre 2017 en fait état)

#### E. Le financement des fonctions régaliennes

Le financement de la sûreté, du contrôle du trafic, de la police, des douanes relève normalement des fonds publics.

Les dépenses de sécurité et de sûreté impliquent un coût très important.

Les coûts liés à la sécurité correspondaient en 2009 à 29 % des dépenses de fonctionnement des aéroports, JOUE C181/174, 21/6/2012.

La ci devant *taxe d’aéroport* était, sur le fondement de l’art. 1609 quatervicies du code général des impôts, due par les usagers de l’aérodrome.

Il convient, depuis une ordonnance du 22 décembre 2021 créant « le code des impositions sur les biens et les

services », de se référer aux dispositions de ce code et en particulier aux règles propres au transport aérien figurant aux articles L.422-1 et suivants.

La **taxe sur le transport aérien de passagers** est prévue aux articles L. 422-13 et suivants de ce code des impositions.

L'article L. 422-23 prévoit, comme composante de cette taxe, le **tarif de sûreté et de sécurité**.

Le tarif est déterminé, pour chaque aéroport (ou groupement d'aéroport), il convient que le produit qui en résulte, compte tenu des besoins en financement de son exploitation, les coûts mentionnés à l'article L. 6328-3 du code des transports.

S'agissant du tarif de sûreté et de sécurité, l'affectation du produit de la taxe est déterminée par le a du 1° de l'article L. 6328-4 du code des transports.

Est soumis à la taxe tout embarquement, sur le territoire de taxation, de passagers à bord d'un aéronef réalisant un vol commercial, à l'exception de ceux en transit direct. Article L. 422-14.

Les aéroports sont répartis en quatre classes, compte tenu du nombre de passagers et de marchandises embarqués ou débarqués, art. L.6328-2 du code des transports.

Classe 1 (Groupements Aéroports de Paris), le volume de trafic dépasse 20 millions.

Classe 2 (Bordeaux, groupement Lyon Saint Exupéry et Lyon Bron, groupement Nice Côte d'Azur Cannes Mandelieu, Marseille Provence, Toulouse Blagnac), le volume de trafic occupe la fourchette entre 5 millions et 20 millions.

Classe 3, qui est la plus nombreuse, le volume de trafic allant entre 5001 et 5 millions.

Le tarif est nul pour les aéroports de la classe 4. Le volume de trafic est faible, pas plus 5 000 trafic annuel.

La taxe est due par le transporteur, ce sont les exploitants d'aéroports connaissant un certain trafic qui en sont les bénéficiaires.

La taxe est perçue au profit des personnes publiques ou privées exploitant des aéroports (ou groupements d'aéroports) dont le trafic embarqué ou débarqué s'élève en moyenne - sur les trois dernières années connues - à plus 5000 unités de trafic, UDT.

Une unité de trafic est égale à un passager ou à 100 kg de fret ou de courrier, art. 1609 quatervicies, I, CGI.

Le tarif de la taxe est assis sur le nombre de passagers embarqués par l'entreprise de transport sur chaque aéroport.

Un arrêté ministériel fixe au sein de chaque classe le tarif applicable pour chaque aéroport.

Le tarif par passager en euros est fixé par l'arrêté du 25 mars 2021, JO du 30 mars 2021, texte n° 47.

Le tarif de la taxe est égal à 1 euro par tonne de fret et de courrier.

Elle sera finalement payée par le passager qui embarque, car le transporteur la répercute dans le prix du billet. La taxe est due par toute entreprise de transport aérien public et s'ajoute au prix acquitté par le client, art. 1609 quatervicies, II, CGI.

Les passagers en correspondance bénéficient d'un abattement de 65 %.

La fraction de la taxe résultant du tarif de sûreté et de sécurité est affectée à l'exploitation des aéroports (ou groupements d'aéroport), art. L.6328-4 du code des transports.

Ces fonds sont destinés à financer les mesures de sécurité incendie sauvetage, la lutte contre le péril animalier, de sûreté et des mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux.

Le produit de la taxe contribue au financement des matériels de contrôle automatisé aux frontières par identification biométrique installés dans les aéroports.

Une partie du produit de la taxe d'aéroport sert ainsi à Orly et à Roissy à financer le système PARAFE, passage automatisé rapide aux frontières extérieures. En 2014, la taxe d'aéroport contribuait dans la limite de 1 532 000 euros au financement de ce système. Voir l'arrêté du 12 mars 2014, JO 23 mars 2014 p. 5730.

Un arrêté du 30 mai 2016, JO du 4 juin 2016, établit les exigences de l'autorité publique quant à l'installation des sas utilisant le traitement Parafé lors des contrôles transfrontaliers.

(Un arrêt du Conseil d'État du 31 décembre 2019, n° 427262, rejette la requête du Syndicat des compagnies aériennes autonomes, qui demandait au gouvernement de prendre l'arrêté prévu au IV de l'article 1609 quatervicies CGI pour fixer la proportion de la taxe d'aéroport destinée au financement des matériels de contrôle automatisé aux frontières par identification biométrique.)

Le tarif de la taxe est fonction du besoin de financement.

En ce qui concerne les aérodromes des classes 1 et 2, si les coûts annuels par passager embarqué sont égaux ou supérieurs à 9 euros en moyenne, le tarif est fixé pour que soient couverts 94 % des coûts supportés par l'exploitant. Les coûts complémentaires sont à la charge de l'exploitant.

Pour les autres aérodromes, le tarif est fixé de manière à couvrir l'intégralité des coûts éligibles supportés par l'exploitant.

Cf. article L. 6328-3 du code des transports.

Voir les arrêtés du 13 juin 2022, JO du 19 juin 2022, en ce qui concerne les passagers embarqués à l'aéroport de de Bâle-Mulhouse

### Le tarif de péréquation aéroportuaire

Il existe un tarif spécifique de la taxe, qui est dû, en sus, par les redevables. Art. L. 422-24 du code des impositions.

Quelle est la finalité de ce tarif de péréquation ?

Il s'agit d'alimenter en ressources les moyens et petits aérodromes relativement pauvres en ressources pour financer les dépenses de sécurité.

La répartition du produit de ce tarif, prévue par l'art. L. 422-40, est fixée par le 2° de l'art. L. 6328-4 du code des transports.

Ce produit est affecté aux aéroports de la classe 3 et aux aéroports n'appartenant à aucune classe pour le financement des missions de sécurité.

L'arrêté du 30 mars 2023, JO du 7 avril 2023, fixe la répartition du produit de la majoration de la taxe d'aéroport. Il donne une longue liste des aérodromes français.

C'est l'agent du budget annexe Contrôle et Exploitation aériens qui procède à la répartition sur la base de l'arrêté ministériel.

Une part du produit de la taxe est répartie entre les exploitants dont la concession est échue.

Exemples.

Un arrêté du 18 avril 2016 alloue, au titre de la part du produit de la majoration de la taxe à répartir entre les exploitants dont la concession est échue, 39 556 euros au syndicat mixte assurant la gestion de l'aérodrome d'Albi- Le Séquestre pour la fin de concession de cet aérodrome au 31 décembre 2015.

Un arrêté du 8 mars 2017 alloue 417 840 euros à la société d'exploitation de Cherbourg ; et 161 746 euros à la société d'exploitation de Chalon.

Un arrêté du 3 juillet 2017 alloue, pour la fin de la concession, 1 300 000 au liquidateur de la société de Vatry Europort et 1 400 000 euros à la CCI de Pau.

C'est l'Établissement public de gestion de l'aéroport de Vatry qui gère désormais l'aéroport, la communauté d'agglomération de Chalons apporte une subvention.

C'est Air 'Py qui gère l'aéroport de Pau (51% pour la CCI, le reste à EGIS Airport et à Transdev)

50 133 euros alloués à la CCI de la Nièvre pour la fin de la concession de l'aérodrome de Nevers Fourchambault, A. du 19 octobre 2017.

214 312 euros alloués à la société de l'aéroport de Colmar SAS pour la fin de la concession de Colmar Housen, idem.

1 575 819 euros alloués à la CCI de Bretagne Ouest pour la fin de la concession de l'aérodrome de Brest, a. du 21 février 2018.

81 704 euros alloués à la société d'exploitation de l'aéroport de Quimper pour la fin de concession de l'aérodrome de Quimper- Pluguffan, idem.

26 950 euros alloués à la société d'exploitation du Havre aéroport pour la fin de concession de l'aérodrome du Havre-Octeville, idem.

73 418 euros alloués à la chambre de commerce et d'industrie de Bretagne Ouest pour la fin de concession de l'aérodrome de Morlaix-Ploujean, idem.

318 267 euros alloués à la société de gestion de l'aéroport d'Angers Marcé, fin de concession le 31 décembre 2018, A. du 26 juillet 2019, JO du 9 août 2019, texte 9. Il n'y a guère, semble-t-il, de trafic commercial régulier sur cet aérodrome. Des liaisons saisonnières éventuellement avec Blagnac ou Bastia.

280 289 euros alloués à la société d'exploitation de l'aérodrome d'Angoulême Cognac, fin de la concession de l'aérodrome d'Angoulême Brie Champniers à l'échéance du 31 décembre 2017, arrêté du 6 juin 2019. Il ne semble pas qu'il y ait un trafic commercial sur cet aérodrome.

156 643 euros alloués à la société d'exploitation de l'aéroport de Dôle Jura, à la fin de la concession de l'aérodrome de Dôle -Tavaux.

Ces aérodromes, le plus souvent, privés d'exploitants concessionnaires, perdent tout trafic commercial régulier. Ils sont parfois fermés et les terrains proches de la ville offerts à la construction immobilière.

La loi de finances rectificative du 16 août 2022 envisage le terme d'exploitation d'un aérodrome, il peut y avoir un règlement du solde entre les recettes et les coûts, un règlement est prévu entre l'exploitant sortant et l'exploitant entrant, voir l'article L. 6328-7 du code des transports.

### La taxe sur le transport aérien de marchandises

Le code des impositions prévoit à l'article L. 422-41 les règles relatives à la taxe sur le transport aérien de marchandises.

Est soumis à la taxe tout embarquement, sur le territoire de taxation, de marchandises à bord d'un aéronef réalisant un vol commercial, à l'exception de ceux en transit direct.

L'article L. 422-45 fixe le montant de la taxe.

Il existe un tarif de sûreté et de sécurité égal à 1 euro par tonne et propre aux aérodromes des classes 1 à 3.

Le redevable est la personne qui exploite l'aéronef à bord duquel sont réalisés les embarquements constitutifs d'un fait générateur, art. L. 422-47.

L'affectation du produit de la taxe, s'agissant du tarif de sûreté et de sécurité, est prévue par le b du 1° de l'art. L. 6328-4 du code des transports.

Le recouvrement de la taxe

Les entreprises adressent des déclarations indiquant le nombre de passagers et la masse de fret et de courrier aux comptables du budget annexe contrôle et exploitation aériens, les redevables acquittent la taxe concomitamment. L'arrêté du 25 septembre 2020, JO du 29 septembre 2020, concerne les modalités de déclaration des exploitants d'aérodromes pour l'établissement du tarif passager de la taxe d'aéroport, il modifie un arrêté du 30 décembre 2009.

Il existe un service de gestion des taxes aéroportuaires, organisé par les dispositions de l'arrêté du 16 avril 2018. Il est dirigé par un chef de service, A. du 30 décembre 2019.

Les agents de service, SGTA, sont habilités à effectuer des contrôles sur place pour examiner les documents utiles.

L'arrêté du 20 octobre 2022 indique que ce service est chargé des opérations de contrôle d'assiette : en ce qui concerne la taxe sur le transport des passagers pour les recettes correspondant aux tarifs de l'aviation civile - de solidarité - de sûreté et de sécurité et au tarif de péréquation aéroportuaire ; en ce qui concerne la taxe sur le transport aérien de marchandises pour les recettes correspondant au tarif de l'aviation civile et au tarif de sûreté et sécurité ; en ce qui concerne la taxe sur les nuisances aériennes sonores.

Le service de gestion des taxes aéroportuaires est chargé d'instruire et de juger les réclamations contentieuses et gracieuses portant sur l'assiette de ces taxes.

Il est également chargé des opérations de répartition et de reversement du produit des taxes suivantes :

le produit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes, au bénéfice des exploitants d'aérodromes,

le produit résultant des tarifs sûreté et sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers et de la taxe sur le transport aérien de marchandises, ainsi que le produit résultant du tarif de péréquation aéroportuaire de la taxe sur le transport aérien de passager, au bénéfice des exploitants d'aérodromes concernés,

le produit résultant du tarif de solidarité de la taxe sur le transport aérien de passagers, au bénéfice du fonds de solidarité pour le développement et de l'agence de financement des infrastructures de transport de France.

## F. Les responsabilités de l'aéroport

Les attentats

Le péril aviaire

Les grands aérodromes

### Le péril animalier

La réglementation prévoit toute une politique de prévention du péril animalier.

Différentes dispositions présentes dans différents codes traitent de ce problème.

Les exploitants d'aérodromes sont tenus d'assurer - sous l'autorité du préfet du département investi du pouvoir de police - la prévention du péril animalier.

Ils peuvent confier l'exécution de cette mission à un organisme spécialisé.

Cf. art. L. 6332-3 CT.

La prévention du péril animalier est visée par les articles D. 6332-29 et s. CT.

L'exploitant de l'aérodrome informe le service de la navigation aérienne de la présence des animaux.

De même, le service du contrôle de la navigation aérienne informe l'exploitant de la présence d'animaux à proximité des aires de manœuvre.

Les équipages signalent les mouvements d'animaux.

Les impacts. Le contrôle aérien informe l'exploitant de l'aérodrome sur les impacts sur les aéronefs, dont il a connaissance. En ce qui concerne tout impact d'animal constaté, un compte rendu est établi par les exploitants d'aéronefs et les organes chargés de leur entretien. Les équipages signalent les impacts d'animaux aux organismes de la circulation aérienne.

Le préfet peut restreindre l'activité aérienne en cas de danger.

Un arrêté (modifié) du 10 avril 2007 précise le dispositif de la prévention de ce péril.

Si l'État, si l'exploitant de l'aérodrome, si l'entreprise ayant reçu le marché pour surveiller et effaroucher les oiseaux sont en carence, ils engagent leur responsabilité.

Les collisions entre oiseaux et aéronefs ne sont pas exceptionnelles. L'aéronef qui entre en collision avec un vol d'oiseaux peut subir un dommage considérable. Si les volatiles sont avalés par le réacteur, la catastrophe peut survenir.

La catastrophe aérienne due au péril aviaire, CAA Versailles 10 juin 2010, perte au Bourget d'un avion Boeing affrété par Eurolair le 6 juillet 1999, collision de goélands et de mouettes avec le réacteur droit de l'appareil en phase d'ascension, absence de faute de l'État et d'ADP.

L'arrêt du Conseil d'État du 7 mars 2018, n° 403455, concerne le dommage subi, du fait d'une collision aviaire, par le réacteur d'un avion Airbus 321 de la compagnie Air France au décollage de l'aéroport de Blagnac.

La responsabilité de l'État et de l'aéroport a été reconnue en appel, avec autour de 600 000 euros de condamnation à des dommages intérêts pour chacun.

L'État ne s'est pas pourvu en cassation.

Le CE a admis la responsabilité de l'aéroport. Les mesures incombant à l'exploitant de l'aérodrome pour effaroucher les volatiles n'ont pas été prises.

L'appel en garantie. L'aéroport fait condamner l'entreprise chargée du marché de la prévention du risque aviaire à le garantir intégralement de cette condamnation, comme le prévoyait d'ailleurs le contrat conclu entre la CCI et la société recevant la mission de prévention du péril aviaire sur l'aérodrome de Toulouse-Blagnac. L'arrêt note l'absence de réaction rapide du service informé de la présence des oiseaux sur la piste.

Air France n'a pas été convaincue de faute, l'équipage avait été certes informé de la présence des volatiles, mais le contrôle aérien avait autorisé l'avion à décoller.

Les petits aérodromes

La réglementation est moins astreignante.

L'arrêt de la CCA de Marseille du 15 juin 2020, n° 19MA00258, donne un autre son de cloche : l'assureur Axa de la victime du dommage (un avion Piper percute en juin 2015 des oiseaux lors du décollage depuis l'aérodrome de Candillargues proche de Montpellier, affecté principalement à l'aviation légère) a agi en vain contre l'État et la communauté d'agglomération du pays de l'Or, propriétaire et exploitante, semble-t-il, de la plateforme.

La responsabilité de l'État est exclue, il s'agissait d'un petit aérodrome, le préfet de l'Hérault n'avait pas l'obligation d'instaurer le système de lutte contre le péril aviaire prévu par le CAC. Art. D. 6332-34 CT. Il n'avait pas commis de faute en estimant que la situation faunistique et que le (faible) trafic ne justifiaient pas la mise en place d'un service de prévention du péril animalier ou la mise en œuvre de mesures d'effarouchement. La responsabilité de l'exploitante est également exclue. Le service de péril animalier n'avait pas été mis en place sur l'aérodrome de Candillargues. La communauté d'agglomération n'avait commis aucune faute en s'abstenant d'indiquer au préfet les situations et les zones de l'aérodrome attractives pour les oiseaux.

Morale de l'histoire : les exploitants d'aéronef décollent, sur les petits aérodromes, à leurs risques et périls face au danger aviaire. L'État et l'exploitant se défilent.

## § II. La **gestion commerciale** de l'aéroport envisagé comme un prestataire de services

L'exploitation commerciale ne peut être menée à bien que s'il existe un trafic commercial suffisant. Les trop petits aérodromes au trafic réduit ne peuvent pas se maintenir, à moins d'être uniquement utilisés dans le cadre de l'aviation légère et sportive.

### A. L'exploitant d'aérodrome

L'entité gestionnaire : l'opérateur aéroportuaire.

La tendance dans le monde est désormais de confier l'exploitation aéroportuaire à des entités tributaires d'un concours de capitaux publics et de capitaux privés.

En Grande Bretagne, l'aéroport de Luton, au Nord de Londres, est contrôlé par des capitaux privés, australiens ou espagnols, voir la notification de concentration, JOUE du 24 mai 2018.

On peut se demander comme s'opère l'attribution à une entité demanderesse la faculté d'exploiter un aéroport. Les organismes chargés de l'exploitation d'aérodromes sont soumis à certification et se voient délivrer un certificat.

Chaque aéroport peut être indépendant et autonome, l'aérodrome peut être aussi l'une des pièces d'un réseau plus vaste conçu à l'échelon d'une très grande agglomération.

#### La situation française

La grande majorité des aérodromes ouverts en France au transport commercial appartiennent, en ce qui concerne le foncier (à l'exception d'ADP), à l'État ou aux collectivités territoriales.

La puissance publique ne les exploite pas en général en régie, elle en confie la gestion commerciale à des entités partiellement ou totalement privatisées.

Cf. art. R. 6311-15 CT, traitant de l'aérodrome exploité en régie.

Le CT prévoit, en ce qui concerne les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, la conclusion avec l'État d'une convention pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de l'aérodrome, art. L. 6321-3, R. 6321-1 et s..

Les installations concernant le contrôle de la circulation aérienne relèvent de l'État, art. R. 6321-4

Le signataire de la convention prend à la charge l'aménagement et l'entretien des terrains et ouvrages d'infrastructures ainsi que des installations nécessaires à l'exploitation commerciale, art. R. 6321-6

## i. LES AÉROPORTS DE PARIS [ADP]

Les aéroports de Paris et de l'Île de France sont constitués, depuis une loi du 20 avril 2005, sous la forme d'une société anonyme. Art. L. 6323-1 CT.

Le statut d'ADP est très particulier, exorbitant du droit commun.

L'État y détient, pour le moment, 50,6 % du capital.

Schiphol group (État néerlandais) et Vinci détiennent chacun 8 % du capital.

Le Crédit agricole - Assurances Predica détient 5,1 % du capital.

Les investisseurs institutionnels détiennent 23,6 % du capital.

L'actionnariat flottant représente 26 %.

Le ministre désigne un commissaire du gouvernement et son adjoint pour siéger, avec voix consultative, au conseil d'administration de la société Aéroports de Paris, art. R. 6323-3 CT.

L'exploitation de la quasi-totalité des aérodromes civils de la région parisienne lui appartient. Art. D. 6323-4 CT.

La commission consultative économique est unique pour les aéroports de Paris - Charles De Gaulle et de Paris-Orly.

Un décret du 24 juillet 2014 avait nommé M. Augustin de Romanet de Beaune président directeur général de la société Aéroports de Paris.

### Le personnel de l'ADP

C'est le conseil d'administration de la société Aéroports de Paris qui établit les statuts des personnels ainsi que les échelles de traitement et qui les soumet à l'approbation des ministres de l'aviation civile et de l'économie. L'approbation est réputée acquise à défaut de décision expresse intervenant dans les deux mois. Cf. article R. 6323-3 CT. On trouve le texte de ce statut sur internet.

La situation des médecins urgentistes attachés aux aéroports parisiens.

Le statut prévoit des règles spécifiques pour les médecins exerçant dans les services médicaux d'urgence d'ADP, ils sont soumis, pour la rémunération et la durée du travail, aux règles du code de la santé publique concernant les médecins hospitaliers.

CAA de Versailles du 5 juillet 2016, n° 15VE01603.

Autre arrêt de la même date, n° 15VE01604.

Rejet du pourvoi, Conseil d'État, 5 février 2018, n° 403230 : la nature des fonctions des médecins urgentistes appelle une organisation du travail particulière. Ces médecins se trouvent dans une situation différente de celle des autres membres du personnel de la société ADP.

La mise en place dans différents terminaux de l'aéroport d'ADP d'une borne interactive proposant aux voyageurs, par lecture optique ou saisie manuelle de leur carte d'embarquement, différents services et produits. Il convient d'assurer la gestion des flux de passagers et de leur communiquer une information actualisée et individualisée.

Contentieux entre ADP et une salariée invoquant une usurpation de savoir-faire de la part de la société. Commerciale, 7 décembre 2022, n° 20-14.625.

La cour de Paris avait rejeté la demande en dommages intérêts formée par la salariée pour parasitisme.

La Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

Il ressort des constatations de l'arrêt d'appel que s'agissant du stockage et de la lecture des données figurant dans la carte d'embarquement du voyageur, l'assemblage des éléments précis du projet de la dame était envisagé avant son invention, les éléments utilisés par la dame étaient connus, leur combinaison également, excluant le caractère secret du savoir-faire que la dame revendiquait.

La dame salariée faisait également valoir à titre subsidiaire l'idée à valeur économique.

Elle n'obtient pas non plus satisfaction à ce titre.

La borne mise au point par la salariée ne présentait dans son ensemble aucune fonctionnalité supérieure aux produits déjà existants ou envisagés, créatrice d'une valeur économique propre.

### [ La privatisation d'ADP

Le projet de loi PACTE adopté en conseil des ministres le 18 juin 2018 avait prévu la privatisation d'ADP.

L'État envisageait ainsi de céder en tout ou en partie la participation majoritaire qu'il détient actuellement à des investisseurs privés. L'entreprise devait ainsi quitter le secteur public. L'opération est délicate tant sous l'angle politique qu'en ce qui concerne l'aspect juridique. Les terrains des aéroports d'Ile de France n'appartiennent plus à l'État mais à la société ADP que la puissance publique se propose de faire passer dans le secteur privé.

La décision du Conseil constitutionnel du 16 mai 2019 a affirmé sur ce point la constitutionnalité de la loi votée et donc du projet de privatisation. ADP ne constitue pas un monopole de fait. Il ne s'agit pas d'un service public national.

On peut lire à ce sujet l'étude critique du professeur de Paris II, Thomas Perroud, La privatisation d'Aéroports de Paris, La Revue - Droit public approfondi, publiée sous la forme d'entretien, juillet 2020.

Droite et gauche réunies avaient tenté à un certain moment de contrecarrer le projet gouvernemental de



privatisation des ADP, en lançant une initiative référendaire tendant à l'abrogation de la loi autorisant la privatisation.

La constitution, art. 11, prévoit l'existence du RIP, référendum d'initiative partagée, qui est une procédure remontant à une loi du 23 juillet 2008.

Un cinquième des membres du Parlement peut prendre une initiative tendant à l'organisation d'un référendum portant sur les réformes relatives aux services publics.

L'initiative ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an. Des parlementaires avaient déposé une proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris. Il s'agissait d'affirmer que l'exploitation des aéroports de Roissy, Orly et du Bourget revêtait le caractère d'un service public national au sens de l'alinéa 9 de la constitution du 27 octobre 1946.

A la date de l'enregistrement de la saisine, la proposition n'avait pas pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

L'exploitation des aéroports parisiens ne constitue pas un service public national, la proposition de loi tendait à ériger ces activités en service public national.

La proposition est conforme aux conditions fixées par la constitution.

Pour que l'initiative progressât et qu'un référendum puisse être organisé, il eût fallu que l'initiative des parlementaires soit soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales, soit 4 717 396 citoyens. L'examen de la proposition de loi était suspendu tant que le Conseil constitutionnel ne constatait pas que ce chiffre avait été atteint. La période de recueil des soutiens des électeurs commençait dans le mois de la décision du conseil constitutionnel.

Voir la décision du Conseil constitutionnel du 9 mai 2019, JO du 15 mai 2019.

Les soutiens ont été de 1 093 030.

Le chiffre exigé par la loi n'a pas été atteint.

Le Conseil constitutionnel, dans une décision n° 2019-1-9 RIP du 18 juin 2020, a publié ses observations sur les opérations de recueil des soutiens à la proposition de loi.

Le C.C. a validé, quant à la privatisation, la loi Pacte dans une décision du 16 mai 2019, l'initiative des adversaires du gouvernement freinait cependant le processus de privatisation de la société ADP.

C'est donc cette loi Pacte du 22 mai 2019 qui autorise, dans ses articles 130 à 136, l'État à privatiser la société Aéroports de Paris.

La loi autorise l'État à céder dans l'avenir tout ou partie de sa participation. La loi de privatisation permet aux collectivités d'Ile de France (et de l'Oise) d'entrer dans la composition du capital et de devenir actionnaires de la société ADP.

L'article 191, nouveau, VI, de la loi Macron du 6 août 2015, présente les règles présidant à l'opération de privatisation d'ADP et au choix du repreneur.

L'État, actuel actionnaire majoritaire, peut céder tout ou partie de sa participation à un ou plusieurs investisseurs. Il y aura des candidats à la cession, ils doivent avoir une expérience aéroportuaire, le processus est concurrentiel. Le gouvernement choisira le ou les cessionnaires.

Le nouvel article L. 6323-2 du code des transports - applicable à compter de la privatisation - donne la liste des aéroports d'Ile de France qui sont exploités par les Aéroports de Paris : CDG, Orly, Le Bourget ; Villepreux, Chelles, Coulommiers, Étampes, Lognes, Meaux, Issy les Moulineaux, Persan, Pontoise, Saint Cyr l'École et Toussus-le-Noble.

L'actuel art. D. 6323-4 donne une liste identique.

Un cahier des charges, assez strict, adopté par décret en Conseil d'État, sera imposé à la société ADP, une fois privatisée.

La tutelle de l'État sera en mesure de s'exercer.

Ce cahier des charges déterminera, selon l'article L. 6323-4 CT, les conditions dans lesquelles la société Aéroports de Paris une fois privatisée assurera les services publics liés à l'exploitation des aéroports d'Ile de France, qui lui sont attribués.

Un commissaire du gouvernement entrera au conseil d'administration, sans voix délibérative.

Les dirigeants seront agréés par l'État.

Les comptes d'ADP seront soumis au contrôle de la cour des comptes.

L'autorité administrative pourra prononcer en cas de manquement une sanction pécuniaire.

La cession des biens est soumise à contrôle, ainsi que la constitution de garanties et de sûretés, art. L. 6323-6 CT.

Le terme

Le terme de la mission d'Aéroports de Paris dans l'exploitation des aérodromes CDG, Le Bourget, Orly et autres aérodromes d'Ile de France : 70 ans après la date de la privatisation.

Article L. 6323-2-1 du code des transports.

(La société pourra continuer son activité exercée hors Ile de France...)

Le retour des biens à l'État en pleine propriété (et en bon entretien) est prévu à la date de la fin d'exploitation.

La société percevra - à la date de la privatisation - une indemnité d'une premier montant forfaitaire de la part de l'État.

Un autre montant sera versé par l'État au plus tard à la date du transfert des actifs à l'État.

Une cessation anticipée serait possible sous certaines conditions.

La privatisation d'ADP ne semble pas imminente. A raison de la crise sanitaire de 2020 / 2021 aucun gouvernement ne procédera dans l'immédiat à la privatisation de la grosse structure aéroportuaire parisienne, qui assure l'essentiel du trafic commercial aérien en France, d'autant que les cours de bourse de l'action ADP ont connu une sensible régression. La décision de privatisation sera purement politique, de pure opportunité. Il ne s'agit pas de l'une des préoccupations majeures de nos concitoyens.]

## ii. Les grands aéroports des capitales régionales appartenant à l'État

L'État français a conservé la domanialité de l'assise foncière des grands aérodromes régionaux.

Ces aérodromes étaient jadis généralement gérés par les chambres de commerce, titulaires de la part de l'État d'une concession d'outillage public.

La formule de la CCI a été abandonnée, la concession n'est plus attribuée à la CCI, la concession est donnée désormais à des sociétés ad hoc, même si la CCI figure en général parmi les actionnaires de celles-ci. La gestion des aérodromes exige des investissements considérables, il est ainsi fait appel à des investisseurs privés. R. 6321

Ces grands aérodromes provinciaux sont en général exploités sous la forme de la concession aéroportuaire accordée à des sociétés aéroportuaires, L. 6322-1 CT.

Il s'agit de concessions octroyées par l'État pour la construction, l'entretien et l'exploitation d'aérodromes relevant de la compétence de l'État, art. R. 6321-41.

Un décret du 23 février 2007 publie un cahier des charges type.

Une directive 2014/25 du 26 février 2014 concerne la passation de marchés par des entités opérant dans différents secteurs, dont celui des transports. L'article 12 indique que cette directive s'applique aux activités relatives à l'exploitation d'une aire géographique aux fins de mettre un aéroport à la disposition des entreprises de transport aérien. Les activités exposées à la concurrence échappent à la directive.

Le JOUE du 26 janvier 2017 publie une décision de la commission européenne intervenue à la demande de l'aéroport de Vienne en Autriche, et plus particulièrement le transport du fret. La question porte sur la passation des marchés publics et sur les règles qui la concerne.

Il faut tenir compte des règles contenues dans l'ordonnance du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ainsi que dans le décret du 1<sup>o</sup> février 2016. Voir l'art. L. 6322-2 al.2 CT.

Quid de l'application des dispositions de l'ordonnance lors de l'attribution ex novo d'une concession, sans qu'elle ait été, au préalable, confiée à une CCI ?

L'article 11, I, 5°, décide que "les activités d'exploitation destinées à l'organisation ou à la mise à disposition des transporteurs des aéroports" sont des activités d'opérateur de réseaux au sens de l'ordonnance. L'ordonnance et le décret d'application réglementent la passation des contrats de concession.

Les transporteurs aériens sont tenus d'obligations d'information en faveur de l'exploitant de l'aérodrome : les vols au départ et l'arrivée, leur origine, leur destination, les horaires programmés et prévisionnels, le type d'aéronef, le nombre de passagers, le tonnage de fret, art. R. 6321-48 ; à la demande de l'exploitant et à tout moment, des informations sur l'exploitation de leurs vols, la programmation des vols, les correspondances, les horaires, les retards, art. R. 6321-50.

Les entreprises d'assistance en escale sont tenues d'informations semblables : la liste des transporteurs aériens assistés, les services accordés, la liste des sous-traitants, art. R. 6321-49.

Le capital initial de chacune de ces sociétés aéroportuaires succédant aux CCI était ordinairement détenu - outre l'État ayant 60 % du capital - par des personnes publiques que sont les chambres de commerce CCI, 25 %, et les collectivités territoriales, 15 %.

La concession est de longue durée (40 ans maximum) afin de permettre au concessionnaire de disposer du temps pour rentabiliser ses investissements.

L'État souhaitait se désengager depuis quelques années, l'État voulait céder, éventuellement pour renflouer les caisses publiques, une partie de ses actions à des intérêts privés, mais ce projet se heurtait à l'opposition des CCI et des collectivités territoriales voulant au contraire augmenter leur participation au sein du capital.

## Blagnac

Un A. du 16 mars 2007 avait autorisé le transfert de la concession attribuée à la CCI à la société Aéroport Toulouse-Blagnac.

La concession court jusqu'en 2046.

Un avenant n° 7 signé le 2 octobre 2017 est approuvé par un A. du 20 novembre 2019, il modifie à nouveau la convention de concession de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac qui avait été approuvée par A. du 30 novembre 2000. L'avenant prévoit des relations entre l'aéroport et les acteurs industriels de la construction aéronautique, il prévoit un tarif spécifique pour le calcul de la redevance d'atterrissage des appareils effectuant des vols d'essai. L'avenant est publié en date du 27 décembre 2019 sur le bulletin du ministère de la transition écologique et solidaire.

La privatisation partielle de la société Aéroport Toulouse -Blagnac

C'est avec l'aéroport de Blagnac que l'État a ouvert le feu de la privatisation de la structure gestionnaire de la plate-forme aéroportuaire.

Cette "simili privatisation" a pris par certain côté un caractère rocambolesque.

L'État détenait 60 % du capital de la société gérant l'aéroport.

Un décret du 11 juillet 2014, JORF du 12 juillet p. 11651, a autorisé le transfert, par l'État, au secteur privé, de la participation détenue par l'État dans le capital de la société anonyme Aéroport Toulouse-Blagnac.

Une procédure d'appel d'offres, régie par un cahier des charges, a été organisée. Le candidat peut être une entité agissant seule, ou des entités agissant de concert, représentées par un chef de file.

L'État annonce céder en décembre 2014, suscitant les critiques, une partie de sa participation à un consortium sino-canadien Symbiose constitué de Shandong Hi-Speed et de Friedman Pacific. Les entités de droit public demeurent cependant majoritaires. La société demeure formellement dans le secteur public. L'État conserve 10,1 % du capital. La CCI détient 25 %. La région 5 %, le département 5 %, la métropole 5 %.

La contestation de la mesure s'élève, les riverains craignent une augmentation du trafic et donc des nuisances majorées.

Un arrêté du ministre de l'Écologie du 20 mars 2015 autorise la cession de 49,99 % du capital de la société Aéroport Toulouse-Blagnac à une société de droit français Symbiose, contrôlée par un consortium constitué par la société Shandong Hi-Speed Group, pour 51 %, contrôlée au final par l'État chinois, et la société Friedmann Pacific Asset Management, pour 49 %, aux mains d'un ressortissant chinois.

Le contrat de cession a été signé le 7 avril 2015 par le représentant de l'Agence des participations de l'État, autorisé par décision du ministre de l'Économie du même jour. L'acquéreur est Casil Europe, société française détenue et contrôlée par Symbiose.

Un arrêté des ministres des finances et de l'économie du 15 avril 2015 fixe les modalités du transfert au secteur privé d'une participation détenue par l'État dans le capital de la société Aéroport Toulouse Blagnac. La cession est faite au profit de la SAS Casil Europe. La cession porte pour le moment sur 73 985 actions. Le prix par action est fixé à un montant de 4163 euros.

Il était prévu que la cession pouvait être portée à 60 % en cas d'exercice par l'État de son option de vente. La cession complémentaire, 10,1%, aurait alors porté sur 88 799 actions. Il était possible que l'État se dégage entièrement, l'État décidant de céder en deux temps 60 % de sa participation dans le capital de la société concessionnaire.

L'État a cependant refusé en février 2018 de céder la participation qu'il avait conservée.

La privatisation n'a pas ainsi été portée jusqu'à son terme, la société ayant la part prépondérante ne détenant pas 50 % du capital. Les capitaux publics demeurent théoriquement majoritaires, détenus par l'État, la CCI, la région, le département, la métropole. Voir le rapport de la Cour des comptes d'octobre 2018.

La contestation en justice des décisions ministérielles de cession par l'État d'une partie de sa participation majoritaire dans le capital de la société gestionnaire de l'aéroport de Blagnac

Le juge des référés du Conseil d'État, en date du 30 décembre 2014, a rejeté la demande de suspension de l'exécution de l'acte de cession des 49,99 % du capital par l'État.

Plusieurs personnes physiques, des associations, des syndicats, des partis politiques ont demandé au Conseil d'État d'annuler pour excès de pouvoir un certain nombre de décisions émanant de l'autorité publique.

Ont été contestés

La décision ministérielle rendue publique le 4 décembre 2014 désignant le consortium Symbiose comme acquéreur pressenti d'une participation de 49,99 % détenue par l'État dans le capital de de la société aéroport Toulouse-Blagnac,

Les avis de la commission des participations et le refus de communication de cet avis,

L'arrêté du 15 avril 2015 fixant les modalités de transfert au secteur privé d'une participation détenue par l'État, l'autorisation du ministre de l'Économie du 7 avril 2015, et

L'acte de cession signé par le représentant de l'agence des participations de l'État le 7 avril 2015.

Le Conseil d'État a rendu en cette affaire le 27 octobre 2015, n° 386595, une décision en demi-teinte.

L'arrêt statue sur différents points.

Sur l'acte de cession.

L'acte de cession est étranger à l'exécution du service public aéroportuaire, qui demeure régi par le cahier des charges de la concession. Les contestations relatives à ce contrat relèvent de la compétence de la juridiction judiciaire.

Les conclusions tendant à l'annulation de l'acte de cession ne peuvent qu'être rejetées comme portées devant une juridiction incompétente pour en connaître.

Sur le refus de communication des avis de la commission des participations.

La commission aurait dû être, au préalable, saisie.

Sur les avis de la commission, à annuler.

Irrecevable.

Sur la décision de 2014, l'autorisation du ministre et l'arrêté fixant les modalités du transfert.

La décision de sélection de l'acquéreur est un acte détachable du contrat de droit privé de cession de la participation, elle est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir. La décision de sélection et l'arrêté fixant les modalités du transfert ne présentent pas un caractère réglementaire. C'est le tribunal administratif de Paris qui est

compétent pour en connaître.

Les parties contestant la cession opérée par l'État ont donc, suivant la décision du Conseil d'État, saisi la juridiction administrative.

Est intervenue une décision du tribunal administratif en première instance.

Devant la cour administrative d'appel de Paris, le rapporteur public s'est prononcé en mars 2019 en faveur de l'annulation. Le cahier des charges n'a pas été respecté. Le nom des soumissionnaires a été changé en cours de procédure, deux noms initialement, un seul à la fin. La CAA de Paris a suivi son rapporteur, elle annule, le 16 avril 2019, trois décisions, la décision de sélection de l'acquéreur, l'autorisation recueillie le 7 avril 2015, l'arrêté du 15 avril 2015.

[Les adversaires de la cession entendaient, au lendemain de l'arrêt de la cour administrative d'appel, obtenir de la juridiction judiciaire l'annulation de l'acte de cession du 7 avril 2015.

Le Conseil d'État avait affirmé sur ce point la compétence judiciaire.

Pouvaient-ils l'obtenir, alors qu'ils ne figuraient pas au nombre des parties contractantes à l'acte de cession ?

La question était de savoir si l'acte de cession – à le supposer irrégulier – était entaché d'une nullité absolue ou d'une nullité relative.

1° argument. L'acte de cession est entaché d'une nullité absolue. L'État n'était pas habilité à céder ses actions au groupe chinois, Casil, mais à une autre entité différemment composée, Symbiose. La nullité absolue sanctionne la transgression d'une règle protectrice de l'intérêt général (Dalloz, Les obligations, n° 539). L'action en nullité absolue appartient à tout intéressé. Les contestataires sont-ils porteurs d'un intérêt ? Comme simples citoyens, ils sont intéressés au respect de la légalité. Le précis Dalloz, Obligations d'octobre 2018, exige, n° 542, pour que le tiers soit recevable en son action qu'il se prévale d'un intérêt qui soit en rapport étroit avec la nullité. La jurisprudence est dans l'ensemble plutôt accueillante à la recevabilité des associations de défense d'intérêts collectifs. L'action populaire serait alors recevable.

2° analyse. Les intérêts publics demeurent majoritaires dans le capital social, la société n'a pas été privatisée, elle demeure au moins formellement dans le secteur public. L'intérêt général n'est pas en jeu. L'acte contesté ne tend pas à faire du cessionnaire un majoritaire à plus de 50 %. L'acte de cession pourrait alors n'être entaché que d'une nullité relative, le vice concernant la personne de la contrepartie inhabile à acquérir. Seuls, l'État pourrait agir en nullité, ainsi que l'acquéreur (qui, lui, n'y avait aucun intérêt réel).

À supposer que l'acte de cession ait été annulé par le juge judiciaire, devait alors normalement intervenir un jeu de restitutions. Un tiers, serait-il intéressé, pouvait-il contraindre les parties à l'acte annulé à y procéder ?

Il y avait toujours la possibilité d'une réfaction. Que l'État prenne une nouvelle décision autorisant la cession en faveur du groupe chinois, et que l'acte de cession soit réitéré.

On pouvait envisager comme sortie de crise que le groupe chinois pris dans l'enclume rétrocède ses actifs à l'État, qui aurait pu revendre à son tour tout ou partie de ses actions dans la société concessionnaire à un ou plusieurs investisseurs.

L'État et le groupe chinois pouvaient également s'entendre sur une nullité convenue et sur les conséquences de celle-ci, le cédant, l'État, reprenant les actifs cédés et indemnisant le cessionnaire dépossédé.

La solution relevait plus de l'art de sortir d'un mauvais pas que de la stricte application du droit des nullités.

Elle dépendait de la volonté de l'État, en n'oubliant pas que le ministre de l'Économie de l'époque était devenu président de la République.

Il était douteux que la solution puisse dépendre de la seule décision d'une juridiction judiciaire.

Une solution d'ordre politique était, pensions-nous, probablement le meilleur parti pour sortir de cet imbroglio.]

L'État a formé un recours devant le Conseil d'État, demandant l'annulation de la décision de la cour administrative d'appel de Paris du 16 avril 2019.

La société Casil est intervenue à l'instance de cassation.

L'arrêt du Conseil d'État du 9 octobre 2019 annule les articles 1 et 2 de la décision de la CAA de Paris.

Le Conseil d'État estime que la cour d'appel a commis une erreur de droit, les règles contenues dans le cahier des charges n'imposaient pas aux participants à une offre conjointe de regrouper les mêmes entités tout au long de la procédure à l'exception de son chef de file.

Le groupe chinois entendait céder ses actifs, la route était libre grâce à l'arrêt rendu par le Conseil d'État le 9 octobre 2019.

L'achat par Eiffage de la participation détenue par Casil, 49,9 % du capital a été annoncé, l'autorité de la concurrence ne s'opposant pas le 11 décembre 2019 à la transaction.

Un arrêté du 26 décembre 2019 du secrétaire d'État aux transports autorise la cession de la participation de 49,99

% détenue par la société Casil Europe dans le capital de la société Aéroport Toulouse-Blagnac à la société ATB Participation entièrement détenue et contrôlée par la société Eiffage.

Le vendeur aurait dégagé une belle plus-value. Il aurait fait en 2015 un investissement de 308 millions d'euros, la revente fin 2019 se ferait à près de 500 millions d'euros.

L'État détient cependant toujours un pouvoir de contrôle sur les mouvements intéressant les détenteurs du capital social.

La semi-privatisation de la société gérant l'aéroport de Toulouse Blagnac était en quelque sorte un hors d'œuvre, un galop d'essai, l'opération avait montré certaines limites et insuffisances, l'importance du prix de cession avait été déterminant aux yeux du ministère des finances pour le choix de l'acquéreur, l'arrivée d'investisseurs chinois soulevait certains doutes, l'existence d'un pacte d'actionnaires entre les investisseurs chinois et l'État intriguait. Il convenait que la loi encadre plus étroitement les opérations de cession de contrôle du capital des sociétés aéroportuaires effectuées par l'État.

La loi Macron du 6 août 2015, dans son article 191, contient des dispositions concernant la privatisation des sociétés concessionnaires d'aérodromes.

Il est dans un premier temps fait hommage à la loi, c'est en effet une loi qui est nécessaire pour autoriser les opérations par lesquelles l'État transfère au secteur privé la majorité du capital d'une société exploitant une infrastructure de transport aéroportuaire dans le cadre d'une concession accordée par l'État. La loi Macron réalise ainsi une nouvelle rédaction de l'article 22 de l'ordonnance n° 2014948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique.

L'article 191 de la loi Macron impose, pour désamorcer autant les critiques des tenants d'une économie administrée que celles des collectivités territoriales, le respect d'une certaine procédure pour que l'État puisse procéder à la cession du capital de la société exploitant un aérodrome.

Il y a d'abord la rédaction d'un cahier des charges de l'appel d'offres approuvé par le ministre chargé de l'aviation civile. Ce cahier des charges précise les obligations du cessionnaire : il y a des obligations tenant à la préservation des intérêts essentiels de la nation française en matière de transport aérien, la formule est vague et peut donner lieu à une interprétation élastique. Le cahier des charges indique les obligations à l'échelon du territoire desservi par l'aérodrome en matière d'attractivité et de développement économique et touristique. Le cahier des charges précise les obligations qui seront celles du cessionnaire afin de garantir le développement de l'aérodrome en concertation avec les collectivités du territoire ainsi qu'avec les collectivités actionnaires de la société aéroportuaire.

Les candidats à l'achat de la participation appartenant à l'État font des offres. Ils détaillent dans les offres qu'ils présentent les modalités par lesquelles ils comptent satisfaire aux obligations mises à leur charge.

Les candidats à l'achat des participations appartenant à l'État doivent disposer d'une expérience en tant que gestionnaire d'aéroport ou d'actionnaire d'une société gestionnaire d'aéroport. Il faut appartenir au sérail. Il y a là une difficulté pour les entrants étrangers au métier. Ils ne devraient pas pouvoir être retenus.

Pour que les offres soient recevables, il faut que les candidats donnent des garanties sur leur capacité à exercer les missions prévues au cahier des charges de la concession. Cette capacité est appréciée par l'autorité signataire du contrat de concession aéroportuaire (qui est habituellement l'État).

Le choix du concessionnaire peut éventuellement être contesté en justice, si celui qui a été retenu par le ministre ne remplit pas les conditions légales.

Nice et Lyon

L'article 191 de la loi Macron autorisait le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société Aéroports de la Côte d'Azur, ainsi que de la société Aéroports de Lyon.

Deux décrets du 7 mars 2016 autorisent et décident le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme Aéroports de la Côte d'Azur et de la société anonyme Aéroports de Lyon, JORF du 8 mars 2016, textes n° 21 et 22.

Le JO du 10 mars 2016 publie deux avis, n° 83 et 84, concernant ce transfert au secteur privé de ces deux sociétés. Les ministres ont décidé la cession de gré à gré. Une procédure ouverte et transparente d'appel d'offres sur cahier des charges. Tout ou partie des autres actionnaires publics locaux pourront se joindre à la procédure. Le cahier des charges est public. Les candidats doivent se faire connaître le 24 mars au plus tard.

Différentes candidatures ont été présentées.

## Nice

La concession court jusqu'au 31 décembre 2044.

Il y a eu à Nice 11 propositions de candidatures. 7 candidats recevables ont déposé une offre indicative, puis une offre ferme, devenant acquéreurs éventuels. 4 acquéreurs éventuels ont déposé une offre ferme. L'État a ensuite choisi, il a invité deux acquéreurs éventuels à déposer une offre finale, devenant acquéreurs pressentis.

L'État a enfin sollicité l'avis de la commission, l'État proposant de désigner comme acquéreur le consortium Azzurra, formé d'un concessionnaire italien d'autoroutes, Atlantia, pour 65,01 %, des Aéroports de Rome, et d'EDF Invest, consortium qui présentait l'offre la mieux disant.

La Commission des participations et des transferts a donné un avis conforme le 27 juillet 2016 à la proposition de l'exécutif. JO du 9 novembre 2016, texte n° 84.

Le JO du 9 novembre 2016, texte n° 84, a publié, joint à l'avis rendu le 27 juillet, celui rendu le 19 juillet 2016 par la Commission des participations.

L'avis du 19 juillet 2016 a procédé à l'évaluation de la société gérant l'aéroport de Nice, de Cannes et de Saint Tropez. La plate-forme niçoise vient en trafic juste après les aéroports parisiens. La valeur globale de la société est estimée à une somme minimale de 1 450 millions d'euros.

Un arrêté du 28 octobre 2016 autorise la cession de la participation de 60% détenue par l'État à une société de droit italien.

La cession de contrôle de la société Aéroports de la Côte d'Azur est finalement opérée par un arrêté du 3 novembre 2016, JO du 9 novembre, texte n° 15.

Le cessionnaire de la participation étatique de 60 % est la société italienne Azzura Aeroporti.

La cession porte sur 88 799 actions, pour un prix de 13 757 euros par action.

Le Conseil d'État, dans une décision du 25 octobre 2017, n° 406431, a rejeté la requête par laquelle le syndicat des compagnies aériennes autonomes, SCARA, demandait l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté ministériel autorisant le changement de contrôle de la société Aéroports de la Côte d'Azur et de celui fixant les modalités de transfert au secteur privé de la participation majoritaire détenue par l'état dans le capital de cette société.

Le Conseil d'État n'était pas en principe compétent pour connaître en premier et dernier ressort des conclusions du syndicat requérant. Les arrêtés attaqués n'avaient pas de caractère réglementaire.

Le Conseil d'État est cependant compétent pour rejeter les conclusions entachées d'une irrecevabilité manifeste insusceptible d'être couverte en cours d'instance. Ce qui est le cas en l'espèce.

Le syndicat pour agir se prévaut d'un intérêt : les arrêtés entraîneraient une remise en cause du principe de la « caisse unique », qui permet de minorer le niveau des redevances en tenant compte des revenus provenant des activités extra aéronautiques.

Le Conseil réplique : les arrêtés sont sans incidence sur le niveau des redevances.

Il aurait été loisible au syndicat, avant de saisir le C.E., de susciter la création d'une association se donnant pour objet social lui conférant un intérêt pour agir contre les arrêtés.

Le syndicat requérant ne justifie pas d'un intérêt suffisamment direct et certain lui donnant qualité pour demander l'annulation des arrêtés.

La requête est rejetée.

(cf. le précédent constitué par l'arrêt du 22 février 2017, cité infra)

La composition du capital de la société Aéroports de la Côte d'Azur serait actuellement la suivante :

Azzura Aeroporti : 72 %

Région PACA : 1%

Département des Alpes Maritimes : 1%

Métropole Nice : 1%

Azzura Aeroporti a, dans son capital, Atlantia (famille Benetton), Edf, ainsi que la principauté de Monaco pour 12,5 %.

Un arrêté du 13 octobre 2022 autorise le changement de contrôle de la société Aéroports de la Côte d'Azur résultant de prise de contrôle de la société Atlantia SpA par la société Edizione SpA (qui serait la holding financière de la famille Benetton).

## Lyon

Un arrêté du 28 octobre 2016 a autorisé la cession de la participation de 60 % détenue par l'État à une société de droit français constituée par Vinci Aéroports, Predica et la Caisse des dépôts et consignations.

Le transfert au secteur privé de la participation majoritaire détenue par l'État dans le capital de la société Aéroports de Lyon est organisé par un arrêté du 3 novembre 2016, JO du 9 novembre 2016, texte n° 16. Cette participation est cédée à la société ADL Participations. Le cessionnaire acquiert 88 799 actions représentant 60 % du capital, pour un prix de 6 024, 04 euros par action.

Le Conseil d'État dans une décision du 22 février 2017, n° 398580, 399228, 399552, rejette les requêtes d'une association de défense de riverains et du syndicat des compagnies aériennes autonomes, demandant l'annulation des décrets autorisant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la SA Aéroports de Lyon et Aéroports de Nice, ainsi que du cahier des charges relatif au transfert de la participation de l'État. Les riverains et association de défense excipent d'une augmentation des nuisances, il leur est répondu que les mesures de cession de la participation étatique n'agissent pas sur le développement de l'activité de l'aéroport et l'augmentation des nuisances. Ils ne justifient pas d'un intérêt, suffisamment direct et certain, leur conférant qualité pour obtenir l'annulation des décisions en cause. Défaut d'intérêt à agir, requêtes irrecevables. La même argumentation est opposée à la requête du syndicat des compagnies faisant état de l'augmentation des redevances et de la remise en cause du principe de la caisse unique, permettant de minorer le montant des redevances par la prise en compte des revenus provenant des activités extra aéronautiques. Les décrets attaqués sont sans incidence sur le niveau des redevances. La requête est irrecevable pour défaut d'intérêt.

On retrouve des solutions identiques avec l'arrêt de la CAA de Paris du 20 décembre 2018, n° 17PA02592. Une association contre les nuisances de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry, ainsi que des particuliers contestaient la décision ministérielle désignant le consortium Vinci CDC Predica comme acquéreur pressenti d'une participation de 60 % détenue par l'État au capital de la société Aéroports de Lyon. Les mêmes personnes contestaient l'arrêt autorisant la cession et l'arrêt fixant les modalités de transfert au secteur privé de la participation majoritaire détenue par l'état.

Les décisions en litige n'emportaient par elles-mêmes et directement aucune conséquence sur le développement de l'activité de l'aéroport, ni sur les nuisances liées à cette activité. Les requérants ne justifiaient pas d'un intérêt suffisamment direct et certain leur donnant qualité pour demander l'annulation des décisions litigieuses. Ils pourront dans l'avenir contester les décisions ultérieures concernant le développement de l'activité de l'aéroport.

Le Conseil d'État a rejeté le pourvoi dans un arrêt du 31 décembre 2020, n° 428277.

On retrouve un argumentaire similaire.

L'association demanderesse avait pour objet de s'opposer à l'extension de l'activité de l'aéroport nuisible au cadre de vie, en particulier la création de pistes supplémentaires et les vols de nuit.

Les requérants, personnes physiques, étaient des riverains de l'aéroport et soutenaient que les décisions de privatisation pouvaient conduire au développement de l'aéroport et à l'augmentation des nuisances, notamment la nuit.

C'était dans l'article 191 de la loi du 6 août 2015 que le transfert au secteur privé du capital de la société Aéroports de Lyon était autorisé.

La cour de Lyon n'a pas commis d'erreur de droit en décidant que les requérants ne justifiaient pas d'un intérêt suffisamment direct et certain leur donnant qualité pour demander l'annulation des décisions qu'ils attaquaient.

L'État doit-il transmettre aux opposants des éléments pour parfaire leur information et faciliter leur communication ?

Une association luttant contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Lyon Saint Exupéry a demandé la communication du dossier relatif à la cession au secteur privé de la participation majoritaire de l'État dans le capital de la société Aéroports de Lyon.

Certains documents ont été communiqués au requérant.

L'agence des participations de l'État, APE, a cependant refusé de communiquer les offres des candidats, au



motif qu'elles sont protégées par le secret industriel et commercial.

Le tribunal administratif de Paris a rejeté la demande de l'association tendant à l'annulation de la décision de refus de l'APE.

L'arrêt du Conseil d'État du 27 mars 2020, n° 426623, présente les dispositions légales concernant la liberté d'accès aux documents administratifs, contenues dans le code des relations entre le public et l'administration. Les documents dont la communication porterait atteinte au secret en matière commerciale et industrielle ne sont pas communicables. Les textes permettent cependant de communiquer un document en occultant les éléments non communicables.

Les documents concernant une procédure de cession de titres à un acteur privé sont des documents administratifs.

Concernant le contrat de vente de titres détenus par l'État, le juge doit en ordonner la production pour apprécier les éléments protégés et éventuellement prévoir la communication après occultation des éléments couverts par le secret.

L'arrêt fait état d'annexes du cahier des charges. En particulier, les candidats devaient préciser leurs intentions quant au développement du trafic et l'extension des capacités. Il considère qu'étaient seuls communicables les indications concernant le nombre des actions mises en vente et le prix global des offres.

L'arrêt traite du contrat de vente et de l'engagement d'investissement pris par le candidat retenu. Le tribunal aurait dû en ordonner la production pour en apprécier le caractère communicable.

En ce qui concerne les offres des candidats, l'association pouvait se procurer des informations par d'autres voies, l'administration n'est pas tenue de donner suite à des demandes abusives.

L'affaire est renvoyée au tribunal administratif de Paris.

Outre l'actionnaire majoritaire, la CCI détient 25 % du capital de la société ADL, la région, la métropole, le département, chacun 5 %.

Cour des comptes. Le processus de privatisation des aéroports de Toulouse, Lyon, Nice. Octobre 2018.

## Nantes

Un décret du 5 avril 2012 avait créé un comité de suivi stratégique de la concession des aéroports de Notre Dame des Landes, Nantes Atlantique et Saint Nazaire Montoir. Aéroports du Grand Ouest est la société concessionnaire.

Le Conseil d'État dans un arrêt du 13 juillet 2012, n° 347073, avait rejeté les requêtes formées par des communes ou des associations demandant l'annulation du décret du 29 décembre 2010 accordant à la société Aéroports du Grand Ouest la concession de l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Le Conseil d'État, dans une décision du 5 juin 2013, n° 363258, avait rejeté la requête formée par le « Collectif des élus qui doutent de la pertinence de l'aéroport de Notre Dame des Landes », collectif qui demandait l'annulation du décret du 5 avril 2012.

Un arrêté du 24 octobre 2019 porte résiliation de la convention passée entre l'État et la société Aéroports du Grand Ouest pour la concession des aéroports de Notre Dame des Landes, Nantes-Atlantique et Saint Nazaire-Montoir.

La résiliation intervient pour motif d'intérêt général.

Une indemnité sera versée au concessionnaire évincé.

Il reste à l'État à conclure une convention de concession avec le nouveau concessionnaire des aéroports de Nantes-Atlantique et de Saint Nazaire-Montoir.

L'État est substitué à la société Aéroports du Grand Ouest pour toutes les procédures concernant la gestion foncière des terrains qui avaient été prévus pour Notre Dame des Landes.

L'aéroport d'Aix - Les Milles est donné en concession à la société EDEIS Management, A. du 20 décembre 2017, JO du 30 décembre 2017

À Bordeaux, c'est la société anonyme Aéroport de Bordeaux-Mérignac, qui détient la concession (convention de concession modifiée par l'avenant n° 3, A. du 9 août 2019, JO du 3 octobre 2019)

En Alsace, nous avons la société anonyme Aéroport de Strasbourg- Entzheim.

A la Martinique, c'est la société anonyme Aéroport de La Martinique - Aimé Césaire qui gère l'aérodrome.  
Dans l'île de la Réunion, c'est la société anonyme Aéroport de La Réunion-Roland Garros qui gère l'aérodrome insulaire.

[L'aéroport de Vérone conteste en Italie l'attribution pour 40 ans sur le fondement du droit italien de la gestion globale d'un aéroport (apparemment celui de Bergame). La question posée à la CJUE est de savoir si cette attribution méconnaît ou non les principes de transparence et publicité inscrits dans les traités européens. Il n'y avait pas eu de procédure publique d'appel d'offres. Voir la demande de décision préjudicielle présentée par le Conseil d'État le 11 septembre 2015. Affaire C-485/15. Affaire radiée le 15 décembre 2015]

### iii. Les aéroports d'importance moyenne

Les formules sont diverses.

L'aérodrome peut appartenir à l'État ou à une collectivité territoriale.

Des concessions d'outillage public peuvent être accordées par l'État aux chambres de commerce et d'industrie ou à des sociétés privées.

Article R. 223-2 du code de l'aviation civile.

Il existe un cahier des charges type des concessions applicable aux aérodromes appartenant à l'État, prévu par le décret du 23 février 2007.

La concession qui ne déroge pas au cahier des charges type est accordée par arrêté interministériel.

Si la concession déroge au cahier des charges type, elle est accordée par décret en Conseil d'État.

Art. R. 223-2 alinéa 3 CAC.

#### Francazal

Un décret du 30 mai 2014, JORF du 3 juin 2014, approuve une convention par laquelle l'État accorde la concession de l'aérodrome de Toulouse Francazal à la société d'exploitation de Toulouse Francazal Aéroport, SETFA. Un cahier des charges est relatif aux obligations du concessionnaire. Il s'agit de répondre aux besoins de l'aviation d'affaires, des affectataires secondaires et des occupants installés sur l'aérodrome. L'aérodrome est défini comme ouvert à la circulation aérienne publique. Le concessionnaire verse annuellement une redevance domaniale à l'État. La durée de la concession est de 45 ans. L'État peut cependant racheter chaque 1<sup>o</sup> janvier la concession moyennant indemnité, si l'intérêt général le justifie. L'État a une faculté de résiliation en cas de bouleversement irrémédiable de l'équilibre économique de la concession.

Un arrêté du 12 décembre 2016 autorise un changement de contrôle de la société concessionnaire, celle-ci est désormais contrôlée par une société de droit français constituée d'Impact Holding et CICLAD Gestion.

Une révision du plan d'exposition au bruit a été approuvée en 2008 par l'autorité préfectorale.

Un rassemblement a été organisé en 2016 sur ce site. ATR y a installé un site de maintenance. Un trafic, faible, d'aviation d'affaires est signalé. Les riverains se plaignent du bruit causé par des essais de moteurs.

Ces mêmes sociétés ont le contrôle de la société d'exploitation de l'aéroport de Dzaoudzi - Pamandzi à Mayotte, arrêté du 12 décembre 2016 autorisant le changement de contrôle.

#### Tahiti

Un contentieux s'est développé en Polynésie concernant l'aérodrome de Tahiti, Faa'a. La commune de Faa'a pas été considérée par le Conseil d'État comme ayant intérêt à contester des arrêtés attribuant à un tiers l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti. En revanche, elle n'a pas été considérée comme recevable pour demander l'annulation de la convention de concession par laquelle l'État confiait à la société Aéroports de Tahiti cette concession. Le contrat ne constituait pas à la date à laquelle la commune a introduit sa demande un acte susceptible de faire l'objet d'un recours par les tiers au contrat, CE 18 novembre 2015, n° 373335.

Le contentieux s'est prolongé avec l'arrêt du Conseil d'État du 28 décembre 2018, n° 412019 : l'arrêt considère que les arrêtés de 2006 et 2009 intervenus sous la forme d'autorisations temporaires d'occupation du domaine public ont pour objet en réalité d'attribuer à la société SETIL une concession pour l'exploitation de l'aérodrome

de Tahiti Faa'a et de prolonger la concession. La concession ne peut être accordée ou prolongée que par arrêté interministériel ou décret en Conseil d'État. Le haut-commissaire de la République en Polynésie n'était pas compétent pour arrêter le principe d'une prolongation de la concession.

## Hyères

Un décret de 2015 avait approuvé la convention conclue entre l'État et la société recevant la concession de l'aérodrome de Hyères.

Le décret n° 2019-832 du 6 août 2019 approuve le premier avenant à la convention, passée entre l'État et la société d'exploitation de l'aérodrome de Toulon - Hyères, pour la concession de l'aérodrome de Hyères Le Palyvestre. Ainsi que le cahier des charges qui y est annexé. Le ministère de la défense est, pour les besoins de la marine nationale, l'affectataire principal, le ministre chargé de l'aviation civile, pour les besoins de l'aviation civile, l'affectataire secondaire. L'emprise comporte une zone civile, exploitée par le concessionnaire, une zone militaire. Le concessionnaire (groupe Vinci) verse, chaque année, à l'État une redevance d'occupation du domaine public. Il s'agit d'un aérodrome à usage restreint. Un certain trafic civil existe, principalement à la belle saison.

L'exploitation de l'aérodrome peut être confiée, avec l'agrément de l'État, à un tiers par la collectivité territoriale propriétaire.

Ainsi l'aérodrome de Beauvais est géré dans le cadre d'une convention de délégation de service public par la SAGEB détenue à 51 % par la CCI et 49 % par Veolia Transport (dont les parts sont portées par Veolia Transdev, ayant deux associés, 50 % du capital étant détenu par Veolia Environnement et 50 % par la caisse des dépôts et consignations). L'occupant paie au syndicat mixte une redevance d'occupation du domaine public.

L'aérodrome de Perpignan-Rivesaltes appartient à un syndicat mixte composé de la région, du département, de la communauté d'agglomération.

Il est géré, comme les aérodromes de Carcassonne et de Tarbes, par la SPLAR, société publique locale aéroportuaire régionale, la Région détenant 62 % du capital.

Un contentieux a opposé l'État à la chambre de commerce d'Angoulême concernant la gestion de l'aérodrome de Brie-Champniers. Ouvert pour remplacer celui de Ruelle. De 1984 à 2002, cet aérodrome a été géré par la CCI sur la base d'autorisations préfectorales successives. Ce n'est qu'en 2002 que la concession de service public a été accordée. La CCI a réclamé en vain à l'État plus de 6 millions d'euros en remboursement d'avances consenties sur ses ressources propres pour l'exploitation de l'aérodrome de 1984 à 2002. Litige tranché sur le terrain contractuel. Les arrêtés préfectoraux ne prévoyaient pas le remboursement en fin de concession des avances consenties par la CCI. Celle-ci n'obtient pas le remboursement des avances consenties pour la gestion de l'aérodrome. CAA Bordeaux, 31 décembre 2013, n° 13BX01192.

Le trafic civil sur cet aérodrome dit d'Angoulême- Cognac semble fort réduit. Le syndicat mixte, propriétaire, l'exploite en régie directe.

L'aéroport de Pau appartient à un syndicat mixte, il est exploité par une société concessionnaire, Air'Py, ayant la CCI et Transdev parmi ses associés.

## Le terme de la concession

### iv. Les petits aérodromes

Ces aérodromes, s'ils relèvent de la propriété publique, peuvent être exploités en régie directe, par l'État ou la collectivité territoriale, art. L. 6321-1 CT.

Cette solution de gestion directe est désormais exceptionnelle pour un aérodrome au trafic conséquent. L'État administrerait en gestion directe 3 aérodromes.

La collectivité propriétaire a le plus souvent recours à une délégation de service public.

L'aéroport du golfe de Saint Tropez était géré par des capitaux privés.

Criminelle, 14 octobre 2015, n° 14-82475 (quelques dérives comptables anciennes)

Cet aéroport est situé à La Môle, il est principalement consacré à l'aviation générale, il est exploité par une société contrôlée par la société ACA, gestionnaire de l'aéroport de Nice.

Il peut arriver que la collectivité propriétaire conclue un bail commercial pour qu'une société exploite la plateforme. C'est ce qu'on relève dans un arrêt de la 3<sup>e</sup> chambre civile du 10 septembre 2020, n° 18-26.032, où la commune de Saint Etienne a conclu un bail commercial avec une société commerciale pour lui conférer l'usage d'un bâtiment à usage d'héliport ainsi que d'une plateforme d'hélistation de transport public.

Le SAMU utilisait les services de l'hélistation.

On s'aperçoit que l'installation n'est pas conforme aux dispositions relatives au transport public.

L'héliport ne peut plus servir au transport.

Des travaux seraient nécessaires. Incomberaient-ils au bailleur ou au preneur ?

La société qui gère le transport par hélicoptère du SAMU résilie les conventions lui donnant accès à l'héliport.

La société preneur se retourne contre la commune bailleuse et lui demande de mettre les lieux en conformité avec l'exercice d'une activité de transport aérien public.

Le preneur succombe dans sa prétention.

La cour d'appel de Lyon avait souverainement décidé que l'intention des parties avait été de permettre l'utilisation des lieux par le service de transport aérien du SAMU, mais sans imposer aux parties la charge de maintenir durant le bail la faculté d'accueillir des activités de transport aérien.

La cour d'appel a pu en déduire que l'obligation de délivrance ne concernait que le travail aérien. La bailleuse n'était pas tenue pour l'activité de transport aérien, activité étrangère à la destination des lieux telle que contractuellement définie.

Le terme

Lorsque la délégation parvient à son terme et que la collectivité propriétaire de la plateforme refuse de la renouveler, le divorce peut tourner à l'aigre.

Le délégataire doit faire retour au délégant des biens ayant servi au fonctionnement du service public. Un jeu de restitutions intervient.

On peut en relever un exemple avec le contentieux s'élevant entre délégant et délégataire au terme de la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'aéroport d'Albert-Bray Picardie. Ce petit aérodrome, situé au nord est d'Amiens, sert aux évolutions de l'énorme avion Airbus Beluga, qui transporte des éléments fabriqués dans l'usine proche de Méaulte. Henry Potez natif du pays y avait établi un établissement industriel.

CAA Douai, 30 décembre 2020, n° 18DA01500.

L'aérodrome appartient au syndicat mixte de l'aéroport d'Albert Picardie

Cet aéroport avait fait l'objet, pour 7 ans, le 14 février 2007, pour son exploitation, d'une convention de délégation de service public en faveur de la société d'exploitation de l'aéroport d'Albert Picardie, composé à 93 % du département de la Somme et de la communauté de communes du pays du coquelicot.

Le contrat est venu à échéance le 30 mai 2014.

Le syndicat mixte a repris en régie personnalisée l'exploitation de l'aérodrome.

Le délégataire doit remettre en retour certains biens au délégant.

Le syndicat mixte a demandé à la société d'exploitation une somme d'argent.

La société d'exploitation, en reconvention, a réclamé à son tour au syndicat mixte une somme d'argent.

Le tribunal administratif d'Amiens a condamné la société d'exploitation à payer au syndicat mixte 273 882 euros.

Il a condamné le syndicat mixte à payer à la société d'exploitation 278 376 euros.

L'affaire vient en appel.

Le syndicat mixte demande une somme supplémentaire à celle octroyée en 1<sup>o</sup> instance, la cour d'appel ne la lui accorde pas.

L'arrêt passe en revue

le versement des contributions annuelles d'investissement : la délégante versait à la délégataire une contribution, les investissements réalisés sont des biens de retour ;

les dépenses de fonctionnement et d'entretien : les travaux de marquage horizontal, de signalisation horizontale, de grenaillement de la signalisation au sol, de protection d'un hangar, de peinture de la piste, la remise en état des surprisseurs IKOS ;

les dépenses d'acquisition d'un matériel défectueux ou inadapté, comme le radiogoniomètre ou le dégivreur Mac Ivor, inadaptée au Beluga ;

les dépenses de sûreté, comme l'achat de claviers digicodes, de serrures électroniques et de radios portatives, remboursé par la DGAC ;  
les biens acquis grâce aux fonds propres du délégataire : le prix d'une passerelle et d'un véhicule Renault ;  
le hangar destiné à une compagnie danoise ;  
les désordres affectant les biens remis à l'autorité délégante en fin de délégation : les passerelles autotractées pour passagers, le tracteur de piste, la tourelle de camion incendie, le dégivreur, le véhicule de direction ;  
les bassins de décantation et d'infiltration d'eau, mal entretenus ;  
les fissures sur les sols extérieurs et intérieurs, qui sont des biens de retour ;  
les frais de formation du personnel.

En revanche, la cour de Douai porte en appel l'indemnité allouée à la société d'exploitation de 278 376 à 345 570 euros, au titre de la contribution d'exploitation, à verser chaque année à la délégataire, de la nouvelle aérogare

Si l'aérodrome est privé, il est géré et exploitant par son propriétaire.

### La fiscalité applicable aux aéroports

L'entreprise gérant l'aérodrome, qui est une SA ou une SAS, est astreinte à l'impôt sur les bénéfices.

La défiscalisation des investissements effectués outre-mer.

CAA Bordeaux, 18 juin 2020, n° 18BX01654 : La SAMAC, société anonyme Aéroport de Martinique Aimé Césaire, a fait l'acquisition de passerelles télescopiques, elle demande l'agrément ministériel pour bénéficier d'une réduction d'impôt. Le ministre pour justifier son refus d'agrément indiquait que le contribuable ne présentait pas des conditions de gestion comparables à celles d'une entreprise commerciale et que son activité ne relevait pas d'une activité commerciale ou de transport mais de la réalisation de services publics à caractère administratif.

La cour administrative d'appel condamne cette argumentation ministérielle.

La taxe foncière

Elle est due par le propriétaire, qui est l'État ou une collectivité territoriale. Il est assez fréquent que le contrat de concession transfère cette charge au concessionnaire. À moins qu'il s'agisse simplement d'un effet légal.

Conseil d'État, 28 janvier 2015, n° 371501, & CAA Nantes, 28 janvier et 26 février 2015 : le département des Côtes du Nord avait mis des terrains à la disposition du syndicat mixte de l'aéroport de Saint Briec - Armor (formé du département, de la CCI, du district et de trois communes) pour construire un aéroport et le gérer. Ce syndicat est redevable de la taxe foncière sur les propriétés bâties, il est regardé comme propriétaire des installations ; le syndicat mixte exerce une activité commerciale, qui pourrait être effectuée par des entreprises privées, en assurant des prestations de services au profit des passagers et des exploitants en contrepartie de redevances et commissions.

Conseil d'État, 8 mars 2018, n° 406818 : l'affaire concerne le montant des cotisations de taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans 2 communes au Sud-Ouest de Nantes dû par l'Aéroport du Grand Ouest, AGO, qui à l'époque était chargé par l'État de l'exploitation des aérodromes de Notre Dame des Landes (auj. projet mort-né), de Nantes Atlantique et de Saint Nazaire Montoir pour une durée de 55 ans à compter de 2011.

L'administration fiscale pour la détermination de la taxe foncière avait eu recours à la méthode d'évaluation comptable prévue à l'article 1499 CGI pour évaluer les installations visées dans la convention approuvée par décret du 29 décembre 2010.

La société AGO a contesté le recours à cette méthode et a saisi le tribunal administratif de Nantes pour obtenir une décharge partielle des cotisations.

Le tribunal administratif a fait droit à cette demande et a renvoyé AGO devant l'administration fiscale pour qu'elle calcule le montant des cotisations.

Le tribunal avait décidé que la société AGO était fondée à demander l'application de la méthode d'évaluation par voie d'appréciation directe définie par les dispositions du 3° de l'art. 1498 CGI. La convention conclue entre l'État et la société AGO revêtait pour les aérodromes de Nantes et de Saint Nazaire la nature d'un contrat d'affermage. La société n'inscrivait pas ces installations aéroportuaires à son bilan.

Le ministre de l'Économie et des finances s'est pourvu en cassation contre ce jugement.

L'arrêt contredit l'analyse du tribunal administratif.

La société AGO était tenue d'inscrire les immobilisations en cause à l'actif de son bilan. C'est ce que décidait le

plan comptable général dans la rédaction applicable à l'espèce. Les biens mis dans la concession par le concédant sont inscrits à l'actif du bilan de l'entité concessionnaire.

Le Conseil d'État fait application à l'espèce de l'article 1500 CGI. La valeur locative des immobilisations industrielles est établie selon les règles figurant à l'article 1499 CGI. Du moment que l'exploitant des bâtiments est soumis aux obligations déclaratives définies à l'article 53 A et que ces immobilisations figurent à l'actif de son bilan.

Quant à l'article 1499 déclaré applicable, il décide que la valeur locative des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties est déterminée en appliquant au prix de revient de leurs différents éléments des taux d'intérêt fixés par décret en Conseil d'État.

L'affaire est renvoyée au tribunal de Nantes.

La patente créée en 1791 avait été remplacée en 1975 par la taxe professionnelle, qui a été remplacée à son tour en 2010 par la « cotisation économique territoriale » - composée de la cotisation foncière des entreprises (destinée à la commune) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (destinée à la région, au département et à la commune). Elle est due par les agents économiques indépendants non-salariés. L'exploitant de l'aérodrome y est soumis.

Les valeurs locatives servent à l'établissement des impôts locaux. Il faut les évaluer, les calculer.

Calcul de la valeur locative

Les valeurs locatives sont prises à raison des 2/3 de leur montant pour les aéroports, art. 1518 A CGI.

Ludovic Lombard, L'évaluation de la valeur locative des infrastructures aéroportuaires dans le contentieux fiscal, RFDA 2018 p. 5-16.

Les aéroports sont considérés comme des biens industriels.

Les biens mis dans la concession par le concédant sont, quant aux règles comptables, inscrits à l'actif du bilan de l'entité concessionnaire.

Le Conseil d'État valide, dans des décisions analysées par M. Lombard dans le savant article précité, pour l'évaluation de la valeur locative des infrastructures aéroportuaires, l'usage de la méthode comptable.

Par aéroports il faut entendre l'ensemble des immobilisations qui sur le site de l'aéroport sont affectées à l'accomplissement des missions dévolues au service public aéroportuaire. La faveur fiscale ne peut pas être invoquée par une société gérant des restaurants à Roissy, la société n'est pas associée au service public aéroportuaire et n'effectue pas une activité d'assistance des passagers en escale, Conseil d'État, 18 mars 2015, n° 367377.

La taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance

Les règles figurent au code des impositions sur les biens et services, CIBS.

Cette taxe est prévue par l'article 100 de la loi de finances du 29 décembre 2023 pour 2024.

Cette taxe concerne en particulier l'exploitation d'une infrastructure permettant le déplacement de personnes ou de marchandises sur une longue distance au moyen d'aéronefs, donc les aérodromes. Article L. 425-4 du code des impositions.

Cette taxe concerne tout aussi bien les sociétés concessionnaires d'autoroutes que les sociétés exploitant de grands aérodromes. Seraient concernés ADP, Lyon, Marseille, Nice.

Les aéroports tenteront d'augmenter les redevances dues par les usagers que sont les compagnies de transport aérien, ces dernières augmentant à leur tour le prix des billets d'avion.

Les petits et moyens aéroports échappent, au moins pour le moment, à la taxe.

La taxe est due, si les revenus de l'exploitation encaissés au cours de l'année civile excèdent 120 millions d'euros. Il s'agit des revenus en provenance de l'exploitation des infrastructures (pistes) de transport.

Idem, si le niveau moyen de rentabilité de l'exploitant excède 10 %.

Le taux de la taxe est de 4,6 %. On ne tient compte que de la fraction excédant 120 millions d'euros.

Le redevable constate annuellement la taxe sur l'annexe à la déclaration prévue au 1 de l'article 287 CGI déposée au titre du mois de mars de l'année civile suivant celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible. Cette déclaration fait apparaître le montant de taxe dû, le montant des acomptes versés.

La taxe est acquittée par téléversement.

Des dispositions du décret du 8 février 2024 sont relatives aux acomptes.

L'affectation de la taxe est déterminée par l'article 1512-20 CT.

La bénéficiaire est l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (réseau ferroviaire : LGV, tram, pistes cyclables ...)

Une fraction du produit de la taxe est attribuée aux communes et aux départements : pour financer les dépenses de voirie.

B. Le **financement** du fonctionnement des plates-formes aéroportuaires

La création, le fonctionnement, l'entretien et l'exploitation d'un aérodrome nécessitent d'importantes ressources financières.

Les fonds proviennent en général de la puissance publique et des usagers.

Une majorité d'aéroports de l'Union bénéficie encore actuellement de fonds publics couvrant les coûts d'investissement et d'exploitation. Les tarifs pratiqués par ces aéroports sont généralement établis, non sur la base de considérations liées au marché et notamment de données de rentabilité, mais en tenant compte de considérations de caractère social ou de politique régionale, écrit crûment au considérant 341, la Commission européenne dans sa décision 2016/1698 Aéroport de Marseille du 20 février 2014.

On constate fréquemment des flux financiers entre l'État, les aéroports et les compagnies et autres usagers.

Les aérodromes trouvent une partie de leurs ressources dans les recettes commerciales extra aéronautiques, la location de locaux aux compagnies, parkings, restaurants ...

Le système financier le plus répandu est ou était celui de la caisse unique, recueillant la totalité des recettes.

Certains préconisent l'instauration d'une double caisse, l'une recevant les recettes aéronautiques régulées, l'autre percevant les recettes commerciales théoriquement libres.

### 1. **Les AIDES PUBLIQUES AU FONCTIONNEMENT DE L'AÉROPORT**

On retrouve l'incidence des articles 107 s. du TFUE : la puissance publique peut être appelée à financer le fonctionnement de l'entreprise aéroportuaire, l'apport financier risque d'être qualifié aide d'État et de se trouver en infraction avec le droit de l'Union. Les aides faussant la concurrence en favorisant certaines entreprises sont incompatibles avec le marché intérieur, du moment qu'elles affectent les échanges entre les États membres.

Voir la communication de la Commission relative à la notion d'aide d'État visée à l'article 107 § 1 du TFUE, JOUE du 19 juillet 2016, C 262/1, spécialement n° 214,

Ainsi que le Code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État, 2018/C 253/05, JOUE du 19 juillet 2018

#### Les aides illicites

La Commission ne semble pas apprécier le nombre trop important d'aérodromes locaux, trop proches les uns des autres, elle n'apprécie guère le montant des aides trop dispendieux pour les finances publiques.

Les autorités locales n'apprécient en retour que modérément l'activisme pratiqué en ce domaine par la Commission européenne.

Chaque ville d'importance aime disposer de son propre aérodrome, elle ne voit pas pourquoi la présence d'un aérodrome dans une ville voisine la priverait de cette prérogative assurant sa position.

La Commission européenne dispose du pouvoir de sanction, elle a ouvert de multiples procédures pour faire sanctionner l'octroi par les pouvoirs publics, étatiques ou locaux, d'avantages financiers divers destinés à assurer le fonctionnement d'aéroports, au trafic limité, alors que fonctionnent déjà à proximité des aérodromes ne faisant pas le plein. La Commission entend indirectement peser sur l'ouverture de nouvelles plateformes aéroportuaires. Elle veut jouer, via le contrôle des aides, un rôle pour instaurer une planification dans la création de nouveaux aérodromes. Elle pratique sans le dire ouvertement une politique conservatrice de soutien des structures existantes, limitant voire interdisant l'apparition de plateformes concurrentes.

La Commission ouvre une procédure contre la Roumanie, lettre du 24 mai 2011. L'aéroport de Timisoara ne serait pas rentable sans les subventions d'exploitation qu'il reçoit chaque année, le montant de ces subventions annuelles dépasse les bénéfices annuels de l'aéroport, il est douteux que le principe de l'investisseur en économie de marché soit respecté, les subventions annuelles constituent une aide au fonctionnement qui réduit les dépenses courantes de la société qui exploite cet aérodrome, une telle aide est en principe incompatible avec le marché intérieur

La Commission européenne a ouvert le 21 mars 2012 une procédure sur le fondement de l'art. 108 § 2 TFUE contre l'Allemagne au titre d'une aide d'État attribuée à l'aéroport de Dortmund sous la forme d'une couverture des pertes de l'aéroport, JOUE du 18.9.2012, C 282/78.

Une procédure a été ouverte par la Commission concernant l'aéroport de Niederhein-Weeze, le transporteur Ryanair étant l'utilisateur quasi exclusif de l'aérodrome, lettre du 26 janvier 2012, JOUE du 14 septembre 2012, C 279/1. Un aérodrome de l'armée de l'air anglaise est transformé en aéroport civil. Des prêts ont été consentis à l'aérodrome privatisé par le Land de Nord Rhénanie-Westphalie et par le cercle de Clèves. La Commission dans une décision 2015/1824 du 23 juillet 2014, JOUE du 15 octobre 2015, L 269/1, décide que certains prêts offerts à l'aéroport ne constituent pas des aides. Certains de ces prêts ont été consentis aux conditions du marché. D'autres prêts consentis à l'aéroport constituent des aides compatibles avec le marché commun. La construction et l'exploitation de l'infrastructure répondent à un objectif d'intérêt général, le développement économique régional et l'amélioration de l'accessibilité de la région.

La Commission, dans une lettre du 23 janvier 2013, ouvre une procédure concernant l'octroi par la région de Sardaigne de financements publics à des aéroports de la Sardaigne pour compenser des obligations de services publics, JOUE du 30 mai 2013. Ce financement est destiné à être transféré ultérieurement aux compagnies desservant ces aéroports sardes.

La décision de la Commission est du 29 juillet 2016, JOUE 2017, L 268/1.

Germanwings a formé le 18 octobre 2017 un recours demandant au Tribunal d'annuler la décision dans la mesure où cette société est concernée, T-716/17.

Ryanair a, le 27 décembre 2017, demandé l'annulation de la décision de la Commission, T-833/17, JOUE du 19 février 2018.

EasyJet Airline (Luton) a demandé le 11 janvier 2018 l'annulation de la décision 2017/1861, JOUE du 12 mars 2018, affaire T-8/18.

La Commission avait ouvert la procédure de l'article 108 § 2 TFUE à propos d'aides accordées, à l'investissement et au fonctionnement, pour la reconversion d'un ancien aéroport militaire en aéroport civil de Gdynia-Kosakowo, situé au Nord de Gdynia et se trouvant à 25 km de celui de Gdansk, lettre du 2 juillet 2013, JOUE du 23 août 2013, les autorités locales injectant du capital dans la société devant gérer l'aéroport. L'aéroport devant être affecté aux jets privés, avions légers de sport, compagnies à bas coût, vols charters. La Commission dans une décision du 11 février 2014, publiée au JOUE du 12 décembre 2014, avait considéré qu'il y avait une aide d'État interdite.

Le président du Tribunal avait rejeté le 20 août 2014 la demande de sursis à l'exécution de la décision du 11 février 2014, JOUE du 13 octobre 2014, défaut d'urgence, Revue de droit des transports, n° 4, octobre 2014, commentaire 62 par Loïc Grard, RTD européen 2015.414 observations L. Grard.

La Commission, le 26 février 2015, dans une décision 2015/1586, avait rapporté sa décision de 2014 et a ordonné la récupération des aides.

La Commission manifeste ainsi son hostilité à l'encontre de la création d'un trop grand nombre de plates-formes aéroportuaires dans la région de Gdansk, l'ancienne Dantzig.

Un recours a été formé, le 15 mai 2015, pour demander, au Tribunal, T-263/15, l'annulation de la décision de la Commission du 26 février 2015, JOUE du 3 août 2015, C 254/16.

Le Tribunal, dans une décision du 17 novembre 2017, T-263/15, a annulé, pour des raisons procédurales, les articles 2 à 5 de la décision de la Commission ordonnant la récupération des aides. Les parties intéressées avaient été privées de la possibilité de déposer des observations sur l'application des nouvelles lignes directrices du 31 mars 2014, remplaçant celles de 2005.

La Commission a alors formé un pourvoi le 29 janvier 2018 contre cette décision du Tribunal, JOUE du 30 avril 2018. Ce pourvoi est porté devant la CJUE, C-56/18 P. La plaidoirie a été tenue le 4 avril 2019.

On détient les conclusions rendues en cette affaire le 4 juillet 2019 par l'avocat général Evgeni Tanchev, qui soutient la thèse de la Commission et qui propose à la CJUE d'annuler la décision rendue par le Tribunal en 2017. L'obligation de consulter les parties intéressées en cours de procédure n'existe qu'en cas de modification substantielle du régime juridique des aides, la modification du fait de la publication des nouvelles règles directrices n'avait pas en l'espèce de caractère substantiel. Les dispositions de 2014 sont identiques à celles de 2005 en ce qui concerne le problème en cause.

La procédure administrative en matière d'aide d'État concerne l'État responsable de l'octroi de l'aide. Les parties dites intéressées ne possèdent que de droits procéduraux limités, elles ne sont qu'associées à la procédure. La CJUE dans un arrêt du 11 mars 2020 a annulé l'arrêt du Tribunal. L'affaire est renvoyée devant le Tribunal. Le Tribunal a rendu le 21 décembre 2021 deux décisions rejetant les demandes en annulation formées contre la décision de la Commission, affaire T-263/15 RENV et affaire T-209/15.



Le recours formé devant la Cour de Justice a été rejeté par un arrêt du 22 juin 2023, C-163/22 P.  
[L'aéroport est en faillite, il ne peut guère restituer les aides aux deux communes ayant financé le projet.  
Le site internet de l'aérodrome fait état d'événements déjà anciens, toute activité aérienne commerciale semble y avoir disparu.]

#### La justification de certaines aides

Comment évincer le caractère prohibitif des solutions européennes ?

On peut justifier l'aide, soit en y voyant une compensation pour services publics, soit en faisant appel à la nécessité du développement régional.

Les aides au fonctionnement ne tombent pas sous le coup de la prohibition si elles sont nécessaires pour l'exploitation d'un service d'intérêt économique général, SIEG.

Le bénéficiaire de l'avantage peut d'abord se prévaloir de la jurisprudence Altmark.

Quatre critères sont exigés.

Le bénéficiaire a été chargé de l'exécution d'obligations de service public

La compensation est établie sur la base de paramètres établis de façon objective et transparente

La compensation ne saurait dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public.

Si l'entreprise n'a pas été sélectionnée sur la base d'une procédure de marché public destinée à élire l'entreprise offrant ses services au moindre coût, l'étendue de la compensation pour être admise doit être appréciée sur la base des coûts qu'une entreprise moyenne aurait encourus pour exécuter ses obligations.

L'article 106 § 2 TFUE prévoit également que les entreprises gérant un service d'intérêt général sont soumises aux règles du droit de la concurrence, mais dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à leur mission. Il y a là une dérogation à l'interdiction des aides d'État. C'est la Commission qui précise le respect des conditions de nécessité et de proportionnalité. Cet encadrement des SIEG avait été effectué par un texte de 2005, puis par la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011, JO L 7, 11 janvier 2012.

Sont éligibles à l'exemption les compensations octroyées aux aéroports (et aux ports) dont le trafic annuel moyen au cours de deux exercices précédant celui de l'octroi du service d'intérêt économique général n'a pas dépassé 200 000 passagers pour les aéroports. Art. 2 § 1 lettre e.

L'acte d'attribution de la compensation doit indiquer la nature et la durée des obligations de service public.

Il faut voir sur ce point les observations de M. Loïc Grard, Revue de droit des transports, janvier 2012, chronique 1, et celles de M. V. Correia, page 430 à l'article précité publié au ZLW de 2014.

La Commission avait lancé le 3 juillet 2013 une consultation sur les règles en matière d'aides d'État applicables au financement public des aéroports (ainsi qu'aux compagnies aériennes). Elle avait publié un projet de lignes directrices. Les aides à l'investissement ne seraient autorisées que s'il existe un réel besoin en matière de transport et si l'aide est nécessaire pour accéder à une région. Les aides au fonctionnement ne seraient autorisées que pour 10 ans. Certains prétendaient que si la Commission parvenait à ses fins ceci pourrait entraîner la fermeture d'un grand nombre d'aéroports régionaux, qui ne peuvent jamais être rentables. Alors que les aéroports régionaux contribuent au développement économique et touristique des régions. D'où certaines protestations. Ainsi que des approbations du côté des Verts et autres défenseurs de l'environnement. On peut citer en réponse aux propositions de la Commission européenne la résolution européenne du Sénat français du 3 novembre 2013.

Les 20 février et 31 mars 2014, la Commission européenne a adopté de nouvelles « lignes directrices » sur les aides publiques en faveur des aéroports, dont la publication a été faite au JOUE du 4 avril 2014.

La Commission a fait une application immédiate de ces nouvelles dispositions en matière d'aides au "fonctionnement", même en ce qui concerne les faits anciens.

Les États ont accepté de rendre leurs régimes d'aides conformes aux lignes directrices, voir JOUE du 7 juin 2016, C 201/1, la Commission en a pris acte.

Vincent Correia, op.cit., ZLW 2014 p. 411

L. Grard, op.cit., RTD européen 2015.417

Ce document vise en particulier les aides publiques au fonctionnement des aéroports régionaux.

(Le système actuel fait l'objet de réserves nombreuses, voire de critiques, en particulier au nom de l'autonomie locale et régionale. La position de la Commission ne fait pas toujours l'unanimité. Voir les avis du Comité européen des régions, sur les aides d'État et les services d'intérêt économique général, JOUE du 21 mars 2017, C 88/22, et sur la stratégie de l'aviation, JOUE du 21 mars 2017, C 88/69).

Le règlement n° 651/2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017, édicte certaines dispositions concernant des aides aux aéroports régionaux, il déclare certaines aides compatibles avec le marché intérieur et les exempte de l'obligation de notification à la Commission.

La Commission a publié au JOUE du 11 juillet 2023 une communication – non signée et non datée - prolongeant la période transitoire prévue par les lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes en ce qui concerne les aéroports régionaux.

La communication débute par des affirmations de style tranché. Les aides au fonctionnement constituent une forme d'aide qui entraîne des distorsions de concurrence très importantes. Elles ne peuvent être autorisées que dans des circonstances exceptionnelles. Les aéroports et les compagnies doivent normalement supporter leurs propres coûts d'exploitation.

La communication affirme cependant que certaines catégories d'aides peuvent encore être justifiées.

Les lignes directrices prévoient une période transitoire de 10 ans, à compter du 4 avril 2014.

En 2024, les aéroports devront couvrir l'intégralité de leurs coûts d'exploitation.

Après cette date, aucune aide au fonctionnement ne sera jugée compatible avec le marché intérieur.

A l'exception des aides au fonctionnement octroyées conformément aux règles trans sectorielles en matière d'aides d'État, telles que les règles applicables au financement des services d'intérêt économique général.

La communication fait état de faits nouveaux, comme la pandémie et la guerre en Ukraine, pour justifier l'adoption de nouvelles mesures assouplissant le système antérieur. Le régime antérieur est sur certains points prorogé jusqu'au 3 avril 2027.

Les aides au fonctionnement en faveur des aéroports régionaux peuvent être déclarées compatibles conformément à l'article 107 § 3 point c) du traité durant une période transitoire de 13 ans. Rédaction 2023, point 8.

Les aides au fonctionnement octroyées aux aéroports, soit sous la forme d'aides individuelles, soit au titre d'un régime d'aides, seront considérées comme étant compatibles avec le marché intérieur conformément à l'article 107 § 3 point c) du traité, durant une période transitoire de 13 ans à compter du 4 avril 2014, pour autant que les critères cumulatifs énoncés au point 79 comme il est indiqué aux points 113 à 134 soient remplis. Point 112 version 2023.

Comme il est indiqué au point 13 ; afin de donner aux aéroports le temps de s'adapter aux nouvelles réalités du marché et pour éviter toute perturbation du trafic aérien et rupture de la connectivité des régions, les aides au fonctionnement octroyées à des aéroports seront considérées comme contribuant à la réalisation d'un objectif d'intérêt commun pendant une période transitoire de 13 ans si :

- (a) elles améliorent la mobilité des citoyens de l'Union et la connectivité des régions grâce à la mise en place de points d'accès pour les vols intra Union ou si
- (b) elles luttent contre la congestion du trafic aérien sur les principales plates-formes aéroportuaires de l'Union ou si

elles facilitent le développement régional. Point 113 des lignes directrices de 2014, version 2023.

Le point 121, version 2023, donne des indications concernant la programmation du paiement des aides.

Pour encourager de manière adéquate une gestion efficiente de l'aéroport, le montant des aides doit en principe être établi préalablement comme étant un montant fixe couvrant le déficit de financement escompté (calculé sur la base d'un plan d'exploitation ex ante) durant une période transitoire de 13 ans.

Aucune majoration ex post du montant d'aide ne doit donc, en principe, être considérée comme étant compatible avec le marché intérieur.

L'État membre peut verser le montant fixe ex ante en tant que somme forfaitaire versée à l'avance ou par tranches, par exemple sur une base annuelle.

Une distinction est opérée par les lignes directrices en fonction de l'importance du trafic.

Allons du trafic le plus faible au trafic le plus important.

. Nous avons en premier la situation des petits aérodromes ayant un trafic en dessous de 200 000 passagers, ils

peuvent bénéficier d'aides au titre du financement du service économique général s'ils respectent les critères du paquet Almunia.

Les aides ne sont pas alors soumises à notification, décision du 20 décembre 2011, JOUE du 11 janvier 2012. Cf. supra.

Ces dispositions sont reprises à l'article 56 bis du règlement n° 651/2014, issu du règlement 2017/1084 du 14 juin 2017.

§ 2 : les aides au fonctionnement en faveur des aéroports sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107 paragraphe 3 du traité et sont exemptées de l'obligation de notification prévue à l'article 108 paragraphe 3 du traité, pour autant que les conditions prévues aux paragraphes 3, 4, 10 et 15 à 18 du présent article 56 bis et au chapitre I soient remplies.

L'aéroport doit être ouvert.

L'aide n'est pas octroyée pour la délocalisation d'aéroports existants.

Le montant de l'aide au fonctionnement n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les pertes d'exploitation et un bénéfice raisonnable sur la période concernée. L'aide est octroyée soit sous la forme de versements par tranches périodiques fixées ex ante qui n'augmenteront pas au cours de la période pendant laquelle l'aide est octroyée, soit sous la forme de montants définis ex post sur la base des pertes d'exploitation observées.

L'octroi de l'aide au fonctionnement n'est pas subordonné à la conclusion d'accords avec des compagnies aériennes spécifiques en matière de redevances aéroportuaires, de paiements liés au marketing ou d'autres aspects financiers des activités des compagnies aériennes dans l'aéroport concerné.

. Un régime spécifique pour les petits/moyens aéroports régionaux ayant un trafic annuel de moins de 700 000 passagers est prévu.

L'aide au fonctionnement doit contribuer à la réalisation d'un objectif commun bien défini. Il s'agit de favoriser la connectivité entre les régions, de lutter contre la congestion du trafic aérien dans les grandes plates-formes européennes et de favoriser le développement régional.

La Commission avait fait application de ce nouveau dispositif de 2014 dans une décision du 11 juin 2014, publiée au JOUE du 23 décembre 2014, dans une affaire concernant des apports en capitaux offerts par la puissance publique pour apurer les pertes de la société de gestion de l'aéroport du détroit (de Messine), qui gère l'aéroport de Reggio de Calabre (en face de Messine). Les conditions fixées par l'arrêt Altmark n'étaient pas réunies, ni celles de 2005 et 2011 sur l'encadrement des aides en matière de SIEG. Les petits aérodromes au trafic annuel de moins de 700 000 passagers ne sont souvent pas en mesure de couvrir la totalité de leurs coûts d'exploitation. L'aide accordée est ainsi validée sur le fondement des lignes directrices du 31 mars 2014 : contribution à un objectif d'intérêt commun, nécessité de l'intervention publique, présence d'un effet d'incitation, aide limitée au minimum nécessaire, prévention des effets négatifs. Les aides ont contribué au développement régional, l'aide était nécessaire pour améliorer la connectivité (sic) de la Calabre, la mesure était compatible avec le marché intérieur.

Ce régime prévu pour 5 ans avait été prolongé jusqu'au 3 avril 2024.

Il est désormais prolongé jusqu'au 3 avril 2027, lignes directrices 2023, point 6.

Point 130 des lignes directrices de 2014, version 2023.

Dans les conditions actuelles du marché, les aéroports dont le trafic de passagers annuel est inférieur ou égal à 700 000 personnes peuvent rencontrer des difficultés pour parvenir à la pleine couverture des coûts au cours de la période transitoire de 13 ans.

C'est la raison pour laquelle le montant d'aide maximum peuvent être autorisé pour les aéroports relevant de cette catégorie s'élèvera à 80 % du déficit de financement des coûts d'investissement initial durant une période de 13 ans à compter du début de la période transitoire...

. La situation des aéroports, ayant plus de 700 000 passagers par an, mais ayant un trafic de moins de 3 millions de passagers

Les lignes directrices de 2014 prévoient une période transitoire de 10 ans, des aides pourraient être accordées pour que les aérodromes s'adaptent à un nouveau modèle d'entreprise.

Les lignes directrices fixent plusieurs critères de compatibilité de l'aide au fonctionnement.

Contribution à un objectif défini d'intérêt commun : faciliter le développement régional, améliorer la mobilité des citoyens de l'union. L'aide au fonctionnement doit être un instrument approprié pour atteindre l'objectif poursuivi ou résoudre les problèmes ciblés.

L'intervention de l'État est nécessaire. Le marché ne peut pas à lui seul apporter une amélioration substantielle.  
Existence d'un effet d'incitation : si l'aide n'était pas accordée, l'activité de l'aéroport serait réduite.  
Proportionnalité de l'aide : l'aide doit être limitée au minimum nécessaire.  
Prévention des effets négatifs non désirés sur la concurrence et les échanges.  
Montant maximum des aides, 50 % du déficit du financement initial des coûts d'exploitation. Point 128 des lignes directrices, version 2023.

[L'aéroport de Francfort-Hahn.

Cet aéroport situé dans la région de l'Hunsrück, entre le Luxembourg, Trèves et Mayence, était jusqu'en 1992 une base militaire américaine, il a été transformé en aéroport civil, desservi principalement par Ryanair. Un groupe chinois en avait pris le contrôle en 2017, mais l'affaire a tourné court. Il y a une procédure d'insolvabilité ouverte en octobre 2021. Le virus a fait son œuvre. Le trafic y semble très réduit. Y opèrent Ryanair et Wizz. La cessation d'activité semble proche.

Plusieurs décisions, au moins 4, sont intervenues dans ce dossier complexe sous l'angle procédural.

La décision 2016/788 du 1<sup>o</sup> octobre 2014 concerne des prêts et des garanties octroyés à l'aérodrome de Francfort-Hahn par le Land de Rhénanie-Palatinat pour assurer son financement entre 2009 et 2011, JOUE du 24 mai 2016, L 134/1. Les prêts ne constituent pas une aide d'État. Les garanties sont analysées comme constituant une aide d'État, mais celle-ci est déclarée compatible avec le marché intérieur. Décision prise au terme d'une procédure formelle d'examen.

Le transporteur allemand a formé un recours.

Une ordonnance du Tribunal rendue le 17 mai 2019, T-764/15, rejette le recours formé par la Deutsche Lufthansa, déclarée irrecevable. C'est l'État allemand qui était le destinataire de la décision de la Commission. La Lufthansa n'aurait pu être déclarée recevable dans son recours que si elle avait été directement et individuellement concernée par la décision de la Commission, ou, que si elle établissait qu'elle était directement concernée par la décision et que celle-ci constituait un acte réglementaire ne comportant pas de mesure d'exécution.

La CJUE, dans un arrêt du 20 janvier 2022, C-594/19 P, rejette le pourvoi de la Deutsche Lufthansa. La Lufthansa n'était pas concernée par la décision de la Commission.

La décision 2016/789 du 1<sup>o</sup> octobre 2014, JOUE du 24 mai 2016, concerne l'aide au fonctionnement octroyée à l'aérodrome de Hahn. Admise sur le fondement de l'article 107 § 3 du traité sur le fonctionnement de l'Union et des lignes directrices de 2014. Amélioration de la mobilité des citoyens de l'Union, accès à des vols à l'intérieur de l'Union dans cette région. L'aérodrome ne couvre pas ses coûts, nécessité de l'intervention de l'État. Mesure appropriée pour obtenir l'objectif d'intérêt général. Sans l'aide, l'aérodrome quitterait le marché, en clair il fermerait, l'aide joue un rôle d'incitation. Le montant de l'aide était proportionné, il était limité aux pertes d'exploitation non couvertes. Les effets sur la concurrence sont limités, absence d'un autre aérodrome commercial dans le rayon de 100 km. Les mesures sont compatibles avec le marché intérieur.

Le Tribunal, dans une décision du 12 avril 2019, T- 492/15, déclare irrecevable le recours formé par la Deutsche Lufthansa contre la décision de la Commission.

La Lufthansa forme un pourvoi en cassation le 13 juin 2019, affaire C-453/19 P, JOUE du 5 août 2019, C 263/33.

Nous disposons des conclusions de l'avocat général Maciej Szpunar développées le 27 octobre 2020.

C'est le débat de la recevabilité du recours en annulation d'une décision de la Commission formée par un concurrent du bénéficiaire de l'aide.

L'article 263, 4<sup>o</sup> alinéa, TFUE, prévoit deux cas de figure autorisant une personne à former un recours contre un acte de l'Union dont elle n'est pas le destinataire :

Lorsque cet acte la concerne directement et individuellement

Lorsqu'il s'agit d'un acte réglementaire ne comportant pas de mesures d'exécution, si celui-ci la concerne directement.

En présence d'une mesure individuelle, le recours du tiers n'est recevable que s'il établit que la décision intéresse son affectation individuelle.

La seule qualité de concurrent ne suffit pas à établir l'affectation individuelle. Il lui faut établir que sa position sur le marché est substantiellement affectée par la mesure d'aide. Le débat porte sur la condition d'affectation substantielle. Ce serait le cas si le concurrent subit un manque à gagner provoqué par la mesure d'aide. La condition est plus sévèrement appréciée dans la jurisprudence récente.

L'avocat général ne reproche pas à la décision du Tribunal d'avoir conclu à l'absence auprès de la Lufthansa d'affectation individuelle.

Arrêt rendu le 15 juillet 2021.

Une décision de la Commission du 31 juillet 2017 avait décidé de ne pas soulever d'objections à l'aide au fonctionnement accordée à l'aéroport de Hahn.

La Lufthansa a agi devant le Tribunal pour faire annuler la décision de la Commission.

Une ordonnance du Tribunal du 30 janvier 2019, T-218/18, admet l'intervention du Land de Rhénanie Palatinat afin d'intervenir à l'instance pour appuyer les conclusions de la Commission.

Le Tribunal a rendu sa décision le 19 mai 2021, T-218/18.

Le Land de Rhénanie-Palatinat a le 29 juillet 2021 formé un pourvoi contre ce jugement du Tribunal. Affaire C-466/21 P. Le Land critique en particulier la solution selon laquelle la Deutsche Lufthansa pouvait agir comme partie dans cette affaire.

La Commission relance le débat en ouvrant une nouvelle fois la procédure sur le fondement de l'article 108 § 2 TFUE dans une lettre du 26 octobre 2018 adressée à l'Allemagne. JOUE du 13 septembre 2019.

La Commission a reçu en 2015 une plainte selon laquelle le Land de Rhénanie-Palatinat aurait accordé une aide illégale à l'exploitant de l'aérodrome de Francfort-Hahn ainsi qu'à Ryanair. C'est la période 2001-2017 qui est visée.

La Commission suspecte certaines aides octroyées à Ryanair, ainsi qu'à la société gérant l'aéroport.

La Commission a ouvert la procédure formelle d'examen.

Certaines mesures échappent toutefois à la suspicion.

]

En fin de période, l'aérodrome devrait être en mesure d'assurer lui-même ses coûts de fonctionnement.

Point 129 des lignes directrices, version 2023. Treize ans après le début de la période transitoire au plus tard,

tous les aéroports devront couvrir l'intégralité de leurs coûts d'exploitation. Plus aucune aide au fonctionnement ne sera jugée compatible avec le marché intérieur après cette date,

à l'exception des aides au fonctionnement octroyées conformément aux règles trans sectorielles en matière d'aides d'État, telles que les règles applicables au fonctionnement des SIEG.

Ce qui apparaîtra à certains comme une vue de l'esprit. De nombreux aéroports régionaux ne pourront jamais être rentables. Les indications de la Commission si elles sont appliquées à la lettre signeraient leur fermeture au trafic commercial.

. Les aéroports ayant un trafic de plus de 3 millions de passagers

Ils ne devraient pas recevoir d'aides, ils devraient assurer eux-mêmes leur rentabilité.

Dans l'hypothèse où des aéroports reçoivent des aides d'État et se trouvent ultérieurement mis en liquidation, la récupération des aides illicites se révèle le plus souvent problématique.

Voir deux décisions de la Commission européenne relatives à des aéroports grecs rendues le 23 juillet 2014, JOUE du 13 décembre 2014, L 358/30 et 33.

(Le regroupement entre aéroports : ex. Vinci prenant le contrôle de la société gérant les aéroports du Portugal, Aeroportos de Portugal, ANA, notification d'une concentration, 2 mai 2013, JOUE du 9 mai 2013, C 132/15 ; la Commission en date du 10 juin 2013 a décidé de ne pas s'opposer à la concentration et de la déclarer compatible avec le marché commun, JOUE du 29 juin 2013, C 187/5)

## 2. LES REDEVANCES

Les exploitants d'aéronefs font ordinairement décoller leurs aéronefs depuis un aérodrome, ils atterrissent sur un aérodrome, ils y bénéficient de services multiples, ne serait-ce que le fait d'user de la piste, dont il a fallu effectuer la construction et dont il faut assurer l'entretien. Tout ceci a un coût. L'exploitant de l'aérodrome, qu'il soit un service de l'État ou une société de droit privé, fait des investissements, il crée les pistes, il les entretient. Il attend une rémunération, pour le service rendu, sous forme de redevances.

### a) Les redevances aéroportuaires pour services rendus

L'exploitant de l'aérodrome perçoit des redevances de la part des transporteurs aériens et autres usagers des plateformes aéroportuaires. Il ne s'agit pas de taxes destinées à apporter des recettes fiscales à l'État, mais d'un prélèvement destiné à couvrir les coûts de la fourniture des services aux usagers des aéroports. Il s'agit de financer un service.

Les art. R. 6325-3 et s. CT donne une typologie des redevances perçues dans les aérodromes dont le trafic annuel moyen des 3 dernières années a dépassé 100 000 passagers. Il n'est pas interdit de généraliser.

Existent d'abord les redevances que le CT qualifie de principales. Figurent parmi elles.

#### La redevance d'atterrissage

Elle correspond à l'usage par les aéronefs de plus de 6 tonnes des infrastructures et des équipements aéroportuaires nécessaires à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol. Elle correspond le cas échéant aux services complémentaires, tels que le balisage, l'information de vol et les aides visuelles. Les tarifs de cette redevance sont fonction de la masse maximale certifiée au décollage de l'aéronef. Art. R. 6325-5.

#### La redevance de stationnement

Elle correspond à l'usage, par les aéronefs de plus de 6 tonnes, des infrastructures et équipements de stationnement. Elle correspond le cas échéant aux services complémentaires, tels que les passerelles, l'énergie électrique et le dégivrage. Les tarifs de cette redevance sont fonction de la durée du stationnement, des caractéristiques de l'aéronef et de celles de l'aire de stationnement. Art. R. 6325-6 CT.

#### La redevance par passager

Elle correspond à l'usage des installations servant à la réception des passagers et du public.

Elle correspond, le cas échéant, aux services complémentaires, comme la mise à disposition des comptoirs d'enregistrement et d'embarquement ou les installations de tri des bagages.

L'assiette de cette redevance est le nombre des passagers embarqués, art. R. 6325-7 CT.

Un contentieux s'est développé de la part des usagers et des compagnies aériennes se plaignant du niveau financier exigé par les gestionnaires d'aéroports. Des hausses programmées pour les années à venir suscitent des plaintes à Bruxelles contre la France.

Le contentieux peut être fondé sur le droit spécial européen et national propre aux redevances ainsi que sur les dispositions générales en matière de droit de la concurrence comme l'abus de position dominante.

L'art. R. 6325-9 CT envisage la possibilité d'instauration de redevances accessoires, comme pour la mise à disposition de locaux techniques, d'installations de traitement des eaux, de distribution de carburant, d'aires d'entreposage.

L'art. L. 6325-4 envisage l'instauration d'une redevance sur les produits pétroliers livrés à l'avitaillement des aéronefs. L'art. D. 6325-12 CT renvoie à un arrêté ministériel.

[Nous traiterons plus loin, infra, dans le développement consacré aux transporteurs aériens, sous l'angle de

l'interdiction des aides d'État, de la situation des compagnies à bas coûts, bénéficiant de redevances allégées et d'incitations financières diverses pour les inciter à desservir des aéroports régionaux.]

α) Les dispositions conventionnelles, européennes et françaises autorisent la perception des redevances de la part des exploitants d'aérodromes et leur mise à la charge des usagers.

La légalité de l'imposition de redevances

La convention de Chicago du 7 décembre 1944 consacre son article 15 aux redevances d'aéroport. Elle interdit les discriminations au détriment des aéronefs étrangers.

Les redevances qu'un État peut imposer ou permettre d'imposer pour l'utilisation des aéroports ouverts aux fins d'usage public ne doivent pas :

Pour les aéronefs qui n'assurent pas de services aériens réguliers, être supérieures aux redevances qui seraient payées par ses aéronefs nationaux de même classe assurant des services similaires ;

Pour les aéronefs qui assurent des services internationaux réguliers, être supérieures aux redevances qui seraient payées par ses aéronefs nationaux assurant des services internationaux similaires.

Les redevances sont publiées et communiquées à l'OACI.

Les accords bilatéraux sur les services aériens peuvent comporter des dispositions sur les redevances d'usage.

Ainsi à titre d'exemple, selon l'art. 11 de l'accord franco-ivoirien du 28 avril 2016, les redevances doivent être justes, raisonnables, non discriminatoires.

On trouve des dispositions semblables dans l'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'UE et le Royaume-Uni, article AIRTRN.15 : Redevances d'usage

Les usagers, compagnies et exploitants d'aéronefs, n'apprécient guère les augmentations de tarifs.

Les sociétés gestionnaires d'aéroport doivent cependant rentrer dans leurs frais, effectuer des travaux d'infrastructures, rémunérer leur personnel et distribuer des dividendes à leurs actionnaires.

Si les transporteurs aériens sont des agents économiques, les exploitants des plates-formes aéroportuaires le sont en fait également devenus.

1° étape. Les règles de principe

Le dispositif est fort complexe, le mode de fixation et de calcul des redevances varie selon qu'il s'agit d'un aéroport grand ou à petit trafic. Le droit européen, avec la directive 2009 / 12 du 11 mars 2009, transposée en droit interne, imprime sa marque en ce qui concerne les aéroports connaissant un fort trafic. Le code des transports présente des règles générales, le droit spécial prospère. Un aéroport important relève de plusieurs dispositifs normatifs successifs.

Les textes fournissent des directives quant au calcul des redevances.

Les règles de base

Le droit commun concerne principalement les aéroports ouverts à la circulation aérienne publique. Il figure aux articles L. 6325-1 et suivants du code des transports, ainsi qu'aux art. R. 6325-1 et s.

L'arrêté modifié du 24 janvier 1956 fixe les conditions d'établissement et de perception des redevances d'atterrissage.

La redevance d'atterrissage instituée par le CT est due par tout aéronef qui effectue un atterrissage sur un aéroport ouvert à la circulation aérienne publique.

Il existe un régime spécial pour les aéronefs d'État n'effectuant pas de transport rémunéré.

Le droit commun peut même être amené à s'appliquer sous certaines conditions à certains aéroports agréés à usage restreint : les usagers civils de tels aéroports, du moment qu'une activité civile et commerciale y a été autorisée, peuvent être astreints à payer redevance, cf. article R. 6325-1.

L'art. L. 6325-1 CT commence, à l'alinéa 1°, conformément au droit international, par affirmer la légalité de la perception de redevances :

Les services publics aéroportuaires rendus sur les aéroports ouverts à la circulation aérienne publique donnent lieu à la perception de redevances pour services rendus.

Il s'agit pour les usagers de rémunérer les services publics dont ils sont les bénéficiaires en ce qui concerne l'usage des terrains, des infrastructures, des installations, des locaux, des équipements aéroportuaires, lorsque cet usage est nécessaire à l'exploitation des aéronefs et des services de transport aérien. Cf. art. R. 6325-1.

Ces redevances sont fixées conformément au 2° alinéa de l'art. L. 410-2 du code de commerce : ce qui signifie que le montant des redevances ne relève pas du marché libre et ne résulte pas d'un libre accord de volontés entre l'exploitant de l'aérodrome et ses usagers, mais que le gouvernement par décret en Conseil d'État régleme la détermination du tarif des redevances.

La redevance d'atterrissage est calculée d'après la masse maximale au décollage portée sur le certificat de navigabilité de l'aéronef, arrêté du 24 janvier 1956, article 2.

Le montant des redevances tient compte de la rémunération des capitaux investis : l'exploitant de l'aérodrome a investi des capitaux, il reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre d'activités (prévu à l'art. L. 6325-1, al. 2) apprécié au regard du coût moyen pondéré de son capital calculé sur ce périmètre.

Cette rémunération tient compte des capitaux investis sur le "**périmètre d'activités**" précisé pour chaque aérodrome.

[Les aérodromes mènent en effet plusieurs types d'activités, l'activité première consiste à assurer le décollage et l'atterrissage des aéronefs. Certains aérodromes mènent parallèlement des activités commerciales qui peuvent être extérieures à ce périmètre, ils gèrent des parkings, des hôtels, des restaurants ... Parmi les rentrées de fonds, l'aéroport dispose des redevances perçues en contrepartie de l'accès aux infrastructures, il dispose également du produit de ces autres activités. Au regard de la comptabilité, on dresse, soit le plus souvent deux caisses distinctes pour les deux sources de revenus, soit une seule.

Il faut compter avec l'arrêté du 15 octobre 2020, JO du 20 octobre 2020, applicable aux plateformes d'ADP ainsi qu'aux aérodromes appartenant à l'État. L'arrêté impose à l'exploitant d'aérodrome d'établir une comptabilité analytique permettant d'identifier les éléments mentionnés à l'article 3 de l'arrêté du 16 septembre 2005 relatif aux redevances pour services rendus. La comptabilité respecte les règles d'allocation des actifs, celles des produits, celles des charges. Le ministre chargé de l'Aviation civile exerce un contrôle sur le contenu de ces règles. L'exploitant tient une comptabilité permettant d'identifier les coûts relatifs à chacune des catégories de redevances prévues par les articles R. 6325-4 (redevances principales d'atterrissage, de stationnement et par passager) et R. 6325-9 (redevances dites accessoires) ]

Le périmètre d'activités est précisé par voie réglementaire pour chaque aérodrome, art. L. 6325-1 du code des transports.

(Voir l'arrêté du 28 mars 2021 délimitant le périmètre d'activités l'aérodrome de Bâle Mulhouse. Le périmètre couvre l'ensemble des activités de l'exploitant, à l'exception de certaines activités d'assistance en escale, des activités financées par la taxe d'aéroport, des activités financées par le redevance bruit, la contribution spécifique en provenance des exploitants suisses, les locations privatives de terrains nus, de hangars, de bureaux, d'aires de stationnement et de circulation au sol des aéronefs, des prestations industrielles, des parkings abonnés associés. Les profits dégagés par les activités extérieures à ce périmètre ne sont pas pris en compte pour la fixation des tarifs des redevances.)

L'Autorité de régulation des transports détermine les principes auxquels obéissent les règles d'allocation des produits, des actifs et des charges au périmètre d'activités mentionné à l'art. L. 6325-1 et entre les activités relevant de ce périmètre, par une décision qui est publié au JO. Art. L. 6327-3-1.

L'Autorité de régulation des transports assure un suivi économique et financier des aérodromes mentionnés à l'art. L. 6327-1 et dispose à cette fin du droit d'accès aux informations économiques, financières et sociales nécessaires prévu à l'art. L. 1264-2.

Art. L. 6327-3-2.

Cette rémunération est appréciée au regard du coût moyen pondéré de son capital calculé sur le périmètre d'activités.

Le coût moyen pondéré du capital est estimé à partir du modèle d'évaluation des actifs financiers, des données



financières de marché disponibles et des paramètres pris en compte pour les entreprises exerçant des activités comparables.

Le montant des redevances peut tenir compte des dépenses, y compris futures, liées à la construction d'infrastructures ou d'installations nouvelles avant leur mise en service. Article R. 6325-13, qui titre Préfinancement d'une opération par les redevances.

Il peut cependant être tenu compte, dans la fixation des tarifs des redevances, des profits dégagés par des activités de l'exploitant extérieures au périmètre.

Les bénéfices dégagés par l'exploitant de l'aérodrome dans l'exercice d'activités immobilières ou commerciales, autres que l'usage des pistes et des infrastructures aéroportuaires, peuvent donc être pris en considération dans la détermination des tarifs.

Art. R. 6325-22 CT

Les modulations

Art. L. 6325-14, R. 6325-14.

Le montant des redevances peut faire l'objet, pour des motifs d'intérêt général, de modulations limitées tendant à réduire ou compenser les atteintes à l'environnement, améliorer l'utilisation des infrastructures, favoriser la création de nouvelles liaisons ou répondre à des impératifs de continuité ou d'aménagement du territoire.

L'article R. 6325-15 CT précise le jeu des "modulations", déterminées dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires : la réduction des atteintes à l'environnement peut justifier une modulation ; pour améliorer l'utilisation des infrastructures ; il peut y avoir une réduction temporaire pour les exploitants d'aéronefs dont le trafic dépasse certains seuils ou qui ont pris un engagement contractuel; réduction temporaire pour les exploitants créant de nouvelles liaisons ; réduction pour les liaisons avec l'outre-mer ou pour les liaisons assujetties à des obligations de service public.

L'article 3 de l'arrêté modifié du 24 janvier 1956 est relatif à la modulation de la redevance d'atterrissage en fonction de la période de la journée et de la performance des aéronefs en matière acoustique.

Les taux de la redevance sont affectés d'un taux de modulation en fonction du bruit caractéristique de l'aéronef et de l'heure d'atterrissage.

Les aéronefs sont classés en 6 groupes acoustiques.

La journée est découpée en 3 plages horaires : 6 h à 18 h, 18 h à 22 h, 22 h à 6 h.

C'est la personne qui a la charge de fixer les tarifs des redevances qui fixe, pour chacun des groupes acoustiques et chacune des plages horaires, le coefficient de modulation propre aux aéronefs de ce groupe.

L'heure d'atterrissage prise en compte est celle du toucher des roues.

L'arrêté de 1956, modifié par l'a. du 24 juin 2022, donne des règles spéciales, quant aux coefficients de modulation, en ce qui concerne les aérodromes où est perçue la taxe sur les nuisances sonores aériennes : aérodromes mentionnés à l'article L. 6360-1 du code des transports,

c'est-à-dire les aérodromes où le nombre annuel des mouvements d'aéronefs de 20 tonnes et plus a dépassé le chiffre des 20 000 lors de l'une des 5 années précédentes,

Ainsi que les aérodromes en liaison avec les précédents : les aérodromes ayant dépassé 50 000 mouvements d'aéronefs de plus de 2 tonnes lors de l'une des 5 dernières années, alors que les plans d'exposition au bruit ou de gêne sonore de ces aérodromes possèdent un domaine d'intersection avec les plans des aérodromes cités plus haut.

Des réductions sur les taux de la redevance peuvent être accordées par l'exploitant de l'aéroport, avec l'accord du ministre.

Des dispositions plus indulgentes sont prévues pour les entreprises accomplissant des vols d'entraînement.

Des conditions spéciales peuvent être consenties pour les atterrissages consécutifs à des vols d'essai.

Des réductions sont prévues en cas de manifestation aérienne.

Certains aéronefs sont exonérés de la redevance : transport de personnalités, certains aéronefs d'État, certains

vols d'essai, les aéronefs effectuant un retour forcé, les planeurs, aérovoiliers, avions de moins de 3 tonnes utilisés pour le remorquage des planeurs ou l'entraînement des parachutistes sportifs.

Les aéronefs des aéroclubs et les aéronefs de tourisme et d'affaires d'un poids de moins de 3 tonnes paient une redevance semestrielle.

C'est l'exploitant qui fixe les tarifs des redevances pour ADP et les aérodromes appartenant à l'État

Pour les autres aérodromes, soit le signataire de la convention, soit l'exploitant.  
Art. R. 6325-17.

On verra que dans la plupart des hypothèses l'autorité publique est appelée à homologuer le montant des redevances.

Les art. R. 6325-17 et s. précisent les grandes idées concernant la détermination des tarifs de redevances.

La détermination des redevances tient compte des dépenses liées aux investissements déjà réalisées, le calcul des redevances peut prendre également en compte les dépenses futures correspondant à la construction à venir d'infrastructures et d'installations. Cf. art. R. 224-2-1 CAC.

Les tarifs des redevances sont fixés en tenant compte des prévisions d'évolution du trafic, de la qualité des services, de la productivité de l'exploitant, des programmes d'investissement, des profits dégagés par ailleurs par l'exploitant, art. R. 224-3-1 CAC.

(L'autorité de régulation des transports n'a pas à tenir compte, en homologuant les tarifs, des critères exposés à l'art. R. 224-3-1 CAC, qui ont pour objet la fixation du tarif des redevances par les gestionnaires d'aéroport, CE, 28 décembre 2021.)

Le droit spécial

. Les règles propres aux Aéroports de Paris et aux aérodromes relevant de la compétence de l'État

Elles figurent à l'art. L. 6325-2 CT.

C'est le ministre chargé de l'aviation civile qui, sur ces aérodromes, fixe le périmètre des activités pris en compte, et le cas échéant les modalités de prise en compte des profits dégagés par des activités de l'exploitant extérieures à ce périmètre, art. R. 224-3-1.

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 28 janvier 2021, n° 436166, a annulé la dernière phrase du dernier alinéa de l'article R. 224-3-1, issu du décret du 3 octobre 2019. Elle prévoyait que le ministre avait le pouvoir de définition des règles d'allocation des actifs, des produits et des charges au « périmètre régulé ». Cette disposition, contrairement aux objectifs de la directive, restreignait la capacité de l'autorité de régulation d'apprécier de façon indépendante la pertinence du niveau des redevances.

C'est l'arrêté du 16 septembre 2005 (modifié par un arrêté du 3 février 2020) qui est applicable.

Le Conseil d'État, dans son arrêt du 28 janvier 2021, rejette la demande du syndicat des compagnies aériennes autonomes d'annuler l'arrêté du 3 février 2020 relatif aux redevances pour services rendus sur les aérodromes.

L'arrêté ministériel précise les modalités selon lesquelles le ministre approuve les règles d'allocation des actifs, des produits et des charges au périmètre mentionné.

(En ce qui concerne les autres aérodromes, c'est le signataire de la convention qui fixe le périmètre des activités prises en compte, ainsi que le cas échéant les modalités de prise en compte des profits dégagés par des activités extérieures à ce périmètre, art. R. 224-3-1 CAC)

. Les règles concernant les redevances dues dans les grands aérodromes

L'UE, avec la directive 2009/12/CE du 11 mars 2009, a pris un certain nombre de dispositions en ce qui concerne

le calcul des redevances perçues par les très grands aéroports.

La directive européenne ne concerne que les aéroports principaux :

d'abord l'aéroport national qui enregistre le plus grand nombre de passagers.

C'est ainsi que l'aéroport du Luxembourg, en dépit de sa dimension moyenne, entre dans le domaine d'application de la directive, en dépit de la contestation émanant du grand-duché, CJUE 12 mai 2011, C-176-09 ;

ensuite les aéroports à fort trafic, ayant plus de 5 millions de passagers par an.

La fixation du montant des redevances est loin d'être libre, celui qui fixe le montant des redevances, c'est-à-dire le gestionnaire /exploitant de l'aéroport, doit tenir compte d'un certain nombre de contraintes protectrices des intérêts des usagers.

Les tarifs et leurs modulations doivent respecter les règles générales applicables aux redevances, ils doivent être non discriminatoires, leur évolution par rapport aux tarifs en vigueur doit être modérée, cf. art. L. 6327-2 CT.

La situation locale

Le système des redevances est en principe établi par aéroport.

(ou à l'échelon des systèmes d'aéroports, regroupant les sites d'une agglomération. Voir l'arrêté du 21 novembre 2017, JO du 6 décembre 2017, n° 55.)

Chaque aéroport se trouve placé dans une situation particulière.

Les aéroports de Paris CDG, Orly et Le Bourget

L'exploitant du système d'aéroports de Paris peut mettre en place un système de redevances commun couvrant CDG et Orly.

[Les règles concernant les redevances perçues par la société ADP si elle est un jour privatisée

La loi Pacte autorisant la privatisation d'ADP, du 22 mai 2019, contient des dispositions concernant les redevances perçues par ADP, cette société une fois privatisée.

Article L. 6323-4-1 CT

Les tarifs des redevances prévues à l'article L. 6325-1 sont établis de manière à assurer une juste rémunération d'ADP au regard du coût moyen pondéré du capital sur un périmètre d'activités précisé par décret.

Ce périmètre comprend nécessairement les services mentionnés au 1° alinéa du même article L. 6325-1 (il s'agit des services aéroportuaires rendus sur les aéroports) et les activités foncières et immobilières relatives aux activités d'assistance en escale, au stockage et à la distribution de carburants d'aviation, stationnement automobile public et par abonnements, ainsi qu'aux transports publics.

La loi adopte pour l'Île de France le système de la double caisse.

Le périmètre d'activités retenu pour le calcul du montant des redevances exclut les activités commerciales et de services (notamment boutiques, restauration, services bancaires et de change, hôtellerie, location d'automobiles, publicité) ainsi les activités foncières et immobilières hors aéroports autres que celles précédemment citées supra.

Dans le cas d'ADP, le cahier des charges de la société (si elle est privatisée) précise les conditions dans lesquelles le ministre peut fixer les tarifs, après proposition d'ADP, sans préjudice des pouvoirs de l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires, de manière à garantir la rémunération des capitaux investis par ADP au regard du coût moyen pondéré du capital.]

2° étape. Le processus d'élaboration du calcul des redevances

Le législateur européen entend protéger les intérêts des usagers des plateformes aéroportuaires - et au-delà d'eux, les usagers du transport, c'est-à-dire les passagers appelés in fine à supporter le poids des redevances.

*Le processus de détermination du montant des redevances*

Le système juridique détermine la marche à suivre quant à la détermination du montant des redevances.

Les règles sont plus complexes en ce qui concerne les aérodromes ayant un important trafic. Les usagers doivent être consultés et étroitement associés à la procédure. L'autorité gestionnaire a en principe compétence pour fixer le montant des redevances. Elle n'a pas forcément le dernier mot. L'autorité publique, le ministre ou une autorité indépendante, est en effet appelée, pour les aérodromes les plus importants, à homologuer les tarifs.

Les règles sont plus simples pour les aérodromes au trafic commercial limité, elles sont plus complexes pour les aérodromes de Paris et des métropoles, aéroports qui concentrent l'essentiel du trafic commercial.

. Les règles applicables aux aérodromes, autres qu'ADP et que les aérodromes appartenant à l'État

Le trafic est a priori assez moyen sur un aéroport n'appartenant pas à l'État ou ne relevant pas d'ADP.

La consultation des usagers est prévue, art. R. 6325-18, R. 6325-23.

L'aérodrome est doté d'une commission consultative économique si le trafic est supérieur à 200 000 passagers ou si deux transporteurs représentent chacun par an 50 000 passagers, art. R. 6325-54.

C'est l'entité signataire de la convention qui fixe le périmètre des activités prises en compte – ainsi que, le cas échéant, les modalités de prise en compte des profits dégagés par des activités de l'exploitant extérieures à ce périmètre.

Les tarifs sont fixés par le signataire de la convention visée par l'art. L. 6321-3 CT (ainsi la collectivité territoriale propriétaire de l'aérodrome) ou, sur décision du signataire, par l'exploitant de l'aérodrome (comme le concessionnaire de l'exploitation).

Les tarifs sont notifiés au préfet deux mois avant leur entrée en vigueur. Art. R. 6325-38.

. Les règles propres aux Aéroports de Paris et aux aérodromes relevant de la compétence de l'État

Il s'agit des aéroports qui font l'essentiel du trafic commercial.

Le législateur a une préférence, sa faveur va à la conclusion de contrats conclus entre l'État et chaque exploitant d'aérodrome déterminant sur une base pluri annuelle l'évolution des tarifs.

Si le contrat ne peut pas être conclu, les tarifs sont fixés sur une base annuelle.

Art. L.6325-2 CT.

Le préalable

La consultation des usagers

La directive entend associer les usagers, transporteurs et exploitants d'aéronefs, au calcul des redevances.

Les usagers des aéroports sont consultés régulièrement sur le niveau des redevances aéroportuaires, art. L. 6325-7 du code des transports, art. R. 6325-23. Les usagers transmettent à l'exploitant d'aérodrome des informations : sur le trafic existant, sur les prévisions de trafic sur l'aérodrome, sur leurs projets de développement.

Les usagers sont consultés avant l'entrée en vigueur de nouvelles conditions tarifaires.

Ils sont informés d'après la directive sur les éléments servant de base la détermination du système. L'information porte sur les services fournis en contrepartie de la redevance perçue, sur les méthodes utilisées, sur les coûts, sur les recettes, sur les financements publics, sur les prévisions quant à l'évolution du trafic, sur les investissements envisagés, sur l'utilisation réelle de l'infrastructure...

L'autorité de régulation des transports, lorsqu'elle homologue les tarifs et leurs modulations, s'assure du respect de la procédure de consultation des usagers, art. L. 6327-2, I, CT.

Ces consultations s'opèrent dans le cadre de la commission consultative économique (si elle existe) (cette commission est prévue pour les aérodromes ayant un trafic de plus de 200 000 passagers ou s'il y a deux transporteurs dépassant chacun 50 000 passagers par an).

L'exploitant doit transmettre aux membres de la commission économique de l'aérodrome le dossier tarifaire. Cette transmission du dossier tarifaire est prévue concomitamment au profit du ministre chargé de l'aviation civile – ainsi qu'à l'Autorité de régulation des transports si elle est compétente.

Les modifications du montant des redevances doivent, dans la mesure du possible, faire, selon la directive, l'objet d'un accord entre le gestionnaire de l'aéroport et les usagers.

Le CT prévoit l'hypothèse où l'exploitation de l'aérodrome envisage d'établir ou de modifier la méthodologie d'allocation des actifs, des produits et des charges au périmètre d'activité, et entre les activités relevant de ce périmètre, il procède à une consultation des usagers.

L'exploitant de l'aérodrome transmet alors le procès-verbal de la consultation au ministre, ainsi qu'à l'Autorité de régulation des transports lorsqu'elle est compétente.

En cas de différends entre l'exploitant de l'aérodrome et ses usagers concernant la politique de tarification des redevances, le ministre peut saisir pour avis la commission consultative aéroportuaire.

Les usagers sont également consultés sur les projets d'investissement, art. R. 6325-52, idem si l'exploitant de l'aérodrome envisage de modifier le méthodologie, art. R.6325-53.

Le code des transports, dans son article L. 6325-2, prévoit - pour ADP et les autres exploitants d'aérodromes civils relevant de la compétence de l'État - la possibilité de contrats pluriannuels, de 5 ans maximum, conclus entre l'État et l'exploitant d'aérodrome, déterminant les conditions d'évolution des tarifs.

Ces contrats planifient ainsi sur le moyen terme les conditions d'évolution du montant des redevances

L'optimum : La conclusion du **contrat** entre l'État et l'exploitant, avec le concours des usagers

L'art. R. 6325-43 indique la 1<sup>o</sup> phase d'élaboration du contrat : l'exploitant commence par publier un dossier.

Ce dossier comporte différents éléments :

un bilan de l'exécution du contrat pluriannuel en cours (ou une étude si un tel contrat n'avait pas été conclu),  
la présentation des hypothèses de l'exploitant pour le contrat à venir,  
l'évaluation de l'impact économique et financier de ces hypothèses,  
les hypothèses détaillées du calcul du coût moyen pondéré, pour la période, sur le périmètre d'activités,  
la méthodologie d'allocation des actifs, des produits et des charges...

Le CT envisage une 1<sup>o</sup> possibilité d'intervention de l'Autorité de régulation des transports à la demande du ministre.

Le ministre peut, en amont, à titre préliminaire, en vue de l'élaboration du projet de contrat, consulter l'Autorité de régulation des transports, celle-ci étant appelée à émettre un "avis de cadrage" motivé sur le coût moyen pondéré du capital à prendre en compte dans le projet de contrat. Article L. 6327-3, III, art. R. 6325-44, R. 6327-2 CT. Cet avis est destiné à éclairer l'État par une expertise complémentaire durant la phase de négociation du contrat, cet avis ne lie pas l'ATR, comme l'indique l'arrêt de Conseil d'État du 28 janvier 2021, s'agissant du coût moyen pondéré du capital retenu ultérieurement lors de l'analyse du projet de régulation économique, dont elle est saisie pour avis conforme.

Les usagers envoient leurs observations dans les 6 semaines suivant la publication du dossier, art. R. 6325-45.

L'exploitant publie, dans les 12 semaines de la publication du dossier, un document, faisant la synthèse des observations des usagers et des autres parties intéressées. Ce document justifie la manière dont l'exploitant envisage d'en tenir compte. Le document précise le cas échéant les conséquences de ces observations sur les propositions formulées initialement dans le dossier, art. R. 6325-46.

Le ministre consulte la commission consultative aéroportuaire, qui rend un avis, art. R. 6325-47.

Le contrat est ensuite négocié entre l'État et l'exploitant, art. R. 6325-48.

Le ministre reçoit une information concernant la proposition de l'exploitant d'évolution des tarifs des redevances.

L'art. R. 6325-39 indique les éléments devant figurer dans le contrat.

Le montant des redevances est fixé, si le processus contractuel est mené jusqu'à son terme, sur une base pluriannuelle dans le cadre d'un contrat de régulation économique, CRE, conclu avec l'État.

Si l'autorité de régulation des transports est compétente, le ministre ne signe le contrat qu'après l'avis conforme de l'autorité.

Une fois le projet de contrat élaboré entre l'État et son partenaire, le ministre saisit l'Autorité, art. R. 6327-5, le projet de contrat est présenté à l'autorité de régulation, qui dispose d'un délai de 4 mois pour statuer. Article R. 6327-3.

L'Autorité intervient pour donner un avis conforme sur le projet de contrat. Elle se prononce sur le respect de la procédure d'élaboration des contrats.

L'avis **conforme** de l'Autorité de régulation des transports est requis pour que le ministre puisse conclure le contrat pluriannuel. L. 6327-3, I, CT.

L'autorité de régulation des transports, appelée à donner un avis conforme, s'assure du respect des conditions de l'évolution des tarifs prévues par le contrat, art. L. 6327-2, II, CT.

L'Autorité se prononce sur le coût moyen pondéré du capital retenu par les parties au contrat, art. R. 6327-2 CT. Elle se prononce sur les conditions de l'évolution des tarifs prévues par le projet de contrat, en vérifiant, de manière prévisionnelle sur la période couverte par le contrat, que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre d'activités mentionné à l'art. L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus.

L'Autorité de régulation des transports vérifie la juste rémunération des capitaux investis au regard du programme d'investissements, des objectifs de qualité de service, des objectifs d'évolution des charges, des produits et des charges au périmètre d'activités mentionné l'article L. 6325-1, tels qu'ils ont été retenus par les parties au contrat.

Le contrat établit des périodes tarifaires successives n'excédant pas un an.

Lorsque le projet de contrat prévoit les tarifs et leurs modulations applicables sur la première période tarifaire couverte par le contrat, l'autorité procède à l'examen prévu au II de l'article L. 6327-2.  
Art. R. 6325-51.

Le montant des redevances doit être en proportion des prévisions des coûts et des recettes, ainsi que des investissements et d'objectifs de qualité des services publics.  
Dans le cas d'ADP, ces objectifs de qualité sont fixés par accord entre les parties, à défaut d'accord par le ministre.

Le contrat détermine l'amplitude et la durée des modulations.

Le contrat indique le montant des investissements et les opérations d'équipement prévus.

Les conditions de révision sont indiquées, en particulier pour faire face aux circonstances exceptionnelles et au bouleversement de l'économie du contrat.

L'article L. 6325-2 al. 3 régit les conditions d'évolution des tarifs durant la période de 5 ans maximum. Le contrat fait de la prospective, il planifie les évolutions tarifaires. Il tient compte du facteur temps. Pour déterminer les conditions d'évolution des tarifs, le respect des principes mentionnés au 2° et avant dernier alinéas de l'art. L. 6325-1 est apprécié de manière prévisionnelle sur la période couverte par ces contrats. Au cours de l'exécution de ces contrats, dès lors que les tarifs des redevances aéroportuaires évoluent conformément aux conditions qui y sont prévues, ces principes sont réputés respectés et le niveau du coût moyen pondéré du capital, y compris en l'absence de stipulation expresse, ne peut, pendant la période couverte par le contrat, être remis en cause.

Ces contrats s'incorporent à la concession d'aérodrome conclue par l'État.

À défaut de contrat, la base annuelle

En l'absence de contrat pluriannuel conclu entre l'État et l'exploitant de l'aérodrome, les tarifs sont établis sur une base annuelle. Art. L. 6325-2, al. 2 CT.

*L'HOMOLOGATION* des tarifs de redevances

Art. R. 6325-25 et suivants CT

L'exploitant de l'aérodrome, s'il fixe le montant des redevances, n'a cependant pas forcément le dernier mot, car l'autorité supérieure, le ministre ou l'ART, détient dans plusieurs cas un pouvoir d'homologation, l'homologation étant donnée ou refusée.

Les tarifs à homologuer sont notifiés au ministre, à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (qui peut émettre un avis), ainsi qu'à l'Autorité de régulation des transports si elle est compétente, art. R. 224-3-3 CAC.

L'autorité administrative qui homologue les tarifs des redevances opère un certain nombre de vérifications, tenant au respect de la procédure de consultation, au respect des règles applicables aux redevances, à l'absence de discriminations, au caractère modéré de l'évolution, à la juste rémunération du capital investi. Le montant des redevances ne doit pas excéder le coût des services rendus.

L'homologation en ce qui concerne les ADP et les aérodromes de l'État

. Les aérodromes ayant eu lors des cinq dernières années un trafic inférieur à 5 millions de passagers.

L'homologation des tarifs des redevances relève alors de la compétence du ministre chargé de l'aviation civile. Lorsqu'un contrat de régulation économique est conclu, le ministre doit s'assurer du respect des conditions de l'évolution des tarifs prévue par le contrat.

. Les aérodromes ayant eu un trafic supérieur à 5 millions de passagers lors de l'une des cinq années précédentes

Lorsque l'aérodrome a connu un trafic annuel de plus de 5 millions de passagers (Paris CDG, Orly, Nice, Lyon, Toulouse, Marseille, Bordeaux, Nantes, Bâle Mulhouse) lors de l'une des 5 années précédentes, l'homologation ne relève pas du ministre, mais d'une autorité indépendante, qui est désormais, en France, l'Autorité de régulation des transports.  
Art. R. 6325-26.

La directive a prévu la création de "l'Autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires ", [ASI](#).

L'autorité de supervision indépendante, [ASI](#), est présentée par la directive comme une instance impartiale en matière d'homologation des tarifs. Il faut en effet tenir la balance égale entre d'une part les intérêts de l'exploitant aéroportuaire qui a des coûts et exige un rendement et d'autre part ceux des exploitants d'aéronefs, usagers de l'aérodrome, hostiles aux hausses de tarifs.

[Sur le financement de cette autorité, voir, sur une demande de décision préjudicielle du 24 mars 2023 émanant du Conseil d'État italien, l'affaire C-204/23, *Autorità di regolazione dei trasporti c. Lufthansa, Austrian A. Brussels A., Swiss*. Ces compagnies non italiennes refusant de payer la contribution qui leur est demandée. La directive 2009/12 dans son article 11 § 5 indique : Les États membres peuvent mettre en place un mécanisme de financement pour l'autorité de supervision indépendante, qui peut comprendre la perception d'une redevance auprès des usagers d'aéroports et des entités gestionnaires d'aéroports. La loi italienne prévoit pour le financement de l'ART le paiement d'une contribution basée sur le chiffre d'affaires, due par les opérateurs économiques directement soumis à régulation. Les compagnies font valoir qu'il ne s'agit pas là d'une redevance liée à un service mais d'une taxe basée sur le chiffre d'affaires et non sur les services rendus. Le Conseil d'État italien est d'avis que le système italien n'est pas contraire à la directive, l'État peut mettre en place un système de financement de l'autorité de supervision, la redevance est l'une des possibilités, d'autres formes de financement sont envisageables.]

La transposition en France de la directive a été laborieuse.

Le gouvernement avait dans un premier temps en décembre 2011 désigné la "Direction du Transport Aérien" de la DGAC comme autorité de supervision indépendante. C'est cette instance qui était chargée d'homologuer les tarifs.

Elle devait veiller à ce que les tarifs ne soient pas discriminatoires et que leur évolution soit modérée.

Le Conseil d'État, dans une décision lue le 29 avril 2015, n° 379574, RFDA 2015. 191, avait censuré cette désignation. Les requérants faisaient valoir que l'objectif d'indépendance énoncé par la directive 2009/12 du 11 mars 2009 n'était pas satisfait avec la désignation de la DTA. Le Conseil d'État admet que la fonction d'autorité de supervision indépendante peut être attribuée à une direction relevant d'un ministère, mais qu'il faut donner des garanties d'indépendance à cette autorité. L'État français participe au capital d'une compagnie aérienne (non citée, c'est Air France) et de sociétés gestionnaires d'aéroports, il est propriétaire d'importants aéroports. L'autorité doit être indépendante par rapport aux compagnies et aux entités gestionnaires des aéroports. Ce qui n'est pas le cas. Le gouvernement disposait de huit mois pour prendre les dispositions permettant de satisfaire les objectifs légaux.

Il avait fallu attendre un décret du 23 juin 2016 - modifié par un décret du 30 octobre 2017 - pour que le gouvernement mette en place, conformément à l'arrêt du Conseil d'État, l'autorité de supervision indépendante.

Avec l'ordonnance n°2019-761 du 24 juillet 2019 relative au régulateur des redevances aéroportuaires, la fonction d'ASI est en France assumée, depuis le 1<sup>o</sup> octobre 2019, par l'**Autorité de régulation des transports, ART**, art. L. 6327-1 CT.

C'est l'autorité de régulation des transports qui est compétente pour les aéroports dont le trafic de l'une des 5 dernières années dépasse cinq millions de passagers.

Elle est également compétente pour les aéroports faisant partie d'un « système d'aéroports » comprenant un aéroport dont le trafic de l'une des 5 dernières années dépasse 5 millions de passagers.

L'Autorité de régulation des transports homologue les tarifs des redevances pour services rendus et leurs modulations, art. L. 6327-2, I, CT.

[L'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires avait le 25 octobre 2018 exigé la communication de certains documents et renseignements lors de la notification des tarifs des redevances, sinon la notification était considérée comme irrecevable. L'union des aéroports français avait demandé pour excès de pouvoir l'annulation de cette décision, qu'elle n'obtient pas, Conseil d'État, 16 octobre 2020, n° 429283. La communication de certains documents était déjà exigée par le CAC, la décision n'y ajoutait rien. Par ailleurs, l'Autorité était en droit de dresser la liste d'éléments complémentaires qui lui apparaissaient nécessaires à l'accomplissement de sa mission, comme les informations financières transmises au ministre, les éléments relatifs aux activités hors périmètre régulé, les données relatives à l'évolution du trafic, les éléments prévisionnels pour les deux exercices à venir ...

L'art. R. 6325-32 CT prévoit que l'autorité peut demander à l'exploitant de lui transmettre tout élément permettant de justifier sa proposition tarifaire. Elle est notamment fondée à demander à l'exploitant tout élément permettant de vérifier la bonne application de la méthodologie d'allocation des actifs, des produits et des charges au périmètre d'activités.]

La direction générale de la concurrence ...transmet à l'autorité chargée de leur homologation un avis sur les tarifs notifiés, art. R. 6325-30 CT.

L'autorité de régulation des transports publie sur son site une décision du 1<sup>o</sup> octobre 2019 par laquelle elle précise quels documents et quelles informations doit-elle disposer pour accorder l'homologation tarifaire aux propositions faites par l'exploitant d'aéroport.

C'est l'exploitant qui fixe les tarifs qui en demande l'homologation à l'Autorité de régulation des transports.

L'article L. 6327-2 du code des transports indique que l'Autorité de régulation des transports homologue les tarifs des redevances pour services rendus mentionnés à l'article L. 6325-1 et leurs modulations, dans les délais et conditions prévus par voie réglementaire.

Lorsque l'autorité de régulation des transports homologue les tarifs et leurs modulations, elle s'assure :

du respect de la procédure de consultation des usagers fixée par voie réglementaire ;

que les tarifs et leurs modulations respectent les règles générales applicables aux redevances, qu'ils sont non discriminatoires et que leur évolution, par rapport aux tarifs en vigueur, est modéré ;

lorsqu'un contrat a été conclu en application de l'article L. 6325-2, du respect des conditions de l'évolution des tarifs prévues par le contrat ;

en l'absence de contrat pris en application de l'article 6325-2, que l'exploitant d'aéroport reçoit une juste rémunération des capitaux investis sur le périmètre d'activités mentionné à l'article L. 6325-1, appréciée au regard du coût moyen pondéré du capital calculé sur ce périmètre, et que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus.

Le régulateur dispose d'un délai de 2 mois pour se prononcer après une première saisine relative à l'homologation des tarifs des redevances.

L'homologation peut être directe et explicite.

Les tarifs sont cependant réputés homologués lorsqu'ils sont rendus publics et que l'autorité a gardé le silence durant deux mois.

L'autorité peut cependant faire opposition dans les deux mois de la réception de la notification. Art. R. 6325-33



CT.

En cas d'opposition, l'exploitant peut alors dans le mois proposer de nouveaux tarifs. L'autorité, soit garde le silence, qui vaudra approbation, soit elle fait opposition dans le mois, art. R. 6325-34.

Les décisions de l'autorité de supervision indépendante sont contraignantes, mais elles sont susceptibles d'un recours contentieux.

En cas de refus d'homologation des tarifs, les tarifs précédemment en vigueur sont maintenus, art. R. 6325-35.

Si la dernière homologation date de plus de 24 mois, l'Autorité de régulation des transports peut fixer les tarifs des redevances et leurs modulations, art. R. 6325-36.

(Il ne s'agit donc pas pour elle d'une obligation.)

La fixation des tarifs et de leurs modulations par l'Autorité de régulation des transports vaut homologation de ces tarifs et de ces modulations.

Art. L. 6327-2, III, CT

L'autorité administrative notifie les tarifs et leurs modulations à l'exploitant d'aérodrome et les rend publics.

Les tarifs et leurs modulations sont exécutoires au plus tôt 45 jours après leur publication par l'autorité administrative, art. R. 6325-36, al. 2 CT.

La publicité des redevances

Les tarifs sont rendus publics, art. R. 6325-24.

Lorsque l'ASI fixe les tarifs dans les conditions de l'art. R. 6325-36, l'exploitant de l'aérodrome publie pour information les tarifs dans les 15 jours après leur notification par l'autorité administrative.

Les tarifs des redevances pour services rendus sont disponibles sur le site internet d'ADP.

L'exploitant d'aérodrome appliquant des tarifs non homologués est passible d'une sanction pécuniaire prononcée par le ministre chargé de l'aviation civile.

Le site de l'aéroport de Toulouse-Blagnac donne la liste des tarifs.

Il était fait état d'un contrat de régulation économique conclu entre l'État et la société d'exploitation pour 2014/2018.

Il est prévu un dispositif spécifique en ce qui concerne l'aéroport de Bâle - Mulhouse.

β) La contestation par les usagers du montant des redevances

Les transporteurs, usagers des plateformes aéroportuaires, jugent souvent excessifs le montant et les hausses des tarifs des redevances. Un certain contentieux est ainsi porté en justice. Les requérants peuvent faire porter leurs critiques sur le non-respect des règles de fond ou de procédure concernant la fixation des tarifs. Ils peuvent aussi se prévaloir d'un manquement aux principes du droit antitrust.

1° point. Le droit administratif classique

La France

Les décisions de l'ASI / Autorité de régulation des transports, ART, sont susceptibles d'un recours contentieux. La contestation des décisions de l'autorité de supervision indépendante ne semble pas dans l'ensemble prospérer. On peut citer quelques arrêts récents.

## La contestation des redevances fixées sur les aéroports parisiens

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 30 juin 2016, n° 393805, a rejeté la requête par laquelle le syndicat de compagnies aériennes autonomes demandait l'annulation du contrat de régulation économique, conclu le 31 août 2015 entre l'État et la société ADP, déterminant pour la période 2016-2020 le plafond du taux moyen d'évolution des principales redevances aéroportuaires, ainsi que la décision du directeur général de l'aviation civile de signer ce contrat.

Quatre compagnies ont demandé, en vain, au juge des référés du Conseil d'État, d'ordonner la suspension de la décision d'ADP, rendue publique le 26 janvier 2016, relative aux tarifs des redevances aéroportuaires de la période 1<sup>o</sup> avril 2016/31 mars 2017 et de l'exécution de la décision du directeur du transport aérien, 21 janvier 2016, portant homologation de ces tarifs. La requête est rejetée, la condition d'urgence n'étant pas remplie. C.E. 19 avril 2016, n° 398090.

Par rapport aux tarifs antérieurs, il y a une réduction de la redevance-passagers, une augmentation de la redevance de stationnement, une augmentation de la redevance d'atterrissage pour les appareils de moins de 136 tonnes.

ADP offre aux compagnies des délais de paiement.

Le juge ne se prononce pas sur l'intervention à fin d'homologation d'une autorité de supervision qui ne serait pas indépendante au sens de la directive 2009/12 du 11 mars 2009.

La cour administrative d'appel de Paris, dans une décision du 2 mai 2018, n° 17PA02390, renvoie les compagnies XL Airways, ASL et Air Transat, qui contestaient les tarifs de redevances, en ce qui concerne la part variable des tarifs de la redevance pour mise à disposition de banques d'enregistrement et d'embarquement et traitement des bagages locaux sur l'aéroport de Roissy. La redevance en cause est composée d'abord d'une part fixe rémunérant la mise à disposition des comptoirs d'enregistrement. Il y a ensuite une part variable assise sur le nombre de passagers, perçue en contrepartie de l'acheminement des bagages vers les avions. Les compagnies, qui avaient été déboutées en première instance, se sont en réalité désistées en appel.

La cour remarque que pour être légalement établie, la redevance pour service rendu doit trouver une contrepartie dans la prestation fournie ou dans l'utilisation d'un ouvrage public.

Le montant individuel d'une redevance peut être supérieur au coût du service, dès lors, d'une part que le produit global des redevances n'excède pas le coût des prestations servies, d'autre part que la compensation entre les différentes redevances est limitée.

La récupération des bagages aux banques d'enregistrement et leur acheminement vers les avions constituent un même service de traitement des bagages. Ce service peut faire l'objet d'une redevance unique, composée d'une part fixe et d'une part variable. La société ADP n'était pas tenue, pour procéder au calcul des charges tenant à ce service, de distinguer ce qui relève de la part fixe de ce qui relève de la part variable.

L'acheminement des bagages hors correspondances s'opère, soit par un trieur automatique, soit sans. La société ADP n'a pas commis d'erreur de droit, en appliquant le même taux de la part variable à toutes les compagnies présentes à l'aéroport CDG.

Le résultat comptable de cette redevance est, pour l'ensemble des terminaux de l'aéroport, en 2016 déficitaire. Le montant de la redevance n'est donc pas disproportionné au regard des coûts exposés.

Dans un premier temps, l'ASI, le 2 août 2016, avait refusé d'homologuer les tarifs des redevances de l'ADP, la redevance d'atterrissage étant en particulier pénalisante pour les exploitants d'appareils de moins de 40 tonnes. Après retouche, l'ASI a homologué le 1<sup>o</sup> septembre 2016, au grand dam du SCRA, syndicat des compagnies aériennes autonomes, les nouveaux tarifs applicables depuis le 1<sup>o</sup> avril.

Le Conseil d'État a rejeté, en date du 4 décembre 2017, n° 404781, la demande en annulation de la décision de l'autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires du 1<sup>o</sup> septembre 2016, émanant de Twin Jet, d'Air Corsica et d'ASL Airlines. La redevance d'atterrissage a certes augmenté sensiblement pour les appareils de faible tonnage, mais le Conseil d'État écarte l'argument suivant lequel les tarifs des redevances n'auraient pas été établis en considération du coût du service rendu. Les tarifs ne sont pas discriminatoires. L'évolution a été modérée.

Une autre décision du Conseil d'État du 1<sup>o</sup> juin 2018, n° 409929, est également défavorable aux organismes professionnels contestant l'homologation par « l'Autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires » des tarifs des redevances de la société ADP pour la période tarifaire d'avril 2017 au 31 mars 2018.

ADP avait en l'espèce adressé le 22 décembre 2017 une proposition de tarifs. L'autorité dans un premier temps avait refusé d'homologuer les tarifs. La société ADP avait alors soumis à l'autorité une nouvelle proposition tarifaire. (La consultation de la commission consultative économique n'est pas alors requise). L'Autorité avait

alors homologué les tarifs. Les requêtes de la chambre syndicale du transport aérien et du syndicat des compagnies aériennes autonomes sont rejetées. L'évolution des tarifs est modérée, une hausse de 0,96 % est prévue. Le produit des redevances n'excède pas le coût des services rendus. Il n'y a pas rupture d'égalité entre les transporteurs qui utilisent le système informatique CREWS permettant d'effectuer les opérations d'enregistrement et d'embarquement des passagers et les autres.

La contestation niçoise

La controverse règne en ce qui concerne les redevances exigées à l'aéroport de Nice.

Certains usagers et les Aéroports de Nice contestent soit une décision gouvernementale en matière de redevances, soit des décisions de l'autorité de supervision indépendante.

L'IATA avait demandé à l'Autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires de fixer le montant des redevances pour la période entre le 1<sup>o</sup> avril 2018 et le 30 mars 2019, en tenant compte des observations émises dans l'avis n<sup>o</sup> 1704-A1 portant sur le projet de contrat de régulation économique entre l'État et les Aéroports de la Côte d'azur.

L'autorité avait le 27 novembre 2017 refusé.

Le Conseil d'État rejette dans un arrêt du 28 décembre 2018, n<sup>o</sup> 419314, la requête formée par l'IATA.

Dans le cas où les tarifs des redevances ne sont pas homologués pendant deux années consécutives, l'autorité chargée de l'homologation peut fixer les tarifs des redevances.

L'exploitant d'aérodrome met en œuvre les tarifs des redevances et leurs modulations, qui deviennent exécutoires.

Le Conseil d'État considère que l'autorité de surveillance, dès qu'elle constate deux défauts consécutifs d'homologation des tarifs, peut faire usage de son pouvoir de fixer elle-même les tarifs applicables à la période tarifaire concernée par le second défaut d'homologation.

N'était intervenu en l'espèce qu'un seul défaut d'homologation. L'autorité ne pouvait que rejeter la demande de l'IATA.

Le ministre chargé des transports avait pris le 12 juillet 2018 un arrêté relatif aux redevances pour services rendus sur les aérodromes de Nice et de Cannes. Cet arrêté modifiait un arrêté du 16 septembre 2005. Il s'agissait de définir des règles applicables à la détermination des redevances sur les aérodromes de Nice et de Cannes.

L'ASI a pris deux décisions en matière de demandes d'homologation des tarifs des redevances, l'une le 12 décembre 2018, l'autre le 21 janvier 2019. Elle a refusé (avec une exception) d'homologuer les tarifs de redevances proposés par la société exploitante, ACA, Aéroports de la Côte d'Azur.

L'Autorité de supervision indépendante des redevances aéroportuaires a dans une décision du 3 avril 2019 fixé de manière unilatérale les tarifs des redevances aéroportuaires applicables sur les aéroports de Nice et de Cannes à compter du 15 mai 2019 sur le fondement des dispositions du IV de l'article R. 224-3-4.

La société Aéroport de la Côte d'Azur - qui évoque une baisse immédiate de 33,4% par rapport au précédent tarif - n'obtient pas du juge des référés du Conseil d'État, 7 mai 2019, n<sup>o</sup> 429722, la suspension de cette décision.

Les moyens invoqués ne paraissent pas propres à créer un doute sérieux sur la légalité de la mesure contestée.

Cette décision du 3 avril 2019 est contestée au fond.

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 31 décembre 2019, n<sup>o</sup> 424088, statue sur ces différentes demandes d'annulation d'un arrêté ministériel du 12 juillet 2018 et de décisions de l'ASI.

La haute juridiction administrative maintient l'article 2 de l'arrêté du 12 juillet 2018, arrêté pris en application de l'art. R. 224-3-1 CAC. Comme on l'a dit plus haut, il appartient au ministre de définir le périmètre des activités et des services pris en compte dans le calcul du montant des redevances, « périmètre régulé », même si dans la fixation des tarifs l'autorité peut également tenir compte des profits dégagés par l'exploitant de l'aérodrome, autres que les services non inclus dans le périmètre.

Le ministre, en ce qui concerne Nice et Cannes, a inclus dans le périmètre régulé, outre les activités directement liées à l'exploitation des aéronefs, les activités liées au stationnement automobile et aux transports publics.

Le ministre en revanche a exclu du périmètre régulé les activités commerciales et de services : boutiques, restauration, services bancaires et de change, hôtellerie, location d'automobiles ainsi que les activités foncières et

immobilière hors aéroports.

Le Conseil d'État rejette la demande d'annulation de l'article 2.

Le Conseil d'État en revanche annule l'article 3 de l'arrêté ministériel.

Cet article 3 concernait l'hypothèse des éléments à prendre en compte pour la fixation des tarifs sur une base annuelle, en l'absence de conclusion d'un contrat de régulation économique.

Il prévoyait un plafond d'évolution du montant des redevances sans limitation de durée.

Erreur de droit et incompétence du ministre : en l'absence de contrat, c'est à l'exploitant et à l'ASI de fixer annuellement le montant des redevances.

(L'arrêté du 3 février 2020 abroge l'arrêté du 12 juillet 2018.)

L'arrêt statue ensuite sur la demande d'annulation de décisions de l'ASI du 12 décembre 2018 et du 21 janvier 2019 de refus d'homologation des tarifs.

C'est la société exploitante des aéroports en cause qui est demanderesse. C'est elle qui avait fait les propositions tarifaires en vue de leur homologation. L'ASI avait seulement homologué le tarif de la redevance pour assistance aux personnes handicapées.

Elle n'obtient pas satisfaction. La consultation des usagers n'avait pas été régulière. L'ASI n'avait pas disposé d'informations suffisantes.

La haute juridiction statue enfin sur la légalité de la décision par laquelle l'ASI avait le 3 avril 2019 fixé d'autorité les tarifs des redevances.

C'est la société exploitant la plateforme de Nice qui contestait.

La requête est rejetée.

L'autorité n'a pas fixé des tarifs manifestement disproportionnés par rapport aux services rendus.

L'Autorité de régulation des transports, ART, ex-ARAFER, refuse, dans une décision du 7 novembre 2019, d'homologuer les tarifs proposés par l'ACA pour la période 1<sup>o</sup> février - 31 octobre 2020.

La consultation des usagers a été opérée. Des erreurs et des manques dans le contenu de la documentation remise aux usagers sont relevés.

Des hausses étaient proposées. Alors que la hausse doit être modérée.

La rémunération des capitaux investis n'est pas juste.

Nice connaît le système de la double caisse.

L'autorité disposait du délai d'un mois pour s'opposer à la proposition faite par l'exploitant.

Refus d'homologation.

L'exploitant dispose alors d'un délai d'un mois pour faire de nouvelles propositions.

L'autorité dispose d'un délai de 21 jours pour s'opposer à l'homologation.

La contestation lyonnaise

L'Autorité de régulation des transports a par deux fois, le 22 décembre 2020 et le 11 février 2021, refusé d'homologuer les tarifs des redevances aéroportuaires pour les aéroports de Lyon Bron et Lyon Saint Exupéry que lui proposait l'exploitant, la société Aéroports de Lyon, pour la période du 1<sup>o</sup> avril 2021 au 31 mars 2022.

(L'Autorité a toutefois homologué les tarifs de la redevance applicable aux personnes handicapées.)

La 1<sup>o</sup> proposition portait sur une augmentation de 9 %, la seconde de 4,9 %.

La société exploitante a demandé au Conseil d'État d'annuler ces deux décisions de l'Autorité de régulation des transports.

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 28 décembre 2021, n<sup>o</sup> 450025, a rejeté la requête.

La haute juridiction motive sa décision sur trois points.

1<sup>o</sup> point. L'Autorité de régulation doit s'assurer que l'évolution des tarifs est modérée afin de protéger les usagers d'une hausse excessive. Elle a pour seule obligation de s'assurer que le produit global des redevances n'excède pas le coût des services rendus.

Si l'autorité doit s'assurer que l'exploitant reçoit une juste rémunération des capitaux investis, les dispositions légales n'ont ni pour objet ni pour effet de consacrer un supposé principe de juste rémunération des capitaux investis, elles lui imposent seulement de tenir compte, dans son examen de l'évolution tarifaire, de la rémunération du capital de l'exploitant, sans qu'il puisse être utilement soutenu qu'elle ne pourrait pour ce faire apprécier le niveau de rémunération du capital dans une perspective pluriannuelle.

2<sup>o</sup> point. La société exploitante faisait valoir que dans 4 décisions précédentes, l'autorité avait refusé d'homologuer une hausse de tarif de 8,2 %, et qu'elle avait au contraire validé des hausses tarifaires de 3 et 3,1 %.

La requérante soutenait que l'autorité aurait instauré en dehors de sa compétence un seuil d'environ 3%

d'augmentation des tarifs, au-delà duquel elle estimerait par principe que le critère de modération tarifaire ne serait pas respecté. Le Conseil d'État répond que cette seule circonstance ne saurait établir que l'autorité aurait instauré ce seuil.

3° point. Les hausses de tarifs proposés par l'exploitante n'étaient pas en lien avec la hausse du service rendu aux usagers. La hausse proposée résultait d'une rationalisation du niveau du service pour faire face à une chute du trafic. Le taux de retour sur les capitaux investis par la société exploitante avait excédé le coût moyen pondéré du capital sur la période 2015-2019. L'Autorité de régulation n'a pas entaché son appréciation d'erreur manifeste en estimant que les hausses proposées de tarifs (9% puis 4,9 %) ne devaient pas être regardées comme modérées. Les tarifs en vigueur sont ainsi reconduits.

#### La situation de l'aéroport de Blagnac

Les tarifs de redevance applicables à Blagnac comportent une redevance par bagage visant à couvrir les coûts liés à la mise à disposition des installations de tri, de traçabilité et de livraison des bagages. Jadis couverts par la redevance par passager.

Le Conseil d'État donne, dans un arrêt du 8 décembre 2022, n° 462429, son placet à la décision de l'Autorité de régulation des transports ayant homologué le 23 décembre 2021 le tarif de la redevance par bagage (qui était ainsi créée) et le tarif de la redevance par passager, pour la période tarifaire du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023. Base annuelle donc. La décision a été contestée par le syndicat des compagnies aériennes autonomes et la chambre syndicale du transport aérien. La commission consultative économique, représentant les usagers, avait disposé de toute l'information pour émettre un avis sur les propositions de tarifs. L'instauration de la redevance par bagage est légale, elle participe des redevances accessoires pour un service complémentaire, la redevance a pour objet de couvrir les coûts relatifs à l'utilisation des installations de tri et de traçabilité à Blagnac des bagages enregistrés au départ et de livraison des bagages à l'arrivée, elle est la contrepartie d'un service. L'ensemble des redevances a connu une augmentation uniforme de 3,5 %, de telle sorte qu'on ne peut pas parler d'une hausse excessive des tarifs.

Le débat rebondit.

Le syndicat des compagnies autonomes a demandé à l'Autorité de régulation des transports de procéder à la recherche et à la constatation de manquements commis par l'exploitant de l'aérodrome à propos de l'instauration d'une redevance par bagage.

Ce syndicat articule deux griefs concernant cette redevance par bagage, l'inclusion dans le périmètre des prestations couvertes par cette redevance d'une prestation concurrentielle d'assistance en escale, dénommée système de réconciliation des bagages ; la méconnaissance par cette redevance, dans la mesure où elle est fixée en fonction du nombre des bagages, des principes généraux applicables aux redevances pour service rendu.

L'autorité avait refusé de donner suite, elle avait invoqué l'exigence d'impartialité et les principes de sécurité juridique, elle avait en effet précédemment homologué ce tarif de redevance aéroportuaire

Le syndicat des compagnies aériennes autonomes demande l'annulation pour excès de pouvoir de la décision du 20 avril 2023 de l'Autorité de régulation des transports rejetant sa demande, demande de recherche de manquements qui auraient été commis par la société Aéroport de Toulouse Blagnac lorsqu'elle a institué une redevance pour bagage.

Le principe d'impartialité des juridictions est applicable à l'autorité de régulation des transports.

Ce principe ne saurait cependant faire obstacle à ce que le collège de l'Autorité de régulation des transports puisse décider de procéder à la recherche et à la constatation de manquements liés à un tarif qu'il a homologué.

La décision de l'Autorité est annulée, elle doit réexaminer la demande présentée par le syndicat.

Conseil d'Etat, 21 décembre 2023.

#### L'Allemagne

Le gestionnaire de l'aéroport de Tegel avait soumis au Land de Berlin une proposition de redevances concernant l'aéroport.

Le Land de Berlin, en sa qualité d'entité responsable de l'autorité de supervision indépendante, avait en 2014 accordé l'autorisation au système présenté par le Berliner Flughafen GmbH, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

La Deutsche Lufthansa a contesté l'approbation du nouveau système de redevances, elle a élevé un contentieux devant la juridiction administrative, elle a demandé l'annulation de l'autorisation.

Le recours a été déclaré irrecevable : la compagnie aérienne n'a pas intérêt à agir.

L'affaire a été ensuite portée devant la Cour administrative fédérale. La Lufthansa prétendant que son recours en

annulation aurait dû être déclaré recevable, agissant comme simple particulier prétendant être lésé dans ses droits par l'acte administratif contesté.

Une demande de décision préjudicielle a été présentée par le Bundesverwaltungsgericht le 8 juin 2018, C-379/18.

La double question concerne la conformité du droit national allemand à la directive européenne.

Le droit allemand prévoit que le système de redevances doit être présenté pour approbation à l'autorité de supervision indépendante. Il permet aussi à l'entité gestionnaire de l'aéroport et à l'utilisateur d'aéroport d'établir d'autres redevances que celles approuvées par l'autorité de supervision.

En droit allemand, un usager d'aéroport ne peut pas attaquer l'approbation du barème des redevances par l'autorité de surveillance.

Il peut en revanche former un recours contre le gestionnaire de l'aéroport en faisant valoir que le calcul de la redevance n'est pas conforme à l'équité.

Le contrôle du montant des redevances relève des juridictions civiles, ce sont elles, statuant en équité, qui sont compétentes dans les relations entre le gestionnaire et les usagers.

Nous disposons des conclusions déposées le 27 juin 2019 par l'avocat général Campos Sanchez-Bordona.

L'avocat général estime que le système allemand n'est pas conforme à celui de la directive.

L'appréciation en équité inter partes s'oppose au principe de non-discrimination. L'appréciation des redevances doit reposer sur des principes uniformes. Les usagers ne doivent pas s'écarter des redevances approuvées par l'autorité de supervision.

Il n'appartient pas aux juridictions civiles de statuer cas par cas sur les demandes des usagers.

Les usagers doivent pouvoir disposer d'un recours direct pour contester les actes de l'autorité de supervision.

La CJUE a statué avec un arrêt rendu le 21 novembre 2019, C-379/18, Europe n° 1, janvier 2020, commentaire 18 de Vincent Bassani.

Elle suit dans l'ensemble les conclusions de l'avocat général.

Les décisions de l'autorité de supervision indépendante sont contraignantes. Les usagers de l'aéroport doivent pouvoir contester directement en justice la décision d'approbation du système de redevances aéroportuaires de l'autorité de supervision.

L'entité gestionnaire de l'aéroport ne peut pas déterminer avec un usager, pris en particulier, des redevances différentes de celles établies par ce gestionnaire et approuvées par l'ASI. S'imposent le principe de non-discrimination ainsi que celui de transparence.

2° point. L'appel au droit de la concurrence

Romain Papy, L'aviation commerciale et le droit antitrust, 2013, spécialement p. 308 et s.

Le montant des redevances est fréquemment estimé trop élevé par les opérateurs du trafic aérien. La contestation y est sous-jacente.

Un opérateur, voire un utilisateur de l'aérodrome, peut envisager une contestation de la tarification des redevances en se fondant sur les principes du droit de la concurrence.

Ryanair ne parvient pas sur le fondement de textes antérieurs à 2009 à faire condamner l'État français, cette société prétendait qu'elle avait subi un préjudice du fait de l'existence d'une différenciation des redevances compte tenu de la destination des vols, entre vols intérieurs et vols internationaux, entre vols à destination d'États membres de l'espace Schengen et les autres. CAA Paris, 30 décembre 2016, n° 13PA03009.

La fixation du montant des redevances peut receler une pratique qualifiée d'aide d'État.

L'opérateur aéroportuaire qui fixe le montant des redevances dues par les exploitants aériens peut voir son attitude qualifiée d'abus de position dominante.

. Le droit des aides

Lübeck

Le Tribunal de l'UE a partiellement annulé, dans un arrêt du 9 septembre 2014, affaire T-461/12, une décision de la Commission du 22 février 2012 concernant le calcul des redevances exigées par la ville à l'aéroport de Lübeck, elle taxait le règlement comme attribuant des aides d'État aux usagers et présentant un caractère sélectif.

La Commission a formé le 20 novembre 2014 un pourvoi en cassation, JOUE du 26 janvier 2015, C 26/16.

On a commencé par disposer des conclusions déposées le 15 septembre 2016 dans cette affaire par l'avocat général Nils Wahl.

Est en cause un règlement de 2006 fixant le montant des redevances, règlement émanant de l'aérodrome et approuvé par l'autorité du Land de Schleswig-Holstein.

L'avocat général s'étend assez longuement dans ses conclusions sur la notion et la condition de « sélectivité ». D'après le Tribunal, pour apprécier si le règlement avait un caractère sélectif, il convenait de vérifier s'il s'appliquait sans discrimination à l'ensemble des entreprises pouvant utiliser le service.

Le règlement ne s'appliquait qu'aux compagnies fréquentant l'aéroport de Lübeck.

La Commission estime qu'une mesure a un caractère sélectif si elle ne s'applique qu'à certaines entreprises au sein d'un secteur donné. Les conditions auxquelles une entreprise publique propose ses services constituent toujours des mesures sélectives.

L'Allemagne considère qu'une mesure n'a de caractère sélectif que si elle consent des conditions spéciales à un certain groupe d'entreprises et opère une différenciation entre les utilisateurs quant à l'accès aux installations publiques en cause.

L'avocat général reprend l'article 107 § 1 TFUE. Les aides sont illicites si l'intervention de l'État favorise certaines entreprises ou certaines productions. Ce qui est irrégulier, c'est que l'intervention de la puissance publique vise à accorder un avantage sélectif à son bénéficiaire. Une mesure est considérée comme sélective lorsqu'elle favorise certaines entreprises par rapport à d'autres entreprises utilisant ou pouvant utiliser ce service. Le Tribunal avait estimé que les redevances fixées en vertu du règlement étaient appliquées de façon non discriminatoire, le règlement n'avait pas de caractère sélectif.

Les mesures générales de politique économique ou fiscale relèvent des articles 113, 115 à 117 TFUE.

Les mesures spécifiques qui aboutissent à procurer des avantages au moyen de ressources de l'état sont visées par les articles 107 à 109 TFUE.

L'exigence de sélectivité fait échapper à l'interdiction de l'article 107 une mesure étatique qui profite indistinctement à l'ensemble des entreprises situées sur le territoire national.

Mais ceci n'implique pas qu'une mesure prise à l'échelon local soit nécessairement considérée comme sélective. Le critère de sélectivité impose de vérifier si, dans un cadre juridique donné, une mesure est de nature à favoriser certaines entreprises par rapport à d'autres se trouvant dans une situation comparable.

Une fois que l'existence d'un avantage a été détectée, il faut que la commission établisse que l'avantage s'adresse spécifiquement à une ou plusieurs entreprises. Ce qui est proscrit, ce n'est pas l'octroi d'un avantage, mais le fait que cet octroi, donné de façon discriminatoire, et donc sélective, est susceptible de placer certaines entreprises dans une situation plus favorable que d'autres. Le concept de sélectivité est lié à celui de discrimination.

L'égalité de traitement des utilisateurs effectifs ou potentiels de l'aéroport de Lübeck était seule déterminante.

Le gestionnaire de l'aéroport déterminait le niveau des redevances applicables aux compagnies opérant à l'aéroport de Lübeck, il mettait en place une tarification applicable à toutes les compagnies désireuses de desservir cet aéroport. Une telle mesure n'est pas sélective si elle est accordée sans discrimination à l'ensemble des compagnies.

L'avocat général concluait au rejet du pourvoi.

La CJUE a rejeté, dans son arrêt rendu en grand 'chambre le 21 décembre 2016, C-524/14 P, le pourvoi formé par la Commission.

Pour qu'il y ait aide d'État, il faut, 1, une intervention de l'État ou au moyen des ressources d'état ; 2, il faut que cette intervention soit susceptible d'affecter les échanges entre États membres ; 3, il faut que cette intervention accorde un avantage sélectif à son bénéficiaire ; 4, il faut que cette intervention fausse ou menace de fausser la concurrence.

L'arrêt s'étend longuement sur la condition tenant à la sélectivité de l'avantage.

Pour apprécier si cette condition de sélectivité est remplie, il faut déterminer si, dans le cadre d'un régime juridique donné, une mesure nationale et de nature à favoriser certaines entreprises ou certaines productions. Par rapport à d'autres se trouvant dans une situation comparable.

Les avantages en cause étaient accordés uniquement aux compagnies aériennes utilisant l'aéroport de Lübeck.

Les compagnies fréquentant les autres aéroports allemands se trouvaient soumises dans ces aéroports aux règlements spécifiques.

Une mesure par laquelle une entreprise publique établit les conditions d'utilisation de ses biens ou services n'est pas toujours sélective.

L'article 107 TFUE définit les interventions publiques en fonction de leurs effets.

Le concept de sélectivité est lié à celui de discrimination.

C'est à tort que la Commission avait estimé que le règlement de 2006 adopté par le gestionnaire de l'aéroport présentait un caractère sélectif, ce règlement s'appliquait de manière non discriminatoire à l'ensemble des

compagnies utilisant l'aéroport de Lübeck.

[Cet aéroport de Lübeck a, semble-t-il, cessé depuis avril 2016 de desservir des vols commerciaux. ]

. L'abus de position dominante

La CJUE a condamné comme discriminatoires des tarifs différents selon que le transporteur était ou non un transporteur national.

Schiphol

Le Tribunal a eu à connaître d'une plainte déposée par EasyJet Arline, établie à Luton, taxant l'aéroport de Schiphol d'abus de position dominante dans la détermination des redevances. Affaire T-355/13. Jugement du 21 janvier 2015.

La compagnie anglaise avait déposé fin 2008 plusieurs plaintes auprès de l'autorité néerlandaise de la concurrence, NMA, à propos des redevances de sûreté et des redevances passagers. Ces plaintes ont été rejetées, l'intéressée n'ayant pas établi le manquement aux règles relatives au calcul des redevances, non-discrimination, caractère raisonnable.

La compagnie a déposé en 2011 une plainte auprès de la Commission européenne, prétendant sur le fondement de l'article 102 du TFUE que les redevances étaient discriminatoires et excessives.

La Commission a pris une décision de rejet de la plainte.

Le recours formé par la société anglaise est rejeté par le Tribunal de l'UE.

La Commission met en pratique la politique de la concurrence, elle dispose d'un pouvoir discrétionnaire dans le traitement des plaintes, elle peut rejeter une plainte si une pratique a déjà été traitée par une autre autorité de concurrence.

La probabilité d'établir en l'espèce l'existence d'une infraction à l'article 102 n'était que très limitée.

γ) Le recouvrement des redevances

Par paiement volontaire ou par paiement forcé.

La sanction du non-paiement des redevances

Quel est l'ordre juridictionnel compétent pour condamner, au profit de l'aéroport, la compagnie débitrice de redevances impayées ?

Le litige relève-t-il de la juridiction administrative ou de la juridiction judiciaire ?

Il faut distinguer.

Une partie du contentieux relève de la juridiction judiciaire.

La CAA Paris, 9 mars 2015, n° 13 PAO2239, se prononce en faveur de la compétence de la juridiction de l'ordre judiciaire. Il s'agissait pour elle de connaître de l'action intentée par la société des Aéroports de Paris à l'encontre d'une compagnie camerounaise débitrice de redevances ayant trait à l'atterrissage des appareils, au stationnement des aéronefs, à la mise à disposition de banques d'enregistrement, à l'utilisation du système informatique pour l'enregistrement et l'embarquement des passagers, au dégivrage des appareils, à la prise en charge des personnes handicapées.

Ce service que les redevances rémunèrent présente un caractère industriel et commercial. Incompétence du juge administratif.

La CAA de Bordeaux, 19 mai 2016, n° 15BX01130, décline la compétence des juridictions administratives pour le contentieux du recouvrement de factures de carburant et pour la redevance d'atterrissage.

D'autres aspects du contentieux appartiennent à la juridiction administrative.

CAA Lyon, 19 février 2015, n° 14LY02348 : la société Air Mana est condamnée à payer à la CCI de Côte d'Or certaines sommes au titre de forfaits de hangar, de balisage, d'ouverture exceptionnelle certains jours, des flux passagers, de l'utilisation d'un groupe électrique (2011) à l'aéroport de Dijon.

CCA Bordeaux, 19 mai 2016. La demande en paiement des redevances domaniales pour l'occupation de



dépendances du domaine public aéronautique, hangars, local de bureaux dans l'enceinte de l'aéroport, cf. infra, formée par l'aéroport de la Réunion Roland Garros contre un aéro-club, relève de la compétence du juge administratif.

[La sanction du non-paiement des redevances

Certains usagers sont de mauvais payeurs. Ils rencontrent parfois des difficultés de trésorerie.

Le législateur a créé une saisie conservatoire spéciale, la saisie conservatoire des aéronefs aménagée par l'article L. 6123-2 du code des transports.

Qui est le redevable de ces redevances ?

Le redevable peut être le propriétaire de l'aéronef qui en est en même temps l'exploitant. La possibilité d'une saisie de son bien est envisageable.

Le redevable peut être l'exploitant de l'aéronef sans en avoir la propriété. Il ressort des textes que l'aéronef peut faire l'objet d'une telle saisie conservatoire, même si l'aéronef appartient à un propriétaire qui n'est pas personnellement débiteur des redevances. En clair, le créancier public peut saisir les aéronefs qu'exploite le redevable, même si ce dernier n'en a pas la propriété.

C'est le cas où l'aéronef est donné en location : quels sont les moyens de défense du propriétaire d'aéronef non exploitant et donc non personnellement redevable ? Nous nous trouvons en présence d'un conflit entre le droit de propriété et le droit des organismes publics ou parapublics d'obtenir le paiement des amendes ou des redevances. Les conventions internationales peuvent réserver les droits des créanciers publics.

Cf. infra le développement concernant les saisies conservatoires d'aéronefs. Le propriétaire de l'avion saisi conservatoirement devra payer la dette du redevable s'il entend récupérer l'usage de l'appareil. L'idéal est qu'il puisse résilier le contrat de location avant que l'arme de la saisie soit utilisée.]

b) Les redevances domaniales : l'usage de boutiques, hangars et emplacements accordé à des entreprises privées dans l'enceinte de l'aéroport

Des particuliers ou des entreprises utilisent une partie du domaine public : compagnies aériennes, commerces, hôtels, restaurants, parkings. Des boutiques sont installées dans les aéroports. L'occupant doit pour que la situation soit licite disposer d'un titre, a dû être établie une convention d'occupation temporaire du domaine public.

Le code de la santé publique régit la création de pharmacies dans les aérodromes. On peut avoir une pharmacie, côté ville, et une annexe, côté piste, ou inversement.

Les occupants paient des redevances domaniales.

Ces redevances sont prévues par l'article L. 6325-3 du code des transports.

Il y a là une importante source de revenus pour les gestionnaires d'aéroports.

À titre d'exemple : CE 25 mars 2013, n° 355568 : l'État a confié au Syndicat mixte des pays du Verdon l'exploitation de l'aérodrome de Vinon-sur-Verdon ; l'association Vire Volte a bénéficié d'une convention d'occupation temporaire du domaine public sur un terrain de ce site ; elle y a édifié un hangar ; le hangar a été acquis par l'association des Ailes Varoises qui réclame en vain l'octroi par le Syndicat mixte d'une convention d'occupation de cette dépendance du domaine public. Le débat n'est pas tranché, l'arrêt se prononce uniquement en termes de procédure devant les juridictions administratives.

L'attribution à l'aéroport de Nice d'emplacements pour l'exploitation de restaurants

Commerciale, 1<sup>er</sup> juillet 2020, n° 17-31755 : la société de restauration d'aéroports congrès tourisme et affaires, Actair, conteste en vain l'attribution d'emplacements à la société Lagardère Travel Retail France. Elle était sortante. La société Aéroport de la Côte d'Azur a lancé en 2014 la procédure d'appel d'offres d'attribution d'autorisations d'exploitation. Actair et Lagardère ont été candidates. Lagardère s'est vu attribuer un lot, l'autre a été confié à un tiers. Lagardère a confié la gestion de 5 points de vente de son lot à des gérants de succursales ayant leurs propres salariés. Actair a alors prétendu que le recours à la gérance de succursale était contraire à la législation du travail et qu'il y avait de la part de Lagardère des actes de concurrence illicite et déloyale. La chambre commerciale considère que l'activité de restauration peut entrer dans le champ d'application de l'art. L. 7321-2, 2<sup>o</sup>, du code du travail relatif au gérant de succursale. Nonobstant que cette activité soit exercée dans des locaux faisant l'objet d'une autorisation temporaire d'occupation du domaine public.

[Tribunal des conflits, 4 juillet 2016, n° 4055 : un litige entre Aéroports de Paris et plusieurs sociétés, à propos d'un protocole d'accord conclu entre ces personnes. ADP, alors établissement public, autorisait la construction d'un centre commercial sur l'emprise de l'aéroport de Roissy, une dépendance du domaine public aéroportuaire.

Échec. La responsabilité des ADP devenus entre-temps société anonyme est engagée. La nature d'un contrat s'apprécie à la date à laquelle il a été conclu. La modification du statut d'ADP ne modifie pas la nature du contrat. La dépendance aéroportuaire en cause est devenue propriété privée d'ADP, un accord de droit privé serait désormais suffisant. Le litige contractuel relève de la compétence de la juridiction administrative.]

(Cf. infra en ce qui concerne l'attribution de locaux ou d'espaces aux entreprises faisant dans l'aéroport de l'assistance en escale au profit des transporteurs aériens)

Les activités de conciergerie dans les aéroports

Certains passagers sont désireux d'obtenir un service personnalisé d'accueil, d'assistance et d'accompagnement dans les bâtiments de l'aérogare.

Cf. Commerciale, 26 janvier 2022, n° 19-26.059 : ADP avait lancé une consultation en vue de l'exercice de l'activité de conciergerie sur deux aéroports. ADP a conclu en 2010 deux contrats relatifs à cette activité avec la société La Conciergerie. L'objet de ces contrats prévoyait un service de conciergerie et d'accueil des passagers au départ, à l'arrivée, en correspondance, en zone publique et en zone sous douane.

Moyennant finance, le passager est attendu à sa descente d'avion, il est conduit au lieu de contrôle, la récupération de son bagage est assurée, il séjourne en attendant dans un salon pour se restaurer, il est conduit à l'extérieur dans sa voiture.

Des locaux étaient mis dans les terminaux à la disposition de La Conciergerie.

La Conciergerie bénéficiait d'une autorisation d'accès aux différents lieux de l'aéroport.

Il était prévu un loyer variable en faveur d'ADP.

Il est admis cependant que les compagnies aériennes peuvent charger des prestataires de services de l'accueil de leurs propres passagers.

Cette société a mis un terme en 2013 aux deux contrats, elle imputait ses difficultés financières à l'exercice illégitime du service de conciergerie par d'autres sociétés sur ces deux aéroports.

Des sociétés prestataires des compagnies profitaient de leur situation pour prospecter de la clientèle.

Un litige a donc opposé cette société à ADP, accusée de mauvaise foi dans l'exécution du contrat.

ADP n'aurait pas protégé son contractant de la concurrence des concierges des compagnies aériennes.

ADP, convaincue de mauvaise foi, a été condamnée par la cour d'appel de Paris à payer à la société La Conciergerie d'importantes sommes d'argent.

La Cour de cassation considère qu'ADP avait accordé à son contractant une exclusivité. ADP n'avait pas pris des mesures contre les concierges des compagnies qui allaient au-delà de leurs autorisations. Il y avait un manquement dans l'exécution de bonne foi des contrats.

La chambre commerciale prononce toutefois dans ce dossier une cassation partielle.

La cour d'appel avait condamné ADP à payer d'importants dommages intérêts et avait rejeté la demande d'ADP de paiement des loyers.

La chambre commerciale censure : l'allocation de dommages intérêts au titre de la réparation du préjudice subi du fait de l'exécution de mauvaise foi du contrat par ADP ne dispensait pas La Conciergerie de l'exécution de ses propres obligations contractuelles (disposition des lieux, délivrance des autorisations d'accès nécessaires)

L'occupation sans titre

Il est assez fréquent qu'une entreprise occupe sans autorisation une partie du domaine public. Le gestionnaire en vient parfois à saisir le juge pour contraindre le contrevenant à cesser son usurpation. Le concessionnaire demande une indemnité d'occupation, voire l'expulsion du contrevenant.

Cayenne a l'honneur du prétoire.

La société Prest 'Air (qui faisait une activité de transport aérien privé, en exploitant deux avions Cessna et qui avait repris l'activité d'Air Amazonie) occupe un hangar dans la zone de fret, sur le domaine public de l'aéroport de Cayenne-Félix Éboué. Aucune convention d'occupation du domaine public aéroportuaire n'avait été conclue entre la société et la CCI. Il n'y avait qu'un projet.

La CCI de la Guyane agit en référé pour faire expulser l'occupante.

Elle n'obtient pas satisfaction devant le Conseil d'État, 18 septembre 2015, n° 387315.

Sur le terrain procédural, la haute juridiction considère que les parties doivent être en mesure de présenter lors d'une audience publique des observations orales à l'appui de leurs observations écrites. Prest 'Air n'avait pas pu obtenir le transfert de la convention liant Air Amazonie sans l'accord écrit du gestionnaire du domaine public.

Prest 'Air occupait sans droit ni titre les locaux en cause, hangar et bureaux. La demande en référé ne se heurtait à aucune contestation sérieuse. La demande de la CCI est cependant rejetée à raison de l'absence d'urgence pour prononcer l'expulsion. Le transporteur était couvert par une assurance responsabilité civile, le gérant était titulaire d'une licence de pilote SEP Terrestre pour la conduite des avions monomoteurs à pistons. La condition d'urgence n'était pas remplie.

Le débat reprend sur le terrain financier avec un arrêt de la cour administrative d'appel de Bordeaux du 27 novembre 2017, n° 17BX03040.

La chambre de commerce de Guyane, concessionnaire de l'aérodrome, avait saisi le tribunal administratif de la Guyane d'une demande tendant à la condamnation de Prest 'Air au paiement de différentes sommes. La société en cause occupe sans droit ni titre un hangar (incendié) et des bureaux. Aucune convention d'occupation n'avait été conclue.

Le président du tribunal, statuant en qualité de juge des référés, avait condamné Prest 'Air à payer 51 318 euros à titre de provision au titre de l'occupation d'un hangar et de bureaux sur l'aéroport Félix Éboué.

La société Prest 'Air a demandé l'annulation de l'ordonnance à la CAA de Bordeaux, qu'elle obtient. Le tribunal n'avait pas statué sur un moyen de défense soulevé par la société occupante.

La cour statue par voie d'évocation.

La CCI est fondée à réclamer à l'occupant sans titre de son domaine public au titre de l'occupation irrégulière une indemnité compensant les revenus qu'elle aurait pu percevoir d'un occupant régulier durant cette période.

Prest 'Air est condamnée à payer 51 656 euros à titre de provision sur les indemnités d'occupation due pour ces locaux.

Le feuilleton continue.

La chambre de commerce de la Guyane a une nouvelle fois demandé au juge des référés du tribunal administratif de la Guyane d'ordonner l'expulsion de la SAS Prest 'Air. Ce qu'elle obtient par une ordonnance du 8 août 2017 rendue sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative.

La décision est prise sans la tenue d'une audience publique, elle est rendue en dernier ressort.

Prest 'Air saisit le Conseil d'État d'un pourvoi.

L'ordonnance est annulée pour des motifs de droit procédural. La procédure a été irrégulière.

Le juge des référés peut être conduit, saisi d'une demande d'expulsion, à prendre une mesure à caractère quasi irréversible, il doit mettre les parties en mesure de présenter au cours d'une audience publique des observations orales à l'appui de leurs observations écrites.

L'affaire est renvoyée devant le juge des référés du tribunal administratif de la Guyane.

CAA Lyon, 19 février 2015, n° 14LY02348 : SARL Mana condamnée à payer à la CCI des arriérés de redevances dues au titre d'une convention temporaire d'occupation du domaine public dans l'emprise de l'aéroport de Dijon, condamnation à payer une indemnité d'occupation sans titre du domaine public pour maintien sur place.

CAA Bordeaux, 14 février 2018, n° 17BX03113 : la société Guyane Car exerce l'activité de loueur de véhicules, elle occupe sans droit ni titre un box et 10 parkings sur le domaine public aéroportuaire de l'aéroport Félix Éboué. Une convention d'occupation conclue en août 2012 était venue à échéance en juin 2013, la société refusant les conditions de renouvellement s'était maintenue sans titre dans les lieux. La chambre de commerce et d'industrie de la Guyane est concessionnaire de l'aéroport, elle demande à l'occupant une indemnité d'occupation. Le président du tribunal administratif de la Guyane a, en référé, accorde à la CCI 89 960 euros à titre de provision, le juge d'appel rejette la requête de Guyane Car.

La durée de la convention

CAA Nantes, 23 octobre 2015, n° 14NT02108 : conclusion en avril 2005 d'une convention d'occupation temporaire du domaine public, mise à disposition d'un hangar et d'autres locaux à l'aéroport de Saint Brieuc, conclusion pour 3 ans, avec clause de tacite reconduction, période triennale. La société souhaite se retirer alors qu'une période triennale est en cours, le syndicat fait condamner l'occupante au paiement des loyers.

CCA Lyon, 25 novembre 2021, n° 19LY02600, un particulier occupait sans titre entre 2013 et 2016 un abri sur l'aérodrome de Saint Chamond où il remisait un ULM, la cour octroie à la commune la somme de 3000 euros.

Un contentieux peut s'élever lorsque la puissance publique évince une entreprise de son site, pour la transférer éventuellement sur un autre emplacement. Cf. CAA Versailles, 19 janvier 2017, n° 15VE00718 : une société

spécialisée dans l'approvisionnement à bord ou Catering est informée par l'autorité préfectorale que la zone centrale de l'aéroport du Bourget serait réservée aux sociétés effectuant de la maintenance aéronautique.

La résiliation du contrat peut intervenir si l'occupant ne respecte pas les conditions du contrat d'occupation.

CAA Marseille, 24 janvier 2020, n° 18MA00136 : La société Les Éoliennes avait obtenu une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (lot n° 18, aérodrome intercommunal de Candillargues, près de Mauguio et de la Grande Motte) de la part de la communauté d'agglomération du pays de l'Or. La société a sans autorisation donné une partie du hangar en sous location à un propriétaire d'avion pour un loyer mensuel de 239,20 euros. La convention de 2013 interdisait sauf autorisation la sous location. L'autorisation est résiliée. Le recours est rejeté.14

Conseil d'État, 25 mars 2020, n° 432714 : résiliation d'une convention d'occupation précaire et décision d'expulsion d'une société du hangar de l'aéroport de Rouen qu'elle occupait irrégulièrement.

Les constructions sur les locaux loués

Les personnes qui bénéficient d'une autorisation d'occupation du domaine public sont souvent appelées à y édifier des hangars ou autres constructions. En fin de période, se pose la question de savoir si l'occupant doit démolir les constructions qu'il avait édifiées ou s'il peut obtenir une indemnisation de la part de l'autorité publique.

Le hangar construit sur l'emprise de l'aéroport du Havre par un occupant du domaine public  
CAA Douai, 6 mai 2014, n° 13DA00057 : l'espèce concerne une construction sur l'aérodrome du Havre édifiée dans les années 1970 par une société ayant pour activité la réparation, la maintenance et le stationnement des avions.

Cette construction avait été avalisée par une première convention de 1976, il était prévu qu'à l'expiration l'occupant devait remettre les lieux dans l'état où ils étaient avant la conclusion de la convention et que si le port acceptait le non-enlèvement des installations celles-ci deviendraient propriété du port sans devoir payer d'indemnité. La cour considère que le concédant avait accepté le maintien des installations et qu'ainsi les installations étaient devenues la propriété du port.

Une seconde convention avait été conclue en 1994 pour 50 ans avec la CCI, convention résiliée avant son terme en 2006. Cette convention décidait qu'en cas de résiliation anticipée l'évincé recevrait une indemnité égale à la valeur des installations.

La cour estime cependant que du fait de la première convention l'autorité publique avait acquis auparavant la propriété des installations et que l'évincé ne pouvait obtenir aucune indemnité au titre de la seconde.

La solution dépendait largement de l'interprétation de la volonté des parties, l'interprétation est ici favorable à la thèse de l'autorité publique, penchant assez classique en matière administrative, il faut économiser les deniers publics.

Le Conseil d'État, dans une décision lue le 22 juillet 2016, n° 382152, rejette, saisi comme juge de cassation, le pourvoi formé par la société Fouré Lagadec Aviation.

On connaît en droit privé des difficultés semblables lorsque le locataire fait des installations sur le fonds loué : quel est leur sort à l'expiration du bail ?

L'article 555 du code civil prévoit que le propriétaire peut exiger la suppression des constructions.

Si le propriétaire entend conserver la propriété, il le fait par accession mais il doit indemniser le tiers constructeur.

La jurisprudence applique l'article 555 dans les rapports entre propriétaire bailleur et locataire.

L'accession est retardée jusqu'à la fin du bail.

L'art. 555 n'est cependant pas une disposition d'ordre public, les conventions contraires sont licites.

CAA de Paris, 8 février 2016, n° 15PA00848 : la commune de la Ferté Gaucher avait en 2007 conclu une convention de délégation de service public pour l'exploitation d'un aérodrome. La société délégataire avait en 2010 fait construire sur le domaine public aéroportuaire un hangar de 800 m2 pour recevoir des hélicoptères ; une société privée proposait des vols de loisirs au public.

La commune en 2012 décide la reprise en régie et la résiliation de la convention.

La commune exige la remise des clefs du hangar. Elle considère que ce bâtiment lui revient de plein droit.

La société refuse si elle n'est pas indemnisée.

Le débat va porter sur la qualification à conférer à ce hangar.

Pour la commune, il s'agit d'un "bien de retour". Les biens de retour sont des biens "nécessaires" à l'exploitation de l'aérodrome, ils appartiennent à l'autorité délégante dès leur achèvement, ils s'incorporent au domaine public de la commune, ils reviennent en fin de délégation à l'autorité délégante.

Pour la société délégataire, le hangar relève de "biens de reprise", ce sont des biens "utiles" à l'exploitation de l'aérodrome, ils appartiennent au délégataire tant que l'autorité délégante n'a pas exercé son droit de reprise.

La cour administrative d'appel considère que le hangar n'est pas nécessaire à l'exploitation de l'aéroport : l'activité d'abri d'hélicoptères pour des vols de loisirs est une activité annexe présentant un caractère facultatif et ne se rattache pas directement aux besoins de la circulation aérienne publique.

Le hangar est utile à l'exploitation, il en favorise la fréquentation, il doit être regardé comme un bien de reprise. La cour donne ainsi tort à la commune.

Les activités de restauration menées dans les aéroports.

Aéroports de Paris fait une entreprise commune (ayant pour objet le commerce de restauration rapide dans l'aéroport Charles De Gaulle) avec la filiale d'une société anglaise ayant pour objet la restauration dans les aéroports et dans les gares, voir la notification en date du 4 septembre 2015 de l'opération à la Commission, JOUE du 12 septembre 2015.

C'est le préfet qui peut autoriser le transfert dans un aérodrome civil, qui en est dépourvu, d'un débit de boissons installé à moins de 100 km. Art. L. 3332-12 du code de la santé publique.

(On verra infra que si l'aéroport profite à l'occasion d'aides d'État, il arrive que l'aéroport fasse certaines faveurs à certains transporteurs souvent à bas coûts acceptant de desservir la plate-forme aéroportuaire. L'entreprise aéroportuaire finance parfois des transporteurs pour qu'ils desservent l'aéroport. On traitera ultérieurement du contentieux relatif aux facilités accordées par les pouvoirs publics ou par les exploitants d'aérodrome afin d'inciter certains transporteurs (à bas coûts) à desservir certains aéroports régionaux : aides financières, mise à disposition d'aérogares, redevances allégées, cf. infra le développement consacré aux transporteurs)

La compétence en cas de contentieux

Compétence de la juridiction administrative. Cf. supra.

La conclusion des marchés

Il existe en droit européen ainsi que dans les législations nationales des dispositions concernant la passation des marchés publics.

Les aéroports peuvent être tenus de respecter cette réglementation qui vise à assurer le respect de la concurrence et d'interdire l'attribution des marchés à des entreprises commerciales qui ne le méritent pas.

Cette réglementation issue de la directive 2004/17 du 31 mars 2004 (portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux) peut concerner la mise à disposition d'infrastructures aéroportuaires aux compagnies aériennes.

L'aéroport de Vienne est une entité adjudicatrice, il attribue des marchés. Il demande à bénéficier de l'exemption prévue par la directive à raison d'activités directement exposées à la concurrence. Le débat concernait la mise à disposition d'infrastructures aéroportuaires pour le fret.

Les marchés échappent aux dispositions très détaillées de la directive si l'activité visée par celle-ci est exposée à la concurrence et si le marché est ouvert.

La décision évoque les règles autrichiennes d'une licence pour l'établissement d'un aéroport et en déduit qu'en droit la mise à disposition des infrastructures aéroportuaires est libre. Elle évoque également la création de nouveaux aéroports commerciaux jugée libre en fait. La Commission conclut que la directive 2014/25 ne s'applique pas à la passation de marchés destinés à permettre l'activité visée en Autriche.

La pratique du « Duty Free »

Des boutiques sont installées dans l'enceinte internationale des aéroports, permettant aux voyageurs d'acheter au départ des produits, marchandises, parfums, produits cosmétiques, alcools, tabac, ou autres objets, sans taxes. L'acquéreur ne paie pas de taxes sur nombre de produits à l'exportation.

Cette possibilité n'existe pas pour les voyages internes à l'UE.

Voir le code des douanes, article 302 F bis, 1°

La cessation d'exploitation d'un aéroport

L'article 211 de la loi de finances pour 2022 pose des dispositions.

Voir l'article 1609 quater de la CGI et l'article L. 6325-8 du code des transports.

La loi de finances rectificative d'août 2022 modifie les textes.

## **E. L'assistance en escale**

On désigne, comme services d'assistance en escale, visés par l'article L. 6326-1 CT, les entreprises assurant sur l'aéroport certaines prestations de services comme les opérations sur les pistes, le guidage des avions au sol, la manutention des bagages, du fret et du courrier, le nettoyage de la cabine, le dégivrage des avions, la fourniture de carburant, le chargement de la nourriture ...

Ces entreprises peuvent bénéficier d'une autorisation d'occupation du domaine public.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, dans son article 3, chiffre 23, définit ainsi dans une langue technocratique les services d'assistance en escale : Tous services fournis sur les aéroports comportant des activités liées à la sécurité dans le domaine de la supervision au sol, la régulation des vols et le contrôle du chargement, l'assistance aux passagers, le traitement des bagages, du fret et du courrier, la prise en charge de l'aéronef sur l'aire de trafic, l'assistance « service de l'aéronef », l'avitaillement en carburant, huile et repas. Sont compris dans ces services les cas où les exploitants d'aéronefs se fournissent à eux-mêmes ces services d'assistance en escale (auto-assistance).

La directive 96/67 du 15 octobre 1996 est relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la communauté.

Des règles temporaires ont été adoptées pour faire face à la pandémie, article 24 bis du règlement n° 1008/2008, rédaction du règlement 2020/696 du 25 mai 2020.

Les articles R. 6326-1 CT réglementent les services d'assistance en escale rendus aux transporteurs aériens opérant sur un aéroport ouvert au trafic commercial figurant dans la liste annexée au présent code.

L'annexe à l'article R. 6326-1 CT donne la liste des services considérés comme relevant de l'assistance en escale :

L'assistance administrative au sol et la supervision,

L'assistance passagers : le contrôle des billets, des documents de voyage, l'enregistrement des bagages et leur transport jusqu'aux systèmes de tri,

L'assistance bagages : le traitement des bagages en salle de tri, leur préparation en vue du départ, leur chargement, leur déchargement des systèmes destinés à les amener de l'avion à la salle de tri, le transport des bagages jusqu'à la salle de distribution,

L'assistance fret (manipulation physique du fret, le traitement des documents se rapportant au fret, les formalités douanières, toute mesure conservatoire convenue entre le prestataire et le transporteur aérien ou requise par les circonstances) et poste,

L'assistance "opération en piste" : le guidage de l'avion à l'arrivée et au départ, l'assistance au stationnement de l'avion, les communications entre l'avion et le prestataire des services côté piste, le chargement et le déchargement de l'avion, le transport de l'équipage et des passagers entre l'avion et l'aérogare, le transport des bagages entre l'avion et l'aérogare, l'assistance au démarrage de l'avion, le déplacement de l'avion tant au départ qu'à l'arrivée,

L'assistance nettoyage et service de l'avion : comme le service de l'eau, la climatisation de la cabine, le dégivrage de l'avion,

L'assistance carburant et huile : le plein de carburant et d'huile,

L'assistance d'entretien en ligne, comme la fourniture du matériel nécessaire à l'entretien et des pièces de rechange ou la réservation d'un hangar pour effectuer l'entretien,

L'assistance opérations aériennes et administration des équipages,  
L'assistance transport au sol, comme le transport des passagers, de l'équipage, des bagages, du fret entre différents aéroports du même aéroport,  
L'assistance service commissariat, comme le stockage de la nourriture et des boissons.

Qui assure l'assistance en escale ?

Il peut s'agir

Soit du transporteur lui-même (ou de l'une de ses filiales), on parle alors d'auto-assistance,  
Soit de services ou d'entreprises dépendant du gestionnaire de l'aérodrome,  
Soit d'entreprises autonomes spécialisées dans ce genre de services,  
Soit d'un transporteur rendant ce service à un autre transporteur.

Le prestataire de services d'assistance en escale est toute personne fournissant à des tiers une ou plusieurs catégories de services d'assistance en escale, art. R. 6326-2.

Un comité des usagers est mis en place sur les aérodromes à fort trafic (2 millions de passagers ou 50 000 tonnes de fret), article R. 6326-19. Il est placé auprès de l'exploitant de l'aérodrome.

Le comité des usagers est doté d'un règlement intérieur, un compte rendu est dressé après chaque séance. Art. D. 216-1 CAC.

### L'auto-assistance

On appelle auto-assistance la situation dans laquelle un transporteur aérien effectue pour son propre compte (ou pour celui d'une filiale ou d'une société mère) une ou plusieurs catégories de services d'assistance, sans conclure avec un tiers un contrat ayant pour objet la prestation de tels services, cf. article R. 6326-3.

Le principe

L'auto assistance est théoriquement libre pour tous les services sur les aéroports.

Les services d'auto assistance en escale sont assurés en respectant les règles de gestion et de police du domaine public. L'exercice de ces services est subordonné à la délivrance, par l'exploitant de l'aérodrome, d'une autorisation et le cas échéant à la signature d'une convention d'occupation du domaine public, art. R. 6326-26. L'exploitant de l'aérodrome tient la liste des transporteurs pratiquant l'auto-assistance en escale, cf. art. R.

Les exceptions

Aérodromes ayant un trafic annuel supérieur ou égal à un million de passagers ou 25 000 tonnes de fret.

Le ministre peut, selon l'art. R. 6326-5, limiter le nombre de transporteurs autorisés à pratiquer l'auto-assistance pour certains services (assistance bagages, opérations en piste, carburant, transport du fret sur les aires de trafic). La limitation doit être justifiée par le manque d'espace ou de capacité des installations, ou pour des raisons de sécurité ou de sûreté.

Si c'est le cas, le nombre des transporteurs autorisés à pratiquer l'auto-assistance est au moins égal à 2.

On retient en principe les transporteurs ayant le trafic le plus important. Art. R. 6326-7.

C'est ainsi qu'à l'aéroport de Nice, selon un arrêté du 25 juin 2019, le nombre de transporteurs aériens autorisés à pratiquer l'auto-assistance est limité à deux pour chacune des catégories de services suivantes :

Assistance bagages (catégorie 3)

Assistance opérations en piste (catégorie 5), pour la totalité des services de la catégorie, du service 5.1. au service 5.7. inclus.

En présence de contraintes particulières en matière d'espace ou de capacité, le ministre, pour une durée limitée (3ans), peut limiter le nombre des transporteurs pratiquant l'auto - assistance, limiter cette auto assistance à un seul transporteur, voire interdire l'auto assistance, art. R. 6326-14.

La primeur est accordée aux transporteurs effectuant le plus grand nombre de mouvements

Le ministre informe la Commission européenne, qui peut notifier son désaccord, art. R. 6326-16.

L'assistance en escale fournie, aux transporteurs, par l'exploitant de l'aérodrome

L'exploitant de l'aérodrome peut remplir des services d'assistance en escale, il perçoit une rémunération pour autoriser l'accès aux installations dans le cadre des services d'assistance en escale, art. D. 6326-63.

#### Les infrastructures centralisées

Le monopole de gestion des infrastructures conféré à l'exploitant de l'aérodrome

Le ministre peut conférer à l'exploitant de l'aérodrome la gestion des **infrastructures** servant à la fourniture des services d'assistance en escale, article R. 6326-12.

Cette décision doit être motivée par la complexité, les conditions techniques d'exploitation, le coût ou l'impact sur l'environnement ne permettant pas sur cet aérodrome la division ou la duplication.

Les infrastructures entrant dans le champ de cette réglementation relèvent de l'une des catégories suivantes

Systemes de tri de bagages

Systemes de dégivrage

Systemes d'épuration des eaux

Systemes de distribution de carburant

Art. R. 6326-13

C'est ainsi qu'à l'aéroport de la Guadeloupe, Pointe à Pitre-Le Raizet, la gestion des infrastructures centralisées pour le système de distribution de carburant, en ce qui concerne le dépôt et le stockage de carburant ainsi que le système d'oléo réseau associé, est confiée à la société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes, arrêté du 1 août 2017, JO du 12 août 2017, texte 76.

C'est ainsi qu'à l'aéroport de Nice, c'est le gestionnaire de l'aéroport Aéroports de la Côte d'Azur qui assure :

Le système de tri des bagages au départ des terminaux 1 et 2.

Le système de distribution de carburant, pour ce qui concerne le dépôt de carburateur situé en zone nord, ainsi que les installations de dépotage, la base de chargement des aviateurs et les conduites d'acheminement du carburant qui lui sont associées.

Arrêté du 21 avril 2011 (modifié) fixant les infrastructures centralisées d'assistance en escale.

L'exploitant peut ainsi rendre obligatoire l'usage de ces infrastructures par les sociétés prestataires de services et par les transporteurs aériens.

L'exploitant d'aérodrome au fort trafic tient un système d'information sur le marché de l'assistance en escale, art. R. 6326-61.

#### La séparation comptable

Si l'exploitant d'aérodrome fournit des services d'assistance en escale, le commissaire aux comptes vérifie que le produit des redevances perçues auprès de transporteurs aériens pour l'usage des installations aéronautiques ne contribue pas au financement de son activité d'assistance en escale, cf. art. R. 6326-37 al. 2 CT.

La mission d'assurer la permanence des services d'assistance en escale

L'autorité publique peut confier à une entité la mission d'assurer la **permanence** des services d'assistance en escale. Art. R.6326-31.

Cette mission est confiée à Orly et à CDG par le ministre chargé de l'aviation civile à l'exploitant (ADP) ou à un prestataire de services.

Ailleurs c'est l'autorité ayant les pouvoirs de police, donc le préfet, qui exerce cette faculté.

Cette mission de permanence est attribuée, soit à l'exploitant d'aérodrome, soit à un prestataires de services.

L'autorité consulte, avant désignation, le comité des usagers, l'exploitant d'aérodrome, le prestataire concerné sur l'étendue des services à assurer, ainsi que sur les conditions de prix.

Le prestataire désigné tient une comptabilité séparée en ce qui concerne le coût des services de permanence.

Le responsable des services de permanence est rémunéré par un versement des autres prestataires, à hauteur des coûts qu'il aura exposés. Déduction faite du montant de sa propre participation.

#### L'assistance en escale fournie aux transporteurs aériens par des entreprises spécialisées

Lorsque l'assistance est fournie par un tiers au transporteur, on rencontre le problème des coûts et des risques de



prix élevés si celui qui assure l'assistance se trouve en situation de monopole pour fixer les tarifs et risque d'en abuser.

Le droit européen est favorable au libre accès au marché de l'assistance en escale pour réduire les coûts et améliorer la qualité du service.

Les législations nationales tiennent compte de la directive 96/67/CE du 15 octobre 1996, ainsi que de l'annexe VII du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, qui posent des principes et établissent des exceptions et des dérogations.

(L'accord aérien USA/UE contient des dispositions concernant l'assistance en escale, art. 10 § 3

## Liberté du commerce des services

Aérodromes à fort trafic

Deux millions de passagers ou 50 000 tonnes de fret

L'article R. 6326-8 établit dans le domaine de l'assistance en escale la liberté d'installation, sur ces aérodromes à trafic important, à toute entreprise titulaire d'un agrément prévu à l'art. R. 6226-39. Art. R. 6326-26. C'est l'arrêté du 13 octobre 2020 qui concerne les demandes d'agrément de prestataires de services d'assistance en escale sur les aérodromes.

Toute personne établie sur le territoire d'un État membre (+ EEE et CH) et titulaire de l'agrément prévu à l'article R. 6326-8 est libre de fournir un ou plusieurs services d'assistance en escale à un transporteur aérien sur tout aérodrome dont le trafic annuel est supérieur ou égal à 2 millions de passagers ou 50 000 tonnes de fret transporté par avion.

L'enregistrement des passagers, la manutention des bagages, le ravitaillement des aéronefs en carburant dans les aéroports, doivent être en principe ouverts à la concurrence.

L'article R. 6326-39 concerne les conditions de l'agrément, sur les aérodromes au trafic de plus de 2 millions de passagers ou 50 000 tonnes de fret, pour mener l'activité d'un prestataire de services d'assistance en escale, ou pour l'activité de ses sous-traitants.

L'agrément est donné par le ministre.

L'agrément précise la liste des aérodromes où le prestataire exerce. Il indique les catégories de services. Il indique les services rendus. Il indique la zone d'activité dédiée sur l'aérodrome.

Le prestataire doit répondre à différents critères : justifier des couvertures d'assurances, justifier d'une situation financière saine, justifier d'une situation fiscale et sociale régulière, justifier de son inscription au répertoire national des entreprises.

Il doit prendre l'engagement de respecter la législation en matière de droit du travail, respecter la réglementation technique édictée pour la sécurité du transport aérien, respecter l'obligation de séparation comptable, respecter à l'échelon de chaque aérodrome les règlements et consignes de protection de l'environnement, d'utiliser les infrastructures et installations édictées par l'exploitant de l'aérodrome, de respecter les règles en matière de sûreté et de sécurité des installations. Il doit prendre l'engagement pour chaque aérodrome où il exerce d'honorer ses obligations de permanence ou de participer à la couverture des frais afférents à la permanence des services offerts aux transporteurs aériens, il assure la formation du personnel. Art. R. 6326-42.

L'agrément est délivré pour une durée de 5 ans renouvelable, art. R. 6326-45 CT.

En cas de manquement, le prestataire peut se voir imposer des restrictions voire le retrait de l'agrément, Art. R. 6326-46.

Com. 27 janvier 2015, Bull., n° 13-18656 : un contentieux, entre une compagnie aérienne desservant l'aérodrome d'Hyères dans le cadre de liaisons avec la Corse, et la CCI du Var, gestionnaire de l'aéroport. La compagnie Kyrnair (qui sera ultérieurement mis en LJ) trouve excessif le coût des prestations d'assistance en escale fournies par la CCI, elle a demandé plusieurs fois l'autorisation de pratiquer l'auto-assistance, plusieurs refus, autorisation finalement accordée en 1995. Le liquidateur demande une indemnité à la CCI, qui est évaluée par le juge à 129 429 euros, au titre du préjudice souffert par la société. Facturations de redevances à un taux excessif sans aucune adéquation à la nature et à l'importance des services fournis. Conflit, la CCI invoquant la compensation au titre d'une créance détenue par la CCI contre le transporteur. Une créance, décide la Cour de cassation, résultant d'une surfacturation procédant d'une exécution défectueuse du contrat est connexe avec une créance née du même contrat.

Le prestataire de services d'assistance en escale opère une stricte séparation comptable entre ces activités

d'assistance et ses autres activités, art. R. 6326-36 CT.

## Les restrictions à la libre concurrence

### α) Les règles de fond

La limitation du nombre des entreprises assurant l'assistance en escale

Le ministre peut envisager de limiter le nombre d'intervenants pour des services d'assistance en escale.

### Deux types de limites

. Les États peuvent limiter l'ouverture du marché et fixer un maximum de prestataires pour quatre types d'assistance : assistance opérations en piste (guidage de l'avion, chargement des nourritures et boissons), l'assistance bagages, transport du fret et poste sur les aires de trafic, et l'assistance carburant et huile. Article R. 6326-9 CT.

L'utilisateur (ce qui signifie chaque transporteur ou chaque opérateur aérien) doit en principe disposer, pour chaque catégorie de service, d'un choix entre au moins 2 prestataires de services. Les textes prohibent l'instauration d'un monopole.

C'est ainsi qu'à l'aéroport de Nice, l'article 2 de l'arrêté du 25 juin 2019, JO du 5 juillet 2019, limite le nombre de prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale.

Pour les terminaux 1 et 2, limitation à 4 prestataires pour l'assistance bagages et assistance opérations en piste

Pour le terminal aviation d'affaires, limitation à 3 prestataires.

Ces limitations ne concernent pas le marché des hélicoptères.

La procédure de sélection des candidats

Les textes établissent la nécessité d'un appel d'offres européen et imposent la transparence en cas de limitation du nombre des prestataires

Il faut organiser une procédure de sélection des prestataires lorsque leur nombre est limité. Article R. 6326-52.

Un cahier des charges est établi. Consultation du comité des usagers. Art. R. 6326-56.

Le choix est opéré par l'exploitant d'aérodrome (s'il ne fournit pas des services d'assistance), par le ministre (pour CDG et Orly) ou par le préfet. La sélection vaut pour 7 ans.

L'un au moins des prestataires sélectionnés ne doit pas être contrôlé par l'exploitant d'aérodrome, ou par un transporteur aérien transportant plus de 25 % des passagers ou du fret.

A contrario les autres prestataires retenus peuvent être sous contrôle de l'exploitant d'aérodrome ou d'un transporteur effectuant des mouvements importants à partir de cet aérodrome.

La procédure de sélection n'est pas applicable à l'exploitant d'aérodrome. Art. R. 6326-52.

Le texte admet ainsi les exploitants d'aérodrome à rendre les services d'assistance en escale.

C'est ainsi qu'à Roissy et à Orly le ministère de l'écologie avait désigné jusqu'en 2021 trois entreprises, dont Air France, pour assurer le transport des bagages entre l'avion et l'aérogare, voir au JORF du 6 juin 2014 les décisions du 2 juin 2014, p. 9509.

Ces décisions ont été annulées par le tribunal administratif le 12 juillet 2016.

Le ministre a pris en date du 27 mars 2017 deux nouvelles décisions, après avis du comité des usagers et de la société ADP, sur propositions de sélection de la commission technique d'analyse des offres.

Ces mesures valent jusqu'à la fin de la saison aéronautique d'été 2021.

À Roissy, peuvent seulement exercer Air France, Alyzia et le groupe Europe Handling. La décision ministérielle distingue entre les aérogares CDG 1 / CDG 3 et CDG 2. L'exclusivité porte sur l'assistance bagages, le transport des bagages entre l'avion et l'aérogare, le chargement et le déchargement de l'avion, le déplacement de l'avion.

À Orly-aérogare Ouest la sélection profitait aux mêmes entreprises. Le ministre se réservait la possibilité d'étendre le bénéfice de ces autorisations à l'ensemble de l'aéroport de Paris-Orly en cas de mise en service du bâtiment de jonction entre les aérogares Ouest et Sud.

Ce qui semble avoir été fait en 2018. En ce qui concerne l'aéroport d'Orly, le nombre de prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale est limité à quatre pour chacun des services suivants : assistance bagage (catégorie 3) ; chargement et déchargement de l'avion (catégorie 5.4) ; transport des bagages entre l'avion et l'aérogare (catégorie 5.4) ; déplacement de l'avion (catégorie 5.6). Arrêté du 13 mars 2018, modifiant l'arrêté du 28 mai 1999 portant limitation à l'accès au marché de l'assistance en escale pour l'aéroport de Paris-Orly.

Une décision du 11 décembre 2020 prolonge à raison de l'épidémie virale les décisions désignant les professionnels autorisés à exercer à Paris Orly, Paris Orly aérogare Ouest jusqu'au 28 février 2022.

Une autre décision portant la même date proroge dans les mêmes conditions la décision du 27 mars 2017 concernant CDG.

L'aéroport attribue aux entreprises sélectionnées des terrains, des installations, des espaces ou des entrepôts pour qu'elles puissent exercer leurs activités. Il n'y a pas là un marché public, mais plutôt la concession d'un espace.

La Cour de Justice a eu l'occasion de connaître d'un contentieux concernant l'aéroport de Milan Malpensa.

Une entreprise prestataire de service d'assistance en escale (entreprise de handling) conteste la décision de l'entreprise gestionnaire de l'aéroport, SEA, d'attribuer à un concurrent, également installé sur cet aéroport, l'usage provisoire d'une installation aéroportuaire de mille m<sup>2</sup>, sans procédure préalable d'appel d'offres.

Il faut dire immédiatement que cette attribution n'avait qu'un caractère provisoire, le temps pour l'entreprise bénéficiaire d'aménager le local en construction qui lui avait été attribué dans le cadre d'une procédure de sélection.

Les deux adversaires avaient concouru dans la procédure de sélection pour l'attribution d'espaces sur l'aéroport. Le demandeur n'avait pas été choisi. Il était pourtant candidat à un espace supplémentaire. Il était déjà largement doté en espaces.

C'est l'avocat général Manuel Campos Sanchez-Bordona qui le 3 mai 2017 a rendu ses conclusions dans cette affaire.

La directive 96/67 concerne le marché de l'assistance en escale. L'accès des installations aéroportuaires doit être garanti aux prestataires dans la mesure nécessaire à l'exercice de leurs droits et permettre une concurrence effective et loyale.

La directive 2004/17 sur les marchés publics contient un article 7 contenant des dispositions concernant, entre autres, les aéroports, en particulier lorsqu'il s'agit de mettre à la disposition des transporteurs aériens des aéroports ou des terminaux de transport.

Le droit italien présente deux décrets, l'un sur l'assistance en escale, qui ne prévoit pas de procédure spéciale pour l'attribution des locaux, l'autre sur les marchés.

L'avocat général estime que la relation entre l'aéroport et l'entreprise de handling n'est pas en l'espèce un marché public, c'est une concession, l'aéroport attribue moyennant une redevance un terrain, un local ou un espace à une entreprise faisant de l'assistance en escale. La directive sur les marchés publics est étrangère à l'espèce.

Lorsque l'exploitant de l'aérodrome attribue les espaces ou locaux, il doit le faire en respectant une concurrence effective et loyale sur la base de critères pertinents, objectifs, transparents et non discriminatoires. La procédure formelle d'appel d'offres publique n'est cependant pas obligatoire.

L'arrêt du 13 juillet 2017 de la CJUE, C-701/15, décide que l'article 7 de la directive sur les marchés publics ne s'oppose pas à la loi italienne qui ne prévoit aucune procédure préalable d'appel d'offres publiques pour attribuer des locaux aux entreprises d'assistance en escale.

(On a l'impression qu'en cette affaire une entreprise déjà anciennement installée faisait la guerre sur le terrain juridique à une petite entreprise récemment arrivée sur le marché, la procédure engagée visait à gêner un concurrent.)

Du fait de la pandémie et de la chute du trafic aérien, certains prestataires de services d'assistance en escale peuvent faire faillite et cesser leurs activités. Le gestionnaire de l'aéroport ou l'autorité publique peut directement, sans recourir à un processus de concours et de sélection, à titre temporaire, choisir un prestataire candidat pour se livrer à ces activités. Cf. le règlement délégué 2020/2114 du 16 décembre 2020, modifiant le règlement n° 2020/2114. La Commission ne s'attend pas à une forte reprise du trafic aérien avant plusieurs années. Elle veille à éviter les interruptions soudaines des services avant qu'un nouveau prestataire puisse être sélectionné. La possibilité du choix direct du prestataire court jusqu'au 31 décembre 2021.

. Les contraintes particulières

Le ministre peut pour une durée limitée réduire le nombre des prestataires de services, voire réserver l'exercice des prestations à un seul prestataire, art. R. 6326-14.

La Commission peut exprimer son désaccord.

La Croatie a réservé à Zagreb pendant 2 ans l'assistance en escale, bagages, opérations en piste, traitement du fret, à l'Aéroport de Zagreb. C'est ce qui ressort d'une communication de la Commission, faisant état d'une notification reçue du gouvernement croate en application de l'article 9 § 1 points b et d de la directive, JOUE du 11 octobre 2014, C 360/2. La Commission européenne, dans une décision du 11 mars 2015, JOUE du 13 mars 2015, L 68/50, a approuvé la décision croate. Les emplacements disponibles font défaut. On ne peut admettre plus d'un prestataire de services. Une nouvelle aérogare est en construction, elle devrait être mise en service fin 2016.

Voir la situation l'aéroport de Tallinn, communication de la Commission, JOUE du 29 mars 2017.

Cette participation et le versement des autres prestataires sont calculés en proportion des unités de trafic embarqué et débarqué des transporteurs aériens que chacun assiste sur l'aérodrome.

C'est l'exploitant d'aérodrome, détenteur de ces informations, qui procède à ce calcul.

Idem, les prestataires de services d'assistance transmettent au ministre un rapport annuel : les comptes, les attestations de paiement des impôts et des cotisations sociales, l'attestation d'assurance. Art. 6326-62.

L'article AIRTRN.13 de l'accord du 30 décembre entre l'UE et le Royaume-Uni contient des dispositions propres à l'assistance en escale.

#### β) Les sanctions en cas de non-respect de la réglementation

Une procédure d'infraction avait été engagée par la Commission contre le Portugal, 19 mai 2011 : le nombre des prestataires est limité à deux, interviennent une société dépendant de l'aéroport et une autre société contrôlée par la compagnie nationale portugaise TAP, la situation n'était pas conforme aux règles européennes. Les autorités portugaises avaient imaginé d'opérer la cession par la TAP du contrôle de la seconde société à un tiers. Il n'y avait pas pour autant ouverture du marché de l'assistance en escale.

Le Portugal a été sanctionné par un arrêt du 11 septembre 2014 de la CJUE, affaire C-277/13, Revue de droit des Transports octobre 2014, commentaire 63 par Loïc Grard, RTD européen 2015.413 obs. Grard, procédé insuffisant pour que soit organisée une procédure de sélection des prestataires autorisés à fournir des services d'assistance en escale pour les catégories bagages, opérations en piste, fret et poste à Lisbonne, Porto et Faro.

Le droit de la concurrence

Les aides publiques

L'entreprise assurant des services d'assistance en escale peut être suspectée de recevoir des aides publiques.

La Commission a rendu le 19 décembre 2012 une décision concernant des augmentations de capital effectuées entre 2002 et 2010 par SEA SpA en faveur de Sea Handling. La décision ordonnait la récupération d'une aide.

Le Tribunal a rejeté le 13 décembre 2018 le recours formé par la commune de Milan, T-167/13.

La commune de Milan a dans cette affaire formé un pourvoi, affaire C-160/19 P, que l'avocat général Juliane Kokott propose dans ses conclusions présentées le 16 juillet 2020 de rejeter.

L'avocat général commence l'exposé de ses conclusions par un énoncé de droit abstrait.

Les augmentations de capital destinées à couvrir les pertes d'une filiale peuvent constituer des aides d'État en vertu de l'art. 107 §1 TFUE, si la société mère qui y procède est détenue par l'État.

Une aide est toutefois exclue si un investisseur privé fictif opérant dans une économie de marché aurait également pris la mesure en cause.

Le Tribunal a considéré que cette dernière condition n'était pas remplie pour la raison suivante : l'État n'avait pas présenté à la Commission lors de la procédure administrative suffisamment de documents concernant la prise

de décision de la société mère.

Le débat concerne la charge de la preuve.

Le Tribunal n'a pas uniquement fondé sa solution sur l'article 107 TFUE, il s'est également fondé sur une directive concernant la transparence des relations financières entre les États et les entreprises publiques.

L'auteur du pourvoi, la commune de Milan, soutient qu'en l'espèce il n'y a pas d'aide d'État.

L'avocat général rappelle la teneur de l'article 107 pour que l'existence d'une aide d'État soit présumée :

Il faut une intervention de l'État ou l'emploi de ressources de l'État.

Cette intervention doit être susceptible d'affecter les échanges entre États membres.

Cette intervention doit accorder un avantage sélectif à son bénéficiaire.

Elle doit fausser la concurrence.

L'avocat général éreinte les différents moyens du pourvoi.

Il y a là aide d'État. L'art. 107 TFUE englobe tous les moyens pécuniaires que l'État peut utiliser pour soutenir les entreprises. C'est la puissance publique qui participait aux augmentations de capital. Les mesures étaient imputables à l'État italien. On était en présence d'une stratégie pluri annuelle de couverture des pertes de la filiale par la société mère à capitaux publics. Des injections annuelles de capital. La CJ ne procède pas à l'appréciation des faits (sauf dénaturation des éléments de preuve produits devant le Tribunal). La société mère ne peut se présenter comme ayant eu le comportement d'un investisseur privé en économie de marché. C'est la Commission qui statue, le juge de l'Union ne peut pas substituer son appréciation économique à celle de la Commission. Il peut seulement examiner si une erreur d'appréciation manifeste ou un détournement de pouvoir a été commis. Un investisseur privé n'aurait pas compensé chaque année les pertes considérables d'une filiale, 340 millions d'euros de pertes pendant 9 ans, 360 millions d'euros attribués à la filiale, il aurait fixé un plafond pour les montants versés, il aurait envisagé des scénarios alternatifs.

La CJUE, le 10 décembre 2020, rejette le pourvoi formé par la commune de Milan.

Les autorités italiennes – la commune et la province de Milan – détenaient à l'époque de référence l'essentiel du capital de la SEA SpA, qui est la gestionnaire des aéroports milanais de Linate et de Malpensa.

Jusqu'en 2002, c'était le gestionnaire des aéroports qui fournissait les services d'assistance en escale.

La SEA a ensuite créé une société SEA Handling pour fournir les services d'assistance en escale à partir du 1<sup>o</sup> juin 2002.

La SEA, société mère, a accordé à sa filiale, SEA Handling, de 2002 à 2010 des subventions sous forme d'apports en capital pour couvrir ses pertes d'exploitation.

La Commission a reçu une plainte en 2006 et a ouvert la procédure.

Elle a pris une décision en 2012, estimant que ces augmentations de capital constituaient des aides d'État. La République italienne doit se faire rembourser les aides reçues par la bénéficiaire.

La ville de Milan a formé un recours devant le Tribunal, qui a été rejeté.

La ville de Milan demande à la CJUE d'annuler la décision de la Commission et le jugement du Tribunal.

La CJUE voit dans la SEA une entreprise publique. Les moyens financiers octroyés par elle à la SEA Handling sont des ressources d'État. La ville de Milan était impliquée dans l'octroi des mesures en cause. La SEA s'était engagée vis-à-vis des syndicats à compenser les pertes de la SEA Handling, qui a eu à supporter le coût important de la main d'œuvre.

La SEA prétendait avoir agi en investisseur privé en économie de marché. Des apports en capitaux par un investisseur public faisant abstraction de toute perspective de rentabilité même à long terme ne sont pas conformes au critère de l'investisseur privé et doivent être considérés comme des aides. Un investisseur privé n'aurait pas dans la situation de la SEA à des conditions similaires apporté des montants égaux à ceux apportés par SEA à SEA Handling.

La cour rappelle que saisie d'un pourvoi elle n'a pas à procéder à une nouvelle appréciation des faits.

La Commission a de nouveau enquêté à propos d'augmentations de capital réalisées par SEA, le gestionnaire public des aéroports de Milan Malpensa et Linate, en faveur d'une filiale, Airport Handling, qui est depuis 2002 Groud handling sur ces aéroports.

Voir la décision de la Commission du 5 juillet 2016, JOUE du 1<sup>o</sup> décembre 2017. Cette capitalisation n'a pas été considérée comme aide d'État au sens de l'article 107 § 1 TFUE. L'investissement reçu par Airport Handling a été obtenu dans des conditions normales de marché. Une société précédente avait été liquidée, elle avait bénéficié d'aides d'État. La nouvelle société n'est pas condamnée à restituer les aides de la société antérieure.

La Commission a ouvert une procédure contre Melév Ground Handling, ancienne filiale de l'ancienne compagnie aérienne hongroise, effectuant des services d'escale à l'aéroport de Budapest. Melév appartient indirectement à l'État hongrois. Melév aurait été bénéficiaire d'une aide d'État, grâce à des apports de capitaux, des annulations de dettes et de prêts en provenance d'entreprises d'État. Voit la lettre adressée en octobre 2019 par la Commission à la Hongrie, JO de l'UE du 16 octobre 2020.

## Les concentrations

Les entreprises assurant l'assistance en escale peuvent être l'objet d'une prise de contrôle, l'opération se trouvant alors soumise à la législation relative aux concentrations d'entreprises.

Voir par exemple HLG SAS prenant le contrôle d'Aviapartner, société belge assurant en Europe la manutention du fret, l'assistance aux opérations en piste et aux passagers, notification à la Commission européenne, JOUE du 19 août 2014, C 270/3.

Voir le projet de prise de contrôle par une société du groupe BP, BP GIL, entreprise britannique spécialisée dans la fourniture de carburant d'aviation à l'échelon mondial d'une société norvégienne Statoil Fuel & Retail Aviation, SFRA, assurant la fourniture et la mise à bord dans les aéronefs de compagnies clientes dans 80 aéroports de l'EEE, notification du projet le 27 octobre 2014, JOUE du 1<sup>er</sup> novembre 2014, application éventuelle du règlement sur les concentrations.

Projet de concentration notifié le 24 mai 2016, WFS (spécialisé dans la fourniture de carburants pour le transport aérien maritime et terrestre) prenant le contrôle de certaines activités d'Exxon (avitaillement en carburant d'avions dans des aéroports de l'EEE), JOUE du 2 juin 2016, C 195/9.

## Les règles de sûreté : la situation des fournisseurs

Les aéroports et les prestataires de services d'assistance en escale emploient un personnel salarié :

les agents de piste, .

les agents de trafic, qui supervisent les précédents,

les agents d'opérations, qui dirigent les opérations au sol.

## D. Les responsabilités des exploitants d'aérodrome

L'exploitant d'aérodrome est responsable de l'exploitation de l'aérodrome.

Sa responsabilité peut sous certaines conditions être engagée.

### Répression administrative

L'exploitant d'aérodrome encourt une amende administrative s'il ne respecte pas la réglementation européenne concernant la protection des handicapés et personnes à mobilité réduite, art. R. 217-4-2 CAC.

Idem en cas de non-respect par les exploitants d'aérodrome (et les prestataires de services d'assistance en escale) des règles sur la sécurité, art. R. 217-5 CAC.

### Le contentieux de l'indemnisation des préjudices

#### La compétence

S'il s'agit d'un exploitant de droit public, la compétence appartient à la juridiction administrative.

CAA de Marseille, 11 janvier 2018, n° 15MA04786 : une dame est victime d'une chute à l'aéroport de Marseille Provence, elle demande réparation à la CCI. Le tribunal administratif se déclare incompétent. La cour d'appel annule le jugement. La CCI est chargée d'une mission de service public, elle gère des installations ayant le caractère d'ouvrage public. Ces installations relevant de services à caractère administratif, une passagère venant

de débarquer d'un vol et sortant du hall de l'aéroport de Marseille n'était pas usager d'un service à caractère industriel et commercial au moment de sa chute. En l'absence de tout contrat de droit privé entre la dame et l'établissement, son action en responsabilité met en cause l'aménagement et le fonctionnement d'un ouvrage public et relève par suite de la compétence des juridictions administratives.

Une décision affirme l'incompétence des juridictions administratives

Sur l'action d'un exploitant d'aéroport (ou plutôt son assureur) contre des entreprises privées ayant effectué des travaux sur la piste

Sur l'action d'un exploitant d'aéronef (ou plutôt celle de l'assureur l'ayant indemnisé et donc subrogé dans les droits de la victime) contre les entreprises privées ayant effectué des travaux défectueux sur la piste ayant entraîné un dommage matériel à un aéronef

CAA Bordeaux, 17 décembre 2020, n°18BX02945 : les faits concernent en octobre 2010, sur l'aérodrome de Blagnac, une collision, au décollage, entre un avion de la compagnie Corsair et des balises posées à la verticale et non à l'horizontale sur la piste en travaux.

L'avion subit un dommage, à l'entrée d'air du réacteur n° 3 situé à l'intérieur de l'aile gauche.

Une transaction intervient en 2015 entre Corsair et Allianz, l'assureur de l'aéroport ; Corsair obtient 191 515 dollars.

Allianz, en qualité de subrogé, a recherché devant le tribunal administratif de Toulouse la responsabilité des entreprises auteurs des travaux, celles-ci ont été condamnées par le tribunal administratif.

Les entrepreneurs font appel.

La cour administrative d'appel de Bordeaux va se déclarer incompétente pour statuer sur les demandes de l'assureur agissant titre principal comme subrogé dans les droits de l'aéroport et à titre subsidiaire comme subrogé dans la limite du paiement reçu dans les droits du propriétaire de l'aéronef endommagé

Les dommages ont été causés à l'usager d'un service industriel et commercial. Il n'appartient pas à la CAA de connaître des dommages imputables aux ouvrages ou travaux et d'apprécier la responsabilité encourue à raison de vices dans leur exécution ou leur entretien lorsque ces dommages ont été causés à l'usager d'un service industriel et commercial par une personne ayant collaboré à l'exécution de ce service et à l'occasion de la fourniture de la prestation due par le service à cet usager. En raison des liens de droit privé existant entre les services publics industriels et commerciaux et leurs usagers, les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour connaître de l'action formée par l'usager contre les personnes participant à l'exécution de ce service.

L'arrêt, indépendamment de la question de la compétence administrative ou judiciaire pour trancher le litige, est cependant intéressant en ce qu'il met en lumière les obligations de l'aéroport initiateur des travaux.

Les concessionnaires et leurs entrepreneurs doivent réparer les dommages causés aux tiers par les ouvrages dont ils ont la charge ou les travaux qu'ils entreprennent.

Le service public aéroportuaire rendu par la société exploitant l'aérodrome aux exploitants d'aéronefs concerne l'usage des terrains, des infrastructures, nécessaires à l'exploitation des aéronefs. Ce service rendu par l'aéroport implique l'entretien des pistes. Ce service donne lieu à la perception de redevances, notamment la redevance d'atterrissage, qui correspond à l'usage par les aéronefs des infrastructures nécessaires à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol ainsi qu'aux services complémentaires, comme le balisage et les aides visuelles. Le balisage lumineux de l'approche des pistes fait partie des prestations du service de transport aérien rémunéré par la redevance d'atterrissage perçue par l'aéroport.

Ce service met à la disposition de la compagnie les installations aéroportuaires pour lui permettre de décoller ou d'atterrir n'implique l'exercice d'aucune prérogative de puissance publique. Ce service présente un caractère industriel et commercial, dont la compagnie est usagère.

Le fond du droit

Il s'agit d'une responsabilité à base de faute, tempérée par l'effet exonératoire de la faute de la victime et par celui de la force majeure.

Les conditions permettant d'établir la responsabilité de l'aérodrome

Il appartient à l'usager d'un ouvrage public, victime d'un dommage, d'établir l'existence de l'obstacle auquel il impute ce dommage

Et d'un lien de causalité direct et certain entre celui-ci et le dommage.

L'entretien normal de l'ouvrage public

Si cette preuve est faite, le gestionnaire de l'aérodrome ne saurait être déclaré responsable.

#### Les chutes et les fractures des voyageurs

Une cuisinière est victime d'une chute sur un regard d'égout, CAA Paris 24 février 2011, responsabilité de la chambre de commerce de Nouvelle Calédonie concessionnaire de l'aéroport de la Tontouta chargée de l'entretien des trottoirs et bouches d'égout

Un voyageur est victime d'une chute dans les escaliers.

CAA Versailles 5 février 2015, n° 14VE01553 : une passagère est victime d'une chute en 2005 dans un escalier provisoire situé dans l'enceinte de l'aéroport de Roissy, elle est victime d'une fracture de la rotule, elle engage la responsabilité de l'ADP, il y aurait eu une anomalie du plancher non signalée. « L'utilisateur d'un ouvrage public est fondé à rechercher la responsabilité de la personne publique à qui incombait l'entretien de cet ouvrage pour défaut d'entretien normal à condition d'avoir préalablement apporté une preuve suffisante des faits générateurs du dommage dont il demande réparation, et notamment du lien de causalité entre ces dommages et le défaut d'entretien de l'ouvrage public concerné ». L'intéressée est déboutée. Le sol présentait une légère déclivité, mais il était exempt d'obstacle, de fissure ou de trou. Absence de danger ou de vice de conception. La responsabilité d'ADP n'est pas engagée.

La CAA de Bordeaux, dans un arrêt du 28 décembre 2023, n°21BX04579, rejette la demande d'un habitué de l'aéroport de Bergerac, qui avait été, en sortant du hall d'arrivée, victime d'une chute en heurtant un banc constitué d'une planche fixée entre deux pots de fleurs de grande taille. Le passager avait été victime d'une fracture des deux poignets.

Le maître d'ouvrage est responsable, même en l'absence de faute, des dommages que les ouvrages publics dont il a la garde peuvent causer aux tiers tant en raison de leur existence que dans leur fonctionnement.

Il ne peut dégager sa responsabilité que s'il établit que ces dommages résultent de la faute de la victime ou d'un cas de force majeure.

Est établi le lien de causalité entre le banc et la chute de la victime. Le banc était constitué d'une planche assez fine et difficilement visible, indique le demandeur, cette planche fixée entre deux pots de grande taille ne pouvait échapper à un piéton normalement attentif, la victime connaissait bien les lieux. Sa chute était exclusivement imputable à son inattention.

#### L'état des pistes

La responsabilité au titre de l'entretien et du nettoyage des pistes (cf. l'arrêt du 29 nov. 2012 rendu par la cour de Versailles à propos de l'accident du Concorde, l'arrêt botte en touche.)

La cour administrative d'appel de Nantes a eu à connaître d'une requête présentée par la compagnie Aegean. Le train d'atterrissage de l'un de ses appareils (Boeing affrété) s'est affaissé au décollage dans le revêtement en bitume de la bande aménagée à l'extrémité de la piste.

La réparation pouvait être opérée assez rapidement.

La compagnie demande réparation à la chambre de commerce de Nantes, concessionnaire de l'aéroport, pour défaut d'entretien normal de l'ouvrage. La CCI réplique qu'il y a eu une faute de pilotage et demande à son tour réparation du dommage subi par la piste. La juridiction ordonne une expertise, 15 novembre 2012, n° 10NT02431.

La cour administrative d'appel de Nantes dans un arrêt du 4 juillet 2013 a décidé que la CCI était responsable du dommage à la hauteur de 30 % et a condamné la chambre de commerce de Nantes Saint Nazaire à verser à AEGEAN Airlines 40 734 euros en réparation des préjudices résultant de l'immobilisation de l'aéronef impliqué dans l'accident du 5 août 2007.

L'affaire a été portée devant le Conseil d'État, 9 juillet 2014, n° 371853, qui rejette le pourvoi.

L'autorité responsable d'un ouvrage public répond de plein droit à l'égard des usagers du défaut d'entretien normal tenant, notamment, à la solidité et à la fiabilité de l'ouvrage – pourvu que l'utilisateur en fasse un usage conforme à sa destination normale.

La bande aménagée dans laquelle s'est enfoncé le train d'atterrissage droit de l'avion était à faible résistance. Il y avait un manquement, l'absence de marquage latéral de la voie de circulation conduisant à l'extrémité de la piste et de la piste elle-même. Insuffisance du marquage au sol de la limite de l'aire de sécurité. Défaut d'entretien normal de l'ouvrage public.



La manœuvre de pilotage consistant à écarter sensiblement l'appareil de la ligne d'alignement était de nature à exonérer la CCI de sa responsabilité à hauteur de 30 %.

CAA Versailles, 17 septembre 2020, n° 19VE01257 : un Airbus de la compagnie Air Méditerranée atterrit venant de Dakar le 9 février 2009 minuit passé sur la piste de l'aérodrome de Paris CDG désignée par les services de la circulation aérienne, le temps est mauvais, il neige, il gèle. ADP avait fait répandre du formiate de potassium pour empêcher le verglas. L'appareil adhère mal à la piste, les pilotes empruntent à grande vitesse une bretelle de sortie, l'avion s'immobilise enfin sur la terre meuble. L'appareil, moteurs, train d'atterrissage, structure, est endommagé.

La compagnie et son assureur demandent réparation à l'État et à ADP.

ADP est chargée de l'entretien des pistes, constituant des ouvrages publics, la compagnie en était usager. On lui impute un mauvais entretien de l'ouvrage public, une absence d'inspection supplémentaire, l'absence de mesure de glissance et d'information auprès du service de la navigation aérienne, l'adhérence de la piste était dégradée. La responsabilité d'ADP est engagée.

L'absence de lien de causalité entre l'obstacle et le dommage

La responsabilité de l'aérodrome ne saurait être engagée

Le heurt entre un avion qui atterrit et un panneau de signalisation routière : CAA Nantes, 21 janvier 2016, n° 14NTO1422 : un avion atterrit le 4 août 2007 sur l'aérodrome de Dinan, le pilote fait demi-tour en bout de piste pour rejoindre une voie de circulation menant à l'aéro-club. Au cours du freinage, l'avion s'est déporté et a heurté un panneau de signalisation routière implanté en bordure de la piste n° 25, l'hélice est endommagée. L'assureur AXA indemnise la victime et se retourne, pour 20 100 euros, contre la commune de Dinan, gestionnaire de l'aérodrome.

Il appartient à l'usager, victime d'un dommage survenu sur une voie publique, de rapporter la preuve du lien de causalité entre l'ouvrage public et le dommage dont il se plaint. La cour admet que ce panneau implanté sur la bande de piste, sans utilité pour la navigation aérienne, dans une zone où une telle installation était susceptible de constituer un danger pour les aéronefs a contribué effectivement au dommage.

La cour tempère son attendu de principe.

La collectivité en charge de l'ouvrage public, pour écarter sa responsabilité, doit établir que l'ouvrage public faisait l'objet d'un entretien normal ou que le dommage est imputable à la faute de la victime ou à un cas de force majeure.

Ce panneau n'est pas directement à l'origine de l'accident, qui résulte d'une perte de contrôle de l'avion en raison d'une anomalie du bloc de frein droit. C'est un défaut mécanique qui est à l'origine de la sortie de piste. La commune est totalement exonérée de sa responsabilité.

Sur l'absence de lien de causalité entre l'état de la piste et le dommage : CAA Versailles 20 juillet 2017 précité : les pales de l'hélice d'un avion heurtent en septembre 2010 le bitume, à proximité de la bouche d'évacuation des eaux présentant un certain dévers et entourée de quelques fissures, alors que le pilote manœuvrait sur le tarmac de l'aérodrome de Toussus-le-Noble pour rejoindre le hangar de stationnement. La cour refuse de condamner Aéroports de Paris. Absence de lien direct et certain entre l'état du tarmac autour de la bouche et le dommage. L'état du tarmac n'était pas à l'origine des dommages subis par l'avion.

CAA Marseille, 11 janvier 2018, précité : la victime de la chute prétend que celle-ci serait due à la fermeture soudaine de portes automatiques. La matérialité des faits est contredite par la chambre de commerce. La dame n'établit pas la réalité des faits, elle n'apporte pas la preuve d'un lien de causalité entre l'ouvrage public et le préjudice, ses conclusions sont rejetées

L'exonération de responsabilité, totale ou partielle, de l'exploitant de l'aérodrome

La collectivité en charge de l'ouvrage public doit alors, pour que sa responsabilité ne soit pas retenue, établir que l'ouvrage public faisait l'objet d'un entretien normal

Ou que le dommage est imputable à la faute de la victime

Ou à un cas de force majeure.

Attendu de principe d'un arrêt de la cour administrative d'appel de Versailles du 20 juillet 2017, n° 16VE01233

La faute de la victime

Cette faute permet au défendeur d'obtenir son exonération.

La responsabilité de la CCI de Millau du fait du non-respect de la réglementation sur les servitudes de dégagement, arrêt du 21 mai 2013 précité de la cour administrative d'appel, le petit avion avait heurté un grillage, partage de responsabilité du fait de la faute du pilote n'ayant pas suffisamment pris en compte les effets du vent traversier.

La CAA de Bordeaux refuse, dans une décision du 5 mai 2014, n° 12BX02335, d'admettre la responsabilité de la commune de Soulac du fait d'un atterrissage accidentel effectué le 2 avril 2009 sur l'aérodrome de La Runde à Soulac. L'appareil a effectué une sortie de piste et a été endommagé.

L'aéronef avait été construit par son propriétaire. L'accident est survenu lors d'un vol de formation. La pilote qui bénéficiait de l'assistance d'un instructeur entendait se familiariser avec l'appareil et avait avant l'accident déjà effectué cinq atterrissages et décollages sans coupure du moteur. Il y avait une dénivellation de 15 centimètres entre la piste et la bande herbeuse attenante. Il y avait là un défaut d'entretien. La cour refuse cependant d'engager la responsabilité de la commune à raison d'une faute de l'instructeur, qui avait remis les gaz pour tenter un redécollage pour éviter que l'avion décélère sur cette bande herbeuse. Il y avait une autre faute, l'instructeur ne disposait pas de doubles commandes pour diriger l'appareil au sol. La cour relève une succession d'imprudences fautives dans la conception et le pilotage de l'avion constituant la seule cause directe de la gravité du préjudice souffert par le propriétaire. La commune est exonérée.

La cour administrative d'appel de Bordeaux, 1<sup>o</sup> décembre 2014, RFDA 2014.443 note Thierry Mazyr, a eu à connaître de la responsabilité de la CCI des îles de Guadeloupe du fait d'une manœuvre sur une aire de stationnement de l'aéroport de Pointe à Pitre le 10 octobre 2007. Un avion d'affaires de type bombardier d'une filiale de Bouygues en provenance de Saint Martin avait ce jour-là heurté un des mâts d'éclairage et avait endommagé son aile gauche. Double procédure, l'une devant la juridiction civile, l'autre devant la juridiction administrative. Le tribunal de commerce de Nanterre a estimé que l'agent de piste employé par le prestataire d'assistance en escale était responsable pour 30 % des conséquences de l'accident. Devant la jurisprudence administrative, c'est la responsabilité de la CCI, concessionnaire de l'exploitation de l'aérodrome, qui était mise en cause, du fait du défaut d'entretien de la piste. L'avion avait été guidé dans un premier temps par un placeur employé d'une entreprise de handling. Les passagers étaient descendus à terre. Un agent du poste de contrôle opérationnel avait alors estimé que l'aile droite de l'avion empiétait sur une servitude de passage du service de lutte contre l'incendie, il avait enjoint au commandant de bord de repositionner l'appareil : c'est au cours de cette nouvelle manœuvre effectuée sur les indications du placeur que le dommage s'est produit. La cour administrative admet la faute de l'agent de la CCI qui avait attribué à l'avion un poste de stationnement inadapté à l'envergure de l'appareil. Le marquage au sol était déficient.

Heureuse surprise, la juridiction parvient à découvrir une faute imputable au commandant de bord, l'entrée sur le poste de stationnement s'effectue habituellement sur la gauche, or le commandant de bord avait choisi de prendre un virage par la droite, surprenant le placeur ayant dû se déporter vers l'axe de l'avion, et il a choisi de poursuivre la manœuvre. Cet agissement fautif reprochable à l'exploitant de l'appareil est opposable à son assureur.

La CCI est déclarée responsable pour moitié du préjudice subi par l'assureur.

L'assureur, subrogé dans les droits de Bouygues, se voit attribuer une indemnité correspondant à la valeur de 188 582 dollars, il avait versé le double à l'assuré.

Dans l'espèce dont a eu à connaître la CAA de Versailles, arrêt précité du 17 septembre 2020, la faute de la victime (l'avion était sorti de piste) est établie, une faute des pilotes est reconnue : un toucher trop long lors de la descente, un toucher trop doux du train principal sur la piste au lieu d'un toucher ferme, le non déploiement des « reverses » sur la position maximale dès le toucher du train principal, un maintien en l'air du train pendant plusieurs secondes après son toucher, une ignorance de la procédure d'atterrissage interrompu alors qu'une remise des gaz était possible. Il résulte du rapport du BEA que l'accident aurait pu être évité – ou ses conséquences atténuées -, si les pilotes avaient décidé de prolonger l'itinéraire d'atterrissage en ligne droite en fin de piste, plutôt que d'effectuer une sortie en virage et choisi d'utiliser les autoreverse ainsi que la fonction auto break à plein régime.

La part de responsabilité d'ADP est fixée à 35 % (plus d'un million 800 mille) et celle de l'État à 15 % (plus de 775 000 euros).

La compagnie garde 50 % des dommages à sa charge.

Les frais d'expertise – plus de 95 000 euros – sont mis à la charge d'ADP et de l'État.

Le cas de force majeure

[La responsabilité de l'aéroport du fait des nuisances acoustiques subies par les riverains : elle peut être engagée, en particulier sur recours des compagnies aériennes condamnées ; cette question sera traitée infra dans le cadre de l'étude des sanctions des nuisances acoustiques. Il peut être astreint sous certaines conditions à financer des travaux d'insonorisation des locaux.]

## Section II. Les bases spatiales

### Sous-Section I . Les bases de lancement d'objets spatiaux : les ports spatiaux

Le lancement est facilité si les opérateurs disposent d'une base située à proximité de l'Équateur.

#### I. Le centre spatial guyanais

Le port spatial de Kourou. Des terrains appartiennent au CNES. Le président du CNES exerce la police spéciale de l'exploitation des installations. Les visites domiciliaires et les saisies réalisées dans le cadre de la régulation des opérations spatiales. Un arrêté du 3 décembre 2014 habilite un agent du CNES à rechercher et à constater les infractions prévues au chapitre IV de la loi du 3 juin 2008.

Plusieurs accords ont été conclus entre la France et l'Agence spatiale européenne concernant le CSG.

Le décret n° 2017-1619 du 27 novembre 2017 publie l'accord du 18 décembre 2008 conclu entre le gouvernement français et l'agence spatiale européenne relatif au centre spatial guyanais, JO du 30 novembre 2017, texte n° 12.

L'objet du CSG est de rendre aux États membres de l'agence un accès facile à l'espace.

L'agence est propriétaire d'installations sur le site de Kourou, sur des terrains mis à sa disposition par le CNES.

Des accords concernent le lancement par le lanceur Vega.

Des installations utiles pour le soutien au lancement se situent en dehors du centre spatial guyanais.

C'est Arianespace qui s'est vu confier l'exploitation des lanceurs développés par l'ESA. L'ESA est appelé à conclure un arrangement avec Arianespace concernant l'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au CSG.

Coopération avec la Russie : pour permettre le lancement à Kourou du lanceur Soyouz, fabriqué en Russie sous le contrôle de l'agence spatiale russe, Roskosmos.

Le gouvernement a délégué au CNES la prise des mesures destinées à assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre tout dommage. Mais c'est le gouvernement qui a la responsabilité directe de la protection externe des terrains mis à la disposition de l'ESA par le CNES.

Le CNES est responsable de la planification et de la supervision des opérations nécessaires à la conduite des campagnes de lancement.

Le CNES assure, au CSG, la sauvegarde, il s'agit de maîtriser les risques techniques, au sol et en vol, liés à la préparation et à la réalisation des lancements.

La France autorise l'utilisation de la base aérienne d'Istres pour l'atterrissage d'urgence des navettes spatiales américaines.

#### II. La situation aux États-Unis

Le centre spatial Kennedy et le cap Canaveral en Floride

Le centre spatial de Wallops sur la côte de la Virginie

La base de Vandenberg dans le comté de Santa Barbara en Californie.

#### III. Le monde russe

L'URSS avait construit et aménagé le centre spatial de Baïkonour, qui est situé en Asie centrale, au Kazakhstan. Tirs des fusées Soyouz. Le cosmodrome est géré par Roskosmos, l'agence spatiale russe. Départ du premier satellite artificiel Spoutnik en 1957 et du vol habité par Gagarine en 1961.

Construction par la Russie d'un nouveau cosmodrome à Vostotchny, dans l'oblast de l'Amour, en Sibérie.

Plessetsk, à 800 km au Nord de Moscou est une base qui avait été édifée pour faciliter le lancement des missiles en direction de l'Amérique du Nord. La fusée Angara A5 y a effectué le 23 décembre 2014 un lancement.

#### IV. Le monde chinois

Les bases de Jiuquan, de Taiyan, de Xichang

#### V. Le Japon

Le centre spatial d'Uchinoura, dans l'île de Kyushu.

La base de Tanegashima située dans une île du Pacifique à 115 km de l'île de Kyushu, gérée par l'agence d'exploration aérospatiale japonaise, JAXA.

#### VI. Inde

Le centre spatial de Satish Dhawan est situé à 80 km de Madras / Chennai

La Belgique y fait lancer des engins immatriculés ensuite en Belgique.

#### VII. Brésil

Le Brésil a aménagé la base d'Alcantara, située dans l'État du Maranhão (Marignan) dans le Nord du Brésil.

#### VIII. Le lancement à partir de l'Océan

En 1994, un consortium mené par Boeing et le russe RS Energia avait créé Sea Launch pour la fusée Zénith. On prévoyait des lancements à partir d'une plate-forme en plein Océan Pacifique. Un certain nombre de lancements ont été opérés. Il y a eu des échecs. Lockheed a revendu ses parts à ILS International Launch Service, détenu ensuite majoritairement, 95 %, par les russes.

Sea Launch a été mis en faillite depuis l'explosion en février 2007 d'un lanceur au décollage.

Mme Ravillon, RFDA 2013.209, évoque la demande émanant de Boeing contre RSC et les partenaires de Sea Launch pour obtenir 350 millions de dollars.

Quelques lancements ont continué.

La presse a fait état le 1<sup>er</sup> février 2013 de l'échec du lancement d'un satellite américain d'Intelsat fabriqué par Boeing grâce à une fusée russe Zenit-3 SL tirée depuis une plate-forme flottante Odyssey installée dans l'océan Pacifique. L'échec a été annoncé par le porte-parole d'Energia.

### **Sous-Section II. Les bases implantées sur les corps célestes**

#### **§ I. Les bases de recherche scientifique**

Les États-Unis ont l'intention de créer une base sur la Lune, permettant dans un second temps d'envoyer des engins voire des astronautes sur Mars.

#### **§ II. Les bases d'exploitation des ressources naturelles des corps célestes**

#### **§ III. Les stations militaires**

#### **§ IV. L'utopie : les colonies humaines sur la Lune ou sur Mars**

Certains esprits estiment que l'homo sapiens ne pourra plus vivre sur Terre dans un avenir prochain : crise climatique, épuisement des matières premières, sur population. Ils préconisent la construction sur la Lune, sur Mars ou ailleurs, de stations où seraient « déportés » les êtres humains, du moins les volontaires pour ce départ sans retour. Cette solution constituerait un remède au risque d'extinction du genre humain.

Le séjour ne nous semble pas être sur ces contrées très enchanteur.

Aram Kerkonian, *The Legal Aspects of Permanent Human Settlement on Celestial Bodies*, Annales de droit aérien et spatial, McGill, 2019, volume XLIV, p. 415

## CHAPITRE II. LES AIDES À LA NAVIGATION

Qu'il s'agisse de la navigation dans l'espace aérien ou de celle dans le vide sidéral, il est hautement souhaitable qu'elle soit régulée à l'échelon mondial ne serait-ce que pour assurer la sécurité des personnes et des biens se trouvant au sol ou pour éviter les collisions dans l'espace entre engins habités ou non.

Sous - Chapitre I. Les règles de l'air

### INTRODUCTION

Les pouvoirs publics se devaient de poser des règles s'imposant aux exploitants et pilotes d'aéronefs pour réguler la circulation aérienne. Il convient d'éviter les abordages entre les aéronefs évoluant dans les airs ainsi que les collisions sur les pistes des aérodromes. Il convient que les engins aériens ne s'écrasent pas au sol, tuant, blessant, détruisant récoltes et bâtiments. La réglementation vise plus largement à accélérer les mouvements aériens et à lisser le déroulement de la circulation aérienne.

Vincent Correia, Le cadre réglementaire européen relatif à la sécurité des activités aéronautiques civiles, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, p. 61.

Il s'agit également dans la mesure de possible de connaître le positionnement dans l'air des appareils en phase de navigation.

Les dispositions les plus nombreuses concernent les aéronefs dotés d'un équipage d'un ou plusieurs pilotes. Même si la technique offre le recours au pilotage automatique. Les autorités publiques édictent désormais un dispositif propre aux aéronefs sans équipage à bord, piloté à distance ou selon un programme incorporé.

### Les aéronefs avec pilote à bord

Les pilotes sont tenus, au cours de la circulation aérienne, de se conformer aux règlements relatifs à la police de la circulation, à la route, aux feux et aux signaux, et de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les dommages. Art. R. 6131-1 CT.

Il convient que les avions suivent la route qui leur a été indiquée par les services de la navigation aérienne. Les avions gardent entre eux une distance minimale afin d'éviter tout risque de collision. En latéral. En horizontal.

Les accidents en vol de croisière représentent, dit-on, seulement 8 % du total, les accidents en phase de montée 30 %, les accidents à l'approche finale et à l'atterrissage 50%, les accidents au sol 12%.

L'UE et l'État national adoptent une réglementation, tant abondante que mutante. Il est conseillé, si on y parvient, de se reporter à la version consolidée de ces règlements européens. On ne sait plus très bien parfois si des règlements relativement anciens sont encore en vigueur ou s'ils ont été abrogés explicitement ou implicitement.

Le règlement sur la fourniture des services (de navigation aérienne dans le ciel unique européen), règlement n° 550/2004. Modifié en 2019.

Le règlement sur l'espace aérien, règlement n° 551/2004. Modifié en 2020.

Le règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 détermine les exigences techniques et les procédures

administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile.  
Il est modifié par un règlement d'exécution 2021/2227 du 14 décembre 2021.  
Les hélicoptères monomoteurs sont désormais certifiés pour les vols en IFR.

Le règlement d'exécution n° 923/2012 du 26 septembre 2012 établit les règles de l'air communes à l'ensemble des États membres de l'Union européenne, il concerne la circulation aérienne générale, et non le trafic militaire. Il transpose très largement à l'échelle de l'Europe les normes prévues à l'annexe 11 et d'autres annexes de la convention de Chicago (sur certains points apparemment secondaires, il y a des différences avec le dispositif élaboré au sein de l'OACI, ces différences sont destinées à être notifiées à l'organisation internationale). Il est entré en vigueur en France le 4 décembre 2014.

Le règlement d'exécution 2016/1185 du 20 juillet 2016 modifie ce règlement et transpose en droit européen certaines dispositions figurant dans les annexes à la convention de Chicago et portant sur les règles de l'air. Le règlement d'exécution 2020/469 du 14 février 2020 modifie à son tour le règlement n° 923/2012.

[Ce règlement modifié de 2012 ne s'applique ni aux aéromodèles (aéronef non habité, capable d'un vol soutenu dans l'atmosphère et utilisé exclusivement à des fins de présentation en vol ou de loisirs), ni aux aéronefs jouets (aéronef non habité, utilisé à des fins ludiques, par des enfants de moins de 14 ans), l'autorité nationale devant cependant prendre des règles pour qu'ils soient exploités en présentant le moins de danger possible.]

L'aéronef détient, pour les liaisons radio, une licence de station d'aéronef, voir l'arrêté du 18 avril 2011, modifié par un arrêté du 30 mars 2023.

L'ACAS désigne le système anticollision embarqué, il s'agit d'un système embarqué qui, au moyen de signaux du transpondeur de radar secondaire de surveillance (SSR) et indépendamment des systèmes sol, renseigne le pilote sur les aéronefs dotés d'un transpondeur SSR qui risquent d'entrer en conflit avec son aéronef, art. 2, point 7, nouveau, du règlement 2017/373.

Le règlement n° 1332/2011 du 16 décembre 2011 impose la présence à bord des avions d'un système anticollision embarqué ACAS II. Le pilote reçoit des signaux du transpondeur du radar secondaire de surveillance installé sur d'autres aéronefs évoluant à proximité et qui pourraient entrer en collision avec lui. Ces dispositions sont reprises dans un règlement (modifiant le précédent) 2016/583 du 15 avril 2016 : Annexe, partie-ACS, AUR.ACAS.1005. Exigences relatives aux performances. L'installation de la version 7.1 du système anticollision (ACAS II) est prescrite sur les avions à turbine suivants : les avions dont la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 5700 kg, les avions autorisés à transporter plus de 19 passagers. Certains aéronefs peuvent être dotés d'un tel dispositif anticollision sur une base volontaire, ils doivent alors être équipés de la version 7.1 du système anticollision.

Le règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012 a été maintenant fois modifié, plus dernièrement par un règlement 2021/2237 du 15 décembre 2021, ou un autre, 2022/2203, du 11 novembre 2022, ou bien par le règlement 2023/217 du 1<sup>er</sup> février 2023 ; il concerne les exigences techniques en matière d'opérations aériennes. Le dispositif est long, technique, précis.

Il comporte désormais 8 annexes.

Annexe I, Les définitions des termes

Annexe II, Les exigences applicables aux autorités en matière d'opérations aériennes

Annexe III, Les exigences applicables aux organismes pour les opérations aériennes (ORO)

Annexe IV, Les opérations de transport aérien commercial (CAT)

Annexe V, Les agréments spécifiques (SPA)

Annexe VI, Les aéronefs à motorisation complexe exploités à des fins non commerciales (NCC)

Annexe VII, Les aéronefs autres que les aéronefs motorisés complexes exploités à des fins non commerciales (NCO)

Annexe VIII, Les exploitations spécialisées (SPO) (agriculture, construction, photographie, levés topographiques, observation, patrouilles, publicité aérienne, vols de contrôle de maintenance)

Le règlement d'exécution 2017/373 du 1<sup>er</sup> mars 2017 sur les services de navigation aérienne. Modification par le règlement 2020/469 du 14 février 2020, par le règlement 2022/938 du 26 juillet 2022.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 établit des règles communes dans le domaine de l'aviation civile, il institue l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne. Son objectif principal est d'établir et maintenir un niveau élevé de sécurité de l'aviation civile dans l'Union.

Le règlement 2019/317 du 11 février 2019 établit un système de performance et de tarification dans le ciel unique européen.

Le règlement d'exécution 2019/1583 du 25 septembre 2019 concerne la cybersécurité.

Le régime du vol

Le vol à vue, **VFR, Visual Flight Rule** : la visibilité est telle que le pilote peut naviguer à vue.

Un aéronef moto propulsé ne peut pénétrer à l'intérieur de l'espace aérien métropolitain, selon les règles de vol à vue, que s'il est équipé de moyens de radiocommunications, art. R. 6211-9 et 10 CT.

Le vol aux instruments, **IFR, Instrument Flight Rules**, permet de piloter par temps de brouillard et sans visibilité.

L'arrêté du 24 janvier 2022 concerne l'établissement et la conception des procédures de vol aux instruments. Il s'agit de dispositions supplémentaires au règlement 2017/373 du 1<sup>o</sup> mars 2017 modifié. Elles s'appliquent aux parties qui interviennent dans les procédures de départ, d'arrivée, d'attente, d'approche. La procédure de vol aux instruments est associée à un "organisme porteur de projet" (l'exploitant de l'aérodrome desservi par la procédure ou un prestataire de services de la circulation aérienne concerné par la procédure). On nomme "prestataires IFPD" les prestataires de services de conception de procédures de vol aux instruments. Un prestataire IFPD valide les outils et les logiciels utilisés pour automatiser tout ou partie du processus de conception des procédures de vol aux instruments en assurant qu'ils remplissent bien les fonctions attendues. Le prestataire IFPD détermine des minimums opérationnels d'aérodrome pour les procédures suivantes : les approches de précision, les approches avec guidage vertical, les approches classiques, les manœuvres à vue. La procédure est soumise à l'approbation de l'autorité de l'aviation civile.

Le règlement n°965/2012 - modifié par le règlement d'exécution 2021/2237 du 15 décembre 2021 - pose des exigences concernant l'exploitation tous temps.

L'annexe I, sous le nom de minimums opérationnels d'aérodrome, désigne les limites des possibilités d'utilisation d'un aérodrome pour le décollage, l'atterrissage dans le cadre d'opérations d'approche bidimensionnelle et dans le cadre d'opérations d'approche aux instruments tridimensionnelle.

L'EFVS, système de vision améliorée pour le vol, est un dispositif électronique permettant à l'équipage de conduite d'afficher en temps réel une image issue de capteurs de la topographie d'un lieu ou d'une région.

L'équipage peut connaître sa position et l'altitude.

L'opération EFVS désigne l'opération où l'EFVS doit être utilisé, à raison des conditions de visibilité, pour effectuer une approche ou un atterrissage.

L'HUDLS, système d'atterrissage par guidage tête haute, est le système embarqué permettant au pilote de surveiller le pilote automatique pendant le décollage, l'approche et l'atterrissage ou la remise des gaz.

L'opération d'approche aux instruments désigne une approche et un atterrissage utilisant des instruments pour le guidage de navigation.

L'exploitant doit faire une déclaration attestant le respect du dispositif réglementaire, annexe III, appendice I, règlement modifié n° 965/2012. La déclaration mentionne les aéronefs exploités, l'immatriculation, la base principale, le type d'exploitation, l'organisme responsable de la gestion du maintien de la navigabilité. Que les aéronefs sont couverts par un certificat de navigabilité. Que les membres d'équipage sont titulaires d'une licence.

L'annexe V, règlement n° 965/2012, traite des opérations par faible visibilité.

L'exploitation des hélicoptères se faisait habituellement conformément aux règles de vol à vue. L'annexe III, ORO.FC.100, rend possible l'exploitation des hélicoptères selon les règles de vol aux instruments, IFR.

La réglementation envisage la situation des hélicoptères survolant des étendues d'eau.

Ils doivent être conçus, en cas d'avarie, pour pouvoir atterrir ou amerrir sur l'eau. Ils disposent d'un système de flottaison.

Les exigences sont différentes selon que les hélicoptères sont affectés ou non au transport commercial.

Cf. le règlement 2022/2502 du 19 décembre 2022 rectifiant le règlement n° 965/2012.



Un arrêté du 15 novembre 2022, JO du 15 décembre 2022, impose aux aéronefs à destination de l'aérodrome de Nantes d'être équipés d'un système de navigation de surface.

Le **plan de vol** est un ensemble de renseignements à propos d'un vol projeté dont le dépôt est obligatoire dans un certain nombre d'hypothèses : vol de nuit, vol IFR, franchissement d'une frontière ...SERA.4001. Il faut harmoniser le plan avec les créneaux aéroportuaires. Le plan de vol est reçu avant le départ par le bureau de piste des services de la circulation aérienne. Le plan de vol donne un certain nombre d'indications : l'identification de l'aéronef, les aérodromes de départ de destination et de dégagement, l'heure estimée de départ, la vitesse de croisière, le niveau de croisière, la route à suivre, le nombre de personnes à bord ...

Le transporteur qui dépose plusieurs plans de vol pour un même vol, ou qui dépose un plan de vol - en violation de l'article 7 § 1 du règlement n° 255/2010 - qui ne rend pas compte du profil de vol prévu, encourt une amende administrative.

Les missions de secours, de sauvetage, de douane, de sécurité civile, de gendarmerie ou de police bénéficie d'un régime assoupli, voir l'arrêté du 9 août 2016.

La direction des services de la navigation aérienne, DSNA, établit et publie les cartes aéronautiques, arrêté du 6 juillet 2018. Cf. annexe 4 à la convention de Chicago.

L'arrêté du 24 janvier 2022 est relatif à l'information aéronautique.

Les navigants sont ainsi informés de données portant sur les obstacles au sol (données de terrain et d'obstacles). Les FDA sont les fournisseurs de données aéronautiques.,

C'est l'exploitant de l'aérodrome qui est fournisseur de données pour ce qui concerne l'aérodrome : longueur et largeur des pistes, distance utilisable au décollage, distance utilisable à l'atterrissage, marquage et balisage de la piste, résistance des chaussées ...

Un arrêté du 13 mars 2023 modifie plusieurs arrêtés en matière de circulation aérienne générale

### La localisation des aéronefs

La surveillance du vol désigne la surveillance des opérations de vol par le personnel chargé du contrôle opérationnel, dès le départ et pendant les phases du vol.

Durant le vol, l'aéronef en vol signale aux services de la circulation aérienne l'heure et le niveau quand il passe aux points de compte rendu obligatoire. Les services de la circulation peuvent également demander d'autres comptes rendus de position. Il garde une écoute des communications vocales air-sol sur le canal de communication de l'organisme de contrôle. Quand l'aéronef est arrivé, il y a en principe remise d'un compte rendu d'arrivée à l'organisme compétent des services de la circulation aérienne de l'aérodrome d'arrivée. Le suivi de vol : c'est l'enregistrement en temps réel des messages de départ et d'arrivée par le personnel d'exploitation afin de s'assurer qu'un vol est en cours et est arrivé à l'aérodrome de destination (ou à un aérodrome de dégagement).

Le temps de vol désigne pour les avions le temps total depuis le moment où l'avion commence à se déplacer en vue du décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol.

Pour les hélicoptères, le temps de vol désigne le temps total depuis le moment où les pales du rotor de l'hélicoptère commencent à tourner en vue du décollage jusqu'au moment où l'hélicoptère s'immobilise à la fin du vol et où les pales du rotor s'arrêtent.

La veille de vol désigne le suivi actif d'un vol par le personnel chargé du contrôle opérationnel tout au long de toutes les phases de vol, afin de garantir que le vol suit la route prescrite sans déviations, déroutements ou retards imprévus.

L'identification des aéronefs : Le règlement d'exécution 2020/587 du 29 avril 2020 modifie des règlements de 2011 dans le cadre

des activités de surveillance pour le ciel unique européen, systèmes de surveillance embarqués, systèmes de surveillance au sol. Les aéronefs assurant des vols effectués dans le cadre de la circulation aérienne générale selon les règles de la navigation aux instruments à l'intérieur de l'espace aérien du ciel unique européen doivent être équipés de transpondeurs SSR. Certaines exceptions figurent dans le nouvel article 5 du règlement n°

1207/2011, vol d'entretien, vol à des fins d'exportation, aéronefs cessant d'être exploités le 31 octobre 2015. Certaines dispositions concernent les aéronefs d'État.

On prévoit un aéroport de décollage si un appareil doit atterrir en urgence ou en cas de nécessité. L'avion est suivi durant son vol, il émet des données qui sont transmises automatiquement au sol. Le suivi est différemment réalisé quand l'avion survole l'océan.

Si un aéronef s'écarte sensiblement de sa trajectoire ou qui dit ne pas connaître sa position, il est dit aéronef égaré.

Il existe une réglementation relative aux recherches et au sauvetage des aéronefs en détresse, décret n° 84-26 du 11 janvier 1984, tenant compte de l'annexe 12 Recherches et sauvetage à la convention de Chicago. La France et la Suisse ont conclu le 30 juin 2014 un accord de coopération concernant le sauvetage des aéronefs en détresse, JORF du 1° février 2015.

L'OACI met en place en 2015 un système pour suivre, dès 2018, les appareils en cas d'incident ou en détresse. Si un avion disparaît au-dessus des océans, on pourra le localiser (ou son épave) dans un rayon de 6 milles marins.

L'OACI, à la suite de l'accident du Rio-Paris du 1° juin 2009 et de la disparition le 8 mars 2014 de l'appareil aérien malais se rendant de Kuala Lumpur à Pékin, prévoit des mesures pour assurer le suivi et la localisation des avions.

Le règlement européen 2015/2338 du 11 décembre 2015 affirme la même finalité pour perfectionner les systèmes de suivi des aéronefs.

Les vols sont en principe suivis par l'exploitant, du décollage à l'atterrissage, du moment que la route se situe dans des blocs d'espace aérien et que les aéronefs sont suivis par un service de surveillance ATS. Les avions gros porteurs doivent être dotés d'une capacité pour fournir leur position, s'ajoutant au transpondeur de radar secondaire.

Les appareils sont dotés d'un appareil de repérage.

Les gros appareils aériens devront être dotés à partir de 2025 de moyens automatiques permettant de déterminer en cas d'accident l'emplacement du point de chute.

Les constructeurs sont confrontés à des retards pour doter les avions de l'équipement nécessaire et mettre en place l'infrastructure de communication nécessaire entre les prestataires de services de la circulation aérienne et les centres de coordination de sauvetage.

La référence figure au point CAT.GEN.MPA.210 de l'annexe IV (partie CAT) du règlement n° 965/2012 (dans la version du règlement 2022/2203 du 11 novembre 2022).

Le dispositif obligatoire ne concerne que les gros avions :

les avions dont la MCTOM est supérieure à 27 000 kg et la MOPSC est supérieure à 19 et dont le premier certificat individuel de navigabilité a été délivré à partir du 1° janvier 2024,

ainsi que les avions dont la MCTOM est supérieure à 45 500 kg et dont le premier certificat de navigabilité individuel a été délivré à partir du 1° janvier 2024.

Ces gros aéronefs devront, à partir du 1° janvier 2025, être équipés de moyens automatiques fiables permettant de déterminer avec précision, à la suite d'un accident au cours duquel l'avion est gravement endommagé, l'emplacement du **point de fin du vol**.

Un arrêté du 18 avril 2011 - modifié dernièrement par un arrêté du 29 juin 2020 - concerne la licence de station d'aéronef. Ces dispositions concernent les aéronefs civils équipés d'une station émettrice travaillant sur des fréquences attribuées par l'aviation civile. La LSA est en principe obligatoire, elle est attribuée par le ministre. Les aéronefs emportent une balise de détresse. Art. D. 133-19-3 CAC.

La réglementation contient des dispositions concernant la gestion du carburant, voir les annexes au règlement modifié n° 965/2012.

L'appareil doit avoir une réserve de carburant / énergie de route, pour faire face, du fait de facteurs imprévus, à une consommation supérieure.

Cf. annexe II , point ARO.OPS.225 du règlement n° 965/2012.

Annexe IV, point CAT.OP.MPA180 en ce qui concerne le programme de carburant / d'énergie – avions

L'exploitant fait en sorte que l'avion transporte une quantité suffisante de carburant ou d'énergie pour effectuer le vol prévu en toute sécurité et permettre des écarts par rapport à l'exploitation prévue, CAT.OP.MPA.181.

L'atterrissage en toute sécurité désigne un atterrissage sur un aéroport avec au moins la réserve finale de carburant / d'énergie restante, conformément aux procédures et aux minima de l'aéroport.

L'acheminement des courants de trafic aérien : les routes et les voies aériennes.

On entend par route la projection à la surface de la terre de la trajectoire d'un aéronef.

L'orientation de la trajectoire est généralement exprimée en degrés par rapport au nord.

On parle de route ATS pour désigner une route déterminée qui est destinée à canaliser la circulation aérienne.

On parle de tronçon de route pour désigner une route ou une partie de route dont le trajet est habituellement effectué sans escale.

Les vols contrôlés suivent dans la mesure du possible sur une route ATS l'axe défini sur cette route.

La voie aérienne présente la forme d'un couloir, elle entre dans une région de contrôle ou une portion de région.

La gestion du trafic aérien. GTA/SNA.

Le règlement 2018/1139, art. 80, confie, à l'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne, une mission de certification.

Interviennent des communications air-sol, entre le pilote de l'avion et les services du contrôle aérien, opérés en France par les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

Le service consultatif de la circulation aérienne vise à assurer la séparation entre les aéronefs qui volent en conformité avec un plan de vol IFR.

### Le [contrôle aérien](#)

On opère plusieurs distinctions.

Le "contrôle en route" consiste à guider les avions dans la traversée de l'espace aérien. Les avions évoluent dans le même espace aérien à des altitudes, à des vitesses et à des trajectoires différentes. Les ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne doivent être capables de recomposer immédiatement le plan de vol des appareils aériens en fonction des positions des uns et des autres.

La circulation aérienne en croisière dans l'espace aérien supérieur.

L'espace aérien inférieur, allant de la surface à 5 800 mètres.

Le niveau de division entre espaces supérieur et inférieur est fixé au niveau de vol 285.

Le contrôle régional concerne le contrôle de la circulation aérienne à l'intérieur d'un bloc d'espace aérien.

Il existe en France cinq centres de contrôle en route, CRNA, à Athis Mons, Reims, Brest, Bordeaux et Aix.

Ces centres gèrent une partie de l'espace aérien inférieur (entre 6000 et 11000 mètres) et supérieur (au-delà de 11000 mètres)

Le "contrôle d'approche" s'applique aux aéronefs en vol contrôlé à l'arrivée ou au départ. Il s'agit de guider les avions aux abords d'un aéroport depuis la vigie d'une tour de contrôle ou d'une salle de radar. Quand il y a procédure d'approche aux instruments, le pilote effectue un certain nombre de manœuvres jusqu'à un point où il pourra effectuer l'atterrissage. On connaît plusieurs procédures d'approche, classique (en utilisant le guidage latéral mais pas le guidage vertical) (opération d'approche bidimensionnelle 2D), avec guidage vertical (opération d'approche tridimensionnelle, 3D), ou d'approche de précision.

Les approches classiques sont effectuées selon la technique des approches finales à descente continue.

Le "contrôle d'aéroport" effectué depuis la tour de contrôle concerne le contrôle de la circulation sur l'aire de manœuvre de l'aéroport ainsi que la circulation des aéronefs évoluant aux abords (10 km) de l'aéroport. Il s'agit d'accompagner l'atterrissage des avions.

Aucun message n'est transmis à un pilote pendant le décollage, la dernière partie de l'approche finale et le roulage à l'atterrissage tant que la vitesse de l'aéronef n'est pas contrôlée. Sauf pour des raisons de sécurité immédiate. Voir arrêté du 23 décembre 2015, JO du 22 janvier 2016.

Un arrêté du 7 juillet 2016 désigne quels sont, sur différents aéroports d'importance moyenne, les prestataires de services d'information de vol d'aéroport.

Un arrêté du 27 décembre 2016, JO du 17 janvier 2017, désigne les aéroports sur lesquels la direction des services de la navigation aérienne rend les services de la circulation aérienne.

L'arrêté du 12 juillet 2019 concerne les procédures de circulation aérienne pour l'utilisation des aéroports par les aéronefs. Il pose des règles de comportement adressées aux pilotes qui s'apprentent à décoller ou à atterrir. Il concerne l'outre-mer. Il pose des règles pour les planeurs et les aéronefs ultralégers motorisés.

(La DSNA gère 30 centres d'approche et 80 tours de contrôle, le sénateur auteur du rapport de juin 2023 souhaite une restructuration.)

La Commission avait publié le règlement n° 965/2012, ce règlement concernait les performances de l'avion à l'atterrissage, les conditions de surface de la piste, certaines exigences en matière de sécurité des aéronefs, les opérations sans agrément d'exploitation long courrier.

C'est ainsi qu'après une panne de moteur avec les réserves de carburant requises, l'avion gagne un aérodrome de décollage, la vidange de carburant en vol est autorisée, voir le règlement d'exécution 2023/217 du 1<sup>er</sup> février 2023, rectifiant le règlement n° 965/2012.

Une panne d'un moteur. L'avion atterrit sur la piste la plus favorable et en air calme ; il atterrit sur la piste qui sera le plus probablement attribuée compte tenu de la direction et de la force probables du vent, de la manœuvrabilité de l'avion au sol et d'autres conditions, telles que les aides à l'atterrissage et le relief, CAT.POL.A.235, point e), annexe IV du règlement rectifié.

La distance d'atterrissage à l'heure d'arrivée, LDFA, est une distance d'atterrissage qu'il est possible d'atteindre dans des conditions normales d'exploitation sur la base des données de performances à l'atterrissage et des procédures associées déterminées en fonction des conditions prévalant au moment de l'atterrissage, point 70 bis de l'annexe I du règlement n° 965/2012.

Les parachutes de sauvetage

L'arrêté du 23 juillet 2021, JO du 29 juillet, est relatif aux parachutes de sauvetage.

Ces parachutes sont à utiliser en cas de détresse après évacuation **en vol** d'un aéronef inscrit sur le registre français d'immatriculation. Évacuation au-dessus du territoire français, sur le territoire des États étrangers et au-dessus de la haute mer. Le parachute doit être apte au vol, la navigabilité du parachute doit être maintenue.

Le parachute de sauvetage doit être entretenu.

Une approbation pour remise en service, APRS, est requise après toute opération d'entretien.

Le personnel de certification doit suivre une formation prévue en annexe.

La circulation aérienne militaire relève de dispositions spécifiques, voir l'arrêté du 20 juillet 2016 modifié par un arrêté du 3 juin 2020 - fixant les règles et services de la circulation aérienne militaire.

Le radar est un appareil de télédétection fournissant des informations sur la distance, l'azimut et/ou l'altitude des objets.

Le radar de surveillance est un équipement radar utilisé pour déterminer la position d'un aéronef en distance et en azimut.

Les vols d'essais et de réception sont réglementés.

Les vols à vitesse supersonique sont autorisés, sous conditions. Interdits la nuit. Interdits en palier ou en montée en dessous de 10 000 mètres. Interdits en piqué à toutes altitudes. Le survol des plages est à éviter entre le 15 juin et le 15 septembre. Évolutions si possible au-dessus des régions à faible densité ou au-dessus de la mer.

Des comptes rendus de position sont transmis à des intervalles réguliers.

## Les aéronefs circulant sans équipage à bord

Ces engins sont désormais devenus très nombreux, ils sont pilotés à distance, ils peuvent être plus ou moins pondéreux, ils peuvent être utilisés dans un but civil ou dans une finalité militaire, ils peuvent appartenir à l'État ou à de simples particuliers, ils peuvent être utilisés pour prendre des vues jouant alors le rôle d'engin de surveillance, ils peuvent être utilisés dans un but de loisirs, la fonction de transport de marchandises voire d'être humains leur est ouverte.

La convention de Chicago du 7 décembre 1944 consacre son article 8 aux aéronefs sans pilote. Un tel engin ne peut survoler le territoire d'un État contractant, sans l'autorisation spéciale de cet État et conformément aux conditions de celui-ci. Le vol d'un aéronef sans pilote dans des régions ouvertes aux aéronefs civils doit être soumis à un contrôle qui permette d'éviter tout danger pour les aéronefs civils.

Le droit européen et le droit français, à titre subsidiaire, contiennent des dispositions précises concernant la circulation aérienne des aéronefs circulant sans personne à bord.

Les systèmes d'aéronefs sans équipage à bord (UAS)  
Système aérien inhabité

En ce qui concerne le droit émanant de l'UE, il faut d'abord compter avec le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 fixant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile. La section VII du chapitre III concerne les aéronefs sans équipage à bord, l'annexe IX également. Ces dispositions contiennent des règles concernant l'exploitation des aéronefs sans équipage à bord. Ils doivent être manœuvrés en toute sécurité. Ils doivent fonctionner comme prévu dans toutes les conditions d'exploitation prévisibles. On prévoit un système de compte rendu d'événements. La personne participant à l'exploitation d'un tel aéronef, y compris le pilote à distance, doit posséder les compétences nécessaires pour assurer la sécurité de l'exploitation. Le vol doit être effectué dans le respect des lois. L'exploitant doit s'assurer que l'aéronef sans équipage dispose des équipements de navigation, de communication, de surveillance, de détection et d'évitement nécessaires, ainsi que des autres équipements jugés nécessaires à la sécurité du vol prévu.

Les perturbations électromagnétiques que ces aéronefs produisent ne doivent pas dépasser le niveau au-delà duquel des équipements hertziens ne peuvent pas fonctionner.

La réglementation est plus rigoureuse en matière d'exploitation d'engins relativement lourds évoluant dans une finalité éventuellement lucrative, elle est plus compréhensive en matière d'aéromodélisme.

Le règlement (modifié) d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019 concerne les règles et procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord.

Il s'agit de garantir la sécurité des personnes au sol et des autres usagers de l'espace aérien.

Il existe trois catégories d'exploitation, ouverte, spécifique et certifiée.

Obs. Loïc Gard, RTD européen p. 414

Ce règlement ménage les prérogatives et la compétence des États.

L'État peut interdire une partie ou l'ensemble des exploitations UAS.

Il peut exiger des conditions particulières.

Il peut exiger une autorisation d'exploitation préalable.

Il peut n'autoriser l'accès qu'à certaines classes d'UAS.

Il peut n'autoriser l'accès qu'à des UAS dotés de certaines caractéristiques techniques, tels que des systèmes d'identification à distance ou de systèmes de géo-vigilance.

L'article 15 du règlement autorise les États à définir - pour des raisons de sécurité, de sûreté, de respect de la vie privée, de protection de l'environnement - des zones géographiques UAS, qui sont des parties de l'espace aérien qui accueillent, limitent ou excluent les exploitations d'UAS en fonction des risques.

Ils peuvent fixer des normes régulant la navigation aérienne des aéronefs sans équipage à bord.

### Les espaces aériens U-space

Les espaces aériens U-space sont des zones désignées par l'État où les exploitants d'UAS peuvent évoluer en toute sécurité, mais à la condition d'utiliser les services U-space. Ces services reposent sur des services numériques et l'automatisation de fonctions. L'objectif est de garantir à un grand nombre d'UAS un accès sécurisé, sûr et efficace dans cet espace.

C'est l'État qui détermine les limites horizontales et verticales de l'espace aérien U-space.

Le cadre réglementaire pour l'U-space est dressé par le règlement d'exécution 2021/664 du 22 avril 2021.

Ce règlement ne s'applique pas aux exploitations d'UAS effectuées dans le cadre des clubs et associations d'aéromodélisme ayant reçu une autorisation, ni aux exploitations dans la sous-catégorie A1 de la catégorie "ouverte" (UAS construit à titre privé, masse maximale au décollage inférieure à 250 grammes, vitesse maximale d'exploitation inférieures à 19 m/s ; aéronef marqué comme appartenant à la classe CO et satisfaisant aux exigences de cette classe). Le risque est faible.

Le règlement ne s'applique pas non plus à l'exploitation faite conformément aux règles de vol aux instruments SERA.5015 du règlement n°923/2012.

Les aéronefs militaires et les aéronefs d'État sont exclus du champ d'application du règlement. Idem en ce qui concerne les aéronefs effectuant des missions militaires, douanières, policières, de sauvetage, de lutte contre les incendies, de contrôle des frontières ou des activités de garde-côtes, l'État pouvant cependant leur appliquer certaines règles concernant les aéronefs sans équipage à bord.

Lorsque l'État désigne un espace aérien U-space dans un espace aérien contrôlé, il veille à ce que les aéronefs avec équipage bénéficient d'un service de contrôle de la circulation aérienne et que les UAS restent séparés, art. 4 du règlement 2021/664.

Le règlement d'exécution 2021/665 du 22 avril 2021, modifiant le règlement 2017/373, vise à assurer la sécurité des aéronefs avec équipage à bord, évoluant dans un espace aérien U-space. Ils peuvent côtoyer des aéronefs sans équipage à bord. Ce sont les prestataires de services de navigation aérienne qui demeurent responsables de la fourniture des services de navigation aérienne aux exploitants des aéronefs avec équipage à bord. Ces prestataires cordonnent leurs activités avec les prestataires de services U-space. Ils peuvent limiter temporairement la zone où évoluent les exploitants d'UAS, ceci pour tenir compte de la demande de trafic d'aéronefs avec équipage à bord.

Le règlement 2021 / 666 du 22 avril 2021 modifie le règlement n° 923 / 2012. L'objectif est de faire évoluer en toute sécurité dans l'espace U-space les aéronefs avec équipage à bord, ceux-ci doivent être perceptibles électroniquement , en signalant leur présence grâce aux techniques de surveillance. Le texte distingue la zone à utilisation obligatoire de radio de celle à utilisation obligatoire de transpondeur.

Il y a place pour un espace aérien U-space transfrontalier.

Les exploitants d'UAS, exerçant leurs activités dans l'espace U-space, sont tenus à un certain nombre d'obligations, art. 6 du règlement 2021/664.

Ils doivent le cas échéant avoir obtenu une autorisation d'exploitation ou un certificat délivré par l'État d'enregistrement, ils doivent observer les limites d'exploitation fixées par l'État.

L'exploitant, avant chaque vol, dépose une demande d'une autorisation de vol.

Lorsque il est prêt à entamer le vol, l'exploitant d'UAS demande l'activation de l'autorisation de vol UAS.

Il peut commencer le vol dès réception de la confirmation de l'activation de l'autorisation de vol.

Il doit respecter les seuils d'écart.

Le règlement 2021/664 prévoit l'existence de services faisant fonctionner le système.

Le service d'informations communes diffuse des données statiques et dynamiques pour permettre la fourniture de services U-space aux fins de la gestion du trafic d'aéronefs sans équipage à bord. Les États lui communiquent un certain nombre de données, comme la liste des prestataires de services ou les restrictions de l'espace aérien.

Les prestataires de services U-space – qui sont soumis à certification - rendent les services U-space. Article 7. Le service U-space repose sur des services numériques et l'automatisation de fonctions, service conçu pour garantir à un grand nombre d'UAS un accès sécurisé, sûr et efficace à l'espace aérien U-space. Ces prestataires assurent une coordination avec les services de circulation aérienne.

Le service d'identification du réseau permet l'identification à distance de l'UAS pendant la durée du vol, art. 8 du règlement 2021/664.

Le service de géo vigilance consiste à fournir des informations aux exploitants, art. 8 du règlement 2021/664, comme les conditions d'exploitation, les contraintes ou les restrictions temporaires.

Le service d'autorisation de vol UAS : ce sont les prestataires de services U-space qui fournissent aux exploitants l'autorisation de vol, art. 10 du règlement 2021/664. L'art. 10 permet de trancher les demandes conflictuelles. Priorité est donnée aux UAS effectuant des opérations spéciales. Chaque autorisation de vol reçoit un numéro d'autorisation. L'annexe IV détermine les informations à donner dans la demande d'autorisation.

Le service d'informations sur la circulation sert à donner à l'exploitant d'UAS des informations sur tout autre circulation aérienne pouvant s'effectuer à proximité. Il communique des informations sur les autres aéronefs participant à la circulation aérienne , leur position, la vitesse, le cap ... les exploitants doivent prendre les mesures pour éviter le risque de collision.

Les prestataires de services U-space fournissent un service d'informations météorologiques : la direction du vent, la hauteur de la couche nuageuse, la visibilité, la température et le point de rosée.

Le service de contrôle de la conformité consiste à vérifier si les exploitants remplissent les exigences réglementaires.

Les prestataires de services U-space sont astreints à certification. Le certificat est délivré par l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne. Annexe VI.

L'appendice donne un tableau des services liés à l'espace aérien fournis dans chaque classe d'espace aérien spécifique.

L'État peut faire preuve de souplesse.

Il peut désigner des zones géographiques dans lesquelles les exploitations d'UAS sont exemptées d'une ou de plusieurs des exigences de la catégorie « ouverte ». Ce sont les exploitations présentant les risques les plus faibles.

Les exploitations de la catégorie dite « spécifique » présentent des risques plus élevés.

Le règlement 2020/639 du 12 mai 2020 modifie, en ce qui concerne les scénarios standard pour les exploitations effectuées en vue directe ou hors vue, le règlement 2019/947.

Annexe

Partie A

L'exploitation en vue directe, VLOS, est un type d'exploitation dans lequel le pilote à distance est capable de maintenir un contact visuel continu sans aide, avec l'aéronef. Ce qui lui permet de contrôler, afin d'éviter les collisions, la trajectoire de vol, en fonction des obstacles, des autres aéronefs et des personnes.

Le scénario standard 1 couvre les exploitations en vue directe effectuées avec un UAS de classe C5 (marquage CE) à une hauteur maximale de 120 mètres, dans un environnement habité.

Dans l'exploitation hors vue, BVLOS, celle-ci ne s'effectue pas en vue directe.

Le scénario standard 2 couvre les exploitations pouvant être effectuées hors vue. L'aéronef sans équipage à bord se trouve à une distance maximale de 2 km du pilote à distance. Des observateurs de l'espace aérien sont présents. L'observateur de l'espace aérien assiste le pilote à distance en assurant un balayage visuel à l'œil nu



pour détecter tout risque. L'aéronef se trouve à une hauteur maximale de 120 mètres dans un environnement à faible densité de population. L'UAS est de classe C6 (marquage CE). Les pilotes doivent avoir un certain niveau de compétence.

Dans l'exploitation autonome, l'aéronef sans équipage à bord fonctionne sans que le pilote à distance puisse intervenir.

L'article 11 du règlement 2019/947 fixe les règles en matière d'évaluation du risque opérationnel : risques de l'exploitation au sol et en vol, risques de collision...

L'aéronef sans équipage à bord est en principe maintenu à une distance maximale de 120 mètres au-dessus du sol.

Exploitations d'UAS relevant de la catégorie **ouverte**

UAS.OPEN.010

La catégorie des exploitations d'UAS « ouverte » est divisée en trois sous-catégories A1, A2 et A3.

UAS.OPEN.020 Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A1

Ne pas survoler de rassemblement de personnes. L'aéronef a une masse maximale au décollage inférieure à 250 grammes. Classe C1.

UAS.OPEN.030 Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A2

Classe C2. Le pilote à distance connaît les instructions du fabricant, il est titulaire d'un brevet d'aptitude

UAS.OPEN.040 Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A3

L'exploitation respecte les distances : au moins à 150 mètres des zones résidentielles, commerciales, industrielles ou récréatives.

Le pilote à distance connaît les instructions du fabricant et a suivi une formation en ligne et réussi un examen théorique en ligne. L'aéronef sans équipage à bord a une masse maximale au décollage inférieure à 25 kg, ou est marqué aux classes C2, C3, ou C4.

UAS.OPEN.050 Responsabilités de l'exploitant d'UAS

L'exploitant désigne un pilote à distance pour chaque vol.

Éviter les brouillages et bien utiliser le spectre radioélectrique.

UAS.OPEN.060 Responsabilités du pilote à distance

Le pilote à distance possède les compétences requises, il est en possession d'une preuve d'aptitude

Avant de commencer une exploitation d'UAS, le pilote à distance doit

Recevoir des informations à jour pertinentes pour l'exploitation d'UAS

Observer l'environnement d'exploitation, vérifier la présence d'obstacles

S'assurer que l'UAS est en état de terminer le vol en toute sécurité

Au cours du vol, le pilote à distance

N'accomplit pas ses tâches sous l'influence de l'alcool ou de substances psychotropes

Maintient l'aéronef en vue directe et assure un balayage visuel complet de l'espace aérien entourant l'aéronef afin d'éviter tout risque de collision avec un aéronef avec équipage

Est en mesure de garder le contrôle de l'aéronef.

En cas d'exploitation de nuit, le pilote à distance veille à qu'un feu vert à éclats soit activé sur l'aéronef sans équipage à bord.

Le pilote à distance peut être assisté par un observateur d'aéronef sans équipage à bord. Une communication claire et efficace doit être établie entre les deux.

UAS.OPEN.070 Durée et validité de la compétence théorique en ligne acquise par le pilote à distance et des brevets d'aptitude de pilote à distance

Valables 5 ans.

La prorogation est subordonnée à une démonstration de compétences et à une formation de remise à niveau

Partie B



Exploitations d'un UAS relevant de la catégorie « spécifique »

UAS.SPEC.020 La déclaration d'exploitation

UAS.SPEC.030 Demande d'autorisation d'exploitation

Avant de commencer une exploitation d'UAS dans la catégorie dite spécifique, l'exploitant d'UAS obtient une autorisation d'exploitation auprès de l'autorité nationale. Des exceptions. La promesse d'une couverture d'assurance si elle est exigée par le droit de l'UE ou le droit national.

UAS.SPEC.040 Délivrance d'une autorisation d'exploitation

UAS.SPEC.050 Responsabilités de l'exploitant d'UAS

L'exploitant fournit à ses pilotes à distance des directives tendant à la réduction des nuisances.

Il désigne un pilote à distance pour chaque vol.

Il s'assure que les pilotes à distance suivent une formation de pilote à distance

Il tient un registre mentionnant les qualifications du pilote à distance et du personnel d'entretien, il y mentionne les actes d'entretien de l'UAS, les incidents techniques.

Le personnel d'entretien doit être formé et qualifié.

Il réduit les bruits

L'aéronef sans équipage à bord doit être équipé d'un feu vert à éclats pour assurer la visibilité de nuit, ainsi que d'un système d'identification à distance actif et à jour.

UAS.SPEC.060

Responsabilités du pilote à distance

Il possède les compétences requises, il est en possession d'une preuve d'aptitude lorsqu'il exploite l'UAS. Il connaît les instructions du fabricant. Il s'assure que l'UAS est en état de terminer le vol prévu en toute sécurité. Il s'assure que les informations concernant l'exploitation ont été communiquées aux services de la circulation aérienne. En cours de vol, il respecte les limites.

(voir le règlement d'exécution 2021/1166 du 15 juillet 2021 reportant la date d'application des scénarios standards pour les exploitations effectuées en vue directe ou hors vue)

UAS.SPEC.080 Durée et validité d'une autorisation d'exploitation

UAS.SPEC.085 Durée et validité d'une déclaration d'exploitation

Durée limitée à 2 ans.

UAS.SPEC.100 Utilisation d'équipements certifiés et d'aéronefs sans équipage à bord certifiés

L'exploitant d'UAS enregistre le temps d'exploitation ou de service. Il suit toute directive de navigabilité ou d'exploitation émise par l'Agence.

Partie C

Certificat allégé d'exploitant d'UAS (LUC)

UAS.LUC.010 Exigences générales applicables à un LUC

La demande de LUC est soumise à l'autorité compétente, elle contient certaines informations : une description du système de gestion de l'exploitant, le demandeur déclare qu'il a vérifié la documentation et qu'elle est conforme aux exigences applicables.

UAS.LUC.020 Responsabilités du titulaire d'un LUC

Le titulaire évalue le risque opérationnel associé à l'exploitation envisagée

UAS.LUC.030 Système de gestion de la sécurité

L'exploitant d'UAS qui sollicite un LUC doit posséder un système de gestion de la sécurité qui correspond à la taille de l'organisme, à la nature et à la complexité de ses activités, en tenant compte des dangers et des risques inhérents associés à ces activités.

Il désigne un responsable. Il établit et maintient une politique de sécurité.

UAS.LUC.040 Manuel LUC

L'exploitant fournit à l'autorité un manuel contenant certaines mentions

UAS.LUC.050 Conditions d'agrément du titulaire d'un LUC

L'autorité délivre un LUC si l'exploitant respecte les exigences mentionnées supra.

L'autorité délivre un LUC après s'être assurée que l'exploitant respecte les points précités. Le LUC mentionne le périmètre, la zone ou la classe d'espace aérien où les exploitations sont autorisées.

Appendice 1 relatif aux scénarios standard à l'appui d'une déclaration

## Chapitre I

STS-01 – VLOS au-dessus d'une zone contrôlée au sol dans un environnement habité

UAS.STS-01.010 Dispositions générales

L'aéronef sans équipage à bord est maintenu à une distance maximale de 120 m du point le plus proche de la surface de la Terre. Il ne transporte pas de marchandises dangereuses.

UAS.STS-01.020 Exploitations d'UAS dans le STS-01

L'aéronef est gardé à tout moment en VLOS, conformément au manuel d'exploitation, au-dessus d'une zone contrôlée au sol. Le pilote à distance doit être titulaire d'un certificat d'aptitude théorique de pilote à distance et d'une attestation de réussite de formation pratique. Les exploitations doivent être effectuées au moyen d'un aéronef sans équipage à bord qui est marqué comme appartenant à la classe C5.

UAS.STS-01.030 Responsabilités de l'exploitant d'UAS

L'exploitant met au point un plan d'intervention d'urgence.

UAS.STS-01.040 Responsabilités du pilote à distance

Il vérifie avant le début d'une exploitation que le moyen d'interrompre les vols soit opérationnel. Il maintient pendant le vol en vue directe, VLOS, il assure un balayage complet de l'espace aérien entourant l'aéronef afin d'éviter tout risque de collision avec un aéronef avec équipage. Il peut être assisté par un observateur.

Il y a un appendice A : examen théorique et pratique des pilotes à distance pour le STS-01

## Chapitre II

STS-02 – BVLOS avec des observateurs de l'espace aérien au-dessus d'une zone contrôlée au sol dans un environnement à faible densité de population

UAS.STS-02.010 Dispositions générales

L'aéronef sans équipage à bord est maintenu pendant le vol à une distance maximale de 120 m du point le plus proche de la surface de la Terre. Il ne transporte pas de marchandises dangereuses.

UAS.STS-02.020 Exploitations d'UAS dans le cadre du STS-02

La visibilité en vol minimale est supérieure à 5 km.

L'aéronef reste à la vue du pilote à distance pendant le lacement et la récupération de la liaison de commande et de contrôle de l'aéronef ...

Le pilote à distance est titulaire d'un certificat d'aptitude théorique pour les exploitations dans le cadre des scénarios standard et d'une attestation de réussite de la formation pratique pour le STS-02

L'aéronef est marqué comme appartenant à la classe C6

UAS.STS-02.030 Responsabilités de l'exploitant d'UAS

Les personnes présentes dans la zone contrôlée au sol doivent être informées des risques de l'exploitation.

Appendice A : Connaissances théoriques et aptitudes pratiques des pilotes à distance pour le STS-02

Examen théorique

Formation pratique

Déclaration d'exploitation

Appendice 3 Exigences supplémentaires applicables aux entités reconnues par l'autorité compétente et aux exploitants d'UAS qui effectuent une formation pratique et une évaluation des aptitudes pratiques des pilotes à distance pour les exploitations couvertes par le STS

Appendice 4 Déclaration des exploitants d'UAS qui envisagent de dispenser une formation pratique et de réaliser une évaluation des aptitudes pratiques des pilotes à distance dans le cadre du STS-x

Appendice 5 Manuel d'exploitation pour le scénario standard

La France

Pascal M. Dupont, Les drones ou la révolution aéronautique du 21<sup>e</sup> siècle, RFDA 2017 p. 359

Laurent Archambault et Cassandra Rotily, Drones : usages malveillants , risques d'accident et neutralisation, Étude comparée du droit français et du droit allemand, Annales de droit aérien et spatial, 2018, Volume XLIII, McGill, p.105

Il convient de tenir compte en France de deux arrêtés du 17 décembre 2015. Succédant à deux arrêtés de 2012.

. Le gouvernement avait pris un 1<sup>o</sup> arrêté du 11 avril 2012 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord.

Cet arrêté a été remplacé par l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord.

L'arrêté de 2015 a été modifié par des arrêtés du 30 mars 2017 et du 10 avril 2020.

Il comporte trois annexes.

L'arrêté ne concerne ni les ballons captifs, ni les cerfs-volants, ni les aéronefs appliquant les règles de la circulation aérienne militaire, art. 1<sup>o</sup>.

Ces aéronefs sont télépilotés ou évoluent de façon autonome.

Les aéronefs qui circulent sans personne à bord n'évoluent pas de nuit.

Il y a des exceptions.

La circulation de nuit est possible, s'ils évoluent à l'intérieur d'une portion d'espace aérien mentionnée à l'annexe III selon des modalités assurant une ségrégation d'activité entre cet aéronef et les autres usagers aériens. L'évolution de nuit est également possible si les conditions suivantes sont réunies : l'aéronef télépiloté évolue à une hauteur de vol inférieure à 50 mètres au-dessus de la surface, la masse de l'aéronef est inférieure à 8 kg, l'aéronef évolue dans les conditions des scénarios S1 et S3 définis aux paragraphes 1.3 de l'annexe III de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans personne à bord, l'aéronef est équipé d'un dispositif de signalement lumineux, l'éclairage ou des moyens de sécurisation de la zone survolée permettent à l'exploitant de s'assurer qu'à tout moment du vol, aucune tierce personne ne pénètre dans les zones minimales d'exclusion.

Les évolutions de nuit dans le cadre d'activités d'aéromodélisme sont possibles sur une localisation d'activité.

Il faut pour cela que la publication à l'information aéronautique prévoit des conditions applicables pour de telles évolutions et sous réserve du respect de ces conditions.

Art. 3, 4<sup>o</sup> de l'arrêté du 17 décembre 2015 modifié.

Ces aéronefs sans personne à bord, quand ils évoluent en circulation aérienne générale, sont exploités de manière qu'il n'en résulte pas un risque de dommage aux autres aéronefs. Article 3, 2<sup>o</sup>.

Les aéronefs appartenant à l'État, affrétés par lui ou loués par lui, peuvent évoluer, en dérogation aux dispositions de l'arrêté ministériel, quand ils accomplissent des missions de secours, de douane, de police et de sécurité civile et lorsque les circonstances ou les exigences de l'ordre public le justifient. Article 10 de l'arrêté.

Les aéronefs circulant sans personne à bord sont soumis à des restrictions de survol et à des interdictions de survol. Art. 4.

Interdiction d'évoluer dans les zones interdites.

Interdiction d'évoluer dans une zone réglementée, sauf autorisation de la publication d'information aéronautique ou avec l'accord du gestionnaire de la zone.

La voie de l'information aéronautique publie des interdictions et des restrictions de vol. Interdiction de survoler à

basse altitude les établissements portant des marques distinctives d'interdiction de survol, sauf accord du gestionnaire de l'établissement.  
Interdiction d'évoluer dans le voisinage des aérodromes, sauf autorisation.

L'évolution en vue.

Un aéronef télé piloté est dit « évoluer en vue » lorsque ses évolutions se situent à une distance du télé pilote telle que celui-ci conserve une vue directe sur l'aéronef et une vue dégagée sur l'environnement aérien permettant de détecter tout rapprochement d'aéronef et de prévenir les collisions, art. 2.

La vue directe est obtenue sans dispositif optique (autre que des verres correcteurs ou des lentilles de contact oculaires correctrices compensant une anomalie visuelle du télépilote.

Le télépilote d'un aéronef qui circule sans personne à bord évoluant en vue directe détecte visuellement et auditivement tout rapprochement d'aéronef.

Il cède le passage à tout aéronef habité.

Il applique vis-à-vis des autres aéronefs qui circulent sans personne à bord les dispositions de prévention des abordages prévues par les règles de l'air (renvoi aux annexes du règlement n° 923/2012).

Article 3, 5°.

L'évolution hors vue

L'aéronef qui n'évolue pas en vue évolue hors vue !

Le télépilote n'a plus la vue directe de l'engin.

L'aéronef est utilisé hors des nuages, sauf lorsqu'il évolue à l'intérieur d'une portion d'espace aérien mentionnée à l'annexe III selon des modalités assurant une ségrégation d'activité entre cet aéronef et les autres usagers aériens,

Article 3, 6°.

La réglementation tient compte de l'objet de la navigation menée par l'aéronef circulant sans personne à bord.

Les activités d'aéromodélisme

Article 5.

L'aéronef n'évolue pas au-dessus de l'espace public en agglomération (sauf autorisation pour certains lieux désignés par le préfet)

Les activités d'aéromodélisme pratiquées au sein d'une association requièrent l'établissement préalable d'une localisation d'activité. Cette localisation d'activité précise la hauteur maximale applicable aux évolutions des aéronefs utilisés dans le cadre de cette activité d'aéromodélisme.

L'aéronef évolue à une hauteur inférieure à 150 mètres au-dessus de la surface ou à 50 mètres au-dessus d'un obstacle artificiel de plus de 100 mètres de hauteur.

À l'intérieur des portions d'espace aérien consacrées aux manœuvres militaires, l'aéronef évolue à une hauteur inférieure à 50 mètres au-dessus de la surface lorsque celles-ci sont actives.

À compter du 1° janvier 2021, les vols des aéronefs dont la masse est supérieure à 900 grammes sont soumis à notification.

Les évolutions des appareils à l'intérieur de certains espaces aériens contrôlés sont subordonnées à l'accord de l'organisme qui fournit le service de contrôle de la circulation aérienne.

L'article 6 de l'arrêté du 17 décembre 2015 donne des dispositions générales concernant aussi bien les activités particulières que les expérimentations.

Les vols effectués en zone peuplée sont soumis à une déclaration préalable auprès du préfet, qui peut répondre par une interdiction ou une restriction de vol. Les exploitants font cette déclaration avec un préavis de 5 jours ouvrables par voie électronique

Certains vols sont soumis à une notification préalable : les vols des aéronefs évoluant hors vue, les vols des aéronefs évoluant en vue à une hauteur égale ou supérieure à 50 mètres au-dessus de la surface dans les portions d'espace dévolues aux manœuvres militaires lorsqu'elles sont actives.

Les activités particulières

Il faut distinguer.

L'article 7 est relatif aux évolutions en vue dans le cadre d'activités particulières.

Les activités permanentes – comme celles ayant pour objet la formation des télépilotes, l'activité nécessitant une hauteur de vol supérieure à 150 mètres ou à 50 mètres au-dessus de la hauteur de l'obstacle artificiel de plus de

100 mètres – sont soumises à l'accord des comités régionaux de gestion de l'espace aérien.

L'article 8 concerne les évolutions hors vue dans le cadre d'activités particulières.

Figurent des dispositions concernant la hauteur à ne pas dépasser.

#### Les expérimentations

Lorsque l'aéronef évolue hors vue, l'établissement d'un protocole d'accord est obligatoire, art. 9.

Des mesures particulières sont mises en œuvre pour assurer la compatibilité avec la circulation des autres aéronefs, lorsque les évolutions dépassent une certaine hauteur, art. 10.

. Un arrêté portant la même date du 11 avril 2012 était relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord, aux conditions de leur emploi et aux capacités requises des personnes qui les utilisent.

L'arrêté de 2012 a été remplacé par un arrêté du 17 décembre 2015 portant le même intitulé. Modifié par un arrêté du 27 mars 2019.

Les aéronefs qui circulent sans personne à bord et appelés à être immatriculés doivent posséder une autorisation de circuler. Cette autorisation est indispensable pour obtenir l'immatriculation. Cf. article D. 121-3 CAC.

L'article 7 bis de l'arrêté du 17 décembre 2015 prévoit plusieurs types d'autorisations de circuler :

L'autorisation spécifique de l'article 7

L'autorisation de vol du § 1.2 de l'annexe I de l'arrêté

Le laissez-passer provisoire du § 2.1 de l'annexe II de l'arrêté

L'autorisation mentionnée au § 1.2 de l'annexe III de l'arrêté

L'attestation de conception pour les aéronefs mentionnés au a du § 2.1.1 du chapitre II de l'annexe III de l'arrêté

Un aéromodèle ne peut pas en principe circuler si ce n'est en vue directe de son télé pilote, art. 8.

Interdiction de conduire des opérations ne garantissant pas un niveau de sécurité suffisant, art. 12.

L'arrêté, à l'annexe I, prévoit des programmes de démonstration en vol, programme avion, un décollage, un atterrissage de précision, vol acrobatique, programme planeur, programme hélicoptère.

La presse fait état d'une réunion fin avril 2016 à Genève de représentants d'administrations d'aviation civile, de fabricants de drones, d'une structure dite Droneapps proche de l'école polytechnique de Lausanne et d'universitaires chinois pour constituer un groupe de standardisation du trafic des drones civils. Il existe une demande d'organisation du trafic dans l'espace inférieur à 150 mètres. La Nasa a conçu un système de régulation automatique du trafic, dit repérer et éviter, permettant aux engins de modifier leur trajectoire pour éviter un obstacle. La FAA, aux États-Unis, a publié en juin 2016 des normes concernant les drones à usage commercial. À côté des normes nationales, il serait opportun d'élaborer un ensemble de règles reçues à l'échelon mondial.

Ce dispositif doit en partie être corrigé pour tenir compte de l'apport de la loi du 24 octobre 2016 relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils.

Tout télé pilote doit avoir suivi une formation visant à permettre le contrôle de l'évolution des aéronefs circulant sans personne à bord, en sécurité et dans le respect des règles et des conditions d'emploi relatives à la navigation aérienne.

Cette obligation de formation n'est pas applicable à l'utilisation de loisir d'aéronef circulant sans personne à bord, lorsque leur masse est inférieure à (800 grammes).

Art. L. 6214-2 CT.

#### Le signalement lumineux

Les aéronefs circulant sans personne à bord, d'une masse supérieure à 800 grammes, sont équipés d'un dispositif de signalement lumineux, et d'un dispositif de signalement électronique ou numérique.

L'arrêté du 27 décembre 2019 définit les caractéristiques techniques des dispositifs de signalement électronique et lumineux des aéronefs circulant sans personne à bord.

[Sont exemptés de cette obligation les pilotes pratiquant l'aéromodélisme peuvent faire voler des aéronefs sans pilote qui sont opérés dans un cadre agréé et dans des zones identifiées à cet effet.

Art. L. 34-9-2 du code des postes et des communications électroniques. Art. R. 20-29-5 et 6.

Le décret n° 2020-575 du 14 mai 2020 donnait une liste de zones, dans lesquelles les aéronefs circulant sans

personne à bord d'une masse inférieures à 800 grammes étaient exemptés de l'obligation d'être équipés d'un dispositif de signalement lumineux et d'un dispositif de signalement électronique ou numérique.

Ce dispositif de faveur concerne les adeptes de l'aéromodélisme membres d'une association affiliée à la fédération reconnue pour l'aéromodélisme au niveau national ou à une fédération multisports incluant l'aéromodélisme agréée par le ministre des Sports.

(M. A.D. se plaint tardivement d'une discrimination à l'encontre des membres d'associations non fédérées d'aéromodélisme, Conseil d'État, 11 février 2021, n° 438382.)

Le décret de 2020 est abrogé, il est remplacé par le décret n° 201-1522 du 25 novembre 2021.

Ce décret fixe la liste des zones dans lesquelles les aéronefs sans personne à bord, d'une masse supérieure à 800 grammes sont exemptés de l'obligation d'être équipés de l'obligation d'être équipés d'un dispositif de signalement lumineux et d'un dispositif de signalement électronique ou numérique.

Le décret mentionne entre autres le site de Castelsarrasin aérodrome, ceux de Pau, de Tarbes Laloubère, d'Orange.

]

L'arrêté du 3 décembre 2020 est relatif à l'exploitation d'aéromodèles au sein d'associations d'aéromodélisme, modifié par un arrêté du 26 décembre 2022.

Le dispositif de limitation de capacités

Les drones d'une masse supérieure à (800 grammes) doivent être équipés d'un dispositif de limitation de capacités.

Sont exemptés de cette obligation les drones opérés dans un cadre agréé et dans des zones identifiées à cet effet.

Art. L. 6214-4 CT

Le signalement sonore en cas de perte de contrôle

Tout drone d'une masse supérieure à (800 grammes) doit être équipé d'un dispositif de signalement sonore qui se déclenche en cas de perte de contrôle des évolutions de l'appareil, ou de perte de maîtrise de la trajectoire de l'appareil par son télé pilote.

Les aéronefs opérés dans un cadre agréé et dans des zones identifiées sont exemptés de cette obligation.

Art. L. 6214-5 CT.

Le législateur entend assurer l'information des utilisateurs afin qu'ils observent attentivement la législation.

Il convient qu'ils soient conscients qu'ils ne peuvent pas faire n'importe quoi.

Le règlement délégué 2019/945 du 12 mars 2019 prévoit la notice d'information.

Idem avec le règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019.

L'article L. 425-1 du code de la consommation (qui remonte à la loi du 24 octobre 2016) impose aux fabricants, aux importateurs, aux vendeurs d'occasion, d'aéronefs circulant sans personne à bord d'inclure dans les emballages de leurs produits (et dans les emballages de pièces détachées, id est les calculateurs de bord, le châssis des aéronefs à voilures tournantes circulant sans personne à bord, le fuselage des aéronefs à ailes fixes circulant sans personne à bord) une *notice d'information* relative à l'usage de ces aéronefs circulant sans personne à bord.

Le décret n° 2019-348 du 19 avril 2019 est relatif à cette notice d'information.

Si les produits sont fabriqués dans d'autres États de l'UE, de l'EEE ou de la Turquie, ils peuvent être mis en France sur le marché, à la condition d'être accompagnés d'une information assurant un niveau de sécurité équivalent à celui exigé par le décret.

L'arrêté du 19 avril 2019, modifié par l'A. du 14 avril 2023, concerne le contenu de la notice d'information.

C'est l'annexe qui détermine ce contenu.

C'est une leçon qui est administrée à l'utilisateur.

L'annexe indique in fine en ce qui concerne l'utilisation d'un aéronef sans équipage à bord qu'il existe une réglementation, des site internet du ministère, drones, usages professionnels, sont donnés en référence. Elle indique les sanctions. Elle cite les textes.

Elle énonce les commandements s'imposant au pilote.

Assurer la sécurité des personnes et des autres aéronefs est de votre responsabilité.

L'exploitation d'un aéronef sans équipage à bord en catégorie Ouverte ou dans le cadre d'une association

d'aéromodélisme doit respecter les règles suivantes.

Contrairement à la loi mosaïque, émanant du très haut, qui donne du tu, la notice a ensuite recours au JE, au moi, à l'instar de l'auteur d'un serment, même si on peut s'interroger sur le caractère obligatoire des engagements que le télépilote est censé prendre à la lecture de la notice figurant dans l'emballage.

Il s'agit en réalité d'un résumé de la réglementation existante.

Je ne survole pas les personnes.

Je respecte les hauteurs maximales de vol (en dehors des sites d'aéromodélisme, hauteur maximale de 120 mètres)

Je ne perds jamais mon aéronef sans équipage à bord de vue et je ne l'utilise pas la nuit.

Je ne fais pas voler mon aéronef sans équipage à bord au-dessus de l'espace public en agglomération.

Je n'utilise pas mon aéronef sans équipage à bord à proximité des aérodromes.

Je ne survole pas de sites sensibles ou protégés.

Je respecte la vie privée des autres, je ne diffuse pas mes prises de vues sans l'accord des personnes concernées.

Je ne survole pas une propriété privée à basse hauteur sans l'accord de son propriétaire. Les personnes autour de moi doivent être informées de ce que je fais, en particulier si mon aéronef est équipé d'une caméra. Je respecte le droit des personnes présentes à la vie privée. Je m'abstiens d'enregistrer des images permettant de reconnaître les personnes sans leur autorisation. Toute diffusion d'image doit faire l'objet d'une autorisation des personnes concernées ou du propriétaire dans le cas d'un espace privé (maison, jardin...) et doit respecter la législation en vigueur.

Je respecte les obligations liées à la masse de mon aéronef sans équipage à bord. Si la masse de mon aéronef est supérieure à 250 grammes ou s'il est équipé d'un capteur permettant d'enregistrer des données à caractère personnel, je m'enregistre en tant qu'exploitant européen d'UAS sur le site ...

Si la masse de mon aéronef est supérieure ou égale à 800 grammes, j'enregistre mon aéronef sur le site...

Je me forme

Pour la catégorie ouverte

Pour les activités d'aéromodélisme au sein d'une association ou auprès d'une fédération dont la formation est reconnue par la DGAC.

Je vérifie dans quelles conditions je suis assuré pour la pratique de cette activité.

Je me renseigne et je me forme !

Le télépilote encourt des sanctions pénales s'il contrevient à la réglementation, absence de formation, absence d'attestation d'aptitude, absence d'enregistrement...

## Section I. Les espaces aériens

L'OACI. Les régions EUR et AFI de l'OACI. Les recommandations du plan régional de navigation aérienne de l'OACI pour la région Europe.

Une coopération existe entre l'UE et l'OACI, en particulier en matière de sûreté de l'aviation

Le JOUE du 25 juin 2013 publie une décision du comité mixte UE-OACI du 21 septembre 2012, une annexe I concerne la sécurité de l'aviation.

Le même JO publie une décision du même comité mixte du 18 mars 2013, avec une annexe II sur la sûreté de l'aviation.

La décision du Conseil 2016/1764 du 29 septembre 2016, JOUE du 4 octobre 2016, approuve un projet d'annexe relative à la gestion du trafic aérien, destinée à être adoptée dans le cadre du comité mixte UE-OACI. L'OACI travaille à un plan mondial de navigation aérienne, GANP. Une interopérabilité mondiale est envisagée entre services de navigation aérienne.

Chaque État est en principe souverain sur son espace aérien, c'est chaque État qui assumait jadis intégralement en Europe le contrôle de la navigation aérienne sur son espace aérien, ce qui entraînait une grande lourdeur dans la gestion des espaces aériens de chacun des États européens membres de l'Union. Aussi, depuis plusieurs années, pour rationaliser la gestion de la circulation aérienne à l'échelon de l'Union, les pouvoirs publics mettent progressivement en place ce qu'il est convenu d'appeler le ciel unique européen.

### Des espaces aériens nationaux morcelés

C'est la solution classique.

Chaque État détient en principe la souveraineté de l'espace aérien au-dessus de son territoire.

Le ministre de la défense et le ministre chargé de l'aviation civile organisent conjointement l'espace aérien national et les espaces aériens placés sous juridiction française et en règlement l'utilisation., art R. 6213-1 CT. La circulation aérienne comprend :

La circulation aérienne générale (compétence du ministre chargé de l'aviation civile), elle concerne tous les mouvements des aéronefs ;

La circulation aérienne militaire (compétence du ministre de la défense), qui concerne le mouvement des aéronefs obéissant à un régime spécifique, eu égard à des raisons d'ordre technique ou militaire.

Chaque État y exerce ainsi les prérogatives de puissance publique pour le contrôle de la navigation aérienne.

D .6213-8 CT : l'espace aérien national et les espaces aériens placés sous juridiction française sont divisés en portions d'espace aérien créées à titre permanent ou à titre temporaire. En particulier, les usagers aériens sont informés des limites géographiques latérales et verticales de chaque portion d'espace aérien et des conditions de son utilisation. Ces portions d'espace aérien comprennent, art. R. 6213-7 CT, les régions d'information de vol, à l'intérieur de celles-ci figurent les espaces aériens contrôlés, les zones réglementées, les zones dangereuses ; ces portions d'espace aérien comprennent également les espaces aériens réservés à des usagers spécifiques pendant une durée déterminée qui portent plusieurs noms, zones réservées temporairement TRA, zones de ségrégation temporaire TSA, zones de ségrégation temporaire transfrontières CBA qui sont établies au-dessus de frontières internationales.

Les pouvoirs publics établissent la localisation des activités de voltige, de parachutisme, de treuillage, de planeurs, d'aéromodélisme, art. R. 6213-9.

Certaines portions de l'espace aérien sont gérées par le ministère de la défense.

Le ministre chargé de l'aviation civile fixe la réglementation qui concerne la circulation aérienne générale, le ministre de la Défense idem en ce qui concerne la circulation aérienne militaire, art. R. 6213-12 et 13.

Un arrêté du 20 juillet 2016 fixe les règles de la circulation aérienne militaire, JO du 12 août 2016.

Les pilotes des aéronefs évoluant en circulation aérienne générale - et les prestataires de services de la circulation aérienne - se voient imposer les règles de l'air dans l'espace aérien national et espaces aériens placés sous juridiction française.

En ce qui concerne la circulation hors espace national, les règles de l'air continuent à s'imposer aux aéronefs portant les marques de nationalité et d'immatriculation françaises, dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles édictées par l'État qui a autorité sur l'espace aérien où se trouvent ces aéronefs français, art. R. 6213-10.

Le constat : on est en présence d'une gestion parcellaire du trafic aérien, les avions font des kilomètres non nécessaires, qui se traduit par une consommation inutile de kérosène. Absence de règles de l'air harmonisées, en particulier d'une classification harmonisée de l'espace aérien.

## Le ciel unique européen

L'UE a élaboré le projet de mise en place, à l'horizon 2030, d'une gestion performante du trafic aérien dans le ciel unique européen, ce projet donne lieu à une abondante réglementation européenne, en constante mutation. Les règlements du 10 mars 2004, modifiés par un règlement n° 1070/2009 du 21 octobre 2009 destiné à accroître les performances et la viabilité du système aéronautique européen. Remédier aux retards et encombrement du ciel, en particulier dans les périodes de pointe et dans les zones à haute densité de trafic. Tenter d'éliminer les goulets d'étranglement régionaux. En 2009, 28 000 vols quotidiens ont été assurés par 4700 avions commerciaux. Optimiser les capacités d'utilisation de l'espace aérien disponibles. Établir une coopération avec les autorités militaires. L'espace aérien doit être géré au niveau européen. Le ciel unique européen comporte un réseau pan-européen de routes et des systèmes de gestion du réseau et du trafic aérien. Il convient que progressivement les services de navigation aérienne fonctionnent comme un tout cohérent et logique. Un système de gestion du trafic aérien, GTA, sans discontinuité. Échange d'informations couvrant toutes les phases du vol. Projet de création de la région européenne d'information de vol unique, RESIV, région européenne supérieure d'information de vol, à faire reconnaître par l'OACI. Comité du ciel unique. Le réseau européen de gestion du trafic aérien. L'organe consultatif de branche conseille la Commission sur la mise en œuvre du ciel unique européen.

L'objectif est d'assurer la ponctualité et l'efficacité des vols, ainsi que le respect de l'environnement.

Les États ne semblent pas observer les objectifs de performance qui avaient été prévus. Voir résolution du parlement européen, 23 octobre 2012, JOUE du 7 mars 2014, C 68 E/15

Mathieu Vigeois, Le ciel unique européen : fonctionnement et mise en œuvre, Annales de droit aérien et spatial, McGill, 2013, volume 38, p. 157-175



Une décision 2016/2296 du 16 décembre 2016 nomme un groupe d'experts pour évaluer les performances du ciel unique européen. Une décision 2016/1373 du 11 août 2016 avait approuvé le plan de performance du gestionnaire du réseau pour la deuxième période de référence.

La Commission propose de réformer le règlement 2018/1139.

Cf. l'avis du comité économique et social européen, JOUE du 16 février 2021, C 56/53

Les objectifs sont : la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, la réduction des retards au sol, améliorer le rapport coût-efficacité de la prestation de services de GTA, gestion du trafic aérien et des services de navigation aérienne.

L'avis demande de clarifier la fonction du gestionnaire du réseau. Il demande d'étudier le rôle que les carburants durables peuvent jouer pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Un retour au trafic de 2019 d'après Eurocontrol n'est attendu qu'en 2024.

La cour des comptes européenne a publié un rapport sur la réglementation européenne. Le rapport n'est pas très tendre. Il y est dit que la réglementation apporte une valeur ajoutée, mais que les financements étaient en grande partie inutiles. Rapport spécial n° 11/2019.

Les États conservent leurs responsabilités en matière d'ordre public, de sécurité publique et de défense.

## Section II. Les intervenants

### § I. Les autorités publiques

#### OACI

Le plan mondial de navigation aérienne

#### La GRANDE EUROPE EUROCONTROL

Les fonctions d'Eurocontrol.

Eurocontrol est l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, fondée par une convention internationale le 13 décembre 1960, convention amendée par un protocole signé à Bruxelles le 12 février 1981. Centres à Brétigny sur Orge, Maastricht. La Communauté européenne adhère à Eurocontrol en 2001. L'UE a conclu le 20 décembre 2012, JOUE du 19 janvier 2013, L 16/2, un accord établissant un cadre général pour une coopération renforcée entre l'UE et Eurocontrol. Souci d'éviter les doublons et favoriser les synergies. L'accord a été approuvé au nom de l'Union, décision du Conseil du 9 juillet 2013, JOUE du 29 mai 2014. Un comité mixte est chargé de l'exécution de l'accord.

Les exigences réglementaires de sécurité d'Eurocontrol, ESARR.

Eurocontrol reçoit des mandats de la Commission. L'Union est législateur, mais elle confie à Eurocontrol réformée l'exécution de certaines tâches et de mener des activités d'appui. Eurocontrol a été désignée comme gestionnaire du réseau pour l'exercice des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien. Eurocontrol a créé un organisme appelé l'unité centrale unique de gestion des courants de trafic aérien pour planifier coordonner et exécuter les mesures dites ATFM, compte tenu des recommandations quant au plan de navigation aérienne de l'OACI.

Les textes prévoient une coordination avec l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne.

#### UNION EUROPÉENNE

La Commission doit élaborer et publier le « Programme européen de sécurité aérienne », article 5 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018. Il s'agit d'un document décrivant le fonctionnement du système européen de sécurité aérienne.

Quant à l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, elle adopte et met à jour chaque année le

« Plan européen pour la sécurité aérienne ». Ce plan recense les principaux risques pour la sécurité et définit les mesures pour les atténuer. Article 6 du règlement 2018/1139.

Chaque État membre de l'UE établit un programme national de sécurité pour la gestion de la sécurité de l'aviation civile en ce qui concerne les activités aériennes relevant de sa responsabilité. Il doit être compatible avec le programme européen de sécurité aérienne, article 7 du règlement 2018/1139.

Il doit y avoir un plan national pour la sécurité aérienne. Article 8 du règlement 2018/1139.

La réglementation prévoit, dans chaque État, l'existence d'une Autorité nationale de surveillance : dotée d'attribution de contrôle, d'inspection et d'enquête. Indépendance de l'autorité, impartialité, transparence. En France, il s'agit de la Direction de la sûreté.

L'Autorité peut déléguer les inspections et enquêtes à des entités qualifiées.

L'autorité délivre les licences et qualifications.

Le règlement d'exécution UE n° 1034/2011 du 17 octobre 2011 (abrogé par le règlement 2017/373) est relatif à la supervision dans la gestion du trafic et les services de navigation aérienne. L'autorité de surveillance exerce la supervision de la sécurité, elle accomplit des audits de sécurité, elle peut exiger des actions correctives, elle publie s'il y a lieu des consignes de sécurité, elle établit un rapport annuel. Ces différentes autorités échangent entre elles des informations.

La Commission peut organiser des évaluations par les pairs des autorités de surveillance.

Chaque État institue une autorité pour accomplir les missions de certification des personnes et des organismes.

La coopération internationale

## LA COOPÉRATION UE-USA

La coopération entre l'Union européenne et les États-Unis

Le protocole de coopération de 2011 est abrogé, il est remplacé par une modification du protocole de coopération NAT-I-9406 entre les USA et l'UE conclue le 13 décembre 2017. JOUE du 5 avril 2018.

Une décision du Conseil de l'UE du 8 avril 2019 approuve cette modification, JOUE du 10 avril 2019.

Cette coopération s'étend à toutes les phases de la modernisation de la gestion du trafic aérien, y compris les activités de déploiement, avec l'objectif d'assurer une interopérabilité à l'échelle mondiale.

La décision 2019/572 du 8 avril 2019 approuve cette modification au nom de l'Union, JOUE du 11 avril 2019.

Il peut y avoir un échange de personnel, du prêt de matériel. Un accord écrit peut autoriser une communication d'informations.

L'annexe met en place un comité exécutif.

Une gestion des trajectoires est possible, une planification des vols, mises à jour des plans de vol, gestion du trafic, convergence des concepts SESAR et NextGen.

L'accord envisage une interopérabilité des systèmes de communication, navigation et surveillance (CNS) et des systèmes embarqués, comme le système anticollision ACAS ou les systèmes de garantie de séparation des vols ASAS.

On envisage un cadre commun pour la mesure de la performance de la gestion du trafic aérien.

La mise en place d'une coopération entre l'UE et les États-Unis : décision du conseil du 28 février 2011 relative à la signature du protocole de coopération NAT-I-9406 entre les EU et l'UE. Protocole de coopération signé à Budapest le 3 mars 2011.

Annexe I visant à assurer l'interopérabilité à l'échelle mondiale : gestion des trajectoires, gestion du trafic, interopérabilité des systèmes de navigation ; la coopération Sesar-Nextgen. L'Union européenne, par une décision du Conseil UE du 20 octobre 2011, a approuvé ce protocole de coopération NAT-I-9406.

Ce protocole a été remplacé par une modification n° 1, faite à Bruxelles le 13 décembre 2017. Voir décision d'approbation du Conseil du 7 décembre 2017 et texte de la modification au JOUE du 6 avril 2018, L 90/1 s.

Un accord de coopération a été conclu entre l'Union européenne et l'ASECNA, qui est l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar. Une décision du Conseil, 2016/2234, du 21 novembre 2016, en autorise la signature.

## § II. Les prestataires de services de navigation aérienne

Ce sont les entités qui accomplissent les tâches opérationnelles : à savoir  
Gérer l'espace aérien et utiliser les routes les plus courtes  
Apprécier les capacités pour permettre l'écoulement des flux de trafic  
Contrôler à distance les appareils en vol

Le règlement n° 550/2004 concerne la fourniture des services.

Ces tâches de fourniture des services sont confiées aux « prestataires de services de navigation aérienne ».

La personne qui fournit tout service d'ATM/ANS est prestataire de services d'ATM/ANS (fourniture de services de gestion du trafic aérien et de services de navigation aérienne (règlement 2017/373, article 2)

Les États membres s'assurent que l'ATM/ANS approprié est fourni et que les structures d'espace aérien sont conçues de manière à faciliter la circulation aérienne générale, tout en tenant compte des considérations de sécurité, des exigences du trafic et de l'incidence environnementale, art. 3, § 1 du règlement 2017/373.

Ces prestataires effectuent une mission qui a la nature de services publics, même si ces fonctions sont éventuellement déléguées à des entreprises du secteur privé.

[La plupart des organismes assurant en Europe le contrôle aérien sont, à l'exception du Royaume-Uni, des structures dans lesquelles les capitaux publics prédominent.]

Ces prestataires fournissent les services de navigation aux usagers, i.e. aux exploitants d'aéronefs.

Exigence d'une certification. L'autorité de surveillance nationale est compétente pour accorder la certification des prestataires de services.

Le règlement d'exécution n° 1035/2011 du 17 octobre 2011 (abrogé) établissait des exigences communes pour la fourniture de services de navigation aérienne.

Le règlement applicable en 2020 est le règlement n° 2017/37 du 1<sup>er</sup> mars 2017 établissant des exigences communes relatives aux prestataires de services de gestion du trafic aérien et de services de navigation aérienne ainsi que des autres fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien et à leur supervision.

Un très long rectificatif a été publié au JOUE du 18 août 2017, L 217/43.

Certains prestataires peuvent décider de ne pas fournir des services transfrontaliers.

Les aéronefs reçoivent une information sur leur positionnement et sur le temps : permettre une séparation sûre.

Dans la conception traditionnelle, chaque État choisissait librement le prestataire de services dans les **blocs d'espace aérien spécifiques** appartenant à l'espace aérien relevant de sa responsabilité.

A. En France, c'est la **DSNA, Direction des Services de la Navigation Aérienne**, qui a la qualité de prestataire de services de navigation aérienne, c'est elle qui fournit les services de la circulation aérienne aux aéronefs évoluant en circulation aérienne générale dans l'espace aérien confié à la France par l'OACI et sur les aérodromes désignés par le ministre.

La direction de la sécurité de l'aviation civile et la direction du transport aérien en sont, chacune dans le cadre de leurs compétences, l'autorité nationale de surveillance, art. D. 6213-22 CT.

L'espace aérien français est l'un des plus fréquentés, la moitié de survols, 14 % de vols domestiques. Le trafic est plus intense en été

[Le sénateur Vincent Capo-Canellas, ancien maire du Bourget, a publié, au nom de la commission des finances, un rapport d'information, Sénat, n° 758, déposé le 21 juin 2023, sur les services de navigation aérienne, il égratigne dans son rapport les performances réalisées par cette direction. Il lui reproche d'avoir lancé des

programmes d'investissements coûteux et lents à réaliser. Les lenteurs de cette direction contribuent indirectement et en partie aux retards dont les vols commerciaux sont affectés. La DSNA a pris dernièrement des décisions courageuses pour hâter sa modernisation. ]

[Le même sénateur avait déjà déposé le 13 juin 2018 un rapport n° 568 portant sur cette même thématique.]

Un arrêté du 27 décembre 2016, modifié par un arrêté du 29 novembre 2022, donne la liste des aérodromes sur lesquels la DSNA rend les services de la navigation aérienne.

Dans certaines hypothèses, les services de la circulation aérienne peuvent être confiés à un prestataire civil - autre que la DSNA, art. R. 6213-20. D. 6213-24.

Un arrêté du 28 avril 2013 donne la liste de petits aérodromes où des prestataires de services AFIS rendent le service d'information de vol et d'alerte.

La Commission propose une réforme d'ensemble du règlement 2018/1139, elle souhaiterait une réforme du monopole des prestataires de services de la circulation aérienne.

On appelle « aérodrome contrôlé », un aérodrome où le service du contrôle de la circulation aérienne est assuré au bénéfice de la circulation d'aérodrome, art. 2, point 57, du règlement n° 923/2012.

Une partie de l'espace aérien est, en France, gérée par l'armée. Un arrêté du 20 juillet 2017 fixe les procédures applicables aux organismes rendant les services de la circulation aérienne militaire, un arrêté du 16 septembre 2016 désigne les prestataires de services de la circulation aérienne, qui le sont au bénéfice de la circulation aérienne générale. Ainsi à l'aérodrome de Dax, c'est le commandement de l'aviation légère de l'armée de terre qui rend les services de la circulation aérienne. Aux aérodromes de Cognac, Istres, Mont de Marsan, Orange, Salon, c'est le commandement des forces aériennes.

La législation européenne encourage la coopération et la mise en commun des moyens par les différents États. Se met en place lentement une coopération renforcée entre les prestataires de services, voire la désignation d'un fournisseur intégré par les États concernés, en ce qui concerne les **blocs d'espace aérien fonctionnels** qui sont destinés à assurer une gestion intégrée d'un espace aérien déterminé indépendamment des frontières.

(La proposition de réforme, 2020, du règlement sur le ciel unique européen propose de les supprimer. L'objectif est de continuer à défragmenter l'espace aérien européen.)

Le FABEC. Une convention signée à Bruxelles le 2 décembre 2010, a institué le FABEC (Fonctionnal Airs Space Block Europe centrale) couvrant France, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg et représentant ainsi la moitié du trafic européen.

[Un accord conclu à Bâle entre la France et la Suisse le 21 février 2020 prévoit que sous certaines conditions un prestataire de services de navigation aérienne français peut avoir recours à un prestataire suisse pour opérer dans l'espace aérien français, et réciproquement. L'accord concerne principalement les mouvements aériens à proximité des aéroports de Genève et de Bâle Mulhouse. En ce qui concerne Genève, l'accord tend à limiter les nuisances sonores et favoriser la qualité de l'air. Des dispositions concernent les trajectoires d'approche et de décollage en vue de limiter les nuisances.]

Il existe un bloc d'espace dano-suédois. DK-SE

La Norvège fait partie d'un bloc d'espace aérien fonctionnel nord-européen, NEFAB, avec la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, ainsi que l'Islande. Elle reçoit un satisfecit de la part de l'autorité de surveillance AELE, décision du 18 mars 2015, JOUE du 25 août 2016.

Le FAB Baltique est un bloc d'espace aérien fonctionnel réunissant la Pologne et la Lituanie, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014

Le FAB Danube est propre à la Bulgarie et à la Roumanie.

Le FAB Sud-Ouest réunit l'Espagne et le Portugal, il est entré en vigueur le 18 avril 2014.

FAB BLUEMED est le bloc d'espace aérien fonctionnel, concernant l'Italie, Malte, la Grèce et Chypre, entré en vigueur le 22 août 2014.

Le FABCE réunit l'Autriche, la Hongrie, la Croatie, la république tchèque, la Slovénie, la Slovaquie, la Bosnie. Un coordonnateur peut être désigné par la Commission pour faciliter et accélérer la création de tels blocs.

Les États concernés fournissent à la Commission, à l'AESA, aux autres États des informations lors de la création et de la modification des blocs d'espace aérien fonctionnel, règlement UE n° 176/2011 du 24 février 2011 : l'accord de création du bloc, les dimensions du bloc, les prestataires de services de la circulation aérienne, la gestion de la sécurité, l'utilisation de l'espace compte tenu des courants de trafic aérien, la compatibilité avec le réseau européen des routes

L'arrêté du 2 avril 2019 concerne les installations au sol des systèmes de télécommunications aéronautiques et de surveillance pour les besoins de l'aviation civile. L'arrêté fait référence à différents règlements européens.

## **B. Les personnels**

### **Les contrôleurs aériens**

Il s'agit des ingénieurs et des techniciens qui travaillent au service des entités, de droit public ou de droit privé, prestataires de services de la navigation aérienne.

Ces professionnels doivent attester de leur compétence et de leur bon état de santé pour accomplir cette mission délicate. Les contrôleurs de la circulation aérienne sont tenus d'être titulaires d'une licence de contrôleur ainsi que d'un certificat médical approprié au service fournir. Article 8 quater R. n° 1108/2009 modifiant R. n° 261/2008. Article 49 du règlement 2018/1139. Art. R. 6221-41, 42, 43 CT. Certification des contrôleurs aériens par l'Agence. Les contrôleurs aériens, du fait de l'évolution des techniques, devraient changer de rôle et se transformer en gestionnaires du trafic aérien.

L'UE avait adopté un règlement n° 805/2011 du 10 août 2011 sur les licences et certains certificats de contrôleur de la circulation aérienne.

Ce règlement a été abrogé et remplacé par le règlement n° 2015/340 du 20 février 2015.

Consulter l'arrêté du 28 avril 2015 concernant les dates d'application des dispositions des annexes I à IV, JO du 8 mai 2015, ainsi que l'arrêté du 24 août 2015 modifiant l'arrêté du 22 octobre 2007 concernant la délivrance des licences

La formation initiale des contrôleurs aériens

Certification par l'Agence de l'UE des organismes de formation, art. 81 du règlement 2018/1139.

Ces organismes de formation, ces écoles de contrôleurs aériens, suivent les programmes et les plans de formation qui sont prévus par les annexes au règlement européen 2015/340 du 20 février 2015.

Les textes consacrent des dispositions aux instructeurs théoriques et pratiques

L'ENAC - école nationale de l'aviation civile - est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'aviation civile, constitué en grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, décret du 5 avril 2018, dont le directeur est Olivier Chansou depuis 2017.

L'ENAC contribue à la formation du personnel technique.

Les élèves de l'ENAC qui rompent leur engagement de servir l'État sont tenus de rembourser certaines sommes au trésor public, voir l'arrêté du 16 septembre 2020.

Plusieurs corps de fonctionnaires participent, en France, à la régulation de la navigation aérienne.

Une certaine hiérarchie a été instaurée entre eux.

Il existe, tout d'abord, en France le corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne, ICNA, dont le statut est fixé par le décret n° 90-998 du 8 novembre 1990, modifié par un décret du 10 février 2016 et un autre du 12 novembre 2018.

Ils assurent la régulation du trafic aérien. Ils ont l'exclusivité du contrôle en route.

Un arrêté du 19 août 2019 est relatif au concours d'accès dans ce corps des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.

Les ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne, IESSA, assurent l'installation et la maintenance des radars, systèmes d'atterrissage automatique, des systèmes de communication. Le décret 91-56 du 16 janvier 1991 porte statut du corps des ingénieurs électroniciens. Modification par un décret du 12 novembre 2018.

Les agents du corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, TSEEAC, participent, de jour et à vue, eux aussi au contrôle de la circulation aérienne sur des aérodromes.

Les qualifications requises

Les services de contrôle de la circulation aérienne doivent être fournis uniquement par des contrôleurs de la circulation aérienne qualifiés, titulaires d'une licence et d'un certificat, décide l'art. 3 § 1 du règlement 2015/340 du 20 février 2015. Modifié par le règlement d'exécution 2023/893 du 21 avril 2023. Avec de longues et minutieuses annexes.

Cf. art. R. 6221-41 et s. CT.

Si les services sont fournis par du personnel militaire, les États font en sorte de garantir un niveau de sécurité au moins équivalent, article 3 § 2.

Le législateur européen entend faciliter la conversion d'une licence militaire nationale en licence de contrôleur de la circulation aérienne de l'Union, art. 8 bis.

Le détenteur de la licence est autorisé à assurer des services de contrôle de la circulation aérienne.

La licence peut être suspendue en cas de faute ou retirée en cas d'abus ou de négligence grave.

La direction de la sécurité de la DGAC est en France l'autorité compétente, elle délivre, proroge, maintient, suspend, retire les certificats, licences, qualifications et mentions ainsi que les agréments. Cf. art. R. 6213-20, R. 6221-42.

Les textes prévoient dans un premier temps la licence de contrôleur stagiaire, dans un second temps le stagiaire peut acquérir la licence de contrôleur de la circulation aérienne. Il lui faut avoir subi une formation, avoir réussi les examens théoriques et pratiques, être titulaire d'un certificat médical, avoir des compétences linguistiques, posséder la langue anglaise en particulier.

CAA Nancy, 15 juin 2017, n° 15NC01951, refus de délivrer à un ancien contrôleur militaire la licence de contrôleur de la circulation aérienne : les conditions d'aptitude médicale, de compétence linguistique, de formation initiale n'étaient pas remplies.

Les licences contiennent une ou plusieurs qualifications, qui correspondent aux types de service que le titulaire de la licence pourra remplir.

Les mentions de qualification

La qualification de contrôle d'aérodrome à vue, ADV (en voie d'extinction)

La qualification de contrôle d'aérodrome aux instruments, ADI, devenant la qualification de contrôle d'aérodrome, ADC, - avec une ou plusieurs mentions possibles en voie d'extinction) : la mention contrôle tour, la mention contrôle des mouvements au sol, la mention supplémentaire surveillance des mouvements au sol, la mention contrôle air, la mention contrôle radar d'aérodrome (devenant qualification de contrôle d'aérodrome avec moyen de surveillance SUR)

La qualification contrôle d'approche aux procédures : le contrôleur est compétent pour assurer les services pour des aéronefs à l'arrivée au départ ou en transit, sans utiliser d'équipements de surveillance

La qualification contrôle d'approche de surveillance, idem, mais à l'aide d'instruments de surveillance - avec plusieurs mentions : mention radar, mention radar d'approche de précision (pour assurer le guidage pour des aéronefs en approche finale vers la piste d'atterrissage), mention radar d'approche de surveillance, mention surveillance dépendante automatique, mention contrôle terminal (aéronefs évoluant dans une région de contrôle terminal)

La qualification contrôle régional aux procédures atteste la compétence pour assurer les services sans utiliser d'équipement de surveillance

La qualification contrôle régional de surveillances, mais alors à l'aide d'équipements de surveillance, avec une ou plusieurs mentions : mention radar, mention surveillance dépendante automatique, mention contrôle terminal, mention contrôle océanique

Est organisée une formation continue, destinée à assurer le maintien des compétences.

## Contrôles médicaux

Un arrêté du 14 décembre 2017 concerne le cursus de formation en médecine aéronautique des médecins chargés du contrôle de l'aptitude médicale des contrôleurs de la navigation aérienne, classe 3.

Il existe à l'école du Val de Grâce un centre de formation de médecine aéronautique donnant un cours avancé de médecine aéronautique.

### Certification des examinateurs aéromédicaux

Ces médecins, examinateurs aéromédicaux, centres aéromédicaux, évaluateurs médicaux, procèdent aux examens.

L'art. R. 6221-44 CT désigne le CMCNA, comité médical du contrôle de la navigation aérienne, comme l'instance de recours. C'est le président du comité qui signe les certificats médicaux, art. R. 6221-48.

(CAA de Bordeaux, 12 juillet 2021, n° 19BX01039, un technicien supérieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile affecté au Havre comme contrôleur adjoint, déclaré inapte aux fonctions par le comité médical, affecté ensuite au bureau de Nantes sur un poste adapté à son état de santé, puis à Mérignac, obtient 14 000 euros au titre de la prime de redéploiement des compétences, les bureaux du Havre et de Nantes avaient fait l'objet de restructuration ouvrant droit à la prime.)

Ces fonctionnaires obéissent certes à de lourdes sujétions, ils n'en bénéficient pas moins, pour des fonctionnaires, de revenus élevés.

## La grève des contrôleurs aériens

Un encadrement du droit de grève avait été réalisé par la loi du 31 décembre 1984 et le décret du 17 décembre 1985

### Article L. 114-4 du code général de la fonction publique

En cas de cessation concertée du travail dans les services de la navigation aérienne, doivent être assurés en toute circonstance :

- 1° La continuité de l'action gouvernementale et l'exécution des missions de la défense nationale ;
- 2° La préservation des intérêts ou besoins vitaux de la France et le respect de ses engagements internationaux, notamment le droit de survol du territoire ;
- 3° Les missions nécessaires à la sauvegarde des personnes et des biens ;
- 4° Le maintien de liaisons destinées à éviter l'isolement de la Corse et des collectivités ultra-marines ;
- 5° La sauvegarde des installations et du matériel de ces services.

Le décret modifié n° 85-1332 du 17 décembre 1985 est relatif à l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne. Il indique quels sont les services de la navigation aérienne qui sont nécessaires à l'exécution des missions qui avaient été définies par la loi du 31 décembre 1984. Le site Légifrance donne la version en vigueur.

Les services nécessaires :

1. Les stations radar utilisées pour le contrôle en route, le système de transmission automatique des données traitées vers les centres de défense aérienne et les services fixe et mobile des télécommunications aéronautiques pour les besoins de la défense aérienne ;
2. Le service du contrôle du trafic aérien pour l'organisation et la régulation des flux de trafic aérien, le traitement initial des plans de vol, la transmission automatique des messages sol-sol, l'analyse et la transmission des informations nécessaires au déclenchement éventuel d'opérations de recherche et de sauvetage ;
3. Les centres régionaux de la navigation aérienne pour la fourniture des services de la circulation aérienne aux aéronefs et pour l'identification des vols au bénéfice de la défense aérienne ; la capacité offerte pour les survols, dans les espaces aériens gérés par la France, est égale à la moitié de celle qui serait normalement offerte dans la période considérée ;
4. Les aides radioélectriques et les stations isolées de télécommunications air-sol nécessaires à la fourniture des services de circulation aérienne en

- route ;
5. Les services chargés de la sécurité de la navigation aérienne et de l'exploitation technique dans les aéroports suivants : Orly, CDG, Deauville, Nantes, Clermont Ferrand, Lyon, Marseille, Nice, Blagnac, Bordeaux, Poitiers, Limoges, Mulhouse, Ajaccio, Bastia, Calvi ;
  6. Les services chargés de la sécurité de la navigation aérienne et de l'exploitation technique dans les principaux aéroports des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer : Cayenne, Fort de France, Pointe à Pitre, Saint Denis de la Réunion, Mayotte, Nouméa, Wallis, Papeete, Saint Pierre ;
  7. Les services de la navigation aérienne qui permettent d'assurer le trafic suisse à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, les liaisons aériennes nécessaires au fonctionnement des institutions européennes à Strasbourg et un nombre limité de vols internationaux et intérieurs désignés en fonction des intérêts et des besoins vitaux de la France.  
[Ce nombre de vols ne pourra pas dépasser quotidiennement dix allers et retours pour les vols intérieurs et trente arrivées et trente départs pour les vols internationaux réalisés par les compagnies françaises et étrangères, alinéa annulé par un arrêt du Conseil d'État du 12 mai 1989, rendu à la demande des chambres de commerce et des gestionnaires d'aéroports.]

Article L. 114-5 du code général de la fonction publique

Le ministre chargée de l'aviation civile désigne par arrêté les agents indispensables à l'exécution des missions mentionnées à l'article L. 114-4 ; ces agents doivent demeurer en fonction.  
Cet arrêté détermine les modalités de mise en œuvre de ces désignations.

Une proposition de loi a été adoptée pour obliger les contrôleurs ayant intention de faire grève de se déclarer 48 heures à l'avance, la DGAC ayant alors l'obligation d'informer les contrôleurs la veille de la grève des astreintes ayant pour objet d'assurer le service minimum.

C'est la loi du 28 décembre 2023 qui a inséré dans le code général de la fonction publique un nouvel article L.114-5-1, doté de 6 alinéas.

On suppose au préalable une action collective, une ou plusieurs organisations syndicales décident d'une grève et déposent dans les cinq jours le préavis afférent.

Les agents, qui sont fonctionnaires, sont tenus d'obligations individuelles, ils doivent, soit se déclarer grévistes, soit afficher leur indifférence en s'abstenant de faire la déclaration et alors effectuer le service le jour du mouvement de grève.

Le législateur envisage également la situation de celui qui effectue dans un premier temps la déclaration d'intention de se joindre au mouvement de grève, mais qui postérieurement se rétracte rapidement.

Le 1<sup>o</sup> alinéa concerne l'obligation faite au contrôleur aérien d'informer à temps l'autorité de son intention de faire grève :

Dans le cas où un préavis de grève a été déposé dans les conditions prévues à l'article L. 2512-2 du code du travail,

tout agent assurant des fonctions de contrôle, d'information de vol et d'alerte et dont l'absence est de nature à affecter directement la réalisation des vols **informe** l'autorité administrative, au plus tard à midi l'avant-veille de chaque journée de grève, de son intention d'y participer.

L'alinéa 2 concerne l'agent qui déclare dans un premier temps qu'il fera grève et qui dans un second temps renonce à son projet. Il doit informer.

L'agent qui a déclaré son intention de participer à la grève et qui renonce à y participer en informe l'autorité administrative au plus tard à 18 heures l'avant-veille d'une journée de grève.

Cette information n'est requise, ni lorsque la grève n'a pas lieu ni lorsque la prise du service est consécutive à la fin de la grève.

L'alinéa 3 traite de l'attitude que peut adopter l'autorité face à l'annonce d'une grève à venir, l'autorité ayant connaissance des données en provenance des membres du personnel ayant décidé de participer à la grève, et a contrario du nombre des non-grévistes. Ces intentions de cessation du travail à des fins de contestations sociales ou salariales peuvent être massives ou squelettiques. L'autorité fait de la prospective. Si les grévistes sont



nombreux, elle peut recourir à la réquisition.  
L'objectif est d'assurer le maintien du service.  
Que décide le texte ?

Sur la base de ces informations, l'autorité administrative décide,  
le cas échéant et au plus tard à 18 h l'avant-veille de chaque journée de grève,  
de la mise en place du **tour de service** applicable lors de la journée de grève  
afin d'assurer les missions définies à l'article L. 114-4 du présent code [de la fonction publique].  
Ce tour de service est défini après avis du comité social d'administration compétent.

Si les grévistes annoncés sont peu nombreux, l'administration laissera la grève se dérouler, la gêne sur la circulation aérienne demeurera limitée. Les grévistes, a priori minoritaires, cessent le travail, les non-grévistes assurent le service.

Dans le cas où l'autorité administrative décide de ne pas mettre en place ce tour de service, les agents mentionnés à l'article L. 114-5  
autres que ceux exerçant des fonctions d'autorité  
ne sont plus soumis à l'obligation de demeurer en fonction.

L'alinéa 4 définit les jours de grève.

Au sens du présent article, les journées de grève sont définies comme chaque période distincte de 24 h à compter de l'heure du début de la grève envisagée mentionnée à l'article L. 2512-2 du code du travail, sans préjudice de la durée du mouvement de grève.

Les déclarations d'intention de grève demeurent confidentielles.

C'est ce qu'indique l'alinéa 5.

Les informations issues des déclarations individuelles des agents ne peuvent être utilisées que pour l'organisation de l'activité durant la grève dans les conditions prévues au présent article, pour informer les passagers des adaptations du trafic aérien consécutives au mouvement de grève et, anonymisées, pour l'information des organisations syndicales. Elles sont couvertes par le secret professionnel. Leur utilisation à d'autres fins ou leur communication à toute autre personne est passible des peines prévues à l'article 226-13 du code pénal.

L'alinéa 6 prévoit des sanctions à l'encontre des agents qui s'affranchissent du système mis en place par la loi. Ils font grève sans informer l'autorité.

Ou bien ils se déclarent grévistes, puis renoncent à faire grève et veulent prendre le travail.

Est passible d'une sanction disciplinaire l'agent qui n'a pas informé l'autorité administrative de son intention de participer à la grève dans les conditions prévues au présent article.

Cette sanction administrative peut également être prise à l'encontre de l'agent qui, de façon répétée, n'a pas informé l'autorité administrative de son intention de renoncer à participer à la grève ou de reprendre son service.

#### L'organisation du temps de travail

On peut consulter la décision rendue par le juge des référés du Conseil d'État le 27 août 2015, n° 392055, par laquelle est rejetée la demande de suspension d'un arrêté ministériel modifiant à titre expérimental les conditions de travail des contrôleurs de la circulation aérienne du centre en route de la navigation aérienne Est.

Le ministère a publié par arrêté du 21 juillet 2016, JO du 29 juillet 2016, un texte portant création d'une expérimentation d'évolutions de l'organisation du travail des contrôleurs de la circulation aérienne du centre en route de la navigation aérienne Est. Période d'expérimentation se terminant en mars 2018. Cycle de travail jusqu'à 7 vacations de contrôle par cycle de 12 jours. Vacances de nuit. Vacances de jour. Temps de pause. Pause pour le déjeuner. Alternance de périodes de pointe et de périodes creuses. Gestion des effectifs, en salle de contrôle, par les chefs de salle.

Un arrêté similaire du 26 septembre 2016 concerne le centre en route de la navigation aérienne Sud-Ouest.

#### La limite d'âge des contrôleurs aériens

Les textes européens autorisent les États à prévoir pour des raisons de sécurité une limite d'âge pour les contrôleurs exerçant des fonctions opérationnelles.

Plusieurs ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ont contesté en justice leur mise en retraite effectuée, sans possibilité de report, à 57 ans, conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1989.

Dans l'arrêt du Conseil d'État du 5 juillet 2013, n° 362630, concernant la mise à la retraite à 57 ans des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne, la haute juridiction administrative fait prévaloir le statut spécial

prévu par la loi du 31 décembre 1989, article 3. La haute juridiction écarte ainsi les dispositions générales de la loi du 13 septembre 1984 sur la limite d'âge dans la fonction publique. Specialia ...

La limite d'âge de 57 ans des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne est avalisée par le Conseil d'État, 4 avril 2014, Lebon, n° 362785.

Plusieurs décisions des cours admiratives d'appel vont dans le même sens : voir l'arrêt de la CAA de Versailles, 24 mai 2016, n° 15VE00016 : la limite d'âge tend à assurer la sécurité aérienne. Limite nécessaire et proportionnée, un arrêt de la

CAA de Bordeaux du 26 mai 2016, n° 14BX02677, un arrêt de la CAA de Nantes, 2 novembre 2016 n° 14NTO3333, un arrêt du 31 juillet 2020, n° 18PA.1083, et d'autres arrêts de facture identique.

L'exercice de leurs fonctions exige une attention constante. On est en droit d'exiger d'eux une forte réactivité, une vigilance permanente, exigences qui s'émeussent avec l'âge. La limite d'âge est justifiée.

Cette limite d'âge est désormais de 59 ans, art. L. 556-10 du code général de la fonction publique. Sans report possible.

Les États membres du bloc d'espace aérien fonctionnel centre européen ont tous adopté pour les contrôleurs de la navigation aérienne des limites d'âge dérogatoires au droit commun et inférieures à 60 ans.

La limite d'âge est paradoxalement plus élevée pour les techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, agents de la catégorie B, ils exercent certes des missions de contrôle aérien, mais uniquement dans les aérodromes, en vision directe et en principe de jour.

La désignation d'un prestataire de services météorologiques est prévue.

Coût annuel des services météorologiques de route : 300 millions d'euros.

Portail électronique sur les informations météorologiques. Art. D. 131-12.

L'arrêt du 20 mai 2019 porte règlement pour l'assistance météorologique à la navigation aérienne, JO du 4 juin 2019, texte n° 39. Il transpose largement les dispositions de l'annexe 3, Assistance météo à la navigation aérienne internationale.

L'assistance météo vise à assurer la sécurité et la régularité de la navigation aérienne. Le texte prévoit une convention cadre entre la DGAC et le prestataire de services météorologiques, qui suit les prescriptions de l'OMM, organisation météorologique mondiale.

Le système mondial de prévisions de zone a pour objectif de fournir des prévisions météo aéronautiques en route mondiales sous forme numérique.

Il existe des centres météo d'aérodrome.

On prévoit des centres d'avis de cendres volcaniques, Londres et Toulouse. Des centres d'avis des cyclones tropicaux.

La visibilité dominante du site est transmise.

On signale la hauteur des nuages.

Une prévision pour le décollage est fournie.

Il existe des dispositions concernant le risque du cisaillement du vent.

[CJUE, Ordonnance du 21 septembre 2022, DA c. Romatsa, administration roumaine des services de trafic aérien, C-333/19. Un litige est intervenu entre des investisseurs et cette administration roumaine, demandant la main levée d'une saisie opérée à son détriment. Une sentence arbitrale rendue en 2013 dans le cadre du CIRDI, Micula c. Roumanie, avait accordé des dommages intérêts à ces particuliers, victimes d'un traitement inéquitable dans leurs investissements dans une zone du territoire roumain. Une décision de la Commission de 2015 avait décidé que cette sentence constituait une aide d'État. Les bénéficiaires de la sentence arbitrale ont procédé en Belgique, pour obtenir le paiement des dommages intérêts, à une saisie des avoirs de la Roumanie se trouvant entre les mains d'Eurocontrol. La juridiction belge doit écarter, décide l'ordonnance de la CJ, la sentence arbitrale, il ne peut y être donné exécution.

Cette affaire n'a aucun lien avec la matière aérienne, si ce n'est que des investisseurs avaient procédé en Belgique à la saisie de fonds, appartenant à l'administration roumaine du trafic aérien, fonds déposés auprès d'Eurocontrol. ]

L'art. R. 6221-52 CT concerne l'exercice de fonctions d'information de vol et d'alerte sur un aérodrome dans lequel le service du contrôle de la circulation aérienne n'est pas assuré. Cet exercice est subordonné à la délivrance d'une qualification.

### Section III. Les installations et les matériels

[L'entretien du matériel. Un arrêté du 11 septembre 2014 est relatif aux conditions de délivrance de la licence de personnel de maintenance et de suivi technique des systèmes de la navigation aérienne. Cette licence est destinée à être délivrée aux ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne, ainsi qu'aux ouvriers d'État des familles professionnelles électrotechniciens et climaticiens, exerçant des fonctions de maintenance d'équipement énergie et climatisation des centres opérationnels de la direction des services de la navigation aérienne. Il faut pour obtenir la licence suivre une formation.]

Assurer l'interopérabilité du réseau européen de gestion du trafic. Il convient d'améliorer et d'harmoniser les systèmes, les composants, les procédures. Normes européennes. Utilisation efficace du spectre des radiofréquences. Codes répondeur radar. Outils automatisés.

Assurer les communications sol-sol, air-sol, air-air. Permettre les communications vocales entre les contrôleurs et les pilotes. Un règlement n° 1079/2012 du 16 novembre 2012 établit des spécifications relatives à l'espacement des canaux de communication vocale pour le ciel unique européen : les communications air - sol fondées sur un espacement entre canaux de 8,33kHz. Règlement modifié par un règlement n° 657/2013 du 10 juillet 2013. Ces exigences s'imposent aux fabricants de radios devant être exploitées dans la bande VHF, aux fournisseurs de services de navigation aérienne, aux exploitants, aux États. Subsiste une part d'activité manuelle à support papier dans la chaîne des données aéronautiques : risque d'erreurs. Fourniture progressive d'une information aéronautique sous forme électronique, sur la base d'un ensemble de données normalisé : les obstacles, les objets situés au mouvement au sol, le terrain, les montagnes, les masses d'eau, les crêtes, les glaces, les données cartographiques d'aérodrome.

Le règlement 2019/1170 du 8 juillet 2019 modifie et corrige le règlement n° 29/2009 définissant les exigences relatives aux services de liaison de données pour le ciel unique européen.

L'objectif est d'au moins 75 % des vols disposant d'une capacité de liaison de données.

La décision d'exécution du 29 novembre 2019, JOUE du 3 décembre 2019, concerne l'octroi de certaines dérogations pour des types d'appareil arrivés en fin de cycle de production.

Le règlement d'exécution 2020/208 du 14 février 2020 modifie le règlement n° 29/2009. Il s'agit de l'échange de données entre les équipements embarqués et le sol.

(Certains États comme Malte ou la Grèce seraient en retard pour faire application de cette législation.)

L'UE mène une politique en matière de spectre radioélectrique, il existe une réglementation pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le fonctionnement des services de communication mobiles à bord des aéronefs (services MCA), décision 2008/294 modifiée par une décision d'exécution du 12 novembre 2013, JOUE du 14 novembre 2013.

Pour qu'un appareil aérien bénéficie des services de la circulation aérienne en navigant aux instruments, il faut qu'il puisse être identifié. On utilise comme méthode d'identification des codes discrets de transpondeur pour le radar secondaire de surveillance, codes SSR. Du fait de l'augmentation du trafic en période de pointe, on ne peut pas garantir la demande de codes SSR, on ne peut pas garantir l'identification des aéronefs. La réglementation progressivement mise en place entend faire appel au code de perceptibilité assigné à l'aéronef au départ, on parle d'identification d'aéronef par liaison descendante grâce à des composants embarqués dans le cadre d'un système de surveillance air-sol. Consulter les règlements d'exécution n° 1206 et 1207/2011 du 22 novembre 2011.

L'arrêté du 10 avril 2015 est relatif à la mise en service et au suivi des aides radio à la navigation, JO du 8 mai 2015, systèmes d'atterrissage aux instruments, radiophares omnidirectionnels, radiobalises non directionnelles.

L'annexe III du règlement 2019/123 est relative à la fonction de radiofréquence. Il s'agit d'optimiser l'utilisation du spectre radioélectrique aéronautique européen. Il doit exister dans chaque état un gestionnaire national des

fréquences. Celui qui veut utiliser une fréquence dépose une demande. C'est le gestionnaire national qui assigne les fréquences.

L'annexe IV du règlement 2019/123 concerne la fonction des codes de transpondeur radar

Le radar était jadis la seule technique utilisée pour assurer la surveillance du trafic aérien. Le radar est un appareil de radiodétection qui fournit des informations sur la distance, l'azimut, l'altitude des objets. Avec l'avènement des systèmes satellitaires de navigation et les liaisons de données air - sol, de nouveaux moyens existent. Il y a la surveillance dite dépendante : l'avion connaît sa position grâce à ses propres systèmes de navigation, l'avion peut transmettre sa position au sol. On parle d'ADS, Automatic Dependent Surveillance. Ce système permet de positionner les appareils évoluant au-dessus des continents et des océans. Cf. le rapport du BEA sur la catastrophe du Rio - Paris de 2009.

La mention d'unité donne la compétence pour un secteur (une zone de contrôle, une partie d'une région ou d'une région supérieure d'information en vol), un groupe de secteurs ou un ou plusieurs postes de travail déterminé. L'indicateur d'emplacement OACI est relatif au lieu topographique d'une station aéronautique fixe.

La protection pénale des installations et des réseaux

La prévention

Le règlement d'exécution 2023/203 du 27 octobre 2022 envisage les risques, pour la sécurité aérienne, liés à la sécurité de l'information.

Il s'agit de prendre des mesures pour contrer les actes et les conduites imputables à des personnes animées d'intentions malveillantes.

Il y a les attaques dans le cyberspace.

Il faut également compter avec des défaillances techniques et des failles des réseaux.

Il s'agit de veiller au maintien de la sécurité de la navigation aérienne.

L'aviation constitue un système de systèmes fortement interconnecté.

Il convient d'assurer la confidentialité et la disponibilité des réseaux et des systèmes d'information.

Cette réglementation a pour destinataires les organismes de maintenance, les transporteurs aériens, les organismes de formation, les centres aéromédicaux, les exploitants de simulateurs d'entraînement au sol, les organismes de formation des contrôleurs de la circulation aérienne, les prestataires de services de navigation aérienne, les prestataires de services d'information de vol, l'autorité de la délivrance des licences de maintenance d'aéronefs.

Une autorité atteste le respect du règlement.

Le règlement s'applique en 2026.

Commets une infraction pénale celui qui détruit ou endommage des installations ou services de navigation aérienne - ou en perturbe le fonctionnement.

(Une partie des installations de la DSNA serait frappée de vétusté.)

#### Section IV. L'utilisation de l'espace aérien

Le réseau de la gestion du trafic aérien doit permettre une utilisation optimale de l'espace aérien, il donne aux usagers la possibilité d'emprunter le trajet qu'ils préfèrent. Des dispositions sont prises pour la planification des vols, l'utilisation des capacités disponibles pendant les phases du vol, l'utilisation des itinéraires, l'orientation des routes et du trafic, la possibilité d'éviter les zones saturées, les règles de priorité en période d'encombrement et de crise.

La compagnie aérienne dépose à l'avance un plan de vol. Ce sont les instances citées ci-contre qui le valident ou le reformulent.

Le règlement n° 677/2011 du 7 juillet 2011 établissait les modalités d'exécution des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien.

Il est remplacé, à compter de 2020, par le règlement 2019/123 du 24 janvier 2019, règlement qui établit les modalités d'exécution des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien.

Le règlement s'applique à l'espace aérien de la région Europe de l'OACI : c'est dans cette zone que les États membres de l'UE fournissent les services de la circulation aérienne.

Les fonctions de réseau sont qualifiées de service d'intérêt général.

Le règlement institue « le gestionnaire de réseau ».

Le gestionnaire est nommé par la Commission. Il est certifié par l'Agence.

C'est la Commission qui assure la supervision du gestionnaire de réseau.

(Il s'agit actuellement d'un service dépendant d'Eurocontrol)

La décision 2019/709 du 6 mai 2019 concerne la nomination du gestionnaire du réseau chargé des fonctions de réseau de la gestion du trafic aérien pour le ciel unique européen. Eurocontrol avait donné satisfaction lors des deux premières périodes de référence. Eurocontrol a présenté une proposition. Eurocontrol est nommé gestionnaire du réseau. Doit être certifié par l'agence avant le 2 janvier 2020. Le responsable de la gestion de réseau est le directeur de la direction chargée de la gestion de réseau au sein d'Eurocontrol.

Eurocontrol exécute les tâches qui lui incombent en tant que gestionnaire de réseau indépendamment de toute activité autre. Les États membres et tiers apportent une contribution financière. Le budget d'Eurocontrol présente un compte distinct en ce qui concerne les tâches incombant à Eurocontrol comme gestionnaire de réseau.

Les aéroports sont le point d'entrée dans le réseau et de sortie du réseau.

Quelles sont les fonctions du gestionnaire du réseau ? La conception de réseau de routes, la coordination des ressources limitées comme les radiofréquences et les codes de transpondeur pour le SSR. Il organise la gestion et l'exploitation des fonctions de réseau. Le gestionnaire du réseau fournit les informations sur les prévisions de trafic.

Compte tenu de leurs compétences respectives, le gestionnaire du réseau ainsi que les parties prenantes opérationnelles (usagers de l'espace aérien, prestataires de services de navigation aérienne, exploitants d'aéroports) planifient, conçoivent, exploitent et contrôlent les composantes du réseau.

Le réseau de routes européen ERND. Le gestionnaire du réseau participe à sa conception.

Le règlement 2019/123 du 24 janvier 2019 consacre des dispositions dans l'annexe I à la fonction de conception et d'amélioration du réseau de routes européen. Il s'agit là d'une structure d'espace aérien offrant sécurité, capacité, flexibilité, fourniture ininterrompue de services de navigation aérienne diligents.

Les structures d'espace aérien sont planifiées de manière à faciliter une utilisation et une gestion souple et réactive de l'espace aérien en ce qui concerne les options de route, les courants de trafic, les systèmes de configuration des secteurs et la configuration des autres structures d'espace aérien.

(Existe également l'espace aérien de route libre, où les usagers de l'espace aérien peuvent planifier leur route librement entre un point d'entrée et un point de sortie)

Le plan de réseau stratégique. Il est établi par le gestionnaire du réseau. Ce plan est en cohérence avec le plan

directeur européen de gestion du trafic aérien. Il oriente le développement à long terme du réseau. Il a pour objet la réalisation des objectifs de performance des fonctions de réseau fixés dans le système de performance. L'annexe V du règlement 2019/123 du 24 janvier 2019 présente un modèle.

Le plan de réseau opérationnel. Détaillé. Établi par le gestionnaire du réseau. Il s'agit de mettre en œuvre le plan de réseau stratégique au niveau opérationnel à court et moyen terme. Les plans des prestataires de services de la circulation aérienne et des exploitants d'aéroports doivent concorder avec le plan de réseau opérationnel. Le règlement 2019/123 présente un modèle dans son annexe VI.

Le gestionnaire de réseau entretient une collaboration étroite avec les prestataires de services de navigation aérienne au niveau des blocs d'espace aérien fonctionnels, notamment en matière de planification stratégique et de gestion tactique des courants et des capacités quotidiens.

Les autorités militaires sont associées aux fonctions de réseau. Certaines parties de l'espace sont réservées à l'État.

Le règlement, article 18, institue le comité de gestion du réseau.

La décision d'exécution 2020/2201 du 22 décembre 2020 nomme des membres du comité de gestion du réseau.

La même décision nomme des membres de la cellule européenne de coordination de l'aviation en cas de crise.

L'article 19 du règlement prévoit la création de la CECAC, cellule européenne de coordination de l'aviation en cas de crise.

Le gestionnaire de réseau, avec l'assistance éventuelle de la CECAC, coordonne les réactions aux crises de réseau. Le gestionnaire de réseau surveille la situation du réseau 24 heures sur 24 pour détecter les crises de réseau.

Il organise des exercices de simulation de crise.

Les courants de trafic aérien

L'objectif de la réglementation européenne est de garantir la meilleure utilisation de la capacité disponible du réseau.

L'unité centrale d'ATFM est assurée par le gestionnaire du réseau.

L'unité locale de gestion des courants de trafic aérien, unité ATFM locale, est une entité de gestion des courants agissant pour le compte d'une ou plusieurs autres entités de gestion des courants, en tant qu'interface entre l'unité centrale et une ou plusieurs unités ATS (prestataires de services de la circulation aérienne). Elle couvre de façon exclusive une zone de l'espace aérien.

Le règlement n° 255/2010 du 25 mars 2010 est relatif à la gestion des courants de trafic aérien dite ATFM.

L'unité centrale d'ATFM reçoit un certain nombre d'attributions : coordination et mise en œuvre des mesures ATFM.

Le gestionnaire de réseau, en coordination avec les unités ATFM locales, recherche des itinéraires de remplacement pour soulager les zones encombrées, propose un déroutement pour certains vols.

Au niveau inférieur, existent les unités par le gestionnaire de réseau aux exploitants d'aéronefs, aux unités ATS ; elles donnent des indications sur la disponibilité de l'espace aérien, la disponibilité des routes, les positions de vol, les horaires de décollage réels.

Le règlement 2019/123 du 24 janvier 2019 contient une annexe II, intitulée La fonction de gestion des courants de trafic aérien.

Le gestionnaire de réseau et les parties prenantes opérationnelles planifient et exécutent les tâches destinées à soutenir la fonction ATFM pour les phases de tous les vols qu'il est prévu d'effectuer ou qui sont effectués au titre de la circulation aérienne générale.

Les vols au départ de la zone géographique (où sont appliquées des mesures ATFM) font l'objet d'une attribution de créneaux horaires ATFM.

Les vols au départ d'autres zones sont exemptés de l'attribution de créneaux horaires ATFM, mais ils sont soumis à des contraintes en matière de route, des systèmes d'orientation du trafic et des temps de vol des trajectoires.

L'attribution des créneaux de départ ATFM donne en principe priorité aux vols selon l'ordre de leur entrée dans le lieu où s'applique la mesure ATFM.

Les temps de vol - en phase de planification et en phase d'exécution - sont en cohérence avec les mesures ATFM, ils sont communiqués, par le gestionnaire de réseau, aux exploitants d'aéronefs, aux unités ATS et aux unités ATFM locales.

Les plans de vol dans la phase préalable au vol, R. n° 1033/2006 du 4 juillet 2006.

Les exploitants d'aéronefs déposent un seul plan de vol pour chaque vol prévu.

Le gestionnaire de réseau suspend un plan de vol lorsque, compte tenu de la marge de temps, le créneau de départ ATFM ne peut être respecté et que la nouvelle heure de départ de l'aire de stationnement n'est pas connue.

Les vols qui ne respectent pas leur heure estimée de départ de l'aire de stationnement - il y a des tolérances - ou dont le plan a été rejeté ou suspendu ne sont pas autorisés à décoller par le contrôle de la circulation aérienne.

L'exploitant, dans l'exécution du vol, prend en compte l'ensemble des mesures ATFM.

### Les performances

Solange Becqué-Ickowicz, Brèves remarques sur la performance, Mélanges Corinne Saint Alary - Houin, p. 41

Le système de performance vise à améliorer les performances des services de navigation aérienne et les fonctions du réseau dans le cadre du ciel unique européen.

Cette amélioration des performances concerne aussi bien les services de navigation aérienne de route que les services terminaux (on parle d'une approche porte à porte).

La performance s'exerce dans des domaines comme la sécurité, l'environnement, la capacité, l'efficacité économique.

La performance est appréciée par période.

La planification de la performance est mise en place à l'échelon de l'Union, à celui des blocs d'espace aérien fonctionnels ou à celui de chaque État membre de l'Union.

Le texte de référence demeure l'article 11 intitulé « Système de performance » du règlement n° 549/2004 du 10 mars 2004, règlement-cadre pour la réalisation du ciel unique européen.

La Commission européenne pose des règles d'exécution remplacées rapidement par d'autres.

On est en présence d'une législation à caractère technique et évolutive, qui ne parle guère aux profanes.

Le règlement n° 691/2010 du 29 juillet 2010 établissait un système de performance pour les services de navigation aérienne et pour les fonctions de réseau. Modification par le règlement n° 677/2011 du 7 juillet 2011.

Une décision de la Commission du 21 février 2011 avait fixé des objectifs de performance et des seuils d'alerte pour la fourniture des services de navigation aérienne pour les années 2012 à 2014 : amélioration en matière de retard, en matière d'environnement, faire baisser les taux pour les services de navigation aérienne de route ... instauration de seuils d'alerte

En matière de sécurité. En matière d'environnement. L'indicateur de capacité : les minutes de retard. Les plans de performance : le trafic prévu, les coûts des services, la description des investissements, la dimension civil - militaire du plan ... Le suivi. On a défini des indicateurs de performance, KPI, règlement n° 1216/2011 du 24 novembre 2011, pour évaluer l'efficacité de la gestion de la sécurité, analyse des risques, non- respect des minimums de séparation et des incursions sur piste. Présence d'une culture juste. Textes abrogés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Ce système avait été remplacé par le règlement d'exécution n°390/2013 du 3 mai 2013 établissant un système de performance pour les services de navigation aérienne et les fonctions de réseau. Abrogé à son tour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le règlement demeure toutefois en ce qui concerne les obligations portant sur la deuxième période de référence. C'est ainsi qu'une décision d'exécution 2017/1985 du 31 octobre 2017 concerne la performance des services de navigation aérienne de Malte, de Bulgarie et de Pologne.

La commission avait publié une décision du 11 mars 2014 qui fixe des objectifs de performance pour réseau de gestion du trafic aérien pour la période 2015-2019.

Le dispositif actuel

Le règlement d'exécution 2018/1048 du 18 juillet 2018 fixe des exigences pour l'utilisation de l'espace aérien et des procédures d'exploitation concernant la navigation fondée sur les performances.

Un rectificatif est publié au JOUE du 14 septembre 2020.

Ce règlement concerne principalement les procédures d'approche aux instruments.

Rétrécissement de l'espace aérien disponible du fait de la croissance de la circulation aérienne.

Mise en œuvre de la PBN (navigation fondée sur les performances) dans les zones de contrôle terminal à forte

densité. Le gestionnaire du réseau prépare un plan de performance du réseau conforme au système de performance et le met en œuvre, une fois approuvé par la Commission.  
Si les niveaux de performance ne sont pas atteints ou si les mesures opérationnelles ne sont pas mises en œuvre, le gestionnaire de réseau propose des mesures correctives à prendre par les parties prenantes opérationnelles.  
Le gestionnaire de réseau assure le suivi continu des performances au niveau du réseau.  
L'objectif est : Améliorer la précision de la trajectoire d'approche. Réduire la consommation de carburant.  
Promouvoir l'utilisation du système européen de navigation par recouvrement géostationnaire EGNOS. Mettre en place des approches par minima de performance d'alignement de piste avec guidage vertical 3 D.  
Prévoir un plan de transition.  
Les règles nouvelles s'appliquent à compter de 2024 et de 2030.

Le règlement d'exécution 2019/317 du 11 février 2019 est relatif au système de performance dans le ciel unique européen. Les États doivent établir des objectifs de performance contraignants pour chaque période de référence. Qui soient compatibles avec ceux fixés à l'échelon de l'Union.  
Ce règlement s'applique à la troisième période de référence : 2020 à 2024, dite PR3.  
La Commission reçoit l'assistance de l'organe d'évaluation des performances. Article 3.

Le gestionnaire du réseau accomplit certaines tâches indiquées à l'article 5 : il soutient la Commission pour donner des éléments pour la fixation des objectifs de performance à l'échelle de l'Union ; il soutient les autorités de surveillance nationales ; il aide les prestataires de services de navigation aérienne à atteindre les objectifs de performance (nationaux ou des FAB) quant au plan de réseau opérationnel.  
(Il est tenu compte des retards pour apprécier la performance. Les retards peuvent être dus aux compagnies, au réseau, aux aéroports.)

La Commission et les États coordonnent leur action avec l'agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne.  
Des indicateurs de performance clés et des indicateurs à utiliser pour le suivi sont établis, à l'échelle de l'union, au niveau national ou à celui des blocs d'espace aérien fonctionnels, article 8.

À l'échelon de l'Union est élaboré un plan de performance.  
Des plans de performance sont prévus parallèlement à l'échelon de chaque État, ces plans nationaux devant être conformes aux lignes fixées à l'échelon de l'Union.

L'échelon de l'Union

L'article 9 concerne le processus d'établissement des objectifs de performance à l'échelle de l'Union.  
Au moins 19 mois avant le début d'une période de référence, la Commission reçoit des autorités nationales des données sur les coûts initiaux ainsi que des informations sur les prévisions de trafic.  
Au plus tard 15 mois avant le début d'une période de référence, la Commission publie les fourchettes de valeur indicatives permettant de fixer les objectifs de performance  
La Commission consulte les parties intéressées.  
Au plus tard 7 mois avant le début d'une période de référence, la Commission adopte les objectifs de performance à l'échelle de l'Union pour les indicateurs de performance.  
Les États peuvent demander, compte tenu de seuils d'alerte, une révision des objectifs de performance.  
Les autorités de surveillance nationales établissent des plans de performance, soit au niveau national, soit au niveau des blocs d'espace aérien fonctionnels. Article 10. Article 12 et suivants. L'annexe II donne le modèle des plans de performance établis au niveau des blocs d'espace aérien fonctionnels. L'annexe IV donne les critères pour l'évaluation des plans et objectifs de performance établis au niveau des blocs d'espace aérien fonctionnels.  
Les plans tiennent compte de différents facteurs, comme les prévisions de trafic en route et les prévisions de trafic terminal.

Le gestionnaire de réseau établit le plan de performance du réseau. Article 10, § 5. Ce plan est adopté par la Commission. Article 19. L'annexe III contient le modèle pour le plan de performance du réseau. L'annexe V présente les critères pour l'évaluation du projet de plan de performance du réseau. La décision 2022/785 du 17 mai 2022 approuve le plan de performance révisé pour la 3<sup>e</sup> période de référence du système de performance du ciel unique européen (2020-2024) soumis par gestionnaire du réseau. Eurocontrol, le gestionnaire, est e destinataire de la décision.

[La décision d'exécution 2019/903 du 29 mai 2019 de la Commission fixait les objectifs de performance à l'échelle de l'Union pour le réseau de gestion du trafic aérien pour la troisième période de référence débutant le



1<sup>o</sup> janvier 2020 et s'achevant le 31 décembre 2024.

On y attendait des améliorations avec la mise en œuvre de l'espace aérien de route libre, FRA, qui permet des routes plus courtes.

Le trafic aérien progresse en Europe, les retards en route augmentent. La capacité ATM n'est pas suffisante pour faire face à la croissance du trafic.

Cette décision a été abrogée.

Le règlement d'exécution 2020/1627 du 3 novembre 2020 édicte des règles dérogatoires pour tenir compte des incidences de l'épidémie sur le système de performance et de tarification.]

La décision d'exécution 2021/891 du 2 juin 2021 prise par la Commission fixe les objectifs révisés à l'échelle de l'Union pour le réseau de gestion du trafic aérien pour la 3<sup>o</sup> période de référence 2020 - 2024.

La Commission a tenu compte des contributions de l'OEP, organe d'évaluation des performances.

Il est tenu compte des hypothèses de trafic.

L'objectif de réduction de la consommation de carburant ne peut pas toujours être tenu.

La gestion de la sécurité devrait s'améliorer.

La mise en œuvre des activités transfrontières de route libre devrait permettre de choisir un itinéraire plus direct et de diminuer le nombre de milles nautiques parcourus.

Les plans de performance adoptés par les États membres contiennent des mécanismes incitatifs, article 11.

Les plans de performance élaborés à l'échelon de chaque État

Les États adoptent des plans de performance concernant les services de navigation aérienne.

La Commission exerce un pouvoir de vérification, article 13 et d'évaluation, compte tenu des objectifs de performance adoptés à l'échelle de l'Union, art. 14.

Les objectifs de performance nationaux contraignants doivent être compatibles avec les objectifs à l'échelle de l'Union adoptés par la Commission.

L'évaluation par la Commission de la conformité des objectifs dressés au niveau national ou BEAF.

Le JOUE du 12 mai 2022 publie émanant de la Commission une décision d'exécution 2022/728 du 13 avril 2022. Cette décision de la Commission déclare la conformité des objectifs de performance locaux, en matière de sécurité, présentés par les États.

La même appréciation est, dans le domaine de performance de l'environnement, opérée.

La Commission déclare cependant l'incompatibilité de certains objectifs de performance contenus dans les projets de plans de performance à l'échelon national ou à celui des blocs d'espace aérien fonctionnels présentés par plusieurs États, Allemagne, Belgique, Chypre, France, Grèce, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays Bas, Roumanie, Suède.

La décision fait des remarques en ce qui concerne le domaine de la performance de la capacité.

La décision présente un examen quant au domaine de la performance de l'efficacité économique.

Elle fait des remarques concernant le coût des services en route.

La décision exprime son désaccord quant aux écarts de coût des services de contrôle d'approche pratiqués par la Belgique. Les objectifs présentés sont non compatibles avec les objectifs de performance à l'échelle de l'Union. Des objections de la part de la Commission pour les services de navigation aérienne terminaux proposés par la Belgique.

Des demandes de révision sont adressées à l'Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, en ce qui concerne leurs projets de mécanismes incitatifs pour atteindre les objectifs en matière de capacité en route.

Des critiques et des objections sont formulées à l'égard de la Grèce, de Chypre, de la Lettonie, de Malte, de la Roumanie, de la Suède.

Les États concernés doivent présenter une révision de leurs projets de plans de performance.

La question des coûts de surveillance des drones est évoquée.

Le JOUE du 18 mai 2022 publie une décision adressée à la Suisse 2022/780 du 13 avril 2022, la Commission considère que les objectifs de performance contenus dans les projets de plans de performance présentés par la Belgique, l'Allemagne, la France, le Luxembourg, les Pays Bas et la Suisse sont incompatibles avec les objectifs de performance à l'échelle de l'union pour la 3<sup>o</sup> période de référence définis dans la décision 2021/891.

La Suisse avait présenté son plan de performance à l'échelon du FABEC.

La Commission ne critique pas les objectifs locaux de performance en matière de sécurité. Idem en matière d'environnement. Idem dans le domaine de la capacité (retard de la gestion des courants de trafic aérien).

La décision se fait en revanche critique sur d'autres points. Elle demande des modifications ou des précisions.

Ainsi dans le domaine de performance de l'efficacité économique. Comme pour l'augmentation des frais de personnel et les coûts d'exploitation, la répartition des coûts entre les services de route et les services terminaux, le coût fixé pour les services terminaux, les mécanismes incitatifs en matière de capacité en route et des terminaux.

Les États membres du FABEC, dont la Suisse, doivent présenter dans les 3 mois un projet de plan de performance révisé.

La décision fait état de la volonté de certains États de prévoir des coûts pour la détection des drones autour des aéroports.

La décision 2022/2255 du 24 octobre 2022 concerne le projet de plan de performance révisé pour la troisième période de référence présenté à l'échelon du bloc d'espace aérien fonctionnel, concernant l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas. La Commission lance la procédure d'examen détaillé de certains objectifs de performance indiqués dans le plan. La Commission soulève des doutes quant aux objectifs de performance en matière économique proposés pour la route tarifaire de route belgo-luxembourgeoise.

La décision 2022/2256 du 15 novembre 2022 concerne la Suisse. Est lancée la procédure d'examen détaillé à l'égard des objectifs de performance en matière d'efficacité économique. La Suisse fait partie du FABEC.

Le JOUE du 12 décembre 2022 publie des décisions de la Commission datées du 5 décembre 2022 jugeant les plans de performance présentés par différents États, la Grèce, Chypre, la Suède, la Roumanie, Malte, la Lettonie, en comparaison avec les objectifs de performance prévus à l'échelle de l'Union pour la 3<sup>e</sup> période de référence. Ces États obtiennent une attestation de compatibilité.

La décision 2022/2494 du 9 décembre 2022 concerne la révision du plan de performances de la Lituanie pour la troisième période de référence.

Le JOUE du 27 janvier 2023 publie des décisions de la Commission du 14 décembre 2022 exprimant son satisfecit envers la France, l'Allemagne, la Suisse et les Pays Bas concernant les plans de performance adoptés à l'échelon de chacun de ces États. La France s'est dotée de son propre plan de performance : les objectifs en matière de sécurité sont validés, idem en matière d'environnement pour ce qui concerne l'efficacité horizontale des vols en route, idem en ce qui concerne la capacité et les retards en vol, la France promettant de prendre des mesures pour assurer la flexibilité du travail auprès des contrôleurs de la circulation aérienne, absence d'inquiétude en ce qui concerne les services de navigation aérienne terminaux, satisfecit en ce qui concerne les coûts et l'efficacité économique, la France toutefois doit réviser ses mécanismes incitatifs. Les décisions concernant les autres États sont de facture analogue.

L'arrêté ministériel du 11 février 2021 oblige, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2021, les aéronefs à destination de Paris CDG évoluant en circulation aérienne générale selon les règles de vol aux instruments d'être équipés d'un système de navigation de surface conforme à la spécification de navigation RNP 1 définie par le document de l'OACI n° 9613 intitulé Manuel de la navigation fondée sur les performances.

## Le SESAR

L'UE a constitué une entreprise commune, qui est un organisme de l'Union, pour la réalisation du système européen de nouvelle génération pour la gestion du trafic aérien, SESAR, par le règlement n° 219/2007 modifié du 27 février 2007 : le volet technologique du ciel unique européen : il s'agit de doter d'ici 2030 l'UE d'une infrastructure de contrôle de la circulation aérienne. Moderniser le système de gestion du trafic aérien. Pour disposer d'un transport aérien sûr et respectueux de l'environnement.

Le projet SESAR est un processus évolutif et continu.

On relève trois étapes dans le processus : l'exploitation sur une base temps, l'exploitation reposant sur la trajectoire, l'exploitation fondée sur les performances.

On peut lire le rapport sur les comptes annuels de cette entreprise commune SESAR, qui a son siège à Bruxelles et qui a été constituée en février 2007, en vue de gérer les activités du programme, Single European Sky Air Traffic Management Research, JOUE du 10 janvier 2013, C 6/46. Le programme SESAR a pour objet de moderniser la gestion du trafic aérien ATM Air Traffic Management.

Il y a eu une phase de définition, à partir de 2005, le plan directeur ATM européen a été élaboré.

La phase de développement, entre 2008 et 2013, prolongée jusqu'en 2015, est gérée par l'entreprise commune, elle mène à la production de nouveaux systèmes technologiques et de composants ainsi qu'à l'instauration de

procédures opérationnelles.

Les années 2014 - 2024 doivent voir la phase de déploiement, conduite par les partenaires industriels et les parties prenantes, pour la production et la mise en place sur une grande échelle de la nouvelle infrastructure de gestion du trafic aérien.

Cette entreprise dite commune résulte d'un partenariat public-privé. Elle a été fondée par l'Union européenne et Eurocontrol. 15 entreprises publiques et privées du secteur de la navigation aérienne en sont devenues membres, comme des fournisseurs de services de navigation, des entreprises de construction de matériel (terrestre, aéronautique et spatial), des fabricants d'appareillage de bord, des constructeurs aéronautiques, des autorités aéroportuaires.

Le budget pour la phase de développement du programme SESAR I s'élève à 2,1 milliards d'euros.

147,7 millions d'euros ont été mis en 2011 à la disposition de l'entreprise commune.

Voir le rapport sur les comptes annuels de l'entreprise commune, JOUE du 16 décembre 2016, C 473/66.

Pour la phase de déploiement du programme SESAR II, 2014-2014, le budget s'élève à 585 millions d'euros.

La contribution d'Eurocontrol devrait être de l'ordre de 500 millions d'euros, celle des partenaires de l'industrie aéronautique devrait être proche de 720 millions. 90 % de ce financement prennent la forme de contributions en nature.

Près de 10 000 vols commerciaux ont en 2011 bénéficié de démonstrations en vol. On a mis en place la première tour de contrôle à distance (Malmö). Une interconnexion a été établie entre aéroports européens de premier plan, dont Toulouse, elle a permis une réduction de la consommation de carburant. Certains retards sont notés.

Cette entreprise commune était destinée à disparaître 8 ans après l'adoption, 30 mars 2009, du plan directeur européen de gestion du trafic aérien en Europe, plan directeur GTA, sa durée d'existence a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2024, par le règlement N° 721/2014 du 16 juin 2014.

La Commission a publié un règlement d'exécution, n° 409/2013, du 3 mai 2013 : il s'agit de définir des projets communs, et d'établir des mesures pour soutenir la mise en œuvre du Plan directeur européen de gestion du trafic aérien

Un règlement n° 716/2014 du 27 juin 2014 amorçait la mise en place de ce qui est appelé le projet pilote commun. Le tout ayant pour objectif la mise en œuvre du plan directeur européen de gestion du trafic aérien. C'est l'entreprise SESAR qui a rédigé la première version de ce premier projet commun. On prévoit 6 fonctionnalités pour la gestion du trafic. Gérer les arrivées 200 milles marins à l'avance pour amorcer la descente. Gérer le débit des aéroports : les avions qui arrivent sont espacés, il faut éviter les turbulences de sillage, assurer le guidage des mouvements au sol. Favoriser une gestion souple de l'espace aérien : les usagers doivent pouvoir voler au plus près de leur trajectoire préférée. La gestion collaborative du réseau doit être instaurée. L'échange des informations (réservation d'espace aérien, cartes, informations météo) apparaît avec la gestion initiale de l'information pour l'ensemble du système. On prévoit le partage d'informations sur la trajectoire initiale. (abrogé).

Le règlement d'exécution 2021/116 du 1<sup>o</sup> février 2021 concerne la mise en place du premier projet commun de soutien à la mise en œuvre du plan européen de gestion du trafic aérien.

Le projet SESAR constitue le pilier technologique du ciel unique européen.

Il s'agit de concrétiser la vision d'un ciel européen numérique présentée par le plan directeur ATM européen (ATM, gestion du trafic aérien). Il convient de développer des fonctionnalités ATM reposant sur des techniques augmentant les niveaux d'automatisation, de partage de données électronique sécurisé et de connectivité dans l'ATM.

Le suivi des aéronefs navigant au-dessus des océans

Le Boeing de la compagnie malaisienne, se rendant à Pékin, disparu corps et biens sans laisser de traces au-dessus de l'océan Indien, 8 mars 2014. On a retrouvé des débris sur le rivage de l'île de la Réunion. Certains émettent l'hypothèse d'un acte suicidaire du commandant de bord, qui, s'il voulait s'ôter la vie, a mené à la mort l'ensemble des passagers et des autres membres de l'équipage.

00

## Section V. Le financement du contrôle aérien

Le contrôle aérien présente un coût pour la collectivité. Il est naturel que les usagers, c'est-à-dire les compagnies, participent à son financement. Les services de navigation aérienne sont payants : ils donnent lieu à imposition de *redevances* par les États. La tarification repose sur les coûts. Certaines distinctions sont opérées. On oppose services de route et services terminaux, ceux-ci distinguant services de navigation aérienne fournis dans les aéroports, et services de la circulation aérienne liés à l'approche et au départ des aéronefs.

L'article 15 du règlement n° 550/2004 du 10 mars 2004 charge la Commission d'établir un système commun de tarification des services de navigation aérienne, permettant son application uniforme dans le ciel uniforme européen.

Le système doit être compatible avec le système de redevances de route d'Eurocontrol. C'est en effet cet organisme qui prend en charge ou qui coordonne ce service dans l'espace aérien supérieur et qui en contrepartie perçoit la redevance, qu'il rétrocède aux États.

Transparence des coûts.

Le règlement d'exécution n° 391/2013 du 3 mai 2013 établissait un système commun de tarification des services de navigation aérienne, il est remplacé par le règlement 2019/317 du 11 février 2019 établissant un système de tarification dans le ciel unique européen.

Ce règlement concerne les services de navigation aérienne fournis par des prestataires de services de la navigation aérienne (ainsi que par les prestataires de services météorologiques) pour la circulation aérienne générale à l'intérieur des régions EUR et AFI de l'OACI.

Ce règlement est à la discrétion des États pour les services de navigation aérienne terminaux fournis dans les aéroports comptant moins de 80 000 mouvements de transport IFR (règles de vol aux instruments) par an. Article 1°, § 3.

Le chapitre V du règlement 2019/317 du 11 février 2019 fixe les grands principes du financement des services de navigation aérienne.

Les redevances de route : les usagers paient les redevances de route, ces redevances servent à financer les coûts fixes des services de navigation aérienne de route, article 20, § 1°. Partie en route : la distance parcourue hors d'un cercle de 40 miles nautiques autour d'un aéroport.

Les services de navigation aérienne terminaux : les usagers de l'espace aérien paient les redevances pour services terminaux, ces redevances servent à financer les coûts fixes de ces services, art. 20 § 2.

Les États établissent dans leur espace aérien des zones tarifaires, article 21.

Les États notifient à la Commission et le cas échéant au SCRR, service central des redevances de route, d'Eurocontrol, la création de ces zones tarifaires, Zone tarifaire de route, Zone tarifaire terminale.

Il y a lieu d'établir l'assiette des coûts pour les redevances, article 22. Cette assiette correspond aux coûts fixes liés à la fourniture des services de navigation aérienne dans la zone tarifaire concernée.

Les dispositions de l'article 22 s'appliquent mutatis mutandis à l'établissement des coûts réels, article 23.

Les assiettes des coûts sont établies de manière transparente, après consultation des intéressés (prestataires de services de navigation aérienne, représentants des usagers, exploitants d'aéroports, coordonnateurs d'aéroports), art. 24.

Les États calculent les taux unitaires de route et des services terminaux avant le début de chaque année de la période de référence, article 25.

L'article 27 instaure un mécanisme de partage du risque lié au trafic : les revenus ne correspondent pas forcément aux prévisions, il peut y avoir des écarts. Les revenus seront supérieurs ou inférieurs aux prévisions.

L'article 28 concerne le mécanisme de partage du risque lié aux coûts.

Les États fixent chaque année un taux unitaire pour chaque zone tarifaire, article 29. Les usagers sont consultés, art. 30.

L'article 31 est relatif au calcul des redevances.

La redevance de route pour un vol donné dans une zone tarifaire de route donnée est égale au produit du taux unitaire pour cette zone tarifaire de route et des unités de services de route pour le dit vol.

La redevance pour services terminaux pour un vol dans une zone tarifaire terminale donnée est égale au produit du taux unitaire établi pour cette zone tarifaire terminale et des unités de services terminaux pour le dit vol.

Certains vols sont exonérés de redevances de route : les vols des petits engins (aéronefs dont la masse maximale au décollage autorisée est inférieure à 2 tonnes métriques) ; certains vols mixtes VFR/IFR ; les vols transportant

en mission officielle les monarques régnants, les chefs d'État, les chefs de gouvernement, les ministres ; les vols de sauvetage.

D'autres vols peuvent être exonérés de redevances de route si l'État le décide : les vols militaires ; les vols d'entraînement ; des vols d'essai ; les vols aller et retour dans le même aéroport ; les vols VFR ; les vols humanitaires ; les vols de la douane et de la police.

Les États peuvent exonérer de redevances pour services terminaux tous les vols précités.

C'est l'État qui prend à sa charge les coûts des vols exonérés.

Les États peuvent pratiquer la modulation des redevances de navigation aérienne, art. 32. Ainsi pour optimiser l'utilisation des services, pour agir sur l'environnement, pour réduire la congestion du réseau dans une région ou sur une route.

Les usagers doivent payer les redevances ; l'art. 33 indique rapidement et intégralement.

Des sanctions sont prévues en cas de non-paiement, le débiteur s'expose à un déni de services, à la détention d'aéronefs, il encourt en France la saisie conservatoire des aéronefs par l'organisme créancier.

Chaque État peut, sous certaines conditions, appliquer un système de tarification simplifié, art. 34.

Un État peut décider que la fourniture des services sera soumise aux conditions du marché, article 35.

L'annexe X donne les critères d'évaluation.

[Dans le droit antérieur, il était déjà admis que les États pouvaient décider que leurs services de navigation aérienne seraient soumis aux *conditions du marché*. En ce cas, les États concernés pouvaient décider de ne pas fixer des coûts fixes selon les dispositions de l'article 7 du règlement 2013.

La décision 2016/1940 du 6 octobre 2016, concernant les services de navigation aérienne terminaux rendus sur 9 aéroports de la zone tarifaire B du Royaume-Uni, Heathrow, Gatwick, Stansted, Luton, City, Birmingham, Manchester, Glasgow et Édimbourg, indiquait que ces services étaient soumis, pour 2015-2019, aux conditions du marché.]

[Certains services de navigation aérienne terminaux dans les aéroports d'Alicante et d'Ibiza sont mis aux conditions du marché. Il s'agit des services de la circulation aérienne liés au contrôle d'aérodrome. La décision concerne la 3<sup>e</sup> période de référence. Une procédure d'appel d'offres a été conduite. 8 prestataires de services de navigation aérienne sont mentionnés. Le soumissionnaire retenu est distinct et indépendant de l'actuel prestataires de services de navigation aérienne de route. La Commission avale la décision du gouvernement espagnol, voir décision d'exécution 2019/2174 du 17 décembre 2019, JOUE du 19 décembre 2019.]

Le taux unitaire de la redevance de route est fixée annuellement par arrêté, art. R. 6213-32.

Idem en ce qui concerne le taux unitaire de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne par zone tarifaire terminale, art. R. 6213-34.

L'arrêté du 12 décembre 2023, JO du 19 décembre, fixe les taux unitaires des redevances de navigation aérienne. Le taux unitaire de la redevance de route est de 70,99 euros.

Le taux unitaire de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne métropole, RSTCA-M : 200,48 euros pour les aérodromes de la zone tarifaire terminale n° 1 (Paris CDG, Orly)

277,01 euros pour les aérodromes de la zone tarifaire terminale n° 2 (comme Agen la Garenne, Avignon Caumont, Bergerac, Béziers Vias, Biarritz, Bordeaux Mérignac, Brive Souillac, Carcassonne-Salvaza, Grenoble, Nîmes, Paris-Le Bourget, Perpignan Rivesaltes, Rodez, Tarbes Lourdes, Toulouse Blagnac ...)

Le taux unitaire de la redevance océanique est de 35,78 euros.

Le taux unitaire de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne outre-mer, RSTCA-OM, est de 12 euros.

Le réseau de la gestion du trafic aérien. Les États prennent les mesures pour assurer le financement des fonctions de réseau confiées au gestionnaire de réseau sur la base des redevances de navigation aérienne.

Le gestionnaire du réseau établit ses coûts d'une manière claire et transparente

Voir le règlement n° 970/2014 du 12 septembre 2014.

Le contentieux du recouvrement des redevances

L'arrêté du 21 décembre 2015 - modifié par un arrêté du 24 juin 2019 - est propre aux dispositions générales des redevances de navigation aérienne.

Les montants facturés de la RSTCA Métropole sont payables à Bruxelles au siège d'Eurocontrol.

Toute redevance qui n'a pas été acquittée est majorée d'un intérêt.

Un recouvrement forcé est envisageable, avec menace de suspension de services, rétention d'aéronefs

Le créancier des redevances peut être l'État, une organisation internationale, un organisme délégataire d'une

attribution de puissance publique.

Le débiteur peut être un exploitant de droit privé, voire un organisme de droit public.

Le titre de la redevance peut avoir un caractère contractuel, le contrat étant réputé de droit civil ou ayant un caractère administratif.

Le créancier des redevances peine parfois à obtenir de la part des exploitants le paiement des redevances qui lui sont dues.

Art. R. 6213-36 et 37.

CJUE 14 octobre 1976, C- 29-76 : une action d'Eurocontrol à l'encontre d'une société LTU, débitrice de redevances. L'arrêt rendu sous l'empire de la convention de Bruxelles décide qu'est exclue du champ d'application de cette convention une décision rendue dans un litige, opposant une autorité publique à une personne privée, où l'autorité publique a agi dans l'exercice de la puissance publique.

[La jurisprudence rendue sur le fondement du règlement de Bruxelles I révisé a évolué, voir Alice Tenenbaum, L'interprétation des champs d'applicabilité et d'application du règlement Bruxelles bis, Revue des contrats, n° 1, mars 2021, p. 147. Les litiges opposant une autorité publique à une personne de droit privé peuvent relever du champ d'application du règlement de Bruxelles I révisé du moment que l'organe de droit public a agi dans le cadre d'un acte de gestion et non d'un acte de puissance publique.]

1° Civile, 17 février 2010, n° 08/12749, Revue critique de DIP, 2010.525, note Joubert : la décision est en faveur d'ASECNA, agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, établissement de droit public international, ayant son siège à Dakar, mais son siège administratif à Paris, agissant contre un exploitant congolais Hewea Bora et son agent belge (en réalité affrèteur des avions de la compagnie congolaise) débiteurs de redevances dues au titre du survol de l'Afrique, la facture contenait une clause conférant en cas de litige compétence au tribunal de commerce de Paris qu'ASECNA avait saisi. Il y avait un contrat, dit document agréé OACI, entre ASECNA et l'exploitant aérien.

Le ministre peut suspendre les services de navigation aérienne à l'encontre de tout usager qui n'a pas acquitté les redevances dues, art. R. 6213-38, 39, 40,41.

Le ministre des Transports peut procéder à la saisie conservatoire de l'aéronef utilisé par un exploitant débiteur de redevances, cf. le développement consacré aux saisies conservatoires d'aéronefs.

Le statut du produit des redevances

La Cour de cassation considère que les redevances de navigation aérienne sont dues aux États en raison de la souveraineté des États sur leur espace aérien et pour le survol de leur territoire. Ces redevances concernent une activité de puissance publique et sont couvertes par l'immunité d'exécution. En l'espèce une société Romak SA Genova créancière de la république d'Ouzbékistan au titre d'un marché de céréales avait pratiqué une saisie attribution sur un compte HSBC France ouvert au nom de cet État. Le juge de l'exécution a prononcé la nullité de cette saisie et en a ordonné la main levée. 1° Civile, 5 mars 2014, Bull., n° 12-22406.

Le compte était alimenté de sommes d'argent reçues par cet État au titre de redevances de navigation aérienne du fait du survol de son espace aérien.

On tend pourtant à considérer désormais que la redevance n'est que la contrepartie d'un service et qu'on est dans le cadre d'une économie marchande. L'aspect de droit public économique ne saurait cependant être méconnu.

(Le JOUE du 1° juillet 2019, C220/25, publie une demande de décision préjudicielle émanant de la cour d'appel de Bruxelles, le litige oppose entre autres DA, l'administration roumaine des services du trafic aérien et Eurocontrol. Il y aurait une contradiction entre une sentence arbitrale CIRDI de 2013 et une décision de 2015 de la Commission statuant en matière d'aides d'État, affaire C-340/19.)

## Section VI. Les responsabilités des intervenants et des opérateurs

La catastrophe aérienne

Les grèves du personnel

Patrick Petitfils, La responsabilité des services de la navigation aérienne en droit français, thèse, Aix, 1990

La situation en France

α) La responsabilité pénale des agents du service du contrôle de la navigation aérienne

Il est possible que les agents du contrôle aérien aient été dans l'exercice de leurs fonctions les auteurs de fautes graves ou même de négligence ayant mené à la catastrophe aérienne meurtrière. Leur responsabilité pénale peut être mise en cause.

Chambre criminelle, 22 septembre 2009 sur pourvoi de Colmar 14 mars 2008 : catastrophe le 20 janvier 1992 dite du Mont Sainte Odile, renvoi du contrôleur aérien devant le tribunal correctionnel pour homicide par imprudence, relaxe en 1<sup>o</sup> instance, relaxe en appel, rejet du pourvoi : les erreurs éventuelles n'entretenaient pas de lien de causalité certain avec les dommages.

β) L'indemnisation des victimes

Le recours à l'assurance responsabilité civile : règlement n° 1035/2011 annexe 1, chiffre 7

La compétence internationale des tribunaux français en cas de mise en cause d'un organisme étranger

Le choix de l'ordre juridictionnel :

Compétence administrative ou judiciaire au titre du dommage causé par un véhicule

La compétence administrative et la responsabilité des services de l'État

Le Conseil d'État, 2 avril 2010, a abandonné la jurisprudence qui exigeait la faute lourde en ce qui concerne la responsabilité de l'État à raison des activités du service de contrôle de la navigation aérienne, la faute simple suffit.

CAA Versailles, 24 janvier 2013. L'arrêt concerne une collision le 25 mai 2000 sur une piste de Roissy entre un avion appartenant à Air Liberté et un appareil appartenant à la compagnie Stream line. Mort du pilote, blessures du co-pilote, les deux aéronefs sont endommagés. Air Liberté agit en responsabilité contre l'État. La faute de l'État est établie, l'accident a pour origine une confusion commise par les agents chargés du contrôle aérien en ce qui concerne l'identification des appareils ayant demandé l'autorisation d'utiliser la piste. L'État engage sa responsabilité à raison de la faute commise par ses agents. Nomination d'un expert pour déterminer le coût de la réparation et de l'immobilisation, éventuelle réparation des moteurs, montant des pertes d'exploitation, coût de la location d'un appareil de substitution.

Le Conseil d'État a annulé cet arrêt et renvoyé l'affaire devant la même cour d'appel.

CAA Versailles, 2 juin 2015, n° 14VE03560 : la responsabilité de l'État est engagée du fait de la faute du service du contrôle aérien de Roissy ; l'erreur de localisation de l'appareil en attente de décollage, que le contrôleur a cru au seuil de la piste 27, alors que l'un des aéronefs était immobilisé sur une bretelle latérale ; insuffisance des procédures de vérification du contrôle, qui aurait permis de rectifier cette erreur.

CAA Versailles, 2 juin 2015, n° 11VE00413, réparation des dommages matériels subis par Air Liberté et restés à sa charge, il s'agit de la part n'étant pas prise en charge par les assureurs : réparation de l'aéronef endommagé, frais d'expertise, coût de travaux d'inspection des moteurs, affrètement et location d'avions, perte du fait d'annulation de vol. Déduction d'économies, absence de frais de maintenance, suspension de la prime d'assurance

corps durant l'immobilisation de l'appareil.

Tribunal administratif de Nice, 18 février 2013, RFDA 2013.291, note Pradon et Martin : un accident en octobre 2005 sur l'aéroport de Cannes Mandelieu, un avion de type Jodel qui s'apprêtait à décoller est soulevé par les souffles des réacteurs d'un jet Cessna en train d'effectuer des essais moteurs à pleine puissance positionné sur une piste voisine, l'avion est endommagé, son propriétaire agit dans un premier temps contre le propriétaire de l'appareil en le faisant condamner sur le fondement de l'art. L.141-1 CAC, dommage causé par un aéronef en évolution à un autre aéronef en évolution. Dans un second temps, le propriétaire de l'aéronef condamné par la justice commerciale fait condamner l'État par la juridiction administrative au titre de la faute d'imprudence de la dame contrôleur aérien qui avait autorisé le pilote de l'avion endommagé à traverser la zone de souffle sans le prévenir de la nature des essais.

CAA Versailles, 17 septembre 2020, n° 19VE01257 : un avion en provenance de Dakar atterrit à Paris CDG un jour de février, il est minuit passé, il neige, la piste est verglassée, l'avion sort de piste, il subit des dégâts. La responsabilité d'ADP est établie, celle de l'État également au titre des services de la navigation aérienne. Les messages envoyés à l'équipage pouvaient laisser penser à une piste seulement mouillée. Ils annonçaient un retour à la normale, alors que la température était négative et le verglas généralisé. Les services de la circulation aérienne n'ont pas demandé une inspection supplémentaire. Les informations erronées de l'état de la piste transmises par la tour de contrôle n'ont pas permis à l'équipage de réaliser un atterrissage sûr et efficace. Ces services ont commis une faute de nature à engager la responsabilité de l'État. ADP, 35 %, État, 15 %, victime 50 %. L'État doit payer à la compagnie aérienne (en faillite) plus de 775 000 euros, ainsi que 30 % des frais d'expertise.

#### À l'étranger

. L'accident aérien, conséquence de la défaillance du contrôle aérien

Une collision s'est produite, vers 21 H 30, le 1<sup>o</sup> juillet 2002, au-dessus d'Überlingen, près du lac de Constance, entre un Tupolev de la compagnie russe Bashkarian Airlines se rendant de Moscou à Barcelone et un Boeing exploité par le transporteur DHL allant de Bergame à Bruxelles. Les appareils aériens volaient à 12 000 mètres d'altitude environ.

Cet accident a entraîné la mort respectivement de 69 personnes dont 57 passagers du côté de l'appareil russe et des deux membres de l'équipage de l'avion de DHL.

Un tribunal allemand en juillet 2006 a conclu à la responsabilité du gouvernement allemand, il était contraire au droit allemand d'avoir confié à la firme Skyguide (société suisse dont le capital est détenu à plus de 99 % par la confédération) le service depuis Zurich du contrôle aérien dans l'espace aérien allemand.

Une investigation pénale a été menée devant une juridiction fédérale suisse qui a condamné pénalement en 2007 certains agents du prestataire suisse de services de contrôle aérien.

La société suisse Skyguide a indemnisé en décembre 2006 les proches parents des victimes, certains des proches ont formé un recours devant le tribunal administratif fédéral, qui a estimé le 17 février 2010 que les montants alloués étaient dans la plupart des cas suffisants. Cette indemnisation en réparation du tort moral a été estimée suffisante par le Tribunal fédéral dans des arrêts du 28 avril 2011.

Le contrôleur aérien danois a été assassiné le 24 février 2004 dans sa maison de Zurich par un ossète dont l'épouse et deux enfants étaient morts dans la catastrophe. Ce russe aurait échappé en Suisse à la condamnation pénale à raison d'une capacité mentale diminuée ou selon d'autres sources il aurait effectué trois ans de détention.

L'accident résultait vraisemblablement d'un concours de négligences.

Le TCAS et le contrôleur avaient donné des ordres contraires.

Une réglementation ultérieure demande à l'équipage de tenir compte des indications du TCAS.

. Le transporteur aérien, victime des manquements de l'organisme chargé de la gestion et du contrôle de la circulation aérienne

Un litige oppose, en Belgique, Skeyes à Ryanair, devant le tribunal de l'entreprise du Hainaut, division de Charleroi, affaire C-353/20. Skeyes est en Belgique l'entreprise publique chargée du contrôle de la circulation



aérienne. La demande de décision préjudicielle concerne la sanction des manquements imputables au prestataire de services de la circulation aérienne quant à son obligation de fourniture de services. Skeyes, entreprise à monopole, a été victime de conflits sociaux, les contrôleurs aériens menant des grèves dures voire parfois sauvages. Skyves a été parfois amenée à fermer l'espace aérien belge, faute de personnel disponible. Ryanair avait été amené à faire prononcer une astreinte par le tribunal de l'entreprise à l'encontre de l'organisme belge sommé de rendre le service et de rouvrir l'espace aérien belge.

L'organisme belge conteste la décision de justice. Il soutient qu'il dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la façon dont l'espace aérien belge doit être régulé et qu'il échappe à tout contrôle judiciaire concernant les manquements qui pourraient lui être reprochés dans la mise en œuvre de ses prérogatives. Le tribunal de l'entreprise demande le 23 juillet 2020 à la CJUE si les États sont autorisés à soustraire au contrôle des juridictions les prestataires de service de la circulation aérienne.

De sages conclusions ont été présentées dans cette affaire par l'avocat général Athanasios Rantos le 13 janvier 2022.

Celui-ci observe que les prestataires de services de navigation aérienne ont l'obligation d'assurer la continuité des services de contrôle de la circulation aérienne. Cet objectif doit être combiné avec l'objectif de la sécurité aérienne. Le prestataire peut suspendre ses activités pour des raisons de sécurité aérienne. La décision du prestataire de services de fermeture de l'espace aérien doit pouvoir faire l'objet d'un contrôle juridictionnel, Skeyes ne saurait être soustrait à un contrôle juridictionnel. C'est à l'ordre juridique interne de chaque État de désigner les juridictions compétentes et de régler les modalités procédurales des recours. L'affaire s'inscrit dans le contexte de la répartition de compétence entre les juridictions administratives et civiles belges. C'est à l'ordre juridique interne qu'il incombe de désigner les juridictions compétentes. Le règlement n° 550/2004 ne fait pas échapper une structure comme Skeyes aux règles applicables aux entreprises publiques actives sur un marché de services, comme les règles interdisant les entraves à la liberté d'entreprendre et de prestation de services. L'arrêt a été rendu par la Cour de Justice le 2 juin 2022.

Sur la possibilité pour le transporteur aérien de former un recours devant les juridictions nationales pour contester les manquements par Skeyes à son obligation de fournir les services de circulation aérienne.

Les usagers de l'espace aériens sont titulaires de droits qui sont affectés par la fermeture de l'espace aérien.

Les prestataires de services de circulation aérienne accomplissent une mission d'intérêt général, ils ont des obligations de services publics.

Les usagers de l'espace aérien doivent pouvoir accéder aux services, ils en supportent les coûts.

Le règlement vise à assurer la continuité de la fourniture des services dans le ciel unique européen.

L'objectif de sécurité aérienne est au cœur des règlements.

Les usagers bénéficient de la liberté d'entreprise, ils ont la liberté d'exercer une activité commerciale.

Ryanair était potentiellement lésé dans ses droits par une décision de fermeture de l'espace aérien prise par ce prestataire de services de la circulation aérienne.

La personne lésée dans ses droits garantis par le droit de l'Union a droit à un recours effectif.

L'État membre choisit, en vertu du principe de l'autonomie procédurale, de conférer à la juridiction administrative la compétence de statuer ou il attribue cette compétence aux juridictions civiles.

Il convient de tenir compte du pouvoir discrétionnaire dont dispose le cas échéant cette entreprise publique autonome pour déterminer l'étendue du contrôle juridictionnel, ceci ne saurait entraîner l'incompétence du juge.

L'arrêt conclut : l'art. 8 du règlement n° 550/2004 lu en combinaison avec le règlement n° 549/2004 et l'art. 47 de la Charte confère aux usagers de l'espace aérien un droit de recours effectif devant les juridictions nationales en vue de soumettre au contrôle juridictionnel les manquements allégués à l'obligation de prestation de services incombant au prestataire de services de la circulation aérienne.

Sur l'exclusion en l'espèce d'après les textes des règles de concurrence, mais sur le maintien des droits et libertés des usagers de l'espace aérien, telles que la libre prestation de services et la liberté d'entreprise (qui ne constitue pas une prérogative absolue).

Le droit des compagnies d'exploiter des services aériens est subordonné aux impératifs de sécurité.

## Sous Chapitre II. La gestion du trafic spatial

Les objets spatiaux, pour aller dans l'espace et en revenir, sont appelés à transiter dans l'espace aérien que parcourent les aéronefs. Il faut éviter les chocs et les collisions entre objets spatiaux et aéronefs.

La sécurité doit être observée dans l'espace aérien, qu'il soit utilisé pour la navigation aérienne ou pour la navigation spatiale.

L'OACI et l'UNOOSA ont tenu en commun en mars 2015 un symposium à Montréal, durant lequel ces questions ont été débattues. Voir le communiqué de l'OACI en date du 20 mars 2015.

La gestion du trafic spatial figure parmi les débats actuels.  
Certains souhaitent l'adoption d'une loi européenne de l'espace.

## DEUXIÈME PARTIE. LES BIENS

De même que le navire exposé au péril de la mer caractérise le droit maritime, le droit aérien trouve son fondement dans l'exercice de la navigation aérienne accomplie par les aéronefs et le droit spatial n'existe que parce que des objets spatiaux sont lancés par l'homme dans l'espace.

Aussi allons-nous présenter l'aéronef et l'objet spatial qui sont les engins caractéristiques de la navigation dans l'air et dans l'espace (I).

Les appareils aériens et spatiaux peuvent se trouver à l'origine de dommages variés, ils peuvent s'écraser au sol, ils peuvent entrer en collision avec d'autres engins, ils peuvent engendrer des nuisances sonores insupportables, ils peuvent dégager des gaz dangereux pour la santé humaine et pour l'avenir du globe. Nous évoquerons donc ensuite les responsabilités qui peuvent surgir du fait de ces engins (II).

### TITRE I. LES OBJETS AFFECTÉS À LA NAVIGATION AÉRIENNE ET SPATIALE

Nous voulons évoquer, au nombre des engins navigants, l'aéronef (I) qu'on oppose à l'objet spatial (II), l'un évoluant uniquement dans l'air, l'autre dans un espace sans air.

#### CHAPITRE I. L'AÉRONEF

L'aéronef est l'instrument de la navigation aérienne.

L'aéronef est l'engin mécanique, avec ou non une présence humaine à bord, qui vole dans les airs.

Le mot a été forgé, en 1861, par Gustave de Ponton d'Amecourt : le navire de l'air.

Le droit du financement des aéronefs, ouvrage collectif, coordination de C.I Grigorieff et de V. Correia, Bruylant, 2017, ouvrage très riche, auquel on se référera dans la suite de nos développements. La plupart des contributions sont dues à des praticiens ou à des avocats d'affaires, parfaitement informés des nécessités de la pratique.

## Les définitions

Il existe plusieurs définitions de l'aéronef, qui ne sont pas absolument concordantes.

Le dictionnaire de l'Académie définit l'aéronef comme le véhicule capable d'évoluer dans l'air, quel que soit son mode de propulsion et de sustentation.

L'annexe 7 à la convention de Chicago

L'aéronef est l'appareil capable de se soutenir dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air,

Autrement que par les réactions de l'air contre la surface de la terre

(Cette adjonction a été apportée le 8 novembre 1967, pour exclure de la catégorie des aéronefs, les engins à coussin d'air, hovercraft).

Certains textes de l'UE retiennent des définitions telles que

Tout appareil qui peut se soutenir dans l'atmosphère grâce à des réactions de l'air autres que les réactions de l'air sur la surface de la terre, règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011, annexe I, FCL.010

Un appareil qui peut se sustenter dans l'atmosphère grâce à des réactions de l'air autres que les réactions de l'air sur la surface de la terre, annexe I du règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, chiffre 8, JOUE 25/10/2012 L 296/5, règlement n°139/2014 du 12 février 2014.

Aéronef, tout appareil qui peut se soutenir dans l'atmosphère grâce à des réactions de l'air autres que les réactions de l'air sur la surface de la Terre, article 2, chiffre 2, règlement n° 376/2014 du 3 avril 2014, idem dans le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014, idem à l'article 3, chiffre 28, du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

La directive UE 2017/433 du 7 mars 2017 donne une liste des produits liés à la défense, elle définit l'aéronef comme le véhicule aérien à voilure fixe, à voilure pivotante, à voilure rotative (hélicoptère), à rotor basculant ou à voilure basculante.

La définition française est différente.

Le code des transports, à l'article L. 6100-1, définit l'aéronef comme l'appareil capable de s'élever ou de circuler dans les airs.

Idem en ce qui concerne les aéronefs militaires, décret n° 2013-367 du 29 avril 2013, art. 2.

On parle de charge utile pour désigner la masse totale du fret, du courrier, des passagers transportés à bord de l'aéronef durant le vol.

L'aéronef est, comme les bateaux, les navires et les objets spatiaux, un bien meuble immatriculé. Art. L. 6121-2 CT.

Il est soumis, sauf dispositions contraires, aux règles du droit civil.

Les cerfs-volants sont des aéronefs, mais sont dispensés d'immatriculation !

Il y a discussion en ce qui concerne les parachutes. L'attribution de la qualité d'aéronef semble admise en législation. Ils sont dispensés d'immatriculation.

La cour administrative d'appel de Lyon, dans deux décisions du 6 août 2020 rendues en matière fiscale, n° 18LY02921 et n° 18LY02914, reconnaît au parachute la qualité d'aéronef.

Contra, voir Conseil d'État, 1<sup>o</sup> octobre 2019, n°421264, relatant les dires d'un directeur de cabinet du ministre chargé des comptes publics, selon lequel aucun texte, qu'il soit national, européen ou international, n'assimile le parachute à un aéronef.

Parapentes et deltaplanes sont des aéronefs.

Les fusées balistiques et les missiles ne sont pas, semble-t-il, des aéronefs, car ils ne se soutiennent pas dans

l'atmosphère grâce aux réactions de l'air. C'est la poussée de la fusée qui induit le mouvement de l'engin.

## La typologie des aéronefs

Classifications des aéronefs : une grande diversité d'aéronefs.

Des distinctions principales, des classifications secondaires.

On opposait jadis les aérostats aux aérodynes.

## . Les aérostats

Ce sont des engins plus légers que l'air, alimentés par l'air chaud ou par des gaz.

- les ballons : ils sont captifs ou libres, ils sont habités ou non. Un ballon est un aéronef non entraîné par un organe moteur, qui s'élève dans l'air par l'effet de la portance et est dirigé dans l'atmosphère en utilisant les vents ; la montgolfière est un ballon à air chaud. Un ballon désigne un aéronef non motorisé plus léger que l'air et capable de voler grâce à l'utilisation soit de gaz soit d'un brûleur embarqué, règlement du 3 novembre 2001, annexe 1, FCL.010

Le ballon plus lourd que l'air apte à s'élever en utilisant l'énergie musculaire du pilote est rattaché à la catégorie de l'aéronef ultraléger non motorisé, non mono propulsé. Arrêté du 5 mai 2017.

Les ballons ultralégers sont réglementés par l'arrêté du 21 décembre 2023.

Les ballons captifs sous lesquels sont suspendus des passagers non pilotes ou des artistes :

L'aéronef captif est relié par tout moyen physique au sol ou à une structure fixe, ou à un opérateur ne pouvant être soulevé ou déplacé par réaction de l'accroche de l'aéronef captif, A. du 3 mai 2017.

Les aéronefs habités tractés, notamment les parachutes ascensionnels :

L'aéronef tracté est relié par tout moyen physique à un mobile ne pouvant être soulevé ou déplacé par réaction de l'accroche de l'aéronef tracté. A. du 3 mai 2017.

L'aéronef captif ou tracté est un aéronef ultraléger non motorisé, non moto propulsé, si le point le plus haut ne dépasse pas en exploitation 50 mètres au-dessus de la surface.

- les dirigeables : le dirigeable est un ballon à gaz (hélium) ; il a recours à la propulsion par hélices, c'est un aéronef motorisé plus léger que l'air.

La directive UE 2017/433 du 7 mars 2017 sur les produits liés à la défense définit le dirigeable comme le véhicule aérien moto propulsé qui flotte grâce à un corps rempli de gaz (généralement de l'hélium et anciennement de l'hydrogène) plus léger que l'air.

## . Les aérodynes

Ce sont des aéronefs plus lourds que l'air.

### Les planeurs

Un planeur est un aérodyne dont la sustentation en vol est obtenue par des réactions aérodynamiques sur des surfaces qui restent fixes et le vol libre ne dépend d'aucun moteur. On englobe également dans cette définition

les deltaplanes, les parapentes et les autres aéronefs comparables.

Le planeur est un aéronef plus lourd que l'air sustenté en vol par des réactions aérodynamiques sur sa voilure et dont le vol libre ne dépend d'aucun moteur, règlement du 3 novembre 2011, annexe I

Le planeur ultraléger (PUL) est un aéronef apte à décoller ou atterrir aisément en utilisant l'énergie musculaire du pilote et l'énergie potentielle. C'est un aéronef ultraléger non motorisé, non moto propulsé, monoplace ou biplace. Arrêté du 3 mai 2017.

Le planeur motorisé est un aéronef équipé d'un ou plusieurs moteurs et qui, avec un ou plusieurs moteurs à l'arrêt, possède les caractéristiques d'un planeur.

Le motoplaneur, Touring Motor Gilder, TMG, désigne une classe spécifique de planeurs motorisés pourvus d'un moteur intégré et non rétractable et d'une hélice non rétractable. Il doit être capable de décoller et de s'élever par sa propre puissance conformément à son manuel de vol, règlement du 3 novembre 2011

### Les avions

La création du mot avion en 1890 est attribuée à Clément Ader, né à Muret en 1841 et mort à Toulouse en 1925.

L'avion est un aérodyne entraîné par un organe moteur et dont la sustentation en vol est obtenue principalement par des réactions aérodynamiques sur des surfaces qui restent fixes dans des conditions données de vol, règlement n° 139/2014 du 12 février 2014.

L'avion est un aéronef moto propulsé à voilure fixe et plus lourd que l'air, sustenté en vol par des réactions aérodynamiques sur la voilure, chiffre 6 de l'annexe I, règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, JOUE 25/10/2012 L 296/5.

On nomme hydravion un aéronef à voilure fixe conçu pour décoller et atterrir sur l'eau.

On connaît les avions amphibies exploités comme des hydravions.

Les avions de classe de performance A comprennent les avions multi moteurs à turbopropulseurs disposant d'une MOPSC supérieure à 9 ou d'une masse maximale au décollage supérieure à 5700 kg, ainsi que tous les avions multi moteurs à turboréacteurs

On appelle avion de classe de performances B, un avion à turbopropulseurs disposant d'une configuration maximale en sièges passagers, MOPSC, de 9 au maximum et d'une masse maximale au décollage de 5700 kg ou moins, art. 2 du règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, chiffre 2.

Les avions de classe de performance C sont des avions dotés de moteurs à pistons, disposant d'une MOPSC supérieure à 9 ou d'une masse maximale au décollage supérieure à 5700 kg

L'arrêté du 11 juin 2013 (dernièrement modifié par un arrêté du 12 mai 2020) opère une classification des avions légers selon leur indice de performance sonore.

On entend par avion léger un avion équipé d'un ou de plusieurs moteurs à pistons, dont la masse maximale au décollage est inférieure ou égale à 8 618 kg.

L'avion est muni d'un certificat de navigabilité (ordinaire), ou restreint, ou spécial.

L'indice de performance sonore, IP, traduit la performance acoustique de l'avion léger. Plus la valeur de l'indice de performance sonore est élevée, plus l'avion est silencieux.

La classe des avions répertoriés est publiée sur le site du ministère. Base de données publique Calypso.

### Les hélicoptères

L'hélicoptère est un aérodyne dont la sustentation en vol est obtenue principalement par la réaction de l'air sur un ou plusieurs rotors qui tournent, entraînés par un organe moteur, autour d'axes sensiblement verticaux.

Coûts élevés de l'heure de vol et de la maintenance. Nécessité d'un moteur puissant. Capacité du décollage vertical. Possibilité du vol stationnaire.

Le modèle hybride : l'aéronef à sustentation motorisée, qui est tout aéronef dont la sustentation

verticale et la propulsion/sustentation en vol dérivent de rotors à géométrie variable ou de moteurs/organes propulseurs attachés à, ou contenus dans le fuselage ou les ailes.

Le Tilrotor décolle comme un hélicoptère en décollage vertical, l'axe des moteurs est vertical, on fait ensuite basculer les rotors et l'aéronef vole en croisière comme un avion bi moteur à hélices, les rotors se trouvant à l'horizontale. Moins bruyant que l'hélicoptère. Peut s'élever jusqu'à 6000 mètres. Peut faire du 500 km à l'heure, 300 pour l'hélicoptère. Des certifications à venir.

Certains aéronefs de petite dimension bénéficient d'une réglementation allégée, il peut s'agir d'aérostats comme d'aérodynes.

Il y a l'aéronef LSA, qui est un aéronef, léger, de sport : la masse maximale au décollage n'excède pas 600 kg, deux places assises pilote compris, un moteur unique sans turbine doté d'une hélice, une cabine non pressurisée, une vitesse de décrochage en configuration d'atterrissage de dépassant pas 45 nœuds, article 2 du règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014 concernant le maintien de la navigabilité des aéronefs

Il y a l'aéronef dit ELA1, c'est un aéronef léger européen habité :

Soit un avion d'une masse maximale au décollage MTOM égale ou inférieure à 1200 kg, non classé comme aéronef à motorisation complexe ;

Soit un planeur ou moto planeur d'une MTOM égale ou inférieure à 1200 kg ;

Soit un ballon : le volume maximal par construction des gaz de sustentation ou d'air chaud n'excède pas un certain seuil : 3400 m<sup>3</sup> pour les ballons à air chaud, 1050 m<sup>3</sup> pour les ballons à gaz, 300 m<sup>3</sup> pour les ballons à gaz captifs.

On relève cette définition dans le règlement n° 800/2013 modifiant le règlement n° 965/2012.

On la retrouve dans le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014, article 2.

Il existe également l'aéronef ELA2. ELA est un sigle signifiant European Light Aircraft. La définition de l'ELA2 est plus large que celle de l'ELA1, l'ELA2 est le genre, l'ELA1 l'espèce.

Le règlement de 2013 répute ELA2 :

l'avion d'une masse maximale au décollage n'excédant pas 2000 kg, non classé comme aéronef à motorisation complexe ;

le planeur ou moto planeur d'une MTOM n'excédant pas 2000 kg ; un ballon ;

un aéronef à voilure tournante très léger d'une masse maximale au décollage n'excédant pas 600 kg, de conception simple, conçu pour 2 occupants au maximum, sans moteur à turbine et/ou moteur fusée, restreint aux opérations en VFR de jour.

On retrouve une autre définition à l'article k bis du règlement n° 1321/2014, modifié par le règlement 2015/1088.

Un arrêté du 23 septembre 1998 – modifié par l'arrêté du 24 juin 2019, JO du 30 juin 2019, n°55 – est relatif aux aéronefs ultralégers motorisés.

On distingue l'ULM de référence de l'ULM de série.

L'arrêté consacre des dispositions à l'ULM, considéré comme un aéronef monoplace ou biplace faiblement motorisé.

Classe 1, paramoteur. Monomoteur à hélice sustenté par une voilure souple, de type parachute ou parapente.

Classe 2, dite pendulaire. Monomoteur, à hélice sustenté par une voilure rigide sous laquelle est généralement accroché un chariot motorisé.

Classe 3, dite multiaxe. Un moteur à hélice sustenté par une voilure fixe

Classe 4, dite autogire ultraléger, monomoteur à hélice

Classe 5, aérostat dirigeable ultraléger

Classe 6, hélicoptère ultraléger

L'arrêté prévoit des sous-classes 1 A, 2 A et 3 A, dites à motorisation auxiliaire

## **LES AÉRONEFS avec ou sans ÉQUIPAGE à bord**

### **Les aéronefs avec équipage à bord**

C'est la situation la plus fréquente, c'est à elle que nous consacrons l'essentiel de nos développements.

### **Les aéronefs sans équipage à bord**

Le grand public parle de drones (faux bourdons en anglais), l'expression désignant à l'origine des engins à usage militaire.

L'aéronef sans équipage à bord est tout aéronef exploité ou destiné à être exploité de manière autonome ou à être piloté à distance sans pilote à bord, art. 3, chiffre 30, du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

On relève plusieurs variantes. On opère des distinctions.

Certains de ces engins sont susceptibles de transporter des passagers. La revue Air & cosmos, en date du 11 janvier 2018, évoque le fabricant Volocopter ayant fait transporter un passager par son 2 X dans le cadre d'un pilotage à distance. Le 2X est un ADAVE, aéronef à décollage et atterrissage vertical électrique, doté de 18 rotors, qui peut jouer le rôle de taxi aérien. Cet engin vole en Allemagne et à Dubaï.

D'autres appareils peuvent déplacer des marchandises.

On connaît l'existence des aéronefs télépilotés, RPAS, Remotely Piloted Aircraft Systems. Il n'y a pas de pilote à bord, il y a un pilote à distance, l'engin évolue compte tenu d'instructions données à distance. Une personne physique est chargée de faire voler en toute sécurité un aéronef sans équipage à bord en manœuvrant ses commandes de vol, manuellement ou quand l'aéronef sans équipage à bord est en vol automatique, en contrôlant sa trajectoire et en restant à même d'intervenir et de modifier la trajectoire à tout moment, art. 3, chiffre 31, du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018. L'engin est piloté à distance. Certains peuvent être très légers. Ils peuvent être utilisés par la police, pour rechercher des personnes perdues ou pour la photographie.

Il existe le véhicule aérien sans pilote, UAV, Unmanned Aerial Vehicle. Il est équipé d'un programme pour voler de façon autonome.

On désigne comme équipement de contrôle à distance d'un aéronef sans équipage à bord : les instruments, équipements, mécanismes, appareils, dispositifs auxiliaires, logiciels ou accessoires, qui sont nécessaires à l'exploitation en toute sécurité d'un aéronef sans équipage à bord, qui ne sont pas des pièces et ne sont pas transportés à bord de cet aéronef sans équipage à bord, article 3, chiffre 32, du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

On retrouve comme toujours en matière aérienne les dispositions à finalité universelle, à finalité européenne et celles édictées par chaque État.

L'OACI a élaboré des normes concernant ces engins.

La réglementation européenne s'étoffe.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 consacre sa section VII du chapitre III et son annexe IX aux exigences essentielles relatives aux aéronefs sans équipage à bord.

Le règlement 2019/945 du 12 mars 2019 est relatif aux systèmes d'aéronefs sans équipage à bord, il concerne la conception et la fabrication des UAS, Unmanned Aircraft Systems. Ce règlement a été modifié par un règlement délégué 2020/1058 du 27 avril 2020 en ce qui concerne l'introduction de deux nouvelles classes de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord.



Le règlement 2019/947 du 24 mai 2019 concerne les règles et les procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord.

La législation française se développe elle aussi progressivement, même si elle perd partiellement de son importance du fait de la montée en puissance de la législation émanant de l'Union européenne.

Pascal M. Dupont, *Les drones ou la révolution aéronautique du 21<sup>e</sup> siècle*, RFDA 2017.359  
Drones et droit, Université de Cergy Pontoise, colloque, Lextenso, 2018

Un arrêté, précurseur, du 11 avril 2012 a d'abord été pris par le pouvoir réglementaire, il est relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord, aux conditions de leur emploi et sur les capacités requises des personnes qui les utilisent.  
Cet arrêté détermine son domaine d'application. Il s'applique aux aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord dans le cadre

. Soit des activités d'aéromodélisme

(L'aéromodèle est utilisé à des fins de loisir ou de compétition. Il est piloté à distance par un télépilote qui peut à tout instant contrôler sa trajectoire)

. Soit des activités dites particulières, art. 3 :

Traitements agricoles, épandage au sol, largage de charges, remorquage de banderoles de publicité, relevés photographiques, surveillance aérienne, participation à la lutte contre l'incendie, toute autre activité nécessitant une dérogation aux règles de l'air (un manuel d'activités particulières est exigé)

. Soit de vols expérimentaux (annexe III de l'arrêté) : vols des engins ne relevant pas des annexes I et II : vols des prototypes, vols d'aéronefs dépassant les conditions d'emploi prévues.

L'aéronef télépiloté peut être captif, il est relié au sol à un mobile.

Il y a l'aéronef qui évolue de façon automatique, il obéit à un programme fixé avant le début du vol ou pendant le vol, le télépilote n'intervient pas sauf utilisation d'une commande de secours.

Le vol peut être effectué "en vue directe" de son télépilote.

Cet arrêté ne s'applique pas aux ballons libres, notamment les ballons sondes utilisés pour les relevés et études de l'atmosphère.

Il ne s'applique pas aux fusées, dont la nature d'aéronef est contestée.

Il ne s'applique pas non plus aux cerfs-volants, qui sont des aéronefs.

L'article 4 de l'arrêté opère une classification des aéronefs télépilotés, de la catégorie A à la catégorie G. Le critère du poids y est déterminant.

Vint ensuite l'intervention législative, la loi du 24 octobre 2016 relative au renforcement de la sécurité de l'usage des drones civils.

L'arrêté du 24 mars 2023 fixe les conditions d'utilisation des aéronefs militaires et des aéronefs appartenant à l'État et utilisés par les services de douanes, de sécurité publique et de sécurité civile qui circulent sans équipage à bord, JO du 30 mars 2023.

### **L'aéronef : bien unitaire ou bien composite**

L'aéronef est communément envisagé comme un bien unitaire, même s'il est constitué d'éléments distincts. Il est vu comme un tout. C'est une universalité.

L'article 16 de la convention de Genève du 19 juin 1948 relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs indique, qu'au sens de cette convention, l'aéronef comprend la cellule, les moteurs, hélices, appareils de radio et toutes pièces destinées au service de l'aéronef, qu'elles fassent corps avec lui ou en soient temporairement séparées.

L'article L. 6122-3 du code des transports comporte une rédaction similaire.

On ne conçoit pas un morcellement de l'aéronef.

Dans la pratique les éléments de l'aéronef sont périodiquement inspectés, ceux qui sont devenus obsolètes sont

remplacés. L'élément nouveau est soumis au statut du tout. La pièce nouvelle n'a pas en principe d'autonomie. On applique l'idée de subrogation réelle, qu'on retrouve en matière de sûretés sur aéronef. La convention de Genève de 1948 concerne en particulier les sûretés conventionnelles sur aéronef, comme l'hypothèque. La sûreté s'exerce en premier sur l'aéronef en garantie du paiement d'une dette. Elle peut également s'exercer, si la législation locale le permet - ce qui est le cas de la législation française, article L. 6122-6 du code des transports -, sur les pièces de rechange conservées dans des emplacements déterminés. On peut supposer que dans une telle hypothèse les pièces de rechange, non encore incorporées dans l'aéronef, appartiennent au propriétaire de l'aéronef qui concède la sûreté.

Certains éléments même installés ou incorporés dans l'aéronef conservent une certaine autonomie par rapport à l'ensemble et n'appartiennent pas forcément au maître du principal.

On songe en particulier aux moteurs de l'aéronef et aux éléments qui le constituent.

Le propriétaire de l'aéronef n'est pas forcément le propriétaire des moteurs. La dissociation existe dans la pratique.

Le propriétaire de l'aéronef peut prendre le moteur en location.

C'est ainsi que dans un arrêt d'espèce de la Cour de cassation, on voit le propriétaire d'un Beach prendre en location l'une des turbines du moteur de l'avion, Com. 29 novembre 2017, n° 16-19841.

Le contentieux avait pour objet l'action en paiement des loyers exercée par le loueur du moteur à l'encontre du nouveau propriétaire de l'appareil aérien, qui n'était pas son contractant et donc qui n'était pas son locataire initial. L'arrêt de la cour d'appel, tout en maintenant le droit de propriété du loueur sur la turbine donnée en location en 2008 n'admet pas, semble-t-il, la transmission du contrat de location à la charge de l'acquéreur de l'appareil, qui avait pourtant conservé l'usage de la turbine. L'acquéreur n'était pas débiteur des loyers. Il est vrai qu'en l'espèce le contrat de location de la turbine avait fait l'objet, en 2010, avant la vente de l'aéronef effectuée en 2012, d'une résiliation judiciaire.

Il est parfois difficile pour des raisons de fait de séparer, sans le détériorer, l'élément ou la pièce inséré dans le corps même de l'appareil. Le sort du carburant se trouvant dans les réservoirs de l'appareil aérien fait parfois difficulté, en cas de vente, de location ou de saisie de l'aéronef.

La réglementation européenne parle de "**produit**" pour désigner un aéronef, un moteur ou une hélice.

Elle parle de "**pièce**" pour désigner tout élément d'un produit, tel qu'il est défini par la conception de type du produit.

On entend par "**équipements non fixes**" tout instrument, équipement, mécanisme, appareil, dispositif auxiliaire, logiciel ou accessoire transporté à bord d'un aéronef par l'exploitant d'aéronefs, qui n'est pas une pièce, et qui est utilisé ou destiné à être utilisé pour l'exploitation ou le contrôle de l'aéronef, qui contribue à la capacité de survie des personnes à bord ou qui est de nature à avoir une incidence sur l'exploitation en toute sécurité de l'aéronef.

## Section I. L'identification de l'aéronef

### § I. Individualisation de l'aéronef

Distinguons entre les aéronefs civils et les aéronefs d'État, militaires ou non, même si les règles les concernant ne sont pas fondamentalement différentes.

#### A. Les aéronefs civils

[La directive UE 2017/433 du 7 mars 2017 relative aux produits liés à la défense définit l'aéronef civil comme l'aéronef inscrit sous sa dénomination propre sur les listes de certificats de navigabilité publiées par les services de l'aviation civile d'un ou de plusieurs États membres de l'UE ou États participant à l'Arrangement de Wassenaar comme desservant des lignes commerciales civiles intérieures ou extérieures ou destiné à un usage civil légitime, privé ou professionnel.]

#### 1°) L'immatriculation des aéronefs

La plupart des aéronefs doivent être immatriculés, d'autres moins importants échappent à cette formalité.

### LES AERONEFS SOUMIS A IMMATRICULATION

#### L'immatriculation des aéronefs

La convention de Chicago dans son chapitre III envisage l'immatriculation des aéronefs à propos de leur nationalité.

Les aéronefs doivent en principe être immatriculés pour pouvoir naviguer.

Il est convenu en droit international que c'est chaque État qui détermine les dispositions concernant l'immatriculation et le transfert d'immatriculation des aéronefs, cf. art. 19 de la convention de Chicago.

Niki Aloupi, Le rattachement des engins à l'État en D.I. public, thèse, Paris II, 2011

Niki Aloupi, La nationalité des véhicules en droit international public, éditions A . Pedone, 2020

Le droit français

La toile parlait, pour la France, de 6347 avions , 675 ballons, 1669 planeurs, 792 hélicoptères.  
Le compte est probablement daté.

#### Le principe

L'immatriculation de l'aéronef est en principe obligatoire, elle résulte en France d'une inscription sur le registre français tenu par un fonctionnaire dépendant de la DGAC et par son suppléant. Art. D. 6111-2 du code des transports, CT.

C'est le chef de mission des immatriculations de la direction de la sécurité civile Nord, dont le siège se trouve à Athis Mons, qui est chargé, depuis un arrêté du 29 novembre 2019, de la tenue du registre d'immatriculation des aéronefs. Il est suppléé en tant que de besoin par son adjoint.

On peut établir une comparaison avec les formalités de publicité foncière.

Les aéronefs sont mis en fiche sur un registre.

L'immatriculation produit des effets déterminants, elle est attributive de propriété, elle est attributive de nationalité, elle confère plus largement un statut juridique à l'aéronef.

Les exceptions

Certains appareils aériens de faible importance ne donnent pas lieu à immatriculation.

Il y a d'abord la situation des aéronefs sans équipage à bord.

La législation a introduit des distinctions, compte tenu du poids.

Au-delà de 25 kg, l'immatriculation, en tant qu'aéronef, est requise.

Les aéronefs sans équipage dont la conception est soumise à certification sont immatriculés, art. 4.1, de l'annexe IX du règlement 2018/1139. Ils font l'objet d'un marquage.

Les États membres tiennent des systèmes d'immatriculation pour les UAS dont la conception est soumise à certification, article 14 § 1 du règlement d'exécution 2019/947. Certaines informations y figurent, comme le nom du fabricant, le numéro de série, le nom de la personne sous le nom de laquelle l'aéronef est immatriculé, article 14, § 3.

Le propriétaire d'un aéronef sans équipage à bord – dont la conception est soumise à certification – immatricule l'aéronef, article 14 § 7.

Entre 800 grammes et 25 kg, un "enregistrement" est seulement prévu. Cf. infra concernant les aéronefs échappant à l'immatriculation.

En deçà de 800 grammes, il n'y a ni immatriculation, ni enregistrement requis.

[Aux États-Unis, selon un arrêt Taylor d'une cour fédérale d'appel rendu le 19 mai 2017, l'obligation d'enregistrement ne concernerait pas les drones exploités à des fins de loisirs ou de récréation. Voir la publication du cabinet Condon / Forsyth du 23 mai 2017.]

Certains ballons libres non habités demeurent soumis à l'obligation d'immatriculation, ils doivent pouvoir l'être alors même qu'ils ne sont pas munis d'un document de navigabilité

#### Les conditions de l'immatriculation sur le registre français

Article L. 6111-3 CT

Pour être autorisé à faire immatriculer un aéronef sur le registre français, il faut que le demandeur établisse qu'il a la propriété de l'appareil, qu'il est français ou à tout le moins qu'il a un lien avec l'Union européenne et que l'appareil est habilité à voler.

Le demandeur est, soit une personne physique, soit une personne morale comme une société commerciale ou une association aéronautique (aéro-club).

##### La condition de propriété

Le demandeur doit en principe établir qu'il est le propriétaire de l'aéronef, il doit faire la preuve de sa propriété auprès de l'autorité administrative. La demande d'immatriculation est établie à partir de formulaires disponibles en ligne par le propriétaire de l'aéronef et adressée par ses soins au bureau d'immatriculation. Une pièce établissant que le demandeur est bien propriétaire de l'aéronef est jointe à la demande. Article D. 6111-17 CT. Le demandeur est le constructeur de l'engin qu'il a fabriqué ou il est un acquéreur, un héritier, un adjudicataire. L'acquéreur présentera son acte d'achat.

La demande mentionne les renseignements relatifs à l'aéronef, type, série, numéro dans la série, aérodrome d'attache. Article D. 6111-15.

L'immatriculation est unique. Il n'y a pas place pour une double immatriculation. Un aéronef ne peut être valablement immatriculé dans plus d'un État, mais son immatriculation peut être transférée d'un État à un autre, art. 18 de la convention de Chicago.

Le déclarant doit donc déclarer que l'aéronef n'est pas immatriculé dans un autre État. Si l'aéronef est

immatriculé à l'étranger et qu'on veuille l'immatriculer en France, il faut au préalable faire procéder à la radiation et attester de cette radiation, art. D. 6111-17.

### La condition de nationalité

Le principe

Art. L. 6111-3 CT

Le demandeur doit être

- . Soit une personne physique ressortissante de l'UE ou de l'EEE,
- . Soit une personne juridique constituée en conformité avec la législation d'un pays européen et ayant son siège statutaire ou son principal établissement dans l'UE ou l'EEE.

Il peut ainsi s'agir d'une association, d'une société ou d'une fondation.

Il ne doit pas s'agir d'une entité étrangère non soumise au droit de l'un des États constituant l'UE.

C'est ainsi qu'une société américaine ne peut pas en principe faire immatriculer en France un appareil lui appartenant.

Les dérogations

L'art. L. 6111-3 avant-dernier alinéa prévoit la possibilité de dérogations accordées à titre exceptionnel par l'autorité administrative.

Les conditions d'octroi de la dérogation sont déterminées par arrêté ministériel.

Art. D. 6111-22.

Le propriétaire de l'aéronef présente une demande exposant les motifs pour lesquels il sollicite une dérogation ainsi qu'une pièce établissant sa nationalité, art. D. 6111-23 CT.

L'hypothèse dérogatoire au profit de l'exploitant.

L'article L. 6111-3, 3° CT permet l'immatriculation en France d'un aéronef s'il est exploité par un transporteur aérien dont la licence d'exploitation a été délivrée par l'autorité administrative française.

L'autorité française peut donc immatriculer des aéronefs ne remplissant pas les conditions précédentes de propriété de l'appareil et d'un propriétaire européen, mais exploités en France, ou en attente de certification dans le pays de leur exploitant.

L'arrêté du 31 octobre 2011 indiquant les conditions auxquelles un aéronef peut être immatriculé en France à titre dérogatoire : l'hypothèse peut concerner le cas d'une dissociation entre le propriétaire de l'aéronef et l'exploitant ou celui où le propriétaire n'est ni français ni européen.

Deux cas

Premier cas : l'appareil est exploité en France, notamment par un exploitant personne physique résidant en France (et titulaire d'un titre de séjour) ou par une personne morale ayant son siège en France.

L'affrètement ou le locataire pourrait être concerné.

Deuxième cas : l'appareil est exporté de France, il est destiné à l'exportation, il est en attente de la délivrance d'un certificat de navigabilité dans le pays de l'exploitant.

Les autorités françaises doivent avoir la capacité d'assurer la surveillance de la navigabilité de l'appareil.

Si l'exploitant n'est pas propriétaire, il faudra procéder à son inscription au registre du contrat de location.

L'aéronef à inscrire doit être porteur d'un certificat de navigabilité

L'inscription est subordonnée à la délivrance, soit d'un certificat de navigabilité individuel, soit d'un laissez-passer, soit en ce qui concerne les aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers d'une autorisation de circuler.

Article D. 6111-8.

Une solution particulière existe pour l'aéronef en construction, il peut être immatriculé pour que puisse être prise sur lui une hypothèque conventionnelle. Art. D. 6111-8. L'appareil est déclaré au service chargé de la tenue du registre d'immatriculation. Cette déclaration indique les principales caractéristiques de l'appareil en construction, art. L. 122-5 al. 3. On exige une déclaration portant la signature du propriétaire et celle du constructeur. D. 121-16. L'exigence du document de navigabilité n'existe pas en ce cas. La solution est de bon sens. Les formalités seront complétées après l'achèvement de l'aéronef, article D. 121-16 in fine. En attendant, le déclarant détient le récépissé de la déclaration, qui tient lieu de certificat d'immatriculation.

Les ballons libres non habités, soumis à immatriculation, échappent à la délivrance préalable d'un certificat de navigabilité individuel, art. D. 6111-8.

Si le demandeur est transporteur, il doit posséder la licence d'exploitation.

L'inscription au registre détermine l'identité de l'aéronef. Le fonctionnaire préposé à la tenue du registre des aéronefs civils - qui n'a pas à être saisi par le demandeur par voie électronique - délivre le certificat d'immatriculation, qui atteste que l'aéronef a été inscrit au registre, art. D. 6111-18. Le certificat d'immatriculation est établi selon un modèle, il est rédigé en français avec une traduction en anglais. La marque de nationalité et d'immatriculation y figure. On indique le nom du constructeur et la désignation de l'avion donnée par le constructeur, ainsi que le numéro de série de l'aéronef.

On indique le nom du propriétaire, son adresse ainsi que l'aérodrome d'attache.

(Les ballons libres non habités et les aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers n'ont pas d'aérodrome d'attache, art. D. 6111-9, 8°)

Le fonctionnaire qui délivre le certificat d'immatriculation et la copie conforme de l'extrait du registre d'immatriculation exige le remboursement des fournitures et des frais résultant des opérations effectuées, art. D. 6111-19.

Certains petits appareils, appareils orphelins ou autres, reçoivent un laissez-passer et sont inscrits au registre d'immatriculation, arrêté du 6 mars 1987 modifié par l'arrêté du 21 avril 2016.

Les sanctions d'une immatriculation obtenue dans des conditions irrégulières

Les sanctions personnelles

La responsabilité du fonctionnaire ou de l'État, la responsabilité du déclarant ne remplissant pas les conditions légales et obtenant l'immatriculation dans des conditions non réglementaires.

Il pourrait y avoir faux réprimé par le code pénal.

L'annulation de l'immatriculation obtenue irrégulièrement :

Ou l'administration opère elle-même les rectifications ou la radiation [L'article D. 6111-35 prévoit une radiation d'office lorsque le propriétaire ne remplit plus les conditions légales],

Ou bien on estime, étant donné que l'immatriculation vaut titre de propriété, que la sanction relève d'une décision de justice. Débat quant à l'ordre juridictionnel compétent, judiciaire (la propriété d'un meuble est en cause) ou administratif (c'est l'administration qui est compétente pour accorder l'immatriculation de l'aéronef et qui apprécie la réunion des conditions légales). Le texte remonte à la loi du 31 mai 1924, Ripert envisageait une annulation par jugement d'une immatriculation obtenue par des moyens frauduleux.

Si les caractéristiques de l'appareil viennent à être modifiées, il faudra faire une déclaration au bureau d'immatriculation dans le délai d'un mois, un nouveau certificat d'immatriculation sera délivré, art. D. 6111-32.

La radiation de l'immatriculation

La radiation peut intervenir à la demande du propriétaire, art. D. 6111-33.

La radiation peut être réalisée d'office dans plusieurs hypothèses : si le propriétaire ne remplit plus les conditions, si le cessionnaire ne remplit pas les conditions, si l'aéronef réformé ou détérioré est hors d'état définitif de navigabilité, en cas de disparition de l'appareil, article D. 6111-35.

Un aéronef réduit à l'état d'épave n'est plus un aéronef. C'est une *épave*.

Emmanuel du Pontavice, qui illustra avec brio, entre autres disciplines, le droit maritime et le droit aérien, avait soutenu sous la direction de Michel de Juglart une thèse consacrée aux épaves maritimes, aériennes et spatiales, publiée en 1961 à la LGDJ.

Toute personne qui découvre une épave ou un élément d'aéronef doit en faire la déclaration sans délai au service de police ou de gendarmerie le plus proche, art. R. 6222-4 CT.

Dans le cas d'avarie ou d'accident de mer survenu à tout ... aéronef ... transportant ou ayant à son bord des substances nocives ou dangereuses ou des hydrocarbures et pouvant créer un danger grave d'atteinte au littoral ou aux intérêts connexes français, ... le propriétaire ou tout exploitant ... de l'aéronef ... peut-être mis en demeure, par l'autorité compétente, de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger. Idem en cas d'accident survenu à un aéronef dans la zone économique exclusive ou dans les eaux territoriales ou intérieures françaises.

Si la mise en demeure reste sans effet ou ne produit pas effets attendus, l'autorité peut faire exécuter les mesures nécessaires aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

Ces mesures s'appliquent également aux aéronefs en état d'avarie ou accidentés sur le domaine public maritime ainsi que dans mes ports maritimes.

Art. L. 218-72 du code de l'environnement (ordonnance du 10 mars 2021 portant application de la convention conclue à Nairobi sur l'enlèvement des épaves)

Le régime juridique applicable aux épaves d'aéronef est assez sommaire.

Le code des transports fait un sort aux épaves d'aéronefs trouvés en mer ou sur le littoral maritime. L'article L. 6132-2 les soumet aux règles relatives aux épaves maritimes mentionnées aux articles L.5242-17 et L. 5242-18. Le premier de ces articles concerne le sauvetage de l'épave ou la suppression des dangers qu'elle peut présenter. Le second vise la situation du propriétaire de l'épave, inconnu ou inerte. L'autorité publique peut intervenir d'office, aux frais et risques du propriétaire, afin de procéder aux opérations de sauvetage, de récupération, d'enlèvement ou de destruction de l'épave.

La 3<sup>e</sup> chambre civile a rendu le 19 janvier 2017 un arrêt de rejet, publié au Bulletin, dans une espèce singulière concernant une épave d'aéronef mise sous scellés. Un avion Fokker de Regional Air France est victime, à l'aéroport de Pau - Uzein, en 2007 d'un accident au sol au moment du décollage, il quitte terre très brièvement, puis il se couche au sol, franchit une route, heurte un camion dont le conducteur est tué, il termine sa course dans un champ. Une enquête pénale est ouverte, l'avion hors d'usage, considéré comme détruit, est mis pendant deux ans sous-main de justice ; la Sabena Technics reçoit l'épave dans l'un de ses hangars sur réquisition judiciaire. L'État n'est pas propriétaire de l'épave, il n'est pas propriétaire des locaux dans lesquels elle se trouve. La carcasse est ensuite restituée en 2009 à la société The Green Airliner, qui en avait acquis, pour la démanteler, la propriété à titre gratuit à la suite d'un acte de transfert et de délaissement de la part des assureurs. La société acquéreur de l'épave agit en vain pour faire condamner l'État comme responsable de son préjudice du fait du maintien des scellés. Le bien, réacteur, carlingue et autres éléments, avait été dégradé et avait perdu de sa valeur. La société pour tenter d'établir la responsabilité de l'État s'était fondée sur certaines dispositions du code de l'environnement alors en vigueur. La personne qui détient des déchets dans des conditions à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement était tenue, d'après l'article L. 541-2, d'en assurer l'élimination. L'acquéreur voulait faire établir que l'État avait « détenu » le bien qui aurait eu la nature d'un « déchet », et qu'à ce titre il aurait dû en assurer la gestion et le traitement.

La cour d'appel avait considéré que l'objet n'était pas un déchet, car l'acquéreur voulait le recycler pour le valoriser. Elle avait décidé que l'État n'était pas le détenteur de l'aéronef accidenté au sens du code de l'environnement, la puissance publique avait la garde de l'épave pour les nécessités de l'enquête pénale tendant à la détermination des causes de l'accident, l'État avait seulement les obligations découlant du traitement des scellés. L'épave n'avait pas d'effets nocifs sur l'environnement, elle ne polluait pas.

Le pourvoi est rejeté.

(Ce sont aujourd'hui les articles L. 541-1 s. du code de l'environnement qui concernent le traitement des déchets. Tout détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination. Il n'est pas exclu que dans certaines hypothèses l'aéronef réduit à l'état d'épave soit considéré comme un déchet.)

Morale de l'histoire, acquérir la propriété d'un avion accidenté mis sous scellés est une opération aléatoire et risquée.

(Le code de procédure pénale contient des dispositions permettant au propriétaire plus facilement que jadis d'obtenir la restitution des objets saisis et mis sous scellés. La justice ne maintient la saisie que si les objets saisis sont utiles à la manifestation de la vérité. Le juge d'instruction est compétent, au cours de l'information, pour

décider de la restitution des objets placés sous-main de justice. La restitution est cependant refusée si celle-ci est de nature à faire obstacle à la manifestation de la vérité ou si le bien saisi est l'instrument de l'infraction. Art. 99 CPP)

#### Les effets de l'immatriculation

Un aéronef ne peut en principe circuler que s'il est immatriculé, art. L. 6111-1 CT.

Sous les exceptions déjà signalées, comme pour certains aéronefs sans équipage à bord ou certains ballons.

La nationalité : l'aéronef a la nationalité de l'État dans lequel il est immatriculé.

Les aéronefs ont la nationalité de l'État dans lequel ils sont immatriculés, art. 17 de la convention de Chicago.

L'aéronef immatriculé au registre français d'immatriculation a donc la nationalité française, art. L. 6111-2 CT.

Il porte le signe apparent de cette nationalité.

#### Les marques apposées sur l'aéronef

L'aéronef inscrit sur le registre d'immatriculation doit porter les marques qui lui sont attribuées, il y a la marque de nationalité, F.

Suit, après un tiret, la marque d'immatriculation comprenant un groupe de 4 lettres majuscules, art. D. 6111-12.

Tout aéronef porte une plaque d'identité, art. D. 6111-11. Elle est en métal ou en toute autre matière à l'épreuve du feu. Elle est fixée à l'aéronef en un endroit bien apparent, soit près de l'entrée principale, soit à l'arrière du fuselage, approximativement au niveau de son plan médian, de préférence sur le flanc droit.

L'arrêté du 28 juillet 2015, JORF du 7 août 2015 p. 13652, est relatif aux marques de nationalité et d'immatriculation, à la plaque d'identité et au certificat d'immatriculation. Modifié par l'arrêté du 27 mars 2019.

Les marques de nationalité et d'immatriculation sont peintes sur l'aéronef ou apposées par tout autre moyen.

Le dispositif varie selon qu'il s'agit d'un dirigeable, d'un ballon sphérique, d'un ballon non sphérique, d'un aérostat, d'un aérodyne. 50 centimètres de hauteur.

Les marques de nationalité et d'immatriculation de l'aéronef sont gravées sur la plaque d'identité.

Il existe des dispositions spécifiques pour les aéronefs circulant sans personne à bord (soumis à immatriculation et dont la masse excède 25 kg) et pour les ballons libres non habités avec charge utile non utilisés à des fins exclusivement météorologiques (soumis eux aussi à l'obligation d'immatriculation). L'arrêté du 28 juillet 2015 modifié prévoit, aux articles 3 bis et 7, une plaque d'identité, qui vaut apposition des marques de nationalité et d'immatriculation. Si les caractéristiques de l'aéronef le nécessitent, la plaque d'identité peut être de dimensions réduites sans être inférieures à 5 centimètres de longueur et 3 centimètres de largeur. Elle est fixée en un endroit bien apparent, visible depuis l'extérieur de l'aéronef.

#### L'immatriculation en droit international

Il existe en droit maritime un principe selon lequel un navire qui se trouve en haute mer est en principe soumis exclusivement à la loi de son pavillon.

La CJUE considère qu'il n'existe pas d'éléments suffisants pour établir que ce principe s'appliquerait par analogie aux aéronefs survolant la haute mer, arrêt Air Transport Association of America du 21 décembre 2011 attendu 106.

Les rapports juridiques entre les personnes qui se trouvent à bord d'un aéronef en circulation sont régis par la loi de l'État d'immatriculation de l'aéronef, art. L. 6111-6 CT.

#### Le transfert d'immatriculation entre registres nationaux

Ce transfert est possible, mais il doit s'effectuer conformément à la législation de l'État a quo et conformément à la législation de l'État ad quem.

Les actes illicites accomplis en 2022 par la fédération de Russie

L'immatriculation unilatérale par la Russie sur le registre russe d'avions immatriculés en Irlande et aux Bermudes



Un certain nombre d'avions se trouvaient en Russie en location au profit de compagnies ou d'entités de nationalité russe, ces 515 avions appartenant à des loueurs ayant leur siège en Irlande. Ces avions auraient une valeur entre 3,5 et 4,5 milliards d'euros.

Aer Cap est décrite comme la plus grande société de leasing d'avions du monde. Elle avait donné en location 152 avions d'une valeur de 2,1 milliards de dollars à des compagnies russes et ukrainiennes. SMBC possède 34 avions d'une valeur d'un milliard 3. Une 3<sup>e</sup> société, Avolon, louait 14 avions, d'une valeur de 320 millions d'euros à des compagnies russes.

Ces avions étaient pour la plupart immatriculés sur le registre d'immatriculation des Bermudes, territoire britannique, d'autres sur celui d'Irlande.

Ces avions se trouvaient basés sur des aéroports de Russie.

Les autorités russes, de façon unilatérale, dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne, ont, en réaction aux sanctions prises contre la Russie, pris le 19 mars 2022 un décret prévoyant la double immatriculation en Russie des aéronefs exploités par un preneur russe du moment que le loueur était implanté dans un État hostile à la Russie (ce qui est, selon cet État, le cas du Royaume-Uni et de l'Irlande) ; le décret du gouvernement russe prévoyait qu'aucune preuve de leur radiation n'était requise pour réimmatriculer ces aéronefs ; ces appareils ont donc été immatriculés sur le registre russe d'immatriculation.

Les actes de la fédération de Russie sont contraire aux règles du droit international en matière d'immatriculation d'aéronefs civils.

La Russie est partie à la convention de Chicago de 1944, qui consacre son chapitre III à la nationalité des aéronefs.

L'article 17 établit un lien entre l'immatriculation et la nationalité. Les aéronefs ont la nationalité de l'État dans lequel ils sont immatriculés. Ces appareils aériens avaient la nationalité des Bermudes, possession de la couronne britannique, ou celle de l'Irlande, ils ne possédaient pas la nationalité russe.

L'article 18 admet le transfert d'immatriculation d'État à État. Un aéronef ne peut être valablement immatriculé dans plus d'un État, mais son immatriculation peut être transférée d'un État à un autre. Il était envisageable que ces aéronefs soient transférés sur le registre russe d'immatriculation.

L'article 19 concerne les lois nationales régissant l'immatriculation. L'immatriculation ou le transfert d'immatriculation d'aéronefs dans un État contractant s'effectue conformément à ses lois et règlements. La formule présente une légère ambiguïté, prise à la lettre elle pourrait indiquer que le transfert d'immatriculation n'obéit qu'à la législation de l'État en direction duquel s'opère le transfert. Rien n'est dit du respect de la législation de la législation de l'État sur lequel l'aéronef était antérieurement immatriculé. On soutient communément, c'est d'ailleurs l'opinion des services de l'OACI, que, comme la convention de Chicago interdit qu'un aéronef détienne deux ou plusieurs nationalités et que le transfert sur le registre d'un autre État implique l'acquisition d'une nouvelle nationalité, ce transfert nécessite le respect des normes de l'État précédent, ne serait-ce que pour procéder à la radiation de l'immatriculation antérieure. La Russie ne pouvait donc immatriculer des aéronefs situés sur son sol alors qu'ils possédaient une nationalité étrangère qui ne leur avait pas été retirée. L'unilatéralisme n'était pas de mise. Le parallélisme des formes s'imposait. La Russie ne pouvait pas immatriculer sur le registre russe des aéronefs immatriculés sur le registre des Bermudes ou de l'Irlande sans s'assurer de leur radiation préalable réalisée selon les normes bermudiennes ou irlandaises.

L'OACI a tenté sans succès de mettre fin à des pratiques contraires au droit international.

Les autorités des Bermudes ont retiré à ces appareils leur certificat de navigabilité.

Le Conseil de l'OACI, le 22 juin 2022, a demandé à la Russie de mettre fin à ses manquements à la convention de Chicago.

L'affaire a été ensuite soumise à la 41<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI, tenue en septembre et octobre 2022.

Le comité exécutif, le 5 octobre 2022, a approuvé, eu égard à la préoccupation de sécurité, les mesures proposées par la note A41-WP/430, condamnant la Russie pour autoriser l'exploitation d'aéronefs dépourvus de certificat de navigabilité valide.

La note risque de demeurer parfaitement platonique.

Le comité n'a pas en revanche approuvé les notes A41-WP/455 et A41-WP/456 présentées en réplique par la Russie.

La Russie y considérait qu'elle avait pris des mesures de riposte rendues nécessaires par les agissements d'un certain nombre d'États comme les États-Unis et les États membres de l'UE, ayant adopté des mesures restrictives pour l'accès à leur espace aérien national par les exploitants russes d'aéronefs civils.

La note proposée par la Russie donne des renseignements factuels.

Les autorités de l'aviation civile des Bermudes et de l'Irlande les 12 et 14 mars 2022 ont notifié aux compagnies russes la suspension des certificats de navigabilité des aéronefs qui étaient inscrits au registre de ces États et qui étaient exploités par ces compagnies.

Les régulateurs surveillent l'utilisation et la maintenance des avions en temps réel, ces contrôles ne peuvent être exercés du fait de la guerre, d'où le retrait des certificats de navigabilité détenus à ces avions.

L'ALI, Aircraft Leasing Ireland, organisme réunissant des sociétés de location irlandaises, le 28 mars 2022, indique que ses membres ont appliqué les mesures restrictives décidées par l'Union européenne leur demandant de mettre fin aux accords de location avec des compagnies aériennes russes.

Dans le cadre de ces restrictions, Boeing, Airbus et des fabricants de composants ont refusé la fourniture de pièces détachées.

Des sociétés de réparation ont refusé en Europe et en Amérique du Nord d'appliquer les accords concernant l'entretien des aéronefs russes.

La Russie considère que la fermeture de l'espace aérien aux compagnies russes méconnaît l'article 9 de la convention de Chicago, il s'agit d'une mesure discriminatoire fondée sur la nationalité, il s'agit d'un instrument de pression politique. Il en est de même des retenues au sol d'aéronefs.

Les mesures d'interdiction de survol bafouent le droit de circuler librement. Ces mesures augmentent la consommation de kérosène. Les compagnies occidentales se voient interdire de survoler la Russie, ce qui entraîne l'augmentation de la durée des vols et des distances parcourues.

## LES AERONEFS NON SOUMIS A IMMATRICULATION

Les situations spécifiques aux aéronefs échappant à l'obligation d'immatriculation

Certains aéronefs de dimension réduite ne sont pas astreints à immatriculation.

Ils n'en sont pas moins des aéronefs.

Le législateur élabore progressivement un régime juridique leur est propre.

L'art. L. 6111-1, III, CT, envisage l'existence d'appareils (autres que les drones) qui sont exemptés de l'obligation d'immatriculation en raison de leurs caractéristiques particulières.

C'est l'article R. 6111-36 CT qui donne la liste des aéronefs exemptés de l'obligation d'immatriculation :

Les aéronefs sans équipage à bord, ne transportant pas de passagers, captifs ou tractés à partir de la surface du sol ou de l'eau, (les cerfs-volants doivent être du nombre).

Les aéronefs monoplaces ou biplaces non motorisés (= les planeurs)

Les aéronefs monoplaces ou biplaces, faiblement motorisés mentionnés au 3° de l'article R. 6221-16.

Les ballons pilotes libres non habités utilisés à des fins exclusivement météorologiques

Les ballons libres non habités sans charge utile.

Les parachutes.

Les fusées - à l'exception de celles régies par les dispositions de la loi du 3 juin 2008 relatives aux opérations spatiales.

### Les aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers

Les drones dont la masse n'excède pas 25 kg ne sont pas soumis à l'obligation d'immatriculation. Art. L. 6111-1 CT, II. Il s'agit d'aéronefs circulant sans personne à bord et opérés par une personne appelée télé pilote.

Les aéronefs circulant sans personne à bord et opérés par télé pilote, qui ont une masse au décollage supérieure au seuil de 800 grammes - (seuil fixé par l'art. R. 6111-39) sont seulement soumis à un régime d'enregistrement par voie électronique par le propriétaire. Art. R. 6111-40.2 Sous sanction pénale en cas de fourniture d'informations erronées ou en cas de défaut de mise à jour, art. R. 6142-9 CT.

Le numéro d'enregistrement est apposé sur l'aéronef, art. R. 6111-43.

Si la taille le permet, l'aéronef télépilote porte les marques d'identification.

L'exploitant appose sur l'aéronef une plaque avec l'indication et les coordonnées de l'exploitant.

Sur tout aéronef utilisé pour des activités particulières dont la masse n'excède pas 25 kg, l'exploitant appose une plaquette rectangulaire de taille minimum de 5 x 3 centimètre, ou de surface équivalente si la géométrie de l'aéronef le nécessite, avec le libellé défini ci-après : « cet aéronef est exploité par : « complété du nom de l'exploitant, de son adresse et de son numéro de téléphone. ». 1.7. Identification. Chapitre 1° de l'annexe III de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans personne à bord ...

Le numéro d'enregistrement est apposé sur l'aéronef, art. R. 6111-43 CT.

Le ministre chargé de l'aviation civile tient le **registre des aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers**, art. R. 6111-41 et s.

Le CT donne le contenu des données figurant sur ce registre :

L'identité, l'adresse, la nationalité du propriétaire ou du copropriétaire ayant réalisé l'enregistrement ;  
l'identifiant du dispositif de signalement électronique ou numérique s'il est obligatoire ; le numéro d'enregistrement ; la date limite de validité de l'enregistrement (5 ans).

## Les ULM

Les aéronefs monoplaces ou biplaces faiblement motorisés englobent les ULM, ils sont certes dispensés d'immatriculation, mais ils sont identifiés et enregistrés, art. R. 6111-37 CT.

Une fiche d'identification est délivrée pour tout ULM, arrêté du 23 septembre 1998, article 3, version de l'arrêté du 24 juin 2019.

La carte d'identification de l'ULM est visée et délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile au vue de la fiche d'identification,  
d'une attestation du postulant, qui déclare qu'il dispose du dossier d'utilisation, que l'ULM est apte au vol et qui indique le lieu d'attache de son ULM.

La déclaration d'aptitude au vol exige dans certaines hypothèses une déclaration de conformité aux conditions techniques applicables

Les aéronefs ultralégers motorisés, ULM, sont référencés par la " carte d'identification " délivrée par le ministre. A. 23 septembre 1998, modifié par A. 15 mars 2011, A. 1<sup>o</sup> août 2016. Le constructeur atteste que l'ULM, aéronef ultra léger motorisé, est conforme aux éléments descriptifs de fiche d'identification. Le postulant atteste que l'ULM est apte au vol, il joint la déclaration du lieu d'attache de son ULM. L'ULM est, en principe, porteur de marques, même s'il existe des dérogations. En cas de modification majeure, la validité de la carte d'identification est suspendue, tant que la modification n'est pas déclarée conforme... art. 11 de l'arrêté.

Les aéronefs ultralégers motorisés ont un lieu d'attache, voir arrêté du 23 septembre 1998, modifié, article 1-1, lettre l.

Les aéronefs ultralégers non motorisés sont dispensés de document de navigabilité, A. du 3 mai 2017.

## 2°) La propriété de l'aéronef

### Le droit civil

La propriété d'un aéronef est régie par la loi de l'État sur le registre duquel il est immatriculé.

La propriété initiale : le premier propriétaire est, soit le constructeur, soit le premier acquéreur.

Le nom du propriétaire figure en principe sur le registre d'immatriculation.

### *La propriété d'un seul*

Le propriétaire unique peut être une personne physique, ou une personne morale, comme une société ou une association.

Il ne semble pas que la matière aérienne connaisse la pratique du droit maritime de la société n'ayant qu'un seul navire comme actif. Voir l'article de Philippe Delebecque sur les « Single Ship Companies » publié aux Mélanges Paul Le Cannu, p.119, 2014, LGDJ, Lextenso.

On peut voir cependant pour faciliter le financement de l'acquisition des aéronefs un établissement financier constituant une société qui figurera dans le montage comme la propriétaire de l'aéronef, ce dernier étant remis en

location à la compagnie utilisatrice, avant que celle-ci soit en mesure d'en faire l'acquisition.

### *La propriété à plusieurs*

L'aéronef peut se trouver en indivision. Ainsi en cas d'achat en commun d'un avion de tourisme réalisé entre amis.

Cf. art. R. 6111-40 envisageant l'enregistrement d'un aéronef sans équipage à bord, c'est le propriétaire qui en principe procède à l'enregistrement ; dans le cas d'une propriété partagée, l'enregistrement est réalisé par l'un des copropriétaires.

La pratique a imaginé la *propriété fractionnée* : chaque personne copropriétaire de l'aéronef détient une fraction de la propriété d'ensemble : sa part est d'1/4, d'1/5, d'un dixième. ...

L'art. L. 175-3 du code des assurances évoque l'aliénation de la majorité des parts d'un aéronef en copropriété et confirme ainsi s'il en était besoin la possibilité que la propriété d'un aéronef soit divisée en parts.

L'inscription d'un aéronef sur le registre d'immatriculation comprenait le nom du ou *des* propriétaires, art. D. 121-5 CAC.

Il ne semble pas qu'on puisse transposer en matière aérienne la solution acquise en droit maritime où la Cour de cassation admet que la copropriété instituée pour l'exploitation des navires par le chapitre IV de la loi du 3 janvier 1967 dispose de la personnalité morale lui donnant la capacité d'ester en justice, Com.15 avril 2008, Bull. 2008, IV, n° 89. L'argument est le suivant : le code des transports, dans ses articles L. 5114-30 à 50, donne une organisation à la copropriété des navires, organisation qui emprunte ses traits à la société, alors qu'une telle organisation n'existe pas en ce qui concerne les aéronefs. Cf. l'étude de M. Delebecque précitée.

Ces appareils dits en multipropriété sont gérés par des sociétés comme Citation Air, Flex jet, Flight Options, Net Jets.

(Consulter l'arrêt de la chambre criminelle du 18 septembre 2018, n° 15-81316, concernant le groupe Netjets, implanté en Europe en 1996. La société Netjets Management Limited a son siège à Londres, elle est soumise au droit anglais.

Elle met à la disposition de ses clients des avions leur permettant de se déplacer en Europe selon leur demande par le biais d'un programme de propriété partagée d'avions d'affaires. Elle emploie des personnels navigants. Elle dispose d'une filiale de droit portugais, NTA, de siège lisboète, qui détient la propriété de la flotte des aéronefs immatriculés au Portugal et assure les opérations de vol en Europe.

La société mère anglaise est également l'associée unique d'une société de droit suisse, Netjets Europe Ltd, qui est le nom commercial du groupe en Europe, disposant de bases d'affectation en France comme le Bourget, Lyon, Cannes, Marseille, Toulouse.)

La reconnaissance en droit international du droit de propriété sur aéronef.

Les États contractants à la convention de Genève du 19 juin 1948 s'engagent à reconnaître le droit de propriété sur aéronef. 91 HPC dont la France.

La convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles telle qu'elle s'applique aux biens aéronautiques, Le Cap, 16 novembre 2001, indique, article XVI du protocole, qu'en l'absence d'une inexécution, le débiteur (emprunteur, locataire) a droit à la jouissance et à l'utilisation paisible du bien ...

### **La Russie**

Le sort de la propriété des aéronefs immatriculés aux Bermudes et en Irlande, immatriculés unilatéralement par la Russie sur le registre russe

Quid du droit de propriété appartenant aux loueurs irlandais sur les aéronefs donnés en location à des compagnies de siège russe ?

La résolution de l'OACI citée plus haut ne dit mot de l'atteinte à la propriété, elle ne s'est prononcée que de façon technique pour condamner l'acte accompli par la Russie de la double immatriculation et constater que ces appareils dépourvus du certificat de navigabilité ne respectaient plus en vol les règles de sécurité.

Les loueurs ont en droit pur conservé la propriété des aéronefs en cause, mais ils ont été en fait spoliés. Les loueurs européens se trouvent dépossédés de facto de leur propriété, même si la littérature publiée sur la question ne précise pas avec netteté si les noms des loueurs ont été omis sur les mentions figurant sur le registre russe d'immatriculation.

Le ministre russe des transports avait déclaré le 22 mars 2022 que la Russie était à la recherche d'une solution avec les sociétés de crédit-bail. Ces sociétés, cependant, refusent l'achat de ces avions - le ministre parle de 800 avions - par la Russie et demandent leur retour auprès du loueur. Le ministre déclarait que faute d'accord la Russie ne rendrait pas les avions en cause. Les occidentaux considéraient, dans les notes échangées dans l'enceinte de l'OACI, que ces avions avaient été illégalement expropriés par la Russie.

41 avions auraient été cependant récupérés par leurs légitimes propriétaires

La convention de Genève du 19 juin 1948 oblige les États contractants. 91 États y sont HPC.

Les États contractants s'engagent à reconnaître le droit de propriété sur aéronef.

Toutes inscriptions relatives à un aéronef sont effectuées sur le même registre

Sauf en cas de vente forcée, aucun transfert d'inscription ou d'immatriculation d'un aéronef du registre d'un État contractant à celui d'un autre État contractant ne peut être effectué sans mainlevée préalable des droits inscrits ou sans le consentement de leurs titulaires.

La fédération de Russie n'est pas HPC à la convention de Genève du 19 juin 1948.

Les loueurs ne peuvent donc pas l'invoquer pour fonder leurs revendications.

Certains des aéronefs concernés étaient grevés d'un mort-gage, sûreté réelle, reconnu par la convention du Cap et le protocole aéronautique. La Russie est signataire de la convention du Cap de 2001 et du protocole.

Les agents de la Russie pourraient être taxés de méconnaître les dispositions des conventions internationales réprimant la capture illicite d'aéronef.

Il est vrai qu'on connaît en droit international, en temps de guerre, le séquestre des biens ennemis.

Les propriétaires des appareils soustraits tentent de faire jouer les assurances corps in tempore belli qu'ils avaient souscrites. Cf. en 4<sup>o</sup> partie le développement concernant les assurances aériennes, et plus particulièrement les assurances corps.

Les mesures de suspension des certificats de navigabilité ont été prises sur décision des États ou de l'UE. La Russie a réagi pour conserver l'usage des avions en question. Il faudrait voir si les loueurs victimes des spoliations pourraient former utilement un recours contre l'autorité publique, auteur des sanctions prises contre la fédération de Russie.

### Le droit pénal protecteur des atteintes à la propriété d'un aéronef

Un aéronef est souvent un bien de grande valeur, il peut faire l'objet de convoitises malsaines, le système juridique réprime les atteintes à la propriété.

La politique de prévention

La présence d'hommes armés à bord

Le législateur français, avec la loi du 1<sup>o</sup> juillet 2014 relative aux activités privées de protection des navires, autorise, à titre préventif, sous certaines conditions, la présence à bord des navires battant pavillon français d'entreprises privées de protection des navires dans le but de protéger ces navires contre les menaces extérieures. Les agents de ces entreprises peuvent employer la force pour assurer la protection des personnes et des biens dans le cadre défini par le code pénal ; ils sont armés ; ils sont placés sous l'autorité du capitaine du navire protégé)

(Un tel dispositif ne semble pas exister en matière aérienne en ce qui concerne la France)

(Voir cependant l'arrêt de la chambre criminelle du 14 novembre 2017, n<sup>o</sup> 16-81368, où l'on voit Air France être condamnée pour avoir eu recours de 2001 à 2003 à une société P. exerçant un travail dissimulé. Le président d'Air France avait embauché en 1997 un commissaire divisionnaire comme directeur de la sûreté d'Air France.

Ledit commissaire avait noué des relations avec les dirigeants de la société P. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le président d'Air France avait ainsi fait mettre, à bord, des personnels de sûreté privés, ainsi, deux agents étaient affectés sur les vols sensibles, comme les vols transatlantiques ou les vols en direction du Proche Orient. Tous ces agents n'avaient pas un casier judiciaire vierge ! La société prestataire de service avait recours à la sous-traitance et multipliait les acrobaties juridiques. Le personnel était payé par des sociétés de droit anglais, avec des comptes ouverts à Luxembourg, à Guernesey, ou encore aux îles Vierges britanniques. En temps de guerre, le droit est mis en veilleuse, nécessité fait loi. C'est ce que pensaient de bonne foi les dirigeants de la compagnie nationale.

Une amende de 150 000 euros a été prononcée contre la compagnie aérienne.  
(Ce n'est qu'ultérieurement que les cockpits ont été équipés de portes blindées.)

(Un personnel armé veille, dit-on, à la sécurité du transport aérien en ce qui concerne les aéronefs battant pavillon israélien.) (La discrétion est en ce domaine la bienvenue.)

(Le récent protocole à la convention de Tokyo, signé à Montréal en 2014, mentionne l'agent de sûreté en vol, habilité à prendre des mesures en d'intervention illicite, voir l'article précité de M. Fabien Vallée, RFDA 2015 p. 42)

L'accord franco-canadien

Le débat autour du verrouillage de la cabine de pilotage pour y interdire l'entrée de terroristes ou d'auteurs de détournement

Effets ambivalents, pour le meilleur et pour le pire.

Pour

Prévention contre le risque d'intrusion d'individus mal intentionnés, malades mentaux, terroristes voulant prendre le contrôle de l'avion et le faire écraser sur une centrale nucléaire ou des bâtiments emblématiques

Mesure imposée au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. L'annexe 6 indique que les grands avions de transport de passagers doivent être munis d'une porte de poste de pilotage. Il doit être possible de la verrouiller et déverrouiller depuis l'un ou l'autre des postes de pilote.

Le bémol

Les pulsions suicidaires du pilote qui s'enferme dans la cabine, lors de la sortie temporaire du commandant de bord, et réduit l'altitude pour faire écraser l'avion sur la montagne alpestre à 1500 mètres d'altitude.

Le rapport final du BEA de mars 2016 concernant l'accident survenu le 24 mars 2015 dans les Alpes à un avion de la Germanwings décrit, p. 20 et suivantes, le système de verrouillage équipant la porte située entre le poste de pilotage et la cabine des passagers. La porte s'ouvrait vers l'intérieur du Cockpit.

Il était possible de la déverrouiller depuis le poste de pilotage. Le pilote suicidaire en refusait l'ouverture.

La répression

Les sources du droit : droit interne et conventions internationales

La convention de La Haye du 16 décembre 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (185 parties)

Un protocole complémentaire à la convention de La Haye a été adopté à Pékin en date du 10 septembre 2010.

23 ratifications, 25 adhésions, 1 acceptation, 1 approbation. Dont celle de la France. Le protocole est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il a été publié par D. du 5 mars 2018, JORF du 7 mars 2018, texte n° 17.

La convention de New York du 12 janvier 1998 est relative à la répression des attentats terroristes à l'explosif.

La convention de Pékin du 10 septembre 2010 relative à la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile a été publiée en France par décret du 30 octobre 2018, JORF du 4 novembre 2018.

24 ratifications, 21 adhésions, 1 acceptation, 1 approbation. La Russie y est partie.

Les infractions

Le fait de s'emparer illicitement d'un aéronef

L'art. 1° de la convention de La Haye amendée par le protocole de Pékin du 10 septembre 2010 considère que commet une infraction pénale toute personne qui, illicitement et intentionnellement, s'empare d'un aéronef en service ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence, ou par contrainte, ou par toute autre forme d'intimidation, ou par tout moyen technologique.

Un aéronef est considéré comme étant en service depuis le moment où le personnel au sol ou l'équipage commence à le préparer en vue d'un vol déterminé jusqu'à l'expiration d'un délai de 24 heures suivant tout atterrissage.

Commets une infraction pénale la personne qui accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de cet aéronef.

Commets une infraction pénale celui qui détruit un aéronef en service – ou qui cause à un tel aéronef des dommages qui le rendent inapte au vol - ou qui sont de nature à compromettre sa sécurité en vol.

Cf. l'affaire déjà citée à propos de la navigation aérienne de la destruction le 17 juillet 2014 par un missile de fabrication russe d'un appareil de nationalité malaisienne provenant des Pays-Bas survolant la partie de l'Ukraine où se déroulaient des combats entre forces armées ukrainiennes et forces séparatistes soutenues par la Russie.

Commets une infraction pénale celui qui place sur un aéronef en service un dispositif ou des substances propres à détruire cet aéronef.

L'attentat de Lockerbie contre un Boeing de la Pan Am se rendant de Francfort, via Londres, à New York, 21 décembre 1988

L'attentat du désert de Ténéré contre un avion français d'UTA se rendant de Brazzaville à Paris via N'Djamena, 19 septembre 1989

Commets une infraction pénale celui qui utilise un aéronef en service dans le but de provoquer la mort. Ou de causer des dommages corporels graves - ou des dégâts graves à des biens ou à l'environnement.

La destruction ou le dommage causé à un aéronef dans l'emprise d'un aéroport, art. L. 6372-4 3°

Commets une infraction pénale celui qui communique une information qu'il sait fautive et de ce fait compromet la sécurité d'un aéronef en vol.

Commets une infraction celui qui libère ou décharge à partir d'un aéronef en service une arme BCN ou des matières explosives.

Commets une infraction celui qui transporte à bord d'un aéronef des explosifs ou des matières radioactives.

La procédure répressive

La compétence des juridictions

L'extradition

L'obstacle à l'exercice de l'action pénale : les immunités des États et des chefs d'État  
CIJ, Rec. 1998.64 et 99, Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie, Libye c. Royaume Uni

L'immunité est accordée au chef d'État libyen : Cour de cassation, chambre criminelle, 13 mars 2001

[On peut citer plusieurs décisions, rendues en dehors de la problématique aérienne, mais concernant les immunités des chefs d'État.

Criminelle, 19 mars 2013, concernant l'immunité de juridiction des États étrangers et de leurs représentants, Clunet, n° 4, octobre 2013, com. 19 par Estelle Fohrer-Dedeurwaerder.

L'arrêt de la Cour internationale de justice du 14 février 2012 a été rendu dans une affaire opposant la Belgique

au Congo. Il est décidé qu'en émettant un mandat d'arrêt contre le ministre congolais des affaires étrangères, la Belgique avait méconnu l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité dont il jouissait en droit international.

*Criminelle, 2 septembre 2020, n° 18-84682, concernant l'immunité du chef d'État égyptien en visite officielle en France en novembre 2014.* Des parties civiles se constituent et portent contre lui des accusations de tortures et d'actes de barbarie commis en Égypte. Le principe d'immunité pénale, reconnue par la coutume internationale au bénéfice des États et des chefs d'État en exercice doit être retenu. La coutume internationale s'oppose à ce que les chefs d'État en exercice puissent, en l'absence de dispositions internationales contraires s'imposant aux parties concernées, faire l'objet de poursuites devant les juridictions pénales d'un État étranger. En l'état du droit international, le crime dénoncé, quelle qu'en soit la gravité, ne relève pas des exceptions au principe de l'immunité de juridiction des chefs d'État étrangers en exercice. L'octroi de l'immunité, conformément au droit international, ne constitue pas une restriction disproportionnée au droit d'un particulier d'avoir accès à un tribunal. ]

La cour pénale internationale

L'action civile

Le recours des compagnies d'assurances ayant assuré l'avion, le matériel cinématographique à bord et la responsabilité civile du transporteur : l'immunité de juridiction accordée à l'État libyen, Paris 16 janvier 2009, Journal du droit international, juillet 2009. Rejet du pourvoi, I° Civile, 9 mars 2011 n° 09-14743, Journal du droit international, octobre 2011, 19, commentaire par Philippe Delebecque et Sandra Adeline : la nature criminelle d'un acte de terrorisme ne permet pas à elle seule d'écarter une prérogative de souveraineté, la Libye peut opposer une immunité de juridiction. Le droit français interdit aux tribunaux français la connaissance du litige.

Les États prennent les mesures appropriées pour restituer le contrôle de l'aéronef à son commandant légitime.

## B. Les aéronefs militaires et les aéronefs d'État

La convention de Chicago ne s'applique qu'aux aéronefs civils et ne concerne donc pas les aéronefs d'État.

Le code des transports ne s'applique en principe, ni aux aéronefs militaires, ni aux aéronefs appartenant à l'État et exclusivement attachés à un service public, cf. article L. 6100-1 CT.

Il existe cependant une exception, les dispositions propres à la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant s'appliquent aux aéronefs militaires ainsi qu'aux aéronefs appartenant à l'État et exclusivement attachés à un service public, art. L. 6100-1, opérant un renvoi aux dispositions du titre III contenant les articles L. 6131-1 à L. 6131-4 CT.

La France a édicté des dispositions largement analogues concernant la navigabilité et l'immatriculation des aéronefs militaires ainsi que des aéronefs appartenant à l'État et qui sont utilisés par la douane, la sécurité publique et la sécurité civile. L'immatriculation résulte alors d'une inscription sur le registre d'immatriculation ouvert, pour les aéronefs relevant de leur autorité, par le ministre de l'Intérieur, par celui de la défense ou par celui chargé des douanes.

C'est le décret n° 2013-367 du 29 avril 2013 qui contient des dispositions concernant l'immatriculation des aéronefs militaires et des aéronefs appartenant à l'État et utilisés pour les services de la douane, de la sécurité publique et de la sécurité civile.

La douane recrute des pilotes d'hélicoptère, JO du 3 mars 2016. Elle en détient donc.

Plusieurs arrêtés datés du 3 mai 2013 concernent les aéronefs militaires et les aéronefs appartenant à l'État. Une décision interministérielle du 4 février 2016, JORF du 7 février 2016, classe parmi les aéronefs militaires des aéronefs n'appartenant pas à l'État durant les périodes où ils sont utilisés pour effectuer des missions au service de l'État et

où ils sont pilotés par un équipage soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de la Défense.

La décision du 10 janvier 2018 relative à la classification des aéronefs est du même ordre, JORF du 18 janvier 2018, texte n° 15. Une décision du 12 juillet 2019, JO du 14 juillet 2019, texte n° 15, concerne la location( ?) par l'armée française d'hélicoptères civils au profit de l'école de spécialisation sur hélicoptères embarqués, l'État



acquiert des heures de vol, sans équipage. Ces appareils sont classés comme des aéronefs militaires pendant les périodes où ils sont utilisés pour des missions au service de l'État.

Une décision du 5 juin 2019 concerne un aéronef nommément identifié, il n'appartient pas à l'État, c'est un avion civil Beechcraft 350, l'État a acquis par contrat un certain nombre d'heures de vol, cet avion est considéré comme un aéronef militaire pendant les périodes où il est utilisé pour effectuer des missions au profit de l'État, il est alors piloté par un équipage soumis au pouvoir hiérarchique du ministre de la Défense.

Les engins militaires sans équipage à bord

L'annexe à la directive UE 2017/433 du 7 mars 2017 (liste des produits liés à la défense) définit l'UAV, véhicule aérien sans équipage, comme l'aéronef capable de décoller et d'effectuer un vol contrôlé ainsi que la navigation sans présence humaine à bord.

Pierre Pascallon, Demain, les drones de combat ? L'Harmattan

A voilure fixe, ou à voilure tournante. Volant à altitude moyenne ou à très haute altitude. Micro ou MEGA drones.

La marine française s'équipe en drones, le SDAM est le système de drone aérien pour la marine. Le drone fait de la détection visuelle, infra-rouge acoustique et radar. Avantage, il ne coûte pas trop cher. Il est utilisé pour la lutte contre les trafics illicites, la pêche illicite, la pollution des mers.

L'armée est en possession de drones Reaper achetés aux États-Unis, ils peuvent être utilisés pour des missions d'observation au Sahel ou pour guider des missiles tirés depuis des hélicoptères, ainsi que des bombes larguées par des mirages et guidés par laser. L'armement supposerait l'accord de la puissance américaine.

Ces appareils sans pilote, comme drones de combat, sont utilisés par les États-Unis, en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan dans le cadre de la lutte anti-terroriste.

Ils feraient beaucoup trop de victimes collatérales innocentes.

La grande puissance s'autorise à infliger la mort à l'ennemi décrit comme un criminel dangereux. Acte de guerre ou condamnation à mort sans jugement ? Les chefs militaires et les services de renseignement dressent des listes de proscrits, le président des États-Unis avalise oralement.

Laurent Trigeaud, Des drones et des tweets : l'affaire de la frappe américaine ayant visé le général iranien Qassem Soleimani le 3 janvier 2020, Annuaire français de droit international, 2020, p. 239

(Le convoi d'un général iranien se trouvant dans les alentours de l'aéroport de Bagdad victime d'un drone d'attaque américain, lancé depuis le Qatar ou le Koweït, mais piloté depuis la base de Creech située dans le Nevada, les États-Unis se prévalant de la légitime défense.)

Ces engins sont pilotés à distance, ainsi pour les États-Unis depuis le Nevada ou le Missouri.

Grégoire Chamayou, Théorie du drone, La fabrique, diffusion Les Belles Lettres, 2013.

De tels engins de combat sont largement utilisés dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

## § II. Documents de bord

L'art. 29 de la convention de Chicago détermine les documents que l'exploitant doit détenir à bord d'un aéronef qui se livre à la navigation aérienne internationale.

CAT.GEN.MPA.180. Certains documents doivent en principe dans le transport commercial se trouver à bord lors de chaque vol. Le manuel de vol, le certificat d'immatriculation, le certificat de navigabilité, le certificat acoustique, le certificat de transporteur aérien, les spécifications techniques applicables au type d'aéronef délivrées avec le CTA, la licence radio de l'aéronef, le certificat d'assurance de responsabilité civile, le carnet de route de l'aéronef, le compte rendu matériel de l'aéronef. Les données détaillées du plan de vol circulation aérienne, les cartes pour la route suivie par le vol, les informations concernant les signaux en cas d'interception, certains éléments du manuel d'exploitation. La documentation pour la préparation du vol, les informations météorologiques, le manifeste des marchandises, la documentation de masse et centrage, le plan de vol exploitation.

Certaines informations sont conservées au sol.

Droit interne

Art. R. 6221-18 CT, en ce qui concerne les aéronefs échappant à la réglementation européenne  
Le carnet de bord (voir Criminelle, 12 décembre 2023, 22-83.296)

## Section II. Les contrats sur aéronef

On peut opposer les contrats d'acquisition : pour devenir propriétaire de l'aéronef : le contrat d'achat-vente.

Aux contrats de jouissance : pour avoir seulement l'usage de l'aéronef, sans en être propriétaire : le contrat de location ou d'affrètement, le contrat de prêt-emprunt.

Modèles intermédiaires : la location-vente, le crédit-bail.

La fonction des salons aéronautiques, où les fabricants présentent leurs produits, civils ou militaires : salon du Bourget, salon de Farnborough ...

Des intermédiaires se présentent pour faciliter la conclusion des contrats relatifs à l'aviation, par ex. Com. 20 novembre

2012, n° 11-26339, intermédiaire opérant en France, à Malte, aux Bermudes et n'effectuant aucune déclaration fiscale en France pour échapper probablement à l'impôt.

(Un avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux a été présenté au garde des sceaux.)

### Sous-Section I. Les actes translatifs de la propriété d'un aéronef

Nous allons commencer par évoquer l'opération de vente d'aéronef, proprement dite. L'opération a un caractère consensuel et suppose l'échange des consentements entre le vendeur et l'acquéreur.

Nous profiterons de l'occasion pour traiter des sûretés pouvant grever les appareils aériens. Si le débiteur, propriétaire de l'aéronef, ne se libère pas de sa dette à l'échéance, il risque en effet de subir une vente forcée de l'appareil, qui avait été offert en gage aux créanciers.

#### § I. LA VENTE-ACHAT D'AÉRONEF

La vente opère la mutation de propriété. C'est un contrat translatif de propriété, comme la donation, l'échange ou l'apport en société. Il peut s'agir de la vente initiale, il peut s'agir d'une revente d'un aéronef d'occasion déjà immatriculé.

Une personne achète un aéronef pour l'utiliser pour son usage privé, pour l'affecter au transport de passagers ou de marchandises, pour le donner en location, pour le fréter ...

Cf. chambre criminelle, 15 janvier 2014, B., n° 13-84778, un achat d'aéronef dans des conditions troubles pour transporter des stupéfiants du Maroc en France.

La vente internationale d'aéronef

## Le conflit de lois

La détermination de la loi applicable à la vente internationale d'aéronef

C'est le point de départ habituel d'une négociation commerciale, en particulier entre le constructeur et l'acquéreur, société financière ou compagnie aérienne, pour déterminer la loi nationale applicable au contrat.

On se réfère, en France et dans toute l'UE, au règlement Rome I n° 593/2008 du 17 juin 2008 : la loi choisie par les parties.

Si l'aéronef n'est pas neuf et a déjà fait l'objet d'une immatriculation dans un pays donné, il est quasiment impossible d'éviter la loi du pays d'immatriculation de l'aéronef au titre de l'article I° § 3 et de l'application des lois de police, art. 9, au moins en ce qui concerne l'opposabilité du transfert de propriété et les formalités d'immatriculation et de radiation.

Le respect de la législation relative au matériel de guerre : plusieurs arrêtés en date du 6 janvier 2012

La conférence de La Haye, après plusieurs années d'études, a publié en 2015 des principes quant au choix de la loi applicable aux contrats commerciaux internationaux. La loi d'autonomie est adoptée comme solution de principe, réserve étant faite de l'application des lois de police. L'innovation est donc mince, d'autant que nous ne sommes pas en présence d'un avant-projet de convention internationale à caractère contraignant.

## Les solutions du droit français interne

La vente va connaître deux phases : une première phase privée, bilatérale, entre vendeur et acheteur.

Suivra une seconde phase pour officialiser la vente auprès de l'autorité publique et rendre la vente et le transfert de propriété opposables aux tiers.

Premier temps. La relation contractuelle vendeur-acheteur

### La formation du contrat de vente

La conclusion du contrat de vente est précédée de multiples démarches préalables qui peuvent durer des semaines ou des mois : des pourparlers, les discussions sur le prix, la recherche d'un financement, la visite de l'appareil, les essais de l'avion.

### Le fond

L'appel au droit commun des contrats

La formation du contrat

L'annulation du contrat au titre des vices du consentement

L'acquéreur désappointé peut tenter d'obtenir l'annulation du contrat pour dol ou pour erreur.

Poitiers, 9 février 2021, lu sur Lexbase : annulation d'une vente d'un aéronef Beechcraft Debonair d'occasion pour dol, art. 1137 du code civil. Le moteur n'était pas neuf, mais remanufacturé, composé de plusieurs éléments d'occasion, donc aux performances inférieures à celles attendues d'un moteur neuf. L'arrêt prend en considération la petite annonce donnant à penser que le moteur était neuf, affirmation d'ailleurs maintenue par le vendeur dans un message envoyé après la vente. Les documents techniques remis lors de la vente indiquaient cependant à un lecteur averti que le moteur était recomposé. Le vendeur doit restituer le prix de vente, 55 000 euros, payer les frais d'assurance, 1794 euros, et le prix de la location d'un hangar, 600 euros par trimestre, plus 2000 euros au titre de l'art. 700.

Le respect des règles du droit commun de la vente : c'est l'accord mutuel des parties sur la chose vendue et sur le prix qui fait la vente.

Si un aéronef est un bien commun entre époux, la vente relève de la cogestion, les époux ne peuvent l'un sans l'autre aliéner les meubles corporels dont l'aliénation est soumise à publicité, art. 1424 du code civil.

Les époux ne peuvent sans leur conjoint percevoir les capitaux provenant de telles opérations, idem.

1° Civile, 9 septembre 2015, n° 14-17514 : le mari a fait l'acquisition d'un Jodel en 1990, l'avion est revendu en

1995 pour 150 000 francs, le prix est encaissé par le mari, le divorce est prononcé entre les époux. Des contestations s'élèvent pour la liquidation et le partage de la communauté. La cour de Nîmes a ordonné de réintégrer dans l'actif commun le prix de vente de l'aéronef. La cassation intervient quant à la détermination du débiteur de la charge de la preuve, c'était à l'épouse qui soutenait que la masse commune comprenait cet actif financier de prouver que la communauté comprenait les fonds qui auraient été divertis par le mari.

Les effets du contrat

Inter partes, la vente est parfaite, et le transfert de propriété s'opère, sauf clause contraire, dès l'échange des consentements, à moins qu'il s'agisse d'une vente de chose future.

Philippe Chauviré, Article 1197 : le transfert conventionnel de propriété, *Revue des contrats*, septembre 2015, n° 3, p. 773 (à propos du projet d'ordonnance)

Le 1<sup>o</sup> alinéa du nouvel article 1196 du code civil édicte le principe : Dans les contrats ayant pour objet l'aliénation de la propriété..., le transfert s'opère lors de la conclusion du contrat.  
Article 1583 du code civil. La vente est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé.

C'est cette solution que reprend dans un contentieux fiscal le Conseil d'État dans un arrêt du 12 décembre 2018, n° 413429. Des époux avaient cherché à faire un investissement outre-mer pour bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu pour 2010. Ils étaient devenus associés d'une SAS AE 1 Industries ayant acquis par un acte du 31 décembre 2010 un hélicoptère destiné à être loué en Guyane à une société de transport aérien. Cet achat n'avait pas été enregistré au registre français d'immatriculation des aéronefs. Le fisc avait contesté cet avantage. La CAA avait décidé que faute d'immatriculation la SAS n'avait pas acquis la qualité de propriétaire de l'hélicoptère. L'arrêt est cassé. Il dispose : Si la cession d'un aéronef n'est opposable aux tiers pour l'application de la réglementation de l'aviation civile qu'à compter de son inscription au registre français d'immatriculation des aéronefs, ces dispositions (de l'article L. 6111-1 du code des transports) n'ont ni pour objet, ni pour effet de faire de cette inscription une condition de validité de la cession d'un aéronef qui est parfaite entre les parties dès que celles-ci ont convenu de la chose et du prix.

Idem. CAA Douai, 3 octobre 2019, n° 17DA01128 : des époux ont acquis en 2010 un hélicoptère, par l'intermédiaire de la SAS AE1 Industries, dont ils sont associés. Le CGI prévoit une réduction d'impôt sur le revenu à raison des investissements productifs neufs réalisés dans les départements d'outre-mer, art. 199 undecies B. Le fait générateur de la réduction d'impôt est la date de la création de l'immobilisation au titre de laquelle l'investissement productif a été réalisé ou de sa livraison effective dans le département d'outre-mer. Dans ce dernier cas, la date à retenir est celle à laquelle l'entreprise, disposant matériellement de l'investissement productif, peut commencer son exploitation effective et dès lors en retirer des revenus. L'hélicoptère était destiné à être exploité en Guyane par la société de transport aérien Yankee Lima Hélicoptères. L'immatriculation au registre est nécessaire pour qu'un aéronef puisse circuler et être exploité, le registre ne portait pas le nom de la société propriétaire. Les requérants ne soutenaient pas que l'aéronef aurait fait l'objet d'une exploitation effective avant le 31 décembre 2010. Les époux n'établissaient pas la réalisation d'un investissement tel que prévu par le CGI. Ils ne peuvent pas bénéficier de l'avantage fiscal.

Idem, CAA Douai, 3 octobre 2019, n° 17DA01529.

La forme

La rédaction d'un écrit est obligatoire : la cession de propriété est constatée par écrit, décide l'art. L. 6121-2 CT.

L'arrêt de la cour de Grenoble du 15 octobre 2008, RG 07/1909, est relatif à des pourparlers de vente d'un appareil aérien qui ont tourné courts, le propriétaire ayant vendu l'aéronef à un tiers. Le débat était de savoir si une vente était réellement intervenue ou non entre les deux adversaires. L'arrêt ne fait pas de l'écrit exigé par le code de l'aviation civile une formalité exigée pour assurer la validité du contrat. Il ne résulte pas, dit-il, que l'établissement d'un contrat écrit de vente soit une condition de l'existence même de la vente, la vente est soumise entre les parties au principe du consensualisme. L'arrêt ne fait pas de la vente d'aéronef un contrat solennel.

Voir la thèse de Marie-Antoinette Guerriero, L'acte juridique solennel, tome 137, 1975, LGDJ, page 194.  
L'écrit est donc envisagé comme un instrument de preuve de l'échange des consentements, l'écrit est également indispensable pour accomplir ultérieurement auprès de l'administration les formalités d'immatriculation.

L'exécution du contrat

Les obligations du vendeur

L'obligation de délivrance et de livraison

Comme acte juridique bilatéral, la vente d'aéronef est soumise, si le droit français est applicable, aux principes généraux du droit civil. Si l'objet n'est pas livré dans les conditions fixées au contrat, le vendeur s'expose à ce que la vente fasse l'objet d'une résolution à l'initiative de l'acheteur.

[Nous reprenons infra ces questions dans le développement consacré aux fabricants d'aéronefs, vendant leurs produits aux compagnies ou autres acquéreurs. Il s'agit alors de vente d'aéronefs neufs et non, comme ici, d'occasion]

Le vendeur doit normalement remettre l'appareil entre les mains de l'acquéreur et opérer la délivrance.

Il doit transmettre à l'acquéreur la documentation technique relative à l'appareil.

Un cas où l'acheteur n'obtient pas la résolution de la vente d'aéronef, au motif infondé de la non communication de la documentation technique concernant l'appareil

Commerciale, 3 février 2021, n° 18-16.856 : l'espèce concerne la cession successive d'un Falcon 20 F – 5BR, dans le cadre d'une chaîne de contrats de crédit-bail, les crédit preneurs devenant propriétaires en levant l'option. L'ultime acquéreur, Lov'air, demande la résolution de la vente, parce que, prétend-il, la documentation technique afférente à l'appareil ne lui avait jamais été remise.

La délivrance des effets mobiliers s'opère soit par la remise de la chose, soit par la remise des clefs des bâtiments qui les contiennent, soit même par le seul consentement des parties, si le transport ne peut s'en faire au moment de la vente, ou si l'acheteur les avait déjà en son pouvoir à un autre titre.

(Le demandeur avait fait preuve de négligence, il n'avait pas fait publier au registre d'immatriculation son acte d'acquisition, c'est le nom du crédit bailleur qui était demeuré mentionné, cf. le développement infra, concernant la phase publique de la cession d'aéronef. La mention du nom de l'acquéreur, nouveau propriétaire, est indispensable pour qu'il puisse opposer son titre aux tiers.)

(Les sociétés propriétaires successifs étaient, semble-t-il, en liquidation, dotées d'un liquidateur siégeant à Luxembourg ou au Maroc.)

Le motif manquait en fait, la documentation était restée à terre, mise à la disposition de l'entreprise assurant l'entretien de l'appareil.

La documentation technique avait été remise lors de la conclusion du crédit-bail en 2007, la levée de l'option ayant été réalisée en 2012.

La cour d'appel estime que la documentation technique qui se trouvait dans les locaux de la société Uni air, qui suivait l'entretien de l'appareil depuis plusieurs années, avait été délivrée à la société Lov'air. La chambre commerciale estime l'arrêt d'appel justifié.

Le vendeur doit livrer un appareil conforme aux prévisions contractuelles.

Il doit le faire dans les délais.

Com. 18 mars 2014, n° 12-35011 : le contentieux concerne un avion d'occasion de type King Air 200 fabriqué par Beechcraft et qui avait été immatriculé en 2006.

L'avion avait été vendu par Natexis à Arthel (devenu Aelis)

Arthel a ensuite revendu l'avion à la société groupe FIT

Une lettre d'intention émise le 28 mai 2008

La vente a été conclue le 16 septembre 2008.

L'avion est vendu As Is Where Is, c'est-à-dire sans garantie d'aucune sorte.

Le prix est de 2 100 000 euros.

L'acheteur a payé un acompte de 420 000 euros à la commande

L'appareil était un avion utilisé pour des voyages d'affaires, il était convenu que l'avion serait transformé dans sa structure par le vendeur pour servir à la photogrammétrie aérienne (réalisation de photographes aériennes aux fins de cartographie)

La livraison devait avoir lieu au Bourget le 15 octobre 2008.

La livraison devait être acceptée dès la signature du certificat d'acceptation de livraison, à l'issue des opérations de contrôle au besoin après inspection et essai.

Le vendeur à la suite de retards multiples n'est pas en mesure d'assurer la livraison dans les délais convenus.

L'acheteur, le 12 janvier 2009, a notifié au vendeur la résolution unilatérale du contrat.

La Cour de cassation approuve la cour de Rennes d'avoir, eu égard à la gravité du manquement du vendeur, justifié la résolution unilatérale de la vente par l'acheteur.

Les obligations de l'acheteur

Le paiement du prix

Le montant du prix est souvent libellé en dollars, d'où le risque de change.

L'acquéreur a fréquemment recours au crédit pour financer l'achat, même s'il ne lui est pas interdit de payer comptant.

Voir l'ouvrage collectif publié en 2017 chez Bruylant, Le droit du financement des aéronefs.

On cite également les travaux de Donald Bunker, International Aircraft Financing, IATA, 2<sup>e</sup> édition en 2015.

Les établissements de crédit peuvent, indirectement pour favoriser les achats d'avion, financer ou faciliter des augmentations de capital auprès des sociétés acquéreurs.

Cf. infra pour les garanties et sûretés offertes au prêteur ainsi qu'aux crédits bénéficiant d'une garantie publique.

Il peut arriver dans certaines hypothèses, en matière de groupes de sociétés et de procédures d'insolvabilité, que des confusions s'opèrent et que le solvens ne soit pas la société présente au contrat.

Com. 6 janvier 2015, n° 13-21931 : des sociétés du groupe KLM ont vendu 15 avions et 2 moteurs de rechange au représentant de X et associé d'Eagle aviation, le contrat prévoyait un acompte non remboursable de 3 millions de dollars, l'acompte a été payé par un virement émanant d'Eagle aviation Europe, la vente a échoué, Eagle aviation Europe (qui a changé de nom devenant Noor Airways) est mise en RJ puis LJ. Le liquidateur de la société auteur du virement demande en référé le remboursement de l'acompte versé, il s'agirait d'un paiement indu, Noor Airways n'ayant jamais été partie au contrat de vente des avions. Il semble cependant qu'elle devait en être utilisatrice. Le contrat comportait une clause de compétence au profit d'une juridiction arbitrale sise à Amsterdam. Le juge des référés ordonne aux sociétés KLM de rembourser la somme reçue. La cour de Rennes infirme, le liquidateur est débouté, le caractère indu du paiement se heurte à une contestation sérieuse. La cassation intervient au visa de l'art. 873 al. 1<sup>o</sup> CPC, le juge peut, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures de remise en état qui s'imposent pour faire cesser un trouble manifestement illicite.

Second temps. La phase publique

L'investissement, par la puissance publique, de l'acheteur en qualité de propriétaire.

La vente d'aéronef n'est pas une opération purement privée, elle importe aux intérêts de l'État, et les tiers doivent pouvoir savoir qui détient sur l'aéronef la propriété. L'opération de vente est ainsi soumise à publicité. Certaines formalités s'imposent pour qu'au registre d'immatriculation soit mentionné le nom de l'acquéreur et que celui-ci se voit délivrer par l'autorité publique un nouveau certificat d'immatriculation à son nom.

La mutation de propriété de l'aéronef donne lieu à transcription sur le registre d'immatriculation, art. D. 6111-10 CT.

Si l'aéronef avait déjà été immatriculé précédemment, l'ancien propriétaire renvoie le certificat d'immatriculation au bureau d'immatriculation, art. D. 6111-20 CT.

Les démarches du nouveau propriétaire. Il forme une requête.

L'inscription des actes translatifs de propriété est effectuée après le dépôt, au bureau d'immatriculation, d'une requête en 2 exemplaires présentée par le nouveau propriétaire, art. D. 6111-21 CT.

La demande indique la date et la nature du titre en vertu duquel l'inscription est requise.

La demande contient les renseignements relatifs à l'aéronef comportant son type, la série à laquelle il appartient, son numéro dans la série, ses marques d'immatriculation et son aérodrôme d'attache.

Art. D. 6111-20 CT : Le nouveau propriétaire effectue, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la cession de l'aéronef, le dépôt de la requête.

Les effets puissants de la publication

La publication de la cession au registre d'immatriculation est indispensable pour assurer l'opposabilité du transfert de propriété aux tiers : la cession de propriété ne produit effet à l'égard des tiers que par son inscription au registre français d'immatriculation, art. L. 6121-2 CT.

Tant que la nouvelle inscription n'a pas été prise, le cédant est encore considéré aux yeux des tiers comme le véritable propriétaire, l'aéronef demeure le gage des créanciers du cédant. Le vendeur est, aux yeux des tiers, considéré comme le véritable propriétaire, tant que les formalités d'inscription n'ont pas été accomplies.

CAA Paris, 8 mars 2017, n° 16PA00593 : litige fiscal : une dame par l'intermédiaire d'une SAS AE1 Industries, dont elle est associée, fait un investissement en 2010 outre-mer consistant en l'acquisition d'un hélicoptère. L'administration fiscale conteste la réduction d'impôt ainsi obtenue, elle lui réclame 9671 euros. Le hic, c'est que l'hélicoptère est immatriculé au nom de la société Yankee Lima Hélicoptère depuis le 10 décembre 2010. La société AE1 aurait signé le 31 décembre 2010 le contrat d'acquisition. Les formalités de publicité n'ont pas été accomplies, au moins en 2010. La dame est déboutée et la position de l'administration fiscale confortée. « Le transfert de propriété d'un aéronef n'est opposable à l'administration qu'à compter de la date à laquelle ont été accomplies les formalités légales de publicité à l'égard des tiers ou du jour à compter duquel l'administration a été informée de la cession s'il est antérieur à cette date ». La contribuable ne justifiait pas de la réalisation en 2010 d'un investissement permettant de bénéficier de la réduction d'impôt.

CCA Nantes, 14 juin 2017, n° 16NT00749. Même affaire. Deux époux ont fait le 31 décembre 2010, via une SAS, pour 1 714 917 euros, l'acquisition d'un hélicoptère destiné en Guyane à la location. En novembre 2015, il n'y avait aucune inscription de cet aéronef au registre français d'immatriculation. La société ne pouvait pas être considérée comme propriétaire de l'hélicoptère. La réduction d'impôt au titre d'investissement outre-mer est remise en cause.

L'inscription au registre français d'immatriculation vaut titre de propriété, art. L. 6121-1 CT.

La formalité de l'immatriculation avec l'indication du nom du propriétaire de l'aéronef produit ainsi des effets catégoriques : l'inscription (en qualité de nouveau propriétaire) au registre d'immatriculation vaut titre (de propriété). Le titulaire du certificat d'immatriculation est le propriétaire du meuble immatriculé.

Le certificat d'immatriculation vaut titre.

En ce qui concerne le meuble qu'est un aéronef, la maxime « en fait de meuble possession vaut titre » reproduite à l'article 2276 du code civil n'a pas cours.

Le législateur français s'est en matière aérienne inspiré du système Torrens.

Le doyen Ripert parlait d'une inscription ayant une valeur probante absolue, erga omnes.

La solution a été en particulier adoptée pour assurer la sécurité du crédit hypothécaire. Nous verrons dans le développement suivant qu'un aéronef peut être grevé d'une hypothèque conventionnelle, attribuant à son titulaire un droit réel accessoire sur l'appareil, conférant le droit de suite et le droit de préférence sur les autres créanciers. Il faut faire en sorte que le créancier qui s'est fait accorder une hypothèque sur un aéronef par celui dont le nom figure au registre comme le propriétaire de l'appareil aérien ne puisse pas voir son droit affecté et anéanti par la découverte ultérieure que celui passait pour propriétaire ne l'était pas en réalité. On sacrifie éventuellement le verus dominus au profit de celui dont le nom figure au registre d'immatriculation.

Le droit international confirme les solutions adoptées en France à l'échelon national.

La France a signé et ratifié la convention de Genève du 19 juin 1948 concernant la reconnaissance des droits sur aéronefs. 91 États sont liés par cette convention de 1948.

Les États contractants se sont en particulier engagés à reconnaître le droit de propriété sur aéronef, art. 1° § 1 a). Toutes inscriptions relatives à un aéronef sont effectuées sur le même registre. En principe, les effets à l'égard des tiers de l'inscription de l'un des droits énumérés au § 1° sont déterminés conformément à la loi de l'État contractant où ce droit est inscrit. L'adresse du service chargé de la tenue du registre est indiquée sur le certificat d'immatriculation de tout aéronef.

Il existe cependant un tempérament à l'absolutisme des effets de l'immatriculation : c'est l'incidence de la fraude, qui fait exception à toutes les règles. Emmanuel du Pontavice, dans son traité de droit aérien, se

prononçait en ce sens, n° 553. La fraude peut être une fraude à la loi ou une fraude aux droits des tiers. La fraude consiste en une mise en scène, c'est un stratagème, une machination malicieuse grâce à laquelle un sujet de droit entend échapper à une règle obligatoire. Si la fraude est établie, le système juridique opère une résistance envers cette machination et raisonne comme si l'acte frauduleux n'avait pas été accompli. L'acte déclaré frauduleux est inopposable aux victimes de la fraude.

La *vente avec réserve de propriété* n'est pas inconnue en matière de vente d'aéronef.

Il est alors convenu entre les parties que le vendeur conserve la propriété de l'aéronef vendu tant qu'il n'est pas intégralement payé. La propriété est la reine des sûretés.

On connaît la figure suivante : le constructeur vend l'aéronef à une société bancaire ou financière, qui à son tour revend l'appareil avec clause de réserve de propriété à un transporteur aérien. Les montages tiennent compte des incidences fiscales. Dans une telle hypothèse, on ne procède, semble-t-il pas, sur le registre au changement de nom de propriétaire, le vendeur souhaite le demeurer tant qu'il n'est pas intégralement payé du prix de vente. L'inscription de l'aéronef sur le registre mentionne le nom de chaque propriétaire, D. 6111-9 CT. Ce nom est maintenu. Envisagée par les articles D. 6111-20 et -21, la mutation de propriété ne sera alors portée au registre qu'avec le désintéressement complet du vendeur. On fait, paraît-il, figurer parfois le nom de l'acquéreur, propriétaire sous condition du paiement du prix, comme locataire de l'aéronef, ce qu'il n'est pas, même s'il est entré le plus souvent en possession du bien.

[Si le décret n° 2015-1408 du 5 novembre 2015 permet aux usagers de saisir l'administration par voie électronique, certaines opérations comme la vente avec réserve de propriété d'un aéronef, échappent à cette possibilité, annexe 1, chiffre 3 du décret. L'opération reçoit ainsi une consécration textuelle.]

Le règlement 2015/848 du 20 mai 2015 sur les procédures collectives - applicable à compter du 26 juin 2017 - consacre un article 17 concernant entre autres choses l'hypothèse d'un débiteur qui, alors que la procédure d'insolvabilité a été ouverte, accomplit à titre onéreux un acte de disposition portant sur un aéronef soumis à inscription. La validité de cet acte de disposition est régie par la loi de l'État sous l'autorité duquel le registre est tenu.

Un aéronef ne peut circuler que s'il est immatriculé, article L. 6111-1 CT.

Sans immatriculation, l'aéronef ne peut pas faire l'objet d'une exploitation effective.

[La vente n'est pas la seule opération translatrice de propriété, il faut compter avec d'autres opérations entre vifs, ou à cause de mort, il y a les donations, les apports en société, il y a les transmissions de propriété à titre universel, à cause de mort ou dans le cadre d'une fusion. Toute mutation de propriété par décès et tout jugement translatif, constitutif ou déclaratif de propriété, sont inscrits sur le registre à la requête du nouveau propriétaire, article L. 6121-2, alinéa 2 CT. Article D. 6111-21 CT.]

## Le transfert à l'étranger

L'art. L. 6122-20 CT envisage le transfert de l'immatriculation, à la demande du propriétaire, dans un État étranger. L'aéronef verra son immatriculation en France radiée. L'aéronef perdra ainsi la nationalité française, art. L. 6111-4 CT. Cette radiation en France n'est possible que si les titulaires de droits inscrits (créanciers hypothécaires et privilégiés) ont donné leur consentement ou s'il y a eu main levée au préalable de ces droits.

## Les mécanismes financiers

### Le crédit public

Les États pratiquent tous, à des degrés divers, une politique de soutien en faveur de leur industrie aéronautique. Le pouvoir américain, qu'il s'agisse de l'État fédéral ou des États fédérés, aide et soutient Boeing ; la France, l'Allemagne soutiennent Airbus.

Il convient donc de faciliter et de favoriser la vente, par les constructeurs fabricants, de leur production.

Les fabricants doivent trouver, à travers le monde, des acquéreurs, et des acquéreurs en situation de payer le prix d'achat, particulièrement élevé en ce qui concerne la vente des avions gros porteurs.

Les acquéreurs ont souvent recours au crédit. Les établissements bancaires et financiers prêtent tout ou partie du prix d'achat. Ils peuvent craindre que le client ne soit pas en mesure de rembourser le montant de l'emprunt qu'il avait contracté. Il existe donc des techniques diverses par lesquelles des structures étatiques garantissent ce



remboursement. Il existe des agences de crédit à l'exportation. Ces agences peuvent émettre une garantie de financement d'avion pour le compte de l'État.

Le règlement n° 1233/2011 du 16 novembre 2011 est relatif à l'application de certaines lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

Ce règlement a été plusieurs fois modifié.

La Commission européenne publie en date du 25 septembre 2017, publié au JOUE du 9 février 2018, un règlement délégué modifiant le règlement de 2011.

Il existe un Arrangement conclu dans le cadre de l'OCDE, l'UE y participe.

Le règlement de 2017 donne en annexe le texte de l'Arrangement modifié, qui contient en annexe III l'accord sectoriel sur les crédits à l'exportation d'aéronefs civils, ASU.

L'objet de cet Accord sectoriel est d'uniformiser les règles du jeu applicables à ces crédits à l'exportation, pour encourager la concurrence entre exportateurs sur la qualité et le prix, et éviter les distorsions de concurrence.

L'accord est un accord non contraignant, gentlemen's agreement, concernant l'UE, les USA, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Brésil, la Corée, le Japon, la Norvège, la Suisse.

Le Royaume-Uni demande à devenir participant à l'Arrangement ainsi qu'à l'accord sectoriel.

L'accord s'applique à tout soutien accordé par un gouvernement et assorti d'un délai de remboursement au moins deux ans pour l'exportation d'aéronefs civils neufs et moteurs installés sur ces aéronefs, d'aéronefs civils d'occasion et remis en état, de moteurs de rechange ...

Le soutien financier est accordé sous forme de garantie ou d'assurance des crédits à l'exportation ou de soutien financier public par crédit direct.

Il y a donc à la base un accord entre un gouvernement et un acheteur/emprunteur.

Certaines dispositions concernent les aéronefs neufs. L'acheteur emprunteur doit en principe payer un acompte de 20 % du prix net de l'avion. L'emprunteur doit rembourser la dette au bout de 12 ans. 15 ans à titre exceptionnel. L'emprunteur rembourse le principal et paie les intérêts par des versements trimestriels étalés dans le temps.

Un soutien financier public sur la base du TICR n'est fourni, s'agissant d'aéronefs à réaction d'un prix net au moins égal à 35 millions de dollars que dans des circonstances exceptionnelles. Le gouvernement intéressé consulte les autres gouvernements. TICR signifie taux commercial de référence, il est calculé en relation avec le rendement des obligations.

L'accord envisage la situation du Co financement, une partie par le secteur bancaire, l'autre par le secteur public sous forme de crédit direct (financement direct) ou de garantie pure (garantie ou assurance-crédit à l'exportation) D'autres dispositions sont relatives aux aéronefs d'occasion, moteurs de rechange, contrats d'entretien. Il est prévu un délai maximum de remboursement, compte tenu de l'âge de l'aéronef.

Un État participant peut demander à un autre participant des renseignements sur l'utilisation des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public qu'il accorde pour financer la vente ou le crédit-bail des aéronefs. Des consultations sont prévues si un participant pense qu'une autre offre des conditions financières plus généreuses que celles prévues à l'accord sectoriel.

L'accord sectoriel prévoit un taux de prime minimum. Le montant de la prime est en relation avec le risque.

Une sûreté de premier rang est prise sur l'aéronef.

Il peut y voir un abattement sur les taux de primes si l'organisme public qui finance ou qui apporte sa garantie est en situation, en cas de défaut, de bénéficier du mécanisme prévu par la convention du Cap et le protocole sur les équipements aéronautiques. [Cet accord incite indirectement les États à ratifier la convention du Cap et son protocole aéronautique.] cf. infra le développement concernant les sûretés sur aéronefs.

Du fait de la crise sanitaire de 2020 2021, les acheteurs d'avions et de moteurs ont eu des problème de liquidités. Le projet consiste à permettre aux acheteurs de pouvoir reporter de 12 ou 18 mois le remboursement du prêt qu'ils avaient souscrit. Voir la décision du Conseil 2021/486 du 15 mars 2021.

La COFACE agissant pour le compte de l'État apportait une garantie pure et inconditionnelle aux exportations d'avions gros porteurs et depuis 2012 aux exportations d'avions civils de masse au décollage supérieur à 10 tonnes et aux hélicoptères de masse au décollage supérieure à une tonne. Sont ainsi visés les avions régionaux, les avions d'affaires à moteur à réaction et les hélicoptères standards. Cette garantie couvre, à 100 %, le risque de défaut du débiteur. Voir l'art. 84 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2012 et le décret d'application du 24 mai 2013.

L'article 102 de la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015 apporte un changement profond.

Le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014, annexe I, M.A. 904, envisage la situation des aéronefs importés dans l'Union européenne. L'aéronef est neuf ou non. Il va être immatriculé sur le registre d'un État

membre. Le postulant doit obtenir un certificat de navigabilité, valable pendant un an.

Un accord a été conclu dans le cadre du GATT concernant le commerce des aéronefs civils.

Un protocole du 5 novembre 2015 a été conclu à Genève, modifiant l'annexe à cet accord.

L'UE a approuvé ce protocole par une décision du Conseil en date du 3 mars 2017. Le JOUE du 15 mars 2017 donne le texte de ce protocole. Ce document porte sur les droits de douane et impositions visés à l'article 2 de l'accord. Les produits désignés sont admis en franchise ou en exemption de droit, s'ils sont destinés à être utilisés dans des aéronefs civils ou dans des appareils d'entraînement au vol.

#### La fiscalité : impôts et taxes

L'exemption de TVA.

La 6<sup>e</sup> directive de 1977, art. 15, prévoit l'exonération de TVA sur les livraisons, réparations, entretien, affrètements et locations d'aéronefs, utilisés par des compagnies de navigation aérienne pratiquant essentiellement un trafic international rémunéré. L'exonération joue incontestablement en cas de vente directe à la compagnie aérienne.

Quid quand un non-transporteur s'insère dans la chaîne contractuelle ?

Un arrêt du 19 juillet 2012 de la CJUE, affaire A OY, C-33/11, a statué sur l'interprétation de cette directive ainsi que sur celle du droit finlandais qui la transpose.

Le fabricant de deux avions, à réaction, était français, l'acquéreur finlandais, les avions étaient mis en location auprès d'un utilisateur, qui effectuait des vols charter. En clair, l'utilisateur n'était pas l'acquéreur immédiat.

L'administration fiscale finlandaise avait pratiqué un redressement à la charge de l'acheteur qui n'était pas l'exploitant de transport aérien.

L'exonération de TVA jouait-elle ? La réponse est positive.

L'exonération s'applique aux vols internationaux affrétés pour répondre à la demande d'entreprises ou de particuliers.

L'exonération s'applique à la livraison d'un aéronef à un opérateur (qui n'est pas une compagnie de navigation aérienne) qui acquiert l'aéronef pour qu'il soit utilisé exclusivement par une compagnie faisant du trafic international rémunéré

Il est fait état de livraisons d'avions privés dans l'île de Man ou à Malte, pour permettre à l'acquéreur d'évincer en totalité ou en partie le paiement de la TVA.

## § II. Le crédit tiré de l'aéronef

Un aéronef est souvent un bien d'une très grande valeur et donc d'un coût très important à l'achat. L'acquéreur

ou le propriétaire qui fait appel au crédit auprès d'établissements financiers est amené à concéder une garantie à son créancier.

Les grands groupes de l'industrie aéronautique possèdent en leur sein une filiale ayant le statut d'établissement bancaire ou financier, dispensateur de crédit au profit de la clientèle acquéreur des aéronefs.

L'opération de crédit peut se limiter à la France.

Les considérations internationales sont fréquentes : une sûreté consentie en France au profit d'un créancier du propriétaire de l'aéronef est-elle reconnue à l'étranger ?

Une sûreté consentie à l'étranger est-elle invocable en France ?

Le droit du financement des aéronefs, ouvrage collectif, coordination Grigorieff & Correia, Bruylant, 2017

## SOUS-PARAGRAPHE I. DROIT INTERNE FRANÇAIS

### Le crédit-bail

Le dispensateur de crédit détient la propriété de l'aéronef qu'il a acheté et payé, le locataire utilisateur ayant ultérieurement la possibilité d'acquérir l'aéronef loué, article L. 313-7 du code monétaire et financier

### Sûretés avec dépossession du débiteur : le gage avec dépossession

Le gage sans dépossession : peut-on concevoir la possibilité d'un gage sans dépossession concernant un aéronef ? Il ne le semble pas, à raison de l'existence en législation de l'hypothèque sur aéronef. Les deux sûretés feraient double emploi. On ne cite pas l'aéronef dans la nomenclature. Le gage sans dépossession pourrait cependant être plus avantageux pour le créancier. Les juristes anglais et américains connaissent le mort gage.

### Sûretés sans dépossession du constituant

Un aéronef ne peut pas faire l'objet d'un nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, art. L. 525-18 du code de commerce.

### L'hypothèque mobilière sur aéronef

L'hypothèque aérienne est ordinairement une hypothèque *conventionnelle*, conférée par le propriétaire de l'aéronef à un créancier, comme une banque ou un établissement financier, qui a octroyé un prêt au constituant. Article L. 6122-1 CT.

L'hypothèque est obligatoirement constituée par écrit, sous peine de nullité, art. L. 6122-2 CT.

L'hypothèque conventionnelle est donc un contrat solennel.

L'écrit mentionne chacun des éléments sur lesquels porte l'hypothèque.

L'hypothèque grève, dès qu'ils appartiennent au propriétaire de l'aéronef, cellule, moteurs, hélices, appareils de bord et toutes pièces destinées de façon continue au service de l'aéronef, qu'elles fassent corps avec lui ou en soient temporairement séparées, art. L. 6122-3.

La condition des pièces de rechange, art. R. 6122-3.

Toute hypothèque est inscrite sur le registre d'immatriculation.

Le requérant présente au bureau chargé de la tenue du registre un des originaux du titre constitutif d'hypothèque, article R. 6122-1 CT. Dans les deux exemplaires de la requête, le requérant indique le montant de la créance, le type de l'aéronef, son numéro de série, son numéro dans la série, ses marques d'immatriculation ...

Les démarches administratives suivent la voie ordinaire, il n'y a pas place pour une saisine de l'administration par voie électronique, décret n° 2015-1408 du 5 novembre 2015.

L'hypothèque n'a d'effet à l'égard des tiers qu'à compter de son inscription, art. L. 6122-8 CT.

Le créancier fait élection de domicile dans la ville où est situé le bureau d'immatriculation (le ressort du tribunal d'Évry).

Il est possible de constituer une hypothèque sur un aéronef en construction. Art. L. 6122-5. Art. R. 6122-2. Le propriétaire et le constructeur expédie une LR au fonctionnaire chargé de la tenue du registre d'immatriculation. L'inscription est complétée ultérieurement, formalités qui sont obligatoires après l'achèvement de l'aéronef.

La loi confère une hypothèque *légale*, soumise à inscription, en cas de vente à crédit, au profit du vendeur non intégralement payé. Article L. 6122-4, alinéa 2, CT. Le vendeur impayé doit requérir l'inscription de cette hypothèque pour faire valoir son droit de suite et son droit de préférence.

La protection pénale, art. L. 6142-7 CT.

Les **privilèges** sur aéronef

Les privilèges du droit aérien sont prévus à l'art. L. 6122-16 du code des transports, ils bénéficient à certains créanciers qui ont facilité certaines opérations concernant l'aéronef. Ils ont une créance, ils espèrent être payés. Sans garantie, ils hésiteraient peut-être à intervenir.

Ce sont les privilèges au titre, par rang de préférence, des frais de justice, des frais de sauvetage de l'aéronef, et des frais de conservation de l'aéronef.

Ces privilèges ont une durée de 3 mois, ils sont donc, dans un premier temps, occultes ; ils s'éteignent ensuite, à moins que le créancier avant l'expiration du délai de 3 mois ait fait inscrire sa créance au registre d'immatriculation de l'aéronef, après avoir fait reconnaître amiablement son montant ou à défaut avoir introduit une action en justice à ce sujet.

Les privilèges du droit commun peuvent également s'exercer sur un aéronef. C'est le cas des privilèges fiscaux.

L'assiette des sûretés

La publicité des inscriptions

Le fonctionnaire chargé de la tenue du registre d'immatriculation délivre à tous ceux qui le requièrent l'état des inscriptions existant sur l'aéronef, art. D. 6111-31 CT.

La vente de l'aéronef grevé de sûretés.

Tout créancier inscrit peut requérir la mise aux enchères de l'aéronef vendu à l'amiable, de gré à gré.

Art. R. 6122-13 CT. Il le fera s'il estime être en présence d'une vente à un prix très minoré.

Le classement entre créanciers en cas d'insuffisance du gage.

On distingue selon que le débiteur qui ne s'est pas acquitté de sa dette est encore in bonis ou s'il est déjà soumis à une procédure d'insolvabilité.

Le débiteur in bonis

Comment s'opère le classement des créanciers qui se présentent pour exiger, sur le prix de vente de l'aéronef grevé, le paiement de leurs créances ?

L'ordre est le suivant :

Les créanciers privilégiés du droit aérien :

Les créances au titre des frais de justice sont en première ligne. Il s'agit des frais de justice exposés pour parvenir à la vente de l'aéronef et à la distribution de son prix, dans l'intérêt commun des créanciers.

Les rémunérations dues pour sauvetage de l'aéronef viennent en seconde ligne.

Les frais indispensables engagés pour la conservation de l'aéronef sont en troisième ligne.

Ces créances sont les seules privilégiées par préférence aux hypothèques, art. L. 6122-16 CT.

Les créanciers titulaires de privilèges de droit commun nés avant l'inscription hypothécaire viennent ensuite.

Les créanciers hypothécaires du droit aérien

Ils disposent du droit de suite et du droit de préférence. Article L. 6122-15 CT.

Le droit de suite : les créanciers ayant hypothèque inscrite sur l'aéronef suivent leur gage en quelque main qu'il passe pour être colloqués et payés suivant l'ordre de leurs inscriptions.

Le droit de préférence : ils sont payés après les créanciers privilégiés du droit aérien.

S'il y a plusieurs hypothèques sur le même aéronef, leur rang est déterminé par l'ordre des dates d'inscription.

Les hypothèques inscrites le même jour viennent en concurrence nonobstant l'heure de leur inscription,

Art. L. 6122-10 CT.

Les créanciers privilégiés du droit commun dont la créance est née après l'inscription hypothécaire :  
Les privilèges autres que ceux mentionnés à l'article L. 6122-16 ne prennent rang qu'après les hypothèques dont l'inscription est antérieure à la naissance de ces privilèges, art. L. 6122-19 al. 1°.  
Les privilèges fiscaux viennent après l'hypothèque aérienne, cf. Com. 3 février 1998, n° 95-18690, Bull. 1998. IV. n° 59 p. 46.

Les créanciers chirographaires prennent ce qui reste.

Extinction des sûretés sur aéronefs

La radiation de l'hypothèque fait l'objet d'une mention au registre d'immatriculation, art. L. 6122-8 al. 2 CT.  
L'inscription hypothécaire est radiée au vu d'un acte constatant l'accord des parties ou en vertu d'un jugement passé en force de chose jugée, art. L. 6122-13 CT.

L'hypothèque est valable 10 ans à compter du jour de son inscription. Son effet cesse si l'inscription n'est pas renouvelée avant l'expiration de ce délai, art. L. 6122-11 CT.

La purge

L'acquéreur de l'aéronef notifie aux créanciers inscrits son titre d'acquisition, il indique le prix, il déclare sa disponibilité à payer sur le champ les dettes hypothécaires, mais uniquement jusqu'à concurrence du prix, art. R. 6122-12. Il échappe ainsi aux poursuites des créanciers titulaires du droit de suite.

Le débiteur soumis à une procédure d'insolvabilité : l'incidence de la procédure collective affectant le débiteur sur les droits des créanciers

Le propriétaire de l'aéronef, comme une compagnie aérienne, est en défaut. La procédure d'insolvabilité peut avoir pour objectif de sauver l'entreprise pour sauver l'emploi. Nombre de compagnies américaines, italiennes, françaises, allemandes ... se sont trouvées dans cette situation. On continue l'exploitation, les dettes s'amoncellent.

Ce qui fait difficulté, ce sont les garanties de paiement offertes aux salariés titulaires du super privilège et aux créanciers privilégiés des articles L. 622-17, L. 631-4, et L. 641-13 du code de commerce qui financent la période d'observation ou le sauvetage de l'entreprise. On fait la distinction entre les créanciers titulaires de créances nées après le jugement d'ouverture pour les besoins de la procédure ou de la période d'observation et les créanciers titulaires de créances nées après le jugement qui ouvre ou prononce la liquidation judiciaire pour les besoins du déroulement de la procédure ou du maintien provisoire de l'activité.

On sonne le sacrifice du créancier hypothécaire d'aéronef si les créanciers de la procédure collective bénéficient de la préférence.

On peut lire sur la toile les observations de Philippe Pernaud Orliac, mandataire de justice à Montpellier, qui cite la très rare et ancienne jurisprudence rendue à ce sujet et qui penche pour la préférence probable qui serait accordée en justice aux créanciers de la procédure.

L'argument contraire consisterait à tenter de faire valoir l'autonomie et le particularisme des solutions du droit aérien, solution qui aurait, sans y croire, la préférence des partisans de l'autonomie du droit aérien.

On peut également consulter sur la toile, Hal, la thèse soutenue le 30 mars 2017 à l'université de Paris Est (Créteil), sous la direction de Stéphane Piédelièvre, par Amithisse Monnet, sous le titre La mise en œuvre des sûretés réelles en droit international privé. L'exemple du financement des navires et des aéronefs.

## SOUS-PARAGRAPHE II. DROIT INTERNATIONAL

Le droit conventionnel

Il existe deux grands instruments conventionnels. L'un de 1948, l'autre de 2001.

La **convention de Genève** du 19 juin 1948 est relative à la reconnaissance internationale des droits sur les aéronefs. 91 États, dont la France, sont hautes parties contractantes à cette convention. Le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, la Russie ne sont cependant pas du nombre.

L'aéronef comprend, au sens de la convention, la cellule, les moteurs, les appareils de radio et toutes pièces destinées au service de l'aéronef, qu'elles fassent corps avec lui ou en soient temporairement séparées, article XVI de la convention de Genève

Chaque État HPC reconnaît la validité et l'efficacité des sûretés réelles inscrites sur les registres d'immatriculation des aéronefs des autres États.

En cas de vente forcée, l'acquéreur de l'aéronef n'est pas tenu des sûretés antérieures.

Une entreprise de maintenance non payée de ses prestations peut-elle exercer un droit de rétention sur un appareil étranger ? Com. 6 juillet 2010

La **convention du Cap** du 16 novembre 2001 est relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles.

La convention du Cap est complétée par un **protocole** portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques.

La convention et le protocole aéronautique ont été adoptés, le même jour, le 16 novembre 2001 : il existe donc deux textes conventionnels, une convention d'objet général, ainsi qu'un protocole, apportant des solutions spécifiques à la matière aérienne et aux aéronefs et pouvant ainsi déroger à la Convention.

La convention du Cap est entrée en vigueur le 1<sup>o</sup> mars 2006 entre plusieurs États.

Les ratifications

Selon le site de l'organisme dépositaire, Unidroit, 86 États, dont l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, les États-Unis, la Russie, sont parties à la convention du Cap.

Un assez grand nombre d'États d'Amérique, d'Afrique et d'Asie l'ont donc ratifiée.

(Le Royaume-Uni a ratifié la convention, pour Gibraltar, les îles Caïmans, Guernesey, les Bermudes et l'île de Man.)

La Communauté européenne, en tant qu'organisation d'intégration économique régionale, a apporté son adhésion tant à la convention qu'au protocole, mais celle-ci vaut uniquement que pour les matières relevant de sa compétence normative (compétence juridictionnelle, procédures d'insolvabilité, conflit de lois en matière contractuelle).

Les États conservent leur compétence en matière de droit matériel. Ils sont cependant liés par le legs européen et ils n'ont pas une entière liberté lorsqu'il s'agit de faire les déclarations prévues par la convention.

Quelle est l'attitude des États membres de l'UE à l'égard de la convention du Cap ? Il n'y a pas d'unanimité au sein de l'UE.

L'Irlande, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, la Roumanie, sont hautes parties contractantes à cette convention du Cap.

Le Danemark a été autorisé par la Commission à ratifier la convention et son protocole, décision du 10 août 2015, JOUE du 12 août 2015, L 213/6, à la condition que le royaume fasse des déclarations comparables à celles faites par l'UE.

L'Espagne adhère.

La Suède adhère le 30 décembre 2015.

Les Pays-Bas ne sont liés que pour ce qui concerne la partie antillaise du royaume.

Les autres États membres de l'UE, comme l'Allemagne, la France ou l'Italie, se tiennent cependant pour le moment à l'écart de la ratification ou de l'adhésion à la convention du Cap.

(Madame Sarah Laval a publié au Clunet d'octobre 2018, doctrine 10, un plaidoyer incitant la France à ratifier la convention du Cap : Pour une ratification de la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles)

Les États qui ont ratifié la convention du Cap ont en général ratifié le protocole aéronautique. 83 États sont liés, selon le site d'Unidroit, par le protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques signé au Cap le 16 novembre 2001.

Une littérature abondante, rédigée quasi exclusivement en langue anglaise, a été publiée concernant le système instauré par la convention de Cap. On accède déjà à une information détaillée présente sur la toile. L'Université d'Oxford et celle de Washington se sont distinguées en ce domaine.

L'un des intérêts de la convention du Cap est d'offrir, aux créanciers - financiers, prêteurs, vendeurs se réservant la propriété du bien vendu jusqu'au paiement intégral du prix, bailleurs titulaires de créances de loyers - des possibilités efficaces de recouvrement en cas d'incident de paiement du débiteur emprunteur, acheteur, preneur. Les financiers sont incités en contrepartie à ne pas ménager leur crédit. Les ventes d'aéronefs aient ainsi indirectement encouragées. L'industrie aéronautique en recueille des effets bénéfiques.

Un créancier, même possédant son siège dans un État non-signataire, peut bénéficier d'une telle garantie du moment que l'aéronef tient son immatriculation d'un État ayant ratifié la convention de Cap et son protocole. Ce qui compte, c'est que le débiteur soit situé, c'est à dire réside, dans un État contractant lors de la conclusion du contrat qui crée et organise la garantie.

Le créancier peut être situé dans un État non contractant. Article 3 de la convention du Cap.

Le créancier ne pourra cependant pas exercer ses droits dans les termes de la Convention du Cap sur le territoire d'un État non-signataire.

Le conflit de conventions

La convention du Cap et son protocole l'emportent en principe sur la convention de Genève de 1948. Article XXIII du protocole. La convention de Genève demeure cependant applicable en ce qui concerne les droits et garanties qui ne sont pas affectés par la convention du Cap.

La convention du Cap et le protocole créent une garantie internationale, qui est une sûreté conventionnelle sans dépossession au profit d'un créancier, voire de plusieurs.

Le constituant doit avoir le pouvoir de disposer du bien, moteurs d'avion, hélicoptère, cellule d'aéronef.

Mandataire et fiduciaire peuvent inscrire une garantie internationale.

La constitution de la garantie internationale exige la rédaction d'un écrit.

Le bien aéronautique doit être identifié : nom du constructeur, désignation du modèle, numéro de série.

La garantie est inapplicable aux petits avions (ne pouvant transporter que 7 personnes à bord) (ne pesant pas 2750 kg) et aux petits hélicoptères.

La créance doit être déterminable.

A été créé un registre international des matériels d'équipement aéronautique, tenu à Dublin, sous l'égide de l'OACI, investie en qualité d'Autorité de surveillance, par la société Aviareto, en qualité de Conservateur.

Les garanties internationales y sont inscrites, ainsi que les avis de garanties nationales. Il existe deux formules.

Soit le créancier procède directement à l'enregistrement de la garantie sur le registre international. Soit le

créancier entre en relation avec le registre national pour publier sa créance garantie, le registre national

communique ensuite les informations au conservateur du registre international. Cette dernière formule permet à l'État de conserver un droit de regard sur la constitution de sûretés portant sur les aéronefs immatriculés dans cet État. C'est le système adopté aux États-Unis.

Le registre peut être consulté pour déterminer si l'aéronef est grevé de sûretés.

Si le créancier bénéficiaire cède sa créance, la garantie bénéficie à l'acquéreur de la créance.

Cette sûreté prime en théorie toute garantie non inscrite.

Cette sûreté prime les sûretés inscrites postérieurement.

Chaque État peut cependant, art. 39 de la convention, faire une déclaration aux termes de laquelle certaines garanties primeront la garantie internationale inscrite ou prévoyant que l'autorité publique pourra retenir le bien aéronautique pour assurer le paiement de certaines redevances.

Ce sont seulement les tribunaux des États contractants qui sont compétents pour ordonner les mesures prévues par la convention, du moment que l'aéronef est situé sur leur territoire.

Les droits du créancier garanti dépendent des accords souscrits par le constituant, ainsi que des applications et

options effectuées par l'État contractant. L'uniformité ne règne pas, le système - il s'agit de faciliter les ratifications - met en place une diversité de régimes plus ou moins protecteurs des intérêts des créanciers inscrits et de ceux du débiteur.

Les mesures doivent être ordonnées conformément au contrat et de façon commercialement raisonnable. Le créancier offre ordinairement un délai de 10 jours ouvrable à son débiteur.

Le protocole envisage la prise de mesures provisoires.

En cas d'inexécution par le débiteur de ses obligations, le titulaire de la sûreté est habilité à prendre possession de l'aéronef grevé.

Le créancier peut faire radier l'immatriculation de l'aéronef.

Il peut faire transporter physiquement le bien aéronautique du territoire où il se trouve. Le bien aéronautique est exporté.

Le tout avec le consentement du débiteur. On peut présumer que ce consentement a été ordinairement donné dès l'octroi de la sûreté.

La garantie internationale est opposable aux procédures d'insolvabilité.

C'est l'instant délicat : Lorsque le débiteur ne paie pas le créancier titulaire de la sûreté internationale, on a tout lieu de craindre qu'il soit soumis à une procédure d'insolvabilité et qu'il se trouve face à une meute de créanciers, salariés, fisc, fournisseurs, organismes financiers, organismes de sécurité sociale, dont certains titulaires de sûretés de droit national ou reconnues par le droit conventionnel.

La convention accorde de l'importance au ressort principal de l'insolvabilité. Ce ressort est constitué par l'État où le débiteur a le centre de ses intérêts, siège statutaire, à défaut lieu de constitution.

Les États, en ratifiant, peuvent choisir deux variantes A ou B concernant la situation en cas d'insolvabilité, donnant au créancier des droits plus ou moins énergiques, n'exigeant pas ou exigeant la médiation judiciaire. Il faut tenir compte de la déclaration faite par l'État contractant du ressort principal de l'insolvabilité.

La variante A

Variante plus expéditive, plus énergique et la plus favorable au créancier bénéficiaire de la garantie internationale.

L'administrateur d'insolvabilité ou le débiteur restitue le bien aéronautique au créancier garanti.

Les garanties inscrites priment.

La variante B

Intervention judiciaire et risque de lenteur.

Le tribunal intervient.

Le créancier doit établir sa créance et justifier de l'inscription de sa garantie internationale.

Le bien aéronautique ne peut pas être vendu tant que le tribunal n'a pas statué sur la créance et sur la garantie internationale.

Plus d'un million d'inscriptions portant sur 110 000 biens aéronautiques ont été prises, pour des créances d'un total de plus de 500 milliards de dollars. La garantie est présentée comme facilitant les transactions portant sur les aéronefs ainsi que leur financement.

L'Accord sectoriel pris dans le cadre l'Arrangement de l'OCDE, cf. supra, prévoit en cas de crédit public, un taux de prime minimum. Il prévoit en particulier un abattement si une sûreté est consentie sur un bien aéronautique au sens du protocole à la convention du Cap et si elle est enregistrée sur le registre international. Du moment que l'État est partie à la convention du Cap, qu'il a fait certaines déclarations et qu'il a mis en œuvre la convention du Cap dans sa législation. On parle d'une liste Cape Town.

L'Accord consacre des dispositions aux différentes déclarations dites qualificatives que chaque État peut faire sur le fondement de la convention du Cap et de son protocole aéronautique permettant au créancier impayé de prendre sans trop de formalisme possession de l'aéronef grevé ou de réaliser son gage.

Ces éléments ont indirectement incité nombre d'États à ratifier la convention du Cap et à faire les déclarations



facilitant pour le créancier, en cas de défaillance de l'acquéreur de l'aéronef, la prise de possession, sans intervention judiciaire, de l'appareil aérien.

### § III. Les voies d'exécution et les saisies d'aéronef

La puissance publique possède un certain nombre de pouvoirs sur les aéronefs se trouvant sur son

territoire, elle peut à raison de motifs de droit public ou à raison des règles de droit privé porter atteinte à la libre jouissance qu'exerce en principe le propriétaire sur l'aéronef, en allant jusqu'à le priver de la propriété de son bien.

Le **droit international public** conduit l'État à prendre, dans certaines hypothèses, des mesures autoritaires, voire spoliatrices, immobilisant l'appareil aérien, pour des motifs de sûreté ou de sécurité, ou pour des motifs de haute politique internationale.

Ainsi les États peuvent-ils être appelés à prendre des mesures de saisie d'aéronefs au titre de sanction internationale contre un État.

On peut donner en exemple les arrêts Bosphorus rendus par la CJCE le 30 juillet 1996, C-84/95, puis par la CEDH le 30 juin 2005. On verra qu'il n'est pas bon de se trouver pour un propriétaire d'aéronef dans les rets d'une administration étatique guère complaisante. Ces successions de saisies ordonnées par l'État irlandais n'avaient, hormis l'hommage dû aux principes, guère d'effet utile pour peser sur l'État yougoslave et le contraindre à mettre fin à une guerre injuste ; c'est la compagnie turque qui était privée de la jouissance des aéronefs qu'elle avait pris en location. Seul effet nuisible à la Yougoslavie : les loyers en faveur de la Yougoslavie étaient bloqués.

Ces décisions intéressent non seulement le droit aérien mais également le respect des droits de l'homme : il peut y avoir, sur le terrain procédural, une concurrence entre les instances judiciaires communautaires et la cour européenne des droits de l'homme pour déterminer l'instance compétente pour sanctionner en justice une atteinte aux droits fondamentaux.

La jurisprudence Bosphorus a été évoquée dans le débat lorsque la CJUE a rendu le 18 décembre 2014 son avis, négatif, relatif à l'adhésion de l'UE à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Denys Simon, Deuxième (ou second et dernier ?) coup d'arrêt à l'adhésion de l'Union à la CEDH : étrange avis 2/13, Europe n° 2, février 2015, étude 2.

Une compagnie yougoslave avait en 1992 donné en location deux appareils aériens à une société turque Bosphorus qui était organisatrice de voyages et affrèteur (compagnie charter). La première était loueur, la seconde locataire. Les appareils avaient été immatriculés en Turquie.

La Yougoslavie faisait, à raison de la guerre de Bosnie Herzégovine, l'objet de sanctions prononcées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Ces sanctions avaient été transposées dans un règlement européen de 1993 ordonnant aux autorités publiques de saisir les aéronefs relevant d'une personne ayant son siège en Yougoslavie. Le ministre irlandais des transports avait procédé à l'aéroport de Dublin à la saisie de l'un de ces aéronefs appartenant à la compagnie nationale yougoslave. Comme l'aéronef objet de la saisie administrative se trouvait immobilisé au sol, le locataire en perdait l'usage. La société turque locataire a contesté en vain devant la Cour de Justice cette mesure la privant de la jouissance de l'aéronef qu'elle avait pris en location. Les sanctions frappaient les entités propriétaires d'avions, même si par ricochet le locataire pouvait en être affecté.

Elle n'a pas obtenu meilleur accueil auprès de la Cour de Strasbourg.

Le ministre irlandais avait procédé en 1995 à une nouvelle saisie de l'avion, décision annulée par la haute cour irlandaise en 1996.

Le système des sanctions s'assouplissait, les avions saisis le demeuraient, les autres avions yougoslaves pouvaient voler. Ce qui était paradoxal et discriminant.

Le ministre saisit à nouveau l'appareil le 6 août 1996.

En 1996, la cour suprême statua en faveur du ministre.

Les contrats de location avaient expiré en mai 1996.

Un accord intervint in fine entre la compagnie yougoslave et le ministère irlandais des transports, la JAT paya une somme d'argent pour couvrir les frais de parking, de maintenance et d'assurance, l'avion fut restitué à la JAT le 30 juillet 1997 !

La société turque mena ensuite le combat juridique contre l'Irlande en portant l'affaire à Strasbourg pour tenter de faire sanctionner la perte de jouissance qu'elle avait subie.

La cour européenne a commencé par considérer qu'elle était compétente pour déterminer si l'Irlande avait engagé sa responsabilité au titre de la CESDH en procédant à la saisie de l'aéronef pris en location par la société turque. Saisie prise en observance d'une réglementation communautaire. L'État irlandais était tenu d'observer ses obligations découlant du droit communautaire.

La mesure prise par l'Irlande en exécution de ses obligations juridiques doit être justifiée du moment que la communauté européenne accorde aux droits fondamentaux une protection équivalente à celle assurée par la convention européenne. La Cour de Strasbourg établit au profit de l'Irlande (et du système de la CE) une présomption de conformité, susceptible de preuve contraire, non renversée en l'espèce.

Sur le fond, il est décidé qu'il n'y a pas eu en l'espèce violation du protocole n° 1 décidant que toute personne, physique ou morale, a droit au respect de ses biens. Même s'il est admis que la saisie a porté atteinte aux biens de la locataire, puisque la locataire a été privée des avantages de la location de l'appareil. Les États ont le pouvoir de réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général. Ce qui était le cas.

## Le droit pénal

Le code de **procédure pénale** permet au juge d'instruction de procéder à la saisie d'un aéronef, si celle-ci se révèle utile à la manifestation de la vérité. L'appareil est alors mis sous scellés. Cette saisie est prévue pour faciliter ultérieurement une confiscation du bien.

## En droit interne

Cf. Criminelle, 20 novembre 2019, n° 18-86782 : un homme est soupçonné d'avoir procédé de manière non déclarée au transport aérien rémunéré de passagers entre la Guadeloupe et les îles environnantes, au moyen d'un aéronef immatriculé aux États-Unis dont il a fait l'acquisition par l'intermédiaire d'un trustee. Nous sommes au stade de l'enquête préliminaire. L'intéressé est suspecté d'avoir commis les délits de travail dissimulé et de blanchiment. Le juge des libertés, à la demande du procureur, a rendu, concernant cet aéronef, une ordonnance de maintien de saisie pénale de biens meubles sans dépossession à titre d'instrument de l'infraction.

La chambre de l'instruction de la cour d'appel de Basse Terre a confirmé l'ordonnance de saisie pénale de l'aéronef modèle PIPER PA-18128 pour garantir la peine complémentaire de confiscation.

La décision de la cour d'appel est approuvée par la Cour de cassation.

La Cour de cassation sauvegarde cependant le droit de propriété de la société propriétaire du bien, du moment qu'elle est étrangère à l'infraction.

Criminelle, 6 janvier 2021, n° 20-81.667 : le point de départ concerne une affaire de travail dissimulé en France concernant des sociétés du groupe suédois West Atlantic, faisant du transport de fret postal et de fret express.

Ces sociétés sont suspectées d'avoir fait travailler en France du personnel, qui n'a jamais été déclaré. La société West Atlantic UK a effectué de janvier 2016 à novembre 2018 par contrat avec la Poste 800 allers et retours entre Marseille et Roissy.

West Air Sweden et West Atlantic occupaient des locaux à l'aéroport de Marseille, ces sociétés ont employé 24 personnes ayant un badge d'accès à la piste. 300 autres ont séjourné dans des hôtels de l'aéroport entre 2016 et 2018.

Ces activités n'ont fait l'objet d'aucune déclaration fiscale ou sociale.

Des constatations identiques ont été faites à Blagnac et à Mérignac.

L'URSSAF et la caisse de retraite du personnel navigant se présentent, pour l'aéroport de Marseille, victimes d'un préjudice de plus de 5 millions d'euros.

On évalue actuellement, en l'absence de déclaration de TVA, le montant du préjudice fiscal.

Le juge des libertés, saisi par le procureur de la République, a ordonné la saisie sans dépossession à Marseille du Boeing 737-400 F, sérigraphié West Atlantic, c'est la société West Atlantic UK qui était désignée comme propriétaire de l'avion.

La société Aircraft 25859 LLC, américaine, propriétaire de l'avion, immatriculé au Royaume-Uni, fait appel.

L'avion était donné en location depuis 2017 à la société suédoise West Atlantic Aircraft Management, qui gère la flotte d'aéronefs de ce groupe.

Cette société a affrété (il semble qu'il faille lire frété) l'appareil à la société britannique West Atlantic UK pour l'activité de fret postal. Cette dernière est affréteur, elle n'a pas la propriété de l'aéronef.

La chambre de l'instruction de la cour d'Aix ordonne la main levée de la saisie de l'aéronef. La cour d'appel indiquait que rien n'indiquait un autre lien que la location, rien n'indiquait la mauvaise foi du propriétaire du bien saisi. La saisie ne peut être opérée que dans la perspective de la confiscation. L'avion ne constituait pas un bien confiscable, la saisie ne pouvait pas être autorisée. Le procureur général d'Aix forme un pourvoi, qui sera rejeté par la chambre criminelle. La décision de la chambre d'accusation est considérée comme justifiée : il ne ressortait pas des pièces de procédure que la société Aircraft n'était pas de bonne foi. Il appartenait au procureur général de produire les pièces susceptibles d'établir la mauvaise foi de la société propriétaire de l'aéronef. La cassation intervient sur un point secondaire, la chambre d'accusation dans les motifs de l'arrêt avait ordonné la restitution de l'avion à son locataire, West Atlantic Aircraft Management, alors que dans le dispositif elle ordonnait la restitution à son propriétaire, la société américaine. La cour d'appel s'était contredite.

Le propriétaire ou le détenteur légitime de l'aéronef rencontre en fait les pires difficultés à obtenir la réparation de son préjudice, lorsque l'aéronef saisi est restitué endommagé. L'espèce ayant donné lieu à l'arrêt du Conseil d'État du 15 novembre 2021, n° 443978, le démontre. La société Aéronord avait pris un hélicoptère en crédit-bail. Cet hélicoptère avait été loué à deux sociétés, le représentant de l'une d'elles avait été mis en examen pour trafic et importation de stupéfiants. L'appareil avait fait l'objet, à la suite d'une commission rogatoire du juge d'instruction de Marseille, de la part des autorités espagnoles d'une saisie et mis en fourrière. Le crédit preneur avait obtenu la restitution d'un hélicoptère, quoique endommagé, par une décision de la chambre de l'instruction d'Aix. La société a échoué devant les juridictions de l'ordre judiciaire à obtenir de la part de l'État une indemnisation. Le juge d'instruction ne pouvait pas ordonner à la justice espagnole de prendre des mesures pour assurer la sauvegarde de l'appareil. La société avait alors adressé au garde des sceaux une demande d'indemnité, qui avait été rejetée. Elle avait alors porté le contentieux devant la juridiction administrative. Le Conseil d'État rejette, pour incompétence de la juridiction administrative, les prétentions de la victime. La haute juridiction statue dans un premier sur le bien-fondé de l'action en responsabilité "pour faute" de l'État. La société mettait en cause le mauvais fonctionnement du service public de la justice, le magistrat de liaison en poste à l'ambassade de France à Madrid n'avait pas assuré un suivi suffisant de la commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction de Marseille. Le Conseil estime que le juge administratif était incompétent pour connaître de l'action en responsabilité pour faute du service public de la justice. Il ne pouvait porter une appréciation sur la marche même des services judiciaires. Le Conseil d'État statue ensuite sur l'action en responsabilité "sans faute". Sur le fondement de la rupture de l'égalité devant les charges publiques. La solution est identique : l'action fondée sur la responsabilité de l'État pour demander réparation du préjudice résultant d'une opération de police judiciaire relève de la compétence de la juridiction judiciaire. La juridiction administrative ne peut connaître de la responsabilité résultant des conditions de la garde de l'aéronef en Espagne par les autorités espagnoles.

La coopération internationale

Une saisie peut également être pratiquée en France à la demande d'une autorité étrangère.

Voir à titre d'exemple : Criminelle, 23 novembre 2022, n° T 22-81.823 F-D : le département de la justice des États-Unis adresse, le 7 décembre 2021, à l'autorité judiciaire française une demande d'entraide judiciaire internationale, il sollicite la saisie, comme élément de preuve, d'un fuselage d'avion turboréacteur de type Subsonex produit aux États-Unis, et d'un moteur turboréacteur produit en République tchèque. Ces pièces avaient été expédiées en mars 2020 à une société X, elles étaient destinées à M. Z. demeurant en Irak, par l'intermédiaire d'une société exportatrice de droit belge. Le procureur de la République le 30 décembre 2021 a saisi le juge des libertés et de la détention, aux fins d'autorisation de perquisition et de saisie sans assentiment.

Le juge, le même jour, a rendu une ordonnance, autorisant les officiers de police judiciaires à procéder à une perquisition et à des saisies dans les locaux de l'établissement public de gestion de l'aéroport où se trouvaient les éléments de l'aéronef litigieux.

La société de droit belge, propriétaire de l'avion, a interjeté appel de cette ordonnance.

Le président de la chambre d'instruction de la cour de Bordeaux, le 4 mars 2022, a déclaré cet appel non admis.

La chambre criminelle considère au visa de l'article 186 CPP que le président de la chambre de l'instruction a excédé ses pouvoirs.

L'ordonnance bordelaise est donc annulée.

La chambre criminelle n'en procède pas à renvoi, elle applique directement la règle concernant le litige.

L'ordonnance autorisant des perquisitions, visites, saisies de pièces à conviction sans assentiment sur le fondement de l'article 76 CPP ne sont pas en effet susceptibles d'appel.

L'appel était irrecevable.

Cette circonstance ne prive pas la demanderesse d'un recours, dès lors qu'elle est recevable à saisir la chambre de l'instruction d'une requête en nullité des pièces d'exécution de la demande d'entraide judiciaire internationale.

## **Le droit pénal**

### La confiscation des biens

La loi pénale prévoit dans certaines hypothèses que le coupable encourt la confiscation de ses biens. Cf. art. 131-21 du code pénal. Une confiscation d'aéronef, instrument de l'infraction, est envisageable. On connaît la possibilité d'une saisie confiscation, si un aéronef avait été l'instrument d'un trafic de biens illicite

Cf. la décision du Conseil constitutionnel du 23 avril 2021, n° 2021-899 QPC, déclarant inconstitutionnelles certaines dispositions du code pénal permettant au tribunal correctionnel de prononcer à l'encontre de certains condamnés la peine complémentaire de la saisie de leurs biens. Les droits du propriétaire de bonne foi sont réservés.

Venons-en aux finalités relevant du **droit privé**.

Le propriétaire d'un aéronef peut être privé de l'usage, voire de la propriété de son bien, si celui-ci fait l'objet d'une saisie. Le mécanisme est destiné à servir de moyen de pression pour permettre à un créancier d'obtenir le paiement de sa créance.

La France possède un code des procédures civiles d'exécution qui date pour la partie législative d'une ordonnance du 19 décembre 2011, le livre 1° contient des dispositions générales, il y a un livre II relatif aux procédures d'exécution mobilière, le titre IV de ce livre II présente un article L. 241-1 qui indique que c'est le code des transports en ce qui concerne la saisie des aéronefs qui énonce les dispositions particulières relatives aux procédures d'exécution mobilière les concernant.

Un décret du 30 mai 2012 a publié la partie réglementaire, l'art. R. 241-1 du code des procédures civiles d'exécution renvoie aux dispositions particulières énoncées par le code de l'aviation civile pour la saisie des aéronefs.

Le droit aérien conserve en ce domaine son autonomie.

On considère communément que le droit commun des saisies retrouve son empire à défaut de règles spécifiques contenues dans le code de l'aviation civile.

Des difficultés se présentent lorsque le créancier entend procéder à la saisie d'un aéronef appartenant à un État, traditionnellement protégé par une immunité d'exécution, à laquelle celui-ci a parfois à l'avance renoncé.

Anne Leborgne, Voies d'exécution, Dalloz, n° 2986 et suivants pour la saisie conservatoire des aéronefs et n° 1884 et suivants pour la saisie et la vente forcée des aéronefs

J.B. Racine, Répertoire procédure civile, Saisie des bateaux, navires et aéronefs, Dalloz

De la littérature sur le net. Le fisc y a même publié sa doctrine. Des huissiers qui publient des sites mentionnent leur disponibilité en matière de saisies d'aéronef.

## A. La SAISIE CONSERVATOIRE D'AÉRONEF

### 1°) La saisie conservatoire de droit commun

La saisie conservatoire est un moyen de pression exercé par le créancier à l'encontre de son débiteur, propriétaire d'un aéronef. Elle agit par effet de surprise. Le créancier, titulaire ou non d'un titre exécutoire, a perdu patience. Il déclenche le feu sacré, alors qu'il sait que son débiteur fait atterrir un appareil sur un aéroport français. On ne saisit pas un appareil en vol, il doit se trouver au sol ! L'objectif est que le débiteur paie volens nolens sa dette pour retrouver l'usage de l'aéronef.

La pratique a régulièrement recours à cette mesure, qui suscite un certain contentieux devant le juge du 1° degré, plus rarement porté devant les cours d'appel et encore moins devant la Cour de cassation. Si le débiteur saisi a payé sa dette et obtenu main levée, l'aéronef a retrouvé sa liberté, il ne sert à rien de continuer le combat judiciaire.

#### Le domaine

##### Les aéronefs saisissables

Quels sont les aéronefs qui sont susceptibles de faire l'objet d'une saisie conservatoire ?

Tous les aéronefs ne sont pas susceptibles d'être saisis conservatoirement.

L'aéronef à saisir est immatriculé en France ou sur un registre étranger.

(Certains commentateurs en déduisent qu'on ne peut pas saisir conservatoirement un aéronef non immatriculé, comme certains aéronefs sans équipage à bord qui ne sont pas immatriculés, style engins de loisir. On pourrait soutenir en sens contraire que les règles prévues par le droit aérien en matière de saisies sont spécifiques aux aéronefs immatriculés et qu'en présence d'aéronefs non immatriculés on sort du droit spécial et que le créancier impayé dispose alors des armes du droit terrestre.)

Cet aéronef vient d'atterrir en France, il est sur la piste ou entreposé dans un hangar.

Le créancier (ou son agent) est à l'embuscade, c'est le moment de faire intervenir le commissaire de justice avant que l'appareil ne reprenne l'envol.

. L'appareil aérien à saisir doit appartenir au débiteur.

Si la dette incombe au locataire ou à l'affrètement, l'appareil échappe à la saisie. Le créancier du locataire ou de l'affrètement de l'aéronef ne peut pas saisir l'aéronef car celui-ci n'appartient pas à son débiteur, mais au loueur ou au frètement.

**Ainsi**, si le locataire n'a pas payé le carburant, le fournisseur impayé ne peut pas saisir l'engin et il lui est quasiment impossible de saisir le carburant se trouvant dans les réservoirs. Le carburant fait corps avec l'aéronef, qui est insaisissable parce qu'il n'appartient pas au débiteur.

Si le locataire n'a pas payé sa dette d'entretien ou de nettoyage à une entreprise assurant l'assistance en escale, celle-ci ne peut recourir à la saisie conservatoire d'un aéronef n'appartenant pas à son débiteur. 2° Civile, 5 janvier 2017, n° 15-21651 : une société Advanced air qui exerce au Bourget détient une créance de 29 049 euros à l'encontre d'une société allemande Airgo, elle procède à une saisie de l'un des 5 aéronefs concernés par

cette prestation. L'exploitant débiteur n'est pas le propriétaire de l'avion saisi. La mainlevée est ordonnée. Sur renvoi, Paris, 12 septembre 2019, n° 17/05242.

La saisie conservatoire d'aéronef a un domaine limité.

Nombre d'aéronefs - les plus importants, ceux ayant le plus de valeur - sont légalement insusceptibles de faire l'objet d'une saisie conservatoire.

. Il est en principe interdit à un créancier de procéder à la saisie conservatoire d'un aéronef affecté à un service d'État.

(Les appareils appartenant à l'État français ou un État étranger sont déjà en principe insaisissables, les entités étatiques bénéficiant à raison de la coutume d'une immunité d'exécution.

Des mesures conservatoires visant un bien appartenant à un État étranger ne peuvent être autorisées par le juge que si l'une des conditions suivantes est remplie :

1° L'État concerné a expressément consenti à l'application d'une telle mesure ;

2° L'État concerné a réservé ou affecté ce bien à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de la procédure ;

3° Lorsqu'un jugement ou une sentence arbitrale a été rendu contre l'État concerné et que le bien en question est spécifiquement utilisé ou destiné à être utilisé par ledit État autrement qu'à des fins de service public non commerciales et entretient un lien avec l'entité contre laquelle la procédure a été intentée, art. L. 111-1-2 du code des procédures civiles d'exécution.

(La presse avait fait état de la saisie le 10 juin 2020, à la demande d'une société congolaise, sur l'aérodrome de Bordeaux, d'un avion, Falcon 7X, relevant de la flotte du président de la République du Congo-Brazza.

L'appareil aérien présidentiel congolais était-il saisissable ? A priori non, l'avion présidentiel est destiné à des fins de service public non commerciales.

Nous possédons dans cette affaire un arrêt de la cour de Paris du 19 novembre 2020, n° 20/08223, avec la note de publiée à la RFDA.

Le litige oppose une société d'import-export de droit congolais à la République du Congo.

La société congolaise détient une créance de 232 000 000 euros contre l'État congolais reconnue par une sentence arbitrale de la chambre de commerce international de décembre 2000. Cette sentence a reçu l'exequatur par une décision de la cour de Paris de mai 2002. Une autre sentence arbitrale du 21 janvier 2013 condamne le Congo à payer à la société congolaise 754 000 000 euros, cette sentence a reçu l'exequatur par le TGI de Paris. Ce qui ferait une créance d'un milliard, 2, d'euros.

Le Congo avait renoncé à toute immunité de juridiction et d'exécution.

La cour de Paris le 21 février 2020 a autorisé la créancière à prendre des mesures d'exécution sur les biens appartenant au Congo, notamment les aéronefs, à l'exception des aéronefs utilisés ou destinés à être utilisés dans l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de cette République africaine.

La société créancière a fait saisir le 8 juin 2020 un avion appartenant au Congo. Il se trouvait à Bordeaux en travail de maintenance.

Le JEX qui est saisi note que le Congo a renoncé à son immunité d'exécution. Il rejette la demande de mainlevée.

Le Congo fait appel, il demande, en attendant l'audience d'appel, au premier président de la cour d'appel de suspendre l'exécution du jugement du JEX, c'est le sursis à l'exécution qui est demandé et qui sera refusé.

Le Congo faisait valoir que l'avion était insaisissable parce qu'il était affecté à l'usage diplomatique de cet État. En ce cas, la renonciation à l'immunité d'exécution pour être efficace doit être expresse et spéciale. L'argument est rejeté, l'avion n'est pas affecté à l'ambassade congolaise à Paris. L'avion était un avion civil, et non un avion d'État. Cet avion n'était pas uniquement consacré aux déplacements du chef d'État congolais.

(La presse fait état en mai 2021 d'un avion jadis utilisé par l'ancien chef d'État libyen, cet appareil se trouvait depuis 7 ans sur l'aérodrome de Perpignan, il serait revenu en Libye via la Turquie. Il aurait fait l'objet, il y a quelques années, d'une saisie ayant tourné court à raison de sa nature de bien public d'un État étranger.)

Les biens de caractère militaire sont considérés par l'art. L. 111-1-2 du code des procédures civiles d'exécution comme utilisés par un État étranger à des fins de service public non commerciales, ce qui devrait interdire en France la saisie d'aéronefs militaires dépendant d'États étrangers.

(La presse avait évoqué la saisie le 22 juin 2001 de deux appareils russes, un Sukhoï et un Mig, présentés au salon du Bourget. Le Kremlin aurait fait une intervention auprès de l'Élysée. Les appareils avaient décollé très rapidement de France à la barbe de l'huissier et surtout du créancier saisissant Noga s'efforçant d'obtenir le

recouvrement de sa créance auprès de l'État russe. La raison d'État explique parfois bien des choses. Des avions militaires étrangers sont a priori insaisissables. Une procédure pénale a ensuite été introduite sur citation directe pour détournement d'objets saisis devant le tribunal correctionnel de Bobigny, cf. infra pour l'aspect pénal. Audience en septembre 2002. Le parquet avait requis la relaxe. Dixit internet. Les Russes auraient attendu 2013 avant de revenir au salon du Bourget. Ils n'auraient pas reparu en 2015 à raison de tensions politiques et du risque de saisie d'actifs russes.)

. Il est également en principe interdit de saisir conservatoirement un aéronef affecté à des transports publics.

La règle est très favorable aux transporteurs aériens, c'est un véritable privilège qui leur est accordé. La raison : ne pas causer une gêne aux passagers, éviter qu'ils soient obligés de descendre à terre parce qu'un créancier procède à ce moment-là à la saisie de l'appareil aérien qui serait ainsi interdit de décollage. (On trouvait déjà des dispositions similaires dans la convention de Rome du 29 mai 1933 que la France n'a pas signée.)

(On peut en revanche recourir à une saisie conservatoire à l'encontre des aéronefs de tourisme.)

Il y a cependant une double exception à l'interdiction, prévue à l'art. L. 6123-1 du code des transports, et concernant tant les aéronefs français que les aéronefs étrangers :

. Le créancier du propriétaire de l'aéronef, qui est titulaire d'une créance de somme d'argent due au titre de l'acquisition de l'aéronef (ainsi un établissement de crédit qui a prêté de l'argent pour financer l'achat de l'aéronef) peut pratiquer une saisie conservatoire ;

. Le créancier qui a une créance contre le propriétaire de l'aéronef au titre d'un contrat de formation ou de maintenance en lien avec l'exploitation de l'aéronef à saisir peut pratiquer une saisie conservatoire.

#### L'obtention de la saisie conservatoire de droit commun

Le créancier saisissant doit obtenir l'autorisation du juge judiciaire. Il doit établir que sa créance paraît fondée en son principe.

L'art. L. 721-7 du code de commerce établit, au profit du président du tribunal de commerce, une compétence concurrente du JEX, s'il s'agit de la conservation d'une créance relevant de la compétence de la juridiction commerciale, avant tout procès, pour les mesures conservatoires portant sur les aéronefs dans les cas et conditions prévus par le CAC.

L'art. R. 6123-1 CT concerne l'internationalité du litige : Lorsque le propriétaire de l'aéronef n'est pas domicilié en France ou que l'aéronef est de nationalité étrangère, tout créancier a le droit de pratiquer une saisie conservatoire avec l'autorisation du juge du tribunal judiciaire du lieu où l'appareil a atterri.

[Le débat sous l'empire des textes antérieurs

Quel était le juge compétent pour autoriser la saisie conservatoire d'un aéronef ?

Cette compétence était disputée avant 2019 entre le juge d'instance ou le JEX, magistrat du TGI.

Le droit commun confère au JEX la prise des mesures conservatoires.

Mais l'article R. 123-9 CAC dans sa rédaction antérieure désignait le juge d'instance du lieu où l'appareil avait atterri.

Le texte initial datant de 1924 donnait compétence au juge de paix.

Fallait-il faire triompher le particularisme du droit aérien ?

Nîmes, 31 mars 2021, n° 20/03071 : une société de droit hongrois avait vendu pour 490 000 euros HT un Cessna à une société ayant son siège en Martinique. Le prix a été payé, mais l'avion n'a pas été livré à l'acquéreur. L'acquéreur demande la résolution de la vente à Fort de France. L'acquéreur, créancier du prix, Air tourisme instruction service, fait, en garantie de sa créance, saisir conservatoirement en novembre 2018 sur l'aéroport d'Avignon, avec l'autorisation du juge de l'exécution du TGI d'Avignon, un Falcon, immatriculé en Grande Bretagne, appartenant à son vendeur hongrois, Green Go Aircraft.



Le propriétaire de l'aéronef demande la main levée de la saisie.

Le JEX d'Avignon, en novembre 2020, annule la saisie conservatoire, il considère que le JEX était incompétent pour l'autoriser, la mesure n'aurait pu être autorisée à l'époque qu'avec l'autorisation du juge d'instance du lieu de l'atterrissage.

La société martiniquaise fait appel. Elle a fait signifier par huissier les actes à Budapest.

La cour d'appel considère que le JEX d'Avignon était compétent pour donner son autorisation, le JEX a compétence exclusive pour autoriser les mesures conservatoires.

L'affaire parvient devant la Cour de cassation.

La 2<sup>e</sup> chambre civile, dans son arrêt du 3 mars 2022, n° 21-17.459, renvoie devant le Conseil d'État la question de la légalité du ci-devant article R. 123-9 CAC.

La cour de Nîmes, en effet, avait écarté l'art. R. 123-9 CAC au profit d'une disposition législative du COJ existant depuis 1991 donnant compétence exclusive et d'ordre public au JEX en matière de mesures conservatoires.

L'arrêt de la Cour de cassation note une différence de régime entre celui du droit propre au droit aérien et celui du droit commun.

Avec l'art. R. 123-9 CAC, la saisie conservatoire d'aéronef est conditionnée par l'autorisation du juge, le juge d'instance en l'occurrence.

En droit commun la saisie conservatoire n'exige pas toujours l'autorisation du juge, en particulier lorsque le créancier se prévaut d'un titre exécutoire.

L'affaire est envoyée à titre de question préjudicielle devant le Conseil d'État.

La haute juridiction administrative a statué par une décision du 14 octobre 2022.

Elle décide que le législateur a conféré au juge de l'exécution une compétence exclusive en matière d'autorisation des saisies conservatoires, y compris en matière de saisie des aéronefs étrangers, sous réserve de la compétence concurrente du président du tribunal de commerce prévue par les dispositions de l'article L. 721-7 du code de commerce.

Les dispositions de l'art. R. 123-9 CAC – dans sa version applicable au litige – doivent être déclarées illégales, en tant qu'elles désignent le juge d'instance du lieu où l'appareil atterri comme juge compétent pour autoriser la saisie conservatoire des aéronefs de nationalité étrangère ou dont le propriétaire n'est pas domicilié en France.

La 2<sup>e</sup> chambre civile a pu alors statuer dans un arrêt du 2 février 2023, n° M 21-17.459.

Le JEX autorise de manière exclusive les saisies conservatoires portant sur les aéronefs de nationalité étrangère ou dont le propriétaire n'est pas domicilié en France,

sous réserve de la compétence facultative, concurrentement reconnue au président du tribunal de commerce.

Le pourvoi est donc rejeté, la cour de Nîmes ayant admis en la cause la compétence exclusive du JEX.

Cet intérêt de la dispute a en partie disparu, avec la nouvelle rédaction de l'article litigieux du CAC. C'est le juge du tribunal judiciaire qui est compétent pour donner l'autorisation de la saisie conservatoire. Ce juge du tribunal judiciaire, c'est le JEX.

La 2<sup>e</sup> chambre civile a statué le même jour, 3 mars 2022, n° 20-10.129, dans une autre affaire de saisie conservatoire d'aéronef.

Le débat ne portait pas dans cette espèce sur la compétence du JEX pour autoriser la saisie.

Le débat portait sur une autre question, la saisie conservatoire porte naturellement sur un bien appartenant au débiteur.

Le créancier saisissant soutenait que l'art. R. 123-9 CAC autorisait en l'espèce le créancier à saisir un bien n'appartenant pas forcément au débiteur.

Une société suisse avait effectué des travaux d'aménagement VIP sur un appareil Boeing.

La haute personnalité semble être un prince saoudien désireux de transformer l'avion en jet privé, via une société offshore.

La société suisse n'avait pas été intégralement payée. Elle entend pratiquer une saisie conservatoire. L'appareil aérien à saisir se trouve, semble-t-il, sur l'aéroport de Bâle Mulhouse, aéroport situé en totalité en France.

La difficulté provient de ce que l'aéronef à saisir a été cédé, dans le cadre d'un crédit-bail financier, à une société autre que la débitrice des travaux.

Le débitrice a son siège aux Bermudes, elle est en partie contrôlée par des intérêts chinois ; la société acquéreur du Boeing, Yuntian est une compagnie de leasing, ayant son siège en Irlande.

Le certificat d'immatriculation de l'aéronef mentionnait le nom de l'acquéreur.

Le JEX de Mulhouse avait rejeté la demande de saisie émanant de la société créancière ; le cour de Colmar avait

confirmé les ordonnances rendues par le JEX, jugeant qu'une saisie conservatoire ne pouvait porter que sur les biens du débiteur et non sur ceux d'un tiers, en l'occurrence le nouveau propriétaire du bien.

Le créancier ne contestait pas que le propriétaire de l'avion n'était plus son débiteur.

L'argument du créancier saisissant consistait à soutenir que la cession intervenue l'avait été dans le cadre d'un contrat de crédit-bail financier, l'avion avait certes été vendu à Yuntian, mais le vendeur, le débiteur, en avait conservé l'usage, il était prévu qu'au terme du contrat la pleine propriété devait lui revenir.

Le créancier prétendait que l'article R. 123-9 CAC l'autorisait à saisir l'avion du moment que son débiteur en avait l'usage.

Prétention rejetée aussi bien en 1<sup>o</sup> instance qu'en appel.

(Le créancier suisse aurait pu songer à saisir le droit d'usage de son débiteur sur l'avion, la saisie des créances est en effet envisageable.)

L'article R. 123-9 CAC ayant été invoqué par le créancier comme fondement de sa demande, le 2<sup>o</sup> chambre civile décide de surseoir à statuer. La Cour de cassation a en effet saisi par un arrêt du même jour le Conseil d'État de la légalité de cette disposition réglementaire.

L'arrêt de la 2<sup>o</sup> chambre civile du 2 février 2023 est une décision de rejet. Il illustre la distinction entre le droit général et le droit spécial. Le code des procédures civiles d'exécution réserve leur place aux dispositions particulières relatives aux saisies d'aéronef contenues dans le code des transports et le code de l'aviation civile, mais les dispositions générales du code des procédures civiles d'exécution s'appliquent à défaut de disposition particulière dans les codes des transports et de l'aviation civile. L'art. L. 511-1 du code des procédures civiles d'exécution prévoit que la saisie conservatoire ne peut porter que sur les biens du débiteur et non sur ceux d'un tiers, l'art. R. 123-9 CAC n'y déroge pas.]

(Des mesures conservatoires ne peuvent être mises en œuvre sur un bien appartenant à un État étranger que sur autorisation préalable du juge par ordonnance rendue sur requête, art. L. 111-1-1 du code des procédures civiles d'exécution.)

#### L'effet de la saisie conservatoire

L'aéronef saisi à titre conservatoire est un bien indisponible et ne peut pas être déplacé.

L'article 314-6 du code pénal punit le fait pour le saisi de détruire ou de détourner l'objet qui a été saisi entre ses mains en garantie des droits d'un créancier. L'objet, ici l'aéronef, étant confié à sa garde ou à celle d'un tiers.

L'auteur de l'infraction est le saisi. Ses complices sont également punissables.

Trois ans d'emprisonnement et 375 000 euros d'amende sont encourus.

#### Les suites de la saisie

Ou bien le saisi paie sa dette et l'aéronef peut décoller, le moyen de pression a fait son œuvre.

Le propriétaire de l'aéronef saisi peut également, pour obtenir la mainlevée de la saisie, déposer un cautionnement égal au montant de la créance réclamée, art. R. 6123-1 CT.

Sinon, le créancier non payé devra faire convertir la mesure en saisie vente.

Le plus souvent, le propriétaire de l'appareil pris au piège plaide la nullité de la mesure et demande la rétractation de l'ordonnance ayant autorisé la saisie.

Si la saisie conservatoire a été obtenue à tort, le juge ordonne la **mainlevée**.

#### La responsabilité du saisissant à tort

Article L. 512-2, alinéa 2, du code des procédures civiles d'exécution : Lorsque la mainlevée a été ordonnée par le juge, le créancier peut être condamné à réparer le préjudice causé par la mesure conservatoire.

Une espèce où l'aéronef avait été de fait immobilisé à tort quelques jours. L'exploitant subit un préjudice. Il est en droit d'obtenir réparation. La Cour de cassation semble exiger une faute de la part de l'auteur de la saisie, la cour de renvoi n'en voit pas la nécessité.

2<sup>o</sup> Civile, 5 janvier 2017, n<sup>o</sup> 15-21651 précité, note d'Yves Hénaff d'Estées publiée sur le net.

La cour de Paris avait, dans cette affaire, refusé réparation à l'exploitant de l'appareil à tort saisi. Il ne ressortait pas des faits que l'erreur commise par le saisissant ait été délibérée et qu'il y ait eu abus du droit de saisir. La cassation est prononcée. La responsabilité du créancier saisissant à raison de l'exercice d'une mesure d'exécution forcée n'est pas subordonnée à la preuve d'une faute intentionnelle. La cour d'appel aurait dû rechercher si la résistance opposée par la société saisissante à la main levée de la saisie, après avoir été informée de l'identité du véritable propriétaire de l'avion, était constitutive d'une faute.

Sur renvoi, Paris, 12 septembre 2019, n° 17/05242, qui accorde au locataire de l'appareil ayant été à tort saisi la somme de 9 037,95 euros. Cette responsabilité de créancier saisissant à raison de l'exercice d'une mesure d'exécution forcée n'est pas subordonnée à la preuve d'une faute et constitue une responsabilité de plein droit. Seule l'étendue du préjudice indemnisable est dans le débat. Le débiteur saisi doit justifier du lien de causalité entre le préjudice qu'il réclame et la saisie, ainsi que du quantum.

## 2°) La saisie conservatoire spéciale destinée à assurer le recouvrement des redevances et des amendes

Ce modèle particulier de saisie conservatoire est prévu par l'article L. 6123-2 du code des transports.

On est ici en présence d'une procédure dérogatoire au droit commun destinée à permettre à des organismes publics ou para publics de recouvrer leurs créances.

Il ne semble pas que l'effet de surprise soit présent dans ce type de saisie conservatoire au moins en ce qui concerne l'exploitant débiteur, l'exploitant est conscient depuis longtemps qu'il ne paie pas les redevances de route, les redevances aéroportuaires ou la taxe sur les nuisances sonores ou qu'il est menacé d'une amende par l'ACNUSA, et que l'Administration ou le créancier risque à tout moment de recourir à la saisie. Il a été mis en demeure de payer sa dette. Le redevable a reçu mise en demeure de régulariser sa situation et cette mise en demeure est restée infructueuse.

Ce qui est inconnu, c'est de savoir si l'Administration est décidée à utiliser cette arme puissante et à quel moment. Les exploitants bons connaisseurs du milieu doivent être informés des pratiques administratives. Le propriétaire de l'appareil, s'il n'est pas l'exploitant et donc non redevable, peut être tenu, en revanche, dans l'ignorance du passif incombant à son locataire ou à l'affrètement de son avion et donc du risque d'une saisie de l'aéronef lui appartenant.

Les saisissants

Quelles sont les autorités qui peuvent requérir la saisie conservatoire de l'un des aéronefs exploités par le redevable ou appartenant au redevable ?

. Le ministre des Transports en cas de non-paiement de la redevance de route ou de la redevance pour services terminaux de la circulation aérienne, ou en cas de non-restitution d'une aide d'État ayant fait l'objet d'une décision de récupération. Cf. l'art. 18 § 3 du règlement n° 391/2013 qui prévoit conformément à la législation en vigueur des mesures efficaces en cas de non-paiement des redevances : la détention d'aéronefs. Il aurait été préférable pour le règlement de parler de rétention d'aéronefs. Il faut probablement mettre en cause la mauvaise traduction depuis l'anglais.

(La presse a fait état de la saisie conservatoire opérée par l'État le 8 novembre 2018 à Bordeaux d'un aéronef de Ryanair au titre de la récupération d'une aide, déclarée irrégulière par décision de la Commission en 2014, accordée à la compagnie irlandaise par le syndicat mixte des aéroports de Charente. Le vol a été annulé. Le procédé a été efficace, le transporteur a remboursé 525 000 euros et l'avion a pu décoller le lendemain.)

. L'exploitant de l'aérodrome en cas de non-paiement des redevances aéroportuaires

. L'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires en cas de non-paiement des amendes administratives

[La première mesure de saisie opérée par l'ACNUSA visait la compagnie charter polonaise Enter Air, débitrice de 1 103 300 euros d'amendes pour plus de 80 manquements, à Paris CDG, à la législation en matière de restrictions sonores nocturnes. Une immobilisation de 5 heures le 10 août 2016 avait suffi pour que le redevable entende raison et s'exécute.

Le site de l'ACNUSA fait état - bulletin de victoire et d'intimidation pour les récalcitrants - d'une saisie conservatoire - la seconde de l'histoire - réalisée le 16 décembre 2016 à la demande de cette autorité à l'encontre d'un appareil d'une compagnie du Turkménistan. Le transporteur s'était rendu coupable antérieurement de 11 décollages irréguliers. Il avait été frappé d'amendes d'un montant de 186 000 euros, plus 10 % de pénalités. Un paiement de 204 000 euros ayant été effectué, l'avion a été libéré le lendemain.]

. Les services de la DGAC en cas de non-paiement de la taxe sur les nuisances sonores aériennes, article L. 422-49 du code des impositions sur les biens et services  
C'est le comptable qui peut requérir auprès du JEX la saisie conservatoire d'un aéronef appartenant au redevable ou exploité par lui, art. L. 273-0 A du livre des procédures fiscales.

Les aéronefs saisissables

Les autorités peuvent requérir, auprès du juge du lieu d'exécution de la mesure, la saisie conservatoire d'un aéronef *appartenant* au redevable ou de l'aéronef *exploité* par le redevable.

Soit l'aéronef à saisir appartient au redevable,  
Soit l'aéronef à saisir est **actuellement** exploité par le redevable.

L'organisme public, créancier, peut ainsi être amené à pratiquer une saisie conservatoire sur un bien qui n'appartient pas au redevable.

Si le redevable des redevances impayées, simple locataire, a cessé l'exploitation de l'aéronef, celui-ci ne peut plus faire l'objet d'une saisie. Le redevable demeure débiteur, mais comme il n'exploite plus l'aéronef, cet aéronef, dont il n'avait pas la propriété et dont il a perdu l'usage, ne peut pas faire l'objet de la saisie conservatoire spéciale.

La saisie

C'est le juge de l'exécution qui autorise le créancier à procéder à la saisie conservatoire d'un aéronef appartenant au redevable ou exploité par le redevable en garantie de sa créance.

L'ordonnance du juge de l'exécution est transmise aux autorités responsables de la circulation aérienne de l'aérodrome. Elle est notifiée au redevable / et au propriétaire de l'aéronef lorsque le redevable est l'exploitant.

Les effets de la saisie conservatoire spéciale

L'aéronef est mis aux fers, l'ordonnance a été transmise aux autorités aux fins d'immobilisation de l'aéronef, celui-ci est immobilisé à terre, il ne peut pas recevoir l'autorisation de décoller.

Il ne semble pas que le saisissant bénéficie d'un droit de rétention sur l'aéronef saisi.

Les frais entraînés par la saisie conservatoire sont à la charge du redevable qui est peut-être insolvable.

Les vicissitudes de la saisie

La mainlevée de la saisie

Le propriétaire de l'aéronef ou son exploitant, s'il estime la saisie à tort opérée, demandera la mainlevée de la saisie.

[L'affaire ADP c. ACG

ADP doit finalement s'exécuter dans cette affaire et lever la saisie

La société Aviation Capital Group (ACG), incorporée dans l'État du Delaware, et la Bank of Utah ont conclu en 2017 trois conventions de trust soumises à l'État de l'Utah afin de procéder à l'acquisition de trois Airbus 321. Trois contrats de location ont été conclus le 14 mars 2018 entre la Banque de l'Utah, agissant comme propriétaire fiduciaire du trust (trustee), et la société danoise Primera.

La société Primera Air Scandinavia, locataire, est débitrice d'une somme de plus d'un million d'euros envers la société ADP correspondant à des redevances aéroportuaires au titre de cinq aéronefs.

Le JEX du tribunal de Bobigny, le 3 octobre 2018, a autorisé la société Aéroports de Paris à procéder à la saisie conservatoire de l'un ou l'autre de ces appareils immatriculés sur le registre danois en garantie du paiement des redevances impayées.

ADP a signifié l'ordonnance à la DGAC et procédé à la saisie conservatoire de l'aéronef OY-PAD, le tout le 3 octobre 2018.

Un huissier de justice à la requête d'ADP avait apposé des scellés et apposé des placards sur l'aéronef.

La société ACG, en qualité de bénéficiaire du trust, a demandé le 10 octobre 2018 la mainlevée de la saisie conservatoire opérée par ADP.

Le 18 octobre 2018, le JEX de Bobigny a, sous astreinte, ordonné la levée de la saisie.

ADP a fait appel ce jour-là de la décision du JEX.

Le président du tribunal de commerce de Bobigny a ordonné en référé le 5 novembre 2018 à ADP de laisser ACG reprendre possession de l'aéronef.

La saisie conservatoire avait été en effet demandée et accordée à tort. La société locataire faisait l'objet d'une procédure collective, le loueur, bien informé, avait eu l'intelligence de résilier le 1<sup>o</sup> octobre 2018 le contrat de location le liant à la société danoise locataire avant l'ouverture de cette procédure le 2 octobre.

Le loueur avait informé illico ADP de cette résiliation, ce qui n'avait pas empêché ADP de procéder à la saisie.

La société danoise n'était plus locataire au moment de la saisie, elle n'était plus exploitante de l'aéronef lors de la saisie, son créancier ADP ne pouvait donc pas procéder à la saisie de l'avion dont sa débitrice n'avait plus la jouissance.

Le jugement ayant ordonné la mainlevée de la saisie est confirmé en appel par la cour d'appel de Paris, 20 décembre 2018, n<sup>o</sup> 18/22551.

La Bank of Utah, en sa qualité de titulaire du trust, propriétaire fiduciaire, avait mandaté la société ACG pour exercer le recours litigieux. La qualité à agir d'ACG était établie. Le droit de l'Utah n'interdit d'ailleurs pas le bénéficiaire (du trust) de poursuivre des tiers dans le cadre de toute instance.

ADP finit par s'incliner.

Un huissier le 21 décembre 2018 procède au bris des scellés et au retrait des placards, ADP notifie à la DGAC la mainlevée de la saisie.

Le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel a été rejeté par la 1<sup>o</sup> chambre civile, 24 juin 2020, n<sup>o</sup> 19-13.021, rejet non spécialement motivé.

]

L'astreinte

Lorsque le juge prononce la mainlevée de la saisie, il ordonne fréquemment au saisissant de mettre fin, sous astreinte, aux effets de la saisie et de libérer l'aéronef.

[Le conflit riche en rebondissements d'ACG contre ADP à la suite d'une saisie d'aéronef opérée à tort par les Aéroports de Paris.

Contentieux en deux temps.

Premier temps

ADP succombe.

Le JEX avait, le 18 octobre 2018 dans l'affaire ADP c. ACG, ordonné sous **astreinte**, 50 000 euros par jour de retard, la mainlevée immédiate de la saisie conservatoire.

ADP mettra deux mois à s'exécuter pour libérer l'aéronef saisi à tort.

La société américaine utilise les grands moyens, elle s'estime créancière d'ADP à la suite de l'astreinte prononcée et procède à des saisies de biens ou de droits appartenant à ADP.

Dès le 18 octobre 2018, elle fait délivrer un commandement de payer aux fins de saisie vente à la société ADP.

Le 29 octobre 2018, ACG fait pratiquer contre ADP une saisie attribution et une saisie de droits d'associé et de valeurs mobilières.

La société publique ADP avait immédiatement fait appel de la décision du JEX ordonnant la mainlevée de l'aéronef. Elle avait également demandé, bien inspirée, au premier président de la cour d'appel le sursis à exécution de la décision du JEX. Le tout dès 18 octobre 2018.

L'affaire vient en appel.

La cour d'appel, le 20 décembre 2018, confirme la décision du JEX et liquide l'astreinte pour la période du 24 octobre 2018 au 13 novembre 2018.

Elle condamne ADP à payer à la société américaine ACG le montant de l'astreinte ainsi liquidée, 1 100 000 euros.

Le premier président rend logiquement le 20 février 2019 une ordonnance constatant son dessaisissement par l'effet de l'arrêt du 20 décembre 2018.

La 1<sup>o</sup> chambre civile rejette le 24 juin 2020 le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 20

décembre 2018.

Second temps

ADP gagne la seconde manche.

ADP saisit ultérieurement le JEX d'une contestation, la société américaine en profite pour demander à titre reconventionnel la liquidation de l'astreinte pour la période du 9 novembre au 21 décembre 2018.

Le JEX donne satisfaction à ACG le 27 février 2019 : il rejette les demandes formées par ADP de nullité du commandement aux fins de saisie vente, du procès-verbal de saisie attribution, du procès-verbal de saisie de droits d'associé et de valeurs mobilières. Il rejette les demandes de mainlevée de ces mesures.

Il liquide l'astreinte pour la période du 14 novembre au 21 décembre 2018.

Il condamne la société ADP à payer à la société ACG le montant de l'astreinte liquidée.

L'affaire vient en appel.

La cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 17 septembre 2020, procède, pour la période du 24 octobre au 13 novembre 2018, à la liquidation de l'astreinte, à concurrence de la somme de 1 100 000 euros, (50 000 x 21 jours), et elle condamne la société ADP à payer à ACG le montant de l'astreinte ainsi liquidée.

L'arrêt d'appel considère qu'il n'entraîne pas dans les pouvoirs du premier président de la cour d'appel d'ordonner le sursis à exécution du jugement du 18 octobre 2018.

L'affaire vient devant la Cour de cassation, ADP adoucie sa défaite avec l'arrêt de la 2<sup>e</sup> chambre civile du 2 mars 2023, n<sup>o</sup> U 20-21.303.

ADP obtient largement satisfaction grâce à la demande de sursis à exécution qu'elle avait adressée au premier président concernant la décision du JEX de mainlevée de la saisie du 18 octobre 2018.

La Cour de cassation affirme que tout intéressé, si le juge fait droit à la requête, peut en référer au juge qui a rendu l'ordonnance.

La société américaine pouvait donc en référer au JEX de la mesure qu'il avait prise d'ordonner la saisie de l'aéronef lui appartenant. Article 496 al. 2 du code de procédure civile.

Les dispositions communes du livre I<sup>o</sup> du code de procédure civile sont, sauf dispositions contraires, applicables, devant le JEX, aux procédures civiles d'exécution (à l'exclusion des articles 481-1 et 484 à 492). Article R 121-5 du code des procédures civiles d'exécution.

Un sursis à l'exécution des décisions prises par le JEX peut être demandé, en cas d'appel, au premier président de la cour d'appel. Art. R. 121-22 du code des procédures civiles d'exécution.

La demande de sursis à exécution suspend les poursuites, jusqu'au jour où le premier président se prononce. Elle proroge les effets attachés à la saisie et aux mesures conservatoires si la décision attaquée (en appel) a ordonné la mainlevée de la mesure.

Le sursis à l'exécution n'est accordé que s'il existe des moyens sérieux d'annulation ou de réformation de la décision déferée à la cour d'appel.

Le premier président peut ordonner le sursis à l'exécution de toutes les décisions du JEX, à l'exception de ...

En cas d'appel du jugement ayant ordonné la mainlevée d'une mesure conservatoire autorisée sur requête, le créancier peut saisir le premier président de la cour d'appel d'une demande de sursis à exécution, cette demande prorogeant les effets attachés à la mesure (art. R. 121-22 al 2).

La demande de sursis à exécution proroge les effets de la mesure conservatoire, elle suspend également la condamnation du créancier au paiement de dommages-intérêts pour abus de saisie, ainsi que la condamnation aux dépens et aux frais irrépétibles, qui s'y rattachent par un lien de dépendance.

La Cour de cassation considère que les juges d'appel ont violé les textes figurant au visa, méconnaissant le pouvoir du premier président d'ordonner le sursis à exécution.

L'arrêt statue plus précisément sur l'astreinte sur un moyen relevé d'office.

L'astreinte est indépendante des dommages intérêts.

L'astreinte prend effet à la date fixée par le juge.

Elle peut prendre effet dès le jour de son prononcé si elle assortit une décision qui est déjà exécutoire.

En cas d'appel, un sursis à l'exécution des décisions prises par le JEX peut être demandé au premier président de la cour d'appel jusqu'au jour du prononcé de l'ordonnance par le premier président.

La demande de sursis à exécution suspend les poursuites si la décision attaquée n'a pas remis en cause leur continuation.

Elle proroge les effets attachés à la saisie et aux mesures conservatoires si la décision attaquée a ordonné la mainlevée de la mesure.

En cas d'appel du jugement ayant ordonné la mainlevée d'une mesure conservatoire autorisée sur requête, le créancier peut saisir le premier président d'une demande de sursis à exécution, cette demande prorogeant les effets attachés à la mesure.

L'astreinte dont est assortie l'obligation de mainlevée ne commence à courir qu'à compter de la notification de l'ordonnance du premier président rejetant la demande de sursis ou, si l'arrêt d'appel confirmant le jugement est

rendu auparavant, du jour où celui-ci devient exécutoire.

La cour d'appel a violé les textes, en liquidant l'astreinte pour la période du 14 novembre 2018 au 21 décembre 2018 et en condamnant ADP à payer à ACG le montant de l'astreinte ainsi liquidée. L'arrêt d'appel avait considéré que le jugement du 18 octobre 2018 était exécutoire depuis sa signification du 23 octobre 2018.

La Cour de cassation casse l'arrêt d'appel ayant liquidé l'astreinte prononcée par le jugement du 18 octobre 2018 à la somme de 1 850 000 euros pour la période du 14 novembre 2018 au 21 décembre 2018.

Elle casse également l'arrêt ayant condamné ADP à verser à Aviation Capital Group 1 850 000 euros au titre de la liquidation de l'astreinte.]

La responsabilité du créancier demandant à tort la saisie de l'aéronef

Le saisissant peut être condamné à payer des dommages intérêts pour saisie abusive.

Ce fut le cas dans l'affaire ADP c. ACG, ADP ayant saisi un aéronef d'une société américaine, alors que le débiteur n'était plus l'exploitant de l'aéronef.

La société américaine, propriétaire de l'aéronef, n'avait pas pu procéder à la location de l'appareil immobilisé. 100 000 euros de dommages-intérêts avaient été accordés à la société américaine par le JEX et la cour d'appel.

L'issue de cette procédure

La saisie a été accordée par le JEX, elle n'a pas été levée.

Comment les choses évoluent-elles ?

Quel est le sort de l'aéronef mis aux fers ?

Si la dette est payée par le redevable, le paiement des sommes dues entraîne la main levée de la saisie conservatoire.

Autre situation. Le non-paiement de la redevance ou de l'amende.

Plusieurs situations peuvent se présenter selon que le redevable est ou n'est pas propriétaire de l'aéronef.

1° situation. Le redevable est propriétaire de l'aéronef saisi. Le créancier requiert la conversion de la saisie conservatoire en saisie vente.

2° situation. Le redevable n'est pas le propriétaire de l'aéronef saisi, il en est seulement l'exploitant. Le propriétaire de l'aéronef est étranger à la dette de son locataire, il n'est, ni débiteur, ni codébiteur :

Quid en cas de location, affrètement, prêt de l'aéronef saisi conservatoirement, lorsque le redevable est locataire, affrètement, emprunteur de l'aéronef, et donc le propriétaire non redevable ? La situation va-t-elle s'éterniser ? Le créancier public ne peut pas recourir à la saisie vente puisque le débiteur redevable n'est pas propriétaire de l'aéronef. Le propriétaire doit-il subir la mesure ou peut-il obtenir la restitution de l'aéronef en invoquant le respect dû à la propriété ? Ou sera-t-il amené, volens nolens, à payer la dette d'autrui, i.e. de l'exploitant, pour récupérer l'engin ? Quitte à bénéficier d'un recours subrogatoire à l'encontre du redevable, seulement efficace si celui-ci est solvable.

La cour d'appel de Paris, dans un arrêt du 27 juillet 2009, analyse la saisie comme opérant un droit de rétention au profit du saisissant opposable au propriétaire de l'aéronef non exploitant et comme tel non redevable du paiement des redevances aéroportuaires incombant au locataire exploitant. L'arrêt malmène quelque peu le droit de propriété, (on aurait pu penser à soulever une QPC), il considère que les dispositions françaises inspirées par l'intérêt général satisfont aux impératifs du système issu de la convention européenne des droits de l'homme. Il est vrai que le Conseil constitutionnel s'il considère que la propriété figure au nombre des droits de l'homme énonce qu'il résulte de l'article 2 de la déclaration des droits de 1789 que les limites apportées à l'exercice du droit de propriété doivent être justifiées par un motif d'intérêt général et proportionnées à l'objectif poursuivi. La cour force les dispositions légales en conférant au saisissant un droit de rétention et même un droit réel sur l'aéronef opposable à tous. La flotte exploitée par le redevable est ainsi offerte indirectement en garantie à ses créanciers publics. Le bailleur propriétaire subit indirectement le poids des dettes publiques de son locataire. Satisfaire ainsi les prétentions du débiteur public est peut-être un peu excessif.

Dans l'espèce ADP c. ACG, ADP en garantie de sa créance prétendait bénéficier d'un droit de rétention opposable au propriétaire sur l'avion stationné sur le tarmac de l'aérodrome parisien, droit de rétention mis en œuvre à l'occasion du fait juridique que constitue la saisie.

Le JEX avait rejeté cette prétention, sa décision est confirmée par la cour d'appel pour une raison procédurale.

La protection du propriétaire non exploitant contre le risque de saisie conservatoire du fait des dettes d'amendes ou de redevances incombant à son locataire exploitant

Il appartient aux propriétaires bailleurs ou frêteurs d'organiser la parade : couvrir le risque d'immobilisation par une assurance, exiger à l'avance une garantie comme un gage de la part du locataire, exiger du locataire une santé financière éclatante sous peine de résiliation du bail, insérer au contrat une clause résolutoire expresse prévoyant la résiliation du contrat dès réception de la mise en demeure de payer émanant de l'autorité créancière.

Maître Laurent Chassot, avocat à Genève, a l'obligeance de nous instruire de la pratique des affaires.

Les contrats de location d'aéronef mettent habituellement à la charge des locataires l'obligation contractuelle de payer les différentes redevances aux autorités aéronautiques. Le non-paiement des redevances constitue un "Event of default" permettant au loueur de résilier le contrat et de reprendre l'aéronef. Les locataires délient en général les autorités du secret professionnel et autorisent le loueur à s'informer auprès d'elles de l'éventuelle situation passive du locataire, ce qui permet au loueur qui prend la précaution de s'informer périodiquement de se mettre en situation de résilier le contrat à temps.

Si le loueur ne fait pas preuve de diligence, le risque de saisie de l'appareil est réel. Si la saisie intervient, le propriétaire loueur devra payer les dettes de son locataire s'il entend faire libérer l'aéronef retenu à terre.

(Voir Bourassin, Bremond et Jobard Bachelier, Droit de sûretés, Sirey, n° 1486, traitant du droit de rétention opposable au propriétaire non débiteur, il existe en droit français certains privilèges mobiliers qui portent sur des biens n'appartenant pas au débiteur comme le privilège du bailleur d'immeuble ou le privilège du conservateur.)

## B. La saisie vente

Le recours à la saisie vente est exceptionnel, voire rarissime, la jurisprudence clairsemée, les formalités lourdes à respecter.

L'article L. 6123-3 CT envisage la vente forcée, mais la matière est désormais largement gouvernée par les articles R. 6123-2 et s. CT.

Si on est en matière internationale, il convient de respecter les prévisions de la convention de Genève du 19 juin 1948, il faut alors combiner le dispositif du forum arresti et les règles de l'État d'immatriculation, voir Anne Leborgne, Précis Dalloz, n° 1888 et la note. Il est possible que l'aéronef saisi soit localisé dans un État différent de l'État compétent pour connaître de la procédure collective ou de l'État d'immatriculation.

Le créancier saisissant doit respecter certains préalables avant de faire procéder par un commissaire de justice à la saisie d'un aéronef appartenant à son débiteur.

Il doit détenir un titre de créance exécutoire.

Le commandement de payer notifié au débiteur

Il ne peut être procédé à la saisie d'un aéronef qu'après notification d'un commandement de payer fait à la personne du propriétaire ou à son domicile.

Le commandement de payer doit contenir, à peine de nullité, la mention du titre exécutoire en vertu duquel les poursuites sont exercées, le commandement d'avoir à payer la dette dans un délai de 24 heures, l'indication de l'heure à laquelle le commandement est signifié, art. R. 6123-2 CT.

L'art. R. 123-3 CAC permettait, si le débiteur demeure à l'étranger, de notifier le procès-verbal de saisie entre les mains du commandant de bord.

Mais cette facilité ne concernait pas la signification du titre exécutoire et du commandement de payer.

Si le débiteur demeure à l'étranger, le créancier qui entendait pratiquer une saisie était contraint de procéder à l'étranger à la notification à personne ou à domicile du commandement de payer.

Le commandant de bord n'a pas un pouvoir général de représentation du propriétaire de l'aéronef.

Cf. 2° Civile, 22 septembre 2016, n° 15-18715, publié au Bulletin. Le mandataire liquidateur de la société Aelis avait notifié au commandant de bord trois documents : l'arrêt de condamnation de payer une somme d'argent, le



commandement de payer et le procès-verbal de saisie de l'aéronef. L'aéronef à saisir sur l'aérodrome de Bâle Mulhouse appartenait à une société italienne ayant son siège à Ciampino. Il y avait donc une irrégularité dans la notification, au commandant de bord, de l'arrêt de condamnation et du commandement de payer. L'irrégularité causait un grief au destinataire de l'acte. Le créancier saisissant avait contourné les textes relatifs à la notification des titres au sein de l'UE en empêchant la société italienne de prendre connaissance de l'étendue de l'obligation à laquelle elle avait été condamnée. La main levée de la saisie vente avait été ordonnée. Rejet du pourvoi.

Il faut vérifier si le CT a modifié les solutions anciennes.

Il prévoit, à l'art. R. 6123-2, que le créancier adresse un commandement de payer fait à personne du propriétaire ou à son domicile. Le débiteur est invité à payer sa dette dans les 24 H, sinon il pourra y être contraint par la vente forcée de son aéronef.

Art. R. 6123-4 : le créancier saisissant doit dans un délai de 5 jours notifier au propriétaire copie du procès-verbal de saisie et l'assigner à comparaître devant le JEX du lieu où la vente est poursuivie pour dire qu'il sera procédé à la vente.

L'article poursuit : Si le propriétaire n'est pas domicilié en France et n'y a pas de représentant habilité, les significations et assignations peuvent être délivrées en la personne du commandant de bord.

Le texte est large, il vise au pluriel les significations et les assignations, on peut penser que le commandement de payer peut être signifié entre les mains du commandant de bord ... s'il est encore présent.

La disposition n'est cependant pas très bien placée.

Les aéronefs ne pouvant pas faire l'objet d'une saisie-vente

Certains aéronefs sont réputés insaisissables.

L'aéronef appartenant à un État.

Les États bénéficient en droit international coutumier d'une immunité d'exécution.

La question se pose différemment lorsque le créancier entend saisir, non un aéronef appartenant à un État, mais un aéronef étant la propriété d'une société dont un État est l'associé ou l'actionnaire principal, voire unique.

La Cour de cassation, 1<sup>o</sup> chambre civile, a statué dans un arrêt du 7 décembre 2016, n<sup>o</sup> 15-22688, dans une espèce où des créanciers de la République du Congo avaient fait procéder - sur le fondement d'une décision judiciaire congolaise ayant reçu en France l'exequatur - à la saisie d'un aéronef appartenant à une société congolaise d'aviation contrôlée à 70 % par l'État congolais. L'État étranger était débiteur, les créanciers du Congo avaient saisi en France un aéronef appartenant, prétendaient-ils, à une entité de cet État. Le juge de 1<sup>o</sup> instance avait annulé la saisie. La cour d'appel de Paris avait confirmé l'annulation de la saisie. La Cour de cassation rejette le pourvoi.

La société dont l'aéronef a été saisi n'était pas une émanation de la République du Congo, les créanciers de l'État congolais ne pouvaient pas saisir un avion appartenant à une société commerciale inscrite à Brazzaville distincte de l'État débiteur et ayant un patrimoine propre.

Le créancier saisissant ne peut saisir qu'un aéronef appartenant à son débiteur, il ne peut pas valablement saisir, sauf confusion, un aéronef appartenant à une entité non fictive proche de son débiteur, l'écran de la personnalité juridique s'y oppose.

(Voir en droit commun, sous l'empire du droit ancien, 1<sup>o</sup> Civile, 3 novembre 2021, n<sup>o</sup> 19-25.404, Société Rasheed Bank c. Société Citibank, Clunet, octobre 2022, commentaire 21 par Ioannis Prezas. La société Rasheed Bank est une émanation de l'État iranien, elle a été condamnée par un tribunal d'Amsterdam à payer des sommes d'argent, le jugement a reçu l'exequatur, le créancier a fait procéder entre les mains de Natixis à une saisie conservatoire, convertie en saisie attribution. Ce que conteste la banque iranienne, prétendant que les fonds saisis étaient des biens publics iraniens et que l'État iranien bénéficie de l'immunité d'exécution. Faits antérieurs à la réforme législative citée infra. La cour d'appel avait validé l'acte de conversion. La Cour de cassation rejette le pourvoi. L'arrêt se prévaut du droit international coutumier – tel que reflété par l'article 19 de la convention des Nations-Unies du 2 décembre 2004 sur l'immunité juridictionnelle des États et de leurs biens -, pour affirmer qu'à défaut de renonciation à l'immunité d'exécution, les biens d'un État étranger ou de ses émanations ne peuvent faire l'objet d'une mesure d'exécution forcée, que s'il est établi que ces biens, situés sur le territoire de l'État du for, sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés autrement qu'à des fins de service public non commerciales et ont un lien avec l'entité contre laquelle la procédure est intentée.

Il n'est pas nécessaire, pour qu'ils soient saisissables, que les biens de l'émanation de l'État aient un lien avec la

demande en justice, ces biens doivent avoir un lien avec l'entité contre laquelle la procédure est intentée.

Le principe : les biens étatiques sont insaisissables.

L'exception : les biens en cause sont saisissables s'ils sont affectés à des fins commerciales, s'ils ne sont pas affectés aux services publics)

La France a légiféré avec la loi du 9 décembre 2016, introduisant de nouvelles dispositions dans le code des procédures civiles d'exécution, art. L. 111-1-1 et s.

Un auteur soutient que les dispositions interdisant la saisie conservatoire de certains aéronefs valent également pour la saisie vente. Le JEX de Toulouse s'est d'ailleurs prononcé en ce sens, le 23 février 2011, décision citée par Schweitzer et Benezech, Le régime restrictif de la saisie d'aéronefs appartenant à un État, Revue de droit des transports, juillet 2012, dossier 10.

Cette opinion est discutable : le caractère saisissable d'un bien est la règle de droit commun, il faudrait une règle écrite pour la contredire. L'interdiction affecterait indirectement le droit des créanciers d'obtenir le recouvrement de leurs créances. Madame Anne Leborgne, Voies d'exécution, Dalloz, n° 1891, est dubitative, elle admet dans un premier temps l'opinion négative de Mme Douchy-Oudot pour la combattre in fine.

L'opération de saisie

Le propriétaire de l'aéronef a reçu le commandement de payer. Le débiteur est sur ses gardes. Le créancier peut passer rapidement à l'attaque. Il pratique la saisie par le ministère d'un commissaire de justice.

La saisie de l'aéronef est possible à l'issue d'un délai de 24 h à compter de la notification du commandement de payer. Art. R. 6123-2 CT.

Le créancier est donc tenu de respecter un délai de 24 h avant de procéder à la saisie. (Il y a le risque que le débiteur mis en alerte par le commandement de payer fasse décoller immédiatement l'aéronef menacé de saisie et lui fasse gagner un pays étranger.) (Il est conseillé pour éviter ce risque de pratiquer dans un premier temps avec l'autorisation du juge une saisie conservatoire.) (La saisie conservatoire n'est cependant pas toujours possible, elle est en principe exclue en ce qui concerne les aéronefs affectés aux transports publics.)

Le commissaire de justice rédige un procès-verbal de saisie. L'article R. 6123-3 indique les mentions à faire figurer dans le procès-verbal de saisie, art. R. 6123-3.

Le créancier saisissant doit notifier au propriétaire copie du procès-verbal de saisie.

Le créancier, dans un délai de 5 jours, augmenté des délais de distance, notifie au propriétaire copie du procès-verbal de saisie. Article R. 6123-4.

Si le propriétaire n'est pas domicilié en France et s'il n'y a pas de représentant habilité, la signification de procès-verbal de saisie peut être délivrée en la personne du commandant de bord, cf. art. R. 6123-4.

Les effets de la saisie

L'aéronef mis aux fers est doté d'un gardien désigné par le commissaire de justice qui procède à la saisie, art. R. 6123-3 al. 3.

Le propriétaire peut requérir auprès du JEX la main levée de la saisie si celle-ci est intervenue à tort ou s'il a payé la dette.

1° Civile, 13 décembre 2017, n° 16-12943 : une société (se disant créancière envers la Guinée équatoriale en vertu d'une sentence arbitrale rendue en 2009) avait délivré en 2015 un commandement aux fins de saisie-vente d'un aéronef appartenant à une société que le saisissant tenait pour l'émanation de la République de Guinée équatoriale. Le JEX de Mulhouse a ordonné la mainlevée de la saisie-vente. Décision confirmée par la cour de Colmar. Rejet du pourvoi. La société auteur de la saisie n'était pas fondée à délivrer un procès-verbal de saisie vente en exécution d'un titre dont elle avait renoncé à se prévaloir du fait d'une transaction conclue en décembre 2012.

La transcription du procès-verbal de saisie après du bureau chargé de la tenue du registre d'immatriculation. Article R.6123-5. Dans le délai de 5 jours.

Le fonctionnaire chargé de la tenue du registre d'immatriculation délivre un état des inscriptions. La saisie est dénoncée aux créanciers inscrits.

La saisie mène normalement à la vente forcée de l'aéronef, art. R. .

Il est possible que le propriétaire s'obstine bien qu'il soit in bonis à refuser de payer sa dette : le créancier muni d'un titre exécutoire adresse un commandement de payer, il attend 24 h, puis il fait procéder à une saisie vente, il y a aliénation forcée, l'aéronef est attribué à l'adjudicataire qui est tenu de payer le prix.

Si le créancier entend saisir un aéronef immatriculé au registre d'un État partie à la convention de Genève du 19 juin 1948 (sur la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs), aucune vente forcée ne peut avoir lieu si les droits préférables à ceux du créancier saisissant ne peuvent être éteints par le prix de vente, ou s'ils ne sont pas pris en charge par l'acquéreur. Art. L. 6123-3 CT.

Cette disposition restrictive de bon sens concerne la matière internationale.

Elle ne semble pas concerner une situation purement française, certes la France est partie à cette convention de 1948, mais cette convention tend à la reconnaissance entre États des droits et sûretés grevant un aéronef.

La règle posée par le code des transports connaît une exception, concernant l'hypothèse où un aéronef hypothéqué cause, sur le territoire français, un dommage aux tiers à la surface. Le dispositif restrictif n'est pas opposable aux victimes ou à leurs ayants droit saisissant l'aéronef cause du dommage, ou tout autre aéronef appartenant au même propriétaire, art. L. 6123-3, alinéa 2, CT.

Le créancier saisissant fait citer le propriétaire de l'aéronef devant le tribunal judiciaire du lieu où la vente est poursuivie pour dire qu'il sera procédé à la vente. Article R. 6123-4 CT .

Si le propriétaire n'est pas domicilié en France et s'il n'a pas en France de représenté habilité, la citation devant le tribunal judiciaire peut être délivrée en la personne du commandant de bord.

Le JEX fixe la mise à prix et les conditions de la vente, art. R. 6123-7.

Il est procédé à une vente aux enchères.

(Bordeaux, 22 juin 2006, publié par Lexbase : La BNP a effectué un prêt en faveur de la SARL Air Euro Trans. Le gérant s'est porté caution. Le tribunal de commerce de Périgueux a condamné la société et la caution à payer à la banque 23 000 euros. La BNP a procédé à un commandement de payer. Elle a fait procéder à la saisie d'un Cessna appartenant à la caution. Elle a demandé que soit ordonnée la vente de l'aéronef saisi, avec une mise à prix pour 16 000 euros. L'affaire vient en appel. Le gérant prétend que sa signature sur l'acte de cautionnement aurait été usurpée. La cour de Bordeaux avait ordonné une expertise graphologique. L'expert graphologique estime que la signature du gérant de la SARL aurait été imitée par l'épouse de celui-ci. La cour ordonne de surseoir à la vente, en attendant l'examen en appel de la décision du tribunal de commerce condamnant le gérant en tant que caution à payer la dette de la société emprunteur.)

La vente sur saisie est réalisée à l'audience d'adjudication du JEX trois semaines après une apposition d'affiches et une insertion au BODAC et dans un journal d'annonces légales. Le JEX peut ordonner que la vente soit faite devant un autre JEX, ou par un notaire, ou un autre officier public au lieu où se trouve l'aéronef saisi. Art. R. 6123-8.

Il y a aliénation forcée.

L'adjudicataire est tenu de déposer le prix dans les 3 jours à la caisse des dépôts. art. R. 6123-11.

Le propriétaire de l'aéronef, s'il est commerçant et dans une situation financière désastreuse, est soumis à une procédure collective, il est mis en liquidation judiciaire : il sera procédé à la vente de l'aéronef d'après les prévisions du droit des entreprises en difficulté.

2° Civile, 28 juin 2018, n° 17-17979 : liquidation judiciaire de deux sociétés Apex. Le liquidateur judiciaire autorise la cession de gré à gré d'un immeuble, d'un aéronef Cap 10 en cours de montage alias F-Hata, et de deux certificats de navigabilité d'avions de type Cap. Le juge commissaire a commis un excès de pouvoir en autorisant la vente de gré à gré de l'avion de voltige dont la propriété des composantes était revendiquée par une société tierce Ceapr.

La distribution du prix, la collocation et le rang des créanciers

L'aéronef a été vendu, un prix a été obtenu, il convient de répartir la somme obtenue entre les créanciers. La distribution du prix s'opère de préférence à l'amiable. Art. R. 6123-12. L'adjudicataire présente dans les 5 jours requête au JEX, il lui demande de fixer une date d'audience à laquelle il citera les créanciers à l'effet de s'entendre à l'amiable sur la distribution du prix.

Si les créanciers ne s'entendent pas sur la distribution du prix, il est dressé procès-verbal de leurs prétentions et

contredits. Chaque créancier doit déposer au greffe une demande de collocation avec titres à l'appui. Les créanciers sont convoqués devant le JEX qui statue à l'égard de tous, même des créanciers privilégiés. Art. R. 6123-13.

L'appel est possible, le délai d'appel est de 10 jours.

Le juge, dans les 8 jours de la signification de l'arrêt, dressera l'état des créances colloquées en principal, intérêt et frais.

Le greffier du JEX délivre les bordereaux de collocation exécutoire contre la Caisse des dépôts et consignations.

Le juge, par ordonnance, autorise la radiation par le fonctionnaire chargé de la tenue du registre d'immatriculation des inscriptions des créanciers non colloqués. Art. R. 6123-16.

La convention de Genève de 1948 comporte dans l'ordre international des dispositions relatives à la vente forcée de l'aéronef.

### C. La saisie revendication et la saisie appréhension

Il ne s'agit pas pour le demandeur de poursuivre la vente forcée de l'aéronef pour obtenir le recouvrement de sa créance. Il s'agit pour le demandeur d'obtenir le retour en sa possession d'un aéronef dont il considère qu'il a la propriété.

Ces voies de droit peuvent être mises en œuvre au profit d'un acheteur non livré ou d'un propriétaire au terme du bail ou du contrat d'affrètement.

#### La saisie revendication

Un préliminaire pour se faire remettre un meuble. Le titre exécutoire n'est pas requis. Mesure de type conservatoire.

Article L. 222-2 du code des procédures civiles d'exécution. Toute personne apparemment fondée à requérir la délivrance ou la restitution d'un bien meuble corporel peut, en attendant sa remise, le rendre indisponible au moyen d'une saisie-revendication.

La procédure, dans un premier temps, n'est pas placée sous le signe du contradictoire. Le magistrat statue sur requête.

Si la demande est accueillie, la mesure est opposable au détenteur du meuble. Le bien est indisponible, il ne peut être vendu ou déplacé.

Tout adversaire peut demander la mainlevée de la mesure d'indisponibilité. La procédure devient alors contradictoire.

Il est possible de faire appel de la décision du JEX, il est possible de demander le sursis à exécution de la décision de main levée.

Caen, 3 juin 2014, n° de RG : 14/00033

Une contestation concernant la propriété d'un aéronef De Havilland portée devant le juge du fond.

Alain se dit propriétaire, il a recours le 8 avril 2014 à la saisie revendication de cet appareil, il saisit le JEX de Caen, il prétend avoir acquis à Jacques l'appareil le 15 juin 2011, le 9 avril le juge autorise la saisie revendication, qui est exécutée le 11 avril entre les mains de la société dans les locaux de laquelle se trouvait l'avion. Alain se présente comme acheteur et demande la délivrance de l'avion qu'il prétend avoir acquis 3 années auparavant.

Jérôme se dit le véritable propriétaire et demande la main levée de la saisie revendication, qui est ordonnée le 23 avril.

Alain demande en appel le sursis à l'exécution de la mesure de main levée du 23 avril – en attendant la décision de la cour d'appel saisie sur le fond.

Jérôme s'oppose à cette prétention, il se prétend le seul acquéreur.

Nous avons l'ordonnance du magistrat suppléant le premier président. Qui déboute Alain. Il n'y a pas sursis à la mainlevée de la saisie revendication.

L'initiative d'Alain était fragile. Il ne produisait pas d'acte de vente écrit et signé du vendeur et de l'acheteur par

lequel il aurait acquis en 2011 la propriété de l'aéronef litigieux. Il produisait seulement un document revêtu de sa seule signature.

Jérôme, en revanche, produisait un acte de vente écrit, daté du 6 mars 2014, signé du vendeur Jacques et de l'acheteur Jérôme. Jérôme a fait enregistrer sa qualité de propriétaire sur le registre d'immatriculation le 7 mai 2014, Alain ne figure pas sur la liste des précédents propriétaires.

Commerciale, 20 mars 2019, n° 17-18977 : un contrat de crédit-bail portant sur un aéronef. Le crédit-preneur cesse de payer les loyers. Le crédit-bailleur, Natixis Lease, pratique une saisie-revendication sur l'aéronef et agit en référé pour obtenir la restitution de l'appareil. L'organisme financier renonce ultérieurement à la résiliation du contrat et à la saisie de l'appareil, et accepte un rééchelonnement des loyers. Les frais de mainlevée de la saisie étaient mis à la charge du locataire.

#### La saisie appréhension

Art. L. 222-1 du code des procédures civiles d'exécution : l'huissier de justice chargé de l'exécution fait appréhender les meubles que le débiteur est tenu de livrer ou de restituer au créancier en vertu d'un titre exécutoire

#### D. Les saisies douanières

#### E. La saisie contrefaçon

Saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, art. R. 6123-17 CT.

## Sous-Section II. Les contrats conférant la jouissance d'un aéronef

[L'État détient le pouvoir de réquisition des aéronefs français pour les besoins du pays et de la défense nationale,

les services des compagnies aériennes françaises peuvent être mis en état de réquisition, les personnels nécessaires à l'exécution des missions également, décret n° 2004-1190 du 10 novembre 2004]

Nombre d'exploitants d'aéronefs n'en sont pas propriétaires.

Comment obtenir la jouissance d'un appareil aérien sans en faire l'acquisition ?

Un preneur peut prendre un aéronef en location, un affréteur peut affréter un aéronef à un fréteur, un emprunteur peut emprunter un aéronef.

## § I. La location d'aéronef

### DROIT PRIVE

Il s'agit ici, avec la location d'aéronefs, de la location d'un meuble immatriculé conclue entre un bailleur ou loueur et un locataire ou preneur.

(On parle en anglo-américain de « Dry Lease », louage sec, pour désigner la location coque nue).

L'exploitant d'un aéronef n'en est pas forcément propriétaire. Air France détient une partie de sa flotte en pleine propriété, un tiers en location.

Il existe des entreprises dont le métier consiste à acquérir des aéronefs et à les louer, ou à les prendre en location ou en crédit-bail et à les sous louer à des compagnies aériennes. Nombre d'aéronefs exploités à travers le monde sont en location, appartenant à des loueurs comme AerCap, Air Lease Corporation de L.A., GECAS dont AerCap doit prendre le contrôle, Amadeo d'Islande, le chinois ICBC ou DAE de Dubaï. Certaines de ces sociétés ont leur siège en Irlande pour des raisons fiscales.

Il existe un projet de concentration entre le néerlandais AerCap, se présentant comme le leader mondial en matière de location d'aéronefs, l'américain GECAS et l'irlandais SES, aux termes duquel AerCap prend le contrôle de GECAS et le contrôle en commun de SES. Notification publiée au JOUE du 28 juin 2021.

L'activité essentielle d'AerCap est la location bail d'aéronefs.

GECAS, à l'échelon mondial, exerce ses activités dans la location bail d'aéronefs, exerce ses activités dans la location bail de moteurs d'aéronefs, cette société propose une gamme de produits et de services en ce qui concerne les aéronefs commerciaux, les turbopropulseurs, les moteurs, les hélicoptères et le matériel.

SES a des activités dans la location de moteurs d'aéronefs.

Certains hommes d'affaires et intermédiaires du commerce jouent avec la législation et implantent le siège de leur société hors France, mais vivent en France et font immatriculer leurs aéronefs en France. Il leur est difficile de prétendre échapper à l'imposition en France, voir à titre d'exemple, CAA Versailles 7 mars 2013, n° 11VE04171, société ayant son siège au Luxembourg, il s'agit en réalité d'une adresse de domiciliation, l'objet est la location et l'exploitation d'aéronefs et de matériel, société propriétaire de deux hélicoptères immatriculés en France, gérant habitant en France, aucun personnel au Luxembourg, établissement stable en France, 7230 euros de TVA à payer au titre de l'année 2008.

La lecture des arrêts est instructive et permet de relever l'existence de pratiques de la vie des affaires qu'autrement on ignorerait. La qualification des rapports contractuels est posée dans l'affaire dont a eu à connaître la CAA Lyon, 1<sup>o</sup> octobre 2015, n° 14LY00444 : une société ayant son siège à Panama avait acquis en Allemagne en 2008 un hélicoptère pour 4 249 310 euros. La DGAC lui avait délivré un certificat d'immatriculation limité à la durée de la location de cet aéronef à la SA Mont Blanc Hélicoptères. Un quart des vols se déroulait en Suisse. Le contentieux va porter sur une décharge de TVA qui sera finalement refusée. La juridiction lyonnaise va considérer qu'il n'y avait pas en réalité de location d'hélicoptère entre la société panaméenne et la société Mont Blanc. Celle-ci n'avait pas la jouissance de l'appareil, elle n'avait qu'un rôle de prestataires de services, elle reversait à la société panaméenne véritable exploitante le produit des vols, elle mettait un pilote à disposition, elle entretenait l'appareil, elle organisait la restauration en vol. Aucun contrat correspondant à la définition de l'article 1709 du code civil n'avait été conclu. Cette société n'avait pas le siège de son activité en France mais au Panama, elle ne disposait pas en France d'un établissement stable.

Il est possible qu'une compagnie aérienne en surcapacité donne un aéronef en location à une autre compagnie aérienne.

[La pratique des affaires connaît, à côté de la location d'aéronef, la location de moteur d'aéronef, Com. 16 décembre 2014, n° 13-23342)

Pierre Frühling & Stéphanie Golinvaux, Le contrat de location coque nue - Le Dry Lease, in Le droit du financement des aéronefs, 2017, p. 39-58.

Donal Patrick Hanley, Les étapes de rédaction d'un contrat de Dry Lease, eodem loco, p. 59-70

Philippe Fontaine, Le Dry Lease - Le point de vue pratique d'un Lessee belge, eodem loco, p. 71-86

Il arrive que des malfaiteurs prennent un hélicoptère en location pour opérer du transport de drogue, ainsi entre le Maroc et l'Espagne, et au-delà la France. L'aéronef risque de faire l'objet d'une saisie pénale, voire d'une confiscation.

#### Principes de droit public : la location coque nue sans équipage

Tout transporteur aérien implanté dans l'Union européenne doit pour recevoir une licence d'exploitation être propriétaire d'au moins un aéronef ou prendre en location coque nue au moins un aéronef.

Le législateur est sensible aux impératifs de sécurité. Il entend contrôler la mise en location d'aéronef.

#### *L'autorisation administrative*

La location d'aéronef est en Europe soumise à autorisation, article 13 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

Le législateur européen distingue selon que l'aéronef est immatriculé sur le registre d'un État européen ou d'un État extérieur à l'Union européenne.

. Loueur et preneur sont européens : l'autorisation est requise lorsqu'un exploitant européen est loueur et un autre exploitant européen preneur.

. Loueur et preneur ne sont pas tous deux européens.

1° hypothèse : Le loueur est européen, le preneur ne l'est pas : la location peut être le fait d'un exploitant européen qui met un avion en location auprès d'un exploitant non-européen pour qu'il fasse du transport aérien commercial ; l'avion est convenablement entretenu ; l'autorité étrangère accepte de contrôler l'entretien et l'exploitation de l'avion. Il faut l'approbation de l'autorité.

#### 2° hypothèse

Le loueur est étranger, le preneur est européen : la réglementation européenne sur l'exploitation par les transporteurs aériens européens d'aéronefs immatriculés dans un pays tiers n'est pas favorable à la formule. Un exploitant européen ne peut prendre en location - avec l'autorisation de l'autorité - un avion immatriculé hors Europe auprès d'une entité non-européenne que sous certaines conditions. Règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, annexe II, ARO.OPS.110.

Le postulant locataire doit établir qu'il a un besoin opérationnel et qu'il ne peut pas satisfaire ce besoin en prenant en location un aéronef immatriculé en Europe.

La prise en location coque nue ne doit pas dépasser 7 mois sur une période de 12 mois consécutifs. Règlement n° 965/2012, annexe III, ORO.AOC.110, point d).

L'autorité compétente se coordonne avec l'État d'immatriculation pour l'exercice éventuel de la surveillance de l'aéronef. Dès qu'elle reçoit une demande d'approbation préalable d'un contrat par lequel un exploitant européen souhaite prendre en location un appareil étranger.

Il est interdit de prendre en location des appareils figurant sur la liste noire, règlement n° 965/2012, annexe III, ORO.AOC.110, point b).

L'exploitant doit disposer d'un programme d'analyse des données de vol (pour les avions de masse maximale au décollage supérieure à 27 000 kg). Règlement n° 965/2012, annexe III, ORO.AOC.130.

L'approbation d'un contrat de prise en location coque nue est suspendue ou retirée lorsque le certificat de navigabilité de l'aéronef est suspendu ou retiré, ou si l'aéronef figure sur la liste noire. Annexe II, point ARO.OPS.110, lettre c, règlement n° 965/2012 modifié par le règlement 2015/1329 du 31 juillet 2015.

L'aéronef loué figure sur le CTA du preneur qui en est l'exploitant.

[voir les dispositions contenues dans l'accord de commerce conclu entre l'UE et le Royaume Uni concernant la location d'aéronef, article AIRTRN.13 , § 7.]

### Principes de droit privé

Le louage d'aéronef est une opération juridique translatrice de jouissance. Le locataire a la jouissance temporaire de l'appareil aérien. Le loueur n'a plus l'usage de l'engin aérien. L'appareil loué n'est pas neuf, il est le plus souvent d'occasion.

Les auteurs présentent les loueurs comme possédant plus de force dans la négociation que les locataires.

La location est souvent précédée d'une lettre d'intention, qui joue le rôle d'un avant contrat synthétisant les différents éléments du contrat définitif à venir.

La location internationale d'aéronef.

Données de droit international privé.

Le conflit de juridictions en cas de litige entre les contractants. Le contrat peut comporter une clause d'arbitrage.

Le conflit de lois : il s'agit de déterminer le système juridique étatique qui régit le contrat de location.

Les contrats sont souvent soumis à la loi anglaise.

Le droit français.

(cf. en droit commun, l'article de Mme Auque sur le contrat de location dans le cadre de l'avant-projet de réforme du droit des contrats spéciaux, D. 2018.423)

Le bailleur ou loueur met l'aéronef à la disposition du preneur ou locataire. Sans équipage. Cf. art. L. 6400-3 CT. Les dispositions légales envisagent l'inscription du contrat au registre d'immatriculation.

La location d'un aéronef donne lieu à mention sur le registre d'immatriculation. Cf. art. D. 6111-24 CT.

Le propriétaire d'un aéronef qui veut faire inscrire au registre d'immatriculation le contrat de location de son aéronef adresse à cette fin au bureau d'immatriculation une requête, en deux exemplaires, accompagnée de l'acte de location.

La requête indique les coordonnées du preneur, la date et la durée du contrat, l'identité de l'aéronef loué et son port d'attache, cf. article D. 6111-24.

Cette inscription du contrat de location est dépourvue de caractère obligatoire. Le texte parle du propriétaire qui veut faire inscrire sur le registre le contrat.

La durée : le contrat est conclu à durée déterminée ou à durée indéterminée : quelques heures jusqu'à la durée d'amortissement fiscal.

A l'instar de la propriété partagée, la pratique connaît la location par intermittence, par ex. pour permettre à une entreprise de disposer d'un aéronef plusieurs jours par an.

Ainsi, Aix, 12 novembre 2020, n° 18/15 983, consulté sur lebase.

Une société de siège mauricien donne à une société la location coque nue d'un aéronef Falcon du 1<sup>o</sup> octobre 2015 au 31 décembre 2016 pour un nombre minimum de 200 h d'utilisation, moyennant le prix de 420 000 euros TTC. L'heure supplémentaire de vol est facturée 1750 euros HT. Le prix est payé d'avance, le preneur obtenant en garantie de paiement une hypothèque sur l'aéronef.

#### a. Les obligations du loueur

Les obligations dues au profit du preneur



La remise et livraison du bien loué en bon état de réparation et non porteur de vices.  
Le contrat indique la date et le lieu de la remise de chose.  
Le locataire signe un certificat d'acceptation le jour de la remise de l'aéronef.

Il est possible que le contrat de location mette à la charge du loueur l'obligation de fournir au locataire une attestation d'assurance efficace.

En ce qui concerne l'obligation d'entretien de l'appareil durant l'exécution du contrat, il faut se référer aux prévisions contractuelles. Le loueur, en général, souhaite réduire au maximum ses obligations.

Le loueur conserve certaines charges, comme l'impôt sur les bénéfices, les dettes résultant d'une faute intentionnelle ou de la violation d'une obligation de garantie.

Les obligations vis-à-vis des tiers en cas d'accident

L'aéronef mis en location peut être affecté au transport.

Le contrat de transport est alors conclu entre le transporteur locataire de l'appareil et ses clients.

Une responsabilité du loueur à base de faute est susceptible d'être engagée, vis-à-vis des passagers et de leurs familles, en cas d'accident dû à un défaut d'entretien de l'aéronef incombant au loueur.

Il n'est pas impossible que la victime invoque l'article 1242 alinéa 1° de l'actuel code civil (ancien article 1384 al. 1°), et qu'on retienne dans certaines hypothèses la responsabilité du loueur comme ayant conservé la garde de la structure de l'appareil donné en location.

Responsabilité du loueur en cas de dommage causé aux tiers à la surface

La responsabilité incombe en principe à l'exploitant.

Comme c'est le locataire qui est l'exploitant, c'est le locataire qui est responsable.

Le propriétaire et le locataire sont cependant solidairement responsables vis-à-vis des tiers, ancien article L. 141-4 alinéa 1 CAC, devenu l'article L. 6131-4, alinéa 1°, du code des transports

[1° Civile, 9 octobre 1979, Bull. 1979. I, n° 240 : un avion est donné en location, le locataire prend un passager à bord, accident, l'avion a heurté le sol, le passager a été blessé, le passager poursuit le bailleur de l'avion, la Cour de cassation approuve la cour de Basse-Terre d'avoir écarté l'application de l'art. L. 141-4 qui ne concerne que les dommages causés au sol ou à un autre aéronef. Le passager ne se trouvait pas au sol, mais à bord de l'avion. Le passager n'avait pas de relation contractuelle envers le bailleur. ]

Si la location est publiée, la solidarité est écartée, le propriétaire loueur est uniquement tenu à raison d'une faute prouvée, article L. 6131-4, alinéa 2 CT.

La question se pose également en droit américain : en quoi consiste l'éventuelle responsabilité du bailleur en cas d'accident souffert par un passager ?

Condon & Forsyth, Lessor Liability, special edition fall 2011.

#### b. Les obligations du locataire de l'aéronef envers le loueur

Le paiement du loyer

Saudi Arabian Airlines, ayant son siège à Jiddah, déclare à titre chirographaire une créance de loyers de plus de 7000 euros dans la procédure en liquidation ouverte contre Eagle Aviation : Com. 5 novembre 2013, Bull.

On parlait en 2015 d'un loyer mensuel de 220 000 euros pour un Boeing 737.

Les auteurs s'interrogent sur la fiscalité applicable aux loyers perçus par le loueur, en particulier en présence d'une opération internationale.

Le contrat donne parfois une liste d'États dans lesquels le locataire s'interdit d'exercer ou de survoler.

Assurer la maintenance et l'entretien technique de l'appareil aérien : cf. les stipulations conventionnelles

Les contrats prévoient souvent l'obligation, pour le locataire, de payer des réserves de maintenance : une avance due par le locataire au profit du bailleur, pour couvrir le risque au cas où le locataire n'effectuerait pas la

maintenance de l'aéronef prévue par le constructeur. Il s'agit d'une avance sur les coûts des contrôles à opérer dans le cadre du contrat de maintenance. Les réserves concernent la coque, les moteurs, les pièces à durée temporaire, le groupe auxiliaire de puissance, le train d'atterrissage. Le locataire en obtient le remboursement sur justificatifs des visites et des travaux effectués.

Le locataire utilise l'aéronef conformément aux préconisations du constructeur.

Les dégradations subies par l'aéronef durant la location : le locataire en est-il responsable ? On fera appel au droit commun du bail, en faisant place s'il y a lieu aux prévisions contractuelles.

Le droit commun du bail

Le locataire peut d'abord voir responsabilité être engagée sur la base d'une faute prouvée.

Le locataire est certainement responsable des dégradations résultant d'une utilisation non conforme au manuel de vol de l'appareil.

Paris 13 mars 2012, Revue du droit des transports et de la mobilité, juillet 2012, commentaire 44 : le locataire endommage un appareil de tourisme, il a manqué aux indications du manuel de vol qu'il avait obligation d'appliquer, il engage sa responsabilité

Une présomption de responsabilité pèse sur le locataire.

Le locataire répond en droit commun des pertes et des dégradations survenues pendant la jouissance.

On transpose les dispositions valables pour le bail immobilier à la location mobilière, art. 1732.

Versailles, 12 mars 2013, Revue de droit des transports juillet 2013, commentaire 49 par Ph. Delebecque : faute avérée de pilotage commise lors d'un atterrissage au Groenland sur la banquise, dégradations de l'appareil

Le locataire s'exonère cependant s'il établit son absence de faute ou la cause étrangère, art. 1732 du code civil.

La convention

Le locataire peut selon les conditions contractuelles ne pas être responsable des dégradations résultant de l'utilisation normale de la chose louée.

Le locataire est en général astreint à prendre une assurance pour se couvrir contre le risque de destruction ou de dégradation de l'appareil loué.

Les sous contrats

La sous-location d'aéronef, une hypothèse de sous-contrat : nous sommes en présence d'une double relation, la relation principale a été établie entre le loueur et le locataire ; une seconde relation se forme entre le locataire principal qui se fait sous loueur et confère la jouissance de l'aéronef à un sous-locataire. Le contrat de location peut interdire la sous-location.

Dans certains montages, on intercale une société ad hoc (SPV) entre le propriétaire de l'aéronef et le locataire réel. Le propriétaire donne l'aéronef en location à la société ad hoc, qui à son tour donne l'aéronef en sous-location au preneur utilisateur.

Un arrêt de la Cour de cassation présente un montage dans lequel une société - dont l'objet social est de faire du transport aérien privé de personnes et de prendre en location des aéronefs - prend en location un nouvel avion. Il est convenu que chaque associé a la possibilité d'obtenir, compte tenu de sa participation au capital social, la mise à disposition de l'avion pris en location par la SARL. Commerciale, 18 mars 2020, n° 18-16099 : le litige ne concerne pas le droit aérien, mais le droit des sociétés, un associé contestant certaines délibérations de l'assemblée générale de la SARL, comme celles modifiant le tarif des heures de vol, 2247 euros, à la suite de la location d'un Beechcraft 200 plus puissant et plus onéreux, ou créant un abonnement annuel obligatoire d'heures de vol prépayées. La chambre commerciale a l'occasion de rappeler que l'exception de nullité est perpétuelle.

Il est possible que le locataire veuille fréter l'aéronef à un affréteur. Le contrat peut autoriser un tel affrètement, le contrôler ou l'interdire.

La fin du contrat

Le locataire est tenu par l'obligation, en fin de bail, de restituer l'aéronef, sinon le locataire doit la valeur du bien. Le loueur se protège souvent en faisant insérer au contrat une clause suivant laquelle le locataire est astreint à

restituer l'aéronef s'il est en difficulté de paiement.

Si le contrat de location avait été inscrit au registre d'immatriculation, le CAC, art. D. 121-13, en envisage la radiation

La résiliation avant terme du contrat.

Aix, 12 novembre 2020, précité : le preneur n'a pas pu utiliser l'aéronef aux dates prévues, 8 mois d'indisponibilité de l'avion prétendument pour effectuer des travaux de maintenance. Le locataire se prévaut de la clause résolutoire figurant au contrat, il résilie le contrat. Il obtient en justice le remboursement de 375 325 euros TTC.

## DROIT PUBLIC

L'État conclue à l'occasion des marchés publics pour obtenir la mise à disposition temporaire d'un ou plusieurs aéronefs.

Cf. CAA de Paris, 26 mai 2020, n° 18PA01174 : un marché public attribué par favoritisme. L'infraction est établie par jugement du tribunal correctionnel de janvier 2018. L'entreprise irrégulièrement évincée, Chalair Aviation, obtient 331 928 euros d'indemnité.

C'est le ministère de l'intérieur qui en novembre 2014 avait lancé un appel d'offres ayant pour objet la mise à disposition, pour un an reconductible 4 fois, d'un avion de transport pour les besoins de la police nationale et de la direction des étrangers, pour assurer des missions de transport de personnes et de fret. Le marché comprenait également la mise à disposition d'un emplacement de stationnement (au Bourget), la mise en œuvre de l'avion (hors équipage) et la formation des équipages de l'administration.

L'arrêt n'utilise pas, pour qualifier ce contrat complexe, le terme de location d'aéronef.

## § II. Le crédit-bail d'aéronef

Diversité de modèles dans le financement de l'achat des aéronefs

M. Chassot distingue entre le crédit-bail de financement et le crédit-bail d'exploitation.

La pratique et la législation connaissent plusieurs modèles contractuels.

## DROIT INTERNE

Le crédit-bail avec promesse de vente régi par le droit français interne

Régi par l'article L. 313-7, point 1, du code de commerce :

On se trouve en présence d'une relation triangulaire entre le vendeur- fournisseur de l'appareil aérien ; l'acquéreur - crédit bailleur (un financier, un organisme de crédit, ou bien une SNC ou GIE qui emprunte pour financer l'achat, la banque prêteuse prenant éventuellement une hypothèque sur l'avion) ; et le crédit preneur qui est l'utilisateur de l'aéronef, qui en est le locataire pendant 5 à 15 ans par exemple, qui doit payer des loyers élevés (éventuellement payés directement à la banque prêteuse bénéficiaire d'une délégation imparfaite) et qui est bénéficiaire d'une promesse de vente sans obligation d'achat de sa part au terme du contrat.

À titre d'exemple, voir l'arrêt de la CJUE du 13 octobre 2011, C-9/11 : Waypoint Aviation (qui a pour objet les opérations se rattachant à l'acquisition, à la location ou au financement d'aéronefs) acquiert, dans le cadre d'un contrat de leasing financier auprès du GEIE Lizad, 2 avions de marque Airbus. Ces avions sont ensuite acquis par Sabena Interservices Center au moyen d'un second contrat de leasing financier, par un troisième contrat de leasing financier ces deux avions sont acquis par Artix (du groupe Sabena). Ces avions sont donnés en location à Sabena, Sabena a loué ces avions pensant trois ans à Air France dans le cadre d'un contrat de collaboration ...

Hervé Israël, Les aspects fiscaux du financement d'avions, Revue de droit des transports juillet 2012, dossier 13

Il est possible que le crédit preneur d'aéronef soit mis en liquidation judiciaire. Le crédit bailleur doit mettre en demeure le liquidateur pour qu'il se prononce sur la poursuite du contrat de crédit-bail. Com. 16 mars 2012, n° 09-12572 : le crédit bailleur (Bail Ouest succédant à CM-CIC bail) avait conclu deux contrats de crédit-bail portant sur un aéronef et sur deux moteurs d'avion ; le crédit preneur Champagne Airlines a été mis en liquidation judiciaire ; le crédit bailleur prétend que les contrats ont été résiliés et il obtient la restitution des biens ; le crédit bailleur déclare sa créance.

Le crédit bailleur a-t-il droit aux loyers restant dus ?

Com. 24 novembre 2021, n° 20-15.039 : un contrat de crédit-bail portant sur un Beechcraft 200 acheté 822 000 euros en 2003. Le crédit preneur, Air Evasan, est mis en liquidation judiciaire. Son dirigeant s'était porté caution des engagements du crédit preneur.

Il est poursuivi en paiement des dettes du crédit preneur. Il prétend que la société de crédit-bail aurait commis une faute en lui demandant de souscrire un cautionnement disproportionné à ses biens et revenus. Il invoque la responsabilité du crédit bailleur qui avait reçu des offres de vente pour 1 000 000 euros ou 600 000 euros et qui par son attentisme et sa lenteur a vendu l'avion seulement 30 000 euros 4 ans plus tard. Le crédit bailleur est en faute pour ne pas avoir agi en temps utile pour recouvrer sa créance. S'il avait agi, la caution n'aurait pas été appelé en garantie ou pour un montant moindre. Le mandataire au redressement judiciaire de la caution obtient 195 000 euros de dommages intérêts.

La location financière : le fournisseur, vendeur ; le financier qui finance l'achat ; le locataire qui choisit le bien et qui en a l'usage.

## DROIT UNIFORME

Le contrat de crédit-bail international régi par la convention UNIDROIT d'Ottawa du 28 mai 1988

Une location financière, le financier ayant la propriété de l'appareil qu'il a acheté sur les indications du crédit - preneur

L'existence de surloyers : les loyers sont calculés pour tenir compte notamment de l'amortissement de la totalité ou d'une partie importante du coût du matériel  
Une éventuelle mais non indispensable faculté d'achat offerte au locataire, art. 1° § 3, il y a là une différence notable avec le droit français.  
Le crédit bailleur est exonéré en sa qualité de crédit bailleur à l'égard des tiers de toute responsabilité à raison du décès, des dommages aux personnes et aux biens causés par le matériel, art. 8, § 1, lettre b. Sa responsabilité peut être engagée en sa qualité de propriétaire.  
À l'issue du contrat, le crédit preneur achète le bien, ou il le loue à nouveau, ou il le restitue, art. 9 § 2  
En cas de défaillance grave du crédit preneur, le crédit bailleur peut résilier le contrat et reprendre le matériel, art. 13 § 2

Possibilité éventuelle d'une location : le crédit preneur sous-loue l'avion à un sous-locataire.

À titre d'exemple et anecdotique, Orléans, 20 septembre 2018, n° 17/036531 :

L'affaire concerne les désordres affectant un aéronef bimoteur Beechcraft construit en 1983.

Cet appareil avait été gravement endommagé le 30 mars 1997 lors d'une escale au Groenland, l'avion s'était posé en dehors de la piste sur la glace, l'avion s'était immobilisé sur un talus à 10 mètres de haut. Le BEA danois avait publié un rapport. L'appareil avait été réparé en France. Il n'y a plus de trace des travaux de réparation et de maintenance.

Le 3 août 2012, une opération de crédit-bail est conclue. Le prix de l'appareil est de 1 196 000 euros. On relève la présence de plusieurs protagonistes : le vendeur de l'appareil, le crédit bailleur, une société crédit-preneur, immatriculée au RCS de Tours.

Dès le 7 août 2012, le preneur donne l'avion en sous-location à une filiale, Air Taxi & Charter International, ayant son siège à Lloret del Mar, sur la Costa Brava.

La maintenance et les dépannages de l'avion s'effectuent sous la responsabilité du sous-locataire, mais à la charge du crédit preneur.

Le sous locataire avait été, lors de l'achat, mandaté par le crédit preneur pour réaliser la visite et l'expertise de l'appareil.

Est détectée ultérieurement une détérioration du train d'atterrissage par l'effet de la corrosion dû à un défaut de vérification. Le crédit preneur assigne le vendeur de l'avion (et le mainteneur de l'appareil) devant le président du tribunal de commerce de Versailles, qui ordonne une expertise en septembre 2016.

Le crédit preneur apprend en mars 2017 l'existence de l'accident de 1997.

L'avion est immobilisé, aucune réparation du train d'atterrissage n'est effectuée, Cessna refuse de faire la réparation et d'autoriser la remise en service de l'avion du fait de l'ampleur des dysfonctionnements et en l'absence de l'historique des interventions faites après le sinistre de 1997.

La sous-locataire, qui plaide l'impropriété au vol de l'appareil, assigne devant la juridiction consulaire de Tours le crédit preneur, qui assigne à son tour le vendeur.

Le président du tribunal de commerce de Tours refuse, le 8 décembre 2017, d'ordonner une extension d'expertise.

La cour d'Orléans, statuant en appel et sur référé, ordonne une expertise de l'avion en application de l'article 145 du code de procédure civile. L'expert devra en particulier déterminer si les dommages consécutifs au sinistre de 1997 ont un lien avec les actuels désordres de l'appareil.

### § III. L'affrètement d'aéronef

L'affrètement d'engins de transport est pratiqué en tout domaine, en matière terrestre, maritime et

aérienne : une personne désireuse de bénéficier de l'usage d'un engin de transport (camion, navire, aéronef), durablement ou occasionnellement, s'adresse au frèteur qui met l'engin à sa disposition, avec l'équipage (conducteurs, capitaine, commandant de bord, marins, pilotes) pour le conduire et le piloter.

L'ouvrage de référence est la thèse du professeur Jean-Pierre Tosi, L'affrètement aérien, LGDJ, 1977

L'affrètement est - avec la location (coque nue) - l'une des techniques juridiques permettant à un utilisateur d'avoir pour une certaine durée, brève ou longue, l'usage et la jouissance d'un aéronef.

Article L. 6400-2 du code des transports

L'affrètement est un contrat synallagmatique conclu entre le frèteur et l'affréteur portant sur un aéronef, qui est mis à la disposition de l'affréteur par le frèteur.

Le frèteur frète l'aéronef.

L'affréteur affrète l'aéronef.

Le frèteur met ainsi, à la disposition de l'affréteur, un **aéronef avec équipage**.

Le frèteur a, sauf clause contraire, la direction de l'équipage : il a la gestion nautique de l'aéronef.

Il conduit sous l'angle technique l'expédition aérienne à laquelle participe l'aéronef qu'il frète.

Les grosses entreprises mondiales qui font de la location d'aéronefs font également des opérations de leasing et frètent des aéronefs.

Toute entreprise qui frète un aéronef à titre onéreux pour une opération de transport est soumise aux lois et règlements applicables au transport aérien public, quelle que soit l'utilisation faite par l'affréteur de cet aéronef, L. 6412-6 du code des transports.

C'est le frèteur qui est soumis au droit aérien économique, c'est lui qui doit détenir le CTA, la licence d'exploitation et les droits de trafic.

Le frèteur n'est pas un bailleur qui transfère la jouissance du bien loué en totalité au locataire.

Le frèteur conserve ordinairement un rôle important dans le maniement de l'engin, il fournit l'équipage, il conserve ordinairement la maîtrise technique de l'appareil aérien.

L'affréteur de l'aéronef se trouve avoir l'appareil à sa disposition, il en a la gestion commerciale, il en a l'usage économique. L'affréteur n'a pas en principe l'équipage de conduite sous ses ordres, mais c'est lui qui décidera quel sera l'usage qui sera fait de l'aéronef, un usage compatible avec les données contractuelles.

Les parties disposent d'une assez large liberté contractuelle, même si l'opération est soumise à contrôle voire à autorisation de l'administration.

La mise à disposition peut s'inscrire dans la durée : pour quelques minutes, pour quelques heures, pour quelques jours, quelques mois, quelques années : l'affrètement au voyage ou à temps.

### **Les personnes, les entités et les collectivités ayant recours à l'affrètement**

Quel est l'intérêt du recours à l'affrètement ?

Qui est le frèteur ? L'exploitant d'un aéronef doté d'un équipage. Il monnaie ses services.

Qui est concrètement affréteur ? Qui fait appel à l'affrètement ?

Il peut s'agir d'une personne physique ou morale qui entend utiliser les services d'un aéronef pour elle-même, ses proches ou ses subordonnés.

Il peut s'agir d'un transporteur aérien en manque d'engin de transport.

Il peut s'agir d'une agence de voyages qui « achète » des sièges pour assurer le déplacement de ses clients, on parle de charter.

Le recours à l'affrètement par une administration, une entreprise, voire un particulier, *pour bénéficier temporairement de l'usage d'un aéronef doté d'un équipage*

L'État, une collectivité publique, l'armée, une société commerciale, une entreprise, une association, un club sportif, voire un particulier, comme un candidat à une élection, peut vouloir bénéficier de l'usage temporaire

d'un aéronef,

alors que par ailleurs il ne dispose pas d'un équipage disponible pour piloter l'avion.

L'utilisateur ne veut pas recruter l'équipage.

Un gouvernement pour acheminer des troupes sur un site d'opération, pour acheminer des médecins et des infirmiers dans une région affectée d'un séisme ou une catastrophe naturelle. Une entreprise industrielle, produits pharmaceutiques ou automobiles, pour acheminer ses dirigeants ou des membres de son personnel pour participer à des rendez-vous d'affaires, à des congrès ou à des séminaires. Un club sportif pour acheminer ses joueurs ou ses supporters dans la ville où se tient le tournoi ; une association religieuse pour acheminer des croyants dans une ville de pèlerinage comme Lourdes, Jérusalem ou La Mecque ; un industriel pour déplacer des marchandises.

Il n'y a pas alors de contrat de transport entre celui qui fournit l'aéronef et l'utilisateur mis en jouissance de l'appareil, il y a contrat d'affrètement entre le fréteur qui met l'appareil à la disposition de l'affréteur utilisateur. Les deux qualifications sont antinomiques.

Des sociétés offrent à une clientèle huppée les services d'avions taxi. La société est fréteur, le client affréteur.

On parle de 2200 euros l'heure de vol. L'avantage est de pouvoir relier des aéroports de petite dimension.

Com. 2 mars 2004, Bull. I n° 64, Revue des contrats 2005.370 note Delebecque : une association humanitaire fait des missions dans l'océan Indien, elle affrète un avion de l'armée de l'air malgache pour transporter certains de ses membres, médecins, à Madagascar, catastrophe à l'atterrissage, les familles des victimes assignent l'association en réparation, l'association n'est pas contractuellement responsable. L'association faisait bénéficier ces médecins d'un déplacement aérien. Il aurait été théoriquement envisageable de poursuivre l'armée de l'air malgache.

On a recours à l'affrètement, comme nous le dit J.P. Tosi, pour planifier de façon très précise l'exécution du contrat. Le client exige une exécution stricte. Avec le contrat de transport, le client n'a que le retard pour obtenir réparation. Avec l'affrètement, il y a inexécution totale en cas d'inexécution en jour et heure.

Voir cependant l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 13 mars 2013, n° 09-72962 : la caisse d'épargne d'Aquitaine nord confie à Carte blanche l'organisation d'un voyage à Rome pour assister à un match, Carte blanche s'adresse à Bailly voyages, elles concluent un contrat ayant pour objet l'affrètement d'un aéronef et la fourniture des titres de transport pour 94 passagers. L'avion n'est pas présent à l'heure dite à Bordeaux. Il se trouvait à Rennes la veille et n'avait pas pu atterrir à cause du brouillard à Roissy. L'arrêt ne se prononce pas en termes d'affrètement mais de transport. Il semble que le fréteur était Avico, l'affréteur Bailly voyages, qui prend la qualité de transporteur contractuel, Carte blanche place des billets au profit des salariés amis ou clients de la caisse d'épargne.

Voir le cas particulier d'Alcatel qui affrète un hélicoptère pour qu'il soit procédé à l'installation d'une antenne sur un pylône, la

manœuvre est délicate, le pilote est maladroit ou les conditions météo sont mauvaises, l'hélicoptère est pris dans un câble, pour se libérer le pilote largue le matériel qui est détruit et cause des dommages au sol, l'assureur d'Alcatel se retourne contre le fréteur. Un premier arrêt de la chambre commerciale, 2 octobre 2007, n° 06-14121. Cassation de l'arrêt de la cour de Saint Denis. Assez curieusement la Cour de cassation écarte les prévisions contractuelles de non-responsabilité du fréteur et applique les dispositions propres au jet et à la responsabilité de l'exploitant d'aéronef à l'égard des tiers à la surface, alors qu'on pouvait penser que ces dispositions ne jouaient pas entre cocontractants, Com. 2 octobre 2012, Bull... D. 2012. 2866 n. Jean- Pierre Tosi. Si les dispositions contractuelles sont écartées, c'est que la haute juridiction considère que les dispositions relatives au jet ont un caractère général, qu'elles édictent des obligations légales et qu'elles sont impératives. Ce refoulement du contrat est étonnant, on comprend mal comment les parties ne pourraient- elles pas apprécier et décider elles- mêmes de la répartition des risques de l'entreprise. Si le fréteur assume les risques de bris, il exigera un fret plus élevé ou il insérera dans le prix le coût de la prime d'assurance !

L'arrêt de la chambre commerciale du 29 septembre 2015, n° 14-11041, reproduit en annexe un moyen de cassation d'un pourvoi principal qui sera écarté sans motivation. L'intérêt de ce moyen est de faire état de l'arrêt de la cour d'appel de Chambéry du 26 septembre 2013. Une société avait organisé le 25 mars 2004 un vol entre Annemasse et Pise. Un accident survient au retour. Une passagère meurt dans l'accident. Serge, le pilote, non rémunéré, qui pilote par passion et exerce par ailleurs une profession libérale, sera condamné pénalement pour homicide et blessures involontaires. Quatre sociétés avaient constitué un GIE pour trouver au meilleur prix des appareils et des pilotes. Il convenait d'organiser un vol pour un voyage de membres du personnel d'une société. La société CS Aviation est propriétaire d'un appareil Piper PR 34

Saratoga, qui a une capacité supérieure à 5 personnes et qui se trouvait disponible ce jour- là. Le client

recherchait un avion avec pilote. L'appareil est mis, à titre onéreux, par l'intermédiaire du GIE, sans que soit établi un document contractuel, à la disposition du client. Le GIE éditait la facture. Le propriétaire de l'avion est qualifié de frêteur, le client d'affrêteur. Le frêteur, en application de la loi, se trouve ainsi soumis aux règles du transport aérien public. Le pilote est considéré comme le préposé occasionnel du frêteur. Le frêteur ne détenait ni le CTA ni la licence d'exploitation ! Des voyageurs étaient montés à bord. La CV est applicable pour qu'on se prononce sur la responsabilité civile du transporteur.

### *Le contrat de location avec équipage : entre transporteurs aériens*

Le recours à l'affrètement entre transporteurs aériens : le Wet Lease

Un accord entre transporteurs aériens en vue de la fourniture d'aéronefs avec équipage pour effectuer des services aériens, qu'ils sont internes ou internationaux.

Un transporteur aérien manque temporairement ou durablement d'engin de transport.

Ce transporteur a recours à l'affrètement d'aéronef pour se procurer l'usage d'un aéronef, un autre exploitant aérien mettant un aéronef à sa disposition.

La conclusion du contrat d'affrètement est l'illustration d'une forme de coopération entre compagnies aériennes. Le législateur européen, qui parle anglais ou américain et non pas français, n'utilise pas, pour désigner une telle opération, le terme d'affrètement, il parle de location avec équipage, Wet Lease, louage mouillé, alors que le droit français s'est efforcé de bien distinguer l'affrètement du louage.

(La notice de l'arrêté du 31 juillet 2015 relatif à l'autorisation des opérations d'affrètement confirme la terminologie en honneur en France, il précise bien qu'il concerne les opérations d'affrètement, au sens de location d'un aéronef avec équipage, également appelées accords ACMI ou accords de Wet Lease)

Laurent Chassot, La location d'aéronef avec équipage (Wet Lease), Bulletin de l'association suisse de droit aérien et spatial, 2016, numéro 148, p. 26-50.

Laurent Chassot, Le contrat de location d'aéronef avec équipage – le Wet Lease, in Le droit du financement, 2017, p. 87-114

M. Chassot définit « la location avec équipage » comme le contrat par lequel un transporteur aérien met à la disposition d'un autre transporteur aérien, moyennant un prix, un aéronef en état de navigabilité, avec un équipage.

Les Anglais et les Américains parlent d'ACMI, Aircraft, Crew, Maintenance and Insurance.

M. Chassot voit dans cette opération une forme spécifique d'affrètement, § 2.2 et la note 11, même s'il écrit aux § 2.1, 5.10 et 6 de son étude que le Wet Lease est en droit suisse un contrat innomé.

Le contrat de location est en France un contrat nommé, il en est de même pour l'affrètement. Les deux catégories contractuelles sont distinctes.

Cette opération contractuelle que vise le droit européen semble être une variante d'affrètement, un sous ensemble, obéissant, sous le nom de location avec équipage, à une législation de droit public économique d'origine européenne, soumettant dans certaines hypothèses un tel contrat à l'autorisation de l'administration. L'affrètement et la location avec équipage seraient ainsi deux contrats nommés, l'un par le droit français, l'autre par le droit de l'UE.

Le contrat de Wet Lease est en général conclu pour une durée assez brève, mais pas forcément.

L'entreprise qui prend l'appareil en location avec équipage fait avec l'appareil du transport aérien au profit de sa propre clientèle.

Le droit européen a instauré une législation d'inspiration protectionniste.

L'accord Europe - États-Unis contient des dispositions spécifiques. Il en est de même pour l'accord UE - RU.

Le droit commun

Une règle négative doit d'abord être signalée. Un transporteur qui ne voudrait avoir recours comme engin de transport qu'à la location avec équipage ne peut pas recevoir de licence d'exploitation, règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008, article 2 chiffre 25, article 3, article 4 c.

Les contractants à l'opération de location avec équipage peuvent être des entreprises européennes ou non.

Il faut distinguer et évoquer les conditions de fond et l'exigence d'une autorisation administrative édictée, soit par le droit européen, soit par la France.

Le loueur qui est l'exploitant de l'aéronef loué avec équipage est titulaire du CTA et de la licence d'exploitation. S'il est extra européen et entend exploiter l'avion en Europe, il lui faut obtenir l'autorisation d'exploitant de pays



tiers.

C'est le locataire qui doit détenir les droits de trafic, puisqu'il a l'usage commercial de l'appareil aérien.

M. Chassot indique que c'est le locataire qui doit requérir l'autorisation.

#### *L'autorisation administrative*

Première hypothèse.

Les deux contractants sont des entités relevant toutes les deux de l'UE.

Le loueur est européen, le preneur également.

Le locataire veut avoir la jouissance d'un aéronef exploité par le loueur.

Le droit européen est assez libéral. Il pose un principe de liberté tempérée. La durée du contrat n'est pas enfermée dans un délai bref.

Le règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 commence dans son article 13 § 1 à disposer que les transporteurs aériens communautaires peuvent exploiter librement des aéronefs immatriculés dans la Communauté loués avec équipage, sauf dans les cas où cela risquerait de compromettre la sécurité. La Commission veille à ce que la mise en œuvre d'une telle disposition soit raisonnable et proportionnée, et qu'elle soit motivée par des impératifs de sécurité.

C'est le principe de liberté, sous réserve de l'observance des règles de sécurité.

Quant à l'art. 13 § 2, il réserve la possibilité d'une autorisation prévue par le droit européen ou par le droit national à des fins de respect de la sécurité : « les contrats de location avec équipage aux termes desquels le transporteur aérien communautaire est le preneur de l'aéronef loué avec équipage sont soumis à une autorisation préalable, conformément au droit communautaire ou national applicable en matière de sécurité aérienne ».

Une disposition européenne pose-t-elle le principe d'une autorisation préalable ? La solution figure au règlement n° 965/2012. Le droit européen impose, par principe, au loueur qu'il détienne un Certificat de Transporteur Aérien. L'annexe II du règlement n° 965/2012, ARO.OPS.110, a), propre aux contrats de location, indique que l'autorité compétente autorise un contrat de location lorsqu'elle a la certitude que l'exploitant certifié, conformément avec l'annexe III (partie ORO), satisfait, 4, aux exigences pertinentes en matière de maintien de la navigabilité et d'opérations aériennes, pour ...la prise en location avec équipage d'un aéronef d'un exploitant de l'Union européenne. Une autorisation est donc requise.

Le droit français exige lui aussi une autorisation, art. R. 330-9 CAC. Cette disposition française a cependant une portée limitée, elle ne concerne que l'hypothèse de l'exploitation de services aériens par des transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation, du moment que le transport s'effectue en France, au départ de la France ou à destination de la France. Au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire national.

L'exploitation, qui est visée, intervient dans le cadre d'accords commerciaux aux termes desquels il y a dissociation entre celui qu'on nomme le transporteur contractuel (qui conclut les contrats de transport avec les passagers, mais sans assurer le vol) et celui qu'on nomme le transporteur de fait ou le transporteur effectif (qui n'a pas contracté avec les passagers, mais qui a en réalité effectué le vol).

Le transporteur aérien effectif sera le loueur, celui qui exploite l'aéronef et qui effectuera en réalité, étant titulaire de la licence d'exploitation, le transport aérien.

Le transporteur contractuel français est en manque d'avion, il sera l'affrèteur ; il prend l'avion en location pour que ses clients soient transportés par l'engin aérien fourni et exploité par le loueur, transporteur de fait.

Si ces conditions sont réunies, l'exploitation de tels services aériens exige, selon l'art. R. 330-9 CAC, une autorisation administrative.

Un affrètement par un transporteur français auprès d'un transporteur européen fait l'objet d'une demande d'autorisation à l'autorité administrative avant le début des autorisations, dans des délais raisonnables permettant son examen, article 4 de l'arrêté du 31 juillet 2015.

Si l'accord commercial envisagé entre les deux transporteurs exerce une incidence importante sur la situation financière du transporteur contractuel (candidat affrèteur) l'administration avant d'accorder l'autorisation peut exiger examen d'un plan d'affaires, portant sur les garanties financières.

La demande d'autorisation comprend les éléments listés à l'annexe 1 de l'arrêté. Nom du transporteur de fait (= frèteur). Aéronefs concernés. Attestation d'assurance au regard de la responsabilité civile. Licence d'exploitation du transporteur de fait européen.

Il est cependant indiqué par ce même article 4 que la preuve de conformité aux exigences du règlement n° 965/2012 tient lieu d'autorisation.

L'exploitant européen qui fournit l'avion avec équipage à un autre exploitant européen demeure l'exploitant de l'aéronef. Dans la location avec équipage, l'avion est exploité sur le CTA du loueur.

Seconde hypothèse. Les protagonistes ne sont pas tous les deux sujets de l'Europe, l'un relève de l'UE, l'autre est

un exploitant extra européen.

Il faut sous-distinguer.

1° cas. Le loueur est un exploitant européen, alors que le locataire ne relève pas de l'Union européenne. C'était l'hypothèse de l'avion en provenance de Ouagadougou et à direction d'Alger qui s'est écrasé en 2014 sur le sol malien. L'avion construit en 1996 appartenait à une société espagnole Swift air qui en était le frêteur, l'affréteur était Air Algérie.

Le droit européen ne pose pas la nécessité d'une autorisation en ce domaine. Cf. Laurent Chassot, n° 3.2.1.

Le contrôle de l'opération est abandonné au droit national étranger.

La France n'exige pas son autorisation, pour la prise de location, du moment que le vol ne touche pas la France.

2° cas : le loueur avec équipage est une compagnie extra européenne, le candidat affréteur / locataire / preneur est une compagnie européenne.

Un transporteur européen est en manque d'avion, il souhaite affréter un aéronef exploité par un transporteur extra européen.

L'opération doit demeurer exceptionnelle. La durée est limitée.

L'Europe a posé la nécessité d'une autorisation préalable.

L'autorisation préalable pour la conclusion des contrats de location avec équipage est requise d'après l'art. 13 § 2 du règlement du 24 septembre 2008 lorsque le preneur de l'aéronef loué avec équipage est un transporteur aérien communautaire. L'autorisation est donc requise du moment que le loueur relève d'un État tiers, et que le preneur dépend de l'UE.

L'article 13 § 3 soumet l'octroi de l'autorisation délivrée par l'autorité compétente à plusieurs conditions, tenant tant à l'observance des règles de sécurité qu'à l'opportunité de l'opération.

Les auteurs parlent de la nécessité d'une double autorisation qui n'est pas forcément délivrée par la même autorité.

La sécurité.

Le transporteur européen qui veut affréter un appareil étranger doit d'abord établir que les normes étrangères sur la sécurité sont équivalentes à celles en honneur dans l'UE et qu'elles sont respectées par le loueur.

Règlement n° 965/2012, Annexe II, ARO.OPS.110, ORO.AOC.110

Si une compagnie européenne demande à prendre en location un aéronef avec équipage auprès d'un exploitant non européen, il faut que ce postulant démontre à l'autorité de son établissement principal que l'exploitant du pays tiers est titulaire d'un CTA. Que les normes de sécurité de l'exploitant du pays tiers en matière de maintien de navigabilité sont équivalentes aux exigences européennes. Et que l'aéronef dispose d'un certificat de navigabilité standard délivré conformément aux normes figurant à l'annexe 8 (de la convention de Chicago).

L'opportunité économique et la défense des intérêts sociaux du personnel navigant européen.

Il convient que le transporteur européen établisse la nécessité qu'il a de recourir à l'affrètement d'un aéronef immatriculé dans un État tiers.

L'autorisation est de la compétence de l'autorité qui a titre pour délivrer les licences.

Le texte prévoit trois conditions alternatives. Visant à limiter dans le temps le recours par un européen à un contrat d'affrètement avec un exploitant étranger à l'Union.

Ou bien le transporteur européen justifie cette location avec équipage par des » besoins exceptionnels « : l'autorisation ne peut être donnée que pour 7 mois maximum, l'autorisation pouvant être prorogée pour une nouvelle période de 7 mois au plus.

Ou bien le transporteur invoque des » besoins de capacité saisonniers » et il ne peut satisfaire ses besoins en prenant en location un appareil immatriculé en Europe. L'autorisation peut être prorogée.

Ou bien le transporteur européen, candidat à un affrètement, démontre le caractère nécessaire de cette opération pour surmonter des « difficultés d'exploitation ». Le demandeur, candidat preneur, établit qu'il n'est pas possible ou qu'il n'est pas raisonnable de louer un aéronef immatriculé dans l'UE. L'autorisation est alors seulement conférée pour la durée nécessaire pour surmonter ces difficultés d'exploitation. Ainsi pour pallier une panne ou un incident mécanique d'un appareil appartenant au transporteur aérien.

En présence d'un accord commercial avec des transporteurs de pays tiers, étrangers à l'UE, le transporteur contractuel (français) effectue la demande en principe un mois avant le début des opérations. Si l'opération dure moins d'une semaine, l'arrêté ministériel du 30 juillet 2015 pose un délai raisonnable.

L'art. 6 de l'arrêté ministériel concerne les opérations en cascade, où intervient un transporteur autre que le transporteur contractuel et que le transporteur de fait. La demande d'autorisation mentionne l'ensemble des transporteurs intervenants, ainsi que la nature de leurs liens. L'autorité française peut demander que lui soient communiquées les autorisations délivrées par les autorités étrangères, pour les opérations ne faisant pas intervenir de transporteur français.

Le transporteur contractuel communique aux passagers le nom du transporteur de fait.

Les dispositions réglementaires envisagent une autorisation ad hoc.

Elles prévoient également la possibilité d'une autorisation préalable, le transporteur français faisant approuver en anticipation d'un besoin opérationnel ponctuel ou de difficultés opérationnelles imprévisibles une liste de transporteurs aériens dont il pourrait affréter ponctuellement les aéronefs. L'approbation ne vaudrait que pour 24 mois maximum. Le transporteur français, s'il envisage l'opération d'affrètement, le notifie à l'autorité française.

Le droit spécial

L'une des trois conditions visées supra pour l'obtention de l'autorisation n'est pas requise si on se trouve en présence d'un accord international sur la location avec équipage. Le droit commun est écarté aux conditions suivantes : Un accord signé par l'Union par hypothèse avec un État tiers. Un accord international établi sur la base d'un accord de transport aérien auquel l'Union est haute partie contractante. Un accord signé avant le 1<sup>o</sup> janvier 2008.

C'est ce que décide le règlement 2019/2 du 11 décembre 2018 modifiant le règlement n° 1008/2008.

Le droit international conventionnel

Le droit spécial issu de l'accord conclu entre les États-Unis et l'Union européenne.

Il n'est pas indispensable que le loueur ait les droits de trafic.

L'accord UE - États Unis du 25 avril 2007 modifié par un protocole du 24 juin 2010 établit un régime ouvert de location avec équipage en matière de transports aériens internationaux. Il faut que les parties au contrat d'affrètement disposent de l'autorisation appropriée et satisfassent aux conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires normalement appliquées par les parties à l'accord UE-USA.

Il était envisagé que l'UE et les États-Unis concluent un accord spécifique à la location avec équipage.

Cet accord a été conclu le 8 mars 2019 entre les États-Unis, l'UE, la Norvège et l'Islande. Il était entré en vigueur à titre provisoire.

La décision UE 2019/1580 du 18 juillet 2019 est relative à la signature de l'accord.

L'accord a été approuvé au nom de l'Union par la décision 2021/1172 du 18 juin 2021.

Le texte de l'accord est publié au JOUE du 25 septembre 2019, L 245/3 : Accord concernant les limites de durée applicables aux accords de fourniture d'aéronefs avec équipage. L'accord concerne des mises à disposition d'aéronefs entre deux transporteurs aériens pour des services aériens internationaux.

Les parties s'engagent à ne pas imposer des limites de durée à une location avec équipage, du moment qu'elle est réalisée conformément à l'article 10 de l'ATA USA - UE.

Les dispositions propres au recours par un transporteur aérien d'un aéronef loué avec équipage contenues dans l'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'Union européenne et le Royaume Uni

Article AIRTRN.13 : Exploitation commerciale. Paragraphe 7

Les transporteurs aériens du RU peuvent fournir des services de transport aérien en utilisant un aéronef loué avec équipage auprès d'autres transporteurs aériens des Parties.

Les transports aériens de l'Union peuvent utiliser un aéronef loué avec équipage auprès d'autres transporteurs aériens de l'Union

Les transporteurs du RU et de l'UE peuvent utiliser un aéronef loué avec un équipage auprès de transporteurs aériens autres (i.e. non britanniques, non UE) à condition que la location soit justifiée par des besoins exceptionnels, des besoins de capacité saisonniers ou des difficultés opérationnelles du preneur

Et que la durée de la location ne dépasse pas ce qui est strictement nécessaire pour satisfaire ces besoins ou surmonter ces difficultés.

Les Parties peuvent exiger que les contrats de location soient approuvés par leurs autorités compétentes. Les procédures d'approbation doivent être accélérées, il faut réduire au minimum la charge administrative des

transporteurs concernés.

#### *. Les contrats de charte*

Les agences de voyages et les organisateurs de voyages ont recours à l'affrètement pour assurer l'acheminement de leurs clients dans les pays chauds ou lointains.

L'agence n'est pas transporteur aérien, le transport aérien n'est pas son métier, elle n'est pas propriétaire ou locataire d'aéronef, l'agence « achète » auprès d'un exploitant d'aéronef toutes les places ou certaines places dans l'avion, elle retient des sièges qui seront mis à la disposition des touristes, clients de l'agence. L'exploitante, la compagnie aérienne, frèteur, pratique la vente en gros de sièges à des tour-opérateurs.

On n'est pas alors en présence de services réguliers où les sièges sont « vendus » individuellement par le transporteur aérien à chaque client.

L'agence ne contacte pas toujours directement l'exploitant d'aéronef disposé à fréter son appareil, elle entre souvent en relation avec le frèteur par l'intermédiaire d'un courtier ou broker (le code des transports dans son article L. 1411-1 range les courtiers en affrètement aérien parmi les "auxiliaires de transport") - il y en aurait une dizaine en France comme Air Partner -, ou d'un grossiste qui affrète un vol complet et qui rétrocède des sièges à plusieurs agences qui sont des sous-affréteurs partiels.

L'affrètement en droit maritime était constaté par une charte-partie, c'est la raison pour laquelle on parle en matière aérienne de vols charters qui ne sont pas des vols donnant lieu à des services dits « réguliers » mais à des services à la demande.

À titre d'exemple, Com. 15 janvier 2013, n° 11-28173 : Air horizons et XL Airways concluant un contrat d'affrètement long et moyen- courrier avec le voyageur Marmara, Air horizons fournissant des avions pour assurer des vols avec l'Égypte.

### **L'encadrement de l'affrètement par le droit public**

Le frèteur peut être une entité relevant du droit européen ou non, l'affréteur de même, il peut être européen ou étranger à l'UE.

En droit public économique, les textes européens réglementent la location avec équipage.

En principe, c'est le frèteur qui doit détenir le certificat de transporteur aérien. L'aéronef demeure exploité sous le CTA du frèteur. C'est l'État d'immatriculation de l'aéronef qui exerce la surveillance technique sur les appareils inscrits sur son registre d'immatriculation. Si le frèteur est européen et l'affréteur extra européen, c'est l'État européen du frèteur qui assure la fonction de contrôle de la sécurité.

L'article 83 bis de la convention de Chicago autorise cependant une dérogation, l'État où est basée la compagnie locataire ou affréteur peut se voir confier la responsabilité de sécurité incombant normalement à l'État d'immatriculation. Il faut alors un accord entre les deux États concernés.

En revanche, dans la « location d'aéronef avec équipage », dans le Wet Lease, le loueur effectue le vol au nom, pour le compte et sous les numéros de vol du locataire. C'est le locataire qui doit être titulaire des droits de trafic. Cf. l'article précité de Laurent Chassot, § 3, § 3.1.2, § 3.2.3. Même si certaines administrations publiques craignent que le loueur fasse en fraude du transport commercial sous le couvert du preneur et exigeraient, en cas de suspicion avérée, que le loueur possède les droits de trafic. M. Chassot estime que les autorités nationales des États membres de l'UE ne peuvent pas élever des conditions supplémentaires à celles édictées par le règlement européen, n° 163 de l'article publié, in Le droit du financement des aéronefs, précité.

Les accords ciels ouverts conclus entre l'UE et les États-Unis et le Canada sont libéraux.

### **Affrètement et droit privé**

L'affrètement peut être de dimension purement interne, limité à un seul État, il a souvent une dimension internationale. On s'interroge alors sur la loi applicable au contrat d'affrètement international. L'affrètement au voyage subit l'attraction de la loi qui gouverne le contrat de transport.

#### . Affrètement total ou partiel

On pratique la location ou l'affrètement fractionné, voir les faits décrits dans l'arrêt de la première chambre civile du 6 juin 1990, n° 88-18991. Une société avait donné en 1976 pour 5 ans la location de 30 % d'un aéronef Lear Jet 24 B, pourcentage correspondant à une activité aérienne de 210 à 280 heures par an. Il était convenu que le prix de location comporterait 30 % de frais fixes ainsi les frais proportionnels à l'heure de vol. Le jour où se produira l'accident mortel l'appareil s'était révélé indisponible. La société mettra un autre appareil à la disposition du locataire, qui s'écrasera au sol à Milan, le 5 mai 1978, au moment du décollage.

#### . La durée du contrat de mise à disposition de l'appareil aérien

La mise à disposition peut être limitée à un voyage : l'affrètement au voyage

M. Tosi considère que l'affréteur au voyage n'est pas transporteur, Jurisclasseur, art. 1382 à 1386, fascicule 460-10, n° 39.

M. Ph. Delebecque note, dans le même ordre d'idées, l'attrait, par la qualification de contrat de transport, RFDA 2015.274, le frèteur au voyage n'est pas un loueur, c'est un transporteur : à propos d'un arrêt de la cour de Douai du 18 juin 2015, BTL 2015.429 : DECOMEP devait livrer d'urgence des marchandises à Maubeuge constructions automobiles. Elle affrète un hélicoptère auprès d'ATS, qui ne reçoit pas le prix de 6936 euros. ATS se tourne alors vers le destinataire. L'arrêt voit une commission de transport dans le contrat conclu entre DECOMEP et la société agissant pour son compte ATS. Il y a contestation sérieuse, le juge des référés ne peut statuer.

La mise à disposition peut s'inscrire dans la durée : pour quelques jours, quelques semaines, quelques années. On peut parler en transposant le vocabulaire du droit maritime d'affrètement à temps.

#### . Le fret

Le fret est la somme d'argent qui est due par l'affréteur au frèteur et qui est la contrepartie de la mise à disposition d'un appareil avec équipage.

#### . La pratique du sous-affrètement : un frèteur, un affréteur principal, un ou plusieurs sous affréteurs

#### . Les relations de droit privé entre le frèteur, l'affréteur et les personnes déplacées.

Nous avons le contrat de base qui est un contrat d'affrètement entre frèteur et affréteur.

Question distincte : quel est le titre juridique en vertu duquel les passagers montent-ils à bord ? On ne peut pas apporter de réponse univoque, tout dépend du contexte et des engagements pris envers les bénéficiaires du vol.

Les relations entre l'affréteur personne physique, entité de droit public ou de droit privé, association et les passagers qui montent à bord

S'il s'agit d'un transport de troupes, on est dans le cadre du droit public, les soldats sont des passagers dépourvus de contrat de transport avec l'armée.

S'il s'agit de déplacer les dirigeants sociaux ou du personnel salarié pour participer à une réunion d'affaires, les passagers sont déplacés compte tenu de leurs fonctions dirigeantes ou dans le cadre de leur contrat de travail.

Si c'est une association humanitaire qui déplace, pour qu'ils se rendent dans un pays atteint par un cyclone ou un tremblement de terre, des médecins, des infirmiers, des secouristes qui sont ses sociétaires, le déplacement est fait dans le cadre du contrat d'association entre l'association et ses adhérents. Il n'y a pas de contrat de transport entre l'affréteur et les passagers. Com. 2 mars 2004, précité. Catastrophe à l'atterrissage en 1995 à Madagascar.

La cour de Saint Denis de la Réunion dit l'association, assignée en responsabilité par les ayants droit des victimes, non responsable. Rejet. L'association remplissait son objet associatif. Nulle imprudence ne pouvait lui être reprochée dans le choix du transporteur (armée malgache). L'association avait contracté avec un assureur une garantie d'un faible montant. L'association avait informé ses sociétaires des termes du contrat d'assurance ainsi que du faible montant de la garantie, elle avait incité ses membres à souscrire une assurance individuelle complémentaire, ce qu'ils n'avaient pas fait. Absence de faute de l'association pour souscription de garantie inadaptée.

Une compagnie aérienne, en mal d'aéronef, se procure un appareil aérien pour déplacer sa clientèle, elle a recours à un affrètement. L'affréteur, lorsqu'il a pris l'engagement de transporter ceux qui montent à bord de l'aéronef et s'il est transporteur professionnel, est transporteur contractuel, le fréteur est transporteur effectif ou transporteur de fait.

Cf. Laurent Chassot, La location d'aéronef avec équipage, op. C. n° 4.1.

La solution est identique si une compagnie aérienne affrète un avion pour faire du transport de marchandises à elle confiées par des chargeurs. L'affréteur est transporteur contractuel, le fréteur transporteur effectif.

M. Chassot indique, § 5.11, que les contrats, la plupart du temps, reportent le risque sur la personne du preneur, en cas de dommage subi par un passager. La convention, certes, est inopposable aux passagers, qui ont la possibilité d'assigner l'un ou l'autre des transporteurs, voire les deux, mais elle est parfaitement licite, quant à la contribution à la dette, dans les relations entre les deux professionnels.

Si l'affréteur est un voyageur, il est difficile de voir en lui un transporteur contractuel, il est un intermédiaire, il s'entremet pour faire déplacer les clients désireux de faire un séjour à Bali ou à Acapulco. Il se noue normalement une relation contractuelle directe entre le fréteur qui est considéré comme le transporteur à l'égard de chacun des passagers. La compagnie aérienne remet en général directement aux passagers des titres de transport à son nom, elle prend la position de transporteur contractuel. Les tour-opérateurs obéissent par ailleurs à un régime strict prévu par le code du tourisme, cf. infra. Les victimes bénéficient d'un régime avantageux, il n'est pas nécessaire qu'elles s'efforcent de faire voir dans l'agence un transporteur contractuel. À moins qu'elle ait délivré des titres de transport à son nom.

[On peut cependant faire remarquer qu'il est singulier qu'on traite le fréteur de transporteur alors qu'il est censé avoir concédé la jouissance de l'appareil à l'affréteur. Pour être transporteur il faut nécessairement avoir un avion à son usage. On répliquera que le fréteur conserve en principe la gestion nautique de l'appareil. Ce n'est pas de la jouissance en commun, mais plutôt de la jouissance partagée. Le fréteur apparaît cependant concrètement comme le véritable exploitant. L'affréteur s'occupe du commercial.]

## § IV. LE PRÊT D'AÉRONEF

C'est l'hypothèse de la mise à disposition d'un aéronef à titre gratuit : c'est un prêt à usage, ou commodat pour utiliser l'antique dénomination.

Le prêteur conserve la propriété du bien.

L'emprunteur peut participer aux frais et à l'entretien de l'aéronef ou le prêteur peut recevoir un dédommagement.

Il est possible que l'aéro-club mette un appareil aérien à la disposition de l'un de ses adhérents. Il peut s'agir d'un prêt à usage. L'adhérent prend à sa charge le prix du carburant et les frais d'entretien.

La relation entre l'aéro-club et son adhérent, emprunteur

En cas d'accident, il est possible que les victimes tentent d'engager la responsabilité de l'aéro-club, soit sur le fondement de la faute contractuelle dans ses rapports avec les membres de l'aéro-club, soit sur le terrain délictuel vis-à-vis des tiers au titre de la faute d'imprudence ou au titre de la garde de structure conservée par l'association.

1<sup>o</sup> Civile, 20 mai 2010, n<sup>o</sup> 09-65835, Revue du droit des transports octobre 2010, commentaire 194 par Philippe Delebecque, accident au décollage, l'aéro-club de Péronne avait mis l'appareil à la disposition des participants à un voyage en Hongrie. Les participants étaient pour la plupart des pilotes brevetés membres de l'aéro-club qui s'étaient succédés aux commandes, tous ayant assuré une simple participation aux frais. Absence de contrat de transport, contrat de prêt ayant transféré l'usage de l'appareil, absence de faute de l'aéro-club, transfert de la garde, absence de mise en cause de la structure de l'appareil.

La mise à disposition d'un avion dont la propriété est fractionnée.

Sur le refus de la qualification de prêt

Concernant la mise à disposition d'un ULM, une cour d'appel a pu y voir, non un prêt à usage, mais un contrat sui generis.

1<sup>o</sup> Civile, 20 mai 2020, n<sup>o</sup> 18-23909.

L'espèce concerne un accident mortel d'ULM pendulaire survenu le 18 août 2009 lors d'un vol d'agrément.

La victime exerçait la fonction de pilote-instructeur sur l'aérodrome de Meaux-Esbly.

L'appareil, ULM Airborn XT912, était arrivé au club association Véliplane-club depuis l'Australie en deux colis séparés, l'un pour le chariot moteur, l'autre pour l'aile.

C'est le président du club, propriétaire à titre personnel de l'appareil, qui, en compagnie d'une autre personne, membre du club et mécanicien de formation dans l'aéronautique, en avait assuré en 2009 le montage. L'aile avait été montée en une heure trente sans manuel. Avant l'accident mortel, l'ULM avait effectué 18 H de vol.

L'appareil a été mis à la disposition du pilote, qui a embarqué un passager.

L'appareil n'était pas assuré.

Sur la qualification du contrat. La cour d'appel rejette la qualification de prêt à usage, qui est par essence gratuit.

Le pilote dispensait à titre bénévole des formations de pilotage non rémunérées en faveur d'élèves du club.

En contrepartie, le propriétaire de l'ULM, président du club, avait mis l'aéronef à la disposition du pilote pour que ce dernier puisse effectuer un vol d'agrément.

La cour d'appel parle d'un prêt d'agrément.

L'accident survient. L'appareil est détruit.

Le propriétaire de l'ULM a agi en responsabilité contre les héritiers du pilote décédé dans l'accident.

Cette demande a été rejetée par la cour de Paris en 2018. Pour engager la responsabilité du pilote, le demandeur devait établir la faute du pilote, non établie en l'espèce.

Le pourvoi est rejeté.

Les héritiers de la victime décédée dans l'accident avaient répliqué en formant une demande reconventionnelle en indemnisation à l'encontre du propriétaire de l'appareil.

La cour d'appel a considéré que la responsabilité du propriétaire de l'appareil n'était pas engagée.

En exécution des relations contractuelles entre la victime et celui ayant mis l'ULM à sa disposition, celui-ci était tenu à une obligation de sécurité de moyens. En dépit de l'absence de notice lors du montage de l'appareil, la preuve d'une faute dans ce montage n'était pas rapportée. La cause de l'accident demeurant indéterminée, aucun manquement à l'obligation de prudence et de sécurité ne pouvait être imputée au propriétaire dans la survenance de celui-ci.

Le pourvoi incident est rejeté.

## § V. Le dépôt d'aéronef

Quand l'avion est en fin de course et avant démantèlement, il peut être placé dans des lieux de stockage. On cite Tarmac Aerosave, détenant un site à Tarbes.

## Chapitre II. L'OBJET SPATIAL



L'objet spatial est une chose fabriquée par l'homme, il fait l'objet d'un lancement dans l'espace pour échapper à l'attraction terrestre ; il évolue, une fois lancé, dans l'espace extra atmosphérique ; un élément du lanceur ou la navette spatiale fait éventuellement l'objet d'un retour sur terre.

Les navettes, les sondes, les **satellites**, petits ou grands, sont considérés comme des objets spatiaux.

1500 satellites tournent, autour de la terre, dans l'espace orbital.

La moitié concerne des satellites de télécommunications.

L'activité militaire représenterait les 2/3 des carnets de commande.

La plupart des satellites sont installés dans des orbites basses.

Une centaine est en orbite moyenne, à environ 20 000 km de la terre.

500 satellites se trouvent en orbite géostationnaire à 36 000 km de la Terre.

Le **lanceur** qui procède au lancement et à la mise en orbite est également considéré comme objet spatial.

L'objectif est de disposer de lanceurs récupérables. Certains opérateurs, comme Blue Origin et Space X, y sont parvenus fin 2015 et début 2017.

Les V2 allemands étaient des missiles balistiques qui ont été utilisés pour effectuer des bombardements sur l'Angleterre, ils sont les ancêtres des lanceurs de l'aventure spatiale.

L'ingénieur allemand Wernher von Braun (1912-1977) travailla pour Hitler, il œuvra après la II<sup>e</sup> guerre mondiale pour les États-Unis.

Le programme Ariane

La fusée Ariane 5, projet adopté en 1995, a une capacité d'emport de 10 tonnes. Ariane group a son usine aux Mureaux.

La presse fait état le 20 juin 2019 à Kourou d'un lancement de 2 satellites par un lanceur Ariane 5- ECA.

D'un lancement depuis Kourou le 15 août 2020 d'une fusée Ariane 5. Ont été lancés deux satellites de télécommunications, Galaxy 30 et BSAT-4b, pour le compte d'Intelsat et de B-SAT. Ainsi qu'un véhicule de maintenance de satellites, MEV-2 pour SpaceLogisticsLLC à arrimer à un satellite déjà en orbite, Intelsat 10-02, pour contrôler l'orbite du satellite. Après sa mission, MEV-2 se désarrimera et pourra être utilisé pour un autre client. C'est le 3<sup>e</sup> lancement de l'année.

Son dernier lancement est projeté pour le printemps 2023.

Ariane 6

L'Allemagne soutenait le projet de modernisation d'Ariane 5, la France était favorable au programme d'Ariane 6, de meilleur coût, plus modulable. C'est ce parti qui a été retenu, programme décidé en 2014 et lancé en 2016.

On prévoit un coût de 8 milliards de dollars à étaler sur 10 ans.

C'est l'ESA qui finance et en assure la maîtrise de l'ouvrage. ESA, qualifiée d'autorité de développement du lanceur et de sa qualification.

ArianeGroup est l'autorité de conception du lanceur.

Arianespace a la charge de la commercialisation.

Le programme connaît un important retard, fort regrettable. Certains incriminent la lourdeur de la machine industrielle. D'autres mettent en cause le caractère inadéquat de la règle du retour industriel

L'étage HFM a été livré en janvier 2021 par ArianeGroup.

On évoque les essais tardifs de l'étage supérieur cryogénique, les essais du moteur Vinci ont été conclus en octobre 2022 sur le site allemand de Lampoldshausen. La mise au point des logiciels entre bord et sol est à finaliser.

Le premier lancement d'Ariane 6 est renvoyé au 4<sup>e</sup> trimestre 2023.

Certains programmes de l'Esa seront transférés dans l'intervalle sur le Falcon 9 de SpaceX, sur le New Space India ou sur Vega.

Arianespace prévoit quatre lancements en 2024.

Vega a une capacité de 1,5 / 2,3 tonnes pour les vols en orbite basse. C'est le plus léger de la gamme Arianespace.

Il est fait état en été 2020 du lancement depuis Kourou de la fusée Vega, plaçant sur orbite une cinquantaine de micro et nano satellites. Vega – C a manqué le 20 décembre 2022 son premier lancement commercial, le lanceur a été détruit. La cause de l'accident tiendrait à un défaut d'une pièce fabriquée par un industriel ukrainien.

Les fusées lanceurs russes.

Le lanceur russe Proton dont le programme remonte à 1962 a connu en 2013 quelques échecs. Proton devrait être remplacé progressivement par la fusée Angara A5, d'ici 2025. Soyuz est un dérivé des missiles intercontinentaux, il a une capacité d'emport de 3,2 tonnes.

Chez les Américains, ce sont les lanceurs Atlas, Delta, Falcon. On évoque, mené par Boeing et Lockheed Martin, un projet Vulcan, au lanceur récupérable, en 2024.

Space X a procédé le 6 février 2018 à un lancement d'essai grâce à un lanceur très puissant, Falcon HEAVY. La NASA autorise en mai 2020 le lancement, grâce à une fusée SpaceX, (l'entreprise du milliardaire Elon Musk), d'un vol habité. Deux américains ont décollé grâce une fusée Falcon-9 le 30 mai 2020 à bord d'une capsule Crew Dragon en direction de la station spatiale internationale. Le premier étage de la fusée s'est séparé et est revenu se poser sur une barge au large de la Floride La NASA finance Space X (3,1 milliards de dollars de contrats) et Boeing (4,9 milliards) afin que les États-Unis puissent avoir un accès autonome à l'espace. Si tout se passe bien, la capsule devrait ensuite revenir sur terre. Deux astronautes américains ont ainsi pu rejoindre dimanche 31 mai 2020 la station spatiale internationale à 400 km de la terre, grâce à une fusée de SpaceX tractant la capsule Dragon

La Nasa a chargé SpaceX de développer un nouveau taxi spatial.

Pour 3 milliards de dollars, Space X a promis à la Nasa 6 allers-retours vers l'ISS avec 4 astronautes à bord.

Les débris spatiaux : un objet est détruit, se désintègre accidentellement dans l'espace ou dans lors de sa rentrée dans l'atmosphère.

La nature d'objet spatial concernant les débris spatiaux est controversée.

L'assemblée générale des Nations Unies a adopté le 14 décembre 2012 des principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace.

Le Bureau des affaires spatiales demande à être informé des objets spatiaux impliquant l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace, voir Lignes directrices aux fins de viabilité à long terme des activités spatiales, juin 2019, ligne A. 5, § 9.

Les conséquences d'éventuelles collisions peuvent être redoutables, ainsi que des rentrées accidentelles dans l'atmosphère terrestre.

#### Section I. Définition de l'objet spatial

Comme l'écrit Me Lagelle, RFDA 2014 p. 5-6 note 2, le satellite comporte d'abord ce qu'on nomme le module de service, i.e. l'ensemble des éléments lui permettant de se placer et de se maintenir en orbite.

On parle de charge utile pour désigner l'ensemble des éléments autorisant l'exploitation de l'objet spatial, comme les pièces d'observation ou les transpondeurs / répéteurs permettant la retransmission des signaux reçus depuis la Terre.

Un discours spécifique est tenu à propos des petits satellites ou des satellites nains.

Le lancement peut se faire en deux étapes.

On réalise d'abord le lancement d'un site vers une orbite.

Ensuite, on opère le déploiement du petit satellite vers une autre orbite.

On se demande si la 1<sup>o</sup> opération doit être considérée comme un lancement au sens des traités.

L'avion spatial et l'objet aérospatial.

La situation du bien aéronautique pouvant se trouver et évoluer temporairement dans l'espace

Le lancement et le guidage, pour les besoins de la défense nationale, des missiles balistiques dont la trajectoire traverse l'espace extra atmosphérique ne relèvent pas de la loi du 3 juin 2008, art. 26 al. 1<sup>o</sup>.

La doctrine s'interroge sur la nature aérienne ou spatiale des HAPS, High Altitude Pseudo Satellites. Ces plateformes radioélectriques en haute altitude sont des véhicules télécommandés qui rendent des services satellitaires en matière de télécommunications et qui évoluent dans la stratosphère à une altitude entre 20 et 50 km. Ils ne sont pas mis sur orbite. Ils font la liaison entre les satellites et le sol. Ces stations n'évoluent pas dans l'espace extra atmosphérique, ce qui n'en fait pas forcément des aéronefs. Il peut s'agir cependant de dirigeables ou d'aéronefs légers. Si on adopte l'analyse fonctionnelle de l'espace, on les soumettrait au droit spatial. Voir le site de l'UIT pour la présentation de ces stations.

Voir la communication de Stephan Hobe lors du colloque de Toulouse, p. 105.

La qualification d'objet spatial attribuée aux engins permettant d'assurer des vols sub orbitaux - M. Hobe semble

parler de vols paraboliques - est également sujet à controverses.

M. Philippe Achilleas confère aux robots effectuant des explorations et des extractions sur la lune, sur Mars et les autres corps célestes la nature d'objet spatial, in *Les robots et le droit international de l'espace*, SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 205.

La Nasa distingue les télémanipulateurs, qui sont attachés à un objet spatial, et les véhicules téléguidés, comme les orbiteurs observant depuis l'orbite, les atterrisseurs destinés à atterrir à la surface du corps céleste comme la lune, Mars ou la satellite d'une planète, les astromobiles qui se déplacent hors la zone d'atterrissage, les aéro-robots qui se déplacent dans l'atmosphère du corps céleste exploré.

Ces engins sont utiles pour faire de l'exploration dans des zones où il est délicat d'envoyer des hommes. La dépense est également moindre.

Certains de ces robots utilisent pour leur fonctionnement l'énergie nucléaire.

## Section II. L'individualisation de l'objet spatial

### § I. La juridiction étatique sur l'objet spatial

#### A. L'immatriculation de l'objet spatial

Le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra atmosphérique y compris la Lune et les autres corps célestes du 27 janvier 1967 postule que chaque État est conduit à tenir un registre sur lequel l'objet spatial lancé dans l'EA est inscrit.

Article VIII. L'État partie au Traité sur le registre duquel est inscrit un objet lancé dans l'espace extra atmosphérique conservera sous sa juridiction et son contrôle ledit objet et tout le personnel dudit objet, alors qu'ils se trouvent dans l'espace extra atmosphérique ou sur un corps céleste.

La convention de New York du 14 janvier 1975 prolonge et détaille ces dispositions, elle est relative à l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra atmosphérique.

Cet accord considère l'objet qui a fait l'objet d'un lancement. Il semble au regard de l'art. II que le caractère obligatoire de l'immatriculation ne concerne que l'objet lancé sur une orbite terrestre ou au-delà.

L'objet qui effectue un vol suborbital y échappe a contrario.

On cite également des résolutions de l'assemblée générale des Nations Unies, 1721 B (XVI) et 62/101

Voir la thèse de M. Jean Marie de Poulpiquet, direction Lucien Rapp, soutenue en novembre 2018

Les lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, publiées, par le Comité des utilisations pacifiques de l'espace, juin 2019, annexe II, document A/74/20, sous le couvert de l'Assemblée générale des Nations-Unies, consacre la ligne A.5, à la pratique de l'immatriculation des objets spatiaux.

#### 1°) L'immatriculation sur un registre tenu par l'autorité publique

L'immatriculation est le fait d'un État ou d'une organisation inter gouvernementale.

L'immatriculation était souhaitée dès 1958 par Isabelle de Rode-Verschoor.

Cette immatriculation est le plus souvent l'œuvre d'un État, même si une organisation internationale peut sous certaines conditions tenir un registre d'immatriculation.

#### a) L'immatriculation par un État

Une distinction est à opérer entre l'État ou les États de lancement et l'État d'immatriculation.

Tout État de lancement n'est pas forcément État d'immatriculation.

On peut consulter en ligne, sur le site United Nations Office for Outer Space Affairs, l'index, par ordre chronologique inversé, des objets lancés dans l'espace. L'immatriculation donne lieu à mention.

5465 satellites se trouvaient en orbite le 30 avril 2022, dont 3433 opérés par les États-Unis, 541 opérés par la Chine, 172 par la Russie.

. Dans l'hypothèse la plus simple, l'État de lancement et celui qui sera l'État d'immatriculation ne font qu'un. C'est l'État de lancement qui procède à l'immatriculation de l'objet spatial.

Un satellite lancé par un opérateur français depuis Kourou devra normalement être immatriculé en France, parce que la France est l'État de lancement.

Qui est État de lancement ?

L'État qui a lui-même effectué le lancement ou qui y a fait procéder est considéré comme État de lancement. L'État à partir du territoire duquel le lancement a été effectué possède également cette qualité.

Le registre est tenu en France par le CNES pour le compte de l'État, art. 12 L. 3 juin 2008.

L'opérateur doit dans les 60 jours transmettre au CNES des informations pour identifier l'objet spatial. Décret du 9 juin 2009 modifiant le décret du 28 juin 1984 sur le CNES.

L'opérateur spatial doit fournir un certain nombre d'informations permettant l'identification de l'objet spatial lancé sur une orbite terrestre ou au-delà, en vue de son inscription sur le registre. La désignation et la fonction de l'objet, le nom du constructeur, l'historique de la propriété et des sûretés constituées sur l'objet, la date et le lieu de lancement, les paramètres de l'orbite finale, la période nodale, l'inclinaison, l'apogée et le périégée, le mode de maîtrise dans l'espace extra atmosphérique, les anomalies lors de la mise en orbite ou dans le fonctionnement comme véhicule spatial. L'opérateur notifie les informations modifiées, et tout événement susceptible d'affecter la vie en orbite, la désorbitation, la fin de l'exploitation, la perte de l'objet spatial. Arrêté du 12 août 2011.

Fin 2012, le registre national français des objets spatiaux lancés dans l'espace répertorie 305 objets spatiaux : 114 sont des satellites, dont 63 sont opérationnels ; 191 sont des éléments de lanceurs tels que des étages et des structures porteuses.

. Le lancement conjoint

Il ne peut seulement exister qu'un seul État d'immatriculation.

C'est l'un des États de lancement, s'il y a plusieurs, qui peut devenir État d'immatriculation.

C'est l'hypothèse de deux ou plusieurs États de lancement : ex. l'Allemagne lance un satellite depuis Kourou. L'Allemagne peut être considérée comme État de lancement, c'est elle qui a fait lancer l'objet spatial. La France peut également être considérée comme État de lancement, puisque le satellite a été lancé depuis la Guyane française.

Les deux États s'entendent pour déterminer quel est l'État qui procédera à l'immatriculation.

Nombre de satellites sont lancés depuis Kourou, ils sont exploités par des étrangers et ne sont pas immatriculés en France.

Un objet spatial est lancé le 7 août 2019 par l'Égypte depuis les États-Unis, il est immatriculé par l'Égypte. Cf. la note verbale du 14 novembre 2019 contenant des renseignements fournis en application de la résolution 1721 B (XVI) de l'Assemblée générale par les États qui lancent des objets sur une orbite ou sur une autre trajectoire extra atmosphérique, comité des utilisations pacifiques, A/AC.105/INF/438, 14 janvier 2020. Les données relatives à cet objet spatial ont été inscrites dans le registre des objets lancés dans l'espace le 20 novembre 2019.

. La situation des lancements effectués depuis l'Océan.

Lancement pour le compte d'un État : il est État de lancement

Lancement par une entité privée, celle-ci ayant son siège dans un État déterminé, c'est cet État qui devrait être réputé État de lancement et doté du pouvoir d'immatriculation. La pratique semble en ce sens. La France a notifié à Vienne le lancement le 3 décembre 2012 d'un lancement depuis les eaux internationales, Sea Launch, d'un satellite de télécommunications pour le compte d'Eutelsat, la France est l'État de lancement.

Ces dispositions devraient réduire le risque d'apparition de pavillon de complaisance en matière spatiale.

## b) L'immatriculation par une organisation inter-gouvernementale

Une organisation internationale peut tenir son propre registre d'immatriculation à la condition de s'être engagée à respecter la convention sur l'immatriculation.

C'est ainsi que l'ESA tient son propre registre.

On cite EUTELSAT et EUMETSAT qui sont dans la même situation.

On se demande de quelle juridiction et de quel contrôle relève un tel objet, voir infra.

## 2°) Le registre central

Le CNES transmet au ministre des Affaires étrangères les informations issues du registre français d'immatriculation - date du lancement, paramètres de l'orbite : apogée, périogée, inclinaison, période nodale - qui les communique à son tour, par l'intermédiaire de la représentation permanente de la France auprès de l'organisation des Nations Unies à Vienne, au Secrétaire général.

De même l'Agence spatiale européenne communique au secrétaire général les données concernant l'immatriculation d'objets spatiaux lancés par l'agence spatiale européenne, il y a un indicatif international COSPAR.

La Chine informe le secrétaire général d'une rentrée contrôlée dans l'atmosphère le 19 juillet 2019 du laboratoire Tiangong-2. Qui avait été placé en orbite le 15 septembre 2016 avec une durée de vie de 2 ans. Certains débris devaient s'abîmer dans la Pacifique Sud. Cet engin a été utilisé pour effectuer des opérations de rendez-vous spatial et d'amarrage avec le vaisseau spatial habité Shen zhou et le vaisseau cargo Tianzhou. Voir la note verbale du 16 juillet 2019, Nations Unies ; Assemblée générale, Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, A/AC.105/1201.

Le bureau a immatriculé en 2018 au nom du secrétaire général, 229 objets spatiaux fonctionnels, et 101 objets spatiaux non fonctionnels.

Il a reçu 32 notifications de rentrées dans l'atmosphère d'objets spatiaux., et 18 notifications de changement de catégorie d'objets spatiaux.

En ce qui concerne les premiers mois de 2019, le bureau a reçu des demandes d'immatriculation pour 165 objets fonctionnels et 31 objets non fonctionnels.

## B. Les effets de l'immatriculation

Ils sont importants.

L'État d'immatriculation exerce la juridiction et contrôle sur l'objet qui a été lancé dans l'espace ainsi que sur les personnes qui s'y trouvent, art. VIII du traité cadre du 27 janvier 1967.

On ne trouve pas de façon formelle dans le texte l'affirmation selon laquelle l'objet spatial possède la nationalité de l'État d'immatriculation.

L'observation sémantique est cependant sans grand effet.

Quid lorsque l'objet spatial est immatriculé sur le registre tenu par une organisation internationale ?

Il convient que les États s'accordent pour déterminer l'État qui exerce la juridiction et le contrôle sur l'objet.

## La station spatiale internationale, ILS

Les précédents de stations habitées : les stations spatiales américaines Skylab et Spacelab, les stations russes

Saliout et Mir.

Il s'agit d'une station habitée en permanence, ayant les États-Unis comme chef de file. La Russie, le Japon, le Canada et plusieurs États européens réunis dans l'ESA (la France y finance à hauteur de 28 % et l'Allemagne de 40 %) y participent.

L'Accord de Washington du 29 janvier 1998 régit cet objet complexe.

Cette station représente un gigantesque complexe spatial, placé sur orbite basse, à 350 km d'altitude, tournant, à plus de 27 700 km, 15 fois par jour autour de la Terre, à l'élaboration maintes fois retardée et d'un coût conséquent. 400 tonnes. 13 modules pressurisés. Elle devrait être utilisée jusqu'en 2024. Les États désignent leur agence spatiale pour assurer la gestion de la station. La gestion s'opère sur une base multilatérale. Les États-Unis exercent la coordination d'ensemble du programme. Les États choisissent l'équipage. Projet évolutif. Le centre spatial L. Johnson situé à Houston effectue le contrôle en vol de la station.

Voir Mireille Couston, Droit spatial, p. 140

Les biens

Chaque État partenaire immatricule les éléments de vol qu'il fournit.

C'est ainsi que les européens, selon l'annexe, fournissent, via l'ESA, le laboratoire pressurisé européen et d'autres éléments de vol pour le ravitaillement et le rehaussement de l'orbite de la station spatiale. La station spatiale perd en effet de l'altitude en période de forte activité solaire.

Chaque partenaire, décide l'article 5 de l'Accord, conserve sous sa juridiction et son contrôle les éléments qu'il immatricule.

Chaque État conserve la propriété des éléments qu'il fournit.

En ce qui concerne l'Europe, chaque État européen détient la propriété de l'élément fourni, mais c'est l'ESA qui exerce cette propriété au nom et pour le compte de l'État en question.

La juridiction s'exerçant sur les occupants de la station spatiale

La station est en permanence habitée, des astronautes relevant de différents pays y séjournent et se livrent à des activités de recherche. Ils arrivent, ils font un séjour plus ou moins prolongé, ils repartent et regagnent la terre. On peut se demander de quel État dépendent-ils ? Quel État peut-il leur donner des instructions ? Quel État peut-il les réprimander ou les sanctionner s'ils manquent à leurs obligations ?

Ces astronautes peuvent se trouver dans un module relevant de l'État dont ils sont les ressortissants, ils peuvent également évoluer dans des éléments relevant de la propriété d'États tiers.

La tendance générale de l'Accord est d'attribuer la juridiction et la fonction de contrôle à l'État dont relève celui qui travaille dans la station ou qui se trouve sur la station. C'est un emprunt à la personnalité des lois.

Le droit pénal et la procédure pénale propres aux infractions commises à bord ou à proximité de la station spatiale internationale civile

La gazette a évoqué en août 2019 une infraction en matière bancaire qui aurait été commise depuis la station spatiale internationale par une astronaute américaine au détriment d'une terrestre.

C'est la législation pénale de la nationalité du contrevenant qui est en principe compétente. L'article 22 de l'Accord signé en 1998 à Washington dispose en effet dans un point 1 que le Canada, les États partenaires européens, le Japon, la Russie et les États-Unis peuvent exercer la juridiction pénale sur les personnels dans tout ou sur tout élément de vol qui sont leurs ressortissants. L'État du ressortissant a donc le monopole des poursuites, quel que soit le lieu où l'infraction a été commise, dans un module de cet État ou dans celui d'un État tiers.

Le point 2 ouvre cependant sous certaines conditions la possibilité de poursuites pénales par un État partenaire autre que l'État du ressortissant.

Il envisage deux hypothèses.

La première, c'est une infraction en orbite portant atteinte à la vie ou à la sécurité d'un ressortissant d'un autre État partenaire.

La seconde, c'est l'infraction en orbite survenant dans ou sur l'élément de vol d'un autre État partenaire ou endommageant cet élément.

Dans ces deux hypothèses, l'un quelconque des États partenaires lésés s'adresse à l'État du ressortissant, auteur présumé de l'infraction. Ces États mènent alors une consultation au sujet de leurs intérêts respectifs en matière de poursuites.

L'État partenaire lésé peut alors décider d'exercer la juridiction pénale sur l'auteur présumé de l'infraction, si,

dans un délai en principe de 90 jours après la fin de la consultation, l'État du ressortissant donne son accord aux poursuites, ou si l'État du ressortissant ne donne pas les assurances qu'il soumettra cette affaire à ses autorités compétentes en vue de poursuites.

Ces poursuites s'exerceront, peut-on penser, une fois le ressortissant suspecté revenu sur terre.

Il n'y a pas lieu de constituer une cour criminelle dans l'espace. On aurait de la peine à y trouver des juges.

Si le ressortissant suspecté fait retour dans l'État dont il est le ressortissant, les poursuites exercées par un État lésé tiers sont largement illusoires, à moins que l'État du ressortissant accepte de livrer son ressortissant à l'État lésé.

En ce qui concerne les questions ne relevant pas du droit pénal, chaque État partenaire conserve sous sa juridiction et son contrôle les personnels dans ou sur la station spatiale qui sont ses ressortissants.

L'avenir de la station spatiale internationale

La Russie entend s'en retirer dans un avenir proche.

### **La station spatiale chinoise**

La Chine avait l'intention de lancer en 2019 dans l'espace une station spatiale, qui devrait être opérationnelle en 2022. Elle serait composée d'un module central ainsi que deux modules expérimentaux. La Chine s'est déclarée prête à offrir l'usage de cette station aux autres États. Neuf projets ont été retenus. Les thèmes de recherche sont les suivants : les sciences de la vie dans l'espace, la biotechnologie, la physique des fluides en microgravité, la combustion en microgravité, l'astronomie et les technologies spatiales. Le premier élément est lancé en 2021.

## § II. Les droits de propriété portant sur les biens spatiaux

La propriété de l'objet spatial.

La reconnaissance du droit du propriétaire en droit international : les droits de propriété sur les objets lancés dans l'espace, sur les objets amenés ou construits sur un corps céleste et sur leurs éléments constitutifs sont entiers, cf. art. VIII du traité sur l'espace.

Il est en général précisé, dans le contrat conclu entre l'industriel fabricant et son client, que c'est au moment du décollage du lanceur que s'opère le transfert de propriété du satellite.

## Section III. Les opérations juridiques portant sur le bien spatial

### § I. La vente d'objet spatial

La mutation de propriété

La vente d'un satellite déjà immatriculé et lancé dans l'espace est envisagée par le droit français dans le cadre d'une opération dite de transfert de la maîtrise d'un objet spatial.

Le transfert de droit interne entre Français

Le transfert à un tiers de la maîtrise d'un objet spatial est soumis à l'autorisation préalable de l'autorité ministérielle française, loi du 3 juin 2008, art. 3. Cette disposition porte sur le transfert de la maîtrise d'un objet spatial ayant déjà fait l'objet d'une autorisation délivrée sur le fondement de la loi du 3 juin 2008.

L'article 4 de la loi du 3 juin 2008 indique les conditions de la délivrance de l'autorisation du transfert de la maîtrise d'un objet spatial lancé.

Le décret du 9 juin 2009 dans son article 14 envisage cette autorisation de transfert de la maîtrise d'un objet spatial, elle est délivrée par le ministre chargé de l'espace sur demande conjointe de l'opérateur ayant la maîtrise de l'objet spatial et de l'opérateur récipiendaire. La demande mentionne la nature de l'objet spatial à transférer.

Absence d'autorisation, une amende de 200 000 euros est encourue, art. 11, II, 1° de la loi du 3 juin 2008.

L'article 11-2 de la loi du 3 juin 2008 envisage un transfert de la maîtrise d'un objet spatial exploité pour les besoins de la défense nationale. L'opérateur initial était titulaire d'une autorisation, du fait du transfert de la

maitrise l'autorisation est suspendue, la qualité d'opérateur spatial est transférée à l'État.

Un décret à venir interviendra pour fixer les conditions de reprise de la maitrise de l'objet spatial par l'opérateur spatial initial.

Le transfert de la maitrise de l'objet spatial au profit d'un étranger

Si l'opérateur récipiendaire n'est pas soumis à la loi française, la garantie doit être offerte que l'objet spatial à transférer sera immatriculé après le transfert et que ce transfert sera notifié au secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Si l'acquéreur de l'objet n'est pas ressortissant de l'État d'immatriculation, une radiation doit intervenir pour que le satellite soit immatriculé sur le registre national du nouvel opérateur.

[Le matériel spatial est un matériel réservé, assimilé à du matériel militaire de haute technologie, soumis à des contrôles stricts d'exportation.]

Le droit international public suscite cependant difficulté. On se demande en doctrine si la convention internationale sur l'immatriculation permet le transfert d'immatriculation d'un objet spatial d'un État à un autre État, alors que l'objet est déjà exploité en orbite.

On se demande comment respecter le droit international si on veut opérer un transfert de propriété d'un objet spatial d'une entreprise de l'État d'immatriculation à une autre entreprise relevant d'un autre État.

Une objection est formulée par certains : cet État dont dépend l'acquéreur n'est pas forcément État de lancement. Il faudrait éviter la diffusion de pavillons de complaisance. C'est la raison pour laquelle certains soutiennent que le transfert d'immatriculation ne serait possible qu'entre États de lancement.

Mireille Couston, Droit spatial, p. 185

La cession d'un objet étranger en faveur d'un Français

Tout opérateur français qui entend prendre la maîtrise d'un objet spatial dont le lancement ou la maîtrise n'a pas été autorisé au titre de la loi de 2008 doit obtenir à cette fin une autorisation préalable délivrée par l'autorité administrative, article 3 al. 2, loi du 3 juin 2008.

L'absence d'autorisation est sanctionnée par une amende de 200 000 euros, art. 11, II, 2°, de la loi du 3 juin 2008.

M. Emmanuel Bourdoncle, Colloque de Toulouse, passim, 2021, p. 164, envisage la cession d'un objet spatial par un opérateur français à une entité étrangère. Il évoque une ré immatriculation de l'objet par l'État étranger dont dépend l'acquéreur. La France pourrait envisager de conclure un accord avec cet État tiers afin que celui-ci assume désormais seul la responsabilité internationale du fait de cet objet

§ II. La location d'objet spatial

La mise à disposition des utilités offertes par le satellite de télécommunications par le propriétaire à un opérateur de télécommunications ou à des chaînes de télévision : une variante de louage.

§ III. Les garanties grevant un objet spatial



## Le financement des opérateurs spatiaux

Le crédit tiré de l'objet spatial.

Les opérateurs spatiaux empruntent fréquemment pour financer leurs projets, ils comptent rembourser les emprunts souscrits auprès des organismes de crédit grâce aux revenus et profits obtenus.

Franck Julien, L'appréhension du risque spatial par les banques, Colloque, Pedone, p. 67

M. Borello et M. Leimbach, Les financements de satellites, Revue de droit bancaire et financier, novembre 2010, dossier 31.

Les organismes de crédit peuvent avoir la crainte légitime de ne pas être remboursés à l'échéance, ils demandent des garanties, ils exigent que l'objet spatial soit convenablement assuré, ils exigent de la part des opérateurs spatiaux emprunteurs des garanties de recouvrement de créances : les sûretés conventionnelles légales ou judiciaires pouvant grever un objet spatial.

L'État français apporte sa garantie aux opérations d'acquisition, par des entreprises françaises, d'engins spatiaux civils fabriqués en France, décret n° 2016-1245 du 22 septembre 2016.

### A. Les sûretés du droit interne

Le droit français interne ne connaît pas, en matière d'objet spatial, l'existence d'une garantie spécifique qui serait l'analogue de l'hypothèque sur navire ou sur aéronef.

Timothée Bertrand, De l'apparence d'un vide juridique aux conséquences du vide législatif dans les financements spatiaux, Mélanges Simone Courteix, 2007, p. 269.

Les praticiens pourraient songer à recourir aux modèles de garanties que connaît le droit commun.

L'aliénation fiduciaire.

Le nantissement de matériel spatial. Application du droit français si l'objet spatial est sous juridiction française.

L'inscription de la sûreté au registre d'immatriculation est indispensable. Le coût élevé est prohibitif.

### B. La reconnaissance d'une sûreté au niveau mondial

De laborieux travaux ont été menés pendant plus d'une décennie afin d'adopter sous l'égide d'UNIDROIT un protocole organisant une garantie internationale portant sur les biens spatiaux. Les industriels, les banquiers, les assureurs, les grands cabinets d'avocats d'affaires étaient, semble-t-il, intéressés par le projet, au moins certains d'entre eux.

L'affaire est délicate, l'opération de vente achat et de crédit a le plus souvent un caractère international, la créance obéit à une loi nationale, le créancier prêteur a son siège dans un État, l'opérateur spatial emprunteur a éventuellement son siège dans un autre État. Le débiteur consent la sûreté à son créancier, vendeur non payé, bailleur, organisme de crédit, c'est cette sûreté qui est appelée à être soumise à un régime uniforme. Il faut déterminer les conditions de fond, de forme et d'immatriculation pour assurer l'opposabilité de la sûreté. Si le débiteur paie sa dette, tout est parfait. Quid en cas de non-paiement ? Le débiteur est ordinairement une société commerciale. Une procédure d'insolvabilité risque d'être ouverte auprès d'une juridiction nationale, celle du siège de la société en difficulté. Le créancier garanti n'est pas seul. Il entend obtenir des droits forts, il veut entrer en possession de l'objet spatial grevé de la sûreté. Des intérêts autres que les siens sont dignes de respect. Il y a d'autres créanciers, le fisc, les salariés impayés de leurs salaires. Un objet spatial comme un satellite n'est pas un meuble ordinaire, il peut être utilisé à des fins d'utilité publique ou pour accomplir un service public. Matériellement, il est délicat pour un établissement de crédit, créancier impayé, de prendre possession d'un satellite d'occasion dont il ne saura peut-être rien faire, sinon le rétrocéder à bas prix ou le donner en location.

## La convention du Cap du 16 novembre 2001 et le protocole de Berlin du 9 mars 2012

Le protocole portant sur les questions spécifiques aux *biens spatiaux* a été adopté non sans difficulté. Il s'agit

formellement d'un protocole à " la Convention du Cap du 16 novembre 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles ". Il n'avait été signé initialement que par trois États, l'Arabie saoudite, le Burkina Faso et le Zimbabwe, les autres gouvernements ainsi que l'UE ont été seulement présents à la conférence diplomatique mais ne sont pas allés jusqu'à apposer leur signature sur l'acte. L'Allemagne a signé le protocole le 21 novembre 2012.

Il faudrait pour que le protocole entre en vigueur 10 ratifications et que le registre international soit opérationnel. Le protocole n'a reçu que 4 signatures.  
Aucune ratification n'est encore intervenue.  
Certains esprits sceptiques se demandent si le protocole n'est pas mort-né.

L'assiette de la sûreté

Le bien grevé est un bien spatial qui se trouve dans l'espace ou qui est conçu pour être lancé dans l'espace. Le bien spatial n'est pas un bien forcément unique et indivisible.

Le bien spatial comprend un engin spatial, comme un satellite, une station spatiale, un module spatial, une capsule spatiale, un véhicule spatial ou un véhicule de lancement réutilisable.

Il comprend une charge utile, à des fins de télécommunications navigation, observation. Une inscription distincte est possible.

Un transpondeur entre dans le domaine de la sûreté, une inscription distincte est possible.

Entrent dans la sûreté tous accessoires pièces et équipements qui sont posés, intégrés ou fixés dans l'engin, ainsi que tous les manuels, les données et les registres afférents.

La garantie porte sur un engin identifié. Elle peut porter sur un bien spatial futur.

La constitution de la sûreté /garantie internationale s'insère dans le cadre d'une cession de droits : le débiteur, pour la garantie de l'exécution, confère au créancier (comme une banque ou un établissement financier) des droits sur le bien, il peut même s'agir d'une cession de la propriété du bien spatial.

La mise en œuvre de la sûreté.

C'est l'hypothèse où le créancier demeure impayé et met en œuvre la garantie.

La garantie envisagée prend certains traits de l'aliénation fiduciaire. En cas d'insolvabilité du débiteur utilisateur du bien, le créancier peut prendre sous certaines conditions assez rapidement les commandes du bien spatial. La saisie matérielle est impossible, le créancier prend le contrôle de l'engin, ce qui n'est pas sans poser des problèmes techniques. Il avait pu être convenu de confier à un tiers les codes de commande et données et documents pour donner au créancier la possibilité d'obtenir le contrôle du bien spatial et pour le faire fonctionner. L'opération peut nécessiter un changement de registre d'immatriculation.

L'article XXI prévoit des mécanismes spécifiques lorsque l'État du siège statutaire du débiteur a fait une déclaration expresse.

Il y a une variante A favorable au créancier titulaire de la sûreté : il est prévu que le débiteur ou l'administrateur d'insolvabilité donne dans un certain délai le contrôle et la possession du bien spatial au créancier. En attendant, cet administrateur entretient le bien spatial. Il est prévu qu'il garde le contrôle du bien spatial s'il a remédié aux manquements et s'il s'est engagé à exécuter toutes les obligations à venir.

Il est prévu en principe que priment les garanties inscrites dans les procédures d'insolvabilité, il y a des exceptions possibles pour des droits et garanties non conventionnels qui entrent dans une catégorie prévue par une déclaration.

Le protocole envisage une variante B que peut adopter l'État du siège qui est moins avantageuse pour le créancier. Celui-ci fait une demande au débiteur ou à l'administrateur d'insolvabilité, la réponse est qu'on remédiera aux manquements ou qu'on donnera au créancier le contrôle et les commandes du bien spatial. S'il n'y a pas de réponse, le tribunal peut autoriser le créancier à prendre le contrôle du bien spatial. Le créancier doit établir sa créance et justifier de l'inscription de la garantie internationale.

L'art. XXVII restreint et limite les mesures que pourrait prendre le créancier titulaire de la garantie lorsque le bien spatial fournit un service public, comme une utilité militaire, éducative, d'auxiliaire de navigation. On prévoit un avis de service public. En cas d'inexécution de ses obligations par le débiteur, le créancier ne peut pas

prendre, pendant un délai de 3 à 6 mois, des mesures rendant le bien spatial indisponible pour la fourniture du service public. Le fournisseur de services publics doit exécuter ses obligations, sinon le créancier peut prendre des mesures.

Le protocole crée une autorité de surveillance,

Le système exige la mise en place d'un registre international enregistrant les garanties.

Une commission préparatoire pour l'établissement du registre international des biens spatiaux a tenu une session en septembre 2014, elle a achevé la rédaction du règlement du registre.

L'UIT est proposée comme autorité de surveillance du registre.

## TITRE II. LES RISQUES DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Les incidents, les accidents et les catastrophes

L'assistance aérienne et spatiale

Le compte rendu d'incident et les enquêtes après accident et incident grave  
(Cf. le développement consacré aux pilotes et personnel de l'équipage de conduite, la partie Annexe)

Les actes de décès à dresser en cas de catastrophe aérienne

Détails macabres

Premier cas : le corps de la victime est retrouvé et celle-ci peut être identifiée, art. 87 al. 1° du code civil, l'officier d'état civil du lieu présumé du décès dresse l'acte de décès.

Deuxième cas : on retrouve le ou les corps, mais le défunt ne peut pas être identifié, art. 87 al. 2, l'acte d'état civil est dressé et contient le signalement le plus complet. Une identification ultérieure intervient éventuellement a posteriori.

Troisième cas : la déclaration judiciaire de décès

Le corps n'a pas été retrouvé, l'intéressé a disparu.

Un Français a disparu en France ou hors France dans des circonstances de nature à mettre sa vie en danger, il y a place pour la déclaration judiciaire de décès. Art. 88 al. 1°.

Idem si la disparition concerne un étranger disparu, disparu sur un territoire français, disparu à bord d'un aéronef français ou disparu à l'étranger s'il avait domicile ou résidence habituelle en France. Art. 88 al. 2.

La certitude du décès. Il y a également place pour la procédure judiciaire de décès lorsque le décès est certain mais que le corps n'a pas été retrouvé. Art. 88 al. 3.

La procédure de déclaration judiciaire de décès

La requête ne concernant qu'une seule personne, art. 89 al. 1°

La requête collective

Art. 89 al. 2 du code civil : si plusieurs personnes ont disparu au cours du même événement, une requête collective peut être présentée au tribunal du lieu de la disparition, à celui du port d'attache du bâtiment ou de l'aéronef, au tribunal judiciaire de Paris ou à tout autre tribunal judiciaire que l'intérêt de la cause justifie.

Le jugement déclaratif de décès tient lieu d'acte de décès, art. 91.

Les épaves aériennes

Les épaves spatiales et les débris spatiaux

Mme Ravillon fait état à la RFDA 2015.55 de l'explosion en février 2015 d'un satellite militaire américain due à une température trop élevée des batteries.

La responsabilité pénale : un phénomène contemporain : la pénalisation des accidents aériens : une responsabilité à base de faute des personnes physiques, qui rejait sur les personnes morales.

L'action publique

L'action civile à finalité réparatrice et vindicative : la recherche des preuves par la police et la justice.

Le tribunal correctionnel peut, sous certaines conditions, même s'il relaxe les prévenus, accorder des dommages intérêts en application des règles du droit civil, art. 470-1 CPP.

La responsabilité civile

On peut, en simplifiant, déterminer deux grands ensembles de victimes.

- les victimes exposées aux risques de l'air qui périssent ou subissent un dommage alors qu'elles sont en train de bénéficier d'une prestation de transport contractuellement stipulée : dans ces hypothèses, la victime doit se prévaloir du modèle contractuel et invoquer la responsabilité contractuelle à titre d'une exécution défectueuse du contrat de transport et d'un manquement à l'obligation de sécurité, confer infra le régime de responsabilité issu de la convention de Montréal, des règlements européens et du droit interne.

- les victimes qui subissent un dommage alors qu'elles se trouvent à terre, voire dans les airs ou dans l'espace, mais qui sont sans relation contractuelle, et donc totalement étrangères à la personne qui est à l'origine du dommage : l'appel aux principes de la responsabilité délictuelle : il y a place à côté de la responsabilité pour faute à une responsabilité sans faute à base de risque voire de garantie.

Certaines de ces victimes participent au moment de la survenance du dommage à des activités aériennes (ou spatiales). D'autres victimes sont totalement étrangères au moment de l'accident au monde de l'aviation ou de l'activité spatiale.

## CHAPITRE I. LES RESPONSABILITÉS ENCOURUES ENTRE PARTICIPANTS A L'AVENTURE AÉRIENNE ou SPATIALE

Auteurs et victimes sont des acteurs ou des participants aux activités aériennes ou spatiales, ils appartiennent au milieu aérien ou spatial, ils ne sont pas étrangers à la navigation aérienne ou spatiale.

### SECTION I. LES DOMMAGES SUBIS AU SEIN D'UN MILIEU HOMOGENÈME : l'aérien contre l'aérien, le spatial contre le spatial

On connaît dans certaines situations un heurt entre le terrestre et le matériel aérien. L'aéronef peut apparaître, dans plusieurs espèces, comme endommagé par l'effet d'un tiers. On applique le droit terrestre.

Un camion passerelle heurte un avion stationné au sol. Le gardien du véhicule est responsable.

Un aéronef peut heurter un objet situé et mal installé au sol.

T.A. de Grenoble, 1<sup>o</sup> mars 2001, RFDA 2001.251 : accident d'un planeur ayant heurté un câble non balisé de transport d'explosif (installé pour protéger le domaine skiable de de la station l'Alpe du grand serre), le câble est géré par un syndicat intercommunal. Responsabilité sans faute au titre des dommages causés aux tiers (pilote tué) par le fait du câble aérien. 60 000 francs alloués à la veuve.

Un hélicoptère, évoluant à trop basse altitude, heurte un câble dans les gorges du Verdon, Criminelle, 6 décembre 2022.

Un camion véhicule escalier Saviem Renault heurte, sur une aire de stationnement d'aéronef, la voilure d'un avion appartenant à Airbus. Condamnation du constructeur fautif. Condamnation à garantie de l'assureur du véhicule. Cf. Paris, 25 juin 1999, RFDA 1999.347.

La cabine d'un tracteur de piste se trouvant à l'arrêt (affecté avec sa remorque à l'alimentation électrique d'un autre avion) est heurtée, le 1<sup>o</sup> décembre 2010, sur la piste de l'aérodrome de Limoges Bellegarde par un aéronef ATR de HOP, qui recule à vide sous l'influence du vent et du verglas sur la piste légèrement en pente et qui est endommagé.

Hop et son assureur Axa assignent la CCI de la Haute Vienne et son assureur automobile SMALC assurances.

(L'assureur automobile appelle en cause le courtier en assurances G. de Cugnac, ainsi qu'Allianz, assureur responsabilité civile exploitation de la CCI.)

La cour de Limoges, 22 février 2018, répertoire général n°16/01025, admet la responsabilité de la CCI, propriétaire du véhicule, et celle de son assureur automobile, en application de la loi Badinter du 5 juillet 1985.

L'article L. 6131-2 CT ne prive pas en effet l'exploitant de l'aéronef de la possibilité d'engager une action en responsabilité pour les dommages causés à son aéronef sur le fondement du droit commun, y compris sur le fondement de la loi de 1985.

Le véhicule tracteur a été considéré comme impliqué dans la survenance du dommage. Tout véhicule qui est heurté même à l'arrêt est nécessairement impliqué, décide la jurisprudence. Le propriétaire du tracteur ne pouvait pas s'exonérer en invoquant le fait d'un tiers, la force majeure ou même le rôle passif joué par le tracteur dans la réalisation du dommage.

La 2<sup>o</sup> chambre civile rejette le pourvoi dans un arrêt du 18 avril 2019, n° 18-15759, Revue générale du droit des assurances, juin 2019, n° 6, p. 37, note James Landel.

Ayant constaté que seul avait été heurté par l'aéronef le tracteur de piste et que l'unique fonction de ce véhicule terrestre à moteur était d'assurer le déplacement sur la zone aéroportuaire de divers outils, tels que des groupes électrogènes, chariots à bagages, remorques et passerelles d'embarquement qui lui sont attelés et dont il est dissociable, la cour d'appel a exactement déduit que cette collision constituait un accident de la circulation au sens de l'article 1<sup>o</sup> de la loi du 5 juillet 1985.

Quid de l'incidence de l'éventuelle faute de la victime qui en matière de dommages aux biens a pour effet de limiter ou d'exclure l'indemnisation des dommages qu'elle a subis ? La faute a été niée, semble-t-il, par la cour d'appel. Le frein de parc de l'avion avait été enclenché. Cette manœuvre n'est d'ailleurs obligatoire qu'en cas de transit long. L'appareil était maintenu en stationnement par des cales (guère efficaces ...)

Il n'était pas question dans l'arrêt d'appel de la responsabilité du gardien de l'aéronef à l'égard de la CCI propriétaire du tracteur, lui aussi endommagé. Celle-ci est certaine : l'aéronef glissait sur la piste, il y a évolution non aérienne mais terrestre, il heurte le tracteur. La compagnie aérienne est aussi bien responsable sur le fondement du droit terrestre au titre de la garde que sur le fondement du droit spécial figurant dans le code des transports si on considère que l'avion était en évolution. Le responsable est tenu du dommage matériel ainsi que de la perte temporaire de jouissance.

## § I. LA LOCALISATION DU DOMMAGE SURVENANT AU SOL OU DANS L'ESPACE ATMOSPHERIQUE

### Un aéronef cause un dommage à un autre aéronef

Quelles sont les règles qui président à la responsabilité civile lorsqu'un aéronef cause un dommage à un autre aéronef ?

L'hypothèse la plus parlante est celle de la **collision** ou de l'abordage entre **deux aéronefs en évolution** ou en mouvement, dans l'air, voire au sol sur la piste.

Un avion atterrit sur la piste, il entre en collision avec un petit avion qui s'apprêtait à décoller et dont le pilote a mal interprété les consignes des contrôleurs aériens.

Le choc frontal n'est pas indispensable : ainsi le dommage causé par les souffles d'air et les réacteurs d'un gros porteur à un petit avion de tourisme.

(Les règles de l'air imposent des minimums de séparation liés aux turbulences de sillage, SERA.8012)

Droit commun ou droit spécial ?

Le droit aérien opère un renvoi aux dispositions du code civil.

La soumission aux dispositions du code civil par renvoi était prévue par l'art. L. 141-1 du code de l'aviation civile, devenu l'article L. 6131-1 du code des transports :

« En cas de dommage causé par un aéronef en évolution à un autre aéronef en évolution / la responsabilité du pilote et de l'exploitant de l'appareil est réglée / conformément aux dispositions du code civil »

(Ces dispositions s'appliquent aux aéronefs de l'État.)

Cette disposition permet d'engager la responsabilité du pilote ou de l'exploitant pour *faute* volontaire intentionnelle ou d'imprudance, sur le fondement des art. 1382 et 1383, devenus, depuis l'ordonnance du 10 février 2016, les articles 1240 et 1241 du code civil.

Le demandeur doit établir la faute du pilote de l'exploitant de l'autre appareil protagoniste de la collision.

Ce renvoi législatif permet également d'engager la responsabilité du *gardien* de l'aéronef, exploitant ou pilote,

au titre de la *garde*, dans les termes de l'art. 1384 al. 1<sup>o</sup>, devenu l'article 1242 al. 1<sup>o</sup> du code civil.

Un hélicoptère allant de Monaco à Cannes s'écrase à proximité des deux avions Canadair effectuant des manœuvres d'entraînement. La cour de Paris avait condamné l'État sur le fondement de l'article 1384, alinéa 1<sup>o</sup>. L'État était donc considéré comme le gardien des Canadair. La cassation intervient pour défaut de base légale, il ne résultait pas des motifs que les avions Canadair avaient été l'instrument du dommage, 2<sup>o</sup> Civile, 22 janvier 2004, RFDA 2004.239.

Le défendeur, gardien de l'aéronef, s'exonérerait intégralement si la collision résulte d'un cas de force majeure, ou si le dommage résulte de la faute exclusive de la victime.

Dans la pratique, si les dommages atteignent plusieurs aéronefs, chaque victime agit contre l'autre victime et réciproquement.

L'assurance responsabilité est obligatoire. L'exploitant doit s'assurer pour se couvrir contre le risque de voir sa responsabilité mise en cause à raison du préjudice souffert par son fait par les occupants et le propriétaire de l'autre aéronef. Règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004. Une couverture d'assurance minimale est prévue dans les situations où un transporteur ou un exploitant d'aéronef est responsable à l'égard des tiers en vertu du droit national, mais sans aller à l'encontre de ces règles. C'est l'article 4 qui pose le principe de l'assurance. Les transporteurs et exploitants d'aéronefs sont assurés quant à leur responsabilité spécifique de l'activité aérienne à l'égard des tiers. C'est l'article 7 qui fixe, en ce qui concerne la responsabilité à l'égard des tiers, la couverture minimale de l'assurance. Tout dépend du poids de l'engin, plus précisément de la masse maximale de l'aéronef au décollage. Cf. le développement consacré aux assurances aériennes.

TGI Paris, 29 avril 1998, RFDA 1998.304 : une collision intervient le 2 mai 1992 au-dessus de Plaisir (78) entre un appareil Robin appartenant à l'aéro-club Dassault-Breguet (2 occupants, tués) et un avion CESSNA appartenant à un aéro-club (un occupant, tué). 3 morts en tout.

L'article 1382 est écarté, car les circonstances de l'accident sont indéterminées. En application de l'article 1384, l'aéro-club propriétaire et gardien de l'appareil est condamné à indemniser les ayants droit du pilote de l'autre appareil  
(À revoir)

Amiens, 26 mars 1999, RFDA 1999.228 : une collision se produit à Venette (Oise) entre deux appareils, l'un décollait, l'autre arrivait.

Le pilote du premier avion, qui est blessé, fait condamner le gardien de l'avion n° 2. Application de l'article 1384. L'aéro-club de l'Oise qui subit la perte de l'avion obtient également réparation sur le même fondement.

Les pilotes de l'avion n° 2 sont tués, les ayants droit et l'aéro-club obtiennent réparation contre le pilote de l'avion n° 1.

Chaque gardien d'aéronef est tenu de réparer le préjudice souffert par l'autre.

Agen, 22 mai 2006 : une collision à Aubiet, dans le Gers, entre deux aéronefs, les pilotes sont des membres de l'aéro-club. Chaque pilote est tenu d'indemniser intégralement l'autre pilote des conséquences dommageables du sinistre.

On peut consulter à titre d'exemple l'arrêt de la 2<sup>o</sup> chambre civile du 2 juillet 2015, n° 14-18171, RFDA 2015.321.

Une collision intervient le 30 juillet 1998 entre un avion commercial transportant des passagers se rendant à Lorient et un petit avion de tourisme. Pilotes et passagers, au large de Quiberon, admiraient l'ex-paquebot France. Tout le monde trouve la mort, pilotes et passagers. Assez curieusement, le contentieux va s'ouvrir 10 ans après l'accident.

Le premier appareil était exploité par Proteus, l'assureur était Axa qui avait indemnisé l'exploitant et les ayants droit des victimes (en application de la CV, mais sans se prévaloir de la limite de responsabilité)

Le pilote du petit appareil Cessna, ancien pilote professionnel, était assuré auprès de Generali. Il n'avait pas branché son transpondeur, mais il n'en avait pas l'obligation.

Il va y avoir deux actions croisées, qui donneront lieu pour finir à un match nul.

Axa, subrogé dans les droits des victimes (indemnisées dans le cadre d'une procédure antérieure), assigne Generali le 29 juillet 2008, 10 ans moins un jour après les faits. L'assureur est dans les temps. Il demande à l'assureur de l'autre avion sur le fondement de l'article 1384 du code civil (le gardien du petit avion est responsable du fait de sa chose entrée en collision avec l'avion de Proteus) plus de 4 millions d'euros ainsi que la contrepartie de 5 millions de dollars.

Generali forme à son tour une demande reconventionnelle contre Axa par des conclusions signifiées le 23 mars 2009, plus de 10 ans après les faits. Cet assureur Generali demande sur le fondement des articles 1382 et 1383 le paiement des sommes payées, 48 000 euros, aux ayants droit du pilote du petit avion Cessna.

Axa va être débouté, sur le fond, par la cour d'appel de Paris, l'arrêt se plaçant sur le terrain de la faute. Le pourvoi d'Axa sera rejeté sans motivation. L'avion exploité par Proteus avait quitté son plan de vol pour accomplir en vol à vue (pourtant interdit par l'exploitant) un tour autour du navire. Des petits avions encombraient le site. L'avion était descendu trop bas. La sécurité des aéronefs dans cette zone reposait sur l'adage "voir et être vu". L'anti-abordage reposait exclusivement sur la vigilance extérieure des équipages. Il y avait faute des pilotes de l'avion assuré par Axa. Le commandant de bord n'avait pas non plus observé les règles de priorité aérienne (priorité à droite). Il n'y avait pas de faute de la part du pilote du Cessna. L'accident avait pour cause les seules fautes de l'équipage du Beechcraft. Axa est débouté. Que l'on se fonde sur l'article 1383 ou sur l'article 1384 alinéa 1°, la faute exclusive de la victime (avion de Proteus) interdisait d'engager la responsabilité du pilote du Cessna comme auteur de la collision mortelle.

En ce qui concerne la demande en reconvention de l'assureur du pilote du Cessna contre Axa, elle est déclarée tardive et donc prescrite. (Les actions en responsabilité civile extra contractuelle se prescrivaient par 10 ans. Les actions personnelles se prescrivent désormais par 5 ans, art. 2224. L'article 2226 dispose cependant que l'action en responsabilité née à raison d'un événement ayant entraîné un dommage corporel, engagée par la victime directe ou indirecte des préjudices qui en résultent, se prescrit par 10 ans à compter de la date de la consolidation du dommage initial ou aggravé.). L'assureur prétendait à tort que l'effet interruptif de la prescription attaché à l'assignation délivrée par Axa s'étendait de plein droit à la demande reconventionnelle formée par le second assureur contre le premier, les deux assureurs étaient impliqués dans le même accident, les deux demandes procédaient du même sinistre. La Cour de cassation considère que l'interruption de la prescription de l'action principale ne s'étend pas à la demande reconventionnelle. La demande reconventionnelle était prescrite. La haute juridiction considère les deux actions comme distinctes et indépendantes.

2° Civile, 19 novembre 2015, n° 14-19303 : une collision (aucun survivant) entre deux avions, relevant de deux aéro-clubs distincts,

Le premier avion de modèle Oceanair appartenait à l'aéro-club de Cognac (assureur La réunion aérienne), il était piloté par Jean-Paul, assisté d'un instructeur Guy.

Le second avion est un Robin, de l'aéro-club de Rochefort (assureur Axa), piloté par Sandrine.

On assiste à des recours croisés.

Les proches de Jean-Paul (avion n° 1) ont assigné Axa (avion n° 2) en réparation.

La cour d'appel a condamné Axa à les indemniser entièrement. Il a été considéré que les manquements du Robin (avion n° 2) (la priorité à droite et l'obligation d'user du transpondeur) constituaient la cause exclusive de l'accident. La responsabilité au titre de l'avion n° 2 peut être fondée sur la faute, imputable à la pilote de l'avion n° 2, elle peut l'être également au titre de la responsabilité de l'aéro-club de Rochefort du fait de l'avion qu'il a sous sa garde.

Axa avait réglé 50 200 euros à son assuré (l'aéro-club de Rochefort) au titre de l'indemnité Corps de l'aéronef et payé 60 000 euros au titre du capital décès (garantie à la place) versé aux ayants droit de la pilote de l'avion n° 2. Axa a exercé un recours contre l'aéro-club de Cognac et son assureur (avion n° 1).

Axa a été débouté.

L'accident a été causé par la faute exclusive de la pilote de l'avion n° 2. L'aéro-club de Cognac, gardien de l'avion n° 1, n'est pas responsable. Aucune faute ne lui imputable. Comme gardien, il n'est pas responsable, le dommage résultant de la faute exclusive de la victime.

L'aéro-club de Cognac et son assureur La réunion aérienne ont demandé à Axa une indemnité pour la perte de leur avion (n°1).

La cour de Poitiers a condamné Axa à concurrence de 110 000 euros sur la base d'une expertise non judiciaire réalisée à la demande d'une des parties. L'arrêt est cassé sur ce point à la demande d'Axa.

Versailles, 19 janvier 2017, n° de RG : 14/08649 : une collision entre deux petits avions de tourisme au-dessus de Saint Martin de Bréthencourt.

Les protagonistes de la collision :

Un avion de type Commander commandé par Alain, qui amène une passagère, Alain parvient à atterrir en urgence.

Un avion de type Cessna, appartenant à une personne physique, et frété à une société ; l'appareil s'écrase au sol, deux morts, l'instructeur et son élève.

Le litige oppose ainsi Alain et son assureur La Réunion aérienne, à la société locataire /affrèteur du Cessna et à



son assureur Axa.

La cour d'appel reconnaît la faute de chacun des pilotes, chaque pilote est responsable du dommage matériel causé à l'autre avion.

La collision s'était produite dans un espace aérien de classe G, peu sécurisée. Y règle la règle Voir et éviter, avec priorité à droite. Les vols étaient des vols à vue. La manœuvre d'évitement n'a pas été faite à temps. Les pilotes ne s'étaient pas vus

La responsabilité de chaque pilote est tempérée par la faute d'imprudence et du manque de vigilance du pilote de l'autre avion.

D'où un partage de responsabilité.

La responsabilité d'Alain. Envers l'exploitant du Cessna, assuré par Axa.

Ce qui est reproché à Alain, c'est d'avoir été préoccupé de regarder la carte et de rechercher la présence de l'autoroute de Chartres au sol. Alain n'aurait pas dû relâcher son attention sur son environnement.

La faute contributive du Cessna, c'est de ne pas avoir respecté la priorité à droite.

Alain est condamné à réparer 40 % du sinistre subi par la société locataire du Cessna.

La perte du Cessna est évaluée à hauteur de 48 500 pour Axa et 1500 pour le locataire au titre de la franchise.

La cour attribue 20 206,20 au titre de la perte d'exploitation.

La responsabilité de l'exploitant du Cessna. Envers Alain.

Ce qui est reproché à l'équipage du Cessna, c'est de ne pas avoir vu à temps la Commander, le Cessna était débiteur de la priorité à droite.

Faute de la victime, Alain, celui-ci avait relâché son attention.

La société locataire du Cessna et son assureur Axa sont condamnés à supporter 60 % des conséquences du sinistre souffert par Alain.

La valeur d'épave du Commander est de 88 000 euros. Alain subit un préjudice de jouissance.

Versailles, 14 décembre 2017, n° 15/042071 : le pilote d'un planeur meurt lors d'une collision entre le planeur et un avion. La Réunion aérienne, assureur de l'exploitant de l'avion, est condamnée à payer une indemnité au compagnon, PACS, de la victime : 20 000 euros au titre du préjudice d'affection, 358 222 au titre du préjudice économique. La victime, pilote de ligne d'Air France, avait un revenu annuel de 108 839 euros, le compagnon aucun au moment des faits.

Le débat ne portait pas sur le principe de responsabilité de l'exploitant de l'avion, mais sur l'évaluation des dommages intérêts.

La simultanéité est-elle exigée pour qu'on soit dans le domaine de la règle instaurée par l'art. L. 141-1 ? Oui. L'article L. 141-1 du code de l'aviation civile devenu l'article L. 6131-1 du code des transports suppose un dommage entre deux aéronefs qui sont en évolution. On exige que la collision se soit produite dans un espace aérien, au même moment, dans le même temps. On exige, comme dans le théâtre classique, l'unité de temps et de lieu.

Hypothèse : Libres propos sur l'accident du Concorde du 25 juillet 2000 à Gonesse précédé de la chute sur la piste d'une lamelle s'étant détachée d'un avion DC 10 de la compagnie Continental Airlines ayant décollé de Roissy plusieurs minutes auparavant à 14 H 39. On est en matière de responsabilité délictuelle. Comment fonder, en droit civil, la responsabilité civile de la compagnie américaine dont l'appareil a laissé tomber cette lamelle sur la piste ? L'avion de la compagnie américaine a décollé le 25 juillet 2000 à 14 H 39, un avion B 742 a ensuite décollé de cette piste sans dommage, enfin le Concorde a emprunté la piste, un pneu du train principal gauche de l'avion supersonique a roulé 4 minutes plus tard sur la piste sur une lamelle de 43 cm de long, de 1,4 mm d'épaisseur et de 3 cm de large pesant quelques dizaines de grammes, l'avion Concorde s'est écrasé moins de deux minutes après ce heurt, 113 personnes perdaient la vie. La bande d'usage est tombée le 25 juillet, après que les rivets aient été arrachés en traction lors de l'atterrissage la veille de l'appareil de Continental en raison des turbulences ayant amené le capot arrière à l'insérer sous le wear STRIP. L'arrachement est dû à la très mauvaise fixation de wear STRIP sur le support par le tôlier sans utilisation d'un gabarit, avec interposition d'un mastic, silicone, d'inégale largeur, et trop long.

Le débat.

Si on exige une condition de simultanéité pour appliquer l'a. L. 141-1, l'accident ne relève pas de cette disposition, il relève alors directement du droit commun, la responsabilité de la compagnie américaine doit être appréciée directement dans les termes du droit commun, le droit aérien n'ayant pas envisagé l'hypothèse.

L'accident du Concorde ne relève pas de l'hypothèse envisagée par la disposition du CAC/CT d'un aéronef en évolution causant un dommage à un autre aéronef en évolution.

La compagnie américaine serait en faute pour avoir fait choir par négligence ou entretien défectueux une pièce incorporée dans l'avion.

Elle peut également être considérée comme ayant conservé la garde de l'objet tombé en piste.

Resterait à trancher la condition de causalité : la chute de la lamelle est-elle bien la cause du sinistre ? L'un des antécédents du dommage assurément.

(Sans compter avec une certaine imprudence de la victime de faire naviguer un bel engin ayant précédemment connu divers incidents révélant sa fragilité)

Les solutions judiciaires.

Les juridictions répressives saisies de l'action publique et à titre accessoire de l'action civile n'ont pas statué dans l'affaire du Concorde sur le fondement des dispositions du code de l'aviation civile, le débat a été porté en termes d'homicides involontaires et de responsabilité du fait d'autrui.

Première instance. Le tribunal correctionnel de Pontoise a été le théâtre au printemps 2010 du procès mené en particulier contre Continental et deux de ses techniciens accusés d'être les auteurs de la mort involontaire des pilotes, des passagers ainsi que des personnes tuées au sol à Gonesse. Air France s'est constituée partie civile contre Continental, le jugement a été rendu le 6 décembre 2010, la compagnie américaine a été pénalement condamnée en tant que personne morale pour homicide involontaire, elle a été également condamnée, sur le terrain civil pour préjudice moral et atteinte à l'image, à payer un million d'euros en faveur d'Air France.

Appel. La cour d'appel de Versailles, dans son arrêt du 29 novembre 2012, a relaxé la compagnie américaine au pénal, mais a maintenu la condamnation civile en application de l'art. 470-1 du code de procédure pénale permettant au tribunal qui relaxe d'accorder réparation en application des règles du droit civil : le commettant est tenu de la faute de négligence de ses préposés, le chaudronnier et le chef mécanicien.

L'arrêt indique un peu gratuitement que la perte de la pièce sur la piste n'est pas le seul phénomène majeur, présence de nombreux objets sur les côtés de la piste, il est inadmissible que l'avion ait conservé son certificat de navigabilité sans que soient prises des mesures telles que le changement des pneumatiques et la protection des réservoirs les plus exposés.

Il existait, selon la presse, une procédure parallèle menée par Air France devant le tribunal de commerce de Pontoise contre la compagnie américaine, tendant à l'indemnisation, sur la base du CAC, du préjudice matériel subi par le transporteur français.

## § II. La localisation du dommage dans l'espace extra-atmosphérique

Les responsabilités encourues entre participants à l'aventure spatiale.

Un objet spatial endommage un autre objet spatial : on pense à l'hypothèse d'une collision.

Collision le 10 février 2009 entre Cosmos 2251, un satellite russe inactif, et Iridium 33, satellite américain en activité.

La multiplication des petits satellites et des méga constellations en orbite terrestre basse aggravent les risques de collision entre objets spatiaux.

Le débris spatial est défini en France par l'article 1° de l'arrêté du 31 mars 2011, arrêté d'application du décret du 9 juin 2009, comme tout objet spatial non fonctionnel d'origine humaine, y compris des fragments et des éléments de celui-ci, en orbite terrestre ou rentrant dans l'atmosphère terrestre.

L'arrêté du 31 mars 2011 ne concerne que les vols non habités.

La prolifération des débris. Entre 26 000 et 36 000 objets de plus de 10 cm évolueraient dans l'espace. Il y en aurait 500 000 entre 1 et 10 cm. Des millions de moins d'un centimètre.

Les dangers représentés par les débris spatiaux

Les risques découlant de la présence des *débris spatiaux* encombrant l'orbite terrestre sont réels.

Certains débris peuvent se détacher de l'objet spatial. Les débris peuvent résulter d'une collision entre deux objets spatiaux évoluant dans l'espace, ils peuvent avoir pour origine la rentrée d'un objet spatial dans l'atmosphère - on affectionne le Pacifique Sud - et qui normalement se détruit totalement ou partiellement.

Les débris spatiaux risquent de détruire ou d'endommager un satellite ou un engin habité.

Ils se déplacent à grande vitesse.

La prolifération des débris met en danger le développement des activités spatiales.

Des satellites ont été endommagés par des débris spatiaux.

La station spatiale internationale doit périodiquement modifier sa position pour éviter un risque de collision.

Certains objets spatiaux sont équipés de sources d'énergie nucléaire, les risques de collision causée par des débris sont conséquents.

La destruction intentionnelle par certains États d'objets spatiaux a accru le nombre des débris.

La Chine a agi ainsi. Les États-Unis. L'Inde en mars 2019.

La Russie, le 15 novembre 2021, a détruit intentionnellement par un missile antisatellite à ascension directe l'objet Tselina-D, qui était en orbite depuis 1982 et qui se trouvait inactif. Les occidentaux ont vertement critiqué une telle opération, facteur de création de débris, mettant en danger les occupants de stations spatiales.

Madame Ravillon, RFDA 2014. 410, évoque une mesure d'évitement réalisée par le centre de contrôle toulousain du vaisseau cargo de l'ASE pour prévenir une éventuelle collision avec un débris issu d'un ancien satellite cosmos 2251. C'est la Nasa qui avait lancé l'alarme.

L'armée de l'air fait état d'une soutenance de thèse le 29 juin 2017 du capitaine Béatrice devant l'université de Paris II sur L'émergence et la promotion de la norme sur la sécurité des activités spatiales. Direction Serge Sur.

Voir à la RFDA 2018.43 le compte-rendu d'un ouvrage de Peter Stubbe, rédigé en anglais, de 552 pages, publié en 2018, issu d'une thèse soutenue en 2015 devant l'université Goethe de Francfort, traitant des débris spatiaux et de la responsabilité qui pourrait être engagée de leur fait.

Thèse - sous la direction de Lucien Rapp - en chantier ou déjà soutenue, Rémy Durand-Carrier, La responsabilité pour les dommages causés par les débris spatiaux dans l'espace extra atmosphérique.

Roberto Virzo, Le droit international de l'Environnement et les débris spatiaux, in L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, SFDI, éditions Pedone, 2021, p. 333

On peut envisager plusieurs démarches : la prévention de la création de débris ; l'identification et le positionnement des débris dans l'espace ; la destruction et la neutralisation des débris.

Les mesures de prévention

Un certain nombre d'États ont adopté des mesures de réduction des débris spatiaux, en conformité avec les « Lignes directrices » élaborées en 2007 par le sous-comité scientifique et technique relatives à la réduction des

débris spatiaux du comité des utilisations pacifique de l'espace extra-atmosphérique et celles du comité de coordination inter-agences sur les débris spatiaux. Ces Lignes directrices du sous-comité ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/217.

Un projet de rapport, V, Débris spatiaux, avait été distribué le 19 février 2019, il émanait du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique, sous-comité scientifique et technique, 56<sup>e</sup> session, Vienne, 11-22 février 2019.

La question est reprise par les Lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales, émanant du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique de juin 2019.

Il est demandé aux États qui légifèrent en matière spatiale de prévoir des mesures de réduction des débris spatiaux, en reprenant les lignes directrices citées supra. Ligne directrice A.2.

Les États devraient établir des moyens de coordination pour réduire les risques de collision orbitale et de fragmentation en orbite ...Ligne directrice B.1, § 2.

Les États devraient susciter des technologies pour la mesure et le suivi des débris spatiaux. Connaitre l'évolution des débris orbitaux. Ligne directrice B.3.

Les États devraient mettre en œuvre des méthodes pour évaluer les conjonctions ; pister la trajectoire des objets spatiaux pour détecter les collisions potentielles ; effectuer des manœuvres d'évitement. Ligne directrice B.4.

Les États doivent étudier de nouvelles mesures, sur le long terme, de gestion de la multitude des débris spatiaux. Ligne directrice D.2.

Il conviendrait d'évaluer les conjonctions pendant toutes les phases orbitales des vols contrôlés, ligne directrice B.4. Il faudrait viser à pister les trajectoires des objets spatiaux afin de détecter les collisions potentielles ; déterminer le risque de collision et un ajustement de la trajectoire est nécessaire. Les États, via un processus international, devraient mettre au point des méthodes pour évaluer la probabilité de collisions et prendre des mesures d'évitement.

Existent également le code européen de conduite pour la réduction des débris spatiaux et la norme 24113 :2011 de l'organisation internationale de normalisation ISO, Systèmes spatiaux - Exigences de mitigation des débris spatiaux.

L'UIT a émis la recommandation ITU-R S.1003, Protection de l'environnement de l'orbite des satellites géostationnaires.

Les principales agences spatiales adhèrent à l'IADC, Inter-Agency Space Debris Coordination Committee, comité de coordination interagences sur les débris spatiaux, qui a publié des lignes directrices pour favoriser la réduction des débris.

Un satellite ne devrait pas demeurer dans l'espace plus de 25 ans après l'achèvement de sa mission.

Cf. Philippe Achilleas, Colloque de Toulouse, p. 211.

Ces mesures sont limitées aux orbites terrestres.

M. Lucien Rapp, dans sa communication faite lors du colloque de la SFDI tenu à Toulouse, évoque, Pedone, 2021, passim, p. 92, la proposition présentée lors de congrès de l'IAF aux opérateurs spatiaux de contribuer à la réduction du nombre des débris spatiaux.

Certains États ont pris des mesures afin de réduire les débris spatiaux. Ainsi avec l'amélioration de la conception des lanceurs et des engins spatiaux, la réorbitation de satellites, la prolongation de la durée de vie, les opérations en fin de vie et le retrait. Il y a des techniques pour éviter les collisions. On fait des prévisions concernant les rentrées dans l'atmosphère.

L'opération spatiale est en France soumise à autorisation administrative, art. 2 et 4 de la loi du 3 juin 2008.

Le CNES opère au préalable un contrôle de conformité.

L'État peut subordonner son autorisation à certaines conditions pour limiter les risques liés aux débris spatiaux, cf. art. 5 de la loi du 3 juin 2008.

L'opérateur est tenu de présenter un dossier, qui doit prévoir un plan de limitation des débris spatiaux et un plan de prévention des risques de collision, art.1<sup>o</sup>, II, 2<sup>o</sup>, lettre d, du décret n<sup>o</sup> 2009-643 du 9 juin 2009 relatif aux autorisations des opérations spatiales.

L'arrêté du 31 mars 2011 fait mention à plusieurs reprises des précautions à prendre pour limiter les risques inhérents à la création de débris spatiaux.

L'art. 21, propre au lancement, est relatif à la limitation des débris spatiaux. Le lanceur doit être conçu afin de limiter au maximum la production de débris. Les débris produits parvenant à la surface de la terre ne doivent pas présenter de risque excessif pour les personnes, les biens, la santé publique ou l'environnement. Les fragmentations volontaires d'éléments du lanceur sont interdites.

L'article 32 est inséré dans les dispositions concernant la maîtrise et le retour sur terre de l'objet spatial. Il est consacré à l'étude des dangers, en particulier les dangers liés à la génération de débris spatiaux. Il cite la production de débris spatiaux à la suite d'une explosion, la collision avec un objet spatial habité, la collision avec un satellite en orbite géostationnaire.

L'opérateur réalise une étude d'impact, article 33. Cette étude identifie les débris créés ou susceptibles d'être créés par la mise en œuvre de l'objet spatial

Les objets satellitaires doivent être mis en œuvre par l'opérateur de manière à ne pas générer des débris au cours des opérations nominales de l'objet spatial, article 40 relatif à la protection de l'environnement spatial. Est envisagée la probabilité d'une désintégration accidentelle. Lors de la phase de retrait de service les réserves d'énergie à bord doivent être épuisées ou placées dans un état tel à ne pas présenter le risque de générer des débris.

#### La surveillance des débris

Un observateur d'UNISEC-Global dépose à Vienne une proposition de création d'un réseau universitaire mondial pour l'observation des débris spatiaux, février 2019

Un cadre de soutien à la surveillance de l'espace et au suivi des objets en orbite est mis en place par l'UE et les États intéressés dans une décision du 16 avril 2014, JOUE du 27 mai 2014.

Le point de départ est l'utilité pour l'Europe de disposer d'une capacité de surveillance de l'espace, SSA en anglais.

Il s'agit de réduire les risques de collision entre engins et de surveiller les débris spatiaux et les rentrées inopinées dans l'atmosphère. Il est prévu d'avoir recours au Centre satellitaire de l'Union européenne.

Des dispositions techniques, les capteurs, peuvent mesurer les paramètres concernant les objets spatiaux, leur dimension, leur localisation, leur vitesse en utilisant des radars ainsi que des télescopes terrestres ou spatiaux. Une équipe du CNES d'une quinzaine de personnes travaille à Toulouse en ce but.

#### La neutralisation des débris

Des moyens techniques existent pour neutraliser les débris.

Valentin Degrange, Les éboueurs de l'espace : service public, ruée vers l'or ou les deux ? in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, 2021, Éditions Pedone, p. 439.

M. Degrange signale les pratiques de la plupart des agences spatiales, note 62 : la désorbitation rapide des étages supérieurs des lanceurs, la règle des 25 ans prévoyant la rentrée dans l'espace des anciens satellites se trouvant en orbite basse, transfert des autres satellites sur des orbites de rebut, la rentrée contrôlée des satellites dans l'atmosphère et leur immersion dans l'océan Pacifique dans une zone située entre la Nouvelle Zélande et l'Antarctique ...

Cet auteur parle du RADO, le retrait actif des débris orbitaux. Il propose de faire jouer un rôle en ce domaine non seulement aux États, via une organisation inter gouvernementale à créer, mais également aux intérêts privés.

La presse fait état d'une réunion à Paris du 18 au 20 janvier 2023 réunissant, à l'initiative du CNES, des agences, des fabricants, des opérateurs et des prestataires du spatial.

Est prévue en 2025 une mission d'élimination des débris, ClearSpace-1, devrait désorbiter un adaptateur de charge utile secondaire du lanceur Vega et le faire rentrer dans l'atmosphère.

Afin de promouvoir la sécurité dans l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace, certains États mettraient au point à ce sujet des instruments juridiques, en prenant en considération les Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace et le Cadre de sûreté pour les applications de sources d'énergie nucléaire dans l'espace.

#### A. Perspectives de droit public

La mise en cause de la responsabilité de l'État de lancement

## 1°) Droit interne

Un objet spatial immatriculé en France est endommagé ou détruit par les débris d'un objet spatial français. L'opérateur spatial est a priori en droit interne seul responsable.

L'État français pourrait-il voir sa responsabilité être engagée par la victime du dommage ?

La possibilité d'une action récursoire contre l'opérateur spatial.

## 2°) Droit international public

. Le **traité cadre** du **27 janvier 1967** édictait déjà des dispositions concernant la responsabilité de l'État lanceur ou de l'État du lieu du lancement.

Les États doivent se garder de contribuer à la contamination de l'espace.

Ils ont la surveillance des entités non gouvernementales auxquels ils ont donné l'autorisation de mener des opérations dans l'espace.

Article VII.

Tout **État** partie au Traité qui procède ou fait procéder au **lancement** d'un objet dans l'espace extra atmosphérique ... et tout État partie dont le **territoire** et les **installations servent au lancement** d'un objet, est **responsable** du point de vue international

des dommages causés par ledit objet ou par ses éléments constitutifs sur la Terre, dans l'atmosphère ou dans l'espace extra atmosphérique à un autre État partie au Traité ou aux personnes physiques ou morales qui relèvent de cet autre État.

(Le sujet de la phrase comporte deux sujets, ne fallait-il pas mettre le verbe au pluriel ?)

L'art. VII n'indiquait pas si l'État en cause n'était tenu qu'à raison de sa faute - ce qui serait la solution de droit commun - ou si l'État à l'origine du dommage endossait une responsabilité sans faute.

. La Convention du **29 mars 1972** est venue apporter des distinctions, elle n'impose à l'État en cause qu'une responsabilité à base de faute, ceci pour tout dommage causé ailleurs qu'à la surface de la Terre.

### Une responsabilité de l'État de lancement à base de faute

Il faut envisager l'hypothèse d'un dommage causé par un objet spatial / à un autre objet spatial / ces deux objets relevant de deux États de lancement distincts.

Le droit international établit la responsabilité de l'État de lancement à raison de sa propre *faute* ou à raison de la *faute* des personnes dont l'État de lancement doit répondre.

Le dispositif est contenu dans la convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, du 27 mars 1972, article III.

Armel Kerrest, La responsabilité des États du fait de la destruction de satellites dans l'espace, AFDI 2009 p. 613

L'assemblée générale des Nations Unies a adopté le 14 décembre 1992 des principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace.

On se pose la question de savoir si un État peut être convaincu de *faute*, si un État ne respecte pas ou ne fait pas respecter les résolutions de l'Assemblée générale relatives à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace, ou pour le non-respect des lignes directrices quant à la réduction des débris spatiaux.

Une question semblable concerne la notion de *dommage*. On se demande si un État subit un dommage lorsque

les services étatiques engagent une dépense en devant effectuer une manœuvre pour qu'un objet spatial opérationnel évite une collision avec un objet spatial ou des débris spatiaux. La manœuvre de sauvegarde a forcément un coût financier.

Les pollueurs de l'espace devraient être les payeurs.

La question de preuve se pose pour identifier l'État et l'opérateur spatial ayant la juridiction sur les débris.

Une question probatoire se posera fréquemment. Si un satellite habité ou non est endommagé par un choc provoqué par un débris de petite dimension, il sera la plupart du temps impossible de déterminer de quel engin provenait-il et d'identifier ainsi l'État de lancement. M. Virzo, p. 341, fait remarquer qu'il serait différemment si le choc était imputable à un objet spatial hors service, mais facile à identifier.

M. Achilleas dans sa communication lors du Colloque de Toulouse de 2021 de la SFDI, p. 218, évoque la responsabilité du fait des robots opérant dans l'espace. Le robot immatriculé est un objet spatial. L'État de lancement est responsable, même si l'objet est actionné par une personne privée. En cas de lancement commun, les États concernés sont tenus solidairement.

L'article 14 de la loi du 3 juin 2008 ouvre, semble-t-il, la possibilité, hors recours à l'arbitrage, d'une *action récursoire* de la part de l'État contre l'opérateur spatial.

Cet article 14 envisage le cas où l'État (français) a réparé un dommage en vertu des stipulations du traité du 27 janvier 1967 ou de la convention du 29 mars 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux.

L'État peut exercer une action récursoire contre l'opérateur à l'origine de ce dommage ayant engagé la responsabilité internationale de la France, mais seulement dans la mesure où l'État n'a pas déjà bénéficié des garanties financières ou d'assurance de l'opérateur à hauteur de l'indemnisation.

L'article 14 indique la limite, lorsque le dommage a été causé par un objet spatial dans le cadre d'une opération autorisée en application de la loi du 3 juin 2008, dans laquelle s'exerce l'action récursoire.

L'article 14 envisage le dommage causé pendant la phase de lancement. Il semble que l'engin spatial vogue déjà dans le l'espace extra atmosphérique au terme de la phase de lancement. Une collision est envisageable entre l'engin qui est lancé et un objet spatial tiers.

Il envisage différemment le cas du dommage causé après la phase de lancement. L'objet spatial évolue alors, semble-t-il, dans l'espace extra atmosphérique.

(Le professeur Lucien Rapp dans une conférence tenue à Toulouse le 12 novembre 2019 fait état d'un projet de convention visant à mettre une responsabilité sans faute à la charge de l'État de lancement dont dépendent les débris ayant provoqué le dommage.)

## B. Les perspectives de droit privé

Il faut supposer qu'un objet spatial évoluant dans l'espace est endommagé ou détruit par un autre objet spatial, et qu'une action est intentée par la victime contre le constructeur de l'engin spatial ou contre l'opérateur spatial de l'engin se trouvant à l'origine du dommage.

Le litige peut avoir une composante internationale.

À défaut d'une législation mondiale uniforme, la solution ne peut être dictée que par une législation interne.

### 1°) Les solutions du droit international privé

Le litige comportera souvent un ou plusieurs éléments d'extranéité.

Devant quel ordre juridictionnel étatique le propriétaire ou l'utilisateur de l'objet spatial détruit ou endommagé portera-t-il son action en responsabilité ?

Quelle législation appliquera la juridiction ayant affirmé sa compétence pour statuer ?

### 2°) Les solutions apportées par le droit français

Dans l'hypothèse où la compétence du droit français serait reconnue.

La seule responsabilité pour faute de l'opérateur spatial

La solution est apportée par la loi du 3 juin 2008.

L'article 13 de la loi du 3 juin 2008 décide : "L'opérateur (spatial) est seul responsable des dommages causés aux tiers du fait des opérations spatiales qu'il conduit dans les conditions suivantes :

1° Il est responsable de plein droit pour les dommages causés au sol et dans l'espace aérien ;

2° En cas de dommages causés ailleurs qu'au sol et dans l'espace aérien, sa responsabilité ne peut être recherchée que pour faute."

Cette disposition vise donc au 2° les dommages causés aux tiers par un opérateur spatial du fait des opérations spatiales qu'il conduit ailleurs qu'au sol ou ailleurs que dans l'espace aérien : en clair dans le cosmos, dans l'espace non aérien, dans l'espace extra-atmosphérique : cette disposition législative fait uniquement place alors en ce cas à une responsabilité à base de faute.

Le responsable est l'opérateur spatial, il est le seul responsable.

Il est l'auteur du dommage, pour qu'il soit responsable, il faut qu'il ait été en faute.

La victime est un tiers.

Le dommage est localisé dans le cosmos.

Cette responsabilité de l'opérateur spatial est atténuée ou écartée par la preuve de la faute de la victime, article 13 de la loi du 3 juin 2008.

La responsabilité de l'opérateur, sauf cas de faute intentionnelle, cesse quand toutes les obligations fixées par l'autorisation sont remplies - ou au plus tard un an après la date où ces obligations auraient dû être remplies .

L'État se substitue à l'opérateur pour les dommages intervenus passé ce délai.

Article 13 derniers alinéas de la loi du 3 juin 2008.

La garantie de l'opérateur spatial apportée par l'État

L'opérateur responsable à raison de sa faute et auteur d'un dommage localisé dans le cosmos bénéficie-t-il de la garantie financière de l'État français ?

Le siège de la matière est l'article 15 de la loi du 3 juin 2008.

Le texte n'envisage pas nettement le cas d'un dommage causé à un tiers dans l'espace extra atmosphérique après la phase de lancement. Il vise le dommage au sol ou dans l'espace aérien. La garantie de l'État semblerait donc écartée.

La garantie de l'État joue cependant en cas de dommage causé pendant la phase de lancement qui a son terme dans l'espace extra atmosphérique. Cf. Mireille Couston, *Le droit spatial*, p. 89

L'article 6 pose l'obligation d'assurance (de la faute simple). Tout opérateur, soumis selon la loi française, à autorisation est tenu, au cas où sa responsabilité pourrait être engagée dans le cadre de l'article 13, d'être couvert par une assurance.

L'opérateur peut être dispensé de l'obligation d'assurance, à la condition d'être solvable, si l'opération spatiale consiste dans le maintien à poste d'un satellite sur orbite géostationnaire, voir Mireille Couston, *Le régime de la responsabilité juridique et financière dans la nouvelle loi spatiale française, RFDA 2012*.

Si un opérateur réalise des prestations pour le compte de l'État dans l'intérêt de la défense nationale, il peut être dérogé aux dispositions de l'article 13 désignant l'opérateur spatial comme seul responsable des dommages causés aux tiers. L'article 13-1 L. 3 juin 2008 prévoit la conclusion d'une convention entre l'État et l'opérateur pour préciser les conditions et limites de cette dérogation.

## Section II. Les dommages survenant dans l'atmosphère : le spatial contre l'aérien, le spatial contre le spatial

- I. La collision dans l'espace aérien entre un objet spatial et un aéronef est envisageable.



Un débris spatial perfore par exemple la carlingue d'un aéronef en évolution.

Droit international public :

Il faut supposer un dommage transfrontière, au-delà du dommage entre nationaux : l'État de lancement a la responsabilité absolue d'accorder réparation pour le dommage causé par son objet spatial aux aéronefs en vol, art. II, convention du 27 mars 1972.

Droit interne : l'opérateur spatial est seul responsable de plein droit pour les dommages causés aux tiers dans l'espace aérien du fait des opérations spatiales qu'il conduit, art. 13 L. 3 juin 2008. Cette responsabilité de plein droit suppose donc établi le lien de causalité entre l'opération spatiale et le dommage subi par un tiers dans l'espace aérien.

- II. On peut également envisager l'hypothèse d'un heurt dans l'atmosphère entre deux objets spatiaux. Par ex. lors du lancement ou du retour dans l'atmosphère. Il y a place pour la responsabilité pour faute de l'État de lancement de l'objet spatial ayant causé le dommage. Voir l'étude de M. Virzo, p. 341, donnant l'exemple d'un objet spatial polluant l'atmosphère.

## CHAPITRE II. LES DOMMAGES SUBIS PAR LES TIERS A LA SURFACE

Nous sommes dans la situation où une personne subit un dommage, alors qu'elle est totalement

étrangère à celui qui pourrait en être l'auteur.

Un aéronef ou un objet spatial se trouve à l'origine du dommage.

- un principe de droit commun : une responsabilité sans faute à fondement de garantie ;

- des régimes et des solutions différentes en matière de nuisances acoustiques et des réponses politiques face aux rejets de gaz carbonique émanant des moteurs des aéronefs à réaction engendrant la pollution de l'air et contribuant à l'élévation des températures.

Sous-Chapitre I. Le régime de droit commun : la responsabilité de plein droit de l'exploitant aérien ou de l'opérateur spatial

Distinguons l'aérien du spatial.

Section I. L'aérien : La responsabilité de plein droit de l'exploitant d'aéronef en mouvement

Nous commencerons par traiter de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef à l'égard des tiers à la surface (I). Nous évoquerons ensuite l'hypothèse particulière du jet, où l'exploitant ou le pilote jette intentionnellement des objets qui peuvent ainsi choir au sol (II).

Sous-Section I. Le droit commun

[La question peut intéresser le droit international public. Des conflits peuvent s'élever entre États lorsque des aéronefs d'un pays donné font des épandages d'herbicides dans un État voisin. On peut faire état de la dispute entre l'Équateur et la Colombie ayant donné lieu à l'ordonnance du 13 septembre 2013 rendue par la Cour internationale de justice. L'Équateur reprochait en 2008 à la Colombie l'épandage aérien d'herbicides toxiques le long de la frontière ou au-delà de la frontière. Les deux États ont fini par s'entendre, une zone d'exclusion a été établie à l'intérieur de laquelle la Colombie a pris l'engagement de ne se livrer à aucune opération d'épandage aérien. Une commission mixte a été établie veillant à ce que les opérations d'épandage en dehors de cette zone n'entraînent pas par un phénomène de dérive le dépôt d'herbicides en territoire équatorien. L'accord mutuel prévoit en l'absence de tels dépôts la réduction échelonnée de la zone. ]

§ I. Droit uniforme

Les États ont tenté, par trois fois, avec un succès limité, d'unifier les règles applicables en cas de dommage causé par un aéronef en vol aux tiers à la surface.  
La France n'est pas entrée dans le système.

. Une première convention de Rome de 1933. Une trentaine d'États y sont parties. La France n'a pas ratifié la convention.

. Une seconde convention a été signée à Rome le 7 octobre 1952 concernant les dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers, elle est entrée en vigueur le 4 février 1958, elle lie 50 parties. Dont chez les États européens, la Belgique, l'Espagne, l'Italie et le Luxembourg.

La France a signé cette convention, elle ne l'a pas ratifiée.

La convention a été complétée par un protocole signé à Montréal le 23 septembre 1978, entré en vigueur le 25 juillet 2002, liant 12 parties.

. Les deux conventions de Montréal du 2 mai 2009 : l'une pour les risques généraux, l'autre pour les interventions illicites.

On peut lire au sujet de ces deux conventions ce qu'écrit M. Loïc Gard dans son article publié aux Mélanges Jean Hauser sous l'intitulé Les dommages causés aux tiers par les aéronefs : l'après 11 septembre, page 857.

Une première convention relative à la réparation des dommages causés aux tiers par des aéronefs a été signée à Montréal le 2 mai 2009. On ignore si elle obtiendra un meilleur succès que les conventions précédentes.

Cette première convention est étrangère au dommage causé par un aéronef en vol résultant d'un acte d'intervention illicite, hypothèse ayant donné lieu à une convention distincte portant la même date.

La convention sur les risques généraux exige 35 ratifications pour qu'elle puisse entrer en vigueur, art. 23.

Une organisation régionale d'intégration économique, comme l'UE, pourrait la signer.

4 ratifications et 8 adhésions sont signalées pour l'instant. Aucun État de l'UE ne l'a ratifiée. Le Monténégro a adhéré.

La convention requiert pour son application que l'aéronef soit en vol. On assimile à un appareil en vol la situation où l'aéronef se trouve en piste portes extérieures fermées, après embarquement ou avant débarquement. La convention suppose un vol international : un aéronef qui cause au sol un dommage, alors qu'il effectue un vol international, un vol entre le territoire de deux États.

Le vol interne échappe donc à la convention, à moins que l'État signataire le décide en ce qui concerne les dommages survenant sur son sol.

Les victimes du dommage sont des tiers au regard de l'exploitant, elles se situent sur le territoire d'un État partie à la convention. On en déduit que les victimes sont situées au sol.

L'article 2 envisage également l'application de la convention en cas de dommages causés à un navire évoluant en haute mer ou à un aéronef évoluant au-dessus de la haute mer, ou sur une plate-forme de forage.

L'article 3 fait peser une responsabilité de plein droit sur la personne de l'exploitant, qui est celui qui utilise l'aéronef.

(En cas d'affrètement, le fréteur est réputé exploitant du moment qu'il s'est réservé la direction de la navigation de l'aéronef.)

L'article 3 exige pour que la convention soit applicable et qu'il y ait obligation de réparer à la charge de l'exploitant que le dommage soit la conséquence directe de l'événement qui l'a produit.

La convention prend en considération les dommages dus à un décès, une lésion corporelle ou sous réserve une lésion psychologique.

Les dommages causés aux biens sont indemnisables.

Les dommages environnementaux ne sont indemnisables que dans la mesure où la réparation est prévue par la *lex damni*.

Quid du dommage résultant du bruit des moteurs d'aéronefs ? Il pourrait entrer dans le dommage en matière d'environnement. L'article 3 § 2 indique cependant que la convention n'est pas applicable si le dommage résulte du seul fait du passage de l'aéronef à travers l'espace aérien conformément aux règles de circulation aérienne applicables.

La victime n'est pas assurée d'obtenir réparation intégrale de son préjudice, l'article 4 instaure une *limite de responsabilité* de l'exploitant qui varie compte tenu de la masse maximale de l'aéronef : de 750 000 à 700 000 000 DTS.

Pour bénéficier de la limite, l'exploitant doit prouver que les dommages ne sont pas dus à sa négligence ou à celle de ses préposés.

On en déduit que si cette preuve d'absence de faute d'imprudence n'est pas administrée par l'exploitant, celui-ci est tenu à réparation intégrale.

L'exploitant est exonéré en tout ou en partie en cas de négligence de la victime demanderesse, article 10.

Le système aménagé par cette convention est exclusif en son domaine. Toute action en responsabilité contractuelle ou délictuelle ne peut être exercée que dans les conditions de la convention, art. 12.

L'article 9 prévoit que les exploitants doivent contracter une assurance ou une garantie pour couvrir leur éventuelle responsabilité.

Les actions en réparation ne peuvent être portées que devant les tribunaux de l'État partie sur le territoire duquel le dommage est survenu, art. 16.

Le droit à dédommagement s'éteint si l'action n'est pas intentée dans un délai de deux ans.  
L'article 19 a, pour intitulé, "prescription".

La seconde convention de Montréal du 2 mai 2009 est propre à la réparation des dommages en cas d'intervention illicite faisant intervenir des aéronefs.

3 ratifications et 6 adhésions sont mentionnées sur le site de l'OACI.

2 conditions sont requises pour l'entrée en vigueur de cette convention :

Que 35 ratifications ou adhésions aient été obtenues.

Que dans l'année qui précède, 750 000 000 passagers aient été en partance des aéroports des États ayant ratifié ou adhéré.

Dans la situation actuelle, aucun État important d'Europe ou d'Amérique du Nord ne l'a ratifiée.

## § II. Droit interne français

On est en matière de responsabilité délictuelle et quasi délictuelle.

La victime est un tiers situé au sol qui subit un dommage du fait d'un aéronef en évolution.

Un avion s'écrase au sol, tuant, blessant, détruisant des bâtiments.

(Fait divers, la Dépêche fait état de la chute dans le jardin d'une villa de Daux, le 19 novembre 2019, d'un élément appartenant à l'aile d'un avion Airbus, un panneau extrados, porte de visite, de la voilure en composite, aucun dommage n'est par bonheur relevé.)

### La compétence des tribunaux

Selon l'article 1<sup>o</sup> de la loi du 31 décembre 1957, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont seuls compétents pour statuer sur toute action en responsabilité tendant à la réparation des dommages, de toute nature, causés par un **véhicule** quelconque.

Comme un aéronef est considéré comme un véhicule, on en déduit l'incompétence des juridictions administratives pour connaître de la responsabilité de l'exploitant d'aéronef lié à la puissance publique.

CAA Marseille, 28 novembre 2019, n° 18MA03061 : une dame se blesse à la jambe le 15 juillet 2010 lors d'une descente en canoë dans la cluse de la Maglia (commune de Breil sur Roya) ; appel au secours ; arrivée d'un hélicoptère du groupement des formations aériennes de la sécurité civile piloté des gendarmes de haute montagne ; durant un premier hélitreuillage, chute d'un bloc de pierre, cause possible : le souffle d'air créée par l'approche de l'hélicoptère ; la victime initiale est heurtée à la tête, elle mourra de ses blessures le lendemain ; le mari agit en réparation devant la juridiction administrative ; les conclusions ont été portées devant un ordre de juridiction incompétent pour en connaître.

### Les solutions de fond

La solution française opte, à la différence des conventions internationales dont il vient d'être question, pour la réparation intégrale.

La loi française est applicable du moment que le dommage survient sur le sol français, du moment que les conventions internationales ne sont pas entrées en vigueur ou n'ont pas été ratifiées par la France, ou qu'il s'agit d'un vol interne.

. L'appel au droit commun

Certaines victimes préfèrent fonder leur action en réparation sur les dispositions du code civil, plutôt que sur les dispositions propres au droit aérien. La jurisprudence ne s'en offusque pas. Les dispositions du code des transports n'interdisent pas l'invocation du droit de la responsabilité en général. Les victimes disposent ainsi d'une certaine latitude dans le choix de leurs armes.

L'action en responsabilité tendant à la réparation des dommages de toute nature causés par un véhicule sera jugée conformément aux règles du droit civil, art. 1<sup>o</sup>, al. 2, L. 31 décembre 1957.

Rien n'interdit de faire condamner le coupable au titre de la responsabilité pour faute prouvée.

D'abord devant la juridiction civile.

2<sup>o</sup> Civile, 14 octobre 2021, n<sup>o</sup> 20-14.395 : un avion effectuait le 4 octobre 2012 des travaux d'épandage agricole, il s'est écrasé sur la ligne électrique Aigues Mortes - Saint Christol, dont le gestionnaire est RTE, société réseau de transport électricité. Cette dernière fait condamner, semble-t-il, sur le fondement de l'article 1382, devenu l'article 1240 c. civil, l'exploitant de l'avion et son assureur. La victime obtient plus de 925 000 euros en remplacement des poteaux et câbles.

Également devant la juridiction pénale, s'il y a eu homicide ou blessures par imprudence.

Cf. 3<sup>o</sup> Civile, 19 janvier 2017, Bull., n<sup>o</sup> 15-25230 : un aéronef, un Fokker 100 (fabricant néerlandais), au moment du décollage, sur l'aéroport de Pau, un méchant jour d'hiver avec de la neige, le 25 janvier 2007, s'est couché sur le côté, a rebondi, le pilote l'a plaqué au sol, l'appareil a franchi une route départementale et a percuté un poids lourd dont le conducteur a été tué. Le rapport d'enquête du BEA donne comme cause de l'accident la perte de contrôle au décollage causée, d'une part par la présence de contaminants givrés sur la surface des ailes, d'autre part par la rotation rapide en tangage, réaction réflexe à l'envol d'oiseaux. Le commandant de bord est condamné à 6 mois d'emprisonnement avec sursis par le tribunal correctionnel de Pau, il échappe au retrait de la licence, la compagnie aérienne écope de 20 000 euros d'amende. Les victimes ont été indemnisées.

Il faut reconnaître que dans cet état de détresse, hormis la malheureuse collision fortuite entre le camion et un train d'atterrissage s'étant détaché de l'avion, le commandant de bord avait bien géré la situation. Les passagers ont sauvé leurs vies, l'équipage également.

Dans certaines décisions, on voit le défendeur déclaré responsable en tant que gardien du fait des choses.

2<sup>o</sup> Civile, 18 novembre 1976, Bulletin, n<sup>o</sup> 75-12241 : le propriétaire d'un immeuble fait condamner l'État, son immeuble a subi des dégâts causés par le bang d'un avion supersonique militaire effectuant des essais en vol. La condamnation semble reposer sur l'article 1384 alinéa 1<sup>o</sup>. L'arrêt indique que la disposition énoncée par l'article 1384 al. 1<sup>o</sup> du code civil a une portée générale et que son application ne saurait être exclue que par la loi. Ni la qualité d'exploitant au sens de l'art. L. 141-2 CAC applicables aux avions militaires, ni les règles spéciale édictées par ce texte ne sont incompatibles avec les pouvoirs d'usage de direction et de contrôle qui caractérisent la garde d'une chose et avec la responsabilité qui en découle. L'avion militaire dont les évolutions avaient causé le dommage était la propriété de l'État. L'État choisissait les aérodromes où auraient lieu les essais sous le contrôle de ses services. Sa section technique fixait les conditions techniques du programme de la mise au point. Le pilote relevait de la société marcel Dassault, il n'était que l'exécutant des instructions qui lui étaient données par les organismes de l'État. L'armée de l'air avait conservé les pouvoirs de contrôle, de commandement et de direction dans la navigation de l'appareil. L'État avait la garde de l'appareil.

2<sup>o</sup> Civile, 4 février 2016, n<sup>o</sup> 14-29839, RFDA 2016.83 : un avion bombardier largue au sol une cargaison de liquide pour lutter contre un incendie de forêt survenu à Velaux, dans les Bouches du Rhône. Un sapeur-pompier est blessé. Il demande réparation. Le juge administratif s'est déclaré incompétent, vraisemblablement à raison des dispositions de la loi du 31 décembre 1957 : les tribunaux judiciaires sont seuls compétents pour statuer sur toute action en responsabilité tendant à la réparation des dommages, de toute nature, causés par un véhicule quelconque. Cette action sera jugée conformément aux règles du droit civil. La victime a alors assigné le SDIS 13, service départemental d'incendie et de secours, qui a été condamné sur le fondement de l'article 1384 du code civil (devenu le 1<sup>o</sup> octobre 2016, l'article 1242). La garde de l'appareil aérien avait été transférée par la Sécurité Civile au service départemental.

Cette décision de 2016 reprend très largement les enseignements tirés d'un arrêt de la 2<sup>o</sup> chambre civile, 6 février 2003, D.2003.I.R. 668, n<sup>o</sup> 01-16380.

. L'appel, au titre du droit spécial aérien, à l'article L. 6131-2 du code des transports

La victime a intérêt à se prévaloir du droit spécial aérien, encore plus bienveillant pour elle que le droit commun, puisqu'elle peut faire condamner l'exploitant de l'aéronef, même si le fait dommageable a été accompli sous l'empire de la force majeure.

L'exploitant d'un aéronef est responsable /de plein droit / des dommages causés par les évolutions de l'aéronef ou les objets qui s'en détacheraient / aux personnes et aux biens situés à la surface.

C'est ce que décidait l'article L. 141-2 CAC, devenu l'article L. 6131-2 du code des transports.

Il faut répondre à plusieurs questions.

De quels dommages l'exploitant répond-il ?

Quelles sont les victimes qui détiennent une créance de réparation contre l'exploitant responsable ?

Qui est responsable ?

α) La provenance du dommage

Il faut un dommage causé

- . Soit par les évolutions, aériennes ou terrestres, d'un aéronef en mouvement
- . Soit par des objets qui se détachent ou qui sont jetés de l'appareil.

Le demandeur doit établir le lien de causalité entre les évolutions de l'aéronef et le dommage subi en surface.

β) Quelles sont les victimes pouvant se prévaloir de la disposition légale ?

Les victimes pouvant se prévaloir de l'article L. 6131-2 CT sont d'abord les personnes à la surface et qui sont victimes d'un dommage du fait des évolutions de l'aéronef.

Dommage subi en surface

La victime doit être un tiers par rapport à l'exploitant. La victime n'est pas liée par un contrat avec l'exploitant. Si un passager est tué ou blessé en descendant d'un hélicoptère en s'approchant de trop près des pales de l'engin, ou par l'hélice de l'avion, c'est l'institution de la responsabilité contractuelle contre le transporteur aérien selon les règles de la convention de Montréal de 1999 qui s'appliquera.

2° Civile, 4 juin 1973, Bull. civ. 1973. 2, n° 191 p. 151 : l'aéro-club de Guipavas a mis un avion à la disposition de l'un de ses sociétaires, le pilote fait un transport gratuit, le passager est tué à la descente de l'avion en heurtant l'hélice encore en mouvement, la veuve invoque contre le pilote l'art. 1384 al. 1°, elle se prévaut donc de la responsabilité incombant au gardien du fait de la chose, elle est déboutée, l'accident a eu lieu au cours des opérations de débarquement qui font partie des opérations de transport, il y a lieu à application de la CV par renvoi des dispositions du CAC et à la mise à l'écart des dispositions de l'art. 1384 propres à la responsabilité délictuelle.

Eodem sensu, Chambéry, 21 mai 1997, JurisData 1997-190402

Dommage corporel

La victime se trouve au sol au moment de l'accident, elle se trouve en ville, à la campagne, elle peut se trouver à bord d'un train ou d'un véhicule automobile, elle peut se trouver sur la piste, elle peut être en attente d'une opération de secours, elle peut se trouver à bord d'un aéronef immobilisé, elle ne se trouve pas à bord d'un aéronef en évolution (interprétation a contrario de l'a. L. 141-1).

Quid des victimes par ricochet ?

Une personne se trouvant au sol est tuée par les évolutions d'un aéronef.

Ses ayants droit peuvent-ils se prévaloir de la responsabilité de plein droit prévue par le code des transports ?

Ils peuvent se prévaloir de l'action successorale.

Quid s'ils font état d'un préjudice propre ? Le texte vise les personnes à la surface, sans distinguer entre victimes directes et les autres.

Voir une décision du tribunal judiciaire de Nice du 6 juillet 2020, n° RG 20/00620 :

Une dame est blessée lors d'une excursion en canoë kayak. Son mari appelle les services de secours. Un hélicoptère parvient sur le site. Un bloc de pierre se détache lors de l'hélicoptère d'un gendarme allant porter secours à la personne blessée. Celle-ci reçoit des pierres sur la crâne et meurt le lendemain.

La décision admet que la chute de pierres a été provoquée par un phénomène acoustique par les émissions à basse fréquence accentuées par le vol stationnaire de l'hélicoptère.

L'aéronef se trouve ainsi par ses évolutions à l'origine du dommage.

L'État est responsable du préjudice subi par la victime directe, qui n'était pas passager de l'aéronef au moment des faits mais personne à la surface. Le tribunal n'accorde cependant sur cet élément aucune réparation, la victime a perdu immédiatement connaissance, on ne peut faire état de souffrances physiques ou morales ressenties par la victime directe.

En revanche la décision accorde, contre l'État, des dommages intérêts au mari et aux deux filles mineures de la victime, qui ne sont pourtant pas des victimes directes du dommage et les filles de la défunte ne se trouvaient pas sur le site lors de la chute de pierres. La décision y voit implicitement des personnes à la surface ou des ayants droit d'une personne se trouvant à la surface.

#### Dommmage matériel

L'art. L. 6131-2 concerne également les dommages causés par les évolutions de l'aéronef (ou par les objets qui s'en détachent) aux biens à la surface.

Les victimes sont alors les propriétaires ou plus largement les ayants droit des biens endommagés.

Dommmage matériel affectant des biens sis à la surface.

Un avion s'écrase au vol, un incendie se déclare et des bâtiments sont détruits.

Un appareil évoluant sur la piste qui endommage un appareil immobilisé.

Le bang d'un avion militaire entraînant l'effondrement du donjon.

2° Civile, 9 décembre 1999, n° 98-12046 : la cour de Riom rend, sur le fondement de l'art. L. 141-2 CAC, l'État - représenté par l'agent judiciaire du trésor - responsable de l'effondrement d'un tour-pigeonnier à la suite des passages à basse altitude d'avions militaires. La Cour de cassation rejette le pourvoi : c'est dans l'exercice de son pouvoir souverain d'appréciation que la cour d'appel a estimé que le dommage avait eu pour cause le passage en vol subsonique d'avions militaires.

#### γ) Le responsable du dommage : l'exploitant de l'aéronef

L'exploitant est éventuellement le propriétaire de l'engin.

L'aéronef peut être donné en location ou faire l'objet d'un prêt.

La location d'aéronef

Le locataire est exploitant, mais le propriétaire bailleur est tenu solidairement avec son locataire.

Si le contrat de location est publié au registre le propriétaire bailleur n'est tenu qu'à raison de sa faute personnelle, prouvée.

Le fréteur est, semble-t-il, l'exploitant de l'aéronef, et non l'affréteur. C'est lui qui a la gestion nautique de l'appareil et qui a ordinairement l'équipage sous ses ordres. Cf. L. Chassot, La location d'aéronef avec équipage, Bulletin de l'association suisse de droit aérien et spatial, 2016, n°148, § 4.2.

L'emprunteur, s'il y a prêt, est exploitant.

Les dispositions des articles L. 6131-1 à 4, relatives à la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant d'aéronef sont applicables aux aéronefs militaires ainsi qu'aux aéronefs appartenant à l'État et affectés exclusivement à un service public, cf. art. L. 6100-1, alinéa 2, du code des transports.

L'exploitant d'aéronef privé par la force de la conduite de l'appareil demeure-t-il exploitant ?

En droit interne, on parlerait de la perte de la garde. C'est ainsi que la jurisprudence a admis qu'un magasin Carrefour avait perdu la garde des caddies et chariots prêtés à la clientèle, un chariot était tombé dans le bassin de l'avant-port de Cherbourg, un navire avait subi une avarie, son hélice s'étant prise dans un caddie qui provenait de l'hypermarché et qui était tombé dans l'eau du port, la société Carrefour dépossédée du caddie n'en était plus gardienne : 2° Civile, 13 janvier 2012, n° 11-11047.

L'exploitant est en droit interne tenu d'une réparation intégrale. Le code des transports met à la charge de l'exploitant une responsabilité sans faute, à caractère objectif. Assurance obligatoire. L'exploitant ne peut pas s'exonérer au titre de la force majeure ou en établissant son absence de faute. Sa responsabilité est seulement

partagée ou exclue en cas de faute contributive de la victime.

Les relations entre co responsables

La Cour de cassation n'exclut pas des hypothèses de co responsabilité.

L'exploitant de l'aéronef n'est pas forcément le seul responsable.

Les melons contre la culture du riz

C'est ainsi que la 2<sup>e</sup> chambre civile a eu à connaître d'une hypothèse où une société, Kaaf agro aviation, exploitant un hélicoptère, avait fait procéder, pour le compte d'un client, à l'épandage d'un produit herbicide sur des rizières.

Les cultures de melons d'un exploitant voisin avait été endommagées.

Le producteur de melons agit contre son voisin, ainsi que contre la société ayant répandu depuis un hélicoptère les herbicides.

L'arrêt du 6 décembre 1995, Bulletin 1995, II, n° 307, p. 181, n° 92-19591, admet que l'exploitant de l'aéronef était de plein droit responsable des dommages causés aux biens situés à la surface.

Le client avait cependant commis l'imprudence de fournir à la société un bidon déjà ouvert depuis longtemps. La société n'avait pas à tort vérifié la qualité du produit fourni par son client.

La présomption de responsabilité de l'exploitant aérien pour les dommages causés à la surface, édictée par l'art. L. 141-2 CAC en faveur de la victime, n'a pas pour effet d'exonérer un coauteur de sa responsabilité.

L'exploitant agricole de la rizière avait commis une faute ayant concouru au dommage, il était responsable in solidum avec la société des dommages causés aux cultures de son voisin.

L'exploitant responsable détient la possibilité d'un recours partiel ou total à l'encontre d'autres éventuels co-responsables, recours qui prospère ou non.

Un écroulement d'un mur se produit dans l'Aveyron lors du bang d'un avion, cet écroulement cause la mort de deux ouvriers, père et fils, Pietro et Lorenzo, qui travaillaient à ce mur. La cour de Montpellier retient la responsabilité de l'État sur le fondement de l'article L. 141-2 CAC.

L'État se retournait en garantie contre la propriétaire du mur. Ce mur était un vestige d'une construction incendiée.

La cour d'appel avait fait partiellement droit à ce recours, la propriétaire avait commis une imprudence en conservant ce mur.

L'arrêt est cassé par la 2<sup>e</sup> chambre civile, Bulletin, n° 73-10772, pour défaut de base légale. L'arrêt d'appel avait constaté que le mur était suffisamment résistant aux atteintes des phénomènes atmosphériques naturels normaux.

## Sous-Section II. *LE JET volontaire*

[L'incidence des **bombardements aériens** relève du droit international public et du droit de la



guerre.

Un contentieux a été porté à ce sujet devant les juridictions allemandes et la Cour européenne des droits de l'homme.

Un colonel allemand a ordonné le 4 septembre 2009, face à une attaque de rebelles, à deux avions de l'US Air Force de bombarder en Afghanistan des camions citernes. Les camions furent détruits, mais plusieurs civils furent tués. Le parquet allemand mena une enquête contre l'officier allemand et l'adjudant qui l'avait assisté durant la nuit du bombardement, elle fut classée sans suite. Le colonel n'avait pas eu l'intention de tuer des civils dans une mesure disproportionnée par rapport au bénéfice militaire de la frappe. Le père de deux enfants tués dans ce bombardement forma un recours, qui fut déclaré irrecevable par la cour d'appel de Düsseldorf. La cour constitutionnelle allemande refusa d'examiner le recours émanant du père des garçons ayant perdu la vie. Le père des victimes a formé une requête devant la cour européenne. Il invoque le droit à la vie, il prétend que l'enquête pénale n'a pas été effective, il se prévaut du droit à un recours effectif, n'ayant pas disposé en l'espèce d'un recours interne effectif pour contester la décision de classement sans suite. La chambre s'est dessaisie en faveur de la grand 'chambre, qui a statué le 16 février 2021, affaire Hanan c. Allemagne.]

Le code des transports contient des dispositions spécifiques concernant le *JET*.

## La notion de jet

Le jet en matière maritime. C'est l'histoire de Jonas dans le ventre de la baleine.

Le jet en matière aérienne. C'est l'hypothèse où pour la survie de l'expédition aérienne le pilote estime utile ou indispensable de jeter par-dessus bord des marchandises ou des effets qui étaient à bord. Il ne s'agit pas pour échapper au surpoids d'envoyer des passagers par-dessus bord !

Il semble bien que le jet soit toujours volontaire.

### Droit civil

La règle de droit civil institue une norme relative à la navigation aérienne : l'interdiction du jet sauf cas de force majeure : Hors les cas de force majeure, il est interdit de jeter d'un aéronef en évolution des marchandises ou objets quelconques, à l'exception du lest réglementaire. Art. L.6131-3 alinéa 1° CT.

Le jet est une opération qui peut être dangereuse pour les tiers se trouvant à la surface, aussi n'est-elle admise que sous condition.

Le jet est licite s'il est opéré sous l'empire de la force majeure. Événement externe imprévisible et irrésistible.

Le jet illicite. En l'absence de force majeure, le jet est illicite, celui qui y procède commet une faute civile.

On peut parfois se résoudre au jet par nécessité absolue, mais alors que c'est une faute antérieure d'imprudence qui a conduit de manière inéluctable à cette extrémité.

### Droit pénal

Le jet volontaire et inutile est pénalisé.

L'art. L. 6142-8 décide : est puni de 2 mois d'emprisonnement et de 3750 € d'amende le jet volontaire et inutile, depuis un aéronef en évolution, d'objet ou de marchandise susceptible de causer des dommages aux personnes et aux biens à la surface, même si ce jet n'a causé aucun dommage et sans préjudice des peines plus fortes qui peuvent être encourues en cas de délit ou de crime, art. L. 6142-8. C'est l'application de la théorie du délit obstacle.

Le largage de carburant en vol

Il semble recevoir un statut spécial

L'arrêté du 13 novembre 2020 - pris en application du règlement n° 923/2012 – concerne le largage de carburant en vol.

Il n'est permis qu'en cas d'urgence et après affichage du code 7700 sur le transpondeur SSR de l'aéronef. Cette règle ne s'applique pas aux aéronefs utilisés sous le contrôle de l'État lorsque les circonstances de la mission le (le largage) le justifient.

## LE REGIME JURIDIQUE DU JET

Le jet licite

Il faut distinguer entre la destruction des objets jetés et les dommages causés au sol par le choc en provenance des objets jetés.

La perte de la marchandise objet du jet.

Si des objets sont l'objet d'un jet, ils sont ordinairement détruits en tombant au sol.

L'exploitant n'est pas responsable, il n'est pas fautif, il a agi licitement. Du moment qu'il établit l'imprévisibilité de l'événement de force majeure.

Solution appliquée en cas d'affrètement, alors que l'affréteur subit la perte de la marchandise déplacée.

Com. 2 octobre 2012, la cassation est prononcée parce que l'arrêt de la cour d'appel n'a pas caractérisé les éléments de la force majeure.

Les dommages aux biens situés au sol du fait des objets jetés à terre

Si l'équipage a procédé licitement à l'opération de jet (force majeure, lest réglementaire), l'exploitant n'en engage pas moins sa responsabilité, c'est une responsabilité sans faute, une responsabilité absolue, c'est le système de la garantie : il faut appliquer l'article L. 6131-3 al. 2 du code des transports qui effectue un renvoi : en cas de jet par suite de force majeure ou de jet de lest réglementaire ayant causé un dommage aux personnes et biens à la surface, la responsabilité est régie conformément aux dispositions de l'article L. 6131-2 : l'exploitant de l'aéronef est responsable de droit, même en cas de force majeure, il obtient seulement une exonération totale ou partielle s'il établit la faute de la victime.

La Cour de cassation a appliqué cette solution - solution étonnante, car on croyait ces solutions étrangères aux relations entre contractants et donc à la responsabilité contractuelle - dans des relations entre fréteur et affréteur : un pilote d'hélicoptère est chargé d'acheminer une antenne à installer sur une station de télécommunications, un pylône déjà doté d'antennes. Il y a un incident le 7 décembre 2000, l'hélicoptère accroche une élingue avec une antenne au sol ; pour se libérer, le pilote largue le matériel qui est détruit. Ce jet cause également des dommages aux installations situées au sol. La chambre commerciale dans son arrêt du 2 octobre 2012, Dalloz Actualité 15 octobre 2012 obs. Xavier Delpech, Dalloz 2012 .2866 note de Jean-Pierre Tosi, censure l'arrêt de la cour de Saint Denis de la Réunion qui avait rejeté la demande en réparation formée par la société Alcatel, qui était l'affréteur, contre le fréteur qui fournissait l'hélicoptère. La Cour de cassation refuse de se placer sur le fondement du contrat d'affrètement qui contenait au profit du fréteur des dispositions indiquant que les marchandises transportées hors de l'hélicoptère suspendues à des élingues, câbles, cordages n'étaient pas assurées et que le fréteur dégageait sa responsabilité pour les dommages, casse, perte, pouvant survenir durant l'enlèvement, le vol et la dépose.

L'arrêt distingue la perte du matériel largué et les dommages au sol. L'affréteur en qualité de victime d'un dommage au sol obtient réparation de son dommage sur le fondement de l'art. L. 6131-2 du code des transports prévoyant une responsabilité de plein droit à la charge de l'exploitant d'aéronef pour les dommages aux biens à la surface causés par les objets se détachant de l'aéronef. Peu importe l'absence de faute du pilote ou la présence de la force majeure. On croyait ce texte applicable à la seule responsabilité délictuelle alors qu'en l'espèce le dommage causé aux installations au sol appartenant à Alcatel l'avait été dans le cadre d'un contrat d'affrètement, auquel Alcatel participait comme affréteur, le fréteur gardant la qualité d'exploitant de l'aéronef.

Il est possible que la haute juridiction fasse une distinction entre les solutions propres au jet et les solutions propres au dommage causé aux installations situées à la surface, qui échapperaient aux stipulations du contrat d'affrètement.

Les dispositions contractuelles écartaient en toute circonstances la responsabilité du fréteur, exploitant de l'hélicoptère.

Le jet illicite

La victime est indemnisée au titre de la responsabilité à base de faute

On verra plus tard que le jet pratiqué dans le cadre de l'exécution d'un contrat de transport de marchandises bénéficie d'un régime plus indulgent, la loi autorise dans certaines circonstances le commandant de bord à procéder au jet, le législateur a transposé à la matière aérienne l'antique règle du droit maritime issue de la fameuse Lex Rhodia de Jactu, voir l'art. L. 321-6 du code de l'aviation civile, qui n'a pas été abrogé lors de la publication du code des transports. Le jet de marchandises indispensable au salut de l'aéronef n'engage pas la responsabilité du transporteur envers l'expéditeur et le destinataire à raison de cette perte de marchandises. La force majeure exempte ainsi le transporteur aérien à l'égard de ses contractants.

[Nous revenons à l'accident du Concorde : nous ne pensons pas que l'éventuelle responsabilité de la compagnie américaine Continental aurait pu être appréciée dans les termes de l'a. L. 141-2 CAC. Certes l'exploitant américain exploitait un avion dont une pièce s'était malencontreusement détachée et était tombée sur la piste de Roissy ; à supposer que la rencontre entre la lamelle tombée au sol et le Concorde ait été la cause de la catastrophe, n'était pas réunie la condition tenant à la situation du bien détruit qui doit se trouver à la surface, Concorde était en mouvement sur la piste au moment du choc ; l'a. L. 141-1 ne s'applique pas non plus, les avions n'étaient pas simultanément en évolution. Il n'y avait terrain en droit civil que pour une responsabilité dans les termes du droit commun : une responsabilité de Continental à base de faute ou d'imprudence causale, tempérée éventuellement par la faute d'Air France la victime / ou bien une responsabilité fondée sur l'article 1384 alinéa 1°, la responsabilité du gardien du fait des choses qu'il a sous sa garde

La solution n'a pas été donnée en justice sur le fondement des dispositions du code de l'aviation civile, mais plus simplement sur le terrain de la faute. Continental Airlines a été condamné en 1<sup>o</sup> instance par le tribunal correctionnel de Pontoise à verser 600 000 euros aux caisses d'assurance maladie et 195 152 euros à 12 parties civiles, y compris la fédération nationale des victimes d'accidents collectifs FENVAC, c'est la responsabilité civile de la personne morale du fait de ses préposés fautifs. L'audience correctionnelle a été tenue en appel en mars 2012 devant la cour d'appel de Versailles, l'arrêt a été rendu le 29 novembre 2012, la compagnie américaine a été relaxée sur le terrain pénal mais condamnée sur le terrain civil au titre de la négligence du préposé.]

## Section II. La responsabilité du fait des dommages causés à terre par des objets spatiaux

Il est possible qu'un objet spatial, ou l'un de ses éléments, s'écrase, à terre, au sol ou dans la mer en causant un dommage aux personnes ou aux biens.

Les risques sont importants dès la phase de lancement de l'objet spatial.

Le satellite ou ses débris peuvent s'écraser au sol.

L'étude de M. Roberto Virzo, précitée, publiée dans les actes du colloque de Toulouse de 2021 de la Société française pour le droit international, traite du droit international de l'environnement et des débris spatiaux, p. 333 La chute d'un objet spatial peut porter atteinte à la faune, à la flore.

Les différents étages du lanceur sont eux aussi détachés et peuvent causer des dommages au sol.

Voire au milieu marin. Nombre d'engins désorbités sont engloutis dans une zone située à l'ouest de la Nouvelle Zélande et au nord de l'Antarctique.

L'arrêté du 11 juillet 2017, modifiant l'arrêté du 31 mars 2011, édicte un certain nombre de règles de conduite à titre préventif, envisageant aussi bien le lancement que le retour dans l'atmosphère.

On fixe des objectifs pour la sécurité des personnes, on évalue les risques. Articles 20 et 21 de l'arrêté modifié. Cf. supra.

Les auteurs signalent les risques présentés par les objets spatiaux en orbite basse ou en orbite stationnaire utilisant des sources d'énergie nucléaire, pouvant entrer par accident dans l'atmosphère et connaître un impact au sol, mettant en danger la vie humaine et l'intégrité de l'environnement. On cite la résolution 47/68 de l'Assemblée générale des N.U. édictant les Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaire dans l'espace.

Roscosmos a indemnisé un villageois de Sibérie : un fragment de la fusée Proton-M lancée depuis Baïkonour était tombé sur ses terres. L. Ravillon, RFDA 2009.260.

Le retour de débris spatiaux sur la surface de la terre ou sur les océans.

La presse fait état du lancement le 14 juin 2017 d'un vaisseau cargo depuis Baïkonour en direction de la station spatiale internationale. Des débris de la fusée lanceur tombent au sol et déclenchent un incendie causant un mort.

Le Pérou signale la chute le 27 janvier 2018 dans la région de Puno de cinq objets spatiaux, certains réservoirs pesant plus de 40 kg. L'un des objets portait des inscriptions en russe. Voir Nations Unies, Assemblée générale, Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique, 15 février 2018, A/AC. 105/1139. Aucun dommage terrestre n'est signalé. On n'indique pas de restitution des objets à la Russie, le probable État de lancement.

Des débris d'une fusée chinoise s'écrasent en 2020 sur le sol ivoirien, d'autres tombent en mer dans l'océan Indien en mai 2021 à proximité des Maldives.

Le mécanisme est complexe, puisqu'il faut distinguer la responsabilité imputable à l'État de lancement et qui relève des principes du droit international public et la responsabilité imputable à l'opérateur ayant réalisé le lancement et qui est appréciée selon les règles du droit privé.

Il faut tenir compte du droit conventionnel lorsque le dommage causé à terre par un objet spatial met en cause des intérêts localisés dans deux États distincts. On est alors en matière de relations entre États (I).

Le droit français interne prévoit à la charge de l'opérateur spatial une responsabilité de plein droit à l'égard des victimes situées au sol. Le mécanisme est rattachable au droit privé (II).

#### Paragraphe I. Les aspects de droit international public : la responsabilité internationale entre États

On doit tenir compte des dispositions du traité général de 1967, ainsi que de celles figurant dans la convention de 1972.

Nous disposons d'une règle contenue à l'article VII du traité général du 27 janvier 1967, édictant un principe de responsabilité en cas de dommage.

Le responsable : il ne peut s'agir que d'un État.

Deux États possibles responsables

Il peut s'agir de l'État partie au traité (de 1967) qui procède ou fait procéder au lancement d'un objet dans l'espace extra atmosphérique, c'est l'État auteur du lancement.

Ou de l'État partie (au traité) dont le territoire et les installations servent au lancement d'un objet : c'est l'État à partir du territoire duquel le lancement s'opère.

Est responsable

Du point de vue international

Des dommages causés par ledit objet ou par ses éléments constitutifs

La localisation du dommage

Sur la terre

Dans l'atmosphère

Ou dans l'espace extra atmosphérique

Les victimes du dommage

Il s'agit d'un autre État partie au traité,

ainsi que des personnes physiques ou morales qui relèvent de cet autre État.

On remarquera que cette disposition du traité cadre a un caractère quelque peu énigmatique, elle ne vaut qu'au point de vue international, il n'est pas précisé si cette responsabilité d'un État pour dommage causé à un tiers nécessite l'existence d'une faute ou s'il s'agit d'une responsabilité sans faute, il n'est pas précisé si cette responsabilité relevant du droit international public se prolonge par une indemnisation à la charge de l'État responsable envers l'État tiers ou la personne privée victime.

La Convention du 29 mars 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux a ensuite été adoptée, elle est beaucoup plus précise et développée.

La convention envisage l'hypothèse d'un dommage subi, soit à la surface de la Terre - soit à des aéronefs en vol - et causé par un objet spatial.

La convention de 1972 instaure en ce cas une responsabilité objective (sans faute, absolue) et intégrale de l'État de lancement (même si l'activité spatiale relève d'une entreprise privée) envers l'État de la victime.

Il faut remarquer que le texte désigne l'État de lancement, et non l'État d'immatriculation, comme responsable.

Ce dispositif ne concerne pas les dommages causés sur le territoire de l'État de lancement : la convention suppose un contentieux entre États. Cf. art. VII.

La convention de 1972 suppose un dommage subi au niveau d'un État autre que l'État de lancement.

Il faut entendre par État de lancement (responsable)

aussi bien

l'État qui procède ou qui fait procéder au lancement d'un objet spatial,

que l'État dont le territoire ou les installations servent au lancement.

Lorsque 2 ou plusieurs États procèdent en commun au lancement d'un objet spatial, ils sont solidairement responsables de tout dommage qui peut en résulter, art. V § 1.

On considère que participe au lancement en commun l'État dont le territoire ou dont les installations servent au lancement, art. V § 3.

Négociation par la voie diplomatique.

Le 24 janvier 1978, le satellite soviétique Cosmos 954 équipé d'un réacteur nucléaire s'est désintégré au-dessus du nord-ouest du Canada contaminant le sol. Le gouvernement soviétique a indemnisé l'État canadien par la voie diplomatique.

À défaut, intervention de la commission des demandes qui fixe le montant de l'indemnité. Décision obligatoire si les parties en avaient convenu. Autrement une valeur de recommandation.

L'incidence du droit interne. Le recours de l'État contre des opérateurs privés.

L'État dit de lancement n'est pas forcément bénéficiaire du lancement, en particulier s'il avait été fait pour le compte d'intérêts privés.

Si la France était État de lancement, si elle se trouvait condamnée sur le fondement de la convention internationale et si elle réparait le dommage, elle disposerait dans la limite d'un certain montant d'une action récursoire contre l'opérateur spatial s'étant trouvé à l'origine du dommage et ayant engagé la responsabilité internationale de la France, article 14 L. 3 juin 2008.

Si le dommage a été causé par un objet spatial utilisé dans le cadre d'une autorisation autorisée en application de la loi de 2008, l'action récursoire s'exerce

dans la limite du montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 16 en cas de dommage causé pendant la phase de lancement

dans la limite du montant fixé dans les conditions mentionnées à l'article 17 en cas de dommage causé après la phase de lancement, y compris à l'occasion du retour sur Terre de l'objet spatial.

Ces montants sont fixés par la loi de finances compte tenu des risques encourus , art. 16 et 17.

L'action récursoire n'a pas lieu d'être exercée si l'État a déjà bénéficié de l'assurance de l'opérateur à hauteur de l'indemnisation.

Le recours de l'État contre l'opérateur est exclu si le dommage causé par un objet spatial s'insère dans le cadre d'une opération autorisée par la loi et résultant d'actes visant les intérêts étatiques.

Article 14 dernier alinéa.

Mme Couston, op.cit., p. 81, cite l'hypothèse de l'acte terroriste.

Le recours pourrait s'opérer pour des montants supérieurs en cas de faute intentionnelle de l'opérateur auteur du dommage. Les limites mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas.

## Paragraphe II. Les perspectives de droit privé français

Des particuliers reçoivent des débris d'objet spatial sur le corps et sont grièvement blessés.

Des immeubles sont endommagés par des débris spatiaux retombant sur terre.

La loi française établit la responsabilité de plein droit de l'opérateur spatial à l'égard des tiers pour les dommages causés au sol.

Loi du 3 juin 2008, art. 13 : L'opérateur est seul responsable des dommages causés aux tiers du fait des opérations spatiales qu'il conduit dans les conditions suivantes : 1° Il est responsable de plein droit pour les dommages causés au sol ...

Le droit français s'est largement inspiré de la législation américaine.

Le système est équilibré, il met en avant la responsabilité sans faute de l'opérateur spatial, mais l'État intervient comme garant quand le sinistre excède un certain plafond.

[On trouve un système similaire en matière d'accident nucléaire, l'exploitant n'est tenu que dans une limite de 70 ou 700 millions d'euros, au-delà de ce montant les victimes sont indemnisées par l'État, art. L 597-4 et 5 du code de l'environnement]

La responsabilité de l'opérateur spatial

### **L'opérateur spatial, unique responsable**

L'unique responsable : la loi du 3 juin 2008 prévoit la canalisation de la responsabilité qui est intégralement reportée sur la tête de l'opérateur spatial, qui est le plus souvent l'agence de lancement.

L'opérateur spatial est seul responsable des dommages causés aux tiers du fait des opérations spatiales, la responsabilité est donc centralisée sur la tête de l'opérateur spatial, l'opérateur spatial est celui qui conduit sous sa responsabilité et de façon indépendante une opération spatiale.

L'opération spatiale est définie comme toute activité consistante [à lancer ou tenter de lancer un objet dans l'espace extra atmosphérique ou] à assurer la maîtrise d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace.

[L'article 13-1 de la loi du 3 juin 2008 prévoit une dérogation à l'unique et exclusive responsabilité de l'opérateur spatial lorsque l'opérateur spatial – par exemple une agence de lancement – réalise des prestations pour le compte de l'État dans l'intérêt de la défense nationale. Une convention entre l'État et l'opérateur précise les conditions et limites de la dérogation.]

### **La victime**

C'est un tiers qui bénéficie d'une responsabilité de plein droit à la charge de l'opérateur spatial.

La victime au sol ne peut pas agir en responsabilité contre un industriel ou prestataire de services, autre que l'opérateur spatial.

La loi du 3 juin 2008 définit le tiers à une opération spatiale : c'est toute personne, physique ou morale, autre que celles participant à l'opération spatiale ou à la production du ou des objets spatiaux dont cette opération consiste

à assurer le lancement ou la maîtrise. Notamment, ne sont pas regardés comme des tiers l'opérateur spatial, ses cocontractants, des sous-traitants et ses clients, ainsi que les cocontractants et sous-traitants de ses clients. Ne sont donc pas des tiers les personnes qui directement ou indirectement interviennent ou sont intervenues dans le programme spatial. Ils ne peuvent pas agir en responsabilité contre l'opérateur. Le tiers est quant à lui étranger au réseau.

### **Le principe de la responsabilité de l'opérateur spatial du fait d'un dommage subi au sol par les tiers**

L'opérateur spatial est responsable de plein droit pour les dommages causés au sol. Article 13 L. 3 juin 2008. On entend par dommage, toute atteinte, aux personnes et aux biens, directement causée par un objet spatial, art. 1° L. 3 juin 2008

Responsabilité atténuée ou écartée par la preuve de la faute de la victime

Caducité du principe de responsabilité : deux hypothèses sont visées par l'article 13.

La responsabilité de l'opérateur cesse, sauf faute intentionnelle, quand toutes les obligations fixées par l'autorisation ou la licence sont remplies.

La responsabilité de l'opérateur cesse également au plus tard un an après la date où ces obligations auraient dû être remplies.

Dans ce dernier cas, l'État se substitue à l'opérateur pour les dommages intervenus passés ce délai.

C'est l'État dans de telles circonstances qui indemniser les victimes.

Cette solution est écartée en cas de faute intentionnelle.

### **La réparation du dommage**

La loi instaure un système dualiste : l'opérateur spatial n'indemnise qu'en deçà d'un certain plafond. Au-delà de ce plafond entre en jeu la garantie de l'État.

Le régime légal consiste à limiter la responsabilité de l'opérateur spatial à raison des dommages causés aux tiers à un certain plafond.

La loi impose à l'opérateur l'obligation de souscrire une assurance ou fournir une garantie. Article 6, I.

L'assurance obligatoire (ou la garantie financière qui en tient lieu) doit couvrir le risque que court l'opérateur d'avoir à indemniser, dans la limite du montant, les dommages susceptibles d'être causés aux tiers à l'opération spatiale, art. 6, II.

[L'opérateur peut être dispensé de l'obligation d'assurance lorsque l'opération consiste dans le maintien d'un satellite sur l'orbite géostationnaire (les risques d'un dommage au sol sont faibles), voir Couston, p. 84.

L'opérateur est en revanche tenu à apporter les garanties financières en cas de changement d'orbite ou de manœuvre mettant fin au maintien à poste de l'objet spatial.]

L'art. 6 § III décide que l'assurance (ou la garantie financière) doit bénéficier, dans la mesure de la responsabilité pouvant leur incomber à raison d'un dommage causé par un objet spatial, aux personnes suivantes :

L'État et ses établissements publics

L'agence spatiale européenne et ses États membres

L'opérateur et les personnes qui ont participé à la production de l'objet spatial ou à l'opération spatiale.

Une partie de la réparation est à la charge de l'opérateur, qui canalise sur sa tête les responsabilités, véritable bouc émissaire ; comme il est assuré, c'est l'assureur qui indemniser en fait la victime.

L'opérateur fait l'objet d'une demande en indemnisation.

Il doit informer l'autorité publique, l'État peut exercer les droits de la défense dans le procès . A défaut d'information, le mis en cause perd la garantie de l'État. Article 18 L. 2008.

Au-delà d'un certain montant il bénéficie de la garantie de l'État, l'État est appelé normalement à la procédure, art. 18. En clair, l'opérateur (plutôt son assureur) indemnise pour une fraction, le reste sera à la charge de l'État. Si l'opérateur est condamné à indemniser le tiers, il bénéficie, à moins qu'il ait commis une faute intentionnelle,

de la garantie de l'État, article 15 L. 3 juin 2008. Du moment que l'opération a été autorisée conformément à la loi de 2008 et qu'elle a été conduite depuis la France, un État membre de l'UE ou d'un État partie à l'accord EEE.

La garantie de l'État est donnée à l'avance pour la part d'indemnisation qui excéderait un certain montant, art. 15

(La garantie ne joue pas en cas de faute intentionnelle, ni même d'après la loi de finances en cas d'inobservation grave des prescriptions contenues dans l'autorisation.)

La loi distingue deux types de dommage.

Quid en ce qui concerne le dommage causé pendant la phase de lancement : c'est le plafond de l'art. 16. C'est l'autorisation qui a été délivrée qui fixe le montant au-delà duquel est octroyée la garantie de l'État. Ce montant est fixé en considération des risques encourus et des caractéristiques du site de lancement. 60 millions d'euros.

Quid en ce qui concerne le dommage causé au sol après la phase de lancement ou à l'occasion du retour sur terre de l'objet spatial : c'est le plafond de l'art. 17.

Ici encore c'est l'autorisation administrative qui fixe, compte tenu des risques encourus, le montant au-delà duquel est accordée la garantie de l'État en cas de dommages causés après la phase de lancement.

Article 119 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 2008 : un plafond entre 50 et 70 millions d'euros.

La possibilité d'une éventuelle action récursoire exercée par l'opérateur spatial reconnu responsable. Elle est exclue. L'art. 19 de la loi du 3 juin 2008 décide que lorsque, pour indemniser un tiers, l'assurance (ou la garantie financière) ou la garantie de l'État ont été mises en jeu,

la responsabilité de l'une des personnes ayant participé à l'opération spatiale ou à la production de l'objet spatial à l'origine du dommage

ne peut être recherchée par une autre de ces personnes, sauf en cas de faute intentionnelle.

L'opérateur spatial est alors privé de tout recours, par ex. contre le constructeur de la fusée lanceur ou contre un équipementier ayant inséré une pièce défectueuse dans le matériel spatial. L'État garant se trouve dans la même situation.

Le régime spécifique des missions publiques

Les opérations de lancement, de retour sur terre, de maîtrise ou de transfert de maîtrise d'un objet spatial ne sont pas soumises aux dispositions des titres II et IV, en tant qu'elles relèvent d'une mission publique confiée au CNES après approbation de l'autorité administrative, art. 27. Il n'y a pas lacune, la responsabilité du CNES, si elle était engagée, serait appréciée dans les termes du droit administratif.

L'accord conclu le 18 décembre 2008 entre le gouvernement français et l'ESA et concernant le CSG contient des dispositions en matière de responsabilité, article 17.

La déclaration inter-gouvernementale du 30 mars 2007, publiée par le D. du 19 décembre 2016, concerne l'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyuz. Les questions de responsabilité y sont abordées, en particulier au § IV. La déclaration envisage la responsabilité en cas de dommages causés par un lancement. La déclaration ayant un caractère diplomatique l'emporte sur le droit interne.

C'est l'État français qui indemniser les victimes en cas de recours formé par les victimes de dommages causés par le lancement Ariane depuis le CSG. Arianespace remboursera le gouvernement français dans la limite d'un plafond de 60 millions d'€.

En cas de lancement Vega, le gouvernement français est tenu de payer un tiers des dommages intérêts susceptibles d'être accordés, l'Agence spatiale européenne de payer les deux tiers.

En cas de dommages causés par un lancement Soyuz, le gouvernement français est tenu vis-à-vis de l'agence et des parties à la déclaration de payer les dommages intérêts.

Le fournisseur de services de lancement s'engage à rembourser, dans les limites d'un plafond de 60 M €, à l'Etat français le montant des dommages intérêts qu'il pourrait être tenu de verser en cas de recours intentés par les victimes de dommages causés par un lancement Soyuz.

Ces dispositions ne s'appliquent pas si l'agence spatiale européenne est l'utilisatrice des services de lancement et



s'il est établi que l'un de ses satellites est à l'origine des dommages.

Les responsabilités incombant au gouvernement français ne s'appliquent pas si les dommages résultent d'une faute intentionnelle ou d'une omission de l'agence spatiale européenne, ou d'une personne employée par elle. Idem si le dommage résulte d'une faute intentionnelle ou d'une omission de l'un des États membre de l'ESA (autre que la France).

Les responsabilités incombant à l'Agence, IV, b, ne jouent pas si les dommages résultent d'une faute intentionnelle ou d'une omission de l'État français ou d'organismes publics français.

## SOUS-CHAPITRE II. LES RÉGIMES SPÉCIAUX RELATIFS À LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Les nuisances acoustiques et les émissions de gaz carbonique et d'azote dans l'atmosphère reçoivent des solutions particulières.

Les objectifs du développement durable. Garantir la protection de l'environnement.  
L'objectif est de concilier le mieux possible le développement sûr et ordonné de l'aviation civile et la qualité de l'environnement. Une telle conciliation est extrêmement délicate à obtenir, l'industrie du transport aérien entend continuer sa croissance et favoriser l'augmentation du trafic aérien, de l'autre les défenseurs de l'environnement prônent l'adoption de mesures strictes, restrictives et coûteuses quant à l'exercice de la navigation aérienne. Nombre d'effets néfastes de l'aviation civile sur l'environnement peuvent être atténués par l'application de certaines mesures, comme les perfectionnements de l'industrie aéronautique, une meilleure gestion de la circulation aérienne, le remplacement des aéronefs, l'utilisation de sources d'énergie propre, la planification des aéroports et l'adoption de mesures fondées sur le marché, Résolution A 41-20 de l'assemblée de l'OACI, session d'octobre 2022, p. I-67.

Laurence Ravillon, Le développement durable et les activités spatiales, RFDA 2015.57-64  
Laurent Grosclaude, Les contraintes environnementales liées au développement des plateformes aéroportuaires, Toulouse Capitole Archives ouvertes, Revue européenne de droit de l'environnement  
Bernard Teyssié, Le droit à un environnement sain, déclinaisons nationales, européennes et internationales, JDI, Clunet, janvier 2024

## SECTION I. LES NUISANCES ACOUSTIQUES

### Le bruit

Le mouvement des avions et des hélicoptères se trouve à la source de désagréments auditifs pour les riverains des aéroports et plus largement pour les personnes se trouvant au sol lors de la phase d'approche des appareils aériens.

Des articles de presse prétendent que la surexposition au bruit aérien menace l'espérance de vie (Le Monde, 10 décembre 2022).

Le combat est cependant inégal entre / les défenseurs de l'environnement, les amateurs du chant des oiseaux, les riverains des aéroports, les populations urbaines ou péri urbaines situées à proximité des couloirs aériens désireuses de calme de silence et de repos, avec en face / les exploitants aériens, l'armée de l'air, les industriels, la clientèle avide de voyages, les hommes d'affaires, les milieux économiques, les édiles locaux recherchant l'expansion le renom et le développement économique des capitales politiques et économiques mondiales et des grandes et moyennes métropoles.

Il ne saurait être question d'interdire la circulation aérienne.

Il ne saurait être question d'en rester au statu quo.

L'autorité publique tente d'améliorer les choses et de réduire plus ou moins modérément ou partiellement les nuisances.

Le système juridique offre quelques satisfactions aux victimes des nuisances acoustiques.

La lutte anti-bruit repose sur des dispositions normatives variées, issues du droit international, du droit européen, ainsi que du droit national contenues dans le code de l'environnement, le code de l'urbanisme, le code des transports ou le code de l'aviation civile.

L'OACI établit des normes minimales, qui peuvent être durcies à l'échelon européen.

Le Conseil de l'OACI effectue ses travaux par l'intermédiaire du CAEP, comité de la protection de l'environnement.

Celui-ci se livre à des études prospectives.

L'OACI se dit adepte d'une politique fondée sur une "approche équilibrée" pour la gestion du bruit des aéronefs.

Elle promeut l'uniformité dans les règlements environnementaux.

Elle exprime sa désapprobation à l'égard de la formulation non coordonnée des programmes nationaux et régionaux visant à atténuer le bruit.

Elle préconise d'étudier la question du bruit aéroport par aéroport et d'envisager les principales mesures disponibles : la réduction du bruit à la source, la gestion de l'utilisation des trains, les procédures opérationnelles d'atténuation du bruit, les restrictions d'exploitation.

Il appartient à chaque État d'élaborer les solutions appropriées.

Lors de sa 38<sup>e</sup> session, l'Assemblée de l'OACI a adopté le 4 octobre 2013 plusieurs résolutions, en particulier une résolution 17/1 intitulée Exposé récapitulatif de la politique permanente et des pratiques de l'OACI dans le domaine de la protection de l'environnement – Dispositions générales, bruit et qualité de l'air locale. L'OACI revendique en ce domaine la qualité de chef de file pour ces questions liées à l'aviation civile internationale, il est demandé aux États de ne pas laisser à d'autres organisations prendre des initiatives pour les questions d'aviation liées à l'environnement. Il est demandé instamment aux États d'éviter de prendre des mesures en matière d'environnement qui auraient une incidence néfaste sur le développement ordonné et durable de l'aviation civile internationale. Ce qui est une critique voilée de l'unilatéralisme pratiqué à l'occasion par l'Union européenne.

Concernant le bruit des aéronefs, la résolution 17/1 de l'Assemblée de l'OACI, dans son appendice C, épingle la formulation non coordonnée de politiques et programmes nationaux et régionaux (lire européens) visant à atténuer le bruit des aéronefs qui pourrait nuire au rôle que joue l'aviation civile dans le développement économique.

Le texte reconnaît qu'il incombe en dernier ressort à chaque État d'élaborer des solutions appropriées aux problèmes du bruit à ses aéroports, mais en tenant dûment compte des règles et politiques de l'OACI.

Ces objectifs sont appelés à être transposés dans des normes émanant du Conseil.

On cite constamment l'annexe 16, Protection de l'environnement (volumes I et II), relative à la protection de l'environnement contre les effets du bruit des aéronefs et des émissions des moteurs d'avion.

La directive générale : la lutte contre le bruit est un impératif s'imposant aux pouvoirs publics.

Chaque État - sur le fondement des dispositions internationales sur la sauvegarde des droits de l'homme, à raison des dispositions de la convention de Chicago et de ses annexes, à raison des travaux menés au sein de l'OACI, en application de directives européennes de défense de l'environnement - a l'obligation positive de mener une politique de réduction et d'atténuation des nuisances. La suppression des nuisances est hors d'atteinte, à moins de vouloir interdire le trafic aérien. On invoque l'intérêt général, la raison d'État, la nécessité du développement de l'industrie du transport aérien.

On peut noter l'arrêt Hatton rendu par la grande chambre de la cour européenne des droits de l'homme, le 8 juillet 2003, dans un contentieux mené par huit britanniques contre le Royaume-Uni, les requérants prétendant que la politique du gouvernement britannique concernant les vols de nuit à l'aéroport d'Heathrow violait leurs droits garantis par l'art. 8 de la convention européenne (toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale ...) : la cour considère que les autorités n'ont pas dépassé en l'espèce leur marge d'appréciation dans la recherche d'un juste équilibre entre le droit des personnes à voir respecter leur vie privée et les intérêts concurrents d'autrui et de la société.

Le protocole à l'accord de transport aérien entre l'Union et les États-Unis du 24 juin 2010 contient plusieurs dispositions concernant l'objectif commun de lutte contre le bruit et les nuisances. Article 3.

Article L. 1521-3 du code des transports

La législation française est répartie entre le code de l'urbanisme qui traite des plans d'exposition au bruit, PEB, et le code de l'environnement qui encadre les cartes stratégiques de bruit, CSB, et les PPBE, plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Arrêt du conseil d'État, 5 avril 2022, n°454440

Le code de l'environnement a transposé en droit français la directive 2002/49 du 25 juin 2002 sur l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement. Modification par la directive 2020/367 du 4 mars 2020.

Il convient, plus spécialement, d'établir, pour les aéroports civils ayant un trafic annuel supérieur à 50 000 mouvements, une **carte de bruit** et un **plan de prévention du bruit dans l'environnement**, PPBE, ordonnance du 12 novembre 2004, art. L. 572-1 s. du code de l'environnement.

Ces documents sont établis par le préfet.

La carte de bruit permet d'établir l'évaluation globale de l'exposition au bruit et de faire des prévisions.

Les plans de prévention du bruit tendent à prévenir les effets du bruit, à réduire les niveaux de bruit et à protéger les zones calmes.

Les articles R. 572-4 et suivants du code de l'environnement déterminent, en transposant les objectifs de la directive du 25 juin 2002, le contenu et les conditions dans lesquelles sont élaborés les cartes de bruit et les plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Certains éléments sont retenus pour l'évaluation des effets nuisibles : la cardiopathie ischémique, la forte gêne, les fortes perturbations du sommeil, art. R. 572-6 du code de l'environnement.

L'annexe V de la directive détermine les prescriptions minimales auxquelles doivent satisfaire les plans d'action. Au nombre de ces prescriptions figurent les dispositions envisagées pour évaluer la mise en œuvre et les résultats du plan d'action.

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement des aéroports civils (au trafic annuel supérieur à 50 000 mouvements) comprennent une synthèse des résultats de la cartographie du bruit, des objectifs de réduction du bruit dans les zones exposées à un bruit dépassant certaines valeurs limites, les mesures visant à prévenir le bruit dans l'environnement prévues pour les 5 ans à venir par les autorités compétentes et les gestionnaires des infrastructures, ainsi que, s'ils sont disponibles, les financements et les échéances pour la mise en œuvre des mesures recensées ainsi que les textes sur le fondement desquels ces mesures interviennent et les motifs des mesures retenues et si elle a été réalisée l'analyse des coûts et avantages attendus des différentes mesures envisageables. Article R. 572-8 du code de l'environnement.

Le plan de prévention du bruit dans l'environnement est publié, art. R. 572-11 du code de l'environnement. Ces cartes de bruit et ces plans doivent être réexaminés en cas d'évolution significative des niveaux de bruit identifiés et en tout état de cause au moins tous les 5 ans, art. R. 572-3 c. environnement.

Le réexamen périodique de ces plans, qui doivent comporter l'ensemble des éléments prévus par les dispositions du code de l'environnement rendues applicable aux plans d'exposition au bruit des aéroports, implique nécessairement que soient régulièrement évalués la mise en œuvre et les résultats des plans d'action, conformément à ce que prévoit le dernier tiret du § 1 de l'annexe V de la directive.

L'arrêté du 4 avril 2006 est relatif à l'établissement des cartes de bruit. Un arrêté du 28 mai 2021 le modifie, il présente des dispositions concernant les aéroports dont le trafic est supérieur à 50 000 mouvements par an.

Des associations de défense des riverains contre les nuisances ainsi que certaines communes proches de Paris ont demandé au premier ministre de modifier la partie réglementaire du code de l'environnement afin de parfaire la transposition de la directive 2002/49 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Le premier ministre n'ayant pas répondu, il y avait un refus implicite. Les demandeurs ont demandé l'annulation pour excès de pouvoir de ce refus. L'affaire a été portée devant le Conseil d'État qui a rendu son arrêt le 7 mars 2018, n° 410043.

Pour les motifs énoncés supra, la haute juridiction considère qu'il n'est pas soutenable de dire que le droit national n'a pas transposé les objectifs poursuivis par la directive.

En revanche, concernant la contestation des plans de prévention du bruit dans l'environnement des aéroports d'Orly, du Bourget et de CDG, à adopter ou à modifier, le Conseil d'État, n'étant pas compétent en première instance, désigne pour en connaître les tribunaux respectivement d'Amiens, de Melun et de Paris.

Le débat a repris avec une décision du Conseil d'État du 28 octobre 2021, n° 447123.

L'association de défense contre les nuisances aériennes avait demandé au premier ministre d'adopter toute mesure réglementaire pour soumettre à évaluation environnementale [les plans d'exposition au bruit des aéroports, ainsi que] les plans de prévention du bruit dans l'environnement des aéroports.

Le chef du gouvernement n'ayant pas répondu, ce qui valait décision de rejet de la demande.

L'association a alors demandé à la haute juridiction administrative d'annuler pour excès de pouvoir la décision implicite du premier ministre.

Un certain nombre de projets, en particulier en matière de transports, doivent donner lieu à une évaluation pour déterminer leurs incidences sur l'environnement.

Le Conseil d'État ne retient pas l'argumentation développée par l'association quant aux plans de prévention du bruit dans l'environnement.

Les plans de prévention du bruit dans l'environnement se bornent à recenser les actions engagées ou prévues au titre de la lutte contre les nuisances sonores, et à définir des objectifs de réduction du bruit dans certaines zones exposées.

Ces plans de prévention n'ont pas pour objet de définir le cadre de mise en œuvre de travaux.

Ils ne sont pas au nombre des plans qui doivent être soumis à une évaluation environnementale préalable.

Cf. infra.

Les organes

Différentes instances interviennent en France pour traiter des nuisances acoustiques générées par la navigation des aéronefs.

## L'ACNUSA

L'ancienne autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires est devenue l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, ACNUSA, art. 174 L. n° 2010-788 du 12 juillet 2010. Elle a conservé son ancien sigle.

Cette autorité est une autorité administrative indépendante compétente en matière de lutte contre les nuisances engendrées par le transport aérien.

Elle a son siège à Paris, 244 boulevard Saint Germain.

Le président perçoit une rémunération annuelle, ainsi qu'une indemnité de fonctions. Les membres de l'autorité perçoivent des indemnités de fonctions. Décret n° 2019-456 du 15 mai 2019.

L'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires s'est dotée le 10 juillet 2020 d'un règlement intérieur, publié au JO du 19 juillet 2020, texte n° 23.

Les attributions de l'ACNUSA sont déterminées par les articles L. 6361-1 et suivants du code des transports, cette autorité détient, outre des pouvoirs de recommandation et de consultations, des pouvoirs de sanction. Cf. infra.

Le principe de la séparation des pouvoirs, ni aucun autre principe ou règle de valeur constitutionnelle, ne font obstacle à ce qu'une autorité administrative indépendante, agissant dans le cadre de prérogatives de puissance publique, puisse exercer un pouvoir de sanction dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa mission, dès lors que l'exercice de ce pouvoir est assorti par la loi de mesures destinées à assurer la protection des droits et libertés constitutionnellement garantis. En particulier, doivent être respectés le principe de légalité des délits et des peines ainsi que les droits de la défense, principes applicables à toute sanction ayant le caractère d'une punition, même si le législateur a laissé le soin de la prononcer à une autorité de nature non juridictionnelle. Doivent également être respectées les principes d'indépendance et d'impartialité découlant de l'article 16 de la déclaration de 1789.

Le législateur était appelé à revoir les textes avant le 30 juin 2018. Le Conseil constitutionnel avait en effet relevé, dans une décision n° 2017-675 du 24 novembre 2017, un vice de contrariété à l'égard de la Constitution et du principe de respect des libertés publiques. Le président de l'autorité présidait la formation de jugement qui prononce des sanctions, alors qu'au terme de l'instruction le président pouvait classer sans suite la procédure. Les dispositions légales méconnaissaient le principe d'impartialité, il n'y avait aucune séparation entre la fonction de poursuite et la fonction de jugement.

Le code des transports a été réformé, avec une loi du 3 août 2018, pour tenir compte des exigences constitutionnelles. Ce n'est plus le président, mais le rapporteur qui renvoie le suspect devant l'instance de jugement.

L'ACNUSA peut émettre des recommandations sur toute question relative aux nuisances environnementales générées par le transport aérien et autour des aéroports, art. L. 6361-5 du code des transports.

Outre un pôle juridique placé sous la responsabilité du rapporteur permanent, elle possède un pôle technique (nuisances sonores, conditions de survol des territoires, émissions atmosphériques, pollutions des eaux, des sols, biodiversité).

L'ACNUSA a publié le 15 juillet 2020 un rapport sur les nuisances sonores de l'aviation légère.

(La DGAC a contesté le principe même d'une telle mission, l'ACNUSA n'étant compétente à ses yeux que pour émettre des recommandations en matière de transport, l'aviation légère n'en relevant pas.)

L'aviation légère emprunte des petits avions dont la masse est inférieure à 5,7 tonnes, majoritairement des aéronefs monomoteur de moins d'une tonne.

Ces appareils génèrent des nuisances sonores dont pâtissent les riverains des aérodromes.

Une circulaire ministérielle du 6 décembre 2005 était relative à la maîtrise des nuisances sonores au voisinage des aérodromes de l'aviation légère.

Le conseil national du bruit étudie en 2020 l'impact de nuisances sonores en provenance de l'aviation légère. Cette instance consultative avait été à l'origine des rapports Lamure de 2002 et Fontanel de 2006.

Les commissions consultatives de l'environnement des aérodromes sont prévues par l'art. L. 571-13 du code de l'environnement.

La circulaire de 2005 en matière d'aviation légère leur faisait honneur. L'adoption d'une charte de

l'environnement est préconisée. La mise en place de restrictions d'exploitation est présentée comme l'ultima ratio.

Le rapport du 15 juillet 2020 fait l'éloge de la commission consultative de l'environnement. Il s'agit d'une instance où peuvent se retrouver pour discuter les associations de riverains avec l'aéroclub et les exploitants. Le dialogue n'est pas toujours très fructueux. Les sanctions sont souvent illusoires.

Les commissions consultatives d'aide aux riverains des aérodromes, art. L. 571-16 du c. de l'environnement

Les communautés aéroportuaires, instituées par la loi du 23 février 2004, ont pour objet de soutenir des actions et des projets destinés à corriger les atteintes aéroportuaires à l'environnement et à la qualité de vie, sous la présidence du président du conseil régional, article L. 6363-1 du code des transports. Une création en Provence.

Imad Eldin Abdulhay et Bashar H. Malkawi, De l'efficacité des mesures administratives contre les nuisances sonores des avions en droit français et émirati, in Annales de droit aérien et spatial, 2017, volume XLII, McGill, p. 163

## Paragraphe I. La prévention

### A. L'action au niveau de la source de la nuisance

#### 1°) Les mesures destinées à réduire les émissions sonores

Voir la thèse de M. Correia faisant état du désaccord entre l'Europe et les États-Unis quant au retrait des appareils aux moteurs particulièrement bruyants, n° 752 et suivants.

L'Europe a été partiellement amenée, sous la pression des USA, à adoucir les mesures qu'elle avait prises à l'encontre des appareils recertifiés. C'est le problème des huskies.

##### a. Le retrait progressif des appareils les plus bruyants

Les avions actuellement fabriqués sont beaucoup plus silencieux que les avions des années 60.

On a recours, pour évincer les appareils trop bruyants, à l'arme de la certification.

On opère des classifications entre les appareils bruyants en se fondant sur les données figurant à l'Annexe 16 à la convention de Chicago.

Annexe 16 : divisée en volume I et volume II, annexe relative à la protection de l'environnement contre les effets du bruit des aéronefs et des émissions des moteurs d'avions.

L'Annexe 16, Volume I, Bruit des aéronefs contient des normes de certification acoustique pour les futurs avions subsoniques, à l'exception des avions à décollage et atterrissage court/décollage et atterrissage vertical)

L'Annexe 16, Volume II, Émission des moteurs d'aviation, contient des normes de certification en matière d'émissions pour les nouveaux moteurs d'aviation

Chapitre 2, chapitre 3 et chapitre 5 de la deuxième partie du premier volume de l'annexe 16 : une typologie d'aéronefs plus ou moins bruyants.

La politique de l'OACI est, semble-t-il, assez timorée, elle est défavorable à un retrait systématique des avions, se trouvant en conformité avec les normes de certification acoustique du chapitre 2, volume I, de l'annexe 16, mais qui dépassent les niveaux de bruit établis au chapitre 3. Voir résolution octobre 2022, A41-20, appendice D, Doc 10184 p. I-74. Les riverains des aéroports ne paraissent pas faire l'objet d'une attention soutenue. Il s'agit de ne pas imposer des difficultés économiques graves aux exploitants d'avions.

Les aéronefs à rotors basculants sont soumis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 à une nouvelle norme acoustique.

Recherche d'une nouvelle norme acoustique applicable aux aéronefs recevant la certification à partir de 2017 et 2020 (pour les aéronefs de moins de 55 tonnes)

L'arrêté du 14 décembre 1993 est relatif au retrait progressif d'exploitation des avions à réaction subsoniques

non conformes aux normes du chapitre 3,4 ou 14 de l'annexe 16, volume 1, 2<sup>o</sup> édition (1988) de l'OACI.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 contient un article 87 portant sur la protection de l'environnement.

(Le gouvernement doit remettre dans l'année un rapport au parlement sur le suivi du renouvellement des flottes par les compagnies aériennes et son incidence sur la réduction des nuisances sonores, art. 181 de la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.)

Le transporteur ou exploitant encourt une sanction administrative s'il exploite un aéronef en contradiction avec la réglementation relative au retrait d'exploitation des aéronefs bruyants, art. R. 6231-1, 2<sup>o</sup>, CT. Cf. infra.

#### b. La fabrication par les motoristes de moteurs plus silencieux

Les industriels s'efforcent de fabriquer et de mettre sur le marché des réacteurs moins bruyants.

L'UE effectue la transposition des nouvelles règles contenues dans les annexes à la convention de Chicago.

Le bruit et les émissions : Les aéronefs et leurs moteurs doivent être conformes aux exigences relatives à la protection de l'environnement figurant dans l'amendement 12 du volume I, dans l'amendement 9 du volume II, ainsi que dans l'édition initiale du volume III, toutes applicables au 1<sup>o</sup> janvier 2018, de l'annexe 16 de la convention de Chicago, règlement 2018/1139, art. 9 § 2.

Les produits doivent être conçus de manière à minimiser le bruit autant que possible, règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, annexe III.

L'article 9, § 2, du règlement 2018/1139, alinéa 1<sup>o</sup>, est, selon le règlement 2021/1087 du 7 avril 2021, est ainsi rédigé :

En ce qui concerne le bruit et les émissions, ces aéronefs et leurs moteurs, hélices, pièces et équipements non fixes sont conformes aux exigences relatives à la protection de l'environnement figurant dans l'amendement 13 au volume I, dans l'amendement 10 au volume II, ainsi que dans l'amendement 1 au volume III, applicable au 1<sup>o</sup> janvier 2021, de l'annexe 16 de la convention de Chicago.

Le règlement n<sup>o</sup> 748/2012, art. 9, § 4 est modifié : Par dérogation au paragraphe I, l'organisme de production peut demander à l'autorité compétente des dérogations aux exigences de protection de l'environnement visées à l'article 9, § 2, 1<sup>o</sup> alinéa, du règlement 2018/1139.

#### Certificats acoustiques

La certification acoustique vise à attester qu'un appareil ne dépasse pas un certain niveau sonore à puissance maximale.

Chaque aéronef se voit délivrer un certificat acoustique, si les actes délégués le prévoient, règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, article 14

21. A.201 s. annexe partie 21 règlement n<sup>o</sup> 748/2012 du 3 août 2012

21. A.18, la délivrance du certificat de type suppose le respect des exigences de niveau bruit fixées par les dispositions de l'annexe 16 de la convention de Chicago.

Il existe un manuel technique environnemental sur l'utilisation des procédures de certification acoustique des aéronefs, document 9501.

À l'atterrissage, après le toucher des roues, les inverseurs de poussée et les inverseurs du pas des hélices ne peuvent être utilisés au-delà du ralenti que pour des raisons opérationnelles et de sécurité.

Il convient de limiter le recours dans le temps aux groupes auxiliaires de puissance, qui sont de petites turbines embarquées sur les avions (dans le cône arrière des avions de ligne). Ces groupes fonctionnent lorsque l'avion est en escale, moteurs éteints, pour alimenter l'avion en électricité. On obtient ainsi de l'énergie électrique pour l'éclairage, l'air conditionné, le démarrage des moteurs ou des réacteurs. En vol, ils peuvent servir de générateur de secours.

Il y a une turbine qui entraîne un alternateur et qui comprime l'air, elle dégage du bruit. C'est une gêne sonore.

Un arrêté du 28 juillet 2023 limite le recours dans le temps aux moteurs auxiliaires de puissance, APU, des aéronefs lors de l'escale sur les aérodromes de Paris CDG, Orly et Le Bourget.

Les exploitants doivent avoir recours à des moyens de substitution fixes ou mobiles. Qui sont des dispositifs sur la plateforme permettant d'alimenter un aéronef en courant électrique et en climatisation-chauffage durant le stationnement.

Des arrêtés de même nature sont publiés au JO du 25 août 2023 concernant les aérodromes de Lille, Bâle, Nice, Lyon, Toulouse, Marseille, Bordeaux, Nantes.

Il convient également de limiter les essais moteurs lors des travaux d'entretien et de réparation.

Un arrêté du 11 juin 2013 (modifié par un arrêté du 12 mai 2020, JO du 17 mai 2020) porte classification des avions légers selon leur indice de performance sonore, des plus performants aux moins performants. Cette classification ne concerne que les avions dotés de moteurs à piston. Les ULM ne sont pas concernés. On parle de classification Calipso fondée sur des mesures prises en situation réelle de vol. elle ne permet pas forcément de tenir compte du bruit émis lors des tours de piste et gênant pour les riverains. 1250 avions sont référencés sur la base de données Calipso. L'octroi d'une subvention dépend de la classification et de l'engagement pris par l'exploitant.

Les principales sources de bruit sont l'hélice et l'échappement.

Des aides peuvent être accordées : pose de silencieux d'échappement d'hélices tripales, l'installation de treuils pour le vol à voile.

La mission fait un éloge mesuré de l'avion à motorisation électrique, réduction des nuisances, baisse des émissions de CO<sub>2</sub>, moindre coût de l'heure de vol. La société slovène Pipistel fabrique l'avion monomoteur biplace à propulsion électrique Alpha Electro, avec une autonomie de vol d'une heure et une réserve de 30 minutes. Un exemplaire est exploité à Toussus Le Noble. Le prix d'achat serait de 230 k €. Le rapport du 15 juillet 2020 sur les nuisances en aviation légère signale deux difficultés : la durée de chargement des batteries, la difficulté pour les aéroclubs de s'équiper en alimentation électrique.

#### c. Couloirs aériens, zones survolées et trajectoires d'atterrissage ou de décollage

La France

Le ministre chargé de l'aviation civile organise l'espace aérien français et en régleme l'utilisation. Il régleme l'ensemble des mouvements des aéronefs. Il procède à l'adoption de dispositif de mesure de bruit et de suivi de trajectoires des aéronefs autour des grands aérodromes.

Remontant à une loi du 8 décembre 2009, l'article L. 6362-1 du code des transports concerne le volume de protection environnementale, qui est un volume de l'espace aérien associé à une procédure de départ ou à une procédure d'arrivée portée à la connaissance des usagers .... Art. R. 6362-1 et 2.

Le commandant de bord d'un aéronef qui vole selon les règles de vol aux instruments conduit son vol à l'intérieur du volume de protection environnementale. Ce vol est associé à la procédure déclarée en service par l'organisme de contrôle de la circulation aérienne lorsque ce volume existe.

Un arrêté du 15 novembre 2011 avait établi un nouveau dispositif de la circulation aérienne en région parisienne en ce qui concerne les trajectoires d'arrivée. On a ainsi opéré une refonte complète des trajectoires d'approche autour de Paris. L'altitude d'arrivée des avions a été relevée. Le nouveau dispositif a fait que certaines populations qui n'étaient pas survolées se sont trouvé l'être. 90000 ne l'étaient plus, 50000 sont soumis aux nuisances ! On est parvenu à une réduction des nuisances sonores perçues !

Cet arrêté a été partiellement annulé par le Conseil d'État par une décision du 10 juin 2013, n° 355791, uniquement en ce qui concerne la trajectoire d'arrivée à Roissy en configuration de vent d'Est. L'annulation tient à des raisons de procédure. Le ministre devait consulter pour avis la commission consultative de l'environnement. Celle-ci était irrégulièrement composée, le quorum n'était pas atteint, il y avait tardiveté quant à la fixation de l'ordre du jour.

Plusieurs arrêtés du ministre de l'Écologie du 5 septembre 2012 ont à nouveau réglemé le dispositif de la circulation aérienne en région parisienne et le contrôle aérien. Les trajectoires d'arrivée en configuration de vent d'ouest et en configuration de vent d'est ont été à nouveau modifiées. Il a été décidé de relever les altitudes du point à partir duquel les avions sont interceptés par le système de guidance et d'assistance à l'atterrissage aux instruments pour l'approche des aéroports de Roissy, d'Orly et du Bourget. Les trajectoires d'approche autour de



Paris ont été entièrement refondues.

Ces arrêtés ont été contestés en vain par plusieurs associations de riverains devant le Conseil d'État, 12 février 2014, n° 363655.

Il y avait eu l'accord du directoire de l'espace aérien.

L'enquête publique avait donné lieu à publicité.

Le dossier soumis à l'enquête publique n'était pas incomplet.

La commission consultative de l'environnement propre à chaque aéroport a été consultée.

Orly : 90 000 habitants ne devraient plus être concernés par le survol d'avions en dessous de 1981 mètres d'altitude, 50 000 feront l'objet de survols. Réduction de 40 000 d'habitants survolés ! Une amélioration !

Même discours pour Roissy.

Le relèvement de l'altitude imposée aux aéronefs lors de l'approche se traduit par une réduction des nuisances sonores.

Le ministre n'est pas lié par les recommandations émises par la commission d'enquête ou par l'avis de l'ACNUSA.

Allongement relatif des trajectoires d'approche pour les avions en provenance du sud-est de la France.

Le principe de la participation du public s'opère par l'enquête publique.

CAT.OP.MPA.130, annexe IV, règlement n° 2012. L'exploitant établit des procédures de départ, approche, arrivée pour chaque type d'avion en prenant en compte la nécessité de réduire les effets du bruit produits par l'avion. La sécurité est prioritaire par rapport à la lutte contre le bruit. Ces procédures sont conçues pour une utilisation simple et sûre, sans augmentation significative de la charge de travail de l'équipage lors des phases critiques de vol.

Certains préconisent pour réduire les nuisances lors de la phase d'approche de l'avion l'adoption de la « descente douce », déjà adoptée à Roissy pour les vols de nuit. L'avion perd de l'altitude de façon progressive, il effectue une descente sans paliers, avec un moteur au ralenti à partir de 3000 mètres d'altitude jusqu'au toucher de la piste. Ce système améliore le confort des habitants situés loin de l'aérodrome, voir débat à l'Assemblée nationale, intervention de Mme de Vaucouleurs, 8 novembre 2017. La dame ministre écarte dans sa réponse la généralisation de la descente douce.

[On peut lire la réponse du secrétaire d'État aux transports faite le 4 février 2020 à la question écrite n° 23974 de M. Christian Jacob concernant les décollages depuis la piste n° 3 à l'aéroport de Paris CDG. La piste n° 3 est destinée aux atterrissages. Certaines contraintes conduisent à l'utiliser pour des décollages. 17 décollages en juillet 2019. Le ministre rappelle les mesures prises par le gouvernement pour réduire les nuisances. Les procédures Night concernent la mise en place de descente douce de 3 h à 5 h. La commission consultative de l'environnement exerce comme instance de dialogue.]

[Les mesures provisoires du suivi des trajectoires sur l'aérodrome de Paris-Orly

Des travaux sont effectués sur les pistes 08 et 26 d'Orly.

Dans le but de maîtriser la gêne sonore autour de l'aérodrome d'Orly, des restrictions temporaires d'exploitation sont établies en ce qui concerne les départs initiaux depuis les pistes 06 et 20 par l'arrêté du 24 juin 2019, JO du 11 juillet 2019, texte 37.]

Il peut être question de modifier de façon permanente la circulation aérienne de départ et d'approche aux instruments, en provenance ou à destination des aérodromes mentionnés à l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts, et d'ainsi modifier les conditions de survol. Une enquête publique doit être diligentée. Le décret n° 2021-1399 du 27 octobre 2021 élargit l'obligation d'enquête.

L'État entend contribuer à la réduction de l'empreinte carbone du transport aérien. L'article 142 de la loi du 22 août 2021 déclare que l'État se fixe pour objectif d'ici 2025 de réduire l'émission du gaz à effet de serre du secteur par l'amélioration de la performance environnementale de la navigation aérienne, en mettant en place des routes plus directes afin de réduire les distances parcourues par les avions en croisière, en réduisant les temps d'attente et de roulage sur les pistes et en généralisant les procédures d'approche en descente continue.

## Allemagne contre Suisse

Un conflit s'est élevé entre la Suisse et l'Allemagne concernant les mouvements aériens à proximité de l'aérodrome de Zürich, l'Allemagne se trouve à proximité, à 15 km, les riverains allemands sont victimes de

nuisances, l'Allemagne a pris des mesures pour réguler les mouvements aériens, la Suisse conteste, mais en vain. Il existe un accord aérien entre la Communauté et la Suisse.

La Commission européenne a décidé que l'Allemagne pouvait établir des procédures pour les atterrissages et décollages à l'aéroport de Zurich.

Le Tribunal le 9 septembre 2010 a rejeté le recours formé par la Confédération helvétique contre cette décision.

La Suisse a formé un pourvoi pour demander à la CJUE l'annulation du jugement du Tribunal.

L'avocat général Nilo Jääskinen a présenté le 13 septembre 2012, dans cette affaire C-547/10 P, des conclusions allant dans le sens du rejet du pourvoi. Il estime que la demande formée par la Suisse est recevable. Les mesures prises par l'Allemagne se bornent à empêcher lors de certaines périodes le survol d'une partie du territoire allemand proche de la frontière suisse, ce survol est autorisé à une altitude plus élevée. Ces mesures nécessitent seulement une modification de la trajectoire des vols.

La CJUE a rendu son arrêt le 7 mars 2013, le pourvoi formé par la Suisse est rejeté. Les mesures prévues par le 213° RA impliquent non pas une interdiction de passage à travers l'espace aérien allemand des vols au départ ou à destination de l'aéroport de Kloten, mais une simple modification de la trajectoire de ceux-ci. Ces mesures se bornent à empêcher, à certaines périodes, le survol à basse altitude de la partie du territoire allemand située près de la frontière suisse, tandis que le survol du même territoire à une altitude plus élevée demeure toujours possible. Il s'agit de réduire la nuisance sonore.

#### d. Les restrictions locales d'exploitation dans certains aéroports

En ce qui concerne les grands aérodromes soumis à un trafic intense, les nuisances aériennes pour les riverains sont certaines. Les riverains des petits aérodromes n'échappent pas forcément à cette gêne.

Certains souhaitent que l'on réduise de manière autoritaire les mouvements des appareils aériens autorisés à décoller et à atterrir, ils préconisent l'interdiction ou la limitation de certains vols de jour ou de nuit.

Certains estiment qu'il faudrait aller jusqu'à instaurer un couvre-feu nocturne sur certains aérodromes pour permettre aux riverains la prise d'un repos réparateur.

Les transporteurs effectuant des vols en provenance de pays lointains exigent cependant la possibilité d'un atterrissage nocturne.

Avec les restrictions d'exploitation, certains appareils sont interdits de mouvement sur certains aérodromes, à certaines heures du jour ou de la nuit. L'accès à l'aérodrome est limité, réduit, voire interdit.

Le pouvoir réglementaire détient des armes juridiques qu'il peut utiliser dans l'intérêt général. Il lui suffit d'utiliser les moyens que lui accorde la partie réglementaire du code de l'aviation civile.

L'OACI, ainsi que les États-Unis, voient cependant avec défaveur les mesures nationales écartant de certains aérodromes les appareils relativement anciens et bruyants.

L'OACI préconise l' "approche équilibrée " de la gestion du bruit ainsi que l'adoption de mesures particulières compte tenu de la situation de chaque aérodrome. La résolution 17/1 du 4 octobre 2013 prise lors de la 38° assemblée reprend cette position. Idem avec la résolution A41-20 de l'assemblée, dans sa session d'octobre 2022, appendice E, p. I-76.

Les pouvoirs publics peuvent se prévaloir, soit de la norme française soit de la norme européenne, pour justifier une restriction d'exploitation. La réglementation européenne ne concerne que les grands aérodromes, la norme interne concerne principalement les petits et moyens aérodromes.

Les accords internationaux, comme celui conclu avec les États-Unis, peuvent comporter des dispositions réglementant la possibilité d'édicter des restrictions d'exploitation.

#### i. Les petits et moyens aérodromes

##### La France

La réglementation française autorise les pouvoirs publics à prendre des mesures pour contrôler et limiter les mouvements, décollages et atterrissages des appareils aériens.

L'utilisation d'un aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique peut, à toute époque, être soumise à certaines restrictions ou temporairement interdite, si les conditions de la circulation aérienne sur l'aérodrome ou dans l'espace aérien environnant le justifient ..., art. R. 6312-11 CT.

Ces mesures concernent les petits engins évoluant dans les petits et moyens aérodromes.  
Les gros relèvent du droit européen, cf. infra.

Le principe de non régression figurant dans le code de l'environnement interdit au ministre chargé des transports d'assouplir et de libéraliser les dispositions plus restrictives antérieurement prises.

Les pouvoirs publics prennent à l'occasion des mesures propres à chaque aérodrome pour limiter les mouvements d'aéronefs.

#### Toussus-le-Noble

Un arrêté du 11 juin 2021 est relatif aux conditions d'utilisation de l'aérodrome de Toussus-le-Noble dans le département des Yvelines. L'aérodrome est ouvert de 6 h à 22 h 30. Le poids maximum au décollage est limité à 12 tonnes. Le trafic total annuel est limité à 180 000 mouvements d'appareils. Cet arrêté interdit tout trafic d'aéronefs à motorisation thermique le dimanche et jours fériés de 12 h à 15 h entre le 1<sup>o</sup> avril et le 30 septembre.

#### Grimaud

Le ministre a pris plusieurs arrêtés successifs pour régler les mouvements d'hélicoptères à l'hélistation de Grimaud.

L'arrêté du 27 juin 2022 porte limitation des conditions d'utilisation de l'hélistation de Grimaud (Var)

Les atterrissages et décollages sont interdits entre 13 h 15 et 15 h 45 du 1<sup>o</sup> juillet au 15 septembre.

Le trafic journalier est limité à 60 mouvements.

Du 1<sup>o</sup> juillet au 15 septembre, tout mouvement au départ ou à destination de l'aérodrome de Grimaud est soumis à autorisation préalable de l'exploitant de l'aérodrome.

Il est attribué pour la période 1<sup>o</sup> juillet / 31 août, et pour la période 1<sup>o</sup> septembre / 15 septembre, à chaque usager un nombre maximal journalier pair de mouvements, fixé par le directeur de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est, sur la base du nombre moyen de mouvements que l'usager avait réalisés durant la période correspondante lors des 3 années consécutives précédentes.

Il y a un toutefois : un nombre maximal journalier de 2 mouvements est attribué prioritairement attribué, pour chacune des périodes, à tout exploitant qui s'était vu attribuer un nombre maximal journalier de mouvements au moins égal à 2 pour la même période de l'année précédente – sauf s'il n'a réalisé aucun mouvement dans toute la période considérée durant les 3 années consécutives précédentes.

Après attribution de ces mouvements, le nombre de mouvements restants - qui ne peut être inférieur à 6 - est réservé pour accueillir l'ensemble des usagers.

Ces mouvements sont attribués en priorité à ceux n'ayant pas eu d'activité sur l'hélistation l'année précédente, ou ayant eu une activité insuffisante pour permettre l'attribution d'un nombre maximal journalier de mouvements au moins égal à 2 dans le cadre d'un dispositif transparent et non discriminatoire.

L'attribution de ces mouvements est assurée par l'exploitant de l'hélistation de Grimaud dans le cadre d'un dispositif transparent et non discriminatoire.

Les limitations sont rendues publiques par l'exploitant de l'hélistation.

Ces limitations sont inopposables aux vols gouvernementaux, aux aéronefs militaires, aux aéronefs d'État en service public, aux missions à caractère sanitaire, humanitaire ou de sécurité civile, aux aéronefs en situation d'urgence.

#### Cannes

Il existe des limites portant sur les conditions d'utilisation de l'aérodrome de Cannes-Mandelieu, arrêté du 6 décembre 1995 modifié par l'arrêté du 9 mai 2022, pris après consultation du public, JO du 12 mai 2022. Les aéronefs évoluant selon les règles de vol aux instruments doivent respecter les procédures particulières en vue de limiter les nuisances sonores, et portées à la connaissance des usagers. L'annexe définit les conditions

d'exécution des « tours de piste » (circuit d'aérodrome commençant par le décollage, faisant le tour en vue de l'aérodrome et se terminant par l'atterrissage) des avions légers (équipés d'un ou plusieurs moteurs à piston, avec une masse maximale au décollage égale ou inférieure à 8618 kg) ; les règles varient selon la saison ainsi que l'horaire ; le nombre des tours de piste est limité.

#### Beauvais-Tillé

Un arrêté du 25 avril 2002 porte restriction d'exploitation sur l'aérodrome de Beauvais-Tillé. Tout aéronef ne peut atterrir ou décoller entre minuit et 5 h du matin. Les avions les plus bruyants ne peuvent atterrir ou décoller entre 22 h et 7 h du matin.

Les restrictions avaient été adoucies pour 3 ans par un arrêté du 26 décembre 2019 : certains aéronefs équipés de turboréacteurs peuvent être autorisés à atterrir après minuit. La dérogation concerne les vols réguliers de passagers, utilisant des aéronefs correspondant à une certaine certification acoustique et concernant des appareils qui auraient dû atterrir entre 21 et 23 heures et devant décoller le lendemain après 5 h.

Le Conseil d'État annule, à la demande d'associations de défense des riverains, dans un arrêt du 9 juillet 2021, n° 439195, l'article 1° de l'arrêté du 26 décembre 2019 permettant au ministre d'autoriser au cas par cas des dérogations à l'interdiction des atterrissages nocturnes.

Le Conseil d'État se fonde sur une disposition de principe contenue à l'article L. 110-1 du code de l'environnement. C'est le principe de non-régression. La protection de l'environnement ne peut faire l'objet que d'une amélioration constante, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment.

Il est fait reproche à l'arrêté de ne pas limiter le nombre des autorisations dérogatoires. L'administration n'a pas encadré le surcroît de trafic aérien nocturne pouvant résulter de l'octroi de ces dérogations. Elle n'a pas indiqué les motifs d'intérêt général qui pourraient éventuellement justifier ces dérogations.

Les associations requérantes sont fondées à soutenir que l'arrêté de 2019 méconnaît les dispositions du 9° du II de l'article L. 110-1 du code de l'environnement posant le principe de non régression de la protection de l'environnement.

Le ministre prend un nouvel arrêté, A. du 8 mars 2022, prévoyant des possibilités de dérogations. Des associations de défense de l'environnement contestent en vain la légalité de cet arrêté dérogeant à l'arrêté du 25 avril 2002, Conseil d'État, 25 janvier 2023, n° 463812. La consultation de la commission consultative de l'environnement de l'aérodrome de Beauvais-Tillé a eu lieu le 1° octobre 2021. Cet arrêté a pour objet d'autoriser un plus grand nombre d'atterrissages. L'arrêté de 2022 donne au ministre le pouvoir d'accorder des dérogations à l'interdiction des atterrissages entre 0 heure et 5 H. Il permet à des aéronefs d'atterrir entre 0 h et 1 heure dans la limite de 25 dérogations par an. Il limite ces dérogations aux cas des aéronefs qui devaient atterrir entre 21 h et 23 h et doivent repartir le lendemain, subissant des retards indépendants de leurs volontés, ces dérogations devant être justifiées au regard des conséquences environnementales ou d'ordre public. L'arrêté litigieux a adopté, selon l'arrêt, des dispositions qui ne méconnaissent pas le principe de non-régression.

[Amiens

#### Étranger aux nuisances

Le délégué régional de l'aviation civile des Hauts de France Sud (ayant délégation du ministre) suspend en mai 2019 l'activité de parachutisme sur l'aéroport d'Amiens Glisy sur le fondement de l'article R. 221-3 CAC. Il y avait un risque d'accident, avaient été relevés des manquements de pratiquants du parachutisme aux règles de coordination des différentes activités présentes sur le site. La société Sauter en parachute conteste en vain cette mesure provisoire, Conseil d'État, 25 septembre 2020, n° 433586.]

#### Les hélicoptères indésirables dans les zones à forte densité de population

Il existe un dispositif spécial, figurant dans le code de l'environnement, pour réguler les mouvements des hélicoptères dans ces zones.

Articles L. 571-7 et R. 571-31-1 et 2 du code de l'environnement.

Art. R. 6360-6 CT

L'objectif est de limiter les nuisances résultant du trafic d'hélicoptères dans les zones à forte densité de population.

Le décret entend par là les agglomérations de largeur moyenne de plus de 3600 mètres, ainsi que l'ensemble des points du territoire situés à moins d'un demi mille nautique (926 mètres) de ces agglomérations,

cette dernière extension étant réduite à 463 mètres côté mer pour les agglomérations littorales, cf. art. R. 571-31-1, 2°, du code de l'environnement.

Une réglementation parallèle figure dans le code des transports, art. R. 6360-6 et suivants.

Le texte détermine quels sont les aérodromes de départ, ou d'arrivée qui entrent dans le champ de la réglementation.

Le ministre peut prendre des mesures de restriction, art. R. 6360-7.

L'exploitant de l'aérodrome tient un registre des mouvements d'hélicoptères.

Les équipages doivent respecter les procédures de conduite à moindre bruit.

Des sanctions administratives peuvent être prises contre les contrevenants, art. R. 6360-12.

Les interdictions

Il est interdit d'effectuer des vols d'entraînement au départ ou à destination d'aérodromes situés dans ces zones.

Un vol d'entraînement est tout ou partie de vol d'aviation civile incluant des manœuvres ou des exercices répétitifs, dont l'objet est l'acquisition de connaissances dans la pratique du pilotage, à l'exception des manœuvres strictement nécessaires à la familiarisation du pilote avec l'aérodrome ou à l'acquisition ou au renouvellement d'une qualification de site, art. R. 571-31-1 du code de l'environnement.

Il est également interdit d'effectuer au-dessus de ces zones des vols touristiques circulaires sans escale, ou avec escale de moins d'une heure.

Un vol touristique circulaire sans escale est un vol avec passagers, sans motif professionnel pour les passagers, sans escale, et dont les points de départ et d'arrivée sont confondus.

Un vol touristique circulaire avec escale de moins d'une heure est un vol avec passagers, sans motif professionnel pour les passagers, comportant une escale de moins d'une heure et dont les points de départ et d'arrivée, en dehors de l'escale, sont confondus, l'escale s'entendant comme le temps passé au sol par l'aéronef.

Les limitations

Indépendamment des vols d'entraînement ou touristiques circulaires, frappés d'interdiction, le ministre de l'Aviation civile peut fixer des limitations au trafic d'hélicoptère au départ ou à destination d'aérodromes situés dans ces zones ou au-dessus de ces zones à forte densité de population. Il peut notamment limiter le nombre de mouvements, de plages horaires, de répartition des survols dans le temps, de niveau sonore, de type d'appareils ou de procédures de décollage ou d'atterrissage.

Ces limitations sont déterminées dans les conditions prévues par les articles R. 6320-6 à R. 6360-12 du code des transports.

Le survol des agglomérations qui ne sont pas situées dans des zones à forte densité de population

Les hélicoptères doivent se maintenir à une hauteur minimum au-dessus du sol.

Ces interdictions et limitations ne sont cependant pas applicables à certains aéronefs : ceux effectuant une mission de caractère sanitaire ou humanitaire, aux aéronefs effectuant une mission de protection des personnes ou des biens, aux aéronefs effectuant une mission d'État, aux aéronefs militaires.

## ii. Les grands aérodromes et les gros engins

L'UE a légiféré en interne, elle s'est par ailleurs liée avec les États-Unis.

L'Europe

La réglementation européenne évolue et se précise.  
Elle encadre et limite alors les initiatives des autorités locales ou nationales.

#### . L'histoire

La directive n° 2002/30 du 26 mars 2002 prévoyait la possibilité d'introduire des restrictions d'exploitation liées au bruit spécifique à chaque aéroport.

La restriction d'exploitation pouvait conduire à l'interdiction d'accès à l'aéroport des avions à réaction subsonique, il pouvait s'agir d'une interdiction totale ou partielle.

C'est ainsi que certains arrêtés ministériels avaient introduit sur le fondement de la directive des restrictions d'exploitation

. à l'aérodrome du Bourget, A. du 16 février 2011,

. sur l'aérodrome de Paris Roissy Charles De Gaulle, A. du 20 septembre 2011 (certains appareils ne peuvent pas décoller ou atterrir entre 22 H et 6 H du matin). (Selon un arrêté du 17 novembre 2014 modifiant celui de 2011, toute utilisation de procédure d'arrivée à l'aéroport Paris Charles De Gaulle en configuration face à l'est, en provenance du sud-est, et passant au sud de la plate-forme à partir du point MOSUD est interdite dès lors qu'elle s'effectuerait avec un passage audit point MOSUD entre 22 H 20 et heures, heures locales),

. sur celui de Marseille Provence, A. du 3 mai 2012.

La CJUE a eu à connaître du problème de compatibilité entre cette réglementation d'origine européenne et une réglementation nationale en matière d'environnement. L'arrêt porte la date du 8 septembre 2011, affaire *European Air Transport*, C-120/10. Cette entreprise de transport aérien EAT opère à l'aéroport de Bruxelles, elle contestait une amende de 56 113 euros qui lui avait été infligée sur le fondement de la réglementation belge et bruxelloise destinée à lutter contre le bruit dans le milieu urbain. La haute juridiction considère que la réglementation en cause qui impose des limites maximales de nuisance sonore mesurée au sol, à respecter lors du survol de territoires situés à proximité de l'aéroport ne constituait pas en tant que telle une interdiction d'accès à l'aéroport de Bruxelles National, il n'y avait pas restriction d'exploitation. La CJUE indique cependant que la réglementation environnementale peut avoir en raison du contexte les mêmes effets qu'une interdiction d'accès, en particulier si les limites imposées sont si restrictives qu'elles contraignent les exploitants à renoncer à leur activité. Il appartient à la cour de renvoi d'apprécier si les mesures adoptées par l'autorité de Bruxelles ont les mêmes effets qu'une interdiction d'accès.

#### . Le droit positif

C'est le règlement européen n° 598/2014 du 16 avril 2014 qui concerne l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de l'Union.

Ce dispositif européen ne concerne, en simplifiant, que les grands aérodromes et exclut les petits aéronefs.

L. Grard, *Limitation du bruit autour des aéroports*, Revue de droit des transports juillet 2014 commentaire 46 et RTD européen 2015.423.

Ce règlement est entré en vigueur le 13 juin 2016. Il abroge à cette date la directive 2002/30/CE.

Les mesures prises sous l'empire des textes antérieurs sont maintenues, sauf révision, art. 14.

#### Le domaine du règlement

Ce règlement n'est destiné à s'appliquer qu'aux États qui disposent d'un aéroport dont le trafic excède 50 000 mouvements d'aéronefs civils par année. Article 2.

Ne sont concernés par cette réglementation européenne restrictive que les aéronefs civils ayant au moins 19 sièges passagers ou ceux ayant une masse au décollage de plus 34 000 kg. Article 2.

Un statut de faveur est possible pour les aéronefs des pays en développement, art. 9.

Il convient d'évaluer les nuisances sonores à intervalles réguliers, la Commission envisage toutefois une révision de la directive 2002/49/CE à propos des méthodes de calcul du bruit et sur les effets du bruit sur la santé.

#### L'étude d'impact

Un préalable à la prise de mesures : une évaluation, art. R \* 6360-1 CT

L'adoption de restrictions d'exploitation sur les aérodromes visés à l'article L. 6360-1 CT

au sens du point 6 de l'article 2 du règlement n° 598/2014

est précédée d'une " étude d'impact selon l'approche équilibrée "

conduite conformément aux dispositions du point 2 de l'art. 6 du règlement

sous l'autorité du préfet coordonnateur mentionné à l'article R. 571-68 du code de l'environnement.

Le préfet procède à la consultation des parties intéressées  
Le directeur de l'échelon local assure l'instruction technique de l'évaluation  
Les conclusions de l'étude d'impact sont publiées.  
Art. R. 6360-2 CT.

Il y a dans chaque État une (voire plusieurs) autorités indépendantes (avec possibilité d'appel) qui prend ou prennent les mesures de restrictions, aéroport par aéroport. Art. 3 et 4.

Cette réglementation européenne, d'esprit plutôt favorable aux transporteurs et indirectement guère bienveillante pour les amateurs de calme et de silence à proximité des aérodromes, ne peut être contredite par une mesure restrictive ou plus rigoureuse prise sur le fondement du droit interne.

Les mesures envisageables  
Cette introduction de mesures restrictives doit s'opérer dans le cadre d'une *approche équilibrée*.  
Les restrictions d'exploitation liées au bruit ne doivent être prises que comme remède ultime, lorsque les autres mesures d'approche équilibrée ne suffisent pas

Le ministre de l'Aviation civile et celui de l'environnement peuvent, en se fondant sur les conclusions de l'étude d'impact imposer des restrictions d'exploitation sur les grands aérodromes de l'art. L. 6360-1, art. R. 6360-3 CT

Le tout sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 6312-3.

L'article 5 indique les critères d'adoption des mesures : retrait d'aéronefs bruyants (aéronefs présentant une faible marge de conformité), restriction et interdiction d'exploitation pour certaines pistes ou pour certaines périodes de la journée

Plusieurs arrêtés ministériels portant restriction d'exploitation ont été pris

Nice, 2 mars 2010

Le Bourget, 15 février 2011

Blagnac, 28 mars 2011

L'ACNUSA avait sanctionné Ryanair d'une amende 16 000 euros pour ne pas avoir respecté lors du décollage la procédure de départ Luran 58 en vigueur sur l'aérodrome de Blagnac.

Les aéronefs au départ de cet aérodrome doivent suivre la procédure de Standard Instrument Departure, qui indique la trajectoire à suivre et les altitudes à respecter. Le commandant de bord peut cependant déroger à ces règles s'il le juge absolument nécessaire pour des raisons de sécurité du vol.

Le 8 décembre 2017, l'aéronef de la compagnie Ryanair n'a pas respecté lors de la phase de décollage la procédure de départ "Luran 58", qui impose

Marseille, 3 mai 2012

Ils sont modifiés par un arrêté du 12 février 2018.

Bâle-Mulhouse (Haut-Rhin), arrêté du 6 août 2021.

L'heure d'atterrissage s'entend comme heure du toucher des roues.

Aucun aéronef du chapitre 2, 2<sup>o</sup> partie 1<sup>o</sup> volume de l'annexe 16 relative à la protection de l'environnement ne peut être exploité sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Aucun vol commercial ne peut atterrir entre 0 heure et 5 H.

Aucun vol commercial ne peut quitter le point de stationnement en vue d'un décollage entre 0 heure et 6 heures.

Aucun vol commercial ne peut quitter le point de stationnement en vue d'un décollage entre 23 heures et 0 heure, sauf pour les vols programmés retardés indépendamment de la volonté du transporteur.

Il y a des restrictions concernant les aéronefs certifié conformément aux normes mentionnés au chapitre 3 avec une marge cumulée inférieure à 13 EPNdB, qui est l'unité de mesure du niveau effectif de bruit perçu exprimé en décibels, qui sert à mesurer la marge cumulée, interdiction des vols de nuit.

Aucun vol d'aviation générale ne peut atterrir entre 22 H et 6 H.

Les vols d'entraînement sont interdits les jours fériés français et suisses !

Les horaires des essais de moteurs sont réglementés. On entend par essais de moteurs, la situation d'un aéronef à l'arrêt, ses moteurs fonctionnant à une puissance supérieure à celle utilisée pour la mise en route et le roulage. Tout aéronef évoluant selon les règles de vol aux instruments respecte les procédures élaborées en vue de limiter les nuisances sonores.

En ce qui concerne les aéronefs évoluant selon les règles de vol à vue, il convient de respecter les consignes élaborées pour limiter les nuisances sonores.

Nantes-Atlantique, arrêté du 28 septembre 2021

Les aéronefs du chapitre 2 (de la 2° partie du 1° volume de l'annexe 16, annexe protection de l'environnement, de la convention de Chicago) (= bruyants) ne peuvent pas être exploités sur cet aéroport.

Les aéronefs certifiés du chapitre 3 (= moins bruyants), avec un taux de décibels inférieur à 13 EPNbB, ne peuvent pas atterrir entre 22 h et 6 h.

Aucun décollage n'est autorisé entre minuit et 6 h, des exceptions sont prévues pour les avions retardés.

Les vols d'entraînement sont réglementés.

Les essais de moteurs en maintenance sont interdits la nuit.

Les groupes auxiliaires de puissance, sur aires de trafic, ne peuvent pas être mis en fonctionnement plus de 60 minutes avant l'heure de départ de l'aéronef.

Les équipages doivent respecter les consignes visant à réduire l'impact sonore des atterrissages et des décollages.

Lyon - Saint Exupéry, arrêté du 29 juin 2022 modifiant celui du 10 septembre 2003

Le principe

Il est interdit d'exploiter sur l'aéroport un aéronef équipé de turboréacteur répondant aux normes de la 2° partie du 1° volume de l'annexe 16.

Aucun des aéronefs les plus bruyants du chapitre 3 ne peut : atterrir entre 22 h et 6 h (toute mention d'heure d'atterrissage d'un aéronef s'entend comme heure du toucher des roues) ; quitter en vue d'un décollage entre 22 h et 6 h le point de stationnement.

L'exception transitoire porte sur ce dernier point, elle dure 3 ans jusqu'en 2026, elle profite aux exploitants anciens.

La décision n'entre pas en vigueur immédiatement, on prévoit un préavis de 6 mois.

La Commission dispose d'un droit de regard. Art. 8.

Il ne semble cependant pas qu'elle puisse briser la mesure adoptée à l'échelon national, même si elle l'estime inopportune ou contraire aux engagements internationaux.

Un recours contentieux est envisageable de sa part dans la mesure où la décision prise à l'échelon national contredirait les principes européens.

Droit international. Droit conventionnel. Droit spécial.

Les relations USA-UE.

Le protocole à l'accord aérien USA/Europe du 24 juin 2010 envisage, pour les réglementer, l'imposition de nouvelles restrictions d'exploitation obligatoires fondées sur le bruit, nouvel article 15 de l'accord, § 5. Les restrictions sont communiquées 150 jours à l'avance. Elles doivent être non discriminatoires, pas plus restrictives que nécessaire, non arbitraires.

2°) La fiscalité anti-bruit

Le législateur a instauré la *taxe sur les nuisances sonores aériennes*. Cette taxe relève désormais, depuis décembre 2021, des articles L. 422-49 et suivants du code des impositions sur les biens et les services.

Le débiteur : La taxe est due par l'exploitant de l'aéronef au moment du décollage.

Le propriétaire de l'aéronef est présumé exploitant. Art. L. 422-57.

La taxe n'est pas due cependant par les exploitants d'aéronefs d'État ou affectés à la protection civile ou à la lutte contre l'incendie.

Elle n'est pas non plus due en ce qui concerne les aéronefs de masse maximale au décollage inférieure à 2 tonnes.



Le fait générateur de la taxe est le décollage de l'aéronef à partir d'un aérodrome des groupes 1 à 3, art. L. 6360-1 du code des transports.

La taxe est modulée, elle dépend du groupe acoustique auquel appartient l'appareil, elle est majorée en cas de vol de nuit.

Le montant de la taxe est égal au produit des facteurs suivants :

1° Un tarif propre à chaque aérodrome

2° Un coefficient propre à chaque aéronef

3° Le logarithme décimal, arrondi au centième, de la masse maximale au décollage de l'aéronef, exprimée en tonnes et arrondie à l'unité

Art. L. 422-54 du code des impositions

Le bénéficiaire : cette taxe est perçue par les personnes exploitant les aérodromes ayant un trafic excédant certains seuils.

Il y a un seuil de principe.

La taxe est exigible lorsque l'aérodrome dépasse un trafic annuel de 20 000 mouvements relevé lors de l'une des 5 dernières années, concernant des aéronefs de masse maximale au décollage de 20 tonnes et plus.

Elle est également exigible si le trafic excède 50 000 mouvements, si les PEB ou PGS de cet aérodrome possèdent un domaine d'interaction avec les PEB ou PGS d'un aérodrome (voisin) présentant les caractéristiques précédentes.

La taxe concerne principalement les aérodromes de Paris CDG, Orly et Le Bourget, et Nantes (1° groupe), ainsi que Toulouse (2° groupe).

La taxe bénéficie également à Beauvais, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Nice (3° groupe, compte tenu de l'importance des mouvements annuels).

L'affectation du produit de la taxe est déterminée par l'art. L. 6360-2 du code des transports. Art. L. 422-58 du code des impositions. Le produit est affecté aux personnes exploitant les aérodromes.

Le produit de la taxe est affecté au financement des aides versées aux riverains et au remboursement des emprunts contractés pour financer les travaux de réduction des nuisances. Voir l'art. L. 571-17 du code de l'environnement.

La taxe devrait en 2024 rapporter 49 600 000 euros.

Le redevable, en cas de non-paiement de la taxe, expose ses appareils à une saisie conservatoire entraînant l'immobilisation des aéronefs exploités jusqu'à complet paiement. LPF art. L. 273-0 A

## B. L'aménagement du territoire et l'urbanisme aérien

Construire les nouveaux aéroports dans des zones peu habitées.

L'idéal serait certes de construire les nouveaux aéroports à l'écart des zones sensibles au bruit.

Objection : la distance, si on crée l'aérodrome dans un lieu désertique à des dizaines de km de l'agglomération qu'on entend desservir. D'autant que dans les pays développés ou non les zones inhabitées sont rares.

Introduire la dimension nuisances lors de la création des aérodromes et de la construction de nouvelles pistes.

L'assemblée de l'OACI, dans sa session d'octobre 2022, a publié un appendice F, Planification et gestion de l'utilisation des terrains, résolution A41-20, p. I-78. Le retrait progressif d'avions dépassant les niveaux de bruit a permis dans de nombreux aéroports de réduire les empreintes de bruit. La résolution fait référence au manuel de planification d'aéroport (Doc 9184), partie 2, utilisation des terrains et gestion de l'environnement

Le législateur contemporain freine l'agrandissement des aéroports et la création de nouvelles pistes dans les aérodromes existants.

Le plan d'exposition au bruit

Les règles de fond

Il existe une directive 2002/49 du 25 juin 2002, transposée en France dans le code de l'urbanisme et dans le code

de l'environnement.

Il appartient aux États de désigner les autorités pour établir et approuver les cartes de bruit et les plans d'action pour les grands aéroports.

Les États membres veillent à ce que les autorités compétentes aient établi des plans d'action visant à gérer sur leur territoire les problèmes de bruit, les effets du bruit, y compris si nécessaire la réduction du bruit dans les endroits situés près de grands aéroports.

Les plans d'action satisfont aux prescriptions minimales énoncées à l'annexe V de la directive.

La directive définit les grands aéroports comme les aéroports civils qui enregistrent plus de 50 000 mouvements par an.

Le code de l'urbanisme entend limiter les constructions d'immeubles à proximité des aérodromes.

Il concerne les conditions d'utilisation des sols exposés, au voisinage des aérodromes, aux nuisances dues au bruit des aéronefs.

Le **plan d'exposition au bruit** est prévu aux articles L. 112-3 à 112-17 du code de l'urbanisme. Textes édictés en 2015, 2019, 2020, 2022.

Le plan est établi à l'échelon de chaque aéroport concerné.

Livre I<sup>o</sup>. Réglementation de l'urbanisme

Titre I<sup>o</sup>. Règles applicables à l'ensemble du territoire

Chapitre II. Servitudes d'urbanisme

Section 2. Zones de bruit des aérodromes

Sous-section I. Champ d'application

Sous-section II. Plan d'exposition au bruit des aérodromes

§ 1. Contenu du plan

§ 2. Effets du plan

§ 3. Procédure d'établissement et de révision du plan

L'article L.112-6 c. urbanisme impose l'établissement d'un PEB, plan d'exposition au bruit des aérodromes, en ce qui concerne chacun des aérodromes visés par l'article L. 112-5 du code de l'urbanisme, c'est-à-dire les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique des catégories A, B et C, ainsi que d'autres aérodromes civils ou militaires figurant sur une liste dressée par les pouvoirs publics.

Ces dispositions sont complémentaires de la réglementation générale.

Le PEB ne remet pas en cause le bâti existant, antérieur à son adoption, mais il décourage les constructions à venir.

Il s'agit d'un document qui est établi compte tenu des prévisions de développement de l'activité aérienne, art. L. 112-7 c. urbanisme. Il a un caractère prospectif. Le plan prend en compte l'ensemble des hypothèses à court, moyen et long terme de développement et d'utilisation de l'aérodrome concerné, article R. 112-4 al. 3 du code de l'urbanisme.

Le plan délimite, compte tenu d'indices tenant compte de la gêne sonore, différentes zones géographiques gravitant autour de l'aérodrome. Art. L. 112-7 c. urbanisme.

Le plan établit plusieurs zones, A, B, C, D, compte tenu de l'intensité décroissante du bruit :

Ces zones sont définies en fonction de valeurs d'indices évaluant la gêne due au bruit des aéronefs.

L'art. R. 112-1 c. urbanisme indique le mode de calcul de la valeur de l'indice de bruit.

Les valeurs des indices peuvent être modulées compte tenu de la situation des aérodrome au regard de leur utilisation,

notamment pour la formation aéronautique et de leur insertion dans les milieux urbanisés, article L. 112-8 c. urbanisme.

Les aérodromes militaires obéissent à des règles spécifiques, art. R. 112-3 al. 4 c. urbanisme.

Les nouvelles constructions à usage d'habitation sont interdites dans ces zones ou à tout le moins limitées.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit, l'extension de l'urbanisation et la création ou l'extension d'équipements publics sont interdites lorsqu'elles conduisent à exposer immédiatement ou à terme de nouvelles populations aux nuisances de bruit, art. L. 112-10 c. urbanisme.

Les constructions à usage d'habitation sont admises si elles sont nécessaires à l'activité aéronautique ou liées à celle-ci.

La zone de fort bruit A correspond à la zone comprise à l'intérieur de la courbe isopsophonique 96.

Article R. 112-3 c. urbanisme.

La construction de logements y est quasiment interdite.

Dans les secteurs déjà urbanisés situés en zone A, on admet les logements de fonction nécessaires aux activités industrielles et commerciales admises dans la zone et des constructions liées ou nécessaires à l'activité agricole. Les équipements publics ou collectifs sont admis lorsqu'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes.

La zone de bruit fort B est la zone comprise entre les courbes isopsophiques 96 et 89.

Interdiction des constructions à usage d'habitation.

On admet les logements de fonction et les constructions agricoles.

Idem pour les équipements publics ou collectifs.

On prévoit une zone C de bruit modéré, qui est la zone comprise entre la courbe isopsophique 89 et la courbe isopsophique correspondant à une valeur de l'indice psophique (IP) choisie entre 84 et 78.

On admet les logements de fonction et les constructions agricoles.

La construction de logements y est limitée : on y admet sous conditions les constructions individuelles non groupées dans les secteurs déjà urbanisés et desservis par des équipements publics. Art. L. 112-10 c. urbanisme. Les plans d'exposition au bruit peuvent en zone C délimiter des secteurs où des opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain peuvent être autorisées pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants.

Il y a une zone D, de bruit faible, les constructions y sont autorisées avec obligation de mesures d'isolation acoustique.

Si la prévision de cette zone est facultative, elle est obligatoire pour les grands aérodromes de fort trafic visés à l'article L. 6360-1 du code des transports (Bâle, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Paris Roissy, Orly, Le Bourget et Toulouse).

Les très grands aérodromes, dotés de créneaux horaires.

Lyon, Nice, Paris CDG, Paris-Orly

L'art. L.112-9 c. urbanisme envisage un régime spécifique aux très grands aérodromes, obéissant aux critères suivants : y fonctionne le régime des créneaux horaires, avec une limitation réglementaire de ceux-ci sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture.

Le PEB de ces aérodromes comporte uniquement des zones A et B.

La zone C disparaît, elle est, semble-t-il, incorporée aux précédentes.

Le code envisage cependant un régime transitoire pour sauvegarder certaines solutions antérieures.

Certaines facultés de construction demeurent possibles en ce qui concerne le périmètre de la zone C qui était en vigueur au 19 février 2009.

Une augmentation de la capacité de logements et de la population est envisageable sous certaines conditions pour certains secteurs figurant dans la zone C.

L'art. L. 112-10 admet dans ces zones la rénovation, la réhabilitation, l'amélioration, l'extension mesurée ou la reconstruction des constructions existantes. A la condition que ces actions n'entraînent pas un accroissement de la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances.

#### L'établissement du plan

Le code de l'urbanisme contient des dispositions concernant la procédure d'établissement du plan d'exposition au bruit des aérodromes.

Le *plan d'exposition au bruit* est un document d'urbanisme établi, en fuseau, après enquête publique, par l'autorité préfectorale, qui détermine des zones de bruit à l'intérieur desquelles s'appliquent des servitudes d'urbanisme.

L'autorité préfectorale consulte au préalable les communes intéressées, l'ACNUSA, la commission consultative de l'environnement, art. L. 112-16 c. urbanisme.

La décision préfectorale nécessite éventuellement l'accord du ministre de la Défense ou celui de l'aviation civile, art. R. 112-8 c. urbanisme.

Ce plan figure en annexe au plan local d'urbanisme, au plan de sauvegarde et de mise en valeur et à la carte communale. Article L.112-6 al. 2.

Il comprend un rapport de présentation et des documents graphiques.

Les données, objectifs et mesures constitutifs des cartes de bruit et du plan de prévention du bruit dans l'environnement sont annexés au rapport de présentation du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome.

L'adoption des "plans d'exposition au bruit" nécessite une "évaluation de leurs incidences environnementales", conformément à la directive 2001/42.

C'est ce qui a été précisé par le Conseil d'État dans son arrêt du 28 octobre 2021, n° 447123.

Il faut élaborer un projet de cartographie du bruit, le rapport de présentation réside en une analyse actuelle et future des incidences de l'activité de l'aéroport sur la santé humaine et l'environnement dans le voisinage de l'aéroport.

En ce qui concerne les aérodromes visés au I de l'article 1609 quater viciés A du CGI (+ de 20 000 mouvements d'aéronefs de masse au décollage égale ou supérieure à 20 tonnes lors de l'une des 5 dernières années), les plans d'exposition au bruit sont établis après consultation de l'ACNUSA, considérée à raison de son indépendance et de la qualité de son expertise comme une autorité environnementale. Le droit français est sur ce point conforme à la directive.

En revanche en ce qui concerne les autres aérodromes, la loi française ne prévoit pas l'intervention d'une autorité environnementale.

Le premier ministre reçoit du Conseil d'État l'injonction de remédier à cette carence. Ces aérodromes doivent être soumis à une évaluation environnementale.

Le plan d'exposition au bruit est établi à l'échelle de 1/25 000 et fait apparaître le tracé des limites des zones de bruit dites A, B, C et le cas échéant D, art. R. 112-4 c. urbanisme

Le certificat d'urbanisme signale l'existence de la zone de bruit, art. L. 112-13 c. urbanisme

#### Les effets du plan

Les dispositions de la section 2, zones de bruit des aérodromes, sont opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux, constructions, aménagements, affouillements ou exhaussements des sols, la création de lotissements et l'ouverture des installations classées pour la protection de l'environnement, art. L. 112-4 du code de l'urbanisme.

Le plan s'impose à l'autorité compétente pour délivrer ou refuser de délivrer les permis de construire. CAA Marseille, 10 mars 2021, n° 19MA02279, annulation du permis de construire une maison individuelle sur une parcelle située à proximité de piste, permis délivré par le maire de Calvi, parcelle se trouvant en zone B du plan d'exposition au bruit.

Le plan s'impose aux particuliers, en particulier aux propriétaires fonciers.

Les constructions qui sont autorisées dans les zones de bruit font l'objet de mesures d'isolation acoustique, art. L. 112-10 c. urbanisme.

En cas de location immobilière ou de vente, le contrat doit indiquer dans quelle zone de bruit se trouve le bien loué.

Article L. 112-11 c. urbanisme.

Article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation : En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti, le vendeur doit fournir un dossier de diagnostic technique. La loi envisage le cas où le bien est situé dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit des aérodromes. Le dossier doit comporter un document comportant l'indication claire et précise de cette zone ainsi que les autres informations prévues au I de l'article L. 112-11 du code de l'urbanisme.

L'acquéreur ne peut se prévaloir à l'encontre du propriétaire – c'est à dire le vendeur – des recommandations accompagnant le document relatif à la situation du bien dans une zone définie par un plan d'exposition au bruit des aérodromes, qui n'ont qu'une valeur indicative.

En cas de vente d'un immeuble exposé aux nuisances acoustiques, on a vu des acquéreurs prétendre en vain avoir été victimes d'un dol (réticence dolosive) de la part du vendeur : Paris, 18 décembre 2014, n° de RG : 13/17957. Il s'agissait en l'espèce de la vente d'un immeuble situé à Guigneville (Essonne), les acquéreurs prétendaient que la venderesse n'ignorait pas les nuisances aériennes liées à la modification du trafic aérien, l'immeuble se trouvait dans le périmètre d'une vaste station d'hydrocarbures avec aléoduc, le tribunal de Bobigny avait annulé la vente, la cour infirme sur ce point, il n'était pas établi que le vendeur était informé de ce

projet de modification.

Il est évident que la valeur d'un immeuble se ressent de sa situation dans une zone de fortes nuisances.

La révision du plan

Le code de l'urbanisme comporte de brèves dispositions propres à la révision du plan d'exposition au bruit. La décision de révision du plan est de la compétence du préfet, art. R. 112-8 c. urbanisme.

La commission consultative de l'environnement, tous les 5 ans, étudie la pertinence des prévisions ayant servi à l'établissement du plan, elle peut proposer au préfet une mise en révision, art. R. 112-9 c. urbanisme.

Les conseils municipaux sont consultés pour avis. Art. R. 112-13 c. urbanisme.

Voir l'arrêt du Conseil d'État du 30 décembre 2003, n° 249908, rejetant la requête d'une association demandant l'annulation de l'arrêté préfectoral approuvant une révision du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome de Lyon Saint Exupéry.

Les projets de construction, à proximité des aérodromes, relèvent plus largement du droit de l'urbanisme, Voir l'arrêt de la cour administrative d'appel de Nancy du 24 avril 2014, n° 13NC01319, rendu dans un dossier de refus de délivrance d'un permis de construire par le maire de Saint Louis d'un projet de construction d'un hôtel dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

La cour administrative d'appel de Douai, dans une décision du 19 janvier 2017, n° 15DA00969, justifie un retrait d'un permis de construire de deux immeubles à proximité de l'aérodrome du Havre-Octeville. La décision du maire n'avait pas été prise en considération du plan d'exposition au bruit, qui avait été approuvé par le préfet, mais compte tenu du plan d'occupation des sols. Si le plan local d'urbanisme doit intégrer les servitudes légales imposées par le zonage du plan d'exposition au bruit, aucune disposition ne fait obstacle à ce qu'il comporte, dans une partie d'un secteur exposé au bruit d'un aérodrome, des restrictions au droit de bâtir qui iraient au-delà de ces servitudes.

## L'insonorisation des bâtiments

*Le plan de gêne sonore*

L'aide aux **riverains** pour réaliser l'insonorisation des bâtiments

Art. L. 571-14 et suivants et R. 571-85 du code de l'environnement.

Ce plan de gêne sonore organise, à la charge des exploitants d'aérodromes, un financement des dépenses d'insonorisation des bâtiments affectés au logement, prélevé sur le produit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes.

Cette obligation de contribuer au financement des travaux concerne les exploitants des aérodromes mentionnés au I de l'article 1609 quater viciis A du CGI. Art. R. 571-85 c. environnement. Cette aide est accordée pour l'insonorisation des locaux.

Ont été créés par l'article L. 1648 AC CGI deux fonds, un fonds de compensation des nuisances aériennes des communes riveraines de l'aéroport CDG, un fonds de compensation des nuisances aéroportuaires des communes riveraines de l'aéroport d'Orly.

Art. L. 571-15 du code de l'environnement.

À titre exceptionnel, si les locaux ne peuvent pas être insonorisés à un coût acceptable au regard de leur valeur vénale, les crédits peuvent être utilisés pour l'acquisition de ces locaux et leur démolition, les occupants étant relogés ailleurs.

Le législateur détermine les conditions auxquelles la victime de la nuisance peut faire appel à l'aide publique pour insonoriser son bâtiment.

Certains éléments privent la victime de l'indemnisation.

Une condition positive.

Les riverains demandeurs d'une aide financière doivent établir qu'ils subissent une gêne réelle constatée par le plan de gêne sonore.

L'aide financière n'est donc ouverte que si elle concerne des locaux ou établissements existants ou autorisés situés en tout ou en partie dans les zones I, II ou III des plans de gêne sonore à la date de leur publication.

Certaines victimes se heurtant à un refus d'aide n'hésitent pas à saisir la justice pour faire condamner, sur le fondement de l'article L. 571-14 du code de l'environnement, l'exploitant d'aérodrome à leur accorder une aide financière pour réaliser l'insonorisation de leur maison.

Ainsi CAA Paris, 29 mars 2018, n° 17PA00493 : des habitants de Saulx les Chartreux demandent à ADP, au titre de l'exploitation d'Orly, une aide financière. Les ADP prennent une décision de refus. Le tribunal de Melun annule la décision. Les ADP font appel. Les ADP reçoivent l'injonction de verser aux époux l'aide financière instituée par l'article R. 571-85 du code de l'environnement.

Une condition négative.

Il convient de combiner le plan de gêne sonore et le plan d'exposition au bruit.

Sont exclus de ce dispositif d'aide les locaux qui, à la date de l'autorisation de construire, étaient compris dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit en vigueur à cette date. En clair, le droit à indemnisation est exclu si les constructions figuraient à la date de la délivrance du permis de construire dans des zones couvertes par le plan d'exposition au bruit. Art. R. 571-86 du code de l'environnement. On comprend la disposition de privation de l'aide : pas d'aide si on est allé construire dans des zones où les constructions étaient déjà étroitement réglementées, voire interdites.

Sur les conditions de la privation de l'indemnité.

Non remplies en l'espèce.

Conseil d'État, 11 avril 2019, n° 411903 : la société Aéroports de Paris refuse, 3 janvier 2013, d'octroyer une subvention au titre du fonds d'aide à l'insonorisation des logements des riverains d'aérodromes, le demandeur était l'office public de l'habitat du Val de Marne Valophis Habitat, la demande concernait trois immeubles situés à Villeneuve le Roi.

L'office porte un recours devant le tribunal de Melun, le tribunal administratif annule la décision du président d'ADP pour un immeuble. Il rejette pour le surplus les conclusions de Valophis Habitat.

La cour administrative d'appel de Paris annule en 2015 la décision de refus de 2013 en son entier. ADP est enjoint de réexaminer la demande d'aide financière.

L'affaire est portée devant le Conseil d'état.

Les constructions situées dans une des zones définies par un plan de gêne sonore, existantes ou autorisées à la date de la publication, situées également dans l'une des zones A, B, ou C, bénéficient d'une aide à l'insonorisation.

Sont cependant exclus du bénéfice de l'aide les constructions qui, bien que situées dans une zone définie par un plan de gêne sonore et appartenant à l'une des zones A B ou C définies par un plan d'exposition au bruit, ont été autorisées après l'entrée en vigueur de ce plan d'exposition au bruit.

Le plan d'exposition au bruit d'Orly date de 1975. Le plan indiquait le caractère approximatif du zonage, le plan présentait des grisés concernant l'incertitude sur les limites des différentes zones. Les bâtiments concernés figurent dans une zone d'incertitude, séparant la zone C de bruit modéré de la partie de la commune non comprise dans le périmètre. La CAA a jugé que les immeubles en cause ne pouvaient être regardés comme inclus dans une zone définie par le plan d'exposition au bruit. Il n'était pas établi vu ces incertitudes que les immeubles avaient été construits dans des zones couvertes par le plan d'exposition au bruit. La condition de privation du droit à indemnisation n'était pas établie.

ADP ne pouvait pas demander l'annulation de l'arrêt d'appel.

La cour administrative d'appel de Paris a connu d'une affaire, le 22 novembre 2012, n° 12PA00906, d'aide octroyée à l'hôpital de Villeneuve Saint Georges pour la réalisation de travaux d'insonorisation, le hic c'est que l'hôpital est situé en dehors du périmètre du plan de gêne sonore de l'aéroport d'Orly, l'octroi de l'aide est donc illégal, le fait que les bâtiments soient exposés à des nuisances aéroportuaires croissantes et qu'il convient de prémunir les patients est inopérant. Les travaux ont été réalisés, la juridiction ordonne à l'ADP d'obtenir la résolution du contrat d'aide, à défaut d'entente sur cette solution de saisir le juge du contrat pour qu'il en règle les modalités. L'octroi de cette somme d'argent par l'ADP pourrait être légitimé au titre de la responsabilité de l'entité gestionnaire de l'outillage public, cf. infra.

Pour les locaux affectés au logement, l'aide financière s'élève, sauf deux exceptions, à 80 %.

L'art. R. 571-87, II, prévoit cependant un plafond, arrêté du 26 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 23 février 2011.

Pour les établissements d'enseignement et les locaux à caractère sanitaire et social, l'aide est de 100 %.

## Paragraphe II. LES SANCTIONS

### A. La répression

#### 1. Les sanctions administratives

. Le ministre chargé de l'aviation civile peut infliger une amende administrative à l'exploitant d'aéronef civil qui exploite un aéronef en contradiction avec la réglementation relative au retrait d'exploitation des avions bruyants, art. R. 6231-1, 2°.

. Les sanctions administratives prononcées par l'ACNUSA, L. 8 décembre 2009. Article L. 6361- 9 et 12 CT.

L'ACNUSA possède un pouvoir de sanction financière lorsque les exploitants ne respectent pas les règles concernant les mouvements d'aéronefs.

L'ancienne autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires est devenue aux termes de la loi du 12 juillet 2010 l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires, art. L. 6361-12 du code de transports.

M. Gilles Leblanc a été nommé président de l'ACNUSA par décret du 6 avril 2018.

L'autorité est composée de 10 membres, titulaires d'un mandat de 6 ans. L. 6361-1 CT. On parle des membres du collège. Le collège tient des séances en formation de juridiction.

Se joignent au collège, pour l'exercice du pouvoir de sanction, 7 membres associés. Les membres associés participent à la séance (article R. 227-3 CAC), mais ils n'assistent pas à la délibération et ne prennent pas part à l'édition de sanctions (art. R. 227-5 CAC).

Le ministre nomme par arrêté du 25 janvier 2018 des membres associés de l'autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires : des représentants des professions aéronautiques, des représentants d'associations de riverains d'aérodromes, des représentants d'associations de protection de l'environnement agréées au niveau national, des représentants d'activités riveraines des aérodromes concernées par l'activité aéroportuaire, des représentants du ministre chargé de l'aviation civile.

L'autorité est dotée d'un rapporteur permanent et de son suppléant. L. 6361-11 CT.

Les éléments légaux, art. L. 6361-12 CT

La liste des personnes susceptibles d'être sanctionnées :

- la personne faisant du transport aérien public,
- la personne au profit de laquelle est exercée une activité de transport aérien,
- la personne exerçant une activité aérienne, rémunérée ou non,
- le fréteur.

Les manquements coupables imputables aux personnes sanctionnables.

L'élément matériel est le non-respect des mesures prises sur un aérodrome par l'autorité administrative dans les domaines suivants :

Non-respect des restrictions d'usage de certains types d'aéronefs en fonction de leurs émissions atmosphériques polluantes, de la classification acoustique, de leur capacité en sièges ou de leur masse maximale certifiée au décollage.

Non-respect des restrictions apportées à l'exercice de certaines activités en raison des nuisances environnementales qu'elles occasionnent.

Non-respect des procédures particulières de décollage ou d'atterrissage en vue de limiter les nuisances environnementales engendrées par ces phases de vol.

Non-respect des règles relatives aux essais moteurs

Non-respect des valeurs maximales de bruit ou d'émissions atmosphériques polluantes à ne pas dépasser.

## L'imputabilité

Nul n'est punissable que de son propre fait.

Pour sanctionner, il faut que l'ACNUSA établisse le fait personnel coupable de celui qu'elle entend punir d'une amende administrative.

Sur une question prioritaire de constitutionnalité relative à la location d'aéronef :

Le loueur d'aéronef peut-il être sanctionné du chef d'un manquement de son locataire ?

Conseil d'État, 25 septembre 2020, n° 440014 : l'ACNUSA avait prononcé une sanction à l'encontre de la société de location d'avions de M. A ; un aéronef qu'il avait donné en location à un pilote n'avait pas respecté les procédures de décollage ; M. A demande au tribunal administratif d'annuler la décision ; la QPC est transmise au C.E. ; la QPC est renvoyée au Conseil constitutionnel. Le moyen tendant au principe selon lequel nul ne peut être punissable que de son propre fait présente un caractère sérieux.

Le Conseil constitutionnel, dans sa décision du 27 novembre 2020, JO du 28 novembre 2020, texte n° 108, se garde de censurer la disposition légale, mais neutralise la sanction : nul n'est punissable que de son propre fait. Les dispositions de l'art. L. 6361-12, 1° à 4°, CT, n'ont pas pour objet ou pour effet de rendre une personne responsable d'un manquement qui ne lui serait pas imputable.

Le loueur n'est pas tenu du fait de son locataire.

## Les aspects procéduraux

La constatation des manquements est effectuée par des fonctionnaires, qui dressent procès-verbal, le tout transmis à l'autorité.

## Le déclenchement des poursuites

Elle appartenait jadis au président de l'autorité.

Ce qui lui interdisait d'après une décision du Conseil constitutionnel du 24 novembre 2017 faisant application de la distinction des fonctions de poursuite et des fonctions de jugement de présider l'instance prononçant la sanction.

C'est désormais le rapporteur permanent, même si l'Acnusa n'est pas une juridiction répressive, qui occupe le rôle d'accusateur.

(voir Conseil d'État, 2 octobre 2020, n° 432973, pour une procédure menée sous l'empire des textes antérieurs mais postérieurement à la décision du Conseil constitutionnel : arrêt validant indirectement la décision de l'ACNUSA du 18 décembre 2017, ayant prononcé une amende administrative de 7000 euros contre Unijet, pour manquement aux règles de restriction d'exploitation de l'aéroport de Cannes Mandelieu.

Le tribunal administratif avait annulé cette décision pour méconnaissance du principe d'impartialité. La CAA avait rejeté l'appel émanant de l'ACNUSA.

Le grief n'était pas en réalité fondé. La lettre de convocation à la séance n'avait pas été signée par le président de l'ACNUSA, mais par le rapporteur permanent. Il n'y avait pas eu méconnaissance de l'article 6 § 1 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

CAA Paris, 16 avril 2021, sur renvoi après cassation, n° 20PA02899 : la cour, eu égard à son office de plein contentieux, décide de statuer sur les poursuites, en prenant une décision qui se substitue à celle qui avait été prise. Les amendes administratives encourues en cas de manquement aux mesures énoncées au titre de la prévention des nuisances aéroportuaires peuvent être infligées par l'ACNUSA à l'affréteur en cas de manquement imputable à un aéronef faisant l'objet d'un affrètement. Un Falcon de la compagnie Unijet, un aéronef équipé de turboréacteurs de plus de 35 tonnes, qui avait atterri à Cannes Mandelieu le 12 mai 2016 à 15 h 29 en a redécollé à 15 h 59 en méconnaissance de l'arrêté prévoyant que l'aérodrome est interdit aux aéronefs équipés de turboréacteurs dont la masse maximale certifiée au décollage est supérieure à 35 tonnes. Deux manquements. Une amende est prononcée au titre de l'atterrissage par l'ACNUSA par un arrêt du même jour. Une autre amende de 7000 euros est prononcée au titre du manquement lors du décollage.

Une décision semblable de la cour administrative de Paris de la même date est publiée sous le n° 20PA02897, prononçant une amende de 15 000 euros à l'encontre de Jet Aviation AG pour des essais moteurs en nocturne sur l'aéroport de Bâle Mulhouse un 21 janvier. Idem avec l'arrêt n° 20P02897 à l'encontre d'Air Horizon ayant fait décoller un avion à Bâle Mulhouse à 22 H 19, amende de 13000 euros, le décollage était interdit à partir de 22 h pour les avions les plus bruyants du chapitre 3 et les vols de l'aviation générale.)



Prescription biennale.

L'instruction. L'instruction contradictoire est menée par des fonctionnaires et des agents de l'ACNUSA. L. 6361-14 CT.

La personne en cause se voit notifier les griefs etenus cotre elle, elle dispose d'un mois pour présenter ses observations à l'autorité.

Le rapporteur permanent, qui est indépendant dans l'exercice de ses fonctions et qui ne peut recevoir d'ordres ou de consignes, notifie le dossier complet à la personne concernée, qui présente ses observations, article R. 6361-2. Le rapporteur permanent clôt l'instruction. Il peut classer le dossier sans suite, art. R. 6361-3. Il peut transmettre le dossier à l'autorité.

La séance du collège de l'autorité statuant comme instance sanctionnatrice

Depuis la réforme opérée par une loi du 3 août 2018 modifiant plusieurs dispositions du code des transports, en particulier l'art. L. 6361-14, le président de l'ACNUSA peut présider la séance, puisqu'il n'exerce plus les poursuites.

La personne concernée par la procédure de sanction administrative est convoquée pour comparaitre devant l'autorité. Elle peut assister à la séance ou se faire représenter. Elle est entendue. Elle peut demander que la séance soit publique, article R. 227-4 CAC.

Le rapporteur est entendu par le collège de l'autorité, il expose en toute indépendance les questions, il fait connaître ses conclusions, son appréciation, son opinion sur la solution à apporter.

Si les faits sont avérés, l'autorité condamne à une amende l'auteur des faits illicites. La décision est motivée. Le maximum de l'amende est de 1500 euros pour une personne physique. 20 000 euros pour une personne morale, il est de 40 000 euros pour le non-respect des restrictions de vol de nuit et des restrictions d'usage de certains appareils.

La décision dûment motivée est notifiée à la personne concernée.

Les décisions de sanction font l'objet d'une publication sur le site internet de l'ACNUSA.

Un recours de pleine juridiction peut être exercé devant la juridiction administrative.

Le recours ne semble pas ordinairement prospérer.

Le juge administratif peut à l'occasion minorer le montant de l'amende.

Conseil d'État, 13 juillet 2010, n° 334748, rejet des requêtes formées par la compagnie Air France ayant été condamnée au paiement d'amendes administratives par l'ACNUSA pour avoir procédé à Roissy à des décollages tardifs entre minuit et 5 H du matin concernant des vols non programmés et sans disposer d'un créneau horaire correspondant.

CAA Paris, 3 décembre 2015, n° 14PA02369 : L'ACNUSA avait en avril 2014 infligé des amendes administratives à la société Ixair, ses aéronefs ayant dépassé les heures d'arrivée ou de départ de l'aire de stationnement de l'aérodrome de Nice. Ces décisions ont été annulées par le tribunal administratif de Paris. L'ACNUSA fait appel. Un arrêté du 2 mars 2010 établit à l'aérodrome de Nice des restrictions d'exploitation. Les aéronefs équipés de turboréacteurs émettant un certain niveau de bruit ne doivent pas atterrir ou décoller de nuit. L'ACNUSA prononce, selon l'article L. 6361-12 CT, une amende administrative à l'encontre de la personne exerçant une activité de transport aérien public ne respectant pas les procédures particulières de décollage ou d'atterrissage en vue de limiter les nuisances environnementales engendrées par ces phases de vol. L'ACNUSA avait déjà rendu des décisions dans ce dossier, elle avait décidé en 2012 de ne pas poursuivre, car les PV faisaient référence au poste de stationnement. Les décisions de 2014 parlaient, pour les mêmes faits, de dépassement des horaires par rapport à l'aire de stationnement. Un principe général du droit proscrit la pluralité des poursuites, l'ACNUSA ne pouvait pas se prononcer à nouveau sur ces infractions. Non bis in idem.

CAA Paris, 15 avril 2016, n° 15PA00215 : annulation d'un jugement du tribunal administratif ayant déchargé partiellement un transporteur aérien polonais, Enter Air, d'amendes prononcées par l'ACNUSA pour avoir fait atterrir et décoller de nuit à l'aéroport de Roissy en mars avril mai 2013 des Boeing en méconnaissance des restrictions d'exploitation imposées par arrêté. L'ACNUSA, sur le fondement de l'art. L. 6361-12 CT, prononce une amende administrative à l'encontre de la personne ne respectant pas les mesures fixant des restrictions d'usage de certains types d'aéronefs en fonction de la classification acoustique. Les restrictions d'exploitation sont définies par référence à des critères de performances se fondant sur le bruit émis par l'aéronef déterminé par

la procédure de certification. Les aéronefs certifiés chapitre 3 avec une charge cumulée inférieure à 8 EPNDB ne pouvaient, en l'espèce, atterrir de nuit. La cour administrative considère les restrictions d'exploitation qui sont définies par référence à la certification établie par l'autorité compétente, à savoir en l'espèce l'office de l'aviation civile polonais. Le niveau de bruit pris en compte pour l'application de l'arrêté est le niveau de bruit certifié. Le transporteur prétendait que les certificats acoustiques délivrés en 2010 et 2011 étaient erronés et que les certificats émis par la Pologne avaient été corrigés en octobre novembre 2013.

L'ACNUSA soutient à l'opposé que les certificats émis fin 2013 avaient tenu compte d'amélioration effectués postérieurement aux infractions reprochées.

L'arrêt considère que l'ACNUSA n'a pas commis d'erreur en jugeant de l'existence d'une infraction au regard des certificats délivrés en 2010 et 2011, les certificats acoustiques sont établis en fonction des informations données aux autorités de l'État d'immatriculation par les exploitants, le transporteur polonais ne faisait état d'aucun obstacle qui l'aurait empêché de solliciter la rectification des certificats avant 2013. Les infractions sont constituées.

CAA Paris, 5 juillet 2018, n° 16PA01361 : L'ACNUSA a prononcé huit décisions le 13 janvier 2015 infligeant différentes amendes allant de 22000 à 32000 euros à l'encontre de la société Cargo Air Ood coupable de plusieurs dépassements entre le 6 mai et le 9 mai 2014 des heures limites d'atterrissage ou de décollage imposées à l'aérodrome de Roissy par l'arrêté du 28 septembre 2011 portant restriction d'exploitation sur cet aérodrome CDG. Le transporteur en demande l'annulation. Rejet. Un appareil Boeing 737 présentant une marge acoustique de 9,3 EPN dB de cette compagnie a atterri à plusieurs reprises à Roissy vers 1 h ½ du matin, l'appareil décollant vers 3 h du matin. Méconnaissance de l'arrêté ministériel modifié en 2014 interdisant à des appareils de ce type d'atterrir ou décoller entre 22 h et 6 h. Graves nuisances causées aux riverains dans une zone densément peuplée.

CAA Paris, 13 novembre 2018, n° 17PA01065 : L'ACNUSA avait le 12 mai 2015 infligé à la société Corsair une amende de 14 000 euros pour avoir fait décoller à Roissy le 6 août 2014 un avion Airbus 330 à 2 H 02 en contravention avec les dispositions limitant étroitement les décollages entre 0 heure et 4 H 59. L'intéressée ne bénéficiait pas d'un créneau horaire de départ dans cette plage horaire. L'avion avait dépassé de 122 minutes le créneau qui avait été attribué au transporteur. La requête de Corsair est rejetée.

Conseil d'État, 29 juillet 2020, n° 432969 : L'ACNUSA a prononcé contre Air Horizont en décembre 2017 une amende administrative d'un montant de 24 000 euros.

Le TA a annulé la décision.

La CAA a rejeté le recours formé par l'ACNUSA.

L'ACNUSA demande au C.E. d'annuler cette décision de la cour d'appel.

L'ACNUSA est une autorité administrative indépendante ; bien qu'elle ne dispose pas de la personnalité morale elle peut agir devant les juridictions administratives, en demande comme en défense, en particulier dans les litiges relatifs aux décisions qu'elle prend.

Elle n'est pas une juridiction au regard du droit interne, elle prononce des sanctions, elle décide du bien fondé d'accusation s en matière pénale au sens de l'art. 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, le C.E. apprécie si elle a statué en toute impartialité, le président dans cette espèce avait fait en cette espèce compte tenu de la législation alors en vigueur usage de son pouvoir de poursuite, il avait participé à la prise de sanction, il avait refusé de classer l'affaire, il y a eu manquement au principe d'impartialité.

Le C.E. en son office de juge de plein contentieux, prend une décision se substituant à celle qui avait été prise.

Un aéronef exploité par Air Horizont a atterri le 10 septembre 2016 à 1 H 21 à Paris CDG, méconnaissant une disposition de l'a. du 20 septembre 2011 portant restriction d'exploitation de cet aérodrome entre 22 H et 6 H aux appareils de marge cumulée inférieure à 10EPNdB.

Le Conseil d'État prononce, eu égard à l'importance du dépassement et de précédents manquements, une amende de 24 000 euros à l'encontre de l'exploitant.

CAA Paris, 21 mai 2021, n° 20PA02081 : un avion de West Atlantic avait le 31 mai 2017 à 4 h 46 quitté le point de stationnement en vue de son décollage méconnaissant les dispositions de l'arrêté du 6 novembre 2013 qui interdisait les décollages à CDG non programmés entre minuit et 5 h. L'amende de 40 000 euros prononcée par l'ACNUSA est ramenée à 15 000 euros. Le transporteur avait demandé un créneau au coordonnateur, il prétend l'avoir reçu grâce à une communication en provenance des agents du parking de l'aéroport, la cour assure qu'une telle communication ne pouvait avoir valeur d'autorisation, les services du coordinateur ne fonctionnant pas en fin de nuit. L'exploitant était en anticipation de 13 minutes sur l'horaire requis, d'où l'indulgence de la cour.

CAA Paris, 16 janvier 2024, n° 22PA01799 : L'ACNUSA avait infligé à Ryanair une amende administrative d'un montant de 16 000 euros pour ne pas avoir respecté lors d'un décollage la procédure de départ Luran 58 sur l'aérodrome de Blagnac.

Un arrêté du 28 mars 2011 porte restriction d'exploitation de l'aérodrome de Toulouse-Blagnac. Il a pour objet de limiter les nuisances sonores, il s'agit de réduire au minimum l'impact sonore des atterrissages et décollages. Le commandant de bord toutefois peut déroger à ces règles s'il le juge absolument nécessaire pour des raisons de sécurité du vol.

Le 8 décembre 2017, l'aéronef de Ryanair n'a pas respecté lors de la phase de décollage la procédure de départ qui impose de survoler à la verticale la radio balise Tou, dès lors qu'elle a engagé un virage peu de temps avant l'avoir franchie. Ryanair fait valoir que le pilote a jugé absolument nécessaire de se détourner de la trajectoire imposée, afin de garantir la sécurité du vol en évitant une zone de mauvais temps. Au moment du décollage, des cumulus congestus, cellules orageuses pouvant présenter un danger pour la sécurité de l'aéronef, étaient présents à proximité de l'aérodrome. Les contrôleurs aériens ont approuvé, une minute et quatre secondes après que l'appareil ait dévié de la trajectoire imposée, le choix des pilotes de modifier leur cap pour éviter des cellules orageuses. Ryanair justifie de la nécessité pour elle de déroger aux règles pour la sécurité de l'aéronef. La décision de l'ACNUSA est annulée.

## 2 .L'appel au droit pénal

Selon l'article L.6232-4 du code des transports, commettent une infraction pénale :  
aussi bien l'exploitant qui met en service,  
que le pilote qui conduit,  
un aéronef en l'absence du certificat de nuisances obligatoire (ou en faisant état d'un certificat obsolète).

## B. La réparation du dommage

### 1. La responsabilité civile

Les particuliers victimes de nuisances acoustiques peuvent-ils obtenir des dommages intérêts de la part des exploitants d'aéronefs bruyants ?

Les solutions jurisprudentielles sont nuancées.

Les victimes ne doivent pas nourrir trop d'espoir dans l'état actuel des solutions légales et jurisprudentielles.

La jurisprudence a élaboré un régime hybride de responsabilité combinant à la fois la responsabilité de plein droit de l'exploitant d'aéronef pour les dommages causés aux tiers à la surface du fait des évolutions de l'appareil prévue par l'article L. 141-2 CAC devenu l'art. L. 6131-2 du code des transports, et la responsabilité au titre des troubles anormaux de voisinage.

Le premier principe, c'est que la victime doit supporter les inconvénients normaux de voisinage d'un aéroport : chacun doit tolérer dans une certaine limite le bruit non excessif des moteurs d'avion.

Le second principe : la victime doit établir, pour pouvoir engager la responsabilité de l'exploitant d'aéronef, qu'elle se trouve victime de [troubles anormaux de voisinage](#).

Cf. Frédéric Rouvière, Les troubles anormaux de voisinage comme application du droit commun de la responsabilité civile, Gazette du Palais, 2 septembre 2014, n° 245, p. 14

Même si elle se trouve dans cette situation, la victime se verra opposer par le défendeur le fait justificatif de la **pré occupation**, elle est sans action si elle est allé demeurer dans une zone déjà affectée par les nuisances acoustiques ou dans une zone où la création d'un aérodrome avait été antérieurement décidée. Le défendeur lui opposera une imprévoyance fautive. Le système juridique confère ainsi un droit d'antériorité à l'auteur de la nuisance du moment que celle-ci étaient liée à de activités agricoles, industrielles artisanales ou commerciales. L'art. L. 112-16 du code de la construction et de l'habitation avait été déclaré conforme à la constitution par le Conseil constitutionnel, décision QPC du 8 avril 2011. Le demandeur invoquait la charte de l'environnement. Le Conseil constitutionnel disposait cependant que l'article L. 112-16 ne faisait pas obstacle à une action en responsabilité fondée sur la faute.

L'armée ne pouvait pas se prévaloir de ce moyen de défense, la disposition législative ne visait pas en effet les activités liées aux nécessités de la Défense nationale. Il était paradoxal d'exempter des activités économiques lucratives et de ne pas viser les vols de l'armée de l'air. Cf. infra à propos de la responsabilité administrative. Les

activités militaires relèvent en principe des dispositions du droit public et échappent a priori en cas de contentieux à la compétence des tribunaux judiciaires, même si les appareils d'État sont soumis aux règles du code des transports en ce qui concerne le droit de la responsabilité vis-à-vis des tiers. Art. L. 6100-1 : Les dispositions du titre III du livre I<sup>o</sup> de la présente partie relatives à la responsabilité du propriétaire ou de l'exploitant, sont applicables aux aéronefs militaires, et aux aéronefs appartenant à l'État et exclusivement affectés à un service public. On peut toujours faire remarquer que le système élaboré en jurisprudence en matière de responsabilité pour nuisances acoustiques tient certes compte des règles figurant dans le code des transports, mais qu'il est largement tributaire de la construction jurisprudentielle relative à la responsabilité civile au titre des troubles anormaux de voisinage.

Une réforme législative est intervenue. Le nouvel article L. 113-8 CCH (créé par l'ordonnance du 29 janvier 2020) prend désormais en considération les nuisances dues à des activités aéronautiques.

L'armée de l'air et de l'espace relève de l'aéronautique militaire.

Art. L. 113-8 c. construction et habitation :

Les dommages causés aux **occupants** d'un **bâtiment** par des **nuisances** dues à des **activités ... aéronautiques** n'entraînent pas droit à **réparation**

lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé

ou l'acte authentique constatant l'aliénation

ou la prise de bail établi

postérieurement à l'existence des activités les occasionnant

dès lors que ces activités s'exercent en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions.

On voit que le législateur a envisagé plusieurs hypothèses pour déterminer la date à partir de laquelle la victime des nuisances n'est pas en droit d'obtenir réparation de la part de l'auteur des nuisances : la date du permis de construire (pour le maître de l'ouvrage faisant construire une villa ou une maison), l'acte authentique d'aliénation (pour l'acquéreur d'un bâtiment déjà construit) ou la prise de bail (pour un locataire).

L'aggravation des nuisances

La situation est la suivante. Création de l'aérodrome, nuisances faibles. Modifications, accroissement du trafic, création de nouvelles pistes, allongement des pistes. Nuisances majeures. Quid des habitants installés dans la zone entre la création de l'aérodrome et l'accroissement des nuisances ? Les auteurs des nuisances acoustiques peuvent-ils continuer à leur opposer l'immunité ou le fait justificatif tiré de l'incidence de la préoccupation ? Nous étions là avant vous.

L'art. L. 113-8 CCH envisage la poursuite des activités, mais on peut prétendre que s'il y a extension de l'aérodrome et création de nouvelles pistes, s'il y a une augmentation sensible du trafic, ce sont des activités nouvelles qui s'opèrent.

La nécessité d'un procès interminable

Un mécanisme d'indemnisation largement symbolique

La possibilité d'un recours du transporteur condamné contre l'aéroport, C.E. 6 février 1987

## 2. La responsabilité administrative

### a. La responsabilité de l'État au titre de nuisances émanant de l'armée de l'air

La détonation balistique

Les nuisances sonores engendrées par les hélicoptères de la base aéronautique navale d'Hyères. Des riverains ont assigné l'État (l'agent judiciaire du trésor et le préfet du Var) devant les juridictions judiciaires pour faire interdire à la base navale de survoler en hélicoptère le quartier des Pesquiers, celui de l'hippodrome et celui du port. La cour d'Aix avait rejeté l'exception d'incompétence soulevée par l'agent judiciaire du trésor au profit des juridictions administratives, l'arrêt énonçait que l'ouvrage public aéroportuaire n'était nullement en cause. La cassation a été prononcée par la 1<sup>o</sup> chambre civile, 23 février 2012, n<sup>o</sup> 10-27336, au visa de l'art. 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII et de la loi du 31 décembre 1957. Il résulte de ces textes qu'en cas d'action en responsabilité tendant à la réparation des dommages causés par un véhicule, les tribunaux judiciaires ne sont compétents que pour autant que le préjudice invoqué trouve sa cause déterminante dans l'action du véhicule, et non dans l'existence, l'organisation ou les conditions de fonctionnement d'un ouvrage public. Les hélicoptères appartiennent à la base aéronautique navale, le préjudice trouvait sa cause déterminante dans l'existence et les

conditions de fonctionnement de l'ouvrage public. L'incompétence des tribunaux judiciaires est prononcée.

b. La responsabilité de l'entité concessionnaire d'ouvrage public

Cette responsabilité peut être mise en cause, soit dans le cadre d'une action formée directement par une victime de la nuisance, soit par une compagnie aérienne condamnée et agissant en garantie contre la CCI ou la société gestionnaire de l'aérodrome.

Demande exercée directement par la victime contre la CCI

C.E. 20 novembre 1992, la commune de Saint Victoret fait condamner la CCI de Marseille, le préjudice trouve directement son origine dans le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage public concédé

CAA Marseille, 11 janvier 2010, n° 07MA01967, une habitante de Saint Victoret échoue dans sa tentative de faire condamner la CCI de Marseille Provence, gestionnaire de l'aérodrome créé en 1922, habitation acquise par les parents en 1958, la demande était de 2001, alors que l'accroissement des nuisances dû à l'allongement de la piste principale était daté de 1979, la demande subit la prescription alors décennale, elle était tardive. La juridiction n'en admet pas moins au niveau des principes que la requérante pouvait invoquer la responsabilité de la CCI si la modification des équipements ou des modalités de fonctionnement de l'ouvrage avait aggravé, depuis son installation, les sujétions normales résultant du voisinage d'un aéroport en activité. Le caractère imprévisible de cette aggravation ne peut résulter de la seule aggravation quantitative des nuisances mais seulement d'un changement de la structure ou le mode d'exploitation de l'ouvrage.

Sur recours

C.E. 6 février 1987, RFDA 1987. 56, conclusions Guillaume, l'ADP est condamné sur recours d'Air France et de la

Panam à plus d'un million de francs, l'implantation et le fonctionnement normal d'ADP sont la cause directe et certaine des troubles de voisinage subis par la commune de Villeneuve le Roi.

L'arrêt décide qu'ADP ne peut pas appeler l'État en garantie.

## SECTION II. LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE L'ATMOSPHÈRE, L'ELEVATION DES TEMPERATURES ET LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

## La préservation de la qualité de l'air

Il convient de partir des faits. Les moteurs d'avions fonctionnent en consommant du carburant fossile extrait des gisements pétroliers. Cette combustion se traduit par des émissions de substances plus ou moins toxiques. Les rejets et les émissions de dioxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'autres substances nuisibles dans l'atmosphère par les réacteurs d'avions sont une source incontestable de pollution. Ces émissions sont en grande partie produites en altitude.

On leur accorde des effets plus ou moins dangereux pour la santé publique et pour l'avenir de l'humanité. Ces rejets contribuent à l'augmentation des températures, au changement climatique et produisent des effets néfastes pour la santé publique.

La température moyenne de l'atmosphère et des océans a en deux siècles augmenté de deux degrés.

Le réchauffement est incontestable, l'activité humaine y a une part prépondérante.

Le climat évolue. Il est difficile de faire des prévisions pour l'avenir, le pire n'est pas toujours sûr.

Le constat : on attribue 2 % des émissions de CO<sub>2</sub> à l'avion.

L'aviation dégage des émissions de dioxyde de carbone, des rejets d'oxyde d'azote, de vapeur d'eau, des particules de sulfate et de suie. Les émissions de NOX et de particules de matière (PM). Les traînées de condensation (CONTRAILS) évoluent en cirrus. Les effets des nuages cirrus sont mal connus.

Les vols de nuit et les vols hivernaux contribuent, selon une étude anglaise, à l'effet de serre.

L'objectif politique est de favoriser la réduction des émissions planétaires des gaz à effet de serre et de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale.

Voir le développement consacré par le prix Nobel Jean Tirole au défi climatique, p. 263-310, dans son ouvrage publié en 2016, aux PUF, Économie du bien commun.

Que faire ?

On ne peut pas songer sérieusement à interdire ou à réduire massivement la navigation aérienne, et revenir à la marine à voile.

L'idéal serait l'abandon de l'utilisation des combustibles fossiles.

La communauté scientifique mène des travaux pour un nouveau carburant, on parle de " carburants alternatifs durables ", SAF, qui sont des **bio-carburants**.

L'OACI a tenu les 30 avril et 1<sup>o</sup> mai 2019 à Montréal un séminaire sur les biocarburants aéronautiques durables. Le ministère des transports nourrirait l'objectif en 2050 de 50 % de biocarburants. Des travaux sont menés entre les administrations, ONERA, et des entités de droit privé, comme Air France, Airbus, Safran, Suez et Total. Il y a des problèmes pour financer la recherche.

On a déjà effectué nombre de vols avec ces nouveaux produits. Qui sont des mélanges à 50%. Huiles végétales. Produits issus de la biomasse, résidus de bois ou de paille. L'obstacle du prix est mis en lumière.

Les avions des compagnies membres du groupe de la Lufthansa devraient pour un an, à partir de mars 2015, s'approvisionner à Oslo auprès de STATOIL Aviation en bio-carburant.

Les nouveaux moteurs consomment moins de kérosène que les anciens.

Le premier ministre, A. du 29 juillet 2021, approuve le cahier des charges de l'appel à projets " Développement d'une filière de production française de carburants aéronautiques durables".

Le 28 octobre 2021, un vol d'essai a été réalisé dans la région toulousaine avec un airbus A 319 neo, le carburant dit carburant aviation durable, fourni par Total, est fabriqué près du Havre à partir d'esters hydro-traités et d'acides gras, se composant principalement d'huiles de cuisson usagées.

Air & Cosmos, dans un billet du 25 octobre 2022, indique qu'Air France- KLM a commandé à Neste et à DG Fuels une fourniture d'1, 6 million de tonnes de carburant d'aviation durable, carburant qui serait susceptible de réduire de 80 % les émissions de CO<sub>2</sub>.

Certains songent à l'arrivée autour de 2035 d'avions propulsés à l'**hydrogène**. Le moteur à hydrogène produit de la vapeur d'eau, il ne répand aucun gaz à effet de serre. Ce carburant ne saurait cependant être employé sur les vols à longue distance. Il est également plus coûteux que le kérosène.

La Commission a publié un règlement délégué 2023/1184 du 10 février 2023 établissant une méthodologie de l'Union définissant des règles détaillées pour la production de carburants liquides et gazeux renouvelables destinés au secteur des transports, d'origine non biologique. L'électricité utilisée pour la production de ces carburants doit être entièrement renouvelable. Le contenu de ces carburants est basé sur la production d'hydrogène renouvelable par électrolyse.

Un autre règlement délégué de la même date, 10 février 2023, 2023/1185, établit un seuil minimal de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les carburants à base de carbone recyclé.

Le règlement 2023/2405 du 18 octobre 2023 est relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable (ReFuelEU Aviation).

L'avenir serait à l'**avion électrique**.

L'agence pour l'UE de sécurité aérienne a certifié en mai-juin 2020 un avion Pipistrel Velis Electro, un avion biplace propulsé par un moteur électrique, destiné à la formation des pilotes. Le fabricant a son siège en Slovénie.

Les résolutions de l'OACI évoquent les aéronefs hybrides, électriques et à l'hydrogène.

On a songé à l'arme pécuniaire en faisant payer les pollueurs, on les autorise à polluer, mais il faut payer. Étant entendu bien évidemment que le prix exigé des exploitants sera incorporé par le transporteur dans le billet vendu à la clientèle.

L'OACI estime souhaitable que les États prennent en commun des mesures adéquates pour lutter contre le phénomène des rejets. Le multilatéralisme présente de grands avantages. Nombre d'États expriment cependant leur réticence pour une action décisive.

L'Union européenne avait pris en ce domaine depuis plusieurs années une position en flèche, qui avait suscité l'opposition de la part de puissances comme la Chine, l'Inde ou les États-Unis. Il n'existait pas de véritable consensus au niveau mondial, des déclarations d'intention étaient proférées, une volonté unanime prête à des mesures dures contre les auteurs des nuisances n'existait certainement pas.

À partir de la 38<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI tenue à Montréal début octobre 2013, on dénote un changement d'attitude, les États prennent dans le cadre de l'OACI, même si subsistent des réserves de la part des États-Unis ou de la Chine, des résolutions énergiques qui se sont traduites à l'échelon mondial par des décisions concrètes, comme l'entrée en vigueur du programme Corsia.

## Sous-Section I. L'INVENTAIRE DES SOURCES DU DROIT

Les recommandations et le dispositif normatif à l'encontre des émissions des moteurs d'avion se situent à l'échelon mondial, à l'échelon de l'espace économique européen, à l'échelon national.

### § I. La planète

Nous sommes en présence d'un grand nombre d'instruments diplomatiques, de tenue de conférences hautement médiatisées et de projets plus ou réalistes. Certains sont de portée généraliste, d'autres intéressent davantage le monde aérien.

Il est difficile d'obtenir un accord mondial, d'autant que les pollueurs sont en général les pays les plus industrialisés, les plus, les plus peuplés de la planète. Ce propos doit être tempéré, car c'est en ces pays riches qu'une fraction importante de la population met la défense de l'environnement au nombre de ses idéaux.

#### a) Les instruments diplomatiques de portée générale

[La convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et le protocole de Göteborg du 30 novembre 1999 relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique]

[La convention de Vienne et le protocole de Montréal du 16 septembre 1987 sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone. L'amendement au protocole de Montréal adopté à Kigali le 15 octobre 2016, décret de publication du 4 juillet 2019, JO du 6 juillet 2019.]

La convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, CCNUCC, conclue à New York le 9 mai 1992, vise à stabiliser les concentrations dans l'atmosphère de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

Les changements climatiques constituent une menace pour les écosystèmes, la production alimentaire, la santé humaine.

Pour atteindre l'objectif de 2 °, il faudrait stabiliser la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à environ 450 PPMV équivalent CO<sub>2</sub>.

Le protocole de Kyoto à la CCNUCC, signé le 11 décembre 1997, était entré en vigueur le 16 février 2005 : l'art. 2 § 2 énonce que les pays industriels développés doivent chercher, par l'intermédiaire de l'OACI, à limiter /réduire les émissions des gaz à effet de serre (non réglementés par le protocole de Montréal) provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports aériens.

L'amendement de Doha (Qatar) instaure une 2<sup>e</sup> période d'engagement allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2020.

Le règlement n° 662/2014 du 15 mai 2014 modifie le règlement n° 525/2013 propre à la mise en œuvre technique du protocole de Kyoto. Ce règlement concerne la mise en œuvre des engagements pris par l'UE et ses États membres dans le cadre de ce qu'il est convenu d'appeler l'amendement de Doha.

Une loi (française) du 30 décembre 2014 autorise la ratification de l'amendement au protocole de Kyoto adopté à Doha le 8 décembre 2012.

Une décision du Conseil UE 2015/1339 du 13 juillet 2015 approuve au nom de l'Union l'amendement de Doha.

Le règlement délégué 2015/1844 du 13 juillet 2015 concerne la mise en œuvre technique du protocole de Kyoto après 2012

La loi du 30 septembre 2015 autorise l'approbation de l'accord entre la France et le secrétariat de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et son protocole de Kyoto, signé à Paris le 20 avril 2015 et à Bonn le 27 mars 2015. Cet accord est publié par décret du 10 novembre 2015 au JO du 14 novembre 2015.

Le règlement délégué 2019/1123 du 12 mars 2019 modifie le règlement n° 389/2013 en ce qui concerne la mise en œuvre technique de la deuxième période d'engagement du protocole de Kyoto.

Cet amendement est tardivement entré en vigueur, le 31 décembre 2020. C'est le 144<sup>e</sup> dépôt d'instrument d'acceptation qui a été déterminant, JOUE du 14 décembre 2020.

Le JORF du 14 janvier 2021 donne le décret publiant l'amendement au protocole de Kyoto adopté à Doha le 8 décembre 2012.

La convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Le protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants se rapportant à la convention de 1998, signé à Kiev le 21 mai 2003

La conférence de Bali de décembre 2007

La conférence de Copenhague de décembre 2009 adoptant un accord non contraignant à la portée incertaine

La conférence de Cancun

Le sommet de Rio+20 en juin 2012

Le sommet de l'ONU sur le climat tenu à Doha en décembre 2012 : un accord sur un Kyoto II applicable jusqu'en 2020 liant en particulier les États membres de l'UE et l'Australie

La conférence de Varsovie en novembre 2013 : une feuille de route pour 2015

Une conférence en Indonésie sur le climat en février 2014

La conférence sur le climat tenue à New York en septembre 2014

Une conférence de Lima en décembre 2014

La conférence de Paris : gérer le post 2020.

Kerbrat, Maljean-Dubois et Wemäere, Conférence internationale de Paris sur le climat en décembre 2015 : comment construire un accord évolutif dans le temps ? JDI octobre 2015, doctrine 10.

La conférence de Paris, COP 21, réunissant 195 gouvernements, a adopté le 12 décembre 2015 l'accord de Paris destiné à être finalisé et signé en avril 2016 auprès de l'Organisation des Nations Unies. Voir le texte :

Convention-cadre sur les changements climatiques, 12 décembre 2015, FCCC/CP/2015/L. 9.

Patrick Thieffry, L'accord de Paris sur le changement climatique : quelles contraintes ? D. 2016 p. 304.

L'accord ne contient pas d'engagement précis incombant à chaque État pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Tout dépendra des engagements nationaux.

L'objectif est que l'élévation des températures ne dépasse de deux degrés les températures des temps préindustriels.

Une décision du conseil du 11 avril 2016 autorise la signature, au nom de l'Union européenne, de l'accord de Paris conclu au titre de la convention cadre des nations unies sur les changements climatiques. La signature a été organisée à New York le 22 avril 2016.

Une loi du 15 juin 2016 autorise la ratification, par la France, de cet accord de Paris adopté le 12 décembre 2015.



Un décret du 8 novembre 2016 publie l'accord de Paris adopté le 12 décembre 2015, signé par la France le 22 avril 2016, JO du 10 novembre 2016. Le texte a pour objet de renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, en contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 ° par rapport aux niveaux préindustriels, et en poursuivant l'action pour limiter l'élévation de la température à 1,5 ° par rapport aux niveaux préindustriels. Un rôle est confié à la Conférence des parties. Les États-Unis se mettent au printemps 2017, en retrait - à compter de 2020 - de l'accord de Paris. La conférence des Nations-Unies sur le climat, COP 23, se tient à Bonn en novembre 2017, les États-Unis y faisant figure d'accusés. La COP 24 se tient en décembre 2018 à Katowice. On fait état d'une tenue de la COP 25 à Madrid début décembre 2019. Un sommet à Glasgow s'est tenu début novembre 2021, avec une importante couverture de presse et la présence des grands de ce monde. Les résultats sont jugés assez limités. La COP 27 se tient en novembre 2022 en Égypte, à Charm el Cheikh. La COP se tient en 2023 à Dubaï.

#### b) Les dispositions normatives propres à l'aviation civile

[Aviation and Climate Change Law & Policy

Une étude de novembre 2015 du cabinet new yorkais Condon / Forsyth de New York et du cabinet australien Hodgkinsonjohnston de Perth, rédigée à la veille de la 21<sup>e</sup> conférence des parties se tenant à Paris fin novembre début décembre 2015.]

Thomas Leclerc, Les mesures correctives des émissions aériennes de gaz à effet de serre : Contribution à l'étude des interactions entre les ordres juridiques en droit international public, thèse Bordeaux, 2017

À côté des dispositions générales, la lutte contre le changement climatique est prise en charge par le milieu aérien et l'OACI.

Le GIACC est le groupe sur l'aviation internationale et les changements climatiques.

La fonction de l'OACI

L'OACI est l'organisation internationale dans le cadre de laquelle les États cherchent en principe à poser une réglementation propre à limiter les émissions de gaz à effet de serre provenant des combustibles de soute utilisés dans les transports aériens.

Alejandro Piera Valdes, Greenhouse Gas Emissions from International Aviation, La Haye, Eleven International Publishing, 2015, compte rendu par Maria Jesus Guerrero Lebron à la Revue espagnole de droit des transports.

Des normes émanant de l'OACI concernent la certification des avions.

Annexe 16 - protection de l'environnement - les oxydes d'azote – dioxyde d'azote NO<sub>2</sub> gaz toxique résultant du processus de combustion utilisé pour les moteurs de véhicules

Des normes sont prévues pour la fabrication de nouveaux avions.

L'itinéraire historique est particulièrement complexe, il débouche sur l'adoption du programme mondial CORSIA, déjà décrié par certains à raison de sa timidité. L'UE entend conserver son propre système.

Les résolutions prises au sein de l'OACI

Les réserves émanant des États membres de la Communauté et de 15 autres gouvernements européens à l'égard de l'appendice L de la résolution A36-22 de septembre 2007 de l'assemblée de l'OACI, appendice par lequel l'assemblée prie instamment les États de ne pas mettre en œuvre un régime d'échange de droits d'émissions pour les exploitants d'aéronefs des autres États contractants sauf sur la base d'un accord mutuel entre des états. Les États auteurs des réserves se réservent le droit d'adopter des mesures.

Mise en place de programmes nationaux ou régionaux pour atténuer les changements climatiques

Le comité de la protection en environnement de l'aviation CAEP de l'OACI fixe en février 2010 un calendrier pour l'élaboration d'une norme sur le CO<sub>2</sub> applicable aux aéronefs commerciaux d'ici 2013

Le CAEP recommande des normes sur les oxydes d'azote applicables aux nouveaux moteurs certifiés après le 31 décembre 2013

L'assemblée de l'OACI de septembre - octobre 2010 : résolution A37-19 : et A37-20 : une résolution vise à réduire jusqu'en 2050 la contribution des émissions de l'aviation aux changements climatiques ; des réserves des USA et de la Belgique au nom de l'UE

Les recherches en matière de carburants alternatifs

La recherche problématique d'un accord mondial après 2012 : l'UE est prête à des objectifs plus ambitieux pour autant que les autres États industriels (lire les EU) fassent des réductions comparables et que les pays en développement avancés (lire la Chine et l'Inde) apportent leur contribution.

La conférence de Cancun de novembre - décembre 2010 et l'adoption d'un certain nombre de résolutions. La conférence de Durban, qui parvient péniblement à un accord en demi-teinte en décembre 2011 devant mener à la conclusion d'une nouvelle convention.

L'OACI a tenu en mai 2011 des ateliers de formation destinés à produire des plans d'action nationaux pour réduire les émissions, Mexico, Bangkok

Mise en place en novembre 2012 par le conseil de l'OACI d'un groupe spécial de haut niveau pour formuler des propositions en matière de politique environnementale

Un communiqué du 14 février 2013 fait état de progrès concernant la lutte contre le CO<sub>2</sub> et contre le bruit émanant des moteurs à l'échelon du comité de l'OACI pour la protection de l'environnement (CAEP).

3<sup>e</sup> symposium sur l'environnement en mai 2013 à Montréal

Le comité exécutif en prévision de la 38<sup>e</sup> session a préparé une note concernant les « Mesures basées sur le marché », MBM.

La note prospective est relative à l'instauration éventuelle d'un régime mondial de MBM, un programme MBM mondial est considéré comme faisable. Plusieurs variantes sont envisageables. L'idée commune est de mettre à la charge des exploitants l'obligation d'acheter des unités d'émission, pour compenser les émissions réalisées. Les recettes seraient affectées à la lutte contre le changement climatique. L'une des difficultés est de prévoir un seuil de minimis, pouvant concerner 20% des exploitants. A été envisagé un seuil de minimis exemptant les exploitants et les États se trouvant sous le seuil de 1 % des TKP internationales.

Les particules ultrafines des gaz d'échappement. Élaboration d'une norme de certification sur les PM non volatiles pour les moteurs d'avion, NVPM.

L'assemblée de l'OACI tenue à Montréal fin septembre début octobre 2013, 38<sup>e</sup> session.

L'assemblée a adopté le 4 octobre 2013, avec la réserve de certains États, la résolution 17/2 :

« Exposé récapitulatif de la politique permanente et des pratiques de l'OACI dans le domaine de la protection de l'environnement. Changements climatiques. »

La résolution est importante en ce qu'elle décide la mise en place d'un régime mondial de mesures basées sur le marché MBM. L'objectif est de réduire en 2020 de 50 % les émissions de carbone par rapport aux niveaux de 2005.

Paragraphe 18. À compter de 2020.

Exemptions au profit des États et des exploitants de faible niveau d'activité.

La résolution ne fait pas obstacle à l'élaboration de nouvelles MBM ou à la mise en œuvre des MBM existantes

Une conférence sur le climat tenue en Indonésie en février 2014

La 39<sup>e</sup> session était attendue en 2016

L'OACI a publié un communiqué le 23 septembre 2014 dans le cadre du sommet des Nations Unies sur le climat annonçant le lancement d'une action concertée du secteur aéronautique pour le climat entre l'OACI et le secteur de l'aviation représenté par l'ATAG groupe d'action sur les transports aériens, qui a comme bailleurs de fonds des industriels comme Airbus et Boeing, des motoristes et l'IATA. L'industrie du transport aérien s'est engagée sur la voie d'une croissance durable fondée sur un partenariat entre les pouvoirs publics et tous les secteurs d'activité commerciale. Par l'intermédiaire de l'OACI, les gouvernements travaillent avec l'industrie pour réduire les émissions liées à l'aviation. Le secteur prend des mesures qui stabiliseront les émissions nettes de dioxyde de carbone CO<sub>2</sub> à partir de 2020. Le secteur de l'aviation s'est engagé à réduire d'ici 2050 les émissions nettes de CO<sub>2</sub> de moitié par rapport au niveau de 2005. L'OACI et l'industrie appuient le développement de carburants alternatifs ainsi que l'élaboration d'une norme mondiale sur les CO<sub>2</sub> applicable aux nouveaux appareils.

Un sommet mondial pour une aviation durable du groupe d'action sur les transports aériens, ATAG, Genève, voir le communiqué publié par l'OACI en date du 30 septembre 2015. Les transporteurs aériens et l'OACI sont opposés à ce que l'aviation internationale soit utilisée pour apporter des recettes destinées à financer des programmes de lutte contre les changements climatiques dans d'autres secteurs que l'industrie du transport aérien. Le monde aérien entend conserver sa spécificité.

Un autre communiqué de la même date et qui est la suite du précédent fait état des plans d'action nationaux, présentés comme un exemple, dans le secteur aérien, de solution contre le changement climatique.

L'OACI publie, en date du 8 février 2016, un communiqué. 170 experts composant le CAEP, comité de protection de l'environnement en aviation, préconisent une nouvelle norme concernant la conception des aéronefs. Seraient concernés les nouveaux modèles d'aéronefs conçus à partir de 2020, ainsi que pour les modèles existants les aéronefs produits à partir de 2023. La norme concernerait tous les modèles d'appareils, même si 90 % des émissions sont dus aux gros porteurs de plus de 60 tonnes. Cette mesure est destinée à être approuvée par le Conseil.

Des dialogues ont été tenus, en mars-avril 2016, sous l'égide de l'OACI dans les différentes régions du monde. On peut consulter sur le site de l'OACI un avant-projet de résolution à soumettre à la 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'OACI de septembre 2016.

Il s'agit de mettre en place un régime mondial de mesures basées sur le marché (GMBM) pour l'aviation. Ce régime peut connaître plusieurs variantes, l'objectif étant de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de l'aviation internationale.

Soit instaurer un système de redevances à l'échelon mondial

Soit instaurer un système reposant sur des quotas d'émission et d'échange de droits : on instaure un plafonnement de toutes les émissions de l'aviation internationale à un niveau convenu pour une période de conformité déterminée. On attribue alors des allocations spécifiques à l'aviation (une allocation équivalant à une tonne de CO<sub>2</sub>) pour les émissions sous plafonnement ; ces allocations sont attribuées à titre gracieux ou par vente aux enchères (ce qui procure des recettes) ; les émetteurs peuvent acheter, vendre ou échanger ces allocations.

Soit prévoir une compensation obligatoire sur le plan mondial : on n'instaure aucune allocation spécifique à l'aviation, les exploitants et émetteurs achètent des unités d'émission pour compenser les émissions de CO<sub>2</sub>. Ces systèmes, pour fonctionner, exigent la détention d'un grand nombre de données ainsi que la mise de structures de vérifications.

Se pose la question du bénéficiaire de l'attribution des recettes.

Le texte devait être soumis, les 11, 12-13 mai 2016, au niveau des 191 États membres de l'OACI.

Le site de l'OACI donne les résolutions prises en octobre 2019 lors de la 40<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'OACI, DOC 10184, résolutions de l'Assemblée en vigueur au 7 octobre 2022.

La résolution A41-20 concerne la politique de l'OACI en matière de protection de l'environnement, en particulier en ce qui concerne le bruit et la qualité de l'air.

La résolution A41-21 expose la politique et les pratiques de l'OACI dans le domaine de la protection de l'environnement et des changements climatiques. L'OACI incite l'aviation civile internationale à réduire ses émissions contribuant aux changements climatiques. L'aviation internationale représente 2 % des émissions de CO<sub>2</sub>, ces émissions croissent avec l'augmentation du trafic aérien. L'idéal serait d'obtenir en 2050 la réduction à zéro des émissions nettes de carbone. Les avions fabriqués aujourd'hui sont plus économes en carburant que ceux de jadis. Les mesures de gestion du trafic aérien devraient amener une réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. L'OACI encourage les travaux menés pour faciliter l'utilisation de carburants d'aviation durables ou de carburants alternatifs. On songe également à l'utilisation de l'hydrogène et de l'électricité. Il convient de favoriser l'introduction d'avions consommant de moins en moins de carburant, de faciliter le renouvellement des flottes et d'introduire de nouvelles pratiques concernant les avions en fin de vie (?). Il faut favoriser la recherche pour pouvoir disposer d'un avion ne produisant aucune émission de CO<sub>2</sub>.

La résolution A41-22 se présente comme un Exposé récapitulatif de la politique permanente et des pratiques de l'OACI dans le domaine de la protection de l'environnement – Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA)

### CORSIA

Un dispositif, dit **Corsia**, Carbon Off setting and Reduction Scheme for international Aviation, a été adopté lors de la 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'OACI tenue à Montréal depuis le 27 septembre 2016.

Il était prévu par cette résolution A39-3 de mettre en place ce dispositif à partir de 2021 en trois étapes.

L'objectif est de compenser 93 % des émissions de transport aérien en 2035.

On prévoit une phase pilote de 2021 à 2023.

Suivra une première phase allant de 2024 à 2026, opérée par les États, comme les États-Unis, les Émirats, Singapour, la Corée du Sud, s'étant portés volontaires, représentant 87 % du transport aérien mondial.

Seconde phase, à laquelle tous les États seront soumis, exception faite des petits États et ceux très pauvres ou sans activité aéronautique. Les vols intérieurs étant exclus.

LE PROGRAMME CORSIA : JUIN 2018

Les travaux menés dans le cadre du programme CORSIA de l'OACI.

Il existe une tension entre les initiatives et les projets menés au sein de l'OACI et les exigences formulées au sein de l'Union européenne. L'OACI est plus ou moins accusée de timidité, elle assouplirait dans ses études, sous la pression de certains États, on cite le Brésil à tort ou à raison, ses exigences face au phénomène de la pollution de l'atmosphère par les rejets carboniques résultant de la combustion des carburants.

Le Conseil de l'OACI a adopté le 27 juin 2018 la première édition des normes internationales et pratiques recommandées dans le domaine de la protection de l'environnement -Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA), annexe 16, volume IV de la convention de Chicago. Cette première édition établit entre autres les valeurs d'émissions à utiliser pour calculer les facteurs de croissance, à la fois le facteur de croissance du secteur et les facteurs de croissance des exploitants d'avions. Ces valeurs correspondent à la moyenne des émissions de CO<sub>2</sub> de l'aviation internationale relevant du CORSIA au cours des années 2019 et 2020, au niveau du secteur et au niveau de chaque exploitant d'avion. Le CORSIA est destiné à s'appliquer à tout exploitant d'avions dont les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> sont supérieures à 10 000 tonnes et proviennent de vols internationaux effectués avec des avions ayant une masse maximale certifiée au décollage supérieure à 5 700 kg – à l'exception des vols humanitaires, médicaux et de lutte contre le feu.

En ce qui concerne les obligations de **compensation** prévues par le CORSIA, elles s'appliqueront du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2035, à tout exploitant d'avions effectuant des vols internationaux entre les États contractants, qui seront visés dans un document à venir, CORSIA States for Chapter 3 State Pairs.

Les vols internationaux ciblés sont soumis à des compensations carbone.

L'exploitant pollue, il est obligé de compenser et de financer des programmes de réduction de Co<sub>2</sub>.

On a assisté en 2020 /21 du fait de l'épidémie du virus chinois (ou américain) à une diminution drastique du trafic aérien et donc à une diminution des émissions de CO<sub>2</sub>. On utilisera des valeurs d'émissions CORSIA nettement plus faibles pour calculer les facteurs de croissance. L'UE accepte que les valeurs d'émissions à utiliser pour calculer les facteurs de croissance soient modifiées de manière à renvoyer aux niveaux d'émissions de 2019, décision du Conseil 2020/768 du 9 juin 2020. La référence à 2019 est la variable de substitution la plus proche possible fondée sur des données réelles.

Tous les secteurs de l'économie devraient contribuer, y compris le transport aérien international, à la réalisation des réductions d'émission prévues l'accord de Paris. L'objectif de cet accord est de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2° C par rapport aux niveaux préindustriels – et à poursuivre l'action pour limiter l'élévation de la température à 1,5 ° C par rapport aux niveaux préindustriels. Le Conseil de l'OACI a établi le 27 juin 2018 la première édition de l'annexe 16 , volume IV, du régime Corsia. De telles règles vont devenir contraignantes.

Chaque État membre doit notifier à l'OACI sa participation volontaire au Corsia à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

119 États se sont déclarés. La Chine, l'Inde, la Russie semblent manquer à l'appel.

La décision envisage également une disposition d'ordre technique concernant l'option retenue pour calculer les exigences de compensation des exploitants d'avions au cours de la période 2021-2023. Chaque État membre devra notifier qu'il retient l'option OE = quantité d'émissions de CO<sub>2</sub> de l'exploitant d'avions relevant du point 3.1 durant l'année donnée y.

## § II. L'Union européenne

L'Union européenne, très sensibilisée à l'idée de lutter contre la pollution de l'atmosphère, a élaboré, indépendamment de l'OACI, ces dernières années des nombreuses mesures très techniques pour limiter le réchauffement de la planète.

Elle s'est heurtée aux résistances d'États aussi puissants que la Chine ou les États-Unis.

Il existe une loi européenne sur le climat, le règlement 2021/1119 du 30 juin 2021 établit le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique. Ce règlement dramatise, il invoque la menace existentielle que pose le changement climatique, il s'agit également de mettre en œuvre l'accord de Paris. L'UE devrait être une économie absente d'émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050, il agit de préserver le patrimoine naturel de l'Union. Le réchauffement doit être limité à 1 ° ½. Il faut lutter contre les vagues de chaleur, les feux de forêt, les inondations, la propagation des maladies infectieuses.

Consulter la thèse de Vincent Correia, L'Union européenne et le droit international de l'aviation civile, Bruylant, n° 758 et suivants.

Mesures à l'encontre des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. En application du protocole de Montréal. Règlement n° 1088/2013 du 4 novembre 2013, les importations et exportations de produits et d'équipements qui contiennent des halons ou qui en sont tributaires pour les utilisations critiques à bord des aéronefs sont soumises à un régime de délivrance de licences générales, et non de licences distinctes pour chaque importation ou chaque exportation, modifiant le règlement n° 1005/2009 du 16 septembre 2009. Souci d'éviter d'immobiliser les avions au sol. L'halon est un gaz inerte utilisé pour l'extinction des incendies. Le règlement n° 206/2014 du 4 mars 2014 concerne les potentiels de réchauffement planétaire des gaz à effet de serre autres que le CO<sup>2</sup>.

La lutte contre le CO<sub>2</sub>. On peut dire de façon très simpliste que cette politique européenne est la traduction de l'adage suivant lequel les pollueurs doivent être les payeurs. L'UE met en œuvre une politique normative d'esprit écologiste en dissentiment avec les intérêts des transporteurs et de leurs clients, les voyageurs.

L'histoire

La directive **2003/87** du 13 octobre 2003 avait modifié la directive 96/61 et avait établi un système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQUE de l'UE).

Ce système ne concernait initialement que les activités industrielles terrestres. La puissance publique fixe un plafond de pollution qu'il ne faut pas dépasser. Compte tenu de ce plafond, la puissance publique émet un certain nombre de quotas. On apprécie périodiquement, par ex. à la fin de l'année, la pollution dégagée par chaque industriel. On fait alors les comptes. Les industriels se voyaient octroyer des quotas correspondant à la possibilité de répandre du dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Une quantité est gratuite. Si l'industriel dépasse un seuil de pollution, il a excédé le quota qui lui est attribué, il doit acheter des quotas supplémentaires sur le marché. S'il pollue peu, il peut vendre les droits qui lui avaient été attribués et dont il n'a pas la nécessité. C'est le système dit plafonnement et échange.

Le secteur aérien était resté dans les premiers temps étranger à cette réglementation. Cette exclusion a cessé. Les activités aériennes sont désormais intégrées dans le système européen d'échange de quotas d'émission depuis la directive **2008/101** du 19 novembre **2008**, modifiant la directive 2003 /87/CE.

Jusqu'à la conclusion d'un accord mondial global, l'Union européenne prenait l'engagement d'ici 2020 de réduire ses émissions d'au moins 20% par rapport aux niveaux atteints en 1990.

L'Union s'était décidée à poser des règles unilatérales, mais elle s'était déclarée disposée à conclure des accords avec des États tiers, prélude à un accord mondial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant des avions.

Il était convenu que, si un État tiers prenait des mesures pour réduire l'impact sur le climat des vols partant de ce pays pour atterrir dans l'UE, la Commission prendrait des mesures pour assurer une interaction entre le système européen et les mesures prises par cet État tiers. Cf. art. 25 et 25 bis de la directive.

### La légalité et la validité de la réglementation européenne au regard du droit international

La confrontation entre le droit européen et les grands principes du droit international public, tant coutumier que conventionnel.

La législation européenne a été contestée par certains États, comme les États-Unis, la Chine, l'Algérie.

Plusieurs compagnies américaines ont contesté devant la justice européenne la validité de la directive européenne 2008/101 du 19 novembre 2008, elles ont prétendu qu'elle était contraire au droit international coutumier, à la convention de Chicago, au protocole de Kyoto et à l'accord de ciel ouvert puisqu'elle applique le système d'échange des quotas à la partie des vols ayant lieu en dehors de l'espace aérien des États membres de l'UE.

Comment la liaison du contentieux s'est-elle opérée ?

Le secrétaire d'État (britannique) à l'énergie et au changement de climat avait entendu appliquer le droit européen, le litige a été porté devant la division du banc de la reine, qui a formé un recours préjudiciel devant la CJUE le 22 juillet 2010, affaire C-366/10.

Nous avons disposé dans un premier temps des conclusions de l'avocat général Juliane KOKOOT du 6 octobre 2011, longues de 52 pages. La décision à rendre par la CJUE était importante parce qu'elle est destinée à fixer les rapports entre le droit de l'Union européenne et le droit international public. L'avocat général estime que l'Union est liée par le droit international public, elle doit exercer ses compétences dans le respect du droit international public. La validité des actes des organes européens serait mise en cause en cas de contrariété avec les règles du droit international.

Des particuliers peuvent-ils invoquer en justice des conventions internationales et le droit coutumier pour faire échec à un acte normatif émanant de l'Union européenne ?

L'avocat général estime que d'une manière globale et générale un particulier ne peut pas systématiquement invoquer les principes de droit international pour tenir en échec la réglementation européenne. C'est à la CJUE de déterminer si les dispositions d'un accord international engendrent pour les justiciables le droit de s'en prévaloir en justice, en vue de contester la validité d'un acte juridique de l'Union. La CJUE se détermine compte tenu de l'esprit, de l'économie et des termes de l'accord. La question doit être vérifiée pour chaque disposition de droit international invoquée. Une convention internationale ne peut être invoquée en justice par des particuliers que si cette convention confère des droits aux particuliers dont ils peuvent se prévaloir en justice. L'avocat général estime qu'on ne peut pas conclure à l'applicabilité directe du protocole de Kyoto, c'est un document qui régit uniquement les relations entre États. D'autant que les requérants appartiennent aux États-Unis qui n'ont pas ratifié le protocole. Le texte met à la charge des États des obligations, mais ces obligations ne sont pas assez précises pour produire des effets directs au profit (ou à la charge) des particuliers.

Il estime en revanche que l'accord ciel ouvert s'adresse aux compagnies aériennes. L'avocat général ne retient cependant que les dispositions à caractère inconditionnel, ne nécessitant aucune mesure d'exécution interne, et suffisamment précises.

L'avocat général admet également la soumission de l'Union au droit international coutumier, mais aux mêmes conditions qu'en ce qui concerne les conventions internationales : la souveraineté des États sur leur espace aérien, la liberté de survol de la haute mer. Il a des doutes sur le principe de souveraineté exclusive de l'État de pavillon sur les aéronefs survolant la haute mer, principe qui vaudrait pour les navires et non pour les aéronefs [nous pensons que l'État d'immatriculation exerçait sa juridiction sur les engins qu'il accepte d'immatriculer]. L'avocat général estime cependant que ces principes de droit coutumier concernent les droits souverains des États et ne peuvent pas être invoqués pour contrôler la validité des actes de l'Union.

Il est erroné de prétendre que la directive instaure un système extra territorial, les transporteurs évoluent dans l'espace des États tiers et au-dessus de la haute mer comme ils l'entendent, la directive concerne les décollages et atterrissages à partir du territoire de l'Union. Certes pour calculer les droits d'émission à acquitter on tient compte de l'ensemble de la route, donc du survol de la haute mer, mais on ne réglemente pas l'activité du transporteur quand l'avion survole la haute mer. La directive se contente d'obliger de restituer davantage de quotas quand le lieu de départ et le lieu d'arrivée sont davantage éloignés. Le principe de territorialité n'interdit pas que pour l'application du système européen on prenne en compte les parties de vols effectuées en dehors du territoire de l'Union.

L'avocat général concluait que les dispositions de la directive ne méconnaissent pas les principes du droit international coutumier.

Les conclusions étudient ensuite les éventuelles contradictions entre la directive et la convention de Chicago, pour les nier. Elles admettent la légitimité de l'action isolée (unilatérale) de l'UE, en dehors de l'OACI, en appliquant le système européen à l'aviation internationale, sans attendre l'adoption d'une solution multilatérale prise au sein de l'OACI. Celle-ci n'a pas reçu compétence exclusive pour réduire les gaz à effets de serre provenant des appareils aériens. Même si le protocole de Kyoto a une préférence pour une solution multilatérale dans le cadre de l'OACI. On ne pouvait pas attendre indéfiniment que les instances de l'OACI réussissent à adopter des solutions multilatérales.

Quant à la compatibilité avec l'accord ciel ouvert : les normes OACI de protection de l'environnement ne s'opposent pas au système européen.

En conclusion, rien ne s'oppose à la légalité de la directive.

L'arrêt Air Transport Association of America rendu par la Cour de justice le 21 décembre 2011 est largement conforme aux conclusions de l'avocat général, Clunet, Europe n° 3, mars 2012, étude 3 par Denys Simon. L'arrêt commence par faire l'inventaire des dispositions de droit international public susceptibles d'être invoquées pour mettre en doute la validité de la directive. Une personne privée ne peut pas en principe invoquer en justice une disposition relevant du droit international public, sauf si la convention internationale contient des dispositions à caractère inconditionnel et de nature précise.

L'arrêt traite d'abord des accords internationaux.

La CJ considère que l'Union n'est pas liée par la convention de Chicago et qu'elle ne saurait dans le cadre du renvoi préjudiciel examiner la validité de la directive au regard de la convention de Chicago en tant que telle.

La CJ affirme l'arrêt même solution en ce qui concerne le protocole de Kyoto. Cet accord contient des dispositions qui ne revêtent pas un caractère inconditionnel et suffisamment précis, le justiciable n'a pas le droit de s'en prévaloir en justice en vue de contester la validité de la directive.

En revanche l'arrêt admet que plusieurs dispositions de l'accord ciel ouvert conclu entre les E.U. et l'UE doivent être prises en considération pour apprécier la validité de la directive 2008/101.

L'arrêt évoque ensuite les principes du droit international coutumier : la souveraineté de chaque État sur son espace aérien, la liberté de survol de la haute mer, l'interdiction pour chaque État de soumettre une partie quelconque de la haute mer à sa souveraineté. Ces principes n'ont pas un grand degré de précision, le contrôle juridictionnel ne peut s'exercer que si les institutions de l'UE ont commis des erreurs manifestes d'appréciation

In concreto, la directive est-elle valide compte tenu des principes qui viennent d'être énoncés en soumettant les vols opérés par des aéronefs immatriculés dans des États tiers ?

L'arrêt remarque que la directive ne s'applique pas en tant que telle aux aéronefs des États tiers se trouvant en survol des États tiers ou de la haute mer. La réglementation de l'union s'applique à l'exploitant d'aéronef lorsque son aéronef se trouve sur un aéroport situé dans un Etat membre, en ce cas il est soumis à la juridiction de cet Etat membre et de l'Union. Le législateur de l'union peut faire le choix de n'autoriser l'exercice du transport aérien qu'à la condition que les opérateurs respectent les critères pour remplir les objectifs de protection de l'environnement, ces objectifs étant la prolongation de la convention cadre et du protocole de Kyoto. Certes, certains éléments contribuant à la pollution de l'air trouvent leur origine dans un événement se déroulant en dehors du territoire de l'union. Mais ceci ne remet pas en cause l'applicabilité du droit de l'Union sur le territoire de l'union. La conclusion coule de source : l'Union était compétente au regard des principes du droit coutumier pour adopter la directive.

L'arrêt examine ensuite la compatibilité de la directive avec l'accord ciel ouvert.

La directive ne contredit pas le principe de l'exonération du carburant, elle ne crée pas une redevance frappant le carburant embarqué.

Elle n'est pas incompatible avec les normes prévues par l'OACI.

La directive ne limite ni la fréquence ni la régularité des services : l'obligation des exploitants est uniquement de restituer des quotas correspondant à leurs émissions réelles. Elle n'a pas de caractère discriminatoire envers les transporteurs des États tiers, elle prévoit un système d'échange de quotas à l'ensemble des exploitants assurant des liaisons au départ ou à l'arrivée d'un aéroport européen.

Quod erat demonstrandum : l'examen de la directive n'a pas révélé d'éléments de nature à affecter sa validité.

On retrouvera ce discours dans l'arrêt du Conseil d'État du 9 décembre 2012.

Le protocole de Luxembourg du 24 juin 2010 conclu entre les États-Unis et l'Union européenne contenait pourtant des dispositions conciliantes rédigées en termes diplomatiques, les deux signataires affirmaient leur volonté commune de coopérer avec le comité de la protection de l'environnement en aviation de l'OACI et de collaborer au sein de l'OACI pour un programme d'action ambitieux. En clair l'Union européenne tenait un discours à teneur non unilatérale et de volonté d'entente avec les États tiers, les États-Unis au premier chef.

## La contestation - sur le terrain politique - par certains États tiers de la réglementation unilatérale européenne

Depuis décembre 2011, les États-Unis ont contesté vigoureusement la politique européenne, la secrétaire d'État américaine a menacé l'Europe de représailles et la chambre des représentants des EU entend interdire aux compagnies américaines de payer quoi que ce soit.

La presse fait état de transporteurs chinois et indiens qui auraient effectué des vols intra-communautaires, auraient méconnu la réglementation européenne et seraient donc passibles d'amendes.

Un certain nombre de gouvernements membres de l'OACI contestent également la légalité des mesures européennes.

La Chine conteste également, elle menace de refuser d'acheter des avions airbus. Certains parlent de menaces de guerre commerciale.

L'Allemagne souhaite une négociation avec les États-Unis, la Commission refuse, fin février 2012.

En septembre 2012, le Sénat américain avait adopté un texte en faveur des transporteurs américains pour les exempter de la réglementation européenne. Une loi est promulguée en ce sens par le président des États Unis le 27 novembre 2012.

L'Émissions Trading Scheme Prohibition Act, Thune Bill, habilite l'administration américaine à interdire aux compagnies aériennes établies aux États-Unis de se conformer à la législation européenne relative au système d'échange d'émissions.

## Les reculs et les compromis acceptés par l'Union européenne

### Premier recul

L'entrée en vigueur de la réglementation européenne d'après une déclaration de la commissaire à l'action pour le climat, Connie Hedegaard, faite le 12 novembre 2012 a été retardée d'un an en ce qui concerne les transporteurs extra européens, dans l'attente de décisions qui seraient éventuellement prises à l'automne 2013 dans le cadre de l'assemblée générale de l'OACI. Une proposition visait à suspendre provisoirement le régime d'échange de droits d'émission pour les vols internationaux. La commission souhaitait un vote avant la fin d'avril 2013.

La décision n° 377/2013 du 24 avril 2013 déroge temporairement à la directive 2003/87. L'Union européenne s'est donc temporairement inclinée devant les pressions extérieures. La dérogation ne vise que les émissions de l'aviation de 2012.

Une communication de la Commission publiée au JOUE du 4 octobre 2013, C 289/1, commente la décision d'avril 2013.

La réglementation européenne actuelle subsiste en ce qui concerne les vols entre aéroports européens, appelés vols inclus, les exploitants demeurent tenus aux obligations de déclarations concernant ces vols intra européens. Les États européens ne prennent en revanche aucune mesure contre les transporteurs pour une activité à destination ou en provenance d'aéroports situés dans des pays tiers, hors de l'Union. On parle de vols exclus, ainsi les vols Paris/ New York.

Le régime suspensif (stop the Clock) fait que le régime des quotas ne concerne que les vols intra - européens. Les obligations imposées aux transporteurs aériens ne concernent que les émissions relatives aux vols entre aéroports situés dans l'EEE. Peu importe le siège des transporteurs en cause, en Europe ou en dehors de l'Europe.

Le système des quotas d'émission avait été fortement contesté, avons-nous vu, sur le terrain politique et sur un fondement juridique, par des États tiers ainsi que par des compagnies n'ayant pas leur siège dans l'UE.

Voilà maintenant que l'étendue du moratoire instauré par l'UE se trouve à son tour, à la marge, contestée.

Ce sont les vols entre la Suisse et l'Union qui sont en cause.

La Suisse ne fait pas partie de l'UE, même si elle a accepté de suivre une bonne partie du droit aérien forgé par l'Union.

Le moratoire ne concerne que les vols entre les États tiers et l'UE.

Les vols inter européens demeurent, quant à eux, soumis au régime des quotas. Le moratoire ne les concerne pas. Quid des vols entre la Suisse et l'UE ? La dérogation ne s'applique pas aux vols avec les États hors UE étroitement liés ou associés à celle-ci. La Suisse est ainsi désignée.

La contestation est venue de la compagnie Swiss international Air Lines AG, qui s'est trouvée en conflit avec le secrétaire d'État anglais à l'énergie. La société suisse avait acquis pour l'année 2012 un certain nombre de quotas d'émission de gaz à effet de serre, à titre gratuit et à titre onéreux. Elle a restitué les quotas liés aux émissions correspondant aux vols effectués cette année-là entre la Suisse et les États de l'EEE.

La société suisse devant la chambre administrative de la division du banc de la reine de la haute cour de justice a demandé l'annulation de la réglementation anglaise prise sur le fondement de la décision européenne.

Elle a prétendu que le fait de refuser le bénéfice de la dérogation temporaire aux vols à destination ou en provenance de la Suisse violait le principe général d'égalité de traitement.

Elle a demandé l'annulation de la restitution des quotas à laquelle elle avait procédé pour les vols entre l'espace



économique européen et la Suisse.

Elle a demandé à titre subsidiaire une compensation financière pour la valeur des quotas restitués qu'elle avait acquis à titre onéreux.

Le recours est rejeté, la compagnie suisse fait un recours devant la cour d'appel.

La cour d'appel (Angleterre et Galles) a formé une demande de décision préjudicielle le 8 juin 2015, affaire C-272/15, JOUE du 24 août 2015.

L'inapplication du moratoire aux vols entre la Suisse et les États de l'espace économique européen, prévue par la décision n° 377/2013 du 24 avril 2013, n'est-elle pas contraire au principe d'égalité de traitement consacré par le droit de l'Union ?

La réponse est apportée par l'arrêt du 21 décembre 2016 de la CJUE, qui considère que dans les relations extérieures l'Union européenne dispose d'une grande latitude de décision politique, l'Union n'a pas l'obligation d'accorder le même traitement à la totalité des États tiers. La différence de traitement entre des pays tiers ne relève pas du principe d'égalité de traitement. La cour ne relève aucun élément de nature à affecter la validité de la décision européenne, la dérogation temporaire ne s'applique pas pour les vols à destination ou en provenance de la Suisse.

## L'attente des conclusions tirées de l'Assemblée générale de l'OACI de l'automne 2013

On était donc suspendu aux résultats pouvant sortir de la 38<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI devant se tenir du 24 septembre au 4 octobre 2013 pour tenter d'adopter à l'échelon mondial une politique de réduction des émissions de gaz à effet de serre (faciliter les transports à faibles émissions, éviter le déboisement, promotion des énergies renouvelables). On parle de mitigation du changement climatique.

L'assemblée de l'OACI a pris le 4 octobre 2013 des résolutions devant permettre de lutter sur le moyen et le long terme contre le phénomène de la pollution atmosphérique par les émanations des moteurs d'avion.

On s'est donc demandé quelle serait l'attitude de l'Union européenne : allait-elle opter pour le maintien d'une politique unilatérale, ou allait-elle opter pour une politique calme et plus consensuelle se mouvant dans le courant mondial ?

## La nouvelle offensive européenne et un nouveau recul temporaire

La proposition de la Commission

La commissaire européenne pour l'action sur le climat Connie Hedegaard a présenté le 16 octobre 2013 une proposition législative consistant à appliquer le système de quotas (SCEQE) non seulement aux transports entre aéroports européens - c'était la situation intérimaire - mais également aux transports en direction des États tiers pour la partie du transport transitant par l'espace aérien européen. Un transporteur américain effectuant des déplacements New York / Berlin tomberait sous la législation européenne pour la partie du transport durant laquelle l'avion survole le continent européen.

Il y aurait des exonérations pour les transporteurs des pays sous-développés.

Cf. L. Gard, Revue droit transports, janvier 2014, chronique 1, n° 25 et 26

La France, l'Allemagne, le Royaume Uni souhaitaient en décembre 2013 calmer le jeu et préconisaient une approche plus accommodante. L'intérêt de l'industrie européenne est en cause.

Le comité économique et social européen consulté sur la proposition de directive rendait le 22 janvier 2014 un avis conciliant avant d'éviter une guerre commerciale, JOUE du 11 juin 2014, C 177/88

Les ultras de la commission Environnement du Parlement européen reprenaient les propositions de la Commission.

Un nouveau système devrait être mis en place entre avril 2015 et 2016, selon les prévisions données par la commission de l'environnement du parlement européen en janvier 2014. La réglementation des quotas ne concernant plus seulement les vols intra européens mais les vols avec les États tiers pour la partie du voyage s'effectuant dans l'espace aérien des États européens devrait être mis en place entre avril 2015 et 2016.

On relève l'approche modératrice du Parlement européen statuant en séance plénière.

Le Parlement européen dans sa séance du 5 avril 2014 a adopté une position temporaire de compromis. Le système actuel où le système des quotas ne vaut que pour les vols intra-européens effectués entre aéroports des États de l'Union est maintenu jusqu'en 2016.

C'est cette solution qui est retenue par le Règlement n° 421/2014 du 16 avril 2014 modifiant la directive 2003/87

... en vue de la mise en œuvre d'ici 2020 d'une convention internationale portant application d'un mécanisme de marché mondial aux émissions de l'aviation internationale.

Il n'y a lieu de prendre aucune mesure à l'encontre des exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les émissions des vols à destination ou en provenance d'aérodromes situés en dehors de l'espace économique européen pour chaque année civile du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2016.

Les petits exploitants non commerciaux (aux émissions annuelles inférieures à 1000 tonnes par an) bénéficient jusqu'en 2020 de l'exonération, ils échappent au système.

Le nombre de quotas à mettre aux enchères est réduit.

La Commission informe le Parlement de l'avancement des négociations au sein de l'OACI.

Alejandro Piera Valdés, Greenhouse Gas Emissions from International Aviation, Eleven, La Haye, 2015, compte rendu par Maria Jesus Guerrero Lebron, à la Revue espagnole des transports

## L'ASSEMBLÉE DE L'OACI DE SEPTEMBRE - OCTOBRE 2016

On était une fois encore dans l'attente des résultats qui seraient obtenus dans le cadre de l'OACI. À défaut d'accord réalisé au sein de l'OACI, l'UE menaçait toujours d'appliquer à terme un système de quotas impliquant les vols avec l'extérieur. Les conflits avec les États tiers risquaient de ressurgir, rien ne disant que l'UE sortirait forcément vainqueur de l'épreuve de force.

Un accord a été obtenu dans le cadre de la 39<sup>e</sup> session de l'assemblée de l'OACI tenue à Montréal à compter du 27 septembre 2016. Il est prévu par la résolution A39-3 de créer un marché mondial visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre du transport aérien international à leurs niveaux de 2020.

Le règlement 2017/2392 du 13 décembre 2017 tire les conclusions des travaux de l'assemblée de l'OACI. Cette organisation devait adopter en 2018 des normes tendant à compléter la résolution d'octobre 2016.

La dérogation actuelle pour les vols à destination ou en provenance de pays tiers doit être prolongée jusqu'au 31 décembre 2023.

La réglementation concernant les quotas [le SEQUE de l'Union européenne, système d'échange de quotas d'émission de l'Union] ne concerne donc que les liaisons entre un aérodrome européen et un autre aéroport européen, c'est-à-dire les vols intra-EEE, quelle que soit la nationalité du transporteur.

Les États membres ne prennent pas de mesures à l'encontre des exploitants d'aéronefs en ce qui concerne les émissions de vols à destination et en provenance d'aérodromes situés dans des pays en dehors de l'EEE pour chaque année civile du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2023 – sous réserve du réexamen visé à l'article 28 ter.

Un dispositif analogue concerne les émissions de vols reliant un aérodrome situé dans une région ultrapériphérique et un aérodrome situé dans une autre région de l'EEE. Article 28 bis § 1 de la directive. Le § 1 s'applique aux pays avec lesquels un accord a été conclu et selon les seules modalités de cet accord.

Les exploitants bénéficiant de cette dérogation reçoivent des quotas à titre gratuit.

Le règlement de 2017 envisage l'adoption par l'OACI d'instruments pertinents, avant même que le mécanisme de marché mondial ne devienne opérationnel. La Commission veillera à l'insertion de ces instruments dans le droit de l'Union. Elle fera une proposition portant sur le maintien ou non des dérogations. janvier 2019.

### La réglementation européenne

La législation européenne est abondante et fort technique, elle figure dans des règlements ainsi que dans des directives qui sont destinées à être transposées dans la législation de chacun des États membres.

Elle repose sur l'idée très simple de renchérir les coûts pour les transporteurs et indirectement les consommateurs de transports aériens. Les avions polluent. Les transporteurs vont devoir payer une somme d'argent pour continuer à voler et à polluer. La puissance publique va leur distribuer moyennant finance des bons pour continuer à voler et à polluer. Les transporteurs incorporeront ce coût supplémentaire dans les billets d'avion. Sous cette pression financière, on souhaite que les transporteurs songent à moins solliciter le carbone, voire à en sortir.

Les vols concernés par la législation européenne

Tous les vols - au départ et à l'arrivée des aérodromes européens - sont pris en compte depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Exemptions : certains vols sont exclus

Le calcul des émissions

L'annexe donne des précisions pour le calcul des émissions de dioxyde de carbone, on tient compte de la consommation de carburant par le groupe auxiliaire de puissance.

Le volume des activités aériennes est calculé en tonnes - kilomètres en tenant compte de la distance parcourue entre le départ et l'arrivée et de la charge utile, c'est-à-dire de la masse des passagers, du courrier et du fret se trouvant à bord.

Le point de départ : on a commencé par déterminer les émissions dites historiques du secteur de l'aviation, c'est-à-dire la moyenne des émissions annuelles produites en 2004, 2005 et 2006 par les aéronefs effectuant une activité aérienne. Une décision de la Commission du 7 mars 2011 fixe les émissions historiques du secteur de l'aviation à 219 476 343 tonnes de CO<sub>2</sub>.

Le calcul des quotas à attribuer

On a ensuite édicté une quantité totale de quotas pour l'aviation : la quantité totale de quotas à allouer aux exploitants d'aéronefs pour la période 2012 correspond à 97 % des émissions historiques du secteur de l'aviation.

Quid pour la période débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2013 ?

La quantité totale de quotas à allouer aux exploitants correspond, pour chaque période ultérieure, à 95 % des émissions historiques multipliées par le nombre d'années de la période.

La décision de la Commission du 30 juin 2011 fixe le nombre total de quotas. Les chiffres sont en diminution. Il faut déterminer la quantité totale de quotas à délivrer / et ensuite distribuer les quotas aux exploitants d'aéronefs.

L'attribution de la plupart des quotas s'opèrerait à titre gratuit, au moins dans la première phase. Restriction croissante à compter de 2021.

Un certain pourcentage de quotas est appelé à être mis aux enchères : 15 %.

Cette règle figure à l'article 3 quinquies de la directive.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, 15 % des quotas sont mis aux enchères.

La Commission réalise une étude de la capacité du secteur de l'aviation à répercuter le coût du CO<sub>2</sub> sur ses clients, en liaison avec le SEQUE de l'Union européenne et le mécanisme du marché mondial élaboré par l'OACI. Cette étude évalue la capacité du secteur de l'aviation à répercuter le coût des unités d'émission requises, en comparant celle-ci à celle des secteurs industriels et du secteur de l'électricité, en vue de faire une proposition visant à accroître le pourcentage des mises aux enchères conformément au réexamen visé à l'article 28 ter § 2, compte tenu de l'analyse des coûts répercutés et eu égard à l'alignement sur d'autres secteurs et à la compétitivité entre différents modes de transport.

Article 28 bis, § 4, de la directive. Par dérogation à l'article 3 quinquies, § 3, le nombre de quotas à mettre aux enchères par chaque État membre pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 décembre 2023 est réduit de manière à correspondre à sa part d'émissions d'aviation attribuée pour les vols ne faisant pas l'objet des dérogations prévues au § 1, points a et b du présent article.

Une réserve de stabilité du marché est opérationnelle depuis 2019, il s'agit d'éviter la constitution d'un stock trop important de quotas sur le marché européen du carbone. Cf. la communication de la Commission, JOUE du 13 mai 2020.

Quid du produit de la mise aux enchères des quotas ?

Il faut se référer à l'article 3 quinquies, § 4 de la directive 2003/87 modifiée : les recettes doivent servir à faire face au changement climatique. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, financer les travaux de recherche, couvrir les coûts du système de gestion, favoriser le transport à faibles émissions, financer la lutte contre le déboisement, financer le Fonds Mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables.

Le prix du quota de CO<sub>2</sub> serait depuis plusieurs mois de 7 euros, alors qu'il faudrait un cours entre 24 et 30 euros pour financer les énergies renouvelables

Certains quotas, 3 %, font l'objet d'une réserve spéciale : pour les commençants, les nouveaux entrants

L'exploitant qui dépasse les quotas est contraint d'acheter des quotas supplémentaires à d'autres opérateurs qui n'utilisent pas intégralement les quotas qui leur sont attribués : un marché des quotas est ainsi instauré. Si l'exploitant a trop pollué, il doit acheter des quotas en vente sur le marché, les pollueurs sont financièrement sanctionnés.

Chaque exploitant d'aéronef doit soumettre à l'autorité étatique des plans de surveillance,  
Il doit déclarer les émissions annuelles de gaz à effet de serre,  
Il déclare les données relatives aux tonnes - kilomètres liées aux activités aériennes  
Il doit faire une demande d'allocation de quotas. Cette demande est relative à une période donnée.  
Les plans de suivi sont approuvés par l'autorité : Décision de la Commission du 16 avril 2009 sur la surveillance des déclarations d'émissions

Chaque exploitant d'aéronef déclare à l'autorité les émissions au cours de l'année civile de l'aéronef qu'il exploite, après la fin de l'année concernée.

Un règlement de la commission du 21 juin 2012, n° 60/2012, concerne la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre. Ce dispositif concerne la période d'échange qui commence le 1<sup>o</sup> janvier 2013. Il concerne entre autres les données des activités aériennes (les quantités de combustible consommé), et les données relatives aux tonnes kilomètres liées aux activités aériennes. Chaque exploitant établit un plan de surveillance. Chaque exploitant d'aéronef détermine la consommation de carburant pour chaque vol et pour chaque carburant (y compris le carburant consommé par le groupe auxiliaire de puissance). Les petits émetteurs (petit nombre de vols, émissions annuelles inférieures à 25 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an) sont soumis à un régime simplifié. Chaque exploitant donne la liste des aéronefs possédés en propre, pris ou mis en location, la liste des vols pour chaque période de déclaration.

Les déclarations sont soumises à vérification par un vérificateur agréé et indépendant.

La directive prévoit des procédures simplifiées de vérification pour les petits « émetteurs », article 28 bis § 6. Pour les exploitants d'aéronefs commerciaux : il s'agit des émissions annuelles de l'exploitant d'aéronef inférieures à 25 000 tonnes de CO<sub>2</sub>, ou des émissions annuelles totales dues à des vols autres que les vols à dérogation inférieures à 3000 tonnes de CO<sub>2</sub>. Les émissions sont déterminées à l'aide de l'outil pour les petits émetteurs et sur lequel Eurocontrol enregistre des données provenant de son dispositif d'aide pour le SEQE. Pour les exploitants d'aéronefs non commerciaux, la vérification peut s'opérer à la discrétion des Etats, du moment que les procédures simplifiées assurent une précision qui n'est pas inférieure à celle assurée par l'outil pour petits émetteurs.

Chaque année, chaque exploitant d'aéronef restitue, au plus tard le 30 avril, (on lui a accordé des quotas, des sortes de bons, il les utilise) un nombre de quotas égal au total des émissions de l'année civile précédente ; les quotas restitués sont ensuite annulés.

À compter du 1<sup>o</sup> janvier 2021, on réduit chaque année le nombre de quotas alloués aux exploitants d'aéronefs. Sous réserve de l'examen de la mise en œuvre du régime de l'OACI.

Le nom des contrevenants est publié. L'exploitant d'aéronef qui ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l'année précédente est tenu de payer une amende sur les émissions excédentaires. Il a trop pollué ! Pour chaque tonne d'équivalent - dioxyde de carbone émise pour laquelle l'exploitant n'a pas restitué de quotas, l'amende sur les émissions excédentaires est de 100 euros. Le paiement de l'amende ne dispense pas l'exploitant de restituer un nombre de quotas égal à ces émissions excédentaires lors de la restitution des quotas correspondant à l'année civile suivante.

La directive envisage une sanction sévère : l'exploitant d'aéronef qui ne se conforme pas aux dispositions de la directive peut être frappé par la Commission d'une interdiction d'exploitation.

Le règlement du 13 décembre 2017 modifie le § 3 bis de l'article 12 de la directive.

La finalité de cette disposition est de préserver l'intégrité environnementale du SEQE de l'Union européenne. Le risque à combattre est que deviennent caduques les obligations des exploitants d'aéronefs et d'autres exploitants soumis à la réglementation d'un État membre. Les quotas délivrés par cet État membre ne devraient pouvoir être utilisés que si les obligations de restituer des quotas d'émissions ne risquent pas de devenir caduques d'une manière qui porte atteinte à l'intégrité environnementale du SEQE de l'UE. La Commission doit pouvoir prendre les mesures nécessaires pour protéger l'intégrité environnementale du SEQE.

Favoriser les exploitants bons élèves qui s'efforcent de réduire les émissions et donc les nuisances :

Les exploitants d'aéronefs peuvent utiliser pour s'acquitter de leur obligation de « restituer » des quotas - à

concurrence d'un certain plafond : 15 % dans les premiers temps - les réductions d'émissions certifiées REC et les unités de réduction des émissions URE.

La liste des exploitants figure dans le règlement n° 748/2009 du 5 août 2009.

Ce règlement a été modifié maintes fois : dernièrement en mars 2023, par le règlement 2023/838 du 23 mars 2023

Ce règlement établit une liste d'exploitants d'aéronefs exerçant une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive 2003/87.

Le règlement n° 100/2012 du 3 février 2012 modifie le R. n° 748/2009.

Ce règlement indique quel est l'État membre qui est responsable de chaque exploitant d'aéronefs : chaque exploitant relève de la responsabilité d'un seul État membre et il est soumis à la réglementation de cet État. En principe l'exploitant titulaire d'une licence d'exploitation a pour État responsable l'État européen qui a délivré la licence. Pour les exploitants non européens, l'État responsable est celui où l'exploitant qui opère sur plusieurs aéroports de plusieurs pays européens est estimé dégager le plus d'émissions.

Pour être inclus dans le système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne et être tenu de l'obligation de restituer des quotas, il faut exercer une activité aérienne visée à l'annexe I de la directive.

Une certaine difficulté à identifier les exploitants d'aéronefs : on tient compte en principe des informations données par Eurocontrol sur la base des données sur les plans de vol - or certains opérateurs déposent les plans de vol et paient les redevances de route en ayant recours à des sociétés de gestion ou de services qui sont des intermédiaires non exploitants

#### Le registre de l'Union

Il s'agit d'une base de données électronique normalisée et sécurisée, garantissant la comptabilisation des transactions effectuées dans le cadre du SEQE, système d'échange de quotas d'émission.

Créé initialement par le règlement n° 920/2010.

Le règlement n° 1193/2011 du 18 novembre 2011 avait confirmé la création du registre de l'Union du système d'échange de quotas d'émission ainsi que le journal des transactions EUTL. Il concerne en particulier les quotas du secteur de l'aviation à mettre aux enchères.

L'actuel règlement est le n° 389/2013 du 2 mai 2013, mais qui est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. 2021 marque le début d'une nouvelle période.

Le règlement délégué 2019/1122 du 12 mars 2019 complète la directive 2003/87 en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union. Modifié par le règlement délégué 2023/1642 du 14 juin 2023.

Le règlement délégué 2019/1124 du 13 mars 2019 concerne le fonctionnement du registre de l'Union. Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les quotas qui ont été délivrés sont détenus sur le registre de l'Union.

Le registre de l'Union est géré et tenu à jour par l'administrateur central, désigné par la Commission. Il permet de contrôler et d'enregistrer les transactions de transferts de quotas.

Chaque État désigne un administrateur national.

Le journal indépendant des transactions de l'UE, EUTL, enregistre les transactions, il est également géré par l'administrateur central.

Le registre de l'Union est relié par un lien de communication direct avec l'EUTL, afin de contrôler et enregistrer les transactions de quotas et les processus de gestion des comptes.

Il existe des comptes. Chaque compte a un administrateur. Celui-ci ouvre le compte, il agréé les représentants autorisés, il lance les transactions demandées par le titulaire du compte ou le représentant.

L'administrateur central ouvre tous les comptes de gestion SEQE du registre de l'Union.

Dans les 20 jours de l'approbation du plan de surveillance d'un exploitant d'aéronef, l'exploitant d'aéronef demande à l'administrateur national d'ouvrir un compte de dépôt d'exploitant d'aéronef dans le registre de l'Union.

Chaque exploitant d'aéronef possède un compte de dépôt et un seul. Art. 15 du règlement de 2019.

Les exploitants d'activités aériennes réduites – total des émissions annuelles inférieur à 25000 tonnes équivalent dioxyde de carbone ou effectuant moins de 243 vols par période durant 3 périodes consécutives de 4 mois - bénéficient d'un régime simplifié, ils peuvent donner mandat à une personne ou à une entité pour en leur nom ouvrir un compte de dépôt d'exploitant d'aéronef, art. 15 § 3.

Dans les 20 jours de la réception des informations, l'administrateur national ouvre un compte de dépôt d'exploitant d'aéronef dans le registre de l'Union pour chaque exploitant d'aéronef – ou informe de son refus d'ouverture de ce compte, art. 15 § 4.

L'article 16 concerne l'ouverture de comptes de négociation dans le registre de l'Union.

Le règlement envisage l'ouverture dans le registre de comptes de gestion dont il existe un grand nombre de

modèles : compte de livraison des quotas alloués par les enchères, comptes de dépôt d'exploitant, comptes de dépôt d'exploitant d'aéronef (chaque exploitant d'aéronef possède un compte de dépôt d'exploitant d'aéronef)  
...

Chaque exploitant d'aéronef choisit un vérificateur, qui approuve, s'il a jugé satisfaisante la déclaration de l'exploitant d'aéronef concernant les émissions dues à l'ensemble de ses activités aériennes au cours de l'année antérieure, les émissions annuelles vérifiées. Le vérificateur est enregistré dans le registre de l'Union.

Le compte de dépôt d'exploitant d'aéronef est en principe bloqué si les émissions annuelles vérifiées n'ont pas été consignées dans le registre de l'Union.

On consigne, chaque année, dans le registre de l'Union, le solde indicatif de l'état de conformité de chaque exploitant d'aéronef.

Le règlement régle les transactions que réalisent les exploitants. Il existe un marché des quotas et unités de Kyoto, les quotas sont négociables. Les quotas sont considérés comme des instruments fongibles dématérialisés.

La consignation des quotas sur le registre vaut preuve suffisante à première vue de titre de propriété. Celui qui acquiert et détient de bonne foi un quota devient propriétaire du quota, indépendamment de toute restriction du titre de propriété de la personne qui transfère. En fait de quota, la détention de bonne foi vaut titre.

Il y a des quotas qui sont mis aux enchères au profit d'adjudicataires, il y a des quotas alloués gratuitement, il y a une réserve de quotas pour les nouveaux entrants.

L'annexe XII vise des informations accessibles au public : les quotas alloués aux titulaires des comptes, le nombre de quotas restitués, le chiffre des émissions vérifiées, une déclaration indiquant que l'exploitant d'aéronef a restitué un nombre de quotas au moins égal au total de ses émissions pour les années précédentes.

Dans la déclaration de conformité, on indique, ou bien : le nombre de quotas restitués est égal ou supérieur aux émissions vérifiées, ou bien : le nombre de quotas restitués est inférieur aux émissions vérifiées.

En ce qui concerne l'activité au cours de la période allant du 1<sup>o</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2023, les États membres publient avant le 1<sup>o</sup> septembre 2018 le nombre de quotas d'aviation alloués à chaque exploitant d'aéronefs, art. 28 bis § 2 dernier alinéa de la directive 2003/87.

Une décision de la Commission du 16 décembre 2020, 2021/C 47 I/01, JOUE du 10 février 2021, donne instruction à l'administrateur central de charger dans le journal des transactions de l'UE les tableaux nationaux d'allocation de quotas aviation. Y figurent les quantités annuelles finales de quotas aviation alloués à titre gratuit pour la période 2021 à 2023.

[Le règlement 2018/208 du 12 février 2018 modifie le règlement n<sup>o</sup> 389/2013 concernant le registre de l'Union. Il tenait compte de l'intention du Royaume-Uni de quitter l'UE.]

Les dispositions en matière d'aviation du système d'échange des quotas d'émission ont été étendues aux pays de l'AELE membres de l'EEE (Islande, Liechtenstein, Norvège).

La Suisse tout en faisant partie de l'AELE, association européenne de libre-échange, n'adhère pas à l'EEE, espace économique européen.

La Suisse a son propre système d'échange de quotas. Les activités aériennes y sont soumises.

Le JOUE du 29 septembre 2020 publie la décision n<sup>o</sup> 2/2019 du comité mixte institué par l'accord entre l'UE et la Suisse sur le couplage de leurs systèmes d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre du 5 décembre 2019.

L'annexe prévoit une solution provisoire pour rendre opérationnel le couplage entre le SEQE de l'Union européenne et le SEQE suisse.

Il faut également tenir compte sur ce point de la décision déléguée 2020/1071 du 18 mai 2020. Un accord, entré en vigueur le 1<sup>o</sup> janvier 2020, du 23 novembre 2017 a été conclu entre la Suisse et l'UE, il concerne le couplage des deux systèmes d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Les vols au départ d'aérodromes suisses à destination d'aérodromes situés dans l'EEE sont exclus du SEQE de l'UE, ils sont soumis au régime suisse.

Les vols au départ des États membres de l'EEE en direction de la Suisse relève du système européen.

Le système européen et le système suisse sont en fait assez voisins.

Chaque partie détient pour son SEQE un registre et un journal des transactions.

Chaque exploitant d'aéronefs couvert par le SEQE UE ou le SEQE suisse dispose d'un compte d'exploitant / compte de dépôt d'exploitant d'aéronefs.

La décision comporte des dispositions concernant les plates-formes d'enchères.

Une décision n<sup>o</sup> 1/2022 du comité mixte du 9 décembre 2022, JOUE du 10 août 2023, modifie les annexes III et IV de l'accord. Elle concerne les informations dites sensibles. Il convient d'améliorer la confidentialité des

informations échangées.

Une décision de la Commission du 22 juillet 2020, JOUE du 6 novembre 2020, donne instruction à l'administrateur central du journal de transactions de l'UE. Cet administrateur doit saisir dans ce journal les modifications apportées aux tableaux nationaux d'allocation de quotas aviation. La décision concerne les quotas aviation à allouer à titre gratuit en 2020 par les États membres responsables des exploitants d'aéronefs qui ont effectué des vols de l'Union européenne vers la Suisse.

Les vols au départ d'un aéroport situé dans l'EEE et arrivant sur un aéroport situé en Suisse entrent dans le champ d'application du SEQE de l'Union.

En revanche les vols en provenance de la Suisse échappent au système d'échange des quotas d'émission de l'Union.

L'annexe de la décision publie les tableaux nationaux d'allocation de quotas aviation révisés.

C'est ainsi qu'Air France, pour 2020, se voit attribuer une allocation de 1 354 329 quotas.

Il est précisé que ces valeurs pour 2020 incluent l'allocation initiale pour les vols entre aéroports de l'EEE et l'allocation supplémentaire pour les vols à destination de la Suisse et les vols intérieurs suisses.

Une révision de la directive était prévue avant le 1<sup>er</sup> décembre 2014. Il était indiqué qu'il faudrait tenir compte de différents éléments : le fonctionnement du marché des quotas destinés à l'aviation, l'efficacité du système européen quant à l'environnement ; convient-il de réduire la quantité totale de quotas à allouer aux exploitants d'aéronefs pour satisfaire les objectifs de l'UE en matière de réduction des émissions ? Le système européen met-il en cause la compétitivité du secteur de l'aviation, face aux politiques menées en dehors de l'UE ? Le problème de la desserte des îles lointaines et des régions périphériques. Faut-il favoriser un système de passerelle en permettant l'échange de quotas entre les exploitants d'aéronefs et les exploitants d'installation (les industriels) ? Faut-il favoriser les travaux de recherche pour mettre au point des techniques pour réduire la consommation de carburant de 50 % d'ici 2020 ? Faut-il mieux étudier les incidences sur le climat des traînées de condensation et des cirrus provoqués par l'aviation ?

La révision annoncée a été effectuée par le règlement n° 421/2014 du 16 avril 2014.

Le règlement n° 6/2013 du 8 janvier 2013 concerne les exigences de protection de l'environnement figurant à l'amendement 10 du volume I et à l'amendement 7 du volume II de l'annexe 16, il s'agit de la construction des moteurs et de l'interdiction de la production de NOX (oxyde d'azote).

Le règlement n° 525/013 du 21 mai 2013 concerne le mécanisme de surveillance et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

La décision 2015/1814 du 6 octobre 2015 crée une réserve de stabilité du marché pour le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifie la directive 2003/87. Le marché connaît un excédent de 2 milliards de quotas, il y a donc un déséquilibre entre l'offre et la demande pour assurer la stabilité du marché, il est prévu de créer en 2018 une réserve de stabilité du marché. Des quotas non alloués seront mis en réserve. Les quotas qui ne sont pas délivrés à titre gratuit et qui ne sont pas placés en réserve sont mis aux enchères par les États.

Le règlement 2018/842 du 30 mai 2018 est relatif aux réductions annuelles contraignantes des émissions de gaz à effet de serre par les États membres de 2021 à 2030 contribuant à l'action pour le climat afin de respecter les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris. Il modifie le règlement n° 525/2013.

Le règlement 2018/1999 du 11 décembre 2018 concerne la gouvernance de l'union de l'énergie et l'action pour le climat.

Le règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018 concerne la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Les exploitants d'aéronefs ont acquis en ce domaine une expérience certaine, déclare le règlement.

Le règlement 2018/2067 du 19 décembre 2018 concerne la vérification des données et l'accréditation des vérificateurs.

Le règlement délégué 2020/1044 du 8 mai 2020 complète le règlement 2018/1999.

Il existe, dans le cadre de la politique en matière de climat, un mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Le règlement évoque les potentiels de réchauffement planétaire, l'annexe donne une liste de ces potentiels, CO<sub>2</sub>,

méthane, oxyde nitreux, hydrocarbures fluorés et perfluorés...

Un indicateur commun pour traduire les gaz à effet de serre en équivalents CO<sub>2</sub> a été établi pour la déclaration des inventaires des gaz à effet de serre.

Cet indicateur commun se fonde sur les valeurs des potentiels de réchauffement planétaire fixées dans le 5<sup>o</sup> rapport d'évaluation du GIEC.

Le règlement vise à fixer les lignes directrices concernant les inventaires des gaz à effet de serre en fonction de la situation internationale.

Il ne faut pas que les États ne surestiment pas ou ne sous estiment pas les émissions et absorptions.

Le règlement évoque le rôle joué par l'évolution de l'affectation des terres et des forêts.

Les États et la Commission utilisent les potentiels de réchauffement planétaire pour établir et déclarer les inventaires des gaz à effet de serre.

La commission établit le système d'inventaire des gaz à effet de serre de l'Union.

Il est fait état des absorptions par les puits.

Les États établissent les inventaires nationaux.

Le règlement délégué 2021/1416 du 17 juin 2021 tient compte de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les vols en provenance du Royaume-Uni à destination d'aérodromes de l'UE sont exclus du système d'échange de quotas d'émission de l'Union. Le Royaume-Uni est considéré comme un État tiers. En revanche, les vols au départ de l'UE et plus largement de l'EEE à destination de la perfide Albion sont soumis au régime européen.

La directive 2023/958 du 10 mai 2023 modifie la directive 2003/87.

Elle indique la politique envisagée par l'UE dans les années à venir.

L'Union entend lutter contre le réchauffement climatique, auquel l'aviation commerciale participe. La protection de l'environnement est un impératif absolu. L'accord de Paris, le pacte de Glasgow de novembre 2021 imposent d'agir, pour réduire l'élévation de la température.

L'Union vise à ramener les émissions nettes à zéro d'ici 2050. C'est l'objectif de neutralité climatique.

L'aviation doit contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'UE entend lutter contre l'élimination dans l'atmosphère par les moteurs d'avion de substances autres que la CO<sub>2</sub>. L'aviation permet l'émission d'oxydes d'azote, NO<sub>x</sub>, des particules de suie et de soufre. L'avion forme des traînées de condensation d'où la formation de cirrus. Les effets sur le climat seraient aussi importants que les effets CO<sub>2</sub>. D'où un éventuel projet de réglementation.

La directive est hostile au retour des vols supersoniques.

L'UE reste fidèle au système des quotas qu'elle a mis en vigueur depuis plusieurs années, elle entend le perfectionner.

Le système est durci, la remise de quotas à titre gratuit est appelée à disparaître en 2024/2025, les exploitants devront s'adresser au marché pour acquérir les quotas en 2026.

L'UE semble n'avoir qu'une piètre estime envers le système Corsia de l'OACI qu'elle juge d'une efficacité limitée.

Elle menace d'imposer aux exploitants en provenance des États tiers, jusqu'ici exonérés, le respect du système européen.

Le considérant 30 est intéressant, il précise la position de l'UE face aux États tiers, qu'ils adhèrent ou non au système CORSIA.

L'UE se donne le beau rôle, elle rappelle qu'elle a à trois occasions adopté des dérogations temporaires au SEQE de l'UE en limitant les obligations de conformité aux émissions des vols reliant des aérodromes situées dans l'EEE, elle justifie son geste libéral, il s'agissait de faciliter les négociations au sein de l'OACI.

Il n'est fait aucune allusion aux oppositions provenant de certains États, comme les États-Unis ou la Chine.

Le considérant fait état de la dernière dérogation prévue par le règlement 2017/2392.

Il envisage le futur : il convient de juger la mise en place du système CORSIA et ses effets pratiques.

L'actuelle dérogation doit être prolongée - la dernière ! - jusqu'au 31 décembre 2026 en ce qui concerne les obligations de restitution prévues pour les vols à destination ou en provenance d'États tiers assurés sur des liaisons ne relevant pas du Corsia.

Les obligations de déclaration et de restitution du SEQE devraient alors s'appliquer en 2027.

Si un État tiers n'applique pas le CORSIA à partir de 2027, le SEQE de l'UE devra s'appliquer aux émissions des vols (au départ de l'UE) à destination de cet État.

On en vient ensuite au Corsia, qui doit faire l'objet d'un réexamen.

La menace vient.

Si l'assemblée de l'OACI ne renforce pas le CORSIA, la Commission proposera l'application du SEQE de l'UE aux émissions des vols sortant à partir de 2027,

les exploitants d'aéronefs pouvant alors déduire les coûts liés à la compensation au titre du CORSIA sur ces



liaisons, ceci pour éviter un double prélèvement.

Article 25 bis de la directive, modifiée en mai 2023. Art. 28 ter.

Le système européen risque d'être appliqué aux vols entre l'EEE et les États qui n'adhèrent pas au Corsia.

### § III. La France

La réglementation européenne trouve son fondement dans des directives et plus récemment dans des règlements européens.

La France a transposé les directives dans le code de l'environnement.

Le code de l'environnement, aux articles L. R. D. 229-1 et suivants, transpose les directives européennes :

l'objectif est la lutte contre l'effet de serre. D. du 24 janvier 2011 portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. A. 26 janvier 2011 intégrant les activités aériennes dans le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

L'ordonnance n° 2019-1034 du 9 octobre 2019 est relative au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (2021-2030), elle modifie le code de l'environnement, elle contient des dispositions concernant les exploitants d'aéronef, comme l'art. L. 229-18 du code de l'environnement.

On relève un décret de la même date, n° 2019-1035.

La loi du 22 août 2021 de lutte contre le dérèglement climatique contient des dispositions tendant à limiter les émissions de transport aérien, art. 142. L'État entend contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il se fixe pour objectif que le transport aérien s'acquitte, à partir de 2025, d'un prix du carbone au moins équivalent au prix moyen constaté sur le marché du carbone pertinent, en privilégiant la mise en place d'un dispositif européen.

La compagnie Air Algérie avait contesté en vain devant le Conseil d'État les textes transposant en droit français les décisions européennes : CE, 6 décembre 2012, n° 347870.

L'ordonnance du 21 octobre 2010 ayant été ratifiée par la loi du 5 janvier 2011 échappait à l'éventuelle censure de la haute juridiction administrative.

La haute juridiction rejette le grief articulé à l'encontre du décret du 24 janvier 2011 suivant lequel cette réglementation avait un coût financier important et offensait les principes constitutionnels du droit de propriété et de la liberté d'entreprendre. Le décret ne fait que reprendre les principes posés par l'ordonnance ultérieurement ratifiée. On ne peut pas contester en principe devant le Conseil d'État la conformité de règles législatives à des principes constitutionnels.

Le dispositif législatif ne méconnaît pas les stipulations de l'accord franco-algérien de 2006 qui interdisent les taxes ou les redevances sur le carburant détenu ou consommé.

Le CE parvient à un constat identique au regard de la convention de Chicago qui proclame la souveraineté de chaque État sur son propre espace aérien. Les dispositions françaises ne contiennent aucune règle extra territoriale, il n'y a pas de discrimination entre transporteurs. Le système n'instaure pas de taxe de transit, le transporteur ne paie pas une taxe pour l'entrée ou la sortie dans l'espace européen. Le système n'institue pas une forme de prélèvement obligatoire ayant la nature de droit de douane, de taxe ou de redevance sur le carburant détenu ou consommé par les exploitants d'aéronefs.

Air Algérie ne peut pas faire état de la méconnaissance de la convention cadre de 1992 et du protocole de Kyoto de 1997. Celui-ci indique que les parties contractantes cherchent à limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre non réglementées par le protocole de Montréal provenant des combustibles de soute utilisées dans les transports aériens en passant par l'intermédiaire de l'OACI. Ces dispositions n'ont pas de caractère suffisamment précis et inconditionnel pour être invoquées en justice. Le constat est semblable pour les dispositions destinées à tenir compte des besoins des pays en développement.

L'arrêt considère également que la directive et les actes qui la suivent n'ont pas méconnu les principes généraux du droit de l'Union de confiance légitime, d'égalité, de libre concurrence et de proportionnalité.

#### Les quotas gratuits

D'après l'ordonnance du 28 juin 2012, les quotas qui ne sont pas délivrés gratuitement sont mis aux enchères.

Les quotas délivrés début 2013 sont valables pour les émissions produites en cours de périodes de 8 ans. Il existe un registre européen des quotas d'émission de gaz à effet de serre qui comptabilise les quotas ainsi que les unités. C'est l'AMF qui est chargée de la mise aux enchères.

Les missions de l'ACNUSA (autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires), L. 12 juillet 2010 : elle émet des recommandations, elle prend connaissance des informations et des propositions émanant des parties concernées par la pollution atmosphérique liées à l'exploitation des aéroports. L'ACNUSA est consultée lors de l'élaboration du schéma régional du climat de l'air et de l'énergie ou du plan de protection de l'atmosphère. Rapport annuel de synthèse de ces propositions et informations ; art. L. 227-3 al I<sup>o</sup>. Dans le domaine de la pollution atmosphérique générée par l'aviation, l'ACNUSA contribue au débat en matière d'environnement aéroportuaire, art. L. 227-5 II.

Les articles L. 1431-3 et D. 1431-2 et suivants du code des transports imposent au transporteur d'informer son client, passager ou expéditeur de marchandises, quant à la quantité de dioxyde de carbone émise dans le cadre de la prestation de transport : s'agit-il seulement de l'informer ou mieux encore de lui donner mauvaise conscience.

## Sous-Section II. LA PRÉSENTATION DES SOLUTIONS DE FOND

Les États membres de l'UE et l'UE elle-même entendent préserver leurs prérogatives politiques, ils possèdent leur propre système, qu'ils entendent maintenir l'acquis de l'Union -, tandis qu'ils mettent parallèlement en vigueur le mécanisme prévu par l'OACI à l'échelon mondial. Même s'il existe des

## différences entre le CORSIA et le SEQE de l'UE.

L'OACI, qui organise une solution mondiale, n'est pas favorable à l'ensemble disparate de MBM nationales et régionales (mesures basées sur le marché), elle considère que ces mesures font double emploi.

Les émissions de CO<sub>2</sub> de l'aviation internationale ne doivent être prises en compte qu'une fois.

Les États membres de l'OACI doivent prendre les mesures nécessaires en conformité avec le Corsia.

## § I. La réglementation de l'Union européenne

### Le SEQE de l'Union européenne

#### Les émissions de gaz à effet de serre

On nomme gaz à effet de serre les gaz visés par la directive 2003/87 du 13 octobre 2003 à l'annexe I et les autres composants gazeux de l'atmosphère qui absorbent et renvoient un rayonnement infra-rouge.

On nomme tonne d'équivalent dioxyde de carbone une tonne métrique de dioxyde de carbone CO<sub>2</sub> ou une quantité de tout autre gaz à effet de serre mentionné à l'annexe II de la directive ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent.

La quantité de gaz à effet de serre émise au cours d'une année civile est calculée ou mesurée et exprimée en tonnes de dioxyde de carbone, art. L. 229-7

#### Les exploitants aériens

Les entreprises et les exploitants soumis à la réglementation

Le règlement n° 748/2009 concerne la liste des exploitants ayant exercé une activité aérienne et précise l'État membre qui est responsable de chaque exploitant d'aéronefs.

Modification par le règlement 2020/535 du 8 avril 2020.

Les activités aériennes sont incluses depuis 2012 dans le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, SEQE de l'union européenne. Directive 2003/87, modifiée par la directive 2008/101.

Sont soumis à la réglementation européenne d'après l'art. L. 229-5 du code de l'environnement les exploitants d'aéronef, rejetant un gaz à effet de serre dans l'atmosphère au cours de tout vol à l'arrivée ou au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.

Lorsque l'exploitant est inconnu, les obligations légales pèsent sur le propriétaire de l'aéronef.

Certains vols échappent à la réglementation, art. D. 229-37-2, vol de chef d'État ou d'un ministre étranger, vol militaire, vol humanitaire, vol effectuant le vol à vue, vol aller et retour sans escale, vol d'entraînement, vols d'essais, vol d'un aéronef dont la masse maximale certifiée au décollage est inférieure à 5700 kg, vol avec obligations de service public, transporteur commercial effectuant moins de 243 vols par quadrimestre ou vols produisant des émissions inférieures à 10 000 tonnes par an.

(Le gouvernement est tenu dans les six mois de remettre au parlement un rapport sur la décarbonisation et la réduction des émissions polluantes dans les secteurs du transport aérien et du transport maritime, il dresse le bilan des actions engagées et présente la stratégie retenue, art. 81 L. du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.)

Les obligations des exploitants

Les exploitants d'aéronef sont tenus d'obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle, art.

L. 229-6, CE. Chaque exploitant d'aéronef soumet un plan de surveillance de ses émissions, il soumet à l'autorité une déclaration des émissions résultant de ses activités aériennes de l'année précédente, art. R. 229-37-7. Menace d'amende administrative, art. R. 229-37-9.

Les exploitants d'aéronefs sont liés, à compter du 1<sup>o</sup> janvier 2021, par le règlement 2018/2066 du 19 décembre 2018 en ce qui concerne la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

Chaque exploitant d'aéronefs surveille ses émissions de gaz sur la base d'un plan de surveillance décrivant la méthode de surveillance approuvée par l'autorité. L'exploitant est cependant autorisé à éviter les coûts excessifs. L'exploitant qui entend se voir allouer des quotas gratuits surveille également les données relatives aux tonnes-kilomètres des vols accomplis durant l'année de référence. La tonne-kilomètre, c'est la tonne de charge utile transportée sur une distance d'un kilomètre.

L'exploitant d'aéronef déclare les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> liées à ses activités aériennes (consommation annuelle de carburant X le facteur d'émission) (le facteur d'émission est de 3,10 pour l'essence aviation et le carburéacteur large coupe, et de 3,15 pour le kérosène) ; il détermine la consommation de carburant de chaque vol ; il détermine la quantité de carburant embarquée, celle contenue dans le réservoir. Des dispositions spécifiques sont prévues en cas d'emploi d'un combustible mixte, une fraction étant issue de la biomasse. Les petits émetteurs peuvent estimer la consommation de carburant par des moyens simplifiés.

L'exploitant d'aéronef remet avant le 31 mars à l'autorité une déclaration d'émissions annuelles. S'il y a carence, c'est l'autorité qui fait l'estimation des émissions.

Il existe un système de vérification des données, des vérificateurs accrédités effectuent des vérifications des déclarations pour examiner si elles sont exactes, ils peuvent demander une correction, ils rédigent un rapport, soumis au préalable à un examinateur indépendant.

## Les quotas

Le système des quotas

Le système repose sur l'octroi de permis de polluer, l'État attribue pour une période donnée à chaque exploitant des quotas d'émission et lui délivre chaque année, au cours de cette période, une part des quotas qui lui ont été ainsi affectés, art. L. 229-7.

Un quota est un instrument fongible dématérialisé qui est négociable sur le marché. Article 36 § 1 du règlement 2019/1122.

Il y avait une première période correspondant à l'année 2012.

À partir de 2013, les périodes sont de 8 ans. La première période de 8 ans commençait le 1<sup>o</sup> janvier 2013.

Une nouvelle période s'ouvre à compter de 2021.

Ces quotas sont analysés, quant à la propriété, comme des biens meubles identifiés par une inscription sur un registre au compte du détenteur. Ce sont des biens fongibles sous une forme dématérialisée. Les quotas d'émission au comptant sont analysés comme des instruments financiers, ils sont identifiés selon les codes ISIN. L'acquisition de bonne foi d'un quota est protégée. Article 36 § 4 du règlement 2019/1122.

L'article 37 du règlement 2019/1122 concerne la création des quotas.

Une communication de la Commission, JOUE du 13 mai 2022, C 195/2, assure la publication du nombre total de quotas en circulation. En 2020, il y avait 1,58 milliards de quotas en circulation. Il avait été décidé en 2015 de créer une réserve de stabilité du marché, devenue opérationnelle en janvier 2019. Il s'agit d'éviter la constitution d'un trop important excédent structurel de quotas d'émission sur le marché européen du carbone. 24 % du nombre total de quotas en circulation seront placés dans la réserve sur une période de 12 mois à compter du 1<sup>o</sup> septembre 2022.

[Un contentieux a été soulevé devant les juridictions allemandes concernant les quotas attribués à la société Air Berlin qui a cessé pour cause d'insolvabilité son exploitation en 2017.

Une demande de décision préjudicielle a été présentée le 16 avril 2020 par le Verwaltungsgericht Berlin. Affaire C-165/20, opposant l'État fédéral à l'administrateur judiciaire d'Air Berlin.

Les quotas à titre gratuit ont déjà été alloués pour les années 2013 à 2020, mais non encore délivrés ; l'exploitant a cessé ses activités en octobre 2017.

Air Berlin avait déjà cédé début 2017 la majorité des quotas qui lui avaient été attribués pour 2017.

Le service d'échange avait le 28 février 2018 décidé de retirer l'allocation de quotas d'émission qui avaient

alloués à titre gratuit, le retrait concernant les années 2018 à 2020.

La juridiction allemande demande à la CJUE si les directives s'opposent au retrait de l'allocation à titre gratuit pour 2018/2020.

Les activités d'Air Berlin ont été partiellement poursuivies par d'autres transporteurs aériens, les droits d'atterrissage sur les aéroports cordonnés (créneaux horaires) ont été en partie vendus à trois autres transporteurs aériens, Lufthansa, easyJet et Thomas Cook. Les quotas alloués à titre gratuit, mais non encore délivrés, doivent-ils être retirés alors que l'exploitant a cessé d'exercer.

Si les quotas étaient maintenus, ils seraient mis aux enchères et serviraient à désintéresser les créanciers de la compagnie soumise à la procédure d'insolvabilité.

Nous disposons des conclusions de l'avocat général Gérard Hogan déposées le 23 septembre 2021. Il estime qu'il convient de s'opposer à la délivrance annuelle à titre gratuit de quotas pour la période 2018/2020 à un exploitant ayant cessé son activité en 2017.

La CJUE a rendu son arrêt dans cette affaire le 20 janvier 2022.

En cas de cessation des activités de l'exploitant, le nombre de quotas alloués à titre gratuit doit être diminué en proportion de la partie de cette période d'échange de quotas d'émission pendant laquelle ces activités ne sont plus réalisées.

]

La quantité totale de quotas à allouer aux exploitants pour 2024 s'élève à 28 866 578, décision 2023/2440 du 27 octobre 2023.

Il existe un registre européen des quotas d'émission de gaz à effet de serre, art. L. 229-16

L'administrateur central peut créer un compte Quantité totale aviation UE, un compte Enchères aviation UE.

Il crée ou annule les quotas en fonction des besoins.

L'article 40 concerne le transfert des quotas aviation à mettre aux enchères. Art. 54

L'article 41 concerne le transfert de quotas à allouer gratuitement.

Certains quotas aviation sont transférés vers la réserve spéciale, art. 42.

Il existe dans chaque État un tableau national d'allocation de quotas aviation.

L'exploitant d'aéronef restitue les quotas (compte Suppression UE), l'exploitant d'aéronef doit couvrir les émissions durant la période en cours.

Un régime plus favorable est accordé entre 2024 et 2030 aux exploitants d'aéronefs qui utilisent des carburants d'aviation durables ou d'autres carburants d'aviation qui ne sont dérivés de combustibles fossiles, directive 2003/87, art. 3 quater, paragraphe 6. De sensibles différences de prix existent entre le prix du kérosène fossile et le prix des carburants d'aviation admissibles. Un certain nombre de quotas leur sont réservés.

Les quotas sont attribués soit à titre onéreux, mis aux enchères, soit alloués à titre gratuit.

Les quotas gratuits

Dans un premier temps les exploitants bénéficiaient d'un grand nombre de quotas gratuits, cette proportion est appelée à se réduire avec le temps. La pression financière est destinée à augmenter.

Il y a toute une procédure pour l'octroi des quotas.

L'exploitant dépose une demande, il rend compte de son activité aérienne en termes de tonnes kilomètres pendant l'année dite de surveillance.

C'est l'autorité publique qui calcule la part de quotas affectés à titre gratuit à chaque exploitant d'aéronef. On multiplie l'activité déclarée en termes de tonnes kilomètres pendant l'année de surveillance par un référentiel établi par la Commission européenne, art. L. 229-12, II, art. R. 229-37-3 et 4.

L'art. L. 229-12, III prévoit l'affectation de quotas délivrés à titre gratuit en provenance d'une réserve spéciale.

Article R. 229-37-5 et 6

Un arrêté du 12 décembre 2011 fixe la procédure d'affectation à titre gratuit de quotas d'émission de gaz à effet de serre aux exploitants d'aéronefs.

Ce règlement accordait une certaine quantité de quotas gratuits aux exploitants dont la France est responsable, il y a les quotas gratuits pour 2012, les quotas gratuits pour la période 2013 – 2020.

Il faut consulter sur ce point l'art. L. 229-12 ainsi que les articles R. 229-37-3 et -4 c. environnement.

L'arrêté du 18 novembre 2016 modifie l'arrêté du 12 décembre 2011, il attribue des quotas à HOP 1.  
L'arrêté du 5 juillet 2017, JO du 3 août 2017, modifie l'arrêté de 2011. Il concerne les quantités de quotas d'émission de gaz à effet de serre affectés à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs dont la France est responsable pour la période 2017-2020. L'annexe donne une liste d'exploitants et pour chacun la quantité de quotas gratuits susceptible d'être livrée annuellement par une inscription sur un registre prévu à cet effet.  
On retrouve le même scénario avec l'arrêté du 12 juillet 2018 - modifiant celui de 2011 - concernant les quotas pour la période 2019-2023. Les quantités annuelles de quotas affectés à titre gratuit sont soumises à l'application d'un facteur de réduction linéaire de 2,2 % et arrondies à l'entier inférieur. C'est l'annexe qui indique l'affectation annuelle de quotas gratuits aux exploitants pour les périodes 2019-2020 et 2021-2023. Les chiffres sont en baisse.  
Une note de la Commission précise que l'allocation à titre gratuit doit représenter 82 % du total des quotas et la mise aux enchères 15 %.  
En 2020, 31,1 millions de quotas sont délivrés à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs, et 7,5 millions de quotas aviation sont mis aux enchères.  
À partir de 2021, la quantité de quotas délivrés aux exploitants d'aéronefs est appelée à être réduite compte tenu d'un facteur linéaire de 2,2 %.  
Le nombre de quotas aviation du SEQE-UE à délivrer en 2021 devait avoisiner les 24,5 millions : 20,7 millions de quotas aviation à délivrer à titre gratuit, et 3,8 millions de quotas aviation à mettre aux enchères.  
L'arrêté du 20 novembre 2020, JO du 12 décembre 2020, fixe le nombre de quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués à titre gratuit aux exploitants d'aéronefs pour la période 2021-2023.  
L'arrêté dresse en annexe un tableau avec l'indication d'exploitants, chacun recevant un nombre déterminé de quotas à allouer chaque année à titre gratuit.

#### Les quotas payants

Les exploitants qui épuisent leur contingent de quotas gratuits qui leur sont attribués doivent acheter des quotas sur le marché.  
Les quotas qui ne sont pas délivrés gratuitement sont mis aux enchères, art. L. 229-8.  
Le règlement délégué 2023/2830 du 17 octobre 2023 concerne la mise aux enchères des quotas d'émission de gaz à effet de serre.  
Chaque État décide de l'usage qu'il fera du produit de la vente aux enchères des quotas. Une partie est considérée comme ressources propres de l'UE, art. 3 quinquies, § 4.  
Les exploitants d'aéronef peuvent acquérir des quotas délivrés aux enchères par les États au cours de chaque période, art. L. 229-12, IV, du code de l'environnement.  
L'article 3 quinquies de la directive 2003/87 (version du 10 mai 2023) réduit de façon sensible la part des quotas gratuits.  
À partir de 2026, il est prévu que la plupart des quotas seront mis aux enchères. Avec des exceptions.

Les quotas sont négociables, ils peuvent être cédés par un exploitant en ayant en surplus, art. L. 229-15  
Cette cession est interdite si l'exploitant ne fait pas les déclarations obligatoires, art. L. 229-18

#### Le fonctionnement du système

L'exploitant d'aéronef a effectué un certain nombre de vols aériens, on lui avait délivré des quotas ou il les avait acquis, il restitue à l'État un nombre de quotas égal au total des émissions de gaz à effet de serre résultant de ses activités aériennes.  
Au plus tard du 30 avril de chaque année, chaque exploitant restitue à l'État une quantité de quotas correspondant aux émissions résultant de ses activités aériennes de l'année précédente, art. R. 229-37-8 c. environnement.  
Les quotas sont restitués sur la base d'une déclaration faite par chaque exploitant d'aéronef, cette déclaration de ces activités aériennes est vérifiée par un organisme accrédité, art. L. 229-14.

L'art. L. 229-18 prévoit un ensemble de sanctions.  
Articles L. 229-56, 57, 58, 59, 60 code environnement

On envisage le cas de l'exploitant qui ne restitue pas un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de l'année précédente, l'exploitant est mis en demeure de satisfaire à son obligation. Sinon il encourt une amende de 100 euros par quota non restitué. Art. D. 229-37-10.

CJUE, ordonnance, 26 mars 2020, C-113/19.

L'affaire oppose à propos de la non restitution de quotas d'émission de Co2 au titre de l'année 2015 le ministre

luxembourgeois de l'environnement à la compagnie Luxaviation.

C'est l'article 16 § 3 de la directive 2003/87 qui fait l'objet de la demande d'interprétation.

Les entreprises qui entraînent des émissions liées à leur activité doivent obtenir une autorisation.

L'entreprise qui a reçu l'autorisation a l'obligation de restituer, dans les 4 mois qui suivent la fin de chaque année civile, des quotas correspondant aux émissions de l'installation au cours de l'année civile écoulée., ces quotas étant ensuite annulés.

Le manquement à cette obligation est sanctionné par une amende.

Les exploitants d'aéronef restituent des quotas aviation.

Luxaviation relève d'un groupe de transport aérien qui dispose de 260 aéronefs et emploie 1700 personnes.

Cette société avait restitué ses quotas d'émission de gaz à effet de serre pour 2013 et 2014. L'affaire porte sur l'année 1015.

Luxaviation a établi, s'agissant de 2015, son rapport d'émission de gaz à effet de serre le 5 février 2016.

Elle s'est vu notifier la vérification de ce rapport par voie électronique.

Luxaviation déclare avoir le 19 avril 2016 procédé à l'enregistrement des quotas au sein du registre luxembourgeois avant d'en assurer le transfert. Elle avait eu la certitude d'avoir achevé la procédure de restitution des quotas.

Elle avait reçu un courrier, mais qui correspondait à une acquisition de quotas auprès d'une société slovène, et non à un transfert de quotas.

En juin 2016, le ministre luxembourgeois indique à Luxaviation qu'elle n'avait pas procédé dans les délais à la restitution requise.

La société a plaidé sa bonne foi, le manquement étant dû à un salarié et à un dysfonctionnement informatique.

Le ministre a infligé une amende de 100 euros par quota non restitué, soit 642 800 euros.

La société a formé un recours.

Les dispositions de la charte des droits fondamentaux ne s'opposent pas à ce que l'amende forfaitaire ne soit assortie d'aucune possibilité de modulation par le juge national.

Les États peuvent instituer des mécanismes d'avis et de relance auprès des entreprises pour leur éviter le risque d'amende, il s'agit d'une simple faculté.

Les autorités peuvent infliger l'amende, avant qu'elles aient averti la société l'année précédente et non l'année suivante.

Le contrevenant n'est cependant pas dispensé de l'obligation de restituer une quantité de quotas égale au volume des émissions excédentaires.

L'exploitant qui ne se conforme pas à ces exigences encourt une interdiction d'exploitation.

L'exploitant d'aéronef qui ne respecte pas les obligations relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre encourt une amende administrative, article R. 6432-5 CT.

## LES EFFETS HORS CO2 de l'aviation

L'UE considère par cette expression qu'elle doit mener une action pour lutter contre les effets sur le climat du rejet lors de la combustion de carburant, d'oxydes d'azote (Nox), de particules de suie et d'espèces de soufre oxydées,

Ainsi que les effets de la vapeur d'eau, notamment des traînées de condensation, provenant d'un aéronef.

Directive 2003/87, article 3, lettre v.

Les exploitants d'aéronefs sont tenus de rendre compte une fois par an des effets hors CO2 de l'aviation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Chaque exploitant déclare les effets hors CO2 de chaque aéronef qu'il exploite.

La Commission fixe un cadre de surveillance, de déclaration et de vérification.

Ce cadre contient les données sur la trajectoire tridimensionnelle des aéronefs, ainsi que sur l'humidité et la température ambiantes. Ceci pour obtenir un équivalent CO2 par vol.

Une proposition législative est envisagée, le champ d'application du SEQE étant étendu aux effets hors CO2.

Article 14 de la directive 2003/87.

## § II. Le programme mondial CORSIA

L'OACI exprime sa préférence pour gérer les émissions de CO2 de l'aviation internationale sur des mesures disponibles, comme les techniques aéronautiques, l'amélioration de l'exploitation, les carburants d'aviation durables.

Elle consent cependant à consentir que ces avantages ne seront pas suffisants, compte de la croissance attendue du trafic aérien, pour assurer la réduction des émissions de CO2. Le rôle du CORSIA est de compléter ces



mesures.

Le régime Corsia est en vigueur depuis 2019 en ce qui concerne la déclaration et vérification des émissions. Il vise à établir un mécanisme de marché appliqué au niveau mondial visant à « compenser », depuis le 1<sup>o</sup> janvier 2021, les émissions de dioxyde de carbone de l'aviation internationale au moyen de certains crédits de compensation.

Chaque exploitant d'avions a une obligation de compensation, calculée annuellement, tenant compte des émissions effectuées.

Les exploitants sont tenus d'acheter des crédits carbone.

Les années 2021-2023 correspondent à la phase pilote, ouverte aux États qui se sont déclarés volontaires. 119 États ont accepté de participer au programme de l'OACI.

Les exploitants d'aéronefs établis en dehors de l'Union doivent relever de la seule responsabilité du pays d'origine de ces exploitants d'aéronefs.

## L'UE et CORSIA

Les États membres de l'Union européenne font, avec des différences, application du programme Corsia. Le programme pourrait s'appliquer à un transport entre un État tiers, adhérent au CORSIA, et un aéroport situé dans l'UE.

L'Union européenne approuve le programme CORSIA et transpose les dispositions concernant la surveillance, la déclaration et la vérification du CORSIA. Voir la décision 2018/2027 du 29 novembre 2018.

La décision 2020/954 du 25 juin 2020 concernait la position à prendre par les États membres de l'UE, au sein de l'OACI, à savoir la notification de la participation volontaire au régime CORSIA à partir du 1<sup>o</sup> janvier 2021 et de l'option retenue pour calculer les exigences de compensation des exploitants d'avions au cours de la période 2021 - 2023.

Chaque État membre de l'UE doit notifier à l'OACI sa participation volontaire au CORSIA à partir du 1<sup>o</sup> janvier 2021.

Vient l'option à retenir pour calculer les exigences de compensation des exploitants d'avion au cours de la période 2021-2023 :

L'option retenue est  $OE = \text{quantité d'émission de CO}_2 \text{ de l'exploitant d'avions relevant du point 3.1 durant l'année donnée } y$

La décision du Parlement et du Conseil 2023/136 du 18 janvier 2023 est relatif à Corsia, qui est un mécanisme de marché appliqué au niveau mondial visant à compenser les émissions de dioxyde de carbone de l'aviation internationale qui dépasseraient un niveau d'émissions fixe au moyen de certains crédits de compensation.

Il existe des différences entre la législation de l'Union et les dispositions de la première édition de l'annexe 16, volume IV -

régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale, établissant des normes internationales et pratiques recommandées dans le domaine de la protection de l'environnement.

Ces différences ont été notifiées à l'OACI.

Le règlement délégué 2019/1603 met en œuvre les règles du Corsia concernant la surveillance, la déclaration et la vérification des émissions de l'aviation.

La compensation au sens des SARP pour le Corsia est calculée sur la base des émissions de CO<sub>2</sub> vérifiées conformément au règlement délégué.

La directive 2023/958 veille à mettre en œuvre de façon appropriée le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale de l'OACI.

La 1<sup>o</sup> phase s'appliquera de 2024 à 2026 aux États s'étant déclarés volontaires.

Le règlement d'exécution UE 2024/622 du 22 février 2024 donne la liste de 82 États considérés comme appliquant le CORSIA. La Chine, l'Inde, la Russie, maints États d'Amérique du Sud, n'y figurent pas. Les États de l'EEE, la Suisse, le Royaume Uni appliquent également le CORSIA.

La 2<sup>e</sup> phase s'appliquera de 2027 à 2035 aux États représentant certains critères en tonnes kilomètres, exception faite des États les moins développés, les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral.

Au-delà de cette date, Corsia sera abandonné ou prolongé.

Le Conseil de l'OACI examine tous les trois ans la mise en œuvre du CORSIA, il étudie s'il y a lieu à des ajustements.

Le programme concerne les vols internationaux soumis au CORSIA, il ne s'applique pas aux transports internes.

Le système Corsia concerne les exploitants d'aéronefs qui produisent des émissions annuelles de CO<sub>2</sub> supérieures à 10 000 tonnes.

Il s'agit d'émissions provenant de l'utilisation d'avions ayant une masse maximale au décollage supérieure à 5 700 kg.

Il s'agit d'avions effectuant des vols relevant de l'annexe I de la directive 2003/87 et de l'article 2 § 3 du règlement délégué 2019/1603,

Autres que ceux au départ et à l'arrivée dans le même État membre,

Y compris les régions ultrapériphériques.

Un certain nombre de vols ne sont pas pris en considération, comme les vols d'État, les vols humanitaires, les vols médicaux, les vols militaires, les vols de lutte contre le feu.

Ces vols ne sont donc pas soumis à compensation.

Les émissions de CO<sub>2</sub> doivent être compensées.

C'est chaque État, auquel un exploitant est attribué, qui calculera les exigences de compensation de carbone auquel cet exploitant est soumis.

Les exploitants achètent des unités d'émission créées par des programmes admissibles permettant de lutter contre le CO<sub>2</sub>.

Article L. 229-58 du code de l'environnement.

Pour s'acquitter de leur obligation de compensation, les exploitants d'aéronefs utilisent des crédits carbone issus de programmes de compensation répondant aux principes fixés à l'article L. 229-35.

Sont privilégiés les projets d'absorption du carbone qui sont situés sur le territoire français ou sur le territoire d'autres États membres de l'UE,

notamment ceux favorisant le renouvellement forestier, l'agroforesterie, l'agro sylvo- pastoralisme et, plus généralement, l'adoption de toute pratique agricole réduisant les émissions de gaz à effet de serre ou toute pratique favorisant le stockage de carbone dans les sols.

Ce sont les émissions de 2019 qui doivent servir de référence pour le calcul de la compensation à effectuer par les exploitants d'aéronefs pour les années 2021 à 2023.

Du fait de la pandémie et de la chute du trafic aérien, les émissions de l'aviation, en 2021, n'ont pas dépassé leurs niveaux de 2019.

Le SGF, facteur de croissance sectorielle, est égal à zéro pour les émissions de 2021.

Le SGF est un paramètre de la méthode du Corsia utilisée pour calculer les exigences annuelles de compensation des exploitants.

La compensation supplémentaire des exploitants d'aéronefs est donc nulle pour 2021.

Décision 2023/136 du 18 janvier 2023.

L'article 12 de la directive 2003/87 prévoit que chaque État membre calcule chaque année les exigences de compensation pour l'année civile précédente, en ce qui concerne les vols à destination ou en provenance des États appliquant le Corsia. Il s'agit des vols entre l'EEE d'une part et des États tiers appliquant le Corsia d'autre part.

Ces exigences sont communiquées aux exploitants européens (titulaires d'un certificat de transport aérien délivré par un État membre), produisant des émissions annuelles de CO<sub>2</sub> supérieures à 10 000 tonnes, provenant de l'utilisation d'avions ayant une masse maximale au décollage supérieure à 5 700 kg, effectuant des vols relevant de l'annexe I, autres que ceux au départ et à l'arrivée dans le même État membre.

Les exploitants bénéficient d'une réduction de leurs obligations s'ils utilisent des carburants allégés ou des biocarburants.

La qualité de l'air sur les aéroports et leurs alentours

La résolution A41-20 de l'Assemblée de l'OACI dans sa session d'octobre 2022 comporte un appendice H,

Incidences de l'aviation sur la qualité de l'air locale, p. I-80, DOC 10184. Des émissions de Nox et des particules de matière (PM) proviennent des moteurs d'avion, ce qui affecte la qualité de l'air et génère des effets indésirables sur la santé humaine. La résolution affirme qu'ont beaucoup diminué la suie et les hydrocarbures non brûlés provenant des moteurs d'avion. Elle indique également que les opérations en descente continue se sont traduites par des réductions d'émissions en provenance des moteurs d'avion. L'augmentation des redevances est envisageable. Le Conseil de l'OACI a publié un manuel sur la qualité de l'air aux aéroports. Il y a une interdépendance entre les mesures de nature à réduire le bruit des aéronefs et les émissions des moteurs d'avion mettant à mal la qualité de l'air et agissant sur le climat. Il faut réduire la consommation de carburant.

Il n'y a pas que les exploitants d'aéronefs qui sont suspectés de contribuer au réchauffement durable. L'Acnusa a publié en date du 6 octobre 2020, JO du 10 octobre 2020, texte 77, un ensemble de prescriptions concernant la gestion de la qualité de l'air par les exploitants aéroportuaires sur et autour des aéroports. Plusieurs éléments peuvent contribuer à une mauvaise qualité de l'air sur les aérodromes et autour d'eux. Les avions qui décollent et qui atterrissent, qui roulent sur la piste, ne contribuent pas à la pureté de l'air. Les avions au sol disposent de moteurs auxiliaires de puissance. Des véhicules circulent sur la piste. Les dépôts de carburant et les ateliers de maintenance peuvent engendrer des pollutions. Une intense circulation automobile se déroule autour des grands aéroports.

Les prescriptions de l'ACNUSA ne concernent pas tous les aéroports. Sont seuls visés les aéroports soumis à l'article 1609 quater viciés A du CGI, ainsi que les aéroports ayant une activité de transport public situés dans une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère, PPA.

Les exploitants de ces aéroports sont soumis à un certain nombre d'obligations tendant à assurer la qualité de l'air.

Ils doivent mener des campagnes pour surveiller la qualité de l'air.

Les mesures sont prises régulièrement.

Ces exploitants doivent surveiller les polluants atmosphériques, comme les particules en suspension et le dioxyde d'azote, ou les polluants à proximité des zones de stockage de carburant ou des ateliers d'entretien d'avion.

Les décisions de l'Acnusa ont fait l'objet d'un recours contentieux porté à l'initiative de l'Union des aéroports français et francophones associés (UAF-FA) devant le Conseil d'État, qui a rendu son arrêt le 15 décembre 2021, n° 449609.

La haute juridiction met à l'épreuve les compétences réglementaires de cette autorité indépendante.

Le Conseil d'État admet que, dans le cadre de sa compétence, l'ACNUSA ait pu, à l'art. 4 de l'acte attaqué, formulé des recommandations invitant les exploitants d'aéroport à mener des études sur les particules ultrafines et sur le carbone suie. Ces recommandations n'ont aucun caractère impératif.

L'art. L. 6361-5 CT prévoit en effet que l'ACNUSA peut émettre des recommandations sur toute question relative aux nuisances environnementales générées par le transport aérien sur et autour des aéroports.

En revanche, le Conseil d'État affirme que, dans le domaine de la pollution atmosphérique causée par l'aviation, l'ACNUSA n'est chargée que de contribuer au débat en matière d'environnement aéroportuaire, elle ne peut à ce titre que formuler des propositions d'études pour améliorer les connaissances dans ce domaine. L'ACNUSA n'était pas habilitée à édicter des dispositions réglementaires sur la surveillance de la pollution atmosphérique. Les articles 1<sup>o</sup> à 3 et 5 à 11 des prescriptions du 6 octobre 2020 sont annulés, car ils avaient été posés par une autorité incompétente.

### La pollution de l'espace extra atmosphérique par les opérateurs spatiaux

Cf. Arnaud de Nanteuil, Communication donnée lors du Colloque de Toulouse de 2021 de la SFDI, Pedone, D. La question de la protection de l'environnement spatial contre les atteintes portées par les acteurs économiques

privés, p. 201

Nettoyer les débris de l'espace.

## TROISIÈME PARTIE : LES ACTEURS DES ACTIVITÉS AÉRIENNES ET SPATIALES

Nombre d'institutions et de personnes jouent un rôle plus ou moins déterminant pour favoriser et contrôler les opérations menées dans l'air ou le cosmos.

D'autres sont des meneurs, des opérateurs, ils se livrent à des activités diverses dans l'atmosphère ou dans le cosmos, comme le transport de personnes et de biens ou la recherche scientifique.

## TITRE I. LES AUTORITÉS PUBLIQUES

L'une des missions incombant aux pouvoirs publics est de favoriser et de contrôler le développement des activités aériennes et spatiales.

### CHAPITRE I. LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Ce sont l'organisation des Nations Unies et les institutions qui lui sont liées qui jouent le rôle moteur. On tend à distinguer ce qui relève du militaire ou du civil.

#### Section I. L'AÉRIEN

### L'ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

L'Organisation de l'aviation civile internationale, OACI, est une organisation spécialisée des Nations Unies, constituée en 1947, qui a son siège à Montréal et qui regroupe 192 États - dont les 27 États membres de l'UE. Mathieu Vaugeois, La représentation des États européens au sein de l'Organisation de l'aviation civile internationale à l'aube de la 39<sup>e</sup> session de l'Assemblée, RFDA 2015.255.

L'objet de cette organisation internationale est de fixer les principes techniques de la navigation aérienne et de favoriser le développement du transport aérien. Elle n'est pas compétente en matière de concurrence et d'accords bilatéraux concernant l'échange des droits de trafic. Elle commence à s'intéresser à la navigation spatiale lorsque le passager se dit désireux d'émotions fortes et noue une coopération avec les instances onusiennes compétentes en matière spatiale.

Une Assemblée réunit tous les 3 ans les États membres de l'organisation.

L'Assemblée de l'OACI avait tenu fin septembre- début octobre 2013 sa 38<sup>e</sup> session, 184 États membres étaient représentés.

L'assemblée a tenu sa 39<sup>e</sup> session en septembre- octobre 2016. Les résolutions au 6 octobre 2016 occupent 352 pages sur le site de l'OACI, accompagnées des réserves émises par certains États.

Le DOC 10184 donne le texte des résolutions de l'Assemblée, session 2022, en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2022.

Le Conseil de l'OACI est un organe permanent composé de représentants de 36 États membres. C'est un organe qui joue un fondamental dans le fonctionnement de l'organisation, en particulier quant à l'édiction de la norme.

Il connaît des différends entre États contractants quant à l'application et à l'interprétation de la convention de Chicago.

Cour internationale de justice, 14 juillet 2020, n<sup>o</sup> 173, Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI en vertu de l'article 84 de la convention relative à l'aviation civile internationale :

Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis c. Qatar.

Le comité du transport aérien.

La commission de la navigation aérienne, CNA, étudie les projets de normes que le Conseil pourrait ensuite adopter.

Le secrétaire général.

L'une des fonctions de l'OACI consiste, par l'intermédiaire du Conseil, à élaborer et modifier les annexes à la convention de Chicago.

L'UE n'est pas un État, elle ne peut donc être membre de l'OACI, elle remplit la fonction d'observateur auprès de l'OACI, voir le débat dans la thèse de V. Correia, n° 226 et suivants.

La Commission européenne a ouvert à Montréal en 2005 un bureau de représentation permanente.

A. Manin, L'organisation de l'aviation civile internationale, thèse, LGDJ, 1970

La doctrine a exposé les actions menées par l'OACI pour assurer, en période de pandémie provenant ( ?) de Wuhan, le rétablissement du trafic aérien mondial mis à mal par les mesures prises par les États pour limiter les risques de propagation de la maladie à travers le monde.

Béatrice Trigeaud, Les missions de l'OACI et de l'OMI durant la crise de la covid-19, Annuaire français de droit international, 2020, p. 117

L'OMS publie le règlement sanitaire international, document contenant des dispositions concernant les transports internationaux.

Les annexes à la convention de Chicago contiennent des dispositions concernant les certificats de vaccination. Chaque État doit à l'échelon national adopter un plan national en cas de flambée de maladie transmissible.

## Section II. LES ACTIVITÉS SPATIALES

### a) Activités civiles

Le projet de création d'une organisation mondiale de l'espace a pour le moment fait long feu.

Faraminan Gilbert et Zanghi, Mélanges Courteix, p. 161.

Le professeur Lucien Rapp milite, depuis la montée en puissance d'acteurs privés, en faveur d'une gouvernance mondiale de la filière spatiale.

Philippe Clerc, Imaginer une organisation multilatérale de l'espace extra atmosphérique, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 221

Le système des Nations-Unies

C'est l'ONU qui joue le rôle moteur, AG et SG.

L'assemblée générale des Nations Unies, AGNU

L'assemblée générale des Nations Unies a créé en son sein en 1959 le « Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique », CUPEEA en sigle de langue française, COPUOS en sigle de langue anglaise. Il s'agit d'un organe intergouvernemental placé sous l'égide de l'assemblée générale de l'ONU. Ce Comité rend compte à la 4<sup>e</sup> commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation, il est doté d'un sous-comité scientifique et technique, qui tient une réunion en février, et d'un **sous-comité juridique**, qui tient une réunion en avril, instances qui font des recommandations à l'Assemblée Générale. C'est ce sous-comité juridique qui avait préparé les projets des grands traités internationaux sur l'espace. Le Comité se réunit en juin. Même si sa fonction normative est en fait actuellement assez mince et suscite parfois le dédain, l'avantage de cette instance réside en ce que les gouvernements y présentent leurs différents points de vue sur les grandes questions concernant l'espace. Les travaux sont publiés en français !

Annette Froehlich, Les travaux du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphériques des Nations Unies en 2015, RFDA 2015.281



Le secrétaire général des Nations Unies

Le Bureau des Nations Unies pour les affaires spatiales, UNOOSA, United Nations Office For Outer Space Affairs, met en œuvre les décisions de l'assemblée générale et celles du comité, il a son siège à Vienne en Autriche.

C'est le bureau des affaires spatiales qui s'acquitte des responsabilités du Secrétaire général, notamment en ce qui concerne la tenue du registre des objets lancés dans l'espace.

Le bureau s'inquiète, à raison de ses moyens limités, de l'augmentation du nombre de demandes d'immatriculation.

Cette instance dispose d'un mandat portant sur l'ensemble des questions politiques, juridiques et scientifiques liées aux utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique.

La directrice en est, depuis 2014, Simonetta Di Pippo, romaine de naissance, diplômée de physique.

Gérard Brachet, Le rôle et les perspectives futures du comité pour les utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique (CUPEA) des Nations Unies, RFDA 2008.391

Annette Froehlich, Le travail du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique- 2014, RFDA 2014.277

Il existe un Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales.

Le Bureau des Affaires spatiales joue un rôle moteur en ce domaine.

Le document A/AC.105/C.1/L.374/Add.4 du comité des utilisations pacifiques de l'EEA, sous-comité scientifique et technique, 11-22 février 2019, communique des informations. Les ressources financières sont limitées. Les thèmes du programme sont : la surveillance de l'environnement, la gestion des ressources naturelles, les communications par satellite pour le téléenseignement et la télémédecine, les risques de catastrophe, la cartographie de crise, les changements climatiques, l'utilisation des techniques et données spatiales au service des pays en voie de développement...

Le document A/AC.105/C.1/L.374/Add.3 traite des techniques spatiales au service du développement socioéconomique.

Un forum mondial sur le thème de l' " accès à l'espace pour tous " s'est tenu à Vienne en novembre 2019, organisé par le Bureau des affaires spatiales du Secrétariat et par le gouvernement autrichien, voir le rapport, distribué le 9 avril 2020, A/AC.105 / 1219.

Un programme Espace 2030 est institué en 2018. Il s'agit de mettre en évidence le rôle de l'espace et les avantages qu'il apporte à la société, il convient de sensibiliser la société à l'importance d'une gouvernance mondiale des activités spatiales. Les activités spatiales sont diverses, les acteurs travaillant dans ce secteur se font chaque jour plus nombreux.

D'autres instances relevant du système des Nations Unies s'intéressent à la matière spatiale et mènent des programmes relatifs à l'espace, comme l'UNESCO, la FAO, l'OMM, l'IUT ou l'OMS. Il existe depuis 1975 une instance de coordination et de coopération nommée la Réunion inter organisations sur les activités spatiales.

L'OACI organise des rencontres portant sur le transport spatial.

Un symposium sur l'aérospatiale a été tenu à Montréal pour la première fois en mars 2015, au siège de l'OACI, organisé en commun par l'OACI et le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies (UNOOSA), RFDA 2015.249.

#### b) Opérations militaires

La Conférence du Désarmement, à Genève. Questions traitées à la 1<sup>o</sup> commission. Aborde les problèmes spatiaux au regard de la sécurité internationale. La France y accrédite un ambassadeur ou actuellement une ambassadrice. Cette conférence appelle en vain à l'arrêt de la course aux armements dans l'espace. Un risque de blocage à raison de la rivalité entre les États-Unis d'une part, la Chine et la Russie d'autre part.

## CHAPITRE II. L'EUROPE

La fonction normative est principalement exercée, en Europe, à l'échelon de l'Union européenne ou d'instances inter gouvernementales regroupant tout ou partie des États européens.

Le soutien et le financement de l'aérien et du spatial se placent aux mêmes niveaux.

### § I. L'aviation civile

1. La conférence européenne de l'aviation, 44 États, CEAC en français, ECAC en anglais, avait été créée à l'initiative du Conseil de l'Europe. Le siège est à Neuilly. Elle travaille en union avec l'OACI. Elle joue un rôle pour la sécurité de la navigation aérienne. Les JAA élaboraient les JAR.

### 2. Eurocontrol

Eurocontrol regroupe 38 États, c'est l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne, une organisation inter-gouvernementale pan-européenne civile-militaire spécialisée dans la gestion du trafic aérien, ATM. Siège à Bruxelles. Grande capacité d'expertise, en particulier en matière de coopération civile et militaire. Perception des redevances de route pour le compte des États. Eurocontrol a noué des liens étroits de collaboration avec l'Union européenne. Celle-ci lui confie des tâches de gestion du trafic aérien. Eurocontrol joue un rôle pour la facturation et la perception des redevances de la navigation aérienne.

La convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne du 13 décembre 1960 va faire l'objet d'une modification afin de tenir compte de la gestion du trafic aérien en Europe.

Le Conseil de l'UE a pris le 8 décembre 2015 une décision 2015/2394 pour défendre les compétences de l'Union. On retrouve la même réserve avec la décision 2016/1124 du conseil de l'UE du 24 juin 2016. La question concerne le financement afin de déployer les nouveaux services européens de communication de données air/sol. Le Conseil exige une collaboration avec l'AESA dans le cadre du projet SESAR, ainsi qu'un accord avec les prestataires de services de navigation aérienne.

(Un pendant en Afrique : l'ASECNA est l'agence pour la sécurité aérienne, qui opère en Afrique, siège à Dakar)

### 3. L'Union européenne

Plus de 5 millions d'emplois relèveraient en Europe du secteur aérien.

L'UE s'est vu attribuer la compétence de l'élaboration d'une politique commune en matière de transports aériens. Le transport aérien obéit par ailleurs aux autres dispositions du Traité, en particulier aux règles en matière de concurrence.

#### a) Le Conseil européen

Il réunit les chefs d'État et de gouvernement.

Il est doté d'un président, l'ancien premier ministre belge, M. Charles Michel.

#### b) Le Conseil de l'UE

Il réunit périodiquement, par thématique, des ministres, membres des gouvernements des différents États membres.

Le Conseil transports télécommunications et énergie se tient périodiquement, il est composé des ministres des différents gouvernements, il contribue à l'édiction de la réglementation européenne en matière de droit aérien.

#### c) La Commission européenne

C'est l'exécutif de l'UE.

Sa fonction est prépondérante.

Il faut distinguer le président, les vice-présidents et les membres de la Commission d'une part, les directions, services et bureaux composés de milliers d'agents et de fonctionnaires au service de la Commission d'autre part.

Madame Ursula von der Leyen, native d'Ixelles, a été proposée en date du 2 juillet 2019 par le conseil européen au parlement européen comme candidate à la fonction de président de la commission européenne.

Elle a été élue à la majorité des membres du Parlement, le 16 juillet 2019, par 383 voix contre 327, on avait relevé 22 abstentions et un bulletin nul.

La dite dame est candidate à son réélection en 2024.

Le président de la Commission est assisté par un certain nombre de vice-présidents.

La décision 2019/1949 du 25 novembre 2019 prise par le Conseil, en accord avec la présidente élue de la Commission, donne la liste des personnes proposées pour devenir membres de la Commission.

Le président, le haut représentant de l'union pour les affaires étrangères et les autres membres de la commission sont soumis, en tant que collègue, à un vote d'approbation du Parlement européen intervenu le 27 novembre 2019. La nouvelle commission est entrée en fonction le 1<sup>o</sup> décembre 2019, elle est destinée à rester en fonction jusqu'au 31 octobre 2024.

La décision du Conseil européen du 28 novembre 2019 porte nomination de la Commission européenne.

Chaque commissaire - il y a un commissaire par État membre - reçoit une attribution particulière, plus ou moins importante.

Les services et les bureaux sont réunis en plusieurs directions générales, qui dépendent de la Commission et de ses membres.

Certains de ces services traitent du transport aérien et de l'aviation civile.

Certains critiques relèvent des défauts de coordination entre les différentes directions générales traitant du transport aérien.

La dame Adina Valean, roumaine, née en 1968, est la commissaire européenne ayant au sein de la Commission le portefeuille des *transports*.

La Direction générale DG Move pour la mobilité et le transport a à sa tête comme directeur général depuis octobre 2015 l'estonien Henrik Hololei né en 1970.

Des subdivisions existent au sein de cette direction générale :

La direction B comporte un B.5 traitant en particulier des droits des passagers

La direction E : Aviation,

Cette direction est subdivisée à son tour en

E1, politique de l'aviation

E 2, accords en matière d'aviation

E3, ciel unique européen

E 4, sûreté de l'aviation

La commissaire européenne à la *concurrence* et au numérique est la vice-présidente danoise Margrethe Vestager, née en 1968. Cette personne avait été très critiquée par certains milieux d'affaires par son action antérieure en matière de concurrence. Elle se trouve actuellement et provisoirement en retrait.

La direction générale de la concurrence traite des ententes et assure le contrôle des aides d'État. DG, Olivier Guersent, français. Le choix d'une américaine comme économiste en chef a été critiqué, un barcelonais Lluís Sauri Romero fait actuellement fonction.

L'*action sur le climat* était suivie par le vice-président de la Commission Frans Timmermans, néerlandais. Qui s'est retiré pour se livrer à l'action politique dans son pays. Un nouveau commissaire néerlandais a été désigné pour lui succéder.

Le DG est Raffaele Petriccione

La direction générale de l'*environnement* dépend du commissaire lithuanien Virginijus Sinkevicius.

La direction générale de l'industrie de la *défense* et de l'*espace* dépend du commissaire Thierry Breton et a pour

directeur général un Finlandais, Timo Pesonen.

La direction générale *Justice et Consommateurs* a en particulier dans sa compétence les questions relevant de la défense des consommateurs.

La Commission dispose d'un certain pouvoir réglementaire, elle adopte des règlements et des décisions. Un acte législatif peut déléguer à la Commission le pouvoir d'adopter des actes non législatifs de portée générale qui complètent ou modifient certains éléments non essentiels de l'acte législatif, art. 290 TFUE. Ce sont des actes délégués.

La Commission a des compétences d'exécution, art. 291 TFUE

#### d) Le Parlement européen

Les membres du Parlement européen sont, par États, élus pour 5 ans, au suffrage universel.

Les députés sont en 2023 au nombre de 705.

Un maximum de 751. 6 membres minimum par État membre. Aucun État ne peut avoir plus de 96 sièges.

Les électeurs français éliront, en 2024, 81 députés européens, alors que l'Allemagne, plus peuplée, détient 96 sièges, chiffre maximum.

L'Italie élira 76 députés, l'Espagne 61 députés, la Pologne 53 députés, la Roumanie 33 députés, les Pays Bas 31 députés, la Belgique 22 députés, les tchèques, la Grèce, la Hongrie, le Portugal, la Suède, chacun, 21 députés...

Les députés adhèrent en général à des groupes politiques. Ceux-ci sont actuellement au nombre de 7.

Les chiffres suivants font état de la situation au mois d'août 2023.

Le Parti populaire européen, PPE, compte 177 députés (centre droit).

L'Alliance progressiste des socialistes, S&D, compte 143 députés.

Renew a 101 députés (de tendance centre gauche, des libéraux, des partisans de l'actuel président français)

Le groupe des Verts est composé de 72 députés.

Les Conservateurs, ECR, ont 66 députés (Fratelli d'Italia de la dame actuellement président du conseil italien, polonais de droite, Vox) (anti fédéralistes, atlantistes).

Identité et démocratie, ID, a 62 députés (lepénistes, la ligue, AFD allemand).

La Gauche unitaire, GUE/NGL, réunit 37 députés, Die Linke, Bildu)

Il y a 47 députés non-inscrits (hongrois de droite, des Italiens des 5 étoiles, des indépendantistes catalans, des députés de gauche).

Les députés sont répartis en 20 commissions permanentes.

Le Parlement européen - mais sur proposition de la Commission - exerce, conjointement avec le Conseil, la fonction législative.

Il n'a donc pas l'initiative de la règle, il dispose seulement d'un pouvoir d'amendement.

Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire, peuvent établir les dispositions appropriées pour la navigation maritime et aérienne, art. 100 § 2 du TFUE.

L'approbation du Parlement européen est obligatoire pour la conclusion d'accords internationaux relevant des domaines de la procédure législative ordinaire.

Le Parlement européen, dans une résolution du 15 décembre 2016, demande, concernant les accords internationaux en matière d'aviation, à être informé à toutes les étapes de la procédure, art. 218 § 10 TFUE.

Il demande à suivre la procédure dès le départ. Le Parlement voudrait que la Commission l'informe de son intention de proposer des négociations en vue de la conclusion d'accords aériens internationaux.

#### e) Les agences

L'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne

L'agence européenne de la sécurité aérienne, AESA, avait été créée par un règlement du 15 juillet 2002, elle a son siège à Cologne. Elle vise à assurer un haut niveau de sécurité, établir des spécifications de certification, certifier les produits aéronautiques. Un conseil d'administration – composé de deux représentants de la

Commission et d'un représentant par État membre - nomme le directeur exécutif, qui est depuis 2013 Patrick Ky, né à Antony en 1967, polytechnicien, ancien élève de l'ENAC, diplômé en économie par l'université toulousaine et par le MIT. Un budget en 2010 de 132 millions d'euros. Elle disposait de 578 agents fin 2010. L'agence gère les opérations de certification qui sont partiellement externalisées aux autorités aéronautiques nationales. 2017, un budget de 191,6 millions d'euros, financé à concurrence de 101 millions d'euros par des redevances et des droits.

2018, un budget de 196 millions d'euros, un effectif de 767 personnes.

L'Agence a changé de nom en 2018, elle est devenue l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, le chapitre V du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 lui est consacré. Elle assiste la Commission et prépare les mesures que celle-ci doit prendre. Elle effectue des inspections et des enquêtes. Elle accorde des dérogations. Elle accorde des certifications. Elle externalise en partie les tâches de certification. L'agence coopère avec ses homologues des pays tiers. Elle promeut les normes de sécurité européenne dans le secteur de l'aviation. Elle aide à la reconnaissance mutuelle des certificats. Elle peut faire fonction d'organisation régionale de la sécurité dans le cadre de l'OACI, art. 90.

Vincent Correia, Le perfectionnement continu du système européen de la sécurité aérienne : le règlement n° 2018/1139, in Transport et sécurité, 2019, LexisNexis, p. 193.

L'Agence ne possède pas en principe le pouvoir réglementaire. C'est la Commission qui prend des actes délégués ou d'exécution. L'Agence l'assiste dans cette fonction.

L'Agence de l'UE prend des décisions. Elles peuvent être contestées. Certaines de ces décisions peuvent faire l'objet d'un recours devant la chambre des recours, art. 108 du règlement 2018/1139, qui est une instance existant au sein de l'Agence, art. 105. Si les motifs du recours sont fondés, la chambre des recours renvoie l'affaire à l'Agence pour qu'elle prenne une nouvelle décision en tenant compte de la décision de la chambre des recours. Les décisions de l'Agence peuvent faire l'objet d'un recours en annulation portés devant la CJUE, art. 114 du règlement 2018/1139.

L'AESA exerce sa tutelle sur les fonctionnaires et agents se trouvant à son service, elle mène des enquêtes pour assurer la protection des informations classifiées de l'Union européenne, elle peut limiter les droits des personnels en ce qui concerne le traitement de leurs données à caractère personnel. Cf. la décision n° 5/2020 du conseil d'administration de l'AESA du 21 octobre 2020, JOUE du 6 mai 2021.

Un règlement 2017/1939 du 12 octobre 2017 crée, dans le cadre d'une coopération renforcée à laquelle la France est partie, le Parquet européen. Il est compétent en matière d'infractions pénales portant atteinte aux intérêts financiers de l'UE. Comme des fraudes en matière de TVA ou les pratiques de corruption. Il mène des enquêtes. Il peut déclencher des poursuites. Il exerce l'action publique devant les juridictions nationales. Il a à sa tête le chef du parquet européen. Siège à Luxembourg. La matière aérienne semble peu concernée.

## § II. Les activités spatiales

Benjamin Guyot, Droit spatial européen, thèse, Paris I

Bernadette Le Baut-Ferrarese, Droit spatial européen, RFDA 2008 p. 163

Isabelle Sourbes-Verger, La place de l'Europe au sein des puissances spatiales, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 251

Loïc Grard, Les dynamiques spatiales du marché intérieur, passim, Colloque de Toulouse, p. 265

L'UE entend mener et financer une politique spatiale, elle agit en collaboration avec l'agence spatiale européenne, ASE, ESA, qui est un organisme inter gouvernemental regroupant un certain nombre d'États européens.

L'Europe n'est pas major en matière spatiale, ce sont les États-Unis qui occupent la première place, suivie de la Chine et de la Russie, son rôle et son influence sont cependant loin d'être négligeables en ce domaine de l'activité humaine.

#### a) L'Union européenne

L'art. 4 § 3 TFUE énonce que "dans le domaine de l'espace, l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États membres d'exercer la leur".

Quant à l'art. 189, il énonce au § I que l'Union élabore une politique spatiale européenne, afin de favoriser le progrès scientifique et technique, la compétitivité industrielle et la mise en œuvre de ses politiques. ... le § II dispose que le Parlement et le Conseil établissent les mesures nécessaires, qui peuvent prendre la forme d'un programme spatial européen, le tout statuant selon la procédure législative ordinaire ; avec une limite : à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres.

M. Grard parle en matière d'applications spatiales d'une compétence attribuée.

La compétence de l'UE est moins de poser des règles générales et abstraites pour réglementer les activités à mener dans l'espace que de programmer et de financer en tout ou en partie des projets d'activités spatiales dans des domaines d'intérêt général comme la recherche scientifique, l'observation de la terre et des astres ou les télécommunications. Ce sont des domaines où l'initiative privée est insuffisante, ne serait-ce qu'à raison de l'ampleur des dépenses à assurer et de la minceur des retombées financières

#### Le Conseil Espace

Le Conseil de l'UE présente dans une résolution du 6 décembre 2011 les bénéfices de la politique spatiale pour la sécurité des citoyens européens.

La commission a le 26 octobre 2016 adopté la stratégie spatiale pour l'Europe.

Le Conseil a publié ses conclusions sur L'espace pour une Europe durable, JOUE du 11 juin 2020, C 196/8.

La direction générale Entreprises et industrie DG- ENTR gère au sein des services de la Commission européenne la politique spatiale européenne et le programme Galileo. La DG GROW lui succède.

Le commissaire européen dont dépend cette DG est M. Thierry Breton, commissaire au marché intérieur.

#### La genèse du règlement sur le programme spatial de l'UE

Le comité européen des régions a émis le 6 décembre 2018 un avis sur le programme spatial de l'Union européenne, 2019/C 86/20, JOUE du 7 mars 2019, C 86/365.

Cet avis contient un certain nombre de critiques nuancées et de propositions.

Il demande qu'un soutien soit accordé à l'industrie spatiale européenne ainsi qu'aux acteurs commerciaux du domaine spatial.

Il craint les doublons entre l'agence de l'Union européenne pour le programme spatial (qui serait issue de l'agence du GNSS européen, GSA) et l'agence spatiale européenne.

On parle de consacrer 16 milliards d'euros à la politique spatiale.

Il demande une coordination plus étroite entre les différents programmes.

On créerait la SSA, Space Situation Awareness, en matière de surveillance de l'espace, permettant de prendre des mesures contre les risques existant dans l'espace, comme les débris et les accidents en orbite.

L'avis émet une recommandation en faveur des petites entreprises.

Le GOVSATCOM sera utile aux États n'ayant pas leur propre système spatial.

Le comité économique et social européen a émis un avis concernant une proposition concernant le programme spatial de l'UE, JOUE du 15 février 2019, C 62/51. L'UE se propose comme montant de référence privilégié entre 2021 et 2027 le chiffre de 16 milliards d'euros. L'Europe dispose d'un accès à l'espace avec la Guyane. Les deux fleurons du programme spatial européen sont Galileo (radionavigation haute précision et

positionnement par satellite) (9,7 milliards avec EGNOS) et Copernicus (qui fournit des données d'observation de la terre) (5,8 milliards). L'ESA est responsable du déploiement de l'infrastructure Galileo, l'agence UE du GNSS européen – GSA est chargée de favoriser la pénétration de Galileo sur le marché. Le système Govsatcom concerne l'installation de communications gouvernementales européennes sécurisées par satellite (surveillance des frontières, missions de police, protection civile, surveillance maritime ...) Le SST est un système d'observation des 780 000 déchets de l'espace en orbite autour de la Terre. (0,5 milliard pour ces deux derniers). L'Europe a besoin de lanceurs compétitifs. Un État européen (non cité, le Luxembourg) avance comme pionnier du projet de l'extraction et de la récupération de ressources naturelles en dehors de l'orbite terrestre, Space mining.

C'est le règlement 2021 / 696 du 28 avril 2021 qui établit le **programme spatial** de l'Union pour la durée du CFP 2021 - 2027.

Ce règlement récapitule les activités spatiales menées par l'Union : Copernicus, Galileo et Egnos, télécommunications, surveillance de l'espace.

Ce règlement institue l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, EUSPA, ayant son siège à Prague, qui devrait avoir la gouvernance des programmes spatiaux européens.

La décision d'exécution 2023/1054 fixe des modalités d'application du règlement 2021/696. Elle concerne le portefeuille de services pour les services gouvernementaux de télécommunications par satellite. La sécurité est de rigueur. Les services Govsatcom flexibles et adaptables aux utilisateurs. A la tête figurent les autorités Govsatcom, existe la plateforme Govsatcom, les utilisateurs sont les utilisateurs Govsatcom. L'utilisateur demeure en principe anonyme.

Les instances de l'Union ont contribué à la création en 2001, sous la forme d'une agence, du CSUE, Centre satellitaire de l'Union européenne. Ce centre est au service de la politique de sécurité et de défense communes, PSDC. Il fournit au Conseil et au haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères, des services résultant de l'exploitation des moyens spatiaux et des données, comme l'imagerie satellitaire et aérienne, décision du Conseil du 26 juin 2014.

[Un arrêt de la CJUE du 25 juin 2020, affaire C-14/19 P, concerne un litige entre ce centre satellitaire et l'un de ses agents contractuels, rétrogradé et qui se dit victime de harcèlement moral. Le Tribunal était compétent pour statuer en ce litige.

L'appréciation des faits ne constitue pas, sauf dénaturation des éléments de preuve produits devant le Tribunal, une question de droit soumise au contrôle de la Cour.

Une ordonnance a été rendue dans cette affaire par le Tribunal le 10 juillet 2020.

KF forme un pourvoi le 26 septembre 2020, C-464/20 F.]

#### b) L'agence spatiale européenne

Marco Ferrazzani, L'agence spatiale européenne, acteur de la politique spatiale européenne, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 281

L'inter gouvernemental

On utilise en français le sigle ASE. On désigne plus fréquemment cette organisation par le sigle anglais, l'ESA. La création a été décidée en 1973, une convention signée à Paris créant l'agence le 30 mai 1975. L'ESA compte 22 États membres. La Suisse est du nombre, la Norvège et le Royaume-Uni également. Le Canada a conclu un accord de partenariat. Il n'y a donc pas identité entre les États membres de l'UE et les gouvernements adhérant à l'ESA.

Il est prévu par l'art. 189 § 3 que l'Union établit toute liaison utile avec l'agence spatiale européenne.

Il existe entre l'UE et l'ESA un accord cadre de 2004. Il y a un secrétariat commun.

Un partenariat financier a été signé en juin 2021 entre l'ESA et l'UE.

L'ESA détient l'expertise technique, scientifique et gestionnaire, elle est indispensable pour assurer la réussite des programmes spatiaux.

Le siège se trouve à Paris dans le 15<sup>e</sup> arrondissement.

Le Conseil composé des représentants des gouvernements prend les grandes décisions.

Le Directeur général était jusqu'en 2015 Jean-Jacques Dordain. Lui succèdent en juin 2015 Johann-Dietrich Wörner, et en mars 2021, l'autrichien Joseph Aschbacher.

L'ESA mène des activités obligatoires correspondant aux activités de base de l'agence (études de projets,

recherche technologique, investissements techniques communs, systèmes informatiques et programmes de formation) et un programme de science spatiale.

L'ESA rend possibles des activités facultatives, financées par les seuls États participants : observation de la terre, développement des lanceurs, télécommunications ...

L'ESA peut mener des activités opérationnelles demandées par un tiers : ainsi un accord avec le Portugal pour le programme de lancement de satellites depuis les Açores.

L'ESA devrait disposer pour les années 2023-2025 d'un budget de 16,9 milliards d'euros, l'Allemagne apportant 3,5 milliards, la France 3,2 et l'Italie 3. Un accord établit la préférence européenne pour les lancements dits institutionnels effectués pour le compte des agences nationales et de l'agence européenne.

Si l'UE développe considérablement dans le futur son programme spatial, la place faite à l'ESA risque de rétrécir.

Rapport particulier de la Cour des comptes, Transport spatial : coûts liés à l'intermédiation de l'agence spatiale européenne, octobre 2014

Il était prévu que les gouvernements apportant les ressources les plus importantes à l'agence verraient attribuer les marchés à leur industrie nationale à due proportion de leurs apports. On ferait désormais recours à la concurrence pour l'attribution des marchés.

Johanna Chauvin, L'avenir du juste retour confronté à la communautarisation des programmes spatiaux, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, p. 77.

## CHAPITRE III. LES INSTANCES ÉTATIQUES

Les puissances en matière aérienne et spatiale

a) La France

AVIATION



L'activité aérienne relève, en France, de différents départements ministériels.

## AVIATION CIVILE

Il a pu exister jadis dans les années 30 un secrétariat d'État et même un ministère de l'aviation civile, les gouvernements comportaient un ministère des transports. Ces structures n'existent plus formellement. La structure qui exerce en France la tutelle de l'aviation civile et commerciale est la direction générale de l'aviation civile, rattachée au ministère de la transition écologique, qui était jadis le ministère des travaux publics puis celui de l'équipement.

Il existe dans le gouvernement de M. Gabriel Attal nommée premier ministre le 10 janvier 2024, un ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires.

M. Christophe Bréchu, maire d'Angers, né en 1974, est l'actuel ministre.

Ses attributions sont déterminées par le décret n° 2024-38 du 24 janvier 2024.

Le ministre met en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine des transports et de leurs infrastructures.

Il est chargé de la qualité de l'air.

Il participe à la politique de réduction des nuisances sonores.

Il met en œuvre la politique du gouvernement en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il exerce les attributions relatives à l'aviation civile, aux applications satellitaires, à la météorologie.

M. Patrice Vergriete, né en 1968 à Dunkerque, polytechnicien, ingénieur des ponts, 1<sup>er</sup> adjoint au maire de Dunkerque, est, auprès du ministre, ministre délégué, chargé des transports. Le ministre délégué traite, par délégation du ministre de la transition écologique, des affaires relatives s aux transports, à leurs infrastructures et à l'aviation civile, décret du 6 mars 2024. Il suit les politiques relatives aux applications satellitaires.

Les services ministériels de l'aviation civile sont situés à Paris, des services déconcentrés sont installés sur certains points de la métropole et de l'outre-mer.

Un certain nombre de fonctionnaires, de compétences et de statuts variés, sont affectés dans les services ministériels de l'aviation civile.

Il existe l'emploi de conseiller d'administration de l'aviation civile, décret du 29 décembre 2014.

Ces conseillers sont affectés en administration centrale, dans les services de compétence nationale, dans les services déconcentrés, à l'ENAC, à Météo France ou au BEA. Ils exercent des responsabilités importantes. Ils sont placés en détachement de leur corps d'origine.

Un arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2016 établit la liste de ces emplois, JORF du 8 mars 2016.

Il existe le corps des attachés d'administration de l'aviation civile, décret du 25 avril 2008.

Le corps des ingénieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, IEEAC

Le corps des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile, TSEEAC

### Les institutions

### Les services centraux

L'administration centrale d'un ministère présente un organigramme divisé communément en directions et sous-directions, services et bureaux.

La direction générale de l'aviation civile (**DGAC**) est une direction de l'ancien ministère des transports qui exerce les compétences de l'État en matière d'aviation civile.

Son directeur général est, depuis le 16 septembre 2020, un conseiller à la cour des comptes, M. Damien Cazé, énarque, natif de Vernon.

La direction générale de l'aviation civile remplit une double fonction de régulateur et de prestataire de services. Elle est divisée en directions, elles-mêmes divisées en sous directions. Elle obéit à un organigramme périodiquement modifié.

Le décret n° 2020-752 du 19 juin 2020 concerne la déconcentration des décisions administratives individuelles dans différents domaines, dont celui des transports.

L'annexe I donne une longue liste de mesures qui continuent à relever en matière aérienne de la compétence du ministre chargé de la transition écologique, devant parfois agir en concours avec un autre ministre, comme celui de la défense :

- Suppression d'installations existantes, constituant des obstacles à la navigation aérienne, à l'extérieur des zones de servitudes de dégagement
- Décision de classement des aérodromes
- Approbation des contrats de délégation passés par la société Aéroports de Paris
- Établissement de certaines installations à l'extérieur de zones grevées de servitudes de dégagement
- Habilitation d'organismes techniques ou de personnes extérieures à l'administration en matière de contrôle technique
- Autorisation de créer un aérodrome destiné à être ouvert à la circulation aérienne publique – ou d'ouvrir à la circulation aérienne publique un aérodrome existant
- Autorisation spéciale et temporaire accordée aux aéronefs étrangers pour circuler au-dessus du territoire français – sauf lorsqu'elle porte sur l'utilisation d'aéronefs pour du travail aérien
- Sanctions administratives, prises après avis de la commission administrative de l'aviation civile
- Délivrance, suspension et retrait de la licence d'exploitation de transporteur aérien (transformation en licence temporaire) – sauf pour les entreprises exploitant exclusivement des aéronefs d'une masse maximale au décollage inférieure à 10 tonnes, ou d'une capacité de moins de 20 sièges et n'exploitant pas de services réguliers internationaux
- Approbation préalable des programmes d'exploitation des services aériens au départ, à destination, ou à l'intérieur du territoire national – sauf pour les transporteurs exploitant exclusivement des aéronefs d'une masse maximale au décollage inférieure à 10 tonnes ou d'une capacité de moins de 20 sièges et n'exploitant pas de services réguliers internationaux
- Dépôt ou homologation des tarifs de passagers
- Autorisation, pour les transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France, d'exploiter un aéronef immatriculé à l'étranger / ou des services aériens au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire national, dans le cadre d'accords commerciaux aux termes desquels le transporteur contractuel n'est pas le transporteur de fait,
  - sauf pour les entreprises exploitant exclusivement des aéronefs d'une masse maximale au décollage inférieure à 10 tonnes ou d'une capacité de moins de 20 sièges et n'exploitant pas de services réguliers internationaux
- Octroi, renouvellement ou retrait de l'autorisation d'exploiter certains services intérieurs ou internationaux (extracommunautaires) pour les transporteurs établis en France,
  - sauf pour les entreprises exploitant exclusivement des aéronefs d'une masse maximale au décollage inférieure à 10 tonnes ou d'une capacité de moins de 20 sièges et n'exploitant pas de services réguliers internationaux
- Dégagements aux règles d'utilisation des aéroports et affectations individuelles des entreprises de transport aérien
- Création et mise en service d'un aérodrome à usage restreint
- Modification des conditions ou consignes d'utilisation d'un aérodrome à usage restreint
- Ouverture (et fermeture) d'un aérodrome à la circulation aérienne publique
- Autorisation de certains transports aériens commerciaux sur aérodromes à usage restreint
- Subordination de l'autorisation de création d'un aérodrome à usage restreint à la conclusion entre l'État et le créateur de l'aérodrome d'une convention de type L. 6321-3 du code des transports et imposition à l'exploitant d'une souscription d'un contrat d'assurance
- Accord donné au créateur d'un aérodrome à usage restreint de confier l'exploitation de l'aérodrome à un tiers de son choix
- Décisions relatives à l'agrément des aptitudes techniques des entreprises assurant la production des aéronefs
- Documents de bord des aéronefs (documents de navigabilité, licence de station d'aéronef, certificat de limitations de nuisances sonores) y compris les laissez-passer provisoires
- Décision relative aux transports de marchandises dangereuses
- Décision relative à l'immobilisation d'un aéronef
- Attestation d'aptitude aux fonctions de télépilote dans le cadre du ou des scénarios opérationnels pour lesquels ils souhaitent continuer à opérer
- Certificat d'aptitude théorique de télépilote
- Décisions en matière de reconnaissance des formations des télépilotes visées à l'article L. 6214-2, de l'expérience et des qualifications
- Décisions relatives à la délivrance et à la validation des titres aéronautiques professionnels et non professionnels et sanctions correspondantes
- Décisions relatives à l'agrément des centres aéromédicaux et des examinateurs aéromédicaux
- Décisions en matière de reconnaissance d'incapacité temporaire ou permanente de travail ou de décès

consécutifs d'un accident aérien survenu en service ou une maladie imputable au service aérien  
 Autorisation d'un régime répartissant le temps de vol et d'arrêt du personnel navigant sur une autre période de temps que celles prévues au code de l'aviation civile  
 Attribution et gestion des fréquences utiles à la circulation des aéronefs  
 Nomination d'un coordonnateur pour l'attribution des créneaux horaires sur un aéroport coordonné. Nomination du comité de coordination  
 Certification des validateurs indépendants  
 Sanction pécuniaire prononcée à l'encontre de l'exploitant de l'aérodrome  
 Délivrance de la licence de maintenance d'aéronefs  
 Délivrance de la qualification permettant l'exercice des fonctions assurant le service d'information de vol et d'alerte  
 Agrément de sûreté des transporteurs aériens  
 Agrément de sûreté des agents habilités  
 Agrément de sûreté des chargeurs connus  
 Agrément de sûreté des fournisseurs habilités  
 Délivrance des titres de circulation valables sur plusieurs aérodromes ou installations  
 Certification des personnes mettant en œuvre des mesures de sûreté, de leurs superviseurs et des instructeurs et retrait de cette certification  
 Agrément des organismes participant au processus de certification ou délivrant la certification à ces mêmes personnes et suspension ou retrait de cet agrément  
 Approbation des cours portant sur la sûreté de l'aviation civile et retrait de cette approbation  
 Décision de suspension des services de navigation aérienne  
 Avis conforme sur les décisions de répartition des transporteurs aériens entre les aérodromes d'Aéroports de Paris  
 Opposition aux cessions, apports ou à la création de sûretés (ADP)  
 Avis conforme sur le choix de l'organisme de certification (comptabilité ADP)  
 Sanction envers la société Aéroports de Paris en cas de manquement constaté aux obligations imposées par le cahier des charges  
 Concessions accordées par l'État pour la construction, l'entretien et l'exploitation des aérodromes lui appartenant, lorsque le contrat de concession est conforme au cahier des charges type  
 Concessions accordées par l'État pour la construction, l'entretien et l'exploitation des aérodromes qui lui appartiennent, lorsque le contrat de concession déroge au cahier des charges  
 Sanction envers les exploitants d'aéronefs n'ayant pas restitué un nombre de quotas suffisant pour couvrir ses émissions de gaz à effet de serre (système d'échange de quotas d'émission – EU ETS)  
 Décisions relatives aux opérations qui donnent lieu à inscription, transcription ou mention sur le registre d'immatriculation :  
 Immatriculation d'un aéronef  
 Mutation de propriété d'un aéronef  
 Constitution d'hypothèque ou autre droit réel sur un aéronef  
 Location d'un aéronef  
 Saisie d'un aéronef  
 Modification aux caractéristiques d'un aéronef  
 Radiation d'une location, d'une hypothèque ou d'un procès-verbal de saisie  
 Radiation d'un aéronef du registre

. Le secrétariat général  
 Sous-direction des personnels  
 Sous-direction des affaires financières et du contrôle de gestion  
 Sous-direction des affaires juridiques : bureau du contentieux, bureau du droit européen et international  
 Mission management du changement et des compétences : tutelle de l'ENAC

. La **Direction du Transport aérien, DTA**

La DTA est divisée en sous directions.

Sous-direction des transporteurs et services aériens, SDT : négociation des accords aériens européens, bureau des services aériens internationaux, bureau des transporteurs français et de l'intervention publique, bureau des

immatriculations

Sous-direction des aéroports

Sous-direction des études, des statistiques et de la prospective

Sous-direction de la sûreté et de la défense

Il existe un Conseil national de la sûreté de l'aviation civile ; arrêté du 16 août 2016 modifiant l'arrêté du 14 mai 2013. Ce Conseil national produit des études et recommandations sur toute question relative à la sûreté de l'aviation civile. Le président de ce conseil est nommé par arrêté ministériel. Le conseil national est constitué de représentants de l'État, ainsi que de représentants des entreprises assurant la mise en œuvre des mesures de sûreté sur les aérodromes, d'un représentant des fabricants d'équipements de sûreté, des représentants des personnels employés dans les zones de sûreté, des représentants des personnels navigants.

Le président rend compte de travaux du conseil à la commission interministérielle de la sûreté aérienne.

Mission du droit des passagers : bureau du droit du transport aérien, bureau des passagers

Mission de la coopération internationale

Mission du droit du travail et des affaires sociales

. La Direction des Services de la Navigation Aérienne, DSNA

Cette direction est prestataire en France des services de la navigation aérienne.

Cette direction des services de la navigation aérienne comprend

La direction de la technique et de l'innovation, IDI (siège à Toulouse, au-delà des Pradettes)

Elle est chargée de l'achat des équipements

Elle assure la fonction d'affectataire aviation civile conformément au tableau des bandes de fréquence

Elle est gestionnaire des fréquences.

La direction des opérations

Elle est chargée d'assurer l'écoulement du trafic aérien. Elle rend les services de la circulation aérienne dans les zones de responsabilité des centres de contrôle en route, d'approche et d'aérodrome. Elle diffuse l'information aéronautique.

Elle est composée d'un échelon central,

des services de la navigation aérienne de la région parisienne,

des services de la navigation aérienne du grand sud-ouest,

de trois centres en route de la navigation aérienne,

de neuf services de navigation aérienne.

La direction de la stratégie et des ressources

Elle gère les ressources humaines et financières de la DSNA, elle organise la relation avec les clients et usagers, elle définit la stratégie dans le domaine recherche et sauvetage...

Elle comprend

la sous-direction des ressources humaines, chargée de la gestion des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne ;

la sous-direction des finances, qui détermine les assiettes et propose les taux unitaires des redevances de navigation aérienne ...

La direction de la sécurité

Elle est chargée de garantir le maintien des conditions de délivrance du certificat de prestataire de services de la navigation aérienne et d'organisme de formation des contrôleurs aériens

La mission de l'environnement

Elle participe à la stratégie pour maîtriser l'impact environnemental de la navigation aérienne, elle produit des

études d'impact de la circulation aérienne

Le cabinet

Décret n° 2021-1807 du 23 décembre modifiant le décret du 28 février 2005 portant création de cette direction. L'arrêté du 28 décembre 2021 porte organisation de la direction des services de la navigation aérienne.

. La **Direction de la Sécurité de l'aviation civile, DSAC**

Cette direction veille au respect des normes internationales, européennes, nationales, en matière de sécurité, de sûreté et d'environnement.

C'est le décret n° 2008-1209 du 11 décembre 2008 (modifié par le décret n° 2016-143 du 10 février 2016, ainsi que par le décret n° 2019-1357 du 13 décembre 2019) qui a créé cette direction.

Un arrêté du 18 décembre 2019 est relatif à l'organisation de cette direction.

Une décision du directeur de la sécurité de l'aviation civile du 19 décembre 2019 porte organisation de l'échelon central de la direction de la sécurité de l'aviation civile.

La DSAC procède à la délivrance des autorisations, des certificats et des décisions en vue d'assurer la sécurité et la sûreté de l'aviation civile, elle s'assure du suivi de leur application.

Elle définit les méthodes et les procédures relatives à l'exercice de ses missions.

Elle coordonne et contrôle la mise en œuvre du programme de sécurité de l'État en matière d'aviation civile.

Elle élabore les réglementations relatives à la sécurité de l'aviation civile, et aux redevances pour services rendus par l'État pour la sécurité et la sûreté de l'aviation civile.

Elle fournit des prestations ou apporte son expertise technique aux divers services de la DGAC (sans que celles-ci ne portent préjudice à l'exercice de ses missions de surveillance), au BEA, à l'AESA, voire à toute entité sollicitante.

Elle apporte son concours à la direction du transport aérien

Pour le suivi économique et financier des entreprises de transport aérien public – notamment pour la délivrance de la licence d'exploitation de transporteur aérien

Pour l'approbation des programmes d'exploitation des services aériens au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire français

Pour la délivrance de l'autorisation des accords commerciaux aux termes desquels le transporteur contractuel n'est pas le transporteur de fait

Pour la délivrance de l'autorisation accordée aux aéronefs de nationalité étrangère pour circuler au-dessus du territoire français

Pour la mise en œuvre de la plique d'aménagement du territoire en matière de services aériens – en particulier de la politique relative aux liaisons aériennes soumises à des obligations de service public

Pour la délivrance des titres de circulation

Pour la mise en œuvre de la réglementation relative à l'immatriculation des aéronefs

Pour le suivi économique et financier des exploitants d'aérodrome, ainsi que des prestataires de services d'assistance en escale

Pour ce qui concerne la maîtrise de l'urbanisation au voisinage des aéroports

Pour la gestion de l'espace aérien avec les usagers

La DSAC est divisée à son tour en directions, elles-mêmes réparties en pôles.

Direction gestion des ressources. Pôle Ressources humaines : assure la gestion des personnels. Pôle formation et compétences. Pôle finances : propose le montant des redevances, suit la facturation des redevances aux usagers.

Pôle achats et logistique

Direction coopération européenne et réglementation de la sécurité. Pôle personnels de l'aviation civile : prépare les textes concernant les titres et les qualifications des personnels navigants. Pôle aéronefs et opérations aériennes : prépare les textes concernant la sécurité et l'exploitation des aéronefs. Pôle sécurité aéroportuaire

Direction personnels navigants. Pôle formations, écoles et simulateurs. Pôle Examens : organise les examens.

Pôle licences : chargé de la gestion des titres aéronautiques, des qualifications, des certificats et des autorisations des personnels navigants techniques et des membres de l'équipage de cabine ; chargé de l'application des

sanctions disciplinaires ; chargé de la tenue des registres du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile. Pôle médical. Pôle expertises personnels navigants.  
Direction navigabilité et opérations. Pôle méthodes qualité et compétences. Pôle navigabilité : chargé des autorisations de vol des aéronefs. Pôle systèmes et techniques : assure la coordination des activités effectuées par la France pour le compte de l'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne. Pôle inspection au sol des aéronefs. Pôle opérations avions : opérations des avions en transport commercial. Pôle opérations hélicoptères et aviation générale : a la charge des opérations des hélicoptères et des aérostats en transport commercial, ainsi que des aéronefs en opérations spécialisées et non commerciales.  
Direction aéroports et navigation aérienne. Pôle aéroports : ce service participe à la certification des exploitants d'aérodrome et à la surveillance des aérodromes, au suivi des pistes, à la prévention du péril animalier, à la lutte contre l'incendie des aéronefs. Pôle certification des prestataires des services de navigation aérienne. Pôle aptitudes des personnels de la navigation aérienne : homologation des organismes de formation des contrôleurs de la circulation aérienne, agrément des examinateurs. Pôle systèmes et matériels de la navigation aérienne.  
Direction sûreté. Pôle pilotage de la surveillance. Pôle référentiels et application de la réglementation. Pôle performance. Pôle sécurité des systèmes d'information.

Mission évaluation et amélioration de la sécurité : en transport public, en aviation générale  
Mission systèmes d'informations

La DSAC est l'autorité de surveillance nationale de l'article 4 du règlement du 10 mars 2004 pour la réalisation du ciel unique européen.

La direction de la sécurité de l'aviation civile est l'autorité compétente au sens de l'article 62 du règlement n° 2018/1139 du 4 juillet 2018 - à l'exception des dispositions relatives à la délivrance et surveillance des agréments des organismes de formation aux essais en vol.

Tout agent de la direction de la sécurité de l'aviation civile doit détenir une licence RQS, réglementation, qualité, sécurité, assortie au moins d'une qualification, s'il exerce

l'une des fonctions suivantes :

- . s'il se voit confier l'instruction de dossiers ou la gestion de projets pour faire évoluer la réglementation technique dans les domaines de la sécurité des aéronefs et de leur exploitation, des aérodromes, des personnels de l'aviation civile ou de la coordination en ces domaines de l'action de la DSAC avec OACI
- . s'il exploite des données de sécurité pour identifier les risques transverses et propose des mesures d'amélioration
- . s'il est responsable de la qualité et de la conformité au sein de la DSAC, s'il développe et maintient le système de management de la DSAC, s'il réalise des audits internes, s'il promeut la standardisation des méthodes et la mise en place des procédures et outils transverses nécessaires à la réalisation des missions opérationnelles de la DSAC. A. du 26 septembre 2019.

Un autre arrêté de la même date prévoit la licence ATREEA, aménagement du territoire, régulation économique, espace aérien, concernant tout agent de la DSNA exerçant dans ce secteur.

Le Conseil supérieur de l'aviation civile, CSAC, est l'instance consultative des acteurs du transport aérien, qui a succédé à l'ancien conseil supérieur de l'aviation marchande. Ce Conseil supérieur est doté d'un secrétaire permanent nommé par le ministre.

Le ministre chargé de l'aviation civile est doté en certains domaines d'un pouvoir de sanction, il peut prononcer des amendes administratives, il est alors assisté par la « commission administrative de l'aviation civile », qui a une fonction d'avis. Le JO du 6 octobre 2022 publie l'arrêté du 4 octobre nommant les membres de la commission administrative de l'aviation civile. Il y a un collège permanent. Il y a des collèges spécialisés correspondant à quatre formations, aéronefs, transport aérien, maintenance des aéronefs, passagers, article R. 160-6 du code de l'aviation civile.

Certains services de l'État disposent de moyens aériens. C'est ainsi que le ministère de l'intérieur dispose au titre de la sécurité civile d'aéronefs et d'un personnel navigant d'avions et d'hélicoptères. Voir les décrets du 31 octobre 2018 concernant le régime juridique et financier de ces personnels navigants, JO du 4 novembre 2018.

La gendarmerie nationale dispose de forces aériennes, cf. arrêté du 2 janvier 2020 concernant les attributions et l'organisation du commandement de ces forces.

La gendarmerie des transports aériens, 1100 hommes, est une formation spécialisée de la gendarmerie nationale, elle existe depuis 1953, elle est placée pour emploi auprès de la DGAC, elle mène des actions de sûreté (contrôle

des accès, détection des explosifs), de renseignement d'intérêt aéronautique et de police judiciaire. C'est ainsi qu'elle lutte contre le vol des bagages ou le trafic de stupéfiants. Elle mène une enquête après les accidents aériens. Arrêté du 28 avril 2006.

La gendarmerie de l'air est une composante de la gendarmerie nationale, elle est mise en emploi auprès de l'armée de l'air.

#### Coopération internationale

Le gouvernement français a conclu le 9 janvier 2018 un accord avec l'OACI, JO du 5 avril 2018, texte 7. La France entend contribuer à la promotion des objectifs de l'OACI : la sécurité, l'efficacité de la navigation aérienne, la sûreté, le développement du transport aérien et la protection de l'environnement. Elle met des experts qualifiés à la disposition de l'OACI dans ces différents domaines.

#### Les services régionaux et locaux

Les directions de l'aviation civile au niveau régional

La direction de la sécurité connaît des directions interrégionales.

On peut consulter à titre d'exemple la décision du directeur de la sécurité de l'aviation civile du 12 janvier 2016 portant organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est, JO du 20 janvier 2016, texte n° 14. Cette DSAC-NE a son siège à Strasbourg.

Ou la décision du 19 juillet 2016 concernant la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud, DSAC-S, JO du 27 juillet 2016, texte n° 7, dont le siège est à Blagnac avec des antennes à Tarbes et à Montpellier. Cette direction est constituée de plusieurs départements, elle est dotée en particulier d'un département surveillance et régulation, divisé en trois divisions.

La division aéroports et navigation aérienne est chargée de la certification des exploitants d'aérodromes et de la surveillance des aérodromes, elle surveille l'application des règles dans le domaine aéroportuaire, péril animalier, lutte contre l'incendie des aéronefs, inspection des aires de manœuvre ; elle assure la surveillance des prestataires de services de navigation aérienne, elle approuve les procédures de circulation aérienne.

La division opérations aériennes joue un rôle dans la délivrance des certificats de transporteur aérien, elle assure le suivi des licences d'exploitation des compagnies de transport aérien, elle met en œuvre le contrôle technique d'exploitation des aéronefs, elle suit les sociétés d'assistance en escale. Il existe une subdivision aviation générale, elle s'occupe de la création de sites d'hélicoptères, des aérodromes privés et des plate-forme ULM, elle assure la surveillance du travail aérien, elle suit les manifestations aériennes, les dossiers d'infractions, incidents et accidents ; la subdivision personnels navigants surveille les organismes de formation des personnels aéronautiques, les demandes d'examens en vol, les titres des personnels navigants et les examens du personnel navigant non professionnel.

Il existe une division sûreté. Elle a, entre autres compétence pour la planification aéroportuaire et la création des aérodromes, les dossiers concernant l'environnement, les taxes d'aéroport, l'agrément des sociétés d'assistance en escale.

La décision du 3 février 2017 porte organisation de la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud-Est, dont le siège est Aix avec deux délégations, l'une pour le Var et les Alpes maritimes, l'autre pour la Corse. JO du 11 février 2017.

L'arrêté du 22 décembre 2017 concerne les directions inter-régionales, qui comportent des divisions techniques.

#### Le financement : la fiscalité applicable aux activités aériennes

La France

François Goliard, Activités touristiques – Transport aérien - La fiscalité : outil d'intégration des impacts

environnementaux ? , Juris tourisme 2020, n° 229, p. 39

A été créé, à côté du budget général, le **Budget Annexe "Contrôle et Exploitation Aériens", BACEA.**

Le budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » retrace l'ensemble des opérations des services de l'État chargés de l'aviation civile relatives à la navigation aérienne, aux politiques publiques de l'aviation civile, à la sécurité et aux opérations qui leur sont associées, art. 125 L. 29 décembre 1990, rédaction art. 122 de la loi de finances pour 2023.

La loi de finances pour 2024 prévoit, en ce qui concerne le BACEA, 2 407 000 d'euros de ressources, et 2, 263 000 de charges, dont 1 974 000 de charges de fonctionnement et 289 000 de charges d'investissement.

Une large partie du budget annexe est financée par les *redevances* payées en contrepartie de prestations de service par les usagers.

La loi de finances pour 2024 prévoit, 2 407 126 413 euros comme recettes du BACEA,  
1 553 982 000 euros au titre de la redevance de route  
252 826 000 euros pour les redevances en métropole pour services terminaux de la circulation aérienne  
45 000 000 euros pour la redevance océanique  
27 122 617 euros pour les redevances de surveillance et certification

Une autre source de financement était constituée par la taxe de l'aviation civile.

La terminologie a évolué avec l'ordonnance du 22 décembre 2021 instaurant le code des impositions sur les biens et les services.

La **taxe sur le transport aérien des passagers** est aménagée de façon composite par ce code.

Le montant de la taxe est la somme de plusieurs tarifs, dont le **tarif de l'aviation civile.**

Art. L. 422-20 du code des impositions.

Ce tarif de l'aviation civile est prévue par l'article L. 422-21, il est indexé sur l'inflation.

Le tarif de l'aviation civile, composante de la taxe, est déterminé compte tenu de la destination finale du passager.

4,66 euros par passager embarqué à destination de la France ou d'un aéroport de l'Europe, UE, EEE, Suisse ; 8, 37 euros pour les autres destinations

Cette taxe est due par les entreprises de transport aérien public.

La taxe est assise sur le nombre de passagers embarqués en France.

On ne tient pas compte pour apprécier le nombre des passagers des personnels au service du vol, comme des membres d'équipage ou des agents de sûreté, ou des accompagnateurs du fret.

On ne tient pas compte des passagers en transit direct effectuant un arrêt momentané sur l'aéroport, repartant par le même aéronef, avec un numéro de vol au départ identique au numéro de vol de l'aéronef à bord duquel ils sont arrivés.

On ne tient pas compte des passagers (ou du fret) reprenant leur vol après un atterrissage forcé (cas de force majeure, incidents techniques, conditions météo défavorables).

La taxe n'est pas perçue lorsque le passager est en correspondance, art. L. 422-25, visant l'embarquement en correspondance.

La taxe est exigible pour chaque vol commercial.

[Des dispositions spécifiques sont prévues pour tout embarquement au départ de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, art. L. 422-26. La règle concerne les transporteurs suisses sous droits de trafic suisse opérant depuis l'aérodrome de Bâle Mulhouse entièrement situé en territoire français. Ces entreprises doivent payer une contribution pour couvrir les coûts des missions d'intérêt général assurées par la DGAC à l'occasion de l'utilisation de l'aérodrome, art. 302 bis K. Cette contribution de 1, 75 est assise sur le nombre de passagers embarqués par le transporteur suisse sous droits de trafic suisse, art. 50 duodecies B de l'annexe IV au CGI.]

Les entreprises de transport font une déclaration, mensuelle ou trimestrielle, aux comptables du budget annexe.

Les redevables acquittent concomitamment la taxe par télépaiement.

Les transporteurs établis hors Europe font accréditer en France un représentant fiscal.

Les services de la DGAC contrôlent les déclarations.

Le recouvrement de la taxe est assuré par les agents comptables du budget annexe, selon les procédures en matière de taxes sur le chiffre d'affaires.



Il y a un comptable principal du budget annexe contrôle et exploitation aériens, qui donne dans une décision du 1<sup>o</sup> septembre 2017 mandat à certains de ses collaborateurs pour signer les actes.

Il existe le service de gestion des taxes aéroportuaires, arrêté du 20 octobre 2022, modifiant celui du 3 mars 2005. Il est chargé en particulier des opérations de contrôle d'assiette. Il juge des réclamations.

La fraction de cette taxe relevant du tarif de l'aviation civile est affectée au budget annexe " Contrôle et exploitation aériens ", BACEA. Voir l'article 125 de la loi du 29 décembre 1990.  
Elle alimente, avec les redevances, le budget annexe contrôle et exploitation aériens.  
L'administration peut ainsi assumer sa mission de régulation technique, juridique et économique.

En 2024, la loi de finances du 29 décembre 2023 prévoit 511 251 279 euros de recette au titre du tarif de l'aviation civile.

### Le tarif de solidarité

On parlait de la taxe Chirac pour désigner la taxe de solidarité sur les billets d'avion que cet homme politique, qui fut président de la République de 1995 à 2007, avait fait instituer.  
Le CGI prévoyait une contribution additionnelle, nommée « taxe de solidarité sur les billets d'avion », TSBA.  
Les passagers, contraints et forcés, sont appelés à faire une bonne œuvre, en particulier, en faveur des malades du SIDA.

La majoration de la taxe était perçue compte tenu de la destination finale du passager.  
Elle n'était pas perçue si le passager est en correspondance.  
Les tarifs sont majorés lorsque le passager peut bénéficier à bord, sans supplément de prix, de services auxquels l'ensemble des passagers ne peut accéder gratuitement.  
Ce qui vise les passagers voyageant en classes première et affaires.

La taxe faisait l'objet d'une majoration au profit de deux bénéficiaires :  
En premier, le « Fonds de solidarité pour le développement », FSD, qui est également alimenté par la taxe sur les transactions financières. Les sommes sont reversées à l' " Agence française de développement ", AFD. La lutte contre le sida est l'un des bénéficiaires. La recette sert également à l'achat de médicaments, Unit Aïd.  
En second, l'agence de financement des infrastructures de transport de France était un autre et récent bénéficiaire.

La **taxe sur le transport aérien de passagers** est désormais constituée de la somme de différents tarifs, dont le **tarif de solidarité**.

Le tarif de solidarité est fixé par arrêté ministériel, il tient compte de la destination du passager, en Europe ou hors Europe.

Il est plus élevé pour les passagers bénéficiant à bord de certains services additionnels.

Article L.422-21 du code des impositions.

C'est l'art. L.1512-20 du code des transports qui détermine l'établissement public bénéficiaire de l'affectation du tarif de solidarité.

Le financement a été plafonné, depuis 2012, à 210 millions d'euros, affectés au FSD, fonds de solidarité pour le développement, géré par l'agence française de développement AFD – suivi MAED

Le surplus est reversé à l'agence de financement des infrastructures de transports de France, AFITF.

Voir l'article 125 de la loi du 29 décembre 1990.

Le maintien de la taxe Chirac - désormais le tarif de solidarité de la taxe - est controversé, car elle n'a été instaurée que dans 9 États. Les aéroports des États qui l'ignorent sont donc moins coûteux pour les passagers.  
Les transporteurs français dénoncent la folie des taxes perçues sur le transport aérien.

La loi de finances pour 2024 prévoit un rendement prévisionnel de 250 000 000 euros de la taxe de solidarité sur les billets d'avion affecté au profit de l'AFITF.

Es prévu le prélèvement d'une **majoration** d'1, 24 €, sur les passagers embarqués ou débarqués de Roissy pour financer la construction de la ligne de chemin de fer entre Paris et Roissy, 32 km en 20 minutes, coût, 1,8 milliard d'euros. La majoration est prévue à compter du 1<sup>o</sup> avril 2026, art. L. 422-26-1 du code des impositions.

Cf. l'article L.2111-3-2 du code des transports qui statue sur l'affectation de cette majoration. Les transporteurs répercuteront cette majoration de la taxe sur le transport aérien des passagers sur la tête des passagers..., même de ceux qui jamais n'emprunteront cette ligne.

Le code des impositions prévoit parallèlement aux articles L. 422-41 et suivants la **taxe sur le transport aérien de marchandises**.

Est soumis à la taxe tout embarquement sur le territoire de la taxation à bord d'un avion réalisant un vol commercial, à l'exception de ceux en transit direct.

Le montant de la taxe est égal au produit de la masse mensuelle des marchandises, exprimée en tonnes, par la somme des termes suivants : dont en particulier le **tarif de l'aviation civile**.

Ce tarif est fixé pour 2021 à 1,38 euro par tonne.

A compter de 2022, ce tarif est indexé sur l'inflation.

Article L. 422-45 du code des impositions

L'affectation du produit de la taxe sur le transport aérien de marchandises est déterminée par les dispositions suivantes : s'agissant du tarif de l'aviation civile, on se réfère au 2° du III de l'article 125 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990 de finances pour 1991.

L'article 1651 L. bis CGI crée la **Commission nationale des taxes aéronautiques**, cette commission est compétente pour examiner les différends prévus par l'article L 59 C bis du livre des procédures fiscales.

Il s'agit des différends sur le nombre des embarquements taxables, pour le calcul de la taxe sur le transport aérien de personnes ;

sur la masse mensuelle de marchandises, pour le calcul de la taxe sur le transport aérien de marchandises ; sur le coefficient propre à chaque aéronef et sur la masse maximale au décollage, pour le calcul de la taxe sur les nuisances aériennes.

En cas de contrôle de la situation fiscale du redevable , celui-ci a droit à l'assistance d'un conseil, I sexies, art. L. 16 H du livre des procédures fiscales.

La taxation d'office est prévue par l'article L. 67 A du livre des procédures fiscales.

L'émission d'un titre exécutoire est rendue possible par l'article L. 256 C du même livre.

Différents organes publient des rapports conservant la situation en France du transport aérien. On peut citer les rapports produits devant chacune des chambres du Parlement lors de la session budgétaire. Certains sont remarquables, d'autres plus superficiels, peu originaux ou parsemés de platitudes. Tout dépend des années et de l'intérêt du rapporteur (et de ses assistants) pour la matière. Ils sont cependant toujours une mine de renseignements.

On peut également consulter les rapports de la Cour des comptes.

[

L'Irlande

La taxe irlandaise sur le transport aérien

L'autorité publique irlandaise avait en 2009 prévu un droit d'accise, Air Travel Tax, sur le transport aérien de passagers, à percevoir lors de chaque départ d'un passager depuis l'Irlande, 2 euros au départ de Dublin et pour un vol de 300 km maximum, 10 euros dans les autres cas. Le montant de la taxe dépendait donc de la distance entre l'aéroport de départ (situé en Irlande) et l'aéroport de destination. Il y avait un taux réduit et un taux normal.

La taxe incombe aux exploitants, mais c'est le passager qui de facto se voyait répercuter le plus souvent cette taxe.

La Commission avait contesté, le taux réduit, i.e., le taux national inférieur pour les vols de 300 km maximum au départ de Dublin.

Dans sa décision du 25 juillet 2012, JOUE du 30 avril 2013, L 119/30, concernant ces taux d'imposition différenciés appliqués par l'Irlande au transport aérien, elle a considéré qu'il y avait là une aide d'État avantageant les transporteurs irlandais.

La récupération des aides illicites

La décision a ordonné, à l'article 4, à l'Irlande, la récupération de l'aide illicite, en se fondant sur la soustraction entre le taux normal de 10 et le taux réduit de 2, soit 8 euros par passager. Aer Lingus et Ryanair sont identifiés comme les bénéficiaires de l'aide.

Les transporteurs irlandais Air Lingus et Ryanair ont formé un recours le 15 novembre 2012, ils ont demandé l'annulation d'une partie de la décision de la Commission du 25 juillet 2012 constatant que les taux différenciés appliqués en matière de taxe irlandaise sur le transport aérien de passagers entre le 30 mars 2009 et le 1<sup>o</sup> mars 2011 constituaient une aide d'état illégale.

Le Tribunal a annulé partiellement la décision de la Commission le 5 février 2015, T- 473/12, T-500/12, donnant ainsi satisfaction aux transporteurs irlandais. Le jugement remarque que lorsque la Commission ordonne la restitution d'une aide incompatible avec le marché commun, il n'est pas exigé qu'elle en fixe le montant exact, il suffit que l'État destinataire de la décision dispose d'indications pour calculer le montant.

La Commission ne doit pas ordonner la récupération d'un montant supérieur à la valeur de l'aide reçue par le bénéficiaire.

Le jugement admet implicitement que la législation fiscale irlandaise pouvait améliorer la position concurrentielle des transporteurs opérant sur les courtes distances, et indirectement la présence d'une aide, dont ne bénéficiaient pas les transporteurs opérant sur les distances dépassant 300 km.

Une disposition fiscale peut être porteuse d'une aide d'État.

Est donc annulée la disposition considérant que les compagnies avaient bénéficié dans tous les cas d'un avantage de 8 euros par passager transporté.

Dans une telle espèce, c'est le législateur irlandais qui avait introduit une législation discriminante et ce sont les passagers des relations courtes qui étaient finalement avantagés, même si de façon pratique et juridique (les clients ne sont pas des entreprises) il était impensable de recourir contre eux.

Un double pourvoi a été formé le 9 avril 2015 devant la CJUE par la Commission contre les décisions du Tribunal, C-164/15 P et C-165/15.

Le litige porte essentiellement sur le montant de la somme à récupérer, la commission avait admis le chiffre de 8 euros, le Tribunal estimant que l'avantage du taux réduit ayant été éventuellement répercuté sur les passagers, la commission ne pouvait pas décider que l'avantage s'élevait systématiquement dans tous les cas à 8 euros.

La CJUE a rendu son arrêt le 21 décembre 2016.

Il reprend la définition de l'aide d'État.

La notion d'aide est plus générale que celle de subvention, elle comprend des interventions positives (comme les subventions) mais également des interventions qui allègent les charges qui grèvent le budget d'une entreprise.

Un traitement fiscal avantageux constitue une aide d'état, du moment que les bénéficiaires sont placés dans une situation financière plus favorable que les autres contribuables.

En revanche, des avantages résultant d'une mesure générale applicable sans distinction à tous les opérateurs économiques qui partant n'est pas sélective ne constituent pas des aides d'état. Au sens de l'article 107 TFUE.

Il y avait en l'espèce aide d'état en faveur des compagnies dont les vols étaient soumis au taux réduit.

Les compagnies au lieu de payer 10 ont payé 2 en bénéficiant du taux réduit. Elles doivent en principe rembourser à l'État irlandais  $10 - 2 = 8$ .

L'arrêt se montre cependant sensible à l'argumentation des deux transporteurs faisant état, vis-à-vis de la part d'autres transporteurs aériens qu'eux, d'un risque de distorsion de concurrence. L'institution de deux taux différents est jugée illégale. Les autres transporteurs demanderont le remboursement d'une partie de la taxe payée. Paiement de 10. Demande de remboursement de 8 sur 10. L'arrêt demande à l'Irlande de s'assurer que d'éventuelles mesures nationales ayant pour effet le remboursement à certaines entreprises d'une taxe n'aboutissent pas à une nouvelle aide, incompatible avec le traité, au profit des entreprises qui bénéficient de ce remboursement.

Les taux ont été modifiés par l'Irlande au 1<sup>o</sup> mars 2011, un taux unique de 3 euros a été institué pour tous les départs, quelle que soit la distance parcourue.

Le contentieux rebondit. Dans une lettre du 28 septembre 2015, JOUE du 17 juin 2016, la Commission a ouvert la procédure de l'art. 108 § 2, TFUE, elle met en cause la législation irlandaise, en dépit de son amendement. La taxe est due pour chaque passager embarquant au départ d'un aéroport irlandais. Il y a eu plainte. Ce qui fait difficulté pour la Commission, c'est que les passagers en transit et en correspondance ne sont pas astreints au paiement de la taxe de 3 euros. Il y aurait éventuellement aide d'état, bénéficiant en particulier à Air Lingus et à

l'autorité de l'aéroport de Dublin. La mesure pourrait être sélective.  
La Commission a rendu sa décision, 2018/117, le 14 juillet 2017, JOUE du 31 janvier 2018. ]

Le **BEA** est le « Bureau Enquêtes Analyses pour la sécurité de l'aviation civile », son siège se trouve à l'aéroport du Bourget.

Cette instance existe depuis 1946.

Le bureau enquêtes analyses est placé auprès du vice-président du conseil général de l'environnement et du développement durable, art. R. 1621-5. Un nouveau directeur, Pierre-Yves Huerre, ingénieur des ponts, est nommé pour 7 ans par un arrêté du 29 décembre 2023. Un secrétaire général. Des enquêteurs de sécurité. Le directeur du BEA agréé les enquêteurs de première information. Possibilité de faire appel à des experts.

Certains souhaitent la transformation, à l'instar de Météo France, de la DGAC en établissement public administratif, à laquelle s'est heurtée l'opposition des syndicats.

Météo France, établissement public, est prestataire de services météorologiques à la navigation aérienne sur une base exclusive pour fournir les services météorologiques dans les espaces aériens dans lesquels l'administration française rend des services de navigation aérienne, ainsi que pour tout aéroport situé en France (à l'exception des aéroports dont le ministère de la défense est l'affectataire principal), arrêté du 20 décembre 2011.

## Les responsabilités

### La responsabilité pénale des fonctionnaires de la DGAC en cas de catastrophe aérienne

On a parfois, en cas d'accidents, reproché - sur le terrain pénal - à des hauts fonctionnaires (ou à d'autres plus modestes) certaines négligences ou un défaut de contrôle et de surveillance qui auraient figuré parmi les antécédents du dommage.

La faute pénale d'imprévoyance

Les atteintes non intentionnelles à l'intégrité physique d'autrui. L'homicide non intentionnel.

Une faute caractérisée est imputée au prévenu : L'infraction pénale est constituée, même s'il n'existe qu'un lien de causalité indirecte, du moment que la faute causale est caractérisée

Si une faute simple (faute ordinaire) est reprochée au prévenu, il n'y a infraction pénale d'homicide involontaire que s'il y a un lien de causalité directe entre la faute simple d'imprudence ou de négligence et la mort des victimes.

L'infraction n'est pas constituée en l'absence de tout lien de causalité, même si une faute simple ou caractérisée est relevée.

La responsabilité pénale du directeur général de la DGAC, de ses adjoints ou d'autres fonctionnaires d'autorité relevant de la DGAC, a pu être mise en cause.

Absence de transposition de norme ou de recommandation édictée par les annexes à la convention de Chicago : la catastrophe dite du Mont Sainte Odile de janvier 1992.

(La transposition des normes de l'OACI est désormais ordinairement l'œuvre de l'Union européenne, de telle sorte que les hauts fonctionnaires français ne risquent plus être considérés comme défaillants dans leur rôle de législateurs délégués ou de conseillers inertes du ministre.)

Le non retrait du Concorde de l'exploitation : le procès du Concorde :

Relaxe du haut fonctionnaire mis en examen pour faute dans le suivi de navigabilité du Concorde par jugement du tribunal correctionnel de Pontoise du 6 décembre 2010 ; la relaxe est confirmée par un arrêt de la cour de Versailles du 29 novembre 2012. La cour d'appel reproche cependant au prévenu Claude Frantzen un certain manquement à l'obligation de surveillance et à son obligation de demander des comptes aux constructeurs et au service spécialisé qu'il dirigeait au sein de la DGAC, il y a faute caractérisée. Cependant fait défaut la preuve d'un lien de causalité certain et continu entre cette faute et le dommage.

L'accident de Moorea en Polynésie.

La chambre de l'instruction de la cour de Papeete a ordonné le renvoi devant le tribunal correctionnel d'un fonctionnaire bénéficiant d'une délégation de pouvoirs de la part du haut-commissaire de la Polynésie française sous la prévention d'homicide involontaire. Un accident aérien avait eu lieu le 9 août 2007, au décollage, lors d'un vol entre Moorea et Papeete (Tahiti) devant durer quelques minutes, les deux îles étant fort proches.

L'origine de l'accident résiderait dans la rupture du câble à cabrer de la gouverne de profondeur. Le câble était usé. L'appareil, un Twin Otter, d'Air Moorea, était un avion d'occasion, transféré à Tahiti le 23 octobre 2006. Les instructions du constructeur prescrivaient un changement tous les ans des câbles en atmosphère saline. Des défauts de surveillance sont reprochés au directeur en Polynésie du service d'État de l'aviation civile, qui était ingénieur en aéronautique et diplômé de l'ENAC. Il avait approuvé le programme d'entretien de l'avion. La cour d'appel y avait vu une faute caractérisée. Les erreurs du programme d'entretien n'avaient pas été détectées par le SEACPF, chargé du suivi de la surveillance de la navigabilité et de l'entretien des aéronefs en Polynésie française.

Criminelle, 15 novembre 2017, n° 17-85074, qui rejette le pourvoi. Le tribunal correctionnel a tout pouvoir pour modifier les énonciations de l'arrêt de la chambre de l'instruction relatives aux charges retenues contre le prévenu.

Le procès s'est tenu en octobre 2018. Le jugement a été rendu le 22 janvier 2019. Le représentant de l'État a bénéficié, à raison d'une absence de faute caractérisée, de la relaxe.

L'attestation erronée par un agent de la DGAC d'une qualification en réalité non détenue par le pilote.

Criminelle, 8 septembre 2020, n° 18-82.150 : un accident mortel causé par un pilote en décollant la nuit à Bron ou à Lyon. Le pilote n'était pas titulaire de la qualification IFR professionnelle. Il s'en prévalait de façon mensongère.

La cour d'appel condamne pénalement pour homicide involontaire un agent de la DGAC ayant mentionné une qualité que le pilote ne possédait en réalité pas.

Cet agent affecté à temps partiel au bureau des licences avait reçu une formation, il disposait d'un manuel technique, il avait une obligation positive de vérification des titres présentés. Il avait effectué les opérations de prorogation en une dizaine de minutes.

Cet agent avait apposé la mention oui dans la colonne IFR sur la licence professionnelle du pilote, alors que ce document ne faisait pas mention de cette qualification : lecture incorrecte du titre présenté.

L'intéressé s'était raccordé à l'informatique pour effectuer la prorogation de la licence, mais il n'avait pas eu recours à l'informatique pour vérifier la position du pilote quant à cette qualification, il aurait pu contacter le bureau régional d'information aéronautique. L'agent de la DGAC, formé à des missions de contrôle, aurait dû s'apercevoir de l'erreur lors de la prorogation de la licence. Il avait commis une faute caractérisée. La cour d'appel parle d'un manque cruel de vigilance. L'apposition d'une qualification inexistante a entraîné des conséquences sur le vol du 18 octobre 2006.

La décision de condamnation est justifiée.

Il n'est pas question d'engager la responsabilité pénale de l'État, seulement celle de ses serviteurs.

#### Les sanctions disciplinaires infligées en cas de faute aux agents de la DGAC

CAA Paris, 9 juin 2015, n° 14PA01886, déplacement d'office prononcé par le ministre contre un agent, détaché à la Réunion dans un emploi de cadre technique de l'aviation civile. Il avait quitté son poste sans autorisation (absence irrégulière) et durant cette absence non autorisée effectué le convoyage d'un avion de tourisme (vol privé entre l'Allemagne et la Hongrie) et ayant fait de nuit un atterrissage d'urgence en Tchéquie sur une autoroute à raison d'un défaut d'essence (manquements aux règles de navigabilité) (mauvaise installation d'un réservoir additionnel). Il avait porté atteinte à l'image et à la réputation de la DGAC dans l'Océan Indien. L'intéressé a été affecté à Orly au service de la navigation aérienne comme assistant de classe C.

#### La responsabilité administrative

L'État peut être dans certaines hypothèses considéré comme responsable du fait de son agent fautif.

L'application des principes de la responsabilité administrative et la compétence des juridictions administratives. Procès de la catastrophe du Concorde, la cour de Versailles, comme juridiction de l'ordre judiciaire, n'a pas compétence pour statuer sur l'éventuelle responsabilité de l'État du fait de son agent qui serait convaincu de fautes d'omission dans le maintien du certificat de navigabilité.

#### ARMÉE

Le ministère des armées

M. Sébastien Lecornu, né en 1986 à Eaubonne, brièvement sénateur de l'Eure, conseiller du département de l'Eure, au titre du canton de Vernon, est, dans le gouvernement de Gabriel Attal, ministre des Armées.

L'armée de l'air et de l'espace

L'armée de terre dispose d'aéronefs.

La marine nationale a autorité sur ce qu'on appelle parfois l'aéronavale (force maritime de l'aéronautique navale)

La gendarmerie dispose d'aéronefs.

La France fait partie de l'Otan et mène des coopérations militaires avec l'Allemagne. Voir par ex. l'accord franco-allemand 30 août 2021 dans le domaine du transport tactique aérien, JO du 22 juin 2022

## LA SÉCURITÉ CIVILE

Elle dépend du ministère de l'intérieur.

Elle est équipée d'aéronefs.

Des pilotes d'avions constituent les personnels navigants du groupement d'avions de la sécurité civile. Ils participent à titre principal à la lutte contre les feux de forêt.

Existe parallèlement le groupement d'hélicoptères de la sécurité civile. Les personnels navigants participent à des missions de secours d'urgence et de protection. Ils prennent part à la lutte contre les feux de forêt. Ils peuvent participer à des missions de police, d'assistance technique, de transport logistique et de liaison.

Comme les missions, les conditions de recrutement, les conditions d'exercice des fonctions sont distinctes entre ces deux groupements, il peut exister des différences de traitement entre ces personnels en ce qui concerne l'indemnité de détachement, la prime d'encadrement au forfait et de valorisation du travail le samedi, Conseil d'État, 25 mars 2020, n° 429699.

## L'ESPACE

Le ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique met en œuvre la politique de l'espace, à l'exception de celle conduite dans l'intérêt de la défense nationale.

Le titulaire de cet énorme département ministériel est M. Bruno Le Maire, né en 1969 à Neuilly, ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé de lettres modernes, ancien élève de l'ENA.

Un décret du 24 janvier 2024 décrit ses attributions.

Le ministre met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'espace. Il est compétent pour la politique de l'espace, à l'exclusion de celle conduite dans l'intérêt de la défense nationale

Il est compétent, conjointement avec le ministre de l'Enseignement supérieur, pour la politique en matière d'innovation.

Le ministre de l'Économie pour ses attributions en matière de politique de l'espace dispose de la direction générale de la recherche et de l'innovation.

Cette direction comporte un service de stratégie de la recherche et innovation, dont dépend le secteur : environnement, planète-univers, espace, qui s'occupe de l'observation de la Terre et de l'espace, proche et lointain.

Existe aussi un service de la performance ; le département des organismes spécialisés y assure la tutelle du CNES.

Le CNES est un établissement public scientifique et technique à caractère industriel et commercial, régi par les articles L. 331-1 et suivants du code de la recherche, placé sous la tutelle du ministre de la Défense, de celui chargé de l'espace et de celui chargé de la recherche. Il existe un conseil d'administration doté d'un président qui exerce la direction générale de l'établissement, Philippe Baptiste est actuellement le président.

Le CNES a son siège à Paris, il a un établissement à Toulouse.

Voir Mireille Couston, Droit spatial, p. 128

Voir au JO du 14 mars 2014 la convention conclue le 12 mars 2014 entre l'État et le CNES. La loi de finances pour 2014 alloue 171,9 millions d'euros au CNES pour garantir la maîtrise des technologies spatiales dans le domaine de la défense (programme d'imagerie spatiale MUSIS)

Le JO du 2 juillet 2014 publie une convention du 18 juin 2014 entre l'État et le CNES relative au programme d'investissements d'avenir. Idem, avec le JO du 1<sup>o</sup> janvier 2020, publiant un avenant n° 1 du 31 décembre 2019 à la convention du 18 juin 2014

Le CNES contrôle un certain nombre de filiales.

L'État exerce la tutelle et le contrôle des entités non gouvernementales, entreprises à but lucratif ou non, exerçant des activités spatiales en France et ayant leur siège en France. Il en a la supervision et la surveillance. Il doit veiller, d'après les Lignes directrices, à ce que ces entités privées semi privées ou publiques, possèdent les moyens pour se conformer aux mécanismes nationaux et internationaux pertinents. Il veille à ce que ces entités menant des activités spatiales détiennent les compétences techniques pour mener leurs actions de manière sûre.

Légifrance cite quelques décisions d'intérêt limité concernant le CNES.

Le tribunal des conflits, le 24 avril 1978, avait décidé que le litige s'étant élevé entre le CNES et la société de boulangerie de Kourou quant au marché conclu entre eux en 1968 pour l'installation d'une boulangerie industrielle à Kourou relevait des juridictions de l'ordre judiciaire. Les contrats que le CNES est amené à conclure sont régis par les règles du droit privé, à l'exception des contrats passés avec des prestataires de service qui confient à ceux-ci l'exécution même de la mission dont le CNES est chargé, ou qui sont soumis à un régime exorbitant du droit commun.

Dans un arrêt du 10 juin 1988, le Conseil d'État condamne les entrepreneurs ayant pris part à la construction de l'hôtel Les Roches à Kourou, du fait des défauts du système de climatisation.

En revanche, la CAA de Bordeaux déboute le 6 juillet 2004, n° 00BX02327, le CNES qui faisait état, lors de la construction d'un bâtiment à Toulouse, d'une mauvaise réalisation des joints entre les châssis des fenêtres des bureaux et le mur rideau de la façade, les travaux avaient fait l'objet de réserves en 1987.

#### b) Les autres États

Les autres États membres de l'Union européenne disposent eux aussi de services régulant la navigation aérienne. Les États importants sont dotés d'une agence spatiale.

L'Allemagne  
L'Italie

La Grande Bretagne

Les États-Unis  
DOT  
USDOD

La FAA : l'administration fédérale américaine de l'aviation  
L'agence spatiale américaine, NASA, créée en 1958, a un budget annuel de plus de 18 milliards de dollars  
Le département de la défense dispose d'un budget spatial d'un montant supérieur.

La Russie  
Rosaviakosmos

La Chine est une puissance spatiale qui s'affirme progressivement, elle aurait un budget spatial de 7 milliards de dollars, elle a envoyé une sonde spatiale et déposé un engin d'exploration sur la lune en décembre 2013, qui, semble-t-il, a eu des problèmes de fonctionnement

J. Guillet, L'Asie et l'espace, Monde chinois 2014/1, n° 37, p. 127-136

L'Inde

Le Japon

L'Afrique  
L'Union africaine a créé l'agence spatiale africaine, devant avoir son siège en Égypte.

## TITRE II. L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE ET SPATIALE

L'importance à travers le monde de l'industrie aéronautique et spatiale, les industriels, les ingénieurs, les



techniciens. La nécessité d'injecter dans le secteur des capitaux considérables. Présentation des fabricants d'engins, moteurs, pièces, équipements. Diversité des métiers. Fabrication et service après-vente. Les grands groupes aéronautiques et spatiaux multi métiers ont des implantations dans le monde entier. Les transactions se font habituellement en dollars. Certains avionneurs pratiquent une politique de délocalisations des sites industriels.

Les fabricants des aéronefs et des objets spatiaux achètent ou font fabriquer par des équipementiers ou des sous-traitants une bonne partie des éléments destinés à être incorporés dans l'aéronef ou dans l'engin spatial. Il convient de distinguer l'activité de conception des pièces et des produits et celle de leur fabrication.

Christiane Alcouffe, Capital intellectuel et compétitivité dans l'entreprise étendue. Exemples tirés de l'industrie aéronautique, Mélanges Pierre Spiteri, 2008, p. 93

Béatrice Girma-Vidal, Dépendance et pouvoir perçus dans la chaîne de valeur : quels impacts sur la relation et la performance client-fournisseur ? Une étude de cas appliquée aux industries aéronautique, spatiale et de défense, thèse Toulouse Capitole, Sciences de gestion, juillet 2019

L'industrie européenne est dominée par l'aéronautique, le secteur spatial ne compte dans ce secteur que pour 5 %. Elle emploierait 375 000 personnes, dont 31 000 pour le secteur de l'espace.

Deux grands groupes américain et européen dominent actuellement le marché industriel. Ces constructeurs opèrent non seulement pour l'aviation civile mais également pour les activités militaires et de défense. Ils fabriquent aussi bien à travers leurs bureaux d'étude et leurs ateliers de montage des engins affectés à la navigation aérienne que des objets destinés à la navigation spatiale.

Le secteur spatial consommerait 366 milliards de dollars. Voir l'étude du professeur Lucien Rapp, Quelle industrie spatiale après la covid-19 ? in The Conversation, 26 août 2020

Airbus est, en Europe, l'industriel majeur dans le secteur aéronautique.

Airbus est l'héritier et le regroupement d'une multiplicité de petites moyennes et grandes sociétés, Aerospatiale, Matra, Daimler Chrysler Aerospace, Casa, certaines anciennes, qui opéraient en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en France, en particulier en Île de France et dans le pays toulousain, comme Sud Aviation.

EADS avait été créée en 2002 comme société de droit néerlandais, se trouvant à la tête d'une multiplicité de filiales et de sous-filiales.

Des changements ont affecté à partir de l'automne 2012 la composition de capital social, Daimler se désengagea, Lagardère également.

La société mère portait depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 le nom d'Airbus Group, elle prend en 2017 le nom plus bref d'Airbus SE, dont le siège social est installé à Amsterdam aux Pays-Bas. C'est une société européenne enregistrée à Leyde.

Le siège opérationnel se trouve à Blagnac.

L'État allemand (autour de GZBV) et l'État français (autour de la SOGEPA, société de gestion de participations aéronautiques) détiennent chacun 11,1 % du capital ou des droits de vote.

L'État espagnol autour de SEPI détient 4,2 % du capital.

73,6 % du capital relèvent de l'actionnariat flottant.

Les titres de capital sont cotés en bourse.

Le directeur général, l'allemand Thomas Enders, ne sollicitant pas le renouvellement de son mandat, lui succède, au terme de l'assemblée générale tenue à Amsterdam le 10 avril 2019, comme président exécutif

Guillaume Faury, né à Cherbourg en 1968, polytechnicien.

René Obermann, né en 1963 à Düsseldorf, est président du conseil d'administration depuis avril 2020.

L'activité industrielle est répartie en trois grandes divisions : la SAS Airbus, ayant son siège à Blagnac, pour la construction d'avions, Airbus Defence and Space SAS pour la division militaire et espace, enfin la division hélicoptères.

Boeing est le géant américain de l'aéronautique aérienne et spatiale, civile et militaire.

Boeing a décidé en 2001 de déplacer son siège de Seattle à Chicago.

Böing était le nom d'origine allemande du père du fondateur.

Les principales usines sont situées à Everett près de Seattle et à Wichita dans le Kansas.

Le groupe industriel est divisé en plusieurs départements : air planes et LCA gros porteurs, aérospatiale, recherche développement, financement. Plusieurs divisions : B. Aviation commerciale, 80 000 employés ; B.

Défense, espace, sécurité : Plateformes militaires, Service et soutien logistique, système de réseaux et activités spatiales, B. Phantom Works ; B. Services globaux.

Le Canada : Bombardier

Les industriels d'Europe et d'Amérique du Nord vont progressivement et lentement se heurter à la concurrence des nouveaux entrants, à la main d'œuvre souvent meilleur marché qu'aux États-Unis ou en Europe.

La Chine entend développer son industrie aéronautique en matière civile et militaire.

AVIC, Aviation Industry Corporation of China

La COMAC, Commercial Aircraft Corporation of China, a fixé son siège social à Shanghai.

Le Japon, où les fabricants relèvent de l'industrie lourde,

La Corée, qui connaît un développement rapide,

L'Inde, longtemps en retard,

Le Brésil possède Embraer, entreprise brésilienne d'aéronautique, dont le siège est à Sao José dos Campos, ville de plus de 600 000 habitants, située à l'Est de São Paulo et qui serait jumelée avec Toulouse.

Le pays manquerait d'ingénieurs. Boeing devait en prendre le contrôle.

La Russie

Les nouveaux avionneurs, par Philippe Jarry, La lettre, Académie de l'air et de l'espace, 2011, n° 71

## AVIATION CIVILE

La fabrication des avions

Les avionneurs fabriquent différents modèles, gammes ou types d'avions.

Ces avionneurs ont pour la plupart et pour le moment historique leurs bureaux de recherche, leurs usines de fabrication et leurs ateliers d'assemblage localisés en Amérique du Nord et en Europe.

Airbus possède cependant certains établissements en dehors de l'Europe.

Airbus a ouvert en 2008 une ligne d'assemblage final A320 en Chine

Airbus a ouvert, hors Europe, une usine d'assemblage à Mobile (Alabama)

Un centre d'aménagement cabine et de livraison d'A 330 est en construction en Chine, à Tianjin, 2 mars 2016. Ce centre doit se livrer à l'aménagement intérieur des avions, leur peinture, les essais en vol, les vols d'acceptation.

Ce centre devrait être opérationnel en 2017, il devrait produire un ou deux appareils par mois.

1240 avions Airbus sont actuellement exploités en Chine.

On peut opérer des distinctions selon les dimensions et charges des aéronefs conçus et construits.

. Les fabricants des **gros porteurs** et des **longs courriers**

Airbus fabrique différents modèles d'appareils aériens gros porteurs.

A 350.

Airbus A350 XWB fuselage ultra large, 2 réacteurs de Rolls Royce, autonomie de vol de 14 000 / 15 000 km, 300 à 400 passagers, assemblage à Toulouse. Première livraison à la compagnie du Qatar en décembre 2014.

L'A350-1000 a obtenu la certification à l'automne 2017, cet appareil peut transporter 440 passagers.

Prix catalogue, 360 millions d'euros. Le premier exemplaire devrait être livré fin 2017 à une compagnie du Qatar.

A 380

Énorme très gros porteur. Programme lancé en 2000. Assemblage final à Toulouse, peinture et aménagement commercial à Hambourg, 525 à 853 passagers, deux ponts, + de 15 000 km de rayon d'action, 4 réacteurs, des ailes de 45 mètres. Vitesse de croisière 910 km/heure. Prix catalogue, 445,6 millions de dollars. Premier vol en 2005. Rentabilité contestée. Gourmand en carburant. Minceur des commandes. La livraison s'opère à Hambourg ou à Toulouse. 353 appareils commandés et 222 livrés. Le constructeur espérait la commande entre 2000 et 2020 de 1400 appareils. Le principal client est la compagnie Emirates, cette compagnie de Dubaï a effectué la moitié des commandes de cet appareil. De mauvais augures annoncent régulièrement l'interruption du programme. Le fabricant avait réduit depuis juillet 2016 le rythme des cadences de production. Cet appareil a été conçu pour effectuer des transports de masse entre de très grandes plates-formes aéroportuaires. Les Low Cost préfèrent détenir des appareils plus petits, plus faciles à remplir, de coût d'achat et d'entretien moindre. La presse fait état le 18 janvier 2018 de 36 commandes par Emirates, 20 fermes, 16 en option. Ce qui donnait à l'industriel une dizaine d'années de chantier. Quatre appareils peuvent sortir chaque mois des chaînes d'assemblage. La direction d'Airbus annonce le 14 février 2018 la fin des livraisons en 2021. Le programme prend donc fin à terme. Un fabricant est tributaire de la demande de ses clients...

Les différentes gammes de Boeing

On évoque la cessation de la fabrication du 747, conçu pour le transport de 400 à 600 passagers. Le premier vol remontait à 1969.

Le 747-8 Intercontinental, Jumbo jet, au rayon d'action de près de 15 000 km. 400 à 500 places.

Le 767. Commandé à plus de 1100 exemplaires depuis son lancement.

Boeing 777 : un bi moteur. Bi couloir. Lancement depuis 1995. Différentes familles se sont formées.

777X : 300, 400 places.

Le 787 Dreamliner, 200 / 300 passagers. Utilisation de la fibre de carbone dans la composition.

Sukhoi propose le super jet international

Mitsubishi, le MJR-21

. La fabrication des **moyens courriers** : avions de 160 / 190 places

Boeing

Le 737, l'avion le plus vendu. On prétendait, en 2015, qu'un avion sur 4 en activité était un Boeing 737. Le prix catalogue d'un Boeing 737-800, doté de 189 sièges pour les passagers, serait de 93 millions de dollars, mais un très bon acheteur pourrait obtenir une réduction de 40 %.

Le fuselage, une fois parvenu dans l'atelier d'assemble, est muni des ailes et des gouvernes. On installe les planchers, les espaces de stockage et les espaces cuisines. On pose les cloisons intérieures, les coffres à bagages. Il faut installer les circuits hydrauliques, le train d'atterrissage, les moteurs. L'assemblage dure deux semaines environ. On peint l'appareil aux couleurs du transporteur.

Le Boeing 737 – 8 et 9 Max – nouvelle génération d'un appareil ayant plus de 50 ans - fait en mars 2019, à la suite de deux accidents mortels, l'objet d'interdiction de vol - par décision de l'agence de l'UE pour la sécurité aérienne, ainsi que sur celle des autorités des États-Unis. Les ennuis et incidents multiples persistent.

Airbus

Les mono couloirs

L'Airbus A 319 a une capacité de 160 passagers.

L'Airbus A 320, lancé en 1988, a été livré à près de 6000 exemplaires. Airbus fait état en novembre 2017 d'une commande de 430 appareils de la famille A320 par Indigo, qui achète ces aéronefs pour les louer en particulier à des compagnies à bas coûts comme Wizz Air, Frontier air, Volaris ou Jetsmart.

L'Airbus A 321LR a un rayon d'action de 7400 km et peut transporter 240 passagers. Ce n'est pas à proprement parler un moyen-courrier classique, puisqu'il peut effectuer des liaisons transatlantiques. 1<sup>o</sup> vol en janvier 2018.

La presse fait état en octobre 2017 d'un accord entre Airbus et le canadien Bombardier, au terme duquel cet industriel du Québec confie à Airbus le pilotage du programme de fabrication de son moyen-courrier C Séries (110 / 135 places). Airbus a acquis le contrôle de la moitié du capital de la filiale de Bombardier produisant ces avions moyen-courriers pour un euro.

Le chinois Comac lance un avion pour 158/174 (168/190) passagers, avec un rayon d'action de 4075 à 5555 km : Comac C 919. Concurrent de l'A 320. Assemblage à Shanghai Pudong. Premier long vol d'essai en novembre 2017. Livraison prévue pour 2021. Les principaux acquéreurs sont des compagnies chinoises.

#### . Les fabricants des avions régionaux

La construction porte sur des appareils pour transporter 50/70/90 passagers, avec une autonomie de vol de 1500 km.

ATR est un GIE, une co-entreprise entre Leonardo- Finmeccanica et Airbus, qui détient 80 % du marché mondial des avions de 50 à 90 places : 157 avions vendus en 2011

Les avions à hélices sont moins gourmands en carburant. Le coût d'entretien est moindre. Ils peuvent se poser sur des pistes plus courtes.

Un projet d'avion de 100 places.

Bombardier, industriel canadien

La presse fait état en janvier 2018 d'une " guerre " commerciale entre Bombardier et Boeing.

Aux États-Unis, le département du commerce établit des droits compensateurs et antidumping de 292 % sur les appareils de l'avionneur québécois. Alors que la commission du commerce international ITC rejette la plainte de Boeing contre Bombardier concernant les avions CSERIES.

Embraer, brésilien, fabrique des avions commerciaux de moins de 150 sièges.

Embraer était destiné à passer sous la férule de Boeing. La notification de l'opération de concentration a été cependant retirée, JOUE du 15 mai 2020, C 167/13.

MHI, japonais, accomplit en novembre 2015 un vol d'essai d'un avion de moins de 100 places, le Jet régional Mitsubishi, MRJ

Sukhoi, russe, envisage un avion de 75/95 places. Le Super Jet 100.

La Chine a son projet, ARJ-21.

#### . Les appareils de l'aviation de tourisme et de l'aviation d'affaires

Conjoncture assez morose. C'est le marché de l'occasion qui serait dynamique. La moitié des clients se trouve aux États-Unis. La plupart des clients sont à 85 % des grosses sociétés. Les États 10 %.

Dassault Aviation fabrique le Falcon. 66 Falcon livrés en 2012, 77 appareils neufs livrés en 2013. Dassault freine la production du Falcon 5X (retard dans la certification du réacteur Silvercrest de Snecma). Dassault prépare pour 2016 le Falcon 8X qui pourrait accomplir près de 12 000 km en 14 heures, avec 8 passagers et 3 membres

d'équipage, 55 millions de dollars.

On parle en mai 2021 d'un Falcon 10X livrable fin 2025, comme avion d'affaires haute gamme, un biréacteur.

Gulf Stream

Bombardier

Draher : fabrique des petits avions TBM, monomoteur, hélice, turbopropulseur, à grande vitesse, 600 km/h, Tarbes Louey. 10 livraisons en Europe en 2017.

Reçoit en juin 2020 la garantie de l'État français pour des emprunts contractés auprès d'établissements bancaires.

Cessna et Beechcraft sont deux entreprises ayant leur siège à Wichita dans le Kansas, contrôlées par Textron, elles sont les premiers fabricants dans le monde d'avions de tourisme.

Embraer

Pilatus

Un salon à Genève

Marché fragile, 678 appareils neufs livrés en 2013

Certains appareils haut de gamme ont un rayon d'action de plus de 10 000 km.

L'âge moyen des machines est de 17 ans.

[Un litige aigre doux concerne les auteurs d'un article critique publié sur un site édité en ligne. L'article publié sur Capital traitait de l'échec de la fabrication d'un petit appareil de l'aviation légère, l'avion, conçu par deux jeunes ingénieurs, n'avait jamais volé, alors que la société constructeur avait laissé un grand nombre de dettes et que ses dirigeants et conseils avaient été, était-il insinué, grassement rémunérés. Deux mis en cause avaient porté plainte pour atteinte à leur honneur et à leur considération et s'étaient constitués partie civile. Le tribunal correctionnel avait prononcé la relaxe des prévenus. La cour d'appel a considéré que le directeur de la publication et le rédacteur de l'article avaient commis une faute civile pour diffamation publique contre un particulier. Les intéressés avaient laissé entendre que les plaignants s'étaient rendus coupables d'abus des biens sociaux et de recel. Le bénéfice de la bonne foi leur avait été refusé. La chambre criminelle, dans un arrêt du 21 novembre 2023, n°22-86.350, a rejeté le pourvoi des journalistes. Il y avait eu atteinte à l'honneur des parties civiles. Aucune pièce n'était en faveur des affirmations relatives à des sommes indues perçues au détriment de la société constructeur.

Nombre de projets aéronautiques font fiasco. ]

#### . La fabrication des hélicoptères

Airbus Helicopters est une division d'Airbus, ayant son siège à Marignane. Elle dispose d'usines à Marignane, à la Courneuve. Une filiale allemande, à Donauwörth. Une filiale espagnole, à Albacete. Plus de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires. 22 000 salariés. 12000 hélicoptères en activité. Assure la maintenance. Matériel civil. Marché du transport sanitaire. Matériel militaire. 497 appareils livrés en 2013.

Bell Helicopter (du groupe Textron) a son siège, dans le Texas, à Fort Worth. Cette société possède une usine au Canada à Mirabel dans les Laurentides.

Sikorski, à Stratford, filiale de Lockheed Martin depuis 2015

Agusta Westland, filiale de Finmeccanica, a son siège près de Varèse, en Lombardie (civil et militaire)

#### . Les fabricants des aéronefs sans équipage à bord

Le comité européen des régions donne son avis sur une « stratégie Drone 2.0 »

C/2023/1324, JOUE du 22 décembre 2023, série C

Ce secteur se développe très rapidement.

## LE MILITAIRE

L'industrie de défense. L'industrie aéronautique militaire.  
Les armées et donc les États sont des clients importants de l'industrie aérospatiale.

Airbus Defence & Space, Airbus DS, est l'une des principales divisions d'Airbus.  
Cette division fait 20 % de l'activité du groupe.

Dirk Hoke était à sa tête, Michael Schoellhorn lui succède.

La subdivision chargée du militaire prend le nom de Military Aircraft Systems.

Avions militaires. Direction : Jean-Brice Dumont.

Cassidian avait succédé à l'ancienne division Systèmes de défense et de sécurité, qui détient la participation d'EADS (37,5 %) dans MBDA premier fabricant mondial de missiles.

Dassault Aviation (capital détenu à 62,3 % par le groupe industriel Marcel Dassault, 9,9 % par Airbus) fabriquait le Mirage et maintenant le Rafale.

Daher Socata

BAE Systems, issu de British Aerospace, qui a son siège à Farnborough, est l'un des principaux industriels mondiaux de l'armement.

On avait évoqué, en septembre 2012, un rapprochement entre EADS et BAE Systems. Le gouvernement français aurait été réticent à perdre sa prépondérance au sein du groupe industriel. L'Allemagne était hostile. Ce projet a échoué.

Finmeccanica, devenu Leonardo, est un important ensemble industriel italien, il est fabricant d'hélicoptères, d'électronique de défense, de matériel aéronautique. L'État italien détient 32 % du capital. Agusta Westland en est une filiale.

Boeing a une division en charge de l'armement qui a son siège près de Saint Louis. BDS. Bombardiers, hélicoptères, drones.

Lockheed Martin : l'État américain en est le principal client.

Le projet ambitieux et coûteux sous contrôle américain, de l'avion de chasse du F-35 Lightning.

Northrop Grumman travaille dans le secteur de la défense, siège à Los Angeles.

Le projet du bombardier furtif, programme LRS-B lui est attribué en octobre 2015

L'OAK est un consortium qui regroupe la construction aérienne russe

Les Mig

Sukhoi, constructeur russe d'avions militaires

La fabrication des drones

Les drones de combat

Les drones d'observation

L'industrie américaine, française, israélienne, russe, iranienne ...

Un article d'Air et Cosmos du 23 mars 2021 évoque le remplacement, en 2030, du drone de combat Reaper, fabriqué par General Atomics. Outre cette société ayant sa base à San Diego, sont également en lice Lockheed Martin et Boeing.

L'USAF entend développer dans les années à venir l'utilisation des drones. Ces drones sont dirigés à distance via satellites depuis des bases situées aux États-Unis, la base principale est située près de Las Vegas. On prévoit des bases en Californie près de Sacramento, près de Tucson, à Honolulu.

Un autre article du 3 mars 2021 concerne la Russie commandant des engins de frappe directe Molnyia au droniste Kronstadt.

Les drones sont en principe des aéronefs sans équipage à bord, pilotés à distance. Ils peuvent être armés.

Les missiles, qui ne se soutiennent pas dans l'atmosphère grâce aux réactions de l'air, mais uniquement par les forces de leurs moteurs, fusée ou réacteur, ne correspondent pas à la définition de l'aéronef donnée par l'OACI, même s'ils évoluent dans les airs. Ils sont tirés depuis le sol ou depuis l'air à partir d'un aéronef, avec ou sans équipage à bord, en direction d'une cible à détruire.

La guerre russo-ukrainienne leur donne l'occasion de s'illustrer si l'on peut dire.

Le missile de référence en Europe est MBDA, SAS, ayant pour actionnaires Airbus, BEA Systems et Leonardo et dont le siège se trouve au Plessis Robinson.

Les **motoristes** fabriquent les moteurs des avions et des hélicoptères

Le début de l'aviation : la propulsion à hélices avec une ou deux hélices

Les avions à réaction

Les turbopropulseurs sont des moteurs à réaction composé d'une turbine à gaz équipée d'hélices

Les turboréacteurs sont des moteurs à réaction dans lesquels l'air est comprimé par un ou des compresseurs entraînés par une ou des turbines, porté à haute température par la combustion du carburant puis détendu dans une tuyère.

Safran est une société issue de la fusion entre Sagem et la Snecma.

L'État, ayant réduit sa participation en 2017 et en octobre 2018, détient 10,81 % du capital et 17,67% des droits de vote aux assemblées de Safran.

68000 employés et salariés.

Safran dispose de plusieurs filiales.

L'une, Safran Aircraft Engines, issue de la Snecma, est un fabricant de moteurs d'avion, dont le produit phare est le moteur LEAP (succédant au CFM 56) fabriqué en lien avec General Electric. Cette société dispose d'usines et d'établissements à Évry-Corbeil et à Gennevilliers.

En 2014, le secteur propulsion aéronautique et spatiale du groupe représentait 53 % du chiffre d'affaires, 72 % du résultat opérationnel.

Safran Helicopter Engines, ex Turbo Meca, siège à Bordes, près de Pau, fabrique des turbines à gaz pour hélicoptères.

La SAS Safran Power Units, ex Micro turbo, filiale de la précédente, qui a son siège au Nord de Toulouse, conçoit et fabrique des démarreurs et des turboréacteurs de petite puissance pour des missiles et des drones à applications militaires. Sites à Dallas, San Diego (une usine de production de groupes auxiliaires de puissance APU pour avions commerciaux), Sydney.

Rolls - Royce : fabrique des moteurs d'avion. Siège à Londres.

Pratt & Whitney. Siège à Hartford.

C'est une filiale d'United Technologies UTC, appelée à entrer dans le groupe Raytheon Technologies, issu d'une concentration entre United Technologies et Raytheon.

General Electric Aviation, filiale d'un très grand groupe industriel américain, est l'un des premiers fournisseurs de moteurs d'avion dans le monde.

Les **équipementiers et sous-traitants**

## Les AÉROSTRUCTURES

Ce sont de petits ou gros industriels qui fabriquent des pièces et des éléments, destinés à entrer dans la composition de l'aéronef.

Ils travaillent éventuellement aussi bien pour Airbus, pour Boeing ou d'autres avionneurs, ou pour les compagnies aériennes pour l'entretien et la maintenance. Ils fournissent des produits de façon isolée ou bien ils entrent dans le programme de fabrication d'un avion pour un cycle d'une dizaine d'années. Airbus dispose à Washington d'un bureau d'achat pour faciliter ses achats auprès de fournisseurs américains, Airbus fait en 2014 30 milliards d'achat par an, un tiers aux États-Unis.

Les plus importants équipementiers existant dans le monde sont américains. Boeing a une filiale française qui négocie les achats avec les entreprises françaises. Boeing effectuerait chaque année 43 milliards d'achat par le monde.

Latécoère : fabrique des portes et des structures d'avion

Zodiac Aerospace : fabrique des sièges, les coffres à bagages, les sanitaires, des toboggans d'évacuation, des parachutes. Contrôlé par Safran. Voir la notification de l'opération de concentration au JOUE du 23 novembre 2017. Non-opposition de la Commission, 21 décembre 2017, JOUE du 18 avril 2018.

Messier-Bugatti (du groupe Safran) : trains d'atterrissage

Labinal (Safran) : systèmes électriques

Hispano-Suiza (Safran) : transmissions de puissance

Ratier Figeac, filiale de la société américaine UTC Aerospace Systems de Charlotte en Caroline du Nord : fabrique des hélices, des éléments du cockpit et de la cabine

Figeac Aero, qui fournit entre autres des pièces à des motoristes du groupe Safran

Le Piston Français, LPF, assure l'usinage et l'assemblage de pièces d'avion, d'hélicoptères, de moteurs et d'équipements. Siège à Blagnac. Sites industriels à Blagnac, Auterive, Lunel, Sommières, Savigny le Temple, Varsovie, Casablanca.

D'autres industriels fabriquent des composants des moteurs, MTU, Avio, TECHSPACE

Liebherr-Aerospace produit des systèmes de traitement et climatisation de l'air pour l'aéronautique, pressurisation de la cabine, climatisation, antigivrage, cette société fabrique des trains d'atterrissage. Des usines au Nord de Toulouse, en Souabe près de Lindau, au Brésil dans l'État de São Paulo, à Nijni Novgorod en Russie. Le fondateur de l'entreprise était d'origine allemande, la société mère qui a conservé son caractère familial a fixé son siège à Bulle, en Suisse.

Potez : une usine à Aire sur Adour

B/E Aerospace fabrique des équipements pour cabines d'avion, sièges, système d'éclairage, système d'oxygène, équipements pour la préparation et le stockage des repas et des boissons, systèmes sanitaires. Rockwell Collins en prend le contrôle.

Mecachrome (Blagnac), fabricant de pièces de structures et de moteurs d'avion prend en septembre 2022 une participation majoritaire dans le capital de Rossi Aereo, qui assure la production à la demande de pièces et équipements en petites et moyennes séries, firme qui peut produire des pièces en cycle court. Cette société s'était unie en août 2022 avec Weare (Montauban). En 2021, elle avait pris le contrôle de Hitim, fabricant d'axes de trains d'atterrissage et d'arbres de moteurs d'avion.

## **L'avionique**

L'avionique désigne la fabrication des équipements servant au pilotage des avions.

Thales : groupe d'électronique. Gestion du trafic aérien, aide à l'atterrissage  
L'État contrôle 25 % du capital, Dassault détient 24 %.

Rockwell Collins : fabrique du matériel électronique pour l'aviation. Avionique du poste de pilotage. Électronique de cabine. Communications et gestion de l'information pour les avions commerciaux et les avions d'affaires. Radars. Matériel radio. Siège à Cedar Rapids, à 160 km de Des Moines, la capitale de l'Iowa. United Technologies en avait pris le contrôle.

UTC fabrique et produit des éléments de haute technologie dans le secteur de la construction et de l'industrie spatiale.

Ses principaux pôles d'activité sont : Otis Elevator, UTC Climate, Controls et Security, Pratt & Whitney, UTC Aerospace Systems.

Voir la notification de la concentration en date du 12 mars 2018, JOUE du 20 mars 2018.

Raytheon : siège près de Boston. Fabricant du four à micro-ondes. Fabrique les missiles Patriot et Tomahawk. Fabrique des radars et du matériel de défense.

La presse fait état en juin 2019 d'une concentration entre United Technologies et Raytheon donnant naissance au groupe Raytheon Technologies.

Le groupe voudrait se séparer d'Otis.



Les fabricants de pneumatiques. Michelin.

GIFAS, groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales.

## LE SPATIAL

L'industrie spatiale concerne les fabricants d'objets spatiaux, de fusées-lanceurs et de satellites.

Les européens

. Airbus a regroupé ses activités militaires et spatiales dans une filiale nommée Airbus Defence & Space SAS. La division spatiale, dite Space Systems, prend la suite de ce qu'on appelait antérieurement Astrium, qui résultait d'une fusion réalisée en 2000 entre Matra Marconi Space et la division spatiale de DaimlerChrysler Aerospace.

Plusieurs sites industriels en Europe, une multiplicité de sociétés incorporées dans le groupe Airbus.

Le site des Mureaux, à 40 km de Paris, abrite la plupart des services centraux de l'activité Space Transportation. Il est spécialisé dans la maîtrise d'œuvre des programmes spatiaux, comme celui d'Ariane ; la production d'équipements et de systèmes les plates-formes de simulation et de validation des équipements, des systèmes électriques et des actionneurs, des programmes de vol et de la mise au point des moyens sols : elles sont utilisées pendant tout le cycle de vie des produits pour la validation des évolutions, l'analyse et l'expertise des vols.

En ce qui concerne la mise en chantier d'Ariane 6, une entreprise commune a été créée en 2014 autour d'Airbus et de Safran, 50-50. Le premier nom était Airbus Safran Launchers, ASL. Le siège social se trouve à Issy les Moulineaux. Cette société, renommée en juillet 2017 Ariane Group, regroupe les systèmes de lanceurs d'Airbus et la propulsion de Safran. Son objet est le développement et la production de véhicules de lancement dans le secteur des lanceurs, civils et militaires.

Cette société est présente sur le marché des adaptateurs de charge utile et des séparateurs.

9000 salariés en France et en Allemagne.

Ariane Group contrôle, à 73 %, le capital d'Arianespace, qui est une entreprise, opérateur de lancement d'objets spatiaux.

Site à Élancourt

Le site toulousain d'Airbus Defence and Space SAS est implanté dans le Sud Est de la ville, dans la zone de Palays. Ce site est spécialisé dans la maîtrise d'œuvre, la conception, l'assemblage, intégration et tests pour les satellites de télécommunications, observation de la terre et sciences. Il possède des compétences dans le domaine des instruments optiques, l'avionique, les logiciels embarqués et les systèmes sols. Ce site de Toulouse est également un centre d'expertise pour les activités de services pour les activités de services spatiaux, il couvre l'ensemble de l'offre communication et géo information.

Le site de Saint Médard en Jalles près de Bordeaux

Un décret du 16 décembre 2021 concerne les opérations secrètes intéressant la défense nationale menées au sein de l'établissement ArianeGroup SAS à Saint Médard en Jalles, ces opérations sont déclarées d'utilité publique.

Cet établissement sert à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication de poudres, munitions, artifices et explosifs, il bénéficie en tant que tel de servitudes décrites par le code de la défense.

Un polygone d'solement est créé autour de cet établissement.

Les sites en Allemagne

Un site à Madrid Barajas pour les composites pour les applications spatiales

Un site à Kourou

Un site à Houston

La presse le 17 novembre 2014 fait état d'un contrat conclu par l'ESA avec Airbus Defence and Space tendant à la réalisation du module de service de la capsule américaine Orion. Cette capsule est développée par Lockheed

Martin Space Systems pour des missions habitées vers la lune, quatre astronautes à bord sont prévus après 2020. Premier vol prévu en 2017/2018 vers les points de Lagrange lunaires. Contrat de 300 millions d'euros. Le module de service est destiné à procurer la propulsion, l'alimentation électrique, le contrôle thermique et les composants vitaux de cette capsule de la NASA. M. François Auque est présenté par la dépêche de l'AFP comme le directeur général pour les systèmes spatiaux d'Airbus D. & S.

. Thales

L'État français en contrôle 25,7 % du capital, Dassault 24,3 %.

Avionique et espace.

La sonde Rosetta Thales a été envoyée en direction d'une comète, au-delà de l'orbite de Jupiter. L'atterrisseur Philae de la sonde Rosetta s'est posé en novembre 2014, à 510 millions de km de la terre, sur la comète 67P/Churyumov-Gerasimenko.

Thales Alenia Space est une filiale de Thales pour 67 % et de Finmeccanica pour 33 % du capital.

Fabricant de satellites de télécommunications, de météo, d'observation militaire.

Un établissement à Toulouse route de Seysses près de Francazal. Un autre à Cannes.

Ces sites seraient en sureffectif, 2500 et 2000 salariés, les commandes de satellites seraient en nombre insuffisant.

La règle du juste retour en matière industrielle : les contrats industriels sont attribués par l'ESA en ce qui concerne les programmes optionnels à proportion de la contribution financière de chaque État aux industriels de cet État.

Le CIS Communication, Intelligence et Security est décrit comme un guichet unique des systèmes de communication terrestre et par satellite

## ELECTRONICS

Les Américains

Boeing dispose d'un secteur industriel qui fabrique des satellites à usage civil ou militaire, c'est un important fournisseur de la NASA.

Loral : communication par satellites

La société Orbital Sciences fabrique des satellites et des lanceurs, comme la fusée Antares qui a connu un échec le 28 octobre 2014 (il s'agissait de lancer le cargo Cygnus qui devait ravitailler pour le compte de la Nasa la station spatiale internationale) (le premier étage du lanceur était doté d'un moteur de l'époque soviétique NK-33). La fusée et le chargement du vaisseau étaient estimés à 200 millions de dollars.

Les Russes

La fusée Soyouz fabriquée en Russie, à Samara, par Starsem

Les Chinois

Li Du, Le rôle des institutions administratives dans l'industrie spatiale en Chine, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pédone, 2014, p. 95.

Les **motoristes** fabriquent les moteurs des fusées lanceurs et ceux des satellites et des vaisseaux spatiaux Safran, constructeur du moteur Vulcain de la fusée Ariane. Safran, producteur de systèmes propulsifs pour satellites et véhicules spatiaux.

## Les entreprises de réparation et de maintenance

Il peut s'agir de sociétés filiales des grands groupes de l'industrie aéronautique ou d'entreprises indépendantes spécialisées dans ce genre de métier.

À titre d'exemple : 3<sup>o</sup> Civile, 9 avril 2014, n<sup>o</sup> 12-29271 : la société EAS développement, qui exerce une activité de maintenance et réparation d'aéronefs ; contentieux relatif aux défauts du hangar destiné à accueillir des avions gros porteurs.

Jouent un certain rôle d'entretien des appareils aériens les entreprises pratiquant l'assistance en escale.

### **Enseignement et recherche**

Les écoles d'ingénieurs

L'ISAE / Sup 'Aero, Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace, est issu du rapprochement de Sup 'Aero et de l'ENSICA. Cet institut appartient à la catégorie des grands établissements mentionnés à l'article D. 717-5 du code de l'éducation ; il relève, comme l'École Polytechnique, de la tutelle du ministre de la Défense, art. D. 755-1 du code de l'éducation.

Les organismes de recherche : l'ONERA, office national d'études et de recherches aérospatiales, avec des établissements et des implantations à Meudon, Châtillon, Toulouse, Modane ...

Le lycée Airbus à Toulouse route de Bayonne

Il existe un brevet d'initiation aéronautique et même un certificat d'aptitude à l'enseignement aéronautique, voir décret et arrêtés du 19 février 2015, JO du 21 février 2015, p. 3225.

Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, sous la codirection de Ph. Achilleas et de W. Mikalef, Collection de l'IDEST

## **CHAPITRE I. LES ASPECTS DE DROIT PUBLIC**

L'aide, l'assistance, la tutelle et les contrôles opérés par les pouvoirs publics sur l'industrie de l'aéronautique et de l'aérospatial sont réels.

Les États aident et favorisent le développement de l'industrie en matière aérienne et spatiale, ils soutiennent cette industrie, ils la contrôlent et la surveillent. Ils veillent en particulier à la sécurité des vols.

Lorsque l'acquéreur des produits est l'armée ou l'administration, on applique les règles sur les marchés publics.

(Voir l'avis du comité économique et social européen sur les défis et mutations industriels dans le secteur aérospatial, JOUE du 15 février 2019, C 62/1 : l'industrie aéronautique, dans l'UE, génère 500 000 emplois directs de qualité, il faut ajouter 1 million d'emplois indirects. L'industrie aéronautique européenne détient un tiers du marché mondial. Elle doit faire face à des concurrents ambitieux et dynamiques, comme l'industrie américaine ou celle des pays émergents. L'avis préconise une politique européenne pour soutenir l'industrie aéronautique. Il est en faveur d'un financement public continu, en particulier dans le secteur de la recherche et de l'innovation. Le comité prône l'électrification et l'hybridation des aéronefs. Il faut éviter de taxer excessivement le transport aérien. La consolidation est nécessaire dans le secteur du transport aérien. L'industrie aéronautique doit attirer une main d'œuvre qualifiée

Les États contrôlent les investissements effectués par des intérêts étrangers dans leurs industries.  
Voir le règlement UE 2019/452 du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union.

## Section I. Les mécanismes de régulation de la libre concurrence

### § I. Le partenariat entre les industriels et les pouvoirs publics

#### L'Europe

L'entreprise commune Clean Sky 2 tend à asseoir la compétitivité de l'industrie aéronautique européenne. Elle a été créée par un règlement n° 558/2014 du 6 mai 2014 pour une période allant jusqu'en 2024. Siège à Bruxelles. Elle succède à l'entreprise Clean Sky active jusqu'en 2017. Partenariat public/privé dans le secteur de la recherche et de l'innovation. L'entreprise commune est constituée de membres, l'UE ainsi que des membres privés, des responsables (des grands industriels) et des entités associées (comme des universités ou des industriels). Amélioration des technologies aéronautiques. Accroître le rendement du carburant d'aviation pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. L'Union apporte une importante contribution financière.

(Cette entreprise commune Clean Sky 2 demande à NG le remboursement de la somme de 141 094 euros, des frais de personnel n'étaient pas éligibles au financement d'un programme, recours introduit le 9 décembre 2020 devant le Tribunal, T-721/20)

#### Le financement par Horizon Europe

L'aéronautique est en France bien représentée parmi les 34 programmes d'investissement d'avenir PIA, certains concernent les drones civils, les dirigeables, les avions à propulsion électrique.

L'idée du juste retour industriel.

#### La contestation du refus de subvention

Une entreprise italienne, BMC, de Medicina (près de Bologne et de Ravenne), se plaint en vain d'avoir été écartée par l'entreprise commune Clean Sky 2 lors d'un appel à propositions, Tribunal, 25 novembre 2020, T-71/19.

BMC travaille dans le secteur de l'automobile, du motorcycle et de l'aéronautique.

Clean Sky 2 apporte son soutien financier aux actions indirectes de recherche et d'innovation, elle octroie des subventions à la suite d'appels à proposition, après évaluation et classement des propositions par des experts indépendants.

Clean sky 2 est considérée comme un organisme de financement.

Les candidats contestant l'évaluation de leur proposition peuvent avoir recours à une procédure de réévaluation portant sur les aspects procéduraux et non sur la pertinence de la proposition.

L'appel à proposition concernait le développement d'un système d'aspiration et de protection antigel du moteur des hélicoptères avec des rotors basculants.

La firme italienne avait envoyé une proposition en juillet 2018

Clean sky 2 l'avait informée en octobre 2018 que sa proposition n'avait pas été retenue, les notes n'étaient pas satisfaisantes.

La firme a présenté en novembre 2018 une demande de révision. Qui a été rejetée en décembre 2018, la procédure n'ayant été entachée d'aucune défaillance procédurale.

La firme italienne a introduit un recours devant le Tribunal en février 2019.

Le débat porte sur les notes attribuées, la requérante contestant les appréciations des experts, qui pouvaient attribuer des demi points. Le Tribunal ne peut se substituer à l'appréciation d'un panel d'experts, il n'y a place que pour un contrôle restreint, l'entreprise commune jouit d'un large pouvoir d'appréciation., il faudrait établir une erreur manifeste d'appréciation. Le tribunal ne relève ni détournement de pouvoir, ni défaut d'examen, ni dénaturation des faits.

La France

Un arrêté du 29 septembre 2022 approuve un cahier de charges de l'appel à projets Développement et industrialisation de constellations de satellites, du Plan France 2030, JORF du 5 octobre 2022.

L'accès aux marchés publics

La commande publique

L'État français achète des produits aéronautiques, il achète des avions civils et militaires, il commande du matériel satellitaire, il y a lieu appliquer à ces contrats administratifs les règles sur les marchés publics

La Commission, au nom de l'Union européenne, fait de même.

La fourniture d'au moins 4 satellites de transition Galileo : une procédure d'appels d'offres lancée sous la forme d'un dialogue compétitif, le choix dépendant du prix et de la qualité. Une première phase, sélection de trois soumissionnaires. Deuxième phase, pour identifier les moyens devant satisfaire les besoins du pouvoir adjudicataire. Troisième phase : la soumission de l'offre finale. Le marché est attribué par l'ESA, agissant pour le compte et délégué de la Commission, à Thales Alenia et à Airbus. Un marché de 1,4 milliard d'euros.

Un concurrent de Brême, OHB System, conteste en janvier 2021 son éviction.

Le président du Tribunal rejette le 26 mai 2021 la demande de sursis à statuer, affaire T-54/21 R.

Le demandeur prétend que l'un de ses agents est passé au service d'Airbus, qu'il serait porteur d'informations et aurait facilité l'obtention par Airbus du marché. Voir le communiqué de presse n° 90/21 du Tribunal. Le président pèse les intérêts en présence, il est difficile d'interrompre la procédure ; si le OHB établit le bien-fondé de son grief, cette société serait indemnisée, 30 millions d'euros.

Le Tribunal rejette le recours le 26 avril 2023 ,T-54/21, CJUE, Bulletin de jurisprudence, avril 2023, I.

L'adjudicataire dispose d'un large pouvoir d'appréciation dans l'attribution d'un marché public.

La Commission a respecté son obligation de motivation.

Le pouvoir adjudicataire rejette en principe une offre ayant un caractère anormalement bas.

## Le NewSpace

Le professeur Lucien Rapp et son collectif ont assuré en septembre 2022 la publication du rapport final des assises du NewSpace tenues à Paris en juillet 2022 contenant des propositions relatives l'ambition NewSpace 2027. Ce rapport préconise une coopération entre l'État français (et l'UE) et des capitaux privés afin d'assurer le financement de cette nouvelle industrie spatiale. On parlait jadis de la politique industrielle. Les GAFAM déploient dans l'espace des constellations de milliers de petits satellites. À côté des entités classiques de l'industrie spatiale, ces dernières années ont vu l'apparition de nouveaux acteurs du spatial, qui sont en général des structures plus légères. On entend par NewSpace un écosystème industriel constitués d'entreprises déjà établies et d'acteurs entrants, appelés à rendre des services commerciaux depuis l'espace. Ces entreprises utilisent des technologies et des processus innovants. Elles ont recours à des technologies accessibles, les méthodes sont inspirées du développement des logiciels. Les produits industriels sont plus faciles à fabriquer, les contraintes logistiques sont réduites, les produits sont améliorés constamment. Le risque est admis. Ce secteur tire parti des nouvelles technologies, comme la révolution numérique et l'intelligence artificielle. Le rapport donne les noms des principaux acteurs français du NewSpace, dans le domaine des lanceurs, des structures verticales, de l'orbite et de l'exploration, des systèmes orbitaux, du secteur des services, des équipementiers et du segment sol. Le rapport donne des exemples de partenariats entre des acteurs en place de nouveaux entrants. Ainsi, le déploiement d'une constellation de 650 satellites de télécommunications en orbite basse pour fournir un accès internet à haut débit ; assurer le soutien de Swiss Re en matière de catastrophes naturelles, surveillance des inondations par imagerie satellite radar ; un système de satellites pour lutter contre le risque de collisions dans

l'espace ; développement d'un lanceur à 2 étages pour accéder l'orbite basse avec des charges utiles de petite et moyenne taille ; développement de nanosatellites ; accès aux données satellitaires rapidement et à moindre coût ... Le rapport donne des exemples de marchés de niche, comme la fabrication de micro et nano satellites, d'une station spatiale privée, de micro lanceurs permettant des lancements d'objets ayant des charges utiles jusqu'à 350 kg, des services de lancement de petits satellites. Le rapport donne des exemples de synergies entre les données spatiales et la révolution numérique, ainsi qu'entre les données spatiales et la révolution de l'IA. Le rapport émet un certain nombre de propositions.

## § II. Les aides d'État

L'industrie aéronautique est partout choyée par les pouvoirs publics, qui accordent à ce secteur industriel hautement performant des facilités et aides directes ou indirectes diverses.

Les pouvoirs publics contribuent largement au financement de la recherche, R & D.

Le débat consiste à déterminer si ces divers avantages sont licites ou prohibés.

### a) Dans le cadre de l'Union européenne

Olivier Blin, Le financement du secteur aérospatial à l'épreuve du droit : la position de l'Union européenne, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, 2021, Pedone, p. 425

Le contrôle des aides exercé par les autorités publiques de l'Union européenne

La notion d'aide est plus générale que celle de subvention, elle comprend non seulement des prestations positives, mais également des interventions d'État qui allègent les charges qui normalement grèvent le budget d'une entreprise. Un traitement fiscal avantageux plaçant des bénéficiaires dans une situation financière plus favorable que les autres contribuables constituent une aide d'État, cf. l'arrêt Kernkraft de la CJUE, étranger au droit aérien, rendu le 4 juin 2015, C-5/14.

Les équipementiers ont recours aux mécanismes de l'assurance pour se couvrir contre le risque de change entre l'euro et le dollar.

La commission a validé un programme français proposé par la Coface, garantie AERO 2008, absence d'aide d'État, décision du 8 mars 2011, JOUE 5.7.2011.

L'industrie aéronautique a été en 2020 en partie sinistrée du fait des effets de l'épidémie du coronavirus. Les industriels bénéficient d'aides afin d'éviter l'insolvabilité, ils risquent de licencier une partie de leur personnel. Le retour à la situation antérieure se réalise assez convenablement.

L'industrie spatiale

### b). Dans les rapports internationaux

La construction aéronautique

Des différends se sont élevés entre l'Union européenne et les États-Unis concernant le commerce des avions civils gros porteurs ainsi que les aides accordées à Airbus ainsi qu'à Boeing.

Ce contentieux à multiples rebondissements a été porté devant les instances de l'Organisation mondiale du commerce.

Serge Guinchard et autres, Droit processuel, Dalloz, consulter les § 516 et suivants concernant le règlement des différends de l'OMC.

Saïd Hamdouni, Le financement du secteur aérospatial à l'épreuve du droit : le point de vue du droit de l'organisation mondiale du commerce, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, 2021, Éditions Pedone, p. 407

Olivier Blin, Colloque de Toulouse, p. 434

Toute subvention au profit de l'industrie aéronautique n'est pas interdite. Le subventionnement de la production en soi n'est pas interdit. Certaines subventions étatiques sont cependant prohibées dans le commerce international. Sont interdites les subventions subordonnées à l'utilisation par le bénéficiaire de la subvention de produits nationaux de préférence à des produits importés.

Dans ce contentieux hautement complexe, il est fait application de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et de l'accord SMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Ainsi que du dispositif relatif aux procédures régissant le règlement des différends.

Un accord sur le commerce des aéronefs civils a été conclu à Genève en 1979, l'annexe a été modifiée par un protocole du 5 novembre 2015 signé à Genève.

Le Brésil veut y adhérer, décision 2023/1043 du 22 mai 2023.

Les procédures, les rapports et les décisions s'entremêlent.

L'OMC vérifie dans un 1<sup>o</sup> temps si les mesures prises par un État méconnaissent ou non les règles internationales,

elle vérifie ensuite si l'État condamné a ou non retiré les mesures anti concurrentielles qu'il avait prises irrégulièrement (mise en conformité),

elle décide enfin d'autoriser ou non l'État victime à prendre, si la mise en conformité ne se réalise pas, ce qu'on appelle des « contre-mesures » (c'est-à-dire à mettre en place des mesures qu'on nommerait en termes moins galants des représailles commerciales, comme l'élévation des droits de douane).

L'accusé : Airbus

Airbus est accusé de recevoir des aides illégales. Une plainte a été déposée par les États-Unis.

Rapport du groupe spécial en date du 30 juin 2010, mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs : l'organe de règlement des différends ORD a établi un groupe spécial qui a établi un rapport de plus de 1200 pages concluant que, sur un certain nombre de points, les États-Unis ont établi l'existence de subventions prohibées de la part des Communautés, de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France et du Royaume Uni. Le rapport est négatif sur d'autres points.

L'affaire a été portée fin 2010 devant un organe d'appel.

L'organe d'appel a estimé, 18 mai 2011, que certaines subventions accordées par l'UE et certains États européens étaient incompatibles avec l'article 5 de l'accord SMS, sont citées les aides au lancement. Rapport adopté par l'ORD le 1<sup>o</sup> juin 2011.

Un désaccord s'élève ensuite entre les européens et les États-Unis quant à l'exécution des mesures figurant dans le rapport.

La procédure d'arbitrage est interrompue en janvier 2012 à la demande des deux parties.

Le rapport du groupe spécial de mise en conformité est modifié par l'organe d'appel : décision prise le 22 septembre 2016 par l'instance d'appel de l'OMC, estimant, à propos d'Airbus, que l'UE n'était pas en conformité avec certaines règles internationales concernant les aides publiques. Ce sont les prêts bonifiés accordés à Airbus qui sont en particulier en cause. Le programme Airbus 350 aurait bénéficié d'une aide indue de 4 milliards de dollars.

Décision du groupe spécial d'arbitrage, 2 octobre 2019, approuvant les contre-mesures des États-Unis pour un montant annuel de 7,5 milliards de dollars. Les États-Unis exercent alors en octobre 2019 des mesures de rétorsion à l'encontre de l'UE en instaurant des taxes de près de 7,5 milliards de dollars sur des biens et des services importés par les États européens aux États-Unis.

Deuxième rapport du groupe spécial de la mise en conformité, 2 décembre 2019.

L'UE fait appel le 6 décembre 2019 du 2<sup>o</sup> rapport du Groupe spécial de mise en conformité, document du 11 décembre 2019, WT/DS316/43. L'UE limite son appel, sur le fond, aux erreurs qu'elle considère les plus graves. Il est fait état des facilitations financières et des prêts accordés par certains États concernant les programmes A 350 et A 380. Le document énumère les griefs articulés par l'UE.

L'UE se plaint, en matière procédurale, d'obstructions de la part des États-Unis, qui bloquent sous la présidence Trump le renouvellement des membres de l'organe d'appel qui ne peut plus fonctionner.

Airbus décide en juillet 2020 de se mettre en conformité avec les règles de l'OMC. Airbus a bénéficié d'avances remboursables pour le lancement du long courrier A 350. Airbus s'est engagé envers la France et l'Espagne à payer des intérêts majorés.

L'Union européenne a envoyé le 21 août 2020 une communication à l'OMC, document WT/DS316/44, daté du 25 août 2020, notifiant les mesures de mise en conformité additionnelles et extraordinaires qui retirent les deux subventions restantes.

L'UE indique que les obligations de mise en conformité sont uniquement prospectives et qu'il n'existe aucune

obligation de restituer un avantage obtenu dans le passé.

L'UE se plaint de discriminations à son égard et d'un manque d'impartialité du 2<sup>o</sup> rapport du groupe spécial. Les États-Unis auraient bénéficié d'un traitement plus favorable dans l'affaire DS 353.

L'UE considère que la mise en conformité est assurée.

L'UE à raison de la crise sanitaire et économique appelle à la fin des hostilités et au retrait des contre-mesures.

L'accusé : Boeing

Plusieurs dossiers ont été présentés devant l'OMC.

Les rapports se succèdent.

Il est demandé à l'OMC, s'il y a de la part des États-Unis, violations des accords en vigueur.

Il est demandé à l'OMC de vérifier si les États-Unis ont appliqué les décisions de l'OMC.

Il est demandé par l'UE l'autorisation de prendre des contre-mesures.

Boeing est périodiquement accusé par l'UE de percevoir des aides illégales de la part des autorités américaines.

Une plainte des États européens et de la Commission européenne faisait état de subventions prohibées accordées par les États-Unis à Boeing. La procédure avait débuté en 2005.

L'ORD avait établi un groupe spécial. Le rapport définitif du groupe spécial avait été publié le 31 mars 2011 : États-Unis - mesures affectant le commerce de avions civils gros porteurs (deuxième plainte). Le rapport conclut que sur un certain nombre de points un certain nombre de subventions à l'exportation accordées par les États-Unis sont incompatibles avec l'accord SMC et que les États-Unis causent un préjudice grave aux intérêts des Communautés européennes ; le retrait de la subvention est recommandé.

Le rapport de l'Organe d'Appel signé à Genève le 27 janvier 2012 a été publié le 12 mars 2012, cet organe d'appel recommande que les États-Unis prennent des mesures en conformité avec leurs obligations au titre de l'accord SMC, plus précisément pour éliminer les effets défavorables causés par leur recours à des subventions, ou qu'ils retirent ces subventions. Idem pour des subventions à l'exportation.

Dans un communiqué daté du 14 avril 2014, l'UE dénonçait le non-respect de la décision de l'OMC par les États-Unis, Boeing continuerait à percevoir des subventions illégales. L'UE entend insister auprès de l'OMC pour une mise en conformité et envisage de prononcer des sanctions de 12 milliards de dollars par an.

Procédure de mise en conformité

L'UE soutient que les États-Unis n'ont pas respecté les conclusions de la décision antérieure rendue sur le fond. Un groupe spécial avait distribué un rapport le 9 juin 2017. L'UE sur certains points n'était pas en mesure de présenter des allégations. Les États-Unis n'avaient pas retiré certaines subventions. Sur d'autres points, le rapport indiquait qu'à l'égard de certaines mesures l'UE n'avait pas établi l'existence de subventions spécifiques. Certaines mesures avaient entraîné une perte de ventes. Les États-Unis ne s'étaient pas sur certains éléments conformés aux recommandations et décisions de l'ORD.

L'UE a formé un recours le 29 juin 2017 sur certaines questions couvertes par le rapport du groupe spécial devant l'organe d'appel à l'encontre d'un rapport du groupe spécial dans le différend États Unis – Mesures affectant le commerce des avions civils gros porteurs (deuxième plainte). UE et EU occupent tous deux dans la procédure la position d'intimé.

Le rapport de l'organe d'appel de 207 pages, daté du 15 mars 2019, a été publié, WT/DS353/AB/RW, le 28 mars 2019 sur le site de l'OMC.

Le rapport est rendu sur recours de l'Union européenne, art. 21:5 du mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Sur le fondement des articles 5 c) et 6.3 de l'accord SMC (accord sur les subventions et les mesures compensatoires), préjudice grave – détournement, pertes de ventes et empêchement de hausses de prix : Les mesures de la NASA et du département de la défense avaient permis à Boeing de lancer en 2004 son 787 avancé sur le plan technologique, causant ainsi des pertes de ventes notables dans les campagnes de vente en Australie, en Islande, au Kenya et en Éthiopie, une menace de détournement et d'entrave en Australie, et un empêchement notable de hausse des prix.

S'agissant des subventions fiscales, l'organe d'appel constate que des mesures avaient causé des pertes de vente à Airbus dans deux campagnes de vente sur le marché des LCA, large civil aircraft, avions civils gros porteurs, de 100 à 200 sièges.

Les prix des obligations émises par la ville de Wichita (une des subventions) amplifiaient les subventions fiscales



liées, causant un préjudice à Airbus.

Sur le fondement de articles 4.7 (recommandation de retirer une subvention prohibée) et 7.8 (mesures correctives) de l'accord SMC : les recommandations formulées dans des affaires connexes antérieures restent exécutoires, la recommandation formulée par le groupe spécial est maintenue. L'État auteur d'une subvention ayant causé des effets défavorables doit prendre les mesures appropriées pour les éliminer ou retirer la subvention.

L'organe d'appel recommande à l'organe de règlement des différends ORD de demander aux États-Unis, conformément à leurs obligations, de mettre fin aux mesures prises par eux et incompatibles avec l'accord SMC. L'ORD a adopté ces conclusions le 11 avril 2019.

#### Sur la prise de contre-mesures

L'UE en était demanderesse depuis le 27 septembre 2012. La procédure d'arbitrage avait été suspendue, elle a repris en 2019 à la demande de l'UE.

Le site de l'OMC - sous la référence WT/DS53/ARB, États-Unis – Mesures affectant le commerce des aéronefs civils gros porteurs (deuxième plainte), Recours des États-Unis à l'article 22 : 6 du mémorandum d'accord sur le règlement des différends - publiée en date du 13 octobre 2020 la décision de l'arbitre (il s'agit d'un organisme collégial). L'UE peut demander à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures à l'égard des États-Unis pour un montant ne dépassant pas 3 milliards 993 millions 212 564 dollars par an.

L'UE demande, le 16 octobre 2020, à l'organe de règlement des différends (ORD) l'autorisation de prendre des contre-mesures à l'encontre des États-Unis pour le montant indiqué ci-dessus.

L'ORD autorise le 26 octobre 2020 l'UE à prendre des contre-mesures contre les États-Unis.

La Commission européenne, dans le règlement 2020/1646 du 7 novembre 2020, décide d'appliquer des droits de douane additionnels sur certains produits, comme des aéronefs, originaires des États-Unis.

L'UE a engagé une procédure contre les États-Unis à propos d'aides fiscales de 8,7 milliards de dollars accordées par l'État de Washington pour la fabrication du Boeing 777X. Cet allègement fiscal est prévu par une loi de 2013, amplifiant des mesures prises en 2003. Il est prorogé jusqu'en 2040. L'UE voit sur ces mesures d'ordre fiscal des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. L'une de ces mesures prévoit que le taux d'imposition réduit cessera si l'assemblage final de l'avion ou l'assemblage des ailes est implanté en dehors de l'État de Washington.

Le dossier est intitulé : États-Unis - Incitations fiscales conditionnelles pour les aéronefs civils gros porteurs.

Un groupe spécial a adopté un rapport le 23 février 2015, un rapport a été distribué aux membres de l'OMC le 28 novembre 2016. Le groupe spécial avait considéré qu'il y avait là une subvention contraire à l'article 3.2 SMC, Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

L'UE a fait appel le 13 octobre 2016, la critique porte sur certains points figurant dans le rapport du groupe spécial.

Les États-Unis ont également fait appel.

L'audience s'est tenue le 6 juin 2017.

L'Organe d'appel a rendu le 21 juillet 2017 son rapport, distribué le 4 septembre 2017. WT/DS487/AB/R. AB-2016-8.

Un certain nombre de dispositions prises par le groupe spécial sont infirmées.

L'UE n'obtient pas satisfaction, les États-Unis sont blanchis dans ce différend.

L'État de Washington pouvait subordonner l'allègement fiscal à l'assemblage de l'avion dans cet État fédéré.

Les subventions qui encouragent les activités locales sont autorisées.

#### L'armistice

Le 4 mars 2021 a été conclu un accord entre les États-Unis et l'UE suspendant pour 4 mois les majorations de droits de douane prononcées de part et d'autre. Cette suspension devrait permettre la négociation d'un règlement équilibré des différends portés devant l'OMC concernant les aéronefs civils gros porteurs, dès les procédures internes seront achevées de part et d'autre.

Le règlement d'exécution 2021/425 du 9 mars 2021 prévoit la ré application des droits prévus par le règlement 2020/1646 à partir du 11 juillet 2021.

Le 17 mai 2021, l'UE et les États-Unis ont publié une déclaration traçant la voie pour mettre fin à leurs différends.

Le règlement d'exécution 2021/866 du 28 mai 2021 suspend les mesures commerciales qui avaient été prises le 20 juin 2018 à l'encontre de produits originaires des États-Unis d'Amérique, il s'agissait de droits de douane additionnels. La période de suspension devrait durer jusqu'au 30 novembre 2021.

Quant au règlement d'exécution 2021/1123 du 8 juillet 2021, il suspend pour 5 ans l'application du règlement

2020/1646 prévoyant l'application de droits de douane additionnels sur les importations dans l'UE de certains produits originaires des Etats-Unis. Ce règlement n'est que la conséquence de l'accord conclu le 15 juin 2021 entre un vice-président de la Commission européenne et la représentante américaine pour le commerce suspendant les contremesures pour 5 ans.

Des controverses pourraient également s'élever concernant le financement de l'industrie spatiale.

M. Hamdouni estime, p. 418 de sa communication lors du colloque de Toulouse de 2021, que l'OMC n'est pas le cadre approprié pour traiter du financement en matière d'activités spatiales.

Il fait allusion aux milliardaires américains ayant fait fortune dans le numérique et qui injectent des capitaux dans la spatial. L'État américain effectue des commandes auprès d'opérateurs privés, comme Space X, lui accordant ainsi des revenus.

L'industrie des lanceurs : Space X a eu l'audace de contester les aides qui seraient octroyées via l'ESA et la France à Arianespace, voir l'article de M. Olivier Blin, Colloque de Toulouse de 2021, p. 431. Réponse du berger à la bergère, la firme américaine n'est pas avare de soutiens financiers en provenance de l'État américain.

### § III. Les pratiques anti-concurrentielles : les ententes sur les prix entre constructeurs

Les ententes et les pratiques de position dominante sont réprimées par les droits nationaux et par les traités européens.

La cessation de l'illicite

Les sanctions punitives : amendes administratives prononcées par les autorités de concurrence, voire sanctions pénales classiques.

Les sanctions civiles : voir la directive 2014/104 du 26 novembre 2014 tendant à harmoniser les législations nationales pour l' à partir du 11 juillet 2021.évaluation des dommages intérêts dus aux victimes d'agissements anti concurrentiels

### § IV. Le contrôle des structures : le contrôle des concentrations entre fabricants

Le droit antitrust permet aux pouvoirs publics de contrôler les rapprochements entre entreprises concurrentes et d'interdire (ou d'autoriser) les concentrations, fusions, prises de contrôle, qui perturbent et offensent le libre jeu de la concurrence.

Le droit est ici tributaire de la politique industrielle.

La décision de la Commission du 2 octobre 1991 interdisant à l'Aérospatiale et à Alenia de prendre le contrôle de Havilland, fabricant canadien d'ATR à turbopropulseurs, apparaît a posteriori avoir été malheureuse.

Une décision de la commission européenne du 30 juillet 1997, JOCE du 8 décembre 1997 avait déclaré compatible avec le marché commun la prise de contrôle à 100 % par The Boeing Company de la McDonnell Douglas Corporation. La Commission imposait un certain nombre de conditions. La Federal Trade Commission ne s'était pas opposée le 1<sup>er</sup> juillet 1997 à l'opération de concentration. Il existe un accord entre les États-Unis et les Communautés européennes concernant l'application de leur droit de la concurrence.

La prise de contrôle conjoint par Thales et Finmeccanica d'AAS et Telespazio, décision favorable de la Commission, 4 avril 2007

General Electric Company prend le contrôle des activités d'Avio dans le secteur aéronautique, notification du 13 mai 2013, JOUE du 23 mai 2013

GKN (R.U.) (activités industrielles variées, la division aéronautique de cette société GKN fournit des pièces de moteurs et des aérostructures pour avions et des services après-vente) prend le contrôle de Fokker (Pays-Bas) (aérostructures, trains d'atterrissage, systèmes électriques pour avions, services d'entretien d'avions). Notification d'une concentration, 28 juillet 2015, JOUE du 5 août 2015, C 256/14.

Lockheed Martin (entreprise aérospatiale américaine présente à l'échelon mondial) prend le contrôle de la branche Sikorski Aircraft (fabricant d'hélicoptères). La concentration a été notifiée le 22 septembre 2015, JOUE du 30 septembre 2015, C 322/9. Non opposition, 15 octobre 2015, de la Commission.

KKR, un fonds de capital investissement, a le projet de prendre le contrôle d'Airbus Defence Electronics, qui produit et vend des systèmes de capteurs (radars, systèmes de communication militaires), des équipements de guerre électronique et des systèmes d'optronique. Structure qui a été séparée d'Airbus Defence & Space. Notification reçue par la commission européenne le 10 mai 2016. JOUE du 14 mai 2016, C 174/18.

Safran Landing Systems (qui fabrique des systèmes d'atterrissage et de freinage pour avions) et China Eastern Airlines constituent une entreprise commune devant effectuer des services d'entretien, de réparation et de révision des trains d'atterrissage d'avions commerciaux à couloir unique, notification de la concentration, JOUE du 27 avril 2017.

La Commission européenne dans une décision du 20 juillet 2016 autorise la concentration par laquelle ASL prend le contrôle d'Arianespace, JOUE du 19 décembre 2017. ASL est devenue en juillet 2017 Ariane Group. Il s'agit d'une filiale commune d'Airbus et de Safran.

La commission connaît du projet de concentration entre deux entreprises américaines, Northrop Grumman et Orbital ATK. Notification le 18 janvier 2018, JOUE du 25 janvier 2018.

La première mène les activités suivantes : conception fabrication et vente de systèmes de sécurité à l'échelle mondiale, dont des systèmes autonomes, des systèmes pour engins spatiaux, des systèmes et ordinateurs de commande de contrôle et de communications, des systèmes ISR et les services et la logistique connexes.

La seconde : conception fabrication et vente de systèmes pour l'aérospatiale et la défense à l'échelle mondiale, dont des véhicules de lancement, des systèmes de propulsion, des satellites et des composants, des missiles tactiques, de l'électronique de défense, des armes de précision, des systèmes d'armement et des munitions.

Boeing - fabricant d'avions commerciaux, d'avions d'affaires, d'avions et d'hélicoptères militaires, fournisseur de systèmes spatiaux et de sécurité et de services après-vente pour le marché de l'aérospatiale, y compris la distribution de pièces et de produits chimiques pour l'industrie aérospatiale - entend prendre le contrôle exclusif de KLX Inc., États-Unis, - distributeur de petites pièces et de produits chimiques pour l'industrie aérospatiale - , notification du 29 août 2018, JOUE du 6 septembre 2018.

Il existe un projet de concentration soumis à la Commission entre Boeing et Embraer. Voir la notification du 30 août 2019, JOUE du 9 septembre 2019. Il est prévu que Boeing acquiert le contrôle exclusif d'Embraer, dans le secteur de l'aviation commerciale, des activités connexes et de la capacité d'ingénierie. Il est également prévu que Boeing prend le contrôle en commun avec Embraer, d'EB Defense, LLC, en ce qui concerne la construction d'un site de production pour l'avion de transport militaire KC d'Embraer en cours de certification.

Un projet de concentration notifié le 9 septembre 2022 : une filiale de Safran - SED -, qui exerce dans les domaines de l'optoélectronique, de l'avionique et des logiciels critiques ayant des applications civiles et militaires sur terre, en mer, dans les airs et dans l'espace, et MBDA, fabricant de missiles, se proposent de prendre en commun le contrôle de CILAS, actuellement contrôlée par Ariane Group, qui produit des systèmes de défense, des programmes de lasers scientifiques et des instruments scientifiques et industriels, JOUE du 20 septembre 2022.

La Commission reçoit le 17 novembre 2022 notification d'un projet de concentration ; Airbus SAS, Safran SA et TAC Tikehau Ace Capital SAS prenant le contrôle en commun de l'ensemble d'Aubert et Duval SA. JOUE du 29 novembre 2022.

Airbus SAS est contrôlée en dernier ressort par Airbus SE. Airbus offre des services liés à l'aéronautique, au secteur spatial et à la défense. Trois secteurs opérationnels : Airbus Commercial Aircraft, Airbus Helicopters, et Airbus Defense and Space.

Safran exerce dans trois domaines principaux : la propulsion aérospatiale, l'équipement aéronautique et l'équipement intérieur des avions. Safran couvre le cycle de vie des moteurs, systèmes et équipements des avions tant civils que militaires, fixes et à voilure tournante.

TAC est un gestionnaire d'actifs, ses activités concernent le secteur des industries stratégiques (aérospatiale, défense et maritime) et le secteur des technologies sûres (analyse des risques liés au cyberspace et aux logiciels, cybersécurité).

Aubert et Duval fournit des produits métallurgiques sous la forme de pièces détachées, de produits longs et de poutres métalliques, avec des applications industrielles, dans le secteur de l'aviation, de l'espace, du nucléaire, de la défense et de l'énergie. Dépendait antérieurement d'Eramet.

## Section II. L'impératif de sécurité des matériels

Les industriels fabriquent les appareils, le processus industriel doit être impeccable.

Les pièces, les produits, les appareils doivent être conformes et le montage effectué selon les règles de l'art.

Une fois la fabrication effectuée, il faut vérifier si l'appareil est apte à voler.

L'appareil, qui est exploité, doit être l'objet d'une surveillance et d'un entretien périodique par des entreprises compétentes dotées d'un personnel compétent.

Les industriels sont astreints à certification.

Les organismes responsables de la conception et de la production des produits, pièces, équipements non fixes sont soumis à certification et reçoivent un agrément, article 15 § 1 du règlement 2018/1139.

Certains de ces organismes ne sont pas astreints à cette obligation. La solution est renvoyée aux actes délégués.

Les aéronefs, les moteurs, les hélices, les pièces, les équipements incorporés dans les engins aériens doivent posséder la meilleure qualité pour affronter les risques de l'air et éviter l'accident, aussi les autorités publiques imposent-elles des règles sévères aux industriels et aux fabricants pour que soit assurée la conformité des produits.

On entend par *produit*, un aéronef, un moteur ou une hélice.

On entend par *pièces* et équipements, les mécanismes, les pièces, les appareils qui sont utilisés pour exploiter ou contrôler un aéronef en vol et qui sont installés dans ou sur l'aéronef. Il peut s'agir des parties de la cellule, du moteur ou des hélices.

On distingue les règles relatives à la conception de celles concernant la fabrication ou la maintenance.

Le tout est étroitement réglementé et contrôlé.

### Sous- Section I. Les normes de sécurité

## INTRODUCTION

Les préliminaires :

Les sources du droit sont, en un domaine technique, fort nombreuses, redondantes et enchevêtrées, fréquemment complétées ou modifiées.

Il y a lieu pour les États de transposer les normes minimales établies par l'OACI, annexe 8 à la convention de Chicago

### USA

Les États-Unis fixent des normes fédérales de navigabilité, Airworthiness Standards.

Ces normes sont importantes à raison de la puissance de l'industrie aéronautique américaine.

C'est la FAA, Federal Aviation Administration, qui dépend du DOT, qui joue le rôle d'autorité de certification.

### L'Europe

En Europe, nous retrouvons la dualité des règles nationales, demeurant souvent applicables aux petits engins, et des règles européennes pour les moyens et gros engins. Nous devons également tenir compte des accords internationaux conclus par l'Union européenne avec des États tiers pour faciliter les échanges.

**Les aéronefs continuant à demeurer sous l'empire du droit national quant aux règles de sécurité relatives aux produits (aéronefs, hélices, moteurs) et aux pièces**

Les aéronefs fabriqués et exploités dans l'UE ne sont pas tous soumis à la réglementation européenne sur les normes de sécurité.

L'application de la réglementation européenne ne signifie bien évidemment pas l'absence de règles en matière de sécurité.

Les aéronefs exclus de la réglementation européenne demeurent sous l'empire du droit national.

Les exclusions du droit européen

Un certain nombre de petits engins, de plein droit, ne relèvent pas du règlement européen sur la sécurité.

Les aéronefs historiques et les engins de dimension réduite échappent au règlement européen.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 ne s'applique pas à la conception, à la production, à la maintenance et à l'exploitation des aéronefs dont l'exploitation présente un risque faible pour la sécurité aérienne, tels qu'ils sont énumérés à l'annexe I, article 2, § 3, lettre d).

L'annexe I donne la liste des catégories d'aéronefs avec équipage auxquelles le règlement européen ne s'applique pas :

Aéronefs à caractère historique, conception avant 1955, production cessée avant 1975.

Aéronefs présentant un intérêt historique manifeste (participation à un événement historique remarquable, avancée importante dans l'évolution de l'aviation, rôle important dans les forces armées).

Aéronefs spécialement conçus ou modifiés à des fins de recherche ou d'expérience ou à fins scientifiques, susceptibles d'être construits en nombre très limité.

Aéronefs (y compris ceux fournis en kit, 51 % au moins des tâches de fabrication et d'assemblage réalisés par un amateur ou une association d'amateurs à but non lucratif, pour usage propre, sans objectif commercial.

Aéronefs qui ont été utilisés par les forces armées (sauf si l'Agence a adopté pour ce type une norme de conception).

Avions dont la vitesse de décrochage mesurable ou la vitesse constante minimale de vol en configuration d'atterrissage ne dépasse pas 35 nœuds en vitesse calibrée VC,  
Hélicoptères, paramoteurs, planeurs, planeurs motorisés de 2 places maximum, et dont la masse maximale au décollage (MTOM) n'excède pas certains seuils.

Autogires monoplaces ou biplaces ayant une MTOM n'excédant pas 600 kg.

Répliques d'aéronefs satisfaisant aux critères des aéronefs historiques ou de ceux des forces armées.

Ballons et dirigeables à un ou deux occupants. Volume maximal, 1200 m<sup>3</sup> (utilisation de l'air chaud). Volume maximal de 400 m<sup>3</sup> (utilisation d'autres gaz de sustentation).

Tout autre aéronef avec équipage, masse structurelle maximale, carburant compris, 70 kg.

Le règlement ne s'applique pas non plus aux

Aéronefs captifs dépourvus de système de propulsion, 30 mètres de longueur maximale du moyen de retenue, MTOM inférieure à 25 kg, charge utile comprise. Si aérostat, volume maximal à la conception inférieur à 40 m<sup>3</sup>, ni aux

Aéronefs captifs dont la MTOM n'excède pas 1 kg.

Le règlement européen prévoit cependant le retour de la réglementation européenne en ce qui concerne la conception, la production et la maintenance d'aéronef si l'entreprise qui a conçu l'aéronef demande à l'Agence un certificat de type. L'appareil étant destiné à être fabriqué en série et sa conception n'ayant pas été, au préalable, approuvée à l'échelon d'un État membre.

Règlement 2018/1139, article 2, § 4.

Lorsque les règlements européens ne jouent pas, c'est la réglementation nationale qui s'applique.

L'arrêté du 21 décembre 2021 concerne les documents de navigabilité des aéronefs lorsqu'ils ne relèvent pas des règlements européens.

L'exemption

Les États peuvent également décider d'exempter du règlement 2018/1139 les activités de conception, de production, de maintenance et d'exploitation de l'une ou l'autre des catégories suivantes d'aéronefs. Voir toutes. Article 2 § 8.

Les avions (autres que les avions sans équipage) n'ayant pas plus de 2 places. Vitesse mesurable de décrochage ou vitesse stabilisée minimale de vol en configuration d'atterrissage ne dépassant pas 45 nœuds en vitesse calibrée. Masse maximale au décollage (MTOM) n'excédant pas 600 kg (pour les avions non destinés à être exploités sur l'eau) ou 650 kg (pour les avions destinés à être exploités sur l'eau).

Les hélicoptères (autres que les hélicoptères sans équipage) n'ayant pas plus de 2 places et dont la MTOM n'excède pas 600 kg (pour les hélicoptères non destinés à être exploités sur l'eau) ou 650 kg (pour les hélicoptères destinés à être exploités sur l'eau).

Les planeurs (autres que les planeurs sans équipage), et les planeurs motorisés (autres que les planeurs motorisés sans équipage), n'ayant pas plus de 2 places et la MTOM n'excède pas 600 kg.  
L'exemption est exclue si un certificat a été délivré à l'égard d'un aéronef.

Même si une décision d'exemption a été prise, l'organisme décidant de mener des activités de conception et de production peut le faire conformément au règlement (et aux actes délégués et actes d'exécution). Il doit informer l'État. Article 2 § 9.

Quand l'exemption joue, si un certificat est délivré, il s'agit d'un certificat national.

Si un État prend une décision d'exemption, l'article 2 § 11 du règlement 2018/1139 lui impose certaines obligations. L'exemption doit être proportionnée, l'État doit prendre en compte dans sa réglementation les grands principes du règlement sur la sécurité.

Les aéronefs sans équipage à bord

Les fabricants, les importateurs et les (vendeurs d'occasion) d'aéronefs circulant sans personne à bord incluent dans les emballages de leurs produits – et de leurs pièces détachées – une notice d'information concernant l'usage de ces aéronefs. La notice indique les règles à respecter pour utiliser ces appareils. Art. L. 425-1 du code de la consommation.

### Les aéronefs soumis à la réglementation européenne en matière de sécurité des matériels

La réglementation européenne s'applique aux différents types et modèles d'aéronefs.

Elle peut concerner aussi bien des aéronefs avec pilotes à bord que des engins sans pilote à bord

Quels sont les aéronefs, quels sont les produits, les pièces, les matériels auxquels s'appliquent la réglementation européenne sur la sécurité ? Tous, sauf ceux maintenus sous l'empire des normes nationales.

Les normes propres à l'Union

Vincent Correia, Le cadre réglementaire européen relatif à la sécurité des activités aéronautiques civiles, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, éditions Pedone, 2014, p. 61-74.

L'Union impose des normes tendant à assurer la sécurité de la navigation aérienne aussi bien à l'industrie aéronautique qu'aux exploitants, commerciaux ou non.

Une intense activité législative d'ordre technique est menée en droit européen aussi bien à l'échelon du Parlement et du Conseil, qu'à celui de la Commission.

[Les aéronefs, sauf exception, sont soumis au règlement 2023/988 du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits.]

Le règlement CE n° 216/2008 du 20 février 2008 fixait des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et avait établi l'agence européenne de la sécurité aérienne.

Le règlement de 2008 a été abrogé, il a été remplacé par le règlement **2018/1139** du **4 juillet 2018** fixant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile.

Ce règlement a la nature d'une loi-cadre. Il est appelé à être précisé et complété par des actes d'exécution. Cette réglementation vise à assurer la sécurité de la navigation aérienne. Elle multiplie les exigences de certification : pour les transporteurs et exploitants, les pilotes ; pour les produits, les pièces, les équipements ; les aérodromes ; les systèmes de circulation aérienne. Il faut attester que ces personnes, ces objets, ces structures sont conformes à la réglementation en matière de sécurité. L'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne n'agit pas seule, elle coopère avec les autorités nationales, il existe en effet un système européen unique de sécurité aérienne. L'agence a, dans certains secteurs, décide l'article 62 § 4, des attributions propres, indiquées aux articles 64 et 65, 77 à 82 du règlement. Dans les autres cas, c'est l'autorité nationale qui est compétente pour l'exécution des tâches, ainsi pour délivrer les certificats, ainsi pour recevoir les déclarations. Art. 62 § 4 du règlement. Des différences d'application des règles selon les États peuvent survenir. On tente de les éliminer. Autrement l'agence soumet le cas à la Commission. Des États peuvent dans certains cas continuer à agir conjointement : si l'accord est antérieur au 1<sup>o</sup> janvier 1992.

Certains règlements antérieurs conservent leur valeur normative, s'ils ne contiennent pas des dispositions contraires au grand texte de 2018, et tant qu'ils ne sont pas remplacés par les actes d'exécution complétant le règlement 2018/1139.

Le règlement n° 748/2012 du 3 août 2012 établit des règles d'application pour la certification de navigabilité et environnementale des aéronefs et produits, pièces et équipements associés, ainsi que pour la certification des organismes de conception et de production. Ce règlement opère une refonte du règlement n° 1702/2003. Ce règlement fixe les exigences en matière de délivrance des certificats de navigabilité. Il comporte une annexe I, Partie 21, qui a pour titre Certification des aéronefs et produits, pièces et équipements d'aéronefs, et des organismes de conception et de production.

Ce règlement est modifié par le règlement délégué 2021/699 du 21 décembre 2020, JOUE du 28 avril 2021. Par le règlement délégué 2021/1088 du 7 avril 2021. Par les règlements 2022/1358 du 2 juin 2022 et 2022/1361 du 28 juillet 2022. Par le règlement délégué 2023/1028 du 20 mars 2023, concernant la définition des aéronefs motorisés complexes, nouvel art. 1<sup>o</sup>, § 2 du r. n° 748/2012, h bis).

On entend par "**aéronef motorisé complexe**"

Un avion

Ayant une masse maximale certifiée au décollage supérieure à 5 700 kg, ou  
Certifié pour une configuration maximale en sièges passagers supérieure à 19, ou  
Certifié pour être exploité par un équipage de conduite minimal d'au moins 2 pilotes, ou  
Équipé d'un ou de plusieurs turboréacteurs ou de plus d'un turbopropulseur.

Un hélicoptère certifié

Pour une masse maximale au décollage supérieure à 3 175 kg, ou  
Pour une configuration maximale en sièges passagers supérieure à 9, ou  
Pour une exploitation par un équipage de conduite minimal d'au moins 2 pilotes.

Un aéronef à rotors basculants

Le règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, 148 pages au JOUE du 25 octobre 2012, détermine les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes conformément au règlement n° 216/2008, 5 annexes. Il a été modifié par le règlement n° 800/2013 du 14 août 2012 pour inclure des dispositions relatives à l'exploitation d'aéronefs à des fins non commerciales. Le règlement 2015/640 du 23 avril 2015 concerne des spécifications de navigabilité supplémentaires pour un type donné d'exploitation, il modifie le règlement n° 965/2012. Il comporte 7 annexes.

Le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014 est relatif au maintien de la navigabilité des aéronefs, et des produits /pièces et/ équipements aéronautiques. Il concerne également l'agrément des organismes et des personnels qui participent à ces tâches. C'est un texte de refonte, qui abroge le règlement n° 2042/2003. Il a été modifié par le règlement 2015/1088 du 3 juillet 2015, par le règlement 2018/1142 du 14 août 2018, par le règlement 2021/700 du 26 mars 2021.

## . Les accords internationaux conclus entre l'Union européenne et certains États tiers

Une certaine internationalisation intervient dans la conception, la production, les échanges des produits aéronautiques, aéronefs, moteurs, appareils, éléments.

Boeing doit pouvoir acheter des pièces à des équipementiers français (sic), comme Latécoère.

La société Airbus doit, par exemple, pouvoir incorporer dans les avions qu'elle construit en France ou en Europe des pièces ou des éléments fabriqués aux États-Unis.

[L'accord du GATT entend favoriser le commerce des aéronefs civils et supprimer les droits de douane.

Il existe un accord relatif au commerce des aéronefs civils du 12 avril 1979.

Cet accord comporte une annexe, qui a été modifiée par un protocole du 5 novembre 2015. L'annexe donne une liste de produits, qui sont admis en franchise ou en exemption de droits s'ils sont destinés à être utilisés dans des aéronefs civils et à y être incorporés au cours de leur construction, de leur réparation, de leur entretien, de leur réfection, de leur modification ou de leur transformation. Le JOUE du 23 mai 2017 indique que ce protocole de 2015 entre en vigueur le 26 mai 2017.

Il convient également de faire application de l'accord de Marrakech, article II renvoyant à des accords OMC.]

Les certificats de navigabilité, les certificats de limitation de nuisances, les brevets d'aptitude et les licences délivrés ou rendus exécutoires par l'État dont l'aéronef possède la nationalité sont reconnus valables pour la circulation au-dessus du territoire français si l'équivalence a été admise par convention internationale ou par décret, art. R. 6221-36 CT.

L'accord de Bruxelles du 30 juin 2008 entre les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne est relatif à la coopération dans le domaine de la réglementation de la sécurité de l'aviation civile, accord approuvé par décision du Conseil de l'UE du 7 mars 2011.

L'accord vise entre autres à la reconnaissance réciproque par les deux parties contractantes des agréments et démonstration de conformité émanant de leurs autorités aéronautiques respectives. L'accord favorise ainsi les importations et exportations de produits entre l'Europe et les États-Unis. Certaines conditions concernent l'agrément des centres de réparation.

Instauration d'un comité de surveillance bilatéral habilité à modifier les annexes de l'accord.

L'accord a été modifié le 13 décembre 2017, JOUE du 16 janvier 2018, L 11/1.

La coopération prévue par l'accord s'exerce dans les domaines suivants : les agréments de navigabilité des produits aéronautiques civils, les agréments et surveillance des installations de maintenance, la formation du personnel et l'octroi des licences, l'exploitation des aéronefs, les services de la circulation aérienne et la gestion du trafic aérien.

L'accord de Prague sur la sécurité de l'aviation civile signé entre l'Europe et le Canada le 6 mai 2009. L'accord a été approuvé au nom de l'Union, décision du Conseil du 19 juillet 2011.

L'accord de Brasilia entre l'UE et le Brésil sur la sécurité de l'aviation civile du 14 juillet 2010, approbation de l'accord au nom de l'Union par une décision du 26 septembre 2011, JOUE 19.10.2011 L 273/1. Chaque partie reconnaît les procédures menées pour constater la conformité auprès de l'autre partie. Faciliter les exportations et importations ainsi que les opérations d'entretien.

L'annexe B de l'accord entre l'UE et le Brésil est modifiée, décision 2023/899 du 15 juillet 2019, JOUE du 3 mai 2023.

Une décision du 26 juin 2018 autorisait la signature d'un accord sur la sécurité de l'aviation civile entre l'UE et la Chine. Le but est de faciliter le commerce et les investissements dans le domaine des produits aéronautiques. Le JOUE du 24 juillet 2020 publie l'accord du 20 mai 2019 conclu entre l'UE et la Chine populaire sur la sécurité de l'aviation civile. Il s'agit de faciliter la circulation des produits et des services aéronautiques civils, il s'agit de reconnaître mutuellement les certificats de conformité et de navigabilité émis par les autorités de chacune des parties. Un comité mixte est instauré pour veiller à la bonne application de l'accord.

L'accord de Bruxelles sur la sécurité est entré en vigueur le 1<sup>o</sup> septembre 2020, JOUE du 7 janvier 2021.

Un accord a été conclu le 22 juin 2020 entre l'Union européenne et le Japon portant sur la sécurité de l'aviation civile. L'objectif est que les produits aéronautiques civils (aéronef civil, moteur, hélice, sous ensemble, comme appareil, pièce, élément destiné à être installé dans l'aéronef) fabriqués tant au Japon que dans l'UE soient sûrs et fiables et qu'ils puissent être exportés entre les deux ensembles commerciaux en évitant la redondance des



inspections et des essais techniques. La coopération porte entre autres sur les certificats de navigabilité et le contrôle des produits aéronautiques. Chaque partie reconnaît les constatations de conformité effectuées par les autorités de l'autre partie. Un comité mixte est institué. L'annexe distingue la certification de conception (comme les certificats de type) de la certification de la production. Des dispositions concernent les certificats d'exportation. L'accord sur la sécurité est entré en vigueur le 30 juin 2021.

Il existe un comité mixte institué par l'accord, décision 2023/1052 du 22 mai 2023 concernant l'adoption du règlement intérieur du comité mixte.

Le règlement 2020/2226 du 23 décembre 2020 tient compte du retrait du Royaume-Uni de l'UE. Il fixe certaines dispositions en matière de sécurité des produits industriels. Les produits anglais ne recevront plus la certification de l'agence européenne, mais de l'agence britannique.

L'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le RU du 30 décembre 2020 contient, 2<sup>o</sup> partie de l'accord, dans la rubrique deux : aviation, un titre II : Sécurité aérienne. Il existe un comité spécialisé pour la sécurité aérienne, qui adopte des annexes tendant à l'établissement dans l'UE et le RU de règles garantissant un niveau de sécurité équivalent. Les Parties acceptent les certificats délivrés par les autorités compétentes.

L'annexe AVSAF-1 : Certification de navigabilité et environnementale concerne la coopération entre UE et RU quant à l'acceptation réciproque des certificats de navigabilité et le contrôle des produits aéronautiques civils.

Le Conseil autorise l'ouverture de négociations avec l'État d'Israël. L'objectif est d'établir un cadre juridique qui couvre la certification des produits, pièces et équipements aéronautiques, ainsi que la surveillance de la production, 4 décembre 2023. La Commission est négociateur de l'Union, en concertation avec le comité spécial de l'article 248 § 4 TFUE.

Le 5 du II de l'annexe Règlement cadre de l'habilitation, de l'arrêté du 26 juillet 2016 suppose l'existence d'un accord entre une autorité de l'aviation civile étrangère, et le ministre de l'aviation civile, l'AESA ou l'UE : la société OSAC, qui est titulaire d'une habilitation pour l'exercice de missions de contrôle dans le domaine de la sécurité aérienne, participe à la réalisation des tâches de surveillance et de contrôle prévues par cet accord, dans les domaines de la production, de l'entretien des aéronefs, de la formation des personnels de maintenance et de la gestion du maintien de la navigabilité. Elle contribue aux échanges d'informations.

## § I. Le contrôle du processus industriel

La réglementation pesant sur l'industrie aéronautique est minutieuse, elle vise à assurer la sécurité des vols. La puissance publique exerce ainsi un contrôle étroit sur la conception et la fabrication des différents éléments formant l'aéronef.

Le concepteur n'est pas forcément le fabricant.

Doivent obtenir la certification aussi bien le concepteur, l'industriel que le produit, les pièces et les équipements.

## LES AÉRONEFS AVEC ÉQUIPAGE A BORD

### La conception de l'aéronef

Chaque organisme de conception doit démontrer ses capacités. Il est soumis à certification, ce qui relève de la compétence de l'Agence. Article 77 § 2 a) du règlement 2018/1139. Celui qui postule pour obtenir un certificat de type doit détenir cet agrément. Articles 15, 19, 56, 77 § 2 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

La conception d'un produit (avion, moteur) fait en principe l'objet d'une certification, art. 11 du règlement 2018/1139. Cette tâche relève de l'Agence, art. 77 § 1. Elle doit établir et notifier la base de certification. Idem pour la conception des pièces, article 12 du règlement. Idem pour la compétence de l'Agence. Art. 77 § 1 point b).

Des exceptions existent, article 18, § 1, du règlement cadre, qui renvoie aux actes délégués.

La réglementation est moins pesante en ce qui concerne les aéronefs utilisés pour l'aviation sportive et de loisir.

La fabrication de l'aéronef

Organismes de production

Les industriels et fabricants

Les organismes responsables de la production des produits, pièces et équipements non fixes sont soumis à certification et reçoivent un agrément, article 15 § 1 du règlement 2018/1139. L'art. 77 § 2 b) du règlement 2018/1139 confie à l'Agence les agréments des organismes responsables de la production des pièces.

Un organisme responsable de la fabrication des produits, des pièces et des équipements doit démontrer ses capacités conformément aux dispositions de l'annexe I (partie 21), article 9, § 1, du règlement n° 748/2012. Le § 2 prévoit des dérogations.

Nouvelle version de l'article 9 donnée par le règlement délégué 2023/1028 du 20 mars 2023.

Les éléments fabriqués.

Les produits, les pièces et les équipements font l'objet de certificats. Article 77 § 1 point f) du règlement 2018/1139.

L'industriel doit fabriquer des produits, des pièces, des équipements conformément aux normes fixées par l'Agence et les autorités nationales. Chaque organisme de fabrication des produits doit démontrer ses capacités. Il instaure un système qualité : contrôles des fournisseurs et des sous-traitants, identification et traçabilité, compétence du personnel, audits de qualité internes et actions correctives. Il doit mettre en place un système de contrôle de production : chaque pièce est conforme aux données et doit être en état de fonctionner en sécurité.

Les produits et les pièces font l'objet de marquage.

L'annexe II du règlement 2018/1139 pose des exigences concernant la navigabilité.

L'intégrité du produit doit être assurée dans toutes conditions de vol prévisibles pour la durée d'exploitation de l'aéronef.

L'intégrité de la structure doit être assurée pour toute l'enveloppe opérationnelle de l'aéronef, y compris de son système de propulsion, et maintenue pendant la durée d'exploitation de l'aéronef.

Les procédés de production et les matériaux utilisés pour la construction de l'aéronef doivent se traduire par des propriétés structurelles connues et reproductibles.

L'intégrité du système de production (moteur, voire hélices) doit être démontrée.

Le système de production doit produire la poussée ou la puissance demandée dans toutes les conditions de vol. Systèmes et équipements. L'aéronef ne doit pas présenter de caractéristiques ou détails de conception dont l'expérience a montré qu'ils étaient dangereux.

Les moteurs doivent être conformes aux exigences en matière d'émission de CO2.

Équipements non fixes

Le règlement n° 748/2012 du 3 août 2012 impose une coordination entre la conception et la production. Tout titulaire d'un certificat de type doit collaborer avec l'organisme de production pour assurer une coordination entre la conception et la production.

Les documents techniques nécessaires à la construction, à la maintenance, à l'utilisation opérationnelle des aéronefs et aux supports de formation dans ces domaines bénéficient du même régime que ceux mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 1321-6 du code du travail, art. L. 6221-4-1 du code des transports

Les entreprises de production. Agrément d'organisme de production. Il y a des exigences à remplir par l'industriel pour recevoir cet agrément : il y a un système qualité, il y a un responsable qui s'assure que la production est réalisée compte tenu des critères exigés. L'autorité réalise une évaluation. Qui appelle éventuellement une action corrective. L'entreprise titulaire d'un agrément comme organisme de production bénéficie d'avantages et de prérogatives : exercer l'activité de production, ce qui va de soi, et si l'avion est complet obtenir le certificat de navigabilité sur présentation d'une attestation de conformité.

Les organismes de conception et de production doivent mettre en œuvre un système de gestion de la sécurité. Le règlement d'exécution 2022/1253 du 19 juillet 2022 prévoit des règles transitoires.

La pièce européenne, EPA, European Part Approval, approbation de pièce européenne : l'article a été produit conformément à certaines données de définition approuvées.

L'ETSO est une spécification technique européenne, c'est une spécification de navigabilité détaillée, elle émane de l'Agence, elle fixe un niveau de performances minimal pour les articles spécifiés. Il s'agit d'assurer la conformité avec les exigences du règlement du 3 août 2012. Les pièces et les équipements à installer dans un produit certifié de type doivent être en principe conformes, pour être approuvées, aux procédures d'autorisation ETSO. Celui qui veut produire un article ETSO doit démontrer sa capacité.

Production hors agrément

Les produits, pièces et équipements doivent être identifiés, le nom du constructeur, la désignation du produit, le numéro de série. Le constructeur doit apposer une plaque ininflammable d'identification sur l'aéronef.

## LES AÉRONEFS SANS ÉQUIPAGE À BORD

La conception, la production et la maintenance des **aéronefs sans équipage à bord** relèvent des articles 55 à 58 de la section VII du chapitre III Exigences de fond ainsi que de l'annexe IX du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Ces appareils - hormis les petits engins - sont soumis à immatriculation ou à enregistrement.

L'UE est intervenue pour légiférer : les aéronefs sans équipage à bord, quelle que soit leur masse, côtoient dans l'espace aérien les aéronefs avec équipage. Leurs évolutions présentent des risques. Il faut éviter les interférences.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 contient des dispositions concernant la conception, la production, la maintenance et l'exploitation des aéronefs immatriculés.

Il s'applique également à l'aéronef sans équipage à bord, même à celui qui n'est pas immatriculé, mais qui est exploité sur le territoire auquel s'appliquent les traités européens par un exploitant d'aéronefs établi sur ce territoire, art. 2 § 1.

Certains engins seront soumis à certification. Ils doivent être immatriculés.

Le règlement indique en effet à l'article 56 qu'un certificat peut être requis pour la conception, la production, la maintenance des aéronefs sans équipage à bord. Cette réglementation devrait s'appliquer aux engins complexes, présentant des dangers pour le trafic aérien. Le règlement renvoie aux actes délégués et aux actes d'exécution édictant une réglementation spécifique.

Pour d'autres aéronefs sans équipage, on se contentera d'une déclaration qui confirme la conformité aux actes délégués et actes d'exécution.

D'autres appareils, en particulier les modèles réduits utilisés comme engins de loisir, appellent un régime très simplifié, art. 56, § 6. Ces engins présentent pour le moment un bon bilan en matière de sécurité.

Les États ont la possibilité d'édicter des règles en matière d'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord pour assurer la sûreté publique et la protection de la vie privée, art. 56 § 8.

Les États membres doivent prendre des dispositions pour assurer que les UAS ne compromettent pas, dans le cadre d'une utilisation normale, la sécurité et la santé des personnes, des animaux et des biens.

Le règlement délégué UE 2019/945 du 12 mars 2019 est relatif aux **systèmes d'aéronefs sans équipage à bord, UAS, Unmanned Aircraft Systems**. Il complète les dispositions figurant dans le règlement de base 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Obs. Loïc Gard, RTD Eur. 2020 p. 414

Il a été modifié par le règlement délégué 2020/1058 du 27 avril 2020 en ce qui concerne l'introduction de deux nouvelles classes de systèmes d'aéronefs sans équipage à bord.

La réglementation ne se veut pas trop tatillonne, on considère que les systèmes d'aéronefs sans équipage à bord présentent des risques limités, en particulier en ce qui concerne les modèles réduits.

Le système d'aéronef sans équipage à bord, UAS, désigne l'aéronef sans équipage à bord, ainsi que l'équipement servant à le contrôler à distance.

L'équipement de contrôle à distance désigne les instruments, équipements, mécanismes, appareils, dispositifs auxiliaires, logiciels, accessoires, nécessaires à l'exploitation en toute sécurité d'un UA, autres que des pièces, et qui ne sont pas transportés à bord de cet UA.

L'aéronef sans équipage à bord, UA, désigne tout aéronef exploité de manière autonome ou destiné à être piloté à distance sans pilote à bord.

Ces aéronefs UA ne sont nullement exclus de la réglementation européenne, ils obéissent seulement à un régime spécifique.

Le pilote à distance est une personne physique chargée de faire voler un UA en manœuvrant ses commandes de vol, soit manuellement, soit, quand l'UA est en vol automatique, en contrôlant sa trajectoire et restant à même d'intervenir et de modifier sa trajectoire à tout moment.

Le règlement traite de la fabrication des appareils sans pilote à bord, il concerne également l'examen de leur conformité.

Le texte reprend dans ses très grandes lignes mais en le simplifiant le dispositif de droit commun applicable aux aéronefs guidés par un ou plusieurs pilotes à bord.

Le règlement délégué ne s'applique pas aux UAS destinés à être exclusivement exploités en intérieur.

Le règlement opère des classifications entre ces engins, il s'applique également aux UAS considérés comme des jouets.

Le règlement délégué prévoit plusieurs catégories d'UAS, ouverte, certifiée, spécifique.

Il existe d'abord les UAS destinés à être exploités dans la catégorie « ouverte ».

Ces UAS sont visés par le chapitre II du règlement 2019/945.

Le chapitre II a pour intitulé « UAS destinés à être exploités dans la catégorie ouverte ou dans la catégorie spécifique au titre d'une déclaration d'exploitation, kits d'accessoires portant une étiquette d'identification de classe et dispositifs complémentaires d'identification à distance ».

Le processus industriel

L'industriel est tributaire d'un certain nombre de pratiques et de normes à respecter pour fabriquer les engins sans équipage à bord.

Les règles à observer sont contenues dans le règlement proprement dit, l'annexe les complète et les précise.

La section 3 du chapitre II est relative à la conformité du produit.

Le législateur n'impose pas systématiquement le recours à une attestation délivrée par la puissance publique, le fabricant déclare dans plusieurs hypothèses sous sa responsabilité - en ayant fait intervenir dans les cas prévus par la loi un organisme habilité - que le produit est conforme aux normes de sécurité.

Il existe en effet des organismes d'évaluation de la conformité, appelés « organismes notifiés ». Ils sont dits notifiés parce qu'ils sont contrôlés par une autorité notifiante désignée par l'État. Un système d'accréditation est prévu. Le recours à ces organismes est obligatoire pour les UAS relevant de certaines classes.

Les articles 18 et suivants concernent les organismes d'évaluation de la conformité. Ceux-ci évaluent la conformité de l'appareil, ils effectuent des essais, ils font de l'inspection, ils réalisent la certification.

Un arrêté du 22 février 2023, JORF du 26 mars 2023, concerne la notification de ces organismes d'évaluation.

Arrêté pris en application de l'article L. 61434 CT et du décret n° 2023-120 du 20 février 2023.

L'organisme demandeur de la « notification » doit avoir obtenu au préalable un certificat d'accréditation délivré par le COFRAC.

Art. R. 6143-1 CT.

La partie 10 de l'annexe est relative au contenu de la documentation technique que le fabricant doit établir : une description complète du produit, mode d'emploi, instructions d'installation, dessins de conception et de fabrication, schémas de pièces, descriptions et explications, liste des normes harmonisées, résultats des calculs de conception, rapports d'essais, résultats d'essais, adresses des lieux de fabrication et d'entreposage ...

La partie II donne un modèle de déclaration UE de conformité

Les fabricants exécutent la procédure relative à l'évaluation de la conformité.

Si le produit respecte les exigences, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité. Art. 6 du règlement modifié 2019/945.

L'article 13 du règlement concerne les procédures d'évaluation de la conformité.

Cet article prévoit plusieurs procédures pour réaliser l'évaluation de la conformité. Article 13 § 1.

Les fabricants établissent la documentation technique prévue à l'article 17 et exécutent la procédure applicable d'évaluation de la conformité visée à l'article 13, ou en externalisent l'exécution.

Lorsqu'il est démontré, à l'issue de cette procédure d'évaluation de la conformité, que le produit respecte les exigences énoncées dans les parties 1 à 6, 16 et 17 de l'annexe, les fabricants établissent une déclaration UE de conformité et

apposent le marquage CE, art. 6 § 2.

La partie 11 de l'annexe indique les mentions devant figurer sur la déclaration de conformité. On indique la classe du produit UAS, le niveau de puissance acoustique, s'il y a lieu le nom de l'organisme notifié ayant délivré l'attestation d'examen UE de type. La partie 12 prévoit la déclaration de conformité simplifiée, le texte complet de la déclaration étant alors lisible sur internet.

La fabrication en série doit respecter les dispositions du chapitre II.

L'UA doit porter un numéro de type, ainsi qu'un numéro de série permettant son identification. Cf. art. 6 § 5.

Idem en ce qui concerne la fabrication des kits d'accessoires de classe 5.

Idem en ce qui concerne la fabrication des dispositifs complémentaires d'identification à distance.

L'art. 6 § 5 prévoit également un numéro de série unique à apposer sur la déclaration UE de conformité ou sur la déclaration de conformité simplifiée visée à l'article 14.

S'il venait à arriver que le produit mis sur le marché ne soit pas conforme aux dispositions du règlement, le fabricant prendrait les mesures correctives nécessaires.

C'est la partie 7 de l'annexe qui présente le module A de l'évaluation de la conformité. Contrôle interne de la fabrication. C'est le fabricant qui remplit les obligations définies aux points 2, 3 et 4 de cette partie 7.

Il déclare sous sa seule responsabilité que les produits satisfont aux exigences énoncées dans les parties 1, 5, 6, 16 ou 17

qui leur sont applicables.

Le fabricant appose sur l'engin le marquage CE, attestant de la conformité du produit.

C'est le fabricant qui établit la déclaration UE de conformité écrite pour chaque modèle de produit, conservée pendant 10 ans et tenue à disposition des autorités publiques.

La partie 8 de l'annexe prévoit les modules B et C de l'évaluation de la conformité.

#### Module B

L'examen UE de type

Il s'agit d'une procédure destinée à évaluer la conformité du produit.

Le fabricant doit introduire une demande d'examen UE auprès d'un organisme dit notifié, en joignant de la documentation technique et des échantillons. L'organisme dit notifié examine la conception technique du produit. L'organisme notifié examine les éléments transmis et effectue des vérifications ; il établit un rapport d'évaluation ; si le type satisfait aux exigences du règlement, l'organisme notifié délivre au fabricant une attestation d'examen UE de type ; l'organisme notifié informe l'autorité notifiante des attestations qu'il a délivrées.

Ensuite, l'annexe traite de la conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication.

C'est la partie 8 de l'annexe qui traite du module C, « Conformité au type sur la base du contrôle interne de la fabrication ». Le fabricant prend en ce cas les mesures nécessaires pour que le procédé de fabrication et son suivi assure la conformité du produit fabriqué au type approuvé décrit dans l'attestation d'examen et aux exigences applicables énoncées dans les parties 1 à 6. Le fabricant appose le marquage CE. Il établit une déclaration UE de conformité concernant chaque type de produit

La "conformité sur la base de l'assurance complète de la qualité " est prévue dans la partie 9 de l'annexe.

La partie 9 de l'annexe traite du module H de l'évaluation de la conformité. Conformité sur la base de l'assurance complète de la qualité conformément à l'annexe II de la décision n° 768/2008. Il s'agit d'une procédure d'évaluation de la conformité, dans laquelle le fabricant remplit les obligations définies aux points 2 et 5 et déclare sous sa responsabilité que le produit concerné satisfait aux exigences énoncées dans les parties 1 à 6. Le fabricant applique un système de qualité pour la conception, la fabrication, l'inspection finale et l'essai du produit. Le fabricant dépose une demande d'évaluation de son système de qualité auprès d'un organisme notifié - qui détermine si ce système satisfait aux exigences du règlement. Les auditeurs, pour mener l'audit, doivent avoir des compétences, de l'expérience, des connaissances dans la technologie concernée. L'organisme notifié mène une surveillance périodique, il accède aux lieux de fabrication, il peut faire des visites inopinées chez le fabricant. Il peut faire effectuer des essais.

Le fabricant établit une déclaration UE de conformité concernant le produit.

Le règlement européen prévoit une procédure simple d'évaluation de la conformité avec " le contrôle interne de la production" , à la condition que le fabricant ait appliqué les normes harmonisées.

La partie 12 de l'annexe traite de la déclaration UE de conformité simplifiée.

L'article 14 est relatif à la déclaration UE de conformité, il s'agit pour le fabricant d'attester la conformité aux exigences des parties 1 à 6 de l'annexe.

L'article 12 établit une présomption de conformité, lorsque le produit est conforme à des normes harmonisées, dont les références sont publiées au JOUE.

La partie 13 de l'annexe concerne le code d'essai acoustique. Elle présente les méthodes de mesure du bruit aérien.

La partie 14 de l'annexe est relative à l'indication du niveau de puissance acoustique garanti.

La partie 15 concerne le niveau de puissance acoustique maximal par classe d'UA.

Lorsqu'il établit la déclaration UE, le fabricant assume la responsabilité de la conformité du produit aux exigences du chapitre II. Lorsqu'ils mettent leurs produits sur le marché de l'UE, les fabricants garantissent que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément aux exigences énoncées dans les parties 1 à 6, 16 et 17 de l'annexe. Art. 6 § 1 du règlement modifié

Les fabricants qui mettent leurs produits sur le marché garantissent que leurs produits ont été conçus et fabriqués conformément aux exigences énoncées par le règlement et dans l'annexe.

Les produits ne sont mis à disposition sur le marché que s'ils satisfont aux exigences du chapitre II.

La production en série doit rester conforme aux prévisions du chapitre II.

L'UA porte un numéro de type et un numéro de série permettant son identification.

Les fabricants veillent à ce que le produit soit accompagné des instructions du fabricant et la notice d'information ..., article 6 § 7.

Une obligation semblable pèse sur les importateurs, art. 8 § 4.

Il convient de limiter les émissions sonores engendrées par ces appareils dans la mesure du possible ...

La partie 13 de l'annexe est relative au code d'essai acoustique, la partie 14 concerne l'indication du niveau de puissance acoustique garanti.

Le règlement, à l'article 9, détermine les obligations des distributeurs.

La surveillance du matériel importé

La section 5 du règlement concerne en particulier la surveillance du marché et le contrôle des produits entrant dans le marché de l'Union. La traçabilité des UAS doit être assurée pour sanctionner les opérateurs économiques qui mettraient sur le marché des UAS non conformes. Les produits présentant un risque doivent être retirés.

Chaque autorité nationale peut demander au fabricant des informations tendant à établir la conformité du produit. Le règlement, à l'article 8, pose des règles concernant les importateurs, faisant entrer dans le marché commun des produits fabriqués dans des États tiers. Ils ne doivent mettre sur le marché européen que des produits conformes aux exigences européennes.

Les exploitants d'UAS de pays tiers se conforment au règlement s'ils exploitent des UAS dans l'espace aérien du ciel unique européen, article 41.

### Les classes

L'annexe prévoit plusieurs classes de système d'aéronef sans équipage à bord.

Les systèmes d'aéronefs sans pilote à bord sont divisés en classes. La déclaration UE identifie, pour les UAS, la classe.

La partie 11 de l'annexe donne un modèle.

Chaque classe obéit à des exigences spécifiques.

On part, semble-t-il, du plus simple pour aller au plus complexe.

Sept classes sont désormais prévues.

#### Classe C0

Avoir une MTOM, masse maximale au décollage, inférieure à 250 grammes

Avoir une vitesse maximale de vol en palier de 19 m/s

Pouvoir atteindre au maximum 120 m de hauteur à partir du point d'envol

Pouvoir être contrôlé en toute sécurité pour ce qui est de la stabilité, de la manœuvrabilité et de la liaison de données par un pilote à distance

Être conçu et fabriqué de sorte à réduire les risques de blessures aux personnes pendant l'exploitation. Éviter les bords tranchants. Limiter les blessures pouvant être causées par les lames des hélices.

Fonctionner exclusivement à l'électricité

Être mis sur le marché avec un mode d'emploi

Inclure une notice d'information publiée par l'AESA précisant les obligations applicables

(Certains éléments ne s'appliquent pas aux UAS qui sont des jouets.)

#### Classe 1

L'UAS, pour appartenir à cette classe, doit être conforme à certaines exigences décrites dans l'annexe.

Avoir une MTOM inférieure à 900 grammes, charge utile comprise, ou avec des garanties en cas d'impact avec une tête humaine que l'énergie transmise à la tête humaine soit inférieure à 80 J.

Avoir une vitesse maximale de vol en palier de 19 m/s

Pouvoir atteindre au maximum 120 mètres de hauteur (ou avoir un équipement limitant la hauteur)

Pouvoir être contrôlé en toute sécurité par un pilote à distance doté des compétences adéquates

Avoir la résistance mécanique pour résister aux contraintes d'utilisation

Être conçu et fabriqué de sorte à réduire les risques de blessures aux personnes pendant l'exploitation. Bords tranchants à éviter. Limiter les blessures pouvant être causées par les lames des hélices.

Être doté, en cas de perte de la liaison de données, d'un dispositif permettant de rétablir la liaison ou d'interrompre le vol

Avoir un niveau de puissance acoustique LWA pondéré A garanti, ne dépassant pas certains niveaux

Avoir l'indication du niveau de puissance acoustique apposé sur l'UA ou sur son emballage – à moins qu'il ne s'agisse d'UA à voilure fixe

Fonctionner exclusivement à l'électricité

Avoir un numéro de série unique conforme à la norme ANSI/CTA-2063-A-2019

Être doté d'une identification directe à distance :

qui permet de charger le numéro d'enregistrement de l'exploitant de l'UAS,

qui permet d'assurer en temps réel durant le vol la radiodiffusion périodique directe depuis l'UA (aéronef sans équipage) d'un certain nombre de données (position et hauteur de l'UA, trajectoire, position du pilote à distance ou du point d'envol) pour qu'elles puissent être captées par des appareils mobiles situés dans la zone de radiodiffusion,

capacité réduite de manipuler frauduleusement la fonctionnalité du système d'identification directe à distance.

Être équipé d'un système de géo vigilance : éviter de sortir des limites de l'espace aérien. Signal d'alerte au pilote à distance si est détectée une violation potentielle des limites de l'espace aérien

Le cas où l'UA est doté d'une fonction qui restreint son accès à certaines zones ou à certains volumes : fonction ne devant pas compromettre la sécurité du vol

Donner au pilote un signal d'alerte lorsque la batterie atteint un niveau bas

Être équipé de feux. Un feu vert à éclats (nuit) permettant à une personne au sol de distinguer l'UA d'un aéronef avec équipage.

Le cas où l'appareil est doté d'un mode de suivi de sujet : avoir une portée maximale de 50 mètres autour du pilote à distance

Être mis sur le marché avec les instructions du fabricant. Un logiciel permet de contrôler l'UA à distance.

Inclure une notice d'information publiée par l'AESA

#### Classe C2

Avoir une MTOM inférieure à 4 kg, charge utile comprise

Pouvoir atteindre au maximum 120 mètres de hauteur

Pouvoir être contrôlé en toute sécurité

Avoir la résistance mécanique pour résister aux contraintes

Le cas de l'UA captif : avoir une accroche dont la longueur de traction est inférieure à 50 mètres et dont la

résistance mécanique varie selon qu'il s'agit d'un aéronef plus lourd que l'air ou d'un aéronef plus léger que l'air

Être conçu et fabriqué pour éviter les risques de blessures pendant l'exploitation

Le cas de la perte de la liaison de commande et contrôle : l'appareil doit être doté d'un dispositif permettant de rétablir la liaison de commande et contrôle, ou en cas d'échec d'interrompre le vol (sauf s'il s'agit d'un UA captif)

Être équipé d'un système de liaison de commande et contrôle, protégé contre les accès non autorisés aux fonctions de commande et de contrôle (à moins qu'il s'agisse d'un UA captif)

Être équipé d'un mode à basse vitesse sélectionnable par le pilote à distance et limitant la vitesse de croisière maximale à 3 m/s (à moins qu'il s'agisse d'un UA à voilure fixe)

Avoir un niveau de puissance acoustique LWA pondéré A garanti, ne dépassant pas certains niveaux (à moins qu'il ne s'agisse d'un UA à voilure fixe)

Avoir l'indication du niveau de puissance acoustique pondéré garanti apposé sur l'UA ou sur son emballage (à moins qu'il ne s'agisse d'un UA à voilure fixe)

Fonctionner exclusivement à l'électricité

Avoir un numéro de série unique conforme à la norme ANSI/CTA-2063-A-2019

Être doté d'un système d'identification directe à distance

Qui permet de charger le numéro d'enregistrement de l'exploitant de l'UAS

Qui permet d'assurer la radiodiffusion périodique directe depuis l'UA au moyen d'un protocole de transmission ouvert et documenté des données suivantes (de telle sorte qu'elles puissent être captées par des appareils mobiles situés dans la zone de radiodiffusion) : le numéro d'enregistrement de l'exploitant de l'UAS, le numéro de série physique de l'UA, la position géographique de l'UA et sa hauteur, la trajectoire, la position du pilote à distance

Capacité réduite de manipuler frauduleusement la fonctionnalité du système d'identification directe à distance

Être équipé d'une fonction de géo-vigilance qui fournit une interface permettant de charger des données donnant des informations sur les limitations de l'espace aérien, qui fournit un signal au pilote à distance en cas de violation potentielle des limitations de l'espace aérien, qui fournit des informations au pilote sur le statut de l'UA, qui fournit un signal d'alerte lorsque ses systèmes de positionnement ne peuvent assurer le bon fonctionnement du système de géo-vigilance

Le cas où l'UA est doté d'une fonction qui restreint son accès à certaines zones ou certains volumes de l'espace aérien : cette fonction doit interagir sans heurts avec le système de commande du vol de l'UA

Donner au pilote un signal d'alerte lorsque la batterie de l'UA ou de sa station de contrôle atteint un niveau bas : il s'agit de permettre au pilote de faire atterrir l'UA en toute sécurité

Être équipé de feux : des feux destinés à assurer la pilotabilité de l'UA ; assurer la perception de l'UA la nuit grâce à un feu vert, permettant à une personne au sol de distinguer l'UA d'un aéronef avec équipage

Être mis sur le marché avec un mode d'emploi

Inclure une notice d'information publiée par l'AESA

### Classe 3

La partie 4 de l'annexe donne les exigences applicables à un système d'aéronef sans équipage à bord de classe C3.

Ce système UAS doit être conforme aux exigences qui suivent.

Avoir une MTOM inférieure à 25 kg et une dimension caractéristique maximale inférieure à 3 m

Pouvoir atteindre au maximum 120 m de hauteur

Pouvoir être contrôlé en toute sécurité pour ce qui est de la stabilité, de la manœuvrabilité et de la liaison de données par un pilote doté des compétences adéquates

Le cas d'UA captif : avoir une accroche dont la longueur de traction est inférieure à 50 m et dont la résistance mécanique est au moins égale : pour les aéronefs plus lourds que l'air, dix fois la masse maximale de l'aérodyne ; pour les aéronefs plus légers que l'air, 4 fois la force exercée par la combinaison de la poussée statique maximale et de la force aérodynamique de la vitesse maximale du vent autorisé en vol

Être doté, en cas de perte de la liaison de données, d'un dispositif permettant de rétablir la liaison ou d'interrompre le vol

(à moins qu'il ne s'agisse d'un UA captif)

Avoir l'indication du niveau de puissance acoustique LWA pondéré A garanti (à moins qu'il ne s'agisse d'un UA à voilure fixe)

Fonctionner exclusivement à l'électricité

Avoir un numéro de série physique unique conforme à la norme ANSI/CTA-2063-A-2019

Être doté (à moins qu'il s'agisse d'un UA captif) d'un système d'identification directe à distance ...

Être équipé d'une fonction de géo-vigilance ...

Le cas d'un UA doté d'une fonction qui restreint son accès à certaines zones ou à certains volumes de l'espace aérien : cette fonction doit interagir sans heurts avec le système de commande du vol de l'UA sans compromettre la sécurité du vol ...

Être équipé d'un système de liaison de données protégé contre les accès non autorisés aux fonctions de commande et de contrôle (à moins qu'il ne s'agisse d'un UA captif)



Donner au pilote à distance un signal d'alerte lorsque la batterie atteint un niveau bas  
Être équipé de feux ...  
Être mis sur le marché avec des instructions du fabricant  
Inclure une notice d'information publiée par l'AESA précisant les limitations et les obligations applicables en vertu du droit de l'Union européenne

#### Classe 4

La partie 5 de l'annexe indique les exigences applicables à un système d'aéronef sans équipage à bord de classe C4.

C'est une création du règlement délégué de 2019. Ces engins ne doivent pas être soumis à des exigences disproportionnées.

Un UAS de classe C4 est conforme aux exigences suivantes.

Avoir une MTOM inférieure à 25 kg, charge utile comprise

Pouvoir être contrôlé et manœuvré en toute sécurité par un pilote à distance suivant les instructions du fabricant

Ne pas être doté de modes de contrôle automatique – sauf pour l'assistance à la stabilisation du vol sans effet direct sur la trajectoire et pour l'assistance en cas de perte de la liaison

Être mis sur le marché avec les instructions du fabricant

Inclure une notice d'information publiée par l'AESA

#### Classe C5

Il faut se référer à la partie 16 de l'annexe.

L'UAS de la classe C5 est largement soumis, avec des exceptions, aux conditions prévues dans la partie 4 concernant la classe 3.

Il s'agit d'un aéronef, autre qu'un aéronef à voilure fixe, à moins qu'il ne s'agisse d'un aéronef captif.

Un aéronef de classe C5 peut être un UAS de classe C3 équipé d'un kit d'accessoires.

#### Classe C6

C'est la partie 17 de l'annexe qui en traite.

Cet UAS est largement conforme aux exigences figurant dans la partie 4 de l'annexe.

Il doit avoir une vitesse sol maximale de vol en palier limitée à 50 m/s.

Il doit être doté d'un moyen pour empêcher l'UAS de franchir les limites horizontales et verticales d'un volume d'exploitation programmable.

Il faut apposer sur l'UA l'étiquette d'identification de la classe de l'UA, art. 16 § 2.

La partie 6 de l'annexe est relative au dispositif d'identification directe à distance

Une autre rubrique figurant au chapitre III du règlement délégué concerne les UAS exploités dans les catégories « certifiées » et « spécifiques ».

Intitulé du chapitre III : Exigences applicables aux UAS exploités dans les catégories « certifiée » et « spécifique » sauf lorsque l'exploitation est menée au titre d'une déclaration.

Le chapitre III du règlement 2019/945 s'applique aux UAS exploités selon les règles et conditions applicables aux catégories certifiée et spécifique d'exploitations d'UAS en application du règlement d'exécution 2019/947 Sauf lorsque l'exploitation est effectuée au titre d'une déclaration.

Les UAS relevant de la catégorie "certifiée " sont, comme le nom l'indique, soumis à la certification, tant de la conception que de la fabrication et de la maintenance.

L'UAS relève, selon l'art. 40 I, de la catégorie certifiée s'il remplit l'une des 4 conditions suivantes :

il présente une dimension caractéristique égale ou supérieure à 3 mètres et il est conçu pour être exploité au-dessus de rassemblement de personnes,

Ou il est conçu pour le transport de personnes,

Ou il est conçu pour le transport de marchandises dangereuses et il exige une grande robustesse afin d'atténuer les risques pour les tiers en cas d'accident,

Ou il est destiné à être utilisé dans la catégorie d'exploitation « spécifique », l'autorisation d'exploitation indique qu'une analyse du risque amène à considérer que le risque de l'exploitation ne peut être atténué de manière adéquate sans la certification de l'UAS.

L'article 40 § 2 indique les exigences quant à l'obtention de la certification.

Un certificat de navigabilité (ou un certificat de navigabilité restreint) est délivré.

L'exploitant suit les instructions mentionnées dans le certificat de l'aéronef ou le certificat de l'équipement.

L'article 40 § 3 concerne l'UAS utilisé dans la catégorie " spécifique ".

L'UAS peut en ce cas être certifié. Il n'est pas forcément immatriculé.

S'il n'est pas certifié, l'UAS utilisé dans la catégorie spécifique présente les capacités techniques prévues, dans l'autorisation d'exploitation délivrée par l'autorité compétente, ou telles que définies par le certificat allégé d'exploitant d'UAS (LUC).

Ils doivent être équipés d'un système d'identification à distance, s'ils sont exploités à une hauteur inférieure à 120 mètres. Ce système doit, d'après l'art. 40 § 5, charger le numéro d'enregistrement de l'exploitant de l'UAS.

Il doit assurer, pendant la durée du vol, la transmission périodique de certaines données, comme le numéro d'enregistrement de l'exploitant, la position géographique de l'UA et sa hauteur au-dessus de la surface, la route, la position géographique du pilote à distance.

Ce système d'identification doit permettre de réduire la capacité de manipuler frauduleusement la fonctionnalité du système.

Tous les UAS qui ne sont pas soumis à immatriculation doivent disposer d'un numéro de série unique, conforme à une norme, sauf s'ils sont construits à titre privé. Article 40 § 4.

Les organismes de conception et de fabrication doivent se garder des personnes malveillantes lors d'échanges d'information.

Le règlement délégué 2022/1645 du 14 juillet 2022 impose un certain nombre d'exigences aux industriels.

L'organisme de conception établit un système de gestion de la sécurité de l'information, idem en ce qui concerne l'organisme de production .

Il convient de préserver la confidentialité des réseaux et des systèmes d'information. Des failles sont envisageables.

## § II. Les exigences en matière de navigabilité

Les aéronefs et leurs moteurs, pièces et équipements sont conformes aux exigences essentielles relatives à la navigabilité, fixées à l'annexe II. Article 9 du règlement 2018/1139.

Les textes distinguent l'organisme de conception et l'organisme de production.

La conception des produits fait l'objet d'une certification et s'accompagne de la délivrance d'un certificat de type, article 11 du règlement 2018/1139.

Idem pour la conception des pièces, article 12 du règlement 2018/1139.

Idem pour la conception des équipements non fixes, art. 13 du règlement 2018/1139.

Règlement délégué 2022/1358 du 2 juin 2022 modifiant le règlement n° 748/2012, annexe I, point 21.A.171

En ce qui concerne les aéronefs sans équipage à bord, la certification n'est pas requise en ce qui concerne les engins légers. C'est le fabricant qui atteste de la conformité. Les UAS présentant des risques élevés en cas d'accident et relevant de la catégorie certifiée sont cependant soumis à certification, transport de personnes, transport de marchandises dangereuses, UAS d'une dimension supérieure à 3 mètres et appelés à évoluer au-dessus d'un rassemblement de personnes ; certains UAS relevant de la catégorie d'exploitation spécifique. Article 40 du règlement délégué 2019/945 du 12 mars 2019. Cf. supra.

La mise en œuvre des aéromodèles est soumise, au moins pour certaines catégories d'entre eux, à une autorisation de vol, annexe I de l'arrêté du 11 avril 2012 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans aucune personne à bord.

Certains modèles exigent un document de navigabilité délivré par le ministre, d'autres en sont dispensés, annexe II. Les conditions d'opérations et de pilotage des aéronefs pilotés de catégorie G (ce sont les engins qui ne relèvent pas des lettres précédentes) : leur navigabilité est de la responsabilité de l'agence européenne de la sécurité aérienne.

En ce qui concerne la construction en série, le ministre peut délivrer une attestation de conception de type.

L'arrêté pose des conditions en ce qui concerne le maintien de la navigabilité. Les opérations avec un aérostat captif sont autorisées de nuit.

### Les certificats de navigabilité

[ Le décret n° 2013-367 du 29 avril 2013 contient des dispositions analogues concernant les certificats de navigabilité propres aux appareils militaires et aux appareils d'État affectés à la douane et à la sécurité publique.]

A. L'industriel concepteur du produit doit commencer par demander et obtenir le **certificat de type**.

C'est en général la réglementation générale qui s'applique, même s'il existe une législation moins prégnante en ce qui concerne les appareils de l'aviation légère et de loisir.

#### Le droit commun

C'est, par la puissance publique, l'agrément et donc la certification de la conception.

La demande de certificat de type pour un aéronef doit être accompagnée d'un plan trois-vues de cet aéronef, il faut communiquer les caractéristiques et les limites d'utilisation de l'appareil, le type d'opérations.

La demande doit comprendre un programme de certification pour démontrer la conformité.

Point 21.A.15, annexe I (partie 21) du règlement n° 748/2012.

Pour que le certificat de type soit délivré par l'autorité publique, il faut que l'appareil respecte les exigences de niveau de bruit, le règlement n°748/2012 du 3 août 2012 opère un renvoi aux dispositions du chapitre 1 de l'annexe 16 volume 1 partie II de la convention de Chicago.

Il y a un dispositif spécifique pour les avions à réaction subsoniques, pour les avions à turbopropulseurs, pour les hélicoptères et pour les avions supersoniques.

Il existe également des exigences pour les émissions de gaz d'échappement et pour les pertes de carburant.

Le règlement délégué 2021 / 1088 du 7 avril 2021 modifie le règlement n° 748/2012, il modifie l'annexe I.

Il prévoit, quant aux exigences de protection de l'environnement, la délivrance d'une attestation selon laquelle le moteur terminé est conforme aux exigences en matière d'émissions de gaz d'échappement et d'une attestation se laquelle l'avion terminé est conforme aux exigences en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, point 21.A130 b).

D'autres dispositions d'ordre technique sont introduites.

Quand il y a demande d'un certificat de type, il faut inclure une demande d'approbation des données d'adéquation opérationnelle. Cette expression signifie qu'il faut prévoir un programme minimum de formation des pilotes (qualification des simulateurs de vol) et du personnel d'entretien. Voir le règlement n° 748/2012, annexe I (partie 21), point 21.A.15, lettre d)

[Un régime allégé est prévu pour les aéronefs ELA2 : aéronef léger européen habité : avion qui a une masse maximale au décollage de 2000 kg et qui n'est pas classé comme aéronef à motorisation complexe, idem pour les planeurs, ballon, dirigeable à air chaud et à gaz, aéronef à voilure tournante très léger.]

Le postulant procède aux inspections et aux essais pour attester de la conformité du produit à la base de certification de type. La fabrication, la construction et l'assemblage doivent être conformes. L'Agence peut procéder à des inspections, ses agents peuvent assister aux essais en vol et au sol.

(Les aviateurs disposent à leur service d'un certain nombre de pilotes)

La tâche de certification est accomplie par l'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne ou l'autorité nationale.

L'AESA a délivré en 2016 plus de 3000 certificats, dont 18 nouveaux certificats de type.

L'article 77 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 est consacré à la certification en matière de navigabilité et d'environnement.

Le paragraphe 1 indique que l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne exécute, pour le compte des États membres, les fonctions et les tâches qui sont celles de l'État de conception, de fabrication ou d'immatriculation lorsqu'elles se rapportent à la certification de la conception – ainsi qu'aux informations

obligatoires sur le maintien de navigabilité. Cette fonction dévolue à l'agence concerne les produits, pièces, équipements non fixes et équipements de contrôle à distance d'aéronefs sans équipage à bord, visés à l'article 2 paragraphe 1 points a et b du règlement. Ce qui englobe la conception et la production de produits, de pièce et d'équipements de contrôle à distance d'aéronefs. Ainsi que la conception, la production, la maintenance, l'exploitation d'aéronefs. Ainsi que leurs moteurs, hélices, pièces, équipements non fixes, équipements de contrôle à distance d'aéronefs. Les aéronefs en cause étant destinés à être immatriculés dans un État membre (ou exploités sur le territoire de l'UE, pour les drones).

L'article 77 § 1 point e) spécifie que l'Agence de l'UE doit être responsable des tâches liées la certification, en ce qui concerne les certificats de type, les certificats de type restreints, les certificats de modifications y compris les certificats de type supplémentaires.

L'autorité en délivrant le certificat atteste que l'aéronef, ses pièces, ses équipements sont fiables et fonctionnent correctement. L'agence doit délivrer les certificats de type appropriés. Le certificat de type est en principe délivré pour une durée illimitée. Le conseil d'administration de l'agence adopte les lignes directrices pour l'attribution des tâches de certification aux autorités aéronautiques nationales, art. 33 § 2 d) du règlement n° 216/2008. C'est l'agence qui a fixé la base de certification de type, en particulier le code de navigabilité applicable. Les codes de navigabilité fixent des normes moyennes, détaillées et spécifiques, pour démontrer la conformité des produits, pièces, équipements.

C'est le directeur général qui attribue les tâches de certification aux autorités aéronautiques nationales, art. 38 c) R.

Sauf cas particulier, les tâches de certification sont principalement menées à l'échelon national, sauf précision contraire du règlement.

Un certain nombre de décisions de l'agence sont susceptibles de recours, porté devant les chambres de recours. Un recours contre la décision de la chambre des recours peut être porté devant le Tribunal, un pourvoi est possible devant la CJUE.

Le titulaire du certificat de type fournit à l'acquéreur lors de la livraison de l'aéronef les instructions pour le maintien de la navigabilité.

21.A.7, annexe I, (partie 21) du règlement n° 748/2012.

Il y a place pour des modifications autonomes des instructions pour le maintien de la navigabilité, point 21.A.90C

Il y a place dans certaines hypothèses pour une modification du certificat de type. Ces modifications sont majeures ou mineures.

Le certificat de type inclut la définition de type, les limites d'utilisation, les instructions pour le maintien de la navigabilité, la fiche de caractéristiques du certificat de type pour la navigabilité et les émissions (conformité aux exigences en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>), la base de certification et les exigences de protection de l'environnement.

Il inclut en outre la base de certification des données d'adéquation opérationnelle applicable, les données d'adéquation opérationnelle et la fiche de caractéristiques du certificat de type pour le niveau de bruit.

La fiche de caractéristiques du certificat de type du moteur inclut l'enregistrement de la conformité aux exigences en matière de gaz d'échappement.

21.A.41, annexe I (partie 21), du règlement n° 748/2012.

L'Agence perçoit des honoraires et des redevances en particulier en opérant la certification des produits, règlement CE n° 593/2007 du 31 mai 2007, modifié par le règlement n° 494/2012 du 11 juin 2012

L'Agence certifie moyennant finance. Une contestation peut s'élever concernant le prix exigé.

[C'est ainsi qu'une entreprise allemande qui fabrique, semble-t-il, des petits avions de tourisme et qui se trouve d'ailleurs en liquidation depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018, conteste le montant des honoraires et redevances exigés pour une certification par l'agence européenne de la sécurité aérienne, T-371/18. L'Agence a présenté une note de débit, l'entreprise en a demandé l'annulation, la chambre de recours de l'agence a rejeté ce recours, l'entreprise demande au Tribunal d'annuler la décision de rejet de la chambre de recours. Le prix de la redevance forfaitaire réclamée est, pour les aéronefs de la catégorie allant de 2000 à 5700 kg, de 263 800 euros. La redevance fixe aurait connu un bond de plus de 1700 %. Le requérant prétend que ce prix est sans rapport avec les tâches effectuées et que ce prix serait en réalité une taxe ou une imposition que la Commission ne serait pas habilitée à percevoir en matière de sécurité aérienne. Les autres constructeurs d'aéronefs seraient mieux traités, le requérant

se dit victime d'une discrimination.  
Radiation, 11 septembre 2018.]

## DROIT INTERNE

L'art. R. 6221-5 CT indique les conditions de délivrance du certificat de type. Les essais et les analyses nécessaires ont été accomplis, visant à établir la conformité de l'aéronef aux conditions de sécurité.

L'arrêté du 17 octobre 2023, modifiant l'arrêté du 22 novembre 2002 relatif aux procédures de certification des aéronefs (Partie 21), ne doit avoir qu'un caractère résiduel, puisqu'il ne s'applique qu'aux produits, pièces et équipements d'aéronefs civils qui ne relèvent pas du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

### Les aéronefs utilisés pour l'aviation sportive et de loisir

Le droit spécial se fait ici moins exigeant que le droit commun

Une réglementation éclatée entre différents règlements.

Le règlement délégué 2022/1358 du 2 juin 2022 prévoit des règles simples en ce qui concerne les aéronefs utilisés en aviation sportive et de loisir, il entend réduire les charges financières inutiles.

La Partie 21 Light

L'annexe IB (Partie 21 Light)

Le règlement d'exécution 2022/1361 du 28 juillet 2022 est relatif aux tâches de certification et de supervision de ces appareils de loisir.

L'Agence est compétente pour les organismes de conception.

L'Agence publie des spécifications de certification que les organismes suivent pour démontrer que les produits qu'ils produisent sont conformes aux exigences de l'Agence. L'Agence établit la base de certification de type.

La réglementation prévoit des dispositions concernant les organes de conception déclarés.

L'entreprise fait une déclaration soumise à l'Agence.

Le personnel doit être suffisamment nombreux et expérimenté.

L'organisme effectue la conception des produits.

L'autorité nationale est compétente pour l'organisme de production.

Les organismes de production se déclarent. Ils sont supervisés par l'autorité. Qui inspecte le premier élément de chaque conception d'aéronefs, de moteurs, d'hélices et de pièces.

Les fabricants peuvent demander la certification, mais ceci présente un coût.

Règlement délégué 2022/1358, appendices de l'annexe IB, 21.A.21. 21L.B.47

La demande de certificat de type donne des descriptions du produit, son utilisation, le type d'opérations.

Le postulant doit démontrer la conformité.

Des essais en vol sont effectués.

Le postulant doit démontrer que le moteur ou l'hélice est couvert par un certificat de type.

Les fabricants peuvent s'en dispenser, en effectuant, en lieu et place, une déclaration de la conformité de la conception de l'aéronef, du moment qu'un niveau convenable de sécurité est garanti. Article 2, § 3 du règlement n° 2022/1358.

Règlement délégué 2022/1358, appendices de l'annexe IB, point 21L.A.41 et s., point 21.L.B.62

Cette disposition concerne :

l'avion d'une MTOM égale ou inférieure à 1 200 kg qui n'est pas propulsé par un moteur à réaction et dont la configuration maximale opérationnelle en sièges passagers est de 2 personnes,

le planeur,

le planeur motorisé d'une MTOM inférieure ou égale à 1 200 kg,

le ballon conçu pour 4 personnes maximum,

le dirigeable à air chaud conçu pour 4 personnes au maximum.

Avant de produire l'aéronef, la personne qui conçoit l'aéronef doit déclarer que sa conception est conforme aux

spécifications du point 21L.A.45.

La déclaration de conformité de la conception est présentée à l'Agence.

Elle comporte un plan de l'aéronef, la description de la conception de l'aéronef, un plan de démonstration de la conformité, des justifications de conformité, les résultats des essais en vol.

Il y a une information sur les matériaux utilisés.

L'Agence procède à une inspection et à des essais en vol du premier élément de cet aéronef.

Elle enregistre la déclaration de conformité si les éventuels problèmes ont été résolus.

L'Agence supervise le maintien de la navigabilité.

Les aéronefs qui ne sont pas immatriculés - nous interprétons non astreints à immatriculation - dans un État membre échappent à nombre de dispositions réglementaires.

Article 2 § 4 du règlement 2022/1358

Sauf dans l'hypothèse où les marques d'identification de l'aéronef sont imposées par un État membre.

L'art. R.6221-16 prévoient la possibilité d'un régime moins astreignant pour certains types d'aéronefs : aéronefs captifs ou tractés à partir de la surface du sol ou de l'eau ; aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers ; certains aéronefs monoplaces ou biplaces non motorisés ou faiblement motorisés ; ballons ; parachutes ; fusées, sauf celles régies par la loi du 3 juin 2008 propre aux opérations spatiales.

Les « certificats de type restreints »

L'article 18 § 1 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 envisage l'hypothèse où la conception d'un aéronef n'est pas conforme aux exigences essentielles visées à l'article 9 (visées à l'annexe II). Un certificat de type restreint peut alors être délivré. Le demandeur doit démontrer que la conception de l'aéronef est conforme à la base de certification et que la conception de l'aéronef est correcte du point de vue de la navigabilité et de la compatibilité environnementale, compte tenu de l'utilisation prévue de l'aéronef.

L'exploitation de l'aéronef certifié

L'Agence doit garantir le maintien des fonctions de navigabilité associée à la conception des produits, pièces, qu'elle a certifiés et à l'égard desquels elle assure une supervision, notamment en réagissant sans retard injustifié face à un problème de sécurité ou de sûreté et en émettant et diffusant les informations obligatoires pertinentes, art. 77 § 1 point h) du règlement 2018/1139.

Le rôle de l'avionneur durant la vie de l'aéronef

Un aéronef peut être exploité sur une longue période, 20, 25, 30 ans. Il vieillit avec les années.

L'industriel concepteur, détenteur d'un certificat de type, a l'obligation d'assurer le *suivi de navigabilité* des appareils.

Il y a des instructions pour le maintien de la navigabilité. S'il y a des modifications, les exploitants de l'UE sont informés. Le suivi de navigabilité repose sur l'évaluation de la criticité des occurrences qui sont classées selon quatre niveaux, mineur, majeur, critique et catastrophique. Le suivi de navigabilité est effectué par le constructeur et par l'autorité de certification. Le titulaire d'un certificat de type doit posséder un système pour recueillir examiner et analyser les rapports et les informations relatifs aux pannes et mauvais fonctionnements des appareils. Il notifie à l'AESA au maximum dans les 72 heures les pannes et défauts dont il est informé pouvant compromettre la sécurité (UNSAFE conditions). Le constructeur doit rechercher la cause de la déficience révélant une situation dangereuse ou catastrophique, il informe l'Agence du résultat de ses recherches ainsi que des actions entreprises pour remédier aux déficiences. Voir 21.A.3A de la section A de la partie 21 de l'annexe I du règlement n° 748/2012 du 3 août 2012.

Voir également 21.A.44 indiquant les obligations du titulaire du certificat de type.

Le titulaire d'un certificat de type doit fournir les informations nécessaires pour garantir que la navigabilité du type d'aéronef est maintenue pendant toute la durée d'exploitation de l'aéronef, règlement délégué 2022/1358 du 2 juin 2022, appendices de l'annexe IB, 21.A.9.

Le règlement 2022//1361 propre aux aéronefs de loisir impose un système de gestion. Les autorités compétentes recueillent des informations sur la sécurité.

L'Agence européenne peut émettre des « consignes de navigabilité », si une condition dangereuse peut se reproduire sur un autre avion. Le constructeur doit alors proposer des actions correctives rendues obligatoires par la consigne de navigabilité. Les exploitants sont informés et reçoivent les instructions pour réaliser les actions correctives appropriées. Il est donné un délai pour exécuter les actions nécessaires. Art. 21. A.3B de la partie 21.

Des obligations similaires pèsent sur les constructeurs de moteurs. Si certains problèmes surviennent, les motoristes doivent préconiser des mesures de remplacement, préconiser des révisions générales périodiques. Ils informent les autorités aéronautiques. Aux États-Unis les constructeurs d'avions américains proposent à la FAA les modifications et mises à jour devant être apportées aux moteurs d'avion qu'ils ont conçus. La FAA transfère ces documents à la DGAC. Le concepteur de moteur n'a pas l'obligation de transmettre ces informations directement aux exploitants des appareils aériens. C'est à l'exploitant qu'il appartient d'intégrer au manuel d'entretien les instructions du constructeur. A. 12 mai 1997. Il lui appartient de s'informer. Le fabricant de l'avion répercute aux propriétaires des avions.  
Cf. 2° Civile 28 février 2013, n° 11-27699.

Le règlement d'exécution 2020/1159 du 5 août 2020 modifie des règlements antérieurs et introduit de nouvelles exigences en ce qui concerne les appareils anciens menacés par les effets de la vieillesse, de la fatigue et de la corrosion.

L'objectif est de maintenir un niveau élevé de sécurité aérienne en ce qui concerne les aéronefs de grande capacité.

Le vieillissement d'un aéronef dépend de l'âge, des cycles de vol et du nombre d'heures de vol.

Le règlement évoque des risques d'incendie en ce qui concerne les avions de grande capacité équipés de soutes à fret ou à bagages de classe D. Le risque est considéré comme élevé, du fait de l'augmentation du transport de batteries au lithium dans ces types de compartiment. On craint l'apparition de fissures.

L'Agence publie des spécifications de certification.

Les titulaires de certificat de type communiquent à chaque exploitant des avions toute modification des instructions pour le maintien de la navigabilité. Le titulaire du certificat de type élabore un programme de maintien de l'intégrité structurelle pour les structures d'avions vieillissants. Ceci vaut pour l'avion de grande capacité à turbine certifié à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958, lorsque le certificat de type a été présenté avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Il existe des exceptions.

Il y a évaluation de la tolérance à la fatigue et à la détérioration., il s'agit d'éviter les défaillances catastrophiques, une inspection est prévue.

On établit la limite de validité.

Le titulaire du certificat de type établit un programme de contrôle de la corrosion.

Le titulaire du certificat de type identifie les structures de base critiques pour la fatigue pour l'ensemble des variantes et dérivés du modèle d'avion.

Il joue un rôle pour les réparations.

Le règlement d'exécution 2022/1254 du 19 juillet 2022 modifie le règlement 2015/640 quant à l'introduction de nouvelles exigences de navigabilité supplémentaires.

Il assouplit le dispositif antérieur en ce qui concerne les avions de grande capacité et leurs compartiments de fret et de bagages. Il s'agit de surmonter le risque d'incendie en vol partant de ces compartiments de fret ou de bagages.

Il convient de prévoir des dispositions pour lutter, auprès des avions de grande capacité, contre le risque d'une pression insuffisante des pneumatiques.

Le règlement prend des dispositions concernant les hélicoptères, aéronefs à voiture tournante, utilisés pour l'exploitation en mer. Les issues de secours doivent pouvoir être utilisées, en cas d'amerrissage, pour une sortie sous l'eau.

## B. La fabrication en série

### Le certificat de navigabilité

Le constructeur, une fois obtenu le certificat de type, va fabriquer, si le succès commercial est au rendez-vous, une série d'appareils. Il faut que chaque appareil soit conforme et puisse être en situation de vol. Il faut donc l'attestation de conformité de l'aéronef de série aux définitions du certificat de type : l'aéronef est en état de

fonctionner en sécurité, il a subi avec succès les essais en vol.  
C'est la certification de la production.

Le **certificat de navigabilité individuel** est propre à chaque aéronef : il atteste l'aptitude au vol de celui-ci.  
Il est délivré, après démonstration que le produit est conforme au type certifié.

La matière est largement dominée par le droit européen, le droit interne ne peut le contredire.  
Le droit interne est seul applicable dans les domaines où l'aéronef échappe au droit européen.

Chaque aéronef est soumis à certification et se voit délivrer un certificat de navigabilité, article 14 § 1 du règlement 2018/1139.

Le demandeur doit démontrer que l'aéronef est conforme à la conception certifiée et que l'aéronef peut être exploité de manière sûre et dans le respect de l'environnement, art. 14 § 1 du règlement 2018/1139.

Aucun aéronef n'est exploité (et ne peut donc prendre l'envol) à moins d'être muni d'un certificat de navigabilité valable, art. 5 § 2 c) du règlement n° 216/2008.

La compétence relève de l'Agence qui délègue auprès des autorités nationales.

[Le règlement 2019/133 du 28 janvier 2019 impose dans certaines hypothèses des spécifications de navigabilité supplémentaires pour certains nouveaux appareils. La situation concerne les aéronefs dont la certification a déjà été certifiée antérieurement, le certificat de type est ancien, on vise des appareils au futur, non encore construits ou en service. Les exigences nouvelles tendent à l'amélioration de la sécurité et au maintien de la navigabilité. Il y a des dispositions concernant les avions de grande capacité. Il convient d'assurer la protection des passagers en cas d'atterrissage d'urgence en ce qui concerne les conditions dynamiques des sièges. Des dispositions concernent le caractère inflammable des matériaux d'isolation thermique et acoustique, il s'agit en cas d'accident de résister à la propagation des flammes dans l'avion. Les extincteurs d'incendie ne doivent pas utiliser de halon.]

Aéronefs de l'aviation sportive et de loisir

Les tâches liées à la certification initiale et à la supervision peuvent être déléguées.

Si une non-conformité est constatée, une action corrective est ordonnée.

L'Agence adopte des consignes de navigabilité.

Des dispositions concernent les certificats de navigabilité, 21L.B.161, annexe Ib (partie 21 Light) du règlement n° 748/2012 modifié. Les procédures sont entre les mains de l'autorité de l'État d'immatriculation.

L'autorisation de vol des aéronefs de l'aviation sportive et de loisir

Annexe Ib (Partie 21 Light) du règlement modifié n° 748/2012, Sous partie P - Autorisation de vol

Pour un aéronef terminé, avant de soumettre à l'autorité une attestation de conformité, l'organisme de production doit veiller à ce que l'aéronef soit en état de fonctionner en toute sécurité et soit conforme à la conception de type ou aux données de conception d'un aéronef ayant fait l'objet d'une déclaration de conformité, point 21L.A.127, règlement 2022/1358, appendices de l'annexe IB.

L'organisme de production déclaré doit fournir au déclarant d'une déclaration de conformité de la conception, un soutien en matière de maintien de la navigabilité pour les produits qu'il a fabriqués.

Grâce à l'attestation de conformité délivrée par l'autorité compétente, l'organisme de production est en état de demander un certificat de navigabilité individuel à l'État d'immatriculation.

Pour la production d'aéronefs neufs, l'organisme de production doit veiller à ce que les aéronefs soient maintenus en état de navigabilité.

[Une réglementation spécifique concerne les certificats de navigabilité des aéronefs militaires et des aéronefs appartenant à l'État et utilisés par les services de douanes, de sécurité publique et de sécurité civile, voir arrêté du 24 mars 2023 modifiant des arrêtés du 3 mai 2013 pris pour l'application du décret n° 2013-367 du 29 avril 2013.]

Des diminutifs du certificat de navigabilité peuvent permettre sous certaines conditions l'exploitation d'un aéronef.

- Le certificat de navigabilité restreint

Europe



L'exploitant ne détient pas par hypothèse le certificat de navigabilité individuel. Si l'exploitant se voit délivrer un certificat de navigabilité restreint, des spécifications de navigabilité particulières sont prévues. Comme le nom l'indique, des restrictions d'utilisation sont imposées dans l'exploitation et l'usage de l'aéronef.

Un certificat de navigabilité restreint est délivré à un aéronef dont la conception a fait l'objet Soit de la déclaration prévue par le § 1 point a) [la conformité du produit peut être évaluée sans que soit délivré un certificat]

Soit d'un certificat de type restreint

Le tout conformément aux actes délégués.

Le demandeur démontre que l'aéronef est conforme à cette conception et que l'aéronef peut être exploité de manière sûre et dans le respect de l'environnement, article 18, § 2, a), du règlement 2018/1139.

France

Art. R. 6221-2 CT

Un aéronef ne peut être utilisé pour la circulation aérienne que :

1° s'il est muni d'un document de navigabilité qui lui est propre, en cours de validité, pouvant prendre la forme soit d'un certificat de navigabilité, soit d'un certificat de navigabilité spécial, soit d'un laissez-passer provisoire ;

2° s'il est apte au vol, c'est-à-dire s'il répond à tout moment aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qui lui est propre et aux règles servant de base au maintien de navigabilité de l'aéronef ;

3° si cette utilisation est faite conformément aux règles édictées en vue d'assurer la sécurité ;

4° si les personnes assurant la conduite de l'aéronef ou des fonctions de sécurité à bord détiennent les titres aéronautiques et les qualifications prévus par le livre V de la présente partie du présent code (CT).

L'article R. 6221-4 CT précise les conditions auxquelles est subordonnée la délivrance du certificat de navigabilité pour un aéronef.

La norme, c'est le certificat de navigabilité normal, " Certificat de navigabilité", CDN, délivré dans les conditions de l'art. R. 6221-4 et 5 et de l'annexe 8 de la convention de Chicago.

Les certificats de navigabilité spéciaux

Art. R. 6221-6

Les certificats de navigabilité restreints

Les aéronefs ne remplissent pas les conditions de l'annexe 8.

L'arrêté du 12 septembre 2003 concerne le certificat de navigabilité restreint d'aéronef sans responsable de navigabilité de type, CDNR. Ces dispositions concernent les appareils anciens, la conception remonte à plus de 40 ans, la fabrication est arrêtée depuis plus de 25 ans, le certificat de type a été rendu. Ce certificat est délivré par le ministre. La navigabilité de l'appareil est vérifiée ainsi que le programme d'entretien. L'appareil doit être apte au vol. Les réparations significatives sont soumises au ministre. L'appareil ne doit pas faire de transport aérien public.

L'arrêté du 15 mars 2005 est relatif au certificat de navigabilité restreint d'aéronef, CNRA. La construction est le fait d'un amateur. La réalisation est, sans but lucratif, le fait d'un individu ou d'une association. Les sièges des avions sont limités à 4, la puissance motrice maximale est de 150 kW. L'allongement d'un planeur monoplace est limité à 15. Le nombre de sièges d'un hélicoptère est limité à 2. Le nombre de places d'un autogire est limité à 2. Le nombre de places d'un aérostat est limité à 4. Pour les avions de catégorie acrobatique, 2 sièges. Des visites sont prévues. On prévoit des épreuves en vol.

Le certificat de navigabilité spécial d'aéronef en kit, CNSK. (Le droit interne connaît le certificat de navigabilité spécial d'aéronef en kit, CNSK, arrêté du 22 septembre 1998. C'est un aéronef qui est monté par un amateur ou un association d'amateurs, sans finalité commerciale, pour son ou leur usage propre. Le ministre contrôle l'activité du fournisseur du kit. Le monteur du kit demande le certificat en cause, délivré par le ministre de l'Aviation civile. Ces aéronefs ne peuvent pas effectuer des vols à sensations à titre onéreux. Les personnels exploitant ces appareils sont soumis avec des exceptions aux licences et qualifications des pilotes, prévues par le règlement européen n° 1178/2011. L'art. 23-1 donne le groupe de lettres d'immatriculation.)

L'arrêté du 28 février 2006 est relatif au CNRAC, certificat de navigabilité restreint d'aéronef de collection. Ces appareils peuvent prendre part à des reconstitutions historiques. Le premier vol du premier exemplaire remonte à plus de 30 ans, la fabrication est interrompue depuis au moins 20 ans. Le ministre consulte des experts avant de délivrer le certificat. Une enquête technique est réalisée, ainsi que des épreuves en vol. Le postulant présente un programme d'entretien. Le ministre peut prévoir des consignes de navigabilité.

Le certificat de navigabilité spécial restreint, CNSR.

Aéronef relevant des catégories b d i de l'annexe I du règlement 2018/1139. Impossibilité ou inappropriation de délivrer l'un des certificats de navigabilité pré cités

- L'autorisation de vol

Il s'agit d'une autorisation dérogatoire dont le caractère est provisoire : il s'agit de l'hypothèse où l'aéronef ne satisfait pas pleinement aux exigences de navigabilité, mais il est en mesure d'effectuer un vol basique en toute sécurité. L'autorisation n'est pas générale, elle est spéciale, elle peut être demandée pour une mise au point, pour la formation du personnel, pour les essais en vol de réception, pour un vol de démonstration envers un acquéreur potentiel, pour la livraison de l'aéronef, pour la participation à un salon aérien, pour des compétitions, pour des vols non commerciaux...point 21A701 et s. de la partie 21 de l'annexe I du règlement n° 748/2012 du 3 août 2012.

L'autorisation de vol est délivrée pour 12 mois maximum.

Elle peut être délivrée par un organisme agréé.

Une autorisation de vol peut être délivrée pour permettre l'exploitation d'un aéronef qui n'est pas muni d'un certificat de navigabilité ou d'un certificat de navigabilité restreint en cours de validité. L'autorisation de vol est délivrée sur demande, le demandeur démontre que l'aéronef est en mesure d'effectuer un vol normal en toute sécurité.

Le règlement 2018/1139, article 18, § 2, lettre b), renvoie aux actes délégués pour une réglementation plus détaillée.

L'autorisation de vol peut également être accordée par un organisme agréé qui en a reçu le privilège et qui constate que l'aéronef est en mesure d'effectuer un vol normal en toute sécurité.

Point 21.A.711, lettre d, annexe I (partie 21) du règlement n°748/2012 (modifié)

L'autorisation de vol est soumise à certaines limitations, en particulier pour garantir la sécurité des vols.

Quand un permis de vol a été demandé, l'Agence délivre l'approbation des conditions de vol associées à la conception, art. 77 § 1 point c).

Arrêt Héli-Flight c. AESA, du Tribunal, rendu le 11 décembre 2014, T-102/13, Europe février 2015, commentaire 65 par Denys Simon.

Il existe un modèle d'hélicoptère dit Robinson R66, fabriqué aux États-Unis, par la firme Robinson Helicopter Company ; ce modèle d'hélicoptère a obtenu aux États-Unis, avec exemption du système hydraulique des commandes de vol, le certificat de type délivré par la FAA, Federal Aviation Administration.

La société américaine Robinson a déposé une demande de certificat de type auprès de l'AESA, ce certificat ne sera finalement délivré qu'ultérieurement et avec des modifications pour pallier le défaut de fiabilité du système hydraulique.

La société Héli-Flight est le distributeur exclusif en Allemagne des hélicoptères fabriqués par la société américaine, elle a acquis un hélicoptère du type Robinson R66, elle souhaite le proposer à la vente en Allemagne. L'appareil n'avait pas encore reçu en Europe le certificat de type, la demande était en cours d'examen. Il ne pouvait donc voler.

La société a alors effectué une « demande d'approbation des conditions de vol » pour cet hélicoptère, démarche qui est un préliminaire à l'obtention d'une "autorisation de vol".

Une autorisation de vol peut être délivrée, à défaut de certificat, pour un vol de démonstration, s'il est démontré que l'aéronef peut effectuer un vol basique en toute sécurité.

Les conditions de vol n'étaient pas approuvées, mais le postulant pouvait faire une demande d'approbation des conditions de vol, pour obtenir cette approbation il faut établir le respect des règles de sécurité.

Si cette demande avait été acceptée, le requérant aurait pu ultérieurement demander une autorisation de vol. C'est cette demande d'approbation qui sera rejetée par l'Agence.

Un recours en réformation préjudicielle a été formé auprès du directeur exécutif de l'Agence, le recours a été

déclaré non fondé.

L'affaire a été déférée ensuite à la chambre de recours, qui a rejeté le recours.

La décision de la chambre de recours peut faire l'objet d'un recours porté devant le Tribunal.

L'agence dispose d'une marge d'appréciation pour décider sur le plan technique si l'aéronef peut voler en sécurité. Preuve non administrée par le postulant.

Le certificat délivré par la FAA n'avait pas de caractère contraignant pour l'Agence.

Le Tribunal rejette le recours.

Un pourvoi a été formé, l'arrêt de la CJUE, C-61/15 P, a été rendu le 28 janvier 2016, il rejette le pourvoi.

L'approbation des conditions de vol d'un aéronef ne disposant pas de certificat de navigabilité est subordonnée à la vérification de la capacité de cet aéronef à voler en toute sécurité. Cette vérification relève d'une appréciation complexe pour laquelle un large pouvoir d'appréciation doit être reconnu à l'AESA.

S'il y a une autorisation de vol, le maintien de la navigabilité des aéronefs est assuré sur la base des arrangements particuliers définis dans l'autorisation de vol, conformément à l'annexe I (partie 21) du règlement n° 748/2012 : c'est ce qu'indique l'article 3 § 3 du règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014 sur le maintien de la navigabilité des aéronefs. Cf. infra.

[« L'autorisation de vol » existe également en ce qui concerne les aéronefs militaires et les aéronefs appartenant à l'État et utilisés par les douanes, la sécurité publique et la sécurité civile, arrêté du 3 mai 2013.

L'hypothèse où le certificat de navigabilité n'a pas pu être délivré est envisagée par un arrêté modificatif du 23 novembre 2017. Les autorités d'emploi peuvent alors établir des autorisations de vol pour les aéronefs mis en service avant le 9 décembre 2006. Ces autorisations peuvent être délivrées lorsqu'il y a un plan d'actions permettant à l'aéronef d'obtenir le certificat de navigabilité au plus tard le 31 décembre 2021.]

. Certains aéronefs sont munis pour circuler de "laissez-passer" provisoire. Ce sont des aéronefs dépourvus de certificat de navigabilité, CDN, et qui ne peuvent faire que des vols non commerciaux.

Les aéronefs ayant un laissez-passer français sont inscrits au registre d'immatriculation des aéronefs. Voir l'arrêté du 21 avril 2016 modifiant l'arrêté du 6 mars 1987. Voir le paragraphe 21 A.701 a) (15) de l'annexe au règlement modifié 748/2012 qui établit les conditions de vol.

Art. R. 6221-7 CT.

Le laissez-passer peut concerner certains aéronefs, comme certains ELA, European Light Aircraft, dits orphelins,

les vols de prototype,

les vols liés à la fabrication livraison exportation importation,

les vols de contrôle ou de convoyage d'un aéronef au certificat de navigabilité invalide. L'aéronef porte éventuellement des marques provisoires d'identification françaises. Arrêté du 21 décembre 2021, art. 6.

le vol d'un aéronef étranger circulant au-dessus du territoire national, aéronef n'ayant pas de document de navigabilité valide pour ce survol.

Le certificat d'agrément, art. R. 6221-8 et 9.

Certaines entreprises assurant la conception des aéronefs doivent détenir un agrément, attestant les aptitudes techniques de l'entreprise.

Idem en ce qui concerne les entreprises assurant la production d'aéronefs, art. R. 6221-10

L'arrêté du 23 septembre 1998 est relatif aux **ULM**, aéronefs ultralégers motorisés. L'exploitant doit détenir une carte d'identification accompagnée de l'accusé-réception de la déclaration du postulant indiquant que son ULM est apte au vol.

Cet arrêté est modifié par un arrêté du 10 août 2021 : le ministre chargé de l'aviation civile peut dans certaines circonstances accorder une dérogation aux dispositions de l'arrêté de 1998, si les usagers font face à des circonstances exceptionnelles, si les objectifs de sécurité sont atteints par des moyens alternatifs, si le postulant justifie techniquement sa demande ou par des conditions d'utilisation particulières. Ces dérogations ponctuelles ne sont accordées que si les mesures garantissent un niveau de sécurité acceptable.

Les **ballons ultralégers** sont régis par l'arrêté du 21 décembre 2023.

Le ballon ultraléger est un aérostat non motorisé, monoplace ou biplace, dont le volume maximal de l'enveloppe prévu à la conception

n'excède pas 1200 m<sup>3</sup> en cas d'utilisation d'air chaud

et 400 m<sup>3</sup> en cas d'utilisation d'autres gaz de sustentation.

Le BUL est dispensé de l'obligation de détenir un document de navigabilité.

Le propriétaire du BUL doit cependant s'assurer que son aéronef satisfait à certaines exigences minimales de conception indiquées à l'article 4, II.

Le BUL est utilisé et entretenu conformément à la documentation fournie par le constructeur.

Un autre arrêté du 21 décembre 2023 concerne certains **ballons à air chaud captifs non motorisés**.

L'arrêté ne s'applique qu'à des ballons dispensés de document de navigabilité et ne détenant pas le document.

Le ballon concerné s'élève grâce à de l'air chauffé, il est muni d'un système d'ancrage continu et fixe pendant l'exploitation (c'est un ballon captif servant à des exhibitions), le point du ballon le plus haut ne dépasse pas en exploitation 50 mètres au-dessus de la surface, il a une capacité d'emport de plus de deux personnes.

L'emport de passagers, à titre onéreux ou non, est interdit.

Le ballon est exploité par un pilote remplissant les exigences réglementaires européennes.

L'emport à bord est limité au personnel de l'exploitant et au personnel d'entretien.

### Aéronefs étrangers

Certains aéronefs de nationalité étrangère dont le certificat de navigabilité ne remplit pas les conditions fixées par convention internationale pour circuler au-dessus du territoire français peuvent être autorisés à le survoler temporairement, art. D. 6221-38 CT.

Un arrêté du 25 octobre 2016 permet aux aéronefs de construction amateur immatriculés en Autriche et titulaires d'un certain document autrichien de navigabilité (qui n'est pas du niveau OACI) de survoler temporairement le territoire français, sans accord préalable des services français de navigabilité. Le transport de passagers est interdit. Ce survol doit s'opérer en vol à vue uniquement, Visual Flight Rules.

## § III. L'entretien, la maintenance et la réparation des aéronefs

Tout aéronef pour des raisons de sécurité doit obligatoirement faire l'objet d'un programme d'inspection, de révision, de correction des déficiences, de remise aux normes. Il s'agit d'inspecter régulièrement les appareils, assurer la révision, la réparation, le remplacement des pièces pour garantir le maintien de la navigabilité.

Le programme varie selon les dimensions de l'appareil et sa destination.

Les gros appareils sont l'objet de visites, quotidienne, hebdomadaire, lorsque 800 heures de vol ont été effectuées, tous les 21 mois, tous les 6 ans, tous les 12 ans.

On vérifie l'état de l'aéronef pour tester ses aptitudes à la navigabilité.

On fait le diagnostic.

Compte tenu des conclusions résultant de l'examen, on fera les réparations adéquates.

Les autorités publiques ont pour mission de réaliser des inspections et des investigations pour vérifier le respect de la réglementation.

### A. Les règles de droit

Les normes sont à découvrir dans les standards de l'OACI et les dispositions du droit international, dans les règles de l'UE ainsi que dans le droit national.

Annexe 8 de la convention de Chicago.

L'OACI procède à des audits dans le cadre de son programme universel d'évaluation de la surveillance de la sécurité, USOAP. Elle conseille aux États d'opérer des inspections au sol sur les avions relevant d'États où il existe de graves problèmes de sécurité ou d'États dont le régime de surveillance présente de graves

manquements en matière de sécurité.

Accords internationaux

Normes européennes

L'exploitant communautaire, titulaire d'une licence d'exploitation, doit assurer le maintien de la navigabilité de la flotte d'aéronefs qu'il exploite.

Le règlement n° 748/2012 du 3 août 2012, annexe I, partie 21, contient des dispositions relatives à la maintenance.

Le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014 concerne le maintien de la navigabilité des aéronefs et des produits/pièces/équipements aéronautiques. Modifié par le règlement 2015/1088 du 3 juillet 2015 allégeant les règles de maintenance des aéronefs de l'aviation générale. Modifié par le règlement 2015/1536 du 16 septembre 2015 : il s'agit de mettre à jour le règlement n° 1321/2014 pour satisfaire les exigences du règlement n° 216/2008. Modifié par le règlement 2018/1142 du 14 août 2018. Modifié par le règlement 2019/1383 du 8 juillet 2019. Modifié par le règlement d'exécution 2021/700 du 26 mars 2021 en ce qui concerne les données d'entretien. Modifié par le règlement d'exécution 2021/1963 du 8 novembre 2021 en ce qui concerne les systèmes de gestion de la sécurité dans les organismes de maintenance. Modifié par le règlement 2022/1360 du 28 juillet 2022 (aéronefs de l'aviation sportive et de loisir).

Ce règlement indique dans son annexe I les conditions dans lesquelles est assuré le maintien de la navigabilité des aéronefs et des éléments d'aéronefs.

Le dispositif européen concerne non seulement les aéronefs immatriculés dans un État européen, mais également les appareils immatriculés hors Europe mais utilisés par un exploitant européen, un État européen en ayant la supervision, ou les appareils immatriculés hors Europe et pris en location coque nue en Europe.

Un aéronef ne doit pas voler si le certificat de navigabilité n'est plus valable. Ou si le maintien de navigabilité de l'aéronef ou d'un élément monté sur l'aéronef ne satisfait pas aux exigences de la présente partie. Ou si l'aéronef a été exploité au-delà des limites du manuel de vol agréé ou du certificat de navigabilité sans qu'aucune mesure appropriée n'ait été prise. Ou si l'aéronef a été impliqué dans un accident ou dans un incident qui affecte sa navigabilité sans qu'aucune mesure appropriée n'ait été prise pour la rétablir. Ou si une modification ou réparation n'est pas conforme à l'annexe I (partie 21) du règlement n° 748/2012. Annexe I, M.A. 902 lettre b, du règlement n° 1321/2014.

Un vol ne peut pas être entamé si l'un des instruments, équipements ou fonctions requis par la présente partie est en panne ou manquant, sauf dérogation ... voir le règlement 2015/640 du 23 avril 2015, annexe I, partie 26, spécifications de navigabilité supplémentaires dans le cadre d'une exploitation, sous-partie A, équipement temporairement en panne, 26.20.

Les appareils aériens sont dotés d'émetteurs et récepteurs pour remplir les services de radionavigation, radiocommunication, surveillance et sauvetage.

Un arrêté du 18 avril 2011 est relatif à la licence de station d'aéronef.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 établissant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et qui a pour objectif de maintenir un niveau uniforme de sécurité de l'aviation civile dans l'UE s'applique à la maintenance des aéronefs.

Annexe II. Exigences essentielles relatives à la navigabilité. Il faut pouvoir inspecter, régler, lubrifier, retirer, remplacer toute pièce ou équipement non fixe si cela s'avère nécessaire. L'aéronef doit pouvoir être manœuvré en toute sécurité, dans toutes conditions d'exploitation prévisibles, y compris après la défaillance d'un ou plusieurs systèmes de propulsion.

Les certificats de navigabilité restent valides tant que l'aéronef (ainsi que les moteurs, hélices, pièces ...) est entretenu conformément aux actes d'exécution et peut être exploité de manière sûre et dans le respect de l'environnement, article 14 § 2 du règlement 2018/1139.

Les exploitants ou propriétaires d'avions de grande capacité assurent le maintien de la navigabilité des structures d'avions vieillissants. Cf. règlement 2020/1159 du 5 août 2020 modifiant l'annexe I (partie 26) du règlement

2015/640. Point 26.370. ils élaborent un programme d'entretien de l'aéronef, un programme de contrôle de la corrosion.

Le règlement 2015/1536 du 16 septembre 2015 présente des dispositions concernant les aéronefs motorisés autres que complexes, les planeurs, les planeurs motorisés ou les ballons qui ne sont pas utilisés à des fins de transport commercial, M.A. 803 point b, annexe I, (partie M), règlement modifié n° 1321/2014.

Les normes de droit interne (à l'influence déclinante, eu égard à la montée en puissance du droit européen) valent en partie en ce qui concerne les petits appareils soustraits à la réglementation européenne : c'est ainsi qu'un arrêté du 24 septembre 2012 concerne certains avions à moteur non pressurisés à moteur à piston non utilisés en transport aérien commercial, moto planeurs et planeurs, ballons et dirigeables.

Ces normes nationales peuvent également intervenir pour certains transports atypiques, style transports payants en montgolfières.

Un arrêté du 6 mars 2013 modifié par un arrêté du 6 février 2015, JO du 14/2/2015 p. 2857, concerne le maintien de navigabilité des ballons libres à air chaud exploités par une entreprise de transport aérien public, l'entreprise titulaire du CTA est soumise à la réglementation n° 1321/2014 du 26 novembre 2014. Le personnel est soumis à un maintien de compétences, l'équipage à un contrôle annuel. Il convient de vérifier, avant chaque vol, la capacité des passagers à adopter simultanément la position d'atterrissage.

L'appareil doit emporter une balise de détresse.

L'arrêté du 21 décembre 2018 - modifié par un A. du 14 août 2020, JO du 5 septembre 2020 - concerne le codage et l'enregistrement, aux fins de recherche et de sauvetage des aéronefs, des balises de détresse fonctionnant sur 406 MHz.

Il existe un registre français des balises de détresse. L'exploitant de l'aéronef les y fait enregistrer.

Le message numérique des balises de détresse contient s'il y a lieu la donnée de localisation.

La personne qui a activé la balise est informée que le signal qu'elle a émis a été détecté par le système Cospas - Sarsat ; il s'agit d'un service assuré par la constellation Galileo. Une adresse est donnée, celle du CNES à Toulouse.

On retranche de la maintenance la visite dite de pré vol, qui est l'inspection à laquelle on doit procéder avant le vol pour s'assurer que l'appareil est apte à effectuer le vol projeté. C'est l'exploitant qui est responsable de son bon déroulement. Cette visite est effectuée par le pilote ou par toute autre personne qualifiée.

Voir Philippe le Tourneau, Contrat de maintenance, Encyclopédie Dalloz. Les principales sources de dégradation des appareils sont l'usure, la corrosion résultant de l'environnement et les accidents mineurs. La maintenance est onéreuse. Le coût augmente avec l'âge de l'avion.

## B. Les acteurs

Des entités de droit public ou privé ont la charge de la maintenance effectuée pour le compte des exploitants d'aéronefs. Les ouvriers et techniciens effectuent concrètement le travail d'entretien dans les ateliers de leurs employeurs. La puissance publique surveille et contrôle pour faire assurer le respect de la réglementation.

1°) Les *organismes* assurant la maintenance et l'entretien des aéronefs

### Les organismes de maintenance

Le propriétaire de l'aéronef peut dans certains cas effectuer les tâches de maintien de la navigabilité sous sa propre responsabilité, il peut les faire effectuer par un organisme de gestion, qui assure la responsabilité du bon déroulement de ces tâches de maintien de la navigabilité.

Les grands groupes aériens détiennent dans leur périmètre une société spécialisée dans l'entretien et la

maintenance.

C'est ainsi que la société Air France Industries KLM Engineering & Maintenance intervient dans l'entretien cellule d'avions, maintenance des réacteurs, et des équipements, électroniques, mécaniques, pneumatiques, hydrauliques.

[Dans le cadre du contrôle des concentrations, la Commission européenne a reçu le 8 juin 2016, JOUE du 18 juin 2016, la notification d'une concentration. Une filiale de Singapore Airlines et une filiale d'Airbus créent une entreprise commune, ayant pour objet la prestation de services d'entretien, de réparation, de révision, de maintenance lourde et en ligne pour le compte de compagnies aériennes exerçant en Asie et exploitant des Airbus.

Idem, un groupe chinois HNA Aviation - qui fait du transport aérien et des opérations de soutien de celui-ci, comme les services de maintenance, de réparation et de révision, de l'aviation générale, des services pour voyages d'affaires, du soutien au sol et la logistique aérienne - acquiert le contrôle exclusif du suisse SR Technics. Cette société a pour activités, la fourniture de services de maintenance, de réparation et de révision pour les avions commerciaux, de pièces détachées et de services techniques pour les moteurs. Notification du projet de concentration le 29 septembre 2016, JOUE du 6 octobre 2016.]

Différents organismes participent à l'entretien et à la maintenance des aéronefs : il faut qu'ils soient compétents et que leur personnel le soit également.

Ce sont des entreprises prestataires de services.

En droit français, on est en présence d'un contrat d'entreprise conclu entre l'entreprise qui effectue la maintenance et son client, l'exploitant d'aéronef.

Les organismes participant au maintien de la navigabilité des aéronefs et des éléments destinés à y être installés, y compris leur entretien, sont agréés à leur demande par l'autorité compétente ..., cf. art. 4 du règlement modifié n° 1321/2014.

Règlement n° 1321/2014, annexe I, II, III, IV, V bis, V ter, V quater, V quinquies.

Ces organismes effectuent la maintenance, ils font l'entretien des produits pièces et équipements, ils sont soumis à des visites d'audit.

Ils sont spécialisés, chacun a son domaine d'activité. Certains sont polyvalents.

Il existe plusieurs catégories d'organismes :

Appendice II, annexe II (145), règlement n° 1321/2014

Catégorie classe A : entretien d'aéronef ou d'élément d'aéronef.

Catégorie de classe B : opérations d'entretien sur des moteurs.

Catégorie de classe C : opérations d'entretien sur des éléments d'aéronef déposés, à l'exclusion des moteurs pour être installés sur aéronef ou sur moteur.

Catégorie de classe D.

Le règlement n° 1321/2014 donne un formulaire du certificat d'organisme de maintenance, appendice V, annexe I..

Un agrément peut être exigé de la part des entreprises assurant le maintien de la navigabilité des aéronefs, art. R. 6221-11

Les organismes de maintenance agréés doivent disposer d'un "système de gestion" : pour garantir la conformité aux exigences de l'annexe II du règlement 2018/1139 ; pour gérer les risques pour la sécurité ; pour veiller à l'amélioration du système.

Ce système de gestion s'impose aux "organismes de maintenance de la partie 145", annexe II du règlement n° 1321/2014. Ces organismes doivent se conformer aux normes et pratiques recommandées figurant à l'annexe 19 de la convention de Chicago.

L'organisme tient un système de compte rendu d'événements.

Il doit déclarer à l'autorité compétente tout événement mettant en danger un aéronef ou ses occupants.

L'organisme s'expose au retrait de son certificat en cas de manquement grave.

**L'organisme de gestion du maintien de la navigabilité (CAMO)**

Il s'agit d'un intermédiaire, dont l'intervention est indispensable aux exploitants d'aéronefs motorisés

complexes, à des fins commerciales ou non.

Cet organisme n'effectue pas lui-même la maintenance, mais il veille à ce qu'elle soit correctement effectuée par un organisme de maintenance satisfaisant aux exigences de la réglementation européenne.

Il intervient à la demande du propriétaire de l'aéronef.

Il développe le programme d'entretien de l'aéronef, il indique les tâches d'entretien que le pilote propriétaire peut réaliser, il organise l'entretien à réaliser par un organisme d'entretien, il coordonne l'entretien, le remplacement des pièces à durée de vie limitée, il fait approuver les réparations à effectuer, il contrôle.

Cet organisme est agréé par l'autorité publique, le droit européen donne un formulaire type, appendice VI, annexe I.

En ce qui concerne les transporteurs titulaires d'une licence, l'exploitant doit être agréé au titre de son certificat de transporteur aérien en tant qu'organisme de gestion de maintien de la navigabilité, annexe I (partie M) du règlement n° 1321/2014, modifiée par le règlement 2015/1536 du 16 septembre 2015, point M.A.201, lettre e.

(Le règlement d'exécution 2022/410 du 10 mars 2022, modifiant le règlement n° 1321/2014, envisage la situation des groupes de sociétés. Les grands transporteurs mondiaux exploitent leurs aéronefs dans le cadre des différentes sociétés composant le groupe. Le groupe de sociétés peut détenir en son sein une société ayant la qualité de CAMO. Ce règlement, afin d'éviter les doublons, tient compte, en vue de faciliter la gestion du maintien de la navigabilité, de l'existence du « groupement économique de transporteurs aériens ». Les entités faisant partie de ce groupement peuvent conclure un contrat avec un CAMO rattaché à ce groupement. Il s'agit alors de permettre un système commun de la gestion du maintien de la navigabilité pour les aéronefs exploités par les différentes sociétés composant le groupe.)

Un arrêté du 16 janvier 2012, JO du 25 janvier 2012, concerne les aéronefs de l'annexe II du règlement n° 216/2008 utilisés en aviation générale, il est relatif à l'agrément d'organisme pour le renouvellement des certificats de navigabilité et pour les programmes d'entretien.

## 2°) Le personnel technique effectuant les tâches de maintenance

Les travaux d'entretien et de maintenance doivent être effectués par du personnel qualifié, en suivant les méthodes, techniques, normes et instructions conformément aux données d'entretien.

Il est indispensable que le *personnel technique* se trouvant au service de ces différents organismes assurant la maintenance des aéronefs pour objet possède une pleine capacité professionnelle.

Ce sont les personnels d'examen de navigabilité.

Le personnel exécutant des travaux d'entretien doit être qualifié. Règlement n° 1321/2014, annexe II, point 145.A.30.

Chacun des techniciens et autres intervenants a son domaine d'activité.

Entretien des éléments : pilote automatique, portes et panneaux, électricité et éclairage, commande de vol, carburant, rotors de l'hélicoptère, hydraulique, train d'atterrissage, oxygène, hélices, pneumatique, protection contre la pluie le givre l'incendie, les hublots... Entretien des moteurs à turbine ou à piston.

## La formation professionnelle du personnel des entreprises de maintenance

Il convient que le personnel possède des connaissances techniques certaines.

Le règlement 2018/1142 du 14 août 2018, dans son considérant 5, fait état de fraudes.

Certains individus reçoivent une prétendue formation, alors qu'ils ne détiennent même pas la formation de base.

Les organismes chargés de former les personnels. Art. 6 du règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014, qui opère un renvoi à l'annexe IV (partie 147). Ces organismes dispensent des cours de formation, organisent les examens et délivrent les certificats de formation.

L'appendice II de l'annexe IV prévoit un certificat d'agrément d'organisme de formation à la maintenance et d'examen. L'organisme est agréé pour dispenser des formations et organiser des examens.

## L'attestation de la compétence professionnelle du personnel

Les personnels doivent avoir une connaissance adéquate des aéronefs qu'ils doivent entretenir.

Qu'il s'agisse des personnels de certification ou qu'il s'agisse des personnels de soutien.

L'organisme de maintenance doit employer suffisamment de personnels de certification pour délivrer les certificats de remise en service d'aéronef et d'éléments d'aéronef ... Ces personnels doivent satisfaire à certaines



exigences, règlement n° 1321/2014, annexe I, point M.A 606, point g). L'habilitation de certification. Le personnel responsable de la remise en service après maintenance d'un produit, d'une pièce ou d'un équipement non fixe est tenu, sauf exceptions et dérogations, d'être titulaire d'une licence. Cette licence est délivrée si le demandeur démontre qu'il respecte les actes d'exécution à venir sur la garantie de la conformité, article 16, § 1° du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018. Cette licence précise les privilèges accordés au personnel. C'est la mission de l'État de la reconnaître et de la certifier, par lui-même ou par une autorité déléguée.

L'habilitation de certification est l'habilitation délivrée aux personnels de certification par l'organisme et qui spécifie que ces personnels peuvent signer les certificats d'autorisation de remise en service au nom de l'organisme agréé. Règlement n° 1321/2014, Annexe II, point 145.A.35.

La *licence de maintenance d'aéronefs* est un titre délivré à des techniciens membres du personnel, qui leur confère des prérogatives en matière de certification, art. 5 du règlement n° 1321/2014, et annexe III (Partie 66). Le personnel responsable de la remise en service après maintenance d'un produit, d'une pièce ou d'un équipement non fixe est tenu d'être titulaire d'une licence, art. 16 du règlement 2018/1139.

La licence n'est pas requise dans certaines situations.

Renvoi aux actes d'exécution, art. 17.

La licence permet au titulaire de délivrer sous certaines conditions un certificat d'autorisation de remise en service d'un appareil une fois accomplies des opérations d'entretien.

Pour se voir délivrer par l'autorité compétente la licence de maintenance, le technicien passe des examens pour que soient appréciées ses connaissances de base, il doit avoir des connaissances en mathématiques, en physique, en mécanique, en thermodynamique, en optique, en électricité, en électronique, il connaît les matériaux des aéronefs, il connaît les procédures d'entretien, les principes de l'aérodynamique ... Il y a même un questionnaire en législation aéronautique. Des certificats de reconnaissance délivrés l'organisme de formation attestent qu'une personne a réussi la formation de base ou l'examen de base. Il y a la formation théorique, il y a la formation pratique. Le technicien doit avoir une expérience pratique. Voir l'annexe au règlement n° 1149/2011 du 21 octobre 2011.

Pour les licences autres que celles de la catégorie L, le demandeur d'une licence de maintenance d'aéronefs doit démontrer, par un examen, qu'il possède un niveau de connaissances sur les sujets modules appropriés, cf. annexe III du règlement n° 1321/2014, point 66.A.25 a).

Il existe en effet plusieurs catégories (et sous catégories) de licence de maintenance.

Catégorie A : la maintenance concerne des avions à turbine, à moteurs à pistons, hélicoptères à turbines, à moteurs à pistons.

Catégorie B : divisée en sous catégories.

Catégorie B2 : cette licence B2 est applicable à tous les aéronefs.

Catégorie B2L : le titulaire délivre des certificats d'autorisation de remise en service pour les travaux d'entretien des systèmes électriques, travaux d'entretien sur les systèmes avioniques. Avec la qualification Systèmes de la cellule, le titulaire vérifie la réalisation des tâches électriques et avioniques dans la motorisation et les systèmes mécaniques ...

Catégorie B3 : la licence B3 s'applique aux avions non pressurisés à moteurs à pistons ayant une masse maximale au décollage inférieure ou égale à 2000 kg. Le titulaire certifie les tâches suivantes, travaux d'entretien de la structure, la motorisation et les systèmes mécaniques et électriques de l'avion, ainsi que les travaux sur les systèmes avioniques (tests simples).

Catégorie L : planeurs composites, planeurs, moto planeurs composites et avions ELA1 composites, moto planeurs et avions ELA1, ballons à air chaud, ballons à gaz, dirigeables à air chaud, dirigeables à gaz ELA2, dirigeables à gaz autres que ELA2.

Catégorie C : la licence C est applicable aux avions et aux hélicoptères. La licence autorise le titulaire à délivrer des certificats après des opérations d'entretien en base des aéronefs. Dans son intégralité.

Règlement n°1321/2014, Annexe III, point 66.A.3.

Les aéronefs sont classés dans un certain nombre de groupes, pour tenir compte des qualifications sur les licences de maintenance d'aéronefs, annexe III, point 66.A.5.

Chaque État doit nommer une autorité pour la délivrance des licences de maintenance d'aéronefs.

La licence peut être également délivrée par un organisme de maintenance agréé.

L'autorité suspend ou retire la licence si le titulaire a failli gravement à ses obligations, des

sanctions à la disposition du ministre sont prévues, par l'article R. 6231-4 CT, à l'encontre d'un titulaire de la licence de maintenance qui commet certains manquements dans l'exercice de ses fonctions : avertissement, suspension de la licence avec l'imposition d'un suivi de formation, retrait temporaire, retrait définitif de la licence.

Il statue sur avis du collège spécialisé de la commission administrative de l'aviation civile, formation maintenance des aéronefs, arrêté du 9 juillet 2007 modifié.

L'entrée en vigueur de ces dispositions visant à assurer une meilleure sécurité des vols a parfois donné lieu à des résistances syndicales. On peut citer les faits décrits dans l'arrêt de la chambre sociale du 11 juillet 2016, n°14-14226. Certaines normes entraient en vigueur en 2006, normes obligeant tout mécanicien d'avion à posséder une licence de maintenance d'aéronef pour pouvoir prononcer une APRS, approbation pour la remise en service, cf. infra. Air France avait envisagé de soumettre aux organisations syndicales un projet d'accord concernant les nouvelles exigences dans l'exercice du métier de mécanicien d'avion. Il prévoyait une rémunération supplémentaire pour les mécaniciens titulaires de la licence et disposant d'une qualification de type avion, appelés à signer l'APRS. Ce projet avait suscité des oppositions, des tracts avaient été distribués incitant les techniciens à ne pas apposer leur signature sur les bons de travail. Certains techniciens avaient suivi le mot d'ordre. Il n'y avait pas là une grève, la grève est la cessation collective et concertée de travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles, la grève ne peut pas être limitée à une obligation particulière du contrat de travail. Les salariés qui refusaient de signer leurs bons de travail réalisaient une inexécution partielle de leurs obligations professionnelles. Air France a fait faire défense en justice aux syndicats de ne pas appeler les salariés à refuser de signer les bons de travail. Les syndicats ont été condamnés à payer une indemnité. Une transaction a ensuite été conclue, à laquelle le syndicat Sud Aérien a refusé de participer. Ce syndicat a été condamné civilement à payer à Air France diverses sommes, 146 687 euros pour la perte d'heures productives, 26 398 euros, Air France ayant été contrainte d'avoir recours à la sous-traitance. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi.

L'Agence européenne de la sécurité aérienne avait mené en 2014 une inspection de l'autorité de l'aviation civile grecque. Une fraude a, semble-t-il, été décelée. Certains membres du personnel chargé de la certification de maintenance des aéronefs avaient obtenu une licence au titre de la partie 66, ce personnel remettait des aéronefs en service après maintenance, alors qu'il n'avait pas les connaissances de base. Les mesures correctives n'ont pas été, au niveau de l'organisme de formation à la maintenance, adoptées. Une décision de la Commission 2016/2357 du 19 décembre 2016 ordonne des mesures de contrôle. Une décision de l'autorité de surveillance AELE du 10 février 2017, JOUE du 16 mars 2017, se prononce dans le même sens.

### 3°) L'autorité publique

Le suivi de la navigabilité

L'Agence européenne, en coopération avec les autorités nationales, veille au respect de la réglementation existant en matière de sécurité aérienne.

L'Agence détient un pouvoir d'enquêtes, art. 83 du règlement 2018/1139. Elle détermine si une personne titulaire d'un certificat satisfait à la réglementation.

L'Agence peut procéder à des inspections de normalisation auprès des autorités aéronautiques nationales pour vérifier le respect de la réglementation, règlement CE n° 736/2009 du 16 mai 2006

L'Agence effectue des inspections auprès des autorités des États membres, pour évaluer le respect des exigences du règlement n° 736/2006 dans les domaines suivants : navigabilité initiale et maintien de la navigabilité, opérations aériennes, inspections au sol, membres d'équipage, contrôleurs de la circulation aérienne, gestion du trafic et des services de navigation aérienne. L'Agence établit un rapport.

L'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne effectue des inspections pour vérifier le respect de la réglementation dans les domaines de la navigabilité initiale, du maintien de la navigabilité, des inspections au sol, des contrôleurs de la circulation aérienne, de la gestion du trafic aérien, règlement n° 90/2012 du 2 février 2012 modifiant le règlement n° 736/2006.

Les aéronefs à motorisation complexe, avion, hélicoptère certifié, aéronef à rotors basculants, obéissent à un régime plus strict

L'Agence assiste la Commission pour déterminer si les États membres observent la réglementation, l'art. 85 parle du suivi des États membres.

L'État assure le contrôle des aéronefs ; il doit exister dans chaque État une autorité, ayant compétence pour la délivrance, la prolongation, la modification, la suspension ou le retrait des certificats et pour le contrôle du maintien de la navigabilité, décide le règlement n° 1321/2014, annexe I, M.B. 102.  
En France, cette autorité est la Direction de la Sécurité de l'aviation civile.

L'autorité doit élaborer un programme d'étude axée sur le risque pour contrôler l'état de navigabilité de la flotte des aéronefs figurant sur son registre.  
Ce programme d'étude doit comprendre des audits de produits aéronefs par échantillonnage.

Ces vérifications peuvent être opérées par l'État lui-même, elles peuvent être confiées à un organisme habilité.  
En matière maritime, on parle de société de classification.  
L'autorité peut attribuer des tâches liées à la certification initiale ou à la surveillance continue des organismes à des entités qualifiées, point 145.B.205, annexe II (145), règlement n° 1321/2014.  
Elle conserve une fonction de supervision.

Les agents de l'État, ainsi que les organismes ou personnes que l'autorité administrative habilite à l'effet d'exercer les missions de contrôle au sol ou à bord des aéronefs ont accès à tout moment aux aéronefs, aux terrains, aux locaux à usage professionnel et aux installations où s'exercent les activités contrôlées.  
Ils ont également accès aux documents de toute nature en relation avec les opérations pour lesquelles le contrôle est exercé.  
Article L. 6221-4 CT.

Sauf lorsqu'elles relèvent de la compétence de l'Agence européenne de la sécurité aérienne, les vérifications nécessaires à la délivrance et au maintien en état de validité des certificats, des laissez-passer, des licences et des agréments prévus par la réglementation sont effectuées par les agents, organismes ou personnes mentionnés à l'article L. 133-4.

L'habilitation des organismes techniques ou des personnes extérieures peut porter sur la délivrance et le maintien en état de validité par ceux-ci des certificats, des laissez-passer, des licences et des agréments cités à l'alinéa précédent.

Les contrôleurs auront, pour l'exercice de leur fonction, accès à bord des aéronefs.

En matière aérienne, l'habilitation avait jadis été donnée en France au bureau Veritas, cette mission avait été ensuite confiée en 1993 au GIE GSAC groupement pour la sécurité de l'aviation civile, formé de l'État et du bureau Veritas.

L'État est sorti en 2009 de ce GIE.

L'État avait organisé une consultation pour mettre les entreprises intéressées en concurrence pour choisir le titulaire de l'habilitation, une commission a été mise en place, le ministre a écarté les candidatures de Veritas et d'Egis Avia.

Un arrêté du 7 juin 2010 avait habilité un organisme - CETE APAVE Sud Europe SAS - pour l'exercice des contrôles et vérifications dans le domaine de la sécurité aérienne.

Contestation de cette désignation par le bureau Veritas - Registre international de classification de navires et d'aéronefs et par EGIS Avia (qui avait rejoint le GIE en 1997) dont la candidature avait été rejetée.

Une ordonnance du juge des référés du Conseil d'État rendue le 3 septembre 2010 a refusé d'ordonner la suspension de l'exécution de l'arrêté ministériel. La condition d'urgence n'était pas remplie.

L'arrêté du 20 décembre 2023, JO du 28 décembre, texte 87, habilite, jusqu'au 31 décembre 2028, la société **OSAC HABILITATION**, SAS, siégeant à Issy les Moulineaux, à exercer des missions de contrôle dans le domaine de la sécurité aérienne.

La société opère sous la marque **OSAC**.

Ces missions de contrôle prennent la forme d'expertises, d'instructions, d'audits et de vérifications qui sont nécessaires à la délivrance, la suspension ou le retrait des documents.

La mission est précisée en annexe par le règlement-cadre de l'habilitation.

À propos de certaines prestations, l'OSAC dispose d'un droit exclusif de réalisation. Ce sont les services exclusifs.

D'autres services dits annexes sont effectués à la demande du ministre, lorsque celui-ci décide de ne pas les réaliser lui-même.

L'organisme exécute également des missions institutionnelles transverses.

L'organisme perçoit des rémunérations et des redevances.

Une convention est conclue entre la DGAC et l'organisme.

Il délivre les certificats d'agrément des différents organismes, de productions, de maintenance, de gestion du maintien de navigabilité, de formation des personnels de maintenance d'aéronefs

C'est cet organisme qui délivre les certificats individuels de navigabilité et les certificats acoustiques. Ainsi que les certificats d'examen de navigabilité.

L'organisme instruit les demandes de laissez-passer et d'autorisation de vol.

Cet organisme signale à la direction de la sécurité de l'aviation civile les éléments constitutifs des manquements qu'il relève, article 6 de l'arrêté.

L'organisme peut suspendre, limiter ou retirer en cas de manquements le certificat d'agrément d'un organisme ou l'habilitation d'un personnel listé au a de l'annexe Règlement cadre de l'habilitation.

Si un aéronef ne remplit pas les conditions techniques, l'organisme peut retirer le certificat d'examen de navigabilité d'un aéronef ou le certificat individuel de navigabilité d'un aéronef, ou le laissez-passer.

L'organisme peut retirer l'habilitation d'examineur de qualification de type.

L'organisme peut retirer à une personne sa licence de personnel de maintenance d'aéronefs

L'organisme peut retirer à une personne sa licence nationale de maintenance d'aéronefs.

Lorsque le titulaire a la preuve que la personne détient une licence de personnel de maintenance d'aéronefs falsifiée, ou a obtenu la licence de maintenance d'aéronefs (et les qualifications ou catégories) par falsification des preuves documentaires, ce titulaire peut retirer à une personne sa licence de personnel de maintenance d'aéronefs.

Le titulaire instruit les conditions de la navigabilité des aéronefs détenant des marques provisoires d'identification françaises et fournit un avis à la DSAC, en particulier lors de la production de prototypes dans le cadre de l'instruction d'un organisme de production.

Le titulaire organise le contrôle des personnels de maintenance d'aéronefs détenteurs d'une licence, et certifiant la maintenance qu'ils effectuent hors des organismes agréés.

Le titulaire élabore un programme d'étude basé sur une approche axée sur le risque pour contrôler l'état de navigabilité de la flotte des aéronefs figurant sur le registre français et effectue, en conséquence, des contrôles de la navigabilité de ces aéronefs selon un volume fixé en concertation avec la DSAC et en application de la réglementation

Le titulaire effectue des contrôles ad hoc des aéronefs lorsque des problématiques spécifiques de navigabilité sont portées à sa connaissance.

Il recueille les comptes rendus d'événements.

L'organisme pour la sécurité de l'aviation civile, OSAC, titulaire de l'habilitation pour l'exercice de missions de contrôle dans le domaine de la sécurité de l'aviation civile, versait à la direction de la sécurité de l'aviation civile une redevance de 250 000 euros par an, destinée à contribuer à la couverture des frais de contrôle de la convention du 30 novembre 2022. Arrêté du 20 février 2023

### C. L'activité de maintenance

Il s'agit d'étudier l'état de l'aéronef, relever les défauts, effectuer des vérifications de la navigabilité, vérifier que les défauts ont été rectifiés. Il existe des normes techniques très minutieuses concernant la maintenance et l'entretien des appareils. Les opérations d'entretien peuvent ne concerner que des rectifications de défauts mineurs, elles peuvent être plus complexes et plus profondes. On effectue la mise au rebut des éléments de durée de vie limitée.

Pour assurer la validité du certificat de navigabilité d'un aéronef, un examen de navigabilité de l'aéronef et de ses enregistrements de maintien de navigabilité doit être réalisé périodiquement, point ML.A.901 de l'annexe V ter du règlement n° 1321/2014.

L'organisme doit disposer des instruments et des outillages nécessaires pour effectuer les travaux. Point 145.A.40, annexe II, règlement n° 1321/2014.

Les éléments d'aéronefs doivent faire d'un entretien, cf. annexe I du règlement n° 1321/2014, point M. A.502. Cet entretien est effectué par des organismes de maintenance agréés.

[L'État peut sous certaines conditions demander et obtenir une dérogation aux règles européennes.

On en a un exemple avec la décision 2017/190 du 1<sup>er</sup> février 2017, JOUE du 3 février 2017, autorisant la France

à déroger à certaines règles en matière de sécurité. La règle figure au point M.A 501 de l'annexe I (partie M) du règlement n° 1321/2014. Selon cette disposition, aucun élément ne peut être installé sur un aéronef à moins qu'il ait obtenu l'autorisation de mise en service appropriée sur un formulaire 1 EASA ou équivalent. Il s'agit en l'espèce d'installer un nouveau moteur sur un aéronef immatriculé en France. Ces aéronefs sont fabriqués par un constructeur américain, Waco. Les moteurs sont également construits par un fabricant américain, Air Repair. La difficulté consiste en ce que le fabricant des moteurs n'est titulaire en Europe ni d'un agrément de production, ni d'un agrément comme centre de réparation, il ne peut pas fournir des moteurs accompagnés de formulaires de mise en service à d'autres clients. Le moteur ne peut pas être posé avec un formulaire 1 EASA. D'où la demande déposée par la France le 24 juillet 2015 pour déroger aux prescriptions du point M. A501. La commission accorde la dérogation, sous condition : l'avionneur doit déclarer que ces moteurs sont semblables à ceux qui seraient installés sans sa propre chaîne de production ; ces moteurs doivent être installés par du personnel qualifié et conformément au manuel de maintenance de l'aéronef.]

Tout défaut d'aéronef portant gravement atteinte à la sécurité du vol doit être rectifié avant tout autre vol. En revanche, si le défaut relevé ne porte pas atteinte gravement à la sécurité du vol, il doit être rectifié dès que possible.

Le personnel de certification s'assure que la conformité a été atteinte et que le travail demandé par le client a été réalisé au cours de la vérification d'entretien. Il doit évaluer l'impact du travail non effectué pour exiger sa réalisation, voire reporter le travail lors d'une autre vérification ou échéance.

Le point 21.A.65 de l'annexe I du règlement n° 748/2012 contient une disposition concernant les avions de grande capacité.

Le titulaire du certificat de type doit veiller à ce que le programme de maintien de l'intégrité structurelle reste valable durant toute la durée d'exploitation de l'avion.

Le point 21.A.101 concerne les avions de grande capacité relevant du point 26.300 de l'annexe I du règlement 2015/640

Un système plus simple est propre aux aéronefs légers. Annexe I, M.A 901, lettre g.

Système allégé pour les procédures de maintenance des appareils d'aviation générale, qui sont les aéronefs qui ne participent pas à des activités commerciales, règlement 2015/1088 du 3 juillet 2015 modifiant le règlement n° 1321/2014, annexe I, M.A.302. On fait une inspection annuelle. On vérifie qu'il n'existe pas de défaut de conformité mettant en danger la sécurité du vol.

Le règlement d'exécution 2022/1360 du 28 juillet 2022 concerne l'entretien des aéronefs opérant en matière d'aviation sportive et de loisir.

Le propriétaire de l'aéronef doit être bien identifié.

On prévoit un programme d'entretien de l'appareil. Il fait l'objet d'un réexamen périodique.

Il s'agit d'assurer le maintien de la navigabilité.

Certains actes doivent être exécutés par un organisme de maintenance agréé.

On prévoit une déclaration d'entretien effectué.

## Les RÉPARATIONS

### Les travaux d'entretien

Il existe un programme d'entretien.

Révision générale : l'élément a été démonté, nettoyé, inspecté, réparé, remonté et testé.

Les défaillances doivent être corrigées.

L'organisme de maintenance est agréé pour entretenir les produits, pièces et équipements énumérés dans le domaine d'agrément.

L'organisme enregistre les détails des travaux d'entretien effectués.

### Le changement des pièces

Le principe figure à l'art. 9 § 1 du règlement n° 748/2012. Un organisme qui est responsable de la fabrication des produits, des pièces et des équipements doit démontrer ses capacités conformément aux dispositions de l'annexe I (partie 21).

Une pièce peut être installée dans un produit possédant une certification de type, lorsque l'élément est en état de

fonctionner en toute sécurité, qu'il est marqué conformément à la sous-partie Q et qu'il est accompagné d'un certificat d'autorisation de mise en service (formulaire I de l'AESA) certifiant que l'élément a été fabriqué conformément aux données de définition approuvées, point 21.A.307 a), de l'annexe I.

Chaque pièce comporte en principe une marque.

Il existe un tempérament pour éviter les dépenses inutiles.

Cette démonstration de capacité n'est pas requise pour les pièces ou équipements qu'un organisme fabrique, lorsque les pièces remplissent les conditions pour être installés dans un produit possédant un certificat de type, sans devoir être accompagnés d'un certificat d'autorisation de mise en service (à savoir un formulaire I de l'AESA).

Certaines pièces peuvent être installées, d'après le point précité, mais à lettre b), dans un produit possédant un certificat de type, elles ne nécessitent pas le formulaire I de l'AESA pour leur installation : pièce standard, certaines pièces à installer dans un ELA1 ou ELA2, pièces dont la non-conformité n'aurait qu'un effet négligeable sur la sécurité du produit, certaines pièces dans le cas de l'avionnage d'une modification standard, pièce exemptée d'agrément de navigabilité ...

L'installation n'est autorisée que si l'installateur détient un document émanant du fabricant avec le nom de la pièce, le numéro de référence, la date de délivrance, document démontrant la conformité de la pièce.

Le législateur entend ainsi permettre la production et l'installation de certaines pièces sans qu'il soit nécessaire de certifier leur conformité avec les données de définition approuvées au moyen d'un formulaire I de l'AESA – qui est délivré par l'organisme de production et validé par l'autorité compétente.

Ces règles sont reprises dans le règlement modifié n° 1321/700. Annexe V ter, point ML.A.501, a).

Quand il y a suppression de toute détérioration et remplacement de pièces d'équipements, sans qu'une activité de conception soit nécessaire, il y a seulement une tâche d'entretien, aucun agrément n'est exigé. Art. 21. A.431A petit d du règlement du 3 août 2012.

Il y a un système très simplifié pour les réparations standard concernant les petits appareils.

Cf. Annexe I, M.A. 502, point d), du règlement modifié n° 1321/2014.

Hormis cette hypothèse particulière, le règlement d'août 2012 fixe une procédure pour qu'une entreprise obtienne l'agrément de conception de réparations.

On distingue entre les réparations majeures et les réparations mineures.

Les pièces de réparation sont fabriquées selon les normes de conformité. Les éléments d'aéronef, les pièces standard et les matériaux ne doivent être installés sur un aéronef ou un élément d'aéronef que s'ils sont dans un état satisfaisant ... Annexe I, M.A. 501, du règlement n° 1321/2014. L'objectif est le maintien de la navigabilité.

Pour chaque aéronef, l'exploitant, dans le transport commercial, utilise un système de compte rendu matériel d'aéronef, qui communique des informations relatives à chaque vol, le certificat de remise en service en cours de validité, l'attestation d'entretien en cours de validité avec les travaux programmés et les travaux différés, la liste des rectifications de défauts à exécuter et reportées, les recommandations concernant les accords d'assistance à l'entretien.

(Dans l'accident du Concorde, c'est l'atelier de la compagnie aérienne qui avait effectué lui-même à Houston le changement de la bande d'usure sur la nacelle du DC 10. Un mécanicien avait remarqué le 9 juillet 2000 qu'une bande d'usure faisait saillie de la face interne du flanc droit du moteur 3 de l'appareil. Il avait averti le technicien chef qui avait fait appel au technicien tôlier de service ce jour-là. Cette réparation avait été considérée en l'espèce comme mineure.)

#### D. La post maintenance

Une fois le travail de maintenance accompli, il y a lieu de remettre, à l'exploitant, différentes attestations ou certifications.

Le certificat de remise en service, CRS, est délivré par le personnel chargé de la certification pour le compte de l'organisme de maintenance, lorsque le personne a vérifié que l'entretien commandé a été correctement effectué et qu'il n'existe pas de défaut de conformité connu qui porte gravement atteinte à la sécurité du vol, annexe II (partie 145), règlement n° 1321/2014, point 145.A.50.

Aviation de loisir. Avant de délivrer le certificat de remise en service après entretien, l'organisme de production doit établir que l'aéronef terminé a fait l'objet de l'entretien nécessaire et qu'il est en état de fonctionner en toute sécurité, point 21L.A.143, k, règlement 2022/1358, appendices au IB.

La « déclaration d'entretien effectué » est délivrée lors de la remise en service par la personne qui a procédé à l'entretien, cf. le point M.A.502, c), de l'annexe I du règlement modifié n° 1321/2014.

Le « certificat d'examen de navigabilité » (ARC) est réglementé par le règlement n° 1321/2014, annexe I, M.A. 901.

Ce certificat a pour finalité de déclarer la navigabilité des travaux de maintenance accomplis sur les produits, les pièces et les équipements.

L'appareil est apte au vol.

L'enregistrement des travaux d'entretien

Il convient de réaliser périodiquement un examen de navigabilité de l'aéronef, le certificat d'examen de navigabilité est délivré si l'examen s'est révélé satisfaisant. Il est délivré par le personnel au nom de l'organisme de gestion du maintien de la navigabilité agréé : l'aéronef est considéré comme apte au vol au moment de l'examen. Il est en principe, sauf prolongations, valide un an.

L'AESA donne des formulaires de certificat de navigabilité, voir appendice II, annexe I, partie 21, du règlement n° 748/2012, annexe IV, appendice IV, du règlement n° 1321/2014

Le nom de l'organisme agréé doit y figurer avec la mention de l'agrément, idem en ce qui concerne le nom du personnel de certification avec le numéro de la licence.

Lorsque l'examen de navigabilité est non concluant, il y a lieu à information de l'autorité.

En présence d'un risque portant sur la sécurité, c'est l'autorité publique qui effectue l'examen de navigabilité et qui délivre le certificat d'examen de navigabilité. M.A. 901 lettre h.

Idem si le propriétaire de ballons ou d'aéronefs d'une MTOM maximum de 2730 kg en fait la demande, lettre i.

L'autorité doit suspendre le certificat d'examen de navigabilité dans le cas d'un risque en matière de sécurité, M.B.304.

## Sous-Section II. La sanction des manquements

### § I. Les responsabilités des organismes du contrôle de la sécurité des aéronefs et des produits aéronautiques

Il est possible que les organismes - de droit public ou de droit privé mais délégataires d'attributs de la puissance publique - qui contrôlent le processus industriel et les travaux de maintenance commettent dans le cadre de leurs fonctions des erreurs d'appréciation engendrant des préjudices considérables.

Il est possible qu'ils délivrent ou qu'ils refusent, à tort, de délivrer et les certificats et les attestations de conformité aux règles de sécurité.

Leur responsabilité peut alors être mise en cause, au civil ou au pénal.

Le contentieux de la responsabilité des organes de contrôle

Indemniser les victimes, punir les responsables.

Le contentieux indemnitaire

Droit interne

France

Le choix par le demandeur de la juridiction compétente

Le contentieux de la responsabilité relève-t-il des juridictions de l'ordre judiciaire ou des juridictions administratives ?

On se prononce en général, en France, en faveur de la compétence de la juridiction administrative.

La Cour de cassation s'est prononcée en faveur de la compétence de la juridiction administrative pour connaître de la responsabilité du bureau Veritas qui n'avait, avant la vente de l'hélicoptère, décelé aucune anomalie, 6 mois plus tard Veritas juge l'appareil inapte au vol, résolution de la vente, 1<sup>o</sup> Civile, 2 mars 1999. Le vendeur avait appelé Veritas en garantie.

Le tribunal des conflits décide en France, le 8 juin 2009, que la compétence pour statuer sur la responsabilité du GSAC relève de la juridiction administrative. La fédération française aéronautique entendait faire condamner cet organisme du fait de défaillances dans sa mission de contrôle de la conformité de la fabrication des aéronefs Robin préalablement à la délivrance du certificat de navigabilité. Cet organisme est une personne de droit privé, il exerce une mission au nom du ministre pour l'exécution du service public administratif du contrôle préalable à la délivrance des certificats de navigabilité des aéronefs civils.

La fédération nationale aéronautique et 242 associations aéronautiques avaient demandé au tribunal de grande instance de Nanterre de condamner la société Apex Aircraft (successeur de la société Robin Aviation) ainsi que le GSAC à les indemniser des conséquences résultant d'un défaut de fabrication de certains avions de type Robin DR 400 imputable à un encollage défectueux du longeron de l'aile droite de l'appareil.

Conseil d'État, 18 avril 1980, RFDA 1980.292 : accident survenu au cours d'un vol de vérification comprenant le pilotage d'un avion par un agent des services officiels, le prototype avait été confié au centre d'essais en vol d'Istres. L'avion s'est écrasé dans le département du Gard, 3 membres d'équipage sont tués, il existait une anomalie aérodynamique de l'appareil civil Corvette, la SNIAS agit contre l'État du fait de la perte de son avion, l'avion était pris en charge par l'État lors du vol de vérification, l'anomalie avait été signalée, sa gravité n'avait pas été mise en exergue, l'arrêt procède à un partage de responsabilité moitié moitié entre l'État et le constructeur.

Droit européen

La responsabilité contractuelle et extra contractuelle de l'Agence européenne, article 13 du règlement n° 216/2008

La compétence de la Cour de Justice à l'égard de l'Agence européenne.

Droit international

Sur l'incidence de l'immunité de juridiction des États

Les enseignements du droit maritime

### Certification et classification

Cour de cassation et CJUE ne sont pas forcément, quant au pouvoir de juridiction, à l'unisson.

Sur la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire pour connaître en matière maritime d'une demande en indemnité formée par l'État français à l'encontre de sociétés américaines de classification qui auraient manqué à leurs obligations. Les eaux et les côtes françaises avaient été polluées à la suite du naufrage d'un navire citerne au large de l'Espagne.

Les sociétés défenderesses prétendaient avoir agi au nom de l'État des Bahamas et revendiquaient l'immunité juridictionnelle reconnue aux États.

1<sup>o</sup> Civile, 17 avril 2019, n° 17-18286, Bulletin.

L'arrêt opère une distinction selon l'activité menée par le professionnel.

Les activités de certification et de classification relèvent de régimes juridiques différents, ces activités sont dissociables.

Seule la première activité - certification - autorise une société de droit privé à se prévaloir de l'immunité juridictionnelle de l'État de pavillon qui l'a spécialement habilitée à délivrer en son nom au propriétaire d'un navire le certificat statuaire.

La responsabilité des sociétés de droit privé est mise en cause, non pour leur activité de certification exercée au nom de l'État des Bahamas, mais pour celle de classification en raison de manquements commis dans l'exécution des obligations de visites techniques et inspections périodiques auxquelles elles étaient tenues par la convention conclue avec le propriétaire du navire.



La cour d'appel de Bordeaux a justifié sa décision écartant l'exception d'immunité juridictionnelle.

Une problématique semblable a été portée devant la CJUE, concernant la possibilité pour les survivants et les parents des victimes d'un naufrage ayant fait plus 1000 morts en février 2006 en Mer Rouge d'un navire battant pavillon panaméen d'agir à Gênes contre deux entités ayant procédé aux opérations de certification et de classification du navire. Ces entités se présentent comme des délégués de l'État panaméen et invoquent l'immunité juridictionnelle pour échapper au jugement.

Nous disposons, en premier lieu, des conclusions rendues dans cette affaire C-641/18 le 14 janvier 2020 par l'avocat général Szpunar.

Les activités de classification tendent à affirmer qu'un navire est construit selon les règles de classe et qu'il est maintenu dans un état conforme à celles-ci. Elles mènent à la délivrance d'un certificat de classification.

Avec la certification, l'État du pavillon (ou un organisme habilité à cette fin) atteste que le navire remplit les exigences des conventions internationales en matière de sécurité maritime et de prévention de la pollution.

L'avocat général considère que les opérations de classification et de certification en cause ne sauraient être considérées comme procédant de l'exercice de prérogatives de puissance publique. Il opine donc pour le rejet de l'immunité que revendiquent les entités mises en cause devant une juridiction italienne.

L'arrêt **RINA** du 7 mai 2020,

Clunet, janvier 2021, commentaire 8 par Etienne Farnoux,

chronique Loïc Grard : Activité de classification et de certification de navires pour le compte et sur délégation d'un État : immunité de juridiction *acta jure imperii* ou *acta jure gestionis*, RTD Européen 2021 p. 457, suit largement les conclusions de l'avocat général.

Sur l'application du règlement de Bruxelles I et pour savoir si l'action en responsabilité intentée contre Rina relève de la matière civile et commerciale.

La manifestation de prérogatives de puissance publique par l'une des parties au litige, en raison de l'exercice par celle-ci de pouvoirs exorbitants par rapport aux règles applicables dans les relations entre particuliers, exclut un tel litige de la matière civile et commerciale.

Les opérations de classification et de certification ont été réalisées par les sociétés Rina pour le compte de l'État du Panama, mais le fait d'agir pour le compte de l'État n'implique pas toujours l'exercice de la puissance publique.

Bien que l'activité des sociétés Rina vise à assurer la sécurité des passagers d'un navire, cela n'implique pas que leur activité procède de l'exercice de prérogatives de puissance publique.

Le rôle des organismes, tels que les sociétés Rina, consiste dans la vérification du navire conformément aux exigences légales.

En cas de non-conformité, l'organisme informe l'État concerné, qui prend les mesures nécessaires.

Les opérations de classification et de certification, sur délégation du Panama, ne peuvent pas être considérées comme étant accomplies dans l'exercice de prérogatives de puissance publique : une action en réparation ayant pour objet ces opérations relève de la notion de matière civile et commerciale au sens du règlement de Bruxelles I.

Les sociétés Rina invoquent l'exception tiré du principe de droit international coutumier concernant l'immunité juridictionnelle. Si cette immunité est reconnue, la juridiction nationale se dessaisit du litige.

Si la juridiction de renvoi accueille l'exception d'immunité juridictionnelle, la juridiction de Gênes devra s'assurer que les demandeurs ne soient pas privés de leur droit d'accès aux tribunaux.

L'immunité de juridiction des États n'a pas de valeur absolue, elle peut être exclue si le recours juridictionnel porte sur des actes qui ne relèvent pas de la puissance publique.

Le principe sur l'immunité juridictionnelle ne s'oppose pas à l'exercice, par la juridiction saisie, de la compétence juridictionnelle, lorsque cette juridiction constate que de tels organismes exerçant une activité de classification et de certification de navires n'ont pas eu recours aux prérogatives de puissance publique au sens du droit international.

La certification aux États-Unis du Boeing 737 MAX fait problème.

Deux accidents aériens mortels ont eu lieu à Java et en Éthiopie en octobre 2018 et mars 2019. L'avion a été certifié dans des conditions critiquables. Le système de stabilisation de l'appareil pour éviter le décrochage, MCAS, ne serait pas fiable. Les membres d'équipage auraient manqué de formation.

La mise en cause de la FAA est possible, celle de Boeing l'a été.

Les juridictions éthiopiennes ou indonésiennes ne seraient vraisemblablement pas déclarées compétentes pour apprécier la responsabilité de l'autorité américaine. L'État américain ne peut être jugé par une juridiction étrangère.

## Le contentieux pénal

### L'accident d'Air Moorea

Avait été renvoyé devant le tribunal correctionnel, pour homicide involontaire, par la chambre de l'instruction de la cour de Papeete, le représentant du GSAC en Polynésie française.

Un accident avait fait, le 9 août 2007, 20 morts, le pilote et 19 passagers, au départ de Moorea. L'accident avait pour origine la rupture du câble à cabrer.

L'organisme de maintenance de la compagnie Air Moorea était surveillé par le GSAC. Les anomalies du programme d'entretien auraient dû être détectées par le GSAC. Il n'y avait pas eu de contrôle de la tension des câbles depuis la sortie de l'avion du chantier du Canada. Le GSAC, groupement pour la sécurité de l'aviation civile, avait pourtant été habilité par un arrêté du 20 décembre 2005 pour l'exercice de contrôles et de vérifications dans le domaine de la sécurité de l'aviation civile. Il appartenait à ce responsable du GSAC de contrôler les manuels d'entretien de l'avion et de procéder à des inspections pour s'assurer de l'application de la réglementation. Il aurait dû procéder à des inspections pour écarter des techniciens non qualifiés pour la maintenance.

L'existence de fautes caractérisées avait conduit à la mise en examen de l'intéressé, un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 15 novembre 2017, n° 17-85074, avait rejeté le pourvoi.

Le parquet avait requis lors du procès correctionnel une peine d'emprisonnement à l'encontre de ce prévenu, titulaire, dixit internet, d'un CAP mécanicien et d'un diplôme obtenu en Éthiopie.

Le jugement du tribunal de Papeete a été rendu le 22 janvier 2018.

L'intéressé avait été condamné à 3 ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

La cour d'appel de Papeete dans un arrêt du 23 janvier 2020 l'avait condamné pour homicides involontaires à 36 mois d'emprisonnement dont 18 mois avec sursis.

L'arrêt d'appel avait relevé les multiples carences et erreurs d'appréciation du représentant du GSAC à Tahiti, amateurisme, complaisance, manque de professionnalisme, incompétence.

Le prévenu avait pour mission, conformément à l'annexe de l'arrêté du 20 décembre 2005, d'assurer le maintien de l'agrément des organismes de maintenance, l'analyse des programmes d'entretien et le renouvellement des certificats de navigabilité des aéronefs exploités en transport public. Le prévenu avait approuvé et soumis à l'approbation du SEAC un programme d'entretien qui comportait de multiples lacunes et erreurs, dont celles qui ont consisté à omettre les inspections liées aux conditions sévères d'exploitation, l'omission de l'inspection des câbles tous les trois mois alors qu'il lui incombait de faire toutes les corrections pour que la nouvelle édition du programme d'entretien soit conforme aux règlements, la tâche de vérification de la conformité du programme d'entretien incombant à son service.

Des changements sont intervenus dans le traitement de la sécurité de l'aéronef figurant à l'édition 4 du programme d'entretien avec le passage à la procédure d'entretien EMMA. Ces changements auraient dû conduire le prévenu à une lecture complète de ce programme, qui l'aurait conduit à détecter les lacunes majeures du programme d'entretien élaboré par un salarié du transporteur et à détecter l'omission de la butée des 3 mois pour l'inspection des câbles.

Il incombait au prévenu non seulement de procéder à toutes les vérifications documentaires entrant dans ses missions de sécurité, de contrôler les manuels d'entretien de l'avion, mais aussi de procéder à toutes inspections utiles pour s'assurer du respect de la réglementation qu'il avait approuvée ou dont il avait recommandé l'approbation au représentant de l'État en Polynésie.

Il devait prendre en compte la vie de l'aéronef, identifier les travaux à refaire, identifier la visite de recalage, après analyse de l'ancien programme d'entretien, ainsi que la conformité des pièces à vie limite au regard des préconisations du constructeur.

L'arrêt note que les contrôles opérés par le prévenu s'étaient révélés indigents lors de l'examen de navigabilité de l'aéronef en vue de sa classification et de l'octroi du certificat de navigabilité (l'avion déjà ancien avait été acheté par le transporteur au Canada et importé en Polynésie). Un examen aurait dû conduire le prévenu à constater que le câble n'avait pas été remplacé en 2006 mais en 2005.

La cour d'appel notait que le non-respect des pièces à vie limite conduit à la suspension de la validité du certificat de navigabilité, il est donc obligatoire d'en assurer la traçabilité et le suivi de manière satisfaisante.

L'arrêt de la cour d'appel relevait des lacunes dans ses inspections. Il avait permis la navigation d'un aéronef dont le câble de la gouverne à cabrer n'était pas conforme à la norme ISO 4309/2010. Il avait permis la navigation d'un aéronef dont le câble de la gouverne à cabrer était usé à plus de 20 %. Il avait en charge une inspection tant documentaire que physique de l'aéronef. Il n'avait pas procédé à une lecture exhaustive et complète du manuel d'entretien du Twin Otter DHC6.

L'arrêt concluait qu'il existe un lien de causalité certain entre ces fautes et l'accident, elles ont abouti à supprimer

tout remplacement des câbles de la gouverne de profondeur dans la période antérieure à l'accident, ces fautes n'ont pas permis de procéder aux 3 contrôles des câbles imposés par le constructeur qui auraient dû intervenir avant le jour de l'accident.

La rupture du câble à cabrer de la commande de profondeur est la cause directe et certaine de l'accident mortel. La rupture du câble, d'après les experts, s'est produite au moment de la rentrée des volets après le décollage. Le prévenu est condamné pénalement, déclaré entièrement responsable avec les dirigeants du transporteur Air Moorea des conséquences de l'accident.

La chambre criminelle de la Cour de cassation dans un arrêt du 22 février 2022 (rendu quelque peu elliptique du fait du censeur qui a rendu anonymes des points qui auraient facilité une meilleure connaissance de l'affaire), n° 20-84.351, rejette le pourvoi sur le principe de la condamnation des condamnés pour homicides involontaires, mais casse l'arrêt d'appel sur la pénalité.

## § II. La mise sous surveillance des exploitants d'aéronefs défectueux

Les instances européennes et nationales utilisent des moyens efficaces pour lutter contre l'exploitation d'aéronefs vétustes, obsolètes ou mal entretenus, présentant des dangers aussi bien pour les passagers et l'équipage que pour les humains situés à la surface.

### a) La prévention

- i. L'OACI réalise des audits dans le cadre du programme USOAP, programme universel d'évaluation de la surveillance de la sécurité.

L'OACI détient une base de données, SCAN, Safety Collaborative Assistance Network.

L'OACI mène le Partenariat pour l'assistance à la mise en œuvre de la sécurité aéronautique.

- ii. Le programme d'évaluation de la sécurité des aéronefs étrangers, **SAFA** (Safety Assessment of Foreign Aircraft), est mené par la Commission européenne.

L'agence de l'UE de la sécurité aérienne apporte une aide et une assistance technique aux États étrangers pour améliorer la sécurité aérienne dans le monde entier. L'UE communique à la base SCAN des informations sur l'assistance technique fournie par l'Union et ses États membres.

Les inspections au sol des aéronefs ont la priorité pour obtenir des informations sur les performances ou les défaillances en matière de sécurité des transporteurs titulaires dans leurs états d'une licence d'exploitation.

### iii. Les inspections au sol des aéronefs

La Commission, via le comité de la sécurité aérienne, demande d'accorder la priorité aux inspections au sol sur les avions des transporteurs titulaires de licences dans les États présentant de graves problèmes de sécurité ou dépendant d'États où il y a de graves manquements dans le régime de surveillance.

Directive 2004/36/CE concernant les critères pour la conduite des inspections au sol sur les aéronefs empruntant les aéroports communautaires modifiée par la directive 2008/49/CE du 16 avril 2008.

Le règlement n° 351/2008 de la Commission du 16 avril 2008 portant application de la directive en ce qui concerne la hiérarchisation des inspections au sol

Normes ARO.RAMP.005 s.

Art. L. 6221-2 et R. 6221-39 CT

Dans les cas extrêmes, l'autorité peut immobiliser l'aéronef au sol et imposer une interdiction immédiate d'exploitation, ARO.RAMP.135 140

Art. L. 6221-3, art. R. 6221-39 et 40 CT.

### b) Les sanctions

1. L'interdiction d'atterrir en Europe

L'UE a franchi un pas supplémentaire en 2005, elle dresse régulièrement la liste des compagnies ne respectant pas les règles élémentaires d'entretien des appareils et elle leur interdit d'atterrir en Europe.

Les interdictions de vol prononcées à l'encontre des exploitants concernent essentiellement des exploitants étrangers ne respectant pas les règles d'entretien et de sécurité. En ce qui concerne les exploitants européens, on procède plutôt au retrait du CTA, ou à tout le moins l'autorité publique exige des mesures correctives. La liste noire est régulièrement mise à jour. Des carences et des manquements multiples sont relevés de la part d'exploitants européens et d'exploitants de pays d'Afrique et d'Asie.

On apprend que dans certains États les licences de pilotes sont accordées frauduleusement.

Le texte de principe est le règlement n° 2111/2005 du Parlement et du Conseil du 14 décembre 2005 concernant l'établissement d'une liste communautaire des transporteurs aériens qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté (aujourd'hui l'UE).

Ce règlement est complété par le règlement délégué 2023/660 du 2 décembre 2022, JOUE du 22 mars 2023. Cette réglementation concerne les procédures de mise à jour de la liste des transporteurs faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation ou de restrictions d'exploitations au sein de l'Union.

Un État peut demander de mettre la liste à jour. Il peut demander une interdiction d'exploitation, il peut demander la suppression d'une interdiction d'exploitation.

Les droits de la défense reconnus aux transporteurs aériens suspectés.

Les transporteurs menacés d'interdiction sont informés de cette menace par la Commission.

Ils peuvent faire des observations par écrit, ou se défendre par oral devant le comité de la sécurité aérienne.

Article 4 du règlement 2023/660.

Le transporteur en cause est informé de la décision de la Commission.

Le règlement n° 474 / 2006 du 22 mars 2006 de la Commission établit la liste des transporteurs aériens faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation dans l'Union, il est en général modifié et complété deux fois par an. Le règlement d'exécution 2023/ 2691 du 29 novembre 2023 opère la mise à jour de la liste des transporteurs interdits.

Des remarques d'intensité diverse concernent l'Arménie, l'Égypte, le Kazakhstan, le Kenya, le Népal, le Pakistan.

Dans certaines hypothèses, ce sont tous les aéronefs immatriculés dans un pays donné qui sont interdits d'atterrissage en Europe ; dans d'autres, ce sont uniquement les aéronefs d'une compagnie déterminée qui sont interdits d'exploitation dans l'Union européenne ; certaines compagnies obtiennent d'exploiter quelques-uns de leurs appareils.

Le règlement dresse deux annexes.

C'est l'annexe A qui établit par pays la liste des transporteurs interdits de toute exploitation en Europe, avec éventuellement à titre d'exception les noms des compagnies non interdites.

L'annexe B donne la liste des transporteurs faisant en Europe l'objet de restrictions d'exploitation.

La liste est déterminante, en ce que non seulement de telles compagnies ne pourront pas desservir les aéroports européens, mais encore les agences de voyages européennes et les passagers européens sont fortement dissuadés d'utiliser de tels services de transport dans le monde. Il s'agit d'une véritable mise à l'index des compagnies à la maintenance douteuse.

[Cette réglementation est de matrice européenne. Elle ne vaut que pour la partie du territoire des États membres qui est soumise au droit de l'UE. En ce qui concerne la France, celle-ci étend ces interdictions d'exploitation de certains transporteurs extracommunautaires pour des motifs de sécurité, à Saint Barthélemy, aux îles Wallis et Futuna, à la Polynésie française, à la Nouvelle Calédonie et à Saint Pierre et Miquelon, cf. l'arrêté du 27 décembre 2023, JORF du 4 janvier 2024.]

Les États membres dans certaines circonstances peuvent adopter des mesures exceptionnelles d'interdiction d'exploitation sur leur territoire. Article 6 du règlement n° 2111/2005.

L'État qui prononce une telle interdiction d'exploitation immédiate sur son territoire à l'encontre d'un transporteur aérien informe immédiatement la Commission. Article 6 du règlement 2023/660 du 2 décembre 2022 et son annexe II. Cet État indique les problèmes de sécurité rencontrés. L'annexe III concerne le cas à

propos duquel un État membre prend des mesures exceptionnelles sur son territoire, alors que la Commission décide de ne pas inclure une telle mesure dans la liste de l'Union.

#### Droit interne

Cour administrative d'appel de Paris, 7 juillet 2011 : 13 mai 2005, la DGAC informée de la décision néerlandaise, allemande et suisse de suspendre les autorisations de vols d'une compagnie turque ONUR Air notifie à cette compagnie sa décision de suspendre immédiatement les autorisations délivrées le 16 mars 2005 pour le programme de vols affrétés pour le compte de Marmara. Le motif invoqué est relatif à l'absence de garantie quant à la sécurité des vols. L'autorisation est rétablie le 24 mai eu regard du plan d'actions correctives présenté par les autorités de l'aviation civile turque. La compagnie turque engage alors la responsabilité de l'État et obtient du tribunal administratif de Paris 1 206 948 euros en réparation du préjudice subi. La cour annule le jugement : il appartient à l'État d'assurer la police de l'espace aérien et la sécurité des aéronefs dans le but de protection des usagers et des populations survolées. Il appartient à la DGAC en présence d'informations venant d'homologues européens de prendre toute mesure pour préserver la sécurité aérienne. Le sous - directeur du transport aérien avait compétence pour délivrer les autorisations d'exploitation des services aériens aux compagnies étrangères exploitant des services réguliers et non réguliers à destination et au départ du territoire français et de suspendre ces autorisations ; les autorités hollandaises et allemande avaient constaté de graves anomalies techniques et opérationnelles, il existait un danger grave et imminent exigeant une intervention urgente.

Une loi du 24 avril 2013 a voulu renforcer l'information des voyageurs lors de la commercialisation de titres de transport sur les compagnies aériennes figurant sur la liste noire de l'Union européenne.

Un article L. 6421-2-1 a été introduit dans le code des transports.

La loi crée une obligation d'informer à la charge de toute personne, physique ou morale, commercialisant un titre de transport : la formule vise aussi bien les transporteurs que les agences de voyages et autres tour- opérateurs. Celui qui a l'obligation d'informer est celui qui commercialise des titres de transport donnant droit d'effectuer des vols devant être effectués par un transporteur figurant sur la liste des transporteurs aériens que l'UE frappe d'une interdiction d'exploitation. Sauf cas exceptionnel, aucune agence de voyages ne va délivrer des billets concernant des vols à effectuer au départ ou à l'arrivée d'un aéroport européen. La loi songe principalement aux transports formés d'une succession de vols, une tranche du parcours devant hors Europe être assurée par un transporteur figurant sur la liste noire. C'est alors que l'information repoussoir doit être donnée au candidat au voyage exotique : attention avion cercueil !

L'agence doit informer de manière claire et non ambiguë le passager (ou l'acquéreur du billet) de cette situation de péril et l'inviter à rechercher des solutions de transport de remplacement.

Il est indiqué au passager qu'il voyagera sur une compagnie figurant sur la liste européenne des transporteurs européens faisant l'objet dans l'UE d'une interdiction d'exploitation.

Celui qui négocie de billets et qui ne respecte pas cette réglementation est passible d'une amende administrative de 7500 euros par titre de transport, doublée en cas de récidive. Le code des transports réprime ainsi une faute d'omission imputable à celui qui se livre à la commercialisation des billets ainsi qu'à celui apporte son concours à la commercialisation. Les agents et salariés du tour operateur entrent ainsi dans la prévision légale.

La loi n'indique pas son domaine d'application : est-elle territoriale et ne vise-t-elle que les manquements à l'obligation légale perpétrés sur le sol de France ou s'applique-t-elle en tous lieux où les billets sont-ils proposés ? A priori, la législation française ne concerne que les faits commis en France. Nous sommes en présence d'une législation de police.

## 2. Les sanctions administratives

### La répression administrative

#### Amendes

La Commission, à la demande de l'Agence, peut infliger une amende à la personne, titulaire d'un certificat - ou qui a fait une déclaration - qui a enfreint volontairement ou par négligence une disposition du règlement ou des actes délégués, art. 84 du règlement 2018/1139.

Ces mesures ne relèvent pas du droit pénal.

#### Astreintes

La Commission peut infliger une astreinte à la personne qui continue à enfreindre l'une de ces dispositions, art. 84 § 1 point b). L'astreinte a pour finalité de contraindre le contrevenant à se conformer au règlement.

Un recours de pleine juridiction devant la CJUE est ouvert, art. 84 § 5.

Le ministre peut prononcer des amendes administratives à l'encontre des personnes qui ne respectent pas les obligations découlant du règlement n° 2111/2005 concernant l'établissement d'une liste communautaire des transporteurs aériens qui font l'objet d'une interdiction d'exploitation dans la Communauté, art. R. 6432-4, 1°, CT.

La suspension ou le retrait des certificats induit l'interdiction de la circulation aérienne de l'aéronef.

### 3. La sanction pénale

L'exploitant qui maintient en circulation un aéronef dont le document de navigabilité n'est plus valable commet une infraction pénale.

Art. L. 6232-4 CT

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende

le fait pour l'exploitant technique, le propriétaire et le cas échéant l'exploitant commercial d'un aéronef de :

1° Mettre ou laisser mettre en service un aéronef sans avoir obtenu un document de navigabilité ou un certificat de limitation de nuisances lorsque ceux-ci sont exigibles ...

2° Faire ou laisser circuler un aéronef dont le document de navigabilité ou le certificat de limitation de nuisances ont cessé d'être valables ...

3° Faire ou laisser circuler un aéronef ne répondant pas à tout moment tant aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qu'aux règles relatives au maintien en état de validité de ce document ...

4° Faire ou laisser circuler un aéronef dans des conditions d'utilisation non conformes aux règles édictées en vue d'assurer la sécurité ...

5° Faire ou laisser circuler un aéronef dans des conditions d'utilisations non conformes aux règles édictées en matière de navigabilité, de compatibilité environnementale, de sécurité des opérations aériennes, de conditions d'emploi des équipages, de leur composition, leur formation et leurs qualifications et de conception de l'équipement des aéronefs ...

Cf. Criminelle, 15 septembre 2021, n° 21-80.814, B. : une personne est mise en examen - pour tromperie sur une prestation de services entraînant un danger pour la santé de l'homme - pour avoir fait l'acquisition dans le parc militaire, puis la revente d'hélicoptères équipés de turbines. Turbines auxquelles étaient joints de faux certificats de navigabilité et de fausses fiches matricules comportant l'historique des opérations de maintenance. Le juge d'instruction avait ordonné la saisie des turbines, puis leur destruction, la cassation intervient sur ce dernier point.

Criminelle, 25 janvier 2022, n° 21-82.761 : condamnation à 4000 euros d'amende du gérant d'une société exploitant un biréacteur Cessna Citation Bravo, immatriculé aux États-Unis, ayant organisé en décembre 2017 un vol à partir de Lézignan. Le document de navigabilité n'était plus valable. Une réparation avait été effectuée (apparemment aux États-Unis) à la suite d'un choc aviaire, en particulier sur la gouverne de direction, sans qu'il ait été procédé à l'équilibrage de cette commande, ni obtenu au préalable une APRS, approbation pour remise en service. Des travaux de peinture avaient été effectués. L'avion n'était pas en état de voler.

La gendarmerie des transports aériens avait mené une investigation dans le cadre d'une enquête préliminaire.

La gendarmerie avait, avec l'autorisation du parquet, requis un chef d'escadron à la retraite, de la réserve opérationnelle, lui demandant de lui fournir une assistance technique. Ce militaire de la gendarmerie avait la qualité d'agent de police judiciaire et pouvait seconder l'OPJ.

Le directeur de la société chargée de la maintenance de l'avion avait été entendu à titre de renseignement puis sollicité comme personne qualifiée. Il avait prêté serment. Le rapport d'examen technique avait été soumis à la contradiction.

Certaines pièces de dossier étaient en langue anglaise, toutes n'avaient pas été traduites. L'article 111 de l'ordonnance de Villers Cotterêts ne s'applique qu'aux actes de procédure. La traduction des actes essentiels aux droits de la défense avait été effectuée.

Le gérant aurait dû solliciter un laissez passer permettant le convoyage de l'avion, alors que cet appareil ne

relevait pas de la réglementation européenne.  
Le pourvoi est rejeté.

Criminelle, 12 décembre 2023, 22-836.296

L'aile droite d'un aéronef, au roulage, a heurté le 10 août 2011 le montant d'un hangar.

Cet événement n'a pas été mentionné sur le carnet de route de l'appareil.

Le président de l'aéroclub de Merville, EO, a, le surlendemain, piloté l'avion jusqu'à un atelier où une réparation provisoire a été réalisée par NJ, qui a indiqué que l'aéronef pouvait voler après avoir apposé un scotch blindé sur l'aile endommagée.

NJ n'a délivré aucune autorisation pour remise en service.

EO a mentionné que l'approbation pour la remise en service, APRS, n'avait pas été délivrée car la réparation n'était que provisoire, mais que NJ n'avait pas mis en cause la navigabilité de l'appareil.

L'avion a ensuite été utilisé par des membres de l'aéroclub.

Un élève pilote, YX, a été autorisé le 15 août 2011 à voler sur cet appareil.

A l'issue de ce vol, une déformation de l'aile de l'aéronef a été constatée, entraînant l'immobilisation définitive de l'avion, ultérieurement déclaré épave - l'avion était économiquement irréparable.

L'élève pilote, YX, le 23 octobre 2012, a porté plainte et s'est constitué partie civile devant le juge d'instruction.

Le procureur de la République, le 11 février 2013, a délivré un réquisitoire introductif du chef de mise en danger d'autrui par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence.

Le juge d'instruction, le 11 février 2019, conformément aux réquisitions du ministère public, a dit n'y avoir lieu à suivre.

L'élève pilote a relevé appel de cette ordonnance.

L'affaire a donc été portée devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Douai, qui a rendu son arrêt le 23 mars 2021. La chambre d'instruction a confirmé l'ordonnance de non-lieu du juge d'instruction.

Il n'existait pas de charges suffisantes contre quiconque d'avoir commis le délit de mise en danger d'autrui.

L'élève pilote a formé un pourvoi, qui est accueilli par la chambre criminelle, puisqu'elle casse l'arrêt de la cour de Douai.

La Cour de cassation dispense un cours de procédure pénale.

Les principes

La juridiction d'instruction régulièrement saisie d'une plainte avec constitution de partie civile a le devoir d'instruire, quelles que soient les réquisitions du ministère public. Cette obligation ne cesse suivant les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 86 CPP, que, si pour des causes affectant l'action publique elle-même, les faits ne peuvent comporter légalement une poursuite ou si, à supposer les faits démontrés, ils ne peuvent admettre aucune qualification pénale.

L'application de la règle à la cause

La plainte avec constitution de partie civile faisant état,

d'une part, de la remise en service de l'appareil après l'incident sans qu'aucune mention de cet événement ni de la réparation subséquente n'ait été portée sur son carnet de route, en méconnaissance des dispositions réglementaires,

d'autre part, de ce que la partie civile avait sollicité des explications après l'immobilisation définitive de l'aéronef,

(la chambre de l'instruction) se trouvait nécessairement saisie de la question de la navigabilité de celui-ci.

Il appartenait par conséquent à (la chambre d'instruction), d'apprécier les faits sous toutes les qualifications possibles en recherchant s'ils pouvaient être examinés sous l'incrimination prévue et réprimée à l'article

L. 6232-4 CT sanctionnant ... le maintien en circulation d'un aéronef dont le document de navigabilité a cessé d'être valable ou ne pas répondre, plus tant aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité, qu'aux règles relatives au maintien en état de validité de ce document.

### Section III. Les impératifs de sûreté

Le matériel aérien et les produits spatiaux constituent des produits "sensibles" .

Les États disposent d'instruments permettant de contrôler les investissements en provenance de capitaux extérieurs.

Un règlement 2019/452 du 19 mars 2019 établit un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union. C'est le problème de la sauvegarde de l'indépendance économique des États face à des prises de contrôle externes émanant de puissances étrangères et contraires à l'intérêt national.

Chaque État instaure un mécanisme de contrôle des exportations.

La justification en est la défense des intérêts nationaux.

Un État peut interdire de vendre des produits à une puissance ennemie : on songe aux mesures d'embargo.

Le ministre des Armées désigne, comme commissaire du gouvernement, un contrôleur général des armées auprès des sociétés Airbus et MBDA (filiale d'Airbus, BAE et Leonardo, fabricant des missiles). Auprès de la société Aérospatiale Batteries (société ayant son siège à Bourges et qui fabrique des piles et des accumulateurs électriques). Auprès de la Société SAFT (société ayant son siège à Levallois-Perret, contrôlée par Total, qui fabrique des batteries destinées aux applications aéronautiques). La mission porte sur les commandes militaires et l'exécution de marchés relatifs aux matériels de guerre. Est concerné le contrôle des prix de revient dans les entreprises titulaires de marchés de matériels de guerre. A. du 3 septembre 2018.

La directive UE 2017/433 du 7 mars 2017 donnait en annexe une liste de produits liés à la défense.

ML 4, missiles, systèmes de protection des aéronefs contre les missiles,

ML 10, aéronefs, véhicules plus légers que l'air, véhicules aériens sans équipage, moteurs et matériel,

ML 11, matériel électronique, véhicules spatiaux et composants.

Le JOUE du 15 mars 2018 publie, dressée le 26 février 2018, une liste commune des équipements militaires de l'Union européenne ; aéronefs et véhicules spatiaux y figurent. Le contrôle des exportations s'exerce en ce domaine.

La société The Inner Arch, de Poissy, s'est heurtée en mai 2010 à un refus d'exportation du logiciel Perfol pour l'Italie, la Turquie, l'Allemagne et le Japon. Ce matériel ne constitue pas du matériel de guerre stricto sensu. Il ne s'agit pas non plus de fusées ou de lanceurs spatiaux à capacité balistique militaire. C'est un logiciel. Il s'agit en revanche d'un matériel entrant dans la catégorie des équipements, composants, moyen de production d'essais et de lancement des fusées et lanceurs spatiaux visés précédemment. Ce logiciel Perfol a pour objet l'optimisation des calculs des trajectoires des lanceurs spatiaux civils. C'est un logiciel qui comporte une fonctionnalité permettant de calculer les zones de retombées des étages des lanceurs spatiaux, cette fonctionnalité peut être détournée pour calculer des trajectoires sécantes avec la surface terrestre. L'exportation sans autorisation d'un tel matériel est prohibée. Elle relevait de la procédure d'agrément préalable prévue à l'article L. 2335-2 du code de la défense.

CAA Versailles, 9 décembre 2014, n° 13VEO2489.

Un rapport est publié annuellement concernant les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

Il existe, à l'échelon de l'UE, un contrôle des exportations des biens et technologies à double usage, c'est-à-dire civil et militaire.

C'est le règlement n° 428/2009 du 5 mai 2009 qui institue un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage.

Il est modifié par le règlement délégué 2019/2009 du 17 octobre 2019.

Le droit français a repris cette réglementation.

Un arrêté du 14 janvier 2019 du ministre de l'économie est relatif à la licence générale « matériels aéronautiques », « Exportations de biens à double usage pour la réparation d'aéronefs civils ». L'arrêté établit la liste des biens concernés. Comme certains systèmes pour utiliser la cryptographie, certains calculateurs pour le stockage de l'information, certains logiciels, certaines caméras d'imagerie, les systèmes de navigation à inertie, certains systèmes de navigation et de repérage, certains moteurs à turbine à gaz, des ensembles ou composants conçus pour des turbines à gaz aéronautiques. Cette licence a la vertu de permettre à son titulaire d'exporter ces biens à double usage vers toutes destinations. L'exportateur dépose une demande. Si l'exportateur obtient cette licence, il doit s'assurer du retour des produits remplacés et fournir la preuve de leur arrivée à destination.

Les États-Unis ont élaboré la réglementation ITAR concernant le contrôle des exportations de données relevant de la sécurité nationale, International Traffic in Arms Regulations. Voir l'article de M.M. Romain Loubeyre et Cédric Wells, ITAR : incidences juridiques et opérationnelles pour les assureurs de risques spatiaux, 2013, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, éditions Pedone.

Systems/ Loral a été sanctionnée pour un transfert illégal de données techniques sensibles des États-Unis en direction de la Chine, celle-ci avait tenté de lancer en 1996 un satellite Intelsat par une fusée chinoise, mais le lancement avait échoué.

Les États-Unis entendent imposer leur réglementation sur toute la terre, c'est une législation qui se veut extra



territoriale, du moment qu'on est en présence d'un transfert de données par une société américaine à une société étrangère.

Les constructeurs doivent tenir compte de cette réglementation, dont ils se plaignent parfois.

Les assureurs également, quand ils évaluent les risques à assurer et qu'ils exigent des informations. La plupart des risques spatiaux assurés dans le monde en relèvent. Les objets spatiaux comportent en effet le plus souvent des éléments brevetés aux États-Unis. Les assureurs non américains s'astreignent à des obligations de confidentialité d'une grande complexité.

Cette législation est en voie d'assouplissement.

Une coopération peut intervenir cependant entre alliés.

Les sanctions prises par les occidentaux pour contrôler, voire interdire, les échanges économiques avec la Fédération de Russie

Voir à propos d'une sanction prise par la Roumanie contre une entreprise roumaine ayant servi d'intermédiaire dans la fourniture de stations de radio, fabriquées en Russie, devant entrer dans la composition d'aéronefs destinés à une entreprise publique indienne.

Nous détenons les éléments de droit et de fait figurant dans la demande de décision préjudicielle émanant du tribunal de grande instance de Bucarest, affaire Neves 77 Solutions SRL c. Agence nationale d'administration fiscale - Direction générale Antifraude fiscale, C-351/22.

Un contrat a été conclu en 2009 entre une entreprise publique ukrainienne et une entreprise publique indienne. Le contrat a pour objet la fourniture et la réparation d'avions civils AN-32.

L'entreprise ukrainienne s'est engagée à utiliser des pièces ou des composants uniquement fabriqués en Russie. La Russie a procédé en 2014 à l'annexion de la Crimée.

L'entreprise ukrainienne n'a plus voulu acheter directement en Russie les pièces et les équipements dont elle avait besoin pour l'exécution du contrat de 2009.

Neves est une société créée en 2014, elle a pour activité principale le courtage dans la vente de produits à caractère spécifique dans le domaine de l'aviation.

Neves, en janvier 2014, en tant que vendeur, s'est engagée à fournir à l'entreprise ukrainienne, acheteur, 32 pièces V/UHD Corn.

Une société portugaise, vendeur, a contracté en janvier 2019 avec la société Neves, acheteur, pour la vente de 32 pièces de stations radio R-800.

20 stations radio ont été exportées depuis la Russie et réceptionnées en janvier 2019 à Sharjah (Émirats arabes unis).

L'entreprise ukrainienne a demandé en janvier 2019 à Neves que le premier lot de stations radio soit livré directement à l'utilisateur direct de ces produits, en Inde. Ces marchandises ont été envoyées depuis Sharjah en Inde. L'entreprise ukrainienne a transmis l'accusé réception en septembre 2019.

Ces produits sont fabriqués en Russie et étaient exportés aux Émirats arabes unis.

L'ANEX, département du contrôle des exportations, a informé Neves, le 26 juillet 2019, que la station radio de marque R-800 figurait sur la liste des produits militaires soumis au régime du contrôle des exportations et que les opérations de commerce extérieur avec ce produit pouvaient être effectuées sur la base d'enregistrement et de licences délivrées par le ministère des affaires étrangères.

L'ANEX a informé, le 29 juillet 2019, Neves que l'opération de courtage relative au produit station radio était soumise à la décision PESC du Conseil UE du 31 juillet 2014 établissant des mesures restrictives compte tenu des actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine.

Neves a répondu que les stations radio fournies à Hindoustan India le 31 janvier 2019 avait une destination civile., et que la décision PESC n'était pas applicable à l'espèce, les radios n'ayant pas été vendues ni à la Russie ni en Russie, mais à l'entreprise indienne.

Les 6 et 9 août 2019, Neves a reçu de la part de l'entreprise ukrainienne 577 746 et 2 407 215 euros en paiement des produits livrés conformément au contrat du 4 janvier 2019.

Le 19 août 2019, l'office de lutte contre le blanchiment d'argent a déposé plainte auprès du parquet de Bucarest pour blanchiment d'argent. Une ordonnance de non-lieu a été délivrée le 11 mai 2020, l'acte ne tombant pas sous le coup du droit pénal.

L'autorité roumaine, le 12 mai 2020, a dressé un procès-verbal d'infraction administrative contre Neves, qui avait reçu un paiement de l'entreprise ukrainienne, au titre de la vente par la société roumaine Neves de 32 systèmes radio. Neves s'est vu confisquer l'équivalent de 2 984 961 euros, somme reçue les 6 et 9 août 2019. Le PV indiquait que Neves le 4 janvier 2019 avait vendu à l'entreprise de Kiev 32 stations radio et que la Russie était le pays d'origine de ces stations, que ces produits figuraient sur la liste des produits militaires soumis au régime de contrôle des exportations et d'en dépit de cela Neves continuait les opérations de vente et encaissait des paiements.

Neves a demandé en vain en 1<sup>o</sup> instance l'annulation du procès-verbal.

Neves a interjeté appel.

Neves, intermédiaire dans la vente de ces stations radio fabriquées en Russie, achetées par une société portugaise au profit d'un établissement indien, soutient que les biens vendus n'étaient pas du matériel militaire et que leur vente n'était pas interdite lors de la conclusion du contrat. Neves nie tout acte de commercialisation de produits à destination militaire en faveur de la fédération de Russie ou pour être utilisés par elle, le bénéficiaire final en étant un établissement public de l'Union indienne. Les produits en cause n'ont jamais été situés physiquement sur le territoire de l'Union.

Le tribunal de grande instance de Bucarest a décidé de saisir la Cour de Justice.

L'espionnage industriel : des salariés livrant des secrets industriels à une puissance étrangère.

Les salariés sont souvent tenus d'une clause de non-concurrence pour éviter qu'ils passent armes et bagages au service d'un industriel concurrent.

## CHAPITRE II. ASPECTS DE DROIT PRIVÉ

Les avionneurs, équipementiers, fabricants d'objets spatiaux ont recours à la législation sur la propriété industrielle pour faire breveter et protéger leurs inventions.

Voir la décision du tribunal judiciaire de Paris du 4 décembre 2020, n° 18/04501

Ils peuvent agir éventuellement pour faire sanctionner un comportement parasitaire.

Le fabricant d'un siège d'avions - Stelia Aerospace, ayant son siège à Rochefort - agit pour comportements parasites contre une société napolitaine, Avio interiors, cette dernière se voyant reprocher d'avoir fabriqué et

mis sur le marché un fauteuil d'avion de classe affaires constituant une copie du fauteuil que la société française, liée à Airbus, avait elle-même fabriqué : chambre commerciale, 16 mars 2022, pourvoi n° B 20-22.000. Le débat porte uniquement sur l'application en matière de responsabilité délictuelle de l'article 7 du règlement n° 1245/2012 du 12 décembre 2012, Bruxelles I révisé, et sur la compétence du tribunal de commerce de La Rochelle.

Le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'appel de Paris ayant affirmé la compétence de la juridiction française est rejeté.

Pour une action en réparation de préjudice d'atteinte à son image et à sa réputation et à la perte, même non avérée, de ventes résultant de comportements parasitaires par le media d'internet et en cessation de commercialisation, la matérialisation du dommage doit être localisée dans l'État du siège social de la victime, qui est le lieu du centre de ses intérêts.

Le dommage invoqué par la société Stelia, victime des agissements parasitaires, est constitué par une atteinte à son image et à sa réputation et par la perte possible de ventes. C'est à bon droit que la cour d'appel a localisé au siège social de la société victime des agissements allégués, la matérialisation du dommage.

Les industriels ne travaillent pas forcément en solitaire, ils pratiquent à l'occasion des accords de coopération industrielle, des obligations de confidentialité sont alors mises à la charge des coparticipants au programme industriel.

Ainsi un contentieux entre Thales et Immersion relatif à un accord de coopération entre ces deux industriels. Immersion prétend que Thales a méconnu l'accord en communiquant à une entreprise tierce Yokogawa des données relatives au lot D3 du projet Uliss. La cour de Bordeaux, statuant en référé, a pris une mesure. L'arrêt est cassé, la cour d'appel ayant tranché une contestation sérieuse, Commerciale, 8 mars 2023, n° 21-20.224.

## Section I. La fabrication de l'aéronef ou de l'objet spatial au travers du prisme contractuel

La qualification du contrat, vente ou contrat d'entreprise : le fabricant fournit le matériel et son ingénierie.

La production-standard mène à la qualification de vente.

Cf. en droit terrestre l'arrêt de la chambre commerciale du 8 décembre 2018, n° 17-24293, approuvant la décision des juges du fond se prononçant en faveur de la qualification de contrat de vente. Un fabricant avait fourni un rotor à une usine de pâte à papier. Installé en décembre 2007, l'objet avait été endommagé en décembre 2008 à la suite d'un incident. Le rotor était destiné à être intégré dans une turbine préexistante. La fabrication du rotor avait été effectuée au vu de plans et croquis fournis par le client et précédée d'études destinées à définir les parties d'équipements à réaliser. Le prix ne comprenait pas les prestations d'installation du rotor effectuées par un tiers. Le contrat portait sur des choses déterminées à l'avance et non sur un travail spécifique destiné à répondre aux besoins particuliers exprimés par le donneur d'ordre.

La confection sur mesure relève de l'entreprise, le contrat étant conclu entre l'entrepreneur et le maître de l'ouvrage.

Voir dans le droit commun des contrats, l'arrêt de la 3<sup>e</sup> chambre civile du 16 janvier 2013, n° 11-13509, qui se prononce en faveur de la qualification de contrat d'entreprise, la convention ayant pour objet la livraison de produits spécifiquement conçus et adaptés par le professionnel pour l'usage particulier demandé par le maître de l'ouvrage.

Voir en droit terrestre, à propos de la fourniture de 264 projecteurs destinés à l'illumination d'une place et de sa fontaine, c'est la qualification d'entreprise que retient la 3<sup>e</sup> chambre civile, 20 avril 2022, Revue des contrats 2022 p. 37, avec la note de Louis Thibierge, les projecteurs fournis relevaient d'une tâche spécifique, ils devaient être adaptées aux besoins spécifiques du chantier.)

(La distinction importe lorsque l'objet se révèle défectueux : le maître de l'ouvrage possède des garanties inférieures à celles de l'acquéreur contractant avec un professionnel d'une autre spécialité que la sienne) (les délais de l'action sont différents, en matière de vente l'acquéreur qui se prévaut de la garantie des vices cachés doit agir dans le délai de deux ans de la découverte du vice, avec le contrat d'entreprise, le maître de l'ouvrage mécontent de l'installation est soumis au délai de droit commun)

Distinguons l'aérien du spatial.

Sous-Section I. La fabrication- construction - vente de matériel aéronautique et d'aéronefs

#### I. Les relations entre l'avionneur et ses équipementiers

L'avionneur ne fabrique pas lui-même une bonne partie des éléments et des pièces incorporées dans l'aéronef, il les achète, ou bien il fait fabriquer ces pièces par des équipementiers ou des sous-traitants. Qui effectuent éventuellement une partie du travail sur le site industriel de l'avionneur. Qui eux-mêmes pratiquent éventuellement à leur tour le même système. On peut être en présence d'une chaîne de sous-traitances. On relève alors les relations entre les équipementiers et leurs propres fournisseurs.

Les achats de pièces et équipements pratiqués par l'avionneur auprès des équipementiers.

Il peut s'agir d'opérations commerciales ponctuelles, il y a place également pour des relations s'inscrivant dans la durée de 10 ou 15 ans et concernant l'exécution d'un programme d'un type d'aéronef.

La négociation des contrats avionneur/ sous-traitant  
Les documents contractuels

Les professionnels s'insurgent parfois contre l'application des dispositions légales, ils estiment qu'elles correspondent aux besoins de l'industrie de la construction immobilière ou au monde de la distribution mais non au secteur industriel.

Il contient désormais de tenir compte des dispositions contenues dans le code de commerce, concernant la transparence, les pratiques restrictives de concurrence et les autres pratiques prohibées, réformées par l'ordonnance n° 2019-359 du 24 avril 2019.

Article L. 441-1 du code de commerce

Toute personne exerçant des activités de production, de distribution ou de services qui établit des conditions générales de vente est tenue de les communiquer à tout acheteur qui en fait la demande pour une activité professionnelle.

Les conditions générales de vente comprennent notamment les conditions de règlement, ainsi que les éléments de détermination du prix tels les barèmes des prix unitaires et les éventuelles réductions de prix.

Les conditions générales de vente peuvent être différenciées selon les catégories d'acheteurs de produits ou de demandeurs de prestation de services.

Les conditions générales de vente constituent le socle unique de la négociation commerciale. Dans le cadre de cette négociation, les parties peuvent convenir de conditions particulières de vente qui ne sont pas soumises à l'obligation de communication prescrite au II.

Article L. 441-2

Tout prestataire de services est tenu, à l'égard de tout destinataire de prestations de services, de respecter les obligations d'information définies à l'article L. 111-2 du code de la consommation (information sur les caractéristiques essentielles du bien ou du service, le prix du bien ou du service, la date ou le délai de livraison du bien ; information concernant son activité de prestation de services)

La formalisation de la relation commerciale

L'article L. 441-3, concerne l'issue de la négociation commerciale. Celle-ci doit être formalisée. Il faut dresser une convention écrite entre le fournisseur et le distributeur ou le prestataire de services pour indiquer les obligations réciproques auxquelles se sont engagées les parties à l'issue de la négociation commerciale. (Ce texte semble concerner les opérations de distribution, il est étranger à notre propos).

L'article L. 441-5 du code de commerce vise, semble-t-il, le secteur industriel.

Cette disposition oblige de dresser une convention écrite pour tout achat de produits manufacturés, fabriqués à la demande de l'acheteur en vue d'être intégrés dans sa propre production.

La règle suppose que l'achat ait un montant supérieur un seuil fixé par décret.

Il faut établir une convention écrite qui mentionne les conditions conclues entre les parties : notamment

L'objet de la convention et les obligations respectives des parties,

Le prix ou les modalités de sa détermination,

Les conditions de facturation et de règlement,

Les responsabilités respectives des parties et les garanties, comme les modalités d'application de la clause de réserve de propriété,

Les règles relatives à la propriété intellectuelle,

La durée de la convention ainsi que les modalités de sa résiliation,

Les modalités de règlement des différends.

Nature du contrat conclu entre l'équipementier et l'industriel avionneur : vente ou entreprise ?

L'exécution du contrat

Une exécution conforme

Le paiement du prix

Le risque de change

La révision

Le fabricant est tenu de payer ses fournisseurs sans délais excessifs de paiement. Cf. art. L. 441-6, VI, du code de commerce.

La société Airbus Helicopters est condamnée à payer une amende administrative de 375 000 euros pour délais excessifs prononcée par le directeur régional des entreprises, concurrence, consommation, travail, emploi, de Provence Alpes Côte d'Azur.

Il avait été constaté en 2015 sur la comptabilité de la société Airbus Helicopters de 2013 un dépassement moyen du délai légal de plus de 16 jours au détriment de 78 de ses fournisseurs, sur des factures d'un montant total de plus de 17 millions.

Le pourvoi formé par Airbus est rejeté par le Conseil d'État dans un arrêt du 3 février 2021, n° 430130.

Les garanties offertes au sous-traitant impayé

L'incidence de la loi du 31 décembre 1975 accordant, sous certaines conditions, au sous-traitant impayé une action directe en paiement contre le maître de l'ouvrage. Le bénéfice de cette action directe en paiement suppose la conclusion d'un contrat principal d'entreprise et celle d'un sous contrat d'entreprise : la sous-traitance est l'opération par laquelle un entrepreneur confie par un sous- traité et sous sa responsabilité à une autre personne appelée sous- traitant l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise conclu avec le maître de l'ouvrage. C'est ainsi qu'Airbus sous- traite avec Latécoère la fabrication et le montage de certains éléments à incorporer dans l'avion.

La société Latécoère en cas de non-paiement par Airbus dispose- t- elle d'une action directe en paiement contre la compagnie aérienne ayant commandé l'avion ? Cela suppose que le contrat principal compagnie/avionneur soit un contrat d'entreprise, ce qui est plus que douteux, et que le contrat conclu entre l'avionneur et l'équipementier soit un contrat d'entreprise, ce qui est possible, l'équipementier fournit les pièces et il peut avec ses salariés travailler pour le montage dans les ateliers de fabrication de l'avionneur.

En revanche, on peut relever une succession de contrats d'entreprise et de sous-traitances entre l'avionneur, chef de file, et la chaîne des équipementiers. La question de la recevabilité et du bien- fondé de l'action directe peut alors se poser.

Les intermédiaires favorisant les négociations entre avionneurs et équipementiers / sous- traitants.

Il arrive, comme plus généralement en matière de produits industriels, que des intermédiaires interviennent pour favoriser l'établissement de relations commerciales entre les fabricants et les équipementiers.

On trouve un exemple dans un arrêt de la cour d'appel de Pau du 20 décembre 2007, n° 06/00335 : une société américaine Northrop Grumman avait lancé un appel d'offre pour la fabrication d'empennages d'avions Hawkeye. Potez Aéronautique d'Aire sur Adour avait emporté le marché pour la fabrication d'empennages.

Fournitures de pièces primaires puis montage par Potez. Un marché de 80 millions de dollars. Une société américaine Multinational Products et Services, implantée à New York, avait joué le rôle d'intermédiaire et travaillait à la commission. On parlait d'un contrat de coopération et d'intérêt commun. Les relations commerciales avaient été rompues (rupture d'un mandat d'intérêt commun), la société américaine se prétendant agent commercial réclamait une indemnité de rupture, que le tribunal de commerce de Mont de Marsan lui avait accordée. La cour de Pau a réformé et débouté l'intermédiaire.

Les conditions pour qu'il y ait contrat d'agent commercial n'étaient pas réunies. Le mandat permanent de négociateur n'avait pas été conféré en l'espèce.

La juridiction paloise fait une application immédiate du droit interne français, sans faire état de la nature internationale du contrat. Les parties ne l'avaient probablement pas évoquée dans leurs conclusions. On est en matière de droits disponibles. Le territoire de prospection portait sur le Canada et les États-Unis.

La rupture des relations commerciales entre industriels

Relations à durée indéterminée

Obligation d'accorder un préavis et condamnation de toute rupture brutale.

Commerciale, 29 janvier 2020, n° 18-20781 : le litige oppose la société Liebherr (qui effectue l'installation et la maintenance de systèmes d'air dans les avions) à la société Intégra (fournisseur de pièces mécaniques de précision). Liebherr invoque en 2014 des manquements de son cocontractant à ses obligations et rompt en 2014 le contrat à durée indéterminée avec un préavis de 12 mois. Les parties étaient en relation depuis 2005.

Intégra reproche à Liebherr d'avoir annulé ses commandes de prototypes pendant le préavis, Liebherr justifiant cette interruption par le non-respect des délais de livraison.

Intégra (qui sera mis en liquidation judiciaire) réclame des dommages intérêts pour rupture brutale de la relation commerciale.

Liebherr est condamnée par la cour de Paris. Intégra a obtenu 137 695 euros. La rupture des relations était brutale. Article L. 442-6, I, 5° du code de commerce. Il n'était reproché à Intégra qu'un seul retard de livraison portant sur une part réduite des commandes. La faute imputée à Intégra n'était pas suffisamment grave pour justifier une rupture immédiate de la relation. Le pourvoi est rejeté.

### III. La relation entre l'avionneur et son client, acquéreur de l'aéronef

#### a) Contrat de droit civil

On peut prendre l'exemple d'Airbus vendant un appareil à une compagnie du Brésil ou des Émirats. Il s'agit a priori d'une vente, et non d'un contrat d'entreprise.

L'avionneur a parfois recours à des intermédiaires, courtiers, agents, pour placer les aéronefs à vendre. Les fabricants ne pratiquent pas que de la vente directe à l'état brut.

Il peut y avoir à ce sujet un contentieux civil quant au paiement des commissions qui leur sont versées (ainsi qu'un contentieux pénal si sont établies des pratiques directes ou indirectes de corruption, cf. infra).

Cf. 1° Civile, 1° décembre 2021, n° 20-15.185, un litige entre Airbus et une société de Hong Kong, soumis à arbitrage, à propos du paiement de commissions. Incompétence de la juridiction toulousaine. Des soupçons de corruption.

#### b) Contrat administratif

##### Droit interne

Les entités de droit public font des acquisitions d'engins aériens pour les besoins du ministère de la défense ou pour ceux du ministère de l'intérieur.

### Droit européen

Voir une affaire T-849/19, Leonardo c. Frontex, jugement du Tribunal du 26 janvier 2022 : une procédure d'appel d'offres sur un marché public de services. Le marché portait sur un système d'aéronefs télépilotés pour la surveillance de zones maritimes. Leonardo SPA est déboutée.

### Sous-Section II. La fabrication des lanceurs, satellites et navettes spatiales

Le contrat de fabrication a pour objet la conception, la construction, l'essai et la livraison d'un satellite.  
Le fabricant est un industriel, l'acquéreur un opérateur du spatial qui exploite en personne ou qui fait profiter des tiers des utilités de l'objet spatial.  
L'acquéreur a fréquemment recours au crédit auprès d'organismes financiers ou bancaires pour financer l'achat.

Quelle est la nature du contrat ?

Contrat de vente de chose future ou contrat d'entreprise, ou qualification mixte ?

En matière spatiale, on cite constamment, faute de se mettre d'autres décisions sous la dent, un arrêt de la cour de Paris du 15 juin 1988, RFDA 1988.201. Arabsat avait commandé un satellite à l'Aérospatiale, le contrat excluait toute action après lancement du satellite sauf faute dolosive. Ce satellite avait été lancé le 8 février 1985 par une fusée Ariane, cet objet connaît un mauvais fonctionnement. Le président du tribunal de commerce est saisi par l'assureur d'Arabsat, le président avait en référé refusé d'ordonner une expertise sur les causes du mauvais fonctionnement, cette ordonnance est réformée en appel. Arabsat n'avait pas constitué avoué, pour conserver des relations avec son constructeur. La cour de Paris statuant en termes d'expertise in futurum ordonne l'expertise à la demande de l'assureur. Il y avait motif légitime d'établir avant tout procès la preuve des faits dont pourrait dépendre la solution d'un litige. En ce qui concerne la qualification du contrat, la cour parle dans l'arrêt de contrat d'entreprise, bien que présentant Aérospatiale comme vendeur fabricant du satellite, tenu de connaître les vices éventuels et ne pouvant écarter sa garantie. Arabsat avait retenu en totalité les primes contractuelles d'intéressement dont le versement dépendait d'un fonctionnement correct.

L'industriel élabore le produit, il en a la conception, il fabrique et fait de l'assemblage.

Dans le processus industriel il achète des pièces et équipements à des fournisseurs et équipementiers et il effectue le montage.

Les brevets d'invention et la protection de la propriété industrielle, voir Laurence Ravillon pour des affaires de contrefaçon aux États-Unis lors de la fabrication de lanceurs ou de satellites, RFDA 2014.403.

États-Unis.

Contestation par Blue Origin de l'attribution d'un marché d'approvisionnement en systèmes d'atterrissage humain d'un montant de 2,8 milliards de dollars donné par la NASA à Space X. Rejet, cf. RFDA 2022.467.

Il s'agit de livrer un atterrisseur lunaire pour transporter dans le cadre du programme Artémis des astronautes depuis le vaisseau Orion vers la surface lunaire.

## SECTION II. LES OBLIGATIONS DU FABRICANT D'ENGINS AÉRIENS ET SPATIAUX

Les fabricants et industriels, s'ils mettent sur le marché des appareils non conformes et en particulier si l'accident survient, exposent éventuellement aussi bien leur responsabilité pénale que leur responsabilité civile.



## SOUS-SECTION I. LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'AVIONNEUR ET DES ÉQUIPEMENTIERS AINSI QUE CELLE DE LEURS INGÉNIEURS ET TECHNICIENS

### Les pratiques de *corruption*

Elles ne sont apparemment pas exceptionnelles.

L'avionneur risque d'engager sa responsabilité pénale si, pour obtenir des commandes, il a recours à la corruption des décideurs, qu'on soit dans le cadre du marché de matériels militaires ou dans celui de la vente d'aéronefs civils.

Il existe une convention internationale organisant la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales.

La presse fait état, en octobre 2017, d'une procédure à l'encontre d'Airbus qui aurait omis d'indiquer les noms et rémunérations d'intermédiaires intervenus dans la conclusion de ventes d'aéronefs. Une enquête a été ouverte en Grande Bretagne à la demande d'Airbus. Le dossier est entre les mains du Serious Fraud Office.

Ces pratiques douteuses ne sont en général révélées que des dizaines d'années après les faits.

Il y aurait un contentieux entre Airbus et certains de ses intermédiaires dans les ventes d'avions, les rémunérations et commissions qui leur seraient versées ne seraient pas toujours d'une parfaite clarté. Certains de ces consultants seraient appelés à reverser des rétro commissions aux décideurs. Certaines de ces commissions auraient un caractère occulte.

Une transaction est intervenue, Airbus acceptant de payer une amende d'un montant élevé.

### *L'accident mortel*

En cas d'accident mortel, ou corporel, le fabricant et ses ingénieurs et techniciens risquent de voir leur responsabilité pénale être mise en cause.

Le public prétend vite, sitôt l'accident relaté par la presse, que la cause du dommage réside dans la défectuosité du processus industriel.

### La France

Emmanuel Dreyer, Droit pénal général, LexisNexis

#### Le risque pénal

En cas d'accident mortel, les concepteurs et fabricants risquent de faire l'objet d'une poursuite.

L'infraction d'homicide involontaire est prévue par l'article 221-6 du code pénal :

Le fait de *causer*

dans les conditions et selon les distinctions prévues à l'article 121-3 -

par maladresse, *imprudence*, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement -

*la mort d'autrui*

constitue un homicide involontaire

puni de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Dans le système actuel, il y a place pour une responsabilité simultanée de personnes physiques et de personnes morales. Le cumul est envisageable.

Il y a lieu de bien distinguer les **antécédents** du dommage des **causes**, directes voire indirectes, du dommage.

Les éléments constitutifs de l'infraction.

La situation des personnes physiques doit être distinguée de celle des personnes morales plus facilement condamnables.

## . La responsabilité pénale des personnes physiques

À quelles conditions une personne physique peut-elle être condamnée pour homicide involontaire ?

Le point de départ : le tribunal doit relever une faute causale d'inattention ou d'imprudence pour entrer en condamnation.

Tout dépend si la faute d'inattention commise est la cause directe du dommage ou si elle a seulement favorisé la survenance du dommage.

Il faut distinguer.

### Causalité directe

Il faut tenir compte de l'article 121-3 alinéa 3 CP.

Du moment qu'une faute d'imprudence est à l'origine directe de la survenance du dommage, l'infraction est constituée.

La loi exige une faute qui présente certaines caractéristiques. Une faute de maladresse, négligence, imprudence, manquement à une obligation de prudence et de sécurité prévue par la loi ou le règlement.

L'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.

Le dommage : la mort d'autrui.

Le lien de causalité : la relation directe de cause à effet entre la faute et le mort d'autrui. Le fait par le prévenu de causer le dommage est exigé.

### Causalité indirecte

C'est l'hypothèse où la personne physique n'a pas, par sa faute non intentionnelle, directement causé le dommage.

L'article 123-3 al. 4 du code pénal est plus exigeant pour que l'infraction soit constituée.

Pour qu'il y ait infraction imputable à une personne physique, il faut de sa part une faute certaine.

Soit l'auteur a violé de façon manifestement *délibérée* une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement.

Soit il a commis une faute *caractérisée* et qui exposait autrui à un *risque* d'une particulière *gravité* qu'il ne pouvait *ignorer*.

L'élément de causalité directe faisant défaut par hypothèse, la personne n'a pas directement causé le dommage.

Mais elle a créé ou contribué à créer la situation qui a permis la réalisation du dommage, ou bien elle n'a pas pris les mesures permettant de l'éviter.

On a parlé de dépenalisation des fautes d'imprudence simple commises par les personnes physiques en cas de causalité indirecte. David Dechenaud, Les concours de responsabilité civile et de responsabilité pénale, in Responsabilité civile et assurances n° 2, février 2012, dossier 5.

[Le droit français a renoncé à l'identité de la faute pénale d'imprudence et de la faute civile de l'article (ex 1383) 1241 du code civil, art. 4-1 du code procédure pénale. Le juge pénal peut relaxer, mais il demeure compétent en dépit de la relaxe pour statuer sur le terrain de l'action civile, art. 470-1, il peut condamner sur les intérêts civils. Cf. infra.]

## . La responsabilité pénale des personnes morales

Cf. article 221-7 CP. Les personnes morales sont déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies à l'article 221-6.

Le code pénal retient des solutions plus sévères pour les personnes morales que pour les personnes physiques : les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants, art. 121-2.

On est en présence d'une responsabilité pénale du fait d'autrui : la faute commise par l'organe ou le représentant rejaillit sur la personne morale, société, association ...

Une faute simple d'imprudence de la personne physique, organe ou représentant, suffit pour que l'infraction soit imputable à la personne morale.

La condition de causalité persiste.

Il est paradoxal que dans certaines hypothèses la personne morale puisse être condamnée pénalement pour homicide du fait de ses organes, alors que le dirigeant bénéficie de la relaxe. Les personnes morales sont responsables pénalement de toute faute non intentionnelle de leurs organes ou représentants ayant entraîné une atteinte à l'intégrité physique, même en l'absence de faute délibérée ou caractérisée de la personne physique. Voir Emmanuel Dreyer, Droit pénal général, n°1127.

(La Cour de cassation juge d'ailleurs que la constitutionnalité de la solution légale n'a pas à être remise en cause. Le principe d'égalité ne s'oppose pas à ce que le législateur règle de façon différente des situations différentes, il ne s'oppose pas à ce que le législateur déroge à l'égalité pour des raisons d'intérêt général. Pourvu que la différence de traitement qui en résulte soit en rapport direct avec l'objet de la loi qui l'établit. La différence de situation entre les personnes physiques et les personnes morales justifie la différence de traitement induite par l'article 121-3, al. 4 CP, laquelle est en rapport direct avec l'objet de la loi qui l'établit. La question prioritaire de constitutionnalité n'est pas à être renvoyée devant le Conseil constitutionnel, Chambre criminelle, 21 mars 2017, n° 17-90003)

[Cf. Chambre criminelle 11 octobre 2011, Bull. : EDF condamnée pénalement pour un accident mortel de chantier par la cour de Fort-de-France, cassation, il est reproché à la cour d'appel de ne pas s'être mieux expliquée sur l'existence effective d'une délégation de pouvoirs ni sur le statut et les attributions des agents mis en cause [agents de maîtrise] propres à en faire des représentants de la personne morale. Rappel heureux du principe de légalité criminelle.]

[Criminelle, 31 octobre 2017, Bull., n° 16-83683 : lorsqu'ils constatent la matérialité d'une infraction non intentionnelle susceptible d'être imputée à une personne morale, il appartient aux juges d'identifier celui des organes ou représentants de cette personne dont la faute serait à l'origine du dommage.]

Un accident mortel, un résultat, le parquet tend à chercher un ou des coupables pour les faire condamner pour homicide involontaire, on remonte la chaîne, on tente de découvrir une quelconque imprudence ou négligence. Les prévenus ne trouvent souvent l'échappatoire qu'au titre de l'absence de causalité ou de l'indétermination des faits. Cf. Didier Rebut, Le principe de la légalité des délits et des peines, n° 730 et suivants, in Libertés et droits fondamentaux, Dalloz, direction Cabrillac, Frison Roche et Revet.

Catastrophe du Mont Saint Odile : mise en cause de Bernard Ziegler, qui sera relaxé.

Catastrophe du Concorde

Avaient été mis en examen non seulement les constructeurs de l'avion Concorde mais également les agents de la compagnie américaine ayant effectué sur l'avion américain une réparation de minime importance mais ayant conduit à la chute de la lamelle sur la piste.

Mise en cause du fabricant et d'ingénieurs pour le suivi de la navigabilité du Concorde.

Une mise en examen de la société Aerospatiale était impossible, cette société ayant été liquidée.

(Dans son arrêt du 29 novembre 2012, la cour de Versailles épingle les pratiques post accident du fabricant, un comité accident avait été créé par Aerospatiale Matra Airbus, ce comité filtrait l'information donnée en externe ; en cas de convocation par la justice ou la police, le personnel devait préparer des réponses appropriées à faire lors des dépositions !)

Le tribunal correctionnel de Pontoise, en première instance, a rendu un jugement de relaxe des deux responsables du programme du Concorde, Henri Perrier et Jacques Hérubel, qui avaient été renvoyés devant la juridiction répressive de jugement, 6 décembre 2010.

L'un est mort durant l'instance d'appel, pour l'autre le procès en appel avait été renvoyé au début 2013.

La décision de relaxe est devenue définitive concernant Jacques Hérubel, le parquet et les parties civiles s'étant désistés de leur appel du jugement de relaxe. AFP fait état d'un arrêt de la cour de Versailles rendu le 25 octobre 2013.

[Voir sur les relations complexes entre action publique et action civile lors de la mort en cours d'instance du prévenu l'arrêt rendu le 12 avril 2012 par la cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire Lagardère. Jean- Luc Lagardère est poursuivi pour abus des biens sociaux, il bénéficie de la prescription, il est relaxé ; il

meurt ; l'affaire vient devant la Cour de cassation, la chambre criminelle rend un arrêt de cassation partielle, la prescription n'est pas acquise pour la totalité des faits reprochés, la cour de renvoi estime que le défunt avait commis une infraction et elle condamne sur les intérêts civils, la charge retombant sur le fils héritier du défunt. La cour européenne considère qu'il y a eu violation du principe du procès équitable et de la présomption d'innocence.]

Devant la cour de Versailles, s'est également posée la question de la responsabilité pénale du chaudronnier de 32 ans ayant fabriqué et remplacé la bande d'usure - qui n'est pas considérée comme une pièce structurelle de l'avion, mais comme une pièce sacrificielle. On est en matière de maintenance du bon fonctionnement d'aéronef. Cette bande d'usure tombée sur la piste de Roissy était un alliage de titane-aluminium-vanadium. La cour ne retient pas le grief d'avoir fabriqué la pièce avec cet alliage, plutôt que de fabriquer une pièce en acier inoxydable ; la preuve n'est pas rapportée que la réglementation du constructeur l'interdisait. La cour retient cependant des fautes de négligence dans la pose de la bande d'usure : non rebouchage des trous sur le support, ne pas avoir confectionné et ne pas avoir utilisé de gabarit pour transférer l'agencement existant des trous sur la nouvelle bande d'usure, utilisation d'un mastic, mauvais travail dans la découpe de la pièce sans respecter la même largeur sur toute la longueur.

L'intéressé est cependant relaxé, il a certes commis des fautes d'imprudence, il y a de sa part faute caractérisée, mais le chaudronnier n'avait pas conscience du risque exigée par l'article 121-3, alinéa 4 in fine, il ne pouvait pas savoir en effectuant son mauvais travail que par un enchaînement de circonstances imprévisibles Concorde allait s'écraser à Gonesse quelques jours plus tard.

Elle retient également la faute du chef d'équipe qui n'a pas vérifié et inspecté le travail effectué par son subordonné. Il est cependant également relaxé, il a commis une faute de négligence simple, et non une faute caractérisée.

La compagnie aérienne américaine est également relaxée.

Sa responsabilité pénale ne pouvait être engagée au titre de la faute du tôlier, celui-ci n'ayant incontestablement pas la qualité d'organe ou de représentant de la société.

Le chef mécanicien avait commis une faute simple, elle aurait pu permettre d'engager la responsabilité pénale de la société. Cette solution est écartée, le chef mécanicien n'était pas le représentant de la société doté d'une délégation de pouvoirs. Il n'avait pas pouvoir pour engager la personne morale, il n'était qu'un délégué de son employeur, un simple subordonné.

Catastrophe aérienne du vol d'Air France, Rio - Paris, de juin 2009

La mise en examen d'Airbus a été prononcée le 17 mars 2011.

Le constructeur est chargé du suivi de la navigabilité. Il peut manquer à ses obligations et voir sa responsabilité être mise en cause à raison d'une réaction tardive.

Le rapport final publié début juillet 2012 par le BEA fait état de relations entre l'AESA et Airbus, en particulier à propos des problèmes posés par les sondes Pitot obturées par la glace et les incohérences de vitesse suscitant des alarmes de décrochage. Cette fragilité était donc connue avant la survenance de la catastrophe et avait été relevée comme antécédent d'accidents antérieurs. Le rapport met principalement l'accent sur l'incapacité des pilotes à faire face à la déconnection du pilotage automatique et à la situation de décrochage. L'avion a piqué dans l'Atlantique en deux minutes.

Parallèlement le juge d'instruction avait communiqué aux proches des victimes les conclusions formulées dans le cadre de l'enquête pénale par les experts judiciaires commis par le magistrat instructeur.

Une partie de la procédure a été annulée par la chambre d'instruction.

Une contre-expertise a été ordonnée par les juges d'instruction. Celle-ci met l'accent sur la réaction inappropriée de l'équipage. Les juges ont indiqué en février 2019 avoir terminé leurs investigations.

On attendait les réquisitions du parquet, qui avait alors requis le non-lieu pour Airbus.

Les juges d'instruction ont rendu une ordonnance de non-lieu.

Le parquet a demandé en appel le renvoi de la société Airbus, ainsi que celui d'Air France, devant le tribunal correctionnel. La chambre de l'instruction de la cour d'appel renvoie le 12 mai 2021 Airbus et Air France devant la juridiction correctionnelle pour homicide involontaire.

La chambre criminelle prononce la non-admission des pourvois formés par Airbus et Air France., 25 août 2021, n° 21-83.335.

Ouverture du procès devant le tribunal correctionnel le 10 octobre 2022.

Le constructeur est relaxé le 17 avril 2023 par le tribunal correctionnel de Paris.

Le tribunal relève des imprudences ou des négligences commises par Airbus. Source : la Tribune.

Airbus n'a pas imposé la dépose sur tous les A 330 et A 340 du modèle de sondes Thalès AA, ces sondes

semblait givrer plus que les autres modèles. De nombreux incidents avaient été relevés en 2008/2009 sur ce modèle, et sur d'autres.

Airbus a pratiqué une forme de rétention d'information, n'ayant pas permis un partage d'expérience avec les compagnies aériennes.

L'avionneur aurait dû, dans la formation des pilotes, adapter la procédure du quoi faire en cas de retentissement de l'alarme de décrochage.

Airbus aurait dû faire figurer sur un écran, dans le cockpit, un message informant explicitement de la panne des sondes Pitot, ce qui n'était pas le cas à l'époque de la catastrophe.

Le lien de causalité certain entre ces négligences et l'accident n'a pas pu être démontré.

Les sondes après l'accident ont été partout changées, des incidents avec de nouveaux modèles de sondes se sont pourtant produits

Le parquet général fait appel de la décision de relaxe d'Airbus.

Criminelle, 3 janvier 2012, n° 10-88691, accident d'un appareil chargé de la sécurité civile, mort du pilote, charges insuffisantes contre Bombardier, absence de signal d'alarme.

Criminelle, 11 juillet 2017, n° 15-85786 : un accident d'hélicoptère survient le 8 juin 2004 lors d'un transport entre Nice et Monaco, l'appareil s'est abîmé en mer au large du Cap Ferrat. Mort du pilote et des 4 passagers. La cause de l'accident résulte d'une avarie du turbomoteur Turbo Meca : la destruction du rouet d'entrée du compresseur centrifuge, après que des aubes de ce rouet ainsi que des barrettes du couvercle du compresseur se soient rompues.

La cour d'Aix a condamné le 31 août 2015 la société Turbo Meca pour homicides involontaires à 100 000 euros d'amende. Il est reproché au motoriste de ne pas avoir procédé aux modifications techniques et mécaniques nécessaires et d'avoir omis d'alerter les utilisateurs et propriétaires d'hélicoptères type Écureuil des risques liés à une utilisation de l'appareil en l'état originnaire de sa conception.

La chambre criminelle ne remet pas en cause que le motoriste ait commis une faute.

La cassation intervient cependant au visa de l'article 121-2 du code pénal : Les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants.

La cour d'appel énonçait que le problème de sécurité des appareils incombait, en l'absence de délégation de pouvoir, à la direction de la société.

Il est reproché à la cour provençale de ne pas avoir recherché par quels organes ou représentants de la société les manquements avaient été relevés et si les manquements avaient été commis pour le compte de la société.

Dans le cadre de la maintenance et de l'entretien d'aéronef, le professionnel risque d'engager sa responsabilité pénale si lors de travaux à terre il n'utilise pas du matériel conforme et qu'un accident mortel du travail survienne.

Criminelle, 12 mai 2015 (statuant uniquement sur le terrain civil), n°14-80852. Un technicien aéronautique fait une chute mortelle à Roissy alors qu'il effectuait une réparation sur un aéronef, il tombe de la plate-forme mobile élévatrice de personnes sur laquelle il se tenait. Le portillon était sorti de ses gongs et resté suspendu dans le vide. La plate-forme était en location. Le loueur avait été en appel condamné pénalement pour des contraventions de location d'un équipement de travail non conforme, mais il avait été relaxé du chef d'homicide involontaire. L'arrêt de la cour de Paris est cassé sur ce point, la cour aurait dû rechercher si le manquement qu'elle relevait à l'encontre du loueur du matériel à son obligation de location d'équipement de travail conforme n'avait pas causé la mort du travailleur.

À défaut d'une condamnation pour homicide involontaire, l'industriel pourrait être poursuivi pour mise en danger d'autrui.

Art. 223-1 du code pénal : Le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort (ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente) par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende.

L'article 223-2 est propre à la responsabilité des personnes morales.

Un accident mortel lors d'essais en vol.

Criminelle, 6 décembre 2022, n° 21-87.526 : un vol d'essai dans les gorges du Verdon, un hélicoptère militaire du type Cougar percute un câble électrique, situé à 112 mètres, installé dans les années 60, causant la mort du pilote, ancien pilote de l'aviation légère de l'armée de terre, chef des essais en vol, et des cinq passagers ; information ouverte contre personne non dénommée du chef d'homicide involontaire. Non-lieu. Manœuvre réflexe inadaptée du pilote pour éviter l'impact. Dernier essai avant livraison au client. Vol en espace non contrôlé relevant de la

circulation aérienne générale en vol à vue, soumis à une hauteur minimale, non respectée par le pilote, de 150 mètres. Exclusion de toute défaillance technique. Le balisage du câble ne s'imposait pas.

La société employeur n'avait aucune obligation d'assurer un suivi constant de la position de l'appareil.

Rejet du pourvoi formé par les parties civiles. Aucune faute dans l'organisation et la supervision du vol ; l'information et la formation de l'équipage ou le balisage de l'obstacle n'ont pas contribué à la réalisation de l'accident.

Les fautes commises par le pilote ne sont pas de nature à engager la responsabilité pénale de son employeur.

Le Journal des accidents et des catastrophes, 28 février 2023, note de Marie France Steinlé - Feuerbach

Droit Pénal, 2 février 2023, Le commandant d'aéronef, prince du ciel, par Jacques-Henri Robert.

Le commandant de bord n'étant ni un organe ni un représentant de la société employeur, on ne pouvait mettre en cause la responsabilité pénale de celle-ci.

Le commandant de bord dispose d'une totale autonomie dans la conduite de l'appareil.

### Les États-Unis

Des poursuites ont été exercées outre Atlantique contre Boeing ou ses équipes dirigeantes du fait des manquements pouvant leur être imputés pour avoir mis sur le marché des appareils 737 Max dotés d'un système anti-décrochage MCAS défectueux. Deux accidents survenus en Indonésie et en Éthiopie, en octobre 2018 et mars 2019, ont fait en tout 346 victimes. Le logiciel de commandes de vol, MCAS, s'était emballé sur la base d'informations erronées transmises par l'une des sondes de l'appareil. Les pilotes n'étaient pas parvenus à empêcher l'avion de s'écraser au sol.

Le président de Boeing, depuis démissionnaire, n'avait pas été ménagé lors de son audition devant le Congrès.

Le Figaro, en ligne, du 7 janvier 2021, fait état d'une amende pénale d'un montant de 243,6 millions de dollars que Boeing s'engage à payer pour mettre un terme aux poursuites pénales. Boeing reconnaît avoir menti à la FAA.

Sont mis principalement en cause deux agents de Boeing, dont l'un était le chef pilote du programme 737 Max. Ils avaient découvert des risques de dysfonctionnement du système de contrôle de pilotage, sans en informer la Federal Aviation Administration, chargée de la certification.

La presse fait état en octobre 2021 de l'inculpation par un grand jury au Texas d'un pilote d'essai de Boeing, Mark Forkner, il lui est reproché d'avoir transmis à la FAA des informations fausses, inexactes et incomplètes sur un changement apporté au logiciel de commandes de vol MCAS. Le pilote d'essai aurait découvert en 2016 des informations sur le changement du logiciel destiné à éviter les décrochages, il ne les aurait pas transmises à la FAA. Le 737 Max avait été certifié en mars 2017. L'intéressé voudrait ne pas apparaître comme le seul bouc émissaire.

## SOUS-SECTION II. LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FABRICANT ET DES ÉQUIPEMENTIERS

Le fabricant de l'aéronef ou de l'objet spatial peut avoir conçu ou fabriqué un appareil non conforme ou défectueux. Idem du côté de l'équipementier ou du sous-traitant qui a fabriqué des pièces présentant des défauts. Idem du côté de l'exploitant de l'aéronef qui a fabriqué lui-même l'appareil ou qui en effectue lui-même l'entretien.

On est en matière de vente ou d'entreprise.

## § I. Les aspects de droit aérien

Le litige peut être porté devant les juridictions civiles ou commerciales.

Le recours à l'arbitrage est fréquent en matière de contrats internationaux.

S'il y a mort d'homme (ou blessures accidentelles), la juridiction pénale est saisie, les victimes peuvent se constituer partie civile pour obtenir réparation. Si la juridiction pénale est compétente pour sanctionner le coupable, elle peut statuer sur les intérêts civils à titre accessoire.

Sous-Paragraphe I. Le contentieux devant les juridictions civiles

La naissance du contentieux peut avoir des causes variées.

L'acheteur de l'avion prétend que l'avionneur lui a livré un produit non conforme ou bien affecté de vices ou de défauts de fabrication. On est sur le terrain contractuel, celui d'une mauvaise exécution du contrat.

La compagnie aérienne cliente de l'atelier de manutention va se prévaloir d'une réparation défectueuse.

L'avionneur s'engage ordinairement à initier le personnel navigant de l'acquéreur au bon usage de l'appareil aérien.

En cas d'accident mortel, les proches parents des passagers tués dans la catastrophe peuvent prétendre que l'accident a été causé par un défaut de l'appareil, ils mettent alors en cause la responsabilité du fabricant de l'aéronef et celle de ses équipementiers. Comme les victimes n'étaient pas parties au contrat de vente ou d'entreprise, elles agissent sur le terrain délictuel, nous nous trouvons en matière de responsabilité civile extra contractuelle, délictuelle ou quasi-délictuelle.

La construction d'aéronef offre souvent un caractère international, la détermination de la juridiction compétente et de la loi nationale compétente pour apprécier la responsabilité de l'avionneur est une question qui se pose au préalable si l'affaire est portée en justice.

A) Éléments de droit international privé

Le litige comporte souvent un ou plusieurs éléments d'extranéité.

Quels sont les tribunaux compétents ?

Quelle loi nationale appliquera le tribunal ayant admis sa compétence pour juger ?

I°) Le conflit de juridictions

La détermination de la juridiction internationalement compétente pour statuer sur la demande

Les contrats internationaux de vente d'aéronef comportent fréquemment des clauses d'élection de for. Par ex. en faveur des juridictions anglaises. Ainsi, semble-t-il, dans le contentieux opposant en 21/22 la compagnie du Qatar à Airbus.

Quid si le contrat est muet ou si l'action est intentée par un tiers au contrat initial ?

a) États-Unis

. La tentation de porter l'action en réparation devant les juridictions américaines

Les victimes - européennes ou autres - d'un accident aérien peuvent avoir la tentation de plaider aux USA, on peut faire miroiter devant elles le mirage américain : la recherche des preuves y serait facilitée : la procédure de Discovery (concernant un procès en cours) (pour un procès à venir, on parle de Pre-Trial-Discovery) faisant fi de la protection des données personnelles. On fait valoir la présence du jury en matière civile, on suscite auprès des proches l'espoir de condamnation des dommages intérêts élevés.

Les litigants doivent être conscients du risque que la juridiction américaine accueille l'exception de forum non conveniens soulevée par le défendeur et refuse de statuer sur leur demande, estimant que les juridictions d'un État tiers sont forum superior.

(On peut lire la recension par Lilian Larrivière, à la Revue critique de droit international privé 2019 p. 908, d'un ouvrage collectif publié sous la direction d'Andrea Bonomi et Krista Nadakavukaren Schefer, *US Litigation Today*, publié en 2018 aux éditions Romandes. La question est de savoir si le contentieux américain n'est plus qu'un tigre de papier que les sociétés européennes n'auraient aucun motif de craindre.)

Si la demande en justice est portée contre le fabricant, un motoriste ou un équipementier américain devant une juridiction américaine, la juridiction des États-Unis risque en accueillant l'exception de forum non conveniens, soulevée par le défendeur, d'abdiquer sa compétence estimant une juridiction étrangère mieux placée qu'elle pour connaître de la demande.

Bureau et Muir Watt, *DIP*, t. 1, 2010, Thémis, PUF, p. 547-548

Olivier Cachard, *Regards transatlantiques sur le forum non conveniens : la jurisprudence en matière aérienne et nautique*, Mélanges Bernard Audit, 2014, p. 185.

Les exemples d'admission de l'exception de forum non conveniens par les juridictions américaines sont nombreux.

Les juridictions américaines ne sont pas friandes de connaître des cas étrangers.

On cite en premier l'affaire *Piper Aircraft v. Reyno* qui a donné lieu en 1981 à un arrêt de la Cour suprême des États-Unis, une catastrophe est survenue lors d'un vol intérieur au Royaume-Uni. Les victimes écossaises avaient saisi les juridictions américaines pour engager la responsabilité civile du fabricant. Le tribunal doit procéder à la balance des intérêts. Il faut qu'existe un for alternatif et que soient satisfaits les intérêts privés et publics. L'exception est admise. Le litige est renvoyé devant les juridictions écossaises.

Collision de deux avions au-dessus du lac de Constance, 1<sup>o</sup> juillet 2002. Mise en cause de fabricants américains à propos du défaut du système anti collision. Le tribunal américain s'est déclaré forum non conveniens. Affaire plaidée à Barcelone. Cf. infra.

L'accident de Charm El Cheikh : des victimes par ricochet intentent aux États-Unis une action contre les fabricants.

La juridiction américaine est saisie d'une exception de forum non conveniens formée par les défendeurs, le loueur, Boeing, deux équipementiers Honeywell et autres.

Le tribunal de district pour le district central de Californie, dans un arrêt *Gambra v. ILFC*, se déclare, le 28 juin 2005, forum non conveniens et renvoie - renvoi de compétence juridictionnelle - les parties devant les juridictions françaises, à la condition que celles-ci reconnaissent leur compétence.

Tribunal de Bobigny, 27 juin 2006 : les demandeurs français ne peuvent contester la compétence des tribunaux français pour apprécier la responsabilité des sociétés américaines mises en cause, seuls les défendeurs le pourraient. Rejet de l'action déclaratoire en incompétence

La cour d'appel de Paris, 6 mars 2008, D. 2008.1452 n. Courbe et 1516 obs. Jault-Seseke, ouvre le débat sur sa propre compétence, incompétence des tribunaux français, compétence des tribunaux américains, *Gaz. Pal.* 21 février 2009 n. Marie Laure Niboyet. Les victimes jubilaient.

2<sup>o</sup> Civile, 30 avril 2009, note V.G. au *Scapel* 2009.51 : l'appel était prématuré, le tribunal n'avait pas statué sur le fond.

Le contentieux s'est arrêté là. Les hypothétiques responsables et leurs assureurs ont attribué, a-t-on dit, aux familles des victimes une indemnisation à l'amiable d'un montant fort convenable.

La catastrophe au-dessus du Venezuela de passagers de la Martinique rentrant d'un séjour touristique au Panama

L'accident du pot au noir

Décision de la cour de district du district nord de la Californie, 4 octobre 2010, un certain nombre de proches parents des victimes de l'accident de l'avion Airbus A 330 disparu au-dessus de l'Océan Atlantique lors d'un vol entre le Brésil et la France, le 1<sup>o</sup> juin 2009, avaient assigné aux États-Unis un vingtaine d'industriels de l'aéronautique, Airbus, Thales, Motorola, General Electric, la juridiction s'est déclarée forum non conveniens en faveur du procès en France. Certains demandeurs ont demandé au juge de reconsidérer sa décision.



Accident à Madrid le 20 août 2008 d'un avion McDonnell Douglas MD-82 exploité par Spanair, 172 personnes à bord, 18 survivants, action contre Boeing et d'autres équipementiers, Central District of California 22 mars 2011, application de la doctrine du forum non conveniens au profit de la juridiction espagnole. Confirmation en appel par la cour d'appel pour le 9<sup>e</sup> circuit, 10 janvier 2013, voir la publication du cabinet Condon & Forsyth janvier 2013 Client Bulletin.

La Cour de cassation, dans un arrêt de la chambre commerciale du 12 juillet 2016, n° 14-15778, a statué dans le cadre d'un litige opposant les ayants droit de passagers, morts au Brésil dans une catastrophe aérienne, au constructeur, reprochant à ce dernier une formation défectueuse dispensée par ce fabricant aux pilotes de la compagnie acquéreur de l'avion. Airbus avait vendu, en 1998, 2005 et 2006, des A 320 à Tam Linhas Aereas. Les contrats prévoyaient une formation des pilotes en France par la société Airbus ou aux USA par sa filiale ANACS. Un accident survient au Brésil en 2007 avec un avion du type A 320. Les ayants droit ont engagé devant une juridiction fédérale américaine des procédures contre le transporteur, ainsi que contre Airbus et sa filiale, reprochant à ces deux dernières une formation inadéquate des pilotes. La juridiction fédérale nord-américaine s'est déclarée incompétente au profit des tribunaux brésiliens, probablement à raison de l'accueil d'une exception de forum non conveniens.

Le contentieux s'est prolongé devant la juridiction française.

Accident mortel d'hélicoptère dans l'Illinois, mort du pilote, le fabricant de l'hélicoptère est la société italienne Agusta. Les roulements à billes auraient été défectueux et avaient été fabriqués par la société française SNFA. Il y avait 7 roulements à billes dans le palier du rotor arrière. Les demandeurs agissent en justice contre la société française dans l'État de l'Illinois. Le défendeur conteste la compétence. La cour suprême de l'Illinois dans un arrêt du 18 avril 2013, *Revue de droit des transports*, octobre 2013, chronique 8, se déclare compétente, l'équipementier faisait des ventes dans l'Illinois de plus d'un million de dollars et y effectuait des voyages promotionnels.

Catastrophe le 28 décembre 2014 d'un Airbus d'Air Asia, compagnie indonésienne, lors d'un vol entre l'Indonésie et Singapour.

Les familles de 36 passagers sur 156 agissent aux États-Unis devant les juridictions américaines.

Voir la note du 16 décembre 2016 de John Maggio et Zachary Groendyk parue sur le bulletin du cabinet d'avocats Condon / Forsyth, faisant état de trois décisions rendues par la cour US de district Nord de l'Illinois le 9 décembre 2016. Le transporteur Air Asia n'était pas partie à la procédure. Airbus avait obtenu dès décembre 2015 de ne pas être jugé aux États-Unis. Ont été mis en cause par les demandeurs, Doric, Honeywell et Goodrich, fabricants américains. Les juridictions indonésiennes sont mieux placées pour connaître de la demande. Les victimes sont indonésiennes, et non américaines. L'accident est survenu en Indonésie. Thales, société française, obtient également de ne pas être jugée aux États-Unis, où elle ne fait que 10 % de ses ventes. Airbus America, filiale de la société française constructeur de l'avion accidenté, ne peut être tenue pour responsable, n'étant pas le fabricant du produit.

Une autre décision américaine donne à propos de la même catastrophe aérienne une solution semblable de refus de compétence des juridictions américaines. Des proches des victimes plaident aux États-Unis contre Air Asia et le constructeur Artus sur le fondement d'une loi américaine, *Multiparty, Multiforum Trial Jurisdiction ACT*, 28 U.S.C. § 1369. Le tribunal fédéral du district Ouest de Washington (Seattle) n'admet pas, dans une décision du 20 avril 2017, sa compétence, les défendeurs n'étant pas « à la maison » aux États-Unis. Les auteurs de la recension de ce jugement, sur le site du cabinet Condon/Forsyth, John Maggio et Zachary D. Groendyk, 26 avril 2017, font le rapprochement avec le jugement cité supra du district nord de l'Illinois dans l'affaire *Siswanto v. Airbus America*, du 9 décembre 2016.

Le bien-fondé de cette jurisprudence se trouve à l'examen de la Cour suprême des U.S.A.

Le cabinet Condon & Forsyth, dans une publication du 24 octobre 2017, cite une décision Glazer et Socota d'une juridiction de première instance de New York, comté de Monroe, du 2 octobre 2017, déniait la compétence de la juridiction américaine dans une instance intentée contre deux équipementiers Liebherr, toulousain et allemand, à propos de la chute accidentelle d'un Socota survenue à la Jamaïque. Les défendeurs européens ne sont pas « At Home », à la maison, à New York.

Mirandes, *La compétence inter étatique et internationale des tribunaux dans les relations privées internationales*, Economica, 2002, préface B. Audit.

Dans l'affaire du vol MH 1370 de la compagnie Malaysia Airlines, des demandes ont été portées devant les juridictions américaines contre Boeing. Le juge du district de Columbia a accueilli dans une décision du 21 novembre 2018 l'exception de forum non conveniens soulevée par le constructeur. Les demandeurs n'ont pas établi un vice de l'appareil. Les éléments de preuve se trouvent en Malaisie. L'ordre juridictionnel malais est déclaré forum superior. Voir la notice publiée sur le site de Condon & Forsyth le 26 novembre 2018.

La solution est reprise en appel, in re Air Crash Over the Southern Indian Ocean on March 8, 2014, D.C. Cir. Jan. 10, 2020, par la U.S. Court of Appeals for the D.C. Circuit. Voir l'analyse par le cabinet Condon / Forsyth, Publication du 13 janvier 2020.

La littérature Wikipédia évoque comme hypothèse de la disparition de l'appareil aérien le 4 mars 2014 un incendie des batteries au lithium, fabriquées par l'usine Motorola à Penang. D'autres évoquent la pulsion suicidaire du pilote. Les preuves décisives font défaut. Des débris de l'appareil ont été trouvés sur les rivages de la Réunion, de Maurice et du Mozambique. L'avion se serait abîmé dans l'Océan Indien à l'Ouest de l'Australie.

. On relève cependant un certain nombre d'hypothèses où la juridiction américaine affirme sa compétence pour statuer sur la responsabilité du fabricant d'aéronef.

[Lorsque le contentieux est mené aux États-Unis, la question se pose de savoir si la compétence revient aux juridictions fédérales ou aux juridictions de l'État. Si le demandeur saisit la juridiction d'un État, le défendeur risque de demander le renvoi devant la juridiction fédérale, Remo val Jurisdiction. Voir l'étude publiée sur le site internet du cabinet américain Condon/ Forsyth en date du 25 août 2015. Le point de départ est une catastrophe aérienne d'un vol Asiana 214 survenue à l'atterrissage en juillet 2013 sur l'aérodrome de San Francisco. 2/3 morts, nombreux blessés. Certaines victimes ont agi aux États-Unis contre le transporteur sud-coréen Asiana. Certaines victimes, prétend-on, ne pouvaient cependant pas se prévaloir à l'encontre du transporteur de la compétence des juridictions américaines, elles ont agi contre le constructeur Boeing pour défektivité ou complexité excessive de l'auto-manette et contre le fabricant des toboggans de sécurité, les unes plaidant devant la juridiction de l'État de l'Illinois, d'autres devant la juridiction fédérale de Californie. À la demande de Boeing, la cour d'appel (fédérale) du septième circuit a admis la compétence de l'amirauté (les affaires maritimes relèvent des juridictions fédérales), l'accident ayant eu lieu sur les eaux navigables (l'avion a percuté une digue donnant sur la baie de San Francisco, mais s'est écrasé sur la piste). L'affaire a été renvoyée devant le tribunal US pour le district Nord de Californie (Oakland), qui est déjà saisi de demandes formées contre le transporteur. Un certain nombre de victimes ont été indemnisées à l'amiable.]

## b) La France

L'affaire plaidée en France : la demande portée devant une juridiction française

La compétence des juridictions françaises pour connaître du litige

S'il y a contentieux et si le demandeur plaide en France, il faut qu'il existe un lien entre la France et le litige pour que les juridictions françaises affirment leur compétence.

L'application des règlements européens de Bruxelles I.

L'application de la convention de Lugano

Une incertitude sur le lieu de livraison de l'aéronef en Suisse ou en France.

1<sup>o</sup> Civile, 17 mai 2023, n<sup>o</sup> H 22-14.055 : l'affaire concerne des ventes successives d'un ULM ayant Flight Design General Aviation, de siège allemand, comme fabricant. L'avion entre dans le circuit par Innov'air, le distributeur en France du fabricant.

M, domicilié en Suisse, acquiert l'appareil qu'il revend en Suisse le 31 janvier 2020 à N et B. Les acquéreurs s'estiment dupés, ils constatent que la masse à vide de l'engin était supérieure à la masse légale autorisée. Défaut de conformité. Ils assignent en référé M leur vendeur et T le gérant du distributeur, ils demandent la restitution du prix de vente. Les défendeurs soulèvent en vain, en 1<sup>o</sup> instance et en appel, une exception d'incompétence internationale des juridictions de Montpellier.

La Cour de cassation casse l'arrêt de la cour de Montpellier.

Le vendeur faisait valoir qu'il avait mis l'engin à la disposition des acheteurs en Suisse.

Comme les acheteurs ne pouvaient pas se déplacer en Suisse faute de pilote, le vendeur prétend qu'il avait ensuite dans le cadre d'un contrat de convoyage, distinct du contrat de vente, amené l'avion en France.

La censure intervient pour défaut de base légale, la cour d'appel n'avait pas recherché l'incidence de ce transport en France sur le lieu de livraison de la marchandise.

Le vendeur domicilié en Suisse pouvait être assigné en Suisse. Il pouvait également en matière contractuelle être assigné en France si l'aéronef avait été livré en France.

Selon l'article 5 de la convention de Lugano de 2007, le lieu où les marchandises ont été livrées en vertu du contrat doit être déterminé sur la base des dispositions de ce contrat.

S'il est impossible de déterminer le lieu de livraison sur cette base, ce lieu est celui de la remise matérielle des marchandises par laquelle l'acheteur a acquis le pouvoir de disposer effectivement de ces marchandises à la destination finale de l'opération de vente.

Question de fait : où était située en l'espèce la destination finale de l'opération de vente, en Suisse ou en France ? Où l'aéronef a-t-il été livré ?

Hors Europe et hors convention internationale

Les privilèges de juridiction : Si le demandeur est français et le défendeur un étranger extra-européen, le Français peut se prévaloir de l'article 14 du code civil : (L'étranger) pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français.

[On verra infra, dans l'étude consacrée à la responsabilité du transporteur aérien, ce qu'il en est de la possibilité pour le constructeur, s'il est mis en cause par les passagers ou par leurs proches, d'appeler en garantie le transporteur aérien.

Un accident mortel se produit sur un vol entre Erivan et Sotchi, certaines victimes par ricochet poursuivent Airbus devant la juridiction toulousaine pour mise en circulation d'un produit défectueux, Airbus ayant son siège à Toulouse ou à Blagnac dans le ressort du tribunal de Toulouse. Le fabricant Airbus entend appeler le transporteur aérien en garantie. Le constructeur prétend que l'avion a fonctionné correctement et que l'accident est dû à de graves manquements aux procédures de vol.

La cour d'appel considérait que la juridiction toulousaine était incompétente pour en connaître, elle considérait qu'il fallait appliquer la CV qui ne fait pas figurer Toulouse parmi les juridictions compétentes pour statuer vis-à-vis du transporteur sur les conséquences de l'accident aérien. Toulouse, 12 mars 2013, BTL avril 2013.262.

L'arrêt a été cassé par la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation le 4 mars 2015, n<sup>o</sup> 13-17392, au rapport de Madame Maitrepierre. L'appel en garantie ne relève pas du champ d'application de la CV. Les règles de compétence juridictionnelle posées à l'art. 28 CV sont inapplicables à cet appel en intervention forcée du transporteur par le constructeur.

Le procès devrait faire apparaître la présence ou l'absence de faute imputable à l'un et à l'autre. Si aucune faute n'est établie contre le constructeur, il échappera à toute condamnation. Si le procès établit la faute du constructeur seul, c'est lui seul qui sera civilement condamné. Si le procès fait apparaître des fautes des deux protagonistes ayant joué un rôle causal dans la survenance du dommage, le juge condamnera le constructeur envers les demandeurs à réparer le tout et il procédera à un partage de responsabilité entre constructeur et transporteur. Les victimes ne pouvant rien obtenir de la part du transporteur, à raison de l'incompétence en l'espèce des tribunaux français et d'une réparation déjà obtenue. Cette jurisprudence est défavorable aux transporteurs, bénéficiaires de la limite de responsabilité inscrite dans la CV. Le transporteur peut opposer, sauf faute inexcusable, la limite aux victimes. Il ne peut pas apparemment l'opposer au constructeur (non bénéficiaire d'une limite de réparation) qui l'appelle en intervention forcée au procès.

Nombre de spécialistes de droit aérien estiment cette solution erronée et souhaitent, sans trop se faire d'illusion, que la cour de renvoi résistât à cette doctrine exprimée par la cour suprême qui prive le transporteur du bouclier que constitue pour lui le régime de Varsovie, avec son particularisme de fond et de procédure, réparation limitée, délai biennal, contentieux réservé à certaines juridictions ...

La Cour de cassation demeure fidèle à sa jurisprudence.

1<sup>o</sup> Civile, 14 avril 2021, n<sup>o</sup>19-22.236, avec les honneurs du Bulletin.

L'arrêt est relatif à l'accident mortel d'un appareil aérien Airbus s'écrasant en mer de Java alors qu'il se rendait de Surabaya (île de Java) à Singapour. Les victimes par ricochet ont lancé plusieurs poursuites, en Indonésie, aux États-Unis et en France. La responsabilité des constructeurs et celle du transporteur aérien de siège indonésien sont en cause.

Des victimes par ricochet ont saisi la juridiction d'Angers, mettant en cause la responsabilité de l'équipementier Artus, ayant son siège dans le ressort.

Elles ont également assigné à Angers l'avionneur Airbus, ainsi que le transporteur Air Asia.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 14 avril 2021, n<sup>o</sup> 19-22.236, publié au Bulletin civil, écarte la compétence de la juridiction française pour connaître de la responsabilité du transporteur aérien non européen.

La France ne figurait pas au nombre des fors offerts par la CV aux demandeurs.

En revanche, la juridiction angevine était incontestablement compétente pour statuer sur l'éventuelle responsabilité de l'équipementier, domicilié dans le ressort, qui aurait fabriqué une pièce défectueuse se trouvant à l'origine de l'accident.

Les demandeurs ont également assigné dans ce contentieux interne l'avionneur Airbus de siège toulousain. La juridiction angevine est compétente pour statuer en vertu de l'article 42 alinéa 2 du CPC. Plusieurs défendeurs sont en cause, les demandeurs pouvaient saisir, à leur choix, la juridiction du lieu où demeurait l'un des défendeurs.

Ceci ne faisait aucune difficulté.

Ce qui était plus intéressant, c'était de savoir si l'équipementier poursuivi par les victimes par ricochet pouvait devant la juridiction d'Angers appeler en garantie le transporteur de siège indonésien. La pièce défectueuse n'était pas forcément la cause ou la seule cause du sinistre, le transporteur (ou ses pilotes décédés dans la catastrophe) y avait eu peut-être également sa part.

Le transporteur étranger faisait valoir le caractère paradoxal de cette prétention.

Si le tribunal français ne pouvait connaître de la responsabilité du transporteur à l'égard des proches des passagers ayant perdu la vie dans l'accident, il était étonnant qu'il puisse dans une relation entre le sous-traitant et l'exploitant de l'avion juger, dans l'exécution de son obligation contractuelle d'acheminer sains et saufs à destination, de l'éventuelle responsabilité du transporteur, appelé en garantie.

La 1<sup>o</sup> chambre civile maintient le précédent posé en 2015, elle admet la possibilité pour la juridiction d'Angers de connaître de cet appel en garantie formé par Artus, destiné à faire établir en justice le rôle causal du transporteur dans la survenance de l'accident, lui permettant d'obtenir soit sa mise hors de cause, soit un partage de responsabilité entre deux coresponsables.

Nous avons finalement deux, voire trois, niveaux de relations contentieuses.

Nous avons les relations entre le transporteur et les parties au contrat de transport. Nous y ajoutons l'ensemble des personnes prétendant subir un dommage du fait de la mort des passagers. Le contentieux tendant à faire établir par les passagers ou leurs ayants droit la responsabilité du transporteur relève quant à la compétence juridictionnelle des dispositions de la convention de droit uniforme et d'elles seules. Les données de l'espèce écartaient la compétence de l'ordre juridictionnel français, de telle sorte que les victimes par ricochet se trouvaient dans l'incapacité de faire établir en France que le transporteur indonésien était civilement responsable de l'accident mortel.

Nous avons parallèlement le contentieux mettant en cause le constructeur d'aéronef domicilié en France. Il s'agit de savoir si le constructeur a fabriqué un produit défectueux, si sa responsabilité est engagée et s'il doit alors être condamné à indemniser les proches des passagers ayant péri dans la catastrophe. C'est le contentieux passagers - constructeur.

S'insère un troisième niveau de contentieux opposant le constructeur au transporteur.

Le fabricant peut prétendre, pour se dédouaner en tout ou en partie, que le transporteur est l'auteur ou le coauteur de l'accident mortel, il convient de lui permettre d'organiser sa défense en appelant le transporteur aérien en garantie. La Cour de cassation considère alors que cette action en garantie est étrangère au contentieux transporteur - passagers, il s'agit d'une action propre au constructeur, elle n'est nullement soumise à la convention de Varsovie, le domaine de compétence normative de celle-ci étant cantonnée aux seules actions en responsabilité opposant les passagers au transporteur aérien.

Quelle que soit l'issue du contentieux, les victimes par ricochet n'obtiendront d'une juridiction française aucune indemnisation provenant directement du transporteur. Si la responsabilité du constructeur vient à être établie, celui-ci parvenant à établir la faute causale du transporteur, le constructeur sera condamné à indemniser directement les victimes, mais il pourra contraindre le transporteur coupable à contribuer à la dette de réparation.]

## 2°) Le conflit de lois

### La détermination du droit national applicable au litige

Nous supposons que le demandeur a porté son action devant une juridiction qui affirme sa compétence pour juger.

Si le litige a une composante internationale, ce qui est fréquent, le juge devra déterminer si son propre système juridique national est compétent pour trancher le fond du droit.

a) Les solutions françaises

Si les avocats des victimes plaident la défectuosité de l'avion imputable à l'avionneur ou aux équipementiers, quelle est la loi compétente pour déterminer l'éventuelle responsabilité de l'avionneur ?

Droit uniforme : la convention de Vienne du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises est étrangère aux ventes d'aéronefs, article 2 lettre e.

La solution du conflit de lois relève de la juridiction française si celle-ci a été saisie et a affirmé sa compétence au cas où elle aurait été déniée.

Il convient de distinguer selon que l'on est en matière de manquement contractuel ou en matière de responsabilité délictuelle

(Voir en exemple I° Civile, 28 juin 2012, n° 10-28492, maintenant en droit terrestre la distinction des deux ordres de responsabilité, en matière contractuelle la victime du dommage ne peut obtenir réparation sur le terrain de l'art.1384)

i. Responsabilité contractuelle du fabricant invoquée par l'acheteur de l'avion

Si l'affaire est portée devant une juridiction relevant de l'un des États membres de l'UE, celle-ci fera appel au règlement européen n° 593/2008 dit Rome I pour déterminer la loi applicable : il s'agit de la loi d'autonomie choisie par les parties, à défaut de la loi du pays où le vendeur a sa résidence habituelle.

(La convention de La Haye du 15 juin 1955 sur les conflits de lois en matière de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels est inapplicable à la vente d'aéronefs enregistrés)

(Les dommages causés par un produit : la convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits ne s'applique pas si celui qui agit plaide contre celui qui lui a transféré la propriété.)

ii. Responsabilité délictuelle du fabricant mise en cause par les passagers blessés ou par les proches des passagers tués

Anna Kunert et Agnieszka Kunert-Diallo, La loi applicable dans le cas de la responsabilité pour les produits aéronautiques défectueux, in Annales de droit aérien et spatial, 2017, volume XLII, McGill, p. 145

Il faut faire appel, pour déterminer la loi compétente, à la [convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits](#). 11 États seulement y sont HPC.

L'incidence du conflit de lois est soulevée dans le cadre du contentieux relatif à l'accident d'un avion Airbus survenu en mer lors d'un vol entre l'Indonésie et Singapour.

63 proches des victimes directes ont agi devant les juridictions françaises demandant en référé des avances indemnitaires à l'avionneur Airbus et à l'un de ses équipementiers, Artus, fabricant d'un module prétendument défectueux.

Les victimes par ricochet se prévalaient des dispositions issues d'une directive européenne propre à la responsabilité des fabricants des produits défectueux, instaurant un régime des responsabilité objective de plein droit.

Le fabricant et l'équipementier faisaient valoir la présence d'un conflit de lois et revendiquaient l'application du droit indonésien ne connaissant que la responsabilité à base de faute.

L'arrêt de la 1° chambre civile du 5 janvier 2022, n° 20-17.908, approuve la cour d'Angers d'avoir décidé que la loi applicable devait être déterminée en application de la convention de La Haye du 2 octobre 1973, que la directive 85/374 du 25 juillet 1985 en matière de responsabilité du fait des produits défectueux ne constituait pas une convention et qu'elle ne relevait pas de l'ordre public international.

La Loi applicable selon la convention de La Haye

Le principe

## Lex loci delicti

La loi applicable est, lorsque certains éléments sont réunis, la loi interne de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit :

Lorsque cet État est aussi l'État de la résidence habituelle de la personne directement lésée, ou

Lorsque cet État est aussi l'État de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou

Lorsque cet État est aussi l'État sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée, article 4.

## Lex loci victimae

Nonobstant les dispositions de l'article 4, la loi compétente est la loi de l'État de la résidence habituelle de la personne directement lésée,

Si cet État est aussi

L'État de l'établissement principal de la personne dont la responsabilité est invoquée, ou

L'État sur le territoire duquel le produit a été acquis par la personne directement lésée.

Article 5.

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 1<sup>o</sup> mars 2023, n<sup>o</sup> P 21-22.015, fait application de la convention de La Haye à propos de l'action introduite par les proches parents de la victime française d'un accident aérien du 3 juin 2012 survenu à l'atterrissage à Lagos d'un avion venant d'Abuja. Les demandeurs engageaient la responsabilité civile de sociétés de siège américain, l'avionneur Boeing et du motoriste Pratt & Whitney.

La cour de Toulouse avait fait application à la cause de la loi du Nigéria (et rejeté les demandes).

Ce qu'approuve la Cour de cassation.

Conformément à la convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits, la loi nigériane était applicable à l'action dirigée contre les constructeurs de l'aéronef et du moteur comme étant cumulativement celle de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'était produit et celle de l'État de la résidence habituelle de la victime.

La victime avait sa résidence habituelle au Nigéria depuis près de deux ans, elle travaillait à Abuja au service de la compagnie des Français de l'Afrique occidentale, qui lui avait attribué un logement et une voiture. Elle adhérait à la caisse d'assurance maladie des Français à l'étranger. Elle se rendait en France de façon épisodique.

## Lex loci rei

À défaut, on applique la loi nationale de l'État du principal établissement de la personne dont la responsabilité est invoquée,

À moins que le demandeur ne se fonde sur la loi de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit.

Article 6.

La loi nationale applicable peut être celle d'un État n'ayant pas ratifié la convention de La Haye du 2 octobre 1973.

### b) Les solutions étrangères

#### Etats-Unis

#### Compétence du droit fédéral ou droit d'un État fédéré

On se demande aux États-Unis pour apprécier la responsabilité du fabricant aéronautique, si la solution relève du droit fédéral ou du droit d'un État fédéré.

Un arrêt de la cour d'appel des États-Unis du 3<sup>e</sup> circuit du 19 avril 2016, *Sikkelee v. Precision Airmotive Corp.*, opte, en matière de responsabilité du fait des produits de l'aviation, pour la compétence du droit de l'État fédéré, et non pour la compétence du droit fédéral, même si la FAA a délivré le certificat de navigabilité, *Condon & Forsyth* du 19 avril 2016, par Sigda et Nadel. Voir également le bulletin du 28 octobre 2016. La Cour suprême des États-Unis a refusé le 28 novembre 2016 de délivrer dans cette espèce le Writ of Certiorari. Voir le bulletin de *Condon / Forsyth* du 30 novembre 2016 par Jane Sigda et Andrew Nadel.

## B) Le litige jugé au fond

Nous supposons tranchés le conflit de juridictions et le conflit de lois. Le juge doit statuer au fond, en faisant application de la loi nationale désignée comme compétente.

### 1°) Les solutions françaises

Le débat est en principe mené en France devant la juridiction civile.

[Il peut l'être également devant la juridiction répressive dans le cadre de l'action civile exercée accessoirement à l'action publique, cf. infra.]

#### 1° hypothèse : La compétence normative reconnue au droit français

Nous visons l'hypothèse où le droit interne français est déclaré applicable par le juge pour trancher le litige.

On applique en principe, au moins dans les relations entre l'avionneur et la compagnie, acquéreur de l'aéronef, les règles du droit de la vente ou celles du contrat d'entreprise, même si celles-ci risquent de ne pas pouvoir être invoquées lorsque la défectuosité d'un produit a été l'instrument du dommage.

. La recherche de la preuve de la défectuosité du produit aéronautique

L'obtention des preuves

Il est délicat pour les victimes de démontrer la faute du constructeur dans la fabrication du produit ou des pièces et équipements. Il ne suffit pas pour le demandeur d'affirmer le défaut de fabrication, il faut dans une matière particulièrement technique l'établir et le prouver, ce qui est une autre espèce de manche. *Actori incumbit probatio.*

Il est possible d'invoquer les conclusions du rapport final rédigé au terme de l'enquête technique de sécurité.

Le règlement 2020/1783 du 25 novembre 2020 est relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile et commerciale.

Il existe une convention de La Haye, du 18 mars 1970, sur l'obtention des preuves à l'étranger, permettant en particulier de recourir à l'échange de commissions rogatoires. C'est le juge qui utilise le procédé pour l'obtention de la vérité.

Aux États-Unis, le système est accusatoire et se trouve entre les mains des parties. Si les tribunaux américains se déclarent compétents, ils utilisent des procédés très lourds et très audacieux pour la recherche de vérité et pour déterminer les causes de l'accident. On cite un arrêt de la Cour suprême des États-Unis du 15 juin 1987 permettant de contraindre l'Aérospatiale poursuivie aux États-Unis pour fabrication défectueuse de produire les pièces qu'elle détenait sur son site industriel français. Voir Bureau et Muir Watt, *Droit international privé*, tome I, *Thémis*, n°198.

Les États ont organisé la riposte et ont organisé des procédés pour bloquer les investigations sur leur sol.

On cite à ce sujet un arrêt de la chambre criminelle du 12 décembre 2007, n° 07-83228, faisant application dans l'affaire *Executive Life* du dispositif français sur la protection des données.

(Dans les contentieux d'ordre économique mettant en cause des données à caractère confidentiel, celles-ci ne sont pas en principe divulguées, voir une décision du tribunal de l'UE du 25 mars 2015, T-456/13)

Voir l'article de Laurence Idot, *Vers une plus grande protection des secrets des affaires ?* Europe décembre 2014, alerte 41. La directive du 8 juin 2016 prévoit la protection du secret des affaires dans le cadre des procédures

judiciaires.

Il faut tenir compte en France de la loi du 30 juillet 2018 sur la protection du secret des affaires.

Le secret des affaires n'est pas opposable lorsque l'obtention, l'utilisation ou la divulgation du secret est requise ou autorisée par le droit de l'UE, les traités ou accords internationaux ou le droit national, notamment dans l'exercice des pouvoirs d'enquête, de contrôle, d'autorisation ou de sanction des autorités judiciaires ou administratives. Article L. 151-7 du code de commerce. Il y a place pour une interprétation a contrario. L'industriel français peut opposer le secret des affaires, si la divulgation n'est pas admise par un traité ou par le droit interne ou européen.

La convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale : le mécanisme des commissions rogatoires (Cour de cassation, avis, 18 mars 2013, Revue critique de DIP 2013.666 note Bernard Bouloc : un contentieux commercial aux États-Unis, la juridiction américaine décerne une commission rogatoire et l'adresse au ministère de la justice, qui l'adresse au procureur général de Versailles, qui la transmet au procureur de Nanterre, qui en saisit le président du TGI de Nanterre. Audition de témoins avec possibilité de contre interrogatoire, production de pièces ; le litige concerne deux sociétés espagnole et néerlandaise ; compétence du TGI et non du tribunal de commerce ; le juge requis ne fait pas œuvre de juridiction, il effectue des actes matériels.)

Si l'affaire concerne des États européens, le règlement européen prévoit une collaboration de juge à juge.

. Le débat au fond porté devant la juridiction civile ou commerciale

La victime acquéreur de l'avion agit sur le terrain contractuel, la victime agit sur le terrain délictuel si elle est étrangère au contrat de vente de l'appareil aérien.

Les solutions traditionnelles doivent cependant souvent être écartées, à raison de la montée en puissance des dispositions européennes propres à la responsabilité des fabricants des produits défectueux, lorsque le dommage est tributaire de la défectuosité d'un produit aéronautique.

[L'opérateur machines, salarié de Metal Improvement, à Bayonne, qui fabrique des pièces ou des éléments non conformes s'expose au licenciement, cf. Sociale, 8 décembre 2021, n° 19-26.034, la preuve de la dissimulation de la confection erronée d'une tige d'un train d'équipage semble en l'espèce faire défaut, le client de l'équipementier était Messier Bugatti Dowty, présenté comme le leader mondial dans la confection et fabrication des trains d'atterrissage d'avion.]

a. Le droit commun

i. Le litige entre l'acquéreur de l'aéronef et l'avionneur, vendeur.

L'acheteur se place sur le terrain contractuel, il agit contre le vendeur de l'aéronef, il plaide une mauvaise exécution du contrat.

Le droit de la vente

Il faut se référer aux solutions du code civil, remodelées par la jurisprudence.

Le vendeur a deux obligations principales, celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend, article 1603 du code civil.

L'action de l'acheteur contre le vendeur pour non-conformité du produit ou pour vice caché. Le demandeur doit être prudent dans le libellé de la demande.

. *L'obligation de délivrance*, article 1604 du code civil.



On en déduit l'obligation de **conformité** qui est l'obligation pour le fabricant ou le vendeur de livrer un produit conforme aux spécifications contractuelles.

Non-conformité : le bien livré n'est pas le bien vendu.

[On peut citer en jurisprudence, statuant en matière de contrat d'entreprise, et condamnant l'équipementier pour faute contractuelle. Com. 4 juin 2013, n° 12-15695 : une société Radiocommunications et avionique sous-traite à la société Arck le développement d'un logiciel destiné à l'identification des aéronefs et à la prévention des collisions. Le centre des essais aéronautiques de Toulouse, CEAT, avait refusé d'accepter le logiciel. On avait relevé en 2011 des non-conformités par rapport aux normes alors en vigueur. Arrêt du programme. La responsabilité du sous-traitant est établie.

Cour de renvoi, Bordeaux 4 juillet 2014, condamnant le successeur d'ARCK à payer 784 349 euros à REMF. La prestation fournie par le sous-traitant n'a jamais permis à REMF d'obtenir la certification de son transpondeur sans laquelle la commercialisation était impossible. Ce projet de transpondeur n'était pas approprié pour les planeurs, excluant ainsi les clubs de vol à voile ; marché localisé aux usa et au brésil ; marché s'adressant plus aux constructeurs qu'aux équipementiers.

Com. 7 juin 2016, n° 14-25620, rejet : le sous-traitant ne peut invoquer un partage de responsabilité, le principe de la responsabilité contractuelle d'Arck vis-à-vis du donneur d'ordre a été tranché par la cour de Toulouse ; restait à évaluer le montant du préjudice de la société REMF en relation de causalité avec la faute contractuelle d'Arck. Le préjudice se limitait à l'investissement consacré à l'étude et à la réalisation du transpondeur.]

[Voir pour effectuer une comparaison avec le droit terrestre : Com. 26 novembre 2013, n°12-25191 : le débat porte des difficultés de fonctionnement du site internet livré en location financière à un centre équestre. Le site ne fonctionnait pas. La cour d'appel a résilié le contrat. Le loueur prétend devant la Cour de cassation que la réception sans réserve d'un site internet couvrirait ses défauts de conformité apparents. Il prétend que le caractère apparent du défaut affectant l'ouvrage livré s'apprécie in concreto au regard des compétences et connaissance du maître de l'ouvrage. La Cour de cassation rejette le moyen.

» L'obligation de délivrance de produits complexes n'est pleinement exécutée qu'une fois réalisée la mise au point effective de la chose vendue ».

La cour d'appel retient qu'en dépit des protestations formulées avant et après la signature du procès-verbal de livraison sur l'absence de conformité des matériels et progiciels et sur la mise en œuvre du site (fournisseur) n'avait pas réagi aux réclamations de sa cliente. La cour d'appel a pu déduire que le (fournisseur) avait failli à son obligation de délivrance.

Un aéronef est un produit complexe et il convient de le mettre au point. En matière aérienne, la livraison est souvent précédée d'une période d'essais pour vérifier le bon fonctionnement de l'appareil et initier les pilotes de la compagnie acquéreur au maniement de l'appareil.

#### *. La garantie des vices cachés*

Le fabricant doit livrer un produit qui est conforme à sa destination. Il est tenu de la garantie des vices cachés.

Article 1641. Le vendeur est tenu de la garantie à raison des **défauts cachés** de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

[Sur l'exclusivité de la garantie des vices cachés en son domaine.

Droit terrestre : note de Louis Thibierge, Quand le vice caché le dispute à la non-conformité, sous 3° civile, 30 septembre 2021, Revue des contrats, mars 2022, p 45.

Voir en matière immobilière l'arrêt de la 3° chambre civile du 19 octobre 2023, n° X 22-10.090, concernant une promesse de vente d'une maison d'habitation, les bénéficiaires ayant refusé de réaliser la vente à raison d'une inondation survenue au sous-sol de l'immeuble. La cour de Paris avait prononcé la résolution de la promesse de vente pour manquement à l'obligation de délivrance. La décision est cassée. La Cour de cassation indique qu'il résulte de l'article 1641 que la garantie des vices cachés constitue l'unique fondement de l'action exercée pour un défaut de la chose vendue la rendant impropre à sa destination normale. Les infiltrations d'eau faisaient obstacle à une utilisation normale des pièces concernées, ce dont il résultait qu'elles constituaient des vices cachés. Erreur d'aiguillage. Il y a peut-être en l'espèce un problème résultant de l'observation ou non du délai biennal.]

Non garantie des vices apparents.

(Dans la pratique, les pilotes et agents de l'acheteur vérifient dans les moindres détails l'état de l'appareil destiné à être livré, ils procèdent à des essais en vol pour tester les performances de l'avion)

### Les délais

L'acheteur doit être attentif ; face au vices cachés il ne doit pas se laisser surprendre par le jeu de la prescription.

Il existe en réalité deux délais. L'un de 2 ans courant à compter de la découverte du vice, l'autre de 20 ans courant à compte de l'acte de vente.

(En droit terrestre : Louis Thibierge, Prescription de l'action en garantie des vices cachés : en quête de cohérence ! Revue des contrats, juin 2022, p. 55.)

La jurisprudence des différentes chambres civiles présentait sur certains points des divergences regrettables.

La Cour de cassation statuant en chambre mixte le 21 juillet 2023 a établi dans 4 arrêts une solution de compromis.

Délai de 2 ans.

L'acquéreur doit agir rapidement. Il a deux ans pour le faire.

Point de départ du délai :

L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de 2 ans à compter de la découverte du vice, art. 1648 al. 1° du code civil.

Les arrêts de la Cour de cassation pris en chambre mixte qualifient ce délai de délai de prescription.

Ce délai peut donc être suspendu ou interrompu.

En présence d'une demande en justice, le cours de la prescription est interrompu, il est stoppé, il s'arrête de courir jusqu'à l'extinction de l'instance. Cf. art. 2242 du code civil.

Le délai butoir

La jurisprudence soumettait le demandeur à un second délai. L'action visant à faire jouer la garantie devait être exercée par l'acquéreur dans les 5 ans de la conclusion du contrat. On parle du double délai.

Ce délai court à partir de la vente.

La solution était identique si on est en matière civile, puisque le délai de prescription de droit commun est désormais de 5 ans.

Il était donc possible que l'acheteur ne puisse plus agir si les vices cachés se manifestent plus de 5 ans après la vente.

La solution incitait indirectement les acheteurs à user rapidement du bien acquis ; avec les techniques industrielles actuelles, il serait étonnant que le vice caché, s'il existe réellement, ne soit pas détecté dans les 5 ans de la vente.

Un arrêt de la 3<sup>e</sup> chambre civile du 16 février 2022 écartait toutefois en matière immobilière la solution en faisant état du droit d'accès au juge consacré par la convention européenne des droits de l'homme.

Elle écartait le délai de 5 ans pour faire prévaloir le délai butoir de 20 ans prévu à l'article 2232 du code civil à compter de la naissance du droit.

Solution qui faisait l'objet d'une vive critique de la part du professeur Thibierge dans sa note publiée à la Revue des contrats de juin 2022.

La chambre mixte a tranché dans ses arrêts du 21 juillet 2023.

Le report du point de départ, la suspension ou l'interruption de la prescription ne peut avoir pour effet de porter le délai de la prescription extinctive au-delà de 20 ans à compter du jour de la naissance du droit, cf. art. 2232 alinéa 1° du code civil.

Ce délai constitue le délai butoir de droit commun des actions civiles et commerciales au-delà duquel elles ne peuvent plus être exercées.

L'action en garantie des vices cachés doit être formée dans le délai de 2 ans à compter de la découverte du vice

(ou en matière d'action récursoire à compter de l'assignation) sans pouvoir dépasser le délai-butoir de 20 ans à compter du jour de la naissance du droit, lequel est, en matière de garantie des vices cachés, le jour de la vente conclue par la partie recherchée en garantie.

L'acheteur qui agit dans les délais en garantie des vices dispose d'une option.

L'acheteur peut exercer l'**action rédhibitoire**, qui tend à la résolution du contrat aux torts du vendeur. Le vendeur restitue le prix et l'acheteur restitue la chose vendue. Art. 1644.

Com. 3 décembre 2013, n° 12-26113 : Aerosport France (qui est vendeur et non fabricant) a vendu un avion à l'aéro-club du Havre. Une panne. L'acheteur a obtenu la résolution de la vente pour vices cachés, la pièce défectueuse du moteur a été fabriquée par le motoriste Thielert. Le vendeur est condamné à la restitution du prix, 259 181 euros. (L'élément perturbateur en l'espèce, c'est que le vendeur était en liquidation et que le créancier du prix aurait dû déclarer la créance à la procédure. Les créances régulièrement nées après le jugement de L.J. doivent faire l'objet d'une déclaration, elles sont inopposables à défaut à la procédure.)

[Cf. droit terrestre, 1° Civile, 19 février 2014 : Mercedes Benz vend un véhicule en 2002 au prix de 35 000 euros. Le véhicule tombe en panne en 2006. Une expertise. L'acheteur assigne le vendeur en résolution sur le fondement des articles 1641 et suivants. Le vendeur est condamné par la cour de Versailles à restituer le prix d'achat. Le vendeur s'insurge, il considère que le véhicule a connu une dépréciation et que l'acheteur a utilisé gratuitement du véhicule entre la délivrance et la restitution. Moyen rejeté par la Cour de cassation. Le vendeur est tenu de restituer le prix qu'il avait reçu, sans diminution liée à l'utilisation de la chose vendue ou à l'usure en résultant.]

L'acheteur peut préférer exercer l'**action estimatoire**.

La vente est maintenue, mais avec une réduction du prix. L'acheteur garde la chose, mais il se fait rendre une partie du prix. Art. 1644.

La demande de dommages-intérêts, à raison du préjudice subi par la victime. L'action indemnitaire. Si le vendeur connaissait les vices de la chose, il est tenu de tous les dommages et intérêts envers l'acheteur. Art. 1645.

Le vendeur professionnel ou le vendeur ayant contribué à la fabrication du produit est assimilé à un vendeur de mauvaise foi.

1° Civile, 25 novembre 2010, n° 09-68493 : accident d'ULM en 1984 dû à une défaillance technique, Raymond est blessé, vice de construction, condamnation du vendeur.

Dans l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt du 3 décembre 2013 cité supra, le vendeur Aerosport a été condamné sur le fondement de l'article 1645 à payer 42 600 euros à l'aéro-club au titre du préjudice d'exploitation lié à l'immobilisation de l'appareil à la suite de la panne de ce dernier.

Les clauses de non garantie.

Droit civil et droit commercial, ventes entre profanes ou entre professionnels ou entre un professionnel et un profane.

Les clauses de non-garantie sont licites en droit civil si le vendeur ignorait les vices et était ainsi de bonne foi.

Les clauses de non garantie sont inefficaces si le vendeur connaissait les vices, art. 1643.

Le vendeur professionnel ou celui qui a fabriqué le produit est assimilé à un vendeur de mauvaise foi. Même si la vente est consentie à un professionnel.

Licéité de la clause de non-garantie en présence d'une vente entre professionnels de la même spécialité.

Paris, 27 octobre 2010 : un accident d'hélicoptère le 5 avril 2003, il s'écrase à l'atterrissage, une passagère blessée. Le palonnier (commande de vol démontable) laissé en place à gauche côté passager était venu bloquer le palonnier du pilote qui a été gêné dans sa manœuvre. Ventes successives : l'appareil a été fabriqué en 1988 par un industriel américain Robinson, l'appareil a été vendu à un importateur Héli Europe qui l'a revendu en 1998 au français Atlantique Hélicoptère (qui a eu recours au crédit-bail) : vente de l'hélicoptère en l'état où il se trouve avec une clause de non garantie. Un technicien choisi par l'acquéreur avait inspecté l'appareil.

Le manuel de vol recommandait de démonter le palonnier. Le rapport d'expertise relève que l'accident est dû à une difficulté de pilotage à la suite du blocage du palonnier causé par la rotation d'une pédale. Un vice de conception affectait la fixation du palonnier de l'appareil, négligence fautive du constructeur ; le vendeur de

l'appareil Héli Europe est tenu de la garantie des vices cachés, le vice de conception est demeuré caché à l'acheteur lors de la vente, la clause de non garantie est inopérante car vendeur et acheteur n'étaient pas des professionnels de même spécialité, responsabilité du vendeur sur le terrain du vice caché et du manquement à l'obligation d'information et au devoir de conseil. Condamnation in solidum du fabricant américain et de l'importateur français.

[Le droit de la consommation

Les aéronefs entrent dans le domaine du règlement 2023/988 du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits.

Les opérateurs économiques (fabricants, importateurs, distributeurs ...) ne mettent sur le marché que des produits sûrs.

Les accidents causés par un produit donnent lieu à notification.

Une exception : les aéronefs visés à l'article 2 § 3, point d) du règlement 2018/1139, à raison du risque faible qu'ils présentent pour la sécurité de l'aviation civile, échappent à l'empire de ce règlement de 2023. Ces aéronefs relèvent du contrôle réglementaire des États membres. Le règlement opère un renvoi à l'annexe I. Sont visés grosso modo les aéronefs historiques, les aéronefs conçus à des fins de recherche et produits en nombre limité, les aéronefs dont 51 % des tâches de fabrication et d'assemblage sont effectués par des amateurs, les aéronefs qui avaient été au service des forces militaires, les autogires mono et bi places, certains ballons et dirigeables, l'aéronef habité dont la masse n'excède pas 70 kg, certains aéronefs captifs, les hélicoptères, parachutes motorisés, planeurs n'ayant pas plus de deux places et une masse réduite au décollage ... ]

[Le code de la consommation, modifié compte tenu de la directive 2019/771 du 20 mai 2019 par une ordonnance du 29 septembre 2021, présente des solutions voisines de celles du code civil : il concerne la vente de biens meubles corporels entre un professionnel (ou toute personne se présentant ou se comportant comme tel) et un acheteur agissant en qualité de consommateur, art. L. 217-1.

Jean-Denis Pellier, La nouvelle garantie légale de conformité est arrivée ! Revue des contrats, mars 2022, p. 71. L'acquéreur d'un petit aéronef est parfois un simple particulier, celui-ci pouvant alors être considéré comme un consommateur.

Un aéroclub également.

Le consommateur bénéficie de la garantie légale de conformité de l'article L. 217-3 du code de la consommation, Le vendeur livre un bien conforme au contrat ...

Il répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance du bien ... qui apparaissent dans un délai de 2 ans à compter de celle-ci.

Ce délai de garantie s'applique sans préjudice des articles 2224 et s. du code civil.

Le point de départ de la prescription de l'action du consommateur est le jour de la connaissance par ce dernier du défaut de conformité.

Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de 24 mois à compter de la délivrance du bien ... sont, sauf preuve contraire, présumés exister au moment de la délivrance, à moins que cette présomption ne soit incompatible avec la nature du bien ou du défaut invoqué, art. L. 217-7.

(Ce délai est fixé à 12 mois pour les biens d'occasion)

En cas de défaut de conformité, le consommateur a droit à la mise en conformité des biens, à une réduction proportionnelle du prix ou à la résolution du contrat..., art. L.217-8.

L'acheteur non professionnel peut toutefois invoquer les solutions classiques du droit de la vente édictées par le code civil, art. L. 217-30 : Le consommateur n'est pas privé du droit d'exercer l'action résultant de la garantie des vices cachés telle qu'elle résulte des articles 1641 à 1649 du code civil, ou tout autre action de nature contractuelle ou extra contractuelle qui lui est reconnue par la loi.]

[ La formation par le fabricant des pilotes de la compagnie acquéreur

Il est fréquent que l'avionneur initie au pilotage les pilotes de la compagnie qui achète l'avion.

Sur la présence de pilotes instructeurs, salariés d'Airbus, Sociale, 28 septembre 2022, pourvoi X 21-11.673, débouté d'un pilote par la cour d'Agen se plaignant d'une discrimination salariale due à l'âge. A travail égal, salaire égal. Lire l'attestation d'un ancien directeur d'Airbus Training & Flight Operations Support relatant le processus de recrutement des pilotes instructeurs, il décidait de la rémunération du pilote, salaire + prime de vol, celle-ci dépendant des qualifications, de l'âge, de l'expérience, ainsi que du marché. Un autre pilote, mieux

rémunéré, avait acquis la certification de pilote instructeur sur l'airbus 380, alors que le plaignant n'avait pas été admis par son employeur à cette formation. Rejet du pourvoi. Ces pilotes instructeurs sont chargés de la formation des pilotes destinés à piloter les appareils achetés par leur compagnie.

Le contentieux fondé sur la formation inadéquate des pilotes de la compagnie acquéreur de l'avion

Nous reprenons l'étude du cas d'espèce dont la chambre commerciale a connu, cf. supra l'arrêt du 12 juillet 2016. Les tribunaux américains, avons-nous dit, se sont déclarés incompétents pour connaître de l'action en responsabilité intentée à l'encontre du formateur Airbus et de sa filiale américaine.

Une instance s'est cependant déroulée aux États-Unis, des dépenses liées à la procédure menée outre Atlantique ont été cependant engagées pour des montants dépassant l'entendement. Un cabinet américain a exigé 10 681 136 dollars pour défendre Airbus. Des frais d'experts ont été engagés pour 110 362 dollars. La procédure de Discovery nourrie par une banque de données a donné lieu à une facturation de 496 667 dollars. Des frais de sténo et de reprographie représentent 46 182 dollars. Un cabinet brésilien ayant conseillé Airbus pour les questions de compétence et de droit brésilien a reçu 774 976 dollars. Des salariés d'Airbus ont eu 17 000 dollars de frais de déplacement pour suivre la procédure.

Le contrat de vente des avions comportait une clause suivant laquelle le transporteur brésilien, bénéficiaire des prestations d'enseignement en faveur de ses pilotes, s'engageait à garantir Airbus et sa filiale américaine en cas de pertes liées à ces prestations de formation. Or, parmi les pertes, figuraient les frais de procédure.

C'est la raison pour laquelle Airbus, sa filiale et leur assureur Allianz (qui comme assureur dommage d'Airbus avait accepté de régler les frais de défense liés à la procédure en responsabilité engagée par les ayants droit des victimes de l'accident) demandaient à la compagnie TAM devant le tribunal de commerce de Paris le remboursement des frais de procédure engagés aux États-Unis.

C'est la solution qui a été reçue en 2014 par la cour de Paris, octroyant 17 000 euros à Airbus et à sa filiale, 11 456 012 dollars pour les assureurs.

La cassation intervient pour défaut de base légale, c'est l'interprétation et la portée de la clause qui faisaient difficulté en l'espèce.

La cour d'appel en avait adopté une interprétation large, elle avait considéré que la clause d'indemnisation visait de manière générale les réclamations formulées au titre des dommages causés par la fourniture de services de formation, sans exiger que ces dommages résultent directement de la formation.

L'arrêt d'appel est censuré pour ne pas avoir constaté que les deux sociétés Airbus étaient intervenues dans la formation des pilotes de l'avion impliqué dans l'accident. Ce qui ne semblait pas être le cas.]

## ii. L'action des tiers contre l'avionneur

### La responsabilité délictuelle du fabricant

La responsabilité du fabricant est susceptible d'être engagée par des tiers, en cas d'accident, sur plusieurs fondements.

Le demandeur pourrait songer à faire appel aux solutions du droit commun.

Le demandeur peut se prévaloir de la responsabilité à base de faute, en application des articles 1382 et 1383, devenus, depuis 2016, les articles 1240 et 1241 du code civil.

La responsabilité délictuelle du fabricant peut être engagée, en cas d'accident mortel ou corporel imputable à une défectuosité de l'appareil aérien, par les passagers ou par leurs proches. Il peut y avoir chez l'avionneur une responsabilité à base de faute pour défaut de fabrication.

Le motoriste n'est pas responsable d'un accident causé par la défaillance d'un moteur, s'il a signalé à l'administration le programme d'entretien et de révision périodique et que l'exploitant n'a pas opéré les révisions préconisées. 2<sup>o</sup> Civile, 28 février 2013, n<sup>o</sup> 11-27699, motoriste américain, préconisations transmises à la FAA qui transmet à la DGAC et au constructeur de l'avion Cessna qui a informé les exploitants des appareils. Faute de la victime.

Le demandeur pourrait songer à engager la responsabilité du fabricant considéré comme ayant conservé la garde de la structure, article 1384 devenu article 1242 du code civil.

Si l'information due n'avait pas été communiquée, la cour d'appel estimait que le motoriste conservait la garde de la structure du moteur. En l'espèce le transfert de la garde de la structure avait été opéré. Le débat est porté en

termes de responsabilité délictuelle. Il n'y avait pas de relation contractuelle directe entre l'exploitant du Cessna et le motoriste américain.

Il faut cependant noter que la jurisprudence donne désormais la prééminence au régime spécifique de responsabilité du fabricant du fait des produits défectueux, cf. infra, et qu'elle interdit au demandeur de fonder sa demande sur les solutions classiques du droit commun ayant un fondement identique.

C'est ainsi que la 1<sup>o</sup> chambre civile dans un arrêt du 11 juillet 2018, n<sup>o</sup> 17-20154, édicte : Si, selon l'article 1245-17 du code civil, le régime de responsabilité du fait des produits défectueux ne porte pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre du droit de la responsabilité contractuelle ou extra contractuelle ou au titre d'un régime spécial de responsabilité, c'est à la condition que ceux-ci reposent sur des fondements différents, tels la garantie des vices cachés ou la faute. Tel n'est pas le cas de l'action en responsabilité du fait des choses prévue à l'article 1242 alinéa 1<sup>o</sup> du code civil qui, lorsqu'elle est invoquée à l'encontre du producteur après la mise en circulation du produit, procède nécessairement d'un défaut de sécurité. En clair, la victime d'un produit défectueux ne peut pas se prévaloir de la responsabilité du gardien du fait des choses qu'il a sous sa garde (ex-article 1384).

(L'intérêt de la dispute relative à un éventuel concours d'actions concerne l'application du délai de prescription de l'action, 5 ans en droit commun, 2 ans en ce qui concerne la garantie des vices cachés, 3 ans dans le régime de responsabilité des produits défectueux issu d'une directive européenne : l'action en responsabilité du fait des choses (ex- article 1384) intentée par la victime de la destruction d'un bâtiment incendié à la suite de l'explosion d'un transformateur électrique situé à proximité ne pouvait être considérée comme reposant sur un fondement différent de l'action en responsabilité du fait des produits défectueux. Ce régime de responsabilité était applicable au litige. L'action intentée plus de 3 ans après la connaissance de l'origine électrique du dommage était prescrite.)

#### b. Le dépassement des deux ordres de responsabilité : la responsabilité à l'égard d'autrui des fabricants de produits défectueux

Le législateur français a transposé dans le code civil les dispositions de la directive européenne du 25 juillet 1985 en matière de responsabilité du fait des produits défectueux. Directive en voie de révision.

Avec l'ordonnance du 10 février 2016, les dispositions propres à la responsabilité du fait des produits défectueux figurent dans le code civil aux articles 1245 à 1245-17.

Le sous-titre II concerne la responsabilité extracontractuelle, le chapitre 1<sup>o</sup> vise la responsabilité extra contractuelle en général, le chapitre II est relatif à la responsabilité du fait des produits défectueux, (tandis que le chapitre III traite de la réparation du préjudice écologique).

Ce régime spécial de responsabilité est impératif et exclusif (cf. supra, limitant le concours d'actions) lorsque le produit défectueux a causé un dommage.

Comme l'indique un arrêt, rendu le 7 juillet 2017, n<sup>o</sup> 15-25651, par la Cour de cassation statuant en chambre mixte, dans une affaire concernant l'éventuelle responsabilité de Monsanto dans la distribution d'un herbicide, le juge est tenu, lorsque les faits dont il est saisi le justifient, de faire application des règles d'**ordre public** issues du droit de l'UE, telle la responsabilité du fait des produits défectueux, même si le demandeur ne les a pas invoquées.

Le droit issu de la directive n'interdit pas cependant à l'acquéreur faisant valoir en cas de vente le manquement par le vendeur à son obligation contractuelle de délivrance d'un bien conforme d'agir, cette action en résolution de la vente ne tend pas à la réparation d'un dommage, 1<sup>o</sup> Civile, 9 décembre 2020, n<sup>o</sup> 19-21390. La directive n'écarte pas les remèdes issus du droit de la vente.

(Le principe de la responsabilité du fabricant au titre de la défectuosité des produits qu'il a façonnés ne relève cependant pas de l'ordre public international, 1<sup>o</sup> Civile, 5 janvier 2022, cité supra)

J. Sébastien Borghetti, On n'échappe pas à la responsabilité du fait des produits défectueux ! in Revue des contrats, 2017, n<sup>o</sup> 4, p. 15.

Du même auteur, Responsabilité du fait des produits défectueux et sanction du défaut de conformité de la chose vendue, Revue des contrats, n<sup>o</sup>1, mars 2021, p. 42.

Le principe : Le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, qu'il soit ou non lié

par un contrat avec la victime, décide l'art. 1386-1, qui est devenu début octobre 2016 l'article 1245 du code civil.

Un produit est considéré comme défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, cf. article 1245-3 du code civil.

Le responsable est un professionnel, il est le fabricant d'un produit fini ou le fabricant d'une partie composante, article 1245-5. En cas de dommage causé par le défaut d'un produit incorporé dans un autre, le producteur de la partie composante et celui qui a réalisé l'incorporation sont solidairement responsables, art. 1245-7.

La victime est un contractant ou non du fabricant responsable.

La nature du dommage

Il peut s'agir d'un dommage consistant en une atteinte à la personne.

Ces dispositions sont intéressantes en ce qu'elles assurent la protection du consommateur en cas de mort ou de lésion corporelle du fait du produit défectueux. " Les dispositions du présent chapitre (chapitre II, La responsabilité du fait des produits défectueux) s'appliquent à la réparation du dommage qui résulte d'une atteinte à la personne", décide l'article 1245-1 al. 1°.

Il peut s'agir d'un dommage matériel affectant un bien, autre que le produit défectueux.

Le dispositif légal peut être invoqué pour obtenir la réparation d'un dommage (de plus de 500 euros) causé aux biens, du fait d'un produit défectueux. Les dispositions en cause "s'appliquent également à la réparation du dommage supérieur à un montant déterminé par décret, qui résulte d'une atteinte à un bien *autre* que le produit défectueux", dit l'article 1245-1 al. 2.

On en déduit que ce régime de responsabilité du fait des produits défectueux ne peut pas être invoqué par la victime, si elle agit pour demander réparation du dommage consistant en une atteinte au produit lui-même. On exclut du domaine de mécanisme d'origine européenne le dommage causé au produit lui-même. On estime que la compétence doit continuer à relever du droit national de la responsabilité contractuelle. Voir en droit terrestre, Bénédicte Girard, *Le vaste champ d'application de la responsabilité du fait des produits défectueux*, D. 2015.2227.

Le dispositif européen ne concerne que le dommage causé *par* le produit défectueux.

Il ne concerne pas le dommage causé *au* produit défectueux, qui continue de relever de la loi nationale en matière de vente.

(Voir en matière de fabrication d'un voilier : le navire appartient à un particulier, le voilier a démâté (rupture des tirants de cadène) en baie de Bandol, le propriétaire a demandé réparation au fabricant (allemand) du voilier, qui n'était pas son vendeur immédiat. Le tribunal de Toulon et en appel la cour d'Aix avaient condamné le fabricant à réparer les dommages causés au propriétaire du voilier et constitués par le coût des travaux de remise en état du navire et par la perte de jouissance. L'arrêt est cassé pour violation de l'article 1386-2. Le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux ne s'applique pas à la réparation du dommage qui résulte d'une atteinte au produit défectueux lui-même. L'arrêt n'avait pas constaté que la défectuosité du produit consistait en un défaut de sécurité ayant causé un dommage à un bien autre que le produit défectueux lui-même, I° Civile, 14 octobre 2015, n° 14-13847, *Revue des contrats*, 1° juillet 2016, n° 2, p. 228, note Jonas Knetsch. Le demandeur ne demandait pas réparation pour atteinte à un bien autre le produit défectueux, la condamnation ne pouvait être fondée sur le fondement des dispositions issues de la directive européenne. C'est le navire lui-même qui était défectueux et son propriétaire avait dû engager des frais pour le réparer. Le demandeur ou l'arrêt aurait dû se fonder sur le droit national.) (Le droit issu de la directive aurait pu en revanche être invoqué si le mât du voilier était tombé sur un navire navigant à proximité qui aurait été endommagé par cette chute.)

La directive européenne n'envisage la responsabilité du fabricant de produits défectueux qu'en cas de dommages causés à des biens destinés à l'usage privé.

Le droit français, en revanche, a élargi le domaine de la responsabilité du fait des produits défectueux.

Le législateur français a décidé d'étendre le bénéfice du mécanisme aux professionnels.

Les dispositions du code civil en matière de produits défectueux sont applicables si la victime subit une atteinte à des biens affectés à l'usage d'une profession.

Il est donc possible et même obligatoire - de faire appel à ces dispositions issues d'une directive européenne de 1985 et de mettre en cause l'industriel aéronautique si le dommage corporel ou matériel provient d'un défaut affectant un aéronef.

Le demandeur pour triompher dans son action fondée sur les articles 1245-8 et suivants du code civil doit établir : le dommage, le défaut du produit, le lien de causalité entre la défectuosité et la survenance du dommage.

Cf. 1° Civile, 27 juin 2018, Bull., n° 17-17469 : un produit est défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre, art. 1245-3 c. civil. La simple imputabilité du dommage au produit incriminé ne suffit pas à établir son défaut ni le lien de causalité entre ce défaut et le dommage. Le demandeur doit établir le défaut de sécurité du produit.

On relève des décisions récentes faisant état de demandes en justice fondées en matière aérienne sur la responsabilité du fait des produits défectueux. On était dans ces hypothèses en présence d'une atteinte corporelle.

#### La responsabilité d'un fabricant d'hélice

Deux professeurs d'un lycée de Poitiers ont en 1987 fabriqué un avion, propriété de l'établissement. Ils ont en 1999 remplacé le moteur et l'hélice, ils ont reçu l'approbation de l'administration qui a délivré un certificat de navigabilité modifié, l'entretien de l'avion incombant au producteur qui est aussi l'utilisateur.

Les deux intéressés sont victimes en septembre 2002 d'un accident lors d'un vol de loisir à bord de cet aéronef de marque Pottier type 18 OS. L'avion s'est écrasé au sol à la suite de l'éjection de la pale de l'hélice fabriquée par la société Hélice. L'avion est détruit. Les pilotes sont blessés. Ils ont assigné cette société en se fondant sur les articles 1386-1 et suivants.

La cour de Poitiers, 28 mars 2012, a exclu la responsabilité du fabricant de l'hélice du fait de la fourniture d'un produit défectueux. Aucun élément ne permettait en l'espèce de retenir la non-conformité ou la défectuosité de l'hélice.

La cour a cependant retenu la responsabilité du fabricant de l'hélice comme ayant contribué pour un quart à la réalisation du dommage : ayant omis d'informer ses clients - après un accident de même type survenu en 2001 - de la nécessité de procéder à une vérification annuelle de l'hélice.

La cassation intervient, au visa des articles 12 et 16 du CPC, 1° Civile, 14 novembre 2013, n° 12-26697.

La cour d'appel n'a pas précisé le fondement juridique de sa décision, distinct de celui que les parties invoquaient.

La cour n'avait pas invité les parties à présenter leurs observations, il y avait violation du principe de la contradiction.

La cour de Limoges a statué le 4 mars 2015 comme cour de renvoi, RG 14/00193, elle a reconnu la responsabilité pleine et entière de la société ayant fourni l'hélice. L'arrêt statue en matière de responsabilité des fabricants du fait des produits défectueux et applique les articles 1386-1 et suivants du code civil. L'accident est imputable au fabricant de l'hélice affectée d'un défaut structurel consistant dans un comportement vibratoire non maîtrisé par suite de l'insuffisance d'essais, calculs et expérimentation. C'est la défectuosité du produit qui n'offrait pas la sécurité à laquelle on pouvait légitimement s'attendre qui est la cause de l'accident.

#### La défectuosité des sondes Pitot

Dans l'affaire de l'accident du Rio-Paris, des proches des victimes ayant péri dans l'accident ont tenté, en vain, d'obtenir de la juridiction toulousaine des référés l'octroi de provisions à l'encontre d'Airbus, le constructeur de l'avion qui s'est écrasé dans l'océan Atlantique.

On peut lire à ce sujet les indications figurant dans le moyen produit devant la Cour de cassation, 1° Civile, 11 février 2015, n° 13-17231.

La cour de Toulouse, dans son arrêt du 12 mars 2013, avait rejeté la demande de provision. La demande était fondée sur la responsabilité des produits défectueux, art. 1386-1 et suivants. Les demandeurs succombent.

Il incombe à la victime, indique l'instance toulousaine, d'établir la défectuosité du produit, défectuosité qui consiste en une dangerosité anormale ou en une absence de sécurité normale du produit, étant entendu que la simple implication du produit dans la réalisation du dommage ne suffit pas à établir son défaut.

La défectuosité semble admise en l'espèce (mais était-elle imputable à l'avionneur ? Il s'agit non de vices d'origine, mais plutôt d'effet de la vétusté relevant d'une maintenance insuffisante : les sondes Pitot installées sur l'appareil étaient inadaptees et défectueuses en raison de leur ancienneté, de nombreuses protections de



sécurité ont disparu.)

Il appartient également au demandeur de prouver le lien de causalité entre le défaut et le dommage : les informations techniques sur les causes de l'accident relatées dans les conclusions du BEA attestent de l'existence de contestations sérieuses s'opposant à toute mise en œuvre de la responsabilité de plein droit de l'avionneur. Le lien de causalité entre les défauts et la survenance de l'accident n'était pas suffisamment caractérisé. Les investigations techniques et expertales (sic) sont toujours en cours. Les causes de l'accident ne sont pas déterminées avec une certitude suffisante. Le juge des référés ne pouvait que rejeter la demande dirigée en application de l'article 809 al. 2 du code de procédure civile contre SAS Airbus. Les contestations sérieuses font échec à la compétence du juge des référés.

La défectuosité d'un module

Ce contentieux consécutif à la catastrophe d'Air Asia Indonésie s'est déroulé en deux phases, dans un premier temps une demande en référé qui échoue, une action au fond ensuite.

La demande en référé provision

L'accident le 28 décembre 2014 du vol Surabaya-Singapour effectué par Indonesia Air Asia exploitant un Airbus A 320 construit en 2008. L'avion s'abîme en mer. 155 passagers et 7 membres d'équipage ont perdu la vie. Contentieux dans plusieurs pays avec plusieurs rebondissements. La mondialisation du contentieux des catastrophes aériennes.

Une ordonnance du 21 avril 2016 avait constaté l'existence d'une obligation non contestable à la charge solidaire d'Airbus, fabricant de l'avion, et d'Artus, fabricant du module, mais avait rejeté les demandes d'indemnisation en l'absence de certains justificatifs.

La cour d'Angers dans un arrêt du 10 janvier 2017 avait débouté les 66 demandeurs, proches parents des victimes ayant péri dans la catastrophe, agissant contre Airbus, fabricant de l'avion accidenté, et contre Artus, fabricant du module électronique RTLU équipant l'appareil. Les proches demandaient des indemnités provisionnelles. Le fait des produits défectueux était sérieusement contestable. L'obligation d'Airbus et d'Artus était sérieusement contestable, d'où l'échec du référé.

L'arrêt de la cour d'Angers a été censuré par la Cour de cassation.  
1<sup>o</sup> Civile, 28 novembre 2018, n<sup>o</sup> 17-14356, Bulletin.

Le producteur est responsable de plein droit du dommage causé par un défaut de son produit.

La responsabilité du producteur envers la victime n'est pas réduite par le fait d'un tiers ayant concouru à la réalisation du dommage.

La simple implication d'un composant dans la réalisation du dommage est insuffisante. Doivent également être appréciées la rigueur et la qualité des opérations de maintenance de l'appareil, qui incombent aux compagnies aériennes.

L'arrêt de la cour d'appel indiquait cependant - en se fondant sur le rapport d'enquête - cependant la présence de fêlures sur les soudures à la surface des deux canaux (du module électronique RTLU retrouvé sur le site de l'accident). Ce sont des dégradations qui ont pu générer des pertes de continuité électrique menant à la panne de cet élément. Le dysfonctionnement du module RTLU est le premier facteur dans le temps ayant pu contribuer à l'accident. Ce défaut avait été signalé à l'équipage à 4 reprises lors du vol.

L'action de l'équipage ayant suivi le 4<sup>o</sup> message signalant ce dysfonctionnement s'était révélée inadaptée et non conforme à la procédure provoquant le désengagement du pilote automatique, puis un enchaînement de faits à l'origine du décrochage de l'appareil.

L'appareil avait connu à 23 reprises en 2014 des dysfonctionnements de modules du même type que les 4 survenus lors du vol. Le module RTLU aurait dû être remplacé.

(La cour d'appel, sans nier le défaut d'une pièce fabriquée par l'industriel, pour rejeter la demande des proches s'était fondée sur le défaut de maintenance, par le transporteur aérien, de la pièce suspecte qu'il aurait fallu retirer.)

La cassation intervient.

La cour d'appel a statué par des motifs fondés sur le fait de tiers ayant concouru à la réalisation d'un dommage, et sur le défaut de connaissance par les producteurs de l'absence de fiabilité du module.

Ces motifs sont impropres à caractériser l'absence d'une obligation non sérieusement contestable à la charge des producteurs, alors que la cour avait constaté un défaut du module.

La défaillance du transporteur n'empêchait pas la reconnaissance de l'implication des deux producteurs.

L'affaire a été renvoyée devant la cour d'appel d'Angers qui a statué le 12 mai 2020, en se déclarant à nouveau incompétente pour statuer en référé. L'obligation d'indemnisation des sociétés Airbus et Artus est sérieusement contestable : la détermination de la loi applicable au litige constituait une contestation sérieuse.

La 1<sup>o</sup> chambre civile a rejeté le 5 janvier 2022 le pourvoi, n° 20-17.908. La cour d'appel a pu admettre qu'il existait une contestation sérieuse sur la loi applicable et donc sur l'obligation d'indemnisation des sociétés Airbus et Artus.

Le débat au fond

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 14 avril 2021, n° 19-22.236, permet la continuation du débat au fond. L'avionneur Airbus et son sous-traitant Artus pourront voir leur responsabilité être engagée par la cour d'Angers. Ils peuvent appeler le transporteur aérien Air Asia en garantie. L'application de la loi française ne semble pas disputée à ce niveau. Elle sera certainement mise en cause devant la cour d'appel de renvoi. Cf. supra pour la solution du conflit de lois, entre la loi française et la loi indonésienne.

L'exonération du producteur

Le défaut n'existait pas au moment où l'industriel a mis le produit en circulation. Art. 1245-10. Le défaut est né postérieurement à la mise en circulation du produit par le producteur. Idem. Les clauses de non-responsabilité sont licites entre professionnels, art. 1245-14, alinéa 2.

L'incidence de la faute de la victime

La responsabilité du producteur peut être réduite ou supprimée, compte tenu de toutes les circonstances, lorsque le dommage est causé conjointement par un défaut du produit et par la faute de la victime ou d'une personne dont la victime est responsable, art. 1386-13 devenu art. 1245-12. Dans l'affaire soumise à la cour de Limoges, citée supra, celle-ci a admis l'absence de faute des victimes, constructeurs-fabricants amateurs de l'avion. Aucune de faute n'est relevée contre le pilote qui a été capable de faire atterrir de toute urgence l'appareil privé d'hélice et victime d'un arrêt du moteur. L'hélice avait été démontée pour examen lors de la visite après 100 heures de vol.

Les délais

Ils ne sont pas forcément favorables à la victime.

Sauf faute du producteur - la responsabilité du producteur, fondée sur les dispositions du présent chapitre, est éteinte 10 ans après la mise en circulation du produit même qui a causé le dommage ... Article 1245-15 du code civil.

La prescription triennale. Article 1245-16 c. civil.

L'action en réparation fondée sur les dispositions du présent chapitre se prescrit dans un délai de trois ans à compter de la date à laquelle le demandeur a eu ou aurait dû avoir connaissance du dommage, du défaut et de l'identité du producteur.

Le droit commun, lui, connaît la prescription quinquennale, qui est donc écartée en cas de dommage aux personnes et aux biens résultant d'une défectuosité du produit.

**2<sup>o</sup> hypothèse.** La désignation d'une loi étrangère

Il est possible que le juge français soit appelé à trancher le litige sur le fondement d'une législation étrangère. Il est compétent, il détient la *jurisdictio*, mais le droit français interne, à raison de la solution du conflit de lois, n'est pas applicable.

2<sup>o</sup>) [Les solutions étrangères](#)

La France n'est pas seule au monde, les juridictions étrangères sont elles aussi appelées à trancher au fond pour savoir si le fabricant ou l'équipementier est civilement responsable s'il a livré un produit non conforme ou défectueux.

a) Les litiges entre vendeur et acquéreur

Le contentieux après-vente

Le Qatar contre Airbus

Airbus contre le Qatar

La presse internet fait état d'un contentieux entre l'avionneur Airbus et la compagnie du Qatar relatif à des craquelures décelées sur le fuselage d'avions livrés à ce transporteur du golfe persique.

La compagnie a cloué au sol un certain nombre d'avions.

La compagnie réclame une importante indemnisation.

Elle agit devant une juridiction anglaise.

La guerre des communiqués vengeurs sévit.

Airbus admet le dommage lié à la défectuosité de la peinture, mais dément tout risque d'atteinte à la sécurité.

L'AESA lui sert de caution. Les avions pourraient voler sans danger.

Le transporteur émet une opinion contraire.

Un procès est annoncé en 2023.

Une transaction serait intervenue.

La justice anglaise a refusé, le 15 juillet 2022, à Airbus de se prévaloir de la loi française dite de blocage interdisant à une entreprise française la communication d'informations sensibles à des entités étrangères. Cf. supra sur la loi française du 30 juillet 2018. Le juge britannique aurait ordonné à Airbus de transmettre à la compagnie du Qatar les informations demandées par celle-ci.

L'article L. 151-1 du code de commerce autorise au titre du secret des affaires la non divulgation d'un certain nombre d'informations, des informations non généralement connues ou accessibles par des personnes familières de ce type d'informations en raison de leur secteur d'activité, des informations ayant une valeur commerciale, le détenteur prenant des mesures de protection raisonnable.

Le détenteur peut donc les conserver secrètes si un adversaire dans un procès lui en demande la communication.

L'art. L. 151-7 apporte un certain tempérament permettant aux autorités judiciaires étrangères d'obtenir des informations a priori couvertes par le secret des affaires : Le secret des affaires n'est pas opposable lorsque l'obtention, l'utilisation ou la divulgation du secret est requise ou autorisée par le droit de l'UE, les traités ou accords internationaux en vigueur, ou le droit national, notamment dans l'exercice des pouvoirs d'enquête, de contrôle, d'autorisation ou de sanction des autorités juridictionnelles ou administratives.

Airbus en représailles refuse de livrer des avions à la compagnie qatarie qu'elle avait commandés. La compagnie aérienne est déboutée sur ce point par les juridictions anglaises. Airbus pourrait les vendre à des compagnies tierces.

La mise en cause de Boeing par la compagnie LOT

Le site du cabinet Condon & Forsyth cite le 3 octobre 2022 une décision rendue le 30 septembre 2022 par le tribunal U.S. du district Ouest de Washington. La compagnie polonaise se plaignait de l'immobilisation au sol de l'avion 737 MAX, elle avait retenu 14 appareils, 5 appareils avaient été livrés avant l'immobilisation au sol, 9 autres ne l'ont jamais été, elle accuse The Boeing Company d'avoir dissimulé le caractère irrégulier de la certification du MAX par la Federal Aviation Administration. L'avionneur aurait obtenu la certification du 737 MAX, alors que les nouveaux moteurs créaient des risques inhérents à la stabilité en vol. L'ajout du logiciel MCAS créaient des risques supplémentaires, que le fabricant a dissimulés, alors qu'il en avait connaissance. LOT prétend avoir subi des pertes financières, elle n'a pas pu exploiter les avions, les appareils ne pouvant voler, ils étaient retenus au sol. La juridiction fédérale rejette très largement les moyens de défense présentés par le fabricant de l'État de Washington. L'instance se poursuit.

b) Les litiges post accident mortel

Un accident mortel s'est produit.

Les proches mettent en cause la responsabilité civile du fabricant.

Les États-Unis

On se demande, dans une affaire, si le constructeur, qui avait construit la pièce conformément au certificat de

type agréé par la FAA, pouvait échapper à toute responsabilité. Voir le bulletin du cabinet américain Condon & Forsyth du 20 novembre 2015, par J. Sidga et A. Nadel, concernant un accident mortel affectant un pilote dont l'avion Cessna s'était écrasé dès le décollage. C'est la fabrication du moteur par Lycoming - titulaire du certificat de type du moteur - qui est mise en cause dans cette affaire Sikkelee. Le carburateur dont le défaut serait à l'origine de l'accident était fabriqué par un autre industriel. Le fabricant tente, semble-t-il, de s'exonérer en soutenant avoir respecté la norme fédérale. La délivrance du certificat de type constituerait l'équivalent d'un fait justificatif.

Les conséquences civiles des accidents survenus en Indonésie et Éthiopie à des 737 MAX du fait des défaillances du logiciel de l'anti décrochage MCAS.

Boeing s'est engagé à indemniser les victimes.

Les fabricants n'apprécient guère de se voir assignés à la suite d'un accident ayant fait des dizaines de victimes, ils préfèrent alors transiger et indemniser les proches des victimes dans une relative discrétion.

C'est ainsi qu'à la suite de deux accidents survenus en Indonésie et en Éthiopie, ayant fait au total 346 morts, Boeing annonce verser, en juillet 2019, 100 millions de dollars aux familles. C'est le système anti-décrochage qui est mis en cause dans ces accidents concernant des avions B. 737 Max.

L'accord négocié avec les procureurs fédéraux prévoit, au civil, 500 millions de dollars à verser à un fonds destiné aux victimes.

Il prévoit 1, 77 milliards de dollars destinés aux compagnies clientes de Boeing.

Le montant de l'indemnisation ne satisfait pas certaines victimes puisque le site Condon et Forsyth, dans une publication du 1<sup>o</sup> février 2021 par Evan M. Kwarta, Diana Gurfel Shapiro e Mary Dow, fait état d'une décision du 27 janvier 2021 rendue par le tribunal de district du district Est du Texas dans un litige intenté contre Boeing. La recension ne fait pas état de l'exercice par le constructeur américain d'une exception de forum non conveniens dans un litige concernant des accidents survenus hors de l'espace aérien des États-Unis.

La mise en cause de Boeing par une association de pilotes

Voir le bulletin de Condon et Forsyth en date du 4 avril 2022 : l'association de pilotes de Southwest Airlines (importante compagnie à bas coûts opérant en Amérique du Nord et ailleurs) assigne, au Texas, The Boeing Company, elle fait état de fausses déclarations et d'omissions de l'avionneur ayant conduit à l'immobilisation au sol du 737 Max. L'association et ses pilotes prétendent à des dommages intérêts. Il y a débat quant à la compétence des juridictions fédérales ou de celle des tribunaux de l'État du Texas, ainsi que quant à la loi applicable.

Rejet de la demande par le tribunal de première instance de Dallas

Réformation par la cour d'appel du 5<sup>o</sup> district du Texas, 30 mars 2022

Le débat en interne

La mise en cause de ses dirigeants sociaux par la société Boeing

Les assureurs des administrateurs de Boeing, convaincus de négligence, se sont engagés en novembre 2021 à payer 237 millions de dollars d'indemnités à Boeing, c'est l'illustration de la responsabilité des organes sociaux fautifs à l'égard de la société qu'ils dirigeaient imprudemment.

L'Espagne

Accident mortel du lac de Constance : une collision se produit dans l'espace aérien allemand entre un appareil russe transportant des enfants se rendant à Barcelone et un appareil exploité par DHL le 1<sup>o</sup> juillet 2002. Plusieurs demandes en réparation sont formées par des proches parents des victimes russes, mettant en cause des défauts d'un équipement TCAS devant donner l'alerte en cas de risque de collision, système fabriqué par Honeywell et ACSS, une composante des filiales de Thales. Thales soulève devant le juge américain l'exception de forum non conveniens, cette exception est accueillie par le tribunal fédéral de district du New Jersey, le litige est renvoyé devant le tribunal de Barcelone qui statue et fait application de la convention de La Haye de 1973 pour la détermination de la loi nationale applicable. Le droit américain est déclaré compétent.

L'application du droit américain dans le procès consécutif à la collision entre deux avions au-dessus du lac de Constance :

la compétence du droit de l'Arizona et de celle du droit du New Jersey a été établie, ces États étant le siège des fabricants ; les industriels ont été condamnés civilement par le tribunal de Barcelone à payer aux demandeurs une indemnité globale d'un montant de 66,5 millions de dollars.

Cf. l'étude de Mesdames Konert ou Kunert, Annales, 2017, volume XLII, McGill, p. 153.

## Sous-Paragraphe II. La constitution de partie civile devant les juridictions répressives

Il est possible que l'accident ait une incidence pénale, il y a mort d'homme ou blessure. Le parquet met en œuvre l'action publique pour obtenir la condamnation pénale du fabricant ou de ses ingénieurs. Les victimes du dommage peuvent alors en France à titre accessoire exercer l'action civile devant la juridiction répressive, elles bénéficient en ce cas de l'aide des autorités publiques (police, gendarmerie, juge d'instruction) pour la détermination de l'origine et de la cause de l'accident corporel.

Frédérique Dreifuss-Netter, L'action civile des victimes d'infractions, une action peu civile ..., Dalloz 2022 p. 1402

L'action de la victime échappe en partie, indique cet auteur, au droit commun de la responsabilité civile. L'action civile en réparation du dommage causé par une infraction appartient à ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction. Sont admises à se constituer partie civile les victimes d'infractions dont le préjudice est en complète adéquation avec l'incrimination et est indissociable de l'infraction commise.

Responsabilité civile et pénale d'un président et d'une société constructeur d'un para moteur ayant fait effectuer une réparation par un mécanicien ignorant de ce genre d'intervention, le dirigeant constructeur a laissé un mécanicien spécialisé en matière de moteur procéder au montage et au remontage des arceaux alors qu'il n'avait jamais effectué cette opération antérieurement, le pilote ayant effectué correctement la visite de pré-vol. La cause de l'accident était l'absence de fixation de l'arceau droit qui était seulement emboîté, le défaut de montage n'était pas visible en l'absence de marquage au ras du châssis. Le travail n'a pas été contrôlé, le constructeur aurait dû faire mettre des repères visuels sur l'appareil, accident similaire en 2005. Il y a une faute caractérisée exposant autrui à un risque d'une particulière gravité, avarie, chute de 20 mètres, l'engin s'écrase au sol, blessures du pilote et du passager du para moteur, si la cour d'appel condamne pénalement elle doit statuer sur les intérêts civils, elle n'a pas à renvoyer devant les premiers juges, Criminelle, 1<sup>o</sup> septembre 2010.

### La catastrophe du Concorde

La responsabilité du constructeur et la responsabilité de la compagnie américaine ayant effectué le remplacement d'une lamelle endommagée ont été engagées.

La responsabilité civile du constructeur et de ses ingénieurs a, dans cette affaire du Concorde, été engagée, a été également mise en cause celle de la compagnie américaine et de ses deux techniciens au titre de la réparation fautive à l'atelier de réparation de Houston.

### La responsabilité du fabricant EADS

Dans cette affaire du Concorde, le tribunal correctionnel de Pontoise a rendu un jugement le 6 décembre 2010, le constructeur EADS Airbus a été relaxé au pénal, mais il a été condamné sur les intérêts civils pour faute d'imprudence de deux responsables du programme du Concorde, il leur a été reproché une faute de négligence dans le traitement du risque incendie, 1/3 des indemnités versées à certaines parties civiles, 60 000 euros.

Le procès est venu en appel à partir du 23 janvier 2013 pour cet aspect du dossier concernant deux ingénieurs, dont un décédé, et EADS France comme civilement responsable. La grande presse a cité un arrêt du 25 octobre 2013 de la cour de Versailles. Elle n'a pas évoqué l'aspect civil, si ce n'est le désistement des parties civiles quant à leur appel. Une transaction avait dû vraisemblablement intervenir.

[Voir l'incidence de l'arrêt Lagardère rendu par la cour européenne des droits de l'homme, 12 avril 2012 : quid lorsqu'un prévenu meurt en cours d'instance, l'action publique est éteinte, le prévenu n'est plus justiciable de la justice des hommes, il ne peut plus être condamné pénalement ni même relaxé. Quel est alors le sort de l'action civile qui est normalement l'accessoire de l'action publique ? La juridiction répressive demeure-t-elle compétente pour statuer sur les intérêts civils, l'éventuelle condamnation pécuniaire pesant sur les héritiers du défunt ? L'action civile a une coloration vindicative, elle ne devrait pas être recevable devant l'instance d'appel. La jurisprudence ancienne l'admet cependant. L'arrêt Lagardère pourrait remettre en cause cette solution. Jean-Luc Lagardère avait été poursuivi pénalement pour abus des biens sociaux.

Il est relaxé en première instance et en appel au titre de la prescription. Il meurt.

L'arrêt est cassé, la prescription ne joue que partiellement.

La cour de renvoi a considéré que le défunt avait commis une infraction pénale et accorde des dommages intérêts aux victimes, la réparation incombant au fils et héritier du défunt.

La cour européenne considère qu'il y a eu violation du principe du procès équitable et de la présomption d'innocence

Quant à la juridiction civile, elle est certes compétente pour statuer sur les intérêts civils au titre d'une faute civile ayant contribué à la production du dommage, il est possible que pour des raisons pratiques et de convenance les victimes hésitent en matière aérienne à poursuivre les héritiers du défunt, d'autant que l'employeur est civilement responsable de la faute d'imprudence de son préposé.]

La responsabilité de la compagnie aérienne Continental et celle de ses subordonnés

Dans ce procès du Concorde, a été également mise en cause la responsabilité de la compagnie américaine ayant fait effectuer dans ses ateliers une réparation mineure, le changement de la bande d'usure, le technicien ayant fabriqué lui-même la pièce dite en anglais Wear Strip. La maintenance était ainsi une auto - maintenance, et non un travail d'entretien opérée par une entreprise tierce.

La cour de Versailles, dans son arrêt du 29 novembre 2012, a reconnu les fautes imputables au tôlier et au chef mécanicien sur le terrain des articles 1382 et 1383, la compagnie américaine Continental étant civilement responsable de ses deux préposés. La cour avait relaxé au pénal, l'imprudence pénale dans l'échelle des fautes est placée au-dessus de l'imprudence civile, mais la cour a pu statuer sur les intérêts civils en application de l'article 470-1 du code de procédure pénale, qui autorise, en matière d'infractions non intentionnelles, le tribunal correctionnel qui prononce une relaxe à statuer sur les intérêts civils.

Les trois intéressés, la compagnie et ses deux salariés, sont condamnés à payer des dommages intérêts d'un montant considérable aux victimes : les proches des victimes tuées au sol, des victimes témoins de la catastrophe, des syndicats de pilotes, la FENVAC.

Les deux techniciens américains sont également condamnés, comme auteurs de fautes civiles, à payer aux familles des victimes parties civiles des sommes importantes au titre des frais irrépétibles, art. 475-1 CPP (l'équivalent pénal de l'art. 700). Cette condamnation frappe l'auteur de l'infraction ou la personne qui est condamnée civilement en application de l'art. 470-1.

La compagnie américaine y échappe cependant à raison de l'absence de faute personnelle. La condamnation de la compagnie n'est pas possible, elle est certes civilement responsable de ses deux préposés, mais cette condamnation ne résulte nullement de fautes civiles propres à sa charge en tant que telle, déclare l'arrêt.

Autre victime : Air France.

Air France est considérée comme ayant subi un préjudice moral découlant de l'accident du Concorde du fait de la perte de 9 membres d'équipage, de 100 passagers et de 4 employés de l'hôtel détruit par l'avion : 500 000 euros sont alloués à ce titre.

[L'arrêt mentionne très discrètement les difficultés d'exploitation et les multiples incidents de l'appareil - sans aller jusqu'à mettre l'accent sur l'imprudence de la victime à poursuivre dans ce contexte l'exploitation.]

La compagnie nationale obtient également 500 000 euros au titre du préjudice résultant de l'atteinte à l'image et à la réputation.

La compagnie française obtient à la charge des deux techniciens de Houston 80 000 euros au titre des frais irrépétibles exposés en première instance et en appel (art. 475-1 CPP).

L'accident du Rio- Paris

Le tribunal correctionnel de Paris a le 17 avril 2023 relaxé Airbus, mais sur les intérêts civils il a considéré que la responsabilité d'Airbus pouvait être établie au regard des victimes, au titre de la perte d'une chance. L'accident aurait probablement pu être évité si les sondes avaient été changées. Le parquet général a fait appel, les parties civiles en ont probablement fait autan.

## § II. Les solutions du droit spatial

L. Ravillon, Les contrats de l'industrie spatiale à l'épreuve du contentieux étatique et arbitral, *Revue de jurisprudence commerciale*, juillet août 2013, p. 281

Anaïs Lagelle & Marc Borello, La répartition contractuelle des risques dans les contrats internationaux de vente de satellites à l'aune du droit français, *RFDA* 2014.5.

A. Rabiki, Les clauses réciproques d'abandon de recours et de garanties dans les contrats de l'industrie spatiale,

Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, p. 143

Laurence Ravillon (sous la direction de), Le règlement des différends dans l'industrie spatiale, Colloque, Dijon, 9 et 10 octobre 2015, LexisNexis, 2016

## INTRODUCTION

Le risque domine l'ensemble de la filière spatiale, qu'il s'agisse de la construction des fusées, des satellites, de leur lancement ou de leur exploitation. La technologie spatiale est fragile, les appareils sont exposés dans l'espace à des conditions dures de chaleur et de pression. On crée au cours des essais au sol les conditions de l'environnement spatial. L'activité spatiale plus que toute autre activité humaine est caractérisée par l'aléa, d'autant qu'à partir du lancement l'influence humaine est confinée à des opérations limitées. Le satellite défectueux risque de devenir un satellite inutile. Il ne saurait être question ordinairement d'envoyer un mécanicien dans l'espace pour faire la réparation pour surmonter la panne. Pour améliorer la fiabilité du satellite, on a souvent recours à des redondances en ce qui concerne le pilotage, la télécommande ou la télémétrie, les équipements sont dupliqués, de telle sorte qu'en cas de défaillance l'équipement redondant se substitue à l'équipement initial.

Le constructeur du satellite et ses sous-traitants et équipementiers risquent-ils de supporter les conséquences des défauts de construction ou de conception de l'engin tant à l'égard des acheteurs qu'à l'égard de l'opérateur du lancement si l'échec du lancement trouve sa cause dans l'une des déficiences du satellite ?

Il arrive que les constructeurs travaillent pour les États et les entités de droit public. Le contrat obéit alors, qu'il s'agisse de la France ou de pays étrangers, aux cahiers des charges imposés par les codes nationaux des marchés publics.

Les constructeurs travaillent également pour des entreprises du secteur privé, on applique alors les règles de droit privé.

L'opération contractuelle de construction d'un objet spatial présente fréquemment un caractère international. Le contrat désigne presque toujours quelle est la loi nationale applicable à l'opération ; le contrat est international, il est la chose des parties, celles-ci ont la maîtrise de leurs intérêts, c'est la loi d'autonomie propre au droit international privé qui leur donne le choix de la loi interne compétente.

L'application de la convention de Vienne du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises est douteuse, la convention n'exclut certes pas formellement les ventes d'objets spatiaux de son emprise, elle exclut cependant de son champ d'application les meubles immatriculés que sont les bateaux, les navires et les aéronefs. L'exclusion devrait valoir par analogie pour les objets spatiaux qui sont les meubles immatriculés derniers en date et qui sont des biens ultra complexes. La pratique semble ne pas s'y référer. Le contrat en exclut souvent l'application.

Les contractants désignent la *lex contractus*, il peut s'agir du droit français à moins qu'ils préfèrent opter, ce qui est fréquent, pour le droit anglais ou le droit américain.

Cf. Gilles Cuniberti, La faible attractivité internationale du droit français des contrats, Mélanges Bernard Audit, 2014, p. 253

Le tribunal en cas de litige ou l'arbitre aura probablement tendance à tenir compte des us et pratiques du commerce mondial d'objets spatiaux et à se référer à l'occasion à la *mos mercatoria spatialis*. Le contrat a pu prendre la précaution de s'y référer.

Quid si le contrat de construction de la fusée ou du satellite relève du droit français ?

En droit terrestre le législateur et la jurisprudence manifestent de l'hostilité à l'égard des clauses de non-responsabilité et de non-recours que les fabricants vendeurs pourraient inscrire dans leurs conditions contractuelles types. La jurisprudence est plus accueillante pour les clauses limitatives de responsabilité présentes dans les contrats d'entreprise.

Cette hostilité se retrouve-t-elle en droit spatial où les clauses de non-responsabilité sont de règle ?

Le rappel de l'enseignement tiré des solutions acquises en droit terrestre concernant les efforts des professionnels d'écartier ou de limiter en cas de défaut leur responsabilité

Les solutions ne sont pas parfaitement identiques selon qu'on est en présence d'un contrat de vente ou d'un contrat d'entreprise.



En matière de vente, les clauses de non-responsabilité sont pourchassées, le vendeur professionnel est assimilé à un vendeur de mauvaise foi.

La jurisprudence est cependant plus libérale lorsque les clauses de non-responsabilité (ou limitatives de la réparation) sont insérées dans des contrats liant des professionnels de la même spécialité. Sauf qu'en matière spatiale le fabricant et son client ne sont pas de la même spécialité, même si l'acquéreur peut être conseillé et assisté par des ingénieurs et techniciens compétents en matière d'industrie spatiale.

L'article L. 442-6, I, 2° du code de commerce engage la responsabilité de l'industriel qui soumet son partenaire commercial à des obligations créant un déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties.

La jurisprudence était traditionnellement plus avenante en matière de contrat d'entreprise.

Le débat contemporain concerne la validité des clauses de non-responsabilité ou de non-réparation ou limitatives de responsabilité relevées dans les contrats d'entreprise. Manquement à une obligation essentielle. Absence de cause.

On ne peut pas reprendre d'une clause ce qu'on a promis de l'autre. Mise à l'écart des clauses de non-responsabilité qui excluent la responsabilité du débiteur, alors même qu'il est avéré qu'il n'a pas exécuté son obligation essentielle. Une telle clause frappe l'obligation essentielle d'inconsistance. Inspiration causaliste. C'est l'idée qu'on ne peut s'engager et simultanément ne pas s'engager. Le principe de non-contradiction y fait obstacle.

Les clauses limitatives de responsabilité (ou limitant le montant de la réparation)

Philippe Delebecque, Les clauses allégeant les obligations dans les contrats, thèse Aix, 1981

La jurisprudence du 1° arrêt Chronopost de la chambre commerciale du 22 octobre 1996, est témoin de ce courant d'idée. Il s'agissait d'un transport effectué par un transporteur rapide, le client voulait participer à une adjudication, il fallait remettre le pli avant une certaine date. Le contrat précisait cependant que la réparation due par le transporteur ne pouvait pas dépasser le prix du transport. La haute juridiction avait décidé que la clause devait être réputée non écrite, car elle contredisait la portée de l'engagement pris. Sur le fondement de l'art. 1131 du code civil.

La jurisprudence française a évolué et s'est récemment faite moins hostile à ces clauses limitatives.

La jurisprudence postérieure à l'arrêt Chronopost a tenu compte du fait que les clauses limitatives de responsabilité peuvent être le fruit d'une répartition négociée des risques d'inexécution.

Le raisonnement juridique est subtil, un effort intellectuel s'impose et l'interprétation des arrêts ne relèvent pas de l'évidence pour le profane.

On peut évoquer la jurisprudence Faurecia II, Com. 29 juin 2010, D. 2010.1832 note Denis Mazeaud : un contrat entre Oracle et Faurecia relatif à l'installation de logiciels, difficultés de fonctionnement, présence dans le contrat d'une clause limitative de réparation, la clause fixait un plafond d'indemnisation égal au montant du prix payé par Faurecia au titre du contrat des licences.

« Seule est réputée non écrite la clause limitative de réparation qui contredit la portée de l'obligation essentielle souscrite par le débiteur ». En l'espèce la clause limitative de réparation ne vidait pas de toute substance l'obligation essentielle de la société Oracle : Oracle avait certes manqué à une obligation essentielle du contrat, mais le montant de l'indemnisation avait été négocié, il n'est pas dérisoire, les prix reflètent la répartition du risque et la limitation de responsabilité qui en résultait, Oracle a offert un taux de remise de 49 %.

Com. 3 décembre 2013, n° 12-26412, Revue des contrats, juillet 2014, n° 2, p. 176, note Thomas Genicon :

On était en matière de contrat de transport terrestre ou plus exactement en matière de commission de transport, le contrat contenait une clause qui fixait le montant de l'indemnité en cas de retard dans la livraison à une somme égale au coût du transport. Le contrat concernait l'expédition de lots de vêtements de prêt à porter qu'il fallait livrer à une certaine date. Le délai était de rigueur. La livraison avait été tardive et le destinataire avait refusé la marchandise livrée hors délai. Il y avait donc une perte sévère pour l'expéditeur. Le commissionnaire était tenu du fait du transporteur. La responsabilité du transporteur et donc celle du commissionnaire étaient certaines.

Le débat concernait le montant de la réparation. Le contrat contenait une clause limitative très répandue. Qui figure d'ailleurs dans le contrat-type. Guère avantageuse pour le créancier, victime du dommage.

La cour d'appel avait refusé d'appliquer la clause limitative de réparation et avait condamné le transporteur à réparer l'entier préjudice subi par l'expéditeur, la livraison constituait l'obligation essentielle du contrat de transport, l'application de la clause limitative de responsabilité ne pouvait conduire à vider le contrat de son obligation essentielle.

L'arrêt est cassé pour défaut de base légale au visa des articles 1131 et 1134 du code civil. Ce qui théoriquement n'interdirait pas à la cour de renvoi d'invalider la clause.

Certains auteurs estiment que pour franchir l'obstacle de la validité, deux éléments sont à prendre en considération.

Le contrôle de la contradiction : la clause serait illicite et le montant qualifié de dérisoire du moment qu'il est indifférent au débiteur d'exécuter ou non.

Le contrôle du déséquilibre : le fait que la clause limitative ait été librement négociée et consciemment élaborée serait un élément allant dans le sens de la validation.

Les clauses de non-responsabilité

Le débat se déporte, on peut se demander ce qu'il est de la juridicité de la clause excluant toute responsabilité du débiteur contractuel. Certains pensent que de telles clauses de non-responsabilité sont licites, du moment que certains éléments du contrat en représentent la contrepartie et constituent sa cause.

M. Ph. Delebecque commentait, à la Revue des contrats, septembre 2015, 112<sup>o</sup>8, l'article 1168 figurant dans le projet de réforme du droit des obligations : Toute clause qui prive de sa substance l'obligation essentielle du débiteur est réputée non écrite. Cette nouvelle disposition tend à consacrer la jurisprudence Faurecia. L'auteur estime qu'il aurait été préférable de viser le concept d'obligation fondamentale, car il peut y avoir plusieurs obligations essentielles. Le texte n'est qu'une illustration de la cause contrepartie, en dépit de la volonté des réformateurs d'abandonner l'exigence de la cause. La clause ne sera écartée que si elle prive l'obligation de sa substance. Ce texte devrait concerner les clauses modelant le contenu des obligations, la clause de répartition des risques, la clause de non-responsabilité, la clause limitative de responsabilité, la clause limitative de réparation. Ce qui est condamné, c'est la clause portant atteinte aux racines du contrat.

L'ordonnance du 10 février 2016 a donné la rédaction suivante à l'article 1170 du code civil :

"Toute clause qui prive de sa substance l'obligation essentielle du débiteur est réputée non écrite."

Le savant auteur se demande si cet article se justifie du moment que l'article suivant, 1169, pourchasse les clauses abusives caractérisées par un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties.

M. Ph. D. préférerait que le législateur n'introduise pas un dispositif aussi large qui risque d'alimenter la répulsion de certains opérateurs internationaux envers le droit français. Une réforme faisant du droit français un droit provincial serait une œuvre contestable.

Le code civil dispose désormais à l'article 1171 :

" Dans un contrat d'adhésion, toute clause qui crée un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat est réputée non écrite.

L'appréciation du déséquilibre significatif ne porte ni sur l'objet principal du contrat ni sur l'adéquation du prix à la prestation ".

Les milieux d'affaires devraient être partiellement satisfaits. Les contrats négociés et conclus entre professionnels devraient échapper au risque du non-scriptum prévu par l'article 1171. Les contrats d'adhésion sont seuls concernés. Le législateur chante indirectement un hymne en faveur de la liberté et de la négociation contractuelles.

L'incidence de la faute dolosive. Question distincte. À supposer admise la validité de la clause de non-responsabilité ou limitative de responsabilité, on peut se demander si elle peut être invoquée par le professionnel en cas de faute dolosive de l'entrepreneur ? Le maître de l'ouvrage peut-il se la voir opposer ? La réponse est positive, mais le demandeur doit établir la preuve du dol ou de la faute lourde imputable au débiteur contractuel. « La faute lourde [qui tiendrait en échec la clause limitative de réparation] ne peut résulter du seul manquement à une obligation contractuelle fût-elle essentielle mais doit se déduire de la gravité du comportement du débiteur », indique l'arrêt Faurecia.

La pratique des affaires et les solutions légales en matière spatiale

Les solutions propres à la construction spatiale s'inspirent-elles de celles acquises en droit terrestre ?

Multiplicité d'intervenants

Le fabricant achète, à ses équipementiers et sous-traitants, des pièces et des équipements qui seront incorporés dans l'objet spatial. Des contrats de fabrication de pièces sont conclus entre le fabricant du satellite et ses sous-

traitants et équipementiers.

Les composants du lanceur ou du satellite sont en général fabriqués par les sous-traitants selon des instructions écrites très strictes, le sous-traitant en livrant les pièces doit attester le respect des procédures.

Les contrats de construction de satellites sont conclus entre le constructeur et son client, l'acquéreur du satellite, celui qui entend acquérir la propriété et la maîtrise de l'objet spatial

Le fabricant des fusées lanceurs met celles-ci à la disposition des agences de lancement.

On doit se référer aux contrats tels qu'ils sont âprement négociés et conclus.

La pratique contractuelle dépend des rapports de force économique entre les contractants, elle est évolutive.

Les propos qui ont été tenus il y a 10 ou 20 ans ne concordent plus forcément à ce qui se fait actuellement.

Les fabricants constructeurs de satellites ne sont plus, dit-on, en position de force comme jadis. Le marché serait désormais plus favorable à l'acheteur.

Anaïs Lagelle, La répartition contractuelle des risques dans les contrats internationaux de vente de satellites à l'aune du droit français, sous la direction de Marc Borello, RFDA 2014 p. 5-37

Le contrat conclu entre le fabricant du satellite et son client (comme un opérateur de télécommunications) allie des composantes de la vente de chose future et du contrat d'entreprise.

Un problème de qualification peut se poser. Il n'a jamais été entièrement résolu.

La garantie des vices cachés n'est pas applicable en droit interne français à l'entrepreneur, Labarthe et Noblot, Le contrat d'entreprise, LGDJ, n° 669.

Dans les contrats d'entreprise de droit commun, il n'y a pas de garantie, on applique le dispositif de droit commun de la responsabilité, ibidem, n° 66.

Commerciale, 29 juin 2022, n° 19-20.647, Bulletin : Dans leurs rapports directs, l'action en garantie des vices cachés n'est pas ouverte au maître de l'ouvrage contre l'entrepreneur.

Certains estiment que le débat sur la qualification n'est pas déterminant et manque d'intérêt, le contrat étant en général très détaillé et décrivant avec minutie les obligations respectives du constructeur (qu'il soit dit vendeur ou entrepreneur) et de son client, qu'il soit qualifié d'acheteur ou de maître de l'ouvrage.

On pourrait soutenir que les dispositions spécifiques du code civil français relatives à la vente et au contrat d'entreprise ne concernent que les opérations terrestres et que les opérations spatiales - indépendamment de leur caractère aléatoire - au nom de l'autonomie et du particularisme du droit spatial n'y sont point soumises. Nous songeons en particulier aux dispositions internes de droit écrit ou de droit prétorien relatives aux clauses de non garantie des vices cachés et à la protection du consommateur ou du professionnel acquéreur qui n'est pas de la même spécialité que le vendeur qui ne devraient pas pouvoir être invoquées en matière spatiale, secteur qui a ses propres impératifs, sa propre spécificité, ses propres pratiques coutumières.

Édouard Richard, À l'orée du droit des marchands : les parères, Revue d'histoire des facultés de droit et de la culture juridique, 2013, n° 33, p.155

## LE CONTRAT

Les relations contractuelles entre le fabricant et son client

Les obligations du constructeur fabricant

Le constructeur doit fabriquer l'objet spatial. Il s'agit d'un travail d'assemblage mené par des techniciens éprouvés. Le contrat prévoit le respect des normes professionnelles les plus élevées. Le satellite doit avoir la

capacité de résister au choc du lancement.

Plusieurs longs mois, voire des années, sont nécessaires pour que la fabrication soit menée à son terme. Des événements perturbateurs peuvent survenir durant ce laps de temps.

Le contrat prévoit des clauses de force majeure qui libèrent le constructeur : ex. si le gouvernement empêche l'exploitation ou retire les autorisations et licences.

On relève dans certains contrats des clauses de résiliation discrétionnaire du contrat.

C'est ainsi que la NASA avait conclu un contrat avec 4 contractants pour la construction de la station spatiale internationale, Boeing, McDonnell Douglas, Rockwell et Northrop. La NASA décide ultérieurement que Boeing devrait être le contractant principal, les trois autres devenant devenir des sous-traitants de Boeing. Le travail obtenu par Northrop a été moins important que prévu. Le contrat a ensuite été résilié en novembre 1993. Le constructeur élève un contentieux, il a été débouté, car une réorganisation était nécessaire. L'auteur de la rupture serait condamné en cas de rupture effectué de mauvaise foi. RFDA 2001.433

Le contrat contient parfois une clause de garantie prévoyant que si on relève des dysfonctionnements sur un satellite du même type ou du même modèle que celui qui est actuellement en construction à terre, le constructeur fera à terre les réparations utiles sur le satellite à lancer. Cette garantie prenant fin par définition lors du lancement effectif.

Le transfert de propriété de l'engin spatial s'opère en principe au moment du décollage, soit à l'ouverture des crochets, soit à l'allumage i.e. à la mise à feu intentionnelle des moteurs ou au moment de la commande de mise à feu.

#### Les obligations de l'acquéreur du satellite

Le paiement du prix convenu au contrat. Le calcul du prix est complexe. Il peut varier selon différents paramètres. Le paiement peut être étalé dans le temps.

Certains dispositifs contractuels sont susceptibles de se traduire par une modulation du prix qui sera pour finir à la charge du client.

Les clauses d'Incentive Payments sont des clauses incitatives : on insère en effet souvent dans les contrats, en particulier dans les ventes de satellites de télécommunications, des clauses de primes de performance, il est prévu que le fabricant de satellites recevra des primes en fonction du respect des performances du satellite, primes qui s'ajoutent au prix d'achat. C'est un complément de prix qui sera dû durant le fonctionnement du satellite. Anaïs Lagelle, RFDA 2014 p. 26. La finalité consiste à récompenser le fabricant en cas de bon fonctionnement de l'objet spatial. C'est une portion du prix qui sera perçue par le fabricant si les critères de performance prévus au contrat sont atteints. Le fabricant a tout intérêt au bon fonctionnement du satellite. Il est en quelque sorte associé à son bon fonctionnement.

Si le satellite fonctionne très mal, le fabricant ne recevra pas les primes de performance. Il perdra en fait une partie du prix.

Mme Lagelle fait une distinction opérée par la pratique.

Dans un premier groupe d'hypothèses, le contrat prévoit un étalement du paiement postérieurement au lancement selon un calendrier prévu à l'avance, on parle de Pay out. Le paiement est lié aux performances de l'objet.

On rencontre également une autre possibilité prévue par les contrats, le Pay back. Le client paie le tout dès le début. Compte tenu de la minceur des performances, le fabricant devra restituer une partie du prix.

Le contrat interdit parfois au fabricant de prendre une assurance pour se couvrir contre le risque de ne pas percevoir la totalité du prix. Il s'agit de solliciter une plus grande diligence chez le fabricant dans le travail de construction du satellite.

Le contrat interdit parfois au constructeur de prendre une assurance pour se couvrir contre le risque de ne pas être en droit d'exiger la prime de performance.

Madame Ravillon, Revue Jurisprudence Commerciale, 2013.284, cite une espèce opposant le constructeur Lockheed Martin au luxembourgeois SES. Il y avait eu une anomalie sur les antennes d'un satellite A2100. Comme SES n'avait pas eu la volonté d'utiliser la capacité montante (affectée par l'anomalie), le tribunal arbitral a condamné l'exploitant à payer la totalité des primes de performance au fabricant, soit 11,7 millions de dollars.

Les contrats de vente de satellites contiennent souvent en sens inverse des clauses (Liquidated Damages Clauses) (voir Yves Wehrli, Revue des contrats, 2015, p.817) prévoyant une honnête évaluation forfaitaire (les clauses

pénales sont interdites en droit anglais) du préjudice à la charge du constructeur en cas de non-respect des délais contractuels de mise à disposition du satellite.

On prévoit également des dommages en cas de dépassement du poids du satellite.

Le contrat peut prévoir des clauses de résiliation du contrat si le constructeur se rend coupable d'un trop grand retard dans la livraison.

Dans d'autres hypothèses, une clause interdit à l'acquéreur de demander la résolution du contrat pour inexécution, une fois le lancement réalisé.

## LA RESPONSABILITE DU CONSTRUCTEUR A L'EGARD DE SES PARTENAIRES

Même si on relève la non-conformité ou la défectuosité du produit spatial, l'appel au droit de la responsabilité est en droit spatial exceptionnel.

Le cantonnement du mécanisme de la responsabilité du fabricant et des équipementiers est opéré aussi bien par la pratique contractuelle que par le dispositif législatif.

### La pratique contractuelle

Les contrats interdisent communément tout recours a posteriori de la victime d'un dommage contre les autres industriels et prestataires de services de la même chaîne contractuelle ou para contractuelle, chaîne lanceur ou chaîne satellite.

### Les dommages relevés au sol, avant lancement.

L'engin spatial peut connaître des défauts de fabrication. Il est fréquent qu'avant le lancement l'équipe des ingénieurs et techniciens de l'acquéreur examine l'état du satellite qui va être livré et s'efforce de déterminer l'éventuelle présence de défectuosités. Si les non-conformités et les défauts sont décelés avant le lancement, le client peut normalement les faire valoir.

Mme Ravillon cite, in Revue de jurisprudence commerciale 2013.286, une sentence arbitrale de 2001. Le satellite était resté au sol, un incendie survient dans la chambre d'essais reproduisant les conditions d'un vol extra-terrestre. Le fabricant est Alcatel Space, le client Eutelsat. Le client se prévaut d'une faute lourde du fabricant. Le tribunal arbitral rejette la plupart des reproches, pour défaut de preuves.

### Les pannes et défauts relevés à partir de la mise à feu.

Les opérateurs se sont inspirés de la réglementation propre à la NASA. Ils entendent que le contrat puisse prendre en compte l'aléa et le risque propre à l'espace, l'objet spatial navigue dans un milieu hostile, le vide, l'apesanteur, le rayonnement solaire, les radiations ionisantes, le risque de collision avec un débris spatial ou une météorite ... Déjà en droit terrestre les contrats aléatoires chassent les protections les plus éprouvées ; si les parties ont accepté un risque en connaissance de cause elles doivent en assumer les conséquences juridiques. Les garanties à la charge du vendeur s'évanouissent.

Jacques Mestre, Petit regard juridique sur le hasard, Mélanges Patrick Serlouten, p. 381

La solution est donc empruntée à la pratique contractuelle américaine. Les dispositions contractuelles sont farcies de renoncements à recours ou d'interdiction des recours. L'acheteur de l'objet spatial se trouve dans la quasi-impossibilité d'invoquer le manquement à l'obligation de conformité ou la garantie des vices cachés lorsque le défaut est révélé en orbite. Il est d'ailleurs délicat de déterminer lorsqu'une panne survient sur un objet spatial si l'origine de cet incident consiste dans une erreur de fabrication ou de conception ou si la cause réside dans le fait externe représenté par les risques de la navigation dans le cosmos. Le constructeur s'engage classiquement à livrer, à terre, à son client qui effectue les derniers contrôles, un objet spatial donnant satisfaction au client au moment de la délivrance, i.e. au moment où le satellite est placé sur le lanceur. Le constructeur n'entend pas classiquement s'engager au-delà, il ne s'engage pas à garantir le bon fonctionnement de l'objet spatial dans le temps, il n'entend pas garantir l'objet contre les vices cachés, il insère une clause de non-obligation pour les faits survenant à partir du lancement. Il n'est pas en droit commun interdit aux parties de déterminer le contenu et le domaine des obligations assumées par le débiteur, voir François Terré et Yves Lequette, Droit civil, Les obligations, Dalloz, n° 609. Le constructeur entend échapper à toute responsabilité, sitôt les premiers temps du lancement.

D'où l'appel fréquent à l'assurance à la charge du client acquéreur.

Pertes sérielles affectant certains satellites de la famille 702 fabriqués par Boeing. Pertes de puissance à raison des panneaux solaires. Arbitrage conduit à Paris favorable à Boeing, faute de preuve. Le client (plus exactement

les assureurs subrogés dans les droits de l'assuré) reprochait le non-respect de l'obligation de correction des défauts constatés en orbite sur les satellites encore au sol.

Eutelsat fait lancer en octobre 2010 un satellite de télévision par Arianespace, le satellite de plus de 5 tonnes au décollage a été construit par Thales Alenia Space, le satellite a été placé sur une orbite de transfert géostationnaire, le satellite est perdu à raison d'une anomalie de fonctionnement observée sur le sous-système de propulsion. Eutelsat publie un communiqué pour exprimer sa déception, mais la société affirme qu'elle est couverte contre toute perte financière, les risques d'échec au lancement ayant fait l'objet de garanties.

Le litige concerne parfois les équipementiers auxquels on reproche des défauts dans la fourniture des panneaux solaires ou de pièces fissurées.

La loi française du 3 juin 2008 conforte la pratique contractuelle.

Les solutions de la loi française

La loi parle de la production d'un objet spatial. On ne peut nier que le constructeur et que les sous-traitants produisent ou ont contribué à la production de l'objet spatial. Ils sont des producteurs.

Il semble qu'on puisse parler de dommage subi par l'engin si celui-ci comporte des vices de conception ou de construction au sens de l'article 1<sup>o</sup> de la loi. Il y a atteinte aux biens.

#### La règle de principe

Du moment qu'il s'agit d'un dommage entrant dans les prévisions et le domaine d'application de la loi du 3 juin 2008, il n'y a pas place pour une action en responsabilité entre les participants à une opération spatiale.

L'article 20 de la loi du 3 juin 2008 n'est cependant pas d'une parfaite limpidité. Il est clair pour le dommage lié au lancement, il est moins net en ce qui concerne les défauts de fabrication, il évoque la victime d'un dommage, il semble bien cependant que la disposition légale interdise à la victime de rechercher la responsabilité de son cocontractant.

« En cas de dommage causé par une *opération spatiale* ou la *production d'un objet spatial* à une personne participant à cette *opération* ou à cette *production*, la responsabilité de toute autre personne participant à l'opération spatiale ou à la production de l'objet spatial à l'origine du dommage et liée à la précédente par un contrat ne peut être recherchée à raison de ce dommage. »

Le texte vise dans le premier membre de phrase la situation de la victime et lui interdit dans un second temps d'engager la responsabilité de son cocontractant. La victime est privée de recours.

Le texte envisage comme hypothèse un dommage causé par une opération spatiale ou par la production d'un objet spatial.

L'objet spatial est encore à terre ou il se trouve lancé dans l'espace.

Le dommage affecte une personne participant à l'opération spatiale ou à la production de l'objet spatial.

Il semble raisonnable d'y inclure l'acquéreur de l'objet spatial, même s'il est difficile de dire qu'il participe à la fabrication de l'objet spatial. Le client ne fabrique pas, il ne peut être dit participer à la fabrication qu'en le voyant créancier de la délivrance du produit à fabriquer.

L'article 20 interdit à la victime du dommage de rechercher la responsabilité de toute autre personne participant à la production de l'objet spatial se trouvant à l'origine du dommage.

Alors que l'article 19 concerne l'indemnisation des tiers, l'article 20 concerne le cercle contractuel.

L'article 1<sup>o</sup> de la loi ne considère pas comme des tiers à l'opération spatiale l'opérateur spatial, ses contractants et ses clients. Il dit en revanche qu'est un tiers toute personne autre que celles participant ... à la production du ou des objets spatiaux dont cette opération consiste à assurer le lancement ou la maîtrise.

Le client acquéreur du satellite n'est pas opérateur spatial au titre du lancement, ce n'est pas lui qui lance le satellite, il n'est cependant pas un penitus extraneus vis-à-vis de l'opérateur spatial, il est un client, il a contracté avec l'opérateur spatial comme client, il n'est pas un tiers à l'opération spatiale, il y participe en tant que bénéficiaire, il a commandé à ses frais le lancement.

On peut tenter de tenir le même discours à propos du client du constructeur, il n'est pas un tiers à l'opération dans sa composante de production, puisqu'il a suscité cette fabrication. Il ne peut engager la responsabilité, pour dommage subi par lui, du fait du producteur.

On interprète le texte comme signifiant que le client, acheteur ou maître de l'ouvrage, ne peut pas se prévaloir contre le fabricant d'un vice caché ou d'un défaut de conformité du produit. Il ne peut non plus agir en responsabilité contre les équipementiers. Le rapporteur au Sénat Henri Revol, rapport n° 161, séance du 15 janvier 2008, indique que le régime d'exonération s'étend aux parties d'un contrat de construction d'un objet spatial. L'acquéreur est incontestablement partie au contrat de construction. Le constructeur est également partie au contrat de construction vis-à-vis de ses équipementiers et sous-traitants. Chaque intervenant supporte ses propres dommages et ne peut recourir contre les autres personnes prenant place dans le processus de construction de l'objet spatial, de son lancement dans le cosmos et de son maintien dans l'espace. Chaque intervenant ne répond pas de sa faute. L'institution de la responsabilité civile est neutralisée. Le fabricant, les équipementiers sont à l'abri de toute action en responsabilité qui serait lancée par le client. L'action serait irrecevable. La solution légale peut se justifier par le caractère aléatoire de la réussite ou de l'échec total ou partiel du programme spatial.

L'aspect économique ne saurait être dissimulé, le prix à payer par le client est minoré compte tenu de ce dispositif paralysant le jeu de la responsabilité. Le client n'a pas à payer une garantie qui lui serait refusée.

Les tempéraments à la règle

Ce n'est que dans des hypothèses exceptionnelles que le droit commun de la responsabilité va se trouver restauré.

Il faut faire place à la faute intentionnelle, la loi dans deux cas autorise la prévision contractuelle.

. La clause contraire

La loi du 3 juin 2008 réserve dans deux cas le jeu d'une stipulation expresse contraire portant sur les dommages causés

- soit pendant la phase de production de l'objet spatial destiné à être maîtrisé dans l'espace extra atmosphérique : donc à terre, avant le lancement

- soit pendant sa maîtrise en orbite.

[La solution légale est en revanche impérative en ce qui concerne les dommages survenant durant la phase de lancement, la loi interdit aux contractants d'insérer au contrat une clause autorisant les recours entre les entreprises membres de la chaîne lancement. Le lancement est un moment critique, il est possible que le satellite endommage le lanceur et réciproquement. L'opérateur de lancement ne peut pas recourir contre le fabricant et ses équipementiers.

Le constructeur, ainsi que le client, acquéreur de l'objet spatial et bénéficiaire du lancement, se voient interdire d'agir contre l'organisme de lancement.]

(On peut interpréter cette disposition a contrario. Le législateur autorise dans un cas une dérogation au principe de l'interdiction du recours, il ouvre la possibilité d'une clause expresse contraire portant sur les dommages causés pendant la phase de production d'un objet spatial destiné à être maîtrisé dans l'espace. L'opérateur chargé du lancement n'est a priori pas concerné par un dommage causé à l'engin durant la phase de production. Celui qui est intéressé, c'est le cocontractant du fabricant, l'acquéreur de l'objet. On peut déroger à la règle de principe de l'interdiction du recours, mais uniquement pour la période précédant le lancement. S'il en est ainsi, c'est bien la confirmation que l'acquéreur du satellite, client de l'industriel, ne peut pas recourir contre le fabricant pour les dommages survenant durant la phase de lancement.)

. Le dol

La loi du 3 juin 2008 réserve également le cas de la faute intentionnelle.

On peut se demander si l'équipementier commet une faute intentionnelle en modifiant unilatéralement les caractères des pièces qu'il fournit et qui sont destinées à être incorporées dans l'objet spatial. La plupart du temps les pièces sont fabriquées compte tenu d'indications écrites très strictes de conformité.

L'opération est en fait très largement aléatoire pour l'acquéreur du satellite ou le maître de l'ouvrage. L'opération spatiale a pour le client un coût, si le projet échoue en tout ou en partie, le dommage reste à sa charge. Les autres participants au programme spatial ne répondent envers la victime ni de leur faute de

négligence, qu'elle soit considérée comme une faute légère ou comme une faute lourde.

Si on fabrique un satellite, si on procède à son lancement grâce à une fusée lanceur, si on le met en orbite autour de la terre, le but ultime n'est ni la fabrication ni le lancement de l'engin. La fabrication, le lancement, la mise sur orbite ne sont que des opérations préalables, pour permettre à l'acquéreur du satellite de l'exploiter, d'en retirer les utilités, qu'il s'agisse de faire des observations scientifiques, des observations météorologiques, d'étudier l'état des océans et des fleuves, de faire de l'observation militaire, d'utiliser l'objet comme un satellite de télécommunications. Le satellite une fois devenu opérationnel doit remplir sa fonction pendant plusieurs années. Que se passe-t-il si le but recherché ne peut être obtenu ?

La loi du 3 juin 2008 indique expressément qu'elle ne régit pas le dommage lié aux « conséquences de l'utilisation du signal émis par l'objet spatial pour les utilisateurs ». La solution figure à l'article 1° de la loi. La règle légale générale prohibitive de la responsabilité concerne-t-elle les situations où le satellite ne peut émettre ou n'émet qu'en partie des signaux en direction du sol. Que le satellite n'émette pas de signaux au grand dam de son acquéreur ne semble pas entrer dans l'expression légale conséquences de l'utilisation du signal émis par l'objet spatial.

En revanche la loi française de 2008 reste étrangère aux dommages économiques résultant du mauvais fonctionnement du satellite de télé communication une fois celui-ci placé sur orbite. Les commentateurs déclarent que la loi de 2008 ne concerne pas les *applications spatiales / applications des techniques spatiales*. Mireille Couston, Droit spatial, p. 124. C'est ainsi que la règle légale interdisant d'engager la responsabilité de l'opérateur ou du fabricant ne joue pas dans les rapports entre l'exploitant du satellite et ses propres clients.

L'éventuel contentieux au cas exceptionnel où l'action en justice serait ouverte : le client tentant de recourir contre le fabricant ou contre l'un des équipementiers, ou bien l'assureur indemnisant l'assuré et subrogé dans les droits de celui-ci.

La pratique dénote le recours quasi systématique à l'arbitrage donnant lieu à des sentences arbitrales rendues à Londres, à Paris ou aux États-Unis, l'assuré recourant contre l'industriel.

Il est délicat pour le tribunal arbitral de connaître des appels à garantie formulés à l'encontre d'entreprises tierces qui ne seraient pas liées par le contrat d'arbitrage. Infirmité de la procédure arbitrale en comparaison avec la procédure menée devant les tribunaux étatiques

Le contentieux donnant lieu à des décisions rendues par les juridictions étatiques est exceptionnel, sauf peut-être aux États-Unis.

Voir Laurence Ravillon, RFDA 2008.337, faisant état d'un litige entre Astrium et l'un de ses sous-traitants américains Conax. Astrium avait acquis 406 pyrovalves à cette société américaine, fabricant de composants en matière de propulsion satellitaire, à construire entre 2001 et 2005. Un satellite voit sa durée de vie réduite de 5 ans, on aurait relevé des fissures sur les pyrovalves, donc non conformes. Arbitrage. Londres. CCI.

Laurence Ravillon, RFDA 2009.260 : perte du satellite Thuraya à la suite de pertes de puissance du modèle de satellite 702. Procédure d'arbitrage menée auprès de la chambre de commerce internationale de Paris. Le droit applicable était celui d'Abu Dhabi. Dysfonctionnement des panneaux solaires. Boeing invoquait des limites contractuelles de responsabilité, le demandeur invoquait la faute lourde. Demandeur débouté.

Éric Loquin, L'espace et le contentieux international, in SFDI, L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Éditions Pedone, 2021, p. 349 :

Les contrats comportent souvent des clauses visant à éviter le contentieux, les opérateurs de la filière spatiale négocient des arrangements pour mettre fin aux différends.

Le contentieux prend cependant désormais de l'ampleur. On a recours à l'arbitrage. Ainsi dans l'hypothèse du mauvais fonctionnement du satellite.

Le demandeur a souvent d'énormes difficultés à établir la preuve de ses allégations.

Les dispositions du titre IV de la loi du 3 juin 2008 sur les responsabilités sont écartées au profit du CNES par l'article 20-1.

Ne sont pas soumises aux dispositions du présent titre (IV) les opérations de lancement, de retour sur terre, de maîtrise ou de transfert de la maîtrise d'un objet spatial conduites par le CNES, lorsqu'elles relèvent d'une mission publique qui lui a été confiée après approbation de l'autorité administrative, en application du 4° alinéa de l'article L. 331-2 du code de la recherche.



## LE CONSTRUCTEUR ET LES TIERS

La responsabilité du producteur à l'égard des tiers peut-elle être établie ?

A priori, en cas de dommage à un tiers, durant la phase de lancement ou durant la phase de maîtrise, c'est sur la tête de l'opérateur spatial que la responsabilité est canalisée. A priori, la victime tierce ne détient d'action en responsabilité que contre l'opérateur spatial, art. 13 L. 2008, le constructeur ne peut être poursuivi en tant que tel ... du moins si la loi française est applicable au litige.

La loi du 3 juin 2008, article 6, met à la charge de l'opérateur spatial une obligation d'assurance pour couvrir le risque de voir des tiers à l'opération spatiale engager sa responsabilité.

Cette assurance obligatoire doit bénéficier à l'État, à l'ESA, à l'opérateur spatial , ainsi qu'aux personnes ayant participé à la production de l'objet spatial, dans la mesure de la responsabilité pouvant leur incomber à raison d'un dommage causé par un objet spatial.

## SECTION III. LA MAINTENANCE ET L'ENTRETIEN DES AÉRONEFS

L'exploitant de l'aéronef peut assurer lui-même l'entretien de ses appareils.

Il est possible qu'il ait recours à une entreprise tierce.

MRR, services de maintenance, réparation et révision.

La maintenance et l'entretien des appareils peuvent être confiés à une entreprise indépendante.

Il existe des entreprises de maintenance qui reçoivent des appareils en provenance du monde entier. Certaines entreprises se dédient à l'assistance d'aéronefs au sol. L'armée détient des ateliers industriels de l'aéronautique, à Cuers Tierrefeu, Ambérieu en Bugey, Bordeaux, Clermont Ferrand.

Le contrat de maintenance est alors conclu entre l'atelier de maintenance et la compagnie propriétaire ou utilisatrice des aéronefs.

Un litige peut alors s'élever entre les deux partenaires sur le principe même du contrat. Voir à titre d'exemple, l'arrêt de la chambre commerciale du 9 juillet 2019, n° 18-12680. Un contrat de maintenance de la flotte de Transavia avait été conclu avec Derichebourg Atis Maintenance. L'entreprise augmente le prix de ses prestations, sous menace de la résiliation du contrat. Transavia soutient avoir donné son accord à un avenant sous l'empire de la contrainte et en demande l'annulation, qui lui est accordée pour violence (ancien art. 1112 c. civ.) par un arrêt de la cour de Paris. Cassation pour défaut de base légale. [Cf. art. 1130 civil nouveau : la violence vicie le consentement lorsqu'elle est de telle nature que sans elle l'une des parties n'aurait pas contracté ou aurait contracté à des conditions substantiellement différentes. Art. 1140 : Il y a violence lorsqu'une partie s'engage sous la pression d'une contrainte qui lui inspire la crainte d'exposer ...sa fortune ...à un mal considérable. Article 1143 : Il y a également violence lorsqu'une partie abusant de l'état de dépendance dans lequel se trouve son cocontractant à son égard, obtient de lui un engagement qu'il n'aurait pas souscrit en l'absence d'une telle contrainte et en tire un avantage manifestement excessif.]

[L'arrêt de la chambre commerciale du 6 octobre 2015, n° 13-20381, donne un exemple de prestations portant sur un aéronef. La société américaine Wells Fargo avait confié des prestations de maintenance aéronautique sur un avion Boeing 767 immatriculé aux États-Unis à la société Europe aviation. Cet avion se trouvait sur l'aérodrome de Châteauroux. La société de maintenance avait donné mandat à un commissionnaire en douane de procéder aux formalités douanières. Le commissionnaire a fait placer l'appareil sous le régime douanier de l'admission temporaire et a facturé les frais correspondants à son mandant. La société Wells Fargo a refusé de rembourser ces frais à la société Europe aviation, estimant que l'admission temporaire de l'appareil sur le territoire français avait été inutile, car avant son transfert en France l'aéronef avait fait l'objet d'une déclaration d'importation temporaire sur le territoire européen. Le commissionnaire a engagé des poursuites et procédé à une saisie de compte. La cour d'appel a admis la créance du commissionnaire, à concurrence de 60 000 euros, à la faillite de l'entreprise de maintenance. Le pourvoi est rejeté. La chambre commerciale approuve la motivation de l'arrêt de la cour d'appel. Le commissionnaire en douane est tributaire des informations données par son mandant. Celui-ci connaissait la provenance de l'avion quand il a atterri à Châteauroux. Une copie du document autorisant l'aéronef à circuler librement dans l'UE aurait dû se trouver en permanence dans l'avion, seule Europe aviation pouvait fournir ce document au commissionnaire, qui pouvait ignorer qu'un commissionnaire en douane britannique avait effectué les formalités douanières et conservait l'original chez lui depuis deux ans.]

Le coût des opérations de maintenance

Il est important.

Le recouvrement de créance

Un litige oppose une filiale de la Lufthansa, Lufthansa Technik Aero Alzey, spécialisée en matière de maintenance, à une compagnie aérienne du Nigéria, Arik Air.

Le débat porte sur une créance de réparation effectuée par la première à l'avantage de la seconde.

Le montant de la créance tourne autour d'un peu plus de 2 millions d'euros.

La juridiction de Hünfeld a le 14 juin 2019 notifié à Arik une injonction de payer. La juridiction allemande a le 24 octobre 2019 délivré un titre exécutoire européen. Un certificat de titre exécutoire européen a été délivré le 2 décembre 2019.

Du côté des juridictions allemandes, le Landgericht de Francfort a estimé que Arik Air n'avait pas démontré que le titre exécutoire avait été délivré illégalement.

Du côté des juridictions lituaniennes, l'affaire est arrivée devant la cour suprême.

Voir la demande de décision préjudicielle formée par la juridiction lituanienne le 28 juin 2021, affaire C-393/21.

L'arrêt de la CJ a été rendu le 16 février 2023.

La Cour précise la notion de circonstances extraordinaires permettant à l'autorité judiciaire compétente de suspendre l'exécution d'une décision certifiée en tant que titre exécutoire européen.

L'article 23 du règlement n° 805/2004 permet à la juridiction de l'État membre d'exécution de suspendre, en

présence de circonstances exceptionnelles, la décision certifiée en tant que titre exécutoire européen dans l'État membre d'origine.

Le règlement n'a pas entendu limiter la portée de cette disposition aux seules situations de force majeure.

La faculté de suspendre la procédure d'exécution est réservée aux cas où la poursuite de l'exécution exposerait le débiteur au risque réel d'un préjudice particulièrement grave dont la réparation serait impossible en cas d'aboutissement du recours dans l'État d'origine. L'engagement d'une telle procédure juridictionnelle par le débiteur constitue d'ailleurs une condition préalable à l'examen par la juridiction de l'État d'exécution de l'existence de circonstances exceptionnelles.

Les juridictions de l'État d'exécution ne sont pas compétentes pour examiner, lors d'une demande de suspension de la procédure d'exécution, la décision relative à la créance incontestée rendue dans l'État d'origine ou à sa certification.

## LES RESPONSABILITÉS

Les techniciens et les ouvriers peuvent être négligents dans leur travail.

Les défaillances peuvent avoir de conséquences graves voire catastrophiques.

### § 1. La responsabilité pénale

Il peut y avoir place pour la RESPONSABILITÉ PÉNALE du prestataire de services si l'entretien défectueux de l'appareil qui se trouve à l'origine de décès accidentels ou de blessures lui est imputable.

#### La France

Criminelle, 8 mars 2005, n° 04-84918 : une société mène une activité d'entretien d'aéronefs, un accident survient à un hélicoptère affecté à des évacuations sanitaires au SAMU d'Arras. Condamnation pour blessures involontaires des présidents successifs de la société effectuant l'entretien de l'appareil, l'hélicoptère avait été acheté en Angleterre, chute de l'hélicoptère provoquée par la défaillance d'un moteur dont la société avait la maintenance

Responsabilité pénale du constructeur de para moteur n'ayant pas bien surveillé le mécanicien débutant ayant procédé à une réparation, Cour de cassation, chambre criminelle, 1<sup>o</sup> septembre 2010, n° 09-88429.

Un para moteur est un aérodyne, il est doté d'une voile de parapente et d'un moteur léger intégré à une cage de protection portée sur le dos du pilote. Une hélice offre la poussée nécessaire, dicit Wikipédia.

Un para moteur transportait le pilote et un passager, il fait une chute de vingt mètres et s'écrase au sol, les intéressés sont blessés. La cause est une mauvaise fixation d'un arceau lors d'un remontage de l'appareil effectué quelques jours auparavant par un employé de la société Adventure constructeur du para moteur, salarié qui a procédé au démontage et au remontage des arceaux. Sont condamnés pénalement en première instance le préposé, le président de cette société ainsi que la société du chef de blessures involontaires. La société et son président font appel, ils sont condamnés par la cour d'appel de Paris à une amende. Le président est en faute pour avoir confié le travail à un professionnel qui n'était pas formé pour ce genre d'intervention, il travaillait pour la première fois sur ce type de para moteur, le dirigeant n'avait pas assuré le contrôle du travail effectué, il y avait faute caractérisée de sa part. Absence de faute du pilote.

Condamnation pénale pour homicide involontaire d'un professionnel de l'entretien d'aéronef régulièrement agréé par l'autorité : cf. Criminelle, 11 juin 2014, n° 13-81282, faisant état de l'arrêt de condamnation de la cour de Nîmes du 10 janvier 2013. L'accident était dû à la perforation du pot d'échappement gauche. Lors de la visite des 100 heures, le professionnel avait constaté la présence de la perforation dans le pot d'échappement, situé sur la partie supérieure du coude à l'arrière. Nonobstant cette constatation, le professionnel avait délivré l'APRS pour l'avion, il avait mentionné que l'examen détaillé n'avait pas révélé de corrosion ni de criques. Il avait l'obligation de pousser plus avant la recherche de la défectuosité potentiellement catastrophique. L'APRS, approbation pour remise en service, ne peut être prononcée que si l'aéronef ne présente pas de défaut pouvant mettre en cause son inaptitude au vol. Il aurait dû déclarer l'appareil inapte au vol à la suite de la visite d'entretien effectué dans ses ateliers. Il avait la volonté de transgresser la réglementation.

#### La Polynésie

Condamnation d'un mécanicien salarié pour mise en danger de la vie d'autrui, art. 223-1 du code pénal

Criminelle, 8 septembre 2020, n° 19-82.761

La cour d'appel de Papeete avait condamné le mécanicien salarié, qualifié B 1, de la société Air Moorea pour avoir mis en circulation un aéronef ne répondant pas aux conditions de navigabilité et d'avoir par la violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement exposé directement l'équipage et les passagers de l'aéronef à un risque de mort.

Ce mécanicien - avec le contrôleur de production chargé de signer l'approbation pour remise en service, APRS - avait fait effectuer en novembre 2007 par du personnel d'entretien non qualifié B 1 et sans contrôle le montage d'un câble de commande des ailerons d'un avion Twin Otter qui s'est révélé défectueux. Un mois après ces travaux, à la suite de la perception d'une dureté des commandes, il est apparu que le câble passait en dehors de la gorge d'une poulie, au-dessus de l'arrêtoir de celle-ci, ce qui avait eu pour effet de provoquer une usure rapide de ce câble sur une longueur de 2,5 cm, susceptible d'entraîner sa rupture.

Le mécanicien n'avait pas procédé à la réparation ni à son contrôle, bien qu'il ait signé les fiches d'instruction technique.

Des vérifications s'imposaient quelques semaines après un accident mortel survenu à un aéronef du même type.

La chambre criminelle considère que la cour d'appel a justifié sa décision.

L'arrêt de la cour d'appel s'était fondé sur la méconnaissance du manuel des spécifications de l'organisme d'entretien, MOE, écrites par un atelier d'entretien.

La Cour de cassation indique que ce manuel se bornait à reprendre les dispositions des parties 145 et M du règlement CE n° 2042/2003 directement applicables dans les pays de l'Union européenne concernant les organismes chargés de la maintenance et les normes d'entretien, et pour les personnels chargés de l'entretien les compétences prévues par la partie 66.A de ce règlement.

Il y avait donc eu méconnaissance d'une obligation de prudence prévue par la loi ou le règlement.

[L'arrêt de la chambre criminelle du 8 septembre 2020 prononce une cassation partielle. La cour de Papeete avait également condamné pénalement le mécanicien salarié sur le fondement de l'ancien article L. 150-1 CAC (devenu l'article L. 6232-4 CT) pour avoir mis en circulation un aéronef ne répondant pas aux conditions de navigabilité. Cette disposition pénale n'est pourtant applicable qu'au propriétaire, exploitant commercial ou exploitant technique de l'aéronef mis en circulation. La cour d'appel n'avait pas spécifié dans son arrêt si le mécanicien avait la qualité de propriétaire ou d'exploitant de l'aéronef. Il est douteux que le mécanicien salarié ait accédé à la qualité d'exploitant technique. L'affaire est renvoyée sur ce point à Tahiti.]

(Est puni d'un an d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende le fait pour l'exploitant technique, le propriétaire et le cas échéant l'exploitant commercial de faire ou laisser circuler un aéronef ne répondant pas à tout moment tant aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qu'aux règles relatives au maintien en état de validité de ce document, art. L. 6232-4, 3°, CT)

La chambre criminelle de la Cour de cassation a statué à nouveau à propos de la société Air Moorea, mais à raison de faits accidentels antérieurs qui avaient fait 20 morts, le pilote et 19 passagers ; un petit avion s'était écrasé en mer le 9 août 2007 juste au décollage depuis Moorea, alors qu'il se rendait dans l'île voisine de Tahiti. C'est Air Moorea qui assurait la maintenance de ses avions. La société disposait d'un atelier d'entretien agréé Partie 145.

Criminelle, 22 février 2022, n° 20-84.351

La cour d'appel de Papeete a condamné pénalement pour homicides involontaires, non seulement la société de transport elle-même, mais également le directeur général et certains de ses collaborateurs. Il y a eu en tout 7 condamnations, plus celle du représentant de GSAC mentionnée supra.

La cour d'appel a décidé que c'était la rupture en vol du câble à cabrer de la commande de profondeur, profondément usé, lors de la rentrée des volets, qui était la cause directe et certaine de l'accident.

L'arrêt de la chambre criminelle maintient l'arrêt de Papeete.

La responsabilité du directeur général. C'est le directeur général qui avait acquis au Canada un avion en très mauvais état. La gestion de la navigabilité lui incombait. Il ne pouvait ignorer les particularités des câbles, la prudence élémentaire imposait le changement des câbles dès l'arrivée en Polynésie, ce manquement constituant une faute caractérisée.

La responsabilité du directeur technique, en charge de la gestion de la navigabilité des avions de la compagnie et responsable de l'entretien. Le programme d'entretien doit être établi selon les préconisations du constructeur. Les câbles doivent être changés tous les ans en atmosphère saline, une inspection particulière est prévue en cas d'exploitation en milieu salin toutes les 400 heures ou tous les 3 mois. Le changement de câbles s'imposait dès l'arrivée de l'avion en Polynésie, les vols devant être effectués à basse altitude par une température élevée. Le directeur technique n'a pas fait procéder à un examen détaillé de l'appareil à son arrivée en Polynésie, faisant fi du changement de climat et des instructions du constructeur, alors que plusieurs accidents dus aux câbles étaient intervenus avec cet appareil. L'intéressé s'en était tenu aux actions minimales, il aurait dû mettre en place une

inspection des câbles tous les trois mois. Ces manquements constataient des fautes caractérisées exposant autrui à risque grave qu'il ne pouvait ignorer en raison de ses compétences et sont en lien avec l'accident.

La responsabilité du responsable du bureau de la navigabilité

Avec la société, il s'agit de l'application de la responsabilité pénale des personnes morales, la cour d'appel l'a condamnée pour homicide involontaire à une amende de 25 millions de francs CFP et une interdiction définitive d'activité. Sa responsabilité découle de la faute pénale de son directeur général. La société est responsable des infractions commises pour son compte par les personnes physiques, organes ou représentants de la société. Le directeur général est considéré comme représentant de la société de transport. La société avait totalement délaissé les normes en vigueur.

L'étranger

(Accident Maintien de navigabilité, le 28 décembre 2014, d'un appareil de la compagnie malaise à bas coûts Air Asia sur un vol entre l'Indonésie et Singapour, le rapport technique de l'organisme indonésien d'enquête fait état d'une maintenance défectueuse, 23 pannes auraient été constatées dans les 12 mois précédents sur une microfissure sur une soudure d'une carte électrique associée à la gouverne de direction. Il y aurait eu également des manœuvres inappropriées du côté des pilotes. L'Indonésie a eu maille à partir avec les autorités européennes établissant la liste noire. L'appareil accidenté appartenait à une compagnie malaise de bonne réputation.)

## § II. La responsabilité civile de l'entreprise chargée de la maintenance de l'aéronef

Le contentieux civil devant la juridiction civile

Contentieux intenté en termes de responsabilité contractuelle

Le mécanicien garagiste réparateur du droit terrestre est tenu d'une obligation de résultat qui emprunte à la fois présomption de faute (preuve contraire admise) et présomption de causalité entre la faute et le dommage.

Certains parlent d'une obligation de moyens renforcée. La faute est présumée en cas de défectuosité, mais le réparateur peut s'exonérer en établissant son absence de faute.

La jurisprudence dont nous avons connaissance en matière aérienne se fonde sur les obligations de l'entreprise chargée de l'entretien périodique des aéronefs. L'entreprise d'entretien et maintenance a l'obligation de déceler les défectuosités de l'aéronef soumis à examen et d'en informer le client. Il y a là une obligation de résultat incombant au professionnel.

Com. 17 janvier 1987, RFDA 1990.213, avarie de moteur, défaillance de deux sociétés ayant participé à l'entretien de l'appareil, la première est à l'origine de l'avarie, elle n'a pas mis en œuvre les moyens techniques nécessaires pour assurer selon les règles de l'art, lors de la visite des 100 H de vol, la mise en place efficace de la plaquette de freinage de la pointe de freinage d'injecteur, à l'origine de l'avarie. La seconde est intervenue 11 mois plus tard, elle est coupable de la faute de ne pas avoir remédié à la défaillance au cours de la vérification des moteurs qu'elle a opérée, les essais n'avaient pas été faits alors que le manuel de maintenance du constructeur le prévoyait.

Les propriétaires d'un Cessna chargent une société de refaire la peinture extérieure de l'avion, l'entrepreneur confie le travail de décapage préalable du revêtement de la cellule, aéronef endommagé, responsabilité contractuelle de l'entreprise de peinture et délictuelle du sous-traitant, tribunal de commerce de Paris 10 mai 1994, RFDA 1994.488.

Toulouse, 3 novembre 2005 : la société Star a reçu de Guillermo Poole le 1<sup>o</sup> avril 2002 un aéronef monomoteur pour une révision générale dite grande visite, réparations effectuées en 2002 et 2003, accident d'avion le 12 février 2004 lors d'un vol de contrôle opéré par la société Star près de l'aérodrome de Lasbordes, l'avion a été obligé de faire un atterrissage d'urgence moteur coupé, l'appareil a été endommagé, le propriétaire de l'avion demande une provision. La société Star chargée d'une révision générale de l'aéronef longue et coûteuse est tenue d'une obligation (de résultat) de restituer l'avion en bon état dans des délais raisonnables, sauf à prouver qu'elle n'a commis aucune faute ou que les dommages subis par l'aéronef ne trouvent pas leur origine dans les travaux qu'elle a réalisés.

Agen, 9 octobre 2007, n° 05/01593 : une séance d'entraînement de voltige se déroule à Auch, un avion appartenant à l'association Midi Pyrénées Voltige s'écrase au sol et le pilote est tué. Le tribunal d'Auch a déclaré le GIMA (groupement interclub de maintenance aéronautique) responsable de l'accident, l'avion était devenu incontrôlable, la rotule de la bielle de la tringle du gouverneur de profondeur avait été placée - lors du remontage après révision - à côté de l'écrou reliant les deux cornières du guignol alors qu'elle aurait dû être traversée par cet écrou. Le remontage avait été effectué par un mécanicien salarié du GIMA. En appel, le GIMA entendait mettre en cause le successeur du constructeur quant à la non-communication des documents d'entretien. Le grief n'est pas retenu. Les textes n'imposent pas à un repreneur de reprendre et de réviser l'ensemble de la documentation établie par l'ancienne société pour des avions qui ne sont plus fabriqués.

Voir, 2° Civile, 9 avril 2015, n° 13-19902 (avion endommagé par l'explosion de l'un des moteurs, l'exploitant EAGLE Aviation engage la responsabilité d'Eads SECA qui avait effectué une révision générale de l'avion, ainsi que celle du constructeur du moteur (Pratt & Whitney Canada) et du constructeur de l'avion (ATR) ; contentieux concernant la validité de l'assignation, le demandeur se trouvant en faillite. Irrecevabilité de l'action formée par les assureurs de l'exploitant qui n'avaient pas produit aux débats la police d'assurance et qui n'avaient pas administré la preuve du paiement de l'indemnité d'assurance)

La société de maintenance conserve la garde de l'aéronef qu'on lui a confié pour entretien tant qu'il ne l'a pas restitué.

Com. 29 novembre 2017, n° 16-22344 : la société grenobloise d'investissement confie l'entretien de l'aéronef à la société Salba, à laquelle succède Blue Aero ; celle-ci réclame à son client le paiement d'une facture. Le client riposte en formant une demande reconventionnelle en dommages et intérêts pour manquement à l'obligation contractuelle d'entretien : dépose et stockage d'un moteur ; il est débouté en appel. La cassation partielle intervient sur ce dernier point pour non-réponse à conclusions.

L'affaire avait été renvoyée devant la cour de Chambéry. C'est l'arrêt de la cour d'appel qui fait l'objet d'un pourvoi.

Com. 5 octobre 2022, n° H 20-16.692 : le contentieux est relatif au contrat d'entretien d'un aéronef appartenant à la société grenobloise d'investissement par une entreprise devenue Blue aero.

L'arrêt présente un intérêt assez mince, ce qui est jeu, ce n'est pas l'exécution fidèle ou malheureuse de travaux portant sur un moteur d'avion, mais le reproche fait par le maître de l'ouvrage à la société de maintenance quant aux conditions d'entretien de l'appareil dans l'attente d'une solution après dépose du moteur.

Les relations entre la société chargée de la maintenance de l'appareil et le propriétaire remontaient à 1997.

Les travaux d'entretien de l'aéronef étaient confiés à cette entreprise spécialisée.

Les relations entre les deux partenaires se sont envenimées à partir de 2007.

Le moteur de l'avion ayant en septembre 1784 heures de fonctionnement devait être révisé ou bien faire l'objet d'un échange standard.

L'entreprise Blue aereo avait estimé qu'il fallait procéder au démontage du moteur. Sous réserve de le changer ou de le réviser entièrement.

Blue aereo avait envoyé un télex en ce sens à son client, qui l'avait bien reçu, mais qui n'avait pas répondu.

Blue aereo avait interprété ce silence comme une acceptation, elle avait procédé au démontage du moteur.

Un devis lui a été ensuite envoyé.

Le client reproche à Blue aereo d'avoir entreposé sans soin le moteur.

La cour d'appel avait débouté la SGI de sa demande de dommages intérêts.

La Cour de cassation annule l'arrêt du 18 novembre 2020 de la cour de Chambéry.

Sur le 6° moyen, la chambre commerciale conclut à un défaut de base légale au visa de l'ancien article 1147.

Le débiteur est condamné au paiement de dommages intérêts en raison de l'inexécution de l'obligation s'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère.

La cour d'appel avait indiqué que les photos ne révélaient aucune dégradation de l'appareil, l'hélice et une pipe d'admission avaient été entreposées dans un container, l'hélice et les pièces étaient à l'abri, l'hélice étant posée à plat sur un pneu.

Cassation : la cour d'appel n'avait pas recherché, comme cela lui était demandé, si l'aéronef était entreposé dans un hangar non chauffé, recouvert de toiles d'araignées et de poussière, les roues crevées ou dégonflées, la base de la partie arrière posée sommairement sur une palette.

Sur le 7° moyen. La Cour de cassation se fonde sur l'article 1915 du code civil pour censurer. L'entrepreneur ayant reçu une chose en dépôt pour réparation n'est pas libéré de ses obligations de depositaire par la réalisation des travaux commandés, mais demeure tenu de garder et conserver cette chose jusqu'à restitution. Cassation de l'arrêt ayant affirmé que le client était resté gardien, comme propriétaire, de l'aéronef.

Sur le 9° moyen. La cassation est fondée sur un défaut de motivation. L'arrêt d'appel avait affirmé que Blue aereo n'avait pas en réalité la garde de l'aéronef, le client ayant conclu un contrat de gardiennage avec l'aéroport

de Saint Geoirs, l'aéronef ayant été déposé dans un hangar relevant de la société gérant cet aéroport de Grenoble. La cour d'appel avait procédé par simple affirmation.

Paris, 4 mai 2021, n° 19/21048 : L' école de parachutisme du Blanc a confié à une entreprise spécialisée, Icarus, la maintenance annuelle de son avion Pilatus utilisé pour autoriser les sauts en parachute. Un incident se produit en fin de travaux, une des cales qui maintenait l'avion a lâché, l'avion a percuté les portes de l'atelier et a été endommagé. Icarus effectuera la réparation de l'avion endommagé. L'atelier de réparation est responsable du dommage, à raison de la faute de son salarié. Les parties sont parvenues à un accord concernant les dommages matériels, d'un montant de plus de 453 000 euros. Les parties ne sont pas parvenues en revanche à un accord concernant la prise en charge des dommages immatériels. Le contrat limitait la réparation aux dommages matériels causés aux aéronefs, il excluait la réparation des dommages immatériels. L'association se présente comme un non professionnel et invoque les dispositions du code de la consommation réputant abusive la clause limitative de responsabilité. La cour de Paris accueille cette prétention, elle voit dans l'association un non professionnel. La clause qui a pour objet de supprimer ou réduire le droit à réparation du préjudice subi par le non professionnel en cas de manquement par le professionnel à l'une quelconque de ses obligations est nécessairement abusive, dans la mesure où elle porte une atteinte grave à l'équilibre du contrat, article R. 212-1 du code de la consommation. La cour d'appel décide que la clause contenue dans les conditions générales de l'entreprise de maintenance était abusive et donc réputée non écrite. L'atelier de maintenance est condamné à payer à l'école de parachutisme une somme de plus de 97 000 euros au titre du coût de location d'un appareil de remplacement.

L'incidence éventuelle de la faute du maître de l'ouvrage : si le client est en faute, l'entrepreneur est exonéré ou n'est tenu qu'à une réparation partielle.

(La faute est niée en l'espèce) : 1° Civile, 28 juin 2012, n° 11-14269 : un Cessna 172 est mis en service en 1977, il est acquis en 1997 en aviation générale par Jean-Marie qui assure lui-même l'entretien de l'avion. En 1999 celui-ci confie à la société Rectimo la révision générale du moteur que le propriétaire a ensuite remonté sur la cellule, en 2003 le moteur tombe en panne durant un vol, atterrissage d'urgence hors-piste et dégâts à l'appareil, l'expertise révèle que la panne avait pour origine une fuite d'huile du moteur provoquée par la présence d'un adaptateur de filtre à huile incompatible avec la cellule sur laquelle le moteur était monté, le propriétaire assigne Rectimo. La cour de Nancy retient une faute de Rectimo, mais admet une exonération partielle à raison de la faute commise par le propriétaire de l'avion qui devait veiller à sa navigabilité, s'assurer de la conformité du moteur dès son acquisition et attirer l'attention de Rectimo sur l'anomalie constatée. L'indemnisation est réduite à hauteur de 20% du dommage total, 11 509 euros.

La censure intervient sur ce point : il ne pouvait être reproché à Jean-Marie dans ses rapports avec Rectimo, agréée à la fois pour assurer l'entretien de ce type de moteur et des cellules Cessna 172, et à laquelle il avait confié l'inspection et la révision du moteur, de ne pas avoir attiré son attention sur l'anomalie. C'est à Rectimo qu'il incombait de la déceler et d'informer Jean-Marie de la nécessité de remplacer le support de filtre à huile dans le cas où le moteur serait remonté sur sa cellule d'origine, cassation au visa de l'article 1147 du code civil.

(Il est possible que l'atelier de réparation assume des obligations contractuelles annexes, comme expédier l'élément une fois réparé chez son client ou auprès du propriétaire. Voir à titre d'exemple, Com. 16 décembre 2014, n° 13-23342 : la société Air Méditerranée (Nîmes) avait pris un moteur d'avion en location. Elle l'avait confié à la société TAT Industries Osiris (Dinard) pour qu'elle procède avant restitution au loueur aux vérifications d'usage, le moteur a été ensuite confié à un transporteur pour qu'il soit acheminé à Londres, l'arrimage sur le plateau du camion a été mal réalisé, le destinataire a refusé de réceptionner l'envoi car l'arrimage défectueux avait empêché le bon fonctionnement des dispositifs d'amortisseurs de vibration. Le locataire a alors décidé de poursuivre la location du moteur, mais sous surveillance engendrant des frais. Le locataire la société Air Méditerranée (et son assureur le GIE La Réunion aérienne) ont assigné la TAT (et son assureur Axa) en paiement, ces derniers ayant refusé de prendre en charge le sinistre. L'atelier de réparation et son assureur ont été condamnés par la cour de Paris à payer une somme de plus de 112 000 euros.

La Cour de cassation rejette sur ce point la thèse des auteurs du pourvoi : la société TAT était chargée d'assurer l'arrimage des marchandises, elle était chargée du conditionnement du moteur pour son transport, sa manutention et son chargement.

La cassation intervient pour une raison propre au droit des assurances ; l'assureur avait indemnisé son client, la victime du sinistre ; l'assureur se présentait au procès comme un créancier subrogé dans les droits de l'assuré à hauteur du paiement effectué. Les parties adverses contestaient la recevabilité de l'action subrogatoire du GIE. Un défaut de base légale est relevé. La cour d'appel aurait dû préciser si le paiement fait par l'assureur avait été fait en exécution de la police ou non ; si la réponse était négative, la subrogation légale était exclue.)

## Contentieux fondé en termes de responsabilité du fait des produits défectueux

1<sup>o</sup> Civile, 14 novembre 2018, n<sup>o</sup> 17-23668 : un avion de transport se trouve au sol le 25 mai 2007 lors d'une opération d'assistance. Un groupe électrogène (construit en 2001 par un industriel qui a disparu) est utilisé pour alimenter l'appareil en électricité. Une surcharge électrique se produit, l'avion est endommagé. Le 31 mai 2010, AXA (assureur de la locataire du groupe électrogène) indemnise, après déduction de la franchise contractuelle, la propriétaire de l'avion. Le 30 avril 2013, Axa et la locataire du groupe électrogène assignent en responsabilité la société ayant donné l'appareil en location (loueur).

La cour de Paris considère l'action prescrite (prescription triennale de l'article 1245-16 du code civil).

L'existence d'une surtension dans le groupe électrique caractérise un défaut qui compromet la sécurité de l'utilisateur du produit. D'où l'application exclusive dans ce litige du régime de la responsabilité du fait des produits défectueux.

Les auteurs du pourvoi contestent l'application des dispositions contenues dans le code civil concernant la responsabilité du fait des produits défectueux. La directive du 25 juillet 1985 ne concerne pas les dommages causés à une chose destinée à un usage de transport professionnel de personnes.

L'argument ne prospère pas. Le législateur français - allant au-delà de la directive - n'a pas limité le champ d'application des nouvelles dispositions à la seule réparation du dommage causé à un bien destiné à l'usage privé.

Cette position a été admise par la CJUE. Le droit européen ne s'oppose pas à la solution française permettant à la victime d'invoquer les dispositions sur la responsabilité du fait des produits défectueux lorsque le dommage affecte une chose destinée à l'usage professionnel. L'article 1245-1 s'applique au dommage causé à un bien destiné à l'usage professionnel.

La cassation va cependant être prononcée à raison de la seconde branche du moyen pour défaut de base légale.

Le régime de la responsabilité du fait des produits défectueux n'exclut pas l'application d'autres régimes de responsabilité contractuelle ou extra contractuelle, pourvu que ceux-ci reposent sur des fondements différents de celui d'un défaut de sécurité du produit litigieux, comme la garantie des vices cachés ou la faute.

Il est reproché à l'arrêt de la cour de Paris de ne pas s'être expliqué sur le caractère exclusif conféré à l'applicabilité du régime de la responsabilité du fait des produits défectueux, qui était contesté par l'assureur et la locataire, ceux-ci invoquant le bénéfice du régime de responsabilité de la garantie des vices cachés et de celui de la responsabilité extra contractuelle pour faute.

## Constitution de partie civile devant la juridiction répressive

[Dans l'affaire de para moteur dont a traité la chambre criminelle dans son arrêt du 1<sup>o</sup> septembre 2010, précité, la cour d'appel avait renvoyé le dossier aux premiers juges pour qu'ils statuent sur les intérêts civils. La cassation intervient sur ce point. La cour avait été saisie de l'appel des dispositions civiles, il lui appartenait de se prononcer elle-même sur les demandes des parties civiles, l'affaire était dévolue à la cour d'appel compte tenu de l'appel formulé par les prévenus condamnés en première instance qui avaient fait appel des dispositions pénales et civiles du jugement.]

## Le démantèlement de l'aéronef

L'appareil aérien en fin de vie est parfois confié à des entreprises spécialisées qui le décarcassent pour en retirer les éléments qui peuvent être récupérés et revendus.

Cf. Commerciale, 14 novembre 2019, n<sup>o</sup> 17-26982 et 17-26983.

L'espèce concerne un Fokker 100 accidenté en 2007.

Dans un premier temps, la société The Green Airliner (TGA) confie le démantèlement de l'avion à la société Tarmac pour le prix de 157 000 euros. Il est précisé dans le contrat qu'à l'issue des opérations, Tarmac deviendra propriétaire de la carcasse.

Un an plus tard, un avenant est conclu entre ces deux sociétés, le transfert de la propriété de la carcasse sera attribué à un tiers, la société MBP.

TGA vend la carcasse à MBP pour 600 000 dollars. Moteurs et accessoires.

Tarmac agit contre MBP, elle invoque un contrat de dépôt à titre onéreux entre les deux intéressés, Tarmac lui réclame le paiement de factures de frais de stationnement de l'aéronef, Tarmac demande sous astreinte l'enlèvement de la carcasse.

La cour de Pau accueille ces demandes.



MPP a vendu le fuselage à New Business Aero.

### TITRE III. LES EXPLOITANTS D'AÉRONEF ET D'OBJET SPATIAL

Nombre d'exploitants d'appareils aériens et spatiaux sont des entreprises qui recherchent un profit et un bénéfice. Ils déplacent moyennant finance des passagers et des marchandises.

Il faut cependant faire un sort particulier à l'aviation d'affaires, ainsi qu'à l'aviation légère et sportive où domine la recherche de l'exploit et du plaisir de naviguer et de voler dans l'air.

Il convient cependant de relever à l'époque contemporaine un amenuisement quant aux conditions d'exploitation des aéronefs, de la distinction entre une exploitation à caractère lucratif au profit d'une clientèle et une exploitation à caractère ludique, de plaisir ou de loisir. Si la sécurité est en jeu, les mêmes règles tendent à se rapprocher, voire à se confondre. La césure qui affleure tend à opposer l'exploitation des gros et moyens appareils à celle des petits aéronefs, où la réglementation peut se faire plus avenante.

## SOUS-TITRE I. L'EXPLOITATION À CARACTÈRE ÉCONOMIQUE

Il faut distinguer le monde de l'air et celui de l'espace.

Les entrepreneurs aériens déplacent, contre rémunération ou à titre onéreux, à travers les airs, des personnes, des marchandises ou du courrier. Ils font des activités de transport. Les entreprises qui font du travail aérien contre rémunération ou non relèvent d'un autre régime juridique. On en traitera plus tard, infra 4<sup>e</sup> partie. Il convient cependant de noter que dans la législation récente des règles communes en matière de sécurité sont imposées à tous les exploitants, commerciaux ou non. On ne distingue pas.

Dans l'espace interviennent les opérateurs du lancement d'objets spatiaux dans l'espace extra atmosphérique ainsi que les exploitants de satellites comme les entreprises exploitant des satellites de télé-communications.

## Chapitre I. LES ENTREPRISES DE TRANSPORT AÉRIEN LES TRANSPORTEURS AÉRIENS COMMERCIAUX

Les transporteurs font du transport de passagers et / ou de fret.

Les transporteurs de passagers sont mieux connus du public.

Les transporteurs professionnels les plus connus effectuent du transport régulier, caractérisé par une suite de vols, la périodicité de la desserte des lignes, la publicité des horaires.

Certaines compagnies ne font que du transport occasionnel, du transport dit non régulier ouvert à des déplacements touristiques ou autres.

Il existe des gros transporteurs et des petits... Les gros disposent de filiales.

[Les textes connaissent pour le soumettre à un statut indulgent pour la réglementation de la durée du travail le service de taxi aérien, qui correspond à une exploitation à des fins de transport aérien commercial non régulière et à la demande, effectuée au moyen d'un avion disposition d'une configuration opérationnelle maximale en sièges passagers MOPSC inférieure ou égale à 19, voir règlement n° 83/2014 du 29 janvier 2014, modifiant le règlement n° 965/2012]

Les compagnies européennes sont sur les lignes internationales en concurrence avec les compagnies étrangères, parfois choyées par les États dont elles dépendent. Certaines se plaignent d'actes de concurrence déloyale imputables à ces dernières.

Il existe différentes instances de défense des intérêts des transporteurs.

L'IATA, International Air Transport Association, regroupe 260 compagnies de 117 pays effectuant 83 % du trafic mondial, elle défend les intérêts des transporteurs aériens à l'échelon mondial. Elle a travaillé à l'utilisation du billet électronique qui remplace le billet papier. Elle propose les règles applicables aux entreprises de handling (manutention) dans leurs relations avec les transporteurs. Elle a son siège à Montréal et un autre à Genève. Son influence est indéniable.

Pascal Dupont, Droit aérien, n° 8 et suivants.

Il existe l'association des compagnies européennes de navigation aérienne.

La FNAM, fédération nationale de l'aviation marchande, fédère des groupements professionnels, comme la chambre syndicale du transport aérien qui représente les compagnies aériennes françaises.

Le SCARA est le syndicat des compagnies aériennes autonomes.

Les transporteurs traditionnels exploitent, chacun, un réseau en étoile. Ils desservent des lignes reliant leurs plates-formes.

On peut consulter le rapport du commissariat général à la stratégie et à la prospective, publié en juillet 2013 sous l'intitulé « Les compagnies aériennes européennes sont-elles mortelles ? Perspectives à vingt ans ». Rapport de la mission présidée par Claude Abraham.

On peut également consulter l'avis du comité économique et social européen sur une politique européenne intégrée de l'aviation, JOUE du 15 janvier 2016, C 13/169.

L'industrie européenne du transport aérien permettait en 2012 l'emploi de 2,6 millions de personnes. Les touristes américains, chinois, japonais, brésiliens etc. venant en Europe d'autres régions du monde stimulent l'activité économique européenne.

La plupart des États avaient adopté une conception étatiste, dirigiste et monopolistique du transport aérien, ils s'étaient souvent dotés au XX<sup>e</sup> siècle d'une compagnie nationale, contrôlée par des capitaux publics. Nombre d'États demeurent fidèles à cette pratique.

(Une compagnie de Trinité et Tobago, Caribbean Airlines, dont la majorité du capital est détenue, ès qualités, par le ministre de cet État, est considérée comme une entité gouvernementale et dans une instance aux États-Unis obtient l'immunité d'un procès devant jury, voir l'article publié le 26 août 2015 par le site du cabinet Condon & Forsyth, faisant état d'un arrêt rendu le 20 août 2015 par la cour d'appel US du 11<sup>e</sup> circuit)

Les États-Unis faisaient exception à la règle.

Les privatisations des compagnies nationales

L'époque contemporaine a connu dans les pays développés un processus de privatisation des compagnies nationales.

Le droit européen ne s'oppose pas en principe au processus de privatisation, totale ou partielle, des compagnies nationales à capitaux publics.

L'affaire C-563/17, Associação Peço a Palavra et alii c. Conselho de Ministros, concerne le processus d'un projet de privatisation de la société TAP initié le 21 mai 2015. Le Portugal prévoyait de céder à un repreneur 61 % du capital social.

Le cahier des charges de la privatisation prévoyait pour l'entreprise prenant le contrôle de TAP l'obligation de maintenir au Portugal le siège et la direction effective de cette compagnie, les postulants devaient établir leur capacité à respecter les obligations de service public, ils devaient s'engager à maintenir et à développer le centre opérationnel national.

Des opposants ont demandé l'annulation du cahier des charges.

Le tribunal suprême administratif a demandé à la CJUE si ces conditions prises par le conseil des ministres portugais le 15 janvier 2015 étaient compatibles avec le droit de l'UE.

[L'État portugais a changé de politique avec l'arrivée au pouvoir fin 2015 d'un premier ministre socialiste, il a limité le champ de la privatisation, il a en mai 2016 racheté au repreneur - le groupe Gateway - un certain nombre d'actions pour parvenir à détenir la majorité du capital, l'État contrôle actuellement, via la société des participations publiques, 50 % du capital de TAP. Gateway détient 45 %.]

Le débat devant la CJUE présente ainsi un certain caractère platonique, même si l'arrêt rendu est appelé à faire jurisprudence.

Le débat consiste à savoir si les exigences posées par le Conseil des ministres portugais méconnaissent ou non le droit européen.

Nous disposons dans un premier temps des conclusions de l'avocat général Manuel Campos Sanchez-Bordona présentées le 21 novembre 2018.

L'avocat général estime que l'opération de privatisation n'était pas soumise à la directive 2006/123 sur les services, qui ne concerne pas les services dans les transports et qui ne s'applique pas à la privatisation d'organismes publics prestataires de services.

Si le droit européen est neutre en ce qui concerne le régime de la propriété dans les États membres, art. 345 TFUE, la liberté d'établissement y figure. Or le cahier des charges imposait le maintien de la direction effective de la société au Portugal. L'avocat général estime que l'obligation faite à la compagnie d'assurer les services aériens, en particulier sur les liaisons entre le Portugal continental et les régions périphériques (Açores, Madère) est une raison d'intérêt général suffisante pour justifier une restriction à la liberté d'établissement.

L'obligation du maintien de l'entreprise au Portugal peut être justifiée pour garantir l'exercice des droits de trafic accordés par des accords bilatéraux conclus entre le Portugal et des États tiers ayant des liens historiques et linguistiques avec lui.

L'avocat général se montre en revanche hostile à la disposition du cahier des charges obligeant de maintenir et développer le centre opérationnel national (portugais) (hub). Ce motif économique n'autorise pas une restriction à la liberté d'établissement.

L'arrêt a été rendu le 27 février 2019 par la CJUE.

Il reprend très largement les analyses et les conclusions de l'avocat général.

La TAP a pour activité principale une activité de service dans le domaine des transports. La directive 2006/123 ne lui est pas applicable.

Sur les OSP. Le cahier des charges exige le respect par le nouvel actionnaire des obligations de service public imposées sur la base du règlement européen. La mesure nationale est conforme au droit de l'Union.

Sur le maintien du siège de la compagnie au Portugal : les exigences du cahier des charges doivent être appréciées au regard de la liberté d'établissement. Elles constituent une restriction à la liberté d'établissement.

La TAP ne peut transférer son siège en dehors du Portugal. L'arrêt se fait indulgent. Il convient d'assurer les liaisons aériennes régulières avec les États ayant des liens avec le Portugal comme l'Angola, le Mozambique, ou le Brésil, il y a là une raison impérieuse d'intérêt général pouvant justifier une entrave à la liberté d'établissement. La compagnie qui quitterait le Portugal risquerait de perdre ses droits de trafic avec ces pays lusophones. La TAP peut toujours créer en dehors du Portugal des établissements secondaires.

Sur l'obligation du maintien et du développement du centre national existant (hub) : l'arrêt est négatif.

L'exigence irait au-delà de ce qui est nécessaire pour satisfaire l'objectif de connectivité avec ces États tiers.

On constate également un mouvement de concentration entre transporteurs, les plus faibles ne pouvant survivre face à la concurrence, aux coûts et aux campagnes sanitaires.

À côté des compagnies classiques s'adressant à une clientèle relativement fortunée, on voit se développer les compagnies à bas coût, au confort plus sommaire, qui desservent des liaisons sur des distances courtes ou moyennes, voire, mais avec parfois des échecs, des longs courriers.

#### i. Les compagnies classiques

Ces compagnies assureraient, quant au trafic aérien, 38 % en parts de sièges, elles sont en effet désormais concurrencées par les compagnies à bas coûts.

Les grandes compagnies font principalement des liaisons de grands aéroports à grands aéroports. Imaginons un passager voulant se rendre de Toulouse à Des Moines aux États-Unis. Il n'existe pas de liaison directe entre ces deux villes. Le passager gagnera Roissy, en train ou par la voie aérienne, avec Air France, l'une de ses filiales ou un transporteur à bas coût. Air France a fait de Roissy sa principale base d'activité, c'est son hub. Le passager prendra ensuite un vol Air France entre Roissy et Chicago. À Chicago il aura recours à une compagnie locale pour gagner Des Moines.

#### La France

Grosses et petites compagnies de transport aérien coexistent.

Air France est la compagnie effectuant plus de la moitié du trafic commercial.

Des compagnies naissent et meurent au bout de quelques années.

#### AIR FRANCE

La société holding Air France - KLM, est, depuis 2004, une société anonyme, ayant comme adresse Paris 8°,

rue du cirque, elle est cotée en bourse.

On a relevé ces dernières années plusieurs changements dans la composition du capital, traduisant souvent des querelles de pouvoir et des divergences d'opinion portant sur les décisions de gestion à prendre.

L'État français a participé en 2021 et 2022 à une opération d'augmentation du capital. Virus oblige !

La situation en juin 2023 du capital social

État français : 28,6 %

NL : 9,3

CMA CGM : 9

China Eastern : 4,7

Delta (Atlanta) : 2,9

FCPE Personnel salarié : 1,2

Auto contrôle : 0,1

Autres actionnaires : 44, 25.

La répartition des droits de vote est probablement différente.

L'État fait un prêt de consommation de millions d'actions Air France-KLM à la société SOGEPAS SAS, dont il est par ailleurs l'actionnaire unique, JORF du 20 avril 2023.

Le conseil d'administration a désigné le 16 août 2018 comme directeur général, un australo-anglo-sino-canadien, Benjamin Smith, né en 1971, venant d'Air Canada.

Mme Anne Marie Couderc, née à Aubusson en 1950, ancien ministre, est présidente du conseil d'administration.

La société holding n'effectue pas de prestations de transports aériens. A la différence de ses filiales ou des autres sociétés dominées.

Air France KLM est l'actionnaire unique de la société Air France.

La compagnie Air France, fondée en 1933 et issue d'une fusion de quatre compagnies, étatisée en 1945, est en France depuis cette date le transporteur historique.

Cette compagnie subsiste, mais elle est désormais une filiale de la société Air France-KLM.

Son siège social a pour adresse rue de Paris à Roissy CDG, il se trouve en réalité à l'extrémité Nord du territoire de la commune de Tremblay en France, dans le département de Seine-Saint Denis. Directeur général, Benjamin Smith.

La compagnie Air France, de siège français, détient à son tour plusieurs filiales qui se livrent au transport aérien commercial,

comme Air France HOP, qui est ou était le nom d'une compagnie, filiale d'Air France, créée en 2013, qui a son siège à l'aéroport de Nantes et qui dessert ou desservait des lignes régionales et européennes.

La société néerlandaise KLM, Koninklike Luchtvaart Maatschappij, est, aux Pays Bas, le transporteur historique. Elle est contrôlée par la société Air France- KLM, qui en détient 49 % des droits de vote. Autres actionnaires : le royaume des Pays-Bas pour 5,9 % du capital, et deux fondations pour 44,8 % du capital. Président : Pieter Elbers.

Air France KLM Martinair Cargo fait du cargo. Réduction de la flotte. Secteur en sur capacité. Le transport de fret se déplace vers le transport dans les soutes des avions de passagers.

Air France avait transporté en 2016 503 milliers de tonnes de fret.

Les compagnies dépendant du groupe de sociétés Air France KLM, en 2012, effectuaient 7,3 % du trafic international mondial.

Cette (double) compagnie aérienne subit en 2020, à l'instar de ses concurrentes, les effets délétères de l'épidémie du coronavirus. Une partie du trafic est interrompue, le nombre des vols assurés subit une contraction. L'État français apporte son aide à un transporteur aérien qu'il continue de considérer comme sa compagnie nationale, il y détient en effet 23 % des droits de vote, il est donc un actionnaire de référence.

Neuf banques font un prêt à Air France - KLM, dont le montant maximum est de 4 milliards d'euros.

La garantie de l'État est accordée aux établissements dispensateurs de crédit.

La garantie est rémunérée.

Arrêté du 7 mai 2020, JO du 8 mai.

Il faut y voir une aide d'État, autorisée par la Commission.

On vient de voir que l'État français, avec l'autorisation de la Commission, a pris sa part dans la re capitalisation de la compagnie.

Les emprunts auraient été remboursés.

Servair SA, dont Air France KLM détient 50,01 % du capital social, est spécialisée en restauration aérienne (catering). Autre actionnaire depuis 2016, Gategroup, de siège suisse. Elle a pour clients les compagnies aériennes. Cette société emprunte 66 millions d'euros, l'État accorde sa garantie à BNP Paribas Crédit Lyonnais, établissements financiers prêteurs.

Les autres transporteurs français.

Certains font du transport en avion, d'autres en hélicoptères. La plupart font du transport de passagers, d'autres se spécialisent dans le transport du fret. Certains évoluent en France métropolitaine, d'autres en outre-mer ou avec les pays du soleil.

[XL Airways desservait des lignes touristiques, Dakar, Antilles, Los Angeles, Océan Indien, et travaillait pour des voyagistes. C'était un transporteur long courrier. Elle ne se considérait pas comme une compagnie à bas coûts, même si elle en avait certains traits. Les clients seraient fort serrés. Il y avait des départs depuis Toulouse pour Punta Cana. Cette société se trouve en procédure d'insolvabilité et de liquidation judiciaire depuis le 4 octobre 2019.]

[Aigle Azur est une compagnie qui faisait du transport avec le Maghreb, la Turquie, l'Iran, elle est placée en liquidation judiciaire le 16 septembre 2019.]

Air Caraïbes, du groupe Dubreuil

Dreamjet (La Compagnie) fait du Paris-New York.

Air Austral a sa base dans l'île de la Réunion. Société contrôlée depuis 2023 par des investisseurs privés. Détient 51% d'EWA Air, qui dessert Mayotte.

Corsair avait fait partie du groupe Nouvelles Frontières, cette compagnie était ensuite devenue une filiale de TUI, grand voyageur ayant son siège à Hanovre. Cette compagnie dessert des liaisons avec Montréal, les Antilles, Abidjan, l'océan Indien. Cette compagnie avait de grandes difficultés financières, son actionnaire souhaitait en céder le contrôle. Ce qui s'est fait en 2019 avec une prise de contrôle par des investisseurs d'outre-mer et des prêts de la part de l'État. La compagnie se concentre sur des liaisons avec les départements d'outre-mer.

ASL Airlines France : des liaisons avec l'Algérie. Travaille la nuit pour la Poste. Filiale de ASL Aviation Holdings (Dublin), contrôlée à 100 % par STAR Capital, fonds d'investissement siégeant à Londres.

Une compagnie américaine (Memphis) domine en France le transport du fret, FEDEX, qui avait transporté, en 2016, 481 milliards de tonnes, principalement sur le marché domestique et sur le marché européen

Certaines publications évoquent un certain déclin de la part du pavillon français, Journal de l'aviation, 29 février 2016.

La Cour des comptes a adopté en septembre 2016 un rapport sur l'État et la compétitivité du transport aérien, rapport présenté comme une communication à la commission des finances du Sénat.

On peut consulter sur la toile pour avoir un panorama des compagnies opérant en Europe les Études publiées en 2020 par la Fondation pour l'innovation politique, de Dominique Reynié et Nicolas Bazire.

[La triste fin des compagnies endettées, l'échec fréquent des tentatives de reprise et les méandres des procédures collectives d'insolvabilité : voir pour les procédures de faillite concernant des compagnies aériennes, l'arrêt de la chambre commerciale du 17 février 2021, n° 19-15.182, opposant Holco au liquidateur d'AOM Air Liberté.]

Le groupe suisse Swissair était en 2000 depuis peu l'actionnaire de référence d'AOM Air Liberté. AOM Air Liberté était une compagnie française bien connue, elle avait connu des difficultés financières, elle avait fait l'objet d'une série successive de prises de contrôle

Le redressement judiciaire d'AOM Air Liberté est prononcé en 2001.

Holco, dirigée par Jean Charles Corbet, reprend cette société, Holding Corbet.

Le tribunal de commerce subordonne la reprise à l'apport par Swissair - l'actionnaire de référence en 2000 d'AOM Air Liberté - d'un important concours financier.

Deux sociétés du groupe Swissair s'engagent alors envers le repreneur à contribuer au financement de la restructuration d'AOM à concurrence de 190 millions d'euros.

Elles s'engagent également à hauteur de 30 millions d'euros à la prise en charge des billets émis par AOM Minerve et non utilisés.

Holco a créé, comme filiale, en décembre 2001, une société d'exploitation, AOM Air Lib, pour reprendre l'activité de transport aérien.

C'est l'engagement financier pris par les deux sociétés du groupe Swissair qui va servir de trame à l'action menée jusqu'à la Cour de cassation.

Le débat va porter sur la détermination du bénéficiaire de cet engagement, Holco ou la société d'exploitation AOM Air Liberté.

Les sociétés suisses du groupe Swissair ont en 2001 réglé à Holco les trois premières échéances prévues par la transaction, soit 160 millions d'euros, représentant l'essentiel de l'obligation.

Swissair est surendettée. Les sociétés du groupe Swissair ont en octobre 2001 fait l'objet d'une procédure de sursis concordataire devant le juge de Zurich. Elles sont en liquidation concordataire. Le groupe Swissair a été démantelé. La société Swiss, créée en 2002, a pris la suite de l'activité aérienne de Swissair. Swiss est contrôlée depuis 2005 par la Lufthansa. Swiss a refusé de verser le solde de la contribution financière, elle ne s'y estimait pas tenue.

L'État français a accordé en février 2002 un prêt de 30 millions d'euros à Air Lib.

L'État a exigé des garanties.

Air Lib s'était engagée à affecter au remboursement de ce prêt les sommes à recevoir en exécution de la transaction consentie par les deux sociétés suisses.

Air Lib a consenti à l'État un nantissement sur son fonds de commerce.

Holco a consenti à l'État un nantissement sur les créances détenues par Holco sur les sociétés composant le groupe Swissair au titre du protocole transactionnel de 2001.

Air Lib a été mise en liquidation judiciaire en février 2003.

L'État a déclaré dans cette procédure une créance de 32 millions d'euros.

Air Lib et Holco ont déclaré la même créance au passif des deux sociétés suisses pour un montant de 54 millions de francs suisses au titre de l'inexécution du protocole transactionnel de 2001.

Cette créance a été colloquée au seul bénéfice de Holco.

La déclaration de créance d'Air Lib a été rejetée, ce que Air Lib a contesté en vain, en 2006, devant les juridictions suisses.

Le dirigeant d'Holco a été condamné pour abus de confiance. Il avait détourné au profit d'autres sociétés les sommes versées à Holco par les deux sociétés suisses du groupe Swissair. Il a été condamné à payer des dommages intérêts d'un montant de 14 millions d'euros.

Les relations sont désormais rompues entre Holco et Air Lib.

La société Swiss dans le cadre d'une transaction, avec Holco et Air Lib, en présence de l'État, s'est engagée en juin 2004 à verser 20 millions d'euros pour éteindre les créances détenues sur elle par Holco et Air Lib. Cette somme étant remise au Trésor public en sa qualité de créancier nanti.

Le liquidateur d'Air Liberté a assigné en juin 2012 Holco (devenue la société Imaero Invest), l'État, les deux sociétés suisses, il a demandé au TGI de Paris de décider que les dividendes concordataires à percevoir au titre du protocole transactionnel de 2001 devaient lui être versés.

Il plaide la nullité du nantissement consenti par Holco à l'État en garantie du prêt de janvier 2002.

Il demande la condamnation de l'État à lui verser la somme de 20 millions d'euros que l'État avait perçue.

Air Liberté considère donc que les sommes dues par les deux sociétés suisses du groupe Swissair, sociétés en liquidation en Suisse, doivent lui revenir et que Holco doit les lui restituer.

Débat : la demande formulée par la société d'exploitation Air Liberté n'est-elle pas tardive ? Ne se heurte-t-elle pas au jeu de la prescription ramenée désormais à 5 ans ?

La cour de Paris écarte, dans son arrêt du 13 novembre 2018, l'exception de prescription et décide, quant au fond, que Holco devait reverser au liquidateur d'Air Lib le solde des sommes restant disponibles au titre des dividendes concordataires que Holco devait recevoir.

Holco avait invoqué en vain devant la cour de Paris la prescription de la créance d'Air Lib, la cour de Paris avait estimé que le délai de prescription avait commencé à courir en 2004 et non en 2001, elle avait considéré que la demande du liquidateur d'Air Lib était recevable. Il était encore dans les temps.

La cour de Paris avait considéré que si les fonds devaient être remis à Holco, ces fonds étaient destinés à Air Lib, le bénéficiaire économique, qui avait effectué la reprise des salariés et poursuivi l'activité de transport aérien. Les dividendes concordataires restant à percevoir au titre du protocole de 2001 doivent être rétrocédés par Holco au liquidateur de la société Air Lib.

La cour d'appel a par ailleurs déclaré prescrite l'action intentée par le liquidateur de la société d'exploitation AOM Air Liberté à l'encontre de l'agent judiciaire de l'État, action soumise à la prescription quadriennale.

La Cour de cassation, sur le fondement du premier moyen développé par Holco, casse l'arrêt, au visa de l'article 2224 du code civil, dans la rédaction d'une loi du 17 juin 2008 : Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par 5 ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer.

Ce qui est reproché à l'arrêt d'appel, c'est de ne pas avoir fait courir le délai de prescription à compter de la date du 21 décembre 2001. La société Air Lib avait été constituée ce jour-là pour se substituer à la société Holco dans le bénéfice du plan de cession des sociétés du groupe AOM Air Liberté, elle avait connu ou dû connaître à cette date les faits lui permettant d'exercer ses droits sur la contribution financière ayant conditionné le plan de cession auxquels les sociétés suisses s'étaient engagées en juillet et août 2001.

Holco remet également en cause la décision de la cour d'appel qui pour considérer la demande d'Air Lib contre Holco non prescrite s'était fondée sur les décisions de la juridiction suisse.

La cour de Paris avait considéré que le liquidateur d'Air Lib avait contesté en août et novembre 2006 devant la juridiction suisse les droits de la société Holco. La cour d'appel avait considéré que la prescription de l'action en reversement d'Air Lib avait ainsi été interrompue.

La chambre commerciale admet que la cour d'appel de Paris avait dénaturé la décision du tribunal supérieur du canton de Zurich qui avait déclaré irrecevable l'action en contestation de l'état de collocation introduite par AOM Air Liberté contre Holco. La cour de Paris avait considéré pour admettre l'interruption de la prescription que les décisions suisses étaient des décisions d'incompétence matérielle.

La chambre commerciale exprime son scepticisme, il est douteux qu'une demande portée devant une juridiction étrangère puisse être tenue comme interruptive de prescription de l'action introduite en France. Les juridictions suisses avaient rendu non des décisions d'incompétence matérielle, mais des décisions d'irrecevabilité de la demande d'Air Liberté qui n'entrait pas dans le champ d'application de l'action en contestation de l'état de collocation prévue par la loi fédérale helvétique sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le litige opposant Holco et Air Liberté ne relevait pas de la procédure en contestation de l'état de collocation, la juridiction suisse compétente en matière de faillite n'avait pas pouvoir juridictionnel pour trancher la controverse quant à la détermination du créancier des fonds à payer par les sociétés du groupe Swissair.

La Cour de cassation prononce, à la demande d'Holco, la cassation de l'arrêt d'appel ayant admis la recevabilité de l'action en paiement d'Air Liberté. Elle considère que cette cassation entraîne par voie de conséquence le dispositif de l'arrêt d'appel ayant condamné Holco à reverser immédiatement au liquidateur d'Air Liberté le solde des sommes restant disponibles au titre des dividendes concordataires.

Le pourvoi incident formé par le liquidateur de la société Air Liberté concernant la mise en cause de l'État est écarté, comme n'étant manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

L'affaire est renvoyée devant la cour de Paris, autrement composée.]

## L'Allemagne

La Deutsche Lufthansa et ses nombreuses compagnies filiales, Austrian A., Brussels Airlines, Swiss... forment, en Europe, le groupe de transport aérien commercial le plus important. Plus 32,7 milliards de chiffre d'affaires en 2022.

[Air Berlin était le second transporteur allemand, effectuant la desserte de stations touristiques. ETIHAD en a détenu jusqu'à 29 % du capital. Cette compagnie a été lâchée par son principal actionnaire. La compagnie a disparu, certains de ses actifs ont été repris par la Lufthansa. EasyJet a également acquis certains actifs d'Air Berlin. Des contestations en provenance de Laudamotion.]

DHL, initiale des trois fondateurs, est une filiale de la Deutsche Post, qui a son siège à Bonn. Elle opère dans le monde entier. Un mastodonte de la logistique et du transport de colis.

## L'Angleterre, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal

IAG est une société holding, International Consolidated Airlines Group SA, cotée en bourse, ayant son siège à



Madrid, immatriculée en Espagne, et sa direction à Londres. Qatar Airways détient indirectement plus de 25 % du capital ou des droits de vote. Les autres principaux actionnaires sont des investisseurs institutionnels. Ce groupe aurait atteint une remarquable rentabilité.

British Airways et Iberia sont des compagnies respectivement anglaise et espagnole qui sont des filiales de la société holding IAG. L'irlandaise Aer Lingus est entrée dans l'orbite d'IAG en 2015.

Ces sociétés tentent de tourner les effets du Brexit.

TAP, Transportes Aereos Portugueses, est la compagnie nationale du Portugal.

#### L'Italie

Alitalia était la compagnie italienne depuis 1946. Elle connaissait depuis des lustres d'énormes difficultés financières, elle ne survivait qu'au moyen d'aides de l'État italien.

On avait évoqué en 2014 la possibilité d'une entrée dans le capital social de la part d'ETIHAD, compagnie des Émirats arabes unis. Air France y détenait, début 2014, 7 % du capital. Cette entrée s'était réalisée. La société d'Abou Dhabi, ETIHAD, contrôlait au 1<sup>o</sup> janvier 2015, 49 % du capital de la nouvelle Alitalia-SAI, les 51 % étant contrôlés par Alitalia-CAI, l'ancienne compagnie. Les capitaux majoritaires étaient ainsi européens, les principes posés par la réglementation européenne étaient saufs.

Etihad s'est ensuite retirée en 2017.

Énormes difficultés financières chroniques. 2017, nouvelle rechute, appel à l'État italien.

La compagnie faisait l'objet depuis avril 2017 d'une procédure de sauvegarde.

Certains évoquaient une reprise partielle par la Lufthansa, qui élèverait des difficultés en ne souhaitant prendre le contrôle que d'une partie de l'activité du transporteur italien. Le repreneur risquait de licencier une partie du personnel, ce que le gouvernement italien entendait éviter.

On évoquait en avril 2018 l'intérêt, outre de Lufthansa, d'EasyJet ou de Wizzair.

Le gouvernement italien Conte voulait - juillet 2018 - une compagnie avec 51 % de capitaux italiens. On parlait en janvier 2019 comme éventuels actionnaires des chemins de fer italiens (FS), du Trésor, de Delta et d'Air France. La solution était renvoyée au mois de février 2019.

On parlait de nationalisation et de réduction de la voilure.

La presse italienne faisait état en décembre 2020 du projet gouvernemental concernant la nouvelle Alitalia. La flotte serait réduite de moitié, idem en ce qui concerne le personnel, d'où des protestations syndicales. Les dirigeants d'ITA sont déjà nommés par décret. Le capital social sera entre les mains de l'État italien.

Alitalia disparaît et est remplacée à partir du 15 octobre 2021 par ITA, Italia Trasporto Aereo, une compagnie à capitaux publics, exploitant 52 avions, dont sept appareils long courrier, avec 3000 salariés, conservant une partie des créneaux horaires détenus par Alitalia. 105 avions sont prévus en 2025. La compagnie devrait assurer des relations aériennes avec les grands aéroports mondiaux. Le président est un ancien dirigeant de FIAT. La Commission a approuvé le projet italien.

La nouvelle société continue à faire partie pour le moment de l'alliance à laquelle adhérait antérieurement Alitalia, Sky Team.

La Lufthansa et le croisiériste MSC proposaient en fin janvier 2022 d'acquérir entre 15 et 40 %, voire la majorité du capital de la société italienne, encore fragile.

Le gouvernement italien accepterait de vendre sa participation dans le cadre d'une procédure ouverte.

La compagnie a connu des pertes en 2022, ce qui réduit sa valeur.

La Lufthansa a acquis, en mai 2023, grâce à une augmentation de capital social, 41 % du capital de la compagnie italienne pour 325 millions d'euros.

La composition du conseil d'administration a changé, un nouveau président a été désigné.

Lufthansa devrait acquérir, dans les 3 ans, 90 % du capital.

#### La Scandinavie et les pays baltes

La Scandinavian Air System (SAS) est un groupe dont la Scandinavian Airlines est l'ensemble le plus connu, elle possède son quartier général à Stockholm et son hub à Copenhague, elle a en 2011 transporté 22,9 millions de passagers, le capital est à 50 % entre les mains des États, Suède, Danemark, Norvège. Le principal investisseur privé est la fondation Wallenberg. Cette société scandinave a des difficultés financières depuis plusieurs années.

Air Baltic (Lettonie)

## Les compagnies nord-américaines

Les États-Unis se sont toujours caractérisés par la présence d'une pluralité de compagnies aériennes, les unes ne faisant vu l'immensité du pays que du transport domestique, d'autres se livrant au transport international. Beaucoup de compagnies se sont trouvées en difficultés financières, nombre d'entre elles ont disparu, d'autres n'ont survécu qu'au prix de sévères restructurations.

Delta Airlines a placé son siège à Atlanta.

(Cette compagnie détient 49 % du capital de Virgin Atlantic, de Manchester ; elle détient une participation dans le capital d'Air France KLM)

United Airlines

Cette compagnie a fusionné avec Continental Airlines qui a ainsi disparu.

American Airlines fusionne avec US Airways, la base est à Dallas / Fort Worth.

Le gouvernement américain avait porté en 2013 l'affaire en justice, la concentration peut se réaliser d'après la presse du moment que les deux compagnies ont accepté de faire des concessions et d'abandonner des créneaux horaires sur l'aéroport Reagan de Washington. Il s'agirait de la 1<sup>o</sup> compagnie mondiale.

Fedex est une société américaine, créée en 1971, qui a son siège à Memphis et qui se consacre dans le monde entier au transport du fret. Elle a fait de Roissy son hub en Europe.

UPS, United Parcel Service, a son siège près d'Atlanta.

Elle agit dans le monde entier, elle fait du transport de petits colis.

Air Canada

## Le Proche Orient

On peut citer les compagnies comme Turkish Airlines, la compagnie libanaise et la compagnie israélienne El Al.

## Le Moyen Orient

Les compagnies du golfe persique, Emirates Airlines (hub à Dubaï), ETIHAD (hub à Abou Dhabi), Qatar Airways (à Doha) sont considérées comme fort dynamiques, bien placées pour desservir les lignes entre l'Europe, les émirats, les Indes et l'Extrême Orient.

## Les compagnies asiatiques

Pakistan

Inde

L'Extrême Orient

Thaïlande

Thaï Airlines, avec Bangkok comme hub

Malaisie

Malaysia Airlines

Singapour

Singapore Airlines

Indonésie

Chine

Cathay Pacific a son siège à Hong Kong

Air China possède son siège à Pékin

China Eastern Airlines appartient à l'entreprise publique chinoise China Eastern Air Holding, elle a son siège à Shanghai.

Xiamen Airlines est une filiale de China Southern

Corée

Korean Air

qui a le projet de prendre le contrôle d'Asiana Airlines

Cf. la notification de la concentration, JOUE du 20 janvier 2023, C 20/18

Japon

Japan Airlines JAL

ANA All Nippon Airways

#### Les compagnies d'Australie et d'Océanie

Qantas

New Zealand Airlines

#### Les compagnies sud-américaines

LATAM : TAM Brésil et sa filiale Lan Chile,

Aerolíneas Argentinas, nationalisées en 2008

#### Les compagnies d'Afrique

Air Maroc, Air Algérie, Ethiopian Airlines, Kenya A, South African Airways, Air Mauritius

Les grandes compagnies sont entrées à la fin du XX<sup>e</sup> siècle dans des [Alliances](#) internationales comme Sky Team, Star Alliance et OneWorld, les transporteurs aériens commerciaux les plus importants, américains et européens en particulier, n'agissent plus isolément, ils nouent entre eux des formes diverses de collaboration et arrivent à fonctionner en réseau.

#### ii. Les compagnies à bas coût

Les compagnies à bas coûts détiennent environ 44 % du marché du transport de passagers. Le confort y est réduit. Le bas coût n'est pas une catégorie juridique, c'est un mode de gestion commercial visant une clientèle de jeunes, de retraités ou d'actifs soucieux d'économies. Les passagers sont serrés. Les non poids plumes ne sont pas forcément les bienvenus.

Ces compagnies n'offrent aucun service gratuit à bord. Tout est payant en sus du prix du déplacement proprement dit, boissons, nourriture, bagages pondéreux, télématique ...

On connaît également l'hybride, des compagnies classiques tentent de constituer en créant une filiale un modèle intermédiaire entre le haut coût et le bas coût.

Certaines de ces compagnies font du transport régulier, d'autres transportent principalement les clients des agences de voyages vers les pays chauds, ... la Grèce, la Turquie, les Caraïbes, l'Asie orientale.

Les compagnies à bas coûts pratiquent des vols point à point.

Ainsi une liaison entre deux aéroports de trafic moyen, entre Toulouse et Malaga.

Leurs aéronefs et leur personnel navigant ne sont pas forcément basés sur l'aéroport correspondant au siège de la compagnie. Ils sont souvent basés sur des bases secondaires d'exploitation affectées de redevances d'un montant modéré, comme Beauvais ou Carcassonne...

Myriam Decker, Structures et stratégies des compagnies aériennes à bas coûts, Le Harmattan

Il est recommandé par la commission d'enrichissement de la langue française de dire, non pas low cost, mais à coûts réduits ou à bas coûts, JO du 25 mars 2018, texte 61.

. Les compagnies indépendantes

Ce sont des compagnies qui compriment les prix, le billet donne droit au seul transport, ces compagnies font payer, en sus aux clients demandeurs, tous les services et toutes les prestations distinctes du transport proprement dit.

Les compagnies à bas coût, Low Cost, sont parfois accusées de cannibaliser les compagnies traditionnelles. Elles pratiquent des prix inférieurs ; toute prestation, autre que le transport, est payante, repas, boissons, journaux, bagages pondéreux. Ces compagnies détiennent en général des avions d'un seul avionneur, tout Airbus, tout Boeing. Les pilotes n'ont pas des salaires aussi élevés que ceux accordés par les compagnies classiques. Les exploitants ont souvent la volonté de soumettre le personnel à des législations moins protectrices. Ces compagnies sont cependant tenues d'observer les mêmes règles de sécurité que les compagnies classiques. C'est le confort qui est plus réduit, voire spartiate. Une partie de la clientèle, soucieuse de ses deniers, apprécie.

Le modèle du Low Cost est venu d'une compagnie américaine, South West Airlines, fondée en 1971 à Dallas.

Cette compagnie est aujourd'hui le principal transporteur aérien américain.

South West Airlines (Dallas), major des Low Cost américaines, opère aux États-Unis, au Mexique, en Amérique centrale et au Caraïbes.

Ryanair est une compagnie irlandaise fondée par Tony Ryan. L'actuel dirigeant se nomme Michael O'Leary. Les principaux actionnaires sont des fonds de pension ou des investisseurs financiers américains. La flotte est composée de Boeing 737-800, 189 sièges. Ce qui facilite la maintenance. Cette société a été fort critiquée pour sa politique sociale envers ses salariés. Elle est connue pour mener ou faire l'objet d'une activité contentieuse débordante, en demande ou en défense, c'est une compagnie familière des prétoires. Cette compagnie opère souvent à partir d'aérodromes secondaires, comme Beauvais, Carcassonne ou Charleroi, où les redevances sont plus faibles. La clientèle est constituée principalement de retraités et d'étudiants, les hommes d'affaires sont moins intéressés. Cette compagnie en 2017 connaît des difficultés avec ses pilotes, nombre d'entre eux jugent leurs revenus insuffisants et passent au service d'autres transporteurs. 6,5 milliards de chiffre d'affaires en 2016. Grève des pilotes durant l'été 2018. La compagnie est contrainte de placer ses pilotes sous le régime prévu par la loi et d'abandonner le renvoi systématique à la loi irlandaise.

EasyJet est une compagnie fondée par un natif d'Athènes, de nationalité britannique, détenant également la nationalité chypriote, Stelios Haji-Joannou. Le siège est à Londres. La famille fondatrice détient 15 % du capital. La Société générale figure également parmi les actionnaires. Le transporteur exploitait, en 2015, 241 appareils, dont 26 basés en France. La compagnie cultive les hommes d'affaires, dessert les grands aéroports et ferait de l'hybride, mi Low Cost, mi niveau supérieur. Le directeur est suédois. La compagnie dispose d'une filiale en Suisse, elle a constitué une société en Autriche, easyJet Europe, pour se départir de la sortie de l'UE du Royaume Uni. Les compagnies bénéficiant de la liberté commerciale dans l'UE doivent en effet être détenues par des capitaux à majorité UE et contrôlés par des investisseurs UE.

Norwegian était une importante compagnie scandinave ayant son siège dans la banlieue d'Oslo. La 5<sup>e</sup> compagnie low cost du monde. Le groupe est constitué de plusieurs sociétés : entre autres, deux sociétés norvégiennes, une autre irlandaise, (faisant actuellement l'objet en Irlande d'une procédure d'insolvabilité), Norwegian International, NAI. Cette dernière avait rencontré des difficultés pour obtenir des droits de trafic avec les États-Unis, ce qui aurait constitué de la part des USA un manquement à l'accord aérien USA/Europe. A été ouverte en août 2016 une liaison entre Paris et New York. Les pilotes avaient, dit-on, des contrats de travail

soumis au droit de Singapour ou de Thaïlande. La Norwegian UK, NUK, ne pouvait pas obtenir l'accès aux États-Unis. La presse aéronautique évoque l'énorme endettement de Norwegian, 2 milliards d'euros. La compagnie a été contrainte d'abandonner nombre de liaisons, de céder des avions ou d'annuler des commandes. Une banque du secteur public norvégien, pour éviter la faillite, avait souscrit à une augmentation de capital de la société. L'État norvégien a ensuite abandonné ensuite la partie. La société est handicapée par les effets de la pandémie. Elle a réduit considérablement la voilure et se limite à des liaisons à l'intérieur de l'Europe. Elle abandonne le long courrier. La filiale française est en liquidation, ce qui suscite la colère de son personnel.

Wizz Air, basé à Budapest (Hongrie)

Volotea, un siège dans les Asturies, une base à Nantes, une base à Venise. Assure des liaisons en France entre des aéroports d'importance moyenne. Effectue par ex. des vols entre Pise et Toulouse.

Air Arabia, compagnie à bas coûts, siège dans l'un des petits émirats du golfe.

Indigo, compagnie à bas coûts, a son siège près de Delhi, détient 32 % du marché indien, gros acquéreur d'Airbus 320.

Air Asia (Malaisie)

On relève l'entrée sur le marché de French Bee, du groupe vendéen Dubreuil qui contrôle déjà Air Caraïbes. Cette compagnie a été autorisée en juillet 2016 à desservir, outre des services non réguliers, la liaison Paris - Punta Cana. Un arrêté de janvier 2018 confère à French Bee des droits de trafic sur les lignes entre Paris et San Francisco, et Paris et Tahiti. Punta Cana, le 1<sup>o</sup> vol a été effectué en septembre 2016. La compagnie dessert La Réunion en 2017.

. Les transporteurs classiques faisant du low cost par filiales interposées

Certaines compagnies classiques, pour lutter contre la concurrence faite par les transporteurs à bas coûts, contrôlent ou ont créé à leur tour au sein de leur groupe des compagnies à bas coût.

Germanwings était une filiale de la Lufthansa, basée à Cologne, spécialisée en transport court et moyen-courrier. Disparaît en 2020.

Eurowings, autre dépendance de la Lufthansa, effectue des vols long courrier sans escale, à partir d'octobre 2015, au départ de Cologne - Bonn. Siège à Düsseldorf. Un seul bagage est admis si le passager prend le service basique, il n'aura pas droit à un repas. Une partie des pilotes serait d'origine turque.

Vueling est basée à Barcelone et appartient, comme Iberia, au groupe IAG. La société dispose d'une filiale installée en France.

Level, créée en 2017, à bas coûts, du groupe IAG, base à Barcelone.

Niki Lauda prend le contrôle de Niki, venue des dépouilles d'Air Berlin.

Transavia, filiale de KLM, a son siège près de l'aérodrome de Schiphol.

Transavia France, filiale de Transavia et d'Air France, a son siège à Paray Vieille Poste. Elle effectue depuis Orly des transports réguliers et non réguliers dans la zone méditerranéenne.

Des salariés d'Air France sont détachés auprès de Transavia France.

Voir l'arrêt de la chambre sociale du 17 mars 2021, n° 19-21.486, rendu à propos de l'information que le syndicat des pilotes d'Air France demande à dispenser en direction des salariés détachés auprès de Transavia France.

Certains grands voyagistes contrôlent un transporteur aérien - qui ne fait pas alors forcément du transport régulier - en assurant le déplacement des clients de l'organisateur de voyages.

La TUI, Touristik Union International, est un voyagiste allemand. Elle contrôle TUIfly, qui a son siège à Hanovre, et qui organise des vols charters et des vols réguliers à bas prix.

Les grands groupes de l'industrie du transport aérien sont : American A., Delta, United, Deutsche Lufthansa, Air France KLM, Emirates, IAG, Southwest, China Southern, Air China, China Eastern, Air Canada, Turkish A.,

Cathay Pacific, Singapour A.

La rentabilité de l'activité de transporteur aérien varie dans le temps.

Coûts énormes : l'achat ou la location des appareils, les frais de fonctionnement, le coût de la maintenance des aéronefs, le coût du kérosène (en dépit des faveurs fiscales) (avec les variations du change), les salaires élevés du personnel, les taxes diverses reportées en partie sur la clientèle.

Les compagnies, ou du moins certaines d'entre elles, font de belles affaires sous l'angle financier.

Ryanair et EasyJet sont plus rentables que les compagnies traditionnelles, comme Air France.

Toutes ces compagnies ont ressenti les conséquences de l'épidémie et de la chute du trafic aérien. Certaines ont fait faillite, d'autres ont été recapitalisées et aidées par les États.

Les compagnies ont selon l'IATA limité leurs pertes en 2022, elles devraient retrouver une rentabilité limitée en 2023, elles devraient réaliser un bénéfice de 4,7 milliards de dollars. L'activité de transport de passagers devrait représenter 85 % de celle existant avant la crise sanitaire. Les compagnies sont soumises à l'augmentation du prix des carburants.

Sous - Chapitre I. Les conditions requises pour effectuer des transports aériens à titre onéreux

Si la France connaît dans l'ordre interne le principe de la liberté d'entreprise et celui de la liberté du commerce et de l'industrie, le transport aérien était classiquement soumis à un régime d'économie dirigée. Le nombre des compagnies exploitantes était volontairement limité. L'activité de transporteur commercial de passagers et de marchandises est étroitement réglementée : le transporteur doit pour pouvoir exercer licitement détenir un certain nombre d'attestations ou de documents pour se livrer à l'activité de transporteur.

Il existe toute une réglementation européenne pour l'exploitation d'avions et d'hélicoptères à des fins de transport aérien commercial : il s'agit d'exploiter un aéronef pour transporter des passagers, du fret ou du courrier contre rémunération ou à tout autre titre onéreux. On entend par exploitation commerciale l'exploitation d'un aéronef contre rémunération ou à tout autre titre onéreux. L'exploitation est à la disposition du public, ou bien elle est exercée en vertu d'un contrat entre un exploitant et un client, celui-ci n'exerçant aucun contrôle sur l'exploitant.

Il convient en particulier que le transporteur atteste de sa capacité technique et financière.

Les textes européens traitent des conditions de délivrance des certificats d'exploitants d'aéronefs pratiquant le transport aérien commercial.

Les transports internationaux reposaient sur une logique d'absence de liberté de la concurrence. Le nombre des transporteurs qui exploitaient les lignes internationales était depuis la fin de la deuxième guerre mondiale volontairement restreint. Cette hyper réglementation a fait place depuis une trentaine d'années à une certaine déréglementation dans les relations aériennes entre les États adeptes d'un capitalisme libéral tempéré.

## § I. LE CERTIFICAT DE TRANSPORTEUR AÉRIEN (CTA)

Nous traitons quasi-exclusivement dans ce développement du transport de passagers ou de fret assuré par des aéronefs avec un équipage à bord.

Le transport de marchandises ou de passagers par des aéronefs sans pilote à bord devient cependant progressivement une possibilité. L'UE a légiféré en ce domaine, en particulier avec le règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019 consacré aux règles applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord.

Certains types d'exploitation sont soumis à autorisation.

## **Sous-Paragraphe I. L'EXPLOITATION D'AÉRONEFS AVEC UN ÉQUIPAGE À BORD**

On parle en anglo-américain d'Air Operator Certificate ou d'Air Officer's Certification, AOC.

Il s'agit pour l'État qui délivre le CTA de délivrer, sous l'angle technique, la certification des exploitants de transport aérien commercial.

Avec le CTA, il s'agit principalement pour l'autorité publique de s'assurer du sérieux du requérant et d'attester la *sécurité* de l'exploitation.

Le CTA est défini à l'art. 2, point 8, du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 comme le certificat délivré à une entreprise attestant que le transporteur aérien possède les capacités professionnelles et l'organisation nécessaires pour assurer la sécurité des types d'exploitation mentionnés dans le certificat...

Les exploitants des États tiers, s'ils détiennent le CTA délivré par leur autorité nationale, doivent pour atterrir en Europe obtenir une autorisation destinée à vérifier qu'ils respectent les conditions de sécurité de vol.

### **I. Les exploitants européens**

#### **A. La norme**

La législation est complexe, elle est imbriquée, très technique, elle est mouvante, il y a un principe, des tempéraments et des exceptions, on doit tenir compte des enseignements du droit européen que le droit national vient conforter, amender ou compléter. Il peut ainsi y avoir des doutes ou on peut facilement commettre des contre sens en ce qui concerne le domaine, la portée et l'empire de la norme. Les règlements européens sont fréquemment modifiés, il n'est pas toujours facile d'accéder au règlement en vigueur dans une version consolidée fiable.

#### **1°) Le principe : Le caractère obligatoire du CTA**

L'exploitant commercial est astreint pour naviguer de détenir le certificat de transporteur aérien.

Le CTA est rendu obligatoire dans le transport commercial (c'est à dire à titre onéreux ou contre rémunération) aussi bien par le droit européen que par le droit interne.

Le droit européen

Un certain nombre de règlements européens concerne, régleme, ou traite du CTA que doivent détenir les exploitants d'avions et hélicoptères opérant contre rémunération ou à titre onéreux.

On pouvait partir du règlement n° 216/2008 du 20 février 2008 fixant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile.

Il a été remplacé à compter du 11 septembre 2018 par le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Le règlement n° 859/2008 du 20 août 2008 modifie le règlement n° 3922/91 en ce qui concerne les règles techniques et procédures administratives communes applicables au transport commercial en avion. Il comporte une nouvelle annexe III. Cette annexe comporte une sous partie C "Agrément et supervision de l'exploitant" comportant des dispositions relatives au certificat de transporteur aérien requis pour l'exploitation d'un avion.

Le règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 établit des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté. Outre la définition du CTA, art. 2, chiffre 8, le règlement subordonne la délivrance d'une licence d'exploitation à la détention d'un CTA en cours de validité précisant les activités couvertes par la licence d'exploitation, art. 6. Il a été modifié par le règlement 2018/1139.

Le règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012, avec ses annexes, détermine les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes conformément au règlement n° 216/2008. Ce règlement établit des règles détaillées pour l'exploitation d'avions et d'hélicoptères à des fins de transport aérien

commercial. Voir l'art. 7. Voir annexe II, ARO.OPS.100, renvoyant à ORO.AOC.100.

Ce règlement est considéré comme le texte de référence, avec ses annexes, pour la délivrance du CTA. Ce sont les annexes II et III qui sont les plus importantes en ce qui concerne le CTA.

L'annexe donne un formulaire de certificat de transporteur aérien.

Ce règlement a été plusieurs fois modifié.

Le règlement n° 379/2014 du 7 avril 2014 - voir le rectificatif publié au JOUE du 8 juin 2017, L 145/26 - modifie à son tour le règlement n° 965/2012.

Il instaure des règles pour les exploitations spécialisées d'avions, hélicoptères, ballons et planeurs.

Il est dit, dès l'art. 1°, que le règlement établit des règles détaillées relatives aux conditions de délivrance des certificats d'exploitants d'aéronefs effectuant des opérations de transport aérien commercial.

L'art. 5 indique au § 1 que les exploitants n'exploitent un aéronef à des fins de transport aérien commercial (CAT) qu'en se conformant aux exigences des annexes III et IV.

Quant au § 1 bis, il prévoit que les exploitants effectuant des opérations de CAT au départ et à destination du même aéroport ou site d'exploitation avec des avions de classe de performance B ou des hélicoptères à motorisation non complexe doivent respecter les dispositions applicables des annexes III et IV.

L'annexe VII (NCO) est modifiée.

Est créée une annexe VIII Exploitations spécialisées.

Les exploitants n'exploitent un avion, un hélicoptère, à des fins de transport aérien commercial (CAT) qu'en se conformant aux exigences des annexes III et IV. Art. 5 § 1, du règlement n° 965/2012.

Les anciens CTA doivent être remplacés par des CTA délivrés conformément à l'annexe II, art. 7

Le règlement 2016/1199 du 22 juillet 2016 modifie le règlement n° 965/2012.

Le règlement n° 1321/2014 du 26 novembre 2014, qui est un texte de refonte, est relatif au maintien de la navigabilité des aéronefs ; dans son annexe I (partie M) il reprend le principe. Dans le transport aérien commercial, l'exploitant est responsable du maintien de la navigabilité de l'aéronef qu'il exploite et doit être agréé, conformément au certificat de transporteur aérien délivré par l'autorité compétente, conformément à la section A, sous partie G, de la présente annexe (partie M) pour l'aéronef qu'il exploite ...

La réglementation européenne sur la sécurité prend ainsi de l'ampleur, elle concerne l'exploitant aérien qui non seulement effectue des opérations de transport aérien commercial (CAT) ou des exploitations spécialisées commerciales (SPO) (il n'y a pas transport) (pour lesquelles la certification ne s'impose pas) mais aussi des exploitations spécialisées d'aéronefs à motorisation complexe à des fins non commerciales. C'est le besoin de sécurité des vols qui justifie cette législation.

L'entreprise qui demande une licence d'exploitation doit être titulaire d'un CTA en cours de validité

. délivré conformément au règlement 2018/1139

. par une autorité nationale d'un État membre, ou

. par plusieurs autorités nationales d'États membres agissant conjointement,

ou par l'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne.

Cf. art. 4, point b), version 2018, du règlement n° 1008/2008.

Avant de commencer l'exploitation d'aéronefs à des fins commerciales, l'impétrant dépose une demande pour obtenir le CTA. Il doit établir qu'il détient les aptitudes techniques, art. R. 6221-12 CT. Il fournit de nombreuses informations dans sa demande : la description de l'exploitation qu'il se propose, le nombre d'aéronefs qu'il va exploiter, il indique si ces aéronefs disposent du certificat de navigabilité, il décrit son système de gestion, il délivre une copie de son manuel d'exploitation. ORO.AOC.100

L'exploitant doit respecter certaines exigences en matière de personnel, il doit avoir des membres de son personnel qui supervisent les opérations de vol, la formation des équipages, les opérations au sol, le maintien de la navigabilité. Le personnel doit être en nombre suffisant, il doit être correctement formé, il doit être conscient de ses responsabilités. L'exploitant doit être en mesure d'adresser des instructions opérationnelles.

L'autorité publique examine la demande ; elle délivre, après enquête, le CTA si la demande correspond aux exigences légales.

Le droit européen a commencé par réglementer le transport en *avion* : il exige que le transporteur détienne le CTA, s'il se livre à l'exploitation d'avion à des fins de transport aérien commercial. Le certificat spécifie les



types d'avion autorisés pour l'exploitation.

Le droit européen ne concernait pas jadis le transport par hélicoptère, les transporteurs effectuant du transport aérien public par *hélicoptère* se trouvaient régis quant à la délivrance du CTA par le droit interne, par l'arrêté du 23 septembre 1999, modifié par arrêté du 23 avril 2004. Le droit européen pose désormais l'exigence du CTA en matière de transport commercial.

L'arrêté du 23 avril 2004 porte des dispositions en matière de transport aérien public au moyen d'hélicoptères (OPS 3R). Arrêté modifié par l'arrêté du 25 octobre 2017. Le droit interne régit l'exploitant d'hélicoptère ayant pour seule activité de transporteur aérien public, le vol local, en VFR de jour, avec un hélicoptère monomoteur, mono pilote, de moins de 3175 kg, avec un maximum de passagers au nombre de 6 lors d'un transporteur aérien public, pour lequel un certificat de transport aérien et une licence d'exploitation sont requis.

Certaines opérations de transport commercial présentent certains dangers, aussi l'art. 5 § 2 du règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012 effectue un renvoi à l'annexe V qui exige dans certains cas un *agrément spécifique* de l'exploitant :

Avions ou hélicoptères :

Navigation fondée sur les performances

Les opérations qui respectent les spécifications de performances minimales de navigation

Les opérations dans un espace aérien avec un minimum de séparation verticale réduit

Les opérations de faible visibilité

Avions et hélicoptères utilisés pour le transport de marchandises dangereuses

Avions bimoteurs utilisés pour des opérations long-courrier

Hélicoptères utilisés à des fins de transport aérien commercial avec l'assistance de systèmes d'imagerie nocturne

Hélicoptères dans le cas d'opérations d'hélicoptère

Hélicoptères des services médicaux d'urgence

(La Norvège obtient, au profit d'un transporteur, une dérogation aux règles communes en matière de sécurité aérienne -franchissement d'obstacles au décollage - dans deux petits aéroports norvégiens ; il pourra effectuer des virages avec un angle d'inclinaison latérale de 25° maximum. Dérogation au règlement n° 965/2012, JOUE du 13 octobre 2010)

Le droit interne

Le droit français est largement à la remorque du droit européen.

L'activité de transporteur aérien public est subordonnée à la détention d'un certificat de transporteur aérien délivré par l'autorité administrative, art. L. 6412-2 du code des transports.

Pour les entreprises effectuant les activités de transport aérien public, l'agrément des aptitudes techniques résulte de la délivrance du certificat de transporteur aérien.

L'art. R. 6221-11 décide qu'hormis les exceptions, l'activité de transport aérien public est subordonnée, en ce qui concerne les garanties techniques, à la détention par l'entreprise de transport concernée d'un certificat de transporteur aérien en cours de validité conformément aux dispositions des règlements européens.

Le transport gratuit n'est pas concerné par cette réglementation. Il relève du transport privé. Les dispositions contenues aux articles L. 6412-1 et suivants ne s'appliquent qu'au transport effectué à titre onéreux.

Art. L. 6412-1 CT.

Les vols circulaires effectués au moyen de certains avions et hélicoptères.

L'exploitant qui réalise des opérations de transport aérien commercial au moyen d'avions de classe de performances B ou d'hélicoptères à motorisation non complexes au départ et à destination du même site ou aérodrome (vols circulaires) est visé par l'art. 2 de l'arrêté du 9 février 2015. Cet article 2 figure au titre I° : transport aérien commercial réalisé au moyen de certains avions et hélicoptères lors de vols circulaires.

Il doit demander le certificat de transporteur aérien.

Le CTA devient en principe obligatoire à compter du 21 avril 2017 pour le transport aérien commercial réalisé par les avions de classe de performances B ou d'hélicoptères à motorisation non complexes au départ et à destination du même aérodrome ou site d'exploitation. Ces vols sont soumis aux annexes I à V du règlement n° 965/2012.

L'arrêté du 12 mai 1997 est relatif aux conditions techniques d'exploitation d'avions par une entreprise de

transport aérien public (OPS 1), arrêté modifié par un arrêté du 25 octobre 2017.

Lorsque la détention du CTA est requise, son absence, chez l'exploitant, tombe sous le coup de la loi pénale, article L. 6232-26 du code des transports.

Voir l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la chambre criminelle du 4 juin 2019, n° 18-83789 : un pilote exerce en Guyane sous l'enseigne Prest air en méconnaissance de nombre de dispositions encadrant l'exercice du transport aérien professionnel. L'intéressé ne disposait entre 2003 et 2007 ni du certificat de transporteur aérien ni d'une licence d'exploitation pour les trois aéronefs utilisés. Il avait recours à l'affrètement. Il n'avait pas l'autorisation pour faire du transport de fret postal. Il n'observait pas les règles en matière d'entretien et de maintenance des avions utilisés. Un vol avec un pneu défaillant. Une fuite d'hydraulique à une jambe du train d'atterrissage. L'intéressé pilotait un Cessna immatriculé aux États-Unis, appareil entretenu par un mécanicien non agréé par les autorités américaines, le certificat de navigabilité était caduc. Il travaillait pour le rectorat, pour l'EDF ... L'arrêt ne fait état d'aucun accident ! Il a été condamné par la cour de Cayenne à 6 mois d'emprisonnement avec sursis et 15 000 euros d'amende. Le débat devant la Cour de cassation porte sur une infraction de travail dissimulé. Le condamné obtient la cassation sur la peine : la cour d'appel ne s'était pas expliquée sur la situation personnelle du prévenu, ni sur le montant de ses ressources. Tout arrêt doit comporter les motifs propres à justifier la décision.

Un homme est poursuivi devant le tribunal d'Orléans pour avoir exercé l'activité de transporteur sans certificat et sans licence d'exploitation, il prétend pour sa défense que l'article L. 6232-6, réprimant l'organisation d'un transport aérien public sans certificat en cours de validité, ne définit pas les éléments constitutifs du transport aérien public et forme une QPC. La chambre criminelle, dans un arrêt du 13 juin 2023, n° E 23-90.003 F-D, refuse de renvoyer la question devant le Conseil constitutionnel, la question ne présente pas de caractère sérieux. La notion de transport aérien public est définie en termes clairs et précis par différentes dispositions du code des transports. Il s'agit de tout transport de personnes ou de marchandises, à l'exception de celui organisé pour son propre compte. Le transport aérien consiste à acheminer par aéronef d'un point d'origine à un point de destination des passagers, des marchandises. Toute entreprise frétant un aéronef à titre onéreux pour une opération de transport est soumise aux lois et règlements applicables au transport aérien public, quelle que soit l'utilisation faite par l'affrèteur de cet aéronef.

## 2°) Les EXCEPTIONS

Le législateur, aussi bien européen que français, dispense, dans certains cas, le transporteur aérien effectuant certaines opérations de transport, à titre onéreux ou contre rémunération, de la détention du CTA. Des dispositions spécifiques existent parallèlement pour l'exploitation de certains types d'aéronefs, comme les ballons et les planeurs.

### a) Les règles générales

Le législateur envisage des opérations marginales, étrangères au transport aérien classique à finalité commerciale. On peut être en matière d'aviation légère et sportive. On y voit l'exploitant recevoir une rémunération, un prix en argent, un avantage matériel, mais il est dispensé de la détention du CTA.

(On retrouvera ces questions-là dans le développement consacré à l'aviation légère et sportive, en particulier en ce qui concerne les vols dits de découverte)

Le droit européen

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, art. 2, § 3, lettre d), a pour objet le maintien de la sécurité, il concerne l'exploitation des aéronefs, il exclut en principe de son domaine d'application l'exploitation des aéronefs dont l'exploitation présente un risque faible pour la sécurité aérienne, tels qu'ils sont énumérés à l'annexe I. Les règles européennes quant à la délivrance du CTA ne les concernent pas. Les dispositions contenues dans le règlement s'appliquent cependant si un certificat a été délivré pour l'un de ces aéronefs.

Le règlement n° 965/2012 du 5 octobre 2012 est le texte de principe en matière de CTA. Il délimite son propre

domaine d'application, il concerne les exploitants exploitant un ou des aéronefs, avions et hélicoptères, à des fins de transport aérien commercial, c'est à dire contre rémunération ou à titre onéreux, il contient une annexe II et une annexe III qui prévoient une réglementation propre au CTA.

Certains modes de transport échappent cependant à l'obligation de la détention du CTA.

#### *Les petits appareils*

L'art. 6 § 2 du règlement n° 965/2012 fait un sort particulier pour des petits appareils qui échappent en principe à certaines prescriptions du règlement n°216/2008 (annexe II) : il s'agit de certains appareils à caractère historique, certains aéronefs construits par des amateurs, des appareils n'ayant pas plus de 2 places et ayant une faible masse maximale au décollage et une faible vitesse en vol. Le CTA n'est pas alors requis, mais s'il y a transport commercial, ces appareils ne peuvent être exploités que conformément à une décision C (2009) 7633 de la Commission du 14 octobre 2009.

L'article 6 § 3 du règlement n° 965/2012 décide que sont exploités selon les conditions fixées par les législations nationales les vols pour convoyer un avion, un hélicoptère, pour réparation, livraison, exportation, à condition qu'il n'y ait à bord ni passager ni marchandise.

#### *Avions et hélicoptères à la motorisation non complexe.*

L'article 6, paragraphe 4 bis, dans la version qui remonte au règlement n° 379-2014 du 7 avril 2014, modifié par le règlement 2018/394 du 13 mars 2018, prévoit dans 3 rubriques la possibilité d'échapper à la certification obligatoire, même si l'exploitant reçoit une rétribution.

La solution libérale ne concerne que les avions et les hélicoptères dont la motorisation n'est pas complexe. Ceci concerne les vols à frais partagés, les vols effectués lors d'une manifestation aérienne et les vols de compétition, ainsi que les vols de découverte.

Citons le texte. Nous en ferons ensuite la glose.

" Par dérogation à l'article 5 § 1 à 6, les exploitations suivantes d'avions et d'hélicoptères motorisés autres que complexes, peuvent être effectuées conformément à l'annexe VII :

a) Vols à *frais partagés* effectués par des *particuliers*, à condition que le coût direct soit réparti entre tous les occupants de l'appareil, y compris le pilote, et que le nombre de personnes supportant le coût direct ne dépasse pas six.

Ces vols sont soumis à l'annexe VII.

On considère alors que le transporteur échappe ainsi à l'obligation de détention du CTA, bien que le vol donne lieu une remise de somme d'argent par le ou les particuliers, bénéficiaires du vol, au pilote exploitant de l'aéronef.

Ces vols ne poursuivent pas des fins commerciales.

b)

Vols effectués lors d'une *manifestation aérienne* (qui est une activité de navigation aérienne consistant expressément à faire une démonstration ou donner un spectacle lors d'une manifestation ouverte au public) ou de *compétition* (courses, concours), à condition que la rémunération ou toute autre rétribution donnée pour ces vols soit limitée à la couverture des coûts directs et à une contribution proportionnée aux coûts annuels, ainsi qu'à des prix n'excédant pas un montant précisé par l'autorité compétente.

Une rémunération mesurée est donc licite, la détention du CTA n'est pas imposée, mais l'organisateur obéit à l'annexe VII.

c)

Vols de *découverte*,

Vols de largage de *parachutistes*,

Vols de *remorquage* de *planeurs*, ou

Vols *acrobatiques*

effectués,

Soit par un organisme de formation dont le principal établissement se trouve dans un État membre et agréé

conformément au règlement n°1178/2011,

Ou par un organisme créé afin de promouvoir l'aviation sportive et de loisir,

- à condition que cet organisme exploite l'aéronef en propriété ou dans le cadre d'un contrat de location coque nue,

- que le vol ne produise pas de bénéfices distribués à l'extérieur de l'organisme

- et que les vols concernant des personnes non- membres de l'organisme ne représentent qu'une activité marginale de celui-ci.

Le règlement européen n° 965/2012 ne s'applique pas aux opérations aériennes effectuées avec des ballons captifs et dirigeables, ni aux vols avec ballons captifs, art. I° § 6 nouveau.

### **Vols à frais partagés**

Conformément au règlement européen n° 965/2012 du 5 octobre 2012, article 6 § 4 bis, l'article 2 de l'arrêté du 9 février 2015 fait échapper, sous certaines conditions, le transporteur, à la réglementation sur le CTA, du moment qu'il s'agit de vols à *frais partagés* effectués par des particuliers.

Le ministère a publié un arrêté en date du 9 février 2015 relatif à l'application du règlement n° 965/2012 modifié. Ces vols sont soumis aux dispositions des articles figurant au titre II de l'arrêté.

Le coût direct doit être réparti entre tous les occupants de l'appareil, y compris le pilote.

Par coût direct, on entend les dépenses correspondant au vol, comme l'essence, les frais d'aéroport, le coût de la mise à disposition de l'aéronef s'il est pris en location. Le coût d'amortissement de l'appareil aérien ne fait pas partie des coûts directs.

On n'est pas en présence d'un transporteur qui perçoit une rémunération. Le pilote prend sa part dans les frais, les autres personnes à bord également.

M. Jean-Pierre Tosi nous fait remarquer que cette somme ne peut être déterminée qu'une fois le vol accompli.

Les personnes supportant le coût direct ne doivent pas dépasser le chiffre de 6.

Le règlement modifié n° 1321/2014, article 2, lettre p, point i, parle d'exploitation limitée et n'y voit pas une exploitation à des fins de transport aérien commercial.

Si ces conditions sont remplies, ces vols ne sont pas considérés comme relevant du transport commercial, ils relèvent des dispositions relatives aux opérations à des fins non commerciales, art. 2 de l'arrêté du 9 février 2015. La possession du CTA ne s'impose pas.

Il existe en fait deux types de vols à frais partagés : les vols organisés entre parents, amis et connaissances ; les vols organisés entre inconnus sollicités via internet.

. Le vol à frais partagés organisés par le pilote avec des personnes que le pilote connaît déjà.

La pratique du vol à frais partagés est ancienne. Son caractère licite n'a jamais été pas contesté lorsqu'elle intervient entre parents, amis et connaissances. La participation aux frais n'est pas analysée comme un prix exigé pour le passage. Il n'y a pas transport aérien public. Il peut s'agir par ex. d'une balade aérienne pour admirer de haut des sites célèbres.

. Les vols à frais partagés organisés avec des tiers via une plate-forme internet.

La question a été disputée lorsque le pilote prend à son bord des passagers qu'il ne connaît guère et qu'il a attirés à lui par la publicité en ligne. De tels vols quittent le monde de la fantaisie et de l'amitié pour entrer dans celui de la programmation.

Un pilote propose ainsi pour un jour donné un vol entre Saint Nazaire et Lyon. Il y trouve avantage, il accomplit des heures de vol pour sa formation et son entraînement. Le coût du déplacement ne demeure pas intégralement à sa charge. Les passagers acceptent de payer une partie des frais de déplacement.

Voir l'étude approfondie du cabinet Chevrier, site internet Droit aérien.

Les esprits déliés et inventifs ont voulu user des facilités offertes par les nouvelles règles du droit européen, dans lesquelles ils voient une véritable déréglementation permettant à tout pilote de se faire vendeur de vols à frais partagés.

La DGAC s'est insurgée contre la pratique du coavionnage lorsqu'elle prend des traits de professionnalisation. Certains sites ont été créés sur internet, ils se proposent de mettre en relation des pilotes privés avec des candidats au voyage aérien, les intéressés partageant les frais du vol à venir. Certains pilotes font des offres directes de transport au public, ils parlent de transport aérien privé, ils exigent une participation aux frais, le site affiche directement un prix.

Le pilote prend l'initiative du vol, il n'entend pas promener à petit prix que ses amis, il propose à des tiers inconnus de lui de se joindre à son expédition pour le vol envisagé et de payer leur écot participatif.

On pourrait dire que les intéressés font une société en participation ou une société créée de fait. Des apports. Le pilote apporte l'avion et son industrie. Les passagers font un apport en numéraire. L'intention de profiter d'une économie.

Le site Wingly a été lancé par un pilote, polytechnicien, Emeric de Waziers. Le site propose des promenades aériennes pour 40, 60, 100 euros.

Un autre site COAVMI est également consultable.

On signale également une société Offwefly, ayant son siège à Saint Denis.

Le débat autour de la licéité du coavionnage

Certains ont pensé dans un premier temps que le coavionnage était interdit.

## CONTRA

La DGAC s'était dite hostile dans un premier temps à cette pratique et la considérait, dans un communiqué du 14 janvier 2016, comme illégale.

Elle considérait que seul un vol privé accompli par un pilote privé, qui prend quelques passagers de sa connaissance, parents, amis, pouvait être licitement accompli à frais partagés.

Elle considérait en revanche qu'avec le coavionnage on entrait dans le domaine du transport public et que des pilotes non professionnels ne pouvaient pas s'y livrer. Elle considérait que les sites de coavionnage devaient se procurer le certificat de transporteur aérien pour exercer, ainsi qu'une licence d'exploitation. Elle mettait en avant l'impératif de sécurité des vols. La FAA, aux États-Unis, a également une position hostile. La DGAC entendait accompagner les sites pour discuter sur les spécificités de leur activité, un groupe de travail devait être constitué. Plusieurs sites permettant la diffusion d'offres de vols par des pilotes donnant le sentiment d'offrir un service, comme le ferait un professionnel, avaient manifesté leur intérêt.

L'hostilité manifestée par la direction générale de l'aviation civile aurait entraîné une baisse importante des activités.

Est-on toujours, avec ces déplacements proposés sur ces sites, en présence d'un vol effectué "entre particuliers" ? On pouvait en douter, du moment que le pilote a recours au truchement d'une société de services et fait ainsi via internet une offre de déplacement urbi et orbi. Quand on prend un ami en particulier, on a avec lui une conversation privée ne tombant pas dans le domaine public. Le législateur ne se serait fait libéral qu'à la condition que la pratique du vol à frais partagés demeure, certes non clandestine, mais feutrée, limitée, restreinte à un cercle étroit de personnes. Il y aurait incompatibilité entre la publicité sur une vaste échelle et des relations à caractère particuliers. La thèse de la DGAC n'était pas sans quelque fondement.

## PRO

Certains sites contestaient cependant l'analyse du ministère, ils considéraient qu'on voulait leur imposer des sacrifices financiers disproportionnés, l'obtention du CTA et de la licence nécessite des frais importants, certains parlent de 23 000 euros. Certains avaient décidé d'opérer depuis l'étranger.

Quand le texte parle de vols à frais partagés effectués entre particuliers, on peut soutenir qu'on oppose les particuliers, pilote et passagers, à des transporteurs professionnels. Le dispensateur du vol à frais partagés ne fait pas de profit, il conserve à sa charge une partie du coût du déplacement. C'est un pilote non professionnel, il a la passion de l'aviation, il aime voler et doit voler pour assurer le maintien de ses aptitudes, il accepte de prendre à bord des personnes qui en échange du déplacement sont disposées à prendre à leur charge une partie des frais engendrés par l'opération aérienne. En posant la dérogation, le législateur entend faire un geste de faveur envers

l'aviation légère, ce qui est louable. Du moment que la sécurité est assurée et que le pilote titulaire des licences et des brevets respecte les règles de l'air inscrites à l'annexe VII, il n'y a aucune raison de faire la fine mouche. Un communiqué est dépourvu de valeur normative, ce n'est qu'un document présentant la position d'une administration. Celle-ci doit respecter les dispositions d'origine européenne, la France ne peut pas aller contre une disposition libérale d'origine européenne.

Le site COAVMI se prévalait d'une lettre de l'agence européenne de la sécurité aérienne affirmant la conformité de sa pratique au droit européen, la réponse n'était pas datée, elle était partiellement publiée, elle répondait à une lettre du 10 février 2016.

La position de la direction générale de l'aviation civile s'est ensuite précisée dans le sens de la rigueur.

La décision du directeur de la DGAC de 2016

Le directeur général de l'aviation civile avait pris une décision en date du 22 août 2016 portant consigne opérationnelle relative aux opérations de coavionnage organisées au travers d'une plate-forme internet ou tout autre moyen de publicité, JO du 24 août 2016.

Cette décision s'appliquait aux vols à frais partagés effectués au départ ou à l'arrivée d'un aérodrome situé en France.

La décision, outre le respect de l'annexe VII (NCO) du règlement n° 965/2012, posait certaines conditions destinées à assurer la sécurité du vol. La décision posait des restrictions, elle ajoutait des conditions que le droit européen ignore.

En ce qui concerne les vols circulaires (durée de moins de 30 minutes entre le décollage et l'atterrissage, l'aéronef ne devait pas s'éloigner pas à plus de 40 km de son point de départ),

La décision permettait un vol effectué de jour, en conditions de vol à vue VMC,

Le pilote devant détenir une licence (soit une licence PPL, avec une expérience de vol de 200 heures, et 25 heures lors des 12 mois précédents ; soit une licence CPL ; soit une licence ATPL).

En ce qui concerne les autres vols,

Le vol devait être effectué de jour, en conditions météorologiques de vol à vue VMC

Le pilote devant détenir une licence

Soit une licence PPL (avec une expérience de 200 heures de vol depuis l'obtention de la licence, 25 heures de vol au cours des 12 mois précédents, une qualification permettant de dispenser une instruction au vol sur aéronef ou une qualification permettant l'exercice d'opérations aériennes en IFR)

Soit une licence CPL

Soit une licence ATPL.

L'aéronef devant disposer au moins de tous les instruments de vol et de navigation et équipements associés,

"Listés" pour les avions au a et au b de paragraphe NCO.IDE. A.120 du règlement n° 965/2012,

Ou "listés" pour les hélicoptères au § NCO.IDE. H.120.

Le Conseil d'État dans une décision du 22 juin 2017, n° 404619, a annulé la décision du directeur général de l'aviation civile du 22 août 2016. Juris tourisme 2017, n° 200, p. 13 obs. Xavier Delpech.

Un particulier avait demandé l'annulation pour excès de pouvoir.

L'arrêt indique que cette réglementation des opérations de coavionnage qui consistent à partager les frais de vol entre les passagers d'un organisé par un pilote privé, lorsque ces opérations sont montées au travers d'une plate-forme internet.

L'arrêt met en exergue la limitation imposée par la décision de la DGAC : les vols organisés (par publicité via internet) ne doivent pas dépasser 30 minutes (entre décollage et atterrissage) et ne doivent pas s'éloigner à plus de 40 km du point de départ.

Cette limitation prévue par la France ne figure pas dans le texte européen.

Pour établir cette restriction, l'administration s'était fondée sur l'article 14 § 1 du règlement du 20 février 2008 fixant des règles communes en matière d'aviation civile, prévoyant que le dispositif européen ne faisait pas obstacle à la réaction immédiate d'un État membre face à un problème de sécurité en relation avec un produit, une personne ou un organisme auxquels les dispositions du règlement sont applicables.

Le ministre faisait valoir pour justifier les contraintes imposées aux vols à frais partagés organisés via une plate-forme internet un risque d'accident supplémentaire. Le pilote subirait une pression psychologique pour l'obtention de l'objectif fixé lors de l'organisation du vol.

Les études avancées ne confirmaient pas l'existence d'un risque accru.

Le ministre ne pouvait donc prendre les mesures litigieuses sur le fondement du règlement du 20 février 2008.

La décision du directeur est ainsi annulée.

La DGAC rend les armes en 2017. Wingly publie sur son site une lettre du 19 juillet 2017 que la DGAC lui a adressée. L'administration s'incline devant la décision de la haute juridiction administrative et ne semble pas

disposée à prendre au moins pour l'instant des mesures restrictives en matière de coavionnage allant au-delà des conditions fixées par le règlement européen.

La plupart des plateformes ont adhéré à une Charte sur la sécurité des vols non commerciaux en aviation légère du 5 avril 2017, proposée par l'agence européenne de la sécurité aérienne. Elles s'engagent à informer les passagers sur les différences de niveau de sécurité entre les vols commerciaux et les vols non commerciaux et à fournir des conseils aux pilotes.

Delpéch, Juris tourisme, n° 202, p. 27 (favorable à cette activité en devenir)

(La pratique du coavionnage entre inconnus ne suscite pas forcément l'enthousiasme : elle présente un coût non négligeable, le vol est annoncé à l'avance, mais l'expédition est tributaire des intempéries, il existe un risque d'annulation du vol si les conditions météo s'annoncent mauvaises, le confort est spartiate, il n'y a pas de toilettes à bord. Il s'agit dans certaines hypothèses d'une course que projette un pilote amateur, il organise de la publicité autour de ce vol pour que des inconnus montent à bord à ses côtés et financent en partie l'expédition. Un homme d'affaires préférera en ce cas prendre un vol régulier ou aura recours à un appareil en location.)

La plate-forme de coavionnage

Les pilotes qui recherchent le concours financier d'amateurs de voyages pour un projet de vol déterminé sont, de fait, contraints de passer par un site informant les internautes de l'existence du projet de vol et de ses conditions.

Il faut distinguer le sort de l'entité gérant le site qui présente les offres qui lui sont adressées par des pilotes amateurs et la condition juridique du pilote non entièrement désintéressé, qui se propose de faire un vol en compagnie de tiers qui apportent leur contribution financière.

La plate-forme de coavionnage exige ordinairement des honoraires ou une commission, ne serait-ce que pour assurer son maintien et sa diffusion. C'est par l'intermédiaire de la société gérant le site que se réalisent souvent les paiements.

La France peut parfaitement réglementer les sites, qui sont des sites d'offres et qui n'ont pas la qualité de transporteurs aériens.

L'administration serait bien inspirée d'imposer, en pensant à l'accident mortel toujours possible, des conditions d'assurance d'un montant convenable, indépendamment de toute faute du pilote.

La décision dans son article 3 se contentait d'indiquer que l'entité organisant des opérations de coavionnage - s'agit-il de la structure gérant le site internet ? - informe les passagers que les règles de sécurité prévues à l'art. 2 de la décision ne sont pas les mêmes que celles applicables au transport public. Une indemnité d'un maximum de 115 000 euros en cas d'accident mortel semble peu généreuse.

(Certains sites offrent une garantie à concurrence d'1 million d'euros par sinistre, déduction faite de l'assurance obligatoire)

### **Vols de compétition**

Le droit européen admet l'octroi de prix aux vainqueurs de compétitions. L'État français limite le montant des prix pouvant être accordés lors des compétitions.

Ballons.

Le montant de chaque prix attribué pour les vols de compétition, (b du § 2 de l'article 3 du règlement 2018/395 du 13 mars 2018 concernant l'exploitation des ballons) n'excède pas 10 000 euros. Arrêté du 26 mars 2019.

Planeurs

Le montant de chaque prix n'excède pas 10 000 euros. Règlement 2018/1976 du 14 décembre 2018 et arrêté du 26 mars 2019.

### **Vols de découverte**

Les vols de découverte

Les "vols de découverte" sont effectués par un organisme de formation ou par un organisme qui promeut l'aviation sportive et de loisir, ils échappent eux aussi à la réglementation du transport commercial.

Le vol est pourtant susceptible d'être organisé contre rémunération ou à un titre onéreux.

On entend par vol de découverte un voyage aérien de courte durée, avec aller et retour au même aéroport.

Il s'agit, pour les autorités publiques, de promouvoir l'aviation légère et sportive et d'attirer des stagiaires ou des adhérents.

Définition donnée à l'article 2, 1° alinéa, chiffre 9 du règlement n° 965/2012, reprise à l'article 1° de l'arrêté du 9 février 2015.

3 conditions doivent être remplies.

La première, l'organisme est propriétaire de l'aéronef ou il le prend en location coque nue,

La seconde, l'absence de distribution de bénéfices à l'extérieur de l'organisme,

La 3°, le caractère marginal de l'activité si les vols concernent des personnes qui ne sont pas membres de l'organisme.

Ces vols sont alors soumis aux dispositions concernant les opérations à des fins non commerciales, figurant au titre II de l'arrêté.

L'arrêté du 18 août 2016 modifié par un arrêté du 24 mars 2021 réaffirme et complète la réglementation.

Cf. le développement concernant l'aviation légère et sportive.

L'arrêté du 9 février 2015 range les vols de parade et de compétition, ainsi que les vols de largage de parachutistes parmi les exploitations spécialisées. Il n'y a pas transport aérien commercial.

## **b) Les règles spéciales**

Ballons et planeurs obéissent à des règles similaires.

### **L'exploitation des ballons**

L'article 2, point 1 bis), du règlement n° 965/1012, entend par ballon un aéronef non motorisé plus léger que l'air, avec équipage, et capable de voler grâce à l'utilisation soit d'un gaz plus léger que l'air, soit d'un brûleur embarqué, y compris les ballons à gaz, les ballons à l'air chaud, les ballons mixtes et, bien qu'ils soient motorisés, les dirigeables à air chaud.

On peut faire état de deux textes de 2018 portant la même date.

Le règlement 2018/394 du 13 mars 2018 porte sur la suppression des exigences d'exploitation aérienne applicables aux ballons.

Les ballons échappent en principe aux dispositions du règlement n° 965/2012.

Ce règlement ne s'applique pas aux opérations aériennes effectuées par des dirigeables, art. 1°, § 6.

Le présent règlement – n° 965/2012 – ne s'applique pas aux opérations aériennes effectuées avec des ballons.

Le CTA n'est donc pas exigé de l'exploitant d'un ballon contre rémunération.

Toutefois, ces opérations aériennes effectuées avec des ballons

autres que des ballons à gaz captifs (c'est-à-dire, les ballons munis d'un système d'ancrage continu à un point fixe pendant l'exploitation)

sont soumises aux exigences en matière de surveillance prévues à l'article 3. Règlement n° 965/2012, art. 1°, § 7.

Si l'exploitant d'un ballon, style montgolfière ou dirigeable, est dispensé de la détention du CTA, il peut être astreint à effectuer une déclaration pour exercer.

L'autorité qui reçoit la déclaration s'assure qu'elle contient toutes les informations requises.

Le règlement 2018/395 du 13 mars 2018 est d'une plus grande ampleur, il établit des règles détaillées concernant l'exploitation de ballons.

L'exploitant peut se livrer à des opérations commerciales, comme le transport de personnes ou de fret.

Les exploitants sont l'objet de la surveillance exercée par l'autorité publique.

L'exigence de certification prévue par l'article 8 § 2 du règlement n° 216/2008 ne s'applique pas aux exploitants effectuant des opérations commerciales avec des ballons. Article 3 § 2.

### **La Déclaration**

Ces exploitants ne sont autorisés à effectuer de telles opérations commerciales qu'après avoir déclaré à l'autorité compétente qu'ils ont les capacités et les moyens d'assumer les responsabilités liées à l'exploitation du ballon.



(Certains exploitants sont même dispensés de cette déclaration, même s'il y a rémunération : les exploitants effectuant des opérations à frais partagés, les exploitants effectuant des vols de compétition, les exploitants effectuant des vols de découverte, les exploitants effectuant des vols d'entraînement dans le cadre d'un organisme de formation, voir article 3 in fine).

Soumission du plan de vol.

Restrictions à l'atterrissage ou au décollage nocturnes.

Les ballons sont équipés d'un transpondeur de radar de surveillance secondaire, SSR.

L'annexe II, sous-partie ADD, pose des exigences supplémentaires relatives aux opérations commerciales.

Compétence des membres d'équipage.

L'exploitant qui effectue la déclaration et indique le type d'exploitation notifie la liste des moyens de conformité alternatifs qu'il a l'intention d'utiliser pour démontrer la conformité. Il y a place pour des actions correctives.

Le ballon doit être pourvu d'un certificat de navigabilité.

La composition de l'équipage de conduite correspond au minimum à celle définie dans le manuel de vol de l'aéronef. Les membres de l'équipage détiennent une licence et des qualifications. Un indépendant ou un travailleur à temps partiel peut être s'il a de l'expérience membre de l'équipage.

Des documents sont embarqués lors de chaque vol, au moins en copie : la déclaration, le plan de vol, des informations propres à la zone de vol concernant les services de sauvetage. La liste des passagers est détenue à terre.

Les exploitations commerciales spécialisées de ballons sont soumises à certaines exigences.

L'appendice donne le modèle de déclaration.

### **L'exploitation des planeurs**

Le règlement 2018/1976 du 14 décembre 2018 établit des règles détaillées concernant l'exploitation de planeurs.

Ce règlement d'exécution est pris en application du règlement 2018/1976.

Le planeur est motorisé ou non.

Ce règlement concerne les planeurs, qui sont des aéronefs remplissant les conditions de l'article 2 § 1, points b).I) et b).11) du règlement 2018/1139.

Les opérations commerciales effectuées avec des planeurs ne requièrent en principe qu'une déclaration préalable à l'autorité. Le règlement contient un formulaire à remplir. L'exploitant effectuant des opérations commerciales déclare avoir la capacité et les moyens d'assumer les responsabilités liées à l'exploitation du planeur.

Cette déclaration ne s'impose même pas pour certaines opérations comportant une rémunération pour l'exploitant :

Opérations à frais partagés

Vols de compétition ou manifestations aériennes

Vols de découverte, de largage de parachutistes, de remorquage de planeurs ou vols acrobatiques effectués

Soit par un organisme de formation

Soit par un organisme créé afin de promouvoir l'aviation sportive et de loisir (planeur en propriété ou en location coque ne, absence de distribution de bénéfices à l'extérieur, activité marginale)

Vols d'entraînement effectués par un organisme de formation

Les détails concernant le planeur, son équipage et chaque voyage sont consignés dans le journal de bord.

Les planeurs sont équipés d'un transpondeur de radar de surveillance secondaire, SSR.

### **Droit français**

L'art. R. 6221-13 CT concerne les entreprises qui effectuent des activités de transport aérien public, mais qui ne relèvent pas du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

La plupart y sont soumises.

La disposition d'exemption peut intéresser l'outre-mer.

Cet article dispense du certificat de transporteur aérien, en application de l'art. L. 6221-13, un certain nombre d'exploitants :

Les exploitants d'avions et d'hélicoptères effectuant une activité de transport aérien public aux fins d'encourager le développement de l'aviation légère, art. D. 6611-8.

Les exploitants d'hélicoptères dont la capacité d'emport à celle définie pour l'exemption de licence d'exploitation dans l'article R. 6412-4 pour les vols locaux.

Les exploitants d'ULM effectuant les vols locaux définis à l'article R. 6412-4.

Les exploitants des autres aéronefs dont les capacités d'emport sont conformes à celles définies pour l'exemption de licence d'exploitation dans l'article R. 6412-4.

#### B. Les conditions légales à remplir pour l'obtention du CTA : attester de la *sécurité* de l'exploitation

Le postulant doit convaincre l'autorité de sa capacité à assurer la sécurité de l'exploitation.

Il décrit le type d'exploitation, les types d'avion, la région d'exploitation, les marques d'immatriculation des avions.

Il faut consulter l'annexe III, ORO.AOC de 100 à 150, du règlement n° 965/2012.

ORO.AOC.100 c) : Les postulants doivent démontrer qu'ils satisfont aux exigences de l'annexe IV du règlement n° 216/2008, de l'annexe III, de l'annexe IV (partie CAT) et l'annexe V (partie SPA) du règlement n° 965/2012.

Les privilèges de l'exploitant sont indiqués dans les spécifications techniques du certificat. Il faut se référer à l'annexe V.

L'exploitant doit requérir des agréments particuliers :

Pour l'exploitation reposant sur une navigation fondée sur les performances PBN (navigation dans un espace aérien particulier, ou sur une route)

Pour l'exploitation selon les spécifications de performances minimales de navigation MNPS

Pour les opérations dans un espace aérien avec minimum de séparation verticale réduit

Pour les opérations par faible visibilité

Pour l'exploitation long courrier d'avions bimoteurs

Pour le transport de marchandises dangereuses

Pour l'exploitation d'hélicoptère assistée par des systèmes d'imagerie nocturne

Pour les opérations d'hélicoptère

Pour les opérations de service médical d'urgence par hélicoptère

Il existe des conditions spécifiques d'utilisation imposées aux exploitants de ballons libres, lorsqu'ils sont tenus de détenir un CTA et qu'ils font du transport aérien public, arrêté et instruction du 4 janvier 2011.

#### C. La délivrance du CTA

La délivrance du CTA est assurée par l'autorité nationale de l'établissement principal de l'exploitant.

C'est le système du home country control.

En France, c'est le ministre chargé de l'aviation civile qui délivre en principe le CTA, art. R. 6221-14.

La compétence est celle de l'administration centrale en ce qui concerne les entreprises exploitant une flotte d'appareils dont la somme des masses maximales certifiées au décollage excède 5000 tonnes.

Le directeur régional de l'aviation est compétent dans les autres hypothèses.

Annexe II, point ARO.OPS.100, règlement n° 965/2012 : L'autorité délivre un CTA lorsqu'elle a la certitude que l'exploitant a démontré qu'il était en conformité avec les éléments exigés au point ORO.AOC.100.

Le demandeur peut alors commencer l'exploitation.

La durée de validité.

Le certificat fait mention de la zone géographique autorisée.

L'acte de délivrance du CTA n'est pas publié au JO, celui-ci publie seulement l'arrêté attribuant la licence d'exploitation. Celui-ci mentionnant que le demandeur détient le CTA.

On conserve à bord une copie du CTA.

L'exploitant établit un manuel d'exploitation qui s'impose au personnel de l'exploitant.

L'exploitant tient un carnet de route sur lequel on mentionne les détails relatifs à l'aéronef, à l'équipage et à chaque voyage, ORO.MI.R.110

Le rapport du BEA sur l'accident du Rio - Paris de juillet 2012, indique p. 134 qu'il existe 106 compagnies françaises détentrices d'un CTA, elles ont réalisé en 2009 près de 700 000 vols, Air France réalise plus de la moitié de ces vols.

La redevance d'exploitant d'aéronef prévue par l'art. L. 611-5, IV, CAC, est due par tout transporteur aérien postulant à la délivrance du CTA, ainsi que par le titulaire de certificat de transporteur aérien, art. R. 611-3 CAC.

La surveillance

Si une non-conformité est détectée par rapport aux exigences fixées par le règlement n° 216/2008 (et ses modalités d'exécution), par rapport aux conditions du certificat ou par rapport au contenu d'une déclaration pouvant mettre en danger la sécurité du vol, l'autorité compétente émet une constatation de niveau 2, ARO.GEN.350 c) de l'annexe II du règlement n° 965/2012.

La suspension ou le retrait du CTA est encouru en cas de manquements, article R. 6221-15 CT.

#### **IV. Les exploitants non européens voulant faire du transport aérien en Europe**

Les compagnies qui n'ont pas leur siège dans l'un des États membres de l'Union européenne détiennent normalement le CTA délivré par leur administration nationale en conformité avec la législation locale et la réglementation internationale.

Si ces compagnies non européennes entendent faire du transport aérien commercial avec l'Europe, celle-ci a édicté pour des raisons de sécurité une réglementation à leur intention figurant dans le règlement n° 452/2014 du 29 avril 2014 déterminant les exigences techniques et les procédures administratives applicables aux opérations aériennes des exploitants de pays tiers.

Ce texte est toujours en vigueur, puisqu'il est cité au considérant 6 du règlement d'exécution 2022/2295 du 23 novembre 2022.

Il a été modifié par le règlement d'exécution 2023/659 du 2 décembre 2022, les annexes 1 et 2 sont également modifiées.

Les exploitants des États tiers ne peuvent effectuer d'opérations de transport aérien commercial à destination, à l'intérieur ou au départ du territoire soumis aux dispositions du traité que s'ils respectent les dispositions de l'annexe 1 et sont titulaires d'une autorisation délivrée par l'Agence conformément à l'annexe 2 du règlement n° 452/2014.

Cette réglementation doit être appliquée en conformité avec la section VIII du chapitre III du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, relative aux aéronefs utilisés par un exploitant d'un pays tiers à destination, à l'intérieur ou en provenance de l'Union.

Ces aéronefs, leur personnel navigant, leur exploitation sont soumis aux normes de l'OACI, art. 59.

L'exploitant de l'État tiers doit s'assurer que ses aéronefs en contact avec le territoire européen sont couverts par un certificat de navigabilité délivré conformément à l'annexe 8 de la convention de Chicago.

En l'absence de normes OACI, l'UE impose les exigences essentielles contenues dans le règlement.

L'exploitant d'un État tiers doit respecter les directives établies par l'Agence en matière de sécurité, annexe 1, TCO.200, règlement n° 452/2014.

L'article 60 impose une certification de l'exploitation qui s'accompagne d'une autorisation.

(Cette exigence s'impose ainsi au transporteur non européen voulant exploiter en Europe, comme loueur, un aéronef dans le cadre d'un contrat de location avec équipage, voir Laurent Chassot, Le contrat de location d'aéronef avec équipage – le Wet Lease, in Le droit du financement, n° 150 p. 94).

L'Agence joue le rôle de superviseur, art. 82 du règlement 2018/1139.

Le processus d'autorisation doit être simple, proportionné, efficace.

La demande d'autorisation est présentée au moins 30 jours avant le début de l'exploitation.

Il y a des règles moins strictes pour les vols non réguliers s'il y a un besoin opérationnel imprévu, l'exploitant adresse une notification à l'agence et demande l'autorisation dans les 10 jours.

L'autorisation préalable n'est pas requise pour les vols médicaux, les missions humanitaires, les opérations de secours. L'intéressé demande l'autorisation dans les 14 jours, TCO.305Vols – notification unique, annexe 1, règlement n° 452/2014.

C'est la préoccupation de sécurité qui importe.

Les agents de l'Agence et ceux des États membres peuvent monter à bord des aéronefs de ces exploitants ayant atterri en Europe pour contrôler les documents se trouvant à bord et effectuer une inspection.

Les exploitants doivent respecter les normes contenues dans les annexes à la convention de Chicago.

Ces exploitants exploitent des aéronefs assortis du certificat de navigabilité (COFA) délivré en principe par l'État d'immatriculation.

Le demandeur doit établir que son État l'autorise à effectuer des opérations à destination de l'Union européenne.

La demande d'autorisation peut être rejetée, si l'évaluation est négative quant à la performance de l'exploitant en matière de sécurité.

[À titre d'exemple, aucun transporteur vénézuélien n'a obtenu d'autorisation d'exploitant de pays tiers, voir règlement 218/1866 du 28 novembre 2018]

L'Agence de l'UE assure la supervision des exploitants d'aéronefs de pays tiers, art. 82.

L'Agence évalue périodiquement le maintien de la conformité des exploitants.

Il y a des constats de non-conformité par gravité décroissante. Une action corrective est éventuellement ouverte.

L'autorisation peut être limitée, suspendue ou retirée.

L'exploitant doit notifier à l'Agence tout accident impliquant un aéronef qui est exploité au titre de son certificat de transporteur aérien. Cette obligation vaut lorsque l'accident concerne un aéronef qui n'est pas destiné à être exploité en lien avec le territoire de l'Union, TCO.200, annexe 1, règlement n° 452/2014,

L'exploitant doit installer sur ses aéronefs les équipements de navigation, de communication et de surveillance requis dans l'espace européen, TCO.205, annexe 1, r. n° 452/2014.

Un aéronef a atterri sur le territoire d'un État membre : le commandant de bord, à la demande de l'agence ou de l'autorité de l'État, présente toute documentation, manuel, enregistrement devant être conservés à bord. Point TCO.215, annexe 1, règlement n° 452/2014.

Les privilèges de l'exploitant sont énumérés dans l'autorisation, TCO.310, annexe 1, r. n° 452/2014.

L'autorisation est délivrée pour une durée illimitée, point ART.210, annexe 2, r. n° 452/2014.

L'Agence soumet l'exploitant à une surveillance renforcée, lorsqu'il est suspecté de mauvaises performances en matière de sécurité. Idem si l'État de l'exploitant dispose de capacités de supervision ne satisfaisant plus aux normes des annexes à la convention de Chicago. L'agence peut ordonner un audit de l'exploitant, voire limiter l'exploitation de l'opérateur extra européen. Cf point ART.215, annexe 2, r. n° 452/2014. Des actions correctives sont envisageables si le niveau de sécurité a faibli. Une suspension de l'autorisation est possible. Si les exigences réglementaires ne sont pas observées, l'Agence déclare la caducité de l'autorisation.

[Les exploitants qui se contentent de survoler l'espace aérien européen ne sont pas soumis à cette réglementation, article 60 § 3. Exception faite de l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord.]

[La certification est également exigée, si l'exploitation ne relève pas du transport aérien commercial. Les actes délégués peuvent cependant se contenter d'une déclaration de l'exploitant attestant qu'il a la capacité et les moyens d'assumer ses responsabilités. Voir le développement relatif au travail aérien.]

## **Sous-Paragraphe II. L'EXPLOITATION D'AÉRONEFS SANS ÉQUIPAGE À BORD**

Nous assisterons dans les années à venir au développement des activités de transport effectués par des aéronefs dépourvus d'équipage à bord. Certains exploitants déplacent des marchandises, ils déplaceront des passagers. Ces opérations accomplies par des engins plus ou moins puissants, bruyants et pondéreux, présentent des risques et pour les usagers et pour les tiers. Elles peuvent se dérouler sous le signe de la gratuité. Soyons réalistes, les exploitants exigeront le plus souvent un prix de la part des usagers. Une réglementation est inéluctable. Le législateur européen entend garantir la sécurité des personnes au sol et des autres usagers de l'espace aérien.

Dans l'exploitation en vue directe, VLOS, le pilote à distance maintient le contact visuel continu avec l'aéronef, il contrôle la trajectoire de vol afin d'éviter les collisions.

Dans l'exploitation hors vue, BVLOS, le type d'exploitation d'UAS ne s'effectue pas en vue directe.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 a posé des règles générales concernant les aéronefs sans équipage à bord.

Le règlement d'exécution 2019/947 détermine trois catégories d'exploitation : « ouverte », « spécifique », « certifiée ».

Les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « ouverte » ne sont soumises à aucune autorisation d'exploitation préalable. Ni à une déclaration d'exploitation d'exploitant d'UAS avant l'exploitation.

L'article 4 du règlement d'exécution pose cependant un certain nombre de conditions concernant les exploitations d'UAS de la catégorie « ouverte ».

L'UAS appartient à l'une des classes définies par le règlement délégué 2019/945, ou il a été construit à titre privé, ou il remplit les conditions de l'article 20 (droit transitoire relative à certains types d'UAS non conformes au règlement délégué, mais mis sur le marché avant le 1<sup>er</sup> juillet 2022)

La masse maximale au décollage est inférieure à 25 kg.

Une distance de sécurité doit être maintenue par le pilote à distance entre l'aéronef et les personnes, il ne survole pas de rassemblement de personnes.

Le pilote à distance conserve à tout moment une vue directe sur l'aéronef (sauf s'il vole en mode suivez-moi, - l'UAS suit constamment le pilote à distance dans un rayon prédéterminé - ou s'il utilise un observateur d'aéronef).

L'aéronef pendant le vol est maintenu à moins de 120 mètres de la surface de la terre.

L'aéronef ne transporte pas de marchandises dangereuses, il ne laisse tomber aucune matière.

Les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « ouverte » respectent, selon l'article 7 § 1, les limites d'exploitation énoncées dans la partie A de l'annexe.

Les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « ouverte » sont réparties en trois sous-catégories, soumises aux exigences énoncées dans la partie A de l'annexe. Sous-catégorie A 1, sous-catégorie A2, sous-catégorie A3.

L'annexe dans la partie A, propre aux UAS relevant de la catégorie « ouverte », contient des dispositions d'ordre technique quant à l'exploitation d'UAS.

Est réglementée la distance maximale au-dessus du sol. Il y a une disposition propre aux planeurs sans équipage.

UAS.OPEN.020. Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A1.

L'aéronef ne doit pas survoler de rassemblement de personnes.

Dans la sous-catégorie A2.

UAS.OPEN.030. Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A2.

UAS.OPEN.040. Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A3.

Il s'agit d'aéronefs appartenant aux classes 2, 3, 4.

Exploitation à une distance d'au moins 150 mètres par rapport aux zones résidentielles, commerciales, industrielles, récréatives.

## **L'enregistrement des exploitants**

Certains exploitants d'aéronefs sans équipage à bord doivent être enregistrés s'ils exploitent :

- .Un aéronef qui en cas d'impact peut transférer à un être humain une énergie cinétique supérieure à 80 joules ou
- .Un aéronef dont l'exploitation présente des risques pour le respect de la vie privée, la protection des données à caractère personnel, la sûreté ou l'environnement, ou
- .Un aéronef dont la conception est soumise à certification.

At. 4.2 de l'annexe IX du règlement 2018/1139.

L'article 14 du règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019 concerne l'enregistrement des exploitants d'UAS.

Chaque État établit et tient des systèmes d'enregistrement pour les exploitants d'UAS dont l'exploitation peut présenter un risque pour la sécurité, la sûreté, la protection de la vie privée et des données à caractère personnel ou l'environnement. Le règlement indique les mentions qui y figurent. Comme le numéro de la police d'assurance exigée, les autorisations d'exploitation, les certificats allégés d'exploitant.

L'article 14 § 5 reprend l'obligation pour les exploitants d'UAS de s'enregistrer.

Cette obligation d'enregistrement pèse sur les exploitants, dans le cadre de la catégorie « ouverte », d'un aéronef sans équipage à bord dont la masse maximale au décollage est supérieure ou égale à 250 grammes – ou qui en cas d'impact peut transférer à un être humain une énergie cinétique supérieure à 80 joules

Idem pour les exploitants d'UAS équipés d'un capteur pouvant recueillir des données à caractère personnel (sauf si l'aéronef est conforme à la directive 2009/48).

L'obligation de s'enregistrer concerne également les exploitants qui exploitent, dans la catégorie « spécifique » un aéronef sans équipage à bord de n'importe quelle masse.

Les exploitants s'enregistrent dans l'État membre où ils ont leur résidence ou leur établissement principal.

L'État délivre un numéro d'enregistrement.

## **La certification**

Selon l'article 3 du règlement d'exécution, les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « certifiée » nécessitent la certification de l'exploitant.

L'aéronef doit être également en ce cas certifié, les pilotes à distance doivent être titulaires de licences.

L'article 6 est plus précis. Il pose des conditions pour qu'une exploitation soit classée exploitation d'UAS et relève de la catégorie « certifiée ».

Il faut que l'UAS soit certifié conformément à l'article 40, § 1, points a b c, du règlement délégué 2019/945.

Il faut que l'exploitation implique le survol de rassemblements de personnes, ou qu'elle implique le transport de personnes, ou qu'elle implique le transport de marchandises dangereuses ...

Les exploitations d'UAS sont également classées dans la catégorie « certifiée » lorsque l'autorité, sur la base de l'évaluation des risques, considère que le risque de l'exploitation ne peut être atténué de manière suffisante sans la certification de l'UAS et celle de l'exploitant d'UAS.

Les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « certifiée » sont soumises aux exigences opérationnelles fixées par des règlements des années 2011 et 2012, article 7 § 3.

## **L'autorisation d'exploitation**

Les exploitations d'UAS relevant de la catégorie « spécifique » nécessitent, selon l'article 3 du règlement d'exécution 2019/947, une autorisation d'exploitation auprès de l'autorité de l'État dans lequel il est enregistré,

La partie B de l'annexe contient des dispositions propres aux exploitations d'UAS relevant de la catégorie « spécifique ».

L'exploitant d'UAS fournit à l'autorité une évaluation du risque opérationnel pour l'exploitation envisagée.

Plusieurs possibilités se présentent.

L'exploitant soumet une déclaration lorsque le point UAS.SPEC.020 s'applique (à moins qu'il soit titulaire d'un certificat allégé d'exploitant d'UAS (LOC) lui accordant les privilèges appropriés).

Soit, dans les circonstances définies à l'article 5 § 5, une déclaration de l'exploitant d'UAS (L'autorisation d'exploitation n'est pas en ce cas requise, il s'agit d'une exploitation conforme à un scénario standard)

UAS.SPEC.020 Déclaration d'exploitation : L'exploitant en ce cas soumet à l'autorité une déclaration d'exploitation, il se conforme alors à un scénario standard. L'autorité reçoit la déclaration, fait une vérification, et confirme la réception. Dès réception de la confirmation, l'exploitant peut démarrer l'exploitation. Les exploitants titulaires d'un certificat allégé d'exploitant d'UAS ne sont pas tenus de soumettre la déclaration.

En droit commun, l'exploitant demande une autorisation d'exploitation délivrée par l'autorité compétente conformément à l'article 12 (il faut procéder à une évaluation des risques) (autorisation donnée si les risques de l'exploitation sont atténués de manière suffisante)

UAS.SPEC.030 Demande d'autorisation d'exploitation. Dans cette hypothèse, avant de commencer l'exploitation, l'exploitant obtient une autorisation d'exploitation de la part de l'autorité nationale. Celle-ci délivre l'autorisation si les conditions fixées sont réunies. Les informations requises ont été données. L'autorité peut autoriser une personne à accéder à l'UAS et aux installations.

Le règlement prévoit également une autorisation reçue conformément à l'article 16.

L'autorisation d'exploitation ou la déclaration n'est pas requise pour les exploitants d'UAS titulaires d'un « certificat allégé d'exploitant d'UAS » leur accordant des privilèges appropriés. Article 5 § 6 du règlement d'exécution.

La partie C de l'annexe contient des dispositions relatives au LUC, certificat allégé d'exploitant d'UAS. La demande de LUC est faite par une personne morale.

UAS.LUC.030. Système de gestion de la sécurité. Il doit y avoir au sein de l'organisme un responsable qui veille à ce que les activités soient menées conformément aux normes applicables. Il doit y avoir un personnel de sécurité d'encadrement pour faire appliquer la politique de sécurité.

UAS.LUC.040 Manuel LUC. Le titulaire du LUC fournit à l'autorité un manuel LUC décrivant l'organisme, les procédures applicables et les activités exécutées.

UAS.LUC.050. conditions d'agrément du titulaire d'un LUC. Si l'exploitant respecte les points ci-dessus, l'autorité délivre le LUC.

UAS.LUC.090. Accès. La personne autorisée par l'autorité doit être admise par le titulaire du LUC à accéder à l'installation pour vérification.

Des limites d'exploitation sont prévues, article 7 § 2.

## **L'autorité de surveillance**

Chaque État doit désigner une autorité pour faire appliquer la réglementation européenne et surveiller son observation. Articles 17 et 18.

Cette autorité contrôle l'application du règlement d'exécution 2019/947.

Elle est responsable de la délivrance des certificats des exploitants d'UAS – et des licences des pilotes à distance exploitant des UAS de la catégorie « certifiée ».

Elle est responsable de la délivrance aux pilotes à distance d'une attestation de réussite d'un examen théorique en ligne – ainsi que de la délivrance des brevets d'aptitude des pilotes à distance.

Elle est responsable de la délivrance des autorisations d'exploitation – et des certificats allégés d'exploitant d'UAS, ainsi que de la vérification de l'exhaustivité des déclarations nécessaires pour effectuer des exploitations d'UAS relevant de la catégorie « spécifique ».

Elle est responsable de la tenue des registres, rapports, déclarations, certificats allégés.

Elle est responsable de la mise au point d'un système de surveillance fondé sur les risques.

Elle est responsable – sauf pour les exploitations de la catégorie « ouverte » - de l'établissement d'un plan d'audit fondé sur le profil de risque, le niveau de conformité, les performances en matière de sécurité ...

Elle est responsable – sauf pour les exploitations de la catégorie « ouverte » - de la réalisation d'inspections auprès des exploitants d'UAS ...

Elle est responsable de la mise en œuvre d'un système de détection et d'examen des cas de non-conformité ...  
Elle est responsable de la diffusion d'informations et d'orientations à l'intention des exploitants d'UAS  
Elle est responsable de la tenue de systèmes d'enregistrement et d'immatriculation pour les UAS dont la conception est soumise à certification – et pour les exploitants d'UAS dont l'exploitation peut présenter un risque ...

Chaque exploitant rend compte à l'autorité de tout événement lié à la sécurité. Art. 19 § 2.  
Informées, l'Agence pour l'UE et l'autorité nationale prennent les mesures pour traiter des problèmes de sécurité, art. 19 § 4.

## § II. LA LICENCE D'EXPLOITATION

La détention de la licence d'exploitation est principalement destinée à attester la capacité financière de l'exploitant relié à l'Europe.

(Certains craignent le développement de pavillons de complaisance)

Le droit européen exige en principe la détention, par l'exploitant, de la licence d'exploitation.

Certains transporteurs de dimension réduite échappent cependant aux exigences du droit européen pour relever alors de celles du droit national.



## A. La norme : le caractère obligatoire de la licence d'exploitation

- I. La licence d'exploitation est obligatoire pour toute entreprise établie dans l'UE, avec ou sans but lucratif, désireuse d'effectuer des transports aériens à titre onéreux, règlement CE n° 1008/2008 du 24 septembre 2008, art. 3 § 1.

La délivrance et la validité d'une licence d'exploitation sont subordonnées à la détention d'un CTA en cours de validité précisant les activités couvertes par cette licence d'exploitation, art. 6, §1, règlement n° 1008/2008, version 2018. CTA délivré par une autorité nationale d'un État membre, par plusieurs autorités nationales d'États membres agissant conjointement ou par l'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne.

Article L. 6412-2 du code des transports.

L'exploitant dépourvu de licence encourt une sanction pénale, R. 6433-2 CT .

Une sanction administrative est encourue par celui qui effectue un transport aérien public sans être titulaire d'une licence d'exploitation de transporteur aérien en cours de validité lorsque celle-ci est requise, R.6432-2 CT .

L'exploitant encourt la mise sous séquestre des avions, art. L. 6432-1 du code des transports.

Les contrats de concession de service de transport aérien basés sur l'octroi d'une licence d'exploitation au sens de l'article L. 6412-2 ne relèvent pas de l'ordonnance du 29 janvier 2016 sur les contrats de concession.

## II. Les tempéraments

La licence d'exploitation n'est pas requise pour effectuer certains transports de faible importance économique. Il faut combiner droit européen et droit interne. Ces exceptions concernent certains vols effectués par des aéronefs sans organe moteur et certains vols locaux.

Le règlement européen se fait libéral au sujet des services aériens assurés par des aéronefs non entraînés par un organe moteur, par des ULM, ou pour les entreprises effectuant des vols locaux.

Le règlement n° 1008//2008 du 24 septembre 2008, article 3 § 3, ne fait pas entrer dans son domaine d'application certains petits exploitants.

« ... Les catégories suivantes de services aériens ne sont pas soumises à de détenir une licence d'exploitation en cours de validité :

- a) les services aériens assurés par des aéronefs non entraînés par un organe moteur et/ou par des ultralégers motorisés ; et
- b) les vols locaux."

L'article 3 § 3 réserve cependant toute autre disposition applicable du droit (de l'Union), du droit national ou du droit international.

Il faut donc appliquer, lorsqu'elles existent, les autres dispositions européennes légiférant en matière de licence d'exploitation.

À défaut, la balle est dans le camp du droit interne qui peut exiger de l'exploitant commercial la détention de la licence d'exploitation, alors que le règlement de 2008 ne l'exige pas. On parle de licence nationale.

Le droit interne français pose des exigences et accorde des dispenses.

Art. L. 6412-2 al. 2, modifié par l'ordonnance du 24 février 2011 : l'exploitation des services aériens mentionnés par le 3 de l'article 3 du règlement (CE) n° 1008/2008 du 24 septembre 2008 n'est subordonnée à la détention d'une licence d'exploitation [et d'un certificat de transporteur aérien] que si la capacité d'emport des aéronefs utilisés est supérieure à une limite fixée par décret en Conseil d'État, représenté par l'article R. 6412-4 CT.

Le droit français n'exige la licence d'exploitation pour les aéronefs non entraînés par un organe moteur (comme les ballons) que si la capacité d'emport est supérieure à 4 personnes ou à 400 kg de charge. À contrario, en deçà elle n'est pas requise. Article R. 6412-4 CT.

Les vols locaux

On entend par vol local un vol sans escale dont les points de départ et d'arrivée sont identiques. L'aéronef ne s'éloigne pas à plus de 40 km de son point de départ. Le vol local est d'une durée de moins de 30 minutes entre le décollage l'atterrissage. Sauf pour les aéronefs monoplaces ou biplaces faiblement motorisés dits ULM.

Le droit français exige la licence d'exploitation pour les vols locaux lorsque la capacité d'emport, équipage compris, est supérieure à 3 personnes lorsque le vol local est effectué par un giravion (aéronef à voilure tournante comme un hélicoptère).

La licence est exigée dans les autres cas lorsque la capacité d'emport est supérieure à 5 personnes.

Le droit français exige cependant la licence d'exploitation pour les vols locaux effectués au moyen d'avions à turboréacteurs.

Cf. affaire C-382/08, Neukirchinger : il s'agissait d'un allemand de Passau qui exploitait, muni d'une licence allemande d'exploitation, une entreprise de vols en ballon à air chaud en Allemagne, mais qui avait été sanctionné par les autorités autrichiennes pour avoir réalisé un vol en Autriche et conféré un baptême de l'air le 19 juin 2007 ; le droit autrichien exige que le transporteur détienne des licences de droit autrichien et qu'il réside en Autriche. L'avocat général Paolo Mengozzi dans ses conclusions du 7 septembre 2010 estimait que le droit de l'Union s'opposait à ce que le droit autrichien exige que le transporteur établi en Bavière ait une résidence en Autriche pour y organiser des vols commerciaux en ballon. Le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce que l'État autrichien exige que l'allemand titulaire de licence dans son pays doive obtenir de nouvelles licences en Autriche, à la condition que l'Autriche prenne en considération les garanties que l'exploitant a déjà fournies en Allemagne ; la sanction administrative de 3630 euros d'amende doit rester inappliquée du moment que le droit autrichien subordonne la délivrance des licences à une résidence en Autriche.

L'arrêt de la Cour de justice du 25 janvier 2011, Revue de droit des transports nov. 2011, commentaire 68 Loïc Gard, prononce : l'article 12 du traité C.E. interdit toute discrimination en raison de la nationalité, le transport par des ballons à air chaud n'entre pas dans le domaine d'application du règlement n° 2407/92, mise à l'écart de la législation autrichienne.

Le droit communautaire, le droit national, le droit international peuvent poser d'autres exigences, art. 3 § 3 du règlement n° 1008/2008.

## B. Les conditions requises pour obtenir la délivrance de la licence d'exploitation

1. L'entreprise, qui a son principal établissement dans un État membre, doit, en premier, détenir le *certificat de transporteur aérien (CTA)* : c'est un préalable posé par les articles 4 et 6 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

### Art. R. 6412-5 CT

S'il y a exonération du CTA, même s'il y a rémunération, la licence d'exploitation n'est pas non plus nécessaire. Nous songeons à l'hypothèse du transport effectué à frais partagés entre particuliers. La dispense du CTA implique, semble-t-il, celle de la licence. Il n'y a pas rémunération, mais seulement partage des frais, il n'y a pas transport commercial, ce qui écarte normalement l'obligation de détention de la licence.

2. L'entreprise doit être spécialisée dans l'exploitation de services aériens : c'est son activité principale.

La compagnie peut cependant se livrer à la réparation et à l'entretien d'aéronefs ou à une autre exploitation commerciale d'aéronefs. Art. 4, d).

Le demandeur exerce à titre principal une activité de transporteur aérien public, il a son principal établissement et le cas échéant son siège social sur le territoire de la République, art. R 6412-6 CT.

3. Il doit s'agir d'une entreprise à *capitaux majoritairement européens et contrôlée effectivement par des européens*.

- La nationalité des actionnaires. Les États européens, des particuliers européens ou des investisseurs européens doivent détenir dans la compagnie de transport une participation de plus de 50 % dans le capital social.

Article R. 6412-7 CT

- Le contrôle effectif de la société de transport aérien par des investisseurs européens. Des États membres de l'UE ou des investisseurs européens doivent contrôler effectivement l'entreprise de transport aérien.

(Sous réserve d'un accord international, comme l'accord aérien semi libéral conclu entre l'UE et les États-Unis)

(EasyJet, société anglaise basée à Luton, a constitué une filiale à Vienne, EasyJet Europe, pour continuer à pouvoir effectuer des liaisons à l'intérieur de l'UE, elle fait en sorte, dit-on, d'y avoir des actionnaires majoritairement européens, quitte à priver du droit de vote ou à exclure de la société les actionnaires ne relevant pas d'États membres de l'UE.

EasyJet dispose également d'une filiale suisse, ayant son siège à Genève.

Le problème se pose également pour Ryanair, dont une partie des actionnaires est formée d'investisseurs anglais et américains.

Idem en ce qui concerne IAG, qui contrôle British A. et Iberia.

Les dirigeants de ces sociétés fustigent dans la presse, ce qui est de bonne guerre, le retrait du Royaume-Uni de l'UE.

Les compagnies européennes concurrentes ne semblent pas contester l'existence des liaisons effectuées par ces entreprises qui conservent des liens étroits avec la perfide Albion.

On peut se demander quelle est la position de la Commission, face à ces montages et autres bricolages, ces filiales semblant se trouver sous la domination de fait de la société mère relevant de l'économie britannique.)

4. La détention d'engins de transport : l'exploitant doit détenir un aéronef ou plusieurs aéronefs en *propriété* ou en *location coque nue*. Art. 4 du règlement, c).

#### 5. L'immatriculation des engins de transport

Les transporteurs aériens titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France ne peuvent exercer une activité de transport aérien public qu'au moyen d'aéronefs inscrits au registre d'immatriculation français, décide l'article R. 6412-8 CT.

Un arrêté ministériel peut déroger à la règle.

Le droit européen est consentant.

Les aéronefs utilisés par un transporteur aérien communautaire sont immatriculés, *au choix de l'État membre dont l'autorité compétente délivre la licence d'exploitation*, soit sur son registre national, soit dans le registre national d'un autre État membre, art. 12 § 1 du règlement n° 1008/2008, version du 4 juillet 2018.

Lorsque les aéronefs sont utilisés dans le cadre d'un contrat de location sans équipage ou d'un contrat de location avec équipage, ces aéronefs peuvent être immatriculés dans le registre national soit de l'un des États membres, soit d'un pays tiers ; *ibidem*.

#### 6. La condition d'honorabilité

Article 7 du règlement : Preuve d'honorabilité

Les dirigeants, en vue de la délivrance d'une licence d'exploitation, présentent la production de preuves relatives à leur honorabilité ou l'absence de faillite.

Art. R. 6412-9 CT

#### 7. Des capacités financières strictes

## Article 5 du règlement n° 1008/2008 : Conditions financières pour l'octroi des licences d'exploitation

### Le principe

L'autorité appelée à délivrer la licence d'exploitation doit se livrer à une analyse prospective des forces financières du requérant.

#### Paragraphe 1

Elle doit vérifier si l'entreprise est à même de faire face pendant les 1<sup>er</sup> 24 mois du début de l'exploitation à ses obligations actuelles et potentielles évaluées sur la base d'hypothèses réalistes.

Elle doit apprécier si l'entreprise sera à même d'assumer pendant une période de 3 mois à compter du début de l'exploitation les frais fixes et les dépenses d'exploitation découlant de ses activités conformément au plan d'entreprise et évalués sur la base d'hypothèses réalistes, sans avoir recours aux recettes tirées de son exploitation.

#### Paragraphe 2

La demande de licence est accompagnée d'un plan d'entreprise portant au moins sur les 3 premières années d'exploitation.

Le plan indique le détail des liens financiers du demandeur avec d'autres activités commerciales auxquelles il se livrerait.

Le demandeur fournit également toute information utile, en particulier les données visées à l'annexe I, point 1 :

Les documents financiers et comptables internes les plus récents ;

Un bilan et un compte de résultats prévisionnels pour les 3 années suivantes ;

La base sur laquelle sont établies les dépenses et recettes prévisionnelles pour des points tels que carburant, tarifs, salaires, entretien, amortissements, fluctuations des taux de change, redevances aéroportuaires, redevances de navigation aérienne, coûts des services d'escale, assurances ; les prévisions de trafic et de recettes ;

Le détail des frais de démarrage pour la période allant du dépôt à la demande au commencement d'exploitation, et des explications sur la manière dont il est envisagé de financer ces frais ;

Le détail des sources de financement ;

La liste détaillée des actionnaires, avec leur nationalité et le type d'actions détenues, et les statuts. Si le transporteur fait partie d'un groupe d'entreprises, des informations doivent être fournies sur les relations entre celles-ci ;

La marge brute d'autofinancement prévisionnelle et les plans de trésorerie pour les 3 premières années d'exploitation ;

Le détail du financement des achats et des acquisitions par contrat de location d'aéronefs, y compris, en cas de location, les conditions générales du contrat.

Le tempérament propre aux petites entreprises de transport aérien.

L'Europe peut se montrer plus accommodante, mais il est loisible à l'État de maintenir la rigueur, ce que la France a fait.

#### Paragraphe 3

##### Premier alinéa.

Le règlement se fait moins exigeant en ce qui concerne les demandeurs n'ayant que le projet d'exploiter une petite entreprise de transport aérien, n'envisageant que l'exploitation d'aéronefs d'une masse maximale au décollage (MTOM) inférieure à 10 tonnes et/ou d'une capacité inférieure à 20 sièges.

Ces demandeurs, selon le règlement, ne sont pas en principe astreints aux exigences indiquées supra qui ne valent que pour des entreprises aériennes de plus grande ampleur.

Ces entreprises doivent cependant établir que leurs capitaux propres s'élèvent au moins à 100 000 euros ou fournir toutes les informations utiles aux fins de l'analyse prévue au paragraphe 1, en particulier les informations visées à l'annexe I, point 1.

Le 2<sup>o</sup> alinéa du § 3 envisage un retour à la rigueur.

L'autorité compétente pour l'octroi des licences peut néanmoins appliquer les paragraphes 1 et 2 à une petite entreprise et qui entend exploiter des services aériens réguliers, ou dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 3 millions d'euros.

Ces dispositions sont rendues obligatoires en France par l'article R. 6412-3 CT.

Les règles figurant aux paragraphes 1 et 2 s'appliquent aux transporteurs aériens effectuant des transports aériens publics au moyen exclusivement d'aéronefs de moins de 20 sièges ou dont la masse maximale au décollage est inférieure à 10 tonnes, dès lors que leur chiffre d'affaires annuel est supérieur à 3 millions d'euros ou qu'ils exploitent des services réguliers.

L'art. R. 6412-11 CT prévoit qu'en outre des garanties financières et morales peuvent être demandées, le texte opère renvoi à un arrêté.

### C. La délivrance de la licence

La compagnie doit avoir son principal établissement dans l'État de délivrance de la licence.

La licence est délivrée par le ministère chargé de l'aviation civile en ce qui concerne les entreprises de transport aérien ayant en France leur principal établissement. Art. R. 6412-1 CT.

La licence d'exploitation est délivrée par le préfet de région en ce qui concerne les petits transporteurs, Article R. 6412-12 CT. Le préfet de région peut accorder, comme le ministre, l'autorisation d'utiliser un aéronef immatriculé à l'étranger.

Pour un motif de bonne administration, la délivrance d'une licence d'exploitation-aviation civile ne peut pas être demandée par voie électronique, voir décret n° 2015-1408 du 5 novembre 2015. Qui ne dit rien de la demande du CTA.

Il ressort de l'article 6 du règlement n° 1008/2008, version 2018, que l'autorité compétente pour l'octroi des licences est éventuellement distincte de l'autorité compétente pour le CTA. Ces deux autorités échangent entre elles. Article 6 § 3.

Si intervient une modification du CTA d'un transporteur aérien communautaire, cette modification est reproduite, lorsque cela est pertinent, dans sa licence d'exploitation, art. 6, § 2, règlement n° 1008/2008, version 2018.

L'autorité compétente pour le CTA (compétente pour la supervision de la sécurité) signale à l'autorité compétente pour l'octroi des licences toutes modifications pertinentes qu'il est proposé d'apporter au CTA, *ibidem*.

La France exige du transporteur qu'il détienne une police d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité civile. Art. R. 6412-10 CT.

### D. Le suivi de la licence d'exploitation

La licence d'exploitation reste valable aussi longtemps que le transporteur aérien européen satisfait aux exigences du règlement européen. Voir art. 8 § 1.

L'autorité qui a délivré les licences surveille avec soin le respect des exigences légales. Elle vérifie en particulier le respect de ces exigences deux ans après la délivrance d'une nouvelle licence d'exploitation, art. 8 § 2, lettre a.

[Les autorités suédoises sont seules compétentes pour surveiller la situation financière des compagnies aériennes disposant d'une licence suédoise, décision du Tribunal du 17 février 2021, T-238/20, considérant 41.]

C'est ainsi que la Commission européenne avait fait respecter le dispositif européen lors de la prise de participation majoritaire de capitaux en provenance de la compagnie des émirats ETIHAD dans le capital d'Alitalia. L'investisseur des émirats ne détenait finalement qu'une participation qui était seulement de 49 %. Les principes étaient saufs, même si l'actionnaire qui détient 49 % du capital est, le plus souvent, face à des investisseurs moindres et dispersés, peut-être européens, le maître de l'affaire.

La Commission européenne a publié, au JOUE du 16 juin 2017, C 191/1, 2017 /C 191/01, des lignes directrices concernant la propriété et le contrôle des transporteurs aériens de l'UE.

[Le code des transports contient des dispositions d'esprit nationaliste destinées à faire respecter le principe suivant lequel la majorité du capital des sociétés françaises de transport aérien cotées en bourse et titulaires d'une licence d'exploitation doit être détenue par des Français ou tout le moins par des européens, art. L. 6411-2. Les statuts d'Air France KLM contiennent des dispositions pour interdire la présence au sein du capital de la société de plus de 45 % d'actionnaires non européens. En clair le capital doit être détenu par au moins 55 % d'actionnaires français ou plus largement européens, UE et EEE. Les actionnaires étrangers en surnombre s'exposent à une mesure de cession forcée de leurs titres. Art. R. 6411-1 et s. CT. Cette société comporte cependant depuis 2017 deux importants actionnaires américain et chinois]

Si l'autorité compétente pour l'octroi des licences soupçonne que les problèmes financiers rencontrés par un transporteur aérien communautaire pourraient nuire à la sécurité de ses activités, elle en informe immédiatement l'autorité compétente pour le CTA. Art. 8 § 2 du règlement n° 2008/1008.

#### E. Le retrait des licences

La suspension et le retrait des licences sont encourus si les conditions d'octroi ne sont plus remplies, art. R. 6432-1 CT.

Si le capital social de la société transporteur n'est plus détenu à 50 %, par des européens et si la société de transport n'est plus contrôlée effectivement par des européens, la licence d'exploitation doit en principe être suspendue ou retirée par l'autorité nationale qui l'avait délivrée. La Commission peut saisir l'autorité nationale à cette fin.

En cas de suspension ou de retrait du CTA d'un transporteur aérien communautaire, l'autorité suspend ou retire immédiatement la licence d'exploitation, art. 9, § 5 du règlement n° 1008/2008.

Si une mesure coercitive est nécessaire, l'autorité compétente pour le CTA et celle pour l'octroi des licences se concertent avant l'instauration d'une telle mesure. Elles s'informent mutuellement sur la décision prise, art. 6 § 3 bis, règlement n° 1008/2008, version 2018.

Le suivi des conditions financières du transporteur aérien

Les pouvoirs publics doivent surveiller le maintien des capacités financières des entreprises de transport.

#### L'information

Le transporteur aérien européen doit fournir à l'autorité ses comptes certifiés, au plus tard 6 mois suivant le dernier jour de l'exercice financier.

Sous sanction du retrait ou de la suspension de la licence d'exploitation, art. 9 § 3.

Au cours des 2 premières années d'exploitation d'un transporteur aérien communautaire, les informations visées à l'annexe I, point 3, sont mises à la disposition de l'autorité compétente pour l'octroi des licences qui en fait la demande, art. 8 § 4 al. 1°.

Informations à fournir pour l'évaluation permanente de la capacité financière des titulaires de licence :

Les comptes certifiés au plus tard 6 mois après le dernier jour de l'exercice financier concerné, sauf dispositions contraires du droit national et, si nécessaire, les documents financiers et comptables internes les plus récents ;

Un bilan et un compte de résultats prévisionnels pour l'année à venir ;

Les dépenses et recettes passées et futures pour des postes tels que prix du carburant, tarifs, salaires, entretien, amortissements, fluctuations des taux de change, redevances aéroportuaires, redevances de navigation aérienne, coûts des services d'escale, assurances... ; les prévisions de trafic et de recettes :

La marge brute d'autofinancement et les plans de trésorerie pour l'année suivante.

L'autorité peut à tout moment évaluer les résultats financiers d'un transporteur aérien communautaire en demandant les informations nécessaires dans le cadre d'une telle évaluation, le transporteur met à jour les informations visées à l'annexe I, point 3, et les fournit à l'autorité qui en fait la demande. Art. 8 § 4 al. 2.

Sous sanction de la suspension ou du retrait de la licence si le transporteur fournit à l'autorité, sciemment ou imprudemment, des informations erronées sur un point important. Art. 9 § 4.

Les entreprises en difficulté encourent la suspension, voire le retrait de la licence d'exploitation.

L'art. 9 envisage deux situations légèrement différentes. Dans la seconde, le transporteur fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité.

## 1° situation

Art. 9 § 1 : L'autorité compétente pour l'octroi des licences peut procéder à une évaluation des résultats financiers d'un transporteur aérien communautaire auquel elle a délivré une licence. Sur la base de cette évaluation, l'autorité suspend ou retire cette licence d'exploitation si elle n'a plus la certitude que ce transporteur aérien est à même de faire face à ses obligations actuelles et potentielles pendant une période de 12 mois.

La licence temporaire. Art. 9 § 1. La situation de l'entreprise de transporteur est obérée. L'autorité peut néanmoins délivrer une licence temporaire d'une durée maximale de 12 mois, en attendant la restructuration financière du transporteur, à condition que la sécurité ne soit pas mise en péril, que cette licence temporaire prenne en compte toute modification apportée au CTA et qu'il existe une possibilité réaliste de redressement financier satisfaisant pendant ce laps de temps.

## 2° situation : le transporteur fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité

Article 9 § 2 : Lorsqu'il apparaît clairement qu'il existe des problèmes financiers ou qu'une procédure en insolvabilité ou une autre procédure similaire est engagée à l'encontre d'un transporteur aérien communautaire auquel elle a délivré une licence, l'autorité compétente pour l'octroi des licences procède sans retard à une analyse approfondie de la situation financière et, sur la base de ces conclusions, réexamine le statut de la licence d'exploitation conformément au présent article dans un délai de 3 mois.

La Commission est informée.

On peut citer en exemple la suspension de licence d'exploitation d'Atlantique Air Assistance, arrêté du 19 octobre 2017. Cette société était à Nantes en redressement judiciaire. La suspension n'est pas le retrait de la licence. Il s'agissait d'une solution d'attente.

Si la société de transport aérien est en liquidation judiciaire, le ministre procède au retrait de l'arrêté ayant octroyé la licence d'exploitation. A. du 14 déc. 2017, abrogeant l'arrêté ayant conféré la licence d'exploitation à Atlantique Air Assistance, mise en liquidation judiciaire le 6 décembre 2017.

Un arrêté du 17 novembre 2020, JO du 3 décembre 2020, porte abrogation de l'arrêté ayant octroyé en 2003 la licence d'exploitation de transporteur aérien à la société Finist'air. Est également abrogé l'arrêté concernant l'exploitation de services de transport aérien par cette société. Aucune motivation n'est précisée.

[L'UE a publié des dispositions temporaires pour permettre aux transporteurs aériens de faire face, du fait de l'épidémie, à la crise du transport aérien. Le règlement 2020/696 du 25 mai 2020 modifie en ce sens le règlement n° 1008/2008, il concerne les transporteurs aériens ressentant des problèmes de liquidités qui pourraient mener à la suspension voire au retrait de leur licence d'exploitation. L'autorité compétente peut décider de ne pas suspendre ou ne pas retirer la licence d'exploitation, à la double condition que la sécurité ne soit pas mise en péril et qu'il existe une perspective réaliste de redressement financier dans les 12 mois qui suivent. La mesure est reconduite par le règlement délégué 2020/2115 du 16 décembre 2020, jusqu'au 31 décembre 2021. L'autorité compétente examine les résultats obtenus par le transporteur aérien au terme de la période de 12 mois, elle peut alors décider de la suspension ou du retrait de la licence d'exploitation et de la délivrance d'une licence temporaire.]

Sur la disparition d'Air Berlin et l'attribution de certains de ses actifs à la Lufthansa. Contestation formée par Laudamotion, concernant les liaisons au départ et à destination de Vienne, de la décision de la Commission Lufthansa – Air Berlin. Un recours est porté devant le Tribunal, T-1016/23, le 12 octobre 2023, affaire Laudamotion c. Commission.

Si l'entreprise de transport fait faillite, ses créanciers impayés peuvent songer à poursuivre l'État pour avoir accordé des aides creusant le déficit mais en maintenant artificiellement en activité une entreprise exsangue. Voir Conseil d'État, 27 novembre 2020, n° 417165.

La Commission publie en application de l'article 10 du règlement n°1008/2008 des informations transmises par les États membres concernant :

les licences d'exploitation délivrées, les licences délivrées à titre temporaire, les licences d'exploitation remises en vigueur, les licences d'exploitation suspendues, les restitutions volontaires qui sont une renonciation, les licences retirées, le changement de nom du titulaire de la licence d'exploitation, les changements d'adresse du titulaire de la licence, les changements de catégorie, les changements de l'autorisation de transporter.

La catégorie A vise les licences auxquelles ne s'applique pas les dérogations définies à l'article 5 § 3 du règlement n° 1008/2008 et la catégorie B est relative aux licences comprenant les restrictions prévues par l'article 5 § 3 du règlement.

Voir, au JOUE du 22 août 2023, la publication, opérée par la Commission européenne, page C 1008/2, des décisions prises en 2022 par les États membres tendant à délivrer, suspendre ou retirer des licences d'exploitation.

Christophe Paulin, La défaillance du transporteur aérien, in Mélanges Corinne Houin Saint Alary, LGDJ, 2020, p. 431-437.

### § III. L'AUTORISATION D'EXPLOITER DES SERVICES DE TRANSPORT AÉRIEN. LES DROITS DE TRAFIC

À l'ancienne césure entre transports internes (transports domestiques entre aéroports français) et transports internationaux (transports entre la France et un État tiers) a succédé la distinction entre les transports effectués à l'intérieur de l'Union européenne / et les transports opérés entre les aéroports des États membres de l'UE et ceux des États extérieurs à l'UE.

À l'intérieur de l'espace européen, le principe de liberté, moyennant quelques exceptions, domine. Le transporteur européen qui est titulaire d'un CTA et d'une licence d'exploitation est de plein droit habilité à effectuer des transports commerciaux entre aéroports européens.



En revanche, dans les relations entre aéroports européens et aéroports étrangers, en dépit d'une certaine libéralisation des échanges aériens, on est dans le domaine de l'économie dirigée. La concurrence entre transporteurs ne s'exerce pas en toute liberté. L'initiative économique est tributaire des accords aériens bilatéraux conclus entre les États.

Vincent Correia, L'UE et le droit international de l'aviation civile, Bruylant, 2014  
Xavier Rostan, La libéralisation du transport aérien, thèse, Paris I, juin 2015

## Sous-Paragraphe I. La libéralisation des transports intra-européens

### Historique

Les transports internes ou domestiques relevaient jadis, sous sanction pénale, du régime strict de l'autorisation administrative préalable. Réglementation très étroite de l'activité de transporteur aérien public. Le privilège de pavillon s'exerçait, les transports internes étaient réservés aux transporteurs français.

Les transports avec les aéroports des autres États membres de la communauté économique européenne étaient considérés primitivement comme des transports internationaux et étaient ainsi opérés sur le fondement des accords aériens bilatéraux conclus par la France avec chacun des États étrangers.

Le droit aérien a reçu l'influence progressive du droit issu du traité de Rome : la politique commune des transports aériens était alors tributaire d'un accord unanime des États. On considérait cependant depuis 1974 que les transports communautaires étaient soumis au droit issu du Traité et que les tarifs réalisateurs d'entente anti concurrentielle étaient prohibés. C'est ce qui avait été décidé par l'arrêt de la Cour de justice ASJES et , dit Nouvelles Frontières, du 30 avril 1986, suscité par le tribunal de police de Paris appelé à connaître de poursuites à l'encontre de transporteurs aériens ou d'agences de voyages pour non-respect des tarifs homologués par le ministère des transports.

La libre prestation des services, en matière de transports, est régie par les dispositions du titre VI relatif aux transports du TFUE. Elle obéit à un régime particulier.

Les gouvernements se sont résolus à agir et à mettre en place très progressivement une politique commune des transports en matière aérienne, d'autant que depuis l'acte unique de février 1986, la majorité qualifiée - et non plus l'unanimité - est suffisante pour légiférer en matière de politique des transports. Art. 100 § 2 TFUE.

On a ainsi assisté à la libéralisation du marché intérieur et à la déréglementation qui a été opérée par plusieurs règlements du 23 juillet 1992.

Le droit positif est représenté par le règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

### A. Le principe de liberté offert à l'ensemble des transporteurs européens

Les transporteurs aériens européens, titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par l'autorité d'un État membre, sont autorisés à exploiter des services aériens à titre onéreux à l'intérieur de l'Union. La détention de la licence leur confère les droits de trafic dans le cadre de celle-ci. Les États ne peuvent plus exiger une permission ou une autorisation. Le transport aérien commercial est libéralisé à l'intérieur de l'Europe en faveur des transporteurs européens.

(Cette solution libérale doit également concerner les transporteurs des États membres de l'EEE comme la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein, les services étant libéralisés par l'accord avec l'UE.)

Le terme de transporteur aérien communautaire s'applique également à un transporteur aérien détenteur d'une autorisation d'exploitation et ayant son principal lieu d'activité et le cas échéant son siège statutaire en Suisse, voir cependant la décision n° 1/2022 du comité mixte des transports aériens Union européenne / Suisse du 24 novembre 2022, JOUE du 16 décembre 2022.

Le statut du transporteur aérien opérant en France

Nul ne doute de la qualité de transporteur français du transporteur titulaire d'un CTA et d'une licence d'exploitation délivrés par les autorités françaises, ayant son siège social en France, opérant principalement depuis Paris ou Marseille ... il est soumis au droit français.

Ce qui suscite l'attention des pouvoirs publics français, c'est la situation du transporteur de siège allemand, irlandais ou espagnol ..., qui détient un CTA et une licence délivrés par une autorité autre que la France, mais qui détient une tête de pont sur un aéroport français, qui y embauche du personnel au sol et qui éventuellement y emploie des navigants prenant leur travail et le quittant depuis la base située en France.

Ces compagnies, tout en demeurant étrangères, non françaises, vont connaître l'attraction du droit français, au moins en ce qui concerne les activités aériennes menées depuis la France.

De telles compagnies risquent d'être réputées établies en France.

Le transporteur aérien "établi" en France

L'État français établit des règles impératives pour soumettre à la loi française les compagnies étrangères ouvrant une base en France. Il entend ainsi protéger les transporteurs français, ainsi que les salariés des compagnies étrangères travaillant en France.

Ces mesures, indirectement, ont pour objet ou pour effet de freiner la concurrence exercée au détriment des transporteurs français en provenance de transporteurs irlandais, espagnols ... soumis dans leurs États à une fiscalité moins lourde ou à un régime de droit social plus indulgent. Réputés établis en France, la législation française s'appliquera à eux, à l'instar des compagnies ayant en France le centre de leurs intérêts. De telles dispositions sont protectrices des intérêts français. Le législateur fait appel au principe de territorialité. En ce qui concerne les activités menées depuis la France, ces compagnies ne pourront se prévaloir de leur loi personnelle.

L'article R. 6412-15 CT vise la situation du transporteur aérien titulaire d'une licence d'exploitation délivrée par un État membre de l'UE, autre que la France.

Ce transporteur de l'UE est considéré établi en France lorsqu'il exerce de façon habituelle, stable et continue une activité de transport aérien à partir d'une base d'exploitation située sur le territoire national.

Une base d'exploitation, comme le décide l'article R. 6412-14, se définit par l'exercice d'une activité habituelle, stable et continue de transport aérien mettant en œuvre des moyens techniques, matériels et humains, dont le recours à des salariés ayant le centre effectif de leur activité professionnelle sur l'aéroport concerné.

Les transporteurs aériens titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France et les autres transporteurs aériens exerçant une activité de transport aérien public sur le territoire de la République fournissent au ministre ... des renseignements statistiques sur leur trafic ..., art. R. 6412-1 CT.

La France continue cependant à exiger du transporteur auquel est octroyée une licence d'exploitation de transporteur aérien qu'il observe les dispositions des articles R. 6412-25 CT.

Les programmes d'exploitation de services aériens de transport public au départ, à destination, ou à l'intérieur du territoire national doivent être déposés auprès du ministre chargé de l'aviation civile.

S'il s'agit de services aériens réguliers, les programmes doivent être déposés au moins un mois avant le début de leur mise en œuvre et comporter des indications sur les conditions techniques et commerciales d'exploitation.

S'il s'agit de services non réguliers, les programmes d'exploitation donnent également lieu à dépôt.

L'art. R. 6412-26 CT précise les conditions de mise en œuvre de ces programmes d'exploitation qui ont été déposés.

S'il s'agit de services aériens, réguliers ou non réguliers, de transport public, effectués en Europe (UE et EEE), avec au moins un point d'escale en France, par des transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation délivrés par l'un des États européens, les programmes d'exploitation peuvent être mis en œuvre si le ministre ne s'y est pas opposé dans le délai de 15 jours suivant leur dépôt.

La personne qui effectue un vol ne figurant pas dans un programme d'exploitation autorisé ou qui ne respecte pas les dispositions relatives au dépôt et à l'homologation des tarifs encourt le prononcé d'une amende administrative, art. R. 6432-3 CT.

Ces exigences concernant le dépôt des programmes d'exploitation ne s'appliquent pas pour l'exploitation de services non réguliers de transport public, avec au moins une escale en France, du moment que les transporteurs sont titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France ou un État UE et EEE ou dans le cadre d'un accord aérien, et que l'exploitation soit modeste (services effectués par des aéronefs dont la capacité ne dépasse pas 20 sièges, ou dont la masse maximale au décollage n'excède pas 10 tonnes). Art. R. 6412-27 CT.

Le ministre peut se faire communiquer les conditions générales de transport, les avantages de toute nature consentis à la clientèle ainsi que les tarifs des transporteurs exploitant des services aériens réguliers de passagers au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire national, art. R. 6412-30 CT.

En France, les grandes lignes internes sont en fait desservies par un ou deux transporteurs, les réseaux régionaux sont desservis par des compagnies spécialisées, il s'agit parfois de lignes réglementées exploitées en exclusivité avec ou sans compensation, fonctionnent également des services locaux.

Les liaisons entre le continent et la Corse obéissent à un régime particulier, l'assemblée de Corse impose des obligations de service public sur les liaisons avec Paris, Marseille et Nice, cf. infra.

## B. Les restrictions à la liberté du transport

Les transporteurs ont l'obligation de respecter les dispositions relatives à la sécurité, à la sûreté, à la protection de l'environnement et à l'attribution des créneaux horaires.

### 1°) L'imposition, sur certaines liaisons aériennes, d'obligations de service public, O.S.P.

Certaines liaisons, de faible fréquentation, méritent au nom de l'intérêt général d'être desservies pour le service du public.

Les transporteurs qui sont des commerçants soucieux de dégager un certain profit ont la tendance naturelle de ne desservir que les lignes rentables.

Ils ne sont pas en général disposés à desservir une relation entre une métropole et une région reculée.

L'intérêt commercial est nul.

Les pouvoirs publics peuvent prendre, au nom de l'intérêt général, une initiative pour que la ligne soit desservie.

Le Conseil d'État dans un arrêt du 15 décembre 2017 parle de liaisons aériennes non rentables.

Les pouvoirs publics peuvent alors réduire à un le nombre des transporteurs et éventuellement accorder au transporteur sélectionné pour desservir la relation aérienne une aide financière.

Sur quelles lignes les pouvoirs publics peuvent-ils imposer des obligations de service public ?

C'est l'aéroport de destination qui est déterminant.

Le point de départ de la liaison est un aéroport situé dans l'Union européenne.

Le point de destination est un aéroport relevant de l'État membre qui prend la décision d'imposer des obligations de service public.

Il s'agit

soit d'une liaison à destination d'un aéroport desservant une *zone périphérique* ou de développement,

soit d'une *liaison à faible trafic*, si la liaison est considérée comme vitale pour le développement économique et social de la région.

La liaison peut être une liaison interne.

Il peut s'agir également d'une liaison avec un autre État européen.

Il y a alors une consultation avec les autres États membres concernés.

La réglementation ne concerne que des relations aériennes à l'intérieur de l'UE.

La liaison est déjà exploitée ou non.

On est en matière de services aériens réguliers.

L'objectif est destiné à assurer sur la liaison une prestation minimale de services aériens réguliers.

(Marion Hiriart, Modernisation du transport public aérien français : service public et hélicoptère civil, Annales de droit aérien et spatial, 2013, volume 38, p. 177 à 200, qui plaide pour l'établissement de liaisons régionales subventionnées desservies par hélicoptère)

Lignes directrices en matière d'obligations de service public, communication de la Commission, 2017/C 194/01, JOUE du 17 juin 2017, C 194/1

179 liaisons étaient en 2017 desservies sous OSP dans 13 États membres de l'UE. 40 concernent la France. La plupart sont des liaisons intérieures. 136 reçoivent une subvention.

Cette réglementation n'a guère suscité de contentieux porté devant la CJUE.  
On relève en France quelques rares décisions émanant des juridictions administratives.

a) Les lignes réglementées tributaires d'obligations de service public avec maintien de la concurrence, OSP libre

Les pouvoirs publics peuvent décider d'imposer sur certaines liaisons des obligations de service public aux transporteurs desservant la ligne ou envisageant de la desservir. Article 16 § 1 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

Ces obligations mises à la charge des transporteurs portent sur les fréquences, les horaires, les capacités, les tarifs. L'administration peut par exemple prévoir une fréquence journalière ou hebdomadaire, elle peut établir des tarifs plafonnés.

La détermination de l'autorité publique prenant la décision d'imposer sur une relation des obligations de service public.

L'article 16 § 1 du règlement du 24 septembre 2008 désigne l'État : un État membre, qui mène des consultations préalables avec les autres États membres concernés et après en avoir informé la Commission, les aéroports concernés et les transporteurs qui exploitent la liaison (s'ils existent ...).

Si nous nous référons à la situation française, c'est la DGAC qui joue le premier rôle. C'est le ministre qui décide d'imposer des obligations de service public sur des services aériens réguliers, art. R. 6412-23 CT. Le texte donne aux collectivités territoriales (comme une communauté de communes ou une région) ou à des personnes publiques intéressées (comme une chambre de commerce) le pouvoir de proposition. L'article L. 6412-4 du code des transports décide que l'État peut déléguer tout ou partie de l'organisation des services de transports aériens au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire français soumis à des OSP à une collectivité territoriale ou à une autre personne publique l'ayant demandé.

Si l'État décide d'imposer sur une liaison une obligation de service public, il communique le texte de la mesure envisagée : à la Commission, aux autres États concernés, aux aéroports concernés, aux transporteurs aériens assurant la liaison en question, art. 16 § 4 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

La mesure imposant des OSP donne lieu, par la Commission, à publicité au JOUE, art. 16 § 4. Cet avis désigne les deux aéroports reliés par la liaison en cause et les éventuelles escales. Une publicité effectuée a posteriori sur le bulletin officiel de l'État en cause est possible. Lorsque le trafic envisagé est inférieur à 10 000 voyageurs par an, l'État peut faire publier l'avis au JOUE ou sur son propre bulletin officiel. Il a le choix.

Le transporteur qui compte exploiter la liaison peut dans certaines hypothèses devoir prendre l'engagement d'exploiter la liaison pendant une certaine période, art. 16 § 2. « Au cas où d'autres modes de transport ne peuvent assurer un service continu avec au moins deux fréquences quotidiennes ».

Si plusieurs transporteurs acceptent de desservir la liaison, tous sont soumis aux obligations imposées, art. 16 § 7 et 8. La libre concurrence est à ce stade théoriquement maintenue. La ligne reste libre. Le transporteur aérien européen – il s'agit du premier prestataire décidé à desservir la ligne ou qui le dessert déjà - doit pouvoir procéder à la vente de sièges. Tout autre transporteur aérien européen est à tout moment autorisé à commencer des services aériens réguliers qui répondent à toutes les exigences fixées dans l'obligation de service public

Une amende administrative est encourue par celui qui ne respecte pas les obligations de service public imposées, article R. 6432-2 CT.

Une obligation de service public a été ainsi imposée sur les liaisons  
Entre Dijon et Toulouse, A. 3 déc. 2013, JORF du 13 déc. 2013,  
Entre Strasbourg et Prague, JOUE du 30 septembre et du 8 octobre 2015,

Entre Pointe à Pitre, et Marie Galante, les Saintes, la Désirade, JORF du 29 octobre 2015 et JOUE du 2 décembre 2015  
Entre les îles de l'archipel des Canaries, JOUE du 16 décembre 2015  
Entre Lannion et Paris Orly, JOUE du 27 septembre 2017  
Entre Castres et Lyon,  
Entre Rodez et Lyon, JOUE du 11 février 2017  
Entre Brive et Paris Orly, modification des obligations, JOUE du 30 mars 2017, JORF du 20 mars 2021, des créneaux sont réservés à l'exploitant à Orly en application de l'article 9 du règlement n° 95/93 du 18 janvier 1993, la ligne est actuellement desservie par AF, JOUE du 7 mai 2021  
Entre Brno et Munich, JOUE du 5 décembre 2017  
Entre Badajoz et Madrid et entre Badajoz et Barcelone, JOUE du 9 mars 2018  
Entre Limoges et Lyon, JOUE du 19 juin 2018  
Entre Aurillac et Orly, JORF du 17 juillet 2018 et JOUE du 9 août 2018  
Entre Vilnius et Londres, JOUE du 10 août 2018  
Entre Minorque et Madrid, JOUE du 16 août 2018  
Entre Castres et Orly, JOUE du 21 août 2018 et JORF du 17 octobre 2018  
Entre Quimper et Paris, JO du 6 mars 2019, JO du 24 avril 2019, JOUE du 1<sup>o</sup> avril 2019  
Entre Brest Guipavas et l'île d'Ouessant, JOUE du 2 juillet 2019  
Entre Poitiers et Lyon, JORF du 6 avril 2023  
Entre Strasbourg et Berlin, JORF du 25 avril 2023  
Entre Le Puy et Orly, JOUE du 19 février 2024

#### Deux possibilités

Hypothèse positive : un ou plusieurs transporteurs décident de desservir la liaison sur laquelle des OSP ont été imposées.

L'OSP est éteinte, si aucun service aérien régulier n'a été exploité dans les 12 mois, article 16 § 11.

Les tarifs sont sous certaines conditions soumis à homologation ministérielle, art. R. 6412-31 CT.

#### b) La sélection d'un seul transporteur

Le règlement européen envisage l'hypothèse où aucun transporteur n'a commencé de services durables sur la liaison sur laquelle des obligations dites de service public ont été imposées.  
Article 16 § 9.

Une carence est ainsi relevée.

#### Les appels d'offres

L'autorité publique déplore cette situation, elle estime que la desserte est vitale pour l'économie nationale ou régionale et relance le processus. Elle va susciter des offres de desserte auprès des transporteurs aériens, article 17.

La puissance publique peut lancer un appel d'offre destiné à susciter des candidatures pour desservir la ligne affectée d'OSP, art. 17 § 1. Art. R. 6412-24 CT.

Une publicité est prévue à l'article 17 § 4.

(La liaison entre Lorient et Lyon, JOUE du 30 septembre 2016)

(La liaison entre Lannion et Orly, JO du 27 septembre 2017)

(La liaison entre Brive et Paris, JOUE du 30 mars 2017)

(La liaison entre Périgueux et Paris Orly, JOUE du 22 décembre 2017)

(La liaison entre Agen et Paris Orly, JOUE du 4 juillet 2018)

(La liaison entre Vilnius et Londres, JOUE du 10 août 2018)

(La liaison entre Quimper et Orly, JOUE du 24 avril 2019)

(La liaison entre La Rochelle, Poitiers et Lyon, JOUE du 24 avril 2019)

(La liaison entre Strasbourg d'une part, Amsterdam, Madrid et Munich d'autre part, JOUE du 7 juin 2021)

(La liaison entre Tarbes et Orly, JOUE du 1<sup>o</sup> octobre 2021)

(La liaison entre Aurillac et Orly, JORF du 19 juin 2022, JOUE du 25 juillet 2022)  
(La liaison entre Limoges et Orly, JORF du 19 juin 2022, JOUE du 30 juin 2022 et du 19 août 2022)  
(La liaison entre Castres et Orly, JORF du 26 juillet 2022, JOUE du 12 août 2022)  
(La liaison entre Limoges et Lyon, JOUE du 19 août 2022)  
(La liaison entre Poitiers et Lyon, JOUE du 17 mai 2023)  
(La liaison entre La Rochelle et Lyon, JOUE du 9 juin 2023, JORF du 1<sup>o</sup> juillet 2023)  
(La liaison entre Strasbourg et Berlin, JOUE du 12 juin 2023)  
(La liaison entre Brest et Ouessant, JOUE du 18 juillet 2023)  
(La liaison entre Rodez et Orly, JORF du 29 décembre 2023, JOUE du 19 février 2024)  
(La liaison entre Le Puy et Orly, JORF du 31 décembre 2023)

Les suites de l'initiative de la puissance publique.

1<sup>o</sup> possibilité. Aucune offre n'a été présentée. Le marché est alors défaillant.

2<sup>o</sup> possibilité. Une seule offre est présentée. Le transporteur effectuera la liaison grevée d'OSP.

3<sup>o</sup> possibilité. Deux ou plusieurs offres se manifestent.

Une sélection peut alors être opérée pour départager les différentes offres présentées.

La puissance publique choisit alors quel sera le transporteur qui assurera la desserte de la liaison grevée d'OSP, art. 17 § 7.

Le règlement parle d'accès limité, article 16 § 9.

La Commission parle de contrat exclusif de concession de service.

La puissance publique peut ainsi accorder une *exclusivité* sur la ligne pendant quatre ans (voire 5 ans s'il s'agit de desservir l'aéroport d'une région ultra périphérique) au transporteur sélectionné.

Art. R. 6412-24 CT, le ministre peut limiter l'accès de la liaison à un seul transporteur qui est choisi à l'issue d'une procédure d'appel d'offres.

La Commission n'exclut pas la possibilité d'une sous-traitance.

La Commission est informée des résultats de l'appel d'offre et de la procédure de sélection, article 17 § 9.

La Commission peut demander à l'État en cause la communication des documents relatifs à la sélection.

Si ces documents ne sont pas communiqués, la Commission peut suspendre l'appel d'offres, art. 17 § 10.

La contestation de la procédure

Le décret du 16 mai 2005 n'indique nullement que c'est le DGAC qui réalise et orchestre en France la procédure de l'appel d'offre ; l'article 7 indique seulement qu'un représentant de l'État assiste à la procédure de sélection de la meilleure offre. L'appel d'offre est réalisé à l'initiative d'une collectivité ou d'une autre personne publique intéressée.

Dans l'affaire portant sur la contestation de l'attribution de la desserte de la ligne Lannion - Paris, ayant donné lieu à l'arrêt du Conseil d'État du 15 décembre 2017, n<sup>o</sup> 413193, il est indiqué que c'est le syndicat mixte de l'aéroport de Lannion qui avait lancé la procédure de passation en vue de la conclusion d'une convention entre l'État, le syndicat mixte et le transporteur retenu.

Le Conseil d'État considère que ces contrats d'attribution de la desserte d'une ligne à un transporteur exclusif sont des contrats de concession au sens de l'ordonnance du 29 janvier 2016, même si l'article 13 décide que les contrats de concession de service de transport aérien ne sont pas soumis aux règles que cette ordonnance fixe. De tels contrats sont qualifiés de contrats de délégation de service public, soumis aux règles posées par le code général des collectivités territoriales.

Le juge des référés du tribunal administratif de Rennes avait qualifié la convention confiant à son cocontractant l'exploitation d'une ligne aérienne de délégation de service public.

La contestation de sa passation relevait de la compétence du magistrat administratif, conformément à l'article L. 551-1 du code de justice administrative. Le président du tribunal administratif (ou son délégué) peut être saisi en cas de manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation par les pouvoirs adjudicateurs de contrats administratifs ayant pour objet ... la délégation d'un service public.

Un tel contrat pour l'exploitation en exclusivité de la liaison Lannion-Paris est un contrat de concession de service de transport aérien conclu sur le fondement du règlement européen, répondant à la qualification de délégation de service public, il est soumis aux principes d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures. La personne publique doit apporter aux candidats l'ensemble des informations et documents pertinents, parmi lesquels une information sur les critères de sélection des offres. Ni l'avis de publicité, ni le dossier de consultation adressé aux candidats ne comportait d'information suffisamment précise sur les critères de choix du délégataire. Ces critères n'avaient pas été mentionnés durant la phase de négociation et ne pouvaient

se déduire des questions posées par le syndicat mixte.

Est donc rejeté le pourvoi formé par le syndicat mixte de l'aéroport de Lannion demandant l'annulation de l'ordonnance du juge du référé pré contractuel, ayant annulé la procédure de passation.

L'octroi d'une subvention au transporteur sélectionné

La puissance publique peut faire bénéficier le transporteur élu d'une *compensation financière* : lui permettant de couvrir les coûts et de réaliser un bénéfice raisonnable. Art. 17 § 8. Les textes européens parlent de compensation.

La pratique indique qu'en présence d'une OSP restreinte la compensation financière est systématique.

Une certaine critique se forme pour contester le coût pour les finances publiques.

Le rapport de février 2023 de la chambre des comptes de la Nouvelle Aquitaine indique par exemple le chiffre d'un million 6 d'aide pour la ligne La Rochelle – Lyon, les transporteurs ayant tendance à se défilier, jugeant l'entreprise peu rentable.

Le décret n° 2005-473 du 16 mai 2005 prévoit les conditions d'attribution des compensations financières aux transporteurs aériens. L'État peut accorder des compensations financières, article 1°. Ces compensations prennent la forme de subventions. Elles sont financées dans la limite des crédits disponibles, art. 2.

Une liaison aérienne n'est éligible à une prise en charge financière par l'État que sous certains critères, en particulier en tenant compte du trafic annuel enregistré sur la liaison.

L'arrêté du 16 mai 2005 fixe ce trafic entre 10 000 et 15 000 passagers l'année précédant l'intervention de l'État.

L'octroi de la subvention s'opère en deux temps.

Premier temps. La collectivité territoriale ou la personne publique intéressée saisit le ministre de l'Aviation civile.

Celui-ci vérifie si la liaison remplit les conditions réglementaires.

Deuxième phase. La collectivité ou la personne publique fait la demande de compensation financière.

Le ministre prend la décision dans les quatre mois.

Quand l'État décide de participer financièrement, une convention de délégation de service public est conclue entre l'État, la collectivité ou la personne publique intéressée et le transporteur retenu.

(L'État apporte un financement aux lignes d'aménagement du territoire : Aurillac, Brive, Le Puy, Rodez direction Paris ; La Rochelle en direction de Poitiers et de Lyon)

(L'État finance la desserte de Strasbourg, depuis Amsterdam, Madrid et Prague)

L'instance débitrice de la compensation.

Le contexte indique que l'État participe pour partie à la compensation financière, l'autre part étant prise en charge par la personne publique concernée.

La limitation de la participation financière de l'État tient à un pourcentage de la recette hors taxes réalisée par le transporteur

L'article 10 du décret indique que la participation financière de l'État est fixée en fonction du niveau d'accessibilité des territoires desservis et de l'existence ou non d'obligations tarifaires.

Absence d'obligations tarifaires dans les OSP : la participation financière de l'État représente au plus 70 % de la participation financière accordée.

Présence d'obligations tarifaires dans les OSP : la participation étatique représente au plus 60 % de la compensation financière.

À côté de la collectivité débitrice de la compensation, l'État apporte donc sa participation.

Voir à propos de la liaison entre Brest et l'île d'Ouessant, CAA Nantes 4 octobre 2013, annulation de la décision de l'État de refus d'apporter sa participation financière au département du Finistère.

Le décret n° 2020-1388 du 13 novembre 2020 prévoit de façon temporaire – afin d'éviter une aggravation de la charge financière incombant aux collectivités locales - une dérogation à la limitation de la participation financière de l'État.

Il convient de faire application, à titre exceptionnel, pour la période contractuelle en cours au jour de la déclaration de l'état d'urgence sanitaire, 24 mars 2020, d'un critère lié aux recettes prévisionnelles, en lieu et

place des recettes hors taxes réellement réalisées.

Le non-respect d'un critère d'éligibilité conduit à la résiliation automatique des conventions de délégation de service public.

A raison de l'épidémie et de la baisse du trafic, le décret n° 2020-1388 du 13 novembre 2020 prévoit, pour interdire le risque d'une résiliation automatique de la convention, une dérogation jusqu'au 31 décembre 2021. Le critère d'éligibilité portant sur le trafic (10000 - 15000) doit être apprécié à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Il faut se demander s'il faut tenir compte des règles concernant les marchés publics. Une directive concerne l'attribution de contrats de concession de services. Le transporteur supporte généralement le risque d'exploitation. L'article 10 § 3 de la directive 2014/23 exclut l'application de la directive en ce qui concerne les concessions relatives à des services de transport aérien basés sur l'octroi d'une licence d'exploitation.

La législation en matière d'aide d'État s'applique parallèlement.

Si une compensation financière est prévue, s'applique la décision du 20 décembre 2011 sur les aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général lorsque le trafic en direction des îles n'a pas dépassé 300 000 passagers. La compensation n'a pas alors à être notifiée à la Commission. L'éventuel contrôle de légalité se réalise devant le juge national. Voir Grard, Revue droit transports, janvier 2012 Chr. 1. Cf. infra en ce qui concerne les aides d'État en faveur des transporteurs.

La compensation peut être rangée parmi les aides de minimis pour la prestation de SIEG : une compensation pour un montant n'excédant pas 500 000 euros sur une période de 3 exercices fiscaux n'est pas rangée parmi les aides d'État. Cf. le règlement n° 360/2012.

La compensation peut être analysée comme ne constituant pas une aide d'État en application de la jurisprudence de l'arrêt Altmark.

Une compensation soumise à l'obligation de notification peut être déclarée par la Commission compatible avec le marché commun en application de l'article 106 § 2 TFUE.

La Corse

Les liaisons entre la France continentale et la Corse obéissent à un statut spécifique. Entrent en jeu les compétences de la collectivité de Corse. La collectivité territoriale de Corse définit, sur la base du principe de continuité territoriale destiné à atténuer les contraintes de l'insularité et dans les conditions de l'article L. 4425-4 du code général des collectivités territoriales, les modalités d'organisation des transports maritimes et aériens entre l'île et toute destination de la France continentale, en particulier en matière de desserte et de tarifs, art. L. 4424-19 CGCT.

La Corse impose des obligations de service public sur certaines lignes et sélectionne les transporteurs. Ainsi sur les liaisons entre les aéroports corses (Ajaccio, Bastia, Calvi, Figari) et ceux d'Orly, Marseille et Nice, voir JO de l'UE du 11 mai 2023.

L'office des transports de la Corse est un établissement public de la collectivité territoriale à caractère industriel et commercial, il est sous la tutelle de la collectivité territoriale corse. Il conclut avec les compagnies désignées pour l'exploitation des liaisons à OSP des conventions de délégation de service public. Ces conventions définissent les tarifs. L'office répartit les crédits entre les transporteurs. L'État français accorde un soutien financier important au titre de la continuité territoriale.

En cas d'interruption, soudaine et inattendue, du service par le transporteur qui avait été sélectionné, l'État concerné peut en cas d'urgence désigner un autre transporteur, art. 16 § 12.

L'État peut sélectionner, à la condition de respecter la transparence et l'absence de discrimination, un autre transporteur pour exploiter la ligne pour 7 mois maximum. La Commission est informée.

La commission pourrait suspendre la procédure d'urgence, si celle-ci avait été exercée à tort.

Un nouvel appel d'offre doit être lancé immédiatement.

La situation sera réexaminée au bout de 4 ans, 5 ans dans certains cas.

La solution d'exclusivité sera reconduite ou la ligne redeviendra libre.

(Par exemple : L'État espagnol rétablit la libre concurrence dans les liaisons entre des aéroports des îles composant l'archipel des Canaries. Il considère que, si aucun transporteur ne soumet un programme conforme



aux obligations de service public qu'il a imposées, il limitera l'accès de ces lignes régulières à un seul transporteur, JOUE du 16 décembre 2015, C 418/16.)

(L'État finance la desserte de Saint Pierre et Miquelon et des lignes internes de Guyane)

(La Polynésie française connaît un système spécifique, elle possède une loi de pays concernant l'organisation du transport inter insulaire maritime et aérien. Une convention avait été conclue en 1990 entre la Polynésie et Air Tahiti, cette compagnie en contrepartie de certains avantages devait assurer un programme minimum de vols réguliers incluant des contraintes de service public. Il y avait aussi un programme pour lutter contre le désenclavement d'îles isolées, la Polynésie s'engageant à prendre en charge le déficit d'exploitation supporté par la compagnie. La convention a été en partie reconduite, la compagnie devant recevoir une compensation financière forfaitaire. La compagnie demande des sommes d'argent à la Polynésie pour 2016 et 2017. L'affaire vient devant la CAA de Paris, avec un arrêt du 14 février 2020, n° 18PA01741.

Pour le déficit d'exploitation de 2016. La Polynésie avait fait une promesse qu'elle n'a pas tenue. Promesse qui ne concernait pas la totalité du déficit. Responsabilité à base de faute. La Polynésie est condamnée à payer des F CFP à Air Tahiti.

Pour le déficit d'exploitation de 2017. Air Tahiti est déboutée. Il y avait bien dans le budget de la Polynésie une ligne de crédit budgétaire, mais pour 2016. Aucun bénéficiaire n'était indiqué. Faisait défaut toute décision d'attribution de subvention. Faisait défaut toute promesse pour 2017.)

[Sans qu'il s'agisse forcément d'une OSP, une aide d'État est envisagée pour financer une liaison aérienne entre la Slovénie et un point d'atterrissage unique situé sur le territoire des pays de l'espace aérien commun européen, EACE. Il s'agit d'un appel d'offre pour l'amélioration de la connectivité (sic) aérienne de la Slovénie, voir JOUE du 12 janvier 2024. L'aide d'État envisagée est destinée à soutenir le démarrage de l'exploitation de nouvelles liaisons aériennes entre ce petit État et un autre État des Balkans.]

2°) Le refus (ou les restrictions) des droits de trafic en cas de problèmes graves en matière d'environnement, article 20

#### La préférence donnée au ferroviaire au détriment de l'aérien sur les courtes distances

L'interdiction d'exploiter des lignes aériennes sur les courtes distances bien desservies grâce au transport par chemin de fer

Lorsqu'il existe des problèmes graves en matière d'environnement, l'État membre responsable peut limiter ou refuser l'exercice des droits de trafic, notamment lorsque d'autres modes de transport fournissent un service satisfaisant, art. 20 § 1 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

Cette disposition européenne permet à l'État de limiter ou de refuser, à l'intérieur de l'Union, aux transporteurs l'exercice des droits de trafic sur certaines relations.

C'est une idée qui est à la mode, l'aviation polluée ; sur les courtes distances, les voyageurs devraient, si on comprend les desiderata des défenseurs de l'environnement, ou rester à la maison (l'homo viator attaché à la glèbe !) ou prendre le train, qui pollue, mais moins, ou circuler en voiture (en consommant du carburant).

On peut citer le considérant 35 de la directive 2023/958 du 10 mai 2023 : les vols couvrant une distance inférieure ou égale à 1000 km représentent 6 à 9 % du total des émissions de CO2 de l'aviation.

La Commission devrait présenter un rapport en 2026 sur des mesures visant à promouvoir un transfert modal en faveur d'autres modes de transport plus durables en attendant que les technologies progressent et que des carburants d'aviation et des aéronefs zéro émission soit disponibles. Article 30 de la directive.

La législation européenne permet à l'autorité publique, en faisant état de problèmes graves en matière d'environnement, alors notamment que d'autres modes de transport fournissent un service satisfaisant, de limiter les vols sur les courtes distances.

Des mouvements d'opinion demandaient que la France se fonde sur l'art. 20 pour interdire ou limiter la desserte par aéronef d'une ligne entre Paris et une capitale régionale desservie par une ligne ferroviaire à grande vitesse, comme Paris Bordeaux, Paris Lyon ou Paris Marseille.

Ces mouvements souhaitent qu'en France l'autorité publique interdise les relations aériennes sur les distances convenablement desservies par le chemin de fer.

Si la mesure ne concerne que les très courtes relations, l'effet sur l'environnement risque d'être minime.

(Les professionnels n'organisent déjà pas en général, pour des raisons de rentabilité, des relations sur les très courtes distances. Nous écartons les transports par hélicoptère entre Nice et Monaco.)

Un amendement avait été récemment adopté, lors de l'examen d'un projet de loi sur le climat, par l'Assemblée nationale pour interdire les liaisons aériennes sur les courtes distances, contraignant les voyageurs à se reporter sur le transport ferroviaire.

Cette disposition se retrouve à l'article 145 de la loi du 22 août 2021 de lutte contre le dérèglement climatique, donnant une rédaction à l'article L. 6412-3 du code des transports.

La disposition est applicable à compter du 27 mars 2022.

Le II de cet article interdit les services réguliers de transport aérien public de passagers concernant toutes les liaisons aériennes à l'intérieur du territoire français dont le trajet est également assuré sur le réseau ferré national sans correspondance et par plusieurs liaisons quotidiennes d'une durée inférieure à 2 h 30.

Un décret devant être pris pour préciser les conditions d'application de ce texte, ainsi en ce qui concerne les caractéristiques des liaisons ferroviaires concernées.

Il pouvait être dérogé à cette interdiction dans deux cas

lorsque les services aériens assurent majoritairement le transport de passagers par correspondance, et

lorsque les services aériens peuvent être regardés comme assurant un transport aérien décarboné.

La liaison Paris - Lyon, dont la durée du trajet en TGV serait de 2 h 2, est concernée.

Idem pour le Paris - Rennes, 1 h 32 ou 58.

Idem pour le Paris - Nantes, moins de 2 h 30.

Il y a le Paris - Bordeaux, entre 2 h 04 et 3 h. 2 h 27 en moyenne.

Le trajet entre Paris et Marseille dépasse 3 h, il échappe à la guillotine.

Idem le Paris - Strasbourg, dont la durée serait de 2 h 48.

Lorsque de telles mesures sont prises par l'État, les transporteurs sont bridés dans leur liberté d'agir et ne peuvent pas desservir certaines lignes.

Le droit national est cependant tributaire du droit européen.

Ces mesures ne concernent que les transports réguliers.

Ces mesures ne doivent pas être discriminatoires, il ne doit pas y avoir de distorsion de concurrence entre les transporteurs aériens, les mesures ne doivent pas être plus restrictives que nécessaire.

Ce refus est de durée limitée : 3 ans. Un réexamen est alors pratiqué à l'échéance.

L'État qui envisage de prendre de telles mesures restrictives au nom de la défense de l'environnement informe les autres États membres ainsi que la Commission.

Un autre État peut contester la prise de la mesure, la Commission peut décider d'y consacrer un examen plus approfondi.

La mesure peut être suspendue par la Commission, si elle est contraire à l'art. 20 ou si elle méconnaît le droit communautaire.

Sinon la mesure entre en vigueur.

Aéroport et compagnie aérienne avaient contesté le bien fondé du projet du gouvernement français.

La Commission a examiné le projet français et elle a pris le 1<sup>o</sup> décembre 2022 la décision 2022/2358 concernant la mesure française. Elle considère que cette mesure est conforme à l'article 20 § 1 du règlement n° 1008/2008.

La Commission estime que l'article 20 du règlement doit recevoir une interprétation qui limite sa portée à ce qui est strictement nécessaire, il est une dérogation à l'article 15 du règlement et au droit des transporteurs aériens d'exploiter librement des services aériens intra UE.

Elle estime nécessaire de promouvoir des choix de transport durables, tels que le transport ferroviaire à grande vitesse. Ce qui suppose que des services ferroviaires appropriés soient mis en place à des prix, des fréquences, des niveaux de confort compétitifs.

La France est approuvée de considérer qu'il existe un problème grave en matière d'environnement et qu'il y a nécessité urgente de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La mesure envisagée par la France peut être justifiée, pour autant qu'elle ne soit pas discriminatoire, qu'elle ne fausse pas la concurrence entre transporteurs aériens, qu'elle ne soit pas plus restrictive que nécessaire pour remédier au problème et qu'elle ait une durée limitée à 3 ans, pour être au terme ré examinée.

L'UE prépare certaines mesures, comme la révision des règles sur les quotas, la taxation des produits énergétiques, l'utilisation de nouveaux types de carburant, contribuant à la décarbonation du secteur du transport aérien, de telle sorte que la mesure proposée par la France ne devrait plus être utile.

La France présente une mesure qui entre temps peut contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

La fermeture déjà effective des trois liaisons Orly - Bordeaux, Orly - Lyon et Orly- Nantes a abouti à une diminution des émissions de CO2.

Les liaisons aériennes CDG - Lyon, CDG - Rennes, et Lyon - Marseille ne relèvent pas du champ d'application de la mesure, elles pourraient faire l'objet d'une interdiction si l'opérateur ferroviaire améliorait ses services, en particulier ses horaires.

Les liaisons CDG - Bordeaux et CDG - Nantes ne sont pas concernées.

La mesure notifiée par la France est conforme à l'article 20 § 1.

La France réexamine la mesure 24 mois après son entrée en vigueur.

On attendait la publication du décret précisant, conformément à la décision de la Commission européenne, les liaisons sur lesquelles les droits de trafic seront refusés. Ceci est fait avec le décret n° 2023-385 du 22 mai 2023.

Le décret avait créé un article R. 330-6-1 inséré dans le code de l'aviation civile.

La disposition est reprise à l'article R. 6412-21 CT.

Cette disposition est rédigée en termes abstraits et ne désigne pas directement les liaisons interdites.

Les services réguliers de transport aérien public de passagers interdits par le II de l'article L. 6412-3 du code des transports sont ceux pour lesquels une liaison ferroviaire substituable assure, dans chaque sens, un trajet de moins de 2 H 30

et qui présente les caractéristiques suivants :

1° Le trajet doit s'effectuer entre des gares desservant les mêmes villes que les aéroports respectivement concernés.

Toutefois, lorsque le plus important de ces deux aéroports, au vu du trafic moyen constaté au cours des 7 dernières années, est directement desservi par un service ferroviaire à grande vitesse, la gare prise en compte pour l'application des dispositions du présent alinéa est celle desservant cet aéroport ;

2° La liaison est assurée sans changement de train entre ces gares, plusieurs fois par jour et avec un service satisfaisant, au sens de l'article 20 du règlement n° 1008/2008, y compris au regard du caractère abordable des tarifs du transport ferroviaire de substitution.

A cette fin, les fréquences doivent être suffisantes et les horaires appropriés, compte tenu des besoins de transport des passagers empruntant cette liaison, notamment en matière de connectivité et d'intermodalité, ainsi que des reports de trafic qui seraient entraînés par l'interdiction ;

3° La liaison doit permettre plus de 8 heures de présence sur place dans la journée, tout au long de l'année.

L'article R. 6412-22 CT tend à l'application concrète de la mesure.

Avant chaque saison aéronautique, le ministre chargé de l'aviation civile fait procéder à une évaluation ayant pour objet de déterminer les liaisons aériennes potentiellement concernées pour lesquelles il existe un service ferroviaire de substitution satisfaisant.

Il informe les transporteurs potentiellement intéressés des liaisons aériennes susceptibles d'être interdites.

Ce décret du 22 mai 2023 s'applique pour une durée de 3 ans.

Le ministre fait procéder à une évaluation de l'application de ce décret transmise à la Commission, 24 mois après l'entrée en vigueur du décret (soit le 23 mai 2025).

L'Union des aéroports français et francophones a demandé en vain au Conseil d'État, 2 février 2024, n° 476191,

d'annuler le décret du 22 mai 2023.

La loi et le décret ne contreviennent pas à l'article 20 du règlement 1008/2008.

Il n'y a pas lieu de saisir la CJUE à titre préjudiciel.

L'initiative française est d'une portée limitée, elle ne contribue, en interdisant à des transporteurs européens de desservir quelques liaisons aériennes sur courtes distances, que très partiellement au combat contre le réchauffement climatique.

3°) Le refus (ou en mineur, des restrictions ou des conditions) de l'exercice des droits de trafic sont possibles en présence de **circonstances imprévisibles et inévitables**, engendrant des problèmes inopinés de courte durée, art. 21.

Ces mesures doivent respecter les principes de proportionnalité et de transparence, elles doivent être fondées sur des critères objectifs et non discriminatoires.

Les autres États et la Commission sont informés des mesures prises.

De telles mesures restrictives doivent être de brève durée.

Si les problèmes continuent à se poser plus de 14 jours, l'État peut avec l'accord de la Commission prolonger les mesures pour des périodes de 14 jours au plus

La Commission détient un pouvoir de suspension des mesures restrictives.

[Mesures d'urgence liées à la pandémie

Les États membres pouvaient jusqu'au 31 décembre 2020 refuser, limiter, ou soumettre à conditions, l'exercice des droits de trafic. La mesure permettait d'assurer la défense des transporteurs en place en difficultés financières pour limiter ou interdire l'entrée sur le marché du transport aérien d'éventuels concurrents.

Article 21 bis du règlement n° 1008/2008, rédaction du règlement 2020/696 du 25 mai 2020.

Cette durée était susceptible d'être prorogée, mais la Commission s'y est déclarée hostile.]

## SOUS-PARAGRAPHE II. LES DROITS DE TRAFIC SUR LES LIAISONS INTERNATIONALES

Les passagers européens ne voyagent pas qu'à l'intérieur de l'Union européenne, ils empruntent des vols entre l'Europe et le reste du monde : (par ordre décroissant) les États-Unis, la Turquie, la Suisse, la Norvège, l'Égypte, la Russie, les Émirats ... Les compagnies françaises et plus largement européennes peuvent-elles effectuer des liaisons aériennes en toute liberté avec l'Afrique, l'Amérique, l'Asie ou l'Océanie ? La réponse est négative, l'industrie du transport aérien ne bénéficie pas à l'échelle mondiale du principe de la libre entreprise, les États

pratiquent en ce domaine des atteintes plus ou moins larges aux principes du libéralisme, le dirigisme économique subsiste même s'il se fait moins strict depuis quelques décennies.

## **Introduction**

### **L'évolution historique**

La souveraineté de chaque État sur son espace aérien a été affirmée dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle.

Chaque État gouverne et contrôle les relations aériennes commerciales s'effectuant dans son espace aérien, qu'il s'agisse du survol d'avions commerciaux, de leur atterrissage ou de leur décollage pour prendre en particulier de la clientèle ou pour la débarquer.

La liberté du commerce du transport aérien à titre onéreux n'a jamais existé dans l'ordre international.

À la fin de la II<sup>e</sup> guerre mondiale, les États-Unis se disaient favorables à la liberté du commerce du transport aérien. C'était leur intérêt, le reste du monde subissant les séquelles de la guerre.

La Grande Bretagne excluait un régime de liberté et prônait une réglementation étroite.

La Conférence de Chicago.

L'accord de transit, annexé à la convention de Chicago de 1944, est un accord par lequel les États signataires s'accordent réciproquement les deux premières libertés de l'air : la liberté de survol, et la liberté d'atterrir pour des motifs techniques (sans pouvoir embarquer ou débarquer des passagers ou des marchandises) (droit d'escale technique). 130 États sont liés par l'accord de transit.

[Le règlement modificatif n° 800/2013 du 14 août 2013 inclut des règles concernant les exploitations non commerciales.

Avions et hélicoptères à motorisation complexe

L'exploitant fait une déclaration suivant laquelle il se conforme à la réglementation, art. 5 § 3 du règlement. La demande de certification de l'exploitant n'est pas requise. Il fait l'objet d'une surveillance.

Les exploitants d'avions et hélicoptères à motorisation non complexe et de ballons et planeurs utilisés à des fins non commerciales, y compris pour des exploitations spécialisées, exploitent ces aéronefs conformément aux dispositions de l'annexe VII. Art. 5 § 4.

Le règlement crée l'annexe VII intitulée Exploitation d'avions à motorisation non complexe à des fins non commerciales, pour laquelle le CTA n'est pas requis.]

On a en revanche assisté à un large échec de l'accord multilatéral relatif au transport aérien international régulier par lequel les États s'échangeaient mutuellement les libertés commerciales de l'air : la liberté de débarquer des passagers et des marchandises, la liberté d'embarquer, la liberté d'embarquer et de débarquer. C'est l'échec du multilatéralisme. L'accord, entré en vigueur le 8 février 1945, ne lie que 11 États, dont les Pays-Bas, la Grèce et la Turquie.

Cet accord faisait donc état de cinq libertés de l'air, deux techniques, trois commerciales.

(Voir Naveau, Godfroid et Frühling, n°36 et suivants ; Pascal Dupont, n° 21)

La 3<sup>e</sup> liberté de l'air, c'est la possibilité pour un transporteur de débarquer des passagers (marchandises, courrier) sur le territoire de l'État dont l'aéronef a la nationalité.

La 4<sup>e</sup> liberté de l'air, c'est la possibilité pour un transporteur d'embarquer des passagers (marchandises, courrier) à destination du territoire dont l'aéronef possède la nationalité.

La 5<sup>e</sup> liberté de l'air, c'est la possibilité pour un transporteur d'embarquer et de débarquer des passagers (marchandises, courrier) à destination et en provenance du territoire d'un autre État.

Mise en place au lendemain de la deuxième guerre mondiale du bilatéralisme en ce qui concerne les services réguliers, qui sont ainsi très étroitement réglementés.

L'accord des Bermudes conclu en 1946 entre les États-Unis et le Royaume Uni a longtemps servi de modèle.

L'accord aérien déterminait les routes commerciales, les points d'origine, les points intermédiaires, les points de destination, les points au-delà. Les gouvernements procédaient à la bi désignation des compagnies bénéficiaires des droits de trafic. Ces accords segmentent le marché aérien en limitant l'offre.

La France avait ainsi conclu avec un grand nombre d'États une multiplicité d'accords bilatéraux : la France autorisait le transporteur désigné par le gouvernement étranger à faire des transports réguliers entre ce pays et la France, l'État étranger contractant autorisait le transporteur désigné par la France (la compagnie nationale Air

France communément) à faire des transports réguliers entre la France et le pays étranger. Clause de nationalité. Système super- réglementé. Réglementation des capacités, des tarifs, des fréquences, des aéroports desservis, des escales, des points de desserte autorisés en amont ou en aval. Absence totale de libre concurrence. Restriction de l'offre de transport.

Les accords bilatéraux étaient emboîtés les uns les autres.

Le statut des transports aériens non réguliers.

Ils sont soumis à la réglementation locale, celle du lieu d'embarquement et celle du lieu de débarquement.

Article 5 de la convention de Chicago. Les appareils effectuant de tels vols ont le droit de survol et de faire des escales techniques. Les aéronefs assurant le transport de passagers, marchandises, courrier contre rémunération en dehors des services aériens réguliers auront le privilège d'embarquer ou de débarquer des passagers, marchandises courrier, *sous réserve* du droit pour l'État où a lieu l'embarquement ou le débarquement d'imposer telles réglementations conditions ou restrictions qu'il pourra juger souhaitables.

Article L. 6412-3 du code des transports : l'exploitation de services réguliers ou non réguliers de transport aérien public au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire français est soumise à l'autorisation préalable de l'autorité administrative. Ces services sont donc soumis à autorisation ponctuelle. Les transports non réguliers ne doivent pas constituer des séries systématiques de vol.

Article R. 330-6 CAC.

En France, c'est par arrêté ministériel que des compagnies reçoivent l'autorisation d'exploiter des services aériens non réguliers.

L'accord Bermudes I a été remplacé en 1977 par Bermudes II.

L'évolution historique. Les temps changent.

Le transport aérien se « popularise », il devient un phénomène de masse, il n'est plus l'apanage des hommes d'affaires, des hommes politique ou seulement d'une clientèle fortunée. Certains gouvernements, les compagnies, une partie de la clientèle incitent à ouvrir et à accroître l'offre de transport.

La politique à l'instigation des États-Unis de déréglementation des transports aériens à partir des années 1980 sous les présidences Carter (déclaration du 21 août 1978) (Airline Deregulation Act du 24 octobre 1978) et Reagan. Les États-Unis souhaitent l'instauration à l'échelon mondial d'un marché du transport aérien placé sous le signe de la liberté de la concurrence. Conclusion par les États-Unis et plusieurs États européens dans les années 1992 /1993 d'accords bilatéraux dits de ciels ouverts (open skies) d'inspiration libérale. Accords avantageux pour les transporteurs américains pouvant desservir des lignes à l'intérieur de l'Europe. Accord aérien franco-américain de 1998, amendé en 2002.

La querelle de pouvoir et de compétence s'est élevée, au sein de la Communauté européenne, entre la Commission et les gouvernements des États membres.

La controverse entre la Commission européenne et les gouvernements des États membres quant à la compétence pour la conclusion des accords bilatéraux : les États souhaitaient conserver le pouvoir de les conclure, la Commission au nom de la Communauté européenne revendiquait la compétence externe exclusive pour conclure les accords avec les États étrangers.

Il était à peu près admis que les États membres ne devaient plus négocier avec les États tiers dans les domaines couverts par la réglementation communautaire.

La Commission a mis en cause la validité des accords ciel ouvert conclus par plusieurs gouvernements avec les États-Unis, elle a ouvert une procédure pour infraction au droit communautaire à l'encontre de plusieurs États signataires d'accords bilatéraux ciels ouverts avec les États-Unis. Ces accords créaient des distorsions de concurrence au sein du marché intérieur, octroi de droits de trafic de 5<sup>o</sup> liberté au sein de la C.E. à des transporteurs américains, discriminations entre des transporteurs communautaires sur le fondement de la nationalité empêchant ainsi l'exercice de la liberté d'établissement.

Naveau, Godfroid et Frühling, Précis de droit aérien, n° 97

Vincent Correia, L'union européenne et le droit international de l'aviation civile, qui consacre, n° 48, un chapitre préliminaire à l'apport des arrêts Open Skies.

La CJCE, le 5 novembre 2002, a rendu des arrêts semblables contre la Suède, le Royaume Uni, le Danemark, la Finlande, la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche, l'Allemagne. La cour se comporte en nouveau Salomon en ne donnant entièrement raison ni entièrement tort à la Commission ni aux États : la compétence en matière d'accord aérien est partagée : certaines matières visées par les accords bilatéraux sont désormais de la compétence

communautaire, en particulier les tarifs pratiqués par les transporteurs, les systèmes informatisés de réservation, les créneaux horaires ; les autres questions continuent à relever de chaque État. La Cour de justice condamnait les clauses de nationalité.

Ces accords conclus avec les États-Unis réservaient l'octroi des droits de trafic à la société ou aux sociétés ayant leur siège dans le pays correspondant, avantage dont ne profitaient pas les autres compagnies d'un autre État membre mais ayant dans le pays en cause un établissement stable. La liberté d'établissement était méconnue. Un arrêt similaire a été rendu le 24 avril 2007 par la CJUE contre les Pays Bas dans le cadre d'une procédure en manquement : ceux-ci avaient maintenu leurs accords de 1957, 1978, 1987, 1992 avec les États-Unis, accords contenant des dispositions contraires au droit communautaire, la Commission demandait une dénonciation. Les compagnies communautaires, autres que les compagnies néerlandaises, peuvent en particulier subir des discriminations, elles n'ont pas le traitement national.

## Le système actuel

Il n'est pas interdit de continuer à opposer les transports réguliers aux transports à la demande, même si la distinction n'a plus l'importance qu'elle possédait jadis.

### A. Les transports réguliers

Les transports réguliers sont soumis à un bilatéralisme renouvelé. Les États tiers, soit continuent à conclure des accords aériens avec chacun des États membres de l'Union, soit concluent des accords bilatéraux avec l'Union et l'ensemble des États membres de celle-ci.

L'organisation des liaisons internationales entre les États de l'Europe et les États tiers relèvent d'accords bilatéraux conclus entre l'Europe (UE et/ou États membres) et l'État non européen concerné.

La situation est complexe du fait de compétences enchevêtrées et d'une certaine méfiance de certains États tiers, comme la Russie, qui voient surgir l'Union dans les négociations d'accords aériens.

On peut lire sur ce point la thèse monumentale de Vincent Correia.

#### i. Les sources du droit international

Raisonnons à l'échelon de la France et de l'Union européenne.

Avec qui les États tiers concluent-ils les accords bilatéraux ?

Contractent-ils avec l'UE ou avec l'un ou l'autre des États membres de l'Union ?

On connaît les deux cas de figure : soit l'accord est conclu entre un État membre de l'UE et un État étranger, soit l'accord sur les services aériens est conclu entre l'UE (et ses États membres) et l'État étranger.

#### . 1<sup>o</sup> possibilité. La négociation et la conclusion de l'accord aérien à l'échelon de chaque État membre de l'UE

La négociation et la conclusion de l'accord bilatéral peuvent continuer à être menées au niveau de chaque État : chaque État membre de l'UE conserve la possibilité de conclure - dans le cadre de sa compétence - des accords bilatéraux avec des États tiers. La Commission est informée, elle peut imposer des clauses types pertinentes. En ce qui concerne la désignation des transporteurs, la clause nationale réservant la desserte à un transporteur dépendant de l'État membre partie à l'accord bilatéral est prohibée, les droits de trafic doivent être, si le nombre des transporteurs est limité, répartis entre transporteurs communautaires selon une procédure non discriminatoire et transparente. Voir le règlement n° 847/2004 du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers.

La France continue à conclure avec des États extra européens - comme des États d'Afrique ou d'Asie - des accords aériens dans le cadre de sa compétence.

Ces accords négociés par l'exécutif supposent une loi autorisant la ratification.

L'accord aérien entre la France et l'Algérie date du 16 février 2006.

Un protocole à un accord de 1995 a été signé à Manama en 2007 entre la France et Bahreïn. JORF du 17 décembre 2014. Ce protocole contient des dispositions sur les tarifs, sur les taxes et droits de douane ainsi que sur l'assistance en escale.

L'accord relatif aux transports aériens entre la France et le Liban signé le 11 février 2008. Attente d'une clarification du cadre bilatéral en matière d'enveloppe de droits de trafic.

L'accord aérien conclu entre la France et le Turkménistan le 2 mars 2013 : une loi en a autorisé la ratification, accord publié par décret du 19 octobre 2015, JO du 21 octobre 2015, p. 19510. La France désigne un ou plusieurs transporteurs susceptibles d'effectuer la liaison France - Achgabat, le Turkménistan lui ou leur accordant alors les autorisations d'exploitation. Le ou les entreprises de transport désignées par la France doivent être "établies" sur le territoire de la République française, elles doivent y avoir leur siège ou à tout le moins un établissement. Elles doivent être contrôlées par des capitaux européens, elles doivent être titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par un État faisant partie de l'UE.

L'amendement à l'accord du 9 novembre 1967 entre la France et la Nouvelle Zélande. Accord du 22 septembre 2015 publié par un décret du 29 décembre 2015 publié au JORF du 31 décembre 2015. Amendement sous forme d'échange de lettres signées à Auckland le 2 mai 2016, JO du 7 octobre 2016 : l'annexe donne le tableau des routes. Il y a les routes pour les entreprises de transport aérien désignées par la France, il y a les routes pour celles désignées par la Nouvelle Zélande. L'amendement concerne en particulier les routes avec la Nouvelle Calédonie.

La France a conclu le 18 juin 2015 avec l'Afrique du Sud un accord dans le domaine des transports, accord publié au JO du 19 mars 2016. La coopération en matière d'aviation civile entre les deux États s'opère dans le cadre d'un arrangement technique du 31 mai 2001.

Une loi du 26 janvier 2017 autorise la ratification d'un accord, entre la France et le Gabon, du 27 novembre 2012 en matière de services de transport aérien. Le décret n° 2019-192 du 15 mars 2019 publie cet accord fait à Paris le 27 novembre 2012.

Une loi du 2 août 2017 autorise l'approbation d'un accord conclu le 22 août 2014 à Moroni entre la France et l'Union des Comores en matière de services de transport aérien. L'accord a été publié par un décret du 2 janvier 2018, JO du 4 janvier 2018.

La France et la Côte d'Ivoire ont conclu le 28 avril 2016 un accord relatif aux services aériens. Le JO du 31 juillet 2019 donne le décret du 29 juillet 2019 en assurant la publication.

Chaque État donne le droit à l'autre État d'exploiter des services aériens internationaux réguliers sur les routes spécifiées dans l'annexe à l'accord. Une entreprise de transport désignée par une partie contractante a également le droit d'effectuer des escales sur le territoire de l'autre partie aux points mentionnés pour ces routes afin d'embarquer ou de débarquer des passagers ou du fret à destination ou en provenance de la 1<sup>o</sup> partie contractante. L'entreprise de transport désignée par la France est établie sur le territoire de la République française. Le cabotage est interdit : l'accord ne confère pas au transporteur d'une partie contractante le droit d'embarquer sur le territoire de l'autre partie contractante, moyennant location ou rémunération, des passagers, leurs bagages ou du fret, à destination d'un autre point situé sur le territoire de l'autre partie contractante. Les entreprises françaises et ivoiriennes désignées par chaque État doivent disposer de possibilités équitables et égales de concurrence. Chaque État n'accorde pas de subventions ou d'aides publiques qui fausseraient la concurrence loyale et équitable. Sous menace de révoquer, au pire, les autorisations d'exploitation.

Un accord aérien, signé à Tachkent en 2016, existe entre la France et l'Ouzbékistan, il a été publié par un décret du 27 janvier 2020, JO du 29 janvier 2020.

L'accord entre la France et l'Éthiopie relatif aux services aériens signé à Paris le 30 janvier 2017 a été publié au JO du 1<sup>o</sup> juillet 2020.

L'accord entre la France et l'Angola signé à Luanda le 1<sup>o</sup> mars 2018 est publié au JO du 3 juillet 2020.



Un accord est conclu le 3 mai 2017 à Maputo entre la France et le Mozambique, il est publié au JO du 7 juillet 2021.

L'accord entre la France et le Tchad relatif aux services aériens a été signé à Ndjamena le 9 février 2018. Un décret du 5 juillet 2021 en porte publication, JO du 7 juillet 2021.

L'accord entre la France et le Tadjikistan du 8 novembre 2019 sur les services aériens est publié au JO du 3 juillet 2022.

#### Relations avec le Royaume-Uni

Des dispositions conventionnelles régulent les relations aériennes entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE.

Les États membres de l'UE sont habilités à négocier, signer et conclure les arrangements visés à l'article AIRTRN.3 [Droits de trafic], § 4, de l'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'UE et le Royaume-Uni.

Ces accords ne doivent pas créer de discriminations entre les transporteurs de l'Union.

Ces arrangements sont conclus uniquement aux fins prévues à l'article AIRTRN.3 [Droits de trafic] et conformément à ses modalités. Ils ne régissent aucune autre matière.

Les États membres sont habilités à octroyer les autorisations visées à l'article AIRTRN.3 [Droits de trafic], § 9.

Les États membres sont habilités à négocier, signer et conclure les arrangements visés à l'article AIRTRN.3 [Droits de trafic], § 9.

La décision du Conseil de l'UE 2021/689 du 29 avril 2021 reprend ces conditions.

L'accord de commerce et de coopération n'exclut pas possibilité pour les États membres de conclure des arrangements ou des accords bilatéraux avec le Royaume-Uni concernant des matières particulières couvertes par l'accord de commerce dans le domaine du transport aérien, considérant 10.

Il est nécessaire de définir un cadre à respecter par les États lorsqu'ils décident de conclure des accords bilatéraux avec le Royaume-Uni.

La décision du Conseil précise ces conditions dans son article 6.

L'État qui entend négocier un arrangement bilatéral tient la Commission informée des négociations qu'il mène avec le Royaume-Uni, il invite le cas échéant la Commission à participer aux négociations en tant qu'observateur. L'État soumet au terme des négociations le projet. La Commission vérifie le respect des conditions. Si ces conditions sont respectées, l'État peut signer et conclure l'arrangement. L'État fournit une copie à la Commission.

Les autres États membres de l'UE que la France font de même, ils négocient et concluent des accords aériens bilatéraux avec des États qui ne sont pas membres de l'UE.

La Commission conteste en date du 19 mai 2011 l'attitude de la Roumanie qui a conclu avec la Russie un accord aérien. Ces accords bilatéraux, en ce qui concerne les dispositions propres à la désignation des transporteurs, doivent concerner tous les transporteurs de l'Union et pas seulement les compagnies de l'État européen signataire. La difficulté vient en partie de la Russie qui refuse de considérer que tous les transporteurs européens doivent bénéficier du même traitement. La Commission a adressé des mises en demeure semblables à l'encontre de nombreux États membres de l'Union. Ces accords devraient normalement être renégociés et purgés des clauses d'inspiration nationaliste, ils devraient au pire être dénoncés, ce qui aurait l'inconvénient de mettre fin pendant plusieurs mois aux échanges aériens en attendant la conclusion d'un accord sans faille. La question est plus politique que juridique.

#### . 2° possibilité. La négociation et la conclusion de l'accord aérien à l'échelon de l'Union européenne

L'Union européenne - en concours avec ses États membres – conclue dans une telle hypothèse des accords bilatéraux en matière aérienne avec les gouvernements étrangers.

La Commission encourage le processus. Le Parlement européen souhaiterait peser sur les négociations.

Les accords auxquels l'UE est partie sont plus ou moins complets, ils sont dits horizontaux ou globaux.

## 1° modèle : L'accord horizontal

L'UE conclut, avec des États étrangers, des accords aériens ne portant que sur les questions relevant de la compétence de l'Union.

On parle alors d'*accords horizontaux* sur certains aspects des services aériens ; il s'agit de purger les accords bilatéraux classiques des dispositions d'esprit nationaliste condamnées par la jurisprudence de la Cour de justice. Plus de 60 États ont conclu de tels accords avec l'Union. Certains États tiers refusent encore de reconnaître le principe de la désignation UE dans les accords bilatéraux. Les accords bilatéraux entre chaque État membre et l'État tiers subsistent pour le surplus.

C'est ainsi qu'est entré en vigueur l'Accord, conclu à Marseille le 28 septembre 2008 entre la Commission européenne et l'Inde sur certains aspects des services aériens, le 21 février 2018, JOUE du 26 mars 2018. Une décision du Conseil de l'UE du 26 juin 2018 autorise la signature d'un accord entre l'UE et la république populaire de Chine. Il s'agit de mettre les accords bilatéraux existant entre 27 États membres et la Chine en conformité avec le droit de l'Union. L'accord du 20 mai 2019 a été publié au JOUE du 26 février 2020. Il est entré en vigueur le 27 mars 2020.

L'UE a conclu un accord avec les Philippines sur certains aspects des services aériens, voir la décision du Conseil d'approbation de l'accord du 14 mai 2019, JOUE du 23 mai 2019. Cet accord est entré en vigueur le 24 mai 2022.

Le JOUE du 10 janvier 2020, L 6, publie des informations faisant état de l'entrée en vigueur, déjà ancienne, d'accords sur certains aspects des services aériens conclus par la CE avec des États étrangers, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie H, Macédoine, Géorgie, Israël.

Le JOUE du 13 janvier 2020 fait de même à propos d'accords conclus par la C.E. avec la Jordanie, le Liban, Macao, les Maldives, le Kirghizstan.

Celui du 14 janvier 2020 fait état de l'entrée en vigueur le 2 juillet 2009 de l'accord conclu avec l'Australie.

Le JOUE du 16 janvier 2020 informe de l'entrée en vigueur d'accords conclus avec la Malaisie, la Moldavie, la Mongolie, le Maroc.

Le JOUE du 17 janvier 2020 opère de même en ce qui concerne des accords conclus par la communauté européenne avec le Népal, la Nouvelle Zélande, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, Singapour, Sri Lanka, Émirats, Union économique et monétaire ouest-africaine, Ukraine, Viet Nam.

Idem pour l'accord avec le Mexique, JOUE du 12 février 2020.

Le JOUE du 5 mai 2020 publie une décision de Conseil de l'UE autorisant la signature d'un accord entre l'UE et la république de Corée portant sur certains aspects des services aériens. Il s'agit de mettre les accords bilatéraux relatifs aux services aériens existant entre 22 États membres et la Corée en conformité avec le droit de l'Union.

L'accord du 25 juin 2020 est publié au JOUE du 12 octobre 2021, il est entré en vigueur le 1° novembre 2021.

Le JOUE du 17 septembre 2021 fait état de l'entrée en vigueur le 27 juillet 2021 de l'accord conclu le 29 juin 2011 entre l'UE et l'Indonésie sur certains aspects des services aériens.

L'accord conclu par l'UE avec le Japon le 20 février 2023 est approuvé par le Conseil au nom de l'Union, JOUE du 29 septembre 2023. Il s'agit de mettre en accord avec le droit de l'Union les accords bilatéraux relatifs aux services aériens conclus entre le Japon et 13 États membres. L'accord est publié par le JOUE de ce jour.

## 2° modèle : L'accord aérien global

Ces modèles d'accords sont conclus par l'Union ainsi que par chacun des États membres de l'UE, puisqu'on est en présence d'une compétence partagée. Ces accords sont habituellement d'esprit libéral et remplacent les accords bilatéraux antérieurs négociés au niveau de chaque État.

La Commission est favorable à la conclusion d'"accords aériens globaux".

Citons quelques-uns de ces accords aériens globaux.

- avec les États des Balkans, Albanie, Macédoine, Bosnie Herzégovine, Monténégro, Serbie, Kosovo, ainsi qu'avec l'Islande et la Norvège, a été décidée la création d'un espace aérien commun européen

La Commission européenne pressait en mai 2013 la Belgique et la Grèce de ratifier l'accord. Elle menaçait de saisir la CJUE. Question relevant du droit européen : ces États ont-ils l'obligation juridique de ratifier ? La commission faisait valoir le principe de coopération loyale.

L'accord multilatéral, approuvé par le Conseil de l'UE le 9 octobre 2017, est entré en vigueur le 1<sup>o</sup> décembre 2017, la dernière ratification ayant été donnée le 25 octobre 2017. JOUE du 14 janvier 2017.

Le JORF du 23 octobre 2019 contient le décret de publication du 21 octobre 2019 de cet accord multilatéral signé à Bruxelles le 9 juin 2006.

La Communauté des transports a été instituée par un traité signé le 9 octobre 2017 entre l'Albanie, la Bosnie H., la Macédoine du Nord, le Kosovo, le Monténégro, la Serbie d'une part et l'UE d'autre part. Traité approuvé par le Conseil le 4 mars 2019, JOUE du 13 mars 2019, L 71/1.

- avec le Maroc

L'accord signé le 12 décembre 2006, approuvé au nom de l'Union le 22 janvier 2018, est entré en vigueur le 19 mars 2018. JOUE du 9 janvier 2019.

Le décret du 24 mai 2018, JORF du 27 mai 2018, texte n° 4, porte publication de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la communauté européenne et ses États membres, et le royaume du Maroc, signé à Bruxelles le 12 décembre 2006.

Cet accord ne s'applique pas au territoire du Sahara occidental, de telle sorte que le front Polisario n'a pas qualité pour contester la décision UE approuvant la conclusion de l'accord conclu entre l'UE et la Maroc, ordonnance du Tribunal du 30 novembre 2018, affaire T – 275/18. La praxis est peut-être en sens contraire. La décision UE 2021/102 du 25 janvier 2021 concerne l'adoption du règlement intérieur du comité mixte.

- avec les États-Unis

On ne saurait trop insister sur l'importance de la liaison Nord Atlantique reliant la vieille Europe au Nouveau Monde.

L'accord a été conclu en deux temps, en deux étapes.

. L'accord de transport aérien de première étape a été conclu les 25-30 avril 2007.

Il avait donné lieu à application à titre provisoire à compter du 30 mars 2008.

Il est entré en vigueur le 29 juin 2020, la dernière notification ayant été déposée le 29 mai 2020, JOUE du 11 août 2020.

Le JO de la RF publie le 14 octobre 2020 l'accord de transport aérien entre la communauté européenne et ses États membres d'une part et les États-Unis d'Amérique d'autre part, 5 annexes, 2 déclarations et un échange de lettres, signé à Bruxelles le 25 avril 2007 et à Washington le 30 avril 2007.

Les transporteurs européens peuvent organiser des services aériens internationaux entre les aéroports européens et tous points des États-Unis.

Les transporteurs de l'Union ne peuvent pas en revanche faire de cabotage sur les lignes intérieures américaines, (ils ne sont d'ailleurs guère demandeurs), art. 3, § 6, lettre b ; ils sont contraints de conclure des accords de partage de code avec des transporteurs américains pour proposer à leurs clients des vols avec correspondance aux États-Unis.

Les investisseurs européens ne peuvent pas détenir plus de 25 % des droits de vote dans une société américaine de transports aériens.

Les transporteurs américains peuvent faire des services aériens entre les États-Unis et un ou plusieurs États membres. Ils peuvent ainsi faire un vol commercial entre deux États européens, ils ne le peuvent pas pour un vol à l'intérieur d'un seul État européen. Article 3, § 6, lettre a.

. L'accord UE - USA de seconde étape

Un accord provisoire du 25 mars 2010 et le protocole de Luxembourg du 24 juin 2010, qui a donné lieu à application à titre provisoire à partir de cette date.

Le protocole est approuvé au nom de l'Union européenne, décision 2022/124 du 25 janvier 2022. Il entre en vigueur le 5 mai 2022.

Les transporteurs américains ont le droit d'exploiter des services mixtes réguliers entre des points de l'UE et de 5

pays, sans desservir de point sur le territoire des USA.

Cette disposition contenue au nouvel article 21 § 3 de l'accord suppose que les dispositions de chaque partie autorisent la détention d'une participation majoritaire dans ses transporteurs aériens et le contrôle effectif de ceux-ci par les ressortissants de l'autre partie. Il faudrait donc pour que la disposition entre en vigueur que des ressortissants américains puissent détenir une participation majoritaire dans le capital d'un transporteur européen et qu'ils puissent en prendre le contrôle. Il faudrait également que les ressortissants européens puissent détenir une participation majoritaire et prendre le contrôle effectif d'un transporteur américain. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement.

Les transporteurs aériens de l'UE ont le droit d'exploiter des services mixtes réguliers entre des points des États-Unis et de 5 autres pays, sans desservir de point sur le territoire de l'UE. C'est le comité mixte qui dresse la liste de ces pays. Nouvel article 21 de l'accord, § 4. Cette disposition suppose l'entrée en vigueur de règles concernant l'imposition de restriction sur le bruit, que la Commission européenne ait le pouvoir d'évaluer le processus avant que ces mesures restrictives ne soient imposées et qu'elle ait le pouvoir d'engager une action judiciaire à l'encontre des mesures projetées avant leur imposition (par l'autorité nationale). Cette condition semble remplie avec le règlement n° 598/2014 à l'entrée en vigueur fixée au 13 juin 2016.

Ce qu'indique le 16 janvier 2016 dans une réponse écrite à une question posée par une parlementaire la commissaire européenne aux transports.

L'accord fait jouer un rôle important au comité mixte pour l'application concrète de ces dispositions.

Les transports cargo bénéficient d'un régime plus libéral. Article 3 § 1 lettre c de l'accord.

Les transporteurs américains peuvent faire les services tout-cargo entre tout État européen et d'autres points, y compris un autre État européen.

Les transporteurs européens peuvent accomplir des services tout-cargo entre les États-Unis et tout point ou tous points.

L'accord de transport aérien de Luxembourg et d'Oslo des 16 et 21 juin 2011 étend, avec quelque amodiation, cet acquis diplomatique UE / EU à la Norvège et à l'Islande. Un accord annexe a été conclu ayant pour objet de maintenir le caractère bilatéral de l'accord États-Unis / Union européenne.

(Une loi du 15 mars 2018 autorise la ratification de cet accord, JORF du 16 mars 2018)

Ces accords ont la nature d'accords mixtes. L'UE ainsi que les États ont la qualité de parties contractantes à l'accord mixte UE/États européens/USA.

[

Droit institutionnel européen : le processus d'adoption de l'accord aérien USA/ UE et ses États membres

La Commission a contesté, au regard du droit institutionnel de l'UE, la façon dont cet accord d'adhésion et l'accord annexe ont été conclus au sein de l'Europe.

C'est par une unique décision « hybride » émanant à la fois du Conseil et des représentants des gouvernements prise le 16 juin 2011 que ces deux accords avaient été par consensus approuvés.

L'avocat général Paolo Mengozzi avait estimé le 29 janvier 2015, C-28/12, que la procédure suivie était irrégulière et ne respectait pas les dispositions de l'article 218 TFUE. Il aurait fallu prendre deux actes distincts, l'un à l'échelon du seul Conseil, un autre relevant de l'inter-gouvernemental. L'avocat général admet cependant qu'un acte formellement unique aurait été envisageable, du moment que l'accord aurait mentionné que la procédure de votation à la majorité qualifiée avait été respectée et que l'Union comme acteur de la vie internationale avait adopté une décision qui lui était propre.

L'arrêt a été rendu mardi 28 avril 2015 par la CJUE, RTD Européen 2015.617 obs. Catherine Flaesch- Moigin, il suit la thèse de la Commission, il annule la décision du Conseil et des représentants des gouvernements.

Les traités fondateurs de l'union ont instauré un nouvel ordre juridique au profit duquel les États ont limité dans des domaines de plus en plus étendus leurs droits souverains.

Chaque institution doit agir dans la limite des attributions qui lui sont conférées.

Cette décision prise fusionne deux actes différents, l'acte relatif à la signature des accords au nom de l'Union et un acte relatif à l'application provisoire de ces accords par les États membres.

L'acte aurait dû être adopté par le seul Conseil.

Les deux actes différents ne sauraient être adoptés dans le cadre d'une procédure unique.

Il y a lieu d'annuler la décision.

Mesure transitoire : les effets de la décision attaquée sont maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur dans un délai raisonnable d'une nouvelle décision devant être adoptée par le conseil en vertu de l'article 218 § 5 et 8 TFUE.]

Le Conseil d'État des Pays Bas avait fait le 7 septembre 2015 une demande de décision préjudicielle concernant l'interprétation de cet accord de transport aérien, C-470/15, JOUE du 30 novembre 2015, C 398/17. L'affaire a été radiée, ordonnance du 15 décembre 2015, JOUE du 29 février 2016.

L'accord instaure un comité mixte, composé de représentants des États-Unis, de la Commission européenne et des États membres, chargé de la mise en œuvre de l'accord.

Tout différend concernant l'application ou l'interprétation de l'accord donne éventuellement lieu à arbitrage.

- avec le Canada

Accord du 17 décembre 2009

La loi du 22 novembre 2012 autorise la ratification de l'accord sur le transport aérien entre le Canada et la communauté européenne signé à Bruxelles.

Cet accord, par une décision du Conseil, est approuvé le 15 avril 2019 au nom de l'Union.

Il est entré en vigueur le 16 mai 2019.

Le JORF du 18 août 2019 contient le décret du 16 août 2019 portant publication de l'accord sur le transport aérien entre le Canada et la Communauté européenne et ses États membres signé à Bruxelles le 17 décembre 2009.

Les entreprises de transport aérien bénéficient de la libre fixation des prix sur la base d'une concurrence libre et loyale. Les autorités aéronautiques discutent des prix revêtant un caractère injuste, déraisonnable ou discriminatoire.

L'accord économique et commercial global, AECG, du 30 octobre 2016 conclu entre le Canada, l'UE et ses États membres, JOUE du 14 janvier 2017, contient, noyées dans une myriade de règles, certaines dispositions concernant les services aériens.

- avec la Géorgie, un accord a été signé à Bruxelles le 2 décembre 2010, application provisoire, JOUE du 20 novembre 2012, accord entré en vigueur le 2 août 2020. L'accord a été publié au JORF du 21 octobre 2020. Un comité mixte a été institué, voir décision n° 2/2021 fixant la liste des actes applicables, JOUE du 9 juillet 2021.

-avec la Moldavie. Voir décision modificative, JOUE du 3 juillet 2020. L'accord du 26 juin 2012 est entré en vigueur le 2 août 2020. L'accord a été publié au JORF par un décret du 19 octobre 2020.

-avec Israël

Des libertés pour les transporteurs européens. Idem par réciprocité pour les transporteurs d'Israël.

Refus du cabotage interne : les appareils israéliens ne pourront pas embarquer des passagers à Toulouse pour les déposer à Paris.

Concurrence loyale, refus des subventions. Israël s'engage à observer la réglementation européenne en matière d'aviation civile, sécurité aérienne, sûreté, gestion du trafic, environnement.

(Une loi du 15 mars 2018 en autorise la ratification)

Approbation par une décision du 26 juin 2020, JOUE du 3 juillet 2020.

L'accord du 10 juin 2013 est entré en vigueur le 2 août 2020.

Il a été publié au JORF du 21 octobre 2020.

L'État d'Israël fait sien un grand nombre de dispositions européennes en matière aérienne, voir la décision n° 1/2023 du comité mixte établi par l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses États membres et le gouvernement de l'État d'Israël du 13 juin 2022, JOUE du 12 juillet 2023. La décision donne une nouvelle version de l'annexe IV de l'accord.

-avec la Jordanie : un accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens, 15 décembre 2010. Approbation pour l'Union par une décision du 26 juin 2020, JOUE du 3 juillet 2020. L'accord est entré en vigueur le 2 août 2020. Il a été publié au JO de la RF par un décret du 19 octobre 2020.

- avec le Brésil, un accord avait été paraphé en mars 2011, le Brésil en a demandé la renégociation.

- avec l'Azerbaïdjan

-avec le Royaume-Uni

Le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord a quitté définitivement l'Union européenne le 31 décembre 2020.

L'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'UE et le Royaume-Uni contient des dispositions pour faciliter les transports aériens entre les États membres de l'UE et la Grande Bretagne.

L'accord de commerce et de coopération contient des dispositions concernant les services aériens et les droits de trafic reconnus aux transporteurs tant britanniques qu'européens. C'est l'objet du titre I : Transport aérien, relevant la Rubrique deux : Aviation. Ces dispositions constituent, à l'intérieur de l'accord de commerce, un accord aérien bilatéral, relativement libéral, entre l'Union européenne et le Royaume-Uni

L'article AIRTRN.2 : tableau des routes

Cet article définit les routes sur lesquelles les transporteurs des deux parties pourront effectuer des transports aériens.

En ce qui concerne les transporteurs britanniques, le tableau des routes est ainsi fixé : points sur le territoire du Royaume Uni – points intermédiaires – points sur le territoire de l'Union – points au-delà.

En ce qui concerne les transporteurs européens, le tableau est ainsi déterminé : points sur le territoire de l'Union – points intermédiaires – points sur le territoire du Royaume-Uni – points au-delà.

L'article AIRTRN.3 : Droits de trafic

Les transporteurs du Royaume-Uni peuvent effectuer des escales sur le territoire de l'UE pour fournir des services aériens réguliers et non réguliers entre tout point situé sur le territoire du Royaume Uni et tout point situé sur le territoire de l'Union (droits de trafic de 3° et 4° libertés)

De même, les transporteurs aériens de l'Union ont le droit d'effectuer des escales sur le territoire du Royaume Uni pour fournir des services aériens réguliers et non réguliers entre tout point situé sur le territoire de l'Union et tout point situé sur le territoire du Royaume -Uni (droits de trafic de 3° et 4° libertés)

Un transporteur français peut faire un transport commercial entre Paris et Londres.

Un transporteur britannique peut faire un transport entre Londres et Paris, y débarquer des passagers, il peut continuer le voyage et débarquer à Nice des passagers montés à Londres.

L'article, § 4, prévoit la possibilité de la conclusion d'accords bilatéraux entre États membres et le Royaume-Uni par lesquels les intéressés peuvent s'accorder mutuellement les droits suivants :

En ce qui concerne le Royaume Uni, le droit pour ses transporteurs d'effectuer des escales sur le territoire de l'État membre concerné pour fournir des services de transport aérien régulier et non régulier tout cargo, entre des points situés sur le territoire de cet État membre et des points situés dans un pays tiers dans le cadre d'un service dont le point d'origine ou de destination est situé sur le territoire du Royaume Uni (droits de trafic de 5° liberté)

En ce qui concerne l'État concerné (concluant l'accord bilatéral avec Londres), le droit pour les transporteurs aériens de l'union d'effectuer des escales sur le territoire du Royaume-Uni pour fournir des services de transport aérien régulier et non régulier tout-cargo, entre des points situés sur le territoire du Royaume Uni et des points situés dans un pays tiers dans le cadre d'un service dont le point d'origine ou de destination est situé sur le territoire de cet État membre (droits de trafic de 5° liberté)

Le § 7 affirme que le présent titre ne confère au Royaume-Uni, le droit pour ses transporteurs aériens, d'embarquer sur le territoire d'un État membre, à titre onéreux, des passagers, des bagages, du fret ou du courrier à destination d'un autre point du territoire de cet État membre ou tout autre État membre.

C'est le refus du cabotage.

Un transporteur d'outre-manche ne peut pas, ayant atterri à Paris, embarquer des passagers pour se rendre à Nice ou à Naples.

Le § 8 prévoit de même qu'aucune disposition du présent titre ne confère à l'Union, pour ses transporteurs aériens, le droit d'embarquer sur le territoire du Royaume Uni, à titre onéreux, des passagers, des bagages, du fret ou du courrier à destination d'un autre point du territoire du Royaume Uni.

Air France, venant de Paris, ne peut pas embarquer à Londres des passagers en direction de Liverpool.

Le § 9 concerne les services non réguliers.

Les autorités compétentes du Royaume Uni et des États membres peuvent autoriser des services aériens non réguliers au-delà des droits prévus à cet article.

À condition de ne pas constituer une forme déguisée de services réguliers.

L'article AIRTRN.4 concerne les accords de partage de codes.

- Avec la Tunisie

Une décision du Conseil du 28 juin 2021, JOUE du 27 août 2021, autorise la signature au nom de l'Union de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'UE et la Tunisie. L'accord a été paraphé le 11 décembre 2017. Devrait suivre la conclusion de l'accord.

- L'Union européenne et ses États membres ont conclu à Kiev le 12 octobre 2021 avec l'Ukraine un accord sur la création d'un espace aérien commun, JOUE du 3 novembre 2021. L'Ukraine s'engage à faire une application progressive des règles européennes en matière de transport aérien. La libéralisation est réelle.
- L'Union européenne et ses États membres ont conclu le 18 octobre 2021 un accord sur le transport aérien avec le Qatar, JOUE du 5 novembre 2021. L'accord prévoit en certaines domaines une libéralisation progressive.
- L'UE et ses États membres ont le 15 novembre 2021 conclu avec l'Arménie un accord sur la création d'un espace aérien commun, JOUE du 1<sup>o</sup> décembre 2021.
- L'UE et ses États membres concluent un accord global dans le domaine du transport aérien avec les États membres de l'ASEAN, association des nations de l'Asie du Sud Est. La décision du Conseil 2022/1643 du 20 septembre 2022 en autorise la signature. L'ASEAN regroupe, semble-t-il, la Birmanie, Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam.

(On peut consulter l'arrêté du 21 octobre 2022, JORF du 8 novembre 2022, récapitulant la liste des liaisons qu'Air France est autorisée à desservir. L'annexe mentionne les liaisons entre la métropole et des États faisant l'objet d'un accord aérien européen libéralisant les droits de 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> libertés.)

Le Conseil de l'UE souhaitait l'ouverture de négociations avec la Turquie, l'Inde, la Russie, les pays du Golfe Persique, la Chine.

La Commission avait publié en décembre 2015 un paquet aviation, elle demandait aux États des mandats de négociation.

Le Conseil a autorisé la Commission à entamer des négociations en matière de services aériens avec la Turquie et les Émirats arabes unis.

Les accords aériens sont enregistrés auprès de l'OACI.

ii. L'attribution des droits de trafic aux transporteurs aériens internationaux

α)

Comment un transporteur français ou européen peut-il assurer, sur le fondement d'un accord aérien bilatéral, des services aériens commerciaux réguliers entre un aéroport européen et un aéroport extra-européen ?

Les choses se font en deux temps : une désignation, une autorisation.

Premier temps. **La désignation.**

Le transporteur (français ou européen) commence par demander à être désigné.

Il demande - en application de l'accord aérien bilatéral conclu avec l'État étranger - l'exercice des droits de trafic à l'État (dont il dépend).

Si la demande est jugée fondée, cet État désigne ainsi à l'autre partie contractante une ou plusieurs entreprises de transport aérien aux fins d'exploitation des services agréés sur les routes spécifiées.

Les gouvernements ont publié au JOUE des dispositions indiquant leur mode de procéder, en particulier lorsque l'accord bilatéral contient des dispositions restrictives concernant le nombre de transporteurs désignés, les fréquences et les capacités.

(La Pologne a été condamnée le 7 novembre 2013 par la CJUE, C-90/12, pour carence : lorsque l'État en cause conclut des accords bilatéraux limitant l'utilisation des droits de trafic ou limitant le nombre des transporteurs européens admis à faire valoir les droits de trafic, cet État doit dans les délais élaborer et publier le dispositif prévu. La Pologne prétendait pour échapper à la condamnation qu'elle n'avait pas à publier un tel dispositif, car elle n'était pas liée par des accords de cette nature. Le moyen de défense ne prospère pas devant la Cour, l'inexistence en Pologne de cette situation ne la libérait pas de l'obligation de transposer la réglementation européenne dans son droit interne, voir le commentaire de L. GRARD, Revue de droit des transports janvier 2014, commentaire 9.

Le JOUE du 10 décembre 2020 publie la procédure suivie en Pologne pour la répartition, entre transporteurs, des droits de trafic qui sont limités par des accords aériens conclus avec des États tiers.)

Le CT présente des dispositions pour exiger une autorisation ministérielle pour les services aériens donnant lieu au moins à un point d'escale en France. Donc si le point de départ est situé en France ou le lieu d'arrivée. Des distinctions sont opérées selon que le transporteur est français, européen ou extra européen.

En France, l'article R. 6412-16 CT est relatif à l'exploitation des services aériens réguliers ou non réguliers, comportant au moins un point d'escale en France, par un transporteur aérien titulaire d'une licence délivrée par la France ou par un transporteur aérien établi en France titulaire d'une licence d'exploitation délivrée par un autre État membre de l'UE cette exploitation nécessite une autorisation ministérielle.

C'est également un arrêté ministériel qui indique les zones dans lesquelles le transporteur est autorisé à assurer des services non réguliers.

Idem en ce qui concerne les liaisons sur lesquelles il est autorisé à exploiter des services réguliers.

Le ministre spécifie la durée et les conditions associées à ces autorisations.

Art. R. 6412-18 CT. S'il y a des demandes concurrentes et si les droits de trafic sont limités, l'arrêté du 22 janvier 2007 fixe les critères de choix. Sont retenus comme critères de choix les fréquences offertes, la politique tarifaire, la qualité du service, la performance en matière de lutte contre les nuisances sonores, le nombre de correspondances offertes aux passagers. Il y a des critères subsidiaires, comme l'ancienneté de la demande, la contribution à l'aménagement du territoire, le développement en France, le paiement des taxes et redevances, l'adéquation des appareils à la situation des aéroports français.

Un arrêté du 16 septembre 2019 modifie l'arrêté du 22 janvier 2007. Il envisage dans un nouvel article 9-1 le cas d'une entreprise de transport communautaire faisant l'objet d'un rachat total ou partiel. Les autorisations d'exploitation nécessaires à l'exercice de l'activité cédée peuvent être sous conditions transférées au cessionnaire.

L'article R. 6412-19 concerne les liaisons comportant au moins un point d'escale en France exploitées par un transporteur aérien titulaire d'une licence délivrée par un État membre de l'UE autre que la France et qui n'est pas établi en France,

ou par un transporteur titulaire d'une licence délivrée par un État partie à l'accord sur l'espace économique européen EEE,

ou à tout autre accord ayant la même portée en droit aérien.

Qu'il s'agisse de services aériens réguliers ou non réguliers.

Cette exploitation de services aériens est soumise à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile.

Un arrêté précise les conditions de délivrance de cette autorisation.

L'article R 6412-20 CT est relatif aux exploitations ne relevant pas des articles précédents.

Il est prévu une escale en France. L'exploitation de services réguliers ou non réguliers nécessite l'autorisation du ministre.

[La compagnie Air Méditerranée a été mise en liquidation judiciaire, elle était titulaire de droits de trafic sur des liaisons entre la France et l'Algérie, Israël, le Liban et le Sénégal. Différents avis, publiés au JO du 25 mars 2016, textes 78 à 81, informent les transporteurs aériens européens établis en France que ces droits sont disponibles. Les intéressés sont invités à faire acte de candidature.]

(Un avis publié au JO du 8 juillet 2016 fait état de la disponibilité de droits de trafic entre la France et Cuba. Les



transporteurs aériens communautaires établis en France peuvent faire acte de candidature)

(Absence de clarification dans les relations aériennes entre la France et le Liban, non attribution de nouveaux droits de trafic, JO du 19 juillet 2016, texte 74)

On peut consulter à titre d'exemple les arrêtés du 13 février 2020 publiés au JO du 16 février 2020 accordant des droits de trafic à différents exploitants aériens sur des lignes entre la France et l'Algérie. Des candidatures avaient été déposées, le ministre a choisi, pour chaque ligne, compte tenu de l'arrêté de 2007, la compagnie désignée.

Idem sur les liaisons avec le Liban et avec le Brésil.

Un arrêté du 27 février 2007 concerne les autorisations demandées par les transporteurs communautaires qui ne sont pas établis en France, mais voulant exploiter des services avec au moins une escale en France.

Arrêté du 3 juin 2008

Article 15 du règlement n° 1008/2008

L'État qui a effectué la désignation en informe, habituellement par la voie diplomatique, l'autre État.

Second temps. **L'autorisation**

La compagnie européenne « désignée » qui souhaite opérer avec un État non européen doit ensuite obtenir l'autorisation du gouvernement étranger.

Cette autorisation donnée au transporteur désigné est ordinairement donnée sans formalité et dans des délais brefs.

Si nous prenons à titre d'exemple l'accord aérien franco-philippin, entré en vigueur le 1<sup>o</sup> mars 2018, il y est indiqué que : Dès réception d'une désignation effectuée par l'une des parties contractantes, et sur demande de l'entreprise de transport désignée, les autorités de l'autre partie contractante accordent, dans les délais les plus brefs, les autorisations d'exploitation appropriées.

Plusieurs conditions sont posées.

À condition, dans le cas d'une entreprise de transport aérien désignée par la République française, que l'entreprise soit établie sur le territoire de la République française.

Que le contrôle réglementaire effectif de l'entreprise de transport aérien soit exercé et assuré par l'État membre de l'UE responsable de la délivrance de son certificat de transport aérien et que les autorités aéronautiques compétentes soient clairement identifiées dans la désignation.

Que l'entreprise de transport aérien soit détenue, soit directement, soit par participation majoritaire, par des États membres de l'UE et ou de l'Association européenne de libre-échange ou par des ressortissants de ces États, et soit soumise à un contrôle effectif de ces États ou des ressortissants de ces États.

On retrouve des termes identiques dans nombre d'accords conclus par la France.

Lorsqu'une entreprise de transport aérien a été ainsi désignée et autorisée, elle peut commencer à tout moment l'exploitation des services agréés, sous réserve de respecter les dispositions de l'accord aérien.

[Les relations entre l'Union et le Royaume Uni.

L'accord de commerce et de coopération conclu le 30 décembre 2020 entre l'UE et le Royaume-Uni contient à l'article AIRTRN.6 des dispositions concernant les autorisations d'exploitation.

Il s'agit pour un transporteur de l'Union de faire du trafic aérien avec la Grande Bretagne, ou bien d'un transporteur anglais désireux de faire du trafic aérien commercial entre le Royaume Uni et des aéroports d'États membres de l'UE.

Dès réception d'une demande d'autorisation émanant d'un transporteur aérien d'une partie pour exploiter des services de transport aérien en vertu du présent titre, l'autre partie accorde les autorisations et agréments techniques avec un délai de procédure minimal.

Plusieurs conditions sont à remplir.

S'il s'agit d'un transporteur aérien du Royaume Uni, il faut en principe qu'il soit détenu et effectivement contrôlé par le RU ou par des ressortissants du Royaume Uni. Il faut qu'il ait son principal établissement sur le territoire du RU, il faut qu'il soit titulaire d'un certificat de transporteur aérien délivré par l'autorité du RU, il

faut qu'il soit titulaire d'une licence octroyée selon la législation du RU. Il faut que l'autorité du RU exerce, quant à la sécurité, le contrôle effectif du transporteur aérien.

L'accord envisage une solution particulière qui pourrait intéresser des compagnies relevant du groupe IAG dont dépendent British Airways, Iberia, Aer Lingus, Vueling, Air Europa. La solution dérogatoire contenue dans l'accord vise un transporteur aérien du Royaume Uni. British Airways serait concerné. Il n'est pas forcément nécessaire que ce transporteur du RU, ayant son principal établissement au Royaume Uni, soit détenu et contrôlé par des intérêts britanniques. Ce transporteur britannique peut recevoir l'autorisation du moment qu'il est détenu et contrôlé par des ressortissants d'États membres de l'UE, de Suisse ou de l'EEE, voire par des intérêts capitalistes conjoints européens et britanniques.

IAG a un capital constitué par des actionnaires extra européens comme le Qatar (25 % du capital) et par des fonds d'investissement anglais ou non.

S'il s'agit d'un transporteur aérien de l'Union, il faut qu'il soit détenu et contrôlé, par des intérêts capitalistes européens, suisses, EEE.

Il faut que ce transporteur ait son principal établissement sur le territoire de l'Union et qu'il détienne une licence d'exploitation en cours de validité conforme au droit de l'Union. Il faut qu'il soit titulaire d'un certificat de transporteur aérien délivré par l'autorité compétente de l'Union ou d'un État membre, qui en effectue le contrôle réglementaire.

(Le groupe IAG a pris certaines mesures pour restructurer la composition de son conseil d'administration désormais constitué d'un plus grand nombre d'administrateurs indépendants ressortissants européens. La solution permettrait, dicit IAG, à Iberia d'être en règle avec le droit européen)

L'article AIRTRN.9 envisage une prochaine négociation entre l'UE et le Royaume Uni pour modifier de telles dispositions, le comité spécialisé du transport aérien doit envisager les possibilités de libéralisation réciproque de la propriété et du contrôle des transporteurs britanniques et européens.

]

Les autorisations ne sont pas toujours accordées sans difficultés.

On cite le cas de la compagnie norvégienne NAI, Norwegian Air International Limited. Cette compagnie se fonde sur l'accord de ciel ouvert conclu entre l'Europe et les États-Unis, l'accord ayant été étendu à la Norvège, pour obtenir cette autorisation de la part des autorités américaines. Les autorités américaines ont refusé pendant deux ans d'accorder l'autorisation, le département américain des transports a finalement le 15 avril 2016 donné par provision l'autorisation. La demande concerne une filiale de la compagnie norvégienne incorporée en mars 2013, en Irlande, pays dont la législation du travail ne serait pas trop exigeante pour l'employeur. Cette autorisation est vigoureusement contestée aussi bien par des transporteurs européens et américains que par des associations de pilotes, l'Irlande étant taxée de conférer un pavillon de complaisance à une compagnie à bas coûts se constituant en Irlande pour échapper à l'application du droit norvégien et faire gérer le personnel par une société implantée à Singapour.

Les opposants font état de l'article 17 bis de l'accord Europe - États-Unis :

"1. Les parties reconnaissent l'importance de la dimension sociale de l'accord et les avantages qui découlent de l'application de normes de travail élevées à des marchés ouverts. Les opportunités créées par l'accord ne sont pas destinées à affaiblir les normes du travail ni les droits et principes sociaux contenus dans les législations respectives des parties.

2. Les principes énoncés au paragraphe 1 doivent guider les parties lorsqu'elles mettent en œuvre l'accord, notamment par la prise en compte régulière, par le comité mixte, conformément à l'article 18, des conséquences sociales de l'accord, et par l'élaboration de réponses appropriées aux préoccupations légitimes."

Les autorités des États-Unis ont estimé que l'article 17 bis ne fournissait pas un fondement suffisant pour rejeter la demande émanant de la société norvégienne ou irlandaise, déjà habilitée par son autorité nationale.

Cette décision du département américain des transports a suscité la critique des syndicats et de membres du congrès.

La décision du département des transports est susceptible de recours jusqu'au 6 mai 2016. L'affaire sera ensuite dévolue au président des États-Unis pour approbation dans les 60 jours.

On peut consulter sur ce point le bulletin du 2 mai 2016 du cabinet Condon / Forsyth, signé par John Maggio et Zachary D. Greoendyk.

β) Comment une compagnie non européenne peut-elle ouvrir une ligne régulière entre son pays et un aéroport

situé en France ?

Il faut tenir compte de l'accord bilatéral liant la France avec cet État étranger.

La compagnie dépose une demande, l'État (non européen) du transporteur procède à la désignation, l'autre partie (européenne) accorde ensuite les autorisations et agréments dans les termes et sous les réserves de l'accord aérien bilatéral.

### *B. Les transports non réguliers : les transports à la demande*

La notion de transports non réguliers ou transports à la demande (charters)

On parle transport non régulier lorsqu'il n'y a pas de la part de l'exploitant de vente individuelle de chaque billet à chaque passager, il n'y a pas d'horaire régulier, l'exploitant n'effectue pas de liaisons régulières systématiques faites en série, il effectue des liaisons occasionnelles.

Les accords bilatéraux des temps anciens n'en traitaient pas.

L'art. 5 de la convention de Chicago sous des accents très libéraux (les aéronefs étrangers n'assurant pas des services réguliers ont le droit de pénétrer dans l'espace aérien, ils peuvent le traverser sans avoir besoin d'une autorisation) énonce toutefois que ces aéronefs peuvent embarquer et débarquer des passagers ou des marchandises, l'État d'embarquement ou de débarquement pouvant imposer telles réglementations, conditions ou restrictions qu'il pourra juger souhaitables.

Ces transports non réguliers sont libéralisés à l'intérieur de l'Union européenne.

Ils ne le sont pas s'il s'agit d'un vol entre l'Europe et un État tiers.

Ces transports occasionnels ou saisonniers sont de fait soumis à la double autorisation de l'État de l'aérodrome de départ et de l'État de l'aérodrome d'arrivée.

Art. R. 6412-16, 6412-19, 6412-20 CT.

Des restrictions continuent à exister à l'échelon national concernant les liaisons entre un État tiers et un État européen, destinées à être assurées par un transporteur européen ayant une nationalité différente de celle de l'État de destination.

On se demande si cette réglementation nationale est compatible avec les principes du droit européen.

On peut recueillir sur ce point les enseignements tirés de l'affaire *International Jet Management*, C-628/11.

Les faits concernent une compagnie autrichienne effectuant des transports à la demande entre Moscou ou Ankara d'une part, et l'Allemagne d'autre part. La compagnie autrichienne détient les autorisations et certificats requis par le droit autrichien. Le droit allemand exige qu'une telle compagnie (non allemande) reçoive une autorisation des autorités allemandes pour pénétrer dans l'espace aérien allemand pour effectuer des vols privés en provenance d'États tiers à destination de l'Allemagne. La demande d'autorisation pour des vols non réguliers avec atterrissage à des fins commerciales (vols occasionnels) doit être introduite à l'avance, de 2 jours à 4 semaines, avant le décollage des vols envisagés auprès du ministère fédéral des transports. En l'espèce, cette société autrichienne avait violé l'interdiction d'entrer dans l'espace aérien allemand, d'où le prononcé d'amendes à son encontre. Le transporteur aurait dû produire une attestation suivant laquelle aucun transporteur allemand n'était disposé à effectuer ces vols à des conditions comparables.

Le transporteur invoque le règlement n° 108/2008 qui lui conférerait le droit de pénétrer dans l'espace européen sans autorisation. Il invoque le principe de non-discrimination prévu par l'article 18 TFUE pour contester le prononcé des amendes. La règle allemande serait contraire à l'article 56 TFUE qui prône la libre prestation des services dans l'Union.

L'avocat général Yves Bot dans ses conclusions déposées le 30 avril 2013 fait remarquer que le législateur européen n'a pas libéralisé les liaisons aériennes entre les pays tiers et les États membres de l'Union. Ces liaisons faute d'avoir été libéralisées sont-elles cependant soumises au principe de non-discrimination ? L'article 100 § 2, propre à la politique commune des transports et au transport aérien et maritime, n'écarte pas le transport aérien du champ d'application du traité. L'avocat général estime qu'on peut faire appel à l'espèce à l'article 18 qui interdit les restrictions imposées par les réglementations nationales. La règle allemande distingue selon le siège du transporteur et l'autorité ayant délivré la licence d'exploitation. Les transporteurs allemands ne sont pas visés, les autres transporteurs européens si. L'autorisation n'aurait pas été requise si l'avion venant de Moscou avait fait escale à Vienne avant de se rendre à Berlin. L'avocat général conclut qu'on est en présence d'une discrimination fondée sur la nationalité.

La CJUE a rendu dans cette affaire *International Jet Management* son arrêt le 18 mars 2014, RTD Européen

2015.411 obs. L. Grard, en fondant sa solution sur la violation de l'article 18 TFUE par la réglementation allemande. Il y a discrimination à l'égard du transporteur autrichien soumis à autorisation, car, si c'était un transporteur allemand qui avait effectué la liaison, l'Allemagne n'aurait pas exigé de lui une autorisation. La législation allemande imposant au transporteur autrichien qu'il obtienne l'autorisation de pénétrer dans l'espace aérien allemand pour effectuer des vols privés non réguliers en provenance d'un État tiers et à direction de l'Allemagne est contraire à l'article 18 TFUE, d'autant que l'Allemagne exigeait pour accorder cette autorisation l'attestation que les transporteurs allemands n'étaient pas disposés à effectuer de tels vols.

L'arrêt indique cependant que l'UE n'a pas libéralisé les services de transport aérien concernant les liaisons entre les États membres et les tiers. Implicitement, cette absence permettrait à l'État allemand de soumettre à autorisation tous les transports à la demande effectués entre un État tiers et l'Allemagne, en prenant soin de ne pas faire de discrimination entre transporteurs allemands et transporteurs européens de siège extra-germanique. Les États membres sont en droit en application de l'article 58 § 1 d'imposer certaines restrictions à la fourniture des services de transports aériens pour les liaisons entre les pays tiers et l'Union dans la mesure où le législateur européen n'a pas exercé la compétence que lui reconnaît l'article 100 § 2 pour libéraliser ce type de services. Les États n'en demeurent pas moins soumis au principe .

L'accord aérien USA/UE libéralisant les services aériens entre les deux rives de l'Atlantique a une portée générale, qu'il s'agisse de services réguliers ou non. Une disposition mentionne vols réguliers et affrétés, art. 3 § 4.

L'accord aérien entre l'UE et le Canada comporte également des dispositions propres aux vols affrétés/vols non réguliers, art. 13 § 16 et 17. Lorsqu'elles reçoivent une demande d'exploitation de vols affrétés et d'autres vols non réguliers, les parties (contractantes) délivrent dans les délais les plus brefs les autorisations et agréments sollicités au transporteur aérien concerné.

La politique de libre échange et de libéralisation des services est poursuivie par l'organisation mondiale du commerce, OMC.

L'accord. Marrakech institue l'OMC, 15 avril 1994, annexe 1 B, accord général sur le commerce des services AGCS, annexe sur les services de transport aérien, l'accord ne concerne pas les droits de trafic, en revanche il s'applique aux services de réparation des aéronefs, à la commercialisation des services, aux systèmes informatisés de réservation

Caroline Breton, Une invocabilité contestée : l'exemple de l'invocabilité des accords de Marrakech dans l'ordre juridique de l'Union européenne, Mélanges Daillier, p. 631

L'OMC a élaboré un projecteur sur les accords en matière de services aériens. C'est au minimum une pièce d'information et de documentation.

#### § IV. Les capacités et les programmes d'exploitation

Les accords bilatéraux réglementaient les capacités : le nombre de passagers kilomètres et de tonnes kilomètres admis à bord était contingenté. Même si cela n'était pas tout à fait vrai, on devait grosso modo parvenir à un partage approximatif du trafic moitié moitié entre les deux compagnies désignées.

Si on prend à titre d'exemple l'accord franco-philippin, il indique que le programme d'exploitation de l'entreprise désignée par un État peut être soumis à autorisation par les autorités aéronautiques de l'autre État. Le programme d'exploitation précise les horaires, la fréquence des services, les types d'aéronefs, leur configuration et le nombre de sièges à la disposition du public.

Emirates dessert Paris, Lyon et Nice. Cette compagnie demande à assurer une desserte plus fréquente de la ligne entre les Émirats et Lyon, la liaison existe depuis 2012 avec Dubaï, il y a 5 vols par semaine, mais la compagnie réclamerait un vol quotidien. Il convient de se référer à l'accord bilatéral France- Émirats arabes unis de 1993.

L'État français est hostile, il peut contrôler la fréquence des services, il refuse. Les mauvais esprits parlent d'une politique de faveur envers Roissy et Air France. La question de l'attribution des créneaux horaires se pose en sus à Lyon, qui est un aéroport coordonné.

Air France qui a une liaison avec l'émirat depuis Roissy se plaint d'une concurrence inégale avec la compagnie Emirates, qui recevrait une aide importante de la part de son gouvernement, ce que nie la compagnie des émirats. Il y a, en mars 2018, au sein de la commission des transports du parlement européen, une initiative destinée à priver de leurs droits de trafic les compagnies étrangères auteurs d'actes de concurrence déloyale.

Lorsque le ministre chargé des transports délivre la licence d'exploitation de transporteur aérien, il est précisé dans l'arrêté que la compagnie doit conduire son exploitation en conformité avec les articles R. 330-8 et 330-9 CAC.

Voir à titre d'exemple l'arrêté du 19 août 2019 octroyant une licence d'exploitation à la société Intaairline, JO du 24 août 2019.

L'article R. 330-8 CAC imposait le dépôt auprès de ministre chargé de l'aviation civile des programmes d'exploitation des services aériens de transport public au départ, à destination ou à l'intérieur du territoire national. La règle est actuellement prévue par l'article R. 6412-25 CT.

Les petites entreprises de transport effectuant des services aériens non réguliers, au moyen d'aéronefs dont la capacité ne dépasse pas 20 sièges ou dont la masse maximale au décollage n'excède pas 10 tonnes, entreprises faisant au moins un point d'escale en France, ne sont pas astreintes au dépôt des programmes d'exploitation, art. R. 6412-27 CT.

Cette disposition peut intéresser les taxis aériens.

L'article R. 6412-28 CT est relatif au transporteur contractuel qui fait effectuer le déplacement par un transporteur de fait. De tels accords commerciaux nécessitent, du moment que ces transporteurs sont titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France, une autorisation ministérielle.

## § V. Les tarifs

Les tarifs désignent en matière aérienne non seulement le coût du transport mais plus largement les conditions du contrat entre la compagnie et ses clients, passagers, expéditeurs. Les tarifs étaient, pendant une longue période, déterminés dans des conférences de trafic tenues à l'échelon des grandes régions mondiales sous l'égide de l'IATA.

La réglementation imposait aux compagnies de déposer leurs tarifs afin d'en obtenir l'homologation. Il y avait contravention pour le transporteur de ne pas les observer.

La liberté de la tarification est introduite en droit européen avec l'article 22 du règlement n° 1008/2008 : les transporteurs aériens européens fixent librement les tarifs des passagers et les tarifs de fret, sous réserve de la réglementation des liaisons soumises à des obligations de service public. Idem en ce qui concerne les transporteurs aériens des pays tiers sur la base de la réciprocité.

Il eût été préférable d'indiquer que dans une économie de marché et de liberté économique le prix du transport résultait du jeu de l'offre et de la demande et qu'il était librement déterminé par les parties contractantes. On peut nous objecter que le contrat de transport de passagers relève des contrats d'adhésion et que le passager ne discute guère ordinairement le montant des tarifs des billets. La disposition en réalité ne relève pas du droit privé mais du droit public économique. Le législateur européen entend uniquement signifier que la fixation des tarifs ne relève pas de la compétence des États, mais de celle des opérateurs aériens.

La loi n°2012-1270 du 20 novembre 2012 relative à l'outremer prévoit un rapport du gouvernement au Parlement analysant le niveau des différents prélèvements et taxes applicables aux liaisons aériennes et au fret aérien. Les transporteurs doivent communiquer des données statistiques sur les structures des coûts et sur les prix. Art. L. 6700-2 du code des transports

(L'accord USA/UE de 2007 indique, dans son article 13, que les tarifs des services aériens exploités en vertu de cet accord aérien sont établis librement et ne sont pas soumis à approbation. Leur dépôt ne peut être imposé. Les autorités peuvent cependant demander à être informées sur les tarifs anciens, actuels et futurs)

## La lutte contre les prix anormalement bas : **Les prix prédateurs**

Certains transporteurs pourraient avoir la tentation de mener temporairement une politique de prix prédateurs pour éliminer leurs concurrents, et pratiquer ensuite, la concurrence écartée, des prix très élevés au détriment de leurs clients.

Le droit de la concurrence sanctionne les pratiques anti-concurrentielles, au titre des ententes ou de l'abus de position dominante. Cf. infra, à propos des coopérations entre transporteurs. Certains transporteurs aériens voient leur politique tarifaire contestée par les consommateurs sur le fondement du droit antitrust.

Cette contestation peut également être élevée par une compagnie aérienne, prétendant souffrir d'un manque à gagner du fait de la politique agressive menée par un transporteur concurrent.

On relève, à titre d'exemple, les mentions suivantes dans l'accord franco-gabonais de 2012 à l'article 15. Les autorités aéronautiques des deux parties contractantes peuvent désapprouver des tarifs qui sont déraisonnablement discriminatoires, exagérément élevés ou restrictifs en raison d'un abus de position dominante, ou artificiellement faibles en raison de subventions ou d'aides directes ou indirectes, ou qui sont susceptibles d'entraîner une situation de dumping.

### Le conflit entre la compagnie lithuanienne en faillite et le transporteur letton Air Baltic

[Dans le conflit que nous allons maintenant évoquer, on avait relevé une procédure préliminaire de demandes de mesures provisoires, cf. plus loin dans le développement consacré aux aides publiques. C'est la reconnaissance à Riga de la décision prise à Vilnius qui faisait débat.]

Un contentieux oppose la compagnie Lithuanian Airlines, en liquidation, à l'aéroport de Riga et à Air Baltic. La compagnie lithuanienne, qui effectuait des vols depuis Vilnius capitale de la Lituanie, se prétend victime sur certains vols de prix prédateurs résultant d'une entente prohibée entre l'aéroport de Riga et le transporteur letton, l'ayant mené au défaut.

La compagnie lithuanienne organisait des vols depuis Vilnius.

La compagnie lettone Air Baltic desservait elle aussi l'aéroport lithuanien. Elle aurait pratiqué des tarifs prédateurs sur les vols qu'elle organisait pour évincer son concurrent du marché.

Air Baltic aurait bénéficié à l'aéroport de Riga de remises portant sur les redevances de décollage et d'atterrissage.

La compagnie lithuanienne en liquidation a agi devant les juridictions lithuaniennes (Vilnius) en responsabilité contre l'aéroport de Riga et la compagnie lettone Air Baltic (qui a son siège à Riga).

La compagnie en liquidation entend plaider devant les juridictions de son pays, l'État lithuanien, et non devant celles de l'État letton, où se trouve le siège social de son concurrent dont les pratiques l'auraient menée à l'insolvabilité.

Une demande de décision préjudicielle a été posée le 19 janvier 2017 par une cour de Lituanie, portant sur l'interprétation de la disposition du règlement Bruxelles I, n° 44/2001, offrant au demandeur une option de compétence en matière délictuelle. Le débat concerne, non pas le fond du droit, mais la compétence juridictionnelle pour connaître de cette action en responsabilité.

La compagnie lithuanienne est-elle en droit de se prévaloir de l'option de compétence offerte en matière délictuelle pour agir devant les juridictions de Lituanie contre deux entités ayant leur siège en Lettonie ?

L'avocat général Michal Bobek a présenté dans cette affaire ses savantes et subtiles conclusions le 28 février 2018.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 5 juillet 2018, C-27/17.

Le principe du règlement de Bruxelles I, c'est que le demandeur assigne le défendeur devant les juridictions de l'État européen où le défendeur a son domicile. Article 4 de la nouvelle version, 1).

Les sociétés et personnes morales sont domiciliées là où est situé leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement, article 63 de Bruxelles I nouvelle version.

Le règlement établit, à côté du chef de compétence principale, des options de compétence, il fixe des compétences spéciales.

L'arrêt entend faire une interprétation stricte des règles de compétence spéciale, attendu 26.

Une règle de compétence spéciale existe en matière délictuelle.

Une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans un autre État membre en matière délictuelle ou quasi délictuelle devant *le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit ...*,

art. 5 § 3 du règlement n° 44/2001, Bruxelles I. [Article 7, 2) du règlement Bruxelles I, version n° 1215/2012 du

12 décembre 2012]

La question de la compétence internationale, pour trancher le fond du litige, des juridictions lithuaniennes est ainsi posée.

Le lieu où le fait dommageable s'est produit désigne dans la jurisprudence constante de la CJUE aussi bien le lieu de l'événement causal qui est à l'origine du dommage que le lieu de la matérialisation du dommage.

Le demandeur peut ainsi assigner son adversaire devant le tribunal de l'un ou de l'autre de ces lieux.

La compétence du tribunal du lieu de » l'événement causal à l'origine du dommage »

(En droit français interne, on dirait le lieu de commission de la faute ou du fait dommageable, *forum loci culpa*)

L'avocat général estime qu'en matière de prix prédateurs, c'est le lieu où les prix prédateurs ont été proposés et appliqués qui est le lieu de l'événement causal. Ce qui désigne Vilnius et autorise la compétence des juridictions de la Lituanie.

L'arrêt examine la question.

Il semble qu'il y ait eu en l'espèce un accord anticoncurrentiel conclu à Riga entre l'aérodrome de Riga et la compagnie lettone Air Baltic, l'aérodrome faisant bénéficier la compagnie lettone de rabais préférentiels sur les services de décollage et d'atterrissage. Riga peut apparaître comme le lieu de l'événement causal à l'origine du dommage.

En ce qui concerne les prix prédateurs, et si on considère que leur pratique constitue une infraction distincte, la juridiction du lieu où ce comportement a été mis en œuvre doit être considérée comme compétente. Il y aurait abus de position dominante imputable à la compagnie lettone, l'entreprise dominante profitant de sa situation dominante pour appliquer des prix prédateurs sur le marché des vols aériens concernant Vilnius.

La cour conclut :

La notion du lieu où le fait dommageable s'est produit peut être comprise comme étant, soit le lieu de la conclusion d'un acte anticoncurrentiel contraire à l'article 101 TFUE, soit le lieu où les prix prédateurs ont été proposés et appliqués si ces pratiques étaient constitutives d'une infraction punie par l'article 102 TFUE.

Le chef de compétence du tribunal du lieu de » la matérialisation du dommage »

*Lex loci damni*.

L'avocat général estime que ce lieu est celui où le demandeur allègue une perte des ventes. Il doit s'agir d'un dommage spécifique, subi par le demandeur, celui dont il demande réparation. Dans ce contentieux, ce qui est mis en cause, c'est le comportement anticoncurrentiel ayant pour effet d'évincer l'entreprise du marché (du transport aérien). Une entreprise qui se livre à des activités anticoncurrentielles doit s'attendre à être atraite dans les lieux où ses actions entraînent des répercussions sur le marché. Ce qui est à prendre en considération, c'est le lieu où s'est matérialisée la perte des ventes alléguée. (Un préjudice financier résultera ultérieurement de la perte de ventes). La perte des ventes se concentre vraisemblablement à Vilnius, point de départ et de destination des liaisons effectuées par la compagnie lithuanienne. Le lieu de matérialisation du dommage serait la Lituanie.

L'arrêt indique qu'il faut s'en tenir au dommage initial découlant directement de l'événement causal pour justifier l'application de la règle de compétence spéciale.

Des conséquences préjudiciables ultérieures ne peuvent pas fonder une attribution de compétence.

La question est alors de savoir si le manque à gagner dont se prévaut le transporteur lituanien victime des tarifs prédateurs de son concurrent letton peut être qualifié de dommage initial.

Le manque à gagner consiste dans les pertes subies du fait de ne pas pouvoir exploiter de façon rentable les vols au départ et à destination de Vilnius. Ce manque à gagner peut être qualifié de dommage susceptible de fonder la compétence du tribunal de l'État sur le territoire duquel le fait dommageable s'est produit.

Le dommage existe. Le marché concerné est celui où la compagnie effectue l'essentiel de ses activités, le marché lituanien. Le marché affecté par le comportement anticoncurrentiel se trouve dans l'État sur le territoire duquel le dommage est survenu.

Le règlement européen prévoit la compétence du tribunal du lieu de la succursale.

Le règlement Bruxelles I, n° 44/2001, article 5, 5) [article 7, 5), du nouveau Bruxelles I] donne compétence, s'il s'agit d'une contestation relative à l'exploitation d'une succursale / agence / établissement, au tribunal du lieu de leur situation. Air Baltic dispose d'une agence ou d'une succursale à Vilnius. La succursale est la prolongation d'une maison mère. Elle doit être dotée d'une direction, elle doit être matériellement équipée pour négocier avec les tiers.

La juridiction de Vilnius est compétente si cette succursale a joué un rôle, de façon effective et significative, dans la fixation ou dans la proposition des prix prédateurs.

Le site du cabinet américain Condon & Forsyth fait état, le 5 juin 2017, dans ses publications, d'un arrêt rendu en 2017 aux États-Unis par la cour d'appel fédérale du 9<sup>e</sup> circuit, dans une affaire Wortman contre All Nippon Airways. Des transporteurs aériens d'Asie orientale sont suspectés d'ententes en matière de fixation des tarifs, tarifs réduits, suppléments pour l'augmentation du prix de l'essence. Ces transporteurs sont l'objet d'un recours collectif formé auprès du tribunal du district Nord de Californie pour manquement à la loi Sherman. Ils invoquent en vain pour leur défense la solution selon laquelle ils ne pourraient être poursuivis, ayant déposé

leurs tarifs auprès du département des transports, DOT. Les parties ont été invitées à solliciter l'avis du DOT concernant l'étendue de ses pouvoirs de contrôle en matière de tarifs.

La loi du 22 août 2021 de lutte contre le dérèglement climatique dans son article 144 est défavorable à la vente à perte de billets d'avion.

## § VI. LE FINANCEMENT PUBLIC DES TRANSPORTEURS AÉRIENS

Les pouvoirs publics de manière directe ou indirecte entourent les opérateurs de transport aérien - en particulier à l'égard de ceux dont le capital est totalement ou partiellement public - de toute leur sollicitude, ils les font bénéficier d'aides diverses, comme des aides à l'achat d'aéronefs, des garanties d'emprunt, des compensations financières alias subventions pour les lignes déficitaires, des faveurs fiscales.

### **Le carburant**



Les droits de douane

Le monde

La convention de Chicago, dans son article 24, en matière de transport international, indique que le carburant et les huiles lubrifiantes sont exempts des droits de douane et des autres droits et redevances similaires.

Cf. Conseil d'État, 30 juillet 2015, n° 391648

La **fiscalité** des **carburants** est - au moins pour le moment - favorable aux exploitants aériens titulaires d'une licence d'exploitation.

L'Europe

Une directive du 27 octobre 2003 a restructuré le cadre communautaire de la taxation des produits énergétiques. Il est prévu que les États membres exonèrent, de la taxation, les produits énergétiques fournis en vue d'utilisation comme carburant pour la navigation aérienne [autre que l'aviation de tourisme privée].

Cette faveur émanant d'un règlement européen est vivement critiquée par certains, qui en demandent la suppression.

Une étude commandée par la direction générale des transports de la Commission préconise de taxer le kérosène utilisé par les avions commerciaux. 33 centimes d'euros par litre de carburant. La taxe serait incluse dans le prix des billets, qui augmenterait de 10 %. Les moins riches prendront moins l'avion. On réduira ainsi la circulation aérienne et la pollution de l'atmosphère.

Une proposition d'initiative citoyenne « Mettre fin à l'exonération fiscale du carburant d'aviation en Europe » a été enregistrée par la Commission, décision 2019/720 du 30 avril 2019.

Cette directive a été, en ce qui concerne l'aviation, transposée à l'article 265 bis, 1, b) du code des douanes. Les produits énergétiques mentionnés à l'article 265 sont admis en exonération de la « taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques », TICPE, lorsqu'ils sont destinés à être utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs. L'exploitant, titulaire du certificat de transporteur aérien, est exonéré du moment qu'il agit à fins commerciales, notamment pour les besoins d'opérations de transport de personnes ou de marchandises, ou pour accomplir des prestations de services à titre onéreux.

Pour être exonéré, l'exploitant doit réaliser une activité commerciale caractérisée par une prestation de service à titre onéreux au moyen de l'aéronef.

Ce qui est déterminant, c'est l'activité exercée par l'utilisateur final de l'aéronef, qu'il en soit propriétaire, locataire, ou utilisateur à tout autre titre.

Les carburants destinés aux moteurs d'avion, pour les essais, pour l'entretien, sont également exonérés de la taxe intérieure de consommation, art. 265 bis, 2.

Un arrêté du 17 décembre 2015 fixe les modalités d'application de l'article 265 bis du code des douanes.

Un arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2016 - seulement publié au JO du 14 mars 2017 - modifie l'arrêté du 17 décembre 2015.

Idem avec un arrêté du 17 octobre 2017, JO du 17 octobre 2017.

[Le gouvernement français, en période de pandémie, avait pris un décret du 25 mars 2022 apportant une aide exceptionnelle à l'acquisition de carburants. Le décret excluait cependant de son dispositif l'essence d'aviation. La fédération française aéronautique et le groupement des industriels et professionnels de l'aviation générale ne parviennent pas à obtenir l'annulation de cette mesure, Conseil d'État, 8 décembre 2022, n° 464222. ]

L'approvisionnement en carburant

Plusieurs possibilités sont ouvertes en France.

Les utilisateurs finals de carburant d'aviation font l'acquisition des carburants en exonération de taxe auprès des EFCA, entrepôts fiscaux de carburants et combustibles d'aviation.

Ce statut est obligatoire pour les installations de stockage de plus de 150 m<sup>3</sup>.

Les exploitants commerciaux peuvent s'approvisionner auprès des DSCA, dépôts spéciaux de carburants

d'aviation.

L'acquéreur fait l'opération d'achat de carburant pour les aéronefs autres que de tourisme.

Ou bien ils se constituent en stockages spéciaux du carburant d'aviation, SSCA, (dépôts autorisés par les douanes pour les besoins d'un unique opérateur). Le carburant est destiné à l'usage de celui qui stocke du carburant. Les quantités stockées ne doivent pas dépasser 50 m3.

Tous les exploitants n'utilisent pas ces possibilités. Certains s'approvisionnent en payant la taxe, ils demandent ensuite la restitution. Les utilisateurs qui bénéficient de l'exonération mais qui ont acquis des carburants d'aviation sous le régime des droits acquittés et ont ainsi payé la taxe peuvent en demander la restitution. Le contentieux est né à raison de l'arrêté du 14 avril 2015 qui prévoyait que la demande de restitution devait être accompagnée de la justification de l'impossibilité géographique de s'approvisionner en carburant exonéré, et de l'impossibilité de constituer un stockage spécial.

Une filiale de Total, Total marketing France (qui approvisionne de nombreux petits aérodromes en carburants sous le régime des droits acquittés) a demandé l'annulation de l'arrêté.

Elle a d'abord demandé en référé la suspension de l'exécution de l'arrêté, qu'elle n'a pas obtenu à raison de l'absence d'urgence.

Le Conseil d'État a statué ultérieurement sur la demande d'annulation par excès de pouvoir contre l'arrêté.

L'arrêt du Conseil d'État du 1<sup>er</sup> juin 2016, n° 391087, annule certaines dispositions de l'arrêté ministériel du secrétaire d'État au budget. Le ministère souhaite, certes, privilégier l'exonération à la source plutôt que la procédure de remboursement. Les dispositions attaquées et annulées ajoutaient illégalement des conditions pour bénéficier du droit à remboursement.

Ceux qui bénéficient de l'exonération et qui ont acquitté la taxe demandent le remboursement au bureau de la douane, en conformité avec l'article 352 du code des douanes, tel qu'il est précisé par un décret du 24 novembre 2014 et l'arrêté du 17 avril 2015, articles 7 et suivants.

Voir CJUE, 3 septembre 2013, C-526-13, pour la fiscalité et la TVA sur le carburant livré en Lituanie par des intermédiaires à des navires.

Cette exonération ne bénéficie pas aux opérateurs d'aéronefs de tourisme privé, art. 265 bis du code des douanes. Les exploitants non commerciaux doivent payer la TICPE et la TVA afférente.

L'activité de transport sanitaire

CAA Marseille, 17 janvier 2019, n° 17MA00948 : la société Altagna exerce une activité de transport sanitaire de personnes dans le cadre d'un marché public, cette activité n'est pas de nature commerciale et n'intervient pas dans le secteur concurrentiel du transport de passagers, elle est cependant une activité de transport exclue du bénéfice du crédit d'impôt.

Le transport sanitaire est exclu de la taxe de l'aviation civile. L'UE favorise l'utilisation de carburants dits durables.

### **La nature du carburant utilisé par l'exploitant d'aéronef**

Les exploitants utilisent ou utilisaient à 99 % du kérosène pour assurer le fonctionnement des moteurs.

La combustion de ce type de carburant issu du raffinage de produits pétroliers est l'objet de critique, il dégage une pollution dangereuse pour la santé des humains, il est facteur du réchauffement climatique qu'il convient de combattre. Il faut réduire impérativement les émissions de carbone produites par les moteurs d'avion.

(Le transport routier est cependant encore plus polluant)

Le débat est de savoir si on peut équiper de façon réaliste et sans de trop d'obstacles financiers les avions avec des moteurs utilisant des sources d'énergie autres que les énergies fossiles, comme l'électricité ou l'hydrogène. Certains exploitants ont recours, avec l'appui des pouvoirs publics, à des carburants alternatifs souvent issus de mélanges de kérosène et de biocarburant.

## L'utilisation de carburants d'aviation durables (CAD)

Le règlement 2023/2405 du 18 octobre 2023 relatif à l'instauration d'une égalité des conditions de concurrence pour un secteur du transport aérien durable (ReFuelEU Aviation) entend favoriser la fourniture et l'utilisation de carburants d'aviation durables (CAD).

Cette politique tend à réduire la pollution ainsi que la dépendance à l'égard des importations de carburants fossiles.

Les carburants d'aviation durable sont des carburants d'aviation qui comprennent des carburants liquides drop-in, entièrement fongibles avec les carburants d'aviation conventionnels et compatibles avec les moteurs existants. Cf. considérant 9. L'article 3 du règlement vise comme CAD les carburants de synthèse pour l'aviation, les biocarburants d'aviation, les carburants d'aviation à base de carbone recyclé.

Ne sont pas admissibles - pour des raisons de durabilité - les biocarburants produits à partir de cultures destinées à l'alimentation humaine ou animale. Considérant 23.

Les capacités de production sont pour le moment limitées

Le texte s'adresse

- aux industriels des CAD, auxquels le règlement donne 10 ans pour accroître leur capacité de production ;
- aux fournisseurs de carburant d'aviation ou d'hydrogène sur un aéroport de l'UE (les vendeurs). Les fournisseurs délivrent des carburants conventionnels ainsi que des carburants de CAD. La fourniture de CAD devrait commencer en 2025. Les fournisseurs devront ultérieurement, quand la technique le permettra, faciliter le ravitaillement en hydrogène et assurer la recharge électrique des aéronefs. Ils devront respecter les parts minimales de CAD qui vont croissantes fixées par le règlement, au début 2 % ....., en 2035 20 %, en 2050 70 %.

Les fournisseurs sont astreints à des déclarations sur les quantités de carburant fournies, la teneur en aromatiques et en naphthalène

- aux aéroports de l'Union (devant établir les infrastructures adéquates) (trafic passagers supérieur à 800 000 passagers ou trafic de fret supérieur à 100 000 tonnes) ; l'entité gestionnaire de l'aéroport de l'Union doit faciliter l'accès de exploitants d'aéronefs au carburants contenant les parts minimales de CAD. Le règlement, à l'art. 7, prévoit la promotion dans les aéroports de l'union de l'approvisionnement en hydrogène et en électricité.
- et aux exploitants d'aéronefs faisant du transport commercial (les acheteurs) (exploitants assurant au moins 500 opérations de transport aérien commercial de passagers ou 52 opérations de transport commercial tout-cargo). Le sur emport est, sauf exceptions, blâmé.

Les exploitants devront en principe se ravitailler avant le départ sur des liaisons déterminées auprès des installations se trouvant dans les aéroports de l'Union.

Les exploitants doivent chaque année communiquer aux autorités et à l'Agence la quantité de carburant embarquée, la quantité de CAD achetée au départ des aéroports de l'UE, le nom du fournisseur ...

Chaque État désigne une autorité chargée de faire appliquer le règlement et d'infliger des amendes aux contrevenants.

Les exploitants méritants se voient attribuer un label environnemental par l'Agence.

La Commission établit un rapport tous les 4 ans.

Le transport aérien est une entreprise à risque, aux coûts financiers très élevés, au rendement capitalistique incertain. Certains transporteurs aériens aux États-Unis, en Europe ou dans les pays du golfe persique, présentent une situation financière enviable. Beaucoup de transporteurs à travers le monde étaient ou sont encore des compagnies nationales au capital détenu ou contrôlé par les États qui font des apports en capital et qui à l'occasion recapitalisent les compagnies connaissant d'énormes difficultés financières.

## Sous-Paragraphe I. LE DROIT EUROPÉEN DES AIDES D'ÉTAT

### Introduction

Les États sont toujours intervenus pour favoriser et développer l'activité aérienne.

Il est avéré que les compagnies bénéficient, de façon directe ou indirecte, de certains avantages de la part de la puissance publique.

Certaines de ces aides sont suspectées de fausser le libre jeu de la concurrence, elles sont, soit interdites, soit sujettes à contrôle.

Articles 107 s. TFUE

### La notion d'aide d'État

Le transfert de valeur financière en provenance de l'État ou de personnes de droit public est frappé d'incompatibilité avec le marché intérieur si l'aide fausse le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

Tout transfert financier en provenance de l'autorité publique en faveur d'un transporteur aérien ne reçoit pas systématiquement la qualification d'aide d'État prohibée.

### Les services publics d'intérêt général

Une subvention publique, sous certaines conditions, ne constitue pas une aide si elle est accordée en contrepartie de l'exécution d'obligations de service public, arrêt Altmark du 24 juillet 2003.

Quatre conditions sont requises pour écarter la qualification d'aide d'État au sens de l'article 107

- . L'exécution effective d'obligations de service public clairement définies ;
- . La compensation est calculée de façon objective et transparente : établissement de paramètres pour déterminer le montant de la compensation ;
- . La compensation ne dépasse pas ce qui est nécessaire ;
- . Le niveau de la compensation a été calculé sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne aurait encourus pour exécuter ces obligations.

Si ces 4 critères ne sont pas respectés, il est possible qu'on soit en présence d'une aide d'État.

Communication de la commission du 20 décembre 2011 (COM (2011) 9404

La situation de l'investisseur en économie de marché : il y a l'absence d'une aide d'État si l'instance de droit public accorde un financement qu'aurait également fait tout investisseur opérant en économie de marché. Il n'y a pas en effet aide d'État, mais un investissement de type capitaliste fait par une entité de droit public agissant comme investisseur privé.

On relève cette justification dans la décision rendue par la Commission le 20 février 2014 concernant des facilités financières accordées par la société gestionnaire de l'aéroport de Berlin Schönefeld à différentes compagnies à bas coûts, JOUE du 1<sup>o</sup> avril 2015, L 89/1. L'investisseur avisé n'aurait pas fermé l'aérodrome, il aurait attiré des compagnies à bas coûts, il leur aurait proposé des redevances attrayantes.

### A. Les règles de fond en matière d'aides d'État

L'aide publique n'est pas interdite en soi.

C'est l'aide publique anti concurrentielle qui est en principe interdite.

Il existe un certain nombre d'exceptions, dérogations ou exemptions.

a) L'interdiction des aides anticoncurrentielles, art. 107 § 1 TFUE

La notion d'aide interdite

Il faut, pour qu'il y ait aide interdite, qu'il y ait un transfert financier qualifié d'aide et qu'il soit anti concurrentiel.

L'aide illicite est un soutien financier accordé par l'État ou grâce à des ressources d'État, faveur envers certaines entreprises ou productions, concurrence faussée, affectation du commerce entre États membres.

L'aide est en principe soumise à notification.

De nombreuses décisions de la Commission établissent l'attribution, directe ou indirecte, ouverte ou déguisée, d'aides d'État prohibées à des transporteurs aériens.

Les aides accordées par l'Allemagne au transporteur de fret DHL transférant son hub de Bruxelles à Leipzig ont donné lieu à contentieux.

La Cour de justice, 21 juillet 2011, C-459/10 P, rejette le pourvoi formé par deux Länder allemands à l'encontre d'une décision du Tribunal du 8 juillet 2010 rejetant le recours tendant à l'annulation d'une décision de la Commission du 2 juillet 2008 : le débat concernait la légalité d'aides à la formation de 485 salariés du centre de logistique de DHL filiale de la Deutsche Post accordées par la Saxe et la Saxe Anhalt. Une partie de l'aide en réalité ne devait pas aller à des actions de formation mais couvrir des charges normales d'exploitation de l'entreprise, concurrence faussée

b) La justification de certaines catégories d'aides

Remarque liminaire. Il y a certaines aides octroyées sous forme de compensations de service public en faveur d'entreprises gérant des services d'intérêt économique général, que la Commission répute compatibles avec le marché intérieur et exemptes de notification, dans sa décision du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106 § 2, JOUE du 11 janvier 2011, L 7/3. Il s'agit de compensations de service public qui ne bénéficient pas de la jurisprudence Altmark, mais qui sont jugées compatibles avec l'article 106 § 2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général sont soumises aux règles des traités, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie, déclare le traité. Il doit s'agir d'aide octroyée pour assurer la prestation de services d'intérêt économique général visés par l'art. 106.

On vise en particulier les compensations octroyées pour des liaisons aériennes avec les îles, avec un trafic annuel moyen ne dépassant pas 300 000 passagers, article 2 § 1 lettre d. Cette disposition exige le respect parallèle du règlement n° 1008/2008. L'intérêt de la décision de la Commission de 2011 est d'apporter la dispense de la notification de l'aide.

Le règlement n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclare compatibles avec le marché intérieur certaines catégories d'aides. Y figurent les aides sociales de transport (aérien ou autre) en faveur des habitants des régions périphériques.

1. Les aides attribuées pour compenser les effets de la menace terroriste

2. Les circonstances extraordinaires

Les aides attribuées en 2020 et 2021 aux compagnies aériennes à la trésorerie amoindrie du fait de la baisse du trafic aérien généré par les mesures prises pour combattre l'épidémie du coronavirus

Avec les effets de l'épidémie du virus chinois ou d'ailleurs débutant en 2020, nombre de compagnies, faute de clients, risquaient de succomber. Les compagnies avaient été amené à emprunter sur les marchés financiers, les prêteurs exigeant une garantie de la part de l'État.

Les aides étatiques n'ont pas concerné que le secteur du transport aérien, elles ont bénéficié à tous les secteurs économiques.

La Commission avait publié, sous forme d'une communication, au JOUE du 15 mai 2020, des lignes directrices sur le rétablissement progressif des services de transport et de la connectivité – COVID-19. Elle a publié un Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19.

#### La pratique des aides publiques

Les États membres de l'UE, quand ils ont décidé d'attribuer des aides d'État au bénéfice des compagnies aériennes de leur ressort afin de remédier aux effets délétères sous l'angle économique causés par les effets de la pandémie, se sont fondés sur deux paragraphes de l'article 107 du TFUE.

Sont compatibles avec le marché intérieur les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires, cf. art. 107, § 2, b), TFUE

Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun les aides destinées à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre, cf. art. 107, § 3, lettre b du TFUE.

La Commission valide communément les aides attribuées par les États à leur compagnie nationale. Les États ont, dans les faits, pu multiplier, en période de pandémie et de chute du trafic aérien, les aides offertes à leur compagnie nationale. Ce que les profanes prendraient pour des manifestations de nationalisme économique, qu'on croyait prohibé.

La Commission admet des mesures de soutien aux entreprises touchées par la pandémie. Des aides temporaires sont jugées compatibles par la Commission avec l'article 107 § 3, point b du TFUE. Voir la communication de la Commission, JOUE du 13 mai 2020, C 164/3. Les aides peuvent prendre différentes formes, comme l'octroi de fonds propres ou la souscription d'instruments hybrides... Des mesures de recapitalisation sont envisageables. Des États envisagent de prendre des participations dans des entreprises stratégiques. Des États peuvent participer à une augmentation de capital de sociétés aux conditions du marché, sans qu'il y ait aide d'État interdite.

L'aide attribuée par la France à la société Air France-KLM : des banques effectuent un prêt à la société, l'État apporte sa garantie, arrêté du 7 mai 2020.

En avril 2021, on fait état de la recapitalisation d'Air France par l'État français, la compagnie abandonnant en contrepartie 18 créneaux horaires à Orly. La mesure affecte Air France, ainsi que Air France KLM.

L'État allemand prend 20 % du capital de la Lufthansa et obtient deux sièges au conseil de surveillance de la société.

(Le gouvernement fédéral américain accorde des aides aux principales compagnies américaines. Celles-ci devraient recevoir 25 milliards de subventions et pourraient solliciter 25 milliards de prêts garantis par l'État. Le secteur de l'aviation emploie aux États-Unis 750 000 personnes. L'État devrait recevoir en contrepartie de son aide des warrants, permettant à l'État de devenir actionnaire minoritaire des compagnies.)

#### La contestation des aides publiques par les concurrents non aidés

Les transporteurs aériens non bénéficiaires d'aides étatiques, en période d'épidémie, contestent, en particulier Ryanair, les aides accordées à leurs transporteurs nationaux par les États et avalisées par la Commission. La Commission soutient la légalité de telles aides accordées en conformité avec l'article 107 § 3, b), du TFUE.

Il est évident pour un profane que ces aides produisent un effet anticoncurrentiel, les États attribuent en général ces facilités financières à leurs seules compagnies nationales, ces aides sont attribuées à raison d'une approche nationaliste qu'on croyait révolue. Les compagnies nationales sont favorisées, les compagnies purement privées sont indirectement discriminées.

La Commission admet cependant, sur le fondement des traités, la licéité de telles aides, la Cour de Justice avalise le plus souvent cette façon de voir les choses.

L'art. 107 § 3 lettre b du TFUE déclare que peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur les aides destinées à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre.

Un syndicat regroupant des petites compagnies - le SCARA, syndicat des compagnies aériennes autonomes - conteste la politique de l'État français, réservant les faveurs publiques à Air France et aux entreprises relevant du GIFAS.

Ryanair est la principale compagnie contestataire de ces aides étatiques.

Le Tribunal rejette quasi systématiquement ses recours dirigés contre les décisions de la Commission autorisant les aides publiques.

La Suède a accordé des garanties de prêts aux entreprises suédoises de transport aérien.

La décision suédoise ne s'applique pas aux compagnies opérant des vols nolisés, non planifiés, irréguliers.

La Commission a le 11 avril 2020 validé cette aide d'État.

Ryanair conteste la décision de la Commission européenne et porte le 1<sup>o</sup> mai 2020 l'affaire devant le Tribunal.

La compagnie irlandaise commence dans son recours par exposer les mérites des transporteurs à bas coûts, qualifiés de compagnies paneuropéennes ayant facilité les relations entre les différents États membres.

Le demandeur fait état d'une discrimination fondée sur la nationalité, la Suède réservant l'aide en question aux seules compagnies auxquelles elle a délivré des licences d'exploitation.

La compagnie irlandaise subit une cuisante défaite, comme il était prévisible, avec l'arrêt rendu par le Tribunal le 17 février 2021, T-238/20, qui rejette le recours et qui indirectement valide l'aide octroyée par la Suède aux seuls transporteurs aériens réguliers porteurs d'une licence d'exploitation délivrée par la Suède. Ses recours ultérieurs sont plombés.

La décision du Tribunal rejette en particulier l'argument suivant lequel l'aide méconnaissait le principe de non-discrimination à raison de la nationalité.

La décision admet qu'une aide d'État ne doit pas violer d'autres dispositions du traité, une aide d'État qui viole le principe de l'égalité de traitement ne saurait être déclarée compatible avec le marché intérieur.

Le traité interdit toute discrimination exercée à raison de la nationalité sauf préjudice des dispositions prévues par les traités.

Il faut vérifier si la différence de traitement est permise par l'article 107, § 3, sous b), TFUE, qui est la base juridique de la décision attaquée.

L'aide en question vise à remédier à la perturbation grave de l'économie suédoise occasionnée par la pandémie.

L'aide veille à ce que les compagnies de licence suédoise disposent de liquidités pour assurer la connectivité de la Suède, pour assurer des vols en Suède, depuis la Suède, à destination de la Suède.

L'objectif du régime de l'aide satisfait aux conditions posées par l'article 107, § 3, sous b), TFUE.

Il s'agit pour les compagnies suédoises de surmonter la crise de liquidités.

Il est normal que l'État suédois cherche à s'assurer de la présence stable en Suède des compagnies éligibles à la garantie pour qu'elles puissent honorer les prêts garantis, d'où l'exigence de la licence suédoise et de la possibilité pour la Suède de surveiller la situation financière des compagnies.

Ryanair a le 1<sup>o</sup> avril 2021 formé un recours porté devant la CJUE, C-209/21 P.

À première vue, les chances de Ryanair d'obtenir la cassation apparaissent illusoire.

L'avocat général Giovanni Pitruzzella, dans ses conclusions du 16 mars 2023, propose de rejeter le pourvoi.

Ryanair conteste la décision de la Commission du 15 avril 2020 ayant validé l'octroi, par le Danemark, à Scandinavian Airlines AB d'une garantie sur une ligne de crédit renouvelable d'un montant maximal d'un milliard et demi de couronnes suédoises. La mesure est présentée comme une indemnisation partielle du dommage subi par la compagnie scandinave du fait de l'annulation de vols consécutifs aux restrictions de déplacement du fait de la pandémie. La Commission avait admis la présence d'une aide d'État, aide compatible avec le marché intérieur sur le fondement de l'article 107 § 2, lettre b), du TFUE. La compagnie irlandaise demande au Tribunal l'annulation de la décision de la Commission concernant cette aide d'État., recours introduit le 19 juin 2020, affaire T-378/20. Ryanair reproche à la Commission d'ignorer les dommages causés par l'épidémie aux compagnies paneuropéennes que sont les compagnies à bas prix et d'autoriser le Danemark à réserver l'aide à SAS uniquement.

Le Tribunal le 14 avril 2021 rejette le recours formé par Ryanair DAC.

Ryanair faisait valoir que SAS n'était pas la seule entreprise affectée par l'événement extraordinaire.

Les États ne sont pas tenus d'accorder des aides à l'ensemble des victimes de dommages causés par une circonstance extraordinaire.

Ryanair faisait valoir l'existence d'un traitement discriminatoire.

La décision parle d'une aide individuelle, ne bénéficiant qu'à une seule entreprise, elle instaure une différence de

traitement, voire une discrimination, mais qui est inhérente au caractère individuel d'une telle mesure. Le droit de l'Union permet aux États d'octroyer des aides individuelles, du moment que les conditions de l'article 107 TFUE sont remplies.

Ryanair fait valoir que toutes les compagnies opérant au Danemark ont été affectées par les restrictions liées à la pandémie et qu'elles n'ont pas bénéficié de l'aide.

Le tribunal se demande si la discrimination n'est pas permise par l'art. 107 § 2, b).

SAS, ayant 34 % de la part de marché, a été plus touchée que Ryanair qui ne dispose que 9 % du marché. La différence de traitement en faveur de SAS est appropriée. Il était justifié de n'accorder l'aide qu'à SAS, la mesure ne viole pas le principe de non-discrimination.

L'aide en cause ne constitue pas une entrave à la liberté d'établissement ou à la libre prestation de services. Ryanair a formé un pourvoi le 21 mai 2021.

Un recours semblable concerne l'aide accordée par la Suède à SAS, affaire T-379/20. Le recours est rejeté par une décision du Tribunal du 14 avril 2021. Pourvoi formé par Ryanair le 21 mai 2021, C-320/21 P.

Ryanair a contesté en vain la mesure, approuvée par la Commission, prise par la France, instaurant un moratoire sur le paiement de la taxe d'aviation civile et de la taxe de solidarité sur les billets d'avion dues pour la période de mars à décembre 2020 en faveur des entreprises de transport aérien public, Tribunal, 17 février 2021, T-259/20.

La mesure est d'esprit nationaliste, puisqu'elle est destinée aux entreprises de transport aérien titulaires d'une licence française, ayant donc leur principal établissement en France.

La Commission a estimé qu'il y avait là une aide d'État. La mesure apporte une réponse aux besoins de trésorerie des entreprises françaises. La Commission n'a pas soulevé d'objections.

L'aide est justifiée en faisant appel à l'article 107, § 2, sous b), TFUE : Sont compatibles avec le marché intérieur les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires.

Ryanair a formé un recours le 8 mai 2020.

Le lien est établi entre la mesure et la pandémie.

L'arrêt reconnaît que la mesure introduit un traitement différent entre les entreprises ayant leur principal établissement en France, et les autres qui ne peuvent y prétendre.

La décision du Tribunal doit vérifier si cette différence de traitement est permise par l'article 107, § 2, b).

L'objet de la mesure n'est pas le maintien de la structure du marché aérien en France, mais d'alléger par l'octroi d'un moratoire les charges des compagnies aériennes touchées par les mesures de restriction de transport et de confinement adoptées par la France afin de faire face à la pandémie. Cette aide vise à atténuer le dommage subi par les compagnies opérant sur le territoire concerné. L'objectif du régime d'aide satisfait aux conditions posées par l'article 107, § 2, b).

L'autorité, du fait de cette mesure, ne percevra pas les taxes en cause.

Il est normal que la France cherche s'assurer d'une présence stable des compagnies éligibles. Les autorités française s peuvent ainsi contrôler la façon dont l'aide est utilisée par les bénéficiaires.

Quant à la gestion du maintien de la navigabilité, elle doit être effectuée depuis le lieu du principal établissement. La France a cherché à s'assurer de l'existence d'un lien pérenne entre elle et les compagnies bénéficiaires du moratoire.

Il n'y a pas méconnaissance de l'article 18 TFUE du seul fait qu'il favorise les compagnies disposant de leur principal établissement sur le territoire français.

Ryanair, privée du bénéfice du moratoire, n'établit pas en quoi cette exclusion est de nature à la dissuader d'effectuer des prestations de services depuis la France.

Ryanair et Malta Air demandent au Tribunal l'annulation de la décision du 4 mai 2020 de la Commission autorisant l'État français à apporter à Air France une garantie et un prêt d'actionnaire, T-216/21.

Le Tribunal annule la décision de la Commission le 20 décembre 2023. La décision d'annulation repose principalement sur une erreur commise par la Commission quant à l'identification des bénéficiaires des aides notifiées, la holding Air France – KLM constitue avec ses filiales une seule entité économique, les financements prévus ne bénéficiaient pas qu' Air France, mais au groupe tout entier.

Ryanair met en cause la décision de la Commission du 10 juin 2020 concernant l'aide accordée par le Portugal à la TAP. La décision violerait les principes de non-discrimination, recours introduit le 22 juillet 2020, affaire T-465/20.

Le Tribunal a statué dans cette affaire le 19 mai 2021, la décision de la Commission est annulée, mais les effets de l'annulation sont suspendus en attendant d'une nouvelle décision de la Commission. La décision d'annulation repose sur l'insuffisance de motivation par la Commission de sa décision.



Ryanair forme un recours le 26 juin 2020 contre une décision de la Commission du 18 mai 2020 autorisant la garantie de prêt accordée par la Finlande à la compagnie Finnair. Le Tribunal rejette le 14 avril 2021 le recours. Ryanair forme un pourvoi le 4 juin 2021, C-353/21 P.

La Commission européenne a le 31 juillet 2020 autorisé, sur le fondement de l'article 107 § 3, b), l'Espagne à réserver des aides aux entreprises ayant leurs principaux centres d'activité en Espagne, Ryanair demande le 16 octobre 2020 l'annulation de la décision de la Commission relative à l'aide d'État SA. 57659 – Espagne - Fonds de capitalisation.

Le Tribunal le 19 mai 2021 rejette le recours. affaire T-628/20.

La décision considère en particulier que la Commission n'a pas méconnu le principe de non-discrimination. Le jugement admet que la mesure espagnole crée un traitement différent entre les entreprises espagnoles et celles n'ayant pas en Espagne leur centre d'activité. Mais cette différence de traitement ne crée pas une discrimination. L'article 107 du TFUE admet cette différence de traitement. Les exigences de l'article 107 sont satisfaites. Il s'agit de remédier à la perturbation grave de l'économie espagnole occasionnée par l'épidémie. Le régime de ces aides présente un caractère approprié et nécessaire.

Ryanair Dac forme le 16 juillet 2021 un pourvoi contre le jugement du Tribunal.

Ryanair introduit le 23 octobre 2020 un recours contre la décision de la Commission du 13 juillet 2020 ayant autorisé les Pays-Bas à garantir un prêt à KLM, ainsi qu'à faire un prêt à la dite compagnie, affaire T-643/20. Le total de l'aide est de 3,4 milliards d'euros.

Le Tribunal, dans une décision du 19 mai 2021, annule la décision de la Commission. Cette décision n'expose pas avec clarté les relations financières complexes entre la société holding et ses deux filiales KLM et Air France. Le Tribunal laisse les choses en l'état dans l'attente d'une nouvelle décision de la Commission.

Ryanair forme le 30 octobre 2020 un recours contre la décision de la Commission approuvant une recapitalisation de Finnair par l'État finlandais, d'environ 500 millions d'euros, affaire T-657/20, Ryanair c. Commission.

La Commission n'avait pas soulevé d'objections.

Le Tribunal a rendu sa décision le 22 juin 2022 ; comme il était prévisible le recours est rejeté.

La mesure, prise sur le fondement de l'article 107 § 3 b) du TFUE, veillait à empêcher la faillite de la compagnie.

Ryanair forme un pourvoi le 7 septembre 2022, C-588/22 P.

Ryanair a contesté en vain le prêt accordé par l'Allemagne à Condor, la Commission s'était prononcée le 14 octobre 2019. Le Tribunal a le 18 mai 2022 rejeté le recours, T-577/20.

Ryanair conteste le 6 novembre 2020 la décision de la Commission du 26 avril 2020 concernant l'aide accordée par l'État allemand à Condor Flugdienst et forme un recours devant le Tribunal, T-665/20.

Le Tribunal a rendu sa décision le 9 juin 2021. La décision de la Commission est annulée, la Commission est invitée à prendre dans les 2 mois une nouvelle décision. Condor était une filiale de Thomas Cook, ces sociétés étant en procédure d'insolvabilité. Se sont ajoutées les difficultés financières liées à la pandémie.

Ryanair et Lauda motion contestent le 13 novembre 2020 l'aide accordée par l'Autriche sur le fondement de l'article 107 § 2, b), du TFUE, à la compagnie Austrian Airlines, affaire T-677/20. Le Tribunal, dans une décision du 14 juillet 2021, rejette la demande. La bénéficiaire de l'aide de 150 millions d'euros est une compagnie relevant du groupe Lufthansa, cette compagnie détient en Autriche 43 % du marché aérien, les États peuvent accorder des aides individuelles, la différence de traitement avec les autres compagnies opérant en Autriche est appropriée.

Ryanair conteste en vain l'aide octroyée par la Croatie à la compagnie Croatia Airlines, Tribunal, 9 novembre 2022, T-111/21.

Ryanair conteste le 16 décembre 2020 et forme un recours devant le Tribunal à l'encontre de la décision de la Commission du 3 juillet 2020 autorisant une aide d'État (Lettonie) en faveur de la recapitalisation d'Air Baltic, affaire T-737/20.

Ryanair conteste par un recours du 23 décembre 2020 l'aide accordée par l'Estonie à Navica, consistant en une recapitalisation et en un prêt bonifié. La Commission le 11 août 2020 l'avait autorisée. Affaire T-769/20.

Ryanair introduit le 15 janvier 2021 un recours à l'encontre d'une décision de la Commission autorisant une aide

par la Belgique à Brussels Airlines, affaire T-14/21.

Une décision de la Commission du 25 juin 2020 autorisait une aide et la recapitalisation de la Deutsche Lufthansa. L'aide remédie, avait décidé la Commission, à une perturbation grave de l'économie allemande. Ryanair introduit le 22 janvier 2021 un recours contre la décision, affaire T-34/21.

Condor conteste le 12 février 2021 la décision de la Commission approuvant l'aide accordée à la Lufthansa, La décision du Tribunal, 10 mai 2023. T-87/21.

La Deutsche Lufthansa forme un pourvoi contre la décision rendue par le Tribunal, ayant annulé la décision de la Commission, affaire C-457/23 P.

Wizz Air Hungary demande le 7 mars 2021 l'annulation de la décision de la Commission du 20 août 2020 par laquelle elle autorise l'aide octroyée par la Roumanie à Blue Air, affaire T-142/21.

Le Tribunal, dans une décision du 29 mars 2023, rejette le recours.

La Roumanie avait octroyé une aide à Blue Air sous la forme d'un prêt d'environ 62 millions d'euros.

Blue Air est une compagnie privée roumaine, ayant des bases en Roumanie, en Italie et à Chypre, contrôlée à 99 % par la société roumaine Airline Invest, elle-même détenue par une personne physique.

Il y avait deux aides distinctes :

L'une pour indemniser la compagnie des suites des restrictions liées à l'épidémie, fondée sur l'article 107 paragraphe 2, b) du TFUE,

L'autre, une aide au sauvetage de l'entreprise, fragilisée par l'épidémie, un prêt de 33 millions d'euros, pour 6 mois, le temps d'élaborer un plan de restructuration viable, aide fondée sur l'article 107 paragraphe 3, c) du TFUE.

Sur le 1<sup>o</sup> point : la compagnie a connu une perte de revenu du fait des restrictions de vol, le Tribunal valide la méthode de calcul pratiquée par la Commission pour l'évaluation des dommages. La décision note au passage qu'il n'existe aucune obligation pour les États d'accorder des aides pour remédier aux dommages causés par un événement extraordinaire. Les États ne sont d'ailleurs pas tenus d'accorder des aides à l'ensemble des victimes de ces dommages.

Sur le second point : la Commission devait établir le caractère important du service fournie par la compagnie roumaine, le tribunal valide ; la Commission devait établir qu'il était compliqué de reproduire le service, le Tribunal admet que si les services avaient été interrompus, ces services n'auraient pas pu être assurés à brève échéance par d'autres compagnies à bas coûts, Wizz n'aurait pas pu reprendre les services de Blue Air, les deux compagnies ayant des modèles économiques différents. L'aide au sauvetage a un caractère approprié, la condition de proportionnalité est remplie, l'aide au sauvetage devait permettre à la compagnie roumaine de couvrir ses besoins de liquidité et se maintenir en activité pendant 6 mois.

Ryanair demande le 27 avril 2021 l'annulation de la décision de la Commission approuvant une aide d'État accordée à Alitalia, affaire T-225/21, Ryanair c. Commission. Recours rejeté par le tribunal le 18 octobre 2023. Alitalia a bénéficié par ailleurs, indépendamment de l'incidence du virus, d'aides massives de la part de l'État italien.

Ryanair conteste le 4 mai 2021 l'aide attribuée par le Danemark et la Suède à la SAS AB pour contribuer à la recapitalisation de cette société, affaire T-238/21. Le Tribunal a rendu sa décision le 10 mai 2023, il annule celle de la Commission. Les deux États avaient participé à une augmentation de capital de SAS, ils avaient, entre autres, souscrit à l'émission d'un certain nombre de nouvelles actions ordinaires ; la SAS augmentait ainsi ses fonds propres. Le Tribunal reproche à la Commission de ne pas avoir respecté dans sa décision avalisant l'aide consentie par les deux États nordiques les dispositions de sa communication sur l'encadrement temporaire des mesures d'aide en période de covid ne prévoyant pas de dérogation à l'obligation d'imposer un mécanisme de hausse de la rémunération. L'instrument de fonds propres ne prévoyait pas cette obligation.

Ryanair demande le 18 mai 2021 l'annulation de la décision d'aide d'État COVID 19 aux transporteurs opérant sous licence italienne, que la Commission avait jugée compatible avec le marché intérieur.

Le jugement du 24 mai 2023 rendu par le Tribunal annule, pour un défaut de motivation, la décision de la Commission. T-268/21.

La mesure italienne prévoyait une rémunération minimale du personnel des compagnies aidées ayant leur base d'affectation en Italie.

Neos forme un pourvoi contre la décision du Tribunal du 24 mai 2023, affaire C-490/23 P.

La compagnie hongroise Wizz introduit le 11 juin 2021 un recours à l'encontre d'une décision de la Commission prise le 2 octobre 2020 autorisant une aide accordée par la Roumanie à Tarom, affaire T-332/21. Le recours est rejeté.

Ryanair conteste le 14 juin 2021 la décision de la Commission du 29 décembre 2020 approuvant une aide d'État en faveur d'Alitalia. La Commission est accusée d'avoir privilégié l'aide Covid, en gelant l'instruction du dossier sur l'aide au sauvetage accordée à la compagnie Alitalia en 2017 et 2019 (cf. infra), affaire T-333/21. Le recours est rejeté.

Ryanair, par un recours introduit le 19 juin 2021, demande l'annulation de la décision de la Commission concernant l'aide fournie par la Grèce à la compagnie Aegean Airlines, affaire T-340/21.

Ryanair introduit le 6 juillet 2021 un recours à l'encontre de la décision de la Commission du 22 décembre 2020 approuvant une aide de la Pologne en faveur de la compagnie Lot, affaire T-398/21.

Ryanair forme le 23 juillet 2021 un recours devant le Tribunal pour contester la décision de la Commission du 12 mars 2021 autorisant l'aide d'État (prêt hybride) accordée à Finnair à raison des effets de l'épidémie, affaire T-444/21, JOUE du 6 septembre 2021.

Un recours de Ryanair et d'Air Malta formé en août 2021 contre une décision de la Commission du 5 avril 2021, Recapitalisation d'Air France et d'Air France – KLM. 1 milliard d'euros apporté par la France, et conversion d'un prêt en un instrument hybride. Se trouve, à la tête du groupe, la holding Air France – KLM ; entrent, dans le groupe, des sociétés comme Air France, KLM, Air France - KLM (Suisse), Blueteam, BigBlank, Air France-KLM finance, Transavia.

Décision d'annulation du Tribunal du 20 décembre 2023, T-494/21. C'est l'exclusion, par la décision de la Commission, de KLM comme bénéficiaire de l'aide qui fait difficulté. La holding s'imisce dans la gestion d'Air France et de KLM. Ces différentes entités forment une unité économique. La mesure d'aide, en garantissant la viabilité d'Air France, finissait par garantir la viabilité de la holding. Des liens économiques étroits existent entre la holding, Air France et KLM. La Commission a commis une erreur en considérant que les bénéficiaires de l'aide (fournie par la France) étaient Air France et la holding, à l'exception de KLM. Pour que l'aide soit validée, il faut qu'elle soit nécessaire, appropriée, proportionnée, devant éviter une perturbation grave de l'économie de l'État, dispensant l'aide. Une mesure de recapitalisation doit remplir certaines conditions. Le bénéficiaire de l'aide doit être identifié. En dépend l'analyse de la compatibilité de l'aide avec le marché intérieur. Les États, qui, dans des groupes de sociétés, accordent concomitamment des aides à différentes sociétés entrant dans le périmètre du groupe, doivent - devoir de coopération loyale - respecter les dispositions concernant les aides d'État.

Ryanair conteste le 16 mars 2022 la décision de la Commission relative à la garantie d'État et le prêt d'État accordés à KLM, T-146/22.

Les Pays-Bas avaient accordé à KLM une aide de 3,4 milliards d'euros, à savoir une garantie d'État pour un prêt devant être accordé par un consortium de banques, et un prêt d'État.

Il s'agissait de fournir temporairement à KLM les liquidités dont cette compagnie avait besoin pour faire face aux répercussions de la pandémie. Si la compagnie avait fait faillite, ce fait aurait perturbé gravement l'économie du pays.

La Commission, le 13 juillet 2020, avait considéré qu'il y avait là une aide d'État, mais compatible, sur le fondement de l'art. 107 § 1 TFUE, avec le marché commun.

Le 5 avril 2021, la Commission a pris une décision concernant une aide attribuée par la France pour recapitaliser Air France et la holding Air France – KLM, cette décision a été annulée le 19 mai 2021 pour défaut de motivation quant à la détermination du bénéficiaire de la mesure.

La Commission, le 16 juillet 2021, a pris la décision attaquée en l'espèce, l'aide est validée car jugée compatible avec le marché commun. La Commission estimant que cette aide d'État était uniquement destinée à KLM et à ses filiales.

Le jugement estime que Ryanair est partie intéressée et peut contester le bien fondé de la décision de la Commission. Ryanair a démontré que la mesure était susceptible de porter substantiellement atteinte à sa position sur le marché, Ryanair était en concurrence avec KLM sur trois aéroports néerlandais, elle y avait une offre de sièges parfois supérieure à KLM, Ryanair était dans une position forte par rapport aux compagnies traditionnelles alors que KLM était menacée d'insolvabilité, voire de sortie du marché, Ryanair est la première compagnie à l'échelon de l'Union, Air France KLM n'est que la quatrième, Air France KLM était devenue la compagnie grâce au soutien étatique ayant le plus grand nombre de liquidités.

Le Tribunal, dans une décision du 7 février 2024, annule la décision de la Commission.

Ryanair introduit le 25 mars 2022 un recours pour contester la décision de la Commission relative à l'aide

accordée par le Portugal à la TAP, T-164/22.

Ryanair forme un recours le 17 juin 2022, la compagnie irlandaise demande l'annulation de la décision de la Commission du 26 juillet 2022 ayant autorisé une aide de l'État allemand en faveur de Condor, subissant un dommage du fait de la crise liée à la pandémie, affaire T-366-22.

3. Les recapitalisations, grâce à des fonds publics, d'entreprises de transport aérien en difficulté

(hors pandémie virale)

La Commission distingue les aides au sauvetage et les aides à la restructuration.

Ces aides sont admises sous certaines conditions, les aides au sauvetage ou à la restructuration ne doivent pas donner lieu à renouvellement avant 10 ans.

Vu de très loin, on a l'impression que la Commission se montre compréhensive à l'égard des aides accordées par les États en faveur de leur compagnie nationale. Le droit européen ne doit pas interdire à un État membre de maintenir en activité sa compagnie nationale, à capitaux publics, quitte à imposer la réduction de la voilure, et à envisager ultérieurement pour ménager les finances publiques l'entrée de telles compagnies dans des groupes plus importants comme Air France ou la Lufthansa.

La Commission européenne avait publié en 2004 des lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté, une communication de 1994 était déjà relative aux aides d'état dans le secteur de l'aviation.

La Commission impose le principe de non - récurrence : une aide n'est admise que pour une restructuration unique.

Il y a eu une communication de la commission « cadre communautaire temporaire pour les aides d'État destinées à favoriser l'accès au financement dans le contexte de la crise économique et financière actuelle », JOUE, C 7 du 4.2009 p. 1.

La Commission avait ordonné, 12 novembre 2008, à Alitalia de restituer un prêt de 300 millions d'euros accordé par l'État italien. La Commission en revanche avait considéré que la vente des actifs d'Alitalia ne constituait pas une aide d'État. Les actifs d'Alitalia avaient été repris par une société CAI, Compagnia Aerea Italiana, dont Air France KLM était actionnaire à hauteur de 25 %. Le Tribunal avait rejeté le recours formé par compagnie low cost irlandaise, le 28 mars 2012, T-123/09. Ryanair a formé un pourvoi qui a été rejeté principalement pour des motifs procéduraux par la CJUE, 13 juin 2013 C-287/12 P.

L'aide à la restructuration (500 000 000 euros) octroyée par l'Autriche à Austrian Airlines (cédée à la Lufthansa), avalisée par la Commission, 28 août 2009, décision 2010/137/CE, a été contestée par Nikki Luftfahrt, T-511/09. L'arrêt rendu le 13 mai 2015 par le Tribunal rejette le recours. Commentaire 270, Europe, juillet 2015, par Laurence Idot.

La Commission a demandé en date du 21 décembre 2010 des explications à l'État hongrois concernant des mesures en faveur de Malev Air Hongrie, État invité à présenter ses observations : achat de créance de prêt, ligne de trésorerie, report de paiement d'impôts et taxes, augmentation de capital, prêts, conversion de ces prêts en prise de participation ; nouvelle augmentation de capital, nouveau prêt d'actionnaire. La commission dans une décision du 9 janvier 2012, JOUE du 3 avril 2013, a ordonné à la Hongrie de récupérer l'aide d'État accordée illégalement à Malev Magyar. Qui aurait fait défaut et n'aurait jamais rien remboursé.

La Commission européenne avait ouvert le 23 février 2011 une procédure concernant des mesures d'aide à la restructuration de la compagnie tchèque Ceske Aerolinie, JOUE 23.6.2011, C 182/13

La Commission a décidé que le prêt ne constituait pas une aide, 21 mars 2012, JOUE 19 octobre 2012. Le taux d'intérêt était conforme au marché.

La Commission a pris le 19 septembre 2012 une décision concernant le plan de restructuration de la compagnie (nationale) tchèque, JOUE du 3 avril 2013. Un prêt de 2,5 milliards avait été accordé à la compagnie, elle

rembourse en attribuant des participations. Cette compagnie a été fragilisée par la crise économique. Trop grand nombre de destinations.

Hausse du prix des carburants. Moindre demande du côté des passagers. Baisse des recettes. La Commission constate une aide d'État. L'aide est conforme avec les conditions exigées par les lignes directrices sur le sauvetage et la restructuration. L'aide est compatible avec le marché intérieur.

La Commission avait ouvert en date du 25 janvier 2012 une procédure conformément à l'article 108 § 2 TFUE concernant une aide accordée par Malte à la compagnie Air Malta PLC, JOUE du 21.2.2012, C 50/7 : Air Malta est une compagnie de petite envergure détenant 12 aéronefs, détenue majoritairement par le gouvernement maltais, déficitaire depuis de nombreuses années. Une aide de sauvetage autorisée en 2010. En 2011, les autorités maltaises ont notifié un plan prévoyant une aide à la restructuration

La Commission a rendu une décision négative en date du 27 juin 2012, publiée au JOUE du 30 octobre 2012.

Dans un premier temps, la commission déclare que l'aide à la restructuration constitue une aide d'Etat au sens de l'art. 107 § 1 (octroi de 130 millions sous la forme d'un apport en capital)

Dans un second temps, elle déclare cette aide compatible avec le marché commun en vertu de l'art. 107 § 3 point c) TFUE : la commission fait application des critères figurant dans les lignes directrices S&R : l'entreprise est en difficulté, elle a perdu près de la totalité de son capital social, faible niveau des recettes ; il s'agit de favoriser le retour, à long terme, à la viabilité : licenciement d'une partie du personnel, abandon de certains avions, de certaines lignes, de créneaux d'atterrissage, vente de terrains ; le principe de non récurrence est respecté. La décision est indulgente, la Commission tient compte du caractère indispensable pour Malte de liaisons avec l'extérieur, en particulier pour l'accès des touristes.

La Commission notifie le 20 novembre 2012 à la Lettonie sa décision d'ouverture d'une procédure, sont en cause les aides accordées à la compagnie Air Baltic en grandes quantités, JOUE du 8 mars 2013, C 69/40.

La commission valide ces mesures, décision 2015/1094 du 9 juillet 2014, JOUE du 10 juillet 2015, L 183/1. Un premier prêt ne constitue pas une aide d'État, le second prêt est constitutif d'une aide d'État, mais il y a compatibilité avec le marché commun.

Idem en ce qui concerne la Slovénie et la compagnie nationale Adria, lettre du 20 novembre 2012, JOUE du 8 mars 2013, C 69/53. La Commission, dans une décision du 9 juillet 2014, JOUE du 24 mars 2015, a fait preuve d'indulgence en validant les mécanismes financiers assurant le maintien en activité de cette petite compagnie en difficulté basée à Ljubljana.

La Commission, le 20 février 2013, a engagé la procédure prévue à l'article 108 § 2 TFUE pour des aides au sauvetage d'Estonian Air. JOUE du 29 mai 2013. La Commission conteste l'augmentation du montant d'un prêt de sauvetage accordé par l'Estonie à la compagnie Estonian Air, lettre du 16 avril 2013, JOUE du 29 mai 2013. L'Estonie a ensuite notifié une aide à la restructuration sous forme de prise de participation à hauteur de 40,7 millions d'euros afin de rétablir la viabilité à long terme de la compagnie estonienne. L'injection de capital constitue une aide à la restructuration. La Commission rappelle que ce type d'aide doit respecter le principe de non-récurrence. Celle-ci engage sur ce point la procédure de l'article 108 § 2 TFUE, lettre du 4 février 2014, JOUE du 9 mai 2014, C 141/47.

La Commission conteste les aides octroyées par Chypre à la compagnie Cyprus Airways, en difficulté, l'État étant l'actionnaire majoritaire. Elle rappelle le principe de l'aide unique. JOUE du 30 mai 2013. La commission a ouvert la procédure, lettre du 4 février 2014. Restructuration de Cyprus Airways, l'État participe à une augmentation de capital de 31 millions d'euros, convertit un prêt en actions. Entreprise en difficulté. Il est douteux que soient remplies les conditions relatives au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté : en particulier quid du respect du principe de non-récurrence ? JOUE du 16 avril 2014. Décision 2015/1073 du 9 janvier 2015, JOUE du 8 juillet 2015 : la Commission ordonne la récupération d'une aide de 66 millions d'euros.

La Commission européenne ouvre une procédure à l'encontre de la Suède et du Danemark, décision du 19 juin 2013 prise par l'autorité de surveillance de l'AELE, sur plainte de l'ELFAA association européenne des compagnies aériennes à bas coûts, elle conteste l'ouverture d'une ligne de crédit renouvelable accordée à la Scandinavian Airlines SAS, groupe qui est en mauvaise posture financière depuis plusieurs années. JOUE du 28 septembre 2013. Rectificatif, JOUE 5 octobre 2013.

La Commission, dans sa décision du 9 juillet 2014, JOUE du 20 décembre 2014, L 366/88, admet que la participation du Danemark et de la Suède à la nouvelle ligne de crédit renouvelable ne constitue pas une aide d'état, la décision semble (sic) conforme au comportement d'un opérateur privé mû par la perspective d'un retour sur investissement normal, les États en leur qualité d'actionnaires de SAS ont été guidés par des

perspectives de rentabilité raisonnables et réalistes.

Dans une décision du 29 juillet 2014, la Commission valide l'aide d'État que la Pologne se propose d'accorder à la compagnie Lot Polish Airlines SA, JOUE du 30 janvier 2015, L 25/1. Il s'agit d'une aide à la restructuration au profit d'une entreprise en difficulté, en respectant le principe de l'aide unique ou principe de non-récurrence. On croit (ou on feint de croire) au rétablissement de la viabilité à long terme de la compagnie (bien que les concurrents n'y croient guère).

La Commission, dans une lettre du 23 avril 2017, JOUE du 20 juillet 2018, C 256/4, conteste différents prêts de plusieurs millions d'euros accordés en 2017 et 2018 par l'État italien à la compagnie Alitalia. L'Italie est invitée, en application de l'article 108 § 2 TFUE, à présenter ses observations. Il y a, d'après les plaignants (Ryanair, Adria, IAG), aide illégale incompatible avec le marché commun.

Le débat reprend ultérieurement, la Commission ouvre contre l'Italie la procédure de l'article 108 § 2 TFUE en ce qui concerne un prêt de 400 millions d'euros accordé en 2019 à Alitalia (en administration extraordinaire) par l'État italien, JOUE du 29 juillet 2021. Il est douteux que ce prêt, non notifié, aurait été accordé par un opérateur en économie de marché guidé par des considérations de rentabilité. Le principe de non-récurrence existe, il interdit une nouvelle aide si depuis moins de 10 ans une aide au sauvetage ou à la restructuration avait été attribuée.

La Commission a rendu la décision 2022/795 le 10 septembre 2021 concernant l'aide SA.48171, JOUE du 20 mai 2022. Les aides sont illégales, elles doivent être restituées. Elles ne pouvaient pas être considérées comme des aides à la restructuration.

La compagnie ayant disparu, la restitution des aides illicites demeure problématique.

La compagnie Ryanair conteste par un recours du 11 septembre 2020 la décision de la Commission du 14 octobre 2019 autorisant une aide, par l'Allemagne, à la société Condor, voir JOUE du 23 novembre 2020, affaire T-585/20.

Ryanair soutient que l'aide ne relève pas des lignes directrices et que les difficultés de Condor résultent d'une répartition arbitraire des coûts au sein du groupe Thomas Cook.

Une décision du Tribunal du 18 mai 2022, T-577/20, rejette le recours formé par Ryanair, concurrent de Condor, contre une décision de la Commission du 14 octobre 2019.

Condor assure des vols charters, la société était, à l'époque des faits, contrôlée à 100 % par Thomas Cook.

Thomas Cook, la société mère, avait été mise en liquidation en septembre 2019 avec des dettes d'un milliard 7 de livres et avait cessé ses activités. Condor faisait par contrecoup l'objet d'une procédure d'insolvabilité.

L'Allemagne avait accordé un prêt bancaire à Condor pour assurer le sauvetage de l'entreprise qui était, semble-tel, une entreprise saine et viable.

La Commission y avait vu, sans ouvrir une procédure formelle d'examen, une aide d'État, compatible avec le marché intérieur sur le fondement de l'article 107 § 3 lettre c).

[La décision du Tribunal statuant sur l'aspect procédural considère que la Commission avait pu statuer sans ouvrir de procédure préalable en l'absence de doutes, cf. infra.]

Quant au fond, concernant l'octroi d'une aide à une société membre d'un groupe de sociétés : l'aide peut être accordée à une société si ses difficultés lui sont spécifiques, du moment que ces difficultés ne résultent pas d'une répartition arbitraire des coûts au sein du groupe.

La mise en commun de la trésorerie au sein du groupe n'étaient pas à l'origine des difficultés du groupe.

Si la bénéficiaire n'avait pas disposé de l'aide, il y aurait eu la difficulté de faire rapatrier en Europe par d'autres compagnies les passagers bloqués à l'étranger. Il y aurait eu des difficultés sociales, il y avait une défaillance du marché.

La compagnie hongroise Wizz forme un recours le 5 décembre 2020 à l'encontre de la décision de la Commission du 24 février 2020 autorisant une aide équivalant à environ de 36 millions d'euros en faveur de Tarom, la compagnie nationale roumaine, affaire T-718/20. Prêt remboursable au bout de 6 mois. Cette aide au sauvetage ne remplirait pas, d'après le demandeur, la condition de non-récurrence. Tarom avait été l'objet d'une période de restructuration ayant duré jusqu'en 2019. La condition de 10 ans n'était pas remplie. Le Tribunal, dans une décision du 4 mai 2022, a rejeté le recours. Wizz forme un pourvoi contre la décision rendue par le Tribunal, affaire C-440/22 P. Pourvoi rejeté par un arrêt de la Cour de Justice rendu le 11 janvier 2024.

Un objectif d'intérêt commun doit être établi pour valider l'aide d'État, il y avait un risque d'interruption du marché difficile à reproduire.

La lettre adressée le 16 juillet 2021 au Portugal par la Commission concerne l'aide à la restructuration accordée par cet État à la TAP, la principale compagnie aérienne portugaise, JOUE du 6 août 2021. La Commission ouvre la procédure de l'article 108 § 2 du TFUE.

La Commission a déjà autorisé en juillet 2021 un prêt de sauvetage.

La Commission a validé en avril 2021 le versement à TAP d'une indemnisation pour les dommages liés à la pandémie.

Le 10 juin 2021, le Portugal a notifié l'octroi à TAP d'une aide à la restructuration afin d'éviter la cessation d'activité de l'entreprise. La compagnie devrait en contrepartie réduire sa flotte, réduire le nombre des liaisons, réduire les coûts du personnel et procéder à des licenciements.

La Commission émet des doutes quant à la compatibilité de ce plan de restructuration avec les lignes directrices. La compagnie ne s'engage pas à céder des créneaux à Lisbonne, alors que l'aéroport est congestionné et que TAP y détient de 50 à 60 % des créneaux. La compagnie ne s'est pas engagée à ne conserver qu'un nombre réduit d'aéronefs.

Ryanair le 22 novembre 2021 forme un recours à l'encontre de la décision de la Commission du 16 juillet 2021 concernant l'aide accordée à la TAP, affaire T-743/21.

Réitération : Ryanair forme le 21 juillet 2022 un recours contre la décision du 21 décembre 2021 de la Commission concernant une aide d'État accordée par le Portugal en faveur de TAP, affaire T-458/22.

La Commission, par lettre du 5 juillet 2021, ouvre la procédure de l'article 108 § 2 TFUE en ce qui concerne l'État roumain, JOUE du 3 septembre 2021.

La Commission notifie le 17 avril 2023 à la Roumanie sa décision d'ouvrir la procédure de l'article 108 § 2 TFUE à propos de Blue Air Aviation S.A. Le plan de restructuration envisage une restructuration de la flotte, une compagnie ultra low cost, la réduction du coût du personnel, des cessions d'actifs. Il faudrait 194 millions d'euros pour la mise en œuvre sur 5 ans. La Commission doute du caractère adéquat des mesures. JOUE du 2 juin 2023.

#### 4. Les aides d'État à finalité régionale

Certaines aides peuvent trouver leur justification dans les lignes directrices concernant les aides à finalité régionale.

C'est ainsi qu'une décision de l'autorité de surveillance AELE du 10 juillet 2013, JOUE du 10 avril 2014, justifie pour trois ans une aide accordée à des voyagistes pour organiser des vols dans le Nord de la Norvège, qui est une région désavantagée et dépeuplée. C'est un instrument pour lutter contre les disparités régionales.

Le discours concerne essentiellement les facilités accordées par les collectivités publiques ou les aéroports régionaux pour obtenir ou attirer la desserte de la part de certains transporteurs à bas coûts pouvant être admises.

##### α) L'histoire

La Commission avait fixé des lignes directrices sur les aides au démarrage pour les compagnies au départ d'aéroports régionaux, 2005/C 312/01, JO 9/12/2005. Succédant à des lignes directrices datant de 1994. Il était admis que l'aide pouvait être accordée pour les nouvelles routes ou les nouvelles fréquences, l'aide doit être dégressive et limitée dans le temps, la compagnie doit atteindre à terme le seuil de rentabilité, aide limitée à trois ans.

La Commission avait ouvert maintes procédures et rendu plusieurs décisions en ce domaine.

La Commission avait sanctionné certains avantages (rabais sur les taxes d'atterrissage) accordés par la Wallonie et l'aéroport de Charleroi Bruxelles Sud à la compagnie Ryanair lors de son installation à Charleroi.

La décision du 12 février 2004 a été annulée par un jugement du Tribunal rendu le 17 décembre 2008.

La région wallonne avait agi dans le cadre d'activités de nature économique, la fixation du montant des redevances d'atterrissage est une activité rattachable à la gestion des infrastructures aéroportuaires, ces activités ne se rattachent pas à l'exercice de prérogatives de puissance publique, la Commission a commis une erreur de droit en refusant d'envisager l'éventuelle application du principe de l'investisseur privé en économie de marché aux mesures prises par la région wallonne.

La Commission, tenace, a repris la procédure, reprochant à la Wallonie de subventionner l'aéroport de Charleroi et d'accorder des aides à Ryanair, lettre du 21 mars 2012, JOUE du 17 août 2012, C 248/1.

La Commission a statué par une décision du 1<sup>o</sup> octobre 2014, publiée au JOUE du 30 novembre 2016, L 325/63. La décision refuse de qualifier d'aides d'État la plupart des mesures suspectées, en particulier celles concernant

Ryanair. L'aide a contribué au développement de la région déprimée de Charleroi.  
Le Tribunal a rendu sa décision le 25 janvier 2018, le recours est rejeté.

Dans une décision du 27 janvier 2010, publiée au JO du 1<sup>o</sup> février 2011, la Commission décide à propos d'un accord conclu par l'aéroport de Bratislava (à capitaux publics) avec Ryanair qu'une réduction sur le montant des redevances aéroportuaires ne constitue pas une aide d'État : un opérateur privé aurait décidé de conclure le même accord que celui conclu par l'aéroport avec Ryanair, c'est l'application du principe de l'investisseur privé dans une économie de marché. La commission compare le comportement de l'aéroport à celui d'un acteur privé motivé par des perspectives de rentabilité.

Ouverture d'une procédure par la Commission à l'encontre des autorités roumaines de l'aéroport de Timisoara, 24 mai 2011, la compagnie Wizz Air a conclu un accord de commercialisation avec l'aéroport et bénéficie d'un régime de remises (ou de non-recouvrement) sur les taxes aéroportuaires.

La Commission a statué sur ce dossier par une décision 2021/1428, JOUE du 1<sup>o</sup> septembre 2021 : Les accords conclus avec Wizz ne constituent pas des aides d'État.

Carpatair a demandé au Tribunal l'annulation de la décision de la Commission, T-522/20.

Le Tribunal, dans sa décision du 8 février 2023, annule l'art. 2 de la décision ayant admis que les redevances aéroportuaires de 2010 et les accords conclus entre la société nationale de l'aéroport de Timisoara et la société hongroise Wizz en 2008 et 2010 ne constituaient pas des aides d'État.

La Commission forme le 17 avril 2023 un pourvoi, affaire C-244/23 P, Wizz Air également, affaire C- 245/23 P.

Ouverture d'une procédure contre la France, 13 juillet 2011 : l'aéroport de Marseille est le plus important de France après ceux de Paris, Nice et Lyon ; la Commission avait mis en cause : des réductions de redevances aéroportuaires d'atterrissage de balisage de stationnement aux compagnies dans le cadre du démarrage de nouvelles lignes. La réduction de la redevance par passager pour les compagnies qui utilisent la nouvelle aérogare MP 2 mise en service en 2006 pouvait s'expliquer par des conditions de confort réduit concernant la clientèle bas tarif.

La Commission européenne dans sa décision du 20 février 2014 rendue publique au JOUE du 27 septembre 2016, a considéré que les modulations tarifaires ne constituaient pas une aide d'État, l'aéroport de Marseille s'étant comporté dans ses relations financières avec les utilisateurs de l'aéroport comme un opérateur avisé en économie de marché.

Il existe un contentieux entre les deux compagnies concurrentes que sont Ryanair et Air France, qui a formé en 2016 un recours contre la décision indulgente de la Commission. Le recours du transporteur français a été déclaré irrecevable par le Tribunal le 11 juillet 2019, T-894/16. Air France n'était pas individuellement concernée par les mesures tarifaires en cause.

Ouverture d'une procédure contre la France au titre d'aides accordées par les collectivités territoriales à l'aéroport de La Rochelle et d'aides par l'aéroport à la compagnie Ryanair, lettre du 8 février 2012, JOUE du 4.5.2012, C 130/10. Liaisons avec Paris, Lyon et l'Angleterre. CCI propriétaire et gestionnaire. Exonération de la redevance balisage. La France soutient que les petits aéroports accomplissent des services d'intérêt économique général. La Commission soutient que l'aéroport de la Rochelle est en concurrence avec ceux d'Angoulême, de Rochefort et de Niort, que l'aide risque de fausser la concurrence. L'aéroport réplique que les passagers dopent le tourisme local de l'île de Ré.

Ryanair doit, décide la Commission, en juillet 2022, restituer 8 millions d'aides.

#### L'aéroport d'Angoulême

Les collectivités locales de la Charente avaient le 8 février 2008 conclu avec Ryanair une convention permettant, moyennant un aide publique, l'établissement de liaisons aériennes pour 5 ans entre Angoulême et l'Angleterre. Ryanair a en 2010 interrompu les liaisons avant terme.

Un litige s'est élevé entre les deux partenaires.

Deux aspects.

Le 1<sup>o</sup> aspect concerne le litige entre les collectivités publiques et le transporteur irlandais, quant à la résiliation du contrat, le contrat comportait une clause compromissoire, une procédure d'arbitrage s'est tenue à Londres. De multiples rebondissements ont été relevés. La jurisprudence n'est pas parfaitement fixée.

Le second aspect, plus classique, on a pu voir vu dans l'octroi d'avantages financiers une aide publique contraire au droit européen.



## LE LITIGE PORTANT SUR LA RESILIATION DU CONTRAT PAR RYANAIR

Le litige entre la collectivité publique de Charente et Ryanair à la suite de l'abandon par Ryanair de la desserte Angoulême - Londres.

### L'ARBITRAGE

#### EXCURSUS

### LES DIFFERENDS ENTRE AÉRODROME & COMPAGNIE AÉRIENNE : LE RECOURS À L'ARBITRAGE A L'ÉTRANGER

#### LES CONTRATS ADMINISTRATIFS INTERNATIONAUX

#### L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

#### LE SIEGE DE L'ARBITRAGE : EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER

Le litige concernant la résiliation unilatérale anticipée de l'accord de coopération conclu entre Ryanair, auteur de la rupture, et le syndicat des aéroports de Charente

Un contentieux s'est élevé entre Ryanair (et l'une de ses filiales) d'une part, et le syndicat mixte des aéroports de la Charente d'autre part, lors de la rupture de leurs relations.

L'aérodrome est une personne publique, le transporteur est une société privée étrangère. Le contrat litigieux, un marché public.

Deux contrats soumis au droit français avaient été conclus le 8 février 2008 pour 5 ans entre l'aéroport et la compagnie irlandaise, ils prévoyaient l'ouverture d'une liaison régulière entre Angoulême et Londres Stansted à partir du printemps 2008 ainsi que des prestations publicitaires. L'aéroport accordait une importante réduction des redevances aéroportuaires et versait à la filiale 925 000 euros pour les trois premières années d'exécution du contrat. La compagnie irlandaise s'engageait à faire de la promotion sur son site en faveur du département de la Charente. Ryanair notifie toutefois le 17 février 2010 sa décision de supprimer la ligne aérienne et résilie également la convention de services marketing.

Un contentieux s'élève entre les contractants.

Les conventions comportaient une clause compromissoire.

Un arbitrage était prévu à Londres, d'après le règlement de la cour internationale d'arbitrage de Londres, en cas de litige.

### L'ARBITRABILITE DU LITIGE

Nous sommes, non en matière d'arbitrage interne, mais en présence d'un arbitrage international.

La matière relève du commerce international.

Le contrat, en sus, n'est pas un contrat de droit civil, c'est un contrat administratif.

Le recours à l'arbitrage international est-il dans ce contexte admis ?

La question est débattue.

Les privatistes semblent admettre la possibilité du recours à l'arbitrage.

Pierre Mayer, La neutralisation du pouvoir normatif de l'État en matière de contrats d'État, Choix d'articles, LGDJ, 2015, p. 243

Guyomar, RDP 2014.603

Malik Laazouri, L'arbitre international et les contrats administratifs français, Mélanges Pierre Mayer, Lextenso, 2015, page 431

M. Audit, L'arbitrabilité des litiges impliquant une personne publique française dans le nouveau contexte des

affaires Inserm et Ryanair, Cahiers de l'arbitrage 2015.235

D'autres auteurs affirment l'illicéité, sauf exceptions légales ou conventionnelles, des contrats d'arbitrage en matière de contrats administratifs. Ainsi, Marie Brunet, Le contentieux de l'arbitrage commercial international impliquant des personnes publiques, AJDA 2021 p. 401

Il existe une convention européenne sur l'arbitrage commercial international de Genève du 21 avril 1961, indiquant que les personnes morales de droit public ont la faculté de conclure valablement des conventions d'arbitrage. Il faut cependant que les parties au contrat d'arbitrage aient leur siège dans des États contractants différents.

L'Irlande n'y est pas partie contractante.

Certaines dérogations à la solution de principe sont prévues par la loi.

La juridiction administrative française a affirmé (très tardivement dans cette affaire) son incompétence à raison de la présence au contrat d'une clause compromissoire.

Il y a eu dans ce litige deux instances parallèles : l'une intentée en France par le syndicat mixte contre Ryanair, l'autre menée à l'étranger devant la cour d'arbitrage international de Londres à la demande du transporteur irlandais contre le syndicat mixte.

Le syndicat mixte avait saisi le tribunal administratif de Poitiers pour obtenir réparation du préjudice résultant de cette résiliation avant terme. Le tribunal administratif, dans une décision du 20 juin 2013, avait affirmé son incompétence pour statuer sur cette demande en réparation.

La cour administrative d'appel de Bordeaux, dans un arrêt du 12 juillet 2016, n° 13BX02331, a jugé que les clauses d'arbitrage international introduites dans deux contrats conclus entre le syndicat mixte des aéroports de Charente et Ryanair et l'une de ses filiales étant licites, le juge administratif était donc incompétent pour connaître de ce litige contractuel survenu entre les parties.

Les personnes publiques ne peuvent pas en principe avoir recours à l'arbitrage.

La convention européenne sur l'arbitrage commercial international du 21 avril 1961 autorise cependant les personnes publiques à conclure des conventions d'arbitrage pour le règlement de litiges nés ou à naître d'opérations du commerce international. Les conventions en cause constituent un ensemble indissociable de contrats administratifs ayant la nature de marchés publics de services, elles génèrent un mouvement transfrontalier de personnes, de services, de biens et de capitaux, elles doivent être regardées comme portant sur des opérations du commerce international. Ces clauses d'arbitrage international sont licites, le juge administratif du contrat est incompétent pour connaître du litige contractuel.

C'est le tribunal administratif de Poitiers, voir infra, qui le 15 décembre 2020 décidera que le syndicat mixte des aéroports de Charente n'avait pas pu recourir à l'arbitrage, l'arbitrage étant en principe interdit aux personnes morales publiques.

## LE SORT DE LA SENTENCE ARBITRALE

Une sentence arbitrale avant dire droit est rendue à Londres le 22 juillet 2011, l'arbitre affirme sa compétence.

La sentence arbitrale a été rendue sur le fond le 20 juin 2012. L'arbitre a estimé que les conventions avaient été valablement résiliées et a condamné le syndicat mixte à payer 100 000 euros à la compagnie irlandaise ainsi qu'à sa filiale.

Le syndicat mixte des aéroports de Charente a alors tenté d'échapper en France à l'exécution de la condamnation.

La matière est complexe, on verra cependant que les solutions peuvent diverger, selon que l'arbitrage a été conduit en France ou à l'étranger. Une solution a été rendue par le tribunal des conflits, quant à la compétence, au terme d'un long méandre de décisions de deux ordres de juridiction statuant sur certains points de façon contraire.

## LE RECOURS EN ANNULATION

Une sentence arbitrale peut avoir été mal rendue, elle n'est pas à l'abri d'un recours devant les tribunaux étatiques.

## LE CONFLIT DE COMPETENCE ENTRE LES JURIDICTIONS JUDICIAIRES ET LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES

Le débat a porté dans un premier temps sur la question de compétence pour annuler une sentence arbitrale rendue à Londres dans une litige entre un transporteur irlandais et une personne morale de droit public : sont-ce les juridictions judiciaires ou les juridictions administratives ?

Les juridictions administratives sont-elles compétentes pour connaître du recours en annulation de la sentence arbitrale ou ce contentieux relève-t-il des juridictions judiciaires ?

Il faut distinguer selon que la sentence a été rendue en France ou à l'étranger.

### Sentence rendue en France

Donnons la solution, même si l'espèce n'en relève pas.

C.E. et T.C. donnent la compétence à la juridiction judiciaire, avec un important correctif en faveur des juridictions administratives.

On est en matière de marchés publics, donc de contrats qui relèvent d'un régime administratif d'ordre public. Le litige est né de la rupture d'un contrat conclu entre une personne morale de droit public et des personnes privées étrangères.

Le tribunal des conflits s'était prononcé, même si le litige concernait un contrat administratif, dans une décision INSERM du 17 mai 2010, n° C3754, en faveur de la compétence judiciaire en ce qui concerne l'annulation d'une sentence arbitrale rendue en France dans un litige entre cet institut national de la santé et une association norvégienne.

La décision retenait cependant la compétence de la juridiction administrative lorsque le recours impliquait le contrôle de la conformité de la sentence aux règles impératives du droit public français relatives à l'occupation du domaine public ou à celles qui régissent la commande publique et applicables aux marchés publics.

Dans une décision du 11 avril 2016, n° 4043, le tribunal des conflits a statué à propos d'une requête en annulation d'une sentence de la cour internationale d'arbitrage de la chambre de commerce internationale. Le litige concernait la construction d'un terminal méthanier sur la presqu'île de Fos. La commande émanait de Gaz de France, alors établissement public. Le contrat avait été attribué à un groupement momentané d'entreprises. Gaz de France, devenu société anonyme, avait cédé le contrat à une filiale. Une société italienne était entrée dans le groupement. Les parties, dans un avenant, avaient inséré au contrat une clause compromissoire. Une sentence a été rendue. L'une des filiales du Gaz de France a demandé au Conseil d'état l'annulation de la sentence arbitrale. Le TC a été saisi. La décision est intéressante, mais concerne l'arbitrage rendu en France. Le recours formé contre une sentence arbitrale rendue en France sur le fondement d'une convention d'arbitrage, dans un litige né de l'exécution ou de la rupture d'un contrat conclu entre une personne morale de droit public française et une personne de droit étranger, exécuté sur le territoire français, mettant en jeu les intérêts du commerce international, serait-il administratif, est porté devant la cour d'appel dans le ressort de laquelle la sentence a été rendue. Il en va autrement lorsque le recours implique le contrôle de la conformité de la sentence aux règles impératives du droit public français relatives à l'occupation du domaine public ou à celles qui régissent la commande publique. Ces contrats relevant d'un régime administratif d'ordre public, le recours contre une sentence arbitrale rendue dans un litige né de l'exécution ou de la rupture d'un tel contrat relève de la compétence du juge administratif.

Ce qui a été décidé en cette espèce.

Le C.E. a ensuite statué dans une décision du 9 novembre 2016, n° 388806. Il a repris la décision rendue par le TC et a affirmé sa compétence pour opérer le contrôle de cette sentence rendue en France en matière d'arbitrage international.

## Sentence arbitrale rendue à l'étranger

C'est notre sujet. La sentence rendue contre les aéroports de Charente avait été rendue, en matière d'arbitrage international, à Londres par la cour d'arbitrage international.

Le syndicat mixte des aéroports de Charente demande au Conseil d'État l'annulation de la sentence rendue à Londres.

Le Conseil d'État a décidé, dans un arrêt du 19 avril 2013, n° 352750, D. 2013.1445, que la juridiction administrative était, lorsque la sentence avait été rendue par une juridiction arbitrale siégeant à l'étranger, incompétente pour connaître du recours porté contre la sentence.

Aucun recours ne serait-il ouvert en France à l'encontre de la sentence ? Cette solution ne semble pas soutenable. Si la juridiction administrative dénie sa propre compétence, la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire pour connaître du recours en annulation ne pourrait alors qu'être admise.

Le tribunal des conflits a été amené, dans une décision du 24 avril 2017, n° C4075, à prendre parti sur cette question de compétence judiciaire ou administrative pour connaître du recours contre la sentence arbitrale. La compétence est en principe dévolue à la juridiction judiciaire, étant toutefois décidé que la compétence de la juridiction administrative reparait dans certaines hypothèses.

En faveur de la juridiction judiciaire :

Lorsqu'une sentence arbitrale a été rendue sur le fondement d'une convention d'arbitrage dans un litige né de l'exécution ou la rupture d'un contrat conclu entre une personne morale de droit public française et une personne de droit étranger, *exécuté sur le territoire français*, mettant en jeu les intérêts du commerce international, il appartient en principe à la juridiction judiciaire, statuant dans les conditions prévues au titre II du livre IV du code de procédure civile, de connaître d'un *recours* formé contre la sentence si elle a été *rendue en France*.

En faveur de la juridiction administrative :

Toutefois, dans le cas où le contrat à l'origine du litige sur lequel l'arbitre s'est prononcé est soumis aux règles impératives du droit public français relatives à l'occupation du domaine public ou à celles qui régissent la commande publique, le recours contre la sentence *rendue en France* relève de la compétence de la juridiction administrative.

On remarquera que la décision ne se statue pas sur l'hypothèse où la sentence a été rendue à l'étranger.

Soit le tribunal des conflits ne veut pas se prononcer et réserve l'avenir.

Soit on interprète la décision a contrario : si la sentence a été rendue à l'étranger, il n'y a place pour l'examen du recours formé contre la sentence que pour la compétence judiciaire. Ce qui constituerait une approbation de la jurisprudence du Conseil d'État du 19 avril 2013.

## LA DEMANDE D'EXEQUATUR DE LA SENTENCE ARBITRALE

La partie qui a succombé peut d'elle-même exécuter la décision judiciaire qui la condamnait.

Quid si le condamné résiste et ne s'exécute pas ?

Celui qui a triomphé au prétoire va demander l'exequatur pour pouvoir en venir à l'exécution forcée.

(Les sentences arbitrales déclarées exécutoires par une décision non susceptible d'un recours suspensif d'exécution constituent des titres exécutoires, cf. art. L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution).

## LA COMPETENCE POUR STATUER SUR LA DEMANDE D'EXEQUATUR

La détermination de l'ordre de juridiction compétent pour accorder l'exequatur

L'octroi de l'exequatur de la sentence rendue à Londres est-il de la compétence de la juridiction administrative ou

de la juridiction judiciaire ?

La divergence initiale de jurisprudence entre le Conseil d'État et la Cour de cassation

Les juridictions suprêmes des deux ordres de juridictions étaient en opposition quant à la détermination de l'ordre juridictionnel compétent pour accorder l'exequatur.

Le C.E. s'estimait compétent, la Cour de cassation affirmait de son côté la compétence judiciaire.

La position du Conseil d'État

Le Conseil d'État, dans son arrêt du 19 avril 2013, rendu sur le recours en annulation, indiquait que le juge administratif est toujours compétent - quel que soit le siège de la juridiction arbitrale ayant statué sur un litige relatif à un tel contrat administratif - pour connaître d'une demande tendant à l'exequatur de la sentence, l'exécution forcée ne pouvant être autorisée si la sentence est contraire à l'ordre public. La proposition était d'ordre théorique, le Conseil d'État n'étant pas saisi en l'espèce, à ce stade de la procédure, d'une demande d'exequatur par Ryanair.

La jurisprudence judiciaire

Ryanair avait obtenu le 21 mai 2012 du président du TGI de Paris une ordonnance d'exequatur relative à la sentence londonienne.

La cour de Paris avait infirmé, le 10 septembre 2013, la décision. Elle avait décliné la compétence des juridictions judiciaires au nom du principe de la séparation des autorités administratives et des autorités judiciaires. Elle avait affirmé la compétence du juge administratif. Le recours impliquait le contrôle de la conformité de la sentence aux règles impératives du droit français relatives à l'occupation du domaine public ou à celles qui régissent la commande publique et applicable aux marchés publics, aux contrats de partenariat et aux contrats de délégation de service public.

La Cour de cassation, 1<sup>o</sup> chambre civile, rend un arrêt en sens contraire, le 8 juillet 2015, n<sup>o</sup> 13-25846, D. 2015.2038 obs. Sylvain Bollée, D. 2015.2241 obs. Paul Cassia, Semaine Juridique G 26 octobre 2015.1164 note Brabant et Desplats, JDI avril 2016.8, note Pascal de Vareilles-Sommières.

Elle prend le contre-pied de l'affirmation du Conseil d'État concernant la détermination de l'ordre de juridiction compétent pour accorder l'exequatur à la sentence prise à Londres en matière de rupture d'un contrat administratif.

La chambre civile de la Cour de cassation casse l'arrêt de la cour d'appel de 2013, pour violation des textes constitutifs de l'ordre arbitral international, représentés par la convention de New York du 10 juin 1958 et l'article 1516 du code de procédure civile.

La sentence internationale, qui n'est rattachée à aucun ordre juridique, est une décision de justice internationale dont la régularité est examinée au regard des règles applicables dans le pays où la reconnaissance et l'exécution sont demandées.

L'exequatur des sentences arbitrales rendues à l'étranger est exclusif de tout jugement sur le fond et relève de la compétence des juridictions judiciaires.

Les deux ordres de juridiction affirmaient ainsi leur compétence dans l'octroi de l'exequatur. Il y avait conflit positif.

Il y a une contradiction patente entre la solution donnée par la Cour de cassation affirmant la compétence judiciaire pour accorder l'exequatur à la sentence rendue à l'étranger et l'obiter dictum de l'arrêt du Conseil d'État affirmant la compétence administrative pour l'accorder.

Le Conseil d'État persistait, à propos d'un arbitrage international, qu'il soit rendu en France ou à l'étranger, dans sa jurisprudence, avec un arrêt du C.E. du 9 novembre 2016, n<sup>o</sup> 388806.

L'exécution forcée d'une sentence arbitrale ne saurait être autorisée si elle est contraire à l'ordre public. Un contrôle doit être exercé par le juge administratif lorsqu'il est saisi d'une demande tendant à l'exequatur d'une sentence arbitrale rendue dans un litige né de l'exécution d'un contrat administratif entre une personne morale de droit public et une personne de droit étranger, mettant en jeu les intérêts du commerce international et soumis à un régime administratif d'ordre public, qu'elle ait été rendue en France ou à l'étranger.

L'affaire, après cassation, avait été portée devant la cour de Paris qui dans un arrêt du 8 novembre 2016 a renvoyé au tribunal des conflits le soin de décider sur la question de compétence.

La jurisprudence du Tribunal des conflits

Le tribunal des conflits a rendu dans ce contentieux un jugement de Salomon, 24 avril 2017, n° C4075, et dirimé cette divergence de jurisprudence quant à l'octroi de l'exequatur.

La compétence de principe - pour accorder l'exequatur à la sentence étrangère - est dévolue à la juridiction judiciaire.

Lorsqu'une sentence arbitrale a été rendue sur le fondement d'une convention d'arbitrage dans un litige né de l'exécution ou de la rupture d'un contrat conclu entre une personne morale de droit public française et une personne de droit étranger, exécuté sur le territoire français, mettant en jeu les intérêts du commerce international,

il appartient en principe à la juridiction judiciaire, statuant dans les conditions prévues au titre II du livre IV du code de procédure civile, ... de se prononcer sur une demande tendant à ce que la sentence rendue en France ou à l'étranger soit revêtue de l'exequatur.

La compétence de la juridiction administrative est toutefois reconnue sous certaines conditions :

Toutefois, dans le cas où le contrat à l'origine du litige sur lequel l'arbitre s'est prononcé est soumis aux règles impératives du droit public français relatives à l'occupation du domaine public ou à celles qui régissent la commande publique, ... la demande d'exequatur relève de la compétence administrative.

Le TC avalise sur ce point la position du Conseil d'État de 2013 et de 2016 et ne retient pas la solution qui avait été donnée par la Cour de cassation dans l'arrêt de la première chambre civile du 8 juillet 2015.

Le TC statue sur les données de l'espèce et affirme la compétence des juridictions administratives pour statuer sur la demande d'exequatur : les deux conventions conclues le 8 février 2008, qui forment un ensemble contractuel destiné à répondre aux besoins d'une personne morale de droit public moyennant le versement d'une rémunération à ses cocontractants sont constitutives d'un marché public au sens de l'article 1° du code des marchés publics alors en vigueur. Le contrat étant ainsi soumis aux règles impératives relatives à la commande publique, il appartient à la juridiction administrative de se prononcer sur l'exequatur de la sentence rendue dans le litige né de la résiliation des conventions.

La demande de Ryanair et de sa filiale tendant à l'exequatur de la sentence arbitrale rendue (à Londres) le 18 juin 2012 (sic) relève donc de la compétence de la juridiction administrative.

La solution du TC en faveur, dans certaines hypothèses, de la compétence de la juridiction administrative en matière d'exequatur explique la décision du tribunal administratif de Poitiers statuant le 15 décembre 2020, AFDI 2020 p. 886,

AJDA 2021 p. 401 avec la note du rapporteur public Marie Brunet,

Dalloz actualités, 22 février 2021, chronique Jérémy Jourdan-Marques.

C'est Ryanair qui demandait en France l'exequatur de la sentence arbitrale rendue à Londres.

La juridiction administrative considère que les clauses arbitrales sont illicites. Les personnes publiques ne peuvent pas remettre à un arbitre la solution des litiges auxquels elles sont parties.

Ce moyen est relevé d'office par le tribunal administratif.

Le tribunal relève également que le contrat méconnaissait l'ordre public, il accordait des aides publiques illégales à Ryanair.

La demande d'exequatur est rejetée.

M. Jourdan-Marques s'étonne de l'absence de référence dans le jugement de la convention de New York du 10 juin 1958.

Cette convention contient à son article V, une disposition concernant les moyens que le tribunal peut relever d'office et ceux où il ne peut pas. Elle distingue entre le cas où la convention (d'arbitrage) n'est pas valable et celui où l'objet du différend n'est pas susceptible d'être réglé par voie d'arbitrage. C'est seulement dans le 2° cas que le moyen peut être soulevé d'office.

Il semblait qu'on se trouvait dans cette seconde hypothèse.

On remarque cependant que dans ce contentieux fleuve il n'avait jamais été nettement affirmé que des personnes de droit public ne pouvaient jamais inclure dans les contrats conclus avec des agents économiques une clause compromissoire.

## LA RESTITUTION DES AIDES

Un contentieux, plutôt banal, au niveau du droit des aides d'État.

### Le droit européen

La Commission ouvre une procédure contre la France, les collectivités aident l'aérodrome d'Angoulême, et l'aéroport consent des aides à Ryanair pour desservir une ligne avec Londres, dont la desserte est vite abandonnée, lettre du 21 mars 2012.

Selon une décision du 23 juillet 2014, JOUE du 30 juillet 2015, Ryanair doit rembourser les aides reçues de la part du syndicat des aéroports de Charente. Les versements effectués par les collectivités locales en faveur de l'aéroport sont en revanche validés sur la base de l'article 106 § 2 du TFUE.

Ryanair a formé le 1<sup>er</sup> mars 2015 un recours porté devant le Tribunal à l'encontre de la décision de la Commission, T-111/15, JOUE du 1<sup>er</sup> juin 2015.

Ryanair a formé un pourvoi contre la décision du Tribunal du 13 décembre 2018, affaire C-202/19 P.

Ryanair s'est ensuite désistée, l'affaire a été radiée, le 20 janvier 2020, Ryanair est cependant condamnée aux dépens à la demande de la Commission

Les actions entreprises à l'échelon national par la collectivité publique pour obtenir la restitution des aides versées illicitement

Le combat judiciaire s'est prolongé entre le syndicat mixte des aéroports de Charente, SMAC, et Ryanair.

La SMAC avait émis le 9 octobre 2014 un titre exécutoire d'un montant de 1 001 431, 27 euros à l'encontre de Ryanair pour recouvrer les aides illicitement attribuées. Les collectivités publiques peuvent en effet en matière contractuelle constater elles-mêmes les créances qu'elles détiennent sur leurs cocontractants et émettre des titres exécutoires.

Le syndicat mixte a ensuite actionné Ryanair pour exiger la restitution d'aides indûment accordées – selon une décision de la

Commission de 2014 - à la compagnie aérienne irlandaise.

Le juge des référés du tribunal administratif de Poitiers avait condamné, le 25 octobre 2016, Ryanair à payer une somme d'argent.

Ryanair a fait appel, le juge d'appel des référés de la cour administrative d'appel de Bordeaux, dans une ordonnance du 14 février 2017, n° 16BX03597, a rejeté la requête. Nonobstant la demande d'annulation – portée devant le Tribunal - de la décision de la Commission de restitution des aides, ce recours n'étant pas suspensif.

L'affaire a ensuite été portée devant le Conseil d'État, qui, dans une décision du 15 décembre 2017, a annulé les deux ordonnances rendues en référés à Poitiers et à Bordeaux.

Le Conseil d'État considère que le syndicat mixte, auteur du titre exécutoire, ne pouvait pas ultérieurement saisir le juge, une telle demande étant dépourvue d'objet et par suite irrecevable.

Le syndicat mixte n'était donc pas recevable à demander ensuite au juge des référés de condamner Ryanair à lui payer une provision.

Le juge des référés avait à tort fait droit à la demande du syndicat mixte.

Madame Marie Brunet, dans son rapport publié à l'AJDA de 2021, donne des indications sur le règlement financier. Ryanair a remboursé une somme de 500 000 euros environ, le transporteur irlandais ayant opéré une soustraction de 400 000 euros, somme que le juge arbitral de Londres avait mise dans sa sentence à la charge du Syndicat mixte.

### L'aéroport de Pau

Demande d'informations formulées par la Commission par lettre du 25 janvier 2012, JOUE du 31 mars 2012, C 96/22, concernant des aides attribuées à une filiale de Ryanair pour la desserte de l'aéroport de Pau : sont en cause des liaisons avec Londres Stansted, Charleroi, Bristol, Beauvais. Ryanair s'était engagé à faire du marketing en faveur de la région paloise et du Béarn. Sont en cause des contrats conclus par la chambre de commerce de Pau avec d'autres compagnies comme Transavia. Idem concernant des subventions d'équipement accordées par différentes autorités publiques pour financer des investissements, aérogare, réfection de piste, réfection du balisage, gare de fret.

L'aéroport de Pau est la propriété d'un syndicat mixte composé de la région, du département et des communes

de l'agglomération.

L'exploitation est assurée par la chambre de commerce.

Ryanair a arrêté ses vols en 2011.

80 % des vols sont assurés par Air France.

Décision du 23 juillet 2014. Aide illégale reçue de la chambre de commerce de Pau-Béarn. Les aides illégales doivent être récupérées, JOUE du 30 juillet 2015, L 201/109.

Un recours est introduit devant le Tribunal le 7 avril 2015, T-165/15, par Ryanair et Airport Marketing Services, JOUE du 13 juillet 2015, demandant l'annulation de certaines dispositions de la décision du 23 juillet 2014.

Un recours est introduit le 13 octobre 2015 par Transavia Airlines, siège à Schiphol, T-591/15, demandant l'annulation de certaines dispositions de la décision du 23 juillet 2014, JOUE du 30 novembre 2015, C 398/74. Ryanair a formé un pourvoi contre la décision du Tribunal rendue le 13 décembre 2018, affaire C-203/19 P.

Ouverture d'une procédure à raison d'aides accordées par des actionnaires publics à l'aérodrome d'Altenbourg Nobitz, en Thuringe, et par l'aéroport en faveur de Ryanair bénéficiant de redevances réduites, lettre du 26 janvier 2012, JOUE 25 mai 2012.

La décision de la Commission a été rendue le 15 octobre 2014, elle a été publiée au JOUE du 4 mars 2016.

La Commission fait application des nouvelles lignes directrices.

L'aide en faveur du Flugplatz Altenburg Nobitz est compatible avec le marché commun, aide pour un financement d'investissements dans les infrastructures, financement des pertes d'exploitation. Un contrat avec Ryanair n'est pas une aide, contrat de services aéroportuaires contre contrat de services de marketing. Une autre, elle, est déclarée incompatible, Ryanair est condamné à rembourser, l'Allemagne doit récupérer l'aide.

Cet aérodrome ne connaît plus de transport régulier, il peut servir pour l'aviation d'affaires.

Ryanair a le 18 avril 2016 formé un recours, demandant au Tribunal d'annuler certaines dispositions de la décision rendue par la Commission, T-165/16. La décision du Tribunal a été rendue le 13 décembre 2018.

Ryanair a formé un pourvoi contre la décision rendue par le Tribunal le 1<sup>o</sup> mars 2019, affaire C-205/19 P.

Ouverture d'une procédure contre la Suède, lettre de la Commission du 25 janvier 2012 ; les autorités suédoises accorderaient sur le site de l'aéroport de Västerås des aides à Ryanair sous la forme de redevances aéroportuaires réduites, l'aéroport est en pertes, JOUE du 16/6/2012, C 172/27. La décision de la Commission rendue le 1<sup>o</sup> octobre 2014 est bienveillante, JOUE du 4 août 2015, L 207/40, il n'y a pas d'aide d'État

Idem à l'encontre de la Sarre concernant l'aéroport de Sarrebruck, lettre du 22 février 2012, aide à l'aéroport, remises aux compagnies, JOUE du 19 juillet 2012, C 213/1

Idem à l'encontre des autorités du Land de Rhénanie Palatinat concernant des aides en faveur de l'aéroport de Francfort-Hahn et de Ryanair, lettre du 13 juillet 2011, JOUE du 21 juillet 2012, C 216/1.

Le transporteur à bas coût bénéficiait d'un barème de redevances intéressant.

La décision de la Commission du 1<sup>o</sup> octobre 2014 est publiée au JOUE du 24 mai 2016, L 134/46. Il n'y a pas d'aide illicite, l'accord entre l'aérodrome et le transporteur irlandais pouvait améliorer à terme la rentabilité de la plate -forme aéroportuaire. Les coûts étaient couverts par les recettes.

La Lufthansa a, le 26 août 2015, introduit un recours pour demander au Tribunal d'annuler la décision rendue par la Commission le 1<sup>o</sup> octobre 2014, JOUE du 3 novembre 2015.

Le JOUE du 22 février 2016 fait état d'un recours introduit le 29 décembre 2015 par Deutsche Lufthansa contre la Commission, demandant au Tribunal d'annuler la décision de la Commission du 1<sup>o</sup> octobre 2014, T-764/15.

Le Tribunal de l'UE a rejeté le recours de la Deutsche Lufthansa, considéré comme irrecevable, T-492/15, dans un jugement du 12 avril 2019.

La Cour de Justice, dans son arrêt du 15 juillet 2021, C-453/19 P, rejette le pourvoi formé par la compagnie allemande.

Le Land de Carinthie souhaitait l'établissement de liaisons aériennes entre Klagenfurt et des aéroports étrangers, l'aéroport de Klagenfurt en Carinthie est soupçonné d'attribution d'aides illicites au profit de Ryanair (qui exploite une ligne avec Londres) et d'autres compagnies Air Berlin et TUIfly, aide d'État n<sup>o</sup> SA.24221, JOUE 3 août 2012, C 233/28.

La Commission étend la procédure à certaines filiales de Ryanair, lettre du 23 juillet 2014, JOUE du 3 octobre 2014, C 348/36.

La Commission a statué par une décision du 11 novembre 2016, JOUE du 26 avril 2018.

La puissance publique épongeait les pertes d'exploitation de l'aérodrome. Il y a eu aide d'État au sens de l'article 107 § 1<sup>o</sup> du TFUE.

La décision examine le régime incitatif de 2005. Des réductions sont accordées aux compagnies qui ouvrent de nouvelles lignes ou qui renforcent celles existantes. L'aéroport a ainsi agi en investisseur en économie de



marché.

[TUIfly forme un recours contre une décision de la Commission européenne, affaire T-619/18. Il y a querelle à propos d'un accès au dossier. TUIfly est débouté sur ce point, voir l'ordonnance du 19 mai 2022 de la CJUE qui rejette le pourvoi, affaire C-764/21 P.]

Deux contentieux.

Pourvoi de Ryanair en date du 9 décembre 2021 contre la décision du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-448/18, affaire C-758/21P. Conclusions rendues le 30 mars 2023 par l'avocat général Laila Medina, préconisant de rejeter le pourvoi. En cours.

CJ, 29 juin 2023, affaire C-763/21 P : La Commission avait estimé que les accords conclus de 2003 et 2008 contenaient des aides illégales et ordonné la restitution. Le pourvoi formé par TUIfly est rejeté.

Idem concernant l'aéroport de Nîmes, lettre du 25 avril 2012, JOUE du 10 août 2012, C 241/11. Aéroport à usage principalement civil, affectation militaire secondaire, État propriétaire ; un établissement public SMAN réunissant les collectivités territoriales est gestionnaire domanial et autorité concédant l'exploitation de l'aéroport. L'exploitant de l'aéroport (auj. Edeis) était par une délégation de service public Veolia Transport. Qui a accordé certains avantages à Ryanair et à sa filiale Airport Marketing Services.

La Commission a relevé l'existence, dans certains contrats, d'une aide d'État dans une décision du 23 juillet 2014.

Ryanair est condamné à rembourser plus de 6 millions d'euros.

Le Tribunal, dans une décision du 13 décembre 2018, T-53/16, a rejeté le recours formé par Ryanair.

(Des liaisons étaient encore entretenues entre Nîmes et Londres, Dublin, Édinbourg, Charleroi, Porto, Marrakech ou Fez.)

Ryanair avait formé un pourvoi contre la décision du Tribunal rendue le 13 décembre 2018, affaire C-204/19 P, puis s'est désisté.

Idem, la ville de Lübeck est soupçonnée d'octroyer des aides illégales au Flughafen Lübeck, aides en faveur de compagnies comme Ryanair : le prix du dégivrage des avions est inférieur aux coûts réels, on pratique des remises sur le barème des redevances aéroportuaires, lettre du 22 février 2012, JOUE du 10 août 2012, C 241/56. Tribunal de l'UE, 9 septembre 2014, T-461/12, Hansstadt Lübeck c. Commission, RTD européen 2015.416 observations de Loïc Grad : le droit européen n'interdit que les aides sélectives, celles qui favorisent certaines entreprises ou certaines productions. Les avantages résultant de mesures générales applicables à tous les opérateurs économiques ne sont pas illicites. Les avantages en l'espèce étaient accordés à toutes les compagnies aériennes desservant Lübeck. Il n'y a pas d'aides illicites, même si de tels avantages ne sont pas accordés sur les aéroports voisins.

La Commission a formé un pourvoi à l'encontre du jugement du Tribunal, instance de plaidoirie 31 mai 2016, affaire C-524/14 P.

Une décision 201/2336 du 7 février 2017 de la Commission européenne, rendue à propos de certaines aides d'État accordées en faveur de l'aéroport et de Ryanair, ne prend pas de décision, la société gérant l'aéroport n'existant plus. L'éventuelle récupération des aides illicites serait impossible. Il n'est pas relevé d'aide d'État dans le calcul des redevances pour le dégivrage des avions.

Un repreneur voudrait reprendre les vols réguliers en 2018.

Idem concernant l'aérodrome de Carcassonne, lettre du 4 avril 2012, JOUE 23 août 2012, C 254/11, l'aérodrome appartient à la région, Veolia Transport assure la gestion depuis 2011 sur la base d'une convention de délégation de service public

Idem concernant l'aéroport de Dortmund, plaintes alléguant une aide d'état illicite octroyée à des compagnies aériennes, lettre de la commission du 21 mars 2012, JOUE du 5 septembre 2012, C 268/1

Mise en œuvre illicite d'un accord de compensation de résultats en violation de l'art. 108 § 3. Toutefois, l'aide à l'investissement ainsi que l'aide au fonctionnement, octroyées par l'intermédiaire de cet accord, sont compatibles avec le marché intérieur, art. 107 § 3, point c. Le barème de redevances ne constitue pas une aide d'état. Décision 2016/1944 du 23 juillet 2014, JOUE du 9 novembre 2016.

Idem, concernant l'aérodrome de Beauvais Tillé, ouverture d'une procédure, 30 mai 2012, JOUE 14 septembre 2012, C 279/23, avantages accordés à Ryanair (diminution sur les redevances aéroportuaires) et à d'autres transporteurs comme Wizzair.

## La Sardaigne

La Commission soupçonne le gestionnaire de l'aéroport d'Alghero en Sardaigne d'attribuer des aides d'État illicites en faveur de Ryanair et d'autres transporteurs, elle demande un complément d'informations, lettre du 27 juin 2012, JOUE du 12 février 2013, C 40/15. La décision de la commission, 2015/1584, du 1<sup>o</sup> octobre 2014, JOUE du 25 septembre 2015, considère que les subventions accordées pour les infrastructures sont certes des aides, mais des aides compatibles avec le marché intérieur. Les injections de capital pratiquées par l'Italie reçoivent le même sort. Les mesures prises pour Ryanair, Air one Alitalia, Volare, BMIBABY, Air Vallée et Air Italy ne sont pas des aides d'État. Le sont en revanche les mesures prises en faveur de Meridiana et de Germanwings.

Le Tribunal, dans des décisions du 13 mai 2020, T-607/17, T-716/17, T-8/18, rejette les recours formés par Volotea, Germanwings, easyJet, dans des affaires distinctes, contre des décisions de la Commission du 29 juillet 2016 considérant que des aides étaient des aides d'État illégales. La région sarde fournissait des fonds aux exploitants d'aérodrome, Cagliari, Olbia, qui étaient ensuite transférés dans le cadre de contrats d'exploitation aux compagnies en cause. Celles-ci prenaient des engagements de publicité et de marketing en faveur des aéroports sardes. Elles s'engageaient à ouvrir de nouvelles liaisons.

Volotea et EasyJet ont le 23 juillet 2020 formé un pourvoi contre le jugement du Tribunal du 13 mai 2020. La CJUE annule dans un arrêt du 17 novembre 2022 les décisions du Tribunal, ainsi que la décision de la Commission du 29 juillet 2016, affaires jointes C-331/20 P et C-343/20 P.

Pour qu'il y ait aide d'État, il faut que le bénéficiaire reçoive un avantage qu'il n'aurait pas obtenu dans les conditions normales du marché.

La CJ reproche à la décision attaquée de ne pas avoir pris en considération la situation de l'entrepreneur en économie de marché.

Le Tribunal avait vu la présence d'un avantage pour les compagnies du fait de l'absence d'appels d'offre, procédure qui n'est pas obligatoire dans le cas où celui qui finance est un exploitant d'aérodrome.

Les décisions du Tribunal ont été annulées.

La CJ statue sur le fond. La décision de la Commission est annulée.

Ryanair et Airport Marketing demandaient elles aussi l'annulation de la Commission du 29 juillet 2016 concernant l'aide accordée aux aéroports sarde pour des obligations de service public. L'acte attaqué ayant été retiré, l'objet du litige avait disparu, le Tribunal considère qu'il n'y a plus lieu de statuer sur le recours, Ordonnance du 23 octobre 2023, T-833/17, JO du 3 janvier 2024.

Si on applique le dispositif légal à la lettre, ces petits aéroports au trafic réduit sont appelés faute d'aides d'État à la fermeture. Est-il opportun d'engorger les grandes plateformes ? On a l'impression que la Commission utilise le dispositif relatif aux aides d'État pour instituer une planification à l'échelon de l'Union de l'implantation des aéroports affectés au transport commercial et éviter ainsi la constitution d'aéroports trop rapprochés vivant de la manne publique. Elle semble pénaliser les installations récentes, alors que des plateformes voisines pourraient suffire pour donner satisfaction. Prior tempore, potior jure.

## β) Le droit positif

Les nouvelles **lignes directrices** sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes, adoptées le 31 mars 2014, ont été publiées sous le numéro (2014/C 99/03) au JOUE du 4 avril 2014, C99/3 à C 99/34. Elles admettent, pour une durée limitée, une aide aux compagnies pour le démarrage d'une nouvelle ligne.

La Commission européenne a fait savoir que les procédures en cours seraient traitées en conformité avec les lignes directrices entrées en vigueur le 4 avril 2014, JOUE du 15 avril 2014, C 113/30.

Cette position est contestée par plusieurs, estimant que le caractère licite ou illicite d'une aide doit être apprécié au moment où celle-ci est accordée. L'application des nouvelles règles à des pratiques anciennes confère aux nouvelles lignes directrices un caractère rétroactif.

[On peut consulter l'avis qui a été donné sur la révision des lignes directrices par le comité économique et social européen le 9 juillet 2014, C (2014) 963 final, JOUE du 16 décembre 2014, C 451/123]

Voir l'étude du professeur Vincent Correia, Les nouvelles lignes directrices de la Commission européenne sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes, publiée au ZLW 2014 p. 411 à 441.

Une certaine publicité est assurée au nom de la transparence, voir la communication de la Commission, JOUE du 27 juin 2014, C 198/30

Le Comité européen des régions, réaliste, demande à la Commission de faire preuve de compréhension en ce qui concerne les aides diverses accordées aux aéroports régionaux, avis 2021/C 440/10, JOUE du 29 octobre 2021.

Les compagnies aériennes pourront bénéficier d'une aide couvrant jusqu'à 50 % des redevances aéroportuaires pour toute nouvelle destination pendant 3 ans. Ce régime de faveur ne concerne que les liaisons avec les aéroports régionaux. Il ne concerne pas les liaisons entre aérodromes des grandes capitales.

Les aides sont déclarées compatibles avec le traité, en ce qui concerne les lignes établies entre des aéroports recevant moins de 3 millions de passagers et d'autres aéroports européens.

La justification n'est admise qu'à titre exceptionnel si la ligne dessert un aéroport entre 3 et 5 millions de passagers.

L'aide au démarrage peut être consentie pendant 3 ans.

Cette aide ne peut être cumulée avec les aides consenties au titre des compensations de service public.

Voir Vincent Correia, précité, p. 438.

Les liaisons desservant les aéroports des régions périphériques obéissent à des règles plus douces.

La Commission ouvre la procédure de l'art. 108 § 2, l'Espagne apporterait des aides à Ryanair ainsi qu'à d'autres compagnies pour faciliter la desserte des aéroports de Gérone et de Reus en Catalogne. La Commission fait état de deux plaintes. Lettre du 16 octobre 2013, JOUE du 23 avril 2014, C 120/24.

L'Espagne soutient qu'une telle action tend au développement du tourisme.

La Commission étend la procédure dans une lettre adressée à l'Espagne le 17 février 2020, JOUE du 17 juillet 2020.

Des entités publiques ont conclu avec Ryanair et d'autres compagnies des accords de soutien commercial. Les compagnies faisaient de la publicité sur leurs sites. En contrepartie elles devaient effectuer un certain nombre de vols à partir de Gérone et de Reus. La Commission voit une aide d'État illégale dans ces achats de soutien commercial.

Les Deux Ponts, Land de Rhénanie Palatinat.

Germanwings forme le 10 juillet 2015 un recours devant le Tribunal à l'encontre d'une décision prise par la Commission le 1<sup>o</sup> octobre 2014 (publiée au JOUE du 10 février 2016, L 34/68) dans une affaire Aéroport de Zweibrücken, affaire T-375/15, JOUE du 12 octobre 2015. Le jugement a été rendu par le Tribunal le 27 avril 2017. Une partie de la décision de la Commission est annulée.

Ryanair a, le 19 février 2016, JOUE C 165/15 du 10 mai 2016, formé un recours pour demander au Tribunal l'annulation de certaines dispositions contenues dans une décision prise par la Commission le 1<sup>o</sup> octobre 2014, affaire T-77/16. Le Tribunal a rendu sa décision le 13 décembre 2018.

Cet aéroport des Deux-Ponts a été mis en liquidation et fermé au trafic commercial.

La Commission a rendu le 20 février 2014 sa décision concerne l'aide qui aurait été illégalement accordée par la société aéroportuaire d'Aarhus (Jutland) à la compagnie Ryanair. La plainte, qui datait de 2005, émanait de SAS. JOUE du 6 janvier 2018, L 3/9. La compagnie bénéficiait, sur le fondement d'un accord de 1999, de redevances à un taux intéressant. L'accord est conforme au principe de l'investisseur en économie de marché. Il n'y avait pas d'aide d'État au sens de l'article 107 § 1 TFUE.

La Commission a statué le 2 août 2019 concernant une aide consentie à Montpellier par l'autorité publique française à la compagnie Ryanair et à l'une de ses filiales Airport Marketing Services. Décision publiée au JOUE du 19 novembre 2020. La Commission avait été saisie par une plainte d'Air France le 23 mars 2017. Ce sont, sous forme de contrats de marketing, des aides de 8,5 millions d'euros consenties entre 2010 et 2015 qui sont en cause, aides accordées par l'APFTE, association de promotion des flux touristiques et économiques. Ryanair a cessé de desservir l'aérodrome de Montpellier en avril 2019.

Les aides au fonctionnement octroyées aux compagnies aériennes peuvent être déclarées compatibles par la Commission pour autant qu'elles contribuent au développement d'aéroports de taille modeste au moyen d'une augmentation nette du trafic sur de nouvelles routes, que l'aide soit nécessaire en ce sens qu'elle ne concerne pas une route déjà exploitée par la même compagnie ou une autre compagnie ou une route similaire, qu'elle soit

limitée dans le temps et que la liaison pour laquelle l'aide est octroyée soit susceptible de devenir rentable, que le montant soit lié au développement net du trafic et que l'aide soit octroyée de manière transparente et non discriminatoire, qu'elle ne soit pas cumulée avec d'autres types d'aides et que les montants versés respectent le principe de proportionnalité.

Les contrats ne remplissaient pas ces conditions.

La Commission conclut à l'illégalité des aides et ordonne la restitution.

Ryanair introduit un recours le 3 février 2021, la compagnie demande l'annulation de la décision de la Commission du 2 août 2019, T-79/21.

Le Tribunal rejette le recours dans sa décision du 14 juin 2023.

Ryanair forme un pourvoi le 21 août 2023, affaire C-535/23 P.

La Commission ouvre le 3 mars 2020 une procédure concernant une aide fournie entre 2008 et 2020 en faveur de l'aéroport de Béziers (Portiragnes et Vias) et de Ryanair ; la France est invitée à présenter des observations, Aide d'État SA.47970 (2017/C), JOUE du 19 février 2021. L'aéroport était géré par la chambre de commerce, puis par un syndicat mixte. L'aéroport avait conclu des contrats de services aéroportuaires avec Ryanair concernant le montant des redevances. Il avait conclu des contrats de marketing avec une filiale de Ryanair. C'est Air France qui avait porté plainte.

Les aides ne correspondraient pas aux lignes directrices.

La Commission ouvre une enquête en février 2023 concernant les aides accordées pour assurer le maintien de l'exploitation de l'aéroport de La Rochelle.

Une précédente décision de la Commission avait déjà condamné une aide publique concédée à l'opérateur de l'aérodrome de la Rochelle ainsi qu'à certaines compagnies. Ryanair a introduit le 27 novembre 2023 un recours contre cette décision, T-1118/23.

#### 5. La mise à disposition d'infrastructures aéroportuaires à certains transporteurs

Les pouvoirs publics accordent parfois des facilités à la compagnie nationale : ainsi faire financer un terminal à l'aéroport de Munich par des banques publiques allemandes et mettre le terminal à la disposition de la compagnie Lufthansa. Contestation et plainte émanant de Ryanair, jugement du tribunal de l'UE du 19 mai 2011, affaire T - 423/07 : la commission européenne a ouvert une procédure formelle d'examen quant à l'aide prétendue en faveur de la Lufthansa qui bénéficie comme locataire avec ses partenaires de la Star Alliance de l'usage exclusif du terminal 2 de l'aéroport de Munich, d'autres compagnies utilisant le terminal 1.

La Commission européenne, dans une décision du 3 octobre 2012, C 38/08, JOUE du 29 novembre 2013, a décidé que deux prêts accordés par des banques publiques aux entités gestionnaires du terminal 2 (à capitaux publics et privés, Lufthansa) ne constituaient pas des aides d'État. Les taux d'intérêt sont conformes aux conditions du marché.

Dans une décision du 25 juillet 2012, C 25/07, publiée au JOUE du 19 novembre 2013, la Commission a conclu à l'absence d'aide d'État dans un dossier finlandais, le gestionnaire avait transformé un terminal de fret en terminal 2 réservé aux compagnies à bas coûts, Ryanair ayant l'usage du terminal 2 à l'aéroport de Tampere en Finlande. Le terminal 1 permet un service de qualité, le terminal 2 représente des locaux de qualité basique, sol en béton, quelques fenêtres. Le terminal 2 est donné en location à une filiale. Le gestionnaire ne reçoit aucune aide de l'État finlandais, il perçoit des redevances venant de l'usager. Finavia a agi comme investisseur privé en économie de marché, activité rentable. Sa filiale également en concluant un accord avec Ryanair.

(Bastia, 8 juillet 2020, n° 19/002271 : un litige entre la chambre de commerce d'Ajaccio et Ryanair, à propos d'un contrat de services aéroportuaires, le transporteur irlandais est condamné à payer plus de 470 000 euros.)

#### 6. Les aides à finalité écologique

La Commission a été saisie en 2018 d'une plainte par Ryanair concernant une aide financière accordée à la compagnie espagnole Air Nostrum par la généralité de Valence pour le renouvellement de sa flotte. Subvention annuelle pour trois ans pour permettre à la compagnie de renouveler et écologiser sa flotte. Location, avec option d'achat, de 10 Bombardiers CRJ-1000, plus économes en carburant.

L'aide n'avait pas été notifiée par l'Espagne à la Commission, le gouvernement espagnol estimant que cette aide pour la protection de l'environnement était – sur le fondement d'un règlement général d'exemption par catégorie, art. 36, r. n° 651/2014, - compatible avec le marché commun. La Commission doute de la dispense de

notification.

La Commission a des doutes sur le fond. Il est douteux que cette aide soit conforme aux lignes directrices concernant les aides à la protection de l'environnement

La Commission ouvre la procédure prévue à l'art. 108 § 2 TFUE. JOUE du 20 décembre 2019, C 429/4. Aide d'État SA.50707 (2018/FC).

La procédure est clôturée, la compagnie à raison de l'épidémie renonce en juillet 2020 à l'aide de la communauté valencienne, décision 2021/149 du 17 novembre 2020. L'aide n'avait jamais été versée.

## B. Les dispositions procédurales

La matière aérienne ne présente guère de particularité, on y fait application du droit commun, national et européen.

La notification des aides

Les projets d'aides d'État doivent en principe être notifiés à la Commission. L'aide ne peut être mise en œuvre qu'avec le placet de la Commission.

Les sanctions des aides illicites

La procédure peut prendre une coloration quasi pénale de constatation d'un manquement ou non à la règle, ou être placée sous le signe du droit de responsabilité civile. Se pose la question de la restitution de l'aide si elle est suspecte ou déclarée irrégulière. Différentes instances sont susceptibles d'intervenir : la Commission ainsi que les juridictions nationales, en France les juridictions civiles commerciales ou administratives. Les protagonistes, ce sont le dispensateur de l'aide publique, le transporteur bénéficiaire, les concurrents qui se plaignent d'une concurrence illicite.

### 1. La répression administrative des aides illicites par la Commission européenne

La procédure auprès de la Commission européenne prend une coloration de constatation de l'illicite. La Commission est compétente pour apprécier s'il y a octroi d'une aide licite ou illicite. Contentieux objectif.

La procédure est longue et minutieuse, il s'agit d'une procédure administrative, plusieurs phases donnant lieu à des mesures intermédiaires - susceptibles d'incidents contentieux - se déroulent avant que la Commission ne prenne une décision définitive, elle-même susceptible de recours devant les juridictions européennes.

Le règlement 2015/1589 du 13 juillet 2015 porte modalités d'application de l'article 108 du TFUE. Il a été pris par le Conseil, sur proposition de la Commission et avec l'avis du Parlement européen.

Il faut instaurer une césure : les aides ont été ou non notifiées par l'État à la Commission.

#### α) La notification des aides projetées

Les aides notifiées

La phase préliminaire

La saisine de la Commission

Article 4 du règlement 2015/ 1589

1° temps : la phase préliminaire d'examen

La Commission prend rapidement une décision : ou la mesure n'est pas une aide, ou la Commission prend une décision de ne pas soulever d'objections, ou la Commission prend la décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen.

Le silence conservé pendant 2 mois vaut en principe présomption d'autorisation.

Si la procédure d'examen n'est pas ouverte, les intéressés peuvent contester en justice la décision de ne pas ouvrir cette procédure..

La Commission a en effet l'obligation d'ouvrir la procédure de l'article 108 § 2 TFUE , sans marge d'appréciation, si elle ne peut acquiescer à la suite d'un premier examen qu'une mesure ne constitue pas une aide ou si elle est compatible avec le traité ou si elle ne peut surmonter les difficultés quant à l'appréciation de la compatibilité. C'est l'absence de doutes qui permet à la Commission de ne pas ouvrir la procédure. C'est au requérant de prouver l'existence de doutes, il peut l'établir à partir d'un faisceau d'indices concordants.

Second temps.

La "procédure formelle d'examen" est ouverte par la Commission sur le fondement de l'article 108 § 3 TFUE.

Article 6 du règlement 2015/ 1589

La Commission doute de la compatibilité de la mesure avec le marché intérieur.

Les États et les personnes intéressées présentent leurs observations.

La mesure est attaquant du moment qu'elle emporte des effets juridiques autonomes.

Il y a une présomption d'illicéité.

La clôture de la procédure formelle d'examen par la Commission

Article 9 du règlement 2015/1589

La Commission doit prendre à la fin une décision : la "décision finale"

Soit la mesure notifiée ne constitue pas une aide,

Soit l'aide est compatible avec le marché commun, il y a décision positive.

La Commission peut assortir la décision de condition. On parle de décision conditionnelle.

Soit l'aide notifiée est incompatible avec le marché intérieur, il y a décision négative. L'aide ne peut pas être mise à exécution.

#### β) La procédure en matière d'aides illégales

Il arrive assez fréquemment qu'une aide ait été attribuée par la puissance publique, qu'elle n'ait pas été notifiée à la Commission et que sa licéité soit mise en doute, alors que l'aide continue à être attribuée ou que la totalité du financement public ait déjà donné lieu à un entier paiement.

La Commission peut se saisir elle-même de l'affaire s'il y a un soupçon d'aide illégale, il y a la possibilité d'une auto-saisine.

Article 12 du règlement 2015/1589

La Commission reçoit des plaintes de la part de concurrents. Ce sont des plaintes des parties intéressées. Un formulaire leur est imposé. Articles 24 et 33 du règlement 2015/1589.

La Commission peut estimer que la plainte ne permet pas de déterminer à 1° vue l'existence d'une aide illégale, l'auteur de la plainte doit alors présenter ses observations. La plainte est censée retirée s'il ne répond pas.

La Commission ne doit pas cependant traiter les plaintes à la légère, elle doit apprécier leur sérieux. Sinon elle risque un recours en carence.

Ryanair agit en carence contre la Commission, celle-ci s'étant abstenue de prendre position sur une aide prétendument accordée par l'Allemagne en faveur de la Lufthansa et les autres compagnies de la Star Alliance pour l'usage exclusif du terminal 2 de l'aéroport de Munich. La plainte était de 2005, la Commission avait ouvert la procédure formelle d'examen en 2008. Le recours n'avait plus d'objet, la Commission ayant ouvert la procédure. Il n'y avait dans la plainte aucun élément permettant d'affirmer la présence d'un abus de position dominante du côté de l'aéroport. La Commission n'a pas été en carence, décide le Tribunal le 19 mai 2011.

Les juridictions européennes ont eu à connaître d'un autre contentieux initié par Ryanair qui avait adressé en 2005 et 2006 une plainte auprès de la Commission, la compagnie irlandaise faisait état d'aides attribuées par l'Italie à la compagnie Alitalia ainsi qu'à d'autres compagnies. Ces aides consistaient dans des faveurs diverses, comme des remises de dette consenties à Alitalia, le paiement d'indemnités de licenciement pourtant dues par les compagnies, des remises de frais de carburant ou des réductions de redevances.

La Commission n'avait pas donné suite.

Ryanair a porté l'affaire pour carence devant le Tribunal qui a rendu une décision le 29 septembre 2011, T-442/07.

Un recours en carence n'est recevable que si l'institution a été mise en demeure d'agir par une mise en demeure

suffisamment explicite et précise. La Commission peut estimer sur la base des informations reçues qu'il n'y a pas de motifs suffisants pour se prononcer sur le cas. La carence est admise en l'espèce sur certains points et exclue dans d'autres.

La CJUE a rejeté le 16 mai 2013, C-615/11 P, le pourvoi formé par la Commission.

La Commission européenne était saisie d'informations concernant une aide prétendument illégale. Elle était tenue d'agir en déclenchant la procédure préliminaire d'examen, et de clôturer cette phase préliminaire par une décision. La Commission si elle reste en état d'inaction se trouve en situation de carence.

Les mesures provisoires

Les injonctions de suspension, prises par la Commission, jusqu'à ce qu'elle statue sur la compatibilité avec le marché intérieur

Article 13 § 1 du règlement 2015/1589

Aide en cours d'exécution

Si l'aide n'a pas été notifiée et si elle est en cours d'exécution, l'aide doit être suspendue.

Les injonctions de récupération

Article 13 § 2 du règlement 2015/1589, une possibilité d'injonction est offerte à la Commission, ordonnant la récupération provisoire : absence de doute, urgence, risque pour un concurrent.

À côté des mesures prises par la Commission, il faut faire place aux procédures nationales.

La directive 2019/1 du 11 décembre 2018 tend à doter les autorités nationales de la concurrence de moyens leur permettant de mettre efficacement en œuvre les règles de concurrence.

Le règlement 2015/1589 consacre un article 29 à la coopération avec les juridictions nationales.

C'est le dialogue entre la Commission et les juridictions des États membres.

La juridiction nationale peut demander des informations à la Commission et un avis sur le régime des aides.

La Commission peut adresser des observations aux juridictions.

Mesure non notifiée

La juridiction nationale peut-elle à ce stade de la procédure, avant toute décision finale prononcer la suspension de l'octroi de l'aide non notifiée et ordonner la récupération des sommes versées ?

C'est ce que propose l'avocat général dans la procédure de question préjudicielle posée par la cour d'appel de Coblenz à propos de l'aéroport de Francfort - Hahn. La Lufthansa avait agi contre l'aéroport pour qu'il cesse tout versement et qu'il procède à la récupération des aides procurées à Ryan air sous la forme de conditions et de redevances préférentielles. Affaire C-284/12, JOUE du 8 septembre 2012, C 273/4. Le débat porte sur la sélectivité des aides.

L'avocat général Paolo Mengozzi a remis ses conclusions le 27 juin 2013 dans cette affaire Deutsche Lufthansa c. Flughafen Frankfurt-Hahn. Il n'y avait pas (encore) de décision formelle de la commission constatant l'existence d'une aide d'État. Tant que la décision n'a pas été rendue, l'aide d'État ne doit pas être accordée. La mesure d'aide doit être suspendue du moment qu'est ouverte la procédure formelle d'examen.

L'arrêt rendu par la CJUE, le 21 novembre 2013, Deutsche Lufthansa c. Flughafen Frankfurt-Hahn GMBH, C-284/12, va en ce sens.

Le cadre : la Commission a ouvert la procédure formelle d'examen à l'égard d'une mesure étatique non notifiée en cours d'exécution. La juridiction nationale est saisie par un concurrent d'une demande de cessation et d'une récupération des aides.

C'est à la Commission qu'il appartient de décider si l'aide est compatible avec le marché intérieur. Les juridictions nationales veillent à la sauvegarde des droits des justiciables jusqu'à la décision finale de la commission. Les juridictions nationales doivent remédier à l'exécution des aides pour le temps à courir jusqu'à la décision de la commission. Elles ne doivent pas prendre des décisions allant à l'encontre d'une décision de la Commission, même si elle revêt un caractère provisoire. Les juridictions nationales sont donc tenues de prendre des mesures. Elles peuvent ordonner la suspension de l'octroi de l'aide ainsi que la récupération des montants déjà versés. Elles peuvent également ordonner des mesures provisoires pour sauvegarder les intérêts des parties concernées.

L'ordonnance de la grande chambre de la CJUE du 4 avril 2014, C-27/13, Revue de droit des transports octobre 2014, commentaire 62, par L. Gard, reprend cet enseignement. L'aéroport de Lübeck avait accordé des

avantages à une compagnie à bas prix, Air Berlin, cette mesure n'avait pas été notifiée à la Commission. La Commission a décidé d'ouvrir une procédure formelle d'examen. La juridiction nationale est saisie par un concurrent d'une demande de cessation et d'une récupération des sommes versées. Les juridictions internes ont l'obligation de se conformer à l'appréciation de la Commission. Elles ne doivent pas surseoir à statuer. Elles doivent ordonner la suspension de l'aide et enjoindre la récupération, ou bien ordonner des mesures provisoires de sauvegarde.

Si la juridiction nationale est en désaccord avec la Commission sur l'ouverture de la procédure formelle d'examen et si elle doute qu'il y ait aide d'État, elle peut demander des éclaircissements à la Commission, elle peut aussi saisir la Cour de justice d'une question préjudicielle pour apprécier la validité de l'aide.

Le cas de l'aide déjà pleinement exécutée

Le Tribunal de l'UE a eu à connaître - dans un contentieux concernant les aides accordées par des communes à des clubs de foot des Pays-Bas en difficulté - de la demande d'annulation, de la part d'une entité ayant un droit d'acquisition sur un complexe sportif, de la décision de la Commission d'ouvrir la procédure formelle d'examen, décision Gemeente Nijmegen c. Commission du 3 mars 2015, T-251/13. La Commission avait considéré provisoirement que l'opération de rachat constituait une aide d'État et que la compatibilité avec le marché intérieur était douteuse. Dans cette espèce, la mesure d'aide avait déjà été intégralement exécutée, l'aide ne continuait pas à être attribuée. La mesure d'ouverture d'une procédure formelle d'examen ne produisait pas alors d'effets juridiques autonomes. Il était donc hors de la question de suspendre l'aide. Il n'était pas possible d'exiger à ce stade que l'État exige la restitution de l'aide octroyée. Le requérant est irrecevable dans son recours ; il ne peut pas attaquer, à ce stade de la procédure, la décision de la Commission d'ouvrir la procédure.

La décision finale et définitive de la Commission.

Article 15 du règlement 2015/1589

Quand la décision finale est rendue,

La Commission conclut à la présence ou à l'absence d'aide illicite.

S'il y a constat d'aide illicite, l'auteur de l'aide est tenu de procéder à sa récupération. Article 16 du règlement 2015/1589. La Commission ne dispose cependant pas de pouvoir coercitif direct. L'État qui ne procède pas à la récupération manque à ses obligations. Il peut être condamné par la CJUE. Si le remboursement n'est pas opéré, la juridiction nationale saisie par un concurrent peut ordonner sous la contrainte la restitution à l'État. Il va de soi que cette récupération ne peut intervenir que si le bénéficiaire de l'aide est solvable.

La décision de la Commission peut faire l'objet d'une contestation devant la juridiction européenne, le Tribunal. La décision du Tribunal peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation porté devant la CJUE.

## 2. Le contentieux civil, commercial, administratif, disciplinaire, pénal, devant les instances nationales

Le concurrent qui s'estime lésé par l'aide illicite subit un préjudice, il est désavantagé, il peut agir devant la juridiction civile ou commerciale pour demander réparation de son préjudice financier.

On est alors en matière de responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle.

Le concurrent s'estimant défavorisé peut également songer à contester la mesure d'aide d'État devant la juridiction administrative.

α) Il peut y avoir dans un premier temps une demande de mesures provisoires et conservatoires.

Il est possible que les demandeurs obtiennent une décision dans un État donné et qu'ils veuillent la faire exécuter dans un autre État. Qui peut être ou non un État membre de l'UE.

L'hypothèse où l'État requis est un État membre de l'UE.



Voir l'affaire AS Flylial-Lithuanian Airlines (en liquidation) contre Air Baltic et société à capitaux publics gérant l'aéroport de Riga, Vas Starptautiska Lidosta 'Riga', C-302/13.

Une décision lituanienne doit-elle pouvoir être exécutée en Lettonie ?

Nous disposons des conclusions de l'avocat général Juliane Kokott, présentées le 3 juillet 2014 concernant ce litige portant sur des mesures provisoires et conservatoires prises en Lituanie contre des intérêts lettons, aéroport et compagnie nationale.

La société lituanienne se prétend - à tort ou à raison - victime de désavantages en Lituanie et en Lettonie, face à Air Baltic, elle parle d'une situation concurrentielle déloyale. Elle a assigné la compagnie Air Baltic et la société à capitaux publics à 100 % gérant l'aéroport de Riga, réclamant des dommages-intérêts, devant le tribunal de Vilnius (Lituanie). Elle prétend qu'Air Baltic a bénéficié en Lettonie de redevances réduites et a pu ainsi pratiquer des prix de dumping à Vilnius.

La cour d'appel de Lituanie a pris des mesures provisoires graves à l'encontre des défendeurs, la mise sous séquestre des biens des deux sociétés lettones à concurrence des sommes réclamées qui sont d'un montant considérable. Autour de 58 millions d'euros.

La société lituanienne a ensuite demandé au tribunal de Riga (Lettonie) la reconnaissance de l'arrêt rendu en Lituanie. Le tribunal du 1<sup>o</sup> degré l'a accordé pour l'essentiel. Ainsi que la cour régionale de Riga.

L'affaire a ensuite été portée devant la cour suprême de Lettonie, qui est la juridiction de renvoi et qui pose la question préjudicielle.

Elle demande si on est en matière civile et commerciale et si le règlement européen sur la compétence n<sup>o</sup> 44/2001 (remplacé par le règlement n<sup>o</sup> 215/2012 du 12 décembre 2012 à compter du 10 janvier 2015) est donc applicable.

Se pose la question de la reconnaissance en Lettonie de la décision lituanienne.

Il est fait état de la conformité ou non de la décision lituanienne à l'ordre public de la Lettonie.

L'avocat général estime que cette action en indemnisation pour abus de position dominante relève de la matière civile et commerciale.

L'avocat général s'interroge sur l'éventuelle application de la clause d'ordre public qui permettrait à la juridiction lettone de refuser la reconnaissance à la décision lituanienne. Ce serait le cas face à la violation manifeste d'une règle de droit considérée comme essentielle dans l'ordre juridique de l'état requis ou d'un droit reconnu comme fondamental dans cet ordre juridique. La décision lituanienne voyait son chiffrage contesté.

L'avocat général considère qu'il n'y a pas pour autant atteinte à l'ordre public, il n'y a pas de motifs sérieux pour refuser la reconnaissance.

L'arrêt de la CJUE rendu le 23 octobre 2014 est largement conforme.

L'action exercée en l'espèce vise à obtenir la réparation du préjudice résultant de violations du droit de la concurrence de l'Union, elle relève de la matière civile et commerciale.

Quant à la reconnaissance et à l'exécution des mesures provisoires et conservatoires : la procédure ne doit consister que dans un simple contrôle formel de la part de la juridiction de l'État requis pour l'attribution de la force exécutoire.

Certes, la décision n'est pas reconnue si la reconnaissance est manifestement contraire à l'ordre public de l'État requis. Ce sont les États qui déterminent les exigences de leur ordre public, conformément à leurs conceptions nationales, mais il appartient à la CJUE de contrôler les limites dans le cadre desquelles le juge peut avoir recours à cette notion pour ne pas reconnaître la décision émanant du tribunal d'un autre État membre de l'UE.

Le règlement prohibe la révision au fond. Le tribunal requis ne peut recourir au moyen de défense de l'ordre public que si la reconnaissance ou l'exécution de la décision heurtait l'ordre juridique de l'état requis et porterait atteinte à un principal fondamental.

On faisait état en l'espèce d'un défaut de motivation de la décision lituanienne. L'argument est écarté par la CJUE, il était possible de suivre le cheminement du raisonnement ayant conduit à la fixation du montant des sommes en cause. Les parties avaient la faculté d'un recours et elles en ont usé. Aucune violation de l'ordre public n'a eu lieu. Il n'y avait aucun motif de refuser en Lettonie la reconnaissance et l'exécution de la décision rendue en Lituanie.

β) Le contentieux portant sur le fond

La France

. Le contentieux civil

La demande tend ordinairement à l'obtention de dommages-intérêts et à la cessation de l'illicite.

L'ordonnance du 9 mars 2017 régleme les actions en dommages-intérêts du fait des pratiques anti-

concurrentielles, elle introduit des articles L. 481-1 et suivants dans le code de commerce. Elle ne semble cependant viser que les pratiques anti-concurrentielles visées dans la législation française, ainsi que celles interdites par les articles 101 et 102 du TFUE, ententes et abus de positions dominantes. Un décret de la même date introduit dans la partie réglementaire du code de commerce un certain nombre de dispositions.

. Le contentieux administratif

Il est possible que la légalité de la décision d'octroi de l'aide publique soit contestée, par ex. par un concurrent, devant la juridiction administrative.

CAA Marseille, 29 juin 2020, n° 19MA00499 : la métropole de Montpellier a accordé en 2016 une subvention de 747 500 euros à une association APFTE. Air France conteste la mesure, prétendant qu'elle tend principalement à favoriser son concurrent Ryanair.

Air France a été déboutée en 1<sup>o</sup> instance, l'affaire vient ensuite en appel.

La décision d'attribution d'une subvention constitue un acte unilatéral. Les recours dirigés contre la décision de subvention sont portés devant le juge de l'excès de pouvoir, en particulier par les tiers disposant d'un intérêt pour agir.

La subvention a été motivée pour favoriser l'offre touristique du grand Montpellier, de développer les flux touristiques. La décision de subvention ne mentionne aucun mode de transport, aucun transporteur n'est identifié comme destinataire privilégié des actions de l'association, elle n'affecte pas les conditions de la concurrence entre les entreprises de transport aérien desservant l'aéroport de Montpellier. Air France ne justifie pas d'un intérêt suffisant pour demander l'annulation pour excès de pouvoir contre la convention conclue en application de la décision d'octroi de la subvention.

La mise en cause de la responsabilité de l'État au titre d'un soutien abusif

La contestation des aides peut venir de créanciers impayés victimes de la défaillance du transporteur aérien.

L'arrêt du Conseil d'État du 27 novembre 2020, n° 417165, établit les conditions auxquelles la responsabilité de l'État pourrait être engagée pour soutien abusif de la part de l'État dispensateur d'aides.

La procédure a été lancée par le mandataire liquidateur de la société d'exploitation AOM Liberté.

Le point de départ est le redressement judiciaire de plusieurs sociétés du groupe AOM Air Liberté, dont Swissair était l'actionnaire, prononcé par le tribunal de commerce de Créteil le 19 juin 2001.

Intervient ensuite un jugement adoptant un plan de cession des actifs de ces sociétés à la société Holco.

Un protocole est conclu entre Swissair et Holco, Swissair s'engage à des versements pour assurer la restructuration et la poursuite des activités reprises par Holco.

Holco crée la société d'exploitation AOM Air Liberté pour la reprise des actifs cédés.

Swissair est en défaillance et ne peut pas verser l'ensemble des contributions promises.

La société d'exploitation AOM Air Liberté appelle l'État à l'aide.

L'État va accorder en 2002-2003 un prêt de 30,5 millions d'euros à la société de transport.

L'État accorde au transporteur aérien plusieurs moratoires pour le paiement de la part patronale des cotisations de sécurité sociale, ainsi que pour le paiement des taxes et redevances aéroportuaires.

La société d'exploitation fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire en 2003.

Le mandataire liquidateur de la société, agissant au nom et pour le compte des créanciers de la société, demande à l'État l'indemnisation du préjudice que ceux-ci auraient subi du fait de cette aide ayant aggravé le passif.

La CAA de Paris rejette cette prétention dans un arrêt de 2017.

D'où le pourvoi porté devant le Conseil d'État, qui annule l'arrêt de la cour administrative d'appel.

L'arrêt rendu par la haute juridiction administrative indique les conditions requises pour que l'État soit condamné pour faute, lorsqu'il a accordé une aide à une entreprise, alors même que sa situation était irrémédiablement compromise au moment de l'octroi de l'aide.

Le Conseil d'État spécifie que cette aide n'est pas régie par l'article L. 650-1 du code de commerce, concernant en droit privé la responsabilité des créanciers – comme des établissements financiers – ayant apporté des concours à une entreprise faisant l'objet d'une procédure collective. La solution est propre aux aides publiques.

Il y a faute de l'État si l'aide a été accordée en méconnaissance des textes.

Il y a faute s'il est manifeste qu'à la date de son octroi cette aide était insusceptible de permettre la réalisation d'un objectif d'intérêt général.

Il y a faute si le montant de l'aide était sans rapport avec la poursuite de cet objectif.

L'arrêt précise les conditions d'octroi d'une indemnité en faveur des créanciers lésés.  
Le préjudice allégué doit présenter un caractère certain.  
Il doit exister un lien de causalité direct entre la faute de l'administration et le préjudice allégué par les requérants.

Le Conseil d'État examine ensuite l'arrêt de la CAA pour relever que la juridiction d'appel a commis une erreur de droit en ne faisant pas application des principes posés par lui-même.  
La CAA de Paris avait largement transposé les dispositions de l'article L. 650-1 du code de commerce concernant les hypothèses exceptionnelles où l'éventuelle responsabilité des dispensateurs de crédit peut en droit privé être engagée.  
La cour d'appel avait considéré qu'en principe les aides publiques octroyées à une entreprise privée dont la situation était irrémédiablement compromise à la date de l'octroi de ces aides ne sont pas susceptibles d'engager la responsabilité pour faute de la personne publique du fait que ces aides ont, en permettant à l'entreprise de poursuivre son activité, contribué à creuser son passif.  
A ce principe de non responsabilité de l'État du fait de ces aides, la cour d'appel avait apporté un tempérament : sauf dans l'hypothèse où l'entreprise n'était pas en mesure de refuser ces aides, en raison notamment d'une contrainte exercée à son égard, d'un dol ou d'une immixtion caractérisée dans sa gestion ou si les garanties prises étaient disproportionnées aux concours accordés.

Comme l'arrêt de la cour d'appel n'avait pas mis en œuvre les principes dégagés par le Conseil d'État, celui-ci annule la décision d'appel.

L'État n'a pas la maîtrise absolue des aides accordées aux entreprises chancelantes.  
Le C.E. régule l'emploi des deniers publics.

La situation à l'étranger

Alitalia, société aujourd'hui disparue, avait bénéficié durablement d'un montant d'aides considérable de la part de la République italienne. Nombre de ces aides étaient illicites. Alitalia n'est plus en mesure de les restituer. Les concurrents désavantagés pourraient songer à engager devant les tribunaux italiens la responsabilité de l'État italien pour soutien abusif. Le résultat ne serait pas forcément au rendez-vous.

. La sanction disciplinaire des décideurs publics posant des actes irréguliers

Le président de la chambre de commerce et d'industrie de La Rochelle avait été condamné en juillet 2019 par la cour de discipline budgétaire et financière à payer une amende de 1500 euros. Il avait conclu des contrats et des avenants irréguliers avec deux sociétés de transport aérien à bas coûts et la filiale de l'une des deux. Il s'agissait probablement de Ryanair.

Le Conseil d'État censure la décision dans un arrêt du 7 octobre 2020, n° 433986.

La CCI avait conclu avec ces transporteurs deux types de contrats :

des contrats de prestation de service marketing,

des contrats pour la prestation de services aéroportuaires de desserte aérienne de l'aéroport de La Rochelle.

La cour de discipline budgétaire avait considéré que ces modèles de contrats étaient indépendants, ils avaient été signés à des dates différentes, leur durée n'était pas identique, l'objet des contrats de marketing était de faire la promotion de la région sur le site internet du transporteur sans la limiter à la promotion de la desserte effectuée par cette entreprise.

Le Conseil d'État conteste l'analyse. La cour a inexactement qualifié les faits.

Les transporteurs avaient subordonné le maintien de leur desserte à la conclusion des contrats des contrats marketing.

Les contrats marketing n'étaient pas dissociables des contrats de prestations aéroportuaires et formaient avec eux un même ensemble contractuel.

L'affaire est renvoyée devant la cour de discipline budgétaire, qui s'est à nouveau prononcée, siégeant à la cour des comptes, avec un arrêt du 11 février 2021, publié au JO du 20 février 2021. L'intéressé écope d'une amende de 300 euros.

Le procureur général a demandé à la cour de réduire sa saisine à certains manquements.

Certains faits sont atteints par la prescription de 5 ans.

Des marchés ont été exécutés avant la signature des contrats, ce qui est un manquement aux règles sur les marchés publics.

Les contrats ont été rédigés en anglais, ce qui est regrettable.

Le président de la CCI bénéficie des circonstances atténuantes. L'aéroport de la Rochelle est confronté à une

situation concurrentielle, la compagnie à bas coûts a subordonné le maintien de la desserte à la conclusion de contrats de promotion. La capacité de négociation de la CCI était réduite.

. Les poursuites pénales

La Rochelle

La compagnie Ryanair a établi des relations aériennes avec l'aéroport de La Rochelle, la toile fait état de liaisons, saisonnières ou annuelles, entre La Rochelle d'une part et Londres, Dublin, Marseille, Porto d'autre part.

EasyJet effectue des liaisons avec Lyon.

L'aéroport était jusqu'en 2019 géré par la CCI de Charente Maritime.

La plateforme est désormais entre les mains d'un syndicat mixte, constitué de collectivités locales et de la CCI.

La chambre régionale des comptes de Nouvelle Aquitaine a fustigé des pratiques datant des années 2017/19.

L'aéroport n'est pas rentable selon la chambre des comptes, la fréquentation est assez faible, 230 000 voyageurs, elle relève d'importants déficits d'exploitation structurels. La chambre signale des irrégularités dans l'octroi des aides publiques consenties aux compagnies entre 2017 et 2018. Les aides fournies à Ryanair ne respectent pas les dispositions du code de la commande publique, elles ont été octroyées en l'absence de toute publicité et de mise en concurrence. Certaines aides transitaient par le comité du tourisme Charentes tourisme. Elles apparaissent comme un doublet des aides consenties dans le cadre du contrat entre le syndicat mixte gérant l'aéroport et Ryanair. Les relations entre le comité du tourisme restent purement orales. On ne relève aucun suivi écrit alors que le comité versait 500 000 euros par an au transporteur irlandais pour des actions marketing. Quant au syndicat mixte, il n'exerçait aucun contrôle sur l'usage de la subvention de 1 300 000 euros consentie au comité du tourisme. Les décideurs, soit ont fait preuve d'un amateurisme déconcertant, soit ont eu recours à des montages malhabiles pour conférer aux aides une apparence de régularité. La chambre ne prononce pas les mots de machination ou de fraude à la loi, mais le reproche est sous-jacent. L'objectif de ces pratiques d'une orthodoxie juridique plus que douteuse visait seulement à assurer grâce à l'argent public le maintien des liaisons aériennes en question.

On peut lire sur la toile le Rapport d'observations définitives, Exercice 2019 et suivants, délibéré par la chambre des comptes le 22 février 2023.

La Commission européenne diligente sur ces financements une enquête depuis février 2023.

Le parquet national financier fait pratiquer des perquisitions le 5 décembre 2023.

Le débat, semble-t-il, est de savoir si les aides accordées à Ryanair par la CCI et d'autres instances locales comme le comité du tourisme l'ont été de façon régulière ou s'il y a eu favoritisme et détournement de fonds publics au profit du transporteur irlandais, qui risque alors d'être poursuivi pour recel.

Plus largement, il faut être conscient que la question dépasse le jugement à porter sur les artifices employés par les décideurs locaux pour accorder des aides nécessaires au maintien d'un trafic aérien commercial, interne à la France ou avec l'étranger, en particulier pour susciter la venue en Aunis et Saintonge de touristes en provenance des îles Britanniques. Soit on fait une application brutale et sans nuance des dispositions européennes et nationales, en ce cas il faut mettre fin à l'exploitation commerciale de la plupart des lignes aériennes sur l'aéroport de La Rochelle, ne subsisteront sur la façade Atlantique que les grands aéroports de Bordeaux et de Nantes, on pleurera alors sur le désert français. Soit on entend maintenir une activité médiocre, mais utile, sur un aéroport relativement modeste comme celui de La Rochelle, il faudra alors par nécessité faire appel au financement public, mais à la condition d'observer les normes européennes d'esprit restrictif. Le transport ferroviaire n'est-il pas grandement subventionné par le contribuable français ? La question est d'ordre politique et relève de l'appréciation de l'intérêt général, un savant rapport de la chambre des comptes et l'irruption de gendarmes pour opérer des perquisitions à l'aéroport ne sont en comparaison qu'événements dérisoires.

## **SOUS-PARAGRAPHE II. LES ATTEINTES À LA LOYAUTÉ DE LA CONCURRENCE IMPUTABLES À DES ÉTATS TIERS ET PROFITABLES À DES TRANSPORTEURS ÉTRANGERS**

Si la France soutient plus ou moins discrètement ses transporteurs nationaux, les autres États font de même à l'égard de leurs ressortissants, ils leur accordent aides et subventions, ouvertes ou déguisées. Ces aides peuvent contribuer à perturber le jeu de la concurrence. Les transporteurs européens se plaignent en particulier de la concurrence qui leur est faite par les compagnies du Golfe Persique. Ces États du Golfe sont cependant désormais influents, ils effectuent d'importants investissements en France, ils y achètent du matériel militaire et des avions civils. Il convient de les ménager.

#### Le multilatéral

Certains évoquent la possibilité pour l'OMC de s'emparer de ces dossiers, cf. l'intervention de M. Grard à Québec. D'autres évoquent l'OACI. La convention de Chicago de 1944 reconnaît, dans son préambule, la nécessité pour les services internationaux de transport aérien d'être établis sur la base de l'égalité des chances.

#### Le bilatéral

Les accords bilatéraux de transports aériens indiquent généralement qu'une concurrence loyale doit exister dans le domaine du transport aérien international.

Ainsi l'article 14 de l'accord aérien entre les États-Unis et l'UE de 2007. Si l'une des parties à cet accord estime qu'une aide d'État qu'accorde l'autre partie fausse la concurrence loyale et équitable au détriment des transporteurs aériens peut présenter des observations à la partie qui dispense l'aide, elle peut demander la réunion du comité mixte USA/ Commission/États membres.

L'article AIRTRN.11 de l'accord de commerce du 30 décembre 2020 prévoit que les Parties éliminent toute forme de discrimination qui serait de nature à compromettre les conditions de concurrence loyale et équitable des transporteurs de l'autre Partie. Les Parties coopèrent pour éliminer les obstacles à l'activité des transporteurs aériens, lorsque ces obstacles peuvent entraver les opérations commerciales, créer des distorsions de concurrence ou affecter l'égalité des conditions de concurrence, art. AIRTRN.12.

#### L'unilatéral

Le règlement 2023/2675 du 22 novembre 2023 dote l'Union et ses États membres d'instruments permettant de lutter contre la coercition économique exercée par des États tiers.

Le droit européen établit le principe de la concurrence loyale entre agents économiques, les pratiques visant à fausser le marché sont interdites, l'égalité des chances et des conditions de concurrence équitables doivent régner entre transporteurs aériens de l'UE et transporteurs des pays tiers, opérant dans l'Union.

L'UE avait légiféré.

Le règlement n° 868/2004 était cependant limité aux subventions et pratiques tarifaires déloyales et n'était pratiquement jamais mis en pratique.

L'Union européenne s'est dotée avec le règlement 2019/712 du 17 avril 2019 visant à préserver la concurrence dans le domaine du transport aérien d'un nouvel instrument permettant à la Commission de se livrer à des enquêtes et à prendre des sanctions à l'encontre des transporteurs étrangers ayant tiré profit d'une pratique faussant la concurrence.

Obs. Loïc Grard, Concurrence équitable entre les transporteurs aériens de l'union européenne et des pays tiers, RTD Eur. 2020 p. 412

#### Les pratiques illicites faussant le jeu de la concurrence

L'élément premier, c'est la présence, réelle ou supposée, au moins ab initio, d'une pratique faussant la concurrence, adoptée par un État tiers.

Ces pratiques illicites, ce sont des subventions ou des discriminations. Article 2, chiffre 6, chiffres 8 et 9.

Les subventions : l'État étranger avantage ses entreprises de transport aérien par des prêts, des garanties de prêt, des participations capitalistiques, des compensations de pertes opérationnelles, des crédits d'impôts, un traitement fiscal préférentiel, l'apport de mécanismes de financement. Avantages qui sont supérieurs à ceux accordés par les États de l'UE aux transporteurs européens.

Les discriminations : l'État tiers avantage ses entreprises au niveau des redevances, dans l'usage des installations aéroportuaires, dans la fourniture du carburant, dans les services d'assistance en escale, dans les systèmes informatisés de réservation, dans la répartition des créneaux horaires. La discrimination est tout type de différenciation sans justification objective.

La pratique anticoncurrentielle, pour être condamnable, doit causer un préjudice (ou une menace de préjudice) à un ou plusieurs transporteurs de l'Union. Le transporteur européen est victime d'une différence de traitement.

L'État étranger impose des procédures de dédouanement contraignantes, il fait bénéficier ses transporteurs nationaux de préférences dans l'octroi des créneaux horaires, il est désavantagé dans les services en escale, l'État étranger est peu libéral dans l'octroi des visas à attribuer au personnel du transporteur européen ...

L'article 12 du règlement contient des dispositions concernant la détermination du préjudice affectant les transporteurs européens.

L'aspect procédural

L'article 3 magnifie la fonction de la Commission.

La Commission détermine l'intérêt de l'Union. Celui-ci est déterminé sur la base d'une analyse économique effectuée par la Commission.

La priorité est accordée à la nécessité de protéger les intérêts des consommateurs et de maintenir un niveau élevé de connectivité pour les passagers et l'Union.

Les plaintes

Une plainte peut être introduite par un état membre, un ou plusieurs transporteurs aériens de l'Union, une association de transporteurs aériens de l'Union.

La Commission peut également prendre l'initiative de la procédure.

L'enquête

Vient ensuite l'ouverture de la procédure.

Débute l'enquête.

La commission peut même mener des enquêtes, avec son accord, sur le territoire d'un État tiers.

La Commission peut suspendre l'enquête dans certaines hypothèses : en particulier s'il est plus approprié pour lutter contre la pratique illicite en ayant recours aux procédures de règlement des différends prévues par un accord de transport aérien (ou de services aériens) auquel l'Union est partie ; ou si les États concernés préfèrent recourir aux procédures de règlement des différends prévues par les accords de transport aérien.

La Commission communique à l'État tiers, au transporteur tiers à l'UE, au plaignant ..., les faits et considérations sur la base desquels elle entend adopter des mesures de réparation (ou clore la procédure).

La Commission clôt l'enquête, si les faits ne sont pas établis ou ont cessé.

La procédure est close si la prise de mesures de réparation irait à l'encontre des intérêts de l'Union.

Les sanctions

La Commission adopte des mesures de réparation, si l'enquête a démontré qu'une pratique faussant la concurrence adoptée par une entité tierce a causé un préjudice à des transporteurs aériens de l'Union.

La mesure de réparation est mise à la charge du transporteur étranger à l'UE ayant tiré profit de la pratique faussant la concurrence.

L'UE n'a pas l'audace de condamner l'État étranger favorisant trop ouvertement sa compagnie nationale.

Cette mesure prend la forme d'une obligation financière.

Qui est bénéficiaire de cette mesure de réparation en argent ? L'UE ou la compagnie lésée ? S'agit-il d'une amende administrative ou de dommages-intérêts à caractère indemnitaire ? Il est douteux que le règlement transforme de façon subreptice la Commission en juridiction civile. La mesure financière semble avoir la nature d'une peine.

Elle peut également prendre la forme d'une suspension de droits du transporteur aérien.

Ces mesures ne peuvent pas consister dans une suspension ou une limitation des droits de trafic octroyés par un État européen à un État tiers. Ces mesures ne doivent pas violer les accords de transport aérien conclus avec l'État tiers.

Propos d'un ignorant : Ce règlement ne serait-il qu'un tigre en papier ? La Commission ira-t-elle jusqu'à sanctionner les compagnies du golfe persique ? Les transporteurs étrangers mis en cause ne manqueront pas de prétendre que certains États européens ne sont peut-être pas sans tâche.

## SOUS-CHAPITRE II. LES COOPÉRATIONS ENTRE ENTREPRISES DE TRANSPORT

Les transporteurs pratiquent entre eux des formes variées de coopération à géométrie variable.

Les économistes parlent de coopération et de compétition entre les compagnies.

Ces formes de coopération sont mal connues du public. Elles apparaissent au prétoire seulement quand ces accords de coopération sont suspectés de contrevenir au droit anti-trust.

Romain Papy, L'aviation commerciale et le droit antitrust, thèse, direction L. Grard, Bordeaux, 2011

Le droit européen des pratiques anti-concurrentielles

Le règlement n° 487/2009 du 25 mai 2009 du Conseil concernant l'application de l'article [101] à des catégories d'accords et de pratiques concertées dans le domaine des transports aériens.

Sont envisagées des exemptions par catégorie dans le domaine des transports aériens tant pour le trafic intracommunautaire que pour le trafic entre l'Union et les pays tiers.  
C'est la Commission qui adopte les règlements d'exemption dans les domaines envisagés par l'article 2 § 1.

## SECTION I. LES COORDINATIONS ENTRE TRANSPORTEURS

Les compagnies échangent à l'occasion des relations de bons services réticentes à la systématisation.

### a. Les accords de représentation commerciale

Une compagnie n'a pas dans un aéroport une présence permanente, elle confie sa représentation commerciale à une autre compagnie.

Les contrats d'agence

Les accords interlignes de trafic qui sont les ancêtres des alliances modernes : le voyageur projette un transport donnant lieu à plusieurs vols distincts à faire effectuer par des transporteurs distincts - l'accord interlignes permettait au passager de voyager sur un billet unique, les transferts d'avion sont simplifiés, les réservations faites à l'avance. Ainsi le passager part le matin sur un avion exploité par un transporteur A, il rentre le soir sur un avion exploité par B.

Messieurs Dimitri de Bournonville et Cyril-Igor Grigorieff définissent les accords d'Interlining, dans l'ouvrage collectif « Le droit du financement des aéronefs », et plus précisément dans l'article intitulé, Panorama de la diversité contractuelle, n° 30, p. 35. « Les contrats d'Interlining sont des accords conclus entre compagnies aériennes en vertu desquels une compagnie accepte de permettre à un passager d'une autre compagnie aérienne en correspondance de prendre place sur son vol sans devoir enregistrer à nouveau ses bagages et obtenir une nouvelle carte d'embarquement. »

Les différentes compagnies parties aux accords d'Interlining acceptent d'honorer les billets vendus par d'autres compagnies. Un mécanisme de compensation intervient en conséquence, cf. la thèse de Vincent Correia, n° 66 p. 115

### b. Programmation et coordination des horaires

La commission peut prendre de règlements d'exemption en matière de programmation conjointe et de coordination des horaires de compagnies aériennes.

### c. Consultations tarifaires pouvant déboucher sur des ententes tarifaires

La Commission sanctionne les transporteurs se rendant coupables d'ententes tarifaires, qui ont été dans le passé assez fréquentes.

C'est ainsi que le JOUE du 18 octobre 2014 publiait, page C 371/11, le résumé de la décision du 9 novembre 2010 par laquelle la Commission avait infligé des amendes d'un montant parfois considérable à des transporteurs ayant, en matière de transport de fret, prévu à la charge de leurs clients une surtaxe carburant forfaitaire par kilo sur tous les envois et une surtaxe sécurité. Il y avait eu à l'échelon mondial coordination des politiques tarifaires. Les augmentations s'appliquaient de façon coordonnée. La Lufthansa a bénéficié d'une immunité, d'autres de clémence.

KLM avait demandé, par un recours du 23 janvier 2011, l'annulation de la décision, la réduction de l'amende à titre subsidiaire, affaire T-28/11.

Un recours avait été également formé le 24 janvier 2011 par la compagnie Lan de Santiago du Chili, affaire T-40/11.

Un recours a été formé par la Japan Airlines, T-36/11.

Un autre par Cargolux, T-39/11.

Un autre par Cathay Pacific, compagnie de Hong Kong, T-38/11.

Un autre par British Airways, T-511/09. Cette compagnie avait été condamnée à payer une amende de 104 040 000 euros.

Un autre par Singapore A., T-43/11.

Un autre par la Deutsche Lufthansa, T-46/11.

Un recours formé par Air Canada, T-9/11.

Un recours émanant de SAS Cargo, T-56-11.

Un recours de Martinair Holland, T-67/11



Le Tribunal, dans 13 décisions rendues le 16 décembre 2015, avait annulé la décision de condamnation à l'égard des différents requérants.

La décision du Tribunal constate une contradiction entre les motifs de la décision qui décrivent une seule infraction unique et le dispositif qui constate, soit 4 infractions uniques et continues distinctes, soit une seule infraction unique imputable uniquement aux transporteurs qui sur certaines liaisons auraient participé aux comportements infractionnels. Des logiques contradictoires. Motifs non exempts de toute incohérence interne. Contradictions internes importantes des motifs. Vice de motivation justifiant l'annulation de la décision. On relève quelques différences dans la rédaction des différentes décisions du Tribunal.

[La compagnie British Airways Plc a formé, le 26 février 2016, un pourvoi à l'encontre de la décision du Tribunal la concernant, affaire C-122/16 P.

L'avocat général Paolo Mengozzi a présenté ses conclusions le 30 mai 2017.

Dans la procédure concernant British Airways, cette société n'avait pas demandé, dans ses conclusions, l'annulation intégrale de la décision de la Commission, mais seulement une annulation partielle de celle-ci.

Le tribunal, dans sa décision, avait soulevé un moyen tiré de l'ordre public [contradiction entre les motifs et le dispositif, importantes contradictions internes au sein des motifs de la décision].

Mais le tribunal, s'estimant tenu par le principe interdisant de statuer *ultra petita*, s'était contenté de prononcer l'annulation partielle de la décision demandée par le requérant.

L'avocat général se prononce en faveur du rejet du pourvoi.

Lorsque le juge européen soulève d'office un moyen d'ordre public, il est en principe tenu par le principe *Ne ultra petita*, si le requérant a formé une demande d'annulation partielle de la décision de la commission, le tribunal ne peut pas prononcer une annulation totale de l'acte. Le principe *Ne ultra petita* est le corollaire du principe dispositif. Le juge ne peut aller au-delà des conclusions des parties. Le juge se prononce sur ce qui est demandé et seulement sur ce qui lui est demandé. *Neat iudex ultra petita partium*. Le pouvoir d'annulation du juge est limité aux conclusions des parties. La partie de la décision qui n'a pas fait l'objet d'un recours continuera à produire des effets juridiques en dépit de son illégalité. Il revient aux parties de déterminer l'objet du litige sans que le juge puisse dépasser les limites tracées par celles-ci.

L'arrêt de la CJUE du 14 novembre 2017 va dans ce sens, le pourvoi est rejeté.]

La Commission ne s'est pas déclarée vaincue dans ce dossier.

Elle a en effet pris, le 17 mars 2017, n° C (2017) 1742, JOUE du 14 juin 2017, une nouvelle décision pour sanctionner l'entente anti-concurrentielle. Les transporteurs mis en cause sont sanctionnés pour avoir coordonné leurs politiques tarifaires en matière de fret aérien, en ce qui concerne la surtaxe carburant et la surtaxe de sécurité – ainsi que le paiement sur celles-ci. Ces transporteurs imposaient à leurs clients une surtaxe forfaitaire par kg sur tous les envois et les augmentations étaient réalisées de manière coordonnée.

Air France KLM et Air France ont ainsi été condamnés à une amende de 182 920 000 euros.

Les compagnies ont alors formé un recours devant le Tribunal de l'UE.

Ainsi, T-323/17, 29 mai 2017, recours de Martinair Holland, et d'autres. Audience le 2 juillet 2019.

Ainsi, T-337/17, 20 mai 2017, recours d'Air France-KLM, JOUE du 7 août 2017, C 256/32. Audience le 12 juin 2019.

Ainsi, T-326/17, 29 mai 2017, recours d'Air Canada, plaidoirie le 19 juin 2019

Ainsi, T-338/17, 30 mai 2017, recours d'Air France, JOUE du 21 août 2017, C 277/46. Audience le 13 juin 2019.

Le site Curia ne mentionne pas de décisions rendues dans ces affaires.

La Commission européenne peut prendre des règlements d'exemption concernant les consultations tarifaires pour le transport de passagers de bagages et de marchandises sur les services aériens réguliers.

d. Accords d'exploitation conjointe de services aériens. Accords de pool

La Commission peut prendre des règlements d'exemption à propos des accords d'exploitation conjointe sur des services aériens réguliers nouveaux ou de faible densité

e. La répartition des créneaux horaires

La Commission peut exempter les accords relatifs à la répartition des créneaux horaires dans les aéroports et l'établissement des horaires.

- f. Exploitation en commun de " systèmes informatisés de réservation " pour les disponibilités, la gestion des horaires, les tarifs, les réservations et éventuellement la délivrance des billets

Laurence Saglietto, L'émergence des systèmes informatisés de réservation au cœur du réseau des transports aériens, Revue d'économie industrielle, volume 98, 2002, p. 75-93.

Les compagnies possèdent leur système interne de réservation. Les clients réservent de plus en plus souvent en ligne, ils contractent alors directement avec la compagnie.

Il existe également depuis 40-50- 60 ans plusieurs sites, rivaux, centralisés regroupant les offres de différentes compagnies, gérés par des sociétés qui avaient été fondées initialement par des transporteurs, ceux-ci en étant, au moins dans un premier temps, actionnaires.

S.I.R., systèmes informatisés de réservation  
C.R.S., computer reservation system

Sabre est la création, en 1960, d'American Airlines, le siège est à Southlake, au Nord-Ouest de Dallas, dans le Texas.

Galileo a été fondé en 1987 par des compagnies américaines et européennes. Mariage avec Apollo. Contrôlé par Travelport, ayant son siège à Langley, en Angleterre.

Worldspan avait été fondé par Delta, TWA et Northwest, entré dans le groupe Travelport.

Amadeus a été fondé par Air France, Iberia et Lufthansa. C'est une société ayant son siège à Madrid. Ses titres sont cotés en bourse. Les grandes compagnies ne semblent plus figurer parmi les principaux actionnaires. Opodo serait une filiale.

Le système suppose pour fonctionner : une base de données délivrées par les compagnies, un management des données, un système de traitement des données et un accès à une connexion globale de télécommunication. Ce qui implique un coût important.

Nombre de réservations en matière de transports aériens continuent à s'effectuer par les systèmes de réservation par voie informatique dits SIR, CRS en anglais.

Les personnes qui y ont accès par abonnement - en particulier les agences de voyages pour le compte de leurs clients -

se voient communiquer par affichage une information sur les services offerts par les transporteurs, les horaires, les tarifs, les places disponibles et elles font leurs choix.

Les transporteurs fondateurs et propriétaires de ces systèmes se sont parfois livrés à des pratiques restrictives de concurrence, les transporteurs fondateurs et contrôlant ces systèmes procédaient à l'affichage en priorité de leurs propres vols, les tarifs d'accès étaient parfois très élevés, les agences de voyages grosses utilisatrices bénéficiaient de certains avantages financiers, ce qui a entraîné face à ces dérives, outre celle du pouvoir américain ou du gouvernement canadien, l'intervention du législateur européen.

Un règlement du 24 juillet 1989 avait été publié. Le code de conduite de 1989 avait été modifié plusieurs fois. Il est abrogé.

Le règlement européen n° 80/2009 du 14 janvier 2009 instaure un code de conduite pour l'utilisation des SIR.

Le règlement envisage la présence de plusieurs protagonistes.

Le « vendeur de système » est celui qui exploite son SIR.

Le vendeur de système est astreint à un audit tous les quatre ans pour exposer son actionnariat et son mode de gouvernance.

Les « transporteurs associés » sont des transporteurs aériens qui exercent le contrôle sur le vendeur de système. Ils sont les actionnaires de la société vendeur de système qui gère le SIR.

Le vendeur de système doit indiquer quels sont les transporteurs aériens qui entrent dans la composition de son capital.

La réglementation européenne exige une stricte neutralité et impartialité de la part des « transporteurs associés ».

On nomme « transporteur participant » le transporteur qui accepte d'assurer la distribution de ses produits de transport par l'intermédiaire d'un SIR. Le SIR ne doit pas le faire bénéficier d'un traitement particulier. Tous les

transporteurs participants doivent être placés sur un pied d'égalité.

Les transporteurs aériens dits participants paient un prix au vendeur de système pour être référencés.

Chaque transporteur qui a recours au SIR peut se lier avec un autre SIR, il peut également conserver son propre système de réservation par internet.

Un « abonné » - par exemple une agence de voyages - est une entreprise qui est liée par contrat au SIR, elle réserve pour le compte d'un client des produits de transport aérien.

Un abonné peut également s'abonner avec d'autres vendeurs de système.

L'abonné peut résilier le contrat le liant au vendeur de système. Plus facilement s'il est une petite entreprise, art. 6 § 2.

L'affichage principal.

C'est l'information qui est donnée à l'abonné qui utilise et consulte le système. L'affichage mentionne ordinairement les prix, tarifs, redevances et taxes. Les escales doivent être mentionnées. Les services réguliers sont indiqués, les services non réguliers le sont éventuellement.

L'abonné, s'il est d'accord, passe commande ; il effectue la réservation pour le compte du consommateur, son client.

L'annexe I contient les règles applicables aux affichages principaux.

Il convient d'imposer un affichage initial qui soit neutre sans favoriser un transporteur participant au système au détriment d'un autre. Il faut accroître la transparence des services de transport proposés par les transporteurs participants, sans influencer indûment les agences et les clients.

L'art. 7 du règlement de 2009 contient des dispositions concernant les données relatives à la commercialisation, aux réservations et aux ventes. Ces données sont portées à la connaissance du vendeur de système. Celui-ci peut les diffuser auprès de tous les transporteurs participants (et associés). Ceux-ci cependant ne doivent pas les utiliser pour influencer le choix des abonnés. L'identité de l'abonné n'est pas en principe révélée. Encore moins celle des personnes physiques ayant acheté un billet ou effectué une réservation.

La Commission veille à l'application des dispositions du règlement, elle a un pouvoir d'enquête et de sanction.

Au-delà des SIR, ces systèmes se sont diversifiés et ont élargi leur rayon d'action, ils se sont transformés en GDS, Global Distribution System. Ce sont des plateformes électroniques permettant aux agences de voyages de connaître en temps réel les vols disponibles, les chambres d'hôtel disponibles, les voitures en location. Le métier ne concerne plus seulement la réservation de places d'avion, mais s'étend à la réservation de billets de train et à l'hôtellerie et plus largement aux pratiques du tourisme de masse.

Ces différents systèmes sont concurrencés, sur le net, auprès des voyagistes et de la clientèle privée, par des centrales de réservation facilitant la distribution des billets d'avion.

g. Les accords d'échange de matériel volant. La banalisation

## SECTION II.

### LES ASSOCIATIONS et ENTENTES ENTRE TRANSPORTEURS

Les formules rencontrées dans la pratique sont diversifiées, les liens noués entre transporteurs sont d'intensité variable, ils peuvent aller d'une association à portée limitée jusqu'à la constitution d'une entreprise unique.

- constitution de coopératives d'achat de matériel aéronautique

- constitution d'une structure commune pour l'entretien des appareils aériens et l'achat des pièces de rechange

## SOUS-SECTION I. LES FRANCHISES

La franchise est une relation où un franchiseur donne à un franchisé un savoir commercial plus ou moins original. Le franchisé entre dans le réseau du franchiseur. Le franchiseur est en général une compagnie importante, le franchisé est souvent une compagnie régionale (ou une filiale) qui assure un trafic local sous la marque, sous les couleurs et sous le logo du franchiseur.

Le franchiseur se fait rémunérer les services qu'il rend au franchisé.

Mise en commun éventuellement des programmes de fidélisation de la clientèle pour les grands voyageurs.

Voir sous l'angle de la soumission à la TVA (billets émis et non utilisés) les relations entre Air France et Brit Air, question préjudicielle posée par le Conseil d'État en date du 12 juin 2014, C-289/14, JOUE du 11 août 2014.

(L'accord aérien États-Unis/Europe de 2007 contient une annexe 5 concernant le franchisage et la marque. Ces accords sont reconnus licites. La capacité du transporteur à exister en dehors de la franchise ne doit pas être mise en danger. Il faut assurer la communication aux consommateurs de l'identité du transporteur exploitant le service. Le franchisé utilise la marque du franchiseur. On affiche sur l'aéronef du franchisé les couleurs et le logo de la marque du franchiseur. L'accord prévoit des frais de licence. On prévoit la participation des passagers volant sur les aides du franchisé aux programmes de fidélisation pour grands voyageurs prévus par le franchiseur. Le franchiseur et le franchisé ont le droit de dénoncer l'accord de franchise. Les accords de franchise sont distincts de l'accord de partage de code.)

## SOUS-SECTION II. LES ALLIANCES

On assiste à l'époque contemporaine sous le nom d'alliance à la mise en place d'un petit nombre de réseaux de transporteurs opérant dans les principales régions du monde : les transporteurs participant à l'Alliance conservent leur personnalité, les prises de participation capitalistique par un transporteur européen dans une entreprise américaine était interdite, réciproquement une entreprise américaine ne pouvait pas prendre le contrôle d'un transporteur européen. L'Alliance doit donner le sentiment auprès de la clientèle qu'il s'agit d'une entreprise unique, gérant un réseau unifié, effectuant des transports aériens dans le monde entier par l'intermédiaire de transporteurs nationaux.

Les grandes alliances mondiales regroupent des transporteurs européens, américains, asiatiques ... et effectueraient près de 3/4 du trafic des passagers au niveau mondial.

Certaines compagnies entrent dans une alliance et passent dans une autre quelques années plus tard.

Les principales compagnies à bas coûts n'entrent pas dans ces structures.

**Sky Team** réunit une vingtaine de membres autour d'*Air France-KLM* et de *Delta*, (*Aeroflot*), *Aerolineas Argentinas*, *ITA Airways*, *Kenya A*, *Middle East A*, *Saudia*, *China Eastern*.

Le siège du management se trouve à Schiphol.

Certains membres de l'alliance détiennent des participations dans le capital d'autres partenaires de la même alliance, c'est le cas d'*Air France-KLM*, ayant *Delta* et *China Eastern*, dans son capital.

**Star Alliance** est constituée de 26 membres autour de la *Lufthansa* / *Air Canada* / *United Airlines* / *LOT* / *TAP* / *SAS* / *ADRIA* / *Thai Airlines* / *Asiana* / *Air China* / *ANIPPONA* / *Avianca Brasil*. Le support de l'alliance fondée en 1997 est une société de siège allemand implantée à Francfort.

Star Alliance, des alliances existantes, est celle qui réunit les transporteurs faisant le trafic le plus élevé.

**OneWorld Alliance**

C'est une alliance formée de / *British Airways* / *Iberia* / *American Airlines* / *Cathay Pacific* / *Japan A.*, *Tam Linhas* et *Lan Chile* / *Qatar Airways*.  
Le support est constitué par une société ayant son siège à New York.

L'alliance peut constituer dans certains cas un éventuel préliminaire à des opérations futures de fusions ou de concentration d'entreprises.

Le fonctionnement des alliances

#### 1. Le fonctionnement interne de l'alliance de transporteurs aériens

. Le fondement juridique de l'alliance : les solutions varient, l'alliance peut reposer sur le support d'un contrat international de co-entreprise, d'un accord instituant l'équivalent d'un GIE ou d'une société en participation. L'alliance a le plus souvent une société commerciale personnifiée comme support.

Les transporteurs face à la crise économique, à la récession, au prix du carburant, doivent réduire leurs coûts pour survivre. L'alliance entre transporteurs permet des économies d'échelle sur la maintenance, la restauration et l'assistance aéroportuaire.

L'alliance peut être à géométrie variable : un noyau dur, un accord cadre, le partage de code, les programmes de fidélité, l'utilisation des salons d'attente. Certains membres de l'alliance peuvent nouer entre eux une coopération plus poussée.

. Le gouvernement de l'alliance

. Les aspects financiers. Des flux financiers se produisent entre les compagnies adhérant à l'alliance. La compagnie qui place les billets prend une commission sur le prix des vols effectués par les alliés. L'éventuel partage des coûts et des revenus dans l'exploitation en commun de certaines lignes.

#### 2. L'alliance dans ses relations avec les passagers demandeurs d'un transport constitué de plusieurs vols

Les transporteurs réunis dans l'alliance offrent à la clientèle un grand nombre de destinations.

Le billet unique est délivré au passager qui va effectuer une série de vols. Un seul enregistrement.

Chaque compagnie aérienne est identifiée par un code composé d'un ensemble de 2 lettres.

Le partage de code d'identification est défini, par un texte européen, comme un ensemble de dispositions par lesquelles un exploitant place son code d'identification sur un vol effectué par un autre exploitant, il vend et il émet des titres de transport pour ce vol, alors qu'il ne l'effectue pas personnellement. Le transporteur vend et délivre des titres de transport portant son code pour des vols qui seront en fait effectués par une autre compagnie. (L'arrêté du 31 juillet 2015 relatif à l'autorisation de partage de codes des entreprises de transport aérien titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France définit, à son article 2, le partage de codes comme l'accord par lequel un transporteur contractuel utilise un indicatif de vol qui lui est propre pour commercialiser conjointement un vol d'un transporteur de fait)

Lorsque l'accord relatif au partage de code implique l'exploitant d'un pays tiers, l'autorité publique effectue une vérification sous l'angle de la sécurité, ARO.OPS.105, elle s'assure que l'exploitant extra européen satisfait aux normes de l'OACI.

Le transporteur qui effectue réellement le vol accroît le taux de remplissage de l'avion, ils transportent des clients qui lui sont amenés par les compagnies avec lesquelles il est en réseau. Les autres compagnies offrent à leur clientèle des relations sur des vols qu'elles ne desservent pas personnellement.

Les escales et les correspondances : les salons d'attente

La politique de fidélisation de la clientèle par l'attribution de points ou de milles - calculés au niveau de l'alliance - donnant des voyages gratuits.

La légalité des alliances : la compatibilité des alliances avec le droit antitrust : le maintien de la concurrence : les transporteurs membres de l'alliance risquent sur certaines plate formes d'être les seuls à intervenir ; il sera ainsi difficile à d'autres transporteurs d'entrer sur un tel marché.

La validité des alliances est, dans l'ensemble, admise, à la condition que les transporteurs prennent un certain nombre d'engagements pour sauvegarder le jeu de la concurrence.

Le droit européen

Communication de griefs le 15 juin 2006 par la Commission aux transporteurs membres de l'alliance Sky Team. Ces transporteurs répondent et prennent divers engagements, 2007/C 245/13, JOUE 19.10.2007. Ils s'engagent à

libérer des créneaux horaires pour permettre à des concurrents d'exploiter de nouveaux services et de partager les programmes de fidélité avec le nouvel arrivant, conclure avec lui des accords interlignes pour offrir des voyages aller et retour, un premier vol exploité par le nouvel arrivant, le second par les parties à l'alliance ...

L'entreprise commune de partages des recettes entre British Airways, American Airlines et Iberia, couvrant leurs services de transport de passagers sur des liaisons entre l'Europe et l'Amérique du Nord : coopération sur les horaires, les capacités, les tarifs, les stratégies commerciales : la Commission craint l'existence d'atteinte à la concurrence sur un certain nombre de ces lignes, la concurrence disparaît entre les trois transporteurs, elle peut être difficilement exercée par des transporteurs concurrents. La Commission agréée des engagements pris par les trois compagnies : abandon de créneaux horaires à Londres pour permettre des vols de la part de concurrents, ouverture des programmes de fidélisation aux clients des concurrents, disponibilité à conclure avec des concurrents des accords de combinabilité (sic) tarifaire ..., communication de la Commission 2010/C 58/07, JO 10.3.2010.

La commission a publié une communication, en conformité avec l'art. 27 du règlement n° 1/2003 dans l'affaire COMP/39.595, JOUE du 21 décembre 2012, C 396/21. Le point de départ est la constitution d'une entreprise commune entre Air Canada, United Airlines, Continental Airlines et Lufthansa pour l'ensemble de leurs services sur les marchés transatlantiques, au sein de cette entreprise commune ces transporteurs (qui relèvent de Star Alliance) coopèrent en matière de tarifs, de capacités, d'horaires et de stratégies commerciales ; la commission a relevé en particulier des restrictions du jeu de la concurrence sur la liaison Francfort - New York pour les passagers de première classe. Les parties concernées ont proposé des engagements pour correspondre aux préoccupations de la Commission : libérer des paires de créneaux horaires au profit de concurrent, conclure avec des concurrents des accords de combinabilité tarifaire, ouvrir à des concurrents les programmes de fidélisation. La Commission a décidé le 23 mai 2013 de rendre ces engagements obligatoires, JOUE du 13 juillet 2013.

La Commission européenne a connu d'un accord de co-entreprise consistant de la part d'Air France, KLM et Delta dans l'exploitation en commun des services de transport sur les liaisons Atlantique Nord. La coopération porte sur les tarifs, les capacités, les horaires et les stratégies commerciales. La Commission craint une restriction de concurrence sur les liaisons Amsterdam-New York, Paris-New York et Rome-New York, la concurrence a cessé sur ces trois liaisons. Les compagnies, pour éviter une condamnation, ont accepté de prendre des engagements : libérer des créneaux au choix d'une compagnie désirant entrer et desservir la ligne, conclure des accords de combinabilité tarifaire avec un prestataire rival, conclure des accords portant sur les quotes-parts sur le trafic, ouvrir les programmes de fidélisation. Voir la communication de la commission publiée au JOUE du 23 octobre 2014, C 376/12. Le JOUE du 27 juin 2015, C 212/5, publie un résumé de la décision de la Commission du 12 mai 2015 rendant juridiquement contraignants les engagements souscrits par Air France, KLM, Alitalia et Delta.

Une décision de la Commission du 25 juillet 2016 concerne les engagements pris par Lufthansa à propos des lignes Zurich- Stockholm et Zurich-Varsovie. La Commission avait imposé dans une décision du 4 juillet 2005 des engagements aux transporteurs allemand et suisse. La Commission, en 2016, refuse la révision ou l'exemption de certains de ces engagements.

La Lufthansa a formé un recours, elle demande au Tribunal, affaire T-712/16, d'annuler la décision de la Commission, JOUE du 12 décembre 2016, C 462/28. Plaidoirie le 14 septembre 2017. Décision rendue le 16 mai 2018. Cf. infra à propos de la concentration Lufthansa – Swiss Air.

Le droit américain

10 juillet 2009 : le secrétaire américain aux transports, USA Dot, Department of Transportation, accorde une immunité antitrust à différentes compagnies constituant l'alliance Star Alliance.

### Sous-Section III. Les concentrations d'entreprises de transport aérien

Certains observateurs pronostiquent l'apparition à moyen terme de grands mastodontes du transport aérien mondial.

Des concentrations interviennent déjà entre compagnies européennes.  
En Europe, la Lufthansa contrôle et a fait entrer dans son groupe des compagnies belge, suisse, autrichienne.  
Air France et KLM sont des compagnies filiales de la holding Air France - KLM.  
British Airways et Iberia dépendent de la même holding.  
Aux États-Unis, des concentrations ou des fusions ont été également réalisées.

D'importants obstacles de droit subsistent cependant pour créer un groupe de sociétés réunissant des compagnies relevant de différentes souverainetés.

Le souci de l'indépendance nationale : l'interdiction classique des prises de contrôle du capital dans les compagnies étrangères. Une compagnie européenne ne peut pas contrôler une compagnie américaine, une compagnie américaine ne peut pas contrôler une compagnie européenne.

Les choses changent doucement.

Peut-on imaginer à terme une holding contrôlant des compagnies européennes et des compagnies américaines ?  
Quelles sont les solutions actuelles ?

Les solutions issues de l'accord aérien entre l'Union européenne et les États-Unis

Il faut distinguer entre la prise d'une participation dans le capital, la détention des droits de vote à l'assemblée, la nationalité des dirigeants et la composition des conseils d'administration.

Aux États-Unis, le président et les 2/3 du conseil d'administration et des membres de la direction doivent en principe être citoyens américains ; au moins 75 % des actions avec droit de vote doivent être la propriété de citoyens américains ; la société doit être sous le contrôle effectif de citoyens américains.

L'accord Europe-États-Unis permet-il de déroger à ces dispositions d'esprit nationaliste ?

L'accord Europe/ États-Unis a été conclu en deux temps.

L'accord initial : l'accord de transport aérien du 27 avril - 30 avril 2007. Application provisoire à partir du 30 mars 2008

Annexe 4

Les Américains peuvent-ils détenir des participations dans le capital des sociétés européennes de transport aérien ? Oui, mais à la condition que les européens demeurent propriétaires majoritaires et que le transporteur aérien européen demeure sous le contrôle effectif de ressortissants européens.

Les européens peuvent-ils détenir des actions dans le capital des compagnies américaines de transport aérien ?

Oui, mais sous 2 conditions :

1. Les ressortissants étrangers ne doivent pas détenir plus de 25 % des actions avec droit de vote d'une société américaine.
2. Les ressortissants étrangers ne sont pas autorisés à détenir le contrôle effectif d'un transporteur aérien des États-Unis.

Si des européens détiennent 25 % des actions avec droit de vote et/ou 49,9 % du capital, cette détention n'est pas en soi constitutive d'un contrôle du transporteur américain. La situation n'est donc pas interdite.

En revanche, si des ressortissants européens détiennent plus de 50 % du capital d'un transporteur américain, il n'y a pas là une présomption de contrôle, cette détention est examinée cas par cas.

Le protocole de Luxembourg du 24 juin 2010 modifiant l'accord de transport

Le protocole est appliqué à titre provisoire dans la mesure autorisée par le droit interne, à compter de la date de la signature.

Nouvelle rédaction de l'article 21 de l'accord : extension des possibilités. Faciliter l'accès des transporteurs aux marchés mondiaux de capitaux afin de mieux refléter les réalités de l'industrie aéronautique mondiale.

Le comité mixte examine les modifications législatives.

Les rédacteurs de l'accord ont envisagé un éventuel assouplissement du dispositif protectionniste américain, tout dépendant de l'évolution de la législation votée par le Congrès : le comité mixte confirmera alors que les dispositions législatives et réglementaires des États-Unis autorisent la détention d'une participation majoritaire dans leurs transporteurs (américains), ainsi que le contrôle effectif des compagnies de transport américaines par des ressortissants européens.

Si cette hypothèse se réalise, l'Europe autorisera - sur la base de la réciprocité - les Américains à détenir une

participation majoritaire dans les transporteurs européens et de prendre le contrôle effectif de compagnies européennes.

Les solutions figurant dans l'accord aérien entre l'Europe et Israël du 10 juin 2013, art. 5 : le comité mixte peut autoriser un investisseur européen à prendre une participation majoritaire dans le capital d'un transporteur israélien ou en prendre le contrôle, et réciproquement

Le droit antitrust

Il existe dans nombre de législations des dispositions permettant au pouvoir politique de contrôler, de réguler, à la limite d'interdire des concentrations d'entreprises mettant en jeu le maintien de la concurrence. Cette législation est applicable à l'industrie du transport aérien, qu'il s'agisse de la législation nationale ou de la réglementation européenne mise en œuvre par la Commission.

La législation interne est applicable aux concentrations de dimension moyenne.

La législation européenne trouve son fondement dans le règlement n° 139/2004 du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations.

La Commission possède un certain pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne les appréciations d'ordre économique.

Les prises de contrôle opérant entre entreprises européennes sont en général validées, mais sous conditions.

La Commission européenne est dans l'ensemble hostile à la création de lignes à monopole.

La Commission impose fréquemment aux transporteurs aériens voulant fusionner l'abandon de certains créneaux horaires.

. La Lufthansa a pris en 2005 le contrôle de Swiss Air : la décision de la Commission du 4 juillet 2005, autorisant la prise de contrôle, faisait état d'engagements pris par la compagnie allemande concernant en particulier les tarifs des lignes Zurich- Stockholm (desservie également par la SAS) et Zurich- Varsovie (également desservie par Lod). La compagnie allemande demande en 2013, à raison de l'évolution du marché, la révision de certains engagements qu'elle avait pris en 2005, en particulier en matière de tarifs sur les lignes en question. Ces lignes sont uniquement desservies par deux compagnies, dont le groupe Lufthansa. Les transporteurs desservant chaque ligne (Luft., SAS ou LOD) ont conclu entre eux un accord de partage de codes. Refus de la Commission, 25 juillet 2016. La compagnie allemande forme un recours le 5 octobre 2016, affaire T-712/16. Le Tribunal dans un jugement du 16 mai 2018 annule seulement la disposition de la décision de la Commission portant sur la ligne Zürich - Stockholm. Le recours est rejeté pour le surplus.

. Air France KLM : rejet par le tribunal de première instance, 4 juillet 2006, T-177/04, de la demande d'EasyJet d'annulation de la décision de 2004 autorisant la concentration entre Air France et KLM

. La volonté contrariée de Ryanair de prendre le contrôle d'Aer Lingus

Ryanair avait commencé par prendre une participation minoritaire dans le capital d'Aer Lingus, sa concurrente irlandaise.

Décision de la Commission du 27 juin 2007 interdisant l'OPA lancée par Ryan air sur le capital d'Aer Lingus.

La Commission n'ordonne cependant pas à Ryanair de sortir du capital d'Aer Lingus, Ryanair ne détient qu'une participation minoritaire.

Le président du Tribunal de 1<sup>o</sup> instance, dans une ordonnance du 18 mars 2008, refuse de prendre des mesures provisoires pour interdire à Ryanair d'exercer ses droits de vote dans les assemblées d'Aer Lingus.

Ryanair a ensuite relancé le projet d'OPA sur son rival irlandais, notification 2009/C 14/13, JO 21.1.2009.

À nouveau, notification reçue par la Commission européenne d'un projet de concentration par lequel Ryanair prend le contrôle d'Aer Lingus par offre publique d'achat annoncée le 19 juin 2012, JOUE du 2 août 2012, C 231/4.

La Commission a déclaré dans une décision du 27 février 2013 ce projet de concentration incompatible avec le marché intérieur, JOUE du 30 juillet 2013, C 216/22.

La Commission se refuse ainsi à favoriser la naissance d'un transporteur important basé sur l'Irlande et plus largement sur les îles britanniques.

Le Tribunal rejette le 6 juillet 2010 les recours formés par les deux compagnies irlandaises.

[Aer Lingus est désormais incorporé dans le groupe IAG, aux côtés d'Iberia et de British Airways, cf. infra]



. Une décision du 17 décembre 2008 autorisant KLM - contrôlé par la société holding Air France KLM - à prendre le contrôle de la société charter et transport régulier Martinair : l'offre en gros de places d'avion aux voyageurs constitue un marché distinct du marché de la fourniture de services de transport aux clients finaux (= passagers isolés), JO 4.3.2009

. Une décision du 22 juin 2009 valide une opération de concentration par laquelle Lufthansa prend le contrôle de la société holding qui détient Brussels Airlines, JOUE 4.12.2009. Abandon de créneaux horaires sur quatre liaisons.

. Une décision de la Commission du 28 août 2009 valide l'opération par laquelle Lufthansa acquiert le contrôle exclusif d'Austrian Airlines, JOUE du 22.1.2010. L'opération de concentration a été jugée compatible avec le marché commun. Lufthansa a accepté de libérer certains créneaux horaires sur certains aéroports européens. Une décision du même jour concerne l'aide accordée par l'État autrichien pour travailler à la restructuration de la compagnie autrichienne, JO 9.3.2010, la compagnie s'est astreinte à réduire pendant plusieurs années sa capacité en sièges-km.

Cette décision a fait l'objet d'un recours de la part du transporteur autrichien Nikki Luftfahrt, T-162-10. Arrêt rendu par le Tribunal le 13 mai 2015. Le recours est rejeté. Commentaire par L. Idot, Europe juillet 2015, 270 ; chronique 1 assez réservée de Catherine Prieto à Contrats Concurrence Consommation, février 2016.

. La concentration entre British Airways et Iberia. Absence d'opposition de la part de la Commission, 14 juillet 2010.

Virgin Atlantic Airways a formé le 1<sup>o</sup> août 2012 un recours, contestant une décision de la Commission du 30 mars 2012 rendue dans une affaire IAG/BMI, JOUE du 29 septembre 2012, affaire T-344/12

. La concentration entre Olympic Air et Aegean Airlines. Opposition, 26 janvier 2011. Recours introduit le 4 avril 2011 demandant au Tribunal de l'UE d'annuler la décision de la Commission du 26 janvier 2011, affaire T-202/11.

Nouvelle concentration notifiée le 28 février 2013 à la commission entre Aegean et Olympic Air, JOUE du 9 mars

2013, C 70/30. La Commission engage la procédure le 23 avril 2013, JOUE du 30 avril 2013 C 124/1.

La commission européenne a autorisé, le 9 octobre 2013, le rachat d'OLYMPIC par Aegean. Si ce rachat avait été refusé, Olympic aurait, de toute manière, disparu.

Cf. Girard, Revue droit tr. janvier 2014, Chr. 1, n°18.

. Notification du projet de concentration entre United Airlines et Continental Airlines, 21 juin 2010

. Décision de la Commission en date du 14 novembre 2012 : IAG acquiert British Midlands Limited, sous condition de libérer des créneaux horaires à Heathrow, la commission a préféré sur une liaison avec Édimbourg l'offre présentée par Virgin Atlantic à celle présentée par Aer Lingus. Cette compagnie demande l'annulation de la décision, affaire T-101/13, JOUE du 6 avril 2013, C 101/31.

. Le projet avorté de fusion entre la société américaine UPS (United Parcel Services) et l'entreprise néerlandaise TNT, entreprises de transport express de petits colis et de marchandises, début 2012.

La Commission interdit l'opération de concentration, par une décision du 30 janvier 2013, pour entrave significative à une concurrence effective dans 15 États membres.

Cette décision est annulée par le Tribunal le 7 mars 2017 et la CJUE rejette, le 16 janvier 2019, le pourvoi formé par la Commission.

UPS réclame alors à la Commission une indemnité de 1,7 milliards d'euros du fait de cette annulation du projet de concentration, lui faisant grief.

UPS ne parvient pas cependant à faire condamner civilement la Commission, auteur de la décision irrégulière, voir la décision du Tribunal du 23 février 2022, affaire T-834/17.

L'Union doit, en matière de responsabilité non contractuelle, réparer les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions. Cf. article 340 TFUE.

Pour que la responsabilité de l'Union soit établie, trois conditions doivent être réunies :

La règle de droit violée devait avoir pour objet de conférer des droits aux particuliers et cette violation doit être suffisamment caractérisée.

La réalité du dommage doit être établie.

Il doit exister un lien direct de causalité entre la violation de l'obligation qui incombe à l'auteur de l'acte et le

dommage subi par les personnes lésées.

Le Tribunal entend ainsi protéger la marge de manœuvre devant être reconnue aux institutions.

La décision n'admet de la part de la Commission à l'encontre d'UPS qu'une seule violation suffisamment caractérisée d'une règle de droit de l'Union ayant pour objet de conférer des droits aux particuliers, au titre de l'absence de communication du modèle économétrique retenu par la Commission ayant servi à analyser les effets de la concentration sur les prix.

Mais sur les autres points de ses droits soulevés par UPS, l'analyse opérée par le Tribunal est défavorable au demandeur :

Des gains d'efficacité résultant de la concentration peuvent être pris en considération pour contrebalancer les effets négatifs sur la concurrence. La Commission n'était toutefois pas tenue de communiquer à UPS les critères et les seuils qu'elle entendait appliquer pour déterminer si chacun des gains d'efficacité était vérifiable.

UPS reproche en vain à la Commission des erreurs dans l'analyse des effets de la concentration sur les prix et les gains d'efficacité.

La décision du Tribunal égratigne l'analyse économique utilisée dans sa décision par la Commission, celle-ci s'est écartée en l'espèce du modèle économétrique ordinairement retenu en matière de concentrations, elle s'est écartée de ses propres règles. Cet élément n'est cependant pas retenu comme déterminant. DHL, UPS, TNT et FedEx détiennent entre 90 % et 95 % du marché en cause, qualifié d'oligopole. Si la concentration avait été autorisée, le nombre des entreprises fournisseurs aurait été réduit de 4 à 3, voire dans certains pays de 3 à 2. Les intervenants auraient augmenté leurs prix. Les irrégularités constatées ne sont pas suffisamment caractérisées.

UPS prétend que la concentration aurait produit des gains d'efficacité : grâce aux synergies sur le réseau aérien et l'assistance en escale en Europe, grâce aux synergies sur les coûts administratifs, grâce aux économies sur le transport transatlantique, sur le transport pour compte d'autrui, en rationalisant le réseau du transport routier de lignes, grâce à la rationalisation des installations, grâce à la rationalisation du réseau PUD, grâce à rationalisation des coûts en matière de PUD soumis à la sous-traitance. L'argumentation est rejetée par le Tribunal, UPS n'a pas démontré que la Commission ait fait erreur.

Le Tribunal rejette la prétention d'UPS selon laquelle la Commission aurait été plus accommodante en autorisant ultérieurement la concentration entre FedEx et TNT.

L'existence du lien de causalité est niée, il n'est pas établi que la violation des droits procéduraux d'UPS ait été la cause déterminante de la décision de la Commission, et donc de son manque à gagner.

La demande d'indemnisation est donc rejetée.

Le litige dans le litige.

Dans la perspective de ce projet de concentration, TNT avait mené des pourparlers avec ASL, la 1<sup>o</sup> devait céder à la seconde ses activités de transport aérien. Cette opération n'a pas pu être menée, la Commission ayant interdit la concentration UPS / TNT. Les sociétés ASL prétendent avoir subi un préjudice, mais elles échouent à faire reconnaître la responsabilité de la Commission, décision du Tribunal du 23 février 2022, T-540/18.

La décision du Tribunal fait état d'une concentration ultérieure formée entre FedEx et TNT, concentration jugée par la Commission compatible avec le marché commun le 8 janvier 2016.

FedEx cède le 5 février 2016 à ASL des actifs aériens de TNT.

FedEx est un très gros transporteur américain de fret ayant son siège à Memphis, ayant des intérêts dans le monde entier.

TNT est un transporteur néerlandais, contrôlé par FedEx.

ASL est un transporteur irlandais, détenu par le fonds d'investissement Star Capital, dont le siège se trouve à Londres, avec des filiales en France.

United Parcel Service forme le 3 mai 2022 un pourvoi contre le jugement du Tribunal du 23 février 2022, affaire C-297/22 P.

. Notification, le 13 mai 2013, d'un projet de concentration : Delta et Virgin Group Holdings (groupe dans le secteur du divertissement et du transport) se proposent d'acquérir en commun le contrôle Virgin Atlantic Val (holding contrôlant Virgin Atlantic Airways, R.U., et Virgin Holidays, voyageur), JOUE du 23 mai 2013

. Une notification est annoncée, le 18 juin 2013, d'un projet de concentration par lequel US Airways Group fusionne avec AMR Corporation (qui fournit des services sous la marque American Airlines), JOUE du 26 juin 2013.

American A. est présentée comme la plus importante compagnie dans le monde. Siège à Dallas.

Elle effectue 70 % des vols opérés depuis l'aéroport de Philadelphie. Philadelphie est le point de départ pour les

liaisons avec l'Europe.

Les intéressés prennent certains engagements, car la Commission avait relevé un risque d'atteinte à la concurrence sur la liaison entre Londres Heathrow et Philadelphie. Des créneaux horaires - de grande valeur à Londres - doivent être abandonnés par American Airlines.

La Commission, le 5 août 2013, a alors décidé de ne pas s'opposer à la concentration, JOUE du 27 septembre 2013.

L'arrivée de nouveaux concurrents doit éliminer toute entrave à la concurrence.

Un contentieux ultérieur surgit : American Airlines conteste l'usage fait par Delta des créneaux qui lui avaient été attribués pour desservir la liaison entre Londres Heathrow et Philadelphie.

Un conflit oppose les deux compagnies américaines, American Airlines et Delta.

Delta, qui a son siège à Atlanta, est l'une des plus importantes compagnies de transport de passagers.

American A. a été contraint d'abandonner à Heathrow certains créneaux horaires.

Delta a le 9 octobre 2014 fait acte de candidature. Elle a été la seule à le faire.

La Commission prend une décision favorable le 6 novembre 2014.

Le 17 décembre 2014, American A. et Delta ont présenté à la Commission l'accord de libération des créneaux.

La Commission a approuvé cet accord le 19 décembre 2014.

Delta devait utiliser les créneaux horaires exploités précédemment par US Airways Group pour fournir des vols sans escale entre Londres et Philadelphie.

Delta s'est vu attribuer, dans un premier temps, durant six saisons IATA, des créneaux à Londres lui permettant d'uniquement desservir la liaison Heathrow - Philadelphie.

Delta, à l'expiration de cette première période, sous le nom de droits d'antériorité, devait normalement être autorisé à utiliser sur l'aérodrome d'Heathrow les créneaux en question sur n'importe quelle liaison, mais à la condition d'avoir fait de ces créneaux durant la 1<sup>o</sup> phase un « usage approprié ».

American A. conteste, par avance, que Delta puisse faire valoir dans le futur des droits d'antériorité, car, prétend-elle, Delta sur la ligne Heathrow - Philadelphie a fait en 2015 et 2016 un usage insuffisant et incomplet des créneaux qui lui avaient été attribués. Il y aurait par Delta une sous-exploitation des créneaux attribués à Londres H. sur la relation en direction de Philadelphie.

La Commission rejette cette prétention. Elle interprète la condition d'« usage approprié » comme signifiant l'« absence d'usage abusif » des créneaux. Delta avait utilisé entre 76,4 % et 81 % du volume des créneaux attribués.

La Commission prend une décision le 30 avril 2018 accordant des droits d'antériorité à Delta, celle-ci ayant fait un usage approprié des créneaux durant la période d'usage.

American A. porte l'affaire devant le Tribunal, la compagnie demande l'annulation de la décision du 30 avril 2018.

American A. voit dans l'usage approprié, figurant dans les engagements, un usage conforme à l'offre.

Le Tribunal ne retient pas cette analyse.

Tribunal, 16 décembre 2020, affaire T-430/18, American Airlines c. Commission européenne soutenue par Delta.

Le recours d'American A. est rejeté.

American Airlines forme un pourvoi le 26 février 2021 contre la décision du Tribunal du 16 décembre 2020, C-127/21 P.

L'avocat général Athanasios Rantos présente ses conclusions le 14 juillet 2022.

L'avocat général remarque in limine que c'est la première fois que la Cour sera appelée à interpréter des dispositions d'engagements faisant partie d'une décision de la Commission.

Il propose à la CJ de rejeter le recours.

Les engagements n'exigeaient pas que l'entrant s'engage à utiliser à 100 % les créneaux dont il sollicitait l'utilisation.

L'arrêt de rejet du pourvoi a été rendu par la Cour de Justice le 16 mars 2023.

American reprend son argumentaire, contestant l'analyse suivant laquelle l'usage approprié serait synonyme d'absence d'usage abusif.

L'arrêt précise que le tribunal a tenu compte dans l'interprétation des termes d'usage approprié des objectifs du règlement sur les concentrations.

L'octroi des droits d'antériorité dans le cadre des engagements visait à résoudre les problèmes de concurrence sur la ligne Londres - Philadelphie en rendant l'offre des créneaux plus attrayantes pour entrer sur cette liaison. La notion d'usage approprié ne consiste pas à assurer une pression concurrentielle maxima.

Les engagements finaux ne précisaient pas le nombre de fréquences que l'entrant était tenu d'exploiter.

L'objectif de ces engagements était, non de reproduire le service quotidien assuré par les parties à la fusion, mais de permettre l'arrivée suffisante, en temps utile, d'un entrant sur la liaison en cause.

L'entrant potentiel n'était pas obligé d'utiliser la totalité des créneaux horaires dont il avait sollicité l'attribution.

L'exigence d'utilisation totale des créneaux horaires attribués à l'entrant serait contraire à la réglementation sectorielle applicable en matière de créneaux horaires, Delta serait soumise à des conditions d'exploitation plus strictes que celles auxquelles les parties à la fusion étaient soumises avant cette opération.

L'application de la règle des 80/20 est nécessaire pour garantir des conditions de concurrence équitables entre Delta et American, sa principale concurrente sur la liaison Londres - Philadelphie.

Le pourvoi n'est pas fondé.

. Notification le 14 novembre 2014 d'un projet de concentration par lequel Travel Service (transports sous la marque Smar Wings) et Cesky Aeroholding (holding publique) acquièrent le contrôle en commun de Ceske Aerolinie, JOUE du 21 novembre 2014, C 417/12. La Commission en date du 18 décembre 2014 a décidé de ne pas s'y opposer, JOUE du 17 février 2015.

À mettre dans le développement consacré aux transporteurs

[Voir un arrêt du Conseil d'État du 24 novembre 2014 concernant l'exemption de la taxe d'habitation dont bénéficie la compagnie Lufthansa - pour ses locaux situés à Boulogne Billancourt - sur le fondement de la convention fiscale France-Allemagne. Une telle compagnie n'est pas non plus astreinte en France au paiement de la taxe foncière et de la taxe ayant succédé à la patente]

. La Commission ne s'oppose pas, dans une décision du 14 novembre 2014, à la concentration Alitalia / ETIHAD, JOUE du 30 janvier 2015, C 31/1

. La Commission ne s'oppose pas, le 14 juillet 2015, à la concentration entre IAG et Air Lingus, JOUE du 23 septembre 2015, C 314/1

. Notification le 21 février 2017 d'un projet de concentration aux termes duquel Qatar Airways et Alisarda (société holding qui effectue par ses filiales des services de transport aérien par vols réguliers et charters) acquièrent le contrôle en commun d'une société holding nouvellement constituée à laquelle Alisarda apportera la totalité du capital-actions en circulation de Meridiana (compagnie aérienne filiale d'Alisarda) par achat d'actions. La Commission, le 22 mars, ne soulève pas d'objection, JOUE du 19 avril 2017. Affaire M. 8361.

. Notification, le 31 octobre 2017, d'un projet de concentration par lequel la Deutsche Lufthansa acquiert le contrôle de certains éléments du groupe Air Berlin : Niki et LGW. JOUE du 10 novembre 2017. Lufthansa aurait renoncé, au regard des exigences de la Commission portant en particulier sur des cessions de créneaux horaires, à prendre le contrôle de Niki - qui a cessé ses activités le 13 décembre 2017. La Lufthansa forme un recours le 8 janvier 2018 demandant au Tribunal l'annulation d'une décision de la Commission du 27 octobre 2017 concernant la cession des actifs d'Air Berlin, T-1/18, JOUE du 19 février 2018, C 63/23.

La compagnie polonaise LOT demande le 7 mai 2018 au Tribunal d'annuler la décision de la Commission, T-296/18, JOUE du 2 juillet 2018, C 231/45, prétendant que la Lufthansa se trouve dans certains aéroports en position dominante.

Le recours est rejeté le 21 octobre 2021 par le Tribunal.

La compagnie polonaise avait également contesté une décision de la Commission du 12 décembre 2017, qui avait déclaré la concentration compatible avec le marché intérieur, certains actifs d'Air Berlin étant attribués à easyJet. Air Berlin, qui a cessé ses activités en 2017, cédait à la compagnie anglaise des créneaux horaires à Berlin Tegel, des postes de stationnement, des éléments de cabine d'aéronefs.

Le Tribunal rejette le 20 octobre 2021 le recours, T-240/18.

Les conséquences au regard du droit fiscal de l'échec d'un projet de concentration

Voir l'affaire Ryanair c. The Revenue Commissioners, C-249/17, dans laquelle Ryanair demande une réduction de TVA concernant les frais engagés en vain par cette compagnie pour prendre le contrôle de la société Aer Lingus.

L'administration fiscale irlandaise avait refusé la déduction des taxes que Ryanair avait dû acquitter en amont. Madame Juliane Kokott a présenté ses conclusions le 3 mai 2018.

Virgin Atlantic, Cyrus et Stobart Group font l'acquisition du contrôle en commun de Flybe.  
Elles acquièrent également le contrôle en commun de Proprius Holdings.  
Virgin atlantic est contrôlé par Virgin group, Delta et Air France KLM.  
Cyrus est un fonds qui gère plus de 4 milliards de dollars d'investissement, investissant dans des compagnies aériennes.  
Stobart group exploite une compagnie régionale de ce nom.  
Flybe est une compagnie régionale britannique.  
Proprius holdings contrôle des activités de location d'aéronefs et des exploitations de lignes aériennes.  
Notification d'une concentration, JOUE du 20 mai 2019.

Dans une décision du 12 février 2019, qu'on peut consulter publiée en anglais sur la toile, affaire M.8964, la Commission ne s'oppose pas à l'opération par laquelle Air France KLM, Delta et Virgin Group acquièrent le contrôle en commun de VAL (Virgin Atlantic). Cf. JOUE du 14 janvier 2021.

La Commission, le 29 juin 2021, engage, seconde phase d'investigation, la procédure dans l'affaire IAG projetant une concentration avec Air Europa, JOUE du 6 juillet 2021, JOUE du 30 janvier 2024, affaire M.11109, C/2024/559.

Notification d'un projet de concentration le 20 octobre 2023 entre Norwegian Air Shuttle ASA (transporteur aérien d'Oslo) et Strawberry (Norvège, hôtellerie) en vue d'acquérir le contrôle d'une entreprise nouvellement créée, LoyaltyCo (gestion d'un programme de fidélisation multi entreprises), JOUE du 27 octobre 2023, C/2023/571.

ITA, Italia Trasporto Aereo, est une compagnie actuellement contrôlée par le ministère italien de l'économie. La Commission a reçu le 30 novembre 2023 une notification aux termes de laquelle la Deutsche Lufthansa prend le contrôle en commun d'ITA avec le ministère italien. La Commission engage la procédure, affaire M.11071, JOUE du 29 janvier 2024.

## CHAPITRE II. LES OPÉRATEURS DU SPATIAL

Certaines entreprises se spécialisent dans le lancement de satellites ; d'autres entités de droit public ou de droit privé ont pour objet l'exploitation de satellites, c'est le cas des sociétés exploitant les satellites de télécommunications.

Arnaud de Nanteuil, Les entreprises et le droit international de l'espace, Colloque de Toulouse, SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Pedone, 2021, p. 185

La loi du 3 juin 2008 attribue un rôle spécifique à l'**opérateur spatial**.  
L'opérateur spatial est une personne, physique ou morale, qui conduit, sous sa responsabilité et de façon

indépendante, une "opération spatiale".

La loi du 3 juin 2008 entend par opération spatiale, article 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, toute activité consistant à lancer (ou tenter de lancer) un objet dans l'espace extra-atmosphérique, ou à assurer la maîtrise d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, ainsi que le cas échéant lors de son retour sur Terre.

## Section I. Les entreprises de lancement

Il existe un petit nombre d'entreprises présentes sur le marché très étroit du lancement d'objets spatiaux. Ces entreprises de services de lancement étaient historiquement dépendantes des États. Les clients souhaiteraient avoir le choix entre plusieurs entreprises de lancement. L'Europe craint la concurrence d'entreprises américaines innovantes et attractives à raison de prix inférieurs. Avec le lancement de petits satellites, les coûts ont été fortement réduits.

145 lancements en 2021

La France et l'Europe

Arianespace, filiale d'Ariane Group

La société Arianespace a été créée en 1980, la France étant l'État de lancement et de juridiction pour les activités d'Ariane. Siège à Évry. Arianespace était à l'origine une création du CNES. Les actionnaires de référence étaient le CNES qui en 2011 détenait 34 % du capital, Astrium 30 %, Safran détient une participation. Arianespace assure pour le compte de clients la conduite des opérations de lancement. Filiales dans la réassurance et le financement. Président, Stéphane Israël.

L'agence de lancement doit se procurer les engins lanceurs auprès des industriels.

En date du 1<sup>o</sup> février 2012, Arianespace avait procédé à 204 lancements d'Ariane, 26 lancements par Soyouz et préparait le lancement de Vega. Elle disposait d'un carnet de commandes pour plus de 3 ans d'activité. Il devait y avoir, en 2014, 14 lancements avec Ariane 5, 4 avec Soyouz et deux avec Vega. Un lancement par mois. 10 tirs en 2013.

Il fallait en 2014 procéder au lancement des satellites du programme Galileo ainsi que de ceux d'O3b Networks. Arianespace se flatte de 57 lancements réussis d'Ariane 5 depuis 11 ans.

Le président d'Arianespace se flatte d'avoir réussi en 2015 à partir de Kourou 12 lancements, grâce aux lanceurs Ariane 5, Soyouz et Vega. Il y a un carnet de commande d'une valeur de 2,5 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires est de 1,4 milliard d'euros.

Les structures capitalistes ont été sensiblement modifiées avec les travaux d'Ariane 6.

Une entreprise commune entre Airbus et Safran, 50 % chacun, nommée Airbus Safran Launchers, ASL, dont le siège est à Issy-les-Moulineaux, a été créée début 2015.

La Commission ne s'était pas opposée le 26 novembre 2014 à cette concentration Airbus/Safran/JV, M.7353, JOUE du 26 juin 2015, C210/1. Président Alain Charneau auditionné à l'Assemblée en juin 2015.

Cette société était destinée à contrôler le capital d'Arianespace.

Le CNES a ainsi été appelé à céder sa participation dans le capital d'Arianespace pour 130 millions d'euros. Un arrêté ministériel du 11 janvier 2016, publié au JORF du 22 janvier 2016, texte n° 18, approuve la cession par le CNES de plus d'un million d'actions de la société Arianespace Participation, ainsi que de 873 actions de la société Arianespace SA.

Le JOUE du 15 janvier 2016, C 12/5, fait état de la notification d'une concentration opérée le 8 janvier 2016, ASL prenant le contrôle d'Arianespace Participation et d'Arianespace.

La Commission européenne avait décidé le 26 février 2016 d'engager la procédure concernant la compatibilité de la concentration avec le marché commun, JOUE du 3 mars 2016, affaire M. 7724, ASL/Arianespace.

La Commission a avalisé le projet de concentration dans une décision du 20 juillet 2016, ASL est appelée à contrôler le capital d'Arianespace.

ASL a changé son nom en juillet 2017, la société est devenue Ariane Group.

9000 salariés en France et en Allemagne.

Ariane Group détient, en avril 2017, 73 % du capital d'Arianespace SAS.

Ce groupe industriel sera ainsi à la fois, constructeur de lanceurs Ariane 5 et 6, et, par sa filiale, entreprise de lancement.

Ariane 6 devrait avoir un coût de lancement de 70 millions de dollars. Devrait être opérationnelle après 2020.

Le CNES continue à conserver la maîtrise des installations de lancement d'Ariane 6 à Kourou.

Une coopération demeure entre le CNES et Ariane Group /Arianespace.

Il est fait état d'une filiale d'Ariane Group, Maia Space, qui aurait l'appui du ministre chargé de l'espace.

La société Isar Aerospace, ayant son siège en Bavière, aurait l'intention à partir de 2024, de réaliser 10 lancements par an depuis Kourou. Elle souhaiterait avoir recours à des techniques innovantes, moins coûteuses que les lanceurs Ariane.

## Les États-Unis

Plusieurs intervenants américains

Il existe une société née d'une alliance entre Boeing et Lockheed Martin : United Launch Alliance, qui a son siège à Denver dans le Colorado.

## SPACE X

C'est l'astre montant. Cette société est dirigée par un sud-africain devenu canadien puis américain, Elon Musk, né en 1971 à Pretoria, homme d'affaires fort ingénieux, familier des media, qui ambitionne, en pratiquant des prix très bas, de concurrencer et de supplanter les autres entreprises de lancement.

Il fabrique ou fait fabriquer des fusées lanceurs Falcon.

Lancement effectué à partir de Cap Canaveral le 3 décembre 2013 d'un satellite de télécommunications, grâce à la fusée Falcon pour le compte de la société SES. Space X « casse » les prix. Lancement le 6 janvier 2014 d'un satellite de communications. Lancements de petits satellites proposés pour 55 millions de dollars, l'européen demanderait 100 millions de dollars. Pour les vols effectués pour le compte de la NASA, l'opérateur facture entre 120 et 140 millions de dollars.

SPACE X a présenté le 29 mai 2014 son vaisseau Dragon V2 pour acheminer dans les trois ans des astronautes américains vers l'ISS. Il s'agit pour les Américains d'échapper au monopole de la fusée Soyouz.

La presse fait état, le 12 janvier 2015, du lancement de la capsule Dragon dans l'espace, cette capsule s'est amarrée à la station spatiale internationale pour y livrer du matériel. La capsule avait été lancée grâce à une fusée Falcon-9. La récupération du premier étage du lanceur a échoué. Il s'agissait de la 5<sup>e</sup> mission de ravitaillement de l'ISS sur les 12 prévues ; le contrat prévoit un coût d'un milliard 6 de dollars. La capsule doit revenir sur terre dans un mois.

Tentatives pour obtenir une fusée lanceur réutilisable. Des échecs. 14 avril 2015, retour d'une fusée Falcon 9, retour du premier étage d'une fusée, devant se poser sur une barge au large de la Floride, la fusée a explosé en touchant le sol. 28 juin 2015, échec d'un lancement. Neuf lancements réussis.

Une explosion de la fusée Falcon 9 se produit le 1<sup>er</sup> septembre 2016 sur le pas de tir de Cap Canaveral, avant le lancement, lors des essais préparatoires. Le satellite de communication Amos-6 d'une valeur de 200 millions de dollars, appartenant à l'israélien SPACECOM, devant être utilisé en partie par Facebook pour fournir une connexion à internet dans plusieurs pays africains, est également détruit. C'est une fuite lors du remplissage des réservoirs - procédure effectuée par cette entreprise 30 minutes avant le lancement - qui a provoqué l'accident.

Une dizaine de lancements sont annulés.

Reprise des lancements le 14 janvier 2017 sur la base de Vandenberg, 10 satellites mis sur orbite pour le compte d'Iridium, le premier étage de la fusée est revenu se poser sur une barge se trouvant dans l'Océan Pacifique.

Cette société se caractérise par des prix nettement plus faibles que ceux pratiqués par ses concurrents, comme Arianespace. Elle posséderait pour l'avenir d'un carnet de commandes de 70 lancements pour un montant de 10 milliards de dollars.

La firme SPACE X procède le 6 février 2018 au lancement - très médiatisé - d'une fusée Falcon HEAVY depuis le Cap Canaveral. Le lanceur est composé de trois fusées Falcon -9. Après s'être détachés de la fusée centrale, deux lanceurs se sont posés à Cap Canaveral. Il s'agissait d'un vol d'essai, l'objet n'était pas de lancer un satellite au profit d'un client. Échec du retour du lanceur principal.

Voir un article de Julia Zimmerlich publié sur le quotidien Le Monde en date du 10 juillet 2018, Le New Space bouscule l'espace européen. Les industriels européens n'apprécient guère l'entreprise d'Elon Musk, bénéficiaire

de contrats en provenance de la NASA. Aux États Unis, les lancements assurés dans le secteur public sont réservés à des fusées fabriquées à 51 % aux États Unis, ce qui exclut les fusées Ariane 5, Soyouz et Proton. Airbus demande aux dirigeants européens de réserver le marché aux lanceurs fabriqués en Europe. L'accès à l'espace est moins coûteux que jadis. On a recours à des lanceurs réutilisables. On a développé la miniaturisation des satellites et mis en place des constellations de nano satellites qui peuvent avoir une durée de vie de 5 ou 7 ans.

On lance des constellations de satellites à 400 km de la terre.

Virgin Orbit désire obtenir une licence de lancement de la FAA pour pouvoir effectuer des opérations de lancement depuis la base d'Andersen à Guam. Cette société envisage d'effectuer 25 lancements dans les 5 ans à venir grâce au système Launche One.

Les Russes

Les accords avec les européens.

Starsen, filiale entre Arianespace et Roskosmos, effectue des lancements depuis la Guyane.

ILS International Launch Services, plus russe qu'américain

Mitsubishi Heavy Industries procède à des lancements principalement pour le compte de l'État japonais, voire de l'institut de recherche spatiale de Corée.

Plusieurs gouvernements ont contesté le lancement, le 12 décembre 2012, en violation de résolutions du conseil de sécurité, par la république populaire démocratique de Corée, d'un engin au moyen de la technologie des missiles balistiques. La Corée du Nord a notifié l'établissement d'un registre national des objets lancés dans l'espace et a notifié les données de ce lancement. Le comité (nord-coréen) pour la technologie spatiale fait l'objet de sanctions. Le Bureau des affaires spatiales a traité cette notification comme un problème technique et administratif, ce qui lui a été reproché.

L'opérateur de lancement travaille pour la Défense, pour les gouvernements dans le cadre de lancements civils ou pour des entreprises privées.

Les crises : les échecs, l'étroitesse du marché, les coûts.

Julien Mariez, Le cadre national des opérations spatiales, in Pratiques juridiques de l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, page 15

La France

### La phase de lancement

La « phase de lancement » est la période de temps qui, dans le cadre d'une opération spatiale, débute à l'instant où les opérations de lancement deviennent irréversibles et qui, sous réserves des dispositions contenues le cas échéant dans l'autorisation délivrée, s'achève à la séparation du lanceur et de l'objet destiné à être placé dans l'espace extra-atmosphérique, art. 1°, 4°, de la loi du 3 juin 2008.

L' **autorisation** préalable par l'autorité publique.

L'opération de lancement présente des risques pour les personnes et pour les biens matériels, aussi est-elle soumise à l'autorisation ministérielle. Le législateur entend que l'opérateur avant de procéder au lancement établisse la preuve qu'il maîtrise les risques. On mène au préalable des études de dangers, des études d'impacts, on établit des plans de maîtrise des risques.

La délivrance des autorisations pour procéder au lancement.

L. 3 juin 2008 relative aux opérations spatiales, art. 2

D. n° 2009-643 du 9 juin 2009 relatif aux autorisations.

A. 31 mars 2011 relatif à la réglementation technique.

La loi détermine quelles sont les opérations qui sont soumises à l'autorisation du ministre chargé de l'espace.



Tout d'abord, tout opérateur, quelle que soit sa nationalité, qui entend procéder au lancement d'un objet spatial à partir du territoire national (ou à partir de moyens ou d'installations placés sous juridiction française) doit demander une autorisation à l'administration française : en clair, l'autorisation est requise si le lancement doit s'opérer depuis Kourou.

L'opération est également requise si l'opérateur projette un retour de l'objet spatial sur territoire français (ou sur moyens et installations sous juridiction française). La norme n'est guère pour le moment d'actualité puisque les navettes spatiales ne font pas retour à Kourou.

Est également soumis à autorisation l'opérateur français qui veut procéder à un lancement à partir d'un État étranger [le législateur revendique ici une compétence extra territoriale] ou à partir d'un espace qui n'est pas soumis à une souveraineté étatique, comme la haute mer, voire un corps céleste ou un objet placé sur orbite. L'État français revendique une compétence personnelle au titre de la nationalité française de l'opérateur. Il risque d'ailleurs d'être déclaré État de lancement et encourt à ce titre une responsabilité internationale. L'autorisation obéit alors à un régime simplifié, voir Mireille Couston, *Droit spatial*, p. 118, p. 186.

L'exigence de l'autorisation ne concerne pas que l'agence de lancement, elle s'applique également à la personne physique de nationalité française ou à la personne morale de siège français qui entend faire procéder au lancement d'un objet spatial, c'est-à-dire le client, c'est-à-dire, l'agence scientifique, la société exploitante et propriétaire de satellites de télécommunications

Cf. la communication de Lucien Rapp au colloque de la SFDI tenu à Toulouse en 2021, Pedone, spécialement p. 84, indiquant que certaines législations nationales excluent la responsabilité internationale de l'État dont le ressortissant a recours à un opérateur étranger pour effectuer le lancement.

Le tout sous sanction pénale, art. 11 : une amende de 200 000 euros.

On trouve des solutions semblables aux États-Unis. Le site d'Ouest France en date du 13 mars 2018 cite le cas d'une entreprise américaine ayant procédé en dépit du refus de l'administration américaine au lancement le 12 janvier 2018 depuis la Nouvelle Zélande de satellites miniatures à communication bilatérale. L'entreprise américaine s'expose à des sanctions.

Idem, La compagnie américaine Swarm Technologies a obtenu en 2018 le lancement de satellites de communication grâce à l'Inde et exploité des stations au sol sans l'autorisation du gouvernement fédéral américain.

À côté des autorisations qui sont données ad hoc, la loi du 3 juin 2008, art. 4 al. 3, prévoit un système de licences conférées pour 10 ans maximum. Les licences attestent qu'un opérateur spatial justifie de garanties morales, financières et professionnelles. Les licences peuvent attester la conformité des systèmes et procédure avec la réglementation technique. Les licences peuvent valoir autorisation pour certaines opérations.

En ce qui concerne le processus administratif, le demandeur dépose une demande d'autorisation : un dossier composé de 3 parties, Arrêté du 23 février 2022.

Cette demande comporte une première partie administrative : l'honorabilité, les garanties financières, l'attestation d'assurance ...

Il y a une deuxième partie : le Dossier technique. La description de l'opération spatiale. Exigences techniques pour les opérations de lancement. Établissement d'une notice générale de conformité. Étude de dangers. Éléments se détachant du lanceur. Collision avec les objets spatiaux habités. Étude d'impact sur l'environnement de l'opération envisagée. Impact de la production de débris spatiaux. L'opérateur met en œuvre les plans de maîtrise des risques. Le plan de limitation des objets spatiaux. Les mesures de sûreté.

La troisième partie du dossier est relative aux caractéristiques de la mission de la charge utile. Les capacités de manœuvre des objets spatiaux emportés par le lanceur.

L'arrêté du 31 mars 2011 fixe des exigences techniques spécifiques pour les opérations de lancement. Il a été modifié par un arrêté du 23 février 2022.

L'opérateur de lancement est tenu du certain nombre d'obligations.

L'opérateur de lancement doit justifier de l'aptitude du système de lancement et de ses sous-systèmes à remplir la mission : la maîtrise des processus industriels de fabrication, de contrôle et de mise en œuvre, la démonstration de la fiabilité du lanceur, les objectifs pour la sécurité des personnes, risque au lancement, risque lors de la phase de retour des éléments du lanceur. L'objet lanceur doit être conçu pour limiter la production de débris spatiaux.

Laurence Ravillon, Le développement durable et les activités spatiales, RFDA 2015. 57

L'ADAC (qui est un forum d'agences spatiales) a édicté les lignes directrices relatives à la réduction des débris spatiaux.

Mireille Couston, Droit spatial, p. 176 et suivantes.

Le ministre transmet la demande au CNES qui contrôle la conformité des systèmes et procédures, le président du CNES donne son avis au ministre.

Le ministre chargé de l'espace transmet également le dossier au ministre de la Défense.

L'autorité ministérielle prend ensuite la décision, positive ou négative.

Les autorisations délivrées par le ministre peuvent être retirées ou suspendues en cas de manquement, art. 9

L'art. 11 du décret envisage la possibilité de soumettre en amont au CNES un dossier permettant d'attester en préliminaire la conformité des systèmes à la réglementation technique.

Le CNES élabore un guide des bonnes pratiques en concertation entre les industriels et les opérateurs, art. 54 de l'arrêté.

9 autorisations pour des systèmes de lancement ont été données par la France en 2014.

Un certain nombre d'opérations spatiales échappent à l'autorisation sus indiquée,

Il s'agit d'abord des opérations de lancement, de retour sur terre, de maîtrise ou de transfert de la maîtrise d'un objet spatial conduites par l'État dans l'intérêt de la défense nationale, art. 11-1, 2° de loi du 3 juin 2008.

C'est également le cas des opérations de lancement, de retour sur terre, de maîtrise ou de transfert de la maîtrise d'un objet spatial conduites par le Centre national d'études spatiales, lorsqu'elles relèvent d'une mission publique qui lui a été confiée après approbation de l'autorité administrative, en application du 4° alinéa de l'article L. 331-2 du code de la recherche, art. 11-1, 1°.

Des règles techniques sont applicables.

## Section II. Les exploitants d'objets spatiaux

En faisant acception des États et des personnes publiques qui utilisent les engins spatiaux pour des finalités militaires ou de recherche scientifique, ce qui retient davantage l'attention ce sont les exploitants privés ou semi privés de produits satellitaires qui les utilisent pour l'information météo, pour la téléphonie, les télécommunications et la télévision.

Ces activités de télécommunications connaissent la concurrence du câble et de la fibre optique.

Les opérateurs agissant à travers le monde étaient initialement des organisations inter-gouvernementales. Les organisations internationales ont subsisté, en tant qu'autorité de tutelle, mais l'activité économique a été le plus souvent dévolue à des entités capitalistiques privatisées contrôlées par des fonds d'investissement exigeant des rendements rapides et élevés.

EUMETSAT est l'organisation européenne pour l'exploitation des satellites de météorologie. Son siège se trouve à Darmstadt. Elle regroupe 30 États. Elle dispose de 4 satellites.

INTELSAT est l'Organisation internationale de télécommunications par satellites, son siège est aux Bermudes, elle a une filiale à Luxembourg qui a son siège opérationnel à Washington.

L'activité était, dans un premier temps, dépendante des gouvernements, elle a été transférée depuis 2001 à une société privée.

Cette entreprise détient 25 % du marché de fourniture de services de télécommunications par satellites.

L'assureur allemand Allianz en prend le contrôle.

L'organisation inter-gouvernementale ITSO regroupant 149 États a été instituée pour faire respecter par la société Intelsat les principes fondamentaux ; elle supervise Intelsat ; elle siège à Washington.

Un décret du 19 décembre 2016 porte publication de l'amendement à l'article XII C (II) de l'accord du 20 août 1971 relatif à Intelsat, amendement signé à Paris le 23 mars 2007. Cet amendement a été conçu pour faire face à l'hypothèse où Intelsat ne serait plus en mesure de respecter les principes fondamentaux énoncés dans l'accord ITSO pour assurer le maintien de la couverture mondiale et la sauvegarde des positions orbitales.

Malavialle, Acteurs publics et privés dans la construction du système global Intelsat, Mélanges Courteix.

Arnaud de Nanteuil, Colloque de Toulouse de 2021 de la SFDI, p. 200.

Valentin Degrange, passim, Colloque de Toulouse, p. 446

IMMARSAT, Londres : pour améliorer les communications maritimes (système mondial de détresse et de sécurité en mer, SMDSM), aéronautiques et mobiles terrestres, téléphonie satellitaire, 11 satellites en orbite géostationnaire. Cet opérateur est en dépendance de l'IMSO, organisation internationale de télécommunications par satellites.

(Un projet de concentration avec Viasat, la Commission ouvre le 11 février 2023 une procédure, JOUE 17 février 2023, C 60/3.

EUTELSAT, Paris, était prévu initialement pour les besoins de l'Europe occidentale.

L'organisation européenne de télécommunications par satellite EUTELSAT- IGO, constituée de 48 États européens, détient les fréquences ainsi que les positions orbitales, elle a pour mission de faire observer certains principes par la société commerciale.

Eutelsat SA est l'un des trois premiers opérateurs de services fixes par satellite.

La société holding Eutelsat Communications contrôle 93 % du capital d'Eutelsat SA. 3700 chaînes de télévision sont diffusées par des satellites d'Eutelsat. 27 satellites.

Eutelsat est contrôlée par l'autorité de régulation des télécommunications et par le conseil supérieur de l'audio-visuel à raison du siège situé en France.

Un litige entre la Régie publique fédérale Kosmitcheskaya Sviaz, cédant en 2001, 20 millions d'actions de la société Eutelsat à Orion Satellite Communication, société de droit des îles Vierges britanniques. Le cessionnaire se plaint de la non-exécution de la cession. Arbitrage à Moscou. L'arbitre condamne le cédant à verser à Orion une somme importante. Contestation vaine de l'ordonnance d'exequatur. 1<sup>o</sup> Civile, 14 mars 2012, n<sup>o</sup> 10-25560.

La société européenne de satellites, SES, siège à Betzdorf dans le grand-duché de Luxembourg, avec SES Astra comme filiale en Europe (le premier système de satellites diffusion directe par satellite DTH européen) et SES World Skies à Princeton N.J.

12 satellites luxembourgeois positionnés dans l'orbite géostationnaire, 7 autres satellites géostationnaires luxembourgeois maintenus en orbite inclinée.

SES assure la desserte télévisuelle de 200 millions de ménages, dont plus de 60 en réception directe.

Arabstat, Riyad, Arabie saoudite

Intersputnik, organisation inter-gouvernementale remplissant également la fonction d'opérateur

Airbus est ou serait opérateur dans le domaine des télécommunications militaires, principalement pour le compte du

Royaume-Uni, via la filiale britannique Paradigm.

Airbus est ou serait opérateur de satellites dans le domaine des satellites d'observation terrestre (en son nom et

pour le compte des agences spatiales européennes) par l'intermédiaire de sa division Airbus Ds Geo Information Services, anciennement Spot Image et Infoterra.

Le contrôle étatique

Les opérateurs spatiaux sont soumis à la tutelle, à l'autorisation et au contrôle de leur gouvernement, celui du siège.

La France

Les exploitants d'objets spatiaux, s'ils exploitent sous leur responsabilité et façon indépendante, méritent d'être qualifiés d'opérateurs spatiaux au sens de l'article 1<sup>o</sup> de la loi du 3 juin 2008, ils conduisent une opération spatiale, puisqu'ils assurent la maîtrise d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace.

La « phase de maîtrise » est la période de temps qui, dans le cadre d'une opération spatiale, débute à la séparation du lanceur et de l'objet destiné à être placé dans l'EEA et qui s'achève à la survenance du premier des événements suivants :

- lorsque les dernières manœuvres de désorbitation et les activités de passivation ont été effectuées
- lorsque l'opérateur a perdu le contrôle de l'objet spatial
- le retour sur Terre ou la désintégration complète dans l'atmosphère de l'objet spatial.

Article 1<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, de la loi du 3 juin 2008

Maîtrise en orbite

L'opérateur spatial qui entend assurer la maîtrise d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace extra atmosphérique est soumis à autorisation administrative, du moment qu'il est français, art. 2, 3<sup>o</sup>, de la L. 3 juin 2008.

Le décret du 9 juin 2009 consacre ses articles 13 et 14 à la maîtrise d'un objet spatial.

Ces opérations techniques sont réalisées par l'opérateur spatial lui-même ou par des personnes agissant sous son autorité. Elles concernent en particulier les manœuvres de mise à poste, de maintien à poste, les manœuvres orbitales ainsi que la désorbitation. L'arrêté du 31 mars 2011 contient des dispositions concernant la maîtrise et le retour sur terre d'un objet spatial. Le demandeur fait la description de l'opération spatiale, il précise l'orbite de référence, les moyens pour y accéder : injection, mise à poste, les moyens pour s'y maintenir : maintien à poste, la capacité de contrôler l'objet : existence des stations sol, du centre de contrôle ou de l'autonomie bord. Notice de conformité. Étude des dangers : dommage aux personnes, production de débris spatiaux, collision avec un objet spatial habité ou un satellite en orbite géostationnaire, dispersion de matière radioactive. Rédaction d'une étude d'impact. Les plans de maîtrise des risques. Exigences système qualité. L'arrêté fixe des normes pour le retour sur terre d'un objet spatial. On envisage la destruction intentionnelle de l'objet spatial en cas de nécessité : destructions à une altitude basse pour limiter la durée de vie en orbite des fragments.

L'arrêté du 23 février 2022 prévoit l'établissement d'un dossier par le demandeur, des dispositions sont prévues concernant la maîtrise et le retour sur terre d'un objet spatial. La description de l'opération spatiale. La durée de l'opération. La présentation de l'orbite de référence. La notice générale de conformité. Étude des dangers. Les dommages à la rentrée sur terre. La rentrée prématurée. La collision avec un satellite en orbite géostationnaire. Étude d'impact. Les débris. Les mesures de maîtrise des risques.

Deux autorisations ont été données en 2014 à des opérateurs nationaux pour des maîtrises de satellites.

Des dispositions contenues dans le code de la défense, art. L. 2224-1 s., autorisent l'État, pour la sauvegarde de intérêts de la défense nationale, à exiger, par voie de convention, voire par réquisition, la fourniture de prestations de services fondées sur l'utilisation d'un objet spatial (l'exploitant doit exécuter en priorité ces prestations, avec ses moyens en personnel et en matériel) (il conserve la direction de son activité professionnelle pour l'exécution des prestations prescrites), ou mieux encore, le transfert temporaire de la maîtrise d'un objet spatial, ayant fait l'objet d'une autorisation conformément à la loi du 3 juin 2008 (l'État obtient ainsi l'usage de tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'objet spatial, y compris l'usage des licences et brevets) L'opérateur spatial sera en ce cas indemnisé.

Les art. R. 2224-1 s. du code de la défense, précisent la réglementation légale.

### Les exploitants d'engins de transport

On peut faire état des compagnies qui se proposent d'offrir à une clientèle fortunée un transport temporaire dans l'espace.

Une dépêche de l'AFP du 30 mai 2014 annonce que la FAA a autorisé la compagnie Virgin Galactic fondée par Richard Branson à effectuer des vols commerciaux dans l'espace. Les engins sont destinés à être lancés depuis une base située dans le Nouveau Mexique.

### Section III. Les entreprises exploitant les ressources des corps célestes

On peut présumer que ces entreprises doivent être titulaires de la part de l'État dont elles dépendent d'une autorisation d'exploitation.

## SOUS-TITRE II. L'AVIATION D'AFFAIRES

L'aviation d'affaires est rattachée à l'aviation générale. Il y a un exploitant, propriétaire, locataire, affruteur, ou utilisateur d'un ou plusieurs aéronefs. Il s'agit le plus souvent d'un particulier particulièrement fortuné. Il dispose d'un aéronef pour ses propres déplacements à finalité d'affaires, il pilote lui-même ou il obtient le concours d'un navigant, indépendant ou salarié. On peut faire une comparaison banale avec le propriétaire d'une automobile qui utilise l'engin pour ses propres déplacements professionnels et ceux de ses proches. L'exploitant peut être également une personne juridique comme une société, l'appareil aérien est utilisé pour le déplacement des dirigeants sociaux. Les déplacements n'ont pas ici une finalité ludique ou de plaisance, l'exploitant effectue le déplacement dans un but économique ou professionnel. Un avocat pour aller plaider. Un commerçant pour négocier un marché. Un directeur de société pour visiter les différents établissements de l'entreprise et tenir des réunions de travail.

Les avantages de la formule.

La formule permet de relier un grand aéroport à un aéroport de dimension modeste, ou faciliter un déplacement entre deux aéroports à tarif réduit.

Les contrôles de douane et de police sont allégés.

Le mouvement des Verts et d'autres ont ouvert la guerre médiatique contre les exploitants de jets privés, polluant l'atmosphère.

L'État envisage d'instaurer une fiscalité dissuasive dans la prochaine loi de finances.

Les exigences de sécurité.

Il n'est pas question d'y déroger.

Les exploitants d'aéronefs à des fins non commerciales sont astreints au respect des règles de sécurité. Les exigences légales sont cependant moindres que celles imposées aux transporteurs commerciaux. Le législateur européen proscrit les exigences à caractère disproportionné, du moment que la sécurité est assurée.

L'exploitant, comme il ne fasse pas du transport aérien commercial, entre dans la catégorie des exploitants d'avions et d'hélicoptères à motorisation complexes et non complexes à des fins non commerciales.

Il est soumis au règlement n° 965/2012 ainsi qu'à l'arrêté (modifié) du 9 février 2015.

Les annexes III, V, VI et VII du règlement n° 965/2012 sont applicables.

. Motorisation complexe

L'exploitant d'avion à motorisation complexe (à l'exception des multi-turbopropulseurs légers) ou d'hélicoptère à motorisation complexe informe par courrier le ministre chargé de l'aviation civile de ses activités et indique la date envisagée de mise en œuvre des annexes III, V et VI du règlement n° 965/2012.

Les exploitants d'avions motorisés complexes à turbopropulseurs ayant une masse maximale certifiée au décollage (MCTOM) inférieure ou égale à 5700 kg, utilisés à des fins non commerciales exploitent cependant ces aéronefs conformément aux dispositions de l'annexe VII. Article 6 § 8 du règlement n° 965/2012 modifié par le règlement 2016/1199 du 22 juillet 2016.

. Motorisation non complexe

L'arrêté du 24 juillet 1991 est relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, il a été modifié par un arrêté du 25 octobre 2017.

## SOUS-TITRE III. L'AVIATION LÉGÈRE ET SPORTIVE

On désigne par l'expression d'aviation générale les activités aériennes autres que le transport commercial de passagers ou de marchandises.

C'est ainsi que relèvent de l'aviation générale, l'aviation de plaisance, de loisir et de tourisme, ainsi que la pratique des sports aériens.

Chapitre I. La pratique de l'aviation légère et sportive

Sous - Chapitre I. Les acteurs de l'aviation légère et sportive

Les acteurs principaux de l'aviation légère, ce sont les aéroclubs ou associations aéronautiques, leurs dirigeants,

leurs instructeurs, leurs adhérents.

Ces aéroclubs facilitent les vols pratiqués par des non professionnels. Les amateurs pilotent comme des navigants non professionnels, l'esprit de lucre leur est en principe étranger.

Les aéro-clubs et associations aéronautiques sont au nombre d'environ 580, ils jouent un rôle fondamental dans la pratique et la diffusion du sport amateur.

Les dirigeants

Les mécaniciens

Les associations aéronautiques sont affiliées à des fédérations reconnues à l'échelon national

La fédération française aéronautique, FFA, fédère la plupart des aéro-clubs (600). Pour le vol à moteur sur avions.

La fédération française de planeur ultra léger motorisé

Le conseil national des fédérations aéronautiques et sportives CNFAS

L'Aéro-club de France assure la représentation de la France auprès de la fédération aéronautique internationale. Art. D. 510-2 CAC.

L'association Europe Air Sport

FAI The International Air Sports Aviation

La finalité des aéro-clubs est de permettre à leurs adhérents la pratique de la navigation aérienne. L'aéro-club met des appareils aériens à la disposition de ses adhérents. Ceux-ci paient une cotisation et ils participent aux frais.

Les aéroclubs procurent des vols d'initiation.

Une certaine stagnation, on relève un manque d'argent pour acheter des avions neufs. Expansion de l'ULM.

Les aéro-clubs sont en principe des organismes sans finalité lucrative, ils n'ont pas vocation à se transformer en transporteurs aériens publics.

Certains se livrent cependant en fait à des activités de travail aérien ou réalisent du transport de personnes. Voir infra pour l'incidence du para commercialisme.

Ces structures organisent des manifestations aériennes soumises à autorisation préfectorale, R.131-3 CAC, article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2021. Elles peuvent offrir à cette occasion des baptêmes de l'air. Elles peuvent organiser des spectacles aériens, des compétitions sportives, des défilés aériens, des journées portes ouvertes.

L'arrêt de la cour de Paris du 4 mai 2021, n° 19/21048, voit dans l'école française de parachutisme du Blanc (Indre) un non professionnel, il la fait bénéficier des dispositions du code de la consommation sur l'interdiction des clauses abusives (clause limitative de responsabilité) dans les contrats conclus entre professionnels et non professionnels. L'association était sans but lucratif, non soumise à l'impôt sur les sociétés et à la TVA ; les instructeurs, le président, les membres du bureau sont des bénévoles ; son objet est la pratique du parachutisme ; les ressources sont constituées des cotisations, de subventions des collectivités territoriales, du paiement des sauts, le tarif étant étranger à la recherche du profit.

La fiscalité. La fiscalité de l'achat de carburant.

L'aviation de tourisme privée ne bénéficie pas de l'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, TICPE, directive européenne 2003/96 du 27 octobre 2003, art. 265 bis du code des douanes, décret du 26 juin 2009. Cf. Conseil d'État, 15 décembre 2016, n° 395991, qui peut s'appliquer aux associations aéronautiques : le bénéfice de l'exonération du TICPE prévue pour la navigation aérienne - autre que l'aviation de tourisme privée - porte sur les activités réalisées à bord des aéronefs à des fins commerciales, pour lesquelles le prestataire de services est assujéti aux impôts commerciaux. Le décret du 26 juin 2009 peut imposer aux utilisateurs d'aéronefs autres que de tourisme privé d'établir une attestation spécifique quant à l'utilisation du carburant. Si les organismes à but non lucratif visés par la note du 1<sup>er</sup> décembre 2014 peuvent exercer des activités à titre onéreux, le bénéfice de cette exonération ne peut leur être octroyé que s'ils sont également assujéti à ce titre aux impôts commerciaux.

Comme toute association humaine, les aéro-clubs connaissent les conflits de personnes et peuvent être amenés à exclure de leurs rangs les trublions.

1<sup>er</sup> Civile, 17 décembre 2015, n° 13-24544, Bull. : le conflit interne concernait l'aéro-club du Comtat Venaissin.

L'un de ses membres avait expédié des messages électroniques à d'autres sociétaires, proférant médisance ou calomnie à l'encontre du président du club. Un vol de surveillance forestière sans être rémunéré et sans assurance. Un incident de vol non communiqué à la commission de sécurité pour des intérêts inavouables ! Des vols pompiers accomplis par de jeunes pilotes incités à agir bénévolement alors que ces vols étaient facturés à l'administration. Opacité dans les ventes et achats d'avions. Le club soumis à la dictature. Conflit d'intérêts : le vice-président du club achète et vend des avions au club et dirige l'atelier d'entretien des avions du club. L'expéditeur des messages malveillants est exclu. Il a entraîné le discrédit sur le club et son comité directeur. L'exclu conteste la sanction et met en cause l'impartialité de l'organe ayant prononcé l'exclusion. La cour de Nîmes rejette la demande, faisant application des dispositions figurant dans le code de procédure civile concernant la demande de récusation. La Cour de cassation censure. Mélange des genres. Les dispositions du CPC concernant la récusation ne sont pas applicables aux organes des groupements examinant la violation d'engagements contractuels.

1<sup>o</sup> Civile, 9 septembre 2020, n<sup>o</sup> 19-13.937 : exclusion d'un membre de l'association aéroclub de la Lys et de l'Artois. L'intéressé envoyait des courriers de dénonciation de turpitudes, apparemment imaginaires, imputables aux dirigeants.

Les relations entre l'aéro-club et ses collaborateurs

Contrat de travail ou relation à caractère purement bénévole ?

Sociale, 20 décembre 2017, n<sup>o</sup> 16-20646 : le litige concerne la qualification d'une convention dite de responsable d'accueil bénévole conclue entre l'association Entente Atom'Sports aéro-club du Tricastin, ACT, aérodrome de Pierrelatte, et l'un de ses administrateurs. Ce membre du club acceptait d'assurer bénévolement l'accueil de l'ACT. Il avait des jours de permanence, il était tenu à des astreintes, la durée des congés était spécifiée, la convention indiquait les tâches à accomplir, il réalisait des vols, il assurait le service de la fourniture de carburant, il assurait le fonctionnement du bar. La convention prévoyait qu'il bénéficiait de l'occupation gratuite d'un logement de 5 pièces attenant.

L'ACT a résilié la convention. L'intéressé saisit la juridiction prud'homale.

La cour de Grenoble déclare l'incompétence de la juridiction du travail, elle refuse d'admettre la présence d'un contrat de travail, elle affirme la compétence du TGI de Valence pour connaître du litige.

La cassation intervient au visa de l'article L. 1221-1 du code du travail.

Parachutisme. Existence d'un contrat de travail entre la société Cavok, organisant des sauts en parachute à partir de l'aérodrome de Périgny (Lapalisse) dans l'Allier, et Robert, moniteur en saut parachutiste, ayant réalisé entre 2006 et 2009 des prestations pour le compte de cette société : Sociale, 28 février 2018, n<sup>o</sup> 16-15960.

La société fournissait au prestataire moyens matériels et humains, le moniteur fournissait comme c'est l'usage le parachute, elle fixait les tarifs, elle contrôlait le bon déroulement des prestations, elle excluait les moniteurs ne donnant pas satisfaction, l'existence d'un lien de subordination était établie.

Il fallait trancher la question de la compétence d'attribution (en faveur ou non de la juridiction prud'homale, compte tenu de la présence ou de l'absence d'une relation de travail subordonné), ensuite celle de la compétence territoriale (Albertville ou Vichy Cusset).

Les pilotes, navigants non professionnels

Tous les pilotes ne sont pas des navigants professionnels.

Celui qui n'exerce pas dans un but lucratif ou contre rémunération n'a pas la qualité de navigant professionnel.

Celui qui exercerait contre rémunération, mais sans qu'il agisse ainsi de façon habituelle et principale, n'est pas un navigant professionnel, la rémunération épisodique et secondaire n'en fait pas un navigant professionnel.

Interprétation a contrario de l'art. L. 6521-1 du code des transports définissant le navigant professionnel de l'aéronautique civile.

La formation des pilotes privés (navigants non professionnels)

Les aéroclubs se flattent, d'assurer, pour des coûts mesurés, l'initiation de jeunes pilotes dès l'âge de 15 ans, garçons ou filles, dont certains feront éventuellement carrière ultérieurement dans l'aviation commerciale.

Le rapport de l'ACNUSA du 15 juillet 2020 impute à la formation au pilotage, en matière d'aviation légère, la production de nuisances sonores. Les élèves effectuent des tours de piste, ils effectuent de façon répétitive des



manœuvres de décollage et d'atterrissage selon la même trajectoire et sans prendre beaucoup d'altitude. Selon le rapport, le tour de piste est une phase de vol où le pilote doit regarder à l'extérieur pour assurer la sécurité », - c'est le voir et éviter -, plutôt que de se concentrer sur ses seuls instruments

Le tour de piste à basse hauteur est distinct de la trajectoire standard, il s'exerce plus bas et plus proche de la piste. Il est indispensable à la formation des pilotes. Il n'est pas concerné par les dispositions prévoyant des hauteurs minimales de survol, qui sont étrangères aux besoins du décollage et de l'atterrissage et des manœuvres qui s'y rattachent, comme les étapes constituant le tour de piste. Les tours de piste à basse altitude sont interdits à Lasbordes.

La mission conseille de promouvoir le contrôle de zones à ne pas survoler. Le contrôle du respect des trajectoires peut devenir automatique lorsque l'emport du transpondeur est obligatoire.

Les organismes de formation aux licences non professionnelles,  
Le code des transports exige de l'impétrant une certification. À défaut, il se contente d'une déclaration. Article L. 6511-6 CT.

Le droit européen a ses exigences, il entend assurer le sérieux de la formation dispensée par les organismes qui se proposent d'assurer la formation des navigants.

La réglementation européenne oblige ou obligerait les organismes de formation à obtenir une certification. Ce qui a entraîné les craintes et les protestations des aéroclubs.

La disposition de référence est ou était l'article 5 § 5 du Règlement n° 965/2012 (modifié par le règlement n° 379/2014 du 7 avril 2014).

Lorsqu'ils assurent une formation en vol (à destination, à l'intérieur ou au départ de l'Union), les organismes de formation (dont le principal établissement se trouve dans un État membre) (et qui sont agréés conformément au règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 sur les exigences applicables au personnel navigant de l'aviation civile) exploitent

- les avions et les hélicoptères à motorisation complexe conformément aux dispositions de l'annexe VI
- les avions et les hélicoptères à motorisation non complexe et les ballons et planeurs conformément à l'annexe VII.

Quid novi avec le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 ?

Il faut noter immédiatement que le règlement européen ne concerne pas les petits aéronefs. Les aéronefs de conception simple ou qui effectuent principalement des vols locaux ne sont soumis qu'au contrôle réglementaire des États membres. On présume qu'il en est de même pour les centres de formation des pilotes voulant piloter de tels aéronefs.

Le considérant 6 mentionne l'aviation sportive et de loisir. Les instruments à venir - concernant donc les aéronefs relevant du règlement - doivent prévoir à son sujet des dispositions simples et proportionnées. Ces mesures devraient être mises au point en temps voulu.

Ce règlement comporte des dispositions relatives au personnel navigant, art. 20 et suivants.

Les organismes intervenant dans la formation des pilotes sont soumis aux exigences essentielles définies à l'annexe IV. Voir le point 5.

Un agrément est requis en ce qui concerne les organismes de formation des pilotes, art. 24 § 2.

Mais cette disposition prévoit immédiatement des exceptions, compte tenu de la nature de l'activité exercée et des dangers qui y sont liés. Il y a donc des situations où de tels agréments ne sont pas requis. Cf. les actes d'exécution à venir du règlement.

L'organisme peut cependant être contraint de déclarer avoir la capacité et les moyens d'assumer les responsabilités liées aux activités liées qu'il mène.

Les aéroclubs bénéficient du concours de pilotes instructeurs

Les instructeurs sont appelés à détenir des qualifications d'instructeur, comme la qualification d'instructeur de pilote de planeur, celle d'instructeur de vol à voile, celle d'instructeur de pilote privé avion

ULM

L'arrêté du 24 novembre 2017 contient des dispositions, chapitre VII, concernant l'instructeur de pilote d'ULM. Une formation initiale est prévue, le candidat doit être titulaire du brevet et de la licence de pilote d'ULM et détenir une expérience en termes d'heures de vol. L'intéressé commence par être instructeur stagiaire. Il obtient ultérieurement la qualification d'instructeur de pilote d'ULM. Une formation est exigée.

Le chapitre x est relatif à l'examineur de l'instructeur.

Un autre et très volumineux arrêté du 24 novembre 2017 concerne la formation des instructeurs de pilote d'aéronefs ultralégers motorisés, ULM, JO du 9 décembre 2017, texte n° 38.

Les organismes de formation d'instructeurs de pilote d'ULM sont, après enquête, agréés. Ils sont soumis à la surveillance du ministre, en clair de la DGAC.

Les instructeurs suivent une formation.

Les arrêtés du 3 octobre 2017 et 4 janvier 2024 concernent le brevet d'instructeur sportif, avec des spécialités Parapente et Delta.

L'attestation de la compétence intellectuelle, sanitaire et technique pour naviguer de la part des navigants non professionnels.

Les navigants non professionnels doivent acquérir une certaine compétence en matière de navigation aérienne. Même si les exigences peuvent être moindres qu'en ce qui concerne les navigants professionnels.

Le pilote privé est un pilote détenteur d'une licence ne permettant pas le pilotage d'aéronefs lors de vols exploités contre rémunération.

L'arrêté du 31 juillet 1981 est relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile (personnel de conduite des aéronefs). Cet arrêté a été modifié par un arrêté du 23 février 2018.

La réglementation nationale subit désormais l'emprise de la réglementation européenne.

Le droit interne subit la concurrence grandissante du droit européen, qui régit non seulement la formation et les licences du personnel de l'aviation commerciale mais également en partie celles relatives aux pilotes ne relevant pas de l'aviation commerciale.

Toute personne assurant la conduite d'un aéronef doit être pourvue de titres aéronautiques et de qualifications, art. L. 6511-1 al. 1° CT.

[L'alinéa 2 apporte cependant une exception, certains aéronefs monoplaces ou biplaces non motorisés, à raison de leurs caractéristiques, énoncées par arrêté ministériel, peuvent être pilotés sans titre aéronautique.

Les aéronefs ultralégers non motorisés peuvent être pilotés sans titre aéronautique, A. du 3 mai 2017.]

Les navigants non professionnels doivent donc suivre une formation pour obtenir la délivrance des brevets, licences et qualifications.

Les brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels

Cf. le développement subséquent concernant les pilotes et membres d'équipage

Les brevets

Les licences

La licence de pilote de loisir

La licence de base de pilote d'aviation BB permet à son titulaire de piloter, pour un modèle déterminé, seul à bord, de jour, sans rémunération, un avion ou un planeur à dispositif d'envol incorporé.

Il ne peut voler qu'en dehors des espaces contrôlés ou réglementés, dans un rayon de 30 km de son aérodrome de départ.

Il y a place pour des autorisations additionnelles.

Pour les accorder, il faut vérifier l'acquisition de la formation. Le cas échéant, une expérience en vol est, le cas échéant, exigée.

Il existe plusieurs variantes d'autorisations.

Peut être accordée une autorisation concernant l'utilisation d'autres modèles d'avion ou de planeur à dispositif d'envol incorporé.

Peut être autorisé le vol VFR contact, avec l'atterrissage sur un autre aérodrome que celui utilisé pour le décollage. Les itinéraires ne dépassent pas 100 km.

Existe l'autorisation d'accès à un aérodrome dont l'espace aérien associé est contrôlé et réglementé.

Il existe l'autorisation d'emport d'un ou de plusieurs passagers, délivrée par un instructeur habilité : le pilote doit avoir 16 ans, avoir une expérience du vol seul à bord de 20 heures, dont 5 dans les deux derniers mois. L'emport de plusieurs passagers n'est autorisé qu'en vol local.

## La licence de pilote LAPL

Les élèves pilotes qui suivent une formation de pilote d'aéronef léger (LAPL) peuvent être autorisés sous certaines conditions avant obtention de la licence à se voir délivrer une autorisation de vol solo sans supervision dite ABL, arrêté du 19 mai 2020, JO du 30 mai 2020, texte n° 15. L'intéressé doit avoir atteint l'âge de 16 ans. Il doit détenir le certificat médical pour une licence LAPL. C'est le responsable pédagogique de l'organisme de formation qui délivre cette autorisation de vol solo sans supervision. L'intéressé doit posséder un certain niveau de compétence théorique, il doit déjà détenir un brevet d'initiation aéronautique ou un certificat d'aptitude théorique pour la délivrance d'une licence de pilote d'avion. Il a déjà suivi un entraînement. L'ABL permet à son titulaire d'effectuer un vol local dans un rayon de 25 NM, sans rémunération, sans passager, en exploitation non commerciale, sur un avion monomoteur à pistons ou Touring moto glider, ayant une masse au décollage ne dépassant pas 2 000 kg. Une autorisation additionnelle peut permettre l'emport de 3 passagers, sans escale.

La Fédération française aéronautique, FFA, 155, avenue de Wagram 75017, est accréditée, selon un arrêté du 4 octobre 2023, en qualité d'entité qualifiée, en application de l'article 69 du règlement 2018/1139, pour organiser les épreuves, en faire le compte rendu et délivrer les certificats de réussite aux examens théoriques pour l'obtention des licences suivantes

La licence de pilote d'aéronef léger avion, LAPL(A)

La licence de pilote privé avion, PPL(A).

## Vol à voile

Règlement 2018/1976 du 14 décembre 2018 posant des règles en matière d'exploitation de planeurs

Arrêté du 5 février 2015 portant création de la mention « vol à voile » du diplôme d'état de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialisé « perfectionnement sportif »

L'arrêté du 4 mars 2015 modifie les arrêtés du 31 juillet 1981 et du 17 août 1978 prévoit la conversion de brevet et licence de pilote de planeur en titres européens.

L'arrêté modificatif du 11 juin 2020 traite de la conversion en licence de pilote de planeur SPL.

Les élèves pilotes qui suivent une formation de pilote de planeur SPL peuvent recevoir, avant la délivrance de la licence, l'autorisation de vol sans supervision ( Pass, passeport autorisant le solo sans supervision). Arrêté du 19 mai 2020, JO du 30 mai, texte n° 16. Le pilote doit être âgé de 14 ans et plus. Il doit posséder un certificat médical pour LAPL. Il doit déjà détenir certains titres, brevets ou certificats. Il a déjà suivi un entraînement en vol sur planeur ou sur Touring motor glider. Il est tenu compte des modes de lancement : à l'aide d'un treuil ou d'un véhicule, lancement aéro tracté ou décollage autonome, lancement par élastiques.

Ce Pass est délivré par le responsable pédagogique de l'organisme de formation, sur recommandation de l'instructeur de vol.

Il permet de piloter dans un rayon de 30 km, sans rémunération, en exploitation non commerciale.

L'emport de passager est interdit.

La Fédération française de vol en planeur est accréditée comme entité qualifiée pour l'organisation des examens théoriques de pilote de planeur, A. du 18 juin 2021, JO du 14 juillet 2021. L'arrêté est pris en application de l'art. 69 du règlement 2018/1139. La fédération peut organiser les examens, faire le compte rendu et délivrer les certificats de réussite pour l'obtention de la licence de pilote de planeur, SPL.

## ULM

L'arrêté du 23 juin 2014 - modifié par l'arrêté du 17 mai 2016 - porte création de la mention "vol ultraléger motorisé" du diplôme d'état perfectionnement sportif ULM

L'arrêté du 24 novembre 2017 modifie l'arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux brevets, licences et qualifications des navigants non professionnels de l'aéronautique civile.

L'arrêté du 21 octobre 2021 modifie l'arrêté du 4 mai 2000 du programme et du régime des examens du brevet et de la licence de pilote d'aéronef ultraléger motorisé.

## Voltige aérienne

Il existe des dispositions relatives à la formation des pilotes d'avions et de planeurs pour la pratique de la voltige aérienne, arrêté du 2 juillet 2007 modifié par un arrêté du 8 janvier 2015. Art. 3 de l'arrêté du 23 février 2018.

Ces activités de voltige donnant lieu à des variations de puissance moteur très fortes sont à l'origine de nuisances sonores pour les riverains des aérodromes.

## Les ballons

### La licence de pilote de ballon libre

L'arrêté du 21 décembre 2023 présente des dispositions concernant le pilote de ballon ultraléger.

Le pilote doit satisfaire certaines exigences, en particulier il dispose d'une déclaration d'aptitude au pilotage de ballons ultralégers, délivrée par un pilote détenteur d'un certificat d'instructeur de vol, cf. art. 5 et l'annexe : une formation théorique, un entraînement.

Il ne peut prendre une personne à bord que s'il a effectué dans les mois précédents 3 ascensions en ballon libre, cf. art. 5, II.

Le ballon ultraléger est utilisé et entretenu conformément à la documentation fournie par le constructeur.

Les vols sont effectués selon les règles du vol à vue (VFR), de jour.

Un ballon ultraléger ne peut pas effectuer du transport aérien public, art. 6, III.

Le ballon doit disposer d'un variomètre, d'un altimètre, d'une trousse de premier secours, d'une corde de manœuvre ..., art. 6, IV.

Le pilote est responsable de la sécurité du ballon, ainsi que de la personne transportée, ou des biens transportés.

Le pilote est responsable de l'information des personnes qui participent au gonflage et au dégonflage de l'enveloppe.

## Les qualifications

Les qualifications sont propres à un type d'appareil, à un équipement, ou aux conditions de vol, cf. art. L. 6511-2 CT. Les organismes de formation aux qualifications doivent être agréés.

La qualification de vol acrobatique du règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011

La qualification remorquage de planeur, idem règlement.

## Les sanctions

L'article L. 6541-1 du code des transports érige en infraction pénale le fait de conduire un aéronef sans être titulaire d'un brevet ou d'une licence ; un an d'emprisonnement, 75000 euros d'amende sont encourus par le contrevenant.

Criminelle, 26 juin 2018, n° 17-83572 : la cour d'Aix condamne Adrien pour conduite d'un aéronef sans titre aéronautique et défaut de tenue de carnet de vol. Adrien est élève pilote, il a acheté un aéronef alors que sa formation pratique était loin d'être achevée et sa formation théorique embryonnaire. Il est dépourvu de tout titre aéronautique, brevet ou licence pour piloter un Mooney 20 qui est un avion à train rentrant. Il pilote tout seul comme un grand. Il aurait pu piloter seul à bord, en solo, mais avec l'autorisation écrite d'un instructeur habilité et avec la supervision de cet instructeur. Il commet quelques erreurs, par deux fois lors de l'atterrissage il effectue deux sorties de piste. Il est condamné à 2 mois d'emprisonnement, à une amende, avec interdiction de piloter pendant 3 ans. Le pourvoi est rejeté.

### La consommation d'alcool.

Les navigants exerçant à titre non professionnel et non onéreux, qui se trouvent, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique, commettent une contravention de 4° classe, art. R. 6232-23 CT. Ils encourent la peine complémentaire de suspension du ou des titres aéronautiques pour une durée d'un an.

## Aéronefs sans équipage à bord

La réglementation relative aux appareils sans pilote impose aux télépilotes, dans certaines hypothèses, la détention d'un certificat d'aptitude théorique. Ils reçoivent une déclaration de niveau de compétence. Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 prévoit une réglementation propre aux pilotes à distance. L'article 8 § 3 du règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019 décide : Les pilotes à distance qui exploitent des modèles réduits d'aéronefs au sein de clubs ou d'associations d'aéromodélisme satisfont aux exigences minimales en matière de compétence définies dans l'autorisation délivrée conformément à l'article 16. L'âge minimum de pilote à distance est en principe de 16 ans, mais, dans certaines hypothèses, il n'y a pas d'âge minimum requis. Cf. article 9 du règlement d'exécution 2019/947. C'est l'autorité qui délivre aux pilotes à distance l'attestation de réussite à l'examen théorique en ligne – ainsi que les brevets d'aptitude, voir article 18 lettre c du règlement 2019/947.

Le CT, dans ses articles D. 6214-10 à 14, légifère en ce qui concerne la formation des télépilotes qui utilisent, à des fins de loisir, des aéronefs sans équipage à bord ne transportant pas de passagers. La formation dispensée par une fédération reconnue sur le plan national pour l'aéromodélisme peut être reconnue, art. D. 6214-13.

Un arrêté du 27 novembre 2023 modifie divers arrêtés concernant la formation et les titres applicables aux télépilotes.

## Sous - Chapitre II. Les autorisations requises

Les intervenants doivent observer tant la législation sportive que la législation européenne et nationale des transports. La pratique relève parfois des comportements en marge de la légalité, en particulier lorsque les pilotes d'avions privés dispensent des déplacements aériens moyennant finance.

(cf. 1<sup>o</sup> Civile, 11 février 2003, Bull. civ. 2003, n<sup>o</sup> 45, p. 35, n<sup>o</sup> 00-13761, Syndicat national de pilotes et professionnels de l'aviation légère assignant en concurrence illicite et déloyale la fédération française des planeurs ultra légers motorisés)

### § I. Au regard de la réglementation des activités sportives

Le code du sport

L'enseignement du sport contre rémunération est encadré par la loi.

Plusieurs conditions sont requises.

L'obligation de qualification : la détention d'un diplôme

L'obligation de déclaration de l'activité auprès du préfet, sous sanction pénale, L. 212-11 et 12 du code du sport, art. R. 212-85 du code du sport

Le vol libre

Pilote de parapente : le brevet d'État d'éducateur sportif option parapente est obligatoire, la déclaration d'activité doit être effectuée auprès du préfet.

Le manquement est pénalement sanctionné, art. L. 212-8 du code du sport.

La chambre criminelle a approuvé des condamnations de pilotes de parapente pratiquant des baptêmes de l'air en parapente biplace contre rémunération, sans être titulaire du brevet d'État d'éducateur sportif dans cette discipline. Le vol de découverte en parapente biplace constitue en effet pour le passager une activité sportive, sa sécurité doit être assurée.

Criminelle, 5 mars 1997, B. 88 : absence de brevet d'État, absence de déclaration auprès de l'administration

Criminelle, 20 mars 2001, B. 76, condamnation d'une personne exerçant à Orcières Merlette une activité de transport de personnes en parapente, alors que cette personne n'est pas titulaire du brevet d'état d'éducateur sportif option parapente. Ce vol constitue pour le passager une activité sportive. Le vol biplace requiert du passager suspendu par une sangle une coopération active au décollage et à l'atterrissage ainsi qu'une maîtrise émotionnelle suffisante voire une participation aux commandes au cours du vol. Le pilote encadre cette activité sportive. Les dispositions du droit aérien ne font pas obstacle à l'application de la réglementation sportive. Le cumul est envisageable.

Assurance obligatoire, sous sanction pénale.

Le ministre des Sports peut prendre une décision interdisant l'exercice de ses fonctions au pilote donnant des baptêmes de parapente, sans être titulaire du diplôme correspondant. CAA de Marseille, 17 mai 2001, n° 98 MA00245

Le parachutisme

Les descentes en parachute sont effectuées conformément à la législation, SERA.3125.

Un arrêté du 3 décembre 1956, modifié par un arrêté du 1<sup>o</sup> août 2016, concerne le brevet et la licence de parachutiste professionnel, ainsi que la qualification d'instructeur.

Un arrêté du 30 mai 2011 concerne la pratique des sauts en parachute biplace par les parachutistes professionnels.

Compétence du ministre et non du préfet, CAA Bordeaux, 22 avril 2003 (l'intéressé frappé de l'interdiction d'exercice encadre des sauts en parachute biplace)

Le directeur de cabinet du ministre chargé des comptes publics refuse d'assimiler un parachute à un aéronef, le courrier de ce collaborateur ministériel concernait le régime d'imposition à la TVA des prestations de sauts en parachute effectués en tandem, le saut en parachute en tandem ne peut pas être assimilé à une activité de transport de voyageurs, pour laquelle l'annexe III de la directive 206/112 permet l'application d'un taux réduit. Le courrier dudit directeur de cabinet est annulé pour incompetence, il devait disposer d'une délégation, c'est le directeur de la législation fiscale qui avait reçu délégation pour signer au nom du ministre les actes par lesquels l'administration interprète les dispositions en matière fiscale, Conseil d'État, 1<sup>o</sup> octobre 2019, n° 421264.

Le droit européen connaît le « vol de compétition ».

Il s'agit d'une activité de navigation aérienne consistant à utiliser un aéronef pour des courses ou des concours (ainsi que pour s'y exercer et pour rallier ou quitter un lieu de courses ou de concours), la définition figurant à l'article 2, chiffre 10, du règlement n° 965/2012.

Le droit européen apporte une réglementation pour encadrer les avantages d'ordre financier accordés à ceux qui participent à ces vols de compétition. Art. 6, § 4 bis, du règlement modifié n° 965/2012 du 5 octobre 2012.

Les exploitations d'aéronefs à motorisation non complexe suivantes peuvent être effectuées conformément à l'annexe VII ... : b) vols de compétition, à condition que la rémunération ou toute rétribution donnée pour ces vols soit limitée à la couverture des coûts directs et à une contribution proportionnée aux coûts annuels, ainsi qu'à des prix n'excédant pas un montant précisé par l'autorité compétente.

Le texte parle de compétition et de prix, nous supposons que ces prix sont accordés aux gagnants de la compétition aérienne.

Si des prix sont octroyés aux gagnants de ces vols de compétition, chaque prix attribué ne doit pas excéder 10 000 euros, arrêté du 18 août 2016, JO du 21 août 2016, article 2.

L'arrêté du 10 novembre 2021 sur les manifestations aériennes visent, entre autres, les compétitions sportives visant à la délivrance de titres.

## § II. Au regard de la réglementation des déplacements aériens

La problématique concerne l'exploitation d'aéronef : est-elle libre ou est-elle soumise à condition voire à autorisation préalable ?

Lorsque l'aéronef est piloté, l'une des questions qui se pose est de savoir si l'exploitant de l'aéronef ou le pilote de loisir peut prendre à bord moyennant un prix un ou quelques passagers.

Les aéronefs sans équipage à bord sont souvent affectés à l'aéromodélisme, il s'agit de la navigation aérienne de modèles réduits souvent bruyants qui sont pilotés à distance par des amateurs.

Ces appareils sont cependant susceptibles quand ils ont une dimension plus importante d'être utilisés pour transporter des marchandises, voire des passagers. L'exploitant n'agit pas alors par pur désintéressement. On quitte le monde du jeu et l'activité de loisir.

La puissance publique ne peut cependant que contrôler étroitement de telles activités, que l'exploitant soit désintéressé ou non, en particulier dans l'intérêt de la sécurité de la navigation aérienne.

## Sous-Paragraphe I. L'exploitation d'aéronefs avec un équipage à bord

Les associations aéronautiques comme les aéro-clubs et les pilotes privés peuvent-ils donner des baptêmes de l'air et effectuer des promenades aériennes ?

À titre gratuit ? À titre onéreux ? À titre exceptionnel ? À titre d'activité habituelle ?

La pratique du para commercialisme est parfois dénoncée par les transporteurs professionnels, comme les avions taxis.

Les exigences de sécurité sont prises en considération par le droit européen.

La responsabilité et l'attestation d'assurance.

### A. Le déplacement aérien ou la promenade aérienne donné à titre gratuit ou sans recherche du lucre

Le droit européen n'exige une licence d'exploitation que pour l'entreprise qui effectue des transports aériens à titre onéreux ou qui a recours à une location. En l'absence d'onérosité ou de location, la pratique est a contrario libre, article 3 § 1 règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

Les pouvoirs publics sont cependant soucieux de faire respecter les exigences de sécurité.

Les exploitants d'avions et hélicoptères à *motorisation complexe* utilisés à des fins non commerciales déclarent qu'ils ont les capacités et les moyens d'assumer les responsabilités liées à l'exploitation de tels aéronefs et exploitent ces aéronefs conformément aux dispositions des annexes III et VI, art. 5 § 3 du règlement n° 965/2012.

En cas d'exploitation spécialisée non commerciale, ils exploitent les aéronefs conformément aux dispositions des annexes III et VIII.

Les exploitants d'avions et hélicoptères à *motorisation non complexe* et de ballons et planeurs utilisés à des fins non commerciales, y compris pour des exploitations spécialisées, exploitent ces aéronefs conformément aux dispositions de l'annexe VII. Art. 5 du règlement n° 965/2012, § 4.

Ces dispositions sont reprises et précisées par l'arrêté ministériel du 9 février 2015, qui contient un titre II intitulé, Opérations à des fins non commerciales. Les articles du titre II sont applicables aux exploitants d'avions et d'hélicoptères à motorisation complexes et non complexes.

### B. Le cas intermédiaire : les vols à frais partagés

La question n'est pas nouvelle, mais a pris une plus grande actualité depuis une réforme opérée en 2014 par la réglementation européenne.

On tendait à considérer que si le pilote ou l'aéro-club demande une participation aux frais de vol comme à la dépense de carburant, il n'y a pas de prix du passage, il n'y a pas de transport aérien public : tribunal de police de Lorient, 13 novembre 1995, RFDA 1996.396, relaxe.

Un pilote privé peut partager les dépenses d'un fonctionnement d'un vol avec ses passagers, arrêté du 31 juillet 1981 relatif aux licences des navigants non professionnels de l'aéronautique civile, art. 4.2.2. On en déduisait qu'un pilote privé pouvait prendre des passagers en effectuant un vol à frais partagés.

Le règlement modifié n° 965/2012, art. 6, § 4 bis, a),

[la modification est l'œuvre du règlement n° 379/2014 du 7 avril 2014, art. 1°, chiffre 4, lettre b]

permet désormais à l'exploitant d'aéronefs à motorisation non complexe d'effectuer les vols conformément à l'annexe VII, par dérogation à l'article 5 § 1 à 6, en présence de vols à frais partagés effectués par des

*particuliers.*

Plusieurs conditions doivent, pour que l'opération soit licite, être remplies, indépendamment du fait que l'avion ne doit pas être un avion à motorisation complexe.

Le coût direct doit être réparti entre tous les occupants de l'appareil, y compris le pilote.

Le nombre de personnes supportant le coût direct ne doit pas dépasser pas 6.

Le pilote est astreint, avec l'annexe VII, au respect des règles de l'air, mais il est dispensé de la détention du CTA.

Le ministère a publié un arrêté en date du 9 février 2015 relatif à l'application du règlement n° 965/2012 modifié. Ces vols sont soumis aux dispositions des articles figurant au titre II de l'arrêté. Une surveillance est exercée.

Cf. le développement figurant supra relatif aux transporteurs commerciaux et concernant les vols avec paiement d'une somme d'argent, mais dispensés du CT.

### C. Le vol organisé à titre onéreux

Il est possible dans l'aviation légère et sportive que l'exploitant de l'aéronef subordonne la montée du passager à la remise d'un prix en argent. Le passager rémunère le déplacement aérien. Le législateur est relativement indulgent s'il s'agit seulement de vols locaux ou circulaires, réalisant une courte promenade aérienne. La remise d'une rémunération est alors tolérée. Elle procure une recette d'appoint à l'organisateur, qui ne se transforme pas en transporteur aérien commercial. L'indulgence n'est plus de mise lorsque l'organisme se met à organiser des vols moyennant finance entre deux aérodromes distincts. L'exploitant se met au rang d'un transporteur aérien commercial.

#### I. Les vols locaux

Ces vols circulaires sont organisés par les aéroclubs ou par des pilotes privés en ayant recours à des avions ou à des hélicoptères non complexes à des fins non commerciales.

##### a) Les vols locaux organisés par les associations aéronautiques et les organismes de formation

Le "**vol de découverte**" est défini par l'article 2, chiffre 9, du règlement modifié n° 965/2012 du 5 octobre 2012.

La réglementation autorise sous certaines conditions l'organisation de vols locaux à titre onéreux par les organismes aéronautiques.

Les exigences légales sont formulées par l'article 6, paragraphe 4 bis, du règlement européen n° 965/2012, ces vols sont organisés dans les conditions de l'annexe VII comme l'indique le règlement 2016/1199 du 22 juillet 2016.

Les conditions légales sont reprises, complétées et précisées par le droit national, en particulier par un arrêté du 18 août 2016, modifié par un arrêté du 24 mars 2021.

Ces dispositions ne sont pas toujours appréciées par les transporteurs professionnels, comme les exploitants des avions taxis, qui voient des concurrents dans ces organismes faisant des vols locaux moyennant une certaine rémunération.

Le vol de découverte ne peut être effectué conformément au droit européen que par un aéronef à motorisation non complexe.

L'arrêté du 18 août 2016 concerne les vols opérés au moyen d'avions ou d'hélicoptères non complexes.

Il est proposé par un organisme de formation (comme une école de voile) ayant son principal établissement dans un État membre de l'UE,

Il peut être également proposé par un organisme créé afin de promouvoir l'aviation sportive et de loisir, et agréé



à cette fin.

L'organisme exploite l'aéronef qui sert aux vols de découverte, en propriété, ou dans le cadre d'un contrat de location coque nue.

L'organisme perçoit une rémunération pour effectuer le vol, mais le vol ne doit pas produire de bénéfices distribués à l'extérieur de l'organisme.

Les vols se déroulent sur des sites d'exploitation. L'organisme y dispense des formations, il y dispose de moyens humains et matériels en vue de dispenser une formation.

Ces vols peuvent également se dérouler sur les sites sur lesquels sont basés les aéronefs exploités par les organismes créés afin de promouvoir l'aviation sportive et de loisirs, à l'exception des vols effectués dans le cadre des spectacles aériens soumis à autorisation préfectorale par l'article R. 131-3 CAC.

Les vols concernant des personnes non-membres de l'organisme ne représentent qu'une activité marginale de celui-ci.

L'activité de vols de découverte doit demeurer marginale. Selon l'article 5 de l'arrêté, elle ne dépasse pas 8 % des heures de vol totales effectuées dans l'année civile par l'organisme. Les heures de vols de découverte effectuées dans le cadre de spectacles aériens (style meetings) ou durant les journées portes ouvertes (limitées à 6 journées par an) ne sont pas toutefois comprises dans ce décompte.

Le texte définit les journées portes ouvertes : elles sont organisées pour encourager le développement de l'aviation légère ; les évolutions ne comprennent, ni figure de voltige, ni vols en formation ; ces évolutions ne nécessitent ni dérogation aux règles de l'air ni coordination. Ces journées portes ouvertes se déroulent sur un aérodrome ou un emplacement où est habituellement présenté le type d'aéronefs présentés et pour lesquelles la zone accessible au public n'empiète pas sur l'aire de mouvement de l'aérodrome ou à défaut sur la partie de l'emplacement à utiliser pour le décollage, l'atterrissage et la circulation des aéronefs à la surface.

L'activité proposée ne fait l'objet d'aucune publicité à titre onéreux ni d'aucun démarchage.

Il ne doit y avoir aucune offre commerciale au moyen de coffrets cadeaux (article 7 de l'arrêté).

Les vols de découverte sont des vols en circuit fermé : absence d'escale : vol aller- et- retour au même aérodrome. On exige un vol circulaire (sauf pour les vols de ballons et de planeurs). Les vols durent moins de 30 minutes entre le décollage et l'atterrissage. L'aéronef ne s'éloigne pas à plus de 40 km de son point de départ (art. 4 de l'arrêté de 2016).

Les vols en patrouille sont étrangers aux vols de découverte.

Il doit y avoir une personne désignée pour assurer la sécurité des vols, point NCO.103 du règlement.

Les vols sont effectués de jour en VFR.

Les pilotes effectuant les vols de découverte doivent être majeurs et être employés de l'organisme ou membres de l'organisme (adhérents de l'aéro-club). Ils doivent être titulaires d'une licence de pilote privé PPL avion ou hélicoptère ou d'une licence de pilote d'aéronef léger LAPL. Ils doivent justifier d'au moins 200 heures de vol depuis l'obtention de la licence sur la catégorie d'aéronef sur lequel est effectuée l'opération.

Ils doivent avoir effectué 25 heures de vol au cours des 12 mois qui précèdent sur la classe ou le type d'aéronef sur lequel est effectuée l'opération concernée.

Le nombre d'occupants de l'appareil, équipage inclus, est réduit : 3 au maximum pour les hélicoptères, 5 au maximum pour les avions.

Ces vols de découverte sont effectués conformément à l'annexe VII (exploitation d'aéronefs à motorisation non complexe à des fins non commerciales, partie NCO) du règlement n° 965/2012, par dérogation aux annexes III (exigences applicables aux organismes pour les opérations aériennes, partie NCO) et IV (opérations de transport aérien commercial, partie CAT).

b) L'organisation de vols locaux par des pilotes privés

Le vol local inférieur à certains seuils : le pilote qui transporte, moyennant un prix, un petit nombre de passagers dans le cadre d'un vol local (vol sans escale, identité du point de départ et d'arrivée, vol d'une durée maximum de 30 minutes, éloignement ne dépassant pas 40 km par rapport au point de départ) est dispensé du CTA et de la licence d'exploitation. Maximum de 3 personnes à bord si le vol est effectué par un giravion (hélicoptère). Maximum de 5 personnes à bord dans les autres cas.

Le dépassement des seuils : la délivrance du CTA dans le cadre des autres vols locaux émane du directeur de l'aviation civile, la délivrance de la licence d'exploitation est l'œuvre du préfet de région.

## II. Le vol entre deux aéroports distincts organisé par un aéro-club, une association ou un pilote privé

Si l'opération demeure ponctuelle et isolée, il n'y a pas activité de transport aérien, elle ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, en revanche si l'opération se renouvelle, c'est une opération d'habitude, car l'habitude se consomme dès le deuxième acte.

Une contravention de 5<sup>e</sup> classe frappe la personne qui exerce l'activité de transporteur aérien public sans être titulaire de la licence d'exploitation, art. R. 6433-2 CT. Est puni de l'amende le fait pour toute personne d'organiser ou de participer à l'organisation ou à la commercialisation de l'activité de transporteur aérien public, sans être titulaire d'une licence d'exploitation.

Les peines d'amende pourront être appliquées autant de fois qu'il aura été effectué de vols en contravention aux dispositions législatives et réglementaires, art. R. 6433-3 CT.

Un aéro-club, un pilote, une association n'ont pas à se livrer à l'activité de transporteur aérien public, à titre onéreux ou contre rémunération. L'exercice du transport aérien public exige CTA et licence d'exploitation...

Criminelle, 20 juin 1978, RFDA 1979.317 obs. V.G., condamnation d'un aéro-club pour exercice illégal de l'activité de transporteur aérien.

Affaire Diane Barrière, morte en 2001 des suites d'un accident aérien survenu en 1995. Vol effectué par une association Centre.Aff'Air entre Le Luc et La Baule. L'avion, victime d'une panne de carburant, s'écrase dans un champ près de Luçon. Mort du pilote, trésorier, et du co-pilote, président de l'association.

Un fonctionnaire local de la direction Centre de l'aviation civile a été poursuivi pénalement pour homicide involontaire, il lui a été reproché d'avoir été négligent et de ne pas avoir interdit une telle pratique illicite qui était connue : Criminelle, 13 novembre 2008, n° 08-81446.

Y avait-il du côté de l'association transport d'un passager par un pilote n'ayant pas la licence requise, exercice d'une activité de transport aérien contre rémunération sans autorisation, affrètement d'un aéronef à titre professionnel sans autorisation ?

Le droit administratif aérien est plus sévère que le droit pénal aérien.

Parallèlement à la répression pénale, le ministre chargé de l'aviation civile peut en effet prononcer une amende administrative, à l'encontre de la personne qui effectue un transport aérien public sans être titulaire d'une licence d'exploitation en cours de validité, lorsque celle-ci est requise. 1500 euros maximum pour une personne physique. Le plafond est doublé en cas d'un nouveau manquement dans l'année. Art. R. 6432-2 et -6 CT.

Le règlement n° 965/2012 permet, par dérogation, aux exploitants d'aéronefs à motorisation non complexe d'observer seulement les dispositions de l'annexe VII, alors qu'il y a rétribution. Article 6 § 4 bis.

Sont concernés les vols des manifestations aériennes ou de compétition, une rémunération ou une rétribution est donnée à l'exploitant, mais l'avantage financier est limité à la couverture des coûts directs et à une contribution proportionnée aux coûts annuels, ainsi qu'à des prix n'excédant pas un montant fixé par l'autorité.

Sont également concernés les vols de largage de parachutistes, de remorquage de planeurs, ou certains vols acrobatiques.

## **Sous-Paragraphe II. L'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord**

Le règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019 est relatif aux règles et aux procédures applicables à l'exploitation d'aéronefs sans équipage à bord.

Certaines dispositions concernent les associations ou clubs d'aéromodélisme.

La plupart des exploitants d'UAS, systèmes d'aéronef sans équipage à bord, exploitent des engins légers (d'une masse maximale au décollage inférieure à 25 kg) et relèvent de la catégorie « ouverte ». Nombre de ces exploitations ont un caractère ludique.

L'article 16 du règlement d'exécution 2019/947 permet à l'autorité publique de délivrer une autorisation d'exploitation d'UAS au sein de clubs ou d'associations d'aéromodélisme.

Pour que l'autorisation puisse être donnée,

Soit elle est délivrée conformément aux règles nationales en vigueur ;

Soit elle est accordée selon des conditions déterminées par le droit européen :

Les pilotes à distance exploitant des modèles réduits d'aéronefs dans le cadre de ces clubs ou associations d'aéromodélisme sont informés des conditions et des limitations définies dans l'autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Ces pilotes sont encadrés pour acquérir les compétences minimales.

Le club prend les mesures appropriées s'il apprend qu'un pilote ne respecte pas les conditions et limites

Le club fournit à l'autorité les documents requis à des fins de surveillance et de contrôle.

Ces exploitations peuvent être limitées au territoire de l'État ayant délivrée l'autorisation.

Les États peuvent autoriser les clubs à enregistrer leurs membres en leur nom dans les systèmes d'enregistrement, sinon les membres des clubs s'enregistrent eux-mêmes.

(Une disposition transitoire figurant à l'article 21 § 3 du règlement 2019/947 maintient, en ce qui concerne les clubs d'aéromodélisme, les règles nationales et la dispense d'autorisation jusqu'au 1<sup>o</sup> juillet 2022)

## **Chapitre II. Les accidents en matière d'aviation légère et sportive**

Les accidents, mortels ou non, sont relativement fréquents. Il suffit de lire en été la chronique dominicale.

Dommages matériels : appareil aérien détruit ou endommagé

La recherche des responsables

### **Section I. La responsabilité pénale en cas d'homicide ou de blessures involontaires**

On peut citer l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt de la chambre criminelle du 11 juin 2014, n° 13-81282.

Un accident d'avion a eu lieu le 28 décembre 2006 à Saint Sernin, près d'Aubenas, dans l'Ardèche. Périssent le pilote instructeur et son élève pilote. Un incendie s'était déclaré à bord, ayant pour origine la perforation du pot d'échappement gauche. Le président de l'aéro-club n'avait rien entrepris pour faire procéder aux réparations qui s'imposaient. Lors de la visite des 100 heures faite fin novembre 2006, la perforation avait été constatée.

L'APRS, approbation de remise en service de l'appareil, avait pourtant été délivrée. Le compte rendu de la visite avait mentionné que l'examen n'avait pas révélé de corrosion ou de criques (fissures). L'appareil aurait dû être

déclaré inapte au vol. Le président avait été informé lors de la récupération de l'appareil à l'atelier. Le responsable de la remise en service avait accepté que le président, pilote chevronné, reprenne l'avion pour le samedi/dimanche à condition de le ramener dans la quinzaine pour effectuer la réparation nécessaire dans un atelier agréé. Les deux intéressés avaient la volonté de transgresser la réglementation, ils sont à l'origine de l'incendie et donc de l'accident.

La veille de l'accident, on avait constaté une apparition de fumée dans la cabine, le vol avait été écourté.

L'incident aurait dû être notifié au BEA, inscrit sur le carnet de route et déclaré au responsable de l'aérodrome le plus proche.

Condamnation pour homicides involontaires du président de l'aéro-club.

Condamnation pour maintien en circulation d'un aéronef ne répondant pas aux conditions de navigabilité :

L'arrêt vise l'art. L. 6232-4, 3° qui punit l'exploitant technique pour faire ou laisser circuler un aéronef ne répondant pas à tout moment tant aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qu'aux règles relatives au maintien en état de validité de ce document,

Ainsi que l'article R. 133-1, I, lettre b : un aéronef ne peut être utilisé pour la circulation aérienne que s'il est apte au vol, c'est-à-dire s'il répond à tout moment aux conditions techniques de navigabilité ayant servi de base à la délivrance du document de navigabilité qui lui est propre et aux règles servant de base au maintien en état de validité de ce document.

Absence de signalement d'un incident affectant un aéronef au BEA.

## Section II. La responsabilité civile : la réparation du dommage subi par la victime et ses proches

### Sous-Section I. La leçon de pilotage

On ne retient pas la qualification de transport, mais celle de contrat d'enseignement.

L'instructeur /moniteur apprend à piloter un avion, il donne un stage de vol à voile, d'ULM ou de parapente.

On se trouve, si l'élève perd la vie ou est blessé lors d'un accident, en matière de responsabilité contractuelle : cf. 2° chambre civile, 18 octobre 2012, une dame est blessée à Soustons par le renversement d'un voilier lors d'une manœuvre, la cour de Pau a reconnu la responsabilité du centre de formation nautique sur le fondement de l'article 1384 al. 1°, cassation au visa de l'article 1147 : l'organisateur du stage de formation ne pouvait engager que sa responsabilité contractuelle.

Com. 27 mai 2015, n° 13-23772, 14-11405, 14-13689, chute de Sébastien lors d'un stage d'initiation au parapente

La nature de l'obligation de l'instructeur : il assume, soit une obligation de moyen en cas de rôle actif de l'élève, soit une obligation de résultat si l'élève a joué un rôle passif.

L'instructeur doit tenir compte en présence d'un sport dangereux des capacités de l'élève.

Il convient de prendre en considération l'incidence de la faute de la victime, pouvant exclure ou limiter le droit à réparation de la victime.

### La formation au parachutisme

1° Civile, 1° juin 2022, n° 21-10.835 : accident mortel le 26 mai 1999 d'un stagiaire d'un centre école régionale de parachutisme, il s'agissait du premier saut en parachute de la victime, incident d'ouverture du parachute, ouverture tardive de la voile de secours. Selon un arrêté du 9 décembre 1998, les sauts effectués par les élèves sont précédés d'une formation obligatoire adaptée à la nature du saut. L'arrêt de la cour de Douai est censuré pour défaut de base légale, il n'avait pas recherché, comme cela était demandé, si la formation dispensée était adaptée à la nature du saut que la victime devait effectuer.

L'aspect procédural.

La désignation du défendeur.

1° Civile, 17 janvier 2018, n° 16-20007 : Éric est victime d'un accident à l'aérodrome de Château Thierry lors de la phase d'atterrissage de l'aéronef ultra léger qu'il pilotait, tandis que son instructeur dirigeait la manœuvre d'approche par radio. L'élève plaide contre l'instructeur, il est débouté en appel. La formation était dispensée par une société par l'intermédiaire de son instructeur agréé, par ailleurs gérant de la société. Le dirigeant social

n'était pas personnellement responsable. Il n'y avait pas de sa part de faute détachable de ses fonctions. Seule la responsabilité de la société pouvait être engagée. Rejet du pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'Amiens ayant débouté le demandeur de son action contre le gérant-instructeur.

Il y a doute en l'espèce pour savoir si le demandeur avait réellement engagé la responsabilité propre de la société, cette responsabilité était évoquée dans les motifs des conclusions, mais aucune demande d'indemnisation ne figurait au dispositif des conclusions. La cour d'appel n'avait pas à examiner la responsabilité de la société, ayant son gérant comme instructeur. La société n'avait pas été mise en cause dans l'accident.

Un dossier vraisemblablement mal ficelé au départ et mal rattrapé.

La victime doit plaider contre l'entité liée par le contrat de pilotage. Une action contre un salarié ou un dirigeant social est ordinairement vouée à l'échec.

## Sous-Section II. Le baptême de l'air et la promenade aérienne

À titre onéreux ou gratuit

Pour le plaisir.

Le plus souvent un vol circulaire

### 1°) Les partenaires

Le dispensateur de la promenade

Plusieurs cas de figure sont envisageables.

Lorsqu'un déplacement aérien est organisé, qu'il y ait eu ou non une rémunération, on s'interroge éventuellement après accident si le passager s'était entendu avec l'aéroclub ou avec un pilote agissant à titre autonome.

C'est une question qui a été posée à propos d'un déplacement effectué entre la Suisse et la France. L'arrêt émane du Tribunal fédéral suisse, il a été rendu le 28 septembre 2018, il nous a été transmis par Maître Laurent Chassot plaidant pour le compte de l'aéroclub. Deux personnes, désireuses d'obtenir un déplacement, avaient pris contact à l'avance avec un aéroclub du pays vaudois. Celui-ci avait affiché dans ses locaux cette demande de recherche d'un pilote. Un pilote membre de l'aéroclub avait contacté l'une des candidates au voyage en février ou mars 2012. Un accord a été conclu pour un déplacement aller-et-retour entre la Suisse, Nantes et la Roche-sur-Yon. Le vol a été organisé le 7 août 2012. Le pilote a émis un titre de transport, dont on ne sait s'il a été effectivement remis aux passagers. Il avait encaissé la somme de 1450 francs avant le décollage. L'appareil n'appartenait pas au pilote, il était en location.

Un accident est survenu, on ignore sa nature.

Les deux personnes ont réclamé à l'aéroclub des dommages-intérêts.

Le pilote n'a pas été assigné, les passagers considérant que le pilote n'avait jamais eu l'intention de s'engager envers eux.

La cour d'appel du canton de Vaud a rejeté la demande.

Un recours - ouvert uniquement pour violation du droit fédéral - a été formé devant la tribunal fédéral.

Le débat a porté sur l'existence d'une relation contractuelle entre les demandeurs et l'aéroclub.

Un contrat de transport international avait-il été conclu entre l'aéroclub et les deux autres personnes ?

Le fait que l'aéroclub ait affiché dans ses murs un avis de recherche d'un pilote ne signifiait pas que l'aéroclub s'était engagé à procurer un transport. L'aéroclub n'effectuait d'ailleurs pas de transport aérien. Les discussions avaient été menées uniquement avec le pilote. La preuve n'a pas été établie de la conclusion d'un contrat entre les passagers et l'aéroclub. Le recours est rejeté.

Un aéroclub, le pilote agissant pour le compte de celui-ci

Un pilote indépendant

Le passager

Un pilote conduit et dirige le vol, il y a un ou plusieurs passagers à bord.  
Rôle passif : à bord de l'avion, du planeur, de l'hélicoptère, de la montgolfière.  
Rôle partiellement actif : ULM, parapente

## 2°) La nature juridique de l'opération

La qualification du déplacement

En droit public économique

Est-on en présence d'un transport aérien public s'il est fait à titre gratuit ?

Quid lorsqu'il est accompli à titre onéreux ?

Le règlement n° 965/2012, dans son article 2 nouveau alinéa 1° chiffre 9, parle de « vol de découverte » pour désigner tout vol effectué contre rémunération ou à tout autre titre onéreux, consistant en un voyage aérien de courte durée, proposé par un organisme de formation agréé / ou un organisme créé afin de promouvoir l'aviation sportive et de loisir, et visant à attirer de nouveaux stagiaires ou de nouveaux membres.

Il nomme vol de compétition l'activité de navigation aérienne consiste à faire des courses ou des concours.  
Chiffre 10.

Quant au vol de parade, c'est toute activité consistant expressément à faire une démonstration ou donner un spectacle lors d'une manifestation ouverte au public. Chiffre 11.

En droit civil

La 1° chambre civile de la Cour de cassation soumet à la qualification de transport aérien contractuel le vol effectué avec un passager à bord par l'aéro-club ou par le propriétaire du petit avion de tourisme.

Il serait préférable de voir dans ce passage consenti un contrat de déplacement aérien : l'auteur du déplacement n'est pas en effet un transporteur professionnel commercial.

Vol en montgolfière : contrat de transport aérien, même sans destination précise : Colmar, 25 juin 2010

1° Civile, 8 avril 2021, Bulletin, n°19-21.842 : une promenade aérienne effectuée par un particulier à titre gratuit, avec un point de départ et d'arrivée identique, constitue un transport aérien.

La cour de Bordeaux, dont l'arrêt est censuré, avait fait application de l'article 1384 al. 1° à cet accident survenu lors d'un vol circulaire, elle avait nié l'existence d'un transport aérien.

1° Civile, 19 octobre 1999,

Droit et patrimoine 2000 p. 89 n° 2477, note Chabas,

D. 2000, sommaire 298, obs. Mercadal,

JCP E 2000. 1224 obs. Bon-Garcin

La critique de la jurisprudence civile : nous pensons inappropriée la qualification de contrat de transport retenue lorsque celui qui monte en parapente biplace ne se contente pas d'un rôle passif : pour qu'il y ait contrat de transport il faut que le passager se laisse déplacer, il joue un rôle passif durant la phase du déplacement, il s'abandonne entre les mains du transporteur aérien. Si celui qui est déplacé joue un rôle actif dans la conduite, la qualification de contrat de transport ne devrait pas être retenue. Notre critique vise la solution adoptée par l'arrêt de la 1° chambre civile du 2 février 1999, RFDA 1999.209, qui applique le CAC et la CV à un accident d'un ULM biplace. Le pilote se trouvait sur le siège arrière, le « passager » était installé aux commandes sur le siège avant, ignorant des règles élémentaires de manœuvre d'un ULM. À notre sentiment, comme le passager jouait un rôle actif dans le pilotage, la qualification de contrat de transport aurait dû être écartée.

## La voltige aérienne

Tout vol comportant des évolutions périlleuses et inutiles pour la bonne marche de l'appareil est interdit au-dessus des zones à forte densité, d'une ville, d'une agglomération ou de la partie d'un aérodrome accueillant du public, art. R. 6211-5 CT.

L'exercice de voltige ne correspond pas à la qualification de transport, il échappe donc au régime du contrat de transport, la responsabilité du pilote qui offre à celui qui est monté à bord à ses côtés les émotions fortes du vol en voltige et qui cause un accident relève du droit commun de la responsabilité.

1° Civile, 25 novembre 1997, Bull. 1997.I. 332 p. 225, D. 1998 IR 32, un accident à Verdun le 7 octobre 1984,

le pilote et le passager Ulrich tués, le pilote déclaré seul responsable envers les proches du passager. La société des avions MUDRY mise hors cause.

Le vol ne consistait pas en une simple promenade, mais en des figures de voltige, le vol n'avait pas pour finalité l'acheminement du passager d'un point d'origine à un point de destination, il n'y avait pas transport aérien.

Dans la même affaire mais sans intérêt pour le droit aérien, 2<sup>o</sup> Civile, 19 février 2015, Bull., n<sup>o</sup> 13-25728.

### 3<sup>o</sup>) Le régime de la responsabilité civile

Il existe en droit européen un règlement n<sup>o</sup> 2027/97 du 9 octobre 1997 - entièrement réécrit par le règlement n<sup>o</sup> 889/2002 du 13 mai 2002 - applicable à la responsabilité du transporteur aérien de passagers.

Ce dispositif concerne les transports effectués par un transporteur aérien communautaire titulaire d'une licence d'exploitation délivrée en conformité avec la réglementation européenne.

Comme, dans l'aviation légère et sportive, le transporteur n'est ordinairement pas titulaire d'une telle licence, ce dispositif européen n'est en général pas applicable en cas d'accident.

Il convient alors de faire application du droit national.

#### a) Les sources du droit

##### . Le déplacement international

On ne peut exclure que le vol prenne une dimension internationale, voir à titre d'exemple l'accident ayant donné lieu à des décisions des juridictions suisses (tribunal fédéral du 5 juillet 2010 et du 28 mars 2011) et au commentaire de M. Laurent Chassot : il s'agissait d'un transport amical ayant tourné en 1996 à la catastrophe entre Genève et Bordeaux. On pouvait se demander si le déplacement était assumé par une société habituellement transporteur aérien ou par son président ayant piloté l'avion (l'avion ayant alors été mis par la société propriétaire à la disposition de son président). Il convient de déterminer si la CV est applicable au transport (elle est applicable s'il y a eu rémunération ou si le déplacement a été effectué par une entreprise de transport) ou sinon il convient de faire application de la loi interne désignée par la règle de conflit de lois de la juridiction saisie et ayant affirmé sa compétence.

##### . Le déplacement interne

Le déplacement est en général circonscrit dans le seul espace national et relève alors de la législation interne. La question avait été de déterminer, le droit national faisant référence à la convention portant droit uniforme, quelle est la convention de droit uniforme qui est applicable en cas d'accident mortel ou corporel : la CV originaire de 1929, la CV amendée par le protocole de La Haye de 1955 ou la convention de Montréal de 1999. L'évolution s'est faite en trois temps.

L'application de la CM s'est finalement imposée en 2021.

#### i. Les accidents survenus avant 2004

Le code de l'aviation civile, dans ses articles L. 322-3 et L. 321-3, renvoyait en ce qui concerne la responsabilité du transport de personnes à la convention de Varsovie de 1929 ou à toute convention la *modifiant* (ce qui visait le protocole de La Haye de 1955).

Tout transport aérien de personnes, même effectué à titre gratuit, est soumis en application du CAC aux articles 22 et 29 de la convention de Varsovie, énonçait un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile, 28 avril 2011, n<sup>o</sup> 09-67729.

La solution du droit interne est ainsi distincte de celle reçue en droit uniforme.

En droit interne, le pilote amateur qui déplaçait des passagers voyait sa responsabilité régie par la CV, qu'il soit rémunéré ou qu'il agisse à titre gratuit.

Dans le transport international, le transporteur international n'est en revanche soumis à la CV, que s'il perçoit une rémunération.

Si le transport international est gratuit, la CV ne s'applique que si le vol est effectué par une entreprise de transports aériens. Effectué à titre gratuit par une personne qui n'est pas une entreprise, le vol international échappe au droit uniforme, il est soumis au droit interne.

ii. Le régime des accidents survenus entre le 28 juin 2004, date de l'entrée en vigueur - pour la France - de la convention de Montréal du 28 mai 1999 et octobre 2021

Deux thèses étaient soutenables.

. Thèse fixiste dominante, à fondement littéraliste : la convention de Montréal ne *modifie* pas la convention de Varsovie, mais la remplace. On en conclut alors au maintien de l'ancienne solution, c'est à dire la soumission de la responsabilité du transporteur ou du pilote à la seule convention de Varsovie modifiée par le protocole de La Haye : Colmar, 25 juin 2010, appliquant la CV.

. Thèse évolutive qui avait notre préférence, voir en ce sens notre étude publiée à la Gazette du Palais, juillet-août 2006 p. 2363 : le régime de la convention de Montréal s'applique au transport interne, parce que la convention de Montréal se dit être une modification, une modernisation, une refonte et une mise à jour du système varsovien et que le législateur français de 1957 a voulu aligner le régime interne sur le régime de droit uniforme en vigueur au niveau international.

(Nous avons l'approbation de Philippe le Tourneau, V° Contrat de transport, Encyclopédie Dalloz, Droit civil, n° 6 et 113, même si l'éminent auteur était obligé de reconnaître le caractère minoritaire de cette opinion doctrinale.)

La solution du maintien dans l'ordre interne du système de la CV était quelque peu paradoxale. Avec la multiplication des ratifications et adhésions à la CM, l'application dans l'ordre international de la CV se réduit comme peau de chagrin. Quand quasiment tous les États auront accepté de ratifier la CM, la CV ne sera plus en matière de transport international qu'un texte entré dans l'histoire. Il était paradoxal de continuer à soumettre les vols de plaisance à la CV comme une relique du passé. On serait dans la situation de certains territoires de l'outre-mer français (ou de certains petits États ayant jadis appartenu à l'empire français) où on continue à appliquer des dispositions législatives abrogées en métropole depuis des lustres.

La controverse n'avait pas été tranchée avec clarté par les nouveaux articles L. 6421-4 et L. 6422-2 du code des transports, signe de la faiblesse du procédé de la codification administrative à droit constant.

Ceux qui se prononçaient pour le maintien de l'application de la CV étaient sensibles à l'idée qu'il était opportun de maintenir en cas d'accident la limite de réparation et des primes d'assurance d'un montant raisonnable pour l'exploitant de l'aéronef.

Il s'agissait de faire bénéficier l'aviation légère et sportive d'un régime spécifique relativement indulgent pour l'exploitant en cas d'accident mortel.

Il était, nous semblait-il, préférable que ce soit la loi qui édicte ce droit spécial.

L'erreur de base est de soumettre, par renvoi, les vols de plaisance au régime de la CV (ou de la CM) : le dispositif de droit uniforme n'a pas été édicté pour régir l'aviation légère et sportive qui devrait relever du droit commun, voire d'un régime particulier ad hoc.

La jurisprudence se prononçait pour le maintien des solutions anciennes et refusait l'application du système de Montréal.

La cour de Rouen se prononce dans un arrêt du 11 décembre 2014, *Transidit*, IDIT 2015 n° 69 page 13, pour la soumission d'un vol accompli à titre gratuit dans le cadre d'un aéro-club à la CV et pour l'application de la prescription biennale. La solution eût été semblable si on avait fait preuve de modernité en appliquant la CM.

Un accident d'ULM. Le pilote meurt de ses blessures. Le passager est grièvement blessé.

La cour de Versailles dans son arrêt du 14 juin 2018 fait appel à deux ensembles normatifs pour apprécier le bien-fondé de la demande d'indemnisation formulée par la victime directe et par son épouse.

La demande du passager.

Le droit des transports. La cour de Versailles applique le code des transports et la CV. On est en présence d'un transport aérien gratuit, il y a faute (simple, non inexcusable) du pilote. Est en théorie opposable à la victime la limite de réparation de 114 336 euros.

Le droit des assurances. La cour fait bénéficier le passager d'une réparation intégrale, celui-ci se prévalant de dispositions figurant dans le contrat d'assurance conclu par le pilote pour couvrir sa responsabilité.

La demande de l'épouse du passager.

Le droit des transports. L'épouse du passager se voit opposer la limite de réparation du code des transports.

Le droit des assurances. L'épouse ne bénéficie pas en revanche des dispositions de la police d'assurance



souscrite par le pilote étendant uniquement aux personnes blessées corporellement le règlement européen et indirectement la CM, et non aux victimes par ricochet.  
L'arrêt de la cour de Versailles est cassé par la Cour de cassation dans l'arrêt du 14 novembre 2019 cité infra.  
Cf. infra, à propos de l'assurance aérienne.

Un accident lors d'une promenade aérienne au-dessus du bassin d'Arcachon : la chambre criminelle, 10 septembre 2019, n° 18-83858, soumet le vol à la convention de Varsovie.  
La même solution est donnée par la chambre civile, 8 avril 2021, Bulletin, n° 19-21.842 : une promenade aérienne effectuée par un particulier à titre gratuit, avec un point de départ et d'arrivée identique, constitue un transport aérien soumis aux seules dispositions de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929. La cour de Bordeaux, dont l'arrêt est cassé, avait condamné sur le fondement de l'article 1384 al. 1°, devenu l'art. 1242 du code civil, l'héritière du pilote ayant perdu, avec les passagers, la vie lors de cet accident

Un accident d'ULM lors d'un transport accompli à titre gratuit. Étendue de l'assurance couvrant la responsabilité civile du pilote. Droits du passager blessé. L'application de la CV et du régime dicté par le code des transports quant à la limite de réparation est postulée.  
1° Civile, 14 novembre 2019, n° 18-23349

2° chambre civile, 10 février 2022, n°20-20.814, Bulletin : un accident mortel lors d'un transport gratuit en septembre 2013 entre Poitiers et Cannes : la responsabilité du transporteur aérien qui n'est pas titulaire d'une licence d'exploitation délivrée en application du règlement n° 1008/2008 est régie par les stipulations de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929, même si le transport n'est pas international, dans la limite de 114 336 euros.

### iii. La réforme opérée par la loi n° 2021-1308 du 8 octobre 2021

L'article 8 de cette loi, qui donne une nouvelle rédaction à l'article L. 6421-4 du code des transports, améliore en partie la situation des passagers victimes d'un accident corporel.

"La responsabilité du transporteur aérien ne relevant pas de l'article L. 6421-3 (ce transporteur qui ne relève pas de l'art. L. 6421-3 désigne un transporteur de personnes non détenteur de la licence d'exploitation du droit communautaire, il s'agit d'un transporteur ne faisant pas du transport aérien public) est régie par la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Montréal le 28 mai 1999 dans les conditions définies à la section 2 du chapitre II du présent titre."

Le renvoi à la CV appartient au passé, place est désormais faite à la CM.

Nicolas Balat, L'alignement du droit interne sur le droit international de la responsabilité du transporteur aérien. Contribution à l'étude des délais déraisonnables, Dalloz 2021. 2186

### b) La responsabilité de l'auteur du déplacement

Elle est appréciée différemment selon que le vol était organisé à titre onéreux ou à titre gratuit.

#### i. La solution de droit commun

Le droit antérieur à la loi du 8 octobre 2021

Le transporteur, soumis à la CV modifiée par le protocole de La Haye, était tenu à ce titre d'une responsabilité présumée en cas d'accident mortel ou corporel. Cf. article L. 6421-4 al. 1° du code des transports

Cf. 1° Civile, 16 juillet 1998, n° 96-16575 : Y. s'est blessé alors qu'il effectuait un baptême de l'air en parapente sous la responsabilité du moniteur Éric, qui travaillait à l'école de parapente de Luchon. Les défenseurs avaient admis en appel qu'une descente en parapente constituait un transport aérien. Leur responsabilité en qualité de

transporteur aérien était présumée. La faute de la victime leur permettait d'écarter leur responsabilité, faute non rapportée en l'espèce.

(En jurisprudence, en présence d'un vol assuré par un aéro-club et lorsque le vol est subordonné à une adhésion de pure forme au club en qualité de membre d'honneur, la cour d'appel peut considérer qu'on se trouve en présence d'un vol à titre onéreux, le transport a pour contrepartie la somme versée, cf. 1<sup>o</sup> Civile, 5 février 1980, n<sup>o</sup> 78-14538)

Les solutions issues de la loi du 8 octobre 2021

En cas d'accident mortel ou corporel survenu au temps du transport, le transporteur aérien, qui réalise une promenade aérienne ou un baptême de l'air, est en principe, conformément à la convention de Montréal, responsable de plein droit.

## ii. Le droit spécial.

La solution dérogatoire propre au *transporteur effectuant un transport gratuit*

La solution française qui remonte à l'article 2 de la loi du 2 mars 1957, modifiant l'article 48 de la loi du 31 mai 1924, est, en matière de transport gratuit, celle d'une **responsabilité à base de faute** : le demandeur doit établir la faute du transporteur ou celle de son préposé pour faire condamner civilement, en cas d'accident, l'auteur du déplacement exécuté à titre **gratuit**.

Quant à la charge de la preuve, M. Tosi nous indiquait que le demandeur a tout intérêt à se placer sur le terrain du droit commun et de la responsabilité présumée en cas d'accident mortel lors du vol aérien. C'est au défendeur, l'auteur du déplacement, d'établir la gratuité de l'opération. Le transporteur qui prétend, pour s'exonérer de la responsabilité pesant en principe sur lui de plein droit, que la convention conclue avec le passager l'avait été à titre gratuit doit en apporter la preuve. La non-gratuité est présumée.

Cf. en droit civil les solutions apportées par la rédaction du nouvel article 1107 du code civil, dans une économie libérale, la norme est l'onéreux, Précis Dalloz, Les obligations, 12<sup>e</sup> édition, 2018, par Terré, Simmler, Yves Lequette et Chénédy, n<sup>o</sup> 101.

La loi du 8 octobre 2021 modifie en partie le système, même si l'exigence de la faute subsiste.

α) La notion de transporteur aérien effectuant un transport gratuit

Plusieurs situations peuvent être envisagées.

L'acte d'amitié et de gracieuseté. Le pilote n'attend rien en retour dans le transport dit bénévole. La contrepartie est absente. La gratuité est certaine.

Quid du transport à frais partagés ?

Onérosité ou gratuité ?

La situation est à mi-chemin. C'est la transposition à la matière aérienne de la pratique terrestre du co-voiturage. Le transporteur ne reçoit pas le prix du passage, il ne fait aucun bénéfice, aucun gain. Le pilote a la maîtrise du déplacement aérien. Les passagers, qui sont montés à bord avec l'accord du pilote, ont participé financièrement aux frais du transport, ils n'ont pas bénéficié d'une disposition libérale. Ils ont pris leur part dans la dépense générée par le vol aérien.

Deux thèses peuvent être soutenues.

1<sup>o</sup> thèse : le vol à frais partagés exclut la gratuité.

La gratuité est exclue puisqu'un paiement est intervenu, d'autant que la solution propre au transport gratuit constitue une exception au droit commun. Le pilote n'a pas eu le comportement d'un philanthrope. Le passager a apporté son écot, il a participé au financement du transport.

Le professeur J.P. Tosi adopte, dans ses travaux publiés en particulier au Jurisclasseur, Responsabilité civile et assurances, fascicule 460-20, n<sup>o</sup> 226 in fine, une conception étroite de la gratuité, il y inclut seulement le transport bénévole et désintéressé, mais non le transport intéressé (comme la participation du passager aux frais).

2° thèse : le vol à frais partagés entre dans la catégorie des transports effectués à titre gratuit

Le site de rencontres d'offres de vols à frais partagés Wingly assimile le vol à frais partagés à un vol à titre gratuit.

C'est ce qui est également soutenu par le site Droit aérien du cabinet Chevrier.

On peut citer en ce sens un certain nombre de décisions relativement anciennes publiées à la RFDA émanant des juges du fond et que référence le professeur Jean-Pierre Tosi, op.cit., n° 226.

Le secours en montagne

Un transport effectué par une société dans le cadre du plan départemental de secours en montagne n'est pas un transport gratuit, les interventions du transporteur donnant lieu à remboursement par l'administration, même sans profit pour le transporteur. Les communes peuvent exiger des personnes secourues en montagne le remboursement des frais de secours qu'elles ont engagées. Paris, 23 septembre 1998, Dalloz 1998.2501, p. 46

Un tel déplacement est un transport aérien, 1° civile, 6 février 1996, n° 93-20311, publié au Bulletin 1996, I, n° 71, p. 46 (accident d'un hélicoptère s'étant écrasé au sol lors du transport vers l'hôpital d'un sportif victime d'une chute en montagne)

β) Le régime de responsabilité de l'exploitant en présence d'un transport gratuit

. Les solutions historiques

En matière de transport gratuit, le code de l'aviation civile édictait une solution spécifique, inspirée par le doyen Chauveau, que M. Jean-Pierre Tosi souhaitait que l'on revoie à l'occasion de la nouvelle codification. Le transporteur gratuit n'y était tenu qu'à raison de sa faute prouvée. Le législateur français mettait en place un régime hybride, combinant un emprunt partiel au système de droit uniforme avec des règles spécifiques au transport gratuit d'origine interne.

(Application de la CV à un pilote privé effectuant une promenade au-dessus d'Arcachon, 3 passagers à titre gratuit, accident peu après le décollage, les 4 occupants sont blessés, chambre criminelle, 10 septembre 2019)

(Dans certaines espèces, le demandeur, au lieu d'invoquer uniquement les solutions spécifiques du droit aérien, fonde sa demande sur les principes de la responsabilité civile extra contractuelle, responsabilité à base de faute du pilote, responsabilité du pilote considéré comme gardien de l'aéronef. Ou bien le demandeur invoque aussi bien le droit commun que le droit aérien. La Cour de cassation n'y trouve pas en principe malice, fortifiant l'opinion selon laquelle le transport gratuit n'a pas de fondement contractuel. Voir par exemple, 1° Civile, 30 janvier 2001, n° 98-14368, le transporteur y est un professionnel.

La victime, cependant, ne peut pas, en présence d'un transport gratuit, invoquer l'art. 1384 al. 1° (devenu l'article 1242 alinéa 1° du code civil, version du 10 février 2016) pour engager la responsabilité du pilote et bénéficier d'une réparation intégrale, alors que le CAC et maintenant le CT en matière de transport gratuit exigent la preuve de la faute du pilote ou du transporteur pour que la victime obtienne réparation.

L'appel au droit commun délictuel ne peut évincer les solutions du droit spécial moins bienveillantes pour les victimes, cf. 1° Civile 4 novembre 2003, n° 02-12158, concernant un assureur.

1° Civile, 8 avril 2021, Bulletin, n° 19-21.842 : une promenade aérienne effectuée à titre gratuit au-dessus du bassin d'Arcachon par un pilote, simple particulier. La cour de Bordeaux condamne la fille du pilote décédé dans l'accident à réparation sur le fondement de l'art. 1384, il s'agissait d'un vol circulaire, il ne s'agissait pas d'un baptême de l'air, il ne s'agissait pas d'un vol à titre onéreux, il n'y avait pas de faute de la part du pilote.

Cassation : la promenade constitue un transport aérien, la responsabilité de ce particulier ne pouvait être engagée que si la victime prouvait qu'il avait commis une faute.)

1° Civile, 27 février 2007, Bull., n° 03-16683

1° Civile, 25 juin 2009, Bull. civil, 2009, I, n° 142 : négligence : ne pas avoir vérifié au décollage la fermeture de la verrière ; erreur d'appréciation à l'atterrissage : manœuvres dans des conditions dangereuses.

Voir la chronique de M. Tosi publiée au D. 2005.719, Responsabilité du transporteur aérien : dépoussiérons le code de l'aviation civile ! Les réflexions relatives au transport gratuit apparaissent à compter du n° 11. Le savant auteur n'a pas été entendu.

L'art. L. 6421-4, alinéa 2, du code des transports reprend en effet telle quelle la solution antérieure favorable à l'auteur du déplacement, rigoureuse pour la victime : la responsabilité de l'auteur du **déplacement** effectué à titre **gratuit** est une **responsabilité à base de faute prouvée et causale**.

La jurisprudence voit une faute de l'opérateur du transport agissant à titre gratuit dans des comportements comme le vol tournant à l'acrobatie, le vol à trop basse altitude, la violation des règles de vol à vue, l'absence de consultation des prévisions de la météo, la panne de carburant.

La 1<sup>o</sup> chambre civile, 5 juillet 2012, n<sup>o</sup> 12-12159, a refusé de transmettre au Conseil constitutionnel une QPC contestant la règle française imposant au demandeur en responsabilité d'établir la faute imputable au transporteur aérien ayant agi à titre gratuit (ou celle de ses préposés). La haute juridiction fait apparaître le bien fondé d'un régime spécifique propre à la responsabilité du transporteur à titre gratuit : différence objective de situation par rapport au transport à titre onéreux, particularisme des risques, réalisation du vol par une personne autre qu'une entreprise de transport aérien, volonté de la loi de favoriser le développement de l'aviation sportive et de tourisme auquel participent les aéro-clubs. La Cour de cassation ne pratique pas un égalitarisme à courte vue.

Bastia, 5 février 2014, n<sup>o</sup> RG 12/01015 : avion Cessna 210 venant de Corse et se rendant à Cannes, tombant en mer en octobre 2009, passagers blessés. Attente des secours pendant sept heures. Panne du moteur de l'avion. Défaut d'entretien de l'appareil, semble-t-il.

Riom, 11 mars 2015, RFDA 2015.102 note Thierry Mazoyer : accident mortel d'un Jodel piloté par un membre de l'aéro-club de Clermont Limagne, un passager à bord. La veuve et les enfants de la victime sont déboutés, il s'agissait d'un vol à titre gratuit et les causes de l'accident n'ont pas pu être déterminées par les services de la gendarmerie, la preuve de la faute du pilote et de l'aéro-club n'est pas administrée.

Responsabilité du transporteur tempérée ou exclue en cas de faute de la victime

Le transport aérien privé devant la cour européenne de Strasbourg

Voir une décision de la cour européenne des droits de l'homme du 8 mars 2018, n<sup>o</sup> 44154/14, R.S c. Lettonie, uniquement en anglais, concluant à la non violation de l'article 2 (droit à la vie) (enquête), la victime d'un accident de Piper lors d'un transport privé de 2008 n'avait obtenu en Lettonie réparation ni du propriétaire de l'avion, ni de la succession du pilote mort dans l'accident.

. Le principe de responsabilité en matière de transport gratuit depuis la loi du 8 octobre 2021

Le législateur maintient le principe d'une responsabilité à base de **faute** du transporteur à titre gratuit.

Sauf convention contraire, la responsabilité du transporteur aérien effectuant un transport gratuit de personnes n'est engagée ...que s'il est établi que le dommage a pour cause une faute imputable au transporteur ou à ses préposés, art. L. 6421-4, alinéa 2, CT.

c) Le montant de la réparation

Le calcul de l'indemnisation à attribuer à la victime blessée ou aux proches de la victime ayant perdu la vie dans l'accident (victimes par ricochet) ou aux organismes de sécurité sociale.

Le montant des dommages intérêts.

[ Solutions historiques

Le système de la loi de 1957 opérant renvoi à la convention de Varsovie de 1929

La limite de réparation

Au-delà d'un certain plafond, le transporteur déclaré responsable n'était pas tenu à réparation intégrale : le législateur français ne retenait pas la référence au franc or de la CV amendée à La Haye, 250 000 unités monétaires, art. 22, il fixait lui-même en euros le montant de la limite de réparation. La limite de réparation, dans le transport non soumis à la CM, était fixée par l'article L. 6421-4 du code des transports, au montant de **114 366, 76 euros**.

Cf. 1<sup>o</sup> chambre civile, 22 juin 2017, n<sup>o</sup> 16-19371, statuant à propos d'un arrêt de la cour de Paris du 2 mai 2016 ayant condamné l'aéro-club Icaria à indemniser trois passagers blessés lors d'un accident à l'atterrissage dans la limite de 114 336,76 euros par victime. Obtiennent certaines sommes, dans cette limite, la caisse d'assurance maladie et l'agent judiciaire de l'État. Il s'agissait d'un baptême de l'air donné à titre onéreux.

2<sup>o</sup> Civile, 10 février 2022, Bulletin

(La garantie d'assurance accordée par l'assureur au pilote peut parfois être d'un montant supérieur à la limite figurant dans le CAC et désormais dans le code des transports, les victimes par ricochet en cas d'accident mortel peuvent éventuellement se prévaloir d'une stipulation pour autrui pour prétendre obtenir une réparation d'un montant supérieur au plafond légal, 1<sup>o</sup> Civile, 13 octobre 1992, n<sup>o</sup> 90-22099, Bull. civil 1992, I, n<sup>o</sup> 254, p. 167 ; Versailles, 14 juin 2018, censuré.)

Le retour dans certaines hypothèses au principe de la réparation intégrale : la mise à l'écart du plafond de réparation

Dans le système de la convention de Varsovie, la limite de réparation pouvait dans certaines hypothèses être écartée.

1<sup>o</sup> cas : la faute inexcusable du transporteur ou du pilote, art. L. 6422-3 CT :

Pour obtenir réparation intégrale, il faut que le demandeur établisse la présence d'une faute, impliquant objectivement (appréciation in abstracto, le modèle de comparaison étant le transporteur ou le pilote prudent et avisé) la conscience de la probabilité du dommage et son acceptation téméraire. La faute inexcusable représente un degré de faute intermédiaire entre la faute dolosive consciente et la faute lourde.

La faute inexcusable est reconnue établie par certains arrêts

1<sup>o</sup> civ. 2 octobre 2007 : deux arrêts

1<sup>o</sup> arrêt : défaillance dans l'alimentation en carburant

2<sup>o</sup> arrêt : accident à l'atterrissage : le pilote avait enfreint la réglementation en choisissant une approche à vue et en omettant d'effectuer une manœuvre de sauvetage, bien qu'il en fût encore temps, en refusant de remettre les gaz pour reprendre de la hauteur et se présenter vent arrière

D'autres, plus nombreux, refusent d'admettre la présence d'une faute inexcusable, 1<sup>o</sup> Civile, 27 février 2007, n<sup>o</sup> 03-16683.

2<sup>o</sup> cas : l'absence de remise du billet de passage

Le contrat de transport de passagers doit être constaté par la délivrance d'un billet, L. 6421-1 du code des transports.

En ce qui concerne la sanction de la règle, la jurisprudence a ou avait opéré, semble-t-il, une différence entre le vol accompli contre rémunération et le vol effectué à titre gratuit.

Transport accompli à titre onéreux

CV initiale, 1929, art. 3, al. 2 : si le transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

CV modifiée à La Haye, 1955, art. 3, alinéa 2 : l'absence du billet de passage n'affecte pas la validité du contrat de transport. Toutefois, si, du consentement du transporteur, le passager s'embarque sans qu'un billet de passage ait été délivré, ou si le billet ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22 (qui prévoit la limitation de responsabilité).

1<sup>o</sup> Civile, 28 juin 2006, Bull. civil, 2006, I, n<sup>o</sup> 336 p. 288, n<sup>o</sup> 03-10094, absence de remise de billet, vol de parapente, le pilote est tué, le passager grièvement blessé, la limite de réparation ne peut être opposée au passager.

1<sup>o</sup> Civile, 3 avril 2007, Bull. 2007, I, n<sup>o</sup> 140, n<sup>o</sup> 06-11071, baptême de l'air, aérodrome de Clamecy, pilote et passagers tués, non mention de la limite de réparation sur le billet qui a été remis au passager, limite de 750 000

francs écartée.

Transport effectué à titre gratuit

La Cour de cassation refuse d'appliquer la sanction.

1° Civile, 25 juin 2009, Bull. 2009, I, n° 142, n° 07-21636, vol entrepris au départ de l'altiport de Megève en juin 2001, pilote et trois passagers tués, l'absence de délivrance de titre de transport ne permet pas d'écarter la limite de réparation, les dispositions de l'art. 3 § 2 CV sur le billet de passage et la sanction de sa non remise ou de la non-mention de la limite sont inapplicables à ce vol effectué à titre gratuit.

Il semble ressortir de cet arrêt que le transport gratuit n'est soumis que pour partie à la convention de Varsovie : en matière de transport gratuit effectué par un pilote, la loi n'exige pas la remise d'un billet de transport ; l'absence de remise d'un billet ne peut pas être sanctionnée par le retour à la réparation intégrale.

On pouvait toutefois interpréter l'arrêt de 2009 comme donnant une solution générale, abandonnant la solution antérieure donnée en matière de transport payant.

On peut d'ailleurs remarquer que c'est en matière de transport gratuit que le rappel du régime de responsabilité à l'intention du passager serait le plus opportun, le transporteur n'y encourt qu'une responsabilité à base de faute et il n'est pas tenu au-delà d'un certain plafond à une réparation intégrale. On ne peut nier l'intérêt d'une information en direction du passager destinée à le mettre en garde que si un accident venait à survenir en vol entraînant son trépas les siens risqueraient de ne percevoir aucune indemnité de la part du transporteur et lui indiquant alors l'intérêt de la prise d'une assurance de personnes. La césure transport à titre onéreux / transport effectué à titre gratuit n'obéit à aucun fondement rationnel.

Si la pratique du coavionnage venait à se diffuser et qu'on veuille maintenir les solutions actuelles, exigence de la preuve de la faute du pilote en cas de transport gratuit, le vol à frais partagés lui étant assimilé, réparation limitée, il serait opportun d'imposer aux passagers acceptant de monter à bord, pour faire face à la catastrophe, la souscription d'une assurance de personnes d'un montant raisonnable.

La limite de réparation aurait été inapplicable si on avait considéré que les dispositions du code des transports relatives à la responsabilité du transporteur autorisaient le renvoi à la convention de Montréal de 1999, celle-ci ayant restauré en matière de dommage corporel le retour au principe de la réparation intégrale. La limite de responsabilité, par passager, de 114 336 euros aurait alors été inopérante. La jurisprudence maintenait le système varsovien, elle ne faisait pas, ce que nous regrettons, place à la CM.

La limite de réparation ne peut être opposée aux victimes que par les seuls transporteurs aériens. Les victimes peuvent recourir au Fonds de garantie victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, FGTI, pour obtenir réparation intégrale, le Fonds ne bénéficie pas de la limite de réparation. 2° civile, 10 février 2022, n° 20-20.814, Bulletin : un accident mortel en 2013 lors d'un transport gratuit entre Poitiers et Cannes. Le transporteur, décédé lui aussi, bénéficie (ou son assureur) de la limite de réparation alors fixée par le code des transports, 114 3336 euros, répartis au marc le franc entre les victimes par ricochet. Lorsqu'elle est saisie par la victime d'une infraction imputable à un transporteur aérien, la CIVI, tenue d'assurer la réparation intégrale du dommage suivant les règles de droit commun de la responsabilité, sans perte ni profit pour la victime, ne peut limiter l'indemnisation mise à la charge du FGTI au plafond de garantie prévu par le code des transports, qui ne régit que la responsabilité des transporteurs aériens.

Le système français vise à faire obtenir une réparation intégrale de leur préjudice aux personnes qui subissent un préjudice résultant de faits, volontaires ou non, présentant le caractère matériel d'une infraction. Le FGTI est tenu de réparer intégralement le préjudice subi par la victime, indépendamment de l'étendue de son recours subrogatoire ultérieur, il ne peut pas bénéficier du plafond de garantie institué par la CV en faveur du transporteur aérien.

]

Le droit positif

Les accidents postérieurs à l'entrée en vigueur de la loi du 8 octobre 2021

Il convient d'exposer la solution de principe, alors que le transport gratuit continue à relever d'une approche moins favorable aux intérêts des victimes.

## La solution de principe

Si l'accident prend place dans le temps de transport, la réparation due par le transporteur reconnu coupable est celle prévue par la convention de Montréal.

Les victimes obtiennent réparation intégrale du moment que l'ensemble des dommages ne dépasse pas un certain plafond, qui est actuellement de 128 821 DTS [soit approximativement, 161 287 euros].

C'est le système de la garantie.

Si le dommage est important et excède ce plafond de 128 821 DTS, et pour la fraction excédant ce plafond, le transporteur n'est pas astreint à indemniser s'il établit son absence de faute ou le fait exclusif d'un tiers.

## Les solutions en présence d'un transport effectué à titre gratuit

Art. L.6421-4, al. 2, CT

Le transporteur, par principe, n'est astreint à réparation, en matière de transport gratuit, que s'il est convaincu de faute.

Il faut distinguer, pour le calcul des dommages intérêts à attribuer à la victime, en matière de transport gratuit, compte tenu de l'importance du dommage, selon que le transporteur est convaincu d'une faute simple ou d'une faute inexcusable.

### La faute simple

En ce qui concerne la fraction du dommage, égale ou inférieure au plafond de 128 821 DTS, le transporteur fautif est tenu à réparation intégrale, mais seulement dans la limite de ce plafond.

### La faute inexcusable

Le dommage excède le plafond

En ce qui concerne la fraction du dommage excédant le plafond, le transporteur à titre gratuit, fautif, n'est tenu de réparer le dommage, que si ce dommage résulte d'une **faute inexcusable** du transporteur ou de ses préposés.

Les victimes ont la possibilité de s'adresser au **FGTI** pour obtenir réparation intégrale. Il leur faut cependant, en cas d'accident mortel, établir la présence de l'élément matériel de l'infraction d'homicide involontaire, donc la faute de négligence ou d'imprudence de la part de l'organisateur du déplacement ou du pilote, ainsi que l'existence d'un lien entre la commission de cette faute et la réalisation du dommage. Si la cause de l'accident demeure inconnue ou incertaine, l'appel au Fonds de garantie ne saurait prospérer.

d) Le délai de deux ans à l'intérieur duquel l'action en responsabilité doit être intentée sous peine de déchéance : article L. 6422-5 du code des transports

Le transport gratuit effectué par un pilote utilisant ses loisirs pour piloter à titre privé est soumis à la prescription biennale.

1° Civile, 28 avril 2011, n° 09-67729. Un avion piloté par Joël s'écrase en 2003 après 20 minutes de vol, une seule rescapée. Le régime social des indépendants obtient la condamnation de l'aéro-club du Tricastin pour obtenir le remboursement (78 042 euros) des prestations versées à la personne ayant sauvé sa vie. La cour d'appel de Grenoble écarte l'exception de prescription opposée à la RSI. La cassation intervient.

Nature du délai biennal : il ne s'agit pas d'un délai de forclusion. La jurisprudence française fait de ce délai biennal un délai de prescription.

### Les causes de suspension

La jurisprudence française décide que le délai ne joue pas contre les mineurs, cf. art. 2235 du code civil.

2° Civile, 5 mars 2020, n° 19-11.594 : un vol familial entre Macon et la Corse grâce à un appareil appartenant à

l'aéroclub de Macon. Un accident causant la mort du pilote et de graves blessures aux passagères lors d'un atterrissage sur l'aérodrome de Carpentras le 14 juillet 2010. Le BEA avait dans son rapport relevé une faute du pilote. Celui-ci avait conclu un contrat d'assurance avec la mutuelle assurances corps santé français, la mutuelle a indemnisé les blessés et les proches du pilote décédé dans la catastrophe. La mutuelle subrogée dans les droits des victimes entend se retourner tardivement contre Axa, l'assureur de l'aéroclub, l'action intentée le 5 décembre 2013 est déclarée irrecevable, la prescription était acquise.

Les causes d'interruption

La constitution de partie civile devant la juridiction répressive

L'arrêt précité de la cour de Rouen du 11 décembre 2014 considérait que le délai biennal de prescription n'avait pu être interrompu ni par la constitution de partie civile du passager devant le tribunal correctionnel - il existe de la jurisprudence en sens contraire – ni par l'assignation en référé expertise.

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 11 mai 2022, n<sup>o</sup> 21-16.647, infirme cette opinion dans un accident où la passagère transportée à titre gratuit avait péri. La pilote avait été condamnée en 2017 pour homicide involontaire. L'accident s'était produit en 2014, les proches agissent tardivement en responsabilité en 2018. La pilote et son assureur ont opposé avec succès devant la cour d'Amiens la prescription biennale. La Cour de cassation rejette le pourvoi. La cour d'appel a retenu, *en l'absence de constitution de partie civile des proches*, que le délai de prescription, qui avait commencé à courir le 9 juin 2014, n'avait pas été interrompu ni suspendu, de sorte que l'action engagée plus de 2 ans après la survenance de l'accident était prescrite. La cour d'appel a statué à bon droit.

L'arrêt ne semble pas faire la distinction, pour l'interruption de la prescription, entre l'action civile à finalité uniquement vindicative et l'action civile classique ayant la double finalité vindicative et indemnitaire. La solution serait générale.

e) La compétence des tribunaux

Déplacement interne

La compétence d'attribution

Compétence du tribunal judiciaire depuis 2020.

L'incompétence du tribunal correctionnel saisi de l'action publique d'attribuer des dommages intérêts à la victime

Le tribunal correctionnel saisi de l'action publique peut être saisi à titre accessoire de l'action civile intentée par la victime.

La chambre criminelle se prévalait du particularisme varsovien (délai biennal, compétence territoriale, réparation plafonnée ...) pour affirmer l'incompétence des juridictions répressives pour connaître de l'action en responsabilité civile.

On croyait cette jurisprudence abandonnée.

La solution a été reprise, sans motivation explicite, par la Cour de cassation avec l'arrêt de la chambre criminelle du 10 septembre 2019, n<sup>o</sup> 18-83858, rendu à propos d'un accident survenu lors d'une promenade aérienne à Arcachon.

La solution est défavorable, en matière de transport gratuit, aux victimes qui peuvent plus difficilement faire la preuve de la faute de l'auteur du déplacement.

L'action civile à finalité vindicative demeure cependant recevable.

Si le tribunal correctionnel condamne le pilote pour homicide ou blessures involontaires, la victime ou ses proches pourront plus facilement dans l'instance civile obtenir, la faute causale étant établie, réparation.

La compétence territoriale

Le demandeur porte son action en responsabilité devant l'un des tribunaux auxquels la convention de Montréal donne compétence, art. R. 6421-7 CT. Il s'agit essentiellement de la compétence du tribunal du domicile du transporteur ou de celui du lieu de destination.



### Sous-Section III. La responsabilité de l'aéro-club

Les relations entre l'aéro-club et ses membres, les relations entre membres de l'aéro-club

La responsabilité de l'aéro-club mise en cause par le passager, alors que l'aéro-club n'est pas le transporteur. L'éventuelle responsabilité (délictuelle) / envers le passager / de l'aéro-club ayant mis l'aéronef à la disposition du pilote.

L'aéro-club ne répond pas des actes du pilote en l'absence de lien de préposition, 1<sup>o</sup> Civile 27 février 2007, n<sup>o</sup> 03-16683.

On peut songer à engager la responsabilité du club aéronautique sur la base de faute, si l'appareil mis à la disposition du pilote est mal entretenu.

La jurisprudence admet la possibilité d'engager la responsabilité de l'aéro-club sur le fondement de l'article 1384 al. 1<sup>o</sup>, l'aéro-club ayant conservé la garde de la structure de l'appareil aérien.

1<sup>o</sup> Civile, 27 février 2007, n<sup>o</sup> 03-16683, responsabilité exclue sur le fondement de la garde de la structure à raison du parfait état de l'appareil au décollage

La responsabilité de l'aéro-club engagée par les membres de l'aéro-club.

. Les accidents subis par les membres de l'aéro-club pilotant l'aéronef ou se trouvant à bord et par les pilotes/instructeurs

L'accident de planeur avec deux pilotes à bord  
2<sup>o</sup> Civile, 30 mars 2023, n<sup>o</sup> Q 21-20.337.

Deux hommes prennent place le 24 juillet 2011 à bord d'un planeur biplace à double commande appartenant à un centre d'instruction et de pratique du vol à voile.

Le vol se termine mal, le planeur s'est écrasé à 220 mètres de la piste d'atterrissage.

L'un des pilotes, qui a été blessé, assigne l'autre pilote en indemnisation de son préjudice.

Il est débouté.

La cour de Colmar avait constaté que l'avion était équipé d'une double commande, chacune d'elles étant contrôlée par un pilote.

Il n'était pas établi que le défendeur pilotait l'avion au moment de l'accident, il n'était pas établi qu'il avait la qualité de commandant de bord.

La garde du planeur était partagée entre les deux pilotes, aucun des co gardiens n'avait pu engager sa responsabilité à l'égard de l'autre.

La victime ne plaidait pas seulement contre son coéquipier, elle plaidait également sur le terrain contractuel contre le centre d'instruction.

Elle reprochait au club une faute d'imprudence en n'ayant pas désigné un pilote chargé de commander à bord.

La 2<sup>o</sup> chambre civile rejette le moyen.

Les pilotes n'effectuaient pas un vol réglementé par un arrêté du 12 juillet 2005 concernant les brevets des navigants professionnels de l'aéronautique civile.

La désignation préalable de commandant de bord n'incombait pas au centre d'instruction, il n'engageait donc pas sa responsabilité à ce titre.

Les déplacements collectifs entre les membres du club.

1<sup>o</sup> Civile, 20 mai 2010, n<sup>o</sup> 09-65835 : une expédition ludique entre les membres de l'aéro-club de Péronne. Un des avions est accidenté. Accident d'un avion appartenant à l'aéro-club au retour d'un voyage collectif en Hongrie. L'accident a lieu au décollage à Strasbourg. Quatre personnes à bord, deux sont éjectées et perdent la vie, les autres sont blessées. Les causes de l'accident sont multiples : mauvaise préparation du vol, fatigue de l'équipage, mauvaises conditions météo, surcharge de l'appareil, absence de dépôt de plan de vol. La Cour de cassation rejette les pourvois formés contre l'arrêt de la cour d'Amiens. L'arrêt parle d'un déplacement d'agrément entre onze membres de l'aéro-club. Trois appareils avaient accompli le voyage. L'existence d'un contrat de transport a été écartée. L'aéro-club avait perdu la garde des appareils. Appareil mis à la disposition des participants, prêt. Le président de l'aéro-club n'avait pas eu qualité participée à l'organisation du voyage. La

plupart des participants étaient des pilotes brevetés, chacun s'était succédé aux commandes. On n'était pas parvenu à déterminer quel était le pilote qui avait la garde de l'appareil au moment de l'accident. La victime est considérée comme passager. L'aéro-club est mis hors de cause. L'assureur a été condamné à raison de la police souscrite.

## TITRE IV. PILOTES, NAVIGANTS ET MEMBRES D'ÉQUIPAGE

Les engins aériens et spatiaux peuvent être dirigés ou exploités à distance. C'est le cas des drones civils ou militaires. C'est le cas de nombreux objets spatiaux qui sont guidés depuis des stations se trouvant au sol, alors qu'aucune personne ne se trouve à bord, comme les satellites météo, les satellites de télécommunications ou les satellites d'observation de la Terre.

Les engins aériens sont cependant le plus souvent guidés par un ou plusieurs pilotes qui montent à bord de l'aéronef et dirigent les évolutions de l'appareil aérien du décollage à l'atterrissage.

Nous allons diviser les navigants en deux catégories, ceux qui naviguent à bord des aéronefs, ceux qui naviguent dans les objets spatiaux évoluant dans l'espace extra atmosphérique qu'on nomme astronautes.

### Chapitre I. Pilote et navigant aérien

#### Introduction

Y a-t-il un pilote à bord ? Pas forcément. Nombre d'engins aériens évoluent, une ou plusieurs personnes se trouvant à bord dirigeant les évolutions dans l'atmosphère de ces engins. D'autres engins naviguent dans l'air sans présence humaine à bord : les cerfs-volants, les ballons météorologiques, les drones ... sans parler des missiles, dont la nature d'aéronef est douteuse.

#### . Le pilote à distance

Certains aéronefs évoluent sans le concours de l'homme à bord de l'engin, l'appareil aérien est télé piloté, il est

guidé à distance.

L'opérateur ne monte pas à bord de l'engin, il pilote à distance un aéronef sans personne à bord ... pour le moment. On parle de télépilote.

Le pilote à distance est, selon la définition portée à l'article 3 du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, une personne physique chargée de faire voler en toute sécurité un aéronef sans équipage à bord en manœuvrant ses commandes de vol, manuellement ou quand l'aéronef sans équipage à bord est en vol automatique, en contrôlant sa trajectoire et en restant à même d'intervenir et de modifier la trajectoire à tout moment.

L'art. L. 6214-1 CT distingue trois situations.

Le manuel : Le télépilote contrôle manuellement les évolutions de l'aéronef sans personne à bord.

Le cas du vol automatique : Le télépilote est la personne qui est en mesure à tout moment d'intervenir sur la trajectoire de l'engin.

Le cas d'un vol autonome : Le télépilote est la personne qui détermine directement la trajectoire ou les points de passage de cet aéronef.

La formation des télépilotes

## LE DROIT EUROPEEN

Le droit européen, dans le règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019, pose certaines exigences en ce qui concerne la formation des pilotes à distance. Beaucoup sont des amateurs, certains pourraient être amenés à devenir des professionnels travaillant au service d'une exploitation à caractère lucratif.

L'article 8 de ce règlement vise la compétence des pilotes à distance.

Les pilotes à distance qui exploitent des UAS (systèmes d'aéronefs sans équipage à bord) relevant de la catégorie « ouverte » - - sont tenus d'observer les dispositions figurant dans la partie A de l'annexe.

### UAS.OPEN.020

Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A1

Le pilote à distance doit connaître les instructions du fabricant de l'UAS.

S'il s'agit d'un aéronef de classe C1, il doit avoir suivi une formation en ligne ayant débouché sur la réussite d'un examen théorique en ligne. L'examen comprend 40 questions à choix multiples.

### UAS.OPEN.030

Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A2

Le pilote à distance connaît le manuel d'utilisation fourni par le fabricant.

Il est titulaire d'un brevet d'aptitude de pilote à distance.

Pour obtenir ce brevet, l'intéressé doit avoir suivi une formation en ligne et réussi l'examen théorique en ligne.

Il doit avoir suivi une autoformation pratique dans les conditions d'exploitation de la sous-catégorie A3 ...

Il doit déclarer avoir suivi cette autoformation.

Il doit réussir un examen théorique complémentaire, avec 30 questions à choix multiples : il s'agit d'évaluer les connaissances du pilote en matière d'atténuation des risques au sol.

### UAS.OPEN.040

Exploitations d'UAS dans la sous-catégorie A3

L'exploitation est effectuée par un pilote ayant suivi une formation en ligne et réussi un examen théorique en ligne.

### UAS.OPEN.060

Responsabilités du pilote à distance

Avant de commencer une exploitation, le pilote à distance doit posséder les compétences requises pour exécuter sa tâche. Il doit être en possession d'une preuve d'aptitude lorsqu'il exploite l'UAS, sauf ...

Les pilotes à distance qui exploitent des UAS relevant de la catégorie « spécifique » satisfont aux exigences en matière de compétences définies dans l'autorisation d'exploitation dans le scénario standard, appendice I de l'annexe ou dans le certificat allégé d'exploitant d'UAS.

Ils doivent posséder certaines aptitudes, comme la capacité de gérer la trajectoire de vol et l'automatisation des

aéronefs sans équipage, la capacité d'apprécier les situations, la capacité de gérer les communications aéronautiques ....

UAS.SPEC.050

L'exploitant s'assure que les pilotes à distance ont les compétences nécessaires en accord avec la formation prévue par l'autorisation d'exploitation, ou dans le scénario standard, ou définies par le LUC. Qu'ils ont suivi une formation de pilote

L'autorité publique délivre aux pilotes à distance l'attestation de réussite à l'examen théorique en ligne, points UAS.OPEN.020 et UAS.OPEN.040 de l'annexe.

Elle délivre les brevets d'aptitude des pilotes à distance, point UAS.OPEN.030 de l'annexe.

Elle délivre les licences de pilotes à distance qui exploitent des UAS relevant de la catégorie « certifiée », art. 18, b).

Les pilotes à distance, qui exploitent des modèles réduits d'aéronefs au sein de clubs ou d'associations d'aéromodélisme, satisfont aux exigences minimales en matière de compétence définies dans l'autorisation délivrée conformément à l'article 16.

Les pilotes à distance qui exploitent des modèles réduits d'aéronefs au sein de clubs d'aéromodélisme sont encadrés pour acquérir les compétences minimales requises pour l'exploitation d'UAS en toute sécurité, cf. art. 16 § 2, b), ii).

L'article 9 est relatif à l'âge minimum des pilotes à distance.

Il est en principe de 16 ans pour les exploitations d'UAS relevant des catégories ouverte et spécifique.

L'État peut fixer un âge différent pour l'exploitation des modèles réduits au sein des clubs d'aéromodélisme.

Certaines opérations n'exigent pas d'âge minimum.

## LE DROIT FRANCAIS

Le droit interne français avait posé certaines exigences. La réglementation européenne prime. Le droit national cependant n'a pas perdu son empire en ce qui concerne les exploitations exclues du champ d'application de la réglementation européenne. Le droit européen ne s'applique pas outre-mer.

La réglementation est destinée à permettre à l'impétrant d'assurer, en sécurité et dans le respect des règles de la navigation aérienne, le contrôle des aéronefs sans personne à bord.

C'est ce que décide l'article L. 6214-2 du code des transports.

Cette obligation de formation ne concerne pas le télépilote guidant des engins de loisir ne dépassant pas 800 grammes.

La réglementation distingue, quant à l'obligation de formation, les vols à finalités professionnelles des vols concernant des engins sans personne à bord, mais utilisés à des fins de loisir. Loisirs ou hors loisir.

La formation peut éventuellement déboucher sur l'attribution de titres.

La détention de ces titres peut être obligatoire pour l'exercice de certaines opérations professionnelles. Article L. 6214-3 CT.

La formation des pilotes à distance dans le *hors loisir*

Le décret n° 2018-67 du 2 février 2018 est relatif à la formation exigée des télépilotes qui utilisent des aéronefs civils circulant sans personne à bord à des fins autres que le loisir. Le CT reçoit ces dispositions. Il y a des Dispositions de principe. Il y a des Exceptions. Un régime transitoire est prévu.

L'article D. 6214-3 concerne les engins dont la masse en ordre d'exploitation n'excède pas 150 kg.

La formation prévue par le code des transports vise à l'acquisition par le télépilote des connaissances et compétences requises pour préparer et assurer le vol d'un aéronef :

Aux fins d'assurer la sécurité des tiers au sol et des autres usagers de l'espace aérien :

Dans le respect de la réglementation fixant les conditions d'emploi de ces aéronefs circulant sans personne à

bord à des fins autres que le loisir, des règles de protection des données et du respect de la vie privée.

L'article D. 6214-4 semble concerner les aéronefs sans condition de poids, c'est à dire dont la masse en ordre d'exploitation excède 150 kg.

Le télépilote doit justifier du suivi de la formation prévue par le code des transports.

Il doit détenir un certificat et une attestation, à savoir

Pour la partie théorique, un « certificat d'aptitude théorique » délivré, après examen, par le ministre.

(L'examen théorique porte sur la réglementation relative à l'utilisation de l'espace aérien, aux conditions d'emploi des aéronefs circulant sans personne à bord, au respect de la vie privée, à la sensibilisation des dangers liés à leur utilisation et aux sanctions encourues en cas de non-respect de la réglementation applicable. Cet examen comporte également des éléments relatifs à la connaissance générale de l'utilisation des aéronefs circulant sans personne à bord, leurs performances et les principes du vol, à la préparation du vol, à la météorologie et ses effets sur la conduite du vol, à la navigation et à la radio navigation, art. D. 6214-7)

(La détention du certificat d'aptitude théorique de télépilote n'est pas obligatoire pour l'utilisation d'un aéronef civil circulant sans personne à bord dans le cadre d'un scénario opérationnel à moindre risque défini par arrêté ministériel, art. D. 6214-5)

Pour la partie pratique, une « attestation de suivi de formation » délivrée par l'exploitant en charge de formation. (La partie de la formation relative aux compétences pratiques porte sur la préparation du vol et de l'aéronef ainsi que sur la gestion du vol en situation normale et en situation dégradée, art. D. 6214-7)

Le ministre fixe, art. D. 6214-8,

Les prérequis liés à l'âge, à l'expérience aéronautique et à la détention d'un titre aéronautique

Le programme détaillé et les modalités de l'examen pour l'obtention du certificat

Les compétences pratiques à acquérir et les modalités de délivrance de l'attestation de suivi

Les documents que le télépilote doit détenir lorsqu'il est en action.

L'article D. 6214-6 fait au sort particulier aux télépilotes qui répondent aux exigences requises pour l'exercice d'une activité particulière en application de l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à la conception des aéronefs civils qui circulent sans personne à bord, aux conditions de leur emploi et aux capacités requises des personnes qui les utilisent.

Ces télépilotes sont réputés satisfaire à la formation et sont dispensés de l'obligation de détention du certificat d'aptitude théorique et de l'attestation de suivi de formation.

Ces télépilotes doivent cependant justifier d'une attestation d'aptitude aux fonctions de télépilote dans le cadre du ou des scénarios opérationnels pour lesquels ils opèrent. C'est le ministre qui fixe les conditions dans lesquelles l'attestation d'aptitude est délivrée. L'attestation est délivrée par le ministre.

L'article D. 6214-9 prévoit que le ministre fixe par arrêté les formations et les qualifications reconnues comme équivalentes à celles mentionnées à l'article D. 6214-9.

Le ministre fixe les conditions dans lesquelles les titres, les connaissances, l'expérience et les aptitudes acquises sont prises en compte pour satisfaire à la formation.

Les qualifications professionnelles acquises dans d'autres États européens sont, sous condition, reconnues en France ; l'art. D. 6214-9 al. 2. opère un renvoi à un arrêté ministériel.

Le CT apporte un peu de souplesse au système. Il prévoit que le ministre peut accorder, par décisions individuelles, des équivalences, pour reconnaître d'autres formations que celles prévues par le code des transports. Article D. 6214-9.

Il convient de tenir compte de l'arrêté du 18 mai 2018, modifié par l'arrêté du 17 août 2021, concernant les télépilotes utilisant des aéronefs civils sans personne à bord à des fins autres que le loisir.

On peut faire une remarque identique concernant l'arrêté du 3 décembre 2020 fixant les conditions applicables aux missions exclues du champ d'application du règlement 2018/1139. Cet arrêté définit des scénarios standard nationaux.

L'arrêté du 18 mai 2018 modifié fixe les exigences nécessaires à l'exercice des fonctions de télépilote dans le cadre des scénarios opérationnels S-1 à S-3.

L'article 3 fixe les exigences pour les scénarios S-1, S-2 et S-3.

Le télépilote doit avoir 16 ans révolus.

Il doit être détenteur du certificat d'aptitude théorique de télépilote

Il doit être détenteur de l'attestation de suivi de formation  
L'arrêté contient des dispositions relatives à la formation pratique basique.  
Arrêté modificatif du 27 novembre 2023.

### *Le loisir*

La formation du pilote à distance dans le cadre du *loisir*.  
Le pilotage des drones utilisés dans le cadre des *loisirs*

Le ministre fixe les conditions d'âge.  
Le ministre fixe les documents dont le télépilote doit être muni quand il utilise l'aéronef circulant sans personne à bord à des fins de loisir.

Quelle est la formation exigée de la part des pilotes ?

C'est le décret n° 2018-375 du 18 mai 2018 qui concerne la formation imposée aux télépilotes des drones, circulant sans personne à bord, utilisés à des *fins de loisir*.  
Le dispositif légal figure aux articles D. 6214-10 et suivants.  
L'article D. 6214-10 concerne l'utilisation d'aéronefs dont la masse en ordre d'exploitation n'excède pas 150 kg.  
La formation consiste dans des enseignements théoriques dispensés par un cours en ligne.  
L'intéressé doit répondre avec succès à un questionnaire portant sur les connaissances théoriques.  
Il lui est alors délivré une attestation de suivi de formation. Cette attestation est mentionnée sur le registre des télé pilotes mis en place par le ministre chargé de l'aviation civile.  
Il existe des équivalences. La formation donnée par une fédération d'aéromodélisme en tient lieu.  
Le ministre fixe la durée de validité de l'attestation.

[Lire la réponse apportée par le secrétaire d'État aux transports à la question n° 24475 de Mme Claire O'Petit, publiée le 4 février 2020. La question porte sur l'arrêté du 12 octobre 2018 qui aurait apporté une définition restrictive de la notion de vol d'initiation qui discriminerait les associations non affiliées à la fédération nationale pour l'aéromodélisme qui ne pourraient plus proposer des vols d'initiation. Le ministre répond : l'arrêté du 12 octobre 2018 n'a pas l'intention d'interdire les vols de découverte de l'activité d'aéromodélisme au sein d'organismes autres que les associations affiliées à la fédération ou à une fédération multisports incluant l'aéromodélisme agréée par le ministre. Toute association peut effectuer des vols de découverte de l'activité d'aéromodélisme avec des enfants de moins de 14 ans qui ont suivi la formation en ligne prévue par l'arrêté, ou des personnes de plus de 14 ans qui ont suivi la formation en ligne prévue par cet arrêté. Cette très courte formation permet de sensibiliser les télépilotes d'aéronefs sans personne à bord aux principales mesures de sécurité à respecter pour prévenir un accident.  
La DGAC a établi avec les fédérations un cadre pour les vols d'initiation permettant de s'exonérer de cette formation théorique. La tutelle que l'État exerce sur ces fédérations permet d'assurer le respect de ces modalités particulières.]

L'arrêté du 3 décembre 2020 est relatif à l'exploitation d'aéromodèles au sein d'associations d'aéromodélisme en application du règlement d'exécution 2019/947.  
Arrêté du 27 novembre 2023.

L'arrêté du 12 octobre 2018 concerne la formation exigée des télépilotes qui utilisent des aéronefs civils circulant sans personne à bord à des fins de loisir.  
Cet arrêté est modifié par l'arrêté du 17 août 2021.  
L'arrêté fixe les exigences quant à l'exercice des fonctions de télépilote au sein d'une association d'aéromodélisme, qui applique les dispositions de l'arrêté du 3 décembre 2020, en application du règlement d'exécution 2019/947, ainsi que dans le cadre des opérations prévues aux a et c de l'article 22 du règlement d'exécution 2019/947 du 24 mai 2019.

Les articles R. 6232-8 et s. CT instaurent les contraventions dont les télépilotes peuvent se rendre coupables.

## . Les pilotes navigants

Les aéronefs évoluent ordinairement, alors que l'équipage - composé d'un ou de plusieurs pilotes – conduit l'aéronef en vol et assure la maîtrise de la navigation aérienne de l'engin volant.

Parmi les pilotes, certains relèvent du personnel civil, d'autres appartiennent au personnel militaire.

Certains sont des **navigants professionnels**, d'autres sont des **navigants non professionnels**, cf. supra le développement consacré à l'aviation légère et sportive.

Le personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile se caractérise par l'exercice de la profession de façon habituelle et principale, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, dans un but lucratif ou contre rémunération.

Est navigant professionnel de l'aéronautique civile toute personne qui remplit les deux conditions suivantes :

1° Exercer de façon habituelle et principale, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, dans un but lucratif ou contre rémunération, la fonction de personnel navigant ;

2° Être titulaire d'un titre aéronautique en état de validité ou relever du règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018, ainsi que de ses règlements d'application. Voir art. L. 6521-1 du code des transports , rédaction de la loi du 7 décembre 2020.

Les navigants professionnels obéissent en France depuis le loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique à un véritable statut. Ils possèdent des attributions qui leur sont propres ; ils doivent avant d'exercer suivre une formation donnant lieu à la délivrance de titres ; s'ils sont salariés, le droit du travail leur est applicable ; salariés ou non, ils bénéficient d'un régime spécifique de sécurité sociale.

En cas de faute, les navigants peuvent voir leurs responsabilités, disciplinaire, civile et pénale, être engagées.

## Section I. La condition des navigants

L'équipage désigne l'ensemble des personnes embarquées pour le service de l'aéronef en vol, art. L. 6522-1 CT.

Le règlement n° 216/2008 posait des règles communes dans le domaine de l'aviation civile.

Le règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018 lui succède.

Les pilotes et les membres d'équipage de cabine participant à l'exploitation des aéronefs sont soumis aux exigences définies à l'annexe IV.

Le règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 détermine les exigences techniques et les procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile, il a été modifié par le règlement n° 290/2012 du 30 mars 2012, par le règlement 2015/445 du 17 mars 2015, par le règlement 2021/2227 du 14 décembre 2021.

Les membres de l'équipage de conduite, les mécaniciens, les membres de l'équipage technique et les membres de l'équipage de cabine font partie du personnel navigant.

#### Sous-Section I. **Le personnel navigant technique, PNT**

Selon l'article L. 6524-1 du code des transports, le " personnel navigant technique " désigne le personnel exerçant les fonctions suivantes :

Commandement et conduite des aéronefs,

Service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la navigation de l'aéronef,

Service à bord des autres matériels montés sur aéronefs, notamment les appareils météorologiques ou destinés au travail agricole et les appareils destinés à la manœuvre des parachutes.

Cette classification a une portée limitée, elle ne vaut qu'en ce qui concerne le chapitre IV relatif aux relations collectives du travail.

Elle conserve un intérêt descriptif.

#### § I. **L'équipage de conduite**

Il s'agit des pilotes et de leur chef, le commandant de bord.

##### *A. Les pilotes*

Les pilotes assurent la conduite de l'aéronef.

La composition de l'équipage : l'équipage de conduite peut être composé d'un seul pilote, de deux pilotes voire de plusieurs pilotes.

Ce sont des dispositions spécifiques qui indiquent la composition de l'équipage de conduite.

L'exploitation multi pilote désigne une exploitation qui exige au moins 2 pilotes travaillant en équipage.

L'aéronef multi pilote est un avion certifié pour être exploité avec un équipage minimum de conduite de 2 pilotes.

Dans le cas des hélicoptères, dirigeables, aéronefs à sustentation motorisée, l'aéronef multi pilote désigne un aéronef certifié pour être exploité avec un équipage minimal de conduite d'au moins 2 pilotes ou qui doit être exploité avec au moins deux pilotes conformément au règlement n° 965/2012.

L'aéronef mono pilote concerne l'exploitation par un seul pilote.

Règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011, annexe I (partie FCL), paragraphe FCL.010.

En ce qui concerne l'exploitation des avions de nuit ou selon les règles de vol aux instruments IFR, l'équipage minimal est de 2 pilotes sur les avions à turboréacteurs et les avions à turbopropulseurs disposant de plus de 9 sièges passagers.

Le nombre de membres d'équipage de conduite ne doit pas être inférieur au minimum indiqué dans le manuel de vol de l'aéronef ou aux limites d'utilisation recommandées pour l'aéronef.

On parle de co-pilote de relève en croisière pour désigner le pilote qui prend la relève du co-pilote aux commandes pendant la phase de croisière d'un vol en exploitation multi pilote au-dessus du niveau de vol 200 (FL 200), règlement du 3 novembre 2011, annexe I.

Dans certaines hypothèses, on peut se contenter d'un seul pilote. ORO.FC.202



Le commandant de bord d'un avion mono pilote exploité à des fins de transport aérien commercial - titulaire d'une CPL(A) - doit remplir certaines conditions tenant au nombre d'heures de vol à son actif, ORO.FC.A.250 point a)

Chaque membre d'équipage de conduite suit, chaque année, une formation de maintien des compétences en vol et au sol. Règlement 2021/2237 modifiant le règlement n° 965/2012, annexe III, ORO.FC.130, ORO.FC.230. Il peut s'agir d'un entraînement en vol et sur simulateur. Le personnel qui dispense la formation doit être qualifié.

Un contentieux de droit du travail s'élève parfois lorsque le transporteur entend changer de pratique et décide - réduction des coûts oblige - de réduire le nombre des membres d'équipage.  
Soc. 12 avril 2012, n° 11-16129 : Air France en 2004 signe avec plusieurs syndicats un protocole de service moyen-courrier relatif aux vols A 320 avec Alger, 5 membres du personnel navigant composeront l'équipage. La compagnie veut imposer ultérieurement le retour à quatre, elle le décide en dénonçant le protocole ; le juge des référés interdit à la compagnie, sous une astreinte de 15 000 euros, de modifier la composition de l'équipage, il ordonne la cessation d'un trouble manifestement illicite ; approbation par la chambre sociale ; du fait de la dénonciation le protocole continuait de produire effet pour un an à compter de l'expiration du délai de préavis. En clair la compagnie avait en l'espèce procédé trop rapidement à la diminution du nombre de navigants, il lui fallait attendre que soit écoulée la période d'un an, la décision de réduction unilatérale était prématurée.

## La formation des pilotes

Comment devient-on pilote d'avion ? Comment est-on habilité à voler et à conduire un aéronef ?

Il faut suivre une formation pour apprendre à piloter.

Il faut passer avec succès des examens attestant d'une compétence. L'État reconnaît cette aptitude à piloter un aéronef.

La formation de pilote est longue et coûteuse, nous dit une étude de la Commission de 2019, elle comprend en général trois phases principales.

D'abord, la formation de base, menant à l'obtention de la licence.

Ensuite, la qualification de type, pour piloter un type déterminé d'aéronef.

Enfin, la formation en vol de ligne, pour acquérir l'expérience de vol comme copilote aux côtés d'un commandant de bord.

Voir l'article d'Air Cosmos, Comment devenir pilote de ligne ? par Damien Gaignard, 1<sup>o</sup> mai 2020

## Les écoles de pilotage

Il existe des écoles de formation des pilotes, l'une relevant de l'État, d'autres du secteur libéral.

L'ENAC forme, sur concours, des pilotes français et étrangers. Le nombre des places est très limité. L'État finance.

L'arrêté du 19 décembre 2017 - modifié par des arrêtés du 19 novembre 2021 et du 28 juillet 2023 - fixe les conditions de sélection et de formation des élèves pilotes de ligne, confiées à l'ENAC. Le concours pour l'admission des élèves pilotes de ligne comprend trois filières, S, U et P.

Air France pratique la formation Cadets

Des écoles privées, fort chères, dites ATO, Approved Training Organisations - une cinquantaine en France - assurent la formation. On parle de droits d'inscription d'un montant de 100 000 euros. Ces organismes sont orientés vers des formations de niveau supérieur, licence commerciale, vol aux instruments, qualification bimoteur, pilote de ligne...

(Sur le débouté d'un ingénieur, candidat pilote, victime d'un accident de la circulation, à obtenir réparation au titre de la perte d'une chance de devenir pilote de ligne, 2<sup>o</sup> Civile, 17 juin 2021, n° 19-24.397. L'entrée dans une école de pilotage était incertaine. Absence de perte de gains professionnels futurs.)

Les organismes de formation des pilotes doivent respecter un certain nombre d'exigences techniques et de

procédures administratives. Ils doivent suivre des systèmes de gestion, adopter des programmes de formation, des procédures et des manuels conformes à la réglementation européenne. Ils doivent détenir un certificat. Un agrément est requis en ce qui concerne les organismes de formation des pilotes, art. 24 du règlement 2018/1139. ATO, approved training organisation.

L'Agence est compétente en ce qui concerne les agréments des organismes de formation des pilotes, art. 78 du règlement du 4 juillet 2018.

Les organismes de formation, dont le principal établissement se trouve dans un État membre, et sont agréés conformément au règlement n° 1178/2011, ceux qui assurent de la formation en vol sont tenus d'observer les dispositions de l'annexe VI (motorisation complexe) ou de l'annexe VII (avions et hélicoptères à motorisation non complexe, ballons et planeurs). Article 5 § 5 du règlement n° 965/2012.

Les personnes chargées de dispenser l'entraînement au vol sont tenues d'être titulaires d'un certificat, art. 26 § 1 du règlement 2018/1139.

Les instructeurs doivent être titulaires d'une licence de pilote et d'une qualification d'instructeur, règlement du 3 novembre 2011, FCL.900

Le règlement européen donne des indications sur les cours et sur la formation pratique.

Les simulateurs d'entraînement au vol, FSTD, Flight Simulation Training Devices. Les vols avec instructeur de vol. STD entraîneurs synthétiques de vol. Le SEFA service d'exploitation de la formation aéronautique. La facturation des coûts.

L'État perçoit une redevance de qualification de simulateur d'entraînement au vol, FSTD, art. R. 611-5 CAC, a. du 28 décembre 2005 relatif aux redevances pour services rendus par l'État pour la sécurité et la sûreté de l'aviation civile. L'État surveille et contrôle les organismes exploitant ces dispositifs.

La formation spéciale pour la pratique de la voltige aérienne

Les organismes privés assurant la formation des navigants

Les aides d'État

Décision de l'autorité de surveillance AELE du 1<sup>o</sup> juillet 2009, aide accordée à la formation des pilotes de ligne dans le comté de Troms : le Norah European Aviation Resources avait porté plainte à l'encontre d'une aide, accordée sur le budget national, à l'école supérieure d'aviation norvégienne qui est une SARL, rejet partiel.

Il existe entre les États-Unis et l'UE un accord concernant la coopération en matière de sécurité de l'aviation civile. Une modification entrée en vigueur en 2017 englobe la formation du personnel et l'octroi des licences. L'AESA et la FAA ont proposé une décision concernant l'acceptation réciproque des démonstrations de conformité et la documentation sur les simulateurs d'entraînement au vol, FSTD. Cette mesure est destinée à éviter les doublons et à réduire les coûts. La décision résulte du comité de surveillance bilatéral. Le Conseil de l'UE a pris le 12 octobre 2020 la décision 2020/1698 pour que l'UE prenne une position au sein de ce comité de surveillance quant à l'adoption de l'annexe 4 sur le simulateur d'entraînement au vol, décision° 0011.

Création, par Singapour Airlines et CAE (Canada) d'une entreprise commune : exploitation d'un centre de formation de pilotes à but commercial, fournir des formations de qualification de type et de maintien des compétences en vol pour certaines plateformes Boeing, JOUE du 9 février 2018, C 48/9.

CAA de Marseille, 10 octobre 2014, n° 12MA03752, : l'aéro-club Les Ailes Varoises a implanté un hangar à Vinons sur Verdon, il se voit refuser, par la DGAC, l'instruction d'une demande d'homologation comme organisme formateur d'instructeur de pilotes d'ULM pour défaut de moyens matériels pour la formation des stagiaires, l'association ne justifiait pas d'une autorisation d'occupation du domaine public délivrée par l'autorité gestionnaire le syndicat mixte des pays du Verdon, l'aéro-club est débouté.

L'étude de la Commission du 1<sup>o</sup> mars 2019 émet des doutes sur la qualité de la formation reçue dans certains centres, certains aspirants pilotes titulaires d'une licence ne détiendraient pas les compétences requises par les compagnies.

On peut citer pour l'anecdote l'arrêt de la chambre criminelle du 11 octobre 2022, n° A 21-87.070 F-D, statuant en matière de diffamation. Le point de départ de l'histoire concerne un reportage diffusé sur la chaîne France 3 consacré à la sécurité aérienne. S'était exprimée une dame, présentée comme responsable d'une école de pilotage privée proposant des formations pay to fly, elle indiquait que la compagnie nationale (marocaine semble-t-il) ne procédait à aucune évaluation préalable des candidats et qu'il suffisait de payer pour être admis à piloter sur ses lignes commerciales. La situation concernait l'admission, moyennant finance, de pilotes diplômés stagiaires

désireux d'acquérir de l'expérience en vol. La compagnie nationale a poursuivi pour diffamation publique envers un particulier. La directrice de la publication de la chaîne et les deux co auteurs du reportage ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel. Ils ont été relaxés. La cour d'appel, admettant l'exception de bonne foi, s'est prononcée dans le même sens sur les intérêts civils. Les journalistes disposaient d'éléments d'information sur le caractère très controversée de la pratique du pay to fly, ils s'étaient adressés au président du syndicat national des pilotes de ligne ainsi qu'au vice-président de l'association marocaine des pilotes de ligne, la compagnie ayant recours au pay to fly depuis plus de 10 ans. Ils s'étaient procuré le contrat type de la RAM pour ces formations. Ils disposaient des déclarations de la responsable de l'école de pilotage privé proposant ce type de formation avec cette compagnie, ils s'étaient rendus en Lituanie au siège de l'école. Le pourvoi a été rejeté.

### **L'attestation de la compétence professionnelle des pilotes et membres de l'équipage de conduite**

Les personnes assurant la conduite d'un aéronef doivent être en principe titulaires de titres aéronautiques et de qualifications, cf. art. L. 6511-1 al. 1° CT.

[Certains aéronefs monoplaces ou biplaces non motorisés peuvent cependant être pilotés sans titre aéronautique, article L. 6511-1 al. 2.]

Le règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 détermine les exigences techniques et les procédures applicables au personnel navigant de l'aviation civile, 193 pages au JOUE du 25 novembre 2011. Ce règlement a été plusieurs fois modifié, ainsi par le règlement d'exécution 2020/2193 du 16 décembre 2020. Il présente VII annexes.

Article L. 6511-1 du code des transports

#### Les examens

Les personnes désirant être titulaires de ces marques de reconnaissance professionnelle passent des examens théoriques et subissent des épreuves pratiques attestant de connaissances générales théoriques et pratiques.

Les formes et le contenu de l'examen sont précisés par le droit européen.

La réglementation européenne contient des dispositions concernant les examinateurs, règlement du 3 novembre 2011, annexe 1, FCL.1000

L'intéressé ne présente l'examen que sur recommandation d'un organisme de formation agréé qui a dispensé les cours.

La CJUE, sur la base de dispositions d'une clarté limitée, a été appelée à déterminer combien d'heures de formation le candidat doit suivre en vol, pour obtenir l'examen, une partie de la formation se faisant en vol, une autre partie au sol sur des simulateurs de vol ou matériels analogues.

Une demande de décision préjudicielle a été présentée par le tribunal de première instance francophone de Bruxelles, C-413/20, concernant l'interprétation des dispositions de l'annexe I du règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011 relatives à l'obtention des licences. Le règlement prévoit une épreuve théorique, suivie d'une épreuve pratique. Les élèves doivent suivre une formation en vol. Les élèves effectuent une partie de leur formation sur un simulateur de vol. Toute la formation ne peut pas être assurée au sol, une partie de la formation doit être faite en vol. La formation en vol comprend 195 h au total, dont un maximum de 55 h qui peut être du temps aux instruments au sol. Le règlement indique les heures et les cours que les candidats doivent au moins accomplir au cours de ces 195 h. Le règlement exige d'effectuer au moins 115 h de temps aux instruments. La disposition à interpréter concerne le calcul des 115 heures de temps aux instruments requises. Le conflit oppose l'État belge, DGTA, à certaines personnes physiques désignées par leurs initiales ainsi que la Bluetail Flight School SA (BFS) au sujet du droit des anciens élèves de se voir délivrer une licence de pilote commercial d'avion, CPL(A).

La CJUE a rendu son arrêt le 18 novembre 2021.

L'État belge considérait que le nombre d'heures de temps aux instruments suivies par chacun de ces élèves était inférieur aux 115 heures requises par l'annexe I. La licence avait été refusée. Les élèves auraient dû compléter leur formation en suivant des heures de formation dans un aéronef, puis passer ensuite l'examen pratique.

Que décide l'arrêt ?

Les 115 h de temps aux instruments comprennent, 20 H comme élève commandant de bord, 15 h de travail en équipage, 50 h d'instruction au vol aux instruments. La somme reste inférieure aux 115 h, il s'agit d'heures minimales. Ces heures doivent être complétées par des heures de formation supplémentaires pour atteindre les 115 h requises.

Les 115 h de temps aux instruments peuvent comprendre des temps de vol et des temps au sol grâce à un

entraînement sur du matériel synthétique approprié.

Les 15 h de travail en équipage peuvent être intégralement accomplies au sol. Le candidat peut en accomplir davantage.

Si le candidat doit effectuer 50 h d'instruction au vol aux instruments, il ne peut pas effectuer plus de 40 h à terre grâce aux simulateurs.

La formation en vol comprend au moins 195 h au total, dont un maximum de 55 h sur l'ensemble du cours peut être du temps au sol.

L'annexe I ne permet pas la prise en compte d'un nombre d'heures au sol supérieur à 55 h.

Si un candidat a effectué 40 h d'instruction au sol, il ne peut comptabiliser que 15 h de travail en équipage au sol.

Un candidat, qui a effectué moins de 40 h d'instruction au sol, peut faire valoir plus de 15 h de travail en équipage au sol, autant que sa formation respecte la limite maximale de 55 h aux instruments au sol sur l'ensemble du cours.

Un candidat ne saurait comptabiliser plus de 55 h de temps aux instruments au sol.

Le règlement est destiné à assurer la sécurité de l'aviation civile. Tout candidat doit acquérir une expérience en temps rel, il doit suivre un nombre important d'heures de formation en conditions réelles dans un avion. La formation au sol est complémentaire.

Conclusion : Pour le décompte des 115 h de temps aux instruments, il n'est pas possible de comptabiliser plus de 55 h de temps aux instruments au sol.

Dans le cas où un candidat a passé l'examen pratique avant d'avoir accompli l'intégralité des heures de formation requise, il est tenu de passer à nouveau l'examen pratique. Ce n'est qu'ensuite que la licence CPL(A) peut lui être octroyée.

### Le brevet

Le *brevet* est un diplôme sanctionnant les capacités professionnelles requises pour l'exercice de certaines fonctions à bord d'un aéronef. Les brevets sont acquis définitivement.

Le brevet de pilotes d'essais d'avion

Le brevet de pilote d'essais d'hélicoptères

(Limite d'âge portée à 65 ans concernant les titulaires des brevets de pilote des corps technique de la navigation aérienne, arrêté du 17 janvier 2018)

### La licence

La *licence* de pilote

Les pilotes sont en principe tenus d'être titulaires d'une licence de pilote, voir art. 21 § 1 du règlement 2018/1139. Il y a des exceptions. La licence de pilote est délivrée sur demande, le demandeur doit remplir certaines exigences. La licence précise les privilèges accordés au pilote.

La licence est un titre qui confère le droit, pour une période déterminée, au titulaire d'un brevet d'exercer à bord d'un aéronef les fonctions correspondant à ce brevet.

Ce titre est délivré par l'autorité nationale compétente.

Nul ne peut, sous sanction pénale, être pilote sans être titulaire d'une licence en cours de validité, article L. 6531-1 CT.

Le régime français prévoyait l'existence de plusieurs modèles de licence.

Licences de membre d'équipage de conduite d'avions

Licence de pilote de ligne avion ATPL

Licence de pilote d'avion en équipage multiple MPL

Licence de pilote commercial CPL

Licence de pilote professionnel avion

Licences de membre d'équipage de conduite d'hélicoptères

Licence de pilote de ligne hélicoptère

Licence de pilote professionnel hélicoptère

La réglementation européenne prévoit des mesures transitoires et prévoit le remplacement des licences nationales conformes aux JAR en licence de droit européen, art. 4 § 1.

Des dispositions ont été prises pour la conversion des licences non conformes aux JAR, art. 4 § 2 et 3. Annexe II.

Les États européens peuvent accepter les licences, qualifications, privilèges, certificats médicaux associés, délivrés par des États tiers, règlement délégué 2020/723 du mars 2020.

La validation d'une licence est valable durant une période qui ne dépasse pas un an. Il y a une possibilité de prorogation. L'art. 5 pose des exigences pour la validation de licences de pilote pour le transport aérien commercial.

L'article 6 concerne la validation de licences de pilote privé.

L'article 9 concerne la conversion des licences.

Il y a également place pour des accords entre l'UE et un État tiers.

L'UE et les États-Unis s'accordent en faveur d'une conversion simplifiée des licences de pilote privé, ainsi que pour certaines qualifications de pilote. Cf. la décision 2020/1697 du 12 octobre 2020 relative au comité de surveillance bilatéral et à l'adoption d'une annexe 3 à l'accord UE/ USA en matière de coopération dans le domaine de la sécurité de l'aviation civile.

Les titulaires de licence d'équipage militaire peuvent obtenir une licence de pilote, il est tenu compte de leur expérience et de leurs compétences acquises dans le cadre des activités militaires.

Le règlement 1178/2011 du 3 novembre 2011, plusieurs fois modifié, organise un certain nombre de catégories de licences. Il prévoit un régime transitoire.

La licence de pilote d'aéronef léger, LAPL.

L'intéressé détient le privilège d'exercer sans rémunération comme commandant de bord en exploitation non commerciale.

[Les élèves précoces habilités à voler, avant même l'obtention de la licence.

Chaque État membre peut autoriser les élèves pilotes qui suivent une formation en vue d'une licence de pilote d'aéronefs légers (LAPL) à exercer des privilèges « sans supervision », sous les conditions suivantes :

Le cadre des privilèges se fonde sur une analyse des risques en matière de sécurité effectuée par l'État membre, en tenant compte de l'ampleur de la formation requise pour atteindre le niveau de compétence de pilotage.

Les privilèges sont limités :

Tout ou partie du territoire national

Vol uniquement sur des aéronefs immatriculés dans l'État membre qui donne l'autorisation

Vol uniquement sur des aéronefs (avions ou hélicoptères) monomoteur à pistons dont la masse maximale au décollage ne dépasse pas 2000 kg, ou

Vol de planeurs ou de ballons

L'élève pilote a déjà effectué une certaine formation, il reçoit des crédits une fois autorisé à voler.

Nouvel article 4 § 7 du règlement n° 1178/2011, rédaction du règlement 2019/430 du 18 mars 2019, pris en faveur de l'aviation générale, pour promouvoir les sports aériens et les activités de pilote de loisir.]

L'État contrôle l'utilisation des autorisations délivrées afin de garantir un niveau acceptable de sûreté de l'aviation.

L'État prend les mesures appropriées en cas de risque ou d'observation préoccupante.

L'État qui accorde l'autorisation fait un rapport triennal à la Commission et à l'Agence.

La LAPL pour avions. L'intéressé détient les privilèges d'agir comme pilote commandant de bord d'avions monomoteurs à pistons (terre) ou des TMG moto planeurs ayant une masse maximale au décollage ne dépassant pas 2000 kg, transportant 3 passagers maximum. Pas plus de 4 personnes à bord.

La LAPL pour hélicoptères

La LAPL pour planeurs. Le lancement de l'engin se fait à l'aide d'un treuil ou d'un véhicule, ou c'est un lancement Aero-tracté ou un décollage autonome, ou un lancement par élastique.

La LAPL pour ballons

La licence de pilote privé, PPL. Le titulaire agit comme commandant de bord ou co-pilote, sans rémunération, sur des avions ou des motoplaneurs en exploitation non commerciale. Avions. Hélicoptères. Dirigeables.

La licence de pilote de planeur, SPL

La licence de pilote de ballon, BPL

La licence de pilote commercial, CPL

Un arrêté du 9 novembre 2018 concerne le titre professionnel de pilote commercial (Commercial Pilote Licence – CPL – avion et hélicoptère). Ce titre est enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au niveau IV. Arrêté du 16 octobre et du 9 novembre 2023.

La licence de pilote en équipage multiple, MPL. Permet d’agir comme co-pilote. La formation pour cette licence est en général dispensée par un organisme de formation qui dépend d'un transporteur aérien.

Il y a des exigences pour la formation au décollage et à l’atterrissage. Le cours de formation inclut, sous la supervision d’un instructeur, au moins 12 décollages et atterrissages pour garantir la compétence. On prévoit sous certaines conditions un minimum de 6. Annexe I (partie FCL), appendice 5, point 11, règlement n° 1178/2011.

La licence de pilote de ligne, ATPL.

Elle permet d’agir comme commandant de bord sur des aéronefs utilisés pour le transport aérien commercial. Exigences particulières pour la catégorie des avions. D'autres exigences pour la catégorie des hélicoptères., voir paragraphe FCL.H ATPL(H), annexe I (partie FCL) du règlement n° 1178/2011, modifié par le règlement 2021/2227.

Un arrêté du 9 novembre 2018 concerne le titre professionnel de pilote de ligne (Air Transport Pilote Licence – ATPL –avion et hélicoptère). Ce titre est enregistré au répertoire national des certifications professionnelles au niveau II.

Il a été constaté depuis une dizaine d’années un certain nombre d’accidents mortels imputables au décrochage et à la perte de contrôle des avions. Le règlement d’exécution 2018/1974 du 14 décembre 2018 soumet les pilotes à une formation spécifique en ce domaine, voir l’article 4 ter du règlement n° 1178/2011.

Les détenteurs de titres aéronautiques militaires, membres du personnel navigant militaire, possèdent des crédits leur permettant sous certaines conditions d’obtenir une licence du personnel civil, voir arrêté du 29 novembre 2019, JO du 8 décembre 2019.

Des dispositions spécifiques concernent les licences et qualifications attachées aux brevets aéronautiques du personnel navigant des corps techniques de la navigation aérienne, voir l’arrêté du 7 juillet 1956 modifié par un A. du 3 février 2020, JO du 9 février 2020.

Les pilotes des corps techniques de la navigation aérienne détiennent une licence PPL (A) ou CPL (A)

Le parachutisme professionnel de l’aéronautique civile

Il existe une licence de parachutisme professionnel

### La qualification

Les *qualifications* sont des mentions portées sur une licence ouvrant à son titulaire certaines modalités d’exercice des privilèges afférents à la licence, elles sont propres à un type d’appareil, à un équipement ou aux conditions de vol.

Qualification de vol aux instruments, IR.

Nécessaire pour les opérations en IFR. Validité d’un an. Prorogation, contrôle de compétences. Renouvellement. Avions. Hélicoptères. Dirigeables.

Voir le règlement n° 1178/2011, modifié par le règlement 2021/2227 du 14 décembre 2021, annexe I, concernant les vols en hélicoptère.

Un arrêté du 9 novembre 2018 concerne le titre professionnel de pilote commercial avec qualification de vol aux instruments (Commercial Pilote Licence / Instrument Rating – CPL/IR – avion et hélicoptère). Ce titre est enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

Les pilotes ne peuvent effectuer de vols selon les procédures de navigation fondées sur les performances (PBN) qu’après s’être vu octroyer des privilèges PBN faisant l’objet d’une mention sur leur qualification de vol aux instruments (IR), art. 4 bis du règlement n° 1178/2011 (issu du règlement 2016/539). Une navigation fondée sur les performances désigne une navigation de surface fondée sur les exigences en matière de performances

applicables aux aéronefs exploités sur une route ATS, conformément à une procédure d'approche aux instruments ou dans un espace aérien désigné, annexe I a) du règlement n° 1178/2011 modifié.

On a introduit dans les règles de navigabilité les éléments d'évaluation de l'adéquation opérationnelle dans les modalités d'exécution de la certification de type. Voir le R. n° 70/2014 du 27 janvier 2014 modifiant le R. n° 1178/2011. Ce dispositif concerne le candidat à une formation de qualification de type. Les cours de formation de qualification de type incluent certaines matières obligatoires. Il peut y avoir une formation aux essais en vol. Consulter également le règlement n° 71/2014 du 27 janvier 2014 modifiant le R. n° 965/2012. Le règlement n° 1178 /2011 est modifié par un règlement n° 245/2014 du 13 mars 2014, celui-ci permet certaines dérogations, il corrige certaines erreurs ou impropriétés du règlement, il s'intéresse au vol des pilotes de planeurs dans les nuages ! Modification par le règlement 2015/445 du 17 mars 2015. Modification du règlement n° 1178/2011 par le règlement 2016/539 du 6 avril 2016. Modification par le règlement 2018/1065 du 27 juillet 2018.

L'arrêté du 3 juin 2021 fixe les conditions de conversion de la qualification nationale de vol aux instruments F/N-IR (A) de pilote privé avion en qualification conforme au règlement n° 1178/2011

Qualifications de classe et de type, donnant au titulaire le droit d'agir comme pilote sur une classe ou sur un type d'aéronef.

FCL.740, annexe I , règlement n° 1178/2011

Exigences particulières pour la catégorie des avions : avions mono pilotes multi moteurs, avions non complexes hautes performances mono pilotes, avions complexes hautes performances mono pilotes, avions multi pilotes.

Exigences particulières pour la catégorie des hélicoptères

Exigences particulières pour la catégorie des aéronefs à sustentation motorisée

Exigences particulières pour la catégorie des dirigeables

Qualifications additionnelles

Qualification de vol acrobatique

Qualifications pour le remorquage de planeurs et le remorquage de banderoles

Qualification de vol de nuit

Qualification de vol en montagne

L'arrêté du 29 mars 2021, modifiant l'arrêté du 14 décembre 2017, concerne la conversion d'une qualification montagne. Il envisage la qualification montagne roues ainsi que la qualification montagne skis.

Qualification pour les essais en vol

C'est la direction de la sécurité de l'aviation civile qui est chargée d'informer les autorités des États membres de l'UE de l'identité de professionnels reconnus coupables par la justice d'avoir présenté de fausses preuves à l'appui de leurs qualifications professionnelles. Art. 2-1 du décret du 11 décembre 2008 créant la direction de la sécurité (rédaction due au décret n° 2016-1210 du 8 septembre 2016).

Des dispositions européennes concernent les conditions de l'acceptation de la certification des pilotes par les pays tiers, règlement n° 1178/2011, règlement délégué 2020/723 du 4 mars 2020, rectificatif au JOUE du 19 juin 2020.

[Des dispositions analogues concernent les licences, qualifications et habilitations de membre d'équipage de conduite d'avions et d'hélicoptères propres au personnel navigant militaire]

## L'expérience

Le pilote pour faire du transport commercial ou du transport de passagers doit avoir une expérience récente, avoir fait des décollages dans les semaines précédentes, voir le règlement 1178/2011 du 3 novembre 2011, annexe I, FCL.060.

Conseil d'État, référés, 29 décembre 2015, n° 394999 : le syndicat des pilotes de ligne France ALPA n'obtient pas la suspension de l'arrêté du 28 septembre 2015 concernant les opérations d'hélicoptère : les membres d'équipage technique assurent les tâches liées à l'utilisation d'un treuil, les membres d'équipage technique des opérations du service médical d'urgence assistent le pilote. Ils font partie des personnels navigants, ils suivent des formations et subissent des évaluations, ils n'appartiennent pas à l'équipage de conduite mais à l'équipage technique, ils n'accomplissent pas des tâches relevant du pilotage.

[Sanctions.

Le ministre peut retirer à un pilote en cas de faute grave ses licences de pilotage d'aéronef.

CAA de Bordeaux, 5 février 2019, n° 16BX03053. L'intéressé est convoqué devant le conseil de discipline. Il est informé des poursuites dont il fait l'objet, ainsi que des procès-verbaux d'infraction. Il peut être auditionné.

Plusieurs faits distincts sont reprochés au pilote.

L'intéressé détenait la qualification de classe mono-pilote monomoteur, SEP, qualification qui avait expiré. En dépit de cette expiration, l'intéressé avait réalisé quatorze vols.

L'intéressé arrivait à l'aéroport de Cayenne, alors que le transpondeur de son avion était éteint et que sa position n'était pas enregistrée par le TCAS d'un avion Airbus, les deux avions se trouvant à proximité. Gravité de l'infraction.

Le pilote décolle sans avoir procédé à une annonce radio avant le décollage. Un véhicule commandé par un pompier est accidenté. Violation flagrante de la réglementation.

L'intéressé demandait l'annulation des sanctions, qu'il n'obtient pas ...]

**Le maintien des compétences et la formation permanente**

Les exploitants ont l'obligation d'assurer auprès des pilotes le maintien de leurs compétences.

Voir le règlement d'exécution 2020/2036 du 9 décembre 2020, modifiant le règlement n° 965/2012, concernant les méthodes de formation des équipages de conduite.

Il convient que les pilotes soient en mesure de faire face aux nouvelles technologies et à la complexité croissante du système aéronautique.

Il faut que les pilotes acquièrent les connaissances, les habiletés et attitudes techniques et non techniques.

Les pilotes doivent être préparés à faire face aux menaces imprévues.

L'une des références est le manuel de formation basé sur des données probantes publié en 2013 par l'OACI.

L'EBT, evidence-based training, concerne une formation basée sur des données probantes.

Chaque pilote reçoit une formation pour faire face aux défaillances des systèmes de bord.

Tous les 12 mois, le pilote doit suivre une formation technique au sol, se soumettre à une évaluation et suivre une formation sur l'emplacement et l'utilisation des équipements d'urgence et de sécurité transportés à bord de l'aéronef.

Des instructeurs dûment habilités dispensent cette formation.

Le programme EBT dépend de la taille de l'exploitant.

Les compétences des pilotes sont évaluées.

Annexe III, règlement n° 965/2012, ORO.FC.330, Formation de maintien des compétences et contrôle.

Annexe IV, règlement modifié n° 965/2012, exploitation commerciale.

CAT.GEN.MPA.100

Le membre d'équipage informe le commandant de bord de toute panne, défaillance, anomalie. Il respecte la procédure de compte rendu d'événements établie par l'exploitant. Il respecte les limitations des temps de vol et de service. Il n'exerce pas de fonctions s'il est sous influence de substances psychotropes ou s'il est inapte à raison d'une blessure. S'il sait qu'il est fatigué et qu'il n'est pas en état si le vol pourrait être mis en danger.

L'exploitant vérifie l'altimètre avant le départ. CAT.OP.MPA.101

### **L'attestation de bonne santé physique et mentale**

L'aviation est une activité dangereuse, il faut éviter les collisions entre aéronefs ou que l'appareil s'écrase au sol. Les pilotes doivent être autant que possible à l'abri d'un malaise et donc présenter un bilan de bonne santé physique et psychique.

Les pilotes doivent être titulaires d'un [certificat médical](#) de pilote, art. 21 du règlement 2018/1139.

Cette question a été portée sur la place publique du fait de l'accident du 24 mars 2015 de l'avion de la



Germanwings se rendant de Barcelone à Düsseldorf, accident causé par les délires suicidaires d'un co-pilote atteint de troubles psychologiques. Ce pilote était titulaire, depuis avril 2008, du certificat médical de classe 1, celui requis pour les pilotes professionnels. Ce certificat médical faisait état depuis juillet 2009 d'une dérogation en raison d'un épisode dépressif grave sans symptômes psychotiques ayant duré d'août 2008 à juillet 2009. Le certificat était invalidé en cas de rechute dans la dépression. Le certificat médical avait été prorogé pour la dernière fois en 2014. 5 mois après cette prorogation, en décembre 2014, le pilote a développé des symptômes, il a consulté un psychiatre. En mars 2015, le médecin traitant a recommandé un traitement en hôpital psychiatrique. Un psychiatre a prescrit des antidépresseurs et des somnifères en février et mars 2015. Des avis d'arrêt de travail pour maladie ont été délivrés par ces médecins, qui sauf un n'avaient pas été transmis à l'employeur Germanwings.

Le co-pilote avait le devoir moral et juridique de cesser de voler, il aurait dû cesser d'exercer les privilèges de sa licence et demander au service médical s'il était apte à reprendre les vols, la dépression peut mener à des actes suicidaires, mais le pilote ne voulait probablement pas s'auto accuser.

Personne n'avait informé l'employeur de la situation psychique du sujet, ni la famille, ni le milieu professionnel, ni les médecins allemands tenus en principe au secret professionnel.

Ces médecins, qui connaissaient probablement la profession de leur patient, ont été plus qu'imprudents en ordonnant un traitement à base d'antidépresseurs, ce qui aurait dû entraîner l'interruption de l'activité professionnelle. Il est vrai qu'ils délivraient des arrêts de travail, dont le malade n'usait pas, ne voulant pas mettre son employeur en alerte.

Le rapport parle d'un épisode dépressif psychotique. L'analyse du corps du co-pilote a montré la présence de médicaments antidépresseurs et d'un somnifère.

La situation est, indépendamment du caractère horrible de cet accident, fâcheuse pour le personnel de conduite, tout pilote pouvant être considéré par des esprits soupçonneux comme un assassin en puissance, qu'il faudrait soumettre à des investigations d'ordre psychiatrique continues. Le contrôle médical ne peut être satisfaisant que si les médecins sont compétents et appliquent correctement la réglementation sans laxisme ou rigorisme excessif. Il suppose également la contribution, la participation et la sincérité de l'élève ou du pilote qui postule pour le certificat ou qui demande son renouvellement.

On peut consulter, publié le 13 mars 2016, le rapport final du BEA sur cet accident tragique, l'avion s'étant écrasé sur le territoire de la commune de Prads-Haute Bléone, en Haute Provence.

Ce rapport, p. 80, fait état depuis 1980 d'une douzaine d'incidents ou d'accidents, dont la cause résulte ou pourrait résulter de la volonté suicidaire du pilote. Le risque existe, il est cependant minime.

L'annexe 1 de la convention de Chicago contient des dispositions concernant l'aptitude médicale des pilotes. C'est ainsi que le demandeur d'une attestation médicale de classe 1 ne doit pas en principe être atteint d'un trouble mental le mettant dans l'impossibilité d'exercer avec sécurité les privilèges de la licence sollicitée.

La norme européenne de transposition est principalement inscrite dans l'annexe IV, Partie-MED, du règlement n° 1178/2011 du 3 novembre 2011, règlement AIRCREW entré en application le 8 avril 2012. Il convient également tenir compte de modifications ultérieures et de la création de nouvelles annexes, en particulier par le règlement n° 290/2012 du 30 mars 2012, ainsi que par le règlement 2019/27 du 19 décembre 2018.

En vue d'assurer leur sécurité et celle des tiers, l'autorité contrôle ou fait contrôler l'aptitude physique des personnes chargées du pilotage et favorise la prévention de l'inaptitude, art. L. 1323-1 c. transports.

#### Le parachutisme professionnel

L'arrêté du 5 avril 2023 crée le certificat médical de parachutiste professionnel de l'aéronautique civile relatif à l'aptitude médicale du parachutiste professionnel.

C'est le centre médical (AeMC) qui délivre ce certificat.

Ce certificat a une durée limitée.

Le corps médical

Des médecins, très spécialisés ou non, sont appelés à effectuer les examens médicaux et à délivrer (ou refuser de délivrer) au candidat initial ou au pilote demandeur d'un renouvellement le certificat médical exigé.

Quels sont les médecins qui disposent de la compétence et de la capacité pour vérifier l'aptitude des pilotes et des candidats pilotes ?

Tout dépend du titre que requiert le pilote.

Les textes européens prévoient plusieurs intervenants aux compétences distinctes.  
La France utilise apparemment une terminologie différente.

Les centres aéromédicaux, AeMC, sont des structures qui contrôlent les aptitudes médicales du personnel navigant. Ces centres doivent être titulaires d'un certificat pour les centres aéromédicaux, annexe VI, ARA.AeMC.110, appendice V de l'annexe VI, ORA.AeMC.105. C'est la structure médicale la plus savante. Un agrément est requis en ce qui concerne les centres aéromédicaux, art. 24 § 1 du règlement 2018/1139.

Le dispositif européen prévoit parallèlement l'existence des médecins, examinateurs aéromédicaux, AME. Ils délivrent les certificats médicaux de classe 2, pour les non professionnels, ainsi que pour la licence LAPL. Ils peuvent renouveler les certificats médicaux de classe 1. Ils peuvent effectuer les examens concernant les membres de l'équipage de cabine. MED.D.001. MED.D.011.

Ces médecins spécialistes doivent eux-mêmes être certifiés, le certificat étant délivré pour trois ans, MED.D.030. Ils doivent avoir achevé avec succès une formation de base en médecine aéronautique. Annexe IV, MED.D.005. MED.D.015. MED.D.020 en ce qui concerne le cours de formation en médecine aéronautique. Voir annexe VI, ARA.MED.200 et suivants.

Le médecin généraliste GMP  
peut sous conditions délivrer des certificats médicaux pour licence LAPL. Annexe IV, MED.D.035.

Il y a la médecine du travail, OHMP, pour l'évaluation des membres de l'équipage de cabine (hôtesse de l'air). MED.D.040.

L'annexe prévoit l'existence de cours de formation en médecine aéronautique. Les élèves passent un examen écrit, une attestation d'achèvement est délivrée à ceux qui ont satisfait à l'examen.  
Il existe au Val de Grâce un centre de formation de médecine aéronautique, voir l'arrêté du 2 juin 2014.

Il existe un manuel de médecine aéronautique civile de l'OACI.

Il existe une organisation professionnelle internationale qui a son siège aux États-Unis et qui regroupe des personnes spécialisées dans la pratique clinique de la médecine aérospatiale, ASMA, Aerospace Medical Association.

Les personnes intervenant dans un examen ou une certification de nature médicale sont tenues de veiller à tout moment au respect du secret médical. Voir MED.A.015, annexe IV modifiée du règlement n° 1178/2011.

Les centres et les examinateurs conservent les dossiers des évaluations et examens médicaux effectués ainsi que leurs résultats pendant au moins 10 ans. MED.4.025 d).

L'autorité responsable de la délivrance des licences réexamine les rapports d'examen et d'évaluation, elle informe les médecins de toute incohérence, méprise ou erreur commise lors du processus d'évaluation, annexe VI, ARA.MED.315.

La réglementation européenne a créé le répertoire aéromédical européen, EAMR. Il est géré par l'agence de l'UE pour la sécurité aérienne. Ce répertoire réunit un certain nombre de données sur les médecins certifiés et les demandeurs de certificat médical. L'accès est limité. Annexe VI, modifiée, du règlement n° 1178/2011, ARA.MED.160.

Le caractère obligatoire du certificat médical

La nécessité du certificat médical pour les pilotes.

Le certificat médical est associé à la licence. Il est requis.

L'annexe VI donne le modèle de licence de membre d'équipage de conduite à adopter, ARA.MED.130

Les privilèges de la licence ne sont exercés que si le titulaire dispose d'un certificat médical valide pour le privilège exercé.

Les textes prévoient ce qui est relatif à la délivrance, à la validité, à la prorogation et au renouvellement du certificat médical.

Les États membres peuvent accepter les licences de pays tiers ainsi que les certificats médicaux associés délivrés par des pays tiers, article 8 § 1 du règlement n° 1178/2011, modifié par le règlement 2015/445 du 17 mars 2015.

En ce qui concerne l'aptitude physique et mentale du personnel navigant technique professionnel de l'aéronautique civile, les textes distinguent entre les pilotes de ligne en exploitation mono pilote, ceux en exploitation multi pilote, les mécaniciens navigants, ingénieurs navigants et navigants et les parachutistes professionnels.

#### La délivrance initiale

Le certificat médical ne peut être délivré que si les examens ou évaluations requis et une évaluation de l'aptitude ont été effectués.

Le règlement prévoit plusieurs classes du certificat médical.  
Le titulaire de la licence ne détient pas plusieurs certificats médicaux.  
Tout médecin n'est pas habilité à délivrer le certificat.

#### La classe 1.

Les demandeurs ou les titulaires d'une licence de pilote professionnel (CPL), d'une licence de pilote en équipage multiple (MPL) ou d'une licence de pilote de ligne sont en possession d'un certificat médical de classe 1. Ce certificat ne peut être délivré que par un centre aéromédical.

Si le demandeur ne satisfait pas entièrement aux critères, le certificat peut être délivré avec une limitation opérationnelle, comme valide seulement comme co-pilote ou avec un co-pilote qualifié. C'est l'autorité de délivrance des brevets qui effectue l'évaluation.

Le certificat médical de la classe 1 est valable 12 mois.

La validité est seulement de six mois si le pilote a plus de 60 ans, ou s'il a plus de 40 ans et qu'il exerce des activités de transport aérien commercial mono pilote de passagers). MED.A.045, a).

17000 certificats médicaux de classe 1 sont émis et prorogés, renouvelés chaque année en France. 380 candidats sont déclarés inaptes. La France ne délivre pas de certificat médical à un pilote ayant déclaré absorber des médicaments antidépresseurs.

#### La classe 2

##### Pilote non professionnel

Le pilote détient au moins un certificat médical de classe 2, lors de l'exercice des privilèges d'une licence de pilote privé (PPL), d'une licence de pilote de planeur (SPL), ou d'une licence de pilote de ballon (BPL).

Idem, pour des vols commerciaux de planeur ou de ballon, en ce qui concerne la SPL ou la BPL.

Si une qualification pour vol aux instruments ou une qualification de vol aux instruments en route est ajoutée à une PPL (licence de pilote privé), le titulaire de la licence se soumet une audiométrie par sons purs.

MED.A.030, e).

Les certificats médicaux sont délivrés par un AeMC, centres aéromédicaux, ou un AME, examinateurs aéromédicaux.

Les certificats médicaux de classe 2 sont valables pendant une période de 60 mois jusqu'à l'arrivée à 40 ans. 24 mois pour la personne entre 40 et 50 ans. 12 mois pour les titulaires de licence de plus de 50 ans.

#### LAPL

(Licence du pilote avion léger)

Le pilote doit, lors de l'exercice des privilèges, détenir un certificat médical pour LAPL valable.

Un généraliste peut, si le droit national le permet, délivrer l'attestation.

La validité du certificat est de 60 mois (jusqu'à 40 ans). 24 mois pour les titulaires ayant plus de 40 ans.

Si une qualification de vol de nuit est ajoutée à une PPL ou à une LAPL, le titulaire de la licence doit avoir une vision sûre des couleurs, MED.A.030, d).

Un élève-pilote ne peut voler en solo, à moins de posséder un certificat médical tel que requis pour la licence correspondante, MED-A.030 de l'annexe IV du règlement n° 1178/2011.

#### La prorogation ou le renouvellement

Le certificat n'est pas perpétuel, il est délivré à temps, il est prorogé ou renouvelé par un centre ou un examinateur médical. Le demandeur doit alors fournir un dossier médical complet, il doit fournir si on le lui demande les résultats des examens et tests médicaux effectués par le médecin traitant ou par tout spécialiste. MED.A.040, d). Le centre ou l'examineur effectue l'évaluation aéromédicale sur la base des examens et tests médicaux requis pour le certificat médical pour vérifier que le demandeur satisfait à toutes les exigences de la présente partie.

L'évaluateur médical de l'autorité de délivrance des licences peut délivrer ou délivrer à nouveau un certificat médical. MED.A.040, f).

L'examen médical imposé est plus ou moins approfondi. Le candidat commence par répondre à un questionnaire. Il indique ses antécédents médicaux.

En ce qui concerne les certificats médicaux de classe 1 et 2, l'intéressé subit un examen cardiaque, on effectue la mesure de la pression artérielle, on pratique un examen de l'appareil respiratoire (pulmonaire), un examen de l'appareil digestif. On examine les systèmes métabolique et endocrinien (diabète), on fait un examen du sang, de l'appareil uro-génital, de gynécologie. Le cas du demandeur positif au VIH est envisagé, il peut être sous certaines conditions déclaré apte.

On tient compte de la taille, de la longueur des bras et des jambes pour que le candidat puisse exercer en toute sécurité.

Santé mentale. L'annexe contient des dispositions relatives à la psychiatrie, MED.B.055.

Le médecin qui conduit l'évaluation psychiatrique conduit une discussion générale avec le candidat et observe son comportement.

[Les textes indiquent d'une manière générale que les médecins informent le demandeur des conséquences pouvant découler d'une déclaration incomplète, imprécise ou fausse concernant ses antécédents médicaux, MED.A.025. Les médecins informent l'autorité de délivrance des licences lorsque le demandeur produit une déclaration incomplète, imprécise ou fausse concernant ses antécédents médicaux.]

L'intéressé présentant des troubles névrotiques, des troubles mentaux et comportementaux doit se soumettre à un examen psychiatrique, examen qui doit avoir un résultat satisfaisant pour qu'on puisse statuer sur l'aptitude du sujet. Le demandeur présentant des antécédents ou un diagnostic établi de schizophrénie, de troubles schizotypiques ou délirants est déclaré inapte. Idem en ce qui concerne le sujet auteur de tentative de suicide ou d'automutilation.

Le demandeur ne doit pas présenter de déficiences psychologiques établies.

Neurologie. MED.B.065.

L'épilepsie.

Ophtalmologie. MED.B.070.

Le pilote doit avoir de bons yeux et doit bien distinguer les couleurs des feux colorés. Il y a un examen initial, et ensuite des examens périodiques. On admet sous certaines conditions les verres correcteurs, lunettes ou lentilles de contact. On teste la perception des couleurs.

Oto-rhino-laryngologie, MED.B.080.

On teste l'audition.

Dermatologie. MED.B.085.

Oncologie. MED.B.090

Les résultats de l'examen médical

Une fois que l'évaluation ou que l'examen médical est achevé, il est déclaré à l'intéressé s'il est apte, s'il doit être réorienté, ou s'il est inapte.

En présence de demandeurs d'un certificat médical, le centre ou l'examineur soumet sans délai un rapport à l'autorité de délivrance des licences comprenant le résultat de l'évaluation et une copie du certificat médical. MED.A.025, b), 4), de l'annexe IV.

L'aptitude

Le certificat médical est délivré.

Le certificat médical peut être affecté d'une ou plusieurs limitations. C'est le cas si le demandeur n'a pas pleinement satisfait aux exigences légales. Il peut lui être interdit de prendre des passagers. Dans d'autres hypothèses, le pilote reçoit un certificat médical valable seulement comme copilote, ou avec un copilote qualifié.

La réorientation.

Dans certaines hypothèses, il n'est pas possible de statuer immédiatement sur l'aptitude ou l'inaptitude. Le candidat doit être réorienté. Le renvoi signifie que le demandeur ne satisfait pas entièrement aux exigences mais qu'il n'est pas susceptible de mettre en danger la sécurité des vols.

Le candidat fait donc l'objet d'un renvoi devant l'autorité de délivrance de la licence, l'aptitude médicale de l'intéressé est sujette à caution, le niveau local auquel le candidat s'était adressé n'a pas voulu ou pu se prononcer définitivement. Le dossier vient alors au degré supérieur directement dépendant de l'autorité publique. En ce cas, c'est un *évaluateur médical* du service de délivrance des licences qui fera l'évaluation finale et déterminera l'aptitude physique du candidat. Les évaluateurs médicaux sont des médecins ayant une expérience et de connaissances spécifiques en médecine aéronautique, ils ont reçu une formation spécifique quant à la procédure de certification médicale. Annexe VI, ARA.MED.120 et 125.

L'inaptitude.

La personne affectée de certaines anomalies est de plein droit déclaré inapte, MED.B.005.

Si l'évaluation révèle l'inaptitude de l'intéressé, le centre ou l'examineur l'informe de son droit de recours. L'ARA.MED.325 de l'annexe VI envisage dans les cas limites et litigieux la possibilité d'un réexamen médical.

Les refus peuvent être déférés devant la juridiction administrative.

Voir à titre d'exemple l'arrêt du Conseil d'État du 5 juin 2015, n° 389610, déclaration d'inaptitude d'un commandant de bord d'Air France par le médecin du centre d'expertise aéronautique de Paris. Demande de dérogation formée auprès du conseil médical de l'aéronautique civile. Rejet, l'intéressé étant invité à représenter son dossier après une expertise classe 1 par le centre principal d'expertise médicale du personnel navigant de l'hôpital d'instruction des armées Percy. Déclaré inapte au vu de l'expertise par le conseil médical de l'aéronautique civile. Contentieux.

Conseil d'État, 30 décembre 2015, n° 389601 : un commandant de bord a été, à la suite d'un incident de vol, placé en arrêt de vol. Déclaré inapte par le médecin du service médical de la compagnie, puis par le centre d'expertise médicale aéronautique de Paris. L'intéressé saisit le conseil médical de l'aéronautique civile, il est déclaré inapte. Les motifs : vulnérabilité psychique du sujet, psychorigidité, hypertrophie du moi, risque d'effondrement dépressif, troubles pathologiques sérieux sur le plan psychiatrique mettant en cause la sécurité des vols.

CAA Bordeaux, 25 novembre 2021, n° 19BX02345 : un homme, né en 1940, est titulaire d'une licence de pilote privé et d'aéronef léger. Nous sommes dans la classe 2. L'intéressé, en 2016, est examiné par un évaluateur médical du pôle médical de la DGAC. Celui-ci le déclare certes apte, mais avec une restriction importante : la restriction OSL, le pilote ne peut piloter qu'avec la présence obligatoire aux commandes d'un second pilote. L'intéressé conteste la décision, il forme un recours auprès du conseil médical de l'aéronautique civile, ce conseil maintient en 2017 la restriction OSL.

Un évaluateur médical maintient en 2018 la restriction.

L'intéressé avait déjà en 2017 demandé au tribunal administratif de Toulouse d'annuler la décision du conseil médical de l'aéronautique civile.

Le TA rejette la demande, d'où le recours devant la cour administrative d'appel, qui maintiendra la décision prise en 1<sup>o</sup> instance.

L'arrêt précise que le conseil médical de l'aéronautique civile tient compte du secret médical, il ne fournit à l'administration que ses conclusions, il n'indique pas les raisons médicales qui les motivent. La décision ne pouvait être motivée.

Le conseil médical a respecté le principe du contradictoire, il statue au vu des pièces produites par le requérant. En dépit du secret médical, l'arrêt dévoile les problèmes cardiaques dont le pilote était atteint. Le pilote souffre d'une cardiopathie ischémique, se caractérisant par des lésions tritronculaires. La réglementation européenne

pose des exigences de sécurité. L'activité aéronautique comporte des contraintes fortes pour le système cardio vasculaire. Le conseil médical de l'aéronautique civile n'a pas commis d'erreur d'appréciation en imposant un second pilote qualifié.

Les titulaires de licence ne doivent pas exercer les privilèges de leur licence si leur aptitude médicale est ultérieurement diminuée. MED.A.020. Ce qui fait appel à la conscience de chacun.

Le titulaire du certificat médical consulte alors un centre aéromédical ou un examinateur aéromédical pour vérifier s'il est apte à reprendre l'exercice de ses privilèges.

Le texte de 2015 envisage la possibilité d'un régime dérogatoire à l'initiative de deux ou plusieurs États membres. L'annexe VI modifiée contient le point ARA.MED.330 intitulé Circonstances médicales particulières. Les États intéressés établissent un protocole d'examen médical, du fait de techniques, traitements ou procédés médicaux nouveaux. Les candidats ne satisfont pas aux exigences de droit commun, mais on a la preuve qu'avec ces procédés nouveaux l'exercice aérien se déroulera en toute sécurité. Ils pourront ainsi se voir délivrer un certificat médical sur la base de ce protocole. Protocole qui doit être conforme aux principes éthiques pertinents, ce qui est bien vague. Les pilotes ainsi certifiés ne peuvent effectuer des vols qu'à bord d'aéronefs enregistrés dans les États participant au protocole.

Les suites de l'accident de la compagnie allemande Germanwings.

Le BEA à la suite de la catastrophe de l'appareil de la compagnie allemande s'écrasant sur un massif alpin en mars 2015 recommandait, dans son rapport de mars 2016, que pour les pilotes ayant eu des antécédents psychiatriques, on définisse les conditions de suivi de l'aptitude à voler, on pourrait imposer une évaluation psychiatrique spécifique pour les renouvellements du certificat médical.

Il recommandait que les pilotes puissent voler tout en prenant des antidépresseurs sous surveillance médicale, les modalités devant être déterminées par l'AESA.

Ce qui fait débat, c'est l'éventuelle possibilité de la levée du secret médical, voire l'instauration à la charge du médecin d'une obligation de dénoncer le danger.

Le conseil national de l'ordre des médecins avait publié en avril 2015 une déclaration, suggérant que les médecins puissent rompre le secret médical dans les cas exceptionnels où il y a un risque imminent et élevé de préjudice à autrui. Le médecin, s'il venait à être poursuivi pour violation du secret médical, pourrait se prévaloir de l'état de nécessité, qui est un fait justificatif prévu par l'article 122-7 du code pénal.

Le BEA, dans son rapport, recommandait à l'OMS et à l'UE de faire établir des règles imposant aux médecins d'informer les autorités lorsque la santé d'un patient présente de forts risques d'affecter la sécurité publique. On passerait ainsi de la faculté de rompre le secret à l'obligation de dénonciation d'un état dangereux.

Le BEA recommandait la mise en place de groupes de soutien animés par les pairs pour discuter des questions de santé mentale avec leurs homologues à problème.

On a également voulu éviter la présence en solitaire d'un seul pilote lorsque l'un des membres d'équipage est appelé à s'absenter temporairement de la cabine de pilotage. On a recommandé de prévoir la présence en permanence de deux personnes dans le poste de pilotage, quitte à faire appel au personnel de cabine. Certains sont sceptiques sur cette mesure, précisant que, face aux manœuvres inconsidérées d'un pilote voulant se suicider, l'autre pilote avait le plus souvent les pires difficultés à rétablir la situation.

Il existe des exigences relatives aux programmes de soutien et à l'évaluation psychologique des membres de l'équipage de conduite, règlement n° 955/2012, modifié par le règlement 2018/1042.

L'Agence effectue un examen continu de l'efficacité des dispositions concernant les programmes de soutien et l'évaluation psychologique des membres d'équipage, art. 9 ter du règlement modifié n° 965/2012.

L'Europe a également décidé de systématiser le dépistage de la consommation d'alcool et de drogues auprès des pilotes.

Les pilotes, mais non le personnel de cabine, encourent des sanctions aggravées s'ils font usage de stupéfiants. Voir l'article de Loïc de Graëve, La politique pénale de sécurisation des moyens de transport des passagers, in Transport et sécurité, ouvrage collectif publié sous la direction de Laurent Siguoi, LexisNexis, février 2019, p. 5, spécialement n° 9 et s.

Le règlement 2018/1042 a modifié le règlement n° 965/2012 pour inclure des dispositions sur le dépistage de substances psychotropes auprès de l'équipage de conduite et de l'équipage de cabine.

Le règlement 2019/27 du 19 décembre 2018 a tenu compte de 5 recommandations (sur 6) d'un groupe ad hoc constitué au sein de l'agence européenne pour la sécurité aérienne.

Le règlement n° 965/2012, art. 9 ter, 2° paragraphe - tel que modifié par le règlement d'exécution 2021/1296 du 4 août 2021 - contient des dispositions propres au dépistage de substances toxiques. L'Agence effectue un examen de l'efficacité des dispositions concernant la conduite de tests systématiques et aléatoires de dépistage de substances psychotropes pour s'assurer de l'aptitude médicale des membres de l'équipage de conduite et de l'équipage de cabine.

L'annexe I, point 98 ter, entend, par substances psychotropes, l'alcool, les opioïdes, les cannabinoïdes, les sédatifs et les hypnotiques, la cocaïne, les autres psychostimulants, les hallucinogènes et les solvants volatils, à l'exception de la caféine et du tabac.

L'ordonnance n° 2022830 du 1° juin 2022 met en œuvre en France cette réglementation.

L'article L. 6225-2 CT interdit aux pilotes et membres de l'équipage d'exercer sur un vol réel sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé.

L'art. L. 6225-6 CT interdit aux navigants d'exercer leurs fonctions sur un vol réel après avoir fait usage de substances ou de plantes classées comme stupéfiants.

Sous sanction pénale.

Avec menace d'annulation du titre aéronautique et interdiction d'exercer au-dessus du territoire français, art. R. 6231-32 et s. CT.

Les articles R. 6225-1 et s. CT, concernant les contrôles de l'alcoolémie et l'usage de stupéfiants.

Un arrêté du 20 octobre 2022 crée, auprès de la DGAC, le Traitement des données consécutif aux tests positifs d'alcoolémie ou stupéfiants par les personnels navigants ou concourant à la conduite d'aéronefs.

On y mentionne les hypothèses d'ivresse ou d'usage durant les fonctions de stupéfiants.

En cas d'accident causé par un navigant sous l'emprise de l'alcool ou des stupéfiants, l'homicide involontaire causé par le navigant imprudent est plus sévèrement réprimé, art. L. 6232-17 CT.

La gazette semble connaître des hypothèses où des pilotes, avec d'autres, se livrent au trafic de stupéfiants.

Criminelle, 30 novembre 2022, n° 21-84.393 : des accusés condamnés par la cour d'assises des Bouches du Rhône, spécialement composée, statuant comme juridiction interrégionale spécialisée, pour importation de stupéfiants et importation et contrebande de marchandises dangereuses.

700 kg de cocaïne avaient été saisis par les autorités dominicaines en mars 2013 à bord d'un avion exploité par une compagnie aérienne française, effectuant des rotations aériennes entre la France, l'Équateur et Saint Domingue. La cassation n'intervient qu'à propos de la confiscation de biens prononcée. La confiscation, en matière d'infraction à la législation sur les stupéfiants, peut porter sur les biens ayant servi à commettre l'infraction, sur les biens qui en sont les produits, ainsi que sur les biens du condamné. Il est reproché à la cour d'assises de ne pas avoir énuméré les objets dont elle ordonnait la confiscation, et ne pas avoir indiqué pour chacun d'eux s'ils constituaient l'instrument, le produit ou l'objet de l'infraction, ou s'il s'agissait de biens appartenant au condamné, ceci pour pouvoir apprécier le caractère proportionné de la décision.

Les exigences pour la délivrance du certificat médical pour les licences LAPL, licence pilote avion léger, sont moindres. MED.B.095.

La reconnaissance à l'étranger des titres délivrés en France

Le règlement 2018/1065 vise la situation de membres d'équipage pilotant hors UE des aéronefs immatriculés en Europe, mais immatriculés dans un État UE autre que celui leur ayant délivré la licence de pilote. L'objectif est de faciliter une validation automatique des licences. Ce pilote devra être muni de la version la plus récente du supplément de l'OACI qui fait référence au numéro d'enregistrement auprès de l'OACI de l'accord qui prévoit la validation automatique des licences, et qui contient la liste des états parties audit accord. Annexe I (partie FCL), § FCL04, règlement n° 1178/2011. Annexe VI (partie ARA), § ARA.FCL.200.

## *L'inscription au registre*

Pour faire partie du personnel navigant professionnel, il ne suffit pas d'être titulaire d'un titre aéronautique, il faut être inscrit sur un registre, au titre de l'une des 3 catégories : essais et réceptions, transport aérien, travail aérien. Art. L. 6521-2 CT. Article abrogé par la L.7 décembre 2020.

Le personnel temporaire : n'entrent dans le champ d'application de cet article ni le personnel navigant prestataire de services de transport aérien ou de travail aérien établi dans un État européen autre que la France. Ni le personnel navigant salarié d'un prestataire de services de transport / travail aériens établis dans un État européen sauf la France. Qui exercent temporairement leur activité en France.

### B.

Le *commandant de bord* est un pilote qui est le chef de l'expédition et qui a autorité, sur l'équipage (en cas d'équipage multi-pilotes), ainsi que sur les personnes se trouvant à bord de l'aéronef.

Le commandant de bord, Pilot-in-Command, PIC, fait référence au pilote désigné pour le commandement et chargé de conduire le vol en toute sécurité, règlement du 3 novembre 2011, annexe I.

Le pilote commandant de bord est désigné par l'exploitant, il commande à bord, il est responsable de l'exécution sûre du vol.

Il est le premier sur la liste d'équipage.

Règlement n° 965/2012, modifié par le règlement 2021/2237, annexe III, ORO.FC.105

Le commandant de bord doit posséder un niveau minimal d'expérience. Une formation au commandement. ORO.FC.205. il a l'obligation de totaliser un minimum d'heures de vol. Il doit disposer d'une connaissance adéquate de la route ou de la zone ainsi que des aérodromes. Dans l'exploitation à des fins commerciales, il doit accomplir une formation initiale, une familiarisation de la route et des aérodromes, il a exercé sur l'aérodrome au cours de 12 derniers mois, il connaît la route depuis au moins 36 mois.

Le co-pilote a pour rôle d'assister le commandant de bord. On parle des deux sièges pilotes. Le co-pilote peut être relevé par un copilote de renfort.

Règlement n° 965/2012, annexe III, ORO.FC.235.

#### 1°) Attributions nautiques du commandant de bord

Le commandant de bord dispose d'importantes obligations, déterminées par des dispositions mondiales, européennes, nationales.

L'annexe III du règlement n° 859/2008 du 20 août 2008 modifie le règlement n° 3922/91 en ce qui concerne les règles techniques et procédures administratives communes applicables au transport commercial en avion.

Cette annexe III résulte des codes de l'aviation pour le transport commercial par avion Joint Aviation Requirements Commercial Air Transportation (Aeroplanes) (JAR-OPS I) adoptés par le JAA Joint Aviation Authorities.

CAT.GEN.MPA.105

Le commandant de bord est responsable, dès qu'il arrive à bord et jusqu'à ce qu'il quitte l'aéronef à la fin du vol, de la sécurité de tous les membres d'équipage, des passagers et du fret, qui se trouvent à bord.

Il est responsable de l'exploitation et de la sécurité de l'aéronef :

- dans le cas des avions, à partir du moment où l'avion est prêt à effectuer le roulage au sol avant le décollage jusqu'à l'immobilisation de l'avion à la fin du vol et l'arrêt des moteurs utilisés comme unités de propulsion principales ;
- dans le cas des hélicoptères, lorsque les rotors tournent.

Le commandant de bord a la responsabilité du vol, il est responsable de la conduite de l'aéronef, qu'il tienne ou non les commandes.

Préparation du vol. CAT.OP.MPA.175, annexe IV. Avant d'entreprendre le vol il prend connaissance des renseignements utiles au vol projeté, il étudie les bulletins météorologiques, les besoins en carburant, le plan de diversion si le vol ne pouvait pas se dérouler comme prévu.

C'est lui qui choisit l'itinéraire, l'altitude de vol en tenant compte des instructions des autorités et de l'exploitant. Le commandant n'entreprend le vol que s'il dispose d'informations indiquant qu'à l'heure d'arrivée les conditions météo sont bonnes, CAT.OP.MPA.245, annexe IV, règlement modifié n° 965/2012.



Le vol à vue.

Un arrêté du 16 mars 2012 concerne les règles de conception et le processus d'établissement des procédures de vol aux instruments. Dans la procédure de vol aux instruments, la trajectoire est guidée par un guidage radar. On tient compte du vent et des températures. Il y a des procédures de navigation de surface basées sur le positionnement GNSS. Il existe des procédures d'approche avec guidage vertical basées sur le système de renforcement satellitaire SBAS.

Départ et arrivée aux instruments, approche finale ...

A autorité sur les personnes embarquées, art. L. 6522-3

Attributions spécifiques pour lutter contre la menace terroriste

Le commandant de bord a la faculté de débarquer toute partie du chargement, qui peut présenter un danger pour la sécurité, la santé, la salubrité ou le bon ordre à bord de l'aéronef.

En vol, il peut, s'il l'estime nécessaire, larguer tout ou partie du chargement en marchandises ou en combustible, sous réserve d'en rendre compte à l'exploitant, art. L.6522-3 in fine. On peut estimer que le jet nécessaire est licite. Si le commandant de bord se méprend sur la nécessité, il est fautif.

Durant le vol, le commandant de bord peut se faire relever par un autre commandant de bord ou par un pilote ayant des qualifications minimales, ORO.FC.200 et 201.

" Les exploitants d'avions de grande capacité utilisés à des fins de transport aérien commercial veillent à ce que les dispositifs d'actionnement des portes d'accès au compartiment de l'équipage de conduite, lorsqu'ils sont installés, soient pourvus d'un moyen d'ouverture de remplacement afin de faciliter l'accès des membres de l'équipage de cabine au compartiment de l'équipage de conduite en cas d'incapacité d'un membre de l'équipage de conduite. ", règlement 2015/640 du 23 avril 2015, annexe I, partie 26, sous-partie B, 26.250.

L'établissement d'un rapport en cas d'accident ou d'incident affectant la sécurité de l'aéronef au sol et en vol  
Les pilotes qui rencontrent en cours de vol des anomalies liées à la sécurité envoient des documents à la DGAC et au constructeur, ASR, Air Safety Report.

Les incidents mécaniques et les actes de maintenance sont mentionnés sur l'ATL, Aircraft Technical Log.

Le transport en hélicoptère

A.25 février 1985 relatif aux conditions d'utilisation des hélicoptères exploités par une entreprise de transport aérien. A. 21 mars 2011 relatif aux conditions techniques d'exploitation d'hélicoptères par une entreprise de transport aérien public (OPS 3)

2°) Attributions commerciales du commandant de bord

Il est consignataire de l'appareil et responsable du chargement, art. L. 6522-4.

## § II. Les **mécaniciens**, motoristes et machinistes

Les mécaniciens sont les personnes assurant le service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la navigation de l'aéronef : ils ne sont pas pilotes, Cf. art. L. 6511-1 CT. Les personnes qui assurent le service à bord des moteurs, machines et instruments divers nécessaires à la navigation aérienne font partie du personnel navigant technique sans faire partie du personnel de conduite, cf. art. L. 6521-1 CT.

On prévoit un mécanicien navigant, si un poste séparé de mécanicien navigant est intégré à l'agencement de l'avion, ORO.FC.110

L'évolution technique a souvent permis la navigation des avions sans avoir recours aux officiers mécaniciens navigants, nombre d'entre eux ont été licenciés par les compagnies alors que d'autres ont bénéficié d'un reclassement.

Le règlement européen 2018/1139 envisage la conversion des licences nationales de mécanicien navigant en licences de pilote, cf. art. 23 § 1, c), iii).

Soc. 11 mars 2015, n° 13-20388, licenciement, en 2007, d'un officier mécanicien navigant, dépourvu de cause réelle et sérieuse, 80 000 euros d'indemnité à la charge de Corsair. Un autre arrêt du même jour, n°13-11590,

rectifié, statue sur une espèce analogue.

Soc. 9 décembre 2015, n° 14-22766 et autres : la société Air France a été confrontée à l'avenir de cette profession à la suite des évolutions technologiques permettant le pilotage des avions sans le concours d'un officier mécanicien navigant, OMN. En 2007, un plan de départs volontaires concernant 89 OMN a été établi. Ce plan prévoyait le versement d'indemnités différenciées à raison de l'âge des salariés concernés. Les plus jeunes étaient mieux indemnisés que les plus âgés. Cinq mécaniciens n'ont pas accepté l'offre de départ volontaire, ils ont été licenciés en 2007. La cour d'appel de renvoi a accordé à chacun de ces salariés des dommages-intérêts pour discrimination fondée sur l'âge. Air France a formé un pourvoi qui a été rejeté. Les différences de traitement fondées sur l'âge ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées par un but légitime, notamment par le souci de préserver la santé ou la sécurité des travailleurs, de favoriser leur insertion professionnelle, d'assurer leur emploi, leur reclassement ou leur indemnisation en cas de perte d'emploi, et lorsque les moyens de réaliser ce but sont nécessaires et appropriés. La formule de calcul des indemnités financières retenue par l'accord pluriannuel de 2002 était inappropriée pour atteindre le but poursuivi et désavantageait de manière excessive les OMN âgés préjudiciant ainsi de manière disproportionnée aux intérêts des groupes d'âge désavantagés.

Le manuel de vol peut imposer la présence d'un opérateur de panneau systèmes, un membre de l'équipage doit alors être titulaire d'une licence de mécanicien navigant, OPS 1.940.

### § III. Les membres de l'équipage technique

Ils font partie du personnel navigant, mais sans faire partie de l'équipage de conduite.

Ils ne sauraient accomplir des tâches relevant du pilotage.

Cf. CE 30 novembre 2016, n° 394974, rendu à propos des membres d'équipage technique des opérations d'hélicoptère et de ceux des opérations du service médical d'urgence par hélicoptère.

L'article L. 6524-1 CT - modifié par une loi du 7 décembre 2020 - fait entrer dans le personnel navigant technique le personnel exerçant le service à bord des autres matériels (autres que les moteurs, machines, nécessaires à la navigation) montés sur aéronefs, notamment les appareils météorologiques ou destinés au travail agricole et les appareils destinés à la manœuvre des parachutes.

(La limite d'âge des titulaires des brevets de pilote des corps techniques de la navigation aérienne est portée de 60 à 65 ans, A. du 6 juin 2006, modifié par l'A. du 17 janvier 2018.)

(Le brevet et la licence de photographe navigant professionnel de l'aéronautique civile ne sont plus délivrés, voir A. du 16 janvier 2020 abrogeant l'A. du 8 juillet 1955 relatif à ces titres. S'agit-il de la disparition de cette profession ?)

## Sous-section II. Le personnel navigant commercial

### L'équipage de cabine

L'expression de personnel navigant commercial, PNC, est équivalente à celle d'équipage de cabine. Il s'agit cependant d'une catégorie professionnelle hétérogène, regroupant des salariés ayant des qualifications distinctes, comme les HST, chef de cabine, chef de cabine principale.

Il s'agit des hôtesses de l'air et des stewards.

Ils font partie du personnel navigant. Cf. art. L. 6521-1, 4°, CT, rangeant parmi les navigants professionnels de l'aéronautique civile, les personnes assurant des services complémentaires de bord, comprenant, notamment, le personnel navigant commercial du transport aérien.

L'équipage de cabine n'appartient pas à l'équipage de conduite ou à l'équipage technique (services médicaux d'urgence par hélicoptère, système d'imagerie nocturne, opérations d'hélicoptère)

Celui qui appartient à l'équipage de cabine est un membre d'équipage, il dispose de certaines qualifications, il doit être qualifié, il reçoit une formation, il passe un examen, il doit détenir le certificat de membre d'équipage de cabine.

Les membres d'équipage de cabine participant à des opérations de transport aérien commercial sont tenus d'être

titulaires d'une attestation, art. 22 du règlement 2018/1139.

Un arrêt de la cour administrative de Paris du 11 juin 2021, n° 20PA02676, concerne une hôtesse de l'air s'efforçant en vain d'obtenir une conversion de son certificat de formation à la sécurité, elle n'obtient pas les 30 065 euros qu'elle réclamait à l'État.

Le certificat est délivré, selon le règlement n° 1178/2011, pour une durée illimitée, à moins que son titulaire n'ait pas exercé les privilèges associés sur au moins un type d'aéronef au cours des 60 mois qui précèdent. La dame avait cessé ses fonctions entre 2013 et 2018.

C'est l'arrêté du 4 septembre 2007 qui détermine les conditions d'aptitude physique et mentale du personnel navigant commercial. L'aptitude médicale est périodiquement évaluée.

L'exploitant leur confie des tâches liées à la sécurité des passagers et du vol pendant l'exploitation. Attribution correcte des sièges. Arrimage adéquat des bagages de cabine. Détection et gestion des passagers à comportement agressif et sous l'emprise de l'alcool ou de drogues. Tâches à mettre en œuvre en cas de turbulences. Apporter les premiers secours. Formation à la lutte contre le feu. Formation à la survie en milieu aquatique, utilisation de radeaux de sauvetage, exercices pratiques dans l'eau.

Consulter ORO.CC.005 s.

Le port de l'uniforme

La condamnation du sexisme

La chevelure du steward

Chambre sociale, 23 novembre 2022, n° S 21-14.060 : un homme avait été embauché en 1998 comme steward par Air France. À partir de 2005, il s'est présenté à l'embarquement coiffé de tresses africaines nouées en chignon. L'employeur lui a refusé l'embarquement, une telle coiffure n'est pas autorisée par le manuel des règles de port de l'uniforme pour le personnel navigant commercial masculin. Le manuel contenait des dispositions relatives à la coiffure, nette, limitée en volume. Les tresses africaines nouées en chignon étaient autorisées pour les femmes. Le salarié par la suite a porté jusqu'en 2007 une perruque pour exercer ses fonctions. Le salarié en 2012 se présente comme victime d'une discrimination. Il est mis à pied pour 5 jours pour présentation non conforme aux règles de port de l'uniforme. Le salarié est déclaré en 2016 inapte en raison d'un syndrome dépressif. Il est licencié en 2016. Il demande en justice la condamnation de l'employeur. Il est débouté en appel en particulier de sa demande de dommages intérêts pour discrimination, harcèlement moral et déloyauté. L'affaire est portée devant la Cour de cassation.

L'arrêt affirme que les différences de traitement en raison du sexe doivent être justifiées par la nature de la tâche à accomplir, répondre à une exigence professionnelle véritable et être proportionnées au but recherché.

L'interdiction de porter une coiffure autorisée pour le personnel féminin caractérisait une discrimination fondée sur l'apparence physique en lien avec le sexe. La cour d'appel s'était prononcée par des motifs inopérants pour justifier que les restrictions imposées au personnel masculin étaient nécessaires pour permettre l'identification du personnel de la société AF et préserver l'image de celle-ci. La cour d'appel s'était fondée sur la perception sociale de l'apparence physique des genres masculin et féminin, laquelle ne peut constituer une exigence professionnelle véritable et déterminante justifiant une différence de traitement relative à la coiffure entre les femmes et les hommes.

L'arrêt de la cour d'appel de Paris est très largement censuré.

Des discriminations au détriment des hôtesse de l'air à l'avantage des pilotes ?

L'Audiencia Nacional d'Espagne interroge la CJ à propos d'une éventuelle discrimination indirecte fondée sur le sexe entre le groupe des pilotes et celui du personnel de cabine, affaire C- 314-23, Sindicato de Tripulantes Auxiliares de Vuelo de Líneas Aéreas c. Air Nostrum et alii.

Air Nostrum connaît ces deux groupes de salariés, ceux du personnel de cabine et ceux du groupe des pilotes. Ces salariés sont soumis à des conventions collectives différentes, négociées au sein de cette entreprise, mais avec des représentants syndicaux différents.

Le personnel de cabine est principalement féminin.

Le personnel de conduite est majoritairement masculin.

Air Nostrum engage des frais de déplacement, hors ceux liés au transport et à l'hébergement ; la compagnie compense entre le montant des dépenses inférieur pour le groupe du personnel de cabine et celui d'un montant supérieur engagé pour le groupe des pilotes.

## Section II. Le droit du travail aérien

Stéphane Carré, Le droit social aérien, entre libéralisation économique et contraintes de sécurité, RFDA 2016.393

Les personnes qui pilotent les aéronefs peuvent le faire à titre purement libéral et désintéressé, ne serait-ce qu'elles peuvent conduire des engins leur appartenant.

Dans la situation la plus fréquente, les membres d'équipage sont des professionnels, ils entendent vivre du métier qu'ils ont choisi, ils perçoivent un prix pour naviguer à l'avantage d'autrui.

La fonction du droit consiste à déterminer quel est leur statut, quels sont leurs droits et leurs obligations.

Salariat ou non salariat

On pourrait penser que les membres de l'équipage sont tous salariés, ce serait une erreur, certains pilotes naviguent pour eux-mêmes, d'autres naviguent pour autrui mais sans être forcément liés par un contrat de travail avec l'exploitant.

Leur indépendance réelle est alors fréquemment mise en doute.

### Le navigant, travailleur indépendant

Le fait.

Un sixième des pilotes actifs en Europe était, disait-on, des vrais ou des faux travailleurs indépendants.

Il est de bon ton de dénoncer le recours par l'exploitant à des pilotes prétendument ou réellement indépendants. Certains transporteurs (à bas coût) fuient le recours au salariat et ont la tentation de confier la conduite de l'aéronef à des pilotes indépendants, liés non par un contrat de travail, mais par un contrat d'entreprise conclu entre le transporteur et le pilote.

D'autres montages sont plus complexes et font intervenir un ou plusieurs intermédiaires dans la relation de travail. Ceci dans 8, 9 ou 19 % des hypothèses, principalement pour le personnel de cabine.

Ce sont les pratiques de la compagnie irlandais à bas coût qui ont suscité la controverse. Celle-ci disposerait de

3200 pilotes au service de ses avions. Les deux tiers ne seraient pas ses salariés. Les pilotes voulant travailler pour cette compagnie seraient incités à se constituer, à 3 à 5, en microsociétés, qui seraient autour de 600, qui auraient leur siège à Dublin ou à Cork et qui sont soumises au droit irlandais. Chacune de ces sociétés serait en lien avec une société intermédiaire Brookfield Aviation, de siège anglais, sorte d'entreprise de travail intérimaire, elle-même en relation avec le transporteur irlandais.

Le transporteur aérien rémunère l'intermédiaire, qui à son tour rémunère la microsociété, qui paie le pilote.

Une étude conduite par des chercheurs de l'université de Gand et financée par la Commission confirme l'existence de cette pratique.

Certains pilotes travailleraient via une société immatriculée à Guernesey.

Les jeunes pilotes acceptent le montage, soucieux de trouver une situation et de satisfaire leur passion de voler.

Ils espèrent être embauchés plus tard comme salariés d'une compagnie classique.

Le non droit fleurit.

La compagnie utilisatrice échappe ainsi au paiement des charges sociales, c'est à l'indépendant d'y subvenir.

Le modèle Ryanair est cependant en péril, les pilotes ont en 2018 multiplié les grèves, de telle sorte que la direction de Ryanair a été contrainte de lâcher du lest et de soumettre les pilotes à la législation de l'État où ceux-ci exercent leur activité.

Certains navigants seraient embauchés grâce à des entreprises de travail intérimaire.

Le droit.

Le propriétaire d'un avion privé peut le faire piloter, s'il ne pilote pas lui-même, par un salarié ou par un indépendant.

Un pilote peut monter lui-même pour son propre compte une petite entreprise de transport aérien. Le pilote est alors transporteur professionnel.

Une personne fortunée peut faire conduire, si elle ne pilote pas elle-même, son aéronef par un pilote indépendant.

Comme il ressort de l'article L. 6521-1 CT, les pilotes ne sont pas forcément liés par un contrat de travail.

Une personne est réputé navigant professionnel de l'aéronautique civile du moment qu'elle exerce, dans un but lucratif ou contre rémunération, de façon habituelle et principale, les fonctions de commandement ou de conduite des aéronefs, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui. Celui qui agit pour le compte d'autrui peut certes le faire dans le cadre d'un contrat de travail, mais il peut aussi comme indépendant y procéder sous le support d'un contrat d'entreprise.

L'article L. 8221-6-1 du code du travail présume travailleur indépendant celui dont les conditions de travail sont définies exclusivement par lui-même ou par le contrat les définissant avec son donneur d'ordre.

Le montage, même relativement fréquent, est fragile, il est à la merci d'un contentieux civil ou d'une poursuite pénale pour travail non déclaré.

Une telle situation n'est licite que si le pilote est réellement indépendant et sans sujétion et subordination au regard de l'entreprise. Le pilote indépendant doit avoir son autonomie professionnelle. La DGAC va jusqu'à exiger que le pilote indépendant possède son propre instrument de travail, caractéristique essentielle de la qualité de pilote travailleur indépendant, cité in Criminelle, 4 juin 2019, n° 18-83789.

La Commission, saisie d'une pétition n° 0280/2013 émanant d'un luxembourgeois, s'en était remise aux autorités nationales, 29/8/2014, Parlement européen, Commission des pétitions.

Dans son étude du 1<sup>er</sup> mars 2019, la Commission estime que nombre de pilotes présentés comme indépendants ne le sont guère, ils travaillent exclusivement pour une seule compagnie et n'ont pas la possibilité de travailler pour d'autres transporteurs.

S'il y a fraude à la loi, le juge - s'il est saisi - restitue au contrat sa véritable nature. Un indépendant est par définition exempt de tout lien de subordination économique et juridique envers un employeur. Le subordonné est lié par un contrat de travail

L'arrêt de la chambre criminelle du 10 mai 2017, n° 17-81278, rejette le pourvoi formé par la société Ryanair contre un arrêt de la chambre de l'instruction de la cour d'Aix l'ayant soumise à des mesures de contrôle judiciaire, reproduit les motifs de l'ordonnance du juge d'instruction ayant refusé toute indépendance juridique, technique ou commerciale aux PNT, gérants de sociétés irlandaises, contractantes de la société Brookfield et mis à disposition de Ryanair.

Sociale, 26 octobre 2022, n° 20-22.979 : requalification en contrat de travail d'un contrat de prestations de services. Le pilote était présenté comme un sous-traitant. La cour d'appel de Poitiers avait relevé que le pilote évoluait dans un service organisé, il utilisait le certificat de transporteur aérien et le matériel de la société Jac-Héli entretenu par elle, il était présenté aux yeux de la clientèle comme un pilote appartenant à la société, il

participait à des réunions au cours desquelles étaient rappelées les règles de sécurité, il était associé aux projets importants de la société, il avait bénéficié de la part de la société Jac-Héli des formations exigées par la DGAC, il avait peu d'autonomie dans l'organisation des vols, la DGAC avait enjoint à la société Jac-Héli d'employer le pilote comme salarié. Le montage : le pilote utilisait le matériel de Jac-Héli dans le cadre d'un contrat de location conclu au nom de la société PB Hélicoptères dont il était le gérant ; le pilote percevait en contrepartie de sa prestation une somme indexée sur le prix de vente de l'heure de vol.

Pascal M. Dupont, Droit aérien, Pedone, 2015, le n° 274 est intitulé les "faux" indépendants.  
Avis du comité économique et social européen sur le dumping social dans le secteur de l'aviation civile européenne, JOUE du 15 janvier 2016, C 13/110

CJUE, 4 décembre 2014, C-413/13, FNC Kunsten Informatie en Media contre Staat der Nederlanden

(Le JOUE du 29 avril 2016, C 153/14, fait état d'un projet de concentration aux termes de laquelle deux sociétés prennent le contrôle d'une société tierce, OSM Aviation, Chypre, dont les activités ont trait à la gestion des équipages et qui fournit un éventail complet de services, parmi lesquels l'emploi et la gestion de personnel navigant technique et commercial, à différentes compagnies aériennes)

### Le salariat

Dans la situation la plus banale - 82 % des pilotes travaillant dans l'Union -, le transporteur aérien ou l'exploitant d'aéronef embauche le personnel qui assurera la conduite des aéronefs. Une relation de travail subordonné s'instaure entre le transporteur employeur et le pilote salarié.  
Un contrat de travail a été conclu.

Les dispositions du code du travail s'appliquent en droit français aux différentes entreprises de transport ainsi qu'à leurs salariés, art. L. 1311-1, sous réserve des dispositions particulières du (présent) code (des transports) ; l'article L. 6521-6 CT indique, en redite, que le code du travail est applicable au personnel navigant de l'aéronautique civile et à leurs employeurs, sous réserve des dispositions particulières fixées par le c. des transports.

(Les entreprises de transport aérien, comme toutes les entreprises, ont bénéficié du CICE, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi)

La matière aérienne fait fi des frontières, le personnel navigant effectue l'essentiel de son travail dans les airs, les pilotes sont les salariés de compagnies aériennes qui font des transports internes et des transports internationaux. Il n'existe pas un droit du travail mondial en matière aérienne. Le contrat de travail est nécessairement soumis à une législation étatique nationale ainsi qu'à des conventions collectives de travail. (Il existe une convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères). Cette législation étatique est toutefois primée par les dispositions de droit européen ainsi que par le droit issu des conventions de l'OIT.

Les transporteurs européens ont parfois recours pour des raisons culturelles et linguistiques à des navigants n'ayant pas la nationalité européenne sur les liaisons lointaines. Le phénomène est très exceptionnel sur les liaisons intra européennes.

Le règlement 2019/1149 du 20 juin 2019 crée l'Autorité européenne du travail, qui assiste la Commission et les États dans les questions concernant la mobilité de la main d'œuvre et la coordination au sein de l'UE des systèmes de sécurité sociale.

Il convient dans un premier temps de se demander en présence d'une relation de travail présentant des liens d'extranéité à quel droit interne le contrat de travail se trouve-t-il soumis. Il s'agit en fait, dans notre perspective, de savoir si le droit français du travail s'applique ou non.

Il faudra ensuite présenter la législation française applicable à la relation de travail relevant de l'ordre juridique français.

Sous-Section I. La relation de travail à caractère international

## Le droit international du travail aérien

Marie Bacuvier, Conflits de lois et de juridictions : localiser la prestation de travail du personnel navigant des compagnies aériennes, Droit social 2011.169

Laurent Cailloux Meurice, La sévérité du droit social applicable aux compagnies aériennes : le vent se lève ... Revue de droit des transports, n° 1, janvier 2014, étude 2

Le caractère international du contrat de travail liant la compagnie aérienne au pilote salarié est fréquent, le pilote n'a pas forcément la nationalité de la compagnie employeur, le pilote n'est pas forcément domicilié dans l'État où la compagnie a son siège ou se trouve incorporée, le pilote vit dans un pays qui n'est pas celui du transporteur et il vient prendre son travail dans un aéroport qui ne se trouve pas sur le territoire de l'État dont dépend le transporteur.

Le droit civil n'est pas seul en jeu. Il y a également des incidences en droit public économique et alors de droit pénal : le transporteur aérien employeur peut être suspecté de commettre l'infraction de travail dissimulé s'il évince à tort l'application du droit du travail français et n'effectue pas les déclarations obligatoires auprès des administrations publiques.

La situation du personnel des transporteurs à bas coûts : il est arrivé que certains membres du personnel travaillent durablement en France, mais que l'employeur veuille les maintenir sous l'empire d'une législation de droit du travail étrangère (anglaise, irlandaise, espagnole) moins astreignante.

Les activités aériennes se prêtent, à raison de leur caractère international, à l'optimisation juridique et fiscale. L'habileté des entrepreneurs peut parfois révéler une fraude à la loi ou aux droits du fisc ou des caisses de sécurité sociale.

On peut lire l'avis du CESE sur le dumping social dans le secteur de l'aviation civile européenne, JOUE du 15 janvier 2016, C 13/110.

Les situations sont par définition variées.

Si le transporteur a l'intention d'évincer l'application du droit français, il faut que le salarié ne fasse à partir de la France qu'une activité strictement épisodique et non habituelle. On ne soumet pas au droit français du travail le contrat des pilotes des compagnies américaines, qui font atterrir et décoller leurs avions à Roissy, alors qu'ils atterrissent dans les principaux aéroports du monde du moment qu'ils n'ont pas leurs bases en France. Ils peuvent éventuellement passer quelques nuits de repos en France en attendant de reprendre l'envol, mais la France n'est pas leur lieu naturel de travail. Le raisonnement est identique en ce qui concerne les pilotes d'Air France qui exécutent un vol Paris - Santiago ; l'atterrissage, les nuitées au Chili, la préparation du vol retour ne suffisent pas a priori à soumettre le contrat de travail au droit chilien.

On peut avoir également la situation de l'employeur établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire français. Le détachement concerne un travailleur qui pendant une période limitée exécute son travail sur le territoire d'un État membre, autre que l'État où il travaille habituellement. Le salarié demeure en principe soumis, avec des tempéraments, à sa législation d'origine. Si le travailleur débute avec un travail habituel en France, il est douteux qu'il puisse y avoir alors détachement.

L'application du droit du travail français est inéluctable lorsque le lien entre le pilote et la France devient trop étroit.

La France a adopté une législation contraignante pour lutter contre la tentative de certains transporteurs à bas coûts d'évincer l'application du droit français du travail.

Il y a en principe lieu, d'après celle-ci, de faire application du droit français du travail aux entreprises de transport aérien au titre de leurs bases d'exploitation situées sur le sol français, art. L. 1262-3 du code du travail.

[L'article R. 330-2-1 CAC indiquait que l'article L. 342-4 du code du travail est applicable aux entreprises de travail aérien au titre de leurs bases d'exploitation situées sur le territoire français.

Une base d'exploitation est un ensemble de locaux ou d'infrastructures à partir desquels une entreprise exerce de façon stable, habituelle et continue une activité de transport aérien avec des salariés qui y ont le centre effectif de leur activité professionnelle. L'objectif poursuivi par la France, c'est que le droit français du travail soit applicable si le pilote prend son service dans un lieu qualifié de centre d'activité professionnelle situé en France et y retourne après l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'État, dans une décision du 11 juillet 2007, a rejeté la demande d'annulation du décret formée par Ryanair et EasyJet.]

Le décret n°2021-1483 du 12 novembre 2021 avait donné une nouvelle rédaction à l'article R. 330-2-1 du code de l'aviation civile, il n'était pas certain que le nouvel article soit plus libéral que la version précédente.

Le CT, dans sa partie réglementaire, reprend ces dispositions.

En application de l'article L. 1262-3 du code du travail, les entreprises de transport aérien sont assujetties aux dispositions du code du travail applicables aux entreprises " établies " sur le territoire national, notamment au titre de leurs bases d'exploitation situées sur les aérodromes français. Art. R. 6412-13.

Au sens de l'art. R. 6412-13, une base d'exploitation se définit par l'exercice d'une activité habituelle, stable et continue de transport aérien mettant en œuvre des moyens techniques, matériels et humains, dont le recours à des salariés ayant le centre effectif de leur activité professionnelle sur l'aérodrome concerné.

Au sens des dispositions qui précèdent, le centre de l'activité professionnelle d'un salarié est le lieu où, de façon habituelle, il travaille ou celui où il prend et termine son service. Art. R. 6412-14.

Cette législation d'esprit nationaliste pourrait être considérée comme contraire au droit de l'Union, si elle brime certaines opérations que le droit européen libéralise.

Cette législation concerne certainement le personnel au sol des compagnies françaises ou étrangères, travaillant de façon habituelle sur une base située en France.

En ce qui concerne les navigants, il convient d'être dubitatif.

Si une compagnie étrangère détient une base d'exploitation en France et qu'elle dispose de navigants salariés qui de façon habituelle y prennent et terminent leur service, la soumission au droit du travail français semble inéluctable.

En revanche, si la condition tenant à la façon habituelle n'est pas remplie, le navigant ne devrait pas voir son contrat de travail soumis au droit français.

Il y a une difficulté probable d'interprétation concernant la condition d'habitude. Quelques jours de travail à partir d'une base française ne constitue probablement pas une habitude. Avec un travail continu d'un an à partir d'une base française, on peut considérer que l'habitude est présente. Le navigant d'une compagnie étrangère affecté pour une saison pour décoller et atterrir à partir et sur un aérodrome français travaille-t-il en France de façon habituelle ? Il y a matière à contentieux.

Cf. infra en ce qui concerne les obstacles à la faculté pour l'employeur d'avoir recours au détachement de ses navigants.

## **Le droit privé**

Le contentieux de droit privé :

lorsqu'un contentieux s'élève entre un membre du personnel navigant et son employeur, on se demande dans un premier temps quelles sont les juridictions qui sont compétentes pour connaître du litige.

On se demande en particulier si les juridictions françaises sont compétentes pour connaître d'un litige concernant un contrat de travail.

Si la juridiction française se déclare compétente, on se demande ensuite quelle législation interne du travail appliquera-t-elle. Le droit français du travail ou un droit étranger. Le plus souvent, la détermination de la juridiction compétente induira la reconnaissance de la compétence de la lex fori.

### § I. La compétence juridictionnelle en cas de litige entre le navigant et le transporteur aérien

La compétence des tribunaux au sein de l'UE est déterminée en matière civile et commerciale par le règlement n° **1215/2012** du 12 décembre 2012, qui a modernisé le règlement dit **Bruxelles I**, n° 44/2001, du 22 décembre 2000.

Le salarié "aérien" qui assigne son employeur dispose d'un grand choix de compétences, prévues à la section 5, « Compétence en matière de contrats individuels de travail », articles 20 et suivants du règlement n°1215/2012



du 12 décembre 2012.

(Cette option de compétence suppose que la qualité de salarié ait été reconnue au préalable au demandeur ou qu'elle n'ait pas été contestée.)

(Si le demandeur est un indépendant, les règles de compétence propres au contrat de travail sont sans application, on est alors en présence d'un contrat d'entreprise conclu entre l'exploitant de l'aéronef et le membre d'équipage. On applique quant à la compétence si survient un litige entre l'exploitant d'aéronef et le membre d'équipage le dispositif propre aux prestations de services ; le membre d'équipage peut assigner l'exploitant devant les juridictions de l'État membre sur le territoire duquel l'exploitant possède son domicile, art. 4 du règlement n°1215/2012 du 12 décembre 2012 ; le pilote domicilié dans l'UE peut également, comme on se trouve en matière contractuelle, agir devant la juridiction du lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande, étant entendu que pour la fourniture de services, ce lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande est le lieu d'un État membre où en vertu du contrat les services ont été fournis, art. 7 § 1, a et b, du règlement n° 1215/2012, Bruxelles I révisé)

Le salarié peut assigner l'employeur devant les juridictions de l'État membre où l'employeur possède son domicile. Article 21, a), du règlement de 2012.

(L'article 8 point 1 envisage une action contre plusieurs défendeurs, les demandes étant liées, le demandeur peut agir devant la juridiction du domicile de l'un d'eux.)

(Si la contestation est relative à l'exploitation d'une agence, d'une succursale, d'un établissement, l'employeur peut être attiré devant la juridiction du lieu de la situation de l'agence ou de l'établissement, art. 7 point 5 du règlement de 2012)

Dissociation entre l'État du siège et l'État de la prise de travail.

Le travailleur salarié peut, devant un autre État membre que celui du domicile de l'employeur, assigner l'employeur devant la juridiction du lieu où - ou à partir duquel - le travailleur accomplit habituellement son travail. Art. 21, b), i) du règlement Bruxelles I révisé.

Il peut assigner l'employeur, lorsque le travailleur n'accomplit pas habituellement son travail dans un même pays, devant la juridiction du lieu où se trouvait l'établissement qui a embauché le travailleur.

En revanche, l'employeur ne peut agir contre le salarié que devant les juridictions de l'État membre sur le territoire duquel le travailleur possède son domicile, art. 22 § 1.

La jurisprudence française s'était prononcée à plusieurs reprises sur ces questions de compétence juridictionnelle, la CJUE s'est prononcée plus tardivement.

#### α) Les décisions françaises antérieures à l'arrêt de la CJUE de 2017

Si l'employeur est une compagnie à bas coûts anglaise, irlandaise ou espagnole, le pilote qui entend revendiquer la compétence des tribunaux français [et conséquemment l'application du droit français du travail] se gardera bien de plaider au Royaume-Uni, en Irlande ou en Espagne, il plaidera en France, à partir de laquelle il effectue ses missions.

La Cour de cassation avait écarté les velléités des transporteurs anglais irlandais ou autres exerçant en France prétendant faire échapper les contrats de travail conclus avec les pilotes aux tribunaux français (et par ricochet, à la loi française).

Soc., 11 avril 2012, Bull., Revue de droit des transports janvier 2014, étude 2 par Laurent Cailloux- Meurice. Licenciement en 2006 de deux commandants de bord instructeurs qui avaient été embauchés par la société Avient qui a son siège social en Angleterre et qui exploite des avions immatriculés au Zimbabwe, le contrat de travail avait été rédigé en anglais et avait été signé en 2005 en Angleterre près de Gatwick, il prévoyait en cas de litige la compétence des tribunaux anglais. Les pilotes, qui ont l'un une licence du Zimbabwe et l'autre une licence française, naviguent dans toutes les parties du monde, les plannings de vol adressés aux pilotes sont établis en Grande Bretagne, c'est en Grande Bretagne qu'était situé le lieu d'entraînement sur simulateur. Mais ils prennent et quittent leur travail à la base de Vatry où l'employeur exploitant dispose d'un établissement principal, hub européen ou plate-forme pour l'activité de fret de denrées périssables, l'employeur est immatriculé

au RCS à Chalons, les salariés y assurent des tâches administratives et les jours d'astreinte.

En ce qui concerne la compétence de la juridiction française, celle-ci est reconnue au titre de l'article 19 du règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000 [qui prévoit qu'un employeur domicilié dans un État membre peut être attiré devant les tribunaux de l'État de son domicile ou dans un autre État membre devant le tribunal du lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail]. Il s'agit de dispositions auxquelles on ne peut pas déroger avant la survenance du litige, art. 21]. Lorsque l'obligation du salarié s'exerce dans plus d'un État membre, le lieu où il accomplit habituellement son travail est l'endroit où ou à partir duquel il s'acquitte en fait de l'essentiel de ses obligations à l'égard de son employeur, Vatry était leur base.

La chambre sociale de la Cour de cassation reprend une solution semblable dans un arrêt du 4 décembre 2012, n° 11-27303. Un pilote avait été embauché en 2006 à Luxembourg par la société luxembourgeoise JetFly Aviation, il a été licencié en 2009, cette société gère un programme de propriété partagée d'une quinzaine d'avions d'affaires immatriculés au Luxembourg, elle en assure l'exploitation et l'entretien, elle les met à la disposition des copropriétaires avec des pilotes, la majorité des vols a un lien avec le territoire français, très peu de vols concernent le grand-duché. La haute juridiction approuve la désignation de la compétence du conseil des prud'hommes de Bobigny. Il est fait application de l'art. 19 du règlement n° 44/2001, le tribunal de Bobigny est compétent : lorsque l'obligation du salarié d'effectuer les activités convenues s'exerce dans plus d'un État contractant, le lieu où il accomplit habituellement son travail est l'endroit où, ou à partir duquel, il s'acquitte en fait de l'essentiel de ses obligations à l'égard de son employeur.

En matière aérienne, une bonne partie du travail du pilote salarié s'effectue dans les airs, la jurisprudence tient compte des aéroports desservis où s'effectue le travail de préparation et de conclusion des vols.

La chambre sociale reprend sa jurisprudence dans un arrêt du 10 juin 2015, RFDA 2015.265 obs. Delebecque, *Juris tourisme* 2015, n° 178, p. 12, obs. Xavier Delpech, JCP S 2015.1339 note J.P. Tricoit, *Chronique DIP* par F. Jault-Seseke, D. 2016.1045, examinant, par un seul arrêt les pourvois formés par plus de 50 pilotes de la compagnie anglaise easyJet. Pourvoi n° 13-27799 et autres.

Les pilotes de ligne étaient anglais, domiciliés hors France, mais ils étaient affectés sur les bases détenues par cette société à Roissy et à Orly. Ils avaient saisi le conseil des prud'hommes de Bobigny, la société ayant à Roissy son établissement principal de France. Ils demandaient le respect par l'employeur des stipulations de leur contrat de travail qu'ils prétendaient soumis au droit français.

Le conseil des prud'hommes avait affirmé sa compétence.

La société à bas coûts avait formé contredit, prétendant que les tribunaux britanniques étaient compétents.

Le contredit est rejeté par la cour d'appel, celle-ci renvoyant les affaires au conseil des prud'hommes de Bobigny.

La chambre sociale rejette les pourvois formés par le transporteur.

Le débat concerne le droit du travail et indirectement celui de la sécurité sociale.

La chambre sociale décide que le débat relatif à la question de sécurité sociale n'interdisait pas aux pilotes de ligne de saisir la juridiction française sur le fondement du règlement Bruxelles I pour faire constater qu'ils n'étaient pas des travailleurs détachés et pour faire assurer le respect de leur contrat de travail.

Le juge prud'homal français était compétent pour connaître des demandes des salariés tendant au respect par l'employeur des obligations découlant de ces contrats.

L'employeur peut avoir la tentation, pour évincer l'éventuelle compétence des juridictions françaises en cas de litige, de faire « valser » son personnel et ne le faire travailler à partir d'un aéroport situé en France que très brièvement. Ceci implique que le personnel ne réside pas de façon durable en France. Il faut alors le loger temporairement dans une résidence hôtelière, ce qui ne convient pas pour mener une vie de famille et présente un coût pour l'employeur.

## β) La jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne

Le contentieux intéresse - au-delà de la France - l'UE, puisqu'il s'agit dans un litige international de faire application du règlement européen sur la compétence des juridictions des États européens.

La CJUE a été appelée en 2017 à déterminer la compétence juridictionnelle dans le contentieux des contrats individuels de travail.

Une double demande de décision préjudicielle a en effet été posée par la cour du travail de Mons le 25 mars 2016, C-168/16 et C-169/16, dans une affaire Sandra Nogueira et a. c. Rewlink ainsi que dans une affaire Miguel Moreno Osacar c. Ryanair, relative au statut de 6 hôtesses de l'air et stewards opérant depuis Charleroi. La société employeur a son siège en Irlande, le personnel navigant prend son travail depuis une base

d'affectation située en Belgique. Les salariés peuvent assigner, selon le règlement européen, leur employeur devant le tribunal du lieu habituel d'exécution du contrat de travail. La base d'affectation - Charleroi en l'occurrence - peut-elle être considérée comme le lieu habituel d'exécution du contrat de travail ? Si la réponse donnée est positive, la juridiction belge sera reconnue compétente.

L'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe avait rendu ses savantes conclusions le 27 avril 2017.

Le débat est placé sous l'empire du règlement Bruxelles I n° 44/2001.

L'esprit qui anime le règlement est de protéger, dans le contrat de travail, la partie la plus faible au moyen de règles de compétence plus favorables à ses intérêts que ne le sont les règles générales.

La section 5 du chapitre II est intitulée « Compétence en matière de contrats individuels de travail ».

Le litige porte sur l'interprétation de l'article 19 point 2 qui permet (au salarié) d'attirer l'employeur (ayant son domicile dans un État membre) dans un État (autre que celui où l'employeur possède son domicile) " devant le tribunal du lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail ".

(Disposition empruntée à la jurisprudence de la Cour de justice et reprise dans la convention de Saint Sébastien modifiant la convention de Bruxelles)

Tous les contrats de travail en cause étaient en l'espèce rédigés en anglais, il y était indiqué qu'ils étaient régis par le droit irlandais.

Le contrat de travail indiquait que les prestations des salariés étaient considérées comme effectuées en Irlande, les fonctions étaient exercées à bord d'avions enregistrés en Irlande.

L'aéroport de Charleroi était considéré comme la base d'affectation. Ils étaient tenus de résider à moins d'une heure de cette base. La journée de travail commençait et finissait à Charleroi. Les salariés y recevaient leurs instructions. Ils décollaient toujours de Charleroi. Ils rentraient toujours à Charleroi. Ryanair disposait d'un bureau en Belgique. Les salariés en cas d'incapacité de travail se rendaient à l'aéroport de Charleroi pour remplir un formulaire. La première phase d'une procédure disciplinaire était accomplie dans la salle d'équipage de l'aéroport de Charleroi.

Les salariés concluent à la compétence des juridictions belges (et par ricochet du droit belge).

Les employeurs concluent à la compétence des juridictions irlandaises.

L'avocat général cite la jurisprudence de la Cour rendue pour l'application de la convention de Bruxelles en présence d'un travail exécuté sur le territoire de plusieurs États : le lieu avec lequel le litige présente le plus significatif est l'endroit où ou à partir duquel le travailleur s'acquitte en fait de l'essentiel de ses obligations envers son employeur.

L'avocat général insiste sur le lien à établir entre la détermination de la compétence juridictionnelle en cas de litige (Bruxelles I) et la détermination de la loi applicable au contrat de travail (Rome I).

L'arrêt rendu le 14 septembre 2017, D. 2018.107 note Dupont et Poissonnier, reprend très largement l'analyse qui avait été proposée par l'avocat général. Le montage imaginé par Ryanair manquait manifestement de consistance, on est d'ailleurs étonné que les juristes qui avaient dû être consultés en l'espèce aient pu donner leur aval à une construction tribulaire d'une astuce par trop primaire. La prétention des transporteurs de soumettre le litige à la compétence des juridictions irlandaises était dépourvue du moindre fondement.

Ces contrats contenaient une clause attributive de compétence en faveur des juridictions irlandaises.

La CJUE n'a pas de mal à décider qu'en dépit d'une telle clause, le salarié pouvait saisir les tribunaux dont la compétence est affirmée par les articles 18 et 19 du règlement Bruxelles I.

La clause figurant au contrat n'était pas opposable aux salariés ayant porté leurs demandes devant les juridictions belges.

Le lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail, art 19 point 2, a) de Bruxelles I, vise le lieu où, ou à partir duquel, le travailleur s'acquitte de fait de l'essentiel de ses obligations à l'égard de son employeur.

La juridiction doit, pour vérifier sa propre compétence, identifier le lieu à partir duquel ce travailleur s'acquittait principalement de ses obligations vis-à-vis de son employeur.

Il appartient à la juridiction nationale, pour déterminer concrètement ce lieu, de se référer à un faisceau d'indices.

La méthode indiciaire permet d'éviter que ce lieu ne soit instrumentalisé par des stratégies de contournement.

En matière de transport, les juridictions doivent établir dans quel État membre se situe le lieu à partir duquel le travailleur effectue ses missions de transport, celui où il rentre après ses missions, reçoit les instructions sur ses missions et organise son travail, ainsi que le lieu où se trouvent les outils de travail. Il doit être tenu compte du lieu où sont stationnés les aéronefs à bord desquels le travail est habituellement accompli.

La notion de lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail ne saurait être assimilée à la notion de base d'affectation.

Cette notion de base d'affectation n'est cependant pas dénuée de pertinence pour déterminer le lieu à partir duquel un travailleur (du transport aérien) accomplit habituellement son travail. La notion de « base d'affectation » peut jouer un rôle significatif » dans l'identification des indices permettant de déterminer le lieu à partir

duquel des travailleurs accomplissent habituellement leur travail et partant la compétence d'une juridiction susceptible d'avoir à connaître d'un recours formé par eux.

L'arrêt écarte l'argument de Ryanair suivant lequel le travail s'effectuait en Irlande du moment que ces salariés effectuaient leur travail à bord d'aéronefs immatriculés en Irlande, un aéronef n'est pas assimilable au territoire d'un État.

γ)

La jurisprudence française rendue postérieurement à l'arrêt de la Cour de Justice du 14 septembre 2017

La haute juridiction française se veut la fidèle interprète de la jurisprudence de la cour suprême de l'Union.

La chambre sociale a rendu le 28 février 2018 deux arrêts de cassation – n° 16-12754 et n° 16-17505 - promis aux honneurs du Bulletin - favorables à deux pilotes salariés qui avaient été licenciés par Netjests, société de droit anglais, et qui entendaient établir la compétence de la juridiction prud'homale française. Ces arrêts disent faire application de la jurisprudence de la CJUE rendue dans l'affaire de Charleroi. Dans les deux espèces, la cour d'appel avait accueilli l'exception d'incompétence soulevée par le transporteur employeur. Les pilotes avaient tous deux, même si le contrat de travail était soumis au droit anglais, leur base d'affectation en France, pour l'un à Roissy, pour l'autre à Marseille. Alors que les pilotes en cause n'accomplissaient que 21 à 29 % de leurs vols au départ ou à destination de la France, que les formations n'avaient pas lieu en France, que les plannings de vols étaient établis à Lisbonne, que le pilote n'accomplissait aucune tâche administrative à Roissy ou à Marseille, ces éléments ne sont pas considérés comme déterminants. C'est à la base d'affectation que le pilote recevait ses instructions. C'est cet endroit qui caractérise le lieu où le salarié accomplit habituellement son travail et que privilégie ainsi la Cour de cassation. La solution a le mérite de la simplicité, même si le travail de ces pilotes au service d'une entreprise gérant des appareils en multipropriété ne relevait pas du schéma classique. C'est l'exploitant qui avait fixé la base d'affectation, certes sur indication des pilotes, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même si son propre choix lui est opposé.

Le pilote ayant sa base à Roissy, Emmanuel, avait été licencié pour motif économique.

Le pilote habitant près de Marseille, Nicolas, licencié pour faute grave, percevait à la fin un salaire annuel de 105 112,68 euros. C'est à partir de l'aérodrome de Marseille qu'il commençait - ou qu'il terminait - son travail. Il rentrait ensuite chez lui.

Morale de l'histoire pour l'employeur faisant de l'optimisation financière : si vous ne voulez pas vous trouver en matière de conflit du travail assigné comme défendeur devant un juge français, n'embauchez pas des pilotes domiciliés en France et prenant leur travail à partir d'un aéroport français et ne faites pas la sottise de désigner un aéroport français comme base d'affectation de ceux-ci.

Sur renvoi, concernant le pilote ayant Roissy comme base d'affectation, Paris, 4 avril 2019, n° 18/06843, mise à l'écart de la clause attributive de compétence aux juridictions anglaises figurant dans le contrat de travail ; transposition de l'arrêt de la CJUE du 14 septembre 2017 ; la base d'affectation du membre d'équipage constitue un élément significatif dans la détermination du lieu habituel d'exécution des prestations de travail, dont la pertinence ne se trouve mise en échec que dans l'hypothèse où les éléments de fait de l'espèce présentent des liens de rattachement plus étroits avec un autre État ; le pilote effectuait des transports entièrement en France, il effectuait des vols entièrement au Royaume-Uni, il effectuait des vols en provenance ou à destination de la France, il effectuait des vols en provenance ou à destination du Royaume-Uni, les vols à partir ou à destination de la France étaient en majorité relative les plus nombreux ; absence de liens de rattachement plus étroits avec un autre État que la France ; l'aéroport de Roissy doit être considéré comme le lieu à partir duquel le pilote accomplissait habituellement son travail ; compétence de la juridiction prud'homale française.

Cette jurisprudence est reprise dans l'arrêt du 9 septembre 2020, n° 18-22.971, rendu par la chambre sociale.

Le litige concerne le licenciement d'un steward travaillant largement à partir de la France.

L'intéressé avait été embauché par une société andorrane de portage international, SRSI, pour une durée d'un an. Il devait exercer des missions en Afrique et en Europe pour le compte de deux filiales d'une société de siège parisien, société Regourd aviation.

Le salarié est en fait affecté en France et en Europe.

Les consignes concernant le carterling lui étaient données en France. Il partait généralement d'aérodromes français.

Il avait été assujéti au système français de sécurité sociale.

Le contrat de travail est rompu, au bout de 7 mois, par l'employeur, d'où le litige entre employeur et salarié et le débat quant à la compétence en France du conseil des prud'hommes, l'employeur revendiquant la compétence des juridictions andorranes.

La Cour de cassation estime fondée la compétence des juridictions françaises, le salarié peut attirer son

employeur, d'après le règlement révisé de Bruxelles I, art. 21, § 1, devant la juridiction du lieu où ou à partir duquel le travailleur accomplit habituellement son travail.

Le steward agissait également contre la société Regourd, qui pourrait être partenaire d'une opération de main d'œuvre illicite et prendre la qualité de co employeur. La compétence de la juridiction parisienne se justifiait par la prorogation de compétence de l'article 42 alinéa 2 du code de procédure civile concernant l'hypothèse de la présence de plusieurs défendeurs, le demandeur choisit au choix la juridiction où demeure l'un d'eux. Le demandeur avait choisi Paris, siège de la société Regourd.

## § II. La compétence législative : la loi étatique gouvernant le contrat de travail

Simplifions. Nous supposons que la juridiction française s'est reconnue compétente pour trancher le litige entre le transporteur et le pilote ayant la France comme centre de ses activités.

Il incombe alors au tribunal français de déterminer si le droit interne français - en partie européenisé - régit le statut du salarié ou si le contrat de travail de celui-ci demeure régi par un droit étranger.

Il y a une tendance lourde à appliquer le droit français du moment que le navigant prend habituellement son travail à partir d'une base située en France.

Le recours à l'institution du détachement est controversé.

### α) Le salarié travaillant habituellement depuis des aéroports français et étrangers

Par hypothèse, le navigant travaille à l'international, mais il prend son service en France pour opérer des liaisons avec des aéroports relevant d'États membres de l'UE, voire extérieurs à l'Union.

Si l'affaire est portée devant une juridiction française, elle fera appel au règlement de Rome I pour trancher le conflit de lois.

La détermination de la loi compétente varie selon que le contrat de travail n'a pas ou a pris position sur le système étatique régissant le contrat.

1° possibilité. L'absence, dans le contrat de travail, de choix de la loi.

Il faut se référer à l'art. 8 § 2 du règlement de Rome I lorsque les contractants n'ont pas exercé la faculté de l'*electio iuris*.

Le contrat individuel de travail est régi par la loi du pays, dans lequel, ou à défaut à partir duquel, le travailleur en exécution du contrat accomplit habituellement son travail.

Si le pilote ou l'hôtesse de l'air accomplit habituellement son travail à partir d'un aéroport français, c'est le droit français du travail qui est applicable.

Dans l'hypothèse où la loi applicable ne pourrait pas être déterminée sur la base du paragraphe 2, le contrat est régi par la loi du pays dans lequel est situé l'établissement qui a embauché le travailleur. Article 8 § 3.

2° possibilité. La désignation de la *lex contractus* par les parties contractantes

En matière de contrat de travail, le règlement admet le libre choix de la loi applicable au contrat, en conformité avec le principe de la loi d'autonomie.

Le contrat international est régi par la loi choisie par les parties, énonce l'art. 3 § 1 du règlement Rome I du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

La compagnie aérienne qui veut évincer l'application du droit français fait rédiger le contrat en anglais et fait désigner comme applicable le droit anglais, le droit irlandais ou le droit espagnol.

Le libre choix de la loi applicable comporte une limite importante.

Le contrat individuel de travail est certes régi par la loi choisie par les parties conformément à l'article 3.

Ce choix ne peut toutefois avoir pour résultat de priver le travailleur de la protection que lui assurent les dispositions auxquelles il ne peut être dérogé par accord en vertu de la loi qui à défaut de choix aurait été applicable selon les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article (8).

Même si on a soumis le contrat de travail au droit anglais ou au droit irlandais, les dispositions protectrices et impératives du droit français joueront, du moment que le salarié accomplit habituellement son travail à partir d'un aéroport français.

On a ainsi un contrat soumis à deux ensembles normatifs. Il y a dualité législative. La loi choisie par les parties régit en principe le contrat de travail. Cependant en ce qui concerne l'aspect protecteur de la législation sociale, la loi impérative du lieu à partir duquel le travail est habituellement accompli s'impose.

L'arrêt précité de la chambre sociale du 11 avril 2012 statue quant à la détermination de la loi applicable à ce contrat de travail liant les pilotes à la compagnie anglaise ayant un établissement principal en France. La haute juridiction statue sur le fondement de la convention de Rome de 1980 (remplacée depuis par le règlement Rome I du 17 juin 2008). Vetry est considéré comme le lieu où le salarié accomplit habituellement son travail. Le critère du lieu d'embauche est écarté car secondaire et à défaut. La loi française est applicable. En l'espèce le licenciement a été considéré comme abusif, dépourvu de cause réelle et sérieuse, la société Avient a été condamnée à payer une indemnité de 7 938 euros au titre de la procédure irrégulière, une indemnité compensatrice de préavis, 23 814 euros, et des dommages-intérêts pour licenciement abusif, 48 000 euros. Le salaire mensuel était de 7938 euros.

L'arrêt de la chambre sociale du 26 mars 2013, Clunet janvier 2014, commentaire 2 par Julien Burda, Droit social 2013.457 obs. Jean Mouly, et 576 chronique, Sébastien Tournaux, est de facture plus internationaliste. Le contrat de travail liait CitiJet, société irlandaise, par ailleurs filiale à 100 % d'Air France, avec un salarié embauché comme personnel navigant commercial. Le contrat avait été rédigé en anglais, il était déclaré soumis au droit irlandais. Le contrat de travail avait cependant été exécuté en France. La Cour de cassation ne dénie pas au contrat la nature internationale, puisqu'elle vise dans son arrêt la convention de Rome du 19 juin 1980. Nous sommes en présence d'un contrat de travail international. Le litige concerne la rupture du contrat et la présence dans celui-ci d'une période d'essai d'un an. La cour d'appel avait considéré que le salarié ne pouvait pas demander l'application d'une disposition impérative de la loi française pour se substituer à la loi irlandaise. La cassation intervient, en particulier au visa des principes posés par la convention n° 158 de l'OIT sur le licenciement. Les dispositions de l'art. 2 de cette convention constituent des dispositions impératives. Il est jugé qu'est déraisonnable une période d'essai dont la durée atteint un an. Le droit français impératif issu d'une convention internationale permet d'écarter la loi irlandaise choisie par les parties pour régir le contrat. Le choix de la loi irlandaise ne pouvait avoir pour résultat, au regard de la convention de Rome (le règlement Rome I reprend les mêmes principes), de priver le travailleur de la protection que lui assuraient les dispositions impératives de la loi qui serait applicable au contrat de travail, si le choix de la loi n'avait pas été opéré : à savoir la loi du pays où le travailleur accomplit habituellement son travail. Le salarié était affecté à l'aéroport de Roissy et navigait sur des vols effectués grâce à des avions affrétés par Air France.

L'arrêt du 10 juin 2015, cf. supra pour le débat sur la compétence juridictionnelle des juges français, opposant easyJet à ses pilotes anglais, approuve implicitement la soumission de leurs contrats de travail au droit français. Ce que prévoient d'ailleurs les contrats eux-mêmes. Les pilotes effectuaient contractuellement leur travail à partir des bases d'Orly et de Roissy. Ils n'étaient pas des travailleurs détachés. Le litige ne concernait pas le droit de la sécurité sociale, mais le droit du travail.

Paris, 4 avril 2019, n° 18/06843, statuant sur renvoi : pilote accomplissant habituellement son travail à partir de l'aéroport de Roissy ; le choix par les parties de la loi anglaise ne pouvait avoir pour effet de priver le pilote de Netjets de la protection que lui assurent les dispositions impératives de la loi française ; application des dispositions de la loi française plus favorables au salarié : sur l'interdiction des discriminations, sur le licenciement pour motif économique, sur la période de protection contre le licenciement. Le licenciement est injustifié, sans cause réelle et sérieuse. Le pilote obtient 61 200 euros pour licenciement sans cause réelle et sérieuse, 7 344 au titre du solde de l'indemnité légale de licenciement, 15 300 à titre d'indemnité compensatrice de congés payés, 1530 au titre de congés payés afférents.

[On peut relever à titre d'exemple les faits relatés dans l'arrêt de la chambre commerciale du 20 novembre 2012, n° 11-26339, où une personne apparemment domiciliée en France contestait le bien-fondé d'une ordonnance autorisant les agents du fisc à effectuer des visites et saisies dans un local situé en France pour rechercher la preuve d'une fraude fiscale, l'intéressé agissait par l'intermédiaire de plusieurs sociétés formées dans l'île de Man, à Malte ou en Géorgie. L'intéressé qui avait un brevet américain de pilote proposait des services aux propriétaires d'avions, des services d'organisation de vol, de fourniture de pilotes, de réservations auprès des compagnies, des services d'achat et de vente d'avions. Il ne faisait aucune déclaration de revenus en France.]

β) Le pilote salarié embauché sous contrat de droit étranger et **détaché** en France

## Le détachement en droit du travail aérien

Nos dires n'ont ici, à raison de l'incertitude des solutions, qu'un caractère très largement spéculatif. Les solutions peuvent d'ailleurs être distinctes selon que le juge statue encore en application des dispositions anciennes ou de celles actuellement en vigueur.

Les perspectives ne sont pas identiques en droit du travail et en droit de la sécurité sociale.

En droit du travail, il s'agit à titre principal de déterminer la loi gouvernant le contrat de travail concernant un salarié travaillant à l'international et de décider si l'employeur peut se prévaloir du mécanisme prévu par la directive européenne sur le travailleur détaché. Le code du travail a transposé la directive européenne. Il indique le statut applicable aux travailleurs temporairement détachés en France. Ce statut est prévu par le titre VI du titre II sur le contrat de travail concernant les salariés détachés temporairement en France par une entreprise non établie en France, art. L. 1261-1 et suivants.

En matière de sécurité sociale, il s'agit de déterminer la loi applicable au régime de sécurité sociale concernant le navigant. Le droit national compétent est alors directement déterminée par les règlements européens, ces règlements comportent en effet des dispositions permettant de trancher le conflit de lois ou de systèmes.

Il devrait exister rationnellement une convergence de solutions pour déterminer le noyau dur des conditions du détachement.

Il serait incongru qu'un salarié puisse être reconnu détaché en droit du travail sans l'être en droit social, et inversement. Même si Madame Fabienne Muller, dans sa savante étude publiée à la Revue de droit social de 2021 p. 335, indique bien que le détachement du droit du travail et le détachement du droit de la sécurité sociale ne couvrent pas des situations identiques. Il s'agit de notions distinctes, elles ne concordent pas. Le salarié détaché du droit du travail est celui qui exécute son travail sur le territoire d'un État membre autre que l'État sur le territoire duquel il travaille habituellement. Dans le droit de la sécurité sociale, l'employeur peut embaucher directement une personne en vue de son détachement dans un autre État membre, à la condition que cette personne, juste avant le début de son activité salariée, soit déjà soumise à la législation de l'État membre dans lequel est établi son employeur, art. 14 § 1, règlement n° 987/2009 du 16 septembre 2009.

On verra infra qu'en droit de la sécurité sociale l'organisme national de sécurité sociale de l'État de situation de la base d'affectation délivre à l'intention du salarié détaché un certificat A 1 attestant l'assujettissement de ce travailleur au régime national de sécurité sociale de cet État membre et que ce certificat, sauf fraude qui n'est établie qu'après un processus sinueux, a force absolue.

Ce certificat n'a en revanche, pour déterminer si les conditions du détachement sont remplies ou non, aucune force probante en droit du travail, voir l'arrêt Bouygues de la CJUE du 14 mai 2020, affaire C-17/19, chronique de Julien Icard au Dalloz 2020 p. 1523, Portée du certificat de détachement : hors sécurité sociale, le juge national n'est pas lié.

La divergence de solutions est donc possible, on peut se trouver en présence d'un salarié nouveau Janus bifrons : la fraude au détachement n'étant pas encore établie au regard du droit de la sécurité sociale, ce salarié demeure soumis au régime de sécurité sociale de l'État d'origine, alors que le juge national peut décider statuant en droit du travail que les conditions du détachement prévues par la directive ne sont pas réunies et que le salarié obéit alors en totalité aux règles de droit du travail de l'État d'exécution du travail (*lex loci laboris*).

Indépendamment des conditions du détachement relevant du droit commun, il y a débat en amont pour savoir si une compagnie aérienne est habilitée à recourir en droit du travail au mécanisme du détachement pour maintenir en partie son navigant au droit du travail de l'État d'origine.

Un transporteur aérien européen (irlandais, espagnol, portugais ...) peut-il avoir recours au mécanisme du **détachement** de membres de son personnel navigant ? Est-il autorisé à déplacer temporairement un pilote de sa base d'affectation habituelle (coïncidant généralement avec le siège social de l'entreprise) pour l'affecter plusieurs mois sur l'une de ses bases étrangères, à Paris CDG ou à Marignane par exemple, tout en faisant appel à l'institution du détachement ?

12 % des pilotes feraient l'objet d'un détachement dans un État autre que celui de la base d'affectation, selon l'étude de la Commission reprenant les constats de l'enquête Ricardo. 18 transporteurs sur 24 n'y auraient jamais recours.

L'étude indique également que la directive concernant le détachement des travailleurs n'est généralement pas appliquée dans le cas du personnel navigant. Cela signifie-t-il que les compagnies n'ont pas recours à ce mécanisme ou que la directive est méconnue ? S'agit-il de constater l'ineffectivité de la règle de droit ? Certains font état de la méconnaissance par les autorités nationales des droits applicables dans l'État membre où le personnel est temporairement affecté.

La pratique connaît l'affrètement, les pilotes de l'avion affrété pouvant provenir d'États étrangers à l'UE.

On lit plus loin que la directive s'applique aux compagnies aériennes, aux entreprises de travail temporaire et aux autres intermédiaires qui détachent temporairement des travailleurs dans un autre État membre. La Commission, dans cette étude, ne soutient pas la thèse selon laquelle le détachement serait prohibé en matière aérienne, du moment que les conditions légales sont respectées.

Les employeurs n'avaient ou n'ont souvent recours au détachement que dans un but d'optimisation salariale ou sociale. L'employeur relève, par hypothèse, d'un État où la législation sociale n'est pas particulièrement favorable aux salariés en particulier en ce qui concerne le montant des salaires, il utilise le mécanisme du détachement pour faire travailler son salarié dans un État où les salaires et les charges sont plus élevés, mais en maintenant, ce que les textes sur le détachement autorisent au moins partiellement, le salarié détaché sous l'empire du droit du travail de l'État d'origine.

Un grand nombre de détachements sont en droit commun licites et sont respectueux de la norme européenne : l'objectif est de permettre à des travailleurs polonais, roumains, irlandais ou espagnols ... de venir travailler temporairement en France.

Certains employeurs ont cependant parfois joué avec les dispositions légales ; les États à la protection sociale élevée, États d'accueil des salariés détachés, ont vivement protesté et se sont efforcés de lutter contre ces débordements qu'ils jugent frauduleux.

Le transport aérien n'a pas échappé à cette dérive.

Isabelle Desbarats, Travail détaché et mobilité équitable : quelle compatibilité ? Mélanges Corinne Saint Alary-Houin, 2020, p. 139

#### . Le recours au détachement sous l'empire des anciens textes

1° interprétation : L'inapplication au personnel navigant du dispositif européen sur le détachement

Le navigant change de lieu d'exploitation, il quitte sa base d'Espagne ou d'Irlande pour travailler quelques mois sur une base française.

La question est de savoir si son contrat de travail va continuer à être gouverné par le droit espagnol ou irlandais, ou si le droit français du travail va régir de façon temporaire sa situation.

On est en présence d'un conflit mobile.

Si le navigant a son port d'attache habituel en France, si c'est en France qu'il prend et qu'il quitte son service, le contrat qui élit une loi tierce ne saurait écarter les dispositions protectrices du droit du travail français, cf. supra. Le dispositif propre au détachement étant purement et simplement écarté, le transporteur aérien ne peut pas y avoir recours pour maintenir le salarié sous l'empire de la législation du pays d'envoi.

La chambre sociale de la Cour de cassation a statué, dans un arrêt du 31 mars 2021, n° 16-16.713, dans le contentieux opposant Vueling à un pilote prétendument détaché à Roissy.

Cette compagnie Vueling, qui a son siège près de Barcelone, a effectué à partir de 2007 des vols depuis Roissy en direction d'aéroports espagnols, elle a fait inscrire au registre du commerce de Bobigny un fonds de commerce de transport aérien et d'assistance en escale implanté à Roissy CDG.

Vueling a embauché à partir du 21 avril 2007 un navigant comme copilote, le contrat de travail étant rédigé en anglais et soumis au droit espagnol. Ce copilote, semble-t-il, est français.

Le navigant, par un avenant du 14 juin 2007, est détaché sur l'aéroport de Paris CDG.

Un certificat E 101 a été délivré par l'institution espagnole.

Le salarié démissionne puis se rétracte, le contrat de travail est rompu le 9 juin 2008.

La cour de Paris, dans un arrêt du 4 mars 2016, condamne la société espagnole à payer plusieurs sommes d'argent au navigant, en ce qui concerne le montant des salaires, en ce qui concerne les congés payés ; elle considère qu'il y a eu un licenciement sans cause réelle et sérieuse. Elle statue en termes de droit français, estimant fallacieux l'acte de détachement. Le travail est effectué en France.

Vueling a formé un pourvoi en cassation.

La Cour de cassation a formé, le 10 janvier 2018, une question préjudicielle devant la CJUE, qui a rendu son arrêt le 2 avril 2020.

La chambre sociale de la Cour de cassation statue finalement sur le pourvoi de Vueling dans cet arrêt du 31 mars 2021.

La chambre sociale rappelle une solution déjà bien affirmée.

Le certificat A1 émanant de l'organisme de sécurité sociale de l'État d'origine ne joue aucun rôle en matière de détermination du droit du travail applicable à un salarié se déplaçant en Europe, CJUE, arrêt Bouygues travaux publics et autres, 14 mai 2020, C-17/19.

La délivrance d'un certificat E 101 par l'organisme de sécurité sociale d'un État membre de l'UE ne saurait faire



échec à la compétence du juge prud'homal français en application du règlement n° 44/2001 (Bruxelles I) et n'a d'effet qu'à l'égard des régimes de sécurité sociale.

Le maintien d'un certificat E 101 ne fait pas obstacle à ce que le juge de l'État d'accueil (du salarié, travaillant à Roissy) applique les règles nationales du droit du travail relatives à cette relation de travail et sanctionne la violation par l'employeur d'obligations que le droit du travail met à la charge de celui-ci.

La Cour de cassation statue ainsi, en application du droit interne français, dans ce litige entre un employeur et un salarié.

Le juge de cassation a dû estimer compte tenu de l'arrêt de la cour d'appel que les conditions du détachement prévues par la directive n'étaient pas réunies en l'espèce et que le contrat de travail exécuté à partir de Roissy était entièrement soumis au droit français du travail. C'est la sanction d'une fraude qui est sous-jacente.

[Le transporteur aérien ne semble pas avoir été très incisif lors de l'instance de cassation où il aurait pu prétendre, quitte à être démenti, qu'il avait eu recours, en droit du travail, au mécanisme du détachement en parfaite conformité avec le droit européen. Le recours au détachement était probablement dans cette espèce infondé, car les conditions du détachement n'étaient pas réunies. Le copilote n'avait été en l'espèce recruté par le transporteur espagnol que pour être détaché en France, alors que ce qui est admis en matière de sécurité sociale ne l'est pas en droit du travail. Pour qu'il y ait, en droit du travail, détachement, il faut être en présence d'un travailleur agissant de façon habituelle dans l'État qui sera l'État d'envoi. L'acte de détachement intervient ultérieurement, lorsque l'employeur envoie, délègue, détache son salarié dans un autre État, l'État d'accueil, pour effectuer un travail.]

[L'arrêt de la CJUE rendu le 2 avril 2020 avait essentiellement statué en droit de la sécurité sociale, il ne semble pas qu'il ait statué, compte tenu du droit du travail, pour savoir si le contrat de travail du pilote, embauché à Barcelone, réellement ou fictivement détaché en France, pouvait demeurer soumis au droit espagnol ou s'il était entièrement dépendant du droit français.]

Les dispositions de l'arrêt de la cour d'appel faisant application du droit français du travail sont maintenues, 5 jours supplémentaires de congé payé avaient été accordées au navigant sur le fondement du droit français du travail, le pilote les conserve.

L'affaire est renvoyée devant la cour de Paris, qui devra déterminer si la rupture du contrat de travail produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse, si le salarié a droit à une indemnité de licenciement et trancher l'incidence de l'inobservation du préavis.

D'autres décisions ont été rendues.

Trois arrêts de sursis à statuer avaient été rendus le 21 juin 2018 par la chambre sociale.

La chambre sociale s'est prononcée le 7 juillet 2021.

Dans une première espèce, n° 15-28.232 et 16-15.981, le pilote Bertrand Y avait été engagé comme copilote par la société Vueling à compter du 27 mai 2007. Le contrat était rédigé en anglais et il était soumis au droit espagnol. Le pilote salarié a été par un avenant du 27 août 2007 détaché à l'aéroport de Roissy. Il s'agissait d'un détachement temporaire, comme tout détachement soumis à la directive européenne. L'employeur lui a ensuite annoncé que son détachement prenait fin et qu'à compter du 26 octobre 2008, il serait affecté à l'aérodrome de Séville. Le pilote a refusé ce transfert, il a été licencié début 2009.

[Il y a eu en cette affaire une incidence pénale, Vueling a été condamné pour infraction de travail dissimulé, la compagnie a été également condamnée à payer des dommages intérêts à plusieurs pilotes, dont Y.]

Dans le cadre de la procédure prud'homale, la cour de Paris a condamné Vueling à payer au salarié un solde d'indemnité de licenciement.

La chambre sociale a prononcé un sursis à statuer, attendant l'arrêt de la CJUE, saisie en janvier 2018 d'une question préjudicielle portant sur les effets en France de la délivrance par l'autorité étrangère du certificat E 101 concernant l'immatriculation du salarié au régime étranger de sécurité sociale. La CJUE s'est prononcée.

La chambre sociale a enfin pu statuer le 7 juillet 2021 sur les deux pourvois émanant du salarié qui avait été débouté en appel de certaines de ses demandes indemnitaires.

Le transporteur n'ayant pas formé de pourvoi, la Cour de cassation n'a pu se prononcer sur la licéité ou non du recours en matière de travail aérien au mécanisme du détachement, auquel avait eu recours en l'espèce Vueling. L'arrêt relate à propos d'une demande de rappel de salaire le moyen présenté par le navigant, taxant d'illégal son embauche soumise au droit espagnol, mais faisant état de sa régularisation et de l'application du droit français, ce dernier étant applicable dès le début de sa relation de travail. La raison de ce transfert de législation n'est pas clairement indiquée.

La seconde espèce est identique, n° 15-28.231 et 16-15.982.

Le pilote est embauché le 1<sup>er</sup> juillet 2007 par un contrat de travail soumis au droit espagnol et dès le 7 juillet détaché à l'aéroport de Paris Roissy, ce qui est bien expéditif. Il n'accepte pas au bout d'un an d'être affecté, hors France, à un autre aérodrome. Le licenciement intervient. L'arrêt cite le moyen du salarié parlant d'une régularisation en 2008 ayant entraîné concernant son contrat de travail une mutation du droit espagnol au droit

français, sans indiquer la raison de ce changement d'ordre normatif, acquiescement de l'employeur, appel au droit du détachement, soumission autoritaire au droit français le salarié travaillant à Roissy où la compagnie possède un établissement plus probablement ...

La 3<sup>e</sup> espèce n'est pas différente des précédentes, Sociale, 7 juillet 2021, n° 15-28.233 et 16-15.980. Un commandant de bord est embauché sous l'empire du droit espagnol par Vueling le 1<sup>er</sup> juillet 2007, il est détaché par avenant du 7 juillet à l'aéroport de Paris CDG. Le salarié refuse en 2008, au terme du détachement, son affectation à Séville. Il est licencié le 30 janvier 2009. Le salarié licencié conteste le refus de la compagnie de lui accorder l'indemnité pour travail dissimulé. Ce refus est validé par la chambre sociale en application des règles sur la sécurité sociale.

La cour d'appel avait fait application, au contrat de travail, du droit français, la société exerçant son autorité en France dans le cadre d'une succursale, d'un établissement ou à tout le moins d'une base d'exploitation au sens de l'article R. 330-2-1 CAC. Écartant ainsi le mécanisme du détachement et le maintien au moins partiel de l'application du droit espagnol.

Une régularisation était intervenue en 2008 faisant passer le salarié sous l'empire du droit français.

Le salarié bénéficiait en l'espèce d'un salaire de base modeste proche du SMIG.

Le salarié obtient la cassation de l'arrêt de la cour d'appel pour le paiement du solde de l'indemnité de licenciement et pour la demande d'indemnité de 2164 euros pour méconnaissance des règles sur les congés payés.

C'est la fraude qui est dans toutes ces espèces indirectement envisagée. Même si on ne sait pas très bien si le recours au détachement est prohibé en son principe en matière d'affectation des navigants ou si dans ces espèces les conditions pour qu'il y ait détachement n'étaient pas réunies.

L'employeur est dans toutes ces espèces convaincu d'avoir eu recours illicitement au mécanisme du détachement.

Si le détachement est exclu, les dispositions le concernant sont inapplicables. Il faut alors s'en tenir aux règles concernant la solution du conflit de lois pour déterminer la loi applicable au contrat de travail caractérisé par un service aérien stable entre deux ou plusieurs États. La chambre sociale statue en termes de droit français, les salariés effectuant leur travail à partir de l'aéroport de Roissy.

2<sup>o</sup> interprétation : L'invocabilité en matière de navigation aérienne de la directive sur le détachement

La jurisprudence de la Cour de cassation ne semble pas interdire ouvertement en son principe la possibilité du recours en droit du travail aérien au mécanisme du détachement.

Le mécanisme du détachement pourrait être alors utilisé par un transporteur employeur des pilotes travaillant dans deux ou plusieurs pays.

Il convient alors que l'employeur respecte loyalement les conditions légales pour qu'il y ait détachement.

Le débat relatif au détachement du salarié concerne concrètement le pilote ayant sa base d'affectation hors France, mais détaché temporairement en France. Le détachement dans le monde aérien est ordinairement effectué par la compagnie aérienne employeur, le pilote étant affecté au service d'un établissement que cette compagnie de siège étranger possède en France. Cf. article L. 1262-2 du code du travail.

Il s'agit pour l'employeur de continuer à soumettre le contrat de travail à une loi étrangère, l'activité menée depuis des bases françaises ne durant que quelques mois. L'objectif est du côté de la compagnie employeur de réduire le coût de la main d'œuvre.

L'employeur de siège étranger maintient en principe le contrat de travail du salarié détaché en France sous l'empire de la loi étrangère.

La législation française du travail s'applique cependant partiellement au salarié détaché en France.

Il faut se référer aux dispositions contenues dans le code du travail français, celles-ci reprenant les enseignements de la directive européenne.

Le code du travail, 1<sup>o</sup> partie, livre II, présente un titre VI intitulé Salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France. Il ressort de l'article L. 1261-3 du code du travail que le salarié détaché travaille pour le compte d'un employeur régulièrement établi et exerçant son activité hors de France, il travaille habituellement pour le compte de cet employeur, il exécute son travail sur le territoire national à la demande de cet employeur et pendant une durée limitée.

Le salarié détaché en France se voit appliquer certaines dispositions du droit français du travail, en particulier les dispositions relatives au salaire minimum, art. L. 1262-4. Il bénéficie des conventions collectives, cf. art. R. 1261-2 du code du travail.

. Le recours au détachement en droit actuel

La directive révisée en 2018

La directive 2018/957 du 28 juin 2018 a été transposée dans le code du travail par l'ordonnance n° 2019-116 du 20 février 2019, publiée au JO du 21 février 2019.

Elle est entrée en vigueur le 30 juillet 2020.

Marie-Cécile Amauger-Lattes, La loi applicable au contrat du salarié détaché après la directive 2018/957 du 28 juin 2018 : focus sur quelques touches en demi-teinte, 2019, in *Le contrat dans tous ses états*

Le débat est identique.

L'employeur, transporteur aérien, est-il autorisé en matière d'emploi de personnel navigant à avoir recours, en droit du travail, au mécanisme du détachement ?

Les avis sont partagés. L'opinion négative l'emporte.

Contra : Réponse négative

Certains optent pour une réponse négative.

Les transporteurs aériens se verraient refuser l'autorisation de recourir au détachement concernant leurs navigants.

Les dispositions françaises sont telles qu'elles interdisent en pratique le recours par l'employeur au détachement d'un salarié fut-ce de façon temporaire en France.

L'article L. 1261-3 du code du travail entend par travailleur détaché tout salarié d'un employeur qui est établi hors de France et qui exerce son activité hors de France, salarié qui travaille habituellement pour le compte de cet employeur hors du territoire national, et qui vient à la demande de son employeur pendant une durée limitée travailler sur le territoire national.

La compagnie de siège étranger qui dispose d'une base, d'un établissement secondaire ou d'une succursale en France risque d'être considérée comme établie en France et mener une activité en France. Le recours au mécanisme du détachement lui sera alors refusé.

L'art. L. 1262-3 du code du travail - dans la rédaction d'une loi de 2015 - relève de la même philosophie, il limite, voire prohibe, le recours au détachement en matière aérienne.

Un employeur ne peut en effet pas se prévaloir, d'après ce texte, des dispositions applicables au détachement de salariés ... lorsque son activité est réalisée sur le territoire national de façon habituelle, stable et continue. Il ne peut notamment se prévaloir de ces dispositions lorsque son activité comporte la recherche et la prospection d'une clientèle.

Les compagnies aériennes à bas coûts les plus connues, qu'elles soient irlandaises, anglaises, ou espagnoles, desservent des lignes internes ou des lignes partant ou arrivant en France. Elles ont en France, sans qu'elle soit exclusive ou majoritaire, une activité stable et continue. Elles opèrent sur le marché français. Elles y cherchent de la clientèle, ne serait-ce que par la publicité qu'elles réalisent.

[Cette disposition, mais avec une numérotation différente, avait été invoquée par la chambre criminelle dans son arrêt du 11 mars 2014 pour refuser à Vueling la possibilité de recourir au détachement pour faire travailler sur le site de Roissy des membres du personnel navigant, alors que l'activité de ce transporteur était réalisée de façon habituelle stable et continue dans des locaux et des infrastructures situés sur le territoire français.

En droit terrestre, la chambre criminelle, en présence d'une société portugaise ayant embauché 140 salariés pour les employer en France, décide que cette société ne peut pas se prévaloir des règles sur le détachement, elle avait en France une activité de manière habituelle, stable et continue, elle relevait non des règles sur la liberté de la

prestation de services, mais des règles relatives au droit d'établissement, arrêt du 12 janvier 2021, publié au Bulletin, n° 18-86.709.

Idem avec l'arrêt du 12 janvier 2021, n° 18-86.757, Bulletin.

On peut se demander si cette disposition du code du travail - qui déjà ancienne remonte, semble-t-il, à 2007 - est compatible avec la directive européenne 96/71 du 16 décembre 1996 qui autorise, au nom de la libre circulation, les employeurs à procéder au détachement de salariés. On peut en effet douter que le droit national puisse durcir et renforcer les dispositions européennes en ajoutant une condition à l'obtention du détachement.

Cf. les conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe dans les deux affaires Vueling, C-370/17 et C-37/18, n° 119, note 74, qui ne prend pas partie sur la compatibilité de cette règle avec le droit européen.

Il est vrai que la juridiction française affirme qu'il ne s'agissait pas en l'espèce du détachement en France de salariés par une entreprise étrangère, mais de l'ouverture en France d'un établissement par une société étrangère.

]

Pro : Réponse positive

Comme le recours au détachement doit être rendu possible en son principe en ce qui concerne les salariés, il est difficile de faire un sort particulier pour les navigants.

Selon l'art. 1°, § 3, b) de la directive, celle-ci s'applique dans la mesure où les entreprises concernées détachent un travailleur sur le territoire d'un État membre dans un établissement ou dans une entreprise appartenant au groupe, pour autant qu'il existe une relation de travail entre l'entreprise d'envoi et le travailleur pendant la période de détachement.

Il semble bien que la société d'envoi puisse détacher l'un de ses salariés dans un établissement secondaire situé dans un autre État membre.

[La CJUE, statuant en grand 'chambre, le 1° décembre 2020, affaire C-815/18, a rendu un arrêt concernant le recours au détachement dans le transport routier de marchandises. Des chauffeurs salariés d'une société d'Allemagne et d'une société de Hongrie travaillaient pour une entreprise installée aux Pays-Bas. Il existe une directive spécifique propre au détachement dans le cadre du transport routier. Certains attendus de l'arrêt, 32, 33, 34, affirment le caractère général de la directive sur le détachement, valant, à l'exception de la marine marchande, pour tout secteur d'activité. La directive s'applique à toute prestation de services transnationale impliquant un détachement de travailleurs. On peut ainsi soutenir que la navigation aérienne entre dans le domaine d'application de la directive 96/71. Un travailleur ne saurait être détaché sur le territoire d'un État membre que si l'exécution de son travail présente un lien suffisant avec ce territoire. Ne saurait être regardé comme détaché un travailleur qui exerce des prestations de caractère très limité sur le territoire de l'État membre dans lequel il est envoyé.]

Avec le détachement, le salarié est détaché en France pour effectuer temporairement une prestation de services en France. Une entreprise peut fournir des services sur le territoire d'un autre État membre et détacher temporairement ses propres travailleurs (salariés) sur le territoire de cet État (État membre d'accueil).

Les conditions du détachement

L'employeur ne dispose pas en ce domaine d'une entière liberté. Le détachement obéit à des conditions étroites pour être licite. Tout détachement n'est pas forcément légal.

La directive 2014/67 du 15 mai 2014 autorise les États - en particulier les États d'accueil - de prendre des mesures pour lutter contre les détachements irréguliers. Il s'agit de déterminer si le détachement réalisé par l'employeur est véritable et s'il correspond aux exigences européennes et nationales, ainsi que de lutter contre les abus. Les États doivent s'apporter une assistance mutuelle. Les autorités ont compétence pour mener des enquêtes pour déterminer si la réglementation issue des directives est respectée.

La directive rappelle le principe de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne. Les entreprises doivent toutefois bénéficier de conditions de concurrence équitables.

[La directive 2014/67 du 15 mai 2014 concerne le détachement des travailleurs, elle vise à l'exécution de la directive 96/71. Le détachement véritable est licite, au contraire des manœuvres de contournement.

Le système d'information du marché intérieur (IMI) est utilisé pour assurer la coopération entre les autorités des États membres.]

Le recours par un employeur ayant son siège hors France au détachement est sous certaines conditions autorisé.

La compagnie employeur conserve son activité substantielle dans l'État d'origine.

Le salarié : l'opération s'effectue en deux temps.

1° temps : le navigant travaille habituellement dans l'État d'origine.

2° temps : l'opération de détachement : le navigant est affecté pour exercer temporairement son activité dans l'État d'envoi.

Il n'y a pas place pour une embauche d'un salarié appelé à être immédiatement détaché.

Aline Tenenbaum, Revue des contrats, 2019, n° 01, p. 154, n° 7 et suivants

On pourrait tenter de soutenir que la législation française d'esprit nationaliste (art. L. 1262-3 du code du travail) n'interdit pas forcément le recours au détachement d'un navigant travaillant brièvement à partir d'une base située en France.

On peut se fonder sur l'alinéa 3 de l'article R. 330-2-1 CAC (dans la rédaction du décret du 12 novembre 2021), devenu l'art. R. 6412-14 al. 2 CT.

Le centre de l'activité professionnelle d'un salarié est le lieu où, de façon habituelle, il prend et termine son service.

L'habitude du droit du travail n'est pas forcément l'habitude enseignée par le droit pénal.

Le navigant espagnol, irlandais, avant son détachement, avait son travail habituel dans un État autre que la France. Il conserve un lien avec son pays d'origine, puisque après l'accomplissement de sa mission temporaire en France il doit y revenir.

On pourrait prétendre que s'il travaille à partir d'un aéroport français pendant quelques semaines, la condition d'habitude pour qu'il relève intégralement du droit du travail français n'est pas remplie.

Le navigant n'a pas le centre effectif de son activité professionnelle en France, il n'y est que de passage.

L'effectivité suppose une activité qui s'inscrit dans la durée, élément absent en présence d'une activité épisodique.

De façon pratique, comme l'employeur a l'obligation de faire à l'autorité française une déclaration de détachement, cf. infra, l'administration du ministère du travail, tatillonne et légaliste, risque de répondre à la compagnie que le recours au détachement est en France exclu en matière aérienne. Le principe de territorialité du droit français du travail devrait l'emporter.

#### . Les effets du détachement

Même à supposer que le recours au détachement soit licite en matière aérienne, la révision de la directive européenne 96/71 opérée par la directive 2018/957 du 28 juin 2018 limite l'intérêt, pour les compagnies à bas coûts, de la pratique du détachement temporaire de pilotes en France. Certaines compagnies semblent avoir renoncé à y recourir.

Le législateur européen entend assurer une plus grande protection aux travailleurs détachés.

Les travailleurs détachés sont en grande partie soumis aux dispositions législatives de l'État d'accueil, en ce qui concerne le travail de branche, ainsi qu'aux conventions collectives y applicables, concernant les périodes maximales de travail et les périodes de repos, la durée des congés payés,

la rémunération, y compris les taux majorés pour les heures supplémentaires,

la sécurité, l'hygiène, la santé au travail

la protection des femmes enceintes

l'égalité de traitement entre hommes et femmes

les conditions d'hébergement

le remboursement des dépenses de voyage, de logement et de nourriture des salariés éloignés de leur domicile.

Article L. 1262-4, § 1, du code du travail.

Détachement d'une durée supérieure à 12 mois. Voire de 18 mois en cas de notification motivée, directive modifiée art. 3 §1 bis.

Il s'agit alors d'un travailleur détaché de longue durée.

L'employeur doit garantir au travailleur détaché toutes les conditions de travail et d'emploi applicables dans

l'État où le travail est exécuté et qui sont fixées par la loi et les conventions collectives.  
Hormis les dispositions relatives à la conclusion et à la fin du contrat.  
Article L. 1262-4, § II, du code du travail.

#### γ) Le portage salarial Le prêt de main d'œuvre

Un arrêt de la cour de Paris du 28 septembre 2022, n° RG 22/06441, nous donne l'occasion de présenter deux entreprises dont l'activité est la mise à disposition de pilotes d'hélicoptères et d'ingénieurs mécaniciens auprès d'opérateurs d'hélicoptères.

L'une est installée à Limassol à Chypre mais avec des liens avec Jersey, c'est Ofsets Limited.

L'autre est irlandaise, Stoltd Partner, de Dublin.

L'utilisateur de la main d'œuvre, c'est Héli-Union, qui a son siège à Toussus-le-Noble (Sabena vient d'en prendre le contrôle).

Héli-Union est une société qui fait du transport en hélicoptères, permettant de relier le continent à des plateformes gazières et pétrolières situées en mer.

Elle dispose d'appareils aériens, mais il lui faut des pilotes pour les piloter.

Héli-Union était en relation avec Ofsets depuis 1995.

Ofsets mettait à la disposition d'Héli-Union des pilotes de la société Ofsets pour l'exploitation de ses hélicoptères.

Héli-Union va abandonner Ofsets au profit de Stoltd.

D'où de la part d'Ofsets une action en France pour rupture brutale d'une relation commerciale (à caractère contractuel) et une action en concurrence déloyale (à caractère délictuel).

L'entreprise Ofsets, qui perd le marché, agit donc contre l'entreprise utilisatrice, Héli Union, ainsi que contre l'entreprise ayant repris le marché, Stoltd.

Ofsets agit contre Héli-Union et Stoltd devant le tribunal de commerce de Paris, alors qu'Héli-Union a son siège dans le ressort du tribunal de Versailles.

Le tribunal de Paris va se déclarer incompétent au profit de la juridiction consulaire de Versailles.

La société Ofsets fait appel, elle considère que si le tribunal de Paris est compétent c'est en vertu d'une compétence juridictionnelle exclusive de certains tribunaux de commerce pour connaître des litiges afférents à l'article L. 442-1, II, du code de commerce.

La cour de Paris estime que, même si cette disposition a le caractère d'une loi de police, elle a pour objet de garantir à une entreprise française établie en France un préavis lors d'une rupture des relations d'affaires.

Cette disposition n'est pas applicable en l'espèce, la situation n'ayant pas de lien suffisant de rattachement avec la France.

Le tribunal de commerce de Versailles est donc compétent pour connaître du litige, Héli-Union, le défendeur, ayant son siège dans le ressort de Versailles.

Pour éviter la dispersion des procédures, la compétence de la juridiction française sera étendue au litige en concurrence déloyale., art. 4 de Bruxelles I bis.

Idem en ce qui concerne la compétence française à l'égard de la société irlandaise, afin d'éviter d'éventuelles solutions inconciliables si les causes étaient jugées séparément, art. 8 du règlement Bruxelles I bis.

La cour de Paris, après avoir décidé sur la compétence juridictionnelle, va statuer, en application de l'article 79 CPC, sur la compétence législative.

Elle décide qu'en ce qui concerne la loi applicable à l'action pour rupture brusque des relations commerciales reprochée à Héli-Union, c'est la loi de Jersey qui est compétente.

Les parties avaient en effet soumis le contrat de 1995 conclu entre la société Ofsets et la société Héli-Union à cette loi.

En ce qui concerne la loi applicable en matière délictuelle (concurrence déloyale), la cour se réfère au règlement de Rome II, art. 4.1.

La loi applicable et la loi du pays où le dommage survient.

En matière de concurrence déloyale, la loi compétente est la loi de l'État sur le territoire duquel les relations de concurrence sont affectées. Le marché affecté est celui du concurrent qui s'estime lésé, Ofsets. Le lieu de survenance du dommage, i.e. le préjudice financier dont se prévaut Ofsets, est Chypre, lieu de son siège social.

La loi applicable à l'action en concurrence déloyale est donc la loi chypriote.

Qui demeure l'employeur des pilotes dans de telles circonstances ? L'entreprise qui fournit les pilotes ?

L'entreprise utilisatrice ?

## Sous-Section II. La soumission du contrat de travail au droit français

Nous nous plaçons dans l'hypothèse où, en présence d'un contrat de travail exécuté dans un, deux ou plusieurs États, la compétence normative du droit français est reconnue ou établie, aussi bien dans sa composante de pur droit interne, tant public que privé, que dans celle issue de la réglementation européenne et des conventions de l'OIT.

L'obligation pour l'employeur d'effectuer certaines déclarations auprès de l'autorité publique

Si ces déclarations ne sont pas produites, l'employeur risque, au pénal, d'être condamné pour travail dissimulé. Les articles L. 8221-1 et suivants du code du travail sont relatifs au travail dissimulé.

L'article L. 8221-1 interdit le travail dissimulé.

L'article L. 8221-3 concerne le travail dissimulé par dissimulation d'activité.

L'article L. 8221-5 concerne le travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.

Le travail dissimulé est puni, d'après l'article L. 8224-1, de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Les compagnies aériennes se doivent d'être prudentes en cette matière, en ne voyant dans la délivrance des certificats A1 aucune protection à l'encontre des poursuites pour méconnaissance des dispositions du code du travail.

Il semble bien que dès que l'entreprise détient en France une agence ou un établissement ayant le salarié à sa disposition, l'institution du détachement n'a pas lieu d'être invoquée.

## La déclaration préalable à l'embauche, DPAE

Article L. 1221-10 du code du travail.

L'embauche d'un salarié ne peut intervenir qu'après déclaration nominative accomplie par l'employeur auprès des organismes de protection sociale désignés à cet effet.

L'employeur accomplit cette déclaration dans tous les lieux de travail où sont employés des salariés.

Article L. 1221-11 du code du travail.

Le non-respect de l'obligation de déclaration préalable à l'embauche ... entraîne une pénalité dont le montant est égal à 300 fois le taux horaire garanti ...

Les déclarations préalables à l'embauche sont en principe adressées par voie électronique, cf. art. L. 1121-12-1 du code du travail.

Cf. les articles R. 1221-1 et suivants du code du travail.

L'entreprise est coupable de travail dissimulé par dissimulation d'activité lorsqu'elle n'a pas intentionnellement procédé aux déclarations qui doivent être faites aux organismes de protection sociale ou à l'administration fiscale.

Elle est coupable de travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié lorsqu'elle se soustrait intentionnellement à la déclaration préalable à l'embauche.

Lorsque le recours au détachement apparaît fictif et sans fondement rationnel, le travailleur travaillant en France sera censé avoir été embauché en France et travailler en France à partir d'un établissement français.

Cette déclaration préalable à l'embauche s'impose alors à la compagnie aérienne employeur, alors que le mécanisme du détachement est refusé, soit par solution de principe, soit par absence, en l'espèce, de ses conditions d'application.

## Exemples en droit terrestre

Criminelle, 12 janvier 2021, n° 18-80.035 : condamnation pour travail dissimulé de deux personnes physiques et d'une société, ayant employé sur deux chantiers des travailleurs polonais, sans procéder à leur déclaration préalable à l'embauche. La sécurité sociale polonaise avait délivré les formulaires A1 pour chacun des travailleurs détachés en France. Ces certificats ne produisent pas d'effet contraignant à l'égard des obligations

imposées par le droit national dans des matières autres que la sécurité sociale, telles que les conditions d'emploi et de travail. L'obligation de procéder à la DPAE est justifiée par la nécessité sociale de lutter contre le travail clandestin. La lutte contre le travail dissimulé recouvre plusieurs finalités qui ne se limitent pas au financement des branches de la sécurité sociale, elle permet de lutter contre la fraude fiscale, il s'agit d'assurer une concurrence non faussée entre les entreprises. L'existence de certificats A1 ne fait pas obstacle à une condamnation du chef de travail dissimulé pour omission de procéder à la DPAE de salariés prétendument détachés. Les sociétés polonaises avaient été créées fictivement dans le but de fournir à la société française une main d'œuvre à moindre coût et éluder une partie des charges sociales. Les certificats A1 n'étaient pas de nature à établir la réalité de l'activité desdites sociétés en Pologne. Le moyen est rejeté, la cour d'appel a caractérisé la dissimulation de salariés, faute notamment de DPAE des salariés concernés.

On retrouve les mêmes principes avec l'arrêt de la chambre criminelle du 12 janvier 2021, n° 18-83.058 : deux salariés roumains travaillent en France sur un chantier de construction pour le compte d'une société située à Bucarest. Ils sont détachés en France. Le dirigeant, français, est condamné pour travail dissimulé. L'existence de certificats E101 et A1 ne fait pas obstacle à une condamnation du chef de travail dissimulé pour omission de procéder à la DPAE. L'activité de la société de droit roumain, employeur, avait été mise en sommeil en Roumanie pour se développer majoritairement en France. La société avait mené une activité habituelle, stable et continue sur le territoire français, il y avait dissimulation de salarié faute de DPAE des salariés concernés.

Criminelle, 12 janvier 2021, n° 17-82.553, Bulletin : cet arrêt concerne l'affaire Bouygues, ayant donné lieu à l'arrêt interprétatif de la CJUE du 14 mai 2020. Bouygues en coopération d'autres entreprises a reçu le marché de construction d'un réacteur nucléaire à Flamanville. La société roumaine Elco construct Bucarest avait embauché autour de 460 ouvriers polonais comme travailleurs détachés porteurs du certificat E101. Cette société est condamnée pour délit de travail dissimulé, elle n'avait pas procédé aux déclarations devant être faites aux organismes de protection sociale. Une autre société cypriste, faisant du travail temporaire, Atlanco, avait fait de même, les salariés étant soumis au régime chypriote. La cour d'appel de Caen avait considéré que les conditions de l'activité des travailleurs concernés n'entraient pas dans le champ d'application matériel du détachement. L'institution du DPAE n'a pas pour unique objet l'affiliation des travailleurs concernés au régime de sécurité sociale, elle a plus largement pour objet de garantir l'efficacité des contrôles opérés par les autorités nationales pour assurer le respect des conditions d'emploi et de travail imposées par le droit du travail. Il s'agit de lutter contre le travail clandestin. La détention des certificats E101 et A1 ne fait pas obstacle à une condamnation du chef de travail dissimulé pour omission de procéder à la déclaration préalable.

Bouygues est également condamné pour travail dissimulé.

La cour d'appel avait écarté en l'espèce le recours au détachement par Elco.

La grande majorité des salariés avait été embauchée par la société roumaine dans le seul but de venir en France sur le chantier de Flamanville, quelques jours avant leur départ, la plupart d'entre eux n'ayant pas travaillé ou ne travaillant que récemment pour la société Elco.

L'activité de la société roumaine dans son pays d'origine était devenue accessoire par rapport à l'activité en France. Le chiffre d'affaires réalisé en France s'établissant selon les années à 67 %, 70 %, 60 %. L'activité réalisée en Roumanie étant de 17 % à 2 %.

La gestion administrative des salariés détachés n'était pas assurée par la société roumaine.

Certains détachements avaient duré plus de 24 mois.

La société Elco avait eu en France une activité habituelle, stable et continue pour laquelle elle avait recruté dans cette seule perspective différents salariés, ce qui ne l'autorisait pas à se prévaloir de la législation sur les détachements.

L'objectif poursuivi par la société Elco avait été avant tout la recherche d'un profit en jouant sur le coût du travail en Europe, cette fraude sociale ayant touché les salariés concernés et les sociétés françaises qui ont subi une concurrence déloyale.

La chambre criminelle approuve l'argumentaire de la cour d'appel de Caen. Celle-ci a exactement déduit que l'activité des sociétés Atlanco et Elco ne relevait pas du détachement dans la rédaction des textes au moment des faits, mais des dispositions relatives à leur établissement en France. Elco est coupable du délit de travail dissimulé.

En droit aérien, Criminelle, 17 octobre 2023, n° H 22-84.021 F-B, condamnation de Ryanair pour des faits anciens, 2007 - 2010, quatre avions basés à Maignane, une centaine de salariés placés sous l'empire de la loi irlandaise, travail dissimulé, prêt illicite de main d'œuvre, entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel, emploi illicite de personnel navigant. 200 000 euros d'amende infligés à cette personne morale dotée d'un représentant ne répondant pas aux convocations et s'abstenant de comparaître devant la cour d'appel. La société ne peut pas invoquer sa propre turpitude pour échapper aux poursuites. Rejet du pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Paris rendu le 13 mai 2022.



Le délit de travail dissimulé, qu'il soit par dissimulation de salariés ou par dissimulation d'activité, peut être établi, nonobstant la production de certificats E 101, lorsque les obligations déclaratives qui ont été omises ne sont pas seulement celles afférentes aux organismes de protection sociale ou aux salaires ou aux cotisations sociales.

La compagnie a été condamnée pour travail dissimulé par non-respect de l'obligation de déclaration à l'embauche.

Cf. infra, à propos du droit social.

#### La déclaration du détachement de salarié

L'employeur, installé hors France, est astreint à faire - par voie télématique - , préalablement au détachement, une déclaration de détachement à l'inspection du travail, articles L. 1262-2-1 et R. 1263-3 du code du travail. Cette déclaration ne fait pas présumer du caractère régulier du détachement.

Il est tenu, à ce titre, au paiement d'une contribution.

Il y a travail dissimulé, d'après l'art. L. 8221-3, lorsque l'entreprise s'est prévalu des dispositions applicables au détachement des salariés alors que l'activité de l'employeur est réalisée sur le territoire national de façon habituelle, stable et continue.

L'obligation pour l'entreprise étrangère détenant un établissement en France de requérir une inscription au registre du commerce et des sociétés.

Sont immatriculées au RCS, sur leur déclaration, les sociétés commerciales dont le siège est situé hors d'un département français et qui ont un établissement dans l'un de ces départements, art. L. 123-1, I, 3°, du code de commerce.

Il y a travail dissimulé par dissimulation d'activité lorsqu'une entreprise de prestation de services se soustrait intentionnellement à ses obligations, ainsi en ne demandant pas son inscription au RCS lorsqu'elle est obligatoire, cf. art. L. 8221-3.

#### En droit terrestre

Criminelle, 12 janvier 2021, n° 18-83.058, précité : deux travailleurs roumains travaillent sur des chantiers en France. Condamnation du chef de travail dissimulé par dissimulation d'activité faute d'immatriculation au registre du commerce. La cour d'appel estime que les activités menées en France - recrutement de salariés roumains pour une affectation exclusive en France, utilisation en France de moyens logistiques importants, réalisation d'opérations de gestion depuis la France - rendaient nécessaire la création d'un établissement sur le territoire national. Rejet du pourvoi : dissimulation d'activité faute d'immatriculation des établissements concernés au registre du commerce.

Idem avec l'arrêt Bouygues du 12 janvier 2011, publié au Bulletin, n° 17-82.553.

Idem avec l'arrêt de la chambre criminelle du 12 janvier 2021, n° 18-86.709, publié au Bulletin.

Le point de départ est le contrôle sur un chantier, qui fait apparaître le travail d'un plaquiste, qui se dit salarié détaché en France d'une société portugaise de travail temporaire Euveo. Est condamné à 15 000 euros d'amende du chef de travail dissimulé, le gérant de fait de la société. L'existence de certificats E101 et A1 ne fait pas obstacle à une condamnation du chef de travail dissimulé pour omission de procéder à la DPAE. La cour d'appel avait refusé d'admettre l'existence d'un détachement en France des salariés. La société portugaise n'avait embauché 140 salariés que pour les employer en France. La chambre criminelle approuve. L'élément matériel du délit de travail dissimulé par dissimulation d'activité, par suite d'un défaut d'immatriculation ainsi que de déclarations attachées à l'exercice d'une activité économique en France, est caractérisé lorsque se développe sur le territoire national une telle activité de manière habituelle, stable et continue, relevant à ce titre des règles relatives au droit d'établissement et non de la liberté de prestation de services.

Idem avec l'arrêt du 12 janvier 2021, Bulletin, n° 18-86.757 : les faits concernent l'entreprise Blancanorte basée au Portugal, elle y dispose comme siège social d'une pièce, sans salarié, sans ordinateur, ce siège n'est pas lieu de recrutement. Cette entreprise a un espagnol comme dirigeant, c'est lui qui va faire l'objet des poursuites et qui sera pénalement condamné pour travail dissimulé. Cette entreprise réalise différents chantiers de BTP en France. Les salariés sont sous le régime du détachement et détiennent les certificats A1.

L'inscription au RCS s'impose à l'employeur établi hors de France dont l'activité est entièrement orientée vers le territoire national ou est réalisée dans des locaux ou avec des infrastructures situées sur le territoire national à partir de laquelle elle est exercée de façon habituelle, stable et continue et qui ne peut en conséquence se prévaloir des dispositions applicables au détachement des salariés.

La cour d'appel déclarait que l'activité en France de cette société ne relevait pas des règles du détachement et que le prévenu aurait dû créer en France un établissement, solliciter son immatriculation au RCS, procéder aux déclarations, effectuer la déclaration nominative préalable à l'embauche de ses salariés.

La chambre criminelle considère que les faits suffisaient à fonder la condamnation prononcée du chef de travail dissimulé.

En droit aérien, Criminelle, 17 octobre 2023, n° H 22-84.021 F-B, précité : Ryanair ouvrant dans les années 2007/2010, une base à Marignane, quatre avions, une centaine de salariés. La compagnie en se soustrayant à l'obligation de s'enregistrer au registre du commerce au titre de cette activité est condamnée par la cour de Paris. La compagnie ne peut se prévaloir des certificats E 101, qui ne concernent que le droit de la sécurité sociale, et non le droit du travail.

De tels certificats sont dépourvus, indique la chambre criminelle, de tout effet contraignant à l'égard de la juridiction qui retient la culpabilité du prévenu pour travail dissimulé par omission de procéder à l'enregistrement d'une société.

La conclusion du contrat de travail : un écrit est exigé. Art. L. 6523-1 s. CT.

Le travail à l'essai

Contrat de travail à durée indéterminée

Contrat de travail à durée déterminée

Le risque pour l'employeur de voir des contrats à durée déterminée requalifiés en contrats à durée indéterminée

Sociale, 7 mars 2018, n° 16-18914, des salariés de la société Corsair obtiennent la requalification de leurs contrats en contrats à durée indéterminée. Chacun des salariés avait conclu un contrat à durée déterminée mentionnant qu'il avait été engagé pour remplacer un salarié ayant la qualification de PNC. La seule mention de la catégorie de personnel navigant commercial dont relevait le salarié remplacé ne permettait pas de connaître sa qualification précise. Le recours au contrat à durée déterminée n'était pas justifié.

Est réputé à durée indéterminée le contrat de travail à durée déterminée qui ne comporte pas la définition précise de son motif. Cette exigence de précision quant à la définition du motif implique nécessairement que le nom et la qualification du salarié remplacé figurent dans le contrat lorsqu'il s'agit de l'un des cas visés par le 1° de l'article L. 1242-2 du code du travail.

Sociale, 20 janvier 2021, n° 19-21.535 et autres, Bulletin.

Des affaires jointes.

Corsair forme des pourvois contre 10 arrêts de la cour de Paris rendus en 2019.

Les pourvois principaux de Corsair sont rejetés.

Certains salariés avaient formé des pourvois incidents.

10 salariés avaient été embauchés pendant plusieurs années par le transporteur aérien par des contrats à durée déterminée pour des motifs divers : saison, accroissement temporaire d'activité, remplacement d'un salarié absent et remplacement dans l'attente de suppression de poste.

Les salariés avaient demandé la requalification des conventions en contrat à durée indéterminée.

Ce que la cour d'appel a fait, apparemment, dans la plupart des cas disputés.

La Cour de cassation statue en premier sur les pourvois principaux.

Est réputé à durée indéterminée le contrat de travail à durée déterminée qui ne comporte pas la définition précise de son motif.

Ce sont les conditions du remplacement qui sont disputées.

Il faut indiquer, dans le contrat d'engagement du remplaçant, le nom et la qualification du salarié remplacé. Les contrats en cause se contentaient seulement de faire mention de la catégorie de « personnel navigant commercial ». Cette mention ne permettait pas aux salariés engagés de connaître la qualification du salarié remplacé. Le personnel navigant commercial connaît en effet des sous-catégories, comme chef de cabine principal, chef de cabine, hôtesse, steward... Ces contrats à durée déterminée étaient irréguliers.

Les contrats temporaires

Les contrats précaires

Les contrats saisonniers

La Cour de cassation statue dans l'arrêt précité du 20 janvier 2021 sur des pourvois incidents formés par certains salariés. Le débat concerne alors les contrats saisonniers. Des salariés avaient été déboutés par la cour d'appel de leur demande à voir requalifier leur contrat en contrat à durée indéterminée à compter de la conclusion du premier contrat à durée déterminée de saison. La cour d'appel avait admis que Corsair pouvait conclure des contrats à durée déterminée saisonniers. La chambre sociale de la Cour de cassation adopte le point de vue de la cour d'appel. Le fait qu'une compagnie aérienne ait une activité normale et permanente n'exclut pas le recours aux contrats de travail saisonniers, dès lors que cette activité plus importante du fait de l'accroissement significatif du nombre de passagers est relevée chaque année à des dates à peu près fixes sur des destinations spécifiques.

Le recours au travail intérimaire dans le secteur de l'aviation

Le travail à temps partiel

Le sexe : seulement 5 % des pilotes seraient des personnes du sexe jadis dit faible.  
La Commission encourage le recours au pilotage féminin.

## § I. L'exercice de l'activité professionnelle

### i. La durée du temps de service

Le législateur fixe des limitations des temps de vol et de service ainsi que des exigences en matière de repos. Il convient que les membres d'équipage se soient suffisamment reposés et qu'ils aient récupéré pour accomplir leur service en toute sécurité. Les membres d'équipage doivent utiliser leurs temps de repos à bon escient.

Nous sommes en présence d'une réglementation dualiste : certaines activités sont directement gouvernées par le droit européen, alors que d'autres continuent à être régies par le droit national.

Le droit européen

Le règlement n° 965/2012 - dans la version donnée par le règlement 2018/394 du 13 mars 2018 - comporte un article 8 consacré aux limitations du temps de vol.

Les opérations de CTA (opération de transport aérien commercial) effectuées sont soumises aux exigences de l'annexe III, sous-partie FTL, article 8, § 1.

L'agence européenne de la sécurité aérienne examine l'efficacité du dispositif.

Il tient compte des horaires perturbateurs et des effets du décalage horaire.

Le dispositif calcule le temps de service de vol maximal.

Le commandant de bord interroge les membres d'équipage sur leur degré de vigilance.

La législation nationale

Le règlement européen opère pour certaines activités des renvois au droit national.

Il existe un dispositif particulier, art. 8, § 2, pour les services de taxi aérien, le service médical d'urgence et les

opérations de transport mono pilote effectuées par avion. Ils sont soumis aux exigences de la législation nationale visée à l'article 8, § 4, du règlement n° 3922/91 et de l'annexe III, sous-partie Q, dudit règlement.

Les opérations de CAT effectuées au moyen d'hélicoptères sont conformes aux exigences de la loi nationale, art. 8, § 3.

Exploitation à des fins non commerciales, y compris l'exploitation spécialisée, art. 8, § 4 : il y a maintien de la législation nationale en matière de limitation du temps de vol en ce qui concerne l'exploitation d'avions et hélicoptères à motorisation complexe.

L'exploitation spécialisée commerciale d'avions et d'hélicoptères est également soumise en ce qui concerne les limitations du temps de vol aux exigences de la législation nationale, article 8 § 4 du règlement n° 965/2012.

Le droit français

Article L. 6525-2 CT

Durée annuelle du temps de service : elle ne peut excéder 2000 heures.

On entend par « temps de service » la somme des temps de vol, des temps consacrés aux activités connexes au vol et de certaines fractions du temps pendant lequel le salarié est présent sur le site de travail et susceptible à tout moment d'être appelé pour accomplir un vol ou une tâche relevant de son contrat de travail (la réserve de terrain).

Temps de vol limité à 900 heures

On entend par « temps de vol » le temps qui s'écoule entre l'heure à laquelle l'aéronef quitte son lieu de stationnement en vue de décoller et celle à laquelle il s'arrête au lieu de stationnement désigné, une fois que tous les moteurs sont éteints.

Sociale, 20 avril 2023, n° H 23-40.003, action du syndicat national des pilotes de ligne France Alpa contre la société Valljet - compagnie d'aviation d'affaires - pour violation de la législation concernant la durée du travail, le temps de vol et le repos du personnel navigant. Le syndicat demande que le transporteur établisse les plannings de vol des personnels navigants techniques en garantissant le respect des temps de service de vol maximum, le respect des temps d'arrêt, le respect de la planification et durée des astreintes. Non transmission au CC d'une QPC. Le syndicat prétendait pouvoir faire ordonner par le juge au transporteur de désintéresser financièrement les navigants des jours de repos dont ils auraient été privés. Un syndicat peut agir en justice pour contraindre un employeur à mettre fin à un dispositif irrégulier, mais il n'est pas recevable au nom de la défense de l'intérêt collectif à demander que les salariés soient rétablis sous forme monétaire dans leurs droits. Les organisations syndicales doivent respecter la liberté personnelle des salariés. Ceux-ci peuvent cependant donner leur assentiment en pleine connaissance de cause à l'action collective.

Les congés et les temps de repos

L'article L. 6525-4 CT accorde aux salariés le congé légal prévu par le code du travail.

Il leur accorde en sus 7 jours par mois et 96 jours par an libres tout service et de toute astreinte.

## ii. La carrière, la rémunération et l'avancement du personnel navigant

Le salaire et ses accessoires

Le salaire est dû en contrepartie du temps de travail effectif. Le salarié assure les vols, il y a une préparation.

Une permanence de bureau, les temps d'escale ...

Le salarié peut connaître des temps morts, en particulier quand le navigant attend.

Il y a, entre les vols, des périodes de repos obligatoires, on parle de temps d'arrêt.

Le salarié peut être en "réserve", il attend chez lui ou sur le terrain qu'on ait besoin de son concours pour

effectuer un vol supplémentaire ou pour remplacer un vol.

On parle de stand-by, quand le salarié est en attente, en dehors de sa base d'affectation, pour effectuer éventuellement un vol qui sera confirmé ou annulé.

Le contrat ou les accords de branche ou d'entreprise prévoient éventuellement une rémunération spécifique pour ces périodes d'attente.

La chambre sociale, dans un arrêt du 17 février 2021, n° 19-11.352, considère que les chefs de cabine d'Air France, invités à se faire remettre entre avril et juillet 2014 une tablette tactile CabinPad, par une société prestataire de la compagnie, ont droit à une rémunération pour le temps consacré au retrait de ce matériel. Ce temps entre dans le temps de service et constitue une immobilisation sur ordre au sens de l'accord collectif 2013-2016 applicable au personnel navigant commercial. L'immobilisation par ordre est définie comme une activité au sol programmée dans le tour de service individuel à l'initiative de l'entreprise, stages, manifestation extérieure, visite médicale, entretien, prestations diverses.

La distinction du complément de salaire et du remboursement de frais.

Deux stewards, chefs de cabine, Farid et Edmond, représentants du personnel d'Air France, prétendent faire l'objet d'une discrimination syndicale.

La compagnie ne leur paie, les jours où ils exercent leurs mandats,

ni les indemnités forfaitaires de repas (le personnel perçoit une somme quand il est à l'escale et que c'est l'heure du repas) (l'indemnité n'est pas due quand le personnel est nourri à bord),

ni les indemnités de voiture courrier (la compagnie paie le retour du salarié depuis Roissy à son domicile),

ni les indemnités de découcher (les frais d'hébergement hors de la base sont réglés par la compagnie, petit déjeuner compris, les hôtels sont choisis par la compagnie).

Ils sont déboutés.

Sociale, 3 février 2016, Bull., n° 14-18777 et 18778.

La chambre sociale admet que le représentant du personnel ou le représentant syndical ne doit subir aucune perte de salaire quand il utilise ses heures de délégation. Tout complément de salaire est dû.

En revanche le salarié ne peut pas réclamer le paiement de sommes correspondant au remboursement de frais professionnels qu'il n'a pas exposés.

La cour d'appel est approuvée pour avoir décidé que ces indemnités n'avaient pas à être intégrées dans la rémunération dues aux représentants du personnel au titre des heures de délégation.

Ces indemnités sont dues au personnel quand il participe à une activité de vol.

Ces indemnités ne sont pas versées au personnel quand il travaille mais sans voler.

Ces indemnités correspondent à un remboursement de frais quand le personnel quitte sa base d'affectation et ne sont pas un complément de salaire.

On retrouve un problème distinct avec l'arrêt de rejet de la chambre sociale du 2 mars 2016, n° 13-27978.

L'espèce concernait une personne embauchée par Air Austral comme PNC, personnel navigant commercial, réclamant en vain une prime horaire d'activité (PHA) de stand-by pour les périodes où Éric se trouvait en escale, sans activité, entre un vol-aller et un vol retour. Il y a alors escale sans activité. Le but des PHA est de rémunérer une situation d'attente, de stand-by, le PNC n'est ni en repos, ni en réserve, il patiente, il se tient à la disposition de la compagnie dans l'incertitude de la programmation.

Les heures supplémentaires

Voir l'arrêt du 7 juin 2012 cité infra dans une affaire assez mince.

Soc. 19 septembre 2012, n° 10-19480 : un pilote d'hélicoptère est salarié d'une entreprise de transports sanitaires hélicoptérés, il est affecté en alternance à l'hôpital de Carcassonne et à celui de Narbonne. Est opérée la distinction entre le temps de vol et le temps de travail effectif, qui signifie la mise à disposition de l'employeur. Les temps d'inaction ne peuvent être assimilés à un temps de vol afin de déterminer le seuil de déclenchement ouvrant droit à des heures supplémentaires. La convention collective prévoyait le déclenchement de la majoration pour heures supplémentaires à partir de la 78<sup>e</sup> heure mensuelle de vol. L'activité de secours d'urgence par hélicoptère qui consiste à acheminer par aéronef d'un point d'origine à un point de destination des passagers en situation de détresse n'entre pas dans le champ d'application de la directive 93/104 du 23 novembre 1993 sur l'aménagement du temps de travail qui exclue le transport aérien. Il y a une autre directive 2003/88 du 4 novembre, elle ne s'applique pas, le contrat de travail ayant pris fin en mars 2003.

Pour un conflit de droit du travail entre une compagnie et un pilote d'hélicoptère, affecté en ou en partie à la réalisation d'opérations aériennes civiles d'urgence imposant d'assurer la permanence du service, salarié

prétendant ne pas avoir perçu le salaire minimum conventionnel et ne pas avoir été payé pour toutes les heures supplémentaires effectuées : Sociale, 13 mars 2019, n° 17-21151, publié au Bulletin. Il existe une convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères du 13 novembre 1996. Il existe un salaire minimum conventionnel garanti. Pour savoir si le salarié a reçu ce salaire garanti, il faut faire une comparaison avec les sommes versées en contrepartie du travail. Le 13° mois et les primes horaires de vol entrent dans la comparaison. De même que la majoration pour ancienneté.

Sociale, 2 juin 2021, n° 20-12.578 et autres, Bulletin : un litige entre Air Corsica et 7 salariés, appartenant au personnel navigant commercial, à propos des heures supplémentaires, en ce qui concerne le calcul des cotisations sociales et la déduction au titre des frais professionnels, le paiement d'indemnités journalières ...  
Un autre arrêt concerne d'autres salariés de la société Air Corsica, Sociale, 30 juin 2021, n° 20-12.960 et 12.962, Bulletin : la décision évoque plusieurs thèmes, l'atteinte au principe d'égalité de traitement, la durée légale du travail, la déduction pour frais professionnels, les indemnités journalières maladie.

#### Le travail à temps partiel

Das Bundesarbeitsgericht interroge le 11 novembre 2020 la CJUE à propos du pilote de la Lufthansa, travaillant à temps partiel, demandant, comme les pilotes à plein temps, à bénéficier d'une rémunération supplémentaire dans l'hypothèse où son temps de travail dépasse certains seuils, affaire C-660/20, MK c. Lufthansa CityLine. Il existe une directive 97/81/CE du 15 décembre 1997, publiant en annexe un accord-cadre sur le travail à temps partiel conclu entre organismes européens d'employeurs et de salariés. Les travailleurs à temps partiel ne doivent pas être traités d'une façon moins défavorable que les travailleurs à temps complet. Ces dispositions avaient été transposées en droit allemand. D'où l'appel à la CJUE pour qu'elle donne son interprétation.  
CJUE, 19 octobre 2023, affaire C-660/20.

La réglementation nationale (allemande) constitue un traitement moins favorable des travailleurs à temps partiel. La directive s'oppose sur ce point à la réglementation nationale.

#### La formation des pilotes

L'étude de la Commission du 1° mars 2019 indique que les compagnies finançaient jadis la formation de leurs pilotes.

Si l'employeur prenait à sa charge les frais de formation, il exigeait alors en contrepartie que le pilote prenne l'engagement de demeurer un certain nombre d'années au service de l'entreprise.

Soc. 23 octobre 2013, Bull. : Bruno Saint Pierre est engagé en 2007 par la société Pan européenne, petite compagnie de deux avions et un maximum de 6 pilotes. Le salarié s'engageait à acquérir la qualification de type EMBRAER 135-145, le coût de la formation reçue du 7 mai au 13 juin 2007 a été d'un peu moins de 30 000 euros. Le salarié s'était engagé à rembourser le coût de la formation, y compris le montant de la rémunération perçue durant la formation, en cas de démission avant le délai de 3 ans. Nullité de cette clause de dédit-formation.

L'étude précitée indique que l'heure actuelle la plupart des pilotes doivent financer une partie de leur formation. La formation de base pourrait coûter 100 000 euros.  
La qualification de type, 30 000 euros.

Affaire du pilote de Germanwings. Le rapport du BEA parle d'un coût de formation de 150 000 euros, le candidat devant en financer 60 000. Le candidat a en général recours à un prêt. Qu'il est dispensé de rembourser s'il est embauché par la Lufthansa.

On parle du payer pour voler, pay-to-fly.

Un projet de directive imposerait aux compagnies de fournir gratuitement la formation aux travailleurs lorsque celle-ci est imposée par l'UE, l'État ou les conventions collectives.

#### Les stages et les campagnes de qualification

#### La sanction de la discrimination due à l'âge

Un commandant de bord de Boeing 777 se plaint d'une discrimination, parce qu'il n'a pas été choisi, à raison de son âge, pour suivre la formation nécessaire pour servir à bord d'un Airbus 380.  
Sociale, 27 janvier 2021, n° 19-16.313 et 19-16.876.

Le code du travail interdit qu'une personne fasse l'objet d'une mesure de discrimination en matière de qualification ou de promotion professionnelle en raison de son âge.  
L'intéressé était un PN en limite d'âge, les décisions de refus de formation étaient fondées sur l'âge du salarié.  
Air France avait été condamnée par la cour d'appel à payer au salarié 70 000 euros de dommages intérêts.  
Le moyen est rejeté : l'employeur ne démontrait pas que ses décisions de refus étaient justifiées par des éléments objectifs étrangers à toute discrimination en raison de l'âge.

iii. La santé du personnel navigant

L'un des comités d'hygiène d'Air France, Direction des opérations aériennes, obtient en justice la nomination d'un expert agréé sur le fondement de l'art. L. 4614-12 du code du travail, il existe à propos de la qualité de l'air en cabine un risque sérieux de pollution accidentelle par vaporisation de substances chimiques contenues dans l'huile de moteur, Soc. 19 décembre 2012, n° 11-11799.

iv. Congé payé des pilotes de ligne

CJUE 15 septembre 2011, Williams c. British Airways, C-155/10, sur le droit au congé annuel payé de pilotes anglais : Les pilotes de ligne reçoivent une somme fixe, des primes variant compte tenu du temps passé en vol, des primes dépendant du temps passé à l'extérieur de la base ; la somme versée au titre du congé annuel doit être calculée de manière à correspondre à la rémunération perçue par le salarié. Les éléments de la rémunération liés aux frais liés au temps que les pilotes sont contraints de passer à l'extérieur de la base ne doivent pas être pris en compte lors du calcul du paiement à verser durant le congé annuel.

v. La langue de travail : l'anglais

Un syndicat avait saisi le TGI pour que soit ordonné à Air France de traduire en français les documents techniques rédigés en anglais, eu égard aux difficultés rencontrées par les pilotes. La chambre sociale, 12 juin 2012, Bull., n'a pas souscrit à cette thèse. Certes, les documents nécessaires au salarié doivent être rédigés en français. Sont soustraits à cette obligation les documents liés à l'activité de l'entreprise de transport aérien dont le caractère international implique l'utilisation d'une langue commune ; pour garantir la sécurité des vols, il est exigé des utilisateurs, comme condition d'exercice de leurs fonctions, qu'ils soient aptes à lire et comprendre des documents techniques rédigés en langue anglaise.

vi. Le droit de grève et les conflits du travail

La syndicalisation est assez forte parmi les différents personnels, des mouvements sociaux empoisonnent parfois l'atmosphère de travail, des grèves assez dures sont périodiquement menées, ce qui suscite le mécontentement des passagers et des milieux économiques.

[Certains syndicats sont des syndicats inter catégoriels, assurant la défense de salariés appartenant aux différentes catégories du personnel aérien.

D'autres peuvent être catégoriels, ainsi pour n'avoir pour adhérents par ex. que des membres du personnel navigant technique.

Voir Sociale, 14 mars 2018, n° 17-21434, où l'on voit le syndicat national de transport aérien CFDT modifier ses statuts pour devenir le syndicat des pilotes de ligne CFDT, SPL CFDT.

D'anciens adhérents créent ou reconstituent le même jour un syndicat à vocation inter catégorielle, SNTA-CFDT.

La contestation va venir à propos de la désignation d'un représentant syndical au sein du comité d'entreprise d'Aigle Azur Transports aériens portée par le syndicat national des pilotes de ligne France alpa, SNPL, contestant au syndicat ayant modifié ses statuts la condition d'ancienneté de deux ans.

La prétention est écartée : un syndicat est libre d'élaborer ses statuts, l'exercice de cette liberté n'entraîne pas la

perte de sa personnalité juridique, le syndicat qui a modifié son objet statutaire et qui est passé de l'inter catégoriel au catégoriel n'a pas perdu sa personnalité juridique. Le SPL CFDT conservait l'ancienneté acquise antérieurement à la modification de ses statuts.]

Dans les petites compagnies, les accusations mutuelles, les insultes et les injures fusent, des poursuites pour diffamation s'élèvent. On plaide la bonne foi pour obtenir la relaxe.

Criminelle, 9 février 2016, n° 14-86726 et n°14-86727

Voir pour l'anecdote l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 14 janvier 2016, n° 14-19001, concernant l'action en diffamation intentée en vain par un agent de maîtrise et le syndicat CGT d'Air France contre le journaliste et l'éditeur Flammarion ayant écrit et édité en 2010 un ouvrage intitulé La face cachée d'Air France. Certains syndicats y étaient indiqués comme ayant agi pour affaiblir un nouveau président. Le management de la compagnie y était qualifié de déficient, en particulier en cas d'incident dans la sécurité des vols où les levées d'anonymat aboutissaient rarement. Le livre contenait des passages concernant le fonctionnement du comité central d'entreprise, percevant une subvention de plus de 3 % de la masse salariale et dont la trésorerie aurait été en difficulté du fait de dépenses excessives.

La réglementation de l'exercice du droit de grève

L'art. L. 1114-2 du code des transports souhaite favoriser la conclusion, entre employeur et organisations syndicales, d'un accord-cadre prévoyant une procédure de prévention de conflits. Il s'agit de développer le dialogue social.

La loi du 19 mars 2012 impose aux personnels de l'aérien - concourant directement à l'activité de transport aérien de passagers - qui décident de participer à un mouvement de grève d'informer le chef d'entreprise 48 heures à l'avance : le préavis de grève concerne les personnels salariés dont l'absence est de nature à affecter durablement la réalisation des vols. Art. L. 1114-1 s. du code des transports. Entrent dans cette catégorie les salariés des aérodromes, les salariés qui occupent un emploi de personnel navigant, les salariés qui assurent l'assistance en escale, ceux qui assurent la maintenance en ligne des aéronefs, ceux qui ont la charge de la sûreté aéroportuaire, du secours et de la lutte contre l'incendie ou de la lutte contre le péril animalier.

L'art. L. 1114-3 prévoit la situation du salarié qui avait déclaré son intention de faire grève mais qui change d'avis, ainsi que la situation du salarié qui fait grève mais qui envisage de reprendre son service, ils doivent informer l'employeur 24 h à l'avance pour que l'employeur puisse leur donner une affectation.

Le salarié encourt une sanction disciplinaire s'il méconnaît la législation sur la grève.

Si la grève se prolonge plus de huit jours, on peut organiser une consultation auprès du personnel sur la poursuite de la grève, art. L. 1114-6. Le résultat n'affecte cependant pas l'exercice du droit de grève. Si les grévistes se sentent trop minoritaires, on peut penser qu'ils se résoudront à cesser le mouvement.

Le transporteur informe la clientèle des effets de la grève sur la continuité du service, art. L. 1114-7 C.

Transports.

La grève du commandant de bord militant syndicaliste

Les retenues sur salaire du fait des jours de grève

L'étendue de la retenue

On peut citer l'arrêt de la chambre sociale du 8 septembre 2021, n° 19-21.025 : un pilote d'Air France avait informé le 23 juillet 2012 son employeur qu'il participerait à un mouvement de grève le 25 juillet 2012. Le pilote était lié par son contrat de travail qui lui fixait une mission de rotation programmée sur plusieurs jours d'affilée consistant dans des vols aller et retour avec un temps de repos avant le retour à la base d'affectation. Le salarié s'était déclaré gréviste pour chacune des rotations. Air France avait dû annuler ces rotations.

Air France avait procédé à une réduction de salaire pour le jour de grève du 25 juillet et les deux journées suivantes, soit trois jours correspondant à la durée de la rotation prévue au planning du salarié.

Le salarié avait obtenu, de la cour de Paris, 441, 30 euros à titre de dommages intérêts pour le préjudice découlant de la perte de salaire.

L'arrêt est cassé sur ce point.

Le personnel navigant est tenu d'assurer son service tel qu'il a été programmé entre deux passages à l'une des bases d'affectation du personnel navigant de l'entreprise.

En cas de grève et pendant toute la durée du mouvement, les salariés dont l'absence est de nature à affecter directement la réalisation des vols informent au plus tard 48 heures avant de participer à la grève le chef d'entreprise de leur intention d'y participer.

Il en résulte que le personnel navigant s'étant déclaré gréviste la première journée de sa rotation et n'étant pas en mesure d'assurer son service tel qu'il avait été programmé entre deux passages à l'une des bases d'affectation du



personnel navigant de l'entreprise, l'employeur ne peut être tenu de lui verser un salaire pour les journées suivantes de rotation.

vii. Le droit syndical

Criminelle, 17 octobre 2023, précité, Ryanair ouvrant en 2007/2010 une base à Marignane, avec l'usage de quatre avions et l'emploi d'une centaine de salariés.

La compagnie est condamnée pour entrave au fonctionnement du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, au fonctionnement du comité d'entreprise, au fonctionnement des délégués du personnel et à l'exercice du droit syndical.

Les travailleurs ou leurs représentants doivent se voir garantir, aux niveaux appropriés, une information et une consultation utiles, dans les cas et conditions prévus par le droit de l'Union et les législations et pratiques nationales, art. 27 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Les lois relatives à la représentation des salariés et à la défense de leurs droits et intérêts sont des lois de police s'imposant à toutes les entreprises et organismes assimilés qui exercent leur activité en France et qui sont dès lors tenus de mettre en place les institutions qu'elles prévoient.

La société s'était toujours refusée à appliquer la législation française et avait refusé de donner suite aux demandes reçues de la part des syndicats de salariés.

Les salariés d'une société ayant son siège dans un autre État membre de l'UE, employés en permanence en France disposent du droit d'être représentés au niveau le plus approprié. Constitue un tel niveau l'État dans lequel les salariés sont effectivement employés. Les délits d'entrave aux institutions représentatives du personnel sont caractérisés tant par l'absence de mise en place de ces institutions que par les agissements ou abstentions délibérés et réitérés de la société tendant à empêcher ses salariés employés sur la base de Marignane de disposer de leurs représentants sur le territoire français.

## § II. Les modifications des conditions de travail

Soc. 17 octobre 2012 n° 10-26779 : la société Brit ' Air utilise 13 Fokker 100, ils représentent le tiers de la flotte de cette compagnie, elle veut les remplacer par des appareils Bombardier CRJ 1000 d'une capacité identique ; 118 membres des personnels navigants techniques sont concernés, plus d'une centaine ont accepté cette nouvelle affectation avec un stage de qualification de 3 mois. Le syndicat national des pilotes de ligne conteste la procédure et demande avec succès l'application de l'accord collectif PNT Brit 'Air de 1998 ; cet accord prévoit le cas d'arrivée d'un nouvel avion sur la base sans augmentation de l'effectif et indique la priorité des affectations suivant un certain ordre ; l'offre d'affectation doit s'adresser non aux pilotes des Fokker mais à l'ensemble des pilotes.

Le recours au détachement : ainsi Air France détache, sur la base d'un accord avec les syndicats, certains de ses pilotes qui donnent leur accord auprès de la filiale Transavia France. L'entente précise le temps de travail et les conditions salariales. La soumission au droit français n'est pas contestée.

On peut songer à un changement de la base d'affectation, qui produira des effets en droit de la sécurité sociale.

Le recours au travail à temps partiel

Soc. 15 janvier 2014, n° 11-10956 : face à la crise internationale, Air France avait interrompu les embauches et mis en œuvre en novembre 2009 un temps mensuel réduit du personnel navigant commercial non-cadre affecté en Île de France. Des syndicats ont obtenu en référé civil la suspension du dispositif mis en place en l'absence d'un accord collectif. L'employeur avait sans autorisation dérogé à la règle de la semaine civile.

Le transfert d'entreprise

Dans certaines hypothèses, la compagnie aérienne disparaît, elle fait l'objet d'une fusion ou ses activités sont reprises par une autre entreprise.

La législation européenne impose sous certaines conditions au repreneur de reprendre et de continuer les contrats de travail.

On peut citer à titre d'exemple l'espèce dont a eu à connaître la CJUE dans une affaire Ferreira da Silva, C-160/14, arrêt du 9 septembre 2015. Il existe une directive 2001/23 du 12 mars 2001 relative aux droits des salariés en cas de transfert d'entreprises. Le point de départ concerne une société Atlantis spécialisé en vols charters (transport aérien non régulier). L'actionnaire principal de cette société est l'opérateur historique portugais TAP. L'actionnaire principal fait prononcer la dissolution de la société Atlantis. Un certain nombre de salariés sont ainsi licenciés, ce sont eux qui mènent la procédure. La société TAP réembauche certains salariés d'Atlantis, elle opère certains vols que devait effectuer Atlantis, elle reprend certains avions qu'utilisait Atlantis en crédit-bail, elle utilise certains locaux qu'occupait Atlantis. Les requérants demandent en vain d'être intégrés comme salariés de la TAP.

Le Tribunal Suprême de Justice a refusé de saisir la CJUE d'une demande préjudicielle et a estimé qu'il n'y avait pas transfert d'établissement.

Les requérants ont alors assigné en responsabilité l'État portugais à raison de l'illégalité de l'arrêt du tribunal suprême devant les Varas Cíveis de Lisboa (les verges civiles de Lisbonne) (les magistrats portaient des verges pour châtier), qui ont saisi la CJUE du renvoi préjudiciel.

La CJUE a estimé qu'en l'espèce il y avait eu transfert d'établissement. L'établissement d'Atlantis avait été transféré à la TAP. Le transfert du matériel volant est jugé essentiel. La TAP a repris les contrats de location d'avions, elle exerce une partie des activités de la société dissoute.

L'État est responsable pour les dommages causés aux particuliers par les violations du droit de l'Union qui lui sont imputables

### § III. La cessation de la relation de travail

L'employeur est appelé dans un certain nombre d'hypothèses à mettre fin unilatéralement à la relation de travail. Soit pour faute du salarié. Soit pour des raisons d'ordre économique.

#### A. Le licenciement

##### 1°) Le licenciement individuel

[Les mesures disciplinaires. Sanction sans licenciement.

L'employeur peut dans certaines circonstances se contenter de prendre des sanctions disciplinaires à son encontre, mais sans licencier le pilote fautif.

La compagnie ne peut pas prendre de sanctions à l'encontre d'un pilote qui notifie un incident de vol. Voir aux États-Unis, Condon & Forsyth, bulletin du 18 février 2016.

Suspension de vol décidée par l'employeur à l'encontre d'un commandant de bord, suspension décidée à la suite d'un accident afin d'assurer la sécurité du personnel et des passagers : il s'agit d'une mesure de prévention ne constituant pas une sanction disciplinaire, Soc. 18 mars 2015, n° 14-11032.

Les sanctions disciplinaires contre un agent public, CAA de Nantes, 21 septembre 2016, n° 14NT01902 :

abaissement du niveau aéronautique de 2 à 1 infligé, pour faute, par le ministre de l'Intérieur à un pilote d'hélicoptère de la sécurité civile de Quimper. Le pilote avait effectué des vols d'entraînement sans l'autorisation de son chef de base ; il avait participé à une mission nocturne de secours médicalisé sans observer la période de repos obligatoire ; il était allé déjeuner aux Glénans en compagnie d'un pompier et d'un mécanicien avec un hélicoptère de la base alors qu'il devait y rester pour assurer l'alerte.

Sociale, 27 janvier 2021, n° 19-16.313 et 19-16.876,

mise à pied de 5 jours contre un commandant de bord d'un Boeing 777.

Le salarié n'obtient pas l'annulation de sa mise à pied disciplinaire.

Ce commandant de bord lors d'un vol entre Paris et Lima du 2 février 2012 s'était vu refuser le renfort d'un 3° OPL supplémentaire, il avait alors mis fin à sa mission. Le 1° officier l'avait fait également. Ils se disaient fatigués, clause de fatigue. La compagnie a recherché, pour prendre le relève, un capitaine de réserve avec un OPL de réserve. L'équipage de réserve s'est présenté, mais le commandant a refusé par dépit de quitter son poste, exigeant une confirmation écrite du refus d'un 3° OPL. L'équipage de réserve ne pouvait prendre possession de l'avion. Le commandant s'est seulement retiré après réception de la confirmation écrite de l'acars lui refusant un 3° OPL de renfort. Le départ de l'avion a ainsi été retardé d'une heure et demie, le vol a failli être annulé.

La cour d'appel considère que n'existe pas la preuve d'un règlement prévoyant une réponse écrite avant le départ du cockpit. Le commandant a généré délibérément un retard dans la relève d'équipage, cette attitude d'obstruction délibérée justifiait la sanction disciplinaire prise par l'employeur Air France.

La chambre sociale n'a pas statué sur ce moyen par une décision motivée, ce moyen n'était pas de nature à entraîner la cassation.]

#### Le licenciement pour faute professionnelle

Si la faute est grave, l'employeur peut envisager de licencier le pilote.

L'employeur entend alors se séparer de son salarié.

La cessation de la relation de travail est alors imposée au navigant par la compagnie qui l'emploie.

Pour obtenir le licenciement, l'employeur est tenu d'observer toute une procédure.

#### Les observations verbales

#### La suspension de vol

[Voir en droit public l'espèce dont fait état l'arrêt de la cour administrative d'appel de Paris lue le 28 juin 2016, n° 15PA03447, où le ministre de l'Écologie avait prononcé, envers un pilote des corps techniques, à titre conservatoire, la suspension de toute délivrance d'autorisations de pratiquer des vols d'entraînement sur des aéronefs appartenant à l'État.

La décision ministérielle de 2012 a été annulée pour vice de procédure. Le ministre a repris en 2014 une décision dans le même sens.]

#### La mise à pied

#### La procédure de licenciement

#### L'information préalable des délégués du personnel

Licenciement d'un steward de la compagnie Air France s'étant emparé lors d'une escale à Istanbul du portefeuille qu'un client de l'hôtel avait oublié sur le comptoir, Sociale, 8 juillet 2020, Bulletin, n° 18-18317. Application de l'article 4.2 de l'annexe II du règlement intérieur d'Air France dans les dispositions propres au personnel navigant commercial. L'entretien préalable est précédé d'une information écrite des délégués du personnel de l'établissement, les délégués faisant part de leurs éventuelles observations par écrit avant l'entretien préalable. Cette disposition n'impose pas que l'information adressée aux délégués du personnel expose les faits motivant la sanction envisagée (qui était en l'espèce la sanction du second degré pouvant mener à un licenciement sans préavis)

#### L'entretien préalable

La convention collective du transport aérien

Le conseil de discipline : en cas de licenciement disciplinaire

Le conseil d'enquête

Sociale, 25 mai 2016, n° 14-29854 : licenciement d'un commandant de bord de la compagnie Corsair pour insuffisance professionnelle. L'employeur avait réuni le conseil d'enquête professionnel, qui avait émis l'avis suivant lequel le niveau professionnel de l'intéressé (défaillance dans le respect des procédures de vol, incident lors d'un vol ferry i.e. sans passager lors d'une approche à Copenhague, problème de stabilisation de la vitesse de l'avion) ne correspondait pas à celui d'un commandant de bord. L'intéressé, Olivier, 58 ans, ancien pilote militaire sur Mirage III, avait refusé les propositions de reclassement. La cour d'appel avait estimé que le licenciement était fondé sur une cause réelle et sérieuse. L'employeur avait désigné comme membres du conseil d'enquête deux représentants de la direction et deux représentants des salariés. L'employeur avait été informé la veille de la réunion par le syndicat national des pilotes de ligne France ALPA que son représentant ne siégerait pas. Le non-respect de la règle conventionnelle de la parité de la composition du conseil d'enquête professionnel ne lui était pas imputable.

Le rapporteur

Soc. 17 décembre 2014, Bull., n° 13-10444

La décision de licenciement individuel

Le licenciement du commandant de bord qui refuse de décoller à raison de panne - ou la situation de commandants de bord relevés de leurs fonctions parce qu'ils ne décollent au prétexte d'insuffisance des mesures antiterroristes.

Licenciement pour faute grave d'un membre du personnel navigant commercial d'Air France. Il avait soustrait le portefeuille qu'un client d'un hôtel d'Istanbul avait oublié au comptoir. Le steward séjournait dans cet hôtel - partenaire commercial d'Air France - aux frais d'Air France lors d'une escale en tant que membre d'équipage de la compagnie aérienne. L'hôtel avait signalé les faits à Air France. La victime n'avait pas porté plainte en raison de l'intervention de la société. Le salarié soutenait que les faits relevaient de sa vie personnelle. La cour d'appel avait décidé que les faits se rattachaient à la vie professionnelle du salarié. La Cour de cassation décide que la décision de la cour de Paris est légalement justifiée.

Le licenciement d'un salarié protégé

La situation se corse lorsque le pilote dont la compagnie veut se séparer est un délégué syndical qui se dit victime, à la suite d'une altercation avec son supérieur en octobre 2009, de discrimination syndicale et de harcèlement moral.

Criminelle, 21 avril 2020, n° 19-81400 : l'inspection du travail refuse d'autoriser le licenciement. Il est ensuite mis en arrêt maladie. Il fait enfin l'objet d'une déclaration d'inaptitude au travail. Il déclare en novembre 2010 l'incident du 5 octobre 2009 comme un accident du travail, ce qui le fait prendre en charge au titre des risques professionnels. Il est licencié pour faute grave le 6 février 2012.

Le tribunal correctionnel de Saint Denis de la Réunion condamne Air Austral le 11 décembre 2012 pour discrimination syndicale et harcèlement moral. Il s'agissait d'un salarié fragile.

Le même tribunal sur les intérêts civils condamne le 29 mai 2017 l'employeur à la somme énorme d'1 179 308, 40 euros en réparation du préjudice subi par le salarié.

La cour de Saint Denis en décembre 2018 se contente en appel d'accorder 20 000 euros au copilote. Il s'agit là d'indemniser le salarié au titre du préjudice résultant de l'infraction.

L'ex salarié est déclaré irrecevable en sa demande en indemnisation du préjudice résultant de son syndrome dépressif, qui est pris en charge, en tant qu'accident du travail, au titre des risques professionnels. Le code de la sécurité sociale exclut toute action en réparation des accidents du travail devant les juridictions de droit commun. L'indemnisation de la perte de gains professionnels ne relève pas de la compétence de la juridiction correctionnelle

La chambre criminelle rejette le pourvoi.

Les suites du licenciement

## L'indemnité de licenciement

### Privation de l'indemnité en cas de faute grave

Soc. 13 janvier 2016, n° 14-18145, RFDA 2016.70 : la cour de Paris avait estimé qu'un commandant avait été licencié pour une cause réelle et sérieuse, mais sans faute grave. Elle lui avait octroyé plus de 200 000 euros. L'arrêt est cassé. Le salarié lors du vol Bruxelles - Punta Cana avait commis 5 manquements graves aux règles de sécurité concernant les sondes Pitot de nature à compromettre la sécurité du vol et des passagers. Il s'était trompé de piste de décollage et avait omis de signaler les incidents concernant les sondes sur le "Logbook", ce qui avait conduit le commandant de bord du vol retour à revenir à 2 reprises à son point de départ puis à annuler le vol. Le comportement du salarié rendait la poursuite du contrat de travail impossible, il constituait une faute grave.

[Soc., 11 mai 2016, n° 15-10925 : licenciement d'un chef pilote instructeur de l'aéro-club de Savoie, absence de cause réelle et sérieuse, calcul des sommes auxquelles l'employeur est condamné à payer, absence de convention collective applicable à l'activité d'aéro-club, l'employeur avait fait une application volontaire de la convention collective du commerce et de la réparation de l'automobile. Le salarié ne pouvait pas se prévaloir des avenants de la convention collective déterminant les montants minimaux de salaire]

Sociale, 31 janvier 2018, n° 16-28566 : impossibilité de poursuivre le contrat de travail en présence de faute grave, relevée par la cour d'appel d'Aix ayant décidé le licenciement fondé. Le pilote Saïd a été débouté de sa demande d'indemnité. Le pilote d'hélicoptère est tenu de passer des contrôles périodiques ligne et hors ligne, ils étaient venus à échéance, le pilote ne les avait en dépit de nombreuses relances pas passés, il a pourtant effectué des vols de transports publics. Ses licences n'étaient pas à jour. Manque de professionnalisme grave.

### 2°) Les licenciements collectifs

Le licenciement intervient alors à raison de la situation économique difficile de l'employeur.

Il existe un fonds européen d'ajustement à la mondialisation, la France a demandé l'intervention de ce fonds pour apporter un soutien aux travailleurs licenciés et les aider à se réinsérer dans le marché du travail, cette demande concerne les licenciements survenus dans l'entreprise Air France, voir la décision UE n° 2015/44 du 17 décembre 2014 mobilisant une somme de plus de 29 millions d'euros au titre de ce fonds, JOUE du 14 janvier 2015, L 8/18.

## B. La déclaration d'inaptitude

Le salarié, en cas d'inaptitude permanente, ne peut plus exercer son métier de pilote navigant. La compagnie qui entend se séparer de son navigant doit faire de prudence et ne pas brûler les étapes, elle doit tenir compte des règles du droit aérien et de celles du droit du travail.

### 1. La décision quant à l'inaptitude

Le rôle respectif du centre médical de l'aéronautique civile et du médecin du travail

La Cour de cassation tranche l'éventuelle divergence d'appréciation entre la décision du centre médical de l'aéronautique civile quant à l'inaptitude et l'avis du médecin du travail. C'est la décision du centre médical qui prévaut quant à l'appréciation médicale sur l'aptitude ou non à voler.

Sociale, 20 janvier 2021, n° 19-20.544 : une dame avait été engagée en 2008 comme personnel technique navigant PNT par Brit 'air devenu Hop !  
La dame est en 2015 déclarée inapte définitivement à exercer sa profession de navigant comme classe 1 par le conseil médical de l'aéronautique civile CMAC.  
Le médecin du travail en 2015 déclare ensuite cette personne comme apte à un poste au sol, pas de vol. Avis confirmé en 2017.  
L'employeur fait un recours, la cour d'appel désigne un expert, l'expert conclut que durant la période d'inaptitude au vol la salariée était apte à un travail au sol.  
Le médecin du travail émet en 2018 un avis d'aptitude, il n'y a pas de contre-indication médicale à ce que la salariée occupe son poste d'officier pilote de ligne.

L'employeur conteste en 2018 cet avis devant la juridiction prud'homale.

La cour d'appel déboute l'employeur, qui forme un pourvoi.

La Cour de cassation déclare que les pilotes doivent être pourvus de titres aéronautiques et de qualifications, sous réserve de l'aptitude médicale correspondante.

L'aptitude médicale est appréciée par les centres d'expertise de médecine aéronautique. Un recours peut être formé devant une commission médicale.

Il est procédé à une étude de poste ; si le médecin du travail constate que l'état de santé du travailleur exige un changement de poste et qu'aucune mesure de transformation de poste n'est possible, il déclare le travailleur inapte à son poste de travail.

L'attendu déterminant : un salarié, qui a été déclaré par décision du conseil médical de l'aéronautique civile inapte définitivement à exercer la profession de personnel navigant classe 1 n'est pas apte à occuper un poste d'officier pilote de ligne.

Le CMA avait dans une décision de 2015 déclaré l'intéressée inapte définitivement à exercer sa profession de navigant comme classe 1, elle n'était pas apte au poste d'officier pilote de ligne qu'elle occupait. Un poste au sol ne constituait pas une transformation du poste de travail qu'elle occupait, mais un changement de poste.

La fonction du médecin du travail

C'est le médecin du travail qui est saisi si l'employeur envisage un licenciement, Sociale, 18 septembre 2019.

Mais c'est le comité médical qui statue sur le caractère définitif de l'inaptitude du navigant à piloter. Si le comité médical a statué, le médecin du travail ne peut que constater l'inaptitude à voler.

L'intervention du médecin du travail est cependant indispensable, Air France l'apprend à ses dépens dans l'affaire jugée par la chambre sociale le 19 mai 2021, n° 19-25.614.

M. X avait été engagé en 1979 comme officier de ligne, il exerçait en dernier lieu les fonctions de commandant de bord.

En novembre 2012, l'intéressé, à peine cinquantenaire, a été déclaré inapte définitif par le centre d'expertise médicale du personnel navigant.

En décembre 2012, l'intéressé est déclaré inapte définitivement à exercer sa profession de navigant comme classe 1 par le CMAC, centre médical de l'aéronautique civile.

Le titre aéronautique qu'est la licence était perdu.

Le pilote a demandé à bénéficier d'un emploi au sol.

L'intéressé fait l'objet ultérieurement d'un licenciement pour inaptitude et impossibilité de reclassement. Air France indique de ne pas être en mesure de confier à l'intéressé un emploi au sol.

L'intéressé porte l'affaire en justice.

La cour d'appel de Paris prononce en 2019 la nullité du licenciement et condamne Air France à payer à l'intéressé, qui ne demande pas sa réintégration, d'importantes sommes d'argent.

Le commandant de bord percevait un salaire mensuel de 26 275 euros.

Les condamnations sont les suivantes : 106 171 euros au titre du solde d'indemnité de licenciement, 28 165 euros à titre de solde d'indemnité compensatrice de préavis, 7 882 euros au titre des congés payés sur l'indemnité compensatrice de préavis, 160 000 euros à titre de dommages intérêts pour licenciement nul, 250 euros de dommages intérêts à titre de préjudice moral et pour exécution déloyale du contrat de travail.

Où se trouvait le vice de procédure fatal pour la compagnie ?

La compétence du CMAC n'exclut pas celle du médecin du travail, les règles spéciales de l'aviation civile n'écartent pas la compétence du médecin du travail prévue par les dispositions d'ordre public du code du travail.

Le médecin du travail doit se prononcer sur l'inaptitude du salarié. Les dispositions de ces deux ensembles normatifs n'ont pas le même objet.

La compagnie aurait dû organiser une visite de reprise de l'intéressé à l'issue de son arrêt de travail devant le médecin du travail, compétent pour déterminer si le salarié avait aptitude à occuper un autre poste.

Air France avait eu tort de brûler les étapes, la compagnie avait eu tort de faire valoir le rôle exclusif du CMAC.

L'intervention du médecin du travail était indispensable.

## 2. Les suites de la perte des fonctions de membre d'équipage

La loi prévoit une possibilité de réinsertion professionnelle ou l'octroi de prestations, art. L. 1323-2 c. transports

Le reclassement

## La reconversion

Dans l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la chambre sociale du 20 janvier 2021 il y avait eu des tentatives pour trouver un poste au sol à la salariée, qui postulait une fonction d'instructeur ou de travail sur un simulateur de vol, ce que l'employeur ne voulait apparemment pas.

## Le départ de l'entreprise

### Le licenciement

#### L'allocation de dommages-intérêts en cas de licenciement

Le constat médical d'inaptitude peut déboucher, faute de trouver un emploi de remplacement, sur un licenciement. Sociale, 13 mai 2015, n° 13-27554 (espèce concernant une hôtesse de l'air de Corsair)17-23305

Sociale, 11 mai 2017, n° 11068

Une dame, victime de plusieurs chutes, déclarée inapte aux fonctions de personnel navigant commercial par le conseil médical de l'aéronautique civile, n'obtient pas que cette inaptitude soit déclarée imputable au service aérien, CAA Paris, 29 mars 2021, n° 20PA02343.

L'officier navigant d'Air France, qui quitte la compagnie pour inaptitude physique définitive, perçoit une indemnité de licenciement pour perte de licence, Sociale, 18 septembre 2019, n° 17-23305.

Sociale, 12 janvier 2022, n° 20-17.541 : l'affaire concerne une dame pilote d'une société Michelin air services engagée en 2012. Le médecin du travail la déclare inapte en 2017 en une seule visite : "Inapte définitif au poste de pilote de ligne. L'état de la salariée fait obstacle à tout reclassement à un emploi". L'arrêt ne mentionne aucune intervention du centre médical de l'aéronautique civile. Michelin licencie la salariée pour inaptitude et impossibilité de reclassement. La cour de Paris déclare nul le licenciement et alloue à la dame la somme globale de 400 000 euros. Le pourvoi est rejeté. La salariée demandait la réparation du préjudice consécutif à la nullité de son licenciement, au motif que la discrimination à raison du sexe et le harcèlement subis étaient à l'origine de son inaptitude. La cour d'appel était compétente pour réparer ce préjudice dont elle a évalué souverainement le montant.

#### L'allocation d'une indemnité d'assurance

Le navigant déclaré médicalement inapte et qui perd ainsi sa licence peut éventuellement percevoir une indemnité d'assurance.

Le rapport du BEA concernant l'accident survenu en mars 2015 sur un massif des Alpes causé par la volonté suicidaire du co-pilote indique qu'une assurance perte de licence avait été prise par Germanwings, l'employeur, elle aurait assuré au co-pilote un versement de 58 799 euros s'il avait été déclaré inapte à voler dans les cinq premières années de son contrat. Ce type d'assurance est pris pour tous les pilotes de la Lufthansa et de Germanwings. Ce pilote ne disposait pas d'une assurance complémentaire le couvrant en cas de perte future de revenus pour inaptitude au vol. Il ne pouvait pas prendre une telle assurance, car il y avait une mention sur son certificat médical, examens médicaux spécifiques réguliers, contacter l'autorité de délivrance des licences (l'examineur aéro-médical avait l'obligation avant de procéder à l'évaluation médicale pour le renouvellement du certificat médical de contacter l'autorité de délivrance des licences, permettant ainsi à l'examineur de connaître les antécédents de santé du pilote).

Le BEA recommande aux compagnies d'atténuer les risques pour les pilotes de la perte de la licence pour raison médicale.

Dans l'espèce de l'arrêt précité du 20 janvier 2021, la dame pilote avait perçu une indemnité de 165 968, 55 euros de la part de Generali en application de la convention PNT Brit air du fait de sa perte de licence de navigant.

## C. La limite d'âge

## Les pilotes

Avec l'âge, les capacités physiques et intellectuelles s'amenuisent, ce sont les lois de la nature, il est donc souhaitable, principalement pour des raisons de sécurité, d'écarter du pilotage commercial les sujets d'un certain âge.

### Les droits nationaux

Une limite d'âge de 60 ans avait été prévue en France, par une loi du 4 février 1995. Une disposition semblable existait en Allemagne. Il n'existait pas alors de dispositions spécifiques propres aux pilotes d'aéronef.

Les sexagénaires se sont rebiffés et ont réclamé de pouvoir continuer à voler, se jugeant toujours verts.

Ils se sont fondés sur une directive européenne 2000/78 du 27 novembre 2000 qui interdit les discriminations liées à l'âge.

La Cour de justice a invalidé le 13 septembre 2011 une convention collective concernant les pilotes de ligne allemands imposant comme un couperet la cessation de travail à 60 ans.

On retrouve une solution semblable concernant un pilote délégué syndical ayant atteint l'âge de 60 ans, le ministre autorisant la rupture du contrat de travail, Conseil d'État, 22 mai 2015, n° 371623, RFDA 2015.194. Discrimination à raison de l'âge. En comparaison avec l'âge de la retraite en droit commun.

La Cour de Justice, dans un arrêt du 7 novembre 2019, affaire C-396/18, Gennaro Cafaro c. DQ, a eu connaissance de la situation d'un pilote d'aéronef employé par DQ, société de transport aérien exerçant des activités confidentielles pour les services secrets italiens aux fins de la protection de la sécurité nationale. Les aéronefs utilisés sont assimilés à des aéronefs d'État. Les pilotes ne peuvent exercer leur activité d'après un décret du président du conseil que jusqu'à 60 ans. Le pilote est informé en 2012 que son contrat de travail prendra fin automatiquement quand il atteindra l'âge limite de 60 ans. Ce que le pilote conteste.

(La cause n'est pas soumise au point FCL.065 de l'annexe I du règlement n° 1178/2011, cité infra, qui n'est applicable à l'Italie qu'en 2013.)

Reste l'application éventuelle de la directive 2000/78 qui interdit les discriminations dues à l'âge.

La directive ne porte pas atteinte aux mesures nationales qui sont nécessaires à la sécurité publique, art. 2 § 5.

La Cour décide que l'art. 2 ne s'oppose pas à la réglementation italienne, du moment qu'elle est nécessaire à la sécurité publique, ce que la Cour de cassation italienne devra vérifier.

Les pilotes de DQ interviennent dans des conditions difficiles, exigeant des conditions physiques très élevées.

Selon l'article 4 § 1 de la directive, une différence de traitement ne constitue pas une discrimination, si elle correspond à une exigence professionnelle qui soit proportionnée. Ce que la juridiction italienne de renvoi devra apprécier.

La chambre sociale a à connaître des difficultés du droit transitoire et de licenciements de pilotes ayant atteint 60 ans à régler tant par le droit ancien que par les principes de non-discrimination à l'encontre des plus âgés.

Sociale, 9 avril 2015, Bull., n°13-27550, RFDA 2015.197 (Air France entend licencier le commandant de bord instructeur atteignant 60 ans, la rupture pour limite d'âge ne peut intervenir lorsque le contrat de travail est suspendu, le salarié bénéficiait d'un congé sabbatique)

Chambre sociale, 25 novembre 2015, n° 14-20755 : un officier pilote de ligne d'Air France, il a terminé sa carrière comme commandant de bord, il se voit signifier en 2009 la rupture de son contrat de travail lorsqu'il atteint 60 ans, il saisit la juridiction prud'homale pour discrimination au titre de l'âge. Il obtient une indemnité de départ de 177 650 euros. La cour de Paris décide que la rupture s'analysait en un licenciement sans cause réelle et sérieuse, une indemnité de 110 000 euros lui est allouée, 16 391 euros au titre du non-respect du droit individuel à la formation, il obtient le remboursement des indemnités de chômage pour 6 mois, mais la cour nie la discrimination illicite, elle déboute le salarié de ses demandes fondées sur la nullité de la rupture (demande de réintégration). Il y avait de la part du législateur un objectif légitime, favoriser en particulier l'embauche des plus jeunes.

La cassation intervient. Les motifs étaient impropres à établir que la différence de traitement, [différence qui était fondée sur l'âge, différence instituée par l'art. L. 421-9 CAC alors en vigueur], constituait un moyen approprié et nécessaire à la réalisation de l'objectif de politique d'emploi et de marché du travail.



La chambre sociale rend une décision similaire dans un arrêt du 26 septembre 2016, n° 14-29186. Il s'agit d'un commandant de bord, au salaire brut mensuel de 22 000 euros, 34 ans d'ancienneté, qui est mis à la retraite début 2009, ayant atteint l'âge de 60 ans. L'intéressé, Jean-Paul, demande la nullité de la rupture de son contrat de travail pour discrimination en raison de l'âge. Il est débouté par la cour de Paris. Régnait la crise de l'aéronautique, les jeunes pilotes ne trouvaient pas d'emploi, l'abaissement de l'âge de la retraite était une mesure appropriée. La cour d'appel accorde cependant au pilote 27 490 euros à titre de solde d'indemnité de licenciement, 132 000 euros d'indemnité du fait de son licenciement sans cause réelle et sérieuse, 14 259 euros au titre du non-respect du droit individuel à la formation. L'intéressé a déjà perçu 215 335 euros comme indemnité spécifique de départ, il bénéficie d'une pension de retraite à taux plein.

La haute juridiction admet des différences de traitement fondées sur l'âge si elles sont objectivement justifiées par un objectif légitime de politique de l'emploi. La cassation intervient cependant, l'arrêt d'appel était fondé sur des moyens impropres à établir que la différence de traitement fondée sur l'âge constituait un moyen nécessaire à la réalisation de l'objectif de politique d'emploi et de marché du travail.

Sociale, 14 novembre 2018, n° 17-14932 : un commandant de bord exerçait au service d'Air France ; il a atteint la limite d'âge, les recherches de reclassement pour un emploi au sol demeurent infructueuses ; l'employeur a rompu le contrat de travail en septembre 2009 ; ce salarié a fait valoir ses droits à la retraite au 1<sup>er</sup> avril 2010 ; le salarié dont le contrat a été rompu par l'employeur ne peut pas ultérieurement solliciter sa réintégration, la réintégration sur un poste au sol est impossible, le salarié ayant fait valoir ses droits à la retraite.

Sociale, 12 mai 2021, n° 19-26.068 : la cour de Paris condamne Air France à payer 300 000 euros pour licenciement nul pour cause de discrimination en raison de l'âge à un pilote né en 1949 et licencié en 2009. L'action en réparation du préjudice résultant d'une discrimination se prescrit par 5 ans à compter de la révélation de la discrimination, art. L. 1134-5 du code du travail. L'action introduite le 24 juillet 2014 était recevable, le point de départ du délai était la lettre d'Air France du 28 août 2009 par laquelle le pilote avait eu connaissance de la position définitive de son employeur quant à son impossibilité de continuer du fait de son âge d'exercer ses fonctions de navigant.

La cour d'appel avait, en dépit de la loi française alors en vigueur mais au vu de la directive 2000/78 du 27 novembre 2000, admis la présence d'une discrimination.

Le pourvoi d'Air France portant sur la prescription est rejeté.

Une réforme est intervenue en France avec la loi du 17 décembre 2008, applicable en 2010, autorisant sous certaines conditions les 60/65 ans à piloter.

[On s'est posé la question de savoir si une convention collective pouvait discriminer indirectement les salariés plus anciens en particulier au niveau du montant du salaire. Il est fait état dans le débat de l'article 21 de la charte des droits fondamentaux. Affaire C-132/11, Tiroler Luftfahrt Gesellschaft, renvoi par l'Oberlandesgericht Innsbruck en date du 18 mars 2011. L'arrêt de la CJ du 7 juin 2012 décide que la directive du 27 novembre 2000 ne s'oppose pas à la convention collective qui prévoit des dispositions en matière de classement dans les catégories d'emplois et qui tient compte, pour le calcul de la rémunération, de l'expérience professionnelle acquise comme membre du personnel navigant commercial au sein d'une compagnie, sans tenir compte de l'expérience acquise dans une autre compagnie du même groupe]

## Le droit nouveau

Il convient pour déterminer les possibilités de voler offertes aux sexagénaires de se reporter tant au droit européen qu'au droit national.

### L'Europe

Le règlement du 3 novembre 2011, annexe I, FCL.065, concerne les restrictions des privilèges des titulaires d'une licence âgés de 60 ans et plus pour le transport aérien commercial (qui désigne le transport de passagers, de fret ou de courrier contre rémunération, ou effectué en vertu d'un contrat de location).

Le pilote d'avions ou d'hélicoptères faisant du transport aérien commercial ayant entre 60 et 65 ans peut

continuer à piloter, mais uniquement au sein d'un équipage multi pilote, les autres pilotes ayant tous moins de 60 ans. Annexe I du règlement n° 1178/2011, FCL.065.

Quant au pilote ayant atteint 65 ans, la solution est simple, il ne peut plus être pilote d'un aéronef exploité pour le transport aérien commercial.

Das Bundesarbeitsgericht - la juridiction suprême allemande en matière de droit du travail siégeant à Erfurt - forme le 5 avril 2016 une demande de décision préjudicielle, dans une cause Werner Fries c. Lufthansa City Line, C-190/16, concernant un commandant de bord de plus de 65 ans, son employeur se fondant sur le droit européen lui refuse la possibilité de piloter. L'intéressé ayant atteint 65 ans ne pouvait plus légalement travailler comme pilote de ligne dans le transport aérien commercial. Le pilote conteste la mesure.

La CJUE a statué dans un arrêt du 5 juillet 2017.

Le droit européen est en harmonie avec l'annexe I de la convention de Chicago consacrée aux licences du personnel. Cette réglementation est reprise par le JAR-FCL.1.

La haute juridiction allemande se demandait cependant si la mesure figurant à l'annexe I, FCL.065 b) n'était pas contraire aux dispositions de la charte des droits fondamentaux, interdisant la discrimination en raison de l'âge, et consacrant le droit de travailler et d'exercer une profession.

L'arrêt considère que le règlement européen ne méconnaît pas la charte. Il y a place pour une limitation des droits si elle est prévue par la loi. Il n'y a pas discrimination. La mesure a été posée pour assurer la sécurité aérienne. Les capacités diminuent avec l'âge, il faut éviter les accidents.

Le pilote âgé de plus de 65 ans pourrait effectuer des vols à vide (vols de convoyage) ou travailler comme formateur ou examinateur ne faisant pas partie de l'équipage de conduite de vol.

Cette réglementation est étrangère au transport aérien non commercial.

La France

La situation des sexagénaires

Une loi de 2008 avait relevé la limite à 65 ans, mesure applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2010. Ce relèvement était motivé par la pénurie de pilotes.

Le droit positif

Pilotes et copilotes d'avions et d'hélicoptères

Il existe en principe une limite d'âge pour les pilotes et co-pilotes.  
Cette limite a été fixée à 60 ans par l'art. L. 6521-4, alinéa 1<sup>er</sup>, CT.

(Certains pilotes français ayant atteint 60 ans et désireux de continuer à piloter se mettraient au service de compagnies étrangères, tout en percevant la pension française de retraite)

Une poursuite d'activité salariée au sein de la compagnie employeur est, sous certaines conditions, envisageable, en vol ou à terre.

Possibilité d'être maintenu en activité sur demande et sous certaines conditions (aptitude médicale) pour une année supplémentaire pour participer à des vols, non comme pilote unique, mais en équipage.

La demande peut être renouvelée chaque année dans la limite de 65 ans.

Possibilité à partir de 60 ans de proposer un reclassement dans un emploi au sol

Fin du contrat de travail si l'employeur est dans l'impossibilité de proposer un reclassement dans un emploi au sol ou si le salarié refuse l'emploi proposé.

Soc., 4 avril 2012, Bull., Régional Airlines avait embauché une personne comme membre du personnel navigant technique, le pilote volait sur des Embraer 145. Il est informé qu'à l'approche de ses 60 ans l'employeur cherche à son intention un reclassement dans un emploi au sol, l'employeur licencie l'intéressé pour atteinte de la limite d'âge et le refus des postes proposés au reclassement, les emplois proposés supposaient une baisse de la

rémunération de 1900 euros. Le tribunal condamne la compagnie à payer un complément d'indemnité de licenciement de 38 338 euros et 80 000 euros de dommages intérêts, le salarié avait déjà perçu une indemnité de départ.

Rejet du pourvoi, l'employeur avait manqué à son obligation de reclassement dans un emploi au sol, le licenciement était nul car il reposait sur le seul fait que le pilote avait atteint l'âge de 60 ans.

Pour un pilote, délégué du personnel

Sociale, 27 janvier 2021, n° 19-21.351 : l'arrêt concerne un officier pilote de ligne d'Air Inter puis d'Air France, délégué syndical, ayant atteint l'âge de 60 ans en mai 2009.

L'autorisation de licenciement est finalement accordée par le ministre.

Air France signifie au salarié la rupture de son contrat de travail : il a atteint la limite d'âge de 60 ans, il ne peut plus exercer comme officier navigant, les recherches de reclassement se sont révélées infructueuses.

Le salarié a liquidé ses droits à retraite.

Les juridictions administratives ont annulé l'autorisation de licenciement.

Le salarié a obtenu sa réintégration.

Le salarié a ensuite atteint 65 ans, il a finalement été licencié.

Le salarié plaide pour obtenir un rappel de salaire pour la période entre 2009 (1<sup>o</sup> licenciement) et 2013 (réintégration).

Il est débouté par la cour de Paris.

L'arrêt de la cour d'appel est cassé.

Le salarié avait été réintégré en 2013, il était en droit de percevoir l'indemnité prévue à l'article L. 2422-4 du code du travail au cours de la période écoulée entre son éviction et sa réintégration, sous déduction des revenus de remplacement perçus pendant cette période (pensions de retraite).

Les pilotes de ballon et de dirigeable

Nul ne peut exercer au-delà de l'âge de 65 ans l'activité de pilote d'un dirigeable, autre qu'un dirigeable à air chaud, pour des opérations de transport aérien public, art. L. 6521-4, II, c. transports.

Nul ne peut exercer au-delà de l'âge de 70 ans l'activité de pilote d'un ballon ou d'un dirigeable à air chaud pour des opérations de transport aérien public de passagers. Idem.

Les pilotes d'aéronefs dont l'exploitation présente un risque faible pour la sécurité aérienne (aéronefs à caractère historique, aéronefs formés en kit, paramoteurs, certains planeurs)

Le ministre peut fixer une limite d'âge supérieure à la limite d'âge mentionnée au 1<sup>o</sup> alinéa du I pour l'exercice des activités de transport aérien public. Cette limite ne peut cependant pas être supérieure à 70 ans.

Le personnel navigant commercial

La limite d'âge était fixée à 55 ans, en vertu d'une législation française de 2004 entrée en vigueur en 2006.

Mais il faut compter avec la directive 2000/78 du 27 novembre 2000 en faveur de l'égalité de traitement.

Soc. 16 avril 2015, n° 13-26227 (fragilisant la solution de mise à la retraite autoritaire à 55 ans)

Soc. 5 juillet 2017, n° 15-22930, 15-22933, 15-22934 (trois salariés d'Air France, appartenant au personnel navigant commercial, apprennent en 2007 et 2008, la rupture de leur contrat de travail, alors qu'ils vont atteindre 55 ans et qu'il n'y a pas de possibilité de reclassement dans un emploi au sol. Ils contestent cette décision de rupture, faisant état d'une discrimination en raison de l'âge. La cour de Paris les déboute de leur demande en nullité de la rupture de leur contrat de travail. Elle estime que la différence de traitement due à l'âge était justifiée.

La cassation intervient. Il est reproché à la cour d'appel de ne pas avoir constaté que, pour la catégorie d'emploi de ces salariés, la différence de traitement fondée sur l'âge résultant de l'article L. 421-9 CAC alors en vigueur constituait un moyen approprié et nécessaire pour réaliser les objectifs de politique de l'emploi, du marché du travail et de la formation professionnelle.

La directive européenne se voit ainsi attribuer un caractère normatif. Cette directive permet aux États de prévoir des différences de traitement fondées sur l'âge, ces différences ne constituent pas une discrimination lorsqu'elles sont objectivement et raisonnablement justifiées dans le cadre du droit national par un objectif légitime. La cour d'appel n'avait pas établi en l'espèce que la limite d'âge de 55 ans était justifiée.

Droit positif : l'art. L. 6521-5 CT, qui remonte à l'ordonnance du 24 février 2011

La limite d'âge est de 55 ans.

Possibilité, sous certaines conditions, d'un maintien en activité sur une demande renouvelée chaque année jusqu'à 65 ans.

A 55 ans, l'intéressé peut demander un reclassement dans un emploi au sol.

### **Section III. Le droit social**

La protection sociale des navigants

Dans la plupart des pays du monde, le législateur local a instauré un ou plusieurs systèmes, le plus souvent obligatoires, destinés à protéger les salariés, voire les non-salariés, les fonctionnaires, les chômeurs, les inactifs, les étudiants, face aux accidents de la vie, comme la maladie, la paternité et la maternité, l'invalidité, le chômage, les accidents du travail, les pré-retraites, la vieillesse.

Ces organismes perçoivent des cotisations et versent des allocations familiales, remboursent les frais de maladie, paient des indemnités de chômage et des pensions de retraite ou d'accident du travail.

(L'arrêt de la chambre sociale du 12 mars 2015, B., n° 13-27313, sanctionne le subterfuge utilisé par un commandant de bord pour bénéficier de l'élévation annoncée de la limite d'âge, il atteint 60 ans en 2007, il ne peut plus exercer l'activité de pilote, il prend un congé sabbatique de 11 mois et obtient la jouissance immédiate d'une pension de retraite de la part de la caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile. La caisse agit contre l'intéressé en répétition de l'indu pour les sommes perçues durant l'année de congé sabbatique, elle l'obtient. Rejet du pourvoi : la cessation d'activité à laquelle le CAC subordonne la jouissance d'une pension de retraite s'entend d'une cessation définitive d'activité ; le pilote atteint par la limite d'âge ne pouvait prétendre au bénéfice de la pension de retraite, son contrat de travail n'avait été ni modifié ni rompu, il était seulement suspendu, pendant 11 mois il se trouvait en situation de suspension d'activité et non de cessation d'activité ; le pilote va devoir restituer 58 920 euros).

Ces systèmes de prévoyance sont, selon les États, extrêmement diversifiés et sont le signe de la prégnance de l'État Providence.

Ils sont plus ou moins généreux envers les assurés et les bénéficiaires.

L'un des problèmes est d'assurer des recettes suffisantes pour faire fonctionner de tels systèmes.

Ces systèmes ont un coût énorme pour la collectivité.

La population y est en général très attachée.

Ce sont les employeurs et les salariés qui financent en général, par leurs cotisations, ces différents régimes qui brassent des milliards d'euros ou de dollars. L'État apporte, via la fiscalité, un complément croissant de ressources.

Les solutions d'ordre juridique ne sont pas encore en matière aérienne d'une parfaite netteté.

[Les employeurs sont tenus en France à des impositions au titre de la participation à l'effort de construction, ainsi qu'au titre de la participation à la formation professionnelle continue. Les impositions sont assises sur les salaires versés.

Il ne s'agit pas en l'occurrence de charges sociales prévues par le droit de la sécurité sociale, on se trouve cependant dans le cadre du financement de l'État Providence par le droit fiscal.

La question s'est posée de cette obligation à propos de la société easyJet Airline Company, société de droit britannique, dont le siège se trouve à Luton, en Angleterre. Des avis de mise en recouvrement pour les années 2008, 2009 et 2010 ont été émis à son encontre, pour un montant de 2 242 197 euros. La société a demandé à en être déchargée.

Le tribunal administratif de Montreuil a rejeté la demande.

L'appel a été porté devant la CAA d'appel de Versailles, 24 janvier 2019, n° 16VE03519, qui a déchargé la société.

La société easyJet dispose en France de trois bases d'exploitation, Roissy, Orly et Lyon, ainsi que de bureaux de vente et d'une succursale à Paris, qui assure la gestion des ressources humaines en France. Cette succursale correspond aux caractéristiques d'un établissement stable. La gestion des ressources humaines, telle qu'elle est effectuée dans le cadre de cette succursale ne répond cependant pas au critère d'autonomie qui permet de définir un employeur établi en France. L'équipe installée en France n'assure pas de façon autonome le recrutement, le licenciement, la gestion des congés, la gestion de la formation. La succursale est composée de 13 salariés, elle est un intermédiaire entre le siège et le personnel navigant constitué de 400 personnes durant cette période.

L'activité de transport aérien développée en France est dépendante du siège de Luton pour son fonctionnement.

Il n'y a pas de pouvoir de décision financier de la succursale. La circonstance que les personnels des bases d'exploitation sont soumis aux règles du droit du travail français et relèvent de la sécurité sociale française n'est pas suffisante pour caractériser une situation d'autonomie et l'existence d'un employeur établi en France au sens du CGI. ]

Paragraphe I. La détermination de la loi nationale gouvernant le régime de prévoyance sociale des personnels navigants

[La question se pose pour tous les navigants, qu'ils naviguent sur mer ou dans les airs.

La question se pose ainsi pour les marins (cf. l'affaire C-631/17 concernant un steward letton, demeurant en Lettonie, ayant travaillé quelques mois pour une société néerlandaise à bord d'un navire battant pavillon des Bahamas navigant dans les eaux internationales. La CJUE dans un arrêt du 8 mai 2019 décide que ce marin a conservé sa résidence dans son État d'origine et qu'il relève du champ d'application de l'art. 11 du règlement n° 883/2004, la législation nationale qui lui est applicable est celle de son État de résidence.), elle se pose pour les commandants de bord, les pilotes, et plus largement pour tous ceux ayant comme profession la navigation aérienne. ]

Le navigant aérien consacre une partie de son activité professionnelle à naviguer dans les airs, à bord d'un aéronef battant le pavillon d'un État donné, il navigue dans les espaces aériens nationaux, il navigue au-dessus de la haute mer.

Il a nécessairement des temps de travail au sol, ne serait-ce que la préparation des vols et la finition de ceux-ci après que l'aéronef ait touché la piste.

Les situations concrètes sont diversifiées.

Le pilote navigant uniquement [en interne](#)

En ce qui concerne les travailleurs sédentaires qui travaillent dans un seul pays, le régime local leur est naturellement accordé.

On transpose la règle au personnel volant. Un pilote qui ne dessert que des lignes intérieures françaises sera incontestablement affilié au régime français de sécurité sociale. Il travaille en France, il décolle d'un aéroport

français, il atterrit sur un aéroport français.

La personne qui exerce une activité, salariée ou non, dans un État membre est soumise à la législation de cet État membre, art. 11 § 3 a) du règlement n° 883/2004. C'est la règle générale.

En ce qui concerne un navigant, le lieu d'accomplissement de son travail est fixé depuis 2012 à sa base d'affectation, art. 11 § 5 du règlement n° 883/2004.

On considère que le navigant qui a sa base d'affectation dans un État exerce son activité dans cet État membre.

Si un navigant n'accomplit son service que sur des relations aériennes internes à la France, on ne va pas fixer ou maintenir sa base d'affectation dans un autre État membre. Il n'y commencerait pas et il n'y terminerait pas son service.

La compagnie aérienne ne peut pas donner, à un pilote, Barcelone comme base d'affectation, alors qu'il ne fait que du Paris-Toulouse.

### Les pilotes, navigant à l'international

Nombre de membres d'équipage assure des déplacements à caractère international.

Leur activité peut les amener à atterrir et décoller d'aéroports du monde entier. Leur activité ne se limite pas à un seul État, ils travaillent à terre avant de décoller et après avoir atterri. Ils pilotent dans les airs, dans des espaces aériens nationaux et dans des espaces échappant à toute souveraineté étatique.

Comme en matière aérienne les déplacements au-delà des frontières relèvent du quotidien, la question est de savoir à quelle loi et donc à quel système national de prévoyance sociale sont rattachés les navigants indépendants ainsi que les salariés relevant du personnel navigant d'une compagnie aérienne travaillant à l'international et ayant des bases dans plusieurs États, salariés qui font parfois une longue carrière et qui peuvent être affectés au cours du temps à des dessertes aériennes géographiquement diverses.

On retrouve en droit social ce qui a été exposé à propos de la législation du travail.

La protection sociale a un coût important pour l'employeur. Elle permet d'assurer au personnel salarié une couverture contre le risque de la maladie, du chômage, de l'invalidité et de la vieillesse. Les charges sociales pèsent lourdement sur le budget des entreprises de transport aérien. Les régimes nationaux de sécurité sociale, même au sein de l'UE, sont divers, les prestations diffèrent, le montant des cotisations sociales n'est pas identique. Air France faisait état de plus de 429 millions d'euros en 2014 au titre du transport long courrier, soit 45 % de la masse salariale. Le transporteur évolue le plus souvent dans un milieu transnational, il peut avoir la tentation d'user de subterfuges pour faire échapper les salariés au régime de protection sociale le moins intéressant financièrement pour lui. C'est le Law Shopping, qui peut être une manifestation de la fraude à la loi. L'optimisation fiscale ou sociale n'est pas en soi blâmable, tout le monde, particuliers et entreprises, y a recours. C'est la fraude à la loi qui est fautive.

(Le taux de charges de sécurité sociale se situait en France dans les années 2010 à 20-25 % pour les salariés et à 40-45 % pour les employeurs, alors qu'il s'établissait en Irlande entre 4 et 5 % pour les salariés et 10,75 % pour les employeurs.)

Voir la chronique de M. Grard, Revue de droit des transports, janvier 2014, n°40 : personnels aériens navigants : de quel droit relèvent-ils ?

Etienne Pataut, Territorialité et coordination en DIP. L'exemple de la sécurité sociale, Mélanges Pierre Mayer. Jean-Philippe Lhernould, Conflits de lois en matière de sécurité sociale : la lex loci laboris en question, Droit social 2015.457.

Fabienne Muller, La révision des règles en matière de détachement : l'heure des choix en droit du travail et droit de la sécurité sociale, RTD Eur. 2018. 75-98

Jean-Philippe Lhernould, Les règlements coordonnant les systèmes nationaux de sécurité sociale : nouvelles lignes de force et points de rupture, RTD Eur. 2018. 99-114.

Rapport de la Commission du 1<sup>er</sup> mars 2019. Stratégie de l'aviation pour l'Europe. Maintenir et promouvoir des normes sociales élevées. COM(2019) 120 final.

Étude Ricardo sur les conditions d'emploi et de travail du personnel navigant sur le marché intérieur de l'aviation de l'union européenne, 29 janvier 2018 (en anglais sur la toile)

Les systèmes étatiques opposent leur résistance à ces tentatives de fuite devant une législation impérative d'ordre public.

Indépendamment de la recherche par une compagnie aérienne d'un système légal de protection sociale de ses

personnels de conduite et de cabine moins pénalisant financièrement parlant, il y a de fait une concurrence entre systèmes nationaux pour l'attribution des cotisations sociales. Ce qui est attribué à un système national ne va pas à l'autre, d'autant qu'en droit européen un salarié n'est rattaché qu'à un seul régime de prévoyance, et non à plusieurs.

Chaque État membre conserve son système de sécurité sociale, le droit européen n'intervient que pour coordonner les systèmes de sécurité sociale des différents États, afin de garantir l'exercice effectif de la libre circulation des personnes. Les systèmes nationaux subsistent, il n'existe pas un régime propre de sécurité sociale applicable à l'ensemble de l'Union européenne.

Plusieurs règlements européens ont été publiés depuis 1971 en matière de sécurité sociale, des réformes et des abrogations interviennent.

On peut citer, à titre historique, le règlement n° 1408/71 du 14 juin 1971, concernant l'application des régimes de sécurité sociale, cessant d'être en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

Ainsi que le règlement n° 883/2004 du 29 avril 2004, portant coordination des systèmes de sécurité sociale, abrogé à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

Ce qui fait qu'entrent en scène les affres du droit transitoire et que les décisions de justice que l'on possède ne reflètent pas forcément l'état du droit positif, par hypothèse évolutif.

Le droit positif

Le **règlement de base** est le **règlement n° 883/2004** du 29 avril 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Il est devenu applicable à compter du 1<sup>er</sup> mai 2010.

Le titre II contient les règles de conflit permettant de déterminer la loi applicable aux personnes relevant du règlement.

Ce règlement a été plusieurs fois modifié, en particulier il l'a été par les règlements n° 988/2004 du 16 septembre 2009, n° 465/2012 du 22 mai 2012 et n° 83/2014 du 24 janvier 2014.

Certaines de leurs dispositions visent désormais explicitement la situation des équipages de conduite et de cabine en matière aérienne.

Le règlement du 22 mai 2012, entré en vigueur le 28 juin 2012, est important, car il a introduit comme critère de rattachement la base d'affectation du navigant.

Le **règlement d'application n° 987/2009** du 16 septembre 2009 fixe les modalités d'application du règlement de base.

La Commission a proposé en 2016 une réforme de ces textes. Les travaux cités supra en traitent.

Cette réglementation concerne les ressortissants opérant dans l'UE.

Le salarié est en principe affilié à un seul régime. Les salariés ne sont soumis qu'à la législation d'un seul État membre.

Si un salarié exerce dans plusieurs États, il est affilié au régime de l'État où il exerce une partie substantielle de son activité. Aucun salarié ou professionnel exerçant en Europe ne peut être privé de la protection sociale.

(L'accord de commerce et de coopération UE - RU du 30 décembre 2020 comporte in fine un protocole relatif à la coordination des régimes de sécurité sociale entre le Royaume-Uni et les États membres de l'UE. Le critère de la base d'affectation est retenu en ce qui concerne les membres d'équipage exerçant leurs activités dans deux ou plusieurs États.)

Cette législation est impérative, les assurés sociaux ne sauraient s'y soustraire, du moment que la législation compétente adopte la solution de l'assurance obligatoire.

L'Autorité européenne du travail - qui assiste les États membres et la Commission - traite de la coordination des systèmes de sécurité sociale à l'intérieur de l'UE.

Il faut également compter avec la Commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants.

## Sous-Paragraphe I. Les règles de fond

On rencontre d'abord la situation des salariés.

Il faut distinguer la situation du salarié opérant à l'international dans plusieurs États de celle du travailleur détaché.

Il faut également s'intéresser au régime applicable aux pilotes dits indépendants, nombreux, prétend-on, en matière aérienne.

### A. Les salariés

1°) La règle de principe concernant les membres de l'équipage effectuant des transports internes et internationaux

L'UE a légiféré pour les situations dans lesquelles le navigant effectue des liaisons entre des aéroports dépendant de deux ou plusieurs États membres.

Le membre d'équipage salarié d'une seule compagnie

Avant 2010

Le règlement n° 1408/71 du 14 juin 1971 soumettait en principe le salarié à la législation du pays de l'exercice de l'activité salariée (*lex loci laboris*), article 13.

Il prévoyait cependant des règles spéciales pour les navigants exerçant sur le territoire de deux ou plusieurs États membres, article 14, § 2, a).

Le principe était que le navigant aérien, effectuant des transports internationaux, était soumis à la législation de l'État où l'entreprise employeur avait son siège.

Il y avait cependant deux exceptions.

1° exception : l'hypothèse où le navigant était occupé par une succursale ou une représentation permanente de l'entreprise, succursale ou représentation située dans un autre État que celui où l'entreprise avait son siège. Le navigant était alors soumis à la législation de l'État où était située cette succursale ou cette représentation permanente.

2° exception : l'hypothèse d'une entreprise n'ayant ni siège, ni succursale dans l'État où le navigant était occupé de manière prépondérante. Le salarié était soumis à la loi de l'État sur le territoire duquel il résidait et où il exerçait cette occupation de façon prépondérante.

La situation des navigants de Ryanair basé dans un aéroport près de Bergame

La Cour de cassation italienne pose le 21 décembre 2020 une demande de décision préjudicielle concernant la situation au regard du régime national de couverture sociale (prévoyance sociale, accidents du travail) de 219 membres d'équipage de Ryanair travaillant à partir de l'aéroport d'Orio situé près de Bergame, affaire C-33/21, INAIL et INPS c. Ryanair.

Les deux institutions italiennes demandent la soumission de l'employeur au régime italien.

Ces navigants bénéficiaient sur cet aéroport de postes de travail fixe.

Le local en cause était utilisé par le personnel de Ryanair pour les activités précédant et suivant chaque tour, réunion préparatoire opérationnelle et compte rendu final.

Le personnel ne devait pas se trouver à plus d'une heure de l'aéroport italien.

Ces salariés se trouvaient sous contrat de travail irlandais. Les directives provenaient d'Irlande.

Ces salariés effectuaient un travail de 45 minutes par jour en territoire italien, ils naviguaient le reste du temps sur des avions battant pavillon irlandais.

Ryanair avait produit tardivement les certificats E101 dotés en principe d'un caractère contraignant. Les juridictions inférieures les avaient écartés.

Ryanair prétendait n'avoir ni succursale ni représentation permanente en Italie.



Les institutions italiennes de prévoyance sociale avaient été déboutées par le tribunal de Bergame, puis par la cour d'appel de Brescia, elles s'étaient pourvues en cassation.

La demande vise l'art. 14, point 2, sous a), ii) concernant la situation où la compagnie ne détient pas dans l'État d'une succursale : dans cette hypothèse les navigants occupés de façon prépondérante sur le territoire de l'État où ils résident sont, selon les dispositions en vigueur avant 2012, soumis à la législation sociale de cet État.

Ces navigants ne semblaient exercer aucune activité sur le sol irlandais.

La Cour a rendu sa décision le 19 mai 2022, Semaine Juridique Social n° 23, 14 juin 2022, 1163, note J. Philippe Lhernould, dans cette affaire concernant des salariés de Ryanair, ayant leur résidence à proximité de Bergame, et prenant leur service au départ à partir d'un local situé dans l'aérodrome d'Orio ou à proximité.

Ryanair soutient que les salariés en question étaient couverts par le certificat E 101 les rattachant au régime irlandais. Ces certificats sont en principe contraignants. L'arrêt indique cependant que les certificats ne concernaient peut-être pas la totalité des 219 salariés de Ryanair. La cour décide d'uniquement statuer sur la situation des salariés non couverts par le certificat.

Certains de ces salariés vont, selon les périodes d'exercice de leurs activités professionnelles, devoir être soumis à trois législations successives.

On verra que la CJ penche pour l'application, en ce qui concerne les trois périodes, à ces navigants itinérants de la législation italienne.

L'arrêt envisage en premier la situation des navigants opérant entre 2006 et février 2010 sur cet aéroport lombard. Les nouveaux textes n'étant applicables qu'à partir du 1<sup>o</sup> mai 2010, la Cour envisage pour cette période la situation sous l'empire du règlement précédent n° 1408 / 71. La cour va estimer que s'applique la 1<sup>o</sup> exception visée supra. Ces salariés n'ont pas à être soumis au régime irlandais, mais au régime italien de sécurité sociale. Le local qui recevait les navigants à l'aéroport d'Orio constituait une succursale ou une représentation permanente de Ryanair. Ils y travaillaient. Il y a succursale ou représentation permanente, quand on est en présence d'un local qui constitue une forme d'établissement secondaire présentant un caractère de stabilité et de continuité, en vue d'exercer une activité économique, disposant de moyens matériels et humains et doté d'une certaine autonomie. Le local était doté d'ordinateurs et d'étagères pour conserver les documents concernant le personnel et les vols. S'y déroulaient la réunion préparatoire opérationnelle et le compte rendu final. Une personne coordonnait les équipages et convoquait le personnel de réserve resté à domicile. La cour statue en application de l'article 14, point 2, sous a), i).

(On notera l'approche extensive que la CJ fait de la notion de succursale ou de représentation permanente.)

La période entre le 1<sup>o</sup> mai 2010 et le 27 juin 2012

Le règlement n° 883/2004, entré en vigueur en 2010, n'avait pas repris ces règles, il ne contenait pas de règles de conflit de lois spécifiques au personnel navigant.

Il prévoyait dans sa version initiale (et d'ailleurs prévoit toujours) que la personne exerçant une activité dans deux ou plusieurs États est, quant au système de sécurité sociale, soumise à la législation de l'État de résidence du moment qu'elle exerçait une partie substantielle de son activité dans cet État.

L'assujetti était à défaut soumis à la loi du pays de résidence de l'employeur.

Cf. les conclusions de l'avocat général dans les affaires Vueling, n° 120.

Cette règle était considérée comme inadaptée au personnel de conduite des aéronefs.

Voir Laurent Cailloux-Meurice, Revue de droit des transports, janvier 2014, étude 2, n° 8 et suivants.

L'arrêt du 19 mai 2022, C-33/21, envisage la situation des salariés de Ryanair travaillant à partir de l'aérodrome d'Orio pour la période allant du 25 janvier 2008 au 25 janvier 2013.

Le règlement n° 883/2004 est applicable pour la période commençant le 1<sup>o</sup> mai 2010.

Les navigants exerçaient leur profession entre deux et plusieurs États européens.

Ils doivent être soumis à la législation de l'État de la résidence s'ils exerçaient une partie substantielle de leurs activités dans cet État de résidence.

Il y a débat pour savoir si en l'espèce les salariés exerçaient une partie substantielle de leurs activités en Italie. Si c'était le cas, le régime italien s'appliquerait.

On entend, par partie substantielle d'une activité exercée dans un État membre, une partie quantitativement importante de l'ensemble des activités du travailleur y est exercée. Il ne s'agit pas forcément de la majeure partie de ses activités. Pour apprécier la présence d'une partie substantielle des activités dans un État membre, il est tenu compte du temps de travail et de la rémunération. Il n'y a pas partie substantielle de l'activité exercée dans

un État membre, si les critères, temps de travail et rémunération, ne dépassent pas 25 %. Discours que le CJ est disposée à accueillir.

Sinon, c'est la loi du siège de l'employeur qui doit en principe s'appliquer, à savoir le droit irlandais.

Le règlement n° 883/2004 prévoit cependant à l'article 87 que les salariés conservent la loi à laquelle ils étaient précédemment soumis, donc la loi italienne, sauf demande de leur part.

[Il y a place sous certaines conditions à des dérogations aux règles comprises dans le règlement grâce à un accord entre États. Cf. l'article 16 du règlement de base.

C'est ainsi qu'il existait un accord entre la France et le Royaume-Uni du 3 avril 1997 soumettant à la législation française sur la sécurité sociale les personnels des compagnies, s'ils résidaient en France et y exerçaient l'essentiel de leur activité.

Cf. Paris, 28 mars 2013, Revue de droit des transports juillet 2013, commentaire 51 par Ph. Delebecque.

M. Lhernould fait état dans sa note publiée sous l'arrêt de 2022 de la possibilité d'un accord ponctuel ente l'Italie et l'Irlande. Nous n'y croyons guère, les organismes italiens n'ayant aucun intérêt à perdre le bénéfice de la rentrée de charges sociales dont Ryanair dans cette espèce, est, selon la CJUE, débiteur. Quant au transporteur irlandais, c'est son problème d'obtenir, s'il est encore dans les temps, la restitution de charges sociales indûment versées à l'organisme irlandais de sécurité sociale, bien complaisant d'avoir consenti à l'immatriculation au régime irlandais de plus d'une centaine de navigants prenant et quittant leur travail sur un aéroport bergamasque.]

Depuis le 28 juin 2012

Le principe

L'idée générale demeure, l'assuré social est soumis à la loi de l'État dans lequel il exerce son activité.

La personne qui exerce une activité salariée dans un État membre est soumise à la législation de cet État membre, article 11 § 3 a) du règlement de base. Le critère est d'ordre territorial, le locus laboris est déterminant pour déterminer la loi gouvernant le régime social.

Le règlement a cependant créé à l'art. 11 § 5 du règlement de base n° 883/2004, au titre des règles générales, une disposition spécifique, à caractère unilatéral, concernant les membres d'équipage effectuant du transport aérien :

c'est la **base d'affectation** qui sert de point de rattachement.

L'article 11 § 5 du règlement n° 883/2004 décide que l'activité d'un membre de l'équipage de conduite ou de l'équipage de cabine assurant des services de transport de voyageurs ou de fret est considérée comme étant une activité menée dans l'État membre dans lequel se trouve la base d'affectation telle qu'elle est définie à l'annexe III du règlement CEE n° 3922/91.

Par une fiction, la navigant est censé exercer son activité dans l'État où il a sa base d'affectation. Même s'il navigue communément dans le ciel européen ou extra européen et décolle et atterrit dans des aéroports de toutes contrées.

Les considérants justifient la règle. Le considérant 18 ter du règlement n° 883/2004 indique - dans la version issue du règlement n° 465/2012 du 22 mai 2012 - qu'il est justifié de faire de la notion de *base d'affectation* le critère pour déterminer la législation applicable aux membres de l'équipage de conduite et de l'équipage de cabine.

Le considérant 4 du règlement n° 465/2012 comportait également cette idée, il est justifié de créer une règle spéciale faisant de la notion de base d'affectation le critère pour déterminer la législation applicable aux membres de l'équipage.

La **base d'affectation** est définie comme étant le lieu, assigné par l'exploitant au membre d'équipage, où celui-ci commence et termine normalement une période de service ou une série de périodes de service et où, dans des circonstances normales, l'exploitant n'est pas tenu de loger ce membre d'équipage, règlement n° 83/2014 du 29 janvier 2014, annexe II, Sous-Partie FTL, ORO.FTL 105 Définitions, chiffre 14.

Le pilote passe presque autant de temps à terre dans les locaux de la compagnie que dans les airs, il est réputé mener son activité professionnelle dans la base d'affectation qui lui est attribuée par son employeur. Le membre d'équipage quitte la base d'affectation et rentre chez lui, il part de son domicile pour prendre son service à la base d'affectation.

L'article 12 pose des règles particulières pour les travailleurs sujets à détachement. On y reviendra.

L'article 13 concerne les activités des travailleurs exerçant dans deux ou plusieurs États membres. On aurait pu se demander s'il fallait appliquer de telles dispositions aux navigants travaillant à l'international en occultant la fonction dévolue par l'article 11 à la base d'affectation.

Le paragraphe 5 bis, alinéa 2, de l'article 14 du règlement n° 987/2009 dissipe les doutes et souligne le particularisme de la situation des navigants aériens évoluant entre deux ou plusieurs États : un membre d'équipage salarié assurant normalement des services de transport dans deux États membres ou plus est soumis à la législation de l'État membre dans lequel se situe la base d'affectation.

On ne se fonde pas alors en matière internationale sur les solutions propres aux travailleurs qui exercent des activités dans deux ou plusieurs États membres, les dispositions de l'article 13 du règlement n° 883/2004 sont en fait purement et simplement écartées en matière aérienne, même si formellement le règlement d'exécution indique que la règle qu'il édicte est posée aux fins de précision de l'article 13 du règlement de base.

Le membre d'équipage est soumis au régime de sécurité sociale de l'État où il reçoit de l'employeur sa base d'affectation.

Le commandant de bord d'Air France, qui effectue la liaison entre Paris et Lisbonne, aura sa base d'affectation à Roissy CDG, qu'il gagne en venant de son domicile de Senlis ou de Chantilly, et qu'il regagne mission accomplie.

A contrario, le membre d'équipage qui dessert la ligne Paris-Lisbonne n'a pas sa base d'affectation à Lisbonne, parce qu'après avoir atterri à Lisbonne il part se reposer dans un hôtel de Lisbonne, les frais d'hébergement et de séjour étant à la charge de la compagnie. Lisbonne n'est qu'une escale. Ce n'est pas à Lisbonne qu'il commence et qu'il termine son travail.

Le salarié de la compagnie irlandaise à bas coût doit normalement être rattaché au régime de sécurité sociale de l'État où il a sa base d'affectation, qui n'est pas forcément un aéroport irlandais. C'est à l'organisme de sécurité sociale de l'État de la base d'affectation que sont versées les cotisations sociales.

L'obligation pour un exploitant de désigner une base d'affectation pour chaque membre d'équipage est prévue dans une annexe au règlement n° 3922/91 du 16 décembre 1991, version 2006, OPS 1.1090, 3.1. L'OPS 1.1095, 1.7 donne la définition de la base. Cette formalité est posée dans le cadre de l'obligation de l'exploitant de respecter les temps de vol et d'accorder des périodes de repos à l'équipage.

Le texte envisage manifestement la situation d'un personnel affecté de façon durable au service d'une compagnie.

Les rédacteurs des textes ont, semble-t-il, envisagé la situation d'une relation inscrite dans la durée entre un exploitant et les membres d'équipage en dépendance du premier.

On peut se demander si un pilote reçoit une base d'affectation s'il ne rend qu'un service ponctuel.

La base d'affectation résiderait alors dans une situation de fait.

(Droit transitoire. L'article 87 bis du règlement modifié n° 883/2004 édicte des dispositions transitoires. Il envisage la situation dans laquelle du fait de l'entrée en vigueur du règlement n° 465/2012, l'assuré social devrait être soumis à la législation sociale d'un État, autre que celui auquel il était jusqu'alors rattaché. Cette personne continue, à titre transitoire, à être régie, par faveur, par la législation à laquelle elle était jusqu'alors rattachée. Ce maintien de l'ancienne législation est prévu pour une durée maximale de 10 ans. L'assuré a cependant la possibilité de demander à bénéficier de la nouvelle législation en s'adressant à l'autorité du lieu de résidence.)

Les navigants de Ryanair opérant à partir de l'aérodrome d'Orio

L'arrêt de la CJUE du 19 mai 2022, C-33/21, fait application du droit nouveau, donc du droit actuel, - pour la période postérieure au 28 juin 2012 - à la situation de navigants travaillant à l'international au départ d'un local dont disposait Ryanair sur l'aérodrome bergamasque d'Orio. La cour fait application de la modification du règlement n° 883/2004 réalisée en 2012. Un membre d'équipage a son activité dans l'État où se trouve la base d'affectation. Les travailleurs commençaient et terminaient en l'espèce leur journée à l'aéroport d'Orio. Ils devaient résider à moins d'une heure de cet aéroport. Le local d'Orio constituait de facto la base d'affectation des navigants de Ryanair pour la période entre le 28 juin 2012 et le 25 janvier 2013. Ils y commençaient et y

terminaient leurs journées de travail. Ce qui conduit à la soumission des navigants à la législation italienne en matière de sécurité sociale.

On remarquera que cet arrêt ne fait aucune allusion au mécanisme du détachement, cette thématique est exclue du débat.

On ignore également dans les faits le sort de ces navigants postérieurement à janvier 2013.

Le changement de base d'affectation : stabilité normative ou mutation législative

Le monde aérien est un monde mouvant. Le salarié peut changer de base d'affectation de façon temporaire ou définitive, et se trouver appelé à travailler à partir d'une base d'affectation autre, située dans un autre État. Le règlement européen de 2012 souhaite éviter les changements trop fréquents de législation. Il opte pour la permanence de la législation applicable au navigant.

La législation applicable aux membres de l'équipage devrait rester stable.

La solution résulte de deux considérants.

Citons le considérant 4 du règlement n° 465/2012 du 22 mai 2012 modifiant le règlement n° 883/2004 :

La législation applicable aux membres d'équipage de conduite et de l'équipage de cabine devrait rester stable et le principe de la "base d'affectation" ne devrait pas donner lieu à des changements fréquents de la législation applicable en raison de **modes d'organisation du travail** ou de **contraintes saisonnières** dans ce secteur d'activité.

Le considérant 18 ter du règlement n° 883/2004 modifié reprend cette disposition.

Le législateur adopte ainsi une position favorable à la stabilité législative. A priori, le pilote conserve son régime d'origine. Le changement de législation doit être exceptionnel. Le législateur donne ainsi plus de liberté aux compagnies pour qu'elles puissent changer temporairement l'affectation de leur personnel, au moins au sein de l'UE, tout en le maintenant dans leur régime de sécurité social primitif.

Le changement de législation et de régime national de protection sociale ne devrait s'opérer que si la situation nouvelle se cristallise durablement dans le temps et dans l'espace.

(Si le recours au détachement de pilotes est moins intéressant pour l'employeur, trop risqué, voire exclu, c'est au stade initial de la désignation de la base d'affectation et à celui de la mutation, effective et non déclarée, de la base d'affectation, que la possibilité de fraude est envisageable.)

Le salarié travaillant à temps partiel pour plusieurs compagnies

On peut imaginer un pilote travaillant certains jours de la semaine pour une compagnie française, d'autres jours pour la compagnie d'un autre État.

Le conflit de lois sociales s'élève : l'intéressé dépend-il du système français de sécurité sociale ou du système de l'autre État ?

[On a connu en droit terrestre l'hypothèse d'un salarié bénéficiant d'un congé sans solde de trois mois et allant durant ce congé travailler dans un autre État membre, cf. l'arrêt de la CJUE du 13 septembre 2017, C-569/15.

L'intéressé est considéré comme exerçant normalement une activité salariée sur le territoire de deux États membres.

A la double condition,

1. Que la législation du premier État membre le considère, au regard du droit de la sécurité sociale, comme exerçant une activité salariée ;
2. Que l'activité exercée sur le territoire du second État présente un caractère habituel et significatif.]

2°) Le salarié détaché

Le **détachement** de navigant dans le droit aérien de la sécurité sociale

Il s'agit, en droit social, avec le salarié détaché, d'un membre du personnel embauché dans un État membre, qui est affecté provisoirement, dans un autre État membre de l'UE, dans un autre lieu d'accomplissement de son travail.

Les règles sur le détachement sont envisagées comme des règles particulières, elles figurent à l'article 12 du règlement n° 883/2004.

La personne qui exerce une activité salariée dans un État membre pour le compte d'un employeur y exerçant normalement ses activités, et que cet employeur détache pour effectuer un travail pour son compte dans un autre

État membre, demeure soumise à la législation du premier État membre, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas 24 mois et que cette personne ne soit pas envoyée en remplacement d'une autre personne détachée.

On peut se demander si le mécanisme du déplacement est admissible en matière aérienne.

Il s'agit en clair de savoir si l'employeur (irlandais, espagnol ...) peut affecter temporairement le navigant sur un aéroport français en se prévalant du règlement européen sur le détachement, tout en le maintenant, pilote ou hôtesse de l'air, sous le régime de sécurité sociale qui était le sien antérieurement au détachement, au titre de la localisation de la base d'affectation.

La jurisprudence de la CJUE, statuant sur des espèces anciennes, est défavorable en son principe à ce que l'employeur, pour maintenir son personnel navigant sous l'empire du régime d'origine de sécurité sociale, ait recours au mécanisme du détachement. Plus exactement, elle n'interdit pas en soi le recours par l'employeur au déplacement du navigant, mais, en ce qui concerne la détermination de la loi gouvernant le régime de sécurité sociale du salarié navigant, le détachement est indifférent, il fallait avoir recours aux dispositions propres aux salariés travaillant dans deux ou plusieurs États membres pour régler le conflit de lois.

La solution, sous l'empire des textes actuels, est quelque peu incertaine, d'autant que le recours au détachement ne semble plus avoir grand intérêt pour les compagnies. Elle ne semble cependant pas avoir changé.

#### a) Le droit antérieur

Les répertoires mettent à notre disposition des décisions jurisprudentielles dont les solutions présentent aujourd'hui un caractère historique.

Règlement n° 1408/71, art. 13 et 14.

C'est aux conclusions rendues par l'avocat général - dans les affaires *Vueling* - le 11 juillet 2019, à propos de la sanction de la fraude qu'il faut se référer.

L'avocat général estime que le transporteur de Barcelone ne pouvait pas, pour déterminer la loi applicable au régime de sécurité sociale, compte tenu des dispositions applicables au moment de l'embauche, placer un salarié affecté à Roissy sous l'empire du régime du détachement pour le maintenir sous le régime espagnol. Le détachement concerne un travailleur sédentaire. Il estime qu'il faut se référer, pour déterminer la loi applicable, aux dispositions concernant un travailleur assurant son activité dans deux ou plusieurs États membres. La règle de conflit permettant de désigner la loi régissant le régime de sécurité sociale faisait finalement référence, en l'espèce, en présence d'un travail dans une succursale, à la loi de situation de celle-ci.

L'arrêt de la CJUE du 2 avril 2020, C-370/17 et C-37/18, semble ne pas avoir contredit sur ce point le raisonnement de l'avocat général. La possibilité d'un recours au mécanisme du détachement est, concernant les navigants aériens, implicitement déniée. Les juridictions de renvoi avaient déjà écarté cette possibilité, l'arrêt se place dans cette perspective du traitement des conflits de systèmes.

Madame Konstantina Chatzilaou indique, dans sa chronique publiée à la *Revue de droit du travail*, 2020, p. 380, que la Cour de Justice précise une fois pour toutes que la formule du détachement n'est pas applicable au personnel navigant des compagnies aériennes de transport international, I, B.

Cf. infra à propos des règles procédurales.

#### b) Le droit actuel

Le droit positif est constitué par les règlements 883/2004 et n° 987/2009, applicables à partir du 1<sup>o</sup> mai 2010, et précisées avec le règlement du 22 mai 2012 avec la mise en valeur de la base d'affectation.

On peut hésiter entre deux interprétations.

Première interprétation. La navigation aérienne ne se prête pas au détachement des membres d'équipage. C'est l'exclusivité de la loi de l'État de la base d'affectation qui s'impose.

Le législateur, quand il a prévu à l'art. 11 § 5 du règlement n° 883/2004, une règle de rattachement spécifique en faveur de la base d'affectation, a certes prévu un dispositif qui est applicable à un navigant ne faisant que des services à l'intérieur d'un seul État membre.

La navigation dans le seul ordre interne existe, mais elle ne représente pas la seule possibilité.

Les compagnies effectuent également du transport entre les différents États.

La référence à la base d'affectation est ici encore applicable. Le navigant est soumis au régime de sécurité sociale de l'État où se trouve sa base d'affectation.

Le considérant 18 ter postule que le navigant peut travailler entre plusieurs pays, il prévoit la stabilité de la règle de rattachement, en dépit d'un déplacement lié à la particularité du métier de navigant dans un lieu de travail d'un autre État membre et donc un éloignement plus ou moins passager de la base d'affectation.

Le règlement d'application maintient, avons-nous déjà dit, pour dissiper tout doute, le rattachement du salarié à la loi de la base d'affectation dans l'hypothèse où le navigant exerce dans deux ou plusieurs États, article 14, § 5 bis, du règlement d'application n° 987/2009 (dans la version du règlement n° 465/2012 du 22 mai 2012).

Le législateur européen a adopté un critère de rattachement propre à l'équipage effectuant du transport aérien, cette règle de rattachement est particulariste au monde de l'air, elle a un caractère exclusif.

On peut d'ailleurs faire valoir un argument textuel.

L'art. 11 § 3 pose des règles générales, sous la réserve de l'article 12 relatif au détachement.

En revanche l'art. 11 § 5 propre au monde de l'air n'effectue aucune réserve.

La base d'affectation a un caractère stable, considérant 4 du règlement n° 465/2012, même si le législateur admet implicitement qu'à raison des modes d'organisation du travail ou des contraintes saisonnières dans ce secteur d'activité le salarié soit appelé à opérer depuis d'autres aérodromes que celui de la base d'affectation.

L'employeur peut donc envoyer pour des nécessités du travail ou pour des variations saisonnières le membre d'équipage dans un lieu de travail autre que la base d'affectation. L'institution du détachement n'a pas a contrario sa place dans ce secteur d'activité. La législation propre au travail aérien a pris en considération les spécificités du monde de l'air, ces dispositions sont souples et peu exigeantes, il n'y a pas lieu d'aller rechercher des facultés d'adaptation avec les dispositions sur la faculté de détachement d'un État à l'autre, le droit particulariste y satisfait amplement.

Les transporteurs aériens ont conquis, semble-t-il, la possibilité de faire discrètement et pour une durée prolongée du détachement de fait, le navigant demeurant soumis au droit social de l'État de la base d'affectation initiale.

[ Il faut reconnaître un défaut de coordination entre les solutions propres au droit de la protection sociale, qui offre des possibilités d'adaptation, et celles propres au droit du travail, qui sont réfractaires à la faculté de détachement. S'il doit exister un grand marché où circulent sans entraves les travailleurs, ceci doit valoir à plus forte raison pour le personnel affecté à la navigation aérienne, qui doit parfois à l'improviste et pour les nécessités du service être disposé, dans les conditions prévues par le contrat de travail, à accomplir son activité à partir ou à destination d'un aérodrome autre que celui de la base habituelle d'affectation. Les compagnies bénéficient désormais de facilités de gestion leur permettant d'affecter temporairement leurs navigants en dehors de leur État d'origine, alors que ceux-ci demeurent soumis au régime de sécurité sociale de l'État de la situation de la base d'affectation. En droit du travail, tout est différent. Si le navigant est amené à travailler, pour de longs mois, à partir d'une base située dans un autre État de l'UE, il se trouve soumis à la législation de cet État, ce qui n'est pas en soi choquant. Ce qui l'est davantage, c'est que l'employeur est alors obligé à accomplir des formalités multiples et à procéder à des déclarations dispendieuses. La souplesse n'est pas au rendez-vous. ]

Deuxième interprétation. Le personnel navigant se prête au détachement.

C'est une possibilité envisageable, mais on demeure dans le domaine de l'hypothèse et de l'incertain.

On ne peut pas exclure que dans certaines hypothèses le transporteur, qui exerce une activité substantielle dans un État membre de l'UE, puisse trouver intérêt à utiliser l'institution du détachement, lui permettant de retirer ouvertement le navigant de sa base d'affectation pour une durée maxima de 24 mois, plutôt que de jouer sur le caractère relatif de la base d'affectation, modulable compte tenu des facilités saisonnières (6 mois maximum, hiver, été) ou des modes d'organisation de son travail.

Si ce point est admis, le navigant pourrait alors conserver à titre temporaire le régime de sécurité sociale qui était le sien avant qu'il ne soit détaché. Il ne serait pas soumis à la loi interne de l'État de son lieu temporaire d'activité.

La faculté du détachement relève du droit commun, elle donne lieu à des règles de rattachement spécifiques qui s'appliquent parallèlement à la règle générale visant le lieu du travail, il n'y a aucune raison d'en priver un transporteur aérien qui voudrait y recourir. Il faudrait une règle expresse pour en priver le transport aérien. Tout navigant aérien est par nature mobile. Le détachement temporaire devrait avoir sa place entre deux situations opposées : le travail du navigant à partir de la base d'affectation désignée par la compagnie, sujette éventuellement à des facilités, et le changement définitif de base d'affectation (entraînant un changement de loi régissant la couverture sociale). Entre ces deux positions tranchées, on pourrait en interstice envisager le recours au détachement : avec le maintien de la loi antérieure pour une durée de 24 mois maximum et le retour du navigant à la base comme lieu de travail à l'expiration de la période de détachement.

Le règlement n°883/2004 ne contient pas de règle expresse excluant la faculté de détachement de l'article 12. Le règlement d'application a seulement écarté pour les navigants exerçant dans plusieurs États les solutions de l'article 13, il n'a pas exclu formellement en matière aérienne le recours au détachement prévu par l'article 12.

Quelle serait la situation si la faculté de détachement était admise en ce qui concerne les navigants aériens ?

Le statut du salarié détachable

Il faut supposer au départ un salarié travaillant pour un employeur sur une base d'affectation déterminée ; il est affilié lors de la conclusion du contrat de travail à un régime de prévoyance sociale relevant d'un État déterminé, qui est normalement l'État du lieu d'accomplissement du travail.

Il peut y avoir un contentieux pour déterminer si celui que l'employeur désigne comme salarié détaché l'est réellement. Un employeur ne devrait pas pouvoir faire illico d'une personne qu'il embauche un salarié détaché. Deux phases seraient a priori, comme en droit du travail, nécessaires. Une première phase de conclusion du contrat de travail et d'accomplissement du travail dans un État donné. Une seconde phase, chronologiquement distincte de la première, où le salarié détaché se déplace à l'initiative de son employeur, quitte l'État où il avait commencé de travailler (État d'envoi) et travaille temporairement dans un autre État (État d'accueil).

L'article 14 § 1 du règlement d'exécution envisage toutefois qu'une personne puisse être recrutée dans un État membre en vue de son détachement dans un autre État membre. Il y a cependant une condition : il faut que cette personne, juste avant le début de son activité salariée, soit déjà soumise à la législation de l'État où son employeur est établi. Il y faut un mois d'activité. Le salarié doit être soumis à la législation de l'État d'envoi depuis au moins un mois précédant le détachement.

L'opération de détachement

Le détachement intervient ultérieurement.

Ce salarié est appelé par son employeur pour des raisons diverses et pour une durée temporaire à effectuer l'essentiel de son travail à partir d'un autre État.

L'article 15 du règlement d'exécution prévoit des informations à fournir aux institutions concernées en cas de détachement. Lorsqu'une personne poursuit ses activités dans un État membre autre que l'État normalement compétent, l'employeur informe l'institution compétente de l'État membre dont la législation s'applique dans la mesure du possible à l'avance. Cette institution doit délivrer à la personne concernée l'attestation mentionnée à l'article 19 du règlement d'exécution, elle doit sans délai mettre des informations concernant la législation applicable à cette personne à l'institution de l'État dans lequel l'activité est poursuivie.

A la demande de la personne concernée ou de l'employeur, l'institution compétente de l'État membre dont la législation est applicable atteste qu'une telle législation est applicable et indique jusqu'à quelle date et dans quelles conditions, art. 19 du règlement d'exécution.

La législation en matière de détachement a été maintes fois contournée par plusieurs employeurs.

L'article 12 § 1 du règlement de base prévoit le cas où l'employeur détache le salarié pour effectuer un travail dans un autre État membre.

Ce salarié ne demeure soumis à la législation sociale du 1<sup>o</sup> État membre, celui du point de départ, celui du point

d'origine que sous deux conditions :

1. Que la durée prévisible de ce travail n'excède pas 24 mois.

Le détachement a toujours un caractère temporaire.

2. Que cette personne ne soit pas envoyée en remplacement d'une autre personne détachée.

Cf, hors droit aérien, l'arrêt du 25 octobre 2018 de la CJUE, affaire C-451/17, Walltopia : un salarié recruté en vue de son détachement dans un autre État membre doit être considéré comme ayant été, « juste avant le début de son activité salariée, déjà soumis à la législation de l'État membre dans lequel est établi son employeur », alors même que ce salarié n'avait pas la qualité d'assuré en application de la législation de cet État membre juste avant le début de son activité salariée, dès lors que le salarié avait à ce moment sa résidence dans ledit État membre.)

(Il y a débat pour interpréter la condition du non-remplacement.

Il est évident que l'employeur qui a délégué un salarié dans un État tiers ne peut pas, à l'expiration de la période de détachement, le remplacer en envoyant dans le pays d'accueil un autre de ses salariés en détachement. La solution ressort explicitement du texte.

Faut-il aller plus loin ?

Pour certains, plus stricts, il est interdit de procéder au remplacement d'un travailleur détaché par un autre travailleur qui serait détaché par un employeur tiers. Ainsi un employeur Pierre a détaché un salarié pour faire un travail dans une entreprise dans un État d'accueil. Il est interdit à un employeur Paul de détacher un salarié dans cet État pour effectuer le travail effectué auparavant par le salarié de l'employeur Pierre. Le règlement s'oppose à ce que des tâches puissent être confiées en continu et de façon successive à des travailleurs détachés en provenance de différents employeurs.

Pour d'autres, plus accommodants, une succession de détachements est envisageable, du moment que chaque détachement est l'œuvre d'employeurs différents.

Cf. les savantes conclusions de l'avocat général, déposées le 31 janvier 2018, dans l'affaire C-527/16, n° 67 et suivants, qui préfère la seconde solution.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 6 septembre 2018.)

La chambre sociale décide dans son arrêt Bouygues du 4 novembre 2020 que lorsque l'institution compétente retire le certificat A1, seule se trouve à s'appliquer la législation de l'État membre où est exercée l'activité salariée.

Le navigant détaché

En matière de transport aérien international, les choses sont en général simples : c'est un transporteur par exemple irlandais ou espagnol qui détache l'un de ses pilotes et qui l'affecte pour faire du transport par ex. à partir d'un aéroport français. Il ne le met pas en général au service d'une compagnie tierce.

Le pilote détaché demeure soumis au régime de sécurité sociale de l'État d'envoi.

C'est l'organisme du pays d'origine qui percevra les cotisations sociales, et non celui du pays d'accueil.

C'est cet organisme qui paiera les indemnités maladie et plus tard les pensions de retraite.

Le dénouement

Le détachement, à supposer qu'il soit admis, est temporaire, soit le salarié revient à terme à son poste initial, soit la compagnie aérienne opère la mutation de la base d'affectation du navigant, soit le navigant quitte l'entreprise.

La 1<sup>o</sup> interprétation nous semble mieux fondée. La législation sociale est en matière aérienne étrangère au détachement. Elle est particulariste, elle l'exclut.

## B. La couverture sociale du membre d'équipage indépendant

Quid du pilote indépendant ? Il n'est pas salarié. Le règlement n° 883/2004 lui est-il applicable ? Le considérant



2 indique que c'est l'article 308 du traité qui donne les pouvoirs pour prendre des mesures appropriées pour la sécurité sociale des personnes autres que salariées. Les non-salariés ne sont pas donc pas étrangers à la réglementation européenne. Le règlement antérieur, celui du 14 juin 1971, visait d'ailleurs déjà aussi bien les travailleurs salariés que les non-salariés. Que le travailleur soit salarié ou non, le principe général est que le travailleur dépend de la législation nationale du pays dans lequel il exerce son activité. En ce qui concerne l'équipage de conduite ou de cabine, le critère déterminant est le choix de la loi de l'État à l'intérieur duquel l'exploitant a donné au travailleur sa base d'affectation.

On peut d'abord envisager la situation de l'indépendant, qui opère en fait sur les aéronefs d'une seule compagnie. Que l'indépendance soit réelle ou fictive, l'intéressé exerce son activité professionnelle à partir d'un aéroport déterminé. C'est là qu'il a sa base d'affectation. C'est cette base que l'exploitant devrait normalement désigner. Le non salarié devrait être soumis à la législation sociale de l'État où est localisé l'aéroport de rattachement.

Cf. article 11 § 5 du règlement n° 883/2004. Le règlement ne semble pas distinguer l'activité salariée ou non salariée.

On peut également rencontrer la situation de l'indépendant qui conduit des aéronefs relevant de plusieurs compagnies exploitantes, qui n'est pas particulièrement attaché à un seul aéroport mais qui effectue son travail à partir d'aéroports relevant du même État. Qu'il dispose ou non formellement d'une base d'affectation, son statut social sera déterminé par la loi de l'État à partir duquel il opère son activité.

La solution est moins évidente lorsque le membre d'équipage, non salarié, travaille pour plusieurs clients, exploitants de différents niveaux, et qu'il décolle communément d'aéroports relevant de plusieurs souverainetés, européennes ou non.

On peut se demander s'il faut s'en tenir à la première relation entre un exploitant et l'indépendant, l'exploitant donnant une base d'affectation à son collaborateur. Lui donnant une base d'affectation, il désignerait ainsi la législation de l'État où se trouve cette base, et c'est cette législation qui déterminerait l'organisation de la protection sociale du travailleur indépendant. L'inconvénient, c'est que la localisation de la base d'affectation est alors fragile et sujette à mutation. Une base d'affectation évoque un lieu relativement stable, où le navigant professionnel a le centre de ses intérêts professionnels. C'est son port d'attache. C'est sa résidence, non comme personne privée, mais comme exerçant une activité dans la conduite des aéronefs.

On peut alors se demander si, à défaut de base d'affectation, il ne conviendrait pas de faire application à ce professionnel indépendant de l'article 13 § 2 du règlement n° 883/2004, qui envisage la situation d'une personne menant des activités non salariées dans deux ou plusieurs États membres.

Le principe, c'est que cette personne est soumise à la législation sociale de l'État européen où elle réside, du moment qu'elle y exerce une partie substantielle de son activité. Il y a alors coïncidence entre l'État de résidence de l'assuré social et l'État où il exerce une fraction substantielle de son activité professionnelle.

Le règlement envisage l'hypothèse où l'intéressé ne réside pas dans l'État européen où il exerce une activité substantielle. En ce cas, la personne est soumise, à titre subsidiaire, à la législation de l'État membre dans lequel se situe le centre d'intérêt de ses activités.

Le membre d'équipage, qui se présente comme indépendant, doit assumer lui-même le poids de sa couverture sociale, il ne dispose pas d'un employeur débiteur des cotisations patronales.

### C. La pluriactivité, salariée et non salariée

On pourrait se trouver en présence d'une situation mixte, où le pilote ou le navigant exerce une activité salariée dans un État et une activité non salariée dans un autre État.

Les activités marginales ne sont pas prises en considération.

Les salariés qui circulent dans l'UE sont soumis à un seul régime de sécurité sociale.

On peut consulter sur ce point, même s'il ne concerne en rien le transport aérien, un arrêt de la CJUE du 13 juillet 2017, C-89/16. L'affaire porte sur une personne résidant en Pologne où elle exerce une activité non salariée, tout en exerçant une activité salariée marginale en Slovaquie. L'intéressé a été soumis au régime de protection sociale de la Pologne. Il convient de faire application de l'article 14 § 5 ter et de l'article 16 du règlement n° 987/2009, fixant les modalités d'application du règlement n° 883/2004, tel que modifié par le règlement n° 465/2012.

Si l'activité menée en Slovaquie n'avait pas été marginale, c'est la législation de l'État où l'activité salariée est

menée qui aurait été préférée, donc la législation slovaque.

#### Sous-Paragraphe II. L'aspect procédural

La législation a évolué, de telle sorte que les arrêts de la CJUE et de la Cour de cassation, aussi bien ceux de la chambre sociale que ceux de la chambre criminelle, dont nous disposons en matière de navigation aérienne, statuent le plus souvent dans le cadre d'espèces anciennes encore soumises aux anciens textes. Les pratiques évoluent également, les transporteurs peuvent imaginer plusieurs feintes pour tenter d'échapper aux rigueurs jurisprudentielles.

Il convient, en droit positif, de faire application du règlement d'exécution n° 987/2009 du 16 septembre 2009.

Comment s'opère la détermination de la législation sociale applicable à une personne exerçant une activité de navigant en interne ou dans deux ou plusieurs États membres ?

Nous raisonnons par hypothèse non seulement sur la situation d'un navigant qui décolle à partir de plusieurs aéroports d'un seul État mais également sur celle d'un navigant qui opère depuis des aéroports de plusieurs États, membres ou non de l'Union européenne.

Ce navigant est rattaché, quant au fond, au régime de sécurité sociale de l'État européen de sa base d'affectation, qu'il exerce dans un seul État, dans deux ou plusieurs États membres ou sur des liaisons avec des États tiers.

La détermination initiale de la législation applicable

La fonction de l'exploitant qui attribue la base d'affectation est déterminante.

C'est lui qui joue le rôle moteur : en fixant la localisation de la base d'affectation, il détermine par un effet réflexe la législation de l'État gouvernant le régime de sécurité sociale applicable au navigant.

L'article 16 du règlement d'exécution est relatif à la procédure d'application de l'article 13 du règlement de base destinée à déterminer la législation applicable lorsqu'une personne exerce dans deux États membres ou plus.

La personne qui exerce des activités dans deux ou plusieurs États membres informe l'institution désignée par l'autorité de l'État de sa résidence, art. 16 § 1.

Cet article 16 concernant l'application de l'article 13 ne peut cependant concerner le navigant exerçant à l'interne ou même à l'international, car le navigant aérien relève de l'art. 11 § 5 et l'art. 13 ne lui est pas applicable.

S'il y avait débat quant à la détermination de la législation applicable, on peut penser que les institutions et autorités concernées établiraient des contacts pour déterminer d'un commun accord la législation applicable.

L'article 13 du règlement 2019/1149 du 20 juin 2019 confère à l'Autorité européenne du travail un pouvoir de

médiation en cas de différend entre deux États, mais l'Autorité saisit la commission administrative des questions de sécurité sociale. Ces deux entités concluent des accords de coopération.

L'article 19 décide que l'autorité compétente dont la législation s'applique délivre, à la demande de la personne intéressée ou de l'employeur, une attestation indiquant qu'est applicable la législation dont elle dépend. L'institution de l'État qui délivre le certificat A 1 doit apprécier correctement les faits pertinents, elle doit garantir l'exactitude des mentions figurant sur le certificat.

La pratique semble révéler au profane l'absence de rigueur, au moins dans le passé, de certaines institutions nationales de sécurité sociale lors de la délivrance du document portable A1 ou de son ancêtre le E 101. Les dossiers devraient être attentivement instruits et contrôlés.

La Commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale publie au JOUE du 29 mai 2018 une recommandation n° A1 concernant la délivrance de l'attestation visée à l'article 19, paragraphe 2, du règlement n° 987/2009.

À la demande de la personne concernée ou de l'employeur, l'institution compétente de l'État membre dont la législation est applicable atteste que cette législation est applicable et indique le cas échéant jusqu'à quelle date et à quelles conditions.

C'est la commission administrative qui détermine la structure et le contenu du document portable A 1 concernant la législation applicable au titulaire.

Ce document s'impose aux institutions de l'autre État membre aussi longtemps qu'il n'est pas retiré ou déclaré invalide par l'État membre où il a été établi.

Le principe de la coopération loyale exige que les institutions procèdent à une évaluation appropriée des faits pertinents pour la détermination de la législation applicable en matière de sécurité sociale, et qu'elles confirment l'exactitude des informations contenant dans un document portable A1.

Ces documents établissent une présomption selon laquelle le titulaire est correctement affilié au système de sécurité sociale de l'État membre de l'institution qui les délivre.

La commission édicte des recommandations pour prévenir la falsification du document portable A1.

La commission prévoit un certain nombre de questions contenues dans la demande de document portable A1.

Il faut indiquer l'adresse dans l'État de résidence et celle dans l'État de séjour. On spécifie s'il s'agit d'une activité salariée ou d'une activité non salariée.

L'annexe comporte une rubrique n° 4 concernant une demande au titre de l'article 11 § 5 du règlement n° 883/2004, il s'agit des membres de l'équipage de conduite ou de l'équipage de cabine. On indique le nom de l'employeur. On indique le lieu où se trouve la base d'affectation.

La rubrique 5 concerne la demande au titre d'un détachement des travailleurs.

La rubrique 6 porte sur le détachement des travailleurs non-salariés.

Les rubriques 7 et 8 concernent l'emploi dans deux ou plusieurs États membres.

Le demandeur doit attester que les renseignements fournis sont exacts et complets, et indiquer qu'à sa connaissance il a répondu correctement toutes les questions.

Il s'agit de faire prendre conscience à l'auteur de la demande qui serait tenté de faire de fausses affirmations de la gravité de ses actes.

Le document portable est revêtu d'une autorité complète, qui ne cède que devant la preuve de la fraude orchestrée par le transporteur.

## **A. Le principe : L'autorité absolue du document portable A 1**

Ce document atteste qu'une personne nommément désignée relève de la loi et d'un organisme de sécurité sociale d'un État membre. On s'interroge sur la force et l'autorité de l'attestation délivrée par l'organisme de sécurité sociale : le certificat E 101 et désormais le document portable A 1.

La décision A 1 fournit une aide aux différentes institutions de sécurité sociale chargées d'appliquer le droit de l'Union.

Le conflit d'autorités

Un conflit peut s'élever entre organismes de sécurité sociale pour déterminer à quel organisme national doit être rattaché un salarié évoluant à l'international, installé dans un pays, travaillant en tout ou en partie dans un autre. Le législateur européen entend prohiber les absences ou les cumuls d'affiliation des travailleurs circulant et se déplaçant en Europe.

Il est possible qu'on soutienne et qu'on établisse a posteriori que le certificat a été à tort, voire frauduleusement, attribué.

Ce certificat A 1 se voit reconnaître force probante, qui doit être tempérée s'il a été obtenu ou conservé par fraude, avec l'inertie ou la complaisance de l'organisme national émetteur.

Ces principes figurent à l'article 5 du règlement d'exécution, qui définit la valeur juridique des documents et pièces justificatives, établis dans un État membre.

Ces documents s'imposent aux institutions des autres États membres tant qu'ils n'ont pas été retirés ou invalidés par l'État qui les avait établis.

Si l'institution d'un autre État émet un doute sur la validité de ce document ou sur l'exactitude des faits qui y sont relatés, cette institution demande des éclaircissements à l'institution émettrice, voire le retrait du document. L'institution émettrice réexamine ce qui l'a amenée à établir le document. Au besoin elle le retire.

[Cf. art. 76 § 6 du règlement de base.]

En cas de désaccord entre institutions nationales, c'est la « commission administrative » pour la coordination des systèmes de sécurité sociale, instituée près de la Commission européenne, qui s'efforce de concilier les points de vue.

Ce formulaire E 101, devenu le document portable A 01 depuis le 1<sup>o</sup> mai 2010, a théoriquement valeur irrefragable d'affiliation s'imposant aux autres systèmes nationaux concurrents. Ce document est ou était ordinairement délivré sur déclaration unilatérale de l'employeur lors de la conclusion du contrat de travail. Il peut désormais, semble-t-il, être établi à la demande du travailleur. Il est admis que la présomption ne concerne que les conflits d'affiliation entre institutions de sécurité sociale. Il y a ainsi une dualité entre le droit du travail et le droit de la sécurité sociale, qui ont chacun leurs particularités.

Cf. l'étude précitée de Laurent Cailloux-Meurice, n<sup>o</sup> 10.

On peut consulter sur la force de ce document l'étude de M. Bernard Haftel publiée à la Revue des contrats, juin 2015, p. 303, commentant un arrêt de la chambre sociale du 29 septembre 2014, l'espèce concernant un salarié étranger à l'aviation.

[Redite. Le formulaire A 1 ne jouit d'aucune autorité ou efficacité en droit du travail, il ne concerne que le droit de la sécurité sociale.

L'arrêt de la chambre sociale du 30 juin 2015, propre à la matière aérienne, reprend la solution. Cf. infra.

On retrouve la solution avec l'arrêt de la chambre sociale du 10 juin 2015, Juris tourisme 2015, n<sup>o</sup> 178, p. 12, obs. Xavier Delpech.

Les pilotes, approuvés par la cour d'appel et la cour suprême, plaçaient le débat en termes de droit du travail, ils demandaient la reconnaissance de la compétence du conseil des prud'hommes français afin d'obtenir le respect de leur contrat de travail.

La compagnie anglaise, et elle n'obtient pas sur ce point satisfaction, se plaçait sur le terrain du droit de la sécurité sociale et prétendait que les pilotes dépendaient du régime britannique de sécurité sociale. Le transporteur anglais avait fait une déclaration en ce sens et obtenu du régime britannique le certificat E101 devenu A1. Il prétendait qu'il incombait aux seules juridictions britanniques de statuer sur la validité de ces documents. La Cour de cassation estime que les demandes émanant des pilotes ne relevaient pas du droit de la sécurité sociale, peu important qu'il puisse résulter du litige l'obligation pour l'employeur de demander le retrait des certificats E101 auprès de l'organisme anglais les ayant délivrés.

La situation de ces pilotes anglais était cependant singulière, ils étaient rattachés au régime britannique de sécurité sociale, mais ils étaient affectés aux bases parisiennes par contrat, les contrats de travail étaient soumis au droit français, ils étaient affiliés à la caisse de retraite du personnel navigant pour le régime obligatoire et complémentaire de retraite, la CSG et la CRDS étaient prélevées sur les rémunérations, il était prévu qu'en cas de litige les tribunaux français étaient compétents. L'hybride avec une prédominance de la réglementation française. La délivrance du certificat E 101, devenu A1, par le HMRC sur la base de déclarations unilatérales faites par l'employeur, ne saurait faire échec à la compétence du juge prud'homal français pour constater que le salarié ne relève pas de la catégorie des travailleurs détachés et assurer le respect par cet employeur des stipulations du contrat de travail.]

[La question est reprise, en droit terrestre, par la CJUE dans un arrêt du 14 mai 2020, Affaire Bouygues, Elco, Welbond, C-17/19, sur renvoi de la chambre criminelle, Dalloz 2020 p. 1523, chronique de Julien Icard, les susnommés étant poursuivis en France du chef de travail dissimulé et de prêt illicite de main d'œuvre. Bouygues a obtenu un marché de construction d'un réacteur nucléaire à Flamanville. Bouygues et Welbond ont recours à des sous-traitants, comme Elco, établi en Roumanie, et Atlanto, établi en Irlande. Des travailleurs polonais sont embauchés. Des certificats E 101 ont été émis.

Des poursuites sont effectuées pour la période de juin 2008 à octobre 2012. Le tribunal de Cherbourg, la cour de Caen entrent en condamnation. L'affaire vient devant la Cour de cassation, qui interroge la CJUE.

L'arrêt, cf. infra, réaffirme les conditions permettant à la juridiction du pays d'accueil d'écarter les dits certificats : l'institution du pays d'accueil doit saisir promptement l'institution ayant émis les certificats pour en demander le réexamen, l'institution requise ne doit pas avoir pris position dans un délai raisonnable en retirant éventuellement les certificats délivrés, la juridiction du pays d'accueil pour annuler ou écarter les certificats irrégulièrement délivrés doit constater que les certificats ont été obtenus ou invoqués de façon frauduleuse. L'arrêt affirme que les effets contraignants des certificats E 101 et A 1 sont limités à la matière de la sécurité sociale.

La chambre sociale de la Cour de cassation s'est également prononcée, au civil, dans cette affaire par un arrêt du 4 novembre 2020, n°18-24.451. Des salariés polonais et résidant en Pologne avaient été embauchés par une entreprise de travail temporaire Atlanco de droit et de siège chypriote et mis à disposition de Bouygues et de Welbond pour travailler à la construction d'un réacteur nucléaire à Flamanville. L'autorité de l'État chypriote avait dans un premier temps délivré les certificats E101 et A1, elle les avait ensuite retirés. La cour de Caen avait condamné Atlanco pour travail dissimulé, la société devait payer une indemnité aux salariés. Bouygues était condamnée à payer cette indemnité par solidarité financière. La chambre sociale a rejeté les pourvois. La règle générale est celle de l'application de la législation de l'État d'exercice de l'activité salariée. Font exception à cette règle les situations de travail détaché et d'exercice d'une activité salariée dans deux ou plusieurs États membres.

L'institution désignée vérifie si une situation de détachement est caractérisée.

Cette institution est dans le cas d'une situation de détachement celle de l'État où l'employeur exerce normalement son activité.

Dans le cas d'une situation d'exercice d'une activité salariée dans deux ou plusieurs États membres, ladite institution est celle de l'État membre de résidence de la personne concernée.

A la demande de la personne concernée ou de l'employeur, l'institution de l'État dont la législation est applicable atteste par la délivrance des certificats A1/E 101 que cette législation est applicable.

La caractérisation de situations de détachement ou d'exercice d'une activité salariée dans deux ou plusieurs États ressort uniquement à la compétence soit de l'institution de l'État dans lequel l'employeur exerce normalement son activité dans le cas où une situation de détachement est alléguée, soit dans le second cas de l'institution de l'État de résidence.

Le système de conflit de lois en l'absence de fraude et lorsque l'État de résidence et l'État où est exercée l'activité salariée ne coïncident pas ne confèrent aux institutions de ce dernier État ou à ses juridictions nationales aucune compétence pour procéder à une telle caractérisation afin de retenir l'application d'une loi autre que celle de cet État.

En l'absence de certificat résultant d'un refus de délivrance ou d'un retrait par l'institution compétente, seule trouve à s'appliquer la législation de l'État où est exercée l'activité salariée.

Les salariés employés par Atlanco et mis à la disposition de Bouygues et Welbond exerçaient une activité salariée sur le territoire français, les certificats délivrés par l'institution chypriote avaient été retirés, la cour d'appel a exactement retenu que ces salariés étaient soumis à la législation française.

La solidarité financière de Bouygues était engagée au titre du travail dissimulé réalisé par Atlanco. Il appartient à l'entreprise utilisatrice, informée de l'intervention de salariés employés par une entreprise de travail temporaire en situation irrégulière d'enjoindre aussitôt à celle-ci de faire cesser sans délai cette situation. À défaut, elle est tenue solidairement avec l'entreprise de travail temporaire au paiement des indemnités pour travail dissimulé.

Bouygues et Welbond ont été informées de la situation irrégulière d'Atlanco, elles se sont abstenues en l'absence de certificats de lui enjoindre aussitôt de faire cesser cette situation, elles étaient solidairement tenues au paiement des indemnités.

Sophie Robin-Olivier, Lutte contre la fraude au détachement : la Cour de cassation interprète le droit de l'Union pour faciliter la mise en œuvre de la solidarité financière des donneurs d'ordre, Droit social 2021 p. 243.

Fabienne Muller, Le détachement dans tous ses états : illustrations avec l'épilogue de l'affaire Flamanville, Droit social 2021 p. 335

]

La jurisprudence de la Cour de Justice affirme, en droit de la sécurité sociale, la grande portée probatoire des certificats délivrés par les organismes sociaux.

La CJUE a nettement fixé sa doctrine en avril 2017 dans un arrêt rendu en matière de navigation fluviale.

Certificat E 101 et navigation fluviale d'une péniche - hôtel - restaurant : la situation du personnel de cuisine au regard du droit de la sécurité sociale : soumission à la loi suisse ou à la loi française.

L'URSSAF avait effectué un redressement à l'encontre d'une entreprise, employant du personnel, faisant de la restauration hôtelière sur des bateaux navigant en France.

La cour d'appel avait refusé d'annuler le redressement.

L'assemblée plénière de la Cour de cassation, en date du 6 novembre 2015, affaire A- Rosa Flussschiff c. Urssaf, avait opéré un renvoi à la CJUE pour déterminer l'effet attaché au certificat E 101. Le litige ne concernait pas la matière aérienne, mais la décision vaut par analogie pour les membres d'équipage aérien travaillant dans deux ou plusieurs États. Ce qui vaut pour la navigation batelière devrait valoir pour le transport par la voie aérienne. La société mère est allemande, son siège se trouve à Rostock. Elle dispose d'une succursale qui a son siège à Coire, chef-lieu du canton des Grisons, et qui gère en particulier tout ce qui concerne le personnel employé sur les bateaux navigant en France. Les contrats de travail de ces salariés saisonniers de différentes nationalités accomplissant des fonctions hôtelières sont soumis au droit suisse. Les salariés, saisonniers, travaillent dans l'hôtellerie au service d'un employeur exploitant un bateau navigant sur la Saône et le Rhône, entre Chalon et Port Saint Louis du Rhône. L'union de recouvrement opère un contrôle à Avignon en juin 2007 et prétend soumettre ces salariés au régime français de sécurité sociale. L'URSSAF d'Alsace - compétente pour le recouvrement des cotisations dues par les entreprises étrangères ne disposant pas d'un établissement en France - réclame pour la période 2005-2007 un rappel de plus de deux millions d'euros. Les salariés dépendaient du régime suisse de sécurité sociale, l'autorité suisse avait délivré le certificat E 101.

L'arrêt a été rendu le 27 avril 2017 par la CJUE, affaire C-620/15, Droit Social 2017. 866 étude Marie Cécile Amauger-Lattes.

La décision est intéressante, même si l'arrêt statue sur le fondement de dispositions européennes déjà anciennes. La législation européenne exprime, pour déterminer la loi applicable à un salarié quant à sa couverture sociale, sa préférence pour une solution amiable entre les différentes institutions de chaque État intéressé.

À défaut de solution, il faut saisir la Commission administrative (composée de représentants des gouvernements), qui siège près de la Commission européenne, pour déterminer à quel système étatique l'assuré doit être rattaché. La Suisse a adhéré au système de coordination des systèmes de sécurité sociale. La société A-Rosa se prévaut des certificats E 101 délivrés par l'autorité du canton des Grisons. Le certificat E 101 vise à faciliter la libre circulation des travailleurs. L'autorité nationale qui émet le certificat doit faire une application pertinente pour déterminer si sa législation nationale est applicable au travailleur concerné. L'autorité de l'État où le travail est effectué - en l'espèce la France - est liée par les mentions du certificat et ne peut pas décider que les travailleurs en cause sont soumis à son propre régime de sécurité sociale. Le certificat est doté d'une présomption de régularité concernant l'affiliation du travailleur au régime de sécurité sociale de l'État membre où établi l'entreprise employeur, il s'impose aux autorités de l'État membre dans lequel travaille le salarié. Tant que le certificat n'est pas retiré ou invalidé, l'autorité du lieu du travail ne doit pas soumettre le salarié à son propre régime de sécurité sociale. L'autorité qui a délivré le certificat doit le retirer s'il est mal fondé. Si les institutions ne parviennent pas à se mettre d'accord, il leur est loisible d'en appeler à la commission administrative. Si cette commission ne parvient pas à concilier les points de vue, l'État où travaille le salarié peut agir en manquement, la Cour de Justice devant alors apprécier quelle est la législation applicable à ce travailleur et vérifier l'exactitude des mentions figurant sur le certificat.

Le gouvernement français, prétendant lutter contre la concurrence déloyale et le dumping social, ne peut soutenir l'inefficacité de cette procédure.

Les autorités françaises n'avaient pas prolongé le dialogue avec les autorités suisses et n'avaient pas saisi la commission administrative.

L'assemblée plénière de la Cour de cassation, dans un arrêt rendu le 22 décembre 2017, n° 15-28777, JCP G 2018 p. 426, note Ismaël Omarjee, a repris la solution de la Cour de Justice. Un certificat E 101 lie les institutions de sécurité sociale de l'État membre dans lequel le travail est effectué. L'arrêt de la cour de Colmar est cassé. La juridiction d'appel ne pouvait elle-même remettre en cause la validité des certificats E 101. Il incombait à l'URSSAF qui éprouvait des doutes sur l'exactitude des faits mentionnés dans les certificats d'en contester la validité auprès de l'institution suisse qui les avait délivrés et en l'absence d'accord sur l'appréciation des faits litigieux de saisir la commission administrative pour la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Cette interprétation est reprise par une ordonnance du 24 octobre 2017, C-474/16, rendue par la Cour de Justice, statuant sous l'empire du règlement de 2009 et de celui de 2004 modifié en 2012.

Une entreprise allemande de travail temporaire avait été condamnée pour travail dissimulé par le tribunal de Strasbourg. L'espèce concerne un salarié qui aurait été détaché plus de 24 mois, de telle sorte qu'il aurait dû être soumis au régime social français, l'État français étant le pays d'accueil. C'est la cour de Colmar qui est l'auteur de la demande de décision préjudicielle. La CJUE affirme le caractère contraignant du certificat, renommé A 1, ainsi que la compétence exclusive de l'institution émettrice de la validité du certificat. Il appartenait à

l'institution du lieu où le salarié travaille (URSSAF d'Alsace) d'entrer en dialogue avec les institutions du pays de l'employeur (l'Allemagne) et le cas échéant saisir la commission administrative. La cour indique le procédé à utiliser pour purger le vice d'une attribution irrégulière du certificat.

L'arrêt de la CJUE rendu dans l'affaire Ömer Altun et autres du 6 février 2018, C-359/16, reprend dans son principe les solutions classiques.

L'affaire concerne des travailleurs bulgares, détachés en Belgique, par une entreprise de bâtiment opérant comme sous-traitant et n'ayant pratiquement aucune activité en Bulgarie. Ces salariés étaient rattachés au régime bulgare de sécurité sociale et ils détenaient le formulaire E 101 ou A 1 délivrés par l'organisme bulgare.

L'employeur fait l'objet de poursuites pénales en Belgique.

L'arrêt rappelle que le système européen est un système complet et uniforme de règles de conflit de lois. Il s'agit de soumettre les travailleurs qui se déplacent dans l'UE au régime de sécurité sociale d'un seul État membre, pour que soient évités les cumuls de législations nationales. Le principe est que le salarié est soumis en matière de sécurité sociale à la législation de l'État membre dans lequel il travaille. Ce principe connaît certaines exceptions pour favoriser la libre circulation des travailleurs et favoriser l'interpénétration économique.

L'entreprise qui envoie des salariés pour une durée limitée dans un autre État peut maintenir ses salariés sous leur régime de sécurité sociale.

Il faut pour cela deux conditions.

La première condition : il faut le maintien d'un lien organique entre l'entreprise et le travailleur envoyé en détachement.

La seconde condition : il faut que l'entreprise qui procède au détachement dans un autre État membre exerce habituellement des activités significatives sur le territoire de l'État membre où elle est implantée.

Le certificat E 101 vise à faciliter la libre circulation des travailleurs et la libre prestation de services.

Le principe de coopération loyale impose à l'institution émettrice du certificat de procéder à une appréciation correcte des faits et de garantir l'exactitude des mentions figurant dans le certificat.

Le principe de coopération ne serait pas observé si l'institution de l'État où le travail est effectué pouvait considérer qu'elle n'est pas liée par les mentions du certificat E 101 et soumettait ces travailleurs à son propre régime de sécurité sociale. Le certificat E 101 crée une présomption de régularité de l'affiliation du travailleur concerné, il s'impose en principe à l'institution de l'État membre dans lequel le travailleur effectue son travail. Aussi longtemps que le certificat n'est pas retiré ou déclaré invalide, l'institution de l'État dans lequel le travailleur effectue son travail doit tenir compte du fait que ce salarié est soumis à la législation de sécurité sociale de l'État où est établie l'entreprise employeur. Cette institution ne saurait soumettre ce travailleur à son propre régime de sécurité sociale.

Il incombe à l'institution qui a délivré le certificat de retirer ce certificat si l'institution de l'État du lieu du travail émet des doutes et si les mentions ne correspondent pas aux exigences du règlement.

Les institutions en désaccord doivent tenter de se mettre d'accord.

Il leur est loisible d'en appeler à la commission administrative.

Si la commission administrative ne parvient pas à concilier les points de vue, l'État membre du lieu du travail dispose de moyens de faire établir la vérité juridique.

L'organisme de sécurité sociale de l'État du lieu du travail a la possibilité d'exercer un recours devant les juridictions de l'État dont relève l'institution émettrice.

L'État a la possibilité d'engager une procédure en manquement devant la CJUE pour lui demander de déterminer quelle est la législation sociale nationale applicable au travailleur et pour apprécier l'exactitude (ou la fausseté) des mentions figurant sur le certificat.

La CJUE affirme avec autorité que même en cas d'erreur manifeste d'appréciation des conditions d'application des règlements européens et même si l'activité des travailleurs en cause n'entre manifestement pas dans le champ d'application matériel sur la base de laquelle le certificat a été délivré, il convient de respecter la procédure indiquée par la cour pour résoudre les différends entre les institutions de sécurité sociale des différents États quant à la validité ou à l'exactitude du certificat E 101.

Le certificat possède un caractère contraignant et l'institution émettrice détient compétence exclusive pour en apprécier la validité.

L'arrêt de la CJUE du 11 juillet 2018, C-356/15, dans une procédure en manquement exercée par la Commission contre la Belgique, maintient les solutions antérieures relatives au détachement. Les dispositions européennes tendent à ce que le travailleur soit soumis au régime de sécurité sociale d'un seul État. Le cumul de législations nationales doit être évité. En ce qui concerne le travailleur détaché, il n'est pas soumis à la législation de l'État dans lequel il est détaché, mais à la législation de l'État où il exerçait habituellement. Ce sont les autorités de ce dernier État qui délivrent le certificat A 1, attestant que l'intéressé est assuré social dans cet État. Le travailleur détaché n'est pas soumis au régime de sécurité sociale de l'État dans lequel il est détaché. Ces documents s'imposent aux institutions des autres États membres, tant qu'ils ne sont pas retirés ou invalidés par l'État ayant

émis le certificat. Les autorités belges ne peuvent pas unilatéralement décider qu'elles ne sont pas liées par les mentions du certificat. Le certificat A 1 crée une présomption de régularité de l'affiliation du travailleur détaché au régime de sécurité sociale de l'État où est établie l'entreprise qui a détaché ce salarié. Tant qu'il n'est pas retiré ou invalidé, le certificat s'impose à l'ordre juridique de l'État où se trouve le travailleur détaché. L'institution émettrice du certificat doit reconsidérer le bien-fondé de la délivrance du certificat, voire le retirer, si l'institution de l'État du détachement conteste l'exactitude des mentions. En cas de désaccord entre les institutions, il y a lieu de saisir la commission administrative.

La saisine de la commission administrative

[Voir la demande de décision préjudicielle formée par une juridiction autrichienne, C-527/16, le 14 octobre 2016. Le dépôt des conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe a été fait le 31 janvier 2018. Le dossier ne concerne en rien le droit aérien. Il s'agit d'un conflit entre l'organisme de sécurité sociale de Salzbourg et son homologue hongrois à propos de salariés hongrois détachés en Autriche - entre le 1<sup>o</sup> février 2012 et le 13 décembre 2013 - par leur employeur, une entreprise hongroise travaillant dans un abattoir pour le compte d'une entreprise autrichienne. On retrouve la question redondante des effets du document portable A 1. L'affaire a été portée devant la commission administrative, dont la mission est de s'efforcer de concilier les points de vue et qui a donné raison en juin 2016, après avis du comité de conciliation, au point de vue autrichien, le document doit être retiré. L'organisme hongrois campe sur ses positions, il n'a pas retiré A1, rattachant ces 250 salariés à la sécurité sociale hongroise. Le gouvernement hongrois inclinerait au retrait du document. Le dialogue continue cependant entre les deux États d'Autriche et de Hongrie concernant les modalités du retrait, mais il est suspendu dans l'attente de la décision de la Cour de Justice.

Le document portable A 1, délivré en Hongrie, lie, estime l'avocat général, la juridiction autrichienne. La juridiction du pays d'accueil n'a pas à en vérifier la validité.

Quid du document lorsque la commission administrative en a proposé le retrait ? Les décisions de la commission administrative n'ont pas d'effet contraignant. Cette commission n'émet pas de décisions à caractère normatif.

L'Autriche a la possibilité de former un recours en manquement contre la Hongrie, elle peut demander à la Commission d'agir contre la Hongrie.

L'avocat général envisage la situation où l'État d'accueil a statué dans un premier temps en faveur de l'affiliation des salariés à son régime national de protection sociale et où un autre État, concurrent, a émis le document ultérieurement. L'Autriche prétend avoir établi en premier que les travailleurs devaient être soumis au régime autrichien. La Hongrie aurait délivré le document A1 postérieurement. Le document portable A1 s'impose. Il a un effet rétroactif.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 6 septembre 2018.

]

Comment sortir de l'imbroglio lorsque l'autorité émettrice s'obstine, contre l'avis de la commission administrative, à ne pas retirer le document portable A1 irrégulièrement attribué ?

Première possibilité : agir devant les juridictions de l'État de l'instance émettrice pour leur demander l'annulation, l'invalidité, la caducité ou la privation d'effet du document portable A1, irrégulièrement délivré ou maintenu.

Seconde possibilité : le recours en manquement devant la CJUE, conformément aux articles 258 et 259 du TFUE, intenté par la Commission ou par un État. Le succès du recours suppose que soit établi le manquement par l'État émetteur à l'une des obligations prévues par les traités européens.

Ces formalités sont assez lourdes à accomplir - en particulier la seconde - pour faire triompher le principe de légalité, les réformes législatives envisagées allégeraient le processus.

Les principes les mieux établis connaissent toujours quelque tempérament, celui de l'incidence de la fraude en particulier.

## **B. L'exception : la mise à l'écart du document délivré par fraude**

De telles solutions de principe sont-elles maintenues s'il y a fraude à la loi de la part de l'employeur ?

La fraude corrompt tout, disaient les anciens.

Les justiciables ne peuvent se prévaloir frauduleusement ou abusivement des normes de l'Union.



L'interdiction de la fraude et l'abus de droit relèvent d'un principe général du droit de l'Union.  
La justice de l'État d'accueil peut écarter le document portable A 1 lorsque celui-ci a été délivré par fraude.  
C'est ce que la CJUE a décidé dans un arrêt du 6 février 2018.  
Ceci suppose que les exigences légales de la délivrance n'aient pas été satisfaites et que la procédure de dialogue entre institutions ait échoué à raison de l'inaction de l'institution émettrice du certificat.  
La CJUE a initialement statué en droit terrestre, elle a finalement statué en matière aérienne.

#### Les affaires terrestres

La Cour de cassation belge avait interrogé la CJUE sur cette thématique, portant sur des dispositions abrogées depuis 2009 : un juge autre que celui de l'État membre d'envoi peut-il annuler ou écarter un certificat E101, si les faits soumis à son appréciation permettent de constater que ledit certificat a été obtenu ou invoqué de manière frauduleuse ?

La demande de décision préjudicielle date du 24 juin 2016, C-359/16, JOUE du 12 septembre 2016.

L'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe, dans cette espèce étrangère au droit aérien, a considéré le 9 novembre 2017 que la juridiction nationale pouvait, en cas de fraude, laisser inappliqué le certificat de sécurité sociale des travailleurs détachés dans l'Union européenne. Affaire C-359/16, Ömer Altun et autres. Il s'agissait de salariés bulgares du bâtiment, titulaires du certificat E 101 délivré par l'autorité bulgare et affiliés au système bulgare de sécurité sociale, travaillant uniquement en Belgique, leurs employeurs n'ayant quasiment aucune activité en Bulgarie. C'est la présentation par l'employeur de ces salariés comme des travailleurs détachés qui était hautement suspecte.

La Belgique avait demandé à l'organisme bulgare le retrait des certificats en cause, la Bulgarie n'avait pas donné suite.

On saluera le recours aux grands principes juridiques de toute nation civilisée. Le droit européen est un droit technique et froid, il est excellent qu'il ne soit pas lu de façon purement littérale, il mérite d'être vivifié par l'appel aux brocards de la tradition juridique bi millénaire. Il n'en demeure pas moins que le système juridique préfère les solutions d'entente et de collaboration entre organismes nationaux de sécurité sociale, pour éviter autant que possible les prises de position unilatérales et ne pas susciter l'imbroglio.

La CJUE statuant en grand chambre a rendu son arrêt Altun le 6 février 2018, Droit social 2019, p. 775, obs. Renaud Salomon.

Dans ce dossier, l'inspection sociale belge s'était adressée à l'institution bulgare pour que celle-ci réexamine ou retire les certificats E 101 et A 1 qu'elle avait délivrés. Il y a eu un courrier de rappel. L'administration bulgare avait répondu que les conditions de détachement étaient, au moment de la délivrance des certificats, remplies. Mais elle ne donnait pas suite aux constatations effectuées par les autorités belges. Les autorités belges ont alors engagé des poursuites contre l'entreprise bulgare : en particulier l'employeur n'avait pas procédé auprès de l'institution chargée de la perception des cotisations sociales à la déclaration imposée par la loi, l'employeur bulgare n'avait pas fait affilier les travailleurs bulgares travaillant en Belgique à l'office national belge de la sécurité sociale.

Le tribunal d'Hasselt avait acquitté les prévenus, l'occupation des travailleurs bulgares étant couverte par les formulaires E 101 et A 1 légalement délivrés.

La cour d'appel d'Anvers a revanche condamné les prévenus. Elle a estimé que si la Belgique n'avait pas épuisé la procédure, elle n'était pas liée, les certificats ayant été obtenus frauduleusement.

Les prévenus ont alors formé un pourvoi, la Cour de cassation belge a posé une question préjudicielle à la CJUE. Le juge peut-il écarter le certificat obtenu de façon frauduleuse ?

La CJUE répond positivement, à la condition de relever l'inertie ou la complaisance de l'organisme émetteur du certificat litigieux, ainsi que les agissements frauduleux de l'employeur auteur du détachement.

Nous avons vu supra la CJUE consacrer le caractère contraignant du certificat E 101. L'institution émettrice a compétence exclusive pour apprécier la validité du certificat.

L'arrêt poursuit : de telles considérations ne doivent pas toutefois aboutir à ce que les justiciables puissent frauduleusement ou abusivement se prévaloir des normes de l'Union.

L'interdiction de la fraude et de l'abus de droit constitue un principe général du droit.

#### Les conditions posées pour écarter le certificat

. Le premier point est d'ordre objectif. Pour écarter le certificat, il faut établir que les conditions légales pour son obtention ou son maintien étaient absentes.

En l'espèce, l'organisme de sécurité sociale de Belgique, pays dans lequel les travailleurs bulgares ont été détachés, avait saisi l'organisme bulgare ayant délivré les certificats d'éléments donnant à penser que ces

certificats avaient été obtenus frauduleusement. L'organisme bulgare avait, en vertu du principe de la coopération loyale, l'obligation de réexaminer, compte tenu des informations reçues, le bienfondé de la délivrance des certificats et le cas échéant de les retirer. Si l'institution en cause s'abstient de procéder à un nouvel examen, les éléments invoqués par l'organisme de sécurité sociale de l'état du lieu du travail peuvent être invoqués dans une procédure judiciaire intentée pour que la justice (de l'État du lieu du travail) écarte les certificats. L'institution bulgare saisie d'une demande de réexamen et de retrait s'était abstenue de prendre en compte les éléments qui lui avaient communiqués par l'organisme belge.

. Le second point relève d'éléments subjectifs. Il faut établir en justice la fraude de l'employeur. La preuve de la fraude repose sur un faisceau concordant d'indices. L'élément subjectif de la fraude consiste dans la volonté de l'employeur de contourner ou d'éluder les conditions de délivrance des certificats. Ainsi il y a fraude lorsque l'employeur présente erronément la situation des travailleurs détachés ou lorsqu'il y a dissimulation d'une information susceptible d'écarter l'octroi du certificat. L'enquête avait démontré que les entreprises bulgares à l'origine du détachement n'exerçaient aucune activité significative en Bulgarie.

Les certificats avaient été obtenus frauduleusement au moyen d'une présentation des faits ne correspondant pas à la réalité.

Dans de telles conditions le juge (belge) est en droit d'écarter, dans le cadre d'un procès équitable, les certificats. La juridiction belge peut condamner, sur le fondement du droit belge, les employeurs ayant embauché des travailleurs détachés sous le couvert de certificats obtenus de façon frauduleuse.

On remarquera que la mise à l'écart des certificats frauduleusement obtenus suppose la mise en lumière de la carence de l'institution émettrice des certificats, celle-ci n'ayant pas répondu à la communication, par l'organisme de l'État du lieu du travail, de griefs tendant au retrait de ceux-ci. La CJUE sanctionne ainsi l'attitude de l'instance bulgare, qui n'avait pas procédé au réexamen des certificats qu'elle avait émis, alors que l'organisme belge le lui demandait.

Cette jurisprudence est reprise dans l'arrêt de la CJUE du 11 juillet 2018, C-356/15, Commission c. Belgique. Si l'autorité de l'État où travaille effectivement le travailleur détaché estime que le certificat a été délivré frauduleusement, s'ouvre un dialogue entre cette institution et l'institution ayant émis et délivré le certificat. L'institution émettrice, au nom du principe de coopération loyale, doit réexaminer si le certificat a été correctement délivré. Si ce n'est pas le cas, elle doit le retirer.

Si l'institution émettrice se trouve en carence, si elle ne procède pas dans un délai raisonnable au réexamen du dossier, s'ouvre la possibilité d'une procédure judiciaire pour que le juge de l'État où le travailleur détaché opère écarte le certificat à tort délivré. La personne qui a eu recours à des travailleurs détachés sous le couvert de certificats obtenus de façon frauduleuse est susceptible de voir sa responsabilité être engagée selon le droit national applicable. Cette personne, avant que le juge écarte le certificat et la déclare responsable, doit bénéficier d'un procès équitable.

On retrouve cette jurisprudence avec l'arrêt rendu par la Cour de Justice le 2 mars 2023 en matière de transport routier, affaire C-410/21 et C-661/21, sur renvoi de la Cour de cassation de Belgique.

Un certificat A 1 délivré par l'institution compétente d'un État membre lie les institutions et les juridictions de l'État membre dans lequel le travail est effectué, y compris lorsque, à la suite d'une demande de réexamen et de retrait adressée par l'institution compétente de ce dernier État membre à l'institution émettrice, celle-ci a déclaré suspendre provisoirement les effets contraignants de ce certificat jusqu'à ce qu'elle statue définitivement sur cette demande.

Toutefois, dans de telles circonstances, une juridiction de l'État membre dans lequel le travail est effectué, saisie dans le cadre d'une procédure pénale diligentée contre des personnes soupçonnées d'avoir obtenu ou utilisé frauduleusement le même certificat A 1, peut constater l'existence d'une fraude et écarter en conséquence ce certificat, pour les besoins de cette procédure pénale, pour autant, d'une part, qu'un délai raisonnable s'est écoulé sans que l'institution émettrice ait procédé au réexamen du bien fondé de la délivrance de ce même certificat et ait pris position sur les éléments concrets soumis par l'institution compétente de l'État membre d'accueil qui donnent à penser que ledit certificat a été obtenu ou invoqué de manière frauduleuse, le cas échéant, en annulant ou en retirant le certificat en cause, et, d'autre part, que les garanties inhérentes au droit à un procès équitable qui doivent être accordées à ces personnes soient respectées.

Dans la première affaire, c'est l'autorité de Slovaquie qui avait délivré le certificat à un transporteur travaillant en fait en Belgique et qui s'était contentée de le suspendre provisoirement sans le retirer ou l'annuler rétroactivement. La CJ est contraire à cette façon de procéder. L'autorité émettrice, sollicitée, maintient le certificat qu'elle avait délivré, ou elle le retire purement et simplement.

Les affaires aériennes

Les affaires **Vueling**

La jurisprudence se précise au gré des espèces, l'arrêt de la CJUE du 2 avril 2020 répugne, pour sanctionner la fraude, à des mesures trop abruptes prises à l'échelon de l'État d'accueil. Un dialogue doit être mené au préalable entre les différentes institutions, le retrait des certificats n'est autorisé que lorsque la carence ou le mauvais vouloir de l'institution émettrice du certificat suspect est in fine trop manifeste.

La compagnie aérienne espagnole Vueling a eu recours dans les années 2007/2008 au détachement en France, dans des conditions discutables, de pilotes maintenus sous le régime de la sécurité sociale espagnole.

Deux formations de la Cour de cassation, la chambre criminelle et la chambre sociale de la Cour de cassation, ont connu de ces pratiques suspectes, voire illicites, et les a condamnées, considérant que le recours au détachement était exclu et que les salariés devaient, à raison du lieu de travail dans une succursale située en France, relever du régime français de sécurité sociale.

L'arbitrage de la CJUE a été demandé dans deux affaires distinctes, relatives, cependant, à la situation du même pilote Jean-Luc Poignant : l'une concerne le pilote lui-même qui réclame des indemnités, l'autre un organisme de retraite se disant privé de rentrée de cotisations par la malice de Vueling.

1° affaire

C'est le statut des salariés de Vueling travaillant sur le site de Roissy au regard de la sécurité sociale française qui est en débat.

Le litige oppose la **caisse de retraite** du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, CRPNPAC, au transporteur à bas coût Vueling, qui a son siège au Prat de Llobregat, où est situé l'aérodrome de Barcelone.

La société espagnole a ouvert une base à Roissy, ayant donné lieu à inscription au registre du commerce et des sociétés. Depuis le 21 mai 2007, cette société organise des vols entre Roissy et des aéroports espagnols.

Plusieurs dizaines de navigants, pilotes, hôtesses de l'air, travaillent à partir de cette base. Ils sont soumis au droit espagnol, au titre d'un détachement en France. L'organisme espagnol a délivré le certificat afférent.

(Selon M. Kessler, le certificat a même été renouvelé une fois)

Le débat concerne l'effet attaché en matière aérienne au certificat E 101.

Le tribunal de Bobigny demande le 19 juin 2017 à la CJUE, affaire C-370/17, d'indiquer si l'effet doit être conservé, alors même que ce certificat a été obtenu à la suite d'une fraude ou d'un abus de droit constaté par une juridiction de l'État où le salarié exerce son activité.

Les salariés avaient été placés sous l'empire du droit espagnol de la sécurité sociale. Le transporteur employeur espagnol s'était fait remettre le certificat E 101 par l'organisme espagnol de sécurité sociale.

Le tribunal français est disposé à y voir une fraude au CAC, à raison d'un travail effectué à partir d'une base située en France. Le transporteur exhibe pour se disculper le certificat. L'autorité française n'est pas ordinairement disposée à lui conférer force probante, le considérant avoir été obtenu par un artifice frauduleux.

Nous disposons des conclusions, qui tournent parfois au réquisitoire, de l'avocat général, déposées le 11 juillet 2019, dans cette affaire ainsi que dans l'affaire subséquente. L'arrêt de la cour a été rendu le 2 avril 2020, la solution retenue est moins expéditive.

2° affaire

La chambre sociale de la Cour de cassation, dans un arrêt du 10 janvier 2018, n° 16-16713, observations sur le site IK. Pratique par Crosnier et Bloch, forme, dans une affaire Vueling c. **Jean-Luc Poignant**, un renvoi préjudiciel devant la CJUE.

Jean-Luc Poignant. a été embauché comme copilote par Vueling à compter du 21 avril 2007, le contrat de travail est soumis au droit espagnol.

Il est détaché dès le 14 juin 2007 à l'aéroport de Roissy.

Il démissionne, puis se rétracte en mai juin 2008. Le contrat de travail est rompu. Il demande à la juridiction prud'homale diverses indemnités, dont une au titre du travail dissimulé.

[Parallèlement Vueling avait été condamnée, au pénal, en France, pour travail dissimulé de 11 salariés, dont le pilote Jean- Luc P., cf. infra]

La cour de Paris condamne dans un arrêt du 4 mars 2016 l'employeur au regard du droit français de la sécurité sociale.

La compagnie est condamnée à payer 26 422 euros au titre de l'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé, 3600 euros pour absence de cotisations en France. La cour de Paris considère que le pilote, dans la période du détachement en France, aurait dû bénéficier du droit français, qu'il aurait dû cotiser à la caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, que cette absence de cotisations le prive d'une majoration de sa pension de retraite de 300 euros par mois, soit 3600 euros pour la période de 12 mois de la durée d'exécution en France de son contrat de travail.

L'affaire vient en cassation, devant la chambre sociale.

L'employeur conteste en particulier la condamnation à payer l'indemnité forfaitaire pour travail dissimulé et celle pour absence de cotisations sociales en France.

Vueling prétend avoir respecté la réglementation européenne, la société se prévaut de certificat E 101 délivré par l'administration espagnole pour le pilote. Ce certificat n'a pas été retiré, il attestait de l'affiliation du salarié au régime espagnol de sécurité sociale, ce qui excluait toute dissimulation d'activité pour défaut d'affiliation en France.

La chambre sociale donne le sentiment que Vueling n'a pas respecté le droit européen. La situation du pilote doit être appréciée, non sur le fondement de l'art 14, point 1, concernant le détachement, mais sur celui de l'art. 14, point 2. Le navigant d'une entreprise faisant du transport international de passagers par voie aérienne, lorsqu'il est occupé par une succursale d'une entreprise ayant cette succursale ou représentation permanente dans un État autre que celui de son siège, est soumis à la législation de sécurité sociale de l'État où se trouve la succursale. Vueling possède une base à Roissy, qui occupe le copilote, celui-ci est soumis au droit social français. La cour d'appel avait vu une fraude dans l'obtention en Espagne du certificat E 101, qui mentionnait Roissy comme lieu d'activité.

(Il y aurait eu des déclarations mensongères, indique l'avocat général, cf. infra, sur le lieu de résidence)

Il y a donc un doute quant au statut du pilote :

Faut-il le considérer comme un salarié de droit social espagnol détaché en France ?

Ou faut-il voir en lui un salarié affecté à Roissy à la succursale de Vueling ?

Il y a une autre difficulté d'ordre juridique au cas où la compagnie serait blanchie, c'est le respect de la règle de l'autorité de chose jugée au pénal sur le civil. La compagnie espagnole avait été condamnée en France au pénal dans ce dossier pour travail dissimulé. Le juge civil ne méconnaîtrait-il pas ce principe s'il considérait qu'il n'y avait pas eu travail dissimulé ?

La Cour de cassation, pour trancher l'imbroglio, a renvoyé avec sagesse dans un arrêt du 10 janvier 2018 l'examen du tout à la CJUE, la demande de décision préjudicielle est du 19 janvier 2018, affaire C-37/18.

Les conclusions de l'avocat général près la CJUE

Les conclusions ont été déposées dans cette affaire CRPNPAC c. Vueling par l'avocat général Henrik Saugmandsgaard le 19 juillet 2019. Elles visent aussi bien l'affaire C-370/17 que l'affaire C-37/18.

Cette affaire Vueling est traitée sur le fondement de dispositions européennes qui ne sont plus depuis longtemps de droit positif, comme le règlement 1408/71 et le règlement d'application 574/72. Il n'en demeure pas moins que les conclusions de l'avocat général et que les dispositions de l'arrêt du 2 avril 2020 de la CJUE conservent toute leur valeur dans les affaires soumises au droit nouveau, en particulier en ce qui concerne les modalités de la sanction de la fraude à la loi qui serait pratiquée par des transporteurs à bas coûts usant à outrance de la ficelle de l'optimisation fiscale ou sociale.

Les dispositions actuellement en vigueur, sans supprimer le risque de fraude en matière d'emploi de pilote salarié, le réduisent cependant sensiblement, d'autant que le recours au détachement de personnel est mieux encadré que jadis et se fait plus rare, voire déclaré inapplicable, en matière aérienne.

Parcourons les savantes et sévères conclusions de l'avocat général.

Les conclusions font rappel de l'arrêt de la chambre criminelle du 11 mars 2014 ayant avalisé la condamnation pénale de Vueling pour travail dissimulé. La compagnie ne pouvait se prévaloir des dispositions européennes en matière de détachement.

Les conclusions relatent le dialogue infructueux mené entre 2012 et 2015 entre les deux administrations, française et espagnole, de sécurité sociale, l'URSSAF de Seine-et-Marne et la tesoreria general de la seguridad social de Cornellà de Llobregat. Dans un premier temps, l'organisme espagnol avait accepté d'annuler les certificats, un recours hiérarchique a cependant été formé par Vueling, l'administration espagnole a rejeté le recours, puis a refusé d'annuler les certificats pour des motifs obscurs. L'Espagne, semble-t-il, ne voulait pas rembourser les cotisations perçues. Une vidéoconférence entre les deux administrations n'avait pas permis de surmonter le désaccord.

(On ne comprend pas très bien la position espagnole. Soit les certificats avaient été délivrés à raison, le pilote devant être maintenu dans le régime espagnol de sécurité sociale en dépit de son détachement en France. Soit ils devaient être retirés, les conditions du détachement temporaire n'étant pas remplies, l'Espagne devant alors restituer les cotisations qui avaient été perçues à tort et le transporteur espagnol devant alors payer à l'URSSAF les cotisations éludées. Cf. conclusions de l'avocat général, note 66.)

La CRPNPAC, qui gère le régime de retraite complémentaire du personnel aérien, a agi en 2008 devant le tribunal de Bobigny pour demander la condamnation, au civil, du transporteur aérien. D'où la demande de décision préjudicielle formée devant la CJUE.

L'embauche de Jean-Luc Poignant comme copilote par Vueling sous contrat de travail soumis au droit espagnol date du 21 avril 2007.

Le salarié est détaché à Roissy le 14 juin 2007.

Il démissionne en 2008, se rétracte, prétend avoir été licencié, réclame des dommages intérêts pour travail dissimulé et l'absence de cotisation à la sécurité sociale française.

Il est débouté par le conseil des prud'hommes, qui considère le détachement comme régulier.

Il obtient satisfaction en appel.

Vueling se pourvoit en cassation.

La chambre sociale estime que les certificats ont été délivrés à tort pour détachement, alors que la situation relevait de la situation d'un salarié opérant sur le territoire de deux États, salarié occupé par une succursale (Roissy), avec soumission à la loi française, loi du territoire de la succursale. La mention de Roissy comme lieu d'activité étant de nature à révéler l'obtention des certificats de façon frauduleuse.

(Le transporteur espagnol est présenté dans le débat comme un fraudeur. Il n'y avait pas détachement, mais travail dans une succursale en France. Le débat va porter sur le point de savoir si le juge français est habilité ou non à écarter les certificats obtenus par fraude. Le comportement frauduleux de Vueling est acquis. L'avocat général consacrera ultérieurement dans ses conclusions un développement nourri pour convaincre la cour que le transporteur espagnol s'était rendu coupable d'une déclaration frauduleuse, cf. infra.)

La chambre sociale demande à la CJUE si le caractère contraignant des certificats s'applique en l'espèce.

Vueling avait été condamné pénalement dans ce dossier, la question se pose également de savoir si le principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil s'oppose à la non-condamnation au civil du transporteur espagnol.

L'avocat général rappelle la solution donnée par l'arrêt Altun, conférant au juge de l'État d'accueil la possibilité d'écarter le certificat E 101 obtenu ou invoqué frauduleusement.

Il demande qu'elle soit précisée, concernant le préalable du dialogue à mener entre les institutions de sécurité sociale des deux États concernés.

Les uns prétendent que le juge de l'État d'accueil ne peut écarter les certificats obtenus frauduleusement que si le dialogue a été mené et que si l'autorité qui a émis le certificat n'a pas procédé dans un délai raisonnable au réexamen du certificat dans un délai raisonnable.

D'autres - et ce sera l'opinion de l'avocat général - défendent une interprétation plus large des pouvoirs à reconnaître au juge de l'État d'accueil. Celui-ci peut et même doit écarter les certificats dès qu'il dispose d'éléments objectifs permettant de constater la fraude.

(Cette thèse favorise la pratique de l'unilatéralisme au profit du juge de l'État d'accueil. Il est préférable, nous

semble-t-il, que la reconnaissance de la délivrance erronée du certificat soit admise par les deux administrations, sinon que le désaccord soit tranché par un juge super partes. L'administration française de la sécurité sociale aurait pu assigner en justice l'organisme espagnol pour le contraindre à retirer le pilote du régime espagnol où il aurait été maintenu à tort, quitte à demander au juge espagnol, si le demandeur craignait de sa part une interprétation partielle, un renvoi en interprétation devant la Cour de justice.)

L'avocat général fait de la lutte contre la fraude un impératif, ce qui est une noble ambition.

L'avocat général reconnaît que tant que le certificat n'est pas retiré ou annulé par l'organisme émetteur, il subsiste.

S'il préconise que le tribunal de l'État d'accueil puisse l'écarter pour fraude, ceci ne vaudrait que pour l'espèce dont le juge est saisi.

Il considère que le juge de l'État d'accueil peut écarter le certificat, même si l'autorité émettrice après examen a décidé de le maintenir. Un tribunal a une autorité distincte de celle d'un simple organe administratif.

(Il y a un inconvénient, la société a fait immatriculer son navigant au régime espagnol, l'avocat général tend à admettre que le pilote soit couvert parallèlement par le régime français. Alors que le droit européen établit le principe de l'unicité de régime de sécurité sociale.)

L'avocat général consacre ensuite de substantiels développements à la présence et à l'existence en l'espèce d'une fraude manifeste commise par Vueling. Les instances françaises ont très rapidement posé le postulat selon lequel l'opération de détachement concernant J.L.P. était entachée de fraude.

Cette question mérite d'être discutée.

L'avocat général plaide pour une conception autonome de la fraude, non selon le droit national français, mais selon le droit européen.

Un élément objectif : les conditions d'obtention du certificat E 101 n'étaient pas en l'espèce réunies.

Un élément subjectif : l'intention de contourner ou d'éluder les conditions légales de délivrance du certificat.

(Nous ne voyons pas en quoi cette conception de la fraude s'éloignerait des enseignements de notre maître José Vidal. La fraude consiste en une mise en scène, une machination, pour échapper intentionnellement à une règle obligatoire.)

L'avocat général met en exergue les pratiques des compagnies à bas coût, qui font du point à point, elles disposent en général d'une base principale d'exploitation, elles effectuent en général des liaisons assez courtes, les aéronefs font des rotations entre deux destinations à un rythme soutenu. Elles positionnent auprès des aéroports desservis des équipements et du personnel. Certaines de ces compagnies ont recruté du personnel qui est affecté à ces bases secondaires, éventuellement situées sur le territoire d'États distincts de l'État du siège principal. Elles ont voulu maintenir ce personnel sous l'empire de la législation de l'État du siège principal. Ce personnel a parfois été envoyé en « détachement » aux bases secondaires.

Vueling a demandé et obtenu les certificats E 101 sur le fondement des dispositions en matière de détachement des salariés.

L'avocat général, sur la base des dispositions anciennes applicables à la cause - des règlements de 1971 et 1972 - , estime que Vueling ne remplissait pas les conditions pour maintenir son salarié affecté à Roissy sous l'empire du régime espagnol de sécurité sociale.

L'article 13 pose la solution de principe : La personne qui exerce une profession salariée sur le territoire d'un État membre est soumise à la législation de cet État.

C'est l'application du principal territorial. C'est la *lex loci laboris* qui est compétente.

Peu importe la résidence du salarié, peu importe le siège de l'employeur. C'est le lieu réel du travail qui est déterminant.

L'article 14 présente des règles particulières, présentant des exceptions et tenant compte de certaines particularités, ce qui va faire difficulté.

L'article 14 comporte deux points, l'un concerne le détachement, l'autre est relatif à la situation du salarié exerçant une activité salariée sur le territoire de deux ou plusieurs États membres.

Le point 1 concerne le salarié détaché. Il s'agit d'une personne qui exerce une activité salariée sur le territoire

d'un État membre au service d'une entreprise dont elle relève.

Le salarié qui est détaché pour aller travailler dans un autre État membre demeure sous certaines conditions soumis à la législation du 1<sup>o</sup> État membre.

Le **point 2** concerne la personne qui exerce normalement une activité salariée sur le territoire de deux ou plusieurs États membres.

Le **point a)** du **point 2** vise la personne qui fait partie du personnel navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux de passagers ou de marchandises par voie ... aérienne.

Cette personne est en principe soumise à la loi du siège de cette entreprise.

Le **petit i)** du **point a)** apporte cependant une exception lorsque le salarié est occupé par une succursale ou une représentation permanente relevant de cette entreprise et située dans un autre État membre.

Dans cette hypothèse, le salarié est soumis à la législation de l'État de situation de cette succursale ou de cette représentation permanente.

Ces règles sont assez claires, on les retrouve différemment formulées et avec une numérotation différente dans les articles des règlements actuellement en vigueur.

C'est là que l'avocat général va se faire persuasif en épousant la cause du pilote fallacieusement détaché.

Il considère que les règles de l'art. 14, point 1, sur le détachement sont inapplicables, quant à la détermination de la loi gouvernant la couverture sociale, au personnel navigant d'un transporteur effectuant du transport international de passagers. Elles ne concernent qu'un travailleur sédentaire. Un navigant, à la différence d'un salarié détaché, ne quitte pas un État pour travailler dans un autre État membre, il est volant, il effectue des vols sur des lignes aériennes entre des aéroports relevant d'États membres différents, il doit uniquement relever de la disposition concernant le travailleur qui effectue un travail entre deux ou plusieurs États membres.

L'avocat général ne soutient pas à la lettre que le transporteur ne peut pas avoir recours au mécanisme du détachement, il soutient que, même s'il y a détachement, la détermination de la loi gouvernant le régime ne relève pas des règles propres au détachement, mais des règles de droit commun concernant la situation d'un salarié travaillant dans deux ou plusieurs États. Le personnel en cause est uniquement soumis à la loi nationale désignée par les dispositions relatives au navigant travaillant à partir du territoire de deux ou plusieurs États membres.

Ces dispositions ont un caractère de principe pour les navigants internationaux. Le droit du détachement a un caractère dérogatoire, la dérogation doit être appliquée strictement.

Le détachement est donc inconcevable ou sans effet en matière de navigation aérienne.

(Les deux situations sont pourtant distinctes. L'art. 14 envisage dans ses deux points deux situations différentes. Les deux dispositions sont égales en dignité et d'égale force juridique. Le détachement est une situation temporaire, au bout de quelques mois le salarié détaché reprend son travail au lieu qu'il avait quitté. Pourquoi priver le monde de la navigation aérienne de la faculté du détachement qui relève du droit commun ? Les dispositions propres au salarié travaillant à l'international sont distinctes, elles concernent des situations stables et permanentes, elles ne visent pas des situations mouvantes où le salarié change en quelque mois de lieu d'exécution de son service. Ce n'est pas parce que les textes prévoient une règle de rattachement dans l'hypothèse où le pilote travaille dans deux États membres et, ici, en France dans une succursale de son employeur que cela exclue forcément le recours au détachement et à la règle de maintien de la législation sociale antérieure à celui-ci. Les deux dispositifs ne s'excluent pas forcément l'un l'autre. Le règlement prévoit des dispositions quant à la loi applicable en cas de détachement. Il présente des dispositions qui, en dehors de l'hypothèse du détachement, sont relatives à la détermination de la loi applicable à la loi gouvernant le régime de sécurité sociale lorsque le navigant travaille à partir de deux ou de plusieurs États. On voit mal pourquoi l'art. 14 point 2 exclurait le cas envisagé par l'art. 14 point 1.)

L'avocat général en déduit naturellement que les certificats E 101 ne pouvaient pas être délivrés sur le fondement des dispositions propres au détachement. Ce qui caractérise l'élément objectif de la fraude.

Il considère que la loi applicable au régime de sécurité sociale était en l'espèce, conformément aux dispositions européennes alors en vigueur sur un travail entre deux États membres, la loi française. Vueling avait alors en effet une succursale en France à Roissy, et le pilote y était occupé.

L'avocat général consacre ensuite des explications concernant l'élément subjectif de la fraude, qu'il estime

présent en l'espèce. Cet élément consiste dans l'intention de contourner ou d'éluder les conditions de délivrance du certificat E 101.

La preuve d'une intention frauduleuse peut découler d'une action volontaire, telle que la présentation erronée de la situation réelle du travailleur détaché ou de l'entreprise détachant ce travailleur, ou d'une omission volontaire, telle que la dissimulation d'une information pertinente.

La défense de la cause de Vueling s'annonce ici périlleuse, cette compagnie en effet avait embauché du personnel en grand nombre au titre du détachement, déclaré domicilié au siège de la société, alors que ces navigants étaient français, habitaient la France et qu'ils n'avaient guère travaillé pour la compagnie à Barcelone avant d'être envoyés en France. Ces faits ne fortifiaient pas la présomption de bonne foi de la compagnie victime d'une simple erreur. L'astuce pour échapper au régime français paraissait quelque peu empreinte de lourdeur. Un fraudeur doit faire preuve d'une plus grande habileté. Il est licite d'être habile, mais le sujet de droit ne doit pas franchir la ligne rouge séparant l'habileté consommée de la machination entreprise pour contourner une règle obligatoire.

L'avocat général estime que l'opération de détachement du pilote français en France était artificielle.

(Que Vueling ait opté pour la solution qui était pour elle la plus avantageuse est hors de doute. Qu'il y ait eu astuce, habileté de sa part, soit. Pour qu'il y ait fraude, il faut cependant qu'on relève chez le sujet le dessein d'échapper à une règle indiscutablement obligatoire. La détermination de la règle de rattachement est pourtant en l'espèce encore controversée en 2019, alors que les faits remontent à 2007. Comme l'écrit l'étude de la Commission, il peut être difficile de déterminer la législation en matière de sécurité sociale qui s'applique. Le doute devrait profiter au défendeur, auquel on pourrait seulement reprocher, à supposer le détachement prohibé, un pari risqué ayant conduit le transporteur à faire immatriculer le pilote sous régime espagnol, alors qu'il aurait dû être soumis, au terme d'un long processus d'incertitude, au régime français. Toute erreur n'est pas fautive. Le dessein de conserver le régime espagnol n'est pas en soi, en présence de dispositions obscures, criminel.)

(Là où on pourrait se faire critique, c'est en ce qui concerne le respect des conditions du détachement. Pour que celui-ci soit possible, il faut selon l'art. 14, point 1, pris à lettre, que la personne dont il s'agit exerce une activité salariée sur le territoire d'un État membre au service d'une entreprise dont elle relève normalement. Il fallait, avant d'envisager tout détachement, que le navigant ait exercée réellement au préalable en Espagne une activité salariée, qu'il ait volé sur des lignes internes ou internationales organisées et desservies depuis l'Espagne ou qu'il se soit entraîné depuis le sol espagnol. On peut craindre que cette activité ait été purement fictive. Pour sa défense, le transporteur pourrait faire valoir que M. P. a été engagé le 21 avril 2017 et détaché par avenant le 14 juin. Question de fait, il faudrait déterminer quelle a été la réelle activité de ce copilote durant ces quelques semaines précédant son détachement et si cette activité était tournée vers l'Espagne. M. Kessler dans sa note évoque une période de formation. Sinon, on rejoindrait l'appréciation de l'avocat général selon laquelle l'opération de détachement aurait été en l'espèce entachée d'artifice.)

Sa conclusion est nette : Le juge de l'État d'accueil (en l'espèce la France) est compétent pour écarter un certificat E 101 dès lors qu'il dispose des éléments établissant que ce certificat a été obtenu ou invoqué frauduleusement.

Le déroulement du dialogue entre institutions compétentes est sans incidence sur cette compétence.

L'avocat général clôt ses savantes explications en se penchant sur l'incidence en la cause de décisions pénales antérieures ayant condamné Vueling en France pour travail dissimulé.

On quitte le droit aérien pour entrer dans le domaine des relations et des interférences entre la procédure pénale et la procédure civile.

Dans l'hypothèse où la CJ déciderait, contre l'avis de l'avocat général, que le juge civil français ne peut écarter le certificat, le juge français devrait-il refuser de condamner la compagnie espagnole, alors que celle-ci a été antérieurement condamnée par la juridiction répressive. Le juge civil ne risquerait-il pas alors de méconnaître l'autorité de la chose jugée au pénal qui s'impose normalement au civil ?

L'avocat général propose une analyse subtile.

Il est légitime – comme le prévoit le droit français – que les juridictions civiles ne rendent pas, à propos des mêmes faits, des décisions qui contredisent des décisions pénales devenues définitives.

Il convient cependant que le principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil ne porte pas atteinte à l'effectivité du droit de l'Union.

Il convient de mettre en balance ces deux objectifs.

Le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce que la décision de condamnation, dans son dispositif, ne puisse être remise en cause.

En revanche, cette autorité de chose jugée ne doit pas s'étendre aux qualifications retenues par le juge pénal, si leur incompatibilité avec le droit de l'Union porterait une atteinte trop importante à l'effectivité du droit de



l'Union.

L'avocat général conclut : Le droit de l'Union s'oppose à ce qu'une juridiction nationale, tenue en application de son droit interne par l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil, tire les conséquences d'une décision pénale incompatible avec le droit de l'Union en condamnant un employeur à des dommages et intérêts envers un travailleur du seul fait de la condamnation pénale de cet employeur pour les mêmes faits.

## L'arrêt

La **CJUE**, statuant en grand 'chambre, a rendu son **arrêt** le **2 avril 2020**,  
Bulletin Joly Travail, n° 5, p. 12, note Francis Kessler (qui n'y accorde qu'un intérêt second à la situation des personnels navigants aériens),  
Revue de droit du travail, 2020 p. 380, La lutte contre la fraude sociale éclipsée par le dialogue administratif, chronique par Konstantina Chatzilaou.  
Jurisprudence Sociale Lamy, n° 498, 18 mai 2020, Lutte contre le détachement frauduleux : la CJUE multiplie les obstacles, par Hélène Nasom-Tissandier

La décision de la cour européenne s'éloigne assez sensiblement, ce qui est exceptionnel, des préconisations figurant dans les conclusions de l'avocat général, moins sur le fond, que sur le processus destiné à faire apparaître la fraude du déclarant. La CJUE, sans exclure, in fine, la mise à l'écart par l'État d'accueil des certificats indument délivrés, impose le recours préalable au dialogue entre les administrations en désaccord, celle de l'État d'origine, émettrice des certificats, et celle de l'État d'accueil, dans lequel ou à partir duquel le navigant travaille effectivement.

Les premiers considérants de l'arrêt donnent le sentiment de l'acceptation par la cour de la thèse des instances françaises : les certificats ont été à tort délivrés par l'institution catalane, les navigants sont installés sur la base de Roissy de la compagnie Vueling, quant à la solution du conflit de lois en matière de régime de sécurité sociale : ces navigants ne relèvent pas des dispositions concernant le détachement de salariés d'un État dans un autre État, mais des dispositions propres aux navigants exerçant une activité salariée sur le territoire de deux ou plusieurs États membres et occupés par une succursale possédée par le transporteur aérien dans un État autre que celui de son siège.

L'arrêt commence par rappeler le principe général.

Les justiciables ne peuvent frauduleusement ou abusivement se prévaloir des normes de l'Union.

La constatation de l'existence d'une fraude entachant la délivrance d'un certificat E 101 repose sur un faisceau d'indices.

Ces indices établissent la réunion d'un élément objectif et d'un élément subjectif.

L'élément objectif constitutif de la fraude consiste en ce que les conditions d'obtention du certificat ne sont pas remplies. Il faut un certificat illicitement délivré.

L'élément subjectif réside dans l'intention des auteurs de contourner ou d'éluder les conditions de délivrance du certificat, en vue d'en obtenir un avantage. Le sujet de droit a eu l'intention d'échapper à la règle.

En ce qui concerne l'élément objectif, l'arrêt, au considérant 53, rappelle que les certificats litigieux ont été délivrés au titre de l'art. 14, point 1, qui concerne l'hypothèse du détachement.

Or, selon l'art. 14, point 2, le navigant effectuant des vols internationaux et occupé par une succursale est soumis à la législation sociale de l'État de situation de la succursale.

(La Cour de Justice admet ainsi le raisonnement des juridictions de renvoi et écarte ainsi, sans argumenter très longuement, le recours à la solution propre au détachement.)

En ce qui concerne l'élément subjectif de la fraude, le considérant 59 de l'arrêt fait état pour l'estimer établi de documents remis dans l'instance devant la cour d'appel de Paris dans lesquels la compagnie était informée de l'obligation de faire assujettir les salariés travaillant à l'établissement de Roissy au régime français et de sa connaissance que les salariés avaient été déclarés par elle domiciliés en Espagne alors qu'ils résidaient pour la plupart en France. L'aveu !

(La compagnie aurait-elle été assez naïve pour remettre en justice un dossier aussi contraire à ses intérêts ?)

Les instances françaises étaient donc amenées à considérer disposer d'indices donnant à penser que les certificats délivrés sur le fondement de l'art. 14, point 1, avaient été obtenus ou invoqués de manière frauduleuse.

On pouvait croire, en transposant l'adage « Roma locuta est, causa finita est », la curie de Luxembourg prenant la place du pontife, que le sort de Vueling était à ce stade scellé. Le retrait par la juridiction française des certificats obtenus par fraude était avalisé.

Que nenni. La CJUE refuse toute solution brusque, elle opte pour un traitement étalé dans le temps des déclarations inexactes ou frauduleuses, même si le retrait des certificats obtenus par fraude apparaît à terme inéluctable, au moins en théorie.

Le considérant 61 démontre la volonté de la cour de procrastiner dans ce type d'affaires. Elle est hostile aux solutions expéditives.

La présence de ces indices ne saurait suffire pour que les instances françaises constatent de façon définitive l'existence d'une fraude et écartent les certificats E 101.

L'arrêt de façon didactique va donc indiquer comment le processus de mise à l'écart de certificats irrégulièrement délivrés doit être mené.

La cour met en avant le principe de coopération loyale et celui de confiance mutuelle.

Le certificat E 101 vise à faciliter la libre circulation des travailleurs et la libre prestation de services.

Il s'impose aux juridictions de l'État d'accueil (la France en l'occurrence) dans la mesure où il crée une présomption de régularité de l'affiliation du travailleur concerné.

Tant que le certificat n'est pas retiré ou déclaré invalide, les juridictions de l'État d'accueil doivent tenir compte du fait que le travailleur concerné est déjà soumis à la législation sociale de l'État dont l'institution a émis ce certificat.

Lorsque l'institution de l'État d'accueil émet des doutes sur l'exactitude des faits à l'origine de la délivrance du certificat, l'institution qui a émis le certificat a l'obligation de reconsidérer le bienfondé de cette délivrance et le cas échéant de le retirer.

[La Cour de Justice, dans un arrêt du 16 novembre 2023, décide que l'autorité qui a émis le certificat A1 et qui constate ultérieurement, lors d'un réexamen d'office, l'inexactitude des éléments ayant été à la base de la délivrance de ce certificat, peut retirer ce certificat. Elle n'est pas tenue d'engager au préalable la procédure de dialogue et de conciliation prévue à l'article 76 du règlement n° 883/2004, avec les institutions compétentes des États concernés en vue de déterminer la législation nationale applicable. Affaire C-422/22.]

Si les institutions ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le choix de la disposition aux fins de déterminer la législation applicable, il leur est loisible d'en appeler à la commission administrative, afin de concilier leurs points de vue.

En cas de suspicion de fraude, la mise en œuvre de cette procédure revêt une importance particulière, elle permet aux deux administrations d'engager un dialogue et de mener une enquête, afin de dissiper ou de confirmer la réalité des doutes.

Admettre trop facilement la mise à l'écart unilatérale des certificats par les autorités de l'État d'accueil risquerait d'entraîner une atteinte au principe de l'unicité de régime social : cotisations dues dans les deux systèmes, difficulté de restitution ... alors que la réalité de fraude n'est pas encore certaine.

Cette procédure constitue un préalable obligatoire pour déterminer si l'existence de la fraude est établie.

Si une procédure judiciaire est menée contre un employeur soupçonné d'avoir obtenu de façon frauduleuse des certificats E 101, la juridiction de l'État d'accueil ne saurait ignorer cette procédure.

Le droit national ne peut pas affecter l'effet reconnu aux normes de l'Union sur le territoire des États. Permettre à une juridiction, saisie par une autorité pénale, de déclarer invalide le certificat s'il existe des indices de fraude, indépendamment du déroulement de la procédure, serait compromettre le système fondé sur la coopération loyale entre institutions des différents États.

Ce n'est que si la procédure a été enclenchée et que l'institution émettrice s'est abstenu de procéder au réexamen du bien-fondé de ces certificats et de prendre position, dans un délai raisonnable, que les indices doivent pouvoir être mis en avant dans une procédure judiciaire, pour que le juge de l'État d'accueil puisse écarter les certificats – à la condition que les personnes objet du reproche puissent réfuter les éléments sur lesquels se fonde cette

procédure dans le cadre d'un procès équitable.

Le considérant 78 pose deux conditions cumulatives pour que la juridiction de l'État d'accueil puisse écarter les certificats frauduleusement délivrés.

1° condition : il faut que l'institution émettrice, ayant été saisie promptement par l'institution de l'État d'accueil d'une demande de réexamen du bien-fondé de la délivrance des certificats, se soit abstenue de procéder à un tel réexamen et de prendre position dans un délai raisonnable sur cette demande.

2° condition : il faut que les éléments communiqués par l'instance de l'État d'accueil permettent à cette juridiction de constater, dans le respect des garanties inhérentes au droit à un procès équitable, que les certificats en cause ont été obtenus ou invoqués de manière frauduleuse.

La juridiction de l'État d'accueil saisie de la validité de certificats E 101 est tenue de rechercher au préalable si la procédure a été, en amont de sa saisine, enclenchée par l'institution de l'État d'accueil par le biais d'une demande de réexamen et de retrait de ces certificats, et, si tel n'a pas été le cas, de mettre en œuvre les moyens de droit à sa disposition afin d'assurer que l'institution de l'État d'accueil enclenche cette procédure.

La juridiction de l'État d'accueil ne peut se prononcer de manière définitive sur l'existence d'une fraude et écarter les certificats que si elle constate, après avoir pour autant que de besoin procédé à la suspension de la procédure judiciaire en vertu de son droit national - que, si la procédure ayant été promptement enclenchée, l'institution émettrice de certificats E 101 s'est abstenue de procéder au réexamen de ces certificats et de prendre position, dans un délai raisonnable, sur les éléments présentés par l'institution de l'État d'accueil, le cas échéant en annulant ou en retirant les certificats.

Seule une telle interprétation est de nature à garantir l'effet utile de la procédure prévue à l'art. 84 bis du règlement n° 1408/71.

Les instances de l'État d'origine doivent être informées que si elles ne répondent pas dans un délai raisonnable à une demande de réexamen, les certificats risquent, après l'écoulement d'un tel délai, d'être écartés.

L'arrêt, après avoir tenu ces propos d'ordre théorique, en vient, à partir du considérant 82, aux faits de l'espèce.

Elle constate, grâce à l'examen des dossiers, que la cour de Paris dans son arrêt du 31 janvier 2012, a constaté l'existence d'une fraude et écarté les certificats, avant que la procédure ait été enclenchée et sans même avoir recherché si l'instance espagnole avait été en mesure de réexaminer l'affaire. L'URSSAF n'a communiqué à l'instance espagnole les éléments recueillis par l'inspection du travail que par un courrier du 4 avril, et près de quatre ans, après que l'inspection du travail ait dressé le 28 mai 2008 contre Vueling un PV du chef de travail dissimulé.

(L'arrêt fait état ici de la poursuite pénale menée contre Vueling.)

La Cour de cassation, le 11 mars 2014, a rejeté le pourvoi contre l'arrêt de condamnation de la cour de Paris, alors que la procédure était enclenchée, mais celle-ci (il doit s'agir de la chambre criminelle) a statué sans rechercher à s'informer sur l'état du dialogue entre l'institution française et l'institution espagnole, ni attendre l'issue de cette procédure.

C'est l'instance espagnole qui à son tour, considérant 85, se fait critiquer pour sa lenteur à répondre à la demande d'éclaircissement présentée par l'instance française.

L'instance espagnole a mis deux ans pour réagir, la réponse n'est pas intervenue dans un délai raisonnable.

Il est cependant fait observer que l'instance espagnole a été saisie tardivement, 4 ans après que l'institution française soit entrée en possession d'éléments faisant penser à une fraude.

L'arrêt rend son interprétation.

Les juridictions d'un État membre, saisies dans le cadre d'une procédure judiciaire diligentée contre un employeur pour des faits de nature à révéler une obtention ou une utilisation frauduleuse de certificats E 101 ne peuvent constater l'existence d'une fraude et écarter ces certificats qu'après s'être assurées

D'une part, que la procédure a été promptement enclenchée et l'institution de l'État d'émission a été mise en mesure de réexaminer le bien-fondé de la délivrance de ces certificats

D'autre part, que l'institution de l'État d'émission s'est abstenue de procéder un tel réexamen et de prendre position dans un délai raisonnable, en annulant le cas échéant les certificats en cause.

(La première condition n'est, semble-t-il, pas remplie en l'espèce, la procédure n'ayant pas été promptement enclenchée par la France.

En revanche, la seconde est satisfaite, l'organisme espagnol a certes réexaminé le dossier, mais il n'a pas agi et statué dans un délai raisonnable.

La juridiction française ne devrait donc pas, sauf erreur de notre part, pouvoir annuler unilatéralement les certificats litigieux.

Que faire ?

La procédure de conciliation semble épuisée.

Pourquoi l'URSSAF, la caisse de retraite et le pilote n'iraient-ils pas plaider à Barcelone pour demander à la justice espagnole d'annuler les certificats qui auraient été irrégulièrement délivrés par un organisme para public relevant du droit espagnol ? L'UE forme désormais un espace judiciaire, il ne semble pas impensable qu'un organisme para public français qui conteste le bien-fondé d'une décision d'un organisme para public d'un autre État membre fasse sanctionner par la justice de cet État membre la délivrance irrégulière d'un document produisant des effets de droit trans frontières. Un obstacle surgit en l'espèce : la prescription probable de l'action pour faire invalider un acte pris à tort par l'organisme espagnol.)

L'arrêt de la CJUE du 2 avril 2020 a été également appelé à répondre à la question posée par la chambre sociale quant aux effets de la chose jugée au pénal sur le civil.

Une condamnation pénale avait frappé Vueling pour travail dissimulé, cette décision était définitive, la chambre criminelle ayant rejeté le pourvoi formé par le transporteur.

Le débat rebondissait : on se plaçait dans l'hypothèse où, dans une procédure civile, Vueling était blanchi de tout dessein frauduleux.

Le principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil s'oppose-il à ce que la juridiction civile méconnaisse l'arrêt de condamnation de Vueling et puisse faire échapper le transporteur au civil à toute sanction ?

La France, par la voie de sa plus haute juridiction criminelle, a décidé qu'il y avait eu fraude : un pilote, une caisse de retraite complémentaire demandent des dommages-intérêts. Le juge civil peut-il refuser de les accorder sans méconnaître un principe fondamental du système reçu en France ?

L'arrêt rend un hommage au principe de l'autorité de la chose jugée, les décisions de justice devenues définitives après l'épuisement des voies de recours ne doivent pas être remises en cause.

En clair, il ne saurait être question de remettre en cause la décision (même erronée au regard du droit de l'Union) de la chambre criminelle du 11 mars 2014. La compagnie Vueling a été définitivement dans cette affaire condamnée pénalement à raison de la fraude commise en obtenant des certificats au titre d'un détachement fictif en France de son personnel navigant travaillant à Roissy.

L'arrêt fait valoir les principes d'équivalence et d'effectivité.

Si on fait application du droit français, à raison du principe de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil, le juge civil ne peut pas remettre en cause la condamnation pénale de l'employeur, ni les constatations de fait, ni les qualifications et les interprétations juridiques du juge pénal, alors que ces analyses ont été faites en méconnaissance du droit de l'Union, le juge pénal ne s'étant pas enquis avant de constater définitivement l'existence d'une fraude de l'enclenchement et du déroulement de la procédure de dialogue prévue par le droit européen.

Une telle interprétation se traduirait par une application incorrecte du droit de l'Union.

Cette solution causerait des obstacles à l'application du droit de l'Union (quant au respect dû à la procédure de dialogue et à l'effet contraignant des certificats), ces obstacles sont contraires au principe d'effectivité du droit de l'Union. La condamnation pénale ne saurait permettre aux juridictions civiles de condamner à des dommages-intérêts le transporteur au profit des salariés ou de la caisse de retraite.

L'arrêt conclut :

Le règlement et le principe de primauté du droit de l'Union s'opposent, dans le cas où l'employeur a fait l'objet d'une condamnation pénale dans l'État d'accueil fondée sur un constat définitif de fraude opéré en méconnaissance du droit de l'Union, à ce qu'une juridiction civile de cet État membre (tenue par le principe du droit national de l'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil) mette à la charge de cet employeur, du seul fait de cette condamnation pénale, des dommages intérêts destinés à indemniser les travailleurs ou un organisme de retraite de cet État victimes de cette fraude.

(La solution doit sonner étrangement aux oreilles des magistrats de la chambre criminelle.

La solution est plus impitoyable pour l'ordre juridictionnel français que pour un transporteur aérien espagnol trop économe de ses deniers.)

La chambre sociale de la Cour de cassation, qui avait saisi la CJUE d'une question préjudicielle, tient compte de l'arrêt interprétatif de la CJUE et statue le 31 mars 2021 sur le pourvoi de Vueling.

Elle statue dans ce que nous avons appelé la seconde affaire Vueling. L'instance devant la Cour de cassation ne concerne que les relations entre la compagnie espagnole et le pilote demandeur d'indemnités.

Dans la 1<sup>o</sup> affaire Vueling, c'est le tribunal de Bobigny qui avait saisi la CJUE d'une question préjudicielle.

C'est la caisse de retraite complémentaire qui agissait contre la compagnie espagnole. Nous ignorons la teneur du jugement du tribunal de Bobigny.

L'arrêt de la chambre sociale du 31 mars 2021, n<sup>o</sup> 16-16.713, distingue, en harmonie avec la jurisprudence de la CJUE, ce qui relève du droit du travail où la délivrance des certificats E 101 et A1 est sans incidence et ce qui relève du droit de la sécurité sociale.

Au regard de la détermination de la loi régissant le régime de sécurité sociale du pilote, la chambre sociale reprend fidèlement l'interprétation donné par la CJUE dans son arrêt du 2 avril 2020.

L'arrêt de la cour de Paris est censuré quant à l'application du régime français de sécurité sociale au pilote de Vueling. La trésorerie générale de Barcelone a le 15 décembre 2014 confirmé la validité des formulaires E 101. La condamnation pénale pour fraude ne s'imposait pas à la juridiction prud'homale saisie d'une demande au titre du travail dissimulé et du défaut d'affiliation à la sécurité sociale française. La chambre sociale prononce la cassation du dispositif condamnant l'employeur à verser au salarié diverses sommes au titre de l'indemnité pour travail dissimulé et des dommages intérêts pour absence de cotisations sociales en France.

La haute juridiction renvoie l'affaire devant la cour de Paris, autrement composée.

[Redite. Dans un litige étranger à la matière aérienne, la Cour de cassation avait formé le 10 janvier 2019 une demande de décision préjudicielle à la CJUE, affaire Bouygues et autres, C-17/19, JOUE du 18 mars 2019, concernant la possibilité d'écarter le certificat E 101 ou A 1 en cas de fraude, quant à la détermination de la législation applicable au régime de sécurité sociale, ainsi qu'au droit du travail.

Nous avons cru comprendre que la force probante de ces certificats ne s'exerçait qu'en ce qui concerne la détermination de la loi nationale applicable au régime de sécurité sociale, la fixation du droit national du travail applicable à des travailleurs se déplaçant dans l'UE relevant de règles distinctes.

Solution réaffirmée dans l'arrêt précité de la CJUE du 14 mai 2020.]

[Redite. La CJUE bride les initiatives des États voulant par leur propre législation nationale sanctionner les entreprises contribuant à faire délivrer par fraude au salarié détaché le certificat A 1. La compétence normative relève de l'Union. Voir l'arrêt rendu le 11 juillet 2018 dans une affaire Commission c. Belgique, C-356/15. La législation belge de 2012 contient des dispositions concernant la lutte contre la fraude en matière de détachement, en particulier elle permet aux inspecteurs belges du travail de faire immatriculer au système belge de sécurité sociale des travailleurs frauduleusement détachés en Belgique. La Commission a soutenu que certaines de ces dispositions de nature unilatérale étaient incompatibles avec les règlements européens de 2004 et de 2009. La CJUE accueille largement le recours en manquement exercé par la Commission. On ne peut pas admettre que l'État dans lequel le travailleur est détaché invalide unilatéralement un certificat A 1. La législation belge méconnaît la règle suivant laquelle les travailleurs détachés sont affiliés à un seul régime de sécurité sociale. La sanction du détachement frauduleux relève du droit européen.]

Ces développements concernent des situations historiques. On ne savait pas jadis très bien si un navigant aérien à l'international dépendait des règles de conflit propres aux travailleurs dans deux ou plusieurs pays ou si le navigant aérien pouvait dès son embauche faire l'objet d'un détachement. On croit savoir maintenant que la faculté de recourir au droit du détachement était exclue en droit de la sécurité sociale et que la loi gouvernant le régime de sécurité sociale du salarié navigant entre plusieurs pays dépendait des règles de conflit édictées en contemplation des salariés travaillant entre deux ou plusieurs États.

La situation a évolué. La législation a changé, elle a posé une règle en ce qui concerne les navigants aériens. C'est la loi de l'État de la base d'affectation qui est applicable. La fixation de la base est l'œuvre du transporteur, mais elle doit s'opérer en fonction de données objectives.

La base d'affectation est le lieu où le navigant commence et termine ses services.

L'exploitant dans des circonstances normales ne loge pas le navigant dans un local dépendant de la base ou à proximité de celle-ci. Le navigant dispose dans un rayon autour de la base d'un logement privé, l'exploitant ne le fait pas vivre, se restaurer et passer la nuit dans un hôtel voisin de la base. Le navigant dispose, proche de la base, de son domicile ou à tout le moins d'une résidence propre. Quand il quitte la base son service accompli il rentre dans la vie privée et rejoint sa demeure.

Le document portable A1 est délivré en fonction de cette déclaration quant à la fixation de la base d'affectation. Il n'est pas exclu que l'exploitant, par une volonté de fraude, ait désigné à tort - ou maintenu - un aéroport comme base d'exploitation de son salarié, et que le certificat afférent ait été délivré.

Le document A 1 est doté d'une présomption de validité.

Cette validité peut être contestée par le pilote lui-même ou par une autre autorité nationale.

Il y a place en droit positif pour le mécanisme de sanction de la fraude qui a été prévu par la CJUE : un dialogue doit s'instaurer entre les autorités nationales, la 1<sup>o</sup> autorité contestant la délivrance opérée par l'autre, l'autorité contestant le certificat doit avoir agi promptement et interrogé rapidement l'autorité d'émission du certificat, l'autorité d'émission doit examiner le cas et statuer rapidement, maintenant ou retirant l'A1. En cas de carence dans le dialogue, si l'autorité d'émission garde le silence, ne réexamine pas le dossier et ne statue pas, le retrait du certificat A1 délivré frauduleusement peut alors être effectué par la juridiction de l'État dont l'autorité de sécurité sociale avait relevé l'existence d'une fraude.

L'arrêt rendu par la chambre criminelle le 17 octobre 2023, n° H 22-84.021 F-B, est intéressant en ce que la cour d'appel de Paris avait fait application en l'espèce du mécanisme imaginé par la Cour de Justice pour écarter en cas de fraude le certificat délivré à tort par l'administration irlandaise de sécurité sociale, émettrice des certificats accordés dans des conditions bien laxistes.

La Cour de cassation approuve sur ce point le raisonnement tenu par la cour de Paris.

Le personnel basé à Marignane entre 2007 et 2010 avait été soumis au régime irlandais de sécurité sociale, l'organisme irlandais avait délivré 127 certificats E 101 à des personnels envoyés en France en détachement.

La Cour de cassation fait le rappel de la jurisprudence Bouygues du 14 mai 2020.

Les certificats E 101 délivrés par l'institution compétente d'un État membre créent une présomption de régularité de l'affiliation du travailleur concerné au régime de sécurité sociale de cet État, ils ne s'imposent aux juridictions de l'État sur le territoire duquel les travailleurs exercent leurs activités qu'en matière de sécurité sociale.

La chambre criminelle considère que la jurisprudence rendue par la CJ s'applique même à des faits antérieurs à la publication de l'arrêt interprétatif.

Les juges d'appel avaient indiqué que les certificats peuvent être écartés, en matière de sécurité sociale, dans le cas où l'autorité qui les a émis procède à leur retrait ou,

en l'absence de retrait, lorsque la fraude peut être caractérisée dans les conditions fixées par la CJUE dans ses arrêts du 6 février 2018, Omer Altun, et du 2 avril 2020, Vueling.

La fraude.

Les juges avaient considéré que les éléments constitutifs de la fraude étaient réunis.

S'agissant de l'élément objectif de la fraude : la société n'aurait pas pu normalement obtenir les certificats E 101, elle ne pouvait pas prétendre que c'est la loi du siège qui s'applique dès lors que le centre de direction en France présente une autonomie par rapport à l'établissement principal.

S'agissant de l'élément subjectif de la fraude : les adresses déclarées constituaient une notion vague et mensongère par comparaison avec les adresses réelles telles qu'attestées par les pièces habituelles de domiciliation produites en procédure,

de nombreux certificats produits par la société contenaient de fausses déclarations de résidence masquant le fait que la majorité des travailleurs détachés n'avaient pas la qualité de résident,

alors qu'au surplus a été donnée pour adresse permanente des salariés, celle du siège social de l'entreprise, en contradiction avec les mentions mêmes des contrats de travail.

L'aspect procédural.

Une demande de retrait avait bien été adressée à l'autorité irlandaise émettrice le 20 décembre 2010.

Cette demande s'était heurtée à une réponse qui n'en était pas une.

La réponse du 2 septembre 2011 apportée par l'autorité émettrice (d'Irlande) ne l'avait été que pour 8 personnes, elle était rédigée en termes très vagues de telle sorte qu'elle s'apparentait à une absence de réponse.

Alors qu'il incombait à l'autorité irlandaise de réexaminer, à la lumière des éléments qui lui étaient soumis et qui laissaient penser que les certificats avaient été obtenus par fraude, le bien-fondé de la délivrance des formulaires E 101.

Il lui appartenait tout autant de prendre position sur ces éléments.

La cour d'appel avait jugé qu'il y avait eu en réalité absence de réponse dans un délai raisonnable.

La chambre criminelle approuve.

Paragraphe II. Les sanctions encourues par les transporteurs aériens en cas de méconnaissance de la législation

européenne et nationale

Les juridictions françaises ont maintes fois condamné au pénal et au civil les compagnies mettant en place des montages fallacieux pour placer leurs salariés sous l'empire d'un régime de sécurité sociale moins avantageux pour le personnel.

Les transporteurs irlandais, anglais, espagnols ... se prévalent du droit européen pour contrer les prétentions des organismes français, les juridictions françaises ayant longtemps refusé de demander à la Cour de Justice de déterminer la force probante du certificat E 101.

La CJUE a statué en matière de transport fluvial, elle a rendu un important arrêt le 2 avril 2020 concernant le personnel aérien. La chambre criminelle de la Cour de cassation, dans plusieurs arrêts du 18 septembre 2018, tient déjà compte désormais de la jurisprudence de la CJUE.

#### A. Les sanctions pénales

Les transporteurs aériens jouent sur la corde raide en faisant de l'optimisation légale à la limite de la fraude, ils courent le risque de se voir reprocher un certain nombre d'infractions en matière de droit du travail ou de droit de la sécurité sociale. L'infraction principale susceptible d'être caractérisée est celle de travail dissimulé.

La condamnation pénale pour travail dissimulé

Le travail dissimulé est une infraction visée par l'article L. 8221-1 du code du travail, il est puni d'un emprisonnement de 3 ans et d'une amende de 45 000 euros par l'article L. 8224-1 du code du travail.

Plusieurs décisions de justice ont été rendues en France par les juridictions répressives, statuant sous l'empire de la première version du règlement. Ces arrêts sanctionnent les astuces les plus simplistes, sommaires ou primaires utilisées par des compagnies à bas coûts, de siège anglais, irlandais ou espagnol, pour évincer l'application du système français de sécurité sociale, alors que les pilotes rattachés aux systèmes de sécurité sociale des îles britanniques ou d'Espagne travaillaient en fait habituellement à partir d'aérodromes situés en France.

Ces décisions appliquaient avec rigueur la législation française, en faisant fi quelque peu des subtilités du droit européen.

La Cour de cassation s'est cependant faite, plus récemment, par plusieurs arrêts rendus le 18 septembre 2018, en sa chambre criminelle, la fidèle interprète de la jurisprudence de la CJUE. La jurisprudence a donc évolué. La rigueur n'est cependant pas exclue.

1° temps. L'application du droit interne français dans toute sa rigueur

Si une société immatriculée dans un État étranger ouvre en France une représentation permanente pour les besoins de son activité commerciale, elle est tenue de se faire immatriculer au RCS français. Si elle néglige de se faire immatriculer sur le registre français, son représentant (et elle-même) commet le délit de travail dissimulé par dissimulation d'activité.

L'article L. 8221-3 du code du travail répute travail dissimulé par dissimulation d'activité l'exercice à titre lucratif d'une activité de prestations de services ou l'accomplissement d'actes de commerce par toute personne qui se soustrayant intentionnellement à des obligations n'a pas demandé son immatriculation au RCS lorsque celle-ci est obligatoire.

(Cf. sans lien avec le droit aérien, la condamnation de l'agent d'une société comorienne ayant une activité commerciale à Marseille et y possédant une représentation permanente sans s'être fait immatriculer en France, Criminelle, 20 juin 2017, n° 14-85879)

Il y a, selon l'article L. 8221-5 du code du travail, travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié le fait par tout employeur de se soustraire intentionnellement aux déclarations relatives aux salaires ou aux cotisations sociales assises sur ceux-ci auprès des organismes de recouvrement des contributions et cotisations sociales.

(Sans lien avec l'activité aérienne, Criminelle, 12 mars 2019, n° 17-80744, rejetant le pourvoi formé par la société financière suisse Syz (se consacrant à la gestion de fortune) (dépourvue d'établissement en France) ayant été condamnée par la cour de Paris pour travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emplois salariés ; l'un des salariés de la banque suisse était basé à Paris vendeur en France de fonds communs de

placement, l'autre était le binôme du premier. Les salariés étaient déclarés auprès des autorités suisses et des organismes sociaux suisses, ils n'avaient pas été soumis par l'employeur au droit du travail français. Il n'y avait eu aucune déclaration d'embauche en France, les charges sociales n'étaient pas payées à l'URSSAF. La société avait invoqué devant la cour d'appel des règlements européens et des accords bilatéraux entre la France et la Suisse. La chambre criminelle ne s'étend pas sur ce thème. La partie civile obtient des dommages intérêts d'un montant fort coquet.)

La Cour de cassation, dans un arrêt de la chambre criminelle du 11 mars 2014, B. 75, n° 12-81461,

Droit social 2014.827 chronique Salomon,

Revue de sciences criminelles 2014.355, obs. Cerf-Hollender,

J. Ph. Lhernould, Une compagnie aérienne peut-elle détacher des navigants en France ? L'étonnante leçon anti-européenne de la chambre criminelle à propos du formulaire E 101, Revue de jurisprudence sociale 2014,

F. Muller, Face aux abus et contournements, la directive d'exécution de la directive détachement est-elle à la hauteur ? Droit social, 2014.788,

décision rappelée n° 18 s. dans les conclusions de l'avocat général rendues dans les affaires C-370/17 et C-371/18,

rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la cour de Paris ayant condamné la société Vueling Airlines, société espagnole, coupable de délit de travail dissimulé pour défaut de déclaration aux organismes de protection sociale des salariés travaillant dans son établissement en France.

Le transporteur avait affecté certains membres de son personnel auprès de sa succursale de Roissy (l'établissement de Roissy étant inscrit au RCS), un directeur pays, un chef de base devant se conformer aux instructions du directeur à Barcelone, la compagnie revendiquait le statut de détachement pour la totalité de ses personnels navigants, soumis au régime de protection du droit espagnol. Les salariés étaient recrutés en Espagne, puis détachés en France.

Les salariés étaient titulaires d'un certificat E 101 signifiant que ces salariés étaient maintenus pendant la période de détachement immatriculés au régime espagnol de sécurité sociale.

La cour d'appel parle de l'absence d'existence d'un lien organique entre le transporteur et les salariés détachés en France. Travail dissimulé par dissimulation d'activité entre le 21 mai 2007 et le 16 mai 2008 à défaut d'avoir procédé en France pour ses salariés personnels navigants techniques et commerciaux travaillant à son établissement de Roissy aux déclarations devant être faites aux organismes de protection sociale. Soustraction de ces personnels au système de retraite complémentaire obligatoire dans l'aviation civile.

La cour d'appel considérait que le transporteur exerçait son activité en France dans le cadre d'une base d'exploitation, employant 3 salariés au sol et des dizaines de navigants recrutés en Espagne présentés comme détachés en France.

L'employeur ne pouvait pas se prévaloir des textes sur le détachement.

La chambre criminelle considère la décision justifiée. La présence d'un détachement est niée.

L'activité était entièrement orientée vers le territoire national réalisée dans des locaux ou infrastructures et relevait du droit d'établissement. Était constituée l'infraction de travail dissimulé faute d'avoir procédé en France pour ses salariés personnels navigants techniques et commerciaux occupés à l'établissement de Roissy aux déclarations devant être faites aux organismes de protection sociale. Le transporteur n'est pas habilité à se prévaloir des certificats, dits formulaires E 101, qu'il invoquait. La chambre criminelle refusait de poser une question préjudicielle à la CJUE.

La chambre criminelle avait statué en des termes voisins dans un autre arrêt de la même date, 11 mars 2014, B., n° 11-88420, concernant des agissements anciens de la compagnie anglaise EasyJet Airline Company Ltd, condamnée pour travail dissimulé, entrave au fonctionnement des institutions représentatives du personnel, à l'exercice du droit syndical et emploi à des postes de navigant professionnel de l'aéronautique civile de personnes affiliées au régime complémentaire obligatoire de retraite.

[La revue Air Cosmos signale en avril 2018 un jugement du tribunal de Paris ayant condamné Héli Union pour marchandage et travail dissimulé. L'affaire concerne un pilote d'hélicoptère opérant des transports au Gabon, en particulier à destination de plateformes implantées en mer. La société ferait appel.]

Second temps. La prise en considération par la chambre criminelle de la jurisprudence de la CJUE concernant la force probante du certificat E 101 et l'incidence d'une délivrance de certificat infectée de fraude

Le droit pénal français doit composer avec le droit européen en matière d'harmonisation des systèmes de sécurité sociale. Les contrevenants au droit pénal français interne peuvent trouver une cause de justification dans le droit européen tel qu'il est interprété par la Cour de Justice. Le document E 101 sert de bouclier, au moins temporaire,



au contrevenant.

La chambre criminelle de la Cour de cassation fait depuis 2018 application de la jurisprudence de la Cour de Justice. Elle fait valoir la force probante du certificat E 101. Elle réserve toutefois l'incidence de la fraude, mais à la condition que l'autorité française ait au préalable entamé un dialogue avec l'autorité émettrice du dudit certificat pour en obtenir le retrait.

Obs. Renaud Salomon, Droit social, 2019, p. 775 s.

#### Air France et City Jet

Deux arrêts de la cour de Paris du 8 octobre 2013, Revue de droit des transports, octobre 2013, commentaire 66 par Philippe Delebecque, avaient condamné pour travail dissimulé Air France ainsi que City Jet, sa filiale à 100 %, de siège irlandais. Des salariés travaillaient à partir de leur base située à Roissy ou à Orly. Le travail n'était pas déclaré en France.

Un premier arrêt du 18 septembre 2018, n° 13-88631, de la Cour de cassation, concerne Air France et son président, condamnés en appel pour complicité de travail dissimulé. L'arrêt de la cour de Paris est censuré. Des salariés de City Jet avaient cité Air France et son directeur général Jean Claude Spinetta devant le tribunal correctionnel. Ceux-ci avaient été condamnés pour complicité de travail dissimulé, Air France ayant fourni, à sa filiale, différents concours pour la gestion des contrats nécessaires au fonctionnement de la base de City Jet en France. La compagnie française avait eu en effet le contrôle de cette société entre 2002 et 2014. Les déclarations aux organismes de protection sociale n'avaient pas été effectuées. L'arrêt de cassation se fonde en particulier sur l'arrêt A-Rosa Flussschiff de 2017 et l'arrêt Ömer Altun du 6 février 2018 de la CJUE. Les intéressés produisaient des certificats E 101 concernant les salariés en cause. Le juge ne peut écarter ces certificats que s'ils ont été obtenus par fraude et que si l'institution émettrice s'est abstenue de statuer sur la fraude dans un délai raisonnable.

Le second arrêt du 18 septembre 2018, n° 13-88632, de la chambre criminelle concerne City Jet, ayant son siège à Dublin, qui avait été condamnée en appel pour des faits de travail dissimulé. Un certain nombre de membres du personnel navigant titulaires de contrats de travail soumis au droit irlandais possédait les formulaires E 101 délivrés par l'autorité irlandaise, qui en affirmait la parfaite conformité au regard du droit européen, alors qu'en fait ils opéraient depuis Roissy ou Orly. La cassation est prononcée. Le juge ne peut écarter les certificats que sous les conditions déjà exposées :

Certificats obtenus frauduleusement, fraude caractérisée dans son élément matériel (défaut en l'espèce des conditions d'obtention ou d'invocation des certificats E 101) et dans son élément moral (intention de contourner les conditions de délivrance des certificats pour obtenir l'avantage) ;

Abstention de l'institution émettrice saisie d'une demande de retrait des certificats précédemment délivrés, institution émettrice étrangère n'ayant pas pris en considération les éléments ressortant de l'enquête judiciaire et ayant manqué à son obligation de réexaminer si la délivrance de dits certificats était bien fondée.

L'affaire avait été renvoyée à la cour de Paris, qui s'était prononcée le 19 juin 2020 par deux arrêts distincts.

La cour de renvoi s'était inclinée devant la doctrine de la chambre criminelle. Elle avait relaxé le dirigeant d'Air France et cette société du chef de complicité de travail dissimulé. Elle avait relaxé la société employeur, City Jet.

Un double pourvoi a été à nouveau formé, de telle sorte que la chambre criminelle statuant uniquement sur les intérêts civils a été amenée à tenir compte de la récente jurisprudence de la CJUE, formulée par l'arrêt Bouygues du 14 mai 2020, cantonnant l'effet protecteur de l'émission des certificats E 101 et A1 à la matière de la sécurité sociale. Une condamnation pénale pour travail dissimulé est désormais possible si l'employeur a omis telle ou telle déclaration à l'autorité publique dont la finalité est étrangère à la protection sociale proprement dite.

C'est ce que décide dans un premier arrêt la chambre criminelle le 4 janvier 2022, n° 20-84.023.

25 salariés avaient cité devant le tribunal correctionnel Air France et son directeur général, le tribunal les avait condamnés pour complicité de travail dissimulé. La cour de renvoi, venons-nous de dire, avait relaxé. La chambre criminelle censure. Le délit de travail dissimulé, tant par dissimulation de salariés que par dissimulation d'activité, peut être établi, nonobstant la protection des certificats E 101 ou A 1, lorsque les obligations déclaratives qui ont été omises ne sont pas seulement celles afférentes aux organismes de protection sociale ou aux salaires ou aux cotisations sociales. La chambre criminelle, indique l'arrêt, s'est assurée que les prévenus avaient été poursuivis, notamment, en raison du défaut d'accomplissement des déclarations devant être faites, outre aux organismes de protection sociale, à l'administration fiscale. Ce qui constitue un manquement étranger à la matière de la sécurité sociale. La relaxe profite aux prévenus, puisque le parquet n'avait pas formé de pourvoi

et que seules les parties civiles l'avaient fait. La cour de renvoi devra statuer sur les intérêts civils, elle devra déterminer si le délit de travail dissimulé par l'absence de déclaration à l'administration fiscale est en lien de causalité avec le préjudice souffert par le personnel navigant.

Le second arrêt de la chambre criminelle, n° 20-84.029, du 4 janvier 2022 est de la même facture.

Se présentaient comme parties civiles, à l'encontre de City Jet, le syndicat de pilotes de lignes ALPA, plusieurs navigants ainsi que l'URSSAF d'Ile de France. City Jet avait été relaxée en appel.

L'arrêt de la cour de Paris du 19 juin 2018 est cassé dans ses dispositions civiles.

L'URSSAF accusait le transporteur aérien de siège irlandais d'avoir irrégulièrement assimilé à un détachement l'activité exercée en France, les navigants ayant été embauchés dans le seul but de les faire travailler sur le territoire français. L'URSSAF prétendait qu'il s'agissait de 111 personnels navigants techniques et 146 personnels navigants commerciaux présents à Roissy en avril 2008, alors toujours selon l'URSSAF qu'ils auraient dû être soumis au régime de la sécurité sociale française.

La chambre criminelle censure l'arrêt de la cour de Paris du 19 juin 2020.

Les certificats qui créent une présomption de régularité de l'affiliation du travailleur concerné au régime de sécurité sociale de l'État de délivrance ne s'imposent aux juridictions de l'État sur le territoire duquel les travailleurs exercent leurs activités qu'en matière de sécurité sociale.

La société prévenue a été poursuivie en raison du défaut d'accomplissement des déclarations devant être faites, outre aux organismes de sécurité sociale, à l'administration fiscale. Ce qui constitue un manquement étranger à la matière de la sécurité sociale.

La chambre criminelle estime donc que l'infraction était constituée.

La Cour ne statuant que sur les intérêts civils, la relaxe de City Jet obtenue en appel n'est pas remise en cause.

#### Ryanair à Marseille Marignane

Ryanair exerçait et exerce des liaisons aériennes depuis Marignane. Le transporteur dispose dans cet aéroport d'une certaine infrastructure. Ryanair disposait de services au sol. Des pilotes décollaient depuis Marignane. Ce personnel était sous contrat de droit irlandais. La législation territoriale française était évincée. Y avait-il infraction pénale ?

Le tribunal correctionnel d'Aix en Provence avait condamné Ryanair, le 2 octobre 2013, pour travail dissimulé entre 2007 et 2010, LES, n° 338, 16 octobre 2013, note J. Ph. Lhernould.

La décision a été confirmée en appel par la cour d'Aix, dans un arrêt du 28 octobre 2014, une amende de 200 000 euros est prononcée. La compagnie irlandaise a été, pour la période 2007/2010, condamnée, en particulier pour travail dissimulé par dissimulation d'activité et dissimulation d'emploi salarié. La cour ne s'estimait pas liée par les certificats E 101 et décidait que les salariés de Ryanair opérant à Marseille Provence étaient soumis à la législation sociale française. Droit social, 2014.1050, obs. Lhernould.

Ryanair a alors fermé en représailles sa base de Marseille, puis il a repris trois semaines après l'exploitation de certaines lignes, en tentant de tourner la législation française. Les salariés ne restaient à Marseille qu'une semaine, on leur faisait prendre la qualité de personnel travaillant temporairement en France.

L'arrêt de la cour d'Aix de 2014 a été largement censuré par un arrêt de la chambre criminelle rendu le 18 septembre 2018, n° 15-80735.

Lorsque la personne poursuivie produit des certificats E 101, devenus A 1, le juge pénal ne peut écarter ces certificats que si ces certificats ont été obtenus frauduleusement et que si l'institution émettrice saisie s'était abstenue de caractériser la fraude dans son élément objectif (absence de respect des conditions de délivrance) et dans son élément subjectif

(Intention du prévenu de contourner ou éluder les conditions de délivrance du certificat pour obtenir l'avantage qui y est attaché).

Il appartenait aux autorités françaises de saisir les autorités irlandaises pour contester les certificats délivrés par l'organisme de sécurité sociale irlandais.

La cour d'appel d'Aix ne pouvait écarter les certificats E101 sans avoir recherché au préalable si l'institution émettrice avait été saisie d'une demande de réexamen et de retrait de ceux-ci sur la base des éléments recueillis dans le cadre de l'enquête judiciaire permettant de constater que ces certificats avaient été obtenus et invoqués de manière frauduleuse.

Il faut également pour écarter les certificats que l'institution émettrice saisie se soit abstenue dans un délai

raisonnable de prendre en considération ces éléments aux fins de réexamen du bien-fondé de la délivrance des certificats.

Si cette double condition est remplie, la juridiction ne peut écarter les certificats sans établir l'existence d'une fraude de la part du transporteur.

La cassation est ainsi prononcée. L'arrêt de la cour d'Aix est annulé dans ses dispositions concernant la déclaration de culpabilité, les peines et les dispositions civiles.

L'affaire avait été renvoyé devant la cour de Paris, qui a condamné le 13 mai 2022 le transporteur à 200 000 euros d'amende pour travail dissimulé, prêt illicite de main d'œuvre, entraves et emploi illicite de personnel navigant, et a statué sur les intérêts civils.

La chambre criminelle, dans un arrêt du 17 octobre 2023, n° H 22-84.021 F-B, a rejeté le pourvoi.

#### Nouvelle affaire Ryanair à Marignane

Intervient en janvier 2017 une nouvelle mise en examen de Ryanair pour travail dissimulé entre avril 2011 et 15 mai 2014 pour avoir fait stationner de nuit quatre appareils sur l'aérodrome provençal durant la période estivale d'avril à octobre. Les 48 salariés reprenaient le travail le lendemain, ayant passé la nuit dans les environs de Marignane.

L'instruction porte sur l'infraction de travail dissimulé et d'emploi irrégulier de personnel navigant.

Il est reproché à Ryanair d'avoir mis en place un mécanisme visant à affilier artificiellement son personnel navigant de la base d'affectation de Marignane auprès des organismes sociaux irlandais, alors que ce personnel avait Marignane comme base d'affectation et qu'il aurait dû être affilié auprès des organismes sociaux français. Ces salariés n'étaient pas en effet affiliés aux régimes (français) complémentaires obligatoires de retraite.

Il est reproché au transporteur irlandais de ne pas avoir fait la déclaration préalable d'embauche.

Il lui est reproché de ne pas s'être fait immatriculer au registre du commerce, alors que ce transporteur possédait un établissement à l'aérodrome de Marseille Provence.

Il lui est reproché de ne pas avoir délivré de bulletins de paie.

Le juge d'instruction a placé, le 10 janvier 2017, la société Ryanair sous contrôle judiciaire avec obligation de fournir un cautionnement de 5 millions d'euros.

La chambre de l'instruction de la cour d'Aix a confirmé l'ordonnance dans un arrêt du 3 février 2017.

La chambre criminelle de la Cour de cassation, dans un arrêt du 10 mai 2017, n° 17-81278, a rejeté le pourvoi.

Il est parfaitement possible qu'il soit ultérieurement établi dans ces différentes espèces que les certificats avaient été délivrés à tort par l'organisme étranger et que les compagnies se voient sanctionner pour travail dissimulé en France.

Ryanair devait ouvrir en 2019 une base à Marseille, les salariés étant placés sous contrat de travail soumis au droit français.

#### Netjets

##### Une relaxe

Deux sociétés de l'entreprise Netjets ont fait l'objet d'une citation directe par le parquet pour travail dissimulé, pour des faits commis entre 2006 et 2008 au Bourget et à Cannes, elles ont été relaxées, le pourvoi formé par le procureur général a été rejeté par la Cour de cassation, dans un arrêt de la chambre criminelle du 18 septembre 2018, n° 15-81316, publié au Bulletin.

Le groupe Netjets est contrôlé par une société américaine d'investissement, Berkshire Hathaway, dont Warren Buffett est le principal investisseur.

Il existe, en ce qui concerne Netjets Europe, une société mère de droit anglais, Netjets Management Limited, qui emploie un millier de navigants, de toute nationalité. 196 résident en France. Elle les rémunère, elle établit la feuille de paie. Les contrats de travail, souvent signés au Portugal, sont rédigés en anglais, soumis au droit anglais, avec compétence au profit des juridictions anglaises. Les personnels sont affiliés au régime britannique de sécurité sociale, l'employeur ayant son siège à Londres, ils détiennent les certificats E 101.

Le profane pourrait juger curieuse la situation de cette société qui embauche des pilotes, sans détenir d'avions et sans être transporteur aérien.

Il y a en réalité prêt de main d'œuvre à la filiale portugaise, (la cour d'appel décidera qu'il n'y a pas infraction, le caractère exclusif du prêt et le but lucratif de l'opération n'étant pas démontrés) (il n'y a pas non plus marchandage, le préjudice des salariés n'étant pas établi.)

La société mère détient une filiale de droit portugais, ayant son siège à Lisbonne, Netjets Transportes Aereos, NTA, qui détient la propriété de la flotte de 150 aéronefs, qui sont immatriculés au Portugal et qui assurent les opérations de vol en Europe, maintenance et approvisionnement des avions compris.

Cette société ne fait pas de transports réguliers, elle travaille pour une clientèle d'hommes d'affaires, elle détient une licence de transporteur aérien.

Cette filiale portugaise, par délégation de la société mère, gère les contrats de travail des personnels navigants, assure le recrutement, et le licenciement et organise les missions.

C'est le chef de la flotte, basé à Lisbonne, qui donne les instructions.

Une filiale française, Netjets France assume une fonction commerciale en France, sans lien hiérarchique avec le personnel navigant, assure le démarchage, la publicité, la représentation commerciale, la recherche de la clientèle.

Une filiale de droit suisse, Netjets Europe Ltd, qui est le nom commercial du groupe en Europe, avec plusieurs bases d'affectation en France, dont Cannes et Le Bourget.

Ce qui est en cause, c'est la situation entre 2006 et 2008 de 196 navigants, français ou non, habitant la France, travaillant pour Netjets, mais sans être affiliés à la sécurité sociale française.

Le ministère public et les parties civiles soutenaient qu'il y avait là travail dissimulé de la part de l'une et l'autre des sociétés Netjets.

Les navigants avaient la résidence de leur choix, mais ils devaient se trouver à proximité de l'un des 44 aéroports mentionnés par l'employeur. Chaque navigant devant prendre son travail quitte son domicile ; il se rend dans l'un de ces aéroports de passage, gateway.

Il est transporté par une ligne régulière aux frais de l'employeur et acheminé jusqu'à l'aéroport où il prend son service dans l'avion où il va travailler ou qu'il va piloter.

Le contrat spécifiait que l'aéroport de passage n'était pas considéré comme lieu d'exercice de l'activité professionnelle. Il était dit que le lieu des fonctions était, outre le vol, celui où se trouvait l'appareil aérien devant effectuer le vol.

NTA disposait de bureaux et un hangar au Bourget, 120 m2, elle avait un comptoir, 6 m2, à Cannes.

La cour d'appel avait décidé que la société mère anglaise ne disposant d'aucune véritable emprise sur un aéroport français, n'ayant pas de représentation permanente en France et n'exerçant pas d'activité en France, elle n'était pas astreinte à déclaration.

Quant à la société portugaise, elle n'était pas l'employeur des pilotes, on ne pouvait pas lui reprocher le délit de travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi.

L'enquête n'avait pas permis de relever une fraude, indique la chambre criminelle. Les juges n'avaient pas à opérer de vérification relative aux certificats E 101 qui étaient produits. Le pourvoi est rejeté.

Morale de l'histoire, comment évincer l'application du droit français en organisant un montage intelligent. Des juristes français avaient dû se trouver à la manœuvre.

## West Atlantic

Cf., Criminelle, 6 janvier 2021, n° 20-81.667 : des sociétés relevant de cet important groupe suédois faisant du transport de fret sont mises en cause en France pour travail dissimulé.

Ce groupe serait intervenu comme sous-traitant de la Poste pour des transports purement internes.

Aucune déclaration salariale n'avait été effectuée en France, alors que du personnel salarié a en fait travaillé entre 2016 et 2018 sur ou à partir de l'aéroport de Marseille., ainsi qu'à Toulouse et Bordeaux.

Ce personnel était inscrit, semble-t-il, au régime de sécurité sociale du Royaume-Uni.

L'arrêt du 6 janvier 2021 statue uniquement en matière de saisie pénale d'un aéronef utilisé pour le transport de fret ; l'aéronef était donné en location par son propriétaire américain ; le locataire frétait à son tour cet aéronef à la société transporteur ; le propriétaire de l'aéronef loueur/ bailleur est pour l'instant mis hors de cause et a

obtenu la levée de la saisie. Cf. supra concernant les saisies d'aéronef.

S'il s'agit de la condition du personnel au sol travaillant en France, l'application du droit français dans sa totalité semble certaine, à moins que des salariés aient été placés licitement et temporairement sous le régime du détachement.

S'il s'agit du personnel navigant, il est désormais soumis sauf fraude au régime de sécurité sociale de l'État de situation de la base d'affectation. Des séjours à l'hôtel sont mentionnés, pouvant donner à penser que le personnel employé n'avait pas son domicile en Provence. Il est possible que la base d'affectation ait en réalité fait l'objet d'une mutation et que la France puisse reprocher à la compagnie anglaise d'avoir maintenu la base d'affectation de ses pilotes en Grande Bretagne, alors qu'elle n'était plus actuelle. Il faudrait pour cela que la France prenne langue au préalable avec l'institution britannique pour qu'elle retire pour l'avenir le certificat A 1 qu'elle n'avait dû manquer de délivrer. Le droit européen est cependant défavorable à des changements trop fréquents de législation sociale. La base d'affectation doit rester stable, sans être systématiquement immuable. Elle ne change que sur la base de données objectives et compte tenu de la durée. L'écoulement du temps peut rendre la base d'affectation primitive pour obsolète, une autre doit alors être désignée. Une actualisation s'impose alors.

La société anglaise aurait dû faire se faire immatriculer au RCS, si elle en possédait un établissement en France.

3° temps. Si le droit européen de la sécurité sociale peut apporter quelques soulagements à l'employeur, il n'en demeure pas moins que le droit du travail est insensible à l'effet justificatif de la possession des certificats E 101 et A1. Il peut y avoir infraction pénale de travail dissimulé si l'employeur omet de procéder à des déclarations requises par le droit du travail.

Si le droit de la sécurité sociale décriminalise, les déclarations qu'impose à l'employeur le droit du travail demeurent, leur absence peut être pénalement sanctionnée.

La chambre criminelle a rendu le 12 janvier 2021, n° 17-82.553, plusieurs arrêts défavorables à des entreprises de BTP ou de construction qui avaient joué avec le feu en usant de politiques d'optimisation juridique ayant recours à de la main d'œuvre polonaise, portugaise ou chypriote soumise artificiellement à la législation du pays d'origine.

Ces arrêts considèrent que l'employeur lorsqu'il détient le sésame du certificat E 101 ou A1, à tort ou à raison, échappe au prononcé des sanctions frappant la non déclaration des salariés faussement détachés aux organismes de protection sociale.

Le droit européen interdit de criminaliser.

La solution ne concerne que les dispositions relevant du seul droit de la sécurité sociale.

En revanche, il est fait application aux entreprises des dispositions françaises sanctionnant en droit du travail la non déclaration d'embauche ou de celles imposant aux entreprises étrangères ouvrant un établissement en France d'effectuer une inscription au registre du commerce.

Ces arrêts ne concernent pas le secteur aérien, mais les solutions qu'ils consacrent sont transposables aux compagnies aériennes qui auraient la velléité de méconnaître les impératifs formalistes du droit français du travail. Il y a débat entre la France et les employeurs quant à la portée de la déclaration préalable à l'embauche prévue par le code du travail.

Il appartient à la juridiction de renvoi de déterminer si l'obligation de déclaration préalable à l'embauche a pour unique objet d'assurer l'affiliation des travailleurs concernés à l'une ou à l'autre branche du régime de sécurité sociale et partant à assurer le seul respect de la législation en la matière, auquel cas les certificats E 101 et A 1 feraient obstacle à cette obligation, OU si cette obligation vise à garantir l'efficacité des contrôles opérés par les autorités nationales afin d'assurer le respect des conditions d'emploi et de travail.

Voir Criminelle, 10 janvier 2023, n° Y 21-86.240 : condamnation à 100 000 euros d'amende d'une société pour travail clandestin par dissimulation de salariés, prêt illicite de main d'œuvre, marchandage. Des pilotes (14) travaillaient en fait pour cette société française sous couvert d'une société étrangère (ayant son siège à Jersey) (Ofsets) avec laquelle le contrat de travail était conclu et qui payait les salaires. Les pilotes travaillaient sur des plateformes pétrolières au large du Gabon. Les ordres reçus provenaient de la société française. La société de Jersey facturait ensuite ces sommes à la société française, Héli Union. Existait un accord de portage salarial entre ces deux sociétés. Un montage trop astucieux.

En cherchant sur la toile, on apprend l'existence dans cette affaire d'une instance fiscale poursuivie jusque devant le Conseil d'État avec un arrêt du 4 novembre 2020.

## B. Les sanctions administratives

## Amendes et pénalités administratives

D'après l'article L. 114-15-1 du code de la sécurité sociale : Les travailleurs, salariés ou non-salariés, qui exercent une activité en France, tout en relevant de la législation de sécurité sociale d'un État autre que la France ou, à défaut, leur employeur ou son représentant en France, doivent tenir un formulaire à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exécution du travail. Ce formulaire est celui concernant la législation de sécurité sociale applicable prévu par les règlements européens et les conventions internationales en vigueur portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Le défaut de production de ce document lors du contrôle par le travailleur, l'employeur ou son représentant en France entraîne l'application d'une pénalité.

Cette pénalité est fixée pour chaque travailleur concerné à hauteur du plafond mensuel de la sécurité sociale.

La pénalité est recouvrée par l'URSSAF.

Le débiteur de cette pénalité est la personne visée par l'article L. 8222-1 du code du travail.

### C. Les sanctions civiles

1°) Le recouvrement des cotisations sociales non versées au détriment de l'organisme français de sécurité sociale

Plusieurs décisions judiciaires ont condamné Ryanair ou EasyJet à verser des sommes très importantes aux organismes sociaux français créanciers des cotisations sociales éludées.

Tout le débat est de savoir si ces compagnies étaient débitrices de cotisations en France au titre de l'emploi de pilotes à partir de leurs bases en France ou si les pilotes ne relevaient pour la couverture sociale que du droit anglais ou irlandais.

Avec un arrêt de la cour d'Aix, 28 octobre 2014, précité, Ryanair a été condamné à payer des dommages intérêts aux organismes sociaux : l'URSSAF, qui reçoit 4,5 millions d'euros au titre des cotisations non payées ; la caisse de retraite du personnel navigant professionnel, qui reçoit 3 millions d'euros ; Pôle emploi, qui reçoit 493 045 euros.

Cet arrêt a été cassé par la chambre criminelle le 18 septembre 2018 en ce qui concerne les dispositions civiles.

La cour de Paris est cour de renvoi. L'arrêt, rendu le 13 mai 2022, s'est prononcé sur les intérêts civils. Nous ne disposons pas de renseignements précis.

La chambre criminelle, dans un arrêt du 17 octobre 2023, n° H 22-84.021 F-B, a rejeté le pourvoi.

On peut citer l'arrêt EasyJet Airline précité du 11 mars 2014, concernant la constitution de partie civile de l'URSSAF qui réclamait à la compagnie anglaise une indemnité de plus de 8 millions d'euros au titre du préjudice par elle ressenti du fait des pratiques de la compagnie éludant le paiement des cotisations sociales. La cour d'appel avait rejeté cette demande de réparation, à raison d'un accord d'exception conclu en 2007 entre les autorités françaises du CLEISS et leurs homologues du HMRC en application de l'article 17 du règlement n° 1408/71 suivant lequel durant la période de la prévention 2004/2007 les autorités françaises avaient accepté le maintien des salariés d'EasyJet sous le régime de la sécurité sociale britannique.

Le CLEISS est un établissement public qui entretient en matière de sécurité sociale des relations avec les institutions étrangères et qui traite des demandes d'exemption d'affiliation aux régimes français de sécurité sociale des personnes exerçant leur activité sur le territoire français.

La cassation intervient, la cour d'appel n'ayant pas répondu aux conclusions de l'URSSAF qui se prévalait de l'absence de production aux débats de cet accord et des conditions de sa mise en œuvre.

L'arrêt indique qu'EasyJet a régularisé sa situation à compter du 1° janvier 2007, la compagnie anglaise admettant posséder en France un établissement distinct en France et sa soumission à ce titre au droit social français.

Cf. Criminelle, 10 mai 2017, précité, où l'on voit le juge d'instruction mettre la société irlandaise Ryanair en examen, la soumettre au contrôle judiciaire et lui imposer le dépôt d'un cautionnement de 5 millions d'euros. On n'est pas très loin d'un fumet de culpabilité éventuelle, même si l'absence d'atteinte à la présomption d'innocence est proclamée. Il s'agit d'assurer l'exécution d'un éventuel jugement pour permettre le recouvrement des amendes (225 000 euros) et l'indemnisation des victimes. En ce qui concerne les membres du personnel travaillant à la base de Marignane sous statut irlandais entre 2011 et 2014, la décision évoque plus de 6 millions d'euros revendiqués par l'URSSAF et plus de 4 millions d'euros pour la caisse de retraite du personnel

navigant professionnel de l'aéronautique civile. Ryanair se défend maladroitement et irrite le magistrat en refusant de répondre à ses questions, tout en accusant les tribunaux français d'une méconnaissance abyssale de la législation sociale européenne.

La CJUE a été saisie, les juridictions françaises devront se soumettre à la doctrine de Luxembourg. Nous venons de voir que la chambre criminelle l'a déjà fait dans ses arrêts du 18 septembre 2018.

Il y a une demande de décision préjudicielle déposée par le tribunal de grande instance de Bobigny le 19 juin 2017, C-370/17, Caisse de retraite du personnel navigant professionnel contre Vueling. La juridiction de Bobigny demande si la délivrance du certificat E 101 (opérée sur la base d'un règlement de 1972) fait obstacle à ce que des personnes (= la caisse de retraite) victimes du préjudice subi du fait du comportement de l'employeur auteur de la fraude en obtiennent réparation, sans que l'affiliation des salariés aux régimes désignés par le certificat E 101 soit remise en cause par l'action en responsabilité contre l'employeur.

L'arrêt a été rendu le 2 avril 2020. Il indique de façon didactique la procédure à suivre pour que la juridiction française puisse écarter des certificats obtenus par fraude.

La question se pose de savoir si le transporteur condamné en France peut obtenir le remboursement des cotisations et charges sociales qu'il avait normalement dû payer à l'organisme étranger (irlandais ou espagnol). Il y a apparemment paiement de l'indu. Un jeu de restitutions devrait intervenir. Cette question est abordée par l'avocat général dans ses conclusions du 11 juillet 2019, voir la note 56.

On comprend que l'organisme étranger répugne à retirer le certificat d'immatriculation, retraits le conduisant à restituer les cotisations dont il avait indûment bénéficié. L'organisme espagnol, pour refuser de restituer, faisait valoir le jeu de la prescription.

2°) Les dommages intérêts accordés aux salariés et à leurs organisations syndicales, victimes des agissements de la compagnie aérienne tentant d'échapper à ses obligations en matière sociale

Les navigants salariés

Tant que la compagnie aérienne est protégée par le bouclier des certificats E101 et A1, délivrés à tort ou à raison par un organisme étranger (en l'espèce espagnol), et non retirables pour fraude, elle ne peut être condamnée à payer une somme d'argent au pilote ayant travaillé en France demandant l'attribution d'une indemnisation forfaitaire pour travail dissimulé à raison d'une absence de déclaration du salarié aux organismes français de sécurité sociale, Sociale, 7 juillet 2021, Vueling, n° 15-28.232

Les organisations syndicales

### § III. L'assiette du calcul des cotisations sociales

Tout dépend du montant des salaires et autres avantages accordés au personnel.

L'intégration à titre d'avantages en nature des billets à tarif réduit attribués aux agents du transporteur dans l'assiette des cotisations sociales est prévue par l'arrêt de la 2° chambre civile du 3 mars 2011, n° 10-15702.

### § IV. Les accidents du travail

Relations internationales

On peut s'interroger sur la compétence des tribunaux français pour connaître des suites d'un accident aérien survenu à l'étranger, l'aéronef étant exploité par une société étrangère, les membres d'équipage perdant la vie.

1<sup>o</sup> Civile, 5 décembre 2012, Journal du droit international, juillet 2013, commentaire 13 Laurence Usunier : un accident mortel survient à Tamanrasset ; sont tués les passagers ainsi que 2 membres d'équipage. Les proches agissent devant le tribunal de Paris contre le transporteur Air Algérie et contre 2 sociétés SNECMA ; les familles des passagers sont indemnisées dans le cadre de transactions ; ne demeurent finalement dans l'instance que les ayants droit des membres d'équipage agissant contre Air Algérie et qui avaient abandonné leurs poursuites contre la SNECMA.

La juridiction française avait admis au nom de la connexité la compétence des tribunaux français, la prorogation de compétence était affirmée sur le fondement de l'art. 42 al. 2 CPC applicable dans l'ordre international, certains demandeurs étaient français lors de l'introduction de l'instance, le lien de connexité entre toutes les victimes du même accident d'avion agissant contre les supposés responsables était patent.

La cour de Paris avait écarté l'exception d'incompétence soulevée par Air Algérie.

La cassation intervient. Il y avait violation de la loi par fausse application de l'art. 42 al. 2, en se fondant sur la connexité existant entre les prétentions des demandeurs originaires, pour étendre la compétence des juridictions françaises aux demandeurs de nationalité étrangère restant en cause et les admettre à agir à l'encontre d'un défendeur de nationalité étrangère résidant à l'étranger.

La cour d'appel n'avait pas tenu compte de l'évolution des termes du litige, la compétence des tribunaux français était peut-être acquise lors de l'introduction du litige, elle ne l'était plus lorsque ne demeuraient à l'instance que des sujets algériens.

(On peut également douter de la compétence de la France de juger une cause algérienne relevant du droit des accidents du travail.)

Cf. la note de Madame Hélène Gaudemet Tallon, publiée à la Revue critique de droit international privé 2020 p. 794, sous un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 13 mai 2020, qui affirme le principe de la *perpetuatio fori*, selon lequel l'acte introductif d'instance fixe la saisine du tribunal et détermine la compétence pendant toute la durée de l'instance.

La question de compétence est résolue en fonction de la demande portée devant le premier juge.

Les changements intervenus en cours de procédure dans les faits qui constituent le fondement de la compétence juridictionnelle ne privent pas la juridiction de sa compétence.

Le savant auteur fait cependant un rappel de l'arrêt de la Cour de cassation du 5 décembre 2012, qui pourrait être critiqué pour ne pas avoir respecté le principe de la perpétuation du for affirmé ultérieurement dans l'arrêt de 2020.

Mme Gaudemet Tallon n'en accepte pas moins la solution donnée dans des circonstances très particulières en 2012, en faisant sienne l'appréciation de Mme Usunier dans sa note au Clunet.

C'était une règle de compétence dérivée qui avait fondé la compétence des juridictions françaises : la règle des codéfendeurs qui implique un lien de connexité entre eux.

Selon Mme Usunier, la compétence dérivée pouvait tomber en l'espèce.

La compétence dérivée a pour finalité de limiter les frais de procédure et d'éviter les conflits de décision.

La mutation du litige privait la règle de sa raison d'être.

## Droit interne

Les accidents du travail proprement dits

Le salarié, victime d'un accident du travail, est bénéficiaire d'une rente, la veuve d'une pension de réversion.

La faute inexcusable de l'employeur permet une majoration du montant de la rente, 2<sup>o</sup> Civile, 28 avril 2011.

Ne concernant pas un pilote. 2<sup>o</sup> Civile, 16 novembre 2023, n<sup>o</sup> 21-20.740, publié au Bulletin : un salarié a été victime le 9 mars 2015 d'un accident mortel lors d'un tournage en Argentine. La société employeur, professionnel de l'audiovisuel, avait organisé un vol en formation rapprochée de deux hélicoptères afin d'obtenir des images spectaculaires. Une collision s'est produite entre les deux hélicoptères, d'où le décès de la victime, l'un des passagers.

La présence d'une faute inexcusable est établie.

Le manquement à l'obligation légale de sécurité et de protection de la santé à laquelle l'employeur est tenu envers le travailleur a le caractère d'une faute inexcusable lorsque l'employeur avait ou aurait dû avoir conscience du danger auquel était soumis le travailleur et qu'il n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'en préserver, art. L. 452-1 CSS, L. 4121-1 et L. 4121-2 C. Travail.

L'employeur avait ou aurait dû avoir conscience du danger résultant pour son salarié du vol en formation rapprochée de l'hélicoptère dont il était passager, il n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'en préserver.



La maladie imputable au service

Il existe dans le code des transports des dispositions propres au personnel navigant technique et commercial prévoyant des avantages comme l'octroi d'un capital en cas de maladie imputable au service aérien. Art. L. 6526-5.

CAA Paris, 23 juin 2020, n° 19PA02213 : une dame avait été recrutée en 1994 comme officier pilote de ligne par la compagnie Corsair. Elle développe un syndrome anxiodépressif et se trouve en arrêt de travail depuis 2016. Le conseil médical de l'aéronautique civile, CMAC, la déclare inapte à la profession de navigante. Elle est licenciée en 2018.

Elle demande alors que cette inaptitude soit déclarée imputable au service aérien. Ce que refuse le CMAC.

Cette décision est annulée par le tribunal administratif, solution reprise par la cour d'appel administrative.

Le bénéfice de cette indemnité n'est pas subordonnée, en cas de maladie imputable au service, à la condition qu'elle ait été contractée à bord d'un aéronef ou soit spécifiquement liée au service aérien.

La dame a développé un syndrome en lien avec les conditions d'exercice de son métier de pilote de ligne au sein de Corsair.

Existe un lien entre l'état de santé de la dame et la souffrance qu'elle ressent sur son lieu de travail.

L'armée de l'air

[Conseil d'État, 9 décembre 2016, n° 395388. Un lieutenant meurt lors d'un accident aérien le 6 mai 2007, il faisait partie la force multinationale d'observateurs au Sinaï. La responsabilité de l'État est engagée du fait de négligences dans l'encadrement de l'unité de la victime, non-respect des consignes de sécurité en vol. Responsabilité de l'État diminuée de moitié à raison de la faute imputable à la victime, co-pilote de l'avion, caractère délibéré d'un vol à très basse altitude. Le commandant de bord, certes, est responsable de la conduite de l'aéronef, ces dispositions concernant le commandant de bord n'excluent pas que puisse être également recherchée la responsabilité propre d'un co-pilote, qui n'est pas le commandant de bord, en cas de violation par celui-ci des ordres et des règles. La faute de pilotage a été imputée à la fois au pilote commandant de bord et au co-pilote. 12 500 euros deux fois, et 4000 euros aux parents et au frère de la victime.]

## § V. Les pensions de retraite

La France

Le régime de base : Le pilote, ayant pris, l'âge venant, sa retraite, bénéficie de la pension qui lui offerte par le régime général de la sécurité sociale.

Le régime complémentaire de retraite du personnel navigant professionnel de l'aviation civile

Les personnels salariés bénéficient du moment qu'ils sont employés en France, d'un régime complémentaire de retraite géré par la caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile. Art. L. 6527-1 et -2 du code des transports. Article R. 426 et s. CAC. Ce régime existe depuis 1951, un fonds existait précédemment depuis 1928. 20 000 pensionnés, 460 employeurs. L'affiliation est obligatoire du moment que l'intéressé exerce depuis une base située en France. L'employeur fait à la caisse une déclaration préalable à l'embauche. Un décret du 4 mai 2018 aligne la règle de revalorisation de la pension minimale complémentaire des personnels navigants sur celle qui s'applique à la pension de retraite servie par le régime.

La Caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, CRPNPAC, gère le régime de retraite complémentaire autonome, elle a son siège à Neuilly. Elle perçoit les cotisations des employeurs et salariés. Les placements qu'elle réalise sont soumis à contrôle de l'IGAS.

Criminelle, 10 janvier 2023, précité, n° 21-86.240, cassation de l'arrêt de la cour d'appel refusant de faire droit à la demande de dommages intérêts de la caisse de retraite du personnel navigant, les pilotes, théoriquement salariés d'une entreprise de Jersey, non déclarés en France, travaillaient en réalité en France pour une entreprise française, Héli-Union.

La caisse réclamait au titre des cotisations éludées 12 707 888 euros.

Le tribunal correctionnel avait accordé à la caisse de retraite 2 043 301 euros. Cotisations dues au titre de 14 pilotes, travaillant en France, qui auraient dû obligatoirement être affiliés.

La cour d'appel avait réformé et rejeté la demande de d.i. avec l'argument suivant : les pilotes non déclarés n'étant pas affiliés au régime français, ils n'étaient pas destinés à recevoir, le jour venu, la moindre pension de

retraite de la Caisse. En clair, pas de rappel de cotisations, faute d'obligation pour la Caisse de payer des pensions de retraite à ces pilotes (qui avaient acquis probablement des droits à pension à Jersey).

La cassation intervient.

La CRPN perçoit les cotisations au titre du régime complémentaire obligatoire de retraite. Elle justifie d'un préjudice résultant directement du défaut de paiement des cotisations qu'Héli-Union aurait dû régulièrement acquitter si cette société avait déclaré, en qualité de salariés, les pilotes qu'elle avait employés.

Le Fonds de prévoyance de l'aéronautique est destiné aux militaires effectuant des services aériens, voir le code de la défense.

Le pilote, atteignant la soixantaine, et placé en congé sabbatique, ne peut obtenir à ce stade une pension de retraite de la part de la caisse de retraite du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile. La jouissance de la pension de retraite est subordonnée à une cessation définitive d'activité, 2<sup>o</sup> Civile, 12 mars 2015, Bull., n<sup>o</sup> 13-27313.

Les pensions de réversion. Les droits du conjoint survivant.

La pension d'orphelin

#### Section IV. La condition des navigants en droit public

##### **Le droit fiscal**

L'imposition des revenus

Le navigant international percevant des revenus dans deux ou plusieurs États

Le droit public intervient, ainsi le droit fiscal concernant le statut fiscal des navigants percevant des revenus dans différents pays.

Voir l'espèce dont a connu la CAA de Versailles, 10 novembre 2020, n<sup>o</sup> 18VE01964, concernant un commandant de bord d'easyJet, résident en France, mais percevant des revenus salariaux au Royaume Uni.

Le juge de l'impôt se place d'abord au regard de la loi fiscale nationale pour rechercher si l'imposition a été valablement établie, et sur le fondement de quelle qualification

Il lui appartient ensuite de déterminer si la convention franco-britannique de double imposition fait obstacle à l'application de la loi nationale.

Ce navigant étant domicilié en France, il était imposable en France sur l'ensemble de ses revenus. Il s'agissait en l'espèce de la catégorie des traitements et salaires.

Il est ensuite fait appel à la convention du 19 juin 2008.

Ces rémunérations sont imposables dans les deux pays.

D'après la convention fiscale, les rémunérations étaient imposables en Angleterre. Les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié à bord d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'État contractant dont l'exploitant de l'aéronef est un résident

La convention prévoit un mécanisme pour éviter les doubles impositions.

Les revenus imposables au Royaume Uni sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas

exemptés de l'impôt sur les sociétés

L'impôt du Royaume Uni n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident en France a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français.

Ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus, à la condition que le

résident de France soit soumis à l'impôt du Royaume Uni à raison de ces revenus.

Les rémunérations perçus par l'intéressé au titre de son activité de commandant de bord peuvent être imposées en France sous réserve d'un crédit d'impôt correspondant au montant de l'impôt payé au Royaume Uni.

Le requérant n'établissait pas avoir payé un impôt au Royaume- Uni au titre de ses salaires perçus pour des vols effectués en trafic international.

L'intéressé n'était pas en droit de bénéficier d'un crédit d'impôt correspondant à l'impôt payé au Royaume Uni, imputable sur son impôt français.

## Section V. Les responsabilités du commandant de bord et des pilotes en cas d'accident, d'incident ou de manquement

### § I. Le manquement aux règles déontologiques

Le pilote coupable d'imprudence ou de négligence grave encourt des sanctions au titre du manquement à la discipline.

L'employeur a la latitude de licencier le pilote convaincu de faute grave et d'ainsi mettre fin à la relation de travail.

Les sanctions disciplinaires en cas de manquement aux règles de sécurité : le ministre peut retirer les licences.

Le conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile donne un avis

La section du transport et du travail aérien

Les sanctions encourues : le blâme, la suspension du droit d'effectuer des vols comme commandant de bord, le retrait temporaire ou définitif de plusieurs licences, qualifications, autorisations. Art. R. 425-18 CAC.

CAA Lyon, 24 septembre 2015, n° 14LYO1677 : suspension pour 6 mois (dont 4 avec sursis) de ses licences d'hélicoptère infligée par le ministre. On était en matière d'aviation générale, et non de transport aérien.

On reproche à la pilote plusieurs griefs.

Cette dame avait été antérieurement condamnée à une peine d'amende par un tribunal correctionnel pour la non-tenu du carnet de bord. Alors qu'il fallait le tenir à jour, au plus tard en fin de journée. Cf. art. R.6232-5 CT. La dame mettait à jour le carnet de bord toutes les 3 semaines ou toutes les 100 heures, quand l'hélicoptère devait subir une visite de contrôle.

Cette pilote professionnelle d'hélicoptères effectuait des missions de surveillance des lignes à haute tension.

Cette irrégularité était de nature à rendre incertain l'état de navigabilité de l'appareil, elle empêchait la collecte de données conditionnant la sécurité de fonctionnement de l'appareil.

Elle avait transité dans la zone d'exclusion d'une centrale nucléaire, elle avait été rappelée à l'ordre pour un survol à basse hauteur.

Légèreté de comportement inacceptable.

La sanction ministérielle est maintenue.

### § II. Responsabilité pénale

En cas de violation des règles de l'air, le pilote peut être condamné pour mise en danger d'autrui.

Ainsi, chambre criminelle, 2 mars 2016, n° 15-82312 : condamnation d'un pilote d'un CESSNA - avec des passagers à bord voulant observer des mammifères marins - ayant survolé un pétrolier entrant dans un port de Guyane. Le pilote avait volé en dessous de l'altitude autorisée dans des conditions pouvant exposer autrui à un risque de mort au cas de collision avec le navire.

L'accident grave est survenu. Le pilote a sauvé sa vie, l'action publique n'est pas éteinte ! Il y a des victimes tuées ou grièvement blessées. La responsabilité pénale du pilote pour homicide involontaire est susceptible d'être engagée.

Dans la catastrophe d'Habsheim, il y a eu condamnation du pilote d'Airbus. Il s'agissait d'un vol spécial affrété par l'aéro-club de Mulhouse. Aucune autorisation n'avait été délivrée par la direction des opérations aériennes en contradiction avec une note datée de 1987 émanant de cette direction concernant les règles des vols à but touristique ou de présentation. L'administration avait fait savoir qu'elle se contentait d'être informée. Le frère était Air charter, une filiale d'Air France, l'appareil avait survolé à très basse altitude l'aérodrome d'Habsheim

où se déroulait un rassemblement aérien et s'est écrasé peu après dans la forêt de Hardt, chambre criminelle, 23 mai 2000.

Criminelle, 25 septembre 2012, n° 11-85138 : un accident d'hélicoptère en montagne, le passager est blessé, le pilote Jean Philippe est reconnu coupable de blessures involontaires.

Cf. deux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme rendus le 1<sup>er</sup> septembre 2016, Mikhno et Svitlana Atamanyuk, à propos d'une catastrophe aérienne survenue en Ukraine lors d'un exercice de voltige aérienne accomplie en 2002. Un avion militaire s'est écrasé sur la foule. Le pilote avait exécuté une manœuvre acrobatique qui ne figurait pas dans son ordre de mission. Les autorités ukrainiennes avaient ouvert une enquête pénale, 5 officiers ont été condamnés à des peines d'emprisonnement, y compris les deux pilotes qui étaient parvenus à s'éjecter, ainsi que d'autres personnes chargées de la sécurité. D'autres officiers ont été acquittés ou non poursuivis, mais certains révoqués. Les proches des victimes furent indemnisés. Les requêtes engagées devant la cour européenne invoquaient plusieurs griefs : une violation de l'article 2 (droit à la vie) qui est niée ; une violation de l'article 6 (droit à un procès équitable dans un délai raisonnable), il n'est pas démontré que les juges militaires aient manqué d'indépendance, mais comme la procédure a duré 10 ans, un arrêt définitif n'ayant pas été exécuté, 3600 euros sont alloués.

### § III. Responsabilité civile

a. La responsabilité du pilote indépendant

b. La responsabilité civile du pilote salarié

[Cette responsabilité joue éventuellement et parallèlement avec la responsabilité du commettant du fait de son préposé]

La victime d'un dommage peut-elle obtenir des dommages intérêts de la part d'un pilote salarié auquel une faute intentionnelle ou d'imprudence à l'origine du dommage serait reprochée ? Le préposé bénéficie-t-il d'une immunité le mettant à l'abri des poursuites ? Engage-t-il sa responsabilité personnelle au titre de la faute ? Même en cas de faute, le préposé peut-il bénéficier d'une immunité le mettant à l'abri des poursuites de la victime ?

La CM, dans son article 30, contient des dispositions concernant la responsabilité des préposés du transporteur. Ceux-ci peuvent se prévaloir en partie du statut protecteur - concernant les conditions et les limites de responsabilité - dont bénéficie le transporteur. Il convient en ce domaine de combiner les dispositions du droit uniforme et celles du droit national.

Il est possible qu'avant de faire bénéficier le préposé des règles protectrices contenues dans la CM, il faille décider si le préposé peut voir sa responsabilité être, dans les termes du droit interne, en l'espèce engagée.

Il ne semble pas y avoir en matière de transport international de jurisprudence sur cette question.

Les solutions jurisprudentielles manquent, en droit commun terrestre, de netteté, il y a peut-être des divergences d'appréciation au sein même de la Cour de cassation. La jurisprudence semble opérer une distinction entre les fautes d'imprudence commises par le préposé, où il bénéficierait de l'immunité, et les fautes dolosives ou intentionnelles, à l'occasion desquelles sa responsabilité civile pourrait être engagée.

Voir le précis Dalloz de droit civil de François Terré, Philippe Simler, Yves Lequette et François Chénéde, Les obligations, 2018, n° 1068 et suivants.

i. La jurisprudence de l'assemblée plénière

L'immunité : la responsabilité personnelle du préposé ne peut pas être engagée par la victime du dommage, tiers

ou passager, c'est la solution de l'arrêt Costedoat rendu à propos d'épandage de pesticides en Camargue. Le préposé bénéficie ainsi d'une immunité. La solution est désastreuse pour la victime si l'employeur commettant est insolvable.

La responsabilité civile du préposé subsiste cependant, arrêt Cousin, 14 décembre 2001, si le préposé a été condamné pénalement pour avoir commis intentionnellement une infraction.

## ii. La jurisprudence des chambres civiles de la Cour de cassation

### L'immunité

Le médecin salarié, qui agit sans excéder *les limites de la mission* qui lui est impartie par l'établissement de santé privé, n'engage pas sa responsabilité à l'égard du patient, 1<sup>o</sup> Civile, 12 juillet 2007. Est engagée la seule responsabilité du commettant (en l'espèce, la Croix Rouge)

[La Cour de cassation admet cependant sur le terrain du recours en garantie que le commettant et son assureur qui a indemnisé la victime dispose d'un recours subrogatoire à l'encontre de l'assureur du médecin salarié auteur du dommage, l'immunité n'emporte pas l'irresponsabilité. L'immunité, dont bénéficie le salarié, ne fait pas obstacle à l'exercice par l'assureur de la Croix Rouge de son recours subrogatoire à l'encontre de l'assureur de responsabilité du salarié à prendre en charge les conséquences dommageables des fautes commises par son assuré.]

Cf. 2<sup>o</sup> Civile, 10 décembre 2015, n<sup>o</sup> 14-26649 : n'engage pas sa responsabilité à l'égard des tiers le préposé qui agit sans excéder les limites de la mission qui lui a été impartie par son commettant.

La mise à l'écart de l'immunité : le préposé est civilement responsable si le préjudice de la victime résulte d'une faute pénale ou d'une faute intentionnelle.

## iii. La jurisprudence de la chambre criminelle statuant sur l'action civile

L'immunité : Le préposé - qui est condamné pénalement pour homicide involontaire - bénéficie d'une immunité du moment qu'il n'a pas excédé les limites de sa mission, Criminelle, 19 oct. 2010.

Le refus de l'immunité en cas de faute qualifiée commise dans l'exercice des fonctions, Criminelle, 13 mars 2007, un capitaine engage en ce cas sa responsabilité civile à l'égard du tiers, victime de l'infraction.

Criminelle, 25 septembre 2012, n<sup>o</sup> 11-85138, accident d'hélicoptère, passager blessé, le pilote n'avait pas exigé le port de la ceinture, condamnation du pilote pour blessures involontaires, le pilote et la compagnie sont condamnés sur les intérêts civils, la décision ne fait pas état d'une immunité du salarié.

On pourrait également évoquer la situation des pilotes militaires. Leur recrutement, leurs obligations, leur discipline.

CAA Paris, 20 octobre 2015, n<sup>o</sup> 14PA00355 : indemnisation accordée aux parents d'un lieutenant, ayant perdu la vie dans un accident en 2007 lors d'un vol à très basse altitude au-dessus de la route entre Le Caire et Tabah, la mission était accomplie en Égypte dans le cadre d'une force multinationale d'observateurs au Sinaï.

L'action exercée contre le Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions

Il est possible que, dans le cadre d'un accident aérien, la victime directe ou les victimes par ricochet intentent une action contre le fonds de garantie.

Il leur faut établir pour obtenir une indemnité l'existence de faits volontaires ou non présentant le caractère matériel d'une infraction, il leur faut établir que cette infraction s'est trouvée à l'origine des dommages.

On trouve cette problématique dans l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la 2<sup>o</sup> chambre civile du 8 octobre 2020, n<sup>o</sup> 19-17.619.

Un accident mortel d'hélicoptère se produit le 29 avril 2011 alors que le pilote, expérimenté, avait absorbé avant le vol deux médicaments, un antihistaminique et un anxiolytique, qui sont des produits contre-indiqués pour la conduite d'un véhicule et qui peuvent altérer les fonctions cognitives centrales.

L'hélicoptère effectuait un vol de qualification en vue de l'obtention du certificat de navigabilité spécial

d'aéronef en kit.

Il s'agissait d'un vol d'essai sous accord de la DGAC en vue de tester la machine et de débiter un programme de 15 H de vol d'endurance en vue de l'obtention du certificat.

La famille du passager, titulaire de licences, propriétaire de l'engin, prétend qu'il y avait là, de la part du pilote, homicide involontaire, au moins dans son élément matériel.

Elle va se trouver déboutée, car n'est pas établie, selon les juges du fond, la preuve d'un lien de causalité certain entre la faute du pilote ayant absorbé les médicaments et l'accident. Il n'est pas établi que le préjudice résulte de la faute du pilote (d'avoir absorbé les deux médicaments).

La condition posée par l'article 706-3 CPP tenant à l'existence de faits présentant le caractère matériel d'une infraction à l'origine du préjudice invoqué n'était pas remplie.

La cause de l'accident pouvait tenir selon le BEA à des incidents mécaniques : une perte progressive de puissance du moteur à la suite d'un décalage de la distribution. Ce décalage pouvant avoir été provoqué par un tendeur qui n'assurait plus une tension suffisante de la courroie de distribution

L'origine de l'accident demeurait indéterminée.

Le juge du fond apprécie souverainement les éléments de fait et de preuve.

## **ANNEXE**

### **Les comptes rendus d'événements et les ENQUÊTES en cas d'ACCIDENT et d'INCIDENT en matière aérienne**

On prétend, à tort ou à raison, que, 6 fois sur 10, c'est une faute humaine qui a été l'un des facteurs de survenance de l'accident : le stress des pilotes, la mauvaise entente entre membres de l'équipage, des incompréhensions dans les communications échangées. C'est la raison pour laquelle nous plaçons ce développement concernant les enquêtes après accident en prolongation du discours relatif aux navigants. Mais sans volonté de systématisation : tout accident n'est pas imputable aux navigants. L'accident résulte souvent de l'enchaînement malheureux de plusieurs facteurs : le climat, la météo, l'état de l'appareil, une maintenance défectueuse, des défaillances au niveau des services du contrôle aérien, le péril aviaire, des fautes d'imprudence ou d'inattention du commandant de bord ... La conjonction de plusieurs faits parfois minimes conduit à la catastrophe.

Par bonheur, la présence de circonstances hostiles permet souvent d'échapper à la catastrophe.

L'OACI a publié un plan pour la sécurité de l'aviation dans le monde, GASP, elle est à l'origine d'initiatives de sécurité mondiale, GSI.

L'OACI donne les définitions de la taxonomie des comptes rendus de données d'accident / incident, ADREP.

La réglementation concerne aussi bien la navigation d'aéronefs avec un équipage à bord que celle d'aéronefs qui en sont dépourvus.

L'exploitation des UAS, systèmes d'aéronefs sans équipage à bord

Le risque d'accident est présent. Le droit européen pose des règles pour assurer la sécurité des vols effectués par les engins évoluant sans équipage à bord. Chaque exploitant d'UAS signale à l'autorité tout événement lié à la sécurité. L'Agence de l'UE pour la sécurité aérienne et l'autorité nationale prennent les mesures nécessaires pour traiter des problèmes de sécurité. Règlement 2019/947 du 24 mai 2019, art. 19.

L'exploitation d'aéronefs avec équipage à bord

La réglementation intervient en prévention : les signes d'alerte doivent être notifiés aux autorités. Elle impose une enquête en cas d'accident ou d'incident grave.

## Chapitre I. LA PRÉVENTION ET LE COMPTE RENDU D'ÉVÉNEMENTS

Il s'agit de faire apparaître au grand jour les signes annonciateurs ou prémonitoires d'une hypothétique catastrophe pour prendre à temps les mesures réparatrices, grâce en particulier au compte rendu d'événements. Les événements mal sonnants doivent être relevés et notifiés, pour prévenir et tenter d'obtenir qu'ils ne se renouvellent pas. La notification porte également les accidents et incidents réalisés.

Une collaboration a été nouée entre l'OACI et l'UE en matière de comptes rendus d'accidents et d'incidents dans l'aviation civile.

L'ECCAIRS est le centre européen de coordination des systèmes de notification des incidents d'aviation. L'agence de l'UE pour la sécurité aérienne participe à la gestion du " répertoire central européen" dans lequel sont sauvegardés tous les comptes rendus d'événements collectés dans l'Union européenne, elle assure la maintenance de la nouvelle version ECCAIRS 2. L'OACI contribue à la mise en place de ce nouveau système.

La directive 2003/42/CE du 13 juin 2003 - aujourd'hui abrogée - concernait déjà les comptes rendus d'événements dans l'aviation civile.

Cette réglementation était reprise aux articles L. 6223-1 du code des transports.

La matière est renouvelée par le règlement n°376/2014 du 3 avril 2014, applicable à partir de 2015.

Il faut que ceux qui sont auteurs involontaires, spectateurs ou témoins d'erreurs ou de manquements pouvant mettre en cause la sécurité aérienne puissent faire des déclarations sans crainte de représailles de leur employeur. La confidentialité des informations est cruciale pour le fonctionnement du système.

Le règlement s'applique à tout événement concernant un aéronef immatriculé dans un État membre ou exploité par une organisation établie dans un État membre. L'événement peut être survenu hors du territoire de cet État membre.

Le règlement n° 1178/2011, annexe VII, (partie ORA), a été aligné sur le règlement n° 376/2014 en ce qui concerne les comptes rendus.

Cette annexe VII concerne les exigences applicables aux organisations pour le personnel navigant (organismes de formation agréés, organismes exploitant des simulateurs d'entraînement au vol).

L'ORA.GEN.160 Compte rendu d'événement prévoit que, dans son système de gestion, l'organisme met en place un système de comptes rendus d'événements, notamment pour les comptes rendus obligatoires et volontaires.

L'organisme signale à l'autorité compétente tout événement ou condition lié à la sécurité qui met en danger (ou s'il n'est pas corrigé pourrait mettre en danger) un aéronef, ses occupants ou toute autre personne, en particulier tout accident ou incident grave.

L'organisme rapporte, à l'autorité et au titulaire de l'agrément de conception de l'aéronef, tout incident, défaillance, défaut technique, dépassement des limitations techniques ou événement qui mettrait en évidence des informations imprécises incorrectes ou ambiguës dans les données établies conformément au règlement n° 748/2012, ou toute autre circonstance anormale qui a ou pourrait avoir mis en danger l'aéronef, ses occupants ou toute autre personne, et qui n'a pas débouché sur un accident ou un incident grave. Ces comptes rendus sont établis dans les 72 heures qui suivent l'identification par l'organisme de l'événement.

Les comptes rendus obligatoires.

L'article 4 donne une liste d'événements devant être notifiés. Ces événements à notifier sont ceux qui sont susceptibles de présenter un risque important pour la sécurité aérienne. Il s'agit d'événements liés à l'exploitation des aéronefs (comme les collisions), les événements liés à des conditions techniques (défauts structurels, problèmes de propulsion), les événements liés aux services de la navigation aérienne, les événements en rapport avec les aéroports et les services au sol.

Le règlement s'applique non seulement aux aéronefs avec équipage mais également aux systèmes d'aéronefs télépilotés.

L'annexe I donne la liste des exigences propres aux systèmes de comptes rendus d'événements.

L'obligation de déclaration dans les 72 heures pèse sur les personnes qui dans l'exercice de leurs fonctions ont relevé un élément mettant en danger l'aéronef ou ses occupants, art. 4 § 6.

Les membres du personnel participent à la notification des événements.

Le règlement d'exécution 2015/1018 du 29 juin 2015 établit une liste classant les événements dans l'aviation civile devant être obligatoirement notifiés conformément au règlement n° 376/2014.

Ce règlement comporte 5 annexes, compte tenu de la nature des événements à notifier.

L'annexe I concerne les événements liés à l'exploitation de l'aéronef, comme une sortie de piste lors du décollage ou de l'atterrissage, une perte de contrôle pendant le vol, une perte de la conscience de la situation, la fuite de fluide ayant entraîné un risque d'incendie, l'arrêt en vol d'un moteur, l'utilisation par l'équipage du système d'oxygène, la collision ou quasi-collision avec un autre aéronef, l'activation de l'alarme du système anticollision avec le sol GPWS ou TAWS. Sont également visés l'impact d'animaux, les turbulences de sillage, l'impact de foudre ayant provoqué des dégâts, les fortes turbulences entraînant des blessures, le cisaillement de vent ou l'orage important ayant ou ayant pu mettre en danger l'aéronef, l'alerte à la bombe, la difficulté à contrôler des passagers violents, la découverte d'un passager clandestin.

L'annexe II est relative aux événements liés aux conditions techniques, à l'entretien et à la réparation de l'aéronef, ainsi le défaut d'un produit, pièce ou équipement pouvant constituer un danger, l'assemblage incorrect d'éléments de l'aéronef constaté lors d'une inspection, une remise en service après entretien qui présente une non-conformité compromettant la sécurité du vol.

L'annexe III est consacrée aux événements liés aux services et aux installations de navigation aérienne, comme l'interruption prolongée des communications avec un aéronef.

L'annexe IV vise les événements liés aux aérodromes et aux services au sol, comme l'objet intrus sur l'aire de mouvement qui aurait pu mettre en danger l'aéronef, les dégâts causés par le souffle d'un réacteur, le défaut important dans l'éclairage le marquage ou la signalisation de l'aérodrome, le traitement dégivrant manquant ou incorrect, l'arrimage incorrect des bagages ou du fret susceptible de mettre en danger l'aéronef, le déversement important de carburant pendant l'avitaillement.

L'annexe V concerne les événements liés aux aéronefs autres que les aéronefs motorisés complexes, y compris les planeurs, ballons et dirigeables.

Le propriétaire de l'aéronef rend compte à l'autorité compétente. Il rend compte également à l'organisme responsable de la conception de type de tout état d'un aéronef compromettant la sécurité du vol, annexe I (M), M.A.202 Compte rendu d'événements, règlement n° 1321/2014.

Le ministre peut prononcer des amendes administratives à l'encontre des organismes qui ne respectent pas les exigences résultant du règlement n° 376/2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, article R. 6231-5 CT.

Les comptes rendus facultatifs

À côté des comptes-rendus obligatoires, il y a la possibilité de comptes-rendus volontaires, qui demeurent facultatifs, article 5.

L'article 6 concerne la collecte et le stockage des informations sur des bases de données.

L'accès aux informations figurant dans les banques de données

Il existe un répertoire central européen pour stocker les informations pertinentes en provenance des États membres, art. 8.

Les informations peuvent être échangées entre États membres. L'AESA en collaboration avec les autorités nationales participe à l'échange et à l'analyse des informations, art. 19 du règlement n° 996/2010 du 20 octobre 2010, article 9 du règlement n° 376/2014 du 3 avril 2014.

Le moindre quidam n'a pas a priori le droit d'exiger que de telles informations soient mises à sa disposition.

L'accès aux comptes rendus d'événements stockés dans le répertoire central européen est restreint. Il est confidentiel.

L'échange des informations est réservé à certaines personnes.

Article 15 du règlement n° 376/2014, Les États et les organisations ainsi que l'Agence européenne de la sécurité aérienne prennent les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des renseignements sur les événements qu'ils reçoivent.

Ces informations ont pour fin, le maintien ou l'amélioration de la sécurité aérienne.

Les demandeurs de la communication ou de l'information doivent participer à l'amélioration de la sécurité, ce sont les fabricants, les organismes de maintenance, les exploitants d'aéronefs et d'aérodromes, les services de la navigation aérienne, les organismes chargés de l'entretien des aéronefs au sol, avitaillement, chargement,



dégivrage, tractage, services de lutte contre l'incendie, les organismes de formation des pilotes, les centres de recherche, les pilotes, les ingénieurs ... Les personnes habilitées s'adressent pour recevoir l'information au point de contact existant dans chaque État.

La CJUE a été saisie de la question de savoir si la presse peut exiger la communication d'informations portant sur des événements aériens.

Affaire C-451/22, RTL Nederland et RTL Nieuws c. le ministre de l'Infrastructure et de la gestion de l'eau, sur renvoi du Conseil d'État des Pays-Bas en date du 29 juin 2022.

Nous disposons de la décision de renvoi émanant de la haute juridiction néerlandaise.

Les sociétés RTL ont demandé en janvier 2018 au ministre de la Justice et de la sécurité, au titre de la loi néerlandaise sur la publicité de l'administration, communication de documents concernant la destruction le 17 juillet 2014 d'un avion de la Malaysia Airlines, se rendant d'Amsterdam à Kuala Lumpur, dans l'est de l'Ukraine. Plus précisément, des comptes rendus enregistrés dans l'ECCAIRS en 2014, centre européen de coordination des systèmes de notification des incidents d'aviation, concernant l'Ukraine.

Les sociétés RTL cherchaient à savoir quelles avaient été, avant l'évènement tragique, les connaissances des Pays-Bas concernant la sécurité de la navigation dans l'espace aérien ukrainien.

Chaque État dispose de son propre système d'analyse. Qui recueille les comptes rendus des incidents survenus dans l'aviation civile. Ces éléments sont enregistrés sur la base de données nationale.

Chaque État membre de l'UE transfère les informations enregistrées sur le répertoire central européen, ECCAIRS.

Le ministre néerlandais de la Justice a transmis la demande au ministre de l'Infrastructure.

Le ministre a trouvé 2 comptes rendus, enregistrés dans la base nationale, concernant en 2014 l'espace aérien au-dessus de l'Ukraine.

Il n'a pas fait de recherche concernant les autres bases nationales.

Il a rejeté la demande. Les informations stockées dans l'ECCAIRS ne peuvent être communiquées qu'aux catégories de personnes intéressées mentionnées dans l'annexe II du règlement n° 376/2014. Elles ne peuvent être utilisées qu'aux fins de maintien et d'amélioration de la sécurité aérienne.

Un recours administratif a été formé.

Le tribunal du Centre des Pays-Bas a rejeté le recours en novembre 2019. Les comptes rendus de l'ECCAIRS sont soumis à un régime spécial de divulgation, primant la loi néerlandaise.

L'affaire vient ensuite devant le Conseil d'État, qui forme la décision de renvoi devant la CJ.

La décision de renvoi fait état de différentes dispositions,

l'art. 10 de la CEDH sur la liberté d'expression,

la charte des droits fondamentaux de l'UE,

le règlement n° 376/2014,

le considérant 33 met l'accent sur les règles de confidentialité,

l'article 15 concerne la confidentialité et l'utilisation appropriée des informations sur les événements ; les États, l'Agence, les organisations ne mettent à disposition les informations sur les événements que pour la seule fin du maintien ou de l'amélioration de la sécurité aérienne ; les autorités veillent à la confidentialité des informations, l'article 16 interdit l'enregistrement dans la base de données nationale de donnée personnelle.

Le Conseil d'État fait référence au droit national néerlandais, à la loi sur l'air, prévoyant que les informations reçues par notification ne sont pas publiques, et à la loi alors applicable prévoyant que toute personne peut faire une demande d'accès aux informations figurant dans des documents relatifs à une question administrative.

Le Conseil d'État estime que le règlement n° 376/2014 n'indique pas avec netteté si toutes les informations sur les événements doivent rester confidentielles.

Il estime que l'article 15 du règlement doit être interprétée au regard de la liberté d'expression et d'information.

Comme organe de presse, RTL peut tirer de l'art. 10 CEDH un droit à accéder à des informations des autorités publiques. Une interdiction absolue de divulgation pourrait ne pas être conciliable avec

, la liberté d'information.

D'où le renvoi.

L'avocat général Anthony Collins (irlandais) a présenté ses conclusions le 15 juin 2023.

Tout événement relatif à la sécurité, mettant en danger ou pouvant mettre en danger, s'il n'est pas corrigé, un aéronef, ses occupants, tout autre personne, doit être notifié.

Le règlement n'autorise pas la divulgation, au public ou une entreprise de media, de renseignements sur les événements notifiés.

Cette exigence de confidentialité n'est pas contraire à la Charte des droits fondamentaux de l'UE. L'exercice du droit à la liberté d'expression peut faire l'objet de restrictions dans l'intérêt de la sécurité publique. Le règlement européen apporte une exception d'intérêt public au droit d'accès aux documents de l'Union.

Les événements collectés sont analysés pour identifier les dangers pour la sécurité, art. 13. Les mesures préventives et correctives sont ensuite prises par les transporteurs, par les fabricants, par les aéroports. Chaque État ainsi que l'Agence agissent en ce sens. Il existe un réseau d'analystes de la sécurité aérienne, l'Agence soutient leurs activités, elle publie un rapport annuel contenant en particulier le résultat de l'analyse des informations.

Une certaine confidentialité est organisée concernant les informations publiées ou échangées. Les informations sont rendues anonymes.

Certaines erreurs, manquements ou infractions peuvent être portées à la connaissance des États uniquement du fait des notifications.

Les États - mais sans préjudice du droit pénal national - s'abstiennent d'intenter des actions en ce qui concerne les infractions non préméditées ou commises par inadvertance, qu'ils viendraient à connaître seulement parce qu'elles ont été notifiées.

Si des procédures disciplinaires ou administratives sont intentées, les informations ne sont pas utilisées contre les notifiants ou contre les personnes mentionnées dans les comptes rendus.

Sous des exceptions prévues à l'art.16 § 10 : le manquement délibéré aux règles, la méconnaissance grave et sérieuse à l'obligation professionnelle de prendre les mesures requises.

La CJUE a rendu son arrêt le 18 janvier 2024 dans cette affaire RTL Nederland et RTL Nieuws, l'arrêt est conforme aux conclusions de l'avocat général et confirme le caractère confidentiel et non communicables des informations en cause : Les informations détenues par les autorités nationales au sujet d'un événement relatif à la sécurité aérienne sont soumises à un régime de confidentialité ayant pour conséquence que ni le public ni même une entreprise de médias d'information ne sont en droit d'y accéder sous quelque forme que ce soit.

Les prestataires de service de navigation aérienne et les exploitants d'aéroports sont tenus d'enregistrer et de conserver un certain nombre de données concernant la gestion du trafic aérien. Ces données contribuent aux opérations de recherche et de sauvetage. Elles servent à l'enquête ou à l'analyse d'un événement lié à la sécurité dans le domaine de la gestion du trafic aérien. Certains enregistrements sont conservés 30 jours, comme les fréquences de détresse, les bandes de progression des vols ; d'autres 3 jours, comme les alertes issues des systèmes de prévention des abordages et des collisions. En cas d'enquête ou d'analyse relative à un événement, tout enregistrement est conservé jusqu'à la clôture de l'enquête ou de l'analyse. Voir l'arrêté du 9 juin 2020 relatif à l'enregistrement des données.

[Lorsqu'un pilote, volant selon les règles de la circulation aérienne militaire, relève un événement relatif à la gestion du trafic aérien ayant compromis (ou pouvant avoir compromis) la sécurité d'un aéronef, il le notifie à la DIRCAM, via un compte rendu, RCAM.2025-02, arrêté du 3 juin 2020, article 8.]

## Chapitre II. L'ACCIDENT ou L'INCIDENT GRAVE

L'œuvre de prévention a échoué, survient la catastrophe, l'accident ou l'incident grave. Il y a des pertes matérielles, des pertes humaines. Il faut enquêter pour déterminer les causes du sinistre et éventuellement sévir en mettant les responsabilités en lumière.

Le système juridique a instauré une dualité d'enquêtes : l'enquête pénale a pour finalité la recherche des personnes soupçonnées d'avoir commis une infraction pénale, elle relève du droit national ; l'enquête de sécurité est conçue pour éviter le renouvellement de l'accident et préconiser certaines mesures de redressement qui relève des normes internationales, européennes et nationales.

L'enquête de sécurité est indépendante et distincte et sans préjudice de toute action judiciaire ou administrative visant à déterminer des fautes ou des responsabilités, art. 5, § 5, du règlement européen.

L'une des difficultés est d'établir la corrélation et la complémentarité entre les deux enquêtes, l'enquête de

sécurité étant susceptible de nourrir l'enquête pénale, alors que leurs finalités sont distinctes.

M. Venet et C. Guibert, Coexistence des enquêtes administratives et judiciaires en cas d'accident aérien, Revue des experts, n° 44-09/1999.

Fanny Magalhaes Gonçalves, Les enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation civile internationale : enjeux politico-juridiques dans un contexte de conflit armé ou de tensions diplomatiques, in Annales de droit aérien et spatial, 2006, volume XLI, McGill, p. 155.

La crédibilité des enquêtes dépend non seulement de la compétence des enquêteurs dans un domaine technique souvent complexe mais également de leur impartialité.

## Section I. L'ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

Le droit aérien impose la conduite d'enquêtes de sécurité lorsque surviennent des accidents et des incidents graves en matière de navigation aérienne.

Cette enquête a un caractère prophylactique, elle n'est pas destinée à déboucher sur une punition. Même si ses conclusions sont en fait fréquemment retenues par la justice étatique au civil et au pénal.

Les règles

La convention de Chicago, art. 26, dispose : En cas d'accident survenu à un aéronef d'un État contractant sur le territoire d'un autre État contractant et ayant entraîné mort ou lésion grave ou révélé de graves défauts techniques de l'aéronef ou des installations et services de navigation aérienne, l'État dans lequel l'accident s'est produit ouvrira une enquête sur les circonstances de l'accident, en se conformant dans la mesure où ses lois le permettent, à la procédure qui pourra être recommandée par l'organisation de l'aviation civile internationale.

L'annexe 13, normes (standards) et pratiques recommandées est relative à ces enquêtes.

Olivier Ferrante, Les objectifs et les moyens de l'enquête technique, in ouvrage collectif dirigé par Xavier Latour, La sécurité et la sûreté des transports aériens, Le Harmattan, 2005

La GASR désigne la feuille de route pour la sécurité de l'aviation dans le monde, elle prévoit la mise en œuvre d'un partage international des données / système mondial de compte rendu de données.

Le règlement (UE) n° 996/2010 du 20 octobre 2010 est le grand texte européen sur les enquêtes et la prévention des accidents et des incidents en matière d'aviation civile.

Le règlement (UE) n° 376/2014 du 3 avril 2014, déjà cité, concerne les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile.

(Ce règlement ne s'applique pas aux événements ou informations relatives à la sécurité impliquant des aéronefs sans équipage à bord pour lesquels un certificat ou une information n'est pas requis. Sauf si l'événement/information impliquant de tels aéronefs sans équipage à bord a entraîné une blessure grave ou mortelle, ou a impliqué un aéronef autre que sans équipage, art. 3 § 2) (les États membres peuvent décider d'appliquer ce règlement à des événements ou informations impliquant des aéronefs non soumis au règlement 2018/1139)

Le code des transports

L'article L. 1621-1 et suivants donnent des normes générales pour l'ensemble des modes de transport.

L'art. L.1621-2 alinéa 2 mentionne l'obligation de mener en cas d'accident de l'aviation civile l'enquête de

sécurité conformément au règlement européen de 2010.

Les articles L. 6222-1 et suivants présentent des normes propres à l'aviation, art. R. 6222-1 et s. CT ; les dispositions françaises ont force normative dans la mesure où elles ne contredisent pas le dispositif européen déjà très détaillé.

Le règlement impose aux États de fixer des règles relatives aux sanctions applicables en cas de violation du règlement, art. 23.

L'article R. 160-1, IV, CAC, donne au ministre le pouvoir de décerner une amende administrative à l'encontre des organismes qui ne respectent pas les exigences résultant du règlement n° 376/2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile.

Idem prévu par l'art. R. 217-5 CAC en ce qui concerne les exploitants d'aérodrome et les prestataires de services d'assistance en escale.

Le règlement européen du 20 octobre 2010, art. 12 § 3, fait place à des accords conclus au niveau national entre les autorités chargées de l'enquête de sécurité et les autres autorités comme les autorités judiciaires. Ces accords respectent l'indépendance de l'autorité responsable des enquêtes de sécurité et permettent que l'enquête technique se déroule avec diligence et efficacité. Ces accords dits préalables sont transmis aux autorités européennes.

La réglementation européenne ne concerne ni l'outre-mer, ni les petits engins. La réglementation française figure aux articles R. 6223-2 et s. CT. Elle concerne les aéronefs qui ne sont pas soumis au règlement 2018/1139 du 4 juillet 2018.

L'unique objectif de l'enquête de sécurité est la prévention des accidents et incidents, sans détermination des fautes et des responsabilités. L'établissement des causes n'implique pas la détermination de fautes ou la détermination d'une responsabilité administrative, civile ou pénale, art. 2, chiffre 4. Les enquêtes de sécurité ne visent nullement la détermination des fautes ou des responsabilités. Elles sont indépendantes, distinctes et sans préjudice de toute action judiciaire ou administrative visant à déterminer des fautes ou des responsabilités. Article 5, § 6, du règlement n° 996/2010. Il s'agit d'améliorer la sécurité aérienne. L'enquête de sécurité est indépendante et distincte de toute action judiciaire visant à déterminer des fautes ou des responsabilités. L'enquête de sécurité a pour seul objet de prévenir de futurs accidents d'aviation civile ; elle consiste à collecter et analyser les informations utiles, à déterminer les circonstances et les causes certaines ou possibles de l'accident et à établir des recommandations de sécurité, art. L. 1621-3. L'enquête de sécurité est distincte de l'enquête judiciaire qui peut être parallèlement ouverte. Il n'en demeure pas moins qu'en retraçant l'historique de l'accident et en recherchant les causes, l'enquête technique facilite l'action de la gendarmerie et de la justice qui enquêtent parallèlement pour mettre en lumière les éventuels manquements d'intervenants susceptibles d'engager leur responsabilité pénale.

Obligation de notifier les accidents et les incidents graves, art. 9.

L'exploitant d'aérodrome signale à l'autorité compétente tout accident, incident sérieux et événement ..., ADR.OR.C.030, annexe III du règlement modifié n° 139/2014.

L'autorité responsable des enquêtes informe la Commission européenne, l'AESA, l'OACI, les États membres et les pays tiers concernés.

La compétence à mener l'enquête face à un sinistre à composante internationale.

Quel est l'État qui est compétent pour mener l'enquête de sécurité ?

1° cas. La compétence de l'*État d'occurrence* est la solution de principe : l'enquête est conduite sous la responsabilité de l'État sur le territoire duquel l'accident s'est produit. C'est le principe de la territorialité. Tout accident ou incident grave impliquant un aéronef (auquel s'applique le règlement 2018/1139) fait l'objet d'une enquête de sécurité dans l'État membre sur le territoire duquel l'accident ou l'incident grave s'est produit, article 5 § 1 du règlement n° 996/2010, version du 4 juillet 2018.

2° cas. Le lieu de l'accident ne peut être situé avec certitude sur le territoire d'aucun État.

Lorsque le lieu de l'accident ne fait pas partie d'un territoire étatique - ainsi un accident au-dessus de la haute mer - la compétence est attribuée à l'autorité de l'*État d'immatriculation* de l'aéronef, art. 5 § 2.

## Les hypothèses d'enquête obligatoire

La survenance de certaines circonstances entraîne l'obligation d'ouvrir une enquête, art. 5 du règlement.

Le ministre arrête la liste des incidents et des accidents qui doivent être portés à la connaissance du BEA, art. R. 6222-5 CT.

- L'accident : l'aéronef a disparu / mort d'une personne ou graves blessures de personnes à bord, ou exposées au souffle des réacteurs ou bien ayant eu un contact direct avec des éléments de l'aéronef / dommages à l'aéronef appelant des réparations importantes ou le remplacement d'éléments endommagés, art. 2, chiffre 1.

L'accident doit être porté à la connaissance du BEA.

C'est l'exploitant (en premier) le commandant de bord (s'il a sauvé sa vie !) (en second) (ou le membre d'équipage venant après lui dans la chaîne de commandement) (à défaut) qui informe le BEA sans retard, art. R. 6222-6 CT.

Le BEA reçoit également l'information donnée par le prestataire de services civils de navigation aérienne qui constate l'accident, qui en est informé ou qui est impliqué dans sa survenance. Art. R. 6222-7 CT.

L'information du BEA provient également des dirigeants des entreprises assurant la conception, la fabrication, l'entretien ou le contrôle des aéronefs, art. R. 6222-8.

La liste des passagers, art. 20. Les compagnies proposent aux voyageurs d'indiquer le nom et les coordonnées de la personne à contacter en cas d'accident.

Plan d'urgence en cas d'accident.

Le transporteur est tenu d'assurer une assistance compassionnelle aux proches des victimes.

Le transporteur qui ne dispose pas d'un plan d'aide aux victimes d'accidents de l'aviation civile et à leurs proches, prévu par l'art. 21 du règlement n° 996/2010 du 20 octobre 2010, encourt une amende administrative, article R. 160-1, I, 5° CAC.

- L'incident grave : c'est un événement qui n'est pas un accident, mais l'incident peut compromettre la sécurité de l'exploitation, il y a une forte probabilité d'accident.

L'annexe au règlement n° 996/2010 donne des exemples : quasi-collision, incendie ou fumée dans la cabine des passagers, incendies de moteurs, utilisation d'oxygène de secours par l'équipage de conduite, désintégration de moteurs, pannes multiples de système de bord, problème de carburant, incident au décollage ou à l'atterrissage : sortie de piste ...

Le ministre arrête la liste des incidents qui doivent être portés à la connaissance du BEA. Cette liste contient au moins les incidents graves mentionnés à titre d'exemple en annexe au règlement n° 996/2010. Ce qui signifie que la France se réserve la possibilité d'enrichir la liste européenne. Art. R.722-2 CAC.

Les personnes précitées informent le BEA de l'incident, art. R. 722-3 CAC.

La non-déclaration est fautive.

L'art. L. 6232-10 CT punit d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 15 000 euros la personne qui par ses fonctions est appelée à connaître d'un accident ou d'un incident grave et qui néglige d'en rendre compte.

Criminelle, 11 juin 2014, n° 13-81282, condamnation pénale du président d'aéro-club ayant constaté un incident et n'ayant pas opéré la déclaration au BEA. La veille de l'accident mortel, le président de l'aéro-club était aux commandes de l'appareil, de la fumée était apparue dans la cabine. Les passagers avaient vu une fumée grise apparaître dans le cockpit à travers le tableau de bord, accompagnée d'une forte odeur d'échappement. Plus le pilote mettait les gaz, plus la fumée était importante. Le vol avait dû être écourté. Les fumées provenaient du moteur, l'étanchéité de l'habitacle n'était pas assurée lors de ce vol. L'incident aurait dû être également inscrit sur le carnet de roue de l'avion et déclaré au responsable de l'aérodrome le plus proche. Manquements coupables.

Les autorités des enquêtes de sécurité peuvent enquêter sur d'autres incidents.

Elles peuvent enquêter sur des accidents ou incidents graves impliquant d'autres types d'appareils conformément à la législation nationale.

Le règlement, art. 5 § 5 du règlement n° 996/2010, prévoit des hypothèses, en matière d'aéronefs avec ou sans équipage à bord, où l'enquête devient facultative.

L'autorité peut décider ne pas ouvrir d'enquête en cas d'accident ou d'un incident grave concernant un aéronef sans équipage à bord lorsque l'aéronef ne nécessite ni certification ni déclaration.

Idem en ce qui concerne un aéronef avec équipage, dont la masse maximale au décollage est égale ou inférieure à 2250 kg, en l'absence de mort ou de blessure grave.

Chaque État institue une autorité nationale permanente qui conduit ou supervise les enquêtes de sécurité dans l'aviation civile, qui n'accepte d'instruction de quiconque, art. 4 du règlement : cette autorité est en France le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses pour la sécurité de l'aviation civile, le BEA de l'aviation civile, art. R. 1621-1 et suivants du code des transports. Art. R. 6222-2.

C'est une autorité fonctionnellement indépendante, qui doit être indépendante des autorités chargées de la navigabilité, de la certification, de l'entretien, de la délivrance des licences, du contrôle de la navigation aérienne, de l'exploitation des aérodromes ...

[Le bureau enquête accidents défense air concernant les avions à usage militaire, exploités en circulation aérienne militaire, appartenant à l'état français ou à un autre état, avions qui ne sont pas inscrits au registre d'immatriculation prévu par la convention de Chicago]

Jean Paul Troadec avait été nommé en 2009 directeur du BEA. Nous l'avons entendu en conférence à Toulouse le 30 mai 2017. M. Rémy Jouty, polytechnicien, né en 1961, lui a succédé début 2014.

Le BEA dispose d'enquêteurs et plus largement d'un personnel qualifié. Il dispose de bureaux et de hangars pour entreposer et examiner les aéronefs ou les épaves.

L'art. 7 du règlement prévoit la constitution d'un réseau des chefs des autorités responsables des enquêtes de sécurité, un président pour trois ans, un observateur de l'AESA, partage d'informations, améliorer la qualité des enquêtes, préparer des suggestions. ENCASIA. Art. R. 6222-3 al. 3.

L'autorité responsable des enquêtes de sécurité définit la portée et les modalités des enquêtes de sécurité, en tenant compte des conséquences de l'accident ou de l'incident grave et des enseignements qu'elle entend tirer de ces enquêtes en vue d'améliorer la sécurité aérienne, art. 5 § 3 du règlement n° 996/2010.

L'enquête administrative est non contradictoire, elle est distincte d'une information judiciaire.

L'enquête est conduite par l'enquêteur désigné.

Il y a place éventuellement pour l'agrément d'enquêteurs de première information, art. L. 1621-6, 2°.

Les enquêteurs ne reçoivent pas d'instructions, ils sont indépendants. On peut présumer qu'ils doivent agir de façon loyale et impartiale.

Il est entendu implicitement que les enquêteurs doivent s'abstraire de toute influence en provenance non seulement du pouvoir exécutif, mais surtout des milieux de l'industrie aéronautique et du transport aérien.

L'enquêteur n'est pas seul. Il peut être épaulé ou assisté.

L'AESA et les autres autorités nationales peuvent envoyer un représentant pour participer à l'enquête comme *conseiller* de l'enquêteur désigné, art. 8 § 1.

Le § 2 précise les prérogatives de ces conseillers, comme proposer des thèmes de questions, recevoir copie des documents pertinents, prendre part à l'examen des composants, aux exposés techniques et aux réunions sur l'avancement de l'enquête.

L'article 26 de la Convention de Chicago prévoit qu'il est donné à l'État dans lequel l'aéronef est immatriculé la possibilité de nommer des *observateurs* pour assister à l'enquête et l'État procédant à l'enquête lui communique le rapport et les constatations en la matière.

L'État d'immatriculation, l'État de l'exploitant, l'État de conception, l'État de construction peuvent nommer un *représentant accrédité* pour participer à l'enquête, art. 10. Le représentant accrédité, qui doit avoir une qualification, peut être secondé par un conseiller, art. 2, chiffre 2.

L'État dont des ressortissants sont décédés dans l'accident peut désigner un *expert* qui accède aux informations factuelles et aux renseignements sur l'évolution de l'enquête, art. 21 § 4.

Les choses se passent différemment selon qu'une enquête judiciaire est ouverte ou non.

Si l'incident est relativement mince, il n'y pas d'enquête judiciaire, n'intervient que l'enquête de sécurité.

Lorsqu'une information judiciaire est ouverte, il y a dualité d'enquête, l'enquêteur de sécurité cherche l'origine de l'accident mais ne cherche pas à mettre en cause d'éventuels responsables de l'accident. La police et le juge d'instruction recherchent eux aussi les causes de l'accident, mais pour établir s'il y a des personnes coupables de faute, susceptibles d'avoir commis une infraction qui leur vaudrait d'être renvoyées devant la juridiction

répressive.

L'enquête de sécurité peut être menée par un État donné, alors qu'une enquête pénale est conduite dans un autre État.

La conservation des preuves, art. 13. En principe, il ne faut pas modifier l'état du site de l'accident, dans l'attente de l'arrivée des enquêteurs de sécurité. En cas d'accident mortel, il est vraisemblable que les pompiers et que les gendarmes parviennent sur les lieux de la catastrophe bien avant l'arrivée de l'enquêteur de sécurité qui visitera le site de la catastrophe et examinera l'épave.

*L'enquêteur de sécurité conduit l'enquête.*

Après avoir été désigné par l'autorité responsable des enquêtes de sécurité, l'enquêteur prend les mesures nécessaires aux exigences de l'enquête de sécurité, nonobstant toute enquête judiciaire, art. 11 § 1.

L'art. 11, § 2 confère à l'enquêteur des pouvoirs importants.

L'enquêteur accède au site de l'accident, à l'aéronef, à l'épave ; il est indispensable de préserver et de conserver les éléments de preuve : relevé des indices, prélèvements des débris à fin d'analyse ; l'enquêteur peut demander une autopsie des victimes ; examens médicaux des personnes impliquées dans l'exploitation ; audition des témoins ; accès aux informations et aux enregistrements.

Art. L. 1621-10 du code des transports

La personne qui s'opposerait à l'action des enquêteurs de sécurité ou qui refuserait de leur communiquer les enregistrements, matériels, informations utiles, ou qui les dissimule ou qui les altère ou qui les fait disparaître commet le délit d'entrave, art. L. 1622-1.

L'enquêteur n'agit pas forcément seul, il peut étendre ses droits d'enquêteur à ses experts et conseillers, ainsi qu'aux représentants accrédités, art. 11 § 3.

Le règlement réserve les droits des enquêteurs et experts relevant de l'autorité judiciaire.

L'article 12 du règlement édicte des dispositions pour favoriser la coordination des enquêtes, lorsqu'une enquête judiciaire est parallèlement ouverte.

Il y a des dispositions concernant l'analyse des **enregistreurs de bord**.

L'enregistreur de vol est tout type d'enregistreur qui est installé à bord d'un aéronef dans le but de faciliter les enquêtes de sécurité sur les accidents et les incidents, point 49 quater de l'annexe I du règlement modifié n° 965/2012.

L'enregistreur phonique.

L'enregistreur de conversations du poste de pilotage, **CVR**, est un enregistreur de vol à l'épreuve des accidents doté d'une combinaison de microphones et d'autres entrées audio et numériques pour recueillir et enregistrer l'environnement sonore du compartiment de l'équipage de conduite ainsi que les communications à destination et en provenance des membres de l'équipage de conduite et entre ces derniers, règlement n° 965/2012, annexe I, point 22 bis.

Cet enregistreur garde en mémoire les données enregistrées pendant au moins les (deux) dernières heures de fonctionnement.

À partir de 2021 et pour les gros porteurs, l'enregistreur devrait pouvoir conserver les 25 dernières heures de fonctionnement, mais à raison de l'épidémie qui affaiblit l'industrie aéronautique, l'OACI prévoit de retarder l'entrée en vigueur de la disposition obligatoire.

Cf la décision du Conseil de l'UE concernant la position à prendre par les représentants des États européens membres du Conseil de l'OACI quant à la proposition d'amendement 46, annexe 6, partie I, et de l'amendement 39, annexe 6, partie II, de la convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale.

Le CVR enregistre les communications radiotéléphoniques transmises ou reçues dans le compartiment de l'équipage de conduite ; les communications vocales des membres de l'équipage de conduite via le système d'interphone et via le système d'annonces publiques ; l'environnement sonore du comportement de l'équipage de conduite ; les signaux sonores ou vocaux identifiant les aides à la navigation ou à l'approche.

Le CVR effectue l'enregistrement à partir de 2019 sur des moyens autres qu'une bande magnétique ou un fil magnétique, ces derniers procédés étant considérés comme obsolètes.

Le CVR commence à enregistrer dès le début du vol jusqu'à l'arrivée, avant que l'avion ne se déplace par ses propres moyens jusqu'au moment où l'avion n'est plus en mesure de se déplacer par ses propres moyens. Il commence à enregistrer dès que possible les vérifications faites dans le poste de pilotage avant la mise en route

des moteurs, jusqu'aux vérifications faites dans le poste de pilotage immédiatement après l'arrêt des moteurs.

Les enregistrements ne doivent pas être effacés volontairement en cas d'accident ou d'incident grave. Dans cette hypothèse, les données originales sont conservées au moins 60 jours.

Le CVR est muni d'un dispositif de repérage dans l'eau, s'il n'est pas éjectable ; ce dispositif à partir de 2018 doit garantir une durée minimale de transmission sous l'eau de 90 jours. S'il est éjectable, il est doté d'un émetteur de localisation d'urgence automatique.

On prévoit des mesures pour accéder aux informations en cas de choc violent de l'appareil à terre ou si l'avion tombe dans les flots.

On prévoit un enregistrement des liaisons de données.

Le règlement dans son considérant 29 encourage la recherche pour permettre la localisation en temps réel des aéronefs et pour accéder aux informations contenues dans les enregistreurs de vol sans que leur présence physique soit nécessaire.

Les appareils aériens gros porteurs devront être équipés à partir de 2019 d'un dispositif de repérage dans l'eau doté d'une fréquence. À moins que l'avion gros porteur desserve des routes en ne s'éloignant pas de plus de 180 milles marins de la côte ou que l'avion détienne des moyens automatiques permettant de déterminer à la suite d'un accident l'emplacement du point de fin du vol.

#### L'enregistreur des paramètres de vol

Il s'agit d'un enregistreur de vol à l'épreuve des accidents doté d'une combinaison de sources de données pour recueillir et enregistrer les paramètres qui reflètent l'état et la performance de l'aéronef, point 49 ter de l'annexe I du règlement n° 965/2012, modifié par le règlement 2019/1387 du 1<sup>er</sup> août 2019.

L'enregistreur de paramètres de vol, FDR, enregistre le temps, l'altitude, la vitesse air, l'accélération normale et le cap ; les paramètres pour déterminer la trajectoire de vol, la vitesse, l'assiette, la puissance des moteurs, les dispositifs sur la portance et la traînée.

Des dispositions semblables à celles exposées ci-dessus à propos du CVR sont prises pour la conservation FDR en cas d'accident.

. L'art. 12 § 1 attribue des compétences parallèles tant à l'enquêteur désigné qu'à l'autorité judiciaire : l'enquêteur désigné assure la traçabilité et la conservation des enregistreurs de bord et de toute preuve matérielle. L'autorité judiciaire peut cependant désigner un responsable pour accompagner les enregistreurs de bord jusqu'au lieu de leur dépouillement ou de leur analyse.

On envisage l'hypothèse où l'examen risque de modifier, altérer, détruire ces éléments : on demande l'accord préalable des autorités judiciaires. Si cet accord n'est pas obtenu dans les deux semaines, l'enquêteur peut procéder à l'examen.

Le règlement envisage le cas où l'autorité judiciaire a saisi les éléments de preuve : l'enquêteur désigné en cas de saisie peut accéder immédiatement et sans restriction à ces éléments de preuve, il peut les utiliser.

Les enquêteurs dressent procès-verbal. Copie du P.V. est adressée à l'autorité judiciaire, art. L. 723-1 CAC.

Si on soupçonne qu'un acte d'intervention illicite aurait joué un rôle dans l'accident, l'enquêteur désigné informe immédiatement les autorités compétentes.

Cette coopération entre les différentes autorités, judiciaires, de l'aviation civile, de sauvetage se fait sur la base d'accords préalables, elle donne lieu à des échanges d'informations. Les enquêteurs de sécurité informent ainsi l'autorité judiciaire, et réciproquement. Le règlement a le souci d'éviter les conflits entre autorités. Ces accords portent sur les points suivants : l'accès au site de l'accident, la conservation des preuves, la résolution des conflits ... Ces accords inter - autorités sont communiqués à la Commission, au Parlement européen, au Conseil de l'UE.

Le rapport du BEA portant sur l'accident de l'avion de Germanwings s'écrasant sur un massif alpin fait état d'un accord entre le ministère de la justice et le BEA du 16 septembre 2014 : les éléments pertinents recueillis au cours de l'enquête de sécurité doivent être immédiatement communiqués aux autorités judiciaires. En l'espèce la lecture des données enregistrées sur le CVR donnait à penser qu'un acte d'intervention illicite avait joué un rôle dans l'accident. Les éléments ont été communiqués à la justice, le BEA a ainsi pu continuer l'enquête de sécurité.

Le règlement n° 2015/2328 contient des dispositions pour encadrer la divulgation des propos enregistrés et respecter la vie privée des membres de l'équipage (ayant éventuellement perdu la vie dans l'accident).

L'utilisation des enregistrements vise uniquement à maintenir ou améliorer la sécurité.



Certains éléments et informations sensibles sont réservés en principe à l'enquête de sécurité, ils ne sont pas en principe communicables. L'administration de la justice peut cependant en décider la divulgation, article 14 § 3. Ce qui semble signifier qu'elle en a auparavant pris connaissance. Une communication des enregistrements à d'autres États membres est envisagée, art. 14 § 3, alinéa 2

Le considérant 25 du règlement indique que si une personne dans le cadre de l'enquête de sécurité communique des informations, ces informations ne devraient pas être utilisées contre elle, ceci conformément aux principes constitutionnels et au droit national.

L'art. L. 6222-2 du code des transports exempte de toute sanction administrative celui qui fait une déclaration d'accident ou d'incident. Les sanctions civiles et pénales demeurent a contrario possibles contre lui.

Le personnel de l'organisme chargé des enquêtes est lié par le secret professionnel, art. 15 § 1. L'autorité communique cependant aux fabricants et aux exploitants des renseignements pertinents pour la prévention des accidents, art. 15 § 2.

Elle communique à l'AESA et aux autorités nationales de l'aviation civile certaines informations factuelles pertinentes, art. 15 § 3.

Article L. 1621-17 C. transports.

Le chef de l'autorité nationale peut recevoir et informer les familles des victimes.

L'enquête donne lieu à *rapport*.

Avant rapports, il peut être demandé au constructeur et à l'exploitant de faire un commentaire.

Possibilité de rapports avant la fin de l'enquête : les rapports d'étape

Publication d'un rapport final suggérant des éléments pour assurer le non-renouvellement des causes ayant conduit à l'accident : l'objectif de l'enquête est la prévention des accidents. Les intéressés ont communication au préalable du rapport et apportent leurs commentaires. Le rapport protège l'anonymat de tout individu impliqué dans l'accident. Publication en principe du rapport final dans les 12 mois de l'accident / incident grave.

Des recommandations de sécurité sont émises à tout moment de l'enquête ou dans le rapport final, art. 17.

Art. L. 1621-20 c. transports.

Le destinataire de la recommandation de sécurité doit faire savoir dans les 90 jours les mesures qu'il a prises, art. 18 § 1. L'autorité peut répliquer dans les 60 jours pour indiquer si elle estime la réponse adéquate ou non.

Le ministre publie les mesures correctrices qu'il met en œuvre à la suite des recommandations de sécurité émises par le BEA, art. R. 6222-10 CT.

L'art. 18 § 4, évoque implicitement des sanctions éventuelles : les autorités responsables de la sécurité au niveau national et au niveau de l'UE mettent en œuvre des procédures qui permettent de contrôler l'état d'avancement des mesures prises en réponse à des recommandations de sécurité. Il semble bien que si les recommandations ne sont pas mises en pratique, l'autorité peut agir au niveau du certificat de navigabilité et du CTA en prenant des mesures de suspension. Une inaction de sa part pourrait être constitutive de faute.

#### *Les comptes rendus d'événements*

L'article 9 du règlement n° 376/2014 du 3 avril 2014 prévoit de consigner, sur le répertoire central où sont répertoriées les informations concernant les événements de l'aviation civile, les informations relatives aux accidents et incidents graves.

On insère, au registre central européen, pendant le déroulement de l'enquête, les informations factuelles préliminaires.

Une fois l'enquête terminée, on transfère sur le registre le rapport d'enquête final.

On publie les recommandations de sécurité émises ainsi que les réponses reçues ; les responsables des enquêtes y font publier les recommandations de sécurité en provenance des pays tiers, art. 18 § 5.

Une décision de la Commission européenne du 5 décembre 2012 concernait les droits d'accès au registre central européen des recommandations de sécurité. La base de données des recommandations est opérationnelle depuis février 2012. Les autorités responsables des enquêtes de sécurité ont un accès illimité à la base de données. Les recommandations de sécurité figurant sur la base de données sont à la disposition du public. Les réponses aux recommandations de sécurité sont également désormais accessibles. Elles ne doivent contenir aucune information de nature confidentielle. Le public est informé de ces recommandations et réponses en consultant un

site internet public géré par la Commission.  
Voir la décision d'exécution (UE) 2019/1128 du 1<sup>o</sup> juillet 2019.

On prévoit la publication annuelle d'un rapport sur la sécurité au niveau national.

Le ministre peut prononcer des amendes administratives à l'encontre des organismes qui ne respectent pas les exigences résultant de la réglementation européenne en matière de comptes rendus, d'analyse et de suivi des événements, article R. 6231-5 CT.

Le ministre statue sur avis de la commission administrative de l'aviation civile, art. R. 6231-6 CT..

## Section II. L'ENQUÊTE DE JUSTICE

L'enquête pénale a pour finalité de déterminer les causes de l'accident et d'établir si des fautes pénales peuvent être reprochées à une ou plusieurs personnes. Si faute il y a, le parquet exerce l'action publique et poursuit le châtimement des coupables devant le tribunal correctionnel. Plusieurs personnes sont susceptibles de se voir reprocher d'avoir été l'auteur d'homicide ou de blessures involontaires.

L'enquête pénale en cas de morts ou de blessés : dans un premier temps l'enquête de police et ensuite l'instruction menée par le magistrat instructeur, qui donne éventuellement commission rogatoire à la police ou à la gendarmerie.

Colonel Raymond Carter, Les défaillances de la sécurité et de la sûreté des transports aériens : quels pouvoirs d'investigations ? Ouvrage collectif précité direction Xavier Latour, p. 119

Le magistrat instructeur renvoie, s'il y a des charges, les mis en examen devant la juridiction correctionnelle.

L'autorité répressive française peut être compétente au regard du code de procédure pénale pour enquêter, poursuivre et réprimer, même si l'accident a eu lieu en dehors de l'espace aérien français, (Les auteurs d'infractions commises hors du territoire de la République peuvent être poursuivis et jugés par les juridictions françaises lorsque la loi française est applicable, a. 689 CPP. La loi pénale française est applicable à tout délit puni d'emprisonnement commis par un Français ou par un étranger hors du territoire de la République lorsque la victime est de nationalité française, a. 113-7 CP. La poursuite est exercée à la requête du ministère public, précédée d'une plainte de la victime ou de ses ayants droit, art. 113-8 CP)  
Alors que l'enquête de sécurité est menée à l'étranger, l'accident ayant eu lieu à l'étranger.

Si une information est ouverte, le juge d'instruction procède à la désignation d'experts pour déterminer les causes du sinistre. Il y aurait une certaine difficulté pour nommer des experts dotés de la compétence technique et détenant de l'expérience, à l'impartialité reconnue, sans dépendance à l'égard des constructeurs et des exploitants.

Claude Guibert, Quel rôle pour l'expert judiciaire ? Ouvrage collectif, direction de Xavier Latour, p. 131  
L'expert dans son rapport, indique cet expert aéronautique, opère une distinction entre les facteurs de l'accident.  
Il y a les facteurs suffisants : un seul élément est suffisant pour causer l'accident  
Il y a les facteurs déterminants : l'accident aurait été évité si un seul facteur avait fait défaut.  
Il y a les facteurs additifs ou contributifs

Les personnes mises en examen accèdent au dossier de procédure.

La cour de Versailles, dans son arrêt du 29 novembre 2012, relate certaines pratiques contestables de la part d'agent du BEA : un haut fonctionnaire de la DGAC a été mis en cause par le juge d'instruction, le dossier de la procédure est communiqué aux parties, l'art. 114 CPP indique que les copies des rapports d'expertise peuvent être communiquées par les parties ou leurs avocats à des tiers pour les besoins de leur défense. L'avocat de ce haut fonctionnaire a communiqué les rapports d'expertise judiciaire au directeur du BEA, qui a fourni un avis dans lequel il s'est plu à éreinter les conclusions données par les experts nommés par le juge d'instruction. La cour d'appel s'offusque à juste titre. Le directeur du BEA aurait dû s'abstenir, il est tenu au secret professionnel, il a un devoir d'impartialité et de réserve.

Des tensions peuvent s'élever éventuellement entre les services de police et les enquêteurs menant l'enquête de sécurité, le règlement européen tente de les surmonter.

L'autorité judiciaire reçoit de l'information en provenance de ceux qui conduisent l'enquête de sécurité.

L'enquête judiciaire est alimentée en droit et en fait par les informations en provenance de l'enquête technique, il n'existe aucune cloison étanche entre les enquêtes menées parallèlement. Il est donc de fait inexact de dire que l'enquête technique a pour seul objectif la prévention de futurs accidents. Les résultats de l'enquête technique nourrissent l'enquête de police et l'information judiciaire. Si on avait voulu une enquête technique sans visée sanctionnatrice, il aurait fallu en interdire la communication et l'usage à la gendarmerie, au juge d'instruction ou à l'audience du tribunal correctionnel. Ce qu'on s'est bien gardé de faire.

(Par réciprocité, des informations et des documents relevant de l'enquête ou de l'instruction judiciaire peuvent être, avec l'accord du parquet, être communiqués aux enquêteurs techniques, art. L. 1621-19 code transports)

En France.

Le témoignage devant les juridictions répressives soit devant le juge d'instruction soit devant le tribunal correctionnel : le président et les membres du BEA peuvent-ils être présents au procès pénal en tant que témoins et se transformer en auxiliaires de l'accusation ou de la défense des prévenus ou en amis de la cour ? L'esprit de la législation par certains côtés s'y oppose, à tout le moins une certaine prudence s'impose, le respect des principes déontologiques également. Il faut être conscient que toute affirmation d'un agent du BEA risque d'être décisive pour le sort de la poursuite, alors que l'enquête de sécurité est en principe secrète et qu'elle ne connaît pas le principe de contradiction, même si le transporteur et les autres intéressés peuvent faire parvenir leurs observations. Transformer le BEA en agent et collaborateur de la justice civile ou pénale transformerait l'esprit dans lequel il doit procéder, on modifierait sa nature, d'enquêteur froid et technique à finalité préventive on en ferait l'auxiliaire de l'appareil judiciaire, alors qu'il n'en présente pas les qualités, il se transformerait en organisme policier, ce qui n'est pas déshonorant, mais ce n'est pas la philosophie du système. Les agents du BEA peuvent être appelés à témoigner en justice, comme témoins, ils peuvent dire ce qu'ils ont vu et entendu, mais ils ne doivent pas se transformer en expert judiciaire, ce n'est pas leur mission. La loi réprovoe le mélange des genres, l'enquête de sécurité n'a pas pour objet de faire apparaître une responsabilité pénale et de désigner des coupables, elle a pour objet de déterminer les circonstances et les causes de l'accident ainsi que d'établir des recommandations de sécurité - dans quelle finalité ? Dans le but de prévenir de futurs accidents - le tout, sans préjudice de l'enquête judiciaire, art. L.6222-10

Les enquêteurs techniques dressent procès-verbal des opérations qu'ils conduisent, la copie en est adressée à l'autorité judiciaire lorsqu'une procédure judiciaire est ouverte, art. L. 6222-6 al. 2. Les renseignements pertinents recueillis au cours de l'enquête de sécurité sont immédiatement communiqués aux autorités compétentes si on pense qu'un acte d'intervention illicite a joué un rôle dans l'accident, art. 12 §2 du règlement. La justice pénale peut donc utiliser les éléments qui y figurent pour la manifestation de la vérité. L'enquête pénale est nourrie des constatations opérées dans le cadre de l'enquête technique.

Les personnels du BEA sont en principe liés par le secret professionnel, art. 15 du règlement, article L. 1621-16 s. du code des transports, même si le responsable de l'organisme est habilité à transmettre des informations résultant de l'enquête dans l'hypothèse où il estime qu'elles sont de nature à prévenir un accident et à rendre publiques des informations.

Le rapport publié au terme de l'enquête n'indique pas de nom de personnes, il ne fait état que des informations résultant de l'enquête nécessaires à la détermination des circonstances et des causes de l'accident et à la compréhension des recommandations de sécurité, art. L. 1621-4.

Il est vrai que toute personne est tenue devant le tribunal correctionnel par l'obligation de témoigner et d'apporter son concours à l'œuvre de justice et que les fonctionnaires du BEA ne sauraient faire état d'un secret absolu à l'égard de celui des médecins. Ils devraient, semble-t-il, se souvenir de la finalité de l'institution auprès

de laquelle ils sont attachés : finalité prophylactique, prévenir la répétition de l'accident, ne pas empiéter sur la procédure judiciaire, ne pas remplir la fonction d'expert, ne se faire l'auxiliaire ni de l'accusation ni de la défense.

Si on prend l'arrêt rendu dans l'affaire de l'accident du Concorde le 29 novembre 2012 par la cour de Versailles, on constate l'importance prise par les déclarations comme témoins du directeur et de fonctionnaires du BEA. L'arrêt rendu en cette matière hautement technique - où il faut avoir une culture d'ingénieur en aéronautique pour tenter de bien déceler les origines, les causes, les antécédents d'une telle catastrophe - se fonde très largement sur le résultat des expertises mais également sur le rapport final du BEA, ce qui est correct, mais également sur les déclarations à la barre des agents du BEA. Le BEA devient ainsi un coopérateur de la procédure pénale et de la prise de décision judiciaire. L'enquête de sécurité se met au service de l'enquête de justice. Nous doutons que ce soit l'esprit de la législation (voir Xavier Latour, *Les enjeux de la sécurité et de la sûreté des transports aériens au regard du droit communautaire*, in ouvrage collectif, 2005, précité, p. 26). Le considérant 4 du règlement n° 996/2010 indique expressément : L'unique objectif des enquêtes de sécurité devrait être la prévention des accidents et incidents, et non la détermination des fautes ou des responsabilités. Un béotien pourrait se demander s'il est nécessaire dans de telles conditions de maintenir en cas d'accident grave la dualité d'enquête. Le magistrat instructeur n'aurait qu'à délivrer dès l'ouverture de l'enquête commission rogatoire au BEA, organe de l'État, pour que celui-ci détermine les causes de l'accident et qu'il établisse les responsabilités, étant chargé à titre parallèle d'établir des recommandations de sécurité. Ce qui ne se fera pas. Les textes et la pratique nous semblent toutefois porteurs d'une ambiguïté indéniable.

#### Le recours au contenu et aux conclusions des enquêtes techniques et pénales dans le contentieux civil

En cours d'enquête, tant qu'elle n'est pas encore clôturée, il est douteux qu'un agent du BEA puisse communiquer à la justice civile son opinion quant aux causes de l'accident.

Il faudrait probablement pour témoigner l'autorisation du supérieur hiérarchique. Tant que le rapport final n'est pas publié, le service ne dispose que d'informations partielles et non d'une synthèse générale. Le fonctionnaire français est soumis à la loi française qui lui impose le secret. Le règlement européen l'y soumet également. Il doit se taire, sauf principe contraire qui lui imposerait ou qui lui permettrait d'exprimer une opinion sur les causes et circonstances de l'accident. La prudence s'impose, le conseil donné a priori à l'agent du BEA : s'abstenir. Il convient d'éviter tout risque de voir toute personne, tout juge être instrumentalisé ou manipulé pour satisfaire les intérêts du transporteur ou celui des victimes.

Le tribunal civil pourrait être incité à surseoir à statuer tant que le rapport d'enquête final n'a pas été rendu public.

La clôture de l'enquête de sécurité

Le rapport final est publié, il pourra être produit dans l'instance civile où sera mise en cause la responsabilité civile des fabricants ou du transporteur, il est tombé dans le domaine public.

L'art. L.1621-18 autorise sous certaines conditions communication de certains éléments de la procédure judiciaire, en particulier pour faciliter l'indemnisation des victimes, autorisation ministérielle

Les instances judiciaires, saisies d'un contentieux civil, utilisent au niveau probatoire les données figurant dans le rapport du BEA. La preuve des faits est libre, le rapport est tombé dans le domaine public. Ceux auxquels il est opposé peuvent au nom du contradictoire, même si ceci est difficile et délicat à faire, en contester les conclusions.

Voir à titre d'exemple les moyens annexés à l'arrêt de la 2<sup>e</sup> chambre civile, 2 juillet 2015, n° 14-18171, relatant l'arrêt rendu par la juridiction d'appel.

Le témoignage d'un agent du BEA pourrait être sollicité devant les juridictions étrangères civiles et pénales saisies d'une instance liée à un accident aérien.

La situation des personnes privées ayant été appelées à l'enquête, ultérieurement actionnées en responsabilité civile

## Le cas de Boeing, juge et partie

Cf. la décision précitée d'une juridiction fédérale, celle du district du Texas oriental, du 27 janvier 2021 sanctionnant le refus de Boeing de communiquer des éléments obtenus dans le cadre de l'enquête technique à laquelle le fabricant avait participé. La question concernait la preuve à administrer pour faire apparaître les défauts du 737 MAX et donc les carences du fabricant. L'avionneur, qui avait été conseiller dans l'enquête technique, invoquait l'annexe 13 pour ne communiquer aux demandeurs que des pièces expurgées. La juridiction américaine a ordonné à Boeing de produire les documents que cette société détenait. Voir le commentaire donné par le cabinet d'avocats américains Condon et Forsyth en date du 1<sup>er</sup> février 2021.

## CHAPITRE II. L'ASTRONAUTE

Philippe Achilleas, L'astronaute et le droit international, Mélanges Courteix, p. 143

L'astronaute vu par les traités adoptés sous l'égide de l'ONU

Le mot d'astronaute a été forgé en 1928 : le marin des astres.

On considère comme astronaute tout membre d'équipage d'un objet spatial.

On relève la tendance chez certains auteurs à faire figurer lato sensu parmi les astronautes toute personne se trouvant à bord, comme un passager sans mission particulière de conduite ou scientifique.

Toute personne se trouvant sur un corps céleste, comme la lune, est traité comme un astronaute.

Avec emphase, on traite l'astronaute d'envoyé de l'humanité dans l'espace extra atmosphérique.

Youri Gagarine, premier vol du 12 avril 1961 dans l'engin Wostok.

Neil Armstrong

L'accident de la navette Challenger en 1986, et de la navette Columbia en 2003.

L'astronaute se trouve sous la juridiction de l'État de lancement, art. VIII du traité de 1967.

Le séjour à demeure d'astronautes de plusieurs nationalités à bord de la station spatiale internationale.

A été mis en place en 2000 un code de conduite de l'équipage de l'ISS, ont été prévus en 2001 des critères sur la sélection, l'affectation, l'entraînement et la certification de l'équipage. On fait apparaître le modèle de l'astronaute professionnel. Présence d'un commandant de bord. Un directeur de vol à Houston.

La presse fait état du lancement le 29 mars 2013 de trois spationautes depuis Baïkonour en direction de la station spatiale internationale, le trajet a été accompli en 6 heures.

L'assistance à apporter aux astronautes en détresse, accord de 1968. L'astronaute tombe sur terre ou en mer. Une obligation d'information envers l'État de lancement. Une obligation de sauvetage. Une obligation de rapatriement. L'entraide mutuelle des astronautes dans l'espace



## TITRE V. LES ENTREPRISES ET LE PERSONNEL AU SOL

Les transporteurs aériens, à côté du personnel navigant, possède un personnel au sol.  
Plusieurs entreprises opérant à la surface contribuent à la bonne marche du trafic aérien, à l'assistance et au bon état des aéronefs.

Ces entreprises emploient du personnel.

Air Cosmos, 28 avril 2020, Les métiers cachés d'un aéroport

### I. LES ENTREPRISES AU SOL

Nombre d'entreprises, sans faire forcément du transport aérien, contribuent, tout en opérant à terre, à la bonne exécution des déplacements aériens.

#### L'ASSISTANCE EN PISTE OU EN ESCALE

Ces prestataires sont tenus de respecter les obligations que leur impose l'annexe VII du règlement de base 2018/1139 du 4 juillet 2018.

Le transport en piste.

Les transporteurs effectuant des navettes d'autobus, pour le compte des compagnies aériennes, sur l'aire de trafic pour acheminer les équipages et les passagers depuis le ou les terminaux jusqu'aux avions. Cf. À propos de l'obligation incombant au nouveau titulaire du marché d'assistance en escale de reprendre le personnel de l'entreprise précédemment en activité, Soc. 25 septembre 2013, n° 12-13697

Les entreprises effectuant la manutention des bagages.

Les entreprises de handling.

L'agent de handling fait de l'assistance en escale, il reçoit éventuellement les marchandises pour le compte du destinataire, il s'occupe de faire acheminer par la route la marchandise depuis l'aérogare jusqu'à l'établissement du destinataire, il fait de la commission de transport.

Tilche, BTL 2013.325

La jurisprudence, au regard des particularités des espèces, voit dans l'entreprise de handling un préposé du transporteur.

Lyon, 11 avril 2013, BTL 2013.3460, Revue du droit tr. et de la mobilité, juillet 2013, commentaire 48 par Philippe Delebecque : un déménagement entre Tunis et Clermont, un vol dans les locaux de l'agent de handling. Les portes du hangar sont restées ouvertes. Les lumières extérieures ne fonctionnaient pas. Le centre de



surveillance avait alerté les superviseurs du site qui dormaient et qui donc ne se sont pas déplacés. L'assureur indemnise la victime et se retourne contre le transporteur qui appelle le manutentionnaire en garantie. Le transporteur est responsable du fait de son agent, cf. art. 30 CM. En ce qui concerne le recours du transporteur contre son agent, la juridiction applique l'accord IATA, qui contient une clause de non-recours, sauf faute intentionnelle ou faute avec négligence en sachant que la faute provoquerait certainement le dommage. La faute est admise. L'agent est condamné à garantir le transporteur des condamnations prononcées.

#### Droit de la concurrence et des aides d'État

Certaines entreprises bénéficiaires d'aides d'État ne restituent jamais les aides illicites qui leur avaient été attribuées, en particulier lorsqu'elles font faillite, qu'elles sont liquidées et se révèlent insolvables. Il peut y avoir dans certains cas la tentation de la fraude, la société débitrice est liquidée, mais on constitue une société nouvelle qui n'est en fait que la prolongation de la précédente et qui se dit libérée de toute obligation.

On est peut-être dans un tel scénario avec les aéroports de Milan.

SEA est gestionnaire de l'aéroport de Milan, la commune détient 84 % du capital.

Une filiale de l'aéroport, SEA Handling, faisait de l'assistance en escale. L'aéroport public avait effectué des aides en faveur de sa filiale, cette aide a été déclarée incompatible avec le marché commun par une décision de la Commission du 19 décembre 2012 publiée au JOUE du 30 juillet 2015.

La décision de la Commission a fait l'objet d'un recours, le Tribunal a le 13 décembre 2018 rejeté le recours, T-167/13. L'aide d'État doit être récupérée, mais la filiale bénéficiaire de l'aide a été liquidée.

Un pourvoi a été formé le 22 février 2019 par la commune de Milan, affaire C-160/19 P.

(Contentieux dans le contentieux. La bénéficiaire de l'aide auteur du recours, Sea Handling Spa, se prévalant de l'exercice de ses droits de la défense, n'a pas obtenu que la Commission lui remette plusieurs documents relatifs à la procédure administrative ayant conduit à la décision de la Commission, comme la plainte à l'origine de la procédure et la correspondance entre la commission et la plaignante. Voir la décision de rejet du Tribunal du 25 mars 2015, T-456/13, en dépit de l'intérêt à la protection juridictionnelle effective qui constitue un droit fondamental de l'Union.)

L'aéroport a mis en place une nouvelle filiale Airport Handling.

La Commission a ouvert une procédure formelle d'examen relative à la constitution de la société Airport Handling SPA, de Somma Lombardo, voyant dans la capitalisation de cette société la possibilité d'une aide d'État.

La décision de la Commission d'ouverture de la procédure est du 10 juillet 2014, JOUE du 6 février 2015.

Recours introduit le 19 septembre 2014 par cette société devant le Tribunal, affaire T-688/14, JOUE du 3 novembre 2014, C 388/26. Demande de suspension rejetée, par ordonnance du 27 novembre 2014. L'aéroport a l'obligation de récupérer l'aide accordée à l'une de ses filiales, cette filiale a été liquidée, une nouvelle société a été constituée pour un objet identique, la Commission se demande s'il n'existe pas une continuité économique entre ces deux sociétés. En clair, si cet élément est établi, la nouvelle société serait contrainte de restituer l'aide.

Notification d'une concentration entre deux entreprises effectuant la fourniture de services d'assistance en escale, Swissport France prenant le contrôle de Servisair, JOUE du 5 novembre 2013, C 319/17

#### La fourniture de kérosène et les entreprises de dépôt de carburants

Le 19 juin 2015, la Commission ne s'oppose pas à la concentration Royal Dutch Shell/Keele OY/Aviation Fuel Services Norway, JOUE du 12 septembre 2015

Notification le 14 juillet 2015 d'un projet de concentration par lequel World Fuel Services prend le contrôle des activités de BP Royaume Uni en ce qui concerne la fourniture de carburant d'aviation aux aéroports de Copenhague, Stockholm, Göteborg et Malmö. JOUE du 22 juillet 2015, C 240/6. La Commission européenne a décidé le 6 août 2015 de ne pas s'opposer à cette concentration, JOUE du 15 août 2015, C 269/1.

La Cour de cassation a eu à connaître d'un contentieux lancé à la suite de la plainte de la société Air France, victime à Saint Denis de la Réunion d'une entente conclue entre plusieurs sociétés pétrolières tendant à une majoration concertée du prix du kérosène. L'autorité de la concurrence avait déjà sanctionnée de telles pratiques en 1993, elle l'a fait à nouveau en 2008 avec des pénalités de plus de 41 millions d'euros pour des faits remontant à l'année 2002/2003 et pour un marché de 23 millions d'euros pour l'acheteur. Les entreprises pétrolières Total, Chevron, Shell, Esso, s'étaient entendues, lors de l'appel d'offre lancé par Air France, pour fausser le jeu de la concurrence sur ce marché de la fourniture en carburéacteur. Les sociétés en cause avaient échangé entre elles des informations sur la répartition du marché, la stratégie à adopter en cas de changement de source d'approvisionnement et sur le niveau des prix de transfert. La cour de Paris avait rejeté le recours contre la décision de l'autorité de la concurrence rendue sur le fondement du droit national et sur celui de l'article 101 TFUE. L'arrêt de la chambre commerciale du 20 janvier 2015, Bull., fait près de 11 pages, 75 avec la reproduction des différents moyens, il rejette les différents pourvois qui avaient été formés. Des notes d'un directeur de Chevron avaient été saisies à Londres - avec l'autorisation de l'OFT anglaise - indiquant des pourcentages, 25 % pour Chevron, 30 % pour Exxon, entre 25 et 30 % pour Shell, 15 à 20 % pour Total. Ce qui correspond grosso modo aux différentes parts de marché obtenues.

L'intervention à la procédure de la société Air France a été déclarée recevable.

Il a été admis au regard du droit européen que l'entente était de nature à affecter le commerce intracommunautaire.

L'enquête pratiquée en Angleterre par l'Office of Fair, à la demande de l'autorité française, est validée.

Les ententes horizontales aux fins de se répartir un marché et d'y réaliser un grand profit sont des ententes injustifiables.

#### Malfaçons dans la construction de cuves à mazout

(On est ici loin du droit aérien, on est en droit terrestre, droit de la construction ou du génie civil et droit des assurances.

Il s'agissait de savoir, en l'espèce, si les deux entreprises intervenues sur le chantier étaient civilement responsables des désordres survenus, et si leurs assureurs devaient apporter leur garantie.)

3° Civile, 25 juin 2020, n° 17-22472 : une société, Société de Manutention de carburants avion, exploite un dépôt de stockage de carburant à l'aéroport de Roissy les Chennevières les Louvres.

Elle décide la construction de cuvettes de rétention, destinées à recueillir le carburant en cas de fuites.

Elle confie la construction des cuvettes à la société QF.

Assureurs Axa France et SMABTP, société mutuelle d'assurances du bâtiment et des travaux publics.

La société suisse Produits et techniques a fourni la membrane qu'il fabrique destinée à assurer l'étanchéité des cuvettes.

Assureur Winterthur.

Le coût initial de construction a été de 419 890 euros.

Réception des travaux en 1999.

Le maître de l'ouvrage se plaint de désordres : fissuration de la membrane au droit des joints de fractionnement de la forme en béton fibré ..., présence de petites pustules (cloques), décollement de la membrane...

L'expert judiciaire a retenu plusieurs causes de ce désordre, il a relevé différentes exécutions de travaux non conformes aux règles de l'art et des erreurs de conception.

Le rapport d'expertise préconise une réparation radicale.

La réparation a été effectuée en 2009-2010.

Les deux sociétés ayant travaillé sur le chantier sont en liquidation judiciaire.

Le maître de l'ouvrage n'agit que contre les trois assureurs.

Deux compagnies vont prétendre qu'ils ne sont pas tenus à garantie, la mutuelle et l'assureur suisse.

La cour de Paris dans un arrêt du 22 février 2017 prononce des condamnations.

Elle considère que QF engage sa responsabilité contractuelle, l'installation n'est pas un ouvrage au sens de l'article 1792 du code civil, mais un équipement de génie civil. Les cuvettes ne constituent pas des bâtiments. La cour d'appel reproche des manquements à QF.

La cour d'appel déclare établie la responsabilité de la société suisse Produits et techniques sur le terrain délictuel.

Elle lui reproche un certain nombre de manquements. La société suisse n'a pas respecté les règles de l'art concernant les épaisseurs des éléments, elle a manqué de vigilance quant à la compatibilité du sol avec l'opération, elle n'a pas évoqué la question du risque de remontée d'humidité à l'origine des pustules, elle a contribué à la survenance des désordres, elle a engagé sa responsabilité envers le maître de l'ouvrage, tiers au contrat de fourniture

Les sociétés Winterthur et Axa France sont condamnées in solidum à payer 3 068 308 euros à la Société de manutention de carburants aviation en réparation du coût de réfection des cuvettes de rétention d'hydrocarbures.

La cour d'appel procède à un partage de responsabilité entre la société QF et la société suisse PTI.  
La part de responsabilité est fixée par la cour d'appel à 45 % en ce qui concerne la société suisse PTI, et 55 % pour la société QF.

Winterthur forme le pourvoi principal.

L'arrêt de la cour d'appel s'était fondé pour condamner Winterthur sur un écrit de 2005 de cette compagnie suisse dans lequel elle reconnaissait devoir sa garantie dans le cas où l'activité de PTI causait un dommage à un tiers.

L'assureur suisse prétend que la seule garantie qu'il devait concernait la fourniture et la vente de produits mélangés de résine synthétique et de produits hydrauliques (ciment) pour les protections et l'étanchéité de merlons, d'ouvrages en béton, de parois, de planchers...y compris les conseils techniques afférents, ce qui ne comprenait pas les conseils se rapportant à l'appréciation des précautions techniques spéciales à prendre sur un chantier déterminé

La Cour de cassation accueille le pourvoi sur ce point, le juge d'appel ayant dénaturé l'écrit qui lui était soumis.

La cour d'appel avait mis la mutuelle assureur de QF hors de cause. Elle considérait que la construction des cuvettes n'engageait pas la responsabilité de QF sur le fondement de l'article 1792 du code civil (responsabilité décennale des constructeurs). La mutuelle avait fait savoir avant même la souscription de la police qu'elle ne pouvait pas accorder une garantie pour des travaux de technique non courante, elle n'apportait sa garantie que pour l'activité de QF, structure et travaux courants de maçonnerie – béton armé.

Le maître de l'ouvrage forme un pourvoi incident, contestant l'exclusion de la garantie dont se prévalait la mutuelle, il est rejeté.

Les cuvettes litigieuses, accessoires d'un dispositif de stockage de carburant, ne caractérisaient pas des travaux de bâtiment, elles ne faisaient pas appel aux techniques de travaux de bâtiment. La cour d'appel est approuvée d'avoir rejeté la demande de garantie formée par le maître de l'ouvrage contre la mutuelle d'assurances du bâtiment.

On peut consulter l'arrêt de la chambre sociale du 21 octobre 2020, n° 19-23.139, pour connaître quelque peu l'histoire des entreprises réalisant à Toulouse Blagnac l'avitaillement des carburants pour l'aviation.

Les transitaires

Les transitaires rendent en matière de fret de multiples services à leur clientèle : le conditionnement des marchandises, ils négocient le transport, l'entreposage, la manutention, les formalités douanières et fiscales, les assurances.

Un arrêt Kühne Nagel de la CJUE du 1<sup>o</sup> février 2018, C-261/16 P, concerne des transitaires condamnés pour ententes en matière de tarifs.

Autres arrêts de la même date :

Deutsche Bahn et Schenker, C-264/16.

Panalpina, C-271/16.

Schenker, C-263/16.

Les entreprises de sécurité

## II. LE PERSONNEL AU SOL

Il peut s'agir d'un personnel travaillant pour les compagnies aériennes ou bien d'un personnel travaillant pour le gestionnaire de l'aérodrome ou pour le compte d'entreprises au sol.

### Le personnel au sol des compagnies aériennes françaises et étrangères

Les transporteurs emploient du personnel au sol pour des fonctions variées : les agents d'escale : réception et vente de billets à la clientèle ; chargement des bagages ou du fret ; fonctions d'assistance en escale ...

Le personnel au sol des entreprises de transport aérien bénéficie d'une convention collective nationale. Cf. JO du 30 mai 2018, texte n° 106, faisant état de l'extension d'un avenant à cette convention conclue entre la FNAM (fédération nationale de l'aviation marchande) et des organisations syndicales de salariés, CFE CGC, CGT, CFTD, CFT FO UNSA.

Criminelle, 14 avril 2015, n° 11-87305 : condamnation pénale d'Air France pour blessures involontaires à raison d'un accident survenu à Roissy – sur l'aire de stationnement E 13 du terminal E 2 désignée comme zone d'évolution contrôlée - à un salarié de la compagnie effectuant le chargement de fret et de bagages et l'avitaillement en carburant d'un vol de nuit blessé lors de la manœuvre en marche arrière d'un tracteur de manutention conduit par un autre salarié du transporteur. La ZEC constituait pour Air France une zone homogène de travail où s'effectuaient de façon permanente les opérations d'assistance, Air France exerçait sur cette zone une autorité exclusive pour l'organisation du travail. Il est reproché à l'employeur de ne pas avoir doté le tracteur d'un phare de recul avec signal sonore ou d'un gyrophare, matériel non conforme. La zone était également insuffisamment éclairée. Lien de causalité certain entre la faute et les blessures. Comme il s'agissait d'un accident du travail, la juridiction répressive ne pouvait condamner civilement l'employeur et accorder réparation à la victime qui s'était constituée partie civile, art. L. 451-1 du code de la sécurité sociale.

### Les salaires

Le paiement de la prime annuelle, dite prime du 13<sup>e</sup> mois, prévue par la convention collective du personnel au sol des entreprises de transport aérien

Sociale, 4 novembre 2020, n° 19-13.923 : forment un pourvoi le syndicat CGT Roissy Fedex FRT et l'union locale des syndicats CGT de la zone aéroportuaire de Roissy CDG contre un arrêt de la cour de Paris.

Ces syndicats prétendent que depuis 2011 la prime n'est pas payée à concurrence de qui est prévu par la convention collective. La prime avait été amputée au détriment des salariés, qui avaient été absents du fait d'un accident du travail.

La société, devant la cour d'appel, avait soulevé une fin de non-recevoir tirée de l'absence de saisine préalable à l'action de la commission nationale.

La cour d'appel avait jugé irrecevables les demandes des syndicats.

La convention collective prévoit en effet l'existence de la commission nationale mixte, qui est obligatoirement saisie des différents collectifs qui peuvent naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'application de la convention.

Le pourvoi est rejeté : les fins de non-recevoir ne sont pas limitativement énumérées par les articles 122 et 124 CPC.

Licite, la clause d'une convention collective instituant une procédure de conciliation obligatoire et préalable à la saisine du juge, dont la mise en œuvre suspend jusqu'à son issue le cours de la prescription, constitue une fin de non-recevoir qui s'impose au juge si les parties l'invoquent.

Le licenciement de membres du personnel au sol

Un salarié d'Air France travaillant à l'escale du Lamentin est licencié par son employeur pour attitudes déplacées, les dames victimes le font condamner pénalement pour harcèlement moral et sur les intérêts civils pour harcèlement sexuel, Air France qui s'est constituée partie civile obtient 500 euros de dommages intérêts de son agent coupable d'avoir terni l'image de la compagnie, Criminelle, 14 novembre 2017, B., n° 16-85161, AJ pénal 2018.42 obs. Darsonville, Droit social 2018.187 étude Salomon et 2018.465 étude Adam.

Le licenciement d'un délégué syndical salarié d'une compagnie aérienne.

L'employeur doit suivre le processus figurant à la convention collective du personnel au sol des entreprises de transport aérien.

C.E., 29 mai 2020, n° 418488 : la compagnie Vietnam A. a licencié un salarié délégué syndical sans tenir compte de l'article 19 de la convention collective prévoyant qu'à l'issue de l'entretien préalable, toute proposition de licenciement pour faute est soumise pour avis à un conseil de discipline, lorsque l'intéressé en fait la demande.

L'employeur qui entend licencier un salarié doit envoyer une LR l'informant du motif de son licenciement et du délai dont il dispose pour saisir le conseil de discipline.

Le salarié use ou non de cette faculté.

Le salarié n'avait pas été en l'espèce mis à même de demander la saisine du conseil de discipline.

La compagnie aérienne avait franchi imprudemment les obstacles. Elle avait certes obtenu en juin 2014 l'accord de l'inspection du travail, le salarié étant délégué du personnel, mais elle n'avait pas en amont observé les règles encadrant le processus de licenciement, l'intéressé, tout délégué du personnel qu'il était, était avant tout un salarié de la société employeur et pouvait invoquer les dispositions de la convention collective bénéficiant à tout salarié.

Les deux mécanismes de protection sont cumulatifs.

CAA Versailles, 16 juin 2020, n° 17VE01783 : licenciement d'une dame, directrice des ressources humaines de la société Aigle Azur, par ailleurs conseiller prud'homal. L'employeur retient contre elle plusieurs griefs, déconsidération des équipes sous sa responsabilité, harcèlement moral, abstention de gérer les conflits, négligence dans le remboursement des frais d'assurance maladie. L'inspecteur du travail, pour autoriser le licenciement, retiendra l'absence de suivi médical des personnels au sol travaillant la nuit.

Paris, 12 mars 2020, obs. Xavier Delpech, Juris tourisme 2020, n° 230, p. 13 : licenciement sans indemnité d'un commercial d'une compagnie aérienne argentine ayant fermé son unique succursale en France. La compagnie avait offert un reclassement à l'étranger, elle avait fait des démarches auprès d'Air France.

Si une société étrangère, successeur d'un transporteur étranger, décide de licencier un salarié travaillant sur un site français d'exploitation, ce licenciement est sans effet. L'article L. 1224-1 du code du travail assure le transfert des contrats de travail.

Voir l'arrêt de la cour de Paris du 16 décembre 2020, Juris tourisme 2021, n° 238, p. 12, obs. Xavier Delpech, qui donne la solution à propos d'une attachée commerciale d'Alitalia embauchée en 2001, licenciée par le commissaire extraordinaire italien. Alitalia a été mise sous administration judiciaire, la société Alitalia ITA lui succède. Les contrats de travail sont transmis au successeur.

La chambre sociale, le 20 décembre 2023, n° 21-18.146 et autres, rejette les pourvois formés par la Compagnia Aerea Italiana.

L'affaire concerne le licenciement de 10 salariés qui avaient été antérieurement embauchés par Alitalia pour des emplois au sein d'une des succursales françaises de cette société italienne.

Ces salariés assuraient des fonctions administratives, comptables, commerciales, et non de navigants.

Alitalia avait été placée sous administration extraordinaire, le tribunal de Rome avait en 2008 déclaré la cessation des paiements de cette société.

En décembre 2008, prenant effet en janvier 2009, la Compagnia Aerea Italiana avait acquis des actifs d'Alitalia. (Cette compagnie avait pris la suite d'Alitalia, elle fut ensuite remplacée par ITA).

Les salariés en cause ont fait l'objet d'un licenciement économique par lettre du 9 janvier 2009.

Ceux-ci ont saisi la juridiction prud'homale.

Cette compagnie italienne a été condamnée à payer aux salariés des dommages intérêts pour rupture abusive de la relation de travail.

La société italienne, dans son pourvoi, faisait appel à la législation communautaire en matière d'insolvabilité des entreprises, elle soutenait qu'il convenait de faire application de la législation italienne et d'écarter la solution du transfert des contrats de travail dans le cadre de la procédure de liquidation de la société Alitalia.

La Cour de cassation écarte cette prétention.

Le litige relatif à la rupture du contrat de travail ne relevait pas de la procédure d'insolvabilité, mais était régi par la loi de l'État applicable aux contrats de travail. La loi française était la loi des contrats de travail des salariés, c'est la loi française qui était compétente pour apprécier les conditions du transfert de ces contrats de travail.

La chambre sociale décide qu'il fallait faire application en l'espèce de l'article L. 1224-1 du code du travail.

Quand survient une modification dans la situation juridique de l'entreprise - notamment par vente - , tous les contrats de travail en cours au jour de la modification subsistent entre le nouvel employeur et le personnel de l'entreprise. Le fait qu'une cession ordonnée à l'occasion d'une procédure collective ne concerne que certains actifs de la société liquidée n'est pas de nature à faire échec à l'application de cette disposition.

La compagnie italienne cessionnaire faisait valoir un autre argument pour faire écarter la solution du transfert des contrats de travail. Elle prétendait que la solution du transfert des contrats de travail suppose le transfert d'une entité économique qui conserve son identité, elle indiquait que cette identité avait été perdue, le repreneur faisant une activité sensiblement différente.

Le moyen ne prospère pas.

La cessionnaire avait repris un ensemble de moyens nécessaires à la poursuite de l'activité de transport aérien de passagers qu'exerçait la société cédante, Alitalia.

La cour d'appel a pu en déduire le transfert d'une entité économique autonome et la poursuite de plein droit des contrats de travail des salariés relevant de cette activité avec le nouvel employeur, peu important que celui-ci ait ensuite décidé l'abandon d'activités exercées par le cédant et ses choix d'organisation postérieurs.

La délégation entre compagnies des services d'assistance.

Le transporteur peut pratiquer l'auto-assistance. Il peut aussi confier à une autre compagnie ce service. Cette dernière embauche du personnel à cet effet. Si le transporteur dénonce ou résilie le contrat, la société qui lui est substituée est-elle tenue de reprendre le personnel ?

Sociale, 28 mars 2018, n° 16-22984 : la société Air Caraïbes confie en 2004 à la société Air Guyane SP une mission d'assistance en escale à l'aéroport de Roehambeau. Claudia est engagée comme technicienne de trafic par la société Air Guyane SP pour l'assistance des aéronefs de la compagnie Air Caraïbe.

Un an plus tard, en 2005, la société Air Caraïbes résilie cet accord d'assistance en escale.

Cette assistance est confiée à la société Atlas Voyages par un agent d'Air Caraïbes.

La société Atlas Voyages refuse de reprendre le contrat de travail de Claudia.

La société air Guyane SP rompt en 2005 le contrat de travail conclu avec Claudia.

La salariée licenciée agit contre la société Air Guyane SP, qui appelle en intervention forcée la société Atlas voyages.

Le tribunal d'instance de Cayenne avait en première instance déclaré recevables les demandes formées par Air Guyane à l'encontre d'Atlas voyages, celle-ci ayant l'obligation de reprendre le contrat de travail de Claudia sur le fondement de la convention collective. Les conditions prévues par le code du travail pour imposer la reprise du contrat n'étaient pas remplies en l'espèce.

La cour de Cayenne infirme en 2016, Atlas voyages est mise hors de cause.

Il convient de faire application de l'article 1 de l'annexe VI à la convention collective nationale du personnel au sol des entreprises de travail aérien du 22 mai 1959 relative au transfert de personnel entre entreprises d'assistance en escale dans la rédaction de l'avenant n° 65 du 11 juin 2002.

Cet accord définit les conditions de transfert de personnel entre les entreprises d'assistance en escale dans le cas de mutation de marché d'assistance en escale.

Cet accord s'applique au sein des entreprises et établissements dont l'activité relève des services aéroportuaires d'assistance en escale.

Cet accord est inapplicable en l'espèce :

La société Air Guyane SP est classée sous un numéro propre aux entreprises de transports aériens. Elle n'a pas le code des entreprises de services aéroportuaires d'assistance en escale.  
L'activité principale de la société Atlas voyages était celle d'agence de voyages.  
Les dispositions applicables ont été abrogées en 2013, mais il a été fait en l'espèce application de la convention collective applicable au moment des faits.

#### Le personnel d'entretien, d'assistance et de maintenance des aéronefs

Les entreprises emploient des ajusteurs, des monteurs, des mécaniciens pour la maintenance des cabines d'aéronefs.

On parle de panneaux et de trappes de service de l'aéronef pour désigner les compartiments et les points d'accès extérieurs d'un aéronef qui sont munis de poignées externes ou de panneaux à boucles de retenue externes – éléments qui sont utilisés pour la fourniture des services d'assistance en escale.

Soc. 23 septembre 2015, n° 14-10648 : un licenciement d'un salarié délégué syndical, monteur Équipements, refusant d'exécuter des tâches de manutention de fauteuils d'avion. L'intéressé refusait d'accomplir les opérations de pose et de dépose des fauteuils, déverrouiller, sortir les fauteuils de leurs rails, les décharger de l'avion jusqu'à l'atelier, prétendant que cette fonction ne relevait pas de son contrat de travail. Les fauteuils sont pondéreux.

#### Le personnel assurant le ravitaillement des aéronefs

Un conducteur routier assurant le transport de produits pétroliers est licencié, pour non-respect des procédures et détournement frauduleux de carburant. La cassation intervient, car l'employeur, la société Xpo Vrac, s'était fondé pour licencier sur des faits accomplis le 16 juillet 2014, alors que l'arrêt avait justifié le licenciement en se fondant sur des attestations relatant des faits déroulés le 13 juin 2014. Sociale, 27 mai 2020, n° 19-11015. Cassation pour défaut de base légale.

Relève de la convention collective du personnel au sol du transport aérien le salarié, dont l'employeur fait de l'assistance services commissariat, accomplissant une activité de "catering " aérien, à savoir la confection de plateaux repas pour les compagnies clientes, et du handling, à savoir l'acheminement de ces plateaux repas à bord des aéronefs, Sociale, 1<sup>o</sup> décembre 2021, n° 20-16.844.

#### Le personnel travaillant sur le fret faisant l'objet d'un transport aérien

##### Les agents des transitaires et des commissionnaires

Un contentieux oppose la société SODEXI pour le développement du fret express international (dont les actionnaires principaux sont Air France KLM et Geopost) au comité d'entreprise ainsi qu'à des syndicats CGT de la zone de Roissy CDG.

Le débat consiste à savoir quelle est la convention collective applicable au personnel de cette entreprise, la convention des transports routiers de 1950 (la thèse de l'employeur) ou la convention du personnel au sol des entreprises de transport aérien de 1959 (la prétention de la CGT et du comité d'entreprise).

La prétention du comité d'entreprise et de la CGT est rejetée.

Cf. Sociale, 1<sup>o</sup> juillet 2020, n° 18-21924.

La convention du personnel au sol des entreprises de transport aérien prévoit l'obligation pour l'employeur de verser des sommes d'argent minimales au comité d'entreprise pour le financement des activités sociales et culturelles dont il a la charge.

Le critère pour déterminer la convention collective applicable consiste à tenir compte de l'activité principale de l'employeur.

Les salariés opéraient le traitement physique de colis au sol en sous-traitance d'Air France. La société menait une activité d'assistance avant-vente et après-vente. Les salariés n'ont pas accès au chargement et au déchargement des avions sur la piste. Activités ne relevant pas des services aéroportuaires en escale.

Le ministre du travail a créé le titre professionnel d'organisateur de transports aériens ou maritimes de marchandises, voir l'arrêté du 16 juillet 2020, JO du 8 septembre 2020. On est dans le cadre des certifications professionnelles. L'intéressé reçoit une compétence pour construire, y compris en anglais, une offre de prestation de transport Overseas, et pour mettre en œuvre une opération de transit Overseas à l'export ou à l'import jusqu'à la clôture du dossier. L'organisateur organise et coordonne les étapes d'une prestation de transport de

marchandises dans un contexte international. Il détermine le mode aérien ou maritime le plus adapté. Il présente les options au client. Il sélectionne les prestataires. Il anticipe les problèmes pouvant survenir au cours d'une opération. Il réunit les documents nécessaires aux formalités de douane. Il vérifie les documents de transport. Il travaille dans des entreprises du secteur transitaires et commissionnaires.

Les agents des entreprises de handling : les manutentionnaires

Sociale, 15 septembre 2021, n° 19-24.498, Bulletin : un salarié responsable chargement confirmé, victime d'un accident du travail, déclaré inapte, licencié pur inaptitude et impossibilité de reclassement. La cour d'appel prononce la résiliation judiciaire du contrat de travail, elle dit que cette résiliation produisait les effets d'un licenciement nul, le salarié a droit à l'indemnité spéciale de licenciement prévue par l'article L. 1226-14 du code du travail.

Le personnel de sécurité et de sûreté

Un agent de sécurité, ayant une mission anti-échappement, (embauché par Securitas transport aviation) n'est pas un chef d'équipe de sûreté aéroportuaire : Sociale, 11 décembre 2019, n° 17-28929. Il ne relève pas de l'annexe VIII, Dispositions particulières aux emplois de la sûreté aérienne et aéroportuaire, de la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985. Il n'avait pas à vérifier l'accès au périmètre réservé, mission relevant d'un agent de sûreté.

Une dame est engagée par Arcosur comme agent d'exploitation de sûreté aéroportuaire, elle est en litige avec son employeur concernant les temps de pause, Sociale, 3 juin 2020, n° 18-18836. La relation de travail est soumise à la convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985.

Cf. Sociale, 4 novembre 2020, n° 18-23.875 : la société Fedex gère à Roissy un centre de tri et d'aiguillage, par lequel transitent et sont redistribués des colis, elle change d'entreprise assurant la sécurité de son site. Un conflit de droit du travail s'élève, concernant le transfert des salariés de la société précédente à celle qui prend le marché.

L'agent de sûreté, victime d'un accident du travail le 19 janvier 2011, le contrat de travail étant de ce fait suspendu, a droit à la prime PASA, prime annuelle de sûreté aéroportuaire, pour les années 2012 et 2013, alors qu'il était en arrêt de travail et n'était plus affecté à des missions de sûreté, mais était présent dans les effectifs de l'entreprise. L'intéressé avait été licencié le 22 juillet 2014 pour inaptitude et impossibilité de reclassement. Sociale, 14 décembre 2022, n° 21-18.932.

Le personnel au sol au centre spatial guyanais





## QUATRIÈME PARTIE. LES ACTIVITÉS AÉRIENNES ET SPATIALES

Le recours à l'aéronef est indispensable pour le transport de moyenne et longue distance, pour survoler les mers et les océans, pour l'observation du territoire, pour le travail aérien.

Dans le même ordre d'idées, les activités spatiales sont désormais irremplaçables pour la météorologie, le géo positionnement, le contrôle de la navigation des aéronefs, l'observation des territoires et des zones agricoles, les opérations humanitaires et le traitement des grandes catastrophes, la sécurité nationale, les télécommunications.

Les déplacements (titre I)

Le travail aérien et spatial (titre II)

### TITRE I. LES DÉPLACEMENTS DES PERSONNES ET DES BIENS

Ces déplacements concernent principalement ceux qui sont accomplis par aéronef (sous-titre I).

L'époque contemporaine est témoin de déplacements dans l'espace extra atmosphérique, qu'il s'agisse de déplacements de passagers en recherche d'émotions fortes ou de lancement d'engins et de modules spatiaux (sous-titre II).

### SOUS-TITRE I. LES DÉPLACEMENTS PAR AÉRONEF

Nous allons étudier longuement le droit applicable aux transports aériens (chapitre I)

Nous évoquerons plus rapidement des opérations qui se greffent sur l'opération de transport : les ventes aériennes (qui n'ont pas l'importance des ventes maritimes) ainsi que les assurances aériennes (chapitre II).

### CHAPITRE I. LES TRANSPORTS AÉRIENS

Introduction

30, 5 millions de départ en 2009. Crise en 2009, reprise en 2010 aussi bien en ce qui concerne le fret que le transport de passagers, la reprise est inégale selon les régions du monde. 2,7 milliards de personnes ont voyagé en avion en 2011. Certaines doivent être comptées plusieurs fois. 4,1 milliards de contrats de transport conclus en 2017. L'Europe en réalise 37 %. Croissance rapide en Asie. 10 millions de passagers probables en 2019 à Blagnac. Crise due au développement de l'épidémie virale, née en Chine ou aux États-Unis ( ??). Retour de la croissance du trafic aérien en 2023-2024.

Les transporteurs classiques ne pratiquent plus guère le transport de point à point, multipliant les escales et desservant des aéroports intermédiaires.

Les tarifs uniformes ont fait place à une grande diversité des prix.

Les transporteurs effectuent, sur les grandes liaisons, transatlantiques ou autres, des vols directs de grands aéroports à grands aéroports.

Ils ont instauré une politique de hub. Un grand aéroport capital est choisi par la compagnie comme grande base d'exploitation. Les voyageurs en provenance d'une ville moyenne sont acheminés par un vol local avec un petit/moyen appareil au hub, de là les voyageurs sont transportés par un gros porteur en direction d'un grand aéroport, quitte alors aux passagers se rendant dans une région relativement périphérique de prendre un vol de correspondance.

Si nous prenons Blagnac, les compagnies n'offrent guère de vol direct régulier en long courrier depuis Toulouse en direction de l'Amérique, de la Russie, de la Chine, de l'Extrême Orient. Le voyageur doit, pour se rendre dans ces lointaines contrées, gagner le hub d'une compagnie internationalement connue, comme Roissy, Londres ou Francfort. Des vols directs, en revanche, sont proposés en direction de la plupart des États européens et de ceux d'Afrique du Nord. Air Canada assure des vols directs Toulouse - Montréal à la belle saison deux fois par semaine. On signale l'ouverture d'une liaison avec le Qatar.

Le transport aérien trouve généralement son fondement juridique dans une opération de droit privé ayant un fondement contractuel.

[L'article L. 422-5 du code des impositions sur les biens et services déclare que " Le vol commercial de transport aérien s'entend de tout mouvement d'un aéronef exploité dans le cadre d'une activité économique et ayant pour objet d'acheminer, pour le compte d'autrui, des passagers ou des marchandises d'un point d'origine à un point de destination différent de ce point d'origine.

Toutefois, ne sont pas des vols commerciaux les mouvements d'aéronefs réalisés aux fins d'une évacuation sanitaire d'urgence ".]

Un contrat de transport aérien de passagers consiste ordinairement dans les services suivants rendus par le transporteur aérien commercial : l'enregistrement et l'embarquement des passagers, l'accueil de ceux-ci à bord de l'avion au lieu de décollage convenu au contrat, le départ de l'appareil à l'heure prévue, le transport des passagers et de leurs bagages du lieu de départ au lieu d'arrivée, la prise en charge des passagers durant le vol, enfin le débarquement des passagers au lieu d'atterrissage et au lieu convenu (cf. un arrêt de la CAA de Bordeaux du 18 juin 2020, n° 18BX01654).

On connaît également le transport de fret dans des avions cargos ou grâce à des aéronefs déplaçant à la fois des passagers et des marchandises.

Il peut arriver cependant que le transport ait la nature d'un contrat administratif. Il y a alors lieu de faire application des règles de droit public concernant les marchés publics.

On peut citer en ce sens le contentieux concernant le marché public du transport aérien des greffons et des équipes médicales chargées de l'acheminement. CAA Marseille, 9 mai 2016, n° 15MA02663. C'est le CHU de Montpellier qui, agissant pour le compte d'autres hôpitaux français, avait lancé une procédure dite de dialogue compétitif en vue de la conclusion d'un marché à bons de commande portant sur le transport de ces organes destinés à une greffe. Ce marché a été attribué à deux sociétés. Ce sont deux autres sociétés classées en second qui ont élevé le contentieux. Le tribunal administratif a prononcé la résiliation du marché à la demande des transporteurs évincés. Le marché était entaché d'irrégularités. En revanche, la cour marseillaise n'a accueilli qu'à minima la demande en réparation émanant des évincés, ceux-ci ont obtenu 20 000 euros au titre du remboursement des frais de présentation de son offre.

X0X0X

## DISCOURS PRÉLIMINAIRE. LES SOURCES DU DROIT DU TRANSPORT AÉRIEN

Il convient de faire l'inventaire des normes applicables au contrat de transport aérien et à la responsabilité du transporteur aérien et d'évaluer leur autorité.

Concours et multiplicité des sources : pour un profane, il s'agit d'un véritable dédale.

Gérard Cas, *Les sources du droit des transports aériens*, Aix, 1964

Laurent Tran, *Le régime uniforme de responsabilité du transporteur aérien de personnes*, université de Genève, 2013

Laurent Chassot, *Les sources de la responsabilité du transporteur aérien international : entre conflit et complémentarité, La convention de Montréal et son interaction avec le droit européen et national*, éd. Schulthes, 2012

Samira Benboubker-Jebbari, *Risque, sécurité et responsabilité du transporteur aérien à l'égard du passager*, thèse Paris V, 2014

Lukas Rass-Masson, *Le transport international*, in *Cours de droit international et européen*, 2022, Collection CRFPA, Éditions de la Sorbonne, p. 291

Le conflit de normes est souvent fréquent. Les normes publiques ont la priorité sur les normes contractuelles. Parmi les normes publiques, la compétence de principe continue à relever en théorie du droit interne, même si celui-ci connaît les coups de boutoir du droit uniforme mondial et les prétentions croissantes du droit élaboré au sein de l'Union européenne.

On peut se référer aux savants travaux des théoriciens du droit étudiant les relations entre les différents ordres juridiques, national interne, européen, international.

Voir au *Clunet* de janvier 2014 la recension d'un ouvrage de Baptiste Bonnet, biblio. 2

Voir au *Clunet* d'avril 2014, biblio 5, la recension de l'ouvrage de Jean-Sylvestre Bergé, *L'application du droit national, international et européen. Approche contextualisée des cas de pluralisme juridique mondial*, Dalloz, *Méthodes du droit*, 2013, par Madame Hélène Gaudemet-Tallon.

Jean-Sylvestre Bergé, *Droit international privé et approche contextualisée des cas de pluralisme juridique mondial*, *Mélanges Audit*, 2014, p. 59.

On peut lire publiée sur le site du Conseil d'État l'allocation d'ouverture d'un colloque sur l'ordre juridique national en prise avec le droit européen et international tenue le 10 avril 2015 à Paris par le vice-président de la haute instance administrative, Jean-Marc Sauvé.

Section I. Les normes émanant des autorités publiques

Le transport suppose classiquement un déplacement d'un lieu à un autre. Le passager est embarqué pour être débarqué à l'aérodrome de destination. Qui dit embarquement dit montée dans la barque et passage de la barque d'une rive à l'autre. L'aérodrome du départ est distinct de celui de l'arrivée.

On répute cependant en jurisprudence "transport" l'opération aérienne aller-et-retour sans escale, le point de décollage et celui d'atterrissage étant identiques.

Le transport interne, ou transport domestique, effectué par un professionnel, est en principe soumis à la loi nationale ainsi qu'au droit européen, même s'il peut arriver que les droits internes alignent le régime de la responsabilité du transporteur interne sur celui du droit uniforme.

C'était et c'est le cas en France depuis la loi Chauveau de 1957, c'est la solution dans l'UE au moins en ce qui concerne le transport interne des personnes et des bagages.

Il faut en effet distinguer le transport de passagers de celui de marchandises opéré par un transporteur professionnel, le transport de personnes relève du règlement européen, le second obéit uniquement au droit national, l'Union n'ayant pas légiféré en matière de transport de fret.

Si le transport est international, le conflit de lois se présente, il faut déterminer quel est le système juridique national (voire fédéral ou quasi fédéral) qui régit le contrat de transport aérien.

En matière aérienne, il faut reconnaître l'importance des règles portant droit uniforme, portées à l'échelon mondial ou à celui de l'Union européenne : le droit interne, qui détient en théorie la compétence de principe, n'a en fait qu'une portée résiduelle. Le droit commun retrouve cependant son empire dans les domaines non réglementés par le droit uniforme mondial ou par le droit européen qui sont des droits d'exception.

La méthode des conflits de lois et l'aspiration au droit uniforme ne sont pas contradictoires.

La première est toujours sous-jacente et se trouve réactivée lorsque le droit uniforme ne dispose pas.

Si le transport relie deux aérodromes situés dans des États distincts, l'opération de transport prend un caractère international.

Le transport international obéit à des règles contenues dans des conventions qui portent droit uniforme.

Le transport aérien obéit également à des règlements de l'UE.

En ce qui concerne les points non régis par les conventions internationales ou par le droit de l'Union européenne, c'est la loi interne qui les gouverne.

Il faut noter que le droit uniforme universel et que le droit européen n'apportent que des solutions importantes certes mais ponctuelles, partielles ou parcellaires et c'est encore au droit interne de faire la théorie générale du contrat de transport et plus largement du droit des obligations et du droit de la responsabilité.

Il faut également ne pas sous-estimer le rôle des dispositions nationales relevant du droit processuel en cas de contentieux porté en justice.

Les normes à caractère matériel ou substantiel

Multiplicité de normes à l'autorité décroissante.

## § I. Le droit uniforme

Les règles de droit uniforme à vocation mondiale applicables aux transports aériens internationaux

On peut consulter le développement consacré aux règles matérielles, § 540 et suivants, dans l'ouvrage de Droit international privé, tome I, PUF, Thémis, de Dominique Bureau et d'Horatia Muir Watt.

Olivier Cachard, Les conventions uniformes régissant les transports et les règles de DIP de l'UE : symbiose, indifférence ou rejet, Travaux du comité français de DIP, 2012-2014

Olivier Cachard, Le transport international aérien des passagers, Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 2014 -2015

Les États dans un certain nombre de domaines ont élaboré des accords internationaux par lesquels ils ont unifié totalement et le plus souvent partiellement les solutions régissant un secteur particulier. C'est le mouvement du droit uniforme. Les États abandonnent leurs solutions particularistes, ils s'accordent pour adopter des dispositions communes qui seront insérées dans une convention portant des règles de droit uniforme. Ce courant s'est illustré en particulier dans le secteur des transports routiers, ferroviaires, maritimes, aériens. Il est représenté dans d'autres domaines comme celui de la vente internationale de marchandises, le leasing, le droit des brevets et des marques. Il concerne en principe les relations à caractère international, même si la convention

peut éventuellement viser également les opérations internes.

Le mouvement du droit uniforme comporte de nombreuses faiblesses, tous les États n'y adhèrent pas, certains États refusent de se joindre à l'effort d'unification. L'unification n'est également que partielle, elle ne saurait être intégrale, les rédacteurs de la convention internationale n'ont pas pu envisager à l'avance toutes les difficultés qui s'élèveraient, l'accord n'a pas pu également se faire sur certains points épineux, les points non réglés par la convention internationale continuent alors à relever du système juridique interne compétent.

Cf. les travaux de René David sur l'aventure du droit uniforme

Les États ont opté très nettement dès l'entre-deux guerres mondiales en faveur de l'instauration d'un droit uniforme mondial régissant les transports aériens internationaux, et plus particulièrement la responsabilité du transporteur aérien international en cas d'accident mortel /corporel ou d'avaries ou de pertes des bagages et des marchandises.

L'une des difficultés, c'est qu'avec les années l'interprète se trouve désormais en présence d'une pluralité de versions de la convention établissant des normes de droit uniforme en matière de responsabilité du transporteur aérien.

On peut éventuellement consulter à titre historique ma thèse de doctorat rédigée sous la direction de mon maître de droit civil et de droit aérien le professeur Louis Boyer. Cette thèse a été soutenue le 28 mars 1973 devant la Faculté de Droit de Toulouse, avec un jury composé, outre L. Boyer, par mes maîtres de droit civil et de droit pénal que furent les professeurs José Vidal et Gabriel Roujou de Boubée, ayant, pour intitulé, "La responsabilité du transporteur aérien international". Je conserve à mes maîtres une infinie gratitude.

**La succession de conventions internationales** fixant des règles de droit uniforme en matière de transport aérien

Un beau labyrinthe normatif s'offre à nos yeux : Quelle est la convention qui régit le contrat de transport, et en particulier comment déterminer la règle de droit uniforme qui permettra d'apprécier en cas d'incident ou d'accident du transport (mort ou blessures du passager, perte des bagages, avarie des marchandises, retard dans l'acheminement des passagers ou du fret) si le transporteur aérien en est responsable et s'il doit payer à la victime du dommage, si la réponse est positive, des dommages intérêts compensatoires ?

Le point de départ est constitué par la **CONVENTION DE VARSOVIE** du 12 octobre 1929.

(152 États sont hautes parties contractantes à la convention de Varsovie originale.)

(L'UE ne l'est pas, elle n'existait pas en 1929.)

(24 États demeurent, semble-t-il, étrangers tant à la CV et aux protocoles modificatifs qu'à la Convention de Montréal.)

(5 États, semble-t-il, ne sont parties qu'à la CV originale, n'ayant signé ou ratifié ni les protocoles ultérieurs, ni la CM.)

La convention de Varsovie a été ultérieurement amendée ou complétée.

La CV a d'abord été amendée par le **protocole de La Haye** du 28 septembre 1955

(137 hautes parties contractantes).

(Certains États n'ont jamais ratifié la CV originale de 1929, ils n'y sont pas hautes parties contractantes ; ils ont seulement ratifié le protocole de La Haye, ce faisant ils sont uniquement hautes parties contractantes à la CV amendée par La Haye, art. 21 § 2 du protocole de La Haye)

(La plupart des États, comme la France, sont à la fois liés par la CV originale, ainsi qu'à la CV modifiée par le protocole de La Haye.)

La Convention de Varsovie a été complétée par la **convention de Guadalajara** du 18 septembre 1961, qui avait pour objet d'étendre, en cas d'accident, au transporteur dit de fait (celui qui effectue en fait le transport), le bénéfice de la limite de réparation dont bénéficie le transporteur contractuel (86 parties).

Les autres réformes du système varsovien ont tourné court ou n'ont suscité l'adhésion que d'un petit nombre d'États.

Il y a eu l'échec des réformes apportées par le protocole de Guatemala du 8 mars 1971, jamais entré en vigueur à raison de ratifications en nombre insuffisant.

La convention de Varsovie a été ensuite modifiée par les 4 protocoles de **Montréal** du 25 septembre 1975, auxquels la France est demeurée en fait étrangère.

Montréal I (51 parties) (limites de responsabilité de la CV exprimées en DTS) (le passage du franc or au DTS)

(Si ce protocole a été ratifié par la France et les instruments de ratification déposés à l'OACI, le protocole n'a, semble-t-il, jamais publié au JORF, il n'est donc pas invocable entre personnes privées devant les juridictions françaises.)

[Batiffol et Lagarde, Traité de DIP, tome I, n° 36 p. 53 ; K. Parrot, L'interprétation des conventions de DIP, n°65 : à défaut de publication au JO par décret présidentiel, les tribunaux refusent d'appliquer une convention internationale, bien qu'elle fasse partie de l'ordre juridique international du moment que la France l'a ratifiée et qu'elle a déposé les instruments de ratification ; voir également le traité de Droit international public de Nguyen Quoc Dinh, Dailler, Forteau et Pellet, 8<sup>e</sup> édition, n°152. Cour de cassation, chambre commerciale, 2 mai 1972, Bull. civ. 1972 n° 124 p. 126 : Une convention internationale conclue par la France et non régulièrement publiée en France ne peut être appliquée par les tribunaux français. L'inverse n'est pas assuré, de tels protocoles peuvent éventuellement recevoir application de la part de tribunaux étrangers réputant la France haute partie contractante]

Montréal II (52 parties) (idem), (limites de responsabilité du protocole de La Haye libellées en DTS)

Montréal III (21 ratifications) (non ratifié par la France) (protocole non entré en vigueur faute d'un nombre suffisant de ratifications) (les limites de responsabilité exprimées en DTS)

Montréal IV (61 parties) (signé, mais non ratifié par la France) (le Pérou y a adhéré en décembre 2020)

La convention de Varsovie, même si elle a rempli d'insignes services, était un dispositif qui avait vieilli. Plutôt qu'élaborer un énième protocole modificatif, les États ont préféré convenir d'un texte nouveau, même si on s'est en fait contenté de moderniser et non de modifier de fond en comble le dispositif constituant le système de Varsovie.

Cette nouvelle convention a été négociée puis conclue sous l'égide de l'OACI entre les principaux États, l'UE a pu y adhérer.

La convention de Varsovie, qui était rédigée en français, perd ainsi progressivement de son empire.

A la convention de Varsovie succède, au rythme des ratifications étatiques, la

## **CONVENTION DE MONTRÉAL DU 28 MAI 1999.**

Cette convention est un traité international multilatéral auquel **139 États** sont, à raison d'une ratification, d'une acceptation, d'une approbation ou d'une adhésion, Hautes Parties Contractantes.

Le nombre de HPC à la CM dépasse désormais de deux unités le nombre des États ayant ratifié la CV amendée par le protocole de La Haye.

La CM est un texte qui rajeunit le système de la CV, mais on ne relève pas de rupture foncière entre les deux systèmes, même si on constate, sous l'influence d'un changement des mentalités, une évolution des solutions, le passager étant désormais envisagé comme un consommateur de voyages. Le texte procède à des révisions et à des adaptations secondaires, il assure cependant une meilleure protection du passager en cas d'accident corporel à raison de la suppression proclamée de la limite de responsabilité et de la possibilité du retour à la réparation intégrale. La faveur envers le transporteur justifiée lors des débuts de la navigation marchande est à juste titre passée de mode du fait de la plus grande sécurité de la navigation par aéronef (cf. O. Cachard, RCADI, n°20).

Giemulla & Schmidt, Montreal Convention, Kluwer, avec des mises à jour à feuilles mobiles

Le site de l'OACI indique la situation de chaque État à l'égard des conventions intéressant l'aviation civile.

La quasi-totalité des grands États sont liés par la CM :

- tous les États membres de l'UE ;
- le Royaume-Uni ;
- la Suisse, la Norvège, l'Islande ;
- la Russie, l'Ukraine ;
- le Canada, les États-Unis, le Mexique ;
- la plupart des républiques d'Amérique centrale ;
- des États des Caraïbes : Cuba, Saint Domingue ;
- la grande majorité des républiques d'Amérique du Sud : la Guyana, la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay, le Brésil ;
- les États du Levant et du Proche Orient : Turquie, Liban, Syrie, Israël, Jordanie, et les États de la péninsule arabique : Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman ;
- les pays de l'Asie : le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh, le Népal, le Sri Lanka, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, la Chine, la Corée, le Japon, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie ;
- les États du Pacifique : l'Australie, la Nouvelle Zélande ;
- un certain nombre d'États d'Afrique : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, le Sénégal, l'Éthiopie, le Ghana, le Nigéria, les deux républiques du Congo, le Kenya, l'Ouganda, l'Afrique du Sud, Madagascar, Maurice ...

Un certain nombre d'États, tout petits, moyens ou étendus, principalement d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique méridionale, d'Asie ou d'Océanie, continentaux ou insulaires, manquent encore à l'appel des adhérents au système de Montréal.

Certains de ces États sont pourtant, pour une clientèle européenne ou nord-américaine aisée, des lieux de destination touristique prisée.

Quelques-uns seraient des paradis fiscaux.

Voilà un aperçu des États s'abstenant de ratifier ou d'adhérer à la convention de Montréal.

L'Afghanistan est lié par la CV et le protocole de La Haye

L'Algérie est liée par la CV et La Haye

L'Andorre ne dispose pas d'aérodrome, il existe un aérodrome près de la Seu d'Urgell, mais situé en Catalogne, en territoire espagnol, la principauté est étrangère aux conventions. Des vols d'hélicoptères sont probablement effectués en Andorre, il existe donc des hélistations.

L'Angola est lié par la CV et La Haye

Antigua-et-Barbuda ne sont liées ni par la CV ni par le protocole de La Haye

Les Bahamas, liées par CV et La Haye, ont signé la CM sans la ratifier

Le Bhoutan est étranger aux conventions

La Biélorussie / Belarus est liée par la CV et La Haye

Le Burundi est étranger aux conventions

Le Cambodge est lié par la CV et La Haye, il a signé la CM sans la ratifier

Les Comores : l'Union des Comores est liée par la CV

La Corée du Nord est liée par la CV et La Haye

Djibouti est étranger aux conventions

La Dominique est étrangère aux conventions, elle n'a adhéré à la convention de Chicago de 1944 qu'en mars 2019

L'Érythrée est étrangère aux conventions

La Grenade est liée par le protocole de La Haye

La Guinée-Bissau est étrangère aux conventions de droit uniforme

La Guinée, ayant pour capitale Conakry, est liée par la CV et La Haye

Haïti est une république étrangère aux conventions

L'Irak est lié par la CV et La Haye

L'Iran est lié par la CV et La Haye

Le Kirghizistan est lié par la CV et La Haye

Kiribati est une république étrangère aux conventions (anciennes îles Gilbert)

Le Laos est lié par la CV et le protocole de La Haye

Le Lesotho est lié par la CV et La Haye

Le Liberia est lié par la CV

La Libye est liée par la CV et La Haye

Le Liechtenstein est lié par la CV et La Haye



Le Malawi est lié par la CV et La Haye  
 Les Îles Marshall, en Micronésie, forment une république étrangère aux conventions (ancien site d'essais nucléaires dans l'océan Pacifique Nord)  
 La Mauritanie est liée par la CV  
 La Micronésie : les États fédérés de Micronésie sont étrangers aux conventions  
 Le Myanmar (Birmanie) est lié par la CV  
 Nauru est lié par la CV et La Haye  
 L'Ouzbékistan est lié par la CV et La Haye  
 Les Palaos : la république des Palaos est étrangère aux conventions  
 La Papouasie-Nouvelle Guinée est liée par la CV et La Haye  
 La République Centrafricaine n'est liée ni par la CV ni par le protocole de La Haye, elle a signé la CM sans la ratifier  
 Saint Christophe et Nevis sont étrangers aux conventions  
 Sainte Lucie est étrangère aux conventions  
 Saint Marin : la république est étrangère aux conventions  
 Saint Thomas et Prince : les îles sont étrangères aux conventions  
 Les îles Salomon sont liées par la CV et La Haye  
 Samoa est lié par la CV et La Haye  
 La Somalie est étrangère aux conventions  
 Le Soudan du Sud est étranger aux conventions  
 Le Surinam est lié par la CV et La Haye  
 Le Tadjikistan est étranger aux conventions  
 Le Timor Oriental est étranger aux conventions  
 Trinité et Tobago (lié par la CV et La Haye)  
 Le Turkménistan est lié par la CV  
 Les Tuvalu constituent un État de 26 km<sup>2</sup> et de 12 000 habitants, ayant seulement adhéré à la convention de Chicago de 1944 en novembre 2017 (anciennes îles Ellice)  
 L'État de la Cité du Vatican a signé, sans le ratifier, le protocole de Guadalajara  
 Le Venezuela est lié par la CV et La Haye  
 Le Yémen est lié par la CV et la CV amendée par le protocole de La Haye  
 La Zambie est liée par la CV et La Haye, elle a signé la CM sans la ratifier  
 Le Zimbabwe est lié par la CV et La Haye.

Cette absence de ratification de la CM peut avoir plusieurs causes, comme la petitesse du pays, la minceur du trafic aérien, l'absence d'aéroport international, la lenteur des bureaucraties gouvernementales, la réticence au regard de l'admission en matière d'accident corporel du principe de la réparation intégrale du dommage et la volonté de conserver pour les transporteurs locaux le profit de la réparation plafonnée.

Certains de ces États sont dotés de pouvoirs instables ou connaissent des guerres civiles larvées.

L'assemblée de l'OACI tenue en 2016 invitait, sans grand effet, les retardataires à procéder sans délai à la ratification de la CM.

(Voir le cours, professé à l'Académie de droit international de La Haye, Le transport international aérien de passagers, du doyen Olivier Cachard, n° 18, concernant la situation en Afrique du droit aérien uniforme)

(Il est possible que si l'État s'en tient encore à la CV ou à la CV modifiée à La Haye, c'est-à-dire avec un système faisant bénéficier en cas d'accident le transporteur d'une limite de réparation qui lui est favorable, le transporteur national renonce dans ses conditions générales à la limite de responsabilité dans le transport de personnes en cas d'accident mortel et présente des conditions générales transposant très largement le dispositif montréalais.)

La CM est, dans un premier temps, entrée en vigueur, à l'égard du petit cercle des États l'ayant ratifiée en premier, le 4 novembre 2003.

La convention de Montréal n'est entrée en vigueur pour la France ainsi que pour l'Union européenne que le 28 juin 2004.

L'UE, qui n'est pas un État souverain, mais une association d'États, est en effet partie à la CM en qualité d'"organisation régionale d'intégration économique".

Les États qui ont ratifié la CM n'ont toutefois pas dénoncé la CV, celle-ci n'a donc pas perdu toute valeur normative, elle demeure ainsi applicable dans les relations aériennes entre d'une part les États restés fidèles à la seule CV ou à la CV modifiée à La Haye et d'autre part les États ayant adhéré au nouveau style de Montréal, tout

en n'ayant pas dénoncé la CV.

### **Le conflit de conventions**

Le droit aérien connaît le conflit de normes. Il envisage donc le risque de concurrence entre les conventions. On peut se trouver en présence d'un conflit de conventions.

Cf. D. Bureau, Les conflits de conventions, Travaux du comité français de DIP, 1998-2000, p. 201

Brière, Les conflits de conventions internationales en droit privé, Paris, 2001, LGDJ

Pour déterminer quelle est la convention de droit uniforme qui est applicable à la responsabilité d'un transporteur aérien international, il faut consulter sur le site de l'OACI l'état des ratifications et tenir compte de la position de l'État du point de départ et de celle de l'État du point de destination.

. L'État de l'aérodrome du départ et l'État de l'aérodrome de destination ont tous les deux ratifié la convention de Montréal : le transport international se voit appliquer la convention de Montréal.

. Un État a ratifié Montréal, tout en ayant ratifié jadis Varsovie et La Haye, l'autre État a uniquement ratifié Varsovie et La Haye : on applique Varsovie, amendée par la Haye.

C'est la solution applicable à un vol entre la France et l'Algérie, notre pays a ratifié Varsovie, La Haye et Montréal, l'Algérie s'en tient à la CV modifiée par le protocole. Le vol France-Algérie est en droit international soumis à la CV amendée à La Haye.

La question s'est posée pour un transport aérien Afrique - Amérique se déroulant en deux temps, un premier vol entre Ouagadougou et Alger, suivi d'un vol entre Alger et Montréal. Il y avait un transport unique, Alger étant seulement pour les passagers un lieu de transbordement. Si le contentieux avait été porté devant le tribunal d'Alger, siège de la compagnie algérienne, transporteur contractuel, le tribunal n'aurait pu faire application que de la CV, bien que le Burkina Faso et le Canada, États du point de départ et du point d'arrivée du transport composé de deux segments de vol, aient ratifié la CM, tout en demeurant parties à la convention précédente. La juridiction algéroise est une émanation de l'État algérien, qui est étranger à la CM, elle ne peut en faire application. Le conflit de conventions, nous semble-t-il, ne pouvait être tranché, s'il avait été posé en Algérie, qu'au profit de la convention antérieure. Pour le tribunal algérien, le transport aurait dû être analysé comme un transport international entre deux États parties à la CV. En revanche, la juridiction canadienne, le Canada étant le point de destination, était également compétente et devait faire application de la CM, le transport reliant deux États ayant ratifié Montréal.

Ce n'est pas tout à fait la solution qui a été donnée par la cour supérieure de Montréal saisie d'une action collective. Le jugement du 18 mai 2016, point 36, considère que les familles des 105 passagers dont le recours est régi par la CM ne peuvent poursuivre en Algérie. Il nous semble au contraire que ces familles pouvaient attraire Air Algérie devant le tribunal d'Alger, mais que celui-ci aurait fait application de la CV, ce qui n'était pas forcément de l'intérêt des demandeurs.

Le vol est exécuté entre un État ayant ratifié Montréal, mais également Varsovie, et un autre État fidèle de la seule convention de Varsovie. Le vol est soumis à la CV dans sa version initiale.

. Les deux États du départ et de la destination n'ont ratifié que la CV, on applique Varsovie.

. Un des deux États a ratifié Varsovie et Montréal, l'autre n'est partie ni à Varsovie ni à Montréal : aucune des deux conventions portant droit uniforme ne joue, on retombe dans une hypothèse pure de droit international privé, de conflit de juridictions et de conflit de lois, on applique, en cas de litige, la loi interne désignée par le système de solution des conflits de lois du tribunal saisi.

Sainte Lucie, ancienne colonie anglaise, île située entre la Martinique et Saint Vincent, n'est partie à aucune des conventions portant règles de droit uniforme. Un vol entre la Martinique et Sainte Lucie est soumis à la loi interne désignée par les parties ou à défaut par celle désignée par le système de droit international privé auquel obéit le juge saisi.

Une situation identique concerne la Dominique, l'île située plus au Nord entre la Guadeloupe et la Martinique.

La Thaïlande est restée longtemps étrangère aux conventions portant droit uniforme, elle n'a ratifié la CM qu'en 2017.

Un arrêt de la chambre commerciale du 16 juin 2021, n° 19-24.510, concerne, en matière de transport de fret, en octobre et novembre 2013, deux transports entre la Thaïlande et la France. Deux sinistres ont été relevés, l'un consiste à terre à une attaque à main armée du convoi transportant des bijoux, l'autre porte sur des bijoux arrivés à destination mais légèrement cabossés avec des pertes partielles. Si la France a signé et ratifié aussi bien la CV que la CM, la Thaïlande n'avait au moment des faits ratifié aucun de ces instruments diplomatiques. La cour de Versailles avait fait appel au règlement n° 493/2008 de Rome I du 17 juin 2008 pour déterminer la loi nationale applicable à l'espèce.

. Un transport entre deux États, aucun n'a ratifié ni Varsovie ni Montréal, le droit uniforme de l'union de Varsovie ou de celle de Montréal est inapplicable. L'hypothèse est exceptionnelle. Un vol entre la Dominique et Sainte Lucie.

Ces observations valent en droit pur. Il peut arriver que lors d'un litige, les parties s'accordent pour appliquer le texte de la CM, alors que les États du point de départ et celui d'arrivée n'ont ratifié que la vieille CV et ne sont donc parties qu'à celle-ci. Le pacte post sinistre sur le droit applicable est parfaitement licite, du moment qu'il n'aggrave pas la condition des passagers ou celle de leurs ayants droit. L'ordre public n'est pas en cause.

Le cas des vols internes, avec une escale prévue à l'étranger

C'est un transport international soumis à la CM, art. 1° § 2.

Un transport entre Toulouse et Saint Denis de la Réunion, avec une escale prévue à Djibouti, est un transport soumis à la CM, même si le point de départ et d'arrivée relèvent tous les deux de la souveraineté française. Sans escale prévue, le vol demeure un vol interne. L'escale inopinée serait sans influence pour opérer un changement de qualification.

Le cas des vols aller et retour au départ de la France et avec retour en France.

Le contrat de transport prévoyant une voire plusieurs points de contact sur des aéroports étrangers. Un billet tour du monde. Départ Toulouse, retour Toulouse. Séjours à Pékin, Tokyo, Honolulu, Los Angeles et Montréal. On considère comme transport international le transport partant à l'aller d'un aéroport français et au retour à destination d'un aéroport français, du moment que le transport est considéré comme une unité indivisible, et non pas comme deux voire plusieurs vols autonomes séparés et distincts. Du moment qu'on voit dans la destination du vol aller une escale et que cette escale est située à l'étranger.

1° Civile, 15 janvier 2014, n° 11-29038 : Transport aller et retour Paris-Marseille-Sanaa-Moroni. Accident, à l'aller, en mer à proximité de Moroni, chef-lieu de la Grande Comore. Le vol est un vol international, le point de départ et le point de retour concernent certes des aéroports français, mais l'aéroport de Moroni, qui était la destination du vol à l'aller, est considéré comme une escale. C'est la prévision de l'escale qui permet l'application de la CV.

Voir l'arrêt de la 1° chambre civile du 16 novembre 2016, n° 15-26774 : un retard sur un vol Phuket - Paris. Les passagers manquent la correspondance pour rentrer à Bordeaux. Il s'agit probablement d'un vol retour. La Thaïlande n'était à l'époque des faits partie ni à la CV ni à la CM. On pourrait considérer que les points de départ et de destination sont situés en France, Phuket n'étant qu'une escale. La CM serait ainsi applicable.

Le jugement a condamné la compagnie malaise pour inexécution partielle du contrat de transport. 522 euros pour le remboursement de l'achat de nouveaux billets Paris-Bordeaux, 150 euros de dommages intérêts pour résistance abusive.

Le jugement est censuré, la juridiction de proximité de Bordeaux n'ayant pas précisé le fondement juridique de la condamnation. L'affaire est renvoyée à Libourne.

La convention de Montréal est considérée, en droit européen, comme un « accord mixte » auquel sont parties l'Union européenne et la totalité de ses États membres. La compétence normative est partagée, elle relève de l'Union en ce qui concerne le transport de personnes et des bagages, alors que les États ont conservé l'essentiel de la compétence au regard de la responsabilité du transporteur de fret.

Le domaine d'application de la convention de droit uniforme.

À quels déplacements par la voie des airs s'applique-t-elle ?

On verra plus loin que les conditions suivantes sont à remplir :

Il faut un transport de passagers, bagages ou marchandises, par aéronef.

Il faut un transport international convenu entre deux États ayant signé et ratifié la convention portant droit uniforme, Montréal à défaut Varsovie.

Il faut

Soit un transport effectué contre rémunération. Ce qui semble impliquer la remise d'un prix en argent, voire la remise d'un bien en nature.

Soit un transport gratuit effectué par une entreprise de transport aérien. Ce qu'est un transporteur aérien commercial.

Le cas intermédiaire du vol intéressé : la compagnie aérienne attribue un billet gratuit à son avocat de Bruxelles qui vient plaider pour elle à Toulouse. Même s'il n'y a pas libéralité et gratuité, même s'il n'y a pas de rémunération en provenance du passager, l'application de la CM n'est pas discutable, il suffit d'invoquer l'argument a fortiori. Ce qui vaut pour un vol gratuit vaut à plus forte raison pour un vol intéressé.

Le vol gratuit, international, assuré par une personne qui n'est pas une entreprise, ne relève pas en revanche de la convention de Montréal. Il relève du droit interne.

Il y a débat pour déterminer si le transport intéressé est ou non gratuit.

Voir J.P. Tosi, Jurisclasseur civil, art. 1382 à 1386, fascicule 460-10, 2005, n° 38.

## **Droit uniforme et droit international privé**

Les relations conflictuelles entre les solutions du droit uniforme et la méthode des conflits de lois du droit international privé

DIP et droit uniforme ne font pas classiquement bon ménage.

Le tribunal applique-t-il directement en présence d'un transport international la convention internationale et fait-il application de l'interprétation qui domine au sein de son ordre juridique national ou raisonne-t-il en termes de recherche du système juridique national applicable ? Doit-il alors renouer avec la méthode de solution des conflits de lois en recherchant et désignant l'ordre juridique national compétent, en s'en tenant alors à l'interprétation jurisprudentielle faisant corps avec celle-ci ?

La question revêt un important intérêt d'ordre théorique, même si elle n'est pratiquement jamais posée dans la pratique aérienne.

Les internationalistes citent en général avec faveur l'arrêt Hocke rendu par la chambre commerciale le 4 mars 1963, Clunet 1964.806 note Berthold Goldman, faisant appel au système de solution du conflit de lois lorsqu'on se trouve en présence de jurisprudences nationales opérant des interprétations divergentes de la loi portant droit uniforme

Niboyet et Geouffre de La Pradelle, Droit international privé, LGDJ, 2007, n° 204 (se prononçant en ce qui concerne les règles matérielles internationales pour une application immédiate sans recourir au raisonnement conflictuel)

Marie-Camille Pitton, *op.cit.*, n°644 et suivants.

Espinassous, L'uniformisation du droit substantiel et le conflit de lois, Paris, 2011, LGDJ.

M. Pierre-Yves Gautier, dans son étude publiée en 2005 aux Mélanges Paul Lagarde, donne une analyse critique de la jurisprudence Hocke, p. 328, n° 3 et suivants, et n'en préconise pas la transposition en matière de conventions internationales comme la convention de Vienne en matière de vente internationale. Il est d'ailleurs étonnant que ce savant auteur traitant de l'interprétation du droit uniforme international ne fasse aucune référence à la convention de Varsovie ou à celle de Montréal.

Cette solution déjà ancienne n'est pas à l'abri de critique, du moins si on lui confère une portée démesurée. Le conflit de lois suppose classiquement une concurrence entre deux ou plusieurs lois émanant de différents États souverains, ainsi un conflit entre la loi française et la loi brésilienne ayant compétence pour trancher un litige à composante internationale.

Dans l'hypothèse de la jurisprudence Hocke, on se trouvait en présence d'une différence d'interprétations entre l'interprétation allemande et l'interprétation française de la loi uniforme issue de la convention de Genève du 7 juin 1930 en matière de lettre de change concernant la détermination du bénéficiaire de l'aval lorsque celui-ci n'indique pas en faveur de qui il est donné, la loi uniforme indiquant qu'il est alors réputé donné pour le tireur. Chaque État a introduit dans son système juridique la loi uniforme qui a été ainsi nationalisée, il y avait donc formellement une loi française et une loi allemande, diversement interprétée dans les deux pays par leurs hautes cours, même si ces lois nationales étaient identiques quant à la lettre puisqu'elles étaient conformes à la loi uniforme. La présomption a en France un caractère irréfragable. La jurisprudence allemande a hésité mais se serait rangée à l'idée suivant la présomption de l'aval donné en faveur du tireur est susceptible de preuve contraire.

La CV/CM n'est pas en revanche une convention ayant adopté une loi uniforme que les États ont l'obligation d'introduire dans leur droit interne. Il s'agit d'une convention internationale édictant sur un certain nombre de points un régime uniforme régissant la responsabilité du transporteur en cas d'accident mortel ou corporel, en cas de perte des bagages, en cas d'endommagement des marchandises, en cas de retard. Il s'agit de règles uniformes à vocation universelle dont les magistrats doivent faire application en cas de contentieux porté devant eux. Les États ont accepté de céder sur ces points leur pouvoir normatif au profit d'un texte unique adopté par la communauté des États.

S'il y a une difficulté relevant d'une divergence d'interprétation de la convention de Varsovie ou de Montréal par les jurisprudences nationales, il n'y a pas au sens strict du terme conflit de lois entre deux (ou plusieurs) lois émanant d'États souverains. Il n'existe pas 126 conventions de Montréal différentes, la convention internationale n'est pas démultipliée, elle est unique, elle reçoit seulement des interprétations divergentes de la part des juridictions locales, ce qu'on peut juger regrettable mais qui est inévitable à défaut d'une cour internationale ayant pour mission d'imposer une interprétation uniforme de la convention. La jurisprudence Hocke si elle était appliquée en matière aérienne reviendrait à nationaliser la convention elle-même, ce qui serait contredire l'esprit de la construction du droit uniforme. Le mouvement du droit uniforme consiste en certaines matières et sur des points précis à évincer les enseignements du droit international privé et à écarter la méthode des conflits de lois. Il serait paradoxal d'y faire retour en présence d'interprétations jurisprudentielles divergentes alors que l'esprit du mouvement uniforme est de les évincer. Il n'y a pas une CM américaine et une CM européenne, il existe une seule CM à laquelle les juges de Toulouse et les juges de Miami ne donnent pas sur certains points la même portée. L'idéal devrait être d'atténuer et de résorber ces divergences d'interprétation plutôt que de les officialiser et de les pérenniser. L'appel à la méthode des conflits de lois est une complication supplémentaire qui satisfait peut-être les internationalistes soucieux de faire valoir les mérites de la discipline qu'ils servent et qu'ils honorent, mais elle est étrangère à la démarche du droit uniforme. Chaque juge appliquera la solution et l'interprétation qu'il juge raisonnable, il s'abstiendra d'écarter les solutions étrangères établies si elles lui semblent justes et fondées en droit, mais il devrait s'abstenir de retenir une méthode de solution des conflits de lois étrangère au grand projet du droit uniforme visant à l'établissement en certains domaines d'un dispositif normatif valant pour le monde entier.

M. Olivier Cachard voit dans des conventions comme la CV ou la CM des conventions internationales multilatérales de droit uniforme, il exclut à leur propos les problèmes soulevés par l'arrêt Hocke, communication au comité français de DIP, 23 novembre 2012, p. 22-23.

Le recours à la bonne et vieille méthode de solution des conflits de lois ne retrouve sa pleine légitimité que sur les points sur lesquels l'unification normative n'a pas été réalisée.

La jurisprudence Hocke ne semble guère avoir exercé son influence en matière du transport aérien. Lorsque l'interprétation de la CV/CM en honneur auprès du tribunal du for diverge de celle donnée par la jurisprudence des tribunaux de l'État dont la législation gouverne le contrat de transport aérien, le juge fait une application directe de la convention et retient l'interprétation retenue par son propre système juridique.

La jurisprudence Hocke trouve cependant certains échos dans certaines jurisprudences comme l'italienne ou la néerlandaise à propos de conventions portant droit uniforme relevant du droit maritime, voir Marie-Camille Piton, n° 686.

## **L'interprétation des conventions de droit uniforme**

Les faiblesses du droit uniforme

Les limites à l'effectivité des dispositions qui portent droit uniforme

Les conventions qui portent droit uniforme, faute de cour suprême mondiale, sont à la merci de la diversité d'interprétation des juridictions, suprêmes ou inférieures, des ordres juridictionnels nationaux ou fédéraux : les interprétations de la CV et désormais de la CM vont de l'interprétation loyale à l'interprétation déformante voire à la marge au refus détourné d'application.

Le caractère inéluctable à travers le monde d'interprétations jurisprudentielles divergentes :

L'interprétation qui prime en Europe n'est pas forcément celle qui est retenue par exemple par les cours d'appel américaines ou la Cour suprême des États-Unis, et inversement.

L'UE défend son pouvoir normatif par l'intermédiaire de la Commission européenne et de la Cour de Justice, alors que la convention de Varsovie ou celle de Montréal ne dispose pas d'un appareil étatique fort pour en imposer l'application. L'OACI n'intervient guère, elle ne dispose d'aucun pouvoir réel, elle ne donne pas le sentiment d'assurer avec vigueur la promotion des textes de droit privé qu'elle a pourtant contribué à élaborer.

En présence de dispositions claires du droit uniforme, on devrait attendre de la part des tribunaux une application loyale et fidèle des dispositions du droit uniforme.

P. Y. Gautier, *Inquiétudes sur l'interprétation du droit uniforme international et européen*, Mélanges Paul Lagarde, 2004, p. 328

Ph. Duboc, *Le respect des conventions internationales par les juridictions françaises*, thèse, Rouen, 2009

Karine Parrot, *L'interprétation des conventions de droit international privé*, préface Paul Lagarde, Dalloz, 2006. Cette thèse n'avait pas pour objet d'étudier les méthodes d'interprétation des conventions internationales en vue de parvenir à des solutions uniformes, ni de déterminer l'autorité compétente pour donner l'interprétation authentique, son objet est d'établir les raisons de la divergence des interprétations d'une même convention par les juridictions des différents États qui y sont parties.

L'auteur est adepte d'une analyse dualiste. Dans un premier temps, les États concluent une convention internationale de droit privé, ils sont liés par le droit international, dans un second temps les États introduisent conformément à l'engagement pris la convention dans l'ordre interne, c'est cette norme qui oblige les tribunaux de l'État, les juges ne feraient pas ainsi application de la norme conventionnelle mais d'une règle étatique. Cet ouvrage concerne quasi exclusivement les conventions relatives aux conflits de lois et de juridictions, elle ne porte guère sur les conventions d'unification du droit substantiel.

Cécile Legros, *La force du précédent en droit britannique ou les limites de l'interprétation uniforme des conventions internationales de droit matériel*, *Journal du droit international (Clunet)*, octobre 2023, n° 4, var. 7 . Cette étude concerne une demande de reversement de jurisprudence en matière de transport de marchandises par

route, CMR. Demande ayant donné lieu, par la Cour suprême du Royaume Uni, à un arrêt refusant de revenir sur un précédent. L'arrêt intéresse la méthode d'interprétation des conventions de droit uniforme.

La nécessité d'une interprétation judiciaire en présence de dispositions trop générales ou à la portée incertaine du droit uniforme

(On peut consulter le traité de Droit international public de Nguyen Quoc Dinh, 8<sup>e</sup> édition, dans ses dispositions concernant l'interprétation des traités, n° 162 et suivants)

Les procédés et méthodes d'interprétation

Le passé

On avait recours en France à la suite de *Bartin* à l'interprétation de la norme de droit uniforme à l'aune du droit national. On peut ainsi citer à titre de démonstration la jurisprudence française, déjà ancienne et probablement obsolète, relative à la nature et au régime du délai biennal de déchéance dans lequel est enfermée l'action de victime : l'action en responsabilité doit être intentée à peine de déchéance dans le délai de deux ans, mais il n'existe dans ces textes (CV) aucune disposition expresse selon laquelle, par dérogation au droit interne, ce délai ne serait susceptible d'interruption ni de suspension. Dans cette perspective, la solution nationale d'interruption et de suspension des délais prévaut, à moins qu'elle ne soit expressément écartée par la disposition de droit uniforme.

On peut encore citer la jurisprudence rendue par les juridictions américaines autorisant le recours à l'exception de *forum non conveniens*, alors que le demandeur avait porté son action aux États-Unis devant l'une des juridictions ayant selon la convention de Montréal compétence pour en connaître.

Le présent

Les auteurs contemporains critiquent ordinairement l'interprétation d'esprit nationaliste et préconisent une interprétation autonome des concepts utilisés par les rédacteurs de la convention portant droit uniforme, ils préconisent une interprétation autonome des concepts utilisés par les rédacteurs de la loi uniforme, rétablissant ainsi l'antique esprit d'un droit commun universel, fonction qui était jadis accomplie d'après le droit romain.

Le juge est invité à s'inspirer d'une méthode relevant d'une pluralité de critères, dont la hiérarchie est sujette à caution.

(On peut consulter, même si le thème ne relève pas du droit aérien, les considérations figurant dans la communication faite par M. Cyril Nourissat devant le comité français de droit international privé le 17 décembre 2010 relative à l'interprétation par la CJUE des règlements européens en matière de compétence judiciaire. Le savant auteur expose l'éclectisme et l'absence apparente de hiérarchie dans les méthodes d'interprétation utilisées, qu'il s'agisse de la méthode littérale, du recours aux travaux préparatoires ou de la méthode téléologique, fort en honneur à Luxembourg, Travaux du comité français de DIP, 2013, p. 19, Pedone)

Le juge s'inspire des principes d'interprétation figurant dans la convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 considérée comme systématisant le droit coutumier en matière internationale, même si on peut penser que de telles maximes et directives concernent davantage le droit international public que les dispositions portant droit uniforme dans des relations de droit privé.

La France n'est pas partie à la convention de Vienne, mais la Cour de cassation confère une portée coutumière à la convention, 1<sup>o</sup> Civile, 11 juillet 2006.

Idem en droit européen.

La CJUE, dans un arrêt du 17 février 2016, RTD Européen 2017.252 obs. L. Grard, considère que la convention de Vienne s'impose à l'UE et qu'un traité doit être interprété de bonne foi, suivant le sens ordinaire à attribuer à ses termes dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Idem avec l'arrêt du 19 décembre 2019, C-532/18.

. L'analyse littérale et grammaticale

. Le recours à l'argument a fortiori, a pari ou a contrario

. La consultation des travaux préparatoires

La difficulté de consultation

Les travaux préparatoires de la CV étaient rédigés en français, ceux de la CM ne connaissent que l'anglais. L'arrêt précité du 19 décembre 2019 fait référence aux travaux préparatoires pour déterminer la notion d'accident.

. La prise en considération de la nature internationale de la convention portant Droit uniforme

La convention de Varsovie du 12 octobre 1929 était uniquement rédigée en français, ce qui a priori inclinait à une interprétation conforme aux principes admis dans les pays de tradition romaniste.

La convention de Montréal du 28 mai 1999 est rédigée en revanche en six langues, le français, l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe. Tous les textes faisant également foi.

Les tribunaux ont souvent eu recours pour interpréter ces textes aux concepts et aux façons de raisonner de leur propre système juridique. On a parlé pour le regretter d'interprétation d'inspiration nationaliste.

La convention de Montréal parle dans son préambule de l'adoption grâce à la convention de mesures collectives par les États en vue d'harmoniser davantage et de codifier certaines règles régissant le transport aérien international, elle n'utilise pas la formule qu'on relève dans plusieurs conventions récentes suivant laquelle il doit être tenu compte pour l'interprétation de la convention portant droit uniforme de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application. L'idée est cependant largement admise par les commentateurs si bien que les interprètes sont invités dans l'interprétation des concepts et des règles figurant dans la convention à aller autant que possible dans le sens d'une harmonisation croissante des solutions, ce qui implique de ne pas briser les interprétations les plus communément admises. Les juges sont invités à ne pas jouer aux francs-tireurs et à faire preuve d'un certain conformisme. S'il y a un doute sur la portée d'une disposition contenue dans la convention, le juge pourra éventuellement le dissiper en consultant et en confrontant les différentes versions linguistiques de la convention.

. La prise en considération de la jurisprudence étrangère

Voir l'ouvrage de Marie-Camille Pitton, préface Pascal de Vareilles-Sommières, *Le rôle du jugement étranger dans l'interprétation du droit conventionnel uniforme*, Eleven International Publishing, coll. International commerce and arbitration, 2013, 591 p., compte rendu au *Journal de droit international* de janvier 2015, biblio. 5, par Claude Witz.

(Il serait souhaitable que l'OACI constitue une banque de données référençant les principales décisions de jurisprudence rendues à travers le monde en application de la CV et de la CM, à l'imitation de ce que fait la CNUDCI concernant la convention de Vienne du 11 avril 1980 sur la vente internationale de marchandises, cf. l'ouvrage de Madame Pitton, n° 405)

Cet auteur préconise la prise en considération systématique de la jurisprudence étrangère, elle voudrait quasiment poser une obligation de consultation des décisions étrangères, cf. n° 761 et suivants, n° 826 et suivants, n° 928 et suivants, n° 937 et suivants relatifs à la CV.

L'avocat général Nikolas Emiliou est sensible dans ses conclusions à cette opinion.

Le juge français ne prendra connaissance des jugements rendus à l'étranger en matière aérienne que si les avocats des parties ont connaissance des décisions étrangères et s'ils lui communiquent cette documentation, ou que si devant la Cour de cassation l'avocat général ou le conseiller rapporteur, bien informés, en fait état. La juridiction en tiendra compte si l'argumentation retenue à l'étranger lui semble solide, même si la jurisprudence française ou européenne n'a pas à adopter systématiquement telles quelles les solutions données en Amérique du Nord. Il faut refuser toute tentative de soumission aveugle, d'autant que les solutions étrangères sont souvent tributaires de la culture juridique locale. Toute jurisprudence étrangère mérite attention, mais elle n'est digne d'imitation que si elle est conforme à la raison, celle-ci ne dépendant pas forcément de la puissance de l'État au nom de laquelle elle est rendue.

L'essentiel du contentieux en matière de responsabilité du transporteur aérien est dans la situation présente porté devant les tribunaux des États européens ainsi que devant ceux des États-Unis, du Canada et du monde anglo-saxon. Les juges américains ne semblent pas accorder un poids considérable à la jurisprudence rendue dans le vieux continent, il n'y a aucune raison de s'incliner servilement devant la jurisprudence des cours d'appel de circuit ou celle plus rare de la cour suprême des USA. La décision étrangère ne peut se voir attribuer qu'une fonction persuasive.



Commence à se développer ce qu'on appelle le dialogue des juges, ainsi entre les cours suprêmes nationales et la CJUE. Il doit y avoir vraisemblablement quelques échanges portant sur le DIP et sur le droit uniforme entre les juges américains et les cours européennes lors des rencontres organisées entre magistrats des cours suprêmes.

. Les facteurs idéologiques ou culturels

On peut faire état de la faveur généralement portée en législation et en jurisprudence envers le passager traité comme le consommateur d'une prestation de voyage.

La convention de Montréal dans son préambule reconnaît l'importance d'assurer la protection des intérêts des consommateurs dans le transport aérien international, même si quelques lignes loin elle porte un jugement de valeur sur l'œuvre qu'elle réalise en soutenant pour ménager la position des transporteurs que la prise de mesures collectives est le meilleur moyen de réaliser un équilibre des intérêts.

Cette faveur envers le passager n'est pas cependant ni générale ni absolue. C'est ainsi que la jurisprudence française ne prenait pas en considération les dommages consécutifs aux chutes et fractures que les passagers se font en descendant les échelles de coupé. Le dommage ne résulte pas, selon les arrêts, d'un accident extérieur au sujet.

Le traitement des divergences d'interprétation de la convention portant droit uniforme au travers des décisions rendues dans le monde en application de la CV ou de la CM

On est bien obligé de prendre acte de ces divergences et de les subir à défaut de pouvoir les abolir.

### **L'instance juridictionnelle titulaire du pouvoir d'interpréter en dernier ressort la convention portant droit uniforme**

#### **La CJ dans l'UE**

Le débat est récurrent, certaines dispositions de la convention internationale sont susceptibles de plusieurs lectures, ce qui est banal concernant les écrits humains et les écrits juridiques en particulier. Nombre de dispositions conventionnelles ont un sens obvie, elles ont un sens clair et évident, d'autres sont très générales et on peut les interpréter de façon différente. D'autres sont exprimées de façon obscure ou ambiguë.

La convention internationale a le mérite de la stabilité et de la durée, des réformes sont envisageables, une explicitation d'un sens caché est possible, mais les réécritures du texte uniforme ne sont réalisables qu'à un rythme très lent.

L'interprétation est donc abandonnée à l'autorité judiciaire.

On doit se demander à titre spéculatif si l'interprétation ultime est abandonnée à la cour suprême nationale ou si cette fonction ne devrait pas relever d'une instance juridictionnelle continentale voire mondiale.

Si nous raisonnons sur l'exemple français, c'est la Cour de cassation française qui au travers de ses nombreux arrêts a détenu pendant des décennies ce pouvoir d'interprétation en ultime instance de la CV et ainsi été en mesure de dirimer les interprétations divergentes qui pouvaient émaner des juridictions inférieures relevant de la République française.

La jurisprudence française a incontestablement exercé une influence intellectuelle sur celles des pays ayant des liens culturels avec notre patrie.

Avec l'essor du droit européen, notre Cour de cassation ne constitue plus en France l'instance ultime d'interprétation de la CM. L'UE ayant adhéré à la CM, la CJUE a pour compétence, si une juridiction même modeste le lui demande, de donner la signification et de déterminer la portée d'une disposition obscure ou ambiguë de la convention de Montréal.

La fonction d'interprétation uniforme des dispositions de la Convention de Montréal relève désormais dans l'espace européen, par le mécanisme du renvoi préjudiciel, de la Cour de Justice de l'Union européenne. Ceci sous la condition qu'elle soit saisie par un juge.

Face aux difficultés d'interprétation, on fait à l'occasion référence à la convention de Vienne du 23 mai 1969 dans sa section sur l'interprétation des traités, art. 32.

On se souvient que la compétence normative est partagée entre l'Union et chacun des États membres, l'Union légifère en matière de transport de personnes et de bagages, elle ne réglemente pas la responsabilité du

transporteur de marchandises qui continue de relever de l'échelon national. Cette solution rejaillit-elle sur les pouvoirs de la Cour de Justice quant à l'interprétation de la convention de Montréal ?

Jean- Pierre Tosi, La CM sur la responsabilité du transporteur aérien relève de la compétence interprétative de la CJUE. En totalité ? D. 2010.1762. À propos de l'arrêt Walz de la Cour de justice du 6 mai 2010. Le professeur Jean-Pierre Tosi estime qu'à terme c'est la conception qui fait la part belle à la CJUE qui devrait l'emporter, la CJUE devrait se voir reconnaître la compétence interprétative, même en ce qui concerne le transport de marchandises.

Voir les propos d'Édouard Treppoz, Revue des contrats, juillet 2014, n° 2, p. 251, § 110, indiquant in fine dans sa note que la CJUE affirme sa compétence pour interpréter l'accord sur les APIC (accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle) dans son intégralité, même sur les points où l'UE ne légifère pas.

Voir en sens identique la thèse de Vincent Correia, L'Union européenne et le droit international de l'aviation civile, n° 678 et 680.

### **Le vœu utopique de création d'une juridiction mondiale chargée de surmonter les interprétations divergentes**

Le vœu de la création d'une instance juridictionnelle assurant à l'échelon mondial une interprétation officielle des dispositions controversées de la convention de droit uniforme

Du moment qu'il existe en commun entre États des normes écrites uniques, la logique mondialiste et universaliste devrait conduire à la mise en place d'un dispositif permettant une interprétation commune de ces textes. L'idéal serait donc l'instauration d'une juridiction internationale dotée du pouvoir d'interpréter les dispositions controversées ou obscures des conventions portant droit uniforme, ne serait-ce que pour lutter contre le risque d'arbitraire et la pratique du forum shopping. On pourrait concevoir dans un premier temps la création au sein de l'OACI d'un comité consultatif - il existe en ce qui concerne l'interprétation de la convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises - comprenant des délégués des grandes cours suprêmes nationales ainsi que des juristes célèbres versés en droit aérien appelé à fournir un avis non liant sur la portée de dispositions controversées. Le comité juridique existant au sein de l'OACI pourrait également remplir cette fonction. Ces avis seraient rendus publics et pourraient s'imposer s'ils emportaient, *imperio rationis*, la conviction.

À terme, on pourrait confier cette mission à un organe juridictionnel ad hoc constitué au sein de l'OACI ou à une chambre spécialisée de la Cour internationale de justice. Ce qui supposerait une modification du statut de celle-ci et une telle prévision dans la convention de droit uniforme. Il ne peut s'agir dans la situation actuelle, même si l'idée est ancienne, que d'un vœu pieux.

(cf. la thèse de K. Parrot, L'interprétation des conventions de DIP, qui exprime son scepticisme à l'égard de la proposition d'instaurer un organe ayant compétence pour interpréter la norme internationale, n° 338 et suivants ; voir Marie- Camille Pitton, Le rôle du jugement étranger dans l'interprétation du droit conventionnel uniforme, n° 831

Dans les faits, les interprétations données par les cours supérieures sont discutables parfois même contestables. Il arrive que l'on relève une contestation directe ou indirecte, sourde ou déclarée, du système mis en place par les conventions de Varsovie et de Montréal.

Il peut s'agir d'un refus, frontal ou déguisé, total ou partiel, d'application de la norme de droit uniforme au profit du droit local ou du droit issu d'une union d'États : le droit interne ou le droit européen contre le droit uniforme. La jurisprudence *Sturgeon* du 19 novembre 2009 de la Cour de Justice de l'UE malmène la suprématie et l'exclusivité de la solution de la CM en matière de dommage consécutif au retard en instaurant, en cas de retard important à l'arrivée, un mécanisme forfaitaire d'indemnisation rival des dispositions de la CM.

Les conclusions Bot du 15 mai 2012 rendues dans l'affaire *Nelson* en laissaient présager le maintien par la CJUE, ce qui a été fait dans l'arrêt de la dite CJ rendu le 23 octobre 2012.

Certaines juridictions font une application directe et immédiate de leur droit interne (loi d'application immédiate) et refusent ainsi d'appliquer la CM alors que le transport est international : un Airbus d'Air France

opérant une liaison entre le Brésil et la France s'écrase le 1<sup>o</sup> juin 2009 dans l'Océan Atlantique dans la zone du pot au noir. Le tribunal de Rio, 48<sup>o</sup> chambre civile de l'État de Rio de Janeiro, 11 mars 2010, Revue de droit des transports, mai 2010, étude 5 de Vincent Correia, applique le droit brésilien de la consommation qui aurait valeur supérieure et écarte l'application au litige international de la CM.

Certaines juridictions mal informées voire ignorantes continuent à invoquer les règles de la CV alors qu'il aurait fallu faire application de la CM. On peut y voir un défaut passager.

Un État peut-il impunément méconnaître grossièrement ou subtilement, par l'intermédiaire de ses organes juridictionnels ou non, une convention internationale à laquelle il est haute partie contractante ? La possibilité d'un recours devant la Cour internationale de justice relève de la spéculation pure, même si un État dont les tribunaux violent un engagement international souscrit par cet État engage en théorie sa responsabilité vis-à-vis des autres États contractants. La CIJ a en effet compétence pour connaître des différends juridiques ayant pour objet l'interprétation d'un traité. On voit cependant assez mal les États-Unis se plaindre devant la Cour de La Haye d'une interprétation déformante de la CM par la CJUE, comme on ne voit guère l'Union européenne (qui n'est pas un État) (seuls les États peuvent se présenter devant la CIJ) venir contester devant la Cour internationale de justice une solution émanant de la Cour suprême des États-Unis. On pourrait seulement suggérer que les États composant l'UE sont solidaires des actes de l'Union et qu'ils en sont responsables à l'égard des États tiers.

Karine Parrot, L'interprétation des conventions de droit international privé, Dalloz, n<sup>o</sup> 222 et suivants, n<sup>o</sup> 257 en particulier

### **L'exclusivisme montréalais**

Nous reviendrons maintes fois sur l'idée, face au droit national ou au droit continental, de l'exclusivité des normes issues du droit uniforme. C'est le principe de l'exclusivisme montréalais, même si celui-ci a fort à faire pour combattre les assauts du droit interne ou ceux plus insidieux du droit de l'UE.

À notre sentiment, toutes les fois qu'on se trouve dans le domaine d'application de la CV et désormais de la CM, celle-ci possède un pouvoir normatif exclusif, le droit commun, qu'il soit représenté par le droit national interne et désormais de plus en plus par un droit européen envahissant, ne possède plus qu'une ample fonction normative subsidiaire. Le droit uniforme a la primauté et la supériorité dans son cercle de compétence. Le droit européen ou le droit interne ne devrait pas pouvoir le contredire.

Comme le dit, dans sa préface à l'ouvrage de Madame Marie-Camille Pitton, le professeur Pascal de Vareilles-Sommières à propos des conquêtes réalisées par le droit uniforme, les États certes participent à son élaboration mais simultanément autolimitent à son profit le domaine de leurs droits particuliers respectifs.

Voir l'article plus nuancé et moins abrupt du professeur Jean-Pierre Tosi, Exclusivité du droit spécial ? L'exemple de la responsabilité du transporteur aérien, Mélanges Yves Serra, 2006, p. 431

Voir sur ce point l'excellente thèse de M. Laurent Chassot soutenue en 2011 devant la faculté de Berne, Les sources de la responsabilité du transporteur aérien international, qui met parfaitement en lumière l'exclusivité des règles de responsabilité de la CM, voir en particulier p. 157 et suivantes.

[L'application et l'interprétation des traités de droit privé ne sont cependant pas inconnues de la CIJ. Un contentieux a opposé, devant la Cour internationale de justice, la Belgique à la Suisse, la première reprochant aux tribunaux de la seconde une application défectueuse de la convention de Lugano. Les conséquences de la faillite de la SABENA étaient à l'origine de ce différend.

Cf. Bureau et Muir Watt, Droit international privé, tome I, PUF, n<sup>o</sup> 34 note 1 et n<sup>o</sup> 62 note 1]

(voir l'article 11 du protocole du 20 février 2008 à la CMR, relatif à la lettre de transport électronique - protocole publié par décret du 3 janvier 2017-, qui prévoit que tout différend entre deux ou plusieurs parties contractantes concernant l'interprétation du protocole que les parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'une des parties intéressées, devant la Cour Internationale de Justice, pour être tranché par elle. Chaque État peut cependant formuler une réserve pour écarter cette possibilité de recours devant la CIJ, article 12 du protocole. Le professeur J.P. Tosi nous indique qu'une telle disposition relève cependant du seul droit international public et qu'elle n'est pas

destinée à dirimer les divergences d'interprétation d'une convention portant droit uniforme de la part des juridictions civiles ou commerciales des différents États signataires.)

## § II. Les règles émanant de l'Union européenne en matière de transport aérien

L'Union dispose des compétences qui lui sont attribuées par les traités. C'est le principe de l'attribution des compétences. On assiste à l'époque contemporaine à la montée en puissance du droit européen qui assèche en partie le droit national interne et qui se présente en rival du modeste droit uniforme mondial. En vertu de la théorie de la préemption, en matière de compétence partagée, ce qui est le cas des transports, si le législateur européen exerce sa compétence, il prive désormais les États membres du pouvoir de poser la norme.

Cécile Legros, L'intégration des conventions internationales dans le droit dérivé de l'Union européenne : l'exemple du droit des transports, in Mélanges Patrick Courbe, 2012, p. 367

### A. Le règlement n° 2027/97 du 9 octobre 1997, modifié et réécrit par le règlement n° 889/2002 du 13 mai 2002

Ce règlement soumet le transporteur européen de passagers et de bagages, titulaire d'une licence d'exploitation, à la convention de Montréal, qu'il s'agisse de transports internes, de transports entre pays membres de l'UE ou de transports avec les pays tiers. Le règlement européen intègre la convention internationale dans l'ordre juridique de l'UE. Cf. l'étude précitée de Cécile Legros aux Mélanges Courbe. Nous sommes en présence d'une imbrication des sources internationales et des sources européennes. C'est un exemple d'une convention internationale intégrée dans un texte de droit dérivé.

Il s'agit d'un dispositif qui ne concerne pas les transporteurs extérieurs à l'UE.

Il ne concerne pas non plus les européens faisant du transport mais dépourvus d'une licence d'exploitation. Cf. le développement propre à l'aviation légère et sportive.

[Transport interne. Un transport entre Cayenne et Bordeaux effectué les 24/25 juin 2004 est soumis à la convention de Montréal du 28 mai 1999 compétente en vertu du règlement n° 2027/97 du 9 octobre 1997 applicable à la date des faits litigieux, décide un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 15 janvier 2014, Bull., n° 11-21394, cf. D. 2014.1084, obs. Paulin. Décision étonnante, car la convention de Montréal n'est entrée en vigueur pour la France et pour l'UE que le 28 juin 2004, donc postérieurement à ce vol. Le règlement du 13 mai 2002 (modifiant celui de 1997) indique très nettement dans son article 2 qu'il s'applique à compter de la date de son entrée en vigueur (publication au JO) ou de l'entrée en vigueur de la convention de Montréal pour la Communauté, selon celle qui a lieu en dernier.]

Un transport aérien effectué par Air France entre Paris et Minsk : le règlement européen soumet ce transport effectué par un transporteur français à la CM, bien que la Biélorussie n'ait pas adhéré à la convention de Montréal.

L'application de cette législation européenne est ici liée à la qualité de transporteur communautaire effectuant le transport : c'est le retour à la personnalité des lois.

La responsabilité d'un transporteur aérien communautaire (i.e. titulaire d'une licence d'exploitation) envers les passagers et leurs bagages est régie par toutes les dispositions de la convention de Montréal relatives à cette responsabilité, article 3 § 1.

Le même déplacement effectué par un transporteur biélorusse, le transport sera en revanche soumis à la CV, la

Biélorussie n'ayant pas adhéré à la CM.

Air France effectuant un transport entre Mulhouse et Conakry est soumis à la CM, bien que la Guinée n'ait pas ratifié cette convention, Cf. 1<sup>o</sup> civile, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20490.

Le transport de passagers entre deux États européens est-il un transport international immédiatement soumis à la CM (tous les États membres de l'UE ont signé et ratifié la convention de Montréal) ou s'agit-il d'un transport intra-européen soumis au règlement de 1997 opérant à son tour un renvoi à la CM ?

La CJUE soumet dans une affaire de perte de bagages dans un transport de 2008 entre Barcelone et Paris le litige au règlement n<sup>o</sup> 2027/97, celui-ci soumettant la responsabilité du transporteur aux dispositions de la CM, ainsi arrêt Espada Sanchez du 22 novembre 2012, C-410/11. La soumission à la CM est médiante et non immédiate. Dans un litige concernant un vol entre Majorque et Vienne, la Cour de Justice, dans un arrêt du 19 décembre 2019, C-532/18, indique que, s'agissant de la responsabilité des transporteurs aériens de passagers et de leurs bagages sur le territoire de l'Union, le règlement n<sup>o</sup> 2027/97, met en œuvre les dispositions pertinentes de la CM. Un auteur note avec perspicacité la tendance générale des autorités de l'UE d'exclure les États membres de la scène internationale, Édouard Treppoz, *Revue des contrats*, juillet 2014, p. 251.

La CJUE voit dans ces vols des vols intra-communautaires et non des vols internationaux, la vision fédéraliste est prégnante.

**B. Le règlement n<sup>o</sup> 261 / 2004 du 11 février 2004 en matière de refus d'embarquement, d'annulation de vol et de retard important au départ**

Ce règlement européen instaure un système rival, parallèle ou complémentaire à la convention de Montréal mettant, en cas de refus d'embarquement, d'annulation du vol et de retard, des obligations d'assistance à la charge du transporteur et instaurant un système d'indemnisation forfaitaire.

Cette législation donne lieu à une très abondante jurisprudence, aussi bien à l'échelon des juridictions tant du premier que du second degré qu'à celui des cours suprêmes nationales et de la Cour de justice de l'Union européenne.

La doctrine publiée sur la question est également fort bien nourrie.

V.G., Refus d'embarquement, annulation de vol, retard au départ et à l'arrivée : controverses et réécriture du règlement (CE) n<sup>o</sup> 261/2004 du 11 février 2004, *Revue de droit commercial, maritime, aérien et des transports* [Scapel], 1<sup>o</sup> partie, 2010 p. 211-230 et 2<sup>o</sup> partie, 2011, p. 5-21

Naveau, Godfroid et Frühling, *op.cit.*, n<sup>o</sup> 246 et s.

Frühling, Decat & Golivaux, *Panorama de la jurisprudence communautaire rendue en application du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 sur les droits de passagers*, *Revue de droit des transports*, juillet 2012, dossier 15.

J.P. Kesteloot, L'indemnisation des victimes de refus d'embarquement, de vols annulés ou retardés, *Revue générale des assurances et responsabilités*, 2005 n<sup>o</sup>13 995

Vincent Correia, *Jurisclasser transports*, fascicule 930, qui cite une multitude d'articles de toute langue, sauf le mien, il est vrai désormais obsolète, publiés sur la question

Consulter le numéro 2012/4 de la revue européenne de droit de la consommation réunissant, direction Cheneviere et Verdure, une pluralité d'études relatives aux droits des passagers.

Nicolas Balat et alii ont tenu un riche colloque à Valenciennes le jeudi 4 avril 2019, *Regards civilistes sur le règlement 261/2004 relatif à l'indemnisation et à l'assistance des passagers du transport aérien*. Les communications sont publiées en décembre 2019, éditeur LexisNexis.

(Certains avaient émis l'idée de l'incorporation, à l'annexe 9 à la convention de Chicago, intitulée Facilitation, de normes concernant les droits des passagers en cas d'annulation ou de retard du vol. Une telle solution aurait le mérite de sortir du dédale des réglementations nationales incompréhensible pour le passager lambda voyageant à l'international.

L'assemblée générale de l'OACI de septembre 2013 avait émis un vœu en ce sens.

Un communiqué de l'OACI du 9 juillet 2015 indique l'adoption, par le Conseil de cette organisation, de principes de base pour la protection des consommateurs. Une information devrait être donnée aux passagers avant même le voyage, la transparence des prix est proclamée comme un droit fondamental du consommateur. Les passagers doivent durant le voyage et en cas de perturbation recevoir toute attention. Il pourrait s'agir d'un réacheminement, d'un remboursement, d'une protection ou d'une indemnisation. Les partenaires du transport

devraient en cas de perturbation majeure entraînant des annulations de vol en chaîne mettre en place un plan pour sortir de cette situation de crise. Le traitement des plaintes et réclamations, le voyage accompli, devrait être assuré de façon efficace.

Il semble bien que chaque État élaborerait son dispositif, il n'y aurait pas une réglementation unique et uniforme pour l'ensemble des transports assurés à travers le monde. La diversité des règles subsisterait, certains États étant plus favorables aux passagers, d'autres moins "avancés".

Il y a toujours la possibilité de l'adoption d'un protocole à la convention de Montréal, prévoyant un système forfaitaire d'indemnisation des passagers victimes d'un retard ou d'une annulation de vol. Ce protocole aurait quelque chance d'être signé et ratifié par les États de niveau économique élevé.)

#### **Le domaine d'application du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004**

Le règlement de 2004 et l'abondantissime jurisprudence à laquelle il a donné lieu déterminent les conditions d'application de ce dispositif de matrice consumériste.

Le destinataire de la norme européenne, l'obligé, le débiteur, est en principe le transporteur aérien effectif, qui ne s'identifie pas forcément avec le transporteur contractuel.

Le règlement ne saurait viser l'ensemble des transports aériens accomplis dans l'espace aérien mondial.

Le principe de territorialité intervient, mûtiné d'un emprunt à la personnalité des lois.

Le règlement s'applique en principe à l'ensemble des transporteurs, européens ou non, effectuant des vols décollant d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre de l'UE.

Il s'applique également en principe à un transport en provenance d'un État étranger à l'UE en direction d'un aéroport situé dans l'UE, du moment que le transporteur relève de l'UE.

Il ne s'applique pas en revanche à un transport effectué par un transporteur non européen depuis l'étranger en direction de l'UE.

Le bénéficiaire du dispositif consumériste est un passager, disposant d'une réservation confirmée et s'étant présenté à l'enregistrement.

Le débat ne se pose pas forcément dans les mêmes termes selon que le transport aérien consiste en un simple vol d'un aéroport à un autre ou qu'il devient complexe, en particulier lorsqu'il est scindé en plusieurs vols et qu'il donne lieu à correspondances.

Les choses sont également différentes lorsque le passager n'est entré en relations commerciales qu'avec un, voire plusieurs transporteurs aériens ou lorsqu'il s'est confié à une agence de voyages pour l'achat du billet ou à un organisateur de voyages pour l'exécution d'un vol à forfait sans contacter directement les professionnels du transport aérien proprement dits.

#### **1° point. La détermination du transporteur, débiteur des prestations et indemnités prévues par le système consumériste européen :**

Le débiteur en première ligne : **le transporteur aérien effectif**

Jeremy Heymann, La nature de la relation entre le transporteur et le passager, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien. Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004, p. 51.

Dans le même ouvrage collectif, Xavier Delpech, p. 147

Les rédacteurs du règlement n° 261/2004 avaient fait preuve de réalisme. Comme nombre de déplacements ne sont plus toujours assurés par la compagnie qui avait délivré le billet et pris l'engagement de transporter, c'est à celui qui doit dans les faits exécuter le vol que le droit européen impose un certain nombre d'obligations envers les passagers désorientés par un incident de voyage, comme un refus d'embarquement, une annulation de vol ou un retard au départ.

Le débiteur des obligations légales édictées par le règlement est donc représenté par le transporteur aérien effectif.

Le transporteur aérien effectif est défini comme un transporteur aérien qui réalise ou a l'intention de réaliser un vol dans le cadre d'un contrat conclu avec un passager, ou au nom d'une autre personne, morale ou physique, qui a conclu un contrat avec ce passager (article 2, a), du règlement n° 261-2004).

Si les auteurs du règlement européen de 2004 avaient pris logiquement le transporteur effectif pour cible, c'est que le dispositif européen, au moins dans sa version textuelle, concerne essentiellement la période précédant le départ de l'avion.

Il envisage essentiellement la survenance d'incidents au départ.

Si les sièges de l'avion ont été ultra réservés, certains passagers détenteurs d'un billet devront par la force des choses rester à terre, c'est au transporteur effectif qui va faire décoller l'avion de régler la difficulté.

Si un vol est annulé de façon imprévue, c'est au transporteur qui devait effectuer le vol et qui pour des raisons diverses en exclut l'accomplissement de régler dans l'immédiat la situation des passagers en carafe.

Un important retard pointe au départ, les passagers perdent patience dans les bâtiments de l'aérogare, il faut les occuper, les rassurer, les prendre en charge, leur faire servir un breuvage, c'est au transporteur qui doit exécuter le vol de régler la situation de malaise.

(C'est l'ONA de l'aéroport de départ qui est compétent.)

La situation a évolué du fait de l'interprétation jurisprudentielle *praeter legem* et *contra* CM imposant au transporteur de payer une somme d'argent au passager, non plus seulement pour incident au départ, mais pour retard important à destination finale. Le dispositif européen, à tort ou à raison, vise désormais aussi bien la situation d'avant départ que la situation à l'arrivée.

Le transporteur aérien effectif est peut-être un transporteur extra européen, le déplacement étant composé d'une suite de vols interrompus par des correspondances. Le transporteur effectif n'est pas forcément le plus facile à saisir par le passager retardé, c'est la raison pour laquelle dans ces circonstances particulières susceptibles d'être ultérieurement généralisées, la jurisprudence européenne, statuant hors des prévisions du législateur européen mais en harmonie avec le système jurisprudentiel qu'elle instaure, tend à réputer transporteur effectif pour en faire le débiteur de l'indemnité pour retard à l'arrivée, le transporteur contractuel, même s'il n'avait pas effectué le vol sur lequel le retard a été relevé, du moment qu'il avait, décollant d'un aéroport d'un État de l'UE, effectué une phase de transport. L'idéologie consumériste est ainsi satisfaite, le passager retardé trouve dans le transporteur contractuel communautaire un débiteur tout trouvé.

Le transporteur effectif est devenu un sujet à contenu variable, voire à contenu expansif.

La question ne semble plus être de savoir si le défendeur a effectivement transporté le passager du vol retardé, il convient de s'évader de l'effectivité stricte pour déterminer quel est le transporteur qui peut être réputé débiteur des obligations découlant du dispositif européen, en particulier du paiement de l'indemnisation qui en découle. Le transporteur aérien effectif, c'est celui que le CJUE répute tel, même s'il n'est pas forcément l'opérateur du vol.

Le transporteur aérien effectif ne s'identifie plus au seul transporteur de fait.

On peut dans un premier temps exposer les solutions les plus simples.

Dans un second temps, on verra qu'en jurisprudence le concept de transporteur aérien effectif s'est élargi, en particulier pour donner au passager retardé ou victime d'une annulation de vol un débiteur susceptible de lui payer l'indemnisation prévue par le règlement européen.

#### a. Les situations les plus simples

Les textes postulent l'existence, à la base, d'un contrat. Un contrat principal.

Ce contrat est conclu entre un transporteur et le passager, c'est a priori un contrat de transport.

Il existe alors une relation contractuelle immédiate entre le transporteur et son client. On peut qualifier ce transporteur de transporteur contractuel.

Deux variantes apparaissent.

Dans l'hypothèse la plus simple, c'est le transporteur ayant contracté avec son client qui effectue en personne le déplacement aérien. Il va de soi que si le transporteur contractuel, celui qui a conclu le contrat de transport avec le passager, accomplit lui-même la prestation de transport convenue, il est, au sens du règlement européen,

réputé transporteur aérien effectif. Le fait et le droit concordent. Comme le définit l'article 2 du règlement n° 261/2004, on entend comme transporteur aérien effectif un transporteur aérien qui réalise (ou a l'intention de réaliser) un vol dans le cadre d'un contrat conclu avec un passager.

Un autre cas de figure se présente lorsque le transporteur n'effectue pas personnellement le vol qu'il s'était engagé à accomplir. Il délègue. Il demande à un autre transporteur d'agir à sa place. Il fait effectuer le vol par un autre transporteur qu'il se substitue.

Dans cette hypothèse, celui qui effectue réellement le vol le fait au nom de la personne qui avait conclu le contrat de transport avec le passager. C'est un transporteur vicair, un transporteur délégué, un transporteur substitué.

Une relation contractuelle s'est certainement nouée entre le transporteur contractuel et le transporteur délégué, relation à laquelle le passager n'est pas partie. C'est le transporteur contractuel qui a demandé à un autre transporteur d'effectuer le transport à sa place. Dans l'hypothèse la plus simple, le transporteur qui réalise le vol est alors un sous-transporteur. C'est une hypothèse de sous-contrat.

A priori, il n'y a pas de relation contractuelle directe et immédiate entre le sous-transporteur et le passager. Le passager n'a pas choisi le sous-transporteur, le transporteur contractuel le lui impose. Le contrat de transport est censé ne pas avoir été conclu intuitu personae.

Le transporteur de fait, celui qui dispense effectivement et réellement la prestation de transport, est incontestablement transporteur aérien effectif. Qu'il soit le transporteur contractuel ou qu'il soit un transporteur de fait, comme un transporteur substitué, un sous transporteur ou un sous-traitant.

Il suffit de se référer à l'article 3 § 5 du règlement n° 261-2004 :

" Le présent règlement s'applique à tout transporteur aérien effectif assurant le transport des passagers visés aux paragraphes 1 et 2.

(Le considérant 7 est encore plus explicite : Afin de garantir l'application effective du présent règlement, les obligations qui en découlent devraient incomber au transporteur aérien effectif qui réalise ou qui a l'intention de réaliser un vol, indépendamment du fait qu'il soit propriétaire de l'avion, que l'avion fasse l'objet d'un contrat de location coque nue (Dry Lease) ou avec équipage (Wet Lease), ou s'inscrive dans le cadre de tout autre régime)

Lorsqu'un transporteur aérien effectif qui n'a pas conclu de contrat avec le passager remplit des obligations découlant du présent règlement, il est réputé agir au nom de la personne qui a conclu le contrat avec le passager concerné. »

Le transporteur effectif est censé agir, c'est lui qui va donner des informations si le vol est annulé ou s'il y a un retard à prévoir, c'est lui qui va offrir des boissons aux passagers en attente, c'est lui qui leur retiendra une chambre à l'hôtel si l'attente se prolonge, c'est lui qui s'efforcera si le vol est annulé de leur procurer un vol en remplacement, c'est lui qui sera sollicité à indemniser les passagers souffrant d'un vol annulé ou retardé, c'est lui qui risque d'être assigné en justice par le passager insatisfait.

Le transporteur non contractuel, sous-transporteur, effectuant le vol, est bien transporteur effectif, il correspond à la définition donnée par l'article 2 du règlement : on entend par transporteur effectif celui qui réalise un vol au nom d'une autre personne qui a conclu un contrat avec le passager.

On avait tendance à considérer, en s'en tenant aux dispositions du règlement, que si le transporteur contractuel n'assumait pas en personne la conduite du vol, mais le faisait effectuer par un tiers, il n'était pas réputé transporteur aérien effectif. Il ne réalisait pas le vol. Il échappait aux sujétions prévues par le règlement.

#### b. Les situations plus complexes

La jurisprudence a tendance dans les arrêts les plus récents à remodeler le concept de transporteur aérien effectif, elle le fait par faveur pour le passager consommateur demandeur d'indemnisation.

Ceci est particulièrement net dans les hypothèses d'un déplacement aérien composé de plusieurs segments de



vol. On songe principalement aux vols par correspondances assurés par plusieurs compagnies distinctes.

Tentons de systématiser. Opposons les vols simples aux déplacements composés de deux ou plusieurs segments de vols.

#### i. Les vols directs

. La vente de billets donnant droit à des transports sous le code d'une autre compagnie et effectués par cette autre compagnie  
Le partage de code

[La juridiction commerciale de Cordoue envisageait la situation dans laquelle une compagnie aérienne vend sur son site internet des billets d'avion exploités sous le code d'une autre compagnie aérienne, cette autre compagnie aérienne étant en liens capitalistes ou autres avec la première.

Le Juzgado de lo Mercantil avait demandé le 19 novembre 2020 à la CJUE si cette compagnie qui vend les billets doit être considérée comme transporteur aérien effectif. Alors qu'elle ne les opère pas personnellement. Affaire ZU et TV c. Ryanair, C-618/20. Affaire radiée le 31 mai 2021.]

Il n'est pas exceptionnel que sur certaines liaisons internationales les droits de trafic dispensés par les autorités publiques le soient dans une situation de partage de code. Deux ou plusieurs transporteurs desservent la ligne en tandem, mais sans effectuer forcément en personne l'ensemble des vols. Ces compagnies « vendent » à leurs clients en leur nom des billets correspondant à une liaison donnée, mais un seul effectue le vol. Celui-ci est certainement transporteur aérien effectif, l'autre ou les autres ont été transporteurs contractuels.

Quant à l'analyse juridique, un arrêt de la cour d'Amiens du 21 mars 2023 fait appel au mécanisme de stipulation pour autrui.

L'espèce concerne un déplacement entre la France et Maurice.

Les billets ont été "vendus" par Air Mauritius.

De facto, Air Mauritius n'effectue pas en personne le vol entre la France et l'île Maurice. La liaison est effectuée par Air France.

La compagnie qui a vendu le billet en partage de code (Air Mauritius) mais sans effectuer le vol est qualifiée de stipulant, elle stipule pour autrui, elle fait prendre un engagement pour autrui. Elle a obtenu un engagement de son cocontractant (Air France) pour autrui, c'est à dire en faveur des passagers lui ayant acheté des billets France - Maurice.

La compagnie qui effectue réellement le vol (Air France), sans avoir été initialement en relation contractuelle directe avec le client, est transporteur effectif, elle est le promettant, elle promet d'effectuer le vol, elle assume une obligation, envers le bénéficiaire, le passager, qui avait acheté le billet au stipulant.

En acceptant le vol et donc le jeu de la stipulation, le passager devient titulaire d'un droit de créance direct envers le transporteur effectif, la compagnie, promettante, devient débitrice de ce client, elle doit le faire monter à bord, le déplacer et le mener indemne à destination. Elle engage sa responsabilité si elle n'exécute pas son obligation de faire (à raison de la grève de son personnel).

La cour d'Amiens, pour faire état d'une stipulation pour autrui implicite, se fonde sur un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 21 novembre 1978, Bull. civil 1978 n° 356, p. 276, annoté de façon critique tant au D. 1980.309 note Carreau qu'au JCP 1980.II.19315 note P. Rodière.

L'affaire concernait une attaque à main armée et le vol de la recette d'une magasin Carrefour dans le cadre d'une opération en réalité tripartite.

Un contrat avait été conclu en 1971 entre un transporteur de fonds et le CCF, où les fonds étaient déposés.

L'arrêt accepte l'analyse de la cour d'appel voyant en l'espèce le CCF comme stipulant pour autrui, autrui étant la magasin Carrefour dont la recette avait été volée, de telle sorte que la victime, bénéficiaire de la stipulation, était habile à former une action directe en responsabilité contre le convoyeur de fonds, auteur de négligences. C'était le magasin Carrefour qui payait la facture du convoyeur de fonds.

Il aurait été plus simple de concevoir un contrat de transport de fonds conclu entre le convoyeur de fonds et le magasin grande surface, afin de déplacer la recette jusqu'à la banque.

Ce recours à une stipulation pour autrui implicite, qui serait susceptible au-delà du partage de code d'être étendu à toute hypothèse du sous-transport, est donc fragile.

. La situation en cas d'affrètement

Qui est transporteur aérien effectif du fréteur ou de l'affréteur ?

Il n'est pas certain qu'on puisse donner une réponse univoque, la réponse doit dépendre de l'aménagement contractuel des obligations respectives des deux contractants, fréteur et affréteur.

Le Landgericht de Hambourg a formé une demande de décision préjudicielle, le 11 septembre 2017, concernant l'affréteur : Doit-il être réputé transporteur aérien effectif ?

L'affréteur n'assumait pas en l'espèce la responsabilité opérationnelle principale pour les vols en question.

La confirmation de réservation du passage mentionne que le vol est assuré par ce même transporteur.

On pouvait imaginer plusieurs possibilités de réponse.

On pourrait considérer que fréteur et affréteur sont tous les deux transporteurs aériens effectifs. Ils sont tous les deux transporteurs en commun. Ils prennent part, tous les deux, à la réalisation du vol. Ils seraient codébiteurs de l'indemnisation.

On pourrait songer à une analyse de nature réaliste : l'affréteur n'a pas la gestion nautique de l'aéronef, ce n'est pas lui qui en fait effective le transport. L'équipage demeure en général sous les ordres du fréteur. Le transporteur aérien effectif, c'est le fréteur. Le considérant 7 est ce sens. L'affréteur n'est pas forcément un opérateur d'aéronefs.

Ce n'est pas ce que décide la décision de la CJUE rendue le 4 juillet 2018, C-532/17.

Thomson Airways avait dans le cadre d'un contrat de location avec équipage, Wet Lease, mis un avion et son équipage à la disposition de TUIfly, Thomson est le fréteur, TUIfly est l'affréteur.

Le contrat avait réparti les attributions entre les deux contractants.

TUIfly est chargé en l'espèce des services au sol, de l'accueil des voyageurs, du bien être des passagers, de la manutention du fret, de la sécurité, de l'organisation des prestations à bord. C'est TUIfly qui a sollicité les créneaux horaires, qui a commercialisé les vols et obtenu les autorisations.

Les passagers, victimes du retard, bénéficiaient d'une confirmation de réservation pour un vol de Hambourg à Cancun. Le numéro du vol et son code identifiaient TUIfly. La réservation indiquait que le vol était effectué par Thomson.

Thomson a refusé de payer l'indemnisation prétorienne, déniait posséder la qualité de transporteur aérien effectif.

L'arrêt considère que le transporteur effectif se caractérise par deux traits.

D'abord il assure la réalisation d'un vol, ensuite il y a l'existence d'un contrat avec le passager.

L'arrêt considère comme concluante la première condition : le transporteur effectif effectue une opération de transport aérien, il fixe l'itinéraire, il fait une offre de transport à la clientèle. L'arrêt en déduit que Thomson, le fréteur, ne mérite pas d'être qualifié de transporteur effectif, Thomson a fourni l'avion et l'équipage, mais c'est TUIfly qui a décidé la fixation de l'itinéraire et la réalisation du vol. Thomson ne saurait être qualifié de transporteur effectif.

La solution protège les intérêts des consommateurs, qui n'auront pas à tenir compte des arrangements pris entre les deux transporteurs.

L'arrêt donne une solution impressionniste qui n'est pas forcément aisée à mettre en œuvre. L'affréteur avait en l'espèce un rôle important dans le montage de l'opération de transport, il en avait largement la gestion commerciale. Il n'en demeure pas moins qu'il n'était pas aux commandes de l'appareil. La solution conduit à instituer en matière d'affrètement une sorte de présomption permettant de voir dans le transporteur contractuel le transporteur aérien effectif, du moment que celui-ci a eu le management du vol. La figure du fréteur s'efface, il n'est qu'un agent technique subordonné du transporteur contractuel.

[L'identification du transporteur aérien effectif avait également été posée, mais de façon indirecte, dans une affaire soumise le 24 avril 2019 à la CJUE par le Landgericht de Stuttgart, cas Eurowings c. GD, HE, IF, C-334/19, C-334/19, JOUE du 26 août 2019. Le transporteur aérien affrète l'appareil et l'équipage au « transporteur aérien effectif ». On est dans le cadre de location d'avion avec équipage, Wet Lease. Le transporteur aérien n'assume pas la responsabilité opérationnelle pour les vols. Le vol est annulé ou retardé à raison d'une grève sauvage du personnel navigant de l'affréteur (dégagée sous la forme de l'absence inopinée pour maladie d'une partie importante du personnel navigant). La juridiction de renvoi donnait le sentiment de voir dans le fréteur le transporteur aérien effectif, en s'interrogeant sur l'obligation de l'affréteur. L'affaire a été radiée.]

. Le voyage à forfait conclu entre un organisateur de voyages et un client

Le voyage à forfait, plus ou moins lointain, comporte, outre des séjours à l'hôtel, des prestations de déplacement aérien. Le voyageur s'occupe de tout, mais il n'est pas ordinairement un professionnel du transport aérien, il délègue normalement une compagnie pour qu'elle s'engage à assurer le transport aérien de son client.

Le transporteur de fait est-il transporteur aérien effectif, en l'absence de réservation formelle opérée auprès de lui par l'organisateur de voyages ?

La réponse sera positive s'il avait fait une offre de transport.

Il arrive que le voyageur, qui est relation d'affaires avec les transporteurs, remette aux voyageurs des documents de voyage concernant des vols, indiquant en particulier des horaires, alors qu'il n'a pas encore effectué de réservation formelle auprès du transporteur. Il anticipe.

Les horaires de vol sont ultérieurement modifiés, les voyageurs connaissent des retards, des avancées de départ et d'autres déconvenues.

Le transporteur ayant effectué le transport, pour s'exonérer, ne s'estime pas alors lié par des horaires de vols auxquels il n'avait pas formellement consenti.

La jurisprudence de la CJUE lui est défavorable. La compagnie sera réputée transporteur aérien effectif et liée par les horaires indiqués au passager dans les documents fournis par l'organisateur de voyages, du moment qu'il avait effectué une offre de transport.

Le Landgericht de Düsseldorf demande, entre autres questions, dans deux recours portés devant la CJUE, les 30 avril et 6 mai 2020, si, dans les deux espèces dont il avait à connaître, la compagnie aérienne possède au regard du règlement n° 261/2004 la qualité de transporteur aérien effectif.

Dans le cas de figure ordinaire, l'organisateur de voyages fait effectivement, auprès du transporteur, une réservation pour le compte du passager sur un vol déterminé.

Dans ces deux espèces, la réservation manquait.

Le voyageur avait contracté avec son client, il lui avait promis de le faire transporter sur un vol identifié, lieux et heures de départ et d'arrivée, numéro du vol, mais sans que la réservation sur ce vol ait été formellement effectuée au préalable auprès du transporteur.

1<sup>o</sup> affaire, soumise par la juridiction allemande : affaire Azurair et alltours flugreisen, C-188/20 : une réservation d'un voyage à forfait en Turquie, il était prévu un voyage aérien aller et retour de Düsseldorf à Antalya, les passagers ont été effectivement transportés, ils soutiennent être arrivés en retard à l'aller à Antalya, le transporteur soutient que sa propre programmation prévoyait des horaires différents et qu'il n'y avait pas retard de sa part ; il est demandé par la cour de renvoi si la compagnie aérienne avait la qualité de transporteur aérien effectif, il ne semble pas que le transporteur aérien ait en l'espèce donné son accord pour transporter les clients du voyageur avec l'horaire avancé par ceux-ci, l'inscription au voyage délivrée par l'agence de voyages n'a pas l'efficacité d'un billet, selon la cour de renvoi il n'y avait pas de relation contractuelle concernant ce vol entre l'organisateur de voyages et le transporteur.

2<sup>o</sup> affaire, affaire Eurowings c. Flightright, C-196/20 : les faits sont voisins de l'espèce précédente. Deux clients ont contracté avec le voyageur ITS Reisen pour un séjour aux Baléares. Le contrat prévoit un vol aller et retour entre Hambourg et Palma de Majorque. Les clients se sont vu remettre une inscription au voyage, donnant les jours et les horaires. Le document indique à l'aller une arrivée à Palma à 10 h 05, ils arrivent en réalité à 21 h 08. L'agence de recouvrement, bénéficiaire d'une cession de droits, réclame au transporteur le paiement de l'indemnisation. Le transporteur soutient que les voyageurs bénéficiaient d'une réservation avec une arrivée à 19 h 05 ; le retard étant inférieur à 3 h, l'indemnisation prévue par l'arrêt Sturgeon n'est pas due. Le voyageur n'avait pas fait de réservation pour ce vol auprès du transporteur. Le transporteur soutient qu'il n'était pas transporteur effectif pour un vol arrivant à 10 h 05. Les passagers ne disposaient pas d'un billet ou d'un autre document similaire attestant d'une réservation pour un vol arrivant à 10 h 05. La cour de renvoi estime que c'était au voyageur qu'il incombait de faire la réservation auprès du transporteur pour un vol déterminé. Le document émis par le voyageur ne peut pas être opposé au transporteur sans qu'il y ait eu concertation avec celui-ci. Les passagers ne disposaient pas d'un billet ou d'un autre document émanant du transporteur indiquant l'heure d'arrivée à destination finale à 10 h 05. Tant qu'il n'y a pas réservation sur un vol déterminé, le transporteur n'est pas tenu d'effectuer le vol programmé, il peut le modifier. Il n'y avait pas en l'espèce de relation contractuelle formée, concernant ce vol, entre le voyageur et le transporteur. Il appartient, d'après la cour de renvoi, aux passagers d'agir contre le voyageur avec lequel ils ont contracté, car ils ont été victimes d'un préjudice en s'étant fiés à des informations erronées quant à la programmation du vol.

[Demande identique dans l'affaire Eurowings c. GDVI Verbraucherhilfe, C-365/20 : lorsque l'organisateur de

voyages n'a pas fait de réservation pour le passager, s'étant contenté de lui promettre de le transporter sur un vol précis, il est demandé le 4 août 2020 par le tribunal de Düsseldorf si le transporteur doit être considéré comme transporteur aérien effectif.

Dans le schéma réglementaire, le transporteur effectif est soit le transporteur contractuel soit un transporteur par hypothèse non contractuel, mais qui a l'intention de réaliser un vol au nom d'une autre personne qui a conclu un contrat avec le passager. La formule est compréhensive, elle n'exige peut-être pas, de la part de l'organisateur, une réservation formelle pour le compte du voyageur client du voyageur à forfait, il convient cependant qu'il soit établi que le transporteur aérien pour devenir effectif ait eu la ferme intention d'effectuer le vol au profit du client du voyageur avec lequel il est en relation d'affaires. Il est difficile de le considérer comme effectif s'il ignorait tout des initiatives commerciales unilatérales du voyageur.

Dans l'affaire en cause, il semble que le transport comportait deux segments. Le premier segment avait été correctement effectué par Eurowings. Les passagers devaient ensuite prendre une correspondance pour faire un second vol à effectuer toujours par Eurowings. C'est alors que l'incident s'était révélé, les passagers s'étaient vu refuser l'embarquement, le voyageur n'ayant pas pris une réservation en leur faveur sur cette seconde phase du déplacement.

Il est difficile de mettre en cause le transporteur, il n'accepte la montée à bord que de passagers détenteurs d'un titre de transport ayant reçu son assentiment.

Le litige devrait échapper au règlement n° 261/2004, les passagers pouvant engager sur le terrain du droit du tourisme la responsabilité du voyageur pour méconnaissance de ses obligations, le transporteur restant hors cause.

L'affaire a été radiée.]

Ces espèces permettent à la CJUE de donner, dans l'intérêt des consommateurs, une interprétation large du concept de transporteur aérien effectif.

Les tour-opérateurs remettent des documents aux voyageurs avec l'indication des horaires, parallèlement ils effectuent des réservations de sièges auprès des compagnies pour le compte de leurs clients. La question est de savoir si le transporteur aérien doit répondre, non seulement du non-respect des horaires qu'il publie ou qu'il fait siens, ce qui est naturel, mais également du non-respect des horaires de vol tels qu'ils ont été annoncés indépendamment de lui par le voyageur à ses voyageurs.

L'avocat général Priit Pikamäe, dans ses conclusions du 23 septembre 2021, propose des solutions tenant compte de l'esprit et de la lettre du règlement n° 261/2004.

Il s'agit dans ces espèces, caractérisées par des anticipations de l'heure de départ, de savoir si le transporteur, qui a exécuté le transport, est lié par les documents qui avaient été envoyés par l'organisateur de voyages à son client, faisant état d'horaires que le transporteur n'a pas effectivement tenus. Si tel est le cas, le transporteur aérien effectif risque de se trouver astreint à l'obligation d'indemniser le voyageur à forfait au titre d'une annulation de vol.

Dans toutes ou du moins la quasi-totalité des espèces soumises à la CJUE, les touristes allemands avides de gagner (ou de quitter) la côte sud de la Turquie s'étaient pliés aux changements d'horaires.

L'avocat général note que le client du voyageur ne contracte dans ces espèces de voyages à forfait qu'avec ce dernier, il ne noue pas de relations directes avec le transporteur. Il admet que le transporteur puisse être réputé avoir agi au nom de l'organisateur de voyages. Le règlement européen admet que l'organisateur de voyages peut délivrer une réservation de vol à son client et que les horaires qui y sont indiqués sont imputables au transporteur. L'avocat général présente quelque peu le transporteur comme un subordonné du voyageur. Il lui reconnaît, à l'égard du passager, la qualité de transporteur aérien effectif tenu par les horaires indiqués par l'organisateur de voyages.

C'est la solution de l'arrêt donné le 21 décembre 2021 dans les affaires C-188-20, OP liquidateur d'Azurair et C-196/20, Eurowings.

La compagnie reçoit la qualification de transporteur aérien effectif, à l'égard du passager, alors que ce dernier avait contracté avec l'organisateur de voyages pour un vol précis opéré par ce transporteur aérien, alors que ce transporteur n'avait pas confirmé les horaires du vol et que l'organisateur de voyages n'avait pas effectué de réservation pour ce passager auprès du transporteur aérien.

Il est vrai que dans ces espèces le transporteur avait pris, en accord avec le voyageur, la décision d'effectuer un vol précis et d'en fixer l'itinéraire.

Dans ces deux espèces, la seule modification apportée par le transporteur par rapport à l'inscription de voyage remise aux passagers par l'organisateur de voyages concernait les horaires de vol. La cour estime que la compagnie avait fait une offre de transport, visée par l'organisateur de voyages dans sa relation avec le passager et qu'elle avait l'intention de réaliser le vol.

La cour réserve la possibilité d'un recours du transporteur contre l'organisateur de voyages en raison de son

comportement.

La Cour de Justice précise sa jurisprudence avec l'ordonnance rendue le 10 mars 2023, C-607/22, Eurowings c. Flightright.

Des passagers avaient réservé auprès d'un organisateur de voyages un voyage à forfait, comprenant un transport aérien avec Majorque. L'organisateur de voyage avait remis à ses clients des documents selon lesquels les passagers devaient prendre un vol, portant un numéro, le 14 juillet 2018 à 19 h 45 à Palma, avec atterrissage à Hanovre à 22 h 15, à effectuer par Eurowings. Ce vol n'a pas été effectué par Eurowings. Les passagers ont pris un autre vol, arrivant à Hanovre le 15 juillet 2018 à 2 h 22 de la nuit.

Le transporteur a refusé de payer l'indemnisation prétendant que le vol initial en cause n'avait jamais existé et programmé et qu'il n'en était donc pas le transporteur effectif.

L'ordonnance décide dans un premier temps qu'une compagnie est transporteur aérien effectif lorsqu'elle décide de réaliser un vol précis, d'en fixer l'itinéraire et de faire une offre de transport aérien. Elle en prend la responsabilité.

Si cette décision d'organiser un vol précis n'existe pas, il n'y a pas d'offre de transport, la compagnie n'est pas transporteur aérien effectif.

Dans un second temps, l'ordonnance envisage une situation distincte : lorsque le transporteur a formé une offre, mais qu'ultérieurement il opère des modifications, donnant ainsi lieu à retard ou à annulation de vol.

La CJ a déjà décidé que si le transporteur a fait une offre qui correspond à celle d'un organisateur de voyages dans une relation avec un passager, offre pouvant connaître des modifications, il doit être considéré comme ayant l'intention de réaliser le vol et être qualifié de transporteur aérien effectif.

L'ordonnance décide qu'il appartient à la juridiction de Düsseldorf, juridiction de renvoi, compétente pour apprécier les faits, de décider si Eurowings n'avait constitué aucune offre de transport aérien, ou si elle en avait constitué une qu'elle avait modifiée ultérieurement.

L'ordonnance précise que si Eurowings n'est pas considérée dans cette affaire comme transporteur effectif, le passager peut assigner l'organisateur de voyages en justice pour lui demander réparation du préjudice subi du fait de son agissement.

## ii. Les déplacements aériens avec correspondances : les transports aériens composés de deux ou plusieurs segments de vol

Les vols avec correspondance, par opposition aux vols directs, supposent l'existence d'un déplacement aérien composé de deux ou plusieurs vols, ces différents vols peuvent être assurés par le même transporteur, ils peuvent l'être également par des transporteurs différents, une filiale, un autre transporteur relevant éventuellement de la même alliance ou en partage de codes.

Ces transports composés de plusieurs segments de vols donnent lieu à des incidents variés, annulation, grève, retards, encombrement du ciel, échec de la correspondance ... de tels déplacements dans des pays lointains s'évaluent alors de l'espace aérien européen, ils sont effectués par des transporteurs communautaires mais aussi extra-européens.

[Le code des impositions sur les biens et services opère la distinction entre l'[escale](#) et la [correspondance](#).

L'escale de l'aéronef est de courte durée, l'aéronef étant identifié au décollage et à l'atterrissage par le même numéro de vol, cf. art. L. 422-6.

L'art. L. 422-7 est relatif à la correspondance.

La correspondance doit être distinguée du transit direct et de l'escale.

Quand il y a correspondance, il n'y a pas escale, le passager est, sur un même aéroport, débarqué d'un aéronef, puis embarqué à bord d'un aéronef.

Cette situation concerne l'acheminement d'un passager par la voie aérienne.

L'aéroport de destination finale et l'aéroport de provenance initial sont distincts.

Le délai entre les heures programmées de l'atterrissage et du décollage de l'aéronef n'excède pas 24 heures.]

La jurisprudence tend à considérer que le transport à multiples facettes doit être considéré comme un tout, principalement lorsque le passager réalise ces vols sous une [réservation unique](#), prise auprès du transporteur contractuel ou par l'intermédiaire d'une agence de voyages.

La jurisprudence de la CJUE tend également à mettre le transporteur contractuel communautaire, opérateur de l'une des phases de vol, mais non auteur du vol retardé, au nombre des transporteurs débiteurs d'indemnité, du

moment que les différents vols ont été considérés comme un ensemble indivisible.

. Le déplacement composé de plusieurs segments de vols, ayant donné lieu à une réservation unique : un ensemble unitaire

[La CJUE est saisie d'une demande émanant de l'Amtsgericht de Hambourg du 27 février 2019.

Le transport était constitué de deux phases. Sur le premier vol, le passager est victime d'un léger retard de telle sorte qu'il est dans l'impossibilité de prendre un vol de correspondance direct. Il prend un second vol et parvient à destination finale avec un retard de plus de 3 heures. Les vols étaient assurés par des transporteurs différents. La réservation avait été confirmée par une agence de voyages qui avait combiné pour son client les vols en question.

Affaire C-190/19, MG, NH c. Germanwings.20

JOUE du 24 juin 2019.

Affaire radiée, ordonnance du 4 octobre 2019.]

[Hypothèse portant apparemment sur des faits identiques à la précédente espèce avec la demande de l'Amtsgericht de Hambourg du 10 juin 2020, affaire C-252/20, CY c. Eurowings : un déplacement aérien composé de deux vols, le passager est victime sur le premier vol d'un léger retard et manque la correspondance ; il arrive avec le second vol à destination finale avec plus de 3 h de retard. Les deux vols avaient été réservés auprès du transporteur ayant effectué le second segment du transport.

Le passager plaide au principal contre le premier transporteur.

Il le peut si le déplacement est considéré comme un ensemble indivisible aux yeux des parties. La remise d'un billet unique en est un signe. Il convient de s'assurer que le 1<sup>o</sup> transporteur avait conscience et volonté d'accomplir la 1<sup>o</sup> phase d'un déplacement en deux temps envisagé comme un tout.

Il ne le peut pas, à notre avis, si les deux vols sont strictement autonomes et indépendants : le retard du 1<sup>o</sup> vol n'a pas dépassé 3 heures.

La juridiction allemande demande également si le passager peut également agir contre le second transporteur, qui serait alors considéré comme transporteur effectif pour le tout. Peut-on concevoir deux transporteurs aériens effectifs, le passager ayant le choix de ses armes.

Affaire radiée, ordonnance du 13 août 2020.]

[L'Amtsgericht de Hambourg, le 28 septembre 2020, dans une affaire C-467/20, BC / Deutsche Lufthansa, interrogeait la CJUE pour déterminer si le transporteur européen ayant dans un déplacement constitué de deux vols procédé à la réservation du transport dans sa totalité était tenu de l'indemnisation, alors que le retard s'était produit lors de l'exécution du premier segment du transport effectué par un transporteur extra européen.

Le déplacement avait débuté hors UE, la correspondance s'était effectuée hors UE, la destination finale concernait un État membre de l'UE.

Le premier segment avait été effectué par un transporteur non européen en partage de codes.

Le second segment a été effectué par un transporteur européen.

Le déplacement avait été réservé dans sa totalité auprès du transporteur européen.

La Lufthansa, au regard des précédents, risquait fort d'être réputée pour le tout transporteur aérien effectif.

Affaire radiée, ordonnance du 14 décembre 2020.]

La CJUE avait été saisie le 15 juillet 2021 par le Bundesgerichtshof, dans un litige opposant flightright à American Airlines, affaire C-436/21. La haute juridiction européenne est ainsi appelée à déterminer la portée du règlement européen en présence d'un déplacement dans lequel le passager avait procédé à une réservation globale par le truchement d'une agence de voyages.

Le déplacement était constitué de trois segments de vols.

Un premier vol entre Stuttgart et Zurich, exécuté normalement par la compagnie suisse Swiss.

Un second vol entre Zurich et Philadelphie, exécuté normalement par American Airlines.

Un troisième vol, purement interne, entre Philadelphie et Kansas City, exécuté avec retard par la même compagnie American A.

Le passager parvient à destination finale avec 4 h de retard, il cède sa créance à une agence de recouvrement, qui exige de la compagnie américaine 600 euros.

Le vol de retour suivait l'itinéraire Kansas City, Chicago, Heathrow, Stuttgart.

Il ressort de la facture que l'agence avait combiné les différents vols. Le passager avait effectué une réservation unique. Il lui avait été délivré un billet électronique unique. Il avait effectué un seul paiement.

La juridiction allemande précise que la compagnie American n'avait apparemment pas pris l'engagement de transporter le passager depuis l'Allemagne jusqu'aux États-Unis via la Suisse. Swiss et American auraient

chacune organisé les vols sous leur propre responsabilité. Le débat consiste à savoir si le transport en cause doit être considéré ou non comme constituant une seule unité.

Il y a également sous-jacent la question de l'application extra territoriale du droit prétorien européen pour le retard d'un vol entre deux aéroports américains assuré par une compagnie américaine exploitant un avion de nationalité américaine.

Si on envisage les faits du côté du passager, il est incontestable que celui-ci voyait dans ce déplacement complexe un ensemble unique.

Quid du côté des transporteurs ?

Si les transporteurs étaient autonomes dans l'organisation du déplacement, il est a priori difficile d'y voir de leur part l'acceptation d'une transport unitaire, générateur d'obligations.

La cour allemande toutefois met en avant le mandat reçu par l'agence de la part des transporteurs l'habilitant à effectuer des réservations, à délivrer des titres de transport, à remettre des billets concernant des vols effectués par plusieurs transporteurs et à composer au final un billet unique faisant du déplacement un ensemble unitaire, tant pour le client que pour les compagnies mandantes. Les deux transporteurs, Swiss et American Airlines, permettent ainsi à des intermédiaires d'émettre des billets qui combinent leurs vols. On voit poindre l'idée selon laquelle les différents transporteurs inscrits sur le billet unique sont responsables de la bonne exécution des vols et potentiellement débiteurs de l'indemnisation prévue par la jurisprudence européenne en cas de retard à destination finale. Si le transporteur sait que l'intermédiaire travaille avec d'autres transporteurs et qu'il réalise des réservations uniques portant sur plusieurs segments de vol à assurer par des transporteurs distincts, il court le risque de devoir répondre du déplacement de bout en bout depuis l'aéroport de départ jusqu'à l'aéroport de destination ultime.

Nous attendions l'arrêt, en sachant que la CJUE donne en général, par faveur pour le passager consommateur, une interprétation large des dispositions du règlement.

Il est vrai qu'un transporteur pourrait faire valoir auprès des intermédiaires des ventes de billets qu'il n'accepte d'être responsable que de l'exécution des seuls vols qu'il assure. La pratique des affaires l'interdit probablement.

(Le Bundesgerichtshof envisageait, en cette affaire, une autre façon d'engager l'obligation d'indemniser d'American Airlines, ayant assuré un déplacement entre Zurich, Philadelphie et Kansas City. Le vol, assuré par la compagnie américaine, a débuté à Zurich, en Suisse, alors que la Confédération adhère au corpus réglementaire de l'UE en matière aérienne. Le règlement européen s'appliquait au titre d'un vol au départ d'un aéroport d'un État soumis au règlement. Que la Suisse n'accepte pas forcément le bien-fondé de la jurisprudence Sturgeon est sans incidence, l'affaire étant plaidée en Allemagne.) (La CJ décide de ne répondre sur ce point.)

L'arrêt est rendu le 6 octobre 2022, *Juris tourisme* 2022, n° 258, p. 14. Il donne la solution la plus favorable au passager et renvoie le transporteur condamné à payer l'indemnisation à se retourner contre l'agence de voyages ayant éventuellement à tort émis le billet unique pour le déplacement.

Quant aux faits, l'arrêt relève que le billet indiquait American Airlines en tant que seul prestataire de services et contenait un numéro de réservation unique relatif à l'ensemble de ce trajet. L'agence de voyages indiquait un prix d'utilisateur unique pour l'ensemble du trajet ainsi que pour le retour.

L'arrêt cerne la notion de vol avec correspondances, qui renvoie à deux ou plusieurs vols constituant un ensemble aux fins du droit à indemnisation des passagers. Tel est le cas lorsque deux ou plusieurs vols ont fait l'objet d'une réservation unique.

Il y a réservation lorsque le passager est en possession d'un billet indiquant que la réservation a été acceptée et enregistrée.

Ces acceptation et enregistrement peuvent être effectués par un transporteur ou par un organisateur de voyages. Le billet est délivré ou autorisé par un transporteur ou par un agent agréé par lui.

Ces notions doivent être interprétées largement dans l'intérêt de la protection des passagers.

S'agissant d'un vol avec correspondances, l'applicabilité du règlement n° 261/2004 doit être appréciée au lieu du lieu de départ initial et de la destination finale de ce vol.

Le règlement s'applique aux passagers au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre.

Le vol avec correspondances effectué au départ d'un tel aéroport entre dans le champ d'application du règlement.

La passagère disposait en l'espèce d'un billet électronique unique délivré par une agence de voyages, ce qui lui a permis d'effectuer un trajet de Stuttgart à Kansas City au moyen de trois vols successifs. Le numéro du billet unique avait été reproduit sur les cartes d'embarquement. Le billet indiquait un seul prestataire de services. Le dernier vol a été effectué en dehors du territoire de l'Union, il a été affecté d'un retard de plus de quatre heures à l'arrivée.

Sous réserve des vérifications à opérer par la juridiction de renvoi, la passagère disposait d'un billet, la réservation valait pour l'ensemble du trajet, elle avait été acceptée et enregistrée par l'organisateur de voyages. L'opération reposait sur une réservation unique et par conséquent comme un vol avec correspondances.

Certes, les vols en cause étaient assurés par des transporteurs distincts sans aucune relation juridique entre eux. Aucune disposition du règlement ne fait dépendre la qualification de vol avec correspondances de l'existence d'une relation juridique particulière entre les transporteurs assurant les vols qui le composent. Conformément à l'article 13 du règlement n° 261/2004, les transporteurs aériens ayant assuré les vols qui composent le vol par correspondances peuvent demander réparation à un organisateur de voyages. Le transporteur ayant dû s'acquitter de l'indemnisation peut se retourner contre l'intermédiaire ayant émis les billets en cas de manquement aux obligations lui incombant.

Conclusion : La notion de « vol avec correspondances » couvre une opération de transport composée de plusieurs vols, assurés par des transporteurs aériens distincts qui ne sont pas liés par une relation juridique particulière, lorsque ces vols ont été combinés par une agence de voyages ayant facturé un prix total et émis un billet unique pour cette opération, de sorte qu'un passager au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre et victime d'un retard important à l'arrivée à destination du dernier vol peut se prévaloir du droit à indemnisation au titre de l'article 7 du règlement n° 261/2004.

Le transporteur doit en premier payer l'indemnisation, quitte à se retourner a posteriori contre l'agence de voyages, si celle-ci avait manqué à ses obligations.

(L'arrêt n'évoque pas la question de droit international privé, qui a été évoquée par ailleurs. La juridiction allemande ne le lui demandait d'ailleurs pas. Hypothèse d'école, supposons que le transporteur américain refuse de payer l'indemnisation et que le passager ne puisse pas réaliser une saisie en Europe sur des fonds appartenant à la compagnie américaine. Le passager doit alors agir pour obtenir l'exequatur aux États-Unis du jugement de condamnation rendu par le tribunal européen.

Le retard est survenu sur un vol domestique, Philadelphie - Kansas City, réalisé par un transporteur américain, il existe aux États-Unis une réglementation en matière de retard. S'élève alors un conflit de lois entre la solution relevant du règlement européen et celle dépendant du droit américain. Celui-ci risque d'être préféré au nom du principe de territorialité. D'autant que les juridictions américaines répugnent en général à faire application du règlement européen, abandonnant cette possibilité aux juridictions des États liés par le règlement de 2004.)

Le déplacement peut éventuellement être considéré comme un ensemble unique, même en dépit d'une pluralité de réservations.

Ce point est soulevé, dans une demande de décision préjudicielle formée par la cour d'appel d'Amiens dans un arrêt du 21 mars 2023, affaire C-194/23, Air France.

Un déplacement familial entre Paris et l'île Rodrigues, Air Mauritius est le transporteur contractuel, mais le vol Paris - île Maurice devait être effectué par Air France en partage de code avec Air Mauritius.

Le vol Paris - Maurice est annulé à raison d'une grève du personnel de la compagnie française.

Les parents avaient effectué plusieurs réservations, en particulier pour le vol Paris - Mahé bourg, pour un nuit à l'hôtel à Mahé bourg, et pour le vol le lendemain Mahé bourg - Rodrigues.

La permanence à Mahé bourg est de 19 heures.

7 minutes séparent les deux réservations en ligne de deux vols France-Maurice et Maurice-Rodrigues.

L'espèce ne fait certes pas état d'une réservation unique, mais les faits révèlent bien que les passagers se rendaient dans l'île Rodrigues pour un séjour d'une huitaine. Les deux vols étaient réservés auprès d'Air Mauritius.

Il semble bien que l'opération révèle une opération d'ensemble, avec un assez bref temps d'arrêt dans l'île Maurice.

La présence de vols avec correspondance pourrait être niée s'il était établi qu'en faisant deux réservations distinctes les passagers avaient entendu pour des raisons tarifaires ou autres réaliser deux vols indépendants l'un par rapport à l'autre, et si parvenus à l'aéroport de Maurice ils n'avaient pas réservé le vol immédiat pour Rodrigues, mais un vol beaucoup plus tardif.

- **Le responsable en seconde ligne : Le transporteur contractuel communautaire**, responsable du fait du transporteur effectuant le vol

Même si le transporteur contractuel n'avait pas la maîtrise technique et instrumentale du vol annulé ou retardé, il y a une certaine tendance à voir en lui, dans certaines circonstances, le débiteur de l'indemnisation, même s'il n'est pas en fait transporteur effectif de la phase de vol soumise à annulation ou à retard. La jurisprudence contemporaine montre qu'une compagnie peut être liée par le règlement de 2004, sans être transporteur de fait au



sens qu'avait voulu donner à ce terme la convention de Guadalajara. Le droit aérien européen cultive son autonomie conceptuelle face aux enseignements tirés des conventions portant droit uniforme.

L'arrêt, rendu sans conclusions écrites de l'avocat général, par la CJUE le 11 juillet 2019, affaire C-502/18, Ceske Aerolinie, Gazette du Palais du 24 septembre 2019 avec la note de Valérie Augros, Europe n° 10, octobre 2019, commentaire 381 par Valérie Michel, est parfaitement topique de cette évolution favorable aux intérêts des consommateurs. L'espèce concerne un déplacement aérien, composé de deux segments de vol, réalisés par deux transporteurs distincts. Onze passagers se rendaient de Prague à Bangkok. Ils avaient effectué la réservation de vol pour la totalité du trajet auprès de la compagnie tchèque, Ceské aerolinie. Le transporteur tchèque effectue normalement la première partie du trajet entre Prague et Abou Dhabi, les passagers arrivent à l'heure à l'aérodrome de correspondance. La seconde partie du trajet est effectuée en revanche en partage de code entre l'émirat du golfe persique et la capitale siamoise par la compagnie Etihad, tandis que les passagers sont victimes à destination d'un retard de 488 minutes.

Les victimes du retard ne s'adressent pas à la compagnie du golfe persique, compagnie extra européenne, pour obtenir l'indemnisation prévue en cas de retard par le droit prétorien européen, mais à la compagnie tchèque, qui n'avait nullement effectué la réalité du second vol, marqué par un retard, mais qui détient en l'espèce la qualité de transporteur aérien communautaire.

Le transporteur tchèque refuse de prendre la qualité de transporteur effectif du second vol et d'indemniser sur le fondement du dispositif européen.

L'instance se déroule à Prague, émaillée par différentes décisions discordantes.

La CJUE est invitée à conférer la qualité de transporteur aérien effectif pour la totalité du déplacement aérien au transporteur tchèque, certes incontestable transporteur contractuel et incontestable transporteur effectif de la première phase du déplacement s'étant effectué sans incident.

C'est ce parti qu'elle adopte, mettant ainsi à la charge du transporteur contractuel l'obligation indemnitaire découlant du dispositif européen, bien qu'il n'ait pas effectué le segment de vol ayant donné lieu à retard à destination finale.

L'arrêt attribue au transporteur tchèque, alors que le vol litigieux a été en fait l'œuvre d'Etihad, la qualification de transporteur aérien effectif pour la totalité du transport, ce qui le fait débiteur de l'indemnisation créée par les arrêts Sturgeon (2009) et Nelson (2012).

L'arrêt considère que deux conditions sont exigées pour qu'un transporteur soit qualifié de " transporteur aérien effectif " : 1. Une condition tenant à la réalisation du vol, 2, L'existence d'un contrat conclu avec un passager. Qu'un contrat de transport ait été conclu entre la compagnie tchèque et les passagers retardés à l'arrivée est un fait indubitable.

Que la compagnie tchèque ait réalisé le vol en cause, c'est plus que douteux, la réalisation du vol en cause - non le déplacement en cause - avait été l'œuvre d'Etihad. On ne peut aller contre le fait.

L'arrêt contient un certain nombre d'affirmations selon lesquelles que le transporteur contractuel tchèque n'était pas le véritable et effectif transporteur du vol retardé. La solution le qualifiant de transporteur effectif repose sur un artifice.

Un transporteur peut, avec la jurisprudence de la CJUE, être réputé transporteur aérien effectif et responsable d'un incident de vol, alors qu'il n'a pas été le transporteur de fait.

L'attendu 29 de l'arrêt affirme que le transporteur des émirats était bien transporteur effectif du second vol, mais comme le transporteur tchèque était transporteur contractuel et qu'il avait effectué la première phase du déplacement, il était tenu contractuellement envers les passagers. Purement affirmation. Il est douteux que le transporteur tchèque se soit engagé par contrat à payer l'indemnisation prévue par la jurisprudence Sturgeon au cas où le transporteur du golfe persique parviendrait en Thaïlande avec plus de 3 heures de retard.

Certains pourront avoir la tentation de limiter la portée de la solution portée par cet arrêt du 11 juillet 2019, en prétendant que la solution se justifie par le contexte de l'espèce caractérisée par un vol avec correspondance : transport composé de deux vols, une correspondance hors UE, vol retardé en partage de code, vol considéré comme un tout indivisible du fait d'une réservation unique, première phase du transport accomplie par le transporteur contractuel.

Certes, le vol retardé était effectué en partage de code, le transporteur tchèque acceptait d'être partie prenante au transport, le vol Abu Dhabi - Bangkok ne lui était pas étranger, la compagnie tchèque n'était certes pas aux commandes, mais le vol était en partie de sa responsabilité. Mme Véronique Augros dans sa note à la Gazette y attache de l'importance.

Certes, le transporteur tchèque avait effectué en personne le premier segment du déplacement. Le départ était effectué depuis un aéroport de l'UE, l'arrivée se trouvait en Thaïlande. Le règlement européen jouait certainement pour la première phase du transport. Mais le transporteur du golfe ne pouvait être considéré comme obligé par le dispositif européen en accomplissant un vol Émirats - Thaïlande. Les deux vols n'étaient pas tous les deux effectués par des sous-traitants. Le transporteur tchèque avait déclenché, en effectuant le premier vol, le système mettant à sa charge des obligations découlant du droit européen. Il avait mis le doigt dans l'engrenage.

Comme l'indique l'arrêt à propos des vols avec correspondances, le transporteur aérien effectif, transporteur contractuel de surcroît, ayant réalisé le premier vol ne peut pas se retrancher derrière la mauvaise exécution d'un vol ultérieur opéré par un autre transporteur aérien.

Certes, le vol avait fait l'objet d'une réservation unique, il était dans la volonté des parties de voir dans le déplacement promis un tout indivisible, le transporteur tchèque en assumait la responsabilité de bout en bout. La seconde partie du vol relevait de son obligation.

La solution n'est que la pièce d'une jurisprudence évolutive, la CJUE assume la construction, arrêt par arrêt, d'un système favorable aux passagers, consommateurs de voyages aériens. La solution est certainement audacieuse, la motivation évoque un jeu de prestidigitation, nombre de motifs sont contradictoires ou insuffisants, la solution a toutefois sa cohérence. Quand une cour suprême crée, allant au-delà des textes, une obligation indemnitaire à la charge de transporteur aérien, il est dans la logique du système qu'elle puisse déterminer sans texte les sujets de cette obligation. C'est la logique de la jurisprudence source du droit. Le transporteur contractuel qui avait assumé la première phase du transport était tout désigné pour servir de bouc émissaire. Il était une cible de choix pour supporter le poids de l'indemnisation.

L'arrêt d'ailleurs affirme le besoin de privilégier les intérêts des consommateurs de voyages aériens. L'attendu 30 est très clair. Il invoque l'objectif d'assurer la protection des passagers consommateurs. L'obligation mise à la charge du transporteur contractuel, premier transporteur, mais étranger à la réalisation du second vol, - qualifié indûment de façon globale de transporteur aérien effectif - permet de garantir que les passagers seront indemnisés.

La CJUE a tendance à ériger la protection du consommateur, dans la hiérarchie des normes, comme un principe supérieur, nonobstant la lettre de la réglementation ravalée alors à un rang inférieur.

Voir Fabien Le Bot, La protection des passagers aériens dans l'Union Européenne. Réflexions sur l'interprétation du droit dérivé par la Cour de Justice, RTD européen 2013.753

Le transporteur tchèque est qualifié une nouvelle fois, dans l'attendu 32, de transporteur effectif, alors que dans le même phrase l'arrêt ne craint pas d'affirmer que le vol n'avait pas été effectué par lui. Un transporteur peut être effectif sur un vol sans avoir eu à transporter.

L'effectivité dans l'accomplissement d'un vol aérien est un concept flexible.

L'arrêt donne in fine un lot de consolation au transporteur contractuel, confirmant sa possibilité de se retourner contre le transporteur ayant effectué de facto le second vol. Tout dépend des prévisions contractuelles contenues dans l'accord de partage de code conclu entre les deux compagnies. La compagnie des émirats n'est pas liée par le règlement européen, mais si par sa faute elle a créé un passif à la charge du transporteur contractuel elle peut être amené à en répondre.

L'essentiel était de permettre aux passagers de trouver sans trop de peine un débiteur.

La solution est certes contraire à la lettre, mais elle est conforme à l'esprit du système mis en place par le règlement de 2004 et remodelé par la jurisprudence de la cour.

Il aurait été plus franc, de la part de la cour se livrant au droit libre, de déclarer de façon péremptoire qu'en présence d'un retard imputable à un transporteur effectif demeurant en dehors de l'Union, le transporteur contractuel communautaire, responsable de la délivrance d'un titre unique de transport, supportait la charge de l'indemnisation. Le transporteur effectif non contractuel est en effet réputé agir au nom du transporteur contractuel, cf. article 3 § 5 du règlement 261/2004. Le transporteur contractuel agissait, sur la seconde phase du transport, par personne interposée. L'obligation d'indemniser en cas de retard peut être mise à sa charge en cas de défaut du transporteur substitué qu'il s'était choisi. C'est une hypothèse banale de responsabilité contractuelle du fait d'autrui. On aurait ainsi évité les contorsions sémantiques visant à qualifier de transporteur effectif d'un vol une compagnie qui ne l'était pas.

La jurisprudence ultérieure confirme l'élargissement du concept de transporteur aérien effectif.

La CJUE a, sur demande de l'Amtsgericht de Hambourg du 4 août 2020, procédé par ordonnance du 12 novembre 2020, dans une affaire similaire, C-367/20, SP c. KLM, Direktion für Deutschland, en imposant, dans le cadre d'un déplacement aérien composé de deux vols, mais ayant donné lieu à une réservation unique, les obligations indemnitaires prévues en cas de retard à l'arrivée, à un transporteur n'ayant en fait effectué que la seconde phase du transport. Le concept de transporteur aérien effectif est ainsi élargi, du moment que le transporteur aérien en cause était l'auteur de la réservation globale et que le 1<sup>o</sup> phase du transport avait été effectué par un transporteur américain, mais en partage de code avec le transporteur européen auteur de la seconde phase du déplacement aérien.

Il s'agissait en l'espèce d'un transport entre New York, avec correspondance à Amsterdam, et Hambourg.

Le 1<sup>o</sup> segment du transport est effectué par Delta, c'est sur ce vol que se produit un retard de telle sorte que le passager manque sa correspondance à Schiphol.

Il poursuivra son voyage dans un autre vol que celui primitivement convenu, mais effectué par KLM.

KLM, compagnie européenne, avait effectué la réservation générale du vol et pris les traits de transporteur

contractuel, ayant fait effectuer le 1<sup>o</sup> vol en partage de code par Delta.

L'ordonnance rédigée de façon didactique témoigne de l'interprétation de faveur de la CJUE envers le passager qui manque sa correspondance.

L'ordonnance commence par vérifier la soumission de ce transport aérien au règlement communautaire.

Le transport débutait à New York, c'est Delta qui effectuait matériellement le premier vol, New York-Amsterdam ; l'ordonnance invoquant le précédent de l'arrêt Ceské aerolinie n'en considère pas moins ce vol ayant débuté dans un État tiers, mais effectué par KLM pris comme transporteur aérien effectif communautaire. Le règlement s'appliquait.

Les jeux étaient faits.

La compagnie KLM était débitrice de l'indemnisation : le passager avait conclu avec elle le contrat de transport, même si le 2<sup>o</sup> vol assuré par KLM (Amsterdam-Hambourg) n'était pas à l'origine du retard.

La compagnie KLM présentait quatre traits qui la rendaient débitrice du passager : elle est transporteur communautaire, elle était comme ayant délivré la réservation globale transporteur contractuel de l'ensemble, elle avait au moins effectué une phase du transport, la phase de vol retardé avait certes été accomplie par un transporteur américain mais en partage de code avec KLM.

La morale de l'histoire, c'est qu'une compagnie peut être considérée comme transporteur aérien effectif, débitrice de l'indemnité, alors qu'elle n'a pas eu la conduite et la maîtrise technique du vol retardé.

L'ordonnance prend soin de réserver le droit de recours de KLM en direction de Delta.

[La CJUE aurait pu peut-être franchir le pas décisif dans la réponse qui aurait été donnée à la question du tribunal de commerce de Cordoue demandant si la notion de transporteur contractuel de l'article 45 de la CM est assimilable à celle de transporteur aérien effectif du règlement n° 261/2004. Affaire ZU et TV c. Ryanair, C-618/20. Affaire radiée le 31 mai 2021.]

On ignore quelle serait la solution que donnerait la Cour de Justice dans l'hypothèse d'un déplacement à réservation unique composé de deux ou plusieurs vols, aucun n'étant accompli en fait par le transporteur contractuel européen, la première phase avec départ d'un aéroport relevant de l'UE étant l'œuvre d'un transporteur substitué, les autres phases assurées à partir d'aéroports non européens par des transporteurs extra européens, le retard à destination finale étant relevé sur le vol ultime. Qui sera qualifié de transporteur aérien effectif et de débiteur de l'indemnisation pour retard important à l'arrivée ? Le transporteur contractuel responsable du fait d'autrui ? Le premier transporteur effectif ayant décollé depuis l'Europe et supportant le poids de la dette pour retard au point final d'arrivée ?

## 2<sup>o</sup> point. Les paramètres des vols relevant du règlement du 11 février 2004

Quels sont les transports aériens qui entrent dans le domaine d'application du dispositif européen ?

Le règlement exige un transport de personnes sur des avions motorisés à ailes fixes.

Il y a donc exclusion a contrario du transport par hélicoptère.

Le règlement est en principe étranger au transport ferroviaire.

Le billet train - air

Le tribunal de première instance francophone de Bruxelles demande le 28 décembre 2017 à la CJUE, Reich et autres c. KLM, C-730/17, si le passager, victime d'un retard de train, peut exiger l'indemnisation sur le fondement du règlement n° 261/2004. Le transporteur avait conclu un contrat de transport aérien avec des clients. Il y avait un trajet préliminaire en train pour les acheminer à l'aéroport d'envol. Les clients n'avaient aucun lien contractuel avec l'entreprise de chemin de fer, alors que celle-ci était en relation avec le transporteur aérien. Du fait du retard du train, les passagers n'avaient pas pu prendre l'avion à l'heure convenue.

Un transport multi modal.

A priori, l'affaire ne devrait pas relever du règlement aérien, les clients sont certes parvenus avec retard à destination finale, mais à raison d'une défaillance d'un transporteur ferroviaire. Le transporteur contractuel n'effectuait pas en personne le trajet en chemin de fer, il n'était pas transporteur effectif. Les voyageurs pourraient invoquer la législation en matière de retard dans le transport ferroviaire. Ils devraient pouvoir également engager la responsabilité, dans les termes du droit commun, du transporteur aérien, garant des agissements du transporteur ferroviaire de fait, son substitut.

Le règlement est également étranger au transport routier.  
La question se pose cependant lorsque le transport routier est un transport de substitution.  
Quid du transport de remplacement organisé par autocar au profit de passagers ayant manqué leur vol de correspondance ? L'autocar tombe en panne, il faut le remplacer, cet événement engendre un important retard.

[Demande de décision préjudicielle présentée le 15 mars 2022 par le tribunal judiciaire de Porto, juge civil local de Maia, affaire C-202/22, WH et NX c. TAP, Transportes Aereos Portugueses.  
Le juge demande s'il convient par analogie de faire application à ce retard des règles prévues par le règlement n° 261/2004 en cas de retard de vol. Radiation le 16 novembre 2022.]

Les points de contact.

L'aérodrome où s'opère le décollage est déterminant : il faut envisager deux hypothèses selon que l'avion décolle, au départ, de l'UE ou d'un aérodrome non européen.

1° hypothèse : Le départ d'un aérodrome européen, art 3 § 1, a)

Le transport a pour point de départ un aérodrome situé dans un État membre de l'Union européenne.

Le règlement européen s'applique.

(L'UE et le Royaume Uni, dans l'accord de commerce et de coopération du 30 décembre 2020 déclarent assurer la protection des consommateurs, les mesures comprennent le cas échéant une indemnisation en cas de refus d'embarquement ou d'annulation ou de retard d'un vol. Elles ont également réaffirmé leurs obligations au titre de la convention de Montréal du 28 mai 1999.)

. Vol direct

Le vol direct au départ de l'UE, qu'il soit effectué par un transporteur européen ou non européen, est soumis au règlement de 2004 dans les deux cas.

Un vol entre la métropole et La Réunion est soumis au règlement.

Un départ depuis Tahiti n'est pas un départ depuis un aéroport relevant de l'UE. La Polynésie est un territoire et pays d'outre-mer. Sauf précision contraire inexistante en l'espèce, le droit européen ne s'applique pas à Tahiti.

. Le vol avec escale

Les mêmes solutions devraient s'appliquer. C'est un même vol qui est programmé. Il n'y a pas deux vols distincts et autonomes. Le règlement européen doit régir le transport dans sa globalité. C'est le point de départ qui est déterminant.

. Le vol avec correspondance(s)

Un vol par correspondances désigne un déplacement envisagé de façon globale, composé de deux, voire de plusieurs vols. Le transport a son départ dans l'UE, le passager effectue une correspondance dans un aéroport dans l'UE ou hors UE, il change d'avion, il prend un autre vol, l'arrivée à destination finale se fait dans un aéroport hors UE.

Le passager a décollé depuis un aéroport européen. Il effectue le premier segment de transport en atterrissant, pour prendre la correspondance, dans l'UE ou hors UE. Il prend alors, après une attente relativement brève, un second vol pour parvenir à destination finale hors UE.

La législation européenne est applicable, du moment que le transport composé de deux ou plusieurs vols est considéré comme un tout et qu'il est accompli par un transporteur effectif ayant décollé pour le premier tronçon d'un aéroport européen.

Le vol depuis Paris jusqu'à Kuala Lumpur avec correspondance à Dubaï

Nous disposons d'un arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 30 novembre 2016, n° 15-21590, Dalloz, 2017.484, note Poissonnier et Dupont, Responsabilité civile et Assurances, n° 2, février 2017,

commentaire 53 par Laurent Bloch, D. 2017.1447 observations Kenfack.

Un transport est effectué par la compagnie Emirates depuis un aéroport situé dans l'UE (Paris), il ne s'agit pas d'un vol direct, car une correspondance est prévue à Dubaï. Un retard de plus de 2 heures se produit au départ du premier tronçon Paris-Dubaï, de telle sorte que le passager manque la correspondance à Dubaï.

L'arrivée, à la destination finale, s'effectue à Kuala Lumpur (Malaisie) avec un retard de 10 heures par rapport aux prévisions.

Emirates s'efforce de soutenir que Dubaï, point de départ du second vol, n'étant pas dans l'UE, le règlement européen ne s'appliquait pas à la demande d'indemnisation émanant du passager retardé à destination finale. Le second vol avait ses caractéristiques propres, son programme n'avait pas la France comme point de départ.

Le règlement européen se serait appliqué sans contestation possible s'il s'était agi d'un vol direct sans escale, ou même vraisemblablement d'un vol avec escale, France-Malaisie.

La 1<sup>o</sup> chambre civile envisage toutefois ce transport aérien subdivisé en deux vols distincts, assurés par le transporteur des émirats, comme un tout indivisible. Le règlement s'imposait au départ de l'UE à la compagnie non européenne. Elle est tenue d'indemniser le passager, victime d'un retard important à la destination finale.

La correspondance ne rompt pas la protection consumériste.

Le retard à destination finale rend les solutions européennes applicables.

La Cour de cassation se prévaut de la jurisprudence Folkerts du 26 février 2013 de la CJUE. Cf. infra.

De tels transporteurs arabo-persiques pourraient avoir, pour évincer l'application de cette jurisprudence, la tentation - même si cette solution n'est pas très réaliste pour des raisons techniques - de délivrer au passager deux billets distincts correspondant à deux vols indépendants l'un de l'autre.

Le vol Berlin - Agadir avec correspondance à Casablanca

La CJUE avait été invitée, le 12 septembre 2017, par le Landgericht de Berlin, à donner son interprétation dans le cadre d'une espèce similaire à la précédente. JOUE du 11 décembre 2017, affaire Claudia Wegener c. Royal Air Maroc. Le contentieux concerne un transport effectué par Air Maroc à destination d'un État étranger à l'Union européenne (le Maroc), le vol comporte, avec un changement d'appareil, une escale sur un aéroport en dehors du territoire de l'UE.

Le départ du passager s'effectuait depuis un aéroport dépendant d'un État membre de l'UE, Berlin. L'arrivée à destination finale, est à Agadir, dans un aéroport extra européen, avec un retard important. Le vol est un, même s'il comporte un arrêt à Casablanca, avec un changement d'appareil. L'article 2, h, du règlement n'exclut pas de son domaine les vols avec correspondances. Le dispositif consommériste doit s'appliquer.

C'est la solution prévisible que donne la CJUE dans son arrêt du 31 mai 2018, C-537/17. La décision met l'accent sur l'existence d'une réservation unique, signe de l'unité de l'opération de transport. Le changement d'appareil est sans incidence sur l'unicité du transport.

Il nous semble que la solution ne vaut qu'en présence d'une véritable correspondance, c'est-à-dire d'un séjour bref sur l'aéroport, où le passager est en attente du vol subséquent. Si le passager part en ville plusieurs heures, voire un jour ou deux, en promenade de découverte, l'existence de la correspondance devient discutable. La seconde tranche du transport, nous semble-t-il, aurait conquis son autonomie. C'est le concept de correspondance qui mérite d'être intellectualisé et cadré.

[Une juridiction viennoise demande si on est toujours en présence d'un transport unique face à un déplacement composé de deux vols, le passager disposant, à la suite d'une réservation conjointe, d'un seul billet avec un seul numéro, alors qu'à l'issue du premier vol il disposait de plus de 13 heures avant d'entreprendre le second. Le Handelsgericht de Vienne demande le 26 avril 2018 à la CJUE si on se trouve ou non en présence d'un vol avec correspondances au sens de l'article 2 du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004, affaire Kamu Passenger & IT Services, C-289/18]

(La passagère avait été victime à Casablanca d'un refus d'embarquement sur le vol à destination d'Agadir, le siège ayant été attribué à un autre client. La passagère a alors pris le vol suivant et est parvenue à destination finale avec un retard de 4 heures, par rapport à l'horaire initial. La demanderesse a préféré se placer en termes de retard souffert sur un transport indivisible, même composé de deux segments de vol, plutôt que d'invoquer un refus d'embarquement sur le second vol programmé, qui risquait d'échapper au règlement européen. Affaire radiée le 26 octobre 2018.)

[Le Rechtbank Noord-Holland demande le 13 octobre 2020, affaire C-512/20, P. c. Swiss International Air Lines, si le règlement est applicable dans une espèce où un transport était divisé en deux vols assurés par le même transporteur suisse. Un premier vol avait été organisé entre Amsterdam et Zurich. La correspondance est réalisée, mais le second vol entre Zurich et Tampa (Floride) décolle avec retard et l'avion parvient en Amérique avec un retard de plus de 3 heures. Le transporteur helvète refuse de payer l'indemnisation prévue par la jurisprudence Sturgeon, il soutient l'inapplication du règlement à ce second segment du déplacement aérien.

Si le transport est considéré comme un tout, en particulier si un billet unique a été remis au passager, le règlement européen s'applique, le point de départ étant situé dans l'Union européenne.  
Si les deux vols sont considérés comme autonomes et indépendants l'un de l'autre, le débat concerne l'application du règlement à un vol partant de Suisse en direction d'un État étranger à l'UE. La confédération helvétique a bien adhéré au règlement n° 261/2004.  
Affaire radiée le 22 janvier 2021.]

Le transport aérien entre la Belgique et la Californie, avec une correspondance dans le New Jersey. La CJUE a eu l'occasion d'affirmer de nouveau les solutions les plus favorables aux passagers en présence d'un déplacement composé de deux vols successifs effectués de fait par le même transporteur américain, le premier vol entre la Belgique et l'aéroport américain de Newark, le second purement américain entre Newark et San José, mais affecté d'un retard de 223 minutes.

Le tribunal de l'entreprise (ex-tribunal de commerce) de Bruxelles, de langue néerlandaise, saisit la CJUE le 21 octobre 2020 d'une demande de décision préjudicielle, affaire C-561/20, Q. R. et S. c. United Airlines.

Les passagers bénéficiaient d'une réservation unique pour un voyage, via Newark, entre Bruxelles et l'aéroport de San José international, dans la région de San Francisco.

Le billet a été délivré par la Lufthansa, mais c'est United qui a assumé en partage de codes les deux vols, entre Bruxelles et Newark, et entre Newark et San José.

La compagnie aérienne soutient que faire application du règlement européen à un vol interne américain serait contraire au droit international et méconnaîtrait la souveraineté des États-Unis.

L'argument n'est pas forcément probant. Nous ne sommes pas en présence d'un conflit entre États, le débat consiste uniquement à déterminer si la juridiction d'un État membre de l'UE peut faire application d'une disposition, européenne, de droit privé à un déplacement aérien international entre la Belgique et les États-Unis, composé de deux tronçons. Nous sommes en présence d'un conflit de lois, thème d'élection du droit international privé, soumis ici à l'unilatéralisme du législateur européen.

S'il s'était agi d'un vol direct, affecté d'un retard, l'application du règlement européen n'aurait pas donné lieu à controverse.

Les passagers auraient vraisemblablement pu faire appel parallèlement en l'espèce aux dispositions du droit américain relatives au retard devant les juridictions américaines, il y a dualité de normes, mais il convient de réserver au passager le choix de ses armes.

Ce vol Newark - San José était par ailleurs soumis à la convention de Montréal, même s'il avait été effectué uniquement dans l'espace aérien américain. Selon l'article 1<sup>o</sup> de la convention de Montréal, celle-ci s'applique à tout transport international de personnes effectué par aéronef contre rémunération. Au sens de la CM, l'expression transport international s'entend de tout transport dans lequel d'après les stipulations des parties le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption du transport ou transbordement, sont situés sur le territoire de deux États parties. Le transporteur allemand était transporteur contractuel, la compagnie américaine transporteur de fait, et comme telle soumise à la CM pour le transport qu'elle avait effectué, chapitre V de la CM, c'est à dire en l'espèce la totalité du déplacement depuis Bruxelles jusqu'à San José. Les voyageurs avaient chacun reçu un billet couvrant l'ensemble du voyage.

Les conclusions de l'avocat général d'origine grecque, Athanasios Rantos, déposées le 9 décembre 2021 sont sans surprise.

L'avocat général estime que le règlement est applicable au fait de l'espèce. Le déplacement partait de Belgique, donc de l'UE, il s'agissait d'un transport avec correspondance ayant donné lieu à une réservation unique, c'était un ensemble, la correspondance était organisée aux États-Unis. Que le retard ait été relevé lors du second segment du transport est sans incidence sur le régime du transport, soumis au règlement. Le transporteur était américain, mais le point de départ du déplacement se trouvait localisé dans l'UE.

L'avocat général, s'il admet le principe de droit international coutumier aux termes duquel chaque État exerce une souveraineté complète et exclusive sur son espace aérien, estime que la validité du règlement ne peut pas être mise en cause en l'espèce, le législateur européen n'ayant pas commis une erreur manifeste d'appréciation en l'adoptant. Le vol partant de Belgique avait un lien étroit avec le territoire de l'Union, il est considéré comme un ensemble unique. Si le vol interne aux États-Unis avait été un transport totalement séparé, le règlement ne se serait pas appliqué, ce n'était pas le cas en l'espèce, le trajet entre Newark et San José n'était qu'une partie d'un tout unitaire rattaché à l'UE par le point de départ initial.

L'arrêt de la CJUE rendu le 7 avril 2022 dans cette affaire Q, R, S c. United Airlines est de la même veine.

La situation de ces passagers d'un vol avec correspondance, partis d'un aéroport (Bruxelles) situé dans un État membre de l'UE, relève du règlement n° 261/2004.

Cette conclusion n'est pas remise en cause, parce que ce vol a fait escale (lire plutôt correspondance) (Newark, NJ) sur le territoire d'un État tiers (USA), ou parce qu'il n'a pas été effectué par un transporteur communautaire

(United).

Un vol avec une ou plusieurs correspondances ayant fait l'objet d'une réservation unique constitue un ensemble aux fins du droit à indemnisation des passagers, l'applicabilité du règlement n° 261/2004 doit être appréciée au regard du lieu de départ initial et de la destination finale de ce vol.

Le lieu où un retard survient n'a aucune incidence sur l'applicabilité du règlement.

On ferait une distinction injustifiée si on distinguait selon que le retard trouve son origine dans le premier ou le second segment du vol avec correspondance ayant fait l'objet d'une réservation unique. Un tel vol avec correspondance doit être considéré comme un ensemble aux fins du droit à indemnisation.

Le redevable de l'indemnité ne peut être que le transporteur aérien effectif. Le transporteur effectif assume la responsabilité de la réalisation du vol, y compris un retard important à son arrivée.

United Airlines doit être en l'espèce considéré comme le transporteur aérien effectif, agissant dans le cadre d'un partage de code avec Lufthansa, et donc au nom de cette compagnie allemande.

L'arrêt considère par ailleurs que l'application à ce vol du règlement n° 261/2004 n'offense par le droit international selon lequel chaque État dispose d'une souveraineté complète et exclusive sur son espace aérien.

On peut remarquer que l'arrêt ne se place pas dans le cadre du règlement des conflits de lois dans une perspective bilatérale.

Il existe aux États-Unis une réglementation en matière de retard. La compagnie aurait pu soutenir que le second segment de transport était un transport purement domestique entre deux États fédérés et que la loi américaine avait qualité à affirmer, concurremment à la loi européenne, sa compétence. Ce transport aérien, certes ayant débuté à Bruxelles, a principalement consisté à survoler l'Océan et ensuite le territoire des États-Unis, avec deux atterrissages sur le sol américain. Les points de contact étaient tout autant américains qu'européens. Les juges de la CJUE se sont bien gardés de faire du droit international privé à la Savigny, si ce n'est affirmer la primauté et l'exclusivité du droit européen.

Départ depuis la Suisse

[Un départ de Zurich en direction du Maroc, avec une correspondance à Vienne. Affaire C-33/23, Schwarzder. Une réservation unique. Un retard sur le premier segment de vol, les voyageurs manquant la correspondance à Vienne. Une arrivée finale avec plus de 3 H de retard. La Suisse ayant adhéré au règlement européen, Zurich le point de départ doit être assimilé à un aéroport communautaire. Le déplacement est l'œuvre d'Austrian Airlines, transporteur communautaire. La juridiction de Korneuburg attend de la Cour de Justice une décision claire. On peut se demander si cela était bien nécessaire. Radiation, 9 novembre 2023.]

Le vol aller et retour

[Demande de l'Amtsgericht de Düsseldorf en date du 15 septembre 2023 ayant donné lieu à radiation par une ordonnance du 3 novembre 2023, C-570/23, IH c. Eurowings, un vol aller et retour, annulation du vol retour, réservation unique du vol aller et du vol retour, la question était de savoir s'il y avait eu une annulation du vol dans son intégralité.]

2° hypothèse : Le départ d'un aéroport extra européen en direction d'un aéroport européen : l'atterrissage en Europe

Le vol part de New York, de Mexico ou d'Alger, avec la France comme direction.

Il faut alors distinguer, pour savoir si le règlement européen est invocable, selon que le transporteur relève ou non d'un État européen : le transporteur est-il un transporteur européen ou un transporteur étranger à l'Union européenne ?

α) Le transporteur aérien qui assume le vol est un transporteur européen

Le transporteur est un transporteur communautaire, il possède une licence d'exploitation en cours de validité, délivrée par un État membre de l'UE.

[La CJUE considère qu'un entrepreneur qui a sollicité une licence d'exploitation, qui ne lui a pas encore été octroyée au jour du transport envisagé, ne relève pas du règlement n° 261/2004. Arrêt Breyer c. Sundair du 6 décembre 2018, C-292/18. Des époux avaient pris via TUI deux billets AR pour se

rendre de Kassel à Palma de Majorque, les vols devant être assurés par Sundair. Aussi bien lors de la délivrance des billets qu'au moment de la date des vols, Sundair n'avait pas encore obtenu du Luftfahrtbundesamt la licence d'exploitation, délivrée ultérieurement. Les époux allemands avaient été transférés sur un autre vol effectué par un autre transporteur. Ils sont victimes d'incidents à l'aller et au retour. Ils assignent Sundair en justice réclamant l'indemnisation prévue par le règlement européen. [Sundair n'avait pas assuré les vols, il n'était pas transporteur effectif. L'action sur le fondement du règlement de 2004 était mal dirigée.] Aucune entreprise ne peut, établie dans l'Union, effectuer à titre onéreux des transports aériens de passagers si une licence d'exploitation ne lui a pas été délivrée. Elle ne peut effectuer aucun vol. Une entreprise ne disposant pas de la licence ne peut relever du règlement.

Les passagers pouvaient éventuellement se prévaloir de la législation touristique, voire du droit commun, pour faire condamner l'agence et le transporteur. L'agence prenait un risque en vendant des billets d'avion pour des vols à accomplir par une entreprise non encore habilitée à effectuer des transports commerciaux et à prendre des passagers. L'entreprise de transport était imprudente en acceptant qu'on vende des billets sous son nom alors qu'elle ignorait si elle pourrait les honorer aux dates indiquées. L'ordonnance songe à la législation sanctionnant les pratiques commerciales déloyales.

Amateurisme ou spéculation hasardeuse.

On retrouve le même questionnement avec la demande de décision préjudicielle du 22 octobre 2018 émanant du Landgericht de Berlin, Sundair, C-660/18.]

La norme est double : il y a un principe, il y a une exception.

Le règlement d'esprit consumériste s'applique au titre d'une solution générale : c'est le système de la personnalité des lois mis à la charge du transporteur européen. Celui-ci est européen, le droit européen de défense des intérêts des passagers consommateurs s'impose à lui. La nationalité du passager est en revanche indifférente.

#### . Le vol direct

1<sup>o</sup> Civile, 19 mars 2014, n<sup>o</sup> 12-20917 : un transport Air France aller et retour Hanovre - Santiago du Chili, via Paris : il y a lieu de faire application du règlement communautaire.

1<sup>o</sup> Civile, 15 janvier 2015, Bull., n<sup>o</sup> 13-25351 : un transport assuré en novembre 2011 par la société Corsair entre Miami et Paris : il y a lieu de faire application face à un retard de 6 heures à la jurisprudence de la CJUE rendue sur le fondement du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 accordant une indemnisation aux passagers victimes d'un retard à destination finale de plus de 3 heures. Le transporteur est français.

L'Amtsgericht de Hanovre le 8 janvier 2015, Alexandra Stück c. Swiss I.A, avait saisi la CJUE d'une demande de décision préjudicielle concernant un vol entre un pays tiers et la Suisse effectué par un transporteur suisse. La Confédération helvétique ayant adopté la réglementation européenne, les passagers ayant bénéficié d'un tel transport doivent a priori pouvoir invoquer les avantages que leur confère le règlement n<sup>o</sup> 261/2004. Radiation de l'affaire en date du 8 juillet 2015, C 398/24.]

#### . Le vol avec correspondance

La Cour de Justice est appelée à connaître d'un déplacement effectué par un transporteur communautaire - apparemment Austrian Air Lines -, composé de deux segments de vol, le premier entre Belgrade et Vienne, le second entre Vienne et Genève, le déplacement ayant donné lieu à une réservation unique. Le point de destination n'est certes pas un État membre de l'UE, mais la Suisse a adhéré au règlement communautaire. Celui-ci devrait s'appliquer à l'annulation de vol, survenue au départ du second segment. Le transporteur relève de l'Union, même si le point de départ est situé hors UE ; le point de destination relève d'un État ayant fait sien le règlement de 2004. Affaire Schwarzder, C-33/23, sur renvoi du Landesgericht de Korneuburg, statuant en dernière instance.

Il y a la situation du transport aérien, effectué par un transporteur européen, composé de deux segments : départ initial et arrivée finale dans deux aéroports hors UE, mais avec une correspondance prévue dans un aéroport de l'UE.



Le règlement européen n'est pas applicable du moment que l'aéroport de départ du 1<sup>o</sup> segment de vol et que l'aéroport d'arrivée du second segment de vol sont situés dans des États tiers. La correspondance prévue sur un aéroport européen est sans incidence.

C'est le Landesgericht de Korneuburg qui avait connu d'un transport objet d'une réservation unique réalisé par un transporteur communautaire européen constitué de deux vols, le point de départ et le point de destination final se trouvant dans deux États extérieurs à l'UE.

L'arrivée du premier vol et le départ du second vol convenus étaient cependant situés dans l'UE. Il s'agissait de la capitale autrichienne, où la correspondance devait s'exercer.

La juridiction autrichienne demande si le règlement n° 451/20 s'applique, affaire C-451/20, Airhelp / Austrian Airlines.

Le règlement s'appliquerait certainement s'il s'agissait de deux vols autonomes et indépendants réalisés par un transporteur communautaire.

Le règlement européen n'aurait pas été applicable s'il s'était agi d'un vol direct sans correspondance dans l'UE entre deux aéroports extra européens.

Le premier vol convenu concernait un vol entre Chisinau (Kichinev) (Moldavie) (Bessarabie) et Vienne.

Le second vol convenu portait sur un déplacement entre Vienne et Bangkok.

Le premier vol ayant été annulé, le transporteur autrichien a opéré un transfert du passager sur un vol entre Istanbul et Bangkok.

On ignore comment le passager a-t-il pu gagner la Turquie.

Le passager est parvenu à destination finale avec un retard (en comparaison avec le vol convenu) de 2 h 27. Il devait arriver avec le vol Vienne - Bangkok le 30 mai 2019 dans la capitale thaïlandaise à 14 h 20, il y parvient à 16 H 47.

Le passager a cédé ses droits à une entité ayant semble-t-il son siège à Hong Kong.

Le cessionnaire demande l'indemnité prévue par le règlement n° 261/2004 en cas d'annulation : la somme de 600 euros propre aux vols excédant 3500 km, mais diminuée de moitié, soit 300 euros, car le passager a souffert d'un décalage temporel inférieur à 4 heures.

Le passager n'a jamais dans cette espèce foulé le sol d'un aéroport d'un État membre de l'UE.

La CJUE a rendu son arrêt le 24 février 2022, décision rendue aux conclusions contraires de l'avocat général.

L'arrêt donne l'interprétation de l'art. 3 du règlement : le règlement s'applique aux passagers au départ d'un aéroport situé dans un pays tiers et à destination d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre ... si le transporteur aérien effectif qui réalise le vol est un transporteur communautaire.

La cour précise : il ressort du libellé de l'art. 3 du règlement n° 261/2004 que ce dernier trouve à s'appliquer aux passagers et non aux vols qu'ils empruntent ; seuls importent le lieu de l'aéroport de départ et le lieu de l'aéroport d'arrivée du passager, et non les aéroports utilisés en tant que lieux d'escale. Dans le cas de vols avec correspondances faisant l'objet d'une réservation unique, il ne doit pas être tenu compte du lieu de l'aéroport d'escale, celui-ci ne saurait être considéré comme le lieu de l'aéroport de départ ou d'arrivée du passager.

Un vol avec une ou plusieurs correspondances ayant fait l'objet d'une réservation unique constitue un ensemble aux fins du droit à indemnisation.

L'applicabilité du règlement doit être appréciée au regard du lieu de départ initial et de celui de la destination finale.

L'objectif de protection des passagers ne saurait mener à étendre indûment le champ d'application du règlement à des situations qui ne relèvent pas de lui.

### L'exception

Le règlement n° 261/2004 ne lie pas le transporteur européen si les passagers en direction de l'UE bénéficient de prestations ou d'une indemnisation et d'une assistance au titre de la législation de l'État de l'aérodrome de départ, art. 3 § 1 b).

(Ce qui aura pu être le cas du transport précité entre Miami et Paris, le droit américain prévoyant un système d'aide et d'assistance envers les passagers, mais le transporteur n'a pas fait valoir l'argument devant la Cour de cassation. Voir l'article de Christopher Kende et autres, *Développements récents en droit américain des transports*, Revue de droit des transports octobre 2012, chronique 8, qui présente au n° 15 les grandes lignes de la réglementation émanant du département des

Transports en matière de retard, de surbooking et d'interdiction des augmentations de prix une fois le billet acheté. La réglementation américaine émanant du département fédéral des transports a fait l'objet d'une réforme entrant en vigueur le 25 août 2015, voir le billet publié sur le site Condon/Forsyth en date du 21 août 2015. Sont

visées les indemnités à verser par le transporteur en cas de refus d'embarquement, le retard des bagages ou le cas des tarifs dits erronés)

La question a été posée par le gouvernement français, dans le cadre d'un renvoi préjudiciel émanant d'une juridiction néerlandaise concernant un vol de retour de Quito à Amsterdam, soutenant la thèse de l'irrecevabilité de la demande de la cour de renvoi. Le vol était assuré par KLM, un transporteur européen, mais au départ de l'Équateur, État qui possède une législation accordant un régime d'assistance et d'indemnisation au bénéfice du passager retardé ou victime d'une annulation de vol. L'agent de la France considérait que le règlement n° 261/2004 était donc inapplicable à l'espèce. Il était hors de question de s'interroger sur la portée du texte européen du moment qu'il ne gouvernait pas la cause de la passagère parvenue à destination en Europe avec 29 heures de retard.

L'arrêt de la CJUE écarte la prétention française d'irrecevabilité de la demande de décision préjudicielle. La mise à l'écart de la solution européenne au profit du système équatorien était incertaine, il convenait que la cour statuât.

L'arrêt du 17 septembre 2015, *Corina Van Der Lans c. KLM*, C-257/14, RFDA 2015. 348 note Noura Rouissi, relève l'existence d'une controverse tenant à la diversité et à l'éventuelle contradiction des versions linguistiques du règlement européen.

Si on se fonde sur certaines traductions, la mise à l'écart du système issu du règlement n° 261/2004 supposerait que les usagers victimes d'un incident de transport aient effectivement obtenu, pour écarter les dispositions européennes, des avantages, indemnisation, assistance, dans l'État tiers.

En revanche, d'autres versions linguistiques permettent d'écarter ex abrupto les solutions européennes du moment que le transporteur de l'UE effectuant un vol à partir d'un État tiers en direction d'un État européen, lorsque les passagers sont en droit d'exiger l'application de la législation sur l'assistance prévue par la loi de l'aérodrome du point de départ, qu'ils aient ou non bénéficié effectivement de cette aide.

L'arrêt retient une interprétation nuancée. Il ne semble pas que l'éviction des dispositions protectrices européennes suppose que des protections aient été effectivement attribuées au voyageur dans l'aéroport de départ. On s'en tient au droit virtuel. Il faut cependant pour évincer le droit protecteur européen que l'avantage prévu par le pays tiers réponde à la finalité de l'indemnisation garantie par le règlement et que les modalités soient équivalentes à celles prévues par l'UE.

Il incombera à la juridiction néerlandaise, auteur du renvoi, d'examiner si les conditions d'éviction des solutions européennes d'assistance aux voyageurs sont remplies.

L'éviction du droit européen est de droit étroit. Il est maintenu du moment que la législation locale est moins avantageuse pour le passager. Le droit européen sera en revanche évincé si le droit local épouse les standards du droit européen.

(Si le transporteur européen a de lui-même fait bénéficier, qu'il ait pensé exécuter les dispositions étrangères ou les dispositions européennes, le passager de la totalité des protections prévues par le droit européen, prise en charge, indemnisation, la problématique de l'application ou de l'éviction du droit européen se trouve sans objet, voir les Orientations interprétatives de la Commission de juin 2016, 2.1.3)

#### β) Le transporteur est extra européen

Il est américain, canadien, australien, algérien ... Le vol décolle hors UE. L'avion atterrit dans un aérodrome relevant d'un État membre de l'UE.

#### . Le vol simple

S'il s'agit d'un vol au départ de Chicago en direction de Toulouse ou de Palerme effectué par un transporteur américain : le règlement européen ne s'applique pas, solution a contrario, voir considérant 23.

(Le passager peut toutefois bénéficier de la réglementation locale, comme de la réglementation américaine similaire à celle de l'UE.)

1° Civile, 26 septembre 2019, n° 18-21188, avec les honneurs du bulletin. Un vol de Phnom Penh, via Bangkok, à destination de Paris, organisé par la compagnie Thai. Un retard sur la première tranche du déplacement aérien, le passager manque la correspondance dans la capitale thaïlandaise et arrive à Paris avec retard. Le tribunal de Puteaux condamne la compagnie thaïlandaise à payer 600 euros au passager sur le fondement du règlement n° 261/2004. Cassation. Le tribunal n'a pas constaté que la compagnie était un transporteur communautaire.

. Les vols aller-et-retour

Qu'en est-il lorsqu'on est en présence d'un transport UE – hors UE – UE, ou bien d'un transport hors UE – UE – hors UE ?

La jurisprudence donne son autonomie au vol de l'aller ainsi qu'au vol de retour. L'incident peut se produire à l'aller comme au retour.

L'opération de transport n'est pas envisagée comme une opération unique et indivisible.

CJUE 10 juillet 2008, C-173-07, Emirates Airlines : un billet délivré par un transporteur non européen, départ d'un aéroport européen, destination aéroport non européen ; retour depuis cet aéroport non européen à destination d'un aéroport européen : le règlement européen ne s'applique pas au vol de retour.

1° Civile, 21 novembre 2012, n° 11-22552, Gaz. Pal. 17 janvier 2013, n° 17 p. 19 note Paulin et Carayol, Revue critique de DIP 2013.916, note Jean-Michel Jude : le transporteur est algérien, un billet aller et retour Paris /Annaba/ Paris ; lors du vol de retour Annaba -Paris, l'avion arrive à Paris avec plus de 3 heures de retard. Le passager assigne Air Algérie devant le juge de proximité qui applique le règlement européen de 2004. La cassation est prononcée pour fausse application du règlement. Le règlement est inapplicable à ce vol Annaba - Paris, la compagnie est algérienne, Annaba est en Algérie.

[Le litige est soumis à la convention de Varsovie, l'Algérie n'ayant pas ratifié la convention de Montréal.]

La cour d'appel de Papeete, 1° octobre 2015, Semaine juridique G, 11 janvier 2016, 33 obs. Pascal Gourdon : un transport à l'aller entre Papeete et Paris assuré par une compagnie de la Polynésie, retard à Paris de 3 H 57, il y avait eu un incident mécanique à Los Angeles et il avait fallu changer d'appareil. La Polynésie ne fait pas partie du territoire de l'UE, c'est un pays d'outre-mer, le point de départ n'était pas communautaire et le transporteur était détenteur d'une licence polynésienne et non d'une licence régie par le droit communautaire. Le règlement n° 261/2004 est écarté de la cause.

Les Orientations publiées par la Commission en juin 2016 épousent la même solution, 2.1.1.

Un arrêt de la 1° Civile du 16 novembre 2016, n° 15-26774, concerne un retard sur un vol entre Phuket et la France, assuré par la compagnie Malaysia Airlines. Le moyen annexé à l'arrêt dit applicable au litige le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004. Il devait s'agir d'un vol retour. Phuket est en Thaïlande, donc hors UE. Le transporteur est malais, la Malaisie ne fait pas partie de l'UE. Le règlement européen est inapplicable, à moins que le transporteur non européen n'ait inclus dans ses conditions générales de transport des dispositions protectrices reprenant le dispositif européen.

### 3° point. Le passager, bénéficiaire du dispositif consommériste

Les exclusions : les passagers exclus du bénéfice des dispositions protectrices des voyageurs contenues dans le règlement européen

Certains passagers ne peuvent pas se prévaloir du règlement.

Deux types d'exclusion transports gratuits, tarifs réduits non accessibles au public.

1° cas d'exclusion. Le règlement ne profite pas aux passagers voyageant gratuitement. Art. 3 § 3, du règlement n° 261/2004.

La Cour de cassation, dans un arrêt de 1° Civile du 6 janvier 2021, n° 19-19.940, Bulletin, Juris tourisme 2021, n° 238, p. 10, obs. Xavier Delpech, refuse le bénéfice du règlement européen à un enfant de moins de deux ans ayant voyagé gratuitement sous les genoux de sa mère entre Agadir et Paris sur un vol effectué par Transavia

France.

L'enfant ne détenait pas de billet, qui donne droit à un siège, il n'était pas sur la liste des passagers, mais figurait sur la réservation établie par la compagnie sous le nom de sa mère.

L'exclusion du règlement joue, même si la gratuité est prévue dans une offre accessible au public.

Cette interprétation avait déjà été donnée par le Bundesgerichtshof dans un arrêt du 17 mars 2015.

Le Landgericht de Francfort sur le Main demande le 26 mai 2023 à la Cour de Justice si on est en présence d'un transport gratuit, alors que le passager n'est astreint qu'à payer les redevances et la taxe sur le transport aérien. Affaire C-335/23, Qatar Airways.

2° cas d'exclusion. Le règlement ne s'applique pas non plus aux passagers qui voyagent à un tarif réduit, non directement ou indirectement, accessible au public.

Le règlement ne s'applique donc pas aux membres du personnel bénéficiant de tarifs réduits.

La CJUE, dans une ordonnance du 26 novembre 2020, connaît d'une espèce où les passagers n'avaient payé qu'une partie du prix du billet, la compagnie dans le cadre du parrainage d'une compétition sportive avait pris le solde en charge. Le règlement ne s'applique pas à un passager qui voyage au moyen d'un billet à tarif préférentiel émis par un transporteur aérien dans le cadre d'une opération de parrainage d'un événement, dont le bénéfice est restreint à certaines personnes déterminées et dont l'émission suppose l'autorisation préalable et individualisée de ce transporteur aérien, affaire C-316/20, VO c. Sata -Azores Airlines.

Le Landgericht de Frankfurt am Main demande le 26 mai 2023 à la Cour de Justice si le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 s'applique lorsque le vol a été réservé dans le cadre d'une opération promotionnelle d'un transporteur aérien, limitée dans le temps et en termes de quantité, qui n'était disponible que pour un groupe professionnel déterminé, affaire C-335/23, Qatar Airways.  
Le vol réservé avait été annulé.

Le règlement bénéficie en revanche aux passagers ayant bénéficié sur la base d'un programme de fidélisation ou d'autres programmes commerciaux d'un billet à tarif avantageux.

Les passagers, grands voyageurs, utilisant leurs milles peuvent invoquer le règlement.

[La question est posée de savoir de quelle catégorie relève la situation de salariés bénéficiaires d'un tarif d'entreprise, tarif réduit par rapport au tarif normal.

Affaire C-172/21, EF c. Deutsche Lufthansa, demande posée le 15 mars 2021 par le Landgericht de Cologne. L'opération était tripartite.

Un contrat cadre avait été conclu entre la Lufthansa et une société allemande Borderstep Institut, qui est une organisme de recherche en matière d'innovation.

Il était convenu que ce tarif réduit bénéficierait aux salariés du Borderstep Institut.

Ce tarif réduit ne concernait cependant que les voyages d'affaires accomplis dans le cadre de la relation de travail.

Une passagère est victime, le 15 juin 2019, sur un transport composé de deux segments, Berlin Francfort, Francfort Florence, d'un retard à destination de plus de 5 heures. Elle avait manqué la correspondance à Francfort, le premier vol ayant été retardé.

La demanderesse réclame, sur le fondement de la jurisprudence Sturgeon Nelson, 250 euros au transporteur allemand, qui ne répond pas.

Le tarif normal était de 169 euros, le tarif en cause est seulement de 152 euros. La réservation avait été faite par l'institut.

La demanderesse soutient l'application du règlement, l'exclusion ne concernerait que les tarifs spéciaux pour les employés des compagnies aériennes et des voyagistes. Elle considère qu'on était en présence d'un tarif d'entreprise, dont l'objet est de faire en sorte que l'entreprise réserve le plus de vols possible auprès de la compagnie avec laquelle elle a conclu l'accord prévoyant un tarif réduit.

Elle soutient à titre subsidiaire que le règlement s'applique, les tarifs d'entreprise devant être considérés comme des programmes de fidélisation.

La juridiction de Cologne, qui interroge la CJUE, considère dans le document de travail qu'on était en présence d'un tarif non accessible au public. Elle conclut à la non application du règlement au passager retardé.

La juridiction allemande considère également qu'on ne se trouvait pas en présence d'un programme de fidélisation.

Ces questions sont cependant controversées en Allemagne tant en doctrine qu'en jurisprudence, d'où le bienfondé

de la demande préjudicielle.  
Radiation le 31 mai 2021.]

Voir Orientations interprétatives, 2.2.2.

Le passager protégé par le règlement

Les conditions requises pour que le passager puisse invoquer l'application du règlement

Pour que le passager, victime d'un incident, puisse invoquer l'application du règlement, l'article 3 pose certaines exigences.

Ces exigences préalables sont textuelles et valent de façon globale, sauf exception, pour qu'un passager soit en mesure de se prévaloir du règlement.

. 1<sup>o</sup> cas. C'est l'hypothèse habituelle. Le passager doit disposer d'une réservation confirmée pour le vol concerné et il doit s'être présenté à l'enregistrement à l'heure indiquée (ou en l'absence d'heure indiquée, 45 minutes au plus tard avant l'heure de départ publiée).

Le règlement établit ainsi une double condition quant à son application : le passager doit posséder une réservation confirmée, le passager doit s'être présenté à l'enregistrement dans les temps.

1<sup>o</sup> condition. Disposer d'une *réservation confirmée* pour le vol concerné.

La difficulté semble se concentrer si la situation du passager ayant conclu avec un voyageur un voyage à forfait. Le passager victime d'un incident de voyage peut, à raison d'une liaison entre le droit du tourisme et le droit du transport aérien, se retourner contre l'organisateur de voyages. C'est alors que peut se poser la question de savoir si le passager remplit les conditions pour se prévaloir à l'encontre du voyageur, voire du transporteur aérien, du règlement n°261/2004 du 11 février 2004.

L'article 2 du règlement n°261/2004 définit la réservation comme le fait par un passager d'être en possession d'un billet, ou autre preuve, indiquant que la réservation a été acceptée et enregistrée par le transporteur aérien ou l'organisateur de voyages.

Le règlement indique, à l'article 3, qu'il s'applique à condition que les passagers disposent d'une réservation confirmée pour le vol concerné.

[Une juridiction suédoise, dans une affaire *Airhelp c. Thomas Cook Airlines Scandinavia*, C-161/16, avait demandé à la CJUE si le passager, pour pouvoir bénéficier d'une indemnisation sur le fondement du règlement n° 261/2004, devait seulement avoir reçu une réservation confirmée pour le vol, à savoir le droit de voyager à bord de l'avion, ou s'il devait disposer d'un siège réservé, à savoir le droit d'avoir son propre siège dans l'avion, JOUE du 17 mai 2016. Affaire radiée.

(Cette juridiction interrogeait également la CJUE sur la situation de l'enfant voyageant à tarif réduit, qui ne dispose pas de son propre siège au cours du trajet et qui voyage en compagnie d'un autre passager.)]

Le débat reprend avec deux demandes de décision préjudicielle présentées par le Landgericht de Düsseldorf les 10 avril et 6 mai 2020 concernant des vols à forfait.

Le passager disposait seulement de la part de l'organisateur de voyages d'une promesse de le transporter sur un vol précis, les lieux, les heures de départ et d'arrivée, le numéro du vol étant précisés.

Pouvait-on affirmer que le passager disposait d'une réservation confirmée, alors que le voyageur n'avait pas fait de réservation pour ce vol auprès du transporteur aérien et qu'il n'avait pas a fortiori reçu confirmation ?

Affaire *IG c. l'administrateur judiciaire de la compagnie Azurair*, C-188/20

Affaire *Eurowings c. Flightright*, C-196/20

On retrouve une problématique semblable avec la demande préjudicielle de la même juridiction allemande, le Landgericht de Düsseldorf, présentée le 4 août 2020, dans une cause *Eurowings c. GDVI Verbraucherhilfe*, C-365/20.

Le passager avait reçu de l'organisateur de voyages une promesse de le transporter sur un vol précis, individualisé par les lieux et heures de départ et d'arrivée, et par le numéro de vol.

L'organisateur de voyages n'avait pas fait de réservation pour ce vol auprès du transporteur aérien concerné, il

n'avait pas reçu de confirmation de ce dernier.

La question est de savoir si le passager disposait d'une réservation confirmée.

Nous disposons des conclusions développées sur ce thème le 23 septembre 2021 par l'avocat général Priit Pikamäe sur deux des affaires citées plus haut, Azurair et Eurowings.

Les juridictions dites de renvoi souhaitent savoir si le passager dispose d'une réservation confirmée lorsqu'il a reçu d'un organisateur de voyages une promesse de transport sur un vol, spécifiant les lieux et les horaires de départ et d'arrivée, alors que l'organisateur n'avait pas fait de réservation pour un tel vol auprès de la compagnie aérienne, sa partenaire.

L'avocat général estime que le document, alternative au billet, pour valoir réservation, donne droit au transport du passager.

Il considère que ce document n'émane pas forcément du transporteur lui-même. Il peut être l'œuvre de l'organisateur de voyages. C'est le règlement qui l'affirme.

L'avocat général considère que le passager dispose d'une réservation confirmée, si l'organisateur de voyages a délivré un document contenant une promesse de transport sur un vol précis, avec l'indication des lieux et des heures de départ et d'arrivée, ainsi que le numéro du vol, alors que l'organisateur de voyages n'a pas effectué de réservation pour ce vol auprès du transporteur ni reçu confirmation de la part de ce dernier.

(L'organisateur peut délivrer une réservation, un engagement de transporter, alors qu'il n'est pas transporteur, le règlement le prévoit, peut-on alors le considérer comme mandataire du transporteur aérien ? Faut-il considérer qu'en délivrant la réservation au voyageur à forfait il a pris l'engagement de prendre auprès d'un transporteur aérien un engagement de transporter ? Le transporteur est-il lié alors qu'il n'aurait pas donné son accord en acceptant la réservation effectuée par le voyageur ? L'avocat général considère que le transporteur pourrait être considéré comme responsable du comportement de l'organisateur de voyages. Il justifie la solution en indiquant que le transporteur dispose toujours d'une action en réparation contre l'organisateur de voyages fautif.)

Dans le cas d'espèce, le document remis aux passagers était une inscription au voyage, qui n'avait aucun caractère contraignant pour celui qui la délivrait. Les horaires n'étaient que provisoires. La réservation doit d'ailleurs être confirmée.

L'arrêt de la CJUE rendu le 21 décembre 2021 reprend la solution préconisée par l'avocat général dans ses conclusions.

La décision se fonde sur les faits suivants : l'organisateur de voyages avait transmis un document, dit inscription au voyage, aux passagers aériens contenant des informations sur les horaires des vols, mais ces informations étaient différentes de celles transmises par le transporteur aérien à l'organisateur de voyages. Ces dernières informations n'avaient pas été transmises aux passagers, qui ne disposaient que des premières.

La réservation est le fait pour un passager d'être en possession d'un billet.

La réservation peut résulter d'une autre preuve.

La réservation peut être acceptée et enregistrée aussi bien par le transporteur que par l'organisateur de voyages.

Dans l'affaire Azurair, C-188/20, l'inscription mentionnait la nature provisoire des horaires. La juridiction de renvoi devra apprécier si ces inscriptions constituent une réservation acceptée et enregistrée.

Si c'est le cas, il est demandé si l'organisateur de voyages peut confirmer une réservation. La réponse est positive.

La cour estime que la confirmation ne peut pas émaner du seul transporteur.

Le règlement n° 261/2004 vise à ce que le risque que des organisateurs de voyages fournissent des informations inexactes aux passagers dans le cadre de leurs activités soit assumé par le transporteur aérien.

La cour décide que le passager dispose d'une "réservation confirmée", lorsque l'organisateur de voyages transmet à ce passager, auquel il est lié par contrat, une "autre preuve", laquelle contient une promesse de le transporter sur un vol précis, individualisé par l'indication des lieux et des heures de départ et d'arrivée ainsi que du numéro du vol, et ce même dans l'hypothèse où cet organisateur de voyages n'aurait pas reçu de confirmation par le transporteur aérien relative aux heures de départ et d'arrivée de vol.

## 2° condition. *S'être présenté à l'enregistrement*

Le passager qui se prévaut du règlement doit en principe établir qu'il s'est présenté dans les temps à l'enregistrement.

Indiquons immédiatement que cette exigence ne vaut pas en cas d'annulation du vol, art. 3 § 2, a), où le passager est souvent informé à l'avance de l'annulation du vol et ne se rend pas alors à l'aéroport.

Restent les deux autres hypothèses que sont le refus d'embarquement et le retard.

## . Le refus d'embarquement

### Le refus in extremis

Le règlement a songé principalement au refus d'embarquement prononcé in extremis, alors que le passager s'attend à pouvoir embarquer.

Dans une telle circonstance, le droit à indemnisation ne peut être reconnu que si le passager a accompli au préalable la formalité d'enregistrement.

### Le refus anticipé

La présentation à l'embarquement est-elle indispensable pour que le passager, informé en amont qu'il ne pourra pas monter à bord, obtienne l'indemnisation due d'après le règlement en cas de refus d'embarquement ?

[Cf. l'affaire *flightright c. TAP*, C-578/22. Le transporteur contractuel, la Lufthansa, indique la veille, par erreur, au client qu'il ne figure pas sur la liste des passagers, alors qu'il avait effectué la réservation pour le vol en cause à destination de Francfort. Le passager ne se déplace donc pas à l'aéroport de Lisbonne. Le passager cède sa créance d'indemnisation, le cessionnaire plaide pour refus d'embarquement contre la TAP, qui devait effectuer le vol en partage de codes et qui n'aurait pas refoulé le passager s'il s'était présenté. Le débat est de savoir si le règlement s'applique, alors que le passager ne s'est pas présenté le jour du vol. On comprend que le passager n'ait pas effectué la démarche de se déplacer à l'aéroport, pourquoi venir alors que le transporteur contractuel lui avait fait savoir que son nom ne figurait pas sur la liste des passagers. Le transporteur effectif est étranger à l'incident, il n'est pas le responsable final des bévues du transporteur contractuel.

Le Landgericht de Francfort sur le Main est favorable à l'application du règlement et à la condamnation du transporteur en partage de code.

Il prône le flexible droit en faveur des passagers éconduits.

Radiation. ]

La CJUE décide que, dans l'hypothèse d'un refus anticipé d'embarquement, il n'est pas indispensable pour le passager d'établir qu'il se soit présenté à l'enregistrement. La solution est rationnelle, à quoi servirait-il de contraindre le passager pour sauvegarder son droit à indemnisation à se présenter à l'embarquement, alors que le transporteur lui a déjà signifié qu'il ne l'admettrait pas à embarquer. Une solution contraire serait absurde. Voir CJUE, 26 octobre 2023, affaire C-238/22, *FW c. LATAM Airlines*, concernant, sur un vol entre Madrid et Francfort, un refus d'embarquement notifié le 21 décembre 2017 plus de deux semaines avant le jour du vol de retour prévu le 7 janvier 2018.

Le vol aller était prévu le 22 décembre 2017, la compagnie avait unilatéralement et à l'insu du client placé ce dernier sur un vol du 20 décembre.

Le voyageur est mis au courant le 21 décembre.

La compagnie avait radié de la liste des passagers du vol retour le nom du voyageur, parce que celui-ci n'avait pas pris le vol aller.

Le voyageur avait alors pris un billet aller et retour auprès d'une autre compagnie.

L'arrêt considère que le « refus d'embarquement » inclut un refus d'embarquement anticipé.

L'interprétation littérale de l'article 2 du règlement suggère qu'un refus d'embarquement ne peut être caractérisé que si celui-ci s'est présenté à l'enregistrement.

Cette interprétation ne saurait être retenue dans une situation de refus d'embarquement anticipé.

Le législateur a essentiellement envisagé des hypothèses de refus d'embarquement qui surviennent in extremis, au moment où les passagers arrivent à l'aéroport. Il est compréhensible que le législateur ait maintenu l'exigence de se présenter à l'enregistrement.

Le législateur n'a pas envisagé la situation dans laquelle le transporteur informe des passagers, en amont du vol programmé pour lequel ils disposent d'une réservation conformée, qu'il refusera de les laisser monter à bord.

Il ne résulte pas du règlement que le législateur ait eu la volonté d'exclure toute indemnisation au profit d'un passager faisant l'objet d'un refus d'embarquement anticipé.

Les dispositions du règlement ne subordonnent pas, en toutes circonstances, l'indemnisation pour refus d'embarquement à la condition que les passagers se soient présentés à l'enregistrement.

La dispense de la présentation à l'enregistrement, pour permettre l'indemnisation des passagers refusés à l'embarquement, contribue à l'objectif de protection des passagers.

Les dispositions octroyant des droits aux passagers doivent être interprétés largement.

Il en résulte qu'un passager n'est pas tenu de se présenter à l'enregistrement lorsque le transporteur lui a signifié à l'avance qu'il refusera de le laisser embarquer.

Le transporteur qui a informé à l'avance un passager qu'il refusera de le laisser embarquer contre sa volonté sur

un vol pour lequel ce passager dispose d'une réservation confirmée doit indemniser le passager, même si celui-ci ne s'est pas présenté à l'embarquement.

(Le règlement définit, dans son article 2, lettre j), le refus d'embarquement comme le refus de transporter des passagers sur un vol, bien qu'ils se soient présentés à l'embarquement. Dans ces conditions on aurait pu soutenir que le refus signifié longtemps à l'avance d'honorer le contrat de transport le jour convenu, le client porteur d'une réservation confirmée s'abstenant de se présenter à l'enregistrement, cette démarche étant sans objet, est étranger aux prévisions du règlement et relève donc de la législation interne. Faisant de la présentation à l'enregistrement une condition de la qualification du refus d'embarquement, pour qu'il puisse relever du règlement. La CJ a tendance à élargir le domaine d'application des dispositions du règlement et à refouler toute tentation d'appel au droit interne. La législation européenne, une fois réécrite, remodelée, enrichie par la CJ, prime, il convient de lui conférer la portée la plus étendue et assurer au passager la protection maxima.)

La situation particulière du passager partie à un voyage à forfait, informé à tort par l'organisateur de voyages d'un changement des horaires et qui ne se présente pas à l'embarquement, alors que le transporteur aérien effectue normalement le vol annoncé à l'horaire initial

C'est le cas soumis le 31 octobre 2023 à la CJ par le Landesgericht de Korneuburg, affaire C-650/23, E EAD c. DW. Le litige concerne un vol retour entre Héraklion en Crète et Linz en Autriche. Le vol était prévu le 29 septembre 2019. Le 28 septembre, l'organisateur informe le voyageur que le vol retour se fera avec un nouveau numéro de vol, avec arrivée à Vienne.

Le transporteur assigné par le voyageur est un affréteur, il n'effectue pas lui-même les réservations de vol. Il avait reçu la veille du vol, une liste de passagers, où le nom du requérant ne figurait pas.

Le vol Héraklion - Linz a été correctement effectué, le voyageur ne s'y étant pas présenté.

Le demandeur de l'indemnisation de 400 euros fait supporter l'incident sur les épaules du transporteur.

L'organisateur était autorisé à délivrer le billet d'avion au nom du transporteur.

Il en est de même pour les modifications de réservation subséquentes.

Le voyageur considère qu'on ne peut lui reprocher de ne pas s'être présenté au comptoir d'enregistrement pour le vol initialement réservé.

Le transporteur réplique en soutenant que l'organisateur de voyages avait modifié la réservation du requérant sans le consulter.

Il considère que les circonstances ne constituent pas un refus d'embarquement imputable au transporteur aérien.

Le transporteur indique qu'il aurait transporté le voyageur sur le vol initial s'il s'était présenté

La juridiction autrichienne de renvoi estime qu'il convient de faire peser sur le transporteur aérien la responsabilité des actes de l'organisateur de voyages.

Elle interroge toutefois la CJ pour savoir si dans de telles circonstances de fait le transporteur doit payer l'indemnisation au voyageur.

Plusieurs questions à résoudre.

Les faits peuvent-ils être qualifiés de refus d'embarquement ? Du fait du transfert signifié au voyageur par l'organisateur sur un autre vol

Le transporteur est-t-il tenu des actes maladroits de l'organisateur de voyages ?

Le transporteur dispose certainement d'une action récursoire contre l'organisateur à raison d'une éventuelle faute de celui-ci.

Le voyageur aurait pu songer à plaider contre l'organisateur, qui était son cocontractant direct.

Pourquoi le transporteur n'a-t-il pas appelé à l'instance l'organisateur ? à la condition que le droit procédural autrichien l'autorise.

. Le retard important

Le retard au départ.

La double condition doit valoir pour le passager retardé au départ. Il avait une réservation acceptée pour le vol en cause, il s'est présenté dans les temps à l'enregistrement. Il essuie au départ une attente interminable avant que l'avion décolle.

Le retard à l'arrivée.

On s'est demandé si la condition de présentation à l'enregistrement (au départ) valait en présence d'un important retard à l'arrivée lorsque le passager, effectivement déplacé, mais retardé, demande le paiement de l'indemnisation prévue par l'arrêt Sturgeon ?



On le pensait, un peu par paresse intellectuelle.

Cette condition est en effet posée en termes généraux par le règlement pour qu'un voyageur puisse se prévaloir de son application.

La condition est posée de façon générale par l'article 3 § 2 du règlement, pour déterminer les personnes pouvant se prévaloir du règlement, l'article 3 n'opère aucune distinction.

Mais la condition ne vaut pas en cas d'annulation du vol.

[La CJUE maintient, au moins en théorie, l'exigence de la double condition. Cf. infra.

Nous eussions préféré que la CJUE écarte, comme en cas d'annulation de vol, la double exigence, qui ne vaut textuellement parlant pas pour le retard à l'arrivée, puisque cette hypothèse n'a été prise en considération que par le seul droit prétorien.

La jurisprudence Sturgeon est fondée sur l'analogie des situations entre l'annulation de vol et le retard à destination finale.

La double condition ne valant pas en cas d'annulation, il eut été logique de ne pas l'imposer en cas de retard à l'arrivée.

Le demandeur d'indemnisation est cependant dans l'obligation d'établir par tous moyens qu'il avait effectivement et personnellement été victime d'un retard à l'arrivée, à moins d'estimer que la charge de la preuve incombe au transporteur, celui-ci étant tenu d'établir, pour obtenir le débouté de la demande d'indemnisation, que l'arrivée de l'avion s'était produite à l'heure figurant au contrat.]

### Les principes

La jurisprudence, aussi bien celle de la Cour de cassation que celle de la Cour de Justice de l'UE, continue à poser - dans l'hypothèse d'un important retard à l'arrivée - la double condition de détention d'une réservation confirmée et de présentation à l'enregistrement pour que le client puisse prétendre à l'application du règlement. Le passager doit en théorie établir qu'il s'était présenté à l'enregistrement s'il entend obtenir le paiement de l'indemnisation découlant de la jurisprudence Sturgeon / Nelson.

C'est la lettre du texte. La CJ maintient d'ailleurs la double exigence dans ses derniers arrêts. Elle se fait cependant plus souple dans certaines hypothèses.

La situation de passagers étant montés à bord, ayant subi un retard important à l'arrivée, mais dans l'incapacité de prouver, pour bénéficier a posteriori de l'indemnisation, qu'ils s'étaient présentés avant le départ à la formalité de l'enregistrement

La jurisprudence a eu l'occasion de connaître d'espèces où de fait l'existence du retard ne laissait pas place au doute, mais où pour des raisons diverses le passager n'était pas en mesure de présenter une pièce établissant s'être effectivement présenté à l'enregistrement. Le transporteur invoquait cette carence pour refuser l'indemnisation.

La jurisprudence de la Cour de cassation, sous l'influence de la CJUE, est passée en quelques années d'une dureté certaine envers les passagers à des solutions où l'exigence de la preuve de la présentation du passager à l'enregistrement est considérablement émuée. La 1<sup>o</sup> chambre civile est passée, en deux ans, par un remarquable revirement, de l'intransigeance à la complaisance envers de tels passagers victimes d'un retard.

### La jurisprudence de la Cour de cassation

On partait de l'idée que le demandeur, s'il entend bénéficier de la jurisprudence Sturgeon, doit établir qu'il s'est effectivement présenté dans les temps à l'enregistrement.

La charge de la preuve incombe en principe au demandeur.

La Cour de cassation avait rendu dans un premier temps plusieurs décisions d'une orthodoxie parfaite quant à la charge de la preuve, mais d'une dureté certaine.

Les éléments à établir, en particulier la présentation à l'enregistrement, sont des faits, la preuve en est libre.

Xavier Delpech, Le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 sur les droits des passagers aériens et le droit civil : un mariage plus que de raison p. 141, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien, LexisNexis, décembre 2019

La Cour de cassation jusqu'au 21 octobre 2020 ne s'était guère montrée favorable à la cause des passagers.

La Cour de cassation s'était montrée très stricte sur le terrain des principes du droit de la preuve. Actori incumbit probatio.

Plusieurs arrêts pouvaient être cités comme tenant d'une ligne dure envers les passagers retardés.

La Cour de cassation, statuant en 1<sup>o</sup> chambre civile, avait rendu le 14 février 2018 un premier arrêt guère favorable aux prétentions des passagers, Arrêt n<sup>o</sup> 16-23205, publié au Bulletin, D. 2018 Actualités p. 461, RFDA 2018 17, article de Katianne Crouch et de Laura Debizet, RFDA 2018.71 note Ronny Ktorza, D. 2018.1420 obs. Hugues Kenfack.

L'arrêt décide que c'est au passager, demandeur de l'indemnisation pour retard, de faire la preuve qu'il ait embarqué et qu'il ait ainsi subi les effets du retard de l'avion.

Il était établi en l'espèce que les trois passagers sur un vol retour Paris-Miami avaient acheté et réservé les trois billets d'avion. La réservation avait été acceptée et enregistrée.

La haute juridiction, conformément à la lettre du règlement, exige de la part du demandeur la preuve de sa présentation à l'enregistrement.

La preuve de la présentation à l'enregistrement est celle d'un fait, qui devrait être libre. Cf. articles 1358 et 1382 du code civil. On devrait pouvoir avoir recours aux indices et aux présomptions.

Les demandeurs, d'après le juge du fond, ne produisaient pas d'éléments de preuve tangibles attestant qu'ils avaient embarqué et subi le retard de 5 heures à l'arrivée à destination, ils ne produisaient pas les cartes d'enregistrement ou d'enregistrement des bagages.

Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver, enseigne l'art. 1353 du code civil.

L'arrêt estime que cette preuve de la présentation à l'embarquement n'était pas impossible.

La solution très ferme adoptée par la haute juridiction, même fondée en droit pur, laissait un sentiment d'insatisfaction.

Les transporteurs s'étaient prévalus de cette jurisprudence pour obtenir le débouté des passagers retardés n'ayant pas conservé la carte d'embarquement.

La 1<sup>o</sup> chambre civile avait réaffirmé sa jurisprudence dans un arrêt du 12 septembre 2018, n<sup>o</sup> 17-25926 : le vol en cause était un vol entre Pointe à Pitre et Paris. Le passager a été le 28/29 décembre 2013 victime à l'arrivée d'un retard de plus de 19 heures. Il demande à Airways France l'indemnisation prévue en cas de retard par la jurisprudence européenne. Il est débouté le 12 mai 2017 par la juridiction de proximité d'Aulnay-sous-Bois. L'intéressé qui produisait une réservation confirmée pour le vol en question ne prouvait pas s'être présenté à l'enregistrement. L'intéressé produisait deux attestations de proches, que la juridiction ne juge pas probantes. Le tribunal en revanche indique qu'il aurait retenu s'ils lui avaient été présentés la carte d'embarquement, des tickets nominatifs attestant de l'enregistrement de bagages en soute ou tout autre élément susceptible d'établir la réalité d'une présentation effective à l'enregistrement du vol.

Le pourvoi est rejeté. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. Le juge du fond apprécie souverainement la force probante des éléments produits devant lui.

Fort bien, nous pensions cependant qu'on ne saurait sans tomber dans l'absurde exiger du demandeur l'établissement d'une probatio diabolica.

Tout témoignage ne devait pas être systématiquement exclu, même si on pouvait craindre les attestations de complaisance.

1<sup>o</sup> Civile, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20490, Au bulletin. Un vol entre Mulhouse et Conakry, Air France ajoute une escale à Dakar. Le juge d'instance voit dans les faits une annulation de vol et dispense ainsi la passagère de la preuve de sa présence à l'enregistrement. La Cour de cassation est inflexible, il n'y avait pas annulation du vol. Implicitement il y avait retard. La passagère devait faire la preuve de sa présence à l'enregistrement.

1<sup>o</sup> Civile, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20491, avec publication au Bulletin : un déplacement de Mulhouse via Paris à destination de Pointe-à-Pitre effectué par Air France, un retard sur le premier segment du vol, un retard à destination de 24 heures. Les demandeurs produisent une copie de leur billet électronique ainsi que leur carte d'embarquement pour le vol de réacheminement au départ de Paris. Le tribunal de Mulhouse condamne Air France à payer à chaque passager 400 euros. La cassation intervient pour défaut de base légale, le tribunal d'instance s'est déterminé par des motifs impropres à établir que les voyageurs s'étaient présentés dans les délais impartis à l'enregistrement du vol initialement programmé au départ de Mulhouse.

La suite de l'histoire montrera qu'il ne s'agissait pour les transporteurs vétilleux que d'une victoire à la Pyrrhus.

Question pratique, qui se posait tant qu'on obligeait le passager demandeur de l'indemnisation, d'administrer la double preuve de la réservation confirmée et de sa présentation à l'enregistrement

Comment un passager, demandeur d'indemnisation pour retard, pouvait-il concrètement établir qu'il s'était présenté à l'enregistrement en ce qui concerne le vol ayant subi un retard important à l'arrivée ?

Le passager est-il abandonné à sa solitude ou bien peut-on contraindre le transporteur, qui détient toutes les cartes en main, à collaborer à la manifestation de la vérité ? Le débat sur les moyens de preuve à la disposition du passager retardé pour établir sa présentation dans les délais à l'enregistrement n'est certainement pas clos.

Si le passager est parvenu à se faire délivrer par le transporteur l'attestation de retard prévue à l'article 14 § 2, 2° phrase, du règlement n° 261/2004, le transporteur serait de mauvaise grâce de contester l'absence d'enregistrement au départ de son client – mais à la condition que l'attestation soit nominative.

[Le passager également, s'il parvient à établir le retard, peut engager la responsabilité du transporteur n'ayant pas effectué la délivrance de l'attestation, ce qui est une obligation pour le transporteur effectif. La disposition emploie le présent, le transporteur présente cette notice à tout passager subissant un retard d'au moins deux heures. Il doit donc la présenter. Le passager a tout intérêt à exiger une notice nominative pour établir qu'il était présent au débarquement et donc qu'il a bénéficié du vol et qu'il était effectivement monté à bord.

M. Poissonnier référence, D. 2019.69, deux décisions du tribunal d'instance de Mulhouse et de Paris de 2018, ayant, au titre de l'absence de remise de la notice, accordé des dommages intérêts au passager.

Il signale cependant en sens contraire une décision du tribunal d'instance de Paris du 7 décembre 2018, qui contrevient à la jurisprudence de la Cour de Justice.

Le hic, c'est que le passager qui ne détient pas l'attestation, pour se plaindre de la non-remise de la notice, doit établir qu'il se trouvait à bord.]

M. Thierry Mazoyer indique dans sa note publiée à la Revista de derecho del transporte, n° 2018, n° 21, p. 285, que le passager se voit systématiquement remettre un justificatif d'embarquement à bord de l'avion, contrôlé par le personnel navigant lors de l'entrée du passager dans l'appareil. Si le passager fait état de ce justificatif, la preuve de la présentation est établie.

La présentation de la carte d'embarquement ou d'enregistrement des bagages devrait suffire. Leur conservation, disent les annotateurs, n'est, à raison de leur petite taille, pas aisée. La perte est fréquente.

Avec l'avancée de la technique, les passagers peuvent retrouver la trace de leur carte d'embarquement dématérialisée. Les passagers peuvent accéder à la carte d'enregistrement plusieurs heures avant le vol et la télécharger. Ils conservent ainsi la trace de la réservation et de cette carte sur leur ordinateur. Cet élément établi avant le vol ne prouve cependant pas que le passager soit réellement monté à bord.

Pouvait-on aller plus loin et contraindre le transporteur à produire les données qu'il détient sur le vol litigieux, en particulier la liste des passagers embarqués et montés à bord ?

L'art. R.6421-1 CT dans l'actuelle version indique : Il est dressé une liste nominative des passagers embarqués dont le duplicata doit se trouver à bord de l'appareil.

Ce duplicata est communiqué, sur leur demande, aux autorités chargées de la police de la circulation.

Cette obligation n'est pas applicable aux déplacements qui prévoient le retour sans escale à l'aérodrome de départ.

Le tribunal d'instance de Paris a rendu une décision le 30 mai 2018 - référencée par M. Christophe Lachièze à Juris Tourisme, 2019, n° 220, p. 44 - favorable au passager acquéreur d'une prestation de transport entre Paris et Islamabad, via Doha. Qatar Airways ne contestait pas le retard, mais objectait de l'absence de preuve de présentation à l'enregistrement.

La juridiction parisienne avait ordonné au transporteur de produire certains documents permettant d'attester de la présence ou non du demandeur à l'enregistrement, comme le Passenger Name Record prévu par l'art. R. 232-14 du code de la sécurité intérieure.

La compagnie avait refusé de produire le document.

Le tribunal tire les conséquences de ce refus et a condamné la compagnie du Qatar.

On retrouve la même solution avec un jugement du tribunal d'instance de Paris du 7 décembre 2018, D. 2019.69 obs. Ghislain Poissonnier, rendu dans une espèce identique.

Paris, 28 février 2020, Juris Tourisme 2020, n° 229, p. 12, obs. Xavier Delpech.

La décision du juge des référés de Bobigny était en 1<sup>o</sup> instance très favorable au passager, client d'Air France sur un vol le 26 juillet 2014 entre Brazza et Paris. Elle ordonnait à la compagnie française de communiquer un certain nombre de données concernant le passager : vols empruntés, leurs numéros, les points de départ et d'arrivée, les dates, information sur le statut du voyageur, enregistrement et embarquement.

La décision de la cour d'appel opère un recul partiel. L'ordonnance n'est pas intégralement confirmée, à raison d'une contestation sérieuse, en ce qui concerne l'obligation faite à Air France de communiquer les informations relatives à son statut de voyageur, enregistrement et embarquement.

(Plus étonnant, la demande d'indemnisation pour retard est rejetée, car prescrite. Le délai de 5 ans ne semblait pourtant pas en l'espèce avoir été accompli.)

La police détient la liste des passagers montés à bord.

La police accepterait-elle d'indiquer que le nom des demandeurs figure dans la liste des passagers embarqués ou, plus vraisemblablement, se retrancherait-elle derrière l'observance du secret professionnel ? C'est probable.

Cette réglementation a été posée pour des motifs de sûreté publique, et non pour une finalité d'intérêt privé. Ces listes sont de plus rapidement détruites.

La jurisprudence de la CJUE

La jurisprudence forgée à Luxembourg est évolutive, il n'est pas certain qu'elle soit définitivement fixée.

La CJUE entend faciliter, dans sa jurisprudence la plus récente, l'obtention par les passagers retardés de l'indemnisation.

Le tribunal d'instance d'Aulnay-sous-Bois avait le 3 décembre 2018 présenté à la CJUE une demande de décision préjudicielle dans une affaire LC, MD c. easyJet.

Il s'agissait d'un retard de plus de 3 heures en 2014 sur un vol entre Venise et Roissy.

Le tribunal pose deux questions.

La première : les passagers, pour se prévaloir des dispositions du règlement n° 261/2004, doivent-ils prouver leur présence à l'enregistrement ?

Deuxième question. Si la réponse à la 1<sup>o</sup> question est affirmative.

L'article 3 s'oppose-t-il à un système de présomption simple selon lequel la condition de présence du passager à l'enregistrement serait considérée comme établie, dès lors que ce dernier disposerait d'une réservation acceptée et enregistrée par le transporteur aérien effectif ?

Le tribunal d'Aulnay-sous-Bois émettait un doute sur l'exigence de l'article 3 dans l'hypothèse du vol retardé de plus de trois heures à destination finale.

La CJUE adopte en 2019 avec cette ordonnance une position quelque peu ambiguë, la décision comporte en effet un dispositif rédigé en termes absolus et abstraits, allant au-delà des attendus qui le précèdent.

CJUE, ordonnance du 24 octobre 2019, C-756/18,

Gazette du Palais, 10 décembre 2019, n° 43, p. 26, note de Christophe Paulin

Dalloz 2019. 2133, obs. Ghislain Poissonnier

Dalloz 2020. 1425, chronique de droit des transports d'Hugues Kenfack

RTD Européen 2020 p. 418, obs. Loïc Grard

L'ordonnance précise les faits.

Le transporteur ne niait pas en l'espèce que les passagers en provenance de la cité des doges avaient été victimes d'un retard lors du vol retour. Il refusait seulement de payer l'indemnité parce que les voyageurs ne présentaient pas les cartes d'embarquement, établissant leur présentation à l'enregistrement.

M. de la Palice aurait dit que, si les passagers s'étaient trouvés à bord de l'avion retardé au retour à Paris, c'est qu'ils s'étaient effectivement présentés à l'enregistrement au départ de Venise. À moins de supposer qu'ils soient montés à bord sans que le personnel les ait enregistrés, ce qui était hautement improbable.

Le refus opposé par le transporteur aérien était donc largement formaliste, subordonnant l'octroi de l'indemnisation, non seulement à l'établissement du retard de plus de 3 heures à l'arrivée, mais en amont à la preuve de la présentation physique du passager à l'opération d'enregistrement en début de vol.

L'ordonnance était susceptible d'une double interprétation, selon qu'on s'en tenait aux attendus et à la motivation de l'ordonnance, ou qu'on limitait la portée de l'ordonnance aux termes du dispositif.

Une 1<sup>o</sup> interprétation, minimisant la portée de la décision et s'en tenant aux circonstances de l'espèce, où le transporteur ne contestait pas le retard, était possible.

La CJUE, dans l'affaire C-756/18, maintient, dans son ordonnance du 24 octobre 2019, la double exigence posée par l'article 3 du règlement n° 261/2004.

Elle ne contredit pas la position qui avait été prise en son principe par la Cour de cassation.

Le demandeur d'indemnisation pour retard à destination finale doit tout d'abord établir avoir disposé d'une réservation confirmée pour le vol concerné.

Le passager doit également, pour demander l'application du règlement, établir s'être présenté à l'embarquement dans les délais.

L'ordonnance, dans l'attendu 25, précise bien : Les deux conditions étant cumulatives, la présence du passager à l'enregistrement ne saurait être présumée du fait que ce passager dispose d'une réservation confirmée pour le vol concerné.

Les attendus suivants visent la situation des passagers ayant effectivement effectué le transport, même s'ils sont en peine d'établir s'être présentés à l'enregistrement avant de monter dans l'avion.

Dans la mesure où un transporteur aérien embarque les passagers possédant une réservation confirmée sur le vol en cause et les transporte à destination, il doit être considéré que ceux-ci se sont conformés à l'exigence de se présenter à l'enregistrement antérieurement à ce vol. Dans ces conditions, il ne s'avère partant pas nécessaire de prouver une telle présence à l'enregistrement, à l'occasion de l'introduction de leur demande d'indemnisation. Il en résulte que des passagers qui possèdent une réservation confirmée sur un vol et ont réalisé ce dernier doivent être considérés comme s'étant correctement acquittés de l'exigence de se présenter à l'enregistrement. Dès lors qu'ils atteignent leur destination avec un retard égal ou supérieur à trois heures, les dits passagers bénéficient du droit à indemnisation au titre de ce retard en vertu du règlement n° 261/2004, sans avoir à fournir, à cette fin, la carte d'embarquement ou un autre document attestant leur présence, dans les délais prescrits, à l'enregistrement du vol retardé.

Les passagers qui subissent un retard important de leur vol ont ainsi la possibilité de bénéficier de leur droit à indemnisation sans être soumis à l'exigence, inadaptée à leur situation, consistant à devoir prouver ultérieurement, à l'occasion de leur demande d'indemnisation, qu'ils étaient présents à l'enregistrement du vol retardé sur lequel ils ont en tout état de cause été transportés.

Il n'en va autrement que si le transporteur aérien dispose des éléments susceptibles de prouver que, contrairement à ce qu'ils prétendent, ces passagers n'ont pas été transportés sur le vol retardé en cause, ce qu'il appartient à la juridiction nationale de vérifier.

Si on lit attentivement les attendus de l'ordonnance, il en ressort que la solution qu'elle donne se situe dans un contexte très particulier. La Cour répond à la question d'un juge national, celui d'Aulnay sous-Bois, appelé à statuer en considération des faits de l'espèce. Le transporteur ne contestait pas l'existence du retard. La Cour affirme statuer en considération des éléments du contexte. Les demandeurs sont pris comme des passagers : ils sont donc montés à bord. Le transporteur a embarqué les passagers porteurs d'une réservation confirmée sur le vol et les a transportés. Il doit être considéré qu'ils s'étaient conformés à l'exigence de la présentation de l'enregistrement avant le vol. Les passagers ont réalisé le vol. Ils sont parvenus à destination avec retard. Les obliger à prouver pour obtenir l'indemnisation s'être présentés à l'enregistrement serait inadapté à leur situation.

Cette ordonnance, au moins si l'on tient aux motifs, possède donc une portée limitée, elle ne concerne que l'hypothèse où le transporteur convient que le passager a été effectivement déplacé sur le vol retardé. Le demandeur en indemnisation est dispensé d'établir qu'il s'était présenté à l'enregistrement dans les délais. L'enregistrement est censé avoir été accompli. C'est une solution de bon sens.

L'ordonnance de 2019 n'était peut-être qu'une décision d'attente ou de transition. On pouvait imaginer que dans une décision future la CJUE dispensât purement et simplement le demandeur, ayant une réservation confirmée, de la preuve de la présentation à l'enregistrement. Avec cette ordonnance du 24 octobre 2019, nous n'en étions pas encore là. L'espèce concernait uniquement l'hypothèse où le transporteur reconnaissait la présence à bord du demandeur d'indemnité.

Une 2<sup>o</sup> interprétation, s'en tenant au seul dispositif et autorisant un saut quantitatif, prévaut.

Si l'on tient à l'autorité du seul dispositif, détaché du contexte de l'espèce, on s'aperçoit que la CJUE, dans cette ordonnance, a considérablement allégé le fardeau probatoire des passagers retardés. Une interprétation large de la solution donnée par l'ordonnance est parfaitement soutenable, il suffit de se fonder sur la rédaction trop subtile

du dispositif rédigé en des termes généraux et visant toutes les hypothèses de retard.

La solution exprimée dans le dispositif est détachée de la circonstance suivant laquelle le transporteur a reconnu la présence à bord du demandeur.

La Cour dit pour droit :

Des passagers retardés et possédant une réservation confirmée pour ce vol ne peuvent pas se voir refuser l'indemnisation en vertu du règlement n° 261/2004 au seul motif que, à l'occasion de leur demande d'indemnisation, ils n'ont pas prouvé leur présence à l'enregistrement pour ledit vol, notamment au moyen de la carte d'embarquement.

À moins qu'il soit démontré que ces passagers n'ont pas été transportés sur le vol retardé.

La condition de présentation à l'enregistrement est maintenue, mais cette présentation est présumée avoir été accomplie du moment que le passager détient l'attestation d'une réservation confirmée.

Le passager est a priori présumé être monté à bord et avoir effectué le vol retardé à destination.

Le dispositif vise expressément la situation des passagers d'un vol retardé, passagers qui possédaient une réservation confirmée pour ce vol.

Ce qui est nouveau, c'est que le demandeur d'indemnité titulaire de la réservation correspondant au vol en question est implicitement présumé être monté à bord et donc avoir nécessairement accompli la formalité préliminaire de présentation à l'enregistrement.

Il ne s'agit apparemment là que d'une présomption simple,

La preuve contraire est possible.

Il n'y a que le transporteur qui concrètement ait intérêt à le faire.

Le transporteur peut renverser les effets de la vraisemblance en établissant l'absence dans l'avion du demandeur d'indemnité.

Le transporteur détient la liste des passagers montés à bord.

Si le nom du demandeur n'y figure pas, celui-ci devrait être débouté.

[Demande de décision préjudicielle du 5 avril 2019, affaire C-286/19, JE, KF c. XL Airways, JOUE du 17 juin 2019.

Le tribunal d'Aulnay-sous-Bois demande à la CJUE si cette exigence de présentation à l'enregistrement vaut pour le passager, victime d'un retard à l'arrivée, et qui demande le bénéfice d'une indemnisation forfaitaire, indemnité qui n'était pas prévue par le règlement mais qui a été dégagée sans texte en jurisprudence. L'exigence de la présentation ne vaut d'après les textes qu'en cas de vol retardé au départ, ainsi qu'en cas de refus d'embarquement. La CJUE devra dire si la condition de présentation à l'enregistrement est opposable au passager retardé revendiquant l'indemnité créée par le droit prétorien pour un retard de plus de 3 heures à destination finale.

Si la jurisprudence a créé un droit à indemnisation au profit du passager retardé, c'est par analogie avec le droit reconnu par le règlement en cas d'annulation de vol.

On pourrait être tenté de dire : comme la condition n'est pas opposable au passager, victime d'une annulation de vol, elle ne devrait pas par analogie valoir pour le passager retardé. Le passager retardé a une créance d'indemnité qui suit le régime de la créance d'indemnité du passager au vol annulé.

Demande radiée.]

[Le tribunal d'instance de Nice avait relancé lui aussi le débat, C-395/19, affaire VT, WU c. easyJet, en interrogeant en date du 22 mai 2019 la CJUE.

Cette juridiction mettait à juste titre en relief l'évolution des techniques. La pratique, c'est l'édition électronique de cartes d'embarquement dématérialisées. C'est l'absence de tout horodatage des cartes d'embarquement papier. C'est l'absence corrélative de toute obligation de se présenter physiquement au comptoir d'enregistrement. C'est la détention par les seules compagnies aériennes de toutes les informations relatives à l'enregistrement des passagers jusqu'à la clôture des opérations d'enregistrement.

Le greffe de la CJUE avait sollicité la juridiction niçoise pour lui demander si elle maintenait sa demande compte tenu de l'ordonnance. Le greffe retenait ainsi l'interprétation, favorable aux passagers retardés, s'en tenant au seul dispositif de l'ordonnance.

La juridiction française a retiré sa demande et l'affaire a été radiée.]

La réception en France de la jurisprudence de la Cour de Justice par la Cour de cassation

Notre cour suprême de l'ordre judiciaire se veut fidèle interprète des enseignements de la Cour de justice.

La Cour de cassation dispense désormais le passager, en possession d'une réservation confirmée, de faire la preuve de sa présence à l'enregistrement. La preuve de la réservation fait présumer la présentation à

l'enregistrement.

C'est la solution qui ressort de deux arrêts rendus le 21 octobre 2020 par la 1<sup>o</sup> chambre civile, n<sup>o</sup> 19-13.016 et n<sup>o</sup> 19-13.017, D. 2020.2062. La Cour de cassation se fonde sur le dispositif inscrit dans l'ordonnance du 23 octobre 2019 de la CJUE. La réservation confirmée vaut présomption de présentation du passager à l'embarquement. Le transporteur est alors débiteur de l'indemnité, à moins qu'il établisse que le passager ne se trouvait pas à bord du vol retardé. Il détient la liste des passagers embarqués. Il lui est facile de déterminer si le demandeur figure ou non dans cette liste.

Le raisonnement est identique dans les deux arrêts.

La première espèce est relative à un vol aller et retour entre Bordeaux et Lisbonne. La passagère titulaire d'une réservation confirmée se dit victime d'un retard de 4 H 17 lors du vol de retour le 16 mai 2015. Le tribunal d'Aulnay sous-Bois avait rejeté sa demande, la passagère ne rapportant pas la preuve de sa présentation à l'enregistrement. La cassation intervient. Il incombait au jugement de vérifier si le transporteur aérien démontrait que la dame n'avait pas été transportée sur le vol retardé en cause.

La seconde espèce concerne un vol entre Lille et Bordeaux le 27 août 2014, caractérisé par un retard de 3 h 46. Le voyageur disposait d'une réservation confirmée pour ce vol. Le tribunal d'Aulnay-sous-Bois avait rejeté sa demande en indemnisation, le passager produisait certes une réservation confirmée pour le vol en cause, mais il ne rapportait pas la preuve de ce qu'il s'était présenté à l'enregistrement. Le jugement du 31 décembre 2018 est cassé. Il lui incombait de vérifier si le transporteur aérien démontrait que le demandeur n'avait pas été transporté sur le vol retardé.

L'exigence de la preuve d'une présentation à l'enregistrement est éliminée. Le passager détenait une réservation, on présume qu'il a fait usage de son billet lui donnant un droit au voyage et qu'il s'est présenté dans les temps pour monter dans l'avion. Le vol réservé a été retardé à destination. Le voyageur a droit à l'indemnisation prévue par l'arrêt Sturgeon.

Le transporteur pour échapper à la dette doit établir que le demandeur n'avait pas pris le vol en cause.

(On est aux antipodes d'un attendu de l'ordonnance du 24 octobre 2019, indiquant que la présence du passager à l'enregistrement ne saurait être présumée du fait que ce passager dispose d'une réservation confirmée pour le vol concerné. Flexible droit !)

La solution n'est pas en soi absurde et n'offense pas, face à une résistance mal venue des transporteurs possédant, compte tenu des données de la technique, toutes les cartes en main, le sentiment commun de la justice. Si une personne détient une réservation pour un vol, si elle a payé le prix du transport, dont elle n'a pas demandé le remboursement, si elle se prétend victime d'un retard sur ce vol et porte le contentieux en justice, on peut présumer, à moins qu'il s'agisse d'un faussaire, d'un illuminé ou d'un escroc, qu'elle a pris part au vol en question et qu'elle avait donc effectué les formalités de présentation à l'enregistrement. On aurait pu n'en faire qu'une présomption de fait. La Cour de cassation semble créer une présomption de droit, une présomption simple cependant.

(Nous n'étudions dans ce développement que les conditions préalables que doit remplir le passager s'il entend se prévaloir du règlement. À supposer qu'il y parvienne et qu'il prétende avoir été victime à l'arrivée à destination d'un important retard, il semble a priori lui revenir d'établir la preuve de l'existence de ce retard. Le passager devrait, semble-t-il, établir pour triompher, si le transporteur le dénie, que le vol pour lequel il détient une réservation confirmée a bien été retardé. Le passager doit établir, pour obtenir l'indemnité, qu'il a été victime d'un retard excédant 3 heures. Cette preuve, de facto, est difficile à administrer du propre chef du passager.

La coopération du transporteur est indispensable. ...

Certains passagers font une prise d'écran.

A moins de décider que la charge de la preuve du retard n'incombe pas au passager. Le transporteur a l'obligation d'acheminer le passager à l'heure d'arrivée prévue au contrat.

S'il est assigné, c'est à lui qu'il incombe d'établir une heure d'arrivée conforme.

S'il n'établit pas cette preuve, c'est qu'il y a eu retard.

On peut conseiller au passager d'exiger à l'arrivée la remise par le transporteur d'une attestation nominative de retard, ce qui implique une perte de temps.

L'article 14 § 2 du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 prévoit en effet que le transporteur aérien effectif présente une notice écrite reprenant les règles d'indemnisation et d'assistance à tout passager subissant un retard d'au moins deux

heures.

Cette disposition a été conçue à propos de l'hypothèse du retard au départ, seule visée par le règlement, mais il serait difficile de ne pas en faire désormais la transposition au retard à l'arrivée.

La non-remise de la notice constitue une faute, engageant la responsabilité du transporteur.

Ce qui suppose établi si on veut convaincre de faute d'omission le transporteur que le retard a excédé 2 heures. Preuve incombant a priori à celui qui se plaint du défaut de remise de la notice.

Certains professionnels usagers quotidiens du transport aérien et victimes de retards fréquents nous disent s'abstenir de toute démarche et renoncer en fait à faire valoir leurs droits. La réglementation européenne semble d'ailleurs être plus fréquemment invoquée en justice par les touristes au long cours adeptes de l'idéologie consumériste que par les hommes d'affaires, probablement plus désabusés.)

Dans d'autres circonstances, la CJ maintient la double condition quant à l'invocation du règlement par le passager : un réservation, une présentation à l'enregistrement.

La nécessité de l'observance de la formalité de l'enregistrement du passager sur le vol convenu, même lorsque le passager victime d'un retard abandonne unilatéralement le contrat et achète un vol de remplacement auprès d'une compagnie concurrente

[La CJUE devait statuer sur une demande émanant du Landesgericht de Korneuburg, affaire C-517/21, dans trois espèces distinctes de retard important, où au moins dans deux espèces les passagers s'étaient enregistrés en ligne et avaient pris l'initiative de prendre un autre vol.

Le transporteur est dans ces espèces Laudamotion, devenu Lauda, filiale de Ryanair.

La question préalable est de savoir si le règlement s'applique.

La CJUE devait déterminer si un enregistrement en ligne est suffisant pour rendre le règlement applicable.

La première espèce concerne un voyageur voulant se rendre de Düsseldorf à l'île de Kos. L'intéressé s'était enregistré en ligne. Il avait eu connaissance du retard du vol convenu. Il n'avait pas pris l'avion à destination de l'île grecque qui est arrivé avec un retard de 4 H 28 sur l'horaire.

Le voyageur a demandé une indemnisation de 400 euros.

La compagnie aérienne réplique que cette demande ne peut être reçue. Le voyageur ne s'était pas présenté à l'enregistrement et n'avait pas informé la compagnie de son refus du transport. Le voyageur doit se présenter en personne à l'enregistrement. Le passager n'avait d'ailleurs pas subi de préjudice, n'ayant pas pris l'avion, il n'avait pas été effectivement victime d'un retard à l'arrivée.

Le juge autrichien de première instance avait estimé que le passager qui s'enregistre en ligne, pratique encouragée par les transporteurs aériens, n'a pas besoin de se présenter physiquement au comptoir d'enregistrement, à moins qu'il détienne des bagages à enregistrer. Le voyageur ne pouvait pas se voir opposer l'article 3 du règlement n° 261/2004, celui-ci étant applicable à la cause. Le règlement n'exige pas que le client prenne l'avion retardé pour avoir droit à une indemnisation.

C'est la juridiction d'appel qui saisit la Cour de Justice, elle demande si le règlement est applicable en l'espèce. Si la réponse est positive, elle demande si le droit à indemnité est subordonné à la montée dans l'avion et si le demandeur doit avoir effectué le vol.

La seconde espèce porte sur un vol entre Vienne et Londres Stansted. Le départ était prévu tôt matin, arrivée à Londres à 8 H 10. Le passager, qui voulait assister à Londres à une conférence à 10 H, s'était enregistré en ligne. Le comptoir d'enregistrement à l'aéroport de Vienne était vide, il s'est alors aperçu en regardant le tableau que le départ du vol était renvoyé à l'après-midi, un SMS de la compagnie Laudamotion l'a enfin informé du retard. Le voyageur a alors décidé de prendre un billet auprès d'Austrian Airlines, il est parvenu à Londres Heathrow à 8 H 15. Il a demandé l'indemnisation de 250 euros à Laudamotion.

La compagnie refuse l'indemnisation, car le règlement n° 261/2004 ne s'applique pas, le passager ne s'étant pas présenté à l'enregistrement.

Les premiers juges écartent la thèse du transporteur, le passager avait renoncé au vol au retardé, on ne peut retenir l'idée que le passager était obligé d'attendre le vol retardé partant l'après- midi pour prétendre à une indemnisation.

La cour d'appel autrichienne demande à la CJUE si le passager doit avoir pris le vol retardé pour obtenir l'indemnisation.

La troisième espèce porte sur un vol entre Düsseldorf et Palma de Majorque. L'avion est parti en retard et est arrivé à Palma avec un retard de plus de 10 heures. Les passagers ont été informés d'un important retard, départ



qui ne se produira qu'à 21 H 45. Ils ont alors convenu avec le transporteur d'un vol partant à 17 h 05. S'ils ne se sont pas présentés à l'enregistrement pour le vol primitivement retenu, ils se sont présentés à l'enregistrement du vol qu'ils ont effectivement pris.

Les passagers cèdent leur créance à Airhelp Germany.

Le transporteur refuse l'indemnisation au titre du vol non effectué ; les passagers ne s'étant pas présentés à l'enregistrement de ce vol, les conditions d'application du règlement n'étaient pas réunies.

Les premiers juges écartent l'argumentation du transporteur, les passagers avaient bénéficié d'un vol de remplacement, ils n'avaient pas à se présenter à l'enregistrement du vol primitif.

Ces affaires ont été radiées par une ordonnance du 31 mars 2022.]

On retrouve le débat portant sur l'exigence de la présentation du passager à l'enregistrement à l'heure indiquée pour revendiquer l'indemnisation en cas de retard de plus de 3 heures avec la demande formée par le Bundesgerichtshof le 15 juillet 2022, Laudamotion (Autriche) c. flightright (Postdam), C-474/22.

Le voyageur avait retenu, pour affaires, un vol entre Düsseldorf et Palma de Majorque pour le 26 juin 2018, l'atterrissage devait avoir lieu à 10 h 15.

Le client avait été informé que le vol subirait un retard, il ne s'était donc pas présenté à l'enregistrement, estimant que le vol n'avait plus d'intérêt pour lui.

Le vol en question connaît un retard de 3 h 32.

Le passager, qui n'avait pas pris l'avion et donc refusé le service, n'en réclame pas moins l'indemnisation prévue en cas de retard de plus 3 h.

Le transporteur refuse l'indemnisation, le client ne s'étant pas présenté à l'enregistrement.

Il obtiendra satisfaction.

La prétention du voyageur est a priori quelque peu étonnante, l'indemnisation revient en général à un client qui a effectué le déplacement dû mais qui subit un retard conséquent à l'arrivée, source d'un désagrément.

La question est de savoir si l'indemnisation est également due à un voyageur qui se retire unilatéralement de l'opération de transport, mais qui réclame une indemnisation parce que le vol convenu dont il n'a pas voulu bénéficier a été affecté d'un retard excédant 3 heures. Le client, par hypothèse, ne remplit pas la condition de présentation dans les délais à l'enregistrement.

L'arrêt a été rendu par la CJ le 25 janvier 2024.

Il maintient l'obligation d'enregistrement en son principe.

Le règlement s'applique aux passagers à condition,

Premièrement, que ces passagers disposent d'une réservation confirmée pour le vol concerné et,

Deuxièmement, qu'ils se présentent en temps utile à l'enregistrement.

Ces deux conditions étant cumulatives, la présence d'un passager à l'enregistrement ne saurait être présumée du fait que ce passager dispose d'une réservation confirmée pour le vol concerné.

L'effet utile de l'art. 3 § 2, a), requiert que les passagers se présentent en temps utile à l'aéroport, plus précisément auprès d'un représentant du transporteur aérien effectif, en vue d'être transportés vers la destination prévue,

même s'ils se sont déjà enregistrés en ligne avant de se rendre à l'aéroport.

Le passager ne s'est pas rendu à l'aéroport, il n'a pas subi de perte de temps. Une perte de temps n'est pas un dommage généré à la suite d'un retard, mais constitue un désagrément. La perte de temps donne lieu à indemnisation. Les vols annulés et les vols retardés constituent deux catégories de vols bien distinctes.

L'annulation est, à la différence du retard de vol, la conséquence qu'un vol prévu initialement n'a pas été effectué. Lorsqu'un vol est affecté d'un retard important, il a vocation à être assuré, de sorte que les opérations d'enregistrement doivent être effectuées. Les passagers d'un vol retardé ne sauraient être dispensés de l'obligation de se présenter à l'enregistrement, qui est prévue à l'article 3 § 2, a) du règlement n° 261/2004. Il n'y a pas lieu d'assimiler, dans le cadre de l'article 3, le retard important d'un vol à l'arrivée à destination finale à l'annulation d'un vol. un préjudice causé par le fait d'avoir manqué un rendez-vous professionnel doit être considéré comme un préjudice individuel, inhérent à la situation propre du passager et ne peut être dédommagé par l'octroi de l'indemnisation prévue à l'article 7, laquelle ne vise à indemniser de manière standardisée et immédiate, que les préjudices quasiment identiques pour tous les passagers concernés.

La CJ dit donc pour droit :

Pour bénéficier de l'indemnisation prévue à l'article 5 et à l'article 7 du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 en cas de retard important de vol, à savoir 3 heures ou plus après l'heure d'arrivée initialement prévue par le transporteur aérien, un passager doit s'être présenté en temps utile à l'enregistrement ou, s'il s'est déjà enregistré en ligne, doit s'être présenté en temps utile à l'aéroport auprès d'un représentant du transporteur aérien effectif.

(On retrouve une problématique voisine avec la demande émanant également du Bundesgerichtshof en date du 3 février 2023, affaire C-54/23, WY c. Laudamotion et Ryanair : un vol prévu le 31 octobre 2019 entre Düsseldorf et Majorque, le client, informé d'un risque important de retard, avait pris l'initiative d'un vol de remplacement, il s'était cependant prétend-il présenté à l'enregistrement. Il était parvenu à destination sur le vol de remplacement, mais avec un retard inférieur à 3 heures. Il n'en demande pas moins l'indemnisation au premier transporteur qui la lui refuse. Le voyageur avait pourtant rompu les relations contractuelles avec ce dernier.

L'arrêt du 25 janvier 2024 considère que ce passager aérien ne saurait bénéficier du droit à indemnisation, car il a atteint la destination finale avec un retard de moins de trois heures par rapport à l'heure d'arrivée initialement prévue du premier vol.

C'est la raison pour laquelle la CJ ne statue pas en l'espèce sur l'exigence de l'enregistrement en temps utile. Il est indifférent pour refuser le bénéfice de l'indemnisation que le passager se soit ou non présenté à l'enregistrement.)

2° cas. Le passager a été transféré, par le transporteur aérien (ou l'organisateur de voyages), du vol réservé à un autre vol, article 3, § 2.

Il peut se prévaloir du règlement européen

[Voir la demande de décision préjudicielle formée par l'Amtsgericht de Nuremberg, le 10 juillet 2017, C-418/17, dans une affaire Andreas Fabri et Elisabeth Mathes c. Sun Express Deutschland, JOUE du 16 octobre 2017. Il semble que les passagers détenteurs d'une réservation aient été transférés à l'initiative de l'organisateur du vol sur un autre vol. Y a-t-il refus d'embarquement ? Radiation le 25 octobre 2017]

Droit uniforme et droit européen

La Cour de Justice dans un arrêt IATA du 10 janvier 2006, C-344/04, a admis la compatibilité du système instauré par le règlement européen en cas de refus d'embarquement ou d'annulation de vol avec le système issu de la convention de Montréal. Elle nie l'existence d'un conflit ou d'une contradiction entre les normes issues du droit uniforme et les normes européennes. La Cour de justice minimise ainsi l'apport normatif de la convention de Montréal.

Elle prétend que l'incident de transport peut engendrer deux types de préjudice.

Premier modèle de préjudice : un préjudice général subi par l'ensemble des passagers, réparé par des rafraîchissements et une chambre d'hôtel.

Second modèle de préjudice : un préjudice individuel et particulariste, requérant une appréciation cas par cas, donnant lieu à une réparation individualisée.

La Cour de justice affirme - ce qui est une affirmation purement gratuite - que les auteurs de la convention de Montréal n'ont pas voulu soustraire les transporteurs à des formes d'intervention permettant de réparer les préjudices résultant des désagréments dus au retard d'une manière standardisée et immédiate.

Le dispositif européen est prétendument en amont de celui résultant de la convention de Montréal.

La Cour de justice commençait ainsi à mettre à mal, par cet arrêt de 2006, la suprématie de la CM et son exclusivité édictée en particulier par l'article 29 CM. Quand il y a un retard, un législateur inférieur ne devrait pas pouvoir instaurer un autre mécanisme d'indemnisation que celui prévu par le dispositif mondial, même s'il peut imposer au transporteur des obligations pour permettre aux passagers en désarroi de faire face à une situation inattendue, style accorder de la nourriture et des rafraîchissements, assurer le repos et l'hébergement, faciliter le contact avec les proches.

Cf. la thèse de M. Laurent Chassot, n° 829.

Cette interprétation a été reprise et amplifiée par l'arrêt Sturgeon du 19 novembre 2009.

La confirmation de la jurisprudence Sturgeon est l'œuvre de l'arrêt Nelson du 23 octobre 2012.

Les conclusions de l'avocat général rendues le 15 mai 2012 dans les affaires jointes Nelson et TUI Travel préconisaient la confirmation de la jurisprudence IATA et Sturgeon. La convention de Montréal a pour objet l'indemnisation d'un préjudice individuel donnant lieu à une appréciation cas par cas. Quant au règlement européen amplifié par une interprétation téléologique, il met en place des mesures réparatrices standardisées à

caractère forfaitaire.

L'arrêt Nelson rendu par la CJUE le 23 octobre 2012 dans sa formation la plus solennelle confirme et réaffirme la jurisprudence Sturgeon.

La révision du règlement de 2004 et l'incidence des travaux de l'OACI

Ce règlement de 2004, pourtant minutieusement rédigé, distinguant soigneusement refus d'embarquement, annulation de vol, retard, a suscité de grandes difficultés d'interprétation, il a donné lieu à de multiples arrêts de la Cour de justice. Ce qui n'est pas le signe d'une parfaite rédaction, mais également celui de la résistance de nombre de transporteurs à l'appliquer et de l'opiniâtreté, voire de l'âpreté, de certains passagers imbus de l'idéologie consumériste.

L'Europe

La Commission consulte et travaille à la révision du règlement de 2004. Voir l'avis du comité économique et social européen CESE, (2012/C 24/28), JOUE du 28 janvier 2012, C 24/125. Le Conseil de l'UE n'était pas parvenu à un accord en novembre 2013. La commission transports et tourisme du Parlement européen travaillait encore à cette révision en décembre 2013. Elle se veut favorable aux intérêts des passagers, la législation étant prétendument trop favorable aux compagnies. Voir Amélie Jouandet, L'émergence d'un droit du voyageur dans le ciel européen, p. 291-293, in Variations juridiques sur le thème du voyage, avril 2015. Si on accroît les obligations des transporteurs, ceux-ci auront la tentation légitime d'incorporer le prix de ce surcroît de garantie dans le prix des billets. Nous sommes dans un système qui évoque davantage la technique de l'assurance ou de la garantie que celle de la responsabilité civile classique.

La Commission a publié, au JOUE du 15 juin 2016, C 214/5, une communication contenant des Orientations interprétatives relatives au règlement n° 261/2004 et au règlement n° 2017/97.

Ces orientations n'ont aucune valeur contraignante, elles présentent seulement la position des services de la Commission. Les litigants, consommateurs et transporteurs, les invoqueront si elles vont en leur sens ... Les juridictions y trouveront probablement une source d'inspiration.

Cf. Jean-Sylvestre Bergé, Revue des contrats, 2016, n° 4, p. 750.

La Cour des comptes européenne, Curia rationum, a publié en novembre 2018 un rapport spécial, n° 30, selon lequel les passagers de l'UE bénéficient de droits étendus mais peinent à les faire valoir.

Les États-Unis

La réglementation américaine comporte des dispositions destinées à indemniser, en cas de survente, le passager refusé à l'embarquement.

Cf. Condon & Forsyth, 21 août 2015.

Le monde

Il est vraisemblable que dans les décennies à venir une certaine harmonie de solutions sera adoptée, sous l'influence de l'OACI, au moins dans le monde développé, pour faire face aux incidents et perturbations dans l'opération de transport. Une identité de solutions ne pourra probablement pas être réalisée à travers le monde avant plusieurs lustres. Tout est une question de coût et d'assurabilité. Les solutions préconisées par le Conseil de l'OACI seront vraisemblablement incorporées dans un premier temps dans les législations nationales, fédérales, ou pré-fédérales, style UE, pour être insérées ultérieurement dans une convention de Montréal révisée ou dans un protocole additionnel. À moins qu'on se contente de les inscrire dans les annexes à la convention de Chicago. On disserterait alors sur l'autorité respective d'une convention internationale négociée sous l'égide de l'OACI et d'une disposition interne (ou européenne) prise en contemplation d'une norme figurant dans une annexe à la convention de Chicago.

C. Le règlement n° **1107/2006** du 5 juillet **2006** sur les droits des **handicapés** et personnes à mobilité réduite faisant des voyages aériens.

Droit du transport des passagers, ouvrage collectif, direction I. Bon-Garcin, Larcier, n° 171 et suivants

Le transporteur risque de se faire condamner au pénal pour discrimination s'il ne tient pas compte de cette législation. Cf. infra.

Une amende administrative est encourue en cas de violation du dispositif européen, art. R. 6370-1 CT.

Cf. Stéph. Piédelièvre, in Transport et sécurité, p. 364 : des points de contact doivent être créés dans le aéroports accueillant plus de 150 000 passagers, les personnes handicapées peuvent y demander de l'aide. Elles pourront ainsi être acheminées jusqu'à l'avion.

Plusieurs États européens qui ne sont pas membres de l'Union européenne appliquent la réglementation européenne que nous venons de citer : outre la Suisse, font de même l'Albanie, la Macédoine, la Bosnie-Herzégovine, l'Islande, le Monténégro, la Norvège, la Serbie et le Kosovo.

[Il existe aux États-Unis une réglementation actuelle et à venir pour faciliter l'accès des personnes handicapées au transport aérien : toilettes adaptées, aide donnée par les animaux de service (à distinguer des animaux de compagnie), déplacements facilités au débarquement par des fauteuils roulants. Voir sur le site de Condon/Forsyth, article du 10 décembre 2015]

### § III. Le droit national

#### a) Le contrat de transport interne

Si le transport se limite aux frontières nationales, le transport est a priori un transport interne soumis à la loi locale.

La France

Si le transport est purement interne, le juge appliquera la loi interne. Un transport interne propre à la France est soumis au droit français.

Le propos doit être immédiatement nuancé.

Le droit français a été largement européenisé et internationalisé.

C'est l'extension, par la France ou l'UE, au transport interne des solutions données par la convention portant droit uniforme.

Si la CV et la CM ont apporté des solutions de droit matériel spécifiques aux relations aériennes internationales, les législations internes ont en effet fréquemment étendu tout ou partie du système uniforme aux relations internes.

. Le transport de personnes

Droit européen.

La législation européenne propre au transport de passagers et de leurs bagages prévoit l'alignement sur le régime montréalais.

Le règlement n° 2027/97 du 9 octobre 1997 était relatif à la responsabilité des transporteurs aériens en cas d'accident, il a été entièrement réécrit par le règlement n° 889/2002 du 13 mai 2002, il est désormais relatif à la responsabilité des transporteurs aériens en ce qui concerne le transport aérien de passagers et de leurs bagages effectué par un transporteur communautaire.

Le règlement s'applique en particulier aux transports aériens même effectués sur le territoire d'un seul État membre, il étend à ces transports internes les dispositions de la convention de Montréal du 28 mai 1999. Un transport interne français de passagers est ainsi soumis en vertu du droit européen à la CM. Le transport interne est soumis au dispositif du transport international, du moment que le transport est assuré par un transporteur aérien communautaire, c'est à dire un transporteur aérien titulaire d'une licence d'exploitation valable délivrée par un État membre de l'UE conformément à la réglementation européenne. Le transport interne emprunte son statut, via un règlement européen, au régime international.

La question est ainsi vite réglée pour les transports de passagers effectués par un transporteur commercial européen (qui est un transporteur titulaire d'une licence d'exploitation, délivrée en application du droit européen), ces transports sont soumis au régime de la convention de Montréal en application du règlement n° 2027/97 du 12 mars 1997 amendé par le règlement n° 889/2002 du 13 mai 2002. Ce règlement étend en effet l'application de ces dispositions aux transports aériens effectués sur le territoire d'un seul État membre, article 1° (même si un puriste pourrait faire remarquer qu'un transport aérien n'est pas normalement effectué sur un

territoire, mais plutôt dans l'espace aérien surplombant un territoire).

Reste la situation du transporteur professionnel qui ne serait pas porteur de la licence d'exploitation communautaire.

En France, le code de l'aviation civile - reprenant la solution de la loi de 1957 - soumettait la responsabilité des transporteurs à la convention de Varsovie ou à toute convention la *modifiant*, art. L. 321-3 et 322-3. Le code des transports se réfère désormais à la convention de Montréal. Les articles L. 6421-3 et 4 du code des transports réalisent l'alignement du régime interne sur le régime du droit uniforme propre aux relations internationales. Que le transporteur soit titulaire d'une licence communautaire d'exploitation ou non. L'extension du système de droit uniforme aux transports internes effectués par un transporteur aérien extra communautaire est donc postulé par l'article L. 6421-4 du code des transports. C'est la CM qui est alors applicable. L'hypothèse ne pourrait cependant pas se vérifier fréquemment, il est encore exceptionnel qu'un transporteur extra européen soit habilité à faire du cabotage en France.

. Le transport interne de marchandises

Le transport aérien de fret n'est pas régi par le règlement communautaire, qui ne légifère pas en ce domaine. La CM n'est donc pas directement applicable, puisque le vol n'est pas international.

Le transport interne de marchandises est soumis au code français des transports, qui opérait jadis, aux termes de l'article L. 6422-2, un renvoi à la CV ou à toute convention applicable en France et qui la modifie.

La responsabilité du transporteur de marchandises par air était, entre d'autres termes, prévue par l'article L. 6422-2 du code des transports, qui effectuait un renvoi normatif à la CV et à toute convention la modifiant ou la complétant, même si le transport n'est pas international.

Il y avait controverse quant à la portée de ce renvoi normatif.

La CM modifie-t-elle la CV ? La CM succède-t-elle à la CV ?

Le contrat de transport était soumis selon l'interprétation retenue, soit à la CV amendée par le protocole de La Haye, soit à la CM.

Le débat : la convention de Montréal modifie-t-elle la convention de Varsovie ?

Y avait-t-il maintien du système varsovien ou le transport interne de fret était-il soumis à la convention de Montréal ?

On avait le choix entre le fixisme interprétatif ou une interprétation évolutive en respectant l'esprit du législateur de 1957, qui est d'aligner le régime du transport interne sur le régime applicable à l'international.

On pouvait faire valoir comme argument méta juridique le mythe du progrès : Montréal est plus moderne que Varsovie.

On ne voyait pas l'intérêt de maintenir en interne, à moins de faire de l'archéologie, l'application d'une convention internationale dont l'empire se réduit comme une peau de chagrin du fait de la multiplication des ratifications et des adhésions à la convention qui prend sa suite.

Tilche et Lebrun, Fret aérien. Régime applicable. BTL 2012.480

Madame Marie Tilche dans une étude Fret avionné publiée au Bulletin des transports et de la logistique, n° 3681, 2018, maintient l'idée suivant laquelle Montréal doit s'appliquer au fret.

Cette opinion nous agréait.

La Cour de cassation statuant dans sa chambre commerciale a rendu un arrêt le 17 mai 2011, concernant un transport interne de marchandises au départ de Lyon via Marseille à destination de Maisons Alfort. La marchandise est endommagée, la juridiction de proximité refuse d'appliquer la convention de Varsovie au motif que le transport n'était pas international, la Cour de cassation censure car les transports internes sont soumis par renvoi du CAC (et maintenant du code des transports) à la convention de Varsovie. L'arrêt ne précise pas la date du sinistre, on ignore s'il est antérieur ou postérieur à l'entrée en vigueur de la convention de Montréal.

Si le sinistre est antérieur à 2004, l'arrêt ne fait que formuler une solution évidente.

Si le sinistre est postérieur à 2004, on peut interpréter cet arrêt comme signifiant que la Cour de cassation maintient l'application de la CV et écarte donc l'application de la convention de Montréal. Le transport interne est décroché des solutions applicables à l'international. C'est la solution fixiste qui est adoptée.

On peut cependant faire remarquer que la question de la soumission des transports internes à la CV ou à la CM n'est pas directement tranchée par l'arrêt, la question du maintien de la CV ou de l'éventuelle application de la CM n'ayant pas été soumise à la juridiction suprême. L'arrêt évoque toutefois l'incidence de la faute

inexcusable du transporteur, cette incidence ne joue qu'avec le système de Varsovie, avec la convention de Montréal il y a un plafond infranchissable. La solution va très nettement et sans justification en faveur du maintien du système varsovien. cf. Philippe Delebecque, Revue droit transports oct. 2011, repère

Un autre arrêt sans être déterminant n'en est pas moins intéressant : les faits sont de novembre 2005, donc postérieurs à l'entrée en vigueur de la CM. Un colis de produits cosmétiques doit être transporté du Meux près de Compiègne jusqu'en Martinique, il s'agit donc d'un transport interne français. Il y a une première phase de transport routier, le colis disparaît à Roissy lorsque l'entreprise Schenker chargée de l'organisation du transport de Roissy à Fort-de-France l'a confié à une société de handling pour étiquetage et remise à Air France. La cour de Versailles, 1<sup>o</sup> juillet 2010, a vu dans l'intermédiaire un transporteur aérien soumis au droit uniforme et non un commissionnaire, elle s'est fondée sur des documents qualifiant l'intermédiaire de transporteur, la marchandise a été dérobée alors qu'elle se trouvait sous la garde de ce « transporteur », la cour de Versailles a fait à propos de ce transport interne application pour le calcul des dommages intérêts de la convention de Montréal (et non de celle de Varsovie). La Cour de cassation dans l'arrêt de sa chambre commerciale du 10 janvier 2012, BTL 2012.64 ( il y a une correction matérielle), n<sup>o</sup> 10-26378, censure l'arrêt d'appel mais nullement sur le point qui nous intéresse, elle relève une dénaturation des termes de la LTA alors que celle-ci mentionnait Schenker comme l'agent du transporteur émetteur de la LTA, cette entreprise n'aurait donc pas en l'espèce mérité la qualification de transporteur mais d'agent et de mandataire du transporteur Air France. L'affaire est renvoyée à la cour de Versailles.

Colmar, 15 avril 2015, SAS Trabet c. DHL Express France, BTL 2015 n<sup>o</sup> 3550 p. 287, RFDA 2015.273 obs. Ph. D. : transport aérien intérieur, la CV est déclarée applicable à ce transport intérieur en application du code des transports. Retard concernant un courrier relatif à une soumission de revêtements routiers, courrier confié le 5 août à DHL et arrivant à la société d'autoroutes, à Lyon, le 8, après la date butoir. Perte d'une chance. Application de la limite de réparation de 250 francs or.

Le débat a perdu son intérêt depuis la loi du 8 octobre 2021, qui a modifié la rédaction de l'article L. 6422-2 CT. La responsabilité du transporteur de marchandises par air est régie par les seules dispositions de la convention de Montréal du 28 mai 1999, même si le transport n'est pas international au sens de cette convention.

Transports internes accomplis à l'étranger

La France n'en connaît guère, les litiges, en cas d'accident, sont ordinairement portés devant les juridictions locales.

Il arrive cependant que les tribunaux français aient à titre exceptionnel à connaître d'accidents mortels survenus à l'étranger lors de vols purement internes.

Si les proches ont la nationalité française, elles ont, se prévalant du privilège de juridiction prévu à l'article 14 du code civil, la possibilité d'assigner le transporteur étranger devant les juridictions françaises.

Le juge apprécie la responsabilité du transporteur à l'aune de la loi interne désignée compte tenu de la méthode de solution des conflits de lois.

On peut citer à titre d'exemple l'espèce dont a connu la Cour de cassation, 1<sup>o</sup> civile, 1<sup>o</sup> mars 2023, n<sup>o</sup> P 21-22.015. Une dame de nationalité française meurt, au Nigeria, lors d'une catastrophe aérienne survenue à Lagos lors d'un vol interne en provenance d'Abuja. Les proches assignent en France le transporteur nigérian Dana Air. La cour de Toulouse fait application de la loi nigériane, elle condamne le transporteur à payer des dommages-intérêts aux proches de la victime principale. La Cour de cassation rejette le pourvoi.

## b) Le contrat de transport aérien international

C'est la loi nationale qui, dans un transport international, conserve en théorie la compétence de principe, le droit uniforme et le droit européen étant saufs.

Comme l'écrit un juge canadien dans l'arrêt Thibaudeau du 28 octobre 2014 au § 47, la CM ne touche évidemment pas tous les aspects du transport aérien, elle n'est pas exhaustive.

Quel est le droit national qui s'applique au contrat de transport aérien international et qui détermine les obligations respectives du transporteur et de son client ?

Le contrat de transport n'est pas le seul qui entre dans la chaîne du transport. D'autres contrats peuvent être

conclus pour faciliter sa réalisation. On peut concevoir une chaîne de contrats de transport.

La CJUE, dans un arrêt Haeger du 23 octobre 2014, C-305/13, recommande quand on se demande quelle est la loi applicable à l'un de ces contrats de tenir compte des liens étroits de ce contrat avec les autres contrats faisant partie de la chaîne de contrats et du lieu de livraison des marchandises.

Si le contrat comporte un ou plusieurs éléments d'extranéité, on est en présence d'un contrat international conclu en matière de commerce international. C'est en faisant appel à la théorie des conflits de lois dans l'espace qu'on parviendra à déterminer la loi nationale compétente.

Si le transport comporte un ou plusieurs éléments d'extranéité, c'est un contrat international : il faut trancher le conflit de lois et donc déterminer la *lex contractus*, la loi nationale qui gouverne la conclusion et les effets du contrat.

La méthode des conflits de lois est écartée, si on est en présence d'une loi d'application immédiate.

(Dans l'immense majorité des affaires portées devant les tribunaux, l'incidence du conflit de lois n'est jamais soulevée. Les dispositions issues des conventions portant droit uniforme, cf. supra, sont suffisamment précises pour trancher la plupart des litiges. Cf. Sandrine Clavel, *Le passager aérien est-il un consommateur comme les autres ?*, 2017, Mélanges Neau-Leduc, spécialement p. 232)

[Une commission présidée par M. Jean-Pierre Ancel a élaboré en France un projet de code de droit international privé de 207 articles, qui a été présenté à la chancellerie le 31 mars 2022. Voir au *Clunet* de juillet 2022, document 6, les réflexions de Mme Gaudemet-Tallon.]

Si c'est un tribunal de l'un des États membres de l'UE qui est saisi et qui affirme sa compétence juridictionnelle, il fera application, pour trancher le conflit de lois, du règlement CE n° 593/2008 du 17 juin 2008, dit Rome I, sur la loi applicable aux obligations contractuelles.

Olivier Cachard, *Les conventions uniformes régissant les transports internationaux et les règles de DIP de l'UE : symbiose, indifférence ou rejet*, Travaux comité français DIP, 2012-2014, séance du 23 novembre 2012, p. 19

Olivier Cachard, *Le transport international aérien de passagers*, Les livres de poche de l'Académie de droit international de la Haye, décembre 2015.

Compte rendu par Jean-Pierre Tosi, au JDI d'octobre 2016.

Il faut distinguer selon que le contrat désigne ou ne désigne pas la loi nationale applicable au transport.

. La loi applicable au contrat en l'absence de désignation par les parties de la *lex contractus*.

C'est l'*inelegentia iuris*. Le manque de choix.

L'article 5 du règlement est relatif aux contrats de transport.

Il faut distinguer transport de passagers et transport de marchandises.

Les règles concernant le transport des passagers

L'article 5 § 2 concerne le transport de passagers.

Deux idées.

À défaut de choix, la loi applicable au contrat de transport de passagers est la loi du pays dans lequel le passager a sa résidence habituelle, pourvu que le lieu de départ ou le lieu d'arrivée se situe dans ce pays.

Un résident toulousain effectue un transport aérien à l'aller et au retour entre Toulouse et San Diego : le contrat est soumis, en l'absence de désignation contractuelle, à la loi française. Le passager réside en France, le point de départ est en France, le point d'arrivée également. Il s'agit du moins de la solution qui serait donnée par une juridiction française et comme telle soumise au droit de l'UE. Une juridiction américaine, si elle venait à être saisie et s'estimait compétente, trancherait peut-être différemment.



(Une passagère résidant en Israël effectue un transport entre la France et l'État d'Israël, le transporteur El Al est israélien. La loi israélienne est en principe applicable, ce que demande El Al pour évincer l'application du règlement n° 261/2004. Le moyen ne prospère pas. 1<sup>o</sup> Civile, 19 décembre 2018, n° 17-26663, D. 2019 p. 1023 obs. Clavel.

Voir Heymann, ouvrage collectif issu du colloque de Valenciennes du 4 avril 2019, La nature de la relation entre le transporteur et le passager, n° 18, p. 58. M. Heymann voit dans le règlement n° 261/2004 la présence d'une règle de conflit unilatérale, qui déroge au droit commun résultant du règlement de Rome I de 2008. D'autres verraient dans le règlement sur le retard une loi de police ou une loi d'application immédiate, écartant les règles en matière de solution des conflits de lois. La juridiction d'un État membre de l'UE ne saurait écarter le règlement au profit d'une loi étrangère. Sans oublier que le règlement ne prévoit en général qu'une indemnisation minimale que la CM ou la loi étrangère si elle est compétente peut toujours améliorer.)

Si ces conditions ne sont pas satisfaites, c'est la loi du pays dans lequel le transporteur a sa résidence habituelle qui s'applique.

Il y a des règles propres au transport de marchandises.

C'est l'article 5 § 1 du règlement de Rome I qui vise l'hypothèse de l'absence de choix de la loi applicable. Il faut sous-distinguer.

1<sup>o</sup> cas : le transporteur a sa résidence habituelle dans un pays donné, le lieu du chargement ou le lieu de livraison ou la résidence habituelle de l'expéditeur se situe dans le pays du transporteur. La loi applicable au contrat de transport est la loi de l'État de la résidence du transporteur.

2<sup>o</sup> cas : quand la solution du cas 1 ne joue pas, la loi applicable est alors la loi du pays dans lequel se situe le lieu de livraison convenu.

(Voir à titre d'exemple et concernant un transport routier de marchandises, le transporteur étant suisse et la livraison en Italie, soumission du contrat à la loi italienne, en tant que loi du lieu de livraison, Com. 1<sup>o</sup> mars 2016, n° 14-22608)

L'arrêt de la chambre commerciale du 16 juin 2021, n° 19-24.510, concerne le perte de bijoux lors de deux transports entre la Thaïlande et la France. La Thaïlande était en 2013 encore étrangère aux conventions portant droit uniforme. Il a fallu déterminer la loi nationale applicable aux transports litigieux. La livraison des marchandises devant se faire en France, c'est la loi française qui a été désignée comme compétente.

L'article 5 § 3 du règlement donne place à la clause d'exception, si le contrat présente des liens plus étroits avec un autre État. C'est la loi de cet État qui est alors applicable. Cette disposition vaut aussi bien pour les passagers que pour les marchandises.

. L'electio iuris

Le principe : les contractants ont la liberté du choix de la loi nationale gouvernant le contrat, article 3

Ce libre choix peut éventuellement être contrarié par certaines dispositions contenues dans le règlement de Rome I ou dans le droit de la consommation.

Rome I édicte des limites au libre choix dans le transport de passagers, article 5 § 2 alinéa 2

Les contractants ne peuvent pas choisir n'importe quelle loi étatique.

Les parties ne peuvent choisir comme loi applicable au contrat de transport de passagers que

La loi de l'État de la résidence habituelle du passager,

La loi de l'État de la résidence habituelle ou du lieu de l'administration centrale du transporteur,

La loi de l'État du lieu de départ, ou

La loi de l'État du lieu de destination.

L'application des dispositions propres aux contrats de consommation

Le passager est ordinairement un consommateur, digne comme tel de protection.

Peut-il faire appel au droit de la consommation pour faire écarter une clause de choix de la loi édictée unilatéralement par le transporteur aérien dans ses conditions de transport ?

Les dispositions protectrices des consommateurs prévues à l'article 6 du règlement européen de Rome I sont étrangères au contrat de transport (à l'exception des opérations d'organisation de voyages à forfait), art. 6, § 4, lettre b).

On peut alors se demander si le consommateur peut faire appel, pour faire écarter la clause d'élection de la loi nationale du siège du transporteur contenue dans les conditions générales de transport émanant du transporteur aérien, à la législation européenne relative aux clauses abusives. Cf. infra.

[C'était la question posée par l'Amtsgericht de Nuremberg le 9 novembre 2018 à la Cour de Justice, Geld-für-Flug c. Ryanair, affaire C-701/18. La juridiction allemande vise la clause n'ayant pas fait l'objet d'une négociation individuelle, prévoyant la soumission du contrat conclu par voie électronique au droit de l'État membre du siège du transporteur aérien – droit par hypothèse distinct du droit de l'État membre de la résidence habituelle du consommateur. Il est demandé à la CJUE si cette clause n'est pas abusive dans la mesure où elle trompe le consommateur en ne l'informant pas que le choix d'une autre loi que celle du transporteur n'est possible que dans certaines limites et qu'il n'est possible que de choisir l'une des lois nationales visées à l'article 5 § 2, second alinéa, de Rome I.

Radiation par une ordonnance du 31 janvier 2019.]

[Un débat semblable s'est retrouvé avec la demande de décision préjudicielle présentée le 29 septembre 2020 par l'Amtsgericht de Nuremberg, affaire C-469/20, RightNow c. Wizz Air. Les conditions générales de vente du professionnel prévoyaient la soumission du contrat au droit de l'État du siège du transporteur aérien, alors que le passager avait sa résidence habituelle dans un autre État membre.

L'affaire a été radiée par une ordonnance du 12 novembre 2020.]

(On remarquera cependant qu'à défaut de clause d'élection de droit, c'est la loi de l'État du siège du transporteur qui est applicable, du moment que le départ et que l'arrivée ne sont pas tous les deux situés sur le territoire de l'État de la résidence habituelle du passager. On peut alors douter de l'intérêt pour le transporteur d'insérer dans ses conditions une clause d'élection de loi, qui risque de susciter les foudres du droit consumériste. Le mieux est souvent l'ennemi du bien.)

On peut se demander, si le règlement Rome I s'applique au transport gratuit, dont la nature contractuelle est au moins en France généralement déniée. Il faudrait alors en cas d'accident avoir recours au règlement Rome II pour déterminer la loi applicable.

On peut poser une question similaire concernant la loi gouvernant en cas d'accident la responsabilité du transporteur lorsque c'est un tiers au contrat de transport qui agit en demandant la réparation d'un préjudice propre.

Sylvain Bollée, La responsabilité extracontractuelle du cocontractant en droit international privé, Mélanges Bernard Audit, 2014, p. 119

En présence d'un contrat de transport international, le juge procédera à la solution du conflit de lois, il appliquera, le droit uniforme et le droit européen restant saufs, la loi nationale ainsi désignée.

Cette loi nationale gouvernera le contrat de transport de personnes et de bagages ainsi que la responsabilité du transporteur. Le droit uniforme et le droit européen étant déjà très prégnants, l'appel à la loi étatique désignée par la règle de conflit n'est pas fréquent.

Cette loi nationale joue peut-être un rôle plus important dans le transport de marchandises. La convention de droit uniforme régit le transport de fret, alors que l'Union européenne n'a pas exercé sa compétence en ce qui concerne la responsabilité du transporteur de fret.

L'appel à la loi nationale s'opère en particulier dans l'hypothèse exceptionnelle où le transport, quoique international, n'est pas sous la dépendance du droit uniforme. L'arrêt de la chambre commerciale du 16 juin 2021, déjà cité, a connu de cette problématique.

L'espèce concernait deux transports de bijoux en 2013 entre la Thaïlande et la France. La Thaïlande à l'époque des faits n'avait ratifié ni la CV ni la CM. Elle a attendu 2017 pour ratifier la CM. Ce transport international n'était pas impérativement régi par la convention de droit uniforme. En application du règlement de Rome I, comme la livraison s'opérait en France, c'est la loi française qui était compétente pour apprécier l'éventuelle responsabilité du transporteur aérien. Les lettres de transport aérien prévoyaient l'application de certains traités internationaux, notamment la CV modifiée. Le contrat avait ainsi recours à l'electio juris, que le règlement de Rome I autorise sans condition dans le transport de fret. On retrouvait le débat, même s'il n'a pas été mené en

l'espèce, concernant le point de savoir si la CM modifie ou non la CV. Les uns opinent en faveur de la substitution de la CV par la CM, la CM prend la place de la CV, c'est le point de vue que nous avons jadis soutenu, d'autres prétendent en revanche que la CM ne modifie pas la CV, de telle sorte que lorsque la loi ou un contrat se réfère à la CV il faut s'en tenir uniquement à celle-ci, dans son état primitif ou amendée par le protocole de La Haye, sans prendre en considération la convention de Montréal. La cour d'appel de Versailles a fait application en l'espèce de la CM, aussi bien au titre de la norme désignée par les LTA qu'à celui de la loi de l'État du lieu de livraison, en l'occurrence la loi française, qui édicte, à l'art. L. 6422-2 du code des transports, que la responsabilité du transporteur de marchandises par air est régie par les seules dispositions de la convention de Varsovie du 12 octobre 1929 et de toute convention la modifiant ou la complétant et applicable en France. La Cour de cassation semble se rallier discrètement à cette solution.

#### Le droit interne

Que le transport soit purement interne ou international, le droit mondial n'est pas exhaustif, le droit européen non plus, il convient de faire une place, certainement plus ou moins résiduelle, au droit interne des obligations et de la responsabilité.

L'application résiduelle en matière de contrat de transport aérien et de responsabilité aérienne des solutions du droit interne

#### Le droit commun des obligations

Philippe Delebecque, Quelle sécurité juridique pour le contrat de transport après la réforme du droit des contrats ? in *Transport et sécurité*, LexisNexis, 2019, p. 307

Le droit des contrats spéciaux : le contrat de transport, gouverné par le code civil, le code de commerce, le code des transports, le code du tourisme, le code de la consommation ...

#### La montée en puissance de la législation consumériste

Stéphane Piédelièvre, L'incidence du droit de la consommation sur la sécurisation de la relation contractuelle de transport, in *Transport et sécurité*, 2019, p. 359

#### La lutte contre les clauses abusives

La CJUE dans sa grande magnanimité considère que le droit de l'Union ne s'oppose pas à ce que les États réglementent des aspects relatifs au contrat de transport aérien, en particulier pour protéger les consommateurs contre les clauses abusives, considérant 44 de l'arrêt *Vueling* du 18 septembre 2004.

Un jugement du TGI de Paris du 31 janvier 2012 condamne, à la demande de l'association de consommateurs UFC Que choisir, la compagnie anglaise EasyJet à supprimer 23 clauses jugées abusives figurant dans ses conditions générales de transport.

Un jugement semblable a été rendu contre Air France en avril 2013 par le tribunal de grande instance de Bobigny, sanctionnant 21 clauses abusives

M. Christophe Lachièze, au *Juris tourisme* 2017, n° 201, p. 39, recense l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 26 avril 2017 concernant les conditions générales émanant de la compagnie Air France, quatre sont considérées comme abusives, 4 autres échappent à la censure. D. 2017.974 et D. 2018.588 et 593 obs. Aubry et autres, JCP 2017.614 note Gilles Paissant.

Stéphane Piédelièvre, La classification du règlement en droit interne : consommation, transport ou autre ? in *L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien. Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004*, p. 23, n° 6.

(Le droit américain permet de sanctionner les compagnies se rendant coupables de pratiques déloyales ou trompeuses, voir le bulletin du 10 octobre 2014 diffusé par Condon / Forsyth)

## Section II. Les normes contractuelles

Les conventions légalement formées (le législateur de 2016 a préféré écrire les contrats légalement formés) tiennent lieu de loi à ceux qui les ont fait(e)s. Article 1103 du code civil.

### Les relations entre le transporteur et son client

#### Les conditions générales de transport

Elles sont édictées par le transporteur, celui-ci reprenant souvent les conditions élaborées par l'IATA.

#### Les accords inter compagnies

Il est possible que le contrat de transport international ne soit pas soumis à la convention de Montréal, mais à la convention de Varsovie. Le transporteur n'est alors tenu que d'une obligation de prudence et de diligence, il peut obtenir assez facilement son exonération en plaçant la due diligence. À supposer que le transporteur soit déclaré responsable, le passager accidenté, ou ses ayants droit, n'obtiennent alors qu'une réparation limitée.

Il est cependant envisageable que le transporteur aérien ait adhéré à l'IATA Intercarrier Agreement du 31 octobre 1995, par lequel le transporteur s'interdit de plaider sa non-responsabilité et d'invoquer la limite de réparation, au moins jusqu'à 100 000 DTS. La soumission de la responsabilité du transporteur à l'ancien système ne lèse pas les intérêts de la victime. Ce sont les nouveautés figurant dans la convention de Montréal qui s'appliquent. Cf. la thèse de Laurent Chassot, Les sources de la responsabilité du transporteur aérien international, note 416.

Le débat quant à l'opposabilité par le transporteur de ses conditions contractuelles au passager ou à l'expéditeur. Le voyageur qui fait l'acquisition du billet est invité à accepter formellement les conditions de transport fixées par le transporteur. On est en présence d'un contrat d'adhésion, art. 1110 du code civil. Le client ne discute rien, il s'incline s'il veut être transporté. Il ne s'agit pas d'un contrat conclu de gré à gré, le passager ne négocie pas grand-chose avec la compagnie aérienne.

L'art. 1119 du code civil décide à l'alinéa 1° : Les conditions générales invoquées par une partie n'ont d'effet à l'égard de l'autre que si elles ont été portées à la connaissance de celle-ci et si elle les a acceptées.

[Com. 6 septembre 2016, n° 15-12281 : un importateur charge Cargo Logistic de lui faire parvenir des coraux vivants, qui sont déclarés à la douane par les transitaires sous une position tarifaire d'exonération des droits de douane. La douane conteste, un redressement est notifié par la douane en 2005, une transaction intervient en 2008, droit de douane de 3,8 % et une amende pour l'importateur. Ce dernier agit en réparation en 2009 contre son mandataire Cargo Logistic. La cour d'appel déclare l'action prescrite, les conditions générales de la fédération des entreprises de transport prévoient un délai conventionnel de prescription d'un an. Cassation. Les clauses dérogatoires au droit commun contenues dans des conditions générales ne sont opposables au cocontractant que si elles ont été portées à sa connaissance et acceptées par lui. Les conditions générales de vente établies par la fédération des entreprises de transport ne figuraient ni sur le mandat ni sur les factures. Le délai de droit commun de la prescription extinctive est désormais de 5 ans, art. 2224 du code civil ; la durée de la prescription peut être abrégée par accord des parties, mais elle ne peut pas être réduite à moins d'un an, art. 2254 du code civil.]

L'obligation de communication de ses conditions générales incombe au professionnel, art. L. 441-6, I et III du code de commerce.

Il convient également de tenir compte des dispositions du code de la consommation qui peuvent apporter un éclairage sur la communication et implicitement sur l'opposabilité (en cas de non-communication) des conditions générales de transport édictées par le transporteur.

Ce code contient des dispositions propres à tous les contrats de fourniture de services.

L'article L. 111-1 prévoit avant même que le consommateur ne soit contractuellement lié que le professionnel communique au consommateur les informations relatives aux conditions contractuelles. Le texte toutefois renvoie à un décret la fixation du contenu précis de ces informations.

Une redondance est prévue à l'article L. 111-2, I : le professionnel met à la disposition du consommateur ou lui communique les informations complémentaires relatives aux conditions contractuelles, avec le même renvoi à un décret. Celui-ci précisant les informations complémentaires qui ne sont communiquées qu'à la demande du consommateur.

Ces règles (dont le non-respect est sanctionné par une amende administrative) s'appliquent sans préjudice des dispositions particulières en matière d'information des consommateurs propres à certaines activités. Droit commun et droit spécial se cumulent. Art. L. 111-4, II.

L'art. L. 113-3 décide que tout prestataire de services doit informer le consommateur sur les conditions d'exécution des services. Avec renvoi à des arrêtés ministériels.

On verra infra à propos de l'achat de billet opéré par voie électronique que le transporteur est tenu par le droit européen d'informer de façon très précise et détaillée la clientèle de ses conditions tarifaires.

(Voir l'arrêt de la chambre commerciale du 10 février 2015, n° 13-24539, l'espèce concerne, après un transport aérien, la phase terrestre d'un transport de marchandises Hermès depuis Pantin jusqu'à Londres, le camionneur remet les marchandises à un inconnu qui disparaît dans la nature, au lieu de faire la livraison entre les mains d'un préposé d'Hermès. Les assureurs ayant indemnisé l'expéditeur se prévalent d'une clause limitative de réparation contenue dans les conditions de transport du transporteur anglais. Le commissionnaire DHL ne justifie pas que les limitations d'indemnités convenues entre le transporteur anglais et DHL UK lui auraient été communiquées, ni qu'elles aient été portées à la connaissance de la société Hermès. Hermès n'avait pas consenti à ces stipulations limitatives de responsabilité. La cour d'appel n'avait pas d'ailleurs à faire application du droit anglais dans les rapports entre Hermès commettant et DHL commissionnaire)

Voir l'arrêt de la CJUE du 6 juillet 2017, Air Berlin, C-290-16, D. 2018.587, JCP E 2017.1495 note Dupont et Poissonnier.

Voir l'étude de Sandrine Clavel, Le passager aérien est-il un consommateur comme les autres ? , publiée aux Mélanges Neau-Leduc, spéc. p. 239.

w0x0w

## SOUS-CHAPITRE I. LA CONCLUSION DU CONTRAT DE TRANSPORT AÉRIEN

### Section I. La qualification du contrat

On considère communément que pour que le système de Varsovie ou de Montréal soit applicable, il est impératif que le contractant qui offre le déplacement aérien se soit engagé à fournir, à titre principal, un déplacement par la voie des airs. Ce déplacement vise à déplacer aussi bien des hommes, voyageurs, passagers, leurs bagages que des marchandises.

(On peut consulter sur la qualification les savantes explications figurant dans le Traité de Droit civil de Jacques Ghestin, Les effets du contrat, n° 56 à 146, LGDJ)

L'application de la CM est subordonnée à la conclusion préalable d'un contrat et d'un contrat qui reçoive au regard du droit uniforme la qualification de contrat de transport.

Un arrêt de la 1<sup>o</sup> Civile du 6 février 1996, Bull. civ. 1996.I. n° 71 p. 46, n° 93-20311, considère, dans un accident d'hélicoptère ayant causé la mort d'un alpiniste qui s'était blessé lors d'une chute et qui avait été secouru, qu'il y avait transport. Acheminer par aéronef des passagers constitue un transport aérien. L'hélicoptère s'était écrasé lors du transport du blessé du lieu de la chute vers l'hôpital.

L'arrêt de la cour d'appel est cassé, il avait considéré que le déplacement du blessé ne constituait pas une activité de transport trouvant en elle-même sa propre fin, mais s'était inséré dans un ensemble d'opérations ayant le sauvetage pour seul objectif.

L'arrêt de la cour de Paris, statuant comme cour de renvoi, considère qu'on était dans le cadre d'un transport aérien de personnes, Paris, 23 septembre 1998, D. 1998 IR 250

La CM met l'emphase sur le transporteur contractuel, même s'il est admis que le transport peut être de fait accompli par un autre transporteur que lui, transporteur effectif, transporteur de fait, le plus souvent un sous-traitant, un sous-transporteur. Voir l'intitulé du chapitre V.

(Un courant minoritaire, illustré jadis par le doyen Chauveau, préconise de faire application du système varsovien / montréalais en présence de tout déplacement accompli par la voie des airs, qu'il y ait contrat ou seulement relation de pur fait entre le transporteur et le transporté)

(Nul n'a toutefois jamais soutenu l'application de la CV/ CM au passager clandestin.)

(L'art. 1<sup>o</sup> al. 2 exige pour conférer le caractère international au transport la présence de stipulations des parties, le substrat contractuel est patent.)

Le caractère onéreux ou non de l'opération de transport

Le transport contre rémunération

Le contrat de transport implique pour la majorité des auteurs, au moins en droit interne, l'onérosité, il suppose une *rémunération*.

Il y a débat quant au concept de rémunération.

Il y a certainement rémunération si le passager paie une somme d'argent au transporteur.

On a considéré que la société Service aérien français ne fait pas du transport gratuit en effectuant le transport de personnes blessées en montagne, pour les conduire à l'hôpital. L'Administration procède au remboursement des frais engagés par la société. Les communes sont habilitées à exiger de la part des personnes secourues en montagne le remboursement des frais de secours qu'elles ont engagés à l'occasion d'accidents consécutifs à la pratique des activités sportives : Paris, 23 septembre 1998, D. 1998.IR.250. La recherche du profit n'est pas indispensable.

Il y a rémunération si le passager remet au transporteur de l'or, de l'argent ou des biens mobiliers quelconques ayant une valeur marchande.

Y a-t-il rémunération si le passager rend un service à l'auteur du déplacement en contrepartie de celui-ci ? Certains exigent chez le transporteur rémunéré la recherche du profit. Rien n'indique cependant que les rédacteurs de la CV ou de la CM aient adopté la conception française de l'acte de commerce, activité commerciale permettant l'exercice d'une profession commerciale. Un non-commerçant peut faire du transport aérien contre rémunération et ne pas devenir pour autant un professionnel car étranger à l'idée de spéculation. L'octroi d'une réduction ne devrait pas porter atteinte à l'onérosité de l'opération.

#### Le transport gratuit

Le système varsovien /montréalais s'applique également, en matière internationale, au transport *gratuit* du moment que celui-ci est effectué par une *entreprise* de transport aérien. Article 1° § 1° CM.

Certains objectent qu'il n'y a alors ni contrat de transport, ni même contrat.

En droit français interne terrestre, le transport bénévole ne reçoit pas de qualification contractuelle.

On pourrait soutenir que le transport accordé à titre gratuit a pour support un contrat de bienfaisance et non une relation de pur fait. La CM pour son application ne vise que le transport international. Comment sait-on qu'un transport est un transport international ? Il faut s'en tenir à la stipulation des parties. Gratuit ou contre rémunération, l'opération exige bien un échange de volontés, il est difficile de dire que le transporteur et que le passager sont des tiers étrangers l'un à l'autre. Le transporteur a remis au passager un titre de transport. Il s'est ainsi engagé à le déplacer. Ils se sont accordés sur le point de départ et sur le point de destination, par définition relevant de deux États distincts, tous deux ayant ratifié la convention de Montréal. Le système de la CM est un système spécifique, qui s'écarterait éventuellement des solutions et des qualifications retenues en droit interne.

(M.M. Naveau, Godfroid et Frühling dans la 2° édition de leur ouvrage présentent l'objection du transport effectué sur réquisition des pouvoirs publics. Réquisition non de l'aéronef mais réquisition du transporteur qui est forcé d'effectuer le vol. Ils considèrent un tel transport comme soumis à la CM, tout en niant sa qualification de contrat de transport. On pourrait répondre qu'il y a là une relation non contractuelle, relevant du droit public et non du droit privé et que la soumission à la CM est douteuse en l'absence de stipulations des parties quant au caractère international du déplacement, le requis ne consent pas, il ne contracte pas, il ne stipule pas, il s'incline devant la réquisition et il subit.)

#### Les transports atypiques

Certains transports atypiques relèvent de la CM, d'autres y échappent obéissant à un autre modèle contractuel, nommé voire innomé.

La jurisprudence est assez rare, ces transports suscitent la spéculation intellectuelle, ils échappent à la banalité.

#### *Les transports effectués par l'État et les transports militaires*

La CV de 1929 n'étaient pas applicables à tous les transports, échappaient à son empire les transports aériens

internationaux exécutés à titre de premiers essais par des entreprises de navigation aérienne en vue de l'établissement de lignes régulières de navigation aérienne, ainsi que les transports effectués dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne. Article 34. Les États pouvaient, d'après un protocole additionnel, effectuer une réserve aux termes de laquelle les transports effectués directement par les États ne seraient pas soumis à la CV.

Avec le protocole de La Haye de 1955, l'article 34 CV était abrogé.

L'article 26 excluait toute réserve au protocole, il permettait cependant à tout État de déclarer que la convention amendée ne s'appliquerait pas au transport effectué par ses autorités militaires.

En ce qui concerne la convention de Montréal du 28 mai 1999, elle s'applique aux transports effectués par l'État ou les autres personnes juridiques de droit public, article 2.

La convention, dans son article 57, exclut les réserves.

Tout État peut cependant déclarer que la CM ne s'applique pas

. aux transports aériens internationaux effectués et exploités directement par cet État à des fins non commerciales relativement à ses fonctions et devoirs d'État souverain ;

. au transport de personnes, de bagages et de marchandises effectué pour ses autorités militaires à bord d'aéronefs immatriculés dans ou loués par ledit État partie et dont la capacité entière a été réservée par ces autorités ou pour le compte de celles-ci.

Tout déplacement aérien ne donne pas lieu systématiquement à la conclusion d'un contrat de transport aérien. C'est la raison pour laquelle dans certaines circonstances il convient de se livrer à l'opération de qualification pour déterminer si l'opération aérienne donne lieu ou non à la conclusion d'un contrat de transport aérien.

#### *Les vols au service d'une opération de travail aérien*

Contrat de transport aérien ou contrat sui generis ?

Si un vol a pour objet principal la réalisation d'un travail aérien effectué par le client et non un simple déplacement d'un point à un autre, une certaine doctrine estimait qu'il ne donnait pas lieu à la conclusion d'un contrat de transport aérien. Le vol avait pour substrat un contrat qui n'était pas un contrat de transport. Emmanuel du Pontavice dans son traité, tome 2, n° 3163, voir également n° 3662, donnait cette solution, faisant appel aux travaux de François Terré sur la qualification.

Cette solution a été récemment consacrée en France par l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 15 janvier 2014, Bull. civ. 2014.I. n° 8, n° 12-12159, Revue droit tr. janvier 2014, commentaire 11 obs. Ph. D. en matière d'aviation légère et non en matière de transport commercial. Le déplacement est assuré par un aéro-club, accident mortel d'ULM, gratuité, était monté à bord un employé communal pour prendre des photos aériennes des berges de la Vienne pour les besoins de son activité professionnelle de technicien de rivière. La cour d'appel de Poitiers avait retenu la qualification de contrat de transport et de transport à titre gratuit. En l'absence de faute du pilote, la responsabilité de celui-ci n'était pas engagée. La Cour de cassation ne casse pas l'arrêt, mais procède à une substitution de motif, il n'y avait pas contrat de transport, mais travail aérien.

La CJUE ne semble pas disposée à adopter une telle solution du moment que le déplacement est l'œuvre d'un transporteur aérien communautaire.

La qualification de contrat de transport est retenue du moment qu'un acheminement par voie aérienne a été convenu entre les parties.

La solution, nette, a été donnée en 2015.

Elle pourrait sonner à terme par identité de raison le glas des solutions françaises. Même si, juridiquement parlant, la Cour de cassation peut maintenir sa solution si l'auteur du déplacement n'est pas un transporteur aérien communautaire, comme tel non soumis au règlement de 1997 et si la cause échappe ainsi au pouvoir d'interprétation de la CJUE à l'égard du droit national.

L'Oberster Gerichtshof, d'Autriche, en date du 9 janvier 2014, dans une affaire C-6/14, **WUCHER HELICOPTER** et Euro-Aviation c. Fridolin Santer, interroge la CJUE à propos de la situation d'un transporteur aérien communautaire qui reçoit à bord des salariés d'une entreprise gérant des pistes de ski. Le déplacement tend à un travail particulier, le déclenchement d'avalanches à partir de tirs menés depuis l'hélicoptère. L'un des salariés se trouvant à bord est un guide qui connaît bien les lieux, il lui est demandé sur instruction du pilote



d'ouvrir la porte de l'hélicoptère pendant une certaine durée, pour que l'artificier puisse larguer la charge explosive.

Le 9 février 2009, l'opération de déclenchement d'avalanche est en cours, la porte est légèrement entrouverte, mais une rafale de vent survient, la porte se rabat, Fridolin Santer ne peut pas lâcher à temps l'attache de la porte, il est grièvement blessé à l'articulation du coude.

M. Santer est blessé alors que la phase de travail aérien est enclenchée.

La victime agit contre la compagnie d'hélicoptère et l'assureur de celle-ci.

Le juge autrichien du premier degré considère le salarié comme un passager, mais fait application du droit interne autrichien.

L'instance d'appel écarte l'application de la convention de Montréal, le salarié indiquant le lieu des tirs destinés à déclencher l'avalanche n'est pas un passager, la compagnie est déclarée responsable et ne peut bénéficier de la limite de responsabilité.

La compagnie d'hélicoptère et son assureur portent l'affaire devant la cour suprême autrichienne.

Les auteurs du recours en révision prétendent que M. Santer devait être considéré comme un membre d'équipage.

La haute juridiction autrichienne demande si ce guide qui se trouve à bord est un passager au sens de la CM.

Ce qui était en jeu, c'était le domaine d'application du système de responsabilité prévu, par renvoi du règlement européen de 1997, par la convention de droit uniforme.

Il s'agit là d'une question de principe et l'on regrette de la voir tranchée, sans dépôt de conclusions de l'avocat général, comme s'il s'agissait d'un débat d'intérêt négligeable.

Si on s'inspirait de la dernière jurisprudence française, la réponse ne pouvait être que négative. Il n'existe pas de contrat de transport aérien entre Fridolin Santer et l'exploitant de l'hélicoptère, comme il n'existe pas de contrat de transport aérien entre l'exploitant d'ULM et le professionnel qui monte à bord pour se livrer à l'art de la photographie aérienne. Nous sommes en matière de travail aérien. La composante indéniable de transport aérien était mise au service d'une opération technique de largage d'explosifs.

La cour suprême autrichienne remarquait dans sa demande qu'un vol effectué avec un but spécifique est considéré par plusieurs juridictions non pas comme un transport commercial mais comme un « travail aérien ». La solution française n'était donc pas inconnue.

L'arrêt de la CJUE a été rendu en pleine connaissance de cause le 26 février 2015, C-6/14, *Juris Praxis Report*, *Transport- und Speditionrecht*, 2/2015, note Wolf Müller- Rostin, RFDA 2015.266 obs. interrogatives de Ph. Delebecque. Voir l'article de Laurent Chassot, RFDA 2016.5. Il ressuscite en partie les mânes du doyen Chauveau. Tout déplacement aérien convenu entre parties appelle a priori l'application de la CM, parce qu'il y a contrat de transport.

La CJUE devait déterminer dans un premier temps le domaine de l'assurance obligatoire prévue par le règlement n° 785/2004. Les transporteurs et plus largement les exploitants d'aéronefs doivent s'assurer pour couvrir leur éventuelle responsabilité envers les passagers, c'est ce que décide l'article 4. L'article 3 à la lettre g définit comme passager toute personne effectuant un vol avec l'accord du transporteur ou de l'exploitant d'aéronef, à l'exception des membres de l'équipage de conduite et de cabine. La cour estime que la victime ne relevait pas de l'équipage, ce qui nous semble évident, M. Santer est donc passager au sens du règlement, il peut se prévaloir de l'assurance responsabilité civile obligatoire incombant tant au transporteur qu'à l'exploitant aérien.

Ce qui est plus étonnant c'est lorsque la haute juridiction autrichienne, dans sa question préjudicielle, demande s'il faut assimiler le concept de passager visé par le droit européen en matière d'assurance obligatoire avec le passager de la convention de Montréal. Le règlement communautaire est une chose, la convention de droit uniforme en est une autre. On voit d'ailleurs mal comment peut-on mettre sur le même pied un règlement européen sur l'assurance obligatoire avec la majestueuse CM digne successeur de la CV qui a vocation de gouverner dans le monde entier la responsabilité des transporteurs aériens. La cour autrichienne ne semble pas avoir le sens de la hiérarchie.

Le débat était de savoir si M. Santer était ou non passager, lié avec l'exploitant par un contrat de transport aérien. Ce qu'il fallait déterminer plus largement, c'était si M. Santer qui était monté à bord d'un hélicoptère pour contribuer au déclenchement d'avalanche était déplacé dans le cadre d'un contrat de transport aérien - modèle de contrat nommé - conclu pour son compte par son employeur ou si l'opération relevait d'une opération de travail aérien, ce qui avait pour effet d'écarter l'application du droit uniforme et de faire de ce déplacement opéré à titre onéreux un contrat sui generis.

Lorsqu'une personne monte à bord d'un aéronef, cette personne n'est pas forcément membre d'équipage, ni forcément passager partie à un contrat de transport. D'autres cas de figure sont envisageables. On peut être à bord d'un aéronef en étant ni passager, ni pilote, ni membre de l'équipage. On peut être élève pilote, policier,

douanier, soldat, photographe, parachutiste, lanceur de pesticide, auxiliaire de lanceur d'explosif. On veut bien croire que l'absence de délivrance d'un billet de passage n'exclut pas que la personne à bord soit liée par un contrat de transport, même si la remise d'un titre de transport de la part de l'exploitant d'hélicoptère aurait été un indice très fort que ce dernier avait la volonté de se lier et d'exécuter un contrat de transport aérien. L'absence de délivrance d'un billet de transport permettait au minimum l'émission d'un doute.

La cour européenne n'a pas hésité à se livrer à l'art de la qualification et à faire appel à la dialectique du principal et de l'accessoire. Dans son raisonnement la Cour de Justice s'en tient à une qualification unitaire de la relation contractuelle.

La formule retenue par l'arrêt doit être notée : « l'objectif du vol en cause *au principal* a été le transport d'employés d'Oetztalet sur les lieux où ils étaient tenus d'effectuer leur travail quotidien ». Même si on peut faire remarquer en incidence que l'accident avait eu lieu à un moment où l'hélicoptère tournait dans le ciel et où M. Santer effectuait le travail qu'on lui avait demandé d'accomplir, on n'était ni à l'aller ni au retour, on était au cœur de l'expédition. L'arrêt utilise l'expression de principal, qu'on oppose à accessoire. L'objectif du vol au principal a été le transport d'employés sur les lieux de leur travail. La composante de transport l'emportait sur l'élément travail, accompli d'ailleurs non par l'exploitant de l'aéronef, mais par son cocontractant. On veut bien concevoir qu'en ce qui concerne le minutage et la dépense de carburant, l'aller et le retour ont eu probablement une durée plus longue que le temps consacré à repérer les lieux et à entrouvrir la porte de l'hélicoptère. La phase travail devait être brève, elle ne correspondait pas à la totalité du déplacement. La prestation majeure étant le transport, M. Santer a été amené sur le lieu de son travail, il devait être réputé passager au sens de la CM.

Il est vrai qu'on aurait pu soutenir exactement le contraire, l'objectif de l'expédition convenue entre l'exploitant de l'aéronef et son client, le gestionnaire des pistes, était de permettre aux salariés d'effectuer leur travail au-dessus des glaciers, l'acheminement en hélicoptère ne jouait qu'une fonction préparatoire et instrumentale. Ce que la cour appelle le principal aurait parfaitement pu être considéré comme accessoire. Comme l'écrit dans son ouvrage consacré au Droit des Transports publié chez Dalloz, n° 421, Madame Bon Garcin relatant la position de la jurisprudence française, le transport n'est pas caractérisé lorsque le déplacement n'est que l'accessoire d'un autre objectif. L'entreprise cliente en commandant le vol voulait la présence de ses techniciens, en altitude, au-dessus des pistes de ski, elle voulait un résultat, susciter artificiellement des avalanches. Le recours à l'hélicoptère n'était qu'un des moyens pour obtenir le résultat visé et non une fin en soi. Quant à l'exploitant de l'hélicoptère, son service consistait à acheminer grâce à son engin des techniciens au-dessus des glaces et de les laisser quelques minutes accomplir leur travail.

(On peut d'ailleurs penser qu'il eût mieux valu pour les protagonistes d'une telle expédition conclure un contrat d'affrètement, l'exploitant de l'engin mettant l'hélicoptère à la disposition de l'entreprise employant les techniciens artificiers et leur guide) (C'est ce qu'exprime l'arrêtiste allemand dans la note précitée)

En retenant la qualification de contrat de transport, l'arrêt de la CJUE se distancie ainsi de l'interprétation donnée en 2014 par la Cour de cassation ainsi que de celle retenue en l'espèce par la cour d'appel autrichienne, elle ne fait pas place à l'innomé.

À moins d'épouser la pensée du doyen Chauveau, à laquelle les auteurs contemporains n'accordaient plus crédit, le domaine de la CM demeurerait circonscrit à la relation contractuelle dans laquelle le déplacement était la finalité première du vol, ce qui signifiait a contrario la soumission au droit commun extra-conventionnel des situations où le « déplacé » se trouvait à bord pour effectuer un travail. Dans cet arrêt la composante de « travail aérien » du côté du salarié est jugée non pertinente pour retirer à l'opération sa qualification de transport.

Les contractants ne s'étaient pourtant pas accordés pour faire bénéficier les salariés d'une promenade aller- et-retour pour survoler des glaciers, mais pour conduire des techniciens sur un site au-dessus duquel ils devaient effectuer un travail matériel. La solution faisant de ces techniciens des passagers au sens de la CM donne une conception large du concept de passager, car dans la pratique habituelle de la navigation aérienne le passager soumis aux risques de la navigation aérienne joue un rôle passif pendant le transport. Il s'abandonne entre les mains du transporteur aérien pendant le passage, il lui confie sa vie et sa santé, il entend parvenir à destination, il ne contrôle pas à sa discrétion les portes de l'aéronef, il ne porte pas avec lui des explosifs pour les larguer à terre ! La CV utilisait l'expression de voyageur pour désigner le cocontractant du transporteur aérien, il est difficile de voir dans ces salariés des personnes faisant comme Ulysse un beau voyage, ils ne sont pas des vagabonds ou des gyrovagues, ce sont des travailleurs que leur employeur fait monter à bord d'un hélicoptère pour qu'ils puissent accomplir un travail manuel et intellectuel subordonné. Le transporteur n'ignorait pas la finalité du vol que voulait son client, il était patent qu'il ne s'agissait pas d'un voyage aérien banal.

Le règlement de 1997 édicte certes des règles impératives, mais sauf fraude à la loi elles ne valent que s'il y a un contrat de transport et non un contrat voisin.

La réglementation européenne - ainsi le règlement n° 965/2012 - distingue d'ailleurs les situations où l'aéronef est utilisé à des finalités de transport commercial de celles où l'appareil aérien est affecté à une exploitation spécialisée, comme l'agriculture, la publicité ou la photographie. Voir infra le développement concernant le

travail aérien.

L'interprétation donnée par l'arrêt fait désormais autorité. La CJUE refuse toute tentative de restreindre le champ d'application de la CM. Ce qui d'ailleurs n'est pas forcément un inconvénient pour les déplacés et constitue, nous dit le professeur Jean-Pierre Tosi, peut-être un élément de simplification. Il y aura contrat de transport chaque fois qu'une personne se trouve à bord d'un aéronef avec l'accord de l'exploitant, d'autant qu'on n'attache pas d'effet catégorisant à la finalité pour la satisfaction laquelle le déplacé se trouve objet du déplacement, qu'il accomplisse un voyage au sens habituel du terme, qu'il poursuive une finalité ludique ou que le séjour à bord soit la condition nécessaire pour effectuer un travail d'ordre technique, commercial ou scientifique. La CJUE instaure quasiment une présomption en faveur de la qualification de transport montréalais chaque fois qu'une personne navigue en avion dans un cadre contractuel. On applique ainsi le système de droit uniforme à des situations marginales pour lesquelles il n'avait en 1929 manifestement pas été conçu.

Voir V. Le Guillou et G. Arguerolles, Responsabilité civile des transporteurs aériens, Revue Lamy Droit civil, juillet-août 2015, n° 128, p. 18

Dans un arrêt postérieur, mais concernant un accident survenu en 1993 à des pompiers professionnels d'Avignon, la haute juridiction française écarte la qualification de contrat de transport au profit de celle de travail aérien. Une convention avait été conclue en 1987 entre l'aéro-club d'Orange et le service de surveillance des incendies du département du Vaucluse, SDIS 84. L'objet de cette convention était d'effectuer le déplacement d'observateurs aériens lors d'opérations de guet aérien. Le pilote est tué, deux sapeurs-pompiers sont blessés. L'objet principal de ce vol était la réalisation d'un travail aérien et non un simple déplacement d'un point à un autre. Le vol n'avait pu donner lieu à la conclusion d'un contrat de transport aérien avec l'association, 1<sup>o</sup> chambre civile, 15 juin 2016, n° 14-28141.

On retrouve la question de qualification avec la demande de décision préjudicielle posée le 26 avril 2022 par la juridiction de Presov.

Affaire C-283/22, DZ, Eo, YE, MP c. le ministère slovaque de l'intérieur.

Le contentieux oppose les proches parents de la victime au ministère slovaque de l'intérieur, il trouve son origine dans un accident mortel d'un hélicoptère d'État survenu sur une zone militaire le 10 mai 2017 lors d'un exercice de formation au sauvetage ouvert à des pompiers et à des secouristes.

L'accident doublement mortel est survenu lors d'un exercice d'hélicoptère effectué par deux secouristes en formation, l'un opérant comme sauveteur et l'autre comme la personne secourue.

Le secouriste en formation, qui était membre de l'unité de lutte contre l'incendie, s'est accroché au treuil avant d'y accrocher la civière du figurant blessé.

Une manœuvre malencontreuse a dû survenir, l'hélicoptère a chuté et s'est écrasé au sol.

Les demandeurs réclament au ministère slovaque de l'intérieur des dommages intérêts, ils se prévalent de la réglementation européenne en matière de transport aérien, ils demandent l'application de la convention de Montréal du 28 mai 1999, prétendant que la victime était un passager.

La qualification de contrat de transport aérien ne relève pas ici de l'évidence, la composante de recours à un aéronef se faisait plus largement dans le cadre d'une opération de formation et d'exercice destinée à des pompiers. Qu'il y ait accident aérien, soit ; transport aérien, c'est plus que douteux.

Les leçons de pilotage ne relèvent pas en France d'un transport. Le travail aérien, non plus. Les victimes effectuaient un exercice pour se former.

On peut estimer que l'opération n'intervenait pas dans le cadre d'un acte de transport aérien,

le litige devant être soumis au droit interne slovaque propre aux accidents survenus au personnel s'exerçant pour assurer des missions d'intérêt général.

Le contexte n'indique pas nettement si la victime effectuant cette mission spéciale était un fonctionnaire de l'État slovaque. Il y aurait eu un contrat entre l'État et l'employeur de la victime.

Il se serait alors agi d'un accident du travail.

Le ministère slovaque, le défendeur, prétend que la victime relevait du personnel de cabine, ce qui est douteux, il exclut cependant l'application au litige de la convention de Montréal.

L'assureur, mieux inspiré, argumente pour exclure une telle opération de la catégorie transport.

Le tribunal de Presov demande si la victime avait la qualité de passager aérien.

La victime ne se trouvait pas à bord d'un aéronef lors de l'accident.

Pour que l'article 17 CM s'applique, il faut que l'accident se soit produit " à bord " de l'aéronef, ce qui n'était pas le cas, l'article vise également l'accident mortel survenu lors des opérations d'embarquement. L'élève

secouriste devait en principe, si l'opération avait réussi, monter avec le blessé dans l'hélicoptère. Il avait quitté le sol en étant accroché au treuil relié à l'hélicoptère. Il suivait les indications du pilote et celles de l'opérateur de bord. On peut soutenir qu'il y avait en l'espèce un acte d'embarquement.

À notre humble avis, un tel litige ne devrait pas être gouverné par la convention de droit uniforme, ces opérations marginales ne relèvent pas d'une opération de transport. La convention de droit uniforme n'a pas été conçue pour gouverner ce type de contentieux. Un transport suppose un passage d'un lieu à un autre, même si on connaît le transport avec retour à la case départ. Un passager s'abandonne entre les mains du transporteur, il lui confie sa vie, sa personne, il joue ordinairement un rôle passif. Les faits de l'espèce s'éloignent sensiblement de ce schéma. Le précédent de l'arrêt Wucher pouvait cependant conduire à la solution contraire.

Même à supposer retenue la qualification de transport, la soumission du litige à la CM est plus que douteuse. L'application de la CM suppose l'organisation d'un transport de personnes résultant de stipulations convenues entre transporteur et passager. Il est douteux que la victime ait stipulé quoique ce soit avec l'exploitant de cet hélicoptère de police, la victime était un pompier secouriste, elle effectuait un exercice nécessaire pour assurer sa formation, il est douteux qu'elle ait conclu un contrat de transport avec le ministère de tutelle, elle était en service, elle ne se trouvait dans une relation contractuelle d'égal à égal avec l'État de Slovaquie.

Il n'est pas également certain que l'État slovaque, propriétaire et opérateur du vol, ait détenu en l'espèce la qualité de transporteur titulaire d'une licence communautaire. Il s'agit pourtant d'une condition requise pour que la CM propre au transport international, gouverne, par renvoi du règlement communautaire de 1997, un transport interne. À moins que le droit interne slovaque, comme en France, soumette également les transports internes non commerciaux à la CM.

La demande de renvoi parle d'une opération gratuite de transport. La CM n'est applicable à un transport à titre gratuit que s'il est opéré par une entreprise. On peut hésiter à qualifier le ministère slovaque de l'intérieur d'entreprise, alors qu'il patronnait un exercice de protection civile, compétence qui relève de la mission régaliennne de l'État.

Le règlement européen de 1997 étant inapplicable au litige, la CJ est, semble-il, incompétente pour donner quelque interprétation que ce soit.

L'arrêt a été rendu par la Cour de Justice le 16 novembre 2023.

Il nie l'existence en l'espèce d'un " transport ".

L'arrêt, dans ses attendus, commence par statuer, comme la juridiction de renvoi le demandait, sur l'applicabilité au litige de la convention portant droit uniforme.

La CM ne pouvait s'appliquer en l'espèce que par renvoi opéré par le règlement n° 2027/97, le vol opéré par l'hélicoptère n'ayant aucune dimension internationale.

La finalité de l'opération effectuée par l'hélicoptère n'était pas le déplacement de personnes vers un point de destination autre que le point de départ, mais l'exécution d'une formation spécialisée des membres du corps des pompiers et secouristes, sous forme d'exercice d'hélicoptérisme, réalisée dans la zone militaire d'un aéroport. L'affaire se distingue de celle ayant donné lieu à l'arrêt Wucher du 26 février 2015, dans cette dernière affaire, l'objectif du vol était le transport d'employés vers les lieux où ils effectuaient leur travail, pour les ramener ensuite sur le lieu du décollage.

L'opération en cause ne relève pas du champ d'application de la convention de Montréal, en tant que transport international ou transport effectué par un État.

L'opération ne relève pas non plus du champ d'application du règlement n° 2027/97. Ce règlement étend l'application de la CM aux transports aériens effectués sur le territoire d'un seul État, l'application des dispositions de ce règlement requiert l'existence de tels transports. Un transport aérien effectué sur le territoire d'un seul État membre fait défaut en l'occurrence.

Une telle formation, au cours de laquelle est survenu un accident, ne peut pas être qualifiée de transport international, de transport effectué par l'État ou de transports aériens effectués sur le territoire d'un seul État.

La CM ne pouvait pas fonder un droit à indemnisation au bénéfice des ayants droit de la personne accidentée.

La solution donnée par la CJ concernant les opérations de formation des pompiers et secouristes se trouve en harmonie avec celle concernant les leçons de pilotage, qui sont exclusives de tout transport à l'égard de l'élève apprenant à piloter.

### *Les vols de démonstration d'aéronef*

La jurisprudence soumet au droit commun les vols de démonstration, alors que l'éventuel acquéreur est monté à bord à l'invitation du constructeur pour apprécier les qualités de l'aéronef. Il ne s'agit pas d'un contrat de transport aérien, mais d'une opération sui generis qui prend sa place dans le processus des pourparlers précédant

la conclusion d'un contrat de vente.

*Le vol d'observation aérienne dispensé par le propriétaire d'un bien foncier à l'acquéreur éventuel de ce dernier  
Le déplacement aérien accompli dans le cadre de pourparlers de vente immobilière*

Une dame résidant en Autriche monte en août 2010 à bord d'un autogire en Andalousie pour observer et regarder de haut la propriété agricole mise en vente par le pilote, propriétaire de l'immeuble et de l'aéronef. Un tiers est déclaré comme détenteur de l'appareil aérien et souscripteur de l'assurance auprès d'Axa société allemande. La passagère est accidentée. La victime agit non contre le pilote mais contre le détenteur de l'aéronef et contre l'assureur de celui-ci. Il s'agissait d'un vol en circuit fermé, départ et atterrissage à Medina Sidonia. L'opération aérienne prenait place dans le cadre de pourparlers de vente. Il s'agissait d'un vol de démonstration, qui n'avait pas pour finalité la vente de l'aéronef piloté mais de favoriser la cession de la parcelle survolée.

Le tribunal autrichien de Korneuburg a présenté, le 12 mai 2014, une question préjudicielle dans cette affaire *Éléonore Prüller- Frey c. Norbert Bronig et Axa, C-240/14*, concernant un vol d'observation aérienne, alors qu'il y avait un projet de transaction immobilière entre la passagère et le pilote. Le tribunal demande s'il faut appliquer la CM ou le droit national.

A priori, ce vol n'avait pas pour un objet un transport aérien, il s'agissait d'un vol effectué à titre gratuit pour permettre à la passagère d'observer un immeuble mis en vente par le pilote de l'avion pour qu'elle en fasse l'achat. Contrat de transport aérien, relation de fait, contrat innomé, prestation offerte lors de pourparlers ? Le système de Montréal (par renvoi du règlement n° 2027/97 du 9 octobre 1997) est-il à applicable ? Il est possible que ce vol soit considéré comme constituant une opération de transport compte tenu du précédent tiré de l'arrêt *Wucher Helicopter* rendu le 26 février 2015. Transport aérien au début, observation visuelle au milieu du trajet, retour en direction de l'aérodrome. La composante « transport » serait donc le principal.

Les conclusions de l'avocat général Maciej Szpunar ont été déposées le 20 mai 2015.

L'avocat général ne se pose même pas la question de savoir si cet accident est intervenu dans le cadre de l'exécution d'un contrat de transport aérien, il l'admet implicitement, il soutient cependant l'inapplicabilité à la cause du règlement européen de 1997 et par ricochet de la CM, le détenteur de l'appareil ultra léger étant un simple particulier n'étant pas et n'ayant pas à être titulaire d'une licence d'exploitation communautaire. L'accident relèverait ainsi, non du règlement européen, mais de la loi nationale (autrichienne ou espagnole) qu'il conviendrait de déterminer conformément aux principes du droit international privé : le pilote et la passagère sont apparemment autrichiens, la passagère est autrichienne, le défendeur réside aussi bien en Autriche qu'en Espagne, mais le sinistre s'est produit en Espagne.

Une certitude : la CM sera écartée du débat, il n'y a pas contrat de transport international, le vol ne relève pas du règlement de 1997 à raison du caractère non professionnel de l'auteur du déplacement aérien.

(Il ne relevait pas non plus du règlement de 1997, parce qu'il s'agissait d'un transport à titre gratuit qui n'était pas effectué par une entreprise de transport mais par un simple particulier) (Il était également douteux que le vol ait eu un contrat de transport pour support, point négligé par l'avocat général qui semble estimer que la question ne se posait pas.)

Il convient d'abord dans cette affaire de déterminer la compétence juridictionnelle : la juridiction autrichienne est-elle compétente au regard des dispositions européennes en matière de conflit de juridictions ? C'est ce que prétend la victime, prétention à laquelle s'opposent les codéfendeurs. Le détenteur de l'avion doit prétendre résider en Espagne, l'assureur Axa possède son siège en Allemagne.

Si la juridiction autrichienne affirme sa compétence, il lui appartient de régler le conflit de lois, en déterminant la nature de la relation entre le pilote ou le détenteur et la passagère.

S'agit-il d'une relation contractuelle ou seulement d'un rapport extra contractuel ?

On peut soutenir que c'est à raison d'une relation convenue que la candidate à l'achat est montée dans l'ULM pour observer l'immeuble à vendre. Il y aurait eu la conclusion d'un contrat d'observation aérienne qui se serait insérée dans la phase de pourparlers. Si la nature contractuelle est affirmée, il conviendra de déterminer si elle mérite d'entrer dans la catégorie des contrats de transport. Si c'est le cas, il faudra retenir la loi applicable en

matière de transport de personnes telle qu'elle désignée par le règlement de Rome I. S'il n'y a pas transport mais une prestation de services ou une relation contractuelle innommée, le droit commun de Rome I sera appliqué. Si on admet au contraire que le déplacement par avion n'a pas été opéré sur le fondement d'un contrat, il faudra se référer au règlement de Rome II, ce qui est la thèse la victime demanderesse. L'article 12 contient des solutions spécifiques à la culpa in contrahendo. Le considérant 30 du règlement Rome II du 11 juillet 2007 indique cependant à propos de la culpa in contrahendo que, si une personne subit des dommages corporels au cours de la négociation d'un contrat, l'article 4 du règlement ainsi que d'autres dispositions pertinentes devraient s'appliquer, et non celles de l'article 12 qui ne viseraient que les obligations non contractuelles présentant un lien direct avec les tractations menées avant la conclusion d'un contrat. Le droit autrichien serait alors compétent en application de l'article 4 § 2 si la victime et l'auteur du dommage résident tous deux en Autriche. En l'absence de résidence habituelle commune dans le même pays, ce serait la loi du pays où le dommage survient qui serait applicable, art. 4, § 1, donc le droit espagnol. Ce qui serait, selon l'avocat général, l'intuition du tribunal autrichien telle quelle ressortirait du libellé de la question préjudicielle.

Une belle affaire d'intérêt pécuniaire mineure, mais posant de belles questions. On se demande si la question préjudicielle n'a pas été posée prématurément, alors qu'il aurait été sans doute préférable de résoudre au préalable un certain nombre de difficultés. La CJUE n'est pas compétente pour trancher le litige dans sa globalité, elle n'a pas à résoudre la totalité du cas pratique, elle n'est pas appelée à donner une consultation magistrale, elle n'a pas à se substituer au tribunal normalement compétent auquel il appartient d'exercer dans sa plénitude son pouvoir juridictionnel, elle n'est là que pour donner l'interprétation d'une disposition obscure ou ambiguë relevant des actes de l'UE.

L'arrêt rendu par la CJUE le 9 septembre 2015, D. 2016.1050 observations H. G.T., RTD EUR. 2016.664 obs. L. Gard, nous laisse un peu sur notre faim. Les pourparlers de vente ne portaient pas sur une maison mais sur une plantation d'aloès. Nous apprenons également que si le vol a été donné en tant que pilote par le propriétaire de l'autogire, ce n'est pas celui-ci qui avait conclu le contrat d'assurance avec Axa. L'assurance avait été prise en mai 2009 par un tiers, possédant davantage d'heures de vol, afin de bénéficier d'une prime d'un montant plus intéressant, tiers déclaré comme détenteur de l'appareil. On ne sait s'il s'agit seulement d'une habileté à finalité financière, ou si cette détention est purement fictive. L'arrêt ne fait pas état de la conclusion d'une location ou d'un prêt conclu entre les deux compatriotes. La victime de l'accident agit non contre le pilote auteur du déplacement, propriétaire de l'aéronef et de la plantation, auteur de l'offre de vente, mais contre l'assuré souscripteur détenteur, dont on se demande quelle place tient-il dans la survenance de l'accident. La victime, en l'absence (apparente) de tout contrat avec le souscripteur, se place sur le terrain de la responsabilité extra contractuelle.

Il n'en demeure pas moins que, classiquement, pour déterminer si le système de droit uniforme est applicable, il est exigé une relation contractuelle qualifiée contrat de transport entre l'auteur du déplacement et son passager tué ou blessé, même si la situation du transport gratuit est quelque peu différente. Sa nature contractuelle est ordinairement mise en doute, bien que le passager ne soit monté à bord qu'avec l'assentiment du transporteur professionnel.

L'arrêt écarte en l'espèce l'application de la convention de Montréal sur renvoi du règlement de 1997 modifié en 2002, le défendeur n'étant ni une entreprise de transport aérien titulaire d'une licence d'exploitation valable, ni un transporteur aérien communautaire. Le déplacement n'entrait pas dans les conditions d'application du règlement de 1997, le renvoi à la CM était exclu. L'arrêt n'en qualifie pas moins ce déplacement comme un vol local effectué à titre gratuit. La victime était transportée à titre gratuit pour un vol d'observation aérienne d'un bien immobilier dans le cadre d'un projet de transaction immobilière avec le pilote de l'aéronef. La qualification de transport est retenue, même si la solution ne relève plus désormais du droit européen mais du droit interne.

#### *Les vols effectués par le personnel salarié*

Le personnel salarié de la compagnie et qui sert à bord relève du droit du travail et n'est pas lié par un contrat de transport quand il voyage dans l'exercice de ses fonctions. La CM joue en revanche quand les intéressés n'accomplissent pas leur fonction de travailleur subordonné et voyagent pour leur commodité. La situation devrait être identique si l'exploitant aérien fait monter à bord des ingénieurs, agents ou techniciens appelés à effectuer à bord, comme indépendants, un travail pour le compte de l'exploitant.

[La cour administrative d'appel de Lyon, dans deux décisions du 6 août 2020 rendues en matière fiscale, a été appelée à déterminer si une opération de sauts en parachute biplace, s'analysait en un contrat de transport de passagers.

EURL Angel parachutisme, qui exerce sur l'aérodrome de Chalon, revendiquait (au lieu du taux normal de 20

%) le taux réduit de 10 % de TVA applicable aux transports de voyageurs. La société faisait décoller un avion, elle acheminait son client en altitude jusqu'à un point de largage en vol ; le client était ensuite largué, accompagné d'un parachutiste professionnel, qui assurait seul la manipulation du parachute ; avait lieu ensuite l'atterrissage et le client était ramené à son point de départ. La décision indique que l'opération s'effectue grâce à deux aéronefs, l'avion et le parachute, empruntés successivement p d'un point d'origine d'un point d'origine à un point de destination. Elle considère que l'opération forme un tout, on peut y voir une prestation de transport, mais elle ne permet pas d'assurer le transport de voyageurs, car elle n'a pas pour objet le déplacement d'un client d'un lieu à un autre. La décision cite les textes : le transport aérien est toute opération consistant à acheminer par aéronef des passagers d'un point d'origine à un point de destination à titre onéreux. La SARL Centre de parachutisme Paris-Nevers, proposant à Nevers des sauts de parachute en tandem, formait une requête analogue.]

## Section II. Les parties au contrat de transport

### Sous- Section I. Les contractants dans le transport de passagers

Philippe Delebecque, L'évolution du transport de passagers, Études offertes à Geneviève Viney, LGDJ, 2008, p. 307

Olivier Cachard, Les conventions uniformes régissant les transports internationaux et les règles de droit international privé de l'Union européenne : symbiose, indifférence ou rejet ? Travaux du comité français de droit international privé, 2012-2014, séance du 23 novembre 2013, publié en mai 2015, p. 19, aux éditions Pedone.

Olivier Cachard, Le transport aérien international de passagers, cours professé en août 2014 à l'Académie de droit international de La Haye, cours publié en 2015, volume 373, du recueil des cours de l'académie ; cette savante étude a été également publiée comme livre de poche de l'Académie, ADI-Poche, en décembre 2015, 290 p.

Variations juridiques sur le thème du voyage, ouvrage collectif, direction L. Condé, actes du colloque de l'IFR-n° 21, LGDJ, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, avril 2015

Nous avons, au nombre des contractants, le transporteur d'une part, celui qui obtient l'engagement du transporteur et qui le rémunère d'autre part.

## INTRODUCTION

### **Gagner ou quitter l'aéroport**

(Ce développement est étranger au transport aérien, il ne relève pas de l'objet de ces notes qui constituent un traité informel de droit aérien et spatial, il ne s'agit ici pour l'auteur que de tenter de mémoriser quelques renseignements sommaires sur la régulation des techniques de transport permettant à un passager de gagner ou de quitter un aéroport.)

Si on envisage la situation d'un candidat au voyage aérien demeurant fort loin de l'aérodrome international, unique carrefour pour prendre un vol devant le mener aux antipodes, il est vraisemblable qu'il empruntera plusieurs modes de transport, le transport routier, le transport ferroviaire, ou déjà un transport aérien le menant de sa province dans l'aéroport de la capitale. On peut être en présence d'un transport multimodal.

Les pouvoirs publics favorisent les liaisons ferroviaire / aérienne, permettant au lyonnais ou à la marseillaise de prendre un train grande vitesse à la Part Dieu ou à la gare Saint Charles pour gagner Roissy et prendre ensuite l'envol en direction de l'Amérique ou de l'Australie.

Le passager, qui a son domicile dans la capitale ou dans une grande métropole provinciale, doit parvenir à l'aérogare (ou la quitter) par ses propres moyens, par un moyen de transport individuel ou collectif. Il y a là une perte de temps et d'argent. Le passager peut parfois mettre plus d'une heure ou deux entre le moment où l'avion atterrit et le moment où il rentre chez lui ou accède à sa chambre d'hôtel.

Les moyens personnels : le passager peut venir en voiture jusqu'à l'aéroport, il peut laisser jusqu'à son retour sa voiture dans un lieu de stationnement.

Certains voyageurs peuvent avoir recours au co-voiturage, défini par l'article L. 3132-1 du code des transports, remontant à une loi du 17 août 2015 : c'est la situation lorsqu'un véhicule terrestre à moteur est utilisé en commun par le conducteur (qui fait un déplacement pour son propre compte) qui prend avec lui un ou plusieurs passagers. L'opération est effectuée à titre non onéreux, excepté le partage des frais. On parle d'économie collaborative.

Comment un simple particulier apprend-il qu'un conducteur est disposé à pratiquer le co-voiturage ?

Le bouche-à-oreille fonctionne.

Il existe des organisateurs de systèmes de mise en relation de personnes souhaitant pratiquer le co-voiturage, qui mettent en relation les intéressés moyennant finance. Ils ne commettent pas d'infraction pénale, car ils ne rapprochent pas des clients avec un transporteur faisant du transport à titre onéreux. Cf. art. L. 3141-1, 4° CT.

Il arrive que le voyageur en quittant l'aérogare prenne une voiture en location.

Si le passager a recours aux transports publics, il s'adresse en France à des transports publics collectifs ou particuliers. Certains sont réguliers, d'autres à la demande.



i. « Les transports publics collectifs »

Certains transports publics sont dits « réguliers » (les itinéraires, arrêts, horaires, tarifs, sont publiés à l'avance), d'autres sont « à la demande » (en fonction de la demande des usagers, avec un véhicule d'une capacité déterminée par la loi.)

Transports réguliers  
Services occasionnels

α) Le passager peut gagner l'aéroport ou le quitter en ayant recours aux transports publics « réguliers ».

Les pouvoirs publics s'efforcent de doter les grands aérodromes d'une gare de chemin de fer ou d'une station de métro ou de tram, afin de les relier au centre-ville.

La loi Macron du 6 août 2015 prévoyait à son article 8 la publication d'une ordonnance pour faciliter la réalisation d'une infrastructure entre Paris et l'aéroport Paris-Charles De Gaulle. C'est l'ordonnance n° 2016-157 du 18 février 2016 qui prévoit la réalisation d'une infrastructure ferroviaire entre Paris et l'aéroport Paris Charles de Gaulle. L'État attribue à une société (détenue majoritairement par SNCF Réseau et Aéroports de Paris) une concession de travaux ayant pour objet la réalisation et l'exploitation de cette infrastructure ferroviaire entre la gare de Paris Est et la gare de l'aéroport. Des terrains seront expropriés. Une loi du 28 décembre 2016 a ratifié l'ordonnance et apporté quelques modifications au code des transports. Art. L. 2111-3 CT.

Les préfets de Seine Saint Denis, Seine et Marne et Val d'Oise ont pris un arrêté du 24 octobre 2018 autorisant la création et l'exploitation de la ligne 17 Nord du réseau de transports du grand Paris express.

Cette ligne de métro largement souterraine est destinée à assurer la desserte des aéroports de Paris CDG et du Bourget.

Des associations ont demandé au tribunal de Montreuil d'annuler cet arrêté.

La cour administrative d'appel de Versailles considère le 19 novembre 2020, n° 20VE00338, que la législation alors en vigueur attribue à la CAA de Paris la compétence pour connaître en 1° ressort des litiges relatifs aux actes afférents aux infrastructures et voiries nécessaires à l'organisation des jeux olympiques de 2024 ; le dossier est renvoyé à celle-ci.

L'État choisira l'exploitant du service de transport de personnes, en respectant les principes de transparence, d'égalité de traitement des candidats et de libre accès à la commande publique.

L'État accorde un prêt à la société concessionnaire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Charles de Gaulle.

La Commission a autorisé l'aide publique consacrée à la construction de la liaison.

Le décret n° 2018-668 du 27 juillet 2018 est relatif au taux d'intérêt de ce prêt.

Pour assurer le financement de cette infrastructure, l'article 1609 ter viciés CGI appelé à devenir l'article L. 422-26-1 du code des impositions prévoit à compter du 1° avril 2026 la perception d'une taxe « Contribution spéciale CDG-Express ».

Cette taxe sera due par les entreprises de transport aérien effectuant à titre onéreux des services de transport aérien au départ ou à l'arrivée de l'aéroport Paris Charles De Gaulle.

Seront exemptés les vols locaux et les évacuations sanitaires d'urgence.

La taxe est due pour chaque vol commercial. La taxe est assise sur le nombre de passagers embarqués ou débarqués. Le tarif de la taxe est fixé est de 1,40 euro par passager embarqué ou débarqué.

La taxe est perçue par le comptable public du budget annexe Contrôle et exploitation aériens, BACEA.

Le comptable public verse mensuellement le produit de la taxe à la société affectataire, qui est la société mentionnée à l'article L. 2111-3 CT.

Les gares d'Orly aéroport devraient être reliées par une ligne de métro jusqu'à la gare de Versailles Chantiers, cf.

décret n° 2021-26 du 14 janvier 2021.

Certaines compagnies aériennes, certains transporteurs, mettent en place des transports de navette entre la ville et l'aéroport.

Le syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais Tillé organise un service entre la porte Maillot et l'aéroport de Tillé. Une entreprise privée, Frethelle, a par ailleurs lancé le projet d'un service régulier interurbain de transport par autocar entre Paris 12<sup>e</sup> avenue Armand Rousseau et l'aéroport de Beauvais.

Le projet concurrençait le service organisé par l'aéroport.

Le syndicat mixte a tenté en vain de faire interdire un tel service.

Conseil d'État, 16 février 2018, n° 410242 : l'article L. 3111-18 du code des transports permet aux entreprises de transport public routier de personnes d'assurer des services réguliers interurbains. Il existe cependant certaines limites propres aux transports de moyenne distance. Si la liaison projetée prévoit deux arrêts distants de 100 km ou de moins de 100 km, il faut effectuer une déclaration auprès de l'autorité de régulation des activités ferroviaires et routières, ARAFER.

Une autorité organisatrice de transport peut alors, sur avis conforme de l'autorité de régulation, interdire les services lorsqu'ils sont exécutés entre des arrêts, alors que la liaison est assurée sans correspondance par un service régulier que cette autorité organise, et si ces services portent une atteinte substantielle à l'équilibre économique de la ligne de service public de transport susceptible d'être concurrencée (ou à l'équilibre économique du contrat de service public de transport).

L'ARAFER avait émis un avis défavorable sur l'interdiction du service rival que prononçait le syndicat mixte de l'aéroport. L'argument était que la liaison projetée par Frethelle ne constituait pas une liaison similaire à celle organisée par le syndicat mixte de l'aéroport de Beauvais.

Le syndicat mixte a demandé l'annulation de l'avis défavorable formulé par l'autorité de régulation.

Pour que l'autorité organisatrice de transport puisse interdire une liaison rivale, il faut que la liaison projetée soit identique ou similaire quant au point d'origine et au point d'arrivée. L'article R. 3111-37 CT considère qu'il y a une ligne similaire en Ile de France si le point d'origine de la liaison envisagée se trouve à 10 km de la ligne existante. Or en l'espèce, la liaison organisée par le syndicat mixte part de la porte Maillot, la liaison projetée partait du 12<sup>e</sup> arrondissement. Il y a plus de 10 km entre ces deux points.

Faute de similitude, l'ARAFER ne pouvait pas émettre d'avis défavorable à l'organisation de ligne par Frethelle.

### β) Les services occasionnels

Certains exploitants pour concurrencer les taxis et rechercher une faille dans la réglementation ont fait du transport, qu'ils avaient présenté comme du transport public routier collectif, régi par l'art. 29 de la LOTI de 1982, ce qui supposait au moins deux passagers. Ces exploitants se présentaient comme des chauffeurs capacitaires de transport public léger. Le véhicule ayant moins de 10 places.

Ces véhicules souvent ne transportaient qu'une seule personne.

C'est le préfet qui délivre l'autorisation.

La licence pour le transport intérieur de personnes par route n'autorise le transport occasionnel de personnes qu'après commande préalable et délivrance d'un billet individuel ou collectif indiquant le nom des personnes transportées, leur destination et le prix du voyage quel que soit le lieu de prise en charge.

La presse parlait des « lotis » au macaron violet. Ce sont des auto-entrepreneurs qui travaillent en lien avec des sociétés leur louant un véhicule.

Ils trouvaient des clients grâce aux plates-formes de réservation, qui permettent à des demandeurs de déplacement de trouver un chauffeur.

### Le droit positif

Titre I<sup>o</sup>, Les transports publics collectifs

Chapitre II, Exécution des services occasionnels,

art. L.3112-1 et -2 CT.

Le législateur tient compte des zones géographiques d'exercice.

Il faut distinguer selon les capacités de l'engin de transport.

La France, moins les grandes villes

Le I de l'art. L. 3112-1 CT concerne les services occasionnels de transport public collectif.

S'ils sont exécutés avec des véhicules motorisés comptant, outre le siège du conducteur, 8 places assises maximum, ils sont alors soumis au II et au III de l'art. L. 3120-2.

Il s'agit alors d'un renvoi partiel aux transports publics particuliers.

Ce ne sont pas des taxis, ils n'ont pas leur privilège, ils ne disposent pas d'un emplacement pour stationner, ils ne peuvent pas être hélés par les clients sur la voie publique, loués à la place ils doivent faire l'objet d'une réservation préalable.

Les grandes villes : 100 000 habitants

Le II de l'art. L. 3112-1 est restrictif en ce qui concerne l'Île de France et les grandes agglomérations.

Lorsque le point de départ et le point d'arrivée d'un transport occasionnel sont dans le ressort territorial d'une même autorité organisatrice soumise à l'obligation d'établissement d'un plan de déplacements urbains en application des articles L. 1214-3 et L. 1214-9, le service occasionnel est exécuté exclusivement avec un véhicule motorisé comportant, outre le siège du conducteur, plus de 8 places assises.

En clair, le service occasionnel ne peut pas être assuré à l'intérieur d'une telle zone par un petit engin. Il est réservé aux gros engins. Le permis D est alors requis.

[Avec les opérateurs de plateforme d'intermédiation numérique de transport public routier collectif de personnes, l'intermédiaire permet aux candidats voyageurs d'être transportés par un transporteur faisant, à titre occasionnel, du transport public routier collectif de personnes.]

Le contenu du contrat de transport conclu entre le transporteur et les personnes transportées

Tout contrat passé pour l'exécution de services occasionnels doit comporter des clauses précisant l'objet de la prestation et son prix, les droits et obligations des parties, l'affectation du personnel de conduite, les caractéristiques du matériel roulant ainsi que les conditions d'exécution du service notamment en fonction des personnes ou des groupes de personnes à transporter, art. L. 3112-2 CT.

Le transporteur a droit à une juste rémunération, par renvoi à l'art. L. 1431-1.

Existence de contrats-types.

## ii. « Les transports publics particuliers »

Le législateur, à côté des "transports publics collectifs", réglemente étroitement au Titre II du livre I° les "transports publics particuliers", au nombre desquels figurent notamment les déplacements effectués par les taxis et les voitures de transport avec chauffeur (VTC).

### Dispositions générales

Les voyageurs peuvent pour se rendre à l'aéroport avoir recours (par opposition aux transports publics collectifs) aux "transports publics particuliers" réglementés par le code des transports aux articles L. 3120-1 et suivants.

Le professionnel dispose de véhicules de moins de 10 places, il fait du transport à titre onéreux. Il n'y a pas alors transport privé routier de personnes.

Ces véhicules ne peuvent pas être loués à la place, sauf s'ils sont l'objet d'une réservation préalable. Article L. 3120-2.

Le professionnel est à la recherche de la clientèle, d'autant qu'il faut désormais compter avec les innovations techniques comme la géolocalisation et l'appel par Smartphone.

Le débat est actuellement âpre en ce domaine, certains clients faisant état de tarifs prohibitifs et de services de qualité moyenne offerts par les professionnels. Les professionnels du déplacement des clients se livrent parfois à des combats douteux. La matière connaît l'instabilité législative. La législation figure tant dans le code des transports que dans celui du travail. La législation récente est marquée par une loi Thevenoud du 1° octobre 2014, insérée dans le code des transports, dont la constitutionnalité et la conformité au droit européen avaient été mises en doute, à tort, par certains. Cette législation a été complétée par un décret du 30 décembre 2014. Une réforme partielle a été opérée par la loi Macron du 6 août 2015. Une nouvelle réforme est apportée par la loi Grandguillaume du 29 décembre 2016. Cette législation n'est pas tellement tournée vers le client, elle assure souvent la défense d'intérêts corporatistes, maintient souvent les avantages acquis et freine l'offre de transport. La matière est également rendue complexe à raison - les affaires du droit transitoire - d'un régime d'exploitation soumis à la loi nouvelle et du maintien des situations antérieures acquises.

De nouvelles réformes sont intervenues avec la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des

mobilités, avec la loi du 8 octobre 2021 sur les transports, avec des ordonnances du 21 avril 2021 et du 6 avril 2022, avec la loi du 24 janvier 2023 relative à l'organisation du ministère de l'intérieur.

Les 4 roues

Les transporteurs proprement dits : taxis et VTC

C'est essentiellement la situation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur, qui est soumise à des dispositions communes figurant aux articles L. 3120-1 à 3120-6 CT.

Les véhicules ont en principe moins de 10 places.

La loi pose, en ce qui concerne les conducteurs, des exigences d'aptitude et d'honorabilité, art. L. 3120-2-1.

Ce sont les chambres des métiers et de l'artisanat qui évaluent les conditions d'aptitude professionnelle. Il y a un examen. Art. 23, 4° bis, du code de l'artisanat. Certains craignent en ce domaine des pratiques malthusiennes.

Les conducteurs doivent être titulaires d'une carte professionnelle, art. L. 3120-2-2.

Le conducteur d'un véhicule de transport public particulier encourt un avertissement ou le retrait de la carte professionnelle en cas de violation de la réglementation, art. L. 3124-11 CT.

Assurance RC professionnelle obligatoire, art. L. 3120-4.

Contrôle par l'autorité publique et obligation de lui communiquer des statistiques, art. L. 3120-6.

### Les taxis

La clientèle peut avoir recours à un *taxi* pour être déplacée.

Les taxis, selon l'article L. 3121-1 CT, sont des véhicules automobiles comportant, outre le siège du conducteur, huit places assises au maximum, munis d'équipements spéciaux et d'un terminal de paiement électronique.

Le propriétaire du véhicule ou l'exploitant effectue, à la demande de la clientèle, à titre onéreux, le transport particulier des personnes et de leurs bagages.

La profession de taxi est étroitement réglementée, elle peut apparaître privilégiée.

La liberté d'entreprendre n'existe pas en ce domaine. On est dans le domaine de l'économie administrée.

Pour les libéraux, la concurrence ne s'exerce guère ou à tout le moins pas suffisamment.

L'activité de conducteur de taxi est subordonnée à la délivrance d'une carte professionnelle par l'autorité publique, art. L. 3121-10 CT.

L'arrêté du 28 juin 2018 donne le modèle de la carte professionnelle de conducteur de taxi, délivrée par la préfecture pour une durée de validité de 5 ans.

La caractéristique et l'avantage du taxi, c'est qu'il dispose d'un emplacement sur la chaussée publique, où il se trouve dans l'attente de clients, et qu'il prospecte la clientèle, en état d'offre de transport, en roulant sur la voie publique.

Le propriétaire ou l'exploitant de taxi doit être titulaire d'une autorisation de stationnement sur la voie publique. Art. L. 3121-1 du code des transports. Il existe ainsi des stations de taxi.

Le taxi fait des déplacements dans le ressort ou en dehors du ressort de son autorisation de stationnement.

C'est l'autorité administrative qui délivre les autorisations de stationnement. Art. L. 3121-1-1. Durée : 5 ans.

Si l'autorité délivre de nouvelles autorisations de stationnement, ceci n'ouvre pas droit à indemnité au profit des titulaires d'autorisation avant la promulgation de la loi Thevenoud de 2014. Les anciens devront subir la concurrence des nouveaux arrivants.

L'art. R. 3121-4 indique les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de stationnement. Il s'agit en principe du maire, art. L. 2213-33 du code général des collectivités territoriales. Les communes font désormais parties de structures de coopération inter communales, c'est en ce cas le président de cette structure qui délivre les autorisations aux exploitants de taxi, l'autorisation valant pour une, plusieurs ou toutes les communes concernées, art. L. 55211-9-2.

La loi réglemente la procédure de délivrance des nouvelles autorisations de stationnement, art. L.3121-5. La délivrance n'est pas de droit. Les textes instaurent un *numerus clausus*. L'autorité compétente pour délivrer les autorisations de stationnement fixe le nombre d'autorisations de stationnement offertes à l'exploitation dans la ou les zones de compétence, elle délimite le périmètre du ou des ressorts géographiques de ces autorisations, art. R.

3121-5. La loi instaure la pratique de listes d'attente. Le candidat s'inscrit sur une liste d'attente, il doit avoir une carte professionnelle délivrée par le préfet. Il attend que l'administration lui délivre le sésame de l'autorisation de stationnement. La loi instaure une priorité en faveur des titulaires de la carte qui justifie de l'exercice de l'activité de conducteur de taxi pendant 2 ans au moins au cours des 5 ans précédant la date de délivrance, art. L. 3121-5 al. 3. Il s'agit de permettre aux conducteurs salariés de devenir indépendants et de se mettre à leur compte.

Le taxi circule dans la rue pour être hélé par la clientèle. Il démarché ainsi la clientèle. On parle de maraude. Les taxis bénéficient d'un monopole légal à la pratiquer. Article L. 3121-11 du code des transports. Les taxis n'ont pas ainsi à faire l'objet d'une réservation préalable. Si le véhicule circule avec le voyant vert, il est libre, il est en état d'offre de transport. Il n'a pas à être sollicité au préalable. Le client hèle le taxi. Celui-ci s'arrête, il prend le client.

(Condamnation pénale pour exercice illégal de la profession de taxi, art. L. 3120-2, II du code des transports, sans autorisation de stationnement d'un exploitant de VTT qui était garé à Roissy en attente de voyageurs qui récemment débarqués étaient démarchés par un tiers, les clients n'avaient pas fait de réservation préalable. La loi nouvelle de 2014 n'incrimine plus le défaut de carte professionnelle, art. L. 3124-4 CT, Criminelle, 27 octobre 2015, n° 14-84134)  
(Un autre arrêt de la même date, Criminelle, n° 14-84135, concerne le même individu condamné une seconde fois pour des faits semblables, exercice illégal de l'activité de taxi sans autorisation de stationnement)

Ce monopole est territorial, il ne joue pas pour toute la France, l'exploitant ne détient cette prorogative exorbitante du droit commun que dans une zone déterminée, qui est le ressort de l'autorisation défini par l'autorité supérieure. En dehors du ressort de l'autorisation de stationnement, les conducteurs de taxis relèvent du droit commun, ils ne peuvent prendre en charge des clients sur la voie ouverte sur circulation publique que sur justification d'une réservation préalable. Art. L. 3121-11 du code des transports.

L'article L. 3121-11-1 prévoit la création d'un registre national indiquant la disponibilité et la localisation du taxi en temps réel sur le territoire national.

#### Les modes d'exploitation

Les autorisations délivrées avant le 1<sup>o</sup> octobre 2014  
La loi ne requiert pas une exploitation personnelle, art. L. 3121-1-2, I, alinéa 2.  
L'exploitant titulaire d'une ou plusieurs autorisations de stationnement peut exercer en ayant recours à des salariés. Il peut faire assurer l'exploitation par un locataire gérant, ou par une société coopérative ouvrière de production.

Le droit nouveau  
L'exploitant exploite à titre personnel l'autorisation de stationnement.  
On peut en déduire l'interdiction désormais du salariat.  
C'est ce qui semble ressortir de la nouvelle rédaction de l'art. L. 3121-1-2, I, 1<sup>o</sup> alinéa, du code des transports.  
Exploitation effective et continue, art. L. 3121-1-2, II, CT.

Le taxi dispose d'un taximètre, d'un dispositif lumineux extérieur "taxi" (vert, le taxi est libre ; rouge, le taxi est en charge ou il est réservé), d'une imprimante pour imprimer la note à payer, d'un terminal de paiement électronique.  
Le passager peut payer dans le véhicule par carte bancaire, art. L. 3121-11-2 CT.  
Le pouvoir exécutif réglemente les tarifs des courses de taxi.  
La réglementation est plus précise pour les taxis parisiens, lyonnais, niçois et cannois.  
Le décret du 7 octobre 2015 est relatif aux tarifs des courses de taxi.  
Arrêtés du 2 et du 6 novembre 2015.

On relève un certain contentieux entre taxis s'accusant mutuellement de concurrence déloyale, si l'un vient stationner sur le territoire de la commune voisine.  
Com. 3 février 2015, n° 13-17434, guerre picrocholine entre un taxi de la Grande Motte et un taxi de Palavas les Flots. Rabelais a séjourné à Montpellier ! Le taxi de Palavas subit plusieurs reproches : ne pas avoir respecté le tarif des courses de taxi fixé par le préfet, ne pas disposer sur le véhicule d'un dispositif extérieur lumineux et d'une plaque.

La cession d'entreprise

C'est le caractère onéreux de la cession qui est en jeu.

Il faut distinguer entre les taxis installés avant 2014 et les autres.

La situation des taxis installés avant le 1<sup>o</sup> octobre 2014

Les taxis étaient titulaires d'une licence délivrée initialement gratuitement par l'administration.

Une patrimonialisation s'était en fait instaurée.

L'exploitation pouvant être assurée par des salariés ou par un locataire-gérant.

Dans la pratique, les taxis cédaient moyennant finance cette licence pourtant acquise à titre gratuit, parfois pour un prix élevé, 100 000 à 200 000 euros.

Ce régime est consacré par la loi et il subsiste pour les taxis installés avant le 1<sup>o</sup> octobre 2014. Art. L. 3121-2, alinéa 2.

Cette faculté de présentation est subordonnée à l'exploitation effective et continue de l'autorisation de stationnement pendant une durée de 15 ans à compter de la date de la délivrance de l'autorisation de stationnement ou de 5 ans à compter de la première mutation.

L'article L. 3121-3 prévoit d'autres hypothèses où les entreprises de taxis peuvent présenter à titre onéreux un successeur à l'autorité administrative.

Tel est le cas de la disposition légale prévoyant la cessation d'activité, la fusion avec une entreprise analogue ou une scission, de la part d'entreprises exploitant plusieurs autorisations délivrées avant la promulgation de la loi du 1<sup>o</sup> octobre 2014.

Cette faculté de présentation d'un successeur est ouverte en cas de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire de l'entreprise débitrice.

La faculté de présenter le successeur est également ouverte en cas d'incapacité définitive des titulaires d'autorisations de stationnement délivrées avant la promulgation de la loi du 1<sup>o</sup> octobre 2014.

En cas de décès du titulaire d'une autorisation de stationnement, ses ayants droit bénéficient de la faculté de présentation pendant un an.

Le montant des transactions figure sur le registre des transactions, L.3121-4 , R. 3121-10.

En ce qui concerne les taxis installés après le 1<sup>o</sup> octobre 2014, l'article L. 3121-2, 1<sup>o</sup> alinéa CT, prohibe la cession à titre onéreux de l'autorisation de stationnement. L'autorisation de stationnement est incessible.

L'intéressé est cependant titulaire d'une clientèle, il peut mettre le fonds en location gérance, art. L.144-5, 10<sup>o</sup>, du code de commerce.

Dans l'hypothèse où l'administration délivre de nouvelles autorisations de stationnement, les titulaires d'autorisations délivrées avant 2014 ne peuvent prétendre à une indemnité. Art. L. 3121-5.

## Les VTC

La VTC désigne la **Voiture de Transport avec Chauffeur**

La clientèle peut avoir recours, pour son déplacement, à une VTC, *Voiture de Transport avec Chauffeur*.

Art. L. 3122-1 et suivants du code des transports.

On parlait jadis de chauffeur de grande ou de petite remise.

Les exploitants mettent à la disposition de leur clientèle une ou plusieurs voitures de transport avec chauffeur - dans des conditions fixées à l'avance par les parties.

On est dans le cadre de transports publics particuliers.

Le client contacte l'exploitant de VTC, l'exploitant n'étant pas forcément le conducteur de la voiture.

L'exploitant détient une ou plusieurs voitures. C'est lui qui contracte avec le client, il assure le transport, il est lié par un contrat de transport avec le déplacé.

L'exploitant, soit exploite en personne, soit emploie un ou plusieurs salariés.

La loi limite la concurrence que peuvent faire les exploitants de VTC aux taxis.

La loi permet l'activité d'entreprises qui exploitent une ou plusieurs voitures de transport avec chauffeur.

Le conducteur est l'exploitant de la voiture ou un salarié.

Les VTC obéissent à un régime moins favorable que les taxis.

La VTC ne stationne pas dans un endroit précis, il ne peut pas être hélé, il doit faire l'objet d'une réservation. Le client appelle et fait une réservation par combiné.

La VTC ne peut prendre un client sur la voie publique que s'il y a eu une réservation préalable. C'est le client qui fait la démarche. Art. L. 3120-2, I.

La VTC ne doit pas s'arrêter, stationner ou circuler sur la voie ouverte à la circulation publique en quête de clients. La maraude lui est interdite. La maraude est le monopole des taxis.

La VTC ne doit pas stationner sur la voie ouverte à la circulation publique à l'abord des gares et des aéroports (ou de leur enceinte) au-delà d'une certaine durée (une heure, art. D. 3120-3) précédant la prise en charge du client qui a effectué une réservation préalable, art. L. 3120-2, II, 3°.

Si la VTC a amené un client à l'aéroport et s'il n'a pas de réservation de la part d'un autre client, il doit s'éloigner rapidement des lieux.

Quant à l'article L. 3122-9, il prévoit que dès que le conducteur a achevé la prestation qui lui avait été commandée, donc dès qu'il a terminé d'effectuer la course, il doit retourner à l'établissement de l'exploitant, ou bien il doit se tenir hors de la chaussée dans un lieu où le stationnement est autorisé. Il se tient à l'arrêt, il ne roule pas. L'obligation de retour à la base ne joue pas si le conducteur détient une réservation préalable ou fait état d'un contrat avec le client final. Cette obligation de retour n'existe pas selon le Conseil constitutionnel si le conducteur n'est plus en mission.

Tant qu'il n'y a pas de réservation, les exploitants ne doivent pas informer les clients potentiels de la localisation et de la disponibilité de véhicule. Article L. 3120-2, III. La décision du Conseil constitutionnel du 22 mai 2016, de la seule localisation du véhicule ou de la seule disponibilité du véhicule. Les personnes faisant du transport public particulier de personnes peuvent informer le client du temps à attendre entre le moment de la réservation et l'arrivée du véhicule.

Les VTC, semble-t-il, ne peuvent pas utiliser les couloirs de circulation réservés aux bus et ouverts aux taxis.

Les exploitants de voitures de transport avec chauffeur sont inscrits sur un registre régional. Art. L. 3122-3 CT. 170 euros sont exigés pour les frais d'inscription. L'inscription est renouvelable tous les 5 ans.

Il existe une signalétique des voitures de transport avec chauffeur, il faut apposer une vignette sur le véhicule (macaron rougevc).

L'exploitant n'est pas forcément le conducteur du véhicule. Car il y a la possibilité du recours au salariat. Le chauffeur de la voiture peut être alors un salarié.

## Les conducteurs

Ils sont les salariés de l'exploitant, cf. art. L. 3122-4 al. 2 : Les exploitants emploient un ou plusieurs conducteurs.

Les conducteurs des véhicules faisant des transports particuliers doivent répondre à des conditions d'aptitude professionnelle.

Il existe un examen en vue d'obtenir le certificat de capacité professionnelle de conducteur d'un véhicule de transport public particulier, art. R. 3120-7. L'arrêté du 2 février 2016 est relatif à la formation et à l'examen de conducteur de voiture de transport avec chauffeur, JO du 3 février. Arrêté modifié par un arrêté du 18 mars 2016, JO du 20 mars 2016.

On prévoit la création de centres de formation agréés pour former les conducteurs, art. R. 3120-9 CT. Un arrêté du 2 février 2016 est relatif aux conditions d'agrément des centres de formation de conducteurs de voiture de transport avec chauffeur.

L'arrêté du 6 avril 2017 concerne les épreuves des examens d'accès aux professions de conducteur de taxi et de conducteur de voiture de transport avec chauffeur.

Arrêté modifié par l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2018.

Les candidats à l'examen déposent un dossier d'inscription. Détenir un permis de conduire de la catégorie B, il faut payer des droits d'examen.

Les conducteurs doivent détenir une carte professionnelle délivrée par l'autorité administrative. Article L. 3120-2-2 CT. Art. R. 3120-6.

Visite médicale périodique, art. D. 3120-5

Il y a une formation continue obligatoire, art. R.3122-14 CT. Avec une attestation de suivi à la clef.

L'arrêté du 11 août 2017 est relatif à la formation continue des conducteurs de taxi et des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur. Cette formation continue obligatoire est dispensée au sein d'un centre de formation

agrée. Chaque session de formation est organisée spécifiquement, soit pour des conducteurs de taxi, soit pour des conducteurs de voiture de transport avec chauffeur.

Les intéressés étudient le droit du transport public particulier de personnes, ils sont formés à la sécurité routière, à l'anglais, à la gestion, à la prévention.

L'accès au métier de conducteur n'est donc pas facilité.

Ce qui favorise les professionnels installés mais ne fait pas l'affaire de la clientèle astreinte à des tarifications qu'elle juge élevées.

Le Conseil constitutionnel a censuré le 15 janvier 2016 la disposition de l'article L. 3121-10 du code des transports prévoyant l'incompatibilité de l'activité de conducteur de taxi avec celle de conducteur de voiture de transport avec chauffeur. Il y a là, a-t-il décidé, une atteinte excessive à la liberté d'entreprendre. Le professionnel exerce, suppose-t-on, cette double activité à des moments différents.

L'arrêté du 7 septembre 2017 fixe le modèle des cartes professionnelles de conducteur de voiture de transport avec chauffeur. La carte professionnelle a une durée de validité de 5 ans à compter de sa délivrance.

Les exploitants de voitures de transport avec chauffeur peuvent se voir décerner un label de qualité du moment qu'ils offrent aux passagers des prestations répondant à des normes de qualité particulières, art. L. 3122-4-1 CT.

## Les 2 et les 3 roues

Des entreprises peuvent être propriétaires de véhicules motorisés à 2 ou 3 roues (motocyclettes et tricycles à moteur), ils sont conduits par le propriétaire ou son préposé, ces engins peuvent être utilisés pour assurer le transport de la clientèle et de ses bagages. Les chauffeurs doivent présenter des exigences de capacité (on a prévu des centres de formation de conducteurs des 2 ou 3 roues). L'arrêté du 16 février 2018, JO du 25 avril, concerne les programmes et l'examen d'accès à la profession de conducteur de véhicule motorisé à 2 ou 3 roues. On évalue la capacité d'expression et de compréhension en langue française et en langue anglaise. Il y a une épreuve sur la prise en charge du passager.

Si le candidat est étranger à l'UE, il fait état de son passeport et de l'autorisation de travail de l'article L. 5221-2 du code du travail.

Les véhicules doivent être adaptés.

L'entreprise de transport doit être titulaire d'un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile en matière de véhicule (il doit s'agir de la responsabilité vis-à-vis des tiers) et de transport de personnes (il doit s'agir de la responsabilité à l'égard des passagers).

L'activité à titre onéreux est subordonnée à la délivrance d'une carte professionnelle. Art. L. 3123-1, R. 3123-1, et suivants du code des transports.

L'arrêté du 28 juin 2018 donne le modèle des cartes professionnelles de conducteur motorisé à 2 ou 3 roues fabriquées par l'imprimerie nationale. Ces cartes ont une durée de validité de 5 ans, à compter de la date de leur délivrance.

Le client encore jeune et vigoureux montant en selle et muni d'un casque pourra ainsi parcourir rapidement la distance entre la ville et l'aéroport et éviter en partie les bouchons.

### iii Le transport privé routier de personnes

L. 3131-1 à 3133-1 CT

C'est le titre III du livre I°.

#### Les services privés de transport

Ce sont les transports organisés par les personnes publiques, les entreprises, les associations, pour les besoins normaux de leur fonctionnement, principalement pour le transport de leur personnel ou de leurs membres. Art. L. 3131-1 CT.

L'article L. 3132-1 concerne le covoiturage.

L'article L. 3133-1 concerne les services de transport d'utilité sociale.

Ils sont organisés par des associations, à titre non onéreux, au bénéfice de personnes dont l'accès aux transports publics collectif ou particulier est limité du fait de leurs revenus ou de leur localisation géographique.



L'association peut demander aux bénéficiaires une participation aux coûts qu'elle supporte pour l'exécution du service.

#### iv. Les activités de mise en relation

À côté des transporteurs proprement dits, on a vu apparaître à l'époque contemporaine des firmes qui, sans prétendre transporter elles-mêmes des passagers, organisent des transports de particuliers en mettant en relation des demandeurs d'une prestation de transport avec des petits transporteurs ou conducteurs adhérents de leur réseau. Tout le monde a entendu parler du phénomène UBER.

Tout le débat va consister à savoir si ces intermédiaires le demeurent réellement ou s'ils sont en réalité des entreprises de transport, les conducteurs étant leurs salariés.

Les intermédiaires : l'activité d'entremise entre la clientèle de particuliers et les transporteurs de passagers.

Se sont créées ces dernières décennies dans le monde des entreprises d'intermédiaires qui, sans se livrer ouvertement et en personne au transport de personnes, se donnent pour objet de rapprocher des contractants. Le législateur entend réguler étroitement l'activité de ces entreprises qui font de la mise en relation entre transporteurs et passagers.

Le législateur permet l'existence d'entreprises qui ne transportent pas de clients, mais qui font une activité d'intermédiaire, mettant en relation des transporteurs et des clients, demandeurs d'une course.

L'activité n'est licite que s'il s'agit de mettre en relation les passagers avec des exploitants qui exercent légalement.

Des hommes d'affaires ont mis en place des structures permettant à des particuliers de contacter des conducteurs susceptibles de les déplacer, ainsi pour assurer la desserte d'aéroports.

Faisons un peu d'histoire récente, avant de présenter sommairement les solutions légales.

Les débuts de l'aventure UBER

C'est la figure d'**UBER** qui a eu, dans nombre de pays, dans les premiers temps, les honneurs de la gazette et qui a suscité l'intervention législative.

Il s'agit d'une firme ayant son siège à San Francisco et voulant étendre son modèle dans le monde entier. Cette société ne se présente pas comme une entreprise de transport, il ne s'agit pas d'une entreprise de taxis, il ne s'agit pas d'une entreprise gérant des VTC, il ne s'agit pas de co-voiturage. Cette société californienne tente d'implanter ses pratiques commerciales et de constituer des réseaux dans le monde entier. Uber se présentait initialement comme un intermédiaire entre un particulier désireux de transporter et un client demandeur. Uber fait du courtage, la société rapproche un conducteur et un candidat à déplacer. Si cette société Uber ne transporte pas, elle est en fait un organisateur de transport. Le candidat au transport actionne son smartphone, la société reçoit un appel, elle contacte le conducteur le plus proche appartenant à son réseau pour faire le transport demandé. Le véhicule qui transporte le client est conduit par un chauffeur professionnel ayant constitué une société, voire par un conducteur auto-entrepreneur théoriquement indépendant, voire - c'est ici que le bât blesse - par un amateur qui entendait arrondir ses fins de mois (travaillant souvent en fait au noir). C'était Uberpop. Le client paie par carte.

Le procédé empiète sur les pratiques des taxis et des chauffeurs de VTC. Le gouvernement avait manifesté son

hostilité, même si l'expérience Uber avait pour elle des défenseurs et que le jugement à l'égard des pratiques des taxis (rareté, coût, refus d'assumer certaines courses) n'est pas toujours très favorable auprès du public. Le législateur ne permet pas de déplacer des clients à titre onéreux en dehors des modèles légaux.

Sont seuls autorisés à pratiquer les activités de transport public particulier de personnes à titre onéreux, les taxis, les voitures de transport avec chauffeur, les véhicules motorisés à 2 ou 3 roues ainsi que les entreprises de transport routier pouvant effectuer les services occasionnels mentionnés au chapitre II du titre I° de la 3° partie du code des transports.

Ceux qui feraient du transport sans être habilités sont en infraction.

L'art. L. 3124-7 CT punit pénalement celui qui concurrence les VTC, sans en avoir les titres.

En ce qui concerne l'activité d'entremise, l'art. L. 3124-13 CT sanctionne pénalement le fait d'organiser un système de mise en relation de clients avec des personnes qui se livrent aux activités mentionnées à l'art. L. 3120-1 (c'est à dire des prestations de transport routier de personnes effectuées à titre onéreux avec des véhicules de moins de 10 places) sans être ni des taxis ni des voitures de transport avec chauffeur.

Les poursuites, au civil et au pénal, contre Uber

Le milieu des taxis a ouvert le contentieux contre UBER, un jugement du tribunal de commerce de Paris du 12 décembre 2014 a été rendu en 1° instance. L'affaire est ensuite venue devant la cour d'appel de Paris. La chambre commerciale a été saisie et dans un arrêt du 23 juin 2015 a renvoyé l'affaire devant le C.C., à propos de la constitutionnalité de l'injonction faire à UBER de cesser de proposer au public un service de mise en relation avec des clients.

UBER faisait valoir que la disposition légale (ouvertement anti Uber) concernant l'activité d'intermédiaire méconnaissait la liberté d'entreprendre.

La décision du Conseil constitutionnel, publiée le 22 septembre 2015, affirme la conformité à la Constitution de l'alinéa I° de l'article L. 3124-13 du code des transports. Le législateur n'a pas institué une peine manifestement disproportionnée en punissant de 2 ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende le fait de mettre en relation des clients avec des chauffeurs non professionnels. L'incrimination tend à assurer le respect de la réglementation de l'activité de transport public particulier de personnes à titre onéreux.

Geny-Tandonnet, L'habillage juridique de solutions discriminatoires contre les VTC et l'avenir du modèle d'Uber, D. 2015.2134

Denis Broussolle, Uber, taxis et co-voiturages : fin de la saga ? Semaine juridique G, 2 novembre 2015, 1197.

Uber France et ses dirigeants ont fait l'objet de poursuites pénales. Les sites internet citent plusieurs décisions de condamnation.

Ainsi un arrêt de la cour de Paris du 7 décembre 2015, cité par Legalis, condamne la SAS Uber France comme coupable de délits de pratique commerciale trompeuse, la société était l'auteur de communications commerciales incitant les consommateurs et les conducteurs à participer au service de transport à but lucratif par des particuliers UBERPOP, en donnant l'impression que ce service était licite, ce qu'il n'est pas.

Un arrêt de la chambre criminelle du 28 novembre 2023, n° 22-80.577, met en scène des conducteurs d'une voiture de transport ainsi qu'une société adepte apparemment du modèle Uber. Les animateurs et la société sont condamnés du chef de pratique commerciale trompeuse par promotion radiophonique d'un service faussement présenté comme licite, de complicité d'exercice illégal de l'activité d'exploitant de taxi reproché à 66 chauffeurs et d'organisation illégale d'un système de mise en relation de clients avec des personnes se livrant au transport routier.

Les chauffeurs avaient commis l'infraction d'exercice illégal de l'activité d'exploitant de taxi entre 2014 et 2015. Ils prenaient en charge des clients à la suite de réservations préalables passées via le service mis en place par la société, sans rentrer au lieu d'établissement de l'exploitant de la voiture entre deux courses. Les chauffeurs stationnaient ou circulaient sur la voie publique dans l'attente d'une réservation. L'autorisation de stationnement est réservée aux seuls conducteurs de taxi.

Les dirigeants et la société étaient complices d'exercice illégal de l'activité d'exploitant de taxi.

La CJUE a été saisie du phénomène UBER, au moins dans sa première figure.

Les premières décisions concernent des hypothèses de conducteurs amateurs non professionnels, cette situation

semble appartenir au passé. Le phénomène Uber porte désormais sur le concours de conducteurs professionnels, dont l'indépendance est douteuse.

Une première affaire, Asociacion Professional Elite Taxi, C- 434/15, a donné lieu à des conclusions déposées le 11 mai 2017 par l'avocat général (polonais) Maciej (Matthieu) Szpunar.

Cette association professionnelle regroupe des chauffeurs de taxi de Barcelone. Elle a demandé au tribunal de commerce de la cité comtale de condamner la société Uber Systems Spain pour concurrence déloyale envers les chauffeurs d'Elite taxi. Ni Uber Espagne ni les propriétaires et chauffeurs de véhicules entrant dans le réseau UBER ne détiennent les licences et les agréments prévus par le règlement sur les services de taxi de l'agglomération de Barcelone. UBER se prévalait d'une directive européenne sur la société de l'information (avec le bénéfice de la liberté de la prestation de services) : le client en effet entre en contact avec UBER en usant d'un smartphone.

L'avocat général considère que le service rendu par UBER est un service mixte, une partie par voie électronique, l'autre partie, non. UBER permet à des hommes à faire du transport urbain de passagers, ces hommes suivent les conditions fixées par UBER, ils sont liés avec UBER par le contrat d'utilisation de l'application. Les chauffeurs sont propriétaires ou locataires des véhicules de transport. Uber fixe en fait le prix du service, qui varie selon la distance et la durée du trajet. UBER prélève une commission sur le prix de la course.

Uber n'est pas un simple et banal intermédiaire entre les chauffeurs et les passagers. C'est un organisateur et un opérateur de services de transport urbain. Les clients ne cherchent les chauffeurs que dans le but d'être transportés d'un point à un autre.

C'est le transport qui est la principale prestation. UBER ne rend pas un service de la société de l'information. Il en ressort que les États ont la possibilité de réglementer de telles activités. Les États peuvent réglementer l'activité de transport.

L'arrêt a été rendu par la Cour de Justice le 20 décembre 2017, statuant en grand 'chambre. Il reprend assez largement l'analyse qui avait été proposée par l'avocat général.

Le service d'intermédiation consistant à mettre en relation un chauffeur non professionnel utilisant son propre véhicule, et une personne souhaitant bénéficier d'un déplacement urbain constitue en principe un service distinct du service de transport. En l'espèce cependant le fournisseur du service d'intermédiation (UBER) crée une offre de services de transport urbain, rendu accessible par des outils informatiques. Le service d'intermédiation est partie intégrante d'un service global dont l'élément principal est un service de transport et répondant de la qualification de service dans le domaine des transports. Les différentes directives invoquées ne lui sont pas applicables. Ce service ne relève pas de l'article 56 TFUE relatif à la libre prestation de services en général, mais de l'article 58, prévoyant que la libre circulation des services en matière des transports est régie par les dispositions du titre consacré aux transports. L'UE n'a pas légiféré en matière de transport urbain non collectif, ni en matière d'intermédiation. C'est à chaque État membre qu'il appartient de réglementer les conditions de prestation des services d'intermédiation dans le respect des règles générales du TFUE.

Une seconde affaire, Uber France SAS, a suscité les conclusions du même avocat général Szpunar en date du 4 juillet 2017, C-320/16.

La société Uber France a été poursuivie devant le tribunal correctionnel de Lille, par voie de citation directe avec constitution de partie civile, par Nabil Bensalem, pour avoir mis en place un système de mise en relation de clients avec des personnes se livrant au transport routier de personnes à titre onéreux avec des véhicules de moins de 10 places. UBER France est une société de droit français, filiale d'une société UBER BV de droit néerlandais, elle-même filiale d'Uber Technologies ayant son siège à San Francisco.

Le service en cause est le service Uberpop, dans lequel la prestation de transport est effectuée par des chauffeurs particuliers non professionnels faisant le déplacement avec leur propre véhicule.

Le client commande le service de transport urbain à l'aide d'un Smartphone muni de l'application UBER.

UBER est poursuivi sur le fondement l'article L.3124-13.

La finalité de cet article est d'interdire et de punir l'activité d'un intermédiaire faisant intervenir pour transporter un chauffeur exerçant illégalement une activité de transport.

Le système UBERPOP repose sur le recours à des chauffeurs non professionnels qui ne disposent pas des autorisations légales pour faire du transport de personnes.

Le législateur veille à ce que la réglementation en matière de transport soit effectivement respectée.

L'activité d'intermédiaire en matière de services légaux de transport est en soi licite.

UBER excipe pour sa défense que la disposition pénale de l'article L. 3124-13 CT [abrogé depuis et devenu aujourd'hui l'art. L. 3143-4 CT] ne lui est pas opposable, parce qu'elle constitue une règle technique relative aux services qui n'a pas été notifiée par la France à la Commission européenne en violation d'une directive 98/34.

UBER facilite certes un transport, mais en utilisant un logiciel pour Smartphones.

L'avocat général écarte ce moyen de défense, il estime que l'activité d'Uber à raison de son caractère complexe ne doit pas être considérée comme un service de la société de l'information, mais qu'elle relève du domaine des

transports. Elle ne relève pas de champ d'application de la directive invoquée.

La CJUE a rendu son arrêt dans cette affaire Uber France SAS le 10 avril 2018, reprenant très largement la jurisprudence précédente ainsi que les conclusions de l'avocat général. L'arrêt décrit la situation : UBER France fournit, au moyen d'une application par téléphone intelligent, un service dénommé UBERPOP, par lequel elle met en relation des chauffeurs non professionnels utilisant leur propre véhicule avec des personnes souhaitant effectuer des déplacements urbains. Dans le cadre de ce service, la société fixe les tarifs, collecte le prix de chaque course auprès du client avant d'en reverser une partie au chauffeur non professionnel du véhicule et éditte les factures.

UBER France est poursuivie pour des faits de pratiques commerciales trompeuses ; pour des faits de complicité d'exercice illégal de la profession de taxi ; pour des faits d'organisation illégale d'un système de mise en relation de clients avec des personnes qui se livrent au transport routier de personnes à titre onéreux avec des véhicules de moins de 10 places.

Le tribunal de Lille a condamné UBER France du chef de pratique commerciale trompeuse.

UBER a été relaxé du chef de complicité d'exercice illégal de la profession de taxi.

C'est à propos du chef d'organisation illégale d'un système de mise en relation de clients avec des conducteurs non professionnels (incriminé par le ci devant article L. 3124-13 CT) que le tribunal éprouvant des doutes a saisi la CJUE.

La décision reprend les solutions données par l'arrêt Association Professionnelle Elite Taxi du 20 décembre 2017.

Le service d'intermédiation en cause ne relève pas de la directive 2006/123. L'organisation en cause n'est pas concernée par les règles sur la société de l'information, il n'y a d'obligation de notification préalable à la Commission. On est dans le domaine des transports. C'est un service global dont l'élément principal est le service de transport. Il n'est pas soumis aux directives sur la société de l'information.

Une demande de décision préjudicielle a été formée le 19 juin 2017 par le Bundesgerichtshof, C-371/17, UBER BV c. Ricard Leipold. Une entreprise comme UBER fournit-elle un service de transport ? Le législateur peut-il pour préserver la compétitivité des taxis interdire un tel service ?

La CJUE, dans un arrêt du 3 décembre 2020, C-62/19, Star Taxi, a considéré qu'un service d'intermédiation consistant, au moyen d'une application par téléphone intelligent, à mettre en relation contre rémunération des chauffeurs de taxi autorisés et des personnes souhaitant effectuer un déplacement était un service de la société de l'information. Cet intermédiaire avait contracté avec des chauffeurs de taxi, mais il ne transmettait pas les commandes, il ne fixait pas le prix de la course, les clients payaient directement le chauffeur de taxi, il n'exerçait pas de contrôle sur la qualité des véhicules ou sur le comportement des chauffeurs.

L'autorité municipale de Bucarest soumettait cet intermédiaire à autorisation. La directive 2006/123 s'oppose à une disposition nationale si l'octroi de l'autorisation ne respectait pas les exigences fixées par la directive, en particulier si l'autorité publique imposait des exigences techniques inadaptées au service.

D'autres initiatives avaient été prises pour vaincre le monopole des taxis.

La presse faisait état d'Heetch, lancée en 2013, qui assure un service en nocturne, le passager n'est pas lié par le tarif et paie ce qu'il veut, même si en général il s'y tient. Ce modèle prisé par la jeunesse et favorisant des déplacements de banlieue en banlieue fait lui aussi l'objet de poursuites. La firme perçoit 12 % des gains des conducteurs. La presse fait état d'une audience correctionnelle en décembre 2016 concernant cette plate-forme de mise en relation entre particuliers. La firme prétend que les conducteurs, allant dans le même sens que le passager, pratiquent le partage de frais. Les adversaires soutiennent au contraire que les conducteurs pratiquent des transports routiers de personnes à titre onéreux et que la firme organisant un système de mise en relation de conducteurs avec des particuliers tombe sous le coup de la loi pénale.

LA FRANCE

### **L'intervention législative**

L'expérience UBER n'a pas pris fin en France, elle se poursuit, comme plate-forme de réservation, sur des bases différentes, fonctionnant au service de chauffeurs agissant en pleine légalité, adhérant au système UBER. Les chauffeurs exercent en SARL / SASU ou comme auto-entrepreneur. Le client contacte UBER, UBER envoie le chauffeur. Le client paie UBER par carte bancaire. La somme d'argent est destinée au chauffeur, mais Uber prélève une commission de 20 % - 25 %. Les chauffeurs ont tendance à penser que leur rémunération est insuffisante.

Des auteurs mettent en doute la survie du modèle Uber, cette société ayant toujours été, sauf l'an dernier, en déficit, voir sur la toile Catherine Sauviat, Le modèle d'affaires Uber : un avenir incertain, Chronique internationale de l'IRES, 2019/4, n° 168, p. 51 à 71.

Une réforme législative, issue d'une proposition de loi du député socialiste Laurent Grandguillaume, a été adoptée, c'est la loi du 29 décembre 2016.

A suivi la loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

Ces réforme visent à donner un certain statut aux conducteurs travaillant dans les réseaux animés par ces plateformes et centrales. Ces conducteurs, s'ils sont vus a priori par le législateur français comme des indépendants, ne doivent pas se lier avec les plateformes, pour conserver ce statut d'indépendant, par des rapports trop étroits de subordination. Leur indépendance professionnelle doit être préservée. Sinon le contrat sera requalifié en contrat de travail et la plateforme deviendra transporteur.

Le CT, au livre I<sup>o</sup>, Le transport routier de personnes, prévoit plusieurs niveaux de réglementation concernant les activités de mise en relation.

La loi commence, au titre IV, ayant pour intitulé Les activités de mise en relation, par poser de dispositions générales applicables aux professionnels qui mènent des activités de mise en relation. Art. L. 3141-1 et -2 CT. Le dispositif se renforce, toujours au livre IV, du moment que les conducteurs qui font les déplacements sont des professionnels, l'entreprise de mise en relation devient centrale de réservation. Art. L. 3142-1 à L.3142-5. Des dispositions spécifiques concernent les organisateurs de mise en relation par voie électronique.

### **. La réglementation générale applicable aux professionnels de la mise en relation**

Le titre IV du livre 1<sup>o</sup> (transport routier de personnes) de la III<sup>o</sup> partie (transport routier) du code des transports est relatif aux activités de mise en relation.

Cette réglementation concerne les professionnels qui mettent en relation, des conducteurs ou des entreprises de transport d'une part, des passagers d'autre part. art. L. 3141-1 CT.

Ces professionnels ne sont donc pas des transporteurs, ils se contentent de rapprocher, de mettre en relation, des transporteurs ou des conducteurs avec des passagers voulant bénéficier d'un déplacement. Ils font du courtage, ils rapprochent des contractants.

Le professionnel faisant des activités de mise en relation ne doit organiser cette relation qu'avec des entreprises de transport public routier de personnes, des exploitants de taxi, des exploitants de voitures de transport avec chauffeur ou de véhicules motorisés à 2 ou 3 roues, ceci sous sanction pénale, article L. 3143-4 CT.

L'activité d'entremise consiste à favoriser des déplacements au moyen de véhicules motorisés, y compris de véhicule à deux ou trois roues, comportant, outre le siège du conducteur, 8 places assises au maximum. Art. L. 3141-1.

L'art. L. 3141-1 CT procède ensuite à des exclusions.

La réglementation des activités de mise en relation ne concerne pas les déplacements qui présentent le caractère d'un service public de transport organisé par une autorité organisatrice mentionné à l'article L. 1221-1.

La réglementation ne concerne pas les déplacements réalisés dans le cadre du conventionnement prévu à l'article L. 322-5 du code de la sécurité sociale.

La réglementation ne concerne pas les mises en relation dans le cadre du co-voiturage.

Le titre IV sur les activités de mise en relation n'est pas non plus applicable aux personnes qui exploitent des services de transport, lorsque la mise en relation a pour objet les services de transport qu'elles exécutent elles-mêmes.

Le titre IV n'est pas non plus applicable aux personnes qui organisent des services privés de transport dans les conditions prévues à l'article L. 3131-1, lorsque la mise en relation a pour objet ces services privés de transport.

Les professionnels menant ces activités de mise en relation sont tenus d'un certain nombre d'obligations de contrôle de la situation des conducteurs, ainsi que des entreprises dont ces conducteurs relèvent. Article L. 3141-2.

Ils doivent s'assurer que le conducteur détient le permis de conduire. Que le conducteur détient un justificatif de l'assurance du véhicule utilisé. Que le conducteur détient un justificatif de l'assurance de responsabilité civile requise pour l'activité pratiquée. Que le conducteur détienne, si elle est exigée, la carte professionnelle, requise pour l'activité pratiquée.

Si le conducteur n'est pas un indépendant, le professionnel de mise en relation s'assure que l'entreprise, dont relève le conducteur, dispose d'un justificatif de l'assurance de responsabilité professionnelle, qu'elle dispose du certificat d'inscription au registre de l'art. L. 1421-1 ou du certificat d'inscription au registre de l'art. L. 3122-3. Si la mise en relation a pour objet un déplacement réalisé en VTC, le professionnel de mise en relation s'assure que le véhicule utilisé répond aux conditions techniques et de confort mentionné à l'article L. 3122-4.

Les plateformes de la mobilité sont astreintes à publier sur leur site des indicateurs quant à la durée d'activité et au revenu d'activité de leurs travailleurs, art. L. 1326-2 et 3 du code des transports, loi du 24 décembre 2019. Art. R. 1326-4 et s. du code des transports. D. 1326-1 et s.

Les conducteurs doivent être informés, par les plateformes de mobilité qui leur proposent une prestation à effectuer, de la distance à courir entre la prise en charge et la destination, ainsi que du prix qui leur est garanti.

## . Les centrales de réservation

La loi envisage la relation entre la centrale de réservation et la clientèle des exploitants ou conducteurs. La centrale est sollicitée par un candidat au déplacement, se noue à cet instant une relation. Le client n'est pas un tiers absolu au regard de la centrale. Il a un recours à ses services. Il passe par elle pour bénéficier du transport routier.

C'est la loi du 29 décembre 2016 qui est venue prévoir des dispositions spécifiques aux « **centrales de réservation** ».

Le code des transports pose des exigences en ce qui concerne les centrales de réservation.

Tout professionnel qui fait des activités de mise en relation est considéré comme une centrale de réservation du moment que les conducteurs exercent leur activité à titre professionnel, art. L. 3142-1 CT.

Art. L. 3112-1, III : Les personnes intervenant dans le secteur des services occasionnels de transport public collectif de personnes, dont les centrales de réservation mentionnées à l'art. L. 3142-1, sont soumises à l'article L. 3120-6. Elles doivent donc communiquer à l'autorité administrative, à sa demande, toute donnée utile pour le contrôle du respect des dispositions relatives à l'accès du transport public particulier de personnes, à leurs conditions d'exercice et aux activités de mise en relation (du titre IV) ; l'application du 2° alinéa de l'art. L. 410-2 C. comm. ou du III de l'art. L. 420-4 (liberté des prix, sauf intervention gouvernementale, interdiction des pratiques anticoncurrentielles à moins que l'efficacité économique soit satisfaite et que les consommateurs en retirent un certain profit) ; la transmission de statistiques.

La centrale de réservation est soumise, annuellement, à déclaration administrative. Art. L. 3142-2 CT, ceci sous sanction pénale, art. L. 3143-2.

Le code des transports, art. L. 3142-3, établit, à la charge de la centrale, un cas de responsabilité du fait d'autrui. La centrale de réservation est responsable de plein droit, à l'égard du client, de la bonne exécution des obligations du contrat de transport, que ce contrat ait été conclu à distance ou non et que ces obligations soient à exécuter par la centrale elle-même ou par d'autres prestataires de services.

La centrale ne peut s'exonérer en tout ou en partie de sa responsabilité qu'en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable

Soit au client

Soit au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers étranger à la fourniture de la prestation contractuelle

Soit à un cas de force majeure.

Elle doit être couverte par une assurance de responsabilité civile professionnelle, art. L. 3142-4 CT.

L'art. L. 3142-5 concerne les taxis.

La centrale de réservation ne peut pas interdire à l'exploitant ou au conducteur d'un taxi de prendre en charge un client qui le sollicite directement, alors que le taxi est disponible, qu'il est arrêté ou qu'il stationne ou qu'il circule sur une voie publique dans le ressort de son autorisation de stationnement.

Sous sanction pénale, art. 3143-3 CT.

La centrale - et plus largement toute personne intervenant dans le secteur du transport public particulier de

personnes - peut être requise par l'administration de lui apporter des informations statistiques ou des données utiles pour le contrôle du respect des règles légales, article L. 3120-6 CT.

. **Le droit propre aux opérateurs de plateforme d'intermédiation numérique de transport public routier collectif de personnes**

Le code des transports consacre sa troisième partie au transport routier.

Le livre premier porte sur le transport routier de personnes.

Il comporte un livre VI : Les activités de mise en relation par voie électronique dans le secteur du transport public routier collectif de personnes à titre occasionnel. Articles L. 3161-1 à L. 3163-5 CT.

Ces textes remontent à une loi du 8 octobre 2021.

Ces dispositions concernent des opérateurs qui pratiquent des activités de mise en relation avec des entreprises, qui font du transport public routier collectif de personnes.

Ces opérateurs ne travaillent donc pas avec des taxis ou des exploitants de VTC, qui font ce qu'on appelle du transport public particulier.

L'article L.3161-1 donne des définitions et présente les différents protagonistes : l'opérateur, le transporteur, le client.

L'opérateur de plateforme d'intermédiation de transport public routier collectif de personnes, c'est un professionnel qui met en relation des transporteurs avec des passagers.

Cet opérateur réalise cette mise en relation au moyen d'un service fourni à distance par voie électronique.

Il facilite des déplacements relevant ou constituant des services occasionnels.

L'article précise la situation des opérateurs de service numérique de mise en relation commerciale de transport public routier collectif de personnes.

Ces opérateurs sont des opérateurs de plateforme d'intermédiation, ils proposent un service d'intermédiation fourni à distance par voie électronique, entre des entreprises de transport public collectif de personnes et des clients.

Ce service d'intermédiation présente un caractère indissociable de la prestation de transport.

Cette intermédiation tend à donner à des clients l'accès à une offre de services de transport.

L'opérateur exerce sur le contenu de cette offre une influence décisive en définissant les conditions essentielles de ces services, de leur exécution ou de leur prix ou en sélectionnant le transporteur retenu.

(Le législateur reconnaît ainsi à l'opérateur la qualité de chef de réseau.)

Uber semble bien relever de cette catégorie.

Le transporteur.

C'est une entreprise de transport public routier collectif de personnes, elle effectue à titre occasionnel une prestation de transport routier collectif de personnes.

Elle effectue les déplacements par l'intermédiaire d'une plateforme d'intermédiation numérique de transport public routier collectif de personnes.

(On voit que le législateur français présente le transporteur comme un professionnel indépendant. Il peut s'agir d'un auto entrepreneur, prenant le véhicule en location. Un salarié n'exploite pas une entreprise.)

Le client.

C'est une personne qui utilise, pour son déplacement ou pour celui d'autrui, une plateforme d'intermédiation numérique de transport public routier collectif de personnes.

Ces opérateurs sont soumis à des obligations de déclaration et d'informations vis-à-vis de l'administration, art. L. 3161-6 et 7.

Les plateformes ont des obligations envers les transporteurs qu'elles référencent.

Il faut se référer au livre III, réglementation sociale du transport, titre II, dispositions particulières aux entreprises de transport, chapitre VI, dispositions spécifiques à la mise en relation de travailleurs ayant recours à des plateformes pour exercer une activité de conduite d'une voiture de transport avec chauffeur ou de livraison de

marchandises au moyen d'un véhicule à 2 ou 3 roues, articles L. 1326-1 à L.1326-4 du code des transports. Ces dispositions datent de 2019 et d'une ordonnance du 6 avril 2022.

Grégoire Loiseau, La réglementation prévenante des plateformes de mobilité, Semaine juridique, G, 9 mai 2022, p. 910.

L'objectif législatif est de conforter la liberté et de maintenir une certaine indépendance des chauffeurs.

Les dispositions de ce chapitre VI sont applicables aux travailleurs définis à l'article L.7341-1 du code du travail recourant pour leur activité à les plateformes mentionnées à l'article L. 7342-1 et exerçant l'une des activités suivantes, conduite d'une voiture de transport avec chauffeur, livraison de marchandises au moyen d'un véhicule à 2 3 roues, motorisé ou non. Article L.1326-1 du code des transports.

La plateforme communique aux travailleurs, lorsqu'elle leur propose une prestation, la distance couverte par cette prestation, la destination et le prix minimal garanti dont ils bénéficieront, déduction faite des frais de commission.

La plateforme laisse aux travailleurs un délai raisonnable pour accepter ou refuser la prestation proposée.

Les travailleurs peuvent refuser une proposition de prestation de transport sans faire l'objet d'une quelconque pénalité.

La plateforme ne peut notamment pas suspendre ou mettre fin à la relation contractuelle qui l'unit aux travailleurs au motif que ceux-ci ont refusé une ou plusieurs propositions. Article L. 1326-2 CT.

La plateforme est tenue de publier sur son site internet, de manière loyale, claire et transparente, des indicateurs relatifs à la durée d'activité et au revenu d'activités des travailleurs en lien avec la plateforme, au cours de l'année civile précédente. Article L. 1326-3.

Les plateformes, selon l'art. L. 1326-4 CT, assurent aux travailleurs y ayant recours pour leur activité les droits suivants :

1. Les travailleurs choisissent leurs plages horaires d'activité et leurs périodes d'inactivité, et peuvent se déconnecter durant leurs plages horaires d'activité.

2. Pour l'exécution de leurs prestations :

a. Les travailleurs ne peuvent se voir imposer l'utilisation d'un matériel ou d'un équipement déterminé, sous réserve des obligations légales et réglementaires en matière notamment de santé, de sécurité et de préservation de l'environnement.

b. Les travailleurs peuvent recourir, simultanément, à plusieurs intermédiaires ou acteurs de mise en relation avec des clients en vue de la réalisation de ces prestations ou commercialiser, sans intermédiaire, les services de transport qu'ils exécutent.

c. Les travailleurs déterminent librement leur itinéraire au regard notamment des conditions de circulation, de l'itinéraire proposé par la plateforme et le cas échéant du choix du client.

Les transporteurs doivent pouvoir recourir simultanément à plusieurs intermédiaires ou acteurs de mise en relation avec des clients.

Ils doivent pouvoir commercialiser, sans intermédiaire, les services de transport qu'ils exécutent.

Cf. article L. 3162-8 CT.

Le code des transports prévoit des sanctions à l'encontre des opérateurs non établis en France, art. L. 3163-1 et s.

Les opérateurs sont soumis à un certain nombre d'obligations vis-à-vis de leurs clients.

Ils sont tenus aux obligations des transporteurs, même s'ils ne le sont pas en principe.

Art. L. 3162-5 : L'opérateur de service numérique ... est responsable de plein droit à l'égard du client de la bonne exécution des obligations résultant du contrat de transport,

Dès lors qu'il a contribué, par son activité, à la formation de celui ...,

Que ces obligations soient à exécuter par l'opérateur lui-même ou par d'autres prestataires de services,

Sans préjudice du droit de recours de l'opérateur contre l'entreprise de transport public routier collectif de personnes qui a réalisé la prestation de transport.

Article L. 3162-6 : L'opérateur de service numérique peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable soit au client, soit au fait imprévisible et insurmontable d'un tiers étranger à la fourniture de la prestation prévue au contrat, soit en cas de force majeure.

Toute clause contraire insérée dans les conditions générales d'utilisation ou les conditions générales de vente pour les contrats formés dans les conditions énoncées au 5° de l'article L. 3161-1 est nulle.



## La responsabilité sociale des plateformes de mise en relation par voie électronique

Le code du travail - dans le titre IV du livre III de la septième partie, - établit des dispositions propres aux travailleurs utilisant, pour l'exercice de leur activité professionnelle, une plateforme de mise en relation par voie électronique, art. L. 7341-1 à 7345-12.

Les dispositions législatives et conventionnelles tendent à améliorer la situation des conducteurs de véhicules.

Le législateur met les plateformes de mise en relation par voie électronique en "responsabilité sociale", lorsque la plateforme détermine les caractéristiques de la prestation de service fournie ou du bien vendu et fixe son prix. La plateforme a des obligations pour assurer la couverture du risque accident du travail.

Ces plateformes sont tenues d'assurer la formation des travailleurs des plateformes.

Ces travailleurs ont accès aux données concernant leurs activités.

Les plateformes peuvent se doter d'une charte de responsabilité sociale, soumise à l'homologation du directeur général du travail, art. D. 7342-7 et s. du code du travail.

Si la charte est homologuée par l'autorité administrative, l'établissement de la charte ne peut caractériser l'existence d'un lien de subordination juridique entre la plateforme et les travailleurs.

(La charte écarte le risque de requalification de la relation en contrat de travail.)

C'est le tribunal judiciaire de Paris qui est seul compétent pour connaître des litiges prévus à l'article L. 7342-10 du code du travail, art. D. 211-7-1 COJ. Il doit statuer dans les 4 mois, sinon l'affaire est portée devant la cour d'appel, art. R. 7342-15 du code du travail.

Les plateformes organisent un dialogue social avec les travailleurs indépendants, qui y recourent pour leur activité de conduite d'une voiture de transport avec chauffeur ou de livraison de marchandises.

Des accords collectifs de secteur peuvent être conclus, portant sur les conditions de travail, de rémunération et d'exercice de l'activité professionnelle, sur les garanties sociales des travailleurs, sur la rupture des relations commerciales avec les plateformes.

Une négociation obligatoire est engagée une fois par an sur les revenus des travailleurs, sur l'encadrement du temps d'activité, sur les effets des algorithmes ...

La loi crée l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi comme établissement public national à caractère administratif, elle assure la régulation du dialogue social.

On relève un accord du 18 janvier 2023 relatif à la méthode et aux moyens de la négociation dans le secteur des plateformes VTC et son avenant du 1<sup>o</sup> mars 2023.

Les stipulations de cet accord et de son avenant ont été rendues obligatoires, décision du 31 juillet 2023 relative à l'homologation de l'accord et de son avenant.

On relève également un accord conclu dans le cadre du dialogue social entre les organisations de plateformes et les organisations de travailleurs indépendants qui y recourent pour leur activité dans le secteur des activités de conduite d'une voiture de transport avec chauffeur, JO du 17 février 2023 et son avenant, JO du 21 avril 2023. Leur homologation est envisagée.

## La remise en cause du système Uber

### Le statut du chauffeur de véhicule de transport : un travailleur indépendant ou un salarié lié par un contrat de travail avec les opérateurs de plateforme d'intermédiation numérique

Le législateur national a conçu le système français en considérant les conducteurs comme des travailleurs indépendants, ceux-ci concluant un contrat de transport avec les passagers transportés.

Les chauffeurs sont, si l'opérateur de plateforme veut les réputer indépendants, des travailleurs d'une indépendance toute relative.

On se demande en justice si les conducteurs sont réellement de véritables indépendants ou s'ils ne sont pas plutôt des salariés de l'opérateur de la plateforme.

Nombre de décisions se prononcent en France et dans le monde en faveur de la qualification de contrat de travail. Une partie notable de la doctrine « travailliste » est en ce sens.

Aude Denizot, Le sucre serait trop cher si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves, RTD Civil 2022 p. 714

(à propos de l'ordonnance du 6 avril 2022)

Cet auteur critique vertement la politique gouvernementale trop favorable à ses yeux au modèle économique des plateformes, les livreurs et chauffeurs étant considérés comme des indépendants.

Elle est favorable à l'adoption de la qualification de salariat.

Elle propose une nouvelle définition de la relation de travail.

Plusieurs décisions rendues aux États-Unis ou en Angleterre ont reconnu aux chauffeurs et conducteurs d'UBER la qualité de salarié.

[L'Espagne retient uniquement la formule du salariat.]

Nombre de décisions françaises, au regard de situations concrètes, reconnaissent l'existence d'un contrat de travail, vu l'état de subordination du conducteur à l'égard de la plateforme.

Une telle solution a été retenue en France par la chambre sociale en ce qui concerne un livreur livrant des mets à domicile et travaillant pour une plateforme.

Des arrêts de la cour de Paris ont retenu la qualification de contrat de travail pour analyser les relations existant entre Uber et son chauffeur.

La Cour de cassation a plusieurs fois statué en ce sens.

On peut citer un arrêt de la chambre Sociale du 4 mars 2020, Droit social 2020.374, note Paul Henri Antonmattei, Revue de droit du travail 2020 p. 328 note Laurent Willocx, Dalloz 2020 p. 1136 obs. Stéphane Vernac : il y a contrat de travail entre la société utilisant une plateforme numérique, Uber BV, et le conducteur d'une voiture de transport avec chauffeur. Le chauffeur a intégré un service de prestation de transport créé et organisé par la plateforme. Le conducteur ne se constitue pas de clientèle propre. Il ne fixe pas librement ses tarifs. Il se voit imposer un itinéraire particulier. La destination finale de la course n'est parfois pas connue du chauffeur, il ne peut pas réellement choisir la course qui lui convient ou non. La société a la faculté de déconnecter temporairement le chauffeur à partir de trois refus de course. La cour d'appel a ainsi déduit de ces éléments l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements. Le statut de travailleur indépendant du chauffeur est fictif.

Le communiqué de la Cour de cassation indique que le droit français ne connaît que deux statuts, celui d'indépendant et celui de travailleur salarié.

Un arrêt de la chambre commerciale du 12 janvier 2022, n°20-11.139, Bulletin, se conforme à la jurisprudence de la chambre sociale. L'espèce concerne un litige entre professionnels, l'un accusant l'autre de concurrence déloyale. Le demandeur, Viacab, est gestionnaire d'une centrale de réservation de taxis, il a également exploité entre 2011 et 2017 une activité de VTC, les réservations s'effectuant par internet ou smartphone. Le défendeur, Transopco, exploite une plateforme de mise en relation d'exploitants de VTC, les clients réservant par smartphone. Le demandeur prétend que le défendeur exploite une entreprise de transport en ayant recours à des conducteurs qui sont ses salariés. Le défendeur n'observant pas les règles du droit du travail et du droit des transports, il est accusé d'actes de concurrence déloyale, le demandeur demande la cessation de ces pratiques ainsi qu'une indemnisation du préjudice subi au titre des gains manqués. Les juges du fond ont considéré qu'il n'existait pas de lien de subordination entre le défendeur et les chauffeurs. L'arrêt de la cour de Paris du 4 novembre 2019 est cassé pour défaut de base légale. Les éléments retenus par la cour d'appel pour nier l'existence de contrats de travail entre le défendeur et ses chauffeurs n'ont pas l'agrément de la chambre commerciale. Il est fait grief à l'arrêt de la cour d'appel de s'être prononcé sans analyser concrètement les conditions dans lesquelles les chauffeurs exercent réellement leur activité.

Un arrêt de la chambre sociale du 25 janvier 2023, n° 21-11.273, concerne un chauffeur qui à compter de mars 2015 s'était lié contractuellement avec la société néerlandaise Uber BV, il s'était enregistré comme indépendant au répertoire Sirene. En mars 2016, Uber avait suspendu pendant deux semaines son compte au motif d'un taux d'annulation très élevé de ses courses, le compte avait été réactivé le 1<sup>o</sup> avril. Le salarié a alors demandé la requalification de sa relation avec Uber en contrat de travail, il a demandé des rappels de salaire et des indemnités de rupture.

Les juges du fond l'avaient débouté dans ses prétentions.

L'arrêt de la cour de Lyon est cassé au visa de l'art L. 8221-6 du code du travail.

(Cet article pose une présomption de non salariat lorsque l'activité donne lieu à immatriculation au registre du

commerce, au registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat, ou pour les personnes inscrites au registre des entreprises de transport routier de personnes qui exerce une activité de transport à la demande.

L'existence d'un contrat de travail peut toutefois être établie lorsque ces personnes fournissent directement des prestations à un donneur d'ordre dans des conditions qui les placent dans un lien de subordination juridique permanente à l'égard de celui-ci.)

Le motif de principe. Le lien de subordination est caractérisé par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné. Peut constituer un indice de subordination le travail au sein d'un **service organisé** lorsque l'employeur en détermine unilatéralement les conditions d'exécution.

L'arrêt de la Cour de cassation passe en revue la motivation de l'arrêt de la cour d'appel.

Il résultait des constatations opérées par la cour d'appel l'existence d'un pouvoir de direction, de contrôle de l'exécution de la prestation ainsi qu'un pouvoir de sanction à l'égard du chauffeur, éléments caractérisant un lien de subordination. La cour d'appel n'a pas tiré les conséquences légales de ses constatations, elle a violé l'article L. 8221-6 du code du travail.

Quelques rares décisions sont plus nuancées, la qualification de contrat de travail dépend des circonstances et notamment des obligations respectives des parties, en particulier des prérogatives et des pouvoirs que l'opérateur de plateforme d'intermédiation s'attribue.

C'est ainsi qu'un arrêt de la chambre sociale du 13 avril 2022, pourvoi n° B 20-14.870, Droit social 2022.522 étude Radé, se montre sensible aux prétentions d'une plateforme ayant recours à des chauffeurs VTC. La cour d'appel de Paris avait vu un contrat de travail dans la relation contractuelle entre la plateforme et un chauffeur. La cassation intervient pour défaut de base légale. Les motifs retenus par la cour d'appel étaient insuffisants pour caractériser l'exercice d'un travail au sein d'un service organisé selon des conditions déterminées unilatéralement par la société Voxtur. La cour aurait dû constater - pour échapper à la cassation de son arrêt - que cette société avait adressé au chauffeur des directives sur les modalités d'exécution du travail, qu'elle disposait du pouvoir d'en contrôler le respect et d'en sanctionner l'inobservation. Il n'est pas certain que cette cassation d'ordre disciplinaire tourne au final à l'avantage d'une société refusant la qualité d'employeur.

Certains proposent d'instaurer un statut intermédiaire entre celui de l'indépendant et celui du salarié.

Cotisations sociales et impôt sur le revenu des chauffeurs

Un certain nombre de conducteurs, micro entrepreneurs, communiquerait imparfaitement à l'URSSAF le montant de leurs revenus et chiffre d'affaires. Les déclarations faites au fisc par les plateformes et celles émanant des chauffeurs ne coïncident pas.

Les déclarations à faire au fisc au titre de l'IR minorent les revenus.

Les Unions de recouvrement agissent à l'occasion en justice pour faire considérer la plateforme comme employeur et comme telle débitrice des charges patronales.

La qualification de l'opérateur de plateforme : d'intermédiaire à transporteur

Ces plateformes, opérant dans un rapport triangulaire entre le client, la plateforme et le conducteur, se présentent comme agissant dans un rapport d'intermédiation. Ces plateformes prétendent être des intermédiaires rapprochant deux contractants, le demandeur de transport et le conducteur. Quant à la qualification juridique, on voyait dans la plateforme le plus souvent un courtier ou un mandataire voire un double mandataire. Si le conducteur du véhicule est considéré comme un salarié et l'opérateur de plateforme d'intermédiation comme son employeur, la dite plateforme n'est plus un intermédiaire intervenant pour procurer à un particulier une prestation de transport, elle ne pratique pas du courtage en rapprochant des contractants, elle est réputée transporteur et une relation contractuelle directe l'unit au client transporté. Nicolas Balat, L'ubérisation et *Les faux-courtiers* - ou les plateformes numériques rattrapées par le droit des contrats, Dalloz 2021.646. M. Balat estime que si on voit, conformément à l'arrêt de la chambre sociale du 4 mars 2020, dans les conducteurs d'Uber des salariés de cette société, le recours à la qualification de courtage se trouve sans fondement. Le conducteur est un travailleur subordonné, c'est un salarié lié par un contrat de travail avec la plateforme. Le client ne contracte pas avec le conducteur, parce que celui-ci n'est pas un entrepreneur indépendant. Le client contracte avec la plateforme, qui s'engage à le faire transporter par son subordonné. La plateforme est transporteur, avec toutes les obligations de droit civil et de droit économique attachées à cette qualité professionnelle.

Reste à savoir si la plateforme a eu l'intention de prendre l'engagement personnel de transporter le passager et de se lier avec le client par un contrat de transport. Le contrat entre le candidat passager et la plateforme : un contrat en apesanteur ? La plateforme : un transporteur clandestin ? Un transporteur forcé ?

Dans le procès en concurrence déloyale ayant donné lieu à l'arrêt de la chambre commerciale du 12 janvier 2022, précité, n° 20-11.139, le demandeur prétend que son rival est un opérateur de transport, dont il ne respecte pas les règles.

## L'UNION EUROPEENNE

La Commission européenne a présenté en novembre 2021 une proposition de directive. Elle propose d'introduire en ce qui concerne ces travailleurs, au statut souvent précaire et aux revenus limités, une présomption de salariat. Le projet de directive a été étudié en février 2023 par le Parlement européen.

Les forces de gauche et même au-delà sont en faveur de l'imposition du salariat, ou à tout le moins d'une forte présomption de salariat.

L'adoption du projet de directive était en décembre 2023 considérée comme proche. Le Conseil émettrait des réserves avec la nouvelle version. Un retard en février 2024, en partie sous l'influence de la France. Le texte a été adopté par le Conseil en mars 2024. Le Parlement européen devrait statuer prochainement dans le même sens. La nouvelle directive devrait être transposée par les États dans les deux ans.

La question est de savoir si les plateformes, menacées d'être réputées employeurs, suivront. Elles risquent de faire du chantage, elles le font déjà, menaçant de mettre la clef sous la porte, laissant les conducteurs à la charge de l'assurance chômage.

Nombre de livreurs et de chauffeurs préfèrent conserver la condition d'indépendants.

Ces bons sentiments risquent de mettre à mort le système Uber, sans doute injuste car faisant des conducteurs des travailleurs à revenus limités et à l'indépendance contestable, mais ayant le mérite de faire de ces conducteurs des actifs et non des oisifs vivant de la charité publique. Entre deux maux, on choisit communément le moindre.

Les firmes style Uber sont à la recherche de la parade, elles pensent recourir au franchisage.

[On parle de l'arrivée dans quelques lustres de voitures autonomes sans chauffeur, mais qui prendraient des passagers.

La profession de chauffeur serait à terme menacée.]

## § I. Le transporteur aérien

L'identification du transporteur fait parfois difficulté. Le transporteur qui délivre le billet et conclut le contrat de transport n'est pas forcément celui qui effectue réellement et en totalité le passage par la voie aérienne et le déplacement en aéronef. Le transporteur contractuel fait assez souvent assurer tout ou partie du transport par un transporteur « de fait ». Plusieurs hypothèses doivent être envisagées.

### A. Le transporteur contractuel unique

Il s'agit ordinairement d'un professionnel du transporteur, qui prend l'engagement de déplacer par la voie aérienne des personnes ou des biens.

(La règle n'est pas absolue, puisque la CM soumet à la convention portant droit uniforme le transport aérien international du moment qu'il est accompli "contre rémunération" par une personne, ayant ou n'ayant pas la qualité d'entreprise de transport aérien, art. 1°, § 1.)

Dans l'hypothèse la plus simple, le transporteur contractuel promet le transport et il effectue personnellement la prestation de déplacement, avec l'aide et le concours de ses agents, préposés et salariés.

Les transporteurs aériens plaçaient jadis leurs billets dans le cadre de leurs agences dispersées sur le territoire. Désormais nombre de titres de transport sont délivrés par le transporteur via internet, le client payant par carte de

crédit. On parle de commerce électronique.

L'article L. 121-19-3 du code de la consommation est applicable aux contrats portant sur les services de transport de passagers, art. L. 121-16-1, I, n° 9.

Pour les contrats conclus par voie électronique, le professionnel rappelle au consommateur, avant qu'il ne passe sa commande, de manière lisible et compréhensible, les informations relatives aux caractéristiques essentielles des services qui font l'objet de la commande, à leur prix, à la durée du contrat.

Le professionnel veille à ce que le consommateur, lors de sa commande, reconnaisse explicitement son obligation de paiement. La fonction utilisée par le consommateur pour valider sa commande comporte, à peine de nullité, la mention claire et lisible « commande avec obligation de paiement »

Les sites de commerce en ligne indiquent clairement et lisiblement les moyens de paiement acceptés par le professionnel.

Le cabinet Gide se flatte dans un communiqué du 1<sup>o</sup> juillet 2014 d'avoir obtenu, plaidant pour Air France, une décision contre Ryanair, cette compagnie applique des frais pour le paiement des billets par carte bancaire (« Surcharging »), le tribunal de commerce de Paris a interdit cette pratique prohibée par l'article L. 112-12 du code monétaire et financier, il y a eu appel, le conseiller de la mise en état de la cour de Paris a ordonné le 24 juin 2014 l'exécution provisoire.

B. La chaîne de transporteurs accomplissant un transport composé de plusieurs vols, mais envisagé comme une opération unique

La convention de droit uniforme traite des « transporteurs successifs ».

Ce sont des transporteurs contractuels ayant contracté chacun, individuellement ou collectivement, avec le passager pour effectuer une phase du transport. La totalité du transport possède de façon indivisible le caractère international.

Les transports réalisés par différents transporteurs relevant de la même Alliance correspondent à cette hypothèse, en particulier du fait de la délivrance d'un billet unique. La conséquence sera que la phase ultime du transport accomplie entre deux aéroports appartenant au même État ne sera pas réputée transport domestique, mais relèvera en cas d'accident de la CM. Un transport Toulouse-Paris-New York- Chicago-Milwaukee est considéré comme un tout par les compagnies et le voyageur : les phases 1, 3 et 4 ne sont pas considérées comme des vols internes, elles sont des tronçons d'un transport international global.

Le transporteur aérien effectif, contractuel ou non contractuel, accomplissant tout ou partie des vols. En ce qui concerne l'application de la jurisprudence rendue en application du règlement européen sur le retard, les tribunaux connaissent d'espèces dans lesquelles le transport est constitué de plusieurs segments, le déplacement aérien étant caractérisé par une ou plusieurs correspondances. Si le passager a pris une réservation unique pour la totalité du trajet, la jurisprudence tend à faire application de la législation européenne à l'ensemble des intervenants, même auteurs d'un léger retard, en particulier au premier transporteur, s'il a le tort d'être un transporteur européen décollant d'un aéroport européen, cf. infra. L'expression de transporteur successif n'ont toutefois pas été utilisée par le règlement n° 261/2004.

C. Le recours par le transporteur contractuel à un sous-transporteur

Il arrive assez fréquemment que le transporteur contractuel n'effectue pas lui-même le déplacement convenu, mais fasse opérer tout ou partie du transport par un transporteur substitué appelé transporteur de fait ou transporteur effectif, avec lequel le passager n'a pas contracté.

Le droit public économique

L'art. R. 6412-28 CT vise la situation où l'exploitation de services aériens par des transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation délivrée par la France, au départ, à destination, ou à l'intérieur du territoire national, s'opère dans le cadre d'accords commerciaux entre transporteur contractuel et transporteur de fait.

Cette exploitation est soumise à autorisation ministérielle.

Un arrêté fixe les conditions d'ordre économique et social de cette autorisation, ainsi que celles relevant du domaine de la sécurité des vols.

Le droit consommériste : le règlement CE n° 2111/2005 du 14 décembre 2005 impose de communiquer aux passagers l'information sur l'identité du transporteur aérien effectif. La personne qui ne respecte pas les obligations découlant du règlement européen encourt le prononcé d'une amende administrative, article R.

Le droit privé : les dispositions de la convention de Guadalajara qui avait eu pour finalité de faire bénéficier en cas d'accident de la limite de réparation bénéficiant au transporteur contractuel le transporteur substitué ont été intégrées dans les articles 39 à 48 de la convention de Montréal.

Laurent Guignard, Sous-traitance et transport, 514 p., Litec, 2001, Bibliothèque du droit de l'entreprise, thèse sous la direction de Jean-Pierre Tosi

Hamadi Gatta Wague, Le transporteur de fait - contribution à la théorie du transport, 2011, préface Philippe Delebecque, Presses universitaires d'Aix Marseille

[Le Juzgado de lo Mercantil de Cordoba demande à la CJUE si le transporteur contractuel est assimilable au transporteur aérien successif, et si le transporteur de fait de la convention de Montréal est assimilable à un transporteur aérien successif.

Affaire ZU et TV / Ryanair, C-618/20. Affaire radiée le 31 mars 2021.

La jurisprudence actuelle pousse à cette double assimilation. ]

Le passager, a priori, n'a pas contracté avec le transporteur substitué, alias transporteur de fait. Le passager est un tiers à l'opération. Il n'est pas le contractant du transporteur substitué.

Le transporteur de fait pourrait décider de remettre des billets de transport à son propre nom avec la mention du passager, ce dernier acceptant cette remise lors de la montée dans l'avion. On pourrait y voir alors l'établissement d'une relation contractuelle directe entre la compagnie exécutant réellement le déplacement aérien et le passager.

Dans un transport aérien avec partage de code, sur une liaison entre la France et l'île Maurice, le contrat ayant été conclu par les passagers par voie télématique via une agence avec Air Mauritius, le vol devant être effectué par Air France (vol annulé à raison d'une grève du personnel), la cour d'Amiens voit dans l'opération la présence d'une stipulation pour autrui. Une convention a été nouée entre les deux compagnies pour déterminer laquelle des deux exécuterait le vol. La cour d'appel voit dans la compagnie mauricienne le stipulant ; la société Air France est analysée comme le promettant, promettant d'opérer le vol, les passagers étant les bénéficiaires. De telle sorte que ceux-ci ont acquis une créance directe contre Air France, Air France étant débitrice, débitrice d'une obligation de faire, celle d'effectuer le vol en faveur de ces passagers.

Amiens, sur renvoi à la Cour de Justice, 21 mars 2023, affaire C-194/23, arrêt référencé sur le site Curia.

L'arrêt de la cour d'appel invoque à l'appui de son analyse un arrêt de la 1<sup>o</sup> Civile du 21 novembre 1978, n<sup>o</sup> 77-14.653.

#### D. La détermination du transporteur en cas de location (coque nue) de l'aéronef

Qui est transporteur ? Le bailleur loueur ou le locataire preneur ?

Le locataire est en principe l'exploitant de l'aéronef dont il a l'usage et la jouissance, il est donc le transporteur contractuel.

Le loueur ne l'est pas, il n'entre pas en relation avec les passagers ou les expéditeurs chargeurs.

#### E. La détermination du transporteur en cas d'affrètement de l'aéronef servant au transport

Qui est transporteur ?

Le frèteur ou l'affrèteur ?

Dans certaines situations, le frèteur remet des titres de transport aux passagers, il noue ainsi des relations contractuelles directes avec les passagers : on le considère comme transporteur contractuel.

Les autres hypothèses : l'affrèteur a contracté avec les passagers, l'affrèteur étant un transporteur professionnel ou une agence de voyages organisant un voyage à forfait

. L'affrèteur a la gestion commerciale de l'aéronef et il s'est fait transférer la gestion nautique : il est transporteur, le frèteur ne l'est pas.

. L'affréteur n'a pas la gestion nautique ; le fréteur a conservé la gestion nautique et il a l'équipage sous ses ordres, il est transporteur de fait.

F. L'incidence de la présence d'une agence de voyages facilitant ou procurant le déplacement aérien

Les voyagistes, les agences de voyages, les tour-opérateurs, les organisateurs de voyages jouent un rôle déterminant dans l'organisation des voyages, touristiques ou non, collectifs ou individuels ; une bonne partie de ces voyages s'ils se déroulent dans des pays lointains comporte une composante aérienne, au moins à l'aller pour se rendre sur place ainsi qu'au retour.

Les agences organisent ces voyages ou bien se contentent de vendre des billets ou des contrats permettant de les accomplir.

Vasiliki Fasoula, Les mutations du marché européen du voyage, in Variations juridiques sur le thème du voyage, avril 2015, p. 295

L'ouvrage collectif Droit du transport de passagers, Droits français et de l'Union européenne, publié en février 2016 chez Larcier sous la direction de Mme Bon-Garcin contient une partie 2, due à M. Olivier Gout, consacrée à la relation contractuelle du passager avec les agences de voyages, p. 323 et suivantes.

La Communauté européenne avait édicté une 1<sup>o</sup> directive 90/314 du 13 juin 1990 concernant les voyages, vacances et circuits à forfait, JO 1990, L. 158.

Cette directive a été abrogée, à compter du 1<sup>o</sup> juillet 2018, par la directive 2015/2302 du 25 novembre 2015, JOUE du 11 décembre 2015, L 326/1.

Cette directive du 25 novembre 2015 est relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées.

La France a transposé cette réglementation, par l'ordonnance du 20 décembre 2017 et le décret du 29 décembre 2017, dans le code du tourisme.

Voir le commentaire de M. Lachièze au JCP G 2018 p. 173.

Jean-Denis Pellier, Le nouveau droit contractuel du tourisme, Revue des contrats 2018.414

Delphine Bazin-Beust, Les voyages à forfait après la directive Travel : quelle sécurité, pour quels voyageurs, in Transport et sécurité , 2019, p. 375

La difficulté que l'on rencontre est de coordonner les enseignements du droit du tourisme et de ceux du droit aérien, ce qui n'est pas toujours très facile.

Le statut des agences

L'agence qui organise ou qui vend des voyages doit être immatriculée sur le registre des agents de voyage. Elle présente une garantie financière. Elle doit prendre une assurance obligatoire pour garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle, article L. 211-18 du code du tourisme.

Les obligations des professionnels, comme organisateur ou vendeur de voyages, sont lourdes. Art. L. 211-7 du code du tourisme. Celui qui vend des titres de transport aérien dans le cadre d'un forfait touristique est soumis à cette législation protectrice des intérêts des consommateurs de voyage.

Le régime est cependant allégé lorsque l'agent se contente de réserver ou de vendre des titres de transport aérien, sans qu'il y ait forfait touristique ou prestations liées. L'article L. 211-7 écarte le régime propre aux forfaits touristiques et aux ventes de voyages et de séjours en ce qui concerne la seule vente de titres de transport aérien. Le régime strict de responsabilité professionnelle prévu par l'art. L. 211-16 c. tourisme est écarté par l'art. L. 211-17-3 du code du tourisme en ce qui concerne la vente de titres de transport aérien, qui n'entre pas dans un forfait touristique.

**1<sup>o</sup> hypothèse** : L'agence se livrant à la seule activité de **billetterie**

L'agence est dans cette situation un simple intermédiaire dans la vente de billets et de titres de transport aérien. C'est une hypothèse de mandat.

Droit du transport des passagers, direction Bon Garcin, p. 366.

L'agence remplit la fonction d'intermédiaire dans la conclusion du contrat de transport aérien.

Elle vend des **vols secs**, elle n'organise pas, elle ne vend pas un voyage organisé avec prestations hôtelières et transports. Il n'y a pas forfait touristique.

Elle place des billets d'avion auprès de sa clientèle, en percevant une commission.

Il n'y a pas de contrats liés du moment qu'il n'y a que l'achat individuel d'un déplacement aérien.

Les pratiques de vente ont évolué. Jadis, ces agences opéraient uniquement par contact physique avec le client, l'agence disposait de lieux de vente et de magasins pour traiter avec les clients. À l'époque contemporaine, nombre d'agences ne disposent pas de points de vente, elles opèrent uniquement via internet.

#### a. L'agence en général

L'agence dispose de locaux où les clients se rendent pour obtenir un titre de transport, ou bien les clients téléphonent. C'était le schéma ancien. L'agence, la clientèle ont désormais recours à l'informatique et effectuent les opérations en ligne.

L'agence vend des vols secs, elle fait des réservations de billets, elle délivre des titres de transport aérien, elle ne fait pas d'opération entrant dans un forfait touristique, elle a la qualité de mandataire de la compagnie ou du voyageur, elle perçoit des frais de la part du client.

Le règlement communautaire n° 2111/2005 du 14 décembre 2005 répute le vendeur de billets être un contractant du transporteur aérien, art. 2 lettre c.

L'agent joue le rôle d'un mandataire lorsqu'il se contente de délivrer des titres pour voyager.

On hésite pour savoir de qui l'agence est-elle la mandataire ? Qui est le mandant : le transporteur qui donne mission à l'agence de placer des billets d'avion ? Le client qui contacte une agence pour qu'elle lui fasse obtenir un billet de transport ?

Consulter la savante note de Matthieu Poumarède, JCP 11 avril 2007, II, 10060

Première opinion : l'agence de voyages est mandataire du transporteur. L'IATA a élaboré un contrat type d'agence de vente de passages pour les relations contractuelles entre transporteurs aériens et agences. Les agents de voyages y sont vus comme des mandataires des transporteurs. L'agence de voyages vend les billets aux voyageurs comme mandataire des transporteurs. Les clients ne concluant aucun contrat avec l'agence, ils contractent avec le transporteur représenté par l'agence de voyages.

Seconde opinion, exprimée par de nombreuses décisions de jurisprudence : le client est le mandant, il a donné mandat à l'agence de voyages de lui procurer un titre de transport.

Certains auteurs pratiquent l'éclectisme et proposent de parler d'un double mandat.

Puisque qu'on n'est pas en matière de ventes de forfaits touristiques, les passagers sont informés de l'identité du transporteur aérien dans les termes prévus par le code de l'aviation civile, art. R. 211-19 du code du tourisme.

L'agence n'engage sa responsabilité qu'au titre de la faute prouvée.

Plusieurs incidents peuvent émailler l'activité de l'agence.

#### L'annulation du vol

Le débiteur de l'information d'annulation.

Le client fait l'achat d'un billet d'avion, il passe par agence. Le vol est annulé. Le transporteur est conduit à informer le passager de cette annulation. Le transporteur est-il tenu d'assurer directement cette information auprès du passager ? L'agence joue-t-elle un rôle dans la transmission de l'information ?

Cette question a été indirectement posée dans l'affaire Krijgsman ayant donné lieu à un arrêt de la CJUE du 11 mai 2017, C-302/16.

Le client avait acheté un billet sur un site internet, le transporteur avait informé l'agence de cette annulation, l'agence n'avait répercuté l'information au client qu'avec retard.

L'agence avait décliné dans cette affaire toute responsabilité, indiquant que son activité de mandataire consistait uniquement à faciliter la conclusion de contrats de transport entre passagers et transporteurs aériens, elle



considérerait qu'en cas d'annulation de vol la mission d'informer les passagers de cet incident incombait au seul transporteur, auquel avait été communiquée dans le dossier de réservation l'adresse électronique du passager. Le transporteur aérien, dont la responsabilité était mise en cause par le passager, répliquait qu'il est d'usage que l'information relative aux vols soit donnée aux agences, celles-ci devant répercuter l'information auprès des passagers.

L'arrêt décide qu'il incombe au transporteur désireux d'échapper à son obligation d'indemnisation prévue par la réglementation européenne de faire la preuve que le passager a été informé à temps de la décision d'annulation. Preuve que le transporteur ne pouvait établir en l'espèce.

L'arrêt n'exclut cependant pas que le transporteur puisse se retourner contre l'agence n'ayant pas fait diligence dans la transmission de l'information. Tout dépend finalement des obligations mises à la charge de l'agence dans le cadre du contrat de mandat qu'elle conclut avec le transporteur.

#### La faillite du transporteur

Un client prend un billet aller et retour Toulouse /Dallas, le retour ne peut pas s'effectuer parce que le transporteur a fait faillite. L'inefficacité du titre tenait à des circonstances extérieures, la responsabilité contractuelle de l'agence n'est pas engagée, la preuve d'aucune faute n'est rapportée : I° Civile, 30 janvier 2007, avec la note de M. Matthieu Poumarède, arrêt cité au rapport annuel de la Cour de cassation. L'agence avait uniquement délivré un titre de transport, mais elle n'était pas débitrice de l'obligation d'assurer le vol de retour.

Le refus d'entrée dans un État opposé à un passager non-détenteur des passeports, visas et autres documents de voyage

L'agence qui vend seulement des vols secs peut-elle voir sa responsabilité être engagée, si le passager se trouve refoulé ?

Met-on à sa charge l'obligation d'informer sa clientèle sur les éventuelles difficultés d'entrée dans un État lointain ?

La jurisprudence fait preuve de sévérité envers les agences n'ayant pas informé parfaitement leurs clients.

C'est ainsi qu'une agence de voyage qui avait distribué un ensemble de billets d'avion pour un périple en Amérique du Sud a été condamnée civilement, les clients en provenance de Lima atterrissent à Sao Paulo. Ils se voient refuser l'entrée au Brésil parce qu'ils ne se sont pas fait vacciner contre la fièvre jaune, le voyageur est en faute, il aurait dû informer ses clients sur les formalités d'entrée sur le territoire des pays de destination et sur les justifications requises quant aux vaccinations, I° Civile, 19 mars 2009, n° 08-11617. L'arrêt est rendu sur le fondement du droit commun du mandat. La haute juridiction approuve la juridiction de proximité d'avoir décidé que le voyageur, en tant que professionnel mandataire de son client à qui il avait vendu des billets d'avion, avait failli à ses obligations en ne l'informant pas de façon claire et précise sur les conditions d'utilisation du billet, parmi lesquelles figurent les formalités d'entrée sur le territoire des États de destination, notamment au regard des justifications requises de vaccination en cours de validité.

La cour d'Aix, dans un arrêt du 1° février 2018, Juris tourisme 2018, n° 206, p. 12 obs. Xavier Delpech, condamne sur le fondement de l'article 1992 du code civil - le mandataire répond des fautes dans sa gestion -, une agence de voyages ayant vendu des billets d'avion pour un voyage de Marseille aux Comores. La seconde phase du transport allait d'Amsterdam à Moroni. Un refus d'embarquement se produit aux Pays Bas le 5 février 2016 : les enfants ont des passeports qui se périmaient en mai 2016, ils n'auraient pas pu revenir en France. Manquement à l'obligation d'information. La mère de famille n'aurait-elle pas pu consulter les passeports de ses enfants pour s'apercevoir de la prochaine perte d'efficacité de ces documents ?

[Cette législation consumériste de signalisation des conditions de franchissement des frontières ne concerne que les intermédiaires, vendeurs de billets et opérateurs de la vente de voyages et de séjours, elle n'est pas directement applicable aux **transporteurs** qui concluent des contrats de transport et qui délivrent en conséquence des billets à leurs clients, I° Civile, 10 septembre 2015, Bull., n° 14-22223, Responsabilité civile et assurances, n° 12, décembre 2015, commentaire 321 par Laurent Bloch. Cf. l'étude de Stéphane Piédelièvre, in Transport et sécurité, p. 368.]

Les relations entre l'agence et le transporteur aérien

Une agence peut se lier par le contrat IATA, contrat d'agent de vente aux voyageurs, avec chaque compagnie membre de l'IATA. L'agence est à ce titre tenue de certaines obligations.

Voir l'arrêt de la cour de Paris du 25 octobre 2018, référencé par M. Xavier Delpech, à Juris tourisme 2018, n° 214, p. 15, concernant une agence autorisée à vendre des billets d'American Airlines. Elle encourt ultérieurement la rupture immédiate de la relation d'affaires, l'agence en violation du contrat d'agence avait proposé les billets de cette compagnie américaine sur le site de prix comparateur liligo.fr. L'agence avait transmis illicitement des données concernant le transporteur à la société exploitant ce site.

L'agence qui place les billets d'avion d'une compagnie perçoit le prix des billets de la part de la clientèle. Elle transfère ensuite ces sommes d'argent au transporteur, moyennant une commission. Selon ce contrat IATA, les sommes encaissées par un agent de voyages pour le transport et services annexes vendus sont la propriété du transporteur, ces sommes doivent être gardées en dépôt par l'agent comme propriété du transporteur. On est en présence d'un dépôt irrégulier portant sur des choses fongibles, en principe le dépositaire en devient propriétaire. Mais la clause contraire, ce qui est le cas ici, est possible, le contrat peut imposer au dépositaire d'individualiser les sommes à lui remises pour éviter qu'elles entrent dans son patrimoine. Jérôme Huet, Traité de droit civil de Jacques Ghestin, Les principaux contrats spéciaux, n° 33133.

L'agence qui vend des billets d'avion et en encaisse le prix a l'obligation de remettre ce produit à la disposition du transporteur aérien, dans le cas contraire elle s'expose à une condamnation pour abus de confiance : Criminelle, 9 février 2011, n° 10-80801, la dirigeante utilisait cet argent pour payer son personnel.

L'agence Wastels a fait l'objet d'une procédure collective, elle avait été habilitée à vendre des billets d'avion pour le compte d'Air France, Air Maroc, TAP et Iberia. Les compagnies aériennes ont saisi le juge commissaire d'une demande en restitution des sommes versées par les clients au titre des billets émis pour leur compte. Les compagnies ont prétendu que l'agence n'avait détenu ces sommes d'argent qu'à titre précaire et à charge de les restituer, que ces sommes n'étaient jamais entrées dans le patrimoine de l'agence. Le dépositaire ne devient pas propriétaire d'une chose fongible donnée en dépôt lorsqu'elle est individualisée. La chambre commerciale dans un arrêt du 22 mai 2013, Bull., n'a pas accueilli une telle argumentation, elle considère que la demande de restitution de fonds ne peut être formée par voie de revendication. La seule voie ouverte au créancier d'une somme d'argent est de déclarer sa créance à la procédure collective de l'agence débitrice. Les créances en question sont soumises à déclaration, la cour d'appel est approuvée pour avoir rejeté les requêtes en revendication.

Une affaire Tourisme d'affaires a été examinée par la Cour européenne des droits de l'homme, 16 février 2012. Cette agence de voyages a son siège à Neuilly, elle a une succursale dans l'île de Saint Martin, aux Antilles, le gérant était malhonnête et s'était livré en 2003 à l'utilisation frauduleuse de cartes bancaires permettant des achats de billets d'avion émis par Air France. La compagnie aérienne a émis les billets mais elle n'a pas été payée car les titulaires des cartes bancaires ont fait opposition. Air France réclame à l'agence l'indemnisation de son préjudice à la hauteur de 61 584 euros. L'agence paie cette somme et se retourne ensuite contre son assureur, elle est en effet couverte au titre d'une police responsabilité civile professionnelle agences de voyages. L'assureur Generali IARD refuse sa garantie. S'ouvre un long contentieux. La garantie d'assurance jouait-elle ou non ?

La cour de Paris a estimé que l'agence était tenue envers Air France d'une dette de nature contractuelle qui n'était pas couverte par l'assurance responsabilité civile. La cour invoque le manuel de l'agent de voyage BSP de l'IATA, le préposé de l'agence ne s'y était pas conformé aux procédures décrites au manuel BSP, il n'a pas procédé aux vérifications d'usage à propos de l'utilisation des cartes bancaires, l'agence qui a émis le billet doit assumer la perte à son débit. C'est contractuellement que l'agence de voyages restait redevable de cette dette. Cette dette n'était pas une dette de responsabilité civile mais une dette contractuelle, Air France a demandé à son contractant l'agence d'exécuter son obligation découlant du contrat IATA. Il ne s'agissait pas d'une dette de responsabilité civile de nature à entraîner la garantie de Generali. La police vise expressément les préjudices subis par les tiers du fait de l'activité d'agence de voyages, en l'espèce les malversations ont été préjudiciables à l'assuré lui-même qui a dû payer Air France.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi par un arrêt du 17 septembre 2009, n° 08-20478. Elle a estimé que la cour d'appel avait pu retenir que la dette incombant à l'agence était une dette contractuelle de l'agence qui n'avait fait qu'exécuter le contrat qui la liait à la compagnie aérienne. L'agence ne pouvait

prétendre à obtenir la garantie de l'assureur.

Quant au second moyen, selon lequel l'agence était un simple mandataire, qu'elle n'était pas partie au contrat de vente de billets, qu'elle n'était ni créancière ni débitrice de leur prix, il était nouveau donc irrecevable.

L'agence de voyages a tenté en vain de plaider devant la Cour européenne qu'elle n'avait pas bénéficié d'un procès équitable devant la Cour de cassation, celle-ci ayant refusé l'examen d'un moyen comme nouveau. La cour européenne n'a pas à se substituer aux autorités nationales, la cour vérifie seulement si les observations des parties ont été entendues. La cour aurait aimé davantage de motivation pour le recours à la notion de moyen nouveau, mélange de droit et de fait. La Cour de Strasbourg ne conclut pas de la part de la Cour de cassation à une erreur manifeste d'appréciation, la Cour de cassation s'est livrée à une appréciation effective du dossier. La Cour de cassation n'a pas apporté une limitation excessive au droit d'accès de l'agence à un tribunal. Il est conclu à l'absence de violation de l'article 6 § 1 de la convention européenne.

La compagnie Air Maroc avait confié, à des fins de commercialisation, à une agence des billets d'avion ayant un montant de 32307 euros. Ces billets ont été placés auprès de clients par des sous-agences. Le gérant de l'agence s'était engagé à verser les sommes d'argent résultant de la vente des billets à la clientèle au crédit d'un compte bancaire, les sommes devant être remises au transporteur le 17 de chaque mois. Ce qu'il n'avait pas fait. Les sous agences s'étaient vu octroyer des délais de paiement par le gérant au mépris de ses obligations contractuelles. Le gérant est condamné pour abus de confiance. Criminelle, 6 janvier 2021, n° 19-87.056.

L'arrêt de la chambre commerciale du 9 juin 2021, n° 19-20.469, concerne les relations financières entre les transporteurs aériens, l'IATA et les entreprises de croisières. La société Croisières était accréditée depuis 1979 auprès de l'IATA. La société assurait la distribution de billets émis par les transporteurs aériens, elle percevait un prix de la part des clients. Ces billets lui étaient facturés dans son compte IATA, appelé le BSP. Les titres de transport émis le mois précédent devaient être payés par cette société tous les 15 jours du mois. L'IATA demande le 18 novembre 2013 à cette société de lui payer immédiatement la somme de 389 861,51 euros qui était due le 15 novembre. L'IATA estime ensuite ne pas avoir été payée intégralement, elle déclare la société en défaut le 20 novembre et la prive ainsi en fait de la possibilité d'émettre des billets.

La Société marseillaise de crédit gère les paiements de la société croisières, elle informe l'IATA que le règlement du mois de novembre s'était fait avec un décalage de 48 h suite à un retard technique de l'acheminement des fonds.

Le 13 décembre, l'IATA retire la déclaration de défaut.

Le hic, c'est que la société Croisières est mise en liquidation judiciaire. Elle engage la responsabilité de l'IATA, elle lui reproche de l'avoir abusivement privée de la possibilité d'émettre des billets, ce qui aurait entraîné l'ouverture de la procédure collective en janvier 2014.

La cour de Versailles a condamné l'IATA pour faute à payer des dommages intérêts. L'IATA aurait reconnu sa faute.

L'arrêt est cassé au visa de l'article 4 CPC. Dans ses conclusions, l'IATA avait indiqué que la mise en défaut était fondée à raison d'un règlement partiel et tardif des sommes dues aux compagnies aériennes. Elle avait levé le défaut ultérieurement au bénéfice du doute. Elle n'avait pas reconnu avoir commis une erreur. La cour d'appel avait méconnu l'objet du litige.

(Un arrêt de la chambre sociale du 9 mai 2019, n° 17-21162, refuse à une société une dérogation permanente au repos dominical. Cette entreprise Bluelink appartenait à la catégorie des établissements de tourisme et de loisirs, les salariés étaient employés à des activités de vente par téléphone de billets d'avion et géraient les appels des membres du programme de fidélisation d'Air France KLM, Flying Blue. Elle faisait application des primes attribuées dans le cadre de ce programme. Elle gérait également les réclamations des bagages pour le compte d'Alitalia et de la compagnie tchèque. Elle effectuait des réservations d'hôtel pour le compte d'Accor.)

#### b. Les agences en ligne

On relève la montée en puissance depuis une dizaine d'années de plusieurs agences comme Opodo ou Lastminute. Elles n'ont pas ni magasin ou ni bureau. La transaction se fait par internet.

Le contenu et l'étendue des obligations de l'agence de voyages opérant sur internet

Le législateur pose à leur intention des dispositions spécifiques.

Cf. Fernanda Sabrinni, La notion de plateforme au cœur des nouvelles relations entre professionnels, RTD Com 2020 p. 215

Le règlement 2019/1150 du 20 juin 2019 promeut l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de

services d'intermédiation en ligne.

Les clients doivent être informés de l'identité du transporteur aérien, art. R. 211-19 du code du tourisme qui faisait renvoi pour la solution à la législation aérienne.

Toute personne qui commercialise des titres de transport aérien informe le consommateur, pour chaque tronçon de vol, de l'identité du transporteur contractuel et le cas échéant du transporteur de fait. Art. R. 6421-4 CT .  
Amende administrative, art. R. 6432-4 CT .

Quelle est la responsabilité de telles agences en cas d'incident de voyage ?

Nous verrons infra que les agences qui se font organisateurs de voyages à forfait, combinant prestations de transport et prestations hôtelières, sont soumises à un régime particulièrement strict, elles sont responsables de plein droit de la bonne exécution du contrat conclu à distance.

Le code de la consommation dispose, à l'actuel article L. 221-15 al. 1°, que le professionnel est responsable de plein droit à l'égard du consommateur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat conclu à distance, que ces obligations soient à exécuter par le professionnel qui a conclu ce contrat ou par d'autres prestataires de services, sans préjudice de son droit de recours contre ceux-ci.

Mais la réservation et la vente de titres de transport aérien ou d'autres titres de transport sur ligne régulière n'obéissent à la section 2 « Contrat de vente de voyages et de séjours » que si elles interviennent dans le cadre d'un forfait touristique. Voir article L.211-7 du code du tourisme.

Quant à la lourde responsabilité professionnelle de l'art. L. 211-16 du code du tourisme, elle est écartée par l'art. L. 211-17-3 : la section 3 « responsabilité civile professionnelle » ne s'applique pas aux personnes physiques ou morales pour les opérations de réservation ou de vente, conclues à distance ou non, n'entrant pas dans un forfait touristique, relatives... à des titres de transport aérien.

Il est fréquent que les transporteurs aériens commercialisent des titres de transport émis par d'autres compagnies, en particulier s'ils appartiennent à la même alliance, cf. art. L. 211-3, lettre d) du code du tourisme. Ils échappent aux dispositions propres aux voyagistes.

L'agence est tenue de délivrer aux voyageurs l'information sur les documents de voyages requis pour entrer dans les pays étrangers, passeport, visa... Cette charge relève de l'information précontractuelle d'information.  
Grenoble, 25 septembre 2018, obs. de Xavier Delpech in Juris -Tourisme 2018, n°213, p. 10

1° Civile, 12 juin 2012, Bull. : Go Voyages vend, vol sec, des billets d'avion Paris - Djeddah sur la compagnie Middle East à deux hommes qui se rendaient en pèlerinage à la Mecque. Or les autorités saoudiennes réservent de tels vols à la compagnie Saudi Arabian. La compagnie libanaise refuse l'embarquement aux pèlerins. Les intéressés prennent alors le billet auprès de la compagnie préposée à l'acheminement des pèlerins et demandent à l'agence de voyages le remboursement des billets inutilisés. Ce qu'accorde le juge de proximité, 982 euros, plus 1000 de dommages intérêts : l'agence - qui ne pouvait ignorer vu la date et le lieu de destination le but du voyage - aurait dû indiquer à ses clients qu'il existait une seule compagnie habilitée pour le pèlerinage. La cassation intervient au visa de l'art. 455 CPC qui prévoit que les jugements doivent être motivés. Les motifs étaient impropres à établir la connaissance qu'avait (ou qu'aurait dû avoir) l'agence de ce que la finalité du voyage de ses clients était un pèlerinage à la Mecque. Il y avait défaut de motivation.

La situation des sites opérant sur le marché du placement des billets d'avion, intermédiaires entre la clientèle et les compagnies aériennes.

La clientèle fréquente ces sites, elle s'informe des services aériens offerts par les différentes compagnies, elle compare les prix, elle opte en faveur des tarifs les plus intéressants financièrement parlant.

Les comparaisons de prix, cf. art. L. 111-6 du code de la consommation

Les opérateurs de plate-forme en ligne, art. L. 111-7 du code de la consommation

Certains intermédiaires - comme Opodo - facilitent la vente sur leurs sites internet de billets d'avion proposés par des compagnies aériennes, ils référencent à l'intention des internautes des offres de transport, ils prennent une commission sur chaque billet acheté sur leur site.

Des litiges se sont élevés entre l'opérateur Opodo référencant des billets à la vente et le transporteur irlandais à bas coûts.

La compagnie Ryanair prétend qu'on vend ainsi en ligne des billets à des tarifs plus chers que ceux qu'elle pratique.

Question : ces vendeurs de billets sont-ils habilités comme mandataires de la compagnie ? Parfois. Font-ils du courtage ? Un travail d'intermédiaire. Achètent-ils des billets aux transporteurs pour les revendre au grand public ? Non. Le contrat de transport est conclu dans ces espèces entre le transporteur et le client, celui-ci ayant eu recours à l'intermédiaire qui agit pour son compte.

La société Ryanair a perdu les procès en concurrence déloyale qu'elle avait intentés.

On peut consulter les décisions prises dans une affaire opposant la compagnie irlandaise à bas coût Ryanair à la société Opodo.

1<sup>o</sup> instance. Le jugement du TGI de Paris du 9 avril 2010 est référencé en date du 8 juin 2010 sur le site Legalis : Ryanair reproche à l'agence Opodo de vendre des billets Ryanair au public sur son site Opodo. Le transporteur en effet indique dans les conditions d'utilisation de son site qu'il n'autorise aucun autre site internet que le sien à vendre ses vols Ryanair. Opodo par le biais du Screen Scraping propose à la vente des vols Ryanair. Le tribunal pour rejeter la prétention indique que les conditions générales d'utilisation du site ne sont opposables qu'à celui qui achète pour son propre compte des billets d'avion, Opodo n'achète pas des billets pour les revendre à ses clients. Opodo est seulement un intermédiaire. Les vols que des passagers réservent à partir du site Opodo sont finalement concrétisés sur le site Ryanair. Opodo collecte les offres publiques de Ryanair, il les communique à ses clients ; si un client accepte une offre elle est transmise à Ryanair, le contrat de transport est ainsi conclu. Opodo est un intermédiaire au service du passager, il joue le rôle de mandataire du passager auprès de Ryanair. On peut ainsi dire qu'Opodo ne vend pas les billets de Ryanair, même s'il joue un rôle pour lui amener des clients. Opodo perçoit une commission de la part de son client acquéreur du billet.

Instance d'appel. Paris, 23 mars 2012, qui rejette les demandes de Ryanair. L'essentiel de l'arrêt de la cour d'appel se trouve repris dans les moyens publiés en annexe à l'arrêt de la Cour de cassation.

Il n'y avait pas atteinte aux droits du producteur d'une base de données.

Il n'y avait pas contrefaçon de marque : la loi autorise l'usage de la marque d'autrui comme référence pour indiquer la destination d'un produit.

Il n'y avait pas lieu de reprocher à Opodo des actes de concurrence déloyale : le fait pour une compagnie de vendre directement ses billets ne saurait lui permettre d'interdire à une agence de voyages de proposer ces mêmes billets à la vente dans le cadre de son activité professionnelle, les prix des billets sont d'ailleurs identiques. Opodo agence de voyages en ligne n'est pas mandataire des transporteurs, elle ne perçoit aucune rémunération de leur part, elle permet aux consommateurs de comparer les prix et d'effectuer une réservation par son intermédiaire.

L'affaire est portée devant la Cour de cassation. le pourvoi formé par Ryanair est rejeté.

Com. 10 février 2015, Bull., n° 12-26023, D. 2015.908 note Lancrenon, D. 2015.2216 obs. Jacques Larrieu.

Le débat est placé en termes de protection des droits sur les banques de données et de droit des marques.

Sur le premier moyen.

La société Ryanair faisait valoir qu'elle avait réalisé un investissement substantiel pour la constitution d'une base de données, accessible via ses sites internet, à partir desquels la clientèle d'internautes avait accès aux services de vente de billets et de réservation. La société n'obtient cependant pas satisfaction dans sa prétention de bénéficier de la protection spécifique prévue par les articles L. 341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle (provenant d'une transposition d'une directive européenne 96/9 du 11 mars 1996). Le producteur de la base de données bénéficie d'une protection du contenu de la base lorsque la constitution atteste d'un investissement substantiel. La cour d'appel avait exclu du champ de l'investissement le coût des logiciels et les dépenses concernant l'application informatique de la billetterie. Le transporteur a en effet un service web spécifique pour la billetterie et le paiement sécurisé. Les investissements concernant la gestion commerciale et la billetterie ne concernent pas la fabrication d'une banque de données. Concernant les autres éléments au titre de l'investissement consenti, elle a considéré souverainement qu'il ne revêtait pas un caractère substantiel.

Sur le deuxième moyen.

Ryanair reprochait à Opodo de reproduire certaines de ses marques sans autorisation. La cour suprême considère justifiée la décision de la cour d'appel. La société Opodo n'a pas fait usage des signes litigieux pour vendre elle-même des services désignés par les marques, mais uniquement pour désigner les services de Ryanair qu'elle proposait au consommateur, les signes étaient reproduits à titre d'information sur le nom de la compagnie, Opodo avait fait un usage licite des marques.

Sur le troisième moyen.

Il n'est pas examiné, ne pouvant pas servir de fondement à la cassation.

La jurisprudence néerlandaise et européenne a connu d'un contentieux né de faits identiques entre Ryanair et PR Aviation, fondé ici encore sur la législation sur la propriété intellectuelle. Cette entreprise exploite un site

internet, les lecteurs disposent ainsi de renseignements portant sur les données de vol des compagnies aériennes à bas coût, ils peuvent comparer les prix et réserver un billet, moyennant une commission ; cet intermédiaire utilise un recueil de données couplé avec le site internet de Ryanair. On sait que cette compagnie aérienne indique pourtant sur son site que le site de Ryanair est le seul site internet autorisé à attribuer des vols Ryanair. La capture de données d'écran, Screen Scraping, est interdite, sauf si une convention de licence est conclue entre Ryanair et un intéressé. La compagnie irlandaise a poursuivi PR Aviation devant les tribunaux néerlandais pour violation de la directive 96/9 du 11 mars 1996 sur la protection juridique des bases de données, de la loi sur les bases de données (qui a transposé la directive) et de l'AW qui est la loi sur les droits d'auteur. C'est la cour suprême des Pays Bas qui a formé la demande de décision préjudicielle. Dans son arrêt du 15 janvier 2015, affaire C-30/14, RTD Commercial 2015.294 obs. Frédéric Pollaud Dulian, la CJUE prend acte de ce que la juridiction néerlandaise considère que le recueil de données de Ryanair constitue une base de données n'étant protégée ni par le droit d'auteur ni par le droit sui generis prévus par la directive, directive qui autorise sous certaines conditions un utilisateur légitime d'extraire des parties non substantielles de son contenu. Si la création de la base de données ne relève pas de la directive et de la protection qu'elle apporte, le créateur de la base peut revendiquer une protection sur la base du droit national et établir, si ce droit le permet, des limitations contractuelles à l'utilisation de la base par des tiers. Le litige sera tranché par les juridictions néerlandaises en termes de droit néerlandais. Rien n'indique que Ryanair obtiendra satisfaction.

## **2° hypothèse.** Les prestations de voyage liées

Il s'agit d'une situation nouvellement envisagée.

J.D. Pellier, *Le nouveau droit contractuel du tourisme*, RDC 2018, p. 414, n° 5.

La directive 2015/2302 du 25 novembre 2015 consacre des dispositions aux "prestations de voyage liées" ainsi qu'aux professionnels qui les fournissent.

Art. 3, 5, de la directive de 2015, transposées à l'article L. 211-2, III, du code du tourisme.

Certains professionnels ne "vendent" pas des "forfaits". Ils se contentent de faciliter la conclusion de deux ou plusieurs contrats.

C'est une situation intermédiaire entre la vente de vols secs et la vente d'un forfait de voyage.

Ce professionnel n'est pas l'organisateur d'un transport aérien et d'un séjour de vacances. Il ne « vend » pas un forfait. Mais il va permettre à son client de faire plusieurs réservations pour être transporté et organiser son séjour dans le pays lointain. Le client a pris contact avec ce professionnel. Le client va faire grâce à ce professionnel deux ou plusieurs réservations.

Le professionnel est un intermédiaire, il fait en sorte que le voyageur fasse par son entremise l'acquisition d'un service de voyage.

Par ex. le client prend, par l'intermédiaire de ce professionnel, des billets d'avion pour se rendre en Inde depuis la France, à Mumbai puis à Goa et à Trivandrum, et revenir en France.

Toujours par cet intermédiaire, le voyageur a dans la foulée (en même temps ou dans un délai maximum de 24 heures) acheté un autre service de voyage dit supplémentaire auprès d'un autre professionnel. Par ex. une location dans un hôtel à Goa pour 15 jours.

Il est possible que cet intermédiaire lui retienne également des places à un spectacle ou qu'il lui réserve un véhicule.

Ce professionnel a facilité la conclusion d'au moins deux contrats permettant au voyageur de bénéficier d'un voyage et d'un séjour à l'hôtel. Il s'agit de prestations liées entre elles, elles ont un lien entre elles. Elles sont destinées à satisfaire un besoin commun, faciliter un voyage. Ce sont des contrats liés.

Ce facilitateur est tenu de certaines obligations.

Le professionnel est tout d'abord débiteur d'une information auprès de son client.

Il doit l'informer de l'existence de la garantie contre l'insolvabilité.

Il doit informer le client que celui-ci n'a pas "acheté" un voyage au forfait et qu'il ne bénéficie pas du régime très protecteur octroyé aux voyageurs dans ce type de contrat à forfait.

L'article 19 de la directive oblige ce professionnel à fournir une garantie en cas d'insolvabilité du transporteur ou de l'hôtelier. Article L. 211-3 du code du tourisme. Ce professionnel qui facilite un voyage et un séjour hôtelier en effet reçoit des paiements de la part du voyageur. Le client court le risque que le transporteur aérien fasse faillite et ne puisse pas assurer le transport à l'aller ou au retour. Il y a un risque identique auprès de l'hôtelier ou du loueur de véhicules.

Le client a une garantie, le professionnel sera tenu de rembourser son client, si la prestation promise n'est pas

exécutée...

Si le transporteur ne peut pas effectuer le transport retour... si l'hôtelier n'offre pas l'hébergement convenu... si le véhicule loué n'est pas mis à la disposition du touriste.

Le professionnel souscrit une protection contre l'insolvabilité auprès d'un fonds de garantie ou auprès d'une compagnie d'assurances.

Le professionnel est tenu de remettre à son client un formulaire d'information. Les textes prévoient plusieurs variantes de formulaire selon que le professionnel vend ou non un billet aller-retour. Arrêté du 1<sup>o</sup> mars 2018 fixant le modèle de formulaire d'information pour la vente de voyages et de séjours.

### **3<sup>o</sup> hypothèse : Les voyages à forfait effectués par les organisateurs de voyages**

Des millions de nos contemporains, jeunes ou vieux, entendent visiter tant qu'ils sont en santé les différents pays du monde, qu'il s'agisse de la Terre de Feu, du Népal ou de faire la conquête du Kilimandjaro. Il s'agit d'un luxe en provenance principalement des ressortissants des pays riches. L'industrie du tourisme brasse des millions d'euros ou de dollars. Le secteur touristique fait vivre des milliers de personnes, travaillant en particulier dans l'hôtellerie, la restauration, les transports ou l'animation artistique. Ces milliers de touristes, qu'ils résident en Europe, en Amérique du Nord, en Chine, au Japon, aux Indes ou ailleurs, sont amenés en avion sur les sites désirés. Les candidats au voyage s'adressent à des prestataires de services qui imaginent et mettent en œuvre le séjour de leurs clients dans les pays proches ou lointains. Les clients « achètent » pour un prix global un voyage et un séjour à Punta Cana ou sur la côte turque.

Le professionnel en cause est l'organisateur, ou à tout le moins le vendeur détaillant, de contrats de voyages et de séjours avec forfait touristique. Ce qui nous conduit à en traiter, c'est que le forfait inclut fréquemment, parmi les moyens de transport inscrits dans le programme, des déplacements par voie aérienne.

Le législateur européen régleme le contrat au voyage - un contrat spécial - et donne un statut aux professionnels de ce secteur, soumis à des obligations impératives qui se veulent protectrices des intérêts des clients.

Les protagonistes, ce sont les organisateurs de voyages, grands ou petits voyagistes.

Les clients sont les voyageurs, qui consomment le produit voyage à forfait.

L'organisateur de voyage n'effectue pas en général en personne les prestations liées au séjour, il en délègue l'exécution au secteur de l'hôtellerie et de la restauration, il fait effectuer les déplacements par des entreprises de transport qu'il choisit.

L'organisateur de voyages

Art. 3,8, de la directive du 25 novembre 2015. Article L. 211-2, IV du code du tourisme.

On désigne, sous cette appellation, une agence, un professionnel, une entreprise qui organise des voyages avec forfait touristique.

L'organisateur peut faire auprès de la clientèle de la vente directe de son forfait, le client « achète » un global, des services de transport aérien ainsi que des prestations d'hôtellerie et de restauration : l'agence fait le métier d'organisateur de voyages au service d'une clientèle.

L'organisateur peut aussi placer les forfaits touristiques qu'il organise par l'intermédiaire d'un autre professionnel. L'organisateur est le chef de file, il demeure garant de la bonne exécution du forfait dans son intégralité.

Le détaillant.

Art. 3,9, de la directive de 2015. Article L. 211-2, IV, du code du tourisme

C'est un professionnel qui n'est pas l'organisateur.

C'est un intermédiaire qui, sans organiser lui-même le forfait, vend et place de tels contrats de voyages auprès de sa clientèle. Le vendeur détaillant est alors un intermédiaire entre l'organisateur et le client, il n'est pas l'organisateur. Le détaillant n'assume pas les obligations de l'organisateur, il n'est pas responsable de l'exécution des services inclus dans le forfait, sauf si le droit national le prévoit. Art. 13 de la directive.

Le détaillant est cependant tenu de l'information précontractuelle.

[à titre d'exemple, un litige entre Tui France, ex Nouvelles frontières, et Jacq voyages, chambre commerciale, 6 avril 2022, n° 18-12.633. Jacq voyages est qualifié de mandataire exclusif. Tui France résilie les mandats. Mandats à durée indéterminée. Mandats d'intérêt commun, révocables par le mandant, soit pour juste motif, soit moyennant indemnité destinée à compenser le préjudice subi par le mandataire. La cour d'appel a condamné Tui à payer à Jacq une indemnité de 48 000 dollars, soit deux mois de commission. Jacq avait commis une faute en vendant à des tour-opérateurs concurrents de NF des produits Nouvelles Frontières. Fait ancien et connu, absence de gravité suffisante.]

Le droit français est tributaire en ce domaine du droit européen. Le JOUE du 11 décembre 2015, L 326/1, publie la directive 2015/2302 du 25 novembre 2015, qui modifie le règlement n° 2006/2004 et la directive 2011/83. Est abrogée la directive 90/314.

Le législateur français a donc été appelé à modifier certaines dispositions actuelles du code du tourisme pour qu'elles coïncident avec les dispositions de la directive européenne de 2015. C'est l'œuvre de l'ordonnance du 20 décembre 2017.

Le législateur français a décidé de lier le sort du détaillant à la condition de l'organisateur.

Jean-Denis Pellier, Le nouveau droit contractuel du tourisme, Revue des contrats, 2018, n° 3, p. 414

Le client du voyageur est la plupart du temps un consommateur, un quidam qui fait un déplacement et un séjour, seul ou à plusieurs, à finalité touristique.

La directive entend également bénéficier aux voyageurs d'affaires, aux travailleurs indépendants ou aux membres des professions libérales, qui n'organisent pas leurs déplacements en s'appuyant sur une convention générale. Voir l'art. 2, 2, lettre c, de la directive.

C'est pourquoi la directive de 2015 appelle voyageurs les personnes dont elle entend assurer la protection.

Il y a forfait touristique d'après l'article L. 211-2 du code du tourisme lorsqu'on relève les combinaisons suivantes : transport plus logement, une durée de 24 heures ou une nuitée, prix tout compris. Il y a plusieurs services qui sont promis, des déplacements en avion, par route, sur un fleuve, des nuitées, des repas, des distractions, des excursions, des spectacles. Mais le produit vendu est envisagé, pour un prix global, comme un tout.

La directive de 2015 élargit la notion de forfait. Elle voit un forfait dans le contrat combiné, dans le contrat tout compris : le voyageur achète sur un même lieu de vente pour le même voyage ou le même séjour de vacances plusieurs services. Ces services sont achetés dans le cadre de la même procédure de réservation, ou bien ils donnent lieu à un paiement global. Il y a également forfait lorsque le professionnel utilise le terme de forfait pour vendre un global de services de voyages.

Cf. Pellier, op. cit. , n° 4.

L'art. L. 211-1, I, c. tourisme, soumet au même régime que celui des forfaits touristiques les services de voyage portant sur le transport, le logement, la location d'un véhicule ou d'autres services que les vendeurs ne produisent pas eux-mêmes.

La vente peut se conclure par téléphone, ou bien le client se déplace à l'agence, ou bien le contrat est conclu dans le cadre d'une vente en ligne.



Delphine Bazin-Beust, La vente en ligne de séjours, Revue de droit de transports, avril 2013, formulaire 2.

Delphine Bazin-Beust, Les voyages à forfait après la directive Travel : quelle sécurité, pour quels voyageurs ? in Transport et sécurité, 2019, p. 375

Le tour opérateur est un organisateur de voyages à forfait.

Le vendeur informe les intéressés, par écrit voire par internet, préalablement à la conclusion du contrat, du contenu des prestations proposées relatives au transport et au séjour, voir art. L. 211-8.

Le contrat conclu entre le vendeur et l'acheteur doit comporter toutes indications relatives aux noms de l'organisateur et du vendeur, à la description des prestations fournies, voir art. L. 211-10

L'agence (l'organisateur, et le détaillant s'il existe) est tenue d'une obligation stricte d'information sur les conditions du contrat.

Elle remet un formulaire d'information à son client, arrêté du 1<sup>o</sup> mars 2018.

S'il y a dans le forfait une composante de transport aérien, celui-ci est un vol direct ou il peut être divisé en plusieurs tronçons.

Le transporteur aérien qui réalise chaque tronçon du vol doit être identifié, R. 211-15 à 19 du code du tourisme. Cf. infra.

Les textes envisagent trois temps.

Dans un 1<sup>o</sup> temps, l'organisateur du forfait touristique peut se contenter avant la conclusion du contrat d'indiquer au consommateur, pour chaque tronçon de vol, une liste comprenant le nom d'un, de deux ou de trois transporteurs susceptibles d'effectuer le vol. Art. R. 211-15.

L'incertitude se dissipe ensuite. Dès qu'elle est connue, l'identité du transporteur aérien effectif est communiquée au consommateur. Le contrat a prévu une date : l'information est à donner au plus tard dans les 8 jours avant cette date. Dans l'hypothèse où ne s'écoulent pas 8 jours entre la conclusion du contrat et le début du voyage, l'information doit être donnée dès la conclusion du contrat. Art. R. 211-17.

Le nom du transporteur est susceptible de changer après la conclusion du contrat. Le consommateur est informé de cette modification. Article R. 211-18 c. tourisme. Le consommateur est informé au plus tard de cette modification au moment de l'enregistrement. Ou s'il s'agit d'une correspondance sans enregistrement préalable, l'information est à délivrer avant les opérations d'embarquement.

En temps utile avant le début du voyage ou du séjour, l'organisateur ou le détaillant remet au voyageur les reçus, bons de voyage et billets nécessaires, les informations sur l'heure prévue de départ et, s'il y a lieu, l'heure limite d'enregistrement ainsi que les heures prévues des escales, des correspondances et de l'arrivée. Article L. 211-10 dernier alinéa du code du tourisme.

L'information sur les formalités d'entrée dans les États lointains, passeports, visas, carnets de vaccination.

Préalablement à la conclusion du contrat, l'organisateur ou le détaillant doit communiquer aux voyageurs les informations suivantes : des informations d'ordre général concernant les conditions applicables en matière de passeports et de visas, y compris la durée approximative d'obtention des visas, ainsi que des renseignements sur les formalités sanitaires, du pays de destination. Article R. 211-4, 6<sup>o</sup>, du code du tourisme.

La législation n'est pas toujours d'une parfaite limpidité, elle évolue, certains textes sont ignorés, il faut éviter les comportements ou les attitudes trop laxistes ou trop rigoristes.

La cour de Nancy, dans un arrêt du 28 novembre 2013, Revue droit tr. janvier 2014, commentaire 16, obs. Isabelle Bon-Garcin, condamne une agence de voyage pour défaut d'information sur la législation mauricienne sur la nécessité de la détention d'un passeport. À la date de la conclusion du contrat, la carte d'identité suffisait pour un Français pour entrer à Maurice. Au jour du voyage, le passeport est exigé. Les clients avaient été victimes d'un refus d'embarquement. Le vendeur a l'obligation d'informer au moment de la conclusion du contrat ses clients des conditions de franchissement des frontières. La juridiction lorraine oblige l'agence à informer ses clients des évolutions législatives entre la date de conclusion du contrat et le jour où le transport est effectué.

1<sup>o</sup> Civile, 27 mars 2019, obs. Hugues Kenfack, D. 2020.1425

1<sup>o</sup> Civile, 8 janvier 2020, n<sup>o</sup> 18-21.746 : deux époux ayant contracté pour faire en 2017 un circuit touristique aux Indes, coût de 2578 euros. Refus d'embarquement, les époux ne détiennent pas de visa pour l'Inde. Le tribunal du Raincy rejettent leur demande en remboursement, l'agence avait adressé un lien d'information pour le voyage. Cassation, il incombe à l'agence de voyages de rapporter la preuve qu'elle avait, préalablement à la conclusion du contrat, délivré l'information relative au franchissement des frontières.  
(Quelle naïveté du côté des candidats au voyage, qui ne se demandent pas un instant si un visa n'est pas indispensable pour débarquer dans l'Union indienne. Ils s'étaient toutefois fait vacciner.)

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 5 février 2020, n<sup>o</sup> 18-15300, avec les honneurs du bulletin : une dame a acquis pour elle-même et pour son fils, alors âgé de 9 ans, un forfait touristique en Grèce auprès d'une agence de voyages. Le 9 juillet 2016, l'enfant est refusé par EasyJet à l'embarquement, le passeport du garçon étant périmé depuis mai 2013.

La mère agit en responsabilité contre le voyageur et le transporteur. Le tribunal d'instance estime, légitime, ce refus d'embarquement. Pour se rendre d'un État membre à un autre et séjourner moins de 3 mois, il faut, selon une directive européenne de 2004, une carte d'identité ou un passeport en cours de validité. La dame était donc déboutée. Elle obtient la cassation du jugement, la haute juridiction soulevant un moyen relevé d'office. La France et la Grèce sont parties contractantes à un accord européen du 13 décembre 1957 conclu dans le cadre du Conseil de l'Europe permettant aux ressortissants d'entrer et de sortir du territoire de ces États à la condition de détenir, pour la France soit un passeport français en cours de validité ou périmé depuis moins de 5 ans, soit une carte nationale d'identité en cours de validité. Le refus d'embarquement était ainsi injustifié, le passeport était périmé seulement depuis 3 ans, et l'agence est tenue du fait du transporteur.

L'organisateur (ou le détaillant) doit, préalablement à la conclusion du contrat, indiquer les moyens du transport, le lieu, la date du départ et du retour, les escales et les correspondances. Lorsque l'heure exacte n'est pas encore fixée, l'organisateur ou le détaillant informe le voyageur de l'heure approximative du départ et du retour, cf. art. R. 211-4 du code du tourisme.

L'agence l'apprend à ses dépens dans une affaire ayant donné lieu à un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 1<sup>o</sup> octobre 2014, n<sup>o</sup> 13-23607.

Le client avait acquis auprès de Carrefour voyages un titre de transport pour lui-même et son fils mineur au départ de Nantes à destination d'Abidjan, via Roissy. Le jour du départ, le client ne se présente pas à la gare de Nantes, il se présente directement à l'aéroport de Roissy. Mauvaise surprise : on lui indique que son voyage est annulé, car il ne s'était pas enregistré à la gare de départ et qu'il n'avait pas pris le train prévu. Carrefour prétend que la formule TGV Air impliquait l'annulation du voyage en avion si le voyage en train n'était pas effectué.

(Il prendra un vol ultérieur le lendemain ou le surlendemain)

Le voyageur assigne Carrefour voyages en résolution de la vente du billet et en restitution du prix.

Ce qu'il obtient de la cour d'Angers.

Carrefour voyages voit son pourvoi rejeté.

Carrefour n'établissait pas avoir donné l'information essentielle dans les documents contractuels de l'annulation du vol si le client n'effectuait pas le trajet par chemin de fer et de l'avoir communiqué à son client.

La violation par le vendeur (sic) de son obligation d'information et de conseil peut entraîner la résolution de la vente dans les conditions du droit commun.

La cour d'appel est approuvée d'avoir prononcé la résolution du contrat (pour inexécution).

(La décision semble davantage ressortir de la vente de vols secs que de l'organisation d'un voyage avec prestation hôtelière et de transports, la solution est cependant générale.)

La révision du prix

Les prix ne sont pas en principe révisibles.

Le contrat peut cependant prévoir la révision, notamment en cas d'augmentation du prix des carburants ou des taxes d'atterrissage, embarquement, débarquement dans les aéroports, art. L. 211-12 du code du tourisme. Article 10, chiffre 1, de la directive de 2015, prévoyant le coût du carburant, le montant taxes et redevances, le taux de change.

1<sup>o</sup> Civile, 10 septembre 2015, n<sup>o</sup> 14-16732 : achat par un ménage d'un forfait touristique de 15 jours en Nouvelle Zélande pour le prix de 4210 euros par personne, l'agence invoque une hausse des taxes d'aéroport et du dollar néo-zélandais pour exiger un prix supérieur de 12 %, ce qui est une hausse significative. Les acquéreurs prononcent la résiliation du contrat, le voyage est annulé, les époux obtiennent la restitution des sommes versées.

Impossibilité d'assister à la coupe du monde de rugby 2011. L'agence avait sous-évalué le dollar néo-zélandais ainsi que les taxes, elle avait choisi de prendre en compte des éléments inexacts, elle est condamnée à 1000 euros de dommages intérêts.

Art. L. 211-12 du code du tourisme.

Après la conclusion du contrat, les prix ne peuvent être majorés que si le contrat prévoit expressément cette possibilité et indique que le voyageur a droit à une réduction du prix. Dans ce cas, le contrat doit préciser de quelle manière la révision du prix doit être calculée. Les majorations de prix ne sont possibles que si elles sont la conséquence directe d'une évolution du prix du transport de passagers résultant du coût du carburant ou d'autres sources d'énergie ; du niveau des taxes ou redevances sur les services de voyage compris dans le contrat, imposées par un tiers qui ne participe pas directement à l'exécution du contrat, y compris les taxes touristiques, les taxes d'atterrissage ou d'embarquement et de débarquement dans les ports et aéroports ...

Article R. 211-8 du code du tourisme.

Lorsque le contrat comporte une possibilité expresse de révision du prix, dans les limites prévues à l'article L. 211-12, il mentionne les modalités précises de calcul, tant à la hausse qu'à la baisse, des variations des prix, Notamment le montant des frais de transport et taxes y afférentes, la ou les devises qui peuvent avoir une incidence sur le prix du voyage ou du séjour, la part du prix à laquelle s'applique la variation, ainsi que le cours de la ou des devises retenues comme référence lors de l'établissement du prix figurant au contrat.

Le forfait est éventuellement cessible, moyennant préavis et frais supplémentaires.

L'organisateur remet au voyageur en temps utile, avant le début du forfait, les billets, l'information sur l'heure de départ, l'heure limite d'enregistrement, les heures des escales, des correspondances et de l'arrivée. Article 7, chiffre 5, de la directive de 2015.

### La résiliation du forfait

L'article 12 de la directive de 2015 prévoit une possibilité de **résiliation** du contrat de voyage à forfait, art. L. 211-14 du code du tourisme, et un droit de rétractation avant le début du forfait, art. L. 211-13.

### L'incident : la non réalisation du voyage à forfait

#### Le remboursement du billet par l'organisateur en cas d'annulation du voyage

En cas d'inexécution du voyage forfaitaire, l'organisateur a l'obligation de rembourser à son client les fonds et avances qu'il avait reçus.

On verra que si l'organisateur de voyages se révèle insolvable, le droit européen, pour écarter ce risque, fait obligation au professionnel de se faire garantir par un tiers avant tout début d'exploitation.

Le passager ne dispose pas, en présence d'un voyage à forfait, d'un droit d'action pour obtenir du transporteur aérien le remboursement du billet qu'il avait d'avance payé.

Pour obtenir le remboursement, il est contraint de limiter son recours auprès de l'organisateur de voyages (ou du garant de ce dernier).

Le principe

La rupture du contrat de voyage à forfait

La résiliation du contrat de voyage se réalise à l'initiative de l'organisateur de voyages avant le début du forfait (art. 12 de la directive, point 3) ou à celle du voyageur (art. 12 de la directive, point 1).

La résiliation par le voyageur

Le voyageur paie des frais de résiliation

Sur le montant raisonnable des frais de résiliation dus par le voyageur : demande de décision préjudicielle du Handelsgericht de Vienne du 24 mai 2023, affaire C-320/23, DocLX Travel Events c. Bundesarbeitskammer

Les frais de résiliation ne sont pas exigibles si celle-ci survient en présence de circonstances extraordinaires, point 2.)

## Le concept de circonstances extraordinaires

Voir la demande de décision préjudicielle posée par la cour suprême de Lituanie le 4 mai 2022, affaire C-299/22, M.D. c. UAB Tez Tours : le client résilie le 27 février 2020 le forfait - un transport Vilnius / Dubaï et un séjour de sept nuitées à Dubaï début mars 2020 - à raison de la crainte, pour lui et sa famille, d'être infecté par le virus. Il entend obtenir la résiliation du contrat conclu le 10 février 2020 et obtenir le remboursement des sommes versées, 4834 euros, sans devoir acquitter des frais de résiliation. Il invoque des circonstances exceptionnelles et inévitables au lieu de destination, motifs de résiliation admis par l'article 12 § 2 de la directive. Arrêt du 29 février 2024.

CJUE 29 février 2024, QM c. Kiwi Tours, C-584/22, résiliation d'un séjour au Japon à raison de la pandémie

Idem, affaire C-328/23, Reisebüro, sur renvoi de la cour suprême autrichienne en date du 25 mai 2023.

Sur une disparition des circonstances extraordinaires. Affaire C-170/23, trendtours Touristik c. SH.

## La résiliation par l'organisateur

L'organisateur peut résoudre le contrat, il doit alors rembourser intégralement le voyageur des paiements effectués, art. 12 point 3 de la directive ; article L. 211-14, III, du code du tourisme.

Selon l'article 12 de la directive, l'organisateur procède aux remboursements, ceux-ci sont effectués sans retard excessif et en tout état de cause dans les **14 jours** au plus tard après la résiliation du contrat de voyage à forfait.

Le voyageur, quand il résilie le contrat de voyage à forfait doit rembourser intégralement le voyageur des paiements effectués pour le forfait.

L'organisateur doit-il un dédommagement supplémentaire ?

Il faut distinguer.

L'organisateur n'est pas tenu à un dédommagement supplémentaire à une double condition s'il est empêché d'exécuter le contrat en raison de circonstances exceptionnelles et inévitables et s'il notifie la résiliation du contrat au voyageur sans retard excessif avant le début du forfait.

A contrario, l'organisateur risque d'être tenu à un dédommagement supplémentaire s'il résilie le forfait en l'absence de circonstances exceptionnelles et s'il notifie la résiliation du contrat au voyageur avec un retard excessif avant le début du forfait.

Le professionnel qui vend un forfait touristique est responsable de plein droit de l'exécution du service prévu au contrat, cf. art. L. 211-16, I, al. 1° du code du tourisme.

## La pandémie de 2020

Les annulations de voyages à forfait du fait de l'épidémie du coronavirus de 2020.

Quid de l'obligation incombant au voyageur de rembourser au voyageur les sommes reçues ?

Bernard Haftel, Les contrats internationaux à l'heure du Covid-19, Revue des contrats, septembre 2020, p. 70

Le secteur de l'industrie du tourisme a été mis en crise du fait de l'interruption des vols, nombre de voyageurs ont dû faire face à des difficultés de trésorerie. Les clients ayant déjà financé à l'avance l'achat de tels voyages se sont heurtés à d'énormes difficultés pour obtenir par les voyageurs le remboursement du prix des voyages et séjours annulés.

La Commission distribuait de belles paroles, alors que l'État français prenait le parti des voyageurs et soumettait

les clients à des délais d'au moins 18 mois pour obtenir le remboursement de leurs avances.

## L'Europe

La Commission avait émis une recommandation 2020/648 le 13 mai 2020.

Les clients sont-ils en droit d'obtenir le remboursement de leurs avances ou doivent-ils prendre patience ?

Il existe une alternative au remboursement immédiat en espèces, indique la Commission, pour soulager la trésorerie des voyagistes : l'octroi de bons pour effectuer dans le futur un voyage de remplacement.

Les organisateurs peuvent proposer des bons, à la place du remboursement en espèces. Le voyageur peut accepter. Il y est invité. Ce n'est pas pour lui une obligation. Le bon est une créance permettant d'effectuer une réservation pour un voyage à forfait dans les mois à venir. Ces bons devraient être cessibles.

Les entreprises de dimension moyenne devraient bénéficier de prêts et recevoir des liquidités pour pouvoir rembourser les billets annulés.

Les États pourraient apporter leur garantie si survenait l'insolvabilité du voyagiste. Le client pourrait alors recevoir le remboursement en argent. En cas de faillite de l'organisateur de voyages, l'État peut décider d'assurer les demandes de remboursement.

Voir les observations d'Hugues Kenfack, Droit des transports, Dalloz 2020.1425, et celles de Jeremy Heymann, Le droit des transports aériens face à la pandémie de covid-17, Revue des affaires européennes, 2020/2, p. 321.

## La France

L'incidence du droit spécial français protecteur des intérêts des voyagistes et imposant un moratoire de plus de 18 mois à leurs clientèles

La loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, dans son article 11, I, c, avait autorisé le gouvernement à prendre par ordonnance toute mesure modifiant les obligations des personnes morales de droit privé exerçant une activité économique à l'égard de leurs clients, notamment en termes de délais de paiement et pénalités et de nature des contreparties, en particulier en ce qui concerne les contrats de vente de voyages et de séjours mentionnés aux II et III de l'article L. 211-14 du code du tourisme ...

L'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 relative aux conditions financières de résolution de certains contrats de voyages touristiques et de séjours en cas de circonstances exceptionnelles et inévitables ou de force majeure est favorable aux intérêts des voyagistes à la trésorerie fragilisée et soumet leurs clients ayant versé des acomptes à de longs délais de remboursement de plus de 18 mois.

La disposition litigieuse concerne la résolution, notifiée entre le 1<sup>o</sup> mars et une date antérieure au 15 septembre 2020, des contrats de vente de voyages et de séjours visés au II et au 2<sup>o</sup> du III de l'article L. 211-14 du code du tourisme vendus par un organisateur ou un détaillant.

L'organisateur est en théorie tenu de rembourser les acomptes qu'il avait reçus.

L'organisateur peut cependant proposer à son client - dans les 3 mois de la notification de la résolution du contrat - un autre bien que le remboursement de l'intégralité des paiements effectués.

Quod ? Le voyageur peut proposer un avoir à utiliser par le client, un avoir dont le montant est égal à celui de l'intégralité des paiements effectués au titre du contrat résolu.

L'organisateur de voyages reçoit ainsi la possibilité d'échapper à l'obligation prévue par la directive du remboursement immédiat des fonds qu'il avait reçus de sa clientèle, à la condition de lui proposer sous forme d'un bon de voyage la fourniture d'un vol à forfait à exécuter ultérieurement.

Les entreprises qui avaient perçu antérieurement des fonds de la part de leurs clients avaient l'obligation au plus tard dans les 3 mois (à compter de la notification de la résolution du contrat pour circonstances exceptionnelles) de proposer à leurs clients une nouvelle prestation identique à la prestation qui était prévue par le contrat résolu.

Cette proposition a une durée de 18 mois.

Le client peut accepter. Il dispose d'un avoir, il pourra en user.

Le client pouvait laisser s'écouler le délai de 18 mois. Il n'acceptait pas la proposition.

Si le contrat relatif à la nouvelle prestation n'est pas conclu avant le terme de la période de validité (= 18 mois), en clair si le client n'avait pas accepté la proposition d'un nouveau forfait, les professionnels devaient procéder au remboursement de l'intégralité des paiements qui avaient été effectués au titre du contrat résolu.

C'est le délai paiement qui était important.

Avec les dispositions de l'ordonnance, le client qui n'avait pas accepté le bon n'était en droit d'exiger le remboursement des espèces qu'il avait versées avant le déclenchement de l'épidémie qu'à l'expiration de

plusieurs mois d'attente, 3 mois + 18 mois.

La contestation de la conformité du dispositif d'urgence du droit français au regard de la directive européenne

Deux associations de consommateurs, UFC - Que choisir et Consommation logement cadre de vie, ont d'abord demandé au juge des référés du Conseil d'État de suspendre ces dispositions de l'ordonnance.

Les associations faisaient valoir, outre la durée excessive, une méconnaissance de l'article 12 de la directive 2015/2302.

Le juge des référés du Conseil d'État, en niant la présence de l'urgence, a rejeté cette requête dans une ordonnance du 17 juillet 2020, n° 441661.

Les mesures ont été prises pour sauvegarder la trésorerie des prestataires dans un contexte où plus de 7100 opérateurs de voyages et de séjour immatriculés en France sont confrontés à un volume d'annulations sans précédent et à commandes quasi nulles.

Les requérants n'apportaient aucun élément précis sur la gravité de ce dispositif pour les consommateurs.

La violation des dispositions de la directive, à la supposer établie, n'est pas constitutive d'une situation d'urgence justifiant la suspension de l'ordonnance.

[On pouvait penser que si des particuliers venaient à agir devant le juge judiciaire, ils pouvaient faire valoir la non-conformité de l'ordonnance française à la directive européenne et en demander la mise à l'écart.

Le juge judiciaire peut cependant en droit commun accorder un délai de grâce au débiteur, compte tenu de la situation de celui-ci et en considération des besoins du créancier, dans la limite de 2 années, article 1343-5 du code civil.]

La Commission européenne a mis en demeure le 2 juillet 2020 la France et 9 autres États de se conformer à la directive, qui donne en cas d'annulation du forfait le droit au consommateur de se faire rembourser dans les 14 jours les avances qu'il avait consenties.

La Commission se fonde sur l'article 12 § 4 de la directive 2015/2302 sur les voyages à forfait. Les droits des consommateurs restent, en dépit de l'épidémie, entiers.

Les possibilités financières des voyageurs sont peut-être limitées, leurs trésoreries sont à plat, il n'en demeure pas moins qu'ils ont reçu des fonds, qu'ils doivent rembourser.

Quant à l'octroi des bons à valoir sur d'hypothétiques séjours à venir, l'offre a une attractivité limitée.

L'épidémie n'a pas disparu par enchantement. Il y a des morts. Il n'y avait pas encore en 2020 de vaccin contre le virus. Il était douteux que des expéditions attrayantes puissent être offertes aux clients avant plusieurs mois.

Certains voyageurs risquaient de devoir cesser leur commerce.

La clientèle amatrice de voyages et de séjours paradisiaques sera peut-être moins encline, maintenant que le virus a cessé ses ravages, à accepter de régler lors de la conclusion du contrat des acomptes substantiels. Chat échaudé craint l'eau froide.

Jean-Denis Pellier, Crise sanitaire : il faut sauver l'ordonnance n° 2020-315 relative au tourisme ! Dalloz 2020 p. 2074.

Cet auteur critique en opportunité et en droit l'initiative de la Commission et soutient les mesures prises par la France.

La directive du 25 novembre 2015 relative aux voyages à forfait impose certes à l'organisateur de voyages de rembourser les paiements effectués par le voyageur dans les 14 jours après la résiliation du contrat.

Cet auteur soutient cependant qu'un remboursement ne s'effectue pas forcément en espèces.

Il y aurait alors en ce cas une divergence entre la langue juridique des eurocrates et celle du commun, pour lequel rembourser signifie restituer des espèces qu'on avait reçues et qu'on détient dans sa bourse.

Les deux associations de consommateurs ont alors demandé à la haute juridiction administrative d'annuler pour excès de pouvoir les dispositions controversées de l'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020.

Le débat porte sur la portée de l'article 12 de la directive 2011/83 du 25 novembre 2015.

Le Conseil d'État forme le 2 juillet 2021 une demande de décision préjudicielle portée devant la CJUE, affaire C-407/21, Que choisir UFC et CLCV c. Premier ministre et ministre de l'Économie.

La haute juridiction demande si l'organisateur de voyages, en cas de résiliation du contrat de voyages à forfait, doit rembourser en argent les paiements effectués au titre du forfait, ou si l'article 12 de la directive du 25 novembre 2015 autorise un remboursement en équivalence, en particulier sous la forme d'un avoir d'un montant égal au montant des paiements effectués.

Le Conseil d'État demande à la Cour de Justice si les circonstances de la crise sanitaire sont susceptibles de justifier une dérogation temporaire à cette obligation de remboursement si elle était interprétée comme devant

être en argent. L'article 12 § 4 de la directive prévoit un remboursement sans délai excessif et en tout en état de cause dans les 14 jours au plus tard après la résiliation du contrat.

Si la réponse était négative, le Conseil d'État demande à la CJUE s'il est possible de moduler les effets dans le temps d'une décision annulant un texte de droit interne contraire au § 4 de l'article 12 de la directive du 25 novembre 2015.

Nous avons disposé dans un premier temps des conclusions de l'avocat général, Madame Laila Medina, déposées le 15 septembre 2022.

L'avocat général estime que le remboursement incombant à l'organisateur en cas de résiliation désigne un paiement en argent et exclut contre la volonté du voyageur la fourniture d'un bon à valoir.

L'avocat général présente ensuite les effets de la survenance de la pandémie sur l'obligation de remboursement pesant sur l'organisateur de voyages. La question est de savoir si on peut songer eu égard aux circonstances à une dérogation à la règle de principe.

L'avocat général part de l'interdiction des déplacements décidée par la plupart des gouvernements.

Ces entraves aux déplacements permettent-elles aux voyageurs d'obtenir un tempérament à leur obligation de rembourser ?

L'avocat général répond par la négative. Le droit de l'Union ne perd pas sa force obligatoire face à l'urgence de santé publique. Les États membres ont adopté assez rapidement un grand plan de relance.

La directive 2015/2302 a recours à la notion de circonstances exceptionnelles et inévitables permettant au voyageur de résilier le contrat sans payer de frais de résiliation. Le voyageur peut résilier le contrat, en particulier lorsqu'il ne peut pas l'exécuter en raison de la survenance de telles circonstances. La pandémie apparue en 2020 relève-t-elle de telles circonstances ? La réponse est positive, la situation échappait à tout contrôle. Le gouvernement français soutenait que la situation allait au-delà des circonstances exceptionnelles et inévitables, il y avait cas de force majeure permettant à l'État français de prendre des mesures allant au-delà de la directive. L'avocat général est hostile à cette prétention et considère que force majeure et circonstances extraordinaires et inévitables sont des expressions identiques. Il considère que la directive conserve sa force obligatoire en présence de telles circonstances.

L'avocat général combat la thèse de plusieurs gouvernements - ne faisant pas, à la différence de la France, de distinction entre force majeure et circonstances extraordinaires et inévitables - excluant l'application de la directive lors d'une telle pandémie, qui ne vaudrait selon eux qu'en cas d'événement local. Les États ont pu accorder des aides aux entreprises et donc aux organisateurs de voyages, leur permettant ainsi de rembourser les sommes d'argent qu'ils avaient encaissées de la part des clients victimes de l'impossibilité d'effectuer le voyage prévu. La directive joue en période de pandémie.

L'avocat général demande si les particuliers peuvent déroger à une règle européenne à raison de l'urgence de santé publique. Il est d'avis qu'un organisateur peut se prévaloir de la force majeure dans les circonstances de l'épidémie mondiale le mettant dans l'impossibilité momentanée d'effectuer le remboursement prévu par la directive. Sans qu'il puisse imposer aux voyageurs de se contenter de la remise d'un bon à valoir un voyage. Cette possibilité ne vaudrait que pour la période nécessaire pour surmonter les difficultés.

L'avocat général étudie longuement la question de savoir si les États pouvaient en période de pandémie déroger aux dispositions figurant dans la directive. La cause portée devant la Cour de Justice ne concerne pas un litige entre particuliers, elle porte sur la légalité de l'ordonnance par laquelle un État prend, pour faire face à l'épidémie, une mesure dérogeant au droit dérivé de l'Union.

L'avocat général admet cette possibilité de dérogation en cas de force majeure, mais pour la soumettre à des conditions strictes.

Il ne pourrait s'agir que d'une dérogation très exceptionnelle, temporaire et limitée dans son champ d'application.

Le régime des bons est allé au-delà de ce qui était nécessaire pour faire face aux répercussions de la pandémie.

L'avocat général examine la durée de la suspension du droit au remboursement qu'il juge excessive :

l'organisateur peut proposer un bon dans les trois mois à compter de la résiliation, la durée de validité de ce bon est de 18 mois, le consommateur ne peut exiger le remboursement qu'à l'expiration de ce délai de 18 mois. Le voyageur risque de ne recevoir le remboursement que 21 mois après l'annulation du voyage.

L'ordonnance ne prévoit aucun avantage en faveur du voyageur, alors que son droit au remboursement est gravement atteint, et que les organisateurs de voyage ont pu obtenir des aides d'État pour fortifier leur trésorerie.

Certains États ont demandé une réforme de la directive pour tenir compte des effets de l'épidémie et suspendre l'obligation de rembourser dans les 14 jours, la Commission s'y est refusée.

L'avocat général conclut en admettant la possibilité d'une dérogation temporaire à l'obligation de remboursement, ceci pour la période nécessaire permettant à l'État de remédier aux difficultés insurmontables l'empêchant d'appliquer la disposition transposant la directive. Les mesures choisies doivent respecter le principe de proportionnalité. Cette dérogation n'est possible que s'il n'existe pas de mesure alternative. L'ordonnance française semble aller au-delà de ce qui est nécessaire et proportionné pour faire face aux difficultés insurmontables rencontrées, à la durée de la suspension du droit au remboursement et à l'absence d'avantage proposé au voyageur pour compenser l'atteinte rétroactive à ses droits découlant du contrat de voyage à forfait.

Le Conseil d'État envisageait le risque d'annulation de la disposition controversée contenue dans l'ordonnance, aussi demandait-il s'il était possible de moduler les effets dans le temps d'une décision de la CJ annulant la réglementation nationale française contraire à la disposition de l'article 12 § 4 de la directive.

L'avocat général y est hostile.

Il n'appartient pas aux juridictions nationales de donner aux dispositions nationales la primauté sur le droit de l'Union.

La CJ peut à titre exceptionnel limiter la possibilité pour un intéressé d'invoquer une disposition qu'elle a interprétée. Il faudrait établir la bonne foi des milieux intéressés (l'avocat général entend reconnaître la bonne volonté du gouvernement français dans les premiers temps de l'épidémie, il est plus dubitatif pour les temps ultérieurs, où compte tenu des indications de la Commission il aurait pu retirer l'ordonnance) et le risque de troubles graves, non établi en l'espèce.

La CJ a rendu son arrêt interprétatif le 8 juin 2023, C-407/21.

Xavier Delpech, L'ordonnance Tourisme n'est pas conforme au droit de l'Union européenne, Dalloz Actualité, 23 octobre 2023.

La 1<sup>o</sup> question

Il s'agit de savoir si, lors d'une résiliation du contrat de voyage à forfait pour circonstances exceptionnelles, l'organisateur tenu de rembourser le voyageur les paiements qu'il avait reçus au titre du forfait, doit effectuer ce remboursement uniquement en espèces ou si l'organisateur peut exécuter son obligation en fournissant à son client un avoir égal au montant des paiements antérieurement effectués.

La Cour de Justice s'en tient à la signification du mot remboursement dans le langage courant.

Rembourser, c'est rendre à une personne la somme d'argent que celle-ci avait avancée ou déboursée.

La CJ estime que l'organisateur quand il rembourse les sommes qu'il avait reçues auparavant doit effectuer un remboursement portant sur une somme d'argent.

Le voyageur avait payé une somme pour le forfait.

Le forfait est résilié.

Le voyageur doit pouvoir disposer rapidement de la somme qu'il avait précédemment versée.

Le voyageur doit pouvoir, mais sur une base volontaire, accepter, s'il le veut, au lieu d'un remboursement en argent, la remise d'un bon à valoir.

La 2<sup>o</sup> question

Le débat est de savoir si la législation française accordant aux organisateurs de voyages une sorte de moratoire leur donnant un délai de plus d'un an et demi pour rembourser à la clientèle les fonds reçus lors de la conclusion du forfait est conforme à la directive européenne imposant à l'organisateur de rembourser dans les 14 jours, en cas de résiliation du contrat par l'organisateur, les fonds reçus de chaque client lors de la conclusion de contrat de forfait de voyages.

L'arrêt réfute la thèse émise par certains gouvernements selon laquelle la disposition de l'article 12 de la directive ne s'appliquerait pas dans le contexte d'une crise sanitaire mondiale. L'article 12 de la directive ne concerne pas que les événements de portée locale.

De même l'arrêt n'admet pas la thèse du gouvernement français selon laquelle la crise sanitaire relève de la force majeure et que cette situation de grande ampleur dépasse les situations envisagées par la directive. Thèse qui aurait permis à l'État français de déroger à la disposition de l'article 12. Les États membres ne peuvent, même temporairement, libérer les organisateurs de leur obligation de remboursement. Les États ne peuvent pas adopter des mesures s'écartant de celles fixées dans la directive. La réglementation nationale (française) méconnaît l'article 12 de la directive. Les États doivent prendre toutes les mesures pour assurer le plein effet d'une directive.



La 3<sup>o</sup> question

Il s'agit de savoir si la juridiction nationale, saisie d'un recours en annulation d'une réglementation nationale contraire à l'article 12 de la directive, peut moduler les effets dans le temps de sa décision annulant cette réglementation nationale.

Les États doivent prendre toutes les mesures pour faire respecter le droit de l'Union.

Les États doivent effacer les conséquences illicites d'une violation de la loi de l'Union, une telle obligation incombant aux juridictions nationales saisies de recours contre un acte national constitutif d'une telle violation.

La juridiction nationale saisie d'un recours en annulation d'une réglementation nationale qu'elle considère comme contraire au droit de l'Union est tenue de procéder à l'annulation de cette réglementation.

La Cour a reconnu aux juridictions nationales, dans des circonstances exceptionnelles, la faculté d'aménager les effets de leurs décisions d'annulation d'une réglementation nationale jugée incompatible avec le droit de l'Union.

Cependant, en l'occurrence, pour graves qu'aient été les conséquences financières engendrées pour le secteur des voyages par la pandémie, une telle menace n'est pas comparable aux considérations impérieuses liées à la protection de l'environnement ou à l'approvisionnement en électricité qui étaient en cause dans l'affaire ayant donné lieu à l'arrêt du 28 février 2012, C-41/11.

Le droit de l'Union (le principe de coopération loyale) ne permet pas à une juridiction nationale saisie d'un recours en annulation d'une réglementation nationale contraire à l'article 12 § 2 à 4 de la directive 2015/2302 de moduler les effets dans le temps de sa décision annulant cette réglementation nationale.

Il ne restait plus au Conseil d'État que d'annuler la disposition litigieuse, ce qu'il a fait par une décision du 13 octobre 2023.

Les organisateurs de voyages à forfait sont tenus, en cas de résiliation du contrat, de rembourser en argent l'intégralité des paiements effectués à forfait, et peuvent le cas échéant proposer un avoir au voyageur, mais sans priver ce dernier de son droit à recevoir un remboursement par une somme d'argent.

Le dispositif prévu par l'ordonnance, en tant qu'il libère les organisateurs ou les détaillants qui ont vendu des contrats de voyages et de séjours dits voyage à forfait de leur obligation de rembourser aux voyageurs au plus tard 14 jours après la résiliation d'un contrat l'intégralité des paiements effectués au titre du contrat résilié méconnaît les articles 4 et 12 de la directive.

Les associations requérantes sont fondées à demander l'annulation pour excès de pouvoir de l'ordonnance du 25 mars 2020.

Les États, selon l'article 4 de la directive, doivent en effet s'abstenir d'introduire dans leur droit national des dispositions s'écartant de celles fixées par la directive, notamment des dispositions plus souples visant à assurer un niveau différent de protection des voyageurs.

Cette décision risque cependant de demeurer largement platonique.

On peut en effet espérer que les clients ont obtenu il y a déjà plusieurs mois des organisateurs demeurés en activité et solvables le remboursement des frais de forfait qu'ils avaient engagés avant mars 2020.

Les clients pourraient à la limite exiger des intérêts de la part des organisateurs ayant refusé un remboursement immédiat sur le fondement d'une ordonnance au contenu contraire au droit de l'UE.

Certains pourraient songer à engager la responsabilité de l'État pour avoir adopté un texte de droit interne contraire au droit européen, mais ceci reste largement théorique.

La CJ, dans un arrêt du 8 juin 2023, affaire C-540/21, a condamné, pour manquement d'État, la République slovaque, pour avoir introduit dans sa législation, face à l'épidémie, une dérogation temporaire à l'obligation de l'organisateur de voyages de rembourser, en cas de résiliation du forfait, dans les 14 jours les sommes qui avaient été payées par le voyageur

[Le Landgericht de Munich a posé à la CJUE une demande similaire à celle du Conseil d'État. L'organisateur de voyage Reise Service Deutschland ne peut faire exécuter le déplacement à raison de la pandémie mondiale. La juridiction bavaroise demande le 17 novembre 2021 si le voyageur est obligé d'accepter - au lieu du remboursement - un bon ou un ajournement du paiement, affaire C-690/21. La réponse ne pouvait être que négative au vu des arrêts du 8 juin 2023. Ordonnance de radiation le 5 juillet 2023.]

### L'insolvabilité de l'organisateur de voyages

L'organisateur de voyages est juridiquement tenu, en cas d'annulation du voyage touristique, de restituer les sommes d'argent qu'il avait reçues de la part du voyageur.

S'il a des disponibilités financières, il payera.

Il est possible que le voyageur soit victime de mauvaises affaires, il ne peut pas rembourser. Il est insolvable ou quasiment.

Le législateur a envisagé ce risque, il a imposé à l'organisateur de voyages avant d'entrer dans la carrière de se doter d'un garant, qui se substituera à lui pour désintéresser, en cas d'annulation du voyage, le client créancier des sommes initialement versées.

(art. 17 de la directive 2015/2302). La garantie couvre les coûts raisonnablement prévisibles, idem.

## Le garant

L'organisateur a habituellement reçu des fonds, parfois longtemps à l'avance, de la part des voyageurs. Sa situation financière est peut-être obérée, il est possible qu'il ne puisse pas payer les services dus par lui-même ou par un sous-traitant.

Il peut y avoir un décalage temporel de plusieurs mois entre la conclusion du contrat et sa réalisation effective.

Le transporteur de l'aller ou du retour risque de refuser de transporter s'il n'est pas payé par le voyageur.

L'art. 17 de la directive de 2015 oblige les organisateurs à fournir une *garantie* pour surmonter ce risque d'insolvabilité.

Les organisateurs de voyages, avant immatriculation, doivent justifier, à l'égard des voyageurs, d'une garantie financière suffisante, spécialement affectée au remboursement des fonds reçus au titre des forfaits touristiques.

La garantie financière obligatoire doit couvrir les frais de rapatriement vers le lieu de départ, ou à un autre lieu décidé d'un commun accord par les parties contractantes, décide l'art. L. 211-18, II, 1°, du code du tourisme.

La garantie est activée pour le rapatriement et si nécessaire le financement de l'hébergement avant rapatriement.

Si on croit le considérant 40 de la directive 2015/2302, la garantie relative aux remboursements peut être limitée, si survient une insolvabilité simultanée de plusieurs des principaux organisateurs, qui aurait une incidence disproportionnée sur le coût de la protection entravant ainsi son efficacité.

(En clair, en cas de guerre ou d'épidémie de masse, fragilisant les grandes agences mondiales de voyages, la garantie serait en droit d'être refusée par les garants à la clientèle.)

Le garant sera en général un organisme financier, on peut penser qu'il exige une rémunération pour apporter sa garantie.

Les articles R. 211-26 et suivants du code du tourisme précisent les obligations de garantie financière incombant à l'organisateur de voyages. Celui-ci doit obtenir un cautionnement.

L'article R. 211-10 du code du tourisme régit le processus du remboursement à opérer dans des délais brefs.

Voir l'arrêt de la CJUE du 16 février 2012, C-134-11, Jürgen Blödel-Pawlik c. Hansemmerc, où il est décidé que la garantie de remboursement et de rapatriement doit être assurée par le garant, lorsque l'organisateur de voyages a volontairement détourné l'argent confié par le client. Le dispositif légal est destiné à prémunir le consommateur contre les conséquences de la faillite, quelles qu'en soient les causes.

Le garant s'il indemnise le client dispose d'un recours contre l'organisateur de voyages, efficace bien évidemment que si celui-ci revient à meilleure fortune.

## Droit temporaire

Le garant risque d'être soumis à une obligation financière d'un montant important en cas d'insolvabilité de l'organisateur de voyages. Il court un risque financier important en apportant sa garantie.

Le législateur français a de façon temporaire et pour faciliter la reprise économique du secteur touristique imaginé un système de réassurance, partiellement à la charge de l'État.

La loi de finances pour 2022, du 30 décembre 2021, dans son article 163 institue un [fonds de garantie](#) des opérateurs de voyages et de séjours. Le décret n° 2021-1912 du 30 décembre 2021 précise les modalités d'application de cet article 163.

Ce fonds est chargé de garantir des engagements pris au titre du 1° du II de l'article L. 211-18 du code du tourisme, ceci dans le cadre de conventions conclues à cet effet avec des garants autorisés par l'article L. 211-18 à prendre de tels engagements.

Le garant signataire d'une convention avec le fonds conserve à sa charge, pour chaque engagement pris par lui, une part minimale de risque qui ne peut être inférieure à 25%.

Le garant qui signe une convention de réassurance avec le Fonds de garantie conserve donc à sa charge, pour chaque engagement pris par lui, une part de risque de 25 %. Il verse au Fonds une rémunération égale à 75 % du montant des primes, cotisations et commissions sur caution acquises au titre des engagements qu'il avait pris en contractant avec chaque organisateur de voyages. Le fonds de garantie reverse au garant une commission de gestion fixée à 35 % de ce montant.

La gestion du fonds est assurée par la caisse centrale de réassurance.

Ces conventions sont conclues pour une période prenant fin au plus tard le 31 décembre 2023.

Le Fonds de garantie est autorisé à couvrir un montant maximal de 1,5 milliard d'euros de pertes finales, correspondant aux sinistres indemnisés nets de récupérations.

En cas de sinistre, le garant indemnise le voyageur. Il a un recours pour partie contre le Fonds.

Le fonds dispose de ressources, comme des dotations d'État ou avances du Trésor, des primes, des cotisations, des récupérations après sinistre reversées par les garants signataires des conventions.

Si le voyageur revient à meilleure fortune, le garant dispose d'un recours contre lui. Le garant peut alors disposer de fonds récupérés. Il en reversera la majeure partie au Fonds de garantie.

L'intervention du Fonds sur des avances du trésor mérite probablement la qualification d'aide d'État.

**Le refus au passager de tout droit d'action en remboursement contre le transporteur aérien**

**Le voyageur est privé de tout droit d'action contre le transporteur aérien pour obtenir le remboursement du billet d'avion**

**Il doit agir contre l'organisateur de voyages (ou son garant)**

La privation de tout droit d'action en remboursement dirigée par le client contre le transporteur aérien : interdiction faite au passager d'agir contre le transporteur en remboursement du prix du billet devenu inutile

Lorsqu'on est en présence d'un voyage à forfait, le candidat au voyage a contacté l'organisateur de voyages, il a conclu le contrat lui donnant droit à des prestations diverses, transport aérien, hôtellerie, restauration, loisirs ; il a versé un acompte d'un montant plus ou moins important ; il n'a pas de relations immédiates et directes avec le transporteur qui devait l'acheminer dans un pays lointain. Il est possible que pour des raisons diverses le voyage à forfait ne se réalise pas, le client considère légitimement qu'il a versé en vain une somme d'argent au voyageur, il entend en obtenir le remboursement. Le transporteur aérien sollicité par le voyageur a éventuellement déjà perçu tout ou partie du prix du billet d'avion. Le voyage tourne court. Le passager a-t-il la possibilité d'agir en remboursement contre le transporteur aérien ?

La solution de principe est la suivante : le passager a droit contre le transporteur, en cas d'annulation de vol ou d'un certain retard, au remboursement du billet, art. 8, § 1, point a) du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004.

Le débat va être de savoir si l'obligation de rembourser incombant au transporteur est maintenue lorsqu'on se trouve dans le cadre d'un forfait touristique.

L'art. 8, § 2, du règlement n° 261/2004 est la disposition de référence.

Il indique que le droit au remboursement du billet prévu par l'art. 8, § 1, point a), s'applique également aux passagers dont le vol fait partie d'un vol à forfait

*hormis* en ce qui concerne le droit au remboursement si un tel droit découle de la directive 90/314 CEE.

[Cette directive concerne les droits des consommateurs ayant fait l'acquisition d'un voyage à forfait.]

Certains interprètes avaient suggéré de lire ce texte comme refusant au passager l'action au remboursement du billet contre le transporteur en cas de vol à forfait, le voyageur devant agir contre le voyageur et lui seul.

L'action en remboursement serait ainsi canalisée sur la tête du seul tour opérateur.

Quid lorsque l'organisateur de voyages est insolvable ? Bien qu'il ait perçu initialement les fonds et avances de la part de ses clients, il peut arriver que le tour opérateur ne soit pas en mesure de rembourser le billet.

Le vol n'a pas été exécuté en totalité. Le passager a pourtant payé le prix.

Le passager est-il en droit d'obtenir le remboursement de la part du transporteur aérien ?

Si le client a une action contre l'organisateur - en l'occurrence vouée de facto à l'échec, du fait de son insolvabilité -, cela signifie-t-il qu'il soit privé de tout droit d'action contre le transporteur ?

L'ouverture de l'action contre l'organisateur signifie-t-elle l'exclusion de toute action contre le transporteur ?

On peut faire remarquer que le client n'est pas en principe dépourvu de moyens, car il lui suffit d'appeler la garantie accordée par le garant de l'organisateur du voyage pour financer son retour.

Ce qui suppose que fidèle observateur des lois le tour opérateur se soit doté d'un garant .

Le problème apparaît lorsque ce n'est pas le cas.

C'est de cette hypothèse que la CJUE a eu à connaître.

Une demande de décision préjudicielle, 1<sup>o</sup> mars 2018, affaire Aegean Airlines, C-163/18, du Rechtbank Noord - Nederland, concernait la détermination du débiteur du remboursement du billet, lorsque tout ou partie des vols n'étaient pas effectués ou étaient devenus inutiles.

Des particuliers avaient acheté auprès de Hellas, organisateur de voyages établi aux Pays-Bas, un voyage à forfait entre le royaume du Nederland et Corfou, ce voyage incluait les vols aller-et-retour entre le Nederland et l'île grecque.

[Aegean, fréteur, avait conclu un contrat d'affrètement avec la société cypriste G.S. Charter, affréteur, portant sur un certain nombre de sièges. G.S. Charter à son tour avait cédé - en sous affrètement - des sièges au voyageur Hellas.]

Les voyageurs avaient reçu les billets d'avion, mentionnant le logo d'Aegean Airlines et le nom d'Hellas comme affréteur.

Quelques jours avant le départ, les clients sont informés que les vols ne pourraient pas être assurés par la compagnie aérienne grecque.

L'organisateur de voyages, Hellas, est déclaré en faillite et n'est pas en mesure de rembourser le prix des billets à ses contractants.

Les clients, déçus, réclament alors à la compagnie aérienne grecque une indemnisation au titre de l'annulation des vols - qu'ils obtiennent du juge néerlandais - ainsi que le remboursement des billets qu'ils avaient payés.

Le tribunal néerlandais décide de saisir la CJUE d'une question préjudicielle portant sur ce dernier point.

Les conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe, déposées le 28 mars 2019, sont l'œuvre d'un bon juriste attaché au principe de légalité et qui s'en tient à une interprétation fidèle à la lettre de la disposition réglementaire. (Il en vient même à mentionner les réserves suscitées en doctrine par la jurisprudence Sturgeon !).

L'avocat général épouse la thèse du transporteur aérien. Du moment que le client détient contre l'organisateur un droit au remboursement du billet conféré par la directive sur les voyages à forfait, il n'a pas la faculté, à raison du § 2 de l'article 8 du règlement n° 261/2004, de réclamer le remboursement du billet au transporteur. Même si ce remboursement ne peut pas concrètement être obtenu à raison de la défaillance financière de l'organisateur de voyages.

Le voyageur n'avait pas en l'espèce obtempéré à la loi, il n'avait pas pris de garant pour couvrir son obligation de remboursement.

On ne sait s'il faut mettre en cause in casu le défaut de curiosité des voyageurs.

Il est en fait difficile d'exiger d'un client qu'il ait réclamé au tour opérateur, lors de la conclusion du contrat de voyage à forfait, la preuve qu'il bénéficiait de la garantie imposée par le droit européen.

[L'article R. 211-2 du code du tourisme, en droit interne, impose au voyageur d'indiquer sur sa correspondance et ses documents contractuels, ainsi que sur son site internet, le nom et l'adresse de son garant. Le contrat doit comporter le nom et les coordonnées de l'entité chargée de la protection contre l'insolvabilité, article R. 211-6, 3<sup>o</sup>, du code du tourisme.]

Il faut probablement incriminer en l'espèce la carence des autorités néerlandaises qui n'avaient pas vérifié si l'organisateur de voyages se trouvait en règle avec l'obligation de détention d'une garantie imposée par la directive.

L'avocat général n'écarte pas dans ses conclusions l'éventualité de la mise en cause de la responsabilité de l'État néerlandais.

(En droit français, l'article L. 211-18, II, du code du tourisme énonce que l'organisateur peut résoudre le contrat et rembourser intégralement le voyageur des paiements effectués. Nous comprenons la phrase comme signifiant

que si l'organisateur résout le contrat, il doit rembourser le client des paiements que celui-ci avait effectués. Cet article L. 211-18 figure dans la section 2 du chapitre unique du titre I° du livre II du code du tourisme. L'article L. 211-23, III, du code du tourisme rend passible d'une amende administrative tout manquement à la section 2 du présent chapitre (unique).

L'organisateur qui résout le contrat sans rembourser les sommes reçues encourt cette sanction pécuniaire.)

L'arrêt, dans cette affaire HQ, IP, JO c. Aegean, a été rendu par la CJUE le 10 juillet 2019, Juris Tourisme 2020, n° 226, p. 44, obs. Valérie Augros, JCP G 2019.810 obs. D. Berlin, JCP E 2019.1440, n°20, obs. I. Bon-Garcin, Revue des contrats 2019, n° 4, p. 115 note Jeremy Heymann.

Le passager ne dispose pas d'un droit d'action, pour obtenir le remboursement du billet d'avion, contre le transporteur alors que le vol a été annulé par celui-ci.

Il ne peut poursuivre pour ce remboursement que l'organisateur de voyages.

La solution ne résulte que de l'application littérale de l'art. 8 § 2 du règlement n° 261/2004.

La dualité de poursuites est exclue.

Le principe de légalité est sauf. Pour une fois !

Si l'organisateur est insolvable, le client se retournera contre le garant de celui-ci.

En l'absence de garant, la responsabilité pour carence de l'État est susceptible d'être mise en cause.

L'État doit également surveiller les disponibilités financières des transporteurs aériens et éventuellement suspendre ou retirer la licence d'exploitation à ceux qui ne sont plus en mesure d'accomplir leurs obligations contractuelles.

On peut estimer que dans l'hypothèse où l'organisateur de voyages aurait transmis les fonds au transporteur, le premier, condamné à rembourser aux candidats passagers le prix du billet, dispose d'un recours à l'encontre du second.

### L'exécution du contrat

Le tour opérateur doit faire bénéficier son client des prestations convenues : il lui procure le trajet aller, il lui procure le séjour à l'hôtel et les distractions promises, il lui procure le voyage de retour en France : par ex. depuis Bali ou les Canaries.

Le grain de sable peut s'insinuer : ainsi l'espace aérien est fermé plusieurs jours à raison du danger présenté par les poussières d'une éruption volcanique ou d'une grave épidémie ; on ne peut pendant une durée indéterminée rapatrier le voyageur en France par la voie aérienne.

Le professionnel qui vend un forfait touristique (ou assimilé) est responsable de plein droit de l'exécution des services prévus par le contrat,

Le professionnel est ainsi astreint à une obligation de résultat.

Le professionnel n'est cependant pas tenu par une obligation de garantie, il bénéficie de certains moyens d'exonération.

Le professionnel peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que le dommage est imputable

Soit au voyageur,

Soit à un tiers étranger à la fourniture des services de voyage compris dans le contrat et revêt un caractère imprévisible ou inévitable,

Soit à des circonstances exceptionnelles et inévitables.

#### α. L'obligation de *remédier à la non-conformité*

1° temps. Le droit finissant : jusqu'au 1° juillet 2018

L'obligation de remplacement des prestations non fournies

Les voyageurs victimes d'un incident durant le séjour touristique avaient intérêt à invoquer l'art. L. 211-15 du code du tourisme à l'encontre des agences de voyages.

Cet article n'est pas repris tel quel par le code du tourisme modifié par l'ordonnance du 20 décembre 2017.

Cet article était compris dans la section 2 Contrat de vente de voyages et de séjours.

Cette disposition mettait à la charge des agences organisatrices de voyages ou vendeuses de titres dans le cadre d'un forfait touristique une obligation de faire. Cette obligation était distincte du mécanisme de la responsabilité civile contractuelle.

Cette obligation ne cédait qu'en cas d'impossibilité d'exécution.

L'alinéa 1° de l'art. L. 211-15 envisageait le cas suivant : l'exécution du contrat a débuté, le client a commencé son expédition, un des éléments essentiels du contrat ne peut être exécuté.

Quelle est l'obligation du voyageur ?

Le vendeur (du voyage) doit proposer à l'acheteur des prestations en remplacement de celles qui ne sont pas fournies.

Une excursion ne pouvait pas être offerte, ou bien un spectacle est annulé car la cantatrice est victime d'une extinction de voix. On comprend que le voyageur doit offrir une promenade ou un spectacle en remplacement.

Quid quand le voyage de retour en avion ne peut pas être fourni ?

Le tour opérateur a l'obligation de rechercher un transport de remplacement et de le payer.

Si on est proche de la France, on peut délaissier l'avion et songer à offrir au voyageur un transport en autocar ou en train : par exemple pour rentrer de Venise ou de Bruges, le voyageur peut ou doit proposer en remplacement le retour en train ou par la route.

Quand le touriste se trouve en Namibie ou à Tahiti, on ne peut s'en tenir qu'à la voie aérienne pour organiser le retour en France. Un retour immédiat en France est impossible. Le voyageur contraint et forcé devra attendre. Le voyageur devra assumer les frais d'hôtel.

La Cour de cassation sanctionne l'agence qui n'accomplit pas son obligation de remplacement.

Faute d'exécution en nature par le débiteur, le créancier est habilité à se remplacer, par un acte de justice privée il fait le remplacement à ses frais dans un premier temps, dans un second temps il obtient le remboursement des frais qu'il avait engagés. L'agence est condamnée à une exécution par équivalent.

1° Civile, 8 mars 2012, n° 10-25913, L'essentiel. Droit des contrats 1° avril 2012, n° 4 p. 1, obs. Olivier Des Hayes, D. 2012.1304 note Christophe Lachièze, RTD Civil 2012.533 obs. Patrice Jourdain.

Il s'agissait du séjour d'une famille à la Réunion en avril 2010, survient l'éruption volcanique islandaise, on fait application de l'article L. 211-15, le voyageur expose des frais d'hébergement, le départ avait eu lieu depuis Paris, l'atterrissage se fait au retour à Marseille, le client doit louer une voiture pour rentrer à Paris. Le juge condamne l'agence Océane. Rejet du pourvoi. On verra infra que la force majeure exclut la responsabilité de plein droit de l'agent de voyages édictée par l'art. L. 211-16. La force majeure ne dispense pas l'agence de garantir la prise en charge de supplément de prix afférent aux prestations de remplacement que l'art. L. 211-15 impose à l'agence de proposer à son client après le départ.

La disposition légale, d'ailleurs, en énonçant l'obligation de remplacement, apportait une limite à celle-ci : sauf impossibilité dûment justifiée.

Dans l'espèce citée supra, 1° Civile, 8 mars 2012, ce motif d'exemption ne pouvait prospérer, le voyageur avait, par ses propres moyens, obtenu des prestations de remplacement, excluant ainsi la prétendue impossibilité pour l'agence de les proposer.

La directive de 2015 n'oblige pas l'organisateur à remédier à la non-conformité, si cela entraîne des coûts disproportionnés, compte tenu de l'importance de la non-conformité et de la valeur des services de voyage concernés, art. 13 § 3.

L'art. L. 211-15 al. 2 précisait que le vendeur prend à sa charge les suppléments de prix résultant de la proposition de remplacement - quand celle-ci est due.

1° Civile, 17 octobre 2012, n° 11-25167 : la famille séjourne à Djerba, fermeture de l'espace aérien, la famille doit prolonger son séjour, cassation du jugement ayant refusé de condamner Nouvelles Frontières au remboursement des frais d'hébergement pendant 4 jours ; la force majeure exclusive de la responsabilité de plein droit de l'agent de voyages édictée par l'art. L. 211-16 ne le dispense pas en cas d'inexécution de l'un des éléments essentiels du contrat de garantir la prise en charge du supplément de prix afférent aux prestations de remplacement que l'art. L. 211-15 lui impose de proposer à son client après le départ.

Vivent les éruptions volcaniques, on reste quelques jours de plus en vacances aux frais de l'agence !

1° Civ. 17 octobre 2012, n° 11-23387, Revue de droit des transports 2012. commentaire 61 par I. Bon-Garcin : rejet du pourvoi formé contre le jugement ayant condamné l'agence Thomas Cook à rembourser à la cliente

séjournant à Fuerteventura aux îles Canaries les frais qu'elle avait engagés : 184 euros en tout, dont 26,50 € de frais de taxi pour aller d'Orly à Roissy et 157,50 euros en frais d'hôtel, 2 nuits d'hôtel supplémentaires aux Canaries, et une nuit à Paris.

La cliente a fait le voyage retour en avion jusqu'à Toulouse. Elle a été acheminée ensuite en navette jusqu'à Orly.

L'art. L. 211-15 al. 3 décide que si l'acheteur n'accepte pas la modification proposée, le vendeur doit lui procurer les titres de transport nécessaires à son retour. Le voyage, apparemment, est interrompu prématurément, le remplacement est refusé, il faut mettre le voyageur dans l'avion, ce qui suppose des vols disponibles... le voyageur devra parfois attendre

[On remarquera que le transporteur n'est pas mis en cause dans ces espèces et que le juge français fait uniquement application du code du tourisme à l'encontre de l'agence de voyages]

Second temps. Le droit nouveau : les prestations convenues à compter du 1<sup>o</sup> juillet 2018

L'incidence de la non-conformité est envisagée désormais dans la section 3 consacrée à la « Responsabilité civile professionnelle » des voyagistes dispensateurs de forfaits touristiques.

Le législateur raisonne désormais en termes de non-conformité et de remède à apporter à celle-ci.

Il fait la distinction, quant aux sanctions, entre la réduction de prix (qui est le principe) et les dommages et intérêts.

Il est d'abord prévu par l'art. L. 211-16, II, que le voyageur informe - dans les meilleurs délais - l'organisateur (ou le détaillant) de toute non-conformité constatée lors de l'exécution d'un service de voyages inclus dans le contrat.

Le législateur égrène des solutions ponctuelles.

Il y aura probablement des conflits de frontières entre les différentes hypothèses envisagées en législation. Ce sont des dispositions de droit souple ouvrant à des interprétations empreintes d'une certaine subjectivité.

Le § III envisage le cas où l'un des services de voyage n'est pas exécuté conformément au contrat. L'organisateur (ou le détaillant) remédie à la non-conformité. Une obligation de faire pèse ainsi sur le professionnel.

Cette obligation disparaît si le remède est impossible ou s'il entraîne des coûts disproportionnés. Compte tenu de l'importance de la non-conformité et de la valeur des services de voyage concernés.

Sanction en cas de non-conformité et d'absence de remède apportée à celle-ci :  
Le voyageur peut demander une réduction de prix.

Le retard dans le transport

Il semble bien que le passager ait droit, de la part de l'organisateur, à une réduction du prix en cas de retard dans le transport.

Une demande de décision préjudicielle présentée par l'Amtsgericht de Cologne le 22 février 2019, affaire C-153/19, FZ c. DER Touristik, vise à assurer la coordination entre le droit du tourisme et le droit du transport aérien.

Le voyageur est victime d'un retard. Il fait appel à la solution du droit aérien et à celle du droit du tourisme. Il a droit à l'indemnisation prévue par la jurisprudence Sturgeon en cas de retard à destination finale de plus de trois heures. Il a également droit à une réduction du prix. La juridiction allemande demande si ces droits à réduction

constituent des droits à indemnisation complémentaire, et si l'indemnisation octroyée pour retard de vol peut être déduite du montant accordé au titre des droits à réduction du prix.

La CJUE a répondu avec un arrêt du 28 mai 2020. Le passager, déjà indemnisé sur le fondement de la jurisprudence *Sturgeon* (il devait passer une dizaine de jours à Ténérife, il est victime à l'aller d'un important retard, il n'a pas pu passer deux nuits dans l'hôtel qui avait été réservé), peut être indemnisé au titre d'un droit à réduction du prix du voyage dont il dispose contre l'organisateur de voyages, prévu par le droit de l'État concerné, dans la mesure où cette dernière indemnisation est accordée pour un préjudice individualisé qui trouve son origine dans l'une des situations prévues à l'article 1<sup>o</sup>, § 1, du règlement n° 261/2004.

La CJUE admet ainsi au profit du voyageur victime d'un retard le cumul des deux mécanismes d'indemnisation, le forfaitaire, le cousu main.

Le voyageur peut, en cas de dommage distinct, demander des dommages intérêts en application de l'article L. 211-17.

L'auto-remplacement par le voyageur, art. L. 211-16, IV.

L'hypothèse : l'organisateur (ou le détaillant) ne remédie pas à la non-conformité dans un délai raisonnable fixé par le voyageur.

Le voyageur peut y remédier lui-même et réclamer le remboursement des dépenses nécessaires.

L'art. L. 211-16, V, envisage le cas où une partie importante des services de voyage ne peut être fournie comme prévu dans le contrat : l'organisateur (ou le détaillant) propose – sans supplément de prix – d'autres prestations appropriées, si possible de qualité égale ou supérieure.

Cette disposition est applicable lorsque le retour du voyageur à son lieu de départ n'est pas fourni comme convenu.

L'article L. 211-16, VI, envisage l'hypothèse où une non-conformité perturbe considérablement l'exécution d'un voyage ou séjour et où l'organisateur (ou le détaillant) n'y remédie pas dans un délai raisonnable fixé par le voyageur : le voyageur peut résoudre sans frais le contrat. Il peut demander une réduction de prix, et en cas de dommage distinct des dommages-intérêts.

Si le contrat comprend le transport de passagers, l'organisateur fournit au voyageur le rapatriement par un moyen de transport équivalent, dans les meilleurs délais, eu égard aux circonstances de l'espèce, et sans frais supplémentaires. Art. L. 211-16, VI, alinéa 3.

L'article L. 211-16, VII, prévoit que lorsqu'il est impossible, en raison de circonstances exceptionnelles et inévitables, d'assurer le retour du voyageur comme prévu au contrat, l'organisateur (ou le détaillant) supporte les coûts de l'hébergement nécessaire, si possible de catégorie équivalente, pour une durée maximale de **trois nuitées** par voyageur. Article 12 § 7 de la directive.

Si des durées plus longues sont prévues par la législation de l'UE sur les droits des passagers applicable aux moyens de transport concernés pour le retour du voyageur, ces durées s'appliquent.

L'article L. 211-16, VIII, fait un meilleur sort aux personnes handicapées, aux personnes les accompagnant, mineurs non accompagnés, femmes enceintes, personnes nécessitant une assistance médicale spécifique.

La limitation des coûts prévue à l'alinéa précédent ne s'applique pas.

L'organisateur ou le détaillant ne saurait invoquer des circonstances exceptionnelles pour limiter la responsabilité au titre du présent article (L. 211-16) si le prestataire de transport ne peut se prévaloir de telles circonstances en vertu de la législation applicable de l'Union européenne.

De façon plus générale, l'article L. 211-17, I, énonce que le voyageur a droit à une réduction de prix appropriée pour toute période de non-conformité des services fournis dans le cadre du contrat, Sauf si l'organisateur (ou le détaillant) prouve que la non-conformité est imputable au voyageur.

(Il s'agit de la transposition de l'article 14 de la directive 2015/2302.)

Hors droit aérien. La pandémie. Voir l'arrêt de la Cour de justice du 12 janvier 2023, affaire *KT, NS c. FTI Touristik*, C-396/21

Des Allemands avaient le 30 décembre 2019 réservé 14 jours de vacances aux Canaries du 13 au 27 mars 2020. Ils sont effectivement partis d'Allemagne en direction de ces îles. Mais le 18 mars il leur a été annoncé par les autorités qu'ils devaient à raison de l'épidémie gagner l'aéroport. Leur séjour aux Canaries n'a duré que 7 jours.



Les voyageurs ont demandé une réduction du prix au voyageur.

Le droit à la réduction du prix existe du moment qu'on est en présence de la non-conformité des services de voyages. La constatation de cette non-conformité est objective, elle est déterminée compte tenu des services qui figuraient dans le contrat de voyage et qui n'ont pas été exécutés. La réduction de prix doit être appropriée.

L'article L. 211-17-1 impose à l'organisateur d'un voyage ou au détaillant d'apporter dans les meilleurs délais au regard aux circonstances une « aide appropriée » au voyageur « en difficulté », y compris dans les hypothèses où le voyageur ne peut pas assurer immédiatement le retour du voyageur.

β. *La responsabilité civile professionnelle* du vendeur de voyages à forfait

C'est l'article **L. 211-16, I**, du code du tourisme, qui détermine la dette de responsabilité incombant au professionnel vendant un forfait touristique :

Le professionnel qui vend un forfait touristique est responsable de plein droit de l'exécution des services prévus par ce contrat, que ces services soient exécutés par lui-même ou par d'autres prestataires de services de voyage.

Le code du tourisme met ainsi, dans la section 3 intitulée « Responsabilité civile professionnelle », une responsabilité de plein droit, à la charge de l'organisateur de voyages agissant contre rémunération, en cas de mauvaise exécution des services promis.

Le principe cède, verra-t-on, devant le jeu de la force majeure.

. Le principe de responsabilité de plein droit

La personne qui vend des forfaits touristiques est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur de la bonne exécution des services prévus par le contrat de forfait touristique, que ces services soient exécutés par lui-même ou par d'autres prestataires de services.

Le client est blessé lors d'une catastrophe aérienne lors du vol Aller entre la France et Java. Le vendeur de forfaits touristiques est responsable. Le professionnel avait vendu un forfait touristique, il est responsable de plein droit de l'exécution des services prévus par le contrat.

Le voyageur a droit à des dommages et intérêts de la part de l'organisateur ou du détaillant pour tout préjudice subi en raison de la non-conformité des services fournis. Art. L. 211-17, II, du code du tourisme.

Le client est victime d'un retard dans le transport, le tour-opérateur est responsable du dommage subi par le passager.

Statuant sous l'empire de l'art. L. 211-16 c. tourisme, issu de la loi du 22 juillet 2009, 1<sup>o</sup> Civile, 27 juin 2018, n<sup>o</sup> 17-14051, Juris tourisme 2018, n<sup>o</sup> 212, p. 45 obs. Christophe Lachière : réservation d'un circuit touristique pour deux époux en Argentine.

Un retard du vol de retour. Les époux réclament 374,38 euros au titre du préjudice financier résultant du retard d'un vol. La juridiction de proximité de Bordeaux rejette, au visa de la CM et de son décret d'application (?), la demande d'indemnisation. Le seul responsable du dommage résultant du retard est le transporteur aérien. Ni l'agence de voyages ni l'organisateur du voyage n'ont la qualité de transporteur aérien que seule peut revendiquer la société LATAM qui doit supporter la charge exclusive de l'indemnisation de ce retard.

Cassation. L'agence de voyages est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat, que ce contrat ait été conclu à distance ou non et que ces obligations soient à exécuter par elle-même ou par d'autres prestataires de services.

La solution demeure sous l'actuelle législation, écrit M. Lachière.

[L'organisateur de voyages est responsable du fait de l'électricien employé de l'hôtel du Sri Lanka qui violente et agresse dans un local technique le 17 juillet 2010 une passagère anglaise où celle-ci séjourne et qu'il s'était proposé d'accompagner à la réception par un chemin plus bref, voir CJUE, 18 mars 2021, affaire C-578/19, Kuoni, arrêt rendu sous l'empire de la directive 90/314. Il s'agissait d'un voyage à forfait, vols aller - retour avec le Royaume-Uni, 15 nuits à l'hôtel. L'employé de l'hôtel n'est pas considéré comme un « prestataire de

services ». Il y a mauvaise exécution des obligations découlant du contrat de voyage à forfait. Pour engager la responsabilité de l'organisateur, il faut établir l'existence d'un lien entre l'acte ayant causé le dommage et les obligations de l'organisateur. L'employé était sous le contrôle de l'hôtel, prestataire de services, ce qui est de nature à engager la responsabilité de l'organisateur.]

Les bagages sont perdus ou volés durant le transport aérien. L'organisateur de voyages est responsable.

(Quid en ce qui concerne l'émission des réserves et protestations en cas d'avarie ou de retard des bagages ? Le voyageur est obligé de signaler les faits à l'organisateur de voyages, article L. 211-16, II, du code du tourisme, Le voyageur informe l'organisateur ou le détaillant, dans les meilleurs délais eu égard aux circonstances de l'espèce, de toute non-conformité constatée lors de l'exécution d'un service de voyage inclus dans le contrat, l'agence faisant à son tour la déclaration entre les mains du transporteur. Rien n'interdit, semble-t-il, au client d'émettre lui-même directement la protestation prévue par la CM entre les mains du transporteur.)

La chute dans l'aérogare : l'organisateur de voyages est responsable

Un avocat, titulaire d'un forfait touristique, est le 2 février 2009 victime d'une fracture à la cheville à la suite d'une chute à l'aéroport de Casablanca, alors qu'il s'y trouvait en correspondance. Il assigne l'organisateur de voyages. Il est débouté par la cour de Versailles par un arrêt du 19 mars 2019, *Juris Tourisme* 2020, n° 230, p. 12 obs. Xavier Delpech. Il incombe au demandeur de rapporter la preuve du lien de causalité entre son préjudice et la prestation à la charge du professionnel. Le professionnel n'est pas tenu d'une obligation de garantie. Il convient d'identifier l'obligation née du contrat dont l'exécution n'a pas été satisfaisante et a causé un préjudice au client. La seule survenance d'un dommage ne suffit pas pour considérer établie la mauvaise exécution du contrat. Le sol de l'aéroport de Casablanca bénéficie de la certification ISO 9001, rien n'établit que le sol ait été à l'origine de la chute.

L'arrêt de la cour d'appel est cassé par la 1<sup>o</sup> chambre civile le 16 février 2022, n° 20-18.500.

L'arrêt est rendu au visa de l'article L. 211-17 dans sa rédaction antérieure à la loi du 22 juillet 2009.

Il résultait des constatations faites par la cour d'appel que la chute était intervenue lors de l'exécution d'une prestation prévue au forfait, de telle sorte qu'était engagée la responsabilité de plein droit de l'agence de voyages qui ne pouvait s'en exonérer qu'en prouvant une faute de l'acheteur, le fait d'un tiers ou une force majeure.

Les voyagistes, tour-opérateurs, agences de voyages sont immatriculés sur un registre.

Pour être immatriculés, ils doivent justifier d'une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, art. L. 211-18, II, 2<sup>o</sup>, du code du tourisme.

S'agit-il d'une responsabilité par ricochet ou d'une responsabilité propre ?

L'organisateur est, d'après un premier courant doctrinal, vis-à-vis de son client, responsable de plein droit du fait d'autrui (transporteur, hôtellerie), l'agence est responsable parce que le transporteur l'est.

[L'ouvrage collectif *Droit du transport de passagers*, Larquier, 2016, parle au n° 222 de responsabilité du fait d'autrui.]

Dans cette conception, le tour opérateur devrait être garant du fait du transporteur aérien si celui-ci ne respecte pas la réglementation consumériste européenne en matière de retard, de refus d'embarquement et d'annulation de vol...

(Madame Bazin-Beust parle, dans son article déjà cité in *Transport et sécurité*, p. 377, de garantie du fait d'autrui.)

D'autres auteurs, comme M. Lachièze, contestent cette idée d'une responsabilité d'emprunt, ils estiment que le code du tourisme instaure une responsabilité autonome et objective de l'agence de voyages, le vendeur de forfaits est personnellement responsable de la bonne exécution des prestations sur le fondement des dispositions du code du tourisme.

Cette conception serait celle de la Cour de cassation.

Un arrêt de la Cour de cassation semble en effet conforter le second courant doctrinal.

Cet arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile rendu le 8 mars 2012, au rapport du professeur-conseiller Gridel, n° 11-10226,

D. 2012.733 obs. I. Galeriste, concernait deux époux Bertrand et Justine qui s'étaient rendus en Égypte pour une semaine. L'espace aérien européen avait été fermé à raison de l'éruption du volcan islandais. Les époux ont été contraints d'exposer des frais de séjour supplémentaires, ils ont demandé à l'agence Cook le remboursement des dépenses du fait du report du vol de retour, le juge accorde 641 euros. La cassation intervient au visa du règlement du 11 février 2004. Le règlement européen désigne le transporteur aérien effectif comme le débiteur exclusif des obligations d'assistance et d'indemnisation qu'il édicte. Le règlement ne peut pas être directement invoqué à l'encontre de l'agence de voyages.

Seules les dispositions du code de tourisme ont vocation à régir la responsabilité de l'agence à l'égard de son client en raison de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des obligations résultant du contrat qui les lie. La situation de l'agence doit être appréciée par le client en termes de responsabilité contractuelle et de demande de l'indemnisation d'un préjudice. La question est de savoir si l'agence assume sur le fondement du code du tourisme les obligations de faire du transporteur comme fournir les rafraîchissements et l'hébergement en cas de retard. Le client ne peut pas invoquer directement, décide la Cour de cassation, le règlement de 2004 contre l'organisateur de voyages.

Peut-on alors décider que l'agence est responsable de plein droit, en vertu du code de tourisme, si le client n'a pas obtenu de la part du transporteur effectif les prestations de repas et d'hébergement auxquelles il avait droit ? Ou bien faut-il décider que la méconnaissance du règlement de 2004 ne peut être imputée qu'au seul transporteur aérien effectif, toute action de ce chef étant déniée contre l'organisateur du voyage, celui-ci bénéficiant alors d'une décharge de responsabilité ? Cette dernière solution semble devoir être écartée.

Le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 précise dans son article 13 qu'aucune disposition de ce règlement ne peut être interprétée comme limitant le droit d'un organisateur de voyages de demander réparation au transporteur aérien effectif conformément aux lois pertinentes applicables. Le législateur européen envisage ainsi qu'un organisateur, ayant vu sa responsabilité mise en cause, puisse disposer d'un recours contre le transporteur, recours apprécié selon les lois pertinentes applicables. Il appartient seulement au passager se prévalant de la législation en matière de voyages à forfait de ne pas faire d'erreur de plume en exposant le fondement de sa demande.

D'après l'article L. 211-17, II, le voyageur a droit à des dommages et intérêts de la part de l'organisateur ou du détaillant pour tout préjudice subi en raison de la non-conformité des services fournis.

L'indemnisation est effectuée dans les meilleurs délais.

D'après l'article L. 211-17, III, le voyageur n'a droit à aucune indemnisation si l'organisateur ou le détaillant prouve que la non-conformité est imputable soit au voyageur, soit à un tiers étranger à la fourniture des services de voyages compris dans le contrat et revêt un caractère imprévisible ou inévitable, soit à des circonstances exceptionnelles et inévitables.

. Les sources d'exonération du vendeur de forfaits : art. L. 211-16, I, alinéa 3 du code de tourisme.

Cet alinéa ménage dans certaines circonstances au professionnel vendant un forfait touristique des éléments pour s'exonérer en tout ou en partie de sa responsabilité.

L'imputation du dommage au voyageur

Le fait d'un tiers, étranger à la fourniture des services de voyages compris dans le contrat, fait revêtant un caractère imprévisible ou inévitable.

L'incidence de la force majeure

L'agence tenue d'une responsabilité de plein droit peut s'exonérer si le dommage est imputable à des « circonstances exceptionnelles et inévitables ».

1° Civile, 24 septembre 2009, n° 08-18177 : un séjour en Namibie, à l'aller plusieurs déboires, le vol prévu entre Paris et Windhoek est annulé à raison d'une grève du personnel, un vol de remplacement est prévu, Paris - Francfort, un surbooking intervient sur le vol Francfort - Windhoek, le voyageur est bloqué 48 heures à Francfort. Le voyageur assigne le tour opérateur, qui appelle les compagnies aériennes en garantie. La juridiction accorde 400 euros au client.

1° Civile, 5 novembre 2009, n° 08-20385 : l'agence Nouvelles Frontières vend un forfait touristique consistant en un voyage aux Indes. Est prévu un vol Lufthansa quittant Paris avec escale à Francfort. Le vol est annulé à raison de mauvaises conditions climatiques ayant désorganisé le trafic aérien en Allemagne. Le juge déboute le client dans sa demande contre le voyageur, les circonstances revêtaient un caractère de force majeure. Cassation pour défaut de base légale : il est reproché à la juridiction du fond de ne pas avoir recherché si la présence de la neige en Allemagne au mois de mars présentait le caractère d'imprévisibilité de la force majeure lors de la conclusion du contrat et d'irrésistibilité lors du décollage.

[CJUE, 18 mars 2021, précité : le viol et l'agression de la passagère anglaise par un employé de l'hôtel de Ceylan. Interprétation stricte de la cause d'exonération. L'hôtel avait l'obligation de contrôler son employé, l'agression n'était pas un événement insurmontable ou imprévisible. L'organisateur ne doit pas parvenir à s'exonérer. Solution donnée sous l'empire de la directive 90/314.]

#### La situation des héritiers du voyageur et des victimes par ricochet

Cette responsabilité de plein droit de l'agence ne pouvait pas être invoquée par les victimes par ricochet. L'argument était tiré de la lettre de l'art. L. 211-16 : l'agence est responsable de plein droit *à l'égard de l'acheteur* de la bonne exécution. La créance de réparation du voyageur était donc transmissible aux héritiers, mais la responsabilité de plein droit du voyageur ne pouvait pas être invoquée par les victimes par ricochet sur le fondement du code du tourisme

Cf. 1° Civile, 28 septembre 2016, obs. Christophe Lachièze, *Juris tourisme* 2017, n° 201, p. 39 : l'espèce est étrangère à la matière aérienne. Un voyageur meurt d'un œdème pulmonaire lors d'une excursion en Équateur en direction d'un volcan de 5897 mètres. Sa veuve et ses filles demandent réparation de leur préjudice personnel sur le fondement de l'article L. 211-16 du code du tourisme. La cour d'appel n'accorde qu'une réparation partielle. La haute juridiction indique que l'article L. 211-16 instaure une responsabilité de plein droit au profit du seul acheteur du voyage. Les ayants droit du voyageur ne peuvent agir contre l'agence pour leur préjudice personnel que sur le fondement de la responsabilité délictuelle exigeant la preuve d'une faute du voyageur. La mention de l'acheteur ne figure plus dans le nouvel article L. 211-16, I, du code du tourisme. Il n'est pas certain que l'ancienne solution soit condamnée.

[Dans certaines hypothèses extrêmes, le voyageur s'expose à des sanctions pénales s'il a recours à des compagnies douteuses et que l'accident mortel survient. C'est ainsi qu'auraient été condamnés pénalement pour homicide involontaire en 2000 deux dirigeants du club Méditerranée à la suite d'une catastrophe aérienne survenue en Casamance en 1992.]

#### Le cumul d'actions

L'organisateur de voyages risque de voir sa responsabilité mise en cause du fait d'incidents ou d'accidents survenus lors du transport compris dans le forfait.

On peut se demander si la victime est habilitée dans son action en réparation à se prévaloir simultanément pour obtenir une indemnisation maxima du droit du tourisme et du droit aérien.

L'article L. 211-17, V, du code du tourisme réserve l'application des règlements européens sur les retards et annulations de vol, il réserve l'appel par la victime, des conventions internationales en matière de transport, ce qui vise aussi bien que la CV que la CM. La victime dispose d'une action en réparation aussi bien contre l'organisateur de voyages que contre le transporteur aérien.

Les droits à indemnisation ou à réduction de prix prévus par le présent code (du tourisme) ne portent pas atteinte aux droits des voyageurs au titre du règlement n° 261/2004 (sur les annulations de vol et retard en matière de transport aérien) et des conventions internationales.

Les voyageurs ont le droit d'introduire des réclamations au titre du présent code et desdits règlements et conventions internationales.

Le cumul d'actions est donc possible, le voyageur invoquant le droit du tourisme tributaire de la directive européenne ainsi que le droit uniforme de la responsabilité aérienne.

Le code du tourisme interdit cependant l'enrichissement du voyageur : L'indemnisation ou la réduction de prix octroyée en vertu du présent code et l'indemnisation ou la réduction de prix octroyée en vertu desdits règlements et conventions internationales sont déduites les unes les autres pour éviter toute double indemnisation.

#### Le montant des indemnités

On peut se demander si l'organisateur de voyages, reconnu responsable au titre du code du tourisme, est tenu ou non à une réparation totale ou seulement partielle.

Les textes internationaux ne prévoient pas toujours en matière de transport aérien un droit pour la victime à une réparation intégrale. La réparation est limitée en matière de retard ou de perte des bagages. Elle est limitée en cas de retard, si le passager n'arrive pas à l'heure dite à destination. En cas de dommage corporel, la CM offre au transporteur aérien lorsque le dommage excède un certain seuil une possibilité d'exonération partielle.

L'organisateur de voyages peut en ces circonstances voir sa responsabilité être engagée par son client.

L'organisateur de voyages mis en cause est en mesure de se prévaloir des limites de réparation du droit du transport aérien.

Le voyageur, décideur la directive et le code du tourisme, peut opposer à son client les limites de responsabilité prévues par les conventions internationales régissant les transports internationaux : ainsi, en cas de retard, en cas de perte des bagages ... Lorsque l'organisateur est responsable de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des services de voyage compris dans le contrat de voyage à forfait, il devrait pouvoir invoquer les limites de la responsabilité des prestataires de services prévues dans les conventions internationales telles que la convention de Montréal de 1989, considérant 35 de la directive 2015/2302 du 25 novembre 2015. Art. 14 § 4 de la directive de 2015.

Dans la mesure où des conventions internationales circonscrivent les conditions dans lesquelles une indemnisation est due par un prestataire fournissant un service de voyage qui fait partie d'un voyage ou séjour ou limitent l'étendue de cette indemnisation, les mêmes limites s'appliquent à l'organisateur ou au détaillant, article L. 211-17, IV, du code du tourisme.

Si le voyageur arrive en retard à l'aller à Java ou au retour en France, ou si son bagage se perd, l'organisateur de voyages peut se prévaloir des moyens de défense du transporteur.

(Les actions en réparation fondées sur le code du tourisme se prescrivent par deux ans, art. L. 211-17.)

Les relations entre les organisateurs de voyages et les transporteurs aériens

La matière n'est pas particulièrement limpide, d'autant qu'il faut tenir compte aussi bien du droit forgé par l'UE que des principes du droit contractuel national.

Les accords de partenariats

On peut présumer que des accords-cadres sont conclus de façon durable entre les tour-opérateurs et les compagnies aériennes spécialisées dans l'exécution des vols touristiques de masse. Des accords de partenariat doivent exister, qui relèvent du mandat ou de l'entreprise.

Les tour-opérateurs sont en contact direct avec leur clientèle, les touristes ne contractent pas directement avec la compagnie assurant le transport.

Les tour-opérateurs délivrent des engagements de transporter, ils remettent à leurs clients des réservations de vol.

Dans ses conclusions du 23 septembre 2021, l'avocat général Priit Pikamäe admet, se fondant sur le règlement, que l'organisateur de voyages peut délivrer aux voyageurs des réservations. Ces réservations peuvent mentionner, même s'il ne s'agit pas d'un billet, l'heure d'arrivée prévue. Le passager peut en retirer un élément pour faire la preuve d'une annulation ou d'un retard.

Les incidents ponctuels dans l'exécution du transport

L'incident de vol

Le client a acheté un voyage à forfait, une prestation de déplacement aérien y est incluse. Le vol peut être à l'aller ou retour annulé, retardé, anticipé.

L'organisateur de voyages, assigné en réparation, peut appeler le transporteur aérien en garantie.

S'il a été condamné, il dispose d'un recours contre le transporteur.

L'appel en garantie du transporteur par l'organisateur de voyages

Si le client met en cause la responsabilité de l'organisateur de voyages, celui-ci a la possibilité d'appeler à l'instance le transporteur aérien en garantie. La juridiction connaîtra ainsi de l'action principale en responsabilité exercée par le consommateur de voyages à forfait contre le tour opérateur, ainsi que de l'action du tour opérateur contre le transporteur, celui-ci risquant alors de devoir supporter la totalité du poids de la réparation.

1° Civile, 24 septembre 2009, n° 08-18177, cassation du jugement ayant rejeté l'action en garantie exercée par l'agence contre les transporteurs. Un premier vol est annulé à l'aller pour grève du personnel ; un second vol est offert par l'agence sur une autre compagnie, le voyageur se heurte alors à une surréservation. La victime assigne l'agence, qui appelle les transporteurs en garantie. La première compagnie a été exonérée à tort, il n'était pas prétendu que la grève constituait un cas de force majeure. Idem la garantie a été refusée à tort à l'encontre des deux compagnies, l'agence est responsable de plein droit envers le client, le recours peut être mis en œuvre dès lors que l'agence apporte la preuve des fautes commises par les prestataires (Est-il certain que l'auteur du recours doit établir la faute du transporteur en cas d'annulation de vol ou de refus d'embarquement pour surréservation ? Le transporteur est tenu d'indemniser à raison du règlement européen, fautif ou non)

Versailles, 10 juillet 2013, RFDA 2013 : un client « achète » un voyage aux Maldives auprès de l'agence Thomas Cook. Le client se plaint de retards importants à l'aller et au retour et assigne l'agence (qui a son siège à Clichy) devant le tribunal d'Asnières. L'agence appelle alors le transporteur société XL Airways France en intervention forcée.

Se pose alors une difficulté de compétence territoriale, le transporteur prétend que le tribunal d'Asnières est incompétent pour connaître de l'action en garantie menée contre lui par l'agence, il invoque les solutions de l'article 33 de la CM donnant compétence au tribunal du siège du transporteur.

Le tribunal d'Asnières donne satisfaction au transporteur.

L'agence forme contredit porté devant la cour d'appel, qui fait prévaloir les dispositions de la convention internationale : c'est le tribunal d'Aulnay- sous-bois qui est compétent, car le transporteur a son siège dans son ressort. L'art. 33 CM édicte une règle de compétence directe ayant un caractère impératif qui prime sur le règlement interne.

Orléans, 11 septembre 2014, RFDA 2014.369, un forfait touristique est organisé à l'intention d'un ménage, le mari devant participer au marathon de New York, un transport Paris - New York via Toronto est prévu, l'épreuve sportive est annulée du fait de la survenance d'un ouragan. Le voyage aérien est parsemé de retards et d'annulation de vol et les conditions hôtelières sont déplorables. Les époux mettent en cause devant le tribunal de Blois l'agence Cook qui appelle Air Canada en garantie. Le transporteur aérien, se prévalant de la convention de Montréal, fait état de l'incompétence du tribunal blésois au profit de la juridiction d'Aulnay. La cour d'appel considère que le for désigné par la CM est seul compétent pour connaître de l'action en garantie formée par l'agence de voyages contre le transporteur aérien.

On peut se demander si une telle solution n'est pas remise en cause par l'important arrêt rendu par la 1° chambre civile le 4 mars 2015 concernant l'action en garantie formée un constructeur aérien (Airbus) contre un transporteur aérien arménien. Cette décision dont on traitera infra affirme la non-soumission de cette action en garantie à la CM. Ce qui vaut pour l'action en garantie exercée par le fabricant contre le transporteur risque de valoir pour celle émanant du tour opérateur. Le transporteur continue cependant à bénéficier des limites de réparation prévues par le droit uniforme.

2° Civile, 13 mai 2015, n° 13-28528, RFDA 2015 n° 2 : un accident d'avion appartenant à Air Sénégal s'était produit à raison d'une faute humaine sur une ligne intérieure sénégalaise entre Tambacounda et Dakar. Le mécanicien au sol avait fermé la valve d'alimentation en carburant, il n'avait pas procédé à sa réouverture avant le départ de l'avion. La cause de l'accident était donc l'arrêt du moteur gauche de l'appareil. Le FGTI avait réglé une certaine somme à une victime. Le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, subrogé dans les droits de la victime, s'est retourné contre l'organisateur de voyages, Thomas Cook (et son assureur Generali). Le transporteur Air Sénégal (ainsi que son assureur, Nationale d'assurances) ont été appelés à l'instance pour garantir Thomas Cook (et son assureur). L'organisateur de voyages (et son assureur) ont été, en 1° instance, condamnés, le transporteur du Sénégal et son assureur ont été déclarés garants du voyageur et de son assureur.

Un changement s'opère dans la personne de l'assureur du transporteur.

Le voyageur et son assureur font appel. Confirmation. Sont condamnés, à garantir le voyageur et son assureur, Air Sénégal ainsi que la CNART, compagnie nationale d'assurances et de réassurances des transports, venant aux droits de l'assureur primitif du transporteur.

Pourvoi en cassation émanant de l'assureur qui avait succédé à l'assureur d'Air Sénégal. Cette compagnie d'assurance n'avait pas comparu en appel, elle prétend que l'acte d'appel ne la visait pas. Rejet du pourvoi, le moyen ne porte pas : l'organisateur de voyages et son assureur avaient demandé dans leurs conclusions que le transporteur et la CNART les garantissent, ils avaient assigné à ces fins en intervention forcée la société Air Sénégal et la CNART - ayant chacune leur siège à Dakar - par acte de transmission à autorité compétente étrangère.

Le recours du tour opérateur contre le transporteur aérien

C'est l'hypothèse où l'organisateur de voyages a été condamné à indemniser son cocontractant. Il dispose d'un recours contre le transporteur.

Cf. art. L. 211-16, I, alinéa 1<sup>o</sup>, code du tourisme.

L'art. L. 211-16 c. tourisme réserve l'éventualité d'un recours du tour-opérateur contre le prestataire de services défaillant.

Lorsqu'un organisateur ou un détaillant verse des dommages et intérêts, il peut demander réparation à tout tiers ayant contribué au fait à l'origine de l'indemnisation, art. L.211-16, I, al. 4, CT.

L'organisateur de voyages, une fois condamné, peut se retourner contre le transporteur aérien. Il est subrogé dans les droits de la victime. L'agence a été par hypothèse condamnée à la demande du client. L'agence se retourne contre le transporteur, dispensateur de la prestation de transport. Le transporteur, s'il est reconnu responsable de l'accident, pourra opposer au voyageur les limites de réparation prévues par les conventions internationales. Article L. 211-16 du code du tourisme. Toute personne qui se livre aux opérations visées à l'article L. 211-1 est responsable de plein droit à l'égard de l'acheteur de la bonne exécution des obligations résultant du contrat, sans préjudice de son droit de recours contre les prestataires de services les ayant exécutés et dans la limite des dédommagements prévus par les conventions internationales.

1<sup>o</sup> Civile, 26 janvier 2012 n<sup>o</sup> 10-30800 : un forfait touristique est organisé par Marsans international. Le contrat prévoit un vol aérien de Toulouse jusqu'à Saint Petersburg avec des billets d'Air France.

Une croisière fluviale est prévue en Russie, avant le retour à Toulouse.

Divers déboires, annulation du vol du départ, perte des bagages, une partie de la croisière perdue.

Les époux agissent contre l'agence qui est condamnée.

L'agence de voyages assigne alors Air France en remboursement. L'agence était tenue d'indemniser les clients des conséquences préjudiciables de l'inexécution partielle des obligations incombant au transporteur aérien, l'agence s'est trouvée subrogée dans les droits des voyageurs. La cour d'appel est approuvée d'avoir fait application de la convention de Montréal, le tribunal a à bon droit accueilli le recours de l'agence contre Air France à concurrence du montant des dommages dont Air France devait répondre en raison tant du transport des passagers que de la perte des bagages survenue pendant la période au cours de laquelle le transporteur en avait la garde. Air France a été condamnée à payer 1862 euros à l'agence.

γ. L'information sur l'identité du transporteur aérien

Droit européen

Les agences doivent faire application du règlement n<sup>o</sup> 2111/2005 du 14 décembre 2005

concernant...l'information des passagers du transport aérien sur l'identité du transport aérien effectif.

Ce texte s'applique aussi bien aux vols réguliers que non réguliers, il s'applique aux vols faisant partie d'un voyage à forfait. Article 11. Le passager doit être informé de l'identité du ou des transporteurs effectifs, dès la réservation, ou ultérieurement. Cette obligation existe également en cas de changement de transporteur. En tout état de cause, les passagers sont informés au moment de l'enregistrement, ou au moment de l'embarquement s'il s'agit d'une correspondance sans enregistrement. L'organisateur de voyage veille à ce que le contractant soit informé de l'identité du transporteur, en particulier lorsque cette identité a changé.

Si le transporteur effectif a été inscrit sur la liste noire européenne d'interdiction de vol, il ne peut pas par définition desservir un aéroport européen, mais il exploite éventuellement des vols sur des lignes régulières ou non en Amérique du Sud, en Afrique ou en Asie, le passager peut choisir de ne pas prendre ce vol (effectué dans un pays extra européen), le client a droit au réacheminement (par un autre transporteur) ou au remboursement, art. 12

Le règlement impose à chaque État de faire respecter ces règles et de prévoir des sanctions, art. 13.

## Le droit interne français

Le décret du 2 mai 2007 est venu reprendre et compléter le règlement européen, il a inséré plusieurs dispositions dans le CAC et le code du tourisme.

C'est moins le droit commun qui nous intéresse ici que le dispositif propre aux voyages à forfait.

Le droit commun aérien prévoit que le client doit être informé de l'identité du transporteur, contractuel ou de fait. Art. R. 6421-4 CT. Ce droit commun s'applique lorsque l'agence se contente de vendre des billets d'avion ou ne fournit pas des forfaits touristiques, art. R. 211-19 c. tourisme. Le client a droit à être informé, mais une fois informé il ne semble pas qu'il ait la possibilité de récuser le transporteur proposé par l'organisateur, sauf l'hypothèse où la compagnie serait inscrite sur la liste noire. Le passager a droit cependant au même standing et au même confort que celui qui lui avait été promis par le transporteur contractuel lors de la conclusion du contrat.

Le code des transports contient les dispositions relatives aux vols non réguliers affrétés [il n'y a pas de prestations hôtelières et touristiques]. Il faut donner, dans un premier temps, par tronçon, une liste de trois noms. Quand l'identité du transporteur est connue, elle est communiquée au consommateur, art. R. 6421-5. Toute modification est notifiée sans délai. Le consommateur en est informé au plus tard au moment de l'enregistrement (ou cas de correspondance s'effectuant sans enregistrement préalable avant les opérations d'embarquement).

Une sanction est prévue par l'article : une amende administrative est prononcée par le ministre en cas de non-respect des obligations édictées par le règlement européen et reprises aux articles R. 6432-4, 1°, CT.

Quant au code du tourisme, il contient des dispositions spécifiques pour les prestations de transport aérien incluses dans un forfait touristique. Dans un premier temps, le voyageur doit communiquer, pour chaque tronçon de vol, une liste de trois noms auquel l'organisateur de voyage aura éventuellement recours, R. 211-15 al. 1. Vient ensuite quand elle est connue la communication de l'identité du transporteur, a. R. 211-17. Le contrat doit contenir les conditions d'annulation de nature contractuelle, art. R. 211-6, 14°. L'art. R. 211-6, 20° impose d'insérer au contrat une clause de résiliation et de remboursement sans pénalité des sommes versées par l'acheteur en cas de non-respect de l'obligation d'information prévue à l'art. R. 211-4, 13°, renvoyant aux articles R. 211-15 à 18. Le voyageur peut résilier, mais restera à terre. Ce qui est la solution extrême. Elle ne sera guère utilisée par un touriste français se trouvant à des milliers de km de la France s'il n'a pas la garantie de disposer à court terme d'un transport aérien conforme à ses vœux. Sanction, a. R. 211-13 qui renvoie à l'a. R. 211-6, 14°, la résiliation est exclue si le voyageur a bénéficié de prestation.

On peut remarquer que le transporteur contractuel est en droit pur celui qui prend l'engagement de transporter le passager, il est contractuellement lié avec le passager. En revanche, lorsque le transporteur contractuel n'effectue pas lui-même le voyage, il n'y a pas de relation contractuelle entre le transporteur effectif dit de fait et le passager. Ce droit d'esprit consommériste est destiné à permettre au passager d'être informé à l'avance de l'identité du transporteur qui effectuera réellement le transport, il y a donc une tendance à intégrer ce transporteur de fait dans le cercle contractuel, le passager est informé de son nom, il est sur le chemin d'un agrément implicite, on relève une contractualisation au moins virtuelle, il n'y a plus d'extranéité absolue du transporteur réel, il n'est plus un *penitus extraneus*. De même qu'un professionnel fait effectuer sa tâche par ses salariés et subordonnés, de même que le passager ne choisit pas le commandant de bord les pilotes ou l'hôtesse de l'air, le transporteur contractuel délègue l'accomplissement du déplacement à un sous-transporteur qu'il a choisi.

La jurisprudence ne reconnaît pas, semble-t-il, l'existence, en présence d'un voyage à forfait, d'une relation contractuelle directe entre le transporteur, agissant au nom de l'organisateur de voyages, et le passager, arrêt de la CJUE du 26 mars 2020, *Libuse Karlova c. Primera Air Scandinavia*, C-215/18. Le passager ne contracte qu'avec le voyageur. Le transporteur agit à la requête du voyageur. Il ne contracte pas avec le passager, même s'il lui remet un billet portant son nom.



## § II. Le cocontractant du transporteur de personnes

Le passager est habituellement celui qui est partie au contrat de transport de personnes. C'est un passager individuel.

Le passager (la CV parlait de voyageur) conclut en général le contrat de transport pour son propre compte. Le droit contemporain en fait un consommateur de voyage. C'est un haut fonctionnaire, un homme politique, un homme d'affaires, un homme qui délaisse la voiture ou le train, un quidam, un touriste, un habitué du transport aérien, un novice ou un passager par exception...

Le passager joue ordinairement un rôle passif, il s'abandonne entre les mains du transporteur (et de l'équipage), il lui confie sa vie.

Le passager clandestin n'est pas un passager titulaire d'un contrat de transport, qu'un passager clandestin soit parvenu à monter dans l'avion est une situation de fait, qui parfois se termine très mal, elle ne relève pas du droit contractuel.

Les membres de l'équipage ne sont pas des passagers liés par un contrat de transport, c'est à raison de leur contrat de travail qu'ils sont à bord.

L'élève pilote n'est pas un passager.

Les futurs acquéreurs d'un avion qui participent à des essais ou à des démonstrations en vol ne sont pas à bord au titre d'un contrat de transport.

La CJUE considère en revanche que les techniciens déplacés pour accomplir un travail aérien (larguer des explosifs sur des champs de neige pour déclencher des avalanches ou indiquer au pilote où cesser d'avancer et ouvrir la porte de l'hélicoptère pour permettre le largage des explosifs) sont déplacés au principal par un contrat de transport. Ils ont été acheminés sur le site pour y effectuer leur travail, arrêt *Wucher Helicopter* du 26 février 2015, C-6/14. Cf. supra.

Le passager majeur et capable qui paie le prix du transport : c'est la situation ordinaire, le passager est partie au contrat de transport conclu avec le transporteur aérien.

Les déplacements familiaux : le *pater familias* ou la *mater familias* assure le paiement du transport pour le compte de ses enfants, mineurs, voire jeunes majeurs.

[Le code des impositions sur les biens et services, dans son article L. 422-3, donne une définition du passager qui n'est pas identique à la notion en honneur en droit privé : " Un passager s'entend de toute personne âgée d'au moins deux ans embarquée à bord d'un aéronef et dont la présence n'est pas justifiée par le bon déroulement du vol ou l'exécution des opérations inhérentes au vol." Le passager clandestin est donc un passager en droit financier. De même un enfant à peine né n'est pas un passager. Il est vrai que le transporteur effectue souvent le transport à titre gratuit du jeune enfant. Il n'en demeure moins un passager en droit uniforme.]

Le contractant non passager. La dissociation entre le solvens et le passager. Le passager professionnel.

Dans un certain nombre d'hypothèses, le passager n'a pas contracté directement avec la compagnie, c'est une autre personne, physique ou juridique, qui a négocié avec le transporteur et qui a payé le prix du passage. Qui est partie au contrat de transport de personnes lorsque le prix du billet est payé à raison du déplacement d'un fonctionnaire, d'un dirigeant social ou d'un salarié par l'administration, la société ou l'employeur ?

Tout dépend de la volonté des parties.

L'art. 39 CM lorsqu'il évoque la dissociation entre le transporteur contractuel et le transporteur de fait déclare à propos du premier qu'il conclut un contrat de transport qui se trouvera soumis à la CM avec un passager ou avec une personne agissant pour le compte du passager.

Deux analyses sont possibles.

Ou bien on soutient que le contractant est uniquement le passager, le payeur est uniquement le représentant et le mandataire d'autrui, il effectue un paiement pour autrui.

Ou bien on soutient que le solvens est le contractant : le solvens qui paie faisant bénéficier le passager d'une prestation de transport dans le cadre d'une stipulation pour autrui.

Incidence : Qui est bénéficiaire des milles ? L'administration ou le fonctionnaire ? La société ou son dirigeant ? L'employeur ou le salarié ? Le père de famille ou l'enfant ?

La présence au procès en cas d'accident ou d'incident, ou de retard. Qui plaide ? Celui qui a payé le billet ? Le passager ?

Dans un jugement du 24 novembre 2010, le tribunal mixte de commerce de Nouméa, Revue de droit des transports juin 2011, comm.103, considère à propos d'un transport de trois salariés, payé par l'employeur, que le paiement du billet par l'employeur n'est pas de nature à établir un lien contractuel entre lui et la compagnie aérienne, il s'est agi seulement d'un paiement pour autrui. L'employeur en cas d'inexécution du déplacement ne peut agir sur le terrain contractuel contre le transporteur, l'employeur est débouté sur le terrain délictuel, le transporteur n'avait pas pu exécuter le transport, l'avion n'avait pas pu décoller à raison d'un événement de force majeure, des manifestants avaient envahi la piste.

Voir les faits relatés par l'arrêt de la première chambre civile du 23 juin 2011, n° 09-17372, où une passagère achète et paie des billets groupés pour elle-même, sa mère et sa sœur, il y a une annulation du vol retour, la question se pose de savoir si la passagère peut demander uniquement le remboursement de son billet ou si elle peut exiger plus largement le remboursement intégral des sommes payées par elle au titre des tickets de transport des trois passagères. La juridiction de proximité de Limoges a, semble-t-il, admis le Solvens à demander le remboursement global des billets en cause.

La CJUE admet que le contrat de transport puisse être conclu par une Administration ou une entité personnalisée, celle-ci prenant figure de partie contractante à l'opération de transport.

Le contrat de transport de personnes n'est donc pas forcément conclu par une personne physique.

L'arrêt Air Baltic rendu par la CJUE le 17 février 2016, C-429/14, D. 2016.1401 obs. Hugues Kenfack, est compréhensif à l'égard de l'action intentée par l'employeur ayant financé l'achat de billets d'avion destinés au transport entre Vilnius et Bakou de deux de ses agents, victimes d'un important retard à destination. Il considère que le contrat de transport a été conclu entre le transporteur et l'Administration employeur. La CM a pour objectif d'assurer la défense des consommateurs. La notion de consommateur ne se confond pas nécessairement avec celle de passager. L'arrêt en déduit que l'employeur peut être considéré comme un consommateur de voyages, bien qu'il ne soit pas lui-même transporté et qu'il ne soit pas un passager.

## Sous-Section II. Les contractants dans le contrat de transport des bagages

Cette opération n'a pas d'autonomie, elle n'est que la prolongation du contrat de transport de passagers. Le transporteur prend l'engagement de déplacer son client, il transporte à titre accessoire les impedimenta de celui-ci, ordinairement dans le même vol, voire dans un vol distinct.

La notion de bagages : effets de voyage

L'interdiction du transport de certains objets en tant que bagages

Certains modèles de bagages sont interdits, soit par la loi, soit par le transporteur.

Les objets interdits en législation

Les autorités publiques interdisent, pour des raisons de sécurité et de sûreté, que le passager fasse effectuer, en qualité de bagages, le déplacement aérien d'objets présentant certaines caractéristiques.

L'arrêté du 14 mai 2018, dans son annexe, à l'article 4-1-9 I-T, énonce :

L'entité responsable de la mise en œuvre de l'inspection /filtrage des passagers et des bagages de cabine informe les passagers des articles prohibés en cabine, des produits soumis à restriction et limitation d'emport et des précautions à prendre en matière de surveillance de bagages.

L'entreprise de transport aérien informe les passagers des articles prohibés en cabine, des produits soumis à restriction et limitation d'emport, des précautions à prendre en matière de surveillance des bagages ainsi que de leurs obligations aux postes d'inspection/filtrage.

L'entreprise de transport aérien présente des consignes

Le passager a connaissance du contenu de ses bagages de cabine

Le passager n'a pas laissé ses bagages sans surveillance depuis le moment où il les a préparés (ou le bagage porte des témoins d'intégrité des dispositifs de fermeture qui n'ont pas été altérés)

Le passager n'a accepté de bagage de cabine ni d'objet d'un autre passager ou de toute autre personne

Le passager n'a pas gardé sur lui ou dans ses bagages de cabine des articles prohibés.

Les liquides, aérosols et gels (LAG) mentionnés au point 4.1.3.1 de l'annexe du règlement 2015/1998 peuvent être exemptés d'inspection/filtrage. Les LAG transportés par des passagers peuvent être exemptés d'inspection filtrage au moyen d'un équipement de détection d'explosifs liquides (LEDS) à l'entrée dans la zone de sûreté à accès réglementé si les LAG se trouvent dans des contenants individuels d'une capacité maximale de 100 millilitres ou équivalent placés dans un sac refermable en matière plastique transparent d'une capacité ne dépassant pas 1 litre, le contenu de ce sac devant y prendre place aisément et le sac devant être complètement fermé.

Le transport, par la voie aérienne, de cocaïne ou d'autres drogues et stupéfiants, donne lieu à poursuites et condamnations pénales. Des trafics entre l'Amérique latine et l'Europe donnent lieu à poursuites.

Criminelle, 17 novembre 2015, n° 15-83437 : une "passeuse" interpellée à l'aéroport d'Orly en provenance de Cayenne trouvée porteuse d'un sac contenant 23 pains de cocaïne.

Criminelle, 17 novembre 2015, n° 15-84458, trafic de stupéfiants, la marchandise était achetée à Sainte Lucie, puis transportée en Martinique et enfin en métropole. Un membre du réseau est arrêté, il venait de récupérer à Orly cinq malles contenant 132 kg de cocaïne. Les 11 mis en examen plaident, admise par la chambre de l'instruction, la provocation policière. Cassation. Deux des intéressés étaient des informateurs des services de police.

Les intermédiaires peuvent être des passagers, voire des membres du personnel des compagnies ou des aéroports. Voir Criminelle, 11 mai 2016, n° 13-85368

Criminelle, 1<sup>o</sup> juin 2016, n° 14-87173, Bulletin : un homme a été poursuivi pour avoir importé à Roissy sans déclaration préalable des marchandises prohibées (3800 grammes de méthamphétamine), délit puni par le code des douanes. Les douanes réclamaient le prononcé d'une amende douanière de 684000 euros. L'homme a été relaxé, la marchandise lui avait été remise en France à son hôtel, il a été interpellé alors qu'il partait pour Tokyo, il a donc été relaxé, il n'y avait pas importation en France de telles substances. La relaxe a été confirmée en appel, alors que l'administration des douanes demandait la requalification des faits en délit d'exportation sans déclaration assimilée à une exportation en contrebande de marchandises prohibées, marchandise dangereuse pour la santé. L'arrêt est cassé. Le juge correctionnel n'est pas lié par la qualification donnée à la prévention, il ne peut prononcer une décision de relaxe qu'autant qu'il a vérifié que les faits dont il est saisi ne sont constitutifs d'aucune infraction. Il a le droit et le devoir de leur restituer leur véritable qualification à la condition de n'y rien ajouter. Il appartenait aux juges du second degré, qui retenaient la possibilité d'une qualification différente des faits, de rendre une décision renvoyant l'affaire à une date ultérieure.

Criminelle, 13 mars 2018, n° 17-87551 : rejet du pourvoi de plusieurs individus renvoyés en décembre 2017 par la chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix en Provence devant la cour d'assises des Bouches du Rhône sous différentes qualifications, importation de stupéfiants en bande organisée, transport de marchandises prohibées, association de malfaiteurs ... Aviation d'affaires. Un Falcon atterrit en décembre 2012 sur l'aéroport de la Môle - Saint Tropez, un passager avec 10 valises de 50 kg chacune, importation par avion de stupéfiants. L'appareil est affrété pour le compte d'un seul passager. Un Falcon venant du Bourget atterrit en 2013 à Punta Cana avec 700 kg de cocaïne dans les soutes. Un voyage à Quito. L'un des responsables ne peut pas être jugé en France, il a été condamné en République Dominicaine et il purge sa peine en France. Ne bis in idem.

Criminelle, 16 décembre 2020, n° 19-87.961 : condamnation de S. par la cour de Fort-de-France pour infractions à la législation sur les stupéfiants, association de malfaiteurs et corruption active. Trafic de stupéfiants entre la Martinique et la métropole. Corruption d'un policier de la police de l'air et des frontières afin de faciliter à l'aéroport de la Martinique le passage de bagages transportés par les passeurs et contenant de la drogue. La drogue était remise dans un hôtel d'Athis Mons, la remise des fonds se déroulait à la station essence d'Orly. L'arrêt est cassé pour avoir prononcé plusieurs déclarations de culpabilité sur trois délits. Des faits qui procèdent de manière indissociable d'une action unique caractérisée par une seule intention coupable ne peuvent donner lieu, contre le même prévenu, à deux déclarations de culpabilité de 2nature pénale, fussent-elles concomitantes.

Criminelle, 7 février 2024, n° 22-83.778 : découverte par la douane le 24 juin 2021 en zone de fret (94) de 3800 grammes de cocaïne dissimulées dans un colis en provenance de la Martinique, deux hommes sont venu chercher le colis. Des condamnations pour délits de droit commun et délit douanier.

Voir aux États-Unis la décision Wilson c. Carribean rendue le 13 juillet 2022 par la cour de district des États-Unis pour le district Est de New-York, référencée le 27 octobre 2022 dans son bulletin par le site Condon / Forsyth.

L'espèce concerne un transport aérien entre la Guyana et New-York assuré en 2018 par la compagnie Caribbean Airlines.

Le passager avait, au départ, remis sa valise aux autorités guyanaises, il récupère sa valise à l'arrivée.

La douane américaine découvre deux kilos de cocaïne dans cette valise.

Le passager est arrêté et détenu. Les poursuites criminelles ont été ultérieurement abandonnées.

Le passager prétend que cette drogue a été placée à son insu par un agent de la compagnie ou par un tiers, il plaide le défaut de contrôle de la part de la compagnie, il ne parvient cependant pas, plus pour des raisons de

droit que pour des raisons de fait, à faire établir la responsabilité du transporteur aérien. La loi sur la déréglementation du transport aérien de 1978, ADA, interdit au passager de plaider la négligence de la compagnie. La manutention des bagages est un service. L'ADA, législation fédérale, interdit à la législation des États de réglementer les tarifs, les itinéraires et les services rendus aux passagers. La sécurisation des bagages fait partie des services de manutention. L'évènement – l'insertion de la cocaïne dans les bagages – était lié au service. Le passager n'avait pas pu établir que la compagnie ou l'un de ses agents avait planté de la drogue dans son bagage. La mise à l'écart de la prévalence de l'ADA suppose un comportement scandaleux ou déraisonnable de la compagnie, ce qui n'était pas le cas. Le passager plaidait seulement la négligence de la compagnie. Le tribunal invitait le demandeur de faire appel, pour permettre à la cour d'appel de préciser la portée de l'ADA. L'intéressé n'a pas fait appel.

Si on comprend bien le jugement, on était en présence d'un conflit normatif entre le droit fédéral et le droit de l'État de New-York. Le droit fédéral primait.

Le contrat de transport, contrat international, devait être soumis à la convention de droit uniforme ainsi qu'à une législation nationale déterminée par la règle de conflit de lois.

Pour un profane, il est étonnant que le droit fédéral américain ne permette pas de sanctionner un transporteur négligent dans la manutention des bagages qui lui sont confiés.

Le passager aurait pu tenter de plaider que sa valise, gâtée et contaminée par l'insertion d'un produit nocif, avait fait, alors que la compagnie en avait la garde, l'objet d'une avarie, hypothèse que retient l'art. 17 § 2 CM.

Le passager, en l'espèce, ne plaidait pas l'avarie de son bagage, il entendait faire sanctionner la négligence du transporteur dans le maniement des bagages, hypothèse qui ne semble pas prise en considération par la convention portant droit uniforme, solution qui, si on se prévaut d'une approche ultra de l'exclusivité de la CM, à refuser d'autoriser la mise en cause de la responsabilité du transporteur.

L'insertion dans les bagages d'espèces ou de devises d'un montant notable risque de mettre le passager, en l'absence de déclaration, en délicatesse avec la douane.

Voir Criminelle, 6 décembre 2017, n° 16-84310, transfert d'Italie et de France en direction de la Chine de 590 110 euros. Les espèces étaient dissimulées dans les bagages et emballées dans des paquets cadeau. Cette somme d'argent était le produit de confection et de vente de textiles. Condamnation pour travail dissimulé, fraude fiscale, blanchiment, délit douanier. L'argent est confisqué.

Il existe une réglementation concernant les bagages de soute.

L'UE considère qu'appliquent des règles de sûreté équivalentes à celles existant dans l'UE : le Canada, les États-Unis, Féroé (un aéroport), le Groenland (un aéroport), Guernesey, Israël (un aéroport), Jersey, l'île de Man, le Monténégro, Singapour.

Les transporteurs peuvent autoriser les passagers à transporter, en tant que bagages de soute, certaines munitions, cartouches à projectile inerte pour armes, cartouches à blanc pour armes, à l'exclusion des munitions contenant des projectiles explosifs ou incendiaires. La masse brute des munitions transportées par passager ne doit pas excéder 5 kg. Les munitions présentées à l'enregistrement dans un colis solidement emballé. Un passager ne peut transporter qu'un seul colis de munitions. Arrêté du 10 mai 2010.

Indépendamment des règles légales interdisant le transport aérien de certaines substances, il convient de tenir compte de la législation douanière interdisant l'entrée dans l'UE de certains produits. Cf. le règlement délégué 2021/2089 du 21 septembre 2021, concernant le contrôle d'animaux. Les produits d'origine animale comme le saucisson ou le fromage peuvent contenir des agents pathogènes causant des maladies infectieuses chez les animaux. Des contrôles vétérinaires sont opérés.

#### Les objets interdits par le transporteur aérien

Objets refusés ou non admis par le transporteur sur le fondement de ses conditions générales de transport : le transporteur ne prend pas l'engagement de les déplacer, il refuse de les déplacer. Le transporteur refuse de transporter des serpents, des chimpanzés ou des lingots d'or. S'ils périssent alors que le passager les a pris à tort avec lui, res perit domino. La clause de refus est a priori licite, sous réserve de ne pas être qualifiée d'abusive.

Arrimage des bagages et du fret. Seuls les bagages à main pouvant être rangés adéquatement et en toute sécurité sont introduits dans la cabine. Les bagages doivent être rangés de façon à empêcher leur déplacement. Il faut éviter des blessures ou des dégâts s'ils venaient à être déplacés, ils ne doivent pas non plus entraver les allées et les issues. CAT.OP.MPA.160.

Il en résulte que les bagages dits à main ou bagages de cabine doivent être de dimension et de poids réduits.

#### Le coût financier du transport des bagages

Vient la question financière. Le transport des bagages du passager est-il assuré par le transporteur à titre gratuit ou à titre onéreux ?

Le transport des bagages apparaît comme un service accessoire au transport du passager, il a cependant un coût. Certains passagers prennent avec eux des bagages pondéreux, alors que d'autres n'ont quasiment rien. Certains transporteurs à bas coût font payer aux passagers le transport des bagages. Le transporteur prévoit le plus souvent une franchise : les 1<sup>er</sup> kg sont gratuits, payants au-delà. C'est le chiffre de 23 kg qui est en général retenu.

Certains transporteurs n'admettent du voyageur qu'un seul bagage. Mais la loi espagnole interdit aux transporteurs d'imposer aux passagers une telle disposition contractuelle.

Il convient de distinguer entre les bagages à main, et les bagages mis dans la soute et qui sont enregistrés.

#### Les bagages à main ou bagages de cabine

La législation espagnole contraint le transporteur à accepter la montée à bord du passager porteur de ses bagages à main qu'il conserve avec lui pendant le vol. Le transport gratuit porte sur les objets et paquets que le voyageur conserve avec lui, y compris les articles achetés dans les boutiques situées dans les aéroports. Le refus est possible pour des raisons de sécurité, ou du poids ou de la taille des objets.

L'avocat général Yves Bot, dans ses conclusions du 23 janvier 2014, estime à propos du déplacement des bagages à main ou bagages de cabine que le transporteur est tenu d'observer la gratuité. Ces bagages demeurent de la seule responsabilité du voyageur. Il n'y a aucun enregistrement, aucun stockage. Le passager souhaite conserver sous sa garde ses objets les plus précieux ou les plus indispensables. La dignité humaine l'impose.

La CJUE dans son arrêt Vueling du 18 septembre 2014 (cf. infra) consacre les attendus 40 s. aux bagages non enregistrés ou bagages à main. Elle considère qu'ils constituent un élément indispensable du transport des passagers. Leur transport ne saurait faire l'objet d'un supplément de prix, à la condition que ces bagages répondent à des exigences raisonnables en matière de poids et de dimensions, et qu'ils satisfassent aux règles de sécurité.

La commission transports du Parlement européen voudrait l'admission sans condition des blousons, sacs à main, un sac d'achat, cette proposition a été avalisée par le Parlement européen début 2014 dans le débat concernant la révision du règlement de 2004.

Ryanair entend faire payer les voyageurs détenant des bagages.

Cette compagnie, à l'automne 2018, permet uniquement à titre gratuit comme bagage de cabine un petit sac à main, à placer sous le siège avant.

Les titulaires des billets option embarquement prioritaire (+ 6 euros) peuvent cependant prendre avec eux en sus une valise à roulettes de 10 kg maximum.

La presse espagnole a signalé en novembre 2019 un jugement contraire aux prétentions de cette compagnie.

La clause introduit une différenciation entre les passagers ordinaires soumis à un régime restrictif et ceux acceptant de payer une somme d'argent pour pouvoir garder avec eux un bagage plus pondéreux.

La clause ne semble pas en harmonie avec l'esprit de la solution jurisprudentielle, qui semble imposer l'égalité entre passagers.

#### Les bagages mis dans la soute et enregistrés

Les transporteurs classiques ne faisaient pas jadis payer le transport des bagages. Ce transport des bagages mis dans la soute comporte très certainement un coût, de la manutention, les formalités d'enregistrement, le stockage, la garde, les précautions à prendre pour vérifier l'absence d'explosifs ou autres substances dangereuses. Certains ont introduit une franchise, les premiers kg sont gratuits, le transport des bagages excédant un certain poids devient payant.

Chez Air France, le billet indique le nombre de bagages autorisés, le poids maximum pour chaque bagage est de

23 kg, 32 kg en classe La Première ou Business. Le client doit payer un supplément au-delà. Les transporteurs à bas coût offrent des services diversifiés, mais payants. Ils offrent parfois différentes formules : le service minimum, basique, le billet correspondant au seul déplacement aérien ; il peut exister d'autres formules plus coûteuses où le transport des bagages est entre autres engagements pris en charge.

Un contentieux a été porté devant la CJUE. Une passagère avait pris l'avion en compagnie de trois autres personnes avec le transporteur Vueling en août 2010 sur un trajet entre La Corogne (en Galice) et Amsterdam, le prix de base des quatre billets achetés par internet était de 241 euros, elle a fait enregistrer deux bagages pour le compte des 4 passagers ; le transporteur a alors facturé un supplément de 40 euros. Dans le tarif basique de ce transporteur à bas coûts, il n'y a aucune gratuité pour le transport des bagages, le passager doit payer un supplément s'il fait enregistrer un bagage de 23 kg maximum. Il y a un autre supplément si le passager veut enregistrer plus d'un bagage. La dame a porté plainte en Galice auprès de l'institut galicien de la consommation de la junte de Galice, considérant que la clause imposant un coût pour le transport d'une valise était abusive. L'organisme a frappé le transporteur d'une amende administrative de 3000 euros. La loi espagnole en effet oblige le transporteur aérien à transporter, outre le voyageur, les bagages de celui-ci, dans les limites de poids fixées par les règlements, l'excédent de bagages faisant l'objet d'une stipulation particulière. (Le gouvernement espagnol prétend qu'il n'en est rien, que le tribunal a commis une erreur de droit et que la loi espagnole ne décide rien pour le coût du transport des bagages). Le transporteur a formé un recours devant le juge du contentieux administratif d'Orense, qui a formé une demande de décision préjudicielle auprès de la CJUE. On pouvait se demander si la législation espagnole se trouvait en conformité avec le droit européen qui confère au transporteur aérien la liberté de tarification (article 22 § 2 du règlement n° 1008/2008).

L'avocat général Yves Bot, C-487/12, avait donné un avis circonstancié.

Il considère que les transporteurs bénéficient de la liberté tarifaire. Le transporteur peut faire payer le service marchand de traitement des bagages. Il est libre de déterminer la gamme des services qu'il se propose de rendre à sa clientèle. Il peut prévoir le tarif de base du transport aérien stricto sensu et prévoir parallèlement un supplément pour les bagages enregistrés.

Le transporteur aérien a toutefois l'obligation de sauvegarder les droits des consommateurs prévus par l'article 23 du règlement n° 1008/2008. Les suppléments de prix optionnels doivent être communiqués de façon claire, transparente et non équivoque, dès le début de la procédure de réservation. Le client doit les accepter par une démarche explicite.

Il est donc conclu à la non-conformité de la législation espagnole, les États n'ont plus de droit de regard sur le niveau des prix fixés par les compagnies.

La CJUE a rendu le 18 septembre 2014 son arrêt dans cette affaire Vueling, C-487/12, obs. Cyril Igor Grigorieff, Revue européenne de droit de la consommation 2014/2, RTD européen 2014.420 observations de L. Gard, Revue des contrats 31 mars 2015, p. 138 avec les observations d'Aline Tenenbaum, Dalloz 2015.1301 obs. H. Kenfack.

L'arrêt considère que, même si le règlement ne vise pas expressément la tarification du transport des bagages, il faut considérer que les obligations prévues par le règlement couvrent cette tarification.

Le prix à payer pour le transport des bagages enregistrés peut constituer un supplément de prix optionnel, ce service n'étant ni obligatoire ni indispensable. (Les passagers qui voyagent sans bagages enregistrés peuvent vouloir bénéficier du tarif minimum).

La réglementation nationale imposant que le prix à payer pour le transport des bagages enregistrés soit nécessairement inclus dans le prix de base du billet d'avion contrevient à la possibilité pour les transporteurs de fixer librement leurs prix.

Les passagers ne peuvent pas comparer les prix pratiqués par les transporteurs soumis à cette législation et les autres : atteinte à la comparabilité des prix.

La réglementation (espagnole) est donc contraire à l'article 22 § 1 du règlement n° 1008/2008, du moment qu'elle oblige les transporteurs à déplacer non seulement le passager, mais également les bagages enregistrés de celui-ci, du moment qu'elle interdit qu'un supplément de prix puisse être exigé pour le transport de ces bagages. La facturation d'un supplément de prix pour l'enregistrement du bagage de soute est donc licite, du moment qu'elle figure dans les conditions du transporteur et que l'information est donnée aux passagers de façon transparente.

### **Sous- Section III. Les contractants dans le transport de marchandises**

Les dispositions des articles L. 133-1 à -9 du code de commerce s'appliquent aux contrats de transports aériens, art. L.1432-1 du code des transports.

[" Les marchandises s'entendent du fret et du courrier, à l'exclusion des bagages des passager et des unités de chargement ", décide l'article L. 422-4 du code des impositions sur les biens et services. Le droit privé fait un sort particulier au courrier.]

Le transport d'un cercueil relève de la CM, voir aux États-Unis la décision de la cour d'appel du second circuit du 17 novembre 2022, Badar c. Swissport USA, commentée par le site de Condon / Forsyth en date du 29 novembre 2022 par John Maggio et Zachary Groendyk, concernant un transport à destination du Pakistan.

#### **§ I. L'expéditeur**

Le chargeur (si on utilise le vocabulaire du droit maritime) n'est pas forcément propriétaire de la marchandise, il ne l'est peut-être plus s'il l'a vendue, il entend faire acheminer du fret d'un point à un autre du globe.

Il va de soi que l'expéditeur ne doit expédier que des choses qui sont dans le commerce.

Il est en situation illicite en expédiant des mallettes de cannabis, (voir pour un trafic de stupéfiants entre la Martinique et la métropole, Criminelle, 17 novembre 2015, n° 15-84458)

Le fret

La plupart du temps, l'expéditeur paie le prix du transport, le contrat peut cependant prévoir que le paiement du prix incombe au destinataire.

Les pratiques tarifaires anticoncurrentielles

Si des transporteurs aériens ont été parties à des ententes anti concurrentielles faussant le jeu de la concurrence, les expéditeurs victimes de ces pratiques sont habilités à saisir les juridictions nationales pour demander la condamnation des transporteurs à leur payer des dommages intérêts.

C'est ce qu'admet, dans le cadre de l'incidence du droit transitoire, un arrêt de la CJUE du 11 novembre 2021, C-819/19, Strichting Cartel Compensation et Equilib Netherlands BV c. KLM et autres.

Le juge national est compétent pour statuer à l'égard de ces faits anciens, même si la Commission n'avait pas pris de décision en ce qui concerne ces comportements, du moment que ceux-ci affectaient le commerce entre États membres.

Une vingtaine de grands transporteurs aériens avaient entre 1999 et 2006 coordonné leurs politiques tarifaires en matière de fret, en ce qui concerne la surtaxe carburant, la surtaxe de sécurité et le paiement de commissions sur celles-ci.



Des expéditeurs avaient cédé leurs créances indemnitaires aux deux organismes demandeurs agissant devant une juridiction néerlandaise. Le tribunal d'Amsterdam est reconnu compétent pour statuer.

## § II. La présence d'intermédiaires entre l'expéditeur et le transporteur

Ces intermédiaires accomplissent des actes matériels ou des actes juridiques, voire les deux. La même entreprise peut parfois au gré des espèces et des nécessités prendre telle ou telle qualification.

En droit moderne, on parle de logistique, qui désigne le processus complexe par lequel une marchandise est transportée à destination, le transport en est la prestation principale, peuvent s'ajouter des prestations annexes comme le conditionnement de l'envoi, l'emballage, la manutention, l'entreposage dans des hangars, la gestion des stocks ... voir l'étude publiée au Scapel 2011.89 sur La qualification juridique des contrats de prestations logistiques par Kenguep Ebenezer. On peut ajouter la déclaration de valeur, la livraison contre remboursement, l'assurance des marchandises, les opérations de douane.

À côté des données classiques issues du droit privé, les exigences de sûreté et de lutte contre le terrorisme et le détournement d'avion ont nécessité l'apparition d'expéditeurs ou d'intermédiaires agréés par les pouvoirs publics.

À propos d'une entreprise reconnue personnellement responsable dans l'exécution de sa mission d'emballeur : Commerciale, 18 janvier 2023, n° 20-21.008. Christian Dior a confié en juin 2014 à Panalpina l'organisation du transport de colis d'articles de cuir et de prêt à porter depuis la France jusqu'au Japon par voie aérienne. Des articles, présentés comme des produits fragiles et de valeur, ont été mouillés et endommagés du fait de fortes pluies lors du déchargement à l'aéroport de Tokyo. Le contrat spécifiait que les palettes devaient être constituées avec un maximum de sécurité et de protection contre la pluie et l'humidité. Les sociétés Dior et leur assureur Helvetia ont demandé à Panalpina de les indemniser. Panalpina a été condamnée au titre du manquement à la mission d'emballage. Helvetia a obtenu une indemnité de 20 745 260 260 yens. Panalpina conteste et entend se prévaloir de sa qualité de commissionnaire de transport. Elle échoue. L'exécution des opérations de palettisation, objet d'une convention spéciale distincte, ne constituait pas une prestation accessoire au contrat de commission. Le régime de responsabilité spécifique du commissionnaire de transport (il s'agit des limites de réparation) ne pouvait pas être appliquée à Panalpina dans l'exécution de sa mission spécifique d'emballage.

Le personnel de ces intermédiaires détient parfois des reconnaissances et des diplômes délivrés par l'autorité publique. C'est ainsi qu'un arrêté du 16 février 2015 crée le titre professionnel de technicien supérieur de transport aérien et maritime de marchandises.

## A. LE DROIT COMMERCIAL

. Le courtier qui fait du courtage : le courtier rapproche deux contractants

. Le transitaire, c'est un prestataire de services qui fait au sol le lien et la jonction, entre les différents transporteurs, au départ, à l'arrivée ou lors des correspondances.

. Le manutentionnaire : un entrepreneur qui manipule les marchandises au sol dans l'enceinte de l'aéroport ou lors du chargement ou du déchargement

. Le domiciliataire : on inscrit sur la LTA le nom de l'expéditeur, domicilié chez son domiciliataire. Ce dernier n'est pas partie au contrat de transport.

. **LE COMMISSIONNAIRE** est un professionnel qui fait de la commission de transport pour le compte de son commettant, art. L. 132-3 s. du code de commerce, L. 1432-7 s. du code des transports.

Le contrat de commission est un contrat par lequel un commettant confie à un commissionnaire, lequel agit en son propre nom et sous sa responsabilité, l'organisation d'un transport de marchandises qu'il fera exécuter par un ou des transporteurs pour le compte du commettant.

La qualification du contrat

Laurent Guignard, Sous-Traitance et transport, LITEC, Bibliothèque de droit de l'entreprise, 2001  
Ch. Paulin, Réflexions sur la distinction entre contrat de transport et contrat de commission de transport, Mélanges Yves Serra, Dalloz, 2005, p. 325  
Idem, Le contrat de commission de transport : quels critères objectifs pour une qualification subjective ? Revue des transports, janvier 2013, commentaire.  
Le code des transports Dalloz, direction Ph. Delebecque, comporte une étude approfondie de la commission de transport, sous art. L. 1411-1.

Le contrat de commission de transport, propre aux marchandises, vise à l'organisation du déplacement.

L'article R. 1411-1 du code des transports récapitule de façon descriptive quelles peuvent être les activités du commissionnaire de transport.

Les opérations d'organisation de transport : il y a des marchandises à acheminer, le commissionnaire les prend en charge et il en assure l'acheminement par les soins d'un ou plusieurs transporteurs publics

Les opérations de bureau en ville : le commissionnaire reçoit des colis ou des expéditions de détail, il les remet à des transporteurs ou à d'autres commissionnaires

Les opérations de groupage : plusieurs expéditeurs veulent envoyer des marchandises à plusieurs destinataires, ces envois sont réunis dans un lot unique pour être ensuite transportés

Les opérations d'affrètement : des envois sans groupage préalable sont confiés à des transporteurs publics.

Le commissionnaire n'est pas un transporteur aérien, il n'a pas d'avion à sa disposition, il ne détient pas le CTA, il organise l'opération de transport pour le compte de son commettant, il ne transporte pas, il fait transporter la marchandise, il planifie le déplacement de la marchandise en faisant intervenir un ou plusieurs transporteurs. Le commissionnaire agit en son nom propre pour le compte de son commettant, il agit en son propre nom pour choisir le transporteur, il fait de la représentation indirecte, il n'est pas un mandataire. Il fait du groupage pour faire bénéficier ses clients de tarifs plus avantageux.

Le débat est assez fréquent en jurisprudence pour déterminer en présence d'un intermédiaire dans la chaîne du transport s'il est lié ou non avec son donneur d'ordre par un contrat de commission. On se demande ce qu'il est. Quelle est sa qualification ? Un courtier ? Un transitaire ? Un transporteur ? Un commissionnaire ?

Com. 19 juin 2007, n° 06-12618, la cour d'appel voit dans une entreprise Excel un transporteur contractuel et dans British Midland le transporteur effectif, cassation en ce qui concerne l'attribution de la qualité de transporteur à Excel qui est plutôt a contrario un commissionnaire.

C'est ainsi que la Cour de cassation, chambre commerciale, 3 novembre 2009, n° 08-19279, retient la qualification de commission de transport dans l'espèce suivante : Batignoles technologies doit faire déplacer par voie aérienne 25 tonnes de matériel de forage à l'usage de Total depuis Nantes jusqu'à Balikpapan en Indonésie, cette société a contacté Gefco, Gefco contacte à son tour Transvalair et le transporteur aérien Volga DNEPR qui dispose d'un avion gros porteur Antonov 124 seul capable de transporter de tels matériels. Gefco est qualifié de commissionnaire de transport : il a été chargé de l'organisation d'un transport par voie aérienne avec chargement et déchargement entre N. et B., il avait toute latitude pour organiser le transport comme il l'entendait, il a choisi l'entreprise pour exécuter la prestation demandée, il s'était engagé à accomplir les actes juridiques nécessaires au déplacement de la marchandise et disposait d'une latitude suffisante pour organiser le transport par les voies et les moyens de son choix. Approbation de la qualification retenue par la cour d'appel de Rennes.

En revanche dans une affaire jugée par la chambre commerciale le 7 septembre 2010, n° 09-14936, c'est la qualification de contrat de transport qui a été retenue. Il s'agissait d'un contrat de prestation de service plateforme logistique qui avait été conclu entre Eurocopter et SDV Logistique internationale (qui sous-traitait une partie de ses fonctions). La société Eurocopter dispose d'un site industriel à Marignane. SDV disposait à proximité d'une plateforme où transitaient les hélicoptères et les pièces nécessaires la fabrication, à la réparation et à la révision périodique d'hélicoptères civils ou militaires. Ces pièces et éléments étaient acheminés du monde entier par SDV pour être conduits jusqu'aux ateliers d'Eurocopter pour subir une intervention. SDV assurait le retour des hélicoptères et des éléments chez les clients d'Eurocopter une fois que la réparation ou que la révision avait été effectuée. SDV était qualifié de prestataire unique, effectuait la réception, distribution, les relations avec la douane et l'organisation des transports aériens maritimes et terrestres. La Logistique Internationale avait l'obligation de souscrire une assurance de chose relative aux marchandises transportées. Les relations contractuelles complexes ont pris fin, l'arrêt parle de contrat cadre à soumettre à un régime juridique unique, les parties ayant fait un contrat unique. Eurocopter a demandé réparation de 7 sinistres

qui seraient survenus. L'objet principal du contrat consistait pour SDV logistique à effectuer de nombreuses opérations de transport liées à l'activité d'Eurocopter ainsi que des opérations annexes et accessoires. Les opérations de transport restaient prédominantes. L'accessoire suit le principal. Ce sont les opérations principales qui impriment la qualification. De la qualification dépendait le régime de la prescription

Dans les litiges internationaux, il faut résoudre le conflit de lois, plusieurs lois ayant éventuellement vocation pour régir le contrat. La recherche de la qualification est souvent délicate surtout si un droit étranger comme le droit américain éventuellement applicable à la cause ignore la figure juridique du commissionnaire, Com. 3 novembre 2009 n° 07-20507 et 08-21232. Le juge doit déterminer la loi compétente pour régir les rapports contractuels et rechercher le contenu de ce droit, le contrat avait été conclu aux États-Unis.

Il existe de petits commissionnaires.

L'époque contemporaine a vu l'apparition d'entreprises commerciales, comme DHL, dotées de filiales multiples implantées dans différents pays. Il est possible que le commissionnaire s'engage à garantir l'exécution par les autres sociétés du même groupe. Paris 12 déc. 2012, BTL 2013.49.

[La société Riverwood avait vendu en 2001 pour 870 755 dollars une machine d'emballage de bouteilles à la société Interbrew Belgium. Il fallait faire déplacer la machine vendue d'Atlanta à Louvain. Pour assurer le déplacement le vendeur s'est adressé à la société RF International, qui a requis les services d'Air borné (devenu DHL express) qui s'est substituée Air France pour effectuer le transport aérien. La LTA (Airway Bill) émise à Atlanta par Air France a mentionné Airborne comme expéditeur et son agent en France comme destinataire ; une société a réceptionné la marchandise à Roissy qui a été acheminée par la route en Belgique par un transporteur belge substitué, où l'acheteur a constaté des dommages ; l'acheteur a été indemnisé par son assureur. La cour de Paris en 2007 a condamné, à payer 170 000 dollars au vendeur et à l'assureur, Airborne et son agent en France comme ayant eu la responsabilité de l'intégralité du transport en leur qualité commune de commissionnaire de transport. La cassation a été prononcée parce que la cour d'appel n'avait pas statué alors qu'on le lui demandait sur la loi applicable aux rapports contractuels.

L'arrêt sur renvoi de la cour de Paris, 19 janvier 2011, est publié au Scapel 2011.102 : la marchandise a été endommagée à Roissy, la phase aérienne ayant pris fin, lors de l'opération de manutention pour charger la marchandise sur un camion. Le droit aérien est étranger au litige.

Dans un arrêt du 22 mai 2013, n° 12-13052, la chambre commerciale dans un litige international renvoie à la CJUE la question de savoir quelle est la loi nationale applicable à un contrat de sous-commission de transport. La marchandise, un transformateur, avait en 2003 glissé en cale, à Anvers, le bateau avait chaviré, la cargaison avait sombré. La cour de Douai avait écarté l'application du droit allemand. Le sous commissionnaire allemand chargé d'assurer le déplacement par voie fluviale conteste l'application faite du droit français au nom de la clause d'exception. Il s'agit de l'interprétation de la convention de Rome de 1980. Le conflit de lois est posé. Le texte actuellement applicable est le règlement de Rome I de 2008, mais les faits remontaient à 2002.

La CJUE a, dans son arrêt Haeger & Schmidt c. Mutuelles du Mans, Jacques Lorio, le liquidateur de SAFRAM ... du 23 octobre 2014, C-305/13, Revue critique de DIP 2015.221 note Cécile Legros, tenté de répondre aux questions posées par la haute juridiction française.

Il s'agissait d'acheminer un transformateur (en provenance des États Unis) depuis Anvers jusqu'à Lyon.

Nous avons trois contrats superposés dans cette affaire.

Un premier contrat de commission entre le donneur d'ordre (de siège français) et un commissionnaire principal (de siège français)

Un contrat de sous-commission de transport entre le commissionnaire principal (de siège français) et le sous - commissionnaire (de siège allemand). Ce contrat est-il soumis à la loi française ou à la loi allemande ?

Le contrat de transport fluvial conclu entre le sous-commissionnaire (allemand) pour le compte du donneur d'ordre et le transporteur (siège à Douai).

La convention de Rome et désormais le règlement Rome I de 2008 prévoient des règles spécifiques pour trancher le conflit de lois en matière de contrat de transport de marchandises.

Ces règles sont étendues au contrat d'affrètement pour un seul voyage et aux autres contrats dont l'objectif principal est le transport de marchandises. Certains contrats, qui ne sont pas des contrats de transport, sont donc assimilés à des contrats de transport, du moment qu'ils sont au service d'un transport.

Dans l'arrêt Haeger, la CJUE ne tranche pas de façon trop directe, elle donne cependant une directive à la Cour de cassation devant apprécier l'ensemble des circonstances. L'assimilation de la commission au transport doit jouer du moment que l'objet principal du contrat consiste dans le transport proprement dit de la marchandise.

C'est ce point que la cour française devra vérifier. La réponse devrait être positive. On devrait en l'espèce appliquer au contrat de commission les solutions propres au contrat de transport. La CJUE incite la Cour de cassation à tenir compte de l'existence d'une chaîne de contrats, deux contrats de commission pour faciliter la conclusion d'un contrat de transport. Le premier commissionnaire s'est substitué à un second commissionnaire ayant son siège dans un autre État. La cour doit faire une appréciation globale de l'ensemble des éléments objectifs qui caractérisent la relation contractuelle et apprécier celui ou ceux qui sont les plus significatifs. Il convient de prendre en compte l'existence de liens étroits du contrat en cause avec un ou plusieurs autres contrats faisant partie de la chaîne de contrats ainsi que du lieu de livraison de la marchandise.]

### Les obligations du commissionnaire

Il faut tenir compte des dispositions figurant dans le contrat type publié par le décret n° 2013/293 du 5 avril 2013, repris en annexe par la partie réglementaire du code des transports, à la suite de l'article R. 1452-3. Le contrat type s'applique à défaut de contrat écrit. Il a un caractère supplétif.

Par commissionnaire, le contrat type entend un prestataire de services qui organise librement et fait exécuter, sous sa responsabilité et en son nom propre, le déplacement des marchandises d'un lieu à un autre, selon les modes et les moyens de son choix pour le compte d'un donneur d'ordre [le commettant].

D'après le contrat-type, le commissionnaire est présumé responsable de la bonne fin du transport et est tenu d'une obligation générale de résultat. Il organise l'opération en fonction des informations, demandes et instructions du donneur d'ordre. Le commissionnaire de transport répond de toutes les conséquences du manquement à ses obligations. Le commissionnaire de transport est présumé responsable des dommages résultant du transport, de son organisation et de l'exécution des prestations accessoires et des instructions spécifiques.

D'après le contrat type, le commissionnaire assume un devoir de conseil, il informe son client des avantages et des inconvénients des modes pouvant être utilisés. En matière aérienne, le déplacement est souvent à caractère international, il y a souvent, à côté de du déplacement de la marchandise par la voie des airs, une phase terrestre, au départ et à l'arrivée. Le commissionnaire suggère la prise d'une assurance.

- Le commissionnaire est garant de son fait personnel : il est tenu de ses propres fautes.

Com. 17 septembre 2002 : le commissionnaire Danzas voit sa responsabilité être engagée à raison de sa faute personnelle envers le commettant, il fallait faire acheminer une marchandise pour une foire exposition à Phoenix, le commissionnaire ne s'était pas inquiété de vérifier si la marchandise était arrivée à temps alors qu'il s'y était engagé, c'est le destinataire qui avait informé l'expéditeur /commettant du retard. Le transport aérien était assuré par American Airlines.

Le commissionnaire commet une faute si son agent au Japon n'effectue pas les protestations en cas d'avaries : tribunal de commerce de Bobigny, 7 juillet 2005, RFDA 2005.353.

Le commissionnaire commet une faute personnelle, lorsque, dans un transport de produits pharmaceutiques de France au Canada, il ne fait pas prendre de mesure pour maintenir la chaîne du froid, il n'a pas fait recharger le conteneur en neige carbonique. Il fallait maintenir une température entre - 31° et -19°, le conteneur portait 5° au moment de la livraison et les produits étaient décongelés. Com. 30 juin 2015, Bull., n° 13-28846, RFDA 2015.271 obs. Ph. D., BTL 2015.445.

La responsabilité personnelle du commissionnaire est reconnue dans l'affaire dont la chambre commerciale de la Cour de cassation, 9 juin 2022, n° G 20-14968 et D 20-14.412, a eu à connaître. L'espèce porte sur le transport aller et retour d'un matériel de sonorisation et d'éclairage entre la France et le Gabon à l'occasion de la coupe d'Afrique 2012 tenue à Libreville.

Le droit aérien n'entre pas en compte.

Des dommages ont été constatés à l'arrivée au Gabon.

Même constat lors du retour du matériel à l'aéroport de Luxembourg.

Le matériel avait été endommagé au Gabon à raison d'orages tropicaux en février 2012 lors des opérations de palettisation – avion sur le tarmac.

Les expéditeurs GL Events et leur assureur Tokio Marine engagent avec un succès partiel la responsabilité du commissionnaire de transport (devenu ultérieurement la société Bolloré logistics) et de sa filiale gabonaise.

Le commissionnaire de transport est responsable de plein droit, il est garant des avaries et pertes des marchandises sur le fondement de l'article L. 132-5 du code de commerce.

Les bâches et films polyane utilisés par les commissionnaires en protection étaient insuffisants face aux

précipitations tropicales. Les commissionnaires auraient dû accentuer leur vigilance.

La cour de Lyon avait fait cependant bénéficier le commissionnaire d'une exonération pour moitié à raison d'une faute de l'expéditeur : une absence de protection suffisante contre les intempéries tropicales.

Les expéditeurs doivent obtenir, à côté de ceux concernant les dommages matériels, des dommages intérêts au titre des frais d'immobilisation.

(La responsabilité du commissionnaire n'a pas été retenue en l'espèce sur le fondement de l'art. L. 132-6 C. Com., qui décide que le commissionnaire est réputé garant du fait de ses substitués, voir infra, mais pour faute personnelle.)

Le droit uniforme relatif à la responsabilité du transporteur aérien ne s'applique pas au contrat de commission qui demeure soumis au droit interne.

Le montant de la réparation

Le commissionnaire réputé personnellement responsable de l'entier dommage ne peut pas opposer à la victime les plafonds d'indemnisation qu'il pourrait opposer en sa qualité de garant du fait de ses substitués, Com. 30 juin 2015, précité.

On admettait cependant la validité des clauses limitatives de responsabilité, si le contrat de commission en prévoyait.

Le contrat type de 2013 prévoit que la réparation due par le commissionnaire de transport est égale à 20 euros par kg de poids brut de marchandise manquante ou avariée, sans pouvoir excéder une somme supérieure au produit du poids brut de la marchandise de l'envoi exprimé en tonnes multiplié par 5000 euros.

En cas de retard, en cas de préjudice prouvé résultant d'un retard à la livraison, la réparation des dommages est limitée au prix de la prestation de commission de transport.

L'action du commettant contre le commissionnaire se prescrit par le délai d'un an de l'article L. 133-6 du code de commerce.

En cas de perte totale, le délai de prescription est compté du jour où la remise de la marchandise aurait dû être effectuée et dans les autres cas du jour où la marchandise aura été remise ou offerte au destinataire, Com. 7 septembre 2010, n° 09-14936. Idem dans le contrat type.

- Le commissionnaire est garant du fait d'autrui. Le commissionnaire répond de ceux auxquels il avait confié l'exécution du déplacement.

Le contrat type fait état de la responsabilité du fait des substitués.

Le commissionnaire choisit normalement ses substitués, c'est-à-dire les transporteurs qu'il charge de la fonction transport.

Sauf cas de force majeure, il est garant du fait du transporteur qu'il a choisi.

La réparation.

Il bénéficie des limites de réparation dont le transporteur aérien de marchandises peut se prévaloir.

Le commettant doit agir dans le délai d'un an contre le commissionnaire garant d'autrui : la convention de Montréal est étrangère aux relations entre le commettant et le commissionnaire.

Le contrat type contient une clause d'élection de for en faveur du tribunal de commerce de Paris.

## B. LA PRÉVENTION DU RISQUE TERRORISTE

Les transporteurs, les intermédiaires, le personnel doivent présenter des garanties quant à leur extranéité au milieu terroriste et à l'extrémisme politique. Il faut empêcher que les marchandises embarquées dans les avions transitent entre les mains de poseurs de bombes et de manipulateurs d'explosifs.

La personne qui livre un envoi au transporteur (ou à l'agent habilité) doit présenter un document d'identité, 6.3.2.2.

Le fret et le courrier transportés dans l'Union doivent faire l'objet d'un filtrage ou d'une inspection pour garantir qu'ils ne contiennent pas d'articles prohibés.

Il convient également de contrôler le fret en transfert et en transit. Il est procédé à des contrôles de sûreté.

Les marchandises peuvent être acheminées entre pays européens.

Des marchandises peuvent être embarquées dans un pays tiers à destination de l'Union européenne.

### Les échanges entre États membres de l'Union européenne

Les exigences de sûreté et la crainte du terrorisme ont conduit à l'adoption de normes minutieuses, aussi a-t-on vu apparaître de nouvelles figures ou de nouvelles appellations.

Le « chargeur connu » : il doit s'agir d'un expéditeur habituel de fret, un industriel, un négociant, nécessité d'un agrément, on vérifie sur place les sites dont il dispose ; le fret aérien est identifié et mis à l'abri de toute intervention non autorisée. Pour devenir chargeur connu, il faut remplir certaines conditions, la douane examine le site du candidat, il faut soumettre un programme de sûreté. 6.4.1.2., annexe du règlement n° 2015/1998.

Le « client en compte ». Il s'agit d'une figure en voie de disparition. Il est désigné par un agent habilité. Ce client en compte effectue des mouvements de fret. L'agent habilité lui donne des instructions de sûreté. Le client prend des engagements.

Il est désormais interdit à un agent habilité, pour tenir compte d'une lettre 16/85 de l'OACI, de désigner de nouveaux clients en compte.

Les actuels clients en compte perdent leur statut au plus tard au 30 juin 2021.

Ces clients en compte pourraient cependant devenir agents habilités ou chargeurs connus.

L'« agent habilité » est un intermédiaire, il opère sur un ou plusieurs sites, il a besoin d'un agrément, il soumet un programme de sécurité, on lui livre des envois, il fait une inspection, il transmet les envois accompagnés de la LTA à un transporteur aérien ou un autre agent habilité. Il peut faire du groupage, en ce cas la documentation qui accompagne le groupage comprend l'identifiant alphanumérique de l'agent habilité qui a effectué le groupage, un identifiant unique du groupage, le contenu de l'envoi ou l'indication du groupage, et son statut de sûreté.

Il enregistre sur une base de données les informations concernant tout client en compte désigné avant le 1<sup>er</sup> juin 2017.

L'agent habilité doit veiller au recrutement et à la formation de son personnel.

Le fournisseur connu.

Il est fait surveillance des fournitures destinées aux aéroports. Le statut du fournisseur doit être vérifié.

Le règlement n° 300/2008 du 11 mars 2008 instaure des règles communes en matière de sûreté de l'aviation civile.

On a prévu une coordination avec la législation douanière : l'agent habilité, s'il demande le statut d'opérateur économique agréé, est censé remplir en ce qui concerne les locaux les normes de sécurité et de sûreté.

Le règlement d'exécution 2015/1998 du 5 novembre 2015 – modifié par les règlements 2017/815 du 12 mai 2017, 2019/413 du 14 mars 2019 et 2021/255 du 18 février 2021 - fixe des mesures détaillées pour la mise en œuvre des normes de base communes dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile.

Les textes européens posent des exigences en ce qui concerne le recrutement et la formation du personnel ayant accès au fret aérien sécurisé, qui le reçoit, qui procède à l'inspection ou au filtrage ou à la protection du fret. Il convient de vérifier les éventuels antécédents pénaux des candidats à l'embauche. Le personnel doit suivre une formation initiale et une formation périodique à la sûreté.

Les expéditions doivent être emballées ou scellées par l'agent habilité, le chargeur connu, ou le client en compte, afin que toute atteinte à leur intégrité soit mise en évidence.

Le véhicule acheminant le fret à l'aérodrome comporte un comportement à fret qui doit être verrouillé ou scellé.

Les envois qui se trouvent dans l'aéroport et qui vont être chargés dans un aéronef sont soumis à une surveillance stricte. Il faut veiller afin qu'un article prohibé ne soit pas introduit dans ces envois.

Nécessité d'une autorisation administrative individuelle, art. L. 6342-1

L'annexe à l'arrêté du 2 avril 2015, JORF du 21 juillet 2015 p. 12311, décrit en détail les mesures de sûreté de l'aviation civile.

Les transports au départ de pays tiers et à destination de l'UE

Des dispositions sont prises concernant le fret en provenance d'États tiers et transportés dans l'UE.

On distingue.

Certains pays tiers appliquent des normes de sécurité équivalentes aux normes de base communes. L'annexe distingue pour les désigner selon qu'il s'agit de la sûreté des aéronefs, de la sûreté des passagers et des bagages de cabine, de la sûreté des bagages de soute, de la sûreté du fret et du courrier.

D'autres États sont moins précautionneux ou moins exigeants au départ.

Les règlements d'exécution UE n° 859/2011 du 25 août 2011, n° 654/2013 du 10 juillet 2013, n° 1116/2013 du 6 novembre 2013, modifiant le règlement n° 185/2010 tendent à protéger l'aviation civile des actes d'intervention illicite -

Le fret à haut risque est soumis à un contrôle renforcé. Le fret sécurisé obéit à un régime spécifique, il est protégé contre toute atteinte à son intégrité. Le fret à haut risque désigne les envois en provenance de lieux jugés à haut risque.

L'appendice 6-C2 de l'annexe au règlement d'exécution 2015/1998, dans la version du règlement 2017/815 du 12 mai 2017, est relatif à la liste de contrôle pour la validation des agents habilités d'un pays tiers titulaires d'une validation de sûreté aérienne de l'union européenne.

On procède à une analyse des risques des marchandises destinées à être introduites dans le territoire douanier de l'Union : ce sont les informations anticipées sur les marchandises avant chargement, PLACI.

La PLACI doit être effectuée avant la sortie d'un pays tiers.

Si on soupçonne que l'envoi pourrait constituer une menace grave pour la sûreté, cet envoi ne doit pas être chargé à bord ou il doit être déchargé.

### Le validateur de sûreté aérienne

Un validateur indépendant procède aux vérifications.

Il procède à la validation des transporteurs aériens, des exploitants et des entités.

Plusieurs professionnels peuvent recevoir une validation au nom de l'UE.

Ils agissent pour le compte et sous le contrôle du ministre chargé de l'aviation civile.

Le validateur examine le programme de sûreté du transporteur, nécessité d'une inspection/filtrage du fret. Avec le règlement n° 1082/2012 du 9 novembre 2012, on parle de validateur de sûreté aérienne de l'UE.

L'agrément de validité n'excède pas 5 ans. Art. R. 6341-13 et s. CT

La validation UE implique un examen du programme de sûreté du transporteur aérien de fret qui provient d'un pays tiers (ACC3). Vérification dès l'aéroport de départ. Le fret et le courrier destinés au transfert ou au déchargement dans un aéroport de l'UE doivent faire l'objet d'une inspection ou d'un filtrage.

### Les transporteurs

Le règlement d'exécution 2020/910 du 30 juin 2020 modifie un certain nombre de règlements pour tenir compte des incidences de la pandémie.

Les transporteurs aériens faisant entrer du fret dans l'Union européenne sont désignés tous les 5 ans comme transporteur de fret qui effectue des opérations à destination de l'Union au départ d'un aéroport d'un État tiers, ACC3.

Du fait de l'épidémie du virus, les visites sur place sont impossibles ou très difficiles à réaliser.

D'où la nécessité d'adopter des mesures d'urgence.

L'autorité, entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 décembre 2020, peut déroger à la procédure et désigner un transporteur aérien comme ACC3, alors que la validation de sûreté aérienne n'a pas pu avoir lieu. L'annexe au règlement 2015/1998 (nouveau) pose certaines conditions. Le transporteur aérien détenait auparavant le statut d'ACC3. Il présente un programme de sûreté pertinent. Il prend l'engagement de respecter les exigences en matière de sûreté. La désignation du transporteur comme ACC3 ne vaut que pour 6 mois. L'autorité effectue des contrôles de conformité à l'aéroport d'arrivée.

### Les agents habilités

Avec les agents habilités d'un pays tiers, il s'agit d'entités assurant la manutention du fret dans un pays tiers.

L'agent habilité doit faire procéder à des contrôles de sûreté. Inspection et filtrage. Aucun article interdit n'a été dissimulé. Le choix du personnel conduit à n'embaucher que des salariés compétents et sans antécédents judiciaires. L'agent habilité est tenu à une surveillance accrue pour les expéditions en provenance de pays à haut risque. Les marchandises remises doivent être surveillées, elles sont tenues dans des salles fermées à clef, le personnel effectue des patrouilles, ont été équipés les lieux de caméras de surveillance et de dispositifs d'alarme contre l'intrusion. Le fret doit être protégé jusqu'à l'aéronef.

Art. R. 6342-3 pour la délivrance d'un agrément de sûreté.

Leurs fournisseurs au sol sont désignés tous les 3 ans comme agent habilité, RA3, ou chargeur connu, KC3.

La procédure de validation de sûreté aérienne exige pour la désignation des ACC3, RA3 et KC3, une inspection sur place dans les locaux de l'exploitant par un valideur de sûreté aérienne.

Mesures provisoires applicables en période d'épidémie, règlement 2020/910 du 30 juin 2020.

### Les chargeurs connus

Les chargeurs connus ne reçoivent un agrément de sûreté que s'ils respectent la réglementation, en particulier la liste de contrôle de validation, art. R. 6342-4 CT. Les chargeurs connus peuvent être les producteurs du fret, ils peuvent se charger de l'emballage, ils peuvent réaliser le stockage. Les locaux du chargeur connu doivent être protégés, clôtures, barrières, systèmes d'alarme, caméras de surveillance, rondes de surveillance. L'accès à la zone de production est surveillé. Idem pour le processus d'emballage et de stockage. L'accès à la zone d'expédition est surveillé. Les engins de transport sont scellés.

Mesures provisoires et temporaires en période de pandémie.

Lopez Ruiz et Trigeaud, La modélisation informatique des règles de droit relatives à la sûreté du transport aérien international, AFDI 2007.672

Article L. 6341-3. En cas de dommage résultant d'un acte malveillant commis au moyen de l'expédition d'un courrier postal, d'un colis postal ou de fret, sécurisée par un agent habilité ou ayant fait l'objet de contrôles de sûreté par un chargeur connu, la responsabilité de ces personnes ne peut être engagée qu'en raison de l'inobservation des procédures mentionnées à l'article L. 6341-2.

### § III. Le transporteur de fret

On peut tenir le même discours, en ce qui concerne le transporteur, qu'en matière de transport de passagers. Le « transporteur contractuel » a pris l'engagement par contrat de transporter du fret par voie aérienne.



Le transporteur contractuel se fait parfois substituer, le déplacement étant alors effectué en tout ou en partie par un « transporteur de fait ». C'est une hypothèse de sous-contrat de transport.

#### § IV. Le destinataire

Le droit terrestre intègre le destinataire dans le cercle contractuel, la lettre de voiture forme un contrat entre l'expéditeur, le voiturier et le destinataire, art. L. 132-8 du code de commerce. Cette disposition ne fait pas l'objet d'un renvoi formel à la matière aérienne par le code des transports.

On se demande si le transporteur en cas de non- paiement du fret peut user de l'action directe en paiement contre le destinataire, que le droit terrestre offre désormais au créancier. Question ouverte.

Un arrêt de la cour de Versailles du 25 novembre 2014, cité au code Dalloz des transports sous l'article L. 6422-1, lui en accorde le bénéfice. Expéditeur et destinataire sont condamnés in solidum au paiement du fret.

Le professeur Delebecque évoque cette question à la RFDA 2015 p. 274, l'art. L. 132-8 c. com. donne une solution à caractère dérogatoire, il ne devrait s'appliquer qu'aux seuls transporteurs routiers, que la loi a voulu protéger.

[Le destinataire risque de se heurter à une sanction douanière s'il se fait livrer depuis la Chine 450 kg de bracelets Givenchy contrefaits, voir Criminelle, 18 juillet 2017, n° 16-84898 : importation sans déclaration en douane de marchandises prohibées. Importation en contrebande. Importation de marchandises en infraction aux dispositions portant prohibition d'importation. Le gérant et la société destinataire ont été condamnés à une amende douanière de 191 600 euros. L'amende est comprise entre un et deux fois la valeur de marchandise sur le marché intérieur de la marchandise contrefaite.]

### Section III. Les titres de transport

La solution traditionnelle est que le transporteur doit délivrer un titre de transport au passager ou à l'expéditeur des marchandises.

Ce document matérialise et symbolise la conclusion de contrat de transport aérien.

La remise de ce titre est l'occasion pour le transporteur d'informer le passager sur les grandes lignes du droit de la responsabilité aérienne en cas d'accident. L'idée était la suivante : le déplacement aérien est un acte plein de péril, le passager risque de perdre sa vie, ses bagages peuvent être endommagés : on suppose que le client prendra connaissance de l'information qui lui est donnée par écrit, il est implicitement suggéré au passager qu'il serait peut-être bon qu'il souscrive une assurance pour se couvrir contre les risques de la traversée.

Dans le système de la CV, la remise du titre de transport et la rédaction de celui-ci étaient importantes, car le non-respect de la réglementation était sanctionnée en cas d'accident par la privation, pour le transporteur négligent, du bénéfice de la limite de réparation : le transporteur, qui n'était habituellement tenu qu'à une réparation plafonnée était alors tenu à une réparation intégrale.

CV, art. 3 § 2 : si le transporteur accepte le voyageur sans qu'il ait été délivré un billet de passage, il n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

CV, art. 4 § 2 : si le transporteur accepte les bagages sans qu'il ait été délivré un bulletin (de bagages) ou si le bulletin ne contient pas les mentions indiquées sous les lettres d, f, h, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

CV, art. 9 : Si le transporteur aérien accepte des marchandises sans qu'il ait été établi une lettre de transport aérien, ou si celle-ci ne contient pas toutes les mentions indiquées à l'article 8 (a à i inclusivement et q), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de cette convention qui excluent ou limitent sa responsabilité.

Le Protocole de La Haye du 28 septembre 1955 avait assoupli quelque peu le système.

Art. 3 modifié, alinéa 2 : si, du consentement du transporteur, le passager s'embarque sans qu'un billet de passage ait été délivré, ou si le billet ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22 [sur la limite de responsabilité fixée à 250 000 francs or]

Article 4, alinéa 4 : si le transporteur accepte la garde des bagages sans qu'un bulletin ait été délivré ou

Si, dans le cas où le bulletin n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1 c, ou n'est pas inclus dans un tel billet, il ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 c du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.

Article 9 modifié : Si, du consentement du transporteur, des marchandises sont embarquées à bord de l'aéronef sans qu'une lettre de transport aérien ait été établie ou si celle-ci ne comporte pas l'avis prescrit à l'article 8, alinéa c, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2.

La Convention de Montréal du 28 mai 1999 a le mérite de la simplicité. Le transporteur doit toujours délivrer un titre de transport et une fiche d'identification pour chaque article de bagage enregistré, mais l'inobservation de ces règles n'exclue pas les règles sur la limitation de la responsabilité. Voir article 3 § 5 CM.

Une lettre de transport est émise pour le transport de marchandises, art. 4 CM, mais l'inobservation des

dispositions conventionnelles n'écartent pas les règles sur la limitation de responsabilité. Voir art. 9 CM.

## § I. Le billet de passage

Droit uniforme, convention de Montréal, art. 3, dans le transport des passagers un titre de transport individuel ou collectif doit être délivré, § 1, emploi de tout autre moyen, § 2 : disparition du billet papier remplacé par le billet électronique.

Voir Naveau, Godfroid et Frühling, Précis de droit aérien, n° 211.

### Droit européen

L'article 6 § 1 met à la charge du transporteur qui distribue des services de transport aérien une obligation d'informer la clientèle sur les grands principes concernant la responsabilité du transporteur à l'égard des passagers, une *annexe* figure au règlement et doit servir au transporteur pour alimenter son obligation d'informer.

Le transporteur indique par écrit à chaque passager les limites de réparation, art. 6 § 2, du R. n° 2027/97, modifié par le règlement n° 889/2002 du 13 mai 2002.

Le transport à effectuer n'est pas forcément soumis à la CM s'il est effectué par un transporteur non européen et se fait avec un État étant resté fidèle au modèle de la CV, ce transport peut comporter en cas de blessure ou de décès une limite de réparation. L'information écrite s'impose à ces transporteurs aériens, du moment que les services de transport sont « vendus » ou « achetés » dans l'Union et que le transport soit en provenance, à destination ou l'intérieur de l'UE.

L'information écrite est également imposée pour informer le passager de la limite de réparation en cas de dommage aux bagages. Le voyageur doit recevoir l'avertissement que si le bagage a une valeur supérieure à la limite, ce fait devrait être signalé à la compagnie aérienne au moment de l'enregistrement, à moins que le bagage soit entièrement assuré par le passager avant le voyage

Il faut également indiquer par écrit la limite de réparation en cas de retard.

On ne sait pas très bien quelle est la portée de ces dispositions et quelle est leur sanction en cas d'inobservation : le passager peut-il a posteriori se prévaloir de la perte d'une chance d'obtenir une réparation convenable en prétendant que s'il avait été correctement informé il aurait songé à prendre une assurance. Le transporteur est débiteur de l'information, s'il est en carence il est en faute, il répond du dommage causé par sa faute d'omission.

### La législation sur les clauses abusives

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 26 avril 2017, n° 15-18970, a eu à connaître d'une disposition figurant dans les conditions générales de transport de la compagnie Air France. Il y était prévu qu'en cas de perte ou de détérioration du billet, le transporteur accepterait à la demande du passager de remplacer le billet, par l'émission d'un nouveau billet. Moyennant facturation de frais de service. La cour de Paris, dans un arrêt du 17 octobre 2014, avait déclaré cette clause abusive. La décision est déclarée justifiée : le professionnel avait le pouvoir de déterminer librement les frais en cause, sans que le consommateur ait eu connaissance des règles relatives à leur fixation.

Le billet est en général déclaré incessible. Cette incessibilité du billet répond à des impératifs de sécurité, les États exigent en général de connaître et vérifier l'identité du passager avant le vol. Certains tarifs sont accordés en considération de la personne, pour les enfants, pour les vieillards ...

La clause d'incessibilité n'est pas abusive, 1<sup>o</sup> Civile, 26 avril 2017.

## § II. Le bulletin de bagages

Le transporteur délivrera au passager une fiche d'identification pour chaque article de bagage enregistré, art. 3 § 3 CM.

Cette disposition se limite à imposer au transporteur aérien une identification des bagages enregistrés, CJUE, 22 novembre 2012, C-410/11, Espada Sanchez c. Iberia.

Le contrat de transport est constaté par la délivrance d'une fiche d'identification pour chaque bagage enregistré, art. L. 6421-1 al. 2

Les mesures de sûreté du transport :

Lorsque le passager se présente pour enregistrer un bagage de soute, l'entreprise de transport aérien doit s'assurer que le bagage porte la mention du titulaire du titre de transport ; elle doit vérifier la concordance entre le titre de transport, une carte d'embarquement valable et le document attestant l'identité du passager, arrêté du 18 avril 2012.

### § III. La lettre de transport aérien (Airway Bill) ou le récépissé de marchandises

Convention de Montréal, art. 4

Jusqu'à preuve du contraire, la LTA fait la preuve de la conclusion du contrat, la preuve de la réception de la marchandise, la preuve des conditions du contrat.

Code des transports, art. L. 6422-

## Sous-Chapitre II. Les obligations des parties contractantes

### Section I. Les obligations des contractants dans le transport des passagers et de leurs bagages

#### § I. LES OBLIGATIONS INCOMBANT AU PASSAGER

- a) Le passager doit payer le prix du passage ainsi que les taxes afférentes.

Le passager, plus largement le contractant, doit payer le prix du billet.

[Le site du cabinet Gide, en date du 1<sup>o</sup> juillet 2014, fait état d'une décision du conseiller de la mise en état de la cour de Paris du 24 juin 2014 condamnant la pratique de Ryanair de faire payer des frais pour le paiement de billets par carte bancaire, pratique dite du surcharging. Voir l'arrêt du 23 avril 2020 de la CJUE cité infra et concernant la situation italienne.]

Le prix peut varier compte tenu du confort offert au passager.

Le marché premium comprend les passagers qui achètent des billets en première classe, en classe affaires et en classe économique avec flexibilité.

Lorsque le voyageur a acheté plusieurs coupons de vol, il doit en principe les utiliser dans l'ordre prescrit. Si le voyageur n'utilise pas l'un d'eux, il s'expose à une modification du prix du billet. Cf. 1<sup>o</sup> civile, 26 avril 2017. La clause n'est pas abusive.

Il est fait état de la pratique des compagnies aériennes concernant la vente de billets aller et retour ni échangeables ni remboursables. Si pour des raisons quelconques le passager n'effectue pas le vol de l'aller, la compagnie annule le vol retour. Soit la clause contenue dans les conditions générales de transport est une clause abusive, elle doit être écartée. Soit sa licéité est admise, le passager doit alors subir les aléas des dispositions contractuelles auxquelles il est censé avoir adhéré.

Le transporteur fait parfois bénéficier les passagers réservant en couple d'un tarif préférentiel.

Voir I<sup>o</sup> Civile, 5 mars 2015, n<sup>o</sup> 14-11066 : des époux Robert et Valérie avaient fait en ligne pour le prix total de 360,40 euros l'acquisition de billets pour l'aller et le retour Paris - Toulon. Il s'agissait de billets avec réduction réservés aux gens mariés, pacés ou vivant en concubinage. Les époux s'étaient inscrits, chacun sur leur nom d'origine, de telle sorte qu'ils se heurtent à Paris à un refus d'embarquement. Le transporteur Air France considère qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour détenir un tel billet. Sans billet conforme, l'accès de l'avion est refusé. Les époux sont déboutés par la juridiction de proximité d'Aulnay sous- Bois de leur demande d'indemnisation. Les époux étaient informés des conditions d'application du tarif préférentiel dont ils

souhaitaient bénéficier. Le justificatif devait être présenté à l'embarquement. Les époux ne démontraient pas qu'ils étaient porteurs du document qu'il leur appartenait de produire. La cassation intervient pour inversion de la charge de la preuve. C'est à la société Air France qui contestait aux époux le droit d'embarquer au motif de l'absence de justifications pour bénéficier du tarif préférentiel d'apporter la preuve que ceux-ci n'avaient pas présenté les justifications nécessaires.

[La loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 relative à l'actualisation du droit des outre-mer contient un article 5 obligeant le gouvernement à remettre au Parlement un rapport sur les surcharges carburant et les surcharges transporteur appliquées par les compagnies aériennes en complément du prix des billets d'avion.]

Au nom de la continuité territoriale (entre la métropole et les territoires ultra-marins), il peut y avoir certaines aides accordées aux voyageurs. La Commission peut prendre des règlements pour déclarer que certaines aides sont compatibles avec le marché commun et ne sont pas soumises à notification. Les aides en matière de transport (maritime ou aérien) en faveur des habitants des régions périphériques sont concernées, à la condition que ces aides à finalité sociale s'opèrent sans discrimination à l'égard du transporteur, règlement 2015/1588 du 13 juillet 2015. Voir en ce qui concerne le droit français les dispositions des articles D. 1803-1 et suivants du code des transports ainsi que l'arrêté du 1<sup>o</sup> mars 2018 publié au JO du 3 mars 2018.

#### *Le sur classement.*

Le passager n'est pas astreint à un supplément de prix, s'il vient à bénéficier d'un siège en classe supérieure, lorsque l'agent du transporteur vient lui dire " Ascende superius ", Monte plus haut, art. 10 § 1 du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004.

#### *Le déclassement.*

En revanche, le voyageur percevra un prix, s'il est l'objet d'un *déclassement*. Art. 10 § 2.

Le passager est certes bénéficiaire du déplacement par la voie aérienne, mais il voyage avec un confort réduit. Il y a de la part du transporteur une inexécution de ses obligations contractuelles.

Cf. Nicolas Balat, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien, p. 69.

Comment calcule-t-on la somme que le transporteur doit rembourser au passager, victime d'un déclassement ? L'hypothèse du vol unique est la plus simple, celle d'un transport effectué grâce à plusieurs vols successifs a donné lieu à controverse.

. Le vol simple donnant lieu à un déclassement

Le transporteur devra, dans les 7 jours, rembourser 30 % du prix du billet pour les vols jusqu'à 1500 km. Il devra rembourser 50 % du prix du billet pour les vols intra européens de plus de 1500 km, ainsi que pour les autres vols entre 1500 et 3500 km.

Le transporteur devra rembourser 75 % du prix du billet pour les autres vols.

Il y a une norme spéciale en ce qui concerne les vols entre le continent européen et les départements français d'outre-mer, le transporteur devra en cas de déclassement rembourser 75 % du prix du billet.

. Le transport constitué de deux ou plusieurs vols, ayant tous donné lieu à déclassement

Solution identique

. Le transport constitué d'une série de vols, l'un d'entre eux donnant lieu à déclassement

Comment calculer le montant de la somme à rembourser au client ?

Sur quel prix applique-t-on la fraction à rembourser ?

Sur le prix global du billet ou uniquement sur le prix du vol déclassé ?

La demande de décision préjudicielle présentée par l'Amtsgericht de Düsseldorf le 29 mai 2015, affaire Steef Mennens c. Emirates, C-255/15, concerne un voyageur victime d'un déclassement sur un seul vol, alors qu'il effectuait un transport complexe composé d'une série de plusieurs vols ou segments ayant donné lieu à l'émission d'un billet unique. Le passager quittait Düsseldorf pour Tokyo, avec des interruptions à Dubaï, le retour se faisait par Singapour et Dubaï pour parvenir à Francfort. À l'aller, les vols se faisaient en première classe, au retour en classe affaire. Le passager avait payé un prix global de 2371 euros, ce qui donnait avec les taxes 2471 euros. Le

contrat prévoyait un prix d'ensemble, le prix de chaque vol n'était pas indiqué. C'est au départ d'Allemagne que le déclassé est intervenu. Le passager, détenteur d'un vol 1<sup>o</sup> classe, a été déclassé sur le trajet entre l'Allemagne et Dubaï en classe affaire.

Le passager a émis la revendication maxima, il a réclamé le remboursement de la somme de 1853 euros. Emirates ne lui a remboursé que 376 euros.

L'article 10 § 2 du règlement prévoit qu'en cas de déclassé le transporteur effectif rembourse, dans les 7 jours, 75 % du prix du billet pour les vols de plus de 3500 km.

La juridiction demande comment calcule-on la fraction du prix à rembourser : faut-il ne tenir compte que du prix de la fraction du transport sur laquelle le déclassé s'est produit ou faut-il procéder à une réfaction portant sur la totalité du prix correspondant au transport pour lequel le billet a été délivré ?

La CJUE, dans son arrêt du 22 juin 2016, tempère les prétentions consuméristes.

[G. Poissonnier et P. Dupont, L'indemnisation du passager aérien déclassé, D. 2016.2048.]

Il est admis qu'en présence d'un déclassé, le transporteur doit rembourser à son client une partie du prix du billet.

Le billet est un document conférant au passager le droit d'être transporté sur un ou sur plusieurs vols.

Sur chaque vol, le voyageur a droit à un placement dans une classe déterminée.

Le déclassé opéré sur un vol est sans incidence sur les autres vols.

L'art. 10 tend à compenser le désagrément subi sur un vol donné.

Le remboursement prévu par l'article 10 porte uniquement sur le prix du vol sur lequel le déclassé a été pratiqué, et non sur le prix d'ensemble du transport.

Dans cette espèce où le billet ne précisait pas le prix du vol initial Düsseldorf/Dubaï, il convient, pour calculer la somme due, de se fonder sur la partie du prix du billet correspondant au quotient de la distance du vol concerné et de la distance totale du transport. Le remboursement est proportionné à la partie du transport sur laquelle le déclassé s'est produit.

La somme due tient compte du prix du billet, sans tenir compte des taxes et redevances du moment que celles-ci ne sont pas calculées compte tenu de la classe convenue au contrat.

Outre le prix, le passager doit payer les taxes et les redevances imposées par la puissance publique et le gestionnaire de l'aérodrome. On peut d'ailleurs remarquer que d'ordinaire ces taxes ont juridiquement parlant pour redevable le transporteur et que le passager n'en est donc pas formellement débiteur, même si en fait le transporteur en exige contractuellement le paiement par le passager en transférant sur celui-ci le poids de la dette.

Il peut arriver que le transport soit annulé et que le titre de transport ne soit plus valide.

L'article L. 224-66 du code de la consommation, publié en 2016, impose aux transporteurs aériens (ainsi qu'aux agences) de rembourser les taxes et les redevances individualisées et affichées comme telles dans le prix du billet, taxes et redevances dont l'exigibilité procède de l'embarquement effectif du passager.

La disposition contenue dans le code de la consommation est explicitée par l'article 7 de l'arrêt du 10 avril 2017. Le prix définitif à payer (par le passager) comprend des taxes et redevances dont l'exigibilité procède de l'embarquement effectif du passager et qui sont remboursables de plein droit lorsque le titre n'est plus valide et n'a pas donné lieu à transport.

La mention du montant total de ces sommes remboursables dès lors que le consommateur n'a pas voyagé figure de façon claire et apparente à proximité immédiate du prix définitif à payer qui est mentionné juste avant la conclusion de l'acte d'achat. Doit figurer l'information que ces sommes sont remboursables. L'arrêt impose un renvoi vers un document d'information portant sur les modalités du remboursement, les frais de remboursement, le formulaire de demande de remboursement en ligne.

Il s'agit uniquement, si nous ajoutons foi à l'information donnée sur internet, de la taxe d'aéroport (QW sur le billet) et de la redevance passager (QX sur le billet).

Ce remboursement intervient au plus tard 30 jours à compter de la réception de la demande (de remboursement)

Le remboursement est gratuit quand la demande est déposée en ligne.

Sinon le remboursement peut donner lieu à une facturation de frais qui ne peuvent pas excéder 20 % du montant remboursé.

Ce sont les conditions générales de vente ou de transport qui précisent la possibilité du remboursement et ses modalités.

Le manquement donne lieu au prononcé d'une amende administrative, 3000 euros maximum pour les personnes physiques contrevenantes (y a-t-il beaucoup de personnes physiques faisant du transport aérien à titre onéreux ?), 15 000 euros maximum pour les personnes morales, art. L. 242-24 du code de la consommation.

Dans le différend entre Air France et UFC relatif à la présence de clauses abusives dans les conditions générales du transporteur, il a été question d'une disposition relative à la réduction ou à la suppression des redevances. La clause a été censurée, car elle ne prévoyait pas un remboursement automatique et exigeait une démarche active du consommateur pour obtenir le remboursement en cas d'excédent. 1<sup>o</sup> Civile, 26 avril 2017.

La Commission européenne propose une distinction entre passagers. Cf. JOUE du 3 juillet 2012, C 195/12. On retrouve, mais en plus nuancé, cette idée dans le jugement du Tribunal de l'UE du 13 mai 2015, T-162/10, concernant la concentration réalisée entre la Lufthansa et Austrian Airlines.

1<sup>o</sup> catégorie de passagers : les hommes d'affaires : ils sont sensibles au facteur temps, indifférents au prix ; ils exigent la flexibilité, possibilité d'annuler le billet sans frais, modifier l'heure de départ sans frais, ils acceptent des tarifs plus élevés pour bénéficier de cette flexibilité. Ils exigent une fréquence élevée et des heures de départ et d'arrivée précises. Ils n'utilisent guère les aéroports secondaires. Les centres d'affaires ne se trouvent pas dans les villes moyennes. Ils exigent la possibilité de faire l'aller et retour dans la journée, partir tôt le matin, rentrer le soir.

2<sup>o</sup> catégorie de passagers : les particuliers recherchent essentiellement la connexion la moins chère et la plus commode entre deux villes, ils sont très sensibles au montant du prix, ils voyagent pour visiter leur famille et leurs amis, ou ils font du tourisme de loisirs, ils réservent les billets longtemps à l'avance, ils ne font pas une fixation sur le facteur temps, les billets peuvent être munis de restrictions.

La distinction est aujourd'hui moins évidente, les sociétés commerciales sont désormais sensibles au prix des billets de leurs dirigeants et cadres supérieurs ou moyens. Elles préfèrent les billets soumis à restriction du moment qu'ils sont moins chers. La plupart des transporteurs proposeraient des services de seconde réservation, avec modification de la date ou du nom du passager, contre paiement.

#### La politique de fidélisation de la clientèle

Qui est le bénéficiaire des milles ou des billets gratuits - calculés compte tenu des distances des voyages accomplis ou du prix des billets dépensés - lorsque le passager n'est pas le solvens payeur du prix du billet de passage mais où le coût du billet a été pris en charge par un tiers, comme l'Administration, la société dirigée par le voyageur ou l'employeur ?

#### Le risque pénal

M. Loïc Grard, Revue de droit transports juin 2011 comm.103, estime que les milles appartiennent non à l'entreprise mais au salarié, sauf disposition contraire contenue dans le contrat de travail.

Une cour d'appel allemande a estimé en 2005 que les milles reviennent à l'employeur.

M. Grard cite un arrêt de la cour d'appel de Nouméa du 21 janvier 2010 où un salarié avait voyagé en première classe en utilisant des avoirs faits par Air France en faveur de l'office des postes, Air France accordait des réductions en contrepartie d'un volume de déplacements sur ses lignes par les agents de OPT qui est un EPIC. La juridiction a considéré que ces avoirs appartenaient à l'employeur.

Il serait rationnel que le profit des réductions bénéficie - sous réserve des dispositions contractuelles - au contractant solvens, qui ne s'identifie pas forcément avec le passager. Voir l'arrêt Air Baltic, 17 février 2016, C-429/14, qui admet nettement qu'un organisme public puisse être partie à un contrat de transport aérien, le passage bénéficiant à deux de ses agents.

Il faudrait se référer aux conditions générales de transport.

#### L'accès aux tarifs et l'information des consommateurs

La règle figure à l'article 23 du règlement n° 1008/2008.

Il y a lieu également de tenir compte des articles L. 113-3 et 141-1 du code de la consommation ainsi que l'arrêté du 10 avril 2017 relatif à l'information sur les prix des prestations de certains services de transport public collectif de personnes

(dont le Conseil d'État a admis dans un arrêt du 26 juillet 2018, n° 411481, la légalité)

Le passager doit disposer d'informations transparentes sur le prix complet du billet, en particulier pour effectuer une comparaison avec les prix proposés par les autres transporteurs.

Le candidat au voyage utilise désormais l'outil internet, il consulte les sites des différents transporteurs, il prend connaissance des tarifs, il fait son choix compte tenu de l'information lue sur écran.

Le choix de la monnaie : Dans quelle devise les tarifs doivent-ils être libellés ?

La CJUE est interrogée sur la devise dans laquelle le prix du transport doit être exprimé.

Il s'agit ordinairement de l'euro. Tous les États membres de l'UE ne sont cependant pas membres de la zone euro.

Les transporteurs dans la pratique, dit-on, ont, sur les sites internet, recours à la monnaie en vigueur au lieu de départ. Si le départ est prévu à Londres, les tarifs sont exprimés en livres sterling.

Une demande de décision préjudicielle a été formulée par le Bundesgerichtshof le 2 juin 2017, dans un litige opposant une association de consommateurs du Bade Wurtemberg à Germanwings, une filiale allemande à bas coûts de la Lufthansa, C-330/17.

L'affaire concernait un vol au départ de Londres en direction de Stuttgart. Le passager était présent en Allemagne lors de l'achat du billet ; il avait fait, en septembre 2014, cette acquisition sur le site internet du transporteur allemand, le tarif était indiqué en livres sterling. La facture était libellée en livres sterling.

L'association de consommateurs prétend qu'il y aurait là pratique déloyale et que les tarifs doivent être indiqués en euros. Elle demande la cessation de cette pratique.

Les conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe ont été déposées le 28 juin 2018.

L'article 2 point 18 du règlement n° 1008/2008 concernant l'obligation d'information portant sur les tarifs indique que les prix sont exprimés en euro ou en monnaie nationale.

Le débat consistait à savoir, dans l'hypothèse où le transporteur aérien ne recourt pas à l'euro pour indiquer le prix, s'il dispose de toute liberté dans le choix de la devise nationale qu'il adopte. L'avocat général conclut en sens positif. Le législateur européen n'a nullement déterminé quelle était la devise nationale à adopter. Il s'est abstenu de donner une consigne explicite. Le transporteur aérien dispose d'une liberté de choix. L'objectif de la réglementation est d'assurer une concurrence saine entre transporteurs et de protéger la clientèle en lui donnant une possibilité de comparaison.

L'arrêt de la Cour de Justice a été rendu le 15 novembre 2018, Juris tourisme 2018, n° 214, p.12 obs. Xavier Delpech.

L'article 23 du règlement n° 1008/2008 tend à garantir l'information et la transparence des prix des services aériens au départ d'un aéroport et contribue à assurer la protection du client. Le choix dont disposent les transporteurs pour déterminer la monnaie dans laquelle ils indiquent les tarifs ne peut pas être entièrement libre, il doit être encadré. L'euro doit être considéré comme une monnaie de référence, en vigueur dans 19 états de l'UE sur 28. Si le transporteur choisit d'exprimer les tarifs dans une autre monnaie que l'euro, il ne doit pas rendre plus difficile la comparaison des prix par les clients. Les transporteurs doivent indiquer les tarifs dans une monnaie liée au service proposé : le lieu du départ et le lieu d'arrivée présentent un lien étroit avec le service proposé. Dans l'espèce en cause, le transporteur (allemand) peut proposer, à défaut de l'euro, des tarifs indiqués dans la monnaie (livre) du lieu du départ du vol (Londres).

La réservation s'opère communément en respectant plusieurs phases.

La réglementation est exigeante pour les transporteurs aériens, elle parle aux habitués du transport aérien qui font des comparaisons de prix et des réservations de billets sur internet (commerce électronique).

La jurisprudence de la CJUE vise à faire bénéficier les consommateurs d'une information complète et détaillée.

Il faut procéder à une lecture attentive de l'art. 23 § 1.

La 1<sup>o</sup> phrase commence par poser le principe que les transporteurs au départ d'un aéroport européen doivent mentionner, dans leurs tarifs qu'ils proposent au public (même par internet), les conditions applicables aux services aériens. C'est le point de départ : les conditions contractuelles pratiquées par le transporteur en état d'offre publique sont soumises à publicité. L'information doit être donnée.

Le client potentiel est le plus souvent intéressé à connaître le prix exigé par le transporteur. Il veut savoir la somme globale qui sera exigée de lui.

Plusieurs phases doivent être communément franchies pour que la réservation soit effectuée. C'est une réservation par étapes. Il faut voir à quel stade l'information doit être donnée sur les conditions du contrat et sur le prix en particulier.



## L'affichage du prix définitif

Le Bundesgerichtshof dans une demande de question préjudicielle présentée le 12 novembre 2013, affaire C-573/13, Air Berlin, demandait à la CJUE si, dans le cadre d'un système de réservation électronique, le *prix définitif* à payer devait être précisé lors de la première indication du prix des services aériens, Ou bien si le prix définitif à payer devait être précisé uniquement pour le service sélectionné par le client ou pour tout autre service aérien affiché.

Le transporteur faisait l'objet en l'espèce de poursuites exercées par une association nationale de consommateurs considérant que les pratiques du transporteur méconnaissaient le droit européen.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 15 janvier 2015, Air Berlin c. Bundesverband, D. 2015.1301 obs. Kenfack, Juris tourisme 2016, n° 185, p. 14.

Les prétentions d'Air Berlin n'ont pas été retenues.

Il s'agissait d'interpréter la 2<sup>o</sup> phrase du paragraphe 1 de l'article 23 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

La seconde phrase est relative au « prix définitif » à payer. Celui-ci doit être précisé à tout moment.

Les éléments entrant dans la composition du prix définitif

Que contient ce prix définitif ?

Ce prix définitif inclut en premier le tarif des passagers proprement dit.

Il faut y inclure également l'ensemble des taxes, des redevances, des suppléments et des droits applicables inévitables et prévisibles à la date de publication.

Le débat concernait en particulier les frais de traitement exigés par le transporteur.

Le texte indique que le prix définitif est précisé à tout moment. Air Berlin soutenait que le prix définitif n'a pas à être indiqué dès la première indication du prix des services aériens, mais uniquement lors de la sélection d'un vol déterminé par le client, avant la conclusion définitive du contrat.

L'arrêt condamne cette prétention : le prix définitif doit être indiqué très tôt, dès la première indication du prix des services, avant même le début de la procédure de réservation. Les frais de réservation seront compris dans le prix définitif à communiquer.

L'arrêt indique que le prix définitif à préciser concerne chaque service aérien affiché, et non le service aérien sélectionné. Il faut indiquer le prix définitif de chaque vol dont le tarif est affiché.

## L'affichage des éléments composant le prix définitif

La 3<sup>o</sup> phrase du paragraphe 1 de l'article 23 indique qu'outre l'indication du prix définitif, il faut préciser les éléments suivants, lorsque ces éléments sont exigés des passagers,

Le tarif des passagers,

Les taxes,

Les redevances aéroportuaires,

Les autres redevances, suppléments ou droits, tels que ceux liés à la sûreté ou au carburant.

À côté du prix global définitif, il faut donc que le transporteur entre dans le détail.

Les usagers des transports aériens doivent pouvoir connaître le détail des prix des différentes taxes et des éventuels suppléments, lorsqu'ils leur sont imposés en sus du tarif passager.

Le contentieux s'est prolongé entre Air Berlin et le Bundesverband des Verbraucherzentralen und Verbraucherverbände, (qui est une union d'associations de consommateurs) concernant l'interprétation de l'article 23 § 1, 3<sup>o</sup> phrase.

La demande de décision préjudicielle a été présentée le 24 mai 2016 par le Bundesgerichtshof, affaire C-290-16, et l'arrêt a été rendu par la CJUE le jeudi 6 juillet 2017.

Le demandeur demandait que la compagnie Air Berlin, la seconde compagnie allemande, soit condamnée à propos de sa pratique d'affichage de ses prix et de ses conditions générales de vente figurant sur son site internet. Les transporteurs procèdent, sur leurs sites internet, à la publication de leurs tarifs définitifs, composés communément, on vient de le dire, du tarif passager visé à la lettre a), ainsi de taxes, redevances aéroportuaires et autres redevances, suppléments et droits mentionnés sous b) c) et d) de l'article 23, paragraphe 1 du règlement n° 1008/2008.

Le consommateur doit savoir que, s'il contracte, il devra payer le prix définitif, composé du tarif passager ainsi que d'autres éléments dûment identifiés et référencés. Le législateur européen a la volonté d'assurer la transparence, auprès de la clientèle, en matière de tarifs aériens.

Air Berlin prétendait qu'elle n'avait pas l'obligation d'afficher séparément le montant des taxes, des redevances

aéroportuaires et des autres suppléments.

L'association de consommateurs soutenait en revanche que le règlement fait obligation aux transporteurs d'indiquer le montant des différentes composantes du prix définitif.

Le transporteur ne peut pas se contenter d'indiquer uniquement le prix définitif.

Le tarif passager est distinct des taxes et redevances, que le transporteur entend ordinairement faire payer aux voyageurs.

L'arrêt décide donc que le transporteur a l'obligation de préciser le montant des différentes composantes du prix définitif.

Quand le transporteur ajoute, au tarif passager, les taxes, les redevances aéroportuaires et les autres redevances, il doit indiquer le tarif des passagers, ainsi que les éléments ajoutés par le transporteur aérien. La seule indication du prix définitif est insuffisante.

La Cour entend faire triompher l'impératif de transparence et affirmer le droit du passager consommateur à être informé des différents éléments du prix qu'il devra payer.

Lors de la publication de leurs tarifs, les transporteurs aériens doivent préciser, de manière séparée, les montants dus par les clients au titre des taxes, des redevances aéroportuaires ainsi que des autres redevances, suppléments et droits.

Ils ne peuvent en conséquence inclure, même pour partie, ces éléments dans le tarif des passagers.

L'arrêté du 10 avril 2017 prévoit que les consommateurs doivent être informés des réductions liées à l'utilisation de certains instruments de paiement. Cette réglementation vise l'ensemble des personnes qui distribuent des titres de transport ou qui procèdent à des annonces de prix relatives à ces titres de transport.

Elle ne concerne pas spécifiquement les plateformes de réservation en ligne.

L'annonceur peut ainsi indiquer un prix incluant une réduction pour l'utilisation d'un instrument de paiement donné, à condition que le professionnel soit en mesure de justifier que cet instrument est celui le plus couramment utilisé parmi les destinataires de l'annonce.

Le Conseil d'État, dans un arrêt du 26 juillet 2018, n° 411481, rejette la requête formée par l'ETTSA, European Technology and Travel Services Association, qui demandait l'annulation de l'arrêté du 10 avril 2017. L'arrêté est intervenu sur le fondement de l'article L. 112-1 du code de la consommation relatif à l'information des consommateurs, qui transpose une directive du 25 octobre 2011.

Voir l'arrêt Ryanair cité infra, les dispositions de l'arrêté français ne sont peut-être pas en parfaite harmonie avec l'interprétation donnée par l'arrêt de la CJUE du 23 avril 2020.

Le règlement fait ensuite un sort particulier aux *suppléments de prix optionnels* qui doivent être communiqués de façon claire transparente et non équivoque au début de toute procédure de réservation. Ces prix correspondent à des suppléments, ils sont facultatifs, ils sont à option, ils sont évitables, ce sont des extras dans le service aérien. Leur acceptation par le client doit résulter d'une démarche explicite, décide l'article 23 § 1 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008.

L'arrêt de la CJUE du 23 avril 2020, C-28/19, Ryanair c. l'Autorité italienne garante de la concurrence et du marché - antitrust, Gazette du Palais 2020, n° 30, p. 30, obs. Stéphane Piédelièvre, précise la distinction entre les éléments inévitables et prévisibles entrant dans la composition du prix définitif à payer, qui doit être précisé à tout moment et les suppléments de prix optionnels. On est en pleine casuistique.

L'Autorité garante reprochait à la compagnie Ryanair des pratiques commerciales déloyales, tombant sous le coup du droit italien.

Les prix publiés sur le site internet de cette compagnie ne comprenaient pas certains éléments que Ryanair qualifiait de facultatifs :

les frais d'enregistrement en ligne des passagers,

la TVA appliquée aux tarifs et aux suppléments facultatifs relatifs aux vols nationaux,

les frais administratifs pour les achats effectués au moyen d'une carte de crédit autre que celle agréée par Ryanair.

L'autorité italienne considérait que ces éléments n'étaient pas facultatifs mais obligatoires, qu'ils étaient mis à la charge des consommateurs au cours de la procédure de réservation en ligne et qu'ils contribuaient à augmenter le prix présenté initialement.

L'affaire est arrivée devant le Consiglio di Stato, qui a saisi la CJUE, lui demandant si les éléments indiqués relevaient de la catégorie des suppléments de prix inévitables et prévisibles, ou s'ils relevaient de la catégorie des prix optionnels.

L'arrêt opère certains rappels :

Le prix définitif à payer doit être précisé à tout moment et inclure notamment le tarif des passagers, ainsi que les

taxes, redevances, suppléments et droits inévitables et prévisibles à la date de la publication de l'offre.

L'offre doit afficher au moins les redevances aéroportuaires, ainsi que les redevances, suppléments et droits liés à la sûreté ou au carburant, lorsque ces éléments sont ajoutés au tarif des passagers.

Les taxes, redevances, suppléments et droits de l'art. 23 § 1, 2° et 3° phrases, ne peuvent être inclus dans le tarif des passagers, mais doivent être affichés de manière séparée, arrêt Air Berlin du 6 juillet 2017.

Les différents éléments composant le prix définitif à payer doivent être précisés dès la première indication du prix des services aériens, arrêt Air Berlin du 15 janvier 2015.

Les suppléments de prix optionnels doivent être communiqués de façon claire, transparente, et non équivoque au début de toute procédure de réservation. Leur acceptation par le client doit résulter d'une démarche explicite.

La notion de suppléments de prix optionnels recouvre des suppléments de prix qui ne sont pas inévitables, et qui sont afférents à des services qui, venant compléter le service aérien lui-même, ne sont ni obligatoires, ni indispensables, le client choisit de les accepter ou de les refuser. Le prix de l'assurance annulation de vol ou celui du transport des bagages enregistrés sont des suppléments de prix optionnels.

Ryanair a l'obligation, dans ses offres en ligne destinées au transport des passagers, de faire figurer, dès la première indication du prix, le tarif des passagers, ainsi que de manière séparée les taxes, redevances suppléments et droits inévitables et prévisibles.

Le transporteur doit communiquer les suppléments de prix optionnels au début de la procédure de réservation.

L'arrêt procède ensuite à la qualification à attribuer aux éléments de prix visés dans l'affaire.

L'arrêt traite des frais d'enregistrement en ligne des passagers.

Il considère que, si l'enregistrement est indispensable et obligatoire, les frais d'enregistrement ne sont pas toujours inévitables.

La décision opère une distinction selon que le transporteur offre ou n'offre pas plusieurs possibilités d'enregistrement. Par ex. le transporteur peut offrir l'enregistrement en ligne ou un enregistrement physique à l'aéroport.

Si le consommateur est appelé à choisir entre au moins deux modes d'enregistrement, le mode d'enregistrement proposé lors de la procédure de réservation n'est pas nécessairement un service obligatoire et indispensable.

Lorsque le transporteur aérien propose un service payant d'enregistrement en ligne, tout en offrant des solutions alternatives permettant de s'inscrire gratuitement, les frais d'enregistrement en ligne ne peuvent pas être considérés comme un élément inévitable du prix définitif à payer, et doivent être qualifiés de supplément de prix optionnel.

De tels frais sont en revanche considérés comme inévitables si tous les modes d'enregistrement sont payants, ou si aucune autre option de mode d'enregistrement n'est offerte au consommateur.

Tout dépend des pratiques menées par Ryanair.

Si le transporteur ne proposait que la possibilité payante de s'inscrire en ligne, il y a là un élément de prix inévitable et prévisible.

Si le transporteur ne proposait que des modes d'enregistrement payants, la solution est semblable, on en présence d'éléments de prix inévitables.

Si le transporteur proposait, à titre alternatif, une ou plusieurs possibilités d'enregistrement gratuit, les frais payants d'enregistrement en ligne doivent être considérés comme des suppléments de prix optionnels.

L'arrêt traite ensuite de la TVA appliquée aux tarifs des vols nationaux.

Cette taxe est inévitable, elle s'applique lors de toute réservation d'un vol national.

Quid de la TVA appliquée aux suppléments facultatifs relatifs aux vols nationaux ?

Il s'agit d'un supplément de prix optionnel.

Le choix des suppléments facultatifs appartient au passager.

Le transporteur ne sait pas à l'avance quels sont les suppléments optionnels que le passager choisira.

Cependant, l'arrêt observe que le montant de la taxe doit toujours suivre l'élément de prix auquel la taxe se rattache.

La taxe ne peut être indiquée, lorsqu'elle est afférente à un supplément de prix optionnel, dans le prix définitif à payer, qu'au moment de l'indication du supplément. Le montant de la taxe doit apparaître dans le prix des services optionnels dès l'affichage de ces derniers. La part représentée par la TVA doit être communiquée au passager dès qu'il a choisi un service optionnel.

Vient in fine la nature des frais administratifs exigés par le transporteur – pour les achats effectués par une carte de crédit, autre que celle agréée par le transporteur. Ces frais sont-ils inévitables ? Ces frais sont qualifiés d'inévitables. Le transporteur ne réserve la gratuité qu'à un cercle de consommateurs privilégiés. Les consommateurs qui ne font pas partie de ce cercle doivent renoncer à la gratuité ou effectuer des démarches pour

remplir la condition exigée. Peu importe que la majeure partie des consommateurs dispose de la carte agréée.

[Il faut faire état de la directive 2011/83, JO L 304 du 22 novembre 2011, qui peut intéresser en particulier les clients lors de l'achat de billets en ligne. Cette directive, sauf 3 articles, ne concerne pas en principe les transports de passagers.]

La CJUE, C-112/11, a connu d'un contentieux opposant des associations allemandes de consommateurs à ebookers.com Deutschland, conclusions Mazak, 19 juillet 2012.

Cette société commercialise en ligne des voyages aériens, elle gère un portail de voyage en ligne. Parmi les prestations offertes à la clientèle figure la souscription d'une assurance annulation fournie par une compagnie d'assurance. On se trouve en présence d'un supplément de prix optionnel.

Le règlement n°1018/2008 du 24 septembre 2008 à l'article 23 § 1 in fine décide qu'il faut une démarche explicite de la part du client pour qu'il y ait acceptation.

Dans cette espèce, le client quand il consulte le site internet et qu'il entame le processus de réservation est informé de l'assurance et ensuite du prix global. S'il ne souhaite pas souscrire d'assurance, il doit accomplir une démarche explicite de refus. En clair, on lui force un peu la main, s'il est distrait ou ne prend pas d'initiative de refus, le coût de l'assurance lui est imposé. Le mécanisme ne prévoit pas une démarche explicite d'acceptation. Une telle pratique méconnaît l'exigence du règlement qui prévoit pour les options une démarche explicite de la part du consommateur. Ces suppléments de prix sont afférents à des services qui ne sont pas obligatoires, le client doit choisir de les accepter ou de les refuser. Ils doivent faire l'objet d'une démarche explicite d'acceptation. On retrouve les mêmes principes avec les solutions contenues dans la directive 2011/83 du 25 octobre 2011. Le professionnel est obligé - pour que le consommateur soit lié par une offre - d'obtenir le consentement exprès de celui-ci à tout paiement supplémentaire au-delà de l'obligation contractuelle principale. Ce consentement ne peut pas être déduit d'options par défaut que le consommateur rejeterait pour éviter ce paiement supplémentaire.

[On retrouve des principes semblables avec l'article L. 114-1 du code de la consommation, qui a un caractère généraliste.

Préalablement à la conclusion d'un contrat ... de prestation de services, le professionnel s'assure du consentement exprès du consommateur pour tout paiement supplémentaire venant s'ajouter au prix de l'objet principal du contrat.

Dans l'hypothèse où le paiement supplémentaire résulte d'un consentement du consommateur donné par défaut, c'est-à-dire en l'absence d'opposition expresse de sa part à des options payantes qu'il n'a pas sollicitées, le consommateur peut prétendre au remboursement des sommes versées au titre de ce paiement supplémentaire.

Le droit national (allemand) interdit de facturer des frais de traitement distincts aux clients qui ne se sont pas présentés à un vol ou qui ont annulé leur réservation. La compagnie Air Berlin prévoyait dans ses conditions générales de transport qu'elle prélèverait 25 euros sur la somme à rembourser au passager qui annulait sa réservation ou qui ne se présentait pas au vol. La clause est considérée comme abusive en application de l'article 307 du BGB. Le droit allemand ayant transposé la directive 93/13.

La haute juridiction allemande demandait si cette réglementation est contraire ou non à l'article 22 § 1 du règlement n° 1008/2008 du 24 septembre 2008. Affaire n° C-290/16. L'arrêt de la CJUE rendu le 6 juillet 2017 considère que l'article 22 § 1 (sur la liberté tarifaire) du règlement n° 1008/2008 ne s'oppose pas à la disposition allemande (transposant la directive) permettant de déclarer nulle une telle clause.

Tout manquement à ces dispositions généralistes peut donner lieu au paiement d'une amende administrative, art. L. 114-2]

Les manquements à l'article 23 du règlement n°1008/2008 du 24 septembre 2008 sont sanctionnés par une amende administrative, art. L. 6432-3 du code des transports.

L'autorité chargée de la consommation est compétente pour la prononcer.

### Les prix de promotion

Le prix des billets évolue parfois d'une façon étonnante pour le profane.

On prétend que le client a intérêt à acheter son billet longtemps à l'avance.

Si le transporteur ne remplit pas l'avion, il est possible que le transporteur dans les derniers jours précédant le départ brade le prix des billets, à moins qu'il ait la tentation d'annuler le vol.

La compagnie ne saurait conduire des campagnes publicitaires trop alléchantes pour le consommateur moyen sous le risque de se voir condamner pour pratique commerciale trompeuse.

On peut citer l'exemple des tarifs promotionnels offerts à la clientèle européenne de Ryanair.

Criminelle, 10 novembre 2015, n° 14-86799.

La compagnie irlandaise avait lancé une opération promotionnelle dite "500 000 places 5 euros pour l'aller simple", il fallait réserver entre le 15 et le 18 décembre 2009, pour des vols en Europe entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 28 février 2010. Le hic, c'est que la compagnie se réservait en interne, par son service Yield Management, le droit de limiter les billets à tarifs réduits compte tenu du coefficient de remplissage des avions. La compagnie ne devait pas avoir de manque à gagner, les avions devaient être remplis à 80/85 %. Ce sont seulement les places restantes qui étaient concernées par le tarif à 5 euros. Nombre de vols partant de France n'offraient pas ce tarif promotionnel, ainsi pour Glasgow. La cour de Paris avait considéré, sur plainte d'UFC Que Choisir qu'il y avait tromperie sur l'avantage proposé, elle avait condamné pénalement la compagnie sur le fondement de plusieurs dispositions du code de la consommation. L'attribution des billets à 5 euros était aléatoire. Le consommateur était attiré par l'offre, il était poussé à se porter vers la compagnie à bas coûts, mais il était induit en erreur. Seul un petit nombre de places était concerné par l'offre à 5 euros.

La chambre criminelle a considéré que l'infraction était caractérisée.

La cassation est cependant intervenue, car l'arrêt de la cour d'appel n'avait pas précisé quel était l'organe de la société ou le représentant de la société qui avait commis le délit pour le compte de la société ; ceci était indispensable pour pouvoir retenir la responsabilité pénale de la personne morale.

La direction générale de la concurrence, consommation et répression des fraudes exerce une surveillance sur les pratiques éventuelles trompeuses qui seraient le fait des compagnies à bas coût, facturation de frais pour le choix d'un moyen de paiement, ajout de frais de dossier, non disponibilité de vols dont le prix est affiché ...

Voir l'article de Mme Marie Taillard, au Juris tourisme, 2016, n° 185, p. 14.

La loi du 22 août 2021, dans son article 144, lutte contre la vente à perte de billets d'avion.

La fiscalité

Voir le rapport de la Cour des comptes de septembre 2016 sur la compétitivité du transport aérien, p. 63 :

Les vols internationaux sont soumis à un taux de TVA de 0 %.

Les vols nationaux sont soumis à la TVA au taux de 10 %.

Ce qui donne une dépense de 125 millions d'euros pour Air France au titre des transports domestiques.

[Il existe aux États-Unis un certain contentieux suscité par des passagers se prévalant de la législation américaine sur la protection des handicapés pour faire état d'un préjudice résultant des difficultés pour certains d'accéder et de traiter en ayant recours aux sites Web des compagnies.

Voir l'étude favorable aux transporteurs publiée sur le site de Condon / Forsyth en date du 10 août 2023.

Les États-Unis connaissent une législation générale, ADA, de 1990, sanctionnant les discriminations liées au handicap en matière de services pour l'accès aux lieux d'hébergement public. Cette législation s'applique aux biens et services offerts sur le Web. Les sites doivent se conformer à l'ADA.

La question qui se pose est de savoir si cette législation est opposable aux transporteurs aériens.

L'étude cite une décision Hussein c. Spirit Airlines du 21 juillet 2023 du tribunal du district Nord de l'Illinois (Chicago) ayant statué en faveur du transporteur. Le demandeur se disant mal voyant prétendait ne pas avoir été en mesure d'acheter un billet en raison du caractère inaccessible du site du transporteur.

Le transporteur a fait valoir qu'il n'était soumis qu'à l'ACAA de 1986, la loi sur l'accès des transporteurs aériens, et non à l'ADA. L'ACAA et les règlements d'application posent des exigences quant à l'accès du site des transporteurs aériens par les handicapés.

L'étude conseille aux transporteurs aériens de limiter le risque de poursuites, en testant régulièrement leurs sites pour apprécier leur conformité au regard des directives publiées, et en sollicitant des commentaires auprès des handicapés et des associations de défense de ceux-ci. ]

#### b) Le respect des règles de conduite incombant au passager

Le passager doit accomplir les formalités préalables à l'embarquement : assurer la réservation, se faire enregistrer, accomplir les formalités de police, détenir un passeport et un visa, détenir les attestations des

vaccinations obligatoires, se présenter à l'heure indiquée et au lieu approprié sous la menace de se voir refouler.

Lors de la présentation d'un passager à l'embarquement, l'entreprise de transport aérien procède à la vérification de concordance documentaire entre l'identité mentionnée sur la carte d'embarquement, et un document attestant de l'identité du passager (carte d'identité, passeport, titre de séjour, ou permis de conduire). Arrêté du 14 juin 2018, Annexe, article 4-0-1 I-T.

Le passager se soumet au dispositif d'inspection/filtrage lorsqu'il accède à une zone de sûreté à accès réglementé, il présente les objets qu'il transporte et ses bagages de cabine. Arrêté du 14 mai 2018, annexe, article 4-1-4 I-T.

L'entreprise de transport aérien n'embarque dans l'avion les passagers et leurs bagages de cabine qu'après qu'ils aient été soumis à l'inspection/filtrage définie par l'aérodrome.

Le dispositif est allégé pour les passagers en correspondance, qui ont déjà été contrôlés.

Les passagers en transit doivent cependant faire diligence pour gagner l'avion assumant le vol successif. Une lenteur excessive risque de leur interdire l'accès au vol suivant. il y a le risque de l'échec de la correspondance.

Le transporteur applique les procédures d'utilisation des accès aux passerelles d'embarquement et aux aires de trafic, arrêté du 14 mai 2018, annexe, article 4-2-1 I-T, II, 2.

La justice a eu à connaître d'une clause insérée dans les conditions générales d'Air France relative aux heures limites d'enregistrement lors d'un voyage aérien composé de plusieurs vols. Il était prévu que le transporteur donnait les informations nécessaires concernant les heures limites d'enregistrement du premier vol. En ce qui concernait les parcours ultérieurs, la clause prévoyait qu'il appartenait au passager de vérifier qu'il était en possession des informations concernant les heures limites d'enregistrement concernant ces parcours ultérieurs. La clause est considérée comme abusive. Cette clause dispensait le transporteur aérien d'informer le passager des heures limites d'enregistrement concernant les parcours autres que le premier vol. 1<sup>o</sup> Civile, 26 avril 2017, 6<sup>o</sup> moyen.

Les refus d'embarquement à raison de l'absence de documents de voyage

Le refus d'embarquement adressé au passager peut être motivé pour éviter à l'arrivée un refus de débarquement, que le débarquement soit prévu en France ou en territoire étranger.

Le débat est nourri par les exigences du droit des étrangers ainsi que par celle du droit privé : le transporteur est-il tenu d'une obligation particulière d'information de son client pour le mettre en mesure de détenir les documents exigés à l'arrivée. Le transporteur risque de ne fournir à son client aucune information, ou une information erronée, ou une information désuète et obsolète.

La règle de droit public

Un candidat au voyage qui n'est pas titulaire d'un visa pour séjourner en France doit être refusé à l'embarquement.

Le visa de transit aéroportuaire est éventuellement exigé pour le voyageur qui se contente de faire escale dans un aéroport étranger sans quitter l'enceinte de celui-ci.

L'art. L. 6421-2 du code des transports décide que le transporteur ne peut embarquer les passagers pour un transport international qu'après justification qu'ils sont régulièrement autorisés à atterrir au point d'arrivée et aux escales prévues.

Si le voyageur est refoulé à l'arrivée en France faute de visa, il semble bien que le transporteur n'ait pas accompli son obligation légale de vérification et qu'il engage sa responsabilité à l'égard du voyageur embarqué à l'étranger, quitte à tenir compte de la faute contributive de la victime, négligente, imprudente ou pleinement consciente de détenir des documents falsifiés ou caducs.

Le droit privé

L'éventuelle responsabilité du transporteur pour manquement à une obligation d'information portant sur la législation relative à l'entrée sur le territoire d'un État.

Une telle obligation d'informer pèse-t-elle sur le transporteur aérien ?

La jurisprudence n'est pas en général, sur ce chef, favorable aux réclamations des clients refoulés à l'arrivée.

(L'obligation précontractuelle d'informer existe en revanche en matière de contrat de voyage à forfait, l'organisateur et le détaillant doivent informer l'intéressé des conditions applicables en matière de passeports et de visas, art. 5, lettre f de la directive de 2015. Elle existe également en jurisprudence en ce qui concerne l'agence qui délivre des vols secs. Cf. supra.)

Le passager doit d'abord, nous semble-t-il, s'informer, le transporteur aérien est censé transporter des passagers adultes et devant avoir la curiosité s'ils se rendent dans un pays lointain de s'informer sur les exigences de police de la loi du pays de destination.

Il nous semble également que dans une certaine mesure le transporteur doit attirer dans certaines circonstances l'attention de son client sur le risque d'un refoulement.

Douai, 11 mars 2013, Revue de droit des transports avril 2013, commentaire 37 par Mme Isabelle Bon-Garcin (refoulement à Caracas d'un passager dépourvu de visa, billet acheté à l'agence de Lille d'Air France, condamnation de la compagnie pour une information défectueuse donnée au client quant aux conditions d'entrée au Venezuela)

La Cour de cassation a eu à connaître d'une espèce dans laquelle les membres d'une famille n'avaient pas été autorisés par la compagnie malaisienne à embarquer pour réaliser un vol entre Paris et Phnom Penh ; la Malaysia Airlines était le transporteur contractuel et avait délivré les billets à son agence parisienne. Le refus d'embarquement opposé par le transporteur est motivé par les éléments suivants : les passagers ne détiennent pas de réservation pour le vol retour ; la mère et son fils sont dépourvus de visa pour entrer au Cambodge, le fils a présenté un passeport expiré ; le paterfamilias est avocat. La juridiction de proximité sanctionne le transporteur aérien, en le considérant comme un vendeur professionnel et en faisant application des dispositions contenues dans le code du tourisme imposant certaines obligations aux agents de voyage et vendeurs de billets (cf. supra). Le transporteur est condamné à payer le prix des billets, il doit également des dommages intérêts.

La cassation intervient sur ce chef.

I<sup>o</sup> Civile, 10 septembre 2015, Bulletin, n<sup>o</sup> 14-22223, RFDA 2015.332, Responsabilité civile et assurances, décembre 2015 commentaire 321 par Laurent Bloch, D. 2016.1401 obs. Hugues Kenfack.

Le transporteur aérien n'est certes pas tenu de l'obligation d'information qu'impose le code du tourisme aux vendeurs de billets d'avion et aux opérateurs de la vente de voyages.

Le débat rebondit : le transporteur aérien contractuel est-il tenu sur le fondement du contrat de transport d'informer le voyageur des exigences de droit public relatives au franchissement des frontières et du risque qu'il court d'un refus d'embarquement au départ ? Le passager a toujours l'obligation de se renseigner, tout voyageur conscient sait que le franchissement des frontières ne s'opère pas dans le monde actuel sans contrôle policier. La naïveté n'est pas forcément une vertu.

On pourrait cependant songer à faire peser, même si l'arrêt de 2015 n'y est guère favorable, sur le transporteur - indépendamment des dispositions contenues dans le code du tourisme - l'obligation d'informer le passager en cas de durcissement de la réglementation du pays de destination afin de mettre en garde son client du risque qu'il court de se voir opposer un refus de monter à bord, en particulier lorsque le changement de la règle intervient entre l'achat du billet et la date du départ.

Tout passager ne peut connaître les évolutions de la réglementation des pays exotiques.

L'arrêt n'assimile pas ce refus d'embarquement à un retard et statue sur le fondement du droit français (au visa de l'article 1147 du code civil) sans prendre la CV en considération. Alors que le transporteur l'invoquait dans son pourvoi. Il nous semble justifié de distinguer le refus d'embarquement qui devrait relever du seul droit national de l'hypothèse du retard qui obéit à la législation de droit uniforme.

Condon & Forsyth cite, dans ses publications du 2 mai 2017, une décision du tribunal du district central de Californie du 21 mars 2017. Le passager avait égaré son passeport américain et était porteur d'un passeport indien qui avait été pourtant annulé, car acquis par un ressortissant américain. Il est refoulé à son arrivée par les autorités indiennes et contraint de faire le voyage de retour à San Francisco. Il se plaint de douleurs dorsales consécutives à un voyage exténuant ! La juridiction américaine refuse de condamner le transporteur singapourien sur le fondement de la convention de Montréal, le dommage n'ayant pas été causé par un accident durant le transport. La juridiction fédérale a estimé que la compagnie aérienne n'avait pas manqué à son obligation ordinaire de diligence en admettant à bord un voyageur porteur d'un passeport annulé, ce que le voyageur savait.

Les Orientations interprétatives de juin 2016 citent **Timatic**, une base de données de l'IATA fournissant les exigences du pays de destination en matière de passeport et de visa.

Les États membres de l'UE sont invités à transmettre à cette organisation les règles en matière de visa.

Le règlement 2018/1806 du 14 novembre 2018 fixe la liste des États tiers dont les ressortissants sont soumis à

l'obligation de visa pour franchir les frontières extérieures des États membres. Il donne la liste des États dont les ressortissants sont exemptés de cette obligation.

La compagnie doit parfois refuser l'accès à l'avion pour tenir compte de la réglementation sanitaire fixée par l'État de départ ou de celui de destination, ainsi en période de pandémie ou de contagion.

Voir la communication en date du 10 octobre 2014 de Jean Cooper Rose du cabinet Condon & Forsyth à propos de l'épidémie Ébola existant dans les pays du golfe de Guinée.

L'État français avait édicté des règles sévères en 2020 et 2021 pour lutter contre le risque de contamination au virus (chinois ou non chinois) et réglemente étroitement les précautions à prendre avant la montée dans l'avion.

### La conduite du passager à bord

Le passager doit accomplir les opérations d'embarquement et mener une conduite correcte à bord de l'aéronef.

Le passager est certes pris en charge par le transporteur, mais il doit veiller à sa propre sécurité, il doit rester assis et sanglé quand la consigne lui en est donnée.

L'usage du tabac est réglementé,

La hantise du terrorisme aérien est forte dans le monde occidental

La protection des personnes handicapées

Des conseils sont dispensés par l'OACI concernant la tenue à tenir à l'égard des petits enfants.

La législation européenne entend faciliter dans l'Union le fonctionnement des services de communications mobiles à bord des aéronefs, voir la décision d'exécution 2016/2317 du 16 décembre 2016, JOUE du 20 décembre 2016, L 345/67.

(Les services de renseignement réalisent des écoutes !)

Le ministre de l'Économie a homologué la décision n° 2017/1439 du 30 novembre 2017 fixant les conditions d'utilisation des installations radioélectriques en vue de fournir un service de communications mobiles à bord des aéronefs circulant dans l'espace aérien français, JO du 11 février 2018, texte n° 8.

L'annexe au règlement 2015/1998 du 5 novembre 2015 consacre des dispositions, 4.3, concernant les passagers susceptibles de causer des troubles. Il peut s'agir de sujets soumis à expulsion, avec lesquels certains passagers peuvent éventuellement sympathiser. Le transporteur reçoit au préalable une notification de la part de l'autorité du projet d'embarquement. Les personnes placées en détention par décision de justice doivent être sous escorte.

L'incorrection de certains passagers durant le transport

La jurisprudence relève l'exemple de passagers éméchés, violents ou indisciplinés.

### Prévention

#### Débarquer le passager violent

Le commandant de bord, sur un vol entre le Portugal et le Brésil, fait une escale imprévue aux Canaries pour faire débarquer de force un voyageur violent qui pendant le vol avait mordu un passager et avait agressé d'autres passagers et des membres d'équipage qui tentaient de le calmer. Voir l'arrêt de la CJUE du 11 juin 2020, C-74/19, LE c. TAP.

L'arrêt cite l'article 6 de la convention de Tokyo : Lorsque le commandant de bord est fondé à croire qu'une personne a commis une infraction ou un acte (compromettant la sécurité des personnes à bord, ou le bon ordre et la discipline à bord), il peut prendre à l'égard de cette personne les mesures raisonnables y compris les mesures de contrainte qui sont nécessaires pour lui permettre de remettre cette personne aux autorités compétentes ou de la débarquer.

L'arrêt fait également référence au règlement n° 965/2012 : le commandant de bord a autorité pour débarquer toute personne dont il estime qu'elle peut constituer un "danger potentiel" pour la sécurité des occupants de l'aéronef.



L'arrêt, s'il ne conteste pas de front la mesure prise par le commandant de bord, apporte une nuance. La mesure prise peut apparaître comme tardive si le passager présentait déjà antérieurement des signes avant-coureurs d'un comportement violent.

Les contrôles supplémentaires de sûreté

Le commandant de bord doit se montrer prudent pour ordonner un contrôle supplémentaire à l'encontre de certains passagers, il ne doit pas commettre de délit au faciès.

Cf. une affaire survenue en Suède sur un vol intérieur. Le commandant de bord soumet un passager d'origine chilienne, résidant à Stockholm, titulaire d'une réservation, à un contrôle de sécurité supplémentaire. Le commandant de bord aurait cru avoir à faire à un sujet arabe et l'aurait soumis à un contrôle supplémentaire pour ce motif. Le passager crie au racisme.

Le médiateur des discriminations saisit le tribunal de Stockholm afin que le transporteur Braathens soit condamné à payer au passager une indemnité d'environ 1000 euros. Le passager aurait été victime d'une discrimination, il aurait subi un désavantage pour des raisons liées à son apparence physique.

(Si le commandant de bord avait été plus fûté, soit il se serait abstenu, soit il aurait fait subir le contrôle supplémentaire à l'ensemble des passagers, la preuve de la discrimination eut été alors plus délicate à établir.)

Une directive européenne 2000/43 du 29 juin 2000 porte sur l'égalité de traitement envers les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique.

Elle modifie partiellement la règle habituelle concernant la charge de la preuve. Elle prévoit un adminicule préalable. Dès lors qu'une personne lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement et établit des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, il incombe à la partie défenderesse de prouver qu'il n'y a pas eu violation du principe de l'égalité de traitement.

Cette disposition ne s'applique pas en matière pénale.

La loi suédoise condamne à la suite de la directive les discriminations.

La compagnie accepte de payer l'indemnité, mais refuse de reconnaître en justice l'existence d'une discrimination.

L'affaire vient en appel, puis devant la cour suprême de Suède, Högsta domstolen. Le médiateur demande que puisse être rendu un jugement déclaratoire sur la présence d'une discrimination.

La cour suprême saisit la CJUE. Elle estime que la compagnie pouvait acquiescer à la demande d'indemnisation sans être tenu d'indiquer les motifs de son acquiescement, ni de reconnaître l'existence d'une discrimination.

La cour suprême se demande si le droit suédois est conforme à la directive ainsi qu'à l'article 47 de la charte garantissant à toute personne un recours juridictionnel effectif.

La CJUE statue le 15 avril 2021, affaire C-30/19.

La victime de la discrimination a le droit d'obtenir en justice la reconnaissance de l'existence de la discrimination.

Les sanctions pénales

Il y a lieu de tenir compte de l'existence de conventions internationales en la matière.

La convention de Tokyo du 14 septembre 1963 est relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs.

Un protocole amende la convention de Tokyo.

Ce protocole à la convention de Tokyo de 1963 - relative aux infractions survenant à bord des aéronefs - a été signé à Montréal le 4 avril 2014.

Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020, 22 ratifications étaient exigées.

Ce protocole a bénéficié pour l'instant de 18 ratifications, de 2 acceptations et de 27 adhésions. Soit 47 HPC.

La France a signé le protocole, la loi n° 2021-107 du 3 février 2021 en a autorisé la ratification, le site de l'OACI indique qu'à l'égard de la France le protocole est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2021.

On peut consulter le rapport préliminaire de M. Alejandro Piera, OACI, note de travail, LC/SC-MOT-WP/1, Sous-comité spécial du comité juridique pour la modernisation de la convention de Tokyo, y compris la question des passagers indisciplinés, Montréal, 22-25 mai 2012,

ainsi que la note de travail du comité juridique de l'OACI, 35<sup>e</sup> session, Montréal, 6-15 mai 2013, LC/35-WP/2-1, 14/3/13, Actes et délits qui inquiètent la communauté aéronautique et qui ne sont pas prévus dans les instruments de droit aérien existants. Ces comportements nuisibles peuvent mettre en danger la sécurité du vol, ils ont également un coût financier. Voir le communiqué n° 18 de l'IATA.

Le protocole modificatif concerne principalement les questions de procédure et d'extradition.

L'aéronef est considéré comme étant en vol depuis le moment où, l'embarquement étant terminé, toutes ses portes extérieures ont été fermées jusqu'au moment où l'une de ses portes est ouverte en vue du débarquement. Le protocole envisage la situation de l'atterrissage forcé.

Le corpus infractionnel

Passager mettant le feu aux serviettes des toilettes, mise en danger d'autrui, art. 223-1 CP : tribunal correctionnel de Saint Denis de la Réunion, 4 avril 2000

Passager menaçant de mettre le feu à l'avion avec un briquet si on ne lui servait pas de la bière, menace de commettre une destruction dégradation détérioration dangereuse pour les personnes, art. 322-13 al. 2 CP, tribunal correctionnel de Fort de France, 15 mai 2000

Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 16 décembre 2014, n° 14-80032, relate une altercation et des coups échangés entre deux passagers dans l'avion et sur la passerelle lors du débarquement à Nice d'un vol d'EasyJet.

Une ordonnance du 1<sup>o</sup> juin 2022 prévoit des sanctions pénales à l'encontre du passager qui compromet la sécurité d'un aéronef en vol par la destruction, la dégradation ou la détérioration volontaires d'un de ses éléments - ou du matériel de sécurité à bord. Article L. 6433-3 CT.  
3 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

L'État de destination est compétent pour châtier.

Sanction administrative

Il existe un régime de sanctions administratives permettant de réprimer le comportement de passagers aériens consommateurs, prévu par l'ordonnance n° 2022-831 du 1<sup>o</sup> juin 2022. Art. L. 6432-4 s. du code des transports. Amende encourue par le passager qui utilise un appareil électronique ou électrique lorsque son utilisation a été interdite pendant une phase ou la totalité du vol par le personnel navigant.

Idem à l'encontre du passager qui entrave l'exercice des missions de sécurité du personnel navigant.

Idem à l'encontre du passager qui refuse de se conformer à une instruction de sécurité donnée par le personnel navigant.

Amende de 10 000 euros par manquement constaté.

La législation américaine contient des dispositions, pour sanctionner d'une amende civile de 35 000 dollars, les personnes ayant une conduite inconvenante envers les membres d'équipage. Les transporteurs doivent mettre en place des procédures. Les voyageurs sont incités à porter plainte en cas d'atteinte *quoad mores*. Cf. le billet de Condon & Forsyth du 5 avril 2019

Sanction civile

La faute

L'interdiction de vol pour le futur

Le passager insupportable risque d'être déclaré indésirable à bord par la compagnie pendant une certaine période : s'il a mis en danger l'appareil, s'il a empêché l'équipage de remplir ses fonctions, s'il ne s'est pas soumis aux instructions de l'équipage, pour l'usage du tabac, de l'alcool ou de la drogue, s'il a entraîné pour les autres passagers une gêne ou une blessure ...

L'art. L. 6432-9 CT rend possible de prononcer contre un passager perturbateur une interdiction d'embarquement à bord d'un aéronef.

Ce passager a commis des manquements, pouvant porter atteinte à la sécurité du personnel navigant, des autres passagers, de l'aéronef ou des biens à bord, ou constituant un danger grave pour la sécurité du vol.

La chambre sociale, dans un arrêt du 18 janvier 2017, n°15-21802, a connu de la situation d'un pilote d'Air France, bénéficiaire de billets à tarif réduit, voyageant comme simple passager durant un vol commercial. Pris de boisson, il adopte un comportement inadmissible envers une hôtesse de l'air et certaines passagères. La compagnie aérienne lui retire pendant 18 mois la faculté d'acheter des billets à prix réduit. L'agent sanctionné demande en vain la levée de la mesure. Ce passager n'avait pas fait l'objet d'une sanction disciplinaire. Il a été fait à ce salarié l'application du dispositif propre à tous les passagers sur le fondement du contrat de transport. La mesure ne relève pas du droit du travail, mais du droit des transports aériens et des conditions générales de transport édictées par le transporteur.

On retrouve une question voisine avec l'arrêt de la chambre sociale du 16 février 2022, n° 20-16.313 : rejet du pourvoi sans décision spécialement motivée formé par le salarié d'Air France. La cour de Paris avait dit que la suspension du bénéfice des billets à tarifs soumis à restrictions pendant deux ans n'était pas une sanction au titre du code du travail. Il était reproché au salarié des irrégularités dans les conditions d'utilisation des billets à tarif réduit soumis à des restrictions. On n'en sait pas plus sur la nature des manquements au contrat de transport reprochés au salarié.

L'obligation d'indemniser

Le passager au comportement violent et qui cause un dommage est tenu de le réparer.  
Ses facultés contributives risquent d'être insuffisantes pour éponger sa dette.

Aucune disposition de la convention de Tokyo - modifiée par le protocole de Montréal du 4 avril 2014 - n'exclut le droit de chercher à recouvrer, conformément au droit national, des dommages-intérêts auprès d'une personne débarquée ou remise conformément aux dispositions de l'article 8 ou 9 respectivement, article 1°, § 2 ter.

#### c) Le désistement du passager

Le passager consommateur bénéficie-t-il d'un droit de rétractation ? Il a conclu le contrat par internet. Peut-il se raviser et faire anéantir le contrat de façon unilatérale ? La réponse est négative.

Le code de la consommation comporte certes un article L. 221-18, titre II, chapitre 1°, « Contrats conclus à distance et hors établissement », qui confère au consommateur un droit de rétractation d'une durée de 14 jours. L'art. L. 221-2, 9°, précise toutefois que les contrats portant sur les services de transport de personnes ne relèvent pas du champ d'application de ce chapitre I°.

Il peut advenir que, pour des motifs personnels, comme des ennuis de santé ou des problèmes familiaux, le client ne soit pas en mesure de se présenter pour bénéficier du vol pour lequel il avait retenu un billet.

Le remboursement du billet

Le contrat de transport peut prévoir dans certaines circonstances le remboursement du billet ou son échange en prévision d'un vol ultérieur. C'est du côté du transporteur un argument commercial.

Les conditions générales d'Air France prévoyaient l'hypothèse d'un passager possédant un billet qu'il n'a pas utilisé et qui est dans l'impossibilité de voyager pour une raison de force majeure. Le transporteur accordera au passager un avoir correspondant au tarif TTC de son billet non remboursable et/ou non modifiable, valable un an, utilisable pour un voyage ultérieur, à condition que le passager prévienne le transporteur le plus tôt possible. Il était prévu des frais de services.

La Cour de cassation, 1° chambre civile, 26 avril 2017, approuve la cour de Paris d'avoir vu une clause abusive dans la référence aux frais de services : le transporteur fixait librement et unilatéralement les frais en cause.

Le refus du remboursement

Le client qui ne profite pas du vol ne dispose pas d'un droit plénier à obtenir le remboursement du prix qu'il avait payé. Comme l'indique, dans son jugement du 31 janvier 2012, le tribunal de Paris dans le litige opposant UFC à EasyJet, aucun texte ne prévoit un droit au remboursement. Le risque pèse sur le passager qui ne se présente pas pour bénéficier de la prestation de transport qu'il avait acquise en contractant.

Dans le contentieux ayant donné lieu à l'arrêt de la 1° chambre civile du 26 avril 2017, UFC contre Air France, une clause figurant parmi les conditions générales de transport interdit (en fait exclut) tout remboursement lorsque le passager est empêché de poursuivre son voyage pour des raisons de force majeure. Il a été considéré

par la cour d'appel que le consommateur ne bénéficiait d'aucun droit au remboursement de son billet s'il n'est pas en mesure de prendre son vol pour un motif légitime ou même de force majeure. La clause n'est pas abusive. La décision est déclarée justifiée par la haute juridiction.

Ce remboursement est fréquemment exclu si le client a obtenu sur ce billet une réduction avantageuse.

Les vols aller et retour donnant lieu à l'émission de billets ni échangeables ni remboursables.

Le passager, pour des causes diverses, volontaires ou non, n'effectue pas le vol aller. No show. Il n'informe pas le transporteur. Nombre de compagnies, se fondant sur leurs conditions générales de transport, annulent alors le billet retour. Elles considèrent l'opération comme indivisible.

Le passager est alors contraint sur le trajet retour de prendre un nouveau billet, à ses frais.

Certains s'insurgent.

Soit la disposition contenue dans les conditions générales est une clause abusive, elle sera écartée.

Soit sa légalité n'est pas remise en cause, le passager sera contraint de s'incliner.

La compagnie est gagnante, elle conserve le prix perçu, elle place un billet sur le vol retour au profit d'un autre client.

Voir un article de Josefa Lopez dans le Monde du 21 juillet 2018.

#### Le remboursement des taxes

Le code de la consommation l'impose, cf. supra.

L'article 7 de l'arrêté du 10 avril 2017 prévoit l'obligation d'indiquer au consommateur, avant la conclusion du contrat, le montant des taxes et avances remboursables dans le cas où il n'embarquerait pas.

Cette question du remboursement des taxes a donné lieu à un débat entre Air France et une association de consommateurs. Une clause insérée dans les conditions générales de transport, qui sur ce point, ne semble pas avoir été contestée, prévoyait qu'en cas de renoncement du passager sur un vol pour lequel il dispose d'une réservation confirmée, ce passager bénéficiera du remboursement de ses taxes, redevances aéroportuaires et autres frais dont l'exigibilité est liée à l'embarquement effectif du passager. Cf. 1<sup>o</sup> Civile, 26 avril 2017.

Le client est souvent incité à prendre une Assurance annulation pour couvrir ce risque.

Une information doit être donnée au consommateur, lorsqu'un contrat d'assurance comportant une garantie relative à l'annulation du voyage est proposé lors de réservation. Il faut indiquer le prix à payer hors assurance. Il faut indiquer le montant des sommes remboursables lorsque le voyageur n'a pas voyagé, cf. article 7 de l'arrêté du 10 avril 2017.

#### TVA et non utilisation du billet

Le client quand il "achète" un billet paie la TVA, au titre de la prestation de transport acquise.

Quelle est la situation lorsque le billet a été acheté, mais qu'il n'est pas utilisé ?

Nous venons de voir que la compagnie conserve en certains cas le prix qui avait été payé, même si le client n'a pas profité du déplacement. Le client avait payé le billet, il avait payé les taxes, il avait payé la TVA.

Le transporteur peut-il prétendre conserver cette somme d'argent ou doit-il la rétrocéder au fisc ?

La CJUE a connu de ce problème dans un arrêt du 23 décembre 2015, C-250/14 et C-289/14, Air France- KLM, HOP ! -BRIT c. ministère des Finances. Tout dépend de l'interprétation à donner à la 6<sup>o</sup> directive (modifiée) 77/388 du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, système commun de taxe sur la valeur ajoutée, assiette uniforme. Dans ces affaires, les passagers ne pouvaient obtenir le remboursement des billets non utilisés.

1<sup>o</sup> espèce. À partir de 1999, Air France, sur les vols intérieurs, n'a plus versé au Trésor la TVA perçue sur le prix de vente des billets émis qui n'ont pas été utilisés par les passagers. Il s'agit des billets périmés non échangeables, les passagers ne s'étant pas présentés à l'embarquement, ainsi que des billets périmés échangeables qui n'ont pas été utilisés dans le temps de leur validité. L'administration fiscale a estimé que les sommes, correspondant aux billets émis et non utilisés auraient dû être soumis à la TVA au taux réduit de 5,5 % applicable aux prestations domestiques de transport aérien de voyageurs. Elle a donc pour la période du 1<sup>o</sup> avril 2000 au 31 mars 2003 adressé à Air France des rappels de TVA pour un montant de plus de 4 millions d'euros, sans compter les intérêts de retard de plus d'un million d'euros. Les juridictions administratives ont rejeté les prétentions d'Air France. L'affaire est venue devant le Conseil d'État comme juge de cassation.

2<sup>o</sup> espèce. Brit 'Air faisait du transport aérien dans le cadre d'un contrat de franchise. Air France était chargée de la commercialisation et de la gestion de la billetterie. C'est Air France qui percevait le prix du billet, ce prix était

ensuite reversé au transporteur pour chaque passager transporté. En ce qui concerne les billets vendus mais non utilisés, Air France versait à Brit 'Air une compensation forfaitaire annuelle. Le fisc a demandé à Brit' Air des rappels de TVA portant sur les sommes d'argent des billets non utilisés reçues d'Air France.

L'arrêt considère que la compagnie réalise la prestation de transport dès lors qu'elle met le passager en mesure de bénéficier de la prestation de transport, que le client en profite ou non.

Le prix payé par le passager défaillant et conservé par la compagnie n'est pas une indemnité visant à réparer un dommage subi par la compagnie non soumise à TVA.

Il ne s'agit pas non plus d'arrhes, qui ne sont pas soumises à TVA. Les compagnies, d'ailleurs, se réservent la possibilité de revendre le service non utilisé à un autre passager, sans être tenues de rembourser le prix au client initial.

Il y a rémunération. La TVA est due du moment que le billet a été émis et payé, même si les passagers n'ont pas utilisé les billets et s'ils ne peuvent pas en obtenir le remboursement.

La TVA acquittée au moment du billet d'avion par le passager (qui n'a pas utilisé son billet) devient exigible au moment de l'encaissement du prix du billet, que ce soit par la compagnie aérienne, ou par un tiers agissant en son nom propre, mais pour le compte de la compagnie.

Concernant les rapports entre le franchiseur Air France et le franchisé Brit 'Air, la cour décide que la somme forfaitaire constitue une somme imposable.

## § II. Les obligations du transporteur de personnes

Le contrat de transport mérite, si on croit l'art. 1111-1 issu de la réforme du code civil, réalisée par l'ordonnance du 10 février 2016, d'être qualifié de contrat à exécution instantanée, puisque l'obligation du transporteur peut s'exécuter en une prestation unique.

Voir l'étude, quelque peu sceptique sur l'intérêt d'introduire la distinction dans le code civil, publiée par le professeur Matthieu Poumarède, à la Revue des contrats, septembre 2015, p. 738, article 112d7.

### A. L'obligation d'acheminer le passager à destination

C'est le noyau dur de l'engagement contractuel.

En contrepartie d'un prix en argent, la compagnie prend l'engagement de déplacer le passager d'un point à un autre du globe.

Le confort des vols est variable selon les compagnies.

Le service est réduit à sa plus simple expression dans les Low Cost.

Le luxe de jadis de la navigation maritime et aérienne appartient à l'histoire.

Sur l'aspect culinaire.

(Dans l'instance menée par UFC, Union fédérale des consommateurs, contre Air France, a été en débat une clause, figurant dans les conditions générales du transporteur, concernant la possibilité pour le passager de commander un repas à la carte ou un repas avec un menu spécial. La clause prévoyait que la responsabilité du transporteur ne pouvait être engagée si des impératifs liés à l'exploitation ne lui permettait pas de fournir les prestations, même si celles-ci avaient été prévues lors de la réservation. La cour de Paris avait jugé la clause abusive : à raison de l'imprécision du motif que pouvait invoquer le professionnel pour justifier l'absence d'exécution de son obligation. Le 5<sup>o</sup> moyen est rejeté, 1<sup>o</sup> Civile, 26 avril 2017, n<sup>o</sup> 15-18970.

Remarquons que si on retient la solution américaine d'un exclusivisme montréalais absolu, le transporteur n'est pas susceptible d'être condamné en justice en cas de manquement à l'obligation de fournir un repas correspondant aux stipulations contractuelles, il n'est responsable qu'en cas de mort ou de lésion corporelle accidentelle.)

La musique d'ambiance

La Cour de Justice a eu à connaître de la revendication d'auteurs et compositeurs entendant percevoir des droits de la part du transporteur aérien ou ferroviaire, diffusant de la musique à bord.

Il y a communication au public du moment que le transporteur de passagers diffuse une œuvre musicale à des fins de musique d'ambiance.

(En revanche, le droit européen s'oppose à une législation nationale (roumaine) établissant une présomption simple de diffusion et communication au public du moment que l'engin de transport est doté d'ampli ou autres appareils de sonorisation.) Affaire C-775/21, Blue Air, 20 avril 2023.

Le transporteur manque à son obligation s'il refuse l'accès de l'avion à un passager muni d'un billet et d'une réservation. Il y a manquement à l'engagement contractuel.

1<sup>o</sup> Civile, 5 mars 2015, n<sup>o</sup> 14-11066 : des époux ont retenu des billets, chacun à son nom, pour un vol aller et retour Orly/Toulon. Ils sont victimes d'un refus d'embarquement. Ils ne faisaient pas apparemment la preuve de leur état conjugal pour bénéficier d'un tarif préférentiel. Demande a posteriori d'indemnisation. Rejet de la demande par la juridiction de proximité : les époux ne démontraient pas qu'ils étaient porteurs du document qu'il leur appartenait de produire lors de l'embarquement pour bénéficier d'un tarif préférentiel.

Cassation pour interversion de la charge de la preuve : les époux possédaient un titre de transport, il incombait à Air France - qui contestait leur droit d'embarquer à raison de l'absence de justification des conditions dont dépendait le bénéfice du tarif – d'apporter la preuve que les demandeurs n'avaient pas présenté les justifications nécessaires.

Il y a également dans cette affaire un débat pour savoir si le refus d'embarquement a été motivé par le défaut de la preuve de leur état matrimonial ou une grève du personnel conduisant pour des raisons de sécurité à refouler un certain nombre de passagers.

Le transporteur est également en défaut s'il annule le vol, par exemple parce que le nombre de passagers ayant réservé est insuffisant. On verra infra que la réglementation européenne sanctionne, outre le retard, l'interdiction de monter à bord (refus d'embarquement) et l'annulation du vol.

#### B. L'obligation d'assistance et de sécurité incombant au transporteur.

Le transporteur doit assurer la sécurité des passagers durant toute l'exécution du contrat, dès qu'il les a pris en charge. En matière aérienne, le passager s'abandonne entre les mains du transporteur, il perd une partie de son autonomie. Le transporteur a pris en charge une personne a priori en bonne santé, il ne doit pas acheminer à destination un cadavre !

(Nous n'avons pas l'audace de justifier par l'idée de solidarisme contractuel les obligations d'entraide et de sympathie que le droit moderne met à la charge des transporteurs envers leurs passagers, cf. Yves Lequette, Retour sur le solidarisme : le rendez-vous manqué des solidaristes français avec la dogmatique juridique, Mélanges Jean Hauser, 2012, p. 879 ; aux mêmes Mélanges, p. 905, Denis Mazeaud, La bataille du solidarisme contractuel : du feu, des cendres, des braises ...)

Le bien-fondé de l'obligation de sécurité est plus manifeste encore en matière aérienne que dans le transport terrestre. Même si l'étendue et la nature ne sont pas identiques et même si certaines décisions récentes atténuent la réalité de cette obligation lorsque l'accident corporel n'est pas accidentel.

L'obligation de sécurité est de résultat lorsque le passager se trouve à bord de l'appareil aérien ainsi que durant les opérations d'embarquement et de débarquement, le régime prévu par la convention de droit uniforme est applicable.

Le reste du temps, elle n'est que de moyens : voir la jurisprudence rendue à propos des passagers faisant une escale non annoncée à Koweït alors que l'armée irakienne faisait la conquête de l'émirat, ces passagers ayant été faits prisonniers par l'armée de Saddam Hussein et libérés après plusieurs semaines de captivité. 1<sup>o</sup> Civile, 15 juillet 1999, RTDC 1999.843 obs. Jacques Mestre. On peut soutenir qu'en l'espèce le dommage était lié au déroulement du vol aérien, le transporteur anglais était imprudent en organisant une escale à Koweït alors que la guerre était imminente. Il aurait dû ne pas s'approcher en vol d'une zone de guerre.

L'Europe édicte des obligations spécifiques d'assistance en faveur des personnes handicapées prévues par le Règlement n<sup>o</sup> 1107/2006 du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens.

Toute discrimination fondée sur le handicap ou la mobilité réduite est interdite.

Ces obligations ont un coût. Certains transporteurs peuvent penser à évincer ce dispositif.

La compagnie aérienne s'expose à des sanctions pénales si elle s'obstine à méconnaître les obligations

d'assistance à fournir aux passagers handicapés.

Criminelle, 15 décembre 2015, n° 13-81586, Dalloz 2016.828 note Stéphane Detraz : La société EasyJet est condamnée à 70 000 euros d'amende pour refus de fournir une prestation de services à raison d'un handicap et offre d'une prestation de service subordonnée à une condition discriminatoire. La compagnie se refusait, à la différence des autres compagnies aériennes, à former son personnel à la fourniture d'une assistance aux personnes handicapées. Elle avait refusé à Roissy de prendre des personnes à fauteuil roulant.

Le règlement européen de 2006, art. 3, interdit aux transporteurs tout refus de transport d'une personne handicapée, il leur impose une obligation d'assistance.

Une dérogation est prévue à l'article 4, justifiée par des motifs de sécurité imposés par le droit, absents en l'espèce. La dérogation, en son domaine, autorise alors le transporteur à exiger, au nom de la sécurité, la présence d'une personne pour accompagner et fournir l'assistance requise à la personne invalide.

Dans cette affaire, a été également condamnée en appel Europe Handling agissant en sous-traitance. Cette société appliquait les consignes données par le transporteur. Elle n'ignorait pas que la compagnie avait pour souci de limiter ses coûts de fonctionnement.

Le transporteur qui ne respecte pas les obligations fixées par le règlement n° 1107/2006 encourt également une amende administrative, article R. 6432-4, 3° CT.

## C . L'obligation d'exactitude, de célérité et de ponctualité

### 1°) Le contenu de l'obligation d'exactitude

L'une des caractéristiques de la navigation aérienne est de faire fi des frontières naturelles et politiques et de franchir sans encombre les massifs montagneux, les détroits et les océans.

La caractéristique ordinaire du transport aérien, dans l'aviation commerciale, est l'avantage de la rapidité, la vitesse d'un avion est décuplée par rapport à celle d'un coche à eau ou d'un paquebot.

On peut donc estimer que le transporteur aérien assume au moins implicitement et ordinairement une obligation de rapidité et de célérité dans le transport.

(On doit faire acception des vols de montgolfières ou de planeurs, où une certaine lenteur est recherchée par les passagers ! Il s'agit a priori de vols locaux à caractère ludique qui n'ont pas une vocation internationale.)

Le vol aérien commercial est en général enfermé dans une période préétablie, le transporteur publie des horaires. Les transporteurs fixent ordinairement un horaire de départ, un horaire d'arrivée. Les horaires sont publics dans le transport aérien public.

Les transporteurs refusaient jadis dans leurs conditions contractuelles de garantir les horaires. Les horaires étaient communiqués à titre indicatif.

Les tribunaux français avalisaient, sauf abus caractérisé, cette pratique des affaires.

Les choses ont évolué depuis plusieurs années, les transporteurs, sous l'influence du droit de la consommation, sont désormais tenus à une discipline à laquelle ils n'étaient pas habitués, ils sont tenus de respecter les horaires du vol annoncés.

Les situations concrètes face au retard peuvent varier.

Le plus souvent le passager aérien recherche un point de destination, il cherche la rapidité, il espère être rendu à destination le plus tôt possible. S'il parvient à destination avec retard, il subit certes un désagrément, il connaît une gêne, mais sans conséquences catastrophiques.

La solution est différente quand le client entend parvenir à un instant précis à destination, il a une correspondance à prendre, il doit passer un examen ou un concours dont dépend son avenir professionnel, il a un important rendez-vous d'affaire. Le retard peut priver le déplacement de sa raison d'être.

Le tribunal de Paris dans un jugement du 31 janvier 2012 déclare abusive la clause aux termes de laquelle les horaires ne sont pas garantis et ne font pas partie du contrat de transport ; dès lors que les dates et heures de vol ont été acceptés et le contrat conclu, ces éléments présentent un caractère contractuel qui interdit au professionnel de les modifier unilatéralement. Le contrat doit être exécuté de bonne foi.

L'incidence des correspondances est un facteur aggravant d'incident et de désagrément : c'est la situation fréquente de l'opération de transport qui est scindée en deux ou plusieurs vols successifs : quand le passager se présente à l'embarquement pour le vol ultérieur, l'avion a peut-être déjà décollé ou le transporteur n'accepte plus de passagers à raison du départ imminent.

Le "temps de vol" désigne, pour les avions, le temps total décompté depuis le moment où l'avion commence à se



déplacer en vue du décollage jusqu'au moment où il s'immobilise à la fin du vol.

Pour les hélicoptères, c'est le temps depuis le moment où les pales du rotor commencent à tourner en vue du décollage jusqu'au moment où l'hélicoptère s'immobilise à la fin du vol et où les pales du rotor s'arrêtent.

Point 50 bis, annexe I, du règlement modifié n° 965/2012.

La pratique de la navigation aérienne prend l'heure en considération.

L'heure programmée de départ du bloc. L'heure estimée de départ du poste de stationnement est l'heure à laquelle il est estimé que l'aéronef commencera à se déplacer pour le départ.

L'heure effective de départ du bloc : l'aéronef quitte le poste de stationnement, par repoussage ou aux moteurs

L'heure effective de décollage : l'aéronef a quitté la piste, train rentré.

L'heure d'arrivée prévue : l'heure à laquelle il est estimé dans les vols à vue que l'aéronef arrivera à la verticale de l'aérodrome ; dans les vols IFR, c'est soit l'heure à laquelle il est estimé que l'aéronef arrivera à la verticale du point désigné et qu'une procédure d'approche aux instruments sera amorcée, soit si l'aérodrome ne dispose pas d'aide à la navigation, l'heure à laquelle l'aéronef arrivera à la verticale de l'aérodrome.

L'heure effective d'atterrissage : l'aéronef a atterri, il effectue la prise de contact avec la piste.

L'heure programmée d'arrivée au bloc : l'heure à laquelle est programmée l'arrivée de l'aéronef à la porte de débarquement - qui est le premier poste de stationnement occupé par l'aéronef à son arrivée

L'heure effective d'arrivée au bloc : l'heure à laquelle les freins de stationnement ont été enclenchés à la porte de débarquement.

Le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004

La jurisprudence de la CJUE a attribué, *praeter* ou *contra legem*, au voyageur victime d'un important retard à l'arrivée à la destination finale - au titre d'une perte de temps irréversible - un droit à indemnisation forfaitaire. On retient en général un retard de 3 heures à l'arrivée. Pour déterminer s'il y a retard de plus de trois heures, il faut évidemment prendre en considération l'heure d'arrivée figurant sur le billet et l'heure d'arrivée effective. La question se pose donc de savoir comment détermine-t-on l'heure effective d'arrivée.

Le Landesgericht de Salzbourg a fait le 12 août 2013 une demande de question préjudicielle, C-452/13, *Germanwings c. Ronny Henning*. S'agit-il de l'heure à laquelle l'avion pose ses roues sur la piste d'atterrissage ? S'agit-il de l'heure d'arrivée au bloc ? S'agit-il de l'heure d'ouverture de la porte de l'avion ? Le passager se rendait de Salzbourg à Cologne. L'arrivée était prévue à 14 H 40. L'avion avait décollé avec retard. Les roues de l'avion avaient touché la piste à 17 H 38, mais l'avion n'avait gagné sa position de stationnement qu'à 17 H 43, soit 3 H 03 après l'heure d'arrivée prévue.

La CJUE a statué dans un arrêt rendu le 4 septembre 2014, *Revue de droit des transports*, octobre 2014, commentaire 64 par Vincent Correia, *Responsabilité civile et assurances* n° 10, octobre 2014, alerte 30 par Laurent Bloch, *RTD européen* 2015.419 obs. L. Grard, *Revue des contrats* 31 mars 2015, p.138, obs. Aline Tenenbaum, D. 2015.1300 obs. Kenfack. Elle retient comme heure d'arrivée le moment d'ouverture d'au moins une des portes de l'avion. Les passagers sont alors autorisés à abandonner l'appareil, à quitter un espace confiné et à reprendre leurs activités habituelles.

Le Landesgericht de Korneuburg pose une demande de décision préjudicielle le 3 septembre 2019, affaire C-654/19, *FP Paasenger Service c. Austrian Airlines*. Il part du constat suivant lequel le moment de l'ouverture des portes est déterminant pour fixer l'importance du retard (dépasse-t-on ou non le retard de plus ou de moins 3 h ?).

Il y a deux possibilités.

Soit, c'est la solution de l'arrêt *Germanwings* qu'on retient. Pour savoir si la durée fatidique de 3 h est dépassée, on tient compte de la différence entre l'heure réelle de l'ouverture des portes et l'heure d'arrivée prévue.

Soit, autre solution, que suggère implicitement la juridiction autrichienne : pour calculer la durée du retard à l'arrivée, on prend en considération la différence entre l'heure réelle de l'ouverture des portes et l'heure présumée de l'ouverture des portes si le vol était arrivé à l'heure prévue.

Le hic, c'est que le billet ne fait pas figurer ce dernier élément, mais seulement l'heure d'arrivée.

La CJUE demeure fidèle à sa jurisprudence antérieure, dans une ordonnance du 1<sup>o</sup> octobre 2020, elle décide que, aux fins de la détermination de l'ampleur du retard subi par les passagers d'un vol à son arrivée, il y a lieu de

calculer le temps qui s'écoule entre l'heure d'arrivée prévue et l'heure d'arrivée effective, à savoir le moment où au moins l'une des portes de l'avion s'ouvre, étant entendu que, à cet instant, les passagers sont autorisés à le quitter.

L'heure d'arrivée figure sur le billet.

Elle peut aussi être établie, aux fins d'indemnisation, par une autre preuve, ainsi par un document, comme l'inscription au voyage, transmis au passager par un organisateur de voyages.

Voir en sens l'arrêt de la CJUE du 21 décembre 2021 à propos des affaires C-188/20 et C-196/20

Le droit européen, dans le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004, met à la charge du transporteur aérien effectif un certain nombre d'obligations de faire en cas de refus d'embarquement, d'annulation de vol et de retard se réalisant au départ, le transporteur doit prendre ses passagers en charge, il est tenu d'une obligation d'assistance : fournir des boissons, autoriser un appel téléphonique gratuit, procurer un séjour à l'hôtel si l'attente se prolonge.

[Le droit américain prévoit un système analogue en matière aérienne, en transport interne et désormais en transport international]

(Thomas Whalen, EU Regulation n° 261 and the US Department of Transportation ..., Annales de droit aérien et spatial 2013 p. 491 à 513)

[Il existe des règles européennes analogues dans les autres branches de transport : ferroviaire, maritime, routière ... règlement n° 181/2011 du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar]

Le règlement s'applique non seulement aux passagers des vols réguliers mais également aux passagers des vols non réguliers et des vols faisant partie de circuits à forfait.

La notion de vol doit être distinguée de l'opération de transport. L'opération de transport peut être simple et se ramener à un vol unique, le transport peut être plus complexe et être composé d'une série et d'une succession de plusieurs vols.

On peut être en présence d'un transport simple ou d'un transport avec correspondances ou d'un transport aller-et-retour.

Le règlement envisage principalement l'incident survenant en amont, c'est à dire avant le départ programmé d'un vol, même si la jurisprudence accorde désormais un droit à indemnisation à la victime d'un retard important à la destination finale, c'est-à-dire à l'arrivée.

Loïc Grard, Voyages aériens : les nouveaux droits des passagers. Vision européenne, Mélanges Christian Scapel, p. 235-255

Mathieu Vaugeois, Les droits des passagers aériens de l'Union européenne, Annales de droit aérien et spatial, 2012, Montréal, p. 445

Fabien Le Bot, La protection des passagers aériens dans l'Union européenne. Réflexions sur l'interprétation du droit dérivé par la Cour de Justice, RTD européen 2013.753

Amélie Jouandet, L'émergence d'un droit du voyageur dans le ciel européen, in Variations juridiques sur le thème du voyage, Presses de l'Université de Toulouse I Capitole, avril 2015, p. 283

## 2°) Les manquements à l'obligation d'exactitude

Les incidents envisagés : il s'agit d'une inexécution individuelle ou collective du vol ou d'une mauvaise exécution du transport quant à sa durée.

Le transporteur doit exécuter l'obligation de transport, il a pris un engagement contractuel ferme qu'il doit respecter.

Il ne peut refuser la montée à bord du passager porteur du billet, qui a pris une réservation et qui s'est présenté dans les délais à l'enregistrement.

Le transporteur doit exécuter le vol convenu, il n'a pas la faculté selon son bon plaisir d'annuler le vol.

Le transporteur mentionne sur le document tenant lieu de billet l'horaire de départ et d'arrivée. Il est tenu

d'observer les horaires qu'il a lui-même fixés.

La convention de Montréal contient des dispositions relatives au retard. Elle ne dit rien en revanche de l'annulation de vol ou du refus d'embarquement, manquements qui relèvent alors du droit national.

Le règlement européen n° 261/2004, sans remettre en cause ces solutions, a prévu des dispositions spécifiques, à finalité utilitariste, propres au refus d'embarquement, à l'annulation de vol et au retard. Le transporteur a, en ces circonstances, une obligation d'assistance envers ces passagers maltraités par le sort.

Voir le règlement délégué 2024/490 du 29 novembre 2023 relatif aux services d'informations sur les déplacements multimodaux. Le règlement envisage l'existence de données portant sur les retards et annulations observés, les transporteurs peuvent informer les voyageurs de leurs droits indemnisation, la raison des retards ou des annulations peut être indiquée

## **a) LE REFUS D'EMBARQUEMENT**

Le transporteur refuse de déplacer son client, alors qu'il avait mis à sa disposition un billet de passage auparavant.

Le règlement n° 295/91, aujourd'hui abrogé, assurait déjà la protection des voyageurs se heurtant à un refus d'embarquement.

Le règlement n° 261/2004, à sa suite, envisage le refus d'embarquement opposé au voyageur qui s'est présenté à l'embarquement.

Certains refus d'embarquement relèvent du droit commun et sont pleinement légitimés. D'autres entrent dans le domaine du règlement n° 261/2004 et sont sanctionnés par lui.

À côté de la réglementation européenne, le passager refoulé conserve la possibilité de se prévaloir des règles du droit commun contractuel.

### **1. Le droit commun**

Le transporteur qui refuse l'embarquement à un passager ayant dument réservé, s'étant présenté à l'enregistrement et porteur d'un billet de passage se rend coupable d'une inexécution contractuelle. Il avait promis un déplacement portant sur un vol déterminé, il avait l'obligation de le procurer.

Les refus d'embarquement pleinement autorisés indépendamment des dispositions du règlement européen

Les refus d'embarquement justifiés

La justification du refus raisonnable d'embarquement :  
il s'agit d'hypothèses où le transporteur peut légitimement interdire au passager de monter à bord.

Il s'agit de refus d'embarquement pour lesquels les faveurs du règlement européen envers le passager consommateur ne s'exercent pas.

Laurent Sigouir, L'inexécution involontaire de ses obligations par le transporteur aérien soumis au règlement n° 261/2004, colloque de Valenciennes, p. 92 et s.

Si le candidat au voyage ne détient pas le billet lui permettant de bénéficier du transport, il se heurtera à un refus d'embarquement.

Le billet est attribué au voyageur du moment qu'il a procédé à la réservation du vol. Le billet est édité lors de la réservation. La compagnie envoie un mail de confirmation de la réservation.

Le passager réalise ensuite l'enregistrement, il s'enregistre sur le vol qu'il a réservé. L'enregistrement s'effectue en ligne ou au comptoir.

On lui délivre alors la carte d'embarquement. En format papier ou en format électronique. Y figurent le nom du passager, le nom de la compagnie, le numéro de vol et de siège, la date, l'heure du vol, les ville de départ, celle d'arrivée.

Il ne peut pas entrer dans la zone sécurisée et dans la salle d'embarquement s'il ne détient pas la carte d'embarquement. Sans carte d'embarquement, le passager n'est pas admis à monter à bord.

La non détention de la carte d'embarquement

Un transport international composé de plusieurs segments de vol.

Pour la sanction d'un refus d'embarquement d'une passagère accomplissant un déplacement aller et retour composé de multiples segments motivé par l'absence de détention par la passagère de la « carte d'embarquement » : 1<sup>o</sup> chambre civile, 29 mars 2023, n<sup>o</sup> X 22-10.343.

Une remarque préalable ab irato : La décision ne peut être lue correctement, le censeur qui oblitère les éléments jugés trop personnels ne permet pas de déterminer quel a été en l'espèce l'itinéraire choisi par la passagère titulaire d'un billet donnant droit à un ensemble de vols successifs ; on subodore certes qu'il y a eu un atterrissage sur un aéroport des possessions françaises du Pacifique, que le transporteur aérien poursuivi est néo calédonien et qu'on peut se demander si le règlement n<sup>o</sup> 261/2004 était applicable au litige, les règlements européens ne s'appliquant pas en principe dans les territoires d'outre-mer.

La passagère faisait un transport aller et retour entre deux aéroports.

Elle disposait d'une réservation confirmée pour le vol en cause.

On peut supposer que ces points étaient situés en France, car quand ils sont situés à l'étranger l'arrêt le signale. L'aéroport de départ était vraisemblablement situé en France métropolitaine, ce qui justifie l'application du règlement européen.

Le point de destination était probablement Nouméa.

Un arrêt était prévu aux Émirats arabes unis, à Dubaï probablement, une correspondance en Australie.

Les deux premiers vols ont été exécutés par la compagnie Emirates, probablement Paris - Dubaï et Dubaï - Sydney.

Le 3<sup>o</sup> vol était assuré par Air Calédonie International.

Le refus d'embarquement litigieux se produit au départ d'un aéroport australien, Sydney probablement.

La passagère ne s'était pas présentée à l'enregistrement pour récupérer la carte pour le vol entre l'Australie et Nouméa (?).

C'est Air Calédonie qui prononce le refus d'embarquement.

(La passagère sera acheminée à destination par un autre vol, avec un retard de 6 h 05.)

Le tribunal d'Aulnay sous-Bois condamne le transporteur calédonien à payer à sa cliente une indemnisation de 600 euros pour refus d'embarquement en application du règlement n<sup>o</sup> 261/2004.

La passagère s'était vu remettre par Emirates au départ de l'aéroport de Paris (?) seulement deux cartes d'embarquement sur trois.

La haute juridiction rejette le pourvoi formé par le transporteur.

La passagère était en droit de se prévaloir selon la jurisprudence européenne du règlement européen. Une agence avait combiné les différents vols, elle avait émis un billet unique, elle avait facturé un prix total.

La passagère n'avait pas été informée (par qui ?) de la nécessité de se présenter de nouveau à un guichet d'enregistrement pour recevoir une troisième carte d'embarquement.

Le tribunal en a déduit exactement que la passagère avait fait l'objet d'un refus d'embarquement au sens de l'article 2 du règlement n<sup>o</sup> 261/2004

Décision bien indulgente pour une passagère distraite, la formalité d'enregistrement est banale à observer.

Certains refus d'embarquement peuvent être justifiés avec raison, notamment pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de documents de voyage inadéquats : passager non titulaire d'un visa, passager violent ou en état d'ébriété, passager fiévreux en période de grave épidémie, plus largement pour des raisons de santé.

(Le cas d'un client déclaré par le médecin de l'aéroport inapte à voler, faisant l'objet d'un refus de transport et contraint de quitter l'avion, JOUE du 13 juillet 2020, C 230/17, affaire C-164/20, radiation le 4 mars 2022)

En ce cas, le bénéfice du règlement est refusé, en totalité, au passager qui est victime d'un refus raisonnable d'embarquement. Ce passager n'a droit à aucune protection en provenance du droit européen. Il a toujours la possibilité de se fonder sur le droit national.

Les refus d'embarquement injustifiés

Lorsque font défaut les motifs légitimes permettant au transporteur de refuser à son client la possibilité d'embarquer dans l'avion, celui-ci est l'auteur d'un manquement contractuel s'il refoule un candidat au voyage, ayant procédé aux formalités.

Du moment que la compagnie a délivré au voyageur un billet, que le vol a été réservé et que le voyageur s'est

présenté à l'enregistrement, le transporteur doit accepter que son client monte à bord.  
S'il refuse, il engage sa responsabilité contractuelle.

La CJUE a eu l'occasion de préciser que certains refus d'embarquement ne pouvaient pas être légitimés ou justifiés.

Dans l'affaire Finnair, l'avocat général Yves Bot (RIP) estimait que le refus d'embarquement opposé au passager - pour permettre l'accès à bord de passagers en souffrance à Barcelone du fait d'une annulation d'un vol antérieur - ne pouvait être en l'espèce justifié et légitimé.

L'avocat général estimait que les causes de justification - dont le transporteur pourrait se prévaloir - ne devraient concerner que des motifs liés à la situation personnelle du passager. Ce qui est peut-être un peu trop restrictif. L'arrêt du 4 octobre 2012 s'abstient de prendre nettement parti sur ce point.

À juste titre, l'arrêt indique que la survenance de circonstances extraordinaires est sans incidence en cas de refus d'embarquement sur les droits des passagers victimes du refus à obtenir indemnisation et à assistance. Ce qui est une application du règlement pris à la lettre. Cf. infra à propos des motifs d'exonération de responsabilité.

Dans son arrêt rendu le même jour dans l'affaire German Rodriguez Cachafeiro c. Iberia, C-321/11, la CJUE prend la peine de préciser que dans les circonstances de l'espèce, le transporteur aérien n'avait aucune raison d'opposer pour un motif opérationnel un refus, sur le second vol, à ses 2 clients. Le motif avancé par le transporteur n'était aucunement imputable aux passagers.

Le déplacement était composé de deux vols, un premier vol interne à l'Espagne, entre la Galice et Madrid, qui connaît un certain retard, le second vol était prévu entre Madrid et Saint Domingue. La compagnie pensant à tort que les passagers ne seraient pas en mesure de prendre le second vol, du fait du retard du 1<sup>o</sup> vol, avait attribué les places à d'autres clients. Quand les passagers sont parvenus à Madrid, ils étaient pourtant en mesure en dépit du retard sur le 1<sup>o</sup> vol de bénéficier du second vol, ils étaient encore dans les temps, ils ne sont cependant pas autorisés à monter à bord. Ils prendront un vol le lendemain, avec une arrivée 27 heures après l'horaire prévu. Il y avait refus d'embarquement sur le second vol.

[Le Landgericht de Francfort sur le Main interroge le 29 juin 2012 la CJUE sur la notion de refus d'embarquement raisonnablement justifié, C-316/12, il demande si le motif raisonnable de refus tient uniquement à la personne du passager (un refus subjectif, ad hominem) ou pour des considérations contractuelles ou d'intérêt public, ou si le refus raisonnable peut tenir à des motifs étrangers à la personne du passager, comme les cas de force majeure. JOUE du 29 septembre 2012. À notre avis la seconde branche de l'alternative ne doit pas être retenue sous peine de priver sans raison (sic) le passager du statut protecteur prévu en cas de refus d'embarquement. Affaire radiée le 4 décembre 2012.]

Validité et régularité des documents de voyages, passeports, visas : le refus d'embarquement n'est pas justifié.

Le transporteur a une attitude fautive s'il refuse l'embarquement en France à un passager mineur qui détenait un passeport lui permettant de séjourner en Grèce. La rigueur assumée par le transporteur n'est pas toujours une vertu.

1<sup>o</sup> Civile, 5 février 2020, n<sup>o</sup> 18-15300, publié au Bulletin : refus d'embarquement opposé à tort à un garçon de 9 ans, titulaire d'un passeport périmé depuis 3 ans. Un accord conclu sous l'égide du Conseil de l'Europe - la France et la Grèce y étant parties - autorise le déplacement d'État à État pour un Français s'il détient un passeport en cours de validité ou périmé depuis moins de 5 ans. Le refus d'embarquement était infondé. La directive européenne était moins favorable. La haute juridiction fait prévaloir le droit international classique.

La CJUE est invitée à donner son interprétation concernant un refus d'embarquement opposé à un passager à raison de documents de voyages prétendument inadéquats, alors qu'une décision judiciaire ultérieure décide que les documents étaient conformes et que le refus d'embarquement était contraire au droit de l'UE.

Affaire C-584/18, D.Z. c. Blue Air. JOUE du 10 décembre 2018. L'arrêt a été rendu le 30 avril 2020.

Un passager kazakh, titulaire d'un titre de séjour à Chypre, entendait se rendre de Chypre en Roumanie pour passer des examens de comptabilité.

Les agents du transporteur lui opposent à tort un refus d'embarquement, il pouvait se rendre à Bucarest, car la Roumanie s'était engagée à reconnaître les documents édités par Chypre.

Le passager refoulé à tort peut-il se prévaloir du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 pour obtenir une compensation de la part du transporteur roumain ?

Le transporteur aérien qui refuse des passagers à l'embarquement contre leur volonté est tenu de les indemniser et de leur accorder une assistance.

Il n'a pas droit à une indemnité, si ce refus est raisonnablement justifié, par exemple en raison du caractère

inadéquat de ses documents de voyage.

Le législateur n'a pas voulu réserver au transporteur aérien le pouvoir d'apprécier et d'établir lui-même de manière définitive le caractère inadéquat des documents de voyage.

En cas de contestation de la part du passager ayant fait l'objet d'un refus d'embarquement, il appartient à la juridiction compétente, en tenant compte des circonstances pertinentes de l'espèce, d'apprécier le caractère éventuellement inadéquats de ses documents de voyage et en définitive le caractère raisonnablement justifié de ce refus.

Le requérant avait présenté, lors de l'embarquement, sa réservation de vol, son passeport, son titre de séjour temporaire chypriote, mais également la réponse écrite du ministère roumain des affaires étrangères confirmant qu'il n'avait pas besoin pour entrer en Roumanie d'un tel visa, à laquelle il s'est fié de bonne foi.

Le refus d'embarquement a été opposé au ressortissant kazakh, sans que le transporteur dispose d'une décision de refus d'entrée, ou d'une assurance que l'information fournie par le personnel au sol du transporteur à Bucarest (de refus d'entrée) provenait d'une autorité compétente pour prendre une telle décision ou pour fournir une information fiable.

Le refus d'embarquement semble avoir été opposé sans que tous ces éléments aient été vérifiés.

Dans de telles circonstances, le refus d'embarquement n'avait pas un caractère raisonnablement justifié.

Ce refus semble fondé sur une compréhension erronée du transporteur quant aux exigences tenant aux documents de voyage, le cas échéant étayée par une information en provenance d'une autorité non identifiée de l'État de destination. Cette erreur aurait pu être raisonnablement évitée.

Le transporteur pour s'exonérer produisait une disposition figurant dans ses conditions générales de transport, prévoyant une limite ou une exclusion de responsabilité du transporteur en cas d'embarquement refusé en cas de caractère prétendument inadéquat des documents de voyage.

Les obligations des transporteurs résultant du règlement de 2004 ne sauraient être limitées ou levées par une clause restrictive figurant dans le contrat de transport.

Le règlement n° 261/2004 s'oppose à une telle clause, qui limite ou exclut la responsabilité du transporteur, lorsque l'embarquement est refusé à un passager en raison du caractère prétendument inadéquat de ses documents de voyage.

## 2. Les refus d'embarquement régis par le règlement européen : des refus tolérés par le règlement

### α) Les refus d'embarquement relevant du règlement n° 261/2004

Le refus d'embarquement est défini, à l'article 2 lettre j, comme le **refus de transporter** des passagers sur un vol, bien qu'ils se soient **présentés à l'embarquement** ...

Nous sommes en présence d'un passager ayant normalement accompli les deux démarches préalables, détenir une réservation acceptée, s'être présenté dans les temps à l'enregistrement. Il se heurte in fine à un refus d'embarquer.

Le refus d'embarquement visé par le règlement suppose deux éléments :

1. le passager se présente à l'embarquement ;
2. Le passager se voit opposer un refus d'embarquer, le personnel du transporteur lui interdit de monter à bord. Ce refus est en droit civil un refus d'exécuter une prestation qui était due à raison de la conclusion du contrat réalisé par l'achat du billet par le passager.

Toute rupture du contrat par le transporteur ne constitue pas le refus d'embarquement traité par le règlement.

Le règlement vise une hypothèse spécifique du refus de transporter.

L'avion va décoller, le vol sera exécuté, mais certains passagers ayant pourtant réservé se voient refuser l'accès à bord.

Dans certaines hypothèses, le passager pourtant admis à monter à bord est ensuite contraint, éventuellement par la force, à sa honte, de quitter l'appareil aérien et de redescendre à terre. Certains pourraient penser qu'il n'y a pas alors au sens strict du terme refus d'embarquement, le passager a été embarqué, et ensuite débarqué.

La presse a évoqué en avril 2017 la situation d'un passager américain forcé manu militari et avec quelques préjudices corporels, à quitter le fauteuil sur lequel il était installé, ce qui avait suscité l'émoi des internautes. Il avait pourtant été autorisé dans un premier temps à embarquer. Le transporteur voulait, dit-on, réserver des places pour certains de ses pilotes.

Les différents motifs de refus d'embarquement

La sur réservation ou d'autres motifs, comme des motifs techniques

La cause la plus fréquente de refus d'embarquement et à laquelle le règlement a pensé en premier, c'est celle de la **sur réservation**. Les compagnies veulent remplir leurs avions, elles répugnent à organiser des vols avec des avions à demi vides. Les transporteurs délivrent ainsi à l'avance plus de billets qu'il n'y a de sièges disponibles. L'expérience prouve que certains clients se désistent, le transporteur espère ainsi pouvoir transporter tous les passagers qui se présentent. Il arrive parfois que le nombre des désistements soit inexistant ou limité et que les candidats au voyage soient plus nombreux qu'envisagé. Tous ceux ayant réservé ne pourront pas monter à bord. Jean Benoist Belda, Turbulences en droit de la responsabilité civile : regard critique sur la pratique du surbooking, Lamyline

D'autres hypothèses peuvent se présenter où un refus est opposé au passager : un incident technique survient, on change d'avion, les sièges disponibles dans l'avion de remplacement sont insuffisants.

L'avion va décoller, mais un ou plusieurs passagers ayant réservé devront rester à terre. Le vol n'est pas annulé, mais en ce qui concerne les passagers contraints de rester au sol l'opération est négative, le transporteur refuse d'assumer l'obligation de déplacer le voyageur qu'il avait prise en lui délivrant un billet pour un vol déterminé.

Dans l'affaire Finnair c. Lassooy, C-22/11, on s'est interrogé sur la définition du refus d'embarquement. Un passager avait réservé un billet sur un vol Barcelone - Helsinki, il n'est pas autorisé à monter à bord. Le transporteur a préféré faire embarquer, sur ce vol, des voyageurs victimes l'avant-veille d'une annulation de vol consécutive à une grève à l'aéroport catalan. L'avocat général Yves Bot dans ses conclusions du 19 avril 2012 estime, à juste titre, que le refus d'embarquement visé par le règlement englobe non seulement le refus d'embarquement entraîné par la pratique de la sur réservation, mais également les refus motivés par des motifs opérationnels.

La CJUE a statué par un arrêt du 4 octobre 2012. Le législateur ne limite pas le refus d'embarquement à la seule hypothèse du refus pour cause de surréservation, il a conféré au refus un sens large, il vise **l'ensemble des hypothèses dans lesquelles un transporteur refuse de transporter un passager**.

[Le juge de la Corogne, C-321-11, affaire German Rodriguez Cachafeiro c. Iberia, demande le 28 juin 2011 à la CJUE s'il y a refus d'embarquement dans le cas suivant. Il s'agissait d'un transport entre La Corogne et Saint Domingue composé de deux vols, le premier vol La Corogne/ Madrid a subi un retard imputable à Iberia, la compagnie refuse ensuite l'embarquement pour le second vol Madrid /Saint Domingue : elle prévoyait à tort que les passagers n'arriveraient pas à temps pour ce second vol, les places des passagers sur le second vol avaient été entre-temps attribuées à d'autres passagers. Iberia refuse d'indemniser les deux passagers venant de Galice. A priori il y a eu retard sur le premier vol, et refus d'embarquement sur le second. C'est ce que décide la CJUE dans un arrêt du 4 octobre 2012.]

Le refus d'embarquement : le moment où il est signifié

Le refus **in extremis**

Le cas le plus banal : Le passager dûment enregistré se présente dans le local où prennent place les passagers disposés à embarquer.

Il fait l'objet par le personnel du transporteur d'un refus de franchir la porte d'embarquement, il n'est pas autorisé à prendre le sas menant à l'avion.

Le refus **anticipé** d'embarquement avant même la présentation à la porte d'embarquement

La question se pose de savoir si le règlement s'applique lorsque le passager est informé en amont qu'il ne pourra pas monter à bord. Il arrive en effet parfois que le passager apprenne avant même de se présenter à la porte d'embarquement qu'il ne pourra pas monter à bord.

Le refus notifié dans l'enceinte de l'aéroport

Ce refus peut être formulé dans l'enceinte de l'aéroport. Les circonstances sont telles que le passager est refoulé.

[Le Landgericht de Düsseldorf avait posé le 18 septembre 2020 pas moins de quatre questions à la CJUE, affaire

C-438/20, BT / Eurowings.

1° question : les passagers se voient refuser l'embarquement sur le vol, non à la porte d'embarquement, mais en amont, au

comptoir d'enregistrement. La question posée est de savoir si on est en présence d'un refus d'embarquement.

2° question : le passager se présente au comptoir d'enregistrement quelques minutes avant l'heure du décollage, l'embarquement est déjà terminé, il n'est plus possible d'embarquer des passagers, le transport lui est refusé, la question est de savoir s'il y a là un refus d'embarquement.

3° question : les mêmes faits, le transport est refusé au passager se présentant quelques minutes avant l'heure du décollage, intervient une modification de la réservation des passagers avec enregistrement sur un autre vol. La question est de savoir s'il y a eu refus d'embarquement.

4° question : les passagers rejoignent à temps, 2 H, avant le décollage la file d'attente devant le comptoir d'enregistrement. La compagnie a des défauts d'organisation, un nombre insuffisant de comptoirs d'enregistrement ouverts, un manque de personnel, une absence d'information des passagers. Des perturbations se produisent dans l'aéroport, comme un mauvais fonctionnement du tapis à bagages. Quand c'est leur tour de se présenter au comptoir d'enregistrement, c'est 5 minutes avant l'heure de décollage, l'embarquement est déjà terminé, ils ne sont pas embarqués. La question se pose de savoir si on est en présence d'un refus d'embarquement.

Affaire radiée, 9 novembre 2020.]

[On retrouve le problème d'interprétation de la notion de refus d'embarquement avec l'affaire C-751/21, PJ c. Eurowings, posé le 26 novembre 2021 par le Landgericht de Salzbourg.

Quatre passagers d'une même famille, dont deux à la démarche mal assurée, entendent prendre un vol entre Hambourg et Salzbourg. Le vol a été présenté comme fortement réservé. Ils se sont présentés au comptoir d'enregistrement, ils ont été renvoyés par le personnel du transporteur pour l'enregistrement des bagages à des machines automatiques qui fonctionnaient fort mal, le temps passe, l'heure limite est atteinte, l'embarquement leur est finalement refusé. Les intéressés ont finalement effectué le voyage de retour en train. Un vol de réacheminement ne leur a pas été proposé. Le débat consiste à savoir si les passagers ont été victimes d'un refus d'embarquement au sens du règlement européen.

La juridiction de renvoi de Salzbourg cite longuement la décision de renvoi qui avait été prise par le Landgericht de Düsseldorf dans l'affaire citée supra, ayant donné lieu à radiation. Il ressort de la jurisprudence des juridictions allemandes que pour marquer l'existence d'un refus d'embarquement il faut en principe que le passager se présente à la porte d'embarquement et se fasse refouler. Il est cependant admis que le refus est constitué si un refus explicite de transporter était formulé par le transporteur dans une phase antérieure à l'embarquement proprement dit. On parle de refus anticipé d'embarquement. Il serait souhaitable que la CJUE se prononce pour savoir s'il peut y avoir un refus anticipé d'embarquement affirmé depuis le comptoir d'enregistrement. On peut également envisager le cas où des files d'attente interminables se forment devant le comptoir d'enregistrement et que les passagers ne soient pas en mesure d'embarquer.

La juridiction autrichienne demande à la CJUE d'indiquer s'il peut y avoir, au sens du règlement n° 261/2004, refus d'embarquement dès le stade du comptoir d'enregistrement.

Radiation le 11 mars 2022]

Le refus d'embarquement signifié à l'avance hors aéroport

Le refus d'embarquement peut être notifié au passager par les moyens modernes de communication plusieurs heures voire plusieurs jours avant le départ, le passager ne se rendant pas alors à l'aéroport, ce qui ne servirait à rien, mais réclamant l'indemnisation prévue en cas de refus d'embarquement.

[Voir l'affaire *flightright c. TAP*, C-578/22, concernant un refus anticipé et erroné d'embarquement prononcé par le transporteur contractuel. Alors que le vol devait être effectué en réalité par un transporteur substitué.

L'incident concerne un vol retenu sur un vol entre Lisbonne et Francfort.

Le vol a été retenu auprès de la Lufthansa.

La Lufthansa commet une erreur la veille indiquant au passager qu'il ne figure pas sur les listes.

Le passager ne se rend donc pas à l'aéroport de Lisbonne à l'heure du vol.

Le vol devait être effectué en partage de code par la TAP.

Le cessionnaire de la créance réclame le paiement de l'indemnisation à la TAP vu comme transporteur aérien effectif, qui aurait pourtant transporté le passager s'il s'était présenté.

Le Landgericht de Francfort se montrait favorable, dans son ordonnance de renvoi devant la CJUE, à la prétention de l'organisme de recouvrement. Radiation. ]

La CJ considère que le passager informé d'un refus de le transporter notifié de nombreux jours à l'avance est



victime d'un refus d'embarquement. Le voyageur a droit à l'intégralité de l'indemnisation prévue par le règlement, bien qu'il ne soit pas présenté physiquement à l'embarquement au jour dit. Formalité inutile, puisque le refus d'embarquer est certain.

CJUE, 26 octobre 2023, affaire C-238/22, FW c. LATAM Airlines : une dame avait effectué auprès LATAM une réservation pour un vol aller et retour entre Madrid et Francfort, départ, 22 décembre 2017 ; retour, 7 janvier 2018. De façon unilatérale, le transporteur avait transféré la cliente, ce qu'elle ignorait encore le 21, sur un vol partant le 20 décembre 2017. Le transporteur fait savoir à la passagère le blocage de la réservation du vol retour, la cliente n'ayant pas pris le vol aller. La dame réalise alors le déplacement en ayant recours à un autre transporteur. Le tribunal de Francfort avait de façon définitive décidé que le vol aller avait fait l'objet d'une annulation (ce qui était contestable) et avait alloué à la passagère l'indemnisation de 250 euros. C'est le vol retour qui nous intéresse, la cliente voit dans le message du transporteur un refus d'embarquement portant sur le vol retour du 7 janvier 2018. La passagère réclame au titre de ce refus l'indemnisation de 250 euros, alors que par hypothèse elle ne s'était nullement présentée à l'enregistrement ce jour-là.

Si on prend l'article 4 § 3 du règlement à la lettre, un passager n'a droit à l'indemnisation que s'il fait l'objet d'un refus d'embarquement. Le refus d'embarquement désigne le refus de transporter les passagers sur un vol, bien qu'ils se soient présentés à l'embarquement. Le refus d'embarquement suppose un passager qui se soit présenté en personne à l'aéroport avant l'heure de départ.

Cette exigence ne saurait être tenue en présence d'un refus d'embarquement anticipé.

Le législateur n'a envisagé que des hypothèses de refus survenant in extremis, il est naturel qu'il ait demandé que le passager se soit présenté au préalable à l'enregistrement.

Dans le cas d'un refus notifié longtemps à l'avance, les passagers doivent pouvoir être indemnisés en les dispensant de se présenter à l'enregistrement qui ne serait qu'une formalité inutile.

L'objectif du règlement n° 261/2004 est d'assurer un niveau de protection élevé des passagers.

Les dispositions octroyant des droits aux passagers doivent être interprétés largement.

L'arrêt conclut que le passager n'est pas tenu de se présenter à l'enregistrement lorsque le transporteur lui a signifié à l'avance qu'il refuserait de le laisser embarquer, alors qu'il dispose d'une réservation confirmée.

Le transporteur doit indemniser le passager, même si celui-ci ne s'est pas présenté à l'embarquement.

#### Le transport à plusieurs

Le législateur raisonne dans une perspective individualiste. Il vise le refus d'embarquement opposé à une personne prise en particulier, à un être seul, à un solitaire.

Le voyage aérien peut être une aventure familiale ou d'un groupe d'amis.

Le refus d'embarquement peut concerner seulement un ou plusieurs passagers, les autres membres de la fratrie ou de l'amicale étant admis à monter à bord.

Le ou les non refusés accepteront éventuellement de partir en éclaireur. Les autres prenant le vol suivant.

La solidarité familiale ou amicale peut cependant jouer. Si l'un fait l'objet d'un refus, les autres membres de la famille n'entendent peut-être pas être séparés et préfèrent rester à terre.

La question est de savoir s'ils ont la possibilité de prétendre qu'ils sont victimes d'un refus d'embarquement collectif.

[C'est la question que pose à la CJUE le 3 juin 2022 le tribunal de Bucarest dans une affaire VS, TU, RW contre Ryanair, C-362/22.

Le litige concerne un groupe de trois personnes ayant retenu un vol entre Bucarest et Berlin.

L'un des trois se voit refuser de monter à bord, parce qu'il n'était pas porteur d'un visa pour se rendre en Allemagne. Les autres voyageurs refusent de monter à bord, le motif du déplacement étant d'accompagner cet apatride en Allemagne, alors qu'il ne pouvait voyager seul pour des raisons de santé.

Il n'y pas eu en l'espèce de refus d'embarquement à l'égard des deux accompagnateurs.

Le règlement ne devrait pas s'appliquer.

La solution relève du droit commun.

L'hypothèse n'est pas imaginaire, elle pose un problème sérieux, le refus de la séparation apparaît légitime.

Il faudrait pour que les passagers obtiennent satisfaction qu'ils disposent d'un billet collectif ou qu'ils aient clairement indiqué au transporteur qu'ils concluaient le contrat non dans une optique individualiste mais collective et qu'ils en faisaient une condition de leur engagement.

Cette possibilité ne semble pas réalisable dans une société pratiquant le transport de masse et où les mobiles des passagers ne peuvent guère être pris en considération. Radiation le 2 décembre 2022.]

. L'annulation de réservation et le transfert autoritaire sur un autre vol

On s'est demandé s'il fallait assimiler à un refus d'embarquement l'hypothèse dans laquelle le transporteur transfère de son propre mouvement sur un autre vol un passager qui avait pourtant effectué une réservation sur un vol déterminé.

Une telle hypothèse relève certainement du règlement [le règlement s'applique, décide l'article 3, § 2, à condition que les passagers aient été transférés par le transport aérien ou l'organisateur de voyages, du vol pour lequel ils possèdent une réservation vers un autre vol, quelle qu'en soit la raison], sans que celui-ci précise s'il faut y voir un refus d'embarquement, une annulation de vol ou un retard. On pourrait songer à y voir un retard, du moment que le passager arrive à destination avec plus de trois heures de retard par rapport au vol initial. Mais un retard suppose a priori un vol normalement accompli, le passager bénéficiant d'une réservation qui n'a pas été remise en cause. Il est difficile d'y voir une annulation, à moins que le vol ne soit jamais organisé et que le voyageur ait été transféré unilatéralement par le transporteur sur un autre vol. Reste la possibilité d'y voir un refus d'embarquement pour une circonstance indépendante de la volonté du voyageur ; le passager dont la réservation initiale a été transférée se présenterait-il à l'embarquement qu'il se verrait en effet opposer un refus de monter à bord, puisque le transporteur a transféré la réservation sur un autre vol.

On va voir que la CJUE se fait bienveillante pour le transporteur, qui a été amené à changer l'heure de vol. Le transporteur acquiert un outil pour la gestion des vols. Le transporteur est habilité à refuser l'embarquement sur le vol initialement prévu, à la condition que le passager puisse prendre sa correspondance et parvenir dans les temps à destination finale. La CJUE ne nous avait pas habitués à faire preuve d'autant de souplesse.

[L'Amtsgericht de Hanovre pose, le 7 novembre 2016, une question préjudicielle à la CJUE, *Ross Nagel et Alexander Schröder c. TUIfly*, affaire C-562/16. Il demande si ce transfert de réservation offre au passager les droits d'un passager, victime d'un refus d'embarquement, dans l'hypothèse en particulier où l'auteur de la modification serait, non le transporteur, mais l'organisateur du voyage. Radiation le 16 janvier 2017.]

On retrouve la même problématique avec la demande de décision préjudicielle présentée le 27 février 2019 par le Landgericht de Francfort sur le Main, affaire C-191/19, *OI c. Air Nostrum*.

Un passager dispose d'une réservation confirmée pour un transport aérien entre Jerez de la Frontera et Francfort, via Madrid. Le transport est donc divisé en deux segments. Ces deux vols ont été effectués. Il y a un hic. Contre sa volonté, sa réservation concernant le 1<sup>o</sup> vol, Jerez - Madrid, a été modifiée, il n'a pas été autorisé à prendre le vol retenu, il s'est vu attribuer une place sur un vol ultérieur. Il a pu prendre comme prévu le second vol, Madrid-Francfort, et arriver avec 10 minutes d'avance !

Le passager réclame une indemnité à Air Nostrum sur le fondement du règlement n° 261/2004 en raison des modifications opérées unilatéralement.

L'arrêt de la CJ du 30 avril 2020 soulève un doute, car la juridiction de renvoi n'avait pas indiqué si le passager s'était présenté pour prendre le 1<sup>o</sup> vol dans les délais prescrits. La cour ne peut pas alors statuer pour savoir si l'espèce a donné lieu à un refus d'embarquement.

La CJ reformule la question : une indemnisation est-elle due au passager disposant d'une réservation unique, lorsque la réservation a été modifiée contre sa volonté, qu'il n'a pas embarqué sur le premier vol (vol qui était pourtant accompli), qu'il a obtenu une place sur un vol ultérieur, de telle sorte lui ayant permis d'embarquer sur le second vol et d'atteindre sa destination finale dans les temps prévus.

Un vol avec correspondance(s) ayant fait l'objet d'une réservation unique forme un ensemble, quant au droit à indemnisation.

En cas de vol avec correspondance, une indemnisation est due au passager atteignant sa destination finale avec un retard égal ou supérieur à 3 h par rapport à l'heure d'arrivée prévue.

La requérante est arrivée à Francfort, la destination finale, sans subir de retard.

Elle ne peut pas bénéficier de l'indemnisation prévue par l'article 7. La passagère a certes subi un désagrément du fait de la modification de vol, mais celui-ci est minime. De minimis non curat praetor.

La finalité du règlement conduit à refuser l'indemnité.

[Le Landgericht de Düsseldorf relance le débat dans une demande du 4 août 2020, C-365/20, *Eurowings et GDVI Verbraucherhilfe*.

Les clients avaient conclu un voyage à forfait, l'organisateur de voyages leur avait promis un transport sur un vol précis, date, numéro, horaires. Le voyageur modifie unilatéralement la réservation des passagers en les transférant sur un autre vol. Le tribunal demande si l'acte du voyageur constitue un refus d'embarquement. Radiation le 14 octobre 2020.]

[Le Landgericht de Francfort sur le Main interroge la CJUE le 16 septembre 2020, affaire C-434/20, *flightright / SunExpressGünes*, dans une affaire voisine.

Il s'agit de savoir si les faits décrits relèvent ou non de la qualification de refus d'embarquement.

Un passager a été transféré d'autorité sur un autre vol autre que celui ayant fait l'objet de la réservation, un vol antérieur. Le passager parvient ainsi à destination plus tôt que prévu : 10 h 1 minute avant l'heure d'arrivée initialement convenue.

La juridiction allemande fait remarquer que le refus d'embarquement est défini par l'article 2, lettre j, comme le refus de transporter des passagers sur un vol, bien qu'ils se soient présentés à l'embarquement. Le passager ne s'est pas présenté à l'embarquement pour bénéficier du vol convenu, puis qu'il était parti sur un vol antérieur que le transporteur lui avait proposé et que volens nolens il avait accepté.

Si le règlement n° 261 / 2004 n'est pas jugé applicable à l'espèce, par application littérale des termes utilisés par celui-ci, le voyageur dispose toujours du droit commun pour faire sanctionner le comportement d'un transporteur condescendant.

Avec le refus d'embarquement, le passager a droit à l'indemnisation forfaitaire. Avec l'appel au droit commun, l'indemnité ne correspondrait qu'au dommage effectivement subi.

Radiation le 27 octobre 2020.]

β) Les obligations imposées au transporteur en cas de refus d'embarquement non justifié. Art. 4.

Nous supposons que le refus d'embarquement n'est pas de plein droit légitime. Les candidats au voyage détiennent un titre de transport. Le transporteur avait délivré un billet moyennant un prix. Il doit en théorie pure exécuter l'obligation qu'il avait assumée. Le candidat au voyage n'est pas ivre, il n'a pas de fièvre, il détient les documents de voyage, passeport, visa ... Le transporteur adresse à un ou plusieurs clients un refus de laisser embarquer ; le vol sera effectué, il n'est pas annulé, mais la compagnie refuse d'effectuer la prestation individuelle de transport correspondant à la réservation. Le règlement européen se fait indulgent à l'égard des pratiques commerciales des transporteurs, délivrant plus de billets que de sièges. Il avalise le fait. Cf. Nicolas Balat, L'inexécution volontaire de ses obligations par le transporteur soumis au règlement n° 261/2004, p. 65. Le principe de réalité commande de sortir rapidement de l'incertitude. L'avion va décoller, tous ceux qui avaient réservé ne vont pas pouvoir faire le voyage, certains vont rester au moins temporairement à terre. Le règlement donne la préférence à une sortie pacifique de crise, le transporteur va solliciter chez certains voyageurs des abandons de réservation en contrepartie de certains avantages librement débattus. Si ce parti ne peut être retenu ou si le nombre des clients renonçant à un départ immédiat est insuffisant, le règlement permet implicitement au transporteur de pratiquer le refus d'embarquement et de l'opposer à certains candidats voyageurs. Au moins, il le tolère. Les victimes du refus d'embarquement deviennent alors titulaires de certains avantages. Elles obtiennent une créance contre le transporteur refusant de les faire monter à bord et de les transporter comme il avait été convenu.

L'affichage public dans les locaux de l'aérogare

Art. 14 § 1

Le transporteur aérien effectif veille à ce qu'un avis reprenant le texte suivant, imprimé en caractères bien lisibles, soit affiché bien en vue dans la zone d'enregistrement

« Si vous êtes refusé à l'embarquement ou si votre vol est annulé ou retardé d'au moins deux heures, demandez au comptoir d'enregistrement ou à la porte d'embarquement le texte énonçant vos droits, notamment en matière d'indemnisation et d'assistance. »

La remise personnelle d'une notice

L'obligation pour le transporteur d'informer pleinement le passager sur ses droits, art. 14 § 2.

Le transporteur aérien effectif qui refuse l'embarquement présente à chaque passager concerné une notice écrite reprenant les règles d'indemnisation et d'assistance conformément aux dispositions du présent règlement.

Le traitement du refus d'embarquement

Premier temps. L'appel à des volontaires

Des passagers s'étaient présentés à l'embarquement, mais sollicités ils acceptent de renoncer à leur réservation confirmée. Le transporteur leur accorde en échange certaines prestations dont le règlement ne précise pas la nature : elles sont déterminées par un accord entre le transporteur et les passagers qui acceptent de renoncer au vol qu'ils avaient réservé. Il peut s'agir de l'allocation d'une somme d'argent ou de billets gratuits.

Ceux qui acceptent de renoncer ont droit à l'assistance de l'article 8 : soit ils bénéficient du remboursement du billet, soit ils font l'objet d'un réacheminement ultérieur.

Le succès du volontariat

Certains passagers ont accepté de ne pas prendre le vol, ils se sont effacés par altruisme ou par l'appât du gain. Les autres passagers feront le trajet normalement.

L'échec du volontariat

Il n'y a pas eu de volontaire s'étant sacrifié, ou bien leur nombre est insuffisant. Il est impossible d'embarquer la totalité des passagers disposant d'une réservation.

Le transporteur peut refuser l'embarquement de passagers contre leur volonté, du moment qu'il agit raisonnablement.

Le transporteur est alors obligé de faire une proposition au voyageur resté à terre. L'article 8 prévoit plusieurs possibilités.

Le passager qui est victime du refus a le choix, entre exiger le remboursement du billet, ou accepter un réacheminement ultérieur vers sa destination finale.

Le passager a ainsi le droit de se retirer du rapport contractuel : s'il exige le remboursement du billet, le contrat de transport est résilié. Le voyageur renonce au voyage ou recherche par lui-même un vol de remplacement auprès d'un autre transporteur.

L'indemnisation doit être immédiate, art. 4 § 3.

Mais le passager peut aussi s'il le souhaite demeurer en relation contractuelle avec le transporteur qui a alors l'obligation de l'acheminer ultérieurement. L'art. 8 prévoit deux modèles de réacheminement :

Soit un réacheminement vers la destination finale dans des conditions de transport comparables et dans les meilleurs délais ;

Soit un réacheminement vers la destination finale dans des conditions de transport comparables à une date ultérieure à leur convenance sous réserve de la disponibilité des sièges.

Il parviendra ainsi, plus ou moins rapidement, à destination, grâce un réacheminement soit opéré par le transporteur, soit par un concurrent proposé par le transporteur primitif. L'itinéraire peut varier. Si le vol refusé était un vol direct, le vol proposé sera éventuellement avec correspondance.

Le voyageur doit être mis en situation d'exercer efficacement ses droits.

CJUE, 29 juillet 2019, affaire Rusu c. Blue Air, C-354/18 : deux personnes avaient réservé auprès de Blue Air deux billets d'avion pour se rendre le 6 septembre 2016 de Bacau (Roumanie) à Londres, où ils travaillaient. Ils sont informés au moment du départ d'un changement d'avion, dont la capacité est réduite en comparaison avec celle de l'avion primitivement envisagé. L'embarquement leur est refusé. Les voyageurs prendront finalement un autre vol desservi par le même transporteur, mais seulement le 11 septembre. Les passagers bénéficient ainsi d'un réacheminement, apparemment du 1<sup>o</sup> modèle. Le voyageur est victime d'une retenue sur salaire, il écope d'un blâme infligé par son employeur. D'où le contentieux.

Le tribunal de Bacau avait posé le 30 mai 2018 à la CJUE plusieurs questions concernant l'acheminement tardif à destination et l'organisation du vol de remplacement.

Le règlement décide, article 5 § 2 : Lorsque les passagers sont informés de l'annulation d'un vol, des renseignements leur sont fournis concernant d'autres transports possibles.

La juridiction roumaine demande si le transporteur a l'obligation, au titre de l'assistance, de présenter au passager des informations complètes sur toutes les possibilités de réacheminement.

La CJUE dans son arrêt Rusu du 29 juillet 2019, H. Kenfack, chronique droit des transports Dalloz 2020 p. 1425, décide que l'art. 4 § 3 du règlement n° 261/2004 – lu en combinaison avec l'art. 8 § 1 – impose au transporteur de présenter aux passagers des informations complètes sur toutes les possibilités.

La juridiction roumaine demande si c'est aux passagers ou à la compagnie qu'il appartient d'effectuer des recherches pour savoir si des places sont disponibles sur d'autres vols.

La CJ répond que les passagers n'ont aucune obligation de contribuer activement à la recherche des informations.

Le tribunal de Bacau demande qui a la charge de la preuve pour établir que le réacheminement a été effectué dans les meilleurs délais.

La charge incombe, décide la CJUE, sur le transporteur aérien effectif

[Rien n'interdit cependant au passager, pensons-nous, de faire preuve d'ingéniosité et de dynamisme. La

débrouillardise n'est pas un défaut.]

(Si la CJUE envisage de façon très stricte les obligations d'information incombant au transporteur en cas de refus d'embarquement et le menace implicitement de sanction civile s'il ne les accomplit pas, elle incite indirectement les transporteurs aériens à pratiquer de façon mesurée l'overbooking et à éviter le recours sur une vaste échelle.)

Le passager qui est en attente du vol ultérieur se voit conférer un droit à une assistance : rafraîchissements, hébergement à l'hôtel, deux appels téléphoniques.

(On verra plus tard en étudiant la responsabilité du transporteur aérien qu'il y a place pour une indemnisation à la charge de ce dernier en faveur du passager non admis, contre son gré, à monter à bord.)

La réglementation relative au refus d'embarquement semble dans l'ensemble bien appliquée et ne suscite, à la différence des hypothèses d'annulation du vol ou de retard, qu'un contentieux limité.

## **b) L'ANNULATION DU VOL**

M. V. Correia, au Jurisclasseur fascicule 930, n° 70, envisage deux types d'annulation :

l'annulation pour cause technique,

l'annulation comme mesure de gestion, le transporteur préférant annuler le vol plutôt que de déplacer un trop petit nombre de passagers.

(pour un exemple d'un transporteur annulant des vols faute de remplissage économiquement rentable de vol à partir du mois de mars 2020 du fait de l'effondrement du trafic aérien, affaire Air Europa Lineas Aereas c. VO, GR, C-545/22, radiation 8 octobre 2022)

### **i. La notion d'annulation de vol visée par le droit européen**

L'annulation de vol est en droit européen une notion protéiforme, dont la jurisprudence de la CJUE cerne progressivement au gré des demandes de recours préjudiciels les contours.

Art. 2 lettre l

L'une des difficultés consiste à bien distinguer, l'annulation du vol, du retard.

La distinction avait jadis un grand intérêt, le voyageur victime d'une annulation de vol était, quant à l'indemnisation offerte par le règlement européen, dans une meilleure situation que celui victime d'un retard, pour laquelle le règlement ne prévoyait pas grand-chose.

L'évolution jurisprudentielle a fait perdre à la distinction une certaine partie de son intérêt. Elle subsiste cependant.

Le basique

L'annulation de vol, si le vol programmé n'est pas effectué, est certaine. Des passagers disposaient de places réservées, mais l'avion ne décolle pas.

C'est avec l'arrêt Sturgeon que la Cour de justice a précisé la notion d'annulation de vol.

Selon l'arrêt Sturgeon du 19 novembre 2009, à la différence du retard de vol, l'annulation est la conséquence du fait qu'un vol prévu initialement n'a pas été effectué. Il y a annulation du (1<sup>o</sup>) vol si la programmation du vol est abandonnée et si les passagers rejoignent leur destination grâce à un autre vol également programmé. Ne sont pas jugés déterminants les avis donnés par le personnel ou sur l'écran, ou le fait que les passagers récupèrent leurs bagages ou qu'on leur délivre de nouvelles cartes d'embarquement.

Les cas disputés

D'autres hypothèses suscitent le doute ou l'hésitation, comme le retour à la case départ pour des raisons de force majeure ou les avancées ou reculs de l'heure de départ réalisés pour faciliter la gestion des vols par le transporteur ou le voyageur.

. Le retour de l'avion à l'aérodrome de départ pour des raisons de force majeure

La jurisprudence retient la qualification d'annulation de vol.

L'avion a décollé. Mais il y a annulation du vol d'après la jurisprudence lorsqu'il y a un incident technique au début du vol après le décollage et que l'avion revient à l'aérodrome de départ sans décoller à nouveau : CJUE 13 octobre 2011, C-83/10, Aurora Sousa Rodriguez et autres c. Air France, D. 2011.2591 obs. X. Delpech, D. 2012 note Ghislain Poissonnier. Le vol programmé allait de Roissy à Vigo ; quelques minutes après le décollage, le pilote décide d'opérer un demi-tour à raison d'une défaillance technique, l'avion n'a pas décollé à nouveau, il n'est pas arrivé avec retard à destination.

Les passagers ont dans l'ensemble gagné leur destination le lendemain.

Air France ne leur a donné aucune assistance ; Air France n'a pas pris à sa charge les frais d'hébergement.

Un vol n'est accompli que si l'avion parvient à destination. L'annulation ressort d'une situation de fait. La programmation initiale avait été abandonnée.

Un autre arrêt de la Cour de cassation connaît, dans des circonstances différentes, une problématique semblable, 1<sup>o</sup> Civile, 17 février 2021, n<sup>o</sup> 19-20.960. L'espèce concerne, le 6 août 2014, un vol AF 187 entre Hong Kong et Paris CDG. Après 3 h ½ de vol, le retour à Hong Kong est décidé, à raison de graves problèmes de santé d'une passagère enceinte, par le commandant de bord. L'avion opère demi-tour. L'arrêt analyse l'incident comme une annulation de vol.

Le voyageur sera finalement réacheminé à Paris par un vol ultérieur reprogrammé AF 187A. Durée du vol, 12 h 40.

Le juge d'Aulnay sous-Bois et le pourvoi d'Air France raisonnaient en termes de retard.

. Les modifications d'horaire décidées par le transporteur

La CJUE est invitée ces derniers temps par des juridictions allemandes ou autrichiennes à se prononcer sur la qualification d'opérations par lesquelles le transporteur prévoit ou impose une modification de l'heure de départ qui avait été contractuellement convenue.

Il semble que dans la plupart voire la totalité de ces espèces le passager ait accepté volens nolens la mutation d'horaire imposée par le transporteur.

On pouvait hésiter en se demandant s'il y a là une annulation du vol suivie d'un vol de réacheminement, ou une anticipation du départ qui serait soumise par analogie au régime du retard.

On pouvait également soutenir que l'hypothèse ne relève pas du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 et que le manquement contractuel devait être soumis au droit commun. Il était cependant peu probable que la CJUE, promotrice du droit européen, se rallie à une telle analyse. On pouvait penser qu'elle déciderait de se référer au règlement de 2004 en en faisant une interprétation créatrice ou déformante.

Les anticipations : Le vol anticipé et le décollage avant l'heure

Il y a peut-être lieu en ce domaine d'opérer quelque distinction.

Est-ce l'avion qui effectue le vol qui décolle plus tôt que convenu ou le passager est-il plus ou moins contraint de prendre un vol distinct du vol réservé, l'avion décollant plusieurs minutes ou plusieurs heures antérieurement à l'horaire du vol initialement prévu ?

. Le départ avant l'heure

Si tous les passagers ayant réservé sont présents, il arrive parfois que le transporteur n'attende pas l'heure de départ annoncé, il décolle par anticipation sur l'horaire.

Dans d'autres hypothèses, certains clients du transporteur risquent de se présenter, l'avion ayant déjà décollé. Le transporteur pour des causes diverses ayant décidé de faire partir l'appareil plus tôt que prévu par les horaires. Certains passagers montés à bord peuvent se plaindre d'arriver trop tôt à destination. Leurs familles ne sont pas par exemple présentes à l'aéroport pour les accueillir.

Il est a priori difficile pour un profane de parler d'annulation du vol, le vol a été organisé ; il n'y a pas non plus

retard, retard évoque un déplacement effectué ultérieurement, postérieurement à l'heure dite ; il n'y a pas de refus d'embarquement, l'avion a décollé, il n'y a pas eu de pilote ou d'hôtesse pour éconduire les passagers qui ne sont pas arrivés très tôt à l'avance et leur interdire de monter dans la carlingue. On devrait être tout simplement à notre sentiment en présence d'une hypothèse d'inexécution du contrat ne relevant ni de la convention de Montréal ni du règlement communautaire n° 261/2004 du 11 février 2004, mais du droit commun. Ce qui ne devrait pas faire peur au juriste : ce n'est pas parce que le règlement et que la CM ne s'appliquent pas que justice ne sera pas rendue. Le transporteur fournit des horaires, il se doit de les observer.

La CJUE préfère rester dans l'attraction du règlement n° 261/2004.

Il convient de distinguer les situations, compte tenu du maintien ou non du vol programmé, compte tenu de l'importance minimale ou substantielle du décalage horaire.

Les espèces jurisprudentielles portent souvent sur des vols à forfait.

Le transporteur avance parfois l'heure du départ, parfois il la recule.

Les passagers sont en général informés, pas toujours avec rapidité.

[Le Landgericht de Hanovre avait le 14 février 2014 interrogé la CJUE pour savoir si le départ anticipé entrait dans le domaine du règlement, TUIfly c. Harald Walter, C-79/14. L'affaire avait été radiée le 19 juin 2014. L'Amtsgericht de Düsseldorf, dans une demande de décision préjudicielle du 16 avril 2019, affaire EUflight c. Eurowings, C-345/19 avait demandé si, sur un vol réservé, les passagers dont l'avion a décollé plus d'une heure avant l'heure de départ prévue avaient droit par analogie, avec la situation du retard, à une indemnisation sur le fondement du règlement n° 261/2004. Affaire radiée.]

. L'avancement de l'heure de départ du vol programmé

Si l'heure de départ est avancée de plus d'une heure, la CJ estime que le vol qui avait été programmé a fait l'objet par le transporteur d'une annulation.

Examinons plus en détail les espèces soumises à la CJ.

Quatre affaires ont été portées devant la CJUE. Deux demandes viennent de Düsseldorf, deux de Korneuburg. Les affaires sont jointes, un seul arrêt a été rendu le 21 décembre 2021.

Le Landgericht de Düsseldorf adresse une demande à la CJUE le 30 avril 2020, affaire C-188/20, JG, LH, MI, NJ contre l'administrateur d'Azurair.

L'affaire concerne un voyage à forfait entre l'Allemagne et la Turquie. Un transport entre Düsseldorf et Antalya. Il existe une complication du fait de l'intermédiation d'un voyageur.

Le vol retour est avancé.

Le vol retour devait décoller d'Antalya, d'après le transporteur, le 5 août 2018 à 8 h, il décolle à 5 h 10.

La juridiction demande s'il y a annulation du vol au sens du règlement n° 261/2004 lorsque le transporteur avance le vol réservé dans le cadre d'un voyage à forfait d'au moins 2 H et 10 minutes le même jour.

Elle demande si l'information donnée avant le début du voyage sur l'avancement du vol constitue une offre de réacheminement.

Le Bundesgerichtshof considère que si un transporteur avance un vol de façon significative, il y a annulation de vol, avec proposition de réacheminement.

La juridiction de renvoi doute du bien-fondé de cette jurisprudence de la haute juridiction allemande.

Les passagers avaient pris le vol retour qui avait été avancé. Le désagrément est toutefois mince, ils sont restés en vacances en Turquie un peu moins que prévu, ils ont abrégé de façon minimale la durée de leur séjour à l'étranger, mais ils n'ont pas été victimes de stress.

L'affaire Eurowings, C-196/20, concerne un voyage à forfait, avec un vol entre Hambourg et Palma de Majorque.

Demande de décision préjudicielle présentée par le Landgericht de Düsseldorf le 20 mars 2020, affaire C-146/20, AD, BE, CF / Corendon Airlines : un voyage à forfait ; un vol entre Düsseldorf et Antalya. Le transporteur aérien annonce 10 jours plus tôt l'avancement du vol réservé de 10 h 20 à 8 h 40. Une composante du vol convenu est unilatéralement remise en cause par le transporteur. Les passagers ont raté le vol aller.

La juridiction allemande demande s'il y a annulation d'un vol.

S'agit-il d'un vol annulé, anticipé par un vol de réacheminement ?

La compagnie avait modifié l'heure de départ, elle l'avait avancée d'une heure et quarante minutes.

La demande du tribunal de Korneuburg, concerne l'annulation du vol réservé entre Vienne et Le Caire, alors que les passagers sont invités à prendre un vol partant 11 h avant le vol annulé et arrivant à destination 55 minutes avant l'heure qui avait été prévue initialement, affaire C-270/20, AG c. Austrian Airlines.

La juridiction autrichienne analyse la situation comme celle d'un vol annulé, le transporteur ayant offert un vol de réacheminement, à accomplir non dans un créneau horaire postérieur à l'heure du vol annulé, mais à prendre par anticipation grâce un vol différent, mais décollant plusieurs heures avant celui qui a été annulé. (Le transporteur demande à bénéficier d'une minoration du montant de l'indemnisation, cf. infra le développement concernant l'indemnisation du passager en cas d'annulation de vol.)

Ces affaires ayant été jointes, les conclusions de l'avocat général Priit Pikamäe présentées le 23 septembre 2021 concernent donc les affaires C-146/20, C-188/20, C-196/20 et C-270/20.

L'avocat général note que, dans l'affaire Azurair, le transporteur a en réalité avancé l'heure de départ de l'avion de 2 h 50 minutes.

Dans l'affaire Corendon, l'avance de l'heure de départ est d'une heure et 40 minutes.

Il y a annulation de vol, en cas d'abandon de la programmation du vol initial. Le vol primitivement prévu n'est pas effectué.

L'avocat général estime que le règlement n° 261/2004 a souhaité éviter un avancement important des vols. Le règlement dans son article 5 mentionne un avancement d'une heure ou de deux heures.

Cet avancement important peut entraîner des désagréments sérieux pour les passagers. Si le passager n'est pas informé de cet avancement, il risque de rater le vol. Un avancement risque de produire des désagréments plus graves que ceux d'un retard. L'avocat général propose de distinguer les avancements de vols importants par rapport aux avancements mineurs.

Même si l'avancement n'est pas directement abordé dans le règlement, cela n'empêche pas la CJUE de trouver une solution. L'avocat général soutient que l'avancement de vol d'une certaine envergure qui devient important doit être traité comme une figure de la notion plus générale d'annulation. La qualification de retard ne doit pas être retenue. Tout avancement important d'un vol constitue un écart par rapport à la programmation initiale du vol réservé. La programmation de tout vol se compose de l'itinéraire et des heures de départ et d'arrivée prévues. C'est un choix actif du transporteur de modifier la programmation initiale du vol. L'avancement du vol résulte d'une décision du transporteur. L'avancement important d'un vol doit être considéré comme une annulation. L'avocat général s'interroge ensuite sur les critères permettant de qualifier un avancement d'horaire comme important. Circonstance, dont nous verrons plus tard qu'elle peut donner lieu à une indemnisation.

La Cour devrait donner des critères de nature indicative, appréciés par le juge national tenant compte des circonstances du cas particulier.

L'indemnisation devrait être refusée si l'avancement de l'heure de départ n'entraîne pas de désagréments sérieux.

Si le passager a été informé en temps utile et a pu s'adapter à la programmation modifiée, le désagrément sérieux n'est pas vérifié.

L'avocat général considère qu'il y a eu annulation dans l'affaire Azurair, du moment que l'avancement de l'heure de départ a excédé deux heures.

La CJUE a rendu son arrêt du 21 décembre 2021 statuant dans ces affaires C-188/20 et C-146/20.

Ghislain Poissonnier, La protection des passagers concerne également les vols avancés, Dalloz 2022 p. 595s

Un avancement important d'un vol est susceptible d'engendrer des désagréments sérieux pour les passagers.

Le passager s'il veut prendre l'avion est contraint de s'adapter à la nouvelle heure de départ de son vol.

Il y a "annulation" du vol dans la situation où le vol fait l'objet d'un avancement important.

Il convient de distinguer les situations où l'avancement du vol n'entraîne qu'une incidence négligeable sur la possibilité pour les passagers de disposer de leur temps et celles qui donnent lieu à des désagréments sérieux à raison l'avancement important du vol.

Le cas de l'avancement du vol diffère du retard.

Les avancements ne sauraient dépasser une heure.

Cette interprétation dispense les transporteurs de leur obligation de verser une indemnité lorsqu'ils informent à l'avance les passagers de l'avancement du vol.

Un vol est considéré comme étant "annulé" lorsque le transporteur **avance** ce vol **de plus d'une heure**.

Un autre arrêt concernant des faits voisins a été rendu le même jour, 21 décembre 2021, par la CJUE dans l'affaire Airhelp c. Laudamotion, C-263/20, Bulletin des transports et de la logistique, n° 3861, 10 janvier 2022 : Quand "avancé" rime avec "annulé". Deux passagers avaient réservé, via une plateforme électronique de réservation, un vol entre Majorque et Vienne en Autriche. La plateforme avait réservé le vol au nom des



passagers auprès de Laudamotion. Alors que le vol réservé devait partir le 14 juin 2018 à 14 h 40, le transporteur avance le vol à 8 h 25, soit une anticipation de plus de 6 heures. Les passagers ont été informés quatre jours à l'avance. Les deux passagers avaient demandé, pour annulation du vol, la somme totale de 500 euros. Le vol a été avancé, ce qui entraîne des désagréments pour les passagers. Une avancée d'une heure est négligeable, elle ne crée pas un désagrément sérieux. En revanche un avancement de plus d'une heure crée un désagrément important. La CJUE décide alors que le vol doit alors être considéré comme annulé.

La Cour de cassation fait application de la jurisprudence de la Cour de Justice : 1<sup>o</sup> Civile, 31 janvier 2024, n<sup>o</sup> 22-21.565, X. c. Volotea : le vol était prévu le 16 août 2021 à 15 h 35, l'horaire a été avancé par le transporteur à 10 h 30. La compagnie a annoncé ce changement ce jour-là par un mail ayant été reçu à 13 h 06. Les membres de la famille ont donc été dans l'incapacité de prendre le vol. Le tribunal de Nantes avait rejeté les demandes en indemnisation, les demandeurs ne rapportaient pas la preuve de l'annulation ou du retard des vols réservés, le règlement européen ne pouvait s'appliquer. La cassation intervient. Un vol est considéré comme annulé lorsque le transporteur avance ce vol de plus d'une heure, les passagers ayant droit sous certaines conditions à une indemnisation de la part du transporteur aérien.

. Le recul de l'horaire du décollage : le départ à un horaire ultérieur  
Le départ retardé

Le vol est considéré comme annulé, mais seulement si le recul de l'horaire de départ excède 3 heures.

Demande de décision préjudicielle du Landgericht de Düsseldorf en date du 19 août 2020, affaire C-395/20, EP, GM / Corendon Airlines.

Un voyage à forfait, le transporteur décale le vol réservé, c'est l'heure du départ qui passe de 13 h 20 à 16 h 10. La juridiction allemande demande si avec ce changement d'horaire on est en présence de l'annulation d'un vol. Y avait-t-il offre de réacheminement ?

Information donnée 9 jours avant le début du voyage.

Nous disposons des conclusions déposées le 23 septembre 2021 par l'avocat général Priit Pikamäe.

L'avocat général limite ses conclusions à la question de savoir si les faits sont constitutifs d'une annulation de vol.

Les clients avaient retenu leurs billets par l'intermédiaire d'une plateforme internet Check 24, le vol avait été confirmé par le transporteur.

Le vol convenu devait partir de Düsseldorf en direction d'Antalya le 18 mai 2019, départ à 13 h 20, arrivée prévue en Turquie à 17 h 50.

Le transporteur fixe ensuite une nouvelle heure de départ, 16 h 10.

Les passagers sont informés.

Le vol a été en fait victime d'un retard au départ, l'avion a décollé à 17 h 02, il a atterri à 21 h 30.

Le vol est une opération de transport aérien, une unité de transport réalisée par un transporteur qui fixe l'itinéraire. L'itinéraire est un élément essentiel du vol, le vol est effectué conformément à une programmation que le transporteur avait fixée à l'avance. Il y a annulation lorsqu'un vol prévu initialement n'a pas été effectué. L'avocat général considère qu'en l'espèce la programmation initiale n'a pas été abandonnée, les passagers ont été transportés dans le cadre du vol qu'ils avaient réservé, même si cela a été accompli à un moment ultérieur. Le numéro du vol n'a pas été modifié, c'est seulement l'horaire du vol qui a été décalé. L'avocat général considère qu'il y a eu une modification de la programmation, mais celle-ci n'a pas été abandonnée. La programmation avait été suspendue temporairement, elle a été reprise dès que les circonstances l'ont autorisé. Ce décalage de 3 heures environ avait été annoncé 9 jours à l'avance. Il n'a eu qu'une portée mineure. Il ne s'agissait pas de l'annulation du vol.

(On peut estimer que les passagers ont été en l'espèce victimes à l'arrivée d'un retard de plus de 3 heures, ils devaient atterrir d'après le contrat à 17 h 50, ils sont arrivés à Antalya à 21 h 30.)

L'arrêt rendu le 21 décembre 2021 est conforme aux conclusions de l'avocat général.

Les passagers avaient conclu un voyage à forfait par l'intermédiaire de la plateforme internet Check 24.

Le transporteur Corendon avait confirmé la réservation, le vol devait être effectué le 18 mai 2019 de Düsseldorf à Antalya avec un départ à 13 h 20.

Le transporteur modifie l'horaire, le départ est prévu à 16 h 10. Le numéro du vol est conservé.

Les passagers sont informés 9 jours à l'avance.

Chaque passager demande 400 euros au transporteur.

La juridiction allemande n'avait interrogé la CJUE qu'à propos du report de l'heure de départ de 2 h 50.

Le vol décollera en réalité à 17 h 02.

La réponse de la CJUE ne tient pas compte du retard ultérieur.

La CJUE opère la distinction entre les vols annulés et les vols retardés. Il s'agit de catégories bien distinctes.

Pour qu'un vol soit considéré comme annulé, avec une heure de départ retardée par rapport à l'heure initiale, il faut que le transport soit assuré sur un autre vol doté d'une programmation différente.

Un vol n'est pas considéré comme annulé, lorsque le transporteur reporte l'heure de départ de moins de 3 heures, sans apporter d'autre modification de vol.

. L'indifférence de l'adjonction d'une escale non programmée

La Cour de justice avait été interrogée une première fois pour déterminer si le vol sans escale, non-stop, transformé unilatéralement en vol avec escale correspond, au regard du règlement européen, à une annulation de vol. Le vol effectivement réalisé était parti sous le numéro du vol initial, mais il n'avait pas été réalisé comme prévu, une escale avait été programmée avant le décollage, le vol a été effectué avec un autre aéronef et avec une autre compagnie aérienne en sous-affrètement.

Demande présentée le 20 décembre 2013 par le Landgericht de Francfort sur le Main, Condor c. Plakolm, C-680/13.

Le vol primitif avait été, nous semblait-il, annulé, un vol de remplacement avait été organisé, une escale avait été introduite. Le changement d'avion n'est pas à lui seul déterminant, ni à la limite le changement de transporteur. Ces trois innovations sont le signe de la nouveauté. Radiation de l'affaire par une ordonnance du 16 mai 2014, JOUE du 11 août 2014.

Une nouvelle demande de décision préjudicielle a été ultérieurement formulée sur la base de faits similaires : l'espèce concerne un vol entre la Bulgarie et l'Allemagne, une escale non prévue a été effectuée à Prague, l'avion a atterri au lieu de destination, Dresde, avec un retard de deux heures et 20 minutes.

Le voyageur ne pouvait donc obtenir aucune indemnisation sur le fondement du droit prétorien européen pour retard. Pour qu'il y ait retard donnant lieu à la pénalité inventée par l'arrêt Sturgeon, il aurait fallu que le retard soit supérieur à 3 heures.

La passagère demande alors 250 euros à raison de l'annulation du vol qui avait été convenu.

Le vol n'excédait pas 1500 km.

Il est évident que pour un profane le vol n'avait pas été annulé, mais exécuté selon des modalités distinctes de celles primitivement annoncées.

L'imagination juridique s'éloignant souvent du discours commun, il n'était pas interdit de soutenir que le vol convenu avait été annulé et remplacé par un vol avec escale.

L'Amtsgericht de Dresde demande alors s'il y a eu annulation de vol, 19 janvier 2016, Ute Wunderlich c. Bulgarian Air charter, C-32/16, JOUE du 10 mai 2016.

Pour. L'engagement contractuel portait sur un vol sans escale, ce vol sans escale n'a pas été exécuté, il a donc été annulé. Le transporteur a programmé à la place un vol de substitution comportant une escale commerciale, des passagers ont alors débarqué à l'escale, des passagers sont montés. Le vol primitif a été déprogrammé, un nouveau vol a été programmé à sa place. En ce qui concerne le confort d'un passager, ce n'est pas la même chose que de bénéficier d'un vol direct ou d'un vol doté d'une escale. C'est un vol avec des caractéristiques distinctes du projet primitif qui a été en fait effectué. Quand un transporteur programme un vol, la prévision ou l'absence d'escale est un élément catégorisant.

Contre : le vol primitif n'a pas été annulé, le vol promis a été effectué, il y a identité quant au point de départ et de destination en ce qui concerne ce qui a été promis et ce qui a été fait, l'insertion de l'escale a un caractère secondaire qui ne remet pas en cause le maintien du vol primitivement convenu. Avec escale ou non, le vol promis a été effectué.

La première opinion nous semblait plus convaincante, du moins si le transporteur insère de sa propre initiative une escale à caractère commercial.

(La présence d'une escale technique ne devrait pas modifier la nature du vol entrepris, la sécurité prime, le plan de vol implique que l'aéronef fasse escale s'il y a nécessité)

Une ordonnance de la 8<sup>e</sup> chambre de la CJUE du 5 octobre 2016, JOUE du 19 décembre 2016, C 475/9, D.

2017.1448 obs. Kenfack, se prononce en faveur de la seconde opinion. Un vol dont les lieux de départ et d'arrivée ont été conformes à la programmation prévue, mais qui a donné lieu à une escale non programmée, ne peut être considéré comme annulé.

L'élément essentiel est l'accomplissement d'un vol entre deux points, Bourgas et Dresde. Ce vol a été accompli, l'itinéraire a été observé. Les passagers n'ont pas été transférés sur un autre vol. Le vol n'a pas été déprogrammé. La non-programmation initiale de l'escale n'a pas remis en cause la programmation de ce vol.

La CJUE s'abstient ainsi de conférer à la notion d'annulation de vol une portée démesurée, elle accroît les marges de gestion des compagnies en les autorisant indirectement à insérer des escales dans des vols directs qui

en étaient en principe dépourvus.

(Comme le voyageur ne peut obtenir d'indemnisation sur le fondement du règlement européen, le vol n'étant pas considéré comme annulé et le retard inférieur à 3 heures, le passager pourrait agir, nous semble-t-il, sur le fondement du droit commun et, s'il parvient à établir que l'escale imprévue lui avait été dommageable, obtenir réparation. Il avait un billet pour un vol sans escale, le transporteur lui a procuré un vol avec escale, le transporteur a manqué à son obligation contractuelle. Le manquement contractuel est patent. Un vol sans escale est plus agréable pour le voyageur. L'organisation d'une escale imprévue augmente la durée du vol et peut être source d'un stress supplémentaire auprès du passager. La mauvaise exécution du contrat ne relève pas de l'exclusivisme montréalais, du moment que le demandeur se garde bien de fonder sa requête sur le retard ou une lésion corporelle.)

La 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20490, applique la solution adoptée par la Cour de Justice, à propos d'un vol Mulhouse via Paris Conakry. Air France a modifié les prévisions, en effectuant une escale à Dakar, de telle sorte que la passagère est parvenue tardivement en Guinée. L'arrêt censure le jugement du tribunal de Mulhouse ayant décidé qu'il y avait eu annulation de vol. L'ajout d'une escale ne constitue pas une annulation de vol.

Ghislain Poissonnier et Pierre Osseland, La mise en œuvre perfectible des droits des passagers dont les vols sont annulés, D. 2011. 962

Le règlement européen s'applique-t-il dans les circonstances de fermeture de tout ou partie de l'espace européen à saison de l'éruption d'un volcan islandais, interdisant par prudence et précaution l'exercice du trafic aérien ? L'État interdit aux compagnies de prendre l'air si bien que les vols prévus ne peuvent qu'être annulés. Le règlement, estimions-nous dans notre étude publiée au Scapel, est étranger à ce type d'incident majeur, le règlement a été uniquement pris pour sanctionner des transporteurs mauvais gestionnaires de leur réseau, tel n'est pas le cas ici. Le règlement se place dans la perspective d'assurer la continuité de l'exercice de la navigation aérienne, le transporteur doit procurer aux victimes d'une annulation de vol un avion sur un vol ultérieur, c'est l'obligation du réacheminement. Or en de telles circonstances le transporteur ne le peut pas, les vols sont purement et simplement interdits, l'espace aérien est fermé par le fait du prince. Nous pensions que c'était à l'État d'assurer les secours à conférer aux victimes de cette interruption de la navigation aérienne, puisque c'est lui qui a pris la mesure d'interdiction du décollage.

L'avocat général Yves Bot n'était pas entré dans ces considérations - qu'il ignorait - dans ses conclusions du 22 mars 2012, il estime que les obligations d'hébergement subsistent en dépit des circonstances extraordinaires. Il refuse d'exploiter les termes figurant dans le considérant 14, alors que la CJUE avait invoqué dans l'arrêt Sturgeon les considérants 14 et 15 pour imposer une indemnisation forfaitaire au transporteur en cas de retard important au point de destination. Prosaïquement, il déclare que le coût financier de cette obligation qui relève d'une garantie absolue doit conduire les transporteurs à augmenter le prix des billets. C'est la socialisation des risques. Le transporteur joue le rôle d'assureur. Il est vrai que si on dispensait le transporteur de toute assistance, les frais d'hébergement, en attendant le retour à la normale, ne pourraient être mis à la charge que des passagers eux-mêmes victimes d'un mauvais coup du sort ou de l'État providence. La passagère devait quitter Faro pour Dublin le 17 avril 2010, elle n'a pu revenir en Irlande que le 24 avril. Ryanair ne s'est pas occupé d'elle. Elle demande 1 129 euros pour des frais de restauration, de rafraîchissement et d'hébergement.

Qu'enseigne l'arrêt rendu par la CJUE le 31 janvier 2013, Denise McDonagh c. Ryanair, C-12/11, Revue droit des transports janvier 2013, repère 1 par Ph. Delebecque et commentaire 9 par Vincent Correia, Gaz. Pal. 2013 n<sup>o</sup> 94, page 10, note Paulin.

On verra ultérieurement qu'en présence de circonstances extraordinaires les obligations du transporteur sont tempérées et allégées.

Les circonstances extraordinaires visent littéralement des circonstances hors de l'ordinaire.

Toutes les circonstances qui échappent au contrôle du transporteur aérien sont concernées. Quelle que soit la nature de ces circonstances, et quelle que soit leur gravité.

Il était évident que l'éruption volcanique et les mesures subséquentes de fermeture de l'espace aérien, fondées sur le principe de précaution ou qu'elles soient considérées comme excessives, peu importe, relevaient de l'extraordinaire.

La Cour de Justice a pourtant refusé de faire preuve de compréhension pour les transporteurs.

Lorsque des circonstances extraordinaires se produisent, le transporteur aérien est uniquement exonéré de son

obligation d'indemnisation, décide l'arrêt. L'obligation de prise en charge continue à s'imposer au transporteur, quel que soit l'événement qui a donné lieu à l'annulation du vol. Des circonstances, telles que la fermeture d'une partie de l'espace aérien européen à la suite de l'éruption du volcan islandais, constituent des circonstances extraordinaires qui ne délient pas les transporteurs de leur obligation de prise en charge. L'objectif de la réglementation est d'assurer aux passagers consommateurs un niveau élevé de protection à plus forte raison quand ils se trouvent dans un état de particulière vulnérabilité.

Le règlement n'apporte aucune limitation, d'ordre temporel ou pécuniaire, à l'obligation de prise en charge des passagers dans les circonstances extraordinaires. L'ensemble des obligations de prise en charge des voyageurs victimes d'une annulation de vol s'impose dans son intégralité au transporteur aérien durant la totalité de la période pendant laquelle les passagers doivent attendre leur réacheminement. Un hébergement à l'hôtel est offert gratuitement par le transporteur aérien pendant le temps nécessaire. Le passager aérien doit pouvoir avoir accès aux services de première nécessité et ce pendant la durée de l'attente.

L'obligation de prise en charge entraîne des conséquences financières certaines pour les transporteurs, cet élément ne saurait être considéré comme démesuré par rapport à l'objectif de protection élevée des passagers, décide l'arrêt. C'est le passager élevé au rang de vache sacrée !

L'arrêt transforme le transporteur en assureur des incidents du voyage aérien et l'incite à augmenter ou à tout le moins de calculer ses tarifs pour y inclure de facto une prime de risque : les transporteurs comme opérateurs avertis tiennent compte désormais des coûts liés à la satisfaction de leur obligation de prise en charge, ils ont la possibilité de répercuter les coûts engendrés par cette obligation sur le prix des billets d'avion.

Les transporteurs ménagent leurs intérêts, ils savent que les réclamations n'émanent en fait que d'une minorité de passagers, la majorité ne plaide pas.

## ii. Le traitement par le transporteur aérien effectif de l'annulation du vol

Les obligations incombant au transporteur en cas d'annulation du vol

L'information de la clientèle

En cas de perturbation du trafic aérien liée à une grève ... tout passager a le droit de disposer d'une information gratuite, précise et fiable sur l'activité assurée. Cette information doit être délivrée aux passagers par l'entreprise de transport aérien au plus tard 24 H avant le début de la perturbation. Cf. art. L. 1114-7 du code des transports. Le transporteur doit informer le passager sur ses droits, art. 14

L'affiche, art. 14 § 1.

Le transporteur qui annule un vol présente à chaque passager concerné une notice écrite reprenant les « règles » d'indemnisation et d'assistance conformément aux dispositions du règlement n° 161/2004 du 11 février 2004, article 14 § 2.

Le Landgericht de Düsseldorf demande le 30 avril 2020 à la CJUE si le transporteur effectif est tenu d'informer le passager de la dénomination exacte de l'entreprise et de son adresse afin de pouvoir réclamer l'indemnité. Doit-il indiquer le montant de l'indemnisation – qui est calculée en fonction de la distance. Doit-il indiquer quels sont les documents qu'il faut joindre à la demande d'indemnisation. Affaire C-188/20.

Le Bundesgerichtshof juge que le transporteur doit mentionner le montant de l'indemnité susceptible d'être réclamée, ceci pour permettre au passager de réclamer lui-même l'indemnisation au transporteur.

La juridiction de Düsseldorf s'inscrit en faux contre cette jurisprudence, elle considère que l'article 14 § 2 du règlement n° 261/2004 fait peser seulement sur le transporteur une obligation d'information portant non sur les droits appartenant in casu au passager, mais sur les règles d'indemnisation conformément aux dispositions du règlement.

Le transporteur commet une faute en ne communiquant pas l'information, si bien que sa responsabilité peut être engagée.

Selon les conclusions développées le 23 septembre 2021 par l'avocat général Priit Pikamäe, les passagers doivent être mis en mesure d'exercer leurs droits. Le passager doit pouvoir déterminer aisément le transporteur contre lequel il peut exercer son recours indemnitaire, il faut lui donner l'adresse du transporteur, il faut lui donner les informations relatives aux documents à fournir pour faire valoir ses droits.

Il ne suffit pas de citer les dispositions du règlement, le transporteur doit tenir compte de l'évolution jurisprudentielle.

Il n'est pas nécessaire d'indiquer le montant exact de l'indemnisation à laquelle le passager aurait droit dans son cas individuel.

L'arrêt rendu par la CJUE le 21 décembre 2021 traite de ce point dans la 7<sup>e</sup> question, affaire C-188/20.

L'article 14 § 2 du règlement n° 261/2004 prévoit que le transporteur qui annule un vol doit présenter à chaque passager une notice écrite reprenant les règles d'indemnisation et d'assistance issues du règlement. Les passagers doivent être pleinement informés de leurs droits afin de pouvoir les exercer. Le passager doit disposer de la dénomination exacte de l'entreprise à laquelle il peut réclamer une indemnisation et de son adresse. Le passager doit être informé de la procédure à suivre afin de faire valoir des droits. Le transporteur aérien effectif doit indiquer au passager les documents à joindre à la demande. En revanche, le transporteur n'est pas tenu d'informer le passager du montant exact de l'indemnisation que celui-ci peut éventuellement obtenir.

On retrouve cette problématique avec l'arrêt rendu le 21 décembre 2021 par la CJUE dans l'affaire Air help c. Laudamotion, C-263/20, où le départ de l'avion avait été anticipé de plusieurs heures et où la Cour de Justice estime que le vol convenu a été annulé.

Plusieurs formes d'assistance incombent, d'après l'art. 5, au transporteur aérien effectif, celle de l'article 8, celle de l'article 9.

Cf. Jeremy Heymann, Le droit des transports aériens face à la pandémie de covid-19, Revue des affaires européennes, 2020/2, qui décrit fort bien les obligations du transporteur aérien en cas d'annulation de vol

α) Le passager au vol annulé bénéficie, d'après l'article 5, § 1, a), de l'assistance prévue à l'article 8.

Le choix doit être offert par le transporteur aérien effectif au passager :

Soit le remboursement du billet,

Soit le réacheminement par un vol de remplacement vers la destination finale.

C'est le transporteur aérien effectif qui doit offrir ce choix au passager au vol annulé : ou remboursement dans les 7 jours, ou acheminement du passager à destination finale grâce à un vol ultérieur, dans un avenir très proche ou plus lointain.

#### L'hypothèse de la défaillance du transporteur, se trouvant dans l'incapacité d'effectuer le remboursement du billet

L'expérience a prouvé que certains transporteurs en très mauvaise santé financière sont parfois dans l'incapacité de remplir ces obligations. Ils n'ont plus de fonds, ils ne peuvent pas rembourser les billets émis. Ils ont cessé de naviguer, ils ne sont donc pas en condition d'offrir un vol ultérieur à leurs clients.

Les vols sont interrompus du fait de la défaillance de la compagnie aérienne.

Le transporteur n'a plus de disponibilités financières, l'exploitation a cessé, il n'honore pas les billets d'avion détenus et payés par la clientèle qui se sent abandonnée, parfois à des milliers de kilomètres de la mère patrie. 77 faillites ont été relevées ces dernières années dans le secteur aérien, deux en France en septembre 2019.

Certains évoquent la possibilité du recours à l'assurance obligatoire pour couvrir les passagers contre ce risque. Certains voudraient contraindre les transporteurs européens desservant également l'aéroport lointain à rapatrier gratuitement cette clientèle en désarroi. Il y aurait la possibilité pour l'État de réquisitionner un appareil aérien pour faire revenir en France, aux frais des contribuables restés dans la neige et les frimas, ces vacanciers des tropiques.

La Commission européenne, le 18 mars 2013, a fait une communication et présenté /proposé des mesures en cas d'insolvabilité de la compagnie aérienne. Cette communication ne concerne que l'hypothèse d'un "achat" d'un seul service de transport et ne concerne pas l'insolvabilité dans le cadre des forfaits et des prestations liées.

Le gouvernement anglais a été obligé de rapatrier à plusieurs reprises en Grande Bretagne des passagers partis dans des pays lointains, alors que le transporteur mis en faillite ne pouvait assumer le vol de retour. L'imposition d'une taxe est envisagée, perçue aux frais du passager, assuré en cas de défaillance du transporteur de pouvoir réintégrer sa mère patrie.

En moins de trois semaines, en septembre 2019, deux compagnies aériennes françaises ont été mises en liquidation judiciaire, Aigle Azur et XL Airways. Certains passagers se sont trouvés bloqués à l'étranger.

D'autres avaient acheté leurs billets plusieurs semaines à l'avance, les vols ne seront pas effectués, les clients n'obtiendront pas le remboursement du prix qu'ils avaient exposé. Ces affaires ont donné lieu à plusieurs dizaines de questions de parlementaires adressées au secrétaire d'État aux transports, toutes pour souhaiter l'établissement d'un système d'indemnisation collective des passagers. Une réponse a été donnée le 21 janvier 2020 à la question n° 23609 posée le 8 octobre 2019 par Mme Bonnivard députée de Savoie, indiquant que les grosses compagnies sont réticentes quant à l'adoption d'un système de garantie collective, refusant de payer (ou leurs clients) pour de plus petites, davantage exposées au risque de défaillance. Le ministre répond. Il évoque la création de comptes séquestres (afin que la compagnie ne perçoive le prix des billets que si le voyage est assuré). Un système de garantie ne saurait pas, face à la concurrence, être seulement créé à l'échelon national. C'est au niveau européen qu'il faut légiférer.

(L'État se devrait de suspendre avec énergie la licence d'exploitation des compagnies en très mauvaise santé financière. Quitte à précipiter la cessation des paiements et l'interruption de l'exploitation.

Il suffit de consulter le chapitre II du règlement modifié n° 1008/2008 du 24 septembre 2008, intitulé Licence d'exploitation.

L'article 5 fixe les conditions financières pour l'octroi des licences d'exploitation.

Article 8. La licence d'exploitation reste valable aussi longtemps que le transporteur aérien communautaire satisfait aux exigences prévues par le présent chapitre.

L'autorité compétente pour l'octroi des licences surveille avec soin le respect des exigences du présent chapitre.

En toute hypothèse, elle vérifie le respect de ces exigences dans les cas suivants ... en cas de problème supposé.

Un transporteur aérien communautaire fournit à l'autorité compétente pour l'octroi des licences ses comptes certifiés au plus tard 6 mois suivant le dernier jour de l'exercice financier concerné, sauf disposition contraire de la législation nationale.

L'autorité compétente pour l'octroi des licences peut à tout moment évaluer les résultats financiers d'un transporteur aérien communautaire auquel elle a délivré une licence d'exploitation en demandant les informations nécessaires.

L'article 9 est relatif à la suspension et au retrait des licences d'exploitation.

L'autorité compétente pour l'octroi des licences peut, à tout moment, procéder à une évaluation des résultats financiers d'un transporteur aérien communautaire auquel elle a délivré une licence.

Sur la base de cette évaluation, l'autorité suspend ou retire cette licence d'exploitation si elle n'a plus la certitude que ce transporteur aérien communautaire est à même de faire face à ses obligations actuelles et potentielles pendant une période de 12 mois.

Lorsqu'il apparaît clairement qu'il existe des problèmes financiers ... l'autorité compétente procède sans retard à une analyse approfondie de la situation financière et, sur la base de ses conclusions, réexamine le statut de la licence d'exploitation ...

Dans ces deux défaillances d'entreprise, il est possible que l'administration n'ait pas été très regardante ou qu'elle ait procrastiné pour éviter un conflit social, croyant en la possibilité d'un sauvetage de l'entreprise.

Les clients ont intérêt à s'adresser à des compagnies à la santé financière éclatante. La clientèle devrait prendre conscience des risques qu'elle prend en achetant longtemps à l'avance des billets à des compagnies de second niveau.)

. 1° branche de l'option à offrir au passager : Le remboursement du billet dans un délai de 7 jours

Le transporteur propose de mettre fin à la relation contractuelle, le passager acquiesce en acceptant le remboursement du billet d'avion.

Le montant à rembourser

Il faut distinguer selon que le prix du billet correspondant au vol ultérieurement annulé a été versé directement au transporteur ou qu'il avait été perçu par un intermédiaire de voyages.

1° situation. Le billet à rembourser a été vendu par le transporteur.

Le vol est annulé, le transporteur en avait perçu le prix, il doit le rembourser.

Le prix a été ordinairement perçu par la compagnie ayant délivré le billet, c'est-à-dire par le transporteur contractuel.

Il est possible que l'annulation du vol soit l'œuvre d'un transporteur aérien effectif, distinct du transporteur

contractuel ayant reçu le paiement.

On peut estimer que le transporteur effectif, auteur de l'annulation, doit effectuer illico le remboursement, quitte à se retourner contre le transporteur contractuel ayant perçu le prix du vol. Les obligations qu'impose le règlement au transporteur pèsent sur le transporteur aérien effectif, qu'il soit ou non le contractant du passager.

(voir l'affaire C-194/23, Air France, sur renvoi de la cour d'Amiens du 27 mars 2023. Un déplacement familial entre la France et l'île Rodrigues. Un temps d'arrêt de 19 heures était prévu dans l'île Maurice. Les réservations des vols Paris -Maurice et Maurice-Rodrigues avaient été prises en ligne auprès d'Air Mauritius. A la suite d'un accord entre Air Mauritius et Air France, c'est la compagnie française, en partage de code, qui devait exécuter le vol entre la France et l'île Maurice. Il semble qu'Air Mauritius n'exécute en réalité aucun vol en personne entre Paris et Maurice. Ce vol est annulé à cause de la grève du personnel. Si on considère qu'on est en présence d'une opération unique avec correspondance à Maurice, la compagnie Air France, transporteur aérien effectif du premier segment de vol, transporteur communautaire, qui a remboursé avec retard les billets Paris / île Maurice, risque de devoir être condamnée à rembourser également le prix du trajet entre Maurice et Rodrigues.)

Ce remboursement se fera ordinairement en monnaie ayant cours légal compte tenu de la devise qui avait été utilisée pour l'achat du billet.

Il faut se demander si le transporteur aérien effectif, sommé de procéder au remboursement, peut effectuer celui-ci en bons de voyage plutôt qu'en euros.

Selon l'article 7 § 3 du règlement n° 261/2004, auquel renvoie l'article 8 § 1, a), le billet est remboursé, à la suite de l'annulation et du choix opéré par le passager, en espèces, par virement bancaire électronique, par virement bancaire ou par chèque, **OU**, avec l'accord signé du passager, sous forme de bons de voyage et/ou d'autres services.

Demande de décision préjudicielle du Landgericht de Francfort du 2 janvier 2023, affaire Cobult c. TAP, C-76/23.

Un passager avait réservé un voyage départ Fortaleza, correspondance à Lisbonne, arrivée à Francfort, au prix de 1 447,02 euros. Départ prévu le 1<sup>o</sup> juillet 2020.

Le transporteur annule ce transport aérien plusieurs semaines à l'avance.

Le 4 juin 2020, le passager avait demandé à être remboursé par l'octroi d'un bon de voyage, il reçoit ce jour même par courrier électronique un bon d'une valeur de 1737, 52 euros.

Le passager le 30 juillet 2020 cède sa créance

Le passager change apparemment d'avis, il semble se rétracter, l'organisme de recouvrement cessionnaire des droits du passager demande un remboursement en espèces et conteste indirectement la validité de la demande initiale de bon.

Si on applique l'art. 7 à la lettre, comme le remboursement en espèces semble constituer le principe, le choix d'un remboursement sous la forme d'un bon de voyage exige un accord signé par le passager au vol annulé.

La version allemande de l'article 7 parle d'un accord écrit, schriftlich, alors que la version française parle d'un accord signé.

Le site du transporteur portugais rendait plus facile, semble-t-il, l'obtention du remboursement sous la forme d'un bon de voyage que d'un remboursement sous la forme d'espèces obtenu au moyen d'un virement ou de l'envoi d'un chèque.

La CJ devra dire si le choix initial du bon de voyage par le client de la TAP s'était exercé dans les formes prévues par le règlement.

L'exigence de forme est destinée à assurer un consentement conscient et pleinement avisé de la part du voyageur.

On retrouve une problématique voisine avec la demande formulée par le Landgericht de Düsseldorf le 26 octobre 2023, affaire C-642/23, flihrighright c. Etihad. Une passagère détenait une réservation aller et retour sur un transport composé de deux segments de vol, Düsseldorf – Abou Dhabi, et Abou Dhabi – Brisbane. Le prix total s'élevait à 1 189 euros par passager, le prix a été payé à un organisateur de voyages qui a ultérieurement fait faillite.

À l'aller, le premier segment de vol a été annulé.

L'organisateur de voyage n'a pu rembourser le billet.

La mère de la passagère, au nom de sa fille, s'est adressé au transporteur.

Un accord est intervenu par téléphone avec un agent du transporteur. Le voyageur devait être crédité de miles de

vol à faire valoir dans les deux ans sur un vol Etihad correspondant à la valeur du montant du paiement effectué. Le transporteur ajoutait des miles de vol supplémentaire d'une valeur de 400 dollars, ainsi que 5000 miles additionnels.

Il fallait pour cela que le client crée un compte de crédit Etihad, ce qui a été fait.

Le paiement promis n'a pas été effectué.

La passagère a cédé sa créance.

Cédante et cessionnaire demandent alors un remboursement intégral du prix du billet.

La cessionnaire demande devant la juridiction d'appel la somme de 1189 euros, majorée des intérêts.

La difficulté, c'est que dans un premier temps, la passagère avait accepté un paiement sous forme de milles et de crédits.

La passagère avait créé un compte de crédit.

La juridiction allemande demande si cette démarche pouvait être considérée comme un accord signé par le passager.

Fait défaut en l'espèce une signature manuscrite.

La juridiction demande en second - à supposer que l'accord soit considéré comme signé - si la passagère peut révoquer l'option qu'elle avait exercée, le transporteur n'ayant pas crédité son compte, et exiger le remboursement du billet en numéraire.

Autre question. On rencontre le cas où le paiement du prix du billet d'avion avait été effectué en tout ou en partie par le client sous forme de points de fidélité, dits « miles ». On se demande si le remboursement s'effectue en espèces ou en points de fidélité.

Quelle est la situation lorsque le vol qui a été annulé l'a été par un transporteur aérien effectif, distinct du transporteur contractuel, transporteur étranger au programme de fidélisation ?

C'est l'hypothèque visée dans la demande de décision préjudicielle formée le 4 août 2022 par le Landgericht de Francfort sur le Main, affaire GE c. British Airways, C-522/22.

Le voyageur avait retenu, le 27 décembre 2020, auprès d'Iberia, par une réservation unique, deux vols entre Francfort et Londres, et entre Londres et Chicago, à effectuer le 4 mars 2021.

Il avait acquis les billets grâce à 75 750 miles qu'il détenait comme adhérent du programme de fidélisation d'Iberia et titulaire de la carte grand voyageur.

Il avait effectué un paiement complémentaire de 363,90 euros.

S'il avait dû payer le billet en devises, le voyageur aurait dû déboursier 8 677,90 euros.

British Airways, qui devait effectuer les vols, annule ceux-ci le 18 janvier 2021.

[Le virus est-il en cause ? Ce point n'est pas précisé.]

Le voyageur demande à British Airways, compagnie avec laquelle il n'avait pas contracté, le remboursement des miles ainsi que celui du paiement complémentaire.

British Airways refuse et renvoie le 26 janvier 2021 le passager à son contractant, Iberia.

Le 28 janvier 2021, le passager demande à British Airways le paiement de 8 677,90 euros. Nouveau refus de la compagnie britannique.

GE demande en justice à British Airways, le transporteur aérien effectif, la somme de 8 677,90 euros.

La juridiction allemande interroge la Cour de Justice.

L'affaire est en cours.

En cas d'annulation de vol, le passager est en droit d'exiger du transporteur effectif le remboursement du billet dans un délai de 7 jours au prix auquel il a été acheté, art. 5 renvoyant à l'art. 8.

Cette restitution doit a priori, semble-t-il, s'effectuer en nature, et non en valeur. Un prix, quelles qu'en soient les modalités, avait été convenu, il a été payé. Il doit faire retour au passager.

Le transporteur effectif, British A., devait réaliser le vol au nom d'Iberia qui avait conclu le contrat avec le passager, cf. art. 2, b) du règlement n° 261/2004.

British Airways n'est pas en mesure de restituer les miles du programme d'Iberia, qui est une compagnie distincte, même si les deux sociétés font partie du même groupe de sociétés. Cette compagnie ne les détient pas.

Le transporteur aérien effectif, qui n'avait pas perçu le prix du transport, doit ou devait, nous semble-t-il, s'entremettre auprès du transporteur contractuel afin que le passager obtienne la restitution des milles du programme de fidélité du transporteur contractuel, qui avaient servi à l'achat du billet. Les miles non utilisés devaient être réintégrés dans le programme de fidélité du passager auprès d'Iberia.

Ne le faisant pas, il engageait sa responsabilité.



Cette solution risque d'être écartée en fonction d'une interprétation ad litteram de l'article 8 du règlement. Cette disposition prévoit bien, en cas d'annulation du vol, le droit pour le passager d'exiger le remboursement du billet au prix auquel il avait acheté, mais selon les modalités visées à l'article 7. Cet article 7 est relatif à l'indemnisation prévue en cas d'annulation du vol. Il prévoit que cette indemnisation est payée en espèces, par virement bancaire électronique, par virement bancaire ou par chèque ou, mais avec l'accord signé du passager, sous forme de bons de voyage et/ou d'autres services. Si le remboursement se fait en principe en espèces, virement ou chèque, cela signifie qu'il s'opère en euros ou dans une autre devise monétaire. Un remboursement ne s'effectue sous la forme de bons de voyage ou de fidélité, qu'avec l'accord du passager au vol annulé. En cas de refus de cette dernière formule, cela supposerait que le transporteur effectif procède à l'évaluation des bons de fidélité émis et reçus en paiement par le transporteur contractuel, ce qui interdit pour des raisons pratiques un paiement dans les 7 jours, le transporteur effectif devant consulter le transporteur contractuel organisateur du programme de fidélité.

On peut imaginer une solution pour écarter cette interprétation. Il suffit de soutenir que la règle de l'article 8 ne concerne que l'hypothèse où le paiement initial a été opéré en euros (ou autre devise) et qu'il est évident qu'on ne peut alors contraindre le passager au vol annulé de se contenter de la remise de bons de voyage. Quand le prix initial a été fait en miles, le voyageur a en revanche déjà admis implicitement la mise à l'écart, dans l'hypothèse où interviendrait un remboursement a posteriori, de la règle de principe du paiement en devise monétaire. Le voyageur a droit à la restitution de ses miles. Ceci ne peut se faire que dans une entente tripartite entre le voyageur, le transporteur aérien effectif qui a annulé le vol et le transporteur contractuel qui a délivré le billet et qui est le gestionnaire du programme de fidélité.

On comprend mal comment dans un tel contentieux British A., le défendeur, n'ait pas appelé Iberia à l'instance.

On retrouve une problématique voisine avec la demande formulée le 7 août 2023 par le Landgericht de Düsseldorf, affaire C-502/23, MC c. Iberia

Affaire C-663/23, UW/Etihad, une demande de la juridiction de Düsseldorf : un voyageur détient une réservation pour un transport en avril 2021 entre Düsseldorf et Le Caire, il ne s'agit pas d'un vol direct, il y a une correspondance à Abu Dhabi. Etihad est le transporteur. Le prix du vol, tarif accessible au public, était de 8 009,91 euros.

Comment le billet a-t-il été payé ? Le demandeur au litige avait un compagnon de voyage. Ledit compagnon a acheté les billets auprès d'American Airlines. Il détenait des miles sur le programme d'American A. Pour l'achat du billet du plaignant, le compagnon a utilisé 42 500 points de fidélité qu'il détenait sur le programme de fidélisation d'American Airlines. Un service entre amis. Un don manuel des miles ? Une avance ? un prêt ?

Le demandeur ne s'est acquitté que de la somme de 81,60 dollars au titre des taxes et redevances.

Etihad a annulé le vol.

Le voyageur au vol annulé a refusé le réacheminement, mais a demandé à Etihad de lui rembourser les points de fidélité utilisés ainsi que le complément.

Refus d'Etihad. Adressez-vous à American Airlines.

Etihad a cependant fait le nécessaire pour que American Airlines crédite le compte de fidélité du compagnon de voyage de 85 000 miles qu'il avait utilisés pour financer l'achat des deux billets.

Le voyageur demande alors à Etihad de lui verser la somme de 8 009,91 euros, ainsi que 850 euros, le prix de consultation d'un avocat.

Etihad réplique : le requérant peut tout au plus exiger de se voir créditer des points de fidélité, le billet ayant été acheté au moyen de points de fidélité d'American Airlines, et non moyennant un paiement en argent.

Etihad déclare ne pas être en mesure de créditer l'intéressé des points de fidélité d'American Airlines, c'est à American Airlines que le requérant doit s'adresser pour obtenir un remboursement.

## L'impact de la pandémie sur l'obligation de remboursement

Avec l'épidémie du coronavirus, nombre de vols programmés ont été annulés. Les passagers sont en droit d'exiger le remboursement du billet. Les transporteurs rechignaient, d'autant que beaucoup frôlaient la faillite. La Commission a émis une recommandation 2020/648 du 13 mai 2020, JOUE du 14 mai 2020, L 151/10, à ce propos.

Les passagers peuvent en théorie exiger le remboursement intégral en espèces. Ce qui suppose un transporteur solvable, doté d'une belle trésorerie. La recommandation envisage la faillite du transporteur, l'État pourrait prendre le remboursement à sa charge !

Les passagers peuvent accepter en guise de remboursement l'allocation d'un bon de voyage (en anglais, voucher). Ce qui suppose qu'au moment de l'exercice du bon, le transporteur soit encore en activité.

La recommandation invitait les États à apporter des aides aux entreprises du transport. L'État pourrait apporter une garantie à 100 % de la valeur des bons. Les bons devraient avoir une durée de validité d'au moins 12 mois. Ils serviraient à financer une nouvelle réservation.

[Des agences de voyages ont accusé sans succès 90 compagnies aériennes d'avoir en collaboration avec l'IATA formé une entente pour ne pas rembourser à la clientèle les billets des vols annulés et imposer la pratique des avoirs, voir Xavier Delpech, *Juris tourisme* 2021, n° 239, p. 12, recensant une décision de l'Autorité de la concurrence du 8 décembre 2020. ]

L'incidence du droit spécial français

L'ordonnance n° 2020-315 du 25 mars 2020 permettait aux "organismes de voyages" d'offrir à leurs clients exigeant le remboursement immédiat du prix du billet un avoir donnant droit à une prestation identique. Si le client refusait l'alternative, il n'était en droit d'exiger le remboursement qu'au bout de 18 mois.

Le rapport adressé au président de la République spécifiait cependant que la mesure imposant ce délai au passager au vol annulé à raison de l'épidémie pour obtenir le remboursement du billet ne concernait pas la vente des titres de transport par ailleurs réglementée par le droit international (référence à la CM ?) et la législation de l'UE sur les droits des passagers (référence implicite au règlement n° 261/2004 du 11 février 2004).

Certains États comme la Grèce ou l'Italie ont adopté des mesures internes permettant aux transporteurs aériens annulant les vols sous l'empire de la nécessité d'imposer à leurs clients l'octroi de bons, écartant ainsi la faculté pour le passager d'exiger le remboursement immédiat en espèces. La Commission, garante de la bonne application des règlements européens, ouvre une procédure d'infraction contre ces deux États.

La Cour des comptes européenne critique, dans un rapport publié le 29 juin 2021, " Droit des passagers aériens durant la pandémie de covid-19 : malgré les efforts de la Commission, des droits essentiels n'ont pas été protégés ", FR 2021, 15, l'attitude, entre mars et juin 2020, des compagnies et des États. Les compagnies ont bénéficié d'aides généreuses de la part des États. Les compagnies ont commencé à effectuer avec lenteur des remboursements à compter du mois de juin 2020. La Cour préconise des réformes législatives, comme la création d'un fonds de garantie pour les annulations de vols ou la limitation de l'acompte à payer lors de la réservation. Le Bureau des passagers, qui dépend de la DGAC, a dû, en France, recevoir des plaintes de la part des passagers.

2° situation. Le billet à rembourser par le transporteur avait été vendu par un intermédiaire.

L'intermédiaire qui a procuré le billet peut être un vendeur de vols secs, il peut être un organisateur de voyages.

Si l'intermédiaire, qui procure le billet, n'est pas un organisateur de voyages, le transporteur qui a annulé le vol doit certainement rembourser au voyageur le prix que ce dernier avait payé. C'est la solution légale lorsque le voyageur opte, non pour le réacheminement, mais pour le remboursement du billet, art. 8, § 1, a), du règlement n° 261/2004.

Une difficulté se présente : l'intermédiaire a en général exigé de son client un double paiement, celui du billet, celui d'une commission pour rémunérer le service qu'il rend.

Le transporteur, débiteur du remboursement, doit-il rembourser au passager, outre le prix du billet proprement dit, la commission que celui-ci avait acquittée en faveur de l'intermédiaire ?

1° hypothèse. Le transporteur connaît l'existence et le montant de la commission.

Nous disposons sur cette question de montant du remboursement exigible, lorsque le client avait acheté les billets en ayant recours à un intermédiaire comme Opodo, qui est apparemment plutôt le mandataire du client candidat au voyage que de la compagnie aérienne, de l'arrêt rendu par la CJUE le 12 septembre 2018, C-601/17, *Juris Tourisme* 2019, n° 220, p. 44, obs. Christophe Lachièze.

Les six membres de la famille Harms avaient fait l'acquisition de billets, via le site Opodo, pour se rendre, via Barcelone, de Hambourg à Faro, en Algarve.

Le vol a été annulé.

Le paterfamilias avait payé un prix global de 1108,88 euros, facturé par Opodo. Opodo a rétrocédé au transporteur Vueling 1031,88 euros. L'intermédiaire a donc conservé 77 euros de commission.

Les passagers optent pour le remboursement du billet au prix auquel il avait été acheté. La famille Harms

réclame à Vueling, à la suite de l'annulation du vol, le remboursement de la somme globale qui avait été payée. Le transporteur n'accepte de rembourser que la somme qu'il avait perçue. D'où le contentieux et la saisine de la CJUE.

À quel prix le billet avait-il été acheté, commission inclus ou hors commission ?

La société Opodo était-elle agent agréé par le transporteur Vueling ? L'arrêt semble le penser.

La commission était-elle une composante du billet ?

L'arrêt l'admet comme solution de principe : la commission perçue par l'intermédiaire doit être regardée comme constituant une composante du prix à rembourser au passager.

Cette inclusion est cependant soumise à certaines conditions.

Le billet est un document délivré ou autorisé par un transporteur aérien ou un agent agréé par le transporteur. Si le billet n'est pas délivré par le transporteur, les éléments du billet doivent être autorisés par le transporteur, ils ne doivent pas être fixés à son insu.

L'arrêt décide ainsi que le prix du billet à prendre en considération pour déterminer le montant du remboursement inclut la différence entre le montant payé par le passager et le montant reçu par le transporteur aérien.

Cette différence correspond à une commission perçue par une personne (Opodo) qui est intervenue comme intermédiaire entre ces deux derniers (passager et transporteur).

2° hypothèse. Le transporteur ignore comment la commission est-elle fixée.

Cette solution donnée supra est écartée si la commission a été fixée à l'insu du transporteur aérien.

Si l'intermédiaire est un organisateur de voyages, lié par un voyage à forfait, l'art. 8 § 2 du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 exclut toute action en remboursement du billet formée contre le transporteur aérien. Le passager victime de l'annulation de vol doit diriger son action en remboursement contre le seul voyageur à forfait. [Ce dernier peut se révéler insolvable. Il a en principe dû pour exercer et être immatriculé se faire garantir par un organisme financier, art. L. 211-18 du code du tourisme.]

C'est la solution exprimée par l'arrêt Aegean de la CJ du 10 juillet 2019, C-163/18, Revue des contrats 2019.115 obs. Jeremy Heymann.

Si la directive 90/314 a été abrogée et remplacée par la directive 2015/2302 du 25 novembre 2015, la solution résultant du règlement n° 261/2004 demeure, seule la référence change.

Si le passager opte pour le remboursement du prix du billet, le contrat est résilié.

Face à l'épidémie du virus chinois, la Commission incitait les pouvoirs publics à accorder des liquidités aux entreprises moyennes.

. 2° branche de l'option. Le réacheminement

Le contrat est, avec le réacheminement, maintenu, mais il est remodelé. C'est un autre vol commercial, avec des horaires et un lieu d'arrivée éventuellement différents, qui est proposé par le transporteur.

Le passager, s'il accepte l'offre de vol de remplacement, parviendra en principe à destination.

Le règlement envisage deux formes de réacheminement à destination finale à proposer au passager : un réacheminement dans un délai bref, ou un réacheminement différé dans le temps.

Le réacheminement dans des conditions de transport comparables et dans les meilleurs délais, article 8 § 1, b)

Le réacheminement post

C'est l'hypothèse couramment envisagée. Il s'agit d'un réacheminement qui va s'effectuer dans les heures qui suivent l'annulation du vol, voire le lendemain ou le surlendemain.

[Le retard dans le trajet de réacheminement

S'il y a réacheminement, le voyageur risque d'arriver à destination plusieurs heures au-delà de l'horaire

primitivement convenu pour le vol annulé. Il n'est pas exclu que le vol de réacheminement fasse l'objet à son tour d'une annulation ou donne lieu à un important retard. Il semble bien que le voyageur doive s'en tenir dans un premier temps aux solutions propres à l'annulation de vol. Il a droit à l'indemnisation prévue en cas d'annulation, à moins que le transporteur établisse que l'annulation résulte de circonstances extraordinaires et qu'il ait pris les mesures raisonnables pour assurer l'arrivée à destination de son client dans les meilleurs délais, en ayant recours éventuellement à d'autres compagnies. Si le vol subséquent de réacheminement est à son tour annulé ou retardé, le passager a droit à la protection due dans de telles circonstances, il a droit à une indemnisation, qui s'ajoute à celle due au titre de l'annulation du vol. Cf. le développement infra relatif à l'indemnisation.]

#### Le réacheminement ante : le vol anticipé

Lorsque le transporteur avance unilatéralement l'horaire de départ et ce façon importante, plus d'une heure, la CJUE y voit une annulation du vol. Si le transporteur prévoit à la place de l'horaire convenu un départ à un horaire anticipé, on voit dans ce cas de figure une annulation avec offre de réacheminement. Opine dans ce sens l'avocat Priit Pikamäe dans les conclusions qu'il a présentées le 23 septembre 2021. Le passager doit exercer son choix en toute liberté et intelligence. Le passager a droit à un transport dans des conditions comparables à celles qui étaient prévues pour le vol dont l'horaire a été chamboulé. Même si les rédacteurs du règlement pensaient uniquement à un réacheminement postérieur à l'annulation du vol, l'avocat général n'exclut pas qu'un vol avancé puisse constituer un vol de réacheminement. Le législateur de l'Union considère indésirables les avancements de vol. Si l'avancement est trop important, s'il excède une heure, le transporteur sera astreint à indemnisation. L'arrêt de la CJUE du 21 décembre 2021, rendu dans les affaires C- 188/20 et C-146/20, est conforme. La juridiction allemande demandait si l'information sur l'avancement du vol, communiquée au passager avant le début du voyage pouvait constituer une offre de réacheminement dans des conditions de transport comparables. La réponse est positive du moment que les seuls horaires sont modifiés. L'offre permet au passager d'atteindre sa destination finale le plus rapidement possible.

#### Le réacheminement à une date ultérieure :

Lire dans une quinzaine, dans quelques semaines, dans quelques mois... à la convenance du passager, à la condition qu'il y ait un siège libre. Article 8 § 1 lettre c).

Le règlement impose au transporteur aérien de présenter aux passagers des informations complètes sur toutes les possibilités prévues.

#### Le remplacement par une entreprise tierce

Une question se pose : voilà des billets achetés à Air France par l'intermédiaire de Terminal - A, qui opère par internet, technique qui permet d'obtenir des billets à des prix peu élevés ; le vol retour Florence - Lyon est annulé à cause du brouillard. Dans un premier temps le passager opte apparemment pour le vol de réacheminement. Il change ensuite d'avis, il prend un autre vol chez un concurrent. A-t-il droit au remboursement du titre de transport ? En l'espèce, il n'y avait pas la preuve que le personnel au sol ait fait la proposition au voyageur entre réacheminement et remboursement du billet, Air France a prétendu que le remboursement était exclu sur les billets vendus à très petit prix, la juridiction de proximité accorde à la dame 615 euros ; voir les faits décrits dans l'arrêt de la chambre civile du 23 juin 2011, n° 09-17372.

#### LE VOL DE RAPATRIEMENT organisé par les pouvoirs publics

L'annulation du vol par la compagnie à raison de la pandémie, le passager faisant retour dans son pays d'origine grâce à un **vol de rapatriement** organisé par son gouvernement

C'est l'affaire ayant donné lieu aux conclusions de l'avocat général Nicholas Emiliou présentées le 2 mars 2023.

Affaire Austrian Airlines c. TW, C-49/22.

Un voyage à forfait, comprenant un transport aller et retour entre Vienne et l'île Maurice.

Le vol de retour prévu le 20 mars 2020 est annulé par le transporteur autrichien à raison de l'épidémie.

Le gouvernement autrichien organise alors un vol de rapatriement, effectué par la compagnie autrichienne, avec le même horaire que celui qui avait été prévu.

Chacun des époux doit déboursier à titre de frais 500 euros.

Les époux agissent contre le transporteur, réclamant le remboursement de ces sommes.

La Cour de Justice dans son arrêt du 8 juin 2023 commence par décider que le vol de rapatriement organisé par un État membre dans le contexte d'une mesure d'assistance consulaire, à la suite d'une annulation de vol, ne constitue un " réacheminement vers la destination finale dans des conditions de transport comparables " devant être offert par le transporteur aérien effectif au passager du vol annulé.

Il ne s'agit pas d'un vol commercial.

Elle considère ensuite que le passager, qui s'inscrit lui-même pour un vol de rapatriement organisé par un État membre et qui a été tenu de verser à ce titre à l'État une participation aux frais, ne dispose pas, sur le fondement du règlement, d'un droit au remboursement de ces frais contre le transporteur aérien.

La cour décide enfin que, dans une telle situation, le passager peut se prévaloir, sur le fondement du règlement, devant la juridiction nationale du non-respect par le transporteur de son obligation de rembourser le billet au prix auquel il avait été acheté pour les parties du voyage non effectuées (ou devenues inutiles).

Ainsi que du non-respect par le transporteur de son obligation d'assistance ainsi que de son devoir d'information. Afin d'obtenir du transporteur une indemnisation.

Cette indemnisation est limitée à ce qui - au vu des circonstances de chaque espèce - s'avère nécessaire, approprié et raisonnable pour pallier la défaillance du transporteur.

### **Le réacheminement s'accompagnant d'un changement de l'aéroport de destination**

Conformément à l'obligation souscrite, le transporteur a en principe l'obligation d'assurer le vol convenu, le contrat a déterminé l'aérodrome de départ, il a fait entrer dans le champ contractuel l'aérodrome de destination. Si le billet mentionne Orly, le passager n'entend pas être débarqué à Roissy.

Il est possible cependant que pour des raisons diverses le passager au lieu d'être acheminé à l'aérodrome prévu lors de l'achat du billet soit conduit à destination dans un aéroport autre, proche géographiquement du premier. On peut hésiter quant à l'analyse de l'opération : y a-t-il eu ou non annulation du vol programmé, remplacé par une opération nouvelle de déplacement ?

Soit on analyse la situation de façon dualiste, constituée dans un premier temps par l'annulation du vol convenu, auquel est substitué dans un second temps un vol, reprogrammé, de réacheminement. Le passager a alors les droits d'un passager au vol annulé.

Soit on se prononce compte tenu des éléments de fait en faveur de la permanence du vol initial, en dépit du changement de destination, du moment que l'atterrissage se produit dans la même région ou agglomération desservie par plusieurs plateformes aéroportuaires. Le passager peut alors être victime d'un retard.

1°. Le principe de solution : un changement d'aéroport : une annulation de vol, suivie de l'organisation d'un vol de réacheminement

Quand le vol initial est annulé, le vol de réacheminement suppose en principe l'offre, faite au passager au vol annulé, d'un vol permettant au passager de parvenir à la destination finale initialement convenue.

Il est cependant possible qu'un autre aérodrome figure dans l'offre de réacheminement.

Exemple. Le billet indiquait Marseille, le transporteur propose Nice comme substitut au vol annulé.

Dans ce cas de figure, on considère que du moment que le transporteur modifie l'aéroport d'arrivée, le vol programmé est annulé, un autre vol est proposé au passager qui aura à l'arrivée un aéroport autre que celui qui lui avait été promis. Le vol effectif est un vol de réacheminement.

C'est la solution de principe que donne l'arrêt du 22 avril 2021, C-826/19.

Le principe, c'est qu'un vol ne peut être considéré comme effectué que lorsque la compagnie suit l'itinéraire programmé et que l'avion atteint la destination prévue dans l'itinéraire. Si ce n'est pas le cas, le vol dérouté sur un autre aéroport entre dans l'hypothèse de l'annulation.

Le passager aura alors droit à l'indemnisation prévue par le règlement en cas d'annulation de vol.

La CJUE a donné la même solution dans l'espèce visée par la demande préjudicielle formée le 22 avril 2021 par le Landgericht de Hambourg : y a-t-il annulation du vol lorsque le vol atterrit sur un autre aéroport ne se trouvant ni dans la même ville ni la même agglomération ni la même région que celui initialement prévu, affaire C-253/21, TUIfly / FL et RE.

Les passagers ont été amenés ensuite en autocar à l'aéroport initialement prévu. Avec un retard inférieur à 3 H. L'avion venant des Canaries devait atterrir à Hambourg, un léger retard, l'aérodrome est fermé à raison de l'heure tardive, l'avion atterrit à Hanovre. Les aéroports de Hambourg et de Hanovre ne sont pas des aéroports à proximité immédiate.

La distance entre Hambourg et Hanovre est de 157 km.

La qualification de léger retard aurait été cependant envisageable, au lieu de celle d'annulation de vol.

L'ordonnance du 6 octobre 2021 décide qu'un vol dérouté qui atterrit à un aéroport distinct de l'aéroport initialement prévu et qui ne dessert pas la même ville, agglomération ou région est susceptible de conférer au passager un droit à indemnisation *au titre d'une annulation de vol*.

Remarquons qu'en cette espèce nous ne sommes en présence d'une double opération, un vol annulé, suivi d'un vol de réacheminement. L'opération est unitaire, l'avion n'atterrit pas à l'aéroport prévu au contrat. Le vol n'a pas été au sens courant du terme annulé, il a été bien effectué. Le transporteur n'a pas exécuté le vol qui était programmé. Le changement d'aéroport en cours de vol va permettre au passager d'obtenir l'indemnisation que le règlement envisage en cas d'annulation de vol.

2°. L'exception lorsque l'aéroport de substitution se situe dans la même agglomération

Même si le transporteur modifie l'aérodrome de destination, il n'y a pas d'annulation de vol, du moment que le passager atterrit dans la même agglomération ou conurbation.

C'est l'analyse que retient, dans ses conclusions déposées le 3 décembre 2020, l'avocat général Priit Pikamäe, dans l'affaire C-826/19, WZ c. Austrian Airlines.

C'est la position adoptée par la CJUE.

C'est l'art. 8 du règlement de 2004 qui sert de fondement à la solution.

**L'article 8 § 3** envisage la situation d'une ville, agglomération, région desservie par plusieurs aéroports.

Le transporteur effectue le vol à destination d'un aéroport, autre que celui initialement prévu.

Le vol est dérouté, mais le passager va atterrir dans un aéroport proche de celui qui avait été prévu.

[L'arrêt de la CJUE du 22 avril 2021 explicite la notion de ville, agglomération, région desservie par plusieurs aérodromes. Il n'y a pas à prendre en considération les limites géographiques des communes, des pays ou des régions administratives. Il s'agit d'un territoire ayant une étroite proximité avec ces aérodromes. Que Schönefeld soit dans le Land de Brandebourg et Tegel dans celui de Berlin importe peu. Ces aérodromes se trouvent dans la même agglomération berlinoise.

Les aéroports de Marseille et de Nice ne devraient pas entrer dans ce cadre.

Roissy et Orly, oui.]

L'art. 8 § 3 prévoit alors que le transporteur aérien doit prendre à sa charge les frais de transfert des passagers entre l'aéroport d'arrivée et l'aéroport initialement prévu, voire une autre destination proche convenue avec le passager.

Le passager avait pris auprès de la compagnie autrichienne une réservation unique pour deux vols devant le mener à Berlin :

un premier vol, correctement exécuté entre Klagenfurt et Vienne,

un second vol, entre Vienne et Berlin Tegel.

C'est à Vienne que l'incident se profile. Des conditions météo ont causé des retards sur les vols de rotation entre Vienne et Berlin Tegel. L'avion à raison de l'heure tardive ne peut pas atterrir à Berlin Tegel, la compagnie déroute le vol vers un autre aérodrome situé dans l'agglomération berlinoise, Schönefeld.

Le passager atterrit à Berlin Schönefeld à 23 h 18, alors que le billet prévoyait son arrivée à Berlin Tegel à 22 h

20. Un retard de 58 minutes.

Le passager se plaint, en particulier parce qu'il doit pour gagner son domicile parcourir une distance de 24 km, alors que s'il avait atterri à Tegel il n'aurait dû faire que 8 km.

Il réclame 250 euros, la compagnie ne lui a même pas proposé un transport de Schönefeld en direction de Tegel, encore moins un taxi pour rentrer chez lui.

L'avocat général se fonde dans ses conclusions sur la seule disposition de l'article 8 § 3 du règlement n° 261/2004 concernant le déroutement d'un vol en direction d'un aéroport de la même agglomération. Il en fait une disposition autonome. Il considère que ce § 3 de l'article 8 s'applique, quel que soit l'évènement qui a conduit au sein de la même agglomération au changement de l'aéroport d'arrivée.

Il considère que lors d'un changement de l'aéroport d'arrivée, il n'y a pas annulation de vol, qui suppose que des désagréments sérieux sont soufferts par le passager, alors qu'un changement d'aéroport dans une conurbation ne produit que des effets légers.

Le passager ne peut alors se prévaloir de l'indemnité due en cas d'annulation de vol.

Le passager a seulement droit à ce que le transporteur lui paie les frais de transport entre l'aéroport de l'arrivée et l'aéroport initialement convenu (ou un autre lieu proche convenu).

L'avocat général considère que le transporteur doit prendre lui-même l'initiative de l'offre de remboursement, il n'a pas à attendre la sollicitation du passager.

Si la compagnie aérienne n'effectue pas cette prise en charge des frais de transport au lieu initial, elle méconnaît une obligation légale prévue par le règlement. Le passager peut exiger le remboursement de ses frais.

(En l'espèce, le passager arrivant à Schönefeld à 23 h 18, les transports publics en nocturne risquent d'être peu fréquents, espacés ou absents, reste le taxi pour faire 24 km et rentrer à la maison.)

L'avocat général reconnaît au passager le droit à l'indemnité prévue par l'arrêt *Sturgeon* s'il arrive à l'aéroport initialement convenu avec un retard de plus de 3 h, cf. infra le développement relatif à l'indemnité due en cas de retard de plus de 3 heures.

L'arrêt de la CJUE est rendu le 22 avril 2021, Europe, n° 6, juin 2021, commentaire 212 par Anne Rigaux.

Il suit les conclusions de l'avocat général.

Dans le cas particulier où le vol dérouté parvient dans un aéroport distinct, mais desservant la même ville ou la même agglomération, ce déroutement ne doit pas être entendu comme constituant une annulation de vol. Il n'y a pas vol annulé.

Quels sont les droits du passager victime de cet incident de vol ?

Le passager doit en principe être acheminé à l'aéroport de destination qui avait été convenu.

Pour des raisons diverses, l'avion atterrit dans un autre aéroport de la même agglomération.

Il est possible qu'il soit victime d'un retard. Il a droit à l'indemnisation due en cas de retard si le retard excède trois heures.

L'arrêt précise que pour savoir si le retard dépasse ou non les 3 heures, il ne faut pas tenir compte de l'heure d'arrivée effective à l'aéroport de substitution, l'heure à prendre en considération est l'heure où le passager parvient à l'aéroport qui avait été initialement prévu. Il s'agit de l'heure qui avait été fixée dans le plan de vol et qui figure sur le billet.

Il ressort de l'art. 8 § 3 que le transporteur aérien doit prendre à sa charge le frais de transfert des passagers, soumis à un changement d'aéroport, entre l'aéroport de l'arrivée effective et l'aéroport initialement prévu (ou une autre destination proche convenue avec le passager).

Les frais de prise en charge incombent au transporteur.

C'est au transporteur de prendre l'initiative de proposer au passager la prise en charge de ces frais.

Si le transporteur méconnaît cette obligation, il est tenu à indemniser le passager. L'arrêt indique que le passager ne peut obtenir que le remboursement des sommes qui, au vu des circonstances, s'avèreraient nécessaires, appropriées et raisonnables afin de suppléer la défaillance du transporteur. Le passager a droit au remboursement des sommes nécessaires et raisonnables qu'il a exposées.

La 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation a été appelée à statuer dans une affaire semblable, le 17 février 2021, n° 19-21.362, arrêt publié au Bulletin : l'espèce concerne un client de Vueling, le passager avait pris un billet pour un transport entre Milan et Paris Orly, l'avion devait décoller à 21 h et atterrir à Orly à 22 h 30. Un retard s'opère au départ, l'avion décolle en réalité à 23 h 04, l'aéroport d'Orly est fermé après 23 h 30, l'avion atterrit à Paris CDG à 0 h 18.

Le passager réclame à la compagnie l'indemnisation prévue par le règlement européen, il est débouté par le

tribunal d'Ivry sur Seine, qui statue en matière de retard et non d'annulation de vol. L'argument est qu'à Roissy le passager n'avait subi qu'un retard d'une heure 45 par rapport à la prévision contractuelle, l'indemnité n'est en effet due que si le retard est supérieur à 3 heures. La Cour de cassation casse le jugement d'Ivry. Le passager a droit à l'indemnité si c'est à la destination finale que le retard est supérieur à 3 h. La Cour considère que c'était au transporteur qu'il appartenait de démontrer qu'il s'était acquitté de ses obligations. Le lieu de destination, c'était Orly et non Roissy. Pour échapper à l'indemnisation, il appartenait à la compagnie d'établir que le passager avait atteint l'aéroport d'Orly avec un retard inférieur à 3 h.

(On peut s'étonner du manque de savoir-vivre de la compagnie, il lui appartenait d'affréter un véhicule et de conduire dans la nuit ses passagers à Orly, voire mieux encore à leur domicile.)

(L'arrêt de la Cour de cassation de février ne fait aucune allusion à la procédure en cours devant la CJUE, même s'il donne par anticipation l'interprétation que donnera en avril la haute juridiction européenne.)

β) L'assistance de l'article 9 due par le transporteur

L'article 5, § 1, b), opère un renvoi à l'article 9.

Les rafraîchissements et les appels téléphoniques. Renvoi de l'article 5 à l'art. 9, §1, point a).

L'hébergement à l'hôtel dans l'attente le lendemain ou les jours suivants d'un vol de ré acheminement. Le transport gratuit entre l'aéroport et l'hôtel. Renvoi opéré par l'article 5 en direction de l'article 9 § 1 points b) et c).

La juridiction suprême autrichienne, l'Oberster Gerichtshof, en date du 11 juillet 2019, Niki Luftfahrt, affaire C-530/19, JOUE du 20 septembre 2019 – demande à la CJUE si le transporteur aérien, dans l'hypothèse où le passager serait blessé du fait du comportement négligent d'employés de l'hôtel fourni par le transporteur aérien, peut être rendu responsable du dommage.

Il nous semblait difficile de faire peser en ce domaine sur le transporteur une obligation de garantie ni même une obligation de résultat. Le transporteur devrait pouvoir être déclaré responsable en cas de faute : ainsi si le transporteur fait résider son client dans un hôtel à la réputation sulfureuse ou de dernier ordre.

La juridiction demande si le transporteur est redevable de l'hébergement ou si son obligation se limite à fournir un hôtel et à payer le coût de l'hébergement.

C'est la dernière opinion qui nous semblait préférable.

Nous disposons de l'arrêt de la CJUE rendu le 3 septembre 2020.

Cet arrêt détermine le domaine d'action du règlement et l'étendue limitée des obligations qu'il impose au transporteur.

Un vol entre Majorque et Vienne avait, dans le cadre d'un voyage à forfait, été annulé.

La compagnie avait hébergé gratuitement la passagère, handicapée, se déplaçant en chaise roulante, dans un hôtel local dans l'attente, le lendemain soir, d'un vol ultérieur. La passagère s'était blessée durant son séjour à l'hôtel, les roues de sa chaise roulante étant restées coincées dans la rigole d'un chemin. La passagère agit contre le transporteur aérien. Elle met en cause la négligence de l'hôtel n'ayant ni retiré ni sécurisé cette rigole.

La CJ considère que, si le transporteur doit fournir un hébergement dans un hôtel, il n'a pas l'obligation de prendre en charge, sous sa responsabilité, les modalités de l'hébergement. La mise en œuvre effective de l'hébergement n'incombe pas au transporteur au vol annulé.

Le transporteur est tenu d'offrir une prise en charge adéquate, l'hôtel sélectionné doit répondre aux attentes raisonnables de qualité et de sécurité. S'agissant de personnes à mobilité réduite, il faut que l'hôtel les accueille dans de bonnes conditions.

Le règlement n° 261/2004 a mis en œuvre une protection limitée en mettant en place un système d'assistance standardisée et immédiate.

L'arrêt n'exclut pas cependant à mots couverts que la victime puisse assigner le transporteur sur le terrain du droit national.

Le règlement ne prévoit pas que le transporteur soit tenu de dédommager le passager victime d'un préjudice causé par la faute des membres du personnel de l'hôtel.

La réparation de préjudices individuels nés d'une faute du personnel exigerait une appréciation cas par cas, ceci dépasserait le cadre des mesures réparatrices standardisée et immédiates prévues par le règlement. Le règlement ne prévoit pas l'indemnisation des préjudices individuels.

(L'indemnisation. Nous verrons infra que le règlement n° 261-2004, dans son article 5, § 1, lettre c), prévoit une



indemnisation au profit du passager, victime d'une annulation de vol. Le transporteur est dispensé de cette obligation si l'annulation résulte de circonstances extraordinaires insurmontables.)

## c) LE RETARD

### La notion de vol retardé

La définition du vol retardé, tel qu'il est entendu par le règlement européen

Le règlement européen n'envisage que le retard au départ.

Ce n'est qu'ultérieurement que la CJUE a été amenée dans le cadre du règlement à faire place au retard à l'arrivée.

Lorsqu'un retard apparaît au départ et si on raisonne sur l'hypothèse du vol simple, il faut bien voir que le vol programmé devra être effectué, le vol n'est pas annulé, il n'y a pas de vol de remplacement, le vol sera accompli, l'avion va finalement décoller mais plusieurs minutes, plusieurs heures voire plusieurs jours après l'heure initialement prévue.

La définition du retard de vol a été apportée par l'arrêt Sturgeon du 19 novembre 2009.

Un vol est retardé s'il est effectué conformément à la programmation initialement prévue et si l'heure effective de son départ est retardée par rapport à l'heure de départ prévue.

Même si la durée du retard est importante, le vol est considéré comme retardé et non annulé, lorsque le vol donne lieu à un départ conformément à la programmation d'itinéraire initialement prévue.

Il y aurait cependant annulation, si le transport est finalement assuré sur un autre vol dont la programmation diffère.

En cas de retard et donc du maintien du vol initialement prévu, des places peuvent se libérer, le transporteur peut admettre des passagers supplémentaires sur l'avion dont le vol est retardé

### Le traitement du retard au départ

Le retard met à la charge du transporteur des obligations de faire

Les obligations du transporteur en présence d'un retard

[L'information préalable à donner aux passagers en cas de grève pouvant entraîner une perturbation du trafic aérien, cf. art. L. 1114-7 du code des transports.]

L'information du passager sur ses droits, art. 14 du règlement CE n° 261/2004 du 11 février 2004

Le transporteur aérien effectif présente une **notice** contenant les règles d'indemnisation et d'assistance à tout passager subissant un retard d'au moins deux heures. Les coordonnées de l'organisme national sont fournies par écrit au passager.

Le transporteur engage sa responsabilité s'il ne remet pas au passager retardé la notice écrite.

1° Civile, 10 octobre 2019, n° 18-20490, un transport effectué par Air France entre l'Alsace et la Guinée. Un retard à l'arrivée du fait de l'adjonction d'une escale au Sénégal. La passagère obtient 300 euros de dommages intérêts pour défaut de remise de la notice informative. Le préjudice est certain, décide le juge de Mulhouse, l'absence de remise de la notice nécessite des recherches du propre chef de la passagère pour être informée de

ses droits et obtenir un remboursement. Le pourvoi ne prospère pas.

Cette obligation pèse sur le transporteur lors du retard au départ, mais l'arrêt de 2019 fait jouer la solution en cas de retard à l'arrivée, où pourtant le règlement ne créait aucune obligation à la charge du transporteur. C'est la jurisprudence qui met à la charge du transporteur en cas de retard à l'arrivée de plus de 3 heures une indemnisation. Le remise de la notice est obligatoire.

#### L'évaluation du retard

Face au retard qui pointe, le transporteur va tout d'abord devoir faire de la prospective. Du moment que la perspective du retard se concrétise, il est appelé à faire une prévision portant sur la durée du retard au départ. Il va devoir se demander dans combien de temps l'avion va-t-il pouvoir décoller. On présume que le transporteur fait part à sa clientèle du risque de retard et de son évaluation, même si le calcul initial risque d'être ultérieurement infirmé.

Ces obligations n'existent que si la prévision porte sur un retard d'une durée certaine.

La durée prévisible de retard qui déclenche les obligations dues par le transporteur aérien

Le règlement module les obligations incombant au transporteur, il tient compte tenu de la durée du retard qui est envisagée ainsi que de la distance du vol prévu : plus la distance à parcourir est longue, plus le passager doit prendre son mal en patience pour prétendre qu'on s'occupe de lui.

Petite distance : vol de 1500 km ou moins, le transporteur est tenu de plusieurs obligations de faire lorsque le retard envisagé est de 2 h ou plus.

Distance moyenne : vol intracommunautaire de plus de 1500 km ou vol non communautaire entre 1500 et 3500 km, le retard envisagé est de 3 h ou plus.

Grande distance : pour les autres vols, le transporteur prévoit un retard de 4 h ou plus, ce n'est qu'au terme de ces 4 heures prévues que le transporteur a l'obligation d'apporter assistance au passager en attente.

Les obligations incombant au transporteur en cas de prévision de retard au départ, art. 6

#### Le retard bref.

Le transporteur n'est juridiquement tenu à rien dans les premières minutes de retard envisagé. Les passagers se morfondent et pestent. Le règlement européen ne prévoit aucune douceur en leur faveur en provenance du transporteur. Ils devront payer sur leurs deniers les rafraîchissements et les tasses de café ou de tilleul.

#### Le retard significatif.

Si le retard envisagé s'inscrit dans la durée, des obligations sont mises à la charge du transporteur. Le transporteur fait une évaluation du retard raisonnablement prévu pour que l'avion puisse décoller : si une durée de deux heures, de trois heures, de quatre heures est envisagée – le règlement tient compte ici de la distance que le vol retardé doit couvrir -, le transporteur est tenu, afin d'adoucir l'attente, de diverses obligations envers le passager.

Le transporteur doit proposer au passager certains services, au bout de 2, 3, 4 heures d'attente envisagée :

De quoi se restaurer,

Deux appels téléphoniques gratuits,

L'hébergement : la nuit à l'hôtel si l'avion ne peut pas partir le jour même.

(Cette obligation de fournir une nuitée à l'hôtel procédant du règlement européen ne concerne que l'hypothèse du retard au départ, et non une éventuelle obligation de payer une nuit à l'hôtel, le passager une fois parvenu à destination, 1<sup>o</sup> Civile, 14 février 2018, n<sup>o</sup> 16-20354)

Retard envisagé d'au moins 2 heures : l'obligation de restauration est déclenchée du moment que le vol retardé n'excède pas une distance de 1500 km.

Retard envisagé d'au moins 3 heures : l'obligation de restauration est due, du moment que le vol programmé est interne à l'UE et dépasse les 1500 km, ou qu'il sort de l'UE et qu'il fait entre 1500 et 3500 km.

Retard envisagé d'au moins 4 heures : l'obligation de restauration est due quand on ne se trouve pas dans les hypothèses précédentes.

Le retard d'au moins 5 heures : le transporteur doit alors proposer le remboursement du billet.

Si le passager accepte le remboursement, le contrat est résolu.

Si le passager est en cours de transport à plusieurs tronçons, en correspondance par ex., le transporteur doit proposer le vol retour vers le point de départ initial.

(Nous verrons infra que la CJUE a étendu le droit à l'indemnité, appartenant au passager en cas d'annulation du vol, au passager arrivé à destination avec un retard de plus de 3 H.)

La résolution unilatérale du contrat par le passager face à l'annonce du retard

La situation du passager qui, face au retard annoncé, abandonne le vol qui avait été convenu

Il décide de rester à terre ou de se déplacer avec une autre compagnie.

Il est évident que lorsque le retard s'installe, l'inexécution du contrat par le transporteur devient irréversible, le transporteur a pris un engagement, celui de déplacer un passager et de le mener à destination, il s'est également engagé à un départ à une heure déterminée, il s'est engagé à procurer une arrivée à une heure également déterminée. Le billet en fait foi. Du fait du retard, les dispositions contractuelles relatives aux horaires ne peuvent plus être correctement exécutées. Soit le passager prend son mal en patience et attend que le transporteur veuille bien faire décoller l'avion. Soit, avec l'écoulement du temps, le déplacement convenu ne présente plus aucun intérêt pour le voyageur et celui-ci entend rompre le lien contractuel.

Le débat consiste à savoir si face à un retard annoncé le voyageur est libre d'opérer un retrait.

On peut soutenir que le voyageur doit attendre le délai de 5 heures pour se dédire. Le moment où le transporteur doit lui offrir le remboursement du billet.

Cette opinion est cependant discutable.

Le règlement n'a légiféré qu'à propos de l'attitude à tenir par le transporteur en cas de retard prolongé : offrir le remboursement si le retard excède 5 heures ; il crée alors une obligation à la charge du transporteur, mais il reste muet en ce qui concerne l'attitude que le passager est en mesure d'adopter face à un retard.

Si le droit européen ne légifère pas, il faut alors que le droit national reprenne le relais.

Le droit français autorise le créancier, en particulier en cas d'urgence et si l'exécution est grave, à résoudre le contrat à ses risques et périls, cf. art. 1226 du code civil. La résolution met fin au contrat, art. 1229. Un jeu de restitutions est prévu. Le juge peut accorder des dommages-intérêts, art. 1228. Voir Terré, Simler, Lequette et Chénéde, Dalloz, Les obligations, 2018, n° 802 et s.)

(Le problème se pose de savoir si le passager qui a abandonné le vol annoncé comme devant subir un retard important, qui est resté à terre ou qui est arrivé à destination sur une autre compagnie est en droit d'exiger du premier transporteur l'indemnisation que la CJUE accorde au passager retardé. Cf infra, à propos de la réparation face au retard.)

Le retard lorsque le déplacement est composé de deux ou plusieurs segments de vol

L'échec de la correspondance

Retard ou non

Le retard tient en général au retard du vol précédent, le passager ne peut prendre le vol ultérieur qui a déjà décollé et qui est donc hors de portée. Il prendra un vol de remplacement et parviendra probablement à destination finale plus tard que ce qui était prévu par les conditions du contrat.

Une autre cause est envisageable.

Le délai insuffisant pour prendre le vol de correspondance

Il y a débat pour savoir si le transporteur est l'auteur d'un retard, lorsque le voyageur échoue alors à prendre la correspondance, prend un autre vol et parvient à destination finale bien plus tard que prévu.

Le Landgericht de Düsseldorf soumet à la CJUE le 4 septembre 2023 une question de droit, mais qui relève largement du fait, affaire C-616/23, TA ET VB CI c. British Airways.

Les passagers disposaient d'une réservation conforme pour effectuer le 15 septembre 2019 un déplacement entre Dubaï et Düsseldorf, avec une correspondance à Londres. Il s'agissait donc d'un déplacement constitué de deux

segments de vol, Dubaï-Londres, et Londres-Düsseldorf.

Le premier segment de vol, effectué avec 210 passagers à bord, a connu une arrivée à 6 h 17, l'ouverture des portes à 6 h 19, avec un retard de 2 minutes.

Le vol en direction de l'Allemagne devait partir à 7 h 25.

L'embarquement sur ce second vol commençait cependant à 6 h 45 et s'est terminé à 7 h 05.

L'avion a décollé à 7 h 26, avec une minute de retard.

Les voyageurs disposaient donc seulement de 46 minutes pour gagner le second vol, entre l'ouverture des portes à 6 h 19 et la fin de l'embarquement à 7 h 05.

Les deux vols étaient localisés au terminal 5.

Le temps minimal de correspondance à Heathrow est dans de telles circonstances est de 60 minutes.

Les voyageurs pour des motifs disputés ont manqué le second vol, ils ont ensuite passé la nuit à Londres, ils ont pris à leur initiative un vol entre l'Angleterre et l'Allemagne le lendemain avec la compagnie easyJet.

La question est de savoir si le transporteur primitif peut être en l'espèce convaincu de retard.

La question de fait est de savoir si les voyageurs disposaient d'un temps suffisant en quittant l'avion pour se rendre dans les temps à l'embarquement du second vol.

Le transporteur britannique prétend que les passagers ont fait preuve de lenteur.

Les voyageurs estiment avoir marché correctement, mais avoir manqué de temps pour embarquer sur le second vol.

Il est incontestable que les passagers ont été victimes d'un retard objectif, ils devaient parvenir tel jour à telle heure à Düsseldorf, ils sont en fait arrivés à destination finale le lendemain.

On s'interroge sur la cause d'un échec de la correspondance, le transporteur invoque l'absence de diligence des passagers, alors que les passagers proclament leur innocence en incriminant le délai trop bref accordé pour joindre le vol pour Düsseldorf ainsi que l'obstacle des contrôles de police et de sûreté.

Durant le trajet de correspondance dans le bâtiment de l'aérogare, il semble bien que le contrat de transport est partiellement suspendu, il prend à tout le moins une autre configuration, le voyageur n'est pas sous la garde, la surveillance, le contrôle, la direction du transporteur, il n'est pas forcément accompagné, il n'en reste pas moins que le transporteur, indépendamment du délai, doit mettre en œuvre certains moyens pour que le voyageur accède commodément à l'avion de correspondance. Il faut lui indiquer le trajet le plus court, les escaliers à prendre, lui signaler les obstacles éventuels, la direction à suivre. Les consignes doivent être plus précises à raison de la fragilité de certains voyageurs, les voyageurs solitaires, les chargés d'enfants jeunes, les vieillards, les handicapés ...

La juridiction allemande n'est pas favorable à ce qu'on présume la faute du passager s'il manque la correspondance.

La juridiction allemande de renvoi semble favorable en l'espèce à la reconnaissance d'un retard au sens du droit européen, ménageant toutefois au transporteur la faculté de plaider l'existence de son absence de faute ou celle l'existence de circonstances extraordinaires, représentées par la lenteur des passagers, pour échapper à la dette d'indemnisation.

L'ordonnance de renvoi à la CJ est intéressante en ce qui concerne le TMC, qui est la durée minimale indiquée par les aéroports pour réussir, en présence d'un déplacement composé de deux segments de vol, une correspondance.

Le TMC désigne la durée s'écoulant entre l'arrivée de l'avion en position de stationnement et le départ de la position de stationnement.

Le temps disponible pour les passagers est différent, il commence à courir au moment où les passagers quittent l'avion et il se termine avec le moment où les passagers ne sont plus admis à embarquer. C'est la période où le passager sort du premier vol pour gagner la porte d'embarquement du second vol.

Le passager prend un vol ultérieur, avec la même compagnie ou une compagnie tierce.

Les conditions du vol de réacheminement peuvent porter à controverse.

Le réacheminement doit être satisfaisant.

Voir l'affaire *Flight right c. TAP Portugal, C-778/22*, avec la demande de décision préjudicielle posée par l'Amtsgericht de Hambourg.

Un passager sur un transport de la TAP composé de deux vols Hambourg- Lisbonne et Lisbonne- Recife manque la correspondance à Lisbonne. Le 1<sup>o</sup> vol avait été retardé au départ à raison d'un mouvement de grève de contrôleurs aériens. Le débat concerne le processus du réacheminement du passager, que le transporteur doit procurer. Les passagers ont passé la nuit à l'hôtel à Lisbonne et ont pris le lendemain le vol direct en direction de Recife. Un retard de 24 H et 6 minutes. Une distance de 8036 km. Les passagers ont cédé leurs droits à un

organisme de recouvrement, demandeur d'une indemnisation pour retard de vol, qui prétend que le transporteur aurait dû procurer aux passagers un déplacement les menant à Recife plus rapidement, avec un retard moindre à destination finale, mais un déplacement en trois segments de vol, Lisbonne Rio, Rio Sao Paulo, Sao Paulo Recife, avec des correspondances gênantes (formalités d'embarquement à renouveler, retrait et enregistrement des bagages) et le recours, outre la TAP, à deux transporteurs internes brésiliens à bas coût. Ils seraient arrivés à Recife plus tôt, 5 H et 15 minutes, ils n'auraient été victimes que d'un retard de 18 H et 15 minutes. Le demandeur soutient que le transporteur aurait dû systématiquement proposer aux passagers la première liaison aérienne possible. La juridiction allemande demande à la Cour de Justice de préciser les critères d'un réacheminement satisfaisant et raisonnable. La thèse du demandeur nous semble dans son caractère systématique excessive, la solution relève des circonstances du cas d'espèce.

#### D. L'obligation de transporter les bagages du passager

Le transporteur dans ses conditions de transport interdit parfois de faire figurer parmi les bagages enregistrés certains biens de valeur.

Les transporteurs à bas coût entendent faire payer le moindre service rendu, ils exigent un supplément de prix si le voyageur dispose d'un ou de plusieurs bagages à mettre dans la soute. Il peut y avoir des conflits de normes. On a vu supra qu'un transporteur espagnol avait invoqué l'art. 22 du règlement n° 1008/2008 établissant la liberté de la tarification pour faire écarter une disposition du droit espagnol conférant à tout passager le droit de disposer d'une valise sans que la compagnie puisse exiger un supplément de prix. La liberté de tarification visée par le règlement européen relève en réalité du droit public économique [Ce n'est plus désormais l'État qui fixe les tarifs ou qui les homologue] et non du droit privé de la consommation. Voir supra la décision de demande préjudicielle formée par un tribunal d'Orense en Galice dans une affaire Vueling, C-487/12, C 26/24 et l'arrêt de la CJUE du 18 septembre 2014. Le transporteur aérien bénéficie de la liberté de tarification, la loi nationale doit être écartée. Le transporteur à bas coût peut faire payer un supplément pour l'enregistrement d'un bagage en soute, RTD Eur. 2015 p. 420 obs. Loïc Gard.

## Section II. Les obligations des parties dans le transport de fret

### § I. Les obligations de l'expéditeur

L'expéditeur a l'obligation de payer le fret, à tout le moins dans le transport port payé. C'est le droit commun et l'hypothèse la plus courante.

Le contrat prévoit souvent la solidarité entre expéditeur et destinataire.

Un arrêt de la cour de Versailles du 25 novembre 2014, RG n° 13/00871, BTL 2015.3533, fait application de l'article L. 132-8 du code de commerce prévoyant en faveur du voiturier (impayé) une action directe en paiement de ses prestations à l'encontre de l'expéditeur et du destinataire, qui sont garants du paiement du prix du transport. L'espèce concernait un transport, en 2010, de colis de vuvuzela de Métropole en Guadeloupe. La LTA ne présentait aucune indication quant aux modalités de paiement. Les factures de 11 800 euros adressées au destinataire demeurent impayées. Le transporteur Fedex (qui est un coursier américain de Memphis) se tourne avec succès contre le vendeur fournisseur des marchandises dont le nom était mentionné sur la LTA comme expéditeur. L'application de cette disposition du CT en matière de transport aérien est controversée.

(Cf. en droit terrestre, dans l'hypothèse d'un sous contrat de transport exécuté entièrement en France, élément d'un contrat international de transport France- Italie, la Cour de cassation, chambre commerciale, 1<sup>o</sup> mars 2016, n° 14-22608, n'accorde pas au sous-transporteur impayé par le transporteur principal l'action directe en paiement contre l'expéditeur. La cour d'appel avait retenu que la partie française de transport exécutée par le transporteur substitué n'était pas détachable du contrat. Les parties n'avaient pas procédé au choix de la loi applicable au contrat. Il a été fait application du règlement Rome I n° 593/2008 du 17 juin 2008. C'est la loi italienne du lieu de livraison qui était applicable. La disposition du code de commerce français ne pouvait servir de fondement à la demande en paiement formulée par le transporteur substitué. La disposition relative à l'action directe n'est pas considérée comme une loi de police, voir Jacques Foyer, Lois de police et principe de souveraineté, Mélanges Bernard Audit, 2014, p. 351.)

Le délai de paiement, le délai de l'action en paiement. Les garanties de paiement appartenant au transporteur : le droit de rétention et le privilège du transporteur.

Présenter la marchandise à la date et au lieu convenus, munie de l'emballage habituel

### § II. Les obligations du transporteur de marchandises

En droit français interne, tout prestataire de services est tenu de communiquer ses conditions générales de vente à tout demandeur de prestations de services qui en fait la demande pour une activité professionnelle, art. L.441-6, I du code de commerce.

Tout prestataire de services est également tenu à l'égard de tout destinataire de prestations de services des obligations d'information définies à l'article L. 111-2 du code de la consommation. Art. L. 441-6, III C. com.

#### A. LA PRISE EN CHARGE

Le transporteur prend la marchandise en charge : c'est le début d'exécution du contrat.

Le transporteur détient la garde de l'objet à transporter qu'il a appréhendé.

Voir Paris, 26 septembre 2012 BTL 2013.615

Le transporteur soigne la marchandise. Il observe les consignes données par l'expéditeur pour la conservation de la marchandise : le respect des basses températures pour certains médicaments, Versailles 29 oct. 2013, Revue droit transports, janvier 2014 obs. Ph. D, rejet du pourvoi, Com. 30 juin 2015, n° 13-28846, pour les viandes, comestibles, produits de la pêche.

## B. LE DEPLACEMENT

C'est la phase centrale. Le transporteur déplace la marchandise et l'achemine au point d'arrivée.

L'arrêt in transitu

## C. LA LIVRAISON

Le transporteur avise le destinataire de l'arrivée de la marchandise, cf. art. 13 § 2 CM.

Le destinataire a le droit, dès l'arrivée de la marchandise au point de destination, de demander au transporteur de lui livrer la marchandise contre le paiement du montant des créances et contre l'exécution des conditions de transport, art. 13 § 1° CM.

Quand la marchandise parvient à destination, le transporteur ne doit procéder à la livraison de la marchandise qu'entre les mains du destinataire convenu, et à lui seul, ou à une personne ayant reçu pouvoir de ce dernier. (Com. 17 mai 2011, Revue droit tr. 2011 oct. 2011, commentaire 161, note Delebecque, transport de bouteilles de vin de Paris à Londres, le transport est soumis au moment des faits à la CV. Le transporteur est convaincu de faute inexcusable pour avoir livré sans vérification la marchandise à des personnes n'ayant aucun lien avec les destinataires. Le transporteur est condamné à payer à l'expéditeur 30 007, 38 euros. Absence totale de soins apportés à la livraison de la marchandise).

Montpellier, 12 juin 2012, BTL 2012.454 : transport de marchandises de France à Abidjan ; le destinataire figurant sur la LTA est introuvable à l'adresse indiquée ; le livreur a livré les colis à un tiers se présentant comme le propriétaire ; condamnation du transporteur ; mise à l'égard de la clause contenue dans les conditions contractuelles prévoyant que les marchandises ne seront pas forcément remises en main propre, comme clause exonératoire de responsabilité. Le transporteur aurait dû demander un complément d'information à l'expéditeur, voire retourner les marchandises à l'expéditeur et à ses frais.

Versailles, 30 juin 2015, BTL 2015 p. 491 : expédition à Tucson, par la Mémoire de la Terre, d'un colis, contenant des météorites, confié à un expressiste, Fedex. Litige entre l'expéditeur, qui soutient que le colis a été perdu, et le transporteur. C'est au transporteur qu'il incombe d'établir qu'il a effectué la livraison au destinataire. Le destinataire, assez curieusement, a signé le bon de livraison avec le nom de Thomson alors qu'il s'appelle Barker. Il y avait eu une plainte, dans laquelle l'expéditeur indiquait que la marchandise avait été remise au destinataire, M. Barker. La preuve de la livraison était ainsi administrée. Aveu extra judiciaire. L'expéditeur est débouté de son action contre le transporteur.

Lyon, 27 février 2020, publié sur Lamyline, colis expédié depuis l'Angleterre et parvenu en France le 2 août 2013, déposé par DHL dans un point relais ; celui-ci étant fermé, les documents sont restés indisponibles jusqu'au 2 septembre 2013.

Avec la convention de Montréal, le transporteur aérien est tenu d'une responsabilité de plein droit, Laurent Sigoirt, Responsabilité de plein droit du transporteur aérien international de marchandises : de la prise en charge à la livraison, Dalloz 2023 p. 868.

La livraison met fin à l'opération de transport aérien.

Lorsque le transporteur a émis le bon de livraison et qu'il n'a plus la garde de la marchandise, la phase de transport aérien a pris fin.

Il est possible qu'on confie au transporteur - post livraison - la garde de la marchandise (par ex. pour être stockée et mise au frais dans les entrepôts frigorifiques), cette entreprise assume certes des obligations, celles d'un dépositaire ou d'un prestataire de services, mais la CM est étrangère à cette situation, la phase de transport aérien est close.

### § III. Les obligations du destinataire

Prendre livraison.

Le paiement du fret incombe au destinataire dans le transport port dû.

On se demande si l'action directe du transporteur et l'obligation de garantie incombant au destinataire en cas de non-paiement par l'expéditeur

[ Le voiturier a une action directe en paiement de ses prestations à l'encontre de l'expéditeur et du destinataire , lesquels sont garants du paiement du prix du transport, art. L. 132-8 du code de commerce ]  
jouent en matière aérienne.

La clause de solidarité

Le privilège du transporteur

Christophe Albiges et Marie-Pierre Dumont, Le privilège du transporteur et la sécurisation du financement de l'opération de transport, in Transport et sécurité, 2019, LexisNexis, p. 247

Le droit de rétention : en cas de liquidation judiciaire, à la condition que la créance appartenant au transporteur ait été déclarée et que le bien détenu soit nécessaire à la poursuite de l'activité du débiteur, le droit de rétention peut être opposé par le transporteur.

### LA RESPONSABILITÉ

En cas de dommage lié au transport, le client, qui réclame une indemnisation, doit dans un premier temps établir que les conditions d'établissement de la responsabilité du transporteur aérien sont réunies.

S'il y parvient, il sera alors en droit d'obtenir réparation.



## Sous-Chapitre III. La responsabilité du transporteur aérien en cas de dommage aux personnes ou aux biens

À l'orée de l'aviation commerciale, le législateur ne voulait pas en cas d'accident entraîner la ruine du transporteur à raison de dommages - intérêts trop élevés à payer aux victimes ou à leur famille : le transporteur aérien assume, dans le système de la convention de Varsovie de 1929, une obligation de sécurité, qui est une obligation de moyens (obligation de moyen renforcée, avec présomption de responsabilité en cas d'accident). Même retenu responsable, le transporteur n'était pas astreint à réparation intégrale au-delà d'un certain plafond, les textes prévoyaient le principe de la réparation limitée, il existait en tout domaine un plafond de réparation libellé en francs or.

La période contemporaine marque une amélioration considérable de la sécurité, l'accident mortel est devenu exceptionnel, même si le risque de l'air persiste.

L'OACI publie un document 10004 pour la sécurité de l'aviation dans le monde, 2017-2019.

L'OACI recense, en 2011, 414 victimes, en 2012, 372 victimes. En 2013, 17 accidents mortels avec 224 décès.

L'IATA note, en 2016, 202 victimes ayant perdu la vie. On note, en 2017, 44 victimes.

43 morts en aviation légère en France en 2017.

On parle de 556 décès en 2018.

121 en 2021.

Le nombre de victimes pourrait cependant augmenter du fait de la croissance du transport aérien.

158 victimes en 2022 en ce qui concerne 39 accidents d'avions commerciaux.

80 morts en 2023. Des victimes cependant sur les petits appareils.

L'enquête technique

### *La pénalisation des catastrophes aériennes*

La répression administrative

La notice de Wikipédia concernant un accident fait état d'une amende de 500 000 dollars infligée par le ministère américain des transports à l'encontre de la compagnie coréenne Asiana qui n'avait pas correctement observé, lors de la catastrophe survenue en juillet 2013 à San Francisco, la réglementation de 1997 imposant des attitudes de compassion et d'assistance lors des catastrophes aériennes à l'égard des victimes blessées et des familles.

En France, l'article R. 6231-1, 5°, CT, donne le pouvoir au ministre d'infliger une amende administrative de 7500 euros à l'exploitant qui ne dispose pas d'un plan d'aide aux victimes d'accidents de l'aviation civile et à leurs proches tel que prévu par l'article 21 du règlement n° 996/2010 du 20 octobre 2010 sur les enquêtes en cas d'accidents aériens.

La répression judiciaire

La tendance est en France d'ouvrir de façon systématique en cas d'accident mortel une information judiciaire pour homicide involontaire débouchant éventuellement sur la mise en examen du transporteur et de certains de ses agents.

Les poursuites sont moins systématiques en cas d'accident seulement corporel, surtout si les blessures restent légères, même s'il existe la possibilité de condamner pour blessures involontaires et mise en danger d'autrui.

On trouve sur la toile des rubriques consacrées à chacun de ces accidents mortels.

Le législateur a créé une procédure pénale spécifique en cas d'accident collectif caractérisée par la pluralité de victimes ou par la grande complexité de l'affaire, loi du 13 décembre 2011. Il y a ainsi la possibilité de concentrer au sein d'une de ou de plusieurs cours d'appel la compétence auprès d'un seul tribunal répressif. Ces dispositions des articles 706-176 s. du CPP peuvent être appliquées en cas de catastrophes aériennes

d'envergure.

Le décret n° 2014-1634 du 26 décembre 2014 a désigné les seuls tribunaux de Marseille et de Paris comme juridictions inter-régionales spécialisées en matière d'accidents collectifs.

C'est à ce dispositif qu'il a été fait appel dans la procédure ouverte à Marseille après l'accident aérien survenu le 24 mars 2015 dans les Alpes provençales à un avion de la Germanwings se rendant de Barcelone à Düsseldorf du fait des tendances et comportements suicidaires du co-pilote.

L'impliqué, mis en examen, prévenu, condamné, est le plus souvent le transporteur ou l'exploitant de l'aéronef, personne morale ou personne physique.

#### . Responsabilité pénale des personnes physiques

C'est celle des pilotes, des dirigeants de la société de transport, des agents du contrôle aérien, des fonctionnaires subalternes ou non ayant pour fonction de faire respecter la réglementation.

Deux hypothèses sont à envisager.

Si un lien de causalité direct entre l'imprudence et le dommage est établi, une imprudence simple, mais causale, suffit pour que le délit soit caractérisé

Si un lien de causalité indirect est établi entre l'imprudence et le dommage, pour que l'infraction soit constituée, il faut prouver une imprudence caractérisée.

La mise en cause de dirigeants de la personne morale exploitant ou transporteur

Accident mortel du Phuket, 2007.

La presse fait état d'une instance fin juin 2019 devant le tribunal correctionnel de Paris ; ont été cités devant la juridiction pénale française, à raison d'un accident aérien – 90 victimes, dont 9 français, 40 survivants dont un Français - survenu le 16 septembre 2007 lors de l'atterrissage à Phuket d'un appareil en provenance de Bangkok, le dirigeant de la compagnie aérienne thaïlandaise ainsi qu'une compagnie aérienne, société mère de la société transporteur. Les pilotes qui ont péri dans l'accident auraient été contraints à des dépassements des temps de vol. L'enquête aurait également relevé des fautes des pilotes. Le prévenu thaïlandais n'a pas l'intention de se présenter à la barre. Les compagnies n'exercent plus. Le procureur a requis des peines de prison et une amende. Le jugement a été rendu le 3 septembre 2019. Le président de la compagnie thaïlandaise est condamné par défaut à 4 ans d'emprisonnement. L'intéressé a fait appel, audience en septembre 2020.

La faute du chef d'entreprise

Criminelle, 8 septembre 2020, n° 18-82.150 : un accident mortel lors du décollage d'un avion faisant du transport commercial. Le pilote avait pratiqué un décollage long et une pente de montée faible, de telle sorte que l'avion avait percuté en octobre 2006 des arbres situés dans l'axe de la piste et s'était écrasé. La cour d'appel condamne pénalement pour homicide involontaire le gérant de la société exploitant l'aéronef. Ce gérant avait embauché, avec une légèreté blâmable, le pilote sans se renseigner sur ses qualités, alors que son précédent employeur l'avait renvoyé pour incapacité d'effectuer du transport public de passagers.

Le stage d'adaptation de l'exploitant, SADE, n'avait pas été effectué conformément à un arrêté de 1997, qui renvoyait à l'OPS 1.945. Le livret de progression exigeait 8 étapes de vol, il n'y en a eu que 4. Ces négligences ont exposé la clientèle à un risque d'une particulière gravité.

Le manuel d'exploitation, MANEX, de la société Flowair, mis en place par le dirigeant, approuvé par l'Autorité, se référant à ce stage, doit être respecté.

Il existe un lien indirect mais certain entre ces fautes qualifiées et l'accident causé par une faute de pilotage.

Les éléments du délit d'homicide involontaire étaient réunis. Article 221-6 du code pénal.

Le moyen de cassation n'est pas fondé.

La faute du pilote

Voir supra le développement concernant la responsabilité pénale des pilotes

La faute du pilote contrôleur, agréé par la DGAC, mandaté par l'employeur pour faire passer un examen au pilote.

Même arrêt du 8 septembre 2020.

Ce contrôleur ignorait un changement de réglementation.

L'ordre du SADE et son contenu n'ont pas été respectés.

Il ne disposait pas à bord du manuel d'exploitation de la société employeur du pilote.

Caractère artificiel du déroulement du stage d'exploitation.

Ce contrôleur a commis une faute caractérisée, il a agi en dehors du cadre réglementaire sans respecter les contraintes en matière de sécurité imposées aux représentants de l'aviation civile, dont il était.

En tant que professionnel, son accréditation par la DGAC lui donnait la connaissance des enjeux de l'examen dont il devait assurer le contrôle.

Ce contrôleur agréé a déclaré le pilote apte, sans avoir intentionnellement utilisé les outils à sa disposition pour le lâcher en ligne.

Il existe un lien indirect mais certain entre le non-respect du SAFE et l'accident survenu au décollage.

La cour d'appel parle d'un stage bâclé effectué sans professionnalisme ni rigueur.

Rejet du pourvoi : Les prévenus ont commis des violations manifestement délibérées d'obligation de prudence ou de sécurité imposée par le règlement, violations en lien certain avec l'accident.

La faute pénale des agents, techniciens et salariés du transporteur

Cf. supra le développement concernant la responsabilité pénale en cas de défaut dans la maintenance.

#### . Responsabilité pénale des personnes morales

Les personnes morales sont responsables pénalement des infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants.

En ce qui concerne la responsabilité pénale, en matière d'homicide involontaire, les personnes morales sont plus sévèrement traitées que les personnes physiques, du moment qu'une faute d'imprudence se trouve à l'origine de l'homicide involontaire.

Le délit d'homicide involontaire est en effet constitué, du moment que le lien de causalité entre l'imprudence ou la négligence et le dommage est établi, qu'il soit direct ou même indirect.

Accident du Concorde du 25 juillet 2000, à Gonesse, condamnation pénale en première instance pour homicides involontaires du transporteur américain Continental Airlines, 200 000 euros d'amende, et de l'un des employés le mécanicien chaudronnier John Taylor, 15 mois avec sursis et 2000 euros d'amende, pour avoir mal fabriqué et fixé à Houston 16 jours auparavant une lamelle de titane tombée sur la piste.

Accident de Charm el Cheikh du 3 janvier 2004 : le parquet de Bobigny, en janvier 2016, requiert un non-lieu et constate l'extinction de l'action publique concernant les pilotes morts dans la catastrophe. Les tribunaux français (et la loi pénale française) sont compétents, bien que l'infraction supposée d'homicide involontaire ait été perpétrée dans l'espace égyptien, à raison de la nationalité française des victimes, art. 689 CPP et articles 113-7 et 113-8 du code pénal. Les poursuites étant exercées en France, sur plainte des victimes ou de leurs ayants droit, par le ministère public

Accident mortel d'hélicoptère, le 8 juin 2004, lors d'un transport entre Nice et Monaco.

L'appareil tombe en mer à la hauteur du Cap Ferrat.

La cour d'Aix avait relaxé le transporteur, Heli Air Monaco, des faits d'homicides involontaires.

La chambre criminelle, 11 juillet 2017, n° 15-85786, statue sur le pourvoi de certaines parties civiles.

Différents manquements avaient été articulés contre le transporteur.

Le transporteur n'avait pas formé et entraîné son pilote Alain à un amerrissage en autorotation. En dépit de la panne du moteur, une manœuvre d'auto-rotation aurait pu permettre un amerrissage d'urgence.

La cour avait estimé que le lien de causalité n'était pas établi entre le défaut (réel ou supposé) de formation d'Alain et la chute brutale de l'appareil, volant à basse altitude.

La cour d'Aix avait nié le lien de causalité entre l'accident et le défaut d'habilitation du pilote pour signer la visite d'avant vol, APRS, ou les conditions de travail du personnel.

La cassation intervient cependant sur le terrain civil, la cour d'Aix n'a pas insuffisamment répondu aux conclusions des parties civiles qui soutenaient que la mise en œuvre par un personnel habilité de l'APRS, mesure obligatoire, aurait pu permettre de détecter la panne et d'éviter l'accident.

On notera que 13 ans se sont écoulés entre l'accident et l'arrêt de la chambre criminelle.

Le Rio - Paris : 1<sup>o</sup> juin 2009

Catastrophe de l'avion Airbus d'Air France lors d'un vol entre le Brésil et la France durant la nuit du 1<sup>o</sup> juin

2009.

Le juge d'instruction a procédé à la mise en examen d'Air France, 18 mars 2011, ce qui lui donne accès au dossier.

Air France a publié une note expliquant sa pratique en matière d'entretien d'un avion Airbus 330.

Le rapport final publié par le BEA en date du 5 juillet 2012 estimait que l'accident qui avait causé la mort des 228 personnes se trouvant à bord résultait d'une succession et d'une conjonction de différents événements.

Comme souvent, l'accident procède d'une pluralité de causes. Le rapport estimait que l'obstruction temporaire des sondes Pitot (qui contribuent à mesurer la pression totale et à donner l'information sur la vitesse) par des cristaux de glace avait vraisemblablement entraîné la déconnexion du pilotage automatique, il relevait également de la part de l'équipage l'absence de mesures pour remédier à la situation de décrochage de l'avion Airbus qui s'est écrasé dans l'Océan Atlantique.

Un rapport d'expertise déposé en 2012. Une contre-expertise en 2014. Annulation en 2015 par la chambre d'instruction de la cour d'appel. Une nouvelle expertise a été ordonnée

Le dossier était entre les mains des juges d'instruction parisiens.

La presse fait état le 17 juillet 2019 de l'intention du parquet de demander le renvoi d'Air France devant le tribunal correctionnel (et de demander le non-lieu pour Airbus).

Une ordonnance de non-lieu avait été rendue le 29 août 2019 par les juges d'instruction aussi bien en ce qui concerne l'avionneur que le transporteur aérien.

Le parquet a fait appel. La chambre de l'instruction de la cour de Paris prononce le 12 mai 2021 le renvoi de la compagnie et de l'avionneur devant la juridiction correctionnelle.

L'audience correctionnelle s'ouvre le 10 octobre 2022.

L'infraction d'homicide involontaire n'est constituée que si les fautes reprochées aux prévenus sont établies par un lien direct et même indirect avec la mort des transportés. Le lien de causalité doit être établi.

Il semble dans ce dossier qu'aussi bien le fabricant que le transporteur ont commis certaines fautes de négligence (fourniture de sondes Pitot permettant de calculer la vitesse de l'avion au givrage intempestif, formation insuffisante du personnel de conduite de l'aéronef). Le débat devrait être mené sur le terrain du maintien ou de la rupture du lien de causalité entre les fautes de négligence reprochées aux prévenus et la mort des occupants à raison des manœuvres aberrantes effectuées, en l'absence du commandant de bord, par les pilotes demeurés dans la cabine de pilotage et détenteurs de la conduite de l'aéronef. Si les pilotes avaient été plus performants et mieux expérimentés, la catastrophe aurait pu être évitée. La causa proxima du désastre semble bien être la faute de pilotage, les négligences du fabricant et du transporteur sont des facteurs antérieurs ayant pu favoriser la chute en mer de l'avion, ils n'en sont pas forcément la cause même indirecte.

Le parquet requiert la relaxe.

Nous estimions que la compagnie aérienne risquait cependant d'être condamnée - si l'on suivait le précédent constitué par le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Paris dans l'affaire de la catastrophe des Comores, infra, - à raison d'une formation insuffisante des pilotes.

La compagnie Air France est finalement relaxée en 1<sup>o</sup> instance le 17 avril 2023, en l'absence de la preuve de l'établissement d'un lien de causalité entre les imprudences ou négligences éventuelles du transporteur et l'accident.

Le tribunal retient une imprudence fautive en ce qui concerne la note de sécurité sur la panne des sondes adressée par Air France à ses pilotes. Mais aucun lien de causalité certain n'a pu être démontré avec l'accident. Le tribunal considère que les pilotes disposaient des connaissances nécessaires pour faire face aux incidents de gel des sondes.

Le parquet général fait appel.

L'accident mortel au large des Comores : 28 juin 2009

La presse fait état en mai 2022 d'une audience correctionnelle consacrée à Paris à la responsabilité pénale de la compagnie yéménite Yemenia, prévenue d'homicides et de blessures involontaires, à raison de la chute nocturne en mer le 28 juin 2009 de l'un de ses avions au large des Comores. La catastrophe avait fait 152 morts. Une adolescente avait survécu. Les 65 passagers français avaient commencé le voyage depuis Paris ou Marseille. Ils avaient atterri au Yémen. L'avion sinistré Airbus venait de Sanaa et devait atterrir à Moroni. On trouve sur la toile le rapport final concluant l'enquête de sécurité menée par les Comores. Le BEA avait apporté une aide technique. Sont mises en cause l'attitude des pilotes et leur formation lacunaire. La compagnie effectuait des vols de nuit, alors que la balisage des pistes d'atterrissage était aléatoire. L'avion appartenait à ILFC et était pris en location coque nue par le transporteur du Yémen.

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné pour homicides et blessures involontaires le 14 septembre 2022 le transporteur yéménite à une amende de 225 000 euros. Sont reprochées deux imprudences en lien direct avec l'accident : le maintien des vols de nuit en dépit du mauvais fonctionnement des feux de signalisation à l'aéroport de Moroni ; l'affectation d'un copilote sur ce vol en dépit des fragilités dans sa formation.

Voir le commentaire de la décision, Le Journal des accidents et des catastrophes, 28 septembre 2022, par Mme

Steinlé-Feuerbach

L'accident mortel le 19 mai 2016 d'un appareil égyptien Airbus de la compagnie Egyptair, à proximité du territoire égyptien mais au-dessus de la haute mer, lors d'un vol entre Paris et Le Caire. 66 morts. Enquête technique menée par l'Égypte, avec le concours du BEA. L'Égypte n'aurait pas encore publié le rapport final d'enquête.

Instruction menée au tribunal de Paris.

La gendarmerie aurait procédé à une perquisition au siège du BEA pour procéder à la saisie d'une copie d'un enregistreur de vol que le bureau se disant tenu à la confidentialité n'aurait pas voulu consigner volontairement aux enquêteurs.

La thèse égyptienne est celle d'un attentat.

Le BEA serait partisan de l'incident technique.

Une expertise française mentionnée dans la presse début avril 2019 portant sur la maintenance fait état d'un mauvais entretien de l'appareil accidenté, l'origine précise du sinistre n'étant pas précisée.

Un journal italien indique en 2022 que l'un des pilotes fumait dans le cockpit, une étincelle se serait produite ce qui aurait causé un incendie.

Une information semble avoir ouverte à Paris. Il ne semble pas que des mises en examen aient été prononcées dans cette affaire.

Criminelle, 9 décembre 2014, n° 13-85141 : une plainte d'un pilote pour mise en danger d'autrui contre sa compagnie et son représentant légal, classement sans suite et une condamnation de l'auteur de la plainte pour dénonciation calomnieuse, le tout sur fond d'une procédure de licenciement. Les faits se déroulent à la Réunion, le pilote prétendait à tort que le décollage avait été imposé par la direction de la compagnie pour des motifs mercantiles en présence de conditions météo épouvantables, alors que le cyclone n'était annoncé que le lendemain.

### *Le contentieux civil*

Geneviève Viney, Après la réforme du contrat, la nécessaire réforme des textes du code civil relatifs à la responsabilité, Semaine juridique G, 25 janvier 2016, doctrine 99

Le contentieux civil de l'indemnisation du dommage : le régime de responsabilité opère une distinction très nette entre l'accident mortel ou corporel et les autres incidents de transport.

En présence d'un accident mortel ou corporel, le système juridique a tendance à faire peser jusqu'à un certain montant sur le transporteur une obligation de garantie. Le droit contemporain a restauré, en cas d'accident corporel, du moment que la responsabilité du transporteur est établie ou n'est pas écartée, le principe de la réparation intégrale.

On a en revanche maintenu, avec la CM, les solutions anciennes de la limite de réparation pour les pertes et avaries des bagages et marchandises, ainsi que pour les hypothèses de retard.

La réglementation européenne, sanctionnant les refus d'embarquement, les annulations de vol et les retards au départ, plutôt sévère envers les transporteurs, amène à opérer une coordination délicate des solutions européennes avec le droit uniforme mondial.

En cas d'accident corporel, d'endommagement des bagages ou des marchandises, ou de retard, le transporteur est ordinairement présumé responsable (I).

Il est admis, dans certaines hypothèses, à s'exonérer (II).

## Section I. Le principe de responsabilité du transporteur aérien

Le demandeur fonde ordinairement son action en se fondant sur la CV et désormais sur la CM.

Il faut également faire place à la réglementation européenne en matière de refus d'embarquement, d'annulation de vol ou de retard, souvent plus avantageuse.

Art. 17 § 1<sup>o</sup> CM, Le transporteur est responsable du *préjudice* survenu en cas de *mort* ou de *lésion corporelle* subie par un passager ... par cela seul que l'*accident* qui a causé la mort ou la lésion s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement ou de débarquement.

Art. 17 § 2 CM, Le transporteur est responsable du *dommage* survenu en cas de destruction, perte ou avarie de *bagages* enregistrés.

Art. 18 CM, Le transporteur est responsable du *dommage* survenu en cas de destruction, perte ou avarie de la *marchandise*.

Art. 19 CM, Le transporteur est responsable du *dommage* résultant d'un *retard* dans le transport aérien de passagers, de bagages ou de marchandises ...

Deux niveaux d'analyse

Primo.

Il convient dans un premier temps de déterminer le domaine d'application du système de Montréal : ce qui est en jeu, c'est la répartition de la compétence normative.

En son domaine, le dispositif de Montréal est en principe exclusif, le droit inférieur, continental, régional ou interne, ne peut en principe instaurer des règles qui le contrediraient.

En dehors du domaine de la CM, le droit commun reprend son empire.

C'est le débat crucial relatif à l'**exclusivisme** montréalais.

Jean-Pierre Tosi, Exclusivisme du droit spécial ou droit commun ? L'exemple de la responsabilité du transport aérien, octobre 2005, Mélanges Yves Serra, Dalloz, p. 431

On peut lire, sur le ZLW, 04,2022, p. 699, la recension en allemand par Wolf Müller-Rostin de l'ouvrage publié en langue anglaise de David Cluxton, Aviation Law Cause of Action Exclusivity in the Warsaw and Montreal Conventions, Edward Elgar Publishing Limited, 2022.

L'observateur relève sur ce point une divergence radicale d'interprétation entre la jurisprudence des pays anglo-saxons, la conception régnant en France et la position adoptée par la jurisprudence européenne de la Cour de justice de l'UE en matière de retard. Le débat concerne la place à faire ou à dénier à l'exclusivisme, absolu ou relatif, du système issu de la CV et de la CM. La loi uniforme concerne-t-elle tout dommage, quel qu'il soit, souffert par le client du transporteur dans le cadre d'une exécution défectueuse du contrat de transport ou se limite-t-elle à certaines catégories de dommages, abandonnant au droit commun interne la solution à donner aux types de dommages non envisagés par la convention ?

Ce qui est certain, c'est que les auteurs de la convention portant droit uniforme ont voulu interdire aux victimes la possibilité d'échapper, lorsqu'il est applicable, au dispositif uniforme, prévoyant en particulier des limites de réparation, des règles spécifiques de compétence juridictionnelle ou un délai de 2 ans pour agir, en se prévalant de solutions du droit interne plus intéressantes. Les demandeurs ne doivent pas trouver une échappatoire dans les solutions internes pour évincer le dispositif de Varsovie ou de Montréal. Dans son orbite de compétence normative, le droit uniforme s'impose et lui seul. Les droits internes reculent ou s'effacent.

Français, anglais, américains, canadiens, allemands sont sur ce point fidèles à la volonté des rédacteurs de la CV et de la CM. Les États ont adopté une convention de droit uniforme, celle-ci doit primer sur les solutions internes. Les nuances apparaissent suite. Alors que les Français s'en tiennent à une position pondérée et mesurée conforme au dessein de l'aventure du droit uniforme, les Anglo-Saxons adoptent une position ultra donnant au

dispositif unioniste une portée absolue.

Le droit européen est aux antipodes. La CJUE retient une solution qui lui est coutumière, elle refoule et cantonne les solutions apportées par le droit uniforme mondial pour faire valoir les solutions du droit européen. L'Europe judiciaire joue la carte du particularisme en snobant le droit mondial.

### L'exclusivisme relatif

#### La France

C'est un exclusivisme tempéré qui se trouve en général en honneur en France tant auprès de la doctrine - voir le compte rendu de l'ouvrage d'Olivier Cachard par Jean-Pierre Tosi, JDI octobre 2016 - que de la jurisprudence. La conception française consacre l'idée d'un exclusivisme relatif en faveur du droit unioniste, ne valant que dans le cadre du domaine d'application de la CM. La méthode emprunte à l'unilatéralisme : c'est la convention de droit uniforme qui détermine les types de dommages survenus durant le temps de transport qu'elle entend gouverner et c'est cette convention qui édicte alors un régime de responsabilité distinct du droit national, ce régime valant alors entre tous les États l'ayant ratifiée.

La CM n'a pas cependant instauré un régime plénier, clos et complet concernant toutes les hypothèses d'inexécution ou de mauvaise exécution du contrat de transport. La CM ne vise qu'à une uniformisation partielle du droit du transport aérien. L'intitulé de la CM le prouve avec éloquence. La convention de Montréal a été signée le 28 mai 1999, comme son illustre devancière du 12 octobre 1929, « pour l'unification de *certaines* règles relatives au transport aérien international ». Elle n'est pas un code complet du droit de la responsabilité aérienne. Les points sur lesquels elle ne légifère pas continue à être gouvernés par le droit commun. La CM ne concerne, quant à la responsabilité du transporteur, que les hypothèses où l'on constate la mort ou des lésions corporelles des passagers, les pertes et avaries des bagages et des marchandises ainsi que les retards concernant le transport des passagers, des bagages et des marchandises. Les autres hypothèses d'exécution défectueuse du contrat ne sont pas gouvernées par le droit uniforme mondial qui est un droit d'exception, mais par le droit commun national. C'est ainsi qu'on délimite les domaines respectifs de compétence normative entre le droit unioniste et les droits internes.

C'est la solution qui avait été retenue par la 1<sup>o</sup> chambre civile dans son arrêt du 15 juillet 1999, n<sup>o</sup> 97-10.268, Bulletin 1999, I, n<sup>o</sup> 242, p. 156. Des personnes domiciliées en France avaient acheté des billets pour se rendre à Madras et Kuala Lumpur, via Londres. L'avion avait décollé de Londres et fait une escale à Koweït, escale non mentionnée sur les billets. Les troupes irakiennes envahissaient le Koweït. Les passagers avaient été conduits dans un hôtel, l'armée irakienne les avait fait prisonniers. Ils avaient été détenus de un à trois mois. Ils avaient fait ensuite retour en France. Les passagers et certains de leurs proches ont exigé de British Airways réparation au titre des préjudices consécutifs à cette détention.

La cour de Paris avait écarté l'application de la convention de Varsovie et statué sur le fondement du code civil. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par le transporteur britannique.

La CV ne régit la responsabilité du transporteur aérien pour les dommages causés aux passagers que s'ils sont survenus à bord de l'aéronef ou au cours des opérations d'embarquement ou de débarquement.

Les dommages subis par les passagers s'étaient produits hors de l'aéronef et après leur débarquement, alors qu'ils étaient regroupés dans un hôtel.

La cour d'appel a exactement déduit que cette convention n'avait pas vocation à s'appliquer au litige.

La décision est rendue sur le fondement du droit français.

Le transporteur aérien reste tenu d'une obligation de sécurité de moyens dans l'exécution du contrat le liant à ses clients.

L'escale sur l'aérodrome de Koweït avait été réalisée à un moment où l'imminence d'un conflit était hautement prévisible, l'avion disposait d'une réserve de carburant suffisante pour éviter l'escale, les passagers avaient été exposés sans raison valable à un risque de guerre.

La cour d'appel a pu déduire de ces constatations que la compagnie avait failli à son obligation de moyens.

### L'exclusivisme absolu des juridictions américaines, canadiennes, anglaises, néo zélandaises, allemandes ...

La jurisprudence américaine, canadienne, anglaise, voire germanique, déjà ancienne, se fait, en revanche, adepte d'un exclusivisme absolu ou plénier, au profit des dispositions de la CV/CM. Cette jurisprudence interprète a contrario les dispositions des articles 17 et 24 CV et 17 et 29 CM. La convention de droit uniforme vise les dommages consécutifs à un accident corporel. La convention interdit a contrario de faire sanctionner en justice un dommage souffert par un passager, autre qu'un dommage corporel. Le transporteur aérien n'est tenu à

réparation que dans les hypothèses visées par le texte de droit uniforme, mort ou lésion corporelle, perte ou avarie des bagages et des marchandises, retard dans le transport des personnes, des bagages et du fret. Ce courant jurisprudentiel absolutise le raisonnement a contrario : en édictant des dispositions concernant le préjudice corporel, la perte des bagages et des marchandises et le retard, les rédacteurs de la CM auraient interdit au client de se prévaloir, à des fins de réparation, d'un dommage d'une autre nature. On peut également voir dans cette jurisprudence l'importance prise dans les pays de Common Law par les solutions de procédure. La convention de droit uniforme est lue comme attribuant face à certains types de dommage un droit d'action à la victime de celui-ci. Lorsque la victime se prévaut d'un dommage autre que ceux envisagés par la convention internationale, le pouvoir d'action lui est dénié. Ce courant jurisprudentiel se montre ainsi très favorable au transporteur qui n'est pas tenu de réparer un dommage non visé par la CM. L'exclusivité de la CM interdirait au juge de condamner en faisant appel au droit interne. Ce qui laisse sans réparation les types de dommage qui ne sont pas visés par la CM.

Ainsi si le transporteur ne fournit pas à bord le repas que le passager avait commandé.

La différence d'interprétation avec l'interprétation soutenue en France est de taille.

Cette jurisprudence défavorable aux victimes est désormais bien établie dans l'aire de langue anglaise. Elle fait le jeu des compagnies.

On peut citer en ce sens l'arrêt Sidhu rendu par la chambre des lords le 12 décembre 1996, RFDA 1997.163, où la passagère enlevée à Koweït par les troupes de Saddam Hussein ne parvient pas à faire condamner la British Airways qui aurait maintenu à tort une escale dans l'émirat au lieu de la supprimer. La privation de liberté n'étant pas un dommage retenu par la CV, le recours était exclu.

Voir l'ouvrage de Marie-Camille Pitton déjà cité, p. 107, et l'analyse fort critique de l'arrêt de la chambre des lords par J.P. Tosi, dans son article aux Mélanges Yves Serra, p. 434.

La décision anglaise est contraire à la solution qui sera donnée par la Cour de cassation dans son arrêt du 15 juillet 1999.

L'arrêt El Al c. Tsui Yuan Tseng du 12 janvier 1999 de la Cour suprême des États-Unis, Revue de droit uniforme 1999-I p. 195, se fait peu accueillant pour la victime d'une fouille trop poussée : la cliente avant de monter dans l'avion de la compagnie israélienne avait été soumise à une fouille à corps, elle se plaignait d'un préjudice psychique ou psychosomatique. Il n'y avait pas eu lésion corporelle, la demande ne trouvait pas son fondement dans la CV ; elle ne prospère pas. Toute action en dommages-intérêts doit être rejetée du moment que le demandeur fait état d'un préjudice personnel, non visé par la CV. Le transporteur se voit ainsi indirectement déclaré irresponsable, même s'il est l'auteur d'un dommage fautif. Il bénéficie d'une impunité.

Comme l'écrit le professeur Tosi, on consacre le principe de l'irresponsabilité du transporteur aérien dans les cas non régis par la CV. Cet arrêt Tseng signerait le premier abandon aux États-Unis de la conception restrictive de l'exclusivisme varsovien, jusqu'alors dominante.

(Il aurait été parfaitement possible dans cette espèce de soutenir de façon compréhensive qu'un important choc psychique n'était qu'une variante de lésion corporelle et que la convention jouait. La fouille constituant un événement inopiné, malheureux, extérieur à la passagère et donc un accident.)

L'arrêt Morris rendu en 2002 par la Cour suprême du Royaume Uni

Les auteurs citent un arrêt de la plus haute juridiction allemande rendu le 15 mars 2011.

L'arrêt Stott v. Thomas Cook du 5 mars 2014 de la haute juridiction britannique reprend cette jurisprudence adepte d'un exclusivisme strict qu'imposerait la convention de droit uniforme. Le passager, infirme, faisait état d'une méconnaissance de la part de l'agence Cook de la législation britannique mettant en œuvre le règlement européen sur les droits des personnes handicapées. La Cour suprême du Royaume-Uni rejette la demande de dommages-intérêts, l'action n'entrant pas dans la catégorie des actions autorisées par l'article 17 CV.

(Cette décision est singulière, elle fait fi du texte communautaire, qui se trouve ainsi ravalé au rang d'une *lex imperfecta* ; la CJUE auteur des arrêts Sturgeon et Nelson aurait probablement admis, si elle avait été consultée, la possibilité (voire l'obligation) de faire sanctionner en justice la violation du règlement européen.)

Mark Glynn, Montreal Convention oust all : Canadian Courts Rule on Exclusivity, Annales de droit aérien et spatial, 2013, p. 543- 562

L'arrêt Thibaudeau c. Canada rendu par la Cour suprême du Canada le 28 octobre 2014 est une illustration de cet exclusivisme sans borne.

Le point de départ concerne le non-respect par Air Canada de la législation canadienne en matière linguistique,



ce dispositif a au Canada une valeur quasi-constitutionnelle. Les époux Thibaudeau, Michel et Lynda, ont voyagé entre le Canada et les États-Unis bénéficiant d'un équipage ignorant de la langue de Molière. Ils ont agi en justice pour demander à la compagnie canadienne des dommages-intérêts. La plus haute juridiction canadienne décide que la CM ne permet pas, lors d'un transport international, d'accorder des dommages intérêts aux passagers de langue française en présence de la violation de la législation linguistique. La CM ne permet de condamner le transporteur qu'en cas de mort/lésion corporelle, perte/avarie/ des bagages et des marchandises et de retard. C'est l'affirmation d'un exclusivisme extrême qu'imposerait la convention portant droit uniforme. Le transporteur peut ainsi se prévaloir de la CM pour échapper à l'obligation de réparer tout dommage dont il est l'auteur autre que ceux visés par la convention.

(On peut lire, sur la toile sur le site de la Cour suprême du Canada, en version bilingue, SCR | RCS [2014] vol. 3, la décision canadienne, constituée par l'opinion du juge exprimant la pensée des majoritaires, ainsi que l'opinion dissidente de deux magistrats. On est loin du style de rédaction des arrêts de la Cour de cassation, dont certains aimaient à critiquer l'argumentation trop elliptique.)

La Revue de l'Université de Moncton, lisible en ligne, volume 42, numéros 1-2, 2011, publie un commentaire critique de Mme Karine McLaren, portant sur l'arrêt rendu dans cette affaire par la Cour d'appel fédérale, arrêt dont la solution sera maintenue par la Cour suprême du Canada.

La solution nous semble tellement absurde et contraire aux impératifs de justice que les prémisses sur lesquelles elle repose ne peuvent être qu'erronées.

Cette interprétation peut cependant trouver un fondement dans la rédaction nouvelle, malheureuse ou maladroite, adoptée par les auteurs de la CM. Les auteurs de la CM, nous dit M. Laurent Chassot, ont procédé à une compilation des textes, morts nés, hérités, du Protocole de Guatemala et du protocole de Montréal IV.

L'énoncé de la CV était plus parfaitement rédigé et ne prêtait pas à ambiguïté.

Son article 24 est relatif au droit d'action et permettait de canaliser les demandes émanant des voyageurs ou des expéditeurs, permettant ainsi de déterminer celles soumises à l'imperium de la loi uniforme.

Le premier alinéa concernait les dommages des marchandises et des bagages ainsi que le retard. « Dans les cas prévus aux articles 18 (pertes et avaries des bagages et des marchandises) et 19 (retard), toute action en responsabilité, à quelque titre que ce soit, ne peut être exercée que les conditions et limites prévues par l'actuelle convention (CV) ». L'exclusivisme varsovien était parfaitement ciblé. Il était affirmé, et délimité.

L'alinéa 2 concerne les dommages portés aux personnes. « Dans les cas prévus à l'article 17 (mort, blessure, lésion corporelle accidentelle, du passager), s'appliquent également les dispositions de l'alinéa précédent, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs ». L'exclusivisme varsovien est réaffirmé, il est ciblé et déterminé, il s'agit des atteintes au corps humain qui relèvent de la seule CV, étant entendu que le droit uniforme ne détermine pas quelles sont les personnes, passagers et ayants cause, qui sont titulaires du droit d'action. La CV ne régit pas les dommages subis par le transporteur, elle ne gouverne pas non plus les préjudices autres que les lésions corporelles mortelles ou non, les pertes et avaries des bagages et marchandises et les retards. Les annulations de vol et les refus d'embarquement, ainsi que les dommages survenus avant ou après cessation de la prise en charge des bagages et marchandises échappent ainsi à l'emprise de la CV.

Avec la CM, c'est l'article 29 qui traite du principe des recours. Les rédacteurs ont voulu un texte englobant aussi bien le transport de personnes que celui de bagages et de marchandises.

« Dans le transport de passagers, de bagages et de marchandises, toute action en dommages-intérêts, à quelque titre que ce soit, *en vertu de la présente convention*, en raison d'un contrat ou d'un acte illicite ou pour tout autre cause, ne peut être exercée que dans les conditions et limites de responsabilité prévues par la présente convention, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs ». Le texte ne vise aucun dommage en particulier, mort ou blessures, avaries du fret, retard, de telle sorte qu'il est possible de soutenir que toute action intentée par une victime obéit en matière aérienne au schéma montréalais et qu'en ce qui concerne les types de dommages non visés par la convention c'est le refus de l'accès au prétoire qui doit être opposé au demandeur. On peut ainsi trouver un fondement textuel à la position défendant l'exclusivisme absolu conféré aux dispositions de la CM qui joueraient quel que ce soit le type de dommage invoqué.

Cet argumentaire de style littéraliste est en réalité assez fragile, l'exclusivité des solutions montréalaises n'est invocable que lorsque le demandeur agit en vertu de la CM. Lorsqu'il se prévaut d'un dommage sur lequel la CM n'a apporté aucune solution et qu'il fonde son action sur une disposition du droit interne, l'exclusivisme montréalais ne devrait pas pouvoir être invoqué pour débouter le demandeur dont les droits civils ont été violés.

On peut d'ailleurs se demander si cette jurisprudence exclusiviste franchirait l'obstacle de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg : toute personne a droit à la sauvegarde de ses biens ainsi qu'à un procès équitable.

Le droit constitutionnel français affirme à titre de principe, même si certains tempéraments sont, au nom de l'intérêt général, envisageables, que tout dommage fautif doit donner matière à responsabilité, voir à propos des suites de l'affaire Perruche, les observations de M.M. Sainte Rose et Pedrot, D. 2010.2088 rappelant les décisions du Conseil constitutionnel de 1982 et de 2005.

Imaginons qu'un passager se voit durant le vol pris à partie par le transporteur ou par un membre d'équipage qui se permettrait de tenir sottement à son encontre des propos haineux, raciaux ou antisémites. Il est peu probable qu'une juridiction prendrait le parti de déclarer irrecevable sur le terrain civil l'action du passager offensé, la CM ne prenant en considération que la mort, les blessures, la perte des bagages ou le retard, toute autre action au titre d'un dommage d'une autre nature étant vouée à l'échec.

[La CJUE a eu à connaître d'une affaire assez curieuse survenue en Suède, sur un vol intérieur entre Göteborg et Stockholm, où un passager d'origine chilienne, mais habitant le pays scandinave, avait été soumis, par décision du commandant de bord, à un contrôle de sécurité renforcé. Le passager se prétendait victime de discrimination, à raison de l'origine ethnique, comportement sanctionné par une directive européenne transposée en droit suédois.

L'incidence aérienne n'est pas soulevée dans les conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe présentées le 14 mai 2020, affaire C-30/19, Diskrimineringsombudsmannen c. Braathens Regional Aviation. La CM s'applique aux transports internes effectués à l'intérieur d'un État membre d'après le règlement de 1997 modifié en 2002. La compagnie se déclarait prête à indemniser le passager, mais refusait d'admettre la présence d'une discrimination. Nul ne semble avoir soutenu que la CM interdirait la réparation du dommage subi par le passager discriminé. L'avocat général estime que l'intéressé est en droit d'exiger, s'il y a discrimination, que celle-ci soit constatée par un juge. L'arrêt de la CJUE du 15 avril 2021 est en ce sens.]

(L'arrêt *Thibaudeau c. Air Canada* n'a été adopté qu'à la majorité des juges, il comporte donc à compter du paragraphe 134 une opinion dissidente exprimée avec bonheur au nom de la minorité de deux juges par Madame Abella ; celle-ci rejoint la conception mesurée de l'exclusivisme montréalais en honneur en France ; elle considère que l'action des passagers aurait dû être accueillie, elle estime que les normes montréalaises n'interdisent pas une action en responsabilité fondée sur des types de dommage que la CM n'envisage pas. Le silence de la CM ne doit pas être interprété comme une négation de l'action. Madame Abella fait preuve d'habileté en invoquant à l'appui de sa thèse l'article 3 de la CM imposant au transporteur aérien de délivrer au passager un avis écrit indiquant que, lorsque la présente convention (de Montréal) s'applique, elle régit la responsabilité des transporteurs en cas de mort ou de lésion ainsi qu'en cas de destruction, de perte ou d'avarie des bagages, ou de retard. Cet article 3 confirme l'idée selon laquelle la CM ne régit pas tous les dommages qu'un passager peut subir, mais seulement certains d'entre eux.)

L'affaire *DB c. Austrian Airlines*, C-510/2, aurait pu être l'occasion pour la CJUE de préciser la position à adopter dans l'UE : Un passager est ébouillanté par l'eau brûlante s'échappant d'une cafetière. Le personnel de cabine administre des soins prétendument inadéquats à la victime. Uniquement de la pommade sur l'épiderme atteint. [Enfant, notre mère nous administrait du tulle gras en cas de brûlure.] La question est de savoir si l'éventuelle responsabilité du transporteur au titre de ces soins relève de la CM. Si les soins sont extérieurs à la CM, la question est de savoir si l'action de la victime sur le fondement du droit local est recevable ou si la CM s'y oppose.

Les conclusions de l'avocat général Nicholas Emiliou déposées le 12 janvier 2022 statuent dans le sens de la mise à l'écart de la loi autrichienne, la CM en présence d'un passager atteint de lésions corporelles durant le transport aérien est dotée d'une compétence exclusive. L'avocat général invite la CJ à ne pas choisir, pour l'instant, entre la conception d'un exclusivisme absolu chère à la jurisprudence américaine et la conception d'un exclusivisme relatif. Le débat n'a pas à être abordé en l'espèce, estime fort prudemment l'avocat général - qui se garde bien de présenter ouvertement sa position dans le débat quant à l'étendue de l'exclusivisme montréalais -, le passager a été victime de lésions corporelles durant le vol, la CM a seule compétence pour fournir la norme applicable au litige : le demandeur agissant plus de deux ans après les faits, il est forclos, sa demande est soumise au délai biennal de déchéance.

Les conclusions de l'avocat général - très largement tributaires de la littérature juridique publiée en langue anglaise - présentent cependant le grand intérêt de poser la question de l'étendue de l'exclusivisme montréalais. D'un côté, les juridictions des États de culture anglo-américaine sont adeptes d'un exclusivisme absolu. De l'autre côté, nous avons, en sens inverse, largement ignorées des anglo-américains, une jurisprudence peu fournie et une doctrine, adeptes d'un exclusivisme restreint, limité aux seuls types de dommages pris en considération

par la convention portant droit uniforme. Une convention de droit uniforme ne réalise en général qu'une uniformisation partielle de l'état du droit concernant une question donnée. Les rédacteurs de la CV et maintenant de la CM n'ont jamais eu la prétention de traiter ex professo et en totalité de la responsabilité des transporteurs aériens envers leurs passagers. Comme l'écrit M. Laurent Chassot dans sa thèse, n° 57, p. 25, le droit conventionnel n'embrasse que certains aspects de matière, la CM se concentre sur 4 chefs de responsabilité spécifiques censés correspondre aux risques typiques de transport aérien (mort ou lésion corporelle du passager, avaries des bagages, avaries des marchandises, retard). La CM abandonne au droit européen ou national les autres aspects de la responsabilité du transporteur.

L'unification du droit à l'échelon mondial n'est que partielle.

Comme l'écrit J. Pierre Tosi dans son article dans les *Mélanges Serra*, p. 435, la CV n'unifie la responsabilité du transporteur que, dans certains cas, lorsque sont réunies certaines conditions, en dehors de là elle est sans application à l'action en réparation du dommage.

La CM n'a posé des règles uniformes que lorsque le passager meurt lors d'une catastrophe aérienne ou qu'il subit une lésion corporelle, ou qu'il perd ses bagages ou que ceux-ci sont avariés, ou qu'il subit un préjudice du fait d'un retard dans le transport. Les autres hypothèses de survenance d'un préjudice sont étrangères au droit uniforme et ne sont pas gouvernées par lui, pour les régir ou pour en interdire l'indemnisation.

Il serait curieux de considérer qu'un transporteur est, en exécutant un vol aérien, entièrement libéré des grands principes du système de responsabilité en vigueur sur terre.

On prétendait, paraît-il jadis, que tout esclave qui touchait le sol de France était affranchi.

Il nous semble aberrant de soutenir que l'air affranchit et que lorsque le transporteur exécute le vol il jette par-dessus bord une partie des règles de conduite auxquelles il serait astreint s'il opérait à terre.

La Cour de Justice a rendu le 6 juillet 2023 son arrêt interprétatif.

Dans cet arrêt, la CJUE s'abstient sagement de statuer sur l'étendue de l'exclusivisme montréalais. La CM s'applique autoritairement du moment que le demandeur invoquait un préjudice corporel, ce dont personne ne doutait.

L'exclusivisme de la CM mis en mal par la jurisprudence de la CJUE en matière de retard des passagers

L'exclusivisme montréalais, même dans sa version la plus modérée, est mis à mal par la jurisprudence de la CJUE. L'Europe joue la carte du nationalisme et du particularisme face au Monde. C'est le provincialisme qui nargue l'universalisme.

La Convention de Montréal est ainsi aux prises du droit européen, légiféré ou jurisprudentiel.

À l'opposé des jurisprudences américaines, anglaises ou françaises, la CJUE permet à l'Europe d'édicter des dispositions spécifiques dans un domaine relevant pourtant de l'autorité normative de la CM et donc en un domaine où le pouvoir normatif de l'UE ne devrait pas pouvoir s'exercer. Nous visons l'hypothèse du retard des passagers, qui est réglé par la CM et donc qui relève dans la conception jusqu'alors admise de la seule CM, et où l'Europe ne devrait pas être en mesure d'édicter (par le biais de la jurisprudence libre de la CJUE) des dispositions parallèles ou concurrentes de celles du droit uniforme élaboré à l'échelon mondial. Cette jurisprudence peu respectueuse de l'exclusivisme montréalais est la fameuse jurisprudence des arrêts *Sturgeon* et *Nelson*. Le droit européen est mis au niveau de la CM, les deux ensembles normatifs sont à égalité. Le rapport de subordination est de facto nié, même si la CJUE feint de nier la contradiction, en inventant, sans appui textuel, la présence de deux types de dommage, le dommage de masse appelant une réparation standardisée et forfaitaire, le dommage personnel devant donner lieu à une réparation évaluée *cousue main*. Il n'y a que le second qui relève de l'emprise de la CM, le premier permettant l'adoption d'une norme interne ou européenne.

L'avenir dira si cette entorse à la primauté du droit uniforme et à la restriction de son emprise ne concerne que le retard et son indemnisation ou si elle est appelée à être généralisée.

(L'arrêt *Air Baltic* ne porte nullement atteinte à l'empire de la CM)

Secundo.

Si l'accident corporel ou l'incident de transport relève du domaine de compétence de la CM, on se demande dans un second temps si les conditions de la responsabilité du transporteur sont en l'espèce remplies ou non. C'est du moins ainsi que semble raisonner la jurisprudence française.

## SOUS-SECTION I. LE DOMMAGE CORPOREL DES PASSAGERS

Article 17 § 1 CM

Le transporteur est responsable du *préjudice* survenu en cas de *mort* ou de *lésion corporelle*, par cela seul que l'*accident* qui a causé la mort ou la lésion s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement ou de débarquement.

Plusieurs événements doivent être établis par le demandeur pour que joue sur le fondement de la convention de Montréal la présomption de responsabilité pesant sur le transporteur aérien : le passager a péri ou il est atteint d'une lésion corporelle, le dommage a une origine accidentelle, le dommage est survenu durant le temps de transport. Si ces conditions sont remplies, le passager - voire les victimes par ricochet - sont en droit d'obtenir réparation de leur préjudice.

En droit français, on ne distinguait pas entre dommage et préjudice, on pensait qu'il s'agissait de termes synonymes. Depuis plusieurs années, certains auteurs proposent d'opérer une distinction : le dommage désignerait le fait dommageable initial, ici la mort ou des blessures pour le passager ; le préjudice concernerait les conséquences très diverses que le fait dommageable initial peut entraîner au détriment des victimes : la perte d'un ou de deux doigts n'a pas la même conséquence pour un pianiste que pour un joueur de rugby. Sans compter le préjudice enduré par les victimes par ricochet qui découle du dommage initial.

Voir la note de M. Pascal Ancel, P.A. déc. 2003 n° 255 p. 11.

M. Borghetti, à la Revue des contrats de mars 2021 p. 42, fait la distinction entre le dommage et le préjudice.

Le dommage consiste en une atteinte à un intérêt.

Le préjudice constitue la conséquence patrimoniale ou extrapatrimoniale de cette atteinte.

[Les victimes par ricochet ne peuvent, pour se placer sous l'empire du droit commun et prétendre évincer l'application de la CM, se prévaloir de l'incertitude des circonstances ayant entouré la disparition de l'aéronef. La Cour de cassation s'est prononcée en ce sens à propos de la disparition ultra médiatisée d'un appareil aérien reliant, en mars 2014, Kuala Lumpur à Pékin. Il est avéré que le Boeing a fini par sombrer dans l'océan Indien. Des débris de l'aéronef ont échoué sur les côtes africaines. La cause du sinistre demeure cependant inconnue, incendie électrique, explosion, comportement suicidaire du pilote ... Toutes les hypothèses ont été émises. Il est également impossible de déterminer le moment précis de la mort des occupants. Des proches des victimes - probablement de nationalité française - ont agi à Paris en responsabilité contre le transporteur, une compagnie aérienne de Malaisie, lui reprochant un manquement à son obligation de sécurité de résultat, ils prétendaient que la CM n'était applicable qu'à la réparation du préjudice survenu en cas de mort ou de lésion corporelle subie par le passager, ils prétendaient que la CM n'était applicable que lorsque le décès ou la lésion corporelle était imputable à un accident survenu à bord de l'aéronef ou au cours des opérations d'embarquement, ils prétendaient qu'en l'espèce la preuve de l'existence d'un accident n'était pas établie, était seulement établie la disparition brutale de l'avion au-dessus de l'océan, ils prétendaient qu'il n'était pas établi que la disparition de l'avion avait une cause accidentelle et qu'en conséquence la CM n'était pas applicable à leur demande en réparation de leurs préjudices.

La 1<sup>o</sup> chambre civile dans son arrêt du 12 mai 2021, n° 19-24.229, n'a pas de mal à écarter cette argumentation trop spéculative et de rappeler le caractère impératif de la convention portant droit uniforme en matière d'accident corporel.

La cour d'appel avait fait ressortir que l'action concernait un transport international entre la Malaisie et la Chine, États signataires de la CM, elle avait déterminé la juridiction internationalement compétente en application des chefs de compétence énoncés à l'article 33 CM, convention qui établit un régime de responsabilité impératif et uniforme. Le moyen qui critique l'application des chefs de compétence conventionnels au motif que les conditions de l'imputabilité de la responsabilité du transporteur ne seraient pas établies est inopérant.

L'arrêt de la Cour de cassation enfonce le clou : l'arrêt de la cour de Paris avait fait ressortir que le transport international aérien relevait du champ d'application de la convention de Montréal. Il avait retenu exactement qu'en tout état de cause, à supposer accueillie la demande des consorts X (des proches des passagers ayant péri dans la catastrophe) tendant à la réparation du préjudice résultant de la disparition et non du décès des victimes, l'article 29 CM trouverait à s'appliquer à toute action en dommages-intérêts.]

## § I. La MORT ou la LÉSION CORPORELLE du passager

### La mort

La lésion corporelle : les fractures, les amputations, les brûlures.

Un passager, durant le vol, mord d'autres passagers et agresse l'équipage de cabine qui tentait de le calmer (cf. affaire C-74/19)

Les indigestions consécutives à l'administration d'un repas.

Une décision américaine d'un tribunal de district du 17 juillet 2012 accueille l'action d'un passager pour blessure physique et traumatisme psychologique auquel avait été servi, au lieu d'un repas sans gluten, un repas végétarien. Voir Revue de droit des transports, octobre 2012, chronique 8, n° 11.

### La lésion psychique

Les sentiments d'angoisse et les troubles psychiques consécutifs à un accident aérien ou à un détournement d'avion

Faut-il ou non les assimiler à une lésion corporelle ?

Plusieurs réponses sont envisageables.

Ou bien on peut considérer que le psychisme est une composante du corps. Il y aurait lésion du cortex et donc lésion corporelle.

Ou bien on refuse l'assimilation.

[Telle serait la jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis découlant d'un arrêt du 17 janvier 1991 rendue en application de la CV considérant que la notion de lésion corporelle ne couvre pas les préjudices purement psychiques.]

Deux solutions sont alors possibles :

Ou bien il y a refus alors de toute réparation, la CM l'interdisant (c'est la solution anglaise voire américaine),

Ou bien on admet une réparation dans les termes du droit commun puisqu'il n'y a ni mort ni lésion corporelle subie par le passager et qu'on se trouve en dehors du domaine de la compétence exclusive de la CM.

M.M. Naveau, Godfroid et Frühling, Précis de droit aérien, n° 214, in fine, signalent l'existence d'une déclaration interprétative annexée à la convention de Montréal abandonnant, sur ce point, la solution aux jurisprudences nationales.

Cf. l'étude précitée de J.P. Tosi, n° 10 in fine.

(On verra infra que la CJ a retenu compte de cette donnée pour statuer.)

[La Cour de Justice avait été appelée à trancher la difficulté. Affaire C-687/19, Ryanair c. PJ.

Le point de départ est un traumatisme.

Une lésion de type psychique, telle qu'un stress post-traumatique, peut-elle faire l'objet d'une indemnisation sur la base de l'article 17 CM ? Affaire radiée le 7 mai 2020.]

La demande de décision préjudicielle de l'Oberster Gerichtshof du 28 janvier 2021 pose à nouveau la question de savoir si le trouble psychique causé par un accident aérien constitue une lésion corporelle au sens de l'article 17 § 1 CM. Affaire C-111/21, BT c. Laudamotion. Un accident est arrivé le 1<sup>er</sup> mars 2019 à Londres lors d'un décollage en direction de Vienne. Le réacteur gauche a explosé. La passagère a quitté l'avion alors que le réacteur droit était encore allumé. La passagère a été projetée à plusieurs mètres en l'air par le souffle du réacteur. La passagère souffre depuis de stress post traumatique, elle souffre de troubles de sommeil, de sautes d'humeur, de crises de larmes, de bégaiement.

La passagère demande 6953,60 euros, que la compagnie autrichienne refuse de lui verser.

La juridiction autrichienne plaide pour une interprétation large du concept de lésion corporelle, elle considère qu'il n'y a pas lieu de distinguer préjudices physiques stricto sensu et troubles psychiques. On est dans un domaine médical, la victime fait état d'une pathologie non contestable.

La demanderesse demande, à défaut d'agir sur le fondement de la CM, à pouvoir fonder sa demande sur le fondement du droit national autrichien. Ce que la haute juridiction autrichienne ne semble pas disposée à

accepter. L'article 29 CM semble s'y opposer. L'exclusivisme montréalais est en jeu.

L'avocat général Jean Richard de la Tour dépose ses conclusions le 24 mars 2022.

Il indique in limine que les notions d'accident, de préjudice, de dommage, de lésion corporelle, doivent recevoir une interprétation uniforme et autonome, indépendamment des sens différents donnés à ces concepts dans les droits internes des États parties à la CM.

Il invoque l'article 31 de la convention de Vienne, un traité doit être interprété de bonne foi, suivant le sens ordinaire à attribuer à ses termes dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

La thématique, c'est l'interprétation à donner au terme de lésion corporelle.

Le corps humain inclut le psychisme.

Il y a eu débat lors des travaux préparatoires à la CM à propos de la place à donner à la lésion atteignant le psychisme humain.

Au dernier moment, toute mention de la lésion psychique a été retirée.

L'avocat général estime que la santé physique et que la santé mentale forment un tout. La santé n'est pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité, c'est l'état complet de bien-être physique et mental. Dans le domaine de l'assurance responsabilité civile automobiles, relève de la notion de dommages corporels tout préjudice résultant d'une atteinte à l'intégrité de la personne, ce qui comprend les souffrances tant physiques que psychologiques.

Un événement hors du commun, comme une catastrophe naturelle, un attentat terroriste, un grave accident de transport, une agression, est susceptible de causer un traumatisme, d'ordre psychologique, mais tout aussi dévastateur qu'une lésion corporelle.

L'avocat général propose de répondre à la haute juridiction autrichienne que la notion de lésion corporelle recouvre une atteinte à l'intégrité psychique du passager subie en conséquence d'un accident lorsqu'elle est établie par une expertise médicale et requiert un traitement médical.

L'arrêt rendu par la Cour de Justice le 20 octobre 2022 ne correspond pas entièrement aux préconisations de l'avocat général, même si la solution permet à la victime d'obtenir réparation dans les termes de la convention de Montréal. La décision distingue nettement, quant à la terminologie, le concept de lésion corporelle (désignant l'altération d'un organe, d'un tissu ou d'une cellule du corps humain) de celui de lésion psychique. L'art. 17 de la CM n'assure que la réparation du préjudice résultant d'une lésion corporelle accidentelle. Mais cela ne signifie pas que les auteurs de la CM aient exclu la réparation du préjudice inhérent à une lésion psychique, comme dans l'espèce. La CJ se prévaut en particulier de déclarations convenues lors des travaux préparatoires ayant mené à la signature de la convention. Si le seul terme de lésion corporelle a été retenu, cela n'exclut pas que les jurisprudences nationales puissent accorder sur le fondement de la CM des dommages-intérêts pour des lésions psychiques. La CM autoriserait ainsi la réparation du préjudice psychique, mais sans l'imposer. Flexible droit. Ce serait aux juridictions des États d'apprécier. La CJ se fonde sur cette latitude pour apporter sa solution. L'équité requiert une égalité de traitement entre les passagers victimes de lésions, qu'elles soient corporelles ou psychiques. La nécessité d'une indemnité doit être conciliée avec celle de préserver les intérêts des transporteurs contre des demandes frauduleuses.

Conclusion :

Une lésion psychique causée à un passager par un accident au sens de l'art. 17 § 1 CM, qui n'est pas liée à une lésion corporelle, doit être indemnisée au même titre qu'une lésion corporelle,

Pour autant que le passager lésé démontre l'existence d'une atteinte à son intégrité psychique d'une gravité ou d'une intensité telles qu'elle affecte son état général de santé et qu'elle ne peut s'estomper sans traitement médical.

La prise en considération du préjudice psychique est enfermée ainsi dans certaines limites qu'on ne relève pas en ce qui concerne les lésions corporelles.

[Voir aux États-Unis l'arrêt *Doe v. ETIHAD Airways* de la cour d'appel fédérale du 6<sup>e</sup> circuit du 30 août 2017, commenté en date du 6 septembre 2017 par le site du cabinet d'avocats Condon & Forsyth. Un passager se pique en fin de vol avec une aiguille hypodermique se trouvant à l'intérieur de la poche du dossier remis aux voyageurs. Un saignement se produit. L'intéressé agit en justice pour demander réparation du préjudice du fait de la blessure subie. Il demande également réparation de la détresse morale causée par cet incident : l'intéressé se croit en effet contaminé du fait de ce contact et multiplie les examens médicaux. Il l'obtient. L'article 17 CM permet l'indemnisation du préjudice survenu en cas de blessure corporelle, le lien de causalité entre le préjudice et les blessures n'est pas requis.]

## § II. L'origine accidentelle du dommage

La responsabilité du transporteur n'est pas établie de plein droit parce que le passager meurt ou subit une lésion corporelle durant le transport, la responsabilité du transporteur ne découle pas de tout fait ou de tout événement intervenu durant le transport causant la mort ou une blessure au voyageur. Pour que le passager, ou ses ayants droit, établissent la responsabilité du transporteur aérien, il faut que le demandeur prouve la survenance durant le transport d'un accident menant à la mort ou à la blessure du passager.

**L'ACCIDENT** doit trouver sa cause et son origine dans le fait du déplacement aérien.

L'accident est dans la langue courante un événement imprévu, fortuit, imprévisible, soudain, aléatoire, fâcheux, malheureux.

(Voir l'étude de M. Jean Bigot sur la notion d'accident dans le droit commun de l'assurance, Responsabilité civile et assurances, juillet 2015, dossier 2 ; M. Bigot cite la thèse sur l'accident en droit privé de L. Noel, Lyon III, 2003 : l'accident est un événement dommageable, imprévu, extérieur à la victime et soudain.)

La victime doit établir, pour pouvoir engager la responsabilité du transporteur aérien, que c'est l'accident aérien qui est le fait générateur du dommage.

Le transporteur n'est pas responsable, si le dommage a pour cause l'état ou le comportement de la victime.

Comme le déclare l'article 17 § 1 CM, le transporteur est responsable du préjudice survenu en cas de mort ou de lésion corporelle subie par un passager, par cela seul que **l'accident** qui a *causé* la mort ou la lésion s'est produit à bord de l'aéronef ou au cours de toutes opérations d'embarquement ou de débarquement.

On comprend fort bien que, si le transporteur répond d'une mort accidentelle survenue durant la phase de transport, il n'a pas à être déclaré responsable de la mort " naturelle " de son passager atteint de cardiopathie ou de toute autre maladie ou qui viendrait à se donner la mort.

Le raisonnement est identique en cas de lésion corporelle : il faut que cette blessure soit liée au transport, qu'elle résulte d'un accident dans le transport.

Le transporteur aérien assume certes des obligations, mais il n'est pas un assureur tout risque garantissant tous les accidents de la vie.

Naveau, Godfroid et Frühling, n° 214

### La notion d'accident

L'accident est un événement inattendu ou inhabituel. Voir la savante note du professeur Jean-Jacques Barbieri, signalée infra, comparant la notion d'accident en droit aérien et dans d'autres domaines comme le droit du travail ou le droit des assurances.

#### L'accident aérien classique

On part de la catastrophe jusqu'à l'accident de la vie quotidienne.

L'avion explose en vol, il s'écrase à terre ou il coule dans l'océan.

Un incendie se déclare à bord. Les passagers sont tués ou grièvement blessés.

Le passager est empoisonné par la nourriture malsaine servie à bord.

Le passager est blessé à bord de l'avion par un bagage mal arrimé ou lors d'un trou d'air ou d'une turbulence.

Il y a cependant des zones d'incertitude, on peut se demander si l'on est en présence d'un accident pris en considération par le droit uniforme si un passager vient à être tué ou blessé par un autre passager pris de boisson ou affecté d'un trouble mental ou si la catastrophe est l'œuvre de la pulsion suicidaire du pilote qui précipite l'avion à terre ou en mer.

On peut se demander s'il faut retenir une conception large ou étroite de la notion d'accident.

Certains auteurs et certaines décisions de justice exigent pour que la CM soit applicable un accident lié à l'aéronautique. Le transporteur ne serait alors responsable qu'au titre des risques de l'air. L'accident serait l'accident de l'avion. Cette conception n'est pas retenue par la Cour de justice.

L'occasion a été donnée par les juridictions nationales à la CJUE pour statuer plusieurs fois sur la notion d'accident.

La Cour ne s'en tient pas à une conception étroite, l'accident pris en considération par la CM n'est pas seulement celui qui résulte d'un incident mécanique ou de l'impéritie de l'équipage dans la navigation aérienne, mais tout événement imprévu survenu durant la phase aérienne.

La CJ a été saisie le 14 août 2018 d'une demande émanant de la haute juridiction autrichienne, l'Oberster Gerichtshof, concernant une jeune passagère, victime de brûlures causées par la chute d'un gobelet contenant du café chaud posé par la tablette du siège d'un avion en vol en 2015 entre Majorque et Vienne. Affaire GN c. le syndic de la faillite de la société Niki Luftfahrt, C-532/18.

Le transporteur refuse d'indemniser, il prétend qu'il n'y a pas eu d'accident. Aucun incident soudain et inattendu n'a conduit à ce que le gobelet de café glisse. La notion d'accident exige qu'un risque inhérent au transport aérien se réalise, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence.

Y a-t-il accident au sens de l'article 17 § 1 CM pour que la victime de la brûlure puisse pouvoir engager la responsabilité du transporteur sur le fondement de la convention ?

Non, si la CM ne concerne que les catastrophes liées stricto sensu à la navigation aérienne.

En ce cas, est-il envisageable que la victime des brûlures puisse rechercher la responsabilité du transporteur sur le fondement du droit commun (extra conventionnel) ou le transporteur échappe-t-il à toute sanction, ce qui serait contraire aux exigences de la morale commune ?

Les conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe sont publiées le 26 septembre 2019, elles ne se rallient pas à la conception restrictive.

La thèse restrictive ne peut pas trouver d'appui dans les textes, la CM ne concerne pas les seuls accidents aéronautiques, elle exige seulement la survenance d'un accident corporel durant le transport, il n'y a pas lieu de limiter sans texte le domaine de la responsabilité qu'organise la CM.

L'arrêt a été rendu par la Cour de Justice le 19 décembre 2019.

La CJUE entend par accident "un événement involontaire dommageable imprévu".

L'arrêt fait référence aux travaux préparatoires. La notion d'accident a été préférée à celle d'événement, considérée comme trop large.

La notion d'accident couvre toutes les situations qui se produisent à bord d'un aéronef dans lesquelles un objet utilisé pour le service aux passagers a causé une lésion corporelle à un passager, sans qu'il soit nécessaire de rechercher si ces situations résultent d'un risque inhérent au transport aérien.

La CJUE donne dans un premier temps une définition générale et abstraite de l'accident, quelque peu vague ou élastique, elle s'en tient ensuite au cas d'espèce, la chute d'un gobelet de café, l'eau brûlante blessant accidentellement une passagère.

La haute juridiction autrichienne ouvre à nouveau le débat le 30 janvier 2020 et demande, à propos de l'action intentée par un passager blessé lors d'un atterrissage dur, s'il y avait accident au sens de l'article 17, § 1, CM, affaire YL c. Altenheim Luftfahrt, C-70/20. Le vol litigieux reliait, le 20 mars 2014, la ville de Vienne à l'aéroport d'Altenrhein (canton de Saint Gall) situé au bord du lac de Constance. La passagère se dit du fait des conditions de l'atterrissage victime d'une hernie discale.

La question parle d'un atterrissage dur, par opposition à un atterrissage en douceur, mais qui s'inscrit cependant encore dans la plage de fonctionnement normale de l'avion. Le débat est de savoir si les circonstances méritaient la qualification d'accident. La demanderesse le soutient, la compagnie le nie, car il s'agit d'un événement se produisant communément lors d'un vol.

L'arrêt de la CJUE a été rendu le 12 mai 2021, Europe, n° 7, juillet 2021, comm. 259 par Anne Rigaux.

Il reprend l'expression utilisée par l'arrêt Niki Luftfahrt pour caractériser la notion d'accident, un événement involontaire, dommageable et imprévu.

L'arrêt s'interroge sur le point de savoir si l'événement imprévu est ainsi qualifié parce qu'il est imprévu pour le passager.

L'arrêt ne retient pas cette conception. On ne peut s'en tenir à la seule perception du passager pour déterminer si l'événement causal était imprévu. Un atterrissage qui ne dépasse pas les limites prévues par les procédures figurant dans le manuel de vol ne saurait être considéré comme imprévu. La notion d'accident ne recouvre pas un atterrissage qui s'est déroulé conformément aux procédures, y compris les tolérances et les marges concernant les facteurs de performance qui ont une incidence significative sur l'atterrissage, quand bien même le passager percevrait cet atterrissage comme un événement imprévu.

La solution de la CJUE, de façon implicite, vérifie le respect par le transporteur aérien des règles de l'air et



commande aux passagers de devoir accepter les désagréments inhérents à tout vol aérien. Un atterrissage quelque peu rugueux sur la piste d'un petit aérodrome en est un exemple. Le contrôle de la présence ou de l'absence de faute du transporteur est sous-jacent, l'acceptation obligatoire des risques de la navigation aérienne par le passager l'est également.

La haute juridiction autrichienne a été à nouveau saisie sous l'angle juridique de l'indemnisation du préjudice consécutif à des brûlures atteignant un passager à la suite de la chute de l'eau bouillante d'une cafetière. Affaire DB c. Austrian Airlines, C-510/21.

L'incident s'est produit sur un vol effectué le 18 décembre 2016 par Austrian Airlines entre Tel Aviv et Vienne. La victime des brûlures n'a introduit sa demande en justice que le 31 mai 2019, soit plus de 2 ans ½ après les faits.

La CM enferme pourtant, en présence d'une lésion corporelle, dans son article 35, l'action en réparation dans un délai biennal.

Le passager était donc hors délai pour agir sur le fondement de la convention de droit uniforme, il était forclus. Il se fait habile, il prétend, pour demander une indemnité de 10 196 euros, se trouver encore dans les temps pour demander réparation de son dommage en se plaçant sur le terrain du droit autrichien prévoyant un délai d'action de trois ans.

Il soutient la présence d'une césure dans la survenance de son dommage.

Un accident s'est produit à bord, une cafetière est tombé d'un chariot, le passager a été ébouillanté.

Des soins lui ont été postérieurement apportés à bord par le personnel de cabine, il prétend que ces soins ont été malencontreux, on ne lui aurait administré que de la pommade, on ne lui aurait pas jeté de l'eau froide sur les parties atteintes, il prétend que les soins dispensés par le personnel étaient dissociables de l'accident proprement dit, il prétend que ces soins indéliçats ne doivent pas être appréciés sous l'angle de la CM, mais être jugés en fonction du seul droit autrichien.

La question dépend de la détermination du domaine du dommage pris en considération par la CM : le préjudice résultant d'un accident ayant entraîné des lésions corporelles.

Le demandeur se prévaut de décisions américaines refusant de qualifier d'accident les premiers soins dispensés à bord, les premiers soins ne tombent pas dans le domaine d'application de la CM. La responsabilité du transporteur au titre de l'inadéquation des actes dispensés pour soigner l'effet des brûlures n'est pas régie par la CM.

La cour supérieure autrichienne, l'Oberster Gerichtshof, auteur de la demande de décision préjudicielle, admet en l'espèce la présence d'un seul et unique événement. Sans l'accident initial, les premiers soins n'auraient pas été donnés. Un préjudice est souvent la conjonction de plusieurs éléments la chute de la cafetière et les soins ultérieurs font partie de la même chaîne causale.

Elle constate cependant l'absence de jurisprudence de la CJUE ou de discussion sur cette question dans la doctrine de langue allemande. Elle renvoie le 5 août 2021 l'examen de la question à la CJUE.

L'avocat général Nicholas Emiliou a rendu ses conclusions le 12 janvier 2023. L'avocat général considère que la demande formée par le passager ébouillanté relève de de la convention de Montréal et que le voyageur ne peut évincer le délai de prescription de deux ans en se prévalant du droit interne. Le passager a été l'objet de brûlures graves, donc de « lésions corporelles ». L'avocat général n'accepte pas la prétention émise par le passager de dissocier l'accident dû au déversement de café brûlant lui causant des brûlures (relevant de la CM) et les mauvais soins pratiqués dans un second temps par le personnel (qui relèveraient, selon le demandeur, du droit autrichien). L'avocat général consacre des observations à l'exigence de la causalité, l'art. 17 § 1<sup>o</sup> CM rend en effet le transporteur responsable du préjudice « par cela seul que l'accident qui a causé la lésion s'est produit à bord de l'aéronef ». Il suffit, d'après l'avocat général, faisant appel à la théorie de l'équivalence des conditions, que l'accident soit un des facteurs ayant contribué la survenance du préjudice. Il opère cependant un tempérament, la responsabilité doit être cantonnée dans des limites raisonnables, le lien de causalité entre l'accident et les lésions doit être significatif, il introduit alors le recours à la cause adéquate, on considérera que l'accident n'a été causal du préjudice, que du moment que le préjudice est une conséquence prévisible de l'événement malheureux. L'article 17 CM suppose que le transporteur n'est responsable que des lésions qui sont la conséquence prévisible de l'accident survenu. L'avocat général estime que c'est le cas en l'espèce.

L'avocat général soutient que la chute accidentelle de la cafetière a causé les lésions, indépendamment du fait que l'administration des premiers soins peut avoir également contribué à ces préjudices. Il préconise de soumettre la demande indemnitaire au titre du fait initial, la chute de la cafetière déversant de l'eau très chaude sur l'épiderme du voyageur et lui causant des lésions corporelles, analysé comme constituant un " accident " au sens de l'article 17 CM. Les soins ultérieurs prétendument malheureux ne remettant pas en cause la solution. Les soins apportés par l'équipage n'ont pas rompu la chaîne de causalité.

L'avocat général traite plus brièvement d'une autre question, celle de savoir si on ne se trouvait pas en réalité en présence de deux accidents, la chute d'eau bouillante d'une part et les mauvais soins dispensés par le personnel

de cabine d'autre part.

Même si on admettait cette solution, la demande formée par le passager meurtri serait également soumise à la CM et intentée hors délai. L'avocat général est dubitatif quant à la qualification d'accident qui serait attribuée aux soins donnés par l'équipage. Il se contente de dire que la demande relève de la CM au titre du fait causal constitué par la chute d'eau bouillante.

La CJUE a statué le 6 juillet 2023. L'arrêt suit largement les conclusions de l'avocat général Nicolas Emiliou. L'arrêt reprend la jurisprudence antérieure : L'accident est un événement involontaire, dommageable et imprévu, il n'est pas exigé que le dommage résulte de la matérialisation d'un risque inhérent au transport aérien, il n'est pas exigé qu'il existe un lien entre l'accident et l'exploitation ou le mouvement de l'aéronef.

Il n'est pas toujours possible d'attribuer la survenance d'un dommage à un événement isolé, lorsque le dommage est la conséquence d'un faisceau d'événements interdépendants.

En présence d'un ensemble d'événements intrinsèquement liés qui se succèdent, sans interruption, dans l'espace et dans le temps, cet ensemble doit être considéré comme étant constitutif d'un seul et même accident au sens de l'article 17 § 1 CM.

Tel est le cas en l'espèce. La chute d'une cafetière contenant du café chaud a causé des brûlures au passager et a rendu nécessaire l'administration des premiers soins.

Il existe un lien de causalité entre cette chute et l'aggravation des lésions corporelles en raison de l'administration de premiers soins inadéquats.

L'art. 17 permet de circonscrire la notion d'accident à un faisceau d'événements intrinsèquement liés qui se succèdent sans interruption dans l'espace et dans le temps.

La CJ décide en droit que l'administration à bord d'un aéronef de premiers soins inadéquats à un passager, qui ont entraîné une aggravation des lésions corporelles occasionnées par un accident doit être considérée comme relevant de cet accident.

L'accident n'est donc pas forcément un événement instantané, il peut s'inscrire dans la durée du moment que différents événements malheureux forment un tout indissociable.

#### L'extériorité de l'accident

L'accident doit être extérieur à la personne.

Telle est la solution de la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation,

Même si cette condition n'est pas formellement exigée par l'article 17 CM.

(Emmanuel du Pontavice, dans son traité, n° 2662, ne semblait pas attacher grande importance à la mention dans la CV d'un fait accidentel).

La jurisprudence française semble avoir subi en ce domaine l'influence de l'interprétation américaine.

Voir Laurent Chassot, op.cit., p. 180.

Le dommage trouvant son origine dans le fait ou dans l'état de la victime ne saurait donner lieu à responsabilité du transporteur.

Les passagers peuvent être à bord victimes de malaises plus ou graves, pouvant les mener à la mort. Le transport aérien peut entraîner des troubles graves chez le sujet âgé, fatigué ou de santé délicate. Certains parlent du syndrome de la station assise prolongée au cours des vols de longue durée. Voir sur la lettre de septembre de 2002 de l'Académie nationale de l'air et de l'espace l'article du docteur Alain Didier. La position assise prolongée, jambes en position déclive, le creux des genoux reposant sur un plan dur, entraîne la compression des veines du creux poplité et bloque la circulation sanguine. Cette situation peut entraîner la formation de caillots à l'intérieur des veines. La thrombose peut causer une embolie pulmonaire et amener à la mort. L'accident peut ne se révéler que plusieurs jours après l'accomplissement du vol. Le risque n'est pas dû au vol, mais à la station assise. Certains préconisent lors des vols de longue durée et la nuit le port chez les voyageurs à risque de bas de contention. Le passager doit bouger. Il faut boire, ne pas fumer.

L'équipage donne les soins relevant de sa compétence, des passagers qui sont médecins peuvent également intervenir. Il ne semble pas que le passager puisse exiger le détournement de l'appareil pour un atterrissage d'urgence sur l'aéroport le plus proche, l'avion continue en général sa route. Tout est une question de circonstance. Voir deux décisions américaines citées dans une chronique de droit américain des transports, Revue de droit des transports, octobre 2014, chronique 7, n°4, exonérant le transporteur.

La responsabilité du transporteur risque-t-elle d'être engagée ?

Si le passager meurt inopinément d'une crise cardiaque durant le vol, le transporteur n'est pas a priori responsable d'une telle mort subite.

Voir les remarques de Xavier Delpech, Le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 sur les droits des passagers aériens et le droit civil : un mariage plus que de raison, p. 138, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien, colloque de Valenciennes, LexisNexis, décembre 2019.

#### Les accidents cardiaques et circulatoires

Quid des crises cardiaques ou des thromboses survenues durant le transport ou peu de temps après l'atterrissage ? Sont-elles imputables au transport ou trouvent-elles leur cause dans le mauvais état de santé et les prédispositions de la victime ?

Voyageur succombant à une crise d'asthme, le décès ne peut être imputé à un quelconque événement extérieur à sa personne, qui seul serait nature à faire jouer la présomption de responsabilité édictée par l'a. 17 CV, 1° Civile, 29 novembre 1989, D. 1980, I.R. 4.

Le passager qui entend se prévaloir du droit uniforme doit établir à l'encontre du transporteur l'imputabilité du dommage à un accident aérien, la décision du juge du fond encourt la cassation si elle ne constate pas l'existence d'un événement extérieur à la personne du passager, 1° Civile, 23 juin 2011, n° 09-71307, la cour d'appel avait condamné le transporteur à payer au voyageur victime d'une phlébite en réparation du préjudice corporel 11 500 euros, cassation pour défaut de base légale. Il s'agissait d'un passager, victime d'une thrombose veineuse, survenue lors d'un vol en mars 2004 entre Colombo et Paris, avec escales à Muscat et Dubaï. La cour de Paris avait conclu à l'accident aérien. Les causes de l'affection n'étaient pas connues, il n'était pas établi que cette affection trouvait son origine dans une pathologie antérieure. Cassation au visa de l'art. 17 CV pour défaut de base légale pour ne pas avoir constaté l'existence d'un événement extérieur à la personne du passager. Les juges d'appel se sont fondés sur des motifs impropres à caractériser l'imputabilité du dommage à un accident survenu à l'occasion des opérations de vol, d'embarquement ou de débarquement.

#### Les troubles auditifs

Certaines personnes subissent certains troubles de l'ouïe du fait du maintien dans la carlingue, climatisation, circulation de l'air dans l'avion, phases de compression. Sont-elles en situation d'en imputer la survenance au transporteur ? La réponse est en principe négative. Fait défaut la preuve d'un accident.

Passager devenu sourd à la suite de l'atterrissage : pour appliquer la CV le juge doit rechercher si le dommage a eu pour cause un événement extérieur à la personne de la victime, l'article 17 CV ne trouve application que lorsqu'un accident survenu à bord d'un aéronef a été la cause du dommage dont il demandé réparation, 1° Civile, 6 décembre 1988, D. 1989.541 note Légier.

1° Civile, 15 janvier 2014, Bull., n° 11-21394, Semaine juridique, Générale, janvier 2014, 90 obs. Alexandre Dumery, mars 2014, 264, note Jean-Jacques Barbieri, Revue de droit des transports janvier 2014 commentaire 7 par Philippe Delebecque, Journal de droit international, avril 2014, commentaire 5 par Sandrine Clavel, D. 2014. 1084, note C. Paulin, RFDA 2015.269 obs. Ph. D. : un vol entre Cayenne et Paris, puis Orly - Bordeaux.

Application de la CM. La passagère fait état d'une lésion auditive. La cour de Bordeaux retient la responsabilité d'Air France, les atteintes auditives sont dues aux conditions de vol. Cassation au visa de l'article 17 : la cour d'appel a privé sa décision de base légale, elle s'est déterminée par des motifs impropres à caractériser l'imputabilité du dommage à un accident qui serait survenu lors des opérations de transport

On peut penser que si une seule personne se présente pour réclamer réparation, la lésion auditive relève de l'histoire personnelle du sujet.

En revanche, s'il est établi que l'ouïe de nombre de passagers a été affectée, la responsabilité du transporteur devrait pouvoir être engagée, le trouble ne relèverait pas uniquement de la morphologie propre à un seul mais d'une cause externe.

La RFDA, 2015.327, note Fabrice Pradon, publie l'arrêt rendu le 6 juillet 2015 par la cour de Toulouse statuant comme cour de renvoi. La demanderesse est déboutée.

Assez curieusement la cour d'appel fait application de la CM qui n'est pourtant entrée en vigueur que le 28 juin 2004, alors que les vols en cause ont été accomplis les 24 et 25 juin 2004. La situation se cristallise soit au moment de la conclusion du contrat soit plus vraisemblablement à la date de l'apparition du trouble qui avait été immédiate. C'est la CV amendée à La Haye qui aurait dû gouverner le litige. Ce qui n'aurait rien changé, les deux conventions étant rédigées dans des termes voisins.

La cour d'appel, sur le fond, nie l'intervention causale d'un accident extérieur à la victime du trouble auditif qui n'est pas nié. L'accident, dit l'arrêt, est une atteinte corporelle provoquée exclusivement par un événement extérieur, imprévu et soudain dont l'assuré est involontairement victime. Il n'y a pas d'accident lorsque la lésion est uniquement liée à un état pathologique préexistant et qu'elle résulte des propres réactions de la victime au fonctionnement normal et prévisible de l'avion. Le rapport d'expertise médicale notait que le trouble clinique survenait chez une jeune femme sans antécédent, à la suite immédiate de deux vols aériens consécutifs. Aucune anomalie de pressurisation n'avait été signalée, aucun passager ne s'était manifesté. La cour affirme que la lésion n'a pas son origine dans un événement extérieur à sa personne, les lésions sont survenues lors de l'atterrissage des deux vols, sans que le fonctionnement de l'avion soit en cause.

L'arrêt ajoute pour faire bonne mesure que la passagère s'est trouvée en faute, elle aurait dû, à la suite des violentes douleurs d'oreille constatées lors du premier vol, consulter immédiatement un médecin et ne pas effectuer le second vol. La faute de la victime, comme on le verra infra, exonère Air France de sa responsabilité.

De telles affaires suscitent un sentiment d'amertume. Des passagers, victimes d'un mauvais sort, subissent un dommage incontestablement lié au voyage aérien. Restés à terre, ils n'auraient pas été atteints. On veut bien croire que le transporteur ne puisse être déclaré responsable de tous les malheurs survenant pendant le vol à ses passagers. Il n'en demeure pas moins que tout passager, même en bonne santé, n'est pas à l'abri d'une mésaventure consécutive au déplacement par la voie des airs. Le problème est réel, on devrait, soit inciter à la réforme législative ou au revirement jurisprudentiel, soit fortement conseiller aux voyageurs de prendre une assurance pour couvrir ces risques dont la réparation ne peut être mise actuellement à la charge des transporteurs, voire imposer la conclusion d'un tel contrat aux passagers, la prime constituant un supplément de prix du billet.

#### Les chutes et les chocs subis par le passager

L'existence du contentieux atteste que le transport aérien est un terrain fertile en fractures, principalement lors du débarquement.

La tendance en France et aux États-Unis est de ne pas en faire reproche au transporteur, tant qu'il n'est pas établi que les chutes ou les chocs résultent d'éléments que ce dernier doit dominer.

La jurisprudence européenne se fait au contraire plus compréhensive pour les victimes de fractures consécutives à des chutes lors du débarquement.

Il serait bon que les solutions soient inspirées par le bon sens : Que les passagers soient prudents et regardent où ils placent leurs pieds. C'est l'obligation de veiller à sa propre sécurité. Que les transporteurs veillent toutefois sur la santé et l'équilibre physique de leurs passagers quand, après la fatigue d'un long voyage, ils descendent des marches un peu raides d'un escalier mécanique, en particulier s'ils entrent en âge ou s'ils s'occupent de leur progéniture. C'est l'obligation de sécurité incombant au transporteur.

Il nous semble que la responsabilité du transporteur devrait être retenue dans l'hypothèse d'une chute du passager consécutive à une mauvaise disposition de l'échelle de coupé. La cause de l'accident ne résidant pas alors dans le fait du passager qui glisse et se blesse, mais dans un matériel mal disposé. La cause de l'accident étant extérieure à la personne de la victime. La condition d'extériorité est a fortiori remplie quand l'imprudence ou la négligence du transporteur est établie.

(Les chutes sur l'échelle de coupé ne se produisent plus si le voyageur a recours à la passerelle télescopique pour accéder ou sortir de l'avion)

[Il est curieux que dans la littérature consacrée aux chutes dans les escaliers de débarquement, il ne soit pas émis le vœu qu'un agent du transporteur, lors du débarquement, qui est un moment relativement délicat, soit présent pour conseiller et secourir les passagers infirmes ou claudicants, les mères de famille surchargées d'enfants ou les passagers chargés de bagages et risquant de perdre leur équilibre.]

La jurisprudence française

Les décisions les plus récentes ne prêtaient pas au laxisme.

L'arrêt de la première chambre civile du 15 janvier 2014, Bull., Journal de droit international, avril 2014, commentaire 5 par Sandrine Clavel, applique cette exigence probatoire de causalité. Il semble plus sévère que la jurisprudence antérieure pour les voyageurs victimes d'une chute sur la piste ou sur l'échelle de coupé.

L'arrêt est rendu sur le fondement de l'article 17 CV puisque l'accident a eu lieu au départ d'un vol entre Annaba

et la France le 22 octobre 2009, l'Algérie n'ayant pas ratifié la CM. Le passager a donc été victime d'une chute sur le tarmac à l'occasion du transfert de ses bagages et de ceux de sa famille sur le chariot destinés à les acheminer vers la soute de l'appareil. Il en a été résulté une fracture de la rotule. Il a assigné la compagnie Aigle Azur Transports afin d'obtenir une provision. La cour de Rennes avait fait droit à la demande, même si la cause de la chute restait inconnue, cette chute constituant un accident. L'arrêt est cassé, mais pour défaut de base légale. Il est reproché à la cour d'appel de ne pas avoir caractérisé l'imputabilité du dommage à un accident survenu à l'occasion des opérations d'embarquement.

La solution est plutôt sévère pour la victime. On considérerait classiquement que le transporteur assumait une obligation de sécurité à l'égard des voyageurs qu'il prend en charge dès les premiers temps des opérations d'embarquement, les passagers s'abandonnent à lui, il doit les surveiller et les guider. Si une chute intervient et si un préjudice en résulte, on peut dire qu'il y a un accident au temps du transport, le transporteur est présumé responsable, on présume la faute, le lien de causalité, la responsabilité. Dans le système de la CV, le transporteur n'assume qu'une obligation de moyen, il peut donc renverser la présomption de responsabilité du fait de la survenance de l'accident au temps de l'embarquement, il suffit qu'il établisse qu'il a mené les diligences qu'on est en droit d'attendre d'un bon transporteur. Qu'il a mené avec diligence sur le tarmac les voyageurs et que si une chute est intervenue elle est imputable à la faiblesse du passager ou à son absence d'attention.

Cette jurisprudence de la haute juridiction semble inspirée par celle rendue à propos des malaises ressentis par le voyageur. Il faudrait pour faire jouer la responsabilité du transporteur que la victime de la chute établisse que celle-ci résulte d'un fait extérieur qui ne lui est pas imputable. Il nous semble qu'il s'agit là d'une exigence probatoire étrangère à la solution varsoviennne. Un seul élément est à établir par la victime, à savoir la survenance d'un accident qui est un événement malheureux et imprévu survenu de façon inopinée durant le transport effectué sous l'égide du transporteur.

Tout dépend également de données de fait, de la charge de la preuve et du rôle du juge : si le passager glisse sur une flaque d'eau ou d'huile ou tombe à raison d'un objet mal disposé sur la piste ou l'échelle de coupé, il nous semble que la nature accidentelle de la blessure est établie. Ce qui ne serait pas le cas si le passager glisse par son imprudence. Il appartient au juge d'établir les circonstances du sinistre en recueillant des témoignages et en tenant compte de présomptions de fait. En n'oubliant pas qu'il existe une législation protectrice des intérêts des personnes handicapées et que les vieillards et infirmes doivent faire l'objet d'une surveillance renforcée. Le juge doit tenir compte certes des règles du droit uniforme, mais il doit les concilier avec le dispositif sous-jacent du droit interne que la CV ne contredit pas, mettant à la charge du transporteur une obligation de sécurité de résultat. La CM n'évince pas la solution du droit interne.

D'autres arrêts rendus le même jour par la première chambre civile semblent de la même veine.

Les temps d'extrême faveur pour la victime appartiennent au passé.

Les victimes, verrons-nous, bénéficient, lorsque la CM est applicable, si la responsabilité du transporteur est établie, du retour à la réparation intégrale. On leur fait "payer" en amont cette solution par un arsenal de conditions rendant plus délicat l'établissement de la responsabilité de la compagnie. Avec une réparation plafonnée à un taux assez bas, on pouvait être plus libéral.

Ch. Paulin, Transport aérien de passagers : précisions sur le régime de réparation, D. 2014.1084

La Cour de cassation demeure ferme dans sa jurisprudence de faveur, en l'occurrence, pour le transporteur. La jurisprudence de la Cour de cassation restreint désormais les possibilités offertes aux voyageurs victimes d'une chute durant le transport ou lors des opérations d'embarquement ou de débarquement d'obtenir réparation. Un nouvel arrêt en est le témoignage.

1<sup>o</sup> Civile, 8 octobre 2014, n<sup>o</sup> 13-24246, Revue de droit des transports, octobre 2014, commentaire 65 par Philippe Delebecque, RFDA 2014.453.

Il s'agissait d'une mère de famille tenant un enfant dans ses bras qui lors du débarquement à Toulouse venant d'Orly manque la marche et se blesse à la cheville. La cour de Paris lui avait accordé statuant en référé une provision de 2500 euros. L'arrêt est censuré, les motifs étant impropres à caractériser l'imputabilité du dommage à un accident qui serait survenu lors des opérations de débarquement.

Qu'en conclure ? Il y avait bien en l'espèce un accident au sens vulgaire du terme, la passagère s'était blessée en descendant de l'avion pour accéder au sol. La haute juridiction pose une condition d'imputabilité du dommage, a priori un dommage n'est pas reprochable ; on est plutôt en matière de causalité. La cause du dommage doit être extérieure à la victime pour que la responsabilité du transporteur aérien puisse être engagée. Le demandeur doit établir que le dommage accidentel relève d'une cause externe à sa personne. L'accident doit résulter d'un événement sur lequel le passager n'avait pas prise. Sans quoi la présomption de responsabilité ne pèsera pas sur le transporteur aérien. On est insensiblement en voie de limiter le champ d'application du système de Montréal aux seuls événements relevant des risques de l'air. (Les passagers auraient intérêt à recourir au mécanisme de l'assurance couvrant les accidents de la vie quotidienne.)

On remarquera qu'à ce stade du raisonnement on ne fait pas intervenir comme cause d'exonération, totale ou

partielle, de responsabilité l'incidence de la faute ou du fait causal de la victime. Le transporteur n'est tout simplement pas présumé responsable, car le demandeur ne parvient pas à établir que l'accident lui est extérieur. (Il est vrai que dans cette espèce on était en matière de référé et qu'il y avait une contestation sérieuse privant le juge des référés de son imperium. La solution aurait été, toutefois, vraisemblablement identique si le juge avait statué au fond.)

Cf. Nouméa, 21 janvier 2014, n° de RG : 13/00203 : une auscitaine de 74 ans est victime en 2013 d'une chute en descendant à Nouméa d'un avion en provenance des îles Fidji. Elle est surprise par une marche entre le niveau du plancher de l'avion et celui de la passerelle télescopique. La cour confirme la décision du juge des référés ayant accordé une provision à l'accidentée. La compagnie calédonienne faisait valoir la jurisprudence constante selon laquelle la responsabilité du transporteur ne peut être engagée qu'en cas d'accident, défini comme un événement extérieur à la victime. La cour ne tient pas compte de l'argument.

On retrouve le débat mené en droit interne en matière de responsabilité quasi-délictuelle à propos du fait de la chose.

(La cour fait application de la CM, alors que les îles Fidji ne figurent pas parmi les États ayant signé cette convention)

(Si la passerelle est incorrectement disposée, la responsabilité des services de l'aérodrome pourrait être également engagée)

(Le croisiériste victime d'une chute survenue lors d'un exercice de sécurité sur le pont du navire est mieux traité qu'en droit aérien des transports en faisant condamner le transporteur maritime considéré comme organisateur d'un forfait touristique à lui verser une provision sur le fondement des dispositions du code du tourisme, art. L. 211-16 et L. 211-1, I, l'organisateur est responsable de plein droit (en l'absence de causes exonératoires, comme la force majeure ou la faute de la victime) de la bonne exécution des obligations résultant du contrat. 1° Civile, 9 décembre 2015, n° 14-20533) (Le vendeur du forfait est tenu in solidum, il est lui aussi responsable de plein droit des préjudices subis par la victime, il importe peu que le dommage soit survenu au cours du transport, cette opération étant l'une de celles composant le forfait touristique)

(L'arrêt de la cour de Limoges du 26 janvier 2014, n° RG 13/01223, fait état de l'ordonnance du juge des référés de Limoges du 4 septembre 2013 rendue en 1° instance octroyant une provision de 8000 euros au passager d'un vol Limoges-Lyon ayant heurté selon ses dires la porte d'un compartiment bagages, l'ordonnance spécifiant cependant que la responsabilité d'Air France n'était pas acquise) (La solution ne bénéficierait probablement pas de l'assentiment de la cour suprême, puisque le heurt semble être le fait de la victime)

#### La jurisprudence de la CJUE

La CJUE a eu l'occasion de trancher cette question des accidents entraînant lors du débarquement une chute du passager : une mère de famille, venant de Thessalonique, glisse à l'arrivée à Vienne le 30 mai 2019 en descendant les marches de l'escalier de coupé, elle est victime d'une fracture du bras et d'hématomes.

Affaire C-589/20, JR c. Austrian Airlines, sur demande du 15 septembre 2020 du Landesgericht de Korneuburg. La notion d'accident au sens de l'article 17 § 1 de la convention de Montréal est en cause.

La victime avait-elle subi une blessure résultant d'un accident dans le cadre du transport ?

Il nous semblait que dans le langage commun l'accident qui avait causé les blessures s'était produit en cours d'opérations de débarquement.

Il nous semblait cependant douteux que la haute juridiction européenne relevât dans cet accident au sens large du terme un accident au sens de la CM permettant de mettre en cause la responsabilité du transporteur. La condition d'extériorité faisait défaut.

La mère de famille ne se tenait pas à la rampe de l'escalier de débarquement, elle soutenait d'une main un enfant de 2 ans, de l'autre main elle portait un sac à main. La cause de la chute relevait de son fait.

L'escalier d'embarquement ou débarquement était en bon état, les marches étaient certes humides, car il avait plu, mais elles n'étaient pas glissantes.

Le mari de la victime avait failli tomber quelques instants auparavant.

Elle reproche à la compagnie de ne pas avoir doté d'un toit l'escalier.

La juridiction de renvoi voit dans l'accident un événement involontaire dommageable imprévu.

Les conclusions de l'avocat général chypriote Nicholas Emiliou ont été présentées le 20 janvier 2022.

Pour que le transporteur soit responsable, la lésion corporelle subie par le passager doit avoir été causée par un accident. C'est d'une notion de type objectif qu'il s'agit. Le demandeur n'est pas tenu de prouver la faute ou la négligence du transporteur pour que la responsabilité soit engagée, il est seulement tenu d'établir que la lésion

corporelle résulte d'un accident.

Il estime évident que le passager qui tombe au cours du débarquement, pour des raisons purement internes, ne peut se prévaloir de l'article 17 CM. Dans la notion d'accident, figure un critère d'externalité.

Si la chute du passager est déclenchée par un facteur extérieur, on peut en revanche parler d'accident au sens de l'article 17 CM .

L'accident est un événement inattendu, imprévu.

L'accident, au sens de l'article 17 CM, existe lorsque la chute du passager est déclenchée au moins en partie par un facteur extérieur à cette personne.

Il n'y a pas accident en cas de chute du passager, alors que les marches n'étaient ni glissantes, ni défectueuses, ni dangereuses ou en l'absence d'écart entre l'avion et l'escalier.

Une interprétation contraire ne respecterait pas l'équilibre entre les intérêts en présence, ceux des consommateurs, ceux des transporteurs.

La notion d'accident couvre une situation où un passager tombe dans l'escalier en débarquant de l'aéronef, pour autant que la chute a été déclenchée par un facteur inattendu ou inhabituel quelconque qui est extérieur à ce passager.

La CJ a rendu le 2 juin 2022 son arrêt. Il est favorable aux victimes de chute. Il ne suit pas intégralement les conclusions de l'avocat général. La solution bienveillante étonne quelque peu, même si, indirectement, l'arrêt conforte l'obligation sous-jacente des transporteurs d'assurer la sécurité de leurs clients. La solution européenne est plus indulgente pour les victimes que les décisions de la Cour de cassation ou celles d'outre atlantique.

L'arrêt statue sur la notion d'accident. La question était de savoir si la passagère qui débarquait et avait fait une chute lui causant une fracture de l'avant-bras avait été victime d'un accident durant le temps du transport.

L'arrêt reprend la jurisprudence antérieure, voyant dans l'accident un événement involontaire, dommageable et imprévu.

L'existence d'un accident peut être établie, même si le risque n'est pas inhérent au transport aérien. La responsabilité montréalaise n'est pas limitée à l'exposition aux risques de l'air.

L'arrêt déclare en l'espèce que le passager qui fait une chute en descendant l'escalier de débarquement est victime d'une chute qui est un accident. La chute est accidentelle.

La qualification d'accident demeure, sans qu'il soit nécessaire de déterminer si le transporteur a manqué ou non à son obligation de diligence et de sécurité.

La notion d'accident - qui permet d'enclencher la responsabilité du transporteur - est un concept de nature objective, sans qu'il soit nécessaire de s'interroger sur la présence ou non d'une faute de négligence du transporteur.

La jurisprudence américaine et canadienne est en général hostile aux prétentions des victimes d'une chute en descendant l'échelle de coupé.

Dans un arrêt du 4 mars 1985, *Air France v. Saks*, la Cour suprême des États-Unis énonçait déjà qu'un accident était un incident inattendu et inhabituel ou un événement extérieur au passager, qui ne peut pas être le résultat de réactions intrinsèques au passager à l'opération normale, ordinaire et attendue de l'appareil.

Voir Ch. Kende et autres, *Développements récents en droit américain des transports*, Revue de droit des transports octobre 2012, chronique 8, n° 9.

Voir la décision d'un juge de district Sud de Floride (Miami) du 18 septembre 2014 en matière d'urgence médicale, in Condon et Forsyth, 19 septembre 2014, par John Maggio : il s'agissait d'un vol entre Port d'Espagne et Miami, un passager avait semblé avoir fait une attaque cérébrale durant le vol, des soins lui avaient été administrés. La Cour Suprême a décidé qu'un accident doit être un événement inattendu ou inhabituel, il arrive par un fait externe au passager. Une réponse imparfaite à une urgence médicale n'est pas en soi inhabituelle ou inattendue, elle ne constitue pas un accident permettant d'engager la responsabilité de la compagnie Caribbean.

Tribunal USA du district Sud de Floride, 26 janvier 2015 : un vol entre Houston et Londres assuré par United Airlines, une passagère Madame Vanderwall voulant se rendre aux toilettes une heure avant l'arrivée glisse sur un morceau de plastique se trouvant sur l'allée, elle chute et se blesse au genou, un ligament est déchiré. Le juge refuse de voir dans les faits un accident. Le passager doit s'attendre en fin de vol à trouver des débris sur le sol. Le personnel ne joue pas le rôle de balayeur. On remarquera que la cause de la chute était extérieure à la passagère.

Le site Condon / Forsyth signale, dans un bulletin de Richard Lazenby et d'Andrew Johnson publié le 8

décembre 2015, un arrêt rendu le 2 décembre 2015 par la cour US du cinquième circuit. Une personne âgée de 76 ans se rendait du Vietnam à Dallas, via la Corée, grâce à la compagnie coréenne. Cette personne a été victime d'une chute dans l'escalator en se rendant à la douane. L'existence d'un accident a été refusée. On peut se demander si on était encore dans les temps du débarquement. Cette personne voyageait seule et était analphabète, elle ne comprenait ni l'anglais ni le coréen, elle n'avait pas compris l'annonce concernant l'accès aux fauteuils roulants. Elle avait donc procédé à pied et s'était blessée au bas de l'escalier. Des fauteuils roulants étaient pourtant mis à la disposition des passagers en sortant de l'avion. Morale de l'histoire, quand vous avez atteint un certain âge restez à la maison. Les voyages au long court conviennent aux jeunes et aux polyglottes. Vae victis.

La jurisprudence américaine maintient son indifférence aux passagers victimes d'une chute en tombant à l'arrivée en descendant l'échelle de coupé.

La décision du 28 décembre 2020, Moore c. British Airways, émane d'une juridiction du 1<sup>o</sup> degré, la cour fédérale du district du Massachusetts. Elle concerne une passagère se rendant de Boston à Londres. Elle se blesse, à Heathrow, à la cheville en touchant le sol, il y avait une différence d'espace entre les vingt degrés de l'escalier mobile et la dernière marche et le sol. La compagnie n'avait pas informé les passagers de cet élément et ne surveillait pas leur descente à terre. Le fait est banal. La juridiction nie la survenance d'un accident dans la blessure subie par le voyageur. La hauteur de la dernière marche n'est pas inhabituelle. Il en aurait été différemment si le passager avait été bousculé ou si les marches avaient été rendues glissantes par de l'huile. Les compagnies dans un transport de masse ne sont plus aux petits soins des passagers. L'obligation de sécurité incombant au transporteur est éclipsée, le passager a l'obligation de veiller à sa propre sécurité, il doit descendre les marches avec lenteur et précaution.

Voir la publication en date du 7 janvier 2021 par Marissa Lefland et Samantha Holloway sur le site de Condon et Forsyth.

Il n'en demeure pas moins qu'à notre sentiment cette jurisprudence va au-delà des exigences posées par l'article 17 CM, la passagère avait bien été victime d'un accident lors des opérations de débarquement. Un fait étranger à sa volonté se trouvait à l'origine du dommage, une rupture de distance en bas des marches de l'escalier de descente. La responsabilité de la compagnie aurait dû être reconnue, si ce n'est à la tempérer compte tenu du fait de la victime.

La mort ou les lésions corporelles n'ayant pas un événement accidentel comme facteur causal

On retrouve le débat concernant l'impérativité et l'exclusivité du système de droit uniforme : quid d'un dommage corporel n'ayant pas pour cause un accident et un accident extérieur à la victime ?

Certains auteurs donnent comme exemple l'hypothèse d'un passager tombant gravement malade auquel l'équipage de cabine ne dispenserait pas l'assistance requise ou du commandant de bord refusant de faire une escale inopinée pour permettre l'hospitalisation du malade.

La solution est incertaine.

Remarque préalable. M. Chassot dans sa thèse, p. 180 et suivantes, signale que certaines décisions américaines forcent le concept d'accident pour pouvoir indemniser la victime. On cite un arrêt Husain de la Cour suprême des États-Unis ayant considéré comme accidentelle la mort d'un passager asthmatique causé par sa présence forcée en zone fumeurs. Le transporteur avait été condamné à indemniser sur le fondement de la convention de droit uniforme. La cour a vu un accident dans le comportement de l'équipage ayant refusé de déplacer le passager.

Cf. 1<sup>o</sup> Civile, 12 mai 2021, cité supra, concernant la disparition de l'avion devant relier Kuala Lumpur à Pékin, soumission de l'instance à la convention portant droit uniforme.

L'avocat général Nicholas Emiliou dans ses conclusions déposées le 12 janvier 2023, affaire C-510/21, évoque la question. La solution américaine devrait être retenue dans l'hypothèse de l'adoption de la conception la plus large de l'exclusivité du système montréalais.

Quid si la cause accidentelle n'est pas retenue ?

1<sup>o</sup> opinion. La victime, en l'absence d'accident préjudiciel, est en droit de se placer sous l'empire du droit commun pour obtenir réparation (des auteurs allemands opinent en ce sens, M. Emilou également, n<sup>o</sup> 99 de ses conclusions, dans l'hypothèse de l'adoption de la conception restrictive de l'exclusivité montréalaise, afin de trouver une solution au comportement fautif de l'équipage dans le traitement de passagers tombant malades durant le vol).

2<sup>o</sup> opinion. Les dommages corporels, quels qu'ils soient, survenus durant la phase de transport ne peuvent être indemnisés que dans le cadre de la CM et, qu'à défaut d'établir l'origine accidentelle du dommage, le demandeur doit être débouté.

Le domaine envisagé par les rédacteurs de la CM concerne le préjudice en cas de mort ou de lésion corporelle.



Dans une telle hypothèse, la victime ne peut à raison de l'exclusivité des solutions édictées par le texte uniforme obtenir réparation que si elle établit la réunion des conditions établies par l'article 17. À défaut de la preuve par la victime demanderesse de l'existence d'un préjudice accidentel, celle-ci doit être déboutée et l'appel au droit commun doit lui être refusé.

C'est en ce sens qu'opine M. J.P. Tosi dans son article publié aux Mélanges Yves Serra, p. 433.

### § III. La localisation dans le temps et dans l'espace de l'accident corporel

Pour se trouver sous l'empire de la CM, il faut que l'accident générateur du préjudice se soit produit à bord de l'aéronef ou lors des opérations d'embarquement ou de débarquement.

L'avocat général Nicholas Emiliou, dans ses conclusions du 20 janvier 2022, § 33, dans l'affaire C- 589/20, se prononce, à juste titre, en faveur d'une conception large des opérations d'embarquement et débarquement. Celles-ci couvrent, non seulement le fait de monter ou de descendre de l'avion. L'embarquement vise le processus au terme duquel le passager entre dans l'avion et gagne son siège en traversant au préalable des couloirs, franchissant des portes, montant des escaliers, effectuant un transport sur le tarmac à bord d'une navette... Le débarquement désigne le processus inverse, menant le voyageur de l'appareil aérien en direction d'un lieu libre ouvert à tous.

Les dommages nés en dehors de la phase aérienne ne relèvent pas de la CV/ CM, du moment que l'accident ou que la survenance du dommage s'est produit avant la phase d'embarquement ou survenu après la phase de débarquement.

En France on considère ordinairement que lorsque le passager est pris en charge par le transporteur, celui-ci est tenu envers le passager d'une obligation de sécurité : ainsi si le passager tombe ou glisse sur une dalle dans les salons de l'aérogare attribués au transporteur. La victime peut agir sur la base de principes juridiques extérieurs à la CM, elle peut faire appel au droit commun extra-conventionnel.

C'est ce qui a été admis, dans l'affaire des passagers retenus de force par l'armée irakienne lors de l'invasion de l'émirat du Koweït le 2 août 1990, par la Cour de cassation, 1<sup>o</sup> Civile, 15 juillet 1999, Clunet 2000.341 n. G.

Légier. Ce n'est que dans son domaine d'application que la CV/ CM est exclusive. Le système de Varsovie /Montréal n'est pas investi d'un monopole absolu, il n'est ni plénier ni totalisant, la CV n'a procédé qu'à une unification partielle du droit de la responsabilité du transporteur aérien. Hors de son domaine, la CV est étrangère au débat, elle n'exerce pas sa compétence normative. Le droit commun retrouve son empire.

Une solution semblable avait été donnée dans le cadre de l'affaire Maché, 1<sup>o</sup> Civile, 3 juin 1970, D. 1971.173 note Chauveau, soumettant au droit commun l'accident survenu à un moment où le passager ne se trouvait pas exposé aux risques de l'air.

Aux États-Unis et en Angleterre on a tendance à exclure la possibilité d'engager la responsabilité du transporteur dans de telles circonstances, on considère que le système varsovien est exclusif et qu'il prohibe toute indemnisation en dehors de ses conditions.

Ainsi à propos de passagers faits prisonniers au Koweït par l'Irak, la chambre des lords a refusé, dans une décision du 12 décembre 1996, toute réparation. Admettre un recours sur le fondement du droit interne serait détruire les fondements de la CV. Voir L. Chassot, p. 182 et E. de Montlaur-Martin, La convention de Varsovie exclut-elle toute action de droit commun en dommages-intérêts ? Conséquences des disparités de la jurisprudence au Royaume-Uni et en France sur l'indemnisation des otages au Koweït, RFDA 1997.256

Une passagère est suspectée à tort d'agissement terroriste à New York, elle est fouillée avant embarquement et soumise à interrogatoire par le transporteur israélien, elle en ressent un traumatisme, elle se trouve d'après la Cour suprême des États-Unis sans recours contre le transporteur, il n'y a pas place pour une responsabilité du transporteur sur la base du droit local, El Al Israël Airlines c. Tsui Yuan Tseng, 12 janvier 1999. Voir L. Chassot, p. 184.

La solution est injuste si elle consacre l'irresponsabilité du transporteur dans des hypothèses où sa faute serait établie.

## SOUS - SECTION II. La perte et les avaries des BAGAGES

C'est l'art. 17 § 2 CM qui traite de la responsabilité encourue par le transporteur aérien lorsque le passager subit un préjudice du fait d'un désordre ou d'une perte des bagages.

Le régime de responsabilité n'est pas identique selon qu'il s'agit de bagages à main ou de bagages mis dans la soute.

Les bagages non enregistrés, bagages de cabine, bagages à main : la CM n'édicte à la charge du transporteur qu'une responsabilité à base de faute prouvée.

Les bagages enregistrés : ce sont les bagages de soute appartenant normalement au passager se trouvant à bord : la responsabilité du transporteur est présumée en cas de perte.

### SOUS-SECTION III.

## La destruction, la perte et l'avarie des MARCHANDISES se trouvant sous la garde du transporteur aérien

Article 18 CM

§ I. Le dommage

§ II. Un fait, instrument causal du dommage

§ III. La production du dommage pendant le transport aérien, alors que la marchandise est sous la garde du transporteur

Le système de Montréal concerne tout dommage survenant à bord d'un aéronef ou lors des manœuvres de chargement et déchargement dans l'aéroport ou dans les entrepôts de l'aéroport.

Ce qui suppose que le transporteur ait appréhendé la marchandise dont il a la garde.

Dans la pratique, lorsqu'un sinistre (un bris, un vol) survient à terre lors des opérations préliminaires de transport et que des intermédiaires divers interviennent à la demande de l'expéditeur, commissionnaire, transitaire, manutentionnaire, on peut hésiter pour savoir si le transporteur aérien ou son représentant a déjà pris en charge la marchandise. Ex. les faits décrits par l'arrêt de la chambre commerciale du 10 janvier 2012, n° 10-26378.

Le transporteur aérien est de plein droit responsable du dommage si le fait qui l'a causé s'est produit pendant le transport aérien, celui comprenant la période pendant laquelle la marchandise se trouve sous sa garde. C'est la livraison qui marque la fin de la période de garde du transporteur. Com. 30 juin 2015, n° 13-28846, RFDA 2015.272 obs. Ph. D.

Les dispositions de la CM et en particulier les limites de responsabilité prévues à l'article 22.3 CM doivent être écartées si l'avarie a été causée alors que les produits n'étaient plus sous la garde du transporteur aérien.

Commerciale, 8 février 2023, 8 février 2023, n° 21-17.932, avec les honneurs du Bulletin, D. 2023 p. 868 chronique Laurent Sigouirt.

La société Pierre Fabre avait confié en décembre 2011 à Qualitair, commissaire de transport, l'organisation du transport de trois lots de produits pharmaceutiques - à transporter sous température dirigée - vendus au ministère de la santé irakien.

Le commissionnaire a confié le transport aérien à destination jordanienne à la compagnie Royal Jordanian Air. Celle-ci s'est substituée la société jordanienne Salam pour l'organisation du transport terrestre entre Amman et Bagdad.

Les trois lots sont arrivés en Jordanie en décembre 2013 et ont été livrés.

Le dédouanement a été effectué.

Les frontières étaient alors fermées entre la Jordanie et l'Irak.

Les lots ont été mis, à la demande de Kareem Logistics, commissionnaire substitué, dans les entrepôts frigorifiques de la société Royal Jordanian Air.

Les lots ont été enfin pris en charge le 18 février 2014 par Al Muna, livrés par voie terrestre le 23 février 2014 au ministère irakien et pour finir détruits, car ayant dépassé les températures.

Ils ont été remplacés par Pierre Fabre.

Pierre Fabre et son assureur Generali ont assigné le commissionnaire Qualitair et son assureur Helvetia - qui ont alors assigné en garantie Royal Jordanian Air, et les sociétés Salam, Kareem et Al Muna qui ont demandé à être garanties de toute condamnation par Royal Jordanian Air.

La cour de Versailles avait condamné le commissionnaire et son assureur Helvetia à la contrevalet en euros de 9 586 DTS.

Pierre Fabre et Generali contestent en l'espèce l'application de la convention de Montréal.

La CM n'avait pas vocation à s'appliquer du moment que le contrat de transport aérien avait pris fin après

livraison de la marchandise.

L'article 18 CM n'a pas pour effet d'étendre le champ d'application de la CM à des missions que le transporteur aérien aurait acceptées à la suite de l'opération de transport aérien.

La compagnie aérienne jordanienne avait émis des bons de livraison en décembre 2013. La livraison des trois lots étaient intervenue. Le contrat de transport aérien avait pris fin.

La compagnie aérienne avait accepté par un contrat distinct le stockage de la marchandise dans ses entrepôts, elle avait demandé des frais d'entreposage.

La CM n'était pas applicable aux relations que les parties avaient poursuivies ensuite pour la mission d'entreposage confiée à la compagnie aérienne jordanienne.

L'arrêt de la cour de Versailles est cassé au visa de l'article 18 CM.

Le transporteur aérien de marchandises est de plein droit responsable du dommage si le fait s'est produit pendant le transport aérien, la livraison marquant la fin de cette période.

La cour de Versailles avait retenu que l'avarie de la marchandise résultait du non-respect des températures prévues contractuellement, alors que les produits étant sous la garde du transporteur aérien dans ses locaux frigorifiques jusqu'au 17 février 2014.

La cassation intervient : la cour d'appel avait constaté que la compagnie aérienne jordanienne avait émis en décembre 2013 des bons de livraison après avoir effectué le transport aérien des marchandises, elle avait constaté que ces marchandises lui avaient été confiées par le commissionnaire substitué. De telle sorte que le fait ayant causé le dommage ne s'était pas produit pendant le transport aérien.

La cour d'appel a violé par fausse application l'article 18 CM.

(On peut alors disputer de l'éventuelle responsabilité de la compagnie jordanienne, ayant accepté de recevoir les marchandises dans ses chambres froides. Contrat de dépôt ? contrat de prestations de services ? Le stockage avait été demandé par un commissionnaire substitué. Le contrat de stockage semble alors relever de la loi jordanienne, les deux partenaires étant jordaniens et le lieu du stockage étant situé en Jordanie. La compagnie jordanienne verra sa responsabilité engagée s'il est établi qu'elle avait manqué à ses obligations concernant la conservation des produits pharmaceutiques. Le contrat prévoyait éventuellement des limites de responsabilité. Les juridictions françaises devraient être reconnues compétentes à raison de la nationalité française de Pierre Fabre, art. 14 du code civil.)

L'incidence d'une phase de transport routier, maritime ou ferroviaire dans l'acheminement de la marchandise

La solution de principe

La convention de Montréal est étrangère au dommage survenant hors transport aérien.

" La période de transport aérien ne couvre aucun transport terrestre, maritime ou par voie d'eau intérieure effectué en dehors d'un aéroport. ", art. 18 § 4 CM.

Ainsi, Com. 10 février 2015, n° 13-24539, un transport de marchandises au magasin Hermès de Londres, un acheminement par voie aérienne, mais la phase terrestre du transport en Angleterre est ensuite assurée par un transporteur anglais, le contentieux est soumis au droit des transports terrestres.

Deux tempéraments

. Le premier tempérament. Un mode de transport non aérien intervient hors aéroport pour l'exécution du contrat de transport aérien en vue du chargement, déchargement, transbordement :

La CM présume que le dommage est survenu, sauf preuve contraire, durant la phase aérienne, l'action en réparation est régie par la CM. Art. 18 § 4 CM.

La présomption

Un transport terrestre nécessaire pour permettre la livraison de la marchandise au destinataire est présumé se trouver dans l'exécution du transport aérien, ce qui n'a pas pour effet d'écarter l'application de la CM.

Le transport est considéré comme une seule opération.

Il s'agit d'une présomption simple.

On peut citer à titre d'exemple l'arrêt de la cour de Versailles du 20 mars 2012, BTL 2012.231 : les marchandises sont dérobées durant la phase routière de pré acheminement de la marchandise. Les colis avaient été enlevés de chez l'expéditeur en vue de leur transport aérien. Le larcin s'est produit pendant un transport terrestre effectué par un préposé ou un mandataire du transporteur, donc durant une phase de l'exécution du contrat de transport

aérien en vue du chargement. Ces détournements doivent être considérés comme s'étant produits pendant le transport aérien.

Une solution semblable est donnée par la cour de Versailles. Voir l'arrêt de rejet de la Cour de cassation, chambre commerciale, 16 juin 2021. Il s'agit du second transport de bijoux entre la Thaïlande et la France. Le colis arrive à moitié vide. La preuve n'est pas rapportée que le dommage se soit produit durant le transport terrestre entre l'aéroport et l'établissement du destinataire. Le dommage est donc présumé résulter d'un fait survenu pendant le transport aérien. La cour d'appel fait application de la convention de Montréal. L'indemnisation est limitée à la somme de 22 euros par kilo, soit 660 euros au total. La Cour de cassation ne critique pas la solution, le dommage étant survenu à l'occasion du transport aérien.

#### Le renversement de la présomption

La preuve contraire est possible, ce qui permet l'éviction de la CM.

Si la preuve est rapportée que le dommage n'est pas survenu pendant le transport aérien, la CM n'a plus vocation à s'appliquer.

Cf. l'arrêt de la chambre commerciale du 7 février 2017, n° 17-10665.

La cassation intervient au titre de la violation par la cour d'appel des principes de procédure civile (la cour de Lyon avait écarté la CM par un moyen relevé d'office sans avoir invité les parties à présenter leurs observations, méconnaissant ainsi le principe du contradictoire).

L'espèce est cependant intéressante pour déterminer s'il convenait ou non de faire application de la CM. Le dommage semble d'ailleurs davantage procéder d'un retard dans la livraison d'un colis que de la perte d'une marchandise. Il aurait apparemment fallu faire application de l'article 19 CM, plutôt que l'article 18, même si l'art. 19 peut être lu de façon non autonome mais en corrélation avec les dispositions de l'article 18.

[Il est possible qu'il ait été fait application dans cette espèce de l'article 13 § 3 CM, permettant d'assimiler cette livraison d'un colis avec un retard important à une perte de la marchandise : « Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de 7 jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits résultant du contrat de transport. »]

Les faits portent sur le transport aérien entre le Royaume Uni et la France d'un colis contenant des documents indispensables au destinataire pour procéder à des opérations de dédouanement au Maroc.

Le transporteur français (appartenant au même groupe que le transporteur contractuel), au lieu de livrer le colis au destinataire, le dépose dans un point relais, qui vient de fermer à raison des vacances. Le destinataire n'aura l'usage des documents qu'en septembre, de telle sorte que les opérations à mener au Maroc prennent du retard et engendrent des frais supplémentaires.

La cour de Lyon avait considéré que le litige ne relevait pas de la CM. Après une phase aérienne, il y avait eu une phase terrestre. Il était établi que le dommage s'était réalisé une fois le transport aérien accompli. La période de transport aérien avait pris fin. La cour d'appel avait statué, sur le fondement des dispositions du code civil, en considération d'une faute délictuelle commise par DHL France, et non en termes de droit des transports.

L'affaire est revenue, après cassation, devant la cour de Lyon, arrêt du 27 février 2020, n° RG 18/01663, Lamyline. La marchandise était arrivée à Lyon par la voie aérienne. Un transport terrestre postérieur au transport aérien était intervenu pour effectuer la livraison. Le demandeur agissait sur le terrain délictuel contre l'une des sociétés du groupe DHL, contrôlé par la poste allemande. La cour de Lyon fait application de la CM et statue en matière de retard. Un transport terrestre est intervenu en dehors d'un aéroport pour assurer la livraison. Le dommage est présumé sauf preuve contraire résulter d'un fait survenu pendant le transport aérien, DHL ne pouvant rapporter la preuve de la livraison effective du colis entre les mains de X chemin du Mont Pilat comme indiqué sur la LTA.

Un exemple de mise à l'écart de la CM : Commerciale, 16 juin 2021, n° 19-24.510 : un double transport de bijoux du Siam en France. Des pertes et des vols lors de ces deux déplacements effectués à un mois de distance. Notre propos concerne le 1° transport de bijoux : le convoi terrestre avait fait l'objet d'un braquage ; la marchandise avait été dérobée, le dommage n'était pas survenu durant la phase aérienne, la preuve avait été faite que le dommage avait eu lieu lors du transport terrestre de la marchandise sur le sol français entre l'aéroport et le lieu de livraison ; le sinistre ne relevait pas de la convention portant droit uniforme, le droit aérien est écarté ; il convenait d'appliquer les règles internes du transport routier ; selon l'article L. 3224 -1 du code des transports, s'il n'exécute pas un contrat de transport avec ses propres moyens, le transporteur public routier de marchandises peut le sous-traiter pour tout ou en partie à une autre entreprise de transport public routier de marchandises sous sa responsabilité ; les responsabilités du transporteur routier qui recourt à la sous-traitance sont celles prévues

par le code de commerce pour les commissionnaires de transport ; la société Fedex France, transporteur aérien contractuel, engagé à effectuer un transport de bout en bout, ayant sous-traité à GLV la phase finale de livraison du colis au siège du destinataire emprunte à l'égard de ce dernier la qualité de commissionnaire de transport. Le commissionnaire est garant des avaries et des pertes de marchandises, art. L. 132-5 du code de commerce. Fedex se prévalait de la prescription annale prévue par l'art. L. 133-6 du code de commerce. L'action formée en droit terrestre par le destinataire contre Fedex était irrecevable.

Cf. J.P. Tosi, Transport routier : le recours à la sous-traitance : l'extinction de l'action contre le voiturier et la loi du 8 décembre 2009, D. 2010.409, qui critique en partie la réforme législative.

. Le second tempérament. Le changement unilatéral du mode de transport : le vol camionné : le transporteur aérien fait transporter la marchandise sans l'accord de l'expéditeur par un procédé autre que la voie aérienne : cette phase de transport est considérée à titre de fiction comme relevant de la période aérienne et se trouve alors soumise à la CM.

L'incidence de la réglementation propre au transport multimodal, art. 38

Tout incident imputable au transporteur ne relève pas de la CV / CM. Ainsi voilà un transport aérien de marchandises (du matériel de théâtre) à effectuer par la compagnie libanaise Middell East Airlines Air Liban, il y a six colis à transporter, poids total 932 kg. La LTA a été émise par le transporteur, elle mentionne, à tort, les 6 colis comme embarqués. Au Liban, on s'est aperçu qu'il n'y avait qu'un seul colis à bord de l'avion. Les 5 autres colis ont été retrouvés ultérieurement par l'expéditeur dans les locaux de l'intermédiaire chargé de l'organisation du transport, ils n'avaient pas été embarqués dans l'avion, le transporteur ne les avait pas matériellement appréhendés.

Le transporteur aérien a été condamné pour faute civile par la cour de Paris. Cette juridiction a décidé que la convention de Varsovie ne s'appliquait pas en l'espèce au transporteur. La Cour de cassation approuve : le transporteur répond dans les termes du droit commun de l'inexécution des obligations contractées par lui lorsque cet événement ne s'est pas produit pendant le transport. On a reproché au transporteur d'avoir par son manquement (avoir mentionné à tort l'embarquement de 6 colis sur la LTA) retardé la recherche des colis oubliés.

Il y avait également une faute du manutentionnaire.

Com. 13 mars 2007, n° 05-21400, D. 2007 AJ 939.

Le rapport annuel 2007 de la Cour de cassation donne un commentaire de cet arrêt.

## SOUS-SECTION IV. LE DOMMAGE RÉSULTANT DU REFUS D'EMBARQUEMENT, DE L'ANNULATION DE VOL OU DU RETARD

Le retard survient tout aussi bien le transport des passagers que celui des bagages et des marchandises. On devrait alors parler des retards.

L'arrivée tardive à destination ne donnait jadis lieu que très rarement à réparation, les désagréments liés au retard n'étaient pas en fait pris en considération par les tribunaux, les compagnies ne garantissant pas leurs horaires. Nos contemporains sont plus exigeants. Si on prend l'avion en acceptant de payer un prix supérieur au prix du transport routier ferroviaire ou maritime, il convient que le transporteur assure une obligation de rapidité et qu'il respecte ses horaires.

(Le transporteur est en principe tenu de l'obligation de transporter, et de transporter avec ponctualité et célérité. Il est débiteur de cette obligation. C'est à lui en cas de contentieux d'établir qu'il a accompli son obligation. I° Civile, 14 janvier 2016, n° 15-12730, RFDA 2016.82 : achat de billets aller-et-retour Paris - Barcelone. Le vol retour de Vueling est annulé. Le client demande le paiement d'une indemnisation forfaitaire et de dommages intérêts. Il est débouté par le TI d'Ivry, le demandeur devant rapporter la preuve de l'annulation du retard qu'il invoque, celui-ci ne produisant aucun document établissant le retard ou l'annulation du vol. La cassation intervient au titre de l'inversion de la charge de la preuve, il incombait à la société de transport de démontrer qu'elle avait exécuté l'obligation de transport dont le passager avait prouvé qu'elle était débitrice. Le client en effet avait produit les billets d'avion. Le nouvel article 1353 du code civil indique que celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver, mais que réciproquement celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement.)

En ce qui concerne le transport de passagers, on distingue communément les refus d'embarquement et les annulations de vol du retard proprement dit.

Nous sommes désormais en présence d'une multiplicité de dispositifs sanctionnateurs : c'est la CJUE qui a en Europe a instauré un double système d'indemnisation, l'un accordé par le droit consommériste européen, très intéressant pour les voyageurs parfois grincheux et procéduriers face à des services juridiques des transporteurs autistes, l'autre par la convention de Montréal, voire par le droit interne, dans l'ensemble moins généreux pour les passagers.

L'idée est de responsabiliser les transporteurs, parfois sans gêne, indifférents envers leurs clients et guère regardants sur le sort de voyageurs attendant dans l'aérogare pendant des heures un avion qui n'arrive pas. La dernière décennie a vu de belles avancées en ce domaine, même si l'œuvre jurisprudentielle n'est pas toujours d'une parfaite orthodoxie juridique.

L'initiative prise en juillet 2015 par l'OACI aura vraisemblablement pour effet de consacrer le système et de purger à terme le caractère hétérodoxe des interprétations européennes.

Le passager désabusé ou désorienté après un incident de vol peut songer, s'il est courageux, à aller en justice, en se prévalant de la CM, du droit européen ou du droit national. Il cède souvent sa créance à un organisme de recouvrement.

## **§ I. LE DISPOSITIF EUROPÉEN EN CAS DE REFUS D'EMBARQUEMENT, D'ANNULATION DE VOL ET DE RETARD**

L'Europe s'est dotée d'un système sui generis imposant au transporteur de régler une indemnisation au passager en cas de manquement à l'obligation d'acheminer dans les temps le passager au point de destination.

Ce système sera vraisemblablement étendu ultérieurement au retard dans l'acheminement des bagages.

Sous-Paragraphe I. Les retards et autres perturbations dans le transport de personnes

Propos introductif

Ces désagréments sont pris en considération par le règlement communautaire n° 261/2004 du 11 février 2004 dans le transport de personnes.

Les causes des retards sont multiples. On met communément en cause la saturation de l'espace aérien, la surcharge des aéroports, le mauvais temps, le caractère strict des mesures de sécurité, les distances à l'intérieur des aéroports, le traitement des bagages.

Perspectives consuméristes. Faveur pour les passagers. Leur éviter de lancer un contentieux a posteriori.

Responsabiliser les transporteurs insensibles au désarroi de leur clientèle. Les passagers ont un droit à un vol ni annulé ni retardé, dit l'arrêt Sturgeon. Il est fort beau de poser une telle proclamation de pur droit, même si elle risque d'être démentie par le principe de réalité. Un transport est une aventure, le grain de sable peut s'insinuer à tout instant, d'autant que le transporteur est débiteur d'une obligation supérieure, celle de ne pas risquer la vie de ses passagers (et celle de l'équipage).

Le règlement a source n°261/2004 met des obligations de faire à la charge du transporteur en cas d'incident. Une obligation de somme d'argent, dite indemnisation, est due dans certaines hypothèses : le règlement européen a recours au système de la peine tarifée minimale, peu important le montant réel du dommage, voire son existence.

### **La source de la créance en indemnisation appartenant au passager victime d'une annulation de vol**

La CJUE estime que le droit du passager d'être indemnisé en cas d'annulation du vol ne trouve pas son fondement dans le droit contractuel. Il ne s'agit pas de sanctionner un manquement contractuel, la créance trouve son fondement direct et immédiat dans le règlement lui-même, il s'agit d'une obligation légale, qui procède directement du règlement européen n° 261/2004., CJUE , 29 février 2024, C-11/23, Eventmedia Soluciones c. Air Europa

Il est vrai que le débiteur de l'indemnisation est le transporteur aérien effectif, qui n'est pas forcément le transporteur contractuel.

Le créancier est le passager victime de l'annulation du vol, voire celui auquel il a cédé ses droits financiers.

Le droit à une indemnisation standardisée et calculée de façon forfaitaire à charge du transporteur aérien effectif figure parmi les droits essentiels qui ont été conférés aux passagers aériens par le règlement n° 261/2004.

En cas d'annulation d'un vol, le droit à indemnisation des passagers aériens et l'obligation corrélative du transporteur aérien effectif de verser l'indemnisation prévue à l'article 7 de règlement découlent directement de ce dernier.

Ce droit et cette obligation ne sauraient, partant, être considérés comme trouvant leur fondement dans un contrat qui aurait été, le cas échéant, conclu entre le passager aérien et le transporteur aérien effectif concernés ni, a fortiori, dans l'inexécution fautive d'un tel contrat par ce dernier.

On voit par-là que la CJUE confère son autonomie au système d'indemnisation prévu par le règlement européen. Ce système est extérieur au droit de la responsabilité.

Le droit des passagers aériens, poursuit l'arrêt, à l'indemnisation découle directement du règlement n° 261/2004. L'objectif du règlement consiste à garantir un niveau élevé de protection des passagers aériens.

Tout passager aérien concerné par une annulation de vol dispose d'un droit à indemnisation, indépendamment de la question de savoir s'il a ou non conclu un contrat de transport avec le transporteur aérien effectif.

Le considérant 36 se fait plus conciliant avec l'analyse contractualiste, il ne nie pas l'existence d'un contrat.



Une action dont la cause est contractuelle peut viser à faire valoir une prétention dont le fondement repose sur les stipulations du contrat en cause en tant que telles ou sur des règles de droit qui sont applicables en raison de ce contrat. Dans l'affaire telle que celle au principal, si la cause de l'action en indemnisation du passager aérien (ou d'une société cessionnaire de la créance d'indemnisation de ce dernier) contre ce transporteur aérien effectif se trouve nécessairement dans l'existence d'un contrat, que ce soit avec ce transporteur aérien ou un autre prestataire, le droit à indemnisation que ce passager ou cette société cessionnaire peut faire valoir dans le cadre de cette action, en particulier en cas d'annulation d'un vol, découle, quant à lui, directement des dispositions combinées de l'article 5 et de l'article 7 du règlement n° 261/2004.

#### La nature du droit à indemnisation consacré par le règlement n° 261/2004

Il y a incertitude quant à la véritable nature de ce droit à indemnisation.

La créance appartenant au passager au vol retardé relève, semble-t-il, du mixte et de l'hybride.

Elle ne semble pas relever d'un modèle « pur ».

Le règlement européen emploie les expressions d'indemnité et d'indemnisation. On serait donc en présence, au moins en dominante, d'une somme d'argent allouée en réparation d'un préjudice.

L'indemnisation est cependant sans relation avec le montant et l'intensité du préjudice effectivement souffert par le passager, victime d'une annulation de vol ou d'un retard important à l'arrivée.

S'agirait-il de dommages-intérêts forfaitaires ? Il ne s'agit pas au sens strict du terme d'un forfait ; en effet, même si le transporteur paie la somme prévue par le règlement tel qu'il est interprété par la jurisprudence, il n'est pas forcément libéré si le préjudice résultant du retard est d'un montant supérieur à la somme obtenue, le passager peut en effet réclamer parallèlement des dommages intérêts sur le fondement de la CM ou du droit national, il peut même cumuler, semble-t-il, avec l'aval du juge une double indemnisation. Il pourrait alors s'agir d'une indemnité minimum.

On peut soutenir que le législateur européen a établi une présomption irréfragable de dommage : le refus d'embarquement, l'annulation du vol, le retard causent certainement un désagrément chez le passager ; le transport aérien à l'époque moderne se caractérise par sa célérité, tous les passagers attachés à la vitesse entendent être acheminés rapidement à destination, les retards fréquents, les attentes interminables mettent leurs nerfs à bout ; le passager est victime d'un dommage légal, le législateur a fixé de sa propre autorité le montant de l'indemnité à accorder au passager victime de cet incident dans le transport aérien.

On peut se demander si le mécanisme européen n'instaure pas également une peine privée à l'encontre du transporteur qui n'achemine pas son voyageur à la destination finale à l'heure promise. Une sorte d'amende privée. Il le semble bien. L'indemnisation est due en l'absence de preuve de tout dommage, le droit à indemnisation serait reconnu même si le transporteur incriminé établissait que le dommage réellement subi par le passager demandeur était minime voire inexistant.

L'institution de la responsabilité civile comporte d'ailleurs toujours en mineur une composante de peine privée. Cf. le Traité de droit civil de Jacques Ghestin, Introduction à la responsabilité, par Geneviève Viney, LGDJ, 2<sup>e</sup> édition, n° 39 et s., n° 74-3.

L'institution de la responsabilité a, parmi ses finalités, la dissuasion des comportements anti sociaux. Les sommes d'argent, que le transporteur peut être amené à payer, doivent le dissuader de se trouver à l'origine d'annulations de vol et de retards importants à l'arrivée. Le règlement vise à amender la stratégie des compagnies dans l'organisation de leurs vols.

Dany Cohen, Les dommages intérêts affranchis du préjudice subi par le demandeur, Mélanges Camille Jauffret-Spinosi,

Ce type d'allocation d'une somme d'argent relève d'un modèle spécifique, il s'agit probablement d'une sanction pécuniaire d'un type particulier, difficile à ramener à un modèle préexistant.

On peut consulter sur ce point les communications faites lors d'un colloque tenu à Valenciennes le 4 avril 2019, réunies dans un ouvrage collectif publié chez LexisNexis en décembre 2019 sous l'intitulé L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien. Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004.

La plupart des intervenants relèvent l'extranéité du dispositif européen par rapport aux mécanismes classiques du droit de la responsabilité civile.

M. Philippe Delebecque, dans des propos introductifs, concernant le champ d'application du règlement n° 261/2004, indique, p. 3, qu'il ne s'agit pas d'indemniser un préjudice individuel, il s'agit de compenser, indépendamment de toute faute, un désagrément tenant au retard ou à l'annulation d'un vol, on ne raisonne pas en termes de responsabilité, mais plutôt en termes de droit à.

Madame Isabelle Bon-Garcin, dans sa contribution intitulée L'apport du règlement n° 261/2004 à la réflexion sur l'effectivité du droit de la consommation, écrit, p. 35 : Ce système, qui ne repose pas sur la responsabilité du transporteur, mais sur un mécanisme de compensation partielle et forfaitaire ... La notion de faute n'est pas totalement absente lorsqu'il s'agit d'analyser les circonstances de l'événement dommageable.

M. Laurent Suguoir évoque, dans sa contribution dédiée à L'inexécution involontaire de ses obligations par le transporteur aérien soumis au règlement n° 261/2004, p. 74, n° 3, une réparation standardisée et forfaitaire qui interpelle le civiliste. Le règlement s'écarte des éléments de responsabilité civile, n° 41.

M. Thibault Douville consacre sa communication, p. 101, à L'indemnisation du passager - aspects substantiels. Le règlement institue un régime d'indemnisation. Le montant de l'indemnisation est forfaitaire. L'effectivité du droit à indemnisation reste limitée. Le règlement a marginalisé la responsabilité contractuelle du transporteur aérien. L'indemnisation est détachée de la réalité du préjudice. Le régime d'indemnisation du règlement remplit assurément une fonction réparatrice. Pour autant ce régime encourage aussi le transporteur aérien à exécuter la prestation de transport de manière satisfaisante. Il remplit une fonction normative.

M. Xavier Delpech, dans ses propos conclusifs, écrit, p. 149 : Le règlement offre au passager une indemnisation forfaitaire indépendamment de tout préjudice. Celle-ci obéit à une logique complètement étrangère à celle qui anime le droit de la responsabilité.

M. Jérémy Jourdan-Marques, p. 131, fait état d'une analyse qui n'est pas trop éloignée de la nôtre, il admet la composante pénale du dispositif européen : Le parallélisme entre la **clause pénale** et le règlement n° 261/2004 est flagrant. L'un et l'autre prévoient une indemnisation forfaitaire en cas de survenance d'un fait générateur.

[Le tribunal de commerce de Vienne avait déposé auprès de la Cour de justice le 29 décembre 2014 une demande en six points de décision préjudicielle. Il l'interrogeait sur la nature du droit à indemnisation prévu à l'article 7 du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004. Il demandait en présence d'un retard s'il s'agissait d'un droit à indemnisation forfaitaire, d'une pénalité contractuelle, de dommages intérêts punitifs, d'un droit présentant un caractère de bonne exécution du contrat et de garantie (le tribunal semble parler d'un droit à réduction du prix du transport) ou bien d'un droit sui generis. Affaire Stephan Nauman / Austrian Airlines, C-612/14. Il est regrettable que l'affaire ait été radiée, JOUE du 29 juin 2015, C 213/22, l'opinion interprétative de la CJUE aurait été accueillie avec intérêt, même si certains pensent qu'il n'appartient pas à la jurisprudence de trancher brusquement et sans débat public et approfondi des controverses doctrinales.]

[Dans une demande de décision préjudicielle présentée le 7 mars 2017, affaire C-116/17, Nagel c. Swiss I. Air Lines AG, JOUE du 6 juin 2017, C 178/6, l'Amtsgericht de Hambourg interrogeait la Cour de justice sur l'objet de l'indemnisation accordée au passager en cas d'annulation du vol : s'agit-il de compenser uniquement les désagréments et la perte de temps découlant de l'annulation ? L'indemnisation couvre-t-elle également les préjudices matériels ? La juridiction hambourgeoise interroge également la cour européenne sur le cumul d'indemnités, entre celle octroyée sur le fondement du droit national et celle découlant du règlement européen. Le transporteur peut-il effectuer la déduction ? La possibilité d'une déduction dépend-elle du droit national ? Est-elle soumise à l'appréciation du juge ? L'affaire est radiée le 21 juin 2017.]

[Discours voisin avec la demande formulée par le Landgericht de Düsseldorf le 2 mai 2018, C-299/18. Radiation en date du 22 août 2018.]

Les passagers au vol annulé ou retardés cèdent assez fréquemment leurs créances d'indemnisation à des organismes de recouvrement, habilités à percevoir une commission s'ils gagnent le procès.

La prohibition de l'interdiction de la cession de la créance d'indemnisation. Quid si les conditions générales de transport interdisent aux passagers la cession de la créance d'indemnisation ? La clause sera neutralisée. Voir l'affaire Eventmedia Soluciones c. Air Europa Lineas Aereas, C-11/23, sur renvoi du tribunal de commerce de Palma de Majorque en date du 31 octobre 2022, déposé le 12 janvier 2023. Le débat est de savoir si l'organisme de recouvrement, le cessionnaire, peut se prévaloir du caractère illicite de la clause, alors qu'il n'est pas lui-même consommateur.

L'affaire concerne six passagers victimes d'une annulation de vol, alors qu'ils entendaient se rendre le 24 mars 2022 depuis Santa Cruz (Bolivie) à Madrid, dans le cadre d'un contrat de transport conclu avec Air Europa.

Les intéressés ont cédé leurs créances d'indemnisation au titre de l'annulation de vol à Eventmedia Soluciones. Le cessionnaire des créances a assigné Air Europa devant le tribunal de commerce de Palma de Majorque. Le transporteur a contesté la qualité du cessionnaire pour agir, il oppose au demandeur ses conditions générales de transport, qui prévoient que les droits appartenant au passager sont attachés à sa personne et que leur cession n'est pas autorisée.

L'arrêt en interprétation a été rendu par la Cour de Justice le 29 février 2024.

La haute juridiction considère que les droits des passagers à obtenir l'indemnisation à la charge du transporteur aérien effectif découlent directement du règlement n° 261/2004.

L'obligation du transporteur de verser l'indemnisation en cas d'annulation de vol ne saurait être limitée ou levée par voie contractuelle.

L'article 15 du règlement n° 261/2004 indique en effet dans son § 1° : les obligations envers les passagers qui sont énoncées par le présent règlement ne peuvent être limitées ou levées, notamment par une dérogation ou une clause restrictive figurant dans le contrat de transport.

La CJ en déduit que l'obligation du transporteur aérien effectif de verser l'indemnisation prévue à l'article 7 du règlement en cas d'annulation de vol, qui découle directement du règlement, ne saurait être limitée ou levée par voie contractuelle.

La CJ tient compte de l'objectif d'un niveau élevé de protection des passagers aériens sous-jacent à l'article 15 et de l'interprétation large qu'il convient de faire des droits conférés aux passagers. La disposition de l'article 15 doit, en tant qu'elle détermine l'irrecevabilité des dérogations à ces droits, doit également faire l'objet d'une interprétation large.

Doivent être considérées comme étant irrecevables non seulement les dérogations qui figurent dans un contrat de transport, acte de nature synallagmatique auquel le passager a souscrit, mais également et a fortiori celles qui seraient contenues dans d'autres documents établis unilatéralement par le transporteur et dont celui-ci entendrait se prévaloir à l'égard des passagers.

Cette disposition de l'article 15 peut ainsi s'appliquer à des dérogations qui figurent dans les conditions générales de transport.

Afin d'assurer un niveau élevé de protection des passagers aériens et de permettre à ces derniers d'exercer efficacement leurs droits conformément à l'objectif énoncé au considérant 20 du règlement n° 261/2004, il convient de garantir au passager concerné par une annulation de vol la liberté de choisir la manière la plus efficace de défendre son droit, notamment en lui permettant de décider de s'adresser directement au transporteur aérien effectif, de saisir les juridictions compétentes ou, lorsque cela est prévu par le droit national pertinent, de céder sa créance à un tiers pour s'épargner des difficultés et des coûts susceptibles de le dissuader d'entreprendre des démarches personnelles à l'égard de ce transporteur pour un enjeu financier limité.

Il s'ensuit qu'une clause figurant dans les conditions générales du contrat de transport et prohibant la cession des droits du passager aérien contre le transporteur aérien effectif constitue une dérogation irrecevable, au sens de l'article 15 du règlement n° 261/2004.

L'art. 15 s'oppose à l'inclusion dans un contrat de transport d'une clause prohibant la cession des droits dont jouit le passager à l'égard du transporteur en vertu des dispositions de ce règlement.

On remarque que la CJ pour donner sa solution ne fait pas appel à la législation qui prohibe en général les clauses abusives, mais à une disposition de droit spécial contenue dans le règlement de 2004 conférant des créances d'indemnisation aux passagers au vol annulé.

Les solutions de fond

## A. L'indemnisation en cas de *refus d'embarquement*

La sur réservation, overbooking, surbooking, est l'hypothèse la plus fréquente du refus d'embarquement. Le transporteur pour des raisons commerciales avait accepté, escomptant des désistements, de délivrer davantage de réservations que de sièges disponibles dans l'avion. Le jour de départ les sièges manquent, les désistements ne sont pas produits, aussi nombreux qu'envisagé. Certains passagers vont être obligés de rester à terre.

Nicolas Balat, L'inexécution volontaire de ses obligations par le transporteur aérien soumis au règlement n° 261/2004, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien. Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004, p. 61.

M. N. Balat parle de dol en de telles circonstances, mais d'un dol disqualifié.

1° cas de figure. Certains passagers ont pu accepter de se désister et donc renoncer au vol retenu : ils perçoivent en contrepartie un avantage que le règlement ne détermine pas. Le montant de l'indemnité résulte alors de l'accord des parties, que sont le transporteur et les passagers complaisants, acceptant de rester à terre, définitivement ou temporairement.

2° cas de figure. Les passagers non volontaires, refusés à l'embarquement, ont droit à une indemnisation immédiate, voir l'article 4, § 3, qui renvoie à l'art. 7 pour déterminer le montant du droit à indemnisation : 250, 400 ou 600 euros selon la distance du vol.

250 euros : pour les vols allant jusqu'à 1500 km

400 euros :

Ce chiffre de 400 € est retenu pour les vols intra européens de plus de 1500 km (style un vol Toulouse-Martinique), ainsi que pour les vols non intra européens entre 1500 et 3500 km.

600 euros : pour les autres vols.

Pour déterminer la distance à prendre en considération, il est tenu compte de la dernière destination où le passager arrivera après l'heure prévue du fait du refus d'embarquement..., art. 7 § 1 du règlement n° 261/2004.

[Une juridiction allemande avait demandé, le 18 mai 2017, à la CJUE si la notion de distance couvre uniquement la distance directe entre le lieu de décollage et la dernière destination, qui doit être calculée selon la méthode orthodromique et ce quelle que soit la distance de vol effectivement parcourue. Amtsgericht de Hambourg, C-269/17. Andreas Niemeyer c. Brussels Airlines, JOUE du 25 septembre 2017. Affaire radiée le 14 novembre 2017.]

Le chiffre d'indemnisation est réduit de moitié si le voyageur, victime du refus d'embarquement, bénéficie rapidement d'un réacheminement et arrive à la destination finale avec un décalage horaire de moins de 2, 3, 4 heures.

Le refus du vol notifié plus de 2 semaines à l'avance et le calcul du montant de l'indemnisation

Le Landgericht de Francfort sur le Main pose le 5 avril 2022 une demande de décision préjudicielle à la CJUE, affaire FW c. LATAM, C-238/22.

L'espèce concerne un client, auquel le transporteur avait au moins deux semaines à l'avance annoncé qu'il refusait de le transporter.

La juridiction allemande demande si le passager possède le droit à indemnisation, alors qu'il ne s'est pas présenté à l'embarquement.

(Il serait absurde, nous semble-t-il, d'exiger en ce cas la présentation à l'embarquement pour assurer le maintien du droit à indemnisation, même si le règlement envisage un refus d'embarquement opposé à un passager présent à l'aéroport, le vol n'étant pas annulé mais maintenu et effectué)

On pourrait d'ailleurs soutenir qu'une telle espèce ne constitue pas à proprement parler le refus d'embarquement

envisagé par le règlement, mais une rupture unilatérale du contrat de transport. Un refus d'exécuter. Ce qui devrait écarter logiquement l'application du règlement. Solution qui ne conviendrait pas à la défense des intérêts du consommateur désireux de profiter du bouclier protecteur de la réglementation européenne.

La juridiction du bord du Main demande également si, par application par analogie de la règle propre à l'annulation de vol, voir infra, le droit à indemnisation ne disparaît pas du moment que le client a été informé de ce refus d'embarquement plus de deux semaines à l'avance.

Les hypothèses étant distinctes, le régime du refus d'embarquement est différent de celui de l'annulation de vol, le passager bénéficie d'ailleurs d'une protection supérieure en présence d'un refus d'embarquement, le droit à indemnisation devrait être maintenu dans une telle hypothèse où le client de la prestation de transport convenue est privé de celle-ci.

Même si la réponse était positive et qu'on écartait l'application du mécanisme protecteur de droit européen, ce refus de transporter constitue en droit commun une violation intentionnelle du contrat, le transporteur est obligé de restituer le prix du billet et de payer des dommages intérêts au passager victime d'un tel refus d'exécuter dans la limite du préjudice éprouvé.

L'arrêt a été rendu le 26 octobre 2023.

La solution va largement dans le sens que nous envisagions.

L'espèce concerne la réservation d'un vol entre Madrid et Francfort devant être assuré par Latam Airlines le 22 décembre 2017.

Le transporteur avait transféré la passagère à son insu sur un vol devant être effectué l'avant-veille, 20 décembre. Quant au vol retour, prévu le 7 janvier 2018, la réservation était bloquée, du moment que la passagère ne prenait pas le vol aller.

La passagère avait alors eu recours à une autre compagnie de transport.

La CJUE décide que le transporteur doit en présence d'un tel refus d'embarquement anticipé indemniser la passagère, même si celle-ci ne s'était pas présenté le jour dit à l'enregistrement.

Le transporteur lui avait déjà signifié que le jour du vol retour si elle se présentait il refuserait de la laisser monter à bord.

Le droit à être indemnisé n'était donc pas écarté du moment que le passager informé du refus ne s'était pas présenté à l'embarquement

Il convenait d'en déterminer le bien fondé.

Le juge de 1<sup>o</sup> instance avait opéré un raisonnement par analogie avec la solution admise par le règlement lors d'une annulation de vol notifiée plus de deux semaines à l'avance, circonstance où le droit à indemnisation disparaît., art. 5 § 1, cf. infra.

La CJUE refuse une telle assimilation.

La passagère a droit à une indemnisation intégrale.

L'objectif du règlement n° 261/2004, c'est de garantir un niveau élevé de protection des passagers.

Une exception aux dispositions donnant des droits aux passagers appelle une interprétation stricte.

La disposition de l'art. 5 ne concerne que l'annulation de vol, elle ne vise pas un refus d'embarquement

La disposition qui accorde une indemnisation au voyageur objet d'un refus d'embarquement ne prévoit pas une règle semblable.

L'exception au droit d'indemnisation propre à l'annulation de vol ne peut pas être étendue aux cas de refus d'embarquement.

Le recours à l'analogie est admis in favorem, par faveur pour les voyageurs, c'est la jurisprudence Sturgeon, l'indemnisation due en cas d'annulation a été étendue en cas de retard de plus de trois heures à destination finale. En revanche, le recours à l'argument d'analogie n'est pas recevable, quand il irait contre les intérêts des passagers.

Les situations donnant lieu à refus d'embarquement et celles à annulation de vol ne sont pas comparables, elles sont réglementées de façon distincte, elles appellent des solutions distinctes

(une perle : quel bel argument pour détruire le bien-fondé de la jurisprudence Sturgeon !).

Le fondement de l'indemnisation forfaitaire : le désagrément engendré par le refus d'embarquement

La CJUE a été saisie d'une demande de décision préjudicielle le 30 mai 2018 émanant du tribunal de Bacau, affaire Rusu c. SC Blue Air -Airline Management Solutions, C-354/18. Des salariés ont été victimes d'un refus d'embarquement sur un vol entre la Roumanie et Londres. Ils ont pris un autre vol de la même compagnie, cinq jours plus tard. Ils n'ont pas été en mesure de se présenter à temps à leur poste de travail, l'homme a perdu une part de son salaire. L'employeur a prononcé un blâme. La juridiction du pays des Daces demande si le système européen de 2004 entend assurer la réparation d'un préjudice matériel ou d'un préjudice moral.

La CJUE répond, dans son arrêt du 29 juillet 2019, RTD Eur. 2020 p. 416 obs. Loïc Grard, que l'indemnisation de 400 euros (pour le vol Roumanie-Angleterre, plus de 1500 km) vise à indemniser d'une manière standardisée et immédiate les passagers pour les préjudices que constituent les désagréments dus au refus d'embarquement, sans qu'ils aient à supporter les inconvénients d'une action en justice. Ces montants forfaitaires sont calculés de façon uniforme pour tous les passagers refusés, victimes du désagrément d'avoir été refoulés. Riches et pauvres, vieillards et jeunes, actifs et inactifs, sont logés à la même enseigne.

Le droit à une indemnisation parallèle fondée sur le droit commun de la responsabilité

La CJUE admet que le passager refusé est en droit d'obtenir parallèlement - sur le fondement d'une disposition du droit national ou du droit international - une indemnité pour le préjudice qu'il souffre, personnellement, à titre individuel. Le juge fait alors du cousu main. L'arrêt envisage en particulier cette possibilité pour le dommage souffert par le passager, victime d'une retenue de salaire, celui-ci n'ayant pas été en mesure du fait du refus d'embarquement, de se présenter à son poste de travail. Il parle d'indemnisation complémentaire. Le règlement européen n° 261/2004 ne peut alors servir de fondement à la condamnation du transporteur par la juridiction civile pour ce type de dommage individuel, distinct du « désagrément ». Certains qualifient de dolosive la pratique des compagnies, aussi bien lors de la formation du contrat que dans son inexécution. On évoque également l'idée de faute lucrative. La compagnie s'expose à une condamnation intégrale, allant au-delà du préjudice prévisible.

La jurisprudence est cependant en ce domaine fort peu nourrie.

Cf. Philippe Delebecque, D. 1993.98

Cf. Nicolas Balat, in L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien, op. cit., spéc. p. 69-71.

Cf. l'article de Jean Benoist Belda publié sur Lamyline du 8/2/2019

## B. L'indemnisation en cas d'*annulation de vol*

### Le droit à une indemnisation forfaitaire

Le passager a acheté son billet longtemps à l'avance, il l'a peut-être acheté très peu de temps avant la date du départ programmé, il peut être informé de l'annulation du vol plusieurs jours à l'avance, voire au dernier moment.

Il va pouvoir prétendre à une indemnité.

Le traitement juridique de l'annulation de vol.  
L'indemnisation forfaitaire : la tarification de la peine

Le passager, victime d'une annulation de vol, peut en principe, exiger du transporteur une indemnisation  
Ce n'est pas au passager d'apporter la preuve de l'annulation du vol.

(Il s'agissait en l'espèce d'un vol au départ de Paris opéré par Air Algérie ; le vol avait été annulé ; la passagère demandait une indemnisation ; le tribunal d'instance de Paris avait rejeté la demande, la passagère ne faisant pas la preuve de l'annulation du vol qu'elle avait réservé ; le jugement rendu en dernier ressort est cassé, il avait inversé la charge de la preuve.)

(La solution serait-elle transposable en matière de retard ?)

Le règlement prévoit une indemnisation forfaitaire.  
Nous verrons cependant que si le passager est informé suffisamment tôt à l'avance de l'annulation du vol réservé, le droit à indemnisation tombe.  
Nous verrons également que le montant de l'indemnisation est réduit de moitié, si le passager victime de l'annulation du vol parvient assez rapidement à destination grâce à un vol de réacheminement que le transporteur lui procure.

### 1. Le montant de l'indemnisation due par le transporteur en cas d'annulation de vol : 250, 400 ou 600 euros selon la distance à parcourir

. 250 euros, si la distance à parcourir est de 1500 km ou moins.

. 400 euros

Pour les vols à l'intérieur de l'UE de plus de 1500 km.  
Le texte parle de tous les vols "intracommunautaires", de telle sorte qu'un vol entre Orly et La Réunion entre dans cette catégorie, et non dans celle des 600 euros. Orly est en France, Saint Denis de la Réunion également.  
Le point de départ et le point de destination sont situés sur deux points, réputés relever du territoire communautaire. 1<sup>o</sup> chambre civile, 12 octobre 2016, n<sup>o</sup> 15-20380, D. 2017.1448 obs. Kenfack.

Pour les vols annulés sur une distance entre 1500 et 3500 km, vols prévus entre un aéroport de l'UE et un aéroport situé hors UE.

. 600 euros, pour les autres vols, c'est à dire les vols de plus de 3500 km entre un aéroport d'un État membre de l'UE et un aéroport hors UE.

Un vol annulé entre Paris et l'île Maurice coûterait, par passager, 600 euros au transporteur européen.  
Ce serait une solution identique pour un vol annulé entre Paris et Tahiti, la Polynésie française étant un "pays et territoire d'outre-mer" extérieur au marché commun.

Le vol simple

1<sup>o</sup> Civile, 30 septembre 2010, arrêt de non-admission du pourvoi, le jugement a condamné en application du règlement

européen la compagnie Air France à payer à un voyageur comme indemnité forfaitaire 600 euros pour l'annulation d'un vol entre Paris et Mahé. Les voyageurs ont pris un vol d'Air Seychelles mandaté par le voyageur 22 heures plus tard pour pallier la carence du transporteur français.

Le déplacement complexe

Le calcul de la distance en présence d'un déplacement composé de deux ou plusieurs vols.

Pour déterminer la distance à prendre en considération, il est tenu compte de la dernière destination où le passager arrivera après l'heure prévue du fait . . . de l'annulation. Art. 7 § 1 du règlement n°261/2004.

Le déplacement multi vols est considéré comme un tout, du moment que le passager est titulaire d'une réservation unique et possesseur d'un billet global.

La jurisprudence, quant au calcul des distances, fait preuve d'équilibre, tantôt elle donne une interprétation favorable au passager, tantôt elle ménage les intérêts financiers du transporteur.

Pro passager

La CJUE a statué par voie d'une ordonnance rendue le 30 avril 2020, dans un litige opposant Flightright à Eurowings, affaire C-939/19.

Le cas concerne un déplacement unique composé de deux vols : un premier vol est accompli dans les temps entre Tokyo et Vienne ; un second vol est prévu entre Vienne et Stuttgart, qui est annulé. Les voyageurs prennent à Vienne un vol de ré acheminement et parviennent avec un retard de 12 heures dans la capitale du Wurtemberg. Le transporteur n'offre qu'une indemnisation 250 euros à chacun des passagers, il s'en tient au seul vol annulé entre l'Autriche et l'Allemagne. Le cessionnaire des droits des passagers revendique 600 euros, il retient la distance concernant la totalité du transport allant du Japon à l'Allemagne.

Les passagers étaient titulaires d'une réservation unique. Le déplacement est envisagé comme un ensemble unique. L'ordonnance décide qu'en ce qui concerne le calcul à opérer pour déterminer le montant de l'indemnité il fallait prendre en considération la distance totale depuis le départ du 1<sup>o</sup> vol jusqu'à la destination finale, même si ce n'est que le dernier vol qui a connu le retard (ici une annulation).

On retrouve la même solution favorable aux passagers avec l'ordonnance de la CJUE du 22 avril 2021, affaire C-592/20, British Airways. L'espèce concerne un transport composé de deux vols, l'un entre Los Angeles et Londres exécuté par le transporteur contractuel Virgin Atlantic, l'autre entre Londres et Düsseldorf à exécuter par un transporteur de fait, British Airways. Le second vol est annulé, un vol de remplacement est organisé, les passagers arrivent en Allemagne le lendemain du jour prévu. Les passagers réclament au transporteur anglais 600 euros par personne au titre d'un transport global de 8983 km Los Angeles – Düsseldorf, excédant ainsi 3500 km, British A. n'offre que 250 euros pour l'annulation d'un vol de 503 km entre Londres et l'Allemagne.

L'ordonnance considère que ce vol avec correspondance doit être considéré comme un ensemble, étant donné qu'il a donné lieu à une réservation unique. La décision considère que British A. n'a pas conclu de contrat de transport avec les passagers, ce transporteur est vu comme un transporteur aérien effectif. British A. a effectué le vol sur la base d'un contrat conclu avec Virgin Atlantic. Le transporteur aérien effectif est réputé agir au nom de la compagnie ayant conclu le contrat avec le passager. Le passager doit avoir un accès facilité à l'indemnisation. Le transporteur aérien effectif qui participe à la réalisation d'au moins un segment de ce vol avec correspondance est redevable de l'indemnisation prévue par le règlement, même s'il n'a pas conclu de contrat de transport avec le passager. Le passager est en droit d'exiger du transporteur aérien effectif, dispensateur du second vol, le versement de l'indemnité en fonction, non de la distance de ce second segment de vol, mais de la distance totale du vol avec correspondance, depuis le point de départ du premier vol jusqu'à l'arrivée du second segment. On ne saurait mieux dire que le transporteur substitué s'oblige, au moins dans la relation qu'il a avec le passager qu'il autorise à monter dans l'appareil qu'il exploite, à une dette intégrale, comme s'il s'était engagé à accomplir le transport aérien dans sa totalité.

Le passager est gagnant, même si le transporteur substitué peut éventuellement exercer un recours, total ou partiel, à l'encontre du transporteur contractuel, qui lui avait donné mission d'accomplir une partie du vol. Tout dépend du contenu des stipulations convenues entre le transporteur principal et son sous-traitant.

Le transporteur effectif, en présence d'une réservation unique, même s'il ne s'est engagé qu'à un déplacement partiel, doit être conscient qu'il est grevé vis-à-vis des passagers, d'une responsabilité d'un montant redoutable. Son engagement dépasse les limites du segment de vol qui lui a été confié.

Pro transporteur



Une autre difficulté. Les vols avec correspondances peuvent allonger la distance parcourue. Un transport composé de plusieurs segments de vols peut donner lieu, du fait des correspondances, à une distance supérieure à la distance à vol d'oiseau entre le point de départ initial et la destination finale.

Les Observations interprétatives de la Commission de juin 2016, 4.4.10, optaient pour la distance entre le point de départ et l'aéroport de la destination finale, sans tenir compte de la majoration des distances dues aux vols avec correspondance.

[On retrouve le même débat en matière de retard avec la demande de décision préjudicielle émanant de l'Amtsgericht de Hambourg en date du 4 novembre 2016, Birgit Bossen et autres c. Brussels Airlines, C-559/16. La notion de distance couvre uniquement, dans le cas de liaisons aériennes avec correspondance, la distance directe entre le lieu de décollage et la dernière destination, devant être calculée selon la méthode orthodromique, et ce quelle que soit la distance de vol effectivement effectuée, CJUE, 7 septembre 2017, la CJUE retient la même solution qu'en matière d'annulation de vol.]

[Une juridiction de Hambourg avait demandé le 25 janvier 2016 à la CJUE, C-40/16, Irène Uhden c. KLM s'il fallait entendre par distance, la distance directe entre le lieu du décollage et la dernière destination, ou la distance effectivement parcourue. A priori, il devrait s'agir de la distance résultant du programme du vol ou des vols et qui est entrée dans le champ contractuel. L'espèce semble concerner une hypothèse de retard et non d'annulation de vol. Par faveur envers le consommateur, il aurait été envisageable qu'on retienne la distance maximum, si elle excède la distance initialement envisagée, afin de faire bénéficier le passager d'une indemnisation majorée. Radiation le 20 juin 2016.]

L'indemnisation - indemnité minimum - peine privée - donne lieu à un paiement en espèces, par chèque ou par virement.

Le passager peut accepter, à titre alternatif, des bons de voyage ou d'autres services, art. 7 § 3.

Une juridiction de Varsovie, en date du 3 mai 2019, interroge la CJUE des problèmes de change, en particulier en ce qui concerne les passagers ayant leur domicile dans un État n'ayant pas l'euro comme monnaie ayant cours légal, ou plaidant devant une juridiction d'un État extérieur à la zone euro. Affaire Delfly c. Travel Service Polska, C-356/19, JOUE du 19 août 2019.

Le règlement européen se contente-t-il de régir l'étendue de l'obligation de verser une indemnisation, ou concerne-t-il également ses modalités d'exécution ?

Le passager peut-il exiger le paiement de l'indemnité dans la monnaie nationale ayant cours légal dans l'État de résidence du passager au vol annulé ou retardé ?

Quel taux de change le juge doit-il appliquer ?

Si le passager a fait une demande exprimée dans la monnaie nationale de son lieu de résidence plutôt qu'en euros, le juge peut-il en invoquant son droit national rejeter la demande ?

L'arrêt a été rendu par la CJ le 3 septembre 2020.

## 2. Les cas de refus de l'indemnisation

Les hypothèses de refus de l'indemnisation

Le passager est privé de l'indemnisation dans certaines hypothèses où le transporteur avait fait part à titre préventif de sa décision d'annuler le vol

L'indemnisation est refusée dans trois hypothèses dans lesquelles le passager a été informé au préalable de l'annulation du vol.

Si l'information n'est pas donnée dans les formes, l'indemnisation complète est due.

L'information

Il peut y avoir débat pour savoir si l'information donnée au passager l'a été dans les formes réglementaires.

Affaire C-78/23, Deutsche Lufthansa. Un vol aller et retour, composé de plusieurs segments de vol.

L'Amtsgericht de Steinfurt soumet à la CJUE le texte adressé au passager par le transporteur durant la pandémie et lui demande si cet avis satisfait aux conditions de fond de l'information quant à l'annulation au sens de l'article 5 § 1, c) du règlement n° 261/2004. La compagnie a raison de l'épidémie dit adapter son plan de vol,

elle réalise une modification de la réservation, la communication donne la liste des vols du voyage qui sont maintenus, mais les vols annulés ne sont pas reproduits.

C'est le transporteur qui a, s'il entend s'exonérer, l'obligation d'informer directement le passager de l'annulation du vol avant le départ contractuellement convenu.

#### 1° hypothèse de refus de l'indemnisation

L'information de l'annulation du vol, donnée au moins deux semaines à l'avance au passager

Article 5, § 1, lettre c, i) du règlement n° 261/2004. Les passagers en cas d'annulation de vol ont droit à une indemnisation de la part du transporteur aérien effectif, sauf s'ils ont été informés de l'annulation du vol au moins deux semaines avant l'heure de départ prévue.

L'information accordée à temps dispense le transporteur du paiement de toute indemnisation, dans l'hypothèse où le passager viendrait à se prévaloir du règlement.

C'est au transporteur aérien effectif de prouver qu'il a informé les passagers de l'annulation du vol, et du délai dans lequel il a fait cette information. Article 5 § 4 du règlement n° 261/2004.

La CJUE fait application de cette règle.

La CJUE dans un arrêt *Krijgsman* du 11 mai 2017, C-302/16, D. 2017.1447 obs. Kenfack, a eu à connaître d'une espèce dans laquelle le passager devait accomplir un vol d'Amsterdam à Paramaribo (Surinam) partant le 14 novembre 2014.

La compagnie aérienne annule le vol et en informe uniquement l'agence, intermédiaire ayant délivré en ligne le billet, le 9 octobre 2014, soit plus d'un mois avant le départ prévu.

L'agence de voyage ne fait pas diligence, puisque le voyageur n'est informé de l'annulation que le 4 novembre 2014, seulement 10 jours avant le départ.

Le passager réclame l'indemnisation de 600 euros, le transporteur du Surinam la lui refuse estimant avoir donné à l'agence de voyage l'information de l'annulation du vol plus d'un mois à l'avance.

En l'espèce le transporteur aérien ne pouvait établir qu'il avait directement informé le voyageur de l'annulation du vol, il s'était contenté d'informer l'agence qui avait vendu le billet sur internet, l'agence avait tardivement répercuté la nouvelle.

La CJUE décide avec raison que le transporteur aérien n'était pas en état de s'exonérer de son obligation d'indemniser, il avait certes procédé à l'annulation du vol, il avait dispensé l'information à l'agence, mais le passager n'avait appris l'annulation que 10 jours avant le départ prévu. L'exonération ne pouvait pas bénéficier au transporteur. L'obligation d'informer à temps incombe au transporteur.

[L'arrêt décide cependant que le transporteur dispose d'un recours contre l'agence de voyage ayant délivré le billet,

s'il parvient à établir que l'agence avait commis une faute en ne dispensant pas l'information. Tout dépend des obligations contractées par l'agence de voyages tant à l'égard du transporteur que du client passager. Cf. supra]

Nous disposons sur cette thématique d'une demande de décision préjudicielle formée par le Landesgericht de Korneuburg, affaire *Airhelp c. Laudamotion*, C-263/20.

La CJUE reprend sa jurisprudence.

Les conclusions de l'avocat général Priit Pikamäe ont été présentées le 23 septembre 2021.

Le litige concerné un vol entre Majorque et Vienne, qui était primitivement prévu le 14 juin 2018 à 14 H 40 et qui a été avancé par le transporteur à 8 h 25.

Le vol avait été retenu grâce à une plateforme électronique de réservation, les deux passagers avaient fourni leur adresse électronique et leur numéro de téléphone.

La plateforme avait effectué la réservation auprès du transporteur, cette réservation avait généré une adresse électronique pour cette réservation, il s'agissait de la seule adresse connue du transporteur.

Les passagers ont été seulement informés le 10 juin 2018 de l'avancement de l'horaire de départ.

Les passagers cèdent leur créance d'indemnisation à une agence de recouvrement, qui réclame en tout 500 euros au transporteur au titre d'une annulation de vol.

Le transporteur refuse de payer, il invoque l'exonération, prétendant que l'avancée d'horaire avait été communiquée à temps aux passagers les 23 et 29 mai 2018 à l'adresse électronique fournie par la plateforme de réservation. Donc au moins deux semaines à l'avance.

## Le droit

autrichien, en adéquation avec une directive européenne, crée une présomption de notification, le passager serait présumé avoir eu connaissance du changement d'horaire du fait de sa publication par le transporteur aérien effectif.

L'avocat général estonien n'a pas de mal à soutenir que c'est la seule information dans le délai des passagers par le transporteur qui pouvait l'exonérer.

C'est au transporteur d'apporter la preuve qu'il a informé à temps les passagers de l'annulation du vol. La charge de la preuve lui incombe.

Les règles nationales contraires doivent être écartées.

L'arrêt rendu par la CJUE le 21 décembre 2021 est ce sens.

Les passagers au vol annulé ont droit à une indemnité, à moins qu'ils aient été informés de cette annulation.

Le transporteur qui entend s'exonérer doit prouver qu'il a informé les passagers de l'annulation du vol et ce dans le délai.

Le respect de cette obligation est appréciée conformément à l'article 5 du règlement n° 261/2004.

Le contrat de transport avait été conclu par le passager par le truchement d'une plateforme électronique de négociation. Le transporteur ne disposait pas de l'adresse internet du passager. Il avait informé dans les temps la plateforme de réservation, qui a répercuté tardivement l'information au passager.

Si le transporteur n'est pas en mesure de prouver que le passager a été informé de l'annulation de son vol au moins deux semaines avant l'heure de départ prévue, il est tenu de payer l'indemnité.

C'est le transporteur qui est seul redevable de l'indemnisation, l'obligation d'information lui incombe.

Le passager n'avait pas été informé de l'annulation deux semaines à l'avance.

Le transporteur devra indemniser.

(L'arrêt présente un mot ambigu : le passager n'a pas expressément autorisé l'intermédiaire à "réceptionner" l'information transmise par le transporteur.)

L'arrêt réserve le recours du transporteur contre l'intermédiaire sur le fondement du droit national.

Le Landgericht de Clèves, le 14 mai 2021, relance le débat dans une espèce voisine, affaire AB et alii c. Ryanair, C-307/21. Le transporteur aérien avait envoyé l'information d'annulation de vol avant l'expiration des deux semaines, à l'adresse électronique qui lui avait été communiquée dans le cadre de la réservation. Il ne savait pas si cette réservation avait été effectuée grâce à la plate-forme en ligne d'un agent de voyage et si cette adresse électronique permettait de contacter l'agent de voyage et non directement le passager.

La CJUE a statué dans cette affaire le 27 septembre 2022 par voie d'ordonnance.

Il s'agissait d'un vol entre Düsseldorf et Tanger prévu le 6 avril 2019.

La réservation avait été prise par l'intermédiaire de l'agence de voyages kiwi.com.

Le transporteur aérien, lors de la réservation, s'est vu communiquer un numéro de téléphone et une adresse électronique, vraisemblablement générée par voie électronique par l'agence.

Les voyageurs n'y avaient pas accès.

Dès le 14 décembre 2018, le transporteur a transmis à cette adresse un courriel indiquant l'annulation du vol.

Les voyageurs avaient en réalité donné à l'agence lors de la réservation leur propre adresse électronique et un numéro de téléphone.

Le transporteur ne possédait donc pas les coordonnées des voyageurs pour les informer directement de l'annulation du vol, et l'agence n'avait pas répercuté l'annonce auprès de ceux-ci.

Les voyageurs n'ont en réalité appris l'annulation de leur vol que le 5 avril 2019.

L'ordonnance, reprenant les solutions précédentes, énonce que c'est au transporteur aérien effectif qu'il incombe de prouver qu'il avait informé de sa décision d'annulation les voyageurs, au moins deux semaines avant le départ.

Le transporteur, qui n'est pas en mesure de faire cette preuve, doit payer l'indemnisation.

La solution vaut lorsque le contrat a été conclu par l'intermédiaire d'un tiers, comme une plateforme en ligne.

La solution vaut, comme en l'espèce, où le transporteur donnant l'information d'annulation, ne savait pas qu'il ne communiquait pas directement avec le passager.

L'ordonnance rappelle la possibilité, sur le fondement de l'article 13, pour le transporteur de se retourner contre l'intermédiaire négligent.

L'ordonnance donne une précision : Si le passager autorise expressément l'intermédiaire à réceptionner l'information transmise par le transporteur et que cette autorisation est connue du transporteur, il pourra être considéré que les conditions énoncées à l'article 5 sont réunies, lorsque le transporteur transmet l'information

relatives aux modifications du vol à l'intermédiaire.

En clair, l'intermédiaire peut être institué par le passager, le transporteur étant informé, comme réceptionnaire des décisions d'annulation de vol.

Si l'intermédiaire reçoit cette délégation, le transporteur pourra bénéficier de l'exonération de l'indemnisation, même si l'agence ou la plateforme a négligé de répercuter l'annonce d'annulation au passager.

## 2° hypothèse de refus de l'indemnisation

L'information sur l'annulation du vol donnée entre deux semaines et 7 jours avant l'heure de départ prévu au contrat, le transporteur offrant un réacheminement

L'indemnisation n'est pas due si le transporteur qui annule le vol offre au passager un réacheminement lui permettant de voyager avec un léger changement d'horaire : le passager devra partir plus tôt, il arrivera un peu plus tard : il devra éventuellement partir deux heures avant, il ne parviendra à la destination finale pas plus de 4 heures après l'heure d'arrivée prévue.

## 3° hypothèse de refus de l'indemnisation

L'information de l'annulation du vol est donnée par le transporteur dans les quelques jours qui précèdent le départ convenu, la veille, voire quelques heures ou quelques instants avant le départ.

L'information de l'annulation s'accompagne de la proposition d'un vol de réacheminement

L'indemnisation n'est pas due si le transporteur, qui annule le vol convenu, propose un autre vol, dit vol de réacheminement, dans une plage horaire voisine, le voyageur étant éventuellement contraint de partir une heure à l'avance ou d'arriver à la destination finale avec un retard d'au maximum 2 heures après l'heure prévue.

L'Amtsgericht de Düsseldorf le 19 février 2018 demande à la CJUE si échappe à toute obligation d'indemniser le transporteur qui réachemine le passager entre 2 et 3 H au-delà de l'horaire prévu, affaire flight right c. Eurowings, C-130/18.

La réponse négative de la Cour de justice est parvenue rapidement grâce une ordonnance du 27 juin 2018.

L'espèce concerne un transport entre Cologne et Hambourg. La compagnie aérienne Eurowings a informé son client de l'annulation du vol et lui a proposé un vol de réacheminement le même jour que le vol annulé. Ce que le passager a accepté. Avec le vol annulé le passager aurait dû arriver à Hambourg à 20 h 10. Avec le vol de remplacement, le passager arrive à Hambourg à 22 h 37. Le passager a ainsi un décalage horaire de 2 h 27 ! Le passager cède sa créance à un organisme de recouvrement. Il plaide. Le cessionnaire demande 250 euros.

Le débat porte sur l'harmonisation des solutions entre celle prévue par le règlement en cas d'annulation de vol (l'indemnisation est due si le passager parvient à destination sur le vol de réacheminement plus de 2 h après les prévisions de l'horaire primitif) et celle résultant de la jurisprudence Sturgeon ne prévoyant une indemnisation en cas de retard à destination finale qu'en cas de retard de plus de 3 H. La jurisprudence Sturgeon trouvait sa justification dans un alignement de la condition du passager retardé sur celle du passager au vol annulé. Fallait-il opérer un raisonnement en sens inverse et faire subir au passager au vol annulé le sort du passager au vol retardé, à savoir le refus de l'indemnité s'il ne subit qu'une perte de temps inférieure à 3 H. Le passager au vol annulé et ensuite réacheminé doit-il attendre le seuil de 3 h pour prétendre à l'indemnité, alors que le règlement lui confère ce droit à indemnisation si les 2 H sont dépassées. L'ordonnance n'entre pas dans ces considérations, elle fait bénéficier le passager réacheminé de l'indemnisation en se fondant sur la lettre du règlement de 2004. La CJUE fonde sa solution en indiquant que les solutions valant en cas de retard ne sont pas applicables en cas d'annulation de vol.

Le Landesgericht de Korneuburg pose une question le 23 septembre 2020 à la CJUE dans une espèce différente, affaire C-451 / 20, Airhelp v. Austrian.

Il s'agit de savoir si le passager a droit ou non à l'indemnisation due en présence d'une annulation de vol, suivie d'un réacheminement, avec une arrivée à destination finale dans un délai de moins de 2 heures.

La difficulté est de déterminer si on se fonde, compte tenu de l'heure d'arrivée effective, pour calculer ce délai de deux heures, sur l'horaire d'arrivée du vol annulé ou sur l'horaire d'arrivée du vol de réacheminement.

Le passager devait se rendre de Moldavie en Thaïlande par deux vols successifs, était prévu un premier vol Moldavie - Autriche, un second vol Autriche - Thaïlande devait suivre.

Nous supposons admise l'application du règlement n° 261/2004.

Le premier vol est annulé.

Le passager n'est pas en mesure de prendre à Vienne le second vol prévu au contrat entre l'Autriche et la Thaïlande.

Le passager ne transitera pas par Vienne.

Le client a dû prendre un vol entre la Moldavie et la Turquie.

Le transporteur autrichien offre à son client un réacheminement grâce à un vol Turquie -Thaïlande.

Le second vol Autriche - Thaïlande, qui avait été programmé entre les parties, qui n'a jamais été exécuté, devait théoriquement parvenir le 30 mai 2019 à Bangkok à 14 H 20. Tel est l'engagement contractuel.

Le vol de réacheminement Turquie - Thaïlande devait parvenir à Bangkok à 15 h.

Le passager parvient en réalité à Bangkok avec ce vol de réacheminement à 16 H 47.

Le transporteur refuse l'indemnisation, en invoquant l'article 5 § 1, lettre c) , petits chiffres iii. Il se fonde sur l'heure d'arrivée prévue du vol de réacheminement. Le retard n'est que d'1 H 47.

Le passager, s'il entend obtenir l'indemnisation, doit se fonder sur l'heure d'arrivée qui avait été prévue par le contrat primitif de transport. Le décalage est de 2 H 27, donc supérieur à 2 H.

Il faut donc savoir si on prend en considération, pour calculer le point de départ du délai des deux heures, l'heure d'arrivée du vol initialement convenu ou l'heure prévue de l'arrivée du vol de réacheminement.

Si on prend à la lettre l'article 5 § 1, iii, du règlement n° 261/2004, il semble bien que l'horaire de référence à prendre en considération pour déterminer, si le délai de 2 heures est dépassé ou non à l'arrivée, est l'horaire d'arrivée du vol annulé.

« En cas d'annulation d'un vol,

les passagers concernés ... ont droit à une indemnisation du transporteur aérien effectif conformément à l'article 7,

à moins qu'ils soient informés de l'annulation du vol :

... moins de 7 jours avant l'heure de départ prévue

(il ne peut s'agir que de l'heure de départ prévue par le contrat et figurant sur le titre de transport)

si on leur offre un réacheminement leur permettant de partir au plus tôt une heure avant l'heure de départ prévue

(il ne peut s'agir que de l'heure envisagée contractuellement et portant sur le vol annulé)

et d'atteindre leur destination finale moins de 2 heures après l'heure prévue d'arrivée ».

(après avoir visé l'heure de départ prévue initialement, le texte se réfère à l'heure prévue d'arrivée, si avec le départ il s'agit de l'heure du vol annulé, on voit difficilement pour des raisons logiques comment le législateur tiendrait alors compte de l'heure d'arrivée du vol de remplacement, la concordance s'impose, il s'agit de l'heure d'arrivée du vol qui avait été primitivement convenu).

La juridiction autrichienne dans sa décision de renvoi à la CJUE semble favorable à ce qu'on retienne l'heure prévue d'arrivée du vol de réacheminement et donc qu'on prive en l'espèce le passager de toute indemnité.

La CJ a rendu son arrêt le 24 février 2022.

Le Landgericht de Hambourg a posé le 22 avril 2021 à la CJUE une demande relative à l'espèce suivante : l'avion atterrit dans un autre aéroport que celui programmé. Cet aéroport ne relève pas de la même ville, agglomération, région, que l'aéroport convenu.

Il est demandé s'il y a annulation de vol.

Supposons que ce soit la qualification retenue par la CJUE, l'ordonnance rendue le 6 octobre 2021 est en ce sens.

Le transporteur en l'espèce conduit ensuite en autocar les passagers à l'aéroport qui avait été convenu.

Ils y parviennent avec un léger retard par rapport à l'heure d'arrivée qui avait été prévue, un retard de moins de 3 heures.

L'indemnisation prévue en cas d'annulation de vol est-elle due ?

Si on voit dans ces faits un retard, comme le retard est inférieur à 3 heures, les passagers n'ont droit à aucune indemnisation sur le fondement du règlement. Cf. infra.

Affaire C-253/21, TUIfly / FL,RE

La CJ a statué par une ordonnance rendue le 6 octobre 2021.

La CJ rend une ordonnance le 2 décembre 2022 dans l'affaire NC c. Compania Nationala de Transporturi Aeriene Tarom SA, C-229/22 : en cas d'annulation d'un vol, les passagers ont droit à une indemnisation du transporteur aérien effectif,

À moins qu'ils ne soient informés de cette annulation

Moins de 7 jours avant l'heure de départ prévue

Si ce transporteur leur offre un réacheminement leur permettant

De partir au plus tôt une heure avant l'heure de départ prévue et

D'atteindre leur destination finale moins de deux heures après l'heure prévue d'arrivée.

(La saisine de la Cour résulte d'une mauvaise traduction du règlement en langue roumaine)

(Un vol était prévu entre Cluj et Bucarest le 18 mai 2020, avec un décollage à 19 H 40 et l'atterrissage à

20 H 50. Le voyageur se présente à l'embarquement à 18 h. Il est informé que le vol direct est remplacé par un vol avec escale à Iasi. Il accepte. L'avion décolle à 19 h 55 et atterrit à Bucarest à 22 H 30.)

Cette disposition de l'article 5 du règlement n° 261/2004 donne au transporteur une certaine marge de manœuvre pour, sans devoir l'indemniser, proposer au passager d'un vol annulé in extremis un réacheminement dont la durée sera supérieure à celle du vol annulé.

Si le transporteur opte pour le réacheminement, cette disposition lui permet d'avancer d'une heure le départ du passager et de différer de moins de deux heures son arrivée.

Le transporteur, dans ce cas de figure, doit offrir au passager un réacheminement dont les horaires de vol diffèrent le moins possible de ceux initialement prévus.

### 3. La réduction de moitié de l'indemnisation est prévue si le passager, victime de l'annulation, bénéficie d'un réacheminement rapide

A raison d'une annulation de vol, le transporteur doit offrir au passager du vol annulé une option entre le remboursement du billet et le réacheminement.

Quid du montant de l'indemnité lorsque le passager accepte l'offre de vol de réacheminement ?

Il est possible que le vol de réacheminement conduise à l'aérodrome d'arrivée qui avait été prévu primitivement.

Il est possible qu'un autre aérodrome de destination soit proposé au voyageur dont le 1° vol avait été annulé.

1° hypothèse. Le maintien de l'aéroport de destination.

L'aéroport de destination est celui qui avait été prévu par le vol annulé, le vol de réacheminement atterrit dans le même aéroport.

Le dépassement des délais

L'indemnité entière

Le vol de réacheminement risque de conduire le passager à destination bien au-delà de l'horaire initialement convenu.

Le passager a droit à l'indemnisation prévue à l'article 5 (opérant renvoi à l'article 7) en cas d'annulation de vol.

(L'ordonnance du 30 avril 2020 de la CJUE statue comme s'il s'agissait d'un retard, affaire C-939/19, Flightright c. Eurowings.)

L'indemnité réduite

Article 7 § 2 du règlement

Le transporteur aérien peut cependant réduire de 50 % le montant de l'indemnisation, si le passager au vol annulé se voit proposer un vol pour parvenir à sa destination finale, alors que l'heure d'arrivée de ce vol proposé en réacheminement ne dépassera pas considérablement l'heure d'arrivée à destination finale qui avait été prévue pour le vol qui a été annulé.

On tient compte de la distance du vol annulé.

Décalage de 2 heures à l'arrivée, pour les vols de 1500 km ou moins

Décalage de 3 heures, pour les vols intra européens de plus de 1500 km

Décalage de 4 heures pour les autres vols.

Cette réglementation qui modère l'indemnité favorise la grande entreprise qui se trouve en mesure d'offrir très rapidement un autre vol au client victime de l'annulation. Les petits transporteurs n'ont pas en général cette possibilité. Les gros non plus, si la relation aérienne concerne des pays lointains

[L'Amtsgericht de Düsseldorf envisage une situation particulière dans un litige entre Flightright et Eurowings, donnant lieu à un renvoi devant la Cour de Justice, affaire C-10/20, JOUE du 11 mai 2020.

L'hypothèse envisagée est la suivante. Un vol est annulé. Un vol de réacheminement est offert au passager, il ne s'agit pas d'un vol postérieur mais d'un vol antérieur. Un vol par anticipation. Le voyageur va partir plus d'une heure avant le

départ initialement prévu. Il parvient à destination plus tôt que ce qui avait prévu dans le cadre du vol annulé.

Plus de 3 heures.

La juridiction allemande demande si le passager bénéficie en ce cas d'une indemnisation, et si oui, totale ou réduite.

Le transporteur ne remplissait pas, apparemment, la condition prévue par l'art. 5, § 1, c, iii, pour priver le

passager de l'indemnité. Le passager avait dû partir plus d'une heure avant l'horaire primitivement convenu. Il avait droit à l'indemnité.

Si on applique à la lettre l'art. 7 § 2, il devrait bénéficier d'une indemnisation complète. Les rédacteurs du règlement ont principalement songé à un vol de remplacement postérieur au vol annulé, mais ils ont également envisagé un vol de remplacement partant plus tôt que le vol annulé. Ils ont envisagé une heure d'arrivée qui ne diverge pas trop de l'heure initiale. La question parle d'une arrivée en l'espèce de plus de 3 h à l'avance. L'heure d'arrivée a dépassé de plus de 3 h l'heure d'arrivée prévue du vol initialement réservé. Il semble que le transporteur ne puisse pas invoquer la réduction. Salvo meliori judicio. Affaire radiée le 5 juin 2020.]

Le Landgericht de Düsseldorf reprend le débat. La demande du 30 avril 2020, affaire C-188/20, JG c. l'administrateur d'Azurair, concerne une modification de l'horaire de départ dans le cadre d'un voyage à forfait. Une avancée de l'heure de départ de 2 h 10 minutes. Le tribunal y voit une annulation de vol. La juridiction demande si la réduction de l'indemnisation est possible dans une telle hypothèse.

Une demande semblable est formée le 18 juin 2020 par le Landesgericht de Korneuburg, affaire C-270/20, AG et alii c. Austrian Airlines. Le tribunal autrichien demande si le transporteur aérien peut réduire le montant de l'indemnisation, lorsque, à la suite, de l'annulation du vol réservé, les passagers se voient proposer un autre vol dont le départ et l'arrivée sont prévus 11 h et 55 minutes avant les heures de départ et d'arrivée du vol annulé.

L'avocat général Priit Pikamäe examine ce thème dans ses conclusions déposées le 23 septembre 2021, 5<sup>o</sup> question préjudicielle.

Il s'en tient à la lettre de l'article 7 § 2 du règlement n° 261/2004. Il considère que cette disposition concerne une arrivée tardive, le passager arrive à destination au-delà de ce qui était prévu, il arrive après l'heure prévue, mais ce décalage temporel n'est pas trop important. Il en déduit que le texte prévoyant une diminution de l'indemnité ne vise pas une arrivée anticipée à destination. L'avocat général est fort sensible aux désagréments soufferts par les passagers du fait d'une avancée considérable de l'heure de départ et ne voit pas de raison d'indulgence envers le transporteur.

La CJUE dans son arrêt du 21 décembre 2021 rendu dans les affaires C-188/20 et C-270/20 reprend la solution préconisée par l'avocat général.

L'art. 7 § 2 du règlement n° 261/2004 prévoit l'hypothèse où après annulation le passager se voit offrir un réacheminement sur un autre vol, avec une heure d'arrivée qui ne dépasse pas de 2 à 4 heures l'heure qui avait été prévue. Le transporteur peut réduire l'indemnisation forfaitaire de 50 %.

Cet article 7 vise un cas de figure où le réacheminement offert limite le retard à l'arrivée.

Cette disposition ne vise pas le cas où le passager, son vol étant avancé, parvient à destination avant l'heure d'arrivée qui avait été prévue.

Le législateur européen n'a pas prévu une réduction de l'indemnisation en cas de départ anticipé.

L'art. 7 § 2 n'est pas applicable en présence d'un vol avancé.

2<sup>o</sup> hypothèse. Le changement d'aéroport de destination

Exemple : Le vol annulé conduisait à Toulouse. Le vol de réacheminement indique Tarbes pour destination.

[L'Amtsgericht d'Erding (Haute Bavière), le 10 décembre 2018, vise dans sa demande le cas où le vol de substitution est un vol à destination d'un autre aéroport que celui initialement convenu.

On sait que le règlement a envisagé que le vol de remplacement puisse conduire le passager à atterrir sur un autre aéroport de la même ville ou de la même région, art. 8 § 3, il le permet du moment que le passager y consent.

Les délais initiaux risquent cependant d'être dépassés.

L'indemnité au titre de l'annulation est due, mais le débat consiste à savoir si le transporteur remplit les conditions pour bénéficier la réduction de moitié de l'indemnisation.

L'hypothèse est la suivante.

Le transport de substitution est à destination d'un autre aéroport que celui mentionné dans la confirmation de réservation.

Cet aéroport est situé dans la même région.

Ce transport constitue-t-il une offre de réacheminement, du moment que les passagers peuvent atteindre leur destination finale moins de deux heures après l'heure d'arrivée prévue.

Affaire C-776/18, U.B. et T.V. / Eurowings.  
A priori, la demande appelle une réponse positive.  
Une ordonnance radie l'affaire le 29 mars 2019.]

L'avocat général règle, dans ses conclusions du 3 décembre 2020, la question, en estimant que dans l'hypothèse d'un vol avec changement de l'aéroport dans une agglomération ou région dotée de plusieurs plateformes, le débat ne s'établit pas en termes d'annulation de vol, le passager n'a donc pas droit à l'indemnisation en cas d'annulation de vol, ni totale, ni partielle. Il faut seulement lui payer les frais de transport pour rejoindre l'aéroport qui avait été initialement prévu. Affaire C-826/19, WZ contre Austrian Airlines.



### c. L'indemnisation en cas de *retard*

Le règlement européen, on vient de le voir, impose au transporteur de payer une indemnisation au client victime d'une annulation de vol.

Le transporteur est-il tenu de payer, sur le fondement du règlement européen, une indemnisation au passager en cas de retard ?

Le règlement européen de 2004 ne prévoit pas d'indemnisation en faveur du passager retardé, c'est la jurisprudence européenne qui est venue l'accorder.

Le retard au départ : le règlement ne prévoit aucune indemnisation. Le passager a seulement droit à téléphoner gratuitement ou à être nourri et désaltéré.

Le retard du passager à l'arrivée : le règlement est muet quant à l'octroi d'une indemnisation.

Ce silence avait été interprété par les commentateurs comme un refus de toute indemnisation sur le fondement du droit européen. Les victimes ayant toujours la possibilité de se prévaloir des mécanismes prévus par la convention de Montréal.

1. Le droit prétorien : le droit à indemnisation étendu au passager parvenant à destination finale plus de 3 heures par rapport à l'horaire prévu

a) L'hypothèse la plus simple : le vol simple

Le coup de tonnerre dans un ciel serein.

L'indemnisation accordée par l'arrêt **STURGEON** de la CJUE du 19 novembre 2009, JCP G, 15 février 2010, 201, note Jules Stuyck, D. 2011. 1445 obs. Hugues Kenfack, Europe janvier 2010, commentaire 43 par A.

Bouveresse, en cas d'un retard de plus de 3 H lors de l'arrivée à la destination finale.

Le retard important doit donner lieu à indemnisation.

Le passager subit un préjudice : la perte de temps.

L'argumentaire :

+ La comparaison entre la situation du voyageur victime d'une annulation de vol et du voyageur victime d'un retard à l'arrivée : le refus des discriminations face à des situations semblables. Ce qui est accordé au passager d'un vol annulé doit être accordé par identité de raison au passager retardé. C'est l'idée de l'égalité de traitement.

+ L'appel au considérant n° 15

+ La faveur envers le passager consommateur et la sévérité à l'encontre du transporteur

La réduction de moitié de l'indemnité quand le retard se trouve dans la fourchette entre 3 et 4 heures de retard.

Les Orientations interprétatives de juin 2016, 4.4.9, indiquent, au visa de l'arrêt Sturgeon, point 63, que lorsque le retard à l'arrivée est inférieur à 4 heures pour un trajet de plus de 3500 km faisant intervenir un aéroport situé en dehors de l'Union européenne, l'indemnisation peut être réduite de moitié, soit 300 euros, en application de l'article 7 § 2 du règlement.

Solution réaffirmée par l'avocat général dans ses conclusions déposées

Le droit à indemnité est complet au-delà de 4 H.

Cette jurisprudence Sturgeon était éminemment critiquable. On peut lui adresser un double reproche.

. Primo. L'arrêt procède à une interprétation libre du règlement européen :

1. Le règlement très minutieusement rédigé refuse nettement toute indemnisation en cas de retard, la solution jurisprudentielle est certainement *contra legem*.

2. Les situations sont dissemblables : quand il y a annulation du vol, le voyageur reste à terre, il ne parviendra à destination que si le transporteur est en mesure de lui procurer un vol de remplacement. En présence d'un retard, le voyageur est assuré d'arriver à destination, le transport sera effectué quand la cause de retard aura été surmontée.

. Secundo. Une méconnaissance et une contradiction du système montréalais, qui remonte à l'arrêt IATA de 2006 et qui est amplifié avec l'arrêt Sturgeon de 2009 ; le système de Montréal est exclusif en son domaine : dès

qu'il y a un dommage causé par un retard on se trouve dans le domaine de Montréal, un législateur national, régional ou continental ne peut contredire le système montréalais et instaurer un régime rival distinct et différent d'indemnisation. Or la solution Sturgeon vise à instaurant un mécanisme d'indemnisation forfaitaire en cas de retard de trois heures à l'arrivée, alors que le système de Montréal ne prévoit d'indemnisation qu'en cas de retard dommageable et à proportion du préjudice réellement subi.

En paraphrasant M. Vincent Heuzé fustigeant la jurisprudence rendue en matière d'arbitrage, D. 2011. 2880, on peut dire que cette jurisprudence Sturgeon procède d'un refus pur et simple d'appliquer la convention internationale par cantonnement injustifié de son domaine. La CJUE se rebelle contre l'état de droit postulant la suprématie du droit international : la CM n'apporte certes pas de solution satisfaisante face au dommage de masse. La CJ en déduit qu'elle ne mérite pas de respect scrupuleux, la CJUE s'autorise ainsi à poser une jurisprudence *contra pactum Montis Regalis*.

Voir la thèse de M. Laurent Chassot, *Les sources de la responsabilité du transporteur aérien international : entre conflit et complémentarité*, n° 817 et suivants.

Pour justifier sa solution *contra legem*, la jurisprudence européenne prétend, qu'il n'y a pas de contradiction entre la convention de Montréal et la solution dégagée par la CJUE. Il n'y a là, nous semble-t-il, qu'une pieuse argumentation. La solution prétorienne européenne contredit directement la solution exclusive découlant de la CM. En présence d'un préjudice dû au retard, le droit uniforme détient et lui seul la réponse, il ne doit pas subir la concurrence et à plus forte raison la contradiction d'un système inférieur, qu'il soit national ou qu'il émane d'une jurisprudence émanant de la haute cour de justice d'une organisation régionale d'intégration économique.

Voir Olivia Danic, *Les conventions conclues par l'Union, in Union européenne et droit international*, en l'honneur de Patrick Dailler, Pedone, 2012, p. 622

La doctrine dans l'ensemble n'avait pas accueilli la solution de l'arrêt Sturgeon avec faveur, les critiques n'avaient pas manqué, la solution manquant d'un fondement juridique solide. On jugeait la solution *contra legem*.

Voir l'article précité publié par M.M. Frühling et autres à la *Revue de droit des transports*, juillet 2012, dossier 15. V. Correia, thèse, n° 735 et suivants.

L'éminent professeur Jean-Pierre Tosi avait cependant donné son aval prémonitoire à la jurisprudence Sturgeon dans son article publié aux *Mélanges Yves Serra*, 2006, sous le titre *Exclusivité du droit spécial ? L'exemple de la responsabilité du transporteur aérien*, spécialement p. 440 s, niant la concurrence entre les deux systèmes.

Lorsqu'un retard est relevé à l'arrivée, l'exclusivité au profit du système de Montréal est commandée, nous semble-t-il, par l'art. 29 CM. La solution européenne est justifiée par la présence d'un désagrément, c'est à dire d'un dommage lié au retard. On est dans les deux cas, qu'on fasse appel au droit consommériste européen ou à la CM, dans l'hypothèse de la réparation d'un préjudice consécutif à un retard dans l'acheminement à destination du voyageur. Le retard à l'arrivée relève de la compétence de la convention internationale. La jurisprudence Sturgeon entend sanctionner un retard important à l'aéroport de destination. On raisonne en toute hypothèse en termes de responsabilité et de réparation. La CM exige la présence d'un dommage, le droit européen le postule. On voit mal comment continuer à nier que le système européen via sa Cour de justice et au grand contentement de sa commission bruxelloise a créé - parallèlement au système montréalais dont l'utilité n'est pas niée - un système distinct d'octroi d'une somme d'argent avantageux pour les victimes, celles-ci étant dispensées d'établir aussi bien l'existence que le quantum de leur préjudice. La victime du retard possède le choix de ses armes, elle dispose d'une option, elle peut faire appel à l'un ou l'autre système de réparation. Si le dommage est très important, la victime pourra se prévaloir des deux voies lui permettant d'obtenir la réparation maximum. Le cumul est alors admis.

Si le dommage est faible voire inexistant, le détour européen est le seul qui pourra être emprunté. Il n'en demeure pas moins que dans une telle hypothèse le passager en retard percevra une somme d'argent pouvant excéder l'étendue de son dommage. La solution revient alors à méconnaître la disposition de la CM interdisant le recours aux dommages intérêts punitifs. Le dispositif de la CM condamne en effet aussi bien le prononcé d'une peine sans relation avec l'étendue du dommage que l'allocation d'un forfait.

La solution de la CJUE met à bat une construction édifiée depuis des décennies aussi bien par notre Cour de cassation, par la chambre des lords que par la cour suprême des États-Unis pour interdire aux passagers de recourir au dispositif du droit local dans le domaine de la compétence du droit aérien uniforme. Quel est l'intérêt d'adopter au niveau mondial une convention de droit uniforme établissant des règles précises déterminant les hypothèses de responsabilité du transporteur si le législateur national se croit autorisé d'instaurer une voie parallèle plus indulgente pour les doubler ou les évincer. Triste régression.

Le dispositif de Montréal présente un seul tort, il est obsolète, il date de 1929, puisqu'on s'est contenté en 1999 de reprendre la solution de la CV. Il ne correspond plus aux dommages de masse, il est excessivement lourd à mettre en œuvre en cas de résistance du transporteur puisqu'il rend alors le recours au juge indispensable, il ne correspond plus à l'air du temps qui, face à des transporteurs qui refusaient systématiquement de prendre à leur charge les conséquences des petits retards, s'intéresse au sort des passagers élevés au rang de consommateurs exposés aux pratiques blâmables des professionnels. Plus personne ne prend sa défense.

Vincent Grellière, Refus d'embarquement, annulation de vol, retard au départ et à l'arrivée : controverses et réécriture du règlement (CE) n° 261/2004 du 11 février 2004, *Revue de droit commercial, maritime, aérien et des transports*. La première partie a été publiée au SCAPEL 2010, p. 211-230 et la seconde partie au SCAPEL 2011 p. 5-21

Le post Sturgeon :

On avait vu s'élever quelques critiques discrètes de la part de certaines juridictions usant du renvoi préjudiciel devant la Cour de Justice pour faire état de l'usurpation par la CJUE du pouvoir législatif et de la contradiction / incompatibilité de l'arrêt Sturgeon avec la convention de Montréal.

Voir le libellé des questions posées à la CJUE par les juridictions nationales sur renvoi préjudiciel.

Affaire *Erne ka Nelson et autres c. Deutsche Lufthansa*, C-581/10, renvoi par l'Amtsgericht de Cologne en date du 11 décembre 2010

Affaire *Germanwings c. Amend*, C-413-11, renvoi par le Landgericht de Cologne en date du 5 août 2011, qui s'interroge sur le respect du principe de la séparation des pouvoirs. L'auteur du renvoi insinue sotto voce que la CJUE usurpe le pouvoir normatif. Le magistrat allemand s'inspirant de la vulgate tirée des savants écrits du marquis de la Brède rappelait à d'autres juges que ceux-ci ont pour fonction éminente d'interpréter la norme générale et abstraite, mais qu'ils n'ont pas à se substituer au législateur considéré comme l'auteur exclusif de la norme juridique. Voir infra la solution donnée par la CJUE.

Le revirement de jurisprudence était souhaitable en droit pur, il n'était guère probable.

La Commission européenne ne semble pas apprécier la contradiction, elle assène des solutions présentées comme des vérités d'évidence, elle refuse le débat intellectuel sur le bien ou le mal fondé de la jurisprudence Sturgeon. Le leitmotiv : il faut protéger le consommateur. La portée de la convention de Montréal est méconnue. Le respect du système de droit uniforme ne retient pas l'attention. Les services de Bruxelles sont constitués de hauts fonctionnaires ayant une formation de droit public et non de droit privé. Le lobby consumériste semble davantage faire entendre sa voix que les transporteurs. Les parlementaires européens seraient mécontents des retards subis lors des trajets aériens entre Bruxelles / Strasbourg et leurs pays d'origine et seraient donc indisposés envers les transporteurs aériens.

La CJUE avait le choix de confirmer la jurisprudence Sturgeon ou de la répudier.

Soit la CJUE confirmait la jurisprudence IATA et Sturgeon et marginalisait le système de Montréal au profit du système consumériste européen à base d'indemnisation forfaitaire et de peine privée, ce qui était fort probable. Les conclusions de l'avocat général Yves Bot du 22 mars 2012 dans une affaire McDonagh c. Ryanair étaient emblématiques, il n'y était pas question de renoncer aux acquis intangibles des arrêts IATA et Sturgeon, on chante les grands airs d'un super consumérisme, les transporteurs paieront et intégreront le surcoût dans le prix du billet, la CM ne concerne que la réparation individualisée, les mesures réparatrices standardisées et immédiates sont de la compétence de l'UE.

Soit la CJUE faisait preuve d'humilité, elle décidait de redresser la barre, de respecter la hiérarchie des normes et de se montrer respectueuse du système de Montréal. Il aurait fallu pour cela une révolution intellectuelle et refuser en cas de retard toute indemnisation fondée sur le règlement européen.

Nous allons voir que ce n'est pas en faveur de cette dernière solution que la CJUE a statué. La supériorité en matière aérienne du droit mondial uniforme semble le dernier des soucis de l'administration bruxelloise. L'avocat général Bot dans les conclusions rendues le 15 mai 2012 évince les critiques et proclame ex abrupto la parfaite compatibilité entre le mécanisme consumériste et le système de Montréal. Il ne répond pas aux objections doctrinales dont il fait fi. La CJUE a tendance à se comporter comme le bras judiciaire des prétentions maximalistes

de l'ordre juridique européen fantasmées par la Commission. Le droit fabriqué à Bruxelles et à Strasbourg trouve en lui-même sa seule justification, il est quasiment la seule référence, le droit international est un tigre en papier, auquel on fait dire ce que l'on souhaite qu'il dise et qu'on écarte par des sophismes quand il risque d'interdire la mise en œuvre de la politique communautaire. Quant au droit interne son domaine se rétrécit progressivement en matière de droit économique et de droit des affaires ; le droit interne risque à terme de ne gouverner que les querelles subalternes. Nous ne sommes pas en présence d'un débat intellectuel serein avec des pour et des contres, il n'y a là qu'une querelle exacerbée de pouvoir. Elle se poursuivra tant que l'interprétation des conventions de droit uniforme ne sera pas confiée à une juridiction internationale impartiale instaurée à l'échelon mondial. Il existerait peut-être une possibilité d'explication (sinon de justification) de la jurisprudence *Sturgeon* : c'est de conférer à la législation européenne telle qu'elle est interprétée par la CJUE le caractère de loi de police. Le droit de la consommation est souvent considéré comme étant une réglementation d'application immédiate, la faveur envers le passager aérien participe de cette tendance. La difficulté réside cependant en qu'en général la loi de police est une loi interne, qu'elle est le plus souvent édictée par l'État dont le tribunal dépend et qu'elle s'applique en faisant acception de la loi interne, éventuellement étrangère, qui serait désignée en vertu de la solution savinienne du conflit de lois. Dans notre hypothèse il faudrait alors soutenir dans ce concours de normes d'origines diverses que la loi européenne protectrice du consommateur aérien peut l'emporter sur le droit mondial moins favorable au passager. La hiérarchie des normes ne serait plus droit mondial supérieur / droit de l'Union subordonné, mais celle donnant la première place au droit favorable au consommateur, le droit unioniste étant mis en retrait à raison de son insuffisance ou de son infirmité. Le droit qui va dans le sens du progrès possède la primeur, la législation uniforme de facture trop conservatrice doit, en attendant de se réformer, supporter l'abandon de son exclusivité. Il y a là de la part du juge un jugement de valeur sur les ensembles normatifs en présence de telle sorte qu'il retient la position « progressiste » de faveur pour le passager retardé. Cf. l'ouvrage de Droit international privé, tome I, de Dominique Bureau et d'Horatia Muir Watt, n° 565, qui évoque le concours entre une loi de police et une norme figurant dans une convention internationale. A priori, la hiérarchie des normes interdit à la loi de police de l'emporter, même s'il arrive parfois à la jurisprudence de céder sur la supériorité du droit conventionnel.

L'arrêt **NELSON** du 23 octobre 2012, C-581/10, Revue de droit des transports octobre 2012, commentaire 55 (ad usum Delphini) de Loïc Gard, Europe 2012, commentaire 500 par V. Michel, confirme et affine la jurisprudence antérieure.

## L'arrêt **NELSON** du 23 octobre 2012

### La Cour de Justice persiste et signe

La communauté juridique attendait avec curiosité cet arrêt Nelson du 23 octobre 2012, C-581/10 et C-629/10, par lequel la Cour de Justice de l'Union européenne était appelée, statuant en grand' chambre, à confirmer ou à amender dans une sorte de grand appel la jurisprudence qu'elle avait établie dans son arrêt *Sturgeon* attribuant à la victime d'un retard une indemnité forfaitaire que le règlement européen n° 261/2004 du 11 février 2004 n'accorde qu'en cas d'annulation de vol.

A la jurisprudence *Sturgeon* avait répondu la réticence voire la critique acerbe de la plupart des commentateurs étonnée de la désinvolture avec laquelle la haute juridiction octroyait à un passager parvenant avec retard à la destination finale un avantage financier que le règlement ne lui accordait pas. La Commission européenne avait cependant salué cette avancée et en exigeait sans trêve et sans murmure l'application. Les groupements de consommateurs faisaient chorus.

Les transporteurs et leurs associations de défense tentèrent alors l'impossible. Ils demandaient à la Cour de justice de se raviser et de revenir à une lecture plus fidèle et plus littérale du dispositif légal. Certaines juridictions nationales se montrèrent sensibles à cette démarche et formèrent le renvoi préjudiciel destiné à appeler d'une cour mal informée à une cour mieux informée. Le résultat prévisible ne s'est pas fait attendre. L'avocat général sans admettre qu'on puisse discuter au nom du principe d'autorité et de la force du précédent la jurisprudence antérieure concluait à la confirmation de l'interprétation antérieure. La Cour de Justice, tout en maintenant sa jurisprudence - une juridiction suprême n'est guère portée à reconnaître ses erreurs et ses emballements - se fait plus pédagogue, elle explique comment le courant amorcé d'extrême faveur pour les passagers devait être considéré comme irréversible. Les transporteurs et leurs défenseurs ont eu dans le débat

le mauvais rôle et subissent incontestablement une cuisante défaite. Qu'on le regrette ou non, l'influence de la doctrine semble avoir été évanescence dans la prise de décision.

L'arrêt est intéressant en ce que sa motivation se dédouble : l'octroi d'une indemnisation au passager retardé est conforme non seulement au système issu du règlement communautaire de 2004 mais encore il obtient droit de cité en ce qu'il n'offense pas aux yeux de la CJUE les solutions propres au dommage consécutif au retard figurant dans la convention de Montréal de 1999 que l'UE a ratifiée.

La conformité au droit européen de l'octroi d'une indemnisation au passager retardé

Le Non Obstat du droit uniforme international

Même si la doctrine s'entend pour reconnaître la légitimité de l'apport indispensable de la jurisprudence en présence de dispositions trop générales ou abstraites ou la nécessité de revisiter l'interprétation de dispositions incohérentes, vieilles ou ne correspondant plus à l'évolution des mœurs ou des techniques, le désaccord s'installe quant au jugement de valeur à exprimer lorsque la jurisprudence fait dire à un texte le contraire de ce qu'il décide ou déforme la portée d'un texte clair récemment adopté. Si la plupart des auteurs se font les chantres du pouvoir jurisprudentiel et exaltent la veine créatrice des tribunaux, d'autres dénoncent un détournement de pouvoir et fustigent une usurpation du pouvoir de création de la norme qui dans un système de séparation des pouvoirs relève du seul législateur. Nous craignons que ce soit le cas avec cette jurisprudence Nelson.

La motivation de l'arrêt s'opère en deux temps.

Dans un premier temps, la CJUE sacrifie à l'idéologie consumériste en honneur ces derniers lustres à Bruxelles et à Luxembourg. La faveur pour les passagers consommateurs est érigée en grille de lecture du texte communautaire. Certes, l'honnêteté intellectuelle des rédacteurs de l'arrêt les conduit à affirmer avec justesse que nulle disposition du règlement de 2004 n'accorde - à la différence du passager victime d'un refus d'embarquement ou d'une annulation de vol - d'indemnisation au passager souffrant d'un retard. La finalité de cette réglementation consiste cependant à accroître la protection de l'ensemble des passagers aériens de telle sorte qu'on est conduit à l'égalisation des conditions.

Dans un second temps, l'arrêt Nelson, pour étendre le bénéfice de l'indemnisation due au passager souffrant d'une

annulation de vol au passager retardé, invoque le principe de l'égalité des situations et sans le dire expressément redresse le dispositif légal dans la mesure où pris à la lettre il serait porteur de discriminations à l'encontre des passagers parvenus à la destination finale plus de trois heures après l'heure convenue dans les horaires. Refuser d'étendre le bénéfice de l'indemnisation au passager retardé serait consacrer un privilège indu à l'avantage des passagers victimes d'une annulation de vol et instaurer une discrimination condamnable au détriment des retardés. Plus simplement, l'arrêt a recours à l'argument "a pari", il étend à la situation du retard une solution admise par le règlement à propos de l'annulation du vol, il considère que les raisons d'accorder l'indemnité en cas d'annulation se retrouvent à l'égard de la situation voisine du retard (Traité de droit civil, Introduction générale, par Ghestin et GOUBEAUX, n° 144).

L'une des difficultés figurait au niveau à l'attribution concrète de cet avantage. Le règlement n'attribuant pas d'indemnisation au passager retardé, il ne pouvait avoir déterminé le seuil à partir duquel le passager en retard faisait l'acquisition de l'indemnité. La norme d'exécution faisait défaut. Comme la CJUE s'attribue le pouvoir d'attribuer un droit financier au passager retardé, la question était de savoir s'il fallait l'accorder à tout passager victime d'un retard au départ ou, s'il fallait tenir compte comme pour l'attribution du droit à des rafraîchissements et à des appels téléphoniques gratuits, de la durée d'attente supplémentaire envisagée par le transporteur dans l'aérogare de départ ? Ce n'est pas ainsi que statue la Cour de Justice. Elle ne se fonde pas sur la notion de vol qui est pourtant l'élément de référence de base opéré par le règlement européen. Elle attribue le droit à indemnité compte tenu du retard à la destination finale, ce qui permet d'envisager le trajet composé d'un vol unique aussi

bien qu'un transport composé d'une suite de deux ou plusieurs vols entrecoupés de périodes de correspondance. Il n'est pas ainsi exclu qu'après un vol affecté d'un retard on puisse rattraper le temps et le passager arriver dans les temps à destination finale, le privant ainsi de toute indemnité.

#### B. Le caractère superficiel et approximatif de la motivation de l'arrêt

S'il est bel et bon d'aider les passagers à oublier une attente prolongée par l'octroi d'une somme d'argent et de faire preuve à leur égard de sentiments d'humanité ainsi que de lutter contre les discriminations entre les êtres humains, il n'en demeure pas moins qu'on ne peut se contenter, pour octroyer l'indemnisation du règlement de 2004 à des passagers pour lesquels elle n'était pas prévue, de motivations inspirées par de bons sentiments envers les voyageurs. Il ne suffit pas de nourrir sotto voce des préjugés de suspicion à l'égard de leurs contreparties que sont les transporteurs.

Tout d'abord, non seulement le règlement n'accorde pas d'indemnité au passager retardé, mais encore il le lui a sciemment refusé. S'il s'est évertué avec un luxe de détails à prévoir face à des situations aussi diverses que le refus d'embarquement, l'annulation de vol et le retard ce que devait être les obligations du transporteur, on peut affirmer sans l'ombre d'un doute qu'en prévoyant l'octroi d'une indemnité au passager refusé ainsi qu'au passager au vol annulé et en ne disant rien du passager en retard, c'est qu'il avait l'intention certaine de la lui dénier. La solution de la CJUE est à l'évidence *contra legem*. Ce refus est d'autant plus avéré qu'à cette époque la Commission n'aurait pas osé instaurer un régime de réparation concurrençant directement les prévisions du système varsovien.

La Cour de Justice entend mener une politique de faveur systématique pour les passagers, la fin justifie les moyens. Il n'en demeure pas moins qu'elle se transforme en co législateur, s'octroyant le pouvoir de corriger et de redresser a posteriori les dispositions réglementaires ne correspondant pas à l'objectif de politique de faveur envers les consommateurs qu'elle s'est donnée de satisfaire. L'objection, c'est que si dans l'ancien droit le monarque de droit divin était simultanément chef des armées, législateur et juge suprême et que sa volonté avait force de loi, les tribunaux n'ont dans les temps modernes aucune légitimité à se substituer à l'assemblée législative issue du suffrage populaire.

#### II. La négation de l'absence de contrariété de la solution jurisprudentielle à l'ordre du droit uniforme.

Le plus grave ne nous semble pas d'avoir accordé aux victimes du retard une indemnité que le texte européen ne prévoyait pas. Ce qui nous semble à long terme plus pernicieux, c'est d'avoir rompu avec l'attitude de respect que la plupart des hautes juridictions nationales pratiquaient ordinairement jusqu'alors envers les dispositions de droit uniforme adoptées à l'échelon mondial.

C'est sur ce point que l'arrêt Nelson est plus novateur en comparaison avec l'arrêt Sturgeon qui avait évincé la difficulté de la confrontation et du conflit de répartition des compétences entre l'ordre mondial et le système continental européen.

-Voyons d'abord comment l'arrêt a pu par le jeu de la dialectique du raisonnement juridique affirmer la parfaite conformité de la solution européenne au regard de la convention de Montréal.

[Voir Jean-Sylvestre Bergé, De la hiérarchie des normes au droit hiérarchisé : figures pratiques de l'application du droit à différents niveaux, JDI, janvier 2013, indiquant au n° 13 que les hypothèses de conflit entre le droit international et le droit européen ne sont pas légion]

Nous partons du postulat suivant lequel le système de Montréal - qui est le continuateur du système varsovien - instaure un système autonome de responsabilité du transporteur en cas de survenance d'un dommage consécutif à un retard dans le transport. Le transporteur tenu d'une obligation de due diligence est présumée responsable, il peut cependant s'exonérer en établissant qu'il a eu le comportement d'un transporteur diligent. S'il n'y parvient pas il est tenu de réparer le dommage à concurrence d'une certaine somme, ce plafond de 4694 DTS n'est cependant pas opposable à la victime si elle parvient à établir la faute inexcusable du transporteur. À défaut d'accord amiable sur le principe de responsabilité et sur l'évaluation du dommage, la victime prétendue se doit de porter sa demande en justice dans un délai de deux ans devant une juridiction à laquelle la CM accorde la compétence.

Nul n'a jamais encore soutenu qu'un législateur national - le droit européen en prend désormais les traits - pourrait en présence d'un dommage consécutif au retard contredire le système de droit uniforme en instaurant

la solution de la réparation intégrale ou interdire au transporteur de se dégager en l'absence de faute de sa part ou que le demandeur pourrait agir dans un délai supérieur à deux ans devant des juridictions autres que celles désignées limitativement par le texte de droit uniforme. Le législateur national détient certes la compétence de droit commun en matière de responsabilité aérienne, mais il ne peut poser des règles, contredisant ou doublant les solutions supérieures établies par un système de droit uniforme auquel chaque État contractant a accepté de se soumettre. Donner et retenir ne vaut, disaient les anciens. Si le système national en vigueur à la date d'application de la CM contient des dispositions incompatibles avec la CM, le juge en matière de transport international doit les écarter du débat. De même, si un dispositif légal vient à être adopté unilatéralement par un État ayant ratifié la CM et donc lié par celle-ci, le juge doit refuser d'en faire application du moment qu'il contredit l'économie du texte de droit uniforme.

La CJUE se garde bien de contredire ces principes généraux, toute l'argumentation de l'arrêt va consister à affirmer la parfaite légitimité de la norme jurisprudentielle européenne et à nier toute contradiction avec les exigences posées par la CM.

La distinction entre le dommage résultant du retard et la gêne prise en charge par le règlement européen. Le cantonnement du domaine relevant de la convention de droit uniforme.

Une application de l'idée relativement fréquente en législation, en jurisprudence et dans l'usage coutumier de ne pas soumettre le petit, l'exigu, l'insignifiant, l'exceptionnel au régime de droit commun, le soumettre à un régime distinct et dérogoire, voire l'exclure du droit

Le De minimis non curat praetor. Le pourboire. Les donations de quelques deniers. Le glanage. Le tapage nocturne de la fête de la musique. Le retard systématique du début du spectacle.

L'objection : l'indemnisation risque dans certaines hypothèses d'attendre 600 euros, alors que la réparation du dommage résultant du retard ne peut de droit commun dépasser les 4694 DTS. La somme de 600 euros n'est pas une aumône d'un montant insignifiant.

B. Nous ne sommes guère convaincu du bien-fondé de l'argumentation que développe la Cour de Justice pour justifier la compétence normative de l'Union et ainsi valider ainsi l'interprétation créatrice qu'elle donne du règlement communautaire. La Cour de Justice se fait fréquemment l'instrument de l'idéologie européiste : alors que l'on rogne progressivement les compétences nationales en étendant considérablement le pouvoir normatif de l'Union à d'amples secteurs du droit privé, comme le droit de la consommation, le droit des contrats, le droit des sociétés, le droit international privé, on voit la haute instance judiciaire européenne toiser avec superbe les exigences en provenance des règles relevant de l'ordre international général.

Dans un arrêt à peine postérieur du 22 novembre 2012, Espada Sanchez et autres c. Iberia, C-410/11, la CJUE se fait fidèle servante de l'ordre international, les dispositions de la CM font partie de l'ordre juridique de l'Union, la CJUE est compétente pour statuer sur son interprétation dans le respect des règles d'interprétation du droit international général qui s'imposent à l'Union. Les règles du droit coutumier international reprises dans la convention de Vienne sur le droit des traités fixent des maximes d'herméneutique. Un traité doit être interprété de bonne foi, à la lumière de son *objet* et de son *but*.

L'arrêt Nelson ne correspond guère à ce beau programme.

La CJUE procède à l'instauration d'un second régime d'indemnisation du retard, il existe désormais deux ensembles normatifs indépendants assurant l'indemnisation du dommage souffert par le passager, victime d'un retard, alors que la CM est souveraine dans son domaine de compétence. Si la CM instaure, à la suite de la CV, un système uniforme d'indemnisation du dommage consécutif au retard, ce n'est pas pour que les États maintiennent leur régime antérieur de responsabilité ou qu'ils instaurent a posteriori un système rival doublant le premier.

La CJUE méconnaît la norme de CM interdisant les dommages intérêts punitifs. Si un désagrément consécutif au retard frappe le voyageur, la CM fait interdiction au juge de prononcer des dommages intérêts punitifs. Avec

la jurisprudence Nelson, il peut accorder des dommages sans correspondance avec le préjudice réel. La finalité du règlement tel qu'il est interprété consiste à sanctionner le transporteur en lui infligeant une sanction pécuniaire calculée de manière abstraite, il faut le punir pour qu'il retrouve comme un enfant le chemin de la sagesse. Il ne commettra plus de retard pour éviter de devoir payer une somme correspondant fictivement à deux fois le prix du billet. Alors que l'on sait pertinemment que de bon nombre de retards ne sont nullement imputables aux transporteurs, mais aux pouvoirs publics, à l'encombrement du ciel ou aux données climatiques. Lorsque le préjudice est considérable, la somme due au titre de la solution jurisprudentielle n'est qu'un acompte, le passager pouvant ultérieurement obtenir réparation du préjudice souffert concrètement, même s'il pourra cumuler avec l'autorisation du juge les deux avantages, la peine plus la réparation évaluée, il s'enrichira. Ordinairement, le passager percevra la somme due ; si son préjudice est limité, il s'enrichit ; si son préjudice est supérieur, il hésitera à engager le procès, il s'en tiendra là. Il y a là une méconnaissance complète des solutions de Varsovie et de Montréal.

La solution plait, elle plait aux adeptes du droit de la consommation, elle plait à la Commission, elle plait aux parlementaires européens qui connaissent les désagréments des retards, elle plait aux chantres de l'europhisme, elle plait aux touristes, elle plait aux bobos qui vont prendre en hiver le soleil aux Caraïbes ou aux Mascareignes et qui entendent rentrer à l'heure pile pour être en mesure de travailler dans les tours de la Défense le lendemain de leur retour. La CJUE sans s'en rendre compte adopte une solution destinée à satisfaire les aises de la nouvelle bourgeoisie. Les grands de ce monde disposent d'avions privés ou publics, ils ne sont guère concernés. Quant aux humbles, ils ne prennent pas l'avion, alors qu'avec leurs impôts ils contribuent à financer l'industrie aéronautique et celle du transport aérien.

La CJUE donne un mauvais exemple et renverse un courant classique au niveau des juridictions nationales. Jour de deuil pour le droit uniforme.

Nous sommes en présence d'une situation tout à fait insatisfaisante, solution dont le fondement est moins juridique que politique. La CJUE pose comme le petit poucet des précédents, elle ne recule pas. Le droit européen doit s'imposer, même s'il faut pour cela mettre le droit uniforme supérieur sous le boisseau. Il serait hautement souhaitable de sortir de l'unilatéralisme orgueilleux et de la volonté de puissance.

On peut regretter le silence en cette affaire de l'OACI. C'est pourtant dans son cadre que la convention de Montréal a été élaborée. La sauvegarde de la CM lui est symboliquement conférée. Elle aurait pu faire entendre sa voix dans le prétoire en communiquant l'interprétation qu'elle estimait s'imposer pour trancher ce conflit normatif.

Vieux débat quant aux divergences d'interprétation.

L'État qui méconnaît les dispositions de droit international conventionnel et qui outrepassé son domaine de compétence méconnaît l'adage *Pacta sunt servanda*, il engage sa responsabilité et devient justiciable de la CIJ. On ne voit guère cependant un État traduire l'Union Européenne - à supposer que cette association d'États relève de sa juridiction - devant la haute formation, même pas le Royaume-Uni qui avait pourtant devant la Cour de Justice de l'Union soutenu la thèse qui nous semble la plus orthodoxe. L'appel à l'intervention de la CIJ est, dans les circonstances actuelles, illusoire.

Il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas satisfaisant de voir se perpétuer des interprétations divergentes du texte de droit uniforme. Il n'est pas raisonnable qu'on ne sache pas très bien trancher les conflits de compétence entre droit uniforme à vocation universelle et les droits régionaux ou locaux. Il est anormal qu'on donne dans le monde une quasi-exclusivité à la jurisprudence de la CJUE et à celle de la Cour suprême des États-Unis. Vient le temps de passer du vœu pieux à la mise en place d'un dispositif permettant de parvenir à l'échelon du monde entier à un système dépassant les perspectives unilatérales. Plusieurs pistes sont envisageables. Il y aurait la possibilité d'instaurer auprès de la cour internationale de justice une chambre spécialisée qui pourrait être saisie par chaque cour suprême pour trancher les difficultés d'interprétation relatives aux conventions établissant des normes de droit uniforme, en particulier celles intéressant la matière aérienne. Il conviendrait d'instaurer des filtres et de ne permettre la saisine de la haute juridiction qu'à propos de questions de principe à caractère fondamental. À défaut, on pourrait susciter, à l'intérieur de l'OACI ou d'UNIDROIT, la création d'un comité juridique formé de personnalités indépendantes versées en droit international qui publierait de lui-même ou à la demande des juridictions supérieures, des universités et des associations de transporteurs et de consommateurs des recommandations d'interprétation uniforme. Il serait envisageable si la formule connaissait le succès d'authentifier ces réponses en dépassant le stade de la



recommandation pour aller jusqu' à celui du précepte liant les juridictions nationales. Même si nous ne nous dissimulons pas les difficultés de l'entreprise, comme le droit uniforme prend dans un aimable désordre une importance grandissante, il est désormais irrationnel qu'un droit d'application universelle ne reçoive pas une interprétation de même nature. Une telle solution nécessite la réforme des conventions de droit uniforme.

Cette jurisprudence était encore contestée par l'éditorial publié en tête du n° 4 de la RFDA de 2014, p. 383, à la signature de Fabrice Pradon et de Rosine de Barbeyrac.

La Cour de cassation, dans un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 15 janvier 2015, Bull., n° 13-25351, LEXBASE, La lettre juridique du 29 janvier 2015, chronique de droit des transports, n° LEXBASE N5659BU7, p. 41, par Christophe Paulin, Responsabilité civile et assurances, avril 2015, commentaire 135 par Laurent Bloch, a fait sienne l'interprétation donnée par les arrêts Sturgeon et Nelson. Elle a censuré la décision de la juridiction de proximité d'Ivry ayant refusé d'accorder une indemnisation de 600 euros, chacun, à des passagers d'un vol entre Miami et Paris exécuté par Corsair victimes à l'arrivée d'un retard de 6 heures. Le juge du fond, très fidèle au texte, avait décidé que le passager n'avait droit à l'indemnisation qu'en cas d'annulation du vol et non en présence d'un retard. La haute juridiction a préféré se rallier à la jurisprudence de la CJUE plutôt que de résister face à un abus de pouvoir d'une instance judiciaire usurpant sous couvert d'interprétation le pouvoir législatif (ce qui est assez banal, c'est le phénomène du droit prétorien, où le juge crée du droit sous couvert d'interprétation) et méconnaissant l'exclusivité du dispositif supérieur de la CM. Hypothèse d'école. Si la juridiction de renvoi résiste, l'assemblée plénière serait saisie. Celle-ci censurerait vraisemblablement le jugement. Si elle s'incline, ce qui est probable, il ne resterait au transporteur que d'aller tenter sa chance, illusoire, à Strasbourg, en arguant de l'excès de pouvoir perpétré par la cour de justice usurpant la fonction législative et ne respectant pas la primauté de la CM exclusive en son domaine.

Discours identique avec l'arrêt du 29 mars 2023 de la 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation, n° T 22-13.743 : un vol, avec un retard au décollage de 3 h 30, assuré par le transporteur espagnol Vueling. Le tribunal judiciaire de Nantes, déboute, à notre point de vue, de façon excellente, les demandeurs de leur demande d'indemnisation : en cas de retard, il n'y a pas d'indemnité forfaitaire prévue. Ce qui est l'exacte vérité. La Cour de cassation, fidèle élève de la Cour de Justice, censure la décision au nom de la jurisprudence Sturgeon et Nelson. La cour censure en indiquant, ce qui est banal, que la juridiction nantaise a violé les textes du règlement. Disons plutôt que la juridiction nantaise avait refusé de faire application d'une jurisprudence européenne intervenue *contra legem*.

La cour constitutionnelle tchèque a donné, le 20 novembre 2014, face à un retard de plus de 5 heures une décision semblable, Revue trimestrielle de droit européen janvier-mars 2015, p. 241, note par Pavel Bures

Voir les jugements peu amènes envers la solution de la CJUE assésés par Madame Muriel Ubeda-Saillard, dans son étude - nous la remercions de nous l'avoir fait parvenir et nous faisons nôtre son constat - publiée dans l'ouvrage collectif Regards civilistes sur le règlement n° 261/2004 relatif à l'indemnisation et à l'assistance des passagers du transport aérien, LexisNexis, 2019, L'articulation du règlement n° 261/2004 et des conventions internationales sur le transport aérien, p. 13 : méfiance à l'égard des principes et règles du droit international public, vocation féroce du régime communautaire à l'autonomie, contradiction partielle des dispositions conventionnelles, neutralisation du principe d'exclusivité posé par la CM, renversement de la hiérarchie des normes, réticence des institutions européennes à appliquer un autre droit que le leur, interprétation militante, interprétation qui peine à convaincre, incapacité de la part de l'UE de garantir l'intégrité des obligations internationales qu'elle souscrit au nom de la préservation de l'autonomie de son ordre juridique.

La Cour de Justice dans des décisions plus récentes, si elle maintient sa jurisprudence, cherche à affiner son argumentation.

Deux systèmes d'allocation de sommes d'argent existent depuis l'arrêt Sturgeon dans l'UE en faveur du passager lésé par un important retard à l'arrivée, alors que la CM n'en a prévu qu'un.

Le premier système de réparation, c'est celui inventé sans texte par la CJ à raison d'une analogie entre la situation du passager victime d'une annulation de vol - auquel le règlement accorde un droit à indemnisation - et celle du passager affecté d'un retard prolongé de plus de 3 heures à l'arrivée – au bénéfice duquel le règlement ne prévoit aucune indemnisation.

Le second système de réparation, c'est l'allocation de dommages intérêts dans le cadre d'une action intentée sur le fondement de la convention portant droit uniforme.

La 1<sup>o</sup> solution jurisprudentielle est inappropriée, pour une raison très simple, c'est que le recours à l'argument a pari n'est parfaitement légitime que lorsque la règle légale est frappée d'ambiguïté. Avec le règlement de 2004, il en est tout autrement. Le dispositif européen a été conçu de façon minutieuse. À chaque incident de transport, le

règlement a apporté, comme dans un jeu aux règles complexes, des solutions spécifiques. Le refus d'embarquement a son particularisme. L'annulation de vol donne lieu à indemnisation. En ce qui concerne le retard, le règlement n'envisage aucune indemnisation au passager retardé, il est bénéficiaire d'une certaine protection et d'une assistance, mais de droit à indemnisation il n'est pas question. La solution est limpide, elle mérite d'être appliquée tout simplement. Si les rédacteurs du règlement ont prévu une indemnisation en cas de refus d'embarquement et en cas d'annulation du vol et n'ont rien dit pour l'hypothèse du retard, il n'y a pas là un oubli du législateur européen, c'est que volontairement le règlement ne voulait accorder dans son domaine d'application au passager retardé aucune indemnisation. Ce refus dans le cadre du règlement ne signifiait pas néanmoins une négation d'ordre absolu. Le règlement européen n'apporte que des solutions ponctuelles. Ce que le règlement n'accorde pas, le passager retardé peut y prétendre en faisant appel aux dispositions de la convention portant droit uniforme ou à celles du droit interne. Il n'y a là aucun déni de justice. La CJ, sur ce point, maintient sans hésitation sa jurisprudence, qui est pourtant contraire à la lettre et à l'esprit du règlement.

C'est ainsi qu'on peut lire dans un arrêt du 25 janvier 2024, affaire C-474/22, les passagers de vols retardés peuvent être assimilés aux passagers de vols annulés aux fins de l'application du droit à indemnisation lorsqu'ils subissent, en raison d'un vol retardé, une perte de temps égale ou supérieure à trois heures.

L'élément ayant conduit la Cour à assimiler le retard important d'un vol à l'arrivée à l'annulation d'un vol tient au fait que les passagers d'un vol affecté d'un retard important subissent, à l'instar des passagers d'un vol annulé, un préjudice qui se matérialise par une perte de temps irréversible qui ne peut être réparée que par une indemnisation.

En cas d'annulation d'un vol ou de retard important d'un vol à sa destination finale, le droit à indemnisation prévu à l'article 7 du règlement n° 261/2004 est intrinsèquement lié à l'existence de cette perte de temps égale ou supérieure à 3 heures.

La CJ ne veut pas voir que si le règlement n'accorde pas d'indemnisation au passager retardé, c'est qu'il entendait réserver l'appel à la convention de droit uniforme, accordant à celui-ci la possibilité d'obtenir réparation de la part du transporteur auteur du dommage résultant du retard.

Inéluctablement, la CJ introduit un système de réparation à deux niveaux, correspondant à deux types de dommage.

L'arrêt précité affirme : Il convient de rappeler qu'une perte de temps n'est pas un dommage généré à la suite d'un retard, mais constitue un désagrément, à l'instar d'autres désagréments sous-jacents aux situations de refus d'embarquement, d'annulation de vol et de retard important et accompagnant ces situations, tels que le manque de confort, le fait d'être temporairement privé de moyens de communication normalement disponibles ou le fait de ne pas être en mesure de mener continuellement ses affaires personnelles, familiales sociales ou professionnelles. La perte de temps donnant lieu à indemnisation étant subie d'une manière identique par tous les passagers de vols retardés, il est possible d'y remédier, nous dit l'arrêt, au moyen d'une mesure standardisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une appréciation quelconque de la situation individuelle de chaque passager concerné. Le second niveau de réparation de nature subjective est ensuite envisagé par l'arrêt.

Un préjudice causé par le fait d'avoir manqué un rendez-vous professionnel doit être considéré comme un préjudice individuel, inhérent à la situation propre du passager concerné et ne peut être dédommagé par l'octroi de l'indemnisation prévue à l'article 7, laquelle ne vise à indemniser de manière standardisée et immédiate (?) que les préjudices quasiment identiques pour tous les passagers concernés.

Un tel préjudice individuel peut toutefois faire l'objet d'une indemnisation complémentaire au sens de l'article 12 du règlement, laquelle suppose que la demande soit fondée sur le droit national ou le droit international. Cette solution a priori ingénieuse appelle deux remarques.

La CJ oppose réparation standardisée et réparation adaptée aux situations individuelles. Cette solution est pratiquement impossible à mettre en œuvre dans le transport de masse contemporain. Le transporteur, lorsqu'il délivre un billet d'avion à une multitude d'inconnus, ignore les mobiles conduisant le client à voyager, il ne sait si ce client rentre paisiblement chez lui après un travail absorbant ou s'il a à faire à un voyageur ayant un rendez-vous médical de la plus grande importance pour la préservation de sa vie ou pour un entretien d'affaires qu'il manque qui aurait pu lui apporter un profit patrimonial considérable. La réparation ne porte normalement en cas de retard qu'à la réparation d'un dommage prévisible, ce qui nous rapproche du préjudice basique relevant selon la CJ de l'indemnisation standardisée.

Il y a également plus grave, même si l'arrêt mentionne la réparation qui pourrait être apporté par le droit international. Le droit international auquel la CJ fait référence, c'est la convention de Montréal de 1999 que l'UE a ratifiée et que la CJ a pour fonction de faire appliquer.

Or, la CM jouit dans son domaine d'application de la primauté sur le droit dérivé, la CM dispose dans son domaine de compétence d'une fonction normative de nature exclusive, de telle sorte qu'on voit mal comment la CJ peut opérer une distinction factice entre le dommage résultant du retard, dont la réparation ne relèverait pas du règlement, et le « désagrément » résultant d'une attente prolongée d'un passager dans les salons d'attente d'un aéroport. Un désagrément constitue un dommage, un dommage en mineur certes, mais c'est un dommage.

Un manque de confort, la privation de moyens de liaison avec l'extérieur, l'impossibilité de mener une vie familiale ou professionnelle normale, ce sont des manifestations d'un dommage. Le préjudice consécutif à un tel retard relève de la CM et d'elle seule. L'art. 19 énonce : Le transporteur est responsable du dommage résultant du retard dans le transport aérien de passagers ...

La CJ méconnaît la hiérarchie des normes lorsqu'elle met en place un système parallèle d'indemnisation que la suprématie de la CM lui interdisait d'instaurer. Quand il s'exerce, le pouvoir normatif ne se divise pas.

M. Paulin considérait que l'octroi de l'indemnisation prévue par la jurisprudence des arrêts Sturgeon et Nelson ne vaudrait qu'en cas de vol retardé au départ, et ne jouerait donc pas en cas de retard inhérent au vol lui-même. Il est certain qu'on peut invoquer en ce sens la définition du vol retardé qui est donnée par la jurisprudence Sturgeon par le distinguer du vol annulé ; on peut cependant se demander s'il n'y a pas là un byzantinisme peu compréhensible pour le consommateur moyen qu'il s'agit de choyer, même si le transporteur a pris le soin de monnayer par une petite augmentation du prix du billet l'octroi des faveurs que la CJUE lui impose de dispenser à son passager fervent adepte du consumérisme. La gratuité en ce monde n'est guère partagée. Les passagers arrivant à l'heure paient pour les passagers arrivant en retard. Si la CJUE était saisie de l'hypothèse du passager décollant à l'heure dite mais tributaire d'un vol se prolongeant plus longtemps que prévu pour des raisons diverses, données climatiques, orage, nécessité d'opérer un détour, aérodrome saturé, il est douteux qu'elle ne le fasse pas bénéficier par analogie, étant sauve l'exonération au titre des circonstances extraordinaires, du système offert au voyageur victime d'un retard au départ. Quand on décide de faire du droit libre, il n'y a aucune raison de mettre un terme à la faveur dispensée au passager consommateur.

(M. Vincent Correia avait évoqué cette question dans son étude publiée au fascicule 930 du Jurisclasseur Transports, n° 111, la solution aurait été logique, mais il ne donnait pas le sentiment de trop croire à son adoption par les tribunaux)

La Cour de cassation ne semble pas faire sienne l'opinion du professeur Paulin dans un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 16 avril 2015, n° 14-13736, RFDA 2015.266, obs. Ph. Delebecque, où elle reconnaît le droit à l'indemnité européenne alors que le passager n'avait été victime au départ que d'un retard de 12 minutes. Cf. infra à propos de l'incidence de la correspondance : l'indemnisation n'est pas subordonnée, déclare l'arrêt, à l'existence d'un retard au départ et par conséquent au respect des conditions énoncées à l'article 6. On peut dire que l'obligation à indemnisation du fait de l'arrivée avec 3 heures de retard ou plus à destination finale n'est pas conditionnée par la présence des conditions d'application du mécanisme protecteur prévu par le règlement en cas de retard au départ. Les deux mécanismes protecteurs sont indépendants l'un de l'autre. La sanction du retard à l'arrivée est autonome de l'appréciation du temps de retard au départ. Le transporteur doit indemniser le passager parvenant à destination avec un retard de 3 heures, même s'il n'a pas été contraint au départ de lui accorder les douceurs prévues par le règlement du fait d'un retard insignifiant au décollage.

- b) L'hypothèse plus complexe : le retard à destination finale d'un déplacement aérien composé de deux ou plusieurs segments de vol

Le principe d'indemnisation tarifée une fois admis en cas de retard important à l'arrivée, les difficultés ne disparaissent pas.

L'hypothèse la plus simple, sur laquelle nous avons pour l'instant travaillé, concerne le vol unique accompli par le transporteur contractuel d'origine.

D'autres hypothèses sont plus complexes, celle en particulier où le transport est divisé en plusieurs phases, en plusieurs vols, en plusieurs segments, et où une correspondance est prévue, et celle où le passager n'attend pas la disparition de la cause du retard et a recours, soit de lui-même, soit avec l'aide du transporteur primitif, à un autre transporteur pour parvenir à destination.

Le retard à la destination finale tient souvent à un échec de la *correspondance*.

À côté des vols directs, les passagers sont souvent astreints sur certaines distances à emprunter plusieurs vols pour parvenir à destination, ils effectuent un premier vol, ils attendent dans les locaux de l'aérogare la correspondance pour le prochain vol. Si les temps ne sont pas respectés, il arrive alors que le voyageur manque la correspondance. Il emprunte alors le vol suivant et risque de parvenir ainsi à destination finale avec un important retard. La question se pose de savoir s'il peut exiger le versement de l'indemnisation fondée sur les arrêts Sturgeon et Nelson.

Le débat se complique si la succession de vols n'est pas l'œuvre d'un seul transporteur, contractuel ou non, mais de plusieurs.

Ordinairement si le passager manque la correspondance, c'est que le vol précédent a connu un retard.

On a connu l'hypothèse où le vol antérieur est arrivé à l'aéroport de correspondance dans les délais, mais où le passager, tributaire d'un laps de temps réduit, n'est pas parvenu à temps au portail d'embarquement du vol successif.

Il faut distinguer.

Premier cas. Le déplacement est assuré en plusieurs phases par un unique transporteur aérien, transporteur contractuel.

[La CJUE avait été saisie d'une question préjudicielle par une juridiction allemande tenant implicitement pour acquise la jurisprudence Sturgeon. La décision préjudicielle émanait de l'Amtsgericht Düsseldorf en date du 4 mai 2012. Affaire C-212/12. Butz et al. c. Air France. JOUE du 22 septembre 2012, C 287/16. Le cas concerne un transport en deux temps. Le premier vol a connu au départ un retard inférieur aux limites. Le vol de correspondance a subi un retard supérieur aux limites. Le passager a atteint sa dernière destination avec au moins 3 heures de retard par rapport à l'heure d'arrivée prévue. En vertu de la jurisprudence Sturgeon / Nelson, on voyait mal le motif de refuser l'indemnisation au titre du second vol. Radiation de l'affaire le 7 mai 2013.]

Du moment que le passager parvient à destination finale avec un retard de plus de 3 h par rapport à la prévision contractuelle, il a droit à l'indemnisation de l'arrêt Sturgeon.

Le retard au départ est indifférent.

C'est la solution qui ressort de l'arrêt de la CJUE, grand 'chambre, 26 février 2013, Air France / **FOLKERTS**, C-11/11, Revue de droit des transports, avril 2013, commentaire 27 par Noura Rouissi, Europe, avril 2013, commentaire 187 par V. Michel.

La passagère avait un billet de Brême à Asunción pris auprès d'Air France.

Le transport était composé de trois segments, Brême-Paris, Paris-Sao Paulo, et Sao Paulo-Asuncion.

L'avion connaît lors du 1<sup>o</sup> vol un retard de 2 h 30, il devait décoller de Brême le 16 mai 2006 à 6 h 30, il décolle seulement un peu avant 9 h. [L'obligation d'assistance ne jouait pas, le retard étant d'une ampleur insuffisante]. La passagère manque de ce fait les correspondances prévues à Paris et à São Paulo. Elle parvient au Paraguay, à la destination finale, le 17 mai 2006, à 10 h 30, avec un retard de 11 heures. La passagère a droit contre Air France à l'indemnisation qu'accorde la jurisprudence européenne. Le droit à indemnisation dépend de l'heure d'arrivée qui avait été prévue sur le billet.

Une indemnisation est due sur le fondement de l'article 7 au passager d'un vol avec correspondances qui a subi un retard au départ d'une durée inférieure aux seuils fixés à l'article 6, mais qui a atteint sa destination finale avec un retard égal ou supérieur à 3 h par rapport à l'heure d'arrivée prévue, étant donné que ladite indemnisation n'est pas subordonnée à l'existence d'un retard au départ et par conséquent au respect des conditions énoncées audit article 6.

La solution est reprise dans une ordonnance de la Cour rendue le 18 avril 2013, C-413/11, **GERMANWINGS** : les passagers de vols retardés, selon la solution donnée par la cour, disposent d'un droit à indemnisation lorsqu'ils atteignent leur destination finale 3 heures ou plus après l'heure d'arrivée initialement prévue.

(Notons la sèche réponse de la Cour au transporteur qui avait eu le mauvais esprit de contester, au nom de la séparation des pouvoirs, la jurisprudence Sturgeon / Nelson.

L'interprétation du règlement est sans incidence au regard du principe de la séparation des pouvoirs au sein de l'UE. Dixit l'ordonnance.

Il est évident qu'une juridiction qui crée une norme juridique contra legem ne va pas proclamer qu'elle usurpe le pouvoir législatif. La juridiction crée la règle sous le couvert de l'interprétation de règles obscures, ambiguës ou contradictoires, elle n'usurpe pas le pouvoir législatif, elle ne sort pas de son rôle, elle assure sa fonction !

Ce discours ne trompe personne. )

La Cour de cassation française statue à l'unisson de la jurisprudence de la CJUE, 1<sup>o</sup> Civile, 16 avril 2015, n<sup>o</sup> 14-13736. Il s'agissait en l'espèce d'un transport aller- et- retour effectué par Air France entre Marseille et Manchester, avec une correspondance à Paris. L'incident se situe à l'aller. Le passager est victime au départ de Marseille d'un retard de seulement de 12 minutes, la compagnie n'est tenue à ce stade d'aucune obligation dictée par le règlement. Le voyageur n'en manque pas moins la correspondance à Paris, la compagnie lui accorde assistance lors de l'escale parisienne, considérant qu'il y a retard au départ concernant le second vol ; le passager

prend le vol suivant et arrive à Manchester, qui est la destination finale de la phase aller, avec 6 heures de retard par rapport à ce qui était prévu. Le transporteur refuse l'indemnisation de matrice consommériste d'un montant de 400 euros et ce point de vue est avalisé par la juridiction de proximité de Marseille. La cassation intervient. La Cour se fonde sur la jurisprudence de l'arrêt FOLKERTS de la CJUE. Une indemnisation est due sur le fondement de l'article 7 du règlement n° 261/2004 au passager d'un vol avec correspondance qui a subi un retard d'une durée inférieure aux seuils fixés par l'article 6, mais qui a atteint sa destination finale avec un retard égal ou supérieur à 3 heures par rapport à l'heure d'arrivée prévue. Cette indemnisation n'est pas subordonnée à l'existence d'un retard au départ. La solution est conforme à l'interprétation qui prévaut à Luxembourg.

1<sup>o</sup> Civile, 9 septembre 2020, n° 19-17.863 : des époux et leurs deux enfants mineurs font l'acquisition auprès d'Alitalia de billets d'avion pour un transport entre Brindisi et Nice, avec correspondance à Rome. Le départ de Brindisi était fixé à 20 h 25. L'arrivée était prévue à Nice à 23 h. Un retard d'une heure 25 minutes se produit au départ, à Brindisi. L'avion décolle à 21 h 50. La famille manque donc la correspondance prévue à Rome, y passe la nuit et arrive à Nice le lendemain. La Cour de cassation casse le jugement rendu à Nice qui avait débouté les passagers. Le juge s'était fondé sur le retard au départ de moins de 2 heures pour refuser l'indemnisation.

Une variante. Le cas où le passager est acheminé à destination par la voie routière

[Une juridiction portugaise connaît d'une espèce où les passagers venant de Munich à destination de Porto avaient manqué le 6 juin 2018 à Lisbonne le vol de correspondance. Le vol venu de la Bavière avait été retardé de 20 minutes pour des raisons climatiques. Le transporteur, la TAP, avait alors décidé d'acheminer par la route les passagers vers leur destination finale. Le trajet par route est en général de 3 h. Il va en l'espèce durer 6 h. L'autocar quitte en effet Lisbonne, il tombe en panne, il est remplacé, les passagers parviennent à destination à Porto avec retard par rapport à l'heure d'arrivée prévue au contrat. Le transporteur avait pris le parti d'exécuter son obligation de réacheminement. À défaut de la voie aérienne, il avait eu le recours à la voie routière, de nuit. Les vols entre Lisbonne et Porto, un peu plus de 313 km, n'étaient prévus que le lendemain. Ils étaient complets. Il y a eu en l'espèce deux retards, le vol de Munich à Lisbonne a connu un retard si bien que les passagers ont manqué la correspondance pour Porto ; le transport routier a excédé la durée normale. La question est de savoir si ce retard important à l'arrivée est régi par le règlement n° 261/2004, alors qu'il est imputable principalement à une panne lors du transport routier. Le règlement ne concerne en principe que les vols par avion, art. 3 § 4. L'espèce relève d'un transport multimodal. La demande émane du juge local civil de Maia, relevant du ressort du tribunal judiciaire de Porto, affaire C-202/22. La CJ devrait a priori statuer en termes de retard. Il est envisageable qu'elle applique au transporteur aérien organisateur d'un transport routier les solutions du transport aérien. Radiation le 16 novembre 2022.]

Second cas. Le transport aérien est composé de deux ou plusieurs vols assurés par des transporteurs aériens effectifs distincts.

On rencontre la situation des transports constitués de plusieurs vols mais considérés comme une opération unique.

L'opération de transport unitaire

Dans l'interprétation de la CJUE, la réservation unique est significative d'un transport unique, serait-il divisé en plusieurs segments de vols.

On a rencontré en jurisprudence la situation du transporteur aérien effectif non contractuel, opérateur d'un vol donnant lieu à un léger retard, le passager manquant la correspondance et parvenant à destination finale avec un retard de plus de trois heures.

La condamnation de ce transporteur premier de cordée est certaine, même si le transporteur effectif, transporteur de fait, auteur du premier vol, n'avait probablement pas songé assumer personnellement une obligation de ponctualité portant sur le respect des horaires à destination finale.

[Le Landgericht de Berlin demande le 12 avril 2017, C-186/17, Flightright GmbH c. Iberia Express, l'interprétation de la CJUE dans une espèce où le passager manque une correspondance. Le premier vol donne lieu à un léger retard de telle sorte que le voyageur est dans l'impossibilité de prendre immédiatement le second vol programmé.

Le passager ne peut pas prendre le vol de correspondance direct, il prend un autre vol.

Il parvient finalement à destination plus de 3 H, après l'heure prévue.

C'est un organisateur de voyages qui avait procédé à la réservation pour la totalité du transport auprès d'une compagnie donnée. L'action principale semble menée contre lui.

Les deux vols n'ont pas été réalisés, semble-t-il, par le transporteur ayant délivré le billet, mais par deux autres transporteurs.

Le passager peut éventuellement engager, sur le fondement de la directive européenne, en France sur le fondement de l'article L. 211-16 du code du tourisme qui en est la transposition, la responsabilité de plein droit incombant aux tour-opérateurs.

Si le transporteur contractuel peut être attrait sur le fondement de la CM, il ne peut l'être au titre du règlement européen que s'il a effectué lui-même le vol retardé, ce qui ne semble pas être le cas dans cette espèce.

En ce qui concerne le transporteur aérien effectif ayant effectué le premier vol n'ayant donné à l'arrivée qu'à un retard minime, la question se pose de savoir s'il peut être contraint à payer l'indemnisation du moment que le retard final excède 3 heures.

Beaucoup le pensaient. C'est l'opinion du Bundesgerichtshof dans l'affaire Barkan, voir l'arrêt de la CJUE du 7 mars 2018, n° 41. Ce qui est peu favorable aux petites compagnies acheminant les passagers, pour le compte des grands transporteurs, aux grandes plateformes aéroportuaires. Un retard minime, lors du vol de pré acheminement, risque de se traduire pour elles, transporteurs effectifs non contractuels, par des conséquences financières non négligeables. Le gros transporteur, transporteur contractuel, échappe quant à lui à toute obligation sur le fondement du droit européen.

L'affaire a donné lieu à conclusions par l'avocat général, mais à raison d'une radiation, la CJ n'a pas rendu d'arrêt dans cette affaire.

Le débat consiste à déterminer les obligations pesant sur le transporteur de fait, sous-transporteur, transporteur aérien effectif d'un segment du transport.

Deux positions étaient envisageables.

1<sup>o</sup> opinion : en faveur du transporteur de fait : le transporteur de fait est lié par un sous-contrat conclu avec le transporteur contractuel, celui-ci lui a demandé d'assurer l'un des vols inclus dans l'opération globale de transport. Il a accepté. Le transporteur de fait assume une seule obligation, celle d'assurer la tranche de vol qui lui a été assignée. Son obligation n'est pas indivisible et ne saurait porter sur la totalité du transport. S'il y a un retard lors du vol lui incombant, il en est tout d'abord responsable du préjudice subi sur le fondement de la convention de Montréal. Le règlement de 2004, tel qu'il est interprété en jurisprudence, ne met à sa charge l'obligation de payer l'indemnisation que si le retard dans le vol qu'il assurait personnellement excède les trois heures. Ce que devient la suite de l'opération, une fois le passager arrivé à la destination du segment de vol, ne le concerne plus. Le transporteur de fait n'avait jamais envisagé de prendre la moindre obligation concernant la suite du voyage, il n'a assumé aucune obligation en ce qui concerne les vols subséquents que les passagers devaient mener, il n'y a pas transport successif au sens de la CM, il ne s'était nullement engagé envers le passager embarqué lors du vol préliminaire à lui garantir une heure précise d'arrivée à destination finale. Il n'a pas la qualité de partie au contrat de transport principal conclu entre le passager et le transporteur contractuel. Que le passager détienne un billet unique ou qu'il ait bénéficié d'une seule réservation ne saurait lui créer des obligations supplémentaires. La réservation globale est une commodité d'ordre technique, qui ne saurait faire peser sur le transporteur de fait une responsabilité allant au-delà de la tranche de transport qu'il a exécutée. Elle ne fait pas de lui un transporteur pour la totalité du transport. Les vols restent indépendants. Il est un transporteur autonome qui ne garantit pas l'arrivée du passager dans les temps à destination finale.

2<sup>o</sup> opinion : en faveur du passager consommateur parvenu tardivement à la destination finale.

Du fait de la réservation unique, le transporteur de fait est devenu l'un des co-exécutants de l'opération de transport, il n'ignore pas en laissant les passagers monter à bord que l'opération de transport est complexe. Il savait pertinemment que la destination réelle n'était pas le terme de la prestation de transport qu'il accomplissait. Il est entré dans un ensemble contractuel. L'UE mène une politique en faveur des passagers consommateurs, elle entend sanctionner par une peine les transporteurs, qui ont joué un rôle causal dans la survenance d'un important retard à la destination finale. Il devient alors naturel de pouvoir infliger la peine privée consacrée par l'arrêt Sturgeon au transporteur de fait qui a déréglé la belle mécanique horlogère qui avait été prévue pour le déroulement de ce transport décomposé en plusieurs temps de vol. Ce transporteur doit savoir que, même s'il commet un retard minime sur le vol à lui confié, les conséquences subies finalement lui seront reprochées. Il n'est pas uniquement le transporteur effectif du seul vol qu'il a effectué, il est un transporteur qui a accepté de s'insérer dans un processus global garantissant un horaire à la destination finale. Si le transporteur de fait n'avait pas commis un retard, le passager n'aurait pas raté sa correspondance et il serait arrivé à l'aéroport de destination

à l'heure prévue. Le transporteur du 1<sup>o</sup> vol doit pouvoir être puni, si cet horaire n'est pas respecté et si le seuil des trois heures est franchi à l'arrivée.

C'est le 6 juin 2018 qu'ont été rendues publiques dans cette affaire Iberia Express les conclusions de l'avocat général Eugène Tanchev.

Le transport aérien en cause concerne deux passagers, se rendant de Berlin à San Salvador, en Amérique centrale.

Les passagers ont réservé par l'intermédiaire d'Elumbus, un site internet, lié à Air Berlin.

C'est cet organisateur de voyages qui a procédé à la réservation de l'intégralité du vol auprès d'Air Berlin, dont il est l'agent de réservation agréé.

Air Berlin est sur la facture présenté comme prestataire de services de voyages. Cette compagnie est le transporteur contractuel, même si en réalité elle n'effectuera aucun des vols programmés, qu'elle sous traite.

Le transport est divisé en trois segments.

1<sup>o</sup> segment : de Berlin à Madrid, effectué par Iberia Express.

Un retard de 59 minutes se produit à l'arrivée à Madrid. Les passagers manquent la correspondance.

2<sup>o</sup> segment : de Madrid à San José de Costa Rica, à effectuer par Iberia.

3<sup>o</sup> segment : de San José de Costa Rica à San Salvador, à effectuer par Avianca, transporteur colombien, en partage de codes avec Iberia.

Les passagers parviennent à la destination finale avec 25 ou 49 heures de retard.

Le demandeur, Flightright, est le cessionnaire de la créance d'indemnisation des passagers retardés.

L'avocat général va se prononcer pour la condamnation du transporteur opérateur du vol Berlin - Madrid.

Il commence in limine à chanter l'air consommériste, il faut garantir un niveau élevé de protection des passagers.

Le règlement doit être interprété largement. Le passager doit recevoir une indemnisation à la suite du désagrément lié à une perte de temps irréversible.

L'avocat général préconise l'adoption de la solution la plus favorable au consommateur, on doit pouvoir condamner pour l'arrivée tardive à destination finale du passager le transporteur effectif auteur du retard de 59 minutes.

L'arrêt Folkers permettait de condamner le transporteur contractuel, qui était l'opérateur effectif des différents segments de vol. Il y avait eu un retard sur l'un des vols et ce retard avait entraîné un retard supérieur à 3 heures à la destination ultime.

L'avocat général invoque l'égalité de traitement pour appliquer la même solution lorsque le déplacement aérien est l'œuvre de plusieurs transporteurs effectifs et que le retard perturbateur incombe au transporteur effectif premier de la chaîne.

Air Berlin ne saurait être condamné a priori à indemniser les passagers retardés, le règlement n° 261/2004 ne concerne pas les activités des transporteurs contractuels.

Iberia Express savait que les passagers partant de Berlin devaient prendre un vol de correspondance à Madrid. Ces transporteurs bénéficient du système du partage de code, il n'est pas anormal qu'ils supportent les risques découlant de tels procédés. Le transporteur effectif peut vérifier la planification du transport de ses passagers, il doit prévoir les conséquences du retard, même minime, qu'il cause.

L'avocat général remarque que le transporteur effectif a toujours la possibilité de refuser de traiter avec le transporteur contractuel s'il estime que la durée de l'escale est trop brève et excède la marge du risque raisonnable.

Il estime qu'obliger le transporteur opérateur d'un court segment de vol à indemniser du fait d'un retard à la destination finale n'est pas une obligation disproportionnée. L'objectif, c'est que les passagers obtiennent une indemnisation d'une manière standardisée et immédiate.

La CJUE interprétant en général le règlement du 11 février 2004 en faveur du passager consommateur, on peut raisonnablement penser que c'est la seconde thèse qui aurait été vraisemblablement retenue par la CJ si elle avait statué, même s'il s'agit d'une solution que les rédacteurs du règlement n'avaient certainement pas envisagée.

Rien n'interdirait que dans le contrat de sous-traitance conclu entre le transporteur contractuel et le transporteur de fait, celui-ci bénéficie de la garantie du premier pour être relevé de la sanction infligée. Cette disposition ne serait cependant pas opposable au passager retardé qui serait en mesure de faire condamner l'auteur du retard du vol initial.

Affaire radiée, ordonnance du 2 août 2018.]

La situation d'un transport composé de plusieurs segments, le vol ultime assuré par le transporteur contractuel en personne étant caractérisé par un retard de plus de 3 heures.

Le transporteur contractuel est transporteur effectif du vol acheminant avec retard le passager à la destination finale.

Ce retard finalement est imputable au retard d'un vol précédent assuré par un sous transporteur, le passager ayant manqué la correspondance et pris un vol ultérieur.

Le transporteur ultime-il redevable de l'indemnité ?

C'est le passager qui subit un retard, mais ce passager a été amené à emprunter pour finir un vol distinct que celui qui était prévu. Le transporteur contractuel avait pris un engagement de rapidité sur la totalité du transport, il ne peut pas le tenir, il y a manquement contractuel. Il n'en reste pas moins que le vol final s'est objectivement réalisé dans des conditions correctes.

[Le sous-transporteur ayant effectué la phase initiale pourrait utiliser un subterfuge pour échapper à toute condamnation pour une arrivée à destination finale hors délai. C'est de se transformer en transporteur contractuel, remettant à chacun des passagers un titre de transport en spécifiant que son obligation de déplacement par la voie des airs ne vaut que pour le vol qu'il assure et qu'elle prend fin avec l'arrivée des passagers à la destination du vol effectué par lui. La combinaison tendant à assurer l'autonomie du vol est probablement délicate à être utilisée pour des raisons techniques.]

Le transport combiné par le passager, mais constitué de vols totalement autonomes et indépendants

C'est le cas du transport assuré par des transporteurs dépourvus du moindre lien entre eux. C'est le passager qui a programmé son voyage composé de plusieurs segments de vol.

Quand les différents transporteurs assurent des phases de transport successives dans l'ignorance des desseins du passager, on pourrait hésiter à imposer, en application du règlement européen, au transporteur en début de chaîne l'indemnisation à raison d'un retard important à destination finale, alors qu'il n'est redevable que d'un retard de quelques minutes ayant empêché la correspondance.

Cette solution ne peut cependant l'emporter que si aucun indice n'incline à voir dans ce transport une opération unique.

[La demande de décision préjudicielle émanant du Landgericht de Düsseldorf, 26 octobre 2017, Eurowings c. Klaus Rövenkam et Christiane Rupp, C-615/17, porte sur les circonstances suivantes. Il s'agit de deux vols assurés par des transporteurs aériens effectifs différents. Les voyageurs, victimes d'un léger retard à l'arrivée du premier vol, manquent la correspondance. Ils arriveront à destination finale avec un retard de plus de trois heures. La réservation avait été effectuée par un organisateur de voyages qui avait combiné les vols pour ses clients. La juridiction demande si les passagers sont titulaires d'un droit à indemnisation. Radiation par ordonnance du 26 avril 2018.]

[On retrouve une problématique voisine avec la demande émanant de l'Amtsgericht de Hanovre le 27 décembre 2017, Vollmer et Sagalov c. Swiss Global, C-721/17. Le cas concerne un transport composé de deux vols assurés par des transporteurs aériens différents. Le passager a manqué la correspondance à raison d'un retard sur le premier vol, mais inférieur à 3 heures. Le passager est parvenu, grâce à un second vol, à destination finale, mais avec un retard de plus de 3 heures. Pourquoi condamner le second transporteur, étranger à la survenance du retard final ? Le premier transporteur n'est pas sous transporteur, il est un transporteur qui assume un vol de façon autonome, le retard est inférieur à 3 heures. Le second transporteur sera condamné à payer l'indemnisation si le transport par une réservation groupée ou par la remise d'un billet unique a pris les apparences d'un vol unitaire.

La juridiction allemande demande également si l'existence de liens de groupe entre les transporteurs permet d'établir le droit à indemnisation. A priori, non, si on maintient les solutions traditionnelles en présence d'un groupe de sociétés. Chaque société assume ses engagements et ses dettes, les autres sociétés entrant dans le groupe ne sont pas tenues des dettes de l'une de leurs homologues. On sait cependant que la tendance actuelle est de contraindre sous certaines conditions la société mère de payer les dettes de ses filiales. Ordonnance de radiation du 17 mai 2018.]

[L'acceptation pleine et entière de la doctrine Sturgeon et Nelson ressort de la jurisprudence de la première chambre civile de la Cour de cassation. C'est ainsi qu'on lit ceci dans un arrêt du 22 février 2017 rendu à propos d'un retard sur un vol Lyon - Bologne via Paris, n° 15-27809 : il résulte de la jurisprudence de la CJUE (Rehder, Sturgeon, Nelson) que le règlement n° 261/2004 instaure un régime de réparation standardisée et immédiate des préjudices que constituent les *désagréments* dus aux retards, lequel s'inscrit en amont de la CM et partant est



autonome par rapport au régime issu de celle-ci (CM).]

## 2. Le traitement des conséquences du retard

S'il y a retard au départ, le vol n'est pas annulé, le déplacement devra être effectué, le passager sera en principe amené après de longs moments d'attente à prendre le vol qui avait été programmé et parvenir ainsi à destination. La relation contractuelle est maintenue, mais la prestation de transport est exécutée, quant aux horaires, dans des termes différents de la prévision contractuelle. Le transporteur devra régler l'indemnisation de l'arrêt Sturgeon, il devra nourrir et restaurer le passager, il devra loger le passager si l'attente se prolonge en nocturne.

Il est possible cependant que le passager ne veuille pas attendre sans fin et essaie de remédier, seul, ou avec le concours du transporteur défaillant, à cet incident malencontreux.

Il prendra éventuellement un vol de remplacement ou, excédé, il tirera sa révérence et refusera de monter dans l'avion pour effectuer le vol pour lequel il avait contracté.

Plusieurs hypothèses se présentent.

C'est l'hypothèse consensuelle où la compagnie auteur du retard procure au voyageur un vol de remplacement assuré par elle-même ou par une autre compagnie, avec un retard éventuel à l'arrivée par rapport à la prévision initiale.

C'est le passager qui refuse le vol retardé. Il se met à l'écart de l'exécution de la prestation de transport.

C'est le passager qui prend l'initiative de prendre un billet sur un autre vol.

Le remplacement organisé à l'initiative ou avec l'accord du transporteur

Il est possible que le retard du vol programmé tire en longueur et que le transporteur accepte de faire assurer le déplacement grâce à un vol distinct qu'il organise.

Le transporteur a contracté l'obligation de transporter, il doit tout faire pour que le voyageur parvienne à destination, soit avec le vol programmé, soit à défaut avec un autre vol.

En particulier, si le passager a manqué la correspondance, la compagnie le fera bénéficier du vol suivant.

[Cf. les faits de la 3<sup>e</sup> espèce visée par la demande du Landgericht de Korneuburg, affaire C-517/21, AirHelp Germany c. Laudamotion. Un vol retardé de plus de 10 h entre Düsseldorf et Palma de Mallorca. Avec l'accord de la compagnie, les passagers prennent un vol décollant quelques heures avant le décollage du vol retardé. La compagnie refuse d'indemniser, au prétexte de l'inapplication du règlement, les passagers ne s'étant pas présentés à l'enregistrement du vol retardé. Radiation.]

Le remplacement procuré par le transporteur sur un vol organisé par une compagnie concurrente

C'est l'hypothèse où le transporteur primitif procure le vol de remplacement en faisant intervenir une compagnie tierce. Le remplacement est effectué à l'initiative du transporteur, avec le consentement du voyageur.

Le transporteur fait effectuer le déplacement par une autre compagnie.

Si un retard de plus de 3 heures est constaté sur le vol de substitution, en comparaison avec l'horaire d'arrivée du vol primitif, le transporteur initial sera tenu de l'indemnisation.

La résolution unilatérale du contrat par le voyageur créancier de la prestation de transport

Le refus par le voyageur de prendre le vol retardé

On relève en jurisprudence le cas du passager excédé du retard qui refuse de prendre le vol retardé et rompt ainsi la relation contractuelle.

Ce qui est en jeu, c'est de savoir si le voyageur, qui n'a pas en fait voyagé avec l'avion ayant eu un retard de plus de trois heures, est en droit d'obtenir l'indemnisation prévue par les arrêts Sturgeon et Nelson au bénéfice du passager retardé.

Il arrive en effet que le voyageur, ayant résilié le contrat de transport du fait d'un non-respect par le transporteur des horaires figurant sur le billet et sur lesquels il s'était engagé, n'en demande pas moins à la compagnie l'indemnisation prévue par l'arrêt Sturgeon.

Un profane se demanderait comment un passager qui se prévaut d'une résolution en mettant fin unilatéralement à la relation contractuelle est-il en droit d'obtenir une indemnisation relative à l'exécution défectueuse d'un contrat de transport, exécuté, mais avec un retard important à l'arrivée. La résolution face à une inexécution définitive peut certes se traduire par l'allocation de dommages-intérêts, mais ils sont alors alloués sur le fondement du droit interne. A moins de donner une interprétation extensive du règlement européen, en considérant que l'indemnisation prévue en jurisprudence est exigible aussi bien lorsque le passager parvient à destination grâce au vol procuré par le transporteur avec lequel il avait contracté que lorsque le passager face à une prévision de retard important se retire du dispositif contractuel.

C'est l'hypothèse faisant l'objet d'une demande formulée par le Bundesgerichtshof dans un contentieux opposant flightright à Laudamotion, C-474-22. Le passager devait, le 26 juin 2018, décoller de Düsseldorf à 8 h 10. Il avait été informé du retard. Il avait alors estimé que le vol, qu'il avait décidé de prendre pour avoir un rendez-vous professionnel à Palma de Majorque, n'avait plus d'intérêt pour lui. Le vol qu'il avait retenu, mais que le passager ne prend pas, parvient à Palma avec un retard de 3 h 32. L'indemnisation est demandée. Le transporteur la refuse : non présentation du passager à l'enregistrement. En ne se présentant pas à l'embarquement, le voyageur s'était mis en retrait du rapport contractuel. Le client n'avait pas à proprement parler souffert d'une arrivée à destination excédant 3 heures, puisqu'il ne se trouvait pas à bord de l'avion retardé. Il avait contracté pour participer à une rendez-vous d'affaires. Il avait été informé avant le départ qu'il y aurait un retard et qu'il ne pourrait pas ainsi honorer sa rencontre à finalité professionnelle. Il avait préféré ne pas prendre part au vol. Le passager n'avait pas apparemment demandé le remboursement du billet. Ce remboursement n'est d'ailleurs prévu par les art. 6 et 8 du règlement que lorsque le retard est d'au moins 5 heures.

L'arrêt a été rendu le 25 janvier 2024.

La décision ne nous donne pas la solution pour savoir si un passager informé d'un retard important de son vol peut rompre le contrat unilatéralement et s'il a éventuellement aptitude à obtenir sous certaines conditions l'indemnisation conrée par l'arrêt Sturgeon.

Le passager ne s'était pas soumis en l'espèce aux formalités d'enregistrement exigées par le règlement pour son application.

La cour refuse d'assimiler le retard important d'un vol à l'annulation d'un vol – le passager échappant en cette dernière circonstance à l'obligation de s'être fait enregistrer pour revendiquer l'application du règlement de 2004.

Sa prétention sur le fondement du droit européen est donc rejetée.

Ce qui est intéressant, c'est la possibilité reconnue au passager d'agir sur le fondement du droit international ou sur celui du droit national pour obtenir une indemnité.

La cour admet ainsi une limite à une vision conquérante et exclusiviste du domaine du règlement, elle considère à juste titre que le règlement n'a pas vocation à s'appliquer à toutes les hypothèses d'incident de transport et qu'il convient à côté du règlement européen de donner toutes leurs places à d'autres ensembles normatifs, comme le droit uniforme et le droit classique de la responsabilité.

La CJ se prononcera peut-être dans une autre affaire.

Le tribunal régional de Vilnius connaît d'un litige, à l'occasion d'un vol, où une partie des voyageurs, excédés du retard, s'étaient retirés du rapport contractuel, affaire C-716/23, UAB Skycop.com c. Ryanair, mais en exigeant l'indemnisation prévue par le droit prétorien en cas de retard.

Plusieurs personnes avaient acheté auprès de Ryanair un billet pour faire un déplacement entre Vilnius et l'aéroport de Milan-Bergame (Orio) le 30 mars 2022. L'avion devait décoller à 19 h 50. Il ne le fera qu'à 2 h 53. Certains passagers, 8 en réalité, ont fait preuve de patience, ils ont pris le vol et sont arrivés à destination avec un retard de 7 h 15 minutes.

Huit autres ont opté pour une solution autre, ils se sont désenregistrés le 31 mars à 0 h 57. Soit un peu plus de 5 h par rapport à l'heure de départ convenue.

Le transporteur, lorsqu'un retard de 5 h se produit, doit offrir le remboursement du billet.

Le contrat a donc été résolu par accord mutuel.

L'ordonnance de la juridiction de renvoi donne le sentiment que les voyageurs ont obtenu le remboursement du billet d'avion.

Le débat consiste à savoir si ces passagers sont en droit d'exiger le paiement de l'indemnisation du droit européen ou s'ils peuvent trouver un fondement plus solide à leur action dans la CM ou dans le droit interne.

En se faisant désenregistrés, on pourrait prétendre qu'ils ne remplissaient plus la condition exigée pour obtenir l'application du règlement, s'être présenté à l'enregistrement.  
On peut également faire valoir pour l'inapplication du règlement que l'indemnisation pour retard de plus de 3 h suppose que le passager a effectivement pris le vol retardé.  
C'est le doute soulevé par la juridiction de renvoi.  
Il n'est pas certain que l'application de la CM s'impose dans une telle hypothèse, même si le préjudice réside dans une attente éprouvante de plus de 5 h sans savoir si l'avion est prêt à l'envol.  
Reste l'appel au droit national pour apprécier le bien-fondé d'une action en responsabilité, le préjudice souffert par les passagers n'étant pas contestable, le transporteur étant en faute pour défaut de ponctualité dans l'observance de l'horaire.

#### L'auto remplacement

C'est l'hypothèse où le passager informé du retard prend l'initiative unilatérale de prendre un autre vol.

#### Deux sous-hypothèses

Le passager débrouillard, informé du retard, prend un billet sur un autre vol, mais auprès de la même compagnie qui avait délivré le précédent.

[Voir la demande de décision préjudicielle du Landesgericht de Korneuburg du 10 décembre 2020, affaire I. / FK, C-672/20. L'intéressé s'abstient ainsi de prendre le vol réservé qui a été retardé. Il arrive avec un retard de 5 h avec le nouveau vol, alors que s'il avait pris le vol réservé il aurait été victime d'un retard de 8 h 19. Le tribunal autrichien demande si le voyageur – qui demande une indemnisation - peut se prévaloir du règlement n° 261/2004, ce voyageur ne s'étant pas présenté au vol réservé, vol dont il avait appris en arrivant à l'aéroport par le tableau d'affichage qu'il était retardé. Affaire radiée.]

Le cas du passager, informé du retard, qui achète un billet sur un vol desservi par une compagnie rivale

C'est l'hypothèse où le passager excédé par un retard prolongé prend l'initiative unilatérale de s'adresser à une compagnie concurrente pour arriver à destination.  
On pourrait soutenir que le passager ne peut résilier le contrat que si le retard dépasse 5 heures. C'est le danger de l'auto-remplacement prématuré. Le passager n'est pas certain d'obtenir le remboursement du billet. On peut répliquer que le règlement européen se contente de prévoir une obligation à la charge du transporteur, mais qu'il ne traite pas de la position de retrait que pourrait prendre le voyageur face à une annonce de retard, cette question relevant du droit national.  
La possibilité d'obtenir une indemnisation sur le fondement de la jurisprudence Sturgeon est une question distincte.

Avec l'affaire C-54/23, WY c. Laudamotion et Ryanair, soumise à la CJ par le Bundesgerichtshof le 3 février 2023, le retard est inférieur à 3 heures.

Une personne a réservé auprès de Ryanair un vol aller et retour de Düsseldorf à Palma de Majorque. Le vol aller est prévu le 31 octobre 2019. Ryanair est transporteur contractuel.

Laudamotion est le transporteur aérien effectif. Le départ du vol aller a été retardé de 6 heures. Le passager affirme s'être présenté à l'heure à l'enregistrement, il a été ainsi informé du retard par le transporteur aérien effectif.

Aucun vol de remplacement, anticipé, n'a été proposé au passager.

Le passager avait un rendez-vous à Palma, il s'est procuré lui-même un vol de remplacement.

La question est de savoir si le passager peut obtenir du transporteur initial l'indemnisation prévue en jurisprudence pour un retard à l'arrivée supérieur à 3 h.

Le passager est en fait parvenu à destination, à Palma, venant de Düsseldorf, par le vol de remplacement qu'il avait conclu, mais avec un retard inférieur à 3 heures, par rapport à l'horaire du vol qu'il avait initialement réservé.

L'arrêt rendu le 25 janvier 2024 par la CJ refuse logiquement à ce passager à la prétention quelque peu étonnante le droit à indemnisation de la jurisprudence Sturgeon.

Le règlement vise à remédier aux difficultés et aux désagréments sérieux que subissent les passagers lors d'un transport aérien.

Si la circonstance qu'un passager a trouvé lui-même un vol de remplacement peut engendrer un désagrément pour le passager, un tel désagrément ne saurait être considéré comme sérieux, dès lors que ce passager a atteint

sa destination finale avec un retard inférieur à 3 heures par rapport à l'heure d'arrivée initialement prévue du premier vol.

La CJ note que le droit allemand autorise le voyageur à obtenir le remboursement des frais du vol de remplacement qu'il s'était procuré.

(Cette remarque est intéressante, en ce que la CJ considère que le règlement européen n'est pas l'unique instrument permettant de satisfaire les intérêts des passagers, droit européen et droit national peuvent coexister harmonieusement.)

#### Autre hypothèse

Le cas du transport composé de plusieurs vols. Le passager manque la correspondance, non à raison du retard du vol précédent, mais à raison d'un délai trop bref de transit. Le passager parvient à destination finale en ayant pris un billet auprès d'une autre compagnie.

Le passager doit faire diligence dans les dédales des aéroports, il n'y parvient forcément pas, sans nécessairement se transformer en limace.

C'est l'hypothèse visée par la demande du Landgericht de Düsseldorf, affaire C-616/23, TA ET VB CI c. British Airways.

Les passagers ont effectué un premier vol avec un très léger retard entre Dubaï et Londres. À Heathrow, ils manquent la correspondance en ratant le vol Londres-Düsseldorf. Ils n'ont peut-être pas été très rapides pour marcher dans le terminal et gagner la porte d'embarquement du second vol. Le transporteur avait peut-être prévu une durée insuffisante pour permettre aux passagers de sortir de l'avion et de gagner le vol suivant.

La compagnie British A. n'a pas offert de vol de remplacement.

Il n'y avait de vol pour Düsseldorf que le lendemain.

Les intéressés passent la nuit à Londres et gagnent la destination finale le lendemain avec un billet pris auprès d'EasyJet.

Ils demandent à la compagnie anglaise l'indemnisation de l'arrêt Sturgeon (600 euros), sans compter le prix des repas et de la chambre d'hôtel, ainsi que le remboursement du billet pris auprès d'EasyJet.

Il nous semble difficile de ne pas sanctionner le transporteur, s'il a prévu une période trop brève pour gagner le vol suivant.

En revanche le transporteur, nous semble-t-il, devrait être exonéré s'il établit la lenteur anormale des passagers pour gagner dans l'aéroport le vol suivant.

#### Le calcul du montant de l'indemnité forfaitaire

Le montant de l'indemnisation est tributaire de la distance de vol qui avait été prévue au contrat.

#### Le vol unique

Lorsqu'on est en présence d'un vol d'un seul trait, la jurisprudence transpose les chiffres retenus par le règlement en matière d'annulation de vol, 250, 400 et 600 euros.

Un arrêt de la CJUE du 3 septembre 2020, affaire C-356/19, Delfly, considère qu'en cas de retard à Varsovie le transporteur ne peut pas rejeter la demande d'indemnisation au motif qu'elle n'est pas libellée en euros, mais dans la monnaie locale, en l'espèce la devise polonaise. La Pologne en effet ne fait pas partie de la zone euro.

La jurisprudence des tribunaux polonais rejette les demandes pour vol retardé si la prétention est exprimée en monnaie nationale polonaise, alors que la créance est libellée en monnaie étrangère.

Le droit à indemnisation doit être interprété largement.

Le transporteur ne peut pas exiger que l'indemnisation ne soit payée qu'en euros, à l'exclusion de la monnaie nationale.

Le règlement ne fait pas de distinction entre les passagers ; la nationalité, le lieu de résidence ne sont pas pris en considération.

La conversion de l'indemnité prévue en euros s'effectue selon la loi locale.

Le passager, ou son ayant droit, peut exiger le paiement dans la monnaie nationale ayant cours légal au lieu de sa résidence.

#### Le calcul du montant de l'indemnisation tributaire de la distance à parcourir ou parcourue

Le retard à l'arrivée peut concerner un transport avec correspondance. Le premier segment de vol a donné lieu à

un retard, si bien que le passager a manqué la correspondance. Il prend le vol suivant et parvient à destination finale avec plus de 3 h par rapport à la prévision initiale.

Le montant de l'indemnité augmentant avec la distance, on s'est demandé s'il fallait pour calculer la distance tenir compte de la distance du vol 1 additionnée au vol 2, ou s'il fallait se fonder sur la distance à vol d'oiseau entre l'aéroport du départ initial et l'aéroport de la destination finale.

C'est ce dernier parti qui a été retenu par la CJUE dans l'arrêt *Bossen c. Brussels Airlines* du 7 septembre 2017, C-559/16, D. 2017.1758 note Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier.

Les trois passagères effectuaient un vol avec correspondance entre Rome et Hambourg, via Bruxelles. Elles manquent la correspondance à Bruxelles, le premier vol ayant été retardé, de telle sorte qu'elles parviennent dans la cité hanséatique avec un retard de 3 h 50 minutes. La compagnie indemnise à la hauteur de 250 euros, les victimes du retard veulent davantage, elles exigent chacune 400 euros, d'où le contentieux.

250 est la somme prévue pour les vols de 1500 km ou moins.

400 est l'indemnité prévue pour les vols intracommunautaires de plus de 1500 km.

Quelle était la distance du transport aérien ?

Il est entendu qu'on tient compte de la méthode orthodromique, c'est-à-dire d'une distance à vol d'oiseau.

Le transport effectué en deux temps est composé du vol Rome- Bruxelles, 1173 km, et du vol Bruxelles- Hambourg, 483 km, total = 1656 km. Les passagères ont effectué un transport aérien dépassant le seuil de 1500 km.

En revanche, si on tient uniquement compte de la distance à vol d'oiseau entre Rome, point de départ initial, et Hambourg, point d'arrivée final, on ne franchit pas le seuil des 1500 km, 1326 km.

La CJUE persiste dans son interprétation assimilant retard et annulation de vol. La solution édictée par le règlement en ce qui concerne le calcul de la distance en cas d'annulation du vol est transposée en matière de retard

important à l'arrivée. Il n'y a pas lieu de distinguer pour le calcul du montant de l'indemnisation selon que les passagers parviennent à destination au moyen d'un vol direct ou d'un vol avec correspondance. Le désagrément est constitué par le retard à destination finale, il est identique que le passager ait pris un vol direct ou un vol avec une voire plusieurs correspondances. La distance effectivement accomplie n'entre pas en considération.

[La demande de décision préjudicielle posée par le Landgericht de Hambourg le 31 août 2018 concerne le calcul du montant de l'indemnisation à payer au passager retardé, affaire *Eurowings*, C-557/18, JOUE du 3 décembre 2018.

L'hypothèse concerne un transport ayant donné lieu à une réservation, pour le compte d'un client, par un organisateur de voyages ayant combiné deux vols. Le premier vol, dit de préacheminement, a été accompli avec ponctualité. Le second vol programmé donne lieu lors de la correspondance à annulation ou à retard. Le passager parvient à destination finale avec un retard de plus de 3 heures. Les deux vols ont été assurés par des transporteurs aériens différents. Comment calculer l'indemnité ? Faut-il tenir compte de la distance totale de vol ?

Les deux vols sont apparemment indépendants, même si l'agence a combiné les deux vols, les transporteurs sont autonomes. Le second transporteur assurait-il la seconde phase d'un transport unique ou se contentait-il d'assurer seulement la phase lui incombant ? Le passager disposait-il d'un billet unique ou de deux titres de transport ? Probablement d'un seul. Le caractère global de l'opération de transport pourrait conduire à tenir compte du kilométrage de la totalité du déplacement. Radiation, 8 novembre 2018.]

[L'Amtsgericht de Düsseldorf établit le 26 février 2019 à l'intention de la CJUE un questionnaire semblable concernant un retard sur un déplacement avec escale, avec ou sans correspondance, affaire *Flightright c. Eurowings*, C-180/19. Y a-t-il lieu de tenir compte de l'ensemble du trajet correspondant à la réservation pour déterminer la distance à prendre en considération aux fins de fixer le montant de l'indemnisation ? Radiation, 11 juillet 2019]

[Dans l'espèce soumise par l'Amtsgericht d'Erding le 28 mai 2019, on était en présence d'un vol par correspondance. L'incident de transport ne survient pas au départ, mais ultérieurement. Les vols de préacheminement ont été effectués correctement. Cette juridiction de Bavière demande, si, pour le calcul de la distance à prendre en considération, il faut tenir compte des vols de préacheminement. Affaire *E.M., M.S. c. Eurowings*, C-414/19. JOUE du 2 septembre 2019. Il nous semble que si ce déplacement aérien composé de plusieurs segments de vol a été considéré comme un tout indivisible en donnant lieu à une unique réservation, la réponse, vu la position d'ensemble de la jurisprudence, ne peut être que positive. Radiation par ordonnance du 13 septembre 2019.]

[Idem, demande de décision préjudicielle émanant le 6 septembre 2019 du Handelsgericht de Vienne, *flightright c. Austrian Airlines*, affaire C-661/19 : un transport composé de deux vols, une correspondance, deux transporteurs distincts, la perturbation intervient sur le second segment de trajet. Faut-il ne tenir compte que de la distance du second segment du trajet pour calculer le droit à indemnisation ? Radiation du 8 janvier 2020.]

Indépendamment de l'allocation du montant de l'indemnisation pour retard de 3 heures, le passager, en particulier, s'il a dû se procurer un vol pour parvenir à destination grâce au concours d'une compagnie tierce, demande le remboursement du prix du billet. Si le temps d'attente s'est prolongé, il demandera également le remboursement des frais d'hôtel et de restaurant. Voir affaire C-616/23, *British Airways*.

Le cumul des indemnités à raison d'incidents multiples

Il n'est pas exclu que le voyageur puisse être victime d'une série d'incidents : le vol convenu est par exemple annulé, le vol de remplacement donne lieu à un retard.

L'incident sur le vol de remplacement

Il faut supposer un vol annulé. Le passager se voit proposer un vol de réacheminement par son transporteur. Le passager est victime d'un incident sur ce vol, le vol est retardé.

Le passager doit d'abord recevoir l'indemnisation prévue en cas d'annulation de vol, on voit mal ce qui lui interdirait d'obtenir une seconde indemnisation au titre du retard de plus de trois heures à destination finale. Les deux vols ont leur autonomie, un manquement est relevé sur chacun d'eux, chaque manquement appelle une sanction propre.

La question a été tranchée en ce sens par la CJUE le 12 mars 2020, à la suite de la demande de décision préjudicielle formulée par la juridiction d'appel d'Helsinki, *Helsingin hovioikeus*, dans l'affaire C-832/18, *A. e.a. c. Finnair Oyj*.

Les passagers avaient pris auprès de la compagnie finlandaise une réservation pour un vol direct entre Helsinki et Singapour. Le vol est annulé. La compagnie a payé l'indemnisation prévue en cas d'annulation de vol. La compagnie a proposé aux voyageurs un vol de réacheminement en deux segments, Helsinki - Chongqing, et Chongqing - Singapour, devant partir le lendemain. Sur ce vol de réacheminement, se produit un incident mécanique, de telle sorte que les passagers parviennent à Singapour avec plus de 6 heures de retard sur ce vol. Le cumul d'indemnisations est admis par la CJUE dans une décision du 12 mars 2020, *Juris Tourisme*, 2020, n° 229, p. 11, obs. Xavier Delpech. Le passager avait été dans un premier temps victime d'une annulation du vol initial. Il avait été victime, à raison d'un incident mécanique, d'un retard lors du vol de réacheminement. Les passagers demandent à la compagnie une nouvelle indemnisation, correspondant au retard sur le vol de réacheminement.

Ce que refuse la compagnie finlandaise, prétendant que le règlement ne prévoit pas l'octroi d'une indemnisation au titre du vol de réacheminement.

La Cour de Justice fait litière de cette prétention.

Elle considère que le règlement s'applique, car les passagers ont été transférés par le transporteur du vol pour lequel ils avaient une réservation vers un autre vol.

Elle considère que le règlement n° 261/2004 ne contient aucune disposition visant à limiter les droits des passagers se trouvant en situation de réacheminement

Les passagers, ayant accepté le vol de réacheminement à la suite de l'annulation du vol, et ayant atteint la destination finale 3 h ou plus après l'heure initialement prévue par le transporteur pour le vol de réacheminement, bénéficie du droit à indemnisation.

Le cumul d'indemnisations est admis.

Les propositions de réforme du règlement ainsi que les décisions du Conseil de l'OACI entraîneront à terme une révision du système, même si les solutions désormais acquises apparaissent dans leurs grandes lignes comme irréversibles.

Il serait préférable de distinguer les fondements de cette double obligation de donner mise à la charge du transporteur lorsque le grain de sable s'installe : payer une somme forfaitaire en cas de retard de plus de 3 heures, payer des dommages intérêts à proportion du dommage effectivement subi.

La convention de Montréal instaure un mécanisme spécifique d'indemnisation qui conserve comme fondement l'institution de la responsabilité civile ; si le transporteur doit indemniser le passager, victime d'un préjudice consécutif au retard, c'est que la faute est sous-jacente. Il peut d'ailleurs se justifier en établissant qu'il a fait due

diligence. Avec le mécanisme européen tel qu'il a été remodelé par la Cour de Justice, les perspectives sont autres, la faute du transporteur n'est plus la justification de l'allocation financière due au passager ; le transporteur doit assister le passager, victime d'un retard présenté comme un aléa de la vie, la CJUE le contraint à faire le bon samaritain. Le mécanisme relève du traitement des accidents de la vie avec mutualisation des risques, la solution ne repose plus sur le fondement de la responsabilité civile mais de la garantie due et de l'assurance imposée. Rien n'interdit alors d'envisager en toute tranquillité d'esprit la coexistence de deux mécanismes aux finalités et fondements opposés. Le transporteur paie et assiste, mais il reporte dans les deux cas la charge finale sur la collectivité des passagers en majorant le prix des billets.

Le philosophe dira peut-être songeur que beaucoup de bruit et d'argent ont été répandus et dépensés pour rien. Nos contemporains n'admettent plus de supporter avec flegme les incidents de transport. Ils exigent une reconnaissance de dette, dès qu'un retard se produit. Ils en paient le prix. On aura permis à la communauté des juristes de faire du droit, on aura contribué à l'augmentation de la pagination des revues juridiques, on aura augmenté le plan de charge de la Cour de Justice, on aura excité les appétits des partisans du consumérisme en leur faisant croire à d'importantes avancées de leur cause, on aura contraint les compagnies à étoffer leurs services juridiques. Du travail en perspective pour nos étudiants quand ils entreront dans la vie active.

#### Sous-Paragraphe II. Le transport de bagages

Très vraisemblablement sera mis en place dans les années à venir un régime identique en cas de retard des bagages à l'arrivée. Le transporteur se verra contraint de payer une somme d'argent correspondant à une peine privée incluant une réparation tarifée.

## § II. Les solutions de la convention de Montréal face au retard

### a. Le retard des passagers

L'interprète est obligé de tenter de concilier les solutions contenues dans le droit uniforme à vocation mondiale avec le dispositif consommériste forgé dans le cadre de l'Union européenne.

Il faut bien reconnaître la place résiduelle réservée, du fait du droit consommériste européen, au système de responsabilité prévu par le droit uniforme montréalais.

Lorsque le préjudice est mince, voire inexistant, le passager se contentera le plus souvent de l'indemnisation obtenue sur le fondement des jurisprudences Sturgeon et Nelson.

Il est possible cependant que le passager retardé ne se contente pas de l'aumône européenne et veuille obtenir des dommages-intérêts d'un montant plus substantiel.

Cf. Thibault Douville, op. cit., n° 3 et 9 en particulier

Il fera alors appel au système de droit uniforme (1° Civile, 14 février 2018, Bull., n° 16-20354, D. 2018

Actualités p. 460, D. 2018.1418 obs. Kenfack : la Cour de cassation admet fort justement que deux passagères, mère et fille, venant de Marrakech, arrivant à destination à Beauvais avec un retard de 7 heures, probablement le soleil couché, contraintes de coucher à l'hôtel avant de regagner le lendemain leur domicile étaient en droit, se fondant sur la CM, de demander le remboursement du coût de cette nuitée)

(La terminologie européen centrée utilisée par l'arrêt est cependant contestable, il fait à la suite de la jurisprudence de la CJUE jouer la fonction principale d'indemnisation à la solution prétorienne, l'invocation du droit uniforme apparaissant comme un moyen de rattrapage permettant à la victime d'obtenir une indemnité plus consistante. La solution issue des arrêts Sturgeon et Nelson se fonde sur le règlement européen. Dans la hiérarchie des normes, un traité de droit uniforme ratifié aussi bien par l'Union européenne que par tous ses États membres est doté de la primauté normative, le droit international universel doit prévaloir sur les solutions européennes de rang inférieur), voire au droit commun.

Il arrive également que, s'il y a contentieux, l'avocat du demandeur néglige de faire appel au dispositif européen et fonde directement la demande sur la CM.

Le transporteur est responsable du *dommage* résultant d'un *retard* dans le transport aérien de passagers bagages ou de marchandises, prévoit l'art. 19 CM

La notion de retard prise en considération par le droit uniforme

Il s'agit d'un retard dans le transport.

Le retard des passagers

Pour qu'il y ait retard, il faut que le passager parvienne à destination, le vol retardé est organisé, mais l'arrivée à destination s'effectue dans des termes temporaires allant au-delà de ceux figurant dans les horaires préétablis et qui étaient entrés dans le champ contractuel.

Certaines situations ne correspondent pas au retard tel qu'on l'envisage dans le langage courant. Le débat consiste alors à savoir si la situation relève du droit commun ou bien du droit conventionnel, qui est pourtant un droit d'exception, même si l'exception ne mérite pas comme en droit pénal de recevoir une interprétation stricte.

L'arrivée à l'avance

Il arrive aussi parfois que l'avion arrive en avance par rapport à l'horaire d'arrivée figurant sur le billet. Il n'y a pas retard ! Le préjudice est alors exceptionnel : il peut arriver que la personne qui doit accueillir le passager ne soit pas encore parvenue dans les locaux de l'aérogare, ce qui peut entraîner éventuellement certains désagréments pour le voyageur. La CM ne devrait pas pouvoir être invoquée.

Le retard à l'arrivée

Quand on parle de retard, on pense en premier lieu au retard à l'arrivée. L'appel à la CM est incontestablement possible.

Le retard au départ

Rien n'interdit d'invoquer le dommage et les désagréments accompagnant un retard au départ, voir la thèse de



M. Laurent Chassot, n° 744 s. Si le vol est retardé au départ, il l'est en général également à l'arrivée.

L'annulation du vol ou le refus d'embarquement, le passager parvenant cependant à destination.

L'annulation de vol est-elle assimilée à un retard et comme tel soumise à la convention de Montréal ?

Le retard au sens de la C.M. semble englober aux yeux de la jurisprudence française (et américaine) non seulement le retard proprement dit, mais également le refus d'embarquement et les annulations de vol, du moment que le voyageur parvient ultérieurement à la destination finale grâce au concours du transporteur qui avait délivré le billet, voire par une compagnie concurrente.

Certains auteurs soutiennent cependant que seul le retard stricto sensu devrait trouver sa solution sur le fondement de la CM, alors que le refus d'embarquement et que l'annulation de vol constituent des hypothèses d'inexécution du contrat de transport qui devraient relever du seul droit commun et non du droit uniforme.

Dans le transport commercial de l'époque moderne, la compagnie aérienne doit moins l'exécution d'un transport que l'accomplissement d'un vol, un vol qui est identifié, déterminé par un numéro, telle compagnie (bémol, le partage de codes), tel appareil, telle heure de départ, telle heure d'arrivée. Si le passager titulaire d'un billet lui donnant l'accès à un vol déterminé parvient à destination plus tardivement de ce qui est prévu par le billet et donc par le contrat, il y a certainement retard.

M. Laurent Chassot présente dans sa thèse plusieurs hypothèses, distinguant selon que c'est le transporteur ou le voyageur qui prend l'initiative de surmonter l'incident de transport.

. L'acheminement du passager par un vol subséquent à l'initiative du transporteur

Le vol de remplacement peut être effectué par le transporteur contractuel lui-même ou par un transporteur substitué.

Il y a le cas du vol convenu qui est pour des causes diverses inexécuté, le passager étant acheminé à destination par un autre vol. On pourrait soutenir en droit pur que le 1° vol n'a pas été exécuté et que le transporteur doit répondre dans les termes du droit commun de ce défaut d'exécution. Serait intervenu ultérieurement un avenant, un contrat implicite entre la compagnie et son client permettant d'acheminer celui-ci sur un vol subséquent, qui arrive à l'heure. M. Chassot rejette cette solution qui aurait les honneurs de la jurisprudence allemande, il estime en s'en tenant à la lettre de l'art. 17 que la CM prend uniquement en considération le retard dans le transport, il y a retard dans le transport du moment que le passager parvient finalement (même si c'est tardivement) à destination. Ce qui était la finalité de l'opération convenue entre le transporteur et son passager.

Il y a l'hypothèse où le vol prévu ne peut être exécuté, le transporteur prenant l'initiative de faire déplacer son client grâce à un vol organisé par une autre compagnie, ce vol acheminant le client au-delà de l'horaire prévu pour le vol initial. Le transporteur se fait remplacer par un transporteur de fait, devenu éventuellement de droit s'il est agréé au moins implicitement par le passager. La même solution devrait l'emporter, le transport est effectué avec retard imputable au transporteur contractuel.

1° Civile, 26 janvier 2012, n° 10-30800 : un forfait touristique est programmé par une agence de voyages ; il était prévu un trajet aérien entre Toulouse, escale à Amsterdam et arrivée à Saint Petersburg : le trajet devait être effectué par KLM. Le vol aller est en réalité annulé à raison d'une panne technique et il sera effectué par Air France entre Toulouse et Paris et par Aeroflot entre Paris et Saint Petersburg. Une croisière fluviale entre Saint Petersburg et Moscou. Le retour entre Moscou et Toulouse. C'est Air France qui a délivré les billets et qui est considéré comme transporteur contractuel. Les vacanciers n'ont pas été en mesure de bénéficier de la première partie de la croisière. La Cour de cassation approuve le juge du fait d'avoir envisagé le débat en termes de retard. Le transporteur devait répondre du retard affectant le transport des passagers, et ceci en application de la convention de Montréal. L'annulation du vol est sanctionnée comme un retard relevant de la convention portant droit uniforme.

. Le passager trouve lui-même le vol de remplacement à effectuer par un transporteur tiers

Le vol primitif a été annulé ou bien le vol fait l'objet d'un retard traînant en longueur. Le passager contacte alors un transporteur tiers pour effectuer le déplacement.

Le passager a perdu patience, le vol a été annulé, le transporteur n'offre pas de solution alternative, le passager se procure de lui-même un vol lui permettant d'effectuer le transport : il contacte un autre transporteur pour effectuer le déplacement.

La question se pose de savoir si le passager dans l'hypothèse d'un retard au départ qui se prolonge peut prendre l'initiative de rompre le contrat et recourir à un vol organisé par un autre transporteur aérien concurrent du

premier, tout en demandant a posteriori le remboursement du billet ainsi que des dommages intérêts au premier transporteur défaillant permettant de financer l'achat d'un nouveau titre de transport. On a vu précédemment en étudiant le droit issu du règlement de 2004 que cette possibilité ne jouerait peut-être que lorsque le retard envisagé excède 5 heures. Le texte de Montréal est cependant indépendant du dispositif européen ; le passager dispose du choix de ses armes, il peut préférer se prévaloir du droit uniforme en se plaçant en termes de retard. Le droit européen prime en revanche le droit national.

On pourrait distinguer.

Retard de moins de 5 heures. Il faut raisonner en termes de retard.

Retard supérieur à 5 heures. Le passager devrait pouvoir se retirer du rapport contractuel et invoquer le droit commun pour obtenir réparation.

La jurisprudence française ne raisonne pas ainsi et fait prévaloir la qualification montréalaise de retard.

Juridiction de proximité d'Aulnay- sous- Bois, 8 octobre 2007. Refus d'accès à un vol Paris - Édimbourg. Les premiers billets ne sont pas remboursés. Les passagers achètent de nouveaux billets pour le lendemain. Il s'agit d'une famille de 4 personnes. Le juge applique le dispositif consumériste européen, il accorde 250 euros x 4 = 1000 euros. Il accorde une indemnité supplémentaire de 1431,90 DTS pour retard sur le fondement de la convention de Montréal. Le refus d'embarquement et ses suites sont analysés comme un retard.

1° Civile, 13 mars 2013, n° 09-72962 : un vol devait être organisé le matin du 19 mars 2005 pour acheminer de Bordeaux à Rome des passagers devant assister à un match à 14 H. Les passagers ne peuvent embarquer à l'heure prévue de 8 H en l'absence de l'avion affrété sur la piste de l'aéroport de Bordeaux. Le demandeur se prévalait de la CV. L'arrêt statue sur le fondement de l'article 19 CM. Les passagers n'ont pas accepté la proposition de reporter le départ du vol à 16 H, il a été décidé d'annuler le voyage. L'arrêt fait appel aux dispositions de la CM sur le retard alors que les passagers n'ont jamais embarqué. Certains parleraient de retard au départ.

Paris, 14 mars 2013, Revue de droit des transports juillet 2013 commentaire 50 par Philippe Delebecque : un vol Ouagadougou-Paris. La passagère accomplit les formalités douanières et d'embarquement, mais, au dernier moment, à la sortie du bus conduisant les voyageurs au pied de l'avion, le transporteur lui refuse l'accès à l'appareil. Il lui reproche de ne pas avoir acquitté certaines taxes dues à un excédent de bagages. La passagère proteste et ne gagnera le lendemain sa destination qu'avec une autre compagnie. Le transporteur rembourse le billet mais refuse tout autre dédommagement. La passagère refoulée porte l'affaire en justice, la cour de Paris raisonne en termes de retard en application de la CV. Il peut apparaître contestable de parler de retard, la passagère n'est pas parvenue à Paris sur le vol qu'elle avait retenu à une heure ultérieure à celle qui avait été convenue. Il y a eu un refus d'embarquement et donc la volonté du transporteur de ne pas exécuter la prestation de transport à laquelle il s'était obligé en plaçant le billet auprès de sa cliente. Celle-ci avait certes adopté un comportement fautif, elle avait l'obligation de payer le prix du transport des bagages prévu aux conditions contractuelles, taxes et supplément compris. Le transporteur aurait été plus avisé de faire valoir à un stade antérieur ses exigences financières. Certains voyageurs sont excessifs en se présentant à l'envol encombrés de bagages trop pondéreux. Les agents du transporteur ne font pas toujours preuve de doigté. Le transporteur aurait pu accepter la passagère à bord en exigeant qu'elle laisse à terre le supplément de bagages. Mieux encore, il aurait dû assurer le transport, mais refuser de livrer les bagages à l'arrivée (s'il s'agissait de bagages de soute) en se prévalant d'un droit de rétention.

[ L'Amtsgericht de Düsseldorf forme une demande de décision préjudicielle à la CJUE le 10 février 2017, C-74/17, Jonathan c. Germanwings, portant sur ces questions disputées. La juridiction allemande envisage en particulier la situation où la compagnie aérienne n'a pas accompli les obligations mises à sa charge par le règlement et où le passager a organisé lui-même son acheminement à destination. Le passager est-il en droit d'exiger le remboursement des dépenses qu'il a exposées ? Radiation le 28 septembre 2017.]

L'annulation du vol, le passager renonçant au voyage

Quand le passager, à la suite d'une décision unilatérale d'annulation du vol prise par le transporteur, renonce purement et simplement au transport, la plupart des décisions envisagent le contentieux en termes de responsabilité relevant des dispositions de la CM propres au retard.

C'est ainsi qu'une décision de la juridiction de proximité de Strasbourg du 26 janvier 2015 affirme que si la CM ne comporte pas de dispositions expresses portant sur l'annulation du vol, ses dispositions concernant le retard sont a fortiori applicables en cas d'annulation.

Proposition contestable. La CM ne constitue pas un dispositif complet régissant la totalité des hypothèses où la responsabilité du transporteur aérien pourrait être invoquée, elle ne vise que le dommage corporel, les pertes des bagages et des marchandises ainsi que le retard des passagers, bagages, marchandises. Quand le passager ne

reçoit aucune prestation de transport, il est difficile de parler de retard, il faudrait dire que les cas d'inexécution non visés par la CM ne relèvent pas de la convention de droit uniforme qui s'est abstenue de poser des normes dans une telle hypothèse, mais du droit commun.

La jurisprudence américaine serait dans le même sens. Cf. la thèse de Laurent Chassot, n°813

Le débat est identique lorsque le voyageur, informé d'un important retard de son vol, décide de renoncer au déplacement et reste à terre.

On peut hésiter pour déterminer quel doit être le fondement de son action en responsabilité : s'agit-il d'une action pour retard au départ soumise obligatoirement à la convention de Montréal ou s'agirait plutôt d'une action échappant à l'attraction de la convention de droit uniforme et donc soumise pour inexécution par le transporteur de ses obligations contractuelles à l'empire sous-jacent du droit commun ?

La CJUE a eu à connaître d'une espèce, affaire C-474/22, *Laudamotion c. flihrtrigh*, 25 janvier 2024, où le passager, informé du retard, alors qu'il comptait voyager pour se rendre à un rendez-vous d'affaires à Majorque, avait décidé de renoncer au voyage, le rendez-vous étant inévitablement impossible à tenir. Le passager ne s'était pas fait enregistrer sur ce vol, de telle sorte qu'il ne pouvait, selon la CJ, se prévaloir des dispositions du règlement. La CJ affirme que le préjudice causé par le fait d'avoir manqué un rendez-vous professionnel doit être considéré comme un préjudice individuel, inhérent à la situation propre du passager concerné et ne peut être dédommagé par l'octroi de l'indemnisation prévue par le règlement n° 261/2004, laquelle ne vise à indemniser de manière standardisée et immédiate que les préjudices quasiment identiques pour tous les passagers concernés. Un tel préjudice individuel peut faire l'objet d'une indemnisation complémentaire (sic), au sens de l'article 12 du règlement, laquelle suppose que la demande soit fondée sur le droit national ou le droit international. La jurisprudence devra déterminer si la demande en dommages-intérêts relève de la convention de Montréal, compétente pour régir toute action indemnitaire, au titre du dommage résultant d'un retard dans le transport. Si le passager s'est unilatéralement retiré du rapport contractuel, il n'a pas subi au sens plénier du terme un retard dans le transport, puisqu'il n'y a pas eu de transport le concernant. On peut cependant rétorquer que s'il a rompu le contrat, c'est qu'il avait été informé par le transporteur d'un retard important au départ et donc par effet réflexe à l'arrivée, rendant sans objet sa montée à bord. Il ne disposait pas du temps nécessaire pour honorer son rendez-vous d'affaires. C'est la raison pour laquelle il avait renoncé au transport.

Le dommage réparable.

La Cour de cassation dans un premier temps prenait en considération, quant à la réparation, le seul dommage prévisible en se fondant sur la solution donnée, à défaut de précision donnée par le droit uniforme, par l'art. 1150 du code civil

(Cf. un retard en droit ferroviaire, des passagers de Saint Nazaire se rendant à Cuba arrivant en retard à Paris Montparnasse et manquant le départ de l'avion prévue à Orly, Com. 28 avril 2011, Responsabilité civile et assurances, juillet 2011, commentaire 242 par Sophie Hocquet Berg ; voir la littérature relative à cet arrêt citée par Thomas Genicon, *Revue des contrats*, juillet 2014, n° 110 k3 note 18).

La solution est peu favorable aux victimes, le transporteur faisait valoir qu'il était seulement entrée dans le champ contractuel l'éventualité d'un préjudice lié au retard d'une banalité parfaite : une gêne momentanée sans gravité particulière. Le passager ne pouvait pas faire valoir qu'il avait manqué un rendez-vous important, ou qu'il n'avait pas pu se présenter à un concours capital pour la suite de ses études.

La Cour de cassation dans un arrêt du 2 avril 2014, se fondant sur le seul droit uniforme, s'est peut-être faite plus accueillante pour les victimes du retard.

Voir le développement concernant la réparation, cf. infra.

## **Droit uniforme mondial et droit consommériste européen**

Il convient d'envisager la relation entre la jurisprudence européenne accordant une indemnité au passager parvenant avec retard à destination et la solution inscrite dans la convention de Montréal accordant au passager un droit à indemnité plafonnée pour compenser le dommage résultant du retard dans le transport.

Le passager - *electa una via* - a parfaitement le droit de se placer uniquement sur le fondement de la CM - et ne pas se prévaloir de la voie tracée par le règlement européen. Il a le libre choix de ses armes.

1° Civile, 14 février 2018, précité : les passagères parviennent à Beauvais venant de Marrakech avec un retard de plus de 7 heures, l'arrivée est tardive, la nuit est là : elles réclament à Ryanair le remboursement de la

chambre d'hôtel. Le règlement de 2004 est inopérant, du moment que les demanderesse fondent leur action sur l'article 19 CM.

(Le règlement européen traite certes des nuitées hôtelières, mais uniquement pour le temps d'attente de l'avion retardé. Les faits de l'espèce sont différents, les passagères ne demandent pas le prix de la chambre dans l'attente d'un vol, elles parviennent en France à la nuit, elles ne peuvent décentement faire un trajet routier nocturne, elles passent la nuit à l'hôtel, avant de se rendre le lendemain à leur destination.)

Il est également parfaitement admis que le passager retardé est habilité à invoquer la seule jurisprudence des arrêts Sturgeon et Nelson, en ne faisant dans ses écritures aucune allusion à la responsabilité du transporteur du fait du préjudice résultant du retard prévue par la convention de Montréal.

Cf. infra en ce qui concerne la double invocation, par le passager retardé, des deux ensembles normatifs, celui de la CM, celui du règlement européen.

#### b. Le retard des bagages

Hypothèse banale : les bagages sont distraits, ils ne suivent pas le passager, ils prennent un autre chemin, le passager en obtiendra livraison plusieurs jours plus tard à son domicile ou à son hôtel.

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien de bagages, déclare l'article 19 CM.

Il ne s'agit cependant dans toutes ces hypothèses de retard que d'une présomption simple de responsabilité.

#### c. Le retard des marchandises

Le transporteur est responsable du dommage résultant d'un retard dans le transport aérien ... des marchandises, article 19 CM.

Voir l'arrêt précité de la chambre commerciale du 7 février 2018, n° 17-10665, où la cour de Lyon fait, à propos du retard d'un colis, application des concepts de transport aérien et de période de transport aérien envisagés par l'article 18 CM relatif à la perte des marchandises. La question qui se posait était de savoir si le dommage résultait ou non d'un retard dans le transport aérien, d'où le renvoi opéré à l'article 18 CM où le concept de transport aérien est présent. Le colis avait été transporté par voie aérienne des îles britanniques en France, le livreur n'avait pas remis le colis au destinataire mais à un point relais fermé en août, d'où une remise effectuée en septembre. Le retard dans le transport est incontestable, en revanche il n'est pas certain qu'il se soit agi d'un retard dans le transport aérien. Soit on fait triompher la règle de l'accessoire suivant le principal et on fait application de la CM pour une livraison en ville, la réparation étant limitée à 19 DTS par kg. Soit on considère que la phase aérienne avait pris fin et que la convention de Montréal était étrangère au débat. Soit on transpose les solutions de l'article 18 CM propres à la perte des marchandises à l'hypothèse du dommage pour retard. Il y aurait éventuellement un autre mode de raisonnement permettant de voir dans cette hypothèse, en faisant appel à l'article 13 § 3 CM, un cas de perte de la marchandise et non un retard. La CM décide : Si la perte de la marchandise est reconnue par le transporteur ou si, à l'expiration d'un délai de 7 jours après qu'elle aurait dû arriver, la marchandise n'est pas arrivée, le destinataire est autorisé à faire valoir vis-à-vis du transporteur les droits, résultant du contrat de transport.

L'affaire est revenue, après cassation, devant la cour de Lyon, qui a rendu un arrêt justifié en droit, mais guère favorable aux prétentions du destinataire le 27 février 2020, n° RG 18/01663, publié sur Lamyline. Le demandeur a obtenu la contrevalet en euros de 9,5 DTS, le colis retardé ne pesait que 500 grammes, alors qu'il estimait son préjudice à près de 7000 euros. Le colis transporté par voie aérienne était cependant précieux, parce qu'il contenait de la documentation indispensable pour effectuer le dédouanement de marchandises dans le port de Casablanca.

États-Unis

Un arrêt du 24 novembre 2021 de la cour fédérale du 2° circuit, affaire New Fortune Inc. v. Apex et Aeroflot, illustre le caractère exclusif de la convention de droit uniforme en matière de retard des marchandises.

L'espèce concerne un transport de masques faciaux commandés à une entreprise chinoise à transporter à New York. La moitié seulement est acheminée convenablement, l'autre moitié est transportée par erreur par Aeroflot à Moscou, où elle demeure 20 jours, avant d'être conduite à New York.

L'expéditeur n'invoque pas la CM, il se prévaut du droit étatique, il invoque l'inexécution du contrat.

Il est débouté par le tribunal de district, puis par la cour d'appel.

La CM, tout comme la CV, a créé un système de responsabilité au service d'un mécanisme exclusif de réparation des dommages subis dans le transport de marchandises par aéronef.

Le demandeur ne pouvait invoquer le droit interne pour échapper à l'application de la convention de Montréal.

Voir le Bulletin de Condon et Forsyth, 8 décembre 2021, obs. Marissa Lefland et Mary Dow.

Il en aurait été différemment si le transporteur n'avait pas effectué le transport ; en l'espèce il y avait eu transport, la marchandise avait été livrée, mais avec retard.

Quid lorsque le vol convenu n'est pas effectué et que le transporteur offre un vol ultérieur, que l'expéditeur refuse ?

A la lettre il n'y a pas retard, puisque la marchandise n'a pas été en fait transportée, elle n'est par hypothèse jamais parvenue à destination. Dans les hypothèses banales, on dit qu'il y a retard parce que la marchandise, que le transporteur a pris en charge, parvient à destination avec un retard d'un certain nombre d'heures ou de jours par rapport aux prévisions du contrat.

On pourrait soutenir que dans une telle hypothèse, le vol prévu n'a pas été exécuté et le transporteur a fait une offre de remplacement d'un transport de la cargaison sur un vol ultérieur, que le client avait toute faculté de décliner. La jurisprudence américaine n'admet pas une telle prétention et raisonne en termes de retard, sanctionné conformément à la convention de Montréal.

Le tribunal pour le district Est de New York fait application, en septembre 2020 et le 10 juin 2021, des dispositions de la CM en matière de retard, au transport d'un cercueil contenant la dépouille mortelle d'un défunt, le transporteur Pakistan International Airlines n'avait pas fait prendre à cet envoi pour le Pakistan le vol prévu, la famille avait alors décidé de faire célébrer les obsèques aux États-Unis, la juridiction voit dans les faits un retard et non une inexécution du contrat échappant à la CM, la dépouille mortelle est une cargaison, une marchandise, le transporteur proposait de faire effectuer l'envoi le lendemain par un autre transporteur, mais la famille s'y était refusée, voir le commentaire de John Maggio et Zachary Groendyk publié en date du 24 juin 2021 sur le site de Condon et Forsyth. Le retard est une forme particulière de mauvaise exécution du contrat, il relève, comme les pertes ou les avaries de la marchandise, de la CM. Les autres formes de mauvaise exécution ou d'absence d'exécution du contrat de transport échappent à la CM.

La solution a été reprise en seconde instance par la cour d'appel du deuxième circuit, affaire Badar v. Swissport USA, 17 novembre 2022, décision commentée sur le site Condon / Forsyth en date du 29 novembre 2022. La jurisprudence américaine décide que le passager ou l'expéditeur qui refuse une offre de transport retardé ou prend d'autres dispositions ne peut pas faire valoir une réclamation pour inexécution complète. Les demandeurs ne pouvaient fonder leur action que sur la CM, ce qu'ils avaient refusé de faire. La jurisprudence française statuerait vraisemblablement dans le même sens.

### § III. Les solutions de droit interne en cas de refus d'embarquement, d'annulation du vol et de retard

Le règlement européen concerne, dans son domaine de compétence, non seulement le retard au départ ou à l'arrivée, mais également le refus d'embarquement et l'annulation de vol. La victime peut obtenir, sous certaines conditions, une indemnisation minima de la part du transporteur aérien effectif.

La convention de Montréal vise le préjudice résultant du retard dans l'acheminement. Les solutions de la CM, en ce domaine, sont d'autorité supérieure, le droit subalterne ne peut les contredire. La CM ne traite en revanche ni du refus d'embarquement, ni de l'annulation de vol, dont la solution est abandonnée a priori à d'autres ensembles normatifs, régionaux ou nationaux. Il arrive cependant que la jurisprudence face à un transport annulé, mais ayant donné lieu à un réacheminement ultérieur, traite du contentieux en termes de retard et soumette la demande en réparation à l'empire du droit uniforme.

Il n'est pas impossible que le passager, ne se contentant pas de l'indemnisation prévue par le droit de l'UE, fasse appel au droit national, s'il est victime d'un refus d'embarquement.

Pour un refus d'embarquement apparemment injustifié, le transporteur Easyjet s'était fondé sur le caractère obsolète depuis 18 jours du passeport d'un enfant mineur devant voyager avec ses parents. Les voyageurs sont français. Le demandeur réside en Suisse. Le censeur efface le nom de l'aéroport de départ et de celui d'arrivée. Censure inopportune. On voit mal ce que la mention du point de départ et celle du point d'arrivée auraient porté atteinte à l'exigence de discrétion. Si la publicité des arrêts est effectuée, c'est pour que la communauté des juristes puisse en comprendre la portée et l'intérêt. Ce qui est certain, c'est qu'aucune référence n'est opérée par l'arrêt en direction du règlement européen. On est en matière de responsabilité contractuelle, le transporteur a engagé sa responsabilité parce qu'il a refusé à tort l'embarquement de cette personne mineure. Le juge de Villeurbanne avait admis l'existence d'un préjudice, mais il avait refusé l'allocation de dommages-intérêts. La cassation intervient, 1<sup>o</sup> civile, 15 novembre 2023, n<sup>o</sup> X 22-16.737. Du moment que le tribunal de proximité avait en son principe l'existence d'un préjudice, il avait l'obligation de l'évaluer. Aucune allusion à la solution du conflit de lois, il est fait application du droit français.

Il en est de même en présence d'une annulation de vol.

Si l'instance est soumise au droit français, le transporteur doit procéder au remboursement des avances reçues et payer éventuellement des dommages intérêts dont le montant peut aller au-delà des minima prévus par le règlement européen de 2004 si cette annulation lui est imputable.

On a retrouvé l'incidence d'un tel contentieux en période d'épidémie devant les juridictions américaines.

Des passagers de l'entreprise Norwegian avaient formé aux États-Unis une action contre cette compagnie ayant annulé une grande quantité de vols. Leur action collective a été rejetée le 17 septembre 2020 par le tribunal fédéral du district central de Californie (Los Angeles). Voir la publication datée du 24 septembre 2020 du cabinet d'avocats américains Condon & Forsyth. Le débat semble concerner la question de savoir si le transporteur a effectué les remboursements dans un délai raisonnable.

La Cour de Justice aura l'occasion de statuer sur cette question en statuant sur la demande émanant de la cour d'Amiens, demande du 27 mars 2023, affaire C-194/23, Air France.

Le contentieux concerne une famille française, parents et trois enfants, entendant faire un séjour touristique fin février / début mars 2018 dans l'île Rodrigues, qui est une dépendance de la république de Maurice, dans l'océan Indien.

Les parents avaient effectué sur écran le 3 février 2018 espacée de quelques minutes une triple réservation par l'intermédiaire de l'agence Expedia,

Des billets pour le transport de Paris à Mahé bourg, ville proche de l'aéroport de l'île Maurice (l'île de France),

Une réservation d'un hôtel pour la nuit à Mahé bourg,

Des billets le lendemain pour le vol entre l'île Maurice et l'île Rodrigues.

C'est la compagnie mauricienne, Air Mauritius, qui est transporteur contractuel.

Il est convenu par un accord de partage de code entre les compagnies mauricienne et française que c'est Air France qui doit assurer le vol entre la France et l'île Maurice.

Les époux ont également, via une autre agence, pris une réservation de chambres d'hôtel pour 8 jours dans l'île Rodrigues.

L'expédition tombe à l'eau, Air France, transporteur aérien effectif, ne peut pas assurer à raison d'une grève de son personnel le vol au départ de Paris. Le vol est annulé.

Air France remboursera tardivement le prix des billets France - île Maurice.

Les voyageurs n'ont pas obtenu le remboursement des billets île Maurice - île Rodrigues.

Ils avaient payé la nuit d'hôtel à Mahé bourg, ils avaient également payé les chambres d'hôtel à Rodrigues.

Les intéressés portent l'affaire en justice devant le tribunal de Senlis, qui condamne la compagnie française.

Air France fait appel devant la cour d'Amiens.

La cour d'appel saisit la Cour de Justice d'une demande de décision préjudicielle.

Il y a débat pour savoir si on se trouvait en présence de deux vols autonomes et indépendants, ayant donné lieu à des réservations distinctes, ou s'il s'agissait d'une opération unique de transport France - île Rodrigues, composée de deux segments de vol, avec une correspondance à l'île Maurice.

Quoiqu'il en soit, Air France avait manqué à son obligation d'acheminer cette famille à l'île Maurice.

La grève ne constituant pas pour elle un événement de force majeure, sa responsabilité était engagée.

Air France doit réparer le dommage consécutif à l'annulation du vol.

La question est relative à l'étendue du préjudice réparable.

La compagnie Air France doit-elle être condamnée à accorder réparation au titre du prix perdu du vol île Maurice – île Rodrigues, au titre de la nuit d'hôtel à Mahé bourg, au titre des nuits d'hôtel à Rodrigues ?

La solution dépend de la règle applicable à la demande en réparation ?

La convention de Montréal, le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 ou le droit national français ?

On peut écarter immédiatement l'empire de la convention portant droit uniforme, la CM n'ayant pas édicté de règle en présence d'une annulation de vol.

Que décide le règlement européen de 2004 ? Il légifère en matière d'annulation de vol, il prévoit que le transporteur aérien effectif doit offrir au passager soit le remboursement du billet dans les 7 jours, soit offrir un réacheminement à destination.

Il accorde également au passager victime de l'annulation du vol une indemnisation d'un montant forfaitaire, même si l'arrêt de la cour de renvoi n'en fait pas état.

Cette indemnisation n'a pas de caractère exclusif et limitatif, du moment que l'article 12 du règlement n° 261/2004 réserve le droit du passager du vol annulé à " une indemnisation complémentaire ".

Cette indemnisation ne peut trouver son fondement que dans le droit national, étant entendu que les demandeurs agissent dans le cadre de la responsabilité contractuelle du transporteur ayant été dans l'impossibilité d'assurer le vol qui avait été convenu à raison de la défaillance de son personnel.

La cour d'Amiens demande à la CJ de décider si cette indemnisation dite complémentaire couvre la totalité des préjudices résultant de l'inexécution contractuelle, sans s'arrêter aux limitations prévues par le droit national comme la prévisibilité du dommage en droit français.

Elle insinue ainsi que l'indemnisation relèverait du droit européen, un droit européen à construire de façon indépendante des droits nationaux, l'indemnité devant couvrir l'intégralité du préjudice subi.

À nos yeux, cette indemnisation complémentaire n'est envisageable que dans les conditions du droit national.

Elle ne relève pas du droit européen, qui s'est contenté d'en réserver la possibilité. Le règlement n'ayant pas légiféré la concernant, la mise à l'écart du droit national ne saurait être admise.

Le droit français n'accorde à la victime que la réparation du préjudice prévisible.

Le retard dans le transport relève de la CM, ainsi que du règlement n° 261/2004 et de la jurisprudence européenne.

Lorsque le transporteur annonce aux passagers un important retard au décollage, il est possible certains passagers manifestent leur mauvaise humeur et décident de rompre le contrat, le transporteur ne respectant pas l'obligation d'exactitude. Il s'agit d'une hypothèse de résolution unilatérale du contrat.

La légitimité du procédé peut être contestée par le transporteur, assigné en responsabilité, ce dernier estimant que le voyageur avait l'obligation d'attendre.

La CM n'envisage pas l'hypothèse, le règlement n° 261/2004 manque de netteté, on peut estimer que la solution relève du droit interne pour apprécier si le voyageur a agi à bon escient.

Quant à l'octroi d'une indemnité, il est gouverné semble-t-il par la CM. Si ce n'est pas le cas, c'est au droit national qu'il faudrait faire appel.

## SECTION II. LES CAUSES D'EXONÉRATION DE RESPONSABILITÉ

Dans le système de la CV, en voie d'obsolescence, le transporteur est présumé responsable en cas d'accident ou d'incident, c'est un système à base de faute et de responsabilité présumées. Le transporteur n'y est cependant tenu que d'une obligation simple, il peut renverser la présomption de responsabilité qui pèse sur lui, il peut s'exonérer relativement aisément en établissant de sa part l'observance de la due diligence.

Article 20, CV : Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que lui et ses préposés ont pris toutes mesures nécessaires pour éviter le dommage ou qu'il leur était impossible de les prendre.

Avec la convention de Montréal, au domaine d'application croissant, les solutions se révèlent plus sévères pour le transporteur qui ne peut obtenir son exonération de responsabilité que dans un nombre limité d'hypothèses.

Nous évoquerons également, à côté du droit uniforme, les éléments qui permettent au transporteur aérien d'échapper au paiement de l'indemnisation forfaitaire prévue par le droit européen en cas d'annulation de vol ou de retard prolongé à l'arrivée.

### Sous - Section I. Les causes générales d'exonération

Ce sont des cas où le transporteur obtient son exonération parce que la survenance du dommage n'est pas étrangère à la victime, qu'il s'agisse d'un passager ou d'un expéditeur.

#### § I. Le fait contributif de la victime

Le fait ou la faute de négligence causale ou contributive de la victime est doté, dans le système de la CM, d'un effet exonératoire.

La solution particulière rejoint le principal général.

L'article 20 CM envisage l'hypothèse où une personne demande réparation et où le transporteur fait la preuve que c'est la négligence ou un autre acte ou omission de cette personne qui a causé le dommage ou qui y a contribué.

Article 20 CM : Dans le cas où il fait la preuve que la négligence ou un autre acte ou omission préjudiciable de la personne qui demande réparation ou de la personne dont elle tient ses droits a causé le dommage ou y a contribué, le transporteur est exonéré en tout ou en partie de sa responsabilité à l'égard de cette personne, dans la mesure où cette négligence ou cet autre acte ou omission préjudiciable a causé le dommage ou y a contribué.

Lorsqu'une demande en réparation est introduite par une personne autre que le passager, en raison de la mort ou d'une lésion subie par ce dernier, le transporteur est également exonéré en tout ou en partie de sa responsabilité dans la mesure où il prouve que la négligence ou un autre acte ou omission préjudiciable de ce passager a causé le dommage ou y a contribué.

Le présent article s'applique à toutes les dispositions de la convention en matière de responsabilité, y compris le paragraphe 1 de l'article 21

Le transporteur est alors exonéré en tout ou en partie de sa responsabilité à l'égard de cette personne dans la mesure où cette négligence ou cet autre acte ou omission préjudiciable a causé le dommage ou y a contribué.

On remarque que l'article 20 prend en considération, non seulement la négligence de la victime, mais plus largement un acte ou une omission de celle-ci, qui n'est pas nécessairement fautif. Contra les conclusions de l'avocat général Nicholas Emiliou dans l'affaire C-589/20, JR c. Austrian Airlines, n° 71 s., qui voit en un acte préjudiciable un acte fautif intentionnel. Un acte préjudiciable, c'est un acte portant préjudice, il n'est pas forcément dolosif.

Il convient donc de retenir comme cause d'exonération totale ou partielle tout fait fautif ou non de la victime ayant contribué à la survenance du dommage.



## Le comportement de la victime d'une chute lors des opérations de débarquement

La Cour de Justice a été saisie de cette question dans le cadre d'un contentieux entre une passagère, victime d'une chute accidentelle en descendant à l'aéroport de Vienne le 30 mai 2019 l'escalier mobile, et Austrian Airlines, affaire C-589/20. L'arrêt porte la date du 2 juin 2022. Le mari précédait son épouse, il avait manqué de choir dans le dernier tiers de l'escalier. Son épouse avait assisté à la scène, elle suivait son mari, tenant son sac à main de sa main droite et portant son fils de 2 ans sur son bras droit. La juridiction autrichienne demandait à la CJ si la responsabilité du transporteur était maintenue, alors que la passagère lors de la chute ne se tenait pas à la rampe de l'escalier.

L'arrêt consacre plusieurs paragraphes à cette question.

Il donne des directives d'interprétation à la cour de renvoi.

Quant à la preuve des faits. L'arrêt quant à l'établissement d'une éventuelle négligence de part de la passagère s'en remet, à défaut de dispositions contenues dans la CM, aux règles de preuve du droit national.

Quant au fond, sur l'existence ou non d'une négligence de la part de la victime. La cour n'est pas favorable à une trop facile exonération du transporteur se prévalant de l'article 20 CM. L'arrêt se fait indulgent pour la victime.

Certes, la mère de famille ne se tenait pas au moment des faits à l'une des rampes d'escalier, mais elle devait veiller à la sécurité de son enfant mineur, ce qui pouvait conduire la passagère à ne pas se tenir à la rampe. La cour conclut : dans l'hypothèse d'une chute survenue pour une cause indéterminée, le transporteur aérien ne peut être exonéré que dans la mesure où ce transporteur prouve, compte tenu des circonstances, qu'une négligence du passager a causé ou a contribué au dommage

## Le passager ne respectant pas les règles de sécurité

Le cabinet Condon & Forsyth, dans une publication éditée le 18 janvier 2019, fait état d'une décision *Quevedo v. Iberia*, rendue avec l'assistance du jury, par le tribunal fédéral du district Sud de Floride, exonérant à 99 %, la compagnie aérienne du dommage subi par la passagère Fanny Quevedo blessée du fait d'une turbulence, qui, lors du segment de vol en mai 2015 entre Madrid et l'Italie, avait négligé lors de l'approche finale de mettre la ceinture de sécurité. La victime résidant à Miami, qui avait réservé un vol entre Miami, Madrid et Milan, obtient 11 750 dollars.

La cour d'appel du 11<sup>e</sup> circuit a refusé dans un arrêt du 27 avril 2020 de reprendre l'examen de l'affaire, cf. la publication du cabinet Condon & Forsyth en date du 30 avril 2020.

La juridiction américaine avait vraisemblablement admis sa compétence au titre de la 5<sup>e</sup> juridiction.

## Bagages de valeur : bagage à main ou bagage en soute ?

Le voyageur dispose-t-il d'une option ? Risque-t-il d'être sanctionné s'il met le bagage en soute, alors qu'il aurait été plus prudent qu'il le garde avec lui ?

[Pour une exonération de responsabilité du transporteur dans l'hypothèse de la perte de bagages de valeur mis en soute, alors que le passager aurait pu les conserver par devers lui comme bagages à main

Demande du Landgericht de Düsseldorf du 17 novembre 2020, affaire C-606/20, EZ c. Iberia : le passager avait fait mettre en soute, sans en avertir le transporteur, des articles électroniques neufs ou quasi neufs, comme un appareil photographique, une tablette, des écouteurs sans fil. Iberia, soutenant que le passager aurait dû raisonnablement prendre ces articles avec lui dans le bagage à main, entend, au nom de l'article 20 CM, être exonérée de sa responsabilité, quant à la perte de ces objets.

Questions :

Les conditions de transport de la compagnie limitaient-elles la liberté du passager entre conserver ses bagages ou les confier au transporteur qu'il les mette en soute ? La cour de renvoi n'y fait aucune allusion.

Le passager qui se rendait d'Allemagne à Panama, via Madrid, n'avait en l'espèce conservé en cabine aucun bagage Il n'avait subi aucune perte lors de déplacements antérieurs.

La tendance n'est-elle pas d'inciter les passagers à mettre leurs bagages en soute, les bagages à main encombrant.

Les appareils électroniques en cause n'avaient pas la valeur de rivières de diamant, il ne s'agit pas de produits de luxe. La juridiction de renvoi, statuant en appel

(la décision de 1<sup>e</sup> instance n'était pas favorable au demandeur, elle lui accordait 720,47 euros, mais elle lui

refusait, en conformité avec la doctrine et la jurisprudence allemandes, toute indemnisation quant à la disparition de l'appareil photo, de la tablette et des écouteurs), parle d'objets d'une valeur de 2268,10 euros. Difficile de parler d'une imprudence caractérisée du voyageur. Il nous semble trop facile de prétendre qu'avec le transport de masse la perte des bagages en soute doit toujours être envisagée. Le transporteur doit surveiller et conserver les objets qui lui sont confiés, les bagages mis en soute sont vérifiés, le personnel doit être avisé, prudent, diligent et honnête. Le sac de voyage n'a pas disparu tout seul. La compagnie semble faire du voyageur l'artisan de son propre dommage, oubliant l'obligation de garde qui lui incombe. C'est le personnel du transporteur qui par son défaut de diligence et de surveillance est vraisemblablement la cause de la disparition du bagage mis dans la soute.

Le transporteur, verrons-nous, n'est pas astreint à réparation intégrale, il bénéficie d'une limite de réparation d'un montant parfaitement supportable, 1288 DTS, soit à l'époque 1383 euros. Il n'est tenu d'ailleurs que de réparer le préjudice prévisible.

La juridiction de renvoi, dans le document de travail, ne prend pas nettement parti, elle pèse le pour et le contre, elle abandonne à la CJUE le soin de statuer et d'unifier l'interprétation de l'art. 20 CM au sein de l'UE.

Si la CJUE entend le raisonnement d'Iberia, les transporteurs n'accepteront dans le futur, en cas de disparition des bagages en soute, que d'indemniser les passagers pour la perte du nécessaire de vêtement et de toilette, c'est-à-dire pour un faible montant. Les bagages en soute voyageront largement aux risques et périls du passager.

Radiation le 26 février 2021. ]

Le quantum de l'exonération

Exonération totale

Exonération partielle

## § II. Le vice des bagages ou des marchandises

Le vice des bagages

Article 17 § 2, le transporteur n'est pas responsable si et dans la mesure où le dommage résulte de la nature ou du vice propre des **bagages**.

L'annexe parle de bagages défectueux.

Le vice des marchandises

Article 18 § 2, le transporteur n'est pas responsable s'il établit, et dans la mesure où il établit, que la destruction, la perte ou l'avarie de la **marchandise** résulte de l'un ou de plusieurs des faits suivants :

- a) la nature ou le vice propre de la marchandise
- b) l'emballage défectueux de la marchandise ...

Sous - Section II. Les causes d'exonération en recul : les séquelles de la force majeure

Il convient de distinguer selon qu'on est en présence d'un accident mortel ou corporel, d'une perte des marchandises ou d'un retard.

§ I. Le système à double détente fondé sur l'étendue du dommage en cas de *mort* ou de *lésion* corporelle : article 21 § 2 CM

Entre en jeu l'évaluation du dommage, selon que le montant du dommage est inférieur ou supérieur à un certain seuil.

Nous avons là une atteinte indirecte à la restauration du principe de la réparation intégrale. Le transporteur reconnu responsable doit théoriquement réparation intégrale, il continue cependant à pouvoir s'exonérer partiellement, sous certaines conditions (absence de faute, faute d'un tiers), lorsque le dommage atteint un certain montant.

Le domaine de l'exonération

Tout dépend du montant du préjudice souffert par la victime, inférieur ou supérieur à 128 821 DTS. Il convient donc de procéder dans un premier temps à l'évaluation, par passager, du montant du dommage.

1° hypothèse : les dommages ne dépassent pas par passager le seuil des 128 821 DTS.

Le transporteur est alors tenu d'une obligation stricte de **garantie**, il ne peut pas exclure sa responsabilité, la CM a adopté le système de la **responsabilité absolue**, elle retient un système de responsabilité sans faute, article 21 § I.

Le transporteur est tenu à concurrence de ce chiffre d'indemniser, dans la limite du préjudice effectivement subi. Ce chiffre vaut par passager.

En cas de mort, les victimes par ricochet et autres ayants droit se partageront entre eux ce montant.

Le transporteur peut cependant s'exonérer en tout ou en partie en se prévalant de la négligence, d'un acte ou d'une omission préjudiciable imputable au demandeur, cf. articles 20 in fine et 21 § 1 de la CM.

2° hypothèse : les dommages dans la mesure où ils dépassent 128 821 DTS par passager.

Le montant des dommages subi par la victime ou les victimes par ricochet excède 128 821 DTS (soit environ 161 774 euros)

La convention de Montréal prend ici le relais d'une solution acquise dans le cadre d'accords inter-compagnies conclus sous l'égide de l'IATA, d'abord l'IATA Intercarrier Agreement on Passenger Liability, accord conclu à Kuala Lumpur le 31 octobre 1995 et l'accord complémentaire de Miami du 2 avril 1996, qui distinguaient nettement au sein du dommage la partie indemnisable de droit, jusqu'à 100 000 DTS, la partie sujette à exonération au-delà.

Naveau, Godfroid et Frühling, Précis de droit aérien, 2<sup>e</sup> édition, n° 187. V. Correia, thèse, n°730.

Il faut interpréter l'art. 21 dans l'hypothèse d'un préjudice d'un montant élevé comme établissant un fractionnement du dommage. Il y a la partie du dommage inférieure au seuil, il y a la fraction supérieure au seuil.

Pour la fraction du dommage inférieure au seuil, c'est le système de la garantie qu'on applique. La victime sera toujours indemnisée, quelle que ce soit la cause de l'accident, dans la limite des 128 821 DTS.

La victime dispose d'un acquis intouchable.

En revanche, si la totalité du dommage excède le seuil, le transporteur peut faire usage de la faculté d'exonération que lui confère l'art. 21 pour la fraction du dommage dépassant le seuil. Le transporteur n'accordera alors qu'une réparation partielle et non intégrale.

La disposition conventionnelle n'est pas excellemment rédigée. Au lieu d'écrire dans la mesure, il aurait été plus simple d'écrire que pour la fraction ou pour la portion du dommage excédant 128 821 DTS, le transporteur bénéficie d'une faculté d'exonération.

L'annexe figurant dans le règlement de 1997 modifié le 13 mai 2002 et contenant l'information à dispenser aux voyageurs ne laisse pas place au doute, elle parle de tout dommage à concurrence de 100 000 DTS.

La Cour de cassation dans un arrêt rendu par la première chambre civile le 15 janvier 2014, n°11-24522, Journal de droit international, avril 2014, commentaire 5 par Sandrine Clavel, valide l'octroi d'une provision jusqu'au seuil, mais avalise le refus d'une provision excédant le seuil. L'idée est qu'il faut attendre le procès sur le fond et voir si le transporteur tentera et parviendra à se dégager. C'était l'interprétation de la cour d'appel d'Aix, sans qu'il y ait eu, semble-t-il, débat sur ce point.

### Le procédé de l'exonération partielle

#### La preuve de la rupture de la causalité

i. Le transporteur n'est pas responsable s'il prouve que le dommage n'est pas dû à un acte, à une omission, à une négligence de lui-même ou de ses agents.

Le transporteur ne s'exonère donc qu'en prouvant son absence de faute ou de fait causal et en établissant ainsi qu'il est étranger à la survenance du dommage.

Cette preuve de l'extranéité du transporteur dans la survenance du dommage est dans la pratique difficile à administrer par celui-ci, sauf s'il est établi que la cause du dommage se trouve dans un fait unique, à la survenance duquel le transporteur est radicalement étranger.

Le tribunal pour statuer se devra d'analyser les différentes circonstances ayant conduit à la catastrophe aérienne. Si la conduite, l'attitude ou la faute de l'équipage ou de la compagnie apparaît parmi les facteurs du dommage, toute exonération est exclue.

[On remarquera que le considérant 11 du règlement de 1997 modifié en mai 2002 surenchérit en prétendant que le transporteur communautaire ne devrait pas pouvoir se prévaloir de l'art. 21 § 2, sauf s'il prouve que le dommage n'était pas dû à la négligence ou à un autre acte ou omission préjudiciable du transporteur ou de ses préposés ou mandataires.

On comprend mal l'intérêt d'une telle précision.

Soit on est en présence d'un transport interne, c'est alors une directive donnée à l'interprète de n'admettre l'exonération qu'avec parcimonie.

Soit le transport est international mais n'entre pas dans le domaine de la CM, le règlement y soumet le transporteur titulaire d'une licence d'exploitation délivrée en conformité avec le droit européen, la directive s'adresse au juge européen.

Soit le transport est de plein droit international car reliant deux aéroports de deux États distincts ayant adhéré à l'Union de Montréal, l'observation est alors déplacée, le magistrat évalue le bien ou le mal fondé de la prétention d'exonération en fonction du texte de l'art. 21. Il n'a pas à tenir compte des directives d'interprétation d'un législateur inférieur qui fait un zèle intempestif et sort de sa compétence.]

ii. Le transporteur s'exonère également de la fraction supérieure au seuil s'il établit que le dommage résulte du fait exclusif d'un tiers.

Il ne semble pas que la jurisprudence ait fréquemment fait appel depuis l'entrée en vigueur de la convention de Montréal à ce mécanisme d'exonération, que certains, comme l'éminent professeur Jean-Pierre Tosi, estiment plus indulgent que le précédent.

M. Laurent Tran dans sa thèse soutenue devant la Faculté de Genève cite cependant, n° 681, une décision américaine ayant admis en 2010 le moyen d'exonération partielle à l'avantage d'American Airlines. Un passager s'était levé pour prendre son ordinateur portable, alors que le signal « attachez vos ceintures » était allumé. L'ordinateur tombe sur la tête d'un autre passager, qui est blessé. L'équipage est exempté de toute faute. La victime pouvait songer à actionner le passager maladroît et désobéissant. À supposer qu'il ait été identifié.

Quid dans l'hypothèse où un passager mentalement perturbé donne la mort à l'un des passagers ?

Quid dans l'hypothèse de fanatiques semant la terreur à bord ?

Quid dans l'hypothèse d'un avion survolant une zone où règne la guerre civile ? Nous songeons à la catastrophe de l'avion malais abattu par un missile alors qu'il survolait une zone de l'Ukraine où les combats faisaient rage ? N'y a-t-il pas une imprudence pour le transporteur de survoler une zone de guerre ?

On songe à l'hypothèse du terrorisme aérien, un criminel parvient à insérer un engin explosif dans l'un des bagages, les services de contrôle de la sûreté ont été défailants, la compagnie n'a pas de prise sur eux. Le transporteur est-il en mesure de bénéficier de l'exonération partielle ou se verra-t-il astreint à accorder une réparation intégrale ?

Quid si l'accident résulte de l'impact d'un missile lancé, par erreur ou volontairement, par une armée régulière ou un mouvement révolutionnaire ?

Un agent du transporteur ne peut être réputé tiers.

Dans l'accident provoqué par le co-pilote d'un avion exploité par la filiale à bas coût de la Lufthansa se rendant de Barcelone à Düsseldorf, la compagnie ne saurait s'exonérer en plaidant le fait exclusif de son salarié.

§ II. L'exonération en cas de dommage aux *marchandises* au titre d'un fait de guerre ou d'un acte de l'autorité publique, article 18, § 2, lettres c et d, CM

Le code de l'aviation civile maintient dans son article L. 321-6 non abrogé la fonction exonératoire au *jet* de marchandises indispensable au salut de l'aéronef, le transporteur n'engage pas alors sa responsabilité envers l'expéditeur et le destinataire à raison de cette perte de marchandises. La solution semble limitée au transport interne et ne concerne pas le transport de marchandises relevant de la convention internationale.

§ III. L'exonération en cas de **RETARD** des passagers, bagages et marchandises

Les solutions du droit européen sont moins indulgentes pour le transporteur aérien que celles prévues par la convention de Montréal.

Ceci est compréhensible, car la CM demeure sur le terrain classique de la responsabilité civile à base de faute, alors que le droit européen a opté implicitement pour le système de la garantie où le transporteur assume des obligations de donner et de faire dans des circonstances qu'il maîtrise parfois très imparfaitement, voire nullement.

A. Le dispositif consommériste **européen** en cas d'*annulation* de vol ou de *retard* du passager.

L'incidence des *circonstances extraordinaires et inévitables*

La survenance de circonstances extraordinaires inévitables dans la survenance de l'incident moratoire permet sous certaines conditions au transporteur, non d'échapper à toute obligation, mais d'être dispensé de l'obligation d'indemniser le passager, victime de l'annulation ou du retard important à l'arrivée.

[En droit français, l'impossibilité d'exécuter la prestation libère le débiteur lorsqu'elle procède d'un cas de force majeure et qu'elle est définitive, art. 1351 du code civil.]

(Le projet de règlement parlait de force majeure. Le concept est apparu mal séant. On a préféré, probablement à tort, une périphrase.)

(Le règlement 2021/782 du 29 avril 2021 est propre aux droits et obligations des voyageurs ferroviaires, il comporte des dispositions prévoyant, comme en matière de transport aérien, des pénalités à la charge du transporteur en cas de retard, le transporteur parvient à se libérer dans certaines circonstances, ces circonstances

sont tout à fait exceptionnelles.)

Primo, ces circonstances extraordinaires sont sans conséquence sur l'obligation d'indemnisation mise à la charge du transporteur en cas d'un refus d'embarquement, non légitimé. Cf. conclusions Yves Bot, 19 avril 2012, affaire *Finnair c. Lassooy* et l'arrêt du 4 octobre 2012. La solution est conforme au règlement pris à la lettre.

(On a vu supra que certains refus d'embarquement étaient légitimes, car ils étaient justifiés, le transporteur était raisonnablement justifié de refuser l'embarquement, le passager étant alors privé du statut protecteur et aucune indemnité n'est due.)

Secundo. De telles circonstances extraordinaires écartent en revanche l'obligation, pour le transporteur, d'indemniser le passager. Le voyageur est privé en présence de circonstances extraordinaires établies par le transporteur du droit à indemnisation qui joue en principe en présence d'une annulation de vol.

Certains transporteurs, face aux réclamations, ont la tentation de refuser systématiquement d'indemniser le passager au vol retardé ou annulé en se retranchant devant le fait justificatif de la présence de circonstances extraordinaires dans 30 % des cas.

Ce moyen de défense à la disposition des transporteurs rétifs occuperait 70 % du temps consacré par les agents des ONA à l'application du dispositif issu du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004. Ce qui est excessif et établit les failles de la réglementation européenne.

Laurent Siguoirt, L'inexécution involontaire de ses obligations par le transporteur aérien soumis au règlement n° 261/2004, in *L'indemnisation et l'assistance des passagers du transport aérien*, décembre 2019, p. 73, spéc. n° 28 et s.

Xavier Delpech, Le règlement n° 261/204 du 11 février 2004 sur les droits des passagers aériens et le droit civil : un mariage plus que de raison, p. 144, in l'ouvrage cité supra, colloque de Valenciennes.

L'article 5 § 3 énonce :

" Un transporteur n'est pas tenu de verser l'indemnisation s'il est en mesure de prouver  
Que l'annulation est due à des *circonstances extraordinaires*  
Qui n'auraient pas pu être *évitées*  
Même si toutes les *mesures raisonnables* avaient été prises ".

Il faut se demander quelle a été la cause de l'annulation.

Si cette annulation était due à des circonstances qui sont extraordinaires et qui étaient inévitables, le transporteur doit pouvoir échapper au paiement de l'indemnisation.

L'exonération relève d'une double condition : des circonstances extraordinaires et inévitables, des mesures raisonnables prises en réaction par le transporteur pour les amoindrir voire supprimer.

**1° condition de l'exonération : l'annulation de vol ou le retard important procède de circonstances extraordinaires et inévitables**

- Caractère extraordinaire des circonstances génératrices de l'annulation

- Circonstances inévitables

Même si le transporteur avait pris toutes les mesures raisonnables pour les éviter, le vol aurait tout de même été annulé.

Ces circonstances exceptionnelles écartent également, d'après l'arrêt *Sturgeon*, l'octroi de l'indemnisation prévue par cet arrêt en cas de retard important à l'arrivée.

L'annulation de vol et le retard sont donc soumis à un régime identique quant à l'incidence du fait justificatif.

[Il en résulte que si le transporteur est en mesure de s'exonérer au titre de la survenance de circonstances extraordinaires ayant mené à l'annulation d'un vol, le transporteur échappe non seulement sur le terrain civil à

l'obligation de payer l'indemnisation forfaitaire prévue par le règlement européen, mais encore il peut faire annuler la décision ministérielle lui infligeant une amende administrative pour méconnaissance du dispositif communautaire.

La présence ou de l'absence de circonstances extraordinaires peut ainsi relever ainsi tout aussi bien de l'appréciation de la juridiction civile que de la juridiction administrative saisie d'un recours contre la sanction infligée par le ministre chargé de l'aviation civile. Des divergences d'appréciation ne sont pas d'ailleurs à écarter entre les deux ordres de juridiction. Il ne semble pas que l'appréciation opérée par le juge administratif lie la juridiction civile. L'autorité de la chose jugée au pénal sur le civil n'opère pas en une telle hypothèse. Le juge administratif n'a pas l'autorité du juge répressif.

Consulter l'arrêt de la cour administrative d'appel de Paris rendu le 10 février 2014, n° 12PA03835 (la société EasyJet tentait pour échapper à l'amende administrative de faire état de circonstances extraordinaires justifiant l'annulation des vols, elle se contentait seulement de produire des copies d'écran faisant état d'incidents techniques et d'une grève, éléments insuffisants pour obtenir l'exonération), ainsi que celui rendu le 3 mars 2014, n° 12PA02993.]

La notion des circonstances permettant l'exonération

. Il faut d'abord la présence de circonstances **extraordinaires**.

L'annulation du vol doit résulter d'événements qui sortent de la routine quotidienne, qui ne relèvent pas de l'ordinaire. Il faut des événements exceptionnels.

C'est une condition proche de la 1<sup>o</sup> caractéristique en France de la force majeure : l'imprévisibilité.

Le nouvel article 1218 du code civil indique qu'il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat, ...empêche l'exécution de son obligation.

. Il faut pour s'exonérer que le transporteur établisse l'existence de circonstances **qui n'auraient pas pu être évitées** : les circonstances inévitables.

Toutes les circonstances extraordinaires ne sont pas forcément exonératoires.

Il faut pour s'exonérer que le transporteur établisse en sus / que ces circonstances n'auraient pas pu être évitées / Même s'il avait pris des mesures adaptées à la situation.

Les circonstances ayant conduit à l'annulation du vol ne pouvaient pas être évitées, même si le transporteur avait pris des mesures raisonnables pour les contourner.

L'homme le plus raisonnable de la terre aurait été dans l'impuissance de surmonter l'incident.

Ce qui évoque la condition d'irrésistibilité.

L'événement de force majeure en droit français, art. 1218 du code civil, échappe au contrôle du débiteur, les effets de cet événement ne pouvaient être évitées par des mesures appropriées, l'événement empêche l'exécution.

La CJUE parle de circonstances qui échappent à la maîtrise effective du transporteur aérien, point 38 de l'arrêt McDonagh.

Essai de typologie des circonstances extraordinaires

Les solutions jurisprudentielles sont empreintes de relativisme et se livrent à l'impressionnisme juridique. Elles dépendent des situations concrètes et échappent à la systématisation. L'interprète peut seulement faire état de tendances. Voir Xavier Delpech, *Juris tourisme 2021*, n° 239, p. 24. La CJUE dans sa jurisprudence donne le sentiment de faire souvent preuve de raideur, elle se fait récemment parfois plus accommodante pour les compagnies.

### **La cause immédiate**

La Causa Proxima

Nous évoquons sous cette rubrique la situation dans laquelle la cause de l'annulation du vol ou du retard trouve son origine dans un événement ayant immédiatement entraîné cette interruption du vol.

Le vol est retardé parce qu'un orage survient au moment du départ.

Le vol est annulé parce que le personnel du transporteur ou d'entreprises tierces vient de se mettre en grève.

Le vol est annulé ou retardé parce que l'espace aérien vient d'être temporairement fermé.

Le vol est retardé ou annulé parce qu'il se révèle que l'un des moteurs de l'avion est en panne ou que l'état de la piste interdit le décollage.

On peut citer les hypothèses concrètes où l'exonération est refusée et celles où elle est accordée.

Nous songeons aux défaillances du personnel, aux caprices de la nature, aux incidents mécaniques.

L'exonération semble ordinairement refusée, du moment que la cause de l'incident de transport relève en interne d'un facteur sur lequel le transporteur pouvait avoir prise, totalement ou partiellement.

La jurisprudence se montre en revanche favorable au transporteur et tend à l'exonérer lorsque la cause de l'événement lui est extérieure et donc ne lui est imputable.

La présence ou l'absence d'un fait ou d'une faute du transporteur est souvent sous-jacente.

(La Cour de Justice n'est pas une juridiction chargée de juger le fait, elle n'agit pas en ce domaine comme tribunal de cassation qui censurerait une décision infondée ou non argumentée. Elle intervient avant toute décision définitive comme interprète d'une norme objective, en l'occurrence le concept de circonstances extraordinaires et inévitables, qui est une règle standard, dont l'application dépend largement de la particularité des espèces entre les mains du juge du fait comme tel soumis au contrôle de sa cour suprême nationale. On voit là la limite du système de la demande de question préjudicielle.

On peut également faire remarquer, transposant le propos de M. Zénati traitant de la procédure d'avis devant la Cour de cassation, D. 1992 Chr. 248, que la procédure préjudicielle déforme la pratique habituelle de formation de la jurisprudence faite de lenteur et de tâtonnements, le droit du juge se nourrit de procès et de débats, le juge de cassation ne statue ordinairement que lorsque l'affaire a donné lieu à débats devant les juridictions du fond. Devant la CJUE le débat est aseptisé, il n'est pas toujours assez mûr, le juge national, auteur du renvoi, s'il s'agit d'une juridiction inférieure, s'abstient de trancher la question en droit, transmettant cette mission à la juridiction européenne. Le juge européen ne statue pas sur les faits, ils lui sont notifiés, mais il ne les certifie pas, manque l'adéquation entre le fait et le droit. La CJUE risque de rendre une décision prématurée, fixant une orientation jurisprudentielle qui peut se révéler ultérieurement mal venue, mais que la haute juridiction désireuse de ne pas se déjuger répugnera à abandonner.)

### **La présence de circonstances extraordinaires**

Certains événements conduisent ordinairement à l'exonération. Ils peuvent tenir à des perturbations en provenance d'éléments étrangers au transporteur. Le caractère externe de la cause du retard ou de l'annulation de vol est un élément déterminant.

Les comportements humains

. Les grèves des personnels

Le considérant 14 du règlement n° 261/2004 indique que des circonstances extraordinaires peuvent se produire en particulier en cas de grèves ayant une incidence sur les opérations d'un transporteur aérien effectif. Il n'en demeure pas moins que, selon la jurisprudence de la CJUE, les circonstances visées par le considérant ne sont pas nécessairement et automatiquement des causes de l'exonération de l'obligation d'indemnisation. La possibilité d'une telle qualification est examinée au cas par cas.

La grève des navigants de la compagnie n'est presque jamais un facteur d'exonération. Il ne pourrait l'être que dans des circonstances super exceptionnelles.

Lorsque la grève qui perturbe le trafic aérien d'une compagnie est le fait du personnel du transporteur, on considère communément qu'il ne peut ordinairement pas s'exonérer. La grève des navigants ne relève pas de l'extraordinaire, les conflits de droit du travail entre compagnies et pilotes sont fréquents, le recours à l'arme de la grève par les pilotes est presque banal.

Il ne pourrait en être différemment qu'en présence d'une grève insurrectionnelle ou d'une illicéité manifeste, ou si les salariés faisaient état de revendications que seuls les pouvoirs publics peuvent satisfaire

Dans l'arrêt Krüsemann de 2018, la haute juridiction européenne refusait à une grève sauvage perturbant l'exploitation le caractère de circonstance extraordinaire.

Cet arrêt de la CJUE du 17 avril 2018, C-195/17 et autres, Juris tourisme 2018. n° 212, p. 45 obs. C. Lachièze, D. 2018.1420, obs. Kenfack, statue en matière de grève surprise du personnel.

L'absence spontanée d'une partie importante du personnel navigant (« grève sauvage ») qui trouve son origine dans l'annonce surprise par un transporteur aérien effectif d'une restructuration de l'entreprise, à la suite d'un appel relayé non pas par les représentants des travailleurs de l'entreprise, mais spontanément par les travailleurs eux-mêmes qui se sont placés en situation de congé de maladie, ne relève pas de la notion de circonstances extraordinaires.



Le juge sanctionne implicitement l'employeur qui ne pratique pas le dialogue social. Le personnel exerçait une sorte de légitime défense de ses intérêts.

Fallait-il s'attendre à une interprétation jurisprudentielle plus clémente envers les transporteurs ? Il s'agissait d'une fausse illusion.

Les conclusions rendues le 16 mars 2021 à propos d'une grève frappant le transporteur Scandinavian Airlines System Denmark Norway Sweden, auraient pu annoncer une évolution. L'avocat général Priit Pikamäe tendait à considérer que la grève des pilotes ayant entraîné plus de 4000 annulations de vol, affectant 380 000 passagers, relevait, en cette espèce, des circonstances extraordinaires, affaire C-2820, Airhelp c. SAS.

Si tous les passagers avaient requis l'indemnisation prévue par le règlement européen, le coût aurait été pour le transporteur de 117 000 000 euros.

Le passager avait pris un billet pour un vol le 29 avril 2019 entre Malmö et Stockholm. Ce vol a été annulé le jour même.

Quatre organisations de pilote avaient dénoncé la convention collective en cours.

La grève a duré sept jours.

Le conflit a pris fin, les pilotes obtenant sur trois ans plus de 10 % d'augmentation de salaires.

Grève licite, grève opérée à la demande d'organisations professionnelles de pilotes navigants, préavis de grève, avec pour objectif une hausse des salaires, grève de masse concernant trois États d'Europe du Nord.

L'avocat général écartait dans ses conclusions le précédent constitué par l'arrêt Krüsemann du 17 avril 2018 considéré comme ayant été rendu dans des circonstances très particulières. La présence de circonstances extraordinaires y avait été déniée.

Il souhaitait de la CJUE une jurisprudence fixant des principes généraux.

La circonstance extraordinaire est un événement qui n'est pas inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et qui échappe à la maîtrise effective de celui-ci du fait de sa nature ou de son origine.

L'avocat général estimait cette double condition réunie en cas de grève du personnel du transporteur.

La grève n'est pas un événement inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien.

La jurisprudence opère une distinction entre les événements qui ont un origine interne au transport et ceux dont l'origine est externe à l'exercice des activités de transporteur aérien.

L'avocat général estimait que la grève déclenchée à la suite d'appels d'organisations syndicales relevait de facteurs externes.

L'avocat général considérait également que le transporteur aérien n'avait pas la maîtrise de la grève provoquée par un syndicat.

La grève n'est pas pour le transporteur un événement maîtrisable.

On ne saurait exiger du transporteur qu'il cède entièrement aux revendications syndicales afin d'échapper aux demandes d'indemnisation que présenteraient les passagers.

Les salariés ont le droit de grève, l'employeur bénéficie de la liberté d'entreprendre.

L'avocat général ne souhaitait pas que la jurisprudence européenne s'engage à déterminer si la grève était licite ou illégale, ce qui relève du droit interne. Toute grève, légale ou non, ne relève pas de la maîtrise de l'employeur.

L'avocat général concluait : une grève déclenchée par les syndicats de salariés constitue une circonstance extraordinaire.

La CJUE, dans son arrêt du 23 mars 2021, Europe n° 5, mai 2021, comm. 165 par Valérie Michel, s'éloigne des conclusions innovatrices de son avocat général.

Elle considère qu'un mouvement de grève entamé à l'appel d'un syndicat du personnel d'un transporteur aérien effectif, dans le respect des conditions édictées par la législation nationale, notamment du délai de préavis imposé par celle-ci, destiné à porter les revendications des travailleurs de ce transporteur et suivi par une catégorie de personnel indispensable à la réalisation d'un vol, ne relève pas de la notion de circonstance extraordinaire au sens de l'article 5 du règlement n° 261/2004.

L'arrêt cependant dans son attendu 45 admet que si la grève trouve son origine dans des revendications que seuls les pouvoirs publics peuvent satisfaire et qui échappent dès lors à la maîtrise effective du transporteur aérien, elle est susceptible de constituer une circonstance extraordinaire.

Les grèves des agents publics ou du personnel d'entités tierces

Lorsque la perturbation de la navigation aérienne résulte de la grève de salariés d'entreprises tierces ou d'agents de l'État - comme les membres du personnel de contrôle de la navigation aérienne ou du personnel de sécurité -, l'exonération est possible à raison de la présence d'une circonstance extraordinaire, échappant en externe à la maîtrise du transporteur.

La CJUE cite dans son arrêt Air help du 23 mars 2021 un arrêt Finnair du 4 octobre 2012, C-22/11.

On peut également citer un jugement de la juridiction de proximité de Strasbourg du 26 janvier 2015 qui exonère la compagnie suisse EasyJet ayant annulé un vol entre Bâle-Mulhouse et Venise à raison d'une grève affectant le personnel de la société d'assistance au sol de l'aéroport Marco Polo, il n'était pas possible d'opérer le vol, la société, dont le personnel était en grève, effectuant le traitement des bagages ainsi que les opérations de débarquement. Le passager prétendait, quant à lui, qu'il ne s'agissait que d'une grève partielle à 50 %. (Nous remercions le professeur Théo Hassler de la communication de cette décision d'espèce). Le transporteur n'avait-il pas la possibilité de faire atterrir l'avion à Milan ou à Vérone et d'acheminer les voyageurs par la route ? À moins qu'il se soit agi d'une annulation de confort, la compagnie préférant annuler le vol, de peur de voir l'appareil pris en souricière de longues heures sur les pistes de l'aéroport par le personnel en grève ?

[Une demande concerne la grève du personnel de la société de manutention à l'aéroport de départ, la grève ayant été annoncée. Demande de décision préjudicielle présentée par la justice de paix du 3<sup>e</sup> canton de Charleroi le 5 juin 2018, Frank Casteels c. Ryanair Dac, C-368/18. Affaire radiée.]

[La demande de décision préjudicielle présentée le 26 novembre 2018, IZ c. Ryanair, C-735/18, par la justice de paix du troisième canton de Charleroi concerne l'incidence de la grève des contrôleurs aériens opérant sur un espace aérien sur lequel l'avion devait seulement transiter, grève ayant entraîné une annulation d'un vol. La grève avait été annoncée. D'autres vols avaient été, semble-t-il, maintenus. Affaire radiée.]

La 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation, dans un arrêt du 16 février 2022, n<sup>o</sup> 20-14.190, censure un jugement de la juridiction de Beauvais ayant, en présence d'une grève des contrôleurs aériens, exonéré Ryanair de toute responsabilité.

Cette décision de cassation pourrait étonner, la grève du contrôle aérien étant censée constituer un exemple de circonstance extraordinaire.

L'arrêt considère seulement que la décision du juge d'instance était privée de base légale.

Le transporteur avait annulé à Beauvais le vol en cause, mais il en avait maintenu d'autres.

Les passagers avaient demandé au tribunal de préciser si l'annulation du vol dont ils avaient été les victimes était due au mouvement de grève.

Le tribunal n'avait pas recherché si c'était le cas.

D'où la cassation.

. L'obligation de respecter les temps de repos du personnel aérien

La "réserve de temps "

Qu'entend par cette expression guère parlante pour le profane ?

Le personnel dispose dans l'intérêt de la sécurité des vols de temps de repos.

On s'est posé la question de savoir si le transporteur serait encore en situation de bénéficier de l'exonération dans l'hypothèse où il n'aurait pas planifié des moyens en temps utile pour pouvoir assurer le vol, une fois que les circonstances extraordinaires auraient pris fin. La question a été posée dans l'affaire Andrjs Eglitis, C-294/10, qui a donné lieu à un arrêt rendu le 12 mai 2011 par la CJUE, Revue de droit des transports, juillet 2001, commentaire 117 par Loïc

Grard, Revue européenne de droit de la consommation 2012/1 obs. de Nadège Chapier-Granier. Il s'agissait d'un vol entre Copenhague et Riga devant être assuré par la compagnie Air Baltic. Les passagers avaient pris place dans l'avion, mais des pannes de courant ont entraîné la défaillance des radars, l'espace aérien de la région de Malmö a été fermé temporairement, le vol a été annulé et les passagers ont quitté l'avion. Les requérants prétendent que si le vol avait été annulé c'est que l'équipage ne pouvait pas compte tenu de son service effectuer le vol à une heure tardive. Ils soutiennent que le transporteur aurait dû mettre en réserve des moyens suffisants pour pouvoir assurer le vol dans les deux heures suivant l'heure de décollage initiale. C'est poser l'exigence ou non de la « réserve de temps ».

La CJUE énonce que le transporteur doit au stade de la planification du vol tenir compte du risque de retard en cas de survenance de circonstances extraordinaires. Il appartient au juge national d'apprécier dans chaque espèce si le transporteur a pris les mesures adaptées. On ne peut pas de manière générale imposer à tous les transporteurs, au titre des mesures raisonnables, une réserve de temps minimale, si des circonstances extraordinaires surviennent. Le transporteur doit prévoir une certaine réserve de temps lui permettant si possible d'effectuer le vol, une fois les circonstances extraordinaires disparues. Même si cette réserve de temps est

exigée, on ne saurait imposer au transporteur des sacrifices insupportables au regard de ses capacités. Il y a là des directives de teneur générale à apprécier cas par cas par le juge national.

. Le comportement violent d'un passager rendant nécessaire le débarquement de celui-ci et induisant un retard lors d'un vol ultérieur

Affaire C-74/19, LE c. Transportes Aereos Portugueses, TAP : un passager mord d'autres passagers, le commandant de bord détourne le vol pour débarquer le passager à l'aéroport le plus proche. Le vol connaît un retard.

L'avocat général Priit Pikamäe avait déposé ses conclusions dans cette affaire le 27 février 2020.

Les faits concernent un transport aérien d'un passager entre Fortaleza au Brésil et Oslo en Norvège. Deux tronçons : Fortaleza- Lisbonne, et Lisbonne- Oslo. Le transporteur aérien est la compagnie portugaise TAP. Le règlement européen s'applique à un transporteur européen décollant d'un aéroport étranger.

Lors d'un vol antérieur, entre Lisbonne et Fortaleza, un passager avait mordu un autre passager et agressé d'autres passagers, ainsi que l'équipage qui tentait de le calmer.

Le commandant de bord sur ce vol en provenance de Lisbonne et en direction du Brésil avait décidé de faire escale à Las Palmas aux Canaries pour débarquer le perturbateur. Ce qui avait entraîné un retard à l'arrivée de ce vol à Fortaleza.

Le vol suivant (vol de retour), celui pris par notre passager litigant, quitte forcément Fortaleza avec retard, il parvient à Lisbonne, lieu de la correspondance, le 22 août 2017 à 13 h 33 (au lieu de 10 h 15).

Le passager a manqué à Lisbonne la correspondance, il n'est parvenu à Oslo qu'avec le vol du lendemain, soit avec un retard de plus de 24 heures.

La compagnie portugaise a refusé de payer 600 euros au passager qui les réclamait.

Le législateur attache grande importance à la sécurité, un comportement violent constitue un risque important (devant donner lieu à notification).

Le commandant de bord prend les mesures pour minimiser les conséquences d'un comportement perturbateur de la part d'un passager.

Il prend toute mesure en cas de situation d'urgence mettant en danger la sécurité des personnes se trouvant à bord.

La convention de Tôkyô autorise le commandant de bord à prendre les mesures de contrainte nécessaires pour garantir la sécurité de l'aéronef et des personnes à bord.

L'avocat général accepte de voir dans les faits une circonstance extraordinaire.

Pour qu'il y ait circonstance extraordinaire, il faut que les événements ne soient pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur, et qu'ils échappent à la maîtrise effective de celui-ci.

La circonstance extraordinaire ne relève pas du cours normal des choses.

L'équipage de cabine ne dispose que de moyens limités pour maîtriser un passager agressif.

Le débarquement d'un passager violent à l'aéroport le plus proche ne paraît pas être une option déraisonnable si le commandant de bord estime qu'une poursuite du vol se révèle impossible, sous peine de compromettre la sécurité de l'aéronef et des personnes à bord.

L'avocat général considère que dans les circonstances décrites en l'espèce, la condition de circonstance extraordinaire est remplie.

L'arrêt a été rendu par la Cour de Justice le 11 juin 2020. Il est tout en nuance. Avec la savante note précitée de Christophe Paulin à la Gazette du Palais du 1<sup>o</sup> septembre 2020.

Le comportement perturbateur du passager ayant amené le commandant de bord à effectuer un déroutement du vol constitue a priori une circonstance extraordinaire. Les difficultés à contrôler les passagers en état d'ébriété, violents ou indisciplinés doivent d'ailleurs faire l'objet d'une notification dans le cadre des comptes rendus obligatoires. Il incombe à chaque passager de se conformer pour assurer la sécurité à bord aux ordres du commandant de bord. Le comportement de ce passager n'était pas maîtrisable par le transporteur, l'équipage ne dispose que de moyens limités pour maîtriser un tel passager.

(Le bémol. Il en serait différemment si le transporteur avait accepté l'embarquement d'un passager présentant des signes avant-coureurs de troubles du comportement, ou si le transporteur avait contribué à la survenance de cet événement.)

. Les caprices de la nature

Les éruptions volcaniques conduisant à la fermeture de l'espace aérien

La fermeture des espaces aériens à raison du principe de précaution lors des éruptions volcaniques et

L'interdiction faite aux transporteurs aériens de naviguer dans une bonne partie de l'espace européen sont des circonstances exonératoires.

Batteur, Bazin Beust et Raschel, L'éruption du volcan Eyjafjöll, un sujet explosif ! Semaine Juridique G, 21 juin 2010,

Arrêt Denise McDonagh c. Ryanair, CJUE 31 janvier 2013, C-12/11, Revue de droit des transports janvier 2013, commentaire 9 par Vincent Correia, conclusions Yves Bot du 22 mars 2012

(L'OACI a publié un manuel sur les cendres volcaniques, préconisant de laisser la décision de voler aux exploitants aériens, sous la supervision des autorités publiques, COM 05/12, 5 mars 2012)

Les dérèglements climatiques, tempêtes, orage tropical, cyclones, ouragans, typhons, sont susceptibles d'être pris pour des circonstances extraordinaires.

Les Orientations interprétatives de juin 2016, 5.4, évoquant la situation d'un aéroport congestionné et des pénuries de capacités à raison d'intempéries, sont indulgentes pour les transporteurs.

L'incidence de la neige.

Le transporteur ne s'exonère pas facilement, il ne suffit pas pour justifier une annulation de vol d'invoquer l'incidence d'une chute de neige à Orly un 20 décembre 2010. Le transporteur doit établir qu'il ne pouvait éviter l'annulation, même s'il avait pris toutes les mesures raisonnables.

1° Civile, 5 mars 2015, n° 14-11066 : la juridiction de proximité avait admis l'exonération, un épisode nuageux inattendu, aucun défaut de vigilance imputable à Air France, l'obligation de sécurité est une obligation prioritaire du transporteur.

Cassation pour défaut de base légale et au rappel de la jurisprudence Wallentin-Hermann.

Motifs impropres à établir que la compagnie n'aurait manifestement pas pu éviter que les circonstances auxquelles était confrontée ne conduisent à l'annulation du vol.

L'incidence de la foudre

1° Civile, 12 septembre 2018, n° 17-11361, Dalloz novembre 2018, Juris Tourisme, 2019, n° 220, p. 44, obs. Christophe Lachièze : un vol entre Bordeaux et Nice. Départ prévu, 13 h 45. L'avion stationné à Mérignac (à bord duquel les époux retardés de 5 heures 1/2 devaient embarquer) avait été foudroyé en matinée. Des ingénieurs aéronautiques avaient examiné l'avion et déclaré qu'il ne remplissait plus les conditions de sécurité optimales. Un avion est envoyé depuis Londres en remplacement. Réacheminement des passagers à destination vers le vol d'une autre compagnie. Les passagers demandent l'indemnisation à easyJet. Rejet de la demande par la juridiction de proximité de Bordeaux. Le pourvoi est rejeté. La juridiction de proximité a pu retenir l'existence de circonstances extraordinaires.

[2° condition, traitée infra, l'obligation des justes efforts. Même en prenant toutes les mesures raisonnables, le transporteur aérien n'aurait manifestement pas pu éviter que les circonstances extraordinaires auxquelles il était confronté ne conduisent à l'annulation du vol litigieux.]

[La demande formulée par le Landesgericht de Korneuburg le 10 décembre 2020, affaire C-672/20, I./FK, soulève entre autres questions l'incidence de la foudre.

Apparemment il y avait eu deux incidents techniques portant sur le même avion.

Lors d'un 1° vol, l'avion avait été endommagé par un coup de foudre. Le transporteur aérien avait mandaté un technicien de la société de maintenance, ce technicien n'avait constaté que des dégâts mineurs qui n'affectaient pas la capacité de fonctionnement de l'avion.

Lors du vol suivant, il avait été procédé à l'inspection de pré-vol, l'avion n'était plus opérationnel. Le transporteur avait eu recours à un avion de remplacement.

Le passager devait prendre un 3° vol, le vol réservé parvient à destination avec un retard de 8 h 19. La juridiction autrichienne demande si le transporteur est tenu à payer l'indemnisation. Radiation.]

[On retrouve apparemment des faits identiques avec la demande présentée par la même juridiction autrichienne le 27 mai 2021. Affaire C-336/21, L. c. F, BW, SW. Radiation.]

L'incidence de l'orage

Le reconnaissance d'un état de circonstance extraordinaire est problématique.  
Les juridictions allemandes sont largement hostiles.

Les prévisions météorologiques interdisant temporairement ou retardant le décollage au départ

[L'Amtsgericht de Hambourg se plaint de recevoir maintes demandes d'indemnisation, alors que le transporteur aérien fait état pour sa défense, au titre de la survenance de circonstances extraordinaires, du report, par le gestionnaire du trafic aérien, de l'autorisation de décoller.

Le transporteur fait valoir, pour refuser l'indemnisation découlant de la jurisprudence Sturgeon, que les conditions météorologiques ne relèvent pas de sa responsabilité.

Le cas concerne le 26 octobre 2019 un transport entre Hambourg et Cracovie. Les passagers sont parvenus à destination avec 4 heures de retard. Il y avait eu au départ du brouillard entraînant une mauvaise visibilité compromettant la circulation aérienne.

La juridiction de Hambourg expose avec force et clarté dans le document de travail, affaire C-37/21, *flightright c. Ryanair Dac*, la conception restrictive qu'elle a de la notion de circonstances extraordinaires.

La disposition autorisant l'exonération est d'interprétation restrictive.

Les circonstances extraordinaires sont hors de l'ordinaire.

Hors de l'ordinaire ne doit pas être assimilé à inattendu, non fautif, inévitable, inhabituel, indépendant de la volonté du transporteur.

Seule est circonstance extraordinaire celle qui n'est pas inhérente à l'exercice normal de l'activité des compagnies aériennes et qui échappe à la maîtrise effective de celles-ci du fait de sa nature ou de son origine.

Tout événement inéluctable pour la compagnie aérienne ne suffit pas pour admettre l'existence d'une circonstance extraordinaire, mais uniquement un événement qui va au-delà du déroulement usuel et auquel on peut s'attendre dans le transport aérien.

Des conditions météorologiques défavorables qui excluent temporairement un départ ne sont pas toujours des circonstances extraordinaires et ne peuvent l'être que dans un cas particulier.

Des conditions météorologiques défavorables en tant que motif d'un report de créneau de départ ne sont constitutives d'une circonstance extraordinaire que si elles sont en soi une circonstance extraordinaire, c'est-à-dire lorsque ces conditions météorologiques, dans le lieu concerné et à la date concernée, sont en soi hors de l'ordinaire.

Ne relèvent pas en soi de circonstances extraordinaires usuelles et auxquelles on peut s'attendre au lieu concerné et à la date concernée, mais s'en différencient.

Des conditions météorologiques défavorables qui dans un lieu déterminé et à une date déterminée ne sortent pas de l'ordinaire, ne se différencient pas dans un lieu déterminé et à une date déterminée des conditions météorologiques usuelles et auxquelles on peut s'attendre sont des événements inhérents à l'exercice normal de l'activité des compagnies aériennes dans le contexte normal du transport aérien.

Une autorisation de décoller retardée par le gestionnaire du trafic aérien n'est pas en soi constitutive d'une circonstance extraordinaire étant donné que des retards dans les autorisations de décoller par le gestionnaire du trafic aérien – les reports de créneau de départ – ne sont pas des événements hors de l'ordinaire dans le transport aérien, mais des événements qui relèvent du déroulement usuel et auquel on peut s'attendre ainsi que du contexte général du transport aérien international. Il s'agit d'événements inhérents à l'exercice normal de l'activité des compagnies aériennes.

Un événement qui ne survient pas de manière extrêmement rare dans le transport aérien international, mais de manière régulière, ne saurait être un événement qui sort de l'ordinaire.

(On pourrait alors se demander s'il n'y a pas un défaut de réalisme d'exiger des compagnies qu'elles fournissent une heure de décollage, du moment que le moment précis du décollage relève de l'aléa.)

La juridiction hambourgeoise consent cependant à considérer que certaines causes dans le retard dans le décollage relèvent des circonstances extraordinaires : comme un accident d'avion ou une attaque terroriste entraînant plusieurs heures la fermeture de la piste.

En revanche un retard de créneau de départ dû à une piste verglacée ou des ailes verglacées en raison de températures négatives un matin d'hiver à Hambourg n'est pas constitutif d'une circonstance extraordinaire.

La juridiction allemande demande le 30 décembre 2020 à la CJUE de fixer la jurisprudence, elle lui a donné sans ambages son interprétation.

La juridiction allemande a retiré sa demande et l'affaire a été radiée le 29 juin 2021.]

[On retrouve cette problématique avec la demande formulée le 1<sup>o</sup> avril 2022 par l'Amtsgericht de Düsseldorf, affaire C-228/22, *flightright c. Eurowings*. La juridiction rhénane demande si constitue toujours une circonstance extraordinaire le changement d'attribution de créneau par l'organisme en charge de la sécurité aérienne causant une annulation ou un retard de vol. Elle demande si à défaut il y a une circonstance extraordinaire lorsque le

changement de créneau résulte d'une capacité réduite pour effectuer les vols à raison des circonstances climatiques, même si les circonstances de la météo n'ont pas bloqué dans une large mesure le trafic aérien. Radiation.]

Les prévisions météorologiques défavorables à l'atterrissage à l'aérodrome de destination  
En conséquence, l'équipage ne décolle pas depuis l'aérodrome de départ

L'incidence de l'orage, interdisant l'atterrissage de l'avion devant assurer le vol  
Faute d'avion, le vol est annulé

[La réalisation d'un vol incompatible avec les conditions météorologiques : demande de l'Amtsgericht de Francfort sur le Main présentée le 14 juin 2022, affaire C-388/22, flightright c. TAP : S'agit-il d'une circonstance extraordinaire au sens de l'article 5 § 3 du règlement n° 261/2004 ?

Le voyageur, qui a cédé ses droits à un organisme de recouvrement, avait pris un billet auprès du transporteur portugais pour se rendre de Porto Alegre (dans le Sud du Brésil) , via Lisbonne, à Francfort.

L'avion qui devait réaliser le transport en partant de Porto Alegre est victime des intempéries, il ne peut pas y atterrir le 9 mars 2017 à raison d'un orage, il est refoulé sur l'aérodrome de Curitiba.

Le vol entre Porto Alegre et Lisbonne est annulé.

Le passager prend un autre vol, il parvient à Francfort par rapport à la prévision avec 27 h de retard.

La juridiction allemande est hostile à la reconnaissance en l'espèce  
de la présence de circonstances extraordinaires.

L'avion s'était pourtant vu refuser l'atterrissage à Porto Alegre.

On a l'impression de se trouver en présence d'un magistrat partisan d'une interprétation ultra restrictive du concept de circonstances extraordinaires en présence d'un incident climatique et qui cherchait à trouver auprès de la CJ une caution. Pour cette juridiction allemande, une circonstance extraordinaire est une circonstance tout à fait exceptionnelle. Hormis cette hypothèse rarissime, le transporteur doit payer l'indemnisation, quitte à incorporer le risque d'indemnisation dans le calcul du billet de transport. L'affaire a été radiée le 9 novembre 2022.]

L'incidence de vents dangereux régnant assez fréquemment sur certains aérodromes

[Demande émanant de l'Amtsgericht de Francfort sur la Main, affaire, radiée, C-52/23 : un déplacement constitué de deux vols, l'un entre les Açores et Lisbonne, l'autre entre Lisbonne et l'Allemagne. C'est le premier vol qui ne peut pas être accompli, l'avion qui devait exécuter le vol n'a pas pu, à raison de la tempête, atterrir à Ponta Delgada. La juridiction allemande n'y voit pas un événement extraordinaire à raison de sa fréquence. Le transporteur n'a qu'à payer l'indemnisation et tenir compte de ce risque dans la fixation du prix du transport.]

La panne de courant conduisant à la fermeture temporaire de l'espace aérien

Des pannes du système électrique peuvent affecter temporairement le système de navigation aérienne, voir supra l'arrêt Eglitis cité à propos de la réserve de temps. Il y a circonstances extraordinaires.

. Le caractère tout à fait exceptionnel de la prise en considération des pannes de moteurs et des incidents techniques et mécaniques affectant l'appareil aérien

L'exonération est en principe refusée en matière d'incidents techniques. Le transporteur a l'obligation d'assurer l'entretien et la maintenance de ses engins volants. Il est rendu responsable d'un dérèglement même inopiné.

L'exonération n'est admise que dans des circonstances très particulières.

Un problème technique ne relève de circonstances extraordinaires, indique l'arrêt Wallentin Hermann, que si le problème technique découle d'événements qui par leur nature ou leur origine ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur concerné et échappent à sa maîtrise effective.

La Cour de Justice admet toutefois - pour le moment de façon platonique - le caractère extraordinaire de l'événement ayant causé le retard dans des circonstances tout à fait exceptionnelles : si les problèmes techniques découlent d'événements qui ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et qui échappent à la maîtrise de celui-ci.

La cour donne deux exemples :

La révélation que les appareils en service sont atteints d'un vice caché affectant la sécurité des vols : il y a un très grave incident mécanique, un vice caché est révélé, il ne faut pas faire assurer le transport par de tels engins

mettant en danger la vie des pilotes et des passagers.

La même appréciation vaut en cas d'actes de sabotage ou de terrorisme endommageant les appareils.

Si le transporteur est informé par l'avionneur que l'appareil aérien est porteur d'un vice jusqu'alors ignoré et mettant en cause la sécurité des vols ou s'il aperçoit qu'il a été saboté, l'avion sera retiré du service. Si une annulation de vol ou un retard se produit avant de trouver un avion idoine en remplacement, l'exonération jouera.

CJUE, 17 septembre 2015, Corina Van Der Lans. Les incidents techniques ne deviennent circonstances extraordinaires que s'ils se rapportent à un événement qui n'est pas inhérent à l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien et échappe à la maîtrise effective de celui-ci du fait de sa nature ou de son origine. Il en serait ainsi dans la situation où le constructeur ou une autorité révélerait que les appareils sont atteints d'un vice caché de fabrication affectant la sécurité des vols. Il en serait de même si les aéronefs se trouvaient endommagés par des actes de terrorisme ou de sabotage.

. Le péril aviaire

Les dommages subis par les avions entrant en collision avec des volatiles

Les volatiles entrant en collision avec l'aéronef qui décolle ou qui atterrit. L'appareil est endommagé. Il faut effectuer par précaution un contrôle de l'appareil, une réparation peut alors s'imposer.

Les retards engendrés par la collision survenue entre l'aéronef et des volatiles et le dommage craint ou subi par l'appareil aérien

Quand un choc se produit entre l'appareil et les oiseaux, l'avion peut subir une dégradation (qui a parfois mené à l'accident mortel), une vérification par prudence s'impose, l'avion est immobilisé, les techniciens interviennent et déterminent si l'appareil peut à nouveau voler sans danger ou non. Tout ceci implique inéluctablement une perte de temps.

D'où des retards ou des annulations de vol.

La CJUE a été saisie d'une demande de décision préjudicielle, émanant d'une juridiction de Prague du 26 juin 2015 et statuant après une décision de la cour constitutionnelle tchèque du 20 novembre 2014, Revue trimestrielle de droit européen 2015.241 obs. Pavel Bures, affaire C-315/15, Marcela Peskova c. Travel. L'avion exploité par Travel Service a effectué 4 vols dans la journée.

1° vol, un incident mécanique se produit, la défaillance technique d'un clapet. 1 H 45 d'intervention.

2° vol, la collision aviaire à l'atterrissage. L'appareil n'est pas endommagé, mais le transporteur a pris des mesures de contrôle après la collision, ce qui a rejailli sur les horaires et entraîné un retard ultérieur.

3° vol.

4° vol entre Burgas (Bulgarie) et Ostrava (Silésie tchèque), deux voyageurs sont, sur ce vol ultime, victimes à destination d'un retard de 5 H 20.

Les deux clients ont demandé chacun 250 euros au transporteur.

Y a-t-il circonstances extraordinaires susceptibles d'exonérer le transporteur ?

Les conclusions.

Le regretté avocat général Yves Bot, dans ses conclusions déposées le 28 juillet 2016, estimait qu'il n'y avait pas lieu de procéder à un revirement de jurisprudence et qu'une solution plus indulgente pour le transporteur ne pouvait provenir que du législateur. La remarque est piquante lorsqu'on se souvient que l'octroi de l'indemnisation en cas de retard a été inventé par la CJUE, le règlement communautaire prévoyant seulement une indemnisation en cas d'annulation et non en cas de retard.

Sur le fond, l'avocat général excluait l'exonération en présence d'une collision oiseau - avion, il n'y a pas circonstances extraordinaires. Le transporteur est certes irréprochable, mais il doit apparemment se transformer, dans la pensée de l'avocat général, en assureur garant des gênes subies par ses clients faisant fi des risques de toute navigation aérienne. Il n'y a circonstances apportant exonération que si elles se rapportent à un événement qui n'est pas inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien (1) et qui échappe à la maîtrise effective du transporteur du fait de sa nature ou son origine (2).

Le péril aviaire est un phénomène bien connu et courant ; la collision entre un volatile et un avion ne sort pas de l'ordinaire, elle est inhérente à l'exercice habituel de la navigation par la voie des airs.

L'arrêt de la Cour de justice du 4 mai 2017 n'est pas, pour une fois, la copie conforme des conclusions de son avocat général, Gazette du Palais du 13 juin 2017, n° 22, page 13, obs. Paulin, D. 2017.2078 chronique, critique, de Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier.

L'arrêt répond aux différentes questions posées par la juridiction pragoise.

Sur la première question, la Cour répond - c'est l'apport principal de l'arrêt - que la collision entre un aéronef et un volatile relève de la notion de « circonstances extraordinaires ».

Sont des circonstances extraordinaires, les événements qui ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et qui échappent à la maîtrise de celui-ci.

La Cour estime qu'une collision aviaire et les éventuels dégâts causés à l'appareil ne sont pas intrinsèquement liés au fonctionnement de l'appareil. Ces événements ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien et échappent à sa maîtrise.

La collision aviaire obtient sa typologie propre, il s'agit d'un événement distinct des incidents mécaniques internes dus à un mauvais fonctionnement de la machine.

La décision de la cour est sur ce point contraire à l'avis de l'avocat général.

[L'arrêt rappelle ensuite que la présence de circonstances extraordinaires n'est pas à elle seule exonératoire. Pour obtenir l'exonération, le transporteur doit établir que les circonstances extraordinaires n'auraient pas pu être évitées, même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises. Les mesures raisonnables sont celles adaptées à la situation, ce que la juridiction nationale doit apprécier. Il s'agit de la 2<sup>o</sup> condition à remplir pour que le transporteur soit relevé de la poursuite, cf. infra.]

Avec la question 3, on entre dans la casuistique. Après la collision, il y avait eu deux expertises pour vérifier que l'appareil n'était pas endommagé. La seconde expertise avait été exigée par le propriétaire de l'appareil, alors que la première était réglementaire. Cet élément va contribuer à retirer le caractère extraordinaire à la collision et à ses suites. La cour estime implicitement que le transporteur devra indemniser, mais qu'il se trouvera en situation d'exercer un recours contre le propriétaire de l'avion, ayant contribué à la prolongation du retard par une exigence infondée.

La question 2 concerne les mesures préventives pour tenter de remédier au péril aviaire. Les opérations de contrôle relèvent ordinairement des exploitants d'aérodrome. La cour se prononce pour l'hypothèse où le transporteur aurait été en situation de prendre lui-même des mesures de prévention. Si ces mesures n'ont pas été prises par le transporteur, alors qu'il en avait la possibilité et que le risque se réalise, le transporteur sera réputé ne pas avoir pris les mesures raisonnables et n'obtiendra pas l'exonération. La Cour exclut d'imposer au transporteur des dépenses inconsidérées.

La question 5 est relative à la pluralité des causes du retard.

Les unes peuvent procéder d'un événement extraordinaire apportant l'exonération, d'autres non.

Le retard, en l'espèce, relevait de l'enchaînement de deux causes, un incident mécanique lors du premier vol d'une part,

la collision aviaire au terme du second vol d'autre part.

La demande d'indemnisation portait sur un retard à l'arrivée du 4<sup>o</sup> vol.

L'indemnisation n'est due que si le retard à l'arrivée excède 3 heures.

L'arrêt envisage l'hypothèse où la collision serait réputée circonstance extraordinaire et où l'incident mécanique ne revêtirait pas cette qualification. Le juge national devra évaluer la partie de retard ayant pour cause la collision. Le retard est de 5 H 20, il faut retrancher du temps global le temps de retard imputable à la circonstance extraordinaire ayant une valeur exonératoire. Le juge national ne retiendra finalement pour sanctionner le retard que la circonstance n'ayant pas de caractère extraordinaire. L'obligation d'indemniser n'existera que si le retard ainsi retranché équivaut ou dépasse les 3 heures. Le magistrat national risque d'être conduit à des évaluations arbitraires.

La question 4 concerne la « réserve de temps ». La juridiction nationale auteur du renvoi demande si le transporteur dont l'avion est entré en collision avec des oiseaux doit prévoir, dès le stade de la planification de ses vols, au titre des mesures raisonnables, un temps suffisant pour la réalisation des opérations de contrôle de sécurité. La Cour refuse, sur ce point, de répondre, elle ne répond pas à un problème hypothétique, elle ne répond pas quand elle ne dispose pas des éléments de fait nécessaires pour répondre utilement à la question posée.

Cette jurisprudence bienveillante pour le transporteur n'a pas été qu'un feu de paille, elle n'est pas limitée aux risques de collision aviaire, s'il serait excessif de soutenir qu'elle elle signe un changement radical de perspective.

La CJUE est, semble-t-il, passée d'une sévérité indéniable envers les transporteurs pour en venir à une relative indulgente compréhension, dont les consommateurs feraient les frais.

La CJUE donne avec cet arrêt un incontestable coup de barre en faveur des transporteurs, il leur donne l'espoir conditionnel d'une exonération face à des événements qu'ils ne maîtrisent guère.

L'adoption du système de la garantie subit une inflexion.

[Une demande similaire émanait de l'Amtsgericht de Cologne, demande du 9 mai 2016, JOUE du 1<sup>o</sup> août 2016, affaire C-257/16, Roch c. Germanwings. La juridiction allemande demandait à la CJUE si la collision d'un avion en vol avec des oiseaux constitue une circonstance extraordinaire. Radiation, l'affaire a été réglée à l'amiable.]

[Une juridiction polonaise de Gliwice interroge le 8 mars 2020 la CJUE à propos d'un retard de 10 h subi par un passager à propos de l'exécution d'un vol entre Turku et Gdansk. La compagnie effectuait des vols de rotation.



C'est lors du vol précédent que l'avion avait connu une collision avec un volatile. Affaire C-127/20. Le départ de l'avion avait été retardé. Une inspection de l'avion avait été opérée. L'incidence de la réserve de temps applicable au personnel de pilotage est également soulevée. Radiation le 30 juillet 2020]

L'interruption de la phase de décollage d'un aéronef engendrée par la collision de celui-ci avec des volatiles et se traduisant par une manœuvre de freinage d'urgence endommagent les pneumatiques de cet avion relève de " circonstances extraordinaires ", déclare une ordonnance de la CJUE, 3 octobre 2022, affaire C-202/22, YS, RW / Freebird Airlines Europe. Sur renvoi préjudiciel de l'Amtsgericht d'Eilenburg (Saxe). Un vol entre Leipzig Halle et Héralion. Un retard de plus de 3 heures à l'arrivée, le temps au départ pour effectuer le changement des pneus. L'avion roulait à plus de 222 km/ H sur la piste lors du heurt avec les volatiles.

. Les dégâts techniques causés, du fait d'une collision, à l'avion destiné au transport

Une espèce concerne un choc entre l'avion devant effectuer un transport entre Newark et Vienne et un autre avion en mouvement : l'aileron de l'avion en mouvement heurte le gouvernail de profondeur de l'avion en stationnement.

Il y a des dégâts matériels.

Le vol de l'avion d'Austrian Airlines a été annulé.

Le passager cède sa créance d'indemnisation à un organisme de recouvrement.

L'ordonnance de la CJUE du 14 janvier 2021, affaire Air help c. Austrian Airlines, C-264/20, relève dans cette collision la survenance de circonstances extraordinaires.

Le passager a été réacheminé, il parvient à destination à Vienne le lendemain du jour prévu.

L'ordonnance de la Cour du 30 mars 2022, affaire Orbest, C-659/21, est de la même veine. Un véhicule de restauration appartenant à un tiers est entré en collision avec l'avion en position de stationnement à l'aéroport, d'où la défaillance technique de l'aéronef. La CJ estime que cette défaillance est susceptible de relever de la notion de circonstances extraordinaires.

. La présence d'objets sur la piste perturbant l'évolution des avions

L'interruption du trafic aérien et la fermeture de la piste commandée par le constat de la présence de carburant déversé sur la surface

La CJUE est invitée, dans le cadre d'une demande de décision préjudicielle posée le 27 février 2018 par la justice de paix de Charleroi, à répondre à la question de savoir si la fermeture, le 21 décembre 2015, à Trévise pendant plus de deux heures d'une piste consécutive à un déversement d'essence - par un autre exploitant d'aéronef - sur l'aire de décollage peut être qualifiée d'événement ou de circonstance extraordinaire. Les autorités aéroportuaires ont modifié l'ordre de décollage des avions, si bien que cet incident a conduit à un retard de plus de quatre heures sur un vol de Ryanair entre Trévise et Charleroi.

Affaire C-159/18, André Moens c. Ryanair.

L'événement est banal, même si le transporteur est étranger à l'incident.

L'avocat général Evgueni Tanchev a présenté dans cette affaire Moens ses conclusions le 19 décembre 2018.

Il commence par considérer que l'événement consistant en un déversement d'essence sur la piste de décollage ne constitue pas en soi une circonstance extraordinaire.

Pour qualifier cet événement de circonstance extraordinaire, il faut examiner l'ensemble des faits.

Pour qu'il y ait circonstance extraordinaire, il faut la réunion de deux éléments.

Il faut tout d'abord que le problème soit attribuable à un événement qui n'est pas inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien concerné.

Il faut ensuite que par sa nature ou son origine l'événement échappe à la maîtrise du transporteur aérien.

L'avocat général considère que l'événement causal n'est pas le déversement d'essence sur la piste, mais la décision des autorités aéroportuaires de fermeture de la piste. C'est une décision extrinsèque, sur laquelle le transporteur n'exerçait aucune influence. La fermeture de piste n'était ni prévue ni annoncée, il y a circonstance extraordinaire.

Ne sont exonératoires les circonstances extraordinaires que si elles n'avaient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises. Le transporteur aérien ne pouvait en l'espèce rien faire. La piste devait être fermée pendant le nettoyage. Il ne pouvait prendre des solutions de remplacement. Les circonstances extraordinaires ne pouvaient pas être évitées.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 26 juin 2019, Gazette du Palais du 1<sup>o</sup> octobre 2019 avec la note partiellement critique de Pascal Dupont et de Ghislain Poissonnier, il est favorable aux intérêts du transporteur, jugé en l'espèce en mesure de se libérer.

Peuvent être qualifiés de circonstances extraordinaires les événements qui par leur nature ou leur origine ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien concerné et échappent à la maîtrise effective de celui-ci, ces deux conditions étant cumulatives.

La qualification de circonstances extraordinaires doit être effectuée au regard de la seule circonstance à l'origine de l'annulation ou du retard important du vol concerné.

La présence d'essence sur une piste ayant entraîné la fermeture de celle-ci ne peut être considérée comme intrinsèquement liée au fonctionnement de l'aéronef (du moment que l'essence ne provient pas d'un aéronef de ce transporteur). Cette circonstance n'est pas inhérente à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien. Elle échappe à la maîtrise du transporteur aérien, l'entretien des pistes ne relève pas de sa compétence, la fermeture des pistes décidée par les autorités aéroportuaires s'impose aux transporteurs. La présence d'essence doit être qualifiée de circonstances extraordinaires.

Le transporteur aérien est exonéré de son obligation d'indemnisation s'il peut prouver que l'annulation ou le retard est dû à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises.

Toutes les circonstances extraordinaires ne sont pas libératoires, celui qui entend s'exonérer doit établir que ces circonstances n'auraient pas pu être évitées par des mesures adaptées à la situation, c'est à dire par celles qui au moment de la survenance de ces circonstances répondent à des conditions techniquement et économiquement supportables pour le transporteur. Il doit établir que, même en mettant en œuvre tous les moyens en personnel ou en matériel et les moyens financiers dont il disposait, il n'aurait manifestement pas pu, sauf à consentir des sacrifices insupportables au regard des capacités de son entreprise éviter que les circonstances extraordinaires auxquelles il était confronté ne conduisent à l'annulation ou au retard de trois heures ou plus. La cour retient une acception souple et individualisée de la notion de mesure raisonnable, elle laisse à la juridiction nationale le soin d'apprécier si le transporteur pouvait être regardé comme ayant pris les mesures adaptées à la situation.

En l'espèce, le transporteur confronté à une décision de fermeture la piste de décollage devait attendre la décision des autorités de réouverture de la piste. Le transporteur ne disposait pas de la faculté de prendre des mesures raisonnables afin d'éviter la circonstance extraordinaire en cause.

[La même juridiction belge pose une question semblable à propos probablement du même incident, déversement d'essence sur une piste ayant entraîné la fermeture de cette piste, retard important d'un vol, demande du 5 juin 2018, Giovanni Martina c. Ryanair DAC, C-369/18. Radiation le 2 octobre 2019.]

Les objets et substances abandonnés en piste, ayant endommagé l'avion

Le pneu du train d'atterrissage est endommagé par une vis égarée sur la piste.

La nécessité de réparer ou de changer le pneu, d'où le retard.

La CJUE considèrera-t-elle la crevaison ou l'endommagement d'un pneu de l'avion par une vis se trouvant sur la piste de décollage ou d'atterrissage comme une circonstance extraordinaire ?

Voir la demande posée par le Landgericht de Cologne le 18 août 2017 dans une affaire Germanwings c. Wolfgang Pauels, C-501/17.

Les pistes sont souvent jonchées d'objets divers qui peuvent être potentiellement dangereux pour la sécurité des vols (cf. l'accident du Concorde). Le transport peut être retardé par un tel incident technique, l'exploitant doit faire faire la réparation ou changer d'avion, le phénomène est relativement banal. L'incident a alors une cause externe. Il ne s'agit pas d'une cause interne, à moins de soutenir qu'un aéronef doit être doté de pneus résistant aux chocs.

Le transporteur, qui est sans faute en l'occurrence, ne devait-il pas à raison du caractère ordinaire et relativement banal de l'évènement causal, indemniser, quitte à se retourner contre le gestionnaire de l'aérodrome tenu d'assurer la propreté des pistes ?

Les conclusions rendues le 22 novembre 2018 par l'avocat général Evgeni Tanchev ne sont pas en ce sens, elles sont largement favorables aux intérêts du transporteur, elles voient dans cette situation la présence de circonstances extraordinaires.

Le vol en cause reliait Dublin à Düsseldorf, le passager subit à l'arrivée un retard de 3 h 18 minutes. Une vis avait été découverte, lors des préparatifs du vol, dans un pneu du train d'atterrissage. Il avait été nécessaire de changer le pneu à Dublin, d'où le retard. Le passager demande 250 euros. Il se heurte au refus du transporteur.

L'avocat général range l'espèce dans le genre des problèmes techniques.

Il estime que les défaillances techniques découlant d'événements qui échappent à la maîtrise du transporteur doivent être considérées comme des circonstances extraordinaires. Il faut voir comme des circonstances extraordinaires les circonstances qui échappent au contrôle du transporteur aérien, Quelles que soient la nature de ces circonstances et leur gravité.

Deux traits sont exigés pour qu'il y ait circonstances extraordinaires. (Qui ne sont pas dans cette interprétation des événements exceptionnels ou rarissimes)

Il faut tout d'abord que l'incident soit attribuable à un événement qui n'est pas inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien concerné.

La présence de vis ou de clous sur la piste ne relève pas de l'exercice normal de l'activité du transporteur.

Il faut ensuite que par sa nature ou son origine l'évènement échappe à la maîtrise du transporteur aérien.

L'entretien et le nettoyage des pistes ne relèvent pas du transporteur, mais de l'exploitant de l'aérodrome, règlement n° 139/2014, annexe IV, sous partie C, entretien de l'aérodrome, ADR.OPS.C. Le transporteur s'est heurté à un évènement échappant à sa maîtrise effective.

La présence de corps étrangers sur la piste, événement fortuit, constitue les circonstances extraordinaires.

L'avocat général reprend la solution habituelle : les circonstances extraordinaires ne sont pas toutes exonératoires. Le transporteur pour s'exonérer doit établir que ces circonstances n'auraient pas pu être évitées par des mesures adaptées à la situation.

L'arrêt, en demi-teinte, rendu en matière de retard par la CJUE, le 4 avril 2019, prolonge l'analyse rendue par l'avocat général.

Les pneumatiques des avions sont des éléments soumis à de fortes contraintes lors des décollages et atterrissages, ils sont soumis à des contrôles de sécurité réguliers. Lorsque la défaillance trouve son origine exclusive dans le choc avec un objet étranger, elle ne peut pas être considérée comme intrinsèquement liée au système de fonctionnement de l'appareil. C'est le cas de l'endommagement d'un pneu par un débris présent sur la piste. Cet élément échappe à la maîtrise du transporteur, qui n'a pas dans sa compétence l'entretien des pistes. Cette défaillance constitue une circonstance extraordinaire.

Toutefois, en cas de survenance d'une circonstance extraordinaire, le transporteur n'échappe à son obligation d'indemnisation que s'il est mesure de prouver qu'il a adopté les mesures adaptées à la situation, en mettant en œuvre tous les moyens en personnel ou en matériel et les moyens financiers dont il disposait, afin d'éviter que celle-ci conduise à l'annulation ou au retard important du vol, sans pour autant qu'il puisse être exigée de lui qu'il consente des sacrifices insupportables au regard des capacités de son entreprise.

Il existe des procédures de remplacement standardisées, les entreprises de transport disposent dans les aéroports de contrats de remplacement de leurs pneumatiques avec des sociétés de maintenance aérienne, elles bénéficient d'un traitement prioritaire dans le remplacement.

Il revient au transporteur aérien de démontrer qu'il a mis en œuvre les moyens pour éviter que le remplacement du pneu endommagé ne conduise au retard important du vol.

C'est un point qu'il appartient à la juridiction auteur du renvoi de vérifier.

Le transporteur aérien en manque de kérosène

L'aéronef doit pour pouvoir voler en toute sécurité d'une réserve de carburant. Il peut arriver que le service qui assure cet approvisionnement soit en défaut. Le transporteur s'abstient alors de faire décoller ses avions. Ce qui engendre des annulations de vol et des retards. On se demande si le transporteur peut exciper de la survenance d'une circonstance extraordinaire pour être dispensé d'indemniser les plaignants.

Le tribunal judiciaire des Açores avait demandé à la CJUE le 18 octobre 2019 s'il y avait circonstance extraordinaire dans le fait suivant : la panne du système de pompage a empêché le 10 mai 2017 à l'aéroport de Lisbonne le transfert de carburant, le système est géré par l'aéroport, une multiplicité de vols ont été annulés ou retardés. Affaire C-766/19, Serviços de Transportes Aereos.

La compagnie ne pouvant s'approvisionner en carburant à Lisbonne décide de le faire à Porto. L'équipage, du fait du départ tardif à Lisbonne, ne dispose plus du temps de service de vol nécessaire pour réaliser le vol. Cette compagnie a conclu un contrat de location opérationnelle, ACMI, avec une autre compagnie pour effectuer le vol. A-t-elle utilisé tous les moyens et solutions alternatives à sa disposition pour limiter le retard du vol ?

La demande, incomplète, avait été jugée manifestement irrecevable par une ordonnance de la CJUE du 10 mars 2020.

Le juge de la chambre civile de Ponta Delgada du tribunal des Açores ne se déclare pas vaincu, il renouvelle le 25 janvier 2021 son interrogation dans l'affaire C-308/21, KU, OP, GC c. SATA International - Azores Airlines.

Demande réitérée le 14 mai 2021.

Le renvoi préjudiciel est relatif à trois réclamations distinctes, les passagers de vols de 1400 /1600 km entre Lisbonne et les Açores étant tous parvenus à destination avec un retard de plus de 3 heures par rapport à l'heure d'arrivée prévue.

Le désagrément dans ces hypothèses avaient pour cause une défaillance dans le système d'approvisionnement en carburant à l'aéroport de Lisbonne le 10 mai 2017. Les compagnies ont été contraintes d'aller s'approvisionner en kérosène dans des aérodromes voisins, d'où des retards ou des annulations de vol.

Le juge demande si on peut voir dans cette pénurie de pétrole une circonstance extraordinaire.

C'est l'aéroport qui est responsable de la gestion du système d'approvisionnement en carburant.

Le magistrat des Açores, statuant eu égard à la minceur du litige en dernier ressort, se distancie de la jurisprudence de deux autres juridictions portugaises ayant vu dans ce fait la présence d'une circonstance extraordinaire. Il tend à considérer que l'événement privant temporairement à Lisbonne les transporteurs de carburant relève de l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien et qu'il n'est pas à qualifier d'extraordinaire. Il émet à tout le moins un doute et interroge la CJUE pour qu'elle délivre son oracle.

La Cour de Justice a rendu sa décision le 7 juillet 2022.

La CJ rappelle sa position de principe : La notion de circonstances extraordinaires au sens de l'article 3 du règlement n° 261/2004 désigne des événements qui, par leur nature ou leur origine, ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et échappent à la maîtrise effective de celui-ci, ces deux conditions étant cumulatives et leur respect devant faire l'objet d'une appréciation au cas par cas.

Quid en présence d'une défaillance généralisée de l'approvisionnement en carburant lorsque l'aéroport d'origine des vols est responsable de la gestion du système d'approvisionnement en carburant ?

Le carburant est indispensable au transport aérien de passagers, les opérations d'avitaillement en carburant relèvent en principe de l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien.

En revanche, lorsque ce problème d'avitaillement en carburant résulte d'une défaillance généralisée du système d'approvisionnement dont l'aéroport a la gestion, il doit être distingué de l'hypothèse précédente. Ce problème n'est pas intrinsèquement lié au fonctionnement de l'aéronef.

L'événement doit également échapper entièrement à la maîtrise effective du transporteur. On distingue les événements dont l'origine est externe au transporteur, il s'agit d'événements que le transporteur ne maîtrise pas. C'est le cas d'une défaillance généralisée de l'approvisionnement en carburant. Cet événement est susceptible d'être considéré comme circonstance extraordinaire.

(Pour être exonéré, le transporteur doit également établir que cette circonstance n'aurait pas pu être évitée même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises et qu'il a adopté les mesures adaptées à la situation, voir infra)

## **L'absence de circonstances extraordinaires**

D'autres incidents perturbant le trafic de la compagnie ne sont pas communément pris en considération. Le transporteur doit indemniser, d'autant que souvent le manquement lui est indirectement imputable.

. La fermeture nocturne de l'aérodrome de destination

1<sup>o</sup> Civile, 17 février 2021, n<sup>o</sup>19-21.362, publié au Bulletin.

Un passager a pris un billet d'avion pour se rendre en soirée de Milan à Orly, où l'avion devait atterrir à 22 h30. Au lieu de décoller à Milan à 21 h, l'appareil quitte Milan à 23 h 04. Comme à l'arrivée l'avion ne serait pas autorisé à raison du couvre-feu nocturne à atterrir à Orly, l'avion est dérouter sur Paris CDG, où il atterrit à 0 h 18.

La haute juridiction estime que le retard ne procédait pas d'une circonstance extraordinaire.

La chambre civile fonde sa solution sur la jurisprudence de la CJUE.

Ne peuvent être qualifiés de circonstances extraordinaires que les événements qui, par leur nature ou leur origine, ne sont pas inhérents à l'exercice normal l'activité du transporteur aérien et échappent à la maîtrise de celui-ci.

Le transporteur doit donc tenir compte des mesures interdisant sur certains aérodromes l'atterrissage nocturne, il n'y aurait pas eu d'incident si le transporteur Vueling avait respecté son obligation en faisant décoller l'avion à l'heure figurant sur le billet.

. La mort ou la maladie inopinée du pilote

Les tribunaux concluent ordinairement à l'absence de circonstance extraordinaire, même si la mort subite ou la maladie imprévue est la cause de l'annulation du vol ou de son retard.

La Cour de cassation considère que la maladie soudaine un des deux pilotes d'Air India, hospitalisé d'urgence, devant acheminer des passagers de Paris à Delhi – ayant entraîné l'annulation du vol et son renvoi au lendemain - ne constitue pas un événement inhabituel et ne saurait être qualifiée de circonstance extraordinaire.

La solution défavorise indirectement les transporteurs étrangers qui n'ont pas leur base à Paris et qui ne sont pas en mesure de remplacer sur le champ le pilote hors d'état de prendre le vol. Une compagnie française, ayant son hub à Roissy, pourrait vraisemblablement avoir recours facilement dans des délais assez brefs à un pilote remplaçant.

La compagnie indienne avait fait venir un pilote remplaçant depuis Londres.

1<sup>o</sup> Civile, 5 février 2020, rejet, n<sup>o</sup> 19-12294, Bulletin, autre arrêt semblable, n<sup>o</sup> 19-12297, commentaire par H. Kenfack dans sa chronique de droit des transports publiée au Dalloz 2020 p. 1425.

Le juge du 1<sup>o</sup> degré n'avait pas à apprécier les moyens mis en œuvre par le transporteur pour pallier l'indisponibilité du pilote.

Chaque passager obtient 600 euros.

Le Landgericht de Stuttgart demande le 17 février 2022 à la CJ si la mort du copilote peut être qualifiée de circonstance extraordinaire, affaire C-156/22, TAP Portugal c. flihtright, cette circonstance s'étant produite au départ d'un aérodrome situé en dehors de la base du transporteur aérien.

Deux autres affaires identiques, C-157/22 et 158/22, Myflyright.

Le vol programmé devait relier le 17 juillet 2019 l'Allemagne au Portugal.

On avait découvert à 4 h 15 le copilote mort dans le lit de sa chambre d'hôtel de Stuttgart. Le copilote avait antérieurement satisfait aux habituels examens médicaux. L'avion devait décoller à 6 h 05. Le vol Stuttgart - Lisbonne a été annulé. L'équipage, choqué, n'étant pas en mesure d'effectuer le vol. Les passagers ont été acheminés à Lisbonne l'après-midi.

L'avocat général Laïla Medina a rendu, opinant pour la négative, ses conclusions le 9 février 2023.

Les circonstances extraordinaires sont des événements qui ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et qui échappent à la maîtrise effective de celui-ci.

Les mesures concernant le personnel relèvent de la gestion normale des activités du transporteur.

La planification des équipages fait partie du quotidien des transporteurs aériens, elle implique l'appariement de l'équipage, l'affectation, le suivi et la formation, la gestion du risque de fatigue.

L'absence soudaine d'un membre d'équipage devrait être prévue.

Le transporteur doit alors remplacer la personne absente, sinon annuler le vol.

Cette absence d'un copilote constitue un élément ordinaire de l'activité d'un transporteur aérien. C'est un événement qui doit être considéré comme inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur.

Pour qu'on soit en présence de circonstances extraordinaires, il faut la présence d'un événement qui échappe totalement à la maîtrise effective du transporteur aérien.

Il faut un événement externe. La gestion ordinaire du personnel relève de la catégorie des événements internes.

L'employeur veille à prévenir toute perturbation due à une maladie ou à d'autres incapacités.

Il n'y a pas circonstance extraordinaire, lorsque le transporteur conserve dans une certaine mesure la maîtrise de l'événement concerné. Le transporteur doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir tout problème pouvant avoir une incidence sur les pilotes. La cour de renvoi devrait vérifier si les examens médicaux avaient été effectués correctement.

Il n'y a pas circonstance extraordinaire si l'événement pouvait être raisonnablement anticipé. Pour un pilote ayant atteint la quarantaine, ayant satisfait aux examens médicaux, ce décès peut apparaître imprévisible.

L'avocat général conclut à l'absence en l'espèce de circonstance extraordinaire.

La Cour de Justice statue en ce sens par son arrêt du 11 mai 2023.

Les circonstances extraordinaires désignent des événements qui, par leur nature ou leur origine, ne sont pas inhérents à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien concerné et échappent à la maîtrise effective de celui-ci : ces deux conditions sont cumulatives ; leur respect doit faire l'objet d'une appréciation cas par cas.

Cette notion doit faire l'objet d'une interprétation stricte.

Les mesures relatives au personnel relèvent de l'exercice normal des activités du transporteur.

Les transporteurs peuvent être de manière ordinaire confrontés à l'absence inopinée en raison de la maladie ou du décès d'un ou de plusieurs membres du personnel indispensables pour assurer un vol.

Un tel événement inopiné est inhérent à l'exercice normal de l'activité de transporteur.

L'absence inopinée en raison de la maladie ou décès d'un membre d'équipage indispensable pour assurer un vol intervenue peu de temps avant le départ prévu ne relève pas de la notion de circonstances extraordinaires.

#### . La fausse maladie du personnel dissimulant une grève sauvage

Le personnel peut tomber malade, le transporteur est contraint de limiter le nombre des vols, qui seront alors effectués par les membres du personnel échappant à l'épidémie. D'où des annulations de vol ou des retards. L'Amtsgericht de Hanovre forme une kyrielle de demandes de décision préjudicielle : l'absence pour maladie d'une partie importante du personnel requis pour la réalisation des vols constitue-t-elle une circonstance extraordinaire ?

La juridiction allemande demande à la CJUE de fixer un seuil : quel niveau le taux d'absentéisme doit-il atteindre pour pouvoir admettre l'existence d'une telle circonstance ?

Demande formée le 13 avril 2017, affaire C-195/17, Helga Krusemann c. TUIfly.

Et d'autres encore ....

Les conclusions ont été rendues le 12 avril 2018 par l'avocat général Evgeni Tanchev.

L'arrêt a été rendu dès le 17 avril 2018. Il a statué, non en termes de désorganisation du service du fait de la maladie d'une partie du personnel, mais en qualifiant les faits de « grève sauvage ».

#### . La grève des agents et salariés du transporteur

Lorsque le retard ou l'annulation des vols est tributaire d'une grève du personnel, volant ou terrestre, du transporteur, l'exonération est en général exclue (la jurisprudence poserait une condition d'extériorité du fait imprévisible et irrésistible).

Le juge tend à estimer implicitement que la grève est légitime face à un transporteur qui pourrait être dépourvu d'esprit social. Il n'entend pas se prononcer sur la légalité de la grève du personnel du transporteur.

Lors d'une grève des pilotes d'Air France en septembre 2014, la compagnie obligée d'annuler un grand nombre de vols a déclaré renoncer à se prévaloir du fait exonérateur.

L'Amtsgericht de Hanovre, dans différentes demandes de décision préjudicielle d'avril et mai 2017 référencées supra, demande à la CJUE, si une grève sauvage d'une partie importante du personnel pour effectuer les vols constitue une circonstance extraordinaire.

Quel niveau d'absentéisme doit-il être atteint pour conclure à l'existence d'une telle circonstance

extraordinaire ?

L'Amtsgericht de Cologne ne prend pas de circonvolution, en demandant à la CJUE le 4 janvier 2019, affaire C-7/19, QG c. Germanwings, JOUE du 1<sup>o</sup> avril 2019, si une grève annoncée par un syndicat et conforme au droit national, qui est suivie par le personnel du transporteur aérien effectif, constitue une circonstance extraordinaire au sens de l'article 5, § 3, du règlement n° 261/2004

M. Xavier Delpech fait état au Juris tourisme de 2018, n° 213, novembre 2018, p. 10, d'un arrêt de la cour de Paris du 4 octobre 2018 concernant le cas d'un passager, victime d'une annulation de vol, consécutive à une grève du personnel de la compagnie aérienne. L'arrêt n'admet pas la présence de circonstances extraordinaires. L'activité des transporteurs aériens, dit-il, expose au risque de mouvements sociaux, à la suite de décisions relevant de la gestion de l'entreprise, qui n'échappent pas à leur maîtrise effective, et ce d'autant plus que le mouvement de grève n'avait pas en l'espèce commencé par surprise mais était annoncé dès la veille de sa mise en œuvre.

L'Amtsgericht de Hambourg formule le 10 mai 2019 une demande de décision préjudicielle dans une affaire GE c. Société Air France, C-370/19 : Pour une compagnie aérienne qui assure un vol, la grève de son propre personnel organisée par des syndicats constitue-t-elle une circonstance extraordinaire au sens de l'art. 5 § 3 du règlement n° 261/2004 ?

La grève de son propre personnel organisée par des syndicats constitue-t-elle pour une compagnie aérienne une circonstance extraordinaire ? Telle est la demande présentée à la CJ par l'Amtsgericht de Hambourg le 5 novembre 2019, affaire C-816/19, QF c. Germanwings, JOUE du 10 février 2020.

[Le président de la CJUE radie le 7 août 2020 du registre de la cour une demande de décision préjudicielle formulée par l'Amtsgericht de Nuremberg le 21 juillet 2020, DQ c. Ryanair, C-323/20, il s'agissait de savoir si une grève du personnel du transporteur, grève organisée par les syndicats, constituait une circonstance extraordinaire.]

Le Landgericht de Cologne demande le 12 août 2020, affaire C-381/20, VR c. Deutsche Lufthansa, dans plusieurs affaires similaires si une grève du propre personnel de transporteur aérien en réponse à l'appel d'un syndicat constitue une circonstance extraordinaire.

Idem, le 14 octobre 2020, affaire C-516/20, JT et NQ / Ryanair.

Idem avec la demande du Landgericht de Cologne e date du 29 octobre 2020, affaire C-565/20, DS c. Deutsche Lufthansa. Il est demandé si une grève du propre personnel du transporteur aérien en réponse à l'appel d'un syndicat constitue une circonstance extraordinaire au sens de l'article 5, paragraphe 3, du règlement n° 261/2004.

Idem, des demandes du 23 novembre 2020 émanant du Landgericht de Cologne, C-627/20, C-628/20, C-629/20, C-630/20, C-631/20. Ces affaires mettent toutes en cause la Lufthansa.

[Idem des demandes du 8 janvier 2021, C-8/21, C-10/21. Radiation.]

La CJUE s'est prononcée le 23 mars 2021 dans un arrêt de principe, Europe n° 5, mai 2021, commentaire 165 par Valérie Michel.

Une juridiction suédoise demande le 21 janvier 2020, affaire C-28/20, **Air Help** / Scandinavian Airlines System, si une grève des pilotes de la compagnie constitue une circonstance extraordinaire, en particulier en présence de revendications salariales plus élevées que les augmentations de salaires pratiquées sur les marchés nationaux de travail, alors que l'employeur a accepté pour éviter la grève une proposition de conciliation d'un organisme de médiation, proposition refusée par les organismes de salariés.

La CJUE dans un son arrêt du 23 mars 2021, affaire Air help c. Scandinavian, C-28/20, maintient, contrairement aux conclusions de son avocat général, la solution habituelle. La grève licite, lancée en Suède, Danemark et Norvège, par un syndicat de pilotes du transporteur, précédée de l'avis de préavis prévu par la législation locale, ne relève pas du concept de circonstances extraordinaires.

Le législateur de l'union a eu la volonté de n'inclure dans la notion de circonstances extraordinaires que les circonstances sur lesquelles le transporteur aérien effectif n'a aucun contrôle.

La grève était liée à des revendications susceptibles d'être traitées dans le cadre du dialogue social, c'est le cas

de la négociation salariale.

Ce constat ne saurait être remis en cause par le caractère éventuellement déraisonnable ou disproportionné des revendications formulées par les grévistes ou encore par leur refus d'une proposition de conciliation.

Les événements dont l'origine est interne doivent être distingués de ceux dont l'origine est externe au transporteur.

La grève du personnel de l'entreprise constitue un événement interne à cette entreprise.

Le considérant 14 du règlement n° 261/2004 a entendu faire référence aux grèves externes à l'activité du transporteur concerné, comme les grèves des contrôleurs aériens ou celles du personnel de l'aéroport.

La décision n'est pas surprenante, une grève de pilotes est un élément banal dans la vie d'une compagnie aérienne.

La grève, selon l'arrêt, est un événement inhérent à l'exercice normal de l'activité de l'employeur. Des discussions et des conflits sur les conditions de travail et les rémunérations relèvent de la gestion normale des activités du transporteur aérien.

La grève constitue pour les travailleurs un droit garanti par l'article 28 de la Charte.

La grève était en l'espèce prévisible.

L'objectif de protection des consommateurs est susceptible de justifier des conséquences économiques négatives même considérables pour certains opérateurs économiques.

Le juge suédois accordera 250 euros au cessionnaire de la créance du passager au vol annulé.

Tant que les plaintes et revendications des passagers des vols annulés ou retardés continuent à se compter sur les doigts de la main, cette jurisprudence n'est pas désastreuse pour le transporteur. Elle ne fait que nourrir les revues juridiques.

En revanche - hypothèse d'école - si tous les passagers réclamaient l'indemnisation, la compagnie de transport, faute de liquidités, risquerait de s'acheminer vers la cessation des paiements. Des grèves prolongées et répétées du personnel peuvent en effet conduire à la faillite de la compagnie. En quel cas, si les dirigeants sont sous la menace d'être évincés de la direction de la société de transport, les pilotes risquent à leur tour d'être licenciés et de perdre leur emploi. Quant aux passagers retardés ou au vol annulé, ils risquent de devoir faire leur deuil du règlement de leurs indemnisations.

La question demeurait cependant disputée après des juridictions nationales, d'où une kyrielle de demandes de décision préjudicielle, suivies le plus souvent de radiations.

Les transporteurs aériens tentaient de faire valoir l'idée suivant laquelle la grève du personnel pourrait devenir exonératoire dans certaines circonstances, en particulier lorsque les revendications du personnel semblent excessives.

Il était demandé au juge de statuer sur la légitimité de la grève ou sur le caractère raisonnable de celle-ci : mettre en balance l'attitude conciliante de l'employeur face à une personnel ou à des syndicats pratiquant la surenchère. C'est l'illégalité, l'illégitimité ou le caractère déraisonnable du recours à la grève du personnel aérien dont il était demandé de savoir s'il pourrait valoir exonération du transporteur employeur.

L'arrêt Airhelp du 23 mars 2021 est largement hostile à une telle prétention.

Le juge européen n'a pas l'intention de se prononcer sur le caractère raisonnable ou non des mouvements de grève, le droit de grève est un droit collectif des travailleurs salariés.

L'Amtsgericht de Hambourg demande le 30 juin 2020 à la CJUE si la grève du personnel du transporteur organisée par des syndicats constitue une circonstance extraordinaire. La juridiction allemande demande s'il importe que des négociations aient été menées en amont de la grève avec les représentants des intérêts des salariés. Affaire C-287/20, EL et CP c. Ryanair. La Cour a statué par une ordonnance du 10 janvier 2022. Le mouvement de grève ne relève pas de la notion de circonstances extraordinaires, l'existence de négociations préalables avec les représentants des travailleurs étant sans incidence à cet égard.

[Demande assez proche de l'Amtsgericht de Nuremberg le 21 septembre 2020, dans l'affaire C-442/20, flightright c. Ryanair Designated Activity Company.

L'hypothèse concerne la grève du propre personnel du transporteur aérien effectif organisée par les syndicats.

La juridiction allemande demande à la CJUE si a une incidence le fait que la grève motivée par des revendications du personnel porte sur des revendications n'ayant jusqu'alors pas fait l'objet d'un accord contractuel entre le personnel et le transporteur.

Elle demande également si le fait que la grève ait été provoquée par le comportement déterminé du transporteur lors des négociations avec les syndicats a une incidence.

Les demandes sont identiques dans les affaires C-443/20 et C-444/20. Radiation.]

[Le juge de Ponta Delgada du Tribunal judicial da Comarca dos Açores demande à la cour européenne le 4 novembre 2020 si la grève (ou sa continuation) des travailleurs chargés de l'entretien d'une compagnie aérienne



constitue une circonstance extraordinaire, lorsque la compagnie avait tenu des réunions et mené des négociations en vue de mettre fin à la grève, ce qu'elle n'est pas parvenue à faire. Affaire C-578/20, NM NR BA XN FA c. Sata Air Açores. Les demandes concernent des annulations de vol. Ce sont les techniciens d'entretien d'aéronefs, employés de la compagnie, qui s'étaient mis en grève à l'instigation de deux syndicats. La compagnie avait mené des négociations en vue de mettre fin à la grève, un accord a finalement été conclu au bout de quelques semaines. Radiation.]

La grève de solidarité dans les compagnies relevant du même groupe de sociétés

Demande du 18 novembre 2020 formée par le Landesgericht de Salzburg dans un instance opposant CS à Eurowings, C-613/20. Annulation d'un vol entre Salzburg et Berlin-Tegel. Grève du personnel de la Lufthansa. Grève du personnel des hôtesses de l'air et stewards de la filiale Eurowings par solidarité avec le personnel de la société mère. La grève affectant la filiale a été prolongée de plusieurs heures, alors que la société mère avait déjà satisfait les revendications salariales. Le transporteur Eurowings a dû annuler 158 vols sur les 712 à effectuer, dont celui de CS qui lui réclame 250 euros.

L'arrêt rendu le 6 octobre 2021 par la CJUE ne surprend guère, il est défavorable aux prétentions du transporteur, Bulletin des transports et de la logistique, n°3850, 18 octobre 2021, obs. Anicha Sylla Mendy ; Europe, n° 12, déc. 2021, comm. 449 par Valérie Michel.

. Les incidents mécaniques

Les pannes de moteurs et autres incidents techniques ou mécaniques dues à des causes internes aux appareils aériens

Des incidents mécaniques, petits ou graves, peuvent survenir durant le vol, ils peuvent être révélés durant sa préparation et entraîner une décision d'annulation du vol ou son retard.

La jurisprudence européenne, et la française à sa suite, nie, dans la plupart des espèces, la présence de circonstances extraordinaires.

Le transporteur doit implicitement disposer d'appareils en bon état permanent de fonctionnement.

La défaillance prématurée et même inopinée de certaines pièces de l'avion est un événement intrinsèquement lié au système de fonctionnement de l'appareil.

C'est l'arrêt Wallentin-Hermann c. Alitalia du 22 décembre 2008, C-549/07, Semaine Juridique Edition Générale 4 mars 2009, II, 10044, obs. Petr Muzny, qui a contribué à fixer la jurisprudence.

Une annulation de vol Alitalia est due à un problème technique, une panne de moteur affectant la turbine, sur un vol entre

Vienne et Rome ; les voyageurs prennent un autre vol de la compagnie autrichienne, ils manquent leur correspondance à Rome. Ils parviennent à Brindes /Brindisi avec un décalage horaire de 3 H 40.

Les voyageurs exigent l'indemnisation. Les circonstances extraordinaires sont déniées.

La CJUE a maintenu dans le cadre des incidents mécaniques son interprétation stricte des circonstances extraordinaires.

On peut citer l'ordonnance rendue le 14 novembre 2014 dans l'affaire C-394/14 opposant trois dames Siewert à Condor, Europe janvier 2015 commentaire 37 par Valérie Michel, Semaine juridique G, 2 mars 2015.271, note de Nadine Taurand et Clarisse Degert-Ribeiro, RTD européen 2015.421 observations Loïc Grard, RFDA 2015.267 obs. Ph. Delebecque, D. 2015.1301 obs. Kenfack. Les dames Siewert avaient pris un vol depuis Alanya (Turquie) en direction de Francfort, elles sont victimes d'un retard de 6 H ½ à l'arrivée. Chacune réclame la somme de 250 euros. Condor refuse d'indemniser : l'avion qui devait effectuer le vol avait été endommagé la veille, il avait été heurté à Stuttgart par l'escalier mobile d'embarquement, il avait fallu changer d'avion et le remplacer. La compagnie plaide la présence de circonstances extraordinaires. C'est cette prétention que refuse d'admettre la cour. Le problème technique trouvant son origine dans le choc d'un escalier mobile d'embarquement d'un aéroport contre un avion est un événement inhérent à l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien. Les transporteurs doivent se faire une raison si un tiers ne dirige pas avec la dextérité souhaitable l'échelle de coupé et endommage l'aéronef. De tels chocs à terre relèvent, admet implicitement la cour, d'incidents quotidiens. Un tel événement ne peut pas être qualifié de circonstance extraordinaire.

La compagnie conserve la possibilité d'agir contre l'entreprise ayant la détention et la manipulation des escaliers d'embarquement, facilement identifiable, du moment qu'il n'existe pas une clause de non-recours figurant dans le contrat conclu entre le transporteur et les services au sol. La compagnie peut également être couverte par son assureur de ce genre

de risque, dommage à l'appareil aérien et conséquence du non-usage du bien endommagé.

Une autre affaire peut être citée.

Le tribunal d'Amsterdam avait posé le 28 mai 2014 une demande préjudicielle divisée en 10 longues questions. La CJUE se voyait requise de faire la glose et d'interpréter la jurisprudence Wallentin dans cette affaire Corina Van Der Lans contre KLM, C-257/14, JOUE du 8 septembre 2014, C 303/12.

L'arrêt rendu par la CJUE le 17 septembre 2015, D. 2015.1893 obs. Th. Douville, D. 2016. 1403 obs. H.

Kenfack, RFDA 2015. 336 et la note de Noura Rouissi, Gazette du Palais du 3 décembre 2015 note critique d'Isabelle Tosi-Dupriet, Responsabilité civile et assurances n° 11, novembre 2015, alerte 31 par Cédric Coulon, Europe, novembre 2015, commentaire 438 par Valérie Michel, reprend la jurisprudence antérieure et ne laisse au transporteur lors de la survenance d'incidents mécaniques guère de chance d'exonération. Il s'agissait en l'espèce d'un vol entre Quito et Amsterdam. Au lieu de partir de Quito le 13 août à 9 H 15, l'avion décolle le lendemain à 19 H 30, de telle sorte que la passagère parvient à destination avec un retard de 29 heures.

L'avion partait en réalité de Guayaquil, on s'y était aperçu lors des manœuvres qu'un des moteurs, par défaut d'arrivée de carburant, ne démarrait pas. La pompe à carburant était défectueuse ainsi que l'unité hydromécanique. Il avait fallu faire venir les pièces depuis l'Europe et faire la réparation. Ces pièces avaient été examinées un mois auparavant, elles étaient correctes.

La Cour indique qu'un problème technique, tel que celui en cause, qui est survenu inopinément, qui n'est pas imputable à un entretien défectueux et qui n'a pas non plus été décelé lors d'un entretien régulier, ne relève pas de la notion de "circonstances extraordinaires".

Il incombe au transporteur d'assurer l'entretien et le bon fonctionnement des aéronefs qu'il exploite.

L'arrêt n'écarte pas un recours du transporteur contre les tiers, ainsi contre l'avionneur ou contre l'entreprise chargée de l'entretien et de la manutention de l'avion. Les contrats de vente d'aéronef comportent fréquemment des clauses de non recours imposées à l'acheteur et favorisant le fabricant.

Un arrêt de la Cour de cassation, 1<sup>o</sup> chambre civile, 19 mars 2014, n° 12-20917, JCP 2014, 9 juin 2014, 647, note Jean-Jacques Barbieri, Responsabilité et assurances n° 6, juin 2014, commentaire 205 par Laurent Bloch, RFDA 2015.267 obs. Ph. D., fait application de la jurisprudence stricte de la Cour de Justice. Il censure un jugement ayant relevé Air France de son obligation d'indemnisation forfaitaire à raison d'une panne de moteur survenue à Santiago du Chili à l'avion devant effectuer le vol de retour vers l'Europe.

Le juge de proximité considérait que le transporteur respectait le programme d'entretien des moteurs requis par l'agence européenne de la sécurité aérienne et que la panne de moteur échappait à la maîtrise technique de la compagnie. Il y avait dans le jugement un combiné et de la due diligence et de l'irrésistibilité.

La cassation intervient pour défaut de base légale.

Il est d'abord reproché au juge du fait de ne pas avoir relevé l'existence de circonstances extraordinaires. Une panne inopinée affectant un appareil correctement entretenu au regard des normes de l'agence européenne sur la sécurité aérienne ne saurait valoir circonstances extraordinaires porteuses d'exonération. Le juge aurait dû vérifier que le problème technique en cause (la panne de moteur) découlait d'événements qui par leur nature ou leur origine n'étaient pas inhérents à l'exercice normal de l'activité de transporteur aérien. Ce qui est une expression empruntée à la jurisprudence de la Cour de justice.

[Il est ensuite reproché à au juge de proximité de ne pas avoir caractérisé la prise de mesures raisonnables la part du transporteur pour combattre l'annulation du vol.

La Cour de cassation exige donc en sus pour établir le caractère inévitable des circonstances que le transporteur ait pris des mesures raisonnables : il aurait fallu établir que le transporteur s'était efforcé de remédier à la situation en faisant prendre très rapidement au passager l'un des vols suivants opérés par lui-même ou par l'un de ses concurrents desservant la ligne Chili / Europe.

La juridiction de renvoi, si elle suit les directives de la cour suprême des juridictions de l'ordre judiciaire, ne pourra guère faire bénéficier le transporteur de l'exonération.

Les circonstances extraordinaires font apparemment défaut en l'espèce. Ce qui est rédhibitoire.

Il faut également vérifier si la prise de mesures raisonnables aurait pu permettre ou non d'éviter la longue attente du passager à Santiago pour repartir en direction de l'Europe : le transporteur avait-il la possibilité de faire effectuer rapidement la réparation, d'affréter un appareil de remplacement ou de placer ses passagers en souffrance sur les places disponibles existant sur les vols organisés par ses concurrents (en nombre limité).

La solution peut apparaître sévère pour le transporteur, mais elle est dans la droite ligne d'une jurisprudence européenne d'extrême faveur pour les consommateurs faisant peser sur les compagnies des obligations proches du système de la garantie. Il paraît difficile d'exiger d'un transporteur européen - à moins d'appeler au processus de concentration et de susciter l'apparition sur le marché de l'industrie du transport d'un méga transporteur européen issu de la fusion d'Air France, de la Lufthansa et de British Airlines ! - d'entretenir dans un aéroport lointain des appareils de rechange aptes à prendre l'envol très rapidement si l'appareil primitivement choisi se trouve pour des raisons techniques en défaut.]

L'arrêt du 30 novembre 2016 rendu par la Cour de cassation, D. 2017.484, note Poissonnier et Dupont, Responsabilité civile et assurance, n° 2, février 2017, commentaire 53 par Laurent Bloch, est de la même veine. Des défaillances des freins sont sans effet pour exonérer le transporteur.

La juridiction d'appel d'Helsinki pose le 21 décembre 2018, affaire C-832/18, A. et alii c. Finnair, connaît d'un retard affectant un vol de remplacement, le précédent ayant été annulé. Est acquis un nouveau droit à indemnisation. Le retard a été causé par le temps consacré au changement d'une pièce obsolète. Le constructeur effectuait le suivi technique, de telle sorte que la pièce était utilisée jusqu'à ce qu'elle soit défaillante. Le transporteur conservait toujours une pièce de rechange.

L'arrêt a été rendu par la CJ le 12 mars 2020.

La compagnie finlandaise prétendait s'exonérer en faisant état d'un retard résultant de circonstances extraordinaires : l'incident mécanique résultait de la défaillance d'une pièce « on condition », c'est-à-dire d'une pièce qui n'est remplacée qu'en raison de la défaillance de la pièce précédente, le transporteur conservant toujours une pièce de rechange en stock.

La CJUE profite de la circonstance pour faire une monition à l'intention des juridictions dites de renvoi : la CJ pour rendre sa décision en matière de procédures préjudicielles prend en compte le cadre juridique et factuel du litige ; elle n'applique pas elle-même le droit de l'Union au litige ; lorsqu'elle se prononce sur l'interprétation du droit de l'Union, la Cour s'efforce de donner une réponse utile pour la solution du litige, mais c'est à la juridiction de renvoi qu'il revient d'en tirer les conséquences concrètes. La Cour s'efforce de donner à la juridiction de renvoi les éléments utiles à la solution du litige.

Des défaillances techniques inhérentes à l'entretien des aéronefs ne sauraient en principe constituer en tant que telles des circonstances extraordinaires, au sens de l'art. 5 § 3 du règlement.

Les transporteurs aériens se trouvent régulièrement confrontés à de telles défaillances.

Ne constitue pas une circonstance extraordinaire la défaillance prématurée même inopinée de certaines pièces d'un aéronef, elle est intrinsèquement liée au système de fonctionnement de l'appareil.

La défaillance d'une pièce « on condition », que le transporteur aérien s'est préparé à changer en conservant toujours une pièce de rechange en stock constitue un événement qui, par sa nature, est inhérent à l'exercice normal de l'activité du transporteur aérien et n'échappe pas à la maîtrise effective de celui-ci, à moins qu'une telle défaillance ne soit pas intrinsèquement liée au système de fonctionnement de l'appareil, ce qu'il appartient à la juridiction de vérifier.

Une juridiction de Varsovie soumet un cas à la CJ, affaire C-411-23.

L'incident mécanique.

Une compagnie aérienne a reçu en avril 2018 un avis du motoriste signalant un vice des moteurs au niveau des aubes de compresseur, induisant des restrictions à l'utilisation des avions équipés de tels moteurs. La survenance d'un incident était donc envisageable, le fabricant n'avait toutefois pas recommandé l'immobilisation immédiate de tous les avions, il n'avait pas indiqué que les avions ne pouvaient pas voler.

La compagnie avait recherché la possibilité d'affréter des avions, apparemment en vain.

Il est constaté le 28 juin 2018 par le système de contrôle du vol que le moteur de l'avion qui devait effectuer le vol litigieux était atteint de dysfonctionnements. Une horoscopie est réalisée, le moteur est mis hors service en raison d'un vice au niveau des aubes de compresseur haute pression. Le moteur est démonté, envoyé en réparation dans un centre de maintenance. Un moteur est installé le 5 juillet 2018, l'avion est remis en service le 7 juillet.

Le vol retardé.

Un passager a conclu le 2 juillet 2018 avec cette compagnie un contrat de transport sur un vol entre Cracovie et Chicago devant être effectué le 2 juillet. Le vol effectué avec un avion opérationnel est parvenu à destination à raison du changement de programme avec un retard de plus de 3 heures. Le passager a cédé sa créance le 18 juillet 2018, c'est le cessionnaire qui demande 600 euros à la compagnie polonaise.

La compagnie plaide la présence de circonstance extraordinaire et rejette la demande d'indemnisation effectuée sur le fondement de la jurisprudence Sturgeon.

La juridiction d'appel pèse le pour et le contre.

Remarquons que le retard n'a pas été directement provoqué en l'espèce par le vice du moteur, puisque c'est un autre avion que celui porteur du moteur défectueux qui a réalisé le vol retardé.

La défaillance du moteur n'était pas totalement imprévue, le transporteur était informé depuis 3 mois des risques virtuels. Il était invité par le motoriste à effectuer des inspections régulières.

La cour de Varsovie exclut pour la compagnie la solution de l'immobilisation de tous ses appareils, on ne peut pas exiger d'un transporteur des sacrifices insupportables.

Morale de l'histoire. La panne technique survenue dans des circonstances qualifiées d'extraordinaires et d'imprévisibles est quasiment introuvable. L'exonération au titre des pannes de moteur et des incidents

techniques affectant des aéronefs dont l'entretien incombe au transporteur ne devrait donc désormais, sauf adoucissement de la jurisprudence, que jouer à la marge.

Le transporteur est dans la plupart des cas d'incidents mécaniques redevable de l'indemnisation prévue en cas de sinistre, de telle sorte qu'il incorpore ce risque dans le prix du billet. C'est la socialisation des risques. On se trouve plus en présence d'un mécanisme d'assurance pour couvrir la prise en compte d'un aléa que de responsabilité classique qui a toujours plus ou moins pour finalité de sanctionner un écart de conduite. La jurisprudence fait du transporteur le garant des incidents techniques perturbant le vol.

Le système tel qu'il est interprété en jurisprudence vise à garantir un niveau élevé de protection des passagers.

[Il ne faudrait pas cependant que les tribunaux donnent le sentiment au profane d'oublier l'impératif suprême de sécurité du vol. L'indemnisation s'impose dès qu'un problème se présente.

Il serait pourtant insensé de faire décoller un appareil présentant un défaut.

Supposons qu'en présence d'un défaut, on fasse décoller l'avion. Quid si la catastrophe aérienne survient ? Faut-il inciter les transporteurs, soucieux d'éviter le prononcé des pénalités, à faire voler des appareils présentant un défaut jugé bénin et qui se révélera létal ? Il ne faudrait pas que dans certaines hypothèses le consumérisme poussé à l'extrême parvienne à des solutions absurdes.]

[L'arrêt du Conseil d'État est intéressant en ce qu'il indique implicitement ce que doit faire une compagnie face à une indisponibilité d'appareil. Assurer un vol de substitution, en affrétant un appareil aérien susceptible d'assurer le vol annulé auprès des professionnels ayant des appareils disponibles. La décision aurait peut-être été différente si la compagnie irlandaise avait établi l'impossibilité de se procurer dans un délai raisonnable un avion de remplacement. La compagnie a tout intérêt pour se ménager la possibilité d'exonération d'établir qu'elle a fait diligence pour tenter de surmonter l'incident technique.

Nous avons cité supra un arrêt de la Cour de cassation, 1<sup>o</sup> chambre civile, 12 septembre 2018, ayant admis en cas de foudre l'exemption du transporteur. Un risque de divergence de jurisprudence est donc possible.]

Les défaillances des services de l'assistance en escale

Le chargement des bagages (mal) assuré par l'exploitant de l'aéroport

Le Landgericht de Cologne interroge le 22 juin 2023 la Cour de Justice à propos du retard subi par un passager se rendant de Cologne / Bonn dans l'île de Kos. Le transporteur met en cause les insuffisances des services de l'aéroport assurant la gestion et la manutention des bagages. Affaire C-405/23, Flightright c. Touristic Aviation Services (Corendon Airlines). Nous sommes dubitatif pour voir dans ces défaillances une circonstance extraordinaire. Nous sommes loin d'un événement de force majeure. La période de confinement avait pris fin, les touristes se précipitaient pour gagner les mers chaudes, l'aéroport chargé du chargement des bagages avait antérieurement licencié une partie du personnel à raison de l'effondrement du trafic, c'était le retour des temps normaux, mais l'aéroport connaissait une période de rodage. Le transporteur avait peut-être commis l'imprudence de programmer immédiatement un trop grand nombre de vols, alors que l'"intendance" au sol ne pouvait suivre. Le cessionnaire des créances d'indemnisation mettait en cause des absences imputables au personnel d'enregistrement, fonction relevant du transporteur. Rien n'interdisait d'ailleurs, si le droit procédural allemand l'admet, au transporteur d'appeler le gestionnaire de l'aéroport à l'instance.

. Le temps nécessaire pour débarquer un passager qui à raison de sa maladie a été déclaré inapte à voler

[Le Landesgericht de Korneuburg pose une demande concerne une espèce dans laquelle un passager a été déclaré par le médecin de l'aéroport inapte à voler. Le client a été contraint de descendre à terre. Nous présumons, peut-être à tort, que cette opération a dû entraîner un retard au décollage. La juridiction autrichienne demande si on se trouve en présence d'une circonstance extraordinaire.

Nous sommes dubitatif. L'opération a été foncièrement utile pour protéger la santé du candidat au voyage. Elle a un caractère relativement banal. Un incident banal de parcours.

Demande de décision préjudicielle présentée le 20 avril 2020, affaire Airhelp Limited / Austrian Airlines, C-164/20, JOUE du 13 juillet 2020. Radiation le 4 mars 2022]

Le cas du transport annulé à raison de causes économiques

[Le Landgericht de Düsseldorf demandait le 15 août 2022 à la CJ s'il y a circonstances extraordinaires, lorsque le transporteur aérien annule un vol, après la propagation du virus, faute de remplissage économiquement

rentable des vols et aux fins de la protection de la santé des équipages et des pilotes, sans avoir été contraint par des mesures administratives, comme des fermetures d'aéroport, interdictions de vols ou des interdictions d'entrée, affaire *Air Europa c. VO et GR*, C-545/22. Il s'agissait d'un vol aller- retour entre Düsseldorf et Miami, via Madrid. Ce sont les deux segments de vols du retour que la compagnie avait, sans offre de réacheminement, annulés les 16 et 17 mars 2020. Affaire radiée le 5 octobre 2022.]

### La cause lointaine

La situation des interruptions de vol par ricochet

La *causa remota* est-elle susceptible de produire un effet exonératoire ?

Dans les situations les plus simples, c'est un incident survenu durant le vol ou juste avant le départ prévu qui est la cause du retard ou de l'annulation du vol.

Dans d'autres circonstances, l'incident rayonne. Il commence par susciter l'annulation ou le retard immédiat de vols en cours, puis il envahit le champ causal. Non seulement un vol est annulé ou retardé, mais encore toute une chaîne de vols à venir est affectée et perturbée. Les perturbations se succèdent en cascade.

Un incident mécanique frappe un aéronef. Les vols subséquents sont affectés. Ils sont annulés ou à tout le moins retardés.

Les circonstances extraordinaires doivent-elles se rapporter directement au vol réservé ?

Quid lorsque ces circonstances extraordinaires sont survenues lors de trajets préalables ?

Les juridictions du fond avaient interrogé sur ce point la CJUE, celle-ci a fini, après de multiples radiations, par apporter son interprétation

La juridiction de Rüsselsheim a eu maintes occasions de saisir la CJUE de demandes de question préjudicielle portant sur ce thème.

Demande de décision préjudicielle, *Sandy Siewert c. Condor*, affaire C-394/14, demande du 18 août 2014, JOUE du 20 octobre 2014, C 372/11 : les circonstances extraordinaires doivent-elles se rapporter directement au vol réservé ?

Affaire C-382/14, *Juergen Schneider c. Condor*. Demande du 11 août 2014, JO du 8 décembre 2014, C 439/16. Radiation le 17 novembre 2014.

Une demande identique de décision préjudicielle revient le 29 août 2014, affaire C-412/14, *Dagmar et Rudi Wedel c. Condor*, JOUE du 15 décembre 2014. Sur demande de l'Amtsgericht de Rüsselsheim. Affaire radiée, 14 janvier 2015.

La demande de décision préjudicielle posée par le Landgericht de Hanovre le 6 juin 2014, *Smets, Vereijken c. TUI*, C-279-14, aurait pu permettre à la CJUE de juger la façon dont le transporteur gère la crise née de la grève du personnel.

En cas de grève, le vol convenu, soit est annulé, soit donne lieu à un retard prolongé.

Le transporteur a pourtant l'obligation d'acheminer les passagers en souffrance à destination.

Comment va-t-il procéder, d'autant que cette grève peut avoir désorganisé toute une série de vols qui avaient été programmés ?

Dans l'espèce en cause, il semble, si on comprend bien la situation de fait, qu'une grève s'était produite. Le transporteur avait volontairement fait monter sur les vols ultérieurs les passagers dont le vol avait été perturbé du fait de la grève, de telle sorte que des passagers ayant retenu sur des vols postérieurs s'étaient trouvés à leur tour victimes d'un retard. La compagnie avait transporté en premier les voyageurs victimes directes de la grève. La compagnie pouvait-elle obtenir sa justification à l'égard des passagers transportés avec retard dans un second temps ? On avait déshabillé Paul pour vêtir Pierre. Qui doit-être transporté le premier ? Le passager qui passe au second rang est-il en condition d'obtenir l'indemnisation ou le transporteur peut-il obtenir sa libération en plaidant la présence de circonstances extraordinaires inévitables, le juge lui laissant toute latitude pour déterminer l'ordre dans lequel les voyageurs des différents vols seront acheminés à destination ? Y a-t-il au contraire un ordre à établir pour acheminer les passagers en attente ? Radiation, 9 septembre 2014.

[L'Amtsgericht de Hanovre a adressé, à la CJUE, le 1<sup>o</sup> juin 2015, une demande de décision préjudicielle dans une espèce où on se demande en cas de retards en cascade si les circonstances extraordinaires affectant le

déroulement d'un premier vol valent également circonstances extraordinaires pour les vols ultérieurs sujets à retard ou à annulation. Affaire Michael Ihden & Gisela Brinkmann c. TUIfly, C-257/15, JOUE du 24 août 2015, C 279/19. L'espèce concerne des vols en rotation. On se demande comment le transporteur peut-il gérer la situation de crise en prenant l'assurance de ne pas devoir payer l'indemnisation aux passagers des vols ultérieurs annulés ou retardés. La compagnie est à la recherche du fait exonératoire. Affaire radiée le 8 juillet 2015.]

[Idem avec la demande faite, le 9 mai 2016, par le tribunal de Cologne concernant les suites d'une collision entre des oiseaux et un avion en vol. Y a-t-il circonstances extraordinaires si c'est l'avion prévu lors du vol précédent qui a été endommagé par une telle collision. Affaire Roch c. Germanwings, C-257/16. On ne sait si le tribunal sera disposé à conclure à la présence ou à l'absence de circonstances extraordinaires pour ce qui concerne le vol antérieur. Le retard affectant le vol ultérieur, par ricochet, devrait alors permettre au passager d'exiger ou non l'indemnisation. Radiation.]

[Affaire C-520/16, consorts Witzel c. Germanwings, demande de décision préjudicielle présentée par l'Amtsgericht de Hanovre. Radiation.]

[Affaire C-521/16, consorts Vetter c. Germanwings, idem. La notion de caractère évitable vise-t-elle uniquement la survenance des circonstances extraordinaires, ou bien cette notion vise-t-elle également les conséquences de ces circonstances, à savoir l'annulation ou le retard important ? Radiation.]

L'Amtsgericht de Düsseldorf forme le 22 mai 2017 une demande de décision préjudicielle, Euflight.de c. TUI Fly, C-292/17, JOUE du 31 juillet 2017. Le transporteur aérien a été conduit à raison d'une grève sauvage ou d'une vague de maladies à réorganiser dans son ensemble la planification de ses vols. Un vol a été ainsi annulé. Cette annulation est-elle imputable à des circonstances extraordinaires ? L'équipage prévu pour le vol aurait été disponible s'il n'avait pas été affecté à d'autres vols du fait de cette réorganisation. La décision est introuvable.

[L'Amtsgericht de Hanovre, le 11 septembre 2017, demande à la CJUE si les circonstances extraordinaires apportant exonération doivent s'être produites seulement le jour du vol, ou si des circonstances survenues la veille peuvent justifier une annulation ou un retard le lendemain. À supposer que la réponse au point deux soit positive, la juridiction allemande demande pour admettre ou refuser la justification s'il faut imposer en amont au transporteur de prendre des mesures raisonnables pour éviter des annulations de vol ou des retards, comme garder à disposition un nombre adéquat d'avions de remplacement à son aéroport d'attache. La juridiction se place implicitement dans une situation d'incidents mécaniques affectant un appareil aérien. Détenir des avions de remplacement a un coût considérable, un avion est fait pour voler et non pas pour demeurer au sol et servir uniquement d'appoint au cas où il serait utile pour remplacer un avion indisponible à raison d'une panne quelconque. Affaire C-533/17, Oehlke c. Tui Fly. Radiation.]

[On retrouve une problématique voisine avec le contentieux dont a à connaître le Landgericht de Francfort sur le Main. Un avion de la compagnie Emirates est accidenté à l'atterrissage, de telle sorte que s'ensuit la fermeture temporaire de l'aérodrome. Un vol organisé par la même compagnie subit un retard à l'arrivée de plus de 3 heures. La compagnie du golfe persique peut-elle se prévaloir d'une circonstance extraordinaire dans le retard de ce dernier vol, distinct du vol ayant donné lieu à accident ? Demande de décision préjudicielle du 20 novembre 2017, Emirates c. Wüst, C-645/17, JOUE du 26 mars 2018, C 112/7. Radiation.]

La question reçoit sa solution avec l'arrêt rendu dans l'affaire C-74/19, LE c. TAP.

Les faits concernent un vol de rotation, Portugal Brésil, Brésil Portugal.

Un incident de vol s'était produit lors du 1<sup>o</sup> vol, celui entre le Portugal et le Brésil, un passager violent et agressif avait dû être débarqué aux Canaries de telle sorte que cette escale imprévue avait généré un retard à l'arrivée de l'avion à Fortaleza.

L'appareil aérien devait repartir pour l'Europe, il connaît à raison de l'incident précédent un retard au départ, le passager monté à Fortaleza se plaint d'arriver à la correspondance de Lisbonne avec retard et de gagner Oslo, sa destination finale, avec un décalage de 24 H.

À supposer que cette escale à Las Palmas soit qualifiée de circonstance extraordinaire (ce qui semble acquis, cf. supra), la question est de savoir si le transporteur peut se prévaloir de cette circonstance, survenue lors d'un vol auquel le passager était étranger, pour justifier le retard du passager tant au départ au Brésil qu'à l'arrivée à Lisbonne et ensuite à Oslo et ainsi s'exonérer.

L'avocat général dans ses conclusions présentées le 27 février 2020 indique que le règlement n° 261/2004 n'impose pas que les circonstances extraordinaires doivent directement concerner le vol qui s'en trouve affecté. Un simple lien de causalité entre les circonstances extraordinaires et l'annulation ou le retard est suffisant.

L'arrêt rendu le 11 juin 2020 reprend la question.

Le règlement n° 261/2004 ne limite pas l'effet exonérateur des circonstances extraordinaires à la seule hypothèse où cette circonstance a affecté le vol annulé ou retardé. Il faut tenir compte du fait selon lequel un avion peut réaliser des vols successifs dans la même journée, une circonstance extraordinaire ayant affecté un vol se répercute sur les vols ultérieurs. Le transporteur doit, pour s'exonérer, pouvoir se prévaloir des circonstances extraordinaires ayant affecté le vol précédent effectué par ce transporteur au moyen du même avion.

L'invocation d'une telle circonstance suppose qu'il existe un lien de causalité directe entre cette circonstance ayant affecté un vol précédent et le retard du vol ultérieur.

La solution est reprise par l'arrêt du 22 avril 2021, C-826/19, WZ c. Austrian Airlines

En vue de s'exonérer de son obligation d'indemnisation des passagers en cas de retard important d'un vol à l'arrivée, un transporteur aérien effectif peut se prévaloir d'une circonstance extraordinaire ayant affecté non pas ledit vol retardé mais un vol précédent opéré par lui-même au moyen du même aéronef dans le cadre de l'avant avant dernière rotation, de cet aéronef,

À la condition qu'il existe un lien de causalité directe entre la survenance de cette circonstance et le retard important du vol ultérieur à l'arrivée.

La juridiction de renvoi a à apprécier, en tenant notamment compte du mode d'exploitation de l'aéronef en cause par le transporteur aérien effectif concerné.

## 2° condition : La prise par le transporteur de toutes les mesures raisonnables pour surmonter l'incidence de l'annulation de vol ou du retard

Un transporteur aérien effectif n'est dispensé de verser l'indemnisation prévue à l'art. 7 du règlement n° 261/2004 que s'il est en mesure de prouver que l'annulation ou le retard à l'arrivée à destination d'un vol sont dus à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées **même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises.**

Cf. l'attendu de principe d'un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 17 février 2021, n° 19-20.960

Une condition dans la condition : **La prise de mesures raisonnables**

Certains interprètes subordonnaient l'exonération à la preuve de la prise ou de la tentative de prise de mesures raisonnables pour éviter le retard ou l'annulation.

D'autres estimaient au contraire que le règlement ne posait pas cette condition, il suffisait que le transporteur établisse que les circonstances (ayant causé le retard ou l'annulation) étaient inévitables, que les mesures raisonnables pour les éviter aient été prises ou non, pour obtenir sa libération.

La jurisprudence récente a plus fréquemment que jadis l'occasion de mettre l'accent sur cette condition.

Par hypothèse, le retard ou l'annulation de vol trouve sa cause dans la survenance d'événements extraordinaires. Nous sommes en temps 0.

Le transporteur établit a posteriori que des circonstances extraordinaires ont été la cause de l'annulation du vol ou du retard de celui-ci.

Cette preuve ne suffit pas à le libérer.

On en vient à la phase suivante, on est en temps 1.

Le juge va alors tester a posteriori l'attitude du transporteur face à l'événement inopiné.

Comment se comporte-t-il ? Agit-il ?

Reste-t-il inerte ? Prend-il des mesures malheureuses aggravant la situation ?

Il va être jugé, pour obtenir sa libération, sur sa réaction face à l'événement.

L'optimum, c'est que le retard soit surmonté et que le passager puisse le plus rapidement possible être acheminé à bon port.

Le transporteur doit faire tous ses efforts pour surmonter l'incident et rétablir une situation normale. Le passager doit être en dépit de l'incident ayant retardé le vol ou entraîné son annulation conduit à destination.

La jurisprudence ne demande cependant pas l'impossible au transporteur.

La jurisprudence a pris un certain temps pour se prononcer.

[Voir la radiation de la demande de décision préjudicielle de l'Amtsgericht de Rüsselsheim en date du 6 mai 2014, Jürgen Kaiser c. Condor, JOUE du 11 août 2014. La juridiction allemande, le 28 janvier 2014, demandait à la CJUE si le transporteur aérien, qui entend se prévaloir de l'exonération, doit prouver qu'il a pris toutes les mesures raisonnables afin d'éviter les conséquences prévisibles des circonstances exceptionnelles prenant la forme d'une annulation ou d'un retard important, ou bien qu'il ne disposait pas de la possibilité de prendre de telles mesures raisonnables.

Idem avec la radiation effectuée le 23 septembre 2014 dans l'affaire Mandl c. Condor, C 337/14.]

Voir l'affaire soumise à la CJUE, C-636/17, par le Landesgericht de Korneuburg le 14 novembre 2017, Germanwings c. Emina Pedic, JOUE du 19 février 2018 : un retard important à la destination finale. Un transport composé de plusieurs vols. Le transporteur est-il tenu de prendre des mesures raisonnables pour éviter le retard, comme modifier la réservation pour que le passager prenne un autre vol ?

Idem, demande du Landesgericht de Korneuburg du 15 octobre 2018, British Airways c. MF, C-643/18, concernant un transport composé de deux vols : des incidents affectent l'aéronef lors d'un vol antérieur, effet sur le vol postérieur réservé par le passager, vol devant être effectué par l'aéronef antérieurement affecté. Le transporteur peut-il se prévaloir de circonstances extraordinaires perturbant le vol postérieur ? Le transporteur est-il tenu de prendre des mesures raisonnables pour éviter l'annulation ou le retard important ? Le transporteur doit-il seulement prendre les mesures raisonnables afin d'éviter les circonstances extraordinaires ? le transporteur effectif doit-il prendre les mesures raisonnables pour éviter le retard du vol qu'il a à effectuer, ou doit-il prendre des mesures raisonnables pour éviter que le passager subisse un retard important à destination finale, comme faire voyager le client sur un autre vol ?

On retrouve une question assez proche posée le 30 novembre 2018 par la même juridiction autrichienne, C-758/18, Bulgarian Air Charter c. NE. JOUE du 11 mars 2019. Le transporteur ne peut-il s'exonérer que s'il démontre que le retard subi par le passager n'aurait pas pu être évité si la réservation du passager avait été modifiée pour le faire voyager sur un vol de remplacement. La modification de la réservation doit-elle remplir certains critères ?

La CJUE a fini par se prononcer avec netteté.

Un principe, un tempérament

. Le principe

Les justes efforts

La CJUE impose au transporteur qui demande l'exonération, face aux circonstances extraordinaires, une obligation de riposte et de réaction pour surmonter autant que faire se peut les conséquences de l'annulation ou le risque de retard.

Le transporteur doit avec vigueur et ingéniosité réagir face à l'adversité.

La CJUE exige du transporteur qu'il établisse avoir pris les mesures raisonnables pour faire échapper le passager aux désagréments de l'annulation de vol ou d'un important retard. Le transporteur doit établir qu'il a été vertueux et actif, qu'il a fait preuve de diligence et de sollicitude, qu'il s'est mis en quatre pour secourir le voyageur, mais que ses efforts sont restés sans effet.

On peut citer l'arrêt Germanwings du 4 avril 2019 rendu à propos d'un clou ayant endommagé un pneu, qu'il faut réparer ou changer. Le transporteur doit démontrer, pour s'exonérer, qu'il a fait diligence pour obtenir le remplacement du pneu endommagé dans les meilleurs délais et pouvoir décoller rapidement. Idem avec l'arrêt André Moens c. Ryanair du 26 juin 2019, cité infra. Le transporteur doit établir qu'il a pris les mesures adaptées à la situation.

Dans l'affaire LE c. TAP, C-74/19, du transport de Fortaleza à Oslo via Lisbonne, l'avocat général Priit Pikamäe dans ses conclusions du 27 février 2020 précise dans la note 39 : les mesures raisonnables imposées au transporteur aérien en vertu de l'article 5 § 3 doivent être destinées à éviter les conséquences négatives typiques



et par conséquent prévisibles, pour les passagers, de la survenance de circonstances extraordinaires, c'est-à-dire éviter les annulations et les retards importants. Le caractère évitable des circonstances extraordinaires elles-mêmes n'est en revanche pas pertinent.

Cette affaire concerne une escale imprévue réalisée aux Canaries sur un vol entre le Portugal et le Brésil pour débarquer un passager agressif. L'avion prend du retard et n'arrive pas à l'heure dite à Fortaleza.

Il s'agissait d'un vol de rotation.

L'avion, lors du vol de retour, quitte le Brésil avec retard pour revenir à Lisbonne, où il arrive avec retard.

Le passager monté à Fortaleza manque sa correspondance à Lisbonne pour gagner Oslo. Il y parvient avec un retard de 24 heures.

Le transporteur plaide les circonstances extraordinaires pour échapper à l'indemnisation.

L'avocat général disserte longuement dans ses conclusions pour déterminer si on était en présence de circonstances » qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises ».

Le transporteur devra pour s'exonérer établir qu'il avait pris toutes les mesures économiquement raisonnables pour éviter l'annulation ou le retard important. Il doit prouver avoir pris les mesures raisonnables aux fins d'éviter au passager un retard important à destination finale. Le transporteur doit établir qu'il a tenté de faire quelque chose durant le vol Brésil - Portugal et surtout à Lisbonne pour que le passager, ayant manqué le vol qui était prévu, parvienne à Oslo le plus vite possible. La TAP n'organisait qu'un seul vol quotidien pour Oslo, le passager a pris le vol du lendemain.

Pour qu'il y ait exonération, il ne suffit pas que le retard soit la conséquence de circonstances extraordinaires, il faut également que le transporteur établisse avoir pris toutes les mesures raisonnables pour éviter l'annulation du vol ou le retard.

Le transporteur doit établir avoir pris les mesures adaptées à la situation ou établir qu'il était impossible de prendre ces mesures. Le transporteur doit entreprendre tout ce qui est objectivement possible avec les moyens disponibles afin d'éviter le retard. La juridiction portugaise devra vérifier si le transporteur disposait de solutions alternatives, comme le choix d'un aéronef de remplacement, l'accélération de la vitesse ou le transfert du passager sur d'autres liaisons aériennes avec ou sans escale, opérées par des compagnies de la même alliance, Star Alliance. Un système de rotation dépourvu de moyens d'appui est vulnérable, si un incident survient sur le vol aller, il entraîne un retard du vol suivant effectué par le même avion. Rien n'indique que le transporteur ait pris en l'espèce une initiative entre l'arrivée du vol à Lisbonne et l'embarquement le lendemain pour Oslo.

L'arrêt de la CJUE du 11 juin 2020, avec la note de Christophe Paulin à la Gazette du Palais, n° 29, p. 25, 1<sup>o</sup> septembre 2020, va dans ce sens. Face à la situation d'attente du passager, le transporteur doit réagir promptement, tenter de trouver une solution pour sortir le passager de l'embarras et s'efforcer, sans qu'il soit contraint à des dépenses excessives et à des démarches inconsidérées, de faire en sorte que le passager parvienne dans les meilleurs délais à destination.

Le transporteur n'est pleinement exonéré que s'il prouve qu'il a adopté les mesures adaptées à la situation : en mettant en œuvre les moyens en personnel et en matériel et les moyens financiers dont il disposait afin d'éviter que cette circonstance extraordinaire conduise à un retard important du passager – sans pouvoir cependant exiger du transporteur des sacrifices insupportables au regard de ses capacités.

Le transporteur pour s'exonérer ne peut se contenter d'offrir au passager (qui a raté sa correspondance à Lisbonne) un vol opéré par lui-même et arrivant à destination le lendemain.

Le transporteur pour s'exonérer doit rechercher d'autres vols directs ou indirects opérés par d'autres transporteurs et arrivant à destination finale à un horaire moins tardif.

Ce n'est que, s'il n'existe aucun siège disponible sur un autre vol ou indirect ou qu'un tel réacheminement constitue un sacrifice insupportable, que le transporteur établit avoir mis en œuvre tous les moyens utiles en offrant au passager le vol suivant effectué par ses soins.

En clair, le transporteur a une obligation de riposte face à l'adversité, il ne doit pas rester inerte, il a une obligation de faire qui demeure de moyen.

Le transporteur devait s'efforcer de trouver un siège auprès de lui-même ou d'un concurrent, par un vol direct ou un transport avec correspondance, pour faire parvenir son client au plus vite à Oslo.

Le transporteur n'était pas toutefois contraint à affréter un avion privé pour traiter son client comme un nabab et l'acheminer dans la capitale de la Norvège.

[2<sup>o</sup> condition de l'exonération. Les justes efforts.

Conformément à l'objectif de garantie d'un niveau élevé de protection des passagers ainsi qu'à l'exigence d'un réacheminement raisonnable, satisfaisant et dans les meilleurs délais des passagers affectés par une annulation ou un retard important de vol, il en découle que, en cas d'une circonstance extraordinaire, le transporteur aérien qui entend s'exonérer de son obligation d'indemnisation des passagers par l'adoption des mesures raisonnables, ne peut se limiter à offrir aux passagers concernés un réacheminement vers leur destination finale par le vol suivant opéré par lui-même et arrivant à destination le lendemain du jour initialement prévu pour leur arrivée.

La diligence requise de transporteur aérien suppose qu'il mette en œuvre tous les moyens à sa disposition pour

assurer un réacheminement raisonnable et dans les meilleurs délais, au nombre desquels figure la recherche d'autres vols directs ou indirects opérés éventuellement par d'autres transporteurs aériens appartenant ou non à la même alliance aérienne et arrivant à un horaire moins tardif que le vol suivant du transporteur aérien concerné. Ce n'est que s'il n'existe aucun siège disponible sur un autre vol direct ou indirect permettant au passager d'atteindre sa destination finale à un horaire moins tardif que le vol suivant du transporteur concerné ou que la réalisation d'un tel réacheminement constitue pour ce transporteur aérien un sacrifice insupportable au regard des capacités de son entreprise au moment pertinent que le dit transporteur aérien doit être considéré comme ayant mis en œuvre tous les moyens dont il disposait en réacheminant le passager par le vol suivant opéré par ses soins.

Il appartient à la juridiction de renvoi d'apprécier si le transporteur aérien pouvait être regardé comme ayant pris toutes les mesures raisonnables adaptées à la situation.

Il incombe ainsi à ce transporteur d'établir qu'il n'aurait manifestement pas pu, sauf à consentir des sacrifices insupportables au regard des capacités de son entreprise au moment pertinent, réacheminer les passagers concernés dans les meilleurs délais au moyen de mesures telles que, notamment, le recours à un aéronef de remplacement ou la recherche de sièges disponibles sur des vols opérés par d'autres transporteurs.

L'ordonnance rendue par la CJUE le 14 janvier 2021, dans l'affaire *Airhelp c. Austrian Airlines*, C-264/20, est typique, à propos de l'obligation de réacheminement incombant au transporteur en cas d'annulation de vol, de ce courant jurisprudentiel. L'appareil aérien affecté au transport avait été endommagé au sol à Newark par les évolutions malencontreuses de l'avion d'une compagnie tierce. L'annulation du vol résultait de circonstances extraordinaires.

L'ordonnance indique fort bien, reprenant un arrêt antérieur, que cette preuve ne suffit pas à exonérer le transporteur autrichien.

Le transporteur n'est exonéré de son obligation d'indemnisation des passagers que s'il est en mesure de prouver que l'annulation ou le retard est dû à des circonstances extraordinaires qui n'auraient pas pu être évitées même si toutes les mesures raisonnables avaient été prises et, en cas de survenance d'une telle circonstance, qu'il a adopté les mesures adaptées à la situation en mettant en œuvre tous les moyens en personnel ou en matériel et les moyens financiers dont il disposait afin d'éviter que celle-ci ne conduise à l'annulation ou au retard important du vol concerné.

Le dispositif admet, dans une langue fort lourde, la présence de la prise de mesure raisonnable, mais avec un important tempérament, celui-ci en connaissant un à son tour.]

En cas d'annulation du vol prévu en raison d'une circonstance extraordinaire, le fait pour un transporteur aérien de procéder au réacheminement d'un passager au moyen d'un vol conduisant ce passager à arriver à sa destination finale le lendemain du jour initialement prévu constitue une mesure raisonnable exonérant ce transporteur de son obligation d'indemnisation.

À moins qu'il n'ait existé une autre possibilité de réacheminement direct ou indirect par un vol opéré par lui-même ou par tout autre transporteur aérien et arrivant à un horaire moins tardif que le vol suivant du transporteur aérien concerné,

Sauf si ce dernier établit que la réalisation d'un tel réacheminement constituerait pour lui un sacrifice insupportable au regard des capacités de son entreprise au moment pertinent,

Ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier.

[L'avocat général Priit Pikamäe, dans l'affaire *Airhelp c. Scandinavian*, C-28/20, s'il admettait dans ses conclusions du 16 mars 2021 que la grève constitue une circonstance extraordinaire, subordonnait l'exonération de la compagnie à la prise par elle de mesures raisonnables pour remédier aux annulations de vol.

Dans l'hypothèse d'une grève illégale, le transporteur serait incité à saisir le juge pour qu'il ordonne la cessation de la situation illicite (illusoire)

Si le transporteur est informé longtemps à l'avance de la survenance de la grève, plus le transporteur peut songer à plusieurs pistes pour faciliter l'acheminement de son client à destination.

S'il manque de temps, les solutions sont plus réduites. Le transporteur peut cependant être alerté par le préavis de grève, il doit alors songer à des solutions. Il peut éventuellement compter sur les pilotes non-grévistes. Il ne semble pas qu'il puisse embaucher du personnel pour combler les vides. Il doit tenter de faire assumer les vols qu'il annule par des concurrents non affectés par la grève.

On sait que la CJUE a décidé le 23 mars 2021 que cette grève du personnel navigant ne constituait pas une circonstance extraordinaire. Vérifier si le transporteur avait respecté l'obligation d'accomplissement de justes efforts était une question qui ne se posait plus.]

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 17 février 2021, n<sup>o</sup> 19-20.960 s'inscrit dans ce courant jurisprudentiel.

Le commandant de bord avait décidé, ayant déjà effectué un vol de 3 h 30, d'opérer demi-tour et de revenir à

Hong Kong, l'aéroport du point de départ, pour y déposer une passagère enceinte ayant de graves problèmes de santé.

Le passager n'était parvenu à Paris CDG qu'avec un retard de 22 h par rapport à l'heure d'arrivée du vol annulé. Le tribunal d'Aulnay avait considéré que le vol d'Air France avait été annulé à raison d'une circonstance extraordinaire.

Il avait refusé cependant d'exonérer la compagnie française, les pièces qu'elle avait versées aux débats ne permettaient pas de justifier le retard à l'arrivée, elle n'avait pas établi avoir recherché ou pris toutes les mesures raisonnables pour acheminer les passagers à destination dans un délai plus court.

La Cour de cassation estime la décision légalement justifiée et rejette le pourvoi.

[Demande du 27 mai 2021 présentée par le Landgericht de Korneuburg, affaire C-336/21.

L'espèce concerne un retard de 7 H 41, souffert par les passagers du fait de la foudre ayant lors d'un vol précédent frappé l'avion devant servir au transport. L'avion n'étant plus opérationnel, la compagnie avait eu recours à un avion de remplacement.

La juridiction demande si la compagnie au titre des mesures raisonnables à prendre n'aurait pas dû proposer aux passagers une modification de la réservation avec un transfert sur un autre vol, de telle sorte qu'ils auraient atteint la destination finale avec un retard moindre. Radiation 20 septembre 2021]

Le transporteur aboulique, guère diligent, agissant avec lenteur, n'obtiendra pas l'exonération, sa faute d'inaction est ainsi sanctionnée.

[La jurisprudence administrative française, mettant en œuvre les directives d'interprétation contenues dans la jurisprudence européenne, se montre également sévère pour les transporteurs en cas d'incident mécanique affectant l'avion devant effectuer le vol.

CAA de Paris du 3 mars 2014, n° 12PA02993 : le fait brut consiste dans l'annulation par Ryanair le 18 août 2008 d'un vol entre Beauvais et Dublin. La compagnie irlandaise refuse d'indemniser quatre passagers ; les passagers saisissent d'une plainte les autorités irlandaises, celles-ci transmettant la plainte aux autorités françaises ; le ministre de l'Écologie prononce le 7 mai 2010 une amende de 30 000 euros ; la décision ministérielle est annulée par la juridiction administrative du premier degré, la juridiction d'appel rejette le recours formé par le ministre. L'annulation du vol en cause avait pour origine les dommages causés à l'aéronef devant effectuer le vol par un impact de foudre survenu quelques heures plus tôt sur un vol précédent à l'approche de Dublin. L'appareil avait dû être immobilisé plusieurs jours pour réparation. Le transporteur ne peut être contraint de consentir des sacrifices insupportables eu égard à ses capacités.

Le Conseil d'État annule dans une décision du 27 février 2015, n° 380249, RFDA 2015.268 obs. Ph. D., les décisions des juges du fond et rétablit ainsi indirectement la sanction ministérielle.

Reprenant la solution de l'arrêt Wallentin-Hermann du 22 décembre 2008, la haute juridiction administrative indique qu'il incombe au transporteur qui entend se prévaloir de telles circonstances extraordinaires d'établir qu'elles n'auraient pas pu être évitées par des mesures adaptées à la situation, mettant en œuvre tous les moyens en personnel ou en matériel et les moyens financiers dont il dispose, sauf en consentir des sacrifices insupportables au regard des capacités de l'entreprise au moment pertinent.

Dans un premier temps, le Conseil d'État annule l'arrêt de la cour d'appel, cette juridiction n'ayant pas justifié sa décision d'exonération du transporteur. Lors de l'incident ayant entraîné l'immobilisation de l'appareil à raison de la foudre, la compagnie avait dix autres appareils immobilisés pour des problèmes techniques. La cour d'appel aurait dû rechercher si la compagnie n'aurait manifestement pas pu éviter que les circonstances auxquelles elle était confrontée ne conduisent à l'annulation du vol.

Le Conseil d'État dans un second temps, règle, au nom de l'intérêt de la justice, comme l'autorise l'article L. 821-2 du Code de justice administrative, l'affaire au fond. Lorsqu'un vol est annulé à la suite de la mise hors service de l'appareil qui devait l'effectuer, le transporteur qui entend s'exonérer doit établir qu'aucune mesure raisonnable ne lui aurait permis d'éviter la mise hors service de l'appareil ou de procéder à un réacheminement rapide des passagers vers un vol de substitution. L'indisponibilité de l'appareil était connue quatre heures avant l'heure de départ. Les faits n'établissent pas que l'organisation d'un vol de substitution aurait été impossible ou aurait entraîné des conséquences financières insupportables

La décision ministérielle se trouve ainsi justifiée.]

. Le tempérament

Une limite : à l'impossible nul n'est tenu.

Le transporteur n'est pas astreint à des efforts humains, matériels, financiers, disproportionnés, compte tenu du potentiel de son entreprise. Il n'est pas astreint à l'héroïsme, il n'est pas tenu de prendre des mesures mettant en péril sa survie économique. Il demeure ordinairement une entreprise commerciale à la recherche du bénéfice, on

ne saurait exiger de lui un altruisme de forte intensité précipitant sa ruine.

On ne peut pas exiger de lui qu'il consente des sacrifices insupportables au regard des capacités de son entreprise au moment pertinent.

Le juge doit recourir à la balance des intérêts.

Il se doit pour l'exonérer exiger des mesures efficaces de la part du transporteur, mais il est exclu de le contraindre à des efforts ruineux. Des tentatives doivent être accomplies par le transporteur pour permettre un acheminement rapide du passager ; mais il n'est pas nécessaire que ces efforts aient été couronnés de succès.

#### Rappel

Les dispositions permettant au transporteur de s'exonérer en invoquant la survenance de circonstances extraordinaires rendant inévitable l'annulation du vol ne concernent que la levée de l'obligation d'indemnisation forfaitaire.

Les autres obligations imposées au transporteur aérien par le règlement subsistent.

Les obligations d'assistance en dépit de la présence de circonstances extraordinaires : restauration, hébergement à l'hôtel, sont maintenues.

Ce sont des obligations légales mises à la charge du transporteur lors de la survenance de certains incidents du transport.

CJUE 31 janvier 2013, C-12/11, McDonagh (fermeture de l'espace aérien, éruption volcanique), Revue de droit des transports janvier 2013, commentaire 9 par Vincent Correia.

Les conclusions Bot du 22 mars 2012

Cette jurisprudence a un coût financier indéniable pour les compagnies.

Certains évoquent la possibilité de faire bénéficier les transporteurs aériens ayant accompli leurs obligations d'assistance d'aides publiques. Voir Loïc Grard, Retombées juridiques européennes d'une éruption volcanique, Revue de droit des transports, juillet 2010, repère 7.

Même si l'annulation ou le retard procède de circonstances extraordinaires inévitables, le voyageur quant à lui continue à bénéficier de l'option qui doit lui être offerte de choisir entre le remboursement du billet ou la fourniture d'un vol de remplacement dit de réacheminement. Cf. supra.

## **B. Le système en matière de retard issu de la convention de Montréal**

Quid dans les hypothèses où la victime du retard fonde sa demande sur la convention de Montréal ?  
Dans quelles circonstances, le transporteur auteur du vol retardé est-il habilité à s'exonérer ?

La CM assure dans ses très grandes lignes, dans son article 19, le maintien des anciennes solutions en matière de retard, le transporteur est admis à s'exonérer relativement facilement du moment qu'il établit qu'il n'est pas en faute.

Le transporteur est présumé responsable des conséquences du retard.

Mais il peut renverser la présomption de responsabilité et de faute pesant sur lui.

Deux causes d'exonération sont prévues par l'article 19 :

. La due diligence : le transporteur prouve avoir pris toutes les mesures qui pouvaient raisonnablement s'imposer pour éviter le dommage.

Exonération refusée : tribunal de commerce de Marseille, 31 octobre 2014, Scapel 2014.269 : un retard relevé au retour d'un transport Marseille/Miami, sur le vol entre Rome et Marseille. Le retard est imputable à des problèmes techniques affectant le moteur. Le juge applique la CM. Marseille est le lieu de destination de ce vol aller et retour. La compagnie italienne ne prouvait pas avoir pris toutes les mesures raisonnables pour éviter le retard. Le tribunal alloue 700 euros à chaque passager de la même famille, 1500 euros au titre d'une résistance abusive, plus une amende civile de 500 euros !

Exonération refusée : Papeete, 1<sup>o</sup> octobre 2015, Semaine juridique, 11 janvier 2016, 33 : retard de 3 H 57 à l'arrivée à Paris d'un vol venant de Papeete. Survenance d'un incident technique à Los Angeles, le transporteur a dû changer d'avion. La passagère et sa famille ont manqué la correspondance pour se rendre en Bretagne sur un vol d'Air France. La cour refuse l'exonération, la compagnie se contente d'invoquer un problème technique, elle ne démontre pas avoir pris toutes les mesures nécessaires pour éviter le problème technique à l'origine du retard et donc du dommage.

. La force majeure : l'impossibilité de prendre les mesures

1<sup>o</sup> Civile, 13 mars 2013, n<sup>o</sup> 09-72962 : l'annulation d'un vol de passagers devant se rendre depuis Bordeaux à un match à Rome à 14 H, l'embarquement était prévu à 8 h à Bordeaux, l'avion n'est pas présent à l'heure dite. La cour de Bordeaux exonère l'agence de voyages, force majeure, l'avion était la veille à Rennes, il devait se rendre à Roissy pour être aménagé en transporteur de passagers, brouillard à Roissy, l'avion n'a pas pu arriver depuis Rennes dans les temps. Cassation sur le fondement de l'article 19 CM et pour défaut de base légale. Motifs insuffisants à caractériser la réunion des conditions exigées par l'art. 19 pour accorder à un transporteur aérien le bénéfice de l'une ou de l'autre des causes d'exonération de responsabilité qui y sont prévues. La Cour de cassation émet des doutes sur la réelle diligence du transporteur ou sur la présence d'un cas de force majeure, le contexte semble attester d'une certaine légèreté du transporteur contractuel, agence ayant affrété un appareil aérien qui n'arrive pas à temps à l'aéroport de départ.

La Cour de cassation n'est pas disposée à ce que le transporteur s'exonère trop facilement.



## LA RÉPARATION

Certains chiffres - mis à jour - figurant dans la convention de Montréal gagnent à être mémorisés.

Le seuil de **128 821** DTS en matière de mort ou de lésion corporelle.  
En deçà, règne le système de la garantie. Au-delà, des possibilités d'exonération sont offertes au transporteur.

Retards subis par les passagers : la CM prévoit un plafond de **5 346** DTS, qui saute en cas de faute dolosive ou inexcusable du transporteur

Perte ou retard des bagages : un plafond de **1 288** DTS par passager, qui saute en cas de faute dolosive ou inexcusable du transporteur

Perte ou retard des marchandises : un plafond de **22** DTS par kg, qui est réputé intangible.

(Ces limites ont été revalorisées le 28 décembre 2019.)

(La précédente revalorisation des limites initiales prévues par la CM datait du 30 décembre 2009.)

### Section III. Le principe de réparation

Nous supposons que le demandeur a établi les circonstances et les conditions permettant d'engager la responsabilité du transporteur et que celui-ci n'est pas parvenu à s'exonérer.  
Le transporteur responsable doit réparer le dommage.

## La notion de dommage ou de préjudice réparable

La notion du dommage ou du préjudice qu'énoncent les articles 17, 18 et 19 de la convention de Montréal est-elle conceptualisée par le droit uniforme ou par la loi locale ?

L'opinion dominante trouvant son assise principale dans la jurisprudence américaine, donne la préférence à la loi locale, elle est cependant contredite par quelques décisions isolées de la CJUE ou de la Cour de cassation.

## L'opinion dominante des auteurs

Le concept de dommage réparable et son contenu ne relèvent pas, affirment les auteurs, de la convention de droit uniforme, c'est le droit national qui détermine qui peut agir en réparation et quels sont les droits des demandeurs. La solution se fonde sur les articles 24 CV et 29 CM. Le droit uniforme en effet ne détermine pas en cas de dommage quelles sont les personnes qui disposent du droit d'action. Le droit uniforme ne fixe pas non plus les droits respectifs de ceux qui ont qualité et intérêt pour agir en réparation. À défaut d'indication par la convention portant droit uniforme, c'est le droit national qui reprend son empire. C'est lui qui déterminera quel est, en cas de mort, de perte des bagages, d'avarie des marchandises ou de retard, le type de dommage dont la victime peut obtenir réparation.

Dans la 2<sup>e</sup> édition du monumental Traité de droit aérien de Michel de Juglart, Emmanuel du Pontavice écrivait, en 1989, au n° 2664 : La CV - mais la solution perdure avec l'entrée en vigueur de la CM - ne régit pas elle-même les dommages, elle ne prend pas parti sur la nature des dommages. C'est la loi nationale en application de l'art. 24 CV qui dira, par ex. en cas de graves blessures du passager, quelle est la nature des dommages qui peuvent faire l'objet d'une demande de réparation : dommage corporel du passager, dommage psychique, pretium doloris, dommage moral. La convention ne règle que la question de l'origine du dommage.

M. Laurent Chassot, dans sa belle thèse publiée en 2012, Les sources de la responsabilité du transporteur aérien international : entre conflit et complémentarité, se prononce dans des termes voisins ; il indique au n° 358 que la CM ne contient aucune disposition définissant la notion de préjudice et que doctrine et jurisprudence déduisent de la formule de l'art. 29 CM - "Toute action en dommages intérêts ne peut être exercée que dans les conditions et limites de responsabilité prévues par la convention, sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir **et de leurs droits respectifs**" - que cette question est abandonnée au droit commun. Il parle d'une enclave de droit national du fait d'une lacune du droit conventionnel. L'article 29 CM réserve au droit national la détermination de l'étendue des droits des personnes habilitées à agir contre le transporteur, ce qui inclut la détermination des préjudices réparables, cf. n° 439 et 658 et s.

Du moment qu'il est admis que la définition du dommage ne relève pas de la convention de Montréal mais du droit national, il reste à déterminer de quelle loi nationale il s'agit.

La plupart des commentateurs font alors référence à la lex fori.

C'est la solution que préconisait Emmanuel du Pontavice, au numéro 2665 de son traité : la CV ne régit pas la nature du dommage.

En application de l'art. 24 CV, au moins implicitement, il renvoie à la loi du for pour déterminer la nature des dommages qui peuvent être invoqués en justice. La CV indique la cause du dommage à réparer, comme la mort ou les blessures durant le transport, mais il laisse à la loi interne, la lex fori, le soin de définir quelle sera la nature du dommage qui sera pris en considération.

M. Laurent Chassot considère également, au n° 477 de sa thèse, que la détermination du préjudice réparable est déléguée à la loi du for, sans effectuer le détour par la méthode des conflits de lois. Il y voit un motif de simplicité et une occasion d'échapper aux affres de la recherche de la solution du conflit de lois.

Le juge applique explicitement ou implicitement les conceptions et les solutions de son propre système juridique.

[Ainsi pour la France.

Préjudice de la victime directe et immédiate.

En cas de décès de la victime, il y a transmission par la voie successorale de l'action en réparation appartenant au défunt aux héritiers (selon l'Assemblée plénière, 9 mai 2008, la voie civile est la seule ouverte à un demandeur pour exercer le droit à réparation reçu en qualité d'héritier).



Voir l'arrêt de la cour de Fort de France du 25 février 2011, Semaine Juridique G, n° 42, 1118, note Loïc de Grave, la réparation du préjudice d'angoisse des passagers allant vers une mort certaine.

Se prononcent dans le même sens deux arrêts de la cour de Fort de France, 17 février 2012, RG 11/00003 et 11/00094.

Réparation du préjudice souffert par les passagers, chute de l'avion, angoisse de la mort certaine, souffrances morales indubitables

Préjudice par ricochet

Préjudice matériel

Préjudice moral : correspondant au choc psychologique et affectif à la suite du décès d'un proche et aux pertes affectives

Et d'assistance liées à l'absence du défunt. On parlait de *pretium doloris*.]

La jurisprudence américaine est particulièrement en ce sens.

Des décisions isolées se prononcent cependant, non contre l'admission de la *lex fori*, mais en faveur du droit national désigné en considération du système national de solution des conflits de lois.

On peut citer en ce sens une décision du banc de la reine de la Haute Cour, compétente pour l'Angleterre et le pays de Galles, *Bernard Silverman c. Ryanair*, du 10/12/2021, que Maître Chassot a eu l'obligance de nous faire parvenir. Le passager résident en Angleterre avait été victime d'une chute sur l'escalier d'accès lors d'un vol entre l'Angleterre et Berlin. Le transporteur irlandais revendiquait la compétence du droit anglais comme loi du juge. Ce qui est quelque peu paradoxal de la part d'un exploitant défendant ordinairement âprement en justice sa soumission au droit de l'Éire. La victime s'en tenait au droit irlandais pour statuer sur le préjudice. La juridiction anglaise écarte la *lex fori* et, en application des règlements Rome I et II, que le Royaume-Uni a introduit dans son droit interne, se prononce, conformément à la loi d'autonomie, en faveur du droit irlandais, auquel les conditions générales de transport de Ryanair renvoient pour déterminer les effets du contrat de transport.

#### La position minoritaire de quelques auteurs et d'une certaine jurisprudence de la Cour de Justice

On pourrait soutenir à l'opposé que la définition du dommage relève, non du droit interne, mais du droit uniforme, à l'instar des concepts d'accident, de mort, de lésion corporelle, d'avaries ou de retard, auxquels les articles 17, 18 et 19 CM font référence pour établir les conditions de la responsabilité du transporteur.

Certaines rares décisions rompent également avec l'analyse dominante et considèrent le préjudice réparable comme un concept dont l'analyse et l'interprétation relèvent, non du droit national, mais du droit uniforme.

C'est ainsi que la Cour de Justice a eu l'occasion de préciser que le préjudice visé par le texte uniforme vise aussi bien le préjudice matériel que le préjudice moral. Les termes préjudice et dommage visés au chapitre III de la convention de Montréal doivent être compris comme incluant aussi bien les dommages de nature matérielle que ceux de nature morale, attendu 41 de l'arrêt *Sousa Rodriguez* du 13 octobre 2011 citant l'arrêt *Walz* du 6 mai 2010.

Arrêt *Walz*, rendu à propos de la perte de bagages enregistrés sur un vol entre Barcelone et Porto : La CM ne contenant aucune définition des termes préjudice et dommage, il convient de souligner que, eu égard à l'objet de la convention, ces termes doivent recevoir une interprétation uniforme et autonome, nonobstant les sens différents donnés à ces concepts dans les droits internes des États parties à la CM. Le terme de préjudice doit être regardé comme synonyme de dommage. Il existe une notion de dommage, d'origine non conventionnelle, commune à tous les sous-systèmes de droit international. Selon l'article 31 des Articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, élaborés par la commission du droit international des Nations Unies et dont l'assemblée générale des Nations-Unies a pris note par une résolution du 12 décembre 2001, le préjudice comprend tout dommage, tant matériel que moral. Les deux facettes de la notion de dommage peuvent être considérées comme exprimant le sens ordinaire à donner à cette notion en droit international. Rien n'indique dans la CM que les États contractants aient entendu attribuer à la notion de dommage, dans le contexte d'un régime de responsabilité harmonisé de droit aérien international privé, un sens spécial et déroger à son sens ordinaire. La notion de dommage, telle qu'elle découle du droit international général, demeure applicable dans les relations entre les parties à la CM. Les termes préjudice et dommage (visés au chapitre III CM) doivent être compris comme incluant aussi bien les dommages de nature matérielle que ceux de nature morale. Les limitations de l'indemnisation doivent s'appliquer à l'intégralité du préjudice causé, indépendamment de la nature matérielle ou morale de celui-ci.

La jurisprudence européenne initie ainsi modestement le processus de construction du concept autonome de préjudice ou de dommage au sens de la convention de Montréal.

La jurisprudence de la Cour de cassation est également en ce sens.

En l'absence d'une cour mondiale compétente pour déterminer de façon uniforme la portée des dispositions de la CM, ces interprétations des concepts et des notions inscrites dans la convention demeurent toutefois tributaires des conceptions dominantes dans l'espace judiciaire à l'intérieur duquel elles sont formulées.

Vol interne, exécuté à l'étranger. Inapplication de la convention de Montréal. Détermination du dommage réparable. Exclusion de la réparation du préjudice moral par la loi interne reconnue compétente.

1<sup>o</sup> Civile, 1<sup>o</sup> mars 2023, n<sup>o</sup> P 21-22.015 : une dame de nationalité française perd la vie lors d'un accident survenu à l'atterrissage à Lagos, le vol effectuant la liaison entre les deux capitales du Nigéria, Abuja, capitale politique, et Lagos, capitale économique et ancienne capitale politique. Les proches de la victime plaident à Toulouse contre la compagnie nigériane Dana Air. La cour de Toulouse soumet les demandes à l'empire du droit nigérian.

Elle accorde certains dommages intérêts aux proches de la victime principale :

L'époux de la défunte obtient 4 414 euros au titre des frais funéraires, 333 520 euros au titre de son préjudice économique, 821 euros au titre de la perte du bagage.

Une autre obtient 7 383 euros au titre de son préjudice économique.

Une autre obtient 23 658 euros au titre de son préjudice économique

En revanche, la cour d'appel refuse de retenir les chefs de dommages extrapatrimoniaux, tels le préjudice d'angoisse et le préjudice découlant de la perte de chance de vie ou le préjudice d'affection et d'anxiété.

De tels préjudices ne sont pas indemnisables, car la loi nigériane en ignore la réparation.

Les auteurs du pourvoi tentent en vain devant la Cour de cassation de plaider la contrariété du droit nigérian à l'ordre public international français.

N'est pas contraire à l'ordre public, au sens du droit international privé, l'exclusion par la loi étrangère de la réparation intégrale du préjudice et notamment celle d'un préjudice moral.

La cour d'appel est justifiée d'avoir alloué des sommes en réparation des seuls préjudices matériels.

L'évaluation du dommage

Réparation plafonnée ou réparation intégrale

Dans le système de la CV, le transporteur, au-delà d'un certain plafond, exprimé en francs or, 125 000 francs avec la CV originale, 250 000 francs or avec la CV amendée par le protocole de La Haye, n'était pas tenu de réparer, l'indemnisation, accordée aux proches de la victime ayant perdu la vie, n'était alors en présence d'un préjudice d'un montant important que partielle.

(La chambre commerciale de la Cour de cassation, dans un arrêt du 9 octobre 2014, D. 2015.1295 obs. Hugues Kenfack, estime non contraire à la Constitution l'existence en matière maritime des plafonds de réparation et refuse de renvoyer la QPC au Conseil constitutionnel.)

Il y avait cependant dans le système de la CV et du protocole de La Haye un retour au principe de la réparation intégrale en cas de faute grave (dol ou faute inexcusable) du transporteur (ou de ses préposés). Article 25 CV amendée.

Le système de droit uniforme ne relève que d'un ordre public de protection, il peut toujours être amélioré pour adoucir et améliorer la condition des passagers.

Le transporteur peut contractuellement renoncer à se prévaloir des avantages que la CV lui confère.

Un certain nombre de compagnies membres de l'IATA avaient ainsi renoncé, par l'IATA Inter carrier Agreement (IIA) signé à Kuala Lumpur le 31 octobre 1995, complété par la Mia Implémentation Agreement de Miami ou de Montréal du 3 avril 1996, à se prévaloir en cas d'accident corporel de la limite de responsabilité, avec l'instauration d'un seuil de 100 000 DTS, solution reprise dans la convention de Montréal de 1999. Système de la garantie en deçà de ce seuil, même en cas de force majeure le transporteur est tenu d'indemniser. Possibilité au-delà du seuil pour le transporteur de s'exonérer. Il convient de consulter les conditions générales de transport pour déterminer si la compagnie est membre de l'IATA et si elle a accepté ce système, qui alourdit les conditions de sa responsabilité. En insérant l'accord dans ses conditions de transport, la compagnie est liée avec les passagers contractant avec elle.

On trouve sur internet en anglais, MIA Registry, la liste, dressée par l'IATA, des compagnies qui au 7 juillet 2022 ont signé l'arrangement et l'accord sur les mesures d'application de l'IATA Inter carrier Agreement.

La CM fortifie la situation des passagers en cas de mort ou de lésion corporelle.

Le transporteur déclaré pleinement responsable – il n'est parvenu à se libérer, il n'a pas pu se prévaloir du fait d'un tiers, il n'a pas pu établir qu'il était étranger à la survenance du dommage - est tenu à réparation intégrale. En revanche, en matière de perte ou avarie des bagages et des marchandises, ainsi qu'en cas de retard des passagers des bagages ou des marchandises la réparation continue à être plafonnée. Le plafond est exprimé en DTS.

Si survient un refus d'embarquement ou une annulation de vol, la victime peut, outre le droit européen, se prévaloir du droit national.

Sous - Section I. Le retour en droit moderne à la réparation intégrale en cas d'accident corporel

La CM opte, avec des nuances, pour la solution de la réparation intégrale en présence d'un accident corporel ou de la mort accidentelle du passager.

Plusieurs hypothèses doivent être distinguées.

- Si le dommage n'excède pas, dans sa globalité, les 128 821 DTS par passager, le transporteur est tenu en ce cas, dans la limite du préjudice effectivement souffert, à réparation intégrale.

C'est le système de la garantie. Le transporteur est tenu, même s'il n'est pour rien dans la survenance du dommage. Il ne peut pas s'exonérer en établissant le cas fortuit ou la force majeure. Il ne peut pas échapper à la responsabilité en plaçant son absence de faute. Il ne peut s'exonérer en tout ou en partie qu'en établissant la faute concurrente de la victime.

Contra, les conclusions de l'avocat général Nicholas Emiliou déposées dans l'affaire JR c. Austrian Airlines, C-589/20, note 61, critiquant l'expression de responsabilité objective. M. Emiliou admet que le demandeur pour obtenir réparation n'a pas à prouver la faute du transporteur. Il n'en estime pas moins que le système de la CM en matière de dommage corporel n'est pas fondé sur l'idée de risque. Il suppose que, si le transporteur est responsable, c'est qu'il a certainement commis un manquement dans l'organisation du voyage ou dans la prise en charge des passagers.

- Lorsque le dommage excède le seuil, 128 821 DTS, soit approximativement 161 774 euros, il faut distinguer.

Si le transporteur n'est pas parvenu à s'exonérer, il doit une réparation totale et intégrale.

Si le transporteur est parvenu en revanche à s'exonérer sur le fondement de l'article 21 CM, l'exonération ne produit qu'un effet partiel, la victime ou les victimes ne seront indemnisées qu'à concurrence du seuil de 128 821 DTS. Le transporteur, étranger à la cause du dommage, échappe au-delà à toute obligation d'indemniser.

Sous - Section II. Le maintien de la limite de réparation en cas de dommage aux bagages et aux marchandises, ainsi qu'en cas de retard des passagers, des bagages et des marchandises

La victime n'obtient dans ces différentes hypothèses qu'une réparation limitée, la réparation est plafonnée. Le présence d'une faute gravissime du transporteur permet cependant, sauf en matière de transport de fret, le retour à la réparation intégrale.

## § I. Le principe : le plafonnement

### A. Le retard des passagers

1. Le système consommériste issu de la réglementation européenne de 2004 remodelée par les arrêts Sturgeon, Nelson et leurs épigones

Le passager, victime d'un important retard, et qui entend être indemnisé doit établir qu'il a été victime d'un retard à l'arrivée, et d'un retard excédant trois heures.

On conseille au passager d'exiger du transporteur en débarquant une attestation nominative de retard.

(Le passager pour établir l'existence d'un retard à destination finale de plus de 3 heures confronte en général l'heure mentionnée sur le titre de transport et l'heure réelle d'arrivée. Le Landgericht de Düsseldorf demande dans deux espèces de voyage à forfait si le passager pour établir l'heure d'arrivée contractuellement stipulée peut se fonder sur un autre élément de preuve que le billet, comme un document que l'organisateur de voyages lui a transmis, affaires C-188/20 et C-196/20.)

(à moins de soutenir que la preuve à l'arrivée à l'heure dite incombe au transporteur ; si cette preuve n'est pas administrée par le défendeur, c'est que l'avion est arrivé en retard)

Premier cas. Le transporteur reconnaît les droits des passagers consommateurs : il paie l'indemnisation forfaitaire due au passager en cas de refus d'embarquement, d'annulation de vol, ou de retard au point final de destination.

Seconde hypothèse. Le transporteur méconnaît le dispositif d'esprit consommériste, il finasse. Il viole la réglementation, il est en situation illicite, il doit être sanctionné à raison de la violation de la norme protectrice des intérêts des passagers, s'il refuse l'indemnisation due au passager en cas de non-respect par le transporteur de la législation européenne.

Le passager détient alors un droit à une indemnisation spécifique découlant du non-respect du droit européen. Cf. l'arrêt Sousa du 13 octobre 2011 de la CJUE.

La CM ne peut servir de fondement à une telle condamnation.

### 2. Le système de la convention de Montréal

La responsabilité du transporteur est limitée, en cas de retard des passagers, à la somme de 5346 DTS par passager, article 22 § 1, CM.

Soit approximativement 6705 euros.

L'indemnisation n'est pas réservée au seul passager retardé. Toute personne ayant subi un dommage consécutif au retard est en situation, du moment qu'elle dispose du droit d'action, d'obtenir réparation.

Comme la limite est établie par passager, la CJUE estime que l'employeur de deux passagers victimes d'un retard dans l'exercice de leurs fonctions et ayant été obligé de leur payer des indemnités journalières supplémentaires est en droit d'obtenir, dans la limite du plafond, une double indemnisation, voir l'arrêt Air Baltic du 17 février 2016, C-429/14, attendus 47 et suivants, Semaine Juridique G, 22 février 2016, 236, obs. Dominique Berlin, D. 2016.1401 obs. Hugues Kenfack. L'autorité publique employant les deux personnes transportées a été reconnue comme partie contractante, elle a subi un dommage du fait du retard de ses agents, elle dispose du droit d'action lui permettant d'obtenir réparation de son dommage propre.

Aux Etats-Unis, un passager se rendant de Chicago à Tel-Aviv, avec une correspondance traînant en longueur à Francfort, obtient uniquement du tribunal US de district de l'Illinois Nord, 27 mars 2017, le remboursement de ses dépenses de bouche. Cf. les publications du site Condon/Forsyth du 3 avril 2017. La réparation des dommages non économiques, comme le désagrément ou l'épuisement physique causé par le retard, serait exclue par l'article 19 CM. La juridiction américaine doit probablement statuer en conformité avec le droit local jugé compétent pour déterminer les dommages dont le demandeur peut se prévaloir à des faits de réparation.

Comme la réparation est limitée et non intégrale, il est possible que le montant de la somme des dommages en

présence excède le plafond légal. Dans l'hypothèse où plusieurs personnes seraient atteintes d'un préjudice propre - par ex. le passager, victime de la gêne, et son employeur débiteur de frais hôteliers et d'indemnités journalières dues à son subordonné - l'indemnité plafonnée devrait être répartie au marc le franc entre chaque ayant droit.

(L'attendu 51 de l'arrêt Air Baltic du 17 février 2016 est cependant moins affirmatif, on ne peut exclure qu'en cas d'action du passager la jurisprudence lui offre la priorité.)

### *Le débat autour du dommage prévisible*

En droit français interne, la réparation ne porte en matière contractuelle (sauf dol ou faute lourde, 1<sup>o</sup> Civile, 29 octobre 2014, B., n<sup>o</sup> 13-21980) que sur le préjudice qui a pu être prévu au contrat, ancien art. 1150 du code civil. [Voir à propos de la réforme du droit des obligations : Suzanne Carval, Article 1231-3 : limitation de la responsabilité contractuelle au dommage prévu ou prévisible, Revue des contrats, septembre 2015, p. 790]

Article 1231-3 du code civil : " Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qui pouvaient être prévus lors de la conclusion du contrat, sauf lorsque l'inexécution est due à une faute lourde ou dolosive ".

La jurisprudence faisait application, à défaut de précision spécifique contenue dans la CM, de la règle du code civil français : Paris, 4 mai 2011 : un transport entre Paris et Conakry avec correspondance à Casablanca, retard d'une heure au départ d'Orly due à la désorganisation des opérations d'embarquement, le passager manque la correspondance et ne peut parvenir à temps à son mariage qui doit être annulé à raison de l'absence de l'époux ! Soumission du litige à la CV amendée ; la cour alloue 200 euros au titre des frais d'hôtel et 5000 euros au titre du tracas, préjudice moral ; refus d'accorder des dommages intérêts au titre des frais liés à l'annulation du mariage, le transporteur n'était pas informé de ce mariage, art. 1150, la réparation est limitée au dommage prévisible.

Olivier Bustin, Les présomptions de prévisibilité du dommage contractuel, D. 2012.238

Que la réparation soit limitée ou non au préjudice prévisible (ceci est une composante du préjudice support de la réparation), nous estimons qu'il était raisonnable - même si la solution devait demeurer identique - d'écarter la solution dictée par le droit interne et de forger un concept autonome de préjudice réparable dans les termes du droit uniforme. C'est le droit uniforme qui devrait indiquer quel est le dommage réparable.

La 1<sup>o</sup> chambre civile, dans un arrêt du 2 avril 2014, destiné aux honneurs du Bulletin, RFDA 2014.243 note Fabrice Pradon, D. 2014 p. 822, p. 1755 note Chr. Paulin, p. 2277 obs. H. Kenfack, RFDA 2015.270 obs. Ph. D., JCP 2014 n<sup>o</sup> 793 note Delebecque, a, semble-t-il, consacré notre intuition.

L'espèce concernait un ménage de Marseille qui avait formé le projet de se rendre en mai 2012 aux îles Maldives.

Ils avaient commencé par réserver un billet Marseille-Paris, il s'agissait d'un vol à assurer par Air France pour le prix global aller et retour de 321,06 euros.

Les époux avaient acquis, au départ de Paris, auprès d'un voyageur un voyage all inclusive, voyage Paris / Maldives et séjour compris pour 3814 euros.

Les voyageurs venant de Marseille par Air France avaient ainsi organisé un transport avec une correspondance à Paris.

Le transport devait ensuite se poursuivre avec la compagnie Srilankan sur un trajet Paris/ Colombo/ Male aux Maldives.

Les deux vols assurés par les deux compagnies étaient totalement indépendants l'un de l'autre.

Le retard se produit, à l'aller, sur le vol interne Marseille / Paris ; au lieu de partir de Marseille à 10 H 20, le vol Air France décolle à 13 H 35. Les voyageurs manquent ainsi la correspondance, le vol pour les Maldives décollait à 15 H, ils n'arrivent pas à temps.

Les voyageurs prennent alors des billets, pour continuer le voyage, avec la compagnie Emirates Airlines. Ce qui présente pour eux une dépense supplémentaire.

Les voyageurs demandent réparation à Air France sur le fondement de l'art. 19 CM.

Devant la Cour de cassation, la compagnie Air France prétendait que la convention de Montréal était inapplicable, la solution ne devant être donnée que sur le fondement du règlement européen de 2004. Cet argumentaire ne pouvait guère être accueilli, le règlement interprété à la lumière de la jurisprudence Sturgeon

n'était pas en mesure d'interdire aux demandeurs de demander réparation en se prévalant du mécanisme du droit uniforme, la CM est applicable sur un vol intérieur par renvoi du règlement européen. Les deux mécanismes indemnitaires ne s'excluent pas. Le cumul est envisageable. L'option a fortiori.

Ce qui est plus intéressant c'est la solution donnée quant à la réparation du dommage.

Le juge de proximité de Marseille avait alloué aux époux, dans son jugement du 13 février 2013, 1760,36 euros, ce qui correspondait aux prix de rachat de nouveaux billets d'avion.

La compagnie n'entendait réparer que le préjudice prévisible conformément à l'article 1150 du code civil.

La compagnie Air France prétendait qu'elle ne pouvait pas prévoir lors de la conclusion du contrat que le terme du voyage des passagers n'était pas Paris, Paris figurant sur le billet comme la destination finale.

La 1<sup>o</sup> chambre civile écarte la référence au droit interne, l'application des articles 19 et 22 CM est exclusive de celle de l'article 1150. Le préjudice réparable est un concept autonome, propre à la CM, sans qu'il y ait lieu de se référer à la législation interne gouvernant le contrat.

L'arrêt continue, en faisant du droit libre puisque sur ce point la lettre de la CM est muette, en indiquant qu'il résulte des articles 19 et 22 CM que seul le dommage prévisible lors de la conclusion du contrat est réparable. Le dommage imprévisible ne l'est pas.

La solution est semblable à celle du droit français interne, mais la solution est fondée, si on interprète bien l'arrêt, sur les dispositions du droit uniforme.

Là où la haute juridiction se fait plus innovante et en même temps qu'elle fait preuve d'esprit consumériste, c'est qu'elle instille l'idée qu'il ne faut pas forcément retenir la conception très étroite du dommage prévisible que soutiennent ordinairement les transporteurs.

Jusqu'alors, on estimait que le transporteur aérien n'avait envisagé comme dommage réparable qu'un dommage relatif à un retard d'un vol, le point de destination de ce vol étant le terminus, sans prolongation aucune et qu'un manquement de correspondance n'était pas prévu. La fourchette d'estimation de la réparation était systématiquement la fourchette basse.

En l'espèce, la Cour remarque - à tort d'après la note de M. Pradon publiée à la RFDA - que la compagnie n'avait pas tenté de soutenir qu'elle ne pouvait pas prévoir, lors de la conclusion du contrat, que le terme du vol n'était pas la destination finale des intéressés mais que ceux-ci avaient conclu un autre contrat avec une autre compagnie pour poursuivre le voyage. Ce qui limite la portée de l'arrêt.

Il faut bien reconnaître que le transporteur ignore, à moins d'interroger l'ensemble de ses contractants, en délivrant le billet si les voyageurs continuent ou non l'expédition aérienne. Beaucoup de passagers qui font en avion le trajet Marseille - Paris ont certes Paris pour destination ultime. Mais, avec la concurrence du TGV, si on se rend à Paris en avion depuis Marseille, c'est souvent pour prendre à Roissy une correspondance et poursuivre le voyage.

On pourrait tenter de soutenir que l'hypothèse de la correspondance était a priori du domaine de l'envisageable, à moins que le transporteur n'établisse, ce qui est difficile pour lui, qu'en contractant il excluait que le passager continuât son transport. L'hypothèse de la correspondance et du vol ultérieur pourrait être jugée plus crédible. Le montant des dommages -intérêts serait ainsi, même s'il existe un plafond de réparation, plus substantiel.

Ces remarques n'ont cependant qu'un caractère spéculatif dans l'attente de décisions plus probantes.

N'oublions pas cependant que le transporteur a toujours la possibilité, dans le système de Montréal, d'échapper en amont à la responsabilité pour retard en établissant la preuve de sa due diligence ou le cas de force majeure.

(Remarque de fait : les voyageurs se rendant dans un pays lointain dans le cadre, non d'un vol direct, mais d'un déplacement formé de plusieurs vols et donc marqué par la présence par une ou plusieurs correspondances ont intérêt à recourir à un transporteur unique - ou à des transporteurs adhérents à la même alliance, et à se faire délivrer un billet unique. Si l'un des vols connaît un retard et que le voyageur manque la correspondance, le transporteur ne peut nier qu'il savait que l'éventualité du retard de l'un des vols risquait de se traduire par l'impossibilité pour le passager de prendre le vol suivant. Que le passager soit susceptible d'être astreint alors à une attente importante et subisse de ce fait un préjudice notable est un élément normalement entré dans le champ contractuel, le dommage s'il survient était envisageable, il était prévisible dès la conclusion du contrat.)

## **Le cumul d'indemnités**

### **Le cumul de demandes et le cumul d'indemnités**

Le système européen offre au passager au vol annulé ou retardé une satisfaction financière, mais une satisfaction limitée et plafonnée. Le passager peut estimer avoir subi un préjudice d'un montant supérieur. Le débat va porter sur l'hypothèse où le demandeur en responsabilité se prévaut cumulativement des deux systèmes indemnitaires.

Il est possible que le plaideur réclame dans sa demande non seulement le profit des 250, 400 ou 600 euros du système européen, mais qu'il demande également des dommages intérêts sur le fondement de la CM, voire sur celui d'une disposition du droit commun.

La victime d'un incident temporel dans l'exécution du transport peut-elle, gourmande en indemnité, se placer sur plusieurs tableaux en prétendant cumuler à son avantage les indemnités prévues en cas d'annulation de vol ou de retard par le droit européen, avec les dommages intérêts que pourraient accorder dans les mêmes circonstances la législation nationale ou le droit uniforme ?

Les deux mécanismes d'indemnisation s'excluent-ils l'un l'autre ou peuvent-ils être cumulés ?  
Une coordination est-elle prévue entre les différents ensembles normatifs ?

### **Le cumul des indemnités allouées, en cas de refus d'embarquement, sur le fondement du règlement européen et sur celui du droit commun**

Le passager victime d'un refus d'embarquement devient immédiatement créancier, sur le fondement du règlement n° 261/2004, d'une somme d'argent, de 250, 400, 600 euros, à l'encontre du transporteur aérien effectif qui lui a interdit de monter à bord, alors qu'il était détenteur d'un billet correspondant à ce vol et qu'il avait acquitté le prix du voyage aérien.

La question se pose de savoir si le passager interdit de monter à bord est en droit d'obtenir une réparation supplémentaire en se prévalant, parallèlement au dispositif consommériste européen, des dispositions du droit national ou du droit international relatives à la responsabilité des professionnels.

Le tribunal de Bacau avait demandé - le 30 mai 2018 - à propos d'un refus d'embarquement sur un aéroport roumain ayant empêché deux salariés de se rendre à leur travail à Londres et donc victimes d'une perte de salaire, à la CJUE si le cumul d'allocation de sommes d'argent était possible. Affaire Rusu c. Blue Air, C-354/18. Au cas d'une réponse positive, le juge peut-il ou doit-il retrancher de la somme allouée sur le fondement du droit commun (dite à tort ou à raison indemnisation complémentaire) celle décernée sur le fondement du droit européen ?

L'arrêt rendu le 29 juillet 2019 est instructif. Son enseignement pourra être transposé aux hypothèses envisagées infra.  
Deux questions se posent : le cumul d'indemnités est-il possible ? Si oui, le tribunal peut-il soustraire une somme sur le montant alloué sur le fondement du dispositif européen consommériste ?

Le règlement n° 261/2004 de 2004 admet dans son article 12 l'absence d'exclusivité du système consommériste européen.

Le règlement s'applique sans préjudice du droit d'un passager à une indemnisation complémentaire.

L'arrêt de la CJUE admet, conformément au règlement européen, la possibilité d'un cumul d'indemnités accordées sur des fondements juridiques distincts.

Le transporteur effectif est tenu d'une indemnisation forfaitaire à raison du désagrément ressenti par le passager lambda auquel un refus d'embarquement a été adressé. Cette indemnisation est identique pour chaque passager refusé. Le législateur européen a fixé une somme d'un montant arbitraire, estimant que cette somme correspondait au préjudice souffert par la masse, sans faire acception des situations individuelles.

Il est possible que le dommage souffert par le passager soit plus élevé ou qu'il se distingue d'un désagrément banal.

Le passager peut alors faire appel au droit commun de la responsabilité contractuelle. Le transporteur est en faute, il avait pris l'engagement de faire bénéficier un client d'un déplacement aérien sur un vol déterminé, il renie son engagement en refusant de faire monter à bord un ou plusieurs passagers marris de cette aventure. Chaque être humain a ses raisons particulières pour avoir pris un billet avec un horaire déterminé sur une liaison spécifiée, agrément, tourisme, raisons familiales, engagements professionnels... Ne pas pouvoir prendre le vol sur lequel le contrat de transport portait peut engendrer pour le client un dommage spécifique. Parfois même des conséquences dramatiques. Le passager a manqué un rendez-vous d'affaires qui s'annonçait fructueux, il n'a pas pu se présenter à un concours élitiste, il n'a pas pu participer à un entretien d'embauche, il a manqué un rendez-vous avec un médecin réputé pour le traitement d'une maladie rare... On peut allonger la kyrielle. La CJUE accepte en liaison avec le règlement de 2004 que le passager puisse se fonder sur le droit commun et obtenir s'il y a lieu une indemnisation distincte du forfait réglementaire. Elle parle d'une indemnisation complémentaire. Nous préférerions parler d'une indemnité distincte. Pourquoi les solutions du droit européen auraient-elles la primauté, les autres occupant l'accessoire et le secondaire ?

(Cf. Muriel Ubeda-Saillard, op. cit., n° 14, p. 19, qui dénonce le renversement de la hiérarchie des normes)  
L'espèce se prêtait à la solution.

Les passagers roumains rentraient à Londres pour y travailler. Ils n'y parviennent qu'avec un décalage de plusieurs jours. Ils sont dans l'impossibilité, n'ayant pas le don d'ubiquité, d'y remplir leurs obligations de salariés. L'employeur prend des sanctions.

Le règlement garantit au passager, victime d'un refus d'embarquement, le paiement par le transporteur effectif d'une indemnisation de 250, 400 ou 600 euros selon la distance du vol concerné. Ce chiffre a été évalué forfaitairement en faveur de tout passager quel qu'il soit. Le transporteur n'a pas à tergiverser. C'est une sorte de peine tarifée. Il doit payer cette somme immédiatement (ce qu'il s'était bien gardé de faire en l'espèce). C'est l'indemnisation pour le préjudice désagrément.

Le passager, par ailleurs, peut se prévaloir d'un autre fondement pour réclamer une indemnité distincte, calculée compte tenu des dommages effectivement subis.

La perte de salaire doit être considérée comme un préjudice individuel, inhérent à la situation propre des passagers concernés. Le montant des dommages intérêts ne peut être apprécié que compte tenu de l'ampleur du dommage réellement subi. Ces dommages intérêts ne relèvent pas de l'indemnisation forfaitaire. La perte de salaire doit être considérée comme un préjudice pouvant faire l'objet de l'indemnisation complémentaire prévue à l'article 12 du règlement européen du 11 février 2004. Celle-ci est appréciée par le juge compte tenu du système juridique compétent, en tenant compte du comportement des passagers et de l'ampleur du dommage.

Question liée à l'interprétation à donner à une autre disposition figurant également à l'article 12 du règlement n° 261/2004 : la soustraction

L'indemnisation accordée en vertu du présent règlement peut être déduite d'une telle indemnisation (il s'agit de l'indemnisation complémentaire)

Le juge qui accorde l'indemnité complémentaire peut procéder à une soustraction.

Le passager privé d'embarquement a droit à une indemnité forfaitaire de 250, 400, 600 euros. Théoriquement immédiatement payée.

Imaginons que le tribunal sur le fondement de son droit national décide que le passager a subi du fait du refus d'embarquement un dommage individuel correspondant à 1000 euros. Le tribunal peut décider que le transporteur payera 1000 euros, moins les 250, 400, 600 euros, au passager.

L'arrêt considère qu'il s'agit là d'une faculté pour le tribunal et non d'une obligation.

Les tribunaux pourraient décider, nous semble-t-il, d'user ou de ne pas user compte tenu de la nature du préjudice affectant le passager refusé.

Dans les hypothèses où l'indemnité dite complémentaire ne porte pas sur le désagrément consécutif au refus, la soustraction ne s'impose pas. Dans l'espèce du vol Roumanie - Royaume Uni, le passager a souffert d'un désagrément ainsi que de pertes pécuniaires liées à l'inexécution de son travail salarié. Il serait naturel que le passager obtienne en entier et sans soustraction deux indemnités distinctes.

En revanche, si la demande d'un complément porte sur le préjudice résultant directement du refus d'embarquement, ainsi un préjudice moral accentué par la jeunesse ou la vieillesse du sujet, voire par l'attitude inconvenante des membres du personnel du transporteur, il serait justifiable que la juridiction tienne compte de la somme d'argent déjà obtenue sur le fondement du règlement et puisse opérer une soustraction.

La plupart des systèmes juridiques considère que le mécanisme de la responsabilité civile tend à la réparation du dommage, le bénéficiaire ne devant pas obtenir des dommages intérêts allant au-delà du préjudice souffert.

### **Le cumul des indemnités allouées en cas d'annulation du vol par le règlement européen et par le droit commun**

Le cumul entre le règlement de 2004 et la CM, à première vue, est autorisé.

Le passager peut invoquer cumulativement le bénéfice du système consumériste européen avec les principes issus du droit commun. Le régime européen n'est pas exclusif.

C'est ce qui ressort de l'article 12 § 1° du règlement de 2004 : qui dit s'appliquer sans préjudice du droit d'un



passager à une indemnisation complémentaire. Le passager retardé peut se prévaloir aussi bien du mécanisme consommériste du droit européen que de son droit à indemnité en cas de retard préjudiciel fondé sur un autre fondement juridique, droit commun, voire CM.

Nous avons là une manifestation du pluralisme juridique.

Le règlement européen du 11 février 2004 conformément à ses articles 5 .1.c et 7.1 prévoit que les passagers, victimes d'une annulation de vol reçoivent une indemnisation de 250, 400 ou 600 euros compte tenu de la distance du vol annulé.

Rien n'interdit cependant à ce passager, s'il estime ressentir du fait de l'annulation de vol, un préjudice d'un montant supérieur de recourir à un autre ensemble normatif pour obtenir un supplément de dommages intérêts. Ce passager peut invoquer les dispositions de la CM - certaines jurisprudences voient en effet un retard dans un vol annulé donnant lieu à un acheminement postérieur – ou se prévaloir des dispositions du droit national. Le cumul est donc envisageable. Le règlement européen dans son article 12 le prévoit sans l'interdire. Il le rend possible.

## La jurisprudence

La question d'un éventuel cumul de l'indemnisation due au titre du droit européen en cas d'annulation du vol et de celle issue du droit national a été parfois soulevée en jurisprudence. C'est la question classique de la coordination et de l'harmonisation des solutions issues de différents ensembles normatifs.

Les questions préjudicielles présentées à la CJUE ont fait l'objet de radiation.

[Le Landgericht de Düsseldorf dans une demande de décision préjudicielle avait posé le 2 mai 2018 la question dans une affaire Stefan Neldner c. Eurowings, C-299/18.

Le passager apparemment avait été victime d'une annulation de vol. Il avait refusé, semble-t-il, un réacheminement à la destination finale, il avait été réacheminé à un autre lieu. Il avait exposé des frais de voyage supplémentaires. Il aurait subi des préjudices matériels. À supposer que le droit national lui accorde réparation, le juge allemand demande si l'indemnité accordée en conformité du droit national peut être déduite de l'indemnisation due sur le fondement du règlement européen.

A priori, nous répondrions que le juge allemand peut opérer le retranchement, c'est une faculté que lui offre l'article 12 du règlement, mais qu'il n'y est pas contraint. Le droit de la responsabilité tend à la réparation du préjudice effectivement souffert, et non à l'enrichissement de la victime. Celle-ci ne doit pas s'enrichir. Cet obstacle à un certain cumul suppose qu'il soit admis que l'indemnité due aux termes du règlement européen en cas d'annulation de vol et l'indemnité offerte par un autre ensemble normatif concurrent ou parallèle sont de même nature.

Si la somme d'argent due en cas d'annulation n'a pas la responsabilité civile pour fondement, rien ne devrait interdire au passager de cumuler les avantages accordés par le règlement européen avec les mécanismes plus classiques du droit de la responsabilité civile que lui offre le droit interne.

Radiation le 22 août 2018.

Voir les questions préjudicielles posées à la CJUE par le Bundesgerichtshof, 30 août 2013, dans une affaire Jubin c. EasyJet, C-475/13, au titre du remboursement de frais de voyages supplémentaires exposés à la suite d'une annulation de vol. Radiation le 21 mai 2014.

Et dans une affaire Retzlaff c. EasyJet, C-476/13, annulation de vol, frais de voyages supplémentaires, l'indemnisation prévue par le droit national peut-elle être diminuée de l'indemnisation payée en conformité avec le droit européen ?

Radiation, 21 mai 2014.]

## **Le cumul des indemnités allouées sur le fondement de la Convention de Montréal et de celles accordées par le droit consommériste européen prétorien en cas de retard**

La question n'appelle pas une réponse nette. Il y a incertitude tant que la jurisprudence européenne ne sera pas prononcée avec clarté.

Le cumul semble toutefois admis entre l'indemnisation octroyée sur le fondement de la jurisprudence Sturgeon qui ne constitue qu'un minimum et une autre indemnisation accordée sur le fondement de la convention de Montréal au titre de la réparation du préjudice engendré par le retard ou sur le fondement du droit commun. " L'indemnisation accordée en vertu du présent règlement (de 2004) *peut* être déduite d'une telle indemnisation ".

Si le passager a bénéficié d'une indemnisation accordée par le transporteur sur le fondement du règlement européen de 2004, le montant des dommages-intérêts accordé sur le fondement du droit commun est éventuellement déduit du montant de l'indemnisation, le juge peut opérer une soustraction. Il n'y aurait pas pour lui obligation.

Il faut cependant tenir compte que dans le droit de la responsabilité civile, un principe général interdit à la victime d'obtenir une indemnisation supérieure au dommage effectivement subi. Le mécanisme de la responsabilité civile ne doit pas parvenir à son enrichissement. (Dans des conclusions déposées le 20 juin 2019, affaire C-213/18, l'avocat général, dans sa note 22, admet le cumul de prétentions relevant tant du droit européen que d'autres dispositions, mais il exclut ce qu'il nomme une surcompensation.) Le cumul ne devrait être admis que si on décrochait les solutions européennes des mécanismes du droit de la responsabilité civile pour les fonder sur l'idée d'assurance, d'assistance et de garantie des aléas du transport, comme le fait une jurisprudence audacieuse. Ou voir dans l'octroi d'une somme d'argent au passager une peine infligée au transporteur. Il faudrait détacher les solutions admises sur le fondement du règlement européen du droit de la responsabilité civile pour justifier la possibilité du cumul.

La décision précitée du juge de proximité d'Aulnay-sous-Bois accorde le cumul de l'indemnisation de droit européen et l'indemnité plafonnée prévue par la CM.

[Ces questions-là auraient pu éventuellement recevoir un éclaircissement en provenance d'une décision de la CJUE sollicitée par le Handelsgericht de Vienne, voir la demande de décision préjudicielle du 29 décembre 2014, Stephan Naumann c. Austrian Airlines, C-512/14, JOUE du 16 mars 2015, C 89/11. L'affaire a été radiée, voir supra.]

[Voir également l'affaire Jonathan v. Germanwings, C-74/17, et la demande de décision préjudicielle formée par la juridiction de Düsseldorf le 16 février 2017. Radiation le 28 septembre 2017.]

[Le Landgericht de Francfort sur le Main interroge la CJUE sur la possibilité ou non d'un cumul d'indemnisation. En l'espèce, un tiers avait déjà versé au passager une indemnisation pour retard. Le passager peut-il revendiquer la totalité de l'indemnisation due d'après le droit européen pour retard important ou le versement déjà perçu doit-il être imputé sur le montant de l'indemnisation, 31 juillet 2013, C-431/13. Radiation le 5 juin 2014.

Le règlement de 2004 admet le cumul, semble-t-il à la discrétion du juge, entre l'indemnisation forfaitaire prévue par le droit consommériste européen et une indemnité obtenue sur le fondement de la convention de Montréal.]

[Affaire Jonathan Heintges c. Germanwings, C-74/17, demande de décision préjudicielle du 10 février 2017. Thématique voisine. Radiation le 28 septembre 2017.]

Dans une affaire FZ c. DER Touristik, C-153/19, sur une demande de l'Amtsgericht de Cologne, une ordonnance de la CJ du 28 mai 2020 admet le cumul, pour le client d'un organisateur de voyages victime d'un retard important de vol, entre l'indemnisation due au titre du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 et du droit à réduction du prix du voyage que le voyageur détient contre l'organisateur de voyages prévu par le droit national. Cette dernière indemnisation est accordée pour un préjudice individualisé qui trouve son origine dans l'une des situations prévues à l'article 1° du règlement (refus d'embarquement, annulation de vol, vol retardé). Remarquons que le règlement dit, dans son art. 1°, n'accorder aux passagers que des droits minimum dans ces situations.

## B. La perte ou le retard des bagages, enregistrés ou non

La réparation est limitée à la somme de 1288 DTS, art. 22 § 2, CM.  
1614 euros environ.

Il s'agit là d'un plafond de limitation, le chiffre n'est pas acquis de plein droit et forfaitairement en cas de perte

de bagages.

(Versailles, 21 février 2019, RTD Com. 2019.754 obs. Bernard Bouloc, perte d'un bagage à main mis d'autorité en soute, le plafond d'indemnisation n'est pas une somme forfaitaire.)

Un juge de commerce de Barcelone interroge pourtant sur ce point la CJUE dans une demande de décision préjudicielle du 6 février 2019, SL c. Vueling, affaire C-86/19, JOUE du 13 mai 2019, C 164/19. Le magistrat part d'une perte de valise lors d'un déplacement interne à l'Espagne le 18 septembre 2017 entre Ibiza, correspondance à Barcelone, arrivée à Fuerteventura. Il demande, si la compagnie aérienne doit dans tous les cas de figure indemniser le passager à hauteur de la limite maximale d'indemnisation de 1131 DTS, ou s'il s'agit d'une limite maximale d'indemnisation.

Nous disposons des conclusions de l'avocat général Giovanni Pitruzzella présentées le 11 mars 2020. La limite constitue un plafond d'indemnisation, qui ne saurait être acquis de plein droit et forfaitairement à tout passager en cas de perte de ses bagages.

L'arrêt de la CJUE rendu le 9 juillet 2020 ne fait que reprendre une telle solution, qui est incontestable. L'indemnisation due par le transporteur en cas de perte de bagage ne revêt pas de caractère forfaitaire, la limite des 1000 DTS, devenue 1131 DTS, puis depuis le 28 décembre 2019 1288 DTS, constitue un plafond d'indemnisation. Cette somme n'a pas à être accordée de plein droit au passager victime de la perte de son bagage.

L'arrêt Walz c. Clickair, C-63/09, 6 mai 2010, D. 2010.1762, note Jean-Pierre Tosi, Revue de droit des transports juillet 2010 commentaire 159 par L. Grard, déjà cité, rendu en matière de transport de bagages indique que le chiffre de la CM concerne globalement et cumulativement aussi bien le préjudice matériel que le préjudice moral subis par le voyageur qui perd sa valise dans un transport entre Barcelone et Porto. La victime ne saurait échapper à ce que le transporteur lui oppose la limite de responsabilité, quelle que soit la nature du dommage, matériel ou moral.

La limite de réparation est une limite qui couvre tant le dommage moral que le dommage matériel.

La charge de la preuve

Si on applique les principes traditionnels de la charge de la preuve, le passager demandeur d'indemnité doit établir le contenu des bagages qui ont été égarés et faire la preuve de l'étendue de son préjudice.

Cette question se trouve dans la demande du juge consulaire de Barcelone dans l'espèce relevée supra.

Le juge commercial demande si la limite peut être modérée par le tribunal en fonction des circonstances dans lesquelles la perte s'est produite. Les 1131 DTS ne devant être accordés que si le passager démontre que la valeur des objets et des biens personnels qui se trouvaient à l'intérieur du bagage enregistré, ainsi que ceux qu'il a dû acquérir pour les remplacer atteignait cette limite. À défaut de ces éléments, le juge peut-il également prendre en considération d'autres paramètres, comme le nombre de kg que pesait la valise ou, afin d'évaluer le préjudice moral du passager résultant des inconvénients causés par l'égarement de son bagage, le fait que la perte du bagage a eu lieu lors du voyage aller ou du voyage retour.

L'avocat général cite une décision de la cour, suivant laquelle il appartient au passager, sous le contrôle du juge national, d'établir à suffisance le contenu des bagages égarés.

Il appartient au passager d'avancer les moyens de preuve nécessaires à l'établissement de son préjudice.

Le passager peut présenter des photos, des factures, il peut avoir recours à des témoignages. Le poids du bagage est un élément pouvant être pris en considération. Le poids d'un vêtement ne dit cependant rien de son prix. Il faut s'en remettre à l'appréciation du juge national, les règles nationales ne doivent pas rendre impossible ou excessivement difficile l'exercice du droit d'être indemnisé.

L'arrêt du 9 juillet 2020 reprend les conclusions de l'avocat général.

Il appartient en principe au passager demandeur d'indemnité d'établir le contenu des bagages égarés.

Il faut faire application des dispositions du droit national.

Le passager doit établir les dépenses encourues pour remplacer le contenu des bagages perdus.

Si le passager ne présente aucun élément de preuve, le juge peut tenir compte du poids des bagages ou de la circonstance que la perte s'est produite lors du vol aller ou du vol retour.

Le juge peut ordonner une instruction.

Le montant de l'indemnisation due à un passager doit être déterminé par le juge national conformément aux règles de droit national applicables, notamment en matière de preuve.

Ces règles ne doivent, toutefois, pas être moins favorables que celles concernant les recours similaires de droit interne ni aménagées de manière à rendre en pratique impossible ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par la convention de Montréal.

(Le juge, dans l'évaluation du préjudice, commencera par estimer la valeur de la valise perdue. Quant au contenu du bagage lui-même, il aura recours au vraisemblable. Le responsable n'est tenu que de réparer le préjudice prévisible. Une valise comporte ordinairement des vêtements et des affaires de toilette. Un passager prudent et avisé ne place pas dans une valise des lingots d'or ou des rivières de diamant. Un passager diligent conserve par devers lui les documents les plus précieux et une dame ses bijoux de famille. La déclaration d'intérêt serait à favoriser pour éviter les contentieux a posteriori.)

Le cas particulier de plusieurs voyageurs enregistrant leurs bagages en commun.

Le chef de file ou le chef de famille (sic) procède à l'enregistrement sous son nom de l'ensemble des bagages du groupe familial ou amical. Se pose le problème du calcul de la limite de réparation.

Un renvoi préjudiciel par l'audiencia provincial de Barcelona, 1<sup>o</sup> août 2011, C - 410/11.

Quatre passagers, deux valises, limite : 1131 DTS, ou le double, ou le quadruple ?

L'arrêt du 22 novembre 2012 statue dans cette affaire Espada Sanchez et al. c. Iberia dans le cadre de la perte de deux valises lors d'un transport entre Barcelone et Paris. Les deux valises contiennent les effets du groupe familial. Les passagers, père, mère, deux enfants mineurs, demandent le plafond multiplié par 4. Le transporteur délivre au passager une fiche d'identification pour chaque article de bagage enregistré, la CJUE y voit seulement une mesure d'identification des bagages enregistrés, mais cela ne signifie pas que le droit à indemnisation en cas de perte (et la limitation afférente) vaut uniquement au profit du passager ayant enregistré un ou plusieurs bagages. L'arrêt prend en considération le groupe de personnes voyageant dans le même vol. La CJUE reconnaît un droit à indemnisation non seulement au passager qui a procédé à l'enregistrement de son bagage, mais également au passager dont les objets se trouvaient dans le bagage ayant donné lieu à enregistrement (par le chef de file). Chaque passager peut faire valoir son droit à indemnisation, pour le préjudice lui incombant, dans la limite prévue par la convention. Il doit établir que des effets personnels figuraient dans les bagages enregistrés par le chef de famille ou le chef du groupe.

La CJUE autorise le juge national à tenir compte des circonstances, que les passagers sont membres d'une même famille, ont acheté leurs billets ensemble ou se sont enregistrés au même moment.

La CM envisage un voyageur solitaire, il est bon que la jurisprudence prenne en considération les vols, familiaux ou non, à deux ou à plusieurs.

Chaque membre de la famille, même s'il n'a pas personnellement procédé à l'enregistrement, a qualité pour agir et demander réparation, du moment qu'il établit que des objets lui appartenant personnellement se trouvaient au nombre des effets perdus. Chaque membre de la famille a droit à indemnisation de son préjudice personnel, dans la limite du plafond inscrit dans la Convention.

C'est la solution la plus favorable aux intérêts des voyageurs consommateurs qui est retenue. Même si chaque demandeur doit établir le contenu, c'est à dire la nature et la valeur des objets égarés, et doit prouver, du moment qu'il n'est pas l'auteur de l'enregistrement, que les bagages enregistrés contenaient des effets lui appartenant personnellement. Preuve absolue qu'il est quasiment impossible de faire, si on fait preuve de rigueur. On peut penser que le juge du fait s'en tiendra à la vraisemblance et retiendra une évaluation forfaitaire des vêtements et autres objets qu'une famille lambda emporte pour faire un séjour à Paris.

(M. Correia dans sa thèse, n<sup>o</sup> 679, égratigne la solution donnée par la Cour de Justice.)

(La solution favorise le groupage des bagages. La solution littéraliste aurait conduit les voyageurs informés à scinder les enregistrements.)

La déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par le passager au moment de la remise des bagages enregistrés au transporteur et moyennant l'éventuel paiement d'un supplément.

[L'article 3 bis du règlement n<sup>o</sup> 2027/97 modifié par le règlement du 13 mai 2002 donne des directives pour le calcul de ce supplément, celui-ci est basé sur un tarif qui est fonction des coûts supplémentaires entraînés par le transport et l'assurance des bagages concernés, en plus de ceux supportés pour les bagages évalués à concurrence de la limite de responsabilité.

Les passagers peuvent demander communication de ce tarif.]

Le transporteur doit en principe, en cas de sinistre, payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée.

À moins qu'il prouve que la somme qui avait été déclarée était supérieure à l'intérêt réel du passager à la livraison.

### C. La perte ou le retard des marchandises

(Le transport interne de fret limité à la France relevait dans l'opinion commune de la CV, la limite de réparation était fixée, sur le fondement du protocole de La Haye modifiant la CV, à 250 francs or par kg, Colmar, 15 avril 2015, BTL 2015.287, l'arrêt concerne un retard, il écarte les conditions générales de DHL et fait prévaloir l'antique droit uniforme, qui relève de l'ordre public de protection.)

La réparation est limitée dans le système de la convention de Montréal à la somme de 22 DTS par kilogramme, article 22 § 3.  
Environ 27,58 euros.

Il ne semble plus possible de justifier l'existence de cette limite de réparation en faisant appel aux dangers et aux risques de la navigation aérienne. L'immense majorité des espèces concernent des pertes dues à une mauvaise organisation de l'entreprise de transport ou à un conditionnement inadéquat. Les avions faisant du transport de fret ne s'écrasent pas tous les jours. Le système juridique procède en réalité à un partage de la prise en charge de l'indemnisation. Le transporteur répond seulement d'une partie du dommage, l'expéditeur s'il expédie des marchandises de valeur se doit d'avoir recours pour le surplus à l'assurance. Le calcul du montant du fret est fixé à due concurrence.

Aix en Provence, 13 mars 2014, Revue droit transports, juillet 2014, commentaire 48 par Ph. Delebecque, (perte de 86 kg de poissons tropicaux en provenance de la Malaisie, montant de la réparation 86 kg x 17 DTS, réformant le jugement rendu en 1<sup>o</sup> instance accordant une somme supérieure égale au prix d'achat des poissons crevés)

Lyon, 27 février 2020, retard d'un colis de 500 grammes, la cour accorde au destinataire la somme de 9,5 DTS, à convertir en euros. La limite de réparation était alors de 19 DTS par kg. 22 DTS depuis la fin décembre 2019. D'où l'intérêt de recourir à l'assurance si le colis est de valeur.

Les conditions générales de transport excluent généralement la réparation des préjudices indirects ou par ricochet. Cette clause serait invalide : Cour de cassation 7 juillet 1998, n° 96-14477.

La déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par le passager ou l'expéditeur au moment de la remise des bagages enregistrés ou du colis au transporteur

En cas de sinistre, l'expéditeur subit un double dommage : la marchandise est perdue ou avariée, il a payé pour rien le prix du transport. Un arrêt de la chambre commerciale, 8 janvier 1985, JCP 1985. II. 20500, note Vincent G., sévère pour les chargeurs, a estimé qu'entrent dans le plafond tous les chefs de préjudice indemnisables, y compris le prix du transport. (La jurisprudence américaine est semblable, voir la thèse de M. Laurent Chassot, note 956). Le prix, c'est un élément du préjudice résultant de l'inexécution du contrat. Un arrêt subséquent de la Cour de cassation amorce une évolution, 1<sup>o</sup> Civile 14 juin 2007, n° 05-20614, un retard de passagers, les dommages-intérêts sont refusés, preuve étant faite de la due diligence ; il est précisé que le voyageur n'avait pas demandé le remboursement du prix du billet. Il aurait peut-être pu a contrario l'obtenir en tout ou en partie.

### § II. L'éviction du plafond de réparation et le retour à la réparation intégrale

#### Article 22 § 5 CM

La limitation de réparation était générale dans le système de la CV, elle n'existe plus formellement avec la CM en ce qui concerne la mort ou la lésion corporelle. Elle subsiste pour les autres types de dommages. La réparation est limitée. D'où l'intérêt de la faire écarter dans certaines circonstances.

#### A. Retard des passagers

La limite de réparation de 5346 DTS inscrite dans la convention de Montréal est écartée en cas de dol, qui est l'intention de provoquer un dommage.

Les auteurs évoquent le vol annulé à raison d'un insuffisant taux de remplissage de l'avion. Supposons que le client soit acheminé sur un vol ultérieur. Admettons, ce que nous contestons, qu'il y ait alors retard au sens de la CM. Le transporteur peut-il alors se prévaloir de la limite de réparation ? Il y a en l'occurrence chez le transporteur l'intention de ne pas exécuter le contrat. Il y a faute lucrative. Le dommage est intentionnel. Le transporteur cause un désagrément au voyageur. On peut soutenir que le passager a droit à une réparation intégrale.

La limite saute également en cas de faute dite inexcusable. Une telle faute se situe dans l'échelle des fautes entre la faute dolosive et la faute lourde. Il s'agit d'un acte fait témérement et avec conscience qu'un dommage en résultera probablement.

La Cour de cassation donne une définition abstraite de la faute inexcusable : il n'est pas indispensable d'établir que le transporteur a eu la conscience subjective de la probabilité du dommage, il suffit d'établir que le bon transporteur (transposition du *bonus pater familias* ou de la *bona mater familias*) aurait eu dans de telles circonstances la conscience de cette probabilité.

Cette interprétation donnée en France sous l'empire de la CV pour faire sauter le plafond de réparation en matière d'accident corporel et favoriser les victimes n'est pas retenue en Belgique, voir Naveau, Godefroid et Frühling, n° 226.

(En droit terrestre, la jurisprudence voit, dans la faute inexcusable, une faute délibérée impliquant la conscience de la probabilité du dommage et son acceptation téméraire sans raison valable, Com. 18 novembre 2014, Dalloz 2015.1296 obs. H. Kenfack)

#### B. La mise à l'écart de la limite de réparation en cas de perte ou de retard des bagages

Les solutions sont identiques : la réparation redevient intégrale en cas de dol ou de faute inexcusable du transporteur ou de ses préposés.

Dans un arrêt du 3 juin 2021, n° 18/03706, la cour d'Aix en Provence écarte dans un transport entre Lyon et Nice effectué par HOP la limite de réparation à raison d'une faute inexcusable commise par le personnel et condamne le transporteur à réparation intégrale. Le matériel endommagé est un fauteuil roulant à l'usage du passager handicapé, il est traité comme un bagage. Le fauteuil roulant a été remis à l'arrivée au passager avec un châssis et un dossier tordus le rendant inutilisable. Les préposés n'ont pris aucune précaution pour manipuler ce type de bagage, ils ne pouvaient ignorer les conséquences de leurs agissements.

#### C. La perte ou le retard des marchandises

. Dans le système de la CV, la limite de réparation saute en cas de faute inexcusable du transporteur ou de ses agents, a fortiori en cas de faute dolosive :

Lyon, 11 avril 2013, BTL 2013.3460, transport de meubles entre Tunis et Clermont Ferrand, vol dans les hangars de l'agent de handling, les voleurs étaient rentrés sans effraction, la porte était restée ouverte, les superviseurs du site dormaient alors qu'ils avaient été contactés par le centre de télésurveillance. Entre transporteurs et agents de handling, il existe un accord IATA de renonciation à recours et de garantie réciproque, qui ne joue pas en cas de grave négligence.

. La CM établit en matière de transport de fret le caractère infranchissable du plafond de réparation, elle refuse en ce cas toute possibilité pour la victime de revenir à la réparation intégrale.

Certains auteurs prônent cependant un tempérament.

Ils préconisent de tenir compte des principes supérieurs de l'ordre juridique, la CM n'est pas en soi un système juridique clos étranger à l'influence des grands principes des nations civilisées (sic), nombre de commentateurs suggéreraient qu'on puisse faire appel à la maxime « *Dolus omnia corrumpit* » pour opérer un retour à la réparation intégrale en cas de faute dolosive perpétrée par le transporteur ou par ses agents.

En ce sens :

Labarthe et Noblot, Le contrat d'entreprise, Traité des contrats, LGDJ, 2008, n° 693

Ph. Delebecque, Absence de soins vis-à-vis de la marchandise, Revue droit des transports oct. 2011, commentaire 161.

Voir les obs. de Marie Tilche, BTL 2013.627

Ph. Delebecque, Revue droit transports, janvier 2014, commentaire 13

Cette doctrine estimait que la limite de réparation devait être cependant maintenue en cas de faute lourde et même de faute inexcusable, où le dol est absent et où il y a seulement une énorme bêtise humaine.

Contra tr. commerce Nanterre, 23 mai 2012, BTL 2012.360

La jurisprudence française ne semble pas avoir été inspirée par ce courant doctrinal.

La Cour de cassation, probablement sollicitée par l'avocat aux conseils pour obtenir une interprétation autorisée, n'est pas entrée dans cette voie. En l'espèce, on ne pouvait plaider que l'incidence de la faute inexcusable.

L'arrêt vise également le dol, mais il ne s'agit de la part de la cour que d'un obiter dictum.

Dans cet arrêt du 30 juin 2015, Bull., n° 13-28846, RFDA 2015.272 obs. Ph. D., RTD Com. 2015.617 obs.

Philippe Delebecque et 2015.741 obs. Bernard Bouloc,

la chambre commerciale, dans un transport de produits pharmaceutiques entre la France et le Canada, alors que l'expéditeur Mérieux faisait valoir l'adage selon lequel le dol échappe à toutes les règles, s'en tient à une analyse littérale de la disposition de l'article 22 CM. L'acte du transporteur aérien fait avec l'intention de provoquer un dommage n'a pas pour effet d'exclure l'application des limites d'indemnisation prévues par l'article 22 pour la réparation des dommages subis par des marchandises transportées par voie aérienne. Le dol (et à plus forte raison la faute inexcusable) du transporteur aérien de marchandises ne permettent pas de mettre à sa charge la réparation intégrale du préjudice.

L'exclusivisme varsovien - montréalais est satisfait.

La CJUE, au cas où elle viendrait à être saisie et si sa compétence interprétative en matière d'acte mixte était admise, statuerait peut-être différemment.

La Cour de cassation n'est pas non plus liée, à l'avenir, par cette simple affirmation étrangère à la cause. Il n'y a même pas précédent.

Un arrêt de la cour de Lyon rendu le 27 février 2020 donne une solution mieux venue. Il maintient la limite de réparation de (19) DTS dans l'hypothèse d'un colis de 500 grammes livré avec retard en l'absence de toute faute délibérée du transporteur. Donc a contrario ...

Sous-Section III. La réparation dans le cadre d'une demande d'indemnisation complémentaire en cas de refus d'embarquement ou d'une annulation de vol

Nous avons déjà évoqué supra cette question à propos d'un éventuel cumul entre une indemnisation octroyée sur le fondement de la Convention de Montréal, sur le fondement du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004 et sur celui du droit national.

Nous envisageons ici la question à l'état pur.

Le voyageur a été victime d'un refus d'embarquement ou d'une annulation de vol.

Il ne peut pas obtenir de dommages intérêts pour compenser son préjudice en se prévalant de la convention de Montréal. Celle-ci traite du préjudice lié au retard, mais elle ne prévoit pas de règle en matière de refus d'embarquement ou d'annulation de vol. La convention de droit uniforme n'a pas légiféré dans ces deux hypothèses.

Le droit européen envisage en revanche ces deux hypothèses, il accorde une indemnisation au passager refusé à l'embarquement ou exposé à une annulation de vol.

Supposons qu'il n'ait pas perçu pour des raisons diverses cette indemnisation ou qu'il ne l'ait même pas demandée.

Le règlement européen n'a pas eu la prétention d'édicter des règles se suffisant à elles-mêmes.

À côté de l'indemnisation de matrice européenne, il fait place à une indemnisation qu'il déclare dédaigneusement comme complémentaire.

La jurisprudence considère que cette indemnisation indépendante de l'application du règlement européen est soumise au droit national.

Ce droit national peut se trouver être le droit français.

Le juge statuera en matière de responsabilité contractuelle. Le transporteur aérien avait pris l'engagement de déplacer un passager. Le jour du départ, le passager se trouve refoulé ou le vol est annulé.

Le passager peut éprouver un préjudice plus ou moins important : il ne peut pas se présenter à un examen, il manque un séjour touristique dans un pays lointain, il ne peut pas mener une négociation d'affaires qui se révélait prometteuse.

Le hic, c'est qu'en droit français la réparation ne porte que sur le préjudice qui était prévisible le jour de la conclusion du contrat.

On trouve ce point dans la demande de décision préjudicielle posée à la Cour de Justice par la cour d'Amiens le 27 mars 2023. Affaire C-194/23, Air France.

Dans cette espèce, les voyageurs, à raison de la grève du personnel d'Air France et de l'annulation du vol prévu entre Paris et l'île Maurice, n'ont pu effectuer leur séjour touristique dans l'Océan Indien. Des nuits d'hôtel avaient été réservées et payées d'avance, un billet entre Maurice et Rodrigues avait été payé.

Le débiteur est condamné au paiement de dommages-intérêts à raison de l'inexécution de l'obligation, cf. article 1231-1 du code civil.

Les dommages et intérêts dus au créancier sont, en général, de la perte qu'il a faite, cf. art. 1231-2 du code civil. Le débiteur n'est tenu que des dommages et intérêts qui ont été prévus ou qui pouvaient être prévus lors de la conclusion du contrat ..., cf. art. 1231-3 du code civil.

La compagnie Air France en s'engageant à effectuer le vol entre la France et l'île Maurice en partage de code avec Air Mauritius prévoyait-elle que si le vol était annulé elle devrait, sa responsabilité étant engagée, rembourser des dépenses hôtelières financées en vain par des passagers contraints de demeurer en France ? Un tel préjudice était-il prévisible ?

La cour de renvoi semble désireuse d'écarter la solution du droit français tenant la non réparation des dommages imprévisibles. Par le fait même, elle s'écarte de la solution habituellement retenue soumettant au droit national la demande d' »indemnisation complémentaire ».

## Section IV. L'obtention de la réparation

L'indemnisation peut s'effectuer à l'amiable, par un recours à une médiation ou sur une base transactionnelle, sinon s'ouvre la marche vers le procès, avec son coût, sa lenteur, son incertitude.

Sous - Section I. La phase précontentieuse, para- ou extra-contentieuse

Le rôle des tribunaux est encombré, plusieurs techniques sont envisageables pour obtenir réparation sans avoir forcément recours aux juridictions étatiques.



Dans d'autres hypothèses, il existe un préalable à l'action en justice, le voyageur ou l'expéditeur doit émettre une protestation si ses bagages sont avariés ou retardés ou si les marchandises subissent un sort identique.

D'autres mécanismes, étrangers au droit classique de la responsabilité civile, permettent sous certaines conditions au passager d'obtenir une réparation totale ou partielle.

§ I. La solution du différend sans avoir recours à la saisine de la justice étatique

- A. La fonction protectrice exercée par les ONA, (NEB), en faveur des passagers victimes d'un refus d'embarquement, d'une annulation du vol ou d'un retard

L'idéal

Lorsque le transporteur, en présence d'un incident pris en considération par la réglementation européenne, accomplit les obligations de faire mises à sa charge, le droit atteint ses objectifs. Le transporteur a procuré des vivres et des boissons au passager en attente, il lui a offert l'hôtel, il a payé spontanément l'indemnisation due en fonction de la lettre du règlement de 2004 ou découverte par la jurisprudence de la Cour de justice. La norme juridique a été fidèlement observée par les sujets de droit.

Les contestations

Il est possible que des désaccords surgissent en cas d'incident entre le transporteur et son client. Celui-ci prétend, sur le champ ou a posteriori, à tort ou à raison, que le transporteur aérien n'a pas accompli les obligations mises à sa charge par le règlement communautaire. Il proteste, il conteste, en bénéficiant éventuellement de l'assistance d'une association de consommateurs. Il n'a pas perçu l'indemnisation à laquelle il prétend avoir droit, il n'a pas reçu l'assistance prévue par le règlement européen, on ne lui a pas proposé un réacheminement, on ne lui a pas remboursé le billet, on ne lui a pas accordé la restauration et les nuitées ...

Quelles sont les sanctions encourues par le transporteur désinvolte ?

Le passager dispose de deux possibilités concurrentes : il peut recourir à l'autorité administrative pour tenter d'obtenir satisfaction, il peut faire condamner le transporteur par la juridiction civile à l'indemniser au titre de l'inexécution d'une obligation légale.

*La voie administrative*

Les États européens ont l'obligation de constituer des organismes ayant pour fonction de faire appliquer la réglementation européenne. Art. 16 du règlement n° 261/2004.

Chaque État européen doit désigner un organisme chargé de l'application du règlement du 11 février 2004. On parle des ONA, ce sigle désigne les "organismes nationaux chargés de l'application" (du règlement). Les ONA deviennent en anglais les NEB, "National Enforcement Bodies".

"Cet organisme prend les mesures nécessaires au respect des droits des passagers", art. 16 paragraphe 1. La formule est à la fois générale et elliptique.

Cet organisme national assume une fonction générale de veiller à l'application du règlement européen. Il vérifie si les transporteurs dans leur globalité appliquent correctement le droit européen.

Chaque organisme national chargé de l'application du règlement a une compétence territoriale, il est compétent pour traiter des vols **au départ** des aéroports relevant de son État, ainsi que des vols à destination de ses aéroports nationaux en provenance d'États tiers, donc étrangers à l'Union. Art. 16 § 1° du règlement.

Le règlement élargit la compétence, mais uniquement en ce qui concerne la compétence de réception des plaintes.

L'ONA désigné par chaque État pour faire appliquer le règlement et prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des droits des passagers, ou tout autre organisme désigné par un État membre, reçoit les plaintes, les réclamations émanant de passagers faisant état d'un manquement à la réglementation européenne.

« Tout passager peut saisir tout organisme désigné en application du paragraphe 1, ou tout autre organisme compétent désigné par un État membre, d'une plainte concernant une violation du présent règlement survenue dans tout aéroport situé sur le territoire d'un État membre ou concernant tout vol à destination d'un aéroport

situé sur ce territoire et provenant d'un pays tiers. » Art. 16 § 2 du règlement de 2004.

Ces organismes ont en fait des pratiques légèrement différentes selon les États.

Sarah Jane Fox et Luis Martin-Domingo, *EU Enforcement Mechanisms Passenger Rights and EC Regulation 261/2004*, *Annales de droit aérien et spatial*, 2018, volume XLIII, McGill, p. 167

## La France

Quelle mission remplit en pratique le bureau des passagers ?

Nous sommes dans l'ignorance, existe-t-il, indépendamment du règlement communautaire, un arrêté spécifiant la mission de l'ONA français ? une note de service ? Il y a eu au moins un texte par lequel la France a désigné le bureau des passagers comme l'organisme français chargé de prendre les mesures pour assurer le respect des droits des passagers.

Cet organisme semble s'entremettre entre la victime du retard et le transporteur aérien effectif, il décerne des amendes administratives à l'encontre des transporteurs méconnaissant durablement la réglementation européenne, mais il s'abstient d'ordonner impérativement au transporteur d'indemniser le passager retardé.

. L'examen de la réclamation par le bureau des passagers

Il existe au sein de la DGAC et dépendant de la DTA le Bureau des passagers aériens, situé dans le XV<sup>e</sup> arrondissement, au Nord d'Issy les Moulineaux, qui exerce en fait, apparemment, dans un premier temps une mission bons offices. Les victimes sont invitées à faire une réclamation dans un premier temps auprès du transporteur. Le passager qui s'estime victime confie, éventuellement par voie électronique, en cas d'échec de la réclamation, l'affaire à l'instance administrative. Celle-ci remplit, semble-t-il, une mission de médiation et de conciliation.

. L'incompétence du bureau de passagers pour ordonner au transporteur auteur du retard prolongé ou de l'annulation de vol de payer au passager retardé ou au vol annulé l'indemnisation prévue par le règlement ou en jurisprudence

Le bureau des passagers ne prononce pas de décision de condamnation dans les cas particuliers. Le passager insatisfait doit, dans l'interprétation actuellement en vigueur, s'adresser à la juridiction civile pour l'obtention d'une indemnisation.

(L'État entend désengorger le rôle des juridictions. Lorsque la demande en justice est de 5000 euros ou moins, le demandeur doit au préalable recourir à la médiation ou un conciliateur de justice, sous peine de voir sa demande déclarée irrecevable par le tribunal judiciaire, art. 750-1 CPC. Il y a le risque que le tribunal considère que le bureau des passagers n'est ni un médiateur, ni un conciliateur. Une telle appréciation serait cependant néfaste pour les intérêts des passagers retardés et contribuerait à déprécier la mission de l'ONA. Il serait souhaitable que les juridictions ne s'en tiennent pas à une interprétation étroitement textuelle et considèrent que le passager retardé ayant fait une démarche, restée infructueuse, auprès de l'ONA, a été diligent et qu'il ne mérite pas de voir sa demande frappée d'irrecevabilité. Une déclaration du ministre de la Justice ou du ministre des Transports sur ce point serait la bienvenue. Une interprétation trop rigoriste méconnaîtrait l'esprit du règlement du 11 février 2004, or un règlement européen a une valeur supérieure à une règle interne d'origine réglementaire. L'article 4 de la loi de modernisation de la justice du 18 novembre 2016, modifiée par une loi du 22 décembre 2021, qui est donc toujours de droit positif, prévoit la même règle dans des termes voisins de ceux utilisés par le CPC, il exclut l'irrecevabilité de la demande, même si le demandeur n'a pas eu recours à la conciliation ou à la médiation, du moment que cette absence de recours est justifiée par un motif légitime. Si le passager victime d'une annulation de vol ou d'un retard supérieur à 3 h a saisi le bureau des passagers et que cette démarche a tourné court, on peut souhaiter que le tribunal judiciaire y voit un motif légitime. Saisir le bureau des passagers est une démarche analogue à la saisine d'un conciliateur de justice.

Le site du Bureau des passagers fait référence, et incite ainsi discrètement le passager retardé ou au vol annulé d'avoir recours à la médiation tourisme et voyages)

(On aurait pu songer à interpréter différemment l'article 16 du règlement n° 261/2004 en considérant que tout organisme chargé de l'application du règlement était habilité à sanctionner civilement le transporteur refusant d'accorder au passager au vol annulé ou victime d'un refus d'embarquement le forfait réglementaire.

Cf. les explications, lors du colloque de Valenciennes, de Mme Bon-Garcin, op. cit., p. 44.

L'organisme prend les mesures nécessaires au respect des droits des passagers. Tout passager peut saisir tout

organisme d'une plainte concernant une violation du règlement. Indique l'article 16.

L'article 16 pris à la lettre ne dit rien de la nature de l'organisme, il reste dans le vague, on aurait pu considérer que tout ONA, qui n'est pourtant pas un organe juridictionnel, est par nature doté d'attributions sanctionnatrices dans les contestations entre transporteurs et passagers.

La solution qui a prévalu jusqu'à maintenant en France a consisté à limiter la fonction de l'organisme institué à l'échelon national et à maintenir la compétence judiciaire exclusive quant à l'indemnisation. Le considérant 22 réserve en effet la possibilité pour les passagers de demander réparation auprès des tribunaux. Les organismes de l'article 16, interprété au regard du considérant, ne pouvaient alors être que des instances de contrôle à caractère non juridictionnel.)

L'avocat général Jean Richard de la Tour, dans ses conclusions déposées devant la CJ le 28 avril 2022 dans l'affaire C-597/2, note 44, confirme la solution. Pour la République française, la DGAC n'assure pas de suivi individualisé des signalements qui lui sont adressés, son action est indépendante du traitement des demandes individuelles d'indemnisation auprès des transporteurs aériens, les passagers doivent à cette fin saisir le tribunal compétent ou l'organisme de règlement extrajudiciaire des litiges.

. La répression administrative à l'encontre des transporteurs bafouant la réglementation européenne

Si cette mission échoue en dépit du bien-fondé de la réclamation émanant du plaignant, le transporteur qui résiste indûment s'expose au prononcé à son encontre d'une sanction pécuniaire. L'Administration possède en effet un pouvoir de sanction pécuniaire à l'encontre des transporteurs méconnaissant les droits légitimes des passagers. Une amende administrative peut être prononcée, sur le fondement de l'article R. 6432-4, 2°, CT, par le ministre de l'Aviation civile en cas de méconnaissance des dispositions du règlement.

La procédure prévoit dans un premier temps l'intervention du collège spécialisé de la commission administrative de l'aviation civile, dans sa formation Passagers, composée d'un représentant de l'État, des professionnels et des passagers. Un rapporteur instruit l'affaire, les personnes concernées ont connaissance du dossier ainsi que du rapport, les personnes mises en cause comparaissent devant la commission. La commission émet un avis qui est communiqué au ministre.

Le ministre chargé de l'aviation civile prend sa décision, il peut décerner une amende, sa décision est motivée. Il ne lui est pas imposé de joindre l'avis de la commission à la décision de sanction.

L'amende administrative est d'un montant maximum de 7500 euros pour chaque manquement imputable à une personne morale. Le montant maximum est doublé en cas de récidive dans un délai inférieur à un an. Article R. 6432-6 CT.

Le ministre a pris, entre octobre 2008 et octobre 2009, neuf décisions de sanctions avec amende, total des amendes prononcées 106 650 euros, sont relevés des manquements à l'obligation d'indemnisation, à l'obligation de rembourser le billet, à l'obligation de réacheminement, à l'obligation de prise en charge. M. Patrick Lansman, chef à la DGAC de la mission de protection des droits des passagers, venu à Toulouse le 22 janvier 2015 faire à la Faculté de droit une communication sur le règlement européen de 2004 et sa révision, avait indiqué que la sanction maximum prononcée contre une compagnie avait été de 500 000 euros.

Le contrevenant a la possibilité de former un recours de pleine juridiction.

CAA Paris, 10 février 2014, n° 12PA03835 : le ministre avait infligé en mai 2010, sur avis de la commission administrative de l'aviation civile, une amende administrative de 75 000 euros à la compagnie EasyJet pour ne pas avoir indemnisé 20 passagers à la suite de l'annulation de 8 vols (sur 49 réclamations). Le tribunal administratif de Paris a rejeté la demande d'annulation de la décision ministérielle. La cour d'appel a rejeté la requête de la compagnie demandant l'annulation de la décision ministérielle. Le manquement avait été constaté par une dame, appartenant aux corps des fonctionnaires de l'aviation civile, signataire du procès-verbal, commissionnée et assermentée à cet effet.

Autre espèce. Une amende de 30 000 euros avait été infligée par le ministre à la société Ryanair pour ne pas avoir indemnisé quatre voyageurs, victimes d'une annulation d'un vol Beauvais-Dublin le 16 août 2008. Le tribunal administratif avait annulé la décision ministérielle le 10 mai 2012. La cour administrative d'appel de Paris, dans un arrêt du 3 mars 2014, n° 12PA02993, avait rejeté le recours formé par le ministre de l'Écologie. Le Conseil d'État, 27 février 2015, Lebon, n° 380249, a annulé les décisions du tribunal administratif et de la cour d'appel. La sanction pécuniaire prononcée par le ministre va pouvoir développer ses effets.

CAA Paris, 13 juin 2017, n° 16PA00643 : le ministre avait en 2014 infligé 6 amendes d'un montant total de 12 000 euros à la compagnie Air Algérie, un vol Orly - Oran avait été retardé de 9 h 30 en 2011 et trois passagers

avaient été déclassés, ils n'avaient pas obtenu, dans les 7 jours, 30 % du prix du billet. La compagnie n'obtient pas la levée de la sanction administrative.

[Le transporteur doit, en cas d'un retard de plus de 3 heures à destination finale, indemniser le passager. On aurait pu se demander à titre spéculatif si le ministre pouvait décerner une sanction administrative à l'encontre d'une entreprise de transport qui ne méconnaît pas la lettre du règlement européen de 2004, mais seulement une jurisprudence intervenue, comme le reconnaissent la plupart des commentateurs, contre la lettre de la loi européenne et en contradiction avec l'exclusivisme attribué à la convention de Montréal. Est-ce conforme au principe strict de la légalité criminelle ? Les amendes administratives n'ont certes pas le caractère de sanction pénale, même si le principe de légalité des peines s'applique. C'est un moyen qu'aurait pu tenter de faire valoir la compagnie poursuivie, même s'il avait peu de chance d'être accueilli. La jurisprudence nationale confère une portée normative aux interprétations des règlements européens données par la Cour de Justice, elle fait appliquer le règlement tel qu'il est lu à Luxembourg, fut-ce avec des lunettes déformantes.

M. Xavier Delpech donne au *Juris tourisme* 2019, n° 216, p. 11, le résumé d'un arrêt de la cour administrative d'appel de Paris du 13 novembre 2018. Le ministre avait infligé à la compagnie du Kenya deux amendes administratives d'un montant total de 15 000 euros pour refus d'indemniser du retard des passagers de la ligne Paris / Nairobi. La cour considère que le requérant n'est pas fondé à soutenir que la décision du ministre serait intervenue en méconnaissance des principes de légalité des délits et de peines et d'interprétation stricte du droit pénal.

On notera cependant que, si on croyait son site, l'OFAC suisse refuse de décerner à raison de l'absence de base légale une amende si la compagnie refuse de payer à un passager retardé l'indemnisation prévue par la jurisprudence Sturgeon.]

#### Les pratiques des autres États membres de l'Union

L'approche française de la mission de l'ONA n'est pas forcément suivie dans tous les autres États membres.

[L'autorité responsable en Suisse est l'OFAC, office fédéral de l'aviation civile. Le passager insatisfait de la réponse de la compagnie s'adresse à l'OFAC qui contacte la compagnie. L'OFAC est réticent envers les agences de réclamation et autres agences de recouvrement. Le site internet donne un formulaire de dénonciation.]

Le dispositif en vigueur aux Pays Bas est sensiblement différent de celui existant en France. C'est le secrétaire d'État aux infrastructures et à l'environnement qui est l'organisme national. Il peut prendre des mesures coercitives si un transporteur méconnaît systématiquement la législation européenne sur le retard et les annulations de vol.

La législation locale prévoit, paraît-il, que l'autorité indemnise aux frais du trésor public le passager, quitte à se retourner contre le transporteur. Nos sources sont en ce domaine déficientes, voir les conclusions de l'avocat général Bot.

[Un tribunal d'Amsterdam en date du 14 mai 2012 avait formé, C-227/12, une question préjudicielle auprès de la Cour de Justice concernant les facultés et les pouvoirs du secrétaire d'État aux infrastructures et à l'environnement. L'affaire oppose la KLM, l'agence TUI et ce ministère néerlandais. Il semble qu'en l'espèce le transporteur n'avait pas versé à un passager l'indemnité due en cas de retard. Le tribunal demande si l'autorité publique doit agir alors que le passager bénéficie d'une action en indemnisation contre le transporteur sur le fondement de la convention de Montréal. L'autorité publique doit-elle prendre une décision sous peine d'astreinte ? Le problème est délicat puisqu'il faut combiner les solutions issues de la CM, celles découlant du règlement européen donnant des pouvoirs et des obligations à l'instance nationale chargée de faire appliquer le règlement et les solutions prises par le droit national qui peuvent varier selon l'État européen considéré. L'affaire a été radiée le 23 avril 2013.]

Le Raad van State (Conseil d'État) a formé le 26 mars 2015 dans deux affaires distinctes, C-145/15, Ruijsenaars, et C-146/15, J.H. Dees-Erf, JOUE du 15 juin 2015, une demande identique de décision préjudicielle. Cette haute instance néerlandaise demande si les autorités nationales ont l'obligation d'imposer ou non à l'organisme national de prendre des mesures coercitives administratives, afin de garantir le droit d'un passager à obtenir dans chaque cas individuel une indemnisation, alors que le droit néerlandais permet aux passagers de faire valoir devant les juridictions civiles les droits que leur confère le règlement n° 261/2004.

Les conclusions de l'avocat général Bot ont été publiées le 14 janvier 2016. L'avocat général estime que l'organisme national saisi d'une plainte individuelle d'un passager aérien peut ne pas prendre des mesures coercitives à l'encontre du transporteur pour le contraindre à verser l'indemnisation qui serait due au passager. L'avocat général Yves Bot estime que l'organisme national a comme mission première de veiller à l'application du règlement. Il défend les intérêts collectifs des passagers aériens.

Cet organisme peut également être chargé d'examiner les plaintes individuelles des passagers.

L'avocat général estime que l'organisme national n'a pas alors le pouvoir d'utiliser des moyens coercitifs pour forcer un transporteur à indemniser un passager.

La CJUE a rendu son arrêt le 17 mars 2016, *Juris tourisme 2016*, n° 186, p. 11 obs. X.D. La décision estime que l'Organisme, saisi d'une plainte individuelle, le transporteur refusant de verser l'indemnité en cas de retard de plus de trois heures, n'est pas tenu d'adopter des mesures coercitives à l'encontre de ce transporteur visant à le contraindre à verser cette indemnité.

L'arrêt, finalement, distingue le général et le cas individuel.

L'organisme désigné exerce la mission générale, d'ordre politique, de faire respecter les solutions résultant du règlement n° 261/2004. Il exerce une mission de surveillance générale. Les plaintes formées par les passagers ont la valeur de signalements.

Mais l'organisme ne se voit pas imposer d'agir à la suite de telles plaintes pour garantir les droits individuels de chaque passager.

Les États disposent d'une certaine marge de manœuvre, les États peuvent habilitier l'organisme à adopter des mesures faisant suite aux plaintes individuelles, indique l'arrêt.

La cour ajoute que les dispositions du règlement peuvent être invoquées devant les juridictions nationales dans un litige entre particuliers, les passagers aériens se voient garantir une protection juridictionnelle effective.

La voie de la sanction administrative n'est pas exclusive, les particuliers peuvent s'adresser aux tribunaux pour valoir leurs droits.

Le débat reprend, à propos des pouvoirs des ONA dans les litiges individuels, à l'initiative de la Cour de Budapest Capitale, qui adresse le 27 octobre 2020, une question préjudicielle à la CJUE, affaire C-597/20, *LOT c. Budapest Főváros Kormányhivatala* (l'autorité de protection des consommateurs en Hongrie).

La cour, siégeant en matière administrative, demande si l'article 16 du règlement n° 261/2004 doit être interprété comme signifiant qu'un organisme national chargé de l'application du règlement saisi de plaintes individuelles de la part de passagers ne peut pas obliger le transporteur aérien concerné à accorder l'indemnisation due aux passagers en vertu du règlement.

Le point de départ de l'affaire concerne un vol le 22 septembre 2019 entre New York et Budapest assuré par la compagnie polonaise LOT, ce vol connaissant un retard de plus de 3 heures. Des passagers se sont adressés à l'autorité de protection des consommateurs, afin qu'elle prescrive au transporteur aérien de payer l'indemnité prévue par le règlement.

L'autorité hongroise de protection des consommateurs a constaté que le transporteur avait enfreint la réglementation communautaire et elle a sommé la compagnie de payer aux passagers une indemnité de 600 euros par personne. Elle lui a également prescrit pour l'avenir de verser l'indemnité à tout passager introduisant une plainte dans l'hypothèse où le retard ou l'annulation de vol serait dû à une circonstance autre qu'extraordinaire. Cette autorité, chargée d'après la loi hongroise de l'application du règlement, se déclare compétente pour connaître des plaintes introduites par les voyageurs faisant valoir leurs droits.

La loi hongroise l'habilite à obliger l'entreprise à mettre fin aux défaillances et lacunes, elle a le pouvoir d'infliger une amende de protection des consommateurs.

LOT demande à la cour de Budapest d'annuler la décision de cette autorité.

Elle considère que le retard est dû à une circonstance extraordinaire.

L'autorité de protection des consommateurs conclut au rejet du recours en l'absence de cause d'exonération.

La cour de Budapest émet un doute, elle se demande si l'autorité hongroise a le pouvoir d'obliger à une indemnisation.

LOT soutient que l'autorité de protection des consommateurs, qui a les attributions d'un ONA, n'a pas la faculté de prescrire une indemnisation. Elle se fonde sur les conclusions de l'avocat général Bot déposées dans les affaires *Ruijssenaars* citées supra. Les prétentions indemnitaires des passagers sont de la compétence des juridictions civiles.

L'autorité de protection des consommateurs soutient en revanche sa propre compétence pour ordonner au transporteur d'indemniser.

Elle se fonde sur certains passages des conclusions et de l'arrêt du 17 mars 2016 rendu dans ces affaires, ainsi que sur les orientations interprétatives de la Commission publiées le 15 juin 2016. L'organisme n'est pas tenu de décider l'indemnisation s'il n'en voit pas la nécessité. Mais ceci ne lui est pas interdit si la réglementation interne le permet. Il en va de la protection des droits des passagers aériens. La désignation de l'ONA n'aurait pas de sens si le rôle de l'organisme se limitait en cas de plaintes individuelles à informer les passagers de leurs droits.

La cour de Budapest estime que le recours à la procédure préjudicielle est nécessaire pour trancher la question de la compétence et des pouvoirs de l'ONA. Elle remarque qu'il existe un risque de contradiction de solutions, certains États permettant de saisir l'ONA pour obliger le transporteur à indemniser, alors que dans d'autres États la seule voie serait de procéder devant les juridictions civiles.

L'avocat général Jean Richard de la Tour a présenté ses conclusions dans cette affaire le 28 avril 2022. Il estime que l'article 16 du règlement n° 261/2004 ne s'oppose pas à la réglementation nationale par laquelle un État confère à l'organisme national le pouvoir d'enjoindre à un transporteur de verser l'indemnisation au passager. A la condition que cette réglementation nationale ne prive pas le passager et le transporteur de la possibilité d'introduire en justice un recours juridictionnel devant le juge national pour réclamer le bénéfice de cette indemnisation ou pour contester le bien-fondé de celle-ci. Il appartient à chaque État, dans le cadre de son autonomie procédurale, de régler les modalités de l'articulation des procédures devant l'ONA et devant le juge. Dans cette perspective, la solution propre à la Hongrie est sauvegardée.

L'avocat général souligne que la solution hongroise évite au passager d'engager une action en justice et limite l'engorgement des tribunaux. Il conviendra probablement, si cette solution est admise, que l'État renforce le nombre et la compétence juridique du personnel travaillant au service de l'ONA. La décision de l'ONA, positive ou négative, pouvant être contestée devant les juridictions compétentes pour statuer sur les recours formés à l'encontre des décisions d'un organe administratif.

Si cette solution était admise en France, le contentieux de l'indemnisation du retard des passagers se trouverait partagé, avec la CJ comme mentor, entre le Conseil d'État et la Cour de cassation.

L'ONA, n'étant pas a priori une juridiction, ne peut saisir la Cour de Justice d'une question préjudicielle.

La CJUE a rendu l'arrêt le 29 septembre 2022, il reprend très largement, ce qui est le plus fréquent, les préconisations de l'avocat général.

En Hongrie, l'autorité de protection des consommateurs est chargée de l'application, au besoin après consultation de l'autorité de l'aviation civile, du règlement 2017/2394, en cas d'infractions commises dans l'UE aux dispositions du règlement n° 261/2004.

L'autorité de protection des consommateurs dispose de la faculté d'obliger l'entreprise concernée à mettre fin dans un délai déterminé aux défaillances aux lacunes constatées ainsi que du pouvoir d'infliger une amende, dite de protection des consommateurs.

C'est sur le fondement de ces dispositions que la division de la protection des consommateurs avait imposé au transporteur LOT le paiement d'une indemnisation de 600 euros à chaque passager victime à l'aéroport de Budapest d'un retard de plus de 3 heures sur un vol en provenance de New York.

La division de la protection des consommateurs a revendiqué devant la CJ le pouvoir de sanctionner financièrement, dans le cadre de plaintes individuelles, le transporteur dispensateur d'un vol retardé, le contraignant à payer l'indemnisation prévue par la jurisprudence européenne. Il est admis en Hongrie que le passager peut toujours préférer saisir les juridictions civiles.

La cour de renvoi avait exprimé des doutes.

La CJ estime que l'article 16 du règlement ne fait pas interdiction à un État d'attribuer une compétence coercitive à l'organisme chargé de l'application du règlement. Les États disposent d'une marge de manœuvre dans l'attribution des compétences à conférer aux ONA en présence de plaintes individuelles.

Les montants forfaitaires constituent une indemnisation standardisée de nature à éviter la saisine des tribunaux. Il n'y a pas nécessité d'appréciation individuelle. Le montant de l'indemnisation due est facile à déterminer pour les transporteurs, les passagers, les ONA. En l'absence de réglementation européenne, c'est à l'ordre juridique interne de régler l'articulation des procédures administratives et judiciaires. Même si l'organisme national reçoit une compétence coercitive, les passagers et les transporteurs doivent pouvoir introduire un recours juridictionnel devant le juge national compétent. Le transporteur aérien sanctionné doit pouvoir introduire un recours en justice contre la décision de l'ONA l'ayant condamné à verser une indemnisation au passager. La solution permet aux passagers retardés de ne pas devoir supporter les inconvénients liés au lancement d'actions juridictionnelles en dommages intérêts. On évite l'engorgement des tribunaux.

Conclusion : les États membres ont la faculté d'habiliter l'organisme national d'obliger un transporteur aérien à verser l'indemnisation due aux passagers, lorsque cet organisme a été saisi d'une plainte individuelle d'un passager, sous réserve qu'une possibilité de recours juridictionnel soit ouverte à ce passager et au dit transporteur aérien.

(Les transporteurs qui ne respectent pas la réglementation américaine de protection des passagers en cas d'incidents de transport s'exposent au prononcé de sanctions pécuniaires prononcées par le département des transports, voir Revue de droit des transports, octobre 2012, chronique 8, n° 15 in fine)

## *La voie judiciaire*

L'action intentée devant un juridiction d'un État membre de l'UE

La victime n'est pas obligée de recourir à la médiation de l'ONA, le client peut ne pas se satisfaire de la pensée de l'éventuelle condamnation du transporteur en France au paiement d'une amende administrative dont il n'est pas le bénéficiaire. Le passager a la faculté de porter une action en indemnisation devant les juridictions de l'ordre judiciaire. Le bureau des passagers ne tient pas le civil en l'état. Le contentieux civil peut être exercé immédiatement ou seulement après l'échec de la réclamation menée par le bureau des passagers.

Le juge judiciaire est en effet seul compétent en France pour sanctionner civilement le refus par le transporteur d'exécuter les obligations qui lui incombent envers le passager. La compagnie en défaut sera condamnée, à raison de son comportement illicite, à payer au passager des dommages-intérêts compensatoires.

CJUE, 13 octobre 2011, Sousa Rodriguez c. Air France, C-83/10 : les voyageurs victimes d'une annulation de vol ont droit à une indemnisation, ils peuvent exiger le remboursement des frais engagés, taxi, hôtel, restaurant, si le transporteur a manqué aux obligations qui lui incombent en cas d'annulation du vol. Les passagers sont fondés à faire valoir un droit à indemnisation sur la base des éléments énoncés dans le règlement. Les passagers n'agissent pas alors dans le cadre de l'indemnisation complémentaire qui permet en particulier à la victime de fonder une demande d'indemnisation sur le fondement de la convention de Montréal.

Thibault Douville, colloque de Valenciennes, 2019, op. cit, p. 105, n° 8

La solution est reprise dans l'arrêt Denise McDonagh du 31 janvier 2013, C-12/11, Revue de droit des transports janvier 2013, commentaire 9 de Vincent Correia. La demande formulée par le passager vise à obtenir le respect par équivalent de l'obligation de prise en charge découlant du règlement n° 261/2004, qui se trouve en amont du dispositif de la CM. Un passager peut se prévaloir devant la juridiction nationale du non-respect par un transporteur aérien de son obligation de prise en charge aux fins d'obtenir une indemnisation de la part du transporteur pour les frais que celui-ci aurait dû prendre à sa charge au titre du règlement de 2004.

Nous sommes en présence d'une responsabilité pour faute au titre de l'inexécution d'une obligation légale. Le responsable est tenu de réparer le dommage consécutif à sa faute.

L'arrêt apporte une mince satisfaction au transporteur, le passager peut uniquement obtenir à titre d'indemnisation, du fait du non-respect par le transporteur de son obligation de prise en charge, le remboursement des sommes qui - au vu des circonstances de chaque espèce - s'avèreraient nécessaires, appropriées et raisonnables. La CJUE n'autorise pas le remboursement des frais somptuaires. Elle laisse toute latitude au juge national pour apprécier le standing de l'hôtel et la qualité des mets et des boissons !

1° Civile, 14 février 2018, n° 16-20354 : des passagères, mère et fille, victimes d'un retard en attente d'un vol Marrakech - Beauvais. Ryanair se voit reprocher ne pas avoir communiqué d'information sur la conduite à tenir, de ne pas avoir offert boissons et nourriture et de ne pas avoir offert la possibilité d'effectuer gratuitement des appels téléphoniques. Un préjudice financier. Le juge n'avait pas examiné la demande. Le moyen de cassation est irrecevable. L'omission de statuer a la possibilité d'être réparée par la procédure prévue à l'article 463 CPC. Les parties disposent d'un an pour saisir le juge, à compter de l'arrêt d'irrecevabilité.

(Si le passager, victime d'un retard ou d'une annulation, se fait aider dans ses démarches par une association de défense des consommateurs, celle-ci risque de lui réclamer, au titre de ses frais de fonctionnement, quelques 25 % de l'indemnité obtenue) (On cite une officine comme Skymediator et un jugement du tribunal d'instance de Nantes du 28 juillet 2013, Allain et autres). Il existe une structure mise en place par des compagnies et qui n'exige pas de frais : voir l'article : SAV. Flights au secours des passagers aériens, par Bernard Moine secrétaire général du SCARA, Juris tourisme 2015 n° 173, p. 19)

. L'action en indemnisation portée devant une juridiction extra européenne

Il y a débat aux États-Unis pour savoir si les tribunaux américains ont compétence pour faire application du règlement européen et condamner le transporteur ayant contrevenu à celui-ci.

La réponse négative semble dominer.

Voir la chronique du printemps 2012 publiée sur le site du cabinet d'avocats Condon & Forsyth, ayant son cabinet à New York et Los Angeles, faisant état de décisions négatives rendues par des juges de district de l'Illinois. Idem en date du 28 juin 2014 par Ch. Christensen et autres.

Ce site publie une autre chronique datée du 15 avril 2015 dont le professeur Tosi nous fait l'amabilité de

commenter le contenu : plusieurs tribunaux de district considèrent en invoquant le principe de courtoisie internationale que les passagers ne disposent pas sur le fondement du règlement n°261/2004 d'un droit d'action à faire valoir devant les tribunaux américains. La cour d'appel du 7° circuit saisie de 5 décisions sur 6 a repris le 10 avril 2015 la même solution. Le règlement n'est applicable que par les juridictions de l'UE auxquelles les passagers devraient donc s'adresser. La CJUE a seule le pouvoir de fixer l'interprétation du texte. On parviendrait à une solution identique en permettant au transporteur poursuivi aux USA de soulever l'exception de « forum non conveniens ». Les tribunaux européens sont en effet mieux placés pour statuer.

La cour d'appel du 7° circuit persiste dans son refus, voir l'étude en date du 10 février 2016 de Condon & Forsyth, faisant état d'arrêts du 2 février 2016, affaires Varsamis c. Iberia et Baumeister c. Lufthansa.

Une solution identique de refus d'accueillir une demande fondée sur le règlement européen n° 261/2004, reprenant celles données par la cour d'appel du 7° circuit, est prise le 31 mai 2017 par le tribunal US du district Nord de l'Illinois. Voir l'étude publiée en date du 9 juin 2017 par Ch. Christensen, A. Battista et Mary Dow sur le bulletin destiné aux clients du cabinet Condon//Forsyth.

La solution négative continue à triompher devant les juridictions nord-américaines, cf. la chronique publiée sur le site du cabinet Condon/Forsyth en date du 20 septembre 2019, citant des décisions de Californie et de l'Ontario. Le fait que le règlement dans son article 16 ne fait référence qu'à des ONA d'États membres de l'UE est interprété dans le sens de l'incompétence des juridictions extra européennes pour connaître d'un contentieux trouvant son fondement dans le règlement n°261/2004. Les actions étaient introduites, non par des passagers, victimes de retard, mais par des organismes substitués bénéficiaires d'une cession de créance. Les juridictions européennes sont seules compétentes dans ce genre d'affaires. La mention du règlement européen de 2004 dans les tarifs ou les conditions du transporteur ne suffit pas à créer une obligation pour le transporteur ou à donner compétence à la juridiction américaine.

Ces solutions sont reprises dans un arrêt du 18 novembre 2019 de l'US Cour de district pour le district central de Californie, le litige concerne une annulation de vol sur un trajet entre Berlin et Londres assuré par British Airways, suivi d'un réacheminement le lendemain matin, les passagers parvenant à destination avec un décalage de plus de 4 heures par rapport à la prévision. La juridiction américaine déboute le demandeur, une société canadienne agissant avec l'autorisation de quatre passagers. Le règlement n° 261/2004 n'est pas exécutoire aux États-Unis. Appliquer aux USA le règlement européen irait à l'encontre des principes de la courtoisie internationale. La demande ne prospère pas non plus sur le fondement de la CM, même si la juridiction exclut l'application du droit local pour inexécution. Voir le site Condon et Forsyth, publication du 9 décembre 2019, par Andrew Johnson et Marissa Lefland.

## B. La résolution des conflits sans recours aux tribunaux étatiques

Ce sont des modes alternatifs de solution des différends.

L'esprit du temps y incite.

Le rôle des juridictions étatiques est encombré, le législateur souhaite freiner le recours aux tribunaux de l'État.

La puissance publique se désengage d'une fonction traditionnellement régalienn.

Que les justiciables résolvent leurs différends par d'autres procédés admis en législation est une idée à la mode.

Jérémy Jourdan-Marques, L'indemnisation du passager - aspects procéduraux, in L'indemnisation et l'assistance



### 1°) La transaction

Les transactions sont fréquentes en matière aérienne. Un certain nombre d'accidents ne donne pas lieu à procès ; le procès n'est souvent pas mené jusqu'à son terme lors des grandes catastrophes. L'assurance est obligatoire. L'assureur du transporteur responsable recherche un arrangement avec la victime ou ses proches. Si c'est le cas, il est demandé à la victime de renoncer à toute poursuite contre le transporteur.

Lorsqu'aux États-Unis le passager, victime d'une perte de bagages sur un vol New York- Amsterdam, se voit adresser un chèque de 1680 dollars - somme correspondant au plafond prévu par la CM - qu'il encaisse pour règlement complet et définitif, il ne peut plus réclamer des dommages intérêts supplémentaires en justice, US District Court pour le district Est de New York, Sade Coppens v. Aer Lingus, 22 juin 2015, Condon & Forsyth, 16 octobre 2015, par John Maggio et Zachary Groendyk.

Si l'accord transactionnel n'est pas exécuté, la victime peut agir en justice sans se voir opposer l'autorité de chose jugée attachée à la transaction, I° chambre civile, 17 février 2011. Le transporteur prétendait que le chèque s'était perdu.

Si l'arrangement amiable est impossible à obtenir, on s'acheminera vers le contentieux.

### 2°) La médiation

Le droit moderne affectionne le recours à la médiation.

Ne serait-ce que pour désengorger en partie le rôle des juridictions étatiques.

La médiation peut être suscitée par le juge, mais ordinairement elle intervient avant qu'on ait en cas d'échec recours à lui.

#### La médiation à l'instigation du juge

Le code de procédure civile, aux articles 131-1 à 131-15, consacre des dispositions à la médiation.

Le juge est saisi du litige, il peut désigner, avec l'accord des parties, une tierce personne pour entendre les parties, confronter leurs points de vue, le tout pour permettre de trouver une solution au conflit. Le juge n'est pas dessaisi. La médiation s'exerce. Le médiateur informe le juge pour indiquer si les parties sont ou non parvenues à une solution au conflit. Si c'est le cas, le juge homologue l'accord, article 131-12 CPC. Sinon l'affaire sera rappelée à l'audience, l'affaire revient devant le juge. Le médiateur est rémunéré.

#### La médiation sans mandat du juge

#### Les dispositifs propres aux litiges de consommation

Ces dispositifs peuvent intéresser les passagers des transports aériens désormais envisagés comme des consommateurs de voyages.

Ce mécanisme pourrait être utilisé en matière de mauvaise exécution d'un contrat de transport aérien, il fait en partie double emploi avec le rôle dévolu aux ONA et en France au bureau des passagers fonctionnant au sein de la DGAC.

Le droit européen a apporté plusieurs dispositions pour faciliter, par voie extra judiciaire, le règlement en ligne des litiges de consommation. Il s'agit des litiges concernant des obligations contractuelles découlant de contrats de vente ou de service en ligne. Le demandeur formule une plainte électronique en ligne, le défendeur est informé de la plainte, il existe des entités habilitées à traiter de tels litiges, les intéressés se mettent d'accord pour confier le litige à une entité. Ces textes concernent aussi bien les contestations internes que les litiges transfrontières.

Le règlement n° 524/2013 prévoit la création d'une plate-forme de règlement en ligne des litiges, pour résoudre les litiges en matière d'obligations contractuelles découlant de contrats de vente ou de service en ligne. Directive 2013/11 du 21 mai 2013 relative au règlement extra-judiciaire des litiges de consommation

Le règlement 2015/1051 du 1<sup>o</sup> juillet 2015 définit les modalités d'exercice des fonctions de la plate-forme de règlement en ligne des litiges, RLL

L'ordonnance n<sup>o</sup> 2015-1033 du 20 août 2015 est relative au règlement extra judiciaire des litiges de consommation, elle transpose en France la directive.

Il s'agit de régler les différends relatifs à l'exécution du contrat.

Le professionnel doit permettre au consommateur de recourir à une procédure de médiation. Le législateur exprime sa préférence en faveur des médiateurs publics sectoriels. Le médiateur fait une proposition de règlement du différend, qui est acceptée ou refusée.

S. Bernheim- Desvaux, Contrats Concurrence Consommation, octobre 2015, étude 11.

Le décret n<sup>o</sup> 2015-1382 du 30 octobre 2015 est relatif à la médiation des litiges de la consommation.

Il est possible que le transporteur aérien participe au RELC, règlement extra judiciaire des litiges de consommation.

Une structure médiatrice du monde des voyages, la Médiation du tourisme et du voyage, est indiquée comme jouant un rôle assez important. La MTV ne limite pas son action au monde de l'air, elle intervient dans le secteur de l'hôtellerie, des casinos, des stations de ski, du sport. Les passagers peuvent avoir recours à elle.

Les fondateurs, des fédérations professionnelles, ont adopté en juillet 2011 la charte de la médiation et du voyage.

La Médiation du tourisme et du voyage a plusieurs compagnies aériennes parmi ses adhérents, voir la communication de Mme Bon Garcin au colloque de Valenciennes, L'apport du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 à la réflexion sur l'effectivité du droit de la consommation, p. 46 (règlement à l'effectivité limitée selon cet auteur).

M. Correia, dans son étude du Jurisclasseur Transport, n<sup>o</sup> 128 et 129, évoque le recours à la médiation, médiation ad hoc ou recours à un médiateur dans le cadre de la Médiation du tourisme et du voyage, traitant en 2012 de 800 dossiers. M. Jean-Marie Breton consacre un article au succès de la Médiation du tourisme et du voyage, publié au Juris-tourisme, 2018, n<sup>o</sup> 213, p. 43. Cet auteur fait état de 5733 saisines dont cet organisme a été le destinataire en 2017. Nombre de querelles concernent des achats en ligne, ayant donné lieu à des retards ou à des annulations dans le transport aérien et les voyages à forfait. Les pertes et avaries des bagages sont également concernées.

Le consommateur expose dans un premier temps sa réclamation au transporteur ou au voyageur.

En cas d'échec ou de non réponse dans un certain délai, il peut alors s'adresser à la médiation, qui doit en principe statuer dans les 90 jours. Le médiateur, faute d'accord entre les deux parties, propose une solution, en droit et en équité, à leur différend.

Si le contentieux s'élève ultérieurement, le juge s'en tient souvent à l'avis donné par le médiateur.

Cf. Jérémy Jourdan-Marques, L'indemnisation du passager – aspects procéduraux, p. 117, colloque de Valenciennes, 2019, en ce qui concerne la médiation de la consommation. Le médiateur propose une solution. Transporteur et passager peuvent l'accepter ou la refuser.

### 3<sup>o</sup>) La conciliation

Art. 128 à 131 du code de procédure civile.

Les parties peuvent se concilier durant l'instance, d'elles-mêmes ou à l'initiative du juge. La conciliation peut être déléguée à un conciliateur de justice. S'il y a accord, il est consigné dans un procès-verbal.

Les conciliateurs de justice ont pour mission, à titre bénévole, de rechercher le règlement amiable d'un différend, article R. 131-12 du code de l'organisation judiciaire.

La loi Taubira / Urvoas de modernisation de la justice du 18 novembre 2016, article 4, imposait, lorsque le

montant de la demande ne dépassait pas 4000 euros et que le demandeur envisageait de saisir le tribunal d'instance par déclaration au greffe, le recours à la tentative de conciliation menée par un conciliateur. Cette tentative devait être menée, sous peine d'irrecevabilité de la demande, avant la saisine du tribunal d'instance. Il s'agit de lutter contre l'encombrement du rôle des tribunaux étatiques. Le conciliateur de justice prenait ainsi figure d'un juge de paix. La procédure proprement contentieuse et juridictionnelle ne devant venir en justice dans un second temps qu'en cas d'échec de la conciliation.

La loi Belloubet du 23 mars 2019 avait amplifié le phénomène en donnant une nouvelle rédaction de l'article 4 de la loi du 18 novembre 2016.

Lorsque la demande tend au paiement d'une somme n'excédant pas un certain montant [5000 euros] [ou est relative à un conflit de voisinage],

la saisine du TGI doit,

à peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office, être précédée,

au choix des parties,

d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice,

d'une tentative de médiation ...,

ou d'une tentative de procédure participative,

Sauf :

1° Si l'une des parties au moins sollicite l'homologation d'un accord ;

2° Lorsque l'exercice d'un recours préalable est imposé auprès de l'auteur de la décision ;

3° Si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionnés au premier alinéa est justifiée par un motif légitime, notamment l'indisponibilité de conciliateurs de justice dans un délai raisonnable ;

4° Si le juge ou l'autorité administrative doit, en application d'une disposition particulière, procéder à une tentative préalable de conciliation.

Un décret définit les modalités d'application du présent article,

Notamment les matières entrant dans le champ des conflits de voisinage

Ainsi que le montant en-deçà duquel les litiges sont soumis à l'obligation mentionnée au premier alinéa.

Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux litiges relatifs à l'application des dispositions mentionnées à l'article L. 314-26 du code de la consommation, (crédit à la consommation, crédit immobilier)

L'article 4 de la loi du 18 novembre 2016 n'est pas caduc, il a même fait l'objet d'une modification opérée par une loi du 22 décembre 2021. Il est propre aux demandes qui seraient formées devant le tribunal judiciaire. Un 5° a été ajouté à la liste des cas où le recours à la conciliation ou à la médiation n'est pas requis. Ce 5° dispense le demandeur de la formalité préalable si le créancier a vainement engagé une procédure simplifiée de recouvrement des petites créances.

L'art. 750-1 CPC ne reprend pas à la lettre la formule de la loi du 23 mars 2019.

Il est propre à la procédure devant le tribunal judiciaire.

Il s'agit de lutter contre l'encombrement du rôle du tribunal judiciaire face à un contentieux de masse concernant des affaires que la loi juge d'intérêt mineur.

Les tribunaux judiciaires ne devraient ainsi être saisis qu'en cas d'échec de la conciliation ou de la médiation.

Article 750-1 C.P. Civil

(version du décret du 11 mai 2023)

En application de l'article 4 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016,

à peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office,

la demande en justice est précédée, au choix des parties,

d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice,

d'une tentative de médiation,

ou d'une tentative de procédure participative,

lorsqu'elle tend au paiement d'une somme n'excédant pas 5000 euros ...

Les parties sont dispensées de l'obligation mentionnée dans les cas suivants :

...

3° Si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionnés au premier alinéa est justifiée par un motif légitime tenant soit à l'urgence manifeste, soit aux circonstances de l'espèce rendant impossible une telle tentative ou nécessitant qu'une décision soit rendue non contradictoirement, soit l'indisponibilité de conciliateurs de justice entraînant l'organisation de la première réunion de conciliation dans un délai supérieur à

3 mois à compter de la saisine d'un conciliateur.  
Le demandeur justifie par tout moyen de la saisine et de ses suites.

...

5°) Si le créancier a vainement engagé une procédure simplifiée de recouvrement des petites créances ...

Nous nous interrogeons au sujet du passager victime d'un retard ou d'une annulation de vol.

Il adresse une réclamation au bureau des passagers (ONA), qui tourne court.

Il envisage de saisir le juge.

Est-il soumis au préalable d'une demande de conciliation ?

La réponse apparaît positive si on interprète à la lettre l'article 750-1 CPC.

La loi du 18 novembre 2016, dans son ultime version, L.22 décembre 2021, semble être plus avenante. Le plaignant doit certes se soumettre à une tentative de conciliation, sauf si l'absence de recours est justifié par un motif légitime, notamment ... Une loi possède a priori une valeur supérieure à un acte de l'exécutif, d'autant que la loi opère un renvoi à un décret, celui qui est a été publié se trouvant plus restrictif que la loi, car donnant une liste limitative de motif légitime.

Le juge peut également se montrer plus accommodant, l'irrecevabilité n'est pas automatique, la compagnie défenderesse risque cependant de s'en prévaloir.

On pourrait prétendre que le bureau des passagers remplit en droit et en fait les fonctions de conciliateur dans le domaine des retards et des annulations de vol en matière de transport aérien.

Quid lorsque les adversaires demeurent à des centaines de km de distance ? La conciliation ne peut fonctionner que si les adversaires résident dans la même région. Nous présumons que le conciliateur de justice trouve sa compétence dans celle du tribunal judiciaire dont il dépend. Quid en matière aérienne si un passager, au vol annulé ou retardé, de Brest ou de Perpignan, voire de Varsovie ou de Dublin, réclame une somme d'argent à un transporteur ayant son siège ou sa succursale à Paris ? Se déplacera-t-il à Paris pour converser ? Lui faudra-t-il, pour percevoir une somme d'argent relativement faible, rémunérer un conseil ?

Le conciliateur se devra de raisonner les adversaires et tenter discrètement de leur faire entendre raison. S'il est talentueux les adversaires se mettront d'accord.

Si les positions des adversaires sont trop éloignées, la conciliation échouera.

Ces dispositions restrictives ne semblent pas concerner la saisine de la juridiction consulaire.

#### 4°) L'arbitrage

Contentieux étranger à la convention de Montréal

Le contrat pourrait éventuellement comporter une clause compromissoire, qui pourrait être efficace du moment que le contentieux ne relève pas de la convention portant droit uniforme.

On pense au contentieux fondé sur le règlement n° 261 /2004, retard, annulation de vol, refus d'embarquement.

Jérémy Jourdan-Marques, op. cit., colloque de Valenciennes, LexisNexis, décembre 2019, p. 129

La validité de la clause compromissoire est admise en matière internationale.

Le juge étatique, s'il est saisi en premier, doit en principe se déclarer incompétent, il doit se dessaisir. Il n'a pas la juridiction, c'est l'arbitre qui la détient. C'est la solution classique reconnue en France.

Le passager, qui voudrait contester la validité de la clause, doit se résoudre à saisir l'arbitre, quitte à lui demander d'écarter la clause compromissoire. On parle de compétence – compétence : l'arbitre est seul compétent pour statuer sur sa propre compétence à juger le différend. C'est lui qui est compétent pour décider, s'il est saisi sur une base contestable, qu'il n'a éventuellement pas compétence pour trancher le litige.

Le tempérament au titre de l'interdiction des clauses abusives

Il est possible que si le contrat de transport (renvoyant aux conditions générales de transport) conclu entre le transporteur professionnel et le passager consommateur contient une clause compromissoire - par ex. au profit d'un arbitre ayant son siège à Dublin - , celle-ci soit écartée par le juge français s'il estime que la disposition conventionnelle est abusive.

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> Civile, 30 septembre 2020, n° 18-19.241, Dalloz 2020 p. 1949, Contrats Concurrence Consommation, n° 12, décembre 2020, commentaire 178 par Sabine Bernheim-Desvaux, approuve, en dépit de l'article 1448 CPC, un arrêt de cour d'appel décidant, à raison de son caractère abusif, la mise à l'écart d'une clause compromissoire standardisée au profit de la cour d'arbitrage civil et commercial de Madrid. Le juge national se doit d'assurer la pleine efficacité du droit européen de protection du consommateur résultant de la directive 93/13. Le juge français était alors, la clause compromissoire écartée, compétent.

Laurence Usunier, Chronique d'une mort annoncée : l'irrégularité de la clause compromissoire figurant dans un contrat de consommation international, RTD Civil 2020 p. 845.

(La clause compromissoire devrait conserver sa validité en présence d'un contrat de transport conclu entre un transporteur aérien et une société commerciale, pour permettre le déplacement de l'un de ses dirigeants. Une société commerciale n'est pas un consommateur, le dirigeant ne se déplace pas pour ses intérêts privés.)

En matière d'arbitrage interne, le passager doit pouvoir faire écarter aisément la clause compromissoire. Celle-ci ne peut lui être opposée, du moment qu'il n'a pas contracté dans le cadre de son activité professionnelle. Cf. art. 2061 du code civil. La clause n'est pas nulle, mais elle ne peut pas être opposée au consommateur.

#### Contentieux relevant de la convention de Montréal

La clause compromissoire est par préférence, dans le système de Varsovie ou de Montréal, interdite dans le transport de passagers.

Le litige né, le compromis d'arbitrage est cependant envisageable.

La clause compromissoire est revanche rendue licite dans le transport de fret par l'art. 34 CM. Elle doit être conclue par écrit. Les parties au contrat de fret stipulent à l'avance que tout différend relatif à la responsabilité du transporteur en vertu de la CM sera réglé par arbitrage. Elles n'ont pas le libre choix du siège de l'arbitrage éventuel. La procédure d'arbitrage se déroulera, au choix du demandeur, dans l'un des lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article 33. Le tribunal arbitral appliquera les dispositions de la CM, il ne pourra donc statuer comme amiable compositeur. Ces dispositions restrictives soucieuses d'assurer la protection de l'expéditeur cédent, la perte ou l'avarie survenue.

Ces dispositions propres à l'arbitrage en matière de transport aérien ne suscitent guère de jurisprudence, il faudrait en conclure que le recours à l'arbitrage est, en matière de transport aérien de fret, soit paisible, soit plus vraisemblablement exceptionnel.

Philippe Delebecque, Transport et arbitrage : état des lieux, novembre 2015, à lire sur le site de la chambre arbitrale maritime de Paris, Documentation, Miscellanées.

§ II. Le préalable à l'action en justice

Les **protestations** à adresser, au transporteur, en cas d'**avarie** ou de **retard**, des **bagages** ou des **marchandises**,  
article 31 CM

Il s'agit là d'un préalable à toute action en justice : le cocontractant doit protester, s'il veut ensuite agir en justice.  
La règle ne concerne pas le transport de personnes, il se limite au transport d'objets, tels que les bagages des passagers ou le transport des marchandises.

Le conseil qu'on peut donner aux passagers et aux destinataires, est de vérifier attentivement, lors de la réception / livraison, l'état, non seulement apparent mais réel, des bagages et des marchandises.

La réception sans protestation vaut en effet présomption simple de remise en bon état, art. 31 § 1° CM, il y a présomption de livraison conforme.

La preuve contraire peut être administrée, Com. 30 juin 2015, précité, RFDA 2015.272 obs. Ph. Delebecque.

#### . La notion de protestation

Les clients du transporteur doivent se montrer diligents et offensifs s'ils relèvent l'existence d'un dommage, ils doivent immédiatement ou à délai bref protester auprès du transporteur sous peine de perdre tout recours ultérieur.

Une simple déclaration de sinistre ne vaut pas protestation.

La protestation implique une contestation auprès du transporteur, l'auteur de la protestation fait état du dommage et implicitement ou explicitement en demande réparation, se réservant la possibilité d'aller au contentieux en cas de refus d'indemniser ou de silence persistant du transporteur.

Versailles, 19 février 2013, BTL 2013.180 : l'envoi de photos montrant des emballages éventrés ne vaut pas protestation.

Cf. Com. 29 novembre 2016, n° 15-14187 : l'expéditeur avait envoyé une déclaration de sinistre à Chronopost, l'expéditeur reconnaissait lui-même que cet envoi ne pouvait tenir lieu d'émission de réserves.

(Il s'agissait de l'envoi en Chine d'un colis de bouteilles de vin, les étiquettes des 6 bouteilles arrivent à destination marquées d'un trait de marqueur noir, avarie non apparente)

(Cette espèce est singulière en ce qu'on ne sait si le transport a été effectué par voie maritime ou par voie aérienne, le tribunal de commerce s'était contenté de fonder sa décision rendue en dernier ressort sur les conventions internationales de transport, sans préciser s'il appliquait la convention de Montréal de 1999 ou la convention de Bruxelles de 1924 en matière de connaissance. La Cour de cassation est indulgente. Les deux conventions internationales imposent tant pour le transport maritime que pour le transport aérien l'émission de réserves à la livraison, le jugement s'était nécessairement référé à l'une ou l'autre des conventions. Le tribunal a tranché le litige conformément aux règles de droit qui lui étaient applicables.)

#### . Le domaine de l'exigence des protestations

Cette exigence ne vaut selon l'article 31 CM qu'en cas d'avaries ou de retard des bagages enregistrés ou des marchandises.

La perte échappe à l'exigence de la protestation.

Quid en cas de perte partielle ou de manquant ?

Y a-t-il perte ou avarie ?

1° opinion. Une perte partielle n'est pas une avarie. Une marchandise est avariée quand elle est endommagée, quand elle est mouillée, abimée, pourrie ou gâtée. L'absence d'une partie de la cargaison ne signifie pas qu'elle a été gâtée, elle a été perdue, égarée ou dérobée. Les sanctions - la fin de non-recevoir en cas d'absence de protestation - sont de droit étroit.

2° opinion. M.M. Naveau, Godfroid et Frühling, soumettent, à l'instar de la jurisprudence hollandaise et anglaise, la perte partielle à l'exigence de la protestation, n° 250.

C'est l'interprétation proposée par Madame Sharspton dans ses conclusions déposées le 20 décembre 2017 dans l'affaire Finnair, C-258/16, n° 27 à 33.

Le consensus en revanche existe pour ne pas exiger de protestation en cas de perte totale. La solution découle directement de la convention. Le délai courant à compter de la réception et celle-ci faisant par hypothèse défaut dans le cas d'une perte totale, la protestation ne saurait être exigée. Une perte totale n'est pas une avarie. Paris, 12 décembre 2012, BTL 2013.48 : envoi de médicaments de Londres à Caracas, on s'aperçoit que des malfaiteurs ont dérobé les marchandises et ont mis à leur place des cartons contenant du sucre, l'exigence des protestations dans les 14 jours ne s'applique pas car la substitution de marchandises s'analyse en une perte et non en une avarie.

## . Le moment des protestations

Les protestations peuvent être formulées lors de la livraison en les inscrivant sur le titre de transport, elles doivent être acceptées par le transporteur, sinon le destinataire requiert une expertise judiciaire.

Les protestations ultérieures à la remise.

## . La forme des protestations

La protestation est formalisée par une *réserve écrite*, art. 31 § 3 CM.

C'est en général le destinataire qui fait état d'avaries atteignant les biens transportés qui y procède.

L'auteur de la protestation doit, par prudence, se ménager la preuve de l'envoi de la protestation dans le délai. Paris, 27 juin 2012, BTL 2012.491.

Une protestation purement verbale est sans valeur. Une conversation téléphonique est insuffisante.

Si la réserve est remise au transporteur, il est prudent d'en obtenir le récépissé ou accusé de réception.

Si la réserve est expédiée, il est prudent de se ménager la preuve de cette expédition, et d'une expédition dans le délai. On peut songer à la LRAR.

Si le contentieux est porté en justice, l'avocat du transporteur risque de faire flèche de tout bois.

La Cour suprême de Finlande, dans une demande de décision préjudicielle du 9 mai 2016, a demandé si par forme écrite on peut entendre le recours aux procédés informatiques. Les formes conventionnelles sont-elles satisfaites lorsqu'un agent de la compagnie met la déclaration d'avarie/ protestation en l'introduisant, au su du passager, dans le système d'information du transporteur ?

Affaire C -258/16, Finnair, C 260/29.

À notre sentiment, l'exigence formaliste ne devrait pas être appréciée à l'extrême. Du moment que le transporteur a été informé avec certitude de l'existence même de la protestation, il ne devrait pas pouvoir, à défaut d'écrit classique, se prévaloir de l'irrecevabilité de l'action en dommages intérêts. Le script électronique devrait être assimilé à un script manuscrit, d'autant qu'en matière aérienne la modernité règne et que l'exigence d'un document impérativement revêtu de la signature propria manu de l'auteur de la protestation apparaît obsolète eu égard à l'évolution des techniques.

Il s'agissait dans l'affaire Finnair d'un vol entre Malaga et Helsinki. La passagère avait constaté à l'arrivée, le 1<sup>o</sup> novembre 2010, que plusieurs objets de son bagage de soute avaient disparu. Elle avait informé un agent de Finnair par téléphone. Celui-ci avait entré les informations données par la passagère dans le système d'information du transporteur finlandais. La protestation formulée par voie téléphonique avait ainsi été enregistrée par le transporteur aérien. Il y avait une trace informatique dans les archives du transporteur. Le transporteur lui avait délivré, le 3 novembre, deux jours plus tard, un certificat de protestation papier, que la passagère avait rempli à l'appui de sa demande d'indemnisation formulée auprès de son assureur.

L'assureur avait indemnisé sa cliente. Subrogé dans les droits de la victime, c'est l'assureur qui agissait en justice.

Les conclusions de Mme Eleonore Sharpston, ont été publiées le 20 décembre 2017.

L'avocat général estime que la réserve écrite peut être formulée par un procédé électronique : la passagère avait en l'espèce communiqué au service client du transporteur par téléphone des informations que le conseiller avait consignées dans les fichiers de Finnair.

Elle estime que la passagère était la source des informations et le véritable auteur de la protestation, même si c'est l'agent du transporteur qui l'avait transcrite au nom et pour le compte de la passagère.

L'arrêt a été rendu le 12 avril 2018 par la CJUE. Il ne se fait pas l'adepte d'un formalisme étroit.

La protestation, dans les délais prescrits, doit être faite par écrit, sous peine d'irrecevabilité de tout type d'action contre les transporteur.

Une protestation, telle celle en cause, enregistrée dans le système informatique du transporteur aérien, répond à l'exigence d'une forme écrite.

L'article 31 CM ne s'oppose pas à ce que l'exigence d'une forme écrite soit considérée comme étant remplie lorsqu'un agent du transporteur aérien met, au su du passager, la déclaration d'avarie en forme écrite, soit sur support papier, soit par voie électronique, en l'introduisant dans le système informatique de ce transporteur, pour autant que ce passager peut vérifier l'exactitude du texte de la protestation, telle que mise en forme écrite et introduite dans ce système et le cas échéant, la modifier ou la compléter, voire la remplacer, avant que n'expire le délai prévu à l'article 31 § 2 CM.

L'article 31 CM ne soumet pas la protestation à d'autres exigences de fond que celle consistant à ce que le



transporteur aérien ait connaissance du dommage causé.

. Le délai de formulation des protestations

Retenir les chiffres de 7, 14, 21.

La CM fait une distinction entre avarie et retard.

En cas d'avarie, la protestation doit être adressée  
Dans un délai de 7 jours (bagages enregistrés) et  
Dans un délai de 14 jours (marchandises)  
À dater de la réception.

En cas de retard, la protestation doit être faite dans les 21 jours à dater de la remise du bagage ou de la marchandise.

Quid de l'avarie des bagages, eux-mêmes livrés avec retard ?

A priori, la cause du dommage réside dans l'avarie, le retard dans la livraison est second, c'est le délai de 7 jours qu'il faudrait retenir.

[Le débat aurait pu être tranché, à la demande d'une juridiction autrichienne, par la CJUE.

Demande de décision préjudicielle du Bezirksgericht de Schwechat en date du 25 février 2020, affaire C-93/20, JU c. Air France Direktion für Österreich. 7 jours ou 21 jours pour protester. Radiation.]

Quid de l'avarie de la marchandise causée par un retard ? Faut-il faire jouer le délai de 14 jours ou celui de 21 jours ? Il faut rechercher la cause principale du dommage, retard ou non.

. L'auteur des protestations

La protestation est normalement effectuée par le passager, par le destinataire ou par un mandataire, Com. 9 février 2010, n° 09-12856, transport de saumon congelé du Chili en France, non-respect de la température de -18°, le service vétérinaire fait détruire le colis, protestation par le transitaire agissant pour le compte du destinataire.

Il n'est pas exclu que la protestation puisse émaner de l'expéditeur, seul intéressé, Colmar 15 avril 2015, BTL 2015.287, RFDA 2015.273 obs. Ph. Delebecque. La société d'autoroutes, destinataire d'un courrier express émanant de la société expéditrice désireuse de participer à une offre, reçue hors délai, n'avait en l'espèce aucun motif d'effectuer la protestation.

. Sanction du défaut de protestation dans les délais. Art. 31 § 4 CM.

L'irrecevabilité de la demande en indemnisation, que la protestation ait été faite hors délai ou qu'elle n'ait été faite sans observer dans l'émission des réserves le formalisme prévu par la CM.

La fraude est réservée.

§ III. L'obtention, totale ou partielle, d'une réparation en dehors des mécanismes classiques de la responsabilité civile

A. L'indemnisation des victimes d'infractions par le Fonds de Garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions en cas de mort ou d'incapacité.

Articles 706-3 s. du code de procédure pénale.

C'est un système dont il peut être fait application en matière d'accident aérien, où la faute humaine est souvent

présente.

Nombre de victimes d'atteintes à la personne le sont d'auteurs introuvables ou insolubles.  
La société dans les cas les plus graves leur apporte dans un premier temps une réparation.

Le Fonds a son siège à Vincennes.

Le bénéficiaire de ce système d'indemnisation est une personne qui a subi un préjudice résultant de faits, volontaires ou non, qui présentent le caractère matériel d'une infraction, les dommages constituent des atteintes à la personne.

Les demandeurs doivent établir que les éléments de fait démontrent la présence de l'infraction d'homicide involontaire dans son élément matériel.

(Voir l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la 2<sup>o</sup> chambre civile du 2 mars 2017, n<sup>o</sup> 16-12652 : un accident d'hélicoptère lors d'essais ; la veuve et les enfants d'une personne se trouvant à bord demandent une indemnisation ; les causes de l'accident sont incertaines, origine mécanique, panne défectueuse du galet tendeur, origine humaine, absorption par le pilote de sédatifs. Les demandeurs sont déboutés par la cour de Nîmes : les enquêtes ne permettent pas de caractériser les éléments matériels d'une infraction pénale. La cassation intervient pour un motif procédural, au visa des articles 16 et 431 CPC, l'avocat général avait rendu par écrit un avis conforme aux conclusions du Fonds de garantie. L'arrêt n'avait pas constaté que les parties avaient eu communication des conclusions du ministère public.)

Un exemple concerne une personne trouvant la mort dans un accident aérien survenu au Nigéria. Le droit nigérian n'accorde à la victime que la réparation des préjudices matériels. Il exclut la réparation du préjudice extra patrimonial. Les proches de la victime obtiennent cependant en France du Fonds de garantie de substantielles indemnités. L'article de presse parle de 2 millions d'euros. Nous remercions le professeur J.P. Tosi de nous avoir communiqué cet article du journal Le Monde, Crash aérien : quelle indemnisation ? SOS Conso Chronique, par Raphaële Rivals. L'avocat est louangé. La victime principale était française, les héritiers, les victimes par ricochet également. L'enquête avait fait apparaître des fautes du pilote ayant conduit à la survenance de l'accident. Était présent l'élément matériel du délit d'homicide involontaire.

Il y a eu mort, ou incapacité de travail d'au moins un mois.

Une condition alternative, tenant à la nationalité ou à la localisation des faits illicites

- . Soit le bénéficiaire de cette indemnisation détient la nationalité française.
- . Soit les faits ont été commis sur le territoire national.

Si l'accident a lieu dans l'espace aérien français, il semble bien qu'on puisse l'assimiler au territoire national. Même si on peut objecter que le fait n'est pas commis *sur* le territoire national.

(La question a dû se poser pour apprécier les conséquences de la catastrophe de l'avion effectuant un vol entre Barcelone et Düsseldorf s'écrasant à raison des pulsions suicidaire du co-pilote sur un massif alpin, celui-ci commettant parallèlement l'assassinat objectif des passagers. L'avion s'écrasant au sol, le résultat final, la mort des occupants, a été réalisé sur le territoire français.)

L'hésitation est permise si les faits sont localisés à bord d'un aéronef de nationalité française, navigant dans un espace national étranger ou dans l'espace échappant à toute souveraineté.

Le système ne bénéficie donc pas aux étrangers pour des faits qui ne sont pas produits sur le territoire français.

(Des Allemands, victimes d'actes de terrorisme perpétrés en Tunisie, n'en sont pas bénéficiaires, même si les complices des auteurs ont été condamnés en France, 2<sup>o</sup> Civile, 24 mars 2016, n<sup>o</sup> 15-13737, c'est la Tunisie qui était le lieu de commission de ces actes, c'est en Tunisie qu'était survenue l'atteinte à la personne des victimes ; l'espèce ne concerne pas le droit aérien)

(L'avocat général Bobek, concernant une affaire de viol commis en Italie, considère que chaque État membre doit établir un régime national d'indemnisation pour toute victime d'une infraction intentionnelle violente commise sur son territoire, quelle que soit sa résidence, affaire C-129/19. L'indemnisation, qui ne doit pas être symbolique, peut être déterminée sous la forme d'un forfait ou d'un chiffre standardisé. La loi italienne prévoit 4800 euros.)

La demande doit être présentée dans les 3 ans de l'infraction, art. 706-5 CPP.

Le Fonds de garantie saisi par la victime doit faire une offre d'indemnité. Le texte parle de réparation intégrale.

(cf. 2° civile, 10 février 2022, Bulletin, rendu en matière d'aviation légère au profit des victimes par ricochet, cité supra. Le Fonds doit indemniser *in integrum*, nonobstant les limites de réparation issues de la convention portant droit uniforme, applicable dans les situations de droit interne) (commentaire sur le Journal des accidents et des catastrophes, par Mme Steinlé-Feuerbach, 28 février 2022)

La commission d'indemnisation des victimes d'infractions, CIVI, présidée par le juge délégué aux victimes, accorde l'indemnité.

Le fonds de garantie est subrogé dans les droits de la victime.

#### B. Les avances et paiements anticipés en cas de mort ou de lésion, art. 28 CM

Ce mécanisme, s'il est autorisé, mais non imposé, par la CM, se trouve à la discrétion du législateur local.

Le législateur européen impose au transporteur européen d'avoir bon cœur et de subvenir rapidement aux situations de gêne financière et de détresse de la victime ou, en cas de mort de celle-ci, de ses proches. Il s'agit d'une obligation légale imposée de plein droit au transporteur.

L'article 5 du règlement n° 2027/97 modifié en 2002 impose au transporteur aérien communautaire de verser dans un bref délai une avance à la victime (ou aux victimes identifiées) :

Le ou les bénéficiaires de l'avance : une victime de l'accident aérien : une personne physique ayant droit à indemnisation, identifiée en tant que telle. L'identification est facilitée si c'est un passager qui est blessé. Elle est plus complexe en cas de décès.

Le calcul de l'avance

Une évaluation est nécessaire.

Le transporteur aérien européen doit verser au bénéficiaire une avance lui permettant de faire face à ses besoins immédiats en proportion du préjudice *matériel* subi.

On peut penser au passager sérieusement blessé qui est contraint d'engager des soins médicaux coûteux et qui doit interrompre l'exercice de sa profession à raison de son invalidité temporaire ou définitive.

Il est souhaitable, indique le considérant 14, d'aider les victimes d'accidents et leurs ayants droit à faire face à leurs besoins financiers à court terme dans la période qui suit immédiatement un accident.

Il y a une solution spécifique prévoyant un plancher en cas de mort du passager.

L'avance est alors destinée à ses proches, privés par exemple d'un soutien de famille. Cette avance ne peut pas être inférieure à l'équivalent de 16 000 DTS par passager en cas de décès ... elle peut donc être supérieure.

Délai du paiement de l'avance : l'obligation incombant au transporteur est exigible au plus tard dans les 15 jours après l'identification de la personne physique ayant droit à indemnisation.

On remarquera que le dispositif légal ne concerne pas une anticipation sur la réparation du préjudice moral ou d'affection.

Le transporteur doit de lui-même accorder l'avance, il assume une obligation de donner.

En cas d'inexécution, l'ayant-droit pourrait saisir à raison de l'urgence le juge des référés.

Le transporteur qui effectue le versement de l'avance n'accomplit pas une reconnaissance de responsabilité. La personne bénéficiaire de l'avance a cependant été décrite comme une personne ayant droit à indemnisation. L'apparence était en sa faveur.

Si la responsabilité du transporteur aérien européen est ultérieurement établie, le transporteur responsable sera tenu de verser une somme d'argent, l'avance peut être déduite de cette somme d'argent à payer.

L'avance n'est pas en principe remboursable.

Elle le devient cependant dans deux cas :

1. Dans les cas visés par l'article 20 CM, c'est-à-dire dans les hypothèses de faute contributive de la victime.

2. Lorsque la personne à laquelle l'avance a été versée n'avait pas droit à indemnisation.

Il y avait eu en ce cas maladresse, le bénéficiaire du versement est apparu dans un premier temps comme ayant droit à indemnisation, les apparences étaient trompeuses, son absence de titre a été établie a posteriori.

Cette législation est inopposable aux transporteurs extra européens, il faut se référer à la législation du siège du transporteur.

La victime a toutefois la possibilité, avant d'aller au fond, de demander en référé une provision, cf. infra.

L'article 22 § 6 incite indirectement le transporteur à faire à la victime une proposition d'indemnisation d'un montant convenable dans les six mois de l'accident ou à tout le moins avant l'ouverture du contentieux. On verra en effet à propos des frais et dépens alloués au demandeur que ceux-ci seront refusés au demandeur si la somme qui lui est finalement allouée par le juge ne dépasse pas l'offre de règlement amiable faite par écrit par le transporteur. La disposition conventionnelle conduit la victime à ne pas se faire trop gourmande et à accepter l'offre honnête formulée par le transporteur (ou plus concrètement par l'assureur de ce dernier).

## Sous-Section II. Le contentieux porté en justice

L'affaire est portée devant les tribunaux étatiques.

Les victimes risquent de devoir patienter, plusieurs mois, voire plusieurs années avant d'obtenir l'indemnisation complète à laquelle elles ont droit, en particulier en cas d'accident mortel et lorsque subsiste l'incertitude sur les causes de l'accident.

### § I. Les titulaires du pouvoir d'action

#### A. Les demandeurs

L'article 29 exprime l'exclusivisme du système de la CM en édictant :

" Dans le transport de passagers, de bagages et de marchandises, toute action en dommages-intérêts, à quelque titre que ce soit ... ne peut être exercée que dans les conditions et limites de responsabilité prévues par la présente convention " (de Montréal) .

Des proches parents de passagers ayant perdu la vie lors de la catastrophe ayant affecté dans la nuit du 8 mars

2014 le vol entre Kuala Lumpur et Pékin prétendaient à tort évincer l'application de la convention de Montréal, se contentant plus génériquement de reprocher à la compagnie Malaysian Airline un manquement à son obligation de sécurité de résultat. Les circonstances de cet accident n'ont jamais pu être élucidées, les pires idées folles ayant été avancées sans grand discernement. La rubrique Wikipédia évoque un incendie électrique. Certains avaient évoqué un geste suicidaire du commandant de bord. Pure hypothèse. Le Boeing est tombé dans l'océan Indien. Des débris ont été retrouvés sur les côtes de la Réunion, de Maurice, du Mozambique, de Pemba, d'Afrique du Sud. Quatre français figurent parmi les victimes, un ingénieur français a perdu sa femme et deux de ses trois enfants.

1° Civile, 12 mai 2021, n° 19-24.229.

La CM est un manteau de Nessus auquel on ne peut se soustraire.

Le transport entre la Malaisie et la Chine était soumis à la CM.

Toute action en responsabilité formée par les victimes par ricochet ne pouvait échapper aux conditions fixées par cette convention de droit uniforme.

L'article 29 ajoute cependant « *sans préjudice de la détermination des personnes qui ont le droit d'agir et de leurs droits respectifs* ».

Si la CM entend défendre la primauté du dispositif qu'elle édicte, l'article 29 indique nettement que la convention internationale ne fixe pas de normes directes - sauf celles relevant de l'évidence - quant à la détermination des justiciables habilités à agir au prétoire.

C'est le droit local qui est compétent pour déterminer les titulaires du droit d'action.

La disposition conventionnelle est générale et concerne aussi bien le dommage corporel que les pertes aux bagages et aux marchandises et les retards.

S'agit-il du droit qui gouverne le fond ou du droit qui gouverne la procédure ?

Nombre d'auteurs se prononcent en faveur de la loi qui gouverne le fond, telle qu'elle est désignée par le système de solution des conflits de lois. C'est la loi applicable au fond qui détermine en principe qui a qualité pour agir, Ph. Théry renvoyant à Niboyet et Geouffre de La Pradelle.

D'autres estiment que la recevabilité de l'action relève tout autant du droit judiciaire privé que du droit régissant le fond. Si on adopte ce point de vue, il faut s'en tenir à l'article 33 § 4 CM, qui dispose que la procédure sera régie selon le droit du tribunal saisi de l'affaire. C'est la loi procédurale, donc la *lex fori*, qui apprécierait si la demande est recevable, si l'intéressé a qualité et intérêt pour agir. Telle est l'opinion de M. Chassot.

Cf. Dominique Bureau et Horatia Muir Watt, Droit international privé, tome I, Thémis, PUF, n°189 et suivants, selon lesquels la loi gouvernant le fond a une vocation importante pour apprécier qui a qualité pour agir, alors que la condition d'un intérêt né et actuel relèverait de la *lex fori*.

Un arrêt de la 1° chambre civile de la Cour de cassation du 14 avril 2010 a toutefois affirmé que les principes du droit français régissant l'action en justice s'appliquent à toute instance introduite en France, quelle que soit la loi gouvernant le fond du litige.

On risque ainsi de devoir tenir compte des indications aussi bien de la loi qui gouverne le fond que de la loi procédurale, il y aurait un cumul de conditions pour apprécier la recevabilité de l'action émanant d'une victime prétendue. Solution qualifiée de bancale par M. Philippe Théry.

[À propos des associations agissant dans l'intérêt collectif.

Qualité à agir : quelle est la loi applicable ? , RTD Civil 2022.698 note de Philippe Théry : à propos de l'arrêt de la 1° chambre civile du 9 mars 2022, n° 20-22.444, concernant la demande de mesures d'instruction *in futurum* formée en référé par deux associations de défense de l'environnement à l'encontre de la société française Perenco, dont la responsabilité serait susceptible d'être engagée au titre d'atteintes à l'environnement survenues en république démocratique du Congo.

Ces associations demandaient la désignation d'un huissier afin que celui-ci procède à des constatations au sein des locaux de cette société en vue d'établir la preuve de faits de nature à engager la responsabilité de cette société à raison de l'influence exercée par cette société sur les sociétés opérant en RDC.

La cour de Paris avait déclaré ces demandes irrecevables.

Cassation.

La qualité à agir d'une association pour la défense d'un intérêt collectif en vue d'obtenir une mesure d'instruction sur le fondement de l'article 145 du code de procédure civile s'apprécie, non au regard de la loi étrangère applicable à l'action au fond, mais selon la loi du for en ce qui concerne les conditions d'exercice de l'action

et selon la loi du groupement en ce qui concerne les limites de l'objet social dans lesquelles celle-ci est exercée. Deux questions distinctes : celle de la qualité pour agir et celle de la conformité de la demande aux statuts. M. Théry indique que la Cour écarte la loi applicable au fond dans son principe même pour retenir la loi du for parce qu'elle régit la procédure. Pourquoi écarter la loi applicable au fond qui détermine en principe qui a qualité pour agir. La solution s'explique parce qu'on est en présence d'une association agissant pour défendre un intérêt collectif.]

## I. Dans le transport de passagers

Il faut distinguer selon la nature du dommage subi par le passager.

### a) Le dommage corporel

Qui dispose du droit d'action ?

Ce sont les personnes qui ont intérêt et qualité pour agir en France.

i. Le passager blessé durant le transport aérien est incontestablement habilité à mettre en cause la responsabilité du transporteur en exerçant l'action en responsabilité ordinairement contractuelle. Le principe est exprimé tant par le droit uniforme que par le droit national. S'il a été grièvement blessé, il est possible qu'il meure en cours d'instance. Ses héritiers recueillent l'action.

Même si les dispositions de la CM ne mettent aucun obstacle à l'action intentée par le passager, il est admis en jurisprudence que le passager ne possède pas le monopole de l'action. L'action du fait d'un dommage corporel subi dans le cadre d'un déplacement aérien n'est pas réservée par la CM au seul passager.

D'autres personnes désignées par le système étatique compétent reçoivent qualité pour agir aux termes du droit interne applicable.

ii. Peuvent agir les héritiers du passager tué ou mourant des suites de ses blessures, qui reçoivent par l'action successorale les droits du défunt. L'indemnisation au titre du préjudice d'angoisse de mort imminente profite en fait aux héritiers, voir l'article de Cécile Pellegrini, Le préjudice d'angoisse de mort imminente, Responsabilité civile et assurances, n° 10, octobre 2015, étude 9, la note 10 cite certaines décisions rendues en matière d'accidents aériens.

iii.

Les victimes par ricochet agissent en formant contre le transporteur une action en responsabilité délictuelle

Elles font état d'un préjudice propre, du fait du décès ou des blessures de la victime directe.

Depuis l'arrêt de la 1<sup>o</sup> Civile, 28 oct. 2003, elles ne bénéficient pas, même créancières d'aliments de la victime directe, d'une stipulation pour autrui implicite, P.A. déc. 2003, n° 255 p. 11 note Pascal Ancel.

(Le tiers à un contrat peut invoquer sur le fondement de la responsabilité délictuelle un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage, Cour de cassation, Assemblée plénière, 6 octobre 2006, D. 2006.2825 note Geneviève Viney.)

(Les contrats, opposables aux tiers, ne peuvent cependant leur nuire. Le manquement par un contractant à une obligation contractuelle est de nature à constituer un fait illicite à l'égard d'un tiers au contrat lorsqu'il lui cause un dommage. Il importe de ne pas entraver l'indemnisation de ce dommage. Dès lors, le tiers au contrat qui établit un lien de causalité entre un manquement contractuel et le dommage qu'il subit n'est pas tenu de démontrer une faute délictuelle ou quasi délictuelle distincte de ce manquement. Le tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage, Assemblée plénière, 13 janvier 2020, n° 17-19963.)

iv. Les associations de défense des victimes d'accident survenu dans les transports collectifs, art. 2-15 du code de procédure pénale, peuvent se constituer partie civile devant la juridiction répressive. Un agrément donné par le garde des sceaux est nécessaire. Une condition est posée pour l'exercice de l'action civile : il faut que l'action publique ait été mise en mouvement par le ministère public ou par la partie lésée. Les tribunaux répressifs sont cependant incompétents pour accorder des dommages-intérêts aux victimes. Il ne semble pas que ces associations ne puissent pas se présenter devant les juridictions civiles.

v. La Sécurité Sociale au titre de son recours propre compte et des frais médicaux engagés, compte tenu des blessures du passager

vi. L'État du chef des indemnités payées aux fonctionnaires

vii. Le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions, subrogé dans les droits de la victime, art. 706-11 CPP

viii. L'agence ou l'organisateur de voyages ayant désintéressé la victime

ix. L'assureur en cas d'assurance de dommage subrogé dans les droits de la victime indemnisée par ses soins

On cite toujours l'arrêt de la cour de Paris du 3 février 1971 avec la note de Madame Simon-Depitre à la Revue critique de DIP 1972.274.

Voir Karine Parrot, L'interprétation des conventions de DIP, n° 663 et la note.

La convention est muette sur cette question de l'accès au prétoire de l'assureur ayant indemnisé en tout ou en partie la victime du dommage. La solution fixant le sort du créancier subrogé est commandée par le droit interne compétent, qui pourrait être la loi gouvernant le contrat de transport, la loi gouvernant le contrat d'assurance ou la loi gouvernant la procédure.

On verra infra que la Cour de cassation, dans un important arrêt de la première chambre civile du 4 mars 2015, considère, en application de la CV, que l'appel en garantie émanant du constructeur aéronautique actionné en responsabilité par les victimes par ricochet pour défaut prétendu du produit à l'encontre du transporteur ne relève pas du champ d'application de la CV. Le constructeur qui exerce une action personnelle contre le transporteur ne se présente pas comme une victime de l'accident mortel, il ne se place pas dans la catégorie des victimes mais dans celle hypothétique des auteurs ou des co-auteurs du dommage, même s'il entend pour s'exonérer en tout ou en partie de sa propre responsabilité établir celle du transporteur. Cette jurisprudence fait le jeu des constructeurs, elle est défavorable aux transporteurs qui pouvaient croire bénéficier de façon absolue du statut protecteur que leur confère le régime de responsabilité inscrit dans la convention portant droit uniforme. Il y a là un recul du particularisme du droit aérien au profit d'un certain retour au droit commun. La solution n'est pas unanimement appréciée. Elle est, semble-t-il, neutre en ce qui concerne les victimes. Si la faute du constructeur est établie, elles obtiendront de sa part, si le droit compétent l'admet, une réparation intégrale. Si elle est déniée, elles ne disposent que de l'action exercée sur le fondement de la CV contre le transporteur et d'une réparation plafonnée. L'appel en garantie ne concerne que les relations entre les supposés co-responsables co-auteurs du dommage. La cour refuse de voir dans l'action exercée dans le cadre d'un appel en garantie une action en dommages-intérêts exercée par la victime d'un dommage aérien. Il n'en demeure pas moins que dans un tel contexte le constructeur met en cause la responsabilité du transporteur en prétendant qu'il est en tout ou en partie l'auteur imprudent ou négligent d'un transport ayant tourné à la catastrophe. Le transporteur pouvait croire à bon droit que la CV lui servait de bouclier et que son comportement ne pouvait être apprécié que dans le seul cadre de la convention internationale.

#### b) Le retard du passager

L'action du passager est recevable, il a qualité et intérêt. Ce point ne devrait pas pouvoir être contesté.

L'action des subrogés et cessionnaires est recevable.

Nombre de passagers, victimes de retards, face aux lenteurs et obstacles de droit et de fait pour obtenir l'indemnisation accordée par la jurisprudence Sturgeon et Nelson, cèdent leurs droits à indemnisation à des organismes spécialisés de recouvrement.

Certains transporteurs font interdiction aux passagers, victimes d'un retard ou d'une annulation de vol, de céder leurs droits à indemnité (CM) ou à indemnisation (droit européen) à un organisme de recouvrement.

Il est vraisemblable qu'une telle disposition figurant dans les Conditions générales de transport serait qualifiée de clause abusive.

La question est posée à la CJUE à propos d'un retard de bagages, cf. infra.

Cf infra, le contentieux concernant la question de savoir si les clauses relatives à la compétence, contenues dans



les conditions générales de transport, peuvent être opposées par le transporteur à l'organisme de recouvrement cessionnaire de la créance d'indemnisation due en cas d'annulation de vol ou de retard de plus de 3 heures.

L'ouverture des actions collectives

Les actions représentatives du droit européen

La directive européenne 2020/1828 du 25 novembre 2020 - que la France aurait dû transposer avant le 25 décembre 2022 et appliquer à partir du 25 juin 2023 - vise à autoriser des entités qualifiées - en fait des associations de consommateurs - à intenter des actions représentatives en matière de protection des intérêts collectifs des consommateurs.

Il n'est prévu d'ouvrir ces actions représentatives qu'en cas d'infractions commises par des professionnels méconnaissant les dispositions de certains instruments européens mentionnés dans l'annexe. Le règlement n° 2027 / 97 du 9 octobre 1997 sur la responsabilité des transporteurs aériens, le règlement n° 261/2004 en matière de retard, annulation de vol, refus d'embarquement y figurent. Les associations de consommateurs pourront ainsi agir en réparation contre les compagnies en cas de catastrophes aériennes et de retard et autres incidents de vols. La directive envisage cependant une éventuelle réforme visant à retirer le règlement sur le retard de la liste figurant dans l'annexe.

La Commission appréciera dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la directive si les règles concernant les retards en matière de transports aériens offrent aux consommateurs une protection comparable à celle ressortant de la directive.

Si c'est le cas, la Commission fera des propositions tendant en particulier au retrait de la mention du règlement n° 261/2004 dans l'annexe.

Tout ceci est curieux, d'autant que le règlement de 2004 n'est guère disert en matière d'actions collectives.

La recevabilité de l'action d'un demandeur autre que le passager retardé

Quid de l'action exercée par un non passager qui subit un dommage propre du fait du retard infligé au passager ? Ainsi la société victime du retard subi par son dirigeant ou l'un de ses salariés lors d'un déplacement professionnel.

Il convient de distinguer selon que l'employeur ou l'entreprise a été ou non partie au contrat de transport.

1° cas. L'entreprise, partie au contrat de transport, a acheté le billet pour le compte d'autrui.

C'est l'employeur lui-même (ou l'Administration) qui a été partie au contrat de transport et où ses agents et subordonnés ont été victimes d'un retard, ce retard causant un préjudice à l'employeur.

Leur action est recevable.

La CJUE a eu à statuer dans une espèce, où l'employeur ne se présentait non comme un tiers, victime d'un préjudice par ricochet, mais comme le cocontractant du transporteur et comme tel partie au contrat de transport. La haute juridiction lituanienne interroge le 18 septembre 2014 la CJUE par le biais d'une demande de décision préjudicielle, C-429/14, Air Baltic. Un retard est constaté sur un vol. Le passager est un salarié, l'employeur a du fait de ce retard été dans l'obligation d'engager des dépenses supplémentaires comme le paiement à son salarié d'indemnités journalières de mission. La juridiction demande si l'action en responsabilité formée par l'employeur contre le transporteur aérien trouve son fondement sur les dispositions de la CM ou si celui-ci à défaut peut agir sur le fondement du droit national.

Nous pensons que l'employeur ne pouvait être accueilli au prétoire que si le droit national compétent lui donnait qualité et intérêt pour agir, la CM ne posant pas de règle précise en ce domaine.

Nous estimions en revanche que si l'employeur était admis à agir, il ne le pouvait qu'en fondant son action sur la convention de Montréal. Celle-ci est appelée à régir toute action tendant à assurer l'indemnisation d'un dommage ressenti du fait du retard. L'exclusivisme varsovien et maintenant montréalais interdit au demandeur déclaré recevable en sa demande de faire appel au droit interne.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 17 février 2016,

Semaine Juridique G, 22 février 2016, 236, obs. Dominique Berlin ; Gazette du Palais du 29 mars 2016, n° 13, p. 23, note P. Dupont et G. Poissonnier ; Juris tourisme 2016, n° 185, p. 11, obs. Delphine Castel ; D. 2016.1396 obs. Kenfack ; RTD Européen 2017.252 observations Loïc Gard.

Il ressort des faits que le contrat de transport n'avait pas été conclu par les agents d'un service d'enquêtes de l'État lituanien, mais par le service lui-même. Ce service avait conclu le contrat, ses agents étant parvenus à

destination, depuis Vilnius, via Riga et Moscou, à Bakou, avec un retard de 14 heures, il avait été contraint de payer des frais supplémentaires à ses subordonnés, il avait dû leur payer des indemnités journalières, le service réclamait au transporteur 338 euros ! Le transporteur prétendait que le service d'enquêtes ne pouvait engager la responsabilité du transporteur, celle-ci ne pouvant être invoquée que par les seuls passagers. Le service d'État, solvens du prix des billets, est admis au prétoire par la CJUE en sa qualité de cocontractant. Il est un consommateur, il est victime d'un préjudice résultant du retard subi par ses agents. L'absence de référence dans la CM aux personnes qui recourent aux services d'un transporteur aérien en vue de faire transporter leurs employés, en tant que passagers, ne saurait être comprise comme excluant du champ d'application de cette convention ces personnes et, par voie de conséquence, les dommages que celles-ci sont susceptibles de subir à ce titre.

L'article 19 CM est applicable non seulement au dommage subi par un passager, mais également à celui subi par une personne en sa qualité d'employeur ayant conclu, avec un transporteur aérien, un contrat de transport international visant à faire transporter des passagers qui sont ses employés. L'arrêt considère implicitement que la CM - qu'il interprète et applique le droit d'action à la personne morale contractante pour agir à la suite du retard subi par ses subordonnés, il ne fait nullement place à la compétence de la loi nationale gouvernant le fond ou celle relative à la procédure. Il élargit la capacité normative de la CM.

(Lorsque l'article 22 CM prévoit la limitation de réparation propre au retard, il désigne le dommage subi par des passagers. Dans une interprétation littérale, on aurait pu soutenir, soit que le dommage réparable était uniquement le dommage subi par les passagers et non celui souffert par un contractant non passager, soit que la limite de responsabilité n'était opposable qu'aux seuls passagers et non au contractant non passager !)

2° cas. Le dirigeant social ou le salarié, partie contractante

C'est l'hypothèse distincte où les dirigeants, cadres, salariés, subordonnés, en mission ont contracté en personne - même si c'est l'entreprise qui a pris en charge le prix du déplacement d'affaires - et ont été victimes d'un retard. L'employeur, la société, l'Administration subit un préjudice matériel quelconque du fait du retard de ses agents, elle doit leur payer par exemple des nuits d'hôtel supplémentaires. L'employeur, au titre de ce préjudice par ricochet, peut-il obtenir des dommages intérêts de la part du transporteur, alors qu'il est un tiers au contrat ? Cette action est-elle soumise à la convention de droit uniforme ou au droit national de la responsabilité extra contractuelle ?

C'est a priori le droit national qui confère ou qui refuse à ce tiers le droit d'action, le droit uniforme ne posant pas de règle en ce domaine. S'il est reconnu, l'action en réparation devrait se trouver, au nom de l'exclusivisme montréalais, soumise à la CM.

### c) La perte ou le retard des bagages

L'art. 17, § 3, CM envisage l'action du passager.

Si le transporteur admet la perte des bagages enregistrés ou si les bagages enregistrés ne sont pas arrivés à destination dans les 21 jours qui suivent la date à laquelle ils auraient dû arriver, le passager est autorisé à faire valoir contre le transporteur les droits qui découlent du contrat de transport, art. 17 § 3, CM.

Les bagages n'appartiennent pas forcément au passager, le propriétaire des bagages perdus ou endommagés peut-il agir contre le transporteur ?

La subrogation

L'assureur qui indemnise le passager, victime d'une perte ou d'une avarie, est subrogé dans les droits de l'accipiens et peut agir contre le transporteur, cf. affaire Finnair.

La cession de la créance de dommages-intérêts pour retard des bagages

Une demande oppose Eventmedia Soluciones à Air Europa, affaire C-173/23, demande émanant du Juzgado de la Mercantil n° 1 de Palma de Mallorca. Un retard dans la livraison des bagages sur un vol entre Madrid et Cancun. La demande de 766 euros est fondée sur l'article 19 CM. Le règlement européen n° 261/2004 du 11

février 2004 ne concerne que le retard des passagers, et non celui de leurs bagages. Le demandeur est cessionnaire de la créance appartenant au passager. La compagnie ne nie pas le retard, elle en nie l'ampleur, mais elle conteste la qualité pour agir de la requérante, la clause 15.1 de ses conditions générales de transport interdisant la cession des droits des passagers. Le juge majoritaire a des doutes quant au contrôle d'office des clauses abusives, il estime que la clause est abusive ; autre point faisant difficulté, le cessionnaire qui exerce l'action n'a pas la qualité de consommateur, normalement la procédure pour faire invalider la clause est engagée par l'une des parties au contrat, la question est de savoir si la juridiction peut d'office déterminer si la clause a un caractère abusif.

## II. Dans le transport de marchandises

La LTA est émise, en trois originaux, par l'expéditeur. Article 7 CM.

Le premier original est pour le transporteur, il est signé par l'expéditeur, ainsi identifié.

Le second original est pour le destinataire, signé par le transporteur et par l'expéditeur. Il semble ressortir de l'art. 12 CM qu'il existe un destinataire initialement désigné.

Le troisième exemplaire est signé par le transporteur, remis par le transporteur à l'expéditeur après acceptation de la marchandise.

La jurisprudence française acquise sous l'empire de la convention de Varsovie réserve le bénéfice de l'action en réparation

- à l'expéditeur inscrit sur la LTA ainsi qu'
- au destinataire inscrit sur la LTA.

Com. 13 mars 2007, Bull. civ. 2007. IV. n° 88, Rapport annuel de la Cour de cassation : celui qui s'est engagé à exécuter un transport aérien ne peut être attrait en responsabilité que par les seuls, expéditeur et destinataire, inscrits sur la lettre de transport aérien.

Elle fait de cette action une action attitrée.

La solution a le mérite, même si son fondement textuel est douteux, de la simplicité et de réduire le nombre des titulaires du droit d'action. D'autant que l'expéditeur ou le destinataire réel dispose ordinairement d'un recours contre celui qui détient le droit d'action.

Quid sous l'empire de la convention de Montréal ?

On relève certaines décisions qui maintiennent l'ancienne solution.

Chambéry, 8 septembre 2015, BTL 2015 n° 3566 : un transport de chaussures d'Inde en France, dommage par mouille, durant la phase d'entreposage. Avarie totale. Il y a un commissaire chef de file, RDE, qui a pris un sous-commissionnaire, Geodis, qui a choisi le transporteur. Le commissaire chef de file est assigné, il appelle en garantie le sous-commissionnaire, le recours est admis. Le commissaire a également assigné le transporteur aérien, Cathay Pacific. Ce recours est rejeté, le nom du commissaire principal ne figure pas sur la LTA ni comme expéditeur ni comme destinataire. La demande du commissaire principal contre le transporteur aérien est irrecevable.

Le maintien de cette jurisprudence forgée sous l'empire de la C.V. est cependant contesté, obs. Tilche, BTL 2013.12

La jurisprudence des juges du fond est souvent en dissidence, Lyon, 11 avril 2013, précité, la personne mentionnée comme Notify (personne à aviser) sur la LTA est destinataire réel, elle est partie au contrat de transport, elle a la qualité requise en cas de vol des meubles pour agir contre le transporteur.

Certaines jurisprudences étrangères confèrent le droit d'action à l'expéditeur réel et au destinataire réel, ou au propriétaire de la marchandise, même non mentionnés sur la LTA. Ce serait le cas de la jurisprudence anglaise, australienne et néo-zélandaise, mais non de la jurisprudence américaine.

La CM autoriserait la solution extensive, la détermination des titulaires de l'action en responsabilité étant désormais abandonnée à la lex fori déterminant qui détient qualité et intérêt pour agir, cf. L. Chassot, op.cit., p. 201.

Les personnes subrogées dans les droits des précédents et les cessionnaires de la créance de réparation disposent également du droit d'agir :

L'assureur qui indemnise son client dont le nom est mentionné sur la LTA et qui est subrogé dans les droits de la victime est habilité à agir en justice

(Voir l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 14 avril 2010, n° 08-70229, rendu apparemment en matière de transport terrestre. Les ordinateurs Apple n'ont jamais été retrouvés. Agit en justice contre le sous-transporteur une société qui est un « assekuradeur » intervenant au nom des co-assureurs, titulaire d'un mandat général pour agir en justice devant les juridictions pour le compte de ses mandantes. Cette société se présente en France en produisant aux débats des pouvoirs rédigés en termes généraux, ces mandats généraux ne satisfont pas aux principes régissant l'action en justice devant les juridictions françaises qui s'appliquent à toutes les instances introduites en France quelle que soit la loi gouvernant le fond du litige ou la loi en vertu de laquelle le demandeur indique agir pour le compte d'autrui. Faute de justifier d'un mandat spécial de chacun de ses mandants, la société allemande était irrecevable à agir en France contre le transporteur)

Le commissionnaire de transport subrogé dans les droits de l'expéditeur inscrit sur la lettre.

Le commissionnaire principal bénéficiaire d'une cession de droit émanant du sous commissionnaire pourrait agir contre le transporteur, si une cession valable de droit est produite.

Chambéry, précité, 8 septembre 2015, la cession de droit est en l'espèce inefficace, le salarié n'ayant pas délégation.

## B. Les défendeurs

### *Les transporteurs*

Ex. 1<sup>o</sup> Civile 26 janvier 2012, billets délivrés par Air France, qualifié de transporteur contractuel, le vol devait être organisé par KLM transporteur de fait, une panne, vol annulé, le passager prend un avion d'Air France de Toulouse à Paris, un avion de l'Aeroflot, transporteur de fait ou effectif, entre Paris et Saint Petersburg.

La situation en présence de **transporteurs successifs** : quel transporteur la victime doit-elle assigner ?

L'art. 36 § 2 CM donne une solution en matière de transport de personnes. Le passager recourt contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel l'accident ou le retard s'est produit. Le passager peut également recourir contre le premier transporteur, si celui-ci par une stipulation expresse, avait assuré la responsabilité pour tout le voyage.

L'art. 36, § 3, concerne les bagages et le fret.

Les solutions sont plus éclectiques en ce qui concerne le transport des bagages.

Le passager (voyageur) dispose d'un recours contre le premier transporteur, le passager qui a droit à la délivrance peut recourir contre le dernier transporteur. Le passager peut également agir contre le transporteur ayant effectué le transport au cours duquel se sont produits la destruction, la perte ou le retard des bagages. Voir l'art. 36 § 3 CM.

Les solutions sont similaires en matière de transport de fret. L'expéditeur a un recours contre le premier transporteur. Le destinataire qui a droit à la délivrance de la marchandise a un recours contre le dernier transporteur. L'expéditeur et le destinataire peuvent également agir contre le transporteur qui a effectué le transport au cours duquel la destruction, la perte, l'avarie ou le retard se sont produits. Art. 36 § 3.

L'art. 36 §3 prévoit à la fin que ces transporteurs (le premier, le dernier, le transporteur s'ayant effectué le transport au cours duquel le sinistre s'est réalisé) seront solidairement responsables envers le passager, ou l'expéditeur ou le destinataire.

Le transporteur de fait ou transporteur effectif.

Ce peut être une hypothèse de sous-traitance.

Les obligations prévues par le règlement 261/2004 du 11 février 2004 pèsent sur le transporteur aérien effectif.

L'assureur du transporteur

Si un commissionnaire ou une agence est intervenu dans la conclusion du contrat, la victime a toujours la possibilité d'agir directement contre le transporteur.

Le client peut préférer assigner simultanément l'organisateur de voyages ou le commissionnaire au côté des transporteurs contractuel et de fait.

Le demandeur dispose d'une certaine liberté dans le choix de ses armes.

### *La responsabilité des préposés et des mandataires du transporteur.*

Nous traitons dans ce développement de la responsabilité civile du transporteur aérien du fait d'un incident ou d'un accident dans l'exécution du contrat de transport aérien. Les victimes pourraient avoir, dans certaines hypothèses, la tentation de mettre en cause parallèlement la responsabilité civile des agents, préposés et salariés du transporteur ayant pu jouer un rôle causal dans la réalisation du dommage. L'hypothèse est exceptionnelle, car la victime s'adresse en général au transporteur qui en principe assuré et solvable.

L'article 30 de la CM ne consacre pas moins de trois paragraphes à l'action intentée contre un préposé ou un mandataire du transporteur à la suite d'un dommage visé par la CM.

Cette action, du moins en France, trouve son fondement sur le terrain délictuel. Le passager, l'expéditeur n'a pas de relation contractuelle directe avec les pilotes, les agents au sol, les bagagistes, les manutentionnaires liés par contrat avec le transporteur. L'art. 30 parle de préposés ou de mandataires mis en cause par la victime. Il peut s'agir aussi bien de salariés dépendants que d'entrepreneurs indépendants. Ils sont poursuivis pour de faits dommageables, alors qu'ils étaient dans l'exercice de leurs fonctions.

La CM ne prévoit pas un régime d'ensemble de la responsabilité du préposé, elle n'édicte que des règles ponctuelles, elle le fait seulement bénéficier de la limite de réparation et du délai biennal de déchéance. Il bénéficie du régime profitant au transporteur. Il s'exonère lorsque le transporteur le pourrait.

Le préposé ou le mandataire actionné par le passager ou l'expéditeur *pourra* se prévaloir des *conditions* et des *limites* de responsabilité que peut invoquer le transporteur en vertu de la CM.

Il ne semble pas en revanche que la victime puisse opposer au préposé les conditions du régime de Montréal.

Les dispositions de la CM propres au préposé sont des dispositions de faveur et non de rigueur.

On imagine mal que le préposé assume une responsabilité de plein droit en cas de survenance du dommage. Le principe de responsabilité pesant sur le préposé ou le mandataire relève du droit interne. On sait qu'en droit interne français la responsabilité du salarié ne peut être engagée que dans une limite étroite, sinon il bénéficie d'une sorte d'immunité. Le préposé est en droit, semble-t-il, d'invoquer le statut protecteur que la CM fait au transporteur quand son intérêt est de s'en prévaloir, il peut s'exonérer quand le transporteur le peut.

Le paragraphe 2 reprend la même solution en précisant qu'en cas de condamnation commune le montant total de la réparation pouvant être obtenu du transporteur, de ses préposés et de ses mandataires ne doit pas dépasser les dites limites prévues par la convention.

Le paragraphe 3 envisage l'incidence du dol ou de la faute inexcusable du préposé ou du mandataire.

Le préposé ou mandataire ne peut pas en principe, en cas de faute dolosive ou confinant au dol, se prévaloir des limites prévues par la convention : en cas de retard, en cas de perte des bagages.

Ce § 3 fait cependant une exception pour le transport de marchandises. Si on prend le texte à la lettre, il signifierait que si un salarié ou un manutentionnaire vole, dissipe ou détourne la marchandise transportée, il bénéficie de la limite de 22 DTS par kilo, il encourt peut-être une peine de prison ou de confiscation, mais s'il est solvable il peut conserver une bonne partie de la valeur de son butin. Une telle solution heurte les sentiments élémentaires de justice. On aurait pu estimer qu'en ce cas le juge ferait appel aux principes juridiques supérieurs et qu'il écarterait l'invocation de la limite de réparation. *Dolus omnia corrumpit, furtum omnia corrumpit*, disaient les Anciens. La convention de Montréal est certes dotée d'une autorité certaine, elle n'est cependant qu'une pièce de l'ordonnancement juridique général. On ne peut la lire comme se suffisant à elle-même. Les grands principes juridiques la transcendent. La chambre commerciale n'a pas été séduite par un tel argumentaire dans une espèce opposant un expéditeur à Air France ; la chambre commerciale, n° 13-28846, n'écarte pas, dans un arrêt précité du 30 juin 2015, en cas de dol du transporteur, la limite d'indemnisation de 19 DTS par kilo. On pourrait souhaiter que le juge répressif puisse ordonner la restitution à la victime de la chose volée ou détournée et qu'il s'évade alors, saisie de l'action civile, d'un exclusivisme montréalais pour une fois infondé.

## § II. La compétence juridictionnelle

Devant quelle juridiction le demandeur en responsabilité aérienne est-il habilité en cas de litige à porter son action contre le transporteur ?

La matière est particulièrement embrouillée, le demandeur doit faire preuve de perspicacité, car le transporteur fort aguerrri risque de soulever pour le désarçonner l'exception d'incompétence de la juridiction saisie.

Tout dépend largement si le demandeur fonde son action sur le droit interne, sur le droit consumériste européen ou sur la convention qui porte droit uniforme. Si le litige présente un aspect de droit international, il faudra se demander quel est l'ordre juridictionnel étatique qui a aptitude à connaître du litige. Il peut d'ailleurs y en avoir plusieurs. Une fois déterminé l'ordre juridictionnel étatique affirmant sa compétence, il convient de trancher ce qui relève de la compétence d'attribution et de la compétence territoriale.

Il faut également se demander si le contrat de transport peut déroger aux règles en matière de

compétence et s'il peut contenir valablement une clause d'élection de for, plus ou moins imposée au passager consommateur.

Sous - Paragraphe I. La compétence internationale directe et la compétence territoriale

Si le litige est international, il faut se demander quel est l'ordre juridictionnel national qui est compétent pour connaître du litige.

Que le litige soit de dimension interne ou porteur d'un élément d'extranéité, une fois déterminé l'ordre juridictionnel compétent, il convient classiquement de déterminer au sein de l'ordre juridictionnel national compétent quel est, parmi les juridictions répandues dans cet État, le tribunal devant lequel le demandeur pourra porter son action.

Le demandeur doit se montrer prudent dans le choix opéré, car la compagnie aérienne pour faire traîner le procès risque d'invoquer l'incompétence de la juridiction saisie.

Le choix de la juridiction est largement déterminé par l'objet et le fondement de la demande.

La recherche du droit judiciaire applicable est souvent complexe, car l'interprète doit faire appel au droit uniforme mondial, au droit processuel européen ainsi qu'au droit judiciaire français.

Il existe, en matière de compétence judiciaire transfrontière, un grand texte de droit européen, le **règlement n° 1215 /2012 du 12 décembre 2012**, qui est la nouvelle version du règlement de **Bruxelles I**.

On parle souvent du règlement de Bruxelles I bis.

Ce règlement de 2012 a remplacé, en ce qui concerne des litiges ouverts à compter du 10 janvier 2015, le règlement n° **44/2001** du 22 décembre 2000.

Le règlement européen réserve explicitement le jeu des conventions internationales ainsi que celui du droit spécial.

Il contient un chapitre VII Relations avec les autres instruments

Article 67

Le présent règlement ne préjuge pas de l'application des dispositions qui, *dans des matières particulières*, règlent la compétence judiciaire ... et qui sont contenues dans *les actes de l'Union* ...

La CM est une convention internationale ratifiée par l'UE, c'est donc un acte de l'Union posant des règles de compétence dans la matière de la responsabilité du transporteur aérien international, son autorité est donc supérieure aux dispositions contenues dans le règlement. Le droit spécial uniforme prévaut.

Le règlement contient également un article 71, mais celui-ci est étranger à notre problème.

Le présent règlement n'affecte pas les conventions auxquelles les *États* membres sont parties et qui, *dans des matières particulières*, règlent la compétence judiciaire ...

Cette disposition ne concerne pas l'application de la CM, à laquelle l'Union est partie. L'article 71 ne concerne que les conventions auxquelles les États sont hautes parties contractantes, alors que l'Union ne l'est pas. L'UE est partie à la CM.

L'article 71 pourrait cependant concerner les hypothèses où on continue à faire application de la CV à laquelle l'UE n'est pas partie, ainsi que peut-être le contentieux en matière de fret soumis à la CM mais qui ne relève pas de la compétence de l'UE, l'UE a ratifié la CM, mais celle-ci est un accord mixte.

Voir à propos du concours entre la CMR et le règlement n° 44/2001, CJUE 19 décembre 2013, C-452/12, Revue des contrats, juillet 2014 n° 2, p. 251, note Édouard Treppoz. Voir infra.

La césure pourrait consister à opposer les situations où la CM est applicable directement ou par ricochet, la CM contenant des dispositions concernant la compétence des juridictions, aux situations où on fait appel à des dispositions de droit commun ou de droit consumériste ne relevant pas droit uniforme mondial.

Il nous faudra cependant in fine nous demander quelles sont les règles de compétence à appliquer lorsque le demandeur, en particulier en cas de retard, fonde sa demande en indemnisation aussi bien sur les solutions découlant de l'interprétation du règlement communautaire de 2004 que sur celles découlant de la convention de

Montréal.

Sandrine Clavel, *Le passager aérien est-il un consommateur comme les autres ? Réflexions inspirées par le droit à l'accès effectif à un tribunal*, Mélanges Philippe Neau-Leduc, p. 231-241.

A. Les contentieux ne relevant pas de la compétence de la convention de Montréal

C'est l'hypothèse où le demandeur ne fonde pas sa demande sur la CM. Il n'y est pas contraint. L'exclusivisme montréalais ne s'exerce pas en une telle hypothèse, du moment que l'action de la victime ne relève pas de la CM. Elle ne se prévaut ni d'une lésion corporelle ni d'un dommage résultant d'un retard.

I. Le contentieux relevant du seul droit interne français

Il s'agit d'un contentieux interne dépourvu d'éléments d'extranéité ou d'un contentieux international portant sur des points non réglés par le droit uniforme ou par le droit européen.

Il convient a priori de faire application des dispositions du code des transports ainsi que du code de procédure civile et du code de la consommation, prévoyant à l'article R. 631-3, " Le consommateur peut saisir à son choix, soit l'une des juridictions compétentes en vertu du CPC, soit la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable ".

. Contentieux relatif à un transport dans les limites de la France

Contentieux de droit commun

Exemple : le remboursement d'un billet : on se réfère aux dispositions du code de procédure civile et du code de la consommation

Toulouse, 22 janvier 2013, *Revue de droit des transports*, octobre 2013, commentaire 67 par Philippe Delebecque, litige sur le remboursement d'un billet, application de l'art. L. 141-5 du code de la consommation, le consommateur a la faculté de saisir, outre les juridictions désignées par le code de procédure civile, la juridiction du lieu où il demeurerait au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable. Achat du billet par internet : le lieu d'achat se situe sur l'ensemble du territoire où il est commercialisé.

. Un contentieux à propos d'un transport comportant un élément d'extranéité.

Les arrêts que nous citons infra excluent la compétence, en tant que tel, en matière de contrat de transport, du tribunal du domicile du consommateur. Même si le litige oppose des parties résidant dans le même État, le règlement Bruxelles I semble s'y opposer, du moins dans l'interprétation qu'en donne la Cour de cassation dans ses décisions du 22 février 2017, du moment que le litige concerne une prestation de transport excédant les limites du territoire national.



II. Le contentieux permettant l'appel au droit judiciaire européen, représenté par le règlement de Bruxelles I  
(Règlement n° 44/2001, version ancienne, remplacé par le règlement n° 1205/2012, nouvelle version)

Le règlement européen a pour objet de déterminer quelles sont les juridictions des États membres qui sont compétentes pour trancher un litige aérien ne relevant pas des dispositions sur la compétence contenues dans la convention de droit uniforme.

Si le transporteur aérien assigné en justice ne conteste pas la compétence de la juridiction saisie par le passager demandeur, alors qu'il en aurait la possibilité, le pouvoir de juridiction pour trancher le différend ne pourra pas lui être contesté. On parle de prorogation tacite de compétence.

Cf. article 26 du règlement de Bruxelles I, version de 2012, la juridiction d'un État membre devant laquelle le défendeur comparait est compétente. Cette règle n'est pas applicable si la comparution a pour objet de contester la compétence ou s'il existe une autre juridiction exclusivement compétente.

Voir l'affaire OD c. Ryanair, C-646/18, initiée par une demande du Juzgado de lo Mercantil de Girona en date du 15 octobre 2018. Le demandeur, domicilié en Italie, avait porté sa demande contre Ryanair (siège social en Irlande, bureau de représentation à Gérone) devant la juridiction commerciale de Gérone, alors que la demande était normalement soumise à une procédure sommaire en raison de son montant limité. La demande de 250 euros portait sur un incident de retard sur un vol entre Rome et Palerme. La juridiction catalane demande si la prorogation tacite de compétence exige un élément objectif de connexité entre l'objet du litige ou le domicile de la partie requérante et la juridiction devant laquelle la demande est introduite. Autre élément, le droit processuel espagnol exclut dans une procédure sommaire comme celle en cause le jeu de la prorogation tacite de compétence, il y a une conciliation à opérer entre les dispositions du règlement européen et les indications données par le code espagnol de procédure civile.

Ordonnance rendue le 11 avril 2019.

L'article 26 implique, y compris dans les cas où le juge a été saisi en méconnaissance des dispositions du règlement n°1215/2012, que la comparution du défendeur puisse être considérée comme une acceptation tacite de la compétence du juge saisi et donc comme une prorogation de compétence de celui-ci.

Ryanair, la partie défenderesse, à la suite de l'invitation du greffier du tribunal de Gérone à déposer des observations sur l'éventuelle compétence internationale de cette juridiction pour connaître de la demande en

cause, n'avait pas soumis d'observations écrites.

Une absence d'observations ne peut pas constituer une comparution et être considérée comme une acceptation tacite par le défendeur de la compétence de la juridiction saisie. Il ne saurait être fait application dans ces circonstances de cette disposition relative à la prorogation tacite de compétence.

L'article 26 ne s'applique pas dans ce cas où le défendeur n'a pas soumis d'observations ou n'a pas comparu.

La jurisprudence rendue en matière de compétence est fort nourrie, elle est évolutive.

On peut opposer les demandes, en présence d'un incident de transport, émanant des voyageurs parties à un voyage à forfait à celles des voyageurs en présence d'un vol sec.

### 1°) Le contentieux en matière de voyages à forfait

Le voyageur, partie à un voyage à forfait, incluant une prestation de déplacement aérien, peut être victime d'un refus d'embarquement, d'une annulation de vol ou d'un retard prolongé.

Il peut songer à agir contre le voyageur ou directement contre le transporteur.

La CJUE donne au passager retardé le choix de son adversaire.

[Si le voyageur agit pour obtenir, en cas d'annulation du vol, le remboursement de son billet, il ne peut agir que contre le voyageur, le passager est irrecevable à agir contre le transporteur aérien, le droit d'action lui est dénié, la solution a été affirmée par l'arrêt Aegean Airlines de la CJUE du 10 juillet 2019, C-163/18, Europe, n° 10, octobre 2019, commentaire 379 par Valérie Michel, faisant une application textuelle de la directive 90/314 et du règlement n°261/2004.]

#### a. La demande portée contre l'organisateur de voyages

Il s'agit du contentieux relatif aux agences de voyages offrant des voyages à forfait, où coexistent, pour un prix global, à la fois une composante de transport aérien et une composante hôtellerie.

Le client en sa qualité de consommateur bénéficie, sur le fondement du règlement Bruxelles I, d'une situation privilégiée lui permettant d'assigner son adversaire devant la juridiction de son propre domicile. Le domaine de la règle a cependant été disputé, en particulier lorsque les parties en litige résident le même État.

Les textes

Le règlement de Bruxelles I n° 44/2001 du 22 décembre 2000 comportait une section 4 intitulée « Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs ».

L'article 15 § 3 précisait que les contrats de transport conclus pour un prix forfaitaire, combinant voyage et hébergement, relevaient de cette section.

En ce qui concerne l'article 16 § 1, il indiquait que l'action qu'intente le consommateur contre l'autre partie au contrat (en simplifiant, le professionnel), peut être portée soit devant les tribunaux de l'État sur le territoire duquel est domiciliée cette partie, soit devant le tribunal du lieu où le consommateur est domicilié.

Le consommateur bénéficie ainsi de la part du droit européen d'une option de compétence, il peut s'il le veut assigner son adversaire devant son propre for, le forum actoris.

Le règlement de Bruxelles I révisé, n° 1215/2012, du 12 décembre 2012, le Bruxelles I bis, comporte une solution similaire. Il comporte une section 4, ayant le même intitulé que celui figurant dans le règlement d'origine. L'article 17 détermine quels sont les contrats qui relèvent de ce chef particulier de compétence. On retrouve, pour les soumettre à la section 4, la mention, au § 3, des contrats qui, pour un prix forfaitaire, combinent voyage et hébergement. L'article 18 § 1 donne une option de compétence au consommateur, entre les juridictions de l'État membre sur le territoire duquel est domicilié l'adversaire du consommateur et la juridiction du lieu où le consommateur est domicilié, quel que soit le domicile du défendeur, pouvant ainsi être domicilié ou non dans un État membre de l'UE, ce qui est nouveau.

#### i. L'organisateur de voyages et le voyageur résident dans le

même État

L'application du règlement européen et la faveur du forum actoris sont disputées lorsque les adversaires ont leur siège dans le même État, alors que le voyage a pour destination un État tiers.

[On peut faire état d'un litige étranger au droit aérien, mais mettant aux prises deux litigants demeurant en Allemagne.

Le Landgericht de Mayence interrogeait à ce sujet la CJUE, demande du 16 juillet 2020, affaire C-317/20, KX c. PY. Le litige oppose un voyageur à son cocontractant le voyageur, les deux adversaires sont tous les deux domiciliés dans le même État membre, la victime à Mayence, le voyageur à Hanovre, mais la destination du voyage se trouvait à l'étranger, en Turquie, la demande parle de fausses situations internes. La touriste s'était blessée en glissant dans l'escalier d'un hôtel en Turquie. La juridiction allemande demande si l'art. 18 § 1 du règlement n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 régit non seulement la compétence internationale, mais également la compétence territoriale des tribunaux nationaux en matière de contrat de voyage. Il s'agit de savoir concrètement si le consommateur (de voyage) peut faire valoir devant le tribunal de son domicile ses droits contractuels à l'encontre du voyageur en application du règlement européen.

Le voyageur concluait à l'inapplication du règlement de Bruxelles I, le litige n'étant pas transfrontière, il considérait que le règlement de Bruxelles I exige pour s'appliquer un procès entre deux adversaires résidant dans deux États différents. Radiation le 26 avril 2021, le tribunal de Mayence ayant retiré sa demande.]

Le débat revient devant la Cour de Justice grâce à une demande émanant de l'Amtsgericht de Nuremberg, dans une affaire JX c. FTI Touristik, C-774/22. Le voyageur, domicilié à Nuremberg, a conclu en décembre 2021, via une agence de voyages, un voyage à forfait avec un organisateur de voyages, ayant son siège à Munich. Il réclame au voyageur une somme d'environ 1500 euros pour un défaut d'information sur des conditions d'entrée et les visas requis. Il a fait l'objet d'un refus d'embarquement. Il agit, invoquant les dispositions propres aux contrats de consommation figurant aux articles 17 et 18 du règlement de Bruxelles I bis, devant le tribunal de son domicile. L'organisateur de voyages conteste, il considère que le tribunal de Nuremberg est incompétent, le règlement européen ne s'appliquant pas à une situation purement interne, les adversaires ne demeurant pas en l'espèce dans deux États différents.

La juridiction allemande parle pour désigner la situation de " fausses situations internes ".

La compétence de la juridiction du domicile du voyageur consommateur est en Allemagne sujette à controverse tant en doctrine qu'en jurisprudence.

Le courant jurisprudentiel dominant conditionne l'application du règlement de Bruxelles I à un aspect transfrontalier, le consommateur demandeur et son adversaire professionnel devant être domiciliés dans deux États membres différents. L'élément d'extranéité exigé fait défaut, en présence d'un voyage à l'étranger, lorsque les deux parties sont domiciliées dans le même État.

Certains auteurs faisant autorité se prononcent en sens contraire, ils considèrent que l'élément d'extranéité requis est présent, même si le consommateur et l'organisateur de voyages ont leur siège sur le même territoire national, du moment que le voyage à forfait doit se dérouler à l'étranger. L'article 18 précise que le consommateur peut intenter une action devant le tribunal de son domicile, quelque que soit le siège du professionnel. La Commission européenne est en ce sens, l'élément d'extranéité pouvant résulter des circonstances de l'espèce, comme la destination du voyage et le lieu d'exécution des obligations contractuelles.

Le tribunal de Nuremberg doit décider s'il est en l'espèce territorialement compétent. Il décide de saisir la Cour à titre préjudiciel.

Les conclusions de l'avocat général Emiliou ont été déposées le 7 mars 2024. Elles se prononcent en faveur de l'admission, à raison de la présence d'un élément d'extranéité, du forum actoris bien que les parties résident dans le même État membre.

Une demande analogue émane de l'Amtsgericht de Gross-Gerau du 23 février 2023, affaire C-108/23, PU c. SmartSport Reisen.

Le tribunal allemand (Hesse, district de Darmstadt) demande à la Cour de Justice si l'article 18 § 1 du règlement n° 1215/2012 régit non seulement la compétence internationale, mais contient également une règle concernant la compétence territoriale des tribunaux nationaux en matière de contrat de voyage,

lorsque le consommateur en tant que voyageur et son cocontractant, l'organisateur de voyages, sont tous les deux domiciliés dans le même État membre,

alors que la destination du voyage ne se situe pas dans cet État membre, mais à l'étranger, avec pour conséquence que,

en complément des règles nationales de compétence,

le consommateur peut faire valoir devant le tribunal de son domicile des droits contractuels à l'encontre de l'organisateur de voyages.

Le litige ne comporte en l'espèce aucune composante aérienne, la demanderesse, domiciliée en Hesse, se plaint de la médiocrité de la qualité des prestations hôtelières dispensées lors d'un séjour au Portugal. Elle se prévaut de la compétence du tribunal de son domicile, elle parle d'une fausse situation interne, le lieu de destination du voyage à l'étranger constitue un élément d'extranéité suffisant pour faire application de l'article 18 du règlement Bruxelles I bis.

La défenderesse estime à l'opposé que le tribunal de Gross-Gerau n'est pas territorialement compétent, c'est le tribunal de Kaiserslautern, dans le Palatinat rhénan, siège de l'organisateur de voyages, qui le serait.

On retrouve le même débat avec la demande de l'Amtsgericht de Wiesbaden présentée le 31 octobre 2023 dans l'affaire C-648/23, Reise Service Deutschland, RSD.

Le contrat conclu par la requérante avec un organisateur de voyages concerne un vol aller et retour entre l'Allemagne et les Émirats arabes unis prévu en juin 2022 à faire exécuter par la compagnie turque (ou une compagnie équivalente).

Il s'agit un vol à forfait, puisqu'il était prévu des nuitées dans des hôtels de Dubaï.

Le jour du départ, l'avion utilisé par Turkish Airlines reste immobilisé au sol.

La requérante résilie le contrat de voyage à forfait le lendemain et demande au voyageur le remboursement du prix du voyage, 948 euros.

La requérante est domiciliée à Wiesbaden et porte son action devant le tribunal de son domicile, alors l'organisateur de voyages a son siège à Munich.

La défenderesse soutient l'incompétence de la juridiction de Wiesbaden.

C'est l'interprétation de l'article 18 § 1 du règlement de Bruxelles I bis qui est de nouveau posée.

Il s'agit de savoir si le consommateur, domicilié en Allemagne, peut se prévaloir de cette disposition relative au privilège du for, alors que son adversaire est également domicilié en Allemagne.

La juridiction de renvoi se garde de présenter sa propre interprétation de la disposition de droit européen, elle se contente de présenter les thèses en présence.

Les tribunaux allemands sont divisés.

Selon une ordonnance du Landgericht de Nürnberg-Fürth de 2015, l'article 18 § 1 exige pour son application que l'organisateur de voyages et le voyageur soient établis dans deux États membres différents, un élément transfrontière est requis et il n'existe que dans cette hypothèse. Les auteurs du règlement, en prévoyant la compétence du tribunal du domicile du consommateur, ont seulement voulu faire échapper le consommateur à un procès au sein d'un ordre juridictionnel qui lui est étranger. Ce risque n'existe pas lorsque les litigants demeurent dans le même État.

Une partie de la doctrine opine cependant en sens contraire. Une situation transfrontière peut exister, même si les parties n'ont pas forcément leur siège dans des États différents. Les rédacteurs avaient plutôt l'intention de créer une compétence du for du domicile au profit du consommateur intentant une action.

D'où le renvoi.

- ii. L'organisateur de voyages et le voyageur résident dans deux États membres distincts

Le voyageur consommateur demandeur peut se prévaloir du forum actoris.

[ Voir à titre d'exemple dans un contentieux extra aérien l'arrêt Malartic de la CJUE, C-478/12, du 14 novembre 2013, Revue critique de DIP, 2014, p. 639 note Christelle Chalais : deux époux, habitant à Bludenz dans le Vorarlberg en Autriche, ont « acheté » via internet un voyage à forfait en Égypte auprès d'une agence située à Munich en Allemagne. Il était spécifié que le voyage serait organisé par TUI ayant son siège social à Vienne en Autriche. Il y a eu une erreur sur l'identité de l'hôtel d'Hurghada où les clients devaient séjourner. Les époux ont dû payer un supplément de plus de 1000 euros. Les époux poursuivent devant le tribunal de Bludenz, celui de leur domicile, l'agence de Munich et l'agence de Vienne. TUI conteste, prétendant qu'en ce qui la concerne c'est le tribunal de Vienne qui est compétent.

La juridiction de Bludenz est compétente pour connaître de l'action intentée contre l'agence ayant « vendu » le voyage. Elle est la juridiction du domicile des époux demandeurs consommateurs, qui ont ainsi la possibilité de plaider dans leur ressort. Elle est également compétente pour connaître de l'action intentée contre TUI. Le contentieux présente un élément d'extranéité. Il faut éviter deux procédures parallèles, l'une à Bludenz, l'autre à Vienne.

La CJUE fait application de l'article 16 § 1 du règlement n° 44/2001. La cour voit dans les deux agences des parties au contrat.]

b. La demande formée par le passager retardé contre le transporteur aérien

Si le passager au vol annulé ou retardé agit directement contre le transporteur aérien, son action est certainement recevable, mais il ne peut pas bénéficier, selon la CJUE, de la faveur figurant à la section 4 du règlement de Bruxelles I bis, il ne peut pas porter son action en indemnisation, en tant que telle, devant le tribunal du lieu de son domicile. Il est soumis aux dispositions générales du règlement européen, qui seront exposées infra. Sa qualité de consommateur ne lui profite pas. L'argument invoqué, c'est l'absence de relation contractuelle entre le transporteur et la personne transportée.

CJUE, 26 mars 2020, affaire C-215/18, *Libuse Kralova c. Primera Air Scandinavia*,  
Bulletin des transports et de la logistique, n° 3782, 27 avril 2020, note Benjamin Potier ;  
RTD Com. 2020 p. 733 obs. de Mme d'Abbadie d'Arrast ;  
Europe, n° 6, juin 2020, commentaire 212 par Laurence Idot ;  
Journal du droit international Clunet, janvier 2021, commentaire 6, par Cécile Pellegrini ;  
Revue des affaires européennes 2020 / 1, p. 251, Larcier, étude de Mathieu Combet, Une protection asymétrique des droits des passagers aériens dans l'espace judiciaire européen ;  
RTD Eur. 2020.341, chronique de Marie-Elodie Ancel, La matière contractuelle : une mue inachevée ;  
RTD Eur. 2021 p. 453, chronique par Loïc Gard.

L'espèce concerne Mme Kralova, ayant son domicile à Prague, qui avait conclu un contrat de voyage à forfait avec le voyageur FIRO-tour.

Le contrat prévoyait un transport entre Prague et Keflavik, en Islande, devant être assuré par une compagnie danoise, Primera, ainsi qu'un hébergement dans cette île.

Le vol effectué le 25 avril 2013 connaît un retard à l'arrivée en Islande de plus de 4 heures.

La passagère n'agit pas contre le voyageur, mais elle assigne le transporteur danois devant la juridiction pragoise pour lui réclamer 400 euros d'indemnisation.

. La Cour de Justice admet la recevabilité de l'action exercée contre le transporteur aérien effectif, auteur du retard, même en l'absence de contrat conclu entre le transporteur et la passagère. La présence d'un voyage à forfait ne supprime pas la protection accordée au passager par le règlement n° 261/2004. La passagère avait

contracté le forfait avec l'organisateur de voyages, qui à son tour avait contracté avec le transporteur pour faire effectuer le vol au profit de son client.

. La Cour de Justice admet que cette action introduite par la passagère contre le transporteur, même si aucun contrat n'a été conclu entre les deux adversaires, relève au sens du règlement de Bruxelles I de la notion de « matière contractuelle ».

Le transporteur a en l'espèce réalisé le vol au nom de l'agence de voyages, qui avait conclu un contrat avec la passagère. Le transporteur qui n'a pas conclu de contrat avec la passagère remplit les conditions du règlement n° 261/2004, il est réputé agir au nom de la personne qui a conclu le contrat avec le passager. Le transporteur doit être considéré comme accomplissant des obligations consenties à l'égard du contractant du passager. Ces obligations trouvent leur source dans le contrat de voyage à forfait que le passager a conclu avec l'agence de voyages. Le recours en indemnisation pour retard introduit par le passager contre le transporteur, qui n'est pas le contractant du passager, doit néanmoins être considéré comme étant introduit en matière contractuelle. La circonstance qu'un contrat de transport aérien fait partie d'un voyage à forfait incluant un hébergement n'est pas de nature à infirmer cette constatation.

L'action du passager peut dès lors être portée devant l'une ou l'autre juridiction du lieu d'exécution des obligations contractuelles.

. L'action intentée par la passagère ne relève pas des dispositions relatives à la compétence spéciale en matière de contrats conclus par les consommateurs.

Pour pouvoir invoquer la compétence judiciaire prévue par la section 4 du règlement Bruxelles I - le privilège du for -, trois conditions doivent être remplies.

La partie contractuelle (le demandeur) doit avoir la qualité de consommateur, elle agit dans un cadre étranger à son activité professionnelle

Le contrat entre le consommateur et un professionnel doit avoir été effectivement conclu.

Un tel contrat doit relever de l'une des catégories visées par le règlement.

Ces conditions doivent être remplies de façon cumulative, si l'une des conditions fait défaut, la compétence propre aux contrats de consommation ne saurait être exercée.

Pour l'application de la section 4, le recours du consommateur doit être dirigé contre son cocontractant.

Les règles de la section 4 ne s'appliquent pas dans la situation où fait défaut un contrat entre le consommateur (la passagère) et le professionnel (la compagnie aérienne).

(La passagère, dans cette espèce, si elle n'est pas recevable à agir devant le tribunal de Prague envisagé comme for de son domicile, peut agir devant le tribunal de Prague, l'aérodrome de Prague étant le point de départ du vol.)

(Les commentateurs, M. Potier, Mme Pellegrini, dans leurs notes, font remarquer que le passager ne peut songer à obtenir une double indemnisation, l'une auprès de l'organisateur de voyages, l'autre auprès du transporteur. Toute surcompensation est exclue.)

La présence de codéfendeurs

La victime du retard a la possibilité d'assigner simultanément non seulement le transporteur, mais également l'agence ayant vendu le voyage.

Les codéfendeurs peuvent avoir leur siège dans de ressorts distincts.

Si le passager assigne le voyageur devant la juridiction de son siège, il peut également y faire joindre l'action contre le transporteur.

En vertu de l'article 42 al. 2 CPC s'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur saisit, en effet, à son choix, la juridiction du lieu où demeure l'un d'eux.

La Cour de cassation a eu l'occasion de faire jouer la règle dans une espèce où deux personnes de retour de Cancun étaient parvenues avec retard à Paris. Elles avaient assigné l'agence Cook devant la juridiction

d'Asnières, domiciliée dans le ressort, ainsi que le transporteur XL Airways France, ayant son siège dans un ressort voisin.

La compagnie de transport prétendait que la juridiction d'Asnières était incompétente pour connaître de la cause lancée contre elle, elle revendiquait à son égard la compétence du tribunal d'Aulnay-sous-Bois.

La prétention est écartée au nom de l'article 42 al. 2.

Les règles de compétence figurant dans la CM étaient inapplicables, puisque les victimes fondaient leur demande d'indemnisation, non sur la CM, mais sur le droit prétorien européen.

La justice ne voit pas d'obstacle à ce que les victimes du retard saisissent le tribunal du siège de l'agence de voyages auprès de laquelle les billets d'avion avaient été pris et assignent devant le même tribunal le transporteur aérien, ayant son siège dans un ressort voisin. Le transporteur invoque en vain les dispositions de la CM en matière de compétence. L'action en indemnisation formée sur le fondement du règlement n'est pas soumise aux règles de compétence prévues à l'article 33 CM, ces dernières ne s'opposant pas à l'application de l'article 42. Cour d'appel et Cour de cassation se font fidèles interprètes de la jurisprudence de la CJUE.

1° Civile, 25 mars 2015, Bull., n° 13-24431, obs. Le Guillou et Arguerolles à la Revue Lamy droit civil, juillet-août 2015 p. 20, RFDA 2015.107 et 268 obs. Ph. D., Le Journal des Accidents et des Catastrophes JAC commentaire Marie-France Steinlé-Feuerbach.

## 2°) Le contentieux mené contre le transporteur aérien effectif dans le cadre d'un vol sec

Le contentieux, à l'encontre du transporteur aérien effectif, fondé sur le droit consommériste européen, protecteur du passager consommateur, en cas d'annulation de vol ou de retard important à destination

C'est l'hypothèse où le demandeur - hors voyages à forfait - fonde sa demande sur le règlement européen n° 261/2004 du 11 février 2004 en matière de refus d'embarquement, d'annulation de vol ou de retard.

Il demande à bénéficier de l'indemnisation due par le transporteur effectif, auteur du défaut, qui la lui refuse. Si c'est à tort, le transporteur engage sa responsabilité.

Y a-t-il des particularités procédurales, lorsque le demandeur agit sur le fondement du droit européen, alors qu'il a été victime d'une annulation de vol ou d'un retard à destination de plus de 3 heures ?

Il est acquis que la CM est étrangère au débat. La CM ne régit pas l'annulation de vol.

La convention de Montréal est étrangère à l'octroi d'une indemnisation forfaitaire au passager, victime d'un retard.

Ce bénéfice accordé au passager retardé est une " invention " de la cour européenne.

Les solutions du règlement consommériste et celles de la CM sont d'ordres différents.

(1° Civile, 25 mars 2015, Bulletin, n° 3-24431 : La convention de Montréal et le règlement n° 261/2004 consacrent des droits d'indemnisation différents. La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles peuvent être engagées par les passagers les actions visant à obtenir des dommages intérêts à titre de réparation individualisée. Le règlement prévoit des mesures réparatrices standardisées. L'action en indemnisation formée sur le fondement du règlement n'est pas soumise aux règles de compétence prévues à l'article 33 CM.)

Il convient de distinguer trois situations : celle où les deux parties résident en France ; celle où les deux parties ne résident pas dans le même État membre, le transporteur ayant toutefois son siège dans l'UE ; celle enfin où le transporteur a son siège à l'extérieur de l'Union européenne.

### a) La résidence en France du demandeur et du défendeur

Nous sommes en présence d'un litige entre un demandeur, passager, et un défendeur, transporteur, ayant tous les

deux leurs résidences ou leurs sièges en France.

Le demandeur est un passager retardé, domicilié en France.

Le défendeur est un transporteur aérien ayant son siège en France.

Il faut, semble-t-il, distinguer selon que le transport est ou non caractérisé par un élément d'extranéité.

- i. Le contrat de transport concerne un déplacement purement interne, entre des points relevant de la souveraineté française.

Un transport aérien entre Toulouse et la Martinique. Vol annulé ou retardé.

On ne relève pas d'élément d'extranéité. Le règlement procédural de Bruxelles I n'est pas applicable. L'UE n'a pas compétence pour régler la compétence judiciaire dans les matières civiles n'ayant pas une incidence transfrontière.

On applique les dispositions du code de procédure civile.

La disposition de l'article R. 631-3 du code de la consommation accordant au consommateur la faveur du forum actoris ne semble pas pouvoir être écartée.

Les dispositions sur la compétence territoriale figurant à l'article R. 6421-7 du CT ne peuvent pas être invoquées, elles ne concernent que des hypothèses où le contentieux est soumis à la CM.

- ii. Le contrat de transport, vol sec, comporte un déplacement aérien à l'étranger

Le litige s'élève, certes entre deux parties domiciliées en France, mais à propos de l'exécution défectueuse d'un contrat de transport international.

Un vol, annulé ou retardé, entre Toulouse et Rabat, transporteur de siège français, passager demeurant à Toulouse.

Il s'agit, selon l'expression de la CJUE, d'un contrat présentant des aspects internationaux.

On se demande si la compétence est uniquement régulée par le droit national ou s'il faut se référer au règlement européen.

Compétence du droit procédural interne ou application du règlement de Bruxelles I

On aurait pu penser appliquer mécaniquement les dispositions procédurales contenues dans le code de procédure civile, complétées par celle figurant dans le code de la consommation. Le litige est noué entre deux parties demeurant dans le même État membre. Il s'agit d'un litige de droit interne.

Ce serait sans tenir compte de l'influence, jusqu'alors largement insoupçonnée, du règlement Bruxelles I.

On pouvait croire que le règlement européen ne concernait que les litiges transfrontières.

Dans leur ouvrage de droit judiciaire privé, les professeurs Cadiet et Jeulant, 9<sup>e</sup> édition, traitant des sources du DJP, évoquent le règlement européen dans un § 29, intitulé « Sources extranationales applicables aux litiges internationaux », ce qui autorise un lecteur superficiel à conclure a contrario à l'inapplication du règlement dans des litiges purement internes.

Madame H. Gaudemet-Tallon, dans son ouvrage consacré à la « Compétence et exécution des jugements en Europe. Matières civile et commerciale. Règlements 44/2001 et 1215/2012 Conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1998 et 2007) », 5<sup>e</sup> édition, LGDJ Lextenso, 2015, p. 363, exige un élément d'extranéité pour



l'application du règlement.

Elle parle à propos d'un arrêt rendu par la CJUE de « l'élément d'extranéité nécessaire à l'application des règles européennes ».

Voir la 6<sup>e</sup> édition, LGDJ, 978 p., décembre 2018, par Marie-Elodie Ancel et Hélène Gaudemet-Tallon.

Cf. Variations sur le domaine spatial du droit communautaire, par Laurence Idot, Mélanges Paul Lagarde, Dalloz, 2005, p. 433 : les équations - norme communautaire = situation intracommunautaire ; norme interne = situation interne – sont partiellement erronées. Suivant les cas, la norme communautaire s'applique exclusivement aux situations intracommunautaires, ou à la fois aux situations internes et intracommunautaires.

Cf. la note de M. Jeremy Heymann à la Revue critique de DIP, 2018, p. 257, § 3, A, rappelant l'exigence d'extranéité pour l'application de Bruxelles I.

Voir les observations du doyen O. Cachard dans son commentaire publié au Clunet d'octobre 2017, réticent quant à admettre l'application du règlement de Bruxelles I dans un litige procéduralement parlant purement interne, car opposant deux parties résidant en France. Le règlement européen ne devrait pas s'appliquer à des situations ne présentant pas un conflit de juridictions.

Voir l'étude de M. Cédric Latil, L'exécution défectueuse du contrat de vente de voyage à forfait en droit international privé, publiée à la Revue critique de droit international privé 2017. 199, n° 8 en particulier, qui subordonne l'application du règlement européen à l'internationalité du litige.

La jurisprudence française

Que le règlement de Bruxelles I puisse s'appliquer dans un litige opposant un consommateur à un professionnel des forfaits touristiques, demeurant tous les deux en France, est pourtant en France acquis en jurisprudence au moins depuis 2008. On peut citer en ce sens un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 5 novembre 2008, n° 07-18064. Le litige opposait Opodot et Karavel à un client à propos d'un contrat de forfait touristique au Maroc combinant transport aérien et hébergement. Les intéressés avaient été convoqués à l'aéroport par courrier électronique après le départ de l'avion ! La Cour de cassation fait application des dispositions de Bruxelles I concernant la règle de compétence spécifique à la matière de contrats de consommation permettant au consommateur d'assigner le professionnel devant la juridiction dans le ressort de laquelle le consommateur, considérée comme partie faible, est domicilié. La décision ne se réfère pas au droit interne, mais offre l'option de compétence sur le fondement du règlement européen.

Marie Laure Niboyet et Géraud de Gouffre de la Pradelle, Droit international privé, LGDJ, 5<sup>e</sup> édition, spécialement n°529 et la note 225.

La solution était donc acquise, au moins en France, en ce qui concerne les contrats conclus pour un prix forfaitaire, combinant voyage et hébergement, la faveur du forum actoris est ouverte au consommateur.

[Voir supra, le tribunal allemand de Nuremberg saisissant le 21 décembre 2022 la CJ de ce problème d'interprétation, C-774/22. Un voyage à forfait. Un transport international. Une fausse situation interne. Le passager entend plaider à Nuremberg où il réside, et non à Munich, où siège l'organisateur de voyages. L'avocat général Emiliou dans ses conclusions du 7 mars 2024 est favorable à l'octroi au consommateur du forum actoris. ]

La question est venue plus tardivement au prétoire en ce qui concerne les contrats de transport, ordinaires, autres que les voyages à forfait unissant transport et hébergement.

Les transports - autres que les forfaits touristiques, avec transport et hébergement - ne relèvent pas de la section 4 du règlement Bruxelles I. Cette section 4 du règlement européen ne peut pas être invoquée pour faire bénéficier le consommateur de l'option de compétence que la section 4 prévoit en matière de contrats conclus par les professionnels avec des consommateurs. Article 15 § 3 du règlement n° 44/2001.

Un arrêt de cour d'appel était un premier signe de l'influence du règlement européen.

Aix en Provence, 2 février 2016, n° de RG 15/16800 : Quatre personnes domiciliées à Marseille et Gardanne demandent au transporteur l'indemnisation accordée par la jurisprudence européenne en cas de retard important à l'arrivée, il s'agissait d'un vol entre Marseille et Punta Cana. Ils agissent devant la juridiction d'Aix. Le transporteur plaide l'incompétence du tribunal d'Aix et prétend que c'est la juridiction de Martigues qui est compétente (au titre du ressort du lieu du départ) (le dommage est plutôt présent à l'arrivée, même si départ et arrivée semblent en l'espèce coïncider). Contredit devant la cour d'appel. L'arrêt consacre un développement à l'éventuelle application du règlement communautaire du 22 décembre 2000. Ce règlement concerne ordinairement un litige intracommunautaire. Le litige était ici interne, même si le transport était international. Ce

qui ne signifie pas que les dispositions du règlement Bruxelles I ne puissent pas s'appliquer. L'arrêt décide que dans les litiges opposant deux résidents du même État membre devant un tribunal de cet État membre, ce sont les règles de compétence qui sont en vigueur dans cet État, donc le droit procédural interne français, qui sont applicables. La cour fait application de l'article L. 141-5 du code de la consommation permettant au consommateur d'assigner son adversaire devant la juridiction de son propre domicile.

Un arrêt de la même cour d'Aix du 29 mars 2016, n° 15/16433, rend un même son de cloche.

Il s'agissait en l'espèce d'un vol exécuté en mars 2013 par Air France entre Madagascar et Paris.

Le passager retardé avait saisi, se fondant sur l'art. L. 141-5 du code de la consommation, la juridiction de Grasse, celle de son domicile. Celle-ci s'était reconnue compétente. Ce qu'Air France contestait, la compagnie aérienne avait formé un contredit. Les deux parties avaient leur domicile ou leur siège en France. La cour d'appel se réfère au règlement de Bruxelles I. Elle décide que l'art. 15 § 3 est inapplicable, les deux parties étant domiciliées dans le même État membre, la France. Il convient alors de se fonder sur les articles 2 et 3 du règlement. Les personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre sont traitées devant les juridictions de cet État : Air France doit être assignée en France. La jurisprudence Rehder offrant une option de compétence en matière contractuelle n'est pas applicable, dès lors que les parties sont domiciliées dans le même État. La loi communautaire renvoie à l'application des règles de droit interne en matière de procédure. Doivent s'appliquer les règles de compétence de droit interne, y compris la disposition contenue dans le code de la consommation. Le tribunal de Grasse, dans le ressort duquel le demandeur consommateur a son domicile, est compétent pour connaître de la demande d'indemnisation du passager retardé.

[La disposition de l'art. L. 141-5 a disparu du nouveau code de la consommation, publié par ordonnance du 14 mars 2016, applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016. Les règles relatives à la compétence territoriale relèvent en effet des pouvoirs de l'exécutif. La règle antérieure se retrouve insérée à l'article R. 631-3 qu'on trouve dans la partie réglementaire du code de la consommation, publiée par un décret du 29 juin 2016.]

La jurisprudence de la Cour de cassation est en sens contraire.

Le refus du forum actoris opposé, par la Cour de cassation, au demandeur, consommateur de transport international, victime d'un retard de plus de trois heures ou d'une annulation de vol. Transporteur et voyageur demeurent tous les deux en France.

L'option de compétence offerte au consommateur par le droit processuel français est exclue par la Cour de cassation en matière de contrat de transport. Un passager, victime d'un retard ou d'une annulation, n'est pas habilité à plaider devant le tribunal de son propre domicile. Le forum actoris est refusé au passager retardé. Le droit européen contre, paralyse, neutralise, selon la haute juridiction, en matière de contrat de transport, la solution du droit interne français.

La Cour de cassation, faisant application des dispositions contenues dans le règlement Bruxelles I, concernant la compétence en matière de contrat de consommation, exclut en effet, dans deux arrêts de la 1<sup>re</sup> chambre civile rendus le 22 février 2017, la compétence de la juridiction du domicile du consommateur demandeur, alors que le droit interne lui confère pourtant cette option et que le litige opposait deux adversaires de siège français. La haute juridiction durcit les dispositions européennes, elle les interprète comme excluant de façon absolue la compétence du tribunal du consommateur en matière de contrat de transport sans hébergement.

La haute juridiction fait appel implicitement à l'argument a contrario.

Le consommateur de forfait touristique peut agir devant le tribunal de son domicile. Le règlement européen lui accorde cette faveur.

Le contrat de transport, vol sec, n'obéit pas aux règles de compétence figurant à la section 4.

Ce qui est accordé au client d'un tour opérateur doit donc au contraire être refusé à celui qui s'est contenté de conclure un transport simple.

En excluant le contrat de transport des dispositions prévues par la section 4, le règlement dénie implicitement au consommateur de transport la possibilité de se prévaloir du forum actoris, cette compétence serait-elle prévue par le droit interne.

On peut faire état en ce sens d'un premier arrêt de la 1<sup>re</sup> chambre civile de la Cour de cassation du 22 février 2017, n° 15-27809.

Cet arrêt est publié au Bulletin, il a été annoté dans plusieurs revues :

La Gazette du Palais du 4 avril 2017, n° 14, page 14, note Christophe Paulin.

Les Petites Affiches du 4 mai 2017 n° 089, page 11, note de Véronique Legrand.

La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 20 18 mai 2017, 1266, commentaire de Ghislain Poissonnier et

Pascal Dupont.

Contrats Concurrence Consommation n° 5 mai 2017, commentaire 114 par Sabine Bernheim-Desvaux ;  
Juris tourisme 2017 n° 196 p. 10 note Xavier Delpech ;  
Energie Environnement Infrastructures, n° 7, juillet 2017, commentaire 44 note Clarisse Degert-Ribeiro.  
Dalloz 2017.1448 obs. Kenfack.  
Le Journal du droit international Clunet, octobre 2017, n° 4, 17, avec le commentaire d'Olivier Cachard.  
Voir à la RFDA 2018.71 la note de M. Ronny Ktorza citant une kyrielle d'arrêts.

La plupart des commentateurs sont réservés quant au bien-fondé de la solution posée par la Cour de cassation.

L'espèce concerne un vol inter européen, entre Lyon et Bologne, via Paris, assuré par Air France.

Virgile, le passager, est victime à destination d'un retard de plus de 4 heures.

Le passager se prévaut de la jurisprudence Sturgeon / Nelson pour réclamer à Air France une indemnisation.

Le litige oppose deux parties domiciliées en France.

Le transport est intracommunautaire.

Le voyageur assigne Air France devant le tribunal de Vienne (des Allobroges), puisqu'il a son domicile dans le ressort de cette juridiction et qu'il se prévaut de la disposition du code de la consommation lui donnant cet avantage estimable de compétence : plaider devant le tribunal de son propre domicile.

La cour de Grenoble, sur contredit, accueille l'action du passager consommateur, habilité à agir devant la juridiction de son domicile, comme le permet désormais l'article R. 631-3 du code de la consommation.

Air France conteste avec succès, devant la Cour de cassation, cette compétence conférée en matière de litiges de consommation par le droit interne.

Le règlement européen de Bruxelles I contient, dans sa section 4, des dispositions propres à la compétence en matière de contrat de consommation, art. 15, ces dispositions n'admettent la compétence du tribunal du domicile du consommateur qu'en matière de contrat de transport avec hébergement, article 16. Ces dispositions consuméristes ne concernent pas le vol sec.

La Cour de cassation considère donc, que la règle de la non-soumission du transport sans prestation hôtelière au régime européen des contrats conclus par les consommateurs neutralise la règle française de compétence contenue dans le code de la consommation. Les voyageurs ordinaires ne peuvent pas s'en prévaloir, même si le demandeur et le défendeur ont tous deux leur domicile ou leur siège en France.

Procéduralement parlant, le conflit était en effet d'ordre interne ; la querelle ne portait que sur la compétence du juge de Vienne sur Rhône ou sur celle du juge de Villeurbanne pour connaître de la demande du client d'Air France. Les dispositions du règlement européen propres à la compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs évincent cependant, en matière de contrat de transport, le chef de compétence édicté par le code français de la consommation. La France ne peut pas restaurer, décide la haute juridiction, une compétence que l'Europe, estime-t-elle, dénie.

L'affaire a été renvoyée à la cour de Lyon. Outre la compétence en Seine-Saint-Denis du tribunal du siège d'Air France qui est certaine, cette juridiction devait déterminer comme le soutenait Air France si la juridiction de Villeurbanne, dans le ressort de laquelle se situe l'aéroport de Lyon, est également compétente. Si on s'en tient à la lettre du règlement européen, l'option de compétence offerte par Bruxelles I en matière contractuelle suppose que le demandeur actionne son adversaire dans un autre État que celui du domicile de ce dernier. L'option de compétence donnée par le règlement européen n'est pas ouverte lorsque le litige oppose deux parties domiciliées dans un même État. Elle ne pourrait provenir que du droit judiciaire privé français. Cf. infra.

On fait le même constat avec un second arrêt du 22 février 2017, n° 16-11509 : le litige est relatif à un retard à l'arrivée de 6 heures sur un transport effectué par Air France entre New York et Lyon, avec une escale à Paris. Les voyageurs, qui habitent La Tronche, avaient saisi de leur demande indemnitaire la juridiction du ressort de leur domicile, Grenoble, invoquant ainsi les dispositions du code français de la consommation. Les juridictions dauphinoises avaient appliqué la disposition nationale d'esprit consumériste sur la compétence. La cassation intervient à la demande d'Air France : la haute juridiction dans un litige pourtant engagé entre deux parties domiciliées en France fait application du règlement communautaire de Bruxelles I qui est interprété comme refusant en matière de vol sec la compétence du tribunal du domicile du voyageur lors de la conclusion du contrat.

La cour de Lyon statuant comme cour de renvoi devait décider si l'option de compétence ouverte en matière contractuelle par le règlement pouvait être invoquée lorsque demandeur et défendeur résident dans le même État. Air France présentait la juridiction de Villeurbanne comme compétente, au titre de juridiction dans le ressort de laquelle est situé l'aéroport d'arrivée du vol venant de Paris. Cf. infra pour l'appel aux dispositions du CPC.

[

Dans ces deux espèces, un autre raisonnement aurait pu être soutenu.

La solution donnée par la Cour de cassation est loin de relever de l'évidence. Le raisonnement tenu par l'arrêt ne nous semble pas avoir été mené jusqu'à son terme.

Point 1. Les dispositions du règlement européen propres aux contrats de consommation, section 4, Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs, art. 15 à 17 du règlement n° 44/2001, excluent du domaine de cette section le contrat de transport simple. Cette section gouverne la quasi-totalité des contrats de consommation. Le règlement européen ne refuse nullement de façon expresse le forum actoris au passager d'un vol sec. Le règlement se contente seulement de poser une règle négative : le contrat de transport échappe aux dispositions de la section 4, H. Gaudemet-Tallon, *Compétence et exécution des jugements en Europe*, 5<sup>e</sup> édition, n° 287. Le règlement n'établit pas pour autant de règle de compétence spécifique en matière de transport. La section 4 propre aux contrats de consommation ne concerne pas la matière de contrat de transport.

La solution a contrario donnée par la Cour de cassation peut sembler prématurée, l'arrêt interrompt de façon inopinée le raisonnement qui doit se poursuivre. Si la section 4 est étrangère au débat, le règlement présente d'autres règles, auxquelles il convient de se référer.

Point 2. Le contrat de transport sec échappe certes aux prévisions de la section 4. Comme le droit spécial propre à la quasi-totalité des contrats de consommation n'est pas applicable, on revient aux dispositions de principe du règlement européen. Le demandeur est donc habilité à se prévaloir des dispositions de principe de l'art. 2 § 1 du règlement du 22 décembre 2000 prévoyant que les personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre sont attirées devant les juridictions de cet État membre : Air France peut et doit être assigné en France. C'est l'ordre juridictionnel français qui est désigné par le droit européen, mais celui-ci n'intervient que pour déterminer la compétence internationale générale. Il appartient ensuite au droit judiciaire français de se prononcer sur la compétence d'attribution et sur la compétence territoriale. Or le droit consumériste processuel français autorise le consommateur à actionner le professionnel devant le tribunal dans le ressort à l'intérieur duquel il a son domicile. Le règlement européen n'exclut nullement, en matière de transport, la compétence du tribunal du ressort du consommateur. Il ne légifère en rien en ce domaine. Il décide seulement que le contrat de transport n'entre pas dans le champ d'application du dispositif européen qui, dans le cadre de la plupart des contrats de consommation, accorde au consommateur la possibilité de plaider devant le tribunal de son propre domicile. Il ne donne pas de solution propre aux vols secs. Il n'y a aucune raison de ne pas faire application des dispositions du droit français dans toute leur plénitude. La possibilité pour le consommateur de faire appel au forum actoris fait partie du bloc procédural français.

On peut regretter que la haute juridiction se soit abstenue de renvoyer l'affaire à l'examen de la CJUE, - ce qu'elle avait l'obligation de faire - d'autant que la solution de la Cour de cassation apparaît comme discriminatoire envers les passagers aériens et plus largement toutes les personnes transportées ; elle est, à tout le moins, irrationnelle.

Elle est également discriminatoire pour les passagers domiciliés en France contractant avec une compagnie de siège français : si le vol reste à l'intérieur des frontières de la France, rien n'indique que la faveur du forum actoris puisse être refusée au passager retardé, alors qu'elle lui est déniée si le vol a consisté à relier la France à un autre État européen.

Si les rédacteurs de la disposition européenne ont exclu le contrat de transport, c'est que, dit-on, la matière des transports est régie par des conventions de droit uniforme posant, en cas de litige, des solutions spécifiques en matière de compétence juridictionnelle.

Sur un terrain pratique, comme nous le fait remarquer le professeur Jean-Pierre Marty, cette jurisprudence favorise les intérêts des transporteurs au détriment de ceux des passagers. Si le consommateur est domicilié à proximité du siège social du transporteur et s'il a l'âme processive, il n'hésitera pas à agir. En revanche, si le transporteur a son siège dans la capitale et si le voyageur est domicilié loin de Paris, le passager risque de devoir constituer avocat et donc d'engager des frais, il ne plaidera ordinairement pas. La Cour de cassation statue contre les intérêts des passagers, ce faisant elle méconnaît l'esprit de la législation contemporaine empreinte de faveur pour les consommateurs, elle opère une discrimination à l'encontre des personnes transportées, elle statue à contre-courant. La solution ne satisfait pas aux impératifs de la Justice.

Voir *Droit international privé*, par H. Gaudemet-Tallon et Fabienne Jault-Seseke, D. 2017.1011, sous la rubrique *règlement Bruxelles I et for du défendeur*, estimant que la solution de la haute juridiction ne convainc pas. ]

Où la victime du retard va-t-elle pouvoir plaider en France, du moment qu'on lui interdit de saisir la juridiction

de son propre domicile ?

Le demandeur doit se fonder sur un droit processuel français expurgé de la faculté de saisine du forum actoris. Ce qui est, avouons-le, paradoxal.

La victime du retard, domiciliée en France, privée du privilège du forum actoris, doit se soumettre au droit commun procédural français, elle doit en principe assigner le transporteur domicilié en France devant le tribunal dans le ressort duquel celui-ci demeure, art. 42 al. 1° CPC. Une personne morale demeure dans le lieu où elle est établie, art. 43 CPC. Air France est établie à Tremblay en France. La demande est de la compétence du tribunal de Bobigny, voire de celle de la juridiction de proximité d'Aulnay-Sous-Bois.

La victime bénéficie, cependant d'une option de compétence que lui donne l'article 46 du code de procédure civile.

Le demandeur peut saisir en matière contractuelle - la CJUE admet en faisant application du règlement de Bruxelles I que le demandeur de l'indemnisation consacrée par la jurisprudence Sturgeon agit en « matière contractuelle » - la juridiction du lieu de l'exécution de la prestation de service, art. 46 CPC. On peut supposer que l'aérodrome d'arrivée en France marque le lieu de l'exécution imparfaite de la prestation de transport, puisqu'il y a retard à destination.

Si on venait à considérer, comme la CJUE, que l'indemnisation Sturgeon n'a pas le contrat comme fondement, mais est de nature légale - elle n'est pas très éloignée d'une peine privée de création prétorienne -, la victime du retard pourrait se fonder sur l'article 46 qui prévoit qu'en matière délictuelle, le demandeur peut saisir la juridiction du lieu du fait dommageable ou celle dans le ressort de laquelle le dommage a été subi.

La victime du retard subit le dommage à l'arrivée, [voire éventuellement à son domicile, où elle parvient fourbue de la fatigue nerveuse imputable aux attentes interminables dans les aéroports de ce monde]. Ironie de l'histoire, si l'aéroport d'arrivée signifie le retour à la maison, la victime du retard pourrait alors plaider en fait devant la juridiction dans le ressort de laquelle elle demeure.

#### b) La résidence du demandeur et celle du défendeur situées dans deux États membres de l'UE distincts

Le passager retardé ou refoulé réside dans un État membre de l'UE, alors que le transporteur aérien effectif possède son siège dans un autre État, lui aussi membre de l'Union européenne.

Les parties au litige demeurent dans deux États membres distincts de l'UE.

La référence en matière de compétence juridictionnelle est constituée par le règlement de Bruxelles I. Les juridictions continuent à faire, dans les causes anciennes, application du règlement européen n° 44/2001 du 22 décembre 2000, concernant la compétence judiciaire en matière civile en matière de contentieux transfrontière, Bruxelles I première version.

Ce règlement perd progressivement de sa valeur normative, puisqu'il est remplacé, en ce qui concerne les instances engagées à compter du 10 janvier 2015, par le règlement n° 1215/2012 du 12 décembre 2012, Bruxelles I bis, dit aussi Bruxelles I révisé, Bruxelles I Novus.

L'UE est composée de 27 États : quel est l'ordre juridictionnel étatique qui est compétent pour connaître de la demande formée par le passager retardé contre le transporteur ?

S. Clavel, *Le passager aérien ...*, Mél. Neau-Leduc, p. 235.

La Cour de Justice estime que la compétence dans un litige international doit être appréciée compte tenu du règlement de Bruxelles I bis, et non selon la législation locale.

CJUE, ordonnance, 13 décembre 2023, affaire C-319/23.

Le litige est relatif à une annulation de vol sur un trajet entre Sofia et Malte.

Le voyageur n'est pas domicilié à Sofia, mais à Veliko Tarnovo, également en Bulgarie, mais en dehors du ressort du tribunal de Sofia.

Le demandeur a assigné, devant le tribunal de Sofia, point de départ du transport aérien, le transporteur hongrois Wizz Air Hungary.

C'est le tribunal de Sofia qui doute de sa compétence pour connaître de la demande en indemnisation, car en droit bulgare le contentieux affectant les consommateurs est de la compétence du tribunal dans lequel le consommateur a son adresse.

Le tribunal de Sofia estime que si on admet la compétence du tribunal de Sofia, on concentre les litiges dans quelques villes, dotées d'un aéroport international. Ce qui pourrait constituer une méconnaissance du principe de la protection juridictionnelle du consommateur, la partie la plus faible, devant bénéficier de l'accès à un tribunal où sa demande pourrait être assurée sans délais excessifs.

Ce passager ne peut pas se prévaloir, dit l'ordonnance, des règles de compétence spéciale relatives aux contrats conclus par les consommateurs, il n'avait pas acheté un voyage à forfait, mais un simple billet pour un vol. En l'espèce, le défendeur peut être attiré devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à sa demande a été ou doit être exécutée.

En matière de transports aériens, au choix du demandeur, est compétente la juridiction dans le ressort de laquelle se trouve le lieu de départ ou le lieu d'arrivée de l'avion, tels que ces lieux sont convenus dans le contrat de transport.

Une telle faculté de choix présente un lien suffisant de proximité avec les éléments matériels du litige et partant assure le rattachement étroit entre le contrat et la juridiction compétente.

La disposition du règlement désigne directement une juridiction précise au sein d'un État membre, elle détermine non seulement la compétence internationale mais également la compétence territoriale de la juridiction.

Le règlement vise à unifier les règles de conflit de juridictions et à désigner directement le for compétent sans renvoyer aux règles internes des États membres.

Les règles uniformes de compétence prévues par le règlement, dans un litige présentant un élément d'extranéité, lorsque le défendeur a son domicile sur le territoire d'un autre État membre, doivent prévaloir sur les règles nationales de compétence, indépendamment du point de savoir si les règles nationales s'avèrent plus avantageuses pour le consommateur, en tant que partie faible au contrat.

La juridiction de Sofia doit apprécier sa compétence tant internationale que territoriale directement au regard de l'article 7 du règlement n° 1215/2012, sans avoir égard aux autres fors compétents désignés par la loi nationale. en faveur des consommateurs.

## 1°) LA COMPÉTENCE DE PRINCIPE

La désignation de l'ordre juridictionnel de l'État où le transporteur a son siège : la compétence des juridictions de l'État du siège du transporteur effectif

Le passager, victime d'une annulation de vol ou d'un retard, peut assigner le transporteur devant les tribunaux de l'État du siège du transporteur, du moment que celui-ci a son siège à l'intérieur de l'UE. Cf. art. 2 du règlement n° 44/2001. Cf. art. 4 § 1 du règlement Bruxelles I révisé n°1215/2012.

Les personnes domiciliées sur le territoire d'un État membre sont attirées, quelle que soit leur nationalité, devant les juridictions de cet État membre.

Voir H. Gaudemet-Tallon, Compétence et exécution des jugements en Europe, n°83.

La localisation du demandeur, en Europe ou non, est indifférente.

Si le transporteur a son siège en France, les tribunaux français sont compétents.

Se pose dans un second temps la fixation de la compétence territoriale.

La compétence territoriale est appréciée par le droit processuel de l'État membre de l'UE où le transporteur a son siège.

Si le transporteur a son siège en France, c'est le code de procédure civile qui fixera les règles de la compétence territoriale pour déterminer quel est le tribunal judiciaire qui est territorialement compétent.

Nombre de transporteurs n'ont d'autre siège qu'à Paris.

Par hypothèse, dans ce développement, les litigants résident dans deux États membres différents, si le transporteur est français, le demandeur voyageur ne réside pas en France, il ne saurait y revendiquer le forum actoris.

## 2°) LES OPTIONS DE COMPÉTENCE OFFERTES PAR LE REGLEMENT DE BRUXELLES I BIS

La victime de l'annulation ou du retard a-t-elle la possibilité de porter son action dans un autre État européen que celui où le transporteur a son siège ?

Deux difficultés vont être rencontrées : l'application ou non de la section 4 du règlement propre aux contrats de consommation ; l'appel aux compétences spéciales.

α) L'inapplication, en matière de vol sec, de la section 4 du règlement de Bruxelles I bis conférant au consommateur le forum actoris

Le passager, désormais traité comme un consommateur de voyage aérien, pourrait avoir la velléité de porter sa demande devant le tribunal de son propre domicile, alors que le transporteur n'a pas son siège dans l'État où le passager a sa résidence, en se prévalant de la faveur faire par le règlement en direction des consommateurs. L'article 18 du règlement de Bruxelles I révisé du 12 décembre 2012, figurant à la section 4, intitulée Compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs, énonce en effet dans son § 1° : L'action intentée par un consommateur contre l'autre partie au contrat peut être portée, soit devant les juridictions de l'État membre sur le territoire duquel est domiciliée cette partie, soit, quel que soit le domicile de l'autre partie, devant la juridiction du lieu où le consommateur est domicilié. Le chef de compétence en faveur du forum actoris est cependant réservé, selon le règlement de Bruxelles I révisé, section 4, article 17 § 3, aux forfaits touristiques, il ne peut pas être invoqué par le consommateur d'un vol sec : La présente section (4) ne s'applique pas aux contrats de transport autres que ceux qui, pour un prix forfaitaire, combinent voyage et hébergement.

Un transporteur de siège français. Un voyageur domicilié à Cologne. Un vol annulé ou retardé. Le voyageur ne peut user du forum actoris et prétendre assigner son adversaire devant la juridiction de son domicile en se prévalant de l'art. 18 § 1 figurant dans la section 4 du règlement de Bruxelles I bis.

Si le voyageur ne désire pas se déplacer et assigner le transporteur devant les juridictions de l'État membre dans lequel celui-ci réside, il a la possibilité de trouver un for plus attrayant en se prévalant des compétences spéciales, prévues en particulier en matière contractuelle.

β) L'appel aux compétences spéciales

L'autre difficulté, c'est lorsque le demandeur se prévaut des compétences spéciales offertes selon que la demande est portée en matière contractuelle (1) ou que la cause concerne l'exploitation d'une succursale (2). Ces options supposent que le demandeur entend porter son action en indemnisation devant les juridictions d'un État européen, qui n'est pas l'État où le transporteur a son siège.

1° option. La compétence offerte "**en matière contractuelle**"

Une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans *un autre* État membre devant la juridiction du lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande, art. 5, 1, a, de Bruxelles I primitif ; article 7, chiffre 1, a), du règlement Bruxelles I révisé de 2012.

(Le lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande est pour la fourniture de services, le lieu d'un État membre où en vertu du contrat les services ont été ou auraient dû être fournis, article 5, 1), b) du règlement n° 44/2001 ; art. 7, chiffre 1), point b), règlement n° 1215/2012).

Le transporteur aérien ayant son siège dans un État membre peut-il être attrait devant la juridiction d'un autre État membre dans le ressort de laquelle ce transporteur a exécuté l'obligation servant de base à la demande d'indemnisation ?

i. La notion procédurale de matière contractuelle

Question préalable : est-on en matière contractuelle lorsque le passager retardé invoque le droit européen,

légiféré ou prétorien, pour obtenir une indemnisation, reprochant au transporteur effectif le manquement à ses obligations en cas d'annulation de vol ou de retard ?

La CJUE semblait l'avoir implicitement admis dans l'affaire suivante ayant donné lieu à un célèbre arrêt Rehder très libéral quant au libre choix de la juridiction européenne compétente.

Une annulation de vol se produit sur un trajet entre Munich et Vilnius, capitale de la Lituanie, le transporteur étant Air Baltic qui a son siège social à Riga, capitale de la Lettonie. Le passager prend un autre vol à Munich, via Copenhague, en direction de Vilnius. Le passager aurait certainement pu, quant à la compétence, saisir le tribunal de Riga, siège du défendeur. Mais il est allemand, nous sommes en matière contractuelle, il se fonde sur l'art. 5 point 1 du règlement européen Bruxelles I qui accorde au demandeur une option de compétence en faveur du tribunal du lieu où les services auraient dû être fournis. C'est à Munich, en Allemagne, que le vol qui a été annulé aurait dû débiter. Il agit donc en justice devant un tribunal allemand (celui dont dépend l'aérodrome de Munich), réclamant au transporteur letton une indemnisation sur le fondement de la réglementation européenne en matière d'annulation de vol. Le tribunal de première instance se déclare compétent. La cour de Munich se dit incompétente. Un recours en révision est porté devant le Bundesgerichtshof, qui saisit la Cour de justice en renvoi préjudiciel. La question consistait à déterminer la localisation en présence d'un transport aérien international de la fourniture des prestations de services.

La Cour de justice retient comme lieux étant en lien avec la fourniture des services (l'embarquement au lieu du décollage, le transport, le débarquement à l'aéroport d'arrivée) aussi bien le lieu du départ que le lieu de l'arrivée de l'avion, lieux prévus au contrat.

Le demandeur pouvait ainsi à son choix - indépendamment de Riga - assigner le transporteur à Munich ou à Vilnius, lieux de fourniture principale des services de transport, lieu de départ et lieu d'arrivée de l'avion. CJUE, 9 juillet 2009, C-204/08, Peter **REHDER** c. Air Baltic, Europe 2009 commentaire n° 285 obs. L. Idot, Procédures 2009, commentaire n° 312, obs. Nourissat, RTD Com. 2009 p. 825 obs. d'Anne Marmisse d'Abbadie d'Arrast, Revue des contrats 2010.195 note Treppoz, Revue de jurisprudence commerciale 2010.148, note M.E. Ancel.

H. Gaudemet-Tallon, Compétence et exécution des jugements en Europe, 5<sup>e</sup> édition, p. 254.

Le débat a cependant ressurgi et il a été tranché dans un arrêt rendu le 7 mars 2018 par la Cour de Justice.

Le transport peut être un vol direct.

Il peut s'agir d'un transport composé de plusieurs vols donnant lieu à correspondance.

L'action du passager retardé doit en principe être dirigée, quand on fait application du règlement de 2004, non contre le transporteur contractuel pris en tant que tel, mais contre le transporteur aérien effectif, que le passager ait ou non contracté avec lui.

Distinguons selon que l'action du passager retardé est dirigée contre le transporteur contractuel ou contre un transporteur de fait.

1<sup>o</sup> cas. L'action est dirigée contre le transporteur effectif, qui se trouve être le transporteur contractuel.

On pouvait se demander si on était « en matière contractuelle », comme l'exige l'article 5 de Bruxelles I initial ou l'article 7 du règlement du 12 décembre 2012 pour offrir l'option de compétence au passager retardé ou au vol annulé.

Contra. Les obligations d'indemnisation mises à la charge du transporteur sont prévues par un règlement européen qui se garde bien de faire la théorie du contrat de transport aérien. Ces obligations n'existeraient certes pas si le passager n'avait pas conclu un contrat de transport aérien, mais il s'agit d'obligations légales impératives, relevant de l'ordre public de protection du consommateur, conçues indépendamment du substrat contractuel. C'est un effet légal découlant de la conclusion d'un contrat de déplacement aérien, du moment que le passager parvient avec un retard de plus de 3 heures à destination finale. C'est un effet légal d'une situation contractuelle. Le règlement européen vise comme débiteur de l'indemnisation le transporteur effectif ; qu'il y ait ou non contrat entre le transporteur réel et le client retardé est indifférent ; le règlement de 2004 n'a pas eu pour objet d'instaurer des obligations contractuelles à la charge des transporteurs. Les obligations découlant du règlement européen concernent tout transporteur commercial, quel que soit le titre, contractuel ou non, sur le fondement duquel il exécute le déplacement. La matière contractuelle suppose un engagement librement assumé par les parties. Il est difficile d'affirmer que ce soit le cas avec la jurisprudence Sturgeon, obligeant le transporteur à payer au passager retardé une somme d'argent, même en l'absence de tout préjudice, en cas de retard à destination, contre laquelle la communauté des transporteurs aériens s'était insurgée. Cf. Cadiet et



Jeuland, Droit judiciaire privé, 9<sup>e</sup> édition, n° 211, note 502. On ne se trouve pas en matière contractuelle. La jurisprudence américaine refuse aux obligations édictées par le règlement de 2004 un fondement contractuel, cf. Publications du cabinet américain Condon et Forsyth, 3 avril 2017, citant un arrêt du 7<sup>e</sup> circuit du 6 janvier 2017.

Pro. L'obligation d'indemniser le passager retardé est un effet du contrat, tel qu'il est régulé par le droit objectif. Le transporteur doit par contrat déplacer le passager ; il doit respecter ses horaires ; il doit aux passagers, le préjudice reposant sur une présomption légale absolue, une assistance ainsi qu'une indemnité forfaitaire minimale en cas d'annulation ou de retard.

La CJUE a dans l'ensemble tendance à élargir le domaine de la compétence contractuelle. Cf. dans un domaine étranger à la matière aérienne l'arrêt de la CJUE du 14 juillet 2016, JDI octobre 2016, 19, note Jeremy Heymann, rendu à propos d'une rupture brutale de relations commerciales de longue date, où il est décidé que l'action indemnitaire ne relève pas de la matière délictuelle du moment qu'il existait entre les parties une relation contractuelle tacite. L'arrêt indique cependant que pour qu'il y ait matière contractuelle au sens du règlement Bruxelles I il faut que le comportement reproché puisse être considéré comme un manquement aux obligations contractuelles, telles qu'elles puissent être déterminées compte tenu de l'objet du contrat, attendu 21.

Dans son arrêt du 7 mars 2018, la CJUE admet que le demandeur qui demande l'indemnisation due en application du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004, et qui se prévaut de l'option de compétence prévue par le règlement de Bruxelles I se trouve bien en matière contractuelle. Le transporteur ayant son siège à l'intérieur de l'UE peut être attiré en matière contractuelle devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été ou doit être exécutée. La règle de compétence spéciale en matière contractuelle repose sur la cause de l'action. La CJUE admet ainsi implicitement que c'est parce qu'un contrat de transport a été conclu que le transporteur aérien effectif, contractuel ou non, a l'obligation de payer l'indemnisation prévue par le droit européen, écrit et prétorien. Le lieu d'exécution de l'obligation qui sert de base à la demande est pour la fourniture de services, le lieu d'un État membre où en vertu du contrat les services ont été ou auraient dû être fournis.

Distinguons selon que le transporteur contractuel a assuré tout ou seulement une partie du transport.

Première hypothèse. Le défendeur, transporteur contractuel, a exécuté la totalité du transport.

Lorsque le transporteur contractuel a été le transporteur effectif de la totalité du déplacement aérien, qu'il y ait eu seulement un vol, deux ou plusieurs, le demandeur dispose d'une ample option de compétence. On se trouve dans le droit fil de l'arrêt Rehder. Le demandeur peut agir - outre devant les juridictions de l'État du siège du transporteur - aussi bien devant le tribunal du point de départ du transport que devant celui de l'arrivée à destination.

[L'Amtsgericht de Hambourg avait formé le 15 mai 2017 une demande de décision préjudicielle dans une affaire Bernard Schloesser et Petra Noll contre Air France, C-255/17, JOUE du 28 août 2017. La juridiction allemande a eu à connaître d'un contrat de transport aérien conclu par le transporteur aérien effectif composé de deux segments et comportant une correspondance. Le transporteur contractuel a donc effectué la totalité du transport. Le retard important est survenu sur le premier segment. Fort bien, le passager a peut-être manqué sa correspondance. Rien n'indique l'importance du retard à destination. Il faut se souvenir que le passager ne dispose d'un droit à indemnisation que s'il parvient à la destination finale avec un retard de plus de trois heures. Le tribunal demande si le passager peut assigner le transporteur devant la juridiction du lieu de la destination finale. La réponse est certainement positive – si on tient compte du précédent constitué par l'arrêt du 7 mars 2018 –, sauf que la juridiction devrait débouter le demandeur quant au fond si le retard dépassant les trois heures n'a porté que sur l'arrivée sur la première phase du transport et s'il a été inexistant ou inférieur à 3 H au lieu de destination final.

L'affaire a été radiée le 28 juillet 2017.]

Seconde hypothèse. L'incidence du transport avec correspondance, avec réservation unique, composé de deux ou plusieurs vols, n'étant pas tous assurés par le transporteur contractuel.

Un incident concernant le premier vol.

Il est possible que le transporteur contractuel n'ait effectué qu'un segment du déplacement aérien total. Le transporteur contractuel a par exemple effectué le premier vol, le retard se produit à ce stade. Le second vol est

effectué par un transporteur de fait, que le transporteur contractuel délègue pour effectuer la phase finale du déplacement aérien. Le retard final excède 3 heures. Le tribunal de l'aéroport de départ est compétent, la compétence de celui de la destination finale découle du précédent constitué par l'arrêt du 7 mars 2018 : c'est à l'arrivée qu'on apprécie si le retard excède ou non les 3 heures. Le lieu final de destination était entré dans le champ contractuel, le transporteur contractuel s'était engagé, même si en fait ce n'est pas lui qui a assuré la seconde phase de transport acheminant au but le passager. Le transporteur final pourrait éventuellement échapper aux poursuites, le retard ne lui étant pas imputable. S'il y a eu émission d'un billet unique et que le déplacement forme un ensemble indivisible, le transporteur final risque lui aussi d'être mis en cause, quitte à exercer un recours contre le premier transporteur.

2° cas. L'action en indemnisation est dirigée contre le transporteur aérien effectif, qui n'est pas le transporteur contractuel

Question préalable

La matière appartient-elle encore au contentieux contractuel ?

On aurait pu en douter, le demandeur n'ayant nullement contracté avec le transporteur effectif. La CJUE décide cependant qu'on peut être en présence d'un contentieux « en matière contractuelle » ouvrant l'option de compétence, alors que le passager, victime du retard, demandeur, et le défendeur, transporteur de fait, n'ont pas directement conclu entre eux deux.

[Le Bundesgerichtshof avait formé, le 13 octobre 2015, JOUE du 8 février 2016, C 48/8, une demande de décision préjudicielle pour savoir si la demande en indemnisation relevait ou non de la matière contractuelle. Si l'on s'en tient aux schèmes de pensée du droit français, nous aurions eu tendance à répondre par la négative. Le droit à indemnisation forfaitaire est en effet attribué par la loi (en réalité par la jurisprudence telle qu'elle interprète la norme écrite). Le contentieux ne relève pas d'un manquement à une obligation contractuelle, la demande était formée en l'espèce contre un transporteur effectif non contractuel, tenu d'une obligation légale. Affaire C-533/15, Feliks Frisman c. Finnair Oy. L'affaire avait été radiée le 2 mai 2016.]

La CJUE a été saisie de deux affaires dans lesquelles la demande en indemnisation était formulée contre le transporteur de fait, Air Nostrum, de Valence, alors que le passager avait manqué la correspondance et n'avait pas pu prendre le vol suivant que le transporteur contractuel devait en principe assurer. Les demandeurs, dans ces deux espèces, voulaient plaider, en Allemagne, contre le transporteur espagnol, devant la juridiction dans le ressort de laquelle se trouvait la destination finale.

(Dans ces deux affaires, le temps de la correspondance était assez bref, un retard même réduit du premier vol entraînait inéluctablement l'échec de la correspondance, le voyageur était contraint d'attendre le vol suivant. Le transporteur contractuel prenait un pari en délivrant une réservation unique pour deux vols. L'arrivée dans les temps à destination intermédiaire et à destination finale était aléatoire.)

La CJUE a été saisie d'une demande de décision préjudicielle par l'Amtsgericht de Düsseldorf le 13 mai 2016, Flight Right / Air Nostrum, Lineas Aereas del Mediterraneo, C-274/16.

Les passagers ont réservé auprès d'Air Berlin un transport sous un numéro de réservation unique.

L'opération de transport est ainsi placée sous le signe de l'unité. On la considère comme un tout.

La liaison aérienne est cependant formée de deux trajets.

Un premier trajet entre Ibiza et Palma de Majorque est exécuté par Air Nostrum, un sous-transporteur.

Un retard se produit sur le premier vol, de telle sorte que les passagers manquent à Palma la correspondance.

Le second vol est prévu entre Palma et Düsseldorf, devant être assuré par Air Berlin, le transporteur contractuel.

Les passagers manquent donc le second vol, ils prennent un autre vol le lendemain avec Air Berlin.

Le demandeur - il s'agit en fait d'un organisme qui a désintéressé le passager, victime du retard, et qui agit comme cessionnaire des droits de celui-ci - agit contre le transporteur aérien effectif, transporteur non contractuel, Air Nostrum, ayant effectué le premier trajet, trajet au cours duquel le retard s'est produit.

Une autre question préjudicielle a été posée par la plus haute juridiction civile allemande le 11 août 2016 dans l'affaire C-448/16, Barkan c. Air Nostrum.

Le droit à indemnisation fondé sur le règlement n° 261/2004 permet-il au demandeur de se prévaloir de l'option de compétence propre à la matière contractuelle, alors que le recours est formé contre le transporteur aérien

effectif, qui n'est pas le transporteur contractuel ?

La famille Barkan avait réservé auprès d'Iberia. Une réservation unique avait été faite.

Il y avait un premier vol prévu entre Melilla et Madrid, qu'Air Nostrum, transporteur de fait, devait assurer.

Un retard de 20 minutes sur ce premier vol.

La famille Barkan manque la correspondance à Madrid.

Second trajet entre Madrid et Francfort sur le Main, à assurer par Iberia, transporteur contractuel.

Un retard à destination finale de 4 heures.

Chacun des voyageurs demande 250 euros.

La CJUE statue dans son arrêt du 7 mars 2018, note de Véronique Legrand aux Petites Affiches ; JCP G 2018 p. 612 obs. Dominique Berlin ; Juris tourisme 2018, n° 212, p. 45 obs. Chr. Lachièze ; D. 2018.1943 obs. Sylvain Bollée ; RTD Com. 2018.518 obs. Anne d'Abbadie d'Arrast ; Procédures n° 5, mai 2018, commentaire 146 par Cyril Nourissat ;

Dupont et Poissonnier, Quelles règles d'indemnisation des passagers d'un vol avec correspondance au départ de l'Union européenne ? D. 2018.1366 ;

Bernard Haftel, Revirement et extension du champ de la matière contractuelle dans les relations à trois personnes, Revue des contrats, 2019, n° 1, p. 85.

La question préalable concernait le rattachement ou non du litige à la matière contractuelle.

Le débat sur la notion de matière contractuelle

La CJUE adopte communément - avec des nuances - une conception extensive de la matière contractuelle, servant de support à l'option de compétence. Elle demeure en matière d'incident du transport aérien fidèle à cette ligne de conduite.

La notion de matière contractuelle doit être interprétée de manière autonome.

Il y a lieu de considérer comme relevant de la matière contractuelle toutes les obligations qui trouvent leur source dans le contrat dont l'inexécution est invoquée à l'appui de l'action du demandeur.

Même si l'application de la règle de compétence spéciale prévue en matière contractuelle n'exige pas la conclusion d'un contrat entre deux personnes, elle présuppose l'existence d'une obligation juridique librement consentie par une personne à l'égard d'une autre et sur laquelle se fonde l'action du demandeur.

La règle de compétence spéciale en matière contractuelle repose sur la cause de l'action et non pas sur l'identité des parties.

Lorsqu'un transporteur aérien effectif qui n'a pas conclu de contrat avec le passager remplit des obligations découlant du règlement n° 261/2004, il est réputé agir au nom de la personne qui a conclu le contrat avec le passager concerné (art. 3 § 3).

Ce transporteur doit être considéré comme remplissant des obligations librement consenties à l'égard du cocontractant des passagers concernés. Ces obligations trouvent leur source dans le contrat de transport aérien.

La demande d'indemnisation pour le retard important d'un vol effectué par un transporteur aérien effectif, qui n'est pas le cocontractant des passagers concernés, doit être considérée comme étant introduite en matière de contrats de transport aériens conclus entre ces passagers et les compagnies, transporteurs contractuels.

La notion de matière contractuelle couvre l'action des passagers aériens en indemnisation pour le retard important d'un vol avec correspondance, dirigée sur le fondement du règlement n° 261/2004 contre un transporteur aérien effectif qui n'est pas le cocontractant du passager concerné.

Le transporteur de fait est mis au service de l'exécution du contrat de transport dans sa totalité.

La solution de l'arrêt *flightright* a suscité des réserves de la part de la doctrine internationaliste citée supra.

M. Bernard Haftel voit dans l'arrêt *flightright* un revirement de jurisprudence quant à la définition de la matière contractuelle lorsque la demande mêle contractants et tiers. Dans un arrêt Jakob Handte du 17 juin 1992, la Cour de justice exigeait pour qu'on soit en matière contractuelle la présence d'un engagement librement assumé d'une partie envers une autre. On parlait d'un critère personnaliste. Jusqu'à l'arrêt du 7 mars 2018, l'hypothèse de relations à trois personnes, comme en présence d'un sous-contrat, ne relevait pas de la matière contractuelle.

Avec cet arrêt, la cour innove en admettant la qualification contractuelle alors qu'il n'y avait eu aucun engagement librement consenti entre le transporteur effectif et le passager. L'arrêt parle d'une obligation juridique librement consentie par une personne à l'égard d'une autre et sur laquelle se fonde l'action du demandeur. Il est bien exact que le transporteur aérien effectif s'était engagé dans le sous-contrat conclu avec le transporteur principal à déplacer sur un segment du transport les clients de celui-ci, quitte à relever en l'espèce l'existence d'une stipulation pour autrui, mais il n'y avait pas de façon formelle de relation contractuelle directe entre le transporteur de fait et le passager. La règle de compétence spéciale, selon la cour, repose sur la cause de l'action et non pas sur l'identité des parties. La créance d'indemnisation dont se prévaut le passager retardé

existe parce qu'il a conclu un contrat de transport avec le transporteur principal pour la totalité de la relation aérienne. Quant au transporteur effectif, il n'est pas obligé d'indemniser à raison du contrat principal auquel il n'est pas partie contractante, mais parce que le règlement européen en a ainsi décidé.

La solution est favorable sous un angle pratique au passager allemand habilité à plaider dans sa patrie. Elle est peu amène en revanche pour une petite compagnie qui organise uniquement des vols internes pour acheminer sur une courte distance un passager d'un petit aérodrome à une plateforme internationale. Accepter à son bord des passagers porteurs d'une réservation unique sur une destination relativement lointaine lui joue un mauvais tour, il risque d'être assigné à plusieurs centaines de km de son siège, alors qu'il n'a été l'auteur que d'un retard de durée limitée.

La question préalable est tranchée.

Même lorsque le passager plaide contre le transporteur de fait, on se trouve « en matière contractuelle ».

## ii. L'option de compétences

Une fois admise cette attribution à la matière contractuelle, il convient de déterminer l'étendue de l'option de compétences. On verra que les compétences offertes au demandeur sont extensibles. Les fors offerts au passager retardé contre le transporteur effectif sont multiples.

Quelle est l'étendue des fors offerts au demandeur agissant « en matière contractuelle » ?

Bernard Haftel, Le contrat complexe ou l'ubiquité du lieu d'exécution du contrat de transport, *Revue des contrats*, 2019, n° 1, p. 90.

Du moment qu'on se trouve en présence d'un contentieux en matière contractuelle, le passager retardé est habilité à invoquer l'option de compétences que lui offre le règlement de Bruxelles I.

La jurisprudence de la CJUE se fait accueillante à l'action du demandeur, qu'il veuille agir devant la juridiction dans le ressort de laquelle se situe l'aéroport du point de départ primitif que devant le tribunal dans le ressort duquel est implanté l'aéroport de la destination finale.

- L'admission de la compétence du tribunal dans le ressort duquel se trouve l'aéroport du départ initial.

Dans les deux affaires plaidées en 2018, le demandeur pouvait certainement agir devant la juridiction dans le ressort de laquelle se situait le point de départ du vol litigieux. Contra, l'opinion de Madame d'Abadie d'Arrast. En effet, il découle de la jurisprudence Rehder propre à un vol direct que le lieu du départ est considéré comme l'un des lieux de la fourniture de services. Les passagers pouvaient certainement plaider dans ces deux espèces, à Ibiza et à Melilla, qui étaient les aéroports de départ. Ce point est admis à la lecture des considérants 68 et 69 de l'arrêt de 2018, avec un vol avec correspondances, assuré par deux ou plusieurs transporteurs aériens distincts, même si les juridictions de renvoi ne questionnaient pas la CJ sur ce chef de compétence.

L'ordonnance du 13 février 2020 confirme la solution et dissipe les doutes qu'on pouvait encore nourrir.

Cette décision de 2020 de la CJUE, C-606/19, *flightright c. Iberia*,

*Juris Tourisme*, 2020, n° 229, p. 10, obs. X. Delpech, D. 2020.1425 chronique Droit des transports par Hugues Kenfack,

*Gazette du Palais*, n° 19, 19.5.2020 p. 25, obs. Pascal Dupont et Ghislain Poissonnier,

est intéressante, même si on peut regretter que dans ce transport composé de trois vols la juridiction allemande de renvoi n'ait pas précisé si Iberia, le transporteur assigné en Allemagne, était transporteur contractuel ayant délivré le billet avec réservation unique ou seulement transporteur aérien non-contractuel.

[L'ordonnance indique, au n° 33, qu'il n'était pas établi qu'Iberia était le cocontractant des passagers au vol final annulé.

Ce qui n'interdit pas de considérer que le litige concerne la matière contractuelle.]

Le transport aérien se déroulait en trois temps, il avait pour départ Hambourg et pour destination finale Saint

Sébastien.

Il était assuré

par British Airways, pour la 1<sup>o</sup> phase, Hambourg-Londres,

par Iberia, 2<sup>o</sup> phase, Londres-Madrid,

par Iberia, 3<sup>o</sup> phase, pour le vol ultime, Madrid-Saint Sébastien.

Les deux compagnies relèvent de la holding IAG, mais conservent leur personnalité.

C'est le 3<sup>o</sup> vol, Madrid-San Sebastian, qui avait donné lieu à annulation.

Les passagers avaient cédé leurs droits de créance contre Iberia, auteur de l'annulation du 3<sup>o</sup> vol, très certainement transporteur aérien effectif, à un organisme de recouvrement, qui entendait assigner Iberia, non à Saint Sébastien (aéroport d'arrivée) ou à Madrid (siège social d'Iberia), mais devant le tribunal de Hambourg, lieu du point de départ initial.

L'ordonnance donne satisfaction au cessionnaire demandeur.

La solution, rendue dans la prolongation de l'arrêt Rehder de 2009 et de l'arrêt flightright de 2018, est conforme à la jurisprudence précédente.

Le vol en cause comportait trois segments. Dans la mesure où un contrat de transport est caractérisé par une réservation unique confirmée pour l'ensemble du trajet, ce contrat établit l'obligation pour un transporteur aérien de transporter un passager d'un point A (aéroport de départ) à un point D (aéroport de la destination finale). Une telle opération de transport constitue un service dont l'un des lieux de fourniture principale se trouve au point A (départ initial).

Dans le cas d'un vol avec correspondances caractérisé par une réservation unique confirmée pour l'ensemble du trajet et comprenant plusieurs segments, le lieu d'exécution de ce vol - au sens de l'art. 7, point 1, sous b), second tiret, du règlement n° 1215/2012, Bruxelles I révisé - peut être constitué par le lieu de départ du premier segment de vol, en tant que l'un des lieux de fourniture principale des services faisant l'objet d'un contrat de transport aérien.

Ce lieu présente un lien suffisamment étroit avec les éléments matériels du litige et partant assure le rattachement étroit voulu par les règles de compétence spéciale entre le contrat de transport aérien et la juridiction compétente, il satisfait à l'objectif de proximité.

Cette solution est également conforme au principe de prévisibilité, elle permet au demandeur et au défendeur d'identifier la juridiction du lieu de départ du premier segment de vol, tel qu'il est inscrit dans ce contrat de transport, en tant que juridiction susceptible d'être saisie.

- L'admission de la compétence du tribunal de l'aéroport de la destination finale

Dans ces deux espèces soumises à la CJUE en 2018, le retard était imputable au transporteur non contractuel ayant effectué le premier segment du transport et l'action en indemnisation était dirigée contre lui. Le demandeur entendait agir en Allemagne.

Ce qui faisait débat, c'était la prétention du passager de plaider devant le tribunal du lieu de la destination finale, alors que l'incident de vol avait été localisé lors du premier vol et que ce transporteur non contractuel n'était pas celui qui avait acheminé le passager à la destination finale. Celui-ci était étranger à l'accomplissement du second vol, même si le passager était arrivé en retard à l'arrivée parce que le transporteur non contractuel avait avec retard accompli le premier vol, ce qui avait interdit au passager de prendre dans les temps la correspondance. La CJUE adopte la position la plus large et la plus favorable pour le consommateur, pouvant ainsi plaider dans son propre État de résidence, alors que le défendeur n'y détient aucun lien.

La Cour étend les solutions de la jurisprudence Rehder.

Le lieu final de destination est considéré - dans l'hypothèse d'un transport direct comme dans l'hypothèse d'un transport avec correspondance comportant deux vols - comme un lieu d'exécution de la prestation de services.

La règle de compétence spéciale en matière de fourniture de services désigne comme étant compétente la juridiction du lieu d'un État membre où, en vertu du contrat, les services ont été fournis.

Un contrat de transport aérien, caractérisé par une réservation unique pour la totalité du trajet, établit l'obligation, pour un transporteur aérien de transporter un passager d'un point à un autre. Une telle opération constitue un service dont l'un des lieux de fourniture principale se trouve au point de destination.

Cette conclusion n'est pas remise en cause par le fait que le transporteur aérien effectif qui n'est pas le contractant du passager n'assume que le transport sur un vol qui ne finit pas au point d'arrivée du second vol, dans la mesure où le contrat de transport aérien relatif au vol avec correspondance couvre le transport du passager jusqu'au lieu d'arrivée du second vol.

Le lieu d'arrivée du second vol est l'un des lieux d'exécution du vol.

Ce lieu satisfait l'objectif de proximité ainsi que celui de prévisibilité (pour le passager, non pour le transporteur de fait)

L'objection élevée par le transporteur de fait, qui ne fait que du transport interne en Espagne, et qui n'a pas envisagé d'être assigné devant une juridiction allemande, est écartée.

(La destination des passagers du premier vol était probablement multiple. Certains faisaient probablement un vol simple entre Ibiza et Palma ou entre Melilla et Madrid ; d'autres gagnaient l'Allemagne ; d'autres pouvaient avoir un autre pays comme destination finale. Le transporteur interne se contentait d'acheminer des voyageurs depuis un petit aéroport - Ibiza ou Melilla -, en direction d'un aéroport à grand trafic comme Palma ou Madrid. La destination finale des passagers lui était indifférente.)

Dans le cas d'un vol par correspondance, le lieu d'arrivée du second vol est lieu d'exécution du vol. Le passager peut assigner le sous-transporteur qui n'est pourtant pas son cocontractant devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve l'aéroport d'arrivée du second vol. La CJUE fait du transporteur de fait l'un des exécutants du transport envisagé dans sa complétude, auteur d'un retard léger se transformant en retard important à la destination finale.

(Le passager retardé pouvait en l'espèce agir en Espagne contre le transporteur de fait, puisque celui-ci, Air Nostrum, a son siège à Valence, en Espagne. Si une action à Palma ou à Madrid semble exclue sur le fondement du droit européen pour la simple raison que le règlement de Bruxelles I est incompétent, celui-ci n'étend le cercle des fors disponibles en matière contractuelle que lorsque le demandeur entend plaider contre un défendeur dans un État autre que celui du siège de ce dernier. Le droit interne espagnol permettait peut-être au passager de plaider, outre à Valence, à Madrid ou Palma, au titre du lieu d'arrivée du vol assuré par le sous-transporteur.)

[La question de la compétence se pose également à propos du transport de marchandises entre États membres Cf., dans un déplacement ayant recours à plusieurs modes de transport, la demande de la cour suprême finlandaise, C-88/17, Zurich Insurance, quant à la détermination du ou des lieux de fourniture de services et l'arrêt rendu le 11 juillet 2018. L'espèce concerne la perte d'une cargaison lors du transport d'un concasseur conique à rouleaux entre la Finlande et Sheffield effectué par la société britannique ALS.

L'objet a été transporté par la route jusqu'à un port finlandais, il a pris ensuite la mer jusqu'à Hull, il devait ensuite prendre la route jusqu'à Sheffield, où il n'est jamais parvenu. L'assureur Zurich a indemnisé l'expéditeur et a ensuite agi contre le transporteur devant une juridiction finlandaise dont la compétence a été disputée.

La cour suprême finlandaise demandait s'il fallait tenir compte, quant à la compétence, du lieu où le transport devait prendre fin, ou si en suivant la jurisprudence Rehder le demandeur était habilité à saisir deux juridictions différentes. La décision s'inspire de la jurisprudence Rehder rendue en matière de transport aérien. L'arrêt considère que dans un contrat de transport de marchandises le lieu d'expédition présente un lien étroit avec l'essentiel des services. C'est le lieu d'arrimage. Tant le lieu d'expédition que le lieu de livraison constituent des lieux de fourniture du service de transport.]

- L'incompétence, de principe, du tribunal dans le ressort duquel se trouve l'aéroport de la correspondance

Les commentateurs refusaient dans l'ensemble la compétence de la juridiction située dans un État membre, mais ayant dans son ressort un aéroport où le passager était seulement en correspondance. On considérait que ce point n'était pas significatif dans un déplacement ayant donné lieu à une unique réservation.

Des litigants ont tenté, devant la juridiction de Francfort sur le Main, sans succès, de renverser cette opinion dominante, affaire JW, HD et XS c. LOT, C-20/21.

Le déplacement avait donné lieu à réservation unique auprès de Lufthansa, il avait pour objet d'acheminer des voyageurs de Varsovie aux îles Maldives, avec une correspondance à Francfort.

Le premier segment de vol, depuis Varsovie jusqu'à Francfort, était assuré par le transporteur polonais LOT, c'est ce vol qui est retardé au départ, de telle sorte que les touristes manquent la correspondance à Francfort. Ils ne parviendront à Malé avec la Lufthansa qu'avec un retard de plus de 4 heures. Lot est transporteur aérien effectif de cette première phase de vol, la décision de renvoi ne le désigne pas comme transporteur contractuel. Le tribunal de Varsovie est certainement compétent pour connaître de l'action intentée contre Lot. On ne s'étendra pas sur la compétence de la juridiction des Maldives, État extérieur à l'UE. Les passagers entendent plaider à Francfort contre Lot, Francfort où l'avion est parvenu avec retard. Chaque passager demande 600 euros

au transporteur polonais.

La juridiction de Francfort estimait envisageable la reconnaissance de la compétence de la juridiction allemande. La CJUE devait décider si Francfort, l'aéroport de correspondance, était un lieu d'exécution de la prestation de transport.

La CJUE, dans son arrêt du 3 février 2022,

Procédures, avril 2022, commentaire 97 par C. Nourissat ; Responsabilité civile et assurances, avril 2022, commentaire 112 par Laurent Bloch,

se montre hostile à la multiplication des fors.

L'arrêt affirme que l'action relève de la notion de "matière contractuelle", même cette action est dirigée contre un transporteur aérien effectif qui n'est pas contractant du passager. Il rappelle les arrêts Flightright et Rehder. Le lieu qui assure le lien de rattachement le plus étroit entre le contrat et la juridiction compétente est celui où doit être effectuée la fourniture principale des services. La juridiction allemande n'indique pas les éléments du contrat qui pourraient justifier, en vue de l'organisation du procès, l'existence d'un lien suffisant de proximité entre les faits et la compétence de celle-ci. En l'absence de telles indications, le lieu d'exécution peut être constitué par le lieu de départ du premier segment de vol, en tant que l'un des lieux de fourniture principale des services.

Dans ces conditions, la Cour de justice décide qu'en présence d'un vol avec réservation unique, confirmée pour l'ensemble du trajet, divisé en deux segments de vol, le transport étant effectué par des transporteurs distincts, lorsque le recours en indemnisation a pour seule origine un retard sur le premier segment du vol causé par un décollage tardif et qu'il est dirigé contre le transporteur chargé d'effectuer ce premier segment de vol, le lieu d'arrivée (de ce premier segment de vol) ne peut pas être qualifié de "lieu d'exécution" au sens de l'art. 7, point 1, sous b), second tiret du règlement n° 1215/2012 du 12 décembre 2012.

[L'arrêt dans les attendus 22 à 24 envisage cependant, dans un cas particulier, une éventuelle compétence du tribunal dans le ressort duquel se trouve le lieu d'atterrissage du premier segment de vol.

La langue de l'arrêt n'est pas d'une clarté cristalline.

En cas de pluralité de lieux de fourniture de services dans des États membres différents, le lieu qui assure le lien de rattachement le plus étroit entre le contrat et la juridiction compétente est, **notamment**, celui où, en vertu de ce contrat, doit être effectuée la fourniture principale des services.

Il ressort de la jurisprudence Rehder et de l'utilisation du terme "notamment" que les lieux de fourniture principale des services, identifiés comme étant à la fois le lieu de départ initial et de la destination finale d'un vol, ne constituent qu'une illustration non exhaustive des lieux où un tel lien de rattachement pourrait se concrétiser.

Il ne saurait être exclu que, eu égard aux termes spécifiques d'un contrat de transport aérien, d'autres services que ceux fournis au lieu de départ initial et à la destination finale d'un vol puissent justifier la compétence de juridictions autres que celles dans le ressort desquelles se trouvent ces lieux, à savoir **les juridictions du lieu d'escale** pour connaître d'un recours en indemnisation introduit sur le fondement du règlement n° 261/2004.

En l'occurrence, la juridiction de renvoi n'indique pas les éléments du contrat qui pourraient justifier, en vue de l'organisation utile du procès, l'existence d'un lien suffisant de proximité entre les faits du litige et sa compétence. L'hypothèse devrait demeurer exceptionnelle.

On pourrait penser à un transporteur prévoyant à l'escale ou à la correspondance des prestations hôtelières.]

(Dans l'hypothèse où on admettrait le passager à agir contre le transporteur contractuel, ayant sous-traité le vol retardé assuré par LOT, le passager pourrait agir en Allemagne contre la Lufthansa.)

2° option. L'option de compétence offerte lorsque le contentieux est relatif à l'exploitation d'une succursale, d'une agence ou de tout autre établissement

Nous songeons à la situation où le billet de transport a été vendu par une agence du transporteur aérien, cette agence étant localisée dans un autre État européen que celui où le transporteur a son siège.

Un billet délivré par Air France par le truchement de son agence de Madrid. Le vol est annulé ou le passager est victime d'un retard important. Le passager peut-il plaider à Madrid ?

La compétence de la juridiction dans le ressort de laquelle se trouve l'agence semble devoir être admise.

On peut invoquer l'article 5 du règlement Bruxelles I primitif, indiquant qu'une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans un autre État membre ... 5) s'il s'agit d'une contestation relative à l'exploitation d'une succursale, d'une agence ou de tout autre établissement, devant le tribunal du lieu de leur situation.

On retrouve la même disposition avec l'article 7, point 5, du règlement Bruxelles I révisé du 12 décembre 2012. La disposition implique que le défendeur soit domicilié dans un État membre pour pouvoir être attrait devant les juridictions d'un autre État membre de l'UE.

Le débat peut porter sur la question de savoir si la délivrance d'un billet relève de l'exploitation d'une agence.

La question est d'actualité moindre depuis que la délivrance des billets ne se fait plus par agence mais en ayant recours à messagerie électronique. Il faudrait alors s'interroger sur la localisation du site par lequel la réservation a été effectuée.

L'arrêt rendu par la CJUE le 11 avril 2019, affaire Ryanair, C-464/18, Semaine Juridique Edition générale, n° 16, 22 avril 2019, 432, obs. Dominique Berlin, est instructif.

Le litige concerne un retard survenu sur un vol entre Porto et Barcelone.

Le demandeur, même s'il ne réside pas en Espagne, porte son action devant le tribunal de commerce de Gérone, il réclame 250 euros sur le fondement de la jurisprudence Sturgeon.

Le défendeur, Ryanair, s'il a son siège en Irlande, dispose d'une succursale à Girona.

L'arrêt précise les traits d'une succursale. Celle-ci suppose l'existence d'un centre d'opérations qui se manifeste d'une façon durable vers l'extérieur, comme le prolongement d'une maison mère. Ce centre doit être pourvu



d'une direction et être matériellement équipé de façon à pouvoir négocier avec des tiers qui sont ainsi dispensés de s'adresser directement à la maison mère.

Cette disposition suppose que le litige concerne des actes relatifs à l'exploitation d'une succursale ou des engagements pris par la succursale au nom de la maison mère, lorsque ces actes doivent être exécutés dans l'État où cette succursale est située.

Le billet d'avion avait été en l'espèce acheté en ligne. Aucun élément ne mène à penser que le contrat de transport ait été conclu par l'intermédiaire de la succursale de Girone, dont les services concernent essentiellement les questions fiscales.

La juridiction de Gérone n'est donc pas compétente pour connaître du litige sur le fondement de l'article 7 point 5 du règlement Bruxelles I révisé n° 1215/2012. La succursale n'avait pas pris part à la relation juridique nouée entre la compagnie irlandaise et le passager retardé.

### 3°) LA PROROGATION DE COMPÉTENCE

#### α) La clause d'élection de for

La présence au contrat de transport d'une clause attributive de juridiction

L'incidence de la présence dans les conditions générales de transport d'une clause d'élection de for :  
Cette clause est-elle opposable au passager consommateur ?

Nous supposons que dans cette hypothèse le passager agit en réparation devant les juridictions françaises et que le transporteur aérien se prévaut de la clause attributive de juridiction en soulevant une exception d'incompétence internationale : celui-ci doit alors d'après l'article 75 CPC faire connaître devant quelle juridiction elle demande que l'affaire soit portée. Cf. la note de Mme Gaudemet Tallon citée infra, Revue critique de DIP, 2020.495. Il doit indiquer quelle est la juridiction étrangère compétente. Ainsi par ex. les juridictions danoises ou irlandaises.

La situation se complique lorsque le passager consommateur a cédé à une agence de recouvrement sa créance d'indemnité trouvant son fondement dans le règlement de 2004 et que c'est celle-ci qui agit comme créancier subrogé contre le transporteur auteur du vol annulé ou retardé.

#### . Le débat sur la licéité

##### La licéité de principe

Madame Sandrine Clavel, *Le passager aérien est-il un consommateur comme les autres ?*, Mélanges Neau-Leduc, p. 238, envisageait l'hypothèse où le transporteur inscrit dans le contrat de transport une clause conférant la compétence dans ce contentieux du retard ou de l'annulation de vol à la juridiction qui lui convient. Il pourrait par exemple faire figurer une clause conférant compétence unique à la juridiction de son siège social.

L'article 25 du règlement n° 1245/2012 du 12 décembre 2012 ne fait pas obstacle à ce que les parties, sans

considération de leur domicile, conviennent d'une juridiction (ou de juridictions) d'un État membre pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé. Cette juridiction est compétente.

L'article 19, figurant à la section 4 relative aux contrats de consommation, réglemente certes étroitement les conventions attributives de juridiction. Mais comme la section 4 est étrangère aux contrats de transport sec, cette disposition restrictive est étrangère au débat.

(Une objection qui serait probablement écartée dans l'hypothèse où la clause d'élection de for serait invoquée par le transporteur aérien effectif qui ne serait pas le transporteur contractuel, le passager n'ayant jamais contracté avec lui. La clause circule, répondra-t-on éventuellement.)

#### L'incidence de la législation relative aux clauses abusives

1° solution. La mise à l'écart de la clause, du moment qu'elle entre dans la catégorie des clauses abusives

Madame Clavel envisageait, dans sa savante étude, p. 239, la possibilité que les clauses attributives de juridiction tombent sous les fourches caudines de la législation relative aux clauses abusives. Il faudrait pour cela que la clause crée un déséquilibre significatif au détriment des passagers. Cf. article L. 212-1 du code de la consommation. Elle opinait de façon dubitative.

Madame Clavel invitait également à faire appel à l'article 47 de la charte des droits fondamentaux concernant le droit de chacun à un recours effectif devant un tribunal impartial.

[Les répertoires référençaient des décisions ayant reconnu le caractère abusif de certaines clauses attributives de compétence.

Ainsi la Cour de justice dans un arrêt du 27 juin 2000, affaires C-240/98 à 244/98, considère, dans des litiges entre un éditeur de Barcelone et des acheteurs d'encyclopédies, que la clause attribuant les litiges à la juridiction de Barcelone est abusive. La clause n'avait pas fait l'objet d'une négociation individuelle. Le consommateur risque de devoir plaider devant une juridiction éloignée de son domicile, il risque de devoir renoncer à tout recours judiciaire pour assurer sa défense. La clause entrave l'exercice de l'action en justice, alors qu'elle est tout avantage pour le professionnel qui minore ses frais et centralise devant la juridiction de son siège les contentieux qu'il exerce.]

Jérémy Jourdan-Marques, op.cit., colloque de Valenciennes, LexisNexis, décembre 2019, p. 127.

(Cf. un arrêt de la CJUE du 3 avril 2019, affaire C-266/18, la clause disputée concernait la compétence territoriale et faisait renvoi aux dispositions du droit national. Une telle clause entraine dans le champ d'application de la directive sur les clauses abusives. Même si son caractère abusif est écarté.)

[L'Oberster Gerichtshof, présente le 5 mai 2020 une demande à la CJUE, dans un litige étranger à la matière aérienne, affaire C-189/20, Laudamotion c. Verein für Konsumenteninformation. La juridiction suprême autrichienne demande si les dispositions du règlement de Bruxelles I révisé, n° 1215/2012, du 12 décembre 2012, en particulier les articles 17, 19, 25, 67, s'opposent au contrôle du caractère abusif de conventions internationales attributives de juridiction, au regard de la directive 93/13 du 5 avril 1993 sur les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, JOUE du 24 août 2020. Affaire radiée, 19 novembre 2020.]

La CJUE s'est prononcée en matière aérienne.

[Une première occasion avait été perdue. Une juridiction bulgare, en effet, avait formé le 8 octobre 2018, JOUE du 17 décembre 2018, une demande de décision préjudicielle, dans une affaire EN, FM, GL c. Ryanair, C-629/18. La question est de savoir si l'article 25 du règlement Bruxelles I n° 1215/2012 permet d'insérer dans le contrat de transport avant toute survenance du litige une clause attributive de compétence pour l'examen des demandes fondées sur le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004.

L'affaire a été radiée par désistement de la requérante le 10 septembre 2019.]

La seconde occasion, provenant de Pologne, devait être la bonne.

Une troisième, venant de Belgique, se présentait. Mais l'affaire a été radiée.

L'affaire polonaise

La demande de décision préjudicielle du 9 juillet 2019, affaire C-519/19, Passenger Rights c. Ryanair, a repris le débat de l'exclusion d'une clause attributive de juridiction contenue dans un contrat international de transport aérien conclue entre un transporteur aérien irlandais et un simple passager.

Le contrat de transport aérien avait été conclu en ligne.

Un vol Varsovie-Milan avait été annulé.

Le transporteur irlandais se heurte à une demande d'indemnisation de 250 euros.

La demande est portée, conformément à la jurisprudence Rehder, devant les juridictions polonaises. Le point de départ de la prestation de services - l'aéroport de départ du vol convenu - se situe en effet dans le ressort du tribunal de Varsovie.

Ryanair plaidait l'incompétence des juridictions polonaises.

Les conditions générales de transport de Ryanair comportaient en effet une convention attributive de juridiction en faveur des juridictions irlandaises.

La juridiction polonaise fait état de l'absence de négociation individuelle de la clause et de son éventuel caractère abusif à raison d'un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat au détriment du consommateur.

La question dans la question. Le consommateur avait en l'espèce cédé sa créance, mais le cessionnaire, un organisme de recouvrement d'indemnité, Passenger Rights, devenu DelayFix, demandeur, n'a pas la qualité de consommateur. La question est de savoir si l'acquéreur de la créance peut alors se prévaloir de la position du cédant et contester, bien que non consommateur, la validité de la clause attributive de juridiction que lui oppose le transporteur. Le cessionnaire a acquis la créance du passager au vol annulé, mais il n'appartient pas à la catégorie des consommateurs, il est un professionnel ayant une activité économique.

#### L'affaire belge

La cour d'appel de Mons, dans un arrêt fort bien rédigé du 10 mai 2021, connaît d'une espèce voisine. L'affaire traite des conséquences de l'annulation d'un vol entre Sofia et Charleroi. Les passagers avaient cédé leurs créances d'indemnisation à une entreprise belge de recouvrement, SRL Happy Flights, qui entendait agir en Belgique. Ryanair lui oppose la clause, figurant dans les conditions générales de transport, attribuant la juridiction aux tribunaux irlandais. La juridiction belge interroge la Cour de Justice.

#### L'arrêt rendu dans l'affaire polonaise

L'arrêt de la CJUE du 18 novembre 2020 procède à une distinction, il traite indirectement du débat sur la validité de la clause dans les relations entre le transporteur et le passager retardé, il traite à titre principal de l'opposabilité de la clause attributive de juridiction au cessionnaire de la créance d'indemnisation.

Revue critique de droit international privé, 2021, p. 421, note critique Jeremy Heymann,

Dalloz 2021.412 note Jault-Seseke,

Europe 2021, commentaire 40, obs. Laurence Idot,

Comm. Com. Électr. 202, étude 1, n° 10, obs. M.E. Ancel,

Procédures 2021, commentaire 70, obs. Cyril Nourissat.

Clunet JDI, juillet-août-septembre 2021 p. 1013, note Lilian Larribère

En modifiant la trame de l'arrêt, il semble qu'on puisse légitimement distinguer deux questions distinctes :

Une telle clause serait-elle licite dans les relations entre un transporteur et un passager, consommateur de transport aérien ?

Une telle clause attributive de juridiction figurant au contrat transporteur - passager, peut-elle être invoquée par le transporteur contre le cessionnaire de la créance d'indemnisation pour annulation de vol ?

#### La relation entre le transporteur et le passager

Sur l'invalidité de la clause présente dans le contrat de transport.

La clause donnait compétence en l'espèce aux seules juridictions irlandaises pour connaître de l'action dirigée

contre Ryanair.

La validité d'une clause attributive de juridiction s'apprécie en vertu de la législation de l'État dont les juridictions sont désignées par cette clause.

Cette validité s'apprécie en l'espèce au regard du droit irlandais.

La juridiction de Varsovie doit appliquer la législation irlandaise, compte tenu du droit de l'Union et de la directive 93/13 sur les clauses abusives.

Cette directive tend à assurer la protection des consommateurs, elle s'applique dans le secteur du transport aérien.

Cette directive sur les clauses abusives s'applique aux clauses figurant dans les contrats conclus entre un professionnel et un consommateur qui n'ont pas fait l'objet d'une négociation individuelle. Une clause est considérée comme abusive lorsqu'elle crée au détriment du consommateur un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties découlant du contrat. Une clause attributive de juridiction, qui est insérée dans un contrat conclu entre un consommateur sans avoir fait l'objet d'une négociation individuelle et qui confère une compétence exclusive à la juridiction dans le ressort de laquelle est situé le siège de ce professionnel doit être considérée comme abusive, dans la mesure où, en dépit de l'exigence de bonne foi, elle crée, au détriment du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et les obligations des parties découlant de ce contrat, arrêts du 27 juin 2000, Océano, du 4 juin 2009, Pannon, 9 novembre 2010, VB Pénzügyi Lizing. Une telle clause entre dans la catégorie de celles ayant pour objet ou pour effet de supprimer ou d'entraver l'exercice d'actions en justice.

La CJUE décide, dans son arrêt du 18 novembre 2020, que ladite clause doit être regardée comme abusive.

Si le transporteur n'est pas habilité à se prévaloir de la clause qu'il avait inscrite dans ses conditions générales de transport, le passager au vol annulé ou retardé peut, conformément à la jurisprudence Rehder, agir devant la juridiction du départ ou celle de l'arrivée du vol.

La relation entre le transporteur et l'organisme, cessionnaire de la créance d'indemnisation appartenant au passager retardé

Sur l'opposabilité de la clause attributive de juridiction à l'organisme de recouvrement, cessionnaire de la créance d'indemnisation du voyageur

La clause attributive de juridiction était dans les deux espèces polonaise et belge opposée par le transporteur irlandais, non au passager partie au contrat dans lequel elle figurait, mais à un tiers au contrat de transport. Cette clause attributive de juridiction ne peut pas en principe être opposée, décide l'arrêt du 18 novembre 2020, par la compagnie aérienne à la société de recouvrement à laquelle le passager avait cédé sa créance.

La clause attributive de compétence n'est pas transmise à la société cessionnaire de la créance d'indemnisation du passager.

(La solution n'est pas nouvelle, elle avait déjà été posée par la CJUE dans un arrêt CDC du 21 mai 2015, C-352/13. Faute d'y avoir consenti, le cessionnaire ne peut pas se voir opposer la clause attributive de juridiction.)

Ce n'est que si conformément au droit national applicable au fond le tiers aurait succédé au contractant initial dans tous ses droits et obligations que la clause attributive de juridiction à laquelle ce tiers n'a pas consenti pourrait néanmoins le lier.

La clause ne peut être opposée par la compagnie aérienne à une société de recouvrement à laquelle le créancier a cédé sa créance, à moins que cette société de recouvrement n'ait succédé au contractant initial dans tous ses droits et obligations, ce qu'il appartient à la juridiction de renvoi de vérifier.

Le cas échéant, une telle clause doit être regardée comme abusive.

Les juges nationaux sont tenus d'écarter l'application d'une clause contractuelle abusive afin qu'elle ne produise pas d'effets contraignants.

Même si le litige oppose deux professionnels, ce fait ne fait pas obstacle à l'application d'un instrument relevant du droit de la consommation. Le champ d'application de la directive ne dépend pas de l'identité des parties au litige, mais de la qualité des parties au contrat.

En clair, même si la clause d'élection de for venait à lui être opposable, le cessionnaire pourrait faire valoir le caractère abusif de celle-ci.

L'absence d'arrêt de la CJUE dans l'affaire belge

Dans l'espèce soumise à la cour d'appel de Mons dans le Hainaut, la juridiction belge fait sienne l'interprétation donnée en 2020 par la CJUE.

Elle considère que la société de recouvrement n'est pas en principe liée par la clause d'élection de for, elle n'était pas partie au contrat de transport, elle est un tiers.

La société de recouvrement ne serait liée par la clause attributive de juridiction que si, conformément au droit national applicable au fond, c'est-à-dire le droit de l'État dont les juridictions sont désignées dans cette clause, elle aurait succédé aux passagers, contractants initiaux, dans tous leurs droits et obligations.

La cour de Mons se fonde sur l'argumentation de Ryanair. Le droit irlandais, compétent en l'espèce, n'autorise pas la cession d'un droit de réclamation à une entité qui n'a aucun lien avec la réclamation qu'elle intente. La cour belge se fonde sur un avis d'un juge à la cour suprême irlandaise, à un arrêt de celle-ci et à un article de doctrine. La cour de Mons en déduit que la clause attributive de juridiction ne peut pas être opposée par Ryanair à la société de recouvrement, tiers au contrat de transport, qui n'a pas consenti à la clause et ne peut pas se prévaloir d'une cession de créance complète au regard du droit irlandais.

La cour de Mons, affaire C-386-21, écartant la clause d'élection de for en faveur des juridictions irlandaises, interrogeait alors la CJUE sur la compétence juridictionnelle en application du règlement de Bruxelles I révisé n° 1215/2012 pour connaître de l'action exercée par la société de recouvrement de créances contre le transporteur ayant son siège à Dublin.

Elle demandait si la société de recouvrement était habilitée à invoquer la jurisprudence Rehder du 9 juillet 2009 pour pouvoir assigner Ryanair devant la juridiction belge, le vol annulé partant de Sofia devant avoir Charleroi comme point de destination. Ou bien si la société de recouvrement n'a de solution que d'agir devant la juridiction de Dublin, dans le ressort de laquelle se trouve le siège du défendeur.

Avec l'affaire Rehder, l'action avait été exercée par le passager, la demande concerne ici un tiers au transport.

La cour de Mons avait saisi la CJUE pour qu'elle tranche la difficulté.

Une ordonnance du 18 janvier 2022 fait part de la radiation de l'affaire. Celle-ci a pris fin à Mons.

. 2° interprétation. La reconnaissance de la licéité de la clause attributive de juridiction

Cette situation sera exceptionnelle.

Selon la jurisprudence française, en présence d'une affaire relevant d'une juridiction étrangère (à raison de la présence au contrat d'une clause attributive de juridiction), le juge qui déclare recevable et bien fondée l'exception d'incompétence de la juridiction française ne doit pas renvoyer l'affaire devant la juridiction étrangère, il doit seulement renvoyer les parties à mieux se pourvoir : 1° Civile, 29 janvier 2020, Revue critique de droit international privé, 2020 p. 495, note de Madame Hélène Gaudemet-Tallon. Cet auteur se demande avec nombre de nuances si cette solution vaut encore lorsque la cause est soumise au système européen de Bruxelles I.

β) La comparution volontaire

L'article 26 § 1° du règlement de Bruxelles I révisé affirme la compétence de la juridiction d'un État membre devant laquelle le défendeur accepte de comparaître (à moins que le défendeur ne compareisse que pour contester la compétence de la juridiction saisie, ou s'il existe une juridiction exclusivement compétente).

On parle d'une élection tacite de for.

L'arrêt de la CJUE du 11 avril 2019, affaire précitée C-464/18, précise les conditions requises pour faire jouer ce chef de compétence.

Le demandeur OD a assigné Ryanair devant le tribunal de Gérone, le transporteur disposant d'une succursale dans cette ville de Catalogne. Le transporteur a été invité par le greffe à fournir des explications sur l'éventuelle compétence internationale de la juridiction de Gérone pour connaître de la demande en indemnisation. Ryanair n'a pas fourni d'observations écrites. L'arrêt décide que l'absence d'observations ne pouvait pas constituer une comparution au sens de l'article 26 du règlement n° 2015/2012, et valoir comme une acceptation tacite par le défendeur de la compétence de la juridiction saisie.

Exit la prorogation tacite de compétence. L'article 26 ne peut s'appliquer dans de telles circonstances, le défendeur n'ayant pas soumis d'observations.

Le passager avait dû hésiter à aller plaider à Dublin. En se prévalant de la jurisprudence Rehder, il aurait pu plaider à Porto ou à Barcelone. Qu'allait-il faire dans la galère du Gironnés ?

### c) La résidence du transporteur défendeur en dehors de l'Union européenne

Le passager retardé ou refoulé agit contre un transporteur aérien n'ayant pas son siège dans un État membre de l'Union européenne.

Le contrat pourrait comporter une clause d'élection de for. La clause est a priori valable, à moins d'être qualifiée d'abusives.

Par hypothèse, le transporteur extra européen a fait décoller l'avion depuis un aéroport situé dans un État membre de l'UE, c'est la raison pour laquelle le règlement de 2004 est applicable.

Quid de la compétence juridictionnelle dans les autres hypothèses ?

Soit le demandeur saisit un tribunal extra européen.

La victime du retard ou de l'annulation de vol peut envisager de porter sa demande en indemnisation devant un tribunal du pays du siège du transporteur : le passager agit par exemple contre une compagnie américaine et porte son action devant une juridiction des États-Unis.

Se posent la question du conflit de juridictions et celle de la compétence internationale directe en matière de transport international.

La compétence des tribunaux extra-européens pour appliquer le règlement européen sur le retard demeure en Amérique du Nord controversée.

On a évoqué supra le débat existant aux États-Unis relatif à la compétence des tribunaux américains pour connaître des demandes portées devant les juridictions américaines sur le fondement du règlement n° 261/2004. La solution de l'incompétence semble prédominer. Le risque de déni de justice est réel. Il est inutile pour le passager retardé de plaider aux États-Unis pour se faire opposer l'incompétence des juridictions américaines.

Soit le demandeur saisit un tribunal relevant d'un État membre de l'UE.

Si la victime est européenne, elle pourra préférer, plutôt que de plaider Outre-Atlantique ou en Extrême Orient, s'adresser à une juridiction d'un État membre de l'UE pour réclamer une indemnisation que lui confère le droit

européen.

Nous disposons en ce domaine de trois décisions importantes, deux rendues par la Cour de cassation, une autre par la CJUE.

#### Le débat en France

Nous avons l'illustration du débat, quant à l'application en un tel cas du droit international privé procédural français en corrélation avec le règlement communautaire, avec un 3<sup>o</sup> arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 22 février 2017, n<sup>o</sup> 16-12408, publié au Bulletin, note précitée de Christophe Paulin à la Gazette du Palais du 4 avril 2017, D. 2017.1448 obs. Kenfack, II<sup>o</sup> partie de la note de J. Heymann à la Revue critique de DIP, 2018.257.

L'internationalité du litige y était certaine.

L'espèce concerne un vol entre Genève et Montréal devant être assuré par Air Canada. Le vol est annulé.

Les intéressés prennent un autre vol, ils parviennent à Montréal 24 heures après la date et l'heure prévues initialement.

Les voyageurs invoquent le droit européen d'indemnisation du passager consommateur, la Suisse ayant adhéré au système communautaire.

Le débat porte sur la détermination du tribunal compétent.

Les victimes de l'annulation de vol saisissent, en 2014, se fondant sur les dispositions françaises du code de la consommation, le tribunal d'Annecy, lieu de leur domicile.

La compagnie canadienne soulève une exception d'incompétence au profit de la juridiction de son siège social, Montréal.

La cour de Chambéry écarte la compétence consumériste du forum actoris et se prononce, eu égard à la présence dans la capitale française d'un établissement principal du transporteur canadien, en faveur de la compétence en France de la juridiction parisienne.

La cassation n'en intervient pas moins, au visa du règlement Bruxelles I, pour défaut de base légale : la cour d'appel s'est déterminée par des motifs impropres à établir qu'Air Canada possédait en France son principal établissement.

(Puisque la cassation intervient pour défaut de base légale, on pourrait avoir la tentation de soutenir que différemment motivé, l'arrêt aurait pu reconnaître à Air Canada la possession en France de son principal établissement. Cette tentation serait à nos yeux sans fondement : la société a son siège au Canada et non en France. L'article 60 du règlement de 2000 considère que pour son application, les sociétés sont domiciliées là où est situé leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement. On ne peut sérieusement soutenir qu'Air Canada détient en France son principal établissement. Que la compagnie canadienne y ait un établissement ou une agence, soit, son établissement principal, certainement pas. Air Canada ne se gouverne pas depuis Paris. L'établissement principal est a priori unique. L'article 60 se place dans une perspective mondiale, non réduite à l'échelle d'un seul État. L'art. 60 utilise le possessif, son établissement principal. L'arrêt de la cour d'appel se fondait sur l'existence d'un établissement principal en France. La possession en France d'un établissement important doté de plusieurs salariés et d'un directeur titulaire du pouvoir d'engager la société ne la rend pas, au sens de l'article 60 de Bruxelles I, domiciliée en France. Le point sera cependant probablement soulevé devant la cour de renvoi. Le passager pensera en particulier à faire valoir le précédent constitué par un arrêt de la première chambre civile rendu le 19 octobre 2016, n<sup>o</sup> 15-25864, et avec lequel l'arrêt du 22 février 2017 semble prendre des distances. L'espèce concernait un vol entre Lyon et Tlemcen organisé par Air Algérie. Le passager subit un retard à l'arrivée et demande l'indemnisation prévue par la jurisprudence Sturgeon. La réglementation européenne est applicable du moment que le transporteur extra européen décollait d'un aéroport communautaire. Le débat portait sur la compétence juridictionnelle. Le voyageur avait porté son action devant le tribunal de Paris, où Air Algérie dispose du principal établissement que cette compagnie possède en France. La cour de Paris avait considéré que la compagnie algérienne était domiciliée en France. Elle jugeait en effet que cette compagnie avait à Paris son principal établissement, celui-ci étant vu comme le lieu où fonctionnent les organes de direction et les services administratifs d'une personne morale. Principal établissement en comparaison d'autres établissements subalternes exploités en France par Air Algérie. Il était cependant étonnant de considérer qu'Air Algérie avait à Paris le lieu de sa direction. La Cour de cassation avait pourtant rendu en cette espèce un arrêt de rejet sèchement libellé. La teneur de l'article 60 du règlement Bruxelles I n'était pourtant pas en cette décision respectée. Si l'on pouvait soutenir que la compagnie avait à Paris le principal établissement qu'elle possédait en France, il était erroné de fixer à Paris, à l'échelon mondial, le centre de décision de la compagnie algérienne et de faire domicilier Air Algérie à Paris. L'arrêt du 22 février 2017 concernant Air Canada n'est pas à l'unisson.)

(L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 9 novembre 2022, cité infra, ne considère pas qu'une compagnie aérienne

tunisienne ait son siège en France, même si elle y exploite une agence.)

(Il existe dans le code de commerce toute une réglementation propre aux sociétés ayant leur siège à l'étranger. Une société étrangère qui ouvre en France un établissement doit se faire immatriculer au registre du commerce et des sociétés et opérer un certain nombre de démarches et de déclarations.

Article L. 123-1, Sont immatriculées au RCS sur leur déclaration les sociétés commerciales dont le siège est situé hors d'un département français et qui ont un établissement dans l'un de ces départements. Disposition figurant dans une sous-section intitulée « Des personnes tenues à immatriculation ».

Article L. 123-1, Toute personne morale demandant son immatriculation au RCS doit justifier de la jouissance du ou des locaux où elle installe, lorsque le siège de l'entreprise est situé à l'étranger, l'agence, la succursale ou la représentation établie sur le territoire français.

L'article D. 122-1 impose une déclaration auprès du préfet lorsqu'une personne morale exerce en France une profession commerciale dans des conditions rendant nécessaire son inscription ou sa mention au RCS.

R. 123-35, Lorsque le siège est situé hors d'un département ou lorsqu'il est situé à l'étranger, l'immatriculation est demandée au greffe du tribunal dans le ressort duquel est ouvert le premier établissement.

L'article R. 123-54, 3°, c), vise les personnes morales relevant d'une législation d'un État extérieur à l'UE ou à l'EEE, la société déclare le nom des dirigeants qui la dirigent ou qui l'engagent.

L'article R. 123-58 vise la société commerciale dont le siège est à l'étranger et qui n'est pas soumise à la législation d'un État membre de l'UE ou d'un État partie à l'EEE, il faut faire la déclaration de la législation qui lui est applicable, il faut indiquer le numéro d'immatriculation sur le registre public.)

Invoquant la jurisprudence Rehder, les passagers tardivement acheminés auraient-ils pu agir devant le tribunal de Genève, lieu du décollage ? Apparemment pas, car il aurait fallu pour exercer l'option de compétence ouverte en matière contractuelle que le domicile du défendeur soit situé dans l'UE, art. 5 du règlement n° 44/2001. Or le transporteur a son siège social au Canada. (Voir cependant un appel éventuel à la convention de Lugano).

(Voir un arrêt de la cour de Rouen du 1<sup>o</sup> février 2018, Transit, n° 73, 2018, concernant un litige entre un passager transporté avec retard à Madagascar depuis la France par une compagnie malgache. L'arrêt applique à tort la jurisprudence Redher, qui était inapplicable en l'espèce, le défendeur ayant son siège dans un État non-membre de l'Union européenne. Les éditeurs critiquent vertement la solution donnée par l'arrêt.)

Le transporteur ayant son siège, son administration centrale et son principal établissement au Canada, les dispositions contenues dans le règlement européen étaient, en l'espèce, inopérantes. Comme l'indique l'article 4 § 1 du règlement n° 44/2001, si le défendeur n'est pas considéré domicilié sur le territoire d'un État membre, la compétence est, dans chaque État membre, réglée par la loi de cet État membre, sous réserve de l'application des dispositions des articles 22 (concernant des compétences exclusives sans considération de domicile) et 23 (concernant les clauses d'élection d'un for européen).

Le demandeur aurait dû alors agir en se prévalant des solutions du droit judiciaire français en matière de conflit de juridictions.

La compétence des juridictions françaises ne pouvait pas être admise au titre du for du défendeur, du moment que le transporteur aérien avait son domicile au Canada.

Les tribunaux français n'étaient pas non plus compétents au titre, en matière contractuelle, du lieu d'exécution en France de la prestation de service, puisqu'il s'agissait d'un transport entre la Suisse et le Canada.

Il était difficile de prétendre que le transport avait été exécuté en France, même si l'appareil aérien après avoir décollé de Genève avait probablement été amené à survoler la France et à évoluer dans l'espace aérien français.

Restait au Français à se prévaloir à titre subsidiaire du privilège de juridiction de l'article 14 du code civil pour porter sa demande devant une juridiction française, l'intéressé pouvant alors avoir éventuellement la faculté de saisir le tribunal dans le ressort duquel le transporteur canadien détient un établissement, voire le tribunal de son propre domicile.

Cf. Cadiet et Jeuland, Droit judiciaire privé, 9<sup>e</sup> édition, n° 196 p. 167, évoquant la compétence des tribunaux de la capitale.

Le règlement Bruxelles I révisé en 2012 ne change rien en la matière. Certes, il admet sous certaines conditions qu'un défendeur, même non domicilié dans l'UE, puisse être assigné dans l'un des États membres. En matière de



contrats de consommation, le consommateur dispose d'une option, l'action intentée par le consommateur est portée, soit devant les juridictions de l'État membre où est domicilié le professionnel, soit devant la juridiction du lieu où le consommateur est domicilié, article 18 § 1. Il est prévu par l'art. 17 § 3 que lorsque le cocontractant du consommateur n'est pas domicilié dans l'UE, mais qu'il y possède une succursale, une agence ou un établissement, il est censé être domicilié dans l'État membre où il a un établissement, ceci pour les contestations relatives à l'exploitation de ces agences et succursales. Si la compagnie canadienne a un établissement en France ayant joué dans le placement du billet d'avion, elle sera réputée domiciliée en France. Cf. H. Gaudemet-Tallon, op. cit., n° 265. Ce discours est cependant vain, car l'article 17 § 3 de Bruxelles I révisé reprend la solution antérieure : la section 4 sur la compétence en matière de contrats conclus par les consommateurs ne s'applique pas aux contrats de transport, autres que ceux qui, pour un prix forfaitaire, combinent voyage et hébergement.

L'article 7, au point 5, du règlement Bruxelles I révisé du 12 décembre 2012 donne, lorsque la contestation est relative à l'exploitation d'une agence, compétence au tribunal dans le ressort duquel le défendeur a une agence ou un établissement. La règle cependant suppose que le défendeur soit domicilié sur le territoire de l'un des États membres - alors que l'agence est située dans un autre État membre. « Une personne domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans un autre État membre ... ». Si le défendeur a son siège et donc son domicile en dehors de l'UE, le demandeur ne peut pas se prévaloir de ce chef de compétence.

(Cette compétence est en revanche admise en matière de contrat de consommation, art. 17 § 2 du règlement n° 1215/2012, mais on sait que le contrat de transport échappe aux dispositions de la section 4 où l'article 17 figure. Tout ceci pour remarquer le caractère irrationnel de la disposition réglementaire écartant le contrat de transport des dispositions propres aux contrats de consommation.)

La Cour de cassation statue de façon excellente avec un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 9 novembre 2022, pourvoi n° W 21-11.304, Dalloz 2022 p. 1965, à propos d'un retard survenu sur un vol assuré par Tunis Air entre la France et Tunis. Le règlement n° 261/2004 est applicable du moment que le transporteur, quelle que soit sa nationalité, prend le départ depuis un État membre. Les passagers assignent la compagnie tunisienne devant le tribunal d'instance d'Ivry sur Seine, l'avion ayant probablement décollé depuis Orly. Le tribunal d'Ivry se déclare incompétent au regard des dispositions du code de l'aviation civile reproduisant celles de la CV et maintenant de la CM, excluant la compétence du tribunal du point de départ, mais admettant celle du tribunal de la destination du vol. Sur ce point le tribunal faisait erreur, car ces dispositions vieillottes et désormais largement superflètes des art. R. 322-2 et R. 321-1 du CAC ne concernent que les causes soumises à la convention de droit uniforme, et non celles relevant du règlement européen sur les retards et annulations de vol. La cour de Paris avait confirmé.

La solution était en soi problématique, puisque les passagers victimes du retard à l'arrivée privés de la possibilité d'agir en France se trouvaient acculés à plaider en Tunisie, dont les juridictions, si elles s'inspiraient des solutions américaines, risquaient de s'estimer incompétentes pour faire application de la jurisprudence consumériste européenne en matière de retard.

La chambre civile censure l'arrêt d'appel.

L'arrêt vise l'article 6 § 1 du règlement de Bruxelles I bis, selon lequel, si le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État membre, la compétence est, dans chaque État membre, réglée par la loi de cet État membre. Le règlement français de compétence est celle figurant à l'article 46 du CPC, selon laquelle le demandeur peut, en matière contractuelle, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, la juridiction du lieu de l'exécution de la prestation de service.

[Au passage, la cour ne considère pas la compagnie tunisienne comme domiciliée en France au titre d'une succursale en France. Le siège de cette société est situé en Tunisie, c'est là qu'elle a son domicile.]

La chambre civile en cassant l'arrêt de la cour de Paris au visa de l'art. 46 retient explicitement l'application de cet article 46 CPC et déclare implicitement la compétence du tribunal du lieu de l'embarquement.

Les dispositions du CAC étrangères au règlement sur le retard sont sans application en l'espèce, la CM n'était pas invoquée.

La solution peut être donnée sans avoir à invoquer la privilège de juridiction appartenant aux Français. Quant à l'éventuelle compétence du forum actoris, elle est passée sous silence, les demandeurs ne s'en étaient pas prévalus.

L'interprétation en provenance de la CJUE

L'affaire C - 447/16, Roland Becker c. Hainan Airlines, concerne un transport aérien composé de deux segments

de vol, entrecoupés d'une escale. La solution a été donnée par la Cour de justice le 7 mars 2018, *Juris tourisme* 2018 n° 212, p. 45 obs. C. Lachièze. Cf. l'étude de M.M. Dupont et Poissonnier, *D.* 2018.1366.

M. Becker entend se rendre depuis Berlin à Pékin. Il opère une réservation unique lui donnant un premier vol entre Berlin et Bruxelles, effectué par un sous-transporteur, et un second vol à exécuter par le transporteur contractuel, ayant son siège dans le Sud de la Chine, dans l'île de Hainan, au large du Tonkin. Le premier vol s'effectue correctement.

Le voyageur est à l'aéroport de Bruxelles victime d'un refus d'embarquement par le transporteur chinois sur le vol en partance pour Pékin.

Le voyageur réclame, devant la juridiction de Berlin, à la compagnie chinoise, 600 euros, sur le fondement du règlement n° 261/2004.

La question est de savoir si les juridictions allemandes sont compétentes pour connaître de ce litige entre un européen et un transporteur chinois, ne disposant d'aucune succursale à Berlin, ni même en Europe.

La haute juridiction allemande demande à la CJUE si le demandeur pouvait se prévaloir de l'option de compétence prévue par le règlement Bruxelles I en matière contractuelle.

La CJUE répond que l'option de compétence de la matière contractuelle ne peut être invoquée que si le défendeur a son domicile dans l'un des États de l'UE. Hainan Airlines possède son siège, à Hainan, en Chine, elle n'a pas de succursale dans l'UE.

Il convient alors en cette espèce de faire application de l'article 4 du règlement Bruxelles I : lorsque le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État membre, la compétence est dans chaque État membre réglée par la loi de cet État membre.

Le demandeur avait porté son action devant le tribunal de Berlin. C'est en application du droit international privé allemand que les tribunaux allemands doivent déterminer s'ils ont compétence ou non pour connaître du litige.

On retrouve la même solution que celle devant être donnée dans l'espèce portée en France contre Air Canada.

Il y a un risque de déni de justice si la compétence est refusée à l'Allemagne et attribuée indirectement aux juridictions chinoises, même si on ne peut de principe leur décerner dans une planète mondialisée un label d'indignité. La juridiction chinoise peut comme les tribunaux américains s'estimer incompétente pour appliquer le droit européen prévoyant une sanction civile contre le transporteur auteur d'un refus d'embarquement.

C'est la raison pour laquelle l'arrêt de la CJUE fait une réserve de patriotisme européen :

Conformément au principe d'effectivité, les règles de droit national (il s'agit du droit processuel international allemand) ne peuvent pas rendre impossible en pratique ou excessivement difficile l'exercice des droits conférés par le droit de l'Union, tels ceux découlant du règlement n° 261/2004 du 11 février 2004.

Un voyageur qui se rend en Chine et qui a recours à une compagnie chinoise dépourvue de toute agence en Europe - peut être avec un tarif avantageux - ne peut cependant refuser par principe la compétence des juridictions chinoises. Il lui était loisible de voyager avec la Lufthansa, contre laquelle il aurait pu en cas d'incident plaider sans difficulté en Allemagne. L'être humain doit assumer ses choix.

La juridiction allemande est cependant discrètement invitée par l'arrêt à songer, si les règles allemandes ne lui attribuent pas le pouvoir de juridiction, à se déclarer éventuellement dans une telle espèce *forum necessitatis*.

Cf. Sandrine Clavel, *Mélanges Neau-Leduc*, note 28.

Jérémy Jourdan-Marques, *L'indemnisation du passager - aspects procéduraux*, op. cit., colloque de Valenciennes, p. 126.

Le transporteur mis à contribution en cas d'annulation de vol ou de retard prolongé dispose d'un recours contre les tiers qui se trouveraient à l'origine de l'incident, article 13 du règlement du 11 février 2004. La réparation incombe dans un premier temps au transporteur, quitte à ce que celui-ci exerce un recours contre des tiers, comme les services de la navigation aérienne ou les aéroports. Le recours est souvent illusoire et trop dispendieux si le transporteur, pourtant contraint à des obligations financièrement lourdes, et dont la faute n'est pas certaine, n'est pas en mesure d'établir la faute d'un tiers. On ne plaide pas contre Éole et Vulcain.

B. Le contentieux entrant dans le domaine de compétence de la convention de Montréal et soumis à celle-ci

Le transport est par hypothèse un transport international au sens de la CM, à moins qu'il s'agisse d'un transport inter européen ou interne de passagers gouverné par le règlement européen de 1997 qui opère un renvoi normatif à la CM.

Le demandeur fait état

- . soit d'un préjudice corporel ou d'une perte des bagages, que le transport soit interne, transeuropéen ou pleinement international.
- . soit d'un retard des passagers (ou des bagages), si l'action en réparation est fondée sur la CM (et non sur le règlement européen consommériste).
- . soit de la perte / avaries ou d'un retard des marchandises, si le transport est international et si la CM est applicable.

Lorsque la demande est fondée sur la CM, les règles procédurales applicables sont contenues dans la CM elle-même, dans le droit judiciaire d'origine européenne et dans le droit judiciaire national.

Les questions de procédure que ne tranche pas la convention de Montréal sont soumises à la loi procédurale locale, i.e. à la *lex fori*, art. 33 § 4 CM.

On doit entendre par *lex fori* non seulement le code français de procédure civile mais également les dispositions procédurales de matrice européenne comme le règlement Bruxelles I révisé n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 (qui a remplacé à compter du 10 janvier 2015 le règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000).

La CV et la CM posent des règles en matière de compétence des tribunaux, elles statuent en matière de conflits de juridictions.

On doit admettre que les dispositions relatives à la compétence ne relèvent pas des règles de fond, mais de la procédure.

Si la convention internationale pose des règles uniformes en matière de compétence des tribunaux, les particularités du droit procédural local contraire doivent être écartées.

Cf. Limoges, 11 février 2016, n°15/00345 : un accident lors d'un vol entre Limoges et Lyon assuré par Air

France.

Le juge des référés de Paris avait rejeté l'exception d'incompétence formulée par le transporteur faisant valoir au titre de son siège social la compétence de la juridiction de Bobigny, le juge parisien s'était déclaré incompétent au profit de la juridiction de Limoges.

Le débat sur la compétence reprend, au fond, devant le tribunal de Limoges. La cour d'appel confirme, sur appel de l'ordonnance du juge de la mise en état, l'incompétence de la juridiction limousine, au profit de la juridiction de la Seine Saint Denis : Limoges n'est pas le point de destination, le transporteur n'a pas son siège à Limoges, il n'est pas établi que le billet ait été vendu à Limoges par un agent du transporteur.

La jurisprudence américaine ne statue pas, en revanche, en conformité avec la lettre de la CM, c'est ce que nous verrons à propos du jeu perturbateur de l'exception de forum non conveniens qui est admise devant les tribunaux des États-Unis et qui permet à ceux-ci de refuser leur compétence, à la demande du défendeur, dans un contentieux aérien, même si le demandeur a saisi de sa demande l'une des juridictions ayant pourtant compétence selon la CM.

Sandra Adeline, Forum non conveniens ..., Revue de droit uniforme, 2013, 313 (article en anglais)

Olivier Cachard, Regards transatlantiques sur le forum non conveniens : la jurisprudence en matière aérienne et nautique, Mélanges Bernard Audit, 2014, p. 185.

Diego Fernandez Arroyo, La tendance à la limitation de la compétence judiciaire à l'épreuve du droit d'accès à la justice, Mélanges Audit, p. 285, spécialement n° 21.

Jean-Baptiste Charles, Imperium est : l'œuvre de la jurisprudence dans la définition des fors de compétence en matière de transport aérien international ou l'impérativité réaffirmée, Mélanges Christian Scapel, PUM

Sandra Adeline, Le forum shopping dans le contentieux d'accidents de transport aérien international de passagers, thèse Paris I, décembre 2016.

## I. Les règles ordinaires de compétence déterminées par la convention de Montréal

Les dispositions de principe sont dictées par l'article 33 de la convention de Montréal.

### Débat préliminaire

La CM fixe des règles de compétence. Il donne un choix au demandeur entre plusieurs juridictions.

On s'est demandé si la convention de Montréal statuait alors seulement en termes de compétence internationale directe ou également en termes de compétence territoriale.

En France, on semblait opter pour la seconde branche, aux États-Unis pour la première.

Ces deux points de vue ne sont pas forcément inconciliables. Les règles de Montréal désignent simultanément l'ordre juridictionnel national compétent pour statuer ainsi que le ressort à l'intérieur de l'ordre national qui doit être saisi.

Ainsi si la victime d'un accident aérien entend agir dans un litige international devant un tribunal français contre Air France qui a son siège en France à Roissy / Tremblay, dans le département de Seine-Saint Denis : l'art 33 de la CM donne compétence, dans son libellé même pour connaître du litige, au tribunal ayant dans son ressort le siège social d'Air France. Il statue en matière de compétence territoriale. Par le fait même l'art. 33 CM statue simultanément par effet reflexe en matière de compétence internationale directe, il donne compétence à l'ordre juridictionnel français pour connaître du litige puisque Air France a son siège social en France et que le tribunal de Bobigny, territorialement compétent, est une juridiction étatique relevant de la souveraineté française.

Selon la 1<sup>o</sup> Civile, 11 juillet 2006, Bulletin 2006 n° 379, page 326, la CV énonce une règle de compétence directe à caractère impératif.

Cf. 1<sup>o</sup> civile, 14 avril 2021, Clunet, janvier 2022, commentaire d'Olivier Cachard, approuvant la cour d'appel d'avoir décidé que les dispositions sur la compétence inscrites dans la CV édictent une règle de compétence directe ayant un caractère impératif et exclusif, faisant obstacle à l'application des règles internes de compétence.

Voir Laurent Chassot, n° 910 et suivants.

Le tribunal ordinaire de Rome demande - demande de décision préjudicielle présentée le 26 mars 2018, Adriano Guaitoli c. EasyJet, C-213/18 - à la CJUE si les dispositions de l'article 33 CM ne régissent que la répartition de

la compétence entre les États (compétence internationale directe) ou si elles régissent également la compétence territoriale interne à chaque État membre de l'UE.

Les excellentes conclusions rendues dans cette affaire le 20 juin 2019 par l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe évoquent ce problème dans une affaire concernant un vol aller-et-retour entre Fiumicino et Corfou.

L'article 33 statue-t-il uniquement en matière de compétence internationale ou également en matière de compétence territoriale interne ?

L'article 33 donne compétence à une juridiction spécifique. Il n'y a pas à tenir compte des règles nationales sur la compétence. Le droit uniforme détermine tant la compétence internationale que la compétence territoriale. Ce qui signifie, si on prolonge l'avis de l'avocat général, que dans le litige italien, le point de départ et le point de retour étant identiques, si le demandeur se prévaut de la compétence du tribunal du lieu de destination, les tribunaux italiens sont compétents, le tribunal de Civitavecchia est compétent sur le fondement de l'article 33 CM car l'aéroport de destination, Fiumicino, est situé dans son ressort. Les règles internes de compétence du droit italien n'ont pas à interférer, même si l'État italien est souverain pour dresser la carte judiciaire et établir le ressort des juridictions. La juridiction romaine est incompétente.

L'arrêt rendu le 7 novembre 2019 par la Cour de Justice, obs. de Madame Anne Marmisse d'Abbadie d'Arrast à la RTD Com. 2020 p. 207, commence par une reconnaissance de la valeur normative de la CM et du pouvoir que la Cour détient sur elle : Les stipulations de la CM font partie intégrante de l'ordre juridique de l'Union, si bien que la Cour est compétente pour interpréter ces dispositions, dans le respect des règles du droit international qui s'imposent à l'Union.

L'arrêt se réfère ensuite à la convention de Vienne du 23 mai 1969 : un traité doit être interprété de bonne foi, selon le sens ordinaire à attribuer à ses termes dans leur contexte, et à la lumière de son objet et de son but.

L'art. 33 vise d'abord le territoire d'un des États parties, puis mentionne la juridiction qui, parmi celles ayant leur siège dans ce territoire, peut se déclarer compétente *ratione loci*, au moyen de critères de rattachement précis.

L'art. 33 doit être regardé comme régissant également la répartition de la compétence territoriale entre les juridictions de chacun des États parties à la CM.

La désignation directe du tribunal territorialement compétent est propre à assurer, dans l'intérêt des deux parties au litige, une plus grande prévisibilité et une meilleure sécurité juridique.

L'art. 33 doit être interprété en ce sens : il régit, non seulement la répartition de la compétence judiciaire entre les États parties à la CM, mais également la répartition de la compétence territoriale entre les juridictions de chacun de ces États.

Le jeu perturbateur de l'admission aux États-Unis de **l'exception de forum non conveniens**

Il existe entre la France et les États-Unis une divergence de jurisprudence quant à l'interprétation de l'article 33 CM.

Selon la jurisprudence française, le demandeur choisit librement et souverainement le tribunal compétent dans l'éventail offert par l'art. 33. Le tribunal saisi et qui figure sur la liste des juridictions compétentes ne peut refuser son pouvoir de juger. Il doit statuer, il ne peut se déclarer incompétent. La convention de Montréal confère une assez large option de compétences que le demandeur exerce à sa discrétion.

Il n'y a pas unicité de for, mais pluralité de fors offerts au choix du demandeur qui choisit selon sa commodité et en pratiquant à l'occasion le forum shopping.

La jurisprudence américaine raisonne différemment, elle se fonde sur le § 4 de l'art. 33 CM - la procédure sera régie selon le droit du tribunal saisi de l'affaire - pour limiter la portée du § 1 donnant la liste des tribunaux compétents et se donner la possibilité d'accueillir l'exception de forum non conveniens. Elle avait parfois opéré le même raisonnement sous l'empire de la CV. Voir l'étude au Clunet d'octobre 2012 de M. Olivier Dubos. Nous verrons infra les perturbations entraînées par l'admission aux États-Unis de l'exception de forum non conveniens permettant au juge américain, pourtant compétent pour statuer en vertu de l'article 33 CM, de ne pas juger l'affaire et d'en renvoyer la connaissance à une juridiction non américaine érigé en forum superior. Cette façon de décider est rejetée par la Cour de cassation française qui n'admet pas qu'une juridiction saisie par le demandeur et figurant sur la liste des options refuse sa juridiction. D'après l'interprétation de la haute juridiction française, un tribunal américain ne devrait pas du moment qu'il figure dans l'éventail des tribunaux compétents déclarer la France comme forum superior.

L'alinéa 4 de l'article 33 ne peut être, à notre sentiment, invoqué, du moment que l'alinéa 1<sup>o</sup> a statué. L'alinéa 4

ne donne compétence à la *lex fori* pour régler les questions de droit processuel que sur les points à propos desquels la CM n'a pas légiféré. Eodem sensu, conclusions H. Saugmandsgaard du 20 juin 2019, affaire C-213/18, n° 73 et note 58, qui parle d'une place résiduelle à accorder à cette disposition.

Les juridictions des Îles Britanniques - l'exception de forum non conveniens ayant de lointaines origines écossaises - écartent en revanche le mécanisme de l'exception de forum non conveniens dans le cadre de la CV et des conventions de droit uniforme en matière de transports internationaux. Elles adoptent la conception française et rejettent la solution donnée outre Atlantique.

Cf. , sur le forum non conveniens en général, la recension publiée à la revue critique de droit international privé, 2019.898, par Mme Christelle Chalas, de l'ouvrage d'Ardavan Arzandeh, Forum (non) conveniens in England.

Ces options de compétence valent uniquement au profit de juridictions relevant d'États parties à la convention de Montréal. De telle sorte que l'application et l'interprétation de la CM sont normalement l'œuvre de juridictions relevant d'États ayant adhéré au système montréalais.

La victime porte son action devant l'une des juridictions ayant compétence d'après la CM.

La juridiction compétente relève de la souveraineté de l'un des États ayant ratifié la CM.

Cette juridiction est tenue de faire application de la CM, du moment que le transport aérien litigieux entre dans les limites spatio-temporelles prévues par le texte uniforme.

C'est ainsi que le choix de la juridiction déclenche par effet réflexe l'application des dispositions de droit procédural et de droit matériel édicté par la convention portant dispositions de droit uniforme.

[Il n'est pas exclu que la victime, dans certaines hypothèses exceptionnelles, agisse devant les tribunaux d'un État demeuré étranger à la convention de droit uniforme, donc non liés par celle-ci, et que ceux-ci se reconnaissent compétents. Ainsi on peut imaginer une action intentée par une victime prétendue et portée devant une juridiction locale dont l'État n'a adhéré ni à la CV ni à la CM. Le demandeur pourrait avoir intérêt à une telle démarche si le transporteur détenait des actifs dans l'État en cause. Le transporteur risque d'invoquer en vain le respect des dispositions de la CV/ CM. La juridiction locale se conformera pour apprécier sa compétence à ses propres lois procédurales.]

[La traduction de la CM en langue hongroise est défectueuse, elle donne le sentiment en effet que le demandeur peut ester devant les tribunaux de tout État ayant ratifié la CM. La convention n'est pas ainsi libellée : le demandeur peut assigner les tribunaux du siège du transporteur ou du point de destination, mais à la condition que le tribunal saisi relève de la souveraineté d'un État signataire de la CM. Cf. les conclusions de Madame Sharpston, C-94/14, rendues le 22 octobre 2015. La justification de la règle, c'est empêcher toute fuite devant le dispositif de la convention de droit uniforme, le tribunal saisi doit appliquer la CM, il ne peut pas l'évincer, du moment que l'État dont il émane a ratifié la convention]

La CV prévoyait quatre chefs de compétence allant du tribunal du siège du transporteur au tribunal du point de destination. Ces chefs de compétence sont maintenus par la nouvelle convention.

Si la convention de Montréal a conservé ces 4 chefs de compétence, elle en a ajouté, à la demande des États-Unis, un cinquième, en cas d'accident mortel ou corporel, au profit, sous certaines conditions, des tribunaux du pays de la résidence du passager. L'idée est de permettre à la victime de s'adresser aux juridictions de son pays. Il s'agissait d'autoriser les résidents américains à plaider aux USA. On sait qu'il s'agit là d'une solution assez souvent reconnue dans le droit de la consommation.

a. Le tribunal du domicile du transporteur

Ce chef de compétence convient plus particulièrement à la situation du transport assuré par une personne physique.

b. Le tribunal du siège principal de l'exploitation du transporteur

Ce chef de compétence convient davantage aux transporteurs constitués en société.

La CM autorise le demandeur en réparation à porter son action devant le tribunal du siège social du défendeur.

La solution est banale, même si l'on voit des juridictions américaines refuser de statuer, se déclarant inappropriées, alors que le transporteur aérien a pourtant son siège dans leur ressort.

L'affaire West Caribbean Airways a fait apparaître une éclatante divergence d'interprétation des dispositions de la CM entre les solutions données par la Cour de cassation et celles données aux États-Unis par les cours fédérales d'appel.

La catastrophe au Venezuela lors du vol retour entre Panama et la Martinique

Le transporteur contractuel a son siège à Miami.

Le transporteur de fait est une compagnie ayant son siège à Medellin, en Colombie.

Le lieu de destination était la Martinique.

Les juridictions françaises et américaines se sont livrées à une véritable partie de ping-pong pour se déclarer compétentes ou incompétentes pour connaître de l'action émanant des proches des victimes françaises d'une catastrophe survenue au-dessus du Venezuela.

Frappe l'incompatibilité entre l'interprétation de la règle figurant à l'article 33 CM adoptée par les juridictions américaines – même si le contentieux n'a pas été reçu par la Cour suprême des USA - et celle de notre Cour de cassation.

Le fameux dialogue des juridictions n'a pas fonctionné en l'occurrence.

Acte I. Les juridictions américaines se déclarent incompétentes, accueillant l'exception de forum non conveniens.

Arrêt Pierre-Louis v. Newvac Corp. : le point de départ est une catastrophe aérienne survenue au-dessus de Venezuela causant la mort de touristes français rentrant en Martinique. Les victimes étaient essentiellement des salariés de la sécurité sociale et des agents des collectivités locales. Des victimes par ricochet saisissent les tribunaux de Floride. Ont été mises en cause une société américaine (apparemment un tour opérateur, affréteur de l'avion) (qualifié de transporteur contractuel et qui délivrait les billets), ainsi qu'une société colombienne liée par un contrat de charte. La société colombienne, fréteur, est l'exploitante de l'avion McDonnell Douglas MD-82, elle était transporteur de fait / effectif, ultérieurement en faillite. Les touristes étaient passés par l'intermédiaire d'une agence de voyages ayant un siège en Martinique. La cour d'appel des États-Unis pour le onzième circuit, 8 octobre 2009, se déclare forum non conveniens, alors pourtant que la société, ayant distribué les billets, possédait son siège en Floride.

Les demandeurs sont renvoyés à se pouvoir en Martinique.

Argument : la procédure dans le contentieux aérien est réglée selon l'a. 33 § 4 CM par la loi du juge, l'exception de forum non conveniens appartient au droit procédural américain. Cf. thèse L. Chassot, n° 947. Les familles ont agi devant la juridiction américaine considérant Newvac comme transporteur contractuel installé en Floride, y ont été assignés la société américaine, l'exploitant colombien et son assureur.

Les défendeurs ont soulevé une exception de forum non conveniens.

Le 26 septembre 2007 le juge américain de la cour de district a reconnu la qualité de transporteur contractuel à la société américaine et déclaré la compatibilité du principe du forum non conveniens avec les règles de compétence édictées par la convention de Montréal. Le 9 novembre 2007, la juridiction américaine a accueilli l'exception, le for de la Martinique étant jugé plus approprié ; le 7 décembre 2007, la juridiction américaine a pris une ordonnance, ordonnant aux défendeurs d'accepter la compétence des tribunaux de la Martinique, de renoncer à la prescription, les demandeurs étant invités à saisir dans les 6 mois la juridiction appropriée. Ces différentes décisions ont fait l'objet d'un appel devant la cour d'appel de circuit.

La Cour suprême des États-Unis a refusé de délivrer le Writ of Certiorari et donc d'examiner le recours.

Acte II. Les juridictions de la Martinique refusent de se dessaisir de la demande en indemnisation.

L'affaire a été portée par les victimes françaises devant les juridictions françaises : en première instance et en appel, à Fort de France, chef-lieu de la Martinique, d'où les victimes étaient originaires.

Les victimes françaises saisissent certes les juridictions de la Martinique, mais elles leur demandent de se dessaisir à raison de leur incompétence. Selon les victimes françaises, ce sont les juridictions américaines, saisies en premier, qui sont seules compétentes.

.Les demandeurs ont saisi le tribunal de Fort de France, lui demandant de se dessaisir en déclarant son défaut de juridiction internationale. La société américaine a appelé en garantie la société colombienne en faillite et son assureur. Le tribunal français a dit recevable mais non fondée la demande de dessaisissement formée par les proches des victimes directes et a renvoyé le tout à la mise en état. Le tribunal de grande instance de Fort de

France, 24 août 2009, refuse de se dessaisir et se déclare compétent.

Les 669 demandeurs ont formé « contredit » et demandé le dessaisissement du tribunal de Fort de France au profit de la cour d'appel américaine : le tribunal de Fort de France ne peut exercer sa compétence en raison du choix par les demandeurs du tribunal de Floride.

[Le contredit a été supprimé par le décret n° 2017-891 du 6 mai 2017. Art. 83 et s. du CPC. Lorsqu'une des parties conteste la compétence du juge, alors que le juge n'a pas statué au fond, et si elle est déboutée, elle forme appel dans les 15 jours à compter de la notification du jugement. C'est l'appel statuant sur la compétence.]

La cour d'appel française reconnaît que seule était ouverte la voie du contredit et refuse que soit remise en cause la compétence du tribunal de Fort de France sous couvert d'un défaut de pouvoir juridictionnel, le jugement est confirmé.

Un arrêt de la cour de Fort-de-France, 25 juin 2010, RG 09/00663, écarte la solution du dessaisissement du tribunal de Fort-de-France : 16 août 2005, un avion exploité par la compagnie West Caribbean Airways, un vol entre Panama et Fort de France, l'avion s'écrase dans le nord-ouest du Venezuela, meurent dans la catastrophe 152 passagers originaires de la Martinique et 8 membres de l'équipage colombien.

Une agence de voyages installée à Fort de France, Globe -Trotter, organisait des séjours, elle avait confié à une société installée à Miami en Floride, Newvac (agissant sous le nom commercial de GO 2), le soin de rechercher des partenaires y compris pour le transport aérien, Newvac avait conclu le 15 mars 2005 un contrat d'affrètement à temps d'un avion avec équipage avec une société de Medellin, la West Caribbean Airways.

Acte III. La Cour de cassation retient la compétence des juridictions américaines, premières saisies.

La Cour de cassation ne suit ni la position de la juridiction américaine, ni celle des juridictions de fond de la Martinique : les juridictions françaises sont incompétentes, du moment que les victimes avaient saisi en premier sur le fondement de l'article 33 CM la juridiction du siège du transporteur contractuel.

La 1<sup>o</sup> chambre civile a rendu le 7 décembre 2011 son arrêt, annoté de toutes parts

D. 2012.5 obs. X. Delpech, D. 2012. 254 avec la note de Philippe Delebecque, Revue de droit des transports, janvier 2012, commentaire 7 par Ph. Delebecque, Semaine Juridique G, février 2012. 241, note Louis d'Avout, Gaz. Pal. 27 juin 2012 obs. Jean-Pierre Tosi, D. 2012. 1228 obs. Gaudemet -Tallon et Jault- Seseke, Revue critique de DIP 2012.138 rapport du conseiller référendaire Agnès Maitrepierre, RTD Civil 2012.367 obs. Philippe Théry, Clunet octobre 2012, 23 note Sandrine Clavel, Journal de droit international, octobre 2012, var. 4 avec l'étude d'Olivier Dubos.

La Cour de cassation française contredit la solution américaine sur l'appel au droit procédural du juge saisi et affirme le libre choix souverain des demandeurs quant à l'élection du tribunal compétent.

Cf. Laurent Chassot, n° 959.

La cause, du fait de la décision américaine ayant accueilli l'exception de forum non conveniens soulevée par les défendeurs, avait été portée devant les tribunaux français. Certains demandeurs ont demandé au tribunal de Fort-de-France de se déclarer incompétent et comme tel dépourvu de pouvoir juridictionnel, le tribunal a déclaré recevable la demande mais il l'a dite mal fondée.

Contredit a été formé contre ce jugement : la cour d'appel de Fort de France a confirmé le jugement. L'affaire vient devant la Cour de cassation, qui casse sans renvoi.

La chambre civile commence par affirmer la recevabilité de la demande en dessaisissement : les demandeurs ont été contraints de porter leur litige devant une juridiction qu'ils n'ont pas choisie. C'est à raison de la décision américaine de forum non conveniens qu'ils ont agi en Martinique. Ils ont un intérêt légitime à agir à titre déclaratoire en constatation de la portée du droit d'option de compétence que leur reconnaît la convention de Montréal.

La cour d'appel a également été bien saisie par la voie du contredit.

Sur le fond, la chambre civile affirme la primauté du droit uniforme sur le droit procédural interne (américain) ainsi que le libre choix, par le demandeur, du tribunal au sein de l'éventail des options : l'option de compétence ouverte au demandeur s'oppose à ce que le litige soit tranché par une juridiction, également compétente, autre que celle qu'il a choisie. Cette option a été assortie d'une liste limitative de fors compétents ; le demandeur dispose, *et lui seul*, du choix de décider devant quelle juridiction le litige sera effectivement tranché, sans que puisse lui être opposée une règle de procédure interne aboutissant à contrarier le choix impératif de celui-ci. (Une solution que M. Elie Lenglart, auteur à la Revue critique de DIP d'une étude intitulée Le conflit de juridictions à l'épreuve de l'individualisme, avril-juin 2023, p. 317, rangerait peut-être comme une manifestation



de cet esprit caractéristique des Français au moins depuis la Révolution.)

En clair, en l'espèce, d'après la Cour de cassation, le tribunal américain du siège du transporteur qui a été saisi par les victimes est compétent, et seul compétent, le tribunal français ne l'est pas. La règle de procédure américaine cède devant les prévisions supérieures de la convention de Montréal. La cause doit repartir en Floride pour être jugée.

L'arrêt déclare l'indisponibilité actuelle du for français. Ce qui peut être interprétée de la façon suivante : le tribunal de Fort de France est actuellement incompétent. C'est le tribunal du siège du transporteur qui doit statuer. S'il accepte de statuer, tout est parfait. Le tribunal américain avait estimé que le for français était supérieur. Il recouvre en principe son pouvoir juridictionnel du moment que le forum conveniens, l'un des fors naturels, décline sa compétence. S'il refuse de statuer, il y aurait déni de justice, la compétence des tribunaux français serait alors admise au titre du forum necessitatis.

[Madame H. Gaudemet-Tallon, dans un article publié aux Mélanges B. Audit, De l'abus de droit en droit international privé 2014, p. 390, et traitant de l'abus dans le choix du tribunal, tout en admettant que le demandeur possède, dans le cadre de la CM, d'une option discrétionnaire de compétence, se dit favorable à priver le justiciable de son droit d'option en cas d'abus imputable à ce dernier. Nous ne voyons guère comment on peut en général parler d'abus lorsque le demandeur assigne son adversaire devant la juridiction dans le ressort duquel ce dernier détient son siège et possède des actifs. C'est plutôt la position du défendeur qui soulève l'exception de forum non conveniens qui mériterait le plus souvent d'être taxé d'abus. Soyons réaliste. Le plus souvent, dans de telles affaires, les difficultés juridiques ne sont pas considérables. Ce qui est en jeu, c'est de savoir si la juridiction évaluera les dommages intérêts de façon consistante ou non. Plaidant aux États-Unis où le transporteur réside, les victimes espèrent bénéficier d'une évaluation très généreuse. Le défendeur, transporteur aérien, récuse la compétence de la juridiction américaine, primo, pour faire traîner l'instance, secundo pour qu'elle soit soumise finalement à un tribunal, français en l'occurrence, fixant des dommages-intérêts d'un montant moindre. L'affaire se terminant souvent par une transaction.]

Acte IV. Les juridictions américaines maintiennent leur position et refusent de connaître de la cause.

Après l'arrêt de la Cour de cassation, les victimes par ricochet ont réactivé leur action devant le tribunal fédéral du district sud de Floride, cette juridiction du premier degré en date du 16 mai 2012 a refusé de connaître de l'affaire et a donc refusé de faire sienne l'interprétation de la Cour de cassation française.

La cour d'appel américaine du 11<sup>e</sup> circuit, 6 mai 2013, Revue de droit des transports, octobre 2013, chronique 8, 2, A, par C. Kende et autres, a confirmé cette décision, si bien que les tribunaux français au titre de forum necessitatis reprennent, nous semble-t-il, leur pouvoir juridictionnel. Face au déni de justice, la juridiction française, si elle est à nouveau saisie, ne pourrait qu'affirmer sa compétence. C'est un principe de droit naturel que tout justiciable doit être mis en situation qu'un juge entende sa demande.

[Voir par exemple en droit du travail, Sociale, 14 septembre 2017, Les Petites Affiches du 20 mars 2018, n° 57, p. 12, note Akyurek et Philibert : l'impossibilité pour une partie d'accéder au juge chargé de se prononcer sur sa prétention et d'exercer un droit qui relève de l'ordre public international constitue un déni de justice fondant la compétence de la juridiction française lorsqu'il existe un rattachement avec la France]

Même si les juridictions américaines n'ont nulle obligation de faire leur la solution dégagée par la haute juridiction française, on peut cependant regretter cette opposition frontale entre l'interprétation française des normes procédurales de la convention de Montréal et celle des juridictions américaines. Cette divergence ne pourrait être surmontée que s'il existait à l'échelon mondial une instance ayant le dernier mot pour déterminer la portée des dispositions contenues dans la convention portant droit uniforme. La lacune est, sur ce point, criante et il est déplorable que rien ne soit fait par l'OACI pour y remédier.

Les juridictions françaises pourraient avoir la tentation légitime, dans l'évaluation des dommages-intérêts à laquelle elles procèdent de façon souveraine, de retenir, même si la convention prohibe les dommages intérêts punitifs, une fourchette haute, ne serait-ce que pour sanctionner de façon indirecte un défendeur de siège américain utilisant de façon abusive les ressources procédurales du droit américain pour interdire aux victimes d'accéder au juge américain et minorer en réalité son obligation de réparation.

Acte V

Comment l'affaire s'est-elle terminée ?  
Une transaction est probablement intervenue.

(La France aurait-elle pu songer à porter l'affaire devant la Cour internationale de justice, reprochant à l'État américain le non-respect par ses juridictions d'une convention internationale ? Illusoire.)

(Dans ce contentieux de la catastrophe du vol Panama - Martinique, plusieurs victimes par ricochet n'ont pas saisi la juridiction américaine, elles ont plaidé directement en Martinique où elles demeuraient, le chef de compétence choisie étant alors la juridiction du lieu de destination du vol, cf. infra)

(Dans cette affaire, les familles des membres d'équipage avaient assigné parallèlement aux États-Unis certains industriels ou prestataires de services au titre de défaut de maintenance, le juge de Floride aurait rejeté l'exception de forum non conveniens soulevée par les défendeurs.)

- c. Le tribunal du lieu où le transporteur possède un établissement par le soin duquel le contrat a été conclu

C'est la transposition de la jurisprudence des gares principales et la reconnaissance de la compétence du tribunal dans le ressort duquel le transporteur aérien détient un établissement secondaire.

Deux conditions doivent être remplies pour que le demandeur puisse se prévaloir de ce chef de compétence.

. Le transporteur doit avoir un établissement dans le ressort.

. Le contrat de transport aérien doit avoir été conclu - vente du billet, établissement de la LTA - par la médiation et les soins de cet établissement secondaire.

Paris, 1<sup>o</sup> juillet 2014, Revue droit transports juillet 2014, commentaire 50 par Ph. Delebecque : compétence du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve Roissy : la compagnie Thai possède une adresse à Roissy et la LTA a été signée à Roissy.

Paris, 2 juin 2015, BTL 205.3556, infirmant un jugement du tribunal de commerce de Paris du 12 février 2015 : un transport de vins de Bordeaux en Chine, des avaries sont relevées. L'expéditeur agit à Dijon contre le commissionnaire, qui assigne le transporteur à Paris. Le commissionnaire a choisi Air China comme transporteur. Le tribunal de commerce de Paris dénie sa compétence, rien n'indiquant le rôle joué par l'établissement parisien d'Air China dans la conclusion du contrat. Le transporteur prétendait que le contrat avait été conclu près de Bordeaux, et non dans le ressort de la juridiction consulaire parisienne. Le jugement est infirmé : la compétence de la juridiction parisienne est affirmée, particulièrement au titre de l'émission de la facture par l'établissement parisien du transporteur. La cour ne tient pas compte du libellé de la LTA, mais de la facture émise depuis le siège parisien du transporteur chinois. L'émission de la facture apparaît comme le signe que l'établissement parisien était intervenu dans la conclusion du contrat. La solution a le mérite d'éviter au demandeur français de devoir plaider en Chine, siège du transporteur et lieu de destination des vins de Bordeaux.

Elle ne fait pas preuve d'une exigence excessive, même si la conclusion du contrat et l'émission de la facture sont deux actes distincts, ils ne sont pas indivisibles.

Ce chef de compétence est exclu si la double condition n'est pas remplie.

Com. 8 novembre 2011, Bull., Revue critique de droit international privé 2012.607, note Cécile Legros : un transport de médicaments de Lyon au Danemark. L'expéditeur confie la marchandise à DHL qui joue le rôle d'un commissionnaire ou d'un transitaire, DHL confie le transport aérien du produit de Paris à Copenhague à la SAS, perte de la marchandise. L'expéditeur agit devant le tribunal de Pontoise contre DHL qui appelle en garantie le transporteur aérien, la SAS Cargo ayant son siège à Stockholm conteste avec succès la compétence du tribunal de Pontoise, la cour de Versailles n'ayant pas établi que le contrat de transport aérien entre Paris et Copenhague avait été conclu par l'intermédiaire de l'établissement de la SAS à Roissy. Le contrat avait été, semble-t-il, conclu en Suède.

A contrario pour écarter ce chef de compétence, Paris, 17 décembre 2013, Revue de droit de transports janvier 2014, commentaire 8 par Philippe Delebecque, concernant un transport de produits de beauté de Paris en direction de Shanghai, rien n'établissait la conclusion en France du contrat.

#### d. Le tribunal du lieu de destination

Compétence de la juridiction de Fort de France dans la catastrophe survenue au-dessus du Venezuela.

Compétence du tribunal de Bobigny pour la catastrophe du Rio - Paris. Tribunal également compétent au titre du siège du transporteur, Air France.

La juridiction compétente en cas de délivrance d'un billet d'un vol aller-et-retour.

On considère communément que le point de destination est constitué par l'aérodrome du point de départ. Vol aller et vol retour sont considérés comme formant un tout indivisible. Si le demandeur est ainsi habilité à plaider devant le tribunal du point de départ, interprété comme l'aéroport de destination, il lui est donc refusé d'agir devant le tribunal de l'État dans le ressort duquel est situé l'aéroport de destination du vol aller.

Le problème, c'est qu'il n'est pas exceptionnel qu'une période de plusieurs mois s'écoule entre l'arrivée du vol Aller et le départ du vol de retour.

Si le séjour dans l'escale se prolonge, il est possible qu'on considère l'aérodrome d'arrivée du vol Aller comme constituant le point de destination.

On peut citer une décision rendue sur le fondement de la CV et concernant un vol aller et retour Colombie-France, Pereira/Bogota/Paris/Bogota/Pereira à effectuer par Avianca. La passagère meurt peu après son arrivée à Paris. Le vol retour ne sera jamais effectué. Les ayants droit voient dans Paris le lieu de destination, le transporteur soutient en vain que Pereira est l'aéroport de destination. La cour de Paris se fondant sur la stipulation selon laquelle le retour en Colombie était stipulé « open 6 mois » voit dans Paris le lieu de destination du voyage. Les deux vols sont déconnectés. La juridiction parisienne est compétente, 1<sup>o</sup> Civile, 15 juillet 1999, n<sup>o</sup> 96-22137, la Cour de cassation rejette le pourvoi, elle s'en tient à l'interprétation souveraine de la juridiction d'appel voyant à raison de l'open 6 mois dans Paris le lieu de destination. Le vol aller est considéré comme un transport distinct du vol de retour.

A statué en sens contraire à propos d'un billet « Open Jaw » (à mâchoire ouverte) le tribunal US pour le district Nord de Californie, Zhang v. Asiana, 14 août 2017, Publication de Condon & Forsyth en date du 29 septembre 2017. Le vol aller partait de Shanghai, une escale à Seoul avait été effectuée et l'arrivée était à San Francisco, où se produit l'accident le 6 juillet 2013. 180 passagers sont blessés, trois adolescentes chinoises perdent la vie. Le

billet prévoyait le retour depuis Los Angeles, Seoul et Shanghai. Le billet permettait ainsi au passager de repartir, au retour, d'un aéroport autre que celui de l'arrivée du vol aller, ce qui est la définition du Single Open Jaw. Les demandeurs blessés dans l'accident et qui plaident en Californie contre la compagnie coréenne ont passé plusieurs mois aux États-Unis entre la catastrophe survenue à San Francisco et le retour en Chine effectué depuis Los Angeles. Le tribunal californien voit dans Shanghai le point de destination et se déclare incompétent. L'unicité du transport est ainsi affirmée, les conditions générales du transporteur voyaient dans un tel déplacement un transport unique aller et retour.

e. La cinquième juridiction en cas de mort ou de lésion : la compétence des tribunaux de l'État de la résidence principale et permanente du passager.

Ce chef de compétence, qui n'existait pas dans le système de la CV, est une innovation de la CM prévue par l'art. 33 § 2.

Il sera normalement invoqué dans le cadre d'un transport international.

Comme la CM est applicable du fait du règlement européen de 1997 dans les transports purement internes, on peut se demander si la cinquième juridiction peut y être invoquée.

1° hypothèse. La cinquième juridiction dans le transport international

Lorsque le dommage résultant de la mort ou d'une lésion corporelle subie par un passager,

- l'action en responsabilité peut être intentée ... eu égard aux spécificités du transport aérien, sur le territoire d'un État partie où le *passager* a sa *résidence* principale et permanente au moment de l'accident.

- et vers lequel ou à partir duquel le *transporteur* exploite des *services* de transport aérien, soit avec ses propres aéronefs, soit avec les aéronefs d'un autre transporteur en vertu d'un accord commercial.

- et dans lequel ce transporteur mène ses activités de transporteur aérien à partir de *locaux* que lui-même ou un autre transporteur avec lequel il a conclu un accord commercial loue ou possède.

On est en matière de compétence internationale directe.

Cette compétence des tribunaux de l'État de la résidence du passager n'est donc pas générale, elle n'est reconnue que si plusieurs conditions sont réunies.

La solution est propre à la mort du passager ou à une lésion corporelle, elle est étrangère au transport de fret, elle ne concerne pas le retard du passager ou la perte de ses bagages.

Le passager devait avoir au moment de l'accident sa résidence principale et permanente dans l'État où il entend agir en justice.

Des passagers chinois sont blessés lors d'une catastrophe aérienne survenue en juillet 2013 à San Francisco. Bénéficiaires d'un vol aller et retour, Chine - USA, ils séjournent longuement au États-Unis avant leur retour en Chine. Ils ne sont pas habilités à se prétendre résidents permanents aux États-Unis pour y agir, décide un jugement du tribunal fédéral de district de Californie Nord du 14 août 2017, précité.

Les proches parents de passagers disparus dans la catastrophe inexplicée du vol Kuala Lumpur - Pékin n'obtiennent pas de pouvoir de plaider à Paris contre la compagnie malaise, la victime principale ayant conservé sa résidence à Pékin : 1<sup>o</sup> Civile, 12 mai 2021, n<sup>o</sup> 19-24-229.

Le transporteur doit exploiter des services de transport aérien à destination ou au départ de l'État où le demandeur entend agir en justice.

Le transporteur exploite ces services avec ses propres aéronefs, ou bien il exploite avec les aéronefs d'un autre transporteur en vertu d'un accord commercial.

La disposition montréalaise fait référence implicitement aux accords de franchise, de banalisation, de partage de code ainsi qu'aux Alliances.

Le transporteur mène ses activités à partir de locaux qu'il loue ou qu'il possède dans cet État. Ou bien à partir de locaux d'un autre transporteur avec lequel il a conclu un accord commercial.

La disposition montréalaise statue en termes de compétence internationale directe, elle donne compétence à l'ordre juridictionnel d'un État donné, la compétence territoriale est ensuite appréciée dans les termes du droit local.

Il pourrait en résulter que la victime habitant en France soit habilitée à agir devant le tribunal dans le ressort duquel elle a sa résidence, si la Cour de cassation acceptait, ce qui est douteux, le renvoi à la disposition procédurale de l'article R. 631-3 du code de la consommation.

## Les États-Unis

Les tribunaux américains font une interprétation restrictive de ce nouveau chef de compétence. Ce qui est paradoxal, les États-Unis ayant été demandeurs, lors de l'élaboration de la CM, de l'adjonction de ce nouveau chef de compétence.

La fréquente non réception aux États-Unis de la 5<sup>o</sup> juridiction à raison de la réception de l'exception de forum non conveniens

Il arrive fréquemment aux tribunaux américains de décliner la compétence de la 5<sup>o</sup> juridiction que les États-Unis avaient pourtant instamment sollicitée, lorsque le défendeur se prévaut de l'exception de forum non conveniens. Lors des travaux préparatoires, la délégation américaine avait minimisé l'effet innovateur de la disposition nouvelle en indiquant qu'elle serait tempérée aux États-Unis par l'admission de la doctrine du forum non conveniens.

Une juridiction américaine, au titre de l'exception de forum non conveniens, renvoie le demandeur devant les tribunaux français, alors que le passager tué dans la catastrophe du Rio-Paris du 1<sup>o</sup> juin 2009 résidait aux États-Unis (avant la catastrophe, il habitait le Brésil avec sa femme depuis 12/13 mois, la victime ne disposait au Brésil que d'une résidence provisoire). C'est une décision de la cour de district du nord de la Californie datée du 4 octobre 2010 prise à la demande d'Air France qui considère que la France est un for alternatif et adéquat, un forum superior.

Cf. Laurent Chassot, n<sup>o</sup> 955.

Le débat rebondit : en quel sens se prononcera la juridiction française si le demandeur américain lui demandait de se déclarer incompétente ? Si le tribunal de Paris ou de Bobigny suit la jurisprudence précitée de la Cour de cassation du 7 décembre 2011, il se déclarera incompétent, c'est le choix opéré par le demandeur qui est déterminant. La juridiction américaine avait compétence pour statuer aux termes de l'article 33. Le contentieux fera normalement retour devant la juridiction américaine qui risque de s'estimer une seconde fois incompétente.

La France exercera sa compétence juridictionnelle comme for de nécessité pour surmonter le déni de justice.

Un juge du tribunal de district de Columbia se déclare forum non conveniens le 21 novembre 2018 pour connaître d'une quarantaine de demandes dirigées contre le transporteur aérien Malaysia Airlines et le constructeur Boeing. L'affaire concerne la disparition en vol (MH 370) le 4 mars 2014 d'un avion de cette compagnie décollant de Kuala Lumpur et se rendant à Pékin. Il y avait à bord de l'avion 12 membres d'équipage et 227 passagers, dont 152 chinois, 38 malais, 4 français et 3 citoyens américains. La juridiction malaisienne est estimée forum superior. Voir une publication de Condon & Forsyth du 26 novembre 2018, par Christopher Christensen, Mary Dow et Constantine Petallides.

La solution est reprise en appel, par un arrêt de la Cour d'appel des États-Unis pour le district DC, 10 janvier 2020, analysé dans une publication du cabinet Condon / Forsyth du 13 janvier 2020. La Malaisie est considérée comme le for adéquat. La juridiction de 1<sup>o</sup> instance dispose d'un large pouvoir discrétionnaire pour se déclarer forum non conveniens.

(On apprend par incidence que la compagnie nationale malaise, Mas, qui avait réalisé le vol avait été liquidée, la nouvelle compagnie nationale malaise, Mab, ne reprenant pas les dettes de la précédente.)

Une décision du tribunal de district du New Jersey, Davydov c. Scandinavian Airlines System, 5 octobre 2020, est représentative de l'interprétation restrictive de ce chef de compétence en honneur aux États-Unis. Le demandeur, résident américain, avait été blessé en tombant des marches de l'escalier de l'avion alors qu'il provenait de Suède et qu'il débarquait en Estonie. Il plaide aux États-Unis contre la compagnie scandinave. Le juge américain rejette cette demande pour manque de compétence personnelle. La résidence du demandeur aux États-Unis n'est pas jugée pertinente. Les faits s'étaient déroulés à l'étranger. Condon & Forsyth, Publications, 14 octobre 2020, par B. Banino, Marissa Lefland et S. Ourien.

## 2<sup>o</sup> hypothèse. La cinquième juridiction en matière de transport domestique

La CM ne vise que les transports internationaux, mais l'UE soumet à son empire les vols internes.

Limoges, 11 février 2016, n<sup>o</sup> 15/00345, précité, concernant un accident survenu lors d'un vol entre Limoges et Lyon. La victime se prévaut de la 5<sup>o</sup> juridiction pour être habilitée à porter sa demande en indemnisation devant la juridiction de Limoges, où elle réside. La cour de Limoges considère que la disposition de l'article 33 § 2 CM est propre à la compétence internationale, elle est destinée à permettre à un national d'agir devant les tribunaux de l'État où il réside, en n'obligeant pas à plaider devant le tribunal du siège du transporteur ou du point de destination, lorsqu'ils sont situés dans un État tiers. Cette disposition n'est pas applicable dans un litige de droit interne, lorsque le passager a sa résidence en France. La compétence territoriale est alors régie par le seul art. 33 § 1 CM. L'affaire est renvoyée devant le tribunal de Bobigny, Air France ayant son siège dans son ressort.

Les clauses d'élection de for qui seraient contenues dans le contrat de transport.

La CM y est implicitement hostile, car les dispositions de l'article 33 offrant au demandeur le choix entre 4 ou 5 fors ont un caractère limitatif. Le contrat ne peut à l'avance modifier, étendre ou restreindre le choix de la juridiction compétente.

La réglementation européenne ne peut la contredire. Le droit dérivé doit s'incliner devant les dispositions contenues dans les conventions internationales auxquelles l'Union a adhéré.

## LE CONTENTIEUX MIXTE ou DOUBLE MONTRÉALO - EUROPÉEN

La détermination de la juridiction compétente dans l'hypothèse où le passager en agissant en justice pour retard fonde son action en réparation sur le double fondement du règlement communautaire de 2004 et de la Convention de Montréal

La recherche de l'harmonie entre le droit processuel uniforme et le droit processuel européen

Le tribunal ordinaire de Rome a posé à la CJUE le 26 mars 2018 trois belles demandes de décision préjudicielle, dans l'affaire Adriano Guaitoli e. a. c. EasyJet, C-213/18.

La juridiction romaine part de la situation où la victime d'un retard ou d'une annulation de vol demande simultanément en saisissant cette juridiction, l'indemnisation prévue par le règlement de 2004 en cas d'annulation du vol, ainsi que des dommages intérêts en application de la convention de Montréal. Elle demande si le demandeur doit s'en tenir aux règles de compétence prévues par l'article 33 CM ou s'il est possible de faire application des règles de compétence figurant dans le règlement européen de Bruxelles I.

Quelques remarques préliminaires ante iudicium

La dualité de règles de compétence n'existe pas, à notre sentiment, s'il s'agit de régler les suites d'une annulation de vol, pour une raison très simple : le droit uniforme ne légifère pas en cette circonstance. Eodem sensu, note 36 des conclusions de l'avocat général dans cette affaire : la CM ne contient pas de dispositions relatives à l'annulation d'un vol – citant à son tour les conclusions déposées le 6 mars 2008 par Madame Eleonor Sharpston, n° 58, dans une affaire Emirates c. Schenkel, C-123/07, concernant une annulation de vol à Manille lors d'un vol de retour : La protection que le règlement n° 261/2004 accorde en cas de retard de vol est complémentaire par nature - La CM n'offre aucune protection aux passagers en cas d'annulation de vol

ou de refus d'embarquement.

La solution pour traiter le contentieux de l'annulation de vol échappe entièrement à la CM, qu'il s'agisse de la détermination de la juridiction compétente ou de la solution à apporter au fond.

Notre analyse, même si nous sommes en bonne compagnie, n'est pas partagée par tous, ni en doctrine, ni en jurisprudence.

Autre remarque désabusée : la juridiction de Rome n'aurait pas posé cette question si la CJUE avait respecté les solutions données par la convention de Montréal. Le préjudice à apprécier en cas de retard aurait dû relever, à notre sentiment, du seul empire de la CM, la CJUE aurait dû respecter la primauté et l'exclusivité de la CM, les législateurs inférieurs ne disposant d'aucune compétence normative pour sanctionner la compagnie coupable d'un retard à l'arrivée. Le contentieux du retard devrait normalement relever de la seule CM, le règlement de Bruxelles I ne devrait pas avoir sa place en ce domaine. Il est désormais cependant illusoire de voir la CJUE rétracter ses erreurs et abandonner la jurisprudence des arrêts Sturgeon et Nelson, elle croit bénéficier du charisme de l'inerrance et elle dispose en ce monde d'assez de thuriféraires pour chanter les louanges des arrêts qu'elle rend. Les victimes d'un retard disposent ainsi d'une dualité d'actions pour obtenir une indemnité : se prévaloir de la CM, invoquer parallèlement la jurisprudence Sturgeon.

La recherche de l'harmonisation des solutions tenant à la compétence

Adeptes de la suprématie du droit uniforme universel et ardent défenseur de l'exclusivisme montréalais, nous soutenons la prééminence des solutions prévues en matière procédurale par la CM. Le demandeur, du moment qu'il réclame des dommages-intérêts sur le fondement du CM, pour préjudice découlant du retard, ne peut agir que devant une juridiction compétente dans les termes de l'article 33 CM. Sont seuls compétents les tribunaux du domicile ou du siège social du transporteur, la juridiction du lieu de l'établissement ou de l'agence par lequel le contrat de transport a été conclu, le tribunal du lieu de destination.

Si le passager retardé se prévaut parallèlement de la jurisprudence Sturgeon pour obtenir une allocation financière, il se trouve alors soumis aux règles de compétence du droit européen.

Il est heureux que les solutions issues du règlement de Bruxelles I ne divergent guère fondamentalement de celles prévues par la CM. Le demandeur, au lieu de devoir saisir deux juridictions distinctes, doit trouver assez facilement une juridiction qui soit compétente pour accueillir sa demande à double fondement.

La compétence de la juridiction du siège du transporteur effectif est incontestable dans les deux hypothèses.

La compétence de la succursale ayant délivré le billet l'est aussi.

La compétence de la juridiction du lieu de destination est admise aussi bien par l'article 33 CM que par la jurisprudence Rehder.

La CM exclut toutefois la compétence du tribunal du point de départ, qui est pourtant admise par la jurisprudence Rehder.

Il faudrait donc refuser ce dernier chef de compétence au passager retardé dans l'hypothèse où il fonderait son action en dommages-intérêts aussi bien sur la CM que sur le droit européen. Il ne pourrait obtenir de cette juridiction que la somme forfaitaire prévue en cas de retard par la jurisprudence Sturgeon.

Eodem sensu, note 39 des conclusions de l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe.

Nous attendions avec intérêt les conclusions du parquet et les solutions de l'arrêt à venir.

Nombre d'arrêts de la CJUE sont d'une parfaite orthodoxie juridique.

Quelques-uns relèvent cependant du droit libre. De telles solutions sont alors imprévisibles et relèvent alors de l'art poétique.

L'article 67 du règlement n°44/2001 du 22 décembre 2000 décide qu'il ne préjuge pas de l'application des dispositions qui, dans des matières particulières, règlent la compétence judiciaire et qui sont contenues dans les actes communautaires. L'UE ayant ratifié la CM et étant HPC à la CM, celle-ci est un acte communautaire. La CJUE a l'obligation d'en assurer le respect. La CM prime les actes de droit dérivé de l'Union. Permettre à un justiciable de se prévaloir des règles de compétence de Bruxelles I pour réclamer en application de la CM réparation du préjudice résultant du retard et en faisant acception des dispositions procédurales de l'article 33 CM aurait été, après la funeste jurisprudence Sturgeon, infligé une blessure supplémentaire à l'aventure du droit uniforme.

Nous avons dans un premier temps disposé des conclusions déposées le 20 juin 2019 par l'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe.

Les demandeurs, qui avaient retenu, auprès d'easyJet établi à Luton, un vol aller et retour entre Fiumicino (l'aéroport de Rome, mais situé dans le ressort du tribunal de Civitavecchia) et Corfou, ont été dans cette affaire victimes en août 2015 d'une annulation de vol à l'aller, avec réacheminement le lendemain, ainsi que d'un retard



entre 2 et 3 heures lors du vol retour.

Victimes d'une annulation de vol, ils peuvent demander l'indemnisation prévue par le règlement n° 261/2004, ils peuvent également invoquer le droit commun de la responsabilité pour inexécution du contrat.

Victimes d'un retard au retour à Rome, ils peuvent obtenir une indemnisation en se fondant sur la CM (préjudice du fait du retard), ils auraient pu se fonder sur la jurisprudence Sturgeon-Nelson (si le retard avait été de plus de 3 h à destination finale).

Les demandeurs, devant le tribunal de Rome, se prévalaient, quant au fond, de manquements du transporteur tant au règlement européen qu'au droit des obligations.

Le tribunal de Rome était-il compétent pour statuer sur cette demande indemnitaire fondée tant sur la CM que sur le règlement du 11 février 2004 ?

C'est le transporteur anglais qui a soulevé une exception d'incompétence de la juridiction romaine.

Est ainsi venue au débat l'incidence des règles de compétence figurant à l'article 33 de la CM.

L'avocat général se prononce fort justement en faveur d'une application distributive de la CM et du règlement de Bruxelles I, compte tenu de l'objet des chefs de demande en cause.

Au regard d'une demande en indemnisation exercée sur le fondement du règlement européen n° 261/2004, les règles de compétence contenues dans la CM sont inapplicables. C'est le règlement de Bruxelles I n° 1215/2012 qui s'applique. En particulier la jurisprudence Rehder.

Pour la demande en dommages-intérêts fondée sur la CM, comme la CM bénéficie, dans son champ d'application, de la primauté sur les actes de droit dérivé de l'Union, il faut lui appliquer les règles de compétence de l'article 33 CM.

Laurence Usunier, La Cour de justice de l'Union européenne face à l'enchevêtrement des sources du droit du transport aérien international, RTD Civil 2020 p. 336

Anne Marmisse d'Abbadie d'Arrast, RTD Com. 2020 p. 207

L'arrêt rendu le 7 novembre 2019 par la Cour de Justice reprend les analyses proposées par l'avocat général.

Les droits fondés sur les dispositions du règlement européen et sur les stipulations de la CM relèvent de cadres distincts. Les règles de compétence internationale prévues par la CM ne trouvent pas à s'appliquer aux demandes introduites sur le fondement du seul règlement de 2004.

Il en va de même dans le cadre de ce litige, où les prétentions des requérants sont fondées à la fois sur les dispositions du règlement et sur la CM.

En ce qui concerne les prétentions fondées sur les dispositions du règlement :

Les règles de compétence s'articulent autour de la compétence de principe du for du domicile du défendeur, complétée par des compétences spéciales.

L'article 7 prévoit une règle de compétence spéciale en matière contractuelle. Le défendeur peut être attiré devant le tribunal du lieu où l'obligation qui sert de base à la demande a été exécutée. Dans les transports aériens, la règle de compétence spéciale en matière de fourniture de services désigne comme étant compétente la juridiction dans le ressort de laquelle se trouve le lieu de départ ou le lieu d'arrivée de l'avion.

S'agissant des prétentions fondées sur les stipulations de la CM, la juridiction doit déterminer sa compétence pour statuer sur cette partie de l'action sur l'art. 33 CM.

Conclusion

La juridiction saisie d'une action visant à obtenir, à la fois, le respect des droits forfaitaires et uniformisés prévus par le règlement n° 261/2004 et la réparation d'un préjudice complémentaire (sic) relevant du champ d'application de la CM doit apprécier sa compétence, pour le premier chef de la demande, au regard de l'art. 7 du règlement Bruxelles I et, pour le second chef de demande, au regard de l'art. 33 CM.

[Traduire : Le tribunal de Rome était dans cette espèce incompétent, l'action au double fondement relevait de la juridiction de Civitavecchia, dans le ressort de laquelle se trouve, à Fiumicino, l'aérodrome international de Rome "Leonardo da Vinci", point de départ et de destination d'un transport aller-retour Fiumicino - Corfou. Le fond étant gouverné par la CM quant à la réparation du préjudice consécutif au retard subi au retour, ainsi que par le règlement européen en ce qui concerne la sanction de l'annulation de vol survenue au départ.]

## II. Les règles de compétence face aux procédures complexes

Nous nous proposons d'évaluer dans ce développement l'incidence de la pluralité de demandeurs (action de groupe) ou de défendeurs, l'incidence de la litispendance, l'incidence des actions en intervention ou en garantie, la prise en considération d'actions connexes, le mécanisme des actions récursoires.

La coordination entre les règles de droit uniforme et les dispositions du droit procédural interne et européen s'avère parfois particulièrement délicate.

### A. La pluralité de demandeurs

#### a. La pluralité de demandes individuelles

Il faut être conscient qu'avec cette pluralité de compétences, dès qu'on est en présence d'une catastrophe de masse, plusieurs fors peuvent être parallèlement sollicités, avec un risque, limité, de solutions contradictoires.

Lorsqu'une catastrophe aérienne survient et qu'elle fait des centaines des victimes, il est possible que les victimes immédiates ou par ricochet intentent en ordre dispersé l'action en responsabilité contre le transporteur devant l'une ou l'autre des juridictions ayant selon la CV ou la CM compétence pour en connaître.

Certains souhaiteraient imposer la concentration du contentieux. (D'autres suggèrent le recours au sursis à statuer). (Il ne semble pas possible au transporteur de soulever avec succès une exception de connexité internationale, les différentes demandes des victimes portées dans des États distincts sont certes connexes, il ne semble pas cependant qu'on puisse imposer à l'une des victimes la connaissance de sa demande par un for alternatif.)

La véritable motivation est que certains justiciables (sollicités par de gros cabinets d'avocats américains) sont incités à plaider aux États-Unis où les juges ou les jurys seraient plus généreux qu'ailleurs pour le calcul du montant des dommages intérêts. Ces distinctions et discriminations n'honorent pas le sentiment inné de justice. Il

est anormal que statuant sur le fondement de la même convention de droit uniforme le montant des dommages intérêts alloués aux victimes d'un même accident puisse varier considérablement selon que l'on plaide à New York, à Paris ou à Delhi. Le recours au forum shopping est malsain. D'autant qu'aux États-Unis, on admet la licéité du pacte de quota litis de telle sorte que l'avocat prendra, en cas succès de la procédure, une part substantielle des dommages intérêts alloués au demandeur. Cette agitation processive à raison des larmes versées est affligeante, cette recherche, parfois illusoire, du for le plus généreux en dommages-intérêts malsaine.

Cf. Sandrine Clavel, *Le passager aérien ...*, Mél. Neau-Leduc, spéc. p. 234.

Le tribunal saisi a la possibilité de joindre les demandes semblables portées devant lui et de statuer par un unique jugement. L'art. 367 du code de procédure civile parle de jonction d'instance. Les demandes conservent en ce cas leur autonomie.

#### b. Les demandes collectives

Le transport aérien engendre des préjudices de masse, les victimes peuvent hésiter à plaider. On peut se demander si l'*action de groupe*, technique procédurale en faveur en législation dans les différents États du monde pour vaincre les difficultés et surmonter les lourdeurs et les frais de l'action individuelle, présente un intérêt en matière aérienne.

La CM ne disposant pas de dispositions spécifiques en ce domaine, l'admissibilité et la recevabilité de l'action de groupe sont subordonnées à l'accueil que leur fait la loi du for. L'action de groupe ne devrait cependant être recevable que devant l'un des fors admis par la convention portant droit uniforme.

#### Canada

Les revues font état de l'exercice d'actions de groupe intentées à l'initiative de victimes d'accident aérien devant les tribunaux américains ou canadiens.

L'action collective doit d'abord être recevable.

Maître Laurent Chassot a eu l'amabilité de nous communiquer une décision de la Cour Supérieure du district de Montréal du 18 mai 2016, *Zoungrana c. Air Algérie*, refusant l'exercice d'une action collective à l'époux et père de victimes ayant perdu la vie dans une catastrophe aérienne survenue en 2014, au-dessus du Mali, lors d'un vol entre Ouagadougou et Alger. Le demandeur demandait que dans le cadre de cette action collective qu'il exerçait au Québec, point de destination de ses proches, qui effectuaient un transport unique composé de deux vols, Ouagadougou /Alger, puis Alger / Montréal, soit inclus également les proches des victimes n'ayant pas Montréal comme point de destination final. Le transporteur aérien s'est opposé avec succès à cette action collective. Si plus de cent personnes ont péri dans la catastrophe, une minorité avait un lien avec le Canada, qu'on prenne en considération le point de destination, la résidence ou le lieu de conclusion du contrat de transport. La décision se fonde principalement sur le caractère exclusif des dispositions contenues dans la convention internationale, en particulier de celles concernant la compétence juridictionnelle. On ne peut faire entrer dans le groupe ou dans la

classe des victimes qui n'auraient pas la possibilité d'agir à titre individuel devant la juridiction montréalaise. L'incompétence qui serait opposée à l'action individuelle vaut également pour les faire entrer dans l'action collective. En ce qui concerne les 4 familles ayant un lien avec le Canada, l'action collective est jugée peu pertinente. La demande en autorisation d'exercer une action collective a été en 1<sup>o</sup> instance rejetée. Il y aurait eu appel.

#### États-Unis

Le site de Condon & Forsyth en date du 3 avril 2017 fait état d'une décision rendue le 27 mars 2017 par le tribunal de district US du district Nord de l'Illinois. L'espèce concerne un transport entre Chicago et Tel Aviv, avec un retard du fait du départ avec retard de l'avion décollant de Francfort. Le passager avait la velléité d'engager deux actions de groupe. La première concernant les passagers, victimes du retard, lors du vol entre Francfort et Tel- Aviv. La seconde classe tendant à réunir tous les passagers, victimes d'un retard depuis août 2014 sur les vols internationaux de la Lufthansa.

Le tribunal s'est montré sceptique à l'égard de la première classe, il n'est pas évident que le groupe de passagers soit suffisamment nombreux pour former une classe, le tribunal a donné 90 jours aux avocats pour déposer une requête et faire certifier la classe.

Quant à la seconde classe, le tribunal prononce un refus, une classe trop générale nécessiterait l'examen de centaines de vols différents.

On retrouve un débat similaire avec la procédure Dochak c. Lot Polish Airlines menée devant le tribunal U.S. de district pour le district Nord de l'Illinois et signalée par le bulletin du cabinet Condon/Forsyth en date du 9 juin 2017. L'ordonnance négative est du 31 mai 2017. L'initiative procédurale tendait à la reconnaissance d'une classe regroupant des milliers de clients du transporteur polonais victimes de retard ou d'annulations de vol. Il ne pouvait y avoir la certification de la classe, car les exigences procédurales de dommages subis en commun, typiques et prédominants n'étaient pas réunies. Les demandes individuelles des huit demandeurs subsistent.

Dans l'hypothèse où l'action de groupe est autorisée, la question se pose de savoir si les différentes victimes souvent éparpillées à travers le monde et qui ne se sont pas jointes au groupe peuvent se voir opposer la décision de justice à laquelle elles n'ont pas participé.

La jurisprudence américaine semble admettre la validité de la clause contractuelle par laquelle le passager renonce à l'avance dans le billet de passage à l'exercice de toute action collective.

Voir en matière d'annulation de croisière maritime à raison de l'arrivée d'un ouragan le jugement rendu le 10 avril 2018 par la cour du district Sud de la Floride et commenté par Mary Dow et alii dans la note publiée le 7 février 2019 par le cabinet Condon & Forsyth. Il n'y avait place que pour des recours individuels.

#### La France

La possibilité de l'exercice d'une action de groupe a été timidement admise en droit français par la loi du 17 mars 2014, dite loi Hamon, reprise aux articles L. 623-1 à 623-21, complétés par les articles R.623-1 à 623-16 du code de la consommation.

L'action de groupe appartient uniquement en France à des associations de défense des consommateurs représentatives au niveau national et agréées.

L'autorité française a désigné un certain nombre d'associations habilitées à agir, comme la fédération nationale des associations des usagers des transports.

(Voir la communication de la Commission donnant la liste des entités qualifiées pour intenter une action, JOUE du 30 septembre 2016, C 351/1)

L'association agréée agit afin d'obtenir la réparation des préjudices individuels subis par des consommateurs placés dans une situation similaire ou identique et ayant pour cause commune un manquement d'un ou des mêmes professionnels à leurs obligations légales ou contractuelles à l'occasion de la fourniture de services.

L'action de groupe ne peut porter que sur la réparation des *préjudices patrimoniaux* résultant des dommages *matériels* subis par les consommateurs. Code de la consommation, art. L. 623-2.

(L'article 3 du code de procédure pénale, déclarant que l'action civile est recevable pour tous chefs de dommages, précise qu'il s'agit aussi bien des dommages matériels, que des dommages corporels ou moraux. La loi fait ainsi la distinction entre différents types de dommages.)

Il faut donc un dommage matériel, 1° condition.

L'action de groupe ne peut concerner que la réparation du préjudice patrimonial résultant de ce dommage matériel, 2° condition.

En matière aérienne, on peut penser à une perte de bagages concernant plusieurs passagers, où il y a incontestablement dommage matériel.

Certains auteurs évoquent le retard, ainsi Jean-Jacques Barbieri, JCP du 9 juin 2014, 647, il peut y avoir en ce cas un préjudice patrimonial, évaluable en argent, mais il n'est pas absolument certain qu'il y ait dommage matériel, aucun objet corporel n'est brisé ou avarié. Le dommage n'est cependant ni corporel ni moral.

En cas d'accident causant des blessures et donc la nécessité de soin médicaux, ou engendrant une incapacité de travail et une perte de revenus, la même objection peut être soulevée. Il y a, semble-t-il, dommage matériel.

Si la catastrophe se traduit par des dizaines de pertes de vies humaines, les proches et autres victimes par ricochet peuvent se prévaloir d'un préjudice d'affection, l'action de groupe ne peut pas être utilisée en revanche pour ce type de dommage moral. Sauf réforme législative à venir.

La compétence d'attribution.

L'action de groupe est portée devant une juridiction civile, le tribunal de grande instance (tribunal judiciaire).

La compétence territoriale

Le tribunal de grande instance territorialement compétent est celui où demeure le transporteur, art. R. 623-2, al. 1° c. consommation. C'est ainsi que si le transporteur aérien détient son siège en France, l'action de groupe pourra être intentée devant le tribunal du ressort du siège de la compagnie aérienne. On ne pourra pas l'exercer devant la juridiction du lieu de destination, même situé en France.

L'art. R. 623-2 alinéa 2 envisage l'hypothèse où le défendeur demeure à l'étranger, il donne alors compétence au tribunal de grande instance de Paris. Cette disposition ne s'harmonise guère avec les solutions montréalaises, qui exclut d'attirer en France un transporteur de siège étranger. L'action de groupe semble alors en France irrecevable.

La loi Taubira/ Urvoas du 18 novembre 2016 consacre certaines de ses dispositions à l'action de groupe. Il s'agit seulement d'un cadre commun, à préciser par matières. Les accidents aériens ne sont pas concernés.

Article 848 et s. CPC.

L'intérêt de l'action de groupe en matière aérienne est donc, semble-t-il, dans l'état actuel de la législation, limité, voire inexistant. Un esprit critique y verra une solution d'attente, un gadget offert au grand public par le législateur, une occasion pour certaines associations de consommateurs de se donner le beau rôle, d'autant que les moyens pour un voyageur victime d'un dommage matériel, agissant à titre individuel, sont pléthores, même s'ils ne sont pas d'une efficacité absolue.

On peut consulter sur la question l'article de M. Christophe Paulin, L'action de groupe dans le transport de voyageurs, publié chez Dalloz en novembre 2015 dans les Mélanges offerts à notre éminent condisciple Patrick Serlooten, p. 507-519. Le n° 20 est relatif aux demandes internationales.

Le nombre d'actions de groupe qui ont été intentées est fort réduit, une vingtaine dit-on.

L'Union européenne

La Commission a pris une initiative tendant à établir une procédure collective à l'échelon de l'Union.

Elle avait fait le 11 avril 2018 une proposition de directive relative aux actions représentatives dans le domaine de la protection des intérêts collectifs des consommateurs.

La directive relative aux **actions représentatives** porte la date du 25 novembre 2020.

Le mécanisme procédural vise à obtenir des mesures de cessation d'une pratique et de réparation (indemnisation, réduction du prix, remboursement du prix payé)

La directive doit être transposée par les États avant le 25 décembre 2022. Les dispositions transposées dans les législations nationales sont destinées à s'appliquer le 25 juin 2023.

Le système ne s'éloigne pas considérablement du système français, l'action collective ayant pour support une association de consommateurs. Elle vise la réparation d'un préjudice économique des consommateurs.

Matthieu Brochier, Class actions à la française : abondance d'actions nuit - il ? Dalloz 2020.1578

La directive concerne uniquement, quant à son domaine, les manquements à certains règlements ou directives de droit européen nommément référencés. Le règlement n° 261/2004 sur les retards, annulations de vol et refus d'embarquement est mentionné dans l'annexe, ainsi que celui du 9 octobre 1997 étendant la CM à tout transport aérien effectué par un transporteur communautaire. L'annexe référence également la directive du 25 juillet 1985 en matière de responsabilité du fait des produits défectueux et celle du 25 novembre 2015 concernant les

voyages à forfait, ainsi que le règlement du 24 septembre 2008 fixant des règles communes pour l'exploitation des services aériens dans la communauté

L'action représentative est intentée par une "entité qualifiée" représentant les intérêts des consommateurs, comme une association de consommateurs. C'est un État membre qui désigne comme telle une organisation.

L'action représentative peut être nationale (elle est intentée par une entité qualifiée dans l'État où elle a été désignée) ou transfrontière (elle est intentée par une entité qualifiée dans un État autre que celui dans lequel elle a été qualifiée)

Les consommateurs peuvent exprimer leur volonté d'être représentés dans le cadre d'une action représentative. Ils n'ont pas ainsi besoin d'intenter une action séparée. Action séparée qui doit leur être refusée.

Ils peuvent exprimer leur volonté de ne pas être représentés par l'entité qualifiée dans le cadre de l'action représentative.

Les États membres prévoient, conformément à leurs traditions juridiques, un mécanisme de participation ou un mécanisme de non-participation.

Les consommateurs individuels ne sont pas demandeurs à la procédure.

Les États, à côté de la réglementation européenne, peuvent maintenir leurs solutions nationales de protection des intérêts collectifs des consommateurs (art. 1<sup>o</sup>, § 2 de la directive)

Une proposition de loi a été adoptée par l'assemblée, elle a été transmise au sénat.

## B. La pluralité de défendeurs

Les victimes peuvent songer en présence d'un accident aérien à mettre en cause non seulement le transporteur mais également d'autres co-responsables, d'autres colitigants, d'autres codéfendeurs.

La victime du dommage aérien peut songer à faire supporter le poids de la réparation par plusieurs responsables, transporteurs de droit et de fait, préposés, assureurs, voyageurs, aviateurs, équipementiers, gestionnaires des aéroports, ayant leur siège dans des ressorts distincts, français voire étrangers.

Il y a donc éventuellement une multiplicité de demandes en justice, on se demande si on peut les concentrer dans un for unique.

Le contentieux concentré en France

L'unicité de procédure est-elle possible ?

Le tribunal qui juge le transporteur peut-il juger simultanément le fabricant ?

Le tribunal qui connaît de l'action intentée contre le fabricant peut-il juger simultanément celle formée contre le transporteur aérien ?

La concentration du contentieux est-elle envisageable ?

Celle-ci est prévue en droit interne : S'il y a plusieurs défendeurs, le demandeur saisit, à son choix, la juridiction du lieu où demeure l'un d'eux, art. 42, al. 2, CPC.

La règle vaut, même si l'un des défendeurs réside à l'étranger.

L'article 42 a été étendu à la sphère internationale par les arrêts Pelassa et Scheffel.

Le juge français est ainsi compétent pour connaître de l'ensemble des demandes formées contre les codéfendeurs, même si l'un demeure à l'étranger.

Le critère de domicile en France de l'un des défendeurs permet d'étendre la compétence du juge français à d'autres défendeurs domiciliés à l'étranger lorsque les différentes demandes à l'égard de défendeurs différents sont liées par un lien de connexité.

On exige pour cela un lien de connexité entre l'action portée devant les tribunaux français et l'autre action pour

laquelle on fait appel à la compétence dérivée.  
Cf. 1<sup>o</sup> Civile, 26 juin 2019, cité infra.

Audit, Droit international privé, *Economica*, n<sup>o</sup> 364 et suivants  
Bureau et Muir Watt, Droit international privé, *Thémis*, tome I, n<sup>o</sup> 231

#### Applications

Il est possible que la victime assigne simultanément devant le même tribunal le transporteur ainsi que l'assureur de celui-ci. Ce point ne suscite pas en principe de difficulté.

En cas de transport successif, le demandeur peut assigner soit l'un des transporteurs successifs, voire plusieurs (art. 36 § 3 CM).

Lorsque le transporteur contractuel fait effectuer le transport par un tiers, la victime peut assigner le transporteur contractuel ainsi que le transporteur de fait (art. 45 CM). L'un ou l'autre, ou les deux. Quant à la compétence juridictionnelle, l'action est portée soit devant l'une des juridictions ayant compétence à l'égard du transporteur contractuel, soit devant le tribunal du siège du transporteur de fait, art. 46 CM.

On relève également la présence d'une pluralité de codéfendeurs lorsque sont mis en cause par le ou les demandeurs non seulement le transporteur aérien mais également les fabricants, avionneurs et équipementiers. Il arrive en effet assez fréquemment qu'en cas de catastrophe aérienne le demandeur assigne simultanément le transporteur ainsi que le fabricant ou l'atelier de manutention suspecté de fabrication ou d'entretien d'un appareil défaillant ou défectueux, il souhaite que la même juridiction connaisse de cette double demande. Les deux demandes présentent incontestablement des liens. On peut estimer souhaitable que la même juridiction détermine les causes du sinistre et fixe la charge des responsabilités.

Distinguons selon que le transport est un transport international relevant de la CM, ou qu'il s'agit d'un transport purement interne effectué en terre étrangère.

L'accident survenu dans le cadre d'un transport international soumis à la convention portant droit uniforme.

En ce qui concerne la demande portée contre le transporteur aérien, le tribunal n'est compétent, en matière de transport aérien international, pour en connaître que si le demandeur porte son action devant l'une des juridictions visées par l'article 33 CM.

Telle est l'actuelle jurisprudence de la Cour de cassation, même si celle-ci a connu un temps d'hésitation.

C'est ainsi que le tribunal de Toulouse, compétent pour connaître d'une action contre le fabricant Airbus (qui a son siège dans le ressort toulousain), ne peut connaître de l'action menée simultanément par les passagers blessés ou leurs proches contre un transporteur n'ayant pas son siège en France ou si le vol n'avait pas la France comme point de destination. Il doit alors y avoir dualité de procédures, une en France contre le constructeur, une autre menée à l'étranger contre le transporteur.

(On verra infra que la solution est différente lorsque le constructeur est assigné en France et qu'il appelle le transporteur en garantie).

Premier temps : la 1<sup>o</sup> Civile, 11 novembre 1997, Bull. I, n<sup>o</sup> 331, p. 225, admettait la compétence des tribunaux français pour juger un transporteur pakistanais ; catastrophe au Népal, les tribunaux français étant appelés à connaître de la responsabilité d'Airbus. Cette solution méconnaissait le dispositif de la CV donnant une liste limitative de juridictions aptes à connaître de l'action contre le transporteur du Pakistan : Toulouse n'y figurait pas.

La Cour de cassation est revenue à des meilleurs sentiments unionistes et a abandonné sa jurisprudence de 1997.

1<sup>o</sup> Civile, 11 juillet 2006, Gaz. Pal. 18-22 août 2006, Jurisprudence p. 2622, avis de l'avocat général Sainte Rose : l'accident survient dans le cadre d'un vol entre Le Caire et Bahreïn, mise en cause d'Airbus fabricant de l'avion immatriculé à Oman ainsi que du transporteur Gulf Air. La CV énonce une règle de compétence directe à caractère impératif, le transporteur aérien ne peut être cité que devant les tribunaux visés par l'art. 28 CV.

1<sup>o</sup> Civile, 11 juillet 2006, D. 2006 IR 2055 obs. Delpéch : un Airbus s'écrase en mer, vol entre Abidjan et Nairobi, les victimes assignent Airbus à Toulouse en France ainsi que le transporteur kenyan, cassation de l'arrêt de la cour de Toulouse ayant admis par voie de connexité la compétence de la juridiction française à l'égard du transporteur.

Cour d'appel d'Orléans, cour de renvoi, 14 décembre 2007, Revue critique de droit international privé, 2008.311 note Hélène Gaudemet-Tallon, Revue de droit des transports mai 2008.109 note Delebecque, et juillet - août 2008.155, note Staes, les dispositions de la convention de Varsovie édictent une règle de compétence directe à caractère impératif.

1<sup>o</sup> Civile, 12 novembre 2009, n<sup>o</sup> 08-15269, rejet du pourvoi formé contre l'arrêt de la cour d'Orléans, caractère exclusif de la règle de compétence édictée par la CV.

La 1<sup>o</sup> chambre civile ne dévie pas de sa jurisprudence. Elle a été saisie d'un contentieux concernant les suites d'un accident mortel survenu le 28 décembre 2014, un avion Airbus venant de Surabaya en Indonésie et se rendant à Singapour s'était écrasé dans la mer de Java, tous les occupants avaient péri.

La juridiction d'Angers avait été saisie par 122 ayants droit de passagers ayant péri dans cette catastrophe. Les demandeurs - presque tous domiciliés en Indonésie, quelques-uns en Malaisie, un en Australie ou aux États-Unis - agissaient non seulement contre Artus, un sous-traitant d'Airbus, ayant son siège dans le ressort angevin, mais également contre Airbus le fabricant, contre le propriétaire de l'avion ayant son siège en Allemagne, mais surtout contre le transporteur aérien indonésien Air Asia.

Le transport était soumis à la CV, l'Indonésie n'ayant ratifié la CM qu'en 2017.

La cour d'Angers, dans un arrêt du 2 juillet 2019, a déclaré le tribunal d'Angers incompétent pour connaître de l'action intentée par les victimes indirectes contre le transporteur Air Asia.

La Cour de cassation rejette, dans un arrêt du 14 avril 2021, le pourvoi formé par les victimes par ricochet, Bulletin, n<sup>o</sup> 19-22.236.

Air Asia ayant son siège en dehors de l'Union européenne ne pouvait pas être atraite en France du chef des compétences dérivées prévues par le règlement Bruxelles I révisé n<sup>o</sup> 1215/2012 du 12 décembre 2012.

La chambre civile fait par ailleurs une application stricte des chefs de compétence offerts par l'art. 28 de la CV aux victimes. La France n'était ni le lieu de destination, ni le siège du transporteur, ni le lieu d'une succursale par laquelle les contrats de transport auraient été conclus. L'ordre juridictionnel français était incompétent pour connaître de l'action en responsabilité exercée par les victimes contre le transporteur aérien. Les victimes ne pouvaient agir que devant les juridictions d'Indonésie ou de Singapour. La convention de Varsovie édicte, énonçait la cour d'appel, une règle de compétence directe ayant un caractère impératif et exclusif, faisant obstacle à ce qu'il y soit dérogé par application des règles internes de compétence, et notamment celle de l'article 42 alinéa 2 du CPC. La cour d'appel a légalement justifié sa décision. Le particularisme procédural varsovien est respecté. La solution aurait été identique, si la CM avait été applicable.

(Certaines victimes par ricochet semblent dans cette affaire complexe avoir accepté de la part des assureurs d'Air Asia des indemnités d'un montant équivalent à 80 000 euros.)

En revanche, si le tribunal français est compétent pour connaître de l'action contre le transporteur, le demandeur peut attraire également en France le fabricant étranger.

L'accident survenu à l'étranger dans le cadre d'un transport interne échappant comme tel à la CM

L'arrêt rendu par la 1<sup>o</sup> chambre civile le 26 juin 2019, n<sup>o</sup> 18-12541, concerne les suites judiciaires d'un accident survenu en Sibérie le 2 avril 2012. 32 passagers et membres d'équipage ont été, selon Wikipédia, tués, 11 blessés, tous de nationalité russe.

Des survivants ainsi des ayants droit des victimes ayant perdu la vie ont porté en décembre 2013 une action en indemnisation devant le tribunal de Toulouse.

A été assigné le fabricant de l'avion accidenté, le GIE ATR, ayant son siège à Blagnac. Les demandeurs font état d'un défaut de conception dans la gestion du givre sur les ailes. La compétence de la juridiction toulousaine à l'égard d'ATR ne peut guère être contestée.

A été simultanément assigné à Toulouse le transporteur aérien russe, la compagnie Utair, basée à Tioumen, en Sibérie occidentale, qui a contesté en vain la compétence des juridictions françaises.

L'exception d'incompétence soulevée par la société russe a été rejetée en appel.



L'arrêt ne faisant aucune allusion à la CV ou à la CM, nous présumons l'inapplication à l'espèce du droit uniforme. Wikipédia parle d'un transport en Sibérie entre Tioumen et Sourgout.

La Cour de cassation, à la suite des juridictions du fond, statue uniquement sur le fondement de l'article 42 alinéa 2 du code de procédure civile et réaffirme la solution acquise en jurisprudence.

La société russe ne contestait pas en son principe la solution acquise en France. Elle prétendait seulement que l'action exercée contre ATR n'avait pas de caractère sérieux, le rapport d'enquête du comité interétatique de l'aviation civile publié en juillet 2013 ayant écarté la faute du fabricant. L'action intentée à Toulouse contre le fabricant avait, selon le codéfendeur, un caractère artificiel, destinée seulement à faire condamner à Toulouse un transporteur russe pour un accident aérien survenu en Russie lors d'un transport interne à la Russie, toutes les victimes étant russes. Le grief de fraude était sous-jacent.

La haute juridiction estime légalement justifiée la décision rendue par la cour toulousaine.

La mise en cause du constructeur présente un caractère sérieux.

La demande en indemnisation, formée contre le fabricant, présente un lien de connexité avec celle dirigée contre l'exploitant qui tend aux mêmes fins.

La cour d'appel n'avait pas à apprécier le bien-fondé de l'action des victimes.

(Il ne faut pas s'étonner de ne pas voir l'arrêt se référer au règlement de Bruxelles I, celui-ci en effet dans sa version révisée n° 1215/2012 du 12 décembre 2012 précise, dans son article 6 § 1, que si le défendeur n'est pas domicilié sur le territoire d'un État membre, la compétence est dans chaque État membre réglée par la loi de cet État membre ... Une solution identique figurait déjà à l'article 4 § 1 du règlement n° 44/2001 du 22 décembre 2000.)

Les victimes préféreraient probablement bénéficier de la probité des juridictions françaises en espérant se voir accorder une indemnité supérieure à celle qu'offrirait une juridiction de la fédération de Russie.

(Si la compagnie détient tous ses intérêts en Russie et aucun en France, on voit mal l'intérêt de plaider en France. Une décision française de condamnation du transporteur sibérien risque d'être difficile à faire exécuter au-delà de l'Oural.)

Le contentieux exercé par la victime dans deux ou plusieurs États

La victime a agi contre le transporteur, par exemple en France.

La victime a agi parallèlement devant un tribunal étranger contre l'avionneur ou l'un des équipementiers.

Deux actions parallèles sont menées devant des tribunaux relevant de plusieurs souverainetés.

Il y a un lien entre ces deux procédures.

L'un des plaideurs peut-il soulever une exception de connexité internationale demandant au juge étranger de se dessaisir et d'accepter de faire juger l'affaire en France par la juridiction saisie de l'action menée contre le transporteur ?

Voir mon article, La catastrophe de Charm El Cheikh du 3 janvier 2004, publié au Scapel, 2009. 51, à propos de l'arrêt de la 2<sup>e</sup> chambre civile du 30 avril 2009. Une action est intentée aux États-Unis contre le propriétaire bailleur de l'avion et les fabricants américains, le juge américain se déclare « forum non conveniens » en faveur du tribunal de Bobigny saisi de l'instance contre le transporteur égyptien, la France était le pays de destination, la décision américaine n'est pas critiquable, elle ne se fonde pas sur le droit uniforme mais sur le droit procédural américain, le transporteur aérien ne figurait pas parmi les défendeurs. Le juge français pourrait connaître du double contentieux à raison de la connexité, il est compétent sur le terrain de la CV, il peut connaître par connexité du contentieux mené contre le loueur, le fabricant et les équipementiers. L'affaire s'est terminée au civil par une transaction.

### Les actions en garantie ou l'appel en intervention

Dispositions communes à toutes les mises en cause.

Un tiers peut être mis en cause aux fins de condamnation par toute partie qui est en droit d'agir contre lui à titre principal. Il peut également être mis en cause par la partie qui y a intérêt afin de lui rendre commun le jugement. Le tiers doit être appelé en temps utile pour faire valoir sa défense. Article 331 CPC.

Dispositions spéciales aux appels en garantie.

La garantie est simple selon que le demandeur en garantie est lui-même poursuivi comme personnellement obligé. Art. 334 CPC.

Le demandeur en garantie simple demeure partie principale. Art. 335.

Héron et Le Bars, Droit judiciaire privé, 5<sup>e</sup> édition, Montchrestien, n° 1173 et suivants

Cadiet et Jeuland, Droit judiciaire privé, LexisNexis, n° 464.

Un sinistre aérien s'est réalisé. La victime a intenté une action en responsabilité. Le défendeur qui risque d'être réputé civilement responsable peut-il appeler un tiers à l'instance pour le garantir ?

L'appel en garantie de l'assureur

Le transporteur peut appeler à l'instance son assureur. Ce point ne suscite pas de difficulté.

#### Transporteur contractuel et transporteur de fait

En présence d'un transport de fait, exécuté en réalité, en tout ou en partie, par un transporteur autre le transporteur contractuel, on sait que l'art. 45 CM autorise le demandeur à agir contre le transporteur contractuel ou contre le transporteur de fait. Lorsque l'action est intentée contre l'un des transporteurs, celui-ci a le droit d'appeler l'autre transporteur en intervention devant le tribunal saisi, les effets de cette intervention ainsi que la procédure qui lui est applicable étant réglées par la loi de ce tribunal. Com. 20 octobre 2009, Bull. 2009, IV, n° 131 (la durée de l'appel en intervention ne relève pas de la procédure et de la lex fori, mais du délai biennal de la CM)

#### Voyagiste c. transporteur

L'organisateur de voyages mis en cause par le voyageur à raison d'un incident dans le transport peut appeler en garantie le transporteur aérien.

#### Commissionnaire c. transporteur de fret

L'expéditeur réel / commettant peut agir à titre principal contre l'entreprise à laquelle il avait confié l'organisation du transport, le commissionnaire de transport est tenu du fait du transporteur aérien. Le commissionnaire appelle le transporteur aérien à l'instance. Le transporteur aérien ne devrait a priori voir sa cause être jugée que par les juridictions ayant compétence selon l'article 33 CM. Les juridictions françaises devraient se déclarer incompétentes, si le transporteur n'a pas son siège en France ou si le transport de marchandises n'a pas la France comme point de destination. Au nom du principe de l'exclusivisme montréalais. Contra Commerciale, 8 février 2023, n° 21-17.932.

Il est vrai que la Cour de cassation a décidé dans cette affaire que l'opération de transport aérien avait pris fin et que la CM était inapplicable pour apprécier si la responsabilité du transporteur était engagée au titre d'une faute de négligence lors de la mise des médicaments dans les appareils frigorifiques relevant du transporteur aérien jordanien. On était dans une phase terrestre, la phase aérienne étant terminée.

Le contentieux ne relevant pas de l'ordre montréalais, le droit procédural français conservait toute sa compétence.

La cour de Versailles avait accueilli l'exception d'incompétence soulevée par le transporteur jordanien, alors qu'il était appelé en garantie.

La cassation intervient au visa de l'article 333 du code de procédure civile, disposition déclarée applicable dans l'ordre international, disposition prévoyant qu'un tiers mis en cause est tenu de procéder devant la juridiction saisie de la demande originaire sans pouvoir décliner, hors présence d'une clause compromissoire ou d'une clause attributive de juridiction, la compétence territoriale de cette juridiction.

La compagnie aérienne jordanienne ne pouvait décliner la compétence de la juridiction française dans ses rapports avec le commissionnaire de transport et son assureur.

La solution risquerait d'être identique si la perte ou l'avarie des marchandises avait été contemporaine du transport aérien.

Cf. L. Chassot, p. 315.

Autre hypothèse : la coaction qui peut appeler la coresponsabilité. Une catastrophe aérienne survient. Les causes en sont multiples. Des défaillances de plusieurs côtés peuvent avoir joué un rôle causal dans la survenance de la catastrophe.

#### Transporteur c. avionneur et avionneur c. transporteur

α) Le transporteur appelant le fabricant en garantie

Imaginons Air France assignée en justice dans le cadre d'un accident aérien.

La compagnie française peut-elle appeler à l'instance Airbus ou Boeing, prétendant que la cause de l'accident

réside dans un vice de fabrication imputable à l'avionneur ?

Il est possible que le transporteur actionné en responsabilité appelle à l'instance le fabricant, prétendant qu'il n'est lui-même pour rien dans la survenance du dommage et que c'est un produit défectueux qui est à l'origine de l'accident.

Le transporteur souhaite transférer en tout ou en partie l'obligation finale de réparation sur le fabricant. Dans le premier cas il faut se demander si le tribunal compétent pour connaître de l'action exercée contre le transporteur peut connaître de l'appel en intervention forcée d'un fabricant. La réponse est positive si le contentieux demeure de pur droit interne. Voir l'art. 333 CPC : « Le tiers mis en cause est tenue de procéder devant la juridiction saisie de la demande originaire, sans qu'il puisse décliner la compétence territoriale de cette juridiction, même en invoquant une clause attributive de juridiction ». Elle est plus douteuse, cf. supra, si l'avionneur a son siège hors France et s'il a fait figurer au contrat de vente de l'aéronef une clause attributive de juridiction.

(Quant au fond, en ce qui concerne la contribution à la dette, le poids définitif de la dette devrait incomber au tiers, par exemple un fabricant, si celui-ci est convaincu de défaut de fabrication ou de maintenance et qu'aucune faute causale dans la survenance du dommage n'est établie contre le transporteur)

β. Le fabricant appelant le transporteur en garantie

Ce cas de figure est plus exceptionnel.

Si la victime a assigné le fabricant devant les tribunaux français au titre du siège de l'industriel en France et si ce fabricant entend appeler en garantie le transporteur aérien, certains pouvaient estimer qu'il ne le pouvait que si le transporteur avait son siège en France ou si la France figurait comme point de destination du transport. L'appel en garantie ne pouvant pas être déféré devant une juridiction qui ne figure pas sur la liste dressée par la CV ou la CM.

L'argument se fonde sur l'exclusivité des solutions fixées dans le marbre par la CV.

Un transporteur aérien ne répond a priori de ses actes que dans le cadre du système de responsabilité prévu par le droit uniforme.

C'est l'article 24 de la convention de Varsovie qui prévoit que dans le cas d'un accident corporel *toute action en responsabilité* à quelque titre que ce soit ne peut être exercée que dans les conditions et limites prévues par la convention.

Le transporteur doit être mis à l'abri de toute astuce procédurale tendant à le faire échapper au statut protecteur varsovien.

Quant à l'article 28, il prévoit la liste exhaustive des tribunaux qui sont compétents pour connaître de l'action en responsabilité.

La Cour de cassation s'est détournée de ce courant d'analyse.

La catastrophe de Sochi

La cour de Toulouse s'était prononcée en ce sens dans un arrêt du 12 mars 2013, BTL avril 2013.262.

Les dispositions de la CV doivent régir toute action contre le transporteur.

Il s'agissait en 2006 d'un transport entre l'Arménie (Érivan) et la Russie (Sochi), soumis à la CV, la Russie n'ayant pas encore ratifié la CM.

L'avion tombe en mer à proximité de Sochi, en tentant d'atterrir en dépit d'un fort orage.

Les 113 occupants perdent la vie.

Les victimes agissent à Toulouse contre le constructeur Airbus.

Airbus entend appeler en garantie le transporteur aérien, Armavia, qui n'a aucun lien avec la France, il est arménien et apparemment en faillite depuis 2013.

La juridiction toulousaine est incompétente, décide, à la suite du TGI, la cour d'appel, pour connaître de cet appel en garantie.

Les victimes ne doivent pas être habilitées à s'évader de l'exclusivisme montréalais. La règle vaut incontestablement pour les victimes directes ou les victimes par ricochet. Elle vaut plus largement pour toute personne voulant mettre en cause la responsabilité du transporteur, du fait d'une mauvaise exécution du contrat de transport.

Il n'y a aucune raison, même si le régime de la CV/CM apparaît dérogoire au droit commun et semble accorder un statut privilégié aux transporteurs aériens, de ne pas appliquer au fabricant appelant le transporteur en garantie, la solution applicable à la victime directe qui voudrait assigner devant un for unique le fabricant et le

transporteur.

Les juridictions déterminées par l'art. 33 CM disposent d'une compétence exclusive pour apprécier la responsabilité du transporteur aérien, quelle que ce soit la personne qui entend qu'elle soit mise en cause, par voie d'action ou par voie d'intervention.

Voir la thèse de M. Laurent Chassot, *op.cit.*, traitant de l'action du co-responsable, n° 655 et suivants, n° 1010. Cet auteur cite une décision du tribunal du district Est de New York du 16 août 2004 refusant de soumettre au régime varsovien l'appel en cause du transporteur par le constructeur. L'argument étant que la convention ne concerne que les usagers du transport, ce qu'un constructeur aéronautique n'est pas quand il plaide contre le transporteur. La solution permet de faire condamner dans les termes du droit commun le transporteur du fait d'un accident aérien du moment qu'il n'est pas actionné par le passager, un expéditeur ou un destinataire de fret. [M. Nicolas Ciron dans sa note citée *infra* fait état de deux décisions américaines de 1999 ayant déjà statué en ce même sens]. Certains jugeaient la solution de la cour de Toulouse préférable puisqu'elle permet de respecter les prévisibilités auxquelles s'attache le transporteur et de faire une application raisonnable de l'exclusivisme montréalais.

Voir les remarques échangées le 23 novembre 2012 lors de la communication de M. Olivier Cachard devant le comité français de droit international privé, Travaux du comité, Pedone, 2015, p. 40 et suivantes, où sont évoquées, en matière de transport, l'incidence de l'appel en garantie et la mise à l'écart de la convention de droit uniforme.

Un pourvoi ayant été formé, l'affaire Airbus c. Armavia a été tranchée par la Cour de cassation.

La 1<sup>o</sup> chambre civile de la Cour de cassation a statué dans son important arrêt du 4 mars 2015, n°13-17392, commenté de toutes parts :

D. 2015.622 obs. X. Delpech,

Revue générale du droit des assurances, avril 2015, n° 4, p. 213, note Nicolas Ciron,

Responsabilité civile et assurances, n° 6, juin 2015, commentaire 186 par Laurent Bloch,

RFDA 2015.268-269 obs. Ph. D.,

Laurent Chassot, Le domaine de la responsabilité du transporteur aérien international à la lumière de deux décisions récentes RFDA 2016.5,

Dalloz 2015.1297 obs. Hugues Kenfack,

JCP G 2015.601 note O. Cachard.

La haute juridiction, s'inspirant manifestement du raisonnement tenu Outre-Atlantique, a cassé l'arrêt rendu par la cour de Toulouse.

Ce qui dénote l'importance de l'affaire, c'est l'intervention exceptionnelle devant la Cour de cassation tant de l'IATA pour la défense des intérêts des transporteurs que de trois associations de défense des intérêts des industriels de l'aéronautique.

La compétence du droit spécial aérien est cantonnée, aux termes de cet arrêt, aux relations directes entre transporteur et victimes pouvant agir contre lui, elle ne s'étend pas aux appels en garantie ou aux actions récursoires entre constructeur et transporteur. Ce ne sont pas des actions en dommages-intérêts intentées contre le transporteur. Le constructeur qui agit contre le transporteur dispose d'une action personnelle, il n'est pas directement lésé par la mort des passagers, il ne dispose pas d'une action en tant que victime, il entend seulement si sa responsabilité à base de faute est établie faire déclarer en justice qu'il n'est pas l'unique auteur du dommage mais que le transporteur a lui aussi contribué par son imprudence ou sa négligence à la production du dommage.

" L'appel en garantie du constructeur d'aéronefs contre le transporteur aérien ne relève pas du champ d'application de la CV et partant échappe aux règles de compétence juridictionnelle posées en son article 28 ".

La haute juridiction considère implicitement que le constructeur n'appartient pas à la catégorie des victimes d'un accident aérien, mais à celle des responsables éventuels. Il n'y a que les actions en responsabilité appartenant aux victimes d'un accident aérien qui relèvent du régime uniforme. Les actions entre éventuels co-auteurs d'un accident aérien relèvent du droit commun.

La solution ne fait pas l'unanimité, du moins auprès des spécialistes de droit aérien en général très attachés au particularisme de leur discipline et à l'exclusivisme varsovien.

Cet arrêt de 2015 met en mal l'exclusivisme varsovien, la Cour de cassation lui donne une portée relative et non absolue, cet exclusivisme est limité, il est cantonné.

La solution est défavorable au transporteur soumis à la CV, qui risque indirectement de perdre le bénéfice de la limite de réparation dans ses relations avec le constructeur lors du règlement de la contribution à la dette. Dans l'hypothèse où la juridiction établirait la coresponsabilité des deux professionnels, constructeur et transporteur, dans la survenance de la catastrophe aérienne, le transporteur risque de devoir prendre à sa charge sans le filet

protecteur de la limite de responsabilité une partie substantielle de la réparation.

C'est là que l'on peut marquer la fragilité de la solution donnée par la Cour de cassation. Le constructeur en effet sera lors du procès amené pour se défaire de la conduite par la compagnie de l'opération de transport, il sera conduit à tenter de convaincre de faute le transporteur. Le constructeur, qui agit en garantie, entend faire déclarer en justice la responsabilité exclusive ou, à défaut, partielle du transporteur dans la survenance de l'accident. L'action en garantie est une variante d'action en responsabilité. On peut penser que la mise en cause de la responsabilité en justice du transporteur relève du seul système varsovien qui se voulait dans les premiers développements de la navigation commerciale protecteur des intérêts des compagnies aériennes. Le système de Varsovie ne concerne pas que les actions en responsabilité intentées par les passagers (ou leurs ayants droit) contre le transporteur. Son rayon d'action est beaucoup plus large. Le transporteur répond certes des conséquences de l'accident aérien mais s'il est assigné en justice son comportement ne devrait pouvoir être uniquement apprécié et jugé que dans les termes du droit uniforme auquel sont soumises toutes les voies de droit exercées dans le cadre d'un contentieux consécutif à un accident aérien, quel que soit celui qui les exerce.

La catastrophe de la mer de Java

La Cour de cassation maintient, dans un litige relatif à un accident mortel survenu lors d'un vol entre l'Indonésie et Singapour, sa jurisprudence.

On a vu supra que les juridictions françaises sont incompétentes pour connaître du contentieux intenté par les proches des victimes à l'encontre du transporteur de siège indonésien. La CV ne donnait pas compétence à la France pour connaître du litige lié à l'exécution défectueuse du contrat de transport aérien et à la mort accidentelle des passagers.

La cause du transporteur assigné par les proches des passagers a donc été disjointe de la procédure.

En revanche les juridictions françaises sont compétentes pour connaître de l'action exercée par les proches parents des victimes contre l'équipementier Artus de siège angevin, suspecté d'avoir fabriqué une pièce défectueuse.

Elles le sont également lorsque les victimes indirectes assignent Airbus, ayant incorporé la pièce dans l'appareil aérien.

La haute juridiction considère alors que l'ordre juridictionnel français est également compétent pour connaître, nonobstant la CV, de l'action en garantie formée par l'équipementier français, mis en cause par les proches des passagers, contre le transporteur indonésien, 1<sup>o</sup> Civile, 14 avril 2021, n<sup>o</sup> 19-22.236, publié au Bulletin.

(L'équipementier français mis en cause indiquait parmi les facteurs de la catastrophe le mauvais entretien de l'aéronef et la formation insuffisante ou les manœuvres contre productives des pilotes.)

L'arrêt (d'appel) retient exactement, indique la Cour de cassation, d'une part, que la CV ne s'applique qu'aux parties liées par le contrat de transport et que par conséquent l'appel en garantie du constructeur d'aéronef ou de son sous-traitant qui n'exerce pas une action subrogatoire mais une action personnelle contre le transporteur, ne relève pas du champ d'application de cette convention et partant échappe aux règles de compétence juridictionnelle posées en son article 28, d'autre part, que conformément à l'article 333 CPC applicable dans l'ordre international en l'absence d'une clause attributive de compétence, le transporteur ne peut décliner la compétence de la juridiction française saisie dans ses rapports avec l'appelant en garantie.

Dans son commentaire publié au Journal du droit international Clunet n<sup>o</sup> 1, janvier 2022, commentaire 1, M. Olivier Cachard approuve cette solution cantonnant l'emprise de la convention de droit uniforme aux seules relations entre le transporteur aérien et les victimes directes ou indirectes de l'accident aérien. L'appel en garantie par voie d'assignation en intervention forcée est une demande incidente tendant à la condamnation du tiers appelé. Le demandeur est en l'espèce le fabricant, le défendeur la compagnie aérienne. La convention de droit uniforme ne régit pas toutes les causes d'action relatives à un accident aérien générant des victimes corporelles. Elle ne régit pas la mise en cause du fabricant. Elle ne régit pas non plus l'appel en garantie du transporteur par le fabricant, même dans l'hypothèse où ce dernier entend convaincre le transporteur de négligence fautive dans l'exécution de la prestation de transport. Cet appel en garantie obéit au droit processuel national, en l'occurrence à l'article 333 du code de procédure civile.

M. Cachard cite des décisions américaines ayant écarté dans des espèces similaires l'application du droit uniforme.

Dalloz actualités 11 mai 2021, Catastrophe aérienne : règles de compétence, par Xavier Delpéch

Les actions récursoires

Il s'agit de l'hypothèse où une juridiction a condamné l'un des protagonistes, celui-ci exerçant a posteriori un recours contre l'un ou l'autre des co-responsables. Nous supposons alors une succession d'instances. L'article 37 CM décide que la convention (de Montréal) ne préjuge en aucune manière la question de savoir si la personne tenue pour responsable en vertu de ses dispositions (il s'agit essentiellement du transporteur) a ou non un recours contre toute autre personne.

Ce recours exercé contre des tiers comme le fabricant, les autorités de l'aviation civile ou les équipementiers sera jugé dans les termes du droit commun applicable à ce type de recours. La CM ne dispose pas en ce domaine de compétence normative.

Par identité de raison, on peut penser que le texte devrait être bilatéralisé et que le recours mené par un tiers contre le transporteur échappe lui aussi à la compétence de la CM.

(Le précédent de l'arrêt cité supra du 4 mars 2015 rendu par la première chambre civile sur le fondement de la CV va en ce sens).

Les recours ne seraient pas réglés par le droit uniforme, celui-ci n'aurait pour finalité que de régir l'action de la victime de l'accident contre le transporteur.

L'auteur du recours sera contraint d'agir ordinairement devant les tribunaux de l'État où le défendeur demeure.

Si le tiers condamné s'est acquitté d'une condamnation, on peut prétendre qu'il est subrogé dans les droits de la victime et qu'il peut exercer les droits de celle-ci dans les termes du droit uniforme, délai biennal, compétence des tribunaux, causes d'exonération de responsabilité ... Tout dépendrait de la position procédurale adoptée par l'auteur du recours, action personnelle ou créancier subrogé.

(On peut consulter avec profit les développements figurant dans l'ouvrage de Mademoiselle Geneviève Viney et de M. Patrice Jourdain, Les conditions de la responsabilité, Traité de droit civil de Jacques Ghestin, LGDJ, concernant le concours en droit français interne entre le fait imputé au défendeur et le fait d'un tiers et la contribution des co-auteurs à la réparation du dommage, n° 415 et suivants. On remarquera en ce qui concerne la terminologie que le défendeur est, tantôt présenté comme l'un des auteurs co-responsables du dommage, tantôt comme une victime subissant un dommage du fait qu'il a été condamné à la réparation intégrale alors qu'une autre personne a une part de responsabilité dans la survenance du dommage)

### La litispendance

La question ne semble pas se poser. On voit mal la victime assigner le transporteur aérien en réparation devant deux juridictions différentes. À moins que la victime agisse contre le transporteur, celui-ci à son tour reprochant sa faute à son client et lui réclamant des dommages intérêts. Si la question est portée devant la même juridiction, il y aurait une demande reconventionnelle. Si deux juridictions distinctes sont saisies, il n'y aurait pas litispendance à défaut d'identité d'objet et de cause.

On peut imaginer le contentieux entre l'avionneur et le fabricant, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité dans la survenance d'accident devant deux juridictions de deux États distincts. Il y aurait litispendance. Même litige. Identité des parties. Soumission du litige à deux juridictions différentes. L'accidenté se trouvant étranger au règlement de ce litige, du moment qu'il est indemnisé.

Voir à propos des relations entre une convention portant droit uniforme, CMR, et le droit processuel européen, règlement n° 44/2001 : les dispositions de la CMR en matière de litispendance s'appliquent sous certaines conditions, CJUE 4 mai 2010, C-533/08.

Idem sur une problématique voisine, celle de l'incidence des actions en déclaration négative admises par certaines législations. La question concerne tout autant la litispendance que l'autorité de chose jugée. On peut faire état à ce sujet de l'arrêt précité de la CJUE 19 décembre 2013, C-452/12, Revue des contrats juillet 2014, p. 251, note Édouard Treppoz, concernant un transport de marchandises entre les Pays Bas et l'Allemagne, le chauffeur laisse le camion seul dans la nuit, la marchandise est volée, réparation intégrale ou plafonnée ? L'expéditeur est indemnisé par les commissionnaires, 500 000 euros. Action récursoire : l'assureur des commissionnaires se retourne contre le transporteur devant un tribunal allemand ; un tribunal d'Haarlem avait auparavant rendu à la demande du transporteur un jugement déclaratoire négatif suivant lequel celui-ci n'avait pas commis de faute dolosive ou inexcusable ; question préjudicielle du tribunal allemand ; le tribunal allemand

peut-il statuer alors que dans la même affaire a été rendu aux Pays Bas un jugement revêtu de l'autorité de chose jugée ; la CJUE interprète l'art. 71 du règlement procédural n° 44/2001 concernant la portée des conventions de droit uniforme conclues par les États membres. Les dispositions procédurales de la CMR sur la litispendance (qui ne sont pas à la lettre très différentes de celles du droit européen mais qui sont interprétées différemment par les jurisprudences nationales) ne peuvent être appliquées que si elles permettent la libre circulation dans l'Union des décisions de justice. Le jugement déclaratoire négatif rendu aux Pays Bas avait le même objet et la même cause que l'action récursoire opposant les mêmes parties ou leurs ayants droit. La CJUE décide implicitement que l'action récursoire intentée en Allemagne est irrecevable.

Morale de l'histoire : les conventions contenant des dispositions procédurales de droit uniforme, qui ont été conclues uniquement par les États membres, et non par l'UE, en présence d'interprétations nationales divergentes sont jaugées à l'aune du droit européen.

## Sous - Paragraphe II. La compétence d'attribution

Cette question est largement tributaire des solutions procédurales locales.

Quelles sont les solutions françaises ?

Le contentieux relève communément des juridictions civiles de l'ordre judiciaire (I).

Le débat est de savoir si en cas d'accident aérien la victime peut obtenir à titre accessoire réparation de la part de la juridiction répressive saisie de l'action publique pour homicide ou blessure involontaire en se constituant partie civile (II).

### I. Les juridictions civiles de l'ordre judiciaire

Le décret n° 2023-686 du 29 juillet 2023 instaure dans le cadre de la procédure écrite ordinaire et dans celui de la procédure de référé devant le tribunal judiciaire l'**audience de règlement amiable**.

Celle-ci est décidée par le juge saisi du litige, l'audience de règlement amiable est alors tenue par un autre juge, un juge qui ne siège pas dans la formation de jugement.

Cette audience a pour finalité la résolution amiable du différend entre les parties, par la confrontation équilibrée de leurs points de vue, l'évaluation de leurs besoins, positions et intérêts respectifs, ainsi que la compréhension des principes juridiques applicables au litige, article 774-2 du code de procédure civile.

Les parties comparaissent en personne, assistées de leurs avocats.

A l'issue de l'audience, les parties peuvent demander au juge chargé de l'audience de constater leur accord, total ou partiel. Article 774-4 CPC.

#### a. Le référé provision

La victime peut demander en France une avance sur dommages intérêts au président de la juridiction en utilisant la voie du référé provision de l'article 809 alinéa 2 du code de procédure civile, devenu l'article 835 al. 2 CPC : le président du tribunal judiciaire peut accorder une provision au créancier dans les cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable.

Les ordonnances de référé relèvent de la procédure orale.

Cf. Jean-Pierre Remery, Le juge des référés face aux conflits de lois, Mélanges Paul Lagarde, p. 715-716, citant des arrêts approuvant le juge des référés d'accorder en matière de transport international une provision sur le fondement d'une convention portant droit uniforme.

La jurisprudence fournit des exemples.

1<sup>o</sup> Civile, 15 janvier 2014, Bull., n<sup>o</sup> 11-29038, Journal du droit international, avril 2014, commentaire 5 par Sandrine Clavel, Responsabilité et assurances 2014 repère 4 note Groutel, RFDA 2015.270 obs. Ph. D. : une catastrophe aérienne, un avion yéménite s'écrase en mer en 2009, lors du vol aller entre Paris- Sanaa - Moroni, application de la CM, mort de 152 passagers. L'époux de l'une des victimes assigne le transporteur en référé provision, art. 809 al. 2 CPP. La cour de Paris décide le 12 octobre 2011 que le transporteur ne fait pas la preuve de faits exonérateurs de responsabilité et qu'il n'est pas fondé à opposer aux ayants droit de la passagère la limitation de leur indemnisation à 100 000 DTS. La cour d'appel condamne Yemenia Airways à payer au mari la somme de 14 000 euros à titre de provision à valoir sur la réparation de son préjudice moral et 1000 euros à titre de provision ad litem. La cassation intervient à la demande du transporteur : une enquête était en cours pour déterminer les causes de l'accident, ce qui suffisait à caractériser l'existence d'une contestation sérieuse sur l'étendue de l'obligation à réparation du transporteur aérien. La solution est sévère pour la victime par ricochet, la cour n'avait alloué au mari ayant perdu sa femme dans la catastrophe qu'une somme assez faible, 14 000 euros. Même si certains attendus de l'arrêt rendu par la cour d'appel étaient excessifs voire erronés, la cour suprême aurait pu par substitution de motifs valider la décision ayant fait l'objet du pourvoi, celle-ci étant en l'espèce justifiée, la provision accordée étant inférieure au seuil.

(Le demandeur ne pouvait faire appel au mécanisme communautaire des avances envisagé par l'article 28 CM, le transporteur du Yémen étant extérieur à l'Union européenne)

(Dans cette affaire de l'accident près de la Grande Comore d'un avion yéménite, le rapport final de la commission d'enquête de l'Union des Comores, publié le 25 juin 2013, indique comme la cause principale de l'accident des actions inadéquates de l'équipage sur les commandes de vol ayant amené l'avion dans une situation de décrochage. Il est dans ces conditions fort douteux que le transporteur parvienne à s'exonérer en plaçant son absence de faute. Le transporteur du Yémen a d'ailleurs été condamné le 14 septembre 2022 pour homicide involontaire dans cette affaire par le tribunal correctionnel de Paris.)

Un autre arrêt rendu le même jour par la cour suprême, n<sup>o</sup> 11-24522, relate une solution voisine, même si le pourvoi, au lieu d'émaner du transporteur, émanait des victimes. Le juge des référés avait accordé en première instance des provisions excédant le seuil qui était alors de 100 000 DTS. C'est la cour d'Aix qui en appel réformant l'ordonnance avait limité le montant des provisions au seuil conventionnel, ce que la chambre civile approuve.

Un autre arrêt de la Cour de cassation reprend la solution, 1<sup>o</sup> Civile 11 février 2015, n<sup>o</sup> 13-17231 : des ayants droit d'un passager ayant perdu la vie lors de la catastrophe de 2009 du Rio-Paris avaient assigné Air France et son assureur Axa en référé provision. La cour de Toulouse avait, dans un arrêt du 12 mars 2013, limité le montant des provisions à la somme de 100 000 DTS par passager, elle avait donc refusé par décision de principe d'allouer des provisions d'un montant supérieur à 100 000 DTS. La haute juridiction rejette le pourvoi : l'existence d'investigations en cours, destinées à déterminer les causes d'un accident de transport aérien international, suffit à caractériser l'existence d'une contestation sérieuse sur l'étendue de l'obligation à réparation du transporteur aérien et à justifier à ce titre, en vertu de l'article 21 CM, une limitation des provisions allouées au seuil de 100 000 DTS. La cour d'appel a justifié sa décision, ayant relevé que les causes de l'accident n'étaient pas encore définitivement établies, les enquêtes et expertises n'étant pas encore achevées.

Les victimes sont ainsi tentées par une dualité de procédures : dans un premier temps, obtenir en référé une provision qui sera égale ou inférieure au seuil actuel de 128 821 DTS, dans un second temps, plaider au fond, une fois les circonstances de l'accident mieux déterminées ou demeurées à jamais indéterminées, et obtenir éventuellement le complément d'indemnisation si le transporteur n'obtient pas son exonération.

Elles peuvent également hésiter à avoir recours au référé et préférer aller immédiatement au fond, la juridiction



risquant alors d'ordonner le sursis à statuer tant que les enquêtes techniques et pénales n'auront pas apporté leurs conclusions finales.

Il serait souhaitable que ces situations ne s'éternisent pas et qu'assez rapidement on détermine si le transporteur peut ou non bénéficier de l'exonération partielle.

L'article L.1621-18 c. transports autorise la communication à des organismes et autorités habilités d'éléments des procédures judiciaires en cours, sur autorisation du juge d'instruction ou du parquet, ceci pour faciliter l'indemnisation des victimes. Le juge civil peut ainsi se faire communiquer des pièces de l'enquête pénale pour vérifier si l'exonération du transporteur relève du possible ou de l'invraisemblable.

Dans l'affaire du Rio-Paris, le rapport final du BEA date de juillet 2012, la cour toulousaine ne se sent pas encore parfaitement informée en 2013. L'obtention de l'indemnisation est à placer dans le temps long... La compagnie se réserve manifestement la possibilité d'obtenir son exonération partielle. Remarquons qu'en l'occurrence la règle suivant laquelle le criminel tient le civil en l'état ne pouvait être invoquée, même si le transporteur et le constructeur ont été mis en examen dans cette affaire. Les victimes n'exerçaient pas l'action civile en réparation du dommage causé par la commission d'une hypothétique infraction d'homicide involontaire perpétrée par le transporteur ou l'un de ses agents. La mise en mouvement de l'action publique, décide désormais l'article 4 alinéa 3 du code de procédure pénale, n'impose pas la suspension du jugement des autres actions exercées devant la juridiction civile (celles qu'on appelle les actions à fins civiles, telles les actions en réparation du dommage subi du fait de la mauvaise exécution d'un contrat), de quelque nature qu'elles soient. Même si la décision à intervenir au pénal est susceptible d'exercer, directement ou indirectement, une influence sur la solution du procès civil.

Une décision de non-lieu ou de relaxe obtenu par le transporteur n'établirait pas l'absence de faute, faute civile et faute pénale étant désormais dissociées. Il n'en reste pas moins qu'avec ces solutions jurisprudentielles les enquêtes et les expertises techniques et judiciaires tiennent de fait le civil en l'état.

## b. Le débat au fond

### 1. La juridiction de première instance

L'idéal devrait être de faciliter l'accès à la justice des simples particuliers, victimes d'un dommage qu'il soit mineur ou important. La situation réelle est moins brillante. Les juridictions sont encombrées, elles rendent des décisions laissant parfois à désirer quant à la rigueur juridique, les coûts de procédure dissuadent de recourir au juge, les justiciables doivent compter avec les lenteurs inéluctables de l'appareil judiciaire, les dispositions législatives sont parfois mal rédigées et prêtent à la chicane. Revient le constat désabusé de l'effectivité limitée de la règle de droit.

#### α) La compétence juridictionnelle

La répartition du contentieux de droit privé s'opère entre tribunaux civils et juridictions commerciales.

[La juridiction de proximité, créée par la loi Perben du 9 septembre 2002, constituée d'un juge non professionnel, avait connaissance du contentieux civil jusqu'à 4000 euros, art. L. 231-3 COJ.

Son jugement n'était pas susceptible d'appel, art. R. 231-3 COJ.

Certaines décisions émanant de juges de proximité étaient grossièrement erronées.

Le législateur a posé le principe de la suppression de cette juridiction composée d'un juge qui n'était pas un magistrat de carrière.

La suppression de la juridiction de proximité est définitive depuis le 1<sup>o</sup> juillet 2017. ]

[La compétence était répartie en France en 1<sup>o</sup> instance, jusqu'au 31 décembre 2019, compte tenu du montant de la demande, entre le tribunal d'instance et le tribunal de grande instance.

Le tribunal d'instance connaissait de toutes les actions jusqu'à la valeur de 10 000 euros, art. L. 221-4 COJ.

Il statuait en principe à charge d'appel, R. 221-3 COJ.

Il statuait cependant en dernier ressort, en matière civile, s'il est saisi d'une action personnelle ou mobilière, lorsque le montant de la demande était égal ou inférieur à 4000 euros, art. R. 221-4 COJ.

Le TGI avait compétence pour les causes non attribuées à une autre juridiction à raison du montant de la demande, article L. 211-3 COJ, il était donc compétent pour les demandes d'une valeur supérieure à 10 000 euros.

Avec la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice créant l'article L. 211-4-1 du code de l'organisation judiciaire, le TGI devenait seul compétent pour la réparation d'un dommage corporel, même inférieur à 10 000 euros.]

#### . Le tribunal judiciaire

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le tribunal judiciaire est devenu la juridiction de droit commun pour connaître des affaires civiles et commerciales, cf. art. L. 211-3 COJ.

Le tribunal judiciaire est l'héritier du TGI.

Le tribunal judiciaire connaît des actions en réparation d'un dommage corporel, art. L. 211-4-1 COJ.

(S'agit-il d'une compétence exclusive ? Ce qui exclurait la compétence concurrente du tribunal de commerce.)

Le tribunal judiciaire statue en principe à charge d'appel, cf. art. R. 211-3 COJ.

Le tribunal judiciaire statue cependant, pour certaines matières, en dernier ressort. L'appel est alors exclu.

Lorsque le demandeur forme une action personnelle ou mobilière dont le montant est égal ou inférieur à 5000 euros, le tribunal judiciaire statue en dernier ressort, art. R. 211-3-24 COJ.

La situation des départements dotés de deux ou plusieurs tribunaux judiciaires :

Certains contentieux sont attribués au tribunal départemental désigné par décret. C'est le cas des litiges relevant de l'exécution d'un contrat de transport de marchandises. [Ainsi que des demandes en réparation de dommages causés par un véhicule aérien]. Cf. art. R. 211-4, I, COJ.

Les petites affaires sont jugées à juge unique. Voir art. R. 212-8 COJ : c'est le cas des actions patrimoniales, en matière civile et commerciale, jusqu'à la valeur de 10 000 euros.

#### Les chambres de proximité

Avec la réforme, le tribunal d'instance disparaît en théorie, mais les réformateurs ont créé le tribunal ou la chambre de proximité, qui reçoit dans une partie du ressort certaines attributions du tribunal judiciaire.

Le ressort du tribunal judiciaire est en principe le département. Certains justiciables peuvent être éloignés du siège du tribunal judiciaire, implanté en principe au chef-lieu du département. Il fallait pouvoir décentraliser la justice civile dans d'autres lieux au moins pour la connaissance des petites affaires.

Le législateur a prévu la possibilité de créer des chambres de proximité, qui seront installées dans une ou plusieurs villes éloignées du siège du tribunal judiciaire.

Le tribunal judiciaire comprend en général, en dehors de son siège, des chambres de proximité dénommées « tribunaux de proximité », dont le siège et le ressort ainsi que les compétences matérielles sont fixées par décret. Exemple : Il existe en Haute-Garonne deux tribunaux judiciaires, Toulouse et Saint Gaudens. En ce qui concerne le tribunal judiciaire de Toulouse, il est doté d'une chambre de proximité ayant son siège à Muret, dont un certain nombre de cantons constituent le ressort. Voir l'annexe I, tableau IV, du COJ.

L'article L. 212-8 COJ prévoit l'existence de chambres de proximité, auxquelles des compétences matérielles peuvent être dévolues par voie réglementaire

Les chambres de proximité connaissent, dans leur ressort, des compétences qui leur sont attribuées par décret, cf. article R. 211-19-3 COJ.

Elles ont ainsi des compétences à géométrie variable.

L'annexe II, tableau IV-II, détermine la compétence matérielle de la plupart des chambres de proximité nommément désignées : en particulier elles connaissent des actions personnelles ou mobilières jusqu'à la valeur de 10 000 euros, ainsi que des actions contre les transporteurs ou les expéditeurs ou les destinataires relatives aux indemnités pour perte, avarie, détournement des colis et bagages, ou pour retard dans la livraison.

L'annexe III, tableau IV-III, prévoit pour un petit nombre de chambres de proximité des compétences supplémentaires.

Ces chambres de proximité peuvent se voir attribuer, dans les limites de leur ressort, des compétences matérielles

supplémentaires, par une décision conjointe du premier président de la cour d'appel et du procureur général ...

#### . La juridiction consulaire

Il n'y a pas de raison d'écarter la compétence alternative du tribunal de commerce qui pourrait être saisi par le demandeur : le contentieux du transport aérien se situe en matière d'acte de commerce ou à tout le moins d'acte mixte : le demandeur est souvent commerçant en particulier dans le transport de marchandises, le défendeur est ordinairement une société commerciale, le contrat de transport est un acte de commerce.

Les passagers ou leurs ayants droit ne semblent guère saisir la juridiction consulaire, alors que celle-ci est plus fréquemment appelée à statuer en 1<sup>o</sup> instance en matière de transport de fret.

La juridiction consulaire serait-elle compétente pour statuer en matière de contentieux portant sur la réparation du préjudice corporel ou le tribunal judiciaire bénéficie-t-il d'une compétence exclusive en ce qui concerne ce contentieux ?

La constitution d'avocat est obligatoire devant le tribunal de commerce, art. 853 CPC , elle cesse de l'être lorsque la demande porte sur un montant inférieur ou égal à 10 000 euros.

#### β) La procédure, longue ou brève

La procédure devant la juridiction civile, devenue en 2020 le tribunal judiciaire

##### . La procédure ordinaire

Le procès suit normalement le déroulement prévu par la loi procédurale locale.

Le demandeur cherche à obtenir la condamnation du défendeur au paiement d'une somme d'argent.

Le processus était relativement simple devant le tribunal d'instance, le ministère d'avocat n'étant pas obligatoire, art. 827 CPC.

Voir l'article 2, I, de la loi du 20 décembre 2007, concernant les matières où les parties peuvent se défendre elles-mêmes ou se faire assister ou représenter par un parent muni d'un pouvoir spécial.

Lorsque la demande n'excédait pas 4000 euros, la victime pouvait songer à recourir à la « déclaration au greffe », remise ou adressée au greffe, puis enregistrée par celui-ci. La déclaration devait être, à peine de nullité, accompagnée d'un exposé sommaire des motifs de la demande, le demandeur joignant les pièces utiles pour que son bon droit soit établi. Le greffier convoquait le défendeur par LRAR. Art. 843 et 844 CPC.

L'article 4 de la loi du 18 novembre 2016 imposait cependant, à peine d'irrecevabilité de la demande, que la saisine du tribunal d'instance par déclaration au greffe soit précédée d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice.

Cette exigence cédait cependant si les parties justifiaient d'autres diligences entreprises en vue de parvenir à une résolution amiable de leur litige : le passager retardé se trouvait apparemment dans cette situation lorsque, avant de se décider excédé à traduire le transporteur en justice, il avait adressé à la compagnie de multiples courriers laissés sans réponse et que l'intervention exercée auprès du Bureau des passagers (ONA, NEB) s'était révélé vaine.

Devant le TGI, les choses étaient plus complexes et la procédure plus coûteuse pour le justiciable.

Le ministère d'avocat était, avec des exceptions, obligatoire.

L'après 1<sup>o</sup> janvier 2020

La saisine de la juridiction

Le CPC présente, à partir de l'article 750, des dispositions propres au tribunal judiciaire.

La demande initiale est formée par assignation, c'est-à-dire par acte d'huissier. Le demandeur cite son adversaire à comparaitre devant le juge. Cf. art. 750 CPC. L'assignation contient à peine de nullité un exposé des moyens en fait et en droit, cf. art. 56 CPC.

La juridiction est saisie par la remise au greffe d'une copie de l'assignation, art. 754 CPC.

La demande en justice peut être également formée par requête, remise ou adressée au greffe, lorsque le montant de la demande n'excède pas 5000 euros en procédure orale ordinaire, ou dans certaines matières fixées par la loi ou le règlement, art. 750 al. 2 CPC. Elle est datée et signée, art. 57 CPC.

La requête saisit la juridiction.

La partie la plus diligente remet au greffe la requête. Art. 756 CPC.

Le greffier convoque le défendeur à l'audience.

La chasse aux petits procès

La dissuasion

Les obstacles mis au lancement d'une procédure pour obtenir une somme d'argent d'un faible montant.

Ces obstacles trouvent leur fondement aussi bien dans la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice, modifiée en 2021 par une loi du 22 décembre, que dans le code de procédure civile.

La loi de modernisation de la justice du 18 novembre 2016, article 4

Lorsque la demande tend au paiement d'une somme n'excédant pas un certain montant ..., la saisine du tribunal judiciaire doit, à peine d'irrecevabilité que le juge peut prononcer d'office, être précédée, au choix des parties, d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice, d'une tentative de médiation ou d'une tentative de procédure participative, sauf :

3° Si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable mentionné au 1<sup>o</sup> alinéa est justifiée par un motif légitime, notamment l'indisponibilité de conciliateurs de justice dans un délai raisonnable ;

5° Si le créancier a vainement engagé une procédure simplifiée de recouvrement des petites créances.

Le code de procédure civile

Lorsque la demande doit être précédée d'une tentative de conciliation, de médiation ou de procédure participative, la demande initiale doit mentionner les diligences entreprises en vue d'une résolution amiable du litige, ou la justification de la dispense d'une telle tentative, art. 54 CPC.

En clair, le législateur espère, soit que le conciliateur parviendra à un arrangement amiable, en ne faisant pas intervenir la magistrature surmenée, soit que le demandeur renoncera face aux difficultés à agir à toute action en justice devant le tribunal judiciaire.

L'esprit de Justice, pour de basses raisons de finances publiques, n'est pas honoré.

À peine d'irrecevabilité,

que le juge peut prononcer d'office,

la demande en justice doit être précédée, au choix des parties,

d'une tentative de conciliation menée par un conciliateur de justice, d'une tentative de médiation ou d'une

tentative de procédure participative,

lorsqu'elle tend au paiement n'excédant pas 5000 euros. Cf. art. 750-1 CPC.

Les parties sont dispensées de cette obligation, si l'absence de recours à l'un des modes de résolution amiable est justifiée par un motif légitime tenant

soit à l'urgence manifeste

soit aux circonstances de l'espèce rendant impossible une telle tentative ou nécessitant qu'une décision soit rendue non contradictoirement

soit à l'indisponibilité des conciliateurs de justice entraînant l'organisation de la première réunion de conciliation dans un délai manifestement excessif au regard de la nature et des enjeux du litige.

La constitution d'avocat et en principe obligatoire, art. 760 CPC. Ainsi dans les matières relevant de la compétence exclusive du tribunal judiciaire, art. 761, avant dernier alinéa.

Sauf disposition contraire, cf. art. 761 CPC

Ainsi lorsque la demande porte sur un montant inférieur ou égal à 10 000 euros.

Lorsque la représentation par avocat n'est pas obligatoire, les parties se défendent elles-mêmes, art. 762 CPC.

Le CPC distingue deux types de procédure, écrite et orale.

La procédure écrite

La procédure ordinaire est opposée à la procédure en matière gracieuse.

La procédure est écrite sauf disposition contraire, art. 775 CPC.

Il y a en principe une instruction menée devant le juge de la mise en état. Art. 780 s. CPC.

Ce juge statue sur les exceptions de procédure et sur les fins de non-recevoir.

Quand l'affaire est en état d'être jugée sur le fond, elle est renvoyée à l'audience de plaidoirie, art. 778 CPC.

Le juge de la mise en état peut tenir seul l'audience de plaidoirie, cf. art. 805. Sauf si les parties s'y opposent. Les parties peuvent renoncer au déroulement de l'audience de plaidoiries. La procédure se déroule alors sans audience.

Dans certains cas, l'affaire est réglée par un juge unique, art. 812 s. CPC.

La procédure orale

La procédure ordinaire

On parle de procédure orale et donc de procédure orale ordinaire lorsque les parties sont dispensées de constituer avocat. Art. 817 CPC.

La demande en justice peut être formée par une requête lorsque le montant de la demande n'excède pas 5000 euros.

La procédure devant le tribunal de commerce

Art. 853 et suivants du CPC

Le ministère d'avocat est en principe obligatoire, article 853.

La dispense du ministère d'avocat est prévue si le montant de la demande est égal ou inférieur à 10 000 euros.

La demande est formée par assignation, art. 854.

Art. 860-2. Il y a place éventuellement pour une conciliation devant le conciliateur de justice.

La procédure est orale. Art. 860-1

### . Les procédures simplifiées

Le législateur contemporain a imaginé différents procédés pour permettre aux créanciers d'obtenir relativement facilement et rapidement le paiement. Le recours à ces différents mécanismes n'est pas interdit dans le cadre du contentieux aérien. L'objectif est de simplifier le recours au juge, voire de l'éviter.

Ces mécanismes sont parfois de façon paradoxale plus accueillants aux créanciers dans les relations transfrontières que dans les conflits purement internes. Nous ne revenons pas sur le référé provision.

#### - L'injonction de payer

La question est de savoir si on peut faire place, en matière de contentieux aérien, à la procédure de l'injonction de payer.

Le droit uniforme ne devrait pas s'y opposer en son principe, les dispositions procédurales étant abandonnées à la lex fori.

Le droit de l'UE non plus.

Cette procédure de recouvrement de créance n'a pas dans un premier temps de caractère contradictoire.

Le montant de la créance réclamée n'est pas limité.

La France

La procédure de droit interne

Jérémy Jourdan-Marques, L'indemnisation du passager – aspects procéduraux, p. 130, in communications, colloque de Valenciennes, op. cit., déc. 2019, LexisNexis

L'injonction de payer, en droit interne français, suppose du côté du créancier qu'il détienne une **créance contractuelle** (ou qui résulte d'une obligation de caractère statutaire) d'un **montant déterminé**, art. 1405 CPC. La détermination en matière contractuelle est faite en vertu des stipulations du contrat.

Cette procédure ne peut donc être utilisée dans le cas d'une victime d'un dommage, corporel ou matériel (ou d'un retard), devant donner lieu à une estimation.

Le recours à l'injonction de payer est en revanche envisageable de la part de l'expéditeur ou du destinataire de marchandises en cas de déclaration spéciale d'intérêt à la livraison, ou du voyageur victime d'une annulation de vol ou d'un important retard, créancier de l'indemnisation forfaitaire prévue par le règlement européen du 11 février 2004 (à supposer admis que la créance du forfait indemnitaire contre le transporteur aérien effectif ait une cause contractuelle, ce qu'admet la jurisprudence de la CJUE). La créance de la victime a alors un montant déterminé.

Cette procédure n'est pas réservée au recouvrement des petites créances.

Première phase non contradictoire

Le débiteur n'est pas informé lors de cette phase de la démarche du créancier prétendu.

La demande est portée devant le tribunal territorialement compétent : le tribunal du ressort de la demeure du débiteur prétendu. Art. 1406 CPC.

La demande est portée devant le président du tribunal judiciaire.

La demande est formée par requête remise ou adressée au greffe par le créancier ou par tout mandataire. Art. 1407.

La requête contient l'indication précise du montant de la somme réclamée, le fondement de celle-ci

Le demandeur joint à sa demande les documents justificatifs.

Si la demande lui paraît fondée, le juge rend une ordonnance portant injonction de payer, pour la somme qu'il retient. Art. 1409.

Si la demande lui semble infondée, le juge rejette la requête.

Il reste alors au demandeur d'utiliser les voies de droit ordinaires pour le recouvrement de sa créance prétendue.

Deuxième phase de la procédure : le juge a rendu une ordonnance d'injonction de payer.

Le greffe remet au requérant une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance revêtue de la formule exécutoire, art. 1410 CPC.

Le délai d'opposition est suspensif d'exécution.

Le débiteur est alors informé, la copie de la requête et de l'ordonnance d'injonction de payer est signifiée, à l'initiative du créancier, dans les 6 mois de sa date, au débiteur et la contradiction peut alors s'exercer. Cf. art. 1411.

L'acte de signification contient sommation d'avoir à payer au créancier le montant de la somme fixée par l'ordonnance, art. 1413.

Le débiteur combat la prétention de son adversaire ou il s'incline. Il fait opposition ou non.

. Le débiteur peut faire opposition à l'ordonnance, art. 1412 CPC.

L'opposition est portée devant la juridiction dont le président a rendu l'ordonnance. Art. 1415.

L'opposition est formée dans le mois qui suit la signification de l'ordonnance, art. 1416.

L'opposition formée dans le délai est suspensive, art. 1422.

Le greffier convoque les parties à l'audience, art. 1418.

Le tribunal statue sur la demande en recouvrement.

L'affaire est instruite et jugée selon la procédure écrite ordinaire.

Le créancier doit constituer avocat, le débiteur également.

Le jugement du tribunal se substitue à l'ordonnance portant injonction de payer. Art. 1420.

. En l'absence d'opposition, l'ordonnance ne constitue un titre exécutoire et ne produit les effets d'un tel titre qu'à l'expiration des causes suspensives d'exécution. Elle produit alors tous les effets d'un jugement contradictoire. Elle n'est pas susceptible d'appel. Art. 1422 CPC.

## L'Europe

On retrouve une exigence voisine avec la procédure d'injonction de payer européenne, PEI, prévue par le règlement n° 1896/2006 du 12 décembre 2006 (annexes modifiées par un règlement n° 936/2012 du 4 octobre 2012) (annexe I dans la version d'un règlement délégué 2017/1260 du 19 juin 2017), règlement modifié par le règlement 2015/2421 du 16 décembre 2015, qui suppose une créance liquide et exigible.

La France a prévu, aux articles 1424-1 à 15 du code de procédure civile, des mesures complémentaires.

Il s'agit de régler les litiges au-delà de la frontière concernant des créances pécuniaires incontestées.

On peut songer, comme litige trans frontalier, à un passager domicilié en Allemagne victime d'un retard lors d'un vol assuré par Air France et qui entend obtenir de cette compagnie de siège français l'indemnisation prévue par la jurisprudence *Sturgeon*. Les juridictions françaises sont compétentes à raison de la présence en France du siège du défendeur.

Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire.

Clarisse Degert-Ribeiro et Valérie Blairon, L'impact du projet e-Codex sur la procédure d'injonction de payer européenne en matière de contentieux aérien, *Gazette du Palais*, n° 43, p. 12, 12 décembre 2017.

La France autorise, avec un arrêté du 1<sup>er</sup> août 2017, un traitement automatisé des données à caractère personnel, dit e-Codex, permettant l'introduction et le suivi dématérialisé de cette procédure.

La procédure n'a pas dans un premier temps de caractère contradictoire.

Le demandeur remplit un formulaire type, contenant certaines informations, comme les éléments de preuve à l'appui de la créance et ceux justifiant la compétence de l'autorité saisie.

Il peut remplir le formulaire en ligne, via le portail e-Justice, mais il ne peut pas l'envoyer par internet, l'envoi à la juridiction nationale compétente se fait, par voie postale, par support papier.

On applique en ce qui concerne la compétence de l'autorité judiciaire les dispositions du règlement Bruxelles I. C'est la juridiction dans le ressort de laquelle le défendeur a son siège qui est compétente.

Ainsi pour une demande d'un voyageur allemand contre Air France, c'est la compétence du tribunal de la Seine Saint Denis.

L'autorité judiciaire rejette les demandes manifestement infondées.

Si les conditions prévues par le règlement sont réunies, l'autorité judiciaire délivre l'injonction de payer.

Le demandeur signifie cet acte à son adversaire.

Deux possibilités quant à l'attitude de défendeur, il fait opposition ou non.

Le défendeur peut faire "opposition" auprès de cette juridiction dans les 30 jours de la signification, il indique qu'il conteste la dette, sans être tenu de préciser les motifs de la contestation. On suit alors la procédure civile ordinaire ou celle du règlement des petits litiges.

Cette procédure de la PEI risque d'être utilisée à mauvais escient. C'est ce qu'on a pu constater dans une affaire hongroise, *C-94/14, Flight Refund c. Lufthansa*, soumise à la CJUE sur renvoi de la plus haute juridiction hongroise, *Kuria*.

Les conclusions de Madame Eleanor Sharpston du 22 octobre 2015 sont éclairantes sur cette espèce singulière. Il s'agissait d'une passagère victime à l'arrivée d'un retard de plus de trois heures sur une liaison entre Newark et Londres. La passagère, ayant une adresse à Budapest, se prévaut de l'indemnisation forfaitaire prévue par la jurisprudence européenne en matière de retard. Cette victime cède sa créance pécuniaire de 600 euros à une société de recouvrement établie au Royaume-Uni, qui obtient une injonction de payer européenne auprès d'une dame notaire en Hongrie. Le droit hongrois désigne en effet le notariat pour exercer cette fonction judiciaire. Le transporteur, la Lufthansa, prétend ne pas avoir assuré la liaison en cause (elle aurait été effectuée par United

Airlines, transporteur aérien effectif) et fait opposition à l'injonction de payer européenne.

L'avocat général estime, à juste titre, que la CM était étrangère au litige, le demande étant fondée sur l'interprétation Sturgeon / Nelson du règlement européen.

C'est la jurisprudence Rehder qu'il faut appliquer en matière de compétence. La compétence devait être appréciée sur le fondement du règlement Bruxelles I. La compétence des juridictions hongroises est dans ce litige plus qu'incertaine. La Lufthansa n'a pas son siège en Hongrie, le retard à l'arrivée a été subi à Londres, l'action n'est pas intentée par un consommateur mais par une société de recouvrement de siège anglais.

L'avocat général estime que la procédure doit se poursuivre en Hongrie devant la juridiction compétente pour examiner la validité de l'injonction de payer, qui décidera éventuellement de la nullité de l'injonction si elle avait été délivrée à tort.

L'avocat général profite de ses conclusions pour souligner la légèreté avec laquelle ont procédé l'avocate de l'agence anglaise de recouvrement et la dame notaire hongroise.

L'arrêt a été rendu par la CJUE le 10 mars 2016, Europe, n° 5, mai 2016, commentaire 181 par Laurence Idot.

En faisant opposition, la Lufthansa n'a pas accepté la compétence des juridictions hongroises pour connaître de la procédure contentieuse relative à la créance contestée.

L'art. 17 du règlement n° 1896/2006 exige seulement en cas d'opposition la poursuite automatique de la procédure devant les juridictions compétentes de l'État membre d'origine de l'injonction de payer.

Le règlement ne vise pas à harmoniser les droits procéduraux des États membres. La procédure se poursuit devant la juridiction hongroise qui doit déterminer si les juridictions hongroises sont internationalement compétentes pour connaître de la procédure ordinaire concernant cette créance prétendue. Les pouvoirs de la Kuria sont déterminés par le droit local, en tenant compte des règles de compétence édictées par le règlement n° 44/2001.

Soit la compétence des juridictions hongroises est établie pour statuer, la Kuria doit désigner la juridiction hongroise compétente pour statuer au fond sur la créance.

Soit les juridictions hongroises sont incompetentes compte tenu du règlement européen, la Kuria devra tirer les conséquences prévues en ce cas par le droit national. Elle n'est pas tenue de réexaminer d'office l'injonction de payer (Il faudra que la juridiction suprême hongroise déclare incompetent l'ordre juridictionnel hongrois pour statuer sur cette créance, le demandeur sera invité à mieux se pourvoir).

Dans certaines circonstances exceptionnelles, le défendeur doit avoir la possibilité de demander le réexamen de l'injonction de payer, art. 20 § 2 du règlement.

(Voir dans une affaire ne relevant pas du droit aérien l'arrêt de la CJUE du 22 octobre 2015, Thomas Cook c. Thurner Hotel, C-245/14, le réexamen est refusé, le défendeur avait laissé s'écouler le délai de 30 jours pour faire opposition, il prétendait que l'injonction était l'œuvre d'une juridiction incompetente ayant statué sur des pièces fausses). Les possibilités de réexamen de l'injonction de payer prévues à l'article 20 ne s'appliquent que si le défendeur n'a pas formé opposition dans le délai.

En l'absence d'opposition, ce qui serait le plus fréquent, l'injonction de payer est déclarée exécutoire.

## - Les petits litiges

Le contradictoire s'exerce dans ces procédures destinées à faciliter le recouvrement de créances d'un montant limité.

. Le droit français interne

L'article 1244-4 du code civil - dû à l'article 208 de la loi Macron du 6 août 2015 - avait instauré une procédure simplifiée de recouvrement des petites créances.

La matière réside désormais dans l'article L. 125-1 et les articles R.125-1 à 8 du code des procédures civiles d'exécution.

La procédure est destinée à assurer le paiement d'une créance ayant une cause contractuelle ou résultant d'une obligation de caractère statutaire.

Il doit s'agir d'une créance d'un **faible montant** fixé par décret, soit **5000 euros**, décret du 9 mars 2016.

L'initiative de cette procédure est prise par le créancier qui s'adresse à un huissier de justice.

L'huissier expédie une LR avec demande d'avis de réception ou un message transmis par voie électronique invitant le débiteur à participer à cette procédure.

Deux possibilités.



Première possibilité : l'huissier a reçu l'accord du créancier et du débiteur sur le montant et les modalités du paiement. Il délivre alors un titre exécutoire. Le débiteur devra s'exécuter et payer.  
Les frais de procédure sont à la charge du créancier. Le recours à une telle procédure est donc sans intérêt pour lui si le montant des honoraires de l'huissier excède le montant de la créance à recouvrer.  
Deuxième possibilité : l'échec de la procédure : il y a le refus du débiteur de participer à la procédure. Le créancier sera alors contraint de s'adresser au juge. Il est alors dispensé de recourir au préalable de la conciliation ou de la médiation (art. 4 L. 18 novembre 2016).

Lauvergnat, La procédure simplifiée de recouvrement des petites créances..., Dalloz 2015.1860

. L'Europe : les litiges transfrontaliers

La « procédure européenne de règlement des petits litiges » est plus intéressante pour des litiges non internes, elle est prévue par le règlement n° 861/2007 du 11 juillet 2007, modifié par le règlement 2015/2421 du 16 décembre 2015.

Le règlement délégué (UE) 2017/1259 du 19 juin 2017 crée de nouvelles annexes au règlement n° 861/2007. Il s'agit d'une procédure contradictoire.

La demande ne doit pas dépasser **5000 euros**.

Cette procédure ne concerne que les litiges transfrontaliers : le demandeur saisit la juridiction d'un État membre, l'une des parties possède son domicile ou sa résidence habituelle dans un autre État membre.

Cette procédure peut donc être utilisée par exemple par un résident allemand, victime d'un retard, agissant contre Air France.

Le tribunal d'instance ayant le siège d'Air France à Roissy/Tremblay dans son ressort - il doit s'agir du tribunal d'Aulnay-sous-Bois - était, disait-on, fréquemment saisi en ce domaine.

Le tribunal judiciaire connaît des demandes formées en application du règlement n° 861/2007 instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges, article L. 211-4-2 COJ.

Il s'agit d'une procédure simplifiée, d'une procédure essentiellement écrite.

Un certain contradictoire est prévu.

L'audience est exceptionnelle.

L'art. 9 est relatif à l'obtention des preuves.

Le demandeur remplit un formulaire qui est adressé directement à la juridiction compétente, il joint les justifications utiles. Le ministère d'avocat n'est pas obligatoire.

Une copie du formulaire est notifiée au défendeur, qui a 30 jours pour répondre.

La juridiction rend ensuite sa décision.

La décision est exécutoire nonobstant tout recours. Elle est reconnue et exécutée dans les autres États membres.

Les frais de justice.

La partie qui succombe supporte les frais.

Quid du demandeur obtenant partiellement et largement satisfaction mais qui succombe en partie. Un demandeur ne gagne pas toujours en totalité.

Le tribunal peut répartir les frais de procédure entre demandeur et défendeur dans des conditions précisées par un arrêt de la CJUE du 14 février 2019, Est républicain, C-554/17.

La juridiction informe le demandeur en cas de rejet et indique s'il y a un recours.

Un réexamen de la décision est, lorsque le défendeur n'a pas comparu, admis dans des cas exceptionnels, art. 18.

On peut consulter sur les aspects récents des textes européens intéressant la procédure civile la communication de M. Emmanuel Jeuland faite au comité français de DIP évoquant la naissance d'un ordre processuel interétatique, Travaux du comité, 2008-2010, Éditions Pedone, 2011, p. 55.

## 2. L'instance d'appel devant la cour d'appel

Les décisions de première instance sont en principe exécutoires à titre provisoire, cf. art. 514 CPC.

L'appel n'est ouvert, en matière d'action personnelle ou mobilière, que si la demande présentée en 1<sup>o</sup> instance est supérieure à 5000 euros, R. 211-3-24 COJ.

L'appelant devra payer un timbre fiscal de 225 euros.

### 3. Le pourvoi porté devant la Cour de cassation

Le pourvoi est ordinairement porté devant la 1<sup>o</sup> chambre civile (pour les litiges concernant les passagers) ou devant la chambre commerciale (pour le contentieux relatif au transport de marchandises). Il existe en fait dans chaque chambre un magistrat spécialisé en droit aérien qui sera ordinairement désigné comme conseiller rapporteur. On a ainsi de facto une jurisprudence qui tient parfois à la personne et à la vision des choses de ce magistrat. Il faut alors attendre la promotion ou le départ à la retraite de celui-ci pour escompter un revirement !

4. La fonction interprétative, sur renvoi préjudiciel, de la Cour de Justice de l'Union européenne à l'égard des normes européennes et des traités internationaux (convention de Montréal) auxquels l'Union est partie

La Cour de cassation française ne semble pas excessivement disposée à saisir en matière aérienne la CJUE. L'initiative vient plus souvent des tribunaux inférieurs allemands, autrichiens, espagnols ou belges saisis par des passagers soucieux de faire valoir leurs droits. La CJUE ne maîtrise encore pas de façon absolument parfaite les mécanismes de la responsabilité aérienne dans ses différentes composantes internationales européennes et locales. Une amélioration se produira certainement avec le cours des ans. Les conclusions des avocats généraux sont souvent excellentes. Sans tomber dans l'occulte et l'ellipse, les arrêts de la CJUE gagneraient à être moins prolixes. La jurisprudence est une œuvre humaine et comme toute œuvre humaine elle est sujette à l'imperfection. La doctrine doit s'éloigner tout autant de la critique systématique que d'éloges serviles. Nous regrettons l'absence d'une instance compétente à l'échelon mondial pour dirimer les problèmes d'interprétation du texte de droit uniforme. Les solutions de la CJUE ont parfois dénoté dans le passé une certaine méconnaissance du particularisme du droit aérien. La Cour suprême des États-Unis refuse assez souvent en matière aérienne d'apprécier les solutions des cours fédérales d'appel et de donner sa propre interprétation.

II. L'incompétence des juridictions répressives saisies de l'action publique pour homicides ou blessures involontaires et à titre accessoire de l'action civile pour accorder réparation

La perspective de droit interne

La victime blessée ou les proches du passager tué lors de l'accident aérien peuvent-ils se constituer partie civile devant la juridiction répressive ? La réponse est certainement positive s'il s'agit de la seule constitution.

Quid au-delà ?

L'action civile présente comme nous l'avait enseigné en doctorat le professeur José Vidal une double finalité. Une finalité réparatrice ou indemnitaire : la victime demande à titre accessoire à l'action publique réparation du préjudice subi du fait de l'infraction pénale ; une finalité vindicative : la partie civile s'associe ainsi au ministère public pour obtenir le châtement du coupable, elle demande vengeance.

L'affaire donne lieu habituellement, eu égard à la complexité de l'affaire, à une instruction ouverte, en matière d'accident aérien mortel, à la demande du ministère public. L'information est conduite contre X ou contre personne dénommée, le transporteur, le commandant de bord, le fabricant... Des mises en examen sont possibles.

Le magistrat instructeur renvoie une ou plusieurs personnes, s'il existe contre elles des charges suffisantes, devant la juridiction de jugement.

Le tribunal condamne ou relaxe.

Peut-il accorder des dommages intérêts à la victime ?

La jurisprudence a évolué, même si ses motivations paraissent obscures, en trois temps.

#### Incompétence

La chambre criminelle de la Cour de cassation avait refusé dans plusieurs arrêts des années 1966-1969-1975 (Criminelle, 3 décembre 1969, Revue critique 1970.313, note Emmanuel du Pontavice) (Christophe Aubertin, Le particularisme de l'action en responsabilité contre le transporteur aérien, p. 155 note 14, in ouvrage collectif direction Xavier Latour, Le Harmattan) d'admettre la compétence des juridictions répressives pour connaître, en matière d'accident aérien, de l'action civile dans sa finalité indemnitaire. L'argument tenait à la nature spécifique et particulariste de l'action en réparation gouvernée par la CV, quant au délai de l'action, quant à la compétence territoriale, quant à la présomption de faute et de responsabilité pesant sur le transporteur aérien en cas d'accident corporel, quant à la limite de réparation. On faisait valoir l'idée que l'action fondée sur la CV est totalement dissemblable de l'action en réparation de droit commun fondée sur l'idée de faute (réparation intégrale, lien entre le délai de prescription de l'action publique et de l'action civile, vieille idée de l'identité entre la faute pénale et la faute civile, conception d'ailleurs abandonnée à propos d'un accident aérien par 1<sup>o</sup> Civile, 30 janvier 2001, n<sup>o</sup> 98-14368, compétence de la juridiction du lieu du délit) Cette jurisprudence avait été étendue aux pilotes et agents du transporteur aérien par un arrêt du 10 mai 1977, Bull. criminel, n<sup>o</sup> 165. La constitution de partie civile était en revanche déclarée recevable lorsque l'action civile exercée par la victime s'en tenait à son caractère vindicatif.

#### Compétence implicite

La jurisprudence nous semblait avoir admis plus récemment l'admissibilité devant la juridiction répressive de l'action civile dans sa finalité indemnitaire, ou à tout le moins elle donnait des solutions qui ne s'harmonisaient guère avec les solutions négatives antérieures.

Deux arrêts emblématiques avaient été rendus.

Criminelle, 3 juin 2009, n<sup>o</sup> 08-83946 : l'affaire concerne l'accident mortel d'un avion d'Air Caraïbes effectuant un vol entre Saint Martin et Saint Barthélémy, l'avion s'est écrasé sur une maison ; il y a une poursuite devant le tribunal correctionnel du chef d'homicides involontaires du directeur de la compagnie et de la compagnie, ils sont condamnés pénalement ; le tribunal accorde sur les intérêts civils des sommes d'argent à deux associations de défense des victimes qui s'étaient constituées parties civiles. La cour d'appel de Basse Terre s'est déclarée incompétente pour statuer sur ces demandes d'indemnisation, elle se fondait sur la jurisprudence de la Cour de cassation opérant une distinction très nette entre l'action spéciale en indemnisation fondée sur la CV dont ne pourrait pas connaître la juridiction répressive saisie de l'action publique et à titre accessoire de l'action civile et l'action ouverte aux victimes d'une infraction. L'affaire est venue devant la Cour de cassation. Les auteurs du pourvoi tentaient dans leur moyen de renverser la jurisprudence de la chambre criminelle, les associations soutenaient la compétence des juridictions répressives pour condamner le transporteur à payer une indemnisation aux victimes sur le fondement de la CV. La chambre criminelle certes rejette le pourvoi, mais cela ne signifie pas qu'elle approuve la décision d'incompétence prise par la chambre des appels correctionnels. L'arrêt de la Cour de cassation procède à une substitution de motif pour rejeter le pourvoi. La Cour de cassation déclare inopérant le moyen qui soutenait la compétence des tribunaux répressifs, le moyen n'est dit ni fondé ni infondé, la Cour de cassation ne se prononce pas pour infirmer ou approuver. La Cour de cassation déclare que le préjudice invoqué par les associations ne découlait pas directement de l'infraction. La demande d'indemnisation était donc irrecevable à raison de l'article 2 CPP. On peut cependant faire remarquer que pour déclarer une demande irrecevable, il faut que la juridiction ait au préalable compétence pour statuer sur la recevabilité ou non de l'action. On peut soutenir que la Cour de cassation admet ainsi implicitement les juridictions répressives à connaître d'une action en réparation ayant pour fondement les solutions propres au droit aérien.

Une autre décision de la chambre criminelle allait dans le sens de l'admission implicite des juridictions répressives à statuer en matière indemnitaire au profit des victimes d'un accident aérien. Nous nous référons à un arrêt du 22 septembre 2009, n<sup>o</sup> 08-83166. La haute juridiction était appelée à connaître des suites judiciaires de l'accident dit du Mont Sainte Odile survenu en 1992. Air France (succédant à Air Inter) avait été condamnée par un arrêt du 14 mars 2008 de la cour de Colmar, RG 06/ 0 1600, à verser des dommages intérêts aux passagers

blessés et aux proches des passagers décédés dans la catastrophe. On oubliait ainsi la jurisprudence traditionnelle qui n'avait plus cours et qu'on jugeait ainsi obsolète. La compagnie avait d'ailleurs accepté en appel les constitutions de partie civile à finalité indemnitaire : Air France ne contestait pas devoir en sa qualité de transporteur répondre des conséquences dommageables de l'accident. Alors que la compétence des juridictions répressives relève en principe de l'ordre public et qu'elle n'est pas à la discrétion des parties. Ce qui est intéressant dans l'affaire, c'est la présence à l'audience des caisses d'assurance maladie qui demandaient le remboursement des frais médicaux qu'elles avaient pris en charge. Le tribunal correctionnel avait rejeté au nom de l'antique jurisprudence aussi bien l'applicabilité de la convention de Varsovie que l'intervention des caisses d'assurance maladie. La cour de Colmar n'avait pas repris cette motivation, elle avait déclaré ces demandes formées contre Air France irrecevables. La cour d'appel avait fait une interprétation restrictive de l'article 470-1 CPP ne devant bénéficier selon elle qu'aux parties civiles (ce que n'étaient pas les caisses intervenantes) ou à leurs assureurs. La cassation intervient sur ce point. Les victimes principales s'étaient constituées parties civiles, les caisses d'assurance maladie sont subrogées dans les droits des victimes, la chambre criminelle admet donc la compétence de la juridiction répressive pour connaître du recours subrogatoire exercé par les caisses d'assurance maladie. Ici encore la chambre criminelle postule implicitement l'aptitude des juridictions répressives à connaître des conséquences civiles de cet accident aérien. Si les caisses sont admises à agir devant la juridiction correctionnelle pour obtenir le remboursement des dépenses de maladie et des arrérages de retraite et qu'on les dit subrogées dans les droits des victimes, c'est admettre a fortiori que les victimes directes peuvent agir devant la juridiction répressive pour obtenir l'indemnisation de leur préjudice. La recevabilité de leur constitution de partie civile n'est pas remise en cause par la haute juridiction, alors qu'elle avait un fondement indemnitaire. Les victimes directes ne peuvent pas avoir moins de droit que les organismes sociaux subrogés dans leurs droits. Ce qui est dit pour l'un vaut pour l'autre.

Il nous semblait donc que le coup de canif - voire le coup de grâce - avait été donné, non ouvertement, mais par préterition, à la jurisprudence refusant la compétence des juridictions répressives pour statuer sur les intérêts civils en matière d'accident aérien dont les conséquences civiles sont régies par le droit uniforme conventionnel alors varsovien désormais montréalais.

Une décision plus récente attestait l'abandon par la pratique judiciaire de la jurisprudence restrictive. Un accident d'hélicoptère survient dans les Pyrénées lors d'opérations d'hélicoptère, un passager est grièvement blessé à l'atterrissage. La responsabilité pénale du pilote est établie pour blessures involontaires. Les juridictions du fond statuent sur les intérêts civils et accordent des dommages-intérêts à la victime. Ce qu'approuve la chambre criminelle, 25 septembre 2012, n° 11-85138. La cour de Pau a justifié l'allocation au profit de la partie civile de l'indemnité propre à réparer le préjudice découlant de l'infraction. La cour de renvoi, Bordeaux, statuant en chambre des appels correctionnels, 11 décembre 2015, RFDA 2016.57, confirme la condamnation du pilote (et celle de la société exploitante) à payer des dommages-intérêts à la victime. Ces décisions ne faisaient aucune allusion à la jurisprudence du 10 mai 1977 ayant étendu aux pilotes la solution déclarant l'incompétence des juridictions répressives pour accorder réparation en cas d'accident aérien, ni d'ailleurs à la CM.

Les rédacteurs et annotateurs de la Revue française de droit aérien, 2013 p. 315, donnent un grand relief à un arrêt de la cour d'appel de Luxembourg donnant en date du 29 janvier 2013 la possibilité pour la juridiction répressive d'accorder réparation aux victimes d'un accident aérien. Ils y voient une divergence avec la position française. Madame Steinlé Feuerbach approuvait. M. Pradon désapprouvait et demeurait fidèle au particularisme de l'action fondée sur la CV.

Retour à l'incompétence des juridictions répressives pour statuer sur les dommages-intérêts

La chambre criminelle a renoué, à tort ou à raison, par un arrêt du 10 septembre 2019, n° 18-83858, avec son ancienne jurisprudence. L'action en réparation d'un accident aérien échappe à la compétence matérielle des juridictions répressives. La décision ne concernait que l'aviation légère, l'accident étant soumis par renvoi du CT à la CV.

Cette jurisprudence est critiquée par Madame Steinlé-Feuerbach au Journal du CERDAC, 26 octobre 2020 (en ligne).

Nous pensons que ce qui vaut pour la CV devait valoir pour l'application de la CM.

Il ne semblait pas possible de cantonner la décision à l'aviation légère et en refuser la transposition à la matière du transport commercial.

La Cour de cassation ne nous a pas donné tort.

La chambre criminelle dans un arrêt du 8 septembre 2020, n° 18-82.150, renoue en effet sans discussion possible avec son ancienne jurisprudence. L'affaire concerne un accident mortel survenu la nuit en 2006 lors d'un décollage à Bron. Perdent la vie, outre le pilote et un employé de la compagnie, deux médecins embarqués comme passagers. Trois personnes ont été condamnées pénalement pour homicides involontaires, le gérant de la société exploitant l'avion, le pilote contrôleur et un salarié du transporteur ayant apposé une mention inexacte sur la licence professionnelle du pilote décédé dans l'accident. La cour d'appel s'était déclarée incompétente pour connaître des demandes en réparation formées par les parties civiles ainsi que par l'association Fenvac, elles sont renvoyées devant le tribunal de Lyon jugeant au civil. L'action en responsabilité du transporteur aérien et de ses préposés échappe à la compétence matérielle des juridictions répressives.

La situation des victimes déjà indemnisées (par un recours à l'assurance ou dans le cadre d'une transaction) : elles ne peuvent plus avoir recours à l'action civile dans sa composante indemnitaire, peuvent-elles se constituer partie civile dans sa composante vindicative ? Il faut interpréter l'économie de la transaction. Il est possible que la victime ait en transigeant réservé sa possibilité de se constituer partie civile ultérieurement, elle a été indemnisée de son préjudice, mais elle s'est réservé le droit de réclamer vengeance dans le cadre du procès pénal.

Les règles de procédure en cas d'accident collectif. L'introduction en droit français et européen de l'action de groupe. Qui ne semble pas concerner pour le moment le préjudice moral ou d'affection, cf. supra loi du 14 mars 2014 présentée à propos de la pluralité de demandeurs.

Les associations de défense des victimes qui exercent les droits reconnus à la partie civile peuvent être présentes si elles ont été agréées au procès pénal, elles ne peuvent pas toutefois obtenir d'indemnité de la part du tribunal correctionnel en cas de condamnation, le préjudice invoqué ne découlait pas directement de l'infraction. C'est ce qu'avait décidé la chambre criminelle dans son arrêt précité du 3 juin 2009, n° 08-83946.

Il s'agissait d'un accident d'avion sur un vol entre Saint Martin et Saint Barthélemy en 2001 ayant causé la mort des pilotes et des passagers, la mort d'un habitant au sol. La compagnie Air Caraïbes et le directeur général ont été condamnés pour homicides involontaires. Le juge du premier degré avait accordé à l'ADFV et à la FENVAC 150 000 et 5000 euros sur les intérêts civils. La cour de Basse Terre avait infirmé quant à l'allocation de dommages intérêts, étant incompétente pour statuer sur les actions en indemnisation, les associations ont été renvoyées à mieux se pourvoir. Rejet du pourvoi, le préjudice ne découlait pas directement de l'infraction) Dans le même sens : Criminelle, 22 septembre 2009, n° 08-83166, accident dit du Mont Saint Odile, était présente au prétoire Écho, une association agréée de de défense des victimes, qui était habilitée à se constituer partie civile à l'instance pénale, art. 2-15 CPP. La cour de Colmar l'avait déboutée de sa demande de dommages intérêts. La Cour de cassation approuve. Le préjudice invoqué ne découle pas directement des faits qui ont fondé la poursuite.

Si le tribunal répressif relaxe le prévenu, il a la possibilité en droit commun d'accorder des dommages-intérêts à la victime sur le terrain civil en fondant sa compétence sur l'art. 470-1 du code de procédure pénale.

Cette solution n'est pas applicable en matière aérienne, les juridictions répressives ne pouvant pas désormais connaître, qu'elle condamne ou qu'elle relaxe, de l'action en responsabilité civile à la suite d'un accident aérien contre le transporteur.

[Comme l'indique l'arrêt de la chambre criminelle du 22 février 2022, n° 20-84.351, aux attendus 81 et suivants, l'incompétence des juridictions répressives, pour l'indemnisation des victimes d'accidents aériens en application des conventions internationales sur le transport aérien, ne concerne que les victimes directes ou les ayants droit des passagers transportés. La cour admet, dans le cas d'un accident aérien ayant entraîné la mort du pilote, la sœur de celui-ci à obtenir une indemnité de 2 millions de franc CFP, au titre du préjudice moral et d'affection et du préjudice spécifique d'attente et d'inquiétude, de la part de la compagnie de transport et du directeur général de celle-ci, personnes condamnées pour homicide involontaire. Le pilote est une victime directe, il n'était pas passager. Accident du travail. Le préjudice résultait directement de l'infraction. L'arrêt réaffirme ainsi, à la suite de la cour d'appel de Papeete, la jurisprudence récente déniait à la juridiction répressive la compétence pour condamner le transporteur coupable d'homicide ou de blessure involontaire à payer une indemnité aux passagers ainsi qu'à leurs proches. Cette compétence en matière indemnitaire relevant de la seule juridiction civile.]

Catastrophe du Rio - Paris

Le tribunal correctionnel de Paris a relaxé le 17 avril 2023 aussi bien Airbus qu'Air France.

La juridiction parisienne devait cependant statuer en septembre sur les intérêts civils.

La juridiction répressive peut statuer, en dépit de la relaxe, pour faute civile d'imprudence engageant l'éventuelle responsabilité civile de l'avionneur, en revanche il nous semble qu'elle ne le peut, du chef des proches des victimes, à l'encontre du transporteur aérien, compte tenu de la jurisprudence de la chambre criminelle. On peut d'ailleurs présumer que les victimes par ricochet ont déjà été indemnisées par voie de transaction par le transporteur, l'avionneur et leurs assureurs.

La juridiction répressive devrait a priori être compétente pour déterminer dans les relations entre avionneur et transporteur aérien quel est celui qui doit supporter le poids final de la dette de réparation, quitte à opérer entre eux un partage de responsabilité. Le débat est étranger à la CM. À moins que les deux sociétés préfèrent régler cette question en dehors du prétoire.

Le parquet général ayant fait appel de la décision d'acquiescement, le débat reprendra vraisemblablement au civil devant la juridiction d'appel.

Il peut y avoir une action entre les deux protagonistes quant au poids définitif de la dette.

#### L'incidence de la présence d'éléments d'extranéité

##### L'incidence de la nationalité des victimes sur la recevabilité de l'action civile

Si la catastrophe aérienne affecte le vol d'un aéronef immatriculé en France et si on estime que la mort d'homme résulte éventuellement d'un homicide involontaire, les tribunaux français sont compétents, l'action civile appartient, du moment admis le principe de la recevabilité de celle-ci en matière de transport aérien, aux victimes, qu'elles soient françaises ou étrangères.

En revanche, lorsque l'infraction concerne un aéronef étranger, que les faits ne sont pas localisés dans l'espace aérien français et que parmi les victimes figurent des personnes ne détenant pas la nationalité française, il ne semble pas que celles-ci puissent se constituer partie civile devant la juridiction pénale française, même si celle-ci a été saisie sur requête du ministère public, avec plainte de l'une des victimes françaises ou de ses ayants droit, cf. art. 113-7 et 113-8 du code pénal et 689 CPP. La loi française, les tribunaux français sont pourtant compétents, en présence de délits commis à l'encontre de personnes se trouvant à bord d'un aéronef non immatriculé en France, du moment qu'il existe une victime française, art. 113-11 du code pénal. La victime de nationalité française pourra se constituer partie civile, prérogative qui serait refusée à la victime de nationalité étrangère. C'est du moins la solution que relate, point 12, le jugement canadien (précité) rendu le 18 mai 2016 par une juridiction de Montréal statuant en matière d'action collective. Un ressortissant d'un État africain, résident au Canada, ayant perdu femme et enfants dans une catastrophe survenue au-dessus du Mali sur un vol d'Air Algérie, sur un aéronef affrété à l'opérateur espagnol Swift air et avec un équipage espagnol, n'avait pas été habilité à se constituer partie civile devant la juridiction pénale française. Les privilèges de nationalité ont pourtant mauvaise presse en droit contemporain. Du moment que la juridiction d'instruction est compétente du fait de la présence d'une victime française, on voit mal pourquoi réserver l'accès à la procédure aux seuls nationaux français, au moins en ce qui concerne l'action civile dans sa composante vindicative. La compétence indemnitaire des juridictions françaises pour accorder des dommages-intérêts au ressortissant africain ayant retenu à l'intention de ses proches les billets pour un transport Ouagadougou / correspondance à Alger / Montréal serait en revanche en l'espèce fort douteuse, la France n'étant lieu de destination que pour les passagers qui auraient dû effectuer après l'escale d'Alger la seconde phase du transport à destination de notre pays.

Ces explications sont largement caduques depuis que la chambre criminelle dans ses arrêts du 10 septembre 2019 et du 8 septembre 2020 a repris en matière d'aviation légère et commerciale sa jurisprudence antérieure.

### § III. Le délai de l'action en réparation

La victime est astreinte à agir en justice assez rapidement sous peine de perdre son recours.  
La durée du délai varie cependant, compte tenu du fondement de la demande, selon que l'action en réparation du dommage trouve sa source dans le droit uniforme montréalais ou bien dans le droit européen.

Sous-Paragraphe I.

Le délai biennal de déchéance de l'action en responsabilité des articles 29 de la convention de Varsovie et 35 de la convention de **Montréal**

Les victimes disposent d'un délai de deux ans pour agir.

L'action doit être intentée, sous peine de *déchéance*, dans le délai de deux ans ..., alinéa 1°.

Certaines victimes risquent de se faire piéger lorsqu'elles n'agissent pas à temps.

Le débat actuel semble moins concerner que par le passé la situation des victimes par ricochet qui ordinairement agissent dans le délai, surtout en présence d'une catastrophe aérienne de retentissement mondial.

Les expéditeurs ou destinataires de marchandises ou les passagers du fait de la perte des bagages ne font pas toujours diligence à temps.

La nature du délai

Il y a incertitude et dispute quant à la véritable nature (et quant au régime) de ce délai biennal dans lequel est enfermé l'exercice de l'action de la victime ou des victimes contre le transporteur, les différents systèmes juridiques nationaux prévoyant des délais de procédure plus ou moins stricts et plus ou moins flexibles.

Il semble que, dans la plupart des systèmes juridiques, il existe des délais exceptionnels de rigueur qui tombent avec automaticité et inflexibilité (qu'on nommerait délais préfix ou de forclusion) et des délais modulables et

flexibles (qu'on nommerait délais de prescription) formant le droit commun, le régime des délais étant dans l'ensemble déterminé, de façon judicieuse, moins par le législateur que par les tribunaux, proches des nécessités pratiques.

La question des délais n'est pas en droit interne des plus limpides, la distinction entre prescription et forclusion est incertaine, on ne sait pas très bien si l'accomplissement du délai éteint le droit substantiel ou interdit seulement l'exercice de l'action en justice.

On distingue d'ailleurs également les délais de droit civil des délais de procédure : le délai pour faire appel, pour former un pourvoi ...

Voir les savantes explications de Frédéric Zénati-Castaing et de Thierry Revet, Cours de droit civil, Obligations Régime, PUF.

Celles de M. Nicolas Balat, Forclusion et prescription, RTD Civil 2016.751

Celles de M. Xavier Lagarde au D. 2018.469.

Celles de M. Louis Thibierge, Revue des contrats, juin 2022, p. 55

#### Le débat doctrinal

Il a été porté en France en termes de détermination de la nature du délai biennal, prescription ou délai préfix (délai de forclusion).

Le débat réel consiste à savoir si l'accomplissement du délai éteint définitivement l'action en réparation ou s'il convient d'admettre certaines causes d'interruption et de suspension du délai.

1° opinion : le délai de la CV et de la CM est un délai inflexible, qui tombe comme un couperet, « l'action doit être exercée dans le délai de 2 ans sous peine de *déchéance* ». Le délai écoulé, la victime est déchu du droit d'agir. Déchéance est un terme qui a un certain caractère sanctionnateur, on veut sanctionner la victime qui ne réagit pas à temps. Le transporteur doit savoir en quoi s'en tenir dans un délai assez bref : la réparation incombant au transporteur responsable est ou était souvent plafonnée, il faut comme dans une faillite que les ayants droit se manifestent à temps pour que le juge répartisse entre eux l'indemnité à partager. Dans le monde contemporain en cas d'accident mortel les proches des victimes sont bien informés par des canaux divers, seuls de grands insouciants peuvent laisser s'écouler le délai de deux ans sans agir. Autre idée plus triviale : si on retient dans les différents pays la qualification de délai préfix, la solution a le mérite d'écarter les interprétations divergentes quant aux causes d'interruption et de suspension du délai pour agir - par hypothèses évincées - qui ne pourraient provenir que du droit interne.

On peut lire en ce sens l'article de mon maître le doyen Louis Boyer, Le délai de l'article 29 de la convention de Varsovie. Un combat douteux de la Cour de cassation, Mélanges Pierre Hébraud, 1981, p. 85

2° interprétation : le délai de deux ans est un délai ordinaire pour faire valoir son droit à réparation en justice, c'est un délai banal de prescription. Le terme de déchéance n'est pas en lui-même très probant. En droit interne français, l'accomplissement du délai de prescription est présenté, par l'article 2219 du code civil, comme un mode d'extinction d'un droit résultant de l'inaction de son titulaire pendant un certain laps de temps. Le créancier négligent et inactif subit la déchéance de son droit. Même si l'expression d'extinction est plus neutre que celle de déchéance qui est péjorative et évoque l'idée de blâme. Les travaux préparatoires de la conférence de Varsovie manquent de netteté. Le délai biennal est quelque peu bref, la famille du passager ayant péri dans l'accident est effondrée, il lui faut un certain temps pour réagir et penser aux choses matérielles. Il convient d'être sensible au sort des orphelins. La faveur pour la victime inspire les tribunaux. La cause des consommateurs ou de leurs proches est une idée force du droit contemporain, en particulier en cas de catastrophe aérienne. La cour doit avoir bon cœur et secourir la veuve et l'orphelin.

À notre avis, les textes sont libellés de telle façon qu'on ne peut en tirer aucun parti.

C'est à la jurisprudence, à raison de l'incertitude de la convention, de déterminer la nature (et le régime) du délai.

#### La jurisprudence française

##### Nature du délai biennal de déchéance

Le débat porte sur la nature du délai :



s'agit-il d'un délai préfix (délai de forclusion, délai de déchéance), délai strict, ou bien d'un délai de prescription, délai modulable ?

La détermination de la nature du délai biennal relève-t-elle du droit uniforme ou du droit interne ?

Le droit procédural du juge saisi ou la loi contractuelle applicable lui permet-il de moduler le cours et l'extinction du délai compte tenu des particularités de l'espèce en particulier et de relever le demandeur de la déchéance encourue lorsqu'aucun reproche ne peut être adressé à la victime ?

La Cour de cassation a affirmé dès 1968 que la citation de la compagnie devant un tribunal incompétent interrompait le délai, 1<sup>o</sup> Civile, 24 juin 1968.

C. Cassation, Assemblée plénière, 14 janvier 1977, D. 1977.89 conclusions Schmelck, chambre mixte 24 février 1978, 1<sup>o</sup> Civile 1<sup>o</sup> juin 1977, 4 février 1986 : il n'existe dans les textes aucune disposition expresse selon laquelle, par dérogation au droit interne, ce délai ne serait susceptible ni d'interruption ni de suspension. Nous sommes en présence d'une interprétation, effectuée à l'aune du droit interne, d'un texte de droit uniforme. Ce discours a passablement vieilli, on estime communément désormais qu'une convention portant droit uniforme doit recevoir autant que possible une interprétation d'esprit internationaliste détachée des solutions des systèmes internes.

La Cour de cassation emploie dans nombre d'arrêtés, pour déterminer la nature du délai, l'expression de délai de prescription biennale. Ainsi dans un arrêt du 3 juin 1997, D. 1997 I.R. 160, la chambre commerciale parle du délai de prescription de deux ans. Idem avec l'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 25 janvier 2000, publié au Bulletin civil, I, n<sup>o</sup> 23 p.15. Idem, Com. 20 octobre 2009, n<sup>o</sup> 09-10317. Idem avec 1<sup>o</sup> Civile, 17 mai 2017, n<sup>o</sup>16-13352, parlant de la prescription biennale fixée à l'article 29 CV et à l'article 35 CM

Karine Parrot, L'interprétation des conventions de droit international privé, Nouvelle bibliothèque de thèses, Dalloz, 2006, n<sup>o</sup> 520 s.

Madame Marie-Camille Pitton, dans son ouvrage intitulé Le rôle du jugement étranger dans l'interprétation du droit conventionnel uniforme, 2014, évoque, n<sup>o</sup> 200 et suivants, la nationalisation du droit conventionnel uniforme, en prenant appui sur la jurisprudence rendue en France en application de la convention de Varsovie.

#### Le point de départ et l'extinction du délai

Le point de départ du délai de prescription est tributaire de la nature du préjudice.

En cas de blessure ou en cas de retard : le délai court à compter de l'arrivée à destination.

En cas de perte de l'appareil : le délai court à partir du jour où l'aéronef aurait dû arriver à destination.

En cas d'interruption du transport : le délai court à compter du jour de l'arrêt du transport.

En cas d'avaries de la marchandise transportée : le délai court à compter du jour de la livraison effective de la marchandise : sic, Com. 3 juin 1997, D. 1997.I.R.160, D. 1998, Sommaire 324 obs. Mercadal, RFDA 1998.142 (et non du jour de l'arrivée des marchandises à l'aéroport de destination).

Naveau, Godfroid et Frühling.

Cf. infra en ce qui concerne le délai de l'appel en intervention. Le délai biennal est applicable aussi bien à l'action principale qu'à l'action récursoire exercée par le transporteur contractuel contre le transporteur de fait.

#### Les causes d'interruption et de suspension du délai déterminées par la loi française.

La désignation de la loi française ne tient pas à ce qu'elle est la loi du juge, mais plutôt à ce que la loi française gouverne le fond.

La doctrine affirme en effet qu'en France - la différence de l'Angleterre - pour déterminer si un délai est un délai de prescription ou un délai préfix, on ne s'en tient pas à la loi du for comme règle de procédure, mais à la loi qui régit le contrat.

C'est la solution qui est donnée par le règlement européen dit Rome I, n<sup>o</sup> 593/2008, du 17 juin 2008, art. 12, fixant les règles de solution du conflit de lois en matière contractuelle, au titre du domaine de la loi du contrat. "La loi applicable au contrat en vertu du présent règlement régit notamment d) les divers modes d'extinction des

obligations, ainsi que les prescriptions et déchéances fondées sur l'expiration d'un délai".

(On remarquera que cette disposition désigne aussi bien les prescriptions que les déchéances, qu'elle distingue cependant)

Si on décide quant à sa nature que le délai est une prescription extinctive, c'est la loi qui gouverne l'obligation qui est compétente pour déterminer quelles sont les causes de suspension et d'interruption du délai.

Cf. Bernard Audit, Droit international privé, n° 434.

La solution serait d'ailleurs identique si on voyait dans le délai une forclusion. Celle-ci ne peut jamais être un absolu brutal, une forclusion ou déchéance connaît toujours nécessairement quelques amodiations ou accommodements.

L'alinéa 2 de l'art. 35 CM (« Le mode de calcul du délai est déterminé par la loi du tribunal saisi ») est, à notre sentiment, étranger à l'admission ou non de causes de suspension ou d'interruption ainsi qu'à leur détermination éventuelle. La disposition figurant à l'alinéa 2 n'a qu'une portée limitée, elle concerne la computation du délai, des questions comme la détermination du dies ad quem ou la prise en compte des jours fériés. Cet alinéa 2 ne détermine pas la nature du délai biennal.

Certaines décisions et certains auteurs se prononcent en sens contraire.

#### α) Les causes de suspension

Le délai ne court pas contre les mineurs.

Le cours de la prescription est temporairement arrêté, voire n'opère pas. La prescription ne joue pas.

#### β) Les causes d'interruption

Le cours de la prescription connaît un temps d'arrêt.

Quand la raison de l'interruption prend fin, c'est un nouveau délai de prescription qui commence à courir.

La reconnaissance de responsabilité de la part du transporteur, à la condition qu'elle soit précise et non équivoque.

Une lettre d'excuse ou de condoléances émanant du transporteur n'est pas en revanche une reconnaissance de responsabilité, TGI Paris, 26 octobre 1995, RFDA 1996.107. Un échange de courrier indiquant que le dossier est en attente non plus.

L'assignation en justice, même en référé, même devant un tribunal incompétent

La constitution de partie civile par la victime d'un accident aérien, ayant manifesté son intention de mettre en cause la responsabilité du transporteur, interrompt la prescription. 1° Civile, 18 octobre 2005 (pompier blessé lors d'une opération de surveillance, alors qu'il se trouvait à bord d'un avion appartenant à l'aéro-club d'Orange) (La Cour de cassation, dans un arrêt ultérieur de 2016 cité plus haut, a, dans cette espèce, qualifié l'opération, non de transport, mais de travail aérien)

En revanche, une constitution de partie civile devant la juridiction répressive aux seules fins de corroborer l'action publique ne saurait valoir comme cause d'interruption : 1° Civile, 25 janvier 2000, Bull. civil 2000. I, n° 23 p. 15, RFDA 2000.128, D. 2000 IR 69, RTD Commercial 2001 p. 304 obs. Delebecque. Il s'agissait accident d'aéro-club ayant fait deux blessés chez les passagers. La victime n'avait devant le tribunal correctionnel formé aucune demande tendant à la réparation de son préjudice. Le délai de prescription n'avait pas été interrompu. La demande formée devant la juridiction civile plus de deux ans après l'accident était tardive.

Les bénéficiaires de l'interruption

Lorsque l'action en responsabilité contre le transporteur a été intentée dans le délai de deux ans, toutes autres actions sont recevables : l'assureur a agi dans le délai de 2 ans, la demande de la victime n'est pas prescrite, 1° Civile, 7 mars 2000, D. 2000 IR 118. La victime immédiate profite de l'interruption de délai opérée par la demande intentée par l'assureur de la victime.

2° Civile, 4 février 2010, n° 08-17115

Sur renvoi

Paris, 26 septembre 2012, BTL 2013.615, le délai biennal est opposé avec succès au destinataire (agissant

tardivement pour le remboursement de la franchise restée à sa charge), alors que l'action des assureurs est déclarée recevable comme ayant agi (en référé) dans le délai.

La solution de la cour de renvoi contredisait ouvertement la solution donnée en 2000 et en 2010 par la Cour de cassation.

Cet arrêt de la cour de Paris a donc été censuré par un arrêt de la chambre commerciale de la Cour de cassation rendu le 8 juillet 2014, n° 12-29383, BTL 2014. 3515 observations critiques, Revue droit des transports juillet 2014, sommaire 47 par Ph. Delebecque.

Il s'agissait du transport d'un colis de pièces d'avion du Royaume-Uni à Roissy, le colis n'est jamais arrivé, la marchandise a disparu alors qu'elle se trouvait sous la responsabilité du transporteur. Axa et la Réunion aérienne ont indemnisé le destinataire acquéreur de la marchandise. Les assureurs avaient assigné le transporteur en référé dans les deux ans, alors que le destinataire a assigné au-delà des deux ans. La cour d'appel avait déclaré l'action du destinataire irrecevable. L'arrêt est cassé sur ce point. Lorsque l'action en responsabilité contre le transporteur aérien a été intentée dans le délai de deux ans, toutes autres actions sont recevables. Les assureurs subrogés dans les droits du destinataire avaient assigné le transporteur dans le délai de 2 ans.

L'interruption du délai ne profite pas seulement au demandeur qui agit dans les deux ans, mais également aux autres demandeurs potentiels se manifestant avec retard. L'acte interruptif rayonne au-delà de son cercle strict et bénéficie aux autres colitigants.

Du fait de l'interruption du délai biennal, c'est un nouveau délai de 2 ans qui court. Cf. art. 2231 du code civil. Si l'interruption résulte d'une demande en justice, l'effet interruptif subsiste jusqu'à ce que le litige trouve une solution. Cf. art. 2242 du code civil : l'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

L'appel en intervention : la durée du délai pour former l'appel en intervention et son point de départ.

On pouvait hésiter pour déterminer la durée du délai dans lequel est enfermée l'action du transporteur contractuel, assigné en justice par un expéditeur ou un passager, contre le transporteur effectif.

Le transporteur contractuel n'est pas la victime d'un accident de transporteur, il est seulement responsable à l'égard du client, même s'il dispose de la possibilité de mettre en cause le transporteur de fait, si le client ne l'avait pas fait. La CM ne tranche pas directement cette difficulté, alors que le droit interne français, art. L. 133-6 al. 4 du code de commerce, prévoit en ce domaine un délai d'un mois dont dispose le défendeur pour se retourner contre un garant.

(En remarquant que ce délai de l'action récursoire est mâtiné de délai de procédure).

La jurisprudence a connu de cette hypothèse où le transporteur contractuel (poursuivi par l'expéditeur de marchandises) appelle le transporteur de fait en intervention. La durée de la prescription de l'appel en intervention n'est pas soumise à la Lex Fori, le délai pour intenter l'action récursoire n'est pas le délai procédural français d'un mois, comme avait décidé la cour de Bordeaux le 3 novembre 2008, RTD Com 2009.645 n.

Delebecque ; le délai pour former l'appel en intervention est celui prévu à l'art. 35 CM. C'est ce que décide la chambre commerciale, 20 octobre 2009, n° 09-10317, D. 2009.2609 n. Delpech, RTD Civil 2009.691 obs. Pauline Remy Cordier, Revue des contrats, juillet 2010 p. 970 n. Jean-Baptiste Racine. Point de départ de ce délai : l'arrivée de la marchandise à destination.

La Cour de cassation exalte ainsi la prééminence du droit uniforme sur le droit national. Le délai biennal ne concerne pas seulement l'action des victimes aériennes, il s'étend, pour déterminer à qui incombe la contribution à la dette de réparation, aux actions exercées entre transporteurs aériens co-responsables.

Quid si l'expéditeur agit in extremis, dans les moments ultimes du délai, mais dans les temps, contre le transporteur contractuel et si celui-ci ne dispose pas du temps utile pour contre attaquer en agissant en intervention contre le transporteur effectif ?

Si on épouse les intérêts du transporteur effectif, on soutiendra qu'une fois le délai biennal accompli, il a acquis le droit à ne plus être poursuivi et soumis à réparation.

Si on est plus sensible aux exigences de l'équité, on prétendra qu'il serait inique que le transporteur contractuel soit déchu de son droit d'action à l'encontre du transporteur de fait du moment qu'il n'a pas disposé d'un délai minimum pour se retourner contre lui et l'appeler en garantie. Il faudrait faire application de la maxime Contra non valentem agere non currit praescriptio, cf. en droit interne l'art. 2234 du code civil. Même si la maxime paraît réservée aux délais de prescription et exclue en ce qui concerne le régime des délais préfix et celui des délais de forclusion.

## L'interprétation à venir en provenance de la CJUE

Les spécialistes de droit aérien sont dans l'attente de l'interprétation que devra donner un jour la Cour de Justice de l'Union européenne.

La nature et le régime du délai biennal relèvent d'une question disputée en doctrine et en jurisprudence.

La Cour de Justice de l'UE avait été saisie d'une question préjudicielle, voir JOUE du 5 novembre 2018, C 399/23, par le Tribunal suprême d'Espagne le 27 juillet 2017, affaire ZW c. Deutsche Lufthansa, C-498/18, mais l'affaire a été radiée le 11 février 2019.

Délai de forclusion ou prescription, susceptible ou non d'interruption et de suspension.

À notre avis, la disposition de droit uniforme ne tranche pas, le texte est incertain, il n'apporte pas la solution, c'est le juge qui est amené, à défaut d'une indication claire du législateur uniforme, à déterminer la nature du délai compte tenu de données empruntées moins à la pure technique juridique qu'à des préférences méta juridiques.

La haute juridiction pourrait être sensible à la protection des consommateurs. Même si l'expression de déchéance quant à la sanction du non-respect du délai et d'une action tardive irait peut-être dans le sens d'une qualification plus tranchée.

Le professeur Jean-Pierre Tosi estime, quant à lui, que le délai biennal de l'article 35 n'est pas susceptible de suspension, note au Dalloz, 2010.1762, La CM sur la responsabilité du transporteur aérien relève de la compétence interprétative de la CJUE. En totalité ? n° 3.

L'arrêt Joan Cuadrench Moré, C-139/11, du 22 novembre 2012 de la CJUE, dans son attendu 29, qualifie le délai, de prescription biennale. Il ne s'agit cependant que d'un obiter dictum.

L'avocat général Emiliou, dans ses conclusions rendues le 12 janvier 2023 dans l'affaire C-510/21, DB c. Austrian Airlines, utilise l'expression de délai de prescription de deux ans.

Si la nature de délai de prescription est retenue, il restera à savoir quel est le système juridique qui déterminera les causes de suspension et d'interruption du délai de 2 ans.

Soit on s'en tiendra aux enseignements du droit international privé et à la méthode des conflits de lois.

Il s'agira du droit interne applicable quant au fond à la demande en responsabilité aérienne (ce serait la solution française où la prescription relève de la loi gouvernant l'obligation), ou de la loi du juge (ce qui serait la solution des pays inspirés par le droit anglais),

Soit plus énergiquement, dans une perspective unioniste, la CJUE pour unifier les solutions se fera adepte du droit libre et fixera de sa propre autorité dans l'espace judiciaire européen le régime de l'action.

## Les jurisprudences de tribunaux d'États n'appartenant pas à l'UE

Les interprétations sont diverses, le délai étant jugé plus ou moins inflexible.

Le tribunal fédéral suisse voit dans le délai un délai de péremption et non de prescription, 10 mai 1982, voir Laurent Chassot, thèse précitée, n° 1036 s.

Les jurisprudences américaine et israélienne statuent, semble-t-il, dans le sens de la rigueur, voir Marie-Camille Pitton, op.cit., n° 942.

On peut citer la décision du tribunal US pour le district sud de New York du 22 juin 2023, commenté par le cabinet Condon Forsyth, Bulletin du 30 juin 2023, l'affaire concerne un préjudice corporel survenu lors d'un transport entre le Salvador et New York, le demandeur agit plus de 2 ans après la survenance de l'accident, le demandeur prétend échapper au couperet du délai biennal, du fait de la faillite volontaire du transporteur aérien Avianca. Le juge rejette la prétention et fait application du délai de l'article 35 CM. L'objectif est d'assurer l'uniformité d'interprétation entre les États signataires de la CM. Il n'y a pas lieu de faire application des trolling rules, equitable trolling, trolling principles, qui compromettraient cet objectif. Le piquant de l'affaire réside en ce que l'avocat du demandeur pour appuyer sa thèse se fondait sur des décisions de justice imaginaires fabriquées par intelligence artificielle.

La cour de Québec, dans un arrêt du 17 novembre 1997, RFDA 1998.166, fait état chez la victime de la perte d'une valise, agissant au-delà de l'expiration du délai biennal, d'une déchéance du droit d'action.

Sous-Paragraphe II. Le délai de l'action en indemnisation fondée sur le règlement n° 261/2004 du 11 février 2004

Quid, lorsque le demandeur n'obtient pas la satisfaction des droits que lui reconnaît le droit consommériste européen et qu'il agit contre le transporteur effectif, auteur de l'annulation de vol ou du retard de plus de 3 heures ?

La jurisprudence européenne écarte le délai biennal édicté par l'art. 35 CM.

L'action n'est pas fondée pour demander la réparation d'un préjudice résultant du retard du vol, mais sur un désagrément éprouvé du fait d'un retard à destination.

Le droit uniforme est écarté.

Le droit européen qui gouverne le fond ne se prononce pas sur la durée du délai de l'action.

L'action est soumise, à défaut de dispositions spécifiques contenues dans le règlement européen, aux dispositions du droit commun interne concernant la prescription extinctive.

(L'article 2221 du code civil soumet la prescription extinctive, non à la lex fori, mais à la loi régissant le droit qu'elle affecte)

CJUE 22 novembre 2012, C-139/11, Cuadrench Moré, annulation en 2005 d'un vol entre Shanghai et Barcelone. La KLM prétend prescrite la demande en réparation exercée en 2009. En l'absence de réglementation de l'Union en la matière, il appartient à l'ordre juridique interne de chaque État membre de régler les modalités procédurales des recours en justice destinées à assurer la sauvegarde des droits que les justiciables tirent du droit de l'union. Pour autant que ces modalités respectent les principes d'équivalence et d'effectivité, le délai dans lequel les actions ayant pour objet d'obtenir le versement de l'indemnité est déterminé par le droit national de chaque État membre, pour autant que ces modalités respectent les principes d'équivalence et d'effectivité. La mesure d'indemnisation prévue par le règlement se situe en dehors du champ d'application de la CM.

La Cour de cassation écarte les dispositions relatives au délai biennal contenues dans le code de l'aviation civile et dans le code des transports.

La 1<sup>o</sup> Civile, 17 mai 2017, n<sup>o</sup> 16-13352, D. 2018.1420, obs. Kenfack, statue dans une espèce où les passagers ont été à l'arrivée, sur un vol entre La Havane et Paris, victimes d'un retard de 14 heures. Le délai biennal de la CV/ CM est inapplicable aux actions introduites au titre des articles 5 et 7 du règlement n<sup>o</sup> 261/2004, qui envisagent une mesure d'indemnisation se situant en dehors du champ d'application des CV et CM. L'action en paiement de l'indemnité forfaitaire est soumise à la prescription quinquennale de droit commun prévue à l'article 2224 du code civil.

Cassation du jugement de la juridiction de proximité d'Aulnay- sous- Bois ayant, à la demande d'Air France, fait application de la prescription biennale, prévue par l'article L. 6422-5 du code des transports rédigé en termes généraux.

Le règlement européen s'appliquait puisque le vol au départ d'un État extérieur à l'UE était assuré par une compagnie française, transporteur communautaire.

Les dispositions contenues dans le code des transports et faisant référence au délai biennal ne concernent que les actions fondées sur le droit uniforme.

Idem : 1<sup>o</sup> Civile, 15 juin 2017, n<sup>o</sup> 16-19375 : un vol Nantes - Venise en février 2012. Un retard de 7 heures à l'arrivée. Les passagers retardés agissent en juillet 2014, soit plus de deux ans après les faits. Le tribunal d'instance de Nantes écarte l'exception de prescription biennale et condamne le transporteur XL Airways France. Rejet du pourvoi. Le règlement n<sup>o</sup> 261/2004 instaure un régime de réparation standardisée et immédiate (?) des préjudices que constituent les désagréments dus aux retards, lequel s'inscrit en amont de la CM. Régime autonome par rapport au régime issu de la CM. C'est à bon droit que le TI a retenu que l'art. L. 6422-5 CT, auquel renvoient les articles R. 322-2 321-1 CAC, n'avait pas vocation à s'appliquer à une demande fondée sur le règlement n<sup>o</sup> 261/2004.

Idem, 1<sup>o</sup> Civile, 14 mars 2018, n<sup>o</sup> 17-15378. Annulation d'un vol Tokyo - Paris. Demande d'indemnisation fondée sur le règlement européen n<sup>o</sup> 261/2004 intentée plus de 2 ans après l'arrivée à Roissy du vol de remplacement. Air France oppose la prescription, ce qu'admet la juridiction de proximité d'Aulnay : l'article L. 6422-5 CT pose une règle de prescription spécifique au transport aérien, qui s'applique aussi bien en cas de retard que d'annulation de vol, que ce retard ou cette annulation entre ou non dans le champ d'application du règlement. Cassation : l'action en paiement de l'indemnité forfaitaire était soumise à la prescription quinquennale de droit commun prévue à l'article 2224 du code civil.

1<sup>o</sup> Civile, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20490, publié au Bulletin : Air France avait oublié sur un vol Mulhouse - Conakry de remettre à la passagère la notice prévue par l'article 14 du règlement n<sup>o</sup> 261/2004 et tendant à informer les passagers de leurs droits. Le transporteur en carence était certainement en faute. Le tribunal avait accordé 300 euros à la passagère. La passagère avait agi plus de deux ans après les faits, Air France invoquait le délai de déchéance biennal de la CM. La Cour de cassation maintient sa jurisprudence calquée sur celle de la CJ et approuve la solution donnée par le juge du 1<sup>o</sup> degré : la demande indemnitaire fondée sur la méconnaissance de l'article 14 du règlement ne constitue pas une demande d'indemnisation complémentaire liée à un préjudice particulier soumis à la CM, il s'agit d'une demande autonome entreprise sur le fondement du règlement européen qui se situe en dehors du champ d'application de cette convention, la demande était soumise au délai de prescription quinquennale de l'article 2224 du code civil.

La solution était certaine, on est étonné du pourvoi formé sur ce point par Air France.

Idem, 1<sup>o</sup> Civile, 10 octobre 2019, n<sup>o</sup> 18-20491, publié au Bulletin : un vol entre Mulhouse, via Paris, et Pointe à Pitre. Le vol Mulhouse - Paris est retardé, les passagers arrivent en Guadeloupe avec 24 heures de retard. Les passagers demandent une indemnisation au titre du défaut de remise de la notice informative. Air France invoque la prescription biennale. Le tribunal d'instance décide que la demande est soumise à la prescription quinquennale. Il accorde 300 euros d'indemnité. Le pourvoi de la compagnie est sur ce point rejeté. La décision du juge du premier degré est approuvée. La demande indemnitaire fondée sur l'article 14 du règlement ne constitue pas une demande d'indemnisation complémentaire liée à un préjudice particulier soumis à la convention de Montréal. Il s'agit d'une demande autonome entreprise sur le fondement du règlement européen qui se situe en dehors du champ d'application de cette convention.

#### **§ IV. Les frais de justice**

Article 22 § 6

Le tribunal peut accorder conformément à sa loi une somme correspondant à tout ou partie des dépens et autres frais de procès exposés par le demandeur, intérêts compris.

Les rédacteurs de la CM ont voulu cependant sanctionner les demandeurs réclamant une réparation d'un montant outrancier et favoriser le transporteur qui a fait à la victime une offre de transaction raisonnable.

Le juge est donc privé de la faculté d'allouer des dépens, lorsque le transporteur avait offert au demandeur - dans un délai de 6 mois à dater du fait qui a causé le dommage ou avant l'introduction de l'instance si celle-ci est postérieure à ce délai - une somme d'argent et que le montant alloué par le juge ne dépasse pas le montant de la somme qui avait été offerte par le transporteur (souvent de facto par son assureur) avant procès.

La victime se verra ainsi sanctionnée si elle avait présenté une demande d'un montant excessif. Elle obtiendra des dommages intérêts, mais le tribunal lui refusera l'octroi des dépens.

La CM contribue ainsi à réduire la multiplication des litiges.

Interdiction des dommages - intérêts punitifs ou exemplaires ou de dommages à un titre autre que la réparation.

Article 29

L'association de défense des victimes peut faire condamner l'auteur de l'infraction (homicides involontaires) à lui payer une somme d'argent sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale au titre des frais non payés par l'État et exposés par la partie civile, Cour de cassation Ch. Criminelle 3 juin 2009.

De tels frais ne pouvaient être mis, d'après la Cour de cassation, à la charge que d'une personne pénalement condamnée.

Il faut désormais tenir compte de la réforme opérée par la loi du 13 décembre 2011 et de la nouvelle rédaction de l'article 2-15 CPP : les associations et fédérations d'associations prévues par le présent article 2-15 CPP peuvent demander réparation des frais exposés en lien avec l'accident et qui sont la conséquence directe ou indirecte de l'infraction pour laquelle elles ont exercé les droits reconnus à la partie civile.

Une association de défense de l'intérêt des victimes - association Écho - échoue dans sa tentative de faire condamner l'État français pour fonctionnement défectueux du service public de la justice, art. L. 141-1 COJ, pour le traitement judiciaire de la catastrophe dite du mont Sainte Odile du 20 janvier 1992. L'association invoquait la durée excessive de la procédure. La 1<sup>o</sup> chambre civile, 23 février 2011, décide qu'à raison de la complexité de l'affaire, le délai de traitement de l'affaire n'était pas déraisonnable.

## § V. L'après procès

### I. L'exécution de la décision de condamnation

Soit le défendeur qui a succombé exécute spontanément.

Soit le demandeur, qui a triomphé et n'obtient pourtant pas le paiement des dommages intérêts, entend en venir à l'exécution forcée.

Il notifie la décision de justice à son adversaire.

Le règlement européen 2020/1784 du 25 novembre 2020 concerne la signification et la notification dans les États membres des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale. Il ne s'agit pas de signification ou de notification dans l'ordre interne, mais d'un État membre à un autre État membre.

Il bénéficie, dans l'ordre interne, d'un jugement doté de la formule exécutoire, ou si on est en France l'huissier a délivré un titre exécutoire selon les dispositions de la loi Macron, dans le cadre de la procédure de règlement des petits litiges. Article L. 111-1-2 du code des procédures civiles d'exécution :

Ou il demande à bénéficier dans l'ordre européen du règlement n° 805/2004 portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées.

[Voir pour la protection du défendeur dans l'hypothèse où il aurait fait défaut, affaire C-300/14, conclusions de l'avocat général Cruz Villalon du 8 septembre 2015],

Le règlement européen n° 655/2014 du 15 mai 2014 instaure à compter de 2017 dans les litiges transfrontaliers une procédure d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires. Cf. obs. Anne Leborgne, D. 2015.1341



Ou le demandeur dans l'ordre international a recours à la procédure d'exequatur. Il a obtenu dans un État donné un jugement condamnant le transporteur, celui-ci n'exécute pas, le client demande à la juridiction du pays dans lequel le condamné détient des biens d'accorder l'exequatur au jugement étranger. S'il l'obtient, le créancier peut en venir à l'exécution forcée.

Horatia Muir Watt, Le droit international privé au service de la géopolitique : les enjeux de la nouvelle convention de la Haye du 2 juillet 2019 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale, *Revue critique de droit international privé* 2020 p. 427  
Cette convention pour le moment n'a été signée que par l'Ukraine et l'Uruguay.  
Elle ne s'applique pas en matière de transport de passagers et de marchandises, article 2, lettre f.

## II. L'aggravation du préjudice

L'accident aérien est souvent mortel, certains passagers peuvent cependant par chance sauver leur vie, quitte à subir leur vie durant de graves infirmités.

Nous songeons à la situation d'un passager blessé lors d'un accident aérien, il agit en justice dans les délais, il obtient des dommages intérêts évalués compte tenu de l'étendue du préjudice constaté.

Il n'est pas exceptionnel que certains troubles apparaissent a posteriori, dont le juge n'avait pas pu tenir compte, ces troubles étant ignorés ou seulement inconnus ou virtuels lors de l'instance.

Une nouvelle procédure est-elle envisageable ? À quel ensemble normatif serait-elle soumise ? Quel serait le délai de l'action ?

La sentence judiciaire une fois rendue et les voies de recours exercées, l'autorité de chose jugée s'oppose a priori à une réitération de l'instance. L'argument n'est cependant pas probant. La victime qui demande une révision de l'indemnité ne remet pas en cause la première décision ayant statué sur les éléments du dommage alors identifiés. Il demande au juge une indemnité distincte, compte tenu d'éléments apparus postérieurement à la 1<sup>o</sup> décision.

On rencontre l'hypothèse du passager blessé dans un accident aérien et bénéficiaire d'un jugement condamnant le transporteur à indemniser la victime de son préjudice. Il est possible que la personne blessée connaisse ultérieurement une aggravation de son préjudice et demande au juge la condamnation de son adversaire. La jurisprudence française admet en droit commun la recevabilité d'une nouvelle demande fondée sur un élément de préjudice non encore réparé. Une nouvelle demande d'indemnisation au titre du même accident peut être formée en cas d'aggravation de l'état de la victime. Ainsi, à titre d'exemple, 2<sup>o</sup> Civile, 3 mai 2018, n<sup>o</sup> 17-14078.

Cf. Geneviève Viney, *Traité de droit civil, Les obligations, La responsabilité : Effets*, LGDJ, 1988, n<sup>o</sup> 76 et s.  
L'action en responsabilité, en matière de dommage corporel, est enfermée dans le délai de 10 ans, ce délai court à compter de la consolidation du dommage initial ou aggravé, art. 2226 al. 1<sup>o</sup> du code civil.

Un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre de la Cour de cassation, rendu le 24 mai 2018, n<sup>o</sup> 16-26200, a eu à connaître en matière aérienne d'une telle difficulté.

Un mineur, Ludovic, avait été victime d'un accident aérien en 1983, alors qu'il se trouvait à bord d'un avion de la compagnie colombienne Avianca.

Ludovic avait introduit dans les deux ans, une action - action initiale – contre le transporteur, une décision avait été rendue.

Ludovic consulte en 2012 des médecins, il souffre de séquelles du traumatisme crânien initial, il a des problèmes neurologiques et psychiatriques.

Il fait état d'une aggravation de ses préjudices, il saisit en 2013 - 30 ans après l'accident - le juge des référés, il demande une expertise in futurum et il veut faire condamner le transporteur Avianca à lui payer, en attendant le procès au fond, une provision.

La question est de savoir si le passager, victime de séquelles de l'accident aérien et d'une aggravation de son préjudice, peut en obtenir réparation, et ce dans quel délai.

La cour de Paris, dans un arrêt du 20 septembre 2016, confirme l'ordonnance du juge des référés : la cour ordonne une mesure d'expertise sur le fondement de l'article 145 CPC, elle condamne Avianca à verser au passager une provision de 10 000 euros à valoir sur l'indemnisation du préjudice global, elle condamne Avianca à payer au passager 2 000 euros à titre de provision ad litem.

Le transporteur avait pourtant invoqué l'article 29 CV enfermant, en matière de transport aérien international, l'action en responsabilité dans le délai de deux ans. La cour d'appel avait répliqué que ce délai de deux ans ne concerne que l'action initiale et que l'action en aggravation de dommage se prescrit par le délai de droit interne,

prévu par l'article 2226 du code civil, soit 10 ans.

La cour d'appel avait également écarté dans le cadre de cette instance la limite de responsabilité propre au système varsovien (125 000 ou 250 000 francs or) invoquée par le transporteur pour préférer la solution interne de la réparation intégrale.

La cour décidait que le droit à indemnisation de la victime n'était pas sérieusement contestable, ce qui était loin d'être évident.

La Cour de cassation rejette le pourvoi formé par le transporteur, mais, préférant ménager l'avenir, se garde bien de trancher le débat quant au fond.

Elle considère que la responsabilité de la compagnie colombienne n'était pas en litige.

La demande d'expertise émanant du passager blessé ne tendait qu'à établir la preuve de l'aggravation de son état de santé.

Le délai de l'article 29 CV n'était pas applicable à cette action probatoire fondée sur l'article 145.

La question de recevabilité de l'action n'est pas tranchée. Ni celle de la durée de la prescription de l'action, si celle-ci venait à être admise.

À notre humble avis, il convient d'admettre la recevabilité de l'action en réparation du préjudice aggravé.

Des considérations de pure justice naturelle commandent d'admettre cette solution, que la décision rendue en premier lieu ait réservé ou non la possibilité pour la victime de se pourvoir ultérieurement pour obtenir réparation d'un préjudice inconnu alors que le juge statuait.

Cette action contre le transporteur relève de la convention, portant droit uniforme. La réparation est limitée à un certain plafond lorsque la cause est soumise à la convention de Varsovie. Si la première instance était gouvernée par la CV, il doit en être de même par identité de raison pour la nouvelle instance qui est une prolongation de la première. Il n'y a pas lieu de faire application du droit interne.

Ce qui est plus délicat à apprécier, c'est la détermination du délai dans lequel l'action tendant à l'indemnisation d'une nouvelle forme de préjudice est enfermée. Le délai doit être celui du droit uniforme.

La question bute sur le point de départ du délai.

La convention internationale fait courir, prise à la lettre, le délai biennal à compter de l'arrivée à destination.

À appliquer la disposition conventionnelle de façon mécanique, le passager au préjudice aggravé non réparé est habituellement forclos.

*Contra non valentem agere, non currit praescriptio.*

On est obligé de recourir à l'argument d'analogie, le passager doit agir en justice dans les deux ans à compter du jour où le préjudice allégué s'est clairement manifesté.

Le passager a droit à réparation du préjudice pris dans sa totalité, aucune négligence ne peut lui être imputée, il avait agi primitivement dans le délai, il avait obtenu la réparation du préjudice alors relevé, sont apparues a posteriori des séquelles en relation de cause à effet avec l'accident.

Tout transporteur aérien sait nécessairement que les victimes d'un accident corporel peuvent présenter à terme des risques de séquelles et d'aggravation du préjudice. Dans la balance des intérêts, le transporteur doit s'attendre à une action en complément si le passager présente des blessures aggravées, inconnues lors de la première instance. Il est cependant en droit d'exiger d'être assigné dans un délai relativement bref, deux ans, commençant à courir à compter de l'apparition avérée des séquelles. Ce qui est une transposition de la disposition imposant au passager blessé d'agir dans les deux ans de l'arrivée à destination. Sinon il faut l'autoriser à invoquer la déchéance de l'action.

## CHAPITRE II. LES VENTES AÉRIENNES

L'enseignement des ventes maritimes : la vente à distance est suivie d'un transport de la marchandise - une vente de marchandises donnant lieu d'après les stipulations des parties à un transport maritime pour que la marchandise parvienne entre les mains de l'acquéreur. La date du transfert de propriété et de transfert des risques.

Ventes au départ : le vendeur n'assume pas la fonction transport

Ventes à l'arrivée : le vendeur s'occupe de conclure le contrat de transport pour que la marchandise soit remise à destination au destinataire.

Rita Herro, Vente et transport - indépendance ou interdépendance, 2011, préface Delebecque, Presses universitaires d'Aix -Marseille

La transposition en matière aérienne.

Il faut se référer à la volonté des parties, aux incoterms utilisés ainsi qu'aux usages.

Le prix de la marchandise incombe bien évidemment à l'acheteur.

On se pose la question de savoir si on prend une assurance. Ordinairement, oui : c'est plus prudent, la marchandise peut être endommagée pendant les manipulations et transbordements, la marchandise peut être volée ou détournée par des malfaiteurs. Qui s'occupe de prendre l'assurance ? Le montant de la prime est-il compris dans le prix global ?

Le prix du transport (fret) est-il inclus dans le prix global ou fait-il l'objet d'un paiement distinct ?

À quelle date s'opère le transfert des risques ? À la remise au transporteur routier allant en direction de l'aérogare de fret ? Lors de la remise au transporteur aérien ? À destination ?

## Les ventes au départ

Les industriels peuvent pratiquer la vente départ usine, le vendeur livre la marchandise dans son usine, c'est l'acheteur qui s'occupe du transport et qui prend l'assurance.

On pratique la vente franco transporteur. La livraison a lieu avant embarquement sur aéronef, les marchandises ayant été dédouanées pour l'exportation

On pratique la vente FOB aéroport de départ convenu : la marchandise est livrée par le vendeur entre les mains du transporteur aérien à l'aérogare de départ, le vendeur cesse alors d'assumer les risques, habituellement c'est le vendeur qui désigne le transporteur et se désigne expéditeur, l'acheteur paie le fret.

On pratique la vente CAF, qui est une vente à l'embarquement. CAF ou CIF avec la destination du transport final. L'acheteur paie un prix global, le coût de la marchandise, l'assurance et le fret. Le vendeur soigne le transport, c'est une vente au départ, le vendeur n'assume pas les risques du transport, c'est le vendeur qui comme mandataire de l'acheteur choisit le transporteur et qui s'occupe de souscrire une assurance.

La vente Coût et Fret. Cost & Freight.

Le vendeur soigne le transport, mais il ne s'occupe pas de l'assurance. Le coût global comprend le prix de la marchandise et le coût du transport. Il n'y a pas le coût de l'assurance. Il informe l'acheteur du prochain départ de l'avion pour qu'il souscrive une assurance. C'est une vente à l'embarquement, le transfert des risques se produit lors de la remise au transporteur aérien à l'aéroport de départ.

Com. 11 mai 2010, n° 08-21266 : vente en 2004 de 5 camions land cruisers blindés par UIOGMP à USC. Le vendeur charge une société Orient UK d'organiser les opérations de transport d'Autriche à Bagdad, où les camions ne parviendront jamais. L'acquéreur fait résoudre le contrat de vente, obtient 75 000 dollars de dommages intérêts, et la restitution du prix d'achat, 700 000 dollars. Les incoterms ont pour objet de déterminer à quel moment les risques sont transférés du vendeur à l'acquéreur. Incertitude quant aux incoterms retenus, certains documents parlent de l'incoterm Ex Works, d'autres emploient le terme de FOP ; la facture pro forma de 2004 a mentionné l'incoterm COST & FREIGHT, le prix de 702 000 inclut le prix du transport aérien ; l'acquéreur a apposé sur cette facture une mention d'acceptation en visant l'incoterm Ex Works. Souscription pour la sécurité de la livraison d'une assurance de 725 000 dollars. La justice retient la qualification de vente au départ ; les véhicules vendus devaient être transportés en camion des ateliers autrichiens du vendeur jusqu'à l'aéroport de Budapest puis par avion- cargo jusqu'à Bagdad ; les véhicules n'ont jamais été embarqués sur un avion. Le mode de transport principal était l'avion. Les parties ne se sont référées à l'incoterm Cost & Freight que pour déterminer à qui incombait le prix du transport et la charge de l'organiser ; le transfert des risques à l'acquéreur n'avait pas pu intervenir faute d'embarquement. Le vendeur a manqué à son obligation de livraison. Résolution du contrat aux torts du vendeur.

Fret port payé, assurance comprise, jusqu'au point de destination convenu : la propriété et les risques sont transférés à l'acheteur dès que la marchandise est remise au premier transporteur de surface.

Vente franco domicile : le transporteur doit livrer au domicile du destinataire, la propriété et les risques sont à la charge du vendeur jusqu'à l'arrivée du lieu de destination

## CHAPITRE III. LES ASSURANCES AÉRIENNES

Henri Matouk, Les assurances aériennes, LGDJ, 1971

Marie France Steinlé-Feuerbach, Assurances et transport aérien, in ouvrage collectif direction Xavier Latour précité, 2005, p. 169

Claude -J. Berr, Survol en rase mottes du droit de l'assurance aérienne, Études Hubert Groutel, 2006, LexisNexis a. Graber, L'assurance aéronautique et spatiale, Le défi du gigantisme, Revue Risques : Les Cahiers de l'assurance, mars 2014, n° 97

Loïck Bogaert Le Scao, Responsabilité et assurances dans le secteur aéronautique, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, éditions Pedone, 2014, p. 217

Bernard Beignier, Droit des assurances, 2<sup>e</sup> édition, LGDJ, Lextenso, octobre 2015. Avec la collaboration de Sonia Ben Hadj Yahia.

Bigot, Kullmann et Mayaux, Les assurances de dommages, Traité de droit des assurances, tome 5, LGDJ, 2017

Le droit des assurances maritimes, aériennes, spatiales, est un monde à part, que les universitaires abandonnent volontiers, à raison de sa haute technicité, aux praticiens.

Le marché de l'assurance aérienne.

C'est un marché mondial caractérisé par la difficulté pour l'appréciation du risque et le calcul des primes. C'est un marché étroit, les statistiques ne sont pas toujours fiables, les accidents les plus terribles sont exceptionnels, mais ils ont alors un coût immense. Importance de la place de Londres et du marché américain.

Les compagnies pratiquant le risque aérien.

La réunion de compagnies en pools : le GIE Réunion aérienne regroupant plusieurs entreprises d'assurances.

Les organismes professionnels.

Le recours à la réassurance pour faire face à la catastrophe meurtrière.

Les courtiers d'assurance sont présents pour rapprocher clients et assureurs.

La réglementation européenne édicte en certains domaines une obligation d'assurance incombant aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéronefs.

Le conflit de lois : la détermination de la loi étatique applicable au contrat d'assurance.

La matière aérienne est mondiale, les preneurs d'assurance peuvent contracter avec des compagnies anglaises, américaines, suisses, allemandes, françaises... Il faut se demander quelle est la loi qui gouverne le contrat d'assurance international.

La loi applicable au contrat d'assurance résulte du choix des parties au contrat ou des autres règles de conflit indiquées par le règlement de Rome I du 17 juin 2008 sur la loi applicable aux obligations contractuelles. Article 7.

Il convient de distinguer les contrats d'assurance couvrant les grands risques et les autres.

. Couverture des grands risques

(Corps des véhicules aériens et RC véhicules aériens) (Peu importe la localisation du risque)

Le contrat est régi par la loi choisie par les parties. Les parties disposent d'une ample liberté de choix.

Le contrat d'assurance, à défaut de choix de la loi, est régi par la loi du pays où l'assureur a sa résidence habituelle, art. 7 § 2, alinéa 2,

(À moins que le contrat ne présente manifestement des liens plus étroits avec un autre pays, en ce cas le contrat est gouverné par la loi de ce pays)

. Contrat d'assurance ne concernant pas la couverture des grands risques, art. 7 § 3.

(Les risques sont situés à l'intérieur de l'UE)

L'electio iuris est possible, mais elle s'exerce dans un éventail restreint de lois.

Les parties disposent d'un choix limité de lois à élire.

Elles peuvent choisir la loi de tout État membre où le risque est situé au moment de la conclusion du contrat.

Elles peuvent faire le choix de la loi du pays dans lequel le preneur d'assurance a sa résidence habituelle.

S'il s'agit d'une assurance vie, les parties peuvent choisir la loi de l'État membre dont le preneur d'assurance est ressortissant.

Dans le cas d'un contrat d'assurance couvrant des risques limités à des sinistres survenant dans un état membre, autre que celui où le risque est situé, les parties peuvent désigner la loi de l'État membre de survenance.

Lorsque le titulaire du contrat d'assurance exerce une activité commerciale, industrielle ou libérale et que le contrat d'assurance couvre deux ou plusieurs risques relatifs à ces activités et situés dans différents états membres, les parties peuvent élire la loi de l'un des états membres concernés ou la loi du pays de résidence habituelle du preneur d'assurance.

Si la loi d'un État membre accorde dans les 3 premiers cas une plus large liberté de choix de la loi applicable au contrat d'assurance, les parties peuvent faire usage de cette liberté.

Si les parties n'ont pas opéré le choix de la loi, le contrat est régi par la loi de l'État membre où le risque est situé au moment de la conclusion du contrat.

L'incidence de l'assurance obligatoire

L'art. 7, § 4, prévoit des règles supplémentaires s'appliquant aux contrats d'assurances pour lesquels un État membre impose l'obligation de souscrire une assurance.

En matière aérienne, règne une large harmonisation, puisque ce sont les dispositions européennes qui ont édicté les obligations d'assurance. Le droit interne est en recul, de telle sorte que les dispositions que nous allons indiquer n'ont en notre domaine qu'un intérêt limité.

Le sujet ne satisfait à l'obligation de souscrire une assurance que si le contrat d'assurance est conforme aux dispositions spécifiques, relatives à cette assurance, prévues par l'état qui impose l'obligation.

Lorsqu'il y a contradiction entre la loi de l'état membre où le risque est situé et celle de l'état membre qui impose l'obligation de souscrire une assurance, cette dernière prévaut.

Un État membre peut disposer que le contrat d'assurance est régi par la loi de l'État membre qui impose de souscrire une assurance.

Lorsque le contrat couvre des risques situés dans plus d'un État membre, le contrat est considéré comme constituant plusieurs contrats dont chacun ne se rapporte qu'à un seul État membre, art. 7 § 5.

#### Droit interne

Le gouvernement avait été habilité à légiférer par ordonnance en matière de risques aériens, aéronautiques et spatiaux... par l'art. 77 L. 22 octobre 2010 de régulation bancaire et financière, cette ordonnance a été publiée le 15 juillet 2011, elle est relative aux assurances en matière de transport, elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Le code des assurances contient ainsi désormais des dispositions propres aux assurances aériennes et spatiales.

Voir l'édition du code des assurances annoté par le recteur Bernard Beignier et M. do Carmo Silva, LexisNexis. Louis Perdrix, L'assurance et la sécurité des transports, in Transport et sécurité, LexisNexis, 2019, p. 259

Le principe va être celui de la liberté contractuelle, au motif que le souscripteur est un professionnel. Dans certaines hypothèses cependant, même en matière aérienne, on reviendra au régime des assurances terrestres tributaire du consumérisme et des exigences de l'ordre public.

#### Le principe : la liberté contractuelle

Le code des assurances contient un livre 1<sup>er</sup> intitulé « Le contrat », ce livre premier est divisé en plusieurs titres, le titre VII est intitulé « Les contrats d'assurance maritime, aérienne et aéronautique, fluviale et lacustre, sur marchandises transportées par tous modes et de responsabilité civile spatiale ».

Les contrats d'assurances soumis au titre VII du livre 1<sup>er</sup>, art. L. 171-1, sont des contrats caractérisés par les risques aériens et aéronautiques ainsi que par les risques relatifs au transport de marchandises par voie maritime aérienne ou terrestre.

#### Les exceptions

Certaines polices peuvent cependant se trouver soumises au régime des assurances terrestres, elles échappent alors, soit de plein droit, soit par volonté concordante des parties, au droit spécial des assurances aériennes.

#### Deux modèles d'exclusion.

. Sont exclus de l'application du titre VII sur les risques aériens les contrats d'assurance conclus par des organismes ne poursuivant pas une activité commerciale ou à but lucratif ; ces contrats sont alors soumis aux dispositions des titres I, II et III du livre I<sup>er</sup>. Il s'agit d'une exclusion de plein droit. Article L. 171-5 alinéa 3.

. Les organismes poursuivant une activité commerciale ou à but lucratif au moyen d'aéronefs légers peuvent soumettre, sur option, leurs contrats d'assurances aux titres I, II et III du livre I<sup>er</sup> du code des assurances. C'est ce que décide l'article L.171-5 alinéa 4. L'exclusion du droit spécial résulte alors d'un accord de volontés.

L'article L. 175-10 est cependant applicable à tout contrat d'assurance aérienne et aéronautique : « Dans les assurances de responsabilité, les conditions d'application de la garantie dans le temps sont déterminées par le contrat d'assurance ».

#### Le contentieux

Les affaires d'assurances peuvent donner lieu à un litige porté en justice.

#### Le contentieux interne

#### Le contentieux international

L'UE, en tant qu'organisation régionale d'intégration économique, a signé la convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for le 1<sup>o</sup> avril 2009, elle l'a approuvée le 4 décembre 2014. Elle a fait une déclaration excluant les contrats d'assurance du champ d'application de la convention. Les grands risques ne sont toutefois pas concernés par cette réserve. L'UE applique donc la convention au contrat de réassurance, au contrat d'assurance qui couvre tout dommage causé par des événements survenant en relation avec l'utilisation d'aéronefs à des fins commerciales, ou tout dommage subi par les marchandises en transit, ou toute responsabilité résultant de l'exploitation des aéronefs (à l'exception de la responsabilité des dommages corporels aux passagers), idem si le preneur d'assurance dépasse certains seuils, bilan, chiffre d'affaire, nombre d'employés.

La plupart du temps, les contrats d'assurance obéissent à des conventions types donnant lieu à des imprimés, complétées par des conditions particulières.

La plupart des contrats d'assurance reposent en matière aérienne sur le principe indemnitaire. Si le sinistre survient, l'assureur paie une indemnité au bénéficiaire du contrat. L'assureur est subrogé dans les droits de la victime (qui ne peut plus désormais agir si elle a été intégralement indemnisée) et peut ainsi former un recours indemnitaire contre l'auteur du dommage.

(La subrogation légale suppose que le paiement fait par l'assureur l'ait été en exécution de la police ; si ce n'est pas le cas, la subrogation légale est exclue ; les tiers au contrat d'assurance peuvent s'en prévaloir : Com. 16 décembre 2014, n<sup>o</sup> 13-23342, RFDA 2014.455).

Si le préjudice excède le montant de la garantie due au titre de l'assurance, on trouve alors au prétoire comme demandeurs la victime et son assureur.

Les assurances de personnes échappent au principe indemnitaire. La personne bénéficiaire d'une telle assurance perçoit un capital prévu au contrat en cas de réalisation du sinistre, mais elle conserve tout recours contre l'auteur du dommage.

## **Section I. Les assurances de dommages**

Ces assurances présentent un caractère indemnitaire, le risque assuré est l'éventuelle survenance d'un dommage, que l'assuré voit sa responsabilité être engagée et soit obligé de payer à la victime des dommages-intérêts, que le propriétaire d'une chose voit celle-ci être détruite ou endommagée.

### Sous - Section I. [Les assurances de responsabilité](#)

L'assuré se couvre contre le risque de voir sa responsabilité civile être engagée par la victime d'un dommage.

Le tiers lésé dispose en droit français d'un droit d'action directe à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable, art. L. 175-11 al. 1<sup>o</sup>.

L'assureur ne peut pas payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui tant que ce tiers n'a pas été désintéressé des conséquences pécuniaires de l'événement ayant entraîné la responsabilité de l'assuré, al. 2

S'il y a contentieux, l'assureur soutient assez fréquemment que ne sont pas remplies les conditions requises pour que sa garantie soit engagée.

Georges Durry, La distinction de la condition de la garantie et de l'exclusion du risque, Études offertes à Hubert Groutel, Litec, 2006, p.129

Les actions nées du contrat d'assurance se prescrivent par 2 ans, art. L. 175-13.

L'assuré doit déclarer dans les délais prévus au contrat d'assurance tout sinistre dont il a connaissance, art. L. 175-18

L'assureur ne garantit pas les dommages et pertes causés par la faute intentionnelle de l'assuré. Cependant, les risques demeurent couverts en cas de faute non intentionnelle de l'assuré ainsi qu'en cas de toute faute de ses préposés. Art. L. 175-22.

Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite d'un événement prévu au contrat,



une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé, art. L. 175-27

L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance acquiert, à concurrence de son paiement, tous les droits de l'assuré nés des dommages qui ont donné lieu à garantie, art. L. 175-29

Le droit européen a imposé en certains domaines le recours à l'assurance obligatoire, le transporteur aérien ou l'exploitant d'aéronef qui ne respecte pas les obligations imposées par le règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004 encourt une amende administrative, art. R. 160-1, I, 3°, CAC.

Si le manquement est d'une particulière gravité, le ministre, à la place de l'amende, peut prononcer le retrait de la licence d'exploitation (pour un transporteur de siège français) ou interdire à ce transporteur d'atterrir en France, art. R. 6231-3 CT.

La CJUE dans un arrêt du 16 novembre 2023, C-283/22, a eu l'occasion de préciser que l'assurance obligatoire des exploitants ne concerne que les aéronefs civils et non les aéronefs d'État, par renvoi du règlement européen pour déterminer ces derniers à la convention de Chicago. Les aéronefs utilisés dans des services militaires, de douane ou de police sont considérés comme aéronefs d'État.

L'espèce concernait un accident mortel survenu lors d'un exercice de formation de pompiers et de secouristes, l'hélicoptère utilisé pour l'exercice était en vol dans la zone militaire d'un aéroport slovaque, l'hélicoptère était un aéronef d'État, un aéronef des services de la police de l'État slovaque.

Les États en général ne prennent pas d'assurance pour couvrir leur éventuelle responsabilité.

## § I. Le contrat d'assurance responsabilité des fabricants et des équipementiers

### Contrat d'assurance responsabilité professionnelle aéronautique

#### Plusieurs variantes

Risque responsabilité civile pendant l'exploitation : un incendie, une explosion dans l'usine, l'avion est en construction, l'avion est aux essais

Risque responsabilité civile liée aux biens confiés : l'assuré est gardien ou dépositaire d'aéronefs à entretenir ou à réparer.

Prenons en exemple le cas d'un avion ou d'un hélicoptère endommagé lors du vol de contrôle de la grande visite entretien réparation

Un procès entre assureurs et l'analyse des rapports entre société mère et sa filiale d'une part et leurs contractants d'autre part : 1° Civile, 22 septembre 2011, n° 09-71632 : chute en 2005 d'un moteur dans les locaux de la filiale de Latécoère à Cornebarrieu lors des opérations de déchargement d'un véhicule par un salarié de la société Daher. Daher est ce qu'on appelle communément un sous-traitant, c'est une entreprise qui assurait la manutention et la réception des marchandises sur le site pour Latécoère ; le moteur avait fait l'objet d'un entretien par la société Avio, le moteur avait été livré par le transporteur d'Avio à Éric le préposé de Daher ; le moteur d'aéronef appartient à un client de Latécoère, GIE ATR ; Latécoère avait souscrit en 2004 un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle aéronautique pour son compte et celui de sa filiale spécialisée dans la maintenance entretien réparation des aéronefs.

L'assureur de Latécoère et de sa filiale, le GIE la Réunion aérienne, a réglé pour le compte du propriétaire GIE ATR le coût de la remise en état du moteur tombé à terre et a remboursé à la filiale de Latécoère ses débours sous déduction d'une franchise.

La cour de Toulouse condamne Daher et son assureur Groupama Transport à payer à l'assureur de Latécoère 265 079 euros au titre du préjudice matériel et 177 323 euros au titre du préjudice immatériel, et 2285 euros à

Latécoère.

Cassation : il y avait contrat de logistique entre la société mère Latécoère et Daher, on ne pouvait condamner Daher sur le terrain de la responsabilité contractuelle à indemniser la filiale sans s'expliquer sur ce point.

Un aéronef endommagé alors qu'il était demeuré, après achèvement du travail d'entretien, sous la garde de l'entreprise de maintenance, Latécoère Aéroservices.

Une hypothèse de coassurance.

Paris, 22 mars 2016, n° 13/00758, lu sur Lexbase :

un avion ATR a été confié en 2009 à l'entreprise de maintenance par son propriétaire la société DAT; l'entretien est effectué ; l'appareil peut être confié à son exploitant DOT LT ; dans l'attente d'un contrat d'affrètement, DAT demande à Latécoère de pouvoir faire stationner gratuitement l'avion sur un parking dépendant de Latécoère, ce qui est fait le 13 août 2009 ; le lendemain, le 14, un employé de Latécoère oublie de rétablir les cales de l'avion qu'il avait retirées auparavant ; le lendemain, le 15, un grand vent s'élève, l'avion « décalé » va choir dans un fossé près du parking ; la société Latécoère fait une déclaration de sinistre auprès de ses deux assureurs, le GIE (auj. SAS) La Réunion aérienne et XL Insurance (serait lié auj. à Axa) ; le GIE requiert une expertise ; Latécoère effectue la réparation de l'avion endommagé.

La Réunion aérienne indemnise l'exploitant de l'avion au titre de son préjudice de jouissance, 310 000 euros.

La Réunion aérienne indemnise Latécoère pour un montant de 926 485 euros, déduction faite d'une franchise de 100 000 euros, au titre des réparations effectuées par cette société.

Latécoère était responsable du sinistre, la société était dépositaire de l'aéronef qui lui avait été confié une fois la maintenance effectuée. Son salarié avait commis une faute d'omission se trouvant à l'origine du dommage.

Latécoère était assuré.

En l'espèce, Latécoère avait pris une police d'assurance auprès de deux assureurs, La Réunion aérienne et XL Insurance.

On parle de coassurance, de concours d'assurance, qui est licite. A la différence du cumul d'assurances qui ne l'est pas. Voir l'ouvrage du doyen Bernard Beignier et de Sonia Ben Hadj Yahia, Droit des assurances, 2<sup>e</sup> édition, 2015, n° 555.

La Réunion aérienne avait indemnisé l'exploitant, 310 000 euros, elle s'était fait subroger par l'exploitant dans les droits de DOT LT.

A propos du paiement de 926 485 euros. Latécoère avait cédé à la Réunion aérienne les droits dont elle pouvait disposer à l'encontre de XL Insurance dans la limite de l'indemnité versée par la Réunion aérienne. La Réunion aérienne avait accepté de régler au titre de la garantie responsabilité civile de Latécoère le montant des réparations nécessaires à la remise en état de l'appareil accidenté.

La Réunion aérienne, le 2 novembre 2010, s'adresse à XL INSURANCE lui demandant, en application de l'article L. 121-4 du code des assurances, de lui rembourser une part de l'indemnité.

L'article L. 121-4 envisage le cas où une personne est assurée auprès de plusieurs assureurs par plusieurs polices contre un même risque.

Si ces assurances sont contractées sans fraude, chaque assurance produit ses effets dans les limites des garanties du contrat.

L'alinéa 5 détermine, dans les rapports entre assureurs, les règles de la contribution entre les différents assureurs.

Le tribunal de commerce de Paris déboute, le 4 décembre 2012, la Réunion aérienne de son action en contribution contre XL Insurance. Il considère que le risque en cause relève de la responsabilité civile et qu'il n'est pas dans le champ d'application de la police souscrite par Latécoère auprès de XL Insurance.

L'affaire vient en appel. La cour de Paris va se montrer plus accueillante à l'égard des prétentions de la Réunion aérienne.

Latécoère a souscrit auprès de deux assureurs deux polices, la police dommage perte d'exploitation, la police Responsabilité civile.

La cour d'appel décide que XL Insurance doit apporter sa garantie.

Elle admet ainsi qu'on se trouve en présence de la situation visée par l'alinéa 1<sup>o</sup> de l'art. L. 121-4 du code des assurances : une personne (Latécoère) assuré auprès de plusieurs assureurs par plusieurs polices, pour un même intérêt, contre un même risque (le dommage affectant des biens confiés).

Les deux contrats se trouvent l'un et l'autre applicables au titre de la responsabilité civile du dépositaire à l'égard de l'aéronef accidenté qui était sous sa garde.

Elle procède à l'interprétation de la police liant XL Insurance.

La police de XL Insurance concerne la couverture des dommages aux biens.

Conformément aux conditions particulières de la police, les responsabilités assurées par l'assurance Dommage aux biens incluent les responsabilités du dépositaire.

La garantie Responsabilité civile est expressément prévue la police.

L'arrêt en vient au calcul de la contribution de XL Insurance.

Il convient de se référer à l'art. L. 121-4 al. 5 du code des assurances.

« Dans les rapports entre assureurs, la contribution de chacun d'eux est déterminée en appliquant au montant du dommage le rapport existant entre l'indemnité qu'il aurait versée s'il avait été seul et le montant cumulé des indemnités qui auraient été à la charge de chaque assureur s'il avait été seul. »

Le montant du dommage : 1 336 485

Le montant de l'indemnité que XL Insurance aurait dû payer si elle avait été seule : 1 261 485

Le montant cumulé des indemnités qui aurait été à la charge de chaque assureur s'il avait été seul :

$1\,261\,485 + 1\,226\,485 = 2\,497\,970$

On affecte au montant du dommage soit 1 336 485 le rapport  $\frac{1\,261\,485}{2\,497\,970}$

$$(1\,261\,485 + 1\,226\,485) \times \frac{1\,261\,485}{2\,497\,970} = 674\,930,35$$

XL Insurance doit à l'autre assureur une contribution de 674 930,35 euros.

Les deux assureurs contribuent ainsi dans leurs relations mutuelles au règlement du sinistre.

Risque responsabilité civile après livraison : l'avion a été livré, il y a un accident aérien, il est possible que l'accident résulte d'un défaut de fabrication de la part du constructeur. On parle de responsabilité civile produits.

## § II. Le contrat d'assurance responsabilité des exploitants professionnels d'aéronef

### A. Le contrat d'assurance responsabilité civile accident aéronef à l'égard des personnes non transportées

Le risque en cause : l'avion s'écrase à la surface, le risque de collision entre aéronefs.

Mort d'hommes et destruction de biens

L'exploitant risque de voir sa responsabilité engagée. L'art. L. 6131-2 du code des transports prévoit en effet la responsabilité de plein droit de l'exploitant d'aéronef qui cause des dommages aux personnes et aux biens à la surface, du moment que les dommages ont été causés par les évolutions de l'aéronef ou par les objets qui s'en détachent.

L'UE impose l'assurance obligatoire : règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004, article 7 : la couverture minimale de l'assurance par accident dépend de la masse maximale au décollage MMD.

Les risques assurés couvrent les actes de guerre, le terrorisme, la piraterie aérienne, les actes de sabotage, la capture illicite d'aéronefs et les troubles civils, art. 4.

(Une dérogation à l'obligation d'assurance est prévue, en ce qui concerne les actes de guerre et le terrorisme, pour les ULM et pour les aéronefs comme les planeurs d'une masse inférieure à 500 kg, si les appareils ne servent pas à des opérations commerciales ou s'ils sont affectés à l'enseignement du pilotage sans franchissement des frontières, art. 2 § 2, lettre g)

Loïc Grard, Le droit de l'aviation civile après le 11 septembre 2001. Quelles mesures face à l'hyper terrorisme ? Études Lapoyade Deschamps, p. 58

Objection qui serait vraisemblablement surmontée en cas d'attentat terroriste. L'assureur de responsabilité n'est

en principe tenu qu'à raison de l'engagement de responsabilité de l'exploitant d'aéronef. Celui-ci étant tenu des dommages causés à la surface, même en présence d'un événement de force majeure, article L. 6131-2 CT. On pourrait soutenir que si l'équipage est privé de la conduite de l'appareil, il n'en a plus la garde, l'exploitant a perdu sa qualité d'exploitant. Il n'est pas tenu du fait de l'aéronef dont il a perdu la maîtrise et qui s'écrase au sol semant la terreur. L'exploitant n'étant pas responsable, l'assureur est par ricochet délié, il ne garantit rien. Réponse à l'objection : la solution de l'assurance obligatoire a été adoptée pour jouer même en cas de perte de la détention de l'appareil. Si acte terroriste il y a, l'assureur doit sa garantie. C'est ce que le législateur veut. On s'éloigne alors d'une assurance responsabilité civile classique.

## B. Le contrat d'assurance responsabilité contractuelle envers les passagers et les expéditeurs

### 1°) Responsabilité civile accident aéronef à l'égard des occupants, passagers et membres d'équipage

Les occupants de l'aéronef subissent un préjudice corporel, ils sont tués ou blessés.

Le transporteur risque de devoir payer d'importants dommages intérêts en cas de catastrophe aérienne aussi bien aux passagers victimes directes ou aux victimes par ricochet qu'éventuellement aux membres du personnel.

La victime de l'accident risque dans certaines hypothèses d'avoir en face de soi un transporteur insolvable.

Le législateur impose le recours à l'assurance obligatoire.

Le droit européen instaure l'assurance obligatoire du transporteur aérien et de l'exploitant d'aéronef, art. 50 CM, règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004, article 6

#### Domaine de l'assurance obligatoire

L'assurance est certainement obligatoire lorsque le passager est titulaire d'un contrat de transport, le règlement s'applique à tous les transporteurs aériens qui transportent des passagers.

Le règlement européen impose plus largement l'assurance obligatoire à l'exploitant d'aéronef.

Il y a l'hypothèse du travail aérien : est-on dans le domaine de l'assurance obligatoire ?

La haute juridiction autrichienne demande à la CJUE, C-6/14, Wucher c. Santer, si le salarié d'une entreprise chargée d'un travail de repérage des lieux et de lutte contre les avalanches, monté à bord d'un hélicoptère, est un passager au sens de l'article 3 lettre g du règlement n° 785/2004. Il nous semble que le règlement relatif à l'assurance obligatoire est applicable. L'obligation d'assurance concerne non seulement les transporteurs mais plus largement les exploitants d'aéronefs, art. 3 lettre c, ce qui est le cas d'un exploitant d'hélicoptère qui contracte dans le cadre d'une opération de travail aérien. Le salarié monté à bord dans le cadre de son contrat de travail conclu avec l'entreprise de lutte contre les avalanches n'est pas titulaire d'un contrat de transport, il n'a pas de relation contractuelle directe avec l'exploitant de l'hélicoptère, on peut toutefois le qualifier de passager lato sensu au sens de ce règlement européen, il effectue un vol avec l'accord de l'exploitant de l'hélicoptère. Il n'est pas membre de l'équipage.

La notion de passager n'est pas identique en droit européen des assurances et dans le droit de la CM.

La CJUE ne suit guère nos intuitions, elle considère dans son arrêt du 26 février 2015 que ce technicien est à la fois un passager au sens du règlement sur l'assurance obligatoire et un passager se trouvant à bord sur le fondement d'un contrat de transport aérien. L'incidence de travail aérien n'est pas prise en considération.

Il semble bien que ce mécanisme d'assurance pris en charge par une compagnie d'assurances suppose que soit établie la responsabilité civile du transporteur ou de l'exploitant de l'aéronef à l'égard de l'occupant ou du passager qui se prévaut de l'assurance obligatoire. L'art. 4 du règlement indique que les transporteurs et exploitants sont assurés quant à leur *responsabilité* spécifique de l'activité aérienne à l'égard des passagers. Les transporteurs et exploitants veillent à ce que tout vol soit couvert par une assurance. Si le transporteur ou l'exploitant n'est pas responsable, l'assureur n'est tenu à rien.

En ce qui concerne la responsabilité à l'égard des passagers, la couverture minimale est en principe de 250 000 DTS.

(Le règlement délégué 2020/1118 refuse de majorer le chiffre de 250 000 DTS, au motif que les exigences minimales visées par le règlement n° 785/2004 ont été fixées à un niveau qui dépasse considérablement les limites de responsabilité révisées aux termes de la CM.

Rappelons cependant qu'avec la CM la responsabilité du transporteur aérien en cas de mort ou de lésion

corporelle est désormais d'un montant illimité. Elle n'est plus plafonnée. Le transporteur aérien peut seulement s'exonérer pour la fraction du dommage excédant 128 821 DTS s'il établit qu'il était étranger à la survenance du dommage ou que celui-ci relève du fait exclusif d'un tiers. En deçà, règne le système de la garantie, le transporteur est tenu - et par ricochet son assureur de responsabilité - même si le dommage ne lui est pas imputable ; il ne s'exonère que par la faute ou le fait causal de la victime.

En clair, en matière d'accident corporel, le transporteur risque d'être tenu de payer à la victime des dommages-intérêts excédant le chiffre de 250 000 DTS.)

On écrivait dans la presse il y a plus de 5 ans que pour un cadre européen victime d'un accident d'avion, les indemnités pouvaient atteindre 800 000 à un million d'euros.

Les transporteurs aériens des pays tiers doivent satisfaire aux obligations d'assurance, art. 21 § 6 du règlement de 2010 sur les enquêtes de sécurité

Plusieurs types de police sont proposés par les assureurs.

a. La police contrat d'assurances aéronef Garantie B Responsabilité civile accident aéronef à l'égard ... des occupants.

Le contrat d'assurance est conclu entre l'assureur et le souscripteur. Cette assurance est destinée à garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber à la suite d'un accident en raison des dommages corporels causés aux occupants (passagers ou membres d'équipage) à bord de l'aéronef.

Les passagers sont des occupants

La contestation de la *garantie*

Il n'est pas exceptionnel que l'assureur conteste, le sinistre une fois survenu, l'existence de sa garantie.

Les polices peuvent exiger chez le pilote un minimum d'heures de vol.

Chambre criminelle, 25 septembre 2012, n° 11-85138 : accident d'hélicoptère en montagne, passager blessé, condamnation pénale du pilote, condamnation sur les intérêts civils du pilote et de la compagnie. Axa conteste la décision de la cour de Pau ayant décidé que l'assureur devait relever et garantir le pilote et Pyrénées Coptai, en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues si les risques avaient été complètement déclarés. Axa prétend que les conditions de sa garantie n'étaient pas réunies, la police exigeait que le pilote soit titulaire de plus de 1000 heures de vol dont 200 heures de vol sur turbine, ce qui n'était pas le cas en l'espèce, il y avait eu une fausse déclaration non intentionnelle. Axa obtient la cassation, les juges ne peuvent accorder à l'assuré une garantie même réduite, sans que l'assuré ait établi au préalable l'existence de cette garantie.

La cour de renvoi, Bordeaux, 11 décembre 2015, RFDA 2016.57, a statué en faveur d'Axa. La garantie n'était accordée par l'assureur que pour un pilote titulaire de 1000 heures de vol dont 200 sur turbines, alors que le pilote le jour de l'accident ne comptait que 650 heures de vol dont moins de 10 sur un hélicoptère à turbine. La société Axa n'est pas tenue à garantie.

La police peut exclure les vols commerciaux.

Chambéry, 26 septembre 2013, reproduit dans le moyen soutenu en vain devant la chambre commerciale 29 septembre 2015, n° 14-11041 : le propriétaire d'un Piper consent un contrat d'affrètement en faveur d'une société désirant transporter des membres de son personnel d'Annemasse à Pise, un contrat de transport est conclu avec les personnes transportées. Un accident mortel. Le Fonds de garantie indemnise et se retourne contre le fréteur et son assureur, qui refuse sa garantie. Il y avait en l'espèce, contre rémunération, transport aérien public. La compagnie Canopus garantissait la perte de l'appareil et la responsabilité civile au titre des dommages pouvant être causés par l'aéronef. La police précisait usage Club. L'objet de l'assurance était ainsi de garantir l'avion principalement pour ses utilisations dans le cadre du club aéronautique d'Annemasse et épisodiquement par d'autres usagers pour des usages privés. L'activité déclarée de Club excluait les contrats de transport aérien public. L'appareil a été utilisé en dehors du champ d'application du contrat d'assurance. L'exception de non-garantie opposée par la société Canopus est justifiée.

La limite de la garantie

L'arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 12 juin 2001, n° 98-19455, donne l'exemple d'une espèce où l'assureur a été habilité à se prévaloir de la limite de garantie prévue dans la police. Un accident mortel se produit lors d'un transport amical assuré par un GIE entre Chartres et Perpignan, l'avion heurte un pylône de haute tension. Le GIE est réputé transporteur. Il y avait faute inexcusable, qui faisait sauter le plafond de responsabilité prévu par la CV. Le transporteur était donc tenu à réparation intégrale.

Les proches des victimes avaient mis en cause l'assureur la Réunion aérienne, qui avait été condamné à réparation intégrale. La cassation intervient. L'assureur peut opposer au tiers qui invoque le bénéfice de la police les exceptions opposables au souscripteur (art. L. 112-6 c. assurances). La police prévoyait que lorsque les victimes sont présentes à bord de l'aéronef, l'assureur ne sera tenu à leur égard ou à l'égard de leurs ayants droit que jusqu'à concurrence du plafond de responsabilité du transporteur aérien prévu par la CV, même si ce plafond ne s'applique pas ou si l'assuré ou ses préposés ne pouvaient, pour quelque cause que ce soit, invoquer ce plafond.

L'assureur était ainsi habilité à se prévaloir de la clause de la police, la clause de limitation de garantie du contrat d'assurance est opposable aux ayants droit des victimes. L'assureur n'était garant que dans la limite du plafond varsovien, sa garantie contractuelle n'allait pas au-delà.

La jurisprudence donne des exemples où cette garantie a été appliquée.

Bastia, 5 février 2014, RG n° 12/01015 : accident en mer au large du golfe de Porto d'un Cessna 210 se rendant avec 6 occupants de Propriano à Cannes, panne de moteur, le GIE Réunion aérienne est condamné à indemniser trois occupants comme assureur du propriétaire de l'avion à l'origine de l'accident. Les occupants avaient attendu sept heures l'arrivée des secours en mer.

La victime dispose-t-elle d'une *action directe* contre l'assureur ?

La victime met en France en général en cause le transporteur ainsi que l'assureur de ce dernier, l'assurance étant en ce domaine obligatoire.

Le mécanisme de l'action directe, s'il est connu du droit français des assurances, n'est pas reçu dans toutes les législations. Le droit espagnol le connaîtrait, ce qui ne serait pas le cas du droit allemand ou du droit suisse. Si la cause a un caractère international, on se demandera si la victime détient cette possibilité d'agir directement contre l'assureur du responsable.

Le délictuel.

L'art. 18 du règlement Rome II du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles contient une règle de nature alternative concernant l'ouverture ou non de l'action directe.

" La personne lésée peut agir directement contre l'assureur de la personne devant réparation si la loi applicable à l'obligation non contractuelle ou la loi applicable au contrat d'assurance le prévoit."

La question a été posée dans une affaire dont a eu à connaître la CJUE, sur demande de décision préjudicielle du Landesgericht de Korneuburg du 12 mai 2014, C-240/14.

L'affaire concernait un accident corporel affectant en Espagne la passagère autrichienne d'un vol gratuit, destiné à permettre à celle-ci d'observer une plantation d'aloès mise en vente par le pilote. La juridiction demande si le vol est soumis au droit interne (autrichien ou espagnol) ou à la CM. Elle demande en cas d'application de la CM si celle-ci interdit l'exercice de l'action directe contre l'assureur. Elle demande en cas d'admission de la recevabilité de l'action directe quelle est la loi applicable à cette action, la *lex loci delicti* ou la loi choisie par les parties qui est en l'espèce la loi du siège de l'assureur. Cette question concerne les liens entre le droit du transport et le droit des assurances. Il va de soi que la garantie due par l'assureur suppose établie à titre préalable la responsabilité de l'assuré.

C'est l'avocat général Maciej Szpunar qui a déposé ses conclusions dans cette affaire le 20 mai 2015.

L'avocat général proposait, à propos de ce vol interne en ULM, d'écarter l'application de la CM, le détenteur n'étant pas titulaire d'une licence d'exploitation communautaire. Cf. supra.

Même si la CM était applicable, celle-ci qui ne concerne que l'action exercée contre le transporteur ne fait obstacle en rien à la disposition nationale accordant à la personne lésée le droit d'exercer une action directe contre l'assureur du transporteur responsable. L'avocat général estime, reprenant l'article 18 du règlement Rome II, que l'action directe contre l'assureur est possible si elle est prévue par la loi applicable au contrat d'assurance ou par la loi qui serait applicable à l'obligation non contractuelle. Il suffit qu'elle soit ouverte par l'une de ces lois. Il faut remarquer qu'en l'espèce la victime ne plaide pas contre le pilote propriétaire de l'ULM, dispensateur du

vol, mais contre le détenteur, réel ou fictif, de l'appareil, souscripteur du contrat d'assurance.

[Les conditions figurant sur la police en usage en France prévoient que l'assurance garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant lui incomber à la suite d'un accident en raison des dommages corporels causés aux occupants (passagers ou membres d'équipage) à bord de l'aéronef. On entend par assuré, le souscripteur, le propriétaire de l'aéronef et toute personne ayant avec leur autorisation la garde ou la conduite de l'aéronef]

L'arrêt rendu par la CJUE le 9 septembre 2015, Prüller-Frey, Europe, novembre 2015, commentaire 437 par Valérie Michel, D. 2016.1050 obs. H. G.T., s'il écarte toute application de la CM, statue sur l'ouverture de l'action directe. Il indique très prudemment que la responsabilité pour le dommage causé par la chute d'un aéronef peut dans certaines circonstances relever de la catégorie des obligations non contractuelles. Il laisse le débat ouvert sur la nature contractuelle ou non d'un transport gratuit offert dans le cadre de pourparlers de vente de terrains. La cour se laisse entraîner sur le terrain choisi par la juridiction auteur de la demande préjudicielle, mais elle se garde bien de prendre parti sur la solution à retenir en l'espèce. Comme on suppose être en matière de responsabilité extra contractuelle, il convient de se référer au règlement Rome II. La personne lésée dispose de la possibilité d'agir contre l'assureur de la personne devant réparation, cette action directe devant être admise, soit par la loi applicable au contrat d'assurance (le contrat d'assurance est soumis au droit allemand, qui exclut, dit-on, le mécanisme de l'action directe), soit par la loi applicable à l'obligation non contractuelle. L'action directe est ouverte, si l'une de ces deux lois le permet. Il appartient ainsi à la juridiction autrichienne de déterminer si la loi applicable à l'obligation non contractuelle incombant au défendeur, détenteur de l'aéronef, accorde une telle action à la victime. Nonobstant la loi allemande prohibitive (?) gouvernant le contrat d'assurance. C'est l'examen du droit autrichien ou du droit espagnol qui donnera la solution.

Le contractuel

La 1<sup>o</sup> chambre civile, 9 septembre 2015, n<sup>o</sup> 14-22794, Semaine Juridique G, 26 octobre 2015, 1163, note Vincent Heuzé, D. 2016.1050, observations H. G.T., en assurance terrestre, a statué, quant à la compétence juridictionnelle, en matière de responsabilité contractuelle et d'ouverture de l'action directe, en indiquant qu'en matière de responsabilité contractuelle, la personne lésée peut agir directement contre l'assureur de la personne devant réparation si la loi applicable à l'obligation contractuelle ou la loi applicable au contrat d'assurance le prévoit. La règle est analogue à celle existant en matière délictuelle.

Le professeur Heuzé indique que la loi allemande permet à la victime d'agir directement contre l'assureur, non seulement lorsque l'assurance est obligatoire, mais également en cas de faillite de l'assuré.

#### b. Assurance responsabilité civile « admise » à l'égard des passagers

Cette police suppose un préjudice corporel, mort ou blessure.

La police fixe un montant par passager, l'assureur n'est donc engagé qu'à concurrence de ce montant.

L'intérêt de la formule est de permettre à la victime d'obtenir une indemnité décente, dans un délai assez rapide et sans recourir au procès.

L'assurance R.C. admise repose sur un accord de troc. L'assureur renonce d'une part à invoquer tout moyen permettant à l'assuré de décliner sa responsabilité. En contrepartie la garantie n'est offerte que si la victime ou ses ayants droit renoncent à tout recours contre l'assuré. L'indemnité est limitée à concurrence du préjudice justifié. La garantie cesse ipso facto si l'un des ayants cause lance une assignation.

La garantie ne s'applique que si la victime ou les ayants droit se prévalent de leur droit à indemnité dans les deux ans de l'accident.

#### 2<sup>o</sup>) Assurance responsabilité du transporteur aérien marchandises et bagages

Les pertes et atteintes aux bagages et aux marchandises

Le voyageur ou le chargeur risque d'engager la responsabilité du transporteur.

Assurance obligatoire du transporteur : Règlement n<sup>o</sup> 285/2010 du 6 avril 2010 modifiant le règlement n<sup>o</sup> 785/2004.

En ce qui concerne la responsabilité à l'égard des bagages, la couverture minimale de l'assurance dans le cadre de l'exploitation commerciale est de 1288 DTS par passager.

(actualisation par le règlement délégué 2020/1118 du 27 avril 2020)

En ce qui concerne la responsabilité relative au fret, la couverture minimale de l'assurance dans l'exploitation commerciale est de 22 DTS par kg.

### § III. La responsabilité des aéro-clubs

Les aéro-clubs donnent des vols d'instruction et des baptêmes de l'air, qui peuvent tourner à la catastrophe.

Obligation d'assurance. L'association aéronautique semble bien soumise à l'obligation d'assurance édictée par le règlement européen n° 785/2004, celle-ci concerne les exploitants d'aéronefs, même si l'exploitation n'est pas commerciale. L'exploitant d'aéronef, dit l'article 3, est la personne ou l'entité (l'association en est une) qui sans être transporteur aérien gère effectivement de manière continue l'utilisation ou l'exploitation de l'aéronef. Un aéro-club, s'il détient des aéronefs, les utilise ou les exploite. La couverture minimale en France, pour une exploitation non commerciale d'un avion dont la MMD (masse maximale au décollage) est de 2700 kg ou moins, est de 100 000 DTS par passager.

Le code du sport, dans son article L. 321-1, met à la charge des associations sportives une obligation d'assurance.

Assurance responsabilité civile applicable aux associations aéronautiques

Convention annexe B de la police responsabilité civile accident aéronef souscrite par l'aéro-club. La police garantit le souscripteur, le propriétaire de l'aéronef et toute personne ayant avec leur autorisation la garde ou la conduite de l'aéronef contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber à la suite d'un accident causés / à des personnes non transportées / et des dommages corporels causés aux occupants, passagers ou membres d'équipage, à bord de l'aéronef ou au cours des opérations d'embarquement ou de débarquement.

1° Civile, 20 mai 2010, n° 09-65835, rallye entre membres d'un aéro-club de Péronne s'étant rendu auprès d'un aéro-club de Hongrie, accident au retour, au décollage à Strasbourg, deux participants perdent la vie, non identification du pilote ayant la garde de l'appareil au moment de l'accident, donc indétermination du pilote responsable, 14 septembre 1992, la victime principale était voyageur passager au moment de l'accident.

Absence de contrat de transport. Absence de responsabilité de l'aéro-club. Appareil donné en prêt aux participants. Action directe de la veuve tiers lésé (considérée comme personne non transportée) à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable (le pilote indéterminé / le gardien inconnu). La police ne permettait pas l'indemnisation par l'assureur du préjudice moral, elle permettait d'indemniser les personnes non transportées au titre des frais funéraires et du préjudice économique. Plafond de garantie de l'assureur limité par la police à 114 336,76 euros.

1° Civile, 28 avril 2011, n° 09-67729, un avion appartenant à l'aéro-club du Tricastin s'écrase après 20 minutes de vol, 3 passagers, une seule rescapée, l'avion est assuré, l'aéro-club ne parvient pas à faire condamner l'assureur à le garantir des conséquences de l'accident, la licence du pilote permettait l'emport de passagers, mais le carnet de vol ne mentionnait pas l'autorisation d'emport de plusieurs passagers. Le carnet de vol du pilote ne mentionnait qu'une autorisation additionnelle d'emporter un passager, le pilote n'était pas autorisé à en transporter davantage. Exclusion de garantie bénéficiant à l'assureur : absence de qualification du pilote pour emporter des passagers.

1° Civile, 22 juin 2017, Bulletin, n°16-19371 : un baptême de l'air accordé à titre onéreux par l'association Aéro-club ICARIA à des vacanciers, deux époux et à leur fille Anne, l'avion F-BOZF est conduit par un pilote exerçant à titre bénévole. Les occupants sont blessés à l'atterrissage. L'assureur STARR Aviation refusait sa garantie, il prétendait que la garantie ne portait que sur le risque tourisme et non sur le risque baptême de l'air. La cour de Paris a estimé au contraire que la garantie Baptême de l'air était incluse dans l'usage tourisme. Le baptême de l'air est une activité de loisir. La Cour de cassation, au titre de constatations et d'appréciations souveraines, avale. L'assureur doit garantir l'aéro-club, par victime, dans la limite de 114 336, 76 euros.

Sur un accident mortel lors d'un voyage de convoyage d'avion

Sur des fautes prétendues de l'aéroclub

Le point de départ du délai de prescription quinquennale de l'action en responsabilité



1° Civile, 16 mars 2022, n° 20-17.044 : E, un adhérent de l'aéroclub de Sologne Ers entame, le 20 mai 2008, avec un autre adhérent, un vol pour convoier un avion de Romorantin vers Marseille en vue de sa révision. L'avion s'écrase peu après le décollage, les deux adhérents sont tués.

Des proches de l'adhérent E, assignent, le 27 août 2015, l'aéroclub en responsabilité à raison de ses fautes. L'aéroclub oppose la prescription. Il est suivi par la cour d'Orléans.

Celle-ci écarte l'application de l'article L. 6422-5 du code des transports [l'action en matière de transport se prescrit par deux ans], applique les dispositions de l'article 2224 du code civil et retient pour point de départ du délai de prescription le jour de l'accident et du décès de la victime.

Les demandeurs à la cassation prétendent qu'ils recherchaient la responsabilité de l'aéroclub pour avoir omis de déclarer le sinistre qu'ils subissaient auprès de son assureur. Le délai de prescription ne pouvait commencer à courir qu'à la date où l'absence de déclaration leur avait été révélée. La déclaration de sinistre faite par l'aéroclub à son assureur ne faisait en effet mention que du préjudice matériel subi par l'association.

La cassation intervient.

L'arrêt cite en visa l'article 2244 du code civil : Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître **les faits lui permettant de les exercer**.

Les consorts dans leurs conclusions invoquaient n'avoir eu connaissance, d'une faute de l'aéroclub qui avait omis de déclarer le décès de la victime à son assureur, que lors de la production de la déclaration de sinistre fin mai 2017 et n'avoir pu agir à ce titre préalablement.

La cour d'appel a violé l'article 2224 du code civil.

L'assureur de l'aéro-club garantit-il le président de l'aéro-club pour la responsabilité civile qu'il pourrait encourir du fait de la mort d'un pilote ?

Voir Criminelle, 16 décembre 2014, n° 13-87352, l'aéro-club avait souscrit un contrat multirisque aviation. La cour de Nîmes avait condamné, semble-t-il, le président sur les intérêts civils pour homicides involontaires, maintien en circulation d'un aéronef ne répondant pas aux conditions de navigabilité et absence de signalement d'un accident au BEA et avait ensuite déclaré l'arrêt opposable à Axa, elle l'avait dans un second temps rectifié et décidé le contraire, cassation de l'arrêt rectifié au nom de la méconnaissance de l'autorité de chose jugée.

La pratique semble recourir en matière d'aviation légère à l'assurance responsabilité civile « admise » présentée supra.

Riom, 11 mars 2015, RFDA 2015.102 : il s'agissait d'un vol entrepris en 2010 à titre gratuit, l'auteur du déplacement était un aéro-club agissant par le truchement de l'un de ses membres. Accident mortel, pilote et passagers perdent la vie. L'aéro-club avait souscrit une police d'assurance auprès d'Allianz garantissant sa responsabilité civile. À côté d'une garantie de base, il y avait une garantie complémentaire dite responsabilité civile admise. La police prévoyait une limite de garantie par passager fixée par les dispositions particulières, vraisemblablement 114 336, 76 euros.

Ce mécanisme d'assurance suppose de la part des victimes le renoncement à tout recours contre l'assuré et ses préposés. Toute assignation fait perdre le bénéfice de cette garantie RC admise.

Les victimes par ricochet sont déboutées. La garantie est tombée et elles ne sont pas parvenues à convaincre de faute le pilote dispensateur de ce vol dispensé à titre gratuit.

(Il y a eu probablement dans ce dossier une erreur d'aiguillage. En assignant l'aéro-club les proches parents de la victime perdaient le bénéfice de la garantie alors qu'ils étaient en peine d'établir la faute du pilote. Perte sèche, en ne plaidant pas ils auraient eu la possibilité de se partager l'indemnité prévue par la police d'assurance. Morale de l'histoire : quand on plaide dans ce genre de dossier, il est préférable de s'adresser, en dépit de l'aridité de la discipline, à de bons connaisseurs du droit des assurances aériennes et du droit de la responsabilité aérienne et ne pas lâcher la croix pour l'ombre.)

§ IV. La responsabilité civile des pilotes dans l'aviation légère et sportive, la responsabilité des dispensateurs de leçons de pilotage, la responsabilité des instructeurs et moniteurs d'activités sportives

L'assurance obligatoire

Il faut tenir compte tant du droit interne que du droit européen.

L'assurance obligatoire activités sportives est imposée par le Code du sport, art. L. 321-1.

Les associations, les sociétés, les fédérations sportives doivent souscrire pour l'exercice de leur activité des garanties d'assurance couvrant leur responsabilité civile, celle de leurs préposés salariés ou bénévoles et celle des pratiquants du sport.

La sanction pénale et civile de la non-prise d'assurance

La sanction pénale, art. L. 321-2 du code du sport ne vise que le responsable de l'association sportive en carence, et non les dirigeants de sociétés sportives. On peut estimer que ce qui vaut pour l'association vaut également pour les sociétés se livrant à des activités sportives. Argument contraire : le principe de la légalité criminelle.

La sanction civile : la responsabilité civile incombant à l'entité en carence (ou à son dirigeant) qui n'a pas pris l'assurance obligatoire

Com. 27 mai 2015, n° 13-23772, 14-11405, 14-13689, RFDA 2015 n° 2 : Sébastien fait une chute lors d'un stage d'initiation au parapente organisé par une SARL qui exploite une école de vol libre. Gilles, le gérant de la SARL, n'avait pas, semble-t-il, pourvu la société d'une assurance de responsabilité couvrant son activité d'enseignement du parapente.

Le dirigeant avait certes souscrit une assurance personnelle auprès d'Aviabel pour couvrir son éventuelle responsabilité civile pilote biplace ou instructeur, mais l'assureur ne garantissait que le dirigeant Gilles à titre personnel, faisait défaut l'assurance prise pour le compte de la société exploitant l'école, il n'y avait pas non plus d'assurance couvrant Gilles pris comme gérant de la SARL. L'assureur a été mis hors de cause.

Cette assurance est obligatoire à peine de sanction pénale. S'il y a carence, le gérant de la SARL commet, décide l'arrêt, une faute constitutive d'une infraction pénale intentionnelle, séparable comme telle de ses fonctions sociales. Il engage sa responsabilité civile à l'égard des tiers à qui cette faute a porté préjudice.

Le règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004 concernant l'assurance obligatoire en ce qui concerne les transporteurs aériens et les exploitants d'aéronefs

Il existe une règle particulière à l'art. 6 § 1 du règlement n°785/2004 à l'égard de l'exploitation *non commerciale* d'un aéronef de masse maximale au décollage inférieure à 2 700 kg.

Chaque État peut prévoir une couverture minimale obligatoire de seulement 100 000 DTS par passager.

Ce que la France a fait, par un arrêté du 29 juillet 2005, JORF du 27 août 2005.

Disposition mal venue.

On a voulu faire une fleur à l'aviation légère et sportive, même si c'est en même temps un cadeau empoisonné pour les passagers (ou leur famille) qui risquent de n'être en cas de sinistre que très partiellement indemnisés.

L'article 2 du règlement européen n'impose pas l'assurance obligatoire à certains types d'aéronefs :

Les aéronefs d'État

Les modèles réduits d'aéronefs d'une masse maximum au décollage, MDD, de 20 kg

Les aéroplanes à décollage à pied, y compris paramoteurs et deltaplanes motorisés

Les ballons captifs

Les cerfs-volants

Les parachutes, y compris les parachutes ascensionnels

Les aéronefs, y compris les planeurs, d'une MDD inférieure à 500 kg et les ULM, qui

sont utilisés pour des opérations non commerciales ou sont utilisés pour l'enseignement du pilotage au niveau local sans franchissement de frontières internationales,

dans la mesure où cela concerne les exigences en matière d'assurance prévues par le règlement applicables aux risques liés aux actes de guerre et au terrorisme.

Le ministre peut prononcer une sanction administrative à l'encontre d'un transporteur aérien ou de tout autre exploitant d'aéronef qui ne respecte pas les obligations en matière de couverture minimale d'assurance fixées par les dispositions du règlement n° 785/2004. Art. R. 6231-1, 3° CT.

L'obligation de l'assureur d'indemniser

Si une assurance a été prise, l'assureur peut utiliser certains moyens de défense pour échapper à son obligation

d'indemniser, l'assuré n'est pas responsable, les délais ont expiré, l'assureur se prévaut d'une clause d'exclusion de garantie.

La non-responsabilité de l'assuré

1° Civile, 4 novembre 2003, n° 02-12158 : blessure subie par un passager d'ULM, le pilote a été condamné civilement par une décision correctionnelle sur le fondement de l'art. 1384 al. 1°. Suit une instance civile. L'assureur plaidait l'exclusion de garantie au titre du non-respect des limites de poids de l'ULM au décollage. La cour d'appel condamne l'assureur à garantir son assuré responsable de l'accident d'ULM sur le fondement de 1384 al. 1°. La clause d'exclusion ne pouvait être opposée par la compagnie à l'assuré. En l'absence de toute certitude sur le poids de l'ULM. L'assureur obtient la cassation de l'arrêt, pour défaut de réponse à conclusions. L'assureur avait fait valoir qu'en présence d'un transport gratuit le transporteur n'était responsable qu'en cas de faute. L'assureur ne garantissait la responsabilité de l'assuré que si celle-ci était établie. En matière d'assurance responsabilité, l'assureur n'est tenu à rien si la responsabilité de l'assuré n'est pas engagée.

Le respect ou non des délais

Promenade aérienne, mort du pilote et du grand père, fils et petit-fils blessés. Carence : ils n'agissent pas dans les délais contre l'assureur de l'aéronef. Ils agissent devant la commission d'indemnisation des victimes d'infraction, ils sont déboutés. Normalement la CIVI déduit de ce qu'elle accorde l'indemnité payée par l'assureur. 2° Civile, 11 juin 2009, RFDA 2009.216

Les exclusions de garantie

2° Civile, 8 janvier 2015, n° 14-12091 : un avion fabriqué en Russie s'écrase le 4 mai 2008 sur un champ à Longchamps dans l'Eure, le pilote Patrick venant de Beauvais était titulaire d'une licence russe de pilote privé avion, il ne disposait d'aucune qualification sur Yak 54, il exécutait une figure de voltige au-dessus d'une zone habitée à une hauteur non réglementaire et dans un secteur non autorisé. Les propriétaires exploitants agricoles exigent des dommages-intérêts : la perte de foin, le surcoût d'aliments de substitution, la baisse de la production laitière, l'embauche d'un vacher en remplacement, la perte de 5 vaches dans les jours ayant suivi l'accident, le préjudice moral affectant la famille choquée par l'accident.

L'assureur belge Aviabel (spécialisé en matière aérienne) semble avoir fait état d'une exclusion de garantie.

Cassation au regard des règles de procédure.

L'affaire repart à Rouen.

La garantie offerte par l'assureur peut dans certaines hypothèses être supérieure à l'obligation du pilote ou du transporteur de réparer le dommage.

La victime est, semble-t-il, en situation de s'en prévaloir, en se prétendant bénéficiaire d'une stipulation pour autrui.

La garantie est cependant exclue en cas de faute caractérisée du pilote.

1° Civile, 13 octobre 1992, Bull. civ. 1992.I. n° 254, p. 167, n° 90-22099 : un accident mortel en Nouvelle Calédonie de 3 passagers transportés à titre gratuit, la faute du pilote est établie, il est astreint à réparation dans les conditions de la CV, réparation plafonnée. La police d'assurance souscrite par le pilote, lui-même décédé dans la catastrophe, fixait à 90 millions la garantie du risque responsabilité civile. La cour de Nouméa alloue donc aux ayants droit de l'une des victimes des dommages intérêts d'un montant supérieur à la limite de responsabilité instituée par la convention de Varsovie (250 000 francs or, si on applique le protocole de La Haye de 1955). La Cour de cassation rejette, au nom de l'interprétation de la police d'assurance opérée par la juridiction du fond, le pourvoi. La cour d'appel avait donné une portée générale à la clause de la police, elle a souverainement retenu que l'assuré stipulant au profit des victimes éventuelles s'était engagé à élever leur droit à réparation à une somme supérieure au plafond de la CV, à laquelle l'assureur avait accepté d'étendre sa garantie.

On retrouve en partie cette problématique avec l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la cour de Versailles du 14 juin 2018, n° de RG 16/082961, suivi d'un arrêt de cassation.

Un accident d'ULM se produit le 17 août 2011, le pilote tentant en vain de franchir un col.

Le pilote meurt de ses blessures.

Le passager est grièvement blessé.

Agissent contre l'assureur du pilote, non seulement le passager blessé dans l'accident, mais également son épouse, qui se présente comme victime par ricochet.

L'arrêt de la cour de Versailles accorde au passager, réparation intégrale, non en fonction du contrat de transport aérien accompli à titre gratuit auquel cas la réparation aurait été plafonnée à 114 333 euros, mais à raison de la police d'assurance souscrite par le pilote. C'est l'assureur qui est condamné à indemniser le passager et son

épouse.

Le contrat contenait deux types de dispositions.

Les conditions générales du contrat d'assurance prévoyaient : en cas de décès ou de blessures corporelles des passagers uniquement, l'indemnisation sera évaluée dans le cadre et les limites du règlement n° 2027/97 même si le transport n'est pas effectué par un transporteur aérien communautaire.

On se souvient que ce règlement européen propre aux transporteurs communautaires titulaires d'une licence d'exploitation opère un renvoi à la convention de Montréal de 1999 prévoyant le retour au principe de la réparation intégrale.

La clause contractuelle écartait le système de Varsovie pour faire bénéficier le passager du système de Montréal, même s'il était déplacé par un transporteur non professionnel et donc non astreint à licence.

La clause n'est propre qu'aux passagers atteints de blessures corporelles.

Le passager avait donc intérêt à s'en prévaloir.

Ce qui était plus gênant pour le passager, c'était la présence au contrat d'une disposition subséquente, une clause dite de sauvegarde des victimes. Lorsque les victimes sont présentes à bord de l'aéronef, l'assureur ne sera tenu à leur égard que jusqu'à concurrence du plafond de responsabilité du transporteur aérien prévu par la CV, même si cette convention ou ce plafond ne s'applique pas.

Cette clause donnait le sentiment de retirer ce que la première disposition avait accordé.

La cour d'appel relève une contradiction apparente entre ces deux dispositions contractuelles et se livre à leur interprétation. Elle neutralise en faveur du passager la clause de sauvegarde des victimes, considérant qu'elle ne concerne que les victimes subissant des préjudices autres que corporels.

Le passager grièvement brûlé voit ainsi reconnu son droit à réparation intégrale.

En revanche, en ce qui concerne l'action en responsabilité intentée par l'épouse de la victime directe, l'arrêt fait application de la clause de sauvegarde et ne lui reconnaît qu'un droit à réparation limitée.

Si la solution est sans doute exacte, l'argumentation l'est-elle ?

La clause de sauvegarde ne concerne que l'action des victimes présentes à bord de l'aéronef, ce qui n'était pas le cas de l'épouse victime par ricochet.

Les conditions générales du contrat d'assurance n'étendent le système de Montréal qu'aux victimes de blessures corporelles. L'épouse ne subissait pas en l'espèce de blessures corporelles, elle souffrait d'avoir un époux probablement infirme pour le reste de ses jours. Elle ne pouvait se prévaloir de Montréal, uniquement de Varsovie.

La Cour de cassation a sèchement censuré l'arrêt de la cour de Versailles, dans une décision de la 1<sup>o</sup> Civile rendue le 14 novembre 2019, n° 18-23349.

La condamnation portée contre la Réunion aérienne d'indemniser en totalité le passager de son dommage est censurée.

La cour d'appel a dénaturé le contrat d'assurance et violé le principe de l'obligation pour le juge de ne pas dénaturer l'écrit qui lui est soumis. La cour suprême condamne donc vigoureusement l'interprétation donnée par la cour de Versailles des dispositions de la police d'assurance.

(Pour un profane étranger au droit de la responsabilité aérienne et peu familier du droit des assurances aériennes, le dispositif contractuel était, il est vrai, d'une complète opacité.)

C'est le pilote qui avait souscrit avec la Réunion aérienne un contrat couvrant sa responsabilité civile.

Le contrat comportait deux clauses.

La première clause dite d'indemnisation maximale garantie, prévoyait dans les conditions générales du contrat qu'en cas de décès ou des blessures des passagers uniquement, l'indemnisation serait évaluée dans le cadre et les limites du règlement n° 2027/897, règlement qui opère un renvoi à la CM, restaurant, en matière d'accident mortel ou causant des blessures, la règle de la réparation intégrale.

Étant immédiatement précisé que l'indemnisation ne pouvait excéder les montants de garantie mentionnée aux conditions particulières (non produites en l'espèce).

Le juge du fond avait en l'espèce retenu une faute inexcusable du pilote entraînant en principe une exclusion de garantie.

L'assureur n'était en principe tenu à rien. Le passager ne pouvait pas obtenir la réparation, a fortiori intégrale, de son dommage.

Le contrat comportait une seconde clause, que la Cour de cassation va juger non contradictoire de la première, seconde clause dite de sauvegarde des victimes.

La Cour de cassation indique dans son arrêt que le second alinéa de la clause de sauvegarde des victimes prévoyant une limite d'indemnisation du passager de l'aéronef ne s'applique clairement qu'aux hypothèses de

déchéance, réduction, franchises et exclusions de garantie énoncées au premier alinéa de cette clause. En dépit de l'exclusion de garantie, la clause de sauvegarde, par faveur envers les victimes présentes à bord de l'aéronef, obligeait l'assureur à indemniser le passager dans les limites du plafond varsovien. Même si le pilote était en faute grave, ce qui se traduisait dans le principe par une exclusion de garantie au profit de l'assureur, le passager était en droit de tirer avantage de l'assurance prise par le pilote. Le passager pouvait revendiquer le profit d'une indemnité plafonnée.

(L'assurance est obligatoire d'après le règlement n° 785/2004 du 21 avril 2004 pour tous les exploitants d'aéronefs.

Le règlement de 2004 exclut cependant, en certains cas, de son domaine les ULM qui sont utilisés pour des opérations non commerciales ou pour l'enseignement du pilotage, art. 2 § 2. Cf. supra. Le pilote était en l'espèce assuré.)

#### § V. La responsabilité civile des organisateurs de manifestations aériennes

L'autorisation du rassemblement aérien par le préfet est subordonnée à la preuve que l'association sportive dispose de garanties lui permettant de faire face aux conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, celle de ses préposés, et celle de tous les participants à la manifestation aérienne.

Cour administrative Lyon, 25 novembre 2010 ; l'association sportive aéronautique de Clamecy organise une manifestation aérienne, elle demande une autorisation au préfet de la Nièvre, dans le dossier de la demande figure une attestation d'assurance produite par l'ASAC qui mentionnait la manifestation aérienne. D'après un arrêté du 4 avril 1996, l'organisateur doit faire la preuve auprès du préfet qu'il dispose de garanties lui permettant de faire face aux conséquences de sa responsabilité civile, de celle de ses préposés et de celle de tous les participants à la manifestation aérienne ...

La manifestation aérienne a lieu le 13 juillet 1997.

Une personne, non membre de l'association, accepte, à la demande de l'aéro-club, de donner bénévolement le baptême de l'air avec son ULM. L'ULM s'écrase en vol.

L'aéro-club est condamné à indemniser les familles des deux victimes. Indemnisation autour de 252 000 euros. L'association n'était pas assurée au titre de ces dommages, elle ne peut payer qu'une minime fraction des dommages intérêts, pour le surplus elle est mise en liquidation.

Le pilote de l'ULM n'était pas assuré. Imprudent d'accorder un baptême de l'air même à titre bénévole.

La veuve tente en vain de faire condamner le préfet pour avoir autorisé la manifestation aérienne sans s'être enquis que l'association était assurée au titre de sa responsabilité civile. La cour considère que le préfet n'a pas commis de faute, l'attestation rédigée par un agent de la compagnie d'assurance indiquait que l'association était garantie par la compagnie, l'attestation ne faisait référence à aucune restriction de garantie, elle laissait à penser que l'assurance couvrait la totalité des événements susceptibles de se produire lors de la manifestation aérienne. Il a pourtant été constaté a posteriori que l'assurance souscrite comportait d'importantes exclusions de garanties non signalées dans l'attestation.

La veuve aurait pu agir contre l'assureur, à la condition qu'elle ait été encore dans les délais.

#### § VI. Le contrat d'assurance responsabilité civile exploitant d'aérodrome

Assurance obligatoire  
Art. R. 6312-6 CT

#### Sous - Section II. [Les assurances de choses](#)

Le risque couvert par l'assurance de choses concerne la perte, la destruction, le dommage d'un bien matériel : un appareil aérien, une marchandise, un bagage.

Si le sinistre survient, l'assureur indemnise l'assuré de la perte qu'il a subie. Cf. art. L. 175-19.

On distingue entre la somme assurée, la valeur réelle de la chose assurée et éventuellement la valeur agréée.

## § I. Le risque de la perte ou de la destruction de l'aéronef

Un aéronef est en général un bien de grande valeur, il peut être détruit ou endommagé lors d'un accident, il est opportun que le propriétaire de l'appareil prenne une assurance pour se couvrir contre le risque de perte ou de destruction de son bien.

On distingue les risques ordinaires des risques de guerre.

### a) Assurance « corps » des aéronefs risques ordinaires

L'assurance sur corps des aéronefs est contractée, soit pour un vol, soit pour plusieurs vols, soit pour une durée déterminée par le contrat d'assurance, art. L. 175-1

Dans l'assurance au vol ou pour plusieurs vols, la prime entière est acquise à l'assureur, dès que les risques ont commencé à courir, art. L. 175-16

Les conditions de la garantie et les exclusions de garantie

Le contrat détermine la nature des risques qu'il accepte couvrir.

L'assuré doit se faire prudent, éviter le risque qu'une fois le sinistre survenu, l'assureur se prévale d'une non-garantie ou d'une exclusion de garantie.

Comme l'écrit le doyen Bernard Beignier dans son précis de Droit des assurances, LGDG, au n° 292, avec les "conditions de la garantie", la police procède à la délimitation de la garantie, une garantie est promise mais avec restriction. L'"exclusion de garantie" réalise une absence de droit d'être indemnisé ; il y a inexistance de la garantie, même si certains risques se produisent ; avec l'exclusion de garantie, le sinistre est nié.

Lorsque l'accident survient et que la victime s'adresse à l'assureur pour percevoir l'indemnité, il arrive que l'assureur refuse de s'exécuter, se prévalant d'une exclusion conventionnelle de garantie.

Le contrat peut subordonner à autorisation la location de l'appareil assuré.

La garantie n'est plus due, si l'assuré ne paie pas les primes et s'il a reçu une lettre de mise en demeure de payer sous peine de résiliation du contrat conformément à l'article L. 113-3 et R. 113-1 du code des assurances, 2° Civile, 28 février 2013, n° 11-27699, second moyen.

La garantie ne peut pas être appelée si le pilote de l'aéronef n'a pas respecté les limites d'altitude.

Le jugement du tribunal de grande d'instance de Rouen rendu le 21 février 2014, RFDA 2014.357, nous donne un exemple où l'assureur a pu invoquer avec succès une exclusion de garantie. Deux époux étaient propriétaires indivis d'un avion de marque Socata. Cet avion avait été mis par les époux à la disposition de l'aéro-club de la Lys et de l'Artois. Il était prévu que les époux propriétaires conservaient le droit de voler avec cet avion 150 heures par an. L'aéro-club, outre les frais d'entretien et de maintenance, prenait à sa charge le coût de l'assurance tous risques de l'appareil. Une assurance multirisque (garantie corps, garantie responsabilité civile accident) avait été prise par l'aéro-club auprès de la société Axa Corporate Solutions Assurance. Le mari lors d'un vol effectué en 2010 avait, victime d'une confusion, effectué un atterrissage malencontreux sur une piste en béton hors d'usage, de telle sorte que l'appareil avait été endommagé. L'assureur a refusé d'apporter sa garantie. Il fait valoir deux arguments. Avec le premier, il prétend que le vol n'était pas couvert par la police : la police ne concernant que les aéronefs utilisés dans le cadre des activités statutaires de l'aéro-club ; la prétention de l'assureur n'est pas reçue, la convention d'exploitation conclue entre les propriétaires de l'avion et l'aéro-club se rattachait à la pratique de l'aviation civile qu'elle facilitait. Avec le second, l'assureur plaide avec succès l'exclusion de garantie : figurait parmi les risques exclus l'utilisation pour l'atterrissage d'un terrain non autorisé par l'autorité, le pilote avait en l'espèce atterri sur une piste qui était fermée, il avait enfreint les règles de l'air.

La garantie ne peut pas être invoquée si le contrat ne couvre pas les dommages découlant de l'usure ou de la vétusté.

L'arrêt de la deuxième chambre civile du 19 novembre 2015, n° 14-26351, donne un exemple d'application d'une clause de limitation du contrat d'assurance et d'un refus de garantie. C'est le sinistre FOD. Un transporteur aérien souscrivait chaque année un contrat d'assurance aéronef pour couvrir sa flotte d'avions. Assez curieusement, l'assureur avait délivré à l'assuré une attestation d'assurance, mais la police ne lui avait été adressée que tardivement, une fois le contrat expiré. Alors que le contrat était en cours, un pilote constate une légère perte de puissance sur un moteur, l'inspection du moteur fait apparaître des dommages au niveau du compresseur. L'assuré fait une déclaration de sinistre en prétendant qu'il est imputable à un corps étranger. Il réclame plus de 50 000 euros. L'assureur dénie sa garantie, en application du contrat. Le client n'avait reçu que tardivement la police, bien après les faits. La cour d'appel estime souverainement que les clauses de non garantie étaient connues de l'assuré, puisqu'elles figuraient dans les précédentes polices, l'assureur était en droit de les opposer au transporteur.

Les précédentes polices excluaient de la garantie les dommages subis par l'aéronef ayant pour origine l'usure ou la vétusté. On assimilait à l'usure l'absorption par un propulseur de poussières ou de matériau entraînant des dommages à caractère progressif. Une autre clause était relative à l'absorption par les turbopropulseurs de corps étrangers. N'était couvertes que les conséquences d'une absorption accidentelle d'un corps étranger, résultant d'un incident identifié et occasionnant instantanément des dommages immédiats nécessitant une réparation avant tout autre vol. Ce qui n'était pas le cas, l'avion après l'incident avait effectué un bref vol entre Marseille et Aix pour aller à l'atelier de réparation. Le rotor du compresseur avait été endommagé à plusieurs endroits, les dommages n'étaient pas dus au seul incident signalé, FOD, Foreign Object Damage.

La police peut désigner le nom des pilotes autorisés à piloter l'aéronef.

Si l'accident survient alors que l'aéronef est piloté par un tiers, l'assureur n'est pas tenu à garantie.

2° Civile, 24 septembre 2020, n° 19-15.375 : la société Air'Opale est propriétaire d'un hélicoptère assuré auprès de l'assureur belge Aviabel, devenu Avia.

Un sinistre survient le 7 juillet 2013, l'hélicoptère a été endommagé, il était piloté par une personne titulaire d'une licence de pilote, Air Opale avait mis l'hélicoptère à la disposition de ce pilote.

Le propriétaire a fait effectuer la réparation, il assigne l'assureur en garantie. Il lui demande la somme de 72 054, 56 euros, sous déduction d'une franchise de 6000 euros.

La compagnie est déboutée, l'assureur avait invoqué la clause d'un avenant du 19 avril 2013 suivant laquelle la couverture était limitée, dans le cadre des usages autorisés, écolage, location, privé, training conversion sur type, aux 5 pilotes désignés par le contrat d'assurance. Le pilote de l'hélicoptère, lors de l'accident, ne figurait pas parmi les pilotes autorisés. La clause relative à la liste des pilotes autorisés encadre la garantie, cette clause constituait selon la cour de Paris une condition de la garantie et non une clause limitative de responsabilité.

Air Opale fait valoir devant la Cour de cassation que cette clause devait être réputée non écrite, car elle contredisait la portée de l'obligation essentielle souscrite par le débiteur.

Le pourvoi est rejeté : la clause litigieuse ne vidait pas de toute substance l'obligation essentielle de l'assureur, la décision décidant que la clause devait recevoir application était justifiée.

L'assuré doit apporter les soins raisonnables à tout ce qui est relatif à l'aéronef, art. L. 175-17

Com. 3 décembre 2013, n° 12-26113

L'aéro-club du Havre a fait l'acquisition d'un avion, il fait assurer l'appareil auprès de la Réunion aérienne. L'acheteur a obtenu la résolution de la vente pour vices cachés (moteur défectueux).

L'assureur a été condamné à payer à l'aéro-club 120 263 euros au titre des dommages subis par l'avion. La police d'assurance souscrite en 2006 garantit les risques ordinaires incluant les accidents, le contrat garantit la disparition, le vol, les dommages matériels subis par l'aéronef jusqu'à concurrence de la valeur assurée. Le sinistre a vocation à être pris en charge par l'assureur.

L'aéro-club n'obtient pas en revanche du juge du fond la réparation du préjudice d'exploitation, la police ne visant que les dommages matériels subis par l'avion.

L'assureur tentait par un raisonnement subtil d'évincer ses obligations. Il prétend devant la Cour de cassation que comme du fait de la résolution de la vente, il y a eu anéantissement rétroactif du contrat, l'acquéreur aéro-club est censé n'avoir jamais été propriétaire de l'avion et qu'il ne l'était pas lors du sinistre. La haute juridiction écarte ce moyen trop spécieux, en relevant que l'avion constituait l'objet du contrat d'assurance et que l'aéro-club était propriétaire au jour du sinistre. L'assuré avait intérêt à la conservation de la chose à ce jour (du sinistre), la résolution du contrat était sans incidence à cet égard.

Une question non résolue : l'acheteur doit rétrocéder l'avion au vendeur, doit-il rétrocéder à titre d'accessoire de la chose l'indemnité obtenue de l'assureur de l'avion ? Il est vrai qu'en l'espèce l'acheteur risque d'avoir les plus grandes difficultés à obtenir la restitution du prix d'achat de la part d'un vendeur en liquidation judiciaire. Le jeu des restitutions risque de ne pas pouvoir s'opérer.

Quel que soit le nombre d'événements survenus pendant la durée de la police d'assurance sur corps, l'assureur garantit pour chaque événement jusqu'au montant du capital assuré, sauf le droit pour l'assureur de demander après chaque événement un complément de prime à l'assuré dans le cadre d'une reconstitution de garantie, art. L. 175-20

L'assureur ne garantit pas les dommages et pertes causés par la faute intentionnelle de l'assuré.

Les risques demeurent en revanche couverts en cas de faute non intentionnelle de l'assuré ainsi qu'en cas de toute faute de ses préposés, art. L. 175-22

Cette espèce - 2<sup>o</sup> chambre civile, 6 octobre 2022, n<sup>o</sup> J 21-15.571 - concerne un accident mortel survenu sur un trajet entre Montpellier et Perpignan le 1<sup>o</sup> juillet 2015.

[On peut s'informer sur les circonstances de l'accident survenu à Treilles, dans l'Aude, en consultant le rapport du BEA de juillet 2019.]

L'avion est détruit, un Piper PA 28, le propriétaire de l'avion était une société anglaise, Martyn Winlow, l'exploitant, une école de pilotage, Aerofutur, locataire avec une option d'achat. ALLIANZ est l'assureur.

Le pilote n'avait jamais navigué avec cet avion, il le faisait sans disposer de l'accord formel du locataire.

Il était membre d'un aéroclub de Montpellier, il était titulaire d'une licence de pilote privé avion, PPL(A), il ne détenait pas de qualification de vol aux instruments, il ne devait pratiquer que le vol à vue, VFR.

Il connaît durant le vol de mauvaises conditions climatiques à la hauteur de Leucate ; au lieu d'opérer un demi-tour ce que d'autres pilotes avaient fait, il quitte la côte, gagne les terres, entre dans un nuage et heurte le relief.

La cour de Montpellier avait décidé que l'assureur était en droit de décliner sa garantie.

L'arrêt de la Cour de cassation est intéressant en qu'il lui permet d'opérer de façon didactique la distinction entre « les conditions de la garantie », c'est à dire les conditions prévues par le contrat pour déterminer l'étendue de la garantie due par l'assureur, et « l'exclusion de garantie ».

Le contrat supposait un pilote titulaire de toutes les qualifications, or le pilote au moment de l'accident ne naviguait plus à vue, il se trouvait dans un nuage lui dissimulant le sol, d'où le refus d'Allianz d'apporter sa garantie.

La distinction est parfois déterminante, les exclusions de garantie doivent en particulier pour être valables figurer dans la police en caractères très apparents.

Les assurés, propriétaire de l'avion et locataire, prétendaient que la police en exigeant pour faire jouer la garantie de l'assureur que le pilote soit possesseur des qualifications légales pour naviguer, avait prévu une exclusion de garantie dans l'hypothèse où le pilote viendrait à naviguer alors que les conditions du vol à vue ne seraient plus réunies.

La Cour de cassation approuve sur ce point la cour d'appel, elle rejette l'argumentation des auteurs du pourvoi.

La garantie était subordonnée au respect de certaines conditions, imposant ainsi que le personnel prenant part à la conduite de l'aéronef soit titulaires des licences et qualifications en état de validité en conformité avec la réglementation concernant les conditions de vol. Ces stipulations formulaient des exigences générales et précises, elles définissaient le risque pris en charge, de sorte qu'il s'agissait de conditions de la garantie échappant au régime des exclusions.

Les auteurs du pourvoi reçoivent un meilleur accueil de la 2<sup>o</sup> chambre civile avec les autres branches du moyen, obtenant la cassation de l'arrêt pour défaut de base légale. La cour d'appel n'avait pas recherché, comme cela lui était demandé, si les conditions de la garantie n'étaient pas réunies au moment où le vol a été entrepris, indépendamment de l'existence d'une faute imputable au pilote.

Est-ce admettre implicitement que la garantie jouait, du moment qu'au moment du décollage le pilote disposait de la qualification de piloter en VFR, que la situation était correcte et qu'il n'y avait pas lieu de prendre en considération l'éventuelle faute ultérieure d'imprudence du pilote l'ayant mené à la mort et à la perte de l'avion ?

A la cour de Toulouse, cour de renvoi, d'apprécier.

L'assureur ne rembourse que le coût des remplacements et réparations reconnus nécessaires ; l'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre, art. L. 175-23. Sous réserve des dispositions de l'art. L. 175-5.

En cas d'indemnisation en perte totale, en perte réputée totale ou en perte totale négociée de l'aéronef, le produit du sauvetage de l'épave est acquis à l'assureur, sans nécessairement emporter transfert de propriété de l'épave à ce dernier, at. L. 175-25

En cas de perte totale, perte réputée totale ou perte totale négociée de l'aéronef, l'assureur a la faculté d'opter pour le transfert de propriété de l'aéronef, art. L. 175-26

Avenant « protection du délégitaire » (qui pourrait être le vendeur impayé créancier du prix, le loueur ou le



crédit -bailleur) bénéficiaire d'une délégation d'indemnité. L'assuré joue le rôle de délégant, l'assureur de délégué, le vendeur impayé de délégataire.

L'appréciation de la valeur de l'aéronef détruit ou endommagé et la détermination du montant de l'indemnité d'assurance

Lorsque la valeur assurée de l'aéronef est une valeur agréée, les parties s'interdisent réciproquement toute autre estimation ... art. L. 175-7. Sauf fraude

L'absence de stipulation contractuelle

2<sup>o</sup> chambre civile, 29 août 2019, n<sup>o</sup> 18-18792 : un hélicoptère Eurocopter a été donné en location à une société basée en Côte d'Ivoire. Des démarches ont été accomplies afin d'assurer l'hélicoptère auprès d'Axa à compter du 8 février 2011. L'appareil est détruit (à l'exception de l'empennage) par un incendie survenu la nuit entre le 10 et le 11 mars 2011. Le contentieux porte sur le montant de l'indemnité d'assurance alloué à la société propriétaire. La cour de Besançon a fixé à 1 619 623, 85 euros l'indemnité. La cour d'appel s'était fixée sur la valeur de remplacement, alors que l'assureur, auteur du pourvoi, tenait pour la valeur vénale au jour du sinistre (qui n'était que de 1 050 000 euros).

La cour d'appel fixe la réparation intégrale du préjudice à la valeur de remplacement de l'appareil sinistré.

L'appareil avait été assuré, notamment au titre de la garantie corps d'aéronef, pour une valeur de 2 350 000 euros.

La valeur déclarée lors de la souscription a une valeur d'indice, même si c'est la valeur réelle de la chose au jour du sinistre qui doit être prise en considération.

L'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre, art. L. 121-1 du code des assurances.

L'hélicoptère avait mis en circulation en 1983, il avait été très largement rénové, ce modèle continue à intéresser le marché africain. On ne pouvait pas avoir recours au marché de l'occasion pour apprécier la valeur de remplacement. La cour d'appel s'est fondée sur la valeur d'acquisition augmentée du coût de la remise en état.

La cour d'appel a ensuite appliqué un coefficient de vétusté de 10 %.

Le pourvoi est rejeté.

Sous couvert de griefs non fondés, le moyen ne tend qu'à remettre en cause l'appréciation des juges du fond, qui, en l'absence de toute stipulation contractuelle définissant la méthode d'évaluation du bien sinistré, ont, sans méconnaître le principe indemnitaire, souverainement apprécié au jour du sinistre la valeur de l'hélicoptère endommagé.

L'assureur qui a indemnisé la victime de la perte de l'appareil aérien est subrogé, à concurrence de l'indemnité payée, dans les droits et actions de l'assuré contre les tiers ayant causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur. Il appartient cependant à l'assureur qui entend exercer le recours subrogatoire de justifier par tout moyen du paiement effectif de l'indemnité à son assuré.

Voir à titre d'exemple : CAA Versailles, 24 janvier 2013, n<sup>o</sup> 11VE00383 : une collision fatale sur une piste de Roissy le 25 mai 2000 entre un avion d'Air Liberté et un avion de la Cie Stream line. L'avion d'Air Liberté a été endommagé. L'accident était dû à une erreur d'identification par le contrôle aérien des appareils en attente de décollage et l'envoi de consignes aux deux aéronefs d'utiliser la piste. Une dizaine d'assureurs avait versé une somme d'argent à Air Liberté, la victime, au titre des dommages subis du fait de l'accident, du fait du remboursement des frais de réparation par Boeing de l'avion accidenté, du fait du rachat partiel de la franchise applicable à la police d'assurance de l'aéronef. Il y avait une police corps et une police rachat de franchise. La cour rejette la demande des assureurs, ne faisant pas la preuve du paiement allégué. L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé dans les droits de l'assuré contre les tiers qui ont causé le dommage, étant précisé que l'assureur qui se prévaut du mécanisme de la subrogation doit justifier par tout moyen du paiement effectif de l'indemnité à l'assuré, art. L. 121-12 du code des assurances.

L'arrêt a été annulé par le Conseil d'État dans une décision lue le 12 décembre 2014, n<sup>o</sup> 368365, RFDA 2014.446 : les sociétés d'assurances avaient produit un formulaire de quittance finale, le courtier d'Air Liberté, Marsh, avait fait état des sommes versées, la cour de Versailles a dénaturé les pièces du dossier. L'affaire est renvoyée à Versailles.

CAA Versailles, 2 juin 2015, n<sup>o</sup> 14VE03560 : l'arrêt admet que les compagnies d'assurances ont établi la réalité des versements effectués à leur assuré, elles étaient ainsi subrogées dans les droits et actions de l'assuré.

La convention spéciale assurance pièces détachées

## b) Assurance corps des aéronefs contre les risques de guerre et assimilés, actes terroristes

Cette police est utile parce que, sauf convention contraire, l'assureur ne couvre pas les dommages et pertes subis par les biens assurés qui résultent de guerre civile ou étrangère ... de piraterie ... d'émeutes, de mouvements populaires de grèves et de lock-out, d'actes de sabotage ou de terrorisme, art. L. 172-16.

Clause d'exclusion.

La police ne couvre pas ordinairement les conséquences de la contrebande, du commerce prohibé ou clandestin, lorsqu'ils sont le fait de l'assuré ou de membres de l'équipage.

2° Civile, 21 novembre 2019, n° 18-21774 : l'affaire concerne un hélicoptère qui avait été utilisé par un pilote pour faire du trafic de stupéfiants entre la France, l'Espagne et le Maroc.

Star Lease avait donné l'hélicoptère en crédit-bail à Aéronord.

Aéronord a mis l'hélicoptère, avec l'accord du crédit bailleur, à la disposition d'Héli Nord, qui en assurait l'exploitation commerciale.

Héli Nord a souscrit pour un million d'euros une police d'assurance auprès du GIE La Réunion Aérienne, qui a agréé pour cet appareil deux pilotes.

Il y avait une garantie risques de guerre et assimilés.

Cette garantie permettait de garantir les confiscations et les saisies sur ordre de tout gouvernement ou de toute autorité publique.

Un des pilotes a été interpellé dans le cadre d'une enquête d'importation en bande organisée et de trafic de stupéfiants, l'hélicoptère ayant été utilisé pour transporter de la résine de cannabis. Il sera condamné par le tribunal correctionnel de Marseille.

Le pilote, pour effectuer des importations de stupéfiants, réalisait, tentant d'échapper aux contrôles, des opérations en rase mottes entre l'Espagne et le Maroc. L'appareil avait subi un choc avec un oiseau ou un mât de navire.

L'hélicoptère a fait l'objet d'une saisie pénale, alors qu'il se trouvait dans un hangar en Espagne.

L'appareil a été dégradé. Il avait été entreposé dans des conditions non conformes.

Star Lease a résilié le contrat au préjudice d'Aéronord.

Héli Nord a assigné l'assureur, qui refusait la prise en charge du sinistre, en exécution du contrat.

Héli Nord a été débouté par la cour de Douai.

Le pourvoi a été rejeté.

Le contrat comportait une exclusion de garantie au titre des vols à basse altitude. Le dommage était donc exclu de la garantie.

## Loueurs dépossédés par la Russie contre assureurs

On rencontre au prétoire londonien les suites de la décision de la fédération de Russie de mars 2022 d'immatriculer sur le registre russe les aéronefs pris en location par les compagnies russes auprès de sociétés ayant leur siège en Irlande. La chance pour les loueurs de se voir restituer indemnes les avions sous maîtrise effective russe est extrêmement mince, on peut considérer avec réalisme que les loueurs sont victimes d'une perte irrémédiable.

Certains loueurs appellent les assureurs auprès desquels ils avaient souscrit une assurance corps à apporter leur garantie.

Le loueur néerlandais / irlandais AerCap porte à Londres le 9 juin 2022 une demande devant la haute cour de justice, demandant aux assureurs AIG Europe et Lloyd's Insurance la somme de 3,48 milliards de dollars. Deux milliards pour les avions et le reste pour la perte de chiffre d'affaires. Le loueur détient une police tous risques ainsi qu'une couverture risques de guerre. Les assureurs rejettent la demande.

Nous ne disposons pas de la police d'assurance, nous ne pouvons pas tenter d'en faire l'analyse.

Un courtier prétend sur la toile que les polices proposées sur la place de Londres sont souvent rédigées de façon imprécise, de telle sorte qu'il arrivait souvent que l'assuré ignorait en fait quelle serait en cas de sinistre l'étendue de ses droits.

De façon purement spéculative, reportons-nous aux imprimés des polices proposées en France et voyons si les loueurs victimes des agissements russes seraient en mesure de faire valoir la garantie si l'affaire était soumise au droit français et portée devant une juridiction française.

La convention spéciale

Avec la convention spéciale A1, la convention d'assurance corps des aéronefs contre les risques de guerre et assimilés a pour objet de garantir les dommages et pertes matériels subis par les aéronefs assurés ainsi que la **dépossession** provenant de confiscation, nationalisation, saisie, contrainte, détention, appropriation, réquisition de propriété ou d'usage par ou sur ordre de tout gouvernement (qu'il soit civil, militaire ou de facto) ou de toute

autorité publique ou locale.

On peut aisément soutenir que les initiatives des pouvoirs russes entrent sur ce point dans les prévisions de la police.

La police impose cependant, sous peine de l'évanouissement de la garantie, un délai bref de déclaration du sinistre : en cas d'événement garanti susceptible d'entraîner la dépossession de l'aéronef, l'assuré, sous peine de déchéance, doit dans les cinq jours francs à compter de la date où il en a eu connaissance en faire la déclaration aux assureurs.

Sur ce point, l'hésitation est permise. La déclaration n'a pas à être faite à la date de la dépossession, elle doit être effectuée dès la survenance d'un événement susceptible d'entraîner la dépossession de l'aéronef. Certains pourraient soutenir que dès la publication du décret du gouvernement russe, était survenu un événement pouvant entraîner la dépossession de l'aéronef. D'autres ont peut-être tendance à retarder la date de l'événement rendant possible la dépossession. Dans les premiers temps, on pouvait penser que les droits des loueurs à la propriété des avions loués seraient maintenus. Les illusions avaient dû cependant s'évanouir rapidement. Nous ignorons si les loueurs ont effectué suffisamment à temps la déclaration de sinistre.

La police offre à l'assureur une faculté de résiliation. Les faits dont la presse fait état ne mentionnent pas l'exercice par l'assureur d'une telle résiliation du contrat.

Le renvoi à la convention risques ordinaires

La garantie offerte par la convention spéciale A1 est accordée aux termes de la Convention Annexe A, assurance corps des aéronefs risques ordinaires, dans la mesure où il n'y est pas expressément dérogé.

L'aéronef assuré est tout aéronef désigné comme tel aux conditions particulières.

La valeur assurée est le montant maximum de l'engagement de l'assureur par aéronef et par sinistre tel qu'indiqué aux conditions particulières du contrat. L'assureur n'est engagé qu'à concurrence de la valeur assurée de l'aéronef fixée aux conditions particulières. L'indemnité due par l'assureur à l'assuré ne pourra pas dépasser le montant de la valeur de l'aéronef assuré au moment du sinistre, même dans le cas où la valeur déclarée serait supérieure.

Le montant de l'indemnité est versé sous déduction des franchises prévues aux conditions particulières.

## § II. L'assurance des marchandises

Les marchandises transportées peuvent être perdues ou avariées.

Le propriétaire ou l'expéditeur s'assure contre le risque de perte ou d'avarie des marchandises qu'il expédie.

Le transport aérien porte en général sur des objets d'une certaine valeur.

Le recours à l'assurance est utile pour le transport de tels objets, d'autant qu'un expéditeur ne peut obtenir en matière de transport aérien international de marchandises régie par la convention de Montréal de 1999 qu'une réparation plafonnée à 22 DTS par kg. La solution dans le transport interne de fret est identique.

Le code des assurances tend à instaurer un régime unique d'assurances pour les marchandises transportées, quel que soit le mode : les assurances sur marchandises transportées par tous modes.

Sauf convention contraire, l'assureur ne couvre pas les dommages et pertes subis par les biens assurés et résultant de guerre, de piraterie, de capture, d'émeutes, de grèves..., art. L. 172-16

L'assureur ne couvre pas sauf convention contraire les dommages causés par l'objet assuré à d'autres biens ou personnes, sous réserve des dispositions de l'art. L. 173-8 : art. L.172-16-1

L'assurance des marchandises transportées ne produit aucun effet lorsque les risques n'ont pas commencé dans les deux mois de l'engagement des parties ou de la date qui a été fixée pour la prise en charge.

Cette disposition n'est applicable aux polices fonctionnant par déclaration d'aliment que pour le premier aliment, art. L. 173-17-1

Le tiers lésé dispose d'une action directe à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable, art. L. 173-23

Le paiement de l'indemnité d'assurance (à la victime) avec subrogation, au profit de l'assureur solvens.

L'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé dans les droits de la victime et est recevable à exercer le recours subrogatoire contre le tiers responsable hors de la présence de son assuré ; est recevable l'assureur qui avait assigné le transporteur avant le terme de la prescription biennale, l'assignation irrégulière ou tardive de la victime est sans incidence, Com. 4 février 2010.

Sur la subrogation, voir les nouveaux articles 1346 du code civil et suivants, version 2016.

Cf. l'arrêt de la chambre commerciale du 20 septembre 2017, n° 16-20350, rendu en matière de commission, sur le fondement des anciens textes, où nous voyons Hermès confier à la société Saga (aux droits desquels viendra

Vincent Bolloré Logistics) l'expédition de ses produits auprès de ses différents magasins, en particulier en Asie. Des cartons de marchandises ont été dérobés de nuit dans les entrepôts du site de l'aérogare où se trouvait l'entrepôt du commissionnaire.

Hermès était assuré en ce qui concerne les risques de dommages et de pertes en cours de transport après d'Allianz. Le contrat d'assurance contenait une garantie « séjour intermédiaire de transport » et une garantie « stock transit », avec des plafonds de garantie différents. 3 000 000 euros, plafond pour la garantie lieu de séjour intermédiaire. 250 000 euros pour la garantie stock transit.

La société Allianz a indemnisé Hermès à concurrence de 1 042 070, 31 euros.

Hermès a signé trois actes de subrogation. L'assuré attestait avoir reçu d'Allianz trois sommes forfaitaires en remboursement des pertes survenues aux articles de luxe entreposés par Saga.

Hermès et Allianz ont ensuite agi en responsabilité contre Saga et la société chargée de la surveillance du site de l'aérogare.

La cour de Paris a rejeté les demandes d'Allianz considérant que n'étaient pas remplies les conditions de la subrogation.

Les conditions de la subrogation légale, semble-il, n'étaient pas réunies. Pour la mise en œuvre la garantie séjours intermédiaires en cours de transport, il aurait fallu, d'après la cour d'appel, que les marchandises soient immobilisées sous le couvert d'un titre de transport. Or Allianz ne produisait aucune lettre de transport. Le contrat de commission ne pouvant y être assimilé. Les conditions prévues par l'article L. 121-12 du code des assurances n'étaient pas, semble-t-il, également remplies. La subrogation joue lorsque l'assureur paie l'indemnité d'assurance à laquelle il est obligé. L'assureur aurait dû établir qu'il avait indemnisé, y étant obligé. La cour d'appel avait également considéré que la subrogation conventionnelle n'était pas - sur le fondement des textes antérieurs à la réforme du code civil - acquise : les actes de subrogation ne portaient de référence ni à la police, ni à la date du sinistre, ni à la désignation précise des marchandises volées.

La cassation intervient pour défaut de base légale. Les actes de subrogation mentionnaient les pertes et avaries affectant les articles entreposés pour le voyage en Asie, elles faisaient référence aux « DISPATCHES facultés » indiquant le 11 février 2010 comme date du sinistre. La cour d'appel aurait dû décider, semble-t-il, que ces éléments étaient suffisants pour prouver qu'ils se rapportaient au sinistre en cause.

Police tiers chargeur, assurance pour compte

Police d'abonnement

Certains pratiquent le recours à des assurances individuelles - parfois groupées avec l'usage d'une carte de crédit - couvrant certains risques, comme le retard du vol du passager, le retard des bagages, les frais d'annulation de voyage, le rapatriement médical, les frais de retour anticipé.

La clientèle prétend ne pas toujours obtenir facilement satisfaction.

Aviation privée. A mettre plus haut.

Aviation d'affaires utilisée pour le déplacement des dirigeants des grandes sociétés ainsi que par leurs équipes commerciales et techniques : l'un des avantages est de gagner du temps et de pouvoir atterrir dans un aérodrome petit ou grand proche du lieu de réunion

## **Section II. Les assurances de personnes**

L'assureur - le souscripteur - l'assuré ou les assurés

Il peut s'agir d'assurances vie ou d'assurances non-vie.

Cf. B. Beignier, Droit des assurances, 2<sup>e</sup> édition, n° 793 et suivants.

Les occupants d'un aéronef, pilotes ou passagers, peuvent mourir, ou être blessés plus ou moins grièvement, lors d'une catastrophe aérienne.

Le risque pris en considération concerne la mort ou le dommage corporel affectant l'assuré.

Si le risque se réalise, l'assureur doit verser la somme d'argent prévue au contrat à l'assuré ou à ses proches

L'assureur ne dispose d'aucun recours à l'encontre de la personne qui serait à l'origine du dommage corporel. Cette assurance n'a pas de caractère indemnitaire. La victime conserve en revanche la possibilité d'obtenir une indemnisation de la part de l'éventuel responsable.

Pratique de sports aériens, convention d'assistance et de rapatriement sanitaire en cas d'accident

Le code du sport, art. L. 321-4, demande aux associations d'informer leurs adhérents de l'intérêt de souscrire une assurance de personnes concernant les dommages corporels auxquels la pratique sportive peut les exposer.

La sanction du défaut d'information

Un arrêt de la 1<sup>o</sup> chambre civile du 25 novembre 2020, n<sup>o</sup> G 19-17.195, concerne l'absence de prise d'assurance par une personne victime le 16 juillet 2012 d'un accident corporel lors d'un vol de parapente. Les juges du fond ont retenu la responsabilité contractuelle du club sportif en l'absence de preuve qu'il avait informé la victime de l'intérêt que présentait la souscription d'un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels auquel sa pratique sportive pouvait l'exposer.

L'école de parapente proposait à ses clients un contrat, agréé par la fédération française de vol libre, prévoyant trois niveaux de garantie en fonction de l'option choisie par l'adhérent. Le contrat proposé au jour de l'accident prévoyait un niveau de garantie maximum de 48 000 euros s'agissant de l'incapacité permanente totale, plus 3000 euros s'agissant des frais médicaux et pharmaceutiques restés à la charge de l'adhérent. Le coût de la cotisation était de 75 euros.

La cour de Chambéry s'était prononcée en termes de perte d'une chance pour la victime de souscrire un contrat d'assurance individuelle accident. Elle avait estimé que le défaut d'information lui avait fait perdre une chance de 50 % de souscrire cette assurance et qu'on ne pouvait pas reprocher au club de ne pas l'avoir invitée à rechercher une police offrant un niveau de garantie supérieur. Elle avait allouée à la victime une indemnité de 8662,50 euros.

La Cour de cassation censure pour absence de base légale. Il est reproché à l'arrêt d'appel, comme cela était demandé, de ne pas avoir recherché si le défaut d'information portant sur l'intérêt de souscrire une assurance couvrant les dommages corporels n'avait pas aussi fait perdre à la victime une chance de souscrire une assurance proposant des garanties plus étendues.

L'art. L. 321-4-1 prévoit que les fédérations sportives délégataires souscrivent des contrats d'assurance de personnes au bénéfice de leurs licenciés inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau. Ces contrats sont destinés à couvrir les dommages corporels auxquels leur pratique sportive de haut niveau peut les exposer.

(Une affaire C-633/20 portée devant la CJUE en novembre 2020 met en présence une société TC Medical Air Ambulance Agency offrant au public, moyennant finance, des prestations en cas de maladie ou d'accident à l'étranger, comme le remboursement des frais de rapatriement, et la faculté de joindre en permanence une centrale d'alarme. L'arrêt a été rendu 29 septembre 2022, l'agence en cause est considérée comme un intermédiaire d'assurance.)

Contrat d'assurance individuelle IA contre les accidents liés à l'utilisation d'aéronefs. Prime annuelle. Destiné aux pilotes ainsi qu'aux passagers.

Assurance individuelle à la place contre les accidents corporels liés à l'utilisation d'aéronefs.

Il s'agit d'une assurance " pour le compte de ". M. Berr dit, op.cit. p. 49, qu'il s'agit d'une assurance individuelle accident souscrite par le transporteur pour le compte de ses passagers.

Le souscripteur : c'est l'exploitant de l'aéronef.

L'assuré, le bénéficiaire du contrat : ce sont les occupants de l'aéronef assuré dans la limite du nombre de places assurées, navigants et/ou passagers.

En cas de décès résultant d'un accident, un capital est versé à un bénéficiaire désigné ou aux ayants droit de l'assuré.

Un versement d'un capital à l'assuré est prévu en cas d'incapacité.

L'assureur après paiement ne dispose pas d'action contre le responsable du sinistre.

C'est une assurance contre les accidents atteignant les personnes.

Versailles, 19 janvier 2017, n<sup>o</sup> de RG : 14/08649 : une collision entre avions de tourisme, mort du pilote d'un des

avons, il laisse une fille mineure, l'assureur au titre du contrat « individuelle à la place-pilote » lui a versé un capital de 16 000 euros, le capital versé a un caractère forfaitaire, l'assureur n'est pas subrogé dans les droits de la victime et ne peut agir contre le tiers responsable.

L'arrêt est rendu au visa de l'article L. 131-2 du code des assurances, qui figure au nombre des Règles relatives aux assurances de personnes et qui comporte deux alinéas :

« Dans l'assurance de personnes, l'assureur, après paiement de la somme assurée, ne peut être subrogé aux droits du contractant du bénéficiaire contre des tiers à raison du sinistre.

Toutefois, dans les contrats garantissant l'indemnisation des préjudices d'une atteinte à la personne, l'assureur peut être subrogé dans les droits du contractant ou des ayants droit contre le tiers responsable, pour le remboursement des prestations à caractère indemnitaire prévues au contrat ».

Cf. Bernard Beignier, Droit des assurances, LGDJ, n° 543, 544 et 590.

La fille du pilote mort dans la catastrophe était habilitée, en l'espèce, à cumuler l'indemnité d'assurance, ainsi qu'une indemnité de réparation à obtenir du pilote de l'autre avion ayant été à l'origine du sinistre, indemnité réduite au titre de la faute contributive du père, victime principale. L'arrêt ne traite pas de ce point, la fille du défunt n'étant pas partie à l'instance.

Cf. l'ouvrage de M. Bernard Beignier, n° 591, pour le commentaire de l'article L. 131-2 alinéa 2 et l'exposé de l'avance sur recours, étrangère au débat.

Les compagnies d'assurance pratiquent ou pratiquaient "l'assurance individuelle automatique".

Dans cette formule d'assurance, l'assureur accepte de payer aux victimes, en cas d'accident, une indemnité d'un montant fixé par la police (qui était en général le plafond déterminé par la CV revu par le Protocole de La Haye de 1955) à la condition qu'elles renoncent à exercer tout contentieux.

Avantage pour les victimes : l'obtention d'une indemnité dans un délai convenable.

Inconvénient : les victimes n'obtiennent pas une réparation intégrale, mais une réparation plafonnée.

Avantage pour l'assureur et le transporteur : échapper au contentieux et cantonner le montant de l'indemnisation. Soc. 28 janvier 1970 n° 68-13018, Bull.

Un accident aérien se produit le 22 juin 1962, un avion d'Air France s'écrase au sol, un salarié se trouvait à bord, il devait se rendre au Pérou pour le compte de son employeur, il s'agit d'un accident du travail, la caisse primaire de sécurité sociale de Mulhouse est tenue de verser une rente accident du travail aux ayants droit de la victime.

Le transporteur s'était couvert d'abord par une assurance couvrant sa responsabilité à l'égard des personnes transportées, mais également par une assurance individuelle accidents dite automatique au profit des personnes transportées ou de leurs ayants droit en cas de décès. Cette assurance garantissait à ces derniers le versement d'une somme forfaitaire correspondant à l'époque à la limitée assignée à la responsabilité du transporteur par la convention de Varsovie. À la condition que les ayants droit renoncent à tout recours contre la compagnie ou ses préposés.

La caisse de sécurité sociale prétendait exercer un recours à l'encontre du capital versé aux ayants droit.

La cour de Colmar avait retenu que l'option des ayants droit pour l'assurance automatique constituait une transaction non opposable à la caisse et que celle-ci ne pouvait exercer de droit sur le capital garanti par l'assurance individuelle. Cette motivation n'était pas critiquée par le pourvoi, celui-ci est donc rejeté.

La caisse aurait eu la possibilité d'introduire une action en responsabilité contre Air France, mais le délai de 2 ans jouait.

En l'espèce les ayants droit avaient pu cumuler l'octroi du capital et la rente accident du travail.

Les titulaires de certaines cartes bancaires de crédit ou de retrait bénéficient parfois de certaines garanties d'assurance en cas de décès ou de blessures subies durant le transport, du moment que le billet a été acquis et payé grâce à ladite carte.

Les droits du bénéficiaire sont cependant dépendants de la rédaction de la police d'assurance et des termes utilisés par le contrat.

2° Civile, 26 mars 2015, n° 14-13893 : Isaac avait acheté, au moyen de la carte Visa Infinité, un billet d'avion pour se rendre en Israël, un contrat d'assurance auprès d'Axa France vie était adossé, par l'intermédiaire de la Prévoyance bancaire, à cette carte. Le passager était, à Tel -Aviv, descendu de l'avion. Le voyageur est, lors d'une bousculade, violemment projeté au sol le 6 avril 2009 alors qu'il attendait à l'aéroport de Tel Aviv la livraison de ses bagages. Il meurt trois jours plus tard des suites de ses blessures. L'assureur refuse de payer le capital décès, 620 000 euros. La famille porte l'affaire en justice. Elle fait appel à la CV de 1929 qui prévoit la responsabilité du transporteur pour les accidents lors des opérations de débarquement jusqu'à la remise des bagages. Il y avait un appel à l'analogie. Femme et enfants sont déboutés. La convention de Varsovie était étrangère au débat, elle ne concerne que la responsabilité du transporteur. Le contrat d'assurance liant les parties était seul applicable, la cour d'appel a appliqué les dispositions contractuelles. La garantie décès supposait un accident au cours d'un voyage comme passager d'un moyen de transport public. La notion de passager supposait

l'emprunt d'un moyen de transport, elle ne pouvait être étendue à l'attente des bagages à l'aéroport. Le capital ne pouvait être dû que si le passager avait perdu la vie alors qu'il se trouvait à bord de l'avion. Les accidents dans les bâtiments de l'aérogare n'entrent pas dans la garantie. L'interprétation des dispositions contractuelles est un peu raide pour les victimes, l'attente des bagages s'inscrit dans la phase ultime du voyage, il est regrettable que le contrat ne couvre pas les accidents post-débarquement. Il n'en demeure pas moins que la garantie ne jouait que si la victime se trouvait à bord de l'engin de transport. Une rédaction contractuelle couvrant les victimes de tels accidents serait souhaitable.

Le personnel contracte éventuellement une assurance contre le risque de décès, d'incapacité temporaire de travail et de perte de licence pour inaptitude.

2° Civile, 24 mars 2016, n° 15-16187 : Myriam, une hôtesse de l'air d'Air France depuis 1997, se trouvait le 2 août 2005 à bord d'un airbus qui s'était écrasé à l'atterrissage à Toronto, elle avait été bloquée dans l'avion en feu, mais elle n'avait pas été blessée.

Le 18 février 2007, elle avait, par l'intermédiaire d'un courtier d'assurances, la société Service des assurances de l'aviation marchande Verspieren, adhéré à un contrat d'assurance, proposé par une mutuelle, Ipéca prévoyance, au personnel navigant commercial, contre les risques mentionnés supra.

La dame a été déclarée ultérieurement inapte à l'exercice de sa profession, elle a eu des accidents de santé à la suite d'un grave accident d'avion Rio Paris du 1<sup>er</sup> février 2010. Elle a donc demandé le bénéfice des garanties qu'elle avait souscrites.

La compagnie a refusé de faire jouer cette prévoyance complémentaire, reprochant à l'hôtesse de l'air une fausse déclaration intentionnelle sur son état de santé. Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle peut entraîner la nullité de l'affiliation, art. L. 932-16 du livre III du code de la sécurité sociale. Le contrat ne renvoyait pas au code des assurances. Le contrat proposé par une institution de prévoyance concerne la protection sociale complémentaire et supplémentaire des salariés. La déclaration inexacte sans que la mauvaise foi soit établie n'entraîne pas la nullité de la garantie. L'hôtesse n'avait pas déclaré la catastrophe aérienne de Toronto. Le dol ne se présume pas. La cour d'appel a déclaré valable le contrat et a condamné Ipéca à payer 70 000 euros.

Le pourvoi a été rejeté. La garantie d'Ipéca était due. On ne pouvait pas reprocher à l'hôtesse de l'air une fausse déclaration intentionnelle. Lors de son adhésion, elle était apte au service, donc jouissant de son aptitude mentale. Le stress post traumatique constaté par son médecin traitant quelques jours après l'accident (nécessitant un arrêt de travail de 19 jours) ne pouvait être assimilé à une pathologie psychiatrique ou psychologique développée par l'affiliée antérieurement à la souscription du contrat, dont elle aurait dû effectuer la déclaration.

Un contrat d'assurance vie de droit commun peut envisager l'incidence d'un déplacement aérien par le souscripteur.

Ainsi lui interdire la pratique du parachutisme ou de la voltige aérienne.

Ce sont les questions envisagées par un arrêt de la 2<sup>e</sup> chambre civile du 2 février 2017, n° 16-11039.

Un marin pêcheur avait emprunté plusieurs sommes d'argent auprès d'établissements bancaires.

Pour garantir le remboursement de ces sommes, il avait contracté différentes polices d'assurances auprès d'Axa France vie. En clair, en cas de décès ou d'invalidité, si le risque se réalisait, l'assureur payait la somme restée due à l'établissement de crédit.

Le marin pêcheur prend apparemment des vacances au Panama, un avion Cessna est affrété, l'arrêt parle de location avec pilote. Un plan de vol avait été déposé auprès des autorités du Panama.

L'accident se produit, alors que l'emprunteur se trouve à bord. Celui-ci est victime d'une incapacité de travail. L'assuré demande à l'assureur de prendre le sinistre à sa charge. Axa refuse.

La cour de Montpellier décide que la clause d'exclusion de garantie est opposable à l'assuré, mais qu'elle n'est pas en l'occurrence applicable.

Deux questions se posent.

L'assureur fait état pour refuser de faire jouer l'assurance au profit de la victime d'une clause d'exclusion de garantie. La garantie était en effet exclue en cas d'utilisation d'engins aériens, autres que les avions de lignes commerciales régulières.

La cour de Montpellier, bienveillante pour le marin pêcheur, avait estimé que l'accident s'était produit sur vol régulier.

La Cour de cassation censure sur ce point (au visa de l'antique article 1134 du code civil) pour dénaturation.

L'avion Cessna n'était pas un avion de ligne commerciale régulière au sens du contrat d'assurance. Le sinistre était exclu du champ de la garantie.

Le débat rebondit : la clause d'exclusion de garantie était-elle opposable à l'assuré ? En avait-il eu connaissance ? L'arrêt de Montpellier s'était fondé sur un aveu des demandeurs, reconnaissant être restés en possession d'un exemplaire des notices relatives aux contrats souscrits et mentionnant les exclusions et limitations de garantie. La haute juridiction censure sur ce point, l'arrêt procède par simple affirmation, l'arrêt n'avait pas précisé sur quelles pièces il s'était fondé pour retenir l'aveu, alors que les demandeurs contestaient la

remise du contrat d'assurance.

Match nul, la compagnie d'assurance gagne pour faire reconnaître l'existence d'une clause de garantie, mais elle perd, au moins pour l'instant, pour faire jouer l'opposabilité de la clause d'exclusion contre l'assuré.

La cour de renvoi devait trancher.

Si les déplacements par la voie des airs retiennent l'attention, il convient à l'époque contemporaine d'également évoquer l'évolution des objets et des hommes dans l'espace.

## Sous-Titre II. Les lancements, déplacements et évolutions dans l'espace extra-atmosphérique

Dans un premier temps, l'engin spatial doit être lancé dans l'espace par une fusée pour échapper à l'attraction terrestre.

Une fois le lancement réussi, soit l'objet spatial est mis sur orbite pour tourner autour de la terre, soit il est envoyé en mission scientifique sur la Lune, sur Mars ou sur une planète ou autre objet céleste.

Les activités spatiales sont l'œuvre des États ou d'organisations inter-gouvernementales, ou bien d'entités privées ou semi privées.

La loi française du 3 juin 2008 régleme les opérations spatiales.

### Chapitre I. Le contrat de lancement de satellite

Le lancement des engins spatiaux est un moment fort de l'aventure spatiale. On relève la pluralité de partenaires et d'intervenants : le fabricant du satellite, les fabricants du lanceur, l'agence de lancement chargé de lancer l'objet spatial dans l'espace et de mettre le satellite sur orbite autour de la Terre, le propriétaire de l'objet spatial, l'exploitant de l'objet spatial, l'installation de lancement, le centre de contrôle de la mission et des stations de poursuite réparties dans différents lieux de la terre. Un aléa certain au moment du lancement. Le taux d'échec existe, mais il est relativement faible, 6 fois sur 100 environ.

Philippe Clerc, Le système européen de lancement spatial ... Mélanges Courteix, p. 231

Claude-Alain du Parquet, La gestion des risques dans les contrats de services de lancement, in Le droit des activités spatiales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, Credimi, colloque juin 2004, Litec, 2005, p. 179

3000 satellites ont été lancés entre 2017 et 2021. 145 en 2021.

Les bénéficiaires du lancement



Les lancements à titre militaire éventuellement effectués par l'armée elle-même  
Les lancements effectués pour le compte des autorités civiles : science, télé-détection, observations, météo  
Les lancements commerciaux : le lancement des satellites de télécommunications, internet, téléphonie, télévision directe.

Les lancements opérés par Arianespace

Arianespace a l'exclusivité pour les lancements à Kourou opérés par les lanceurs Ariane, Vega et Soyouz. Elle procède à des lancements de satellites ou de véhicules spatiaux, soit en orbite de transfert géostationnaire, soit en orbite de transfert non stationnaire.

Plusieurs gouvernements européens ont émis le 30 mars 2007 une déclaration relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz, déclaration publiée par un décret du 19 décembre 2016, JORF du 21 décembre 2016, texte 11. Les déclarants confient l'exécution de la phase d'exploitation des lanceurs au CSG à Arianespace. Cette phase d'exploitation – à des fins pacifiques - comprend la fabrication des lanceurs, leur intégration, les opérations de lancement et les activités de commercialisation. L'Agence spatiale européenne assure le respect des dispositions de cette déclaration. L'agence spatiale conclut des accords et arrangements avec le fournisseur de services de lancement.

L'opération de lancement, en dépit d'un aléa indéniable, est désormais relativement bien maîtrisée.

Le contrat de lancement est un contrat d'entreprise d'une nature particulière conclu entre l'opérateur ou agence de lancement (comme Arianespace) et son client, le propriétaire du satellite, l'opérateur de la charge utile. La société de lancement s'engage à mettre en orbite un satellite appartenant à son client. Le lancement peut concerner un seul satellite, voire plusieurs. Le client s'oblige à mettre le satellite dans les délais contractuels à la disposition de la société de lancement, il s'engage à payer le prix du lancement et à respecter les dispositions concernant l'immatriculation des objets spatiaux.

Le contrat est souvent à composante internationale, il convient de déterminer la loi interne applicable au contrat : recours à la loi d'autonomie temporelle par l'impérativité des lois de police

Contrat type élaboré par Arianespace, LSA, Launch service agreement.

Conclusion du contrat entre l'agence de lancement et le constructeur ou l'opérateur de satellite

Conclusion parallèle d'un accord entre l'agence de lancement et le centre spatial d'où le lancement sera opéré : le centre spatial (ex. le service support client du CNES/CSG) met des locaux à la disposition de l'opérateur de lancement et de ses clients : la distribution d'énergie, la climatisation, les instruments de levage et d'outillage, les fluides, les télécommunications, les équipements optique et vidéo, les mesures : maintenance et exploitation des laboratoires de chimie, fluides et gaz, mesures physiques et grandeurs électriques

Le lancement entre en droit français dans la catégorie des opérations spatiales.

Toute activité consistant à lancer ou tenter de lancer un objet dans l'espace extra-atmosphérique est considérée, d'après la loi du 3 juin 2008, art. 1<sup>o</sup>, comme une *opération spatiale*.

Mireille Couston, Commentaires sur la loi française relative aux opérations spatiales, RFDA 2008.327.

Le décret n° 2009-643 du 9 juin 2009 est relatif aux autorisations délivrées en application de la loi du 3 juin 2008.

L'arrêté du 31 mars 2011 pris en application de la loi et du décret décrit un certain nombre d'exigences propres au lancement d'un objet spatial. Arrêté modifié par un arrêté du 11 juillet 2017.

Campagne préliminaire

Plusieurs mois, voire plusieurs années, s'écoulent entre la conclusion du contrat et le lancement.

Le client opère la réservation et paie une somme d'argent.

La préparation de l'objet spatial

L'acheminement du satellite depuis l'usine sur le site du centre spatial : les risques sont pour le propriétaire du satellite qui peut être le fabricant ou l'acquéreur, tout dépend de la date du transfert de propriété et donc des risques.

La date de lancement

Avec la conclusion ferme du contrat, on fixe un créneau de lancement, une période de deux mois, on réserve ensuite la date de lancement

Le report demandé par le client : le constructeur du satellite a pris du retard dans l'assemblage des composants.

On renégocie une autre date. Les frais sont à la charge du client.

Le report demandé par la société de lancement : la société de lancement ne garantissait pas la date de lancement, les contrats excluent en général toute pénalité à la charge du lanceur. Quelques exceptions récentes. Le contrat peut prévoir la résolution du contrat en cas de retard trop important. Avec l'option back up, il est prévu qu'en cas de retard ou d'indisponibilité du lanceur, on aura recours à un autre lanceur fourni par un concurrent, c'est une forme de sous-traitance.

Les étapes avant le lancement

La phase préparatoire sur le site de lancement peut durer de 3 à 4 semaines.

La phase des tests électriques et mécaniques du satellite

Les tests d'étanchéité du système de propulsion

Le satellite est raccordé à un banc de contrôle, puis le client vérifie les fonctions électriques et mécaniques

Le client amène ses équipes pour remplir le satellite, ce qui représente une phase critique. Assurer le système de propulsion.

La phase de pesage et de tests électriques

L'intégration du satellite à la fusée lanceur

Le client effectue dans les derniers temps les derniers contrôles électriques jusqu'à 10 minutes avant le décollage, l'alimentation électrique est alors assurée grâce aux batteries situées à bord.

Le compte à rebours

La mise à feu du moteur du lanceur. L'ouverture des crochets afin de libérer le lanceur de la rampe de lancement.

L'opération de lancement débute dès le démarrage irréversible du lanceur. Tout se déroule automatiquement.

C'est l'ordinateur de bord qui commande le déroulement des opérations. Il faut que les moteurs fonctionnent

bien ainsi que les petites fusées de guidage. La mise à feu du 1<sup>o</sup> étage. Le largage des moteurs d'appoint après la combustion. Le largage du 1<sup>o</sup> étage après l'extinction du moteur. L'allumage du second étage. Largage. ...

Il convient préalablement au lancement d'effectuer des mises au point pour éviter tout risque de collision entre l'objet lancé et d'autres objets, terrestres, maritimes, aériens, spatiaux.

Voir les lignes directrices, juin 2019, ligne B.5 : Mise au point d'approches pratiques concernant l'évaluation des conjonctions préalable au lancement.

L'autorité publique peut ordonner de détruire le lanceur en vol pour des raisons de sécurité.

S'agissant du lancement... d'un objet spatial, l'autorité administrative ... ou les agents habilités par elle ..

peuvent à tout moment donner les instructions et imposer toutes mesures qu'ils considèrent comme nécessaires dans l'intérêt de la sécurité des personnes et des biens et de la protection de la santé publique et de l'environnement.

Ces instructions et mesures peuvent également avoir pour objet de protéger les intérêts de la défense nationale ou d'assurer le respect par la France de ses engagements internationaux.

Article 8 de la loi du 3 juin 2008

Après son lancement, on place le satellite sur une orbite de transfert. Ensuite, a lieu la séparation du satellite et du lanceur. Suivent différentes manœuvres, on augmente la vitesse de rotation du satellite, on procède à l'allumage du moteur d'apogée. Le satellite est placé sur orbite géosynchrone, qui déplace le satellite d'une orbite elliptique en une orbite circulaire.

Les contrôleurs au sol vérifient l'état du satellite après la séparation et la mise sous tension des systèmes à bord.

Après le lancement, il faut en venir à la phase de la mise en service du satellite : on réduit la vitesse de rotation du satellite, le satellite n'est pas immobile, il suit la trace de son orbite en décrivant une ellipse, on déploie les panneaux solaires pour les mettre sous tension. Il est possible qu'on dirige vers la Terre les antennes de télécommunications. On met en service les propulseurs de bord pour que le satellite dérive sur son orbite.

Au bout de 2/4 semaines, on s'assure du fonctionnement des systèmes embarqués. On procède à des essais pour pouvoir procéder à la réception du satellite.

Voir Anaïs Lagelle, RFDA 2014 p. 24

[La pratique connaît le contrat de construction de satellite avec livraison en orbite : le constructeur livre le satellite, il effectue ou fait effectuer en sus le lancement, il vérifie le bon fonctionnement en orbite ; cf. les contrats de livraison clé en main. L'entrepreneur s'assure du bon fonctionnement des stations au sol. L'avantage est de simplifier la tâche du client qui ne traite qu'avec le constructeur du satellite qui prend les risques à sa charge. Le coût est plus élevé.]

La gestion des risques

## L'échec du lancement

On pense parmi les causes aux défauts industriels : si le lancement a échoué, c'est que l'industriel avait livré un produit défectueux qui avait été incorporé dans la fusée lanceur. L'opérateur spatial n'a pas pu réaliser pour le compte de son client le lancement promis, le client subit une perte sévère, il a engagé des frais considérables, il subit une perte énorme, le satellite est perdu, détruit, ou il est mis sur une orbite inadéquate. Anaïs Lagelle, RFDA 2014 p. 32.

L'agence de lancement n'assume pas une obligation de résultat, mais seulement une obligation de moyens. Le fournisseur du lancement limite son obligation contractuelle : dès que le lancement a été effectué, son obligation contractuelle est réputée accomplie. L'agence de lancement s'engage à faire preuve de due diligence, elle promet de tout mettre en œuvre pour que l'opération réussisse ; on parle de clause de best efforts.

Il arrive que dans le contrat de lancement il soit prévu qu'en cas d'échec l'agence de lancement réalisera un second lancement, mais aux frais du client. Certains contrats récents prévoient en cas d'échec un re-lancement gratuit.

Les dommages subis par les proches ayant commandé ou participé à l'opération de lancement  
L'élimination des responsabilités.

Il convient de tenir compte des dispositions conventionnelles et maintenant légales.

### . Le contrat.

Le contrat contient presque toujours des clauses de non-recours et de non-responsabilité. La solution est commune aux différentes législations sous l'influence de la pratique américaine. On parle de contrat sans responsabilité. On évite ainsi les recours en cascade, des assurances redondantes, les frais de justice, les pertes de temps pour lancer des procès.

Le client et l'agence de lancement font un pacte mutuel par lequel ils renoncent à tout recours. Chaque partenaire prend l'engagement en cas de sinistre ou de dysfonctionnement de ne pas agir en justice contre l'autre cocontractant.

S'il y a perte du lanceur du fait du satellite, l'opérateur du lancement s'interdit de recourir contre son client propriétaire du satellite.

De même si l'échec du lancement incombe au lanceur, le client ne formera pas de recours contre l'organisme de lancement.

Le contrat prévoit en général que chaque partie, le client, l'organisme de lancement, imposera ce pacte de non recours à ses propres cocontractants.

L'avantage de la formule serait d'éviter toute recherche des causes et de neutraliser tout développement d'un litige.

### . La loi.

La loi française du 3 juin 2008, dans son article 20, durcit le régime contractuel, elle exclut autoritairement l'exercice de l'action contractuelle en responsabilité entre coparticipants, la victime ne peut rechercher la responsabilité de toute autre personne cocontractant participant à l'opération ou à la production de l'objet à l'origine du dommage. Le co intervenant, auteur d'une faute de conception ou d'un vice caché, bénéficie ainsi d'une immunité, sa responsabilité ne peut pas être engagée. Le client qui a commandé le lancement est privé du droit d'action de mettre en cause la responsabilité de l'agence de lancement ou d'autres éventuels responsables. Le dispositif légal est impératif, on ne peut y déroger.

La loi réserve l'exception de la faute intentionnelle.

Il ne semble pas qu'en ce domaine la faute lourde soit équipollente au dol.

(Voir en droit américain, une décision *Martin Marietta* d'une cour d'appel écartant le 21 octobre 1992 en cas de faute lourde une clause de renonciation à recours, le tribunal de district du Maryland avait statué en sens contraire, voir F. Vincent, *La jurisprudence récente en matière de renonciation à recours*, RGAT 1990.503, cf. Mireille Couston, *Droit spatial*, p.194. Les faits concernaient un échec du lancement du satellite Intelsat VI par la fusée Titan)

Ce système est défavorable au client, c'est le client qui prend à sa charge le risque de l'échec de l'opération. Aussi le client qui avait commandé le lancement a ordinairement recours à l'assurance pour se couvrir contre le risque de perte de son satellite. Ce recours lui est imposé par les établissements de crédit qui permettent le financement de l'opération spatiale. Le coût des primes d'assurance représenterait de 20 à 25 % du coût global.

L'extension de la garantie de l'État au profit des fabricants et équipementiers.

L'article 15 dernier alinéa de la loi du 3 juin 2008 précise qu'en cas de dommage causé pendant la phase de lancement, la garantie de l'État (qui est prévue par le législateur en cas de dommage au tiers, l'opérateur, i.e. l'agence de lancement, est responsable, mais l'État lui apporte sa garantie si le dommage subi par un tiers excède un certain montant) bénéficie, le cas échéant, aux personnes qui n'ont pas la qualité de tiers à une opération spatiale. Le responsable ne prendra à sa charge qu'une partie de l'indemnité, le surplus incombera à l'État. Les non tiers pourront ainsi obtenir une indemnisation totale.

Il faut convenir que le texte est obscur pour l'ignorant ou le profane : quelle est la situation de ces personnes qui ne sont pas des tiers et qui bénéficient de la garantie de l'État ?

Il s'agit nécessairement de personnes autres que l'agence de lancement.

Ces personnes garanties sont nécessairement des responsables. La garantie étatique n'est en effet apportée qu'à un éventuel responsable.

Le texte profiterait aux fabricants ou aux équipementiers si leur responsabilité venait à être engagée.

Alain Stevignon, p. 29, La responsabilité du constructeur de satellite... In Droit de l'espace. Gestion et partage des risques, 2008, en ce cas la garantie de l'état leur est apportée.

Objection du profane : on croyait que l'opérateur spatial était le seul responsable ; on croyait que les victimes participant à l'opération ne pouvaient pas agir en responsabilité contre le cocontractant de l'agence de lancement ou coparticipant fautif.

M. Philippe Clerc dans une conférence tenue en janvier 2012 à l'école des mines donne la piste d'explication, il envisage l'hypothèse particulière de la condamnation du fabricant ou d'équipementiers par un tribunal étranger, la garantie de l'État français jouerait alors. C'est cette interprétation qu'il présentait déjà lors du colloque du 3 octobre 2007, la garantie étatique peut bénéficier aux fabricants de l'objet spatial pour les dommages causés durant la phase de lancement si le fabricant venait à être poursuivi et condamné par une juridiction étrangère pour une défaillance de l'une des pièces.

Alexis Mourre, La résolution des litiges dans les contrats spatiaux, in Le droit des activités spatiales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, colloque 2004, p. 197

L'indemnisation des tiers :

c'est l'hypothèse où le lancement échoue lamentablement, des tiers sont tués ou blessés, leurs biens sont détruits : l'opérateur spatial qui a mené le lancement est le seul responsable selon l'article 13 de la loi de 2008, cf. supra le développement de la seconde partie consacré à l'objet spatial et à la responsabilité du fait de celui-ci

### **La phase opérationnelle : la phase de maîtrise de l'objet spatial**

La qualification juridique.

La loi du 3 juin 2008 répute également "opération spatiale" toute activité consistant à assurer la *maîtrise* d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace extra atmosphérique.

Elle qualifie, de « phase de maîtrise », la période

qui débute à la séparation du lanceur et de l'objet destiné à être placé dans l'espace et qui s'achève par la survenance du premier événement suivant

. Les dernières manœuvres de désorbitation et les activités de passivation ont été effectuées

. L'opérateur a perdu le contrôle de l'objet spatial

. Le retour sur terre ou la désintégration complète dans l'atmosphère de l'objet spatial.

L'objet spatial est mis sur orbite, il devient un satellite artificiel de la Terre.

Tout objet spatial n'est pas forcément appelé à devenir un satellite terrestre. L'objet spatial peut être envoyé sur la lune, sur Mars ou pour explorer une planète lointaine.

La maîtrise d'un satellite incombe, semble-t-il, à l'exploitant de l'objet spatial. Ordinairement le propriétaire exploitant fait effectuer les fonctions techniques de maintien en orbite par un industriel prestataire de services, qui est parfois le constructeur ou une filiale du même groupe industriel. Il convient de contrôler l'altitude et le positionnement du satellite. Le maintien à poste, effectué par le metteur à poste, consiste à effectuer les corrections de latitude et de longitude du satellite, ainsi qu'à stabiliser le satellite, les antennes et les panneaux solaires.

Les satellites géostationnaires sont exposés deux fois par an à des embûches, l'ombre de la terre s'interpose entre

le soleil et le satellite pendant plusieurs minutes au printemps et en automne. Le satellite ne peut pas comme en période normale fonctionner grâce aux photopiles, on utilise les batteries du bord. Les contrôleurs au sol veillent durant la période d'éclipse à ce que la consommation des répéteurs n'excède pas la capacité des batteries.

### **Le terme de l'exploitation de l'objet spatial**

Après le lancement, la mise en orbite, l'exploitation de l'objet spatial, il faut envisager le terme, la phase finale du vol orbital d'un objet spatial.

Un satellite n'est opérationnel que pour quelques décennies.

Le législateur envisage sa neutralisation, sa destruction ou son retour sur terre.

Il y a opération spatiale lorsque l'activité est relative au retour sur la terre de l'objet spatial.

L'article 40 de l'arrêté du 31 mars 2011 (modifié en 2017) prend des mesures pour veiller à la protection de l'environnement spatial.

Les systèmes mis en œuvre par l'opérateur spatial doivent être conçus, produits et mis en œuvre de façon à ne pas générer des débris au cours des opérations nominales de l'objet spatial.

La probabilité d'occurrence d'une désintégration accidentelle doit être inférieure à 10<sup>-3</sup> jusqu'à la fin de vie de l'objet spatial. En cas de défaillance, l'opérateur doit prendre les mesures correctives pour éviter toute désintégration.

À l'issue de la phase de retrait de service, les réserves d'énergie à bord doivent être épuisées, les moyens de production d'énergie doivent être désactivés, les capacités d'émission radioélectrique de la plate-forme et de la charge utile doivent être interrompues.

Des dispositions concernent les rentrées contrôlées.

Les lignes directrices aux fins de la viabilité à long terme des activités spatiales – de juin 2019 – envisagent en partie, à la ligne A.4, cette situation.

Les engins spatiaux et étages orbitaux de lanceurs qui ont achevé leurs phases opérationnelles sur des orbites traversant la région de l'orbite terrestre basse devraient être désorbités de manière contrôlée.

Si cela n'est pas possible, ils devraient être dégagés sur des orbites telles que leur présence prolongée dans cette région serait évitée.

Il convient de tenir compte de la météorologie de l'espace en ce qui concerne le retrait des satellites en fin de vie, afin qu'ils soient désorbités ou placés sur une orbite cimetière. Cf. ligne directrice B.7.

Le gouvernement concerné informe le secrétaire général de la rentrée contrôlée dans l'atmosphère.

Les engins spatiaux et étages orbitaux de lanceurs qui ont achevé leurs phases opérationnelles sur des orbites traversant l'orbite géosynchrone devraient être mis sur des orbites telles qu'ils ne provoqueraient pas de perturbations prolongées dans cette région.

S'agissant des objets spatiaux se trouvant dans la région de l'orbite géosynchrone ou à proximité de celle-ci, les risques de collision éventuelle peuvent être réduits en mettant ces objets, après la fin de leur mission, sur une orbite plus élevée que la région de l'orbite synchrone, de manière à ce qu'ils ne provoquent pas de perturbations ni ne retournent dans cette région.

La ligne directrice B.9 est consacrée aux mesures à prendre pour faire face aux risques associés à la rentrée atmosphérique incontrôlée d'objets spatiaux.

Les États devraient communiquer des informations aux autres États sur la rentrée incontrôlée d'objets spatiaux potentiellement dangereux relevant de leur juridiction.

L'objet spatial peut terminer sa course en s'écrasant au sol ou sur les océans, des fragments peuvent également tomber sur terre, des matières dangereuses peuvent ainsi s'y trouver.

## Chapitre II. Le transport spatial de passagers et de marchandises

### Section I. Le voyage spatial des êtres humains

C'est presque devenu une banalité, un évènement parmi d'autres relaté par les media.

La loi américaine de 2015 prévoit une période probatoire de 8 ans. À partir de 2023, la FAA édictera des règles de sécurité applicables aux compagnies commerciales.

Il convient de distinguer selon que le déplacement envisagé se limite à un voyage suborbital, si le passager mis en orbite effectue plusieurs tours autour de la terre ou si le voyageur devenu éventuellement astronaute navigue plus longuement au-delà de l'orbite terrestre avant de regagner la Terre.

#### § I. Les vols suborbitaux

Nous songeons en premier lieu à ce qu'il est convenu d'appeler les **vols suborbitaux**.

Ce sont des vols non orbitaux. Le voyageur se trouve dans un engin qui frôle ou qui entre brièvement dans l'EEA mais qui n'est pas mis en orbite.

L'ascension dans l'espace caractérise l'opération. On procède au lancement de fusées habitées, la fusée monte à 100 ou 150 km de hauteur puis se retourne et redescend sur terre pour s'y poser comme un avion ou un planeur.

On parle de tourisme spatial ; un vol suborbital est la trajectoire d'un engin se déplaçant à une vitesse suborbitale, inférieure à la vitesse requise pour qu'il se maintienne en orbite ; les engins n'étant pas mis sur orbite, pénétrant ou ne pénétrant pas dans le vide cosmique, le passager recherchant des émotions fortes ainsi qu'un bref moment d'impesanteur.

Les aspects juridiques des vols suborbitaux habités, VSH, direction Coustou, Haigneré et Farand, RFDA 2008.3-53.

On trouve sur la toile de la documentation datant de 2005 et de 2015 provenant de l'OACI - du secrétariat général et du comité juridique - concernant les vols suborbitaux.

L'OACI se demande si ces vols relèvent de l'aviation civile et de la convention de Chicago.

La trajectoire suborbitale, d'après le droit américain, Commercial Space Launch Amendment Act, 2004, est la trajectoire de vol d'un vaisseau de lancement, d'un vaisseau rentrant dans l'atmosphère ou de toute partie de ce vaisseau, dont le point d'impact instantané extrapolé dans le vide demeure en rapport avec la surface de la terre.

Le comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique fait état de réponses émanant des États, questionnés sur les vols suborbitaux effectués aux fins de missions scientifiques ou du transport d'êtres humains. On peut lire sur un document du 11 janvier 2019 les opinions de certains États. A/AC.105/1039/Add.12.

C'est ainsi que l'Autriche se dit favorable à la mise en place d'un système de gestion du trafic spatial, ainsi que d'une coordination avec la gestion du trafic aérien, afin d'assurer la sécurité du trafic. Elle est défavorable à la fixation d'une frontière nette entre l'espace aérien et l'espace extra atmosphérique.

La Birmanie (Myanmar) n'envisage un plan de gestion du trafic spatial qu'une fois l'espace extra-atmosphérique clairement défini et limité. Les vols suborbitaux ne s'effectuent dans l'EEA que pour une durée limitée, l'engin ne reste pas en orbite et doit rentrer dans l'atmosphère terrestre.

Le Pakistan juge important de définir la limite entre l'espace aérien et l'EEA. L'exploitant du vol suborbital devrait déclarer publiquement la trajectoire complète du vol.

L'Arabie saoudite décrit le vol suborbital comme le vol effectué par des véhicules lancés à une altitude suffisamment élevée pour entrer dans l'EEA, entre 80 et 150 km au-dessus du niveau de la mer, mais à une vitesse ne permettant pas la mise sur orbite autour de la Terre. Elle souhaite l'établissement d'un cadre réglementaire applicable à ce type de vols. Elle juge nécessaire d'établir des instruments internationaux contraignants afin de définir les vols suborbitaux.

Ce document fait également état d'une réponse de la Secure World Foundation, comme observateur permanent auprès du comité. Cet organe estime que les États concernés définiront au niveau national l'applicabilité du droit aérien et du droit de l'espace aux vols suborbitaux. La réponse est empreinte d'un certain scepticisme.

Un autre document publié le 21 janvier 2020, A/AC.105/1039/Add.13, donne 3 réponses d'États.

Une nouvelle réponse de l'Arabie saoudite. Des engins spatiaux lancés aux fins de missions scientifiques ou du transport d'êtres humains à haute altitude peuvent atteindre des altitudes considérées comme appartenant à l'EEA à des vitesses qui ne leur permettent pas de tourner en orbite autour de la terre. L'Arabie considère qu'il faudrait tenir des discussions entre États concernant la définition et la délimitation de l'espace extra atmosphérique. Il est difficile de définir le vol suborbital si les limites de l'EEA ne sont pas d'abord établies et définies. Sur la législation applicable aux vols suborbitaux : ils relèvent soit du droit aérien, soit du droit de l'espace. Les voyageurs peuvent-ils être considéré comme des astronautes.

Une réponse du Pérou. Il est difficile d'instaurer un système de gestion de trafic spatial tant que la législation applicable à l'EEA n'est pas délimitée. Lors de ces voyages non orbitaux, les véhicules peuvent se déplacer dans l'espace utilisé par le trafic aérien et passer ensuite dans l'espace utilisé par les objets en orbite. La délimitation entre l'EEA et l'espace serait d'une utilité pratique. Le véhicule capable de circuler dans les deux espaces serait soumis à la législation qui s'applique en fonction de l'emplacement où il se trouve plutôt que de sa nature. Avec ce type de vol, il convient de ne pas atteindre l'état d'équilibre dit en orbite. Lors de ces voyages, à la différence des avions, la portance n'est pas utilisée comme moyen fondamental de déplacement. Quid en ce qui concerne la législation applicable à ces vols : la législation applicable dépend de l'emplacement du véhicule.

La réponse du Viet Nam : il faut mettre en place un système régissant le trafic sous les auspices des Nations Unies et garantir le respect de la souveraineté nationale sur l'espace aérien.

L'engin utilisé pour effectuer un vol suborbital

Objet spatial, aéronef ou autre chose ?

Rien n'indique avec certitude que le vol sera réellement spatial se déroulant hors atmosphère et que l'engin sera réellement considéré comme un objet spatial. Dans certains cas, ce sera un avion spatial. On utilise parfois un mixte, un avion porteur qui tracte une fusée - avion. Le retour à terre se faisant en vol plané, à grande vitesse, le véhicule pouvant être réutilisé. Il n'est cependant pas certain que l'engin corresponde à la définition de l'aéronef donnée par le code des transports : est-il capable de s'élever dans les airs ? Est-il capable de circuler dans les airs ? Il correspond moins encore à la définition de l'annexe à la convention de Chicago ou à celles relevées dans les règlements européens. L'engin ne prend pas support dans l'atmosphère à partir d'une réaction de l'air contre la surface de la terre, il ne se soutient pas dans l'atmosphère grâce à des réactions de l'air autres que les réactions de l'air sur la surface de la terre. Certains parlent de vol commercial balistique. L'engin, dans la pratique, ne reçoit pas de certificat de navigabilité, mais une licence ou un laissez-passer exceptionnel. Sur la situation aux États-Unis, voir Claire Jolly, RFDA 2008.15.

Voir les observations du professeur allemand Stephan Hobe dans son rapport au colloque de Toulouse organisé 2021 par la SFDI, p. 105

Les premiers vols suborbitaux ont été accomplis en 2004.

On cite des entreprises américaines et européennes qui réalisent des vols suborbitaux habités.

(La presse a fait état d'un accident mortel concernant lors d'essais un vaisseau spatial Chevalier blanc 2 construit par Virgin Galactic du milliardaire Richard Brandon Branson ayant décollé le 31 octobre 2014 du désert de Mojave en Californie, l'accident ayant eu lieu peu après la séparation du vaisseau de son véhicule de lancement, l'avion qui avait transporté la navette a atterri correctement) (La navette aurait éclaté en vol, il s'agirait d'une défaillance structurelle de l'appareil)

700 personnes auraient acheté un billet pour effectuer un vol dans l'espace avec la compagnie Virgin Galactic, à 250 000 dollars par personne. Pour quelques minutes en apesanteur. Le tarif aurait été porté à 450 000 euros. Cette société a été fondée par Richard Branson.

Elle a réalisé le 10 août 2023 son premier vol « touristique », avec trois passagers, une employée qui les encadrerait et deux pilotes.

Un avion porteur avait décollé dans un premier temps d'une piste située au Nouveau Mexique.

Après une période d'ascension, cet avion a largué le vaisseau.

Le vaisseau a alors allumé son moteur et est monté à 88 km d'altitude.

Les passagers ont ainsi bénéficié d'un bref instant d'apesanteur.

Le vaisseau est ensuite redescendu en planant et a atterri sur la piste de départ

Blue Origin, de Jeff Bezos, propose également des vols suborbitaux, mais depuis un accident survenu en 2022 la fusée est clouée au sol.

Les études signalent non seulement le coût du tourisme spatial. Le candidat se doit également d'être doté d'une bonne santé pour subir les accélérations. Les Américains désignent le passager comme le Spaceflight participant.

Le régime de la responsabilité de l'opérateur de vols spatiaux habités est incertain.

Il y a incertitude, nous venons de le voir, pour déterminer si l'engin utilisé par le voyageur est un aéronef, un objet spatial ou plus vraisemblablement un engin telle qu'une fusée balistique.

On ne sait pas très bien si le stade ultime de la poussée amènera à sortir de l'atmosphère.

L'opération n'est pas un transport classique, c'est une opération qui ne tend pas à déplacer un passager pour se rendre d'un point à un autre (ou un vol local sans escale avec retour à la case départ), il s'agit d'un déplacement ayant une composante ludique dominante.

Certains suggèrent, quant à la qualification, un sectionnement de l'opération.

Il y aurait transport aérien, à l'aller et au retour, dans la phase de passage dans l'atmosphère, et opération spatiale pour la phase spatiale extra atmosphérique.

La phase aérienne obéirait à la CM. On peut faire une objection : l'application de la CM suppose la conclusion d'un contrat donnant lieu à un transport international entre deux points convenus relevant de deux États différents, la condition d'internationalité ne sera la plupart du temps pas remplie avec un vol suborbital, le passager décollant d'un État comme les États-Unis pour y revenir à son retour).

La phase spatiale relèverait d'une opération spatiale, ce qui interdirait à la victime, en cas d'accident, d'agir en responsabilité contre l'opérateur spatial, cf. article 20 de loi du 3 juin 2008.

M. Stephan Hobe dans le système qu'il préconise considère que le droit spatial devrait s'appliquer aux vols suborbitaux dans la phase d'apesanteur, Colloque de Toulouse, 2021, p. 107.

On peut également faire appel à la règle de l'accessoire, la phase spatiale est brève, elle est certes la finalité de l'expédition, mais le transport par air est le principal. On retiendrait ainsi une qualification unique.

M. Kerrest doute qu'il s'agisse d'un vol spatial, Mél. Courteix, p. 29.

On peut tenter un rapprochement analogique avec la jurisprudence refusant l'application de la CV aux vols de voltige. L'aléa chasse la responsabilité sans faute. Il n'y aurait place que pour une responsabilité pour faute grave et caractérisée de l'opérateur.

Le vol suborbital devrait en droit de la responsabilité civile relever de la convention conclue entre l'opérateur et le passager demandeur d'émotions fortes. L'État de lancement peut imposer un contrat type.

Le Nouveau Mexique s'est doté d'une législation spécifique pour écarter toute responsabilité de l'opérateur en



cas de mort du participant. RFDA 2010.264.

## § II. Les vols spatiaux proprement dits

On cite le vol opéré par Dennis Tito qui a séjourné en 2001 dans la station spatiale internationale.

Le vol spatial devient désormais presque banal, c'est ainsi qu'en septembre 2021 quatre passagers, ayant bénéficié d'un entraînement de 6 mois, ont passé presque trois jours dans l'espace, ils avaient décollé, grâce à un vol automatisé, tractés par la fusée Falcon 9 le 15 septembre du centre spatial Kennedy, ils se sont trouvés à certains moments à 590 km de la terre, la capsule mise en orbite a tourné 15 fois autour de la terre, ils sont revenus sur terre à bord de la capsule Dragon tombée en mer au large des côtes de Floride le 18 septembre. L'expédition était guidée par SpaceX d'Elon Musk. Il s'agissait d'un vol orbital. La grande presse ne fait guère état des conditions du contrat, sauf à évoquer un prix élevé.

La navigation des intéressés dans le cosmos est alors incontestable.

Emmanuel Putman, De la personnalité du vaisseau spatial. Petit essai de science-fiction juridique, Mélanges Christian Scapel, p. 317

Jean Marie de Poulpiquet, Le statut du voyageur spatial privé, ou tourisme spatial, in ouvrage collectif, avant-propos Jean Christophe Gaven, Variations juridiques sur le thème du voyage, Presses de l'Université de Toulouse I Capitole, avril 2015

Arnaud de Nanteuil, Colloque de Toulouse de 2021, B. Le tourisme spatial orchestré par des opérateurs privés, p. 198.

Le contrat proprement dit

L'auteur du déplacement

On supposera qu'il est habilité par l'autorité publique dont il dépend à réaliser de tels vols spatiaux.

Le bénéficiaire du vol spatial

On suppose que le candidat au voyage doit présenter certaines caractéristiques physiques et sportives et qu'il doive se plier à des épreuves préparatoires d'entraînement. Il sera informé du caractère aventureux de l'opération envisagée.

On dispute pour savoir si le touriste spatial se voit qualifier d'astronaute.

Si l'astronaute est au sens étymologique du terme un marinier ou un matelot de l'espace, le passager ne l'est pas ; il n'est pas membre de l'équipage, il ne contribue en rien à la manœuvre, il ne contribue en rien au progrès scientifique, il n'est pas un envoyé de l'humanité, il est un homme riche qui se veut amateur d'émotions fortes et du plaisir de voguer dans l'espace, il entend l'évoquer jusqu'à la fin de ses jours.

Il s'agit en réalité de savoir si le passager participe des avantages reconnus à l'astronaute par les conventions internationales en cas de détresse ou d'atterrissage sur un territoire étranger (article V du traité du 27 janvier 1967 ; accord sur le sauvetage des astronautes du 22 avril 1968, qui envisage dès l'article 1° l'équipage d'un engin spatial qui serait victime d'un accident). L'intérêt est assez mince, d'autant que dans de telles hypothèses le sort du passager ne peut être dissocié de celui de l'équipage, s'il y a équipage. Le droit commun, écrit ou non, implique qu'il convient de secourir une personne en péril ou de ne pas maltraiter un être humain descendu du ciel. Ce ne sont que des barbares qui se comporteraient différemment. Lors de la rédaction déjà ancienne des accords internationaux, l'existence du passager n'était pas envisagée. Il n'en relève pas d'eux. Même s'il n'est pas stricto sensu un astronaute visé par les conventions internationales, le passager spatial doit être traité par tous avec humanité.

M. de Poulpiquet dans l'article précité se prononce en faveur de l'assimilation du passager à l'astronaute, p. 328.

La durée du vol

Le prix

Le versement préalable d'un acompte plusieurs mois à l'avance

Un Japonais demandait réparation, il avait versé 21 millions de dollars pour bénéficier d'un vol dans la station spatiale internationale. Il n'a pas pu l'effectuer ultérieurement, on a jugé qu'il ne remplissait les conditions médicales, RFDA 2009.266

Le risque. La responsabilité de l'auteur du déplacement en cas de décès du passager.

Un tel déplacement revêt un caractère aléatoire très prononcé. Les États-Unis soumettent le tourisme spatial au régime des opérations de lancement. Le participant à un vol dans l'espace est informé des risques de l'entreprise aventureuse.

La loi de certains États américains impose le principe, sauf faute lourde, de la renonciation à recours contre l'opérateur spatial.

On peut penser que le contrat, s'il était soumis à la loi française du moment que l'opérateur est français et qu'il détient un engin de transport spatial immatriculé sur le registre tenu par le CNES, relèverait de la liberté contractuelle et contiendrait une clause de non-responsabilité de l'opérateur.

On ne devrait alors admettre la responsabilité du "transporteur" qu'à raison de sa faute lourde ou de son dol.

Des prises d'assurance seraient probablement imposées, assurance responsabilité civile du côté de l'opérateur et assurance sur la vie du côté du voyageur.

Le transport d'astronautes dans la station spatiale internationale

M. de Nanteuil, Colloque de Toulouse de 2021, p. 186, fait état le 16 novembre 2020 du vol d'astronautes acheminés par SpaceX depuis la terre à la station spatiale. Nous ignorons si le contrat conclu entre la Nasa et la société d'Elon Musk a été rendu public.

## Section II. L'acheminement du fret depuis la Terre

Le transport de marchandises depuis la Terre jusqu'à la station spatiale internationale

La presse a relaté en mai 2012 la mission d'un engin Dragon armé/ exploité par une société privée Space X travaillant pour le compte de la NASA. Cet engin avait décollé le 22 mai grâce à une fusée Falcon de Cap Canaveral et a amarré 3 jours plus tard à la station spatiale internationale à laquelle il a livré plusieurs tonnes de fret. Il est revenu ensuite sur terre.

Une dépêche de mai 2014 signale l'existence de 12 missions commanditées par la NASA pour 1,6 milliard de dollars à la société Space X pour acheminer du fret à la station spatiale internationale. Trois ont déjà été effectuées.

La même dépêche du Monde et de l'AFP du 30 mai 2014 signale l'existence d'un contrat de ravitaillement de l'ISS pour 1,9 milliard de dollars conclu avec Orbital Sciences Corporation, doté de la capsule Cygnus, la première livraison devant être effectuée en janvier 201

### Chapitre III. Les assurances spatiales

Il s'agit d'un marché très spécifique. Le calcul des primes est délicat à déterminer, à raison de la difficulté d'évaluation du risque de sinistralité. L'assureur dispose de l'information qui lui est donnée par l'assuré et ses cocontractants. Les primes sont élevées. Une quarantaine d'assureurs spécialisés interviennent en ce domaine très particulier. La concurrence s'est exacerbée. On pratique souvent la coassurance. Les assureurs ont souvent recours à la réassurance. Les contrats sont en général placés par les courtiers d'assurance comme Marsh. Marché concurrentiel. Ariespace fournit des services d'assurance spatiale à ses clients par l'intermédiaire de sa filiale à 100 %, S3R. Les assureurs, désireux de connaître les risques, disposent d'ingénieurs familiers de l'industrie spatiale. Ils veulent accéder à un certain nombre de données d'ordre technique, il y a des obstacles, en particulier du côté des États-Unis qui interdisent sauf autorisation du département d'État de communiquer un certain nombre d'éléments secrets ou réservés quand tout ou partie du matériel est sous contrôle de l'autorité américaine.

Quels sont les clients de l'assureur ? L'opérateur du lancement et le propriétaire de l'objet spatial, le fabricant, les équipementiers, l'opérateur, les utilisateurs ...du satellite. Services annexes : l'agence de lancement, les réseaux de poursuite, les sociétés de service qui testent les satellites au sol, les centres de contrôle.

On ne saurait trop insister sur le rôle déterminant de l'assurance à raison des dispositions légales ou conventionnelles interdisant au client de se retourner contre l'opérateur du lancement ou contre les fournisseurs. Les utilisateurs sont ainsi portés à s'assurer contre leurs propres dommages.

Il y a des polices standardisées, mais on adapte toujours la police à la mission et aux performances attendues de l'objet spatial.

Cécile Gaubert, Économie-finances-assurances, Bilan de l'assurance spatiale année 2017, RFDA 2018.29-39

#### SECTION I. ASSURANCES DE DOMMAGES

On relève principalement la présence en matière spatiale d'assurances de dommages : soit des assurances de biens qui risquent d'être endommagés, soit des assurances de responsabilité civile souscrites par ceux qui craignent de voir leur responsabilité civile être mise en cause par un tiers.

#### § I. Assurances de choses

Le risque couvert concerne la perte ou la destruction des objets spatiaux.

Cédric Wells, Les spécificités des contrats d'assurances d'objets spatiaux, Colloque du 3 octobre 2007, CREDIMI, Pedone, p. 51

Cécile Gaubert et Sylvain Devouge, Risques et assurances de responsabilité civile spatiale, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, éditions Pedone, 2014, p. 201

Loubeyre et Wells, ITAR : incidences juridique et opérationnelles pour les assureurs de risques spatiaux, in Pratiques juridiques dans l'industrie aéronautique et spatiale, Pedone, 2014, p. 297

#### Les preneurs d'assurance

Les lanceurs, les satellites, les objets spatiaux sont des choses fragiles au fonctionnement parfois intermittent. Le lanceur ou l'opérateur de satellite peut prendre une assurance le garantissant contre les dégradations que connaîtrait le lanceur ou le satellite, qui est un bien d'une valeur considérable. Il y a donc des assureurs qui pratiquent l'assurance de dommages aux satellites.

Le montant des primes, même s'il a tendance à baisser, est élevé. Il faut compter pour un lancement ou pour une assurance vie en orbite un montant annuel de 600 millions de dollars.

Certaines années sont caractérisées par un tout petit nombre de sinistres. Les assureurs dégagent des profits. La situation est plus risquée si une année noire survient.

Le propriétaire de l'objet spatial a souvent recours au crédit pour financer le programme spatial, il est débiteur d'organismes bancaires. Les financiers surveillent de très près le recours à l'assurance par l'emprunteur. On prévoit en cas de sinistre la délégation de l'indemnité à l'organisme bancaire créancier de l'assuré. En cas de perte du satellite, il est convenu que l'indemnité sera versée entre les mains du prêteur de sommes d'argent qui a financé l'achat de l'objet spatial. Le financier est parfois désigné comme assuré additionnel.

Polices types. Police type élaborée dans le cadre de la fédération française des sociétés d'assurance. Devoir pour l'assuré de minimiser le dommage, il découle de l'obligation d'exécuter le contrat de bonne foi. L'assuré doit faire tous les efforts les plus raisonnables pour éviter les perturbations. C'est un principe relevant de la lex mercatoria.

La situation a souvent un caractère international.

La détermination de la loi nationale applicable au contrat et au sinistre.

Les parties ont, en matière de grands risques, le libre choix de la loi contractuelle, art. L. 111-6 c. assurances.

On choisit souvent comme droit applicable la loi du domicile de l'assuré, qu'il soit constructeur ou opérateur.

L'assuré ne peut prétendre à une indemnisation que si un incident, comme un court-circuit, une panne, une fuite de carburant, survient pendant la période de garantie

Il est possible que le client s'adresse dans le temps à des assureurs différents.

On peut lire sur cette question importante et fort technique les savantes explications figurant dans l'article de Mesdames Anne-Sophie Branger et Caroline Derache, L'application de la garantie dans le temps en matière spatiale, RFDA 2012, p. 369.

Le contrat précise la valeur assurée.

Ces assurances sont en général souscrites « tous risques sauf ». Ce qui signifie que les pertes et dommages affectant le satellite sont couverts, sauf si la police contient une exclusion.

### i. Pré-lancement

La garantie pré - lancement couvre les dommages subis par le lanceur ou le satellite sur le site de fabrication et depuis la sortie du site industriel jusqu'au moment de la mise à feu - le bien est à terre - AIT assemblage, intégration, tests - on parle d'assurance sol - la couverture cesse au moment de l'allumage intentionnel du 1<sup>o</sup> étage du lanceur.

[Assurance prise par le client contre le risque de retard dans le lancement.

Voir l'espèce citée dans l'article de M. Alexis Mourre, in *Le droit des activités spatiales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, n° 30, p.210. L'assureur refuse de couvrir le risque, prétendant que la cause du retard ne résultait pas du court - circuit relevé pendant les tests, mais d'une décision de l'autorité publique ayant ordonné la suspension des programmes de tir au titre d'un accident ultérieur survenu à une entreprise tierce entre la date du dommage et la date qui avait été prévue pour le lancement. Le client n'était pas assuré contre le risque politique. Le litige a donné à un arbitrage devant la CCI. La sentence de 2003 n'a pas été publiée.]

[Madame Ravillon, *Revue Jurisprudence Commerciale*, 2013.287, fait état d'une sentence arbitrale publiée au CLUNET, 2006.1443, note Silva Romero. Il s'agit de faits voisins, à moins qu'il s'agisse de la même espèce. Le conflit opposait l'assureur à l'assuré quant à l'existence ou non de la garantie d'assurance. L'ordinateur de bord du satellite avait été endommagé, de telle sorte qu'un retard de 9 mois s'était produit dans le lancement effectif. L'assuré demandait à faire jouer la garantie, le satellite avait été endommagé, ce risque était pris en considération par la police. L'assureur répliquait que la cause du préjudice résidait dans la suspension du programme de lancement et que ce risque n'était pas couvert par la police. La sentence décide que la cause prépondérante du préjudice était l'endommagement du satellite et non la première ou la seconde suspension du programme de lancement.]

(Com. 8 novembre 2011, n° 10-23354 : transport maritime d'Anvers jusqu'en Guyane de tubes destinés à contenir de l'hélium, le chargeur est Air Liquide spatial Guyane ; avaries, lors du chargement à Anvers ; l'assurance avait été prise par le transporteur maritime)

### ii. L'assurance lancement

Une quarantaine de lancements commerciaux chaque année dans le monde.

La possibilité de l'échec du lancement doit être envisagée. L'échec se produirait 8 fois sur cent.

Les assureurs proposent donc la Garantie lancement, Launch Insurance, Launch Risk Guarantee : elle concerne ce que la loi du 3 juin 2008 appelle la phase de lancement : le risque pris en considération, ce sont les dommages subis par le satellite.

À partir de quel moment ?

Au moment où le lanceur quitte le sol ; au moment de l'allumage, ce qui permet de garantir un tir avorté ; ou au moment où le lancement est devenu irréversible.

La garantie lancement cesse une fois que le satellite est positionné sur son orbite et la période d'essai terminée.

La clause No Loss, return premium, contenue dans la police lancement permet à l'assuré de recouvrer une partie de la prime, si aucune perte n'était apparue, si les tests sont concluants ; c'est une récompense résultant du bon fonctionnement du satellite.

La pratique distingue entre

- l'échec partiel (le satellite voit sa capacité opérationnelle réduite) (l'indemnité à payer par l'assureur est calculée compte tenu du quantum de perte),

- l'échec réputé total (la capacité ou la durée de vie du satellite est réduite de 75 % compte tenu de la description des spécifications techniques) (la valeur assurée est payée intégralement à 100 %) ;

- l'échec total du lancement (le satellite monté sur le lanceur est détruit ou il est perdu pendant le vol du lanceur, ou la séparation du satellite par rapport au lanceur ne peut pas être effectuée).

C'est la police qui indique à quel type de perte le contrat fait référence.

Le montant de la prime n'est pas le même, selon que le lancement doit se faire selon des techniques éprouvées

ou selon des techniques encore mal connues.

Le terme de la garantie : la recette en orbite : le satellite est séparé du lanceur. La couverture prend fin au moment de la recette en vol de la charge utile, quand le client accepte le satellite. La recette intervient communément dans les 180 jours qui suivent le lancement.

### iii. La police vie en orbite

#### In-Orbit Insurance

Un satellite de télécommunications peut avoir de 12 à 15 ans de vie. Cette assurance concerne la phase de maîtrise. On connaît les contraintes de la navigation dans l'espace : l'objet spatial se trouve dans un environnement agressif, il est en état d'état d'apesanteur, il peut être endommagé par des météorites, il existe des risques de collision, il y a l'effet des radiations solaires et des radiations cosmiques, il y a éventuellement la nécessité de ré positionnement. Des problèmes thermiques et électriques peuvent surgir. Les composants placés à bord sont souvent dupliqués. On peut relever des courts circuits, des pannes électriques, des fuites de carburant qui surviennent pendant la période de garantie, alors que les dommages ne seront ressentis qu'après la fin de la période de garantie.

Si l'origine de l'incident est déterminée, en particulier grâce aux relevés télémétriques, l'assuré doit faire en sorte d'effectuer les modifications correctives et réparatrices pour réduire les effets de la panne. L'assuré se comporte comme s'il n'était pas assuré.

Si une anomalie significative se présente, elle doit être signalée à l'assureur. En cas de perte, l'assuré fait une déclaration formelle de sinistre. On procède à une enquête qui peut durer plusieurs semaines.

Le contrat est en général conclu pour un an. Il l'est parfois sur une base pluriannuelle, une fois terminée la première année du satellite en orbite, car les anomalies se révèlent souvent la première année d'exploitation de l'objet spatial.

Les polices distinguent la perte totale, la perte réputée totale, la perte partielle. Les problèmes de preuve se posent.

Les polices ne prennent pas en charge habituellement les risques d'interférence et de brouillage, idem pour le dysfonctionnement des signaux émis.

Il faut une perte pendant la période de garantie. Il y a perte, si le signal s'interrompt de façon répétée si bien que l'utilisation du satellite ou d'un transpondeur n'est pas envisageable, ou bien si on constate une perte intermittente de manière permanente.

[Ex. une police portant sur les satellites Westar prévoyait un risque spécifique de dysfonctionnement du satellite, elle obligeait les assureurs à indemniser l'assuré en cas de perte de carburant du satellite entraînant une réduction de sa durée de vie opérationnelle, citée par Alexis Mourre, précité, p. 213 note 31. Le carburant dit ergol permet le maintien du satellite sur son orbite et interdit sa dérive.]

Il existe souvent un décalage dans le temps entre la cause de l'incident, sa survenance et l'apparition de ses effets. On ne détecte pas toujours l'anomalie immédiatement, l'anomalie est révélée par des relevés télémétriques qu'il faut interpréter. Compte tenu de l'anomalie, on peut calculer le terme de vie de l'objet. L'assuré peut alors décider de remplacer le satellite endommagé et demander le règlement anticipé de la réduction de capacité opérationnelle du satellite.

La détermination de la durée dans le temps et du montant de la garantie. Un an par exemple. À concurrence de 500 millions d'euros.

Le propriétaire du satellite a pris à sa charge une dépense importante : il doit assurer le coût de la construction, le coût du lancement et de l'assurance.

Le sinistre survient, il faut évaluer le montant de l'indemnité d'assurance que devra payer l'assureur.

La police peut adopter une couverture correspondant au principe indemnitaire classique : l'indemnité due correspond au préjudice subi, l'assuré établissant le montant du dommage.

Ou bien on adopte dans la police une couverture Valeur agréée. Comme pour l'assurance des objets d'art. Le principe indemnitaire demeure, mais c'est à l'assureur d'établir que le dommage est moindre.

Dans la valeur, on peut comprendre le coût du satellite, le coût du service de lancement, le coût de la prime d'assurance, la prime d'assurance pour le lancement ultérieur.

Assurance schémas d'intéressement

Garantie pertes de revenus. Il y a des pertes financières subies par le propriétaire exploitant du satellite que le recours à l'assurance peut compenser : les intérêts intercalaires d'emprunt, les pertes de revenus et d'exploitation.

La présence d'une franchise est fréquente, l'assuré conserve une partie du dommage à sa charge.

Il est possible que l'assuré obtienne une réparation totale, alors que le satellite conserve une valeur marchande résiduelle, les assureurs ont alors accès à des droits de sauvetage.

Assurances de satellites de télédétection.

Le bon fonctionnement est apprécié en relation avec les capacités de prises de vue, de la qualité des images. La perte réputée totale est plus facilement atteinte : lorsque les données sont inutilisables.

Comme l'assuré, victime du sinistre, ne peut légalement agir ou a renoncé à agir contre de ses contractants auteurs éventuels de défaut, l'assureur en indemnisant ne bénéficie pas de recours subrogatoire, à moins d'établir la faute gravissime de l'auteur du dommage.

## § II. Les assurances responsabilité civile spatiale

L'assurance responsabilité civile spatiale. La responsabilité civile engins spatiaux.

Les professionnels du spatial sont susceptibles d'engager leur responsabilité envers les tiers. En particulier l'opérateur spatial, celui qui fait une opération spatiale, celui qui lance un objet dans l'espace, celui qui assure la maîtrise d'un objet spatial pendant son séjour dans l'espace, voire lors de son retour sur terre, risque d'engager sa responsabilité à l'égard des tiers, si un dommage survient à un tiers du fait de l'opération spatiale, cf. art. 13 L. 3 juin 2008.

On songe à la responsabilité du fait des débris spatiaux, même si on ne signale en ce domaine pour le moment aucun sinistre majeur. Les difficultés de preuve sont grandes en ce domaine pour engager la responsabilité de l'assuré (qui est l'opérateur ? Est-il coupable de faute ?)

[En principe, on sait que la loi française interdit d'exercer des recours entre coparticipants à l'opération spatiale à raison des stipulations conventionnelles et des dispositions légales, le participant ne peut pas agir en responsabilité contre son cocontractant ou assimilé, le mécanisme de la responsabilité civile est mis à l'écart, cette exclusion vaut par ricochet pour le jeu de l'assurance responsabilité civile]

Sophie Moysan, La responsabilité civile produits des équipementiers spatiaux, in Droit de l'espace, Gestion et partage des risques, colloque 3 octobre 2007, direction L. Ravillon, Pedone, p. 37

Ce type d'assurances est en fait pratiqué par les assureurs de l'aéronautique, il s'agit d'un petit sous - marché des assurances aéronautiques.

Le code des assurances contient, au titre VII du livre I<sup>o</sup>, un chapitre VI intitulé Assurances de responsabilité civile relative à une opération spatiale. L'art. L. 176-1 soumet les contrats d'assurance ayant pour objet de garantir la responsabilité civile relative à une opération spatiale à plusieurs dispositions du code des assurances ainsi qu'à des dispositions spécifiques.

Les contractants bénéficient d'une ample liberté contractuelle.

Le contrat d'assurance s'inscrit dans la durée, c'est un contrat à exécution successive. L'assureur n'accorde pas sa garantie de façon intemporelle, il faut qu'il y ait un lien d'ordre temporel entre la garantie et l'événement pour lequel celle-ci est appelée par une personne entendant en bénéficier. Il faut qu'il y ait un sinistre pour que la garantie puisse être appelée. Il faut que le sinistre soit survenu à un moment où la garantie apportée par le contrat d'assurance jouait. Le sinistre est caractérisé par des éléments variés qui se réalisent dans le temps et qui ne sont pas forcément simultanés : il y a un décalage dans le temps entre un fait qui est à l'origine du dommage, l'apparition du dommage, la réclamation de la garantie.

Pour que la victime puisse obtenir satisfaction et bénéficier de la garantie, il faut que l'un de ces événements, déterminé par le contrat, entre dans le champ d'application de la garantie. C'est cet événement qui déclenche la garantie.

C'est le contrat d'assurance qui précise quel est l'élément du sinistre qui est pris en considération, article L.176-2.

Voir l'article précité d'A.M. Brange et de C. Derache, RFDA 2012.369.

Louis Perdrix, L'assurance et la sécurité des transports, in Transport et sécurité, p.264 : les conditions d'application de la garantie dans le temps sont déterminées par le contrat d'assurance. Les parties sont de la sorte libres de choisir le critère de déclenchement de la garantie : le fait dommageable, la réclamation de la victime ou encore la survenance du dommage.

[L'assureur n'est tenu que, si à la suite d'un événement prévu au contrat, une réclamation est faite à l'assuré par le tiers lésé ou le cas échéant par l'État en application de l'article 14 de la loi du 3 juin 2008. C'est ce que décide l'article L.176-5 du code des assurances.]

La clause « base réclamation » correspond à la pratique générale, c'est le critère du sinistre. La réclamation émanant du tiers lésé doit avoir lieu entre la prise d'effet du contrat et sa perte d'effet. Elle doit intervenir avant la résiliation de la police.

« La garantie déclenchée par la réclamation couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, Dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation (ou d'expiration) de la garantie et Que la 1<sup>o</sup> réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné par le contrat, Quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres »,

Article L. 124-5 alinéa 4.

Avantage de la formule : la réclamation peut être émise bien après la réalisation du fait dommageable ou la révélation du dommage.

Les dames auteurs de l'article précité indiquent que le contrat pourrait adopter comme fait déclencheur de la garantie la clause " base fait dommageable ". La garantie, dans ce cas, est déclenchée par la survenance du fait dommageable entre la prise d'effet de la garantie et la date de résiliation ou d'expiration, art. L. 124-5.

Le fait dommageable est l'événement qui constitue la cause génératrice du dommage.

L'avantage de cette clause, c'est que la garantie joue du moment que le fait dommageable survient alors que le contrat est en cours, même si la réclamation est effectuée à une époque où le contrat a pris fin.

La faiblesse de la formule, c'est l'incertitude de la notion et l'obligation qu'il y a de déterminer le fait qui a généré le dommage. Le fait dommageable peut être également très antérieur dans le temps de la révélation du dommage.

La police peut éventuellement retenir la clause " base dommage ". Cette clause est désormais licite.

Certaines polices peuvent, à l'imitation de la pratique anglaise, retenir comme facteur de déclenchement de la garantie la clause « base occurrence ». L'occurrence est l'événement accidentel.

La garantie joue du moment que le contrat d'assurance est en cours lors de l'occurrence, même si la réclamation s'élève, le contrat expiré.

La loi impose à l'opérateur spatial de prendre une assurance obligatoire dommages causés aux tiers, art. 6 L. 3 juin 2008.

Cette obligation d'assurance concerne un opérateur spatial qui est soumis à autorisation, c'est-à-dire une agence de lancement ou un opérateur ayant la maîtrise d'un objet spatial évoluant dans l'espace.

Cette obligation est destinée à couvrir le risque que court l'opérateur spatial de voir sa responsabilité être engagée dans le cadre des conditions de l'article 13 de la loi de 2008, c'est-à-dire vis-à-vis des tiers.

Cette obligation d'assurance est limitée, elle s'applique à concurrence des montants mentionnés aux articles 16 et 17. Si le dommage est important, au-delà c'est l'État qui prend le relais.

L'assurance doit couvrir le risque d'avoir à indemniser, dans la limite du montant, les dommages susceptibles d'être causés aux tiers à l'opération spatiale, art. 6, II, de la loi du 3 juin 2008.

Le législateur admet également, à côté de l'assurance, la possibilité pour l'opérateur de disposer d'une garantie financière.

On entend par garanties financières requises l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance, d'une caution personnelle et solidaire, d'une garantie à première demande ou d'actifs liquidables, art. 16 du décret du 9 juin 2009.

Le ministre de l'Espace et celui du budget peuvent dispenser l'opérateur pour une durée limitée de cette obligation de présenter des garanties, s'il y a une impossibilité, compte tenu de l'état du marché de l'assurance, art. 17 du décret. L'art. 18 prévoit que le ministre de l'Espace peut dispenser l'opérateur de l'obligation prévue



au I de l'art. 6 si l'opération consiste dans le maintien à poste d'un satellite sur l'orbite géostationnaire pendant une durée déterminée.

L'assurance doit bénéficier, dans la mesure de la responsabilité pouvant leur incomber à raison d'un dommage causé par un objet spatial, aux personnes suivantes :

L'État et ses établissements publics

L'Agence spatiale européenne et ses États membres

L'opérateur et les personnes qui ont participé à la production de l'objet spatial ou à l'opération spatiale.

Art. 6, III, de la loi du 3 juin 2008.

La déclaration de certains gouvernements européens relative à l'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz, du 30 mars 2007 prévoit, § III, 1, k, que le fournisseur de services de lancement s'engage à souscrire les assurances nécessaires ou autre garantie équivalente pour couvrir les responsabilités visées aux § 3.1 h, i et j – dans la limite de 60 M d'euros - ainsi que les autres responsabilités et risques découlant de la conduite des activités prévues par les arrangements mentionnés au présent § III.1. Les modalités de cette assurance ou autre garantie seront définies en accord avec l'agence spatiale européenne et le gouvernement français.

La police de responsabilité civile produits est souscrite pour combattre le risque d'un défaut dans un produit spatial, elle est souscrite par les fabricants de pièces au cas où leur responsabilité serait recherchée au titre de dommages causés par des défauts des produits livrés.

On sait qu'en principe du fait des clauses de non-recours cette responsabilité ne peut pas être normalement engagée entre participants de la filière construction ou de la filière lancement.

Restent les tiers, mais en principe la responsabilité est centralisée à leur égard sur la tête de l'opérateur spatial.

Le contentieux. Arbitrage interne. Arbitrage international.

Voir Paris, 10 mai 2007, Gaz. Pal. 13-17 juillet 2007 p.44 (litige entre la caisse centrale de réassurance et Arianespace, recours en annulation introduite en octobre 2005 contre une sentence arbitrale rendue en juillet 2005 à Paris, le contrat de réassurance concernait une activité qui n'était pas exclusivement française)

## Section II. ASSURANCES DE PERSONNES

On songe à la prise d'assurance pour garantir la vie des astronautes et des passagers des vols suborbitaux et des vols spatiaux proprement dits.

## Titre II. Le travail aérien et spatial

On parle d'*aviation générale* pour désigner les opérations par laquelle on utilise un engin aérien pour un but autre que le transport commercial, ce qui englobe l'aviation d'affaires, l'aviation sportive, le travail aérien. L'aviation générale s'oppose à l'aviation du transport aérien.

On doit faire mention de la guerre aérienne, ce qui relève du droit international public, Guerre aérienne et le droit international humanitaire, sous la direction d'Anne Sophie Millet Deville, colloque Nice de juin 2012, Pedone, avril 2015

La loi du 3 juin 2008 porte sur les opérations spatiales, comme le lancement, elle ne concerne pas les « applications spatiales », c'est à dire tout ce qui concerne l'usage qui est fait de l'objet spatial, comme l'aide à la navigation ou au positionnement ou les télécommunications.  
Couston, RFDA 2008.330

### Sous-Titre I. Le travail aérien

On appelle travail aérien l'exploitation d'aéronefs pour assurer des services spécialisés dans le domaine de l'agriculture, de la construction, de la photographie, de la surveillance, de l'observation, des patrouilles, de la recherche, du sauvetage, de la publicité aérienne.

Cette activité a parfois recours à des engins pilotés à distance. Un drone peut être utilisé pour porter secours à un nageur en difficulté. La SNCF utilise des drones pour observer et traquer les voleurs de câbles. Pour photographier et déterminer l'état des bâtiments. La police ou l'armée ont recours à des aéronefs sans équipage à bord pour surveiller les grandes manifestations et reconnaître les émeutiers. La loi du 25 mai 2021 apporte des réglementations insérées dans le code de la sécurité intérieure et dans celui de la défense.

L'arrêté du 9 février 2015, art.1° lettre d, parle d'exploitation spécialisée pour désigner toute exploitation à des fins autres que le transport aérien commercial consistant à utiliser un aéronef pour des activités spécialisées telles que l'agriculture, la construction, la photographie, les levés topographiques, l'observation, les patrouilles et la publicité aérienne.

Le titre III de cet arrêté reçoit pour intitulé, exploitations spécialisées.

De telles exploitations ne relèvent pas du transport commercial classique, elles ne sont pas ordinairement placées sous le signe de la gratuité, l'entreprise qui pratique un lâchage d'engrais en Camargue sur une rizière se fait rémunérer, idem en ce qui concerne l'entreprise qui fait évoluer un petit avion accompagné d'un message publicitaire, ces entreprises sont toutefois soumises à une réglementation spécifique de source européenne et de source interne.

Il existe toute une réglementation complexe, européenne ou nationale, destinée à assurer la sécurité de ces opérations, avec des dispositions de principe et des tempéraments.

Le règlement n° 965/2012 modifié dans son article 2 donne une définition de l'« exploitation spécialisée » au sens de ce règlement : il s'agit de toute exploitation à des fins autres que le transport aérien commercial, consistant à utiliser un aéronef pour des activités spécialisées telles que l'agriculture, la construction, la photographie, les levés topographiques, l'observation, les patrouilles et la publicité aérienne.

Les exploitants ne sont pas tenus d'obtenir une certification en tant que transporteurs aériens commerciaux, ce qu'ils ne sont pas [il peut y avoir cependant des personnes ou des marchandises à bord pour l'exécution de la mission, mais le transport n'est pas commercial.]

Le règlement n° 965/2012, dans son article 1°, § 3, indique qu'il établit des règles détaillées relatives aux conditions et procédures applicables à la déclaration effectuée par les exploitants pour l'exploitation spécialisée commerciale d'avions, d'hélicoptères ou l'exploitation d'aéronefs complexes à des fins non commerciales, y compris pour des exploitations spécialisées, attestant qu'ils sont capables et qu'ils ont les moyens d'assumer les responsabilités liées à l'exploitation d'aéronefs, et à la surveillance de ces exploitants.

Le point SPO.GEN.005 c) 1) de l'annexe VIII, partie SPO, du règlement n° 965/2012 admet, sous conditions, la possibilité pour une rémunération lors de vols de manifestation aérienne ou de compétition n'utilisant pas des aéronefs motorisés complexes], mais ces vols sont soumis à une obligation de **déclaration** auprès de l'autorité compétente du pays de résidence ou du principal établissement, qui s'assure que cette déclaration contient toutes les informations requises par la partie ORO. ORO.DEC 100, annexe III. L'autorité accuse réception. Il y a un formulaire type en annexe.

Le règlement 2018/1139 consacre l'article 30 aux exploitants d'aéronefs. Il peut être demandé aux exploitants d'aéronefs établis dans l'UE de déclarer avoir la capacité et les moyens d'assumer les responsabilités liées à l'exploitation d'aéronefs en conformité avec les actes d'exécution – ou d'être titulaires d'un certificat. Il est tenu compte de l'activité concernée et des risques qui y sont liés.

Les exploitants n'exploitent un avion, un hélicoptère, à des fins d'exploitation spécialisée commerciale qu'en se conformant aux dispositions des annexes III et VIII. Art. 5 § 6 du règlement n° 965/2012.

Il y a des dispositions concernant les vols ayant lieu avant, pendant ou immédiatement après des exploitations spécialisées, et qui sont directement liés à ces exploitations : ces vols sont effectués selon le cas conformément aux paragraphes 3, 4 et 6.

Le nombre de personnes se trouvant à bord de l'aéronef est limité à 6, les membres de l'équipage non compris. Cette limitation ne joue pas pour les opérations de parachutage.

Art. 5 § 7.

La réglementation européenne connaît « l'exploitation spécialisée commerciale à haut risque » : l'exploitation est effectuée au-dessus d'une zone où la sécurité des tiers risque d'être compromise en cas d'urgence ou bien elle fait courir un risque important (en particulier aux tiers au sol) en raison de sa nature particulière et l'environnement local, voir article 2 alinéa 1 chiffre 8 règlement n° 965/2012 (version R. n° 379/2014 du 7 avril 2014).

Cette exploitation est soumise à autorisation, voir l'annexe I modifiée version du règlement n°379/2014 du 7 avril 2014 modifiant le règlement n° 965/2012, section I bis, ARO.OPS.150. ORO.SPO.110

L'article 17 de l'arrêté du 18 août 2016 (modifié par l'arrêté du 24 mars 2021) concerne les exploitations spécialisées commerciales à haut risque, il considère en complément du règlement européen que sont des exploitations à haut risque, un certain nombre d'activités comme le transport de charges externes par hélicoptère avec survol d'une agglomération ; l'hélicoptage de personnes en charges externes sans que l'hélicoptère dispose de la capacité à maintenir un vol stationnaire hors effet de sol en cas de panne d'un moteur ; les vols à sensations effectués avec plus de 2 personnes équipage non compris ou à l'aide d'un aéronef complexe ; les prises de vues d'événements sportifs à une hauteur inférieure à 50 m ; toute activité hors spectacle public au-dessus d'une agglomération d'un établissement seuil haut ou à proximité d'un rassemblement de personnes à une certaine hauteur, alors qu'en cas de panne de moteur les performances de l'aéronef ne permettent d'assurer la poursuite du vol ou un atterrissage forcé sans risque pour les personnes au sol sans lien direct avec l'activité ou à certaines hauteurs inférieures que fixe l'article.

Le règlement n° 800/2013 du 14 août 2013 (modifiant le règlement n° 965/2013) contient des dispositions propres à l'exploitation d'avions, hélicoptères, ballons et planeurs à des fins non commerciales. Il n'y a pas alors de transport de personnes de fret ou de courrier contre rémunération ou à tout autre titre onéreux, il n'y a pas de CAT.

La législation nationale est maintenue pour les autres opérations aériennes, y compris l'exploitation d'aéronefs affectés à des tâches ou des services spécialisés, art. 1° § 4 du règlement modifié.

Un programme de surveillance existe pour les organismes qui déclarent leur activité à l'autorité : audits, inspections, inspections au sol, inspections inopinées.

Exploitation d'avions et hélicoptères à motorisation complexe, à des fins non commerciales : les exploitants déclarent qu'ils ont les capacités et les moyens d'assumer les responsabilités liées à de tels aéronefs, ils exploitent ces aéronefs conformément aux dispositions des annexes III et VI.

Les exploitants fournissent à l'autorité les informations pertinentes avant de commencer l'exploitation des aéronefs. Ils maintiennent la conformité.

Exploitation d'avions et d'hélicoptères à motorisation non complexe. Fins non commerciales. Les exploitants exploitent ces aéronefs conformément aux dispositions de l'annexe VII. Règlement n° 965/2012, article 5 § 4.

Il existe une dérogation de telle sorte qu'il y a maintien des conditions résultant de la loi nationale : exploitation d'avions à motorisation non complexe à des fins non commerciales dans un espace aérien désigné, sur des routes, ou pour une navigation fondée sur les performances. Article 6 § 7 du règlement modifié.

L'arrêté du 9 février 2015 relatif à l'application du règlement n° 965/2012 modifié contient des dispositions concernant les opérations non commerciales, les exploitants utilisant des aéronefs à motorisation complexes et non complexes.

Exploitation d'avions et d'hélicoptères à motorisation non complexes et exploitation des multi turbopropulseurs légers exploités en exploitation spécialisée non commerciale : les annexes V et VII du règlement n° 965/2012 sont applicables à compter du 25 août 2016.

Exploitation d'aéronefs à motorisation complexes. Exploitation d'avions et d'hélicoptères à motorisation non complexes et exploitation des multi turbopropulseurs légers, utilisés en exploitation spécialisée commerciale.

Application des annexes III, V et VIII du règlement n° 965/2012.

L'exploitant informe le ministre de ses activités.

L'arrêté du 19 décembre 2013 dispense les ballons libres de document de navigabilité. Sont visés par cet arrêté publié au JO du 4 mars 2014 les ballons libres non habités, mis en œuvre à des fins de recherche, d'expérience ou à des fins scientifiques. Leur masse en ordre d'exploitation n'excède pas 150 kg, ou ils sont susceptibles d'être construits en nombre très limité.

Maintien de la législation nationale pour la limitation du temps de vol, art. 8 § 4 du règlement n° 965/2012

L'arrêté du 24 juillet 1991 est relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale, modifié par l'arrêté du 25 octobre 2017.

Si la déclaration ne contient pas les informations requises ou si elle révèle un défaut de conformité, l'autorité le signale. Elle peut ordonner une inspection et prendre des mesures autoritaires.

La réglementation prévoit la délivrance d'agrément spécifiques, en ce qui concerne les exploitations à des fins non commerciales.

On indique le type d'exploitations spécialisées : agriculture, construction, photographie, levés topographiques, observation de patrouille, publicité aérienne.

On indique par exemple comme agrément spécifique : marchandises dangereuses, LVO, RVSM, RNP, MNPS.

Instruction aérienne

Vols de démonstration

### **Vols humanitaires**

Atilla Firat Bozdogan, Vols humanitaires en droit aérien, in Annales de droit aérien et spatial, 2016, volume XLI, McGill, p. 193

### **Photographie aérienne**

Les vols d'observation peuvent donner lieu à des prises de vue.

Des personnes se trouvant à bord d'un aéronef peuvent être appelées à prendre des clichés, ou du sol, ou de l'espace, nuages, autres appareils navigant ... ces clichés peuvent être pris depuis un ballon ou un engin piloté à distance.

La première photo aérienne a été prise en 1860 depuis une montgolfière survolant Boston.

Les photographes peuvent être des amateurs, ils peuvent être des professionnels.

Le photographe professionnel est-il un navigant professionnel de l'aéronautique civile ?

Il existait la licence de photographe navigant professionnel qui était obligatoire.

Réforme opérée par l'art. 8, 3°, de l'ordonnance du 17 décembre 2015. La figure du photographe navigant professionnel semble disparaître pour le futur.

Il ressort de l'article 21, I, al. 2, de l'ordonnance du 17 décembre 2015 portant simplification que le régime antérieur est toutefois maintenu pour les titulaires d'une licence de photographe navigant professionnel de l'aéronautique civile en cours de validité au 1<sup>er</sup> janvier 2016, ils conservent la qualité de navigant professionnel de l'aéronautique civile. Le statut antérieur est maintenu pour les titulaires de la licence au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

La prise de vues depuis un aéronef est-elle libre ou est-elle réglementée ?

Tout dépend si le bien à photographier est un bien privé ou non.

Les enseignements du droit privé

Un particulier est-il libre de prendre la photo aérienne d'un immeuble privé, d'une personne ou d'un groupe de personnes se trouvant dans un lieu privé ?

La photographie des bâtiments et immeubles situés au sol

On s'interroge sur la licéité de la reproduction de la photographie d'un immeuble privé, prise depuis un appareil aérien.

Nous avons tout d'abord l'enseignement du droit terrestre.

L'arrêt de l'assemblée plénière du 7 mai 2004 est libéral : le propriétaire d'une chose ne dispose pas d'un droit exclusif sur l'image de celle-ci, il peut toutefois s'opposer à l'utilisation de cette image lorsqu'elle lui cause un trouble anormal

(non établi en l'espèce, reproduction sur un dépliant édité par un promoteur de la façade d'un hôtel particulier de Rouen)

La photographie des personnes situées au sol, en particulier se trouvant dans des propriétés privées

Transposons la difficulté à la matière aérienne, lorsque l'aéronef possède à son bord des agents de l'exploitant ou des passagers effectuant des photographies des immeubles survolés.

L'objection vient immédiatement, il y a le risque d'atteinte à l'intimité de la vie privée.

Il y aurait probablement atteinte à la vie privée, si l'appareil aérien permet la réalisation de photographies de

personnes prises dans leur intimité. La réponse serait donnée cas par cas, nous indique le professeur Théo Hassler.

L'exploitant de l'aéronef effectuant le survol a toujours l'obligation de ne pas porter atteinte aux prérogatives des propriétaires des immeubles situés à Terre. Il ne doit pas entraver l'exercice du droit du propriétaire. Celui-ci a le droit d'exiger d'échapper aux regards indiscrets. Cf. art. L. 6211-3 CT.

Il n'est pas certain que la solution diverge selon que la photo litigieuse est prise depuis un aéronef piloté ou d'un drone, même si avec ce dernier engin évoluant à faible altitude la précision de la photo peut être supérieure.

Un arrêté du 11 avril 2012 opère déjà une distinction entre les appareils utilisés pour le loisir et la compétition (aéro- modèles) et les engins utilisés pour des activités particulières dans un contexte professionnel.

Le contrôleur européen de la protection des données, dans son avis du 26 novembre 2014, JOUE du 11 février 2015, concernant l'utilisation des aéronefs télé pilotés porteurs de caméras, microphones, capteurs, systèmes GPS, craint que ces engins permettent une violation des droits à la vie privée et familiale interdite par l'article 8 de la convention européenne et l'article 7 de la charte des droits fondamentaux. Le code pénal français autorise la répression en ce domaine.

Ph. Lagrange, Le drone, l'éthique et le droit, Mélanges Paul Tavernier, L'homme dans la société internationale, Bruylant, p. 1333-1353

Le contentieux entre l'entreprise qui fournit le vol et l'entreprise de photographie

2° Civile, 11 septembre 2014, n° 13-21459 : le point de départ est un hélicoptère qui est donné en location à la Société d'exploitation d'hélicoptères, un contrat est conclu entre cette dernière et la société JBA qui exerce une activité de photographie, ce contrat porte sur la réalisation d'un vol avec pilote de cet hélicoptère pour effectuer des photographies aériennes au-dessus de Firminy, porte arrière ouverte. L'hélicoptère a décollé le 24 octobre 2006 de l'héliport pour se rendre au-dessus de Firminy, la durée totale du vol a été de 20 minutes, la séance de prise de vue a duré 15 minutes. Le pilote a en cours de vol ouvert la porte. Pilote et photographe se sont aperçus peu avant l'atterrissage que la porte latérale avait disparu ! Le propriétaire de l'hélicoptère et l'entreprise fournissant le vol ont agi en responsabilité contre l'entreprise de photographie. La cour de Lyon les a déboutés, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi. La cour d'appel avait décidé à raison que la responsabilité de l'entreprise de photographie, la cliente, ne pouvait être recherchée que sur le fondement de l'article 1147 du code civil et que compte tenu des éléments de preuve produits elle n'avait commis aucune faute. La Cour de cassation ne qualifie pas l'opération, contrat d'affrètement ou déplacement aérien contractuel, elle considère que le dommage ayant été réalisé durant l'exécution du contrat il fallait se placer sur le terrain contractuel et que l'utilisateur n'est tenu qu'à raison de sa faute non établie en l'espèce.

La réglementation étatique de la photographie aérienne

Certaines interdictions sont prévues en législation.

Le code des transports contient un chapitre IV, titre II, livre II, 6° partie, intitulé Prises de vues aériennes.

L'art. L. 6224-1 interdit dans certaines zones la captation, l'enregistrement, la transmission, la conservation, l'utilisation ou la diffusion de données recueillies depuis un aéronef, par un appareil photographique (cinématographique, tout capteur de télédétection). Sous sanction pénale, art. L. 6232-8, 3°.

Une autorisation peut cependant être accordée, par exception à l'interdiction, par le préfet ou par le ministre de la Défense pour les zones relevant de son autorité.

Il faut pour cela se référer aux articles R. 6224-1 et s. CT.

Un arrêté du 2 janvier 2023, JO du 13 juin 2021, de 115 pages, donne en annexe la liste de zones du territoire interdites à la captation et au traitement des données recueillies depuis un aéronef.

L'interdiction concerne l'Élysée, l'hôtel d'Évreux, les usines nucléaires, des prisons, des sites militaires ...

Nécessité d'une autorisation en ce qui concerne l'usage à des fins commerciales de la photographie des domaines nationaux

Il ne s'agit pas ici pour l'État d'interdire la photographie aérienne de sites remarquables ou de châteaux historiques, il s'agit seulement de réguler l'usage qui pourrait être fait à des fins publicitaires de photographies aériennes de ces bâtiments.

Le Conseil d'État a eu à connaître d'un contentieux élevé par le domaine de Chambord à l'encontre des Brasseries Kronenbourg ayant réalisé et utilisé en 2010 à des fins publicitaires (pour une bière) des

photographies du château de Chambord, donc pour des faits antérieurs à l'entrée en vigueur des dispositions du 7 juillet 2016 mentionnées infra.

L'arrêt du 13 avril 2018 écarte les prétentions du domaine de Chambord qui avait réclamé plus de 250 000 euros au titre de cet usage, n° 397047.

Il n'y avait pas usage privatif du domaine public.

Les personnes publiques ne disposent pas d'un droit exclusif sur l'image des biens leur appartenant.

Il faut désormais tenir compte de la nouvelle disposition du code du patrimoine, art. L. 621-42, remontant à une loi du 7 juillet 2016, décidant que l'utilisation à des fins commerciales de l'image des immeubles constituant des « domaines nationaux » est soumise à autorisation.

Les termes utilisés par la loi sont assez larges : L'utilisation à des fins commerciales de l'image des immeubles qui constituent les domaines nationaux, sur tout support, est soumise à l'autorisation préalable du gestionnaire de la partie concernée du domaine national.

L'article L. 621-42 du code du patrimoine a été déclaré, le 2 février 2018, par le Conseil constitutionnel conforme à la constitution française.

Le gestionnaire du domaine national peut subordonner son autorisation à la remise d'une rémunération.

(On peut se demander dans ce genre de litige si, outre une question de principe, les gestionnaires de hauts lieux culturels ne cherchent pas, indépendamment de l'octroi de fonds d'État, à se procurer des recettes de poche, ventes de cartes postales, de livres d'art et de vidéos, buvette, restaurant, location de salles de réception pour des anniversaires ou des mariages ou pour des entreprises, quelques royalties obtenues grâce à des autorisations consenties moyennant finance ... )

Le terme d'image s'applique à une photographie. On aime parler d'icône.

S'applique-t-il à un dessin, une gravure ou une peinture stylisé s'inspirant de la tour Eiffel, Notre Dame de Paris ou la cité de Carcassonne ?

Le texte ne concerne toutefois que les domaines nationaux visés par l'art. R. 621-98 du code du patrimoine, outre Chambord, l'Élysée, le Louvre, les Tuileries, les châteaux de Pau et d'Angers, le palais du Rhin.

Cette législation est a priori peu opérante si la publicité est organisée à l'étranger.

Sébastien Saunier, L'image des biens publics culturels, in Mélanges Serge Regourd, 2019, p. 301

(L'auteur se fait critique envers la solution du Conseil d'État, pourtant approuvée par la plupart des commentateurs, solution qui reprend celle de la Cour de cassation donnée dans un arrêt de l'assemblée plénière du 7 mai 2004)

La photographie aérienne utilisée au service de la lutte contre la fraude fiscale

Le sénateur Jean-Louis Masson avait interrogé, QE n° 01425, JO Sénat, 5 octobre 2017, p. 3053, le gouvernement sur la licéité, ou non, du procédé par lequel une commune utilise un drone pour relever des infractions aux règles d'urbanisme ou des non-déclarations de piscines pour évincer la législation sur les impôts locaux.

Le ministre de la Cohésion des territoires a répondu, JO Sénat du 11 janvier 2018, page 94.

Si l'administration de la preuve est libre en matière pénale, ce principe connaît deux tempéraments : la preuve ne doit pas être recueillie par des circonstances constitutives d'une infraction, ni au mépris des principes généraux du droit, dont fait partie le respect de la vie privée.

La captation d'images par la voie des airs au moyen d'un drone survolant une propriété privée peut être considérée comme une ingérence dans la vie privée.

Le ministre cite la jurisprudence rendue en matière de captation d'images opérée par des policiers dans un lieu inaccessible depuis la voie publique, elle doit être fondée sur une disposition législative, comme l'article 706-96 CPP.

À défaut, aucune intrusion ne peut être valablement effectuée en un tel lieu, Criminelle, 21 mars 2007, B. n° 89 p. 451, n° 06-89444.

[L'arrêt de 2007 concerne, en enquête préliminaire, la photographie, au téléobjectif, par des gendarmes, d'individus et de véhicules, à l'intérieur d'une propriété à usage d'habitation, non visible depuis la voie publique. Les actes de procédure sont annulés.]

La réponse ministérielle conclut : Le constat d'une infraction sur une propriété privée à l'aide d'un drone peut être

considéré comme illicite dès lors que la zone contrôlée est inaccessible aux regards.

La réponse n'est pas totalement satisfaisante lorsque l'initiative de la prise de photos émane de l'autorité publique et qu'elle vise à lutter contre la fraude fiscale. L'administration fiscale dispose d'ailleurs déjà de toute une cartographie faisant état du développement des constructions immobilières ou de l'implantation des bassins de natation.

On pourrait envisager faire intervenir le président du TGI statuant sur requête pour autoriser la prise de vues.

Si un accident survient durant une opération de travail aérien, la qualification de contrat de transport aérien est écartée par la jurisprudence française, les règles sur la responsabilité du transporteur aérien n'ont pas lieu d'être appliquées. 1<sup>o</sup> Civile, 15 juin 2016, n<sup>o</sup> 14-28141, un sapeur-pompier blessé en 1993 lors d'une opération de surveillance des incendies. La cour d'Aix y avait vu un contrat de transport, le demandeur avait été déclaré irrecevable en sa demande, son action étant soumise au délai de prescription biennal. La Cour de cassation censure, l'objet principal du vol était la réalisation d'un travail aérien. La victime étrangère au contrat conclu entre l'aéro-club et le SDIS 84 pouvait, semble-t-il, se placer sur le terrain délictuel et faire condamner l'aéro-club sur le fondement des articles 1382 et suivants.

## **Les vols d'observation**

Lutte contre les incendies. Détection de bancs de thon en Méditerranée

L'observation de la Terre

La constatation d'infractions

La détection des pollution marines

L'observation par la police des rassemblements de personnes

Le préfet de police de Paris, alors que la population, à raison de l'épidémie, se trouvait soumise, sauf exceptions, aux arrêts domiciliaires, faisait surveiller par des drones parlants les différents quartiers de la capitale. Les vols étaient réalisés à partir de 4 appareils de marque D.JJ type Mavic Enterprise, équipés d'un zoom optique X 3 et d'un haut-parleur. Un seul drone était utilisé à la fois. Il filmait en général 2 ou 3 heures par jour. Les vols étaient réalisés à une hauteur de 80 à 100 mètres. Une équipe de 3 personnes fonctionnait sur le site, le télépilote, un télépilote adjoint, un agent chargé de leur protection. Lorsque le drone survolait le site à observer, le télépilote procédait à la transmission des images au centre de commandement de la préfecture. L'autorité pouvait décider de diffuser par le haut-parleur des messages à l'intention des personnes situées sur le site. Il s'agissait de signaler les rassemblements contraires aux mesures de restriction. La préfecture pouvait alors envoyer des policiers pour disperser les personnes illicitement rassemblées.

Le juge des référés du Conseil d'État dans son ordonnance du 18 mai 2020, n<sup>o</sup> 440442 et 445, a estimé légitime en son principe ce dispositif.

Il note cependant que ces appareils étaient susceptibles de collecter des données identifiantes. Il y avait traitement de données à caractère personnel relevant de la directive du 27 avril 2016, nécessitant une autorisation.

Le juge ordonne à l'État de cesser la surveillance par drone à Paris, soit dans l'attente d'un texte réglementaire autorisant la création d'un traitement de données à caractère personnel, soit en dotant ces appareils de dispositifs interdisant l'identification des personnes filmées.

Le code de la sécurité intérieure contient des dispositions permettant à l'autorité publique de mettre en œuvre des traitements d'images au moyen de dispositifs de captation installés sur des aéronefs. Art. L. 242-1.

Les images captées peuvent être transmises au poste de commandement du service concerné, art. L. 242-2.

Ces dispositifs ne peuvent pas procéder à la captation du son, ni comporter de traitements automatisés de reconnaissance faciale.

Les enregistrements peuvent être utilisés dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire. La police est autorisée à procéder à ces captations d'images lors de rassemblements sur la voie publique afin de maintenir l'ordre ou le rétablir, lorsque ces rassemblements sont susceptibles d'entraîner des troubles graves à



l'ordre public.

Ces prises de vues peuvent être également utilisées pour assurer la surveillance des frontières et lutter contre leur franchissement irrégulier. Idem pour prévenir les mouvements transfrontaliers de marchandises prohibées. Ces dispositifs ne visent pas à recueillir les images de l'intérieur des domiciles, ni celles de leurs entrées. Ces prises de vues dans un périmètre géographique déterminé sont soumises à autorisation du préfet.

Les articles R. 242-8 et s. du code de la sécurité intérieure concernent le traitement d'images au moyen de dispositifs de captation installés sur les aéronefs pour des missions de police administrative.

Le décret n° 2023-1395 du 30 décembre 2023 insère un certain nombre de dispositions dans le code de procédure pénale, art. R. 40-57 et suivants. Certains dispositifs, installés sur des aéronefs (drones) permettent de capter des images. Ces articles concernent le traitement de ces images. Il s'agit de permettre la constatation d'infractions et la recherche de leurs auteurs.

Le code de l'environnement, dans sa partie législative, art. L. 125-2-2 et L. 171-5-2, et dans sa partie réglementaire, art. R. 172-9 et s., contient des dispositions permettant d'utiliser des aéronefs sans personne circulant à bord, pour observer grâce à des caméras et des capteurs, certains phénomènes naturels : les inondations, les éruptions volcaniques, les incendies, l'érosion du littoral, les mouvements de terrain. Il permet des actions de police dans les sites industriels, pour vérifier l'état des digues et des barrages.

### **Parachutisme**

Il peut s'agir d'activités civiles, voire commerciales, avec ou non rémunération.

Un arrêté du 3 décembre 1956 crée un brevet et une licence de parachutiste professionnel et une qualification d'instructeur.

Un arrêté modificatif du 17 décembre 2015 concerne la reconnaissance en France des titres obtenus dans les autres États européens.

Cette activité cause des nuisances sonores. Un avion de 9 places, monomoteur à turbine, Pilatus PC6, monte à pleine puissance une quinzaine de minutes, il descend ensuite en très forte pente, générant un sifflement aigu. Nous présumons qu'il largue les parachutistes qui étaient montés à bord.

Cf. le rapport de l'ACNUSA du 15 juillet 2020 sur les nuisances sonores, mentionnant les aérodromes de Caen, Orléans, Bouloc en Quercy, où cette gêne s'exerce sur les riverains.

Le parachutisme peut être mené dans le cadre militaire.

Des accidents surviennent dans la pratique du parachutisme.

Agen, 7 mars 2006, 05/00631 : un saut d'entraînement en parachute de Bruno et de Laurent, adhérents du Centre École de parachutisme d'Agen Paraclub agenais, chacun totalisant plus de 700 sauts en parachute, chacun agissant à titre autonome, qui tourne le 7 mars 2003 au drame. Bruno à l'atterrissage percute à grande vitesse Laurent, Bruno meurt de ses blessures, Laurent est grièvement blessé. Bruno était en faute, ce que reconnaît Axa, l'assureur de responsabilité civile de Bruno. Bruno avait effectué un dernier virage de mise face au vent avec fort taux de chute, il était venu percuter sur l'extrados la voilure de Laurent, qui était placé en dessous et qui était prioritaire. La responsabilité du club est écartée.

Pour un non-lieu obtenu par les largueurs de parachutistes agissant dans le cadre d'un entraînement militaire. Un parachutiste a été grièvement blessé.

Il se constitue partie civile, il se prétend victime d'une infraction de blessures involontaires.

Criminelle, 8 septembre 2020, n°19-85.103 : il s'agissait d'un saut après mise en chapelle.

Le non-lieu est obtenu à raison du caractère incertain des conditions du saut.

L'accident serait dû d'après le chef largueur d'un plongeur intempestif de la victime.

### **Publicité aérienne**

Voir l'article L. 581-15 du code de l'environnement, portant interdiction de la publicité par une banderole tractée par un aéronef. Avec une exception. Règle entrant en vigueur le 1<sup>o</sup> octobre 2022.

## La fiscalité des sauts en parachute

Le taux de TVA

Le taux de droit commun

La SARL Savoie Parachutisme effectuait auprès de particuliers moyennant finance depuis l'aérodrome de Chambéry des sauts en parachute biplace. Ces opérations ont été soumises au taux normal de TVA. Elle a demandé une restitution partielle de la somme versée, 111 551 euros, prétendant relever du taux réduit de 10 %. Cette prétention est rejetée par la CAA de Lyon le 3 décembre 2020, n° 19LY03262.

L'intéressée faisait valoir une inégalité de traitement avec les baptêmes de l'air en ULM bénéficiant du taux intermédiaire.

Il est vrai que le taux réduit s'applique aux transports de voyageurs.

La juridiction estime que la prestation ne s'analyse pas en un transport d'un lieu à un autre.

Certes, le prestataire achemine son client en avion en altitude, le client est ensuite largué accompagné d'un parachutiste professionnel, qui assure la manipulation du parachute, la conduite des deux personnes et leur atterrissage.

Le parachute est vu comme un aéronef.

Il n'y a pas pour autant transport.

La CAA de Nantes, dans une décision du 14 janvier 2021, n° 19NT00553, reprend la même solution.

L'EURL Abalone Parachutisme propose des prestations de saut en parachute en tandem, elle prétend appliquer, en matière de TVA, le taux réduit de 10 % concernant les transports de voyageurs.

La cour repousse l'argument.

Elle n'entend pas se référer aux définitions du code des transports ou du code de l'aviation civile, mais aux seules dispositions du droit fiscal.

La prestation consistant à proposer un saut en parachute en tandem ne constitue pas une prestation de transport de voyageurs au sens du b quater de l'article 279 CGI dès lors que les sauts en question constituent une activité de loisir et n'ont pas pour finalité le transport du client.

Une instruction fiscale prévoyait certes que les sauts en tandem pouvaient bénéficier du taux réduit, mais cette disposition a été retirée dans la version de 2013.

La décision n° 19NT00552 du même jour donne la même solution.

Idem avec l'arrêt de la CAA de Marseille du 17 décembre 2020, n° 19MA03944, rendu en défaveur de l'EURL Paradrenalin. La prestation ne peut pas être regardée comme réalisée en vue d'assurer le transport de voyageurs.

Idem avec l'arrêt de la CAA de Bordeaux, 16 novembre 2021, n° 19BX02420 : l'espèce concerne le statut fiscal au regard du taux de TVA d'une SARL effectuant (à titre onéreux) des prestations de saut en parachute en tandem. La société soutient que l'activité de saut en parachute biplace est une opération de transport aérien et non du travail aérien. Il s'agit d'un déplacement aérien d'un client avec un point de décollage et d'atterrissage au moyen successivement de deux aéronefs, un avion, puis un parachute, qui est un aéronef. Il n'y a pas de raison de distinguer cette activité des baptêmes de l'air accordés par un avion ou un ULM. Les parachutistes professionnels sont des professionnels de l'aviation civile, il est injuste qu'ils soient les seuls à être soumis au taux de droit commun. Le taux réduit s'applique aux transports de voyageurs.

La cour rejette cette argumentation : le client est acheminé sur une altitude de largage, il effectue ensuite un saut en parachute biplace, dirigé par un professionnel. Le parachute est un aéronef. Ce saut en parachute en tandem relève d'un loisir sportif, il n'a pas pour objet l'acheminement d'un passager depuis un point d'origine à un point de destination, il ne constitue pas une opération de transport aérien de passagers.

Cf. infra les observations concernant la fiscalité des carburants

## Agriculture

Diffusion et épandage de produits dans l'agriculture

Il y a un principe général d'interdiction de pulvérisation aérienne des produits phytopharmaceutiques.

Article L. 253-8 du code rural et de la pêche maritime.

Elle est autorisée par arrêté en cas de danger sanitaire grave.

L'article 82 de la loi n°2018/938 du 30 octobre 2018 admet pour une période de 3 ans une expérimentation de

l'utilisation d'aéronefs télépilotes pour la pulvérisation aérienne de produits autorisés en agriculture biologique – ou dans le cadre d'une exploitation faisant l'objet d'une certification du plus haut niveau – sur des surfaces agricoles présentant une pente supérieure ou égale à 30 %.

Le législateur entend en particulier en autorisant l'usage de drones réduire les risques, au sol, d'accidents du travail.

Un arrêté du 26 août 2019 est relatif à la mise en œuvre d'une expérimentation de l'utilisation d'aéronefs télépilotes pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques.

L'opérateur qui souhaite conduire un essai transmet une demande au ministre de l'Agriculture. La demande décrit l'aéronef. Elle décrit le protocole de l'essai et les conditions de sa mise en œuvre, elle donne la liste des produits phytopharmaceutiques à utiliser, elle conduit un plan de localisation des parcelles concernées, elle fait état d'éléments cartographiques attestant que la pente des parcelles est supérieure à 30 %.

L'autorité autorise la réalisation d'un essai par décision rendue publique.

Le détenteur de l'autorisation transmet un rapport final.

L'article 9 de cet arrêté du 26 août 2019 a été annulé en ce qu'il ne prévoit aucune mesure de protection de la santé des personnes travaillant à proximité immédiate de la parcelle traitée par un aéronef télépilote, Conseil d'État, 26 juillet 2021.

(Utiliser un hélicoptère pour faciliter l'évasion d'un prisonnier !)

#### La fiscalité sur les carburants

Le législateur a instauré en droit commun la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.

Les exploitants commerciaux bénéficient d'un régime de faveur.

Il y a lieu de continuer d'exonérer les produits énergétiques fournis pour la navigation aérienne, considérant 23 directive 2003/96 du 27 octobre 2003, les États exonèrent de la taxation les produits énergétiques fournis en vue d'une utilisation comme carburant ou combustible pour la navigation aérienne autre que l'aviation de tourisme privée, art. 14 § 1 b).

Les États peuvent appliquer des exonérations totales ou partielles aux carburants utilisés dans le domaine de la fabrication, du développement, des essais et de l'entretien d'aéronefs, art. 15 § 1.

CJUE, 1<sup>o</sup> décembre 2011, C-79/10, Système Helmholtz, Revue de droit des transports janvier 2012 chron.1 par Loïc Grard, exonération des produits énergétiques utilisés comme carburant ou combustible pour la navigation aérienne, directive 2003/96, l'exonération de la taxe ne peut pas bénéficier à une entreprise qui utilise un avion pour le déplacement de son personnel, cette entreprise n'opère pas une prestation de transports aériens à titre onéreux. De même les carburants utilisés pour faire des vols aller- et- retour vers un chantier de maintenance aéronautique ne relèvent pas de l'art. 15 de la directive.

CJUE, 21 décembre 2011, C-250/10, Haltergemeinschaft LBL : l'art. 14 de la directive exonère de la taxation les produits énergétiques utilisés comme carburant - pour la navigation aérienne - autre que l'aviation de tourisme privée ; on entend par aviation de tourisme privée l'utilisation d'un aéronef à des fins autres que commerciales, autres que le transport de personnes ou de marchandises à titre onéreux.

En l'espèce Haltergemeinschaft dispose de trois entreprises comme associés, son objet est d'acquies et exploiter un aéronef, elle ne dispose pas de la licence d'exploitation obligatoire en Allemagne pour les entreprises de transport aérien. Cette société frète l'avion dont elle a la propriété - avec le carburant - à ses associés - et à d'autres entreprises. Elle facture aux clients le temps de vol, le carburant compris. La société a acquis en 2007 55 981 litres de carburéacteur / kérosène, elle a demandé le remboursement de la taxe sur l'énergie pour les vols commerciaux de ses clients. La demande est rejetée par l'autorité douanière de Düsseldorf. Recours. Renvoi préjudiciel. L'octroi de l'exonération dépend de la façon dont l'aéronef est utilisé par l'affréteur. L'exonération ne s'applique que lorsque l'avion sert directement à une prestation de services aériens à titre onéreux. La CJ constate que l'avion est utilisé par les associés ou d'autres entreprises pour leurs propres activités commerciales. Il n'y a pas prestation par ces utilisateurs d'un service aérien à titre onéreux. La société ne bénéficie pas de l'exonération.

Parachutistes professionnels contre les non professionnels

Pour faire du parachutisme, il faut sauter dans le vide depuis un aéronef ! L'aéronef consomme du carburant. L'exploitant de l'aéronef doit acheter le combustible. L'exploitant doit-il payer la taxe ?

Le Conseil d'État, 15 décembre 2016, n° 395991, a statué dans ce domaine des exonérations, à la demande du groupement des exploitants de parachutisme professionnel et du syndicat national des parachutistes professionnels.

La directive du 27 octobre 2003 prévoit l'exonération des produits énergétiques fournis en vue d'une utilisation comme carburant ou combustible pour la navigation aérienne « autre que l'aviation de tourisme privée ». On entend par aviation de tourisme privée l'utilisation d'un aéronef à des fins autres que commerciales et en particulier autres que le transport de personnes ou de marchandises ou la prestation de services à titre onéreux. L'art. 265 bis, du code des douanes, a effectué la transposition de l'article 14 de la directive. Les produits énergétiques sont admis en exonération des taxes intérieures de consommation lorsqu'ils sont destinés à être utilisés comme carburant ou combustible à bord des aéronefs utilisés à des fins commerciales.

Le décret du 26 juin 2009 décide que pour justifier de l'exonération, les fournisseurs de carburants et combustibles destinés aux aéronefs autres que de tourisme privé doivent détenir une attestation établie par le destinataire des produits. Cette attestation certifie que ces produits sont destinés à être utilisés à bord des aéronefs autres que de tourisme privé. Les aéronefs autres que de tourisme privé s'entendent des aéronefs exploités par les autorités publiques ; les personnes titulaires d'une licence d'exploitation ; les personnes titulaires d'une autorisation délivrée sur la base d'un dossier justifiant du caractère commercial de l'activité.

Les parachutistes professionnels demandaient l'abrogation de la note interne du 1<sup>o</sup> décembre 2014 de la direction générale des douanes concernant le régime d'exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques en faveur des associations à but non lucratif.

Cette note supprimait des dispositions antérieures imposant aux associations à but non lucratif désireux de bénéficier de l'exonération de justifier de leur assujettissement aux impôts commerciaux.

La note accordait ainsi aux associations à but non lucratif le bénéfice systématique d'une exonération fiscale.

Ce dispositif favorisait l'activité économique des associations à but non lucratif pratiquant le parachutisme. Il lésait l'activité économique des organismes pratiquant cette activité de parachutisme de manière professionnelle. Les requérants sont fondés à demander l'annulation de la note du 1<sup>o</sup> décembre 2014.

Les organismes à but non lucratif peuvent exercer des activités à titre onéreux. Le bénéfice de l'exonération ne peut leur être octroyé que s'ils sont également assujettis à ce titre aux impôts commerciaux. Ils doivent pour être exonérés apporter la preuve d'une activité commerciale et de leur assujettissement aux impôts commerciaux.

## Sous-Titre II. Les activités menées dans l'espace

Dans les premiers temps, les premiers hommes lancés dans l'espace étaient des militaires, leur envoi dans l'espace devait magnifier les régimes politiques à l'origine de leur odyssée, l'objectif était largement politico-militaire, qu'il s'agisse de l'Union soviétique ou des États-Unis. Même si cet élément subsiste toujours, il n'est plus exclusif. Les hommes lancent dans l'espace des engins d'observation de la terre et des astres. On utilise les objets spatiaux à des finalités de recherche scientifique. Des satellites de télécommunications gravitent autour de la terre. On utilise à terre les procédés de géolocalisation.

Certains pensent qu'il convient maintenant de passer au stade de l'exploitation des ressources matérielles ou immatérielles que l'espace ou les corps célestes peuvent procurer. Cet objectif est encore prématuré.

O. Dongar, L'évolution de la finalité des activités spatiales. Un défi pour le droit de l'espace, Pedone, 2020

### Section I. Les activités de la défense nationale

#### La militarisation de l'espace

L'espace pourrait devenir le théâtre d'affrontements militaires entre États. La confrontation existe entre États. Les grandes puissances disposent de corps d'armée spécialisés dans d'éventuelles opérations militaires qui seraient menées dans l'espace. Les satellites observent la situation au sol, ainsi que dans l'espace. Les grandes puissances disposent de missiles balistiques destinés à être lancés dans l'espace, pouvant détruire les objets

spatiaux ou après lancement causer de sérieux dommages au sol. La guerre spatiale est plus qu'une simple hypothèse lointaine.

La militarisation et l' "arsenalisation" de l'espace. Guerre ou paix.

La militarisation de l'espace serait sans visée agressive. Elle concernerait l'installation dans l'espace d'engins non agressifs, comme les satellites d'observation et de renseignement.

L'arsenalisation de l'espace désignerait la mise sur orbite de systèmes susceptibles d'atteindre (neutraliser, détruire) des objectifs situés sur Terre ou dans l'orbite.

Des moyens terrestres peuvent être également utilisés depuis la Terre pour agir sur des objets mis en orbite.

C'est la cible qui importe.

S. Courteix, La militarisation de l'espace, La documentation française, Paris, 1985

Isabelle Sourbes-Verger, Conquête spatiale et relations internationales, Annuaire français de relations internationales, 2008, p. 889

Laura Chiron, L'adaptation du cadre juridique de l'espace aux conflictualités du XXI<sup>e</sup> siècle, mémoire, 2019, chaire défense et aérospatial, Université de Bordeaux, master II expertise en affaires européennes

P. Imhof, L'utilisation militaire de l'espace extra atmosphérique est-elle licite selon le droit international public ? RQDI 2019 p. 203-241

La politique des États-Unis

La situation des grandes puissances détentrices de l'arme nucléaire. La dissuasion nucléaire.

Les États-Unis revendiquent l'éventuel recours à l'usage de la force dans l'espace pour défendre leurs intérêts fondamentaux et ceux de leurs alliés.

François Raffenne, La défense antimissiles et la nouvelle posture stratégique des États-Unis, AFRI 2010

L'initiative de l'initiative de défense stratégique IDS du président Ronald Reagan de 1983, a été mise dans les années 80 sous le boisseau. Les années 1983. Le plan de bouclier antimissile. Protéger le territoire américain contre la menace nucléaire balistique. Établir autour des États-Unis un dispositif anti-missile (fort coûteux) interdisant à l'ennemi supposé (la Russie ou la Chine) de bombarder le territoire américain, alors que les États-Unis continueraient à pouvoir agir à l'encontre d'un autre État détenteur de l'arme atomique mais dépourvu d'un système analogue à celui des États-Unis, État se trouvant alors sans défense à l'encontre d'une attaque américaine.

Les États-Unis ont infléchi leur politique avec l'arrivée de M. Obama à la présidence, en renonçant en 2009 à poursuivre l'installation en Europe du « bouclier antimissiles balistiques ». La menace proviendrait davantage de missiles à courte ou moyenne portée. Danger russe, iranien, nord-coréen.

Les États-Unis accordent d'énormes ressources à la Missile Defence Agency MDA : les États-Unis ont commencé à confectionner le maillage de la Missile Defence, provoquant l'hostilité de la Russie et de la Chine.

En 1985, un missile MHV est tiré avec succès sur un vieux satellite américain, 300 débris dispersés dans l'espace.

En 1999 une fusée américaine munie d'une charge du programme THAAD a détruit un missile cible hors de l'atmosphère terrestre.

Les États-Unis ont détruit le 14 février 2008 grâce à un missile tiré depuis un croiseur AEGIS navigant dans l'Océan Pacifique un satellite d'observation militaire situé à 247 km qui avait décroché de son orbite et qui risquait de s'écraser sur terre, les réservoirs contenaient 450 kg d'hydrazine qui est une substance toxique. Certains ont accusé les États-Unis d'avoir fait un test grandeur nature.

Les États-Unis développent les missiles intercepteurs : le Ground Based Interceptor fabriqué par Boeing et déployé en Alaska, en Californie, aux îles Marshall, ainsi que les SM-3 de Raytheon.

Armel Kerrest, Actualités du droit de l'espace : La responsabilité des États du fait de la destruction de satellites dans l'espace, Annuaire français de droit international, 2009, volume 55, p. 615-626

La politique de la Chine

La Chine est active en matière de spatial militaire.

La Chine a détruit le 11 janvier 2007 un ancien satellite d'observation météo se trouvant à 950 km de la terre grâce à un missile balistique tiré depuis le sol. 3000 débris éparpillés.

Test le 9 janvier 2014 d'un planeur hypersonique. Lancement par une fusée. Vol libre sur plusieurs milliers de kilomètres à mach 10. Substitut aux missiles balistiques intercontinentaux. Profil de vol rasant à 30 ou 40 km d'altitude.

La Chine développe l'avion spatial automatique Shenlong, qui aurait effectué des vols suborbitaux en 2010 et 2011.

La politique de la Russie

L'Europe

L'agence européenne de défense

L'Europe affiche ses intentions pacifiques et met en œuvre une stratégie contre la prolifération des armes de destructions massives, ADM. Voir le rapport semestriel, JOUE du 7 août 2012, C 237/1. L'UE se recommande du code de conduite de La Haye, adopté le 26 novembre 2002. Ce texte est relatif à la notification préalable des tirs de missile. Il s'agit d'un document politique qui n'est pas juridiquement contraignant. L'UE fait des propositions en vue de sa révision.

Les États européens

La France

Thomas Leclerc, Regard sur la position spatiale française de défense : de l'analyse juridique d'une stratégie à l'analyse stratégique du droit, Annales de droit aérien et spatial, 2019, volume XLIV, McGill, p. 329

Dans l'interprétation aujourd'hui dominante, les activités militaires, qui ne sont pas en contradiction avec le principe de l'interdiction de l'emploi de la force, sont autorisées dans l'espace. Les États sont en mesure de concevoir et de se doter de systèmes militaires défensifs pour se protéger à titre préventif de menaces provenant de l'espace.

#### 1. L'observation des faits et gestes de l'ennemi potentiel

Les satellites d'observation militaire.

France, satellites Hélios, Israël, Chine, États-Unis, Russie. Images de haute résolution concernant des petites superficies. Satellites optiques et satellites radar pouvant capter des images par temps couvert ainsi que la nuit. Les satellites assurent plusieurs services, service de veille, service de détection et d'alarme en cas d'action ennemie.

Voir le financement octroyé par l'État français au CNES dans le cadre d'une convention du 12 mars 2014 en vue de la maîtrise des technologies spatiales, une relation entre la DGA direction générale de l'armement et le CNES. Il s'agit de développer deux satellites d'observation optiques militaires à haute résolution. Il s'agit également de développer au sol les moyens d'exploiter les satellites et d'en tirer des utilités comme les traitements informatiques des données image.

L'Union européenne s'est dotée dans le cadre de la politique étrangère commune d'un Centre satellitaire, dont le siège a été fixé à Torrejon de Ardoz, à l'Est de Madrid. Ce centre intervient en particulier en situation de crise, il fournit des services, il exploite l'imagerie aérienne et spatiale. Il reçoit des instructions de la part du Haut Représentant. Le comité politique et de sécurité COPS exerce une surveillance politique. Les États membres assurent le fonctionnement de ce centre par leurs contributions.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, OIAC, bénéficie de l'assistance du centre satellitaire de l'Union européenne pour qu'il lui fournisse des images satellite. Ainsi pour l'observation de la Syrie.

Les États-Unis et leurs alliés anglo-saxons gèrent un réseau d'écoute dit Échelon dirigé par la National Security Agency NSA qui intercepte des milliards de communications téléphoniques ou télématiques, c'est un système d'intelligence artificielle qui les trie et qui les exploite. Espionnage à finalités militaires et économiques.

#### 2. L'interdiction de l'installation de bases militaires sur la Lune, Mars et les autres corps célestes

Le traité du 27 janvier 1967 fixe des principes généraux dans son article IV.

Il faut distinguer le sort des corps célestes de celui de l'orbite circum terrestre et de l'espace.

Les corps célestes : démilitarisation, utilisation à des fins exclusivement pacifiques. Il est interdit d'aménager des bases sur la lune et sur les autres corps célestes. Il est interdit d'y installer des armes nucléaires ou des armes de destruction massive. Les États peuvent toutefois utiliser sur les corps célestes du personnel militaire à des finalités de recherche scientifique ou de tout autre fin pacifique.

Raphael Maurel, Les garanties du maintien de l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique : l'exemple de l'inspection internationale spatiale, in SFDI, L'espace extra-atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Pedone, 2021, p. 359 : le système juridique rend possible sous certaines conditions l'occasion d'inspections internationales pour vérifier si un État donné respecte les exigences de l'ordre international. C'est l'article XII du traité du 27 janvier 1967 qui énonce que les stations, installations, matériel, véhicules spatiaux sur trouvant sur la Lune ou autres corps célestes seront accessibles, dans des conditions de réciprocité, aux représentants des autres États parties au traité. Ces représentants doivent notifier au préalable toute visite projetée, de façon que les consultations voulues puissent être prises pour assurer la sécurité et éviter de gêner les opérations normales sur les lieux de l'installation à visiter. Ce texte peut être présenté comme permettant d'empêcher la militarisation de l'espace. Cette disposition ne concerne pas les stations orbitales. Elle vaudrait pour les matériels déposés sur la lune ou sur Mars.

L'auteur fait état d'une interprétation soutenable. L'article IV du traité de 1967 impose aux États parties de ne pas installer des armes nucléaires ou tout autre type d'armes de destruction massive sur les corps célestes et de ne pas en placer dans l'espace. Sont interdits sur les corps célestes l'aménagement de bases et installations militaires et de fortifications et l'exécution de manœuvres militaires.

### 3. La menace de guerre spatiale

L'espace autour de la Terre risque d'être transformé en champ de bataille.

#### a. L'interdiction du recours à la force

Jean-Christophe Martin, De l'applicabilité et de l'adéquation du jus ad bellum à l'espace extra-atmosphérique, in SFDI, L'espace extra atmosphérique et le droit international, Colloque de Toulouse, Éditions Pedone, 2021, p. 377

Le jus ad bellum concerne la possibilité pour un État de déclencher la guerre. Le droit à la guerre. Le droit de faire la guerre.

Les conférences internationales sur le désarmement.

La Conférence du Désarmement des Nations Unies, créée en 1979, n'aurait procuré aucun résultat concret.

Comme l'indique cet auteur, la charte des Nations unies interdit la menace ou le recours à la force.

Les auteurs estiment que ce principe s'exerce en ce qui concerne l'espace extra atmosphérique.

L'article III du traité de 1967 considère que les activités des États s'effectuent conformément au droit international.

Il en découle à tout le moins la prohibition de la guerre agressive ou offensive.

Jérémie Ayadi, La guerre dans l'espace : quel régime juridique ? in Colloque de Toulouse de 2021, p. 397

Le droit de l'espace s'applique, ainsi que celui des conflits armés.

Le traité sur l'espace de 1967, dans son article IV, prononce l'interdiction de la mise en orbite ou de placer dans l'espace des armes nucléaires et toute arme de destruction massive.



On en déduit a contrario que les armes qui ne sont pas de destruction massive ne sont pas interdites. Utilisation pacifique ne signifie pas forcément utilisation non militaire mais, selon certains interprètes, plutôt interdiction d'une utilisation agressive dans la zone autour de la terre. Ce serait l'interprétation des Américains et des Russes.

Voir Mireille Couston, *Le droit spatial*, p. 96, p. 98.

Le texte interdit la mise en orbite d'objet porteur d'arme nucléaire ou d'armes de destruction massive.

Certains estiment alors qu'il est possible de lancer dans l'espace de telles armes, comme des missiles, du moment qu'on ne leur fait pas accomplir un cercle complet autour de la terre.

Si le texte interdit le placement de telles armes, il n'interdirait pas la traversée dans l'espace de ce type d'armes, comme des missiles balistiques.

Certains émettent l'idée suivant laquelle maintes dispositions des traités cesseraient en temps de guerre, elles ne vaudraient qu'en période de paix. Voir Couston, p. 99

Le traité de Moscou de 1963 interdit toute explosion nucléaire dans l'espace extra atmosphérique.

Américains et soviétiques avaient conclu le traité ABM sur la limitation des systèmes anti-missiles balistiques, ils s'engageaient à ne pas déployer de systèmes à vocation ABM dans l'espace.

Après les attentats du 11 septembre 2001, le président Bush a annoncé pour 2002 le retrait unilatéral des États-Unis du traité ABM.

Le risque de neutralisation, par une puissance hostile, des satellites, occupant l'orbite circum terrestre

Il existe en théorie plusieurs systèmes ou procédés tendant à la destruction ou à la neutralisation de satellites « ennemis ». Un État privé de ses relais satellitaires se trouverait dans une situation très amoindrie. On parle de la course aux armements antisatellites. La guerre spatiale risquerait de mener au chaos. On songe à l'abondance des débris spatiaux.

Les auteurs répertorient plusieurs modèles d'armes. L'éventuelle possibilité d'utilisation de ces armes atteste de la vulnérabilité des ensembles spatiaux.

Les satellites kamikazes : le satellite entre en collision avec un autre satellite, ils sont tous désintégrés.

Les armes à énergie dirigée : les lasers : concentrer une énergie en faisceau de rayons ionisants ou de particules en l'encontre d'une cible évoluant à grande vitesse.

Les lasers chimiques. Le laser spatial à haute puissance : la chaleur du faisceau peut entraîner la liquéfaction de la cible. Une ionisation par rayons X peut endommager les circuits électroniques d'un satellite choisi pour cible.

Les armes à faisceaux de particules (électrons, protons, particules neutres) sont utilisables par tous les temps.

Les armes à hyperfréquences : des sortes de radars émettant une puissante impulsion électromagnétique, il s'agit de perturber, voire de détruire les circuits électroniques de la cible.

Les satellites évoluant en orbite basse (de 150 à 2000 km) sont, évidemment, plus fragiles et vulnérables que ceux très éloignés de la stratosphère (100 000 km).

#### b. La réserve de la légitime défense

Selon l'art. 51 de la Charte, un État ne peut se prévaloir de la légitime défense et donc user de la force que s'il fait face à une agression armée.

L'agression doit être caractérisée. Il n'est pas évident que ce soit le cas si un État recourt à des éblouissements de satellite "ennemi" ou à des brouillages de façon temporaire.

La légitime défense obéit au double principe de nécessité et de proportionnalité.

Couston, *L'espace, la paix et la guerre*, Mélanges Guilhaudis, p. 119.154.

Istovant Nkoghe, *Les acteurs internationaux et la protection de l'espace extra atmosphérique. Les trajectoires du désarmement de l'espace*, RFDA 2009.355

Hubert Fabre, *L'usage de la force dans l'espace : réglementation et prévention d'une guerre en orbite*, thèse, Paris XI, Bruylant, 2012

L'assemblée générale des Nations Unies a publié le 16 décembre 2020, Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable.

La loi du 3 juin 2008, art. 26, ne s'applique pas au lancement et au guidage, pour les besoins de la défense

nationale, d'engins dont la trajectoire traverse l'espace extra-atmosphérique, notamment les missiles balistiques.

## Section II. Les activités de recherche scientifique

### Sous-Section I. La recherche pure

Ces activités peuvent être menées sur terre ou dans l'espace.

[La recherche en matière spatiale dépend en France depuis l'été 2020 du ministère de l'économie. Le ministre a tenu le 6 décembre 2021 un discours selon lequel le programme spatial français a pour priorité l'aventure industrielle. Il doit rejoindre le monde de la compétitivité et du financement.

Ce discours a fait l'objet d'une critique de la part de certains hommes de science, craignant que l'État se détourne de la recherche spatiale. Cf. une tribune publiée dans le journal Le Monde le 28 décembre 2021.]

La recherche astrophysique

Les observatoires terrestres.

C'est ainsi que l'observatoire Midi Pyrénées est un observatoire des sciences de l'univers. Il contribue à l'étude du big-bang et de l'univers lointain, il fait l'étude des planètes du système solaire et de la terre interne. Il bénéficie des techniques spatiales. Information tirée de l'avis de vacance du poste de directeur de cet observatoire, JO du 3 août 2017.

La coopération en matière d'astrophysique : un accord, un protocole, un addendum au protocole de Santa Cruz de la Palma et de Madrid publiés par décret du 23 février 1993

Le télescope Hubble lancé en 1990, à 600 km de la terre, a permis l'observation des Supernovæ. Il a confirmé la présence des trous noirs et l'existence de la matière noire. Des observations ont été faites sur la vitesse d'expansion de l'univers. Il a fait l'objet de cinq opérations de maintenance par des astronautes. Il devrait continuer à être opérationnel jusqu'en 2030.

Il est remplacé par un télescope spatial à infra-rouge James Webb Space Telescope, JWST, lancé par Ariane 5

dans l'espace depuis Kourou le 25 décembre 2021. Cet appareil récoltant le rayonnement infra-rouge émis par les objets froids ou lointains devrait permettre, à 1,5 million de km de la Terre, l'examen d'objets que Hubble ne pouvait observer. Un coût de 10 milliards de dollars. Le JWST devrait fonctionner entre 5 et 10 ans.

Le système solaire

Les planètes du soleil

Les planètes rocheuses proches du soleil. Planètes telluriques.

Mercure, la planète la plus proche du soleil. Absence de satellite.

Vénus. Dépourvue de satellite.

La Terre

L'origine de la Terre

Formation de la Terre il y a 4,5 milliards d'années

La lune, satellite de la Terre

Les roches lunaires ont une composition isotopique voisine de la couche extérieure de la terre.

La théorie du grand impact. La lune aurait été formée il y a 95 millions d'années à la suite d'un choc entre la Terre et une planète primitive, Theia, qui l'aurait heurtée en surface. Une partie du manteau de la Terre aurait été arrachée. Les débris accumulés auraient ensuite en un an formé la lune.

Explorations menées en 2014 par la Chine. Alunissage d'une sonde et d'un petit robot mobile. Capsule ayant effectué un vol circumlunaire en octobre 2014. La Chine souhaite ramener des échantillons du sol lunaire, et envoyer des astronautes sur la lune. Mme Couston parle de 2036. RFDA 2018.27.

Alunissage d'un rover sur la face cachée de la Lune et retour d'échantillons, 2020 2021.

Sabine Akbar, Nouvelle course à la lune et aux corps célestes : les défis juridiques de l'exploration et de l'exploitation planétaire, RFDA 2009.28

Les États-Unis souhaiteraient établir une base sur la lune. Mireille Couston, RFDA 2018.27.

Le programme Artemis

La NASA effectue le 16 novembre 2022 à Cap Canaveral le lancement de la capsule Orion, devant faire le tour de la Lune, avec Artemis 1. On parle de vol de qualification. Le retour de la capsule était prévu le 11 décembre, avec chute dans l'océan Pacifique.

Orion a survolé la lune à 130 km de la surface.

Comme prévu, le vaisseau Orion est entré dans l'atmosphère terrestre à une vitesse de 40 000 km/h, en supportant une chaleur de 2800 °. Le bouclier thermique de la capsule, de 5 mètres de diamètre, devait être testé.

Un navire américain se trouvait dans les parages pour récupérer la capsule. Le vaisseau, pour freiner la descente dans le Pacifique, était doté de 11 parachutes, il devait être à 30 km / h au toucher de l'eau.

Un vol habité est prévu ultérieurement avec Artémis 2, en 2024 / 2025, mais sans atterrissage sur la lune. Le vaisseau Orion pouvant embarquer 4 astronautes.

La venue d'astronautes sur la lune vaudrait pour le vol suivant, avec Artémis 3, en 2026. Un atterrissage est prévu sur le pôle Sud de la lune, où se trouve de l'eau sous forme de glace. Avec installation d'une station spatiale tournant autour de la lune.

La lune pourrait servir de base de lancement vers Mars.

Mars

Un robot Opportunity a travaillé sur Mars pendant 15 ans, indiquant que de l'eau avait jadis coulé sur Mars. Il avait découvert la présence de veines de gypse.

Atterrissage, après un voyage de 150 000 km, le 6 août 2012 du robot Curiosity sur Mars, examen par spectroscopie des roches martiennes, envoi de photos. On aurait relevé des traces de méthane.

Le module européen Schiaparelli s'écrase sur la surface de Mars le 19 octobre 2016 lors du premier volet de la mission

Il y a un projet d'envoyer des hommes sur Mars vers 2025.

Il s'agirait d'une mission sans retour !

Perrine Delville-Barthomeuf, Les aspects juridiques du projet Mars One, RFDA 2015.157

La NASA a lancé le 5 mai 2018 une sonde Insight en direction de Mars. Cette sonde est porteuse d'un sismomètre SEIS, de fabrication française et européenne, intégrant trois capteurs sismiques pour évaluer les séismes, les traces d'une activité volcanique, les impacts de météorites, et déterminer la structure interne de Mars. Six mois de trajet entre la Terre et Mars. Mars et la Terre se seraient formés il y a 4,5 milliards d'années. Impact de la sonde sur Mars le 26 novembre 2018. Le travail de sonde prévu pour deux ans commence. Le robot envoyé par la Chine est au travail, mai 2021. Les projets d'Elon Musk d'installer sur Mars une colonie humaine.

Les grosses planètes gazeuses

Jupiter, planète géante gazeuse, formée d'hydrogène et d'hélium. Nombreux satellites, 67 connus.

Saturne et ses anneaux et ses 31 lunes, observé par une sonde Cassini-Huygens : une planète gazeuse

Uranus

Neptune

Pluton, planète découverte en 1930, classée comme planète naine par l'union astronomique internationale en 2014, évolue à environ 6 milliards de km de la terre. Approchée en juillet 2015 par la sonde New Horizons. Présence de montagnes de glace. Activité volcanique possible. Dotée d'un satellite Charon et de quatre autres.

La ceinture de Kuiper, à plus de 4,5 milliards de km du soleil, où gravitent des blocs de roche et de glace. Eris découverte en 2003 à 10 milliards de km du soleil. Makemake. Haumea.

Les astéroïdes

Il s'agit d'éléments résultant de la formation du système solaire. Formés de silice ou de matières carbonées. La ceinture des astéroïdes est placée entre Mars et Jupiter. Cérès est admise comme planète naine.

Une concentration d'astéroïdes se trouve également dans la ceinture de Kuiper, au-delà de l'orbite de Neptune. Pierre-Jérôme Delage, La condition juridique des météorites, RFD 2014.265.

L'immense majorité des météorites tombant sur terre ont une origine astéroïdale, certaines très rares proviennent de la Lune ou de Mars.

Le Japon a fait explorer la surface d'un astéroïde en septembre 2018 par un astromobile. Une mission Haabusa-2 avait prélevé 5 grammes sur l'astéroïde Ryugu.

Une autre mission de prélèvement d'échantillons a visé en octobre 2018 l'astéroïde Bennu.

Osiris-Rex a fait retour dans le désert de l'Utah, après un voyage de 6 milliards de kilomètres ayant duré 7 ans. 250 grammes avaient été prélevés en 2020 sur l'astéroïde Bénou. Le dimanche 24 septembre 2023, la sonde de la NASA a largué une capsule contenant les échantillons. Les matériaux seront analysés à Houston.

Envoi le 16 octobre 2021 depuis le centre Kennedy (Floride) d'une sonde vers les astéroïdes troyens situés dans l'orbite de Jupiter, voyage de 12 ans

Les comètes sont des petits corps, qui possèdent en approchant le soleil une chevelure de gaz et de poussière et deux queues de poussière et de plasma. Les comètes résultent de l'agglomération de grains primitifs ou bien proviennent de la collision de corps de petite taille. Les comètes forment autour du soleil des orbites elliptiques allongées, tantôt elles sont proches du soleil tantôt elles en sont fort éloignées. C'est lorsqu'elles s'approchent du soleil que le noyau de glace et de poussière s'échauffe et forme autour d'elles une chevelure (coma) illuminée. Des milliards de ces petits corps formés de roches et de glaces se situeraient dans le nuage d'Oort, à plus de 4000 milliards de km. L'un ou l'autre de ces corps est périodiquement attiré près du soleil.

La comète de Halley, qui apparaît sur la tapisserie de la reine Mathilde.

La comète Tchouri a été observée par la sonde Rosetta de l'ESA lancée en 2004 et qui a parcouru 6 milliards de km. On a fait atterrir en novembre 2014 le module Philae de 98 kg, à 508 millions de la terre, sur la comète pour l'analyser et la sonder. Remarquable exploit technique et scientifique, en dépit de quelques problèmes.

Le milieu scientifique s'interroge sur la présence de molécules organiques dans la masse du noyau de la comète, qui auraient contribué éventuellement sur Terre au développement de la chimie du vivant. Il a été admis que cette comète n'avait pas apporté de l'eau sur la Terre.

Le Soleil

Notre étoile.

Le système solaire se serait formé il y a 4,56 milliards d'années à raison d'un processus de contraction gravitationnelle d'une nébuleuse.

(Certains songent à capter l'énergie solaire pour la fournir aux humains.)

Notre galaxie : la voie lactée.

L'agence spatiale européenne a présenté, compte tenu des observations du télescope Gaia lancé en décembre 2013, le 14 septembre 2016 une cartographie de la Voie lactée, avec la localisation d'un milliard et demi d'étoiles. La Voie lactée comporterait entre 100 et 200 milliards d'étoiles. Proxima du Centaure est l'étoile la plus proche de la terre, elle se trouve à 4,2 années lumières, un anneau de poussières à  $-230^\circ$  l'entoure, elle est dotée d'une planète qui tourne autour d'elle.

Notre galaxie est une pièce d'un ensemble plus vaste.

Les galaxies forment des amas : notre galaxie est présentée classiquement comme l'un des composants de l'amas de la Vierge.

Les amas forment des superamas.

La Voie lactée, et sa voisine, la galaxie d'Andromède, relèvent d'un super amas de galaxies, plus de 100 000. Qu'on appelle, avec l'accord de l'union astronomique internationale, Laniakea, horizons célestes immenses, paradis incommensurable, en hawaïen. Du fait de l'expansion de l'univers, les galaxies s'éloignent les unes des autres. Il existe un flux à l'intérieur de cet amas de galaxies, un élément joue le rôle d'attracteur, un autre de répulseur. La Voie lactée subit l'influence d'un attracteur, vaste région extragalactique composée de matière noire. Elle subit également l'effet répulsif d'une région de faible densité. Notre galaxie se meut dans la région des constellations du Centaure et de l'Équerre.

Les galaxies lointaines : il y aurait 100 milliards de galaxies, chacune pouvant être composée de 100 milliards d'étoiles. Une étoile et ses planètes se forment pratiquement en même temps.

Des savants effectuent des recherches sur les planètes extérieures au système solaire et n'excluent pas sur certaines dotées d'atmosphère la présence de la vie.

La presse fait état des travaux d'une astrophysicienne de Liège Valérie van Grootel qui travaille en liaison avec les missions Chéops (prévue pour 2017) et Plato (constituée de 34 petits télescopes et prévue pour 2024) de l'agence spatiale européenne. Elle a travaillé sur une planète de grande dimension, ayant une taille entre celle de la Terre et celle de Neptune, qui tourne en orbite autour d'une étoile très brillante.

L'eau liquide est le milieu idéal pour que la vie puisse se développer. Il faut de la vapeur d'eau, de l'oxygène moléculaire et du gaz carbonique. Ce qui vaudrait pour un exo planète à bonne distance de son étoile.

Les humains sont-ils ou non les seuls à exister dans l'univers ?

La recherche et les travaux d'investigation.

La liberté des États est partiellement bridée puisque le respect du droit international s'impose à eux.

La liberté de l'exploration de l'espace. C'est parce que l'espace ne peut être approprié que l'exploration de l'espace est libre.

Utilisation non militaire de la lune.

Les États peuvent installer des stations habitées ou non sur la lune.

Droit de collecter des échantillons. Les échantillons prélevés sur la lune demeurent à la disposition des États qui les ont fait recueillir, ils peuvent les utiliser à des fins pacifiques.

Droit d'utiliser les minéraux lunaires pour le soutien des missions scientifiques en quantité raisonnable.

Le risque de contamination chimique et organique est à prendre en considération. La Terre doit être protégée de l'introduction, lors du retour, de substances qui pourraient être nuisibles à l'environnement. Voir la communication de M. Philippe Achilleas, Colloque de Toulouse, 2021, p. 209.

Certains sont à envisager la colonisation de l'espace par l'homme : installer des êtres humains sur les corps célestes, comme la lune ou Mars, à raison de la surpopulation de la Terre et de l'épuisement des ressources naturelles. Ou pour faire face à l'éventuelle destruction de la vie sur la terre en cas de collision entre la terre et un astéroïde.

Perrine Delville-Barthomeuf, Les aspects juridiques du projet Mars One, 2015.157

Transition : les risques pour la Terre présentés par les **géocroiseurs**.

Certaines instances participent à la détection et à la surveillance des objets géocroiseurs qui pourraient entrer en collision avec la Terre et qui sont donc potentiellement dangereux pour la survie de l'espèce humaine.

Un astéroïde s'est écrasé il y a 65 millions d'années dans le Yucatan, causant, selon certains, la disparition des dinosaures.

Un objet céleste s'est écrasé le 30 juin 1908 au-dessus de la Sibérie dévastant la toundra.

Une météorite s'est désintégrée le 15 février 2013 au-dessus de l'Oural, provoquant des ondes de choc, des blessés et des dégâts matériels.

On a répertorié 1963 astéroïdes dont les orbites se situent à moins de 8 millions de km de la Terre.

8000 ont une trajectoire qui pourrait croiser celle de la Terre.

Le risque d'impact est à prendre en considération. Certains envisagent la possibilité d'expédier un satellite autour du géocroiseur pour l'examiner, voire pour le contraindre à modifier sa trajectoire, ou le faire exploser. On évoque la possibilité de modifier par impact cinétique la trajectoire d'un astéroïde encore éloigné de notre planète.

La NASA a fait percuter le 27 septembre 2022 par la sonde DART (Double Asteroid Redirection Test), à 11 millions de km de la Terre, le satellite mineur Dimorphos, de 160 mètres de diamètre, de l'astéroïde géocroiseur Didymos. Les dirigeants de la Nasa le 11 octobre 2022 se sont déclarés satisfaits de ce test de déviation de l'astéroïde. Le vaisseau Dart est parvenu à dévier légèrement l'astéroïde de sa trajectoire.

La mission HERA devrait décoller en 2024 pour observer Dimorphos en 2027 et déterminer les conséquences de l'impact.

L'astéroïde Apophis de 47 millions de tonnes pourrait passer en 2029 à 40 000 km de la Terre.

Cf. le projet de rapport du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique, sous-comité scientifique et technique, Vienne, 11-22 février 2019, IX, Objets géocroiseurs. Repris dans le rapport du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique, 62<sup>e</sup> session, 12-21 juin 2019, n°150-158.

Le rapport note l'apport de l'IAWN, réseau international d'alerte aux astéroïdes, et du SMPAG, groupe consultatif pour la planification des missions spatiales (dont le secrétariat est assuré par le Bureau des affaires spatiales).

## Sous-Section II. L'observation de la Terre

L'utilité de l'observation de la Terre depuis le cosmos

Les images captées depuis les objets spatiaux donnent une bonne connaissance de la situation terrestre et facilitent la cartographie.

L'observation en permanence de notre planète est l'une des principales activités spatiales, la principale peut-être, m'avait affirmé il y a de nombreuses années le directeur de l'observatoire de Toulouse.

La géodésie est la science qui a pour objet la mesure de la forme et des dimensions de la terre. Les satellites ont communiqué des informations sur la forme complexe de la terre et le champ de gravité de celle-ci, sur les déformations de la croûte terrestre en relation avec la tectonique des plaques. On peut relever les variations du niveau moyen des mers. On observe les fluctuations de la rotation de la terre, les variations des calottes glaciaires.

Télé-détection : observer l'évolution de l'environnement, mouvements du sol, zones côtières et sismiques, information sur la qualité de l'air, surveillance des océans. Observation de la croûte terrestre depuis l'espace. On a pu faire la cartographie des failles actives continentales.

Jean Chappez, Les technologies spatiales au service de la lutte contre les catastrophes, Mél. Courteix, p.87.

Séismes, cyclones, raz de marée, inondations, sécheresse, explosions, émissions toxiques, accidents nucléaires ... on note sur la carte la diffusion des épidémies, l'installation des camps de réfugiés, l'état des bâtiments après une catastrophe, le développement des cultures et l'avancée de la moisson.

L'étude distribuée le 21 février 2019, A/AC.105/C.1/L.374/Add.5, du sous-comité scientifique du Comité des

utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique communique des informations. La télédétection est utilisé dans différents domaines : la surveillance de l'Arctique et de la glace polaire, la gestion des ressources en eau, la cartographie des glaciers, la surveillance de l'irrigation, la détection des eaux souterraines, la gestion des pêches ; les changements climatiques, la perte d'ozone, la prévision des tempêtes de sable et des marées rouges, la dégradation de la forêt, le couvert végétal, la croissance des cultures ; la surveillance de l'urbanisation. Les données de télédétection permettent de déterminer les effets des catastrophes naturelles, et de faciliter les secours.

Le radar à synthèse d'ouverture de pointe permet de surveiller, au travers des nuages, les activités au sol.

La résolution de l'assemblée générale 61/110 établit le programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence, Un-Spider. Une conférence annuelle se tient à Pékin. Voir N.U., Assemblée générale, Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, 11 octobre 2019. A/AC.105/1221. Rapport de la conférence internationale des N.U. sur les technologies spatiales aux fins de la réduction des risques de catastrophe.

Les systèmes d'observation de la terre fournissent des informations permettant de mieux comprendre les risques : prévision des sécheresses, risque d'inondation ; alerte ; évaluation des pertes en cas de catastrophe.

L'étude du climat.

L'observation météorologique. Observer les pressions, les courants, les températures à l'échelle planétaire, prévoir les changements de temps et les phénomènes climatiques. Annonce et alerte de l'arrivée des ouragans et des cyclones. Existe le SMOC système mondial d'observation du climat créé en 1992

Les programmes spatiaux d'observation de la Terre

La France

[Un décret n° 2004-1167 du 26 octobre 2004 a publié un accord conclu le 29 janvier 2001 à Turin entre la France et l'Italie prévoyant entre ces deux États une coopération sur l'observation de la Terre]

[Un décret n° 2005-462 du 6 mai 2005 a publié un accord-cadre entre la France et le Brésil, cet accord concerne la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra atmosphérique à des fins pacifiques.]

[La France a d'abord conclu le 24 avril 2014 un accord avec le Pérou par lequel cet État fait l'acquisition d'un système satellitaire optique d'observation de la Terre fabriqué par un fournisseur industriel. Accord publié par un décret du 3 février 2015, JO du 5 février 2015. La France a ensuite conclu avec le Pérou un accord concernant l'exploitation, par le Pérou, d'un système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution sub-métrique d'origine française, voir l'accord, D. du 15 juillet 2016, JO du 17 juillet 2016, texte 2.]

[La France a conclu à Prague le 8 décembre 2014 avec la république tchèque un traité de coopération dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra atmosphérique à des fins pacifiques. Décret de publication du 23 avril 2018, JO du 25 avril 2018.]

L'Union européenne

### Copernicus

Le programme européen d'observation de la Terre GME Global Monitoring for Environment and Security est une initiative de l'Union. La surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité GMES a été une initiative de surveillance de la terre pilotée par l'Union.

Ce système a nécessité le lancement de satellites : Lancement du satellite I-A en avril 2014, 700 km d'altitude. Le lancement des satellites Sentinelles A et B.

La mise en œuvre technique de la composante spatiale du GMES a été confiée à l'agence spatiale européenne. Le règlement n° 911/2010 du 22 septembre 2010 concernait le programme européen de surveillance de la Terre GMES

Le règlement délégué n° 1159/2013 du 12 juillet 2013 complète le règlement précédent, il prévoit des conditions

d'enregistrement pour accéder aux données GMES

Le principe est que les utilisateurs disposent d'un accès total et gratuit aux informations des services GMES, ceux-ci peuvent consulter les données et effectuer des travaux de recherche.

Dans certains cas, les utilisateurs doivent se faire enregistrer : pour accéder aux services de téléchargement  
Pour des raisons de sécurité, il y a possibilité de restreindre la diffusion des données sensibles.

La terminologie a changé, on ne parle plus désormais du GMES mais du programme Copernicus, fondé par le règlement n° 377/2014 du 3 avril 2014 (depuis abrogé).

Lamy et Saint Martin, Faire politique d'un système d'observation de la Terre : l'élaboration du programme européen Copernicus/GMES, L'année sociologique 2013, vol. 63, n° 2, p. 429.

Ce programme est relatif à l'observation et à la surveillance de la Terre.

Il s'agit d'un programme civil, placé sous contrôle civil.

Composante services de Copernicus : surveillance de l'atmosphère, du milieu marin, des terres, changement climatique, gestion des urgences, sécurité civile

Composante spatiale de Copernicus

Composante in situ de Copernicus

On prévoit une importante dotation financière.

La Commission a la responsabilité globale du programme, il est prévu qu'elle délègue certaines tâches à l'ESA. Des liens sont établis avec l'Eumetsat, organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques.

Johanna Chauvin, L'envolée de l'Europe spatiale freinée par le droit de la responsabilité ? L'exemple du GMES, RFDA 2009.129

La Cour des comptes européenne dans un audit de 2021 dresse une appréciation quelque peu critique quant à l'action de la Commission dans la conduite des programmes Copernicus et Galileo.

Programmes spatiaux Galileo et Copernicus de l'UE : les services ont été lancés, mais des efforts supplémentaires devront être déployés pour en assurer l'adoption, rapport spécial de la Cour des comptes européenne, FR 2021 , 07.

Le règlement 2021/696 du 28 avril 2021 détermine pour les années 2021-2027 le programme spatial de l'Union européenne. Copernicus est l'une des composantes de ce programme. Copernicus est défini comme un système opérationnel autonome civil d'observation de la Terre. Il offre des données et des services de géo- information. L'accès aux données est, sauf exception quant aux exigences de sécurité, gratuit, article 3, § 1, c).

Le monde

Le réseau mondial des systèmes d'observation de la Terre, GEOSS, Global Earth Observation System of Systems, est développé au sein du GEO Group on Earth Observation : il s'agit de collecter des données sur l'environnement terrestre. Cartographie. Météorologie

Quelques débats d'ordre juridique

Les États ont posé le principe de la liberté d'observation depuis l'espace, sans que soit nécessaire l'autorisation de l'État observé. Les principes sur la télédétection adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies le 3 décembre 1986 dans la résolution 41/65. Les États observateurs ont conclu des accords avec les États observés. Les États dont le territoire est observé ont obtenu certaines prérogatives : ils ont accès aux données concernant leur territoire sans discrimination.

La propriété des données

L'imagerie spatiale.

Qui relève de l'économie de la connaissance. Transmission au sol des images captées par le satellite d'observation. Les données primaires. Les données traitées. Les informations analysées.

L'État français par l'intermédiaire du CNES est propriétaire des données des satellites Spot.

Spot image assure la diffusion



Le BRGM est autorisé à céder 325 actions émises par la société Spot image correspondant à 0,084 % du capital, arrêté du 2 avril 2015, JORF du 18 avril 2015 p. 6912.

La cartographie spatiale : l'information géographique

L'art. 1<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup>, de la loi du 3 juin 2008, définit les données d'origine spatiale comme les données d'observation, d'interception de signaux ou de localisation acquises depuis l'espace – en provenance de la Terre, d'un corps céleste, d'un objet spatial ou de l'espace.

Quant à l'exploitant primaire de données d'origine spatiale, c'est toute personne qui assure la programmation d'un système d'acquisition ou la réception de données d'origine spatiale, art. 1<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, de la loi du 3 juin 2008.

L'exploitant primaire de données d'origine spatiale qui exerce en France une activité présentant certaines caractéristiques techniques définies par décret doit en faire la déclaration préalable à l'autorité administrative, (secrétariat général de la défense nationale), loi du 3 juin 2008, article 23.

L'autorité administrative s'assure que l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale ne porte pas atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation, notamment à la défense nationale, à la politique extérieure et aux engagements internationaux de la France.

À ce titre, elle peut, à tout moment, prescrire les mesures de restriction à l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale nécessaires à la sauvegarde de ces intérêts. Article 24.

Il s'agit de mesures principalement fixées pour assurer la défense des intérêts français et interdire la communication de données sensibles.

Sous sanction pénale, art. 25.

Ces dispositions ne s'appliquent pas au CNES, à la Défense nationale, ainsi qu'aux données d'origine spatiale acquises avec le consentement de l'exploitant de l'objet spatial observé ou localisé. Article 25-1 de la loi du 3 juin 2008.

Le décret du 9 juin 2009, modifié par des décrets du 19 juillet 2013 et du 24 février 2022, indique quelles sont les activités de données exercées par les exploitants primaires de données d'origine spatiale qui sont soumises à déclaration préalable :

Les données d'observation de la Terre :

Les données issues de capteurs panchromatiques sensibles au rayonnement visible et permettant d'obtenir des images dont la résolution est de 2 mètres ou meilleures,

Les données issues de capteurs panchromatiques sensibles au rayonnement infrarouge et permettant d'obtenir des images dont la résolution est de 5 mètres ou meilleure,

Les données issues de capteurs multispectraux sensibles au rayonnement visible ou infrarouge, sur un nombre de bandes supérieur à 10, lorsqu'au moins une de ces bandes a une résolution spectrale inférieure ou égale à 20 % de sa longueur d'onde centrale ou lorsque ces données permettent d'obtenir des images dont la résolution est de 30 mètres ou meilleure,

Les données issues de capteurs radars et permettant d'obtenir des images dont la résolution est de 3 mètres ou meilleure,

Les données dont la précision de localisation intrinsèque est de 10 mètres (cercle d'erreur à 90 %) ou meilleure.

Les données issues de l'interception de signaux électromagnétiques émis depuis la Terre.

Les données

permettant d'obtenir une image d'un objet spatial dont la résolution est d'un mètre ou meilleure,

issues de l'interception de signaux électromagnétiques émis depuis un objet spatial,

relatives à la localisation des objets spatiaux.

Une commission interministérielle des données d'origine spatiale conseille l'autorité administrative quant à la surveillance de l'activité des exploitants primaires de données d'origine spatiale. L'autorité est habilitée à prendre des mesures de restriction, comme suspendre la délivrance des données concernant certaines zones géographiques ou limiter la qualité des données délivrées

Mireille Couston, Droit spatial, p. 186

Vente d'images satellitaires reconditionnées sur support matériel, exigibilité de la TVA

Les droits de propriété intellectuelle

Plusieurs États, dont la France, se sont orientés vers une exploitation commerciale des activités d'observation de

la terre. On a utilisé l'institution du droit d'auteur pour assurer la protection des données. Le marché de la vente des données apporte des recettes, mais celles-ci sont insuffisantes pour financer les systèmes d'investigation. Le plus gros client de Spot image est le département américain de la défense, les autres utilités concernent la cartographie, l'agriculture et l'environnement.

A. Moreno, La commercialisation des images spatiales, CREDIMI, Litec, 1999

Annie Martin, Données d'observation de la terre et droits de propriété, in Le droit des activités spatiales à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, p. 247

Il est douteux que la photographie aérienne soit une œuvre originale de l'esprit comme un dessin ou une sculpture, elle est le produit d'une activité industrielle maîtrisée par un petit nombre d'États. L'État doit respecter le droit d'accès à l'information environnementale.

Il y a un projet de directive européenne concernant la diffusion de données satellitaires d'observation de la Terre à des fins commerciales.

On peut consulter sur ce point l'avis du comité économique et social européen, JOUE du 15 janvier 2015, C 12/60.

La photographie spatiale

La photographie comme instrument de preuve de la localisation d'un navire, de l'absence de mise en culture de parcelles agricoles par un agriculteur demandeur de prime, CAA Bordeaux 18 mars 2008, cité par L. Ravillon à la RFDA 2008.338.

Il est possible qu'on veuille produire en justice des données satellitaires. On pense que la longue chaîne d'interprétations qui sont faites des données, depuis leur collecte par le satellite d'observation (données brutes) jusqu'au moment où elles sont traitées, mises éventuellement sur le marché et soumises finalement aux tribunaux doit être strictement contrôlée. Les données brutes devraient être conservées en tant qu'archives scellées pour que l'adversaire puisse confronter l'information issue des données brutes avec les données produites en justice comme éléments de preuve.

Le risque d'atteinte à la propriété privée et à l'intimité de la vie privée.

Le respect de la vie privée : des propriétaires d'immeubles se plaignent auprès de Google de la photographie de leur maison. Ce sont les dessous secrets de la télédétection.

RFDA 2009.264

On a déjà rencontré ce problème à propos des photographies aériennes.

### Sous-Section III. La recherche susceptible d'application industrielle et l'exploitation des ressources de la Lune et des autres corps célestes

Les expériences de microgravité

La station spatiale internationale

Art. L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle

Les ressources à extraire des corps célestes

C'est le débat d'actualité.

Certains esprits songent à exploiter les ressources du cosmos ou du sol et du sous-sol des corps célestes, contenant des produits rares.

Les astéroïdes contiennent du nickel, du platine, du fer, du cobalt.

L'isotope Hélium 3 est un composant non radioactif, ne produisant pas de déchets polluants, il offrirait une fusion plus efficace que celle de l'énergie nucléaire, il est en quantité limitée sur Terre, on en trouverait la

présence sur la lune.

L'exploitation minière de l'espace permettrait de combler la peur de l'épuisement des ressources terrestres.

Les ressources spatiales ne sont en fait accessibles dans les circonstances actuelles qu'à un petit nombre d'États ou d'entités habilitées détenant les capacités techniques d'extraction.

Le coût d'exploitation et d'extraction sera probablement extrêmement élevé.

La licéité au regard du droit de l'espace

Le débat académique

La doctrine

Mme Clémentine Bories, dans sa communication faite lors du colloque de Toulouse de 2021, consacre, p. 60, un développement à l'espace, siège d'un droit des biens naturels à préciser.

Les éléments naturels, comme les corps célestes, se trouvant dans l'espace sont considérés par certains comme des biens communs, relevant du domaine public international. Ils seraient affectés à toute l'humanité. Certains nient la possibilité de reconnaître à des particuliers ou à des groupements publics ou privés des droits de propriété privée sur la lune et les autres corps célestes. Cette question de l'exploitation des ressources spatiales est fort débattue, certains États souhaitent la prise d'initiatives à l'échelon mondial. Les rédacteurs de l'accord sur la Lune de 1979 renvoient à un document ultérieur la mission d'élaborer, quand la technique le permettra, le régime international d'exploitation des ressources naturelles de la lune.

Des États et des industriels souhaiteraient en revanche pouvoir les gérer, les exploiter et utiliser les ressources minières de leur sol ou de leur sous-sol.

Cette exploitation devrait pouvoir se faire dans un cadre multilatéral, les bénéfices étant partagés entre les nations. Une agence des Nations-Unies pourrait avoir la mission de veiller sur les ressources naturelles de la lune et des autres corps célestes. Cette agence serait compétente pour autoriser les entités intéressées à se livrer à des opérations d'extraction et d'exploitation de ces ressources. Certains soutiennent à l'opposé que les États sont libres de leurs pratiques, ceux-ci pouvant unilatéralement fixer des règles unilatérales pour l'extraction des minerais contenus dans le sous-sol des corps célestes.

M. Arnaud de Nanteuil, dans sa contribution au Colloque de Toulouse de 2021, p. 193, reprend cette thématique. Il conclut : on ne peut pas échapper à une appropriation privée des ressources qui pourraient être exploitées.

Voir la contribution de Mme Tanja Masson-Zwaan, L'exploitation des ressources spatiales et le droit international, Colloque de Toulouse, 2021, p. 315.

Cette dame, professeur à l'université de Leyde, université dotée d'un institut réputé de droit aérien et de droit spatial, demande si des entités privées peuvent obtenir de droits de propriété sur les ressources qu'elles viendraient à extraire des corps célestes pour les traiter et ultérieurement les vendre. Le traité sur l'espace de 1967 ne donne pas de réponse à cette question. L'auteur estime que la propriété des ressources n'est pas explicitement interdite, et donc supposée permise. L'accord sur la Lune n'a recueilli l'adhésion que d'un nombre réduit d'États. La lune et ses ressources naturelles constituent le patrimoine commun de l'humanité. Quand cette exploitation deviendra possible, les États devront adopter un régime international régissant l'exploitation de ces ressources naturelles, compte tenu d'une répartition équitable entre les États.

Le forum viennois

Le débat à Vienne entre délégations gouvernementales au sein du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique

La Belgique et la Grèce font des propositions, Comité, sous-comité juridique, A/AC.105/C.2/L.311, 4 mars 2019. Ces États sont partisans d'une coopération internationale accrue.

Les États ont des positions divergentes.

Certains soutiennent que les États peuvent mener des activités spatiales, y compris pour utiliser les ressources se trouvant dans l'espace. Le traité sur l'espace détermine la manière dont les activités axées sur l'utilisation des ressources spatiales pouvaient être

Un gouvernement propose les distinctions suivantes.

Il y a la collecte et le prélèvement d'échantillons de minéraux à des fins scientifiques : cette pratique est

acceptée.

Il y a l'utilisation, dans le cadre de recherches scientifiques, de minéraux et d'autres substances en quantités raisonnables pour permettre le déroulement des missions, pour autant qu'il ne constitue pas une appropriation abusive et qu'elle ne porte pas atteinte aux activités spatiales légitimes d'autres États.

Enfin, peut exister l'exploitation de minéraux et autres substances à des fins commerciales. Ce délégué juge nécessaire un cadre juridique pour faire respecter les grands principes du traité sur l'espace, en particulier celui de non-appropriation.

L'adage, premier arrivé, premier servi, risque de triompher.

Les délégués seraient tombés d'accord pour la constitution d'un groupe de travail.

Les auteurs évoquent l'adoption à terme d'un document non contraignant.

Un groupe de travail de La Haye s'est formé, il travaille sur la gouvernance des ressources spatiales. Il est en lien avec l'institut international de droit aérien et spatial de l'université de Leyde. Ce groupe a établi entre 2016 et 2018 19 modules pour la gouvernance des activités axées sur ces ressources. Ces travaux ont été transmis au Cupeea. Cf. la communication de Mme Masson-Zwann au colloque de Toulouse, p. 330.

Les velléités normatives d'un nombre croissant d'États, comme les États-Unis, le Luxembourg, les Émirats arabes unis ou le Japon, d'adopter des législations nationales autorisant des entreprises privées à mener des activités d'extraction sur la lune ou les autres corps célestes.

L'unilatéralisme triomphe, même si ces législations, peut-être de façon hypocrite, proclament ordinairement leur fidélité aux grands principes du droit spatial international.

Le débat est de savoir si ces lois nationales sont conformes au traité sur l'espace de 1967. Les avis sont nuancés.

Annette Froehlich, La loi américaine et le projet de loi luxembourgeois sur l'exploration des ressources des astéroïdes, RFDA 2016.379

La loi américaine US Space Act 2015, 25 novembre 2015, permet aux compagnies américaines d'exploiter les ressources des corps célestes.

Un citoyen américain spécialisé dans l'exploitation commerciale des ressources des astéroïdes a le droit d'en jouir : de les posséder, transporter, utiliser, vendre.

On peut se demander si cette disposition américaine est conforme au droit spatial international. Un État ne peut s'approprier les corps célestes. Ce qui est interdit aux États devrait a fortiori s'imposer aux personnes privées.

Le traité sur l'espace pose le principe de la libre exploration et de la libre utilisation de l'espace. Toute activité dans l'espace doit être conduite pour le bien et l'intérêt de tous les pays. La liberté de l'utilisation inclut-elle la liberté de l'exploitation ? L'État américain considère que l'exploitation des ressources spatiales, comme l'exploitation minière, est légale. Le traité sur l'espace posait le principe de non-appropriation, mais ce principe n'était pas arrêté pour les ressources spatiales. La Lune, les autres corps célestes sont frappés par la règle de non-appropriation, mais cette interdiction ne vaudrait pas pour l'extraction des ressources spatiales, prises en particulier. C'est l'interprétation à laquelle se rallie l'institut international de droit spatial en 2015.

Il conviendrait ainsi de distinguer entre les ressources naturelles existant dans les corps célestes, insusceptibles d'appropriation, et les ressources naturelles extraites.

L'accord sur la Lune envisage la possibilité d'un accord international régissant l'exploitation des ressources naturelles de la Lune, lorsque cette exploitation sera sur le point d'être possible. Il n'en demeure pas moins que les États-Unis n'ont pas signé l'accord sur la Lune de 1979 et que l'accord international envisagé n'a pas d'existence. Les États-Unis en légiférant ont adopté une attitude unilatérale.

Comme le dit M. de Nanteuil, dans la communication citée supra, la loi américaine de 2015 respecte le principe de non appropriation nationale, il n'est nullement question pour les USA de proclamer leur souveraineté sur les corps célestes, mais elle rend possible l'appropriation des ressources de l'espace au profit des personnes qui les extraient.

Mme Masson-Zwaan, dans sa communication lors du colloque toulousain, p.322, étudie l'impact de la législation américaine. Elle considère que le traité sur l'espace ne contient pas d'interdiction explicite de l'utilisation des ressources, elle en déduit l'autorisation de l'utilisation des ressources spatiales. Un bureau du gouvernement américain doit être constitué pour délivrer les autorisations d'activité extractive.

Le Luxembourg autorise l'exploration et la commercialisation des ressources spatiales.

(On peut consulter sur le site du comité des utilisations pacifiques de l'espace extra atmosphérique une étude datée du 11 février 2019 décrivant les activités spatiales au grand-duché, A/AC.105/C.1/2019/CRP.5.)

Une loi de 2017 concerne l'utilisation des ressources extraites de l'espace, avec un système d'agrément et de

surveillance de la part de la puissance publique.  
Il existe une agence spatiale luxembourgeoise, LSA.

Les Émirats

Loi du 19 décembre 2019

Le conseil des ministres est désigné pour délivrer des permis pour l'exploitation et l'acquisition des ressources spatiales.

Le Japon

Loi de juin 2021

Le premier ministre est habilité à autoriser les plans d'exploitation.

La Chine

La réglementation chinoise porte sur les échantillons lunaires.

Sur la fragilité des droits attribués sur le fondement de ces législations nationales à des investisseurs, Sabrina Robert-Cuendet, *Le droit international des investissements et l'espace*, in *Colloque de Toulouse*, Pedone, 2021, spécialement p. 309 et s.

Les États tiers pourraient contester le bien-fondé de ces législations nationales.

L'installation de bases sur les corps célestes

Ont été conclus le 13 octobre 2020 des accords **Artémis** entre les États-Unis et 7 autres États, comme l'Australie, le Canada, les EAU, la Grande Bretagne, l'Italie, le Japon, le Luxembourg. On parle maintenant de 21 États contractants, dont la France depuis juin 2022.

La Chine, la Russie, l'Allemagne y sont hostiles.

Les États-Unis ont le projet d'une station spatiale, habitée, positionnée en orbite autour de la lune.

Il est également question de créer une base sur la lune.

Ces accords prévoient l'extraction et l'utilisation des ressources spatiales, à mener en accord avec le grand traité sur l'espace.

Ces accords ne sont pas des conventions internationales, même si les États-Unis les ont transmis en janvier 2021 au secrétaire général des Nations Unies.

L'agence spatiale européenne a conclu fin octobre 2020 un accord avec la NASA prévoyant des vols autour de la lune par des astronautes européens.

L'Europe fournirait des modules pour la station. Elle souhaiterait que des européens puissent se poser sur la lune. M. Lucien Rapp consacre, p. 79, dans sa communication faite lors du colloque de la SFDI tenu à Toulouse en 2021, intitulée *From Space to Spac'*, un développement aux accords Artemis.

Ces accords prévoient l'installation sur la Lune (et les autres corps célestes) de « zones de sécurité », limitées en taille et en portée. Elles sont présentées comme n'ayant pas vocation à être perpétuelles ; elles devraient être démantelées quand l'opération de recherche serait terminée.

Le processus d'attribution de droits d'exploitation est renvoyé aux lois nationales.

On peut présumer que ces droits seront accordés en priorité à des entreprises des États signataires.

Sciences Avenir indique le 19 septembre 2022 que les représentants des États ayant conclu les accords Artémis se sont réunis à Paris le 19 septembre 2022 lors du congrès international d'astronautique. Le CNES, l'agence brésilienne, la Nasa, le département d'État ont déclaré par la bouche de leurs représentants qu'ils avaient progressé dans leur effort d'encadrer les activités humaines sur la Lune.

Si un État crée à son profit une zone de sécurité, il exclut que d'autres États viennent perturber les activités qu'il y mènera.

M. Alexandre Chazelle a un projet de thèse portant sur Le droit de la Lune et d'espace extra atmosphérique à l'heure des accords Artémis

M. Philippe Achilleas, Colloque de Toulouse de 2021 de la SFDI, p. 216, imagine les robots en marche sur la Lune ou sur Mars, pour permettre l'accomplissement de travaux de recherche ou de construction d'infrastructures au profit de missions dotées d'une présence humaine. Les robots bénéficient de la liberté de déplacement, liberté qui pourrait être entravée par l'établissement de zones de sécurité autour des installations. Les États devraient publier les résultats de leurs recherches.

### Section III. Les télécommunications spatiales et la télévision par satellite

Nous n'évoquons que pour mémoire cette thématique, puisqu'elle se rattache plus à l'étude du droit des télécommunications qu'à celle du droit spatial.

Laurence Ravillon, Les télécommunications par satellite, Aspects juridiques, Credimi, Litec, volume 17, 1997, thèse Dijon, direction Éric Loquin

Éric Loquin, Le partage des risques dans les contrats de location de transpondeurs, in colloque 3 octobre 2007, CREDIMI, Droit de l'espace, Gestion et partage des risques dans les projets spatiaux, p. 11

La presse, en janvier 2015, fait état de projets ambitieux menés par Elon Musk, le patron de Space X, pour lancer des milliers de petits satellites pour faciliter la mise en place d'un internet spatial. On évoque une coopération avec Google.

La déclaration de l'Assemblée générale du 10 décembre 1982 : principes régissant l'utilisation par les États de satellites artificiels de la terre aux fins de télévision directe internationale

On peut utiliser la technique spatiale pour pratiquer la télémédecine. Le projet SATMED développé par SES. On pratique la consultation électronique. Vidéo-conférence avec les meilleurs hôpitaux du monde.

Le satellite de télécommunications comprend deux catégories d'éléments.

Tout d'abord, il y a une plate-forme, bus en anglais, composée de la structure du satellite, avec les instruments de contrôle d'altitude et d'orbite, le système d'alimentation électrique et les instruments de télé mesure et de télécommande.

Le satellite est par ailleurs doté d'une charge utile, antennes, instruments optiques, répéteurs, amplificateurs, relayant les signaux radioélectriques en provenance d'une station terrestre ; les signaux sont transférés sur une autre fréquence, ils sont amplifiés, les signaux transformés sont retransmis en direction d'une autre station terrestre.

L'information transite par des stations au sol, stations de télécommande et de télémétrie, qui contrôlent le

comportement du satellite et déterminent sa position

Le propriétaire, exploitant du satellite, opérateur, met, moyennant un prix, les possibilités techniques du satellite à la disposition d'un ou plusieurs utilisateurs (entreprises de téléphonie, chaînes de télévision ...). L'utilisateur obtient par un contrat conclu à titre onéreux d'accéder à la capacité disponible sur le satellite.

(Il peut arriver dans certaines hypothèses particulières que le constructeur de satellite se fasse en même temps opérateur et exploitant de satellites ; il y aurait eu des déboires, certains constructeurs ont renoncé à la formule)

Voir à titre d'exemple les faits relatés par l'arrêt de la Cour de Justice du 13 octobre 2011, C-431/09 et 432/09, RTD Com. 2012.750 obs. Frédéric Pollaud Dulian.

Il existe une société belge Airfield qui exerce une activité de fournisseur de télévision et qui propose au public un bouquet de chaînes transmises par satellite qui peuvent être regardées par ses abonnés au moyen d'un décodeur satellitaire.

Il y a un accord entre les organismes de radiodiffusion qui exploitent des chaînes (qui fabriquent et émettent les programmes) et Airfield pour que leurs chaînes entrent dans le bouquet satellitaire.

(Les programmes peuvent être émis par les organismes de radiodiffusion en dehors du bouquet satellitaire pour atteindre directement les téléspectateurs, par ex. par la diffusion terrestre)

La société Astra exploite un système de satellite, elle loue des capacités à Canal Digitaal, Canal DIGITAAL sous loue à son tour à Airfield (TV Vlaanderen) les capacités louées sur le satellite Astra pour la diffusion de programmes en Belgique et au Luxembourg.

Transmission indirecte de programmes

Deux modalités de transmission des programmes.

Première modalité : les organismes de radiodiffusion envoient les signaux qui portent les programmes par voie terrestre vers les appareils de Canal Digitaal installés à Vilvorde, Canal Digitaal comprime les signaux et les crypte pour les envoyer au moyen d'une bande large à sa station située aux Pays Bas, les signaux font l'objet d'un codage, la station assure une liaison montante vers le satellite Astra. L'abonné reçoit une clef et une carte de décodage pour décoder ces signaux.

Seconde modalité : les organismes de radiodiffusion transmettent par satellite les signaux portant leurs programmes, Canal Digitaal reçoit ces signaux satellitaires qui sont codés, il les décode éventuellement, les recrypte et les diffuse vers le satellite Astra. Les abonnés d'Airfield décodent ces signaux au moyen d'une carte de décodage fournie par Canal Digital à Airfield.

Quant aux organismes de radiodiffusion, ils ont conclu des contrats de Carriage avec Airfield, celle-ci loue à ces organismes des capacités de transpondeur satellite pour la diffusion des programmes télévisés aux téléspectateurs.

Transmission directe des programmes télévisés.

Les organismes de radiodiffusion cryptent eux-mêmes les signaux et les envoient directement vers le satellite. Ils reçoivent à cet effet la fourniture des clefs d'accès de la part d'Airfield et de Canal Digitaal.

Le litige viendra de la part de deux sociétés belges qui gèrent les intérêts des auteurs, celles-ci prétendent qu'AIRFIELD effectue une rediffusion de programmes déjà transmis par les organismes de radiodiffusion et qu'elle devrait obtenir une autorisation pour l'utilisation du répertoire des auteurs dont elles gèrent les droits. La Cour de justice estime qu'en principe le fournisseur de bouquet satellitaire doit obtenir une autorisation des titulaires des droits d'auteur ...

Quelle est la nature juridique de ce contrat par lequel l'exploitant du satellite met à la disposition de ses clients les répéteurs ?

Le contrat est assez souvent un contrat relevant du commerce international soumis en cas de litige à arbitrage, l'arbitre faisant application des usages du commerce spatial.

Pour la plupart des juristes de droit français, on est en présence d'un contrat de location, il y a mise à disposition d'un canal, mais le contrat est mâtiné de certains éléments relevant du contrat d'entreprise : l'exploitant fournit un service ; il assure la gestion, la maintenance et la surveillance du système composé du ou des satellites en liaison avec les stations au sol.

Le contrat est conclu à titre onéreux, il est général à durée déterminée.

La garantie de durée de vie. À titre d'exemple, cité à la RFDA 2001.429 : Hughes est le constructeur, l'acquéreur et actuel propriétaire du satellite est Western Union, cette dernière vend les transpondeurs à PBS. Le contrat de vente des transpondeurs prévoyait que le propriétaire du satellite qui vendait les transpondeurs garantissait à l'acquéreur que les 4 transpondeurs seraient utilisables pendant 10 ans, qui était la durée de vie du satellite prévue par Hughes. L'incident : une consommation excessive d'hydrazine se produit, ce qui raccourcit la durée de vie du satellite de 9 mois, PBS agit contre Hughes pour rupture de la garantie, l'affaire est réglée à l'amiable.

On prévoit parfois des clauses de résiliation moyennant un prix à la charge de l'utilisateur.

Le satellite peut comporter une trentaine de répéteurs / transpondeurs. Le client, radiodiffuseur, prend en location un répéteur, deux répéteurs, un quart de répéteur... Chaque transpondeur reçoit des signaux en provenance de station au sol. Le signal est transféré sur une autre fréquence, il est amplifié et en liaison descendante il est renvoyé en direction d'une autre station au sol.

Les loyers alloués au loueur, l'exploitant du satellite, permettent à ce dernier de rembourser les emprunts réalisés auprès des établissements de crédit. Un satellite géostationnaire coûterait de 60 à 80 millions de dollars, le prix du lancement 100 millions de dollars, la prime d'assurance 50 millions de dollars, soit un coût total de 250 millions de dollars. Les établissements de crédit surveillent l'activité de leur client, vérifie la solvabilité des utilisateurs, le respect d'une durée minima de location, l'absence de contentieux concernant les locations en cours ...

Cf. la situation très particulière de Paradigm. Astrium a fabriqué plusieurs satellites, ils sont acquis par une autre société membre du groupe EADS, cette société les met en concession auprès de l'armée britannique pour un service de fournitures de communication aux troupes anglaises dispersées à travers le monde, Giobbe et Vecchiato, La gestion des risques dans le cadre d'un PFI. L'exemple de Paradigm au Royaume Uni, Colloque, p. 93

Le traitement économique du risque.

L'exploitant ne peut pas garantir à ses clients la continuité du service satellitaire. Le satellite et les répéteurs (le satellite peut en comporter une cinquantaine) peuvent connaître des défaillances temporaires, il peut y avoir des interruptions dans le service, il faut tenir compte de l'incidence des interférences qui endommagent la qualité des signaux reçus ou transmis.

Sur les interférences, voir Ravillon, Chronique de droit spatial, RFDA 2013.210

L'exploitant du satellite, plus ou moins puissant vis-à-vis de ses cocontractants utilisateurs des utilités du satellite, fait face aux risques d'interruption du service de différentes façons

Dans les contrats - dont le contenu évolue compte tenu de l'évolution et du progrès des techniques - il arrivait et il arrive que l'exploitant traite différemment ses clients, certains sont privilégiés par rapport aux autres. Les mieux placés se voient promettre la continuité du service, un répéteur est en panne, on leur attribuera un répéteur qui est disponible ou mieux encore on retirera l'usage d'un répéteur qui fonctionne à son actuel utilisateur pour l'attribuer au client privilégié, qui paie par définition un prix plus élevé. On va dépouiller l'un pour vêtir l'autre.

Un défaut survient. On donne l'accès au locataire d'un équipement redondant, mis en réserve. En général, les clients qui ont contracté avec l'exploitant alors que le satellite n'est encore mis sur orbite sont mieux placés que les locataires qui ont contracté plus tardivement avec l'exploitant, le satellite déjà mis en orbite et en exploitation.

Un défaut survient, mais il n'y a pas de répéteur libre et disponible. Il est possible que l'exploitant ait pris l'engagement envers le locataire d'attribuer un répéteur en remplacement. Il y a ce que les contrats appellent des transpondeurs «pré emptibles» : ce sont des répéteurs attribués à des locataires utilisateurs moins choyés. On va retirer l'accès du répéteur à ces locataires de la piétaille et on va l'attribuer au locataire à privilège. À l'avance l'exploitant du satellite s'est réservé à tout moment le droit de reprendre l'usage du répéteur pour l'attribuer à un autre client en difficulté. Cette pratique contractuelle serait en recul à raison de l'accroissement du nombre des satellites lancés dans l'espace.



Les contrats conclus entre les exploitants et les utilisateurs comportent le plus souvent des clauses de non-responsabilité et de non recours.

Le contrat prévoit parfois des clauses de réduction du loyer en cas d'interruption du service et de défaut de fonctionnement du satellite (transpondeur Failure). La clause ne joue pas en principe si le trouble est dû à des causes extérieures, comme des interférences tierces.

En général l'exploitant s'exonère de toute responsabilité, directe ou indirecte, en cas de mauvais fonctionnement du satellite et de ses composants. Les contrats excluent en général la réparation du dommage commercial dit indirect subi par le client (correspondant aux pertes d'exploitation) en cas de non-fonctionnement du répéteur. La clause devrait être inopposable en cas de dommage causé à l'utilisateur par un exploitant coupable d'un dol, auquel on peut assimiler la faute lourde. Les clauses ne sont efficaces qu'en ce qui concerne la faute simple de négligence.

Mireille Couston, Droit spatial, p. 192

La loi du 3 juin 2008 interdit au locataire utilisateur de se retourner contre le fabricant du satellite ou contre les équipementiers fabricants des composants ou contre le lanceur, art. 20.

En revanche elle n'impose pas la solution de l'article 20 et de l'exonération de responsabilité dans les relations contractuelles entre l'exploitant et l'utilisateur. La loi du 3 juin 2008 exclut en effet de son domaine les conséquences de l'utilisation du signal émis par l'objet spatial pour les utilisateurs. Les clauses d'exonération sont possibles, il n'y a pas de règle légale qui impose le non-recours.

On fait ainsi état d'un contentieux entre Eutelsat et une chaîne chinoise, il y avait eu interruption d'un répéteur pour des causes techniques voire politiques, Laurence Ravillon, Chronique de droit spatial, RFDA 2010.261

Madame Ravillon cite, dans son article publié à la revue de jurisprudence commerciale 2013.284, un arrêt du 22 février 2012 rendu par la cour d'appel de Paris. Le contrat d'attribution de capacité de secteur spatial liait Eutelsat à un client. Celui-ci avait l'usage de répéteurs du satellite SESAT pour 5 ans. Le contrat contenait une clause limitative de responsabilité. Survient une défaillance de l'un des répéteurs. Le client cesse de payer les factures. Eutelsat réplique en résiliant le contrat et saisit la justice. La cour d'appel considère que l'exploitant du satellite n'assumait qu'une obligation de moyens et que les performances des répéteurs et la qualité des liaisons n'étaient pas garanties par Eutelsat. La validité de la clause est donc admise.

Paris, 28 juin 2013, RFDA 2013 obs. Ravillon, un contrat de prestation de services de captation et de transmission d'un bouquet de 11 chaînes de télévision africaines. Retard dans le paiement. Résiliation. Globecast assume une obligation de moyens. On n'avait pas relevé d'indisponibilité de l'une des chaînes retransmises, Globecast a rempli ses obligations, aucun dégrèvement ne peut être obtenu par le client, l'opérateur doit recevoir plus de 51 000 euros de la part de Cœur de cible.

Rejet du pourvoi par Com. 10 mars 2015, n° 13-27993 : Globecast (filiale d'Orange) est qualifié opérateur de transmission audio-visuelle. Globecast avait conclu en 2008 avec Cœur de cible un contrat de prestation de service ayant pour objet la captation et la transmission du signal d'un bouquet de chaînes de télévision. Le client avait en 2009 résilié le contrat. L'opérateur avait exigé l'indemnité contractuelle de résiliation, la cour d'appel avait octroyé au prestataire 30 000 euros. La haute juridiction analyse la clause comme une clause pénale (susceptible d'être modérée) et non comme un dédit. Elle avait été stipulée pour contraindre le client à l'exécution du contrat jusqu'à son terme et évaluer forfaitairement le préjudice subi par le prestataire.

L'arrêt du 14 janvier 2015, n° 13-20350, concerne un litige entre Orion Satellite Communications et Russian Satellite Communication Company. Une sentence arbitrale a été rendue en Russie. Le créancier Orion a recours en France à des mesures d'exécution forcée.

Eutelsat résilie un contrat conclu avec Viasat Brasil, pour violation substantielle d'un contrat d'exploitation de satellites de télécommunications. Le contrat portait sur l'utilisation de la charge utile en bande Ka du satellite EUTELSAT 3B. Le contentieux est porté devant un tribunal brésilien. RFDA 2015.290.

Il y a des clauses de résiliation du contrat dans les cas extrêmes : le répéteur a des spécifications inférieures aux prévisions contractuelles de manière permanente sur une durée de 30 jours par ex.

Les techniques actuelles permettent aux passagers aériens de recourir en vol aux services internet.

Un contentieux s'est élevé entre opérateurs de télécommunications.

Le Tribunal, la CJUE, ont eu à en connaître. Le Conseil d'État, les juridictions belges également.

Ces différentes affaires concernent le conflit en Europe entre des opérateurs concurrents, Inmarsat (Londres), et Eutelsat (Paris) allié à l'américain Viasat, concernant l'exploitation d'un système permettant aux passagers aériens en vol l'accès à des liaisons télématiques sol/aéronef/satellite. Eutelsat conteste à Inmarsat l'exploitation du système, Eutelsat souhaiterait exploiter un tel service en Europe, l'obstacle, c'est que Inmarsat a l'usage de la bande de fréquence dont l'usage est refusé à Eutelsat. Le débat porte sur la sélection des opérateurs de systèmes paneuropéens fournissant des services mobiles par satellite, MSS, et sur la compétence respective en la matière de la Commission et des autorités nationales.

L'argument de Viasat et d'Eutelsat, c'est qu'Inmarsat a innové ultérieurement à la décision de sélection lui profitant, en mettant en place un système de fournitures de services internet à l'intention des passagers aériens. Les décisions rendues sont favorables à Inmarsat.

Une 1<sup>o</sup> décision a été rendue par la CJUE dans un arrêt du 5 mars 2020, C-100/19, rendu dans le cadre d'un renvoi préjudiciel opéré par la cour d'appel de Bruxelles.

Viasat conteste devant les juridictions belges la décision de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) d'accorder à Inmarsat des droits d'utilisation d'éléments terrestres complémentaires, dits ETC, de systèmes mobiles par satellite.

Le droit.

Les ETC font partie intégrante du système mobile par satellite, ces stations au sol sont utilisées pour améliorer le service par satellite dans des zones où il n'est pas possible de maintenir une visibilité continue.

La Commission procède à une sélection entre opérateurs, le candidat prend l'engagement de desservir au moins 50 % de la population et 60 % du territoire de chaque État membre.

Inmarsat avait été sélectionné par la Commission.

Ce sont les autorités des États qui donnent les autorisations concernant la fourniture des stations au sol que sont les ETC.

Si un État constate de la part d'un opérateur autorisé le non-respect des conditions, il informe, outre le contrevenant, la Commission, qui informe à son tour les autres États, qui font une enquête pour déterminer s'il y a eu un manquement dans leur juridiction. Ces conclusions sont communiquées entre États. La Commission réunit le comité des communications, pour examiner le manquement et discuter des mesures appropriées. Les États ne prennent aucune décision avant la réunion du comité. Après la réunion du comité, l'État qui constate qu'il y a manquement prend les mesures appropriées, à l'exception du retrait de toute autorisation ou droit d'utilisation.

En cas de manquements graves et répétés, l'État qui a déjà pris des mesures peut envisager de prendre une décision de retrait de l'autorisation, il informe la Commission qui informe les autres États.

Une réunion du comité des communications est convoquée pour coordonner tout retrait d'une autorisation.

Après cette réunion du comité, les États membres ayant délivré une autorisation peuvent retirer l'autorisation accordée à l'opérateur autorisé.

Le fait.

Une décision de la Commission du 13 mai 2009 a procédé à la sélection des opérateurs de systèmes paneuropéens fournissant des services mobile par satellite, Inmarsat fait partie des deux opérateurs sélectionnés.

Un arrêté royal du 11 février 2013 indique qu'Inmarsat a l'autorisation d'exploiter un système mobile par satellite dans des bandes de fréquences nommément désignées.

Inmarsat a fait en 2014 une notification à l'IBPT, faisant part de son intention de fournir des services de connexion en vol aux avions survolant l'Union au moyen d'un système comprenant un satellite et un réseau d'ETC, système dit EAN.

L'IBPT a accordé le 7 août 2018 à Inmarsat les droits nécessaires à la fourniture d'ETC.

Viasat a demandé devant la justice belge l'annulation de cette décision.

Inmarsat n'a pas rempli la condition de couvrir par ses services 50 % de la population et 60 % du territoire belge.

La cour de Bruxelles a formé une demande de décision préjudicielle concernant l'interprétation de différentes dispositions de droit européen.

Inmarsat figure parmi les candidats sélectionnés.

Inmarsat a obtenu en Belgique le droit d'utiliser les radiofréquences spécifiques.

Inmarsat remplit les deux conditions auxquelles est soumis l'autorisation nécessaire à la fourniture d'ETC.

L'autorisation ne saurait être refusée.

Les conséquences à tirer en cas d'infraction aux conditions communes doivent faire l'objet d'une application coordonnée.

Le non-respect d'une condition n'entraîne pas ipso facto le retrait des autorisations.

Un autre litige, tranché au niveau du Tribunal, concerne, quant à la liaison du contentieux, l'attitude de la Commission quant à la fourniture de services dans la bande de fréquence de 2 GHz.

[Un tiers non sélectionné, ViaSat, de Carlsbad, en Californie, demande à accéder aux informations fournies par

Inmarsat (et ses filiales) à l'occasion de leur participation à l'appel d'offres de l'Union européenne. La Commission oppose un refus. Le Tribunal, dans une décision du 26 mars 2020, T-734/17, considère qu'il n'y a plus lieu de statuer sur la légalité de la décision implicite de la Commission.]

Le litige oppose ViaSat (Californie), Eutelsat (Paris) d'un côté et la Commission, EchoStar (Dublin) et Inmarsat (Londres) d'autre part.

Le Tribunal a statué le 10 mars 2021, T-245/17.

Le point de départ. L'UE entend assurer une gestion efficace du spectre GHz radioélectrique dans l'Union. Elle a instauré un certain nombre de dispositions concernant les réseaux et les services de communications électroniques.

La Commission a publié en 2007 des dispositions concernant l'utilisation harmonisée du spectre radioélectrique dans les bandes de fréquence de 2 GHz, pour la mise en œuvre de systèmes fournissant des services mobiles par satellite.

Comme il existe de fait un marché concurrentiel des MSS dans l'UE, il a été prévu un système de sélection et d'autorisation des systèmes fournissant des services mobiles par satellite.

Le Commission avait lancé en 2008 une procédure de sélection, elle a fait un appel à candidatures.

Elle a choisi, dans une décision du 13 mai 2009, deux candidats, Inmarsat et ce qui est devenu EchoStar.

Les années passent.

Inmarsat a développé ultérieurement un système permettant la fourniture de services de connectivité à bord des aéronefs en vol au-dessus de l'Europe (système EAN), ce système s'appuie sur des stations terrestres et sur des satellites. Inmarsat a obtenu les autorisations auprès des autorités nationales et utilise la bande de fréquence.

ViaSat intervient alors. Il s'agit d'une entreprise américaine de communication qui fournit aux États-Unis des services de connectivité à bord par satellite, ViaSat voudrait, en collaboration avec Eutelsat, fournir un tel service en Europe et sur les voies aériennes entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Elle a demandé en 2016 à la Commission de faire interdire aux autorités nationales d'accorder à Inmarsat d'utiliser la bande de fréquences de 2GHz, ViaSat demande un nouvel appel à candidatures et une nouvelle procédure de sélection, elle considère qu'il y a un changement de situation et de finalité entre ce qui avait été envisagé dans la décision de 2009 et cette nouvelle utilisation de la bande de fréquences.

La Commission répond que l'autorisation d'utilisation de la bande de fréquence devait être traitée par les autorités nationales. Les mesures d'exécution relatives aux systèmes de MSS se prennent au niveau national. La Commission ne voyait pas de raison de lancer une procédure en manquement contre un État. Elle ne pouvait pas empêcher un État d'autoriser Inmarsat à utiliser le spectre de la bande de fréquence de 2 GHz pour fournir des services air-sol permettant la connectivité en vol. La Commission fait état d'un défaut de compétence.

ViaSat a porté l'affaire devant le Tribunal de l'UE.

Le débat porte sur les compétences en ce domaine de la Commission.

Le Tribunal a rendu sa décision le 10 mars 2021, il rejette le recours formé par ViaSat contre l'attitude et les décisions de la Commission.

Une répartition des compétences existe entre la Commission et les autorités nationales.

C'est la Commission qui a compétence exclusive pour sélectionner les opérateurs de MSS dans la bande de fréquences de 2 GHz dans le cadre d'une procédure de sélection commune. Ce qu'elle avait fait en sélectionnant Inmarsat et EchoStar.

Les États ont des compétences exclusives, ils accordent aux opérateurs sélectionnés par la Commission les autorisations nécessaires pour utiliser les radiofréquences pour l'exploitation des systèmes mobiles par satellite. Mais ce sont les autorités de l'État qui accordent aux candidats sélectionnés et autorisés à utiliser le spectre les autorisations pour la fourniture d'éléments terrestres complémentaires de systèmes mobiles. Les autorités nationales n'ont pas de marge d'appréciation lors de l'octroi des autorisations, elles ne peuvent pas les refuser si la demande provient d'un opérateur sélectionné par la Commission. Ce sont les autorités nationales qui contrôlent le respect des conditions d'utilisation des radiofréquences. La Commission ne dispose que d'une autorité de coordination, elle peut adresser des avis et des recommandations aux États, en particulier en cas d'infractions aux règles communes. Ces avis et recommandations échappent au contrôle juridictionnel prévu par l'article 263 du TFUE. Les décisions de retrait sont prises au niveau national. La Commission n'a pas de compétences spécifiques pour vérifier la compatibilité du système EAN avec la décision de sélection, elle ne peut pas contraindre les autorités nationales de retirer les autorisations accordées.

La Commission pourrait cependant dans certaines hypothèses abroger ou modifier la décision de sélection, mais cette possibilité est exclue dans le cas où l'opérateur sélectionné aurait modifié son système, la compétence n'appartient pas alors à la Commission. L'arrêt refuse de parler de vide juridique, les États ont le pouvoir de contrôler le développement du système par l'opérateur sélectionné, les États membres sont obligés de prendre les mesures propres à garantir l'efficacité du droit de l'Union. À supposer qu'Inmarsat ait modifié le système EAN entre le moment où la Commission lui a accordé le droit d'utiliser la bande de fréquence de 2 GHz et le moment où les autorisations nécessaires doivent être accordées par les autorités nationales et que le nouveau système ne réponde pas aux engagements pris, il appartient aux États membres d'engager les procédures d'exécution. Les

mesures prises par les États sont soumises au contrôle des juridictions nationales.

Un 3<sup>o</sup> contentieux a été porté par Eutelsat devant la Conseil d'État.

La CJUE a été saisie par un renvoi préjudiciel émanant de la haute juridiction administrative française.

Ce contentieux entre Inmarsat et Eutelsat a été porté en France à propos du système dit EAN, European Aviation Network, créé par Inmarsat.

Ce système est destiné à permettre aux passagers aériens d'accéder à internet.

Trois niveaux : la station spatiale, l'avion, les stations à Terre.

Le système EAN assure un service mobile à destination des avions au moyen de transmissions par satellite.

On installe sur le fuselage des avions deux terminaux :

l'un est placé au-dessus du fuselage et entre en relation avec un satellite, il est utile en particulier lorsque l'avion survole la mer ou l'océan ;

l'autre terminal est placé en dessous du fuselage, il permet des messages avec la Terre, à partir ou en direction d'éléments terrestres dits complémentaires déployés sur le territoire de l'Union.

Les antennes de ces terminaux sont placées vers le haut pour la communication avec les satellites, et vers le bas pour la communication sur terre avec les éléments terrestres complémentaires.

On utilise le langage informatique DVB-S pour la communication avec les satellites.

On a recours au langage LTE pour la communication avec les éléments situés à terre.

Les transmissions sont effectuées grâce à la bande de fréquences de 2 GHz qui a été attribuée à Inmarsat par la Commission.

Eutelsat conteste l'autorisation d'exploiter des éléments terrestres complémentaires d'un système mobile par satellite – id est les stations au sol utilisées pour augmenter la disponibilité du service mobile - donnée en France à Inmarsat en 2018 par l'ARCEP, l'autorité de régulation des communications électroniques et des poste, Eutelsat prétend que cette autorisation n'aurait pas été donnée conformément aux dispositions en vigueur.

Le Conseil d'État avait été saisi par Eutelsat, c'est la haute juridiction administrative qui a formé la demande de décision préjudicielle devant la CJUE. Affaire C-515/19.

L'avocat général Henrik Saugmandsgaard Oe considère infondée, dans ses conclusions du 12 novembre 2020, la critique d'Eutelsat.

Il considère que dans ce système EAN les éléments terrestres complémentaires communiquent avec un station terrienne mobile (l'avion, situé dans l'atmosphère terrestre, communiquant avec le satellite), ils font ainsi partie intégrante d'un système mobile par satellite, qui est un réseau de communications électroniques.

Le gestionnaire de communication détermine en fonction des circonstances quel est le terminal, satellitaire ou terrestre, qui est utilisé pour acheminer le signal entrant ou sortant.

Les deux terminaux font partie d'une unique station.

L'avocat général soutient également que les éléments terrestres utilisés à terre dans ce système peuvent être qualifiés de complémentaires. Ces éléments sont des stations qui pointent verticalement vers le ciel, ils envoient des signaux vers les avions en vol, où se trouvent les terminaux de réception du système EAN.

Les signaux parcourent 36000 km pour la liaison avec le satellite, moins de 100 km pour l'élément terrestre.

Les éléments terrestres permettent des débits rapides, ils assurent 99 % du service.

La satellite a vocation à être utilisé dans les zones non couvertes par les éléments terrestres complémentaires, donc au-dessus des mers.

Le système exige cependant la présence et l'utilisation d'un satellite.

La CJUE a rendu son arrêt le 15 avril 2021.

Le Conseil d'État a finalement statué le 30 juillet 2021, n° 420128, en accord avec la solution donnée par la CJUE. Il a rejeté la requête d'Eutelsat demandant l'annulation de la décision de 2018 de l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes attribuant à Inmarsat l'autorisation d'exploiter des éléments terrestres complémentaires d'un système mobile par satellite.

Les États mettent les bandes de fréquence de 2 GHz, bandes MSS, à la disposition des systèmes fournissant des services mobiles par satellite dans l'Union.

A été créée une procédure européenne de sélection des opérateurs de systèmes mobiles par satellite, candidats à l'utilisation de cette bande de fréquences.

Les États peuvent autoriser les opérateurs sélectionnés à utiliser les fréquences de la bande MSS pour exploiter des "éléments terrestres complémentaires" aux systèmes mobiles par satellite : ceci afin d'augmenter la disponibilité du service dans les zones où les communications avec une ou plusieurs stations spatiales ne peuvent pas être assurées avec la qualité requise.

La Commission a sélectionné Inmarsat Ventures et Solaris Mobile comme opérateurs de systèmes paneuropéens autorisés à fournir des services mobiles par satellite.

L'autorité française de régulation a autorisé Inmarsat Ventures à utiliser des fréquences de la bande M55 en métropole.

L'autorité a attribué à Inmarsat l'autorisation d'exploiter des éléments terrestres complémentaires, c'est-à-dire

des stations au sol.

Ces éléments font partie intégrante, selon l'arrêt de la CJUE, du système mobile par satellite. Ils utilisent les mêmes portions de bande de fréquences que les éléments satellitaires associés.

C'est cette décision dont Eutelsat demandait l'annulation.

Le système d'Inmarsat est composé de deux terminaux de réception, l'un situé au-dessus du fuselage de l'avion et communiquant avec le satellite, l'autre situé en dessous du fuselage avec des éléments terrestres complémentaires (des stations au sol). Ce système doit être regardé comme une station terrienne mobile, les éléments complémentaires terrestres font partie intégrante du réseau.

Le cas où l'opérateur sélectionné n'a pas fourni les services avant la date butoir : l'autorité nationale ne peut cependant pas refuser l'autorisation nécessaire pour la fourniture d'éléments terrestres complémentaires.

Lors du colloque de la SFDI tenu à Toulouse en 2021, Mme Sabina Robert-Cuendet, *Le droit international des investissements et l'espace*, Pedone, p. 299, cite, p. 302, un contentieux ayant opposé des investisseurs à l'Inde. Des entreprises mauriciennes et allemande possédaient une fraction du capital d'une société qui avait pris, pour fournir des services de télécommunications, auprès de l'agence spatiale indienne, la location d'une partie de la bande S du spectre électromagnétique de deux satellites. L'Inde avait résilié le contrat de location. Les investisseurs, sur le fondement des traités d'investissement, ont obtenu une réparation partielle de leur préjudice. Elle fait également état d'un contentieux de 2017 entre Eutelsat et le Mexique. Eutelsat avait investi dans une société mexicaine exploitant des satellites de télécommunications. L'État mexicain a revendiqué une partie du service. Satmex (Eutelsat Americas) aurait été obligée de fournir une part plus importante que celle incombant à ses concurrents, cette société s'estimait discriminée. Affaire portée devant le CIRDI. Eutelsat a succombé dans cet arbitrage rendu le 15 septembre 2021. Le Mexique n'a pas manqué à ses obligations inscrites dans le traité conclu en matière d'investissements entre la France et le Mexique, APPRI.

## Section IV. La radio navigation

### La géolocalisation

Les systèmes mondiaux de radionavigation par satellite, GNSS, sont des systèmes qui permettent de déterminer sur terre ou sur les océans la localisation précise de personnes ou de biens.

Le point de départ réside dans le système américain, le Global Positioning System, **GPS**, qui est un système de positionnement par satellite qui permet de repérer et de localiser des personnes, des véhicules, des navires, des avions, dotés d'un récepteur et de les guider. Ce système fournit des signaux de précision pour la datation, la navigation et le positionnement. C'est une aide à la circulation routière. On parle de systèmes intelligents de transport SIT. Ce système présente l'avantage d'améliorer la sécurité de la navigation aérienne, maritime et fluviale.

Le système américain a été lancé à la fin des années 70, il était primitivement à finalité militaire, il a été ouvert en 2000 par le président Clinton aux activités civiles, il a été mis fin du brouillage. Le système est fourni gratuitement. Il fonctionne avec une trentaine de satellites. Le GPS, système mondial de localisation des États-Unis, fournit à la communauté internationale un service fiable et précis en matière de positionnement, de navigation et de synchronisation par satellite. Ce système conserve une importance centrale. Les États-Unis ont l'intention d'améliorer sa précision. La nouvelle génération de satellites, GPS Block III, devrait y contribuer. Le premier de ces satellites est devenu opérationnel en janvier 2020.

L'intérêt des techniques de positionnement

La géolocalisation

Avec la géolocalisation, on est en présence d'une technique pour déterminer la localisation et les va et vient d'une personne ou d'un engin terrestre, maritime, fluvial ... Le système pourrait être utilisé pour assurer le guidage des voitures sans chauffeur ou pour faciliter la conduite des locomotives du transport ferroviaire. Il est utilisé pour les services de la Défense.

Le GPS peut être utilisé par une entreprise de transport pour surveiller ses salariés, voir Semaine Juridique septembre 2012 obs. Bon-Garcin. Voir L. Ravillon, RFDA 2014.408. Il donne la possibilité pour un transporteur de suivre en temps réel l'évolution de la flotte de ses camions.

Certains assureurs utilisent ou souhaitent utiliser le GPS pour apprécier le calcul des primes d'assurances.

Le GPS peut être utilisé et installé comme mouchard sur un véhicule à l'insu de son propriétaire pour connaître ses allées et venues

(Qu'il faut distinguer du « bornage » qui permet grâce aux données possédées par les entreprises de télécommunications de connaître les itinéraires d'une personne utilisatrice d'un téléphone portable)

La licéité du procédé

Géolocalisation et procédure pénale

Le procédé avait été validé, lorsque la pose est ordonnée par le juge d'instruction, par un arrêt de la chambre criminelle, voir Dalloz obs. Jean Pradel.

La chambre criminelle en revanche n'avait pas admis dans deux arrêts du 22 octobre 2013, B., le recours à la géolocalisation ordonnée ou autorisée par le procureur de la République durant l'enquête préliminaire. La technique de géolocalisation (pour permettre le suivi des téléphones utilisés par le suspect et surveiller ses déplacements en temps réels) constitue une ingérence dans la vie privée dont la gravité nécessite qu'elle soit exécutée sous le contrôle d'un juge. L'arrêt était rendu au visa de l'article 8 CEDH.

Le parquet s'est offusqué de cette jurisprudence, une loi du 28 mars 2014 a été adoptée pour valider sous certaines conditions le procédé, ces dispositions ont été introduites dans le code de procédure pénale aux articles 230-32 et suivants. Le Conseil constitutionnel a avalisé dans une décision QPC du 23 septembre 2021.

Myriam Quemener, Circulaire sur la géolocalisation, D. 2014.1088

Pelletier, Géolocalisation et loyauté de la preuve, Revue des contrats, septembre 2014, p. 440

La Cour de Strasbourg a connu d'un recours formé par un Allemand se plaignant de mesures de surveillance notamment par GPS permettant sa localisation, mesures ordonnées conformément à la procédure pénale allemande. La CEDH, 2 septembre 2010, a rejeté le recours. La surveillance du complice par GPS était justifiée.

Criminelle, 2 mars 2021, n° 20-84.004, à propos d'une personne allant entre France et Allemagne. Le juge ne peut pas ordonner une mesure de géolocalisation en territoire étranger. Une entente avec l'autorité étrangère est envisageable.

La CJUE, le 2 mars 2021, C-746-18, décide que l'accès aux données numériques à des fins d'enquête pénale exige le concours d'une instance indépendante.

La géolocalisation est également utilisée par les services de renseignement. Les différentes législations anti terroristes ont reconnu, hors autorisation judiciaire, les pouvoirs d'investigation de ces services de surveillance. L. Ravillon, RFDA 2015.290

Il existe un Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite (GNSS) (ICG, dont le Bureau des affaires spatiales assure le secrétariat exécutif)

Ces systèmes sont utilisés dans le secteur des transports, des télécommunications, de l'agriculture, de l'énergie. Les pouvoirs publics y ont recours dans des finalités de police, de gestion des frontières et pour les services d'urgence et de la sécurité routière.

CAA Nantes, 16 juillet 2015, n° 14NT00875, contrôle des surfaces agricoles, agriculteur demandeur d'aides à la surface et ayant semé du sarrasin hors délai, culture non éligible à l'aide. Le GPS est l'un des moyens de contrôle des déclarations de surface. Un écart de 70 % est constaté entre les surfaces déclarées et les surfaces éligibles. L'agriculteur avait fait une déclaration graphique. Le contrôle de l'ONIC a été réalisé par un dispositif de positionnement par triangulation satellite, dont la précision est de 1,25 mètre sur le périmètre de la parcelle mesurée.

L'Europe a mis en place des programmes européens de radionavigation par satellite : il en existe en principe

deux, EGNOS et Galileo, qui sont intégralement financés par l'Union européenne.

Ces programmes mobilisent l'industrie aérospatiale, il faut construire des lanceurs et des satellites.

L'Union favorise la recherche et l'innovation.

Il faut assurer le lancement de ces satellites.

Il faut créer des stations au sol.

Il faut fabriquer des puces ou des appareils, antennes, récepteurs, permettant l'accès au programme.

Des administrations, comme la Commission, l'agence ou l'ESA, assurent le fonctionnement de ces programmes.

Il faut veiller à l'exploitation des systèmes satellitaires.

Ces programmes sont au service des particuliers, de l'administration et des entreprises utilisant les services de radionavigation.

La Cour des comptes européenne a dans un rapport de 2021 émis certaines critiques en l'encontre des initiatives prises depuis 2014 par la Commission en matière de programme spatial.

Il s'agit du rapport : Programmes spatiaux - Galileo et Copernicus de l'UE : les services ont été lancés, mais des efforts supplémentaires devront être déployés pour en assurer l'adoption, Cour des comptes européenne, Rapport spécial FR 2021 07.

Ces deux systèmes Galileo et Copernicus sont les fleurons de la politique spatiale de l'UE. Le montant à long terme de ces programmes avoisinait fin 2020 18 milliards d'euros. L'audit considère que ces programmes apportent des services utiles, mais que la Commission n'a pas pris les mesures suffisantes pour en exploiter tout le potentiel. La Commission n'a pas de stratégie globale pour promouvoir l'adoption de ces programmes. Les approches des États membres sont divergentes. Il n'existe pas d'appareil statistique pour évaluer les avantages des services spatiaux, les estimations de la Commission sont insuffisantes. Copernicus ne produit pas un grand nombre de revenus. Le recours à Copernicus et à Galileo est insuffisant. L'UE a consenti des efforts financiers considérables, il conviendrait d'en tirer profit.

La Commission réplique au rapport de la cour des comptes. L'Europe est une puissance mondiale dans le domaine spatial. Elle vise à l'autonomie stratégique. Le secteur spatial favorise le développement de l'industrie. Galileo est le système le plus précis, il a un grand succès, près de 2 milliards d'utilisateurs équipés de smartphones compatibles. Les données spatiales sont nécessaires pour les téléphones portables, les systèmes de navigation de voitures ou les avions. Ces programmes renforcent la sûreté et la sécurité, le prestige national, les incidences heureuses sur l'environnement. La Commission va lancer l'initiative Cassini, pour permettre aux jeunes entreprises d'entrer dans le marché du secteur spatial.

Le rapport comporte également des réponses de l'agence du GNSS européen au rapport de la cour des comptes. Le GSA a collaboré avec des fabricants de jeux de puces, des constructeurs automobiles, des compagnies aériennes.

Le projet de règlement relatif au programme spatial de l'Union était en discussion depuis plusieurs années

L'objectif est de rationaliser les réglementations concernant actuellement Galileo, EGNOS et Copernicus.

Il s'agit de fixer le cadre de surveillance de l'espace et du suivi des objets en orbite, SST.

Ce règlement doit établir l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, EUSPA, en remplacement de l'agence pour le GNSS européen, GSA.

Un règlement n° 912/2010 du 22 septembre 2010 (abrogé) avait en effet créé l'Agence européenne du GNSS européen, global navigation satellite system.

Ce règlement édictait des dispositions concernant les activités d'homologation de sécurité des systèmes GNSS européens. Il existe au sein de l'Agence un conseil d'homologation de sécurité. Les questions relatives aux clés de vol relèvent d'une autorité de diffusion cryptographique. L'agence du GNSS européen a son siège à Prague.

Le règlement 2021/696 du 28 avril 2021 établit le programme spatial de l'Union pour le cadre financier pluriannuel 2021-2027.

Il institue l'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, EUSPA.

## EGNOS

L'EGNOS désigne l'European Geostationary Navigation Overlay Service.

C'est le système européen de navigation par recouvrement géostationnaire, il appartient à l'UE, il fournit des signaux d'une précision de l'ordre de 1 à 3 mètres en horizontale et de 2 à 4 mètres en verticale. Il renforce et augmente les informations données par le GPS américain. Il permet de compléter les signaux GPAS. C'est un système qui complète le GPS, il demeure dépendant de la disponibilité de signaux GPS pour effectuer certaines opérations de calcul ou de correction. Le programme EGNOS vise à améliorer la qualité des signaux émis par les

systèmes mondiaux de radionavigation par satellite, dit GNSS. Le programme EGNOS tend à améliorer la qualité des signaux ouverts par les systèmes mondiaux de navigation. C'est une infrastructure qui corrige les signaux ouverts émis par les systèmes mondiaux de radionavigation par satellite. Ce système fonctionne grâce à 40 stations au sol et à plusieurs transpondeurs installés sur des satellites géostationnaires. Le GNSS est un système mondial de géolocalisation, de synchronisation et de navigation par satellite. Il peut être utilisé pour faire atterrir un avion, en guidage latéral et vertical, ou pour guider les navires par mauvais temps. Exploitation et maintenance confiée à la SAS ESSP, European Satellite Service Provider, de siège toulousain, l'ESA étant maître de l'ouvrage. Le service ouvert EGNOS est actuellement en service, il est utilisable par l'aviation européenne depuis mars 2011, ce service est intéressant en particulier pour l'approche des petits aéroports, il est utilisé à Blagnac depuis mai 2012. Il utilise 3 satellites et un réseau de 40 stations au sol, il améliore à travers l'Europe la précision des signaux de navigation GPS. Un risque d'erreur sur 10 millions. EGNOS offre un service ouvert qui est gratuit, il offre un service de diffusion de données à caractère commercial dit EDAS, un service de sauvegarde de la vie, dit SOL.

La version 1 date des années 2000, la version 2 à partir de 2009.

Le JOUE du 17 juillet 2015 publie une décision 2015/1183 par laquelle la Commission détermine les spécifications nécessaires pour mettre en œuvre la version 3 du système EGNOS.

La version 3 devrait être mise en service dans les années 2020. Cette version améliorée comprendrait le contrôle et la correction des signaux du service offert par le système issu du programme Galileo, ainsi que l'usage de la double fréquence pour le système GPS et pour celui issu du programme Galileo.

Ce système permettrait que soient couvertes l'Europe unie, la Suisse, la Norvège, ainsi que les Canaries, l'île de Madère et les Açores.

On accède au service par des récepteurs compatibles dans la zone de service.

Ce système améliorerait la fluidité du trafic entre les différentes zones géographiques. Il permettrait un meilleur contrôle d'approche.

Ce système est utilisé pour le transport maritime, pour la navigation près des côtes et pour l'approche et l'entrée dans les ports. On obtiendrait une précision latérale inférieure à 10 mètres.

Le centre de coordination du système EGNOS est fixé à Toulouse depuis 2004.

Deux centres de contrôle de la mission sont implantés à Ciampino et à Torrejon.

Le centre des services situé à Torrejon surveille la qualité des signaux envoyés par les transpondeurs installés sur les satellites géostationnaires, il sert également d'interface avec les utilisateurs d'EGNOS.

Voir la décision d'exécution de la Commission 2017/1406 du 31 juillet 2017, JOUE du 1<sup>o</sup> août 2017.

Le programme Galileo

## GALILEO

Galileo est appelé à assurer des services de radionavigation, de localisation et de synchronisation par satellite.

On parle de services de radionavigation et de mesure du temps par satellite.

Galileo désigne le programme européen de navigation par satellite, destiné à fournir des informations de géo-localisation d'une extrême précision, grâce à une constellation de 30 satellites. Ce programme a connu une gestation longue et onéreuse.

L'Union souhaitait dans un premier temps organiser des services de radionavigation par satellite destinés aux réseaux transeuropéens de transport. Un avant-projet avait été formé en 1999. L'objectif est de mettre en service un système indépendant de la défense américaine. Un règlement du 21 mai 2002 avait créé l'entreprise commune Galileo qui a été ensuite dissoute. Il avait été prévu en 2002 qu'un consortium de 8 entreprises privées prendrait en charge les frais de déploiement. On s'est aperçu rapidement que les industriels (Thales Alenia, Matra) ne voulaient pas assurer les risques financiers. On s'est alors résolu pour le financement public, UE et ESA. Voir l'étude de Mme Bernadette Le Baut - Ferrarese, RFDA 2008.169. On parle de plusieurs milliards d'euros de dépenses. Coût d'exploitation de Galileo et d'EGNOS pour 2007-2013 : 3 405 millions d'euros.

La mise en place progressive du système Galileo

Ont déjà été lancés les satellites précurseurs de la constellation Galileo pour sécuriser les fréquences attribuées à la constellation. Ariespace a lancé le 21 octobre 2011 les 2 premiers satellites de la constellation, construits par Astrium. Deux autres un an plus tard.

On prévoyait le déploiement de la constellation Galileo dans les années 2014/2015.

Les deux premiers satellites opérationnels devaient être déployés le 22 août 2014, mais l'opération a échoué, les



deux satellites devaient être mis en orbite à 23 522 km, ils se sont trouvés à 17 000 km de la Terre, les satellites se trouvent sur une orbite elliptique au lieu de se trouver sur une orbite circulaire. Chacun des satellites a coûté 100 millions d'euros et le lancement 75 millions. D'autres sources parlent de 140 millions d'euros de pertes. Il y a eu une défaillance de l'étage supérieur du lanceur Soyouz, plus précisément de la centrale inertielle qui estime la vitesse et la position de la fusée. L'un de deux panneaux solaires de chaque satellite ne s'est pas déployé

10 satellites devaient être mis en orbite par des fusées russes, 12 par Ariane 5. Il y a eu un défaut dans l'allumage de l'étage supérieur, ce qui expliquerait l'erreur de trajectoire. Il y a eu une panne d'alimentation en hydrazine de l'étage. C'est la Commission européenne qui a la responsabilité de la gestion des programmes, elle gère les aspects relatifs à la sécurité des systèmes supérieur FREGAT. Le carburant alimentant les moteurs a gelé durant le vol.

Il ne se serait pas agi d'un défaut de conception, mais d'un problème de fabrication et d'installation. Les plans de montage du FREGAT n'ont pas été élaborés avec suffisamment de rigueur.

Aucune assurance n'avait été prise.

Voir la chronique de Laurence Ravillon, relatant les incidents récents, RFDA 2014.401.

Les deux premiers satellites auraient été replacés sur une bonne orbite. D'autres sources parlent seulement d'un seul.

L'ESA a publié en date du 12 mars 2013 un communiqué de presse. Une position au sol a été déterminée en ce jour aux Pays Bas sur le site de l'ESTEC qui est le centre technique de l'ESA grâce à l'aide de 4 satellites Galileo et des installations au sol en Italie et en Allemagne.

Le déploiement du système commence en 2013. 15 satellites sont opérationnels en 2016. La constellation pourrait posséder 26 satellites opérationnels en 2018. La capacité opérationnelle complète est envisagée pour 2020.

Un article de presse indique l'entrée en service le 15 décembre 2016 du système de navigation Galileo. Pour en bénéficier il faut être possesseur d'un smartphone équipé d'une puce. Puce à incorporer dans les téléphones ou les véhicules. La précision est 10 fois supérieure à celle du système américain.

L'ESA apparaît comme agent de conception et d'approvisionnement pour le compte de la Commission européenne.

Le coût annuel de maintenance de Galileo, une fois opérationnel, serait de 800 millions d'euros par an. Le conseil européen du 19 février 2013 a cependant décidé de réduire l'enveloppe financière octroyée à Galileo, 6,3 milliards pour le cadre 2014-2020. Il y aura des retombées dans l'industrie des hautes technologies et une perspective de recettes. Certains veulent instaurer une taxe sur la détention d'un récepteur. Il s'agit d'un système à finalités exclusivement civiles. Il permettra de s'affranchir des systèmes étrangers.

On prévoyait un financement de 7 milliards d'euros de 2014 à 2020.

Le contrat de lancement est mis en œuvre par l'agence spatiale européenne pour le compte de la Commission, puisque c'est la Commission européenne qui a la responsabilité générale du programme Galileo.

Ces satellites sont construits par l'allemand OHB Technology allié au Surrey Satellite Technology.

Ces satellites d'un poids de 700 kg doivent être placés en orbite circulaire à 23 222 km d'altitude.

En décembre 2017, le lancement par Ariane 5 de quatre satellites du programme Galileo a été effectué.

On relève en 2018 le lancement de quatre nouveaux satellites, de 714 kg chacun, par Ariane Group ou par sa filiale Arianespace.

Une panne de quelques jours en juillet 2019, le problème venant des infrastructures terrestres. Le système Galileo a été depuis amélioré.

L'achèvement de la constellation des 30 satellites devrait être obtenu en 2020.

#### L'infrastructure au sol

La décision d'exécution 2016/413 du 18 mars 2016, JOUE du 19 mars 2016, concerne la localisation de l'infrastructure au sol du système Galileo. Il y a des centres terrestres et des stations terrestres distantes, dispersés en Europe et dans le monde. Toulouse possède le centre de services SAR, en relation avec le CNES.

(EUTELSAT forme le 16 février 2017 un recours, à l'encontre d'une décision de l'agence du système global de radionavigation par satellite européen, décidant l'attribution d'un marché à un tiers soumissionnaire, Eutelsat c. GSA, T-99/17. L'offre d'Eutelsat avait été rejetée. Le marché concerne l'exploitation et l'entretien du système Galileo.

Une ordonnance du président du Tribunal du 26 mai 2021, T-54/21 R, rejette la demande en référé, formée par OHB System, de Brême, demandant le sursis à l'exécution d'une décision de l'ESA de janvier 2021, agissant au nom de la Commission, ayant attribué un marché public à deux autres soumissionnaires. Le marché portait sur la fourniture de satellites. L'entreprise écartée prétendait que l'un de ses salariés était passé au service d'un concurrent.)

Annie Martin, Galileo, Chronique d'une politique spatiale européenne annoncée, Credimi, 2009, LITEC

Il existe un conseil pour la sécurité des systèmes GNSS européens : c'est un groupe d'experts, décision du 20 avril 2009.

Il existe un groupe d'experts sur l'évolution des missions des systèmes européens de navigation par satellite, décision du 6 octobre 2010

Un comité interinstitutionnel Galileo a été institué, composé d'un représentant de la Commission, 3 du Conseil, 3 du Parlement européen.

Les services dépendant de Galileo

Il est prévu que Galileo comprenne plusieurs services : un service ouvert, un service de sauvegarde de la vie humaine, un service commercial payant, un service gouvernemental sécurisé.

On prévoit la mise en place d'un centre de service GNSS (GSC) à Madrid pour assurer l'interface entre le système Galileo et les utilisateurs des services ouvert, service commercial et service de sauvegarde de la vie.

Pour accéder aux services de Galileo, l'utilisateur doit posséder un appareillage adéquat, les fabricants sont sollicités en conséquence pour mettre sur le marché des récepteurs compatibles avec Galileo.

### Le service ouvert

Le service ouvert est gratuit, il fournit des informations de positionnement et de synchronisation.

Il existe en droit européen des dispositions concernant les tachygraphes utilisés dans les transports routiers et incorporés sur les engins de transport. Les mauvais esprits parlent de mouchards. Les pouvoirs publics peuvent ainsi connaître, pour faire respecter la législation, les déplacements des véhicules routiers, la localisation, le kilométrage, la durée du travail des conducteurs, les temps de repos...

Le règlement d'exécution 2023/980 du 16 mai 2023 modifie des textes antérieurs, il concerne le tachygraphe intelligent transitoire.

C'est un règlement de 2014 qui a instauré le tachygraphe intelligent, connecté au système mondial de navigation par satellite, GNSS.

Une seconde version du tachygraphe intelligent a été instaurée.

Les tachygraphes intelligents doivent utiliser le service d'authentification des messages de navigation en libre service de Galileo, Galileo Open Service Navigation Message Authentication, OSNMA. Ceci pour permettre l'authentification des positionnements enregistrés par le tachygraphe à partir du système mondial de navigation par satellite (GNSS) Galileo.

OSNMA est en phase d'essai.

Une période transitoire s'impose. D'où des tachygraphes transitoires.

Quand la période transitoire aura pris fin, il faudra que le tachygraphe intelligent soit équipé d'un logiciel lui permettant d'utiliser le service OSNMA de Galileo.

Le règlement s'adresse aux fabricants des nouveaux modèles, les États accordent l'homologation.

Les nouveaux véhicules seront équipés de tachygraphes de deuxième génération, deuxième version.

### Le service de sauvegarde de la vie humaine

Galileo contribue également au système COSPAS-SARSAT pour détecter les signaux de détresse transmis par des balises.

L'accord États-Unis / Europe prévoit un service mondial de recherche et de sauvetage.

### Le service commercial

Il correspond à des applications à des fins professionnelles ou commerciales, il offre de meilleures performances.

Une décision d'exécution, 2017/224, du 8 février 2017, JOUE du 9 février 2017, détermine les spécifications techniques et opérationnelles permettant au service commercial offert par le système issu du programme Galileo de répondre à la fonction visée à l'article 2 § 4, point c, du règlement n° 1285/2013. Elle prévoyait un accès payant.

Cette décision a été modifiée par la décision 2018/321 du 2 mars 2018, qui prévoit désormais un accès gratuit. Le service commercial fournit les spécifications générales du service GS haute précision. Il doit être gratuit. Les utilisateurs risquant, si on maintient le caractère payant, de se tourner vers des services gratuits offerts par des concurrents de Galileo.

Ce service commercial de haute précision convient aux entreprises actives en matière de véhicules autonomes, de robotique ou de drones. Elles n'ont pas besoin d'une très grande précision de positionnement. Une précision inférieure à 2 décimètres est suffisante. Ce qui permet d'obtenir une diminution du laps de temps nécessaire à l'acquisition de cette précision.

Ce service devrait offrir aux professionnels des performances supérieures à celles que donne le service ouvert : une plus grande précision en termes de géolocalisation (fourniture de données de haute précision afin d'obtenir une erreur de positionnement inférieure à 2 décimètres dans des conditions d'utilisation nominales) et une capacité d'authentification renforcée (vérification de l'authenticité des signaux grâce au décryptage des codes des signaux cryptés avec une clef privée). L'accès gratuit serait éventuellement gratuit, certains disent payant. Phase de prestation de services complète à partir de 2021 / 2024.

Une entreprise, Fugro NV, installée aux Pays-Bas, avait demandé l'annulation de la décision d'exécution 2018/321. Son recours est déclaré manifestement irrecevable dans une ordonnance du Tribunal du 17 juin 2019, affaire T-317/18. La société requérante fournit des services de positionnement par satellite, elle conteste la gratuité, elle craint de perdre sa clientèle. La requérante est jugée sans qualité pour agir en annulation, elle n'a pas démontré que la décision était susceptible de produire directement des effets sur sa situation juridique.

### Le secteur des applications sensibles

Il donne lieu à un accès restreint. Il est prévu, en ce qui concerne le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme Galileo, un "système public réglementé" dit PRS. Il s'agit d'un système réservé dans un secteur particulier. Dans ce cadre spécifique, les signaux du programme Galileo sont réservés à des utilisateurs autorisés par les gouvernements pour les *applications sensibles*. Une décision n° 1104/2011 du 25 octobre 2011 concerne les modalités d'accès à ce service public réglementé. Le PRS est le service le plus sensible, il doit être d'une fiabilité absolue. Il utilise des signaux robustes et cryptés. L'accès à ce service est réservé à des utilisateurs faisant l'objet d'un contrôle permanent.

Une décision du conseil de l'UE du 22 juillet 2014, 2014/496/PESC, prévoit que si la situation internationale l'exige ou s'il y a une menace sur l'exploitation du système mondial de navigation par satellite européen, des mesures de sauvegarde peuvent être prises ; des mesures provisoires sont décidées en cas d'urgence par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Il y a les usagers du PRS : les États membres, le conseil, la commission, le service européen pour l'action extérieure SEAE, certains États tiers, certaines organisations internationales.

Il y a les utilisateurs du PRS qui sont des personnes autorisées par un usager du PRS à détenir ou utiliser un récepteur PRS.

En ce qui concerne la France, les articles L. 2323-1 et suivants du code de la défense soumettent, sous sanction pénale, à autorisation l'accès au service public réglementé.

Le décret n° 2018-516 concerne le service public réglementé, il introduit certaines dispositions dans la partie réglementaire du code de la défense, art. R. 2323-1 et suivants. Celles-ci concernent les demandes d'autorisation, l'autorisation, les motifs susceptibles de justifier un refus d'autorisation

La France a conclu le 12 juin 2013 un accord avec l'Union européenne et l'agence du GNSS européen, accord publié par décret du 15 décembre 2014, JO du 17 décembre 2014 p. 21135. Le réseau mondial des stations terrestres du système du programme Galileo comprend, outre une station, six centres. Par les six centres, existe le centre de surveillance de la sécurité Galileo. Le GNSS supervise la sécurité du système, il joue un rôle important en ce qui concerne le SPR, accès au service réglementé. Le GNSS doit être installé en France et en Espagne. La mise en place du site en France est achevée depuis 2017. Le centre principal sera à Saint Germain en Laye au Camp des Loges. La mise en place du site en Espagne commence en mars 2018 avec des installations réduites et devrait être complètement achevée en mars 2019.

### Le dysfonctionnement du service

Il convient de mettre en place un système de performance qui devrait avertir quand le signal n'est pas bon. On prévoit la mise en place d'un centre de références Galileo sur le site de Noordwijk. On prévoit l'installation sur la surface du globe de stations de mesures Galileo, stations GSS, pour effectuer des mesures de pseudo distance et collecter les signaux émis par les satellites pour en surveiller la qualité : Madère, Tokyo, Kerguelen.

Voir la décision du 6 juin 2013 de la commission.

On retrouve le problème de la responsabilité, en particulier en cas d'interruption de la fourniture des services.

Mireille Couston, La responsabilité des opérateurs du fait de la défaillance du signal satellitaire dans le cadre d'un système GNSS et plus spécifiquement dans le cadre des systèmes Galileo et EGNOS, RFDA 2011.373

La loi du 3 juin 2008 ne légifère pas en ce domaine.

Le système dépend de l'UE qui est une association d'États et donc une entité de droit international public.

L'exploitant peut être une entité délégataire fonctionnant à l'instar d'une entreprise commerciale opérant contre rémunération.

La coopération entre l'UE et des États tiers.

Un accord de Dromoland Castle, Co. Clare, avait été conclu le 26 juin 2004 entre les États-Unis et les États européens et la Communauté. L'objectif de cet accord UE/USA tendait à ce que le GPS et Galileo soient compatibles en matière de radiofréquences et qu'ils soient inter-opérables, dans la mesure du possible, au niveau de l'utilisateur non militaire. On parle d'interopérabilité au niveau utilisateur, lorsque l'utilisateur dispose d'un récepteur disposant d'un système combiné permettant de capter un ensemble de satellites GPS et Galileo/.

L'accord contient des dispositions sur les bandes de fréquence. Les parties s'assurent de la conformité aux exigences de l'OACI, de l'OMI et de l'UIT. Éviter les interférences. L'Union européenne avait approuvé cet accord par une décision du conseil de l'UE du 12 décembre 2011, l'accord était entré en vigueur le 12 décembre 2011. Cet accord de coopération avait été conclu pour 10 ans.

L'accord est reconduit pour une durée de 5 ans, cf. la décision du Conseil du 27 juin 2022, JOUE du 1<sup>er</sup> juillet 2022. La reconduction de l'accord entre l'UE et les États-Unis est entrée en vigueur le 20 décembre 2022 et a pris effet le 12 décembre 2021.

La Suisse a noué une coopération avec l'Union européenne pour accéder aux programmes européens de navigation par satellite, une décision du Conseil de l'UE en date du 23 septembre 2013 est relative à la signature de cet accord le 18 décembre 2013, publié au JOUE du 20 janvier 2014. Cet accord donne lieu à application provisoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. A été mis en place un comité mixte GNSS Union européenne / Suisse, qu'il convient de doter d'un règlement intérieur. En voir le projet, décision 2017/1190 du 12 juin 2017, JOUE du 5 juillet 2017.

L'Ukraine se trouve dans la même situation, un accord de coopération a été conclu le 1<sup>er</sup> décembre 2005 entre l'Ukraine et la CE concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS), accord approuvé le 25 novembre 2013 par le Conseil de l'UE, JOUE du 26 avril 2014. Accord entré en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2013.

La Communauté E /UE a conclu, le 12 décembre 2006, un accord de coopération avec le Maroc, concernant un système mondial de navigation par satellite, GNSS, publié au JOUE du 23 mars 2016, L 76/3.

La Corée a conclu le 9 septembre 2006 un accord avec la CE concernant le GNSS, accord entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016. JOUE du 19 novembre 2016, L 313.

Idem avec la Corée, accord signé le 9 septembre 2006, cet accord est approuvé au nom de l'UE, décision du Conseil du 6 juin 2016, JOUE du 15 juin 2016, L 157/19.

La Norvège, l'UE et ses États ont conclu le 22 septembre 2010 un accord de coopération concernant la navigation par satellite, accord publié au JORF du 22 juillet 2016, texte n° 3. La liberté d'utiliser les services Galileo et EGNOS figure dans l'accord.

Il existe d'autres systèmes de radionavigation que le système américain ou le système européen.

Les Russes ont le système Glonass, opérationnel depuis 1982. 24 satellites. Couverture mondiale. Les services civils du GLONASS sont fournis aux utilisateurs sans redevance d'usage directe, ils sont accessibles en continu aux utilisateurs du monde entier. La précision sera améliorée fin 2020.

Les Chinois ont le système BeiDou, la grande ourse, à vocation militaire. Service mondial à compter de 2020. Il garantit une exactitude de positionnement de moins de 5 mètres.

Le Japon dirige le système Quasi Zénith, QZSS, Michibiki. Système compatible et interopérable avec le GPS. Achèvement prévu en 2023 avec une constellation de 7 satellites, permettant un positionnement durable.

L'Inde développe le système INRSS.

L'ISRO, organisation indienne de recherche spatiale, a mis en œuvre un système de navigation régional indépendant connu sous le nom de Navic.

Le système GAGAN a été mis au point avec les autorités aéroportuaires indiennes, il dessert la région équatoriale.

La Corée met en place le système de renforcement satellitaire coréen, KASS, déployé au-dessus de la péninsule coréenne.

---

i